

**« QU'AVEZ-VOUS FAIT DE L'ARGENT DES
JUIFS ? »**

**Problématisation et publicisation de la question « des
fonds juifs et de l'or nazi » par la presse suisse, 1995-
1998**

Thèse présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales de
l'Université de Fribourg (Suisse)

par

CÉDRIC TERZI
de Peseux et Neuchâtel (NE)

pour l'obtention du grade de docteur ès sciences sociales

Acceptée par la Faculté des sciences économiques et sociales
le 18 janvier 2005

sur proposition de
Monsieur le Professeur Jean Widmer
(premier rapporteur)

et Monsieur le Directeur de recherches Louis Quéré (EHESS, Paris)
(second rapporteur)

**Fribourg
2005**

La Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Fribourg (Suisse) n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions émises dans une thèse : elles doivent être considérées comme propres à l'auteur (Décision du Conseil de Faculté du 23 janvier 1990)

A Jean-Blaise Oppel
Qui m'a enseigné la curiosité

SOMMAIRE

Remerciements.....	v
Au lecteur : remarques générales.....	vii
Prologue	1
La présence de la Deuxième Guerre mondiale	3
<i>La Deuxième Guerre mondiale : un objet de mémoire et d'histoire</i>	3
<i>La Deuxième Guerre mondiale : un enjeu international contemporain</i>	5
<i>La polémique sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale</i>	10
Introduction	21
Une contribution sociologique à l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi »	23
<i>Une controverse marquée par deux renversements de situations</i>	24
<i>Désubstantifier « les fonds juifs et l'or nazi » et restituer des prises à l'action</i>	26
<i>La sociologie d'une histoire contingente, ses contraintes pratiques et ses enjeux théoriques</i>	33
Première partie	43
Construire le problème des « fonds juifs et de l'or nazi »	45
Chapitre 1	49
1 La définition des « fonds juifs » et de l'« or nazi »	51
1.1 <i>L'arrêté fédéral de 1962 sur les « avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques »</i>	52
1.2 <i>Le retour discret des « biens des victimes de l'Holocauste » en 1995</i>	56
1.3 <i>La question des « fonds juifs » suite à l'audition du Sénat états-unien en avril 1996</i>	67
1.4 <i>Les « fonds juifs » et l'« or nazi » suite au rapport Nazi Gold de septembre 1996</i>	81
1.5 <i>La définition « des fonds juifs et de l'or nazi » : un processus long et complexe</i>	95
1.6 <i>Sources du chapitre 1</i>	102
Chapitre 2	107
2 Revendiquer la restitution « des fonds juifs et de l'or nazi »	109
2.1 <i>Le problème des « fonds juifs et de l'or nazi » comme activité de revendication</i>	110
2.2 <i>Le système d'action des « fonds juifs et de l'or nazi » comme ordre négocié</i>	112
2.3 <i>Les arènes « des fonds juifs et de l'or nazi »</i>	124
2.4 <i>Conclusion du chapitre 2 : L'analyse d'un ordre négocié</i>	143
2.5 <i>Sources du chapitre 2</i>	147
Chapitre 3	149
3 Activités de revendication et identification des acteurs	151
3.1 <i>Les activités de revendications et l'identification de leurs protagonistes</i>	151
3.2 <i>La trajectoire identitaire emblématique de Jean Ziegler</i>	157
3.3 <i>Conclusion du chapitre 3 : Les identités comme constructions interactionnelles</i>	180
3.4 <i>Sources du chapitre 3</i>	184
Deuxième partie	187
Problématisation et publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi » : Constitution d'un collectif affecté par un problème de réputation	189
Chapitre 4	195
4 Les « cadres » du problème « des fonds juifs et de l'or nazi »	197
4.1 <i>Le « cadrage » de la réalité sociale</i>	199
4.2 <i>Les panoplies interprétatives « des fonds juifs et de l'or nazi »</i>	216
4.3 <i>L'irréversible incomplétude de l'inventaire des panoplies interprétatives « des fonds juifs et de l'or nazi »</i>	247
Chapitre 5	263
5 La constitution pratique d'une ligne éditoriale : La trajectoire « des fonds juifs et de l'or nazi dans L'Hebdo	265
5.1 <i>La trajectoire des cadrages « des fonds juifs et de l'or nazi » dans L'Hebdo</i>	267
5.2 <i>Les opérations qui ont renversé la situation : de janvier à mai 1997</i>	293
5.3 <i>Conclusion du chapitre 5 : L'engagement de L'Hebdo dans le conflit</i>	315
5.4 <i>Sources du chapitre 5</i>	318
Chapitre 6	321
6 Prises de position et polarisation de l'espace médiatique	323
6.1 <i>La configuration d'une ligne éditoriale combative : 24 Heures et Le Nouvelliste</i>	326

6.2	<i>L'élaboration d'une réflexivité historique et morale : le Tages-Anzeiger et la Bündner Zeitung</i>	335
6.3	<i>Entre le conflit et la responsabilité morale : le Bund prône la recherche de la vérité...</i>	348
6.4	<i>Les lignes éditoriales comme actions situées : la réorientation de la Tribune de Genève</i>	354
6.5	<i>Conclusion du chapitre 6 : Le rôle prédominant de l'interprétation conflictuelle : un artefact rétrospectif.....</i>	358
6.6	<i>Sources du chapitre 6</i>	363
Chapitre 7		365
7	<i>Prises de position, orientation des lignes éditoriales et détermination d'une situation confuse</i>	367
7.1	<i>L'élaboration progressive d'une situation polarisée et temporalisée.....</i>	371
7.2	<i>La prise de position de Ruth Dreifuss : Orientation de l'enquête et détermination réflexive d'une action, de son auteur et de son environnement</i>	396
7.3	<i>Élaboration d'un problème de réputation et de son audience médiatique</i>	427
7.4	<i>Conclusion du chapitre 7 : La détermination d'une situation confuse et son analyse pragmatiste.....</i>	433
7.5	<i>Sources du chapitre 7</i>	440
Chapitre 8		443
8	<i>La configuration d'une collectivité politique appelée à défendre sa réputation</i>	445
8.1	<i>De l'analyse d'un cas particulier à la dynamique du débat</i>	446
8.2	<i>Le débat public comme configuration pratique d'une collectivité politique.....</i>	465
8.3	<i>Sources du chapitre 8</i>	512
Conclusion à la deuxième partie		515
	<i>Une analyse pragmatique de la culture politique suisse.....</i>	517
	<i>Élaboration d'une pragmatique « des fonds juifs et de l'or nazi »</i>	517
	<i>La voie intermédiaire et ses conséquences pratiques pour l'orientation de l'enquête.....</i>	521
	<i>Constitution d'un problème de réputation et d'une culture politique centralisée</i>	534
	<i>Sources de la conclusion</i>	537
Troisième partie		541
	<i>Une critique pragmatique des cultures politiques en action</i>	543
Chapitre 9		547
9	<i>La participation à la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi »</i>	549
9.1	<i>Incertitudes, controverses socio-techniques et démocratie dialogique</i>	550
9.2	<i>La participation des profanes à la définition, aux recherches et à la restitution des « fonds en déshérence ».....</i>	560
9.3	<i>De la « science en action » à la « démocratie dialogique ».....</i>	583
9.4	<i>Vers une analyse empirique de la politique en action</i>	598
9.5	<i>Sources du chapitre 9</i>	609
Chapitre 10		611
10	<i>La constitution médiatique d'un collectif de recherche narcissique.....</i>	613
10.1	<i>La configuration médiatique du public suisse des recherches de titulaires</i>	614
10.2	<i>La constitution du secret bancaire en bien public.....</i>	626
10.3	<i>La liste des titulaires de « fonds en déshérence » comme objet de controverses</i>	643
10.4	<i>La liste problématise les « fonds en déshérence » et oriente leurs recherches.....</i>	651
10.5	<i>Conclusion du chapitre 10 : La constitution d'un problème identitaire et de son public</i>	661
10.6	<i>Sources du chapitre 10</i>	664
Chapitre 11		667
11	<i>Le dénouement d'une intrigue et l'institution d'une culture politique.....</i>	669
11.1	<i>Le report des plaintes collectives et la configuration d'un conflit économique</i>	669
11.2	<i>L'émergence d'un enjeu international orienté vers un règlement financier global</i>	674
11.3	<i>La confrontation secrète d'intérêts privés comme dynamique de problématisation et de publicisation.....</i>	687
11.4	<i>Sources du chapitre 11</i>	740
Chapitre 12		747
12	<i>L'intrigue projetée et organise l'horizon de son propre dénouement.....</i>	749
12.1	<i>La levée du moratoire comme tournant vers le dénouement de l'intrigue</i>	750
12.2	<i>La levée du moratoire et la publicisation des intérêts des entreprises suisses</i>	760

12.3	<i>Le déroulement des négociations secrètes et la constitution de leur public</i>	769
12.4	<i>L'institution pratique du dénouement « des fonds juifs et de l'or nazi »</i>	774
12.5	<i>Vers une analyse empirique des relations internationales et de leur recomposition</i>	786
12.6	<i>Sources du chapitre 12.....</i>	794
Conclusion		797
Analyser la constitution d'une culture politique nationale et internationale.....		799
<i>Une analyse procédurale de la publicité démocratique.....</i>		800
<i>Une théorie fondée empiriquement et une méthodologie élaborée pratiquement.....</i>		804
Glossaire.....		i
Bibliographies.....		xxi
<i>Bibliographie des sources</i>		xxi
<i>Bibliographie des références.....</i>		xxv
Table des matières		xlvi

REMERCIEMENTS

Certains voudraient que le savoir soit un bien comme un autre, morcelé en une multitude de « propriétés intellectuelles », susceptibles d'être défendues et monnayées par leurs détenteurs. Au moment de tirer le bilan de cette recherche, je ne saurais dire exactement quelles parcelles pourraient être mises à mon actif, ni énumérer tous les emprunts dont elle s'est enrichie. Une chose en certaine, cette comptabilité serait gravement déficitaire. Ce travail m'aurait irrémédiablement ruiné si mon chemin n'avait pas croisé celui de collègues, de chercheurs et d'amis qui vivent dans un monde dont les propriétés sont partagées et qui agissent en conséquence.

Au fil de ces années, Jean Widmer et Louis Quéré, mes co-directeurs de thèse, ont été généreux de leur savoir, de leur rigueur et de leur confiance.

Alain Bovet a accompagné cette recherche de son ébauche à son dénouement, consacrant le temps nécessaire à la lecture et au commentaire de ses versions successives. Au gré du temps partagé, ce collègue est devenu un comparse de lectures, de discussions, d'enseignements, de conférences et de rédactions. Nos activités se sont si souvent mêlées que je ne sais plus exactement ce qui lui appartient et ce qui me revient.

Michel Barthélémy m'a fait découvrir une démarche sociologique rigoureuse, capable d'élucider comment les détails des discours participent à la composition méthodique d'un ordre social.

Renaud Dulong m'a initié aux problématiques du témoignage et de l'attestation, qui ont profondément révisé mon analyse des espaces publics.

Marc Relieu a attiré mon attention sur l'intérêt d'instruments inspirés de l'analyse de conversation pour étudier l'organisation séquentielle des débats publics.

Le périple de cette recherche m'a conduit sur les chemins qui relient la Suisse, la France et l'Italie. J'y ai fait de multiples rencontres, qui n'auraient jamais été possibles sans la générosité des personnes qui m'ont accueilli.

A Fribourg, le Prof. Riccardo Lucchini m'a invité aux réunions hebdomadaires de son séminaire de doctorants. Lors des présentations de ma recherche, Dimitri Sudan, Giuditta Mainardi et Dunya Acklin m'ont amicalement contraint à préciser et à expliciter une problématique qui demeurerait bien souvent nébuleuse.

A Paris, Alain Cottureau ne m'a pas seulement partagé sa passion pour l'histoire et fait découvrir la richesse de sa sociologie d'inspiration phénoménologique. Il m'a également ouvert les portes du *Centre d'Etude des Mouvements Sociaux*. J'ai ainsi pu me joindre à Louis Quéré, Daniel Cefaï, Danny Trom et Michel Barthélémy pour animer un séminaire consacré à la « sociologie des problèmes publics ». Nos discussions, souvent animées, ont fait émerger la problématique des opérations de problématisation et de publicisation, qui charpente mon analyse.

Parallèlement, Ariel Colonomos m'a initié à l'analyse des relations internationales en m'invitant aux réunions et au colloque du groupe sur les « Civilités mondiales » qu'il anime au *Centre d'Etudes et de Recherches Internationales* (sciences-po, Paris).

A l'Université Bologne, le Prof. Giolo Fele m'a permis de passer un an de recherches auprès du *Dipartimento delle scienze della comunicazione*. Cet ermitage, accompagné par Pier Paolo Giglioli et Pina Lalli, m'a offert un environnement idéal et le temps nécessaire pour rédiger l'essentiel de ce travail.

Durant ces années de pérégrination, Michia, Anne, Balthazar et Eline m'ont offert leur amitié. Leur accueil et leur générosité m'ont permis de toujours me sentir chez moi à Fribourg.

Sur les chemins de cette recherche, ma route a croisé celle de Julia. Depuis, nous y marchons ensemble. Elle m'a comblé de sa présence, de sa confiance, de ses encouragements, de ses conseils et de ses relectures. Elle m'a surtout appris à partager la vie.

AU LECTEUR : REMARQUES GÉNÉRALES

Analyses déjà publiées : L'analyse présentée ici est entièrement originale. Je n'y reviens donc pas sur l'étude de discours, de séquence de débats ou de problématiques que j'ai présentées dans d'autres publications.

Bibliographie : La bibliographie énumère exclusivement les travaux directement consultés et utilisés pour la conduite de cette recherche. Par contre, les textes mentionnés au titre d'illustrations ou évoqués par la littérature secondaire ne sont mentionnés qu'en notes de bas de page. Par ailleurs, la bibliographie est scindée en deux parties. La première est dédiée au « sources », c'est-à-dire à des documents analysés au cours de la recherche. Elle rassemble donc des ouvrages, des articles et des rapports consacrés au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale et à la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». La seconde partie rassemble les « références », c'est-à-dire la littérature théorique et empirique qui est convoquée pour soutenir l'analyse.

Citations : Sauf indication contraire, lorsqu'une citation est mise en évidence (texte italique, gras ou souligné), elle l'est dans l'original. Ceci vaut autant pour les références à la littérature scientifique que pour les citations du corpus.

Glossaire : les termes et les noms propres dont la première mention est suivie d'un astérisque renvoient à une entrée de glossaire présentée en fin de volume.

Notes de bas de page et de fin de chapitre : Afin d'alléger la lecture, le texte est ponctué par un double système de notation. Les notes de bas de page sont appelées par des chiffres arabes. Elles présentent des commentaires ou des références scientifiques qui enrichissent directement l'argument développé dans le corps du texte. Les notes de fin de chapitre sont appelées par des chiffres romains. Elles présentent l'appareil critique des sources qui documentent les observations, les descriptions et l'analyse. Les extraits du corpus médiatique sont systématiquement répertoriés avec le nom du journal, la date de sa parution et le titre de l'article concerné.

Styles d'écriture : le texte est ponctué par une série d'encadrés. Il s'agit d'observations et de descriptions détaillées de parties du corpus. Celle-ci forment de petites études autonomes, qui concrétisent, enrichissent et spécifient l'analyse. Elles peuvent donc être lues pour elles-mêmes, comme des exemples d'analyse détaillée. En revanche, leur lecture n'est pas indispensable pour suivre la ligne directrice principale de l'analyse.

Traductions : Une traduction des textes anglophones, germanophones et italophones est proposée, entre parenthèses et en italiques, immédiatement suite à chaque citation. Ces versions, proposées pour alléger la lecture de ce document plurilingue, restent approximatives. Dans chaque cas, seule la version originale fait foi pour la conduite de l'analyse.

« QU'AVEZ-VOUS FAIT DE L'ARGENT DES JUIFS? »

Problématisation et publicisation de la question « des fonds juifs et de l'or nazi » par la presse suisse, 1995-1998

La démarche sociologique habituelle [...] consiste à partir d'un événement échu, déjà identifié et « socialisé » [...]. Le problème de cette démarche est qu'elle n'est pas consciente de sa dépendance par rapport à ce qui la rend possible, à savoir que l'événement soumis à l'analyse a été identifié, individué et stabilisé par un travail social et que son analysibilité naturelle (que le chercheur exploite et éventuellement traduit) a elle aussi été produite par ce travail. De plus, elle est aveugle sur la manière dont elle fournit son contexte à un événement. Quand l'analyste intervient sur un événement déjà constitué, il se sert de son individualité et de sa socialité déjà constituées pour lui assembler un contexte objectif, à travers par exemple la description de la situation politico-idéologique de son occurrence et la confection d'une intrigue. Mais il ne voit pas que le contexte et l'événement se rapportent déjà l'un à l'autre sur un autre mode, celui d'une détermination réciproque, qui fait que le contexte est partie intégrante de l'identité de l'événement et que l'événement est le point de départ de la construction du contexte. C'est que l'événement et son contexte ne préexistent pas l'un à l'autre ; ils se définissent réflexivement. [...] Notre pari est que cette détermination réciproque de l'événement et du contexte est observable en tant que processus qui se déploie dans l'espace public.

Michel Barthélémy & Louis Quéré, *La mesure des événements publics : Structure des événements et formation de la conscience publique*, Paris, EHESS, pp. 52-53

PROLOGUE

[A] votre grotesque tragique, on peut comparer aussi le grotesque suisse : il s'agit d'une prison assez différente évidemment de celles où l'on vous a jeté, cher Havel, une prison où les Suisses se sont réfugiés. Parce qu'à l'extérieur de la prison tout le monde se ruait sur tout le monde, et parce que c'est seulement dans leur prison qu'ils sont sûrs de ne pas être agressés, les Suisses se sentent libres, plus libres que tous les autres hommes, libres en détenus de la prison de la neutralité. [...]

Quoi qu'il en soit, la prison prospère et ses affaires sont si imbriquées avec les affaires du dehors que peu à peu des doutes surgissent quant à l'existence véritable de la prison, elle est devenue une prison fantôme. Pour démontrer l'existence de la prison et de ce fait la sienne aussi, l'administration de la prison dépense pour les gardiens qui sont leurs propres prisonniers des milliards de francs suisses en armes toujours plus modernes, qui à leur tour vieillissent et nécessitent qu'on en achète de nouvelles, indépendamment de la probabilité qu'une guerre entraînerait la disparition de ce qu'elle cherche à défendre. L'administration se paie l'utopie de croire que la stratégie des *Nibelungen*, dans un monde toujours plus exposé aux catastrophes, garantit une sécurité absolue, au lieu de se rendre à l'évidence que justement la prison suisse pourrait se payer la témérité de supprimer les gardiens, confiante dans le fait que les prisonniers ne sont pas prisonniers mais libres, ce qui signifierait évidemment que la Suisse ne serait plus une prison, mais une partie de l'Europe [...].

Friedrich Dürrenmatt, *Pour Václav Havel*, Carouge-Genève, Zoé, 1990, pp. 11 ; 14-15

LA PRÉSENCE DE LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Plus de cinq décennies après son épilogue, la Seconde Guerre mondiale est à nouveau d'actualité. Il a fallu attendre la fin du vingtième siècle pour que soient soulevées les questions des biens des victimes du nazisme, de leur spoliation et de leur restitution. Désormais, ces enjeux préoccupent jour après jour des responsables politiques, des diplomates, des représentants d'organisations publiques et privées, des chefs d'entreprises, des juristes, des historiens, des philosophes, des journalistes et leurs publics. Des recherches systématiques ont été entreprises dans vingt-cinq pays afin d'établir les responsabilités des gouvernements et des entreprises qu'elles impliquent. Ce retour tumultueux a offert un avenir au passé en le rendant présent. Il a fait remonter le temps, donnant le tournis aux rigoureuses successions des calendriers. Désormais, la Seconde Guerre mondiale n'est plus un objet de rappel ou de souvenirs : elle est devenue un enjeu contemporain.

La Deuxième Guerre mondiale : un objet de mémoire et d'histoire

Certes, la Seconde Guerre mondiale n'a jamais été complètement éclipsée au cours de ce demi-siècle¹. Dix ans après la capitulation de l'Allemagne, les conséquences directes de la guerre étaient pour ainsi dire réglées. La reconstruction de l'Europe battait son plein. La question des réparations avait trouvé son épilogue avec la signature des accords entre l'Allemagne et Israël. La plupart des survivants avaient choisi un pays où s'installer et normaliser, du moins dans les pays occidentaux, leur situation matérielle. Même les publications de témoignages et les poses de plaques commémoratives, très intenses dans l'immédiat après-guerre, avaient fini par s'estomper (Wieviorka, 1998, 89-90) :

[Certains ont alors légitimement] pu penser que le passé [était] passé, qu'un trait [était] tiré sur le nazisme, que plus personne, ni en Allemagne ni ailleurs ne [voulait] plus en entendre parler. De fait, ce [n'était] qu'une illusion. La fin des années cinquante fut, en Allemagne comme ailleurs, celle de la reviviscence du souvenir du nazisme, et de la reprise des procédures judiciaires.

C'est à cette époque qu'a émergé l'intérêt pour le génocide. Jusqu'alors, les orientations du procès de Nuremberg avaient donné le ton. Il s'agissait d'éclairer les

¹ Ce paragraphe est largement inspiré par l'analyse d'Annette Wieviorka (1998).

mécanismes qui avaient permis la guerre et de dénoncer les responsables et les criminels qui l'avaient conduite. Mais le procès d'Adolf Eichmann à Jérusalem a profondément modifié la donne². Cet événement a marqué l'entrée dans « l'ère du témoin » : il a placé les victimes au centre de l'attention, libérant la parole des survivants et suscitant l'intérêt public pour leurs récits (idem, 118) :

Avec le procès Eichmann et l'émergence du témoin, homme-mémoire attestant que le passé fut et qu'il est toujours présent, le génocide devient une succession d'expériences individuelles auxquelles le public est supposé s'identifier.

Cette focalisation sur les destins individuels des victimes s'est confirmée au fil des années. Elle a constitué le ressort de plusieurs productions audiovisuelles, telles que le feuilleton télévisé américain *Holocaust*, le documentaire *Shoah* de Claude Lanzmann, ou les films *La liste de Schindler* de Steven Spielberg et *Le pianiste* de Roman Polanski. Si chacun de ces documents a donné lieu à des controverses, tous ont contribué à la mise en forme d'un « devoir de mémoire » que les survivants devraient honorer. « Au témoignage spontané, à celui sollicité pour les besoins de la justice, a succédé l'impératif social de mémoire » (idem, 160). La diffusion du feuilleton *Holocaust* et de *La liste de Schindler* a donné lieu à deux projets ambitieux de collecte et d'archivage des enregistrements vidéos de témoignages de survivants³. Ces initiatives ont marqué une double révolution. La première est historiographique. Elles ont encouragé la restitution du passé à ceux à qui il appartient, à ses acteurs et témoins qui le racontent en direct pour leurs contemporains et pour la postérité. Autrement dit, elles ont aspiré « à la substitution des témoignages, qui seraient la vraie histoire, à l'Histoire » (idem, 150). La seconde est culturelle. Ces initiatives ont indiqué à la fois une « américanisation de l'Holocauste », et l'abandon de son enseignement par le biais de l'écrit au profit de techniques audiovisuelles.

Ainsi, la Seconde Guerre mondiale n'a jamais complètement disparu de l'horizon contemporain. Durant toutes ces années, de nombreuses initiatives ont œuvré contre l'oubli de ces événements tragiques. Des commémorations ont périodiquement appelé au silence face aux atrocités commises par le régime nazi et aux indicibles souffrances endurées par leurs victimes. Des musées et des mémoriaux ont été institués comme autant de « lieux de mémoire »⁴. Des associations ont enregistré et diffusé les témoignages des survivants aux camps de concentration et d'extermination. Des médias ont rappelé ces événements tragiques, et rendu tangibles les horreurs dont les pellicules avaient gardé la trace. Des enseignements spécifiques concernant cette période historique ont pris place dans de nombreux cursus scolaires. Ces actions ont activement lutté contre l'oubli de la Seconde Guerre mondiale. Elles se sont déployées avant tout dans les pays ayant pris une part active au conflit. Ainsi, elles ont fait du souvenir de la Seconde Guerre mondiale un impératif qui concernerait avant tout les Alliés, les anciennes forces de l'Axe et les pays qu'elles ont occupés⁵. Plus encore, elles se sont déployées sous la forme de rappels et de souvenirs

² L'enlèvement, le jugement et l'exécution d'Adolf Eichmann par les autorités israéliennes ont donné lieu à une importante littérature et à des controverses mémorables. A ce sujet, voir les bibliographies annexées à l'ouvrage controversé d'Hannah Arendt (1997 [1963]) et au travail d'Annette Wieviorka (1989).

³ Le projet « Fortunoff Video Archives for Holocaust Testimonies » de l'Université de Yale a fait suite au feuilleton *Holocauste* et la « Survivors of the Shoah Visual History Foundation » a été lancée par Steven Spielberg, après le tournage de son film *La liste de Schindler*.

⁴ Dans la terminologie initiée par Pierre Nora (1984), les « lieux de mémoire » ne sont pas un contenu qui serait l'objet d'un souvenir, mais les restes dans lesquels la mémoire travaille.

⁵ Ainsi, l'ouvrage dirigé par Georges Kantin et Gilles Manceron (1991) est consacré à la mémoire de la Seconde Guerre mondiale et à ses lacunes en France et « dans les autres pays », c'est-à-dire en Allemagne, en Autriche, aux États-Unis, en Union soviétique, au Japon, en Grande-Bretagne, en Italie et en Pologne.

périodiques ou intermittents. Elles ont donc affirmé la présence d'une Seconde Guerre mondiale qu'elles ont simultanément constituée comme un objet de mémoire et d'histoire. Autrement dit, elles l'ont présentée comme un phénomène passé, délégué à des historiens et des témoins, qui seuls seraient aptes à le raconter et à l'analyser dans le monde contemporain⁶.

La Deuxième Guerre mondiale : un enjeu international contemporain

Au cours des cinquante dernières années, la Seconde Guerre mondiale n'a donc cessé d'être présente. Mais elle l'a été comme un passé concernant avant tout les pays directement touchés par le conflit. Cette manière de rendre compte du passé s'est radicalement transformée, dans le courant des années 1990, à la faveur des efforts consacrés à l'élucidation du destin des victimes de la guerre. Ces études ont en effet placé au centre de l'attention une question qui était jusqu'alors restée en marge des recherches. Elles ont montré que le sort des « biens de l'Holocauste » – c'est-à-dire des valeurs appartenant aux victimes spoliées pendant le conflit ou oubliées après sa conclusion – restait méconnu et, dans bien des cas, irrésolu.

L'apparition de cette question a profondément transformé l'analyse de la Seconde Guerre mondiale et, surtout, de ses conséquences contemporaines. Tout d'abord, cette nouvelle problématique a considérablement *élargi le cercle des pays impliqués dans le conflit*, non seulement sur le plan militaire, mais également d'un point de vue économique et financier. Ensuite, elle a sensiblement modifié *l'identification des acteurs susceptibles d'en rendre compte et la désignation de ceux susceptibles de devoir rendre des comptes à son sujet*. C'est ainsi que nombre de gouvernements, de diplomates, d'établissements bancaires publics et privés, et d'agents économiques et financiers ont pris place aux côtés des historiens et des témoins pour produire des discours sur la Seconde Guerre mondiale. Enfin et surtout, cette nouvelle configuration a fait sortir la Seconde Guerre mondiale de sa retraite d'histoire et de mémoire. Désormais, il n'est plus seulement question de lutter contre l'oubli dans lequel le passé menaçait de tomber. Il s'agit d'en élucider les conséquences présentes, qui perdurent plus d'un demi-siècle après les faits, et auxquelles il est urgent de trouver une solution.

Ce renversement de situation apparaît de manière particulièrement éclatante à la lumière de deux rapports historiques publiés par le Département d'État – l'équivalent du Ministère des affaires étrangères – états-unien (Eizenstat 1997 et 1998). Consacrées à la recherche et à la restitution de l'or volé par l'Allemagne, ces études se penchent en particulier sur le rôle de pays neutres et non-alignés, tels que la Suisse, la Suède, le Portugal, l'Espagne, la Turquie ou l'Argentine. Elles montrent comment ces pays ont contribué, indirectement ou directement, à l'effort de guerre allemand et à son financement par le biais de transactions économiques. Ces recherches sont présentées avant tout comme des « *actes d'historiens* ». Cependant, elles ne se contentent pas de viser une meilleure connaissance du passé, notamment de questions jusqu'alors reléguées au second plan. Mandatés par le président William Clinton, ces travaux se donnent explicitement pour objectif de contribuer à la réparation d'une injustice (Eizenstat, 1997 [1997], V) :

Alors que les survivants de l'Holocauste atteignent la fin de leur vie, ils ont l'urgent désir de voir remonter au grand jour des faits longtemps refoulés, pour qu'à la faveur de la justice ainsi rendue, leurs souffrances soient un tant soit peu apaisées.

⁶ A ce titre, il est significatif d'observer qu'Annette Wieviorka (1998, 168-180) conclut son analyse par un paragraphe consacré à la brouille opposant les témoins et les historiens.

Ainsi, ce discours est explicitement inscrit dans la politique étrangère des États-Unis. D'autant qu'il est porté par un document officiel, commandé par le gouvernement états-unien, coordonné par un de ses plus hauts fonctionnaires⁷, et réalisé par l'historien en chef du Département d'État. Il participe donc explicitement d'une action diplomatique. Il ne se contente pas de travailler en faveur du souvenir. Il fait de la Seconde Guerre mondiale, et en particulier de ses conséquences financières pour les victimes, un *enjeu international contemporain*, porté par un gouvernement. Il révèle donc que ces événements ne sont plus réservés à l'attention des spécialistes qui leur consacrent quotidiennement leur attention, et que le discours à leur sujet n'est plus monopolisé par des historiens et des témoins. La Seconde Guerre mondiale est devenue un enjeu public contemporain, au sujet duquel des gouvernements peuvent et doivent prendre position.

C'est sous cet angle que plusieurs recherches ont abordé l'actualité de la Seconde Guerre mondiale. Selon ces travaux, la réouverture du dossier des biens ayant appartenu aux victimes du nazisme se décline autour des concepts de *restitution*, de *dédommagement* et de *réparation*, qui expriment une double exigence de justice sans frontières et d'évaluation morale du passé. A ce titre, elle participe d'un processus de refonte des régulations en matière de relations internationales faisant suite à la chute du bloc soviétique. Ce phénomène planétaire se traduirait notamment par la mise en évidence d'enjeux historiques et juridiques, plaçant au cœur de la scène internationale des acteurs privés jusqu'alors ignorés et rassemblés en des alliances inédites (Colonomos, 2001).

En mettant ainsi l'accent sur la composante normative du retour de la Seconde Guerre mondiale, ces recherches étendent considérablement sa problématique.

Premièrement, cette nouvelle actualité du passé pourrait marquer un renversement de sensibilité s'agissant de l'indemnisation des victimes de dommages causés dans des périodes historiques éloignées. Sur ce point, les exigences formulées au nom des victimes du nazisme pourraient être comparées avec celles exprimées au nom des victimes de l'esclavage en Amérique du Nord, de celles de l'invasion espagnole en Amérique du Sud, et de celles de la colonisation, en Afrique notamment (cf. Reisman, 1989 ; America, 1990 ; Torpey, 2003)

Deuxièmement, ce retour sur le passé de la guerre pourrait indiquer le refus de laisser sans réponse les méfaits de régimes autoritaires et de leurs complices. Cette volonté repose en grande partie sur un travail historique visant à établir des faits, des responsabilités, et des compromissions, pouvant conduire à l'ouverture d'éventuelles procédures judiciaires. Ce travail pourrait être rapproché des activités de la commission « vérité et réconciliation » qui a tâché d'éclairer les violences commises durant le régime de l'apartheid en Afrique du Sud (cf. Boraine et al., dir. 1997).

Troisièmement, la réouverture du dossier de la Seconde Guerre mondiale pourrait marquer un tournant significatif dans le refus d'entériner les situations issues de conflits armés et de dédouaner les responsables et les complices de méfaits commis à ces occasions. A ce titre, le retour sur la scène publique de la Seconde Guerre mondiale pourrait être rapproché de la récente institution de tribunaux internationaux conduisant des jugements suite aux conflits ruandais et yougoslave (cf. Neuffer, 2002 ; Teitel, 2000).

Quatrièmement, la question des biens des victimes du nazisme a engendré un *aggiornamento* de l'histoire et de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, de nombreux pays ont récemment entrepris de réécrire leur histoire durant cette période,

⁷ Stuart Eizenstat a signé ce rapport en tant que Sous-secrétaire au commerce pour le commerce international et Envoyé spécial du Département d'Etat pour la restitution des biens en Europe centrale et orientale.

certaines allant même jusqu'à modifier considérablement l'enseignement dispensé dans les écoles à ce sujet⁸.

La présence de la Deuxième Guerre en Suisse

Dans les limites de la présente étude, cette reconstitution normative et historique des relations internationales formera l'arrière-plan de l'analyse d'un cas particulier. Les pages qui suivent se concentreront en effet sur la discussion menée en Suisse, durant les dernières années du vingtième siècle, au sujet du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Même restreinte, cette question est déjà largement balisée par une littérature foisonnante. Une première revue superficielle de ces publications permet d'y distinguer trois positionnements principaux⁹.

Une première série d'ouvrages ont présenté des *recherches académiques* qui éclairent des pans de l'histoire et de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale en Suisse jusqu'alors restés dans l'ombre de l'historiographie suisse. Ces travaux se sont notamment concentrés sur des questions économiques et sur la politique menée par le gouvernement suisse à l'égard des réfugiés et plus particulièrement envers les juifs tentant de fuir le régime nazi. Malgré leur caractère souvent technique, les résultats de ces recherches ont été intégrés aux discussions publiques relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Ils ont donc été reçus moins comme des tentatives d'élucidation du passé de la Suisse, que comme des prises de position au sujet d'enjeux contemporains. Ce phénomène a été particulièrement marqué s'agissant des recherches mandatées par le gouvernement helvétique, synthétisées par le rapport final de la « *Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale* »* (CIE, 2002)¹⁰. Plus largement, l'engouement des historiens pour ces thèmes a accompagné et rythmé le débat public. Ainsi, nombre de recherches indépendantes consacrées à la Seconde Guerre mondiale ont été publiées à partir de 1995, et la concentration médiatique sur ces questions leur a conféré un retentissement peu coutumier¹¹.

Une deuxième série de publications se sont explicitement présentées comme *prises de position dans le débat*, sous la forme d'essais ou de témoignages. Ainsi, des intellectuels, des essayistes ou des journalistes ont fait œuvre d'historiens. Ils ont offert leur interprétation des événements de la Seconde Guerre mondiale, que ce soit pour appuyer les analyses critiques émises par les spécialistes ou pour en relativiser la portée¹². Ainsi, l'écrivain Adolf Muschg (1997) a réagi aux propos de l'ancien président de la confédération Jean-Pascal Delamuraz* afin de susciter une prise de conscience morale face aux relations de la Suisse avec le troisième Reich. Dans une veine parallèle, deux ouvrages se sont concentrés sur la manière dont la minorité juive de Suisse a réagi à ces débats publics et à la résurgence de l'antisémitisme dans ce contexte. Le premier rassemble une trentaine de portraits et témoignages diversifiés (Buffat et Cohen, 1998). Le second a

⁸ Des commissions historiques chargées d'éclaircir la question des spoliations juives durant la Seconde Guerre mondiale ont notamment été nommées par l'Argentine, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Croatie, la République Tchèque, l'Estonie, la France, le Saint Siège, la Hongrie, Israël, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie et les Etats-Unis. Cf. <http://taskforce.ushmm.gov/combody.htm>

⁹ La liste des publications présentées dans ce paragraphe se trouve dans la section de la bibliographie consacrée aux « sources de la recherche ».

* Les termes suivis d'un astérisque renvoient au glossaire présenté en fin de volume.

¹⁰ Ce rapport présente sous une forme synthétique les résultats de cinq ans de recherches, ayant abouti de vingt-cinq volumes issus de recherches partielles.

¹¹ Voir notamment : Bourgeois (1998), Caillat (1998) ; Dongen (1997), Jost, (1998 ; 1999), Lasserre (1995), etc.

¹² Voir notamment : Balzli (1997), Bridel (2002), Mossé, (1997), Hazan, (1998), Ziegler (1997), etc.

dénoncé les méthodes du *Congrès juif mondial**, accusées de favoriser la résurgence de l'antisémitisme (Dalain, 1998).

Troisièmement, plusieurs publications ont pris le débat pour objet afin d'en clarifier les enjeux pour en tirer des bilans et des mises au point. Certains de ces ouvrages ont été publiés au cours du débat, et leurs analyses ont contribué à l'orientation des discussions (p.ex. Dreyfus & al., 1997 ; Fricker et al., 1997 ; UNESCO, 1998). D'autres publications sont intervenues en aval de la controverse. Malgré leurs divergences, leurs analyses se rejoignent pour formuler des évaluations normatives de la crise. Elles s'efforcent d'en dévoiler les ressorts cachés afin d'en clarifier les enjeux et d'en tirer les conséquences politiques et morales. Ainsi, *Jean-Christian Lambelet** (1999) et Marc-André Charguéraud (2001) ont tenté de redresser une vérité déformée et mise à mal, selon eux, par le débat public. Pour sa part, Philippe Braillard (1999) a proposé une « *autopsie* » politologique du débat visant à démasquer les ambitions, les arrière-pensées et les intérêts des acteurs de la crise, afin de lui donner un sens et d'en tirer les conséquences. Une démarche similaire a animé le pamphlet dans lequel Norman Finkelstein (2001 [2000]) dénonce l'exploitation de la souffrance des juifs, mise au service d'une vaste entreprise de soutien idéologique aux politiques états-unienne et israélienne.

Cette abondante littérature a largement couvert la question du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Elle a élucidé ses tenants et aboutissants historiques, pointé les enjeux contemporains, et tire les conclusions politiques et morales de la controverse. La diversité de ces publications témoigne de la pluralité des enjeux soulevés par la discussion, des acteurs qui y ont pris part, et des positions qu'ils ont tenues à son sujet. Malgré leur pluralité, ces points de vue ont cependant en commun d'avoir été saisis par le débat. En effet, quels que soient les positionnements qu'ils ont adoptés, tous ont été reçus et interprétés publiquement comme des *prises de position*, situées dans l'un ou l'autre camp délimité par la controverse. D'une part, certains ouvrages ont été identifiés comme des *accusations* portées contre la Suisse, dénonçant les pratiques douteuses de ses autorités et de ses banquiers, leur indifférence aux souffrances qu'ils avaient causées, et leur incapacité à y remédier. D'autre part, plusieurs analyses ont été reçues comme des prises de position visant à défendre l'attitude des autorités helvétiques durant la guerre, et à dénoncer la malhonnêteté des acteurs accusant la Suisse afin de réclamer des restitutions ou des réparations qui n'auraient pas lieu d'être. En ce sens, l'ensemble de cette littérature ne fait pas que témoigner de l'actualité de la Seconde Guerre mondiale. Elle montre à quel point ce retour du passé a soulevé les émotions.

Présence de la Deuxième Guerre mondiale en Suisse et émotions contemporaines

La discussion sur le rôle de la Suisse durant la Seconde guerre mondiale a manifestement touché une corde sensible. Au-delà de leurs particularités, les ouvrages publiés au fil de son développement ont été marqués par l'engagement de leurs auteurs. Piqués au vif, ils ont pris la plume, pour instruire le procès – à charge ou à décharge – de la Suisse. Plusieurs personnalités suisses (qu'il s'agisse de politiciens, de chercheurs ou de journalistes) ont ainsi assumé publiquement leur affectivité. Quelles que soient leurs opinions, ils sont sortis de leur réserve pour pousser un cri du cœur. Certes, le sociologue et *conseiller national** socialiste* *Jean Ziegler** est coutumier des coups de sang. Pourtant, il souligne que le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale l'a fait s'enflammer de manière particulière (Ziegler, 1997 : 50 ; 52) :

* Voir le glossaire à l'entrée « Parti Socialiste suisse ».

Je reconnais être du peuple des innocents coupables et des coupables innocents. J'en fais partie. Mais avec l'or volé nazi et l'argent de l'Holocauste, on atteint un degré d'horreur que je ne supporte plus. [...]

C'est ma subjectivité, mon amour passionné pour ce pays, ma colère, ma fascination pour les égarements des puissants, mon espoir en une Suisse meilleure que créeront nos enfants qui s'expriment ici.

Il est en revanche moins courant de voir le réalisateur de documentaires Yvan Dalain monter le ton pour affirmer que « *Ça suffit !* ». C'est une lettre péremptoire qu'il a adressée au courrier des lecteurs d'un grand journal romand (Dalain, 1998 : 9) :

[M]oi, juif de Suisse, je proclame haut et fort que je suis las des attaques incessantes portées contre mon pays par le Congrès juif américain qui n'a aucun droit à se déclarer Congrès juif mondial. Il est temps que cesse cette campagne de dénigrement à laquelle se livrent mes coreligionnaires américains.

Visiblement agacé, il l'a prolongée par un petit essai pétri d'émotion (idem : 11) :

[M]a lettre ouverte [...], faite de suppositions et d'hypothèses est le cri du cœur d'un homme de 71 ans. Celui-ci, profondément enraciné dans son pays, souffre de voir ses compatriotes accusés des pires vilenies à cause de la malhonnêteté et de la fourberie de certains banquiers et politiciens de l'époque brune.

Les enceintes de l'École des Hautes Etudes Commerciales de l'Université de Lausanne n'ont pas suffi pour contenir cette vague émotionnelle. C'est ce que suggère Jean Frémond lorsqu'il dit que les « *Onze thèses sur la Suisse pendant la Deuxième guerre mondiale* » rédigées par l'économiste Jean-Christian Lambelet sont nées « *la rage au cœur* » (Lambelet, 1999 : I). Si l'on s'en tient aux apparences, l'économiste lausannois a exprimé une colère bien maîtrisée. Son propos ne s'éloigne jamais des rigueurs scolastiques du discours académique. Pourtant, son analyse est inscrite sous une épigraphe sans équivoque empruntée à Voltaire : « *Cet animal est très méchant. Quand on l'attaque, il se défend* ».

Ainsi, les interventions des personnalités suisses qui se sont exprimées au sujet du rôle de leur pays durant la Seconde guerre mondiale ont été pétries d'émotions. Ces effusions ont d'autant plus attiré l'attention qu'elles se sont manifestées dans un environnement peu coutumier de l'effervescence émotionnelle. Au pays de la « *paix du travail* » et du « *gouvernement de concordance* », les affaires publiques sont habituellement débattues sans éclat ni passion. Les passes d'armes rhétoriques se jouent de préférence à fleurets mouchetés. Tout est mis en œuvre pour esquiver les polémiques et les conflits pouvant mener à une polarisation marquée ou durable des opinions, voire mettre à mal une fragile cohésion nationale. A tel point qu'il n'est sans doute pas exagéré de dire que « *la Suisse est le pays du consensus* » (Reszler, 1985 : 73).

Si la vigueur de ce débat a quelque chose d'exceptionnel, elle n'est pas inédite s'agissant du rôle de la Suisse durant la Deuxième guerre mondiale. En effet, la verve éditoriale suscitée par cette question était déjà perceptible à la fin des années soixante lorsque Jean-Baptiste Mauroux a rédigé son essai corrosif intitulé « *Du bonheur d'être suisse sous Hitler* », qu'aucun éditeur suisse n'avait alors accepté de publier. En préambule à sa réédition – établie en pleine controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi », l'auteur a résumé les arguments principaux de son pamphlet (Mauroux, 1997 : 7) :

[C'était le premier ouvrage] qui osât écrire : non, ce n'est pas la soi-disant invincibilité de notre armée conjuguée à l'atout géographique de notre fortin alpin qui a fait hésiter Hitler à nous envahir ; ni non plus « la Providence accordant sa protection majeure » à notre pays comme l'écrit G.-A. Chevallaz, ancien président de la Confédération. [...] Mais ce sont plutôt

et surtout notre étroite et active collaboration économique avec le Reich, nos accords de clearing [*], les armes qui sortaient de nos usines pour aller renforcer le potentiel de la Wehrmacht, notre position stratégique au cœur de l'arc alpin, la sécurité et la discrétion de nos places financières qui recueillirent les tonnes d'or volées par les nazis, notre rôle de plaque tournante de l'espionnage international qui furent autant d'atouts que Hitler et son état-major ont soupesés à l'aune des seuls intérêts de leur ambition hégémonique ; atouts qui se sont imposés dans l'analyse des dirigeants nazis comme infiniment plus rentables qu'une invasion destructrice de notre pays.

Trente ans plus tard, cette fougue ne s'est pas apaisée sous la plume mordante de Jean Ziegler (1997 : 35):

Au début des années cinquante, déjà, Dürrenmatt s'indignait que « la Suisse, dans la guerre, se prétende innocente ». Il s'irritait de la contradiction entre ce petit Etat condensé et « l'histoire héroïsée qu'il se fabriquait ». Aux yeux de l'écrivain, la Suisse est comme une jeune fille qui travaille dans un bordel et prétend ne pas perdre sa vertu. Pendant la guerre mondiale, la Suisse a forniqué avec les nazis. A présent, elle voudrait nous faire croire qu'elle est restée vierge. C'est difficile.

Cette charge sans ménagement n'est pas restée longtemps sans réponse. A peine une année plus tard, Georges-André Chevallaz réagit sèchement (in Auer, 1998 : 8) :

C'est avec passion [que Jean Ziegler] instruira [...] le procès des banques et des banquiers, des gouvernements qui s'en accommodent, sans ménager l'indolence de son propre parti ni surtout son propre pays, dont il n'hésite pas à dénoncer, par des imputations généralement gratuites ou largement abusives, les connivences criminelles et les complicités sanglantes dans le dernier conflit mondial. Au point que l'Allemagne, qui réserve le plus grand succès à ses polars historiques, peut se sentir en quelque sorte libérée des responsabilités fondamentales du conflit qui restent pourtant les siennes ».

Cette prise de position sans équivoque a été publiée en préface à la réplique vitriolée que l'ancien conseiller national radical* Felix Auer a adressée à Jean Ziegler (Auer, 1998 : 9) :

Depuis quelques dizaines d'années, M. Ziegler exerce avec délectation ses talents et sa verve critique aux dépens de notre pays. Nous ne contestons pas qu'il ait eu à l'occasion raison. Nous ne disons pas non plus que son livre ne contienne que des inventions. Mais ses attaques tous azimuts ne sont en grande partie que de pures [sic] fantasmies, des chimères et des mensonges enrobés de bla-bla sociologique et de jargon de politologue.

La polémique sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale

Il serait aisé de multiplier les citations de telles passes d'armes acérées. La question de la Seconde guerre mondiale a déchaîné les passions. Cette controverse a démontré à l'envi que les fleurets rhétoriques n'avaient pas été complètement émoussés par plusieurs décennies de politique consensuelle. Cette polémique a surtout pris la forme de confrontations singulières entre des positions irréductibles. A ce titre, les extraits choisis ci-dessus sont éloquentes. Par l'intermédiaire des textes, ce sont moins des opinions raisonnées que des noms propres qui se sont affrontés publiquement. En intitulant son essai « *Jean Ziegler ou l'histoire falsifiée* », Felix Auer s'est fait particulièrement explicite. Il a contesté une thèse, mais il s'est avant tout attaqué à un homme. Georges-André Chevallaz est même allé plus loin en épinglant sans ambages sa biographie et ses choix personnels (1998 : 7-8) :

* Voir le glossaire à l'entrée « Parti radical démocratique ».

Et pourtant rien dans [le] passé [de Jean Ziegler] ni dans ses gènes ne paraissait le prédestiner à sa vocation révolutionnaire. Il est issu du milieu le plus conservateur et le plus conformiste qui soit en Suisse, au cœur du canton de Berne, de tradition rurale et patricienne, ascendance de paysans, de pasteurs et de médecins, père colonel et politicien. Or voici que ce produit rassurant d'une filiation et d'une éducation éminemment raisonnable et pragmatique se transforme brusquement en prophète enflammé de la révolution totale. Il prend le contre-pied de sa famille et de son passé, se convertit, me dit-il, le même jour à un catholicisme fervent et au marxisme intransigeant, sans m'expliquer d'ailleurs le parallélisme et les contradictions évidentes de la double démarche.

Plus profondément encore, si ces positions se sont affrontées publiquement, elles sont demeurées immuables. Loin de les faire évoluer ou de mener à la lente formation d'une opinion publique raisonnée, leur mise en débat a cristallisé une confrontation bipolaire tournant au dialogue de sourds.

D'un côté, certains auteurs ont expliqué ce brusque retour sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale par une « *cataracte internationale de révélations* » fondée sur l'exhumation d'une « *foule de documents accablants* » et inédits « *sur les criminels nazis et leurs complices volontaires ou involontaires* » (cf. Ziegler, 1997 : 19-21). Selon eux, ces révélations appellent un énergique dépoussiérage d'une historiographie suisse marquée par le « *refoulement du passé et la censure* » (idem : 25-28).

Il serait aisé de multiplier les citations défendant cette interprétation. Cette longue litanie aurait cependant pour seul effet d'alourdir inutilement mon texte. Je me contenterai donc d'en relever quelques-unes :

« *[L]orsque les affaires récentes ont éclaté au grand jour, si je n'ai pas été surpris, certaines révélations m'ont quand même fait mal. Plutôt que de refuser l'évidence, comme trop de Suisses ont tendance à le faire, j'ai préféré comprendre parce qu'une nation a toujours avantage à se retourner sur son passé, même s'il est difficile à assumer* » (Mossé, 1997 : 11).

« *Le vent d'indignation et parfois de révolte qui soulevait [Du bonheur d'être Suisse sous Hitler] en 1968 y déboule, trente ans plus tard, avec encore plus de force, tant se révèlent accablantes les révélations qui s'échappent de notre boîte de Pandore* » (Mauroux, 1997 [1968] : 9).

« *L'affaire dite des "fonds en déshérence" [...] a suscité depuis plus de deux ans un nombre impressionnant d'ouvrages d'articles et de débats sur le passé de la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale. [...] Toutes ces publications ou presque [...] apportent des précisions sur ce que l'on savait dans les grandes lignes, des éléments ou des questionnements nouveaux ou... redécouverts* » (Bourgeois, 1998 : 9-10).

De l'autre, plusieurs analystes ont considéré que cette affaire n'était que le résultat d'une opération médiatique bien menée, mais reposant sur de pseudo-révélation, voire sur des mensonges : « *En résumé : ce qui dans le livre [de Jean Ziegler] est vrai n'est pas nouveau. Et ce qui est nouveau, ou prétendu tel, n'est pas vrai. C'est un tissu d'affirmations ou de présomptions* » (Auer, 1998 : 44). Il n'est donc pas question de suivre Jean-Baptiste Mauroux lorsqu'il réfute la thèse d'une protection providentielle de la Suisse. Au contraire, il convient d'y revenir et de réaffirmer avec force la sagesse, la grandeur et l'humilité de ses promoteurs (idem : 104) :

Edgar Bonjour a parlé de « miracle » pour décrire le destin de la Suisse. Henri Guisan écrit, s'adressant à ses soldats dans son Ordre du jour proclamé à la fin de la guerre, le 8 mai

1945 : « Soldat suisse (...) remercie Dieu d'avoir épargné notre pays. C'est à lui que nous devons ce destin merveilleux. » D'autres ont parlé d'une grâce imméritée ou encore d'une providence merveilleuse. Mais pour reconnaître cela il faut de la sagesse, de la grandeur et surtout de l'humilité. Ce ne sont pas là les principales qualités de Jean Ziegler.

Dans la perspective de ces auteurs, il n'est pas question de procéder à un quelconque *aggiornamento* de l'histoire (Lambelet, 1999 : 254) :

[I]l est clair qu'au fil des années les analyses, les présentations et les perceptions majoritaires du rôle de la Suisse pendant la guerre ont *évolué constamment et considérablement*. Autrement dit, le « travail de mémoire » s'est bel et bien fait et il est absurde de prétendre que l'affaire des fonds en déshérence a eu au moins ceci de bon qu'elle a « obligé la Suisse à se pencher sur son passé ».

Cette thèse a également fait couler beaucoup d'encre. Un petit florilège de citations suffira pour en saisir les contours :

« *Que certains faits centraux et avérés soient aujourd'hui souvent ignorés ou déformés a été démontré – ad nauseam – par les débats et polémiques auxquels on a assisté [...] depuis le déclenchement de l'affaire des fonds en déshérence. En effet, les arguments de fait, ou prétendus tels, brandis dans ces débats et polémiques n'avaient souvent qu'un rapport lointain avec la réalité historique, voire pas de rapport du tout, à tel point qu'on nageait quelquefois en plein surréalisme. C'est bien entendu dans les médias de masse [...] qu'ignorance et déformations ont fait le plus de ravages. [...] Il serait facile d'offrir des pages et des pages d'exemples tantôt consternants, tantôt hilarants* » (Lambelet, 1999, 13).

Cette interprétation a fondé de nombreuses interventions dénonçant une « *véritable campagne de dénigrement* » montée de toutes pièces par des organisations juives, relayées par divers milieux politiques américains :

« *Dès le printemps 1996, mais surtout durant l'année 1997 et la première partie de l'année 1998, la Suisse s'est trouvée sous le feu de critiques de plus en plus nombreuses et radicales [...]. Ces critiques, formulées le plus souvent de manière très agressive et s'appuyant sur des jugements de valeur peu respectueux des faits et manquant de rigueur, ont vu leur écho amplifié par une habile orchestration médiatique* » (Braillard, 1999 : 45).

« *[E]ntre 1995 et 1999, une campagne de publicité orchestrée par l'administration Clinton, conjointement avec Edgar Bronfman [*] [...] a caricaturé le rôle de la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale. Bronfman, le plus grand donateur du parti démocrate des Etats-Unis [...] a usé de son formidable pouvoir pour persuader le président des Etats-Unis, le président du Senate Banking Committee, un réseau de fonctionnaires locaux et nationaux, une armée de juristes et les médias de raconter une histoire ahurissante : de nouvelles découvertes auraient montré que la Suisse aurait été, en fait, l'alliée de l'Allemagne nazie, que le peuple suisse partageait la responsabilité de l'Holocauste et que les banques suisses avaient volé les capitaux des juifs exterminés. A l'évidence, il n'y avait pas une seule donnée nouvelle dans cette explication* » (Codevilla, 2001 : 11-12).

Il serait caricatural de réduire le débat sur le rôle de la Suisse de la Seconde Guerre mondiale à la confrontation stérile d'attaques personnelles et de positions inconciliables. Des discours nuancés ont également vu le jour. J'aurai l'occasion d'y revenir et de leur

attribuer l'importance qu'ils méritent au cours de cette recherche. Cependant, il est un point sur lequel tous les intervenants se sont accordés. Quelle que soit leur interprétation de la controverse, les uns et les autres se sont efforcés de dévoiler des falsifications et des instrumentalisation de l'histoire. En conséquence, la littérature sur « les fonds juifs et l'or nazi » présente d'innombrables pages consacrées à la vérité et au mensonge, aux faits et aux manipulations, à la réalité et au mythe.

Il y a d'abord la longue litanie des dénonciations de mensonges et autres manipulations. J'ai déjà insisté sur le caractère emblématique de l'ouvrage de Felix Auer en la matière. Le titre de sa traduction française annonce sans équivoque le propos : il s'agit de dénoncer l'auteur d'une « *histoire falsifiée* »¹³. Si l'ouvrage est exemplaire, il ne constitue pas pour autant un cas isolé. Pour s'en convaincre, il suffit de se pencher sur les finalités que Jean-Christian Lambellet assigne à son travail (Lambellet, 1999 : 13) : « *Les buts de ce livre et des "thèses" qui le constituent est de mettre au point un certain nombre de questions centrales concernant la Suisse pendant la dernière guerre mondiale* ». Dans la perspective de l'auteur, cette mise au point vise à opposer des « *faits avérés* » à un « *florilège de contrevérités* » (idem). Ces deux ouvrages visent à démonter les grossières manipulations historiques sur lesquelles reposent les soupçons au sujet des compromissions attribuées à la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Si cet argument est régulièrement invoqué par les défenseurs de l'historiographie classique, ils n'en ont pas le monopole.

Un raisonnement similaire s'est retrouvé sous la plume de leurs adversaires. En effet, ces derniers ont vigoureusement dénoncé le passé ambigu de la Suisse ainsi que la longue tradition de sa censure et de son refoulement¹⁴. Selon ces auteurs, le gouvernement a savamment entretenu une « *ignorance préméditée* » (Ziegler, 1997 : 134) :

Le gouvernement entretient quelques historiens et une poignée de juristes de cour. Ils sont largement dotés financièrement, et l'on fait régulièrement leur éloge. On pourrait les comparer aux grands prêtres amalécites : ils savent beaucoup de choses et ils savent aussi ce que les hommes ordinaires autour d'eux [...] ont le droit de savoir. [...] L'interprétation, la censure préalable sont de rigueur.

Un point de vue similaire est défendu par Pierre Hazan dans son paragraphe intitulé de manière éloquente : « *La censure contre les historiens* » (Hazan, 1998 : 66-71). Il note ainsi (idem : 66 ;68) :

Dans le domaine historique, les autorités helvétiques exercent un jeu de pressions et d'obstructions à l'encontre des chercheurs. Ce n'est ni plus ni moins qu'un contrôle étatique de la recherche qui va s'exercer pendant des décennies. [...]

Tous les régimes ont eu la tentation de se bâtir une histoire à leur convenance, mais rares sont les pays qui y sont parvenus aussi efficacement que la Suisse.

Jusqu'ici, je me suis concentré sur des exemples tirés d'essais. Cependant, il est possible de retrouver la même problématique sous la plume d'un historien universitaire (Jost, 1999 : 337) :

« Remise à jour ou rumination », tel était le titre choisi par le *Neue Zürcher Zeitung* qui écrivait à l'automne 1996 : « La Suisse semble être devenue une cible particulièrement

¹³ La version française est intitulée *Jean Ziegler ou l'histoire falsifiée*. Cette traduction rend bien l'esprit (si ce n'est la lettre) de l'édition originale : *Das Schlachtfeld von Thun. Dichtung und Wahrheit bei Jean Ziegler*.

¹⁴ La formule est empruntée à Jean Ziegler (1997 : 25) : « *Le refoulement du passé et la censure ont une longue tradition en Suisse* ».

appropriée pour ces rituels qui ne cherchent qu'à éveiller les soupçons¹⁵. » L'article faisait évidemment référence aux propos tenus partout dans le monde sur les transactions d'or avec l'Allemagne nazie et les avoirs dits « en déshérence ». Une fois de plus, l'Histoire n'était envisagée ni comme une mise au jour sans émotion des documents du passé, ni comme une confrontation théorique ouverte, à la recherche de modèles interprétatifs : elle était dénoncée comme un objet polémique, contaminé par une politique spéculative.

Le retour du passé comme cercle vicieux : la paralysie de l'histoire

Ces quelques exemples illustrent comment le débat a piétiné. Les intervenants n'ont cessé de s'accuser mutuellement de travestir la vérité. L'enlisement de ce dialogue de sourds peut être suggéré par la juxtaposition de deux citations. D'un côté, Pierre Hazan (idem : 71) a stigmatisé la mythification du passé helvétique dans l'histoire officielle : « *Somme toute, la 'reconstruction' de la mémoire de la guerre en Suisse a été efficace. En héroïsant son passé, et en choisissant de refouler les points noirs, elle a réussi à créer un mythe* ». L'argument est tellement classique que Jean-Christian Lambet (1999 : 250) a mitonné une réplique prête à servir. Il recommande de « *ne pas construire des mythes a posteriori, pour se donner la satisfaction de les abattre et pour les remplacer par d'autres légendes ou semi-légendes* ». Et il note à ce sujet : « *Nul autre que Jean-François Bergier [*] s'est récemment inquiété qu'un certain nombre d'« anti-mythes » (la Suisse nazie, la persécution des Juifs par la Suisse, etc.) ne soient en train de prendre la place d'autres mythes helvétiques dorénavant réputés faux (Heidi, la propreté, les Alpes, la Croix-Rouge, les montres, le chocolat, le fromage, etc.)* ». La riposte est sans appel : elle retourne systématiquement à l'expéditeur toute accusation de mythification de l'histoire.

Au fil des pages, ce sont deux versions immuables et inconciliables de l'histoire suisse qui ont été confrontées. Si leurs tenants ne se sont entendus sur rien, ils se sont rejoints pour présenter le passé comme un objet fragile, susceptible d'être manipulé et déformé. Finalement, ces auteurs n'ont pas tant cherché à déterminer ce qui s'était passé, qu'à débusquer les intérêts contemporains tapis derrière les versions du passé promues par leurs contradicteurs. Cette quête d'une vérité rétive, dissimulée sous le faux-semblant des apparences, a été mise en scène par Philippe Braillard (1999). Ce spécialiste des relations internationales, a proposé l'analyse stratégique d'une affaire désignée par le titre évocateur « *tragédie et mascarade* » (idem : 9) :

Ce n'est qu'après avoir fait tombé les masques derrière lesquels se sont cachés la plupart des acteurs de cette crise que l'on pourra tenter de donner un sens à cette dernière et de comprendre ce qui, à bien des égards, n'aura été qu'une tragique mascarade.

Ce souci de dévoilement de la vérité a également sous-tendu la démarche originale proposée par Yvan Dalain (1998). Son ouvrage est présenté sous la forme d'un échange épistolaire avec un ami juif américain. Cette correspondance est conduite à la manière d'un « *pilpoul* », c'est-à-dire d'une « *discussion contradictoire qui tire ses origines de l'étude de la Torah : l'un des interlocuteurs, par souci d'approcher la vérité le plus possible, contredit tout ce que dit l'autre* » (idem : 15). Au fil de ce recueil, l'auteur passe progressivement du scepticisme initial à une thèse du complot. Il en vient en effet à formuler l'hypothèse d'une immense machination (idem : 65-91)¹⁶.

¹⁵ « *Aufarbeiten oder wiederkäuen* », N.Z.Z. 232, 5-6- octobre 1996.

¹⁶ Le développement est trop complexe pour être résumé brièvement. Selon lui, c'est une internationale néonazie qui se servirait du passé douteux de la Suisse pour faire resurgir de l'ombre le trésor nazi jamais découvert jusqu'ici. Des juifs dupes leur serviraient de paravent dans cette entreprise, soutenue par le gouvernement états-unien, par l'intermédiaire de la C.I.A.

Au fil de la controverse, les interventions des personnalités suisses ont constitué un problème dont la formulation était complètement décrochée de la question initiale. Pour ces auteurs, il n'a plus été question de déterminer quel avait été le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Il s'est plutôt agi de dévoiler les instrumentalisation idéologiques, politiques ou économiques du passé qui se cachaient derrière les différentes présentations de ce passé.

Cette confrontation discursive a donc opposé deux versions inconciliables du passé. Les uns se sont indignés face au passé ambigu de la Suisse, à sa censure politique et à son refoulement historique. Les autres ont crié à la supercherie, réfutant les allégations des dénonciateurs, qu'ils ont soupçonnés de dissimuler les véritables motifs de leur action. Cette opposition frontale et sans issue s'est caractérisée par sa rigidité. Cette dernière a tout d'abord été nourrie aux mamelles d'un relativisme historique consensuel, dont ont fait preuve tous les protagonistes. A leur manière, tous ont mis en scène un passé vulnérable, susceptible d'être modelé, transformé, détourné par ses usages contemporains.

Ce relativisme historique a été mis en scène de manière particulièrement explicite par l'épigraphe composée par Jean-Christian Lambellet en ouverture de son ouvrage :

*Dieu ne peut rien changer au passé –
à la différence des historiens.*

SAMUEL BUTLER

*La seule chose qu'on puisse faire avec
l'histoire, c'est la récrire.*

OSCAR WILDE

*Voir ce qu'on a devant son nez est
une lutte de tous les instants.*

GEORGE ORWELL

*Une grande partie de ce qu'on dit ou écrit aujourd'hui
de la Suisse est simplement faux. Cette fausseté ne
tient pas seulement à ce qui est dit, mais souvent
à ce qui reste non dit.*

FAITH WHITTLESEY

*Le mensonge enflamme les hommes,
la vérité les laisse de glace.*

MARC-AURÈLE ».

C'est sur le fond de cet arrière-plan partagé que les protagonistes de la controverse ont réfuté les versions alternatives du passé, et qu'ils se sont mutuellement accusés de mensonge ou de falsification. Dans bien des cas, ce relativisme s'est doublé d'une posture suspicieuse. Sa logique conduit à supposer que chaque version du passé est susceptible de servir les intérêts actuels et inavouables de ceux qui la promeuvent. La rencontre de ces deux logiques instaure un cercle vicieux discursif. Le débat est conduit sous les auspices d'une quête d'une vérité historique travestie, dissimulée, censurée ou refoulée. Dès lors,

toute allégation au sujet du passé est aussitôt contredite et dénoncée comme une grossière manipulation. En conséquence, la discussion tourne dans le meilleur des cas au dialogue de sourds, dans le pire à une assourdissante surenchère d'invectives dénonçant des mensonges, des contrevérités ou des mythes.

La paralysie de ce face-à-face est d'autant plus intrigante qu'elle paraît être durable. Luc van Dongen a situé l'émergence de cette confrontation dans l'immédiat après-guerre. Son étude consacrée à la construction de la mémoire de la guerre entre 1945 et 1948 est conclue sur l'identification de deux mémoires, irréductiblement opposées : l'une « officielle », l'autre « communiste » (Dongen, 1997 : 211-222). La « mémoire officielle » est essentiellement articulée autour du triple mythe d'une Suisse toujours résistante ; humanitaire et généreuse ; vigilante et sage (idem : 212 ; 230) :

Au total s'imposa une vision fière [...], satisfaite, dominée par la certitude d'avoir opté pour le juste milieu. En d'autres termes, la Suisse s'était montrée vaillante à chaque instant, elle avait préservé sa neutralité, son indépendance et ses valeurs démocratiques. [...]

En résumé, [...] s'imposa l'axiome majeur suivant : à part un léger fléchissement moral en 1940, heureusement corrigé par le général Guisan, ce qui caractérisait l'attitude de la Suisse durant la guerre était une résistance constante et commune du gouvernement, de l'armée et du peuple.

Face à cet « esprit général face à la guerre », a immédiatement émergé une « mémoire communiste » articulée autour de trois composantes principales. Tout d'abord, sa composition a été articulée autour du caractère antifasciste du Parti Suisse du Travail, ce qui supposait « la mise en lumière systématique et obsessionnelle des rapports – réels ou supposés – entre la Suisse/les Suisses et les nazis » (idem : 216) :

Spéculant sur les ambiguïtés de la politique de la Confédération pendant la guerre, les communistes n'hésitèrent pas à assimiler autorités fédérales et cantonales à des "fascistes" en puissance. [...] Plus encore, [ils] firent du thème de la subordination du gouvernement suisse aux puissances de l'Axe la clé de voûte de leur dispositif accusatoire.

Ensuite, cette mémoire a repris les catégories usitées en France, opposant une « collaboration d'Etat » à des « résistants ». Enfin, elle s'est caractérisée par une lecture de classes associant fascisme, bourgeoisie et capitalisme (idem : 217).

L'analyse de Luc van Dongen a de quoi donner le vertige. Tout se passe en effet comme si la polarisation dont il a repéré l'émergence au sortir de la guerre ne faisait que se répéter un demi-siècle plus tard. D'un côté, Jean Ziegler reprend le flambeau de la « mémoire communiste » (Ziegler, 1997 : 33) :

La Suisse a échappé à la Deuxième Guerre mondiale à la faveur de sa complicité énergique, ingénieuse et organisée avec le Troisième Reich. De 1940 à 1945, l'économie suisse fut largement intégrée à l'espace économique de la Grande Allemagne. Les gnomes de Zurich, de Bâle et de Berne furent les receleurs et les créanciers de Hitler¹⁷.

De l'autre, Jean-Christian Lambelet vole au secours de la « mémoire officielle » (1999 : 264) :

Pendant la dernière guerre mondiale, la Suisse n'a pas été ni ange ni monstre, mais elle s'est sortie honorablement d'une situation excessivement délicate, difficile et périlleuse. [...]

¹⁷ C'est plus loin dans son texte qu'il donne la définition des « gnomes » dont il parle tout au long de son texte pour désigner les banquiers : « "nom de petits génies laids et difformes qui, selon le Talmud et les Cabalistes, président à la terre dont ils gardent les trésors." Les termes "laids" et "difformes" se réfèrent certainement plus à des défauts moraux qu'à des déficiences physiques. Quant aux trésors, ils sont considérables » (Ziegler, 1997 : 44).

Son bilan global pendant la dernière guerre mondiale est [...] largement positif et le peuple suisse n'a pas à avoir honte de son passé.

Inlassablement, l'histoire se rejoue. Tout porte donc à croire que l'évaluation pessimiste posée par Luc van Dongen s'applique également à l'époque actuelle. Selon lui, l'histoire des débats sur le rôle de la Suisse durant la guerre serait celle de « *rendez-vous manqué[s] avec l'histoire* » (Dongen, 1997 : 227-234). Les mémoires en conflit neutralisent le passé, menant à l'oubli de la guerre. « *Le rendez-vous de la Suisse avec son passé n'eut donc pas lieu* » (idem : 232).

Trouver une issue au ressassement du passé et à la confrontation mémorielle

A ce point, quelques traits caractérisent la controverse sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Ceux qui y ont pris part se sont impliqués avec émotion dans une opposition frontale, débouchant bien souvent sur des attaques personnelles. Ce faisant, ils ont reconduit la sempiternelle opposition entre deux versions inconciliables du passé, embrayant le cercle vicieux des révélations auxquelles répondent des dénégations, généralement fondées sur de nouvelles affirmations, qui seront à leur tour démenties.

En conséquence, les historiens chargés d'éclairer le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ont dû faire face à l'antagonisme entre deux images contradictoires de la Suisse, dont la confrontation est balisée de longue date (CIE, 2002 : 21 ; 22) :

Dès le temps de la guerre, un fossé s'était creusé entre la représentation que les Suisses se faisaient de leur pays et l'idée qu'en avaient les Alliés. [...] Les perceptions se sont à tel point polarisées que ce sont deux histoires bien distinctes qui se sont racontées, et qui toutes deux ont trouvé leur public. L'une évoque une Suisse et son industrie très développée, étroitement associée aux puissances de l'Axe. L'autre met en évidence la volonté d'un peuple de se défendre, l'indépendance politique, sociale et culturelle d'un petit Etat neutre.

L'opposition de ces deux « *mythes* », « *"Adaptation" ou "résistance"* » est devenue une « *question quasi existentielle que les Suisses, après, coup, se sont posée pendant des décennies* » (idem). C'est dans les mêmes termes que la confrontation s'est rejouée plus de cinquante ans après la fin de la guerre. Tout semble indiquer que ce clivage fonctionne à la manière d'une opposition structurale. C'est en fonction de ce binôme que sont constitués et interprétés les discours sur la Seconde Guerre mondiale. Ils ne peuvent que prendre parti, soit pour la mémoire d'une « *Suisse affairiste et immorale* », soit pour celle d'un pays conduisant « *une stratégie de survie réussie* » (idem).

Il semble donc que la discussion de la Seconde Guerre mondiale est loin d'être apaisée en Suisse. Nombre de personnalités suisses s'emportent lorsque le rôle de leur pays est remis en question. Mais leur implication ne fait que reproduire l'affrontement entre deux points de vue incompatibles. Les uns prennent la plume pour réaffirmer qu'ils refusent de voir la Suisse autrement que comme une île de neutralité au cœur de l'Europe. Les autres tentent au contraire de la décrire comme un acteur pleinement impliqué au cœur des barbaries du vingtième siècle. Chaque bord accusant l'autre de travestir la réalité, cette polémique ressasse perpétuellement un passé qui ne passe pas. Ce mouvement circulaire, entraîné par la logique d'un relativisme suspicieux, réduit le débat historique et mémoriel à sa seule composante narrative et rhétorique. Il alimente une logorrhée paralysante, nourrie d'affirmations et de verdicts contradictoires, dont la profusion ne fait qu'ajouter à la confusion.

Ce cercle vicieux des révélations et des réfutations s'ouvre sur l'impasse d'une discussion sans fin. Elle n'est ni bornée, ni orientée vers une clôture possible : elle *perd sens*. Rien ne semble la *contenir* : ni le sens du passé, ni l'orientation vers un avenir. Dès

lors, son développement prévient le déploiement d'une connaissance cumulative au sujet du passé. La circularité débouche sur une indécidabilité radicale : il en résulte une spécularité potentiellement illimitée, qui ne détermine rien, parce qu'elle est coupée de toute référence partagée. Elle mène alors soit à l'auto-renforcement de l'ordre institué, soit au désarroi et à la crise. La circularité du débat enserre ceux qui y prennent part dans une forme de prison discursive. Tout se passe comme si la discussion et son orientation n'étaient portées que par leur propre mouvement. A l'image de la foule en panique, les participants sont en quelque sorte prisonniers d'eux-mêmes¹⁸. Nous retrouvons ici la force évocatrice de la métaphore carcérale léguée par Friedrich Dürrenmatt (1990 : 11-12). La Suisse est une « *prison [...] où les Suisses se sont réfugiés* », disait-il à Václav Havel. Le grotesque de la situation est raillé par un génie grinçant : les Suisses se sentent libres dans la prison de leur neutralité, parce que ces prisonniers volontaires « *ont introduit l'obligation générale d'être gardien : chaque prisonnier fait preuve de sa liberté en étant lui-même son propre gardien. Ce qui donne au Suisse l'avantage dialectique d'être à la fois libre, prisonnier et gardien* ». Pourquoi ne pas prolonger le fil de cette suggestion. Pour dire que les Suisses sont prisonniers de leur passé. Ne cessant de le ressasser, ils ont fini par le neutraliser et le sacraliser.

Cette revue rapide de la littérature consacrée à l'actualité de la Seconde Guerre mondiale en Suisse n'a en aucun cas la prétention de mettre en cause la pertinence des contributions. Je ne doute en aucune manière de la légitimité du travail des historiens. Je pense même qu'il était primordial que certains d'entre eux aient saisi l'occasion de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » pour étudier des archives jusqu'alors inaccessibles, diffuser largement les résultats de leurs recherches, et ainsi tenter de renouveler l'interprétation historique et la mémoire de cette période controversée. De même, il me paraît parfaitement légitime que des intellectuels et des journalistes aient ajouté leur pierre à l'édifice de cette discussion, qu'ils aient pris position, et même qu'ils aient entretenu des polémiques parfois virulentes à son sujet. Enfin, mon analyse ne remettra pas en question la contribution au débat d'études qui ont mis en évidence les intérêts, les enjeux, les stratégies voire les compromissions qui y sont impliqués.

Pourtant, cette présentation m'embarrasse au moment d'amorcer mon analyse. Elle indique que, quelle que soit leur qualité ou leur originalité, ces travaux ont été inscrits et interprétés dans les chemins déjà balisés d'une confrontation connue, ressassée durant plusieurs décennies. Une question me taraude : comment sortir de ce cercle vicieux ? Est-il possible de parler de la Seconde Guerre mondiale en Suisse, sans pour autant reprendre les discours les plus conventionnels ? Est-il envisageable d'inventer une écriture qui prévienne une lecture polarisée dans les termes des oppositions les mieux structurées ? L'ampleur de la tâche me laisse perplexe. Une multitude d'auteurs s'y sont essayés. Aucun n'y est parvenu. Même les propos de Friedrich Dürrenmatt et de Max Frisch ont été « récupérés », au point que ces auteurs font désormais partie des figures les plus régulièrement invoquées dans le débat.

Afin d'échapper à cette dynamique circulaire, je proposerai de suivre une voie étroite. J'examinerai systématiquement ce que les interventions politiques, les comptes rendus journalistiques, les études historiques ou les analyses politologiques considèrent comme allant de soi. Quelle que soit leur diversité, tous ces discours ont en commun de tenir pour acquis que le rôle de la Suisse durant la guerre et le sort des biens des victimes sont devenus des problèmes contemporains qui méritent d'être élucidés et résolus. Autrement dit, je n'analyserai pas ce qui s'est passé durant la Seconde Guerre mondiale en Suisse. Je ne proposerai pas une évaluation normative de ces événements. Je n'interrogerai

¹⁸ La métaphore de la panique et son interprétation en termes d'auto-transcendance sont inspirées des travaux de Jean-Pierre Dupuy (not. 1992 ; 1993 [1991]).

ni les motifs ni les stratégies qui ont présidé au retour du passé dans l'actualité. C'est en amont de ces questions que se situera mon analyse. Je me demanderai comment le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale a été présenté, de sorte que, ces dernières années, cette question a mobilisé l'attention et suscité l'émotion des autorités, d'institutions privées, des médias, des scientifiques, de citoyens. Elle a acquis le statut d'une évidence partagée qui mérite d'être interrogée, de manière à dessiner les contours de la situation sociale et historique qui a permis à des historiens d'affiner leur analyse de cette époque, à des journalistes et à des essayistes d'être concernés par ces questions et de prendre position à leur sujet, à des analystes de s'interroger sur les ressorts cachés de ce soudain retour du passé au cœur de l'actualité.

L'efficacité de cette démarche reposera sur un renversement de problématique. Les études disponibles se sont principalement concentrées sur les désaccords polarisés autour de l'histoire et de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale. En conséquence, elles ont écarté de leur analyse un phénomène pourtant massif. *Par-delà leurs indéniables divergences, une multitude de discours, portés par une pluralité d'agents sociaux, se sont accordés pour établir la pertinence d'une discussion sur le rôle de la Suisse durant la guerre.* Ce faisant, ils ont normalisé le retour du passé à l'actualité. De telle sorte qu'il ne paraît même plus étrange qu'il ait fallu un demi-siècle avant qu'il aille de soi que les destins des victimes de l'Holocauste et de leurs biens devaient être « mis à l'agenda » politique, scientifique et médiatique, c'est-à-dire reconnus et constitués comme des enjeux de portée nationale.

La suspension méthodique de cette évidence formera le point de départ de mon analyse de manière à suggérer la pertinence d'un faisceau de questions encore inexplorées : Comment se fait-il qu'il aille de soi de considérer la Seconde Guerre mondiale comme un thème d'actualité plus de cinquante ans après les faits ? Comment les historiens l'ont-ils identifiée comme un enjeu méritant d'être analysé ? Comment ces thèmes ont-ils été mis en forme de manière à interpeller de nombreux intellectuels qui se sont sentis investis du devoir de prendre position à son sujet ? Comment les responsables politiques s'en sont-ils saisis et quelles actions ont-ils proposées en vue de les résoudre ? Comment les journalistes ont-ils présenté ces questions et sous quelles formes en ont-ils fait des sujets d'intérêt public ?

C'est en rendant étrange ce qui va désormais de soi que ce questionnement permettra d'envisager l'exploration de problématiques originales. En effet, tout ou presque a été dit sur les enjeux historiques, moraux et politiques de la question. Pratiquement toutes les positions possibles ont été endossées, justifiées, discutées ou examinées. En revanche, l'analyse de ces prises de position et de leurs confrontations reste pratiquement inexistante. En conséquence, il est pratiquement impossible de déterminer exactement quelles sont les questions autour desquelles la controverse s'est polarisée. Autrement dit, ce débat s'est déroulé de telle sorte que ses enjeux ont été rejetés dans sa zone d'ombre, que son thème est curieusement devenu son impensé.

Pour mesurer la pertinence de cette absence, il suffit de se rappeler que toute opposition, si virulente soit-elle, suppose au moins que les parties en conflit se mettent d'accord sur l'objet de leur confrontation. Qu'en est-il s'agissant de ce débat particulier ? En un certain sens, la réponse va de soi. Il est devenu coutumier de le désigner par l'expression « fonds juifs et or nazi ». Cependant, il est extrêmement difficile d'établir ce que cette notion recouvre exactement. Ses usages l'ont rendue polysémique, à tel point que certains de ses usages suggèrent qu'elle recouvre à peu près tout ce qui concerne des institutions suisses, publiques ou privées, durant la Seconde Guerre mondiale. Mais les choses se corsent encore si l'on considère qu'elle a été modelée et qu'elle a été transformée au fil des discussions conduites à son sujet. Elle a successivement été conçue et présentée

comme une question historique, l'expression d'un devoir de mémoire, une faute passible d'une condamnation judiciaire, une brouille diplomatique, un conflit économique. Enfin, les choses deviennent inextricables si l'on prend en compte les nuances apportées par les différentes positions qui se sont polarisées à son sujet, la multitude des agents qui se sont impliqués pour les faire valoir et la diversité des arguments qu'ils ont mobilisés à cet effet.

Ces quelques observations sont intrigantes. D'un côté, il est indéniable qu'une pluralité d'agents se sont accordés pour considérer que le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale constituait un enjeu contemporain. De l'autre, il est extrêmement difficile d'explicitier la problématique polymorphe qui est devenue l'enjeu de leurs discussions. Cette recherche se donnera pour objectif de contribuer à combler ce vide, c'est-à-dire d'élucider quel a été l'objet des débats habituellement désigné sous les termes « fonds juifs et or nazi ». Si elle y parvient, telle sera sa contribution à la controverse sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

INTRODUCTION

L'affaire des fonds en déshérence est cruelle, car elle souligne de manière impitoyable les carences de la culture politique suisse, traditionnellement masquées par les vertus du pragmatisme et l'amour du concret. Carences qui sont le mépris du politique, le refus de la réflexion abstraite, l'incompréhension devant la nature des enjeux, les divisions au sommet de l'État, la paralysie liée à la peur du conflit, la volonté d'échapper à la crise en fuyant ses responsabilités. Une culture que Gonzague de Reynold, l'intellectuel conservateur le plus respecté de l'époque, célébrait en 1939 dans *Défense et Illustration de l'esprit suisse* : « Le vieux fonds paysan du Suisse lui a donné le goût du concret, du tangible, des résultats, le sens et le goût de ce qui tient debout, de ce qui a trois dimensions ; en même temps, il lui a inspiré la méfiance des théories et même des idées ».

Pierre Hazan, *Le mal suisse*, Paris, Stock, 1998, p.33

[P]ays économe par excellence et fortement dépendant du réseau mondial de l'industrie et du commerce, la Suisse veut présenter à tout prix [...] l'image d'un pays à l'abri de tout ce qui pourrait troubler sa quiétude (conflits sociaux, contestation intellectuelle, etc.). Dans *Un modèle en crise, la Suisse*, Blaise Lempen éclaire utilement cet aspect du consensus : « La paix intérieure est une condition indispensable au commerce, comme elle l'est encore aujourd'hui au développement de l'activité bancaire. Pour attirer les flux de marchandises et de capitaux dans un espace limité, il faut offrir des conditions de sécurité optimale. Cet impératif économique a imposé la sagesse politique. Le conformisme politique et social trouve ses racines dans la nécessité, et cette loi demeure entièrement valable : la stabilité intérieure constitue un climat favorable pour le développement des affaires ».

André Reszler, *Mythes et identité de la Suisse*, Genève, Georg, 1986, p.76

UNE CONTRIBUTION SOCIOLOGIQUE À L'ENQUÊTE SUR « LES FONDS JUIFS ET L'OR NAZI »

A la fin des années 1990, l'interprétation historique et politique du rôle joué par la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale a donné lieu à un débat public international virulent et animé. Cette recherche étudiera comment ces enjeux et ces questions ont été rapportés, traités et résolus dans l'espace public helvétique.

Pour élucider cette controverse, il ne suffira pas de restituer son déroulement. Certes, il sera indispensable de constituer une histoire qui en indiquera les principales étapes et en identifiera les protagonistes. Cependant, il faudra surtout relater comment l'émergence de ces questions a ébranlé des certitudes tenues pour acquises, comment leur résolution en a constitué de nouvelles. Autrement dit, il conviendra d'observer et de décrire comment ces dynamiques se sont répercutées sur l'ordre politique suisse.

Dans le cas particulier de cette controverse dite « des fonds juifs et de l'or nazi », une des difficultés tient en ceci que ses protagonistes ont élaboré des analyses divergentes, qui interprétaient précisément le débat en fonction de la culture politique suisse. En conséquence, la situation était déterminée de telle sorte qu'analyser ce débat revient à prendre position dans le débat. En conséquence, lorsque des enquêtes sociologiques ou historiques ont fourni leur version du débat –en retraçant son déroulement, par exemple – elles ont systématiquement été rattrapées par la controverse et traitées comme des interventions politiques.

Au cours de la recherche qui suit, j'ai tenté d'apporter une réponse pratique aux problèmes soulevés par cette situation singulière. Je me suis efforcé d'élaborer un mode d'écriture permettant à la fois de maintenir le discours sociologique à l'extérieur de la controverse, sans pour autant renouer avec l'objectivisme qui a sonné le glas des analyses fonctionnalistes des problèmes sociaux. Concrètement, cette recherche se caractérise principalement par son mode d'écriture, fondateur d'un positionnement sociologique original, qui s'efforce explicitement d'analyser une controverse, tout en y contribuant.

Avant d'entamer ce travail et d'aborder frontalement les difficultés qu'il soulève, je vais proposer une version synthétique de la problématique, qui ne cessera de se densifier et de se complexifier à mesure que la recherche avancera. Tout d'abord, je retracerai la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » comme un développement marqué par deux retournements de situation successifs. Ensuite, je caractériserai la spécificité de mon analyse sociologique ainsi que ses fondements théoriques, méthodologiques et empiriques.

Enfin, je présenterai le déroulement de la recherche en un plan qui articulera l'élucidation empirique du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » et les avancées de la problématique théorique.

Une controverse marquée par deux renversements de situations

En première approche, la controverse polarisée autour du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale peut être retracée comme un déroulement linéaire, marqué par deux rebondissements successifs. Ce sont ces renversements de situation, inopinés et spectaculaires, qui ont fourni le point de départ de cette recherche.

La dénonciation des banquiers suisses et la mise en cause de leur probité

Le premier est intervenu au printemps 1995, à la veille du jubilé célébrant la fin de la Seconde Guerre mondiale. A cette époque, le Parlement suisse a été informé que la presse internationale répercutait des dénonciations infamantes à l'encontre du comportement des banques helvétiques pendant et surtout après le conflit. Des récits et des témoignages convergents indiquaient que, durant les années trente, menacés par la montée du nazisme, de nombreux juifs européens avaient placé leurs fonds et leurs biens à l'abri du secret bancaire helvétique. Or, après avoir largement ouvert leurs coffres à ces dépôts, elles avaient systématiquement refusé de restituer ces biens aux héritiers et aux survivants qui se présentaient à leurs guichets après l'armistice.

Ces récits accusaient les banques suisses d'avoir commis un vol crapuleux au détriment de leurs clients. Ils les suspectaient surtout d'avoir aggravé leur forfait en profitant lâchement de l'extrême vulnérabilité des victimes de l'Holocauste et de leurs descendants pour leur soutirer leurs biens. Ces histoires multipliaient les détails sordides qui éclairaient crûment la face cachée du monde bancaire helvétique. A leur lumière, les banquiers n'apparaissaient pas seulement indignes de la confiance dont ils prétendaient être l'objet. Ils devenaient surtout des personnages qui, rivalisant de cupidité, d'opportunisme et de cynisme, avaient fini par devenir les sombres profiteurs du crime nazi.

En l'espace de quelques mois, ces révélations ont mis à mal l'image de marque des banques commerciales suisses, emportant avec elle la réputation de la Suisse et de sa neutralité. D'autant que cette question des « fonds juifs » a rapidement été redoublée d'une affaire d'« or nazi », mettant au jour les transactions que la *Banque nationale suisse (BNS)** avait entretenues avec son homologue allemande durant toute la durée du conflit. Une année durant, la cascade des révélations s'est amplifiée, mettant en cause le comportement des assureurs, des industriels, des douaniers, de la police, tous accusés de s'être compromis, d'une manière ou d'une autre, avec le régime nazi. Les demandes d'explications se sont multipliées sur la scène internationale, les contentieux privés se sont mués en affaire d'État, l'aggiornamento de l'histoire suisse est devenu une nécessité politique. En décembre 1996, le Parlement a voté à l'unanimité l'arrêté fédéral* par lequel le *Conseil fédéral** instituait une « Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre mondiale » (CIE) chargée de tirer au clair l'ensemble des aspects historiques et juridiques contestés.

Moins de deux ans après les premières critiques émises publiquement à l'encontre d'entreprises helvétiques, la collectivité politique suisse était contrainte de faire face à un spectaculaire renversement de situation. Les dénonciations médiatiques et les plaintes judiciaires avaient mis à mal l'ordre politique suisse. Son ébranlement était d'abord symbolique. Un demi-siècle après la fin de la guerre, les récits héroïques qui racontaient « la Mob » (*i.e.* la mobilisation générale de l'armée) soutenue par une intervention

providentielle étaient transformés en une histoire scandaleuse¹. La neutralité armée, principe fondamental et intangible de la Constitution helvétique, était mise à mal par des histoires inconnues ou occultées, exhumées à coup d'archives déclassifiées. Le secret bancaire, étendard du sérieux et de la discrétion garantis par les banques suisses, était devenu le paravent derrière lequel les gérants de fortune s'étaient dissimulés pour détrousser leurs clients. La préservation de la Suisse au cours de la Seconde Guerre mondiale, manifestation exemplaire de la place à part occupée par la Confédération dans l'histoire européenne et mondiale, était soudain considérée comme la démonstration de ses compromissions inavouables. A l'épreuve des archives, le passé a cessé d'inspirer de la fierté, pour devenir un objet d'opprobre et de honte.

Ce renversement des fondements symboliques de l'identité suisse, a engendré des conséquences réelles qui ont notamment affecté la position des banques. En Suisse, ces fleurons économiques étaient habituellement traités avec la déférence qui sied aux icônes de la probité et de la réussite nationales. Rien ne les avait donc préparées à être vouées aux pires gémonies, accusées de nuire à la réputation de la Suisse dans le monde, et sommées – par couvertures de magazines interposées – de rendre des comptes pour leurs activités passées.

La restauration de la position des banquiers dans l'ordre politique suisse

Le second renversement de situation est plus diffus, impossible à dater avec précision, mais non moins spectaculaire. Il s'est manifesté notamment par la trajectoire médiatique des banquiers suisses au fil de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Ils ont commencé par être interpellés en tant que fauteurs de trouble, avant d'être imperceptiblement réhabilités. Dans la presse suisse, les jugements sévères émis à l'origine ont laissé place à des descriptions nuancées. Il en ressortait notamment que, si des actes répréhensibles avaient indiscutablement été commis, la responsabilité ne pouvait pas en être pleinement imputée aux banquiers, étant donné qu'ils les avaient commis sans intention de nuire et dans des circonstances qu'ils ne maîtrisaient pas. Parallèlement, des reportages se sont multipliés pour relater le fastidieux travail de recherche des comptes égarés et de leurs titulaires oubliés. Ces plongées quasi-archéologiques dans les entrailles d'archives poussiéreuses ont donné lieu à des récits héroïques, qui mettaient en scène des banquiers dont la bonne volonté confinait à l'abnégation.

Après avoir été vilipendés, les banquiers suisses ont recouvré leurs vertus à l'épreuve des enquêtes menées pour retrouver les « fonds juifs » et identifier leurs ayants droits. Dès le printemps 1997, les articles de la presse suisse présentaient communément l'*Association suisse des banquiers (ASB)** comme un personnage central, vers lequel était canalisée l'attention publique dans l'attente d'un règlement. Il a fallu plus d'un an et demi de controverses houleuses avant que ce dernier intervienne, au milieu du mois d'août 1998, avec la signature d'un accord global. Selon ses termes, les banquiers suisses s'engageaient à verser 1,25 milliards de dollars en échange de l'interruption définitive de toutes les poursuites engagées contre toutes les institutions suisses – publiques ou privées – en raison de leur comportement à l'égard des victimes de l'Holocauste. Dans les semaines qui ont suivi, la presse et les autorités politiques suisses ont reconnu, traité et invoqué cet arrangement financier en tant que dénouement de la controverse sur le rôle de la Suisse

¹ Traditionnellement, l'histoire et la mémoire de la Seconde Guerre mondiale en Suisse étaient associées à « la Mob », c'est-à-dire à la mobilisation générale de l'armée qui avait été décrétée en deux temps : après le déclenchement des hostilités en septembre 1939, puis suite à l'attaque des États neutres (Pays-Bas, Belgique et Luxembourg) en mai 1940. Cette période de « service actif » était considérée comme la manifestation d'une Suisse unie pour résister au régime nazi et à ses velléités d'invasion (cf. Dongen, 1997)

durant la Seconde Guerre mondiale. Du même coup, les responsables des banques commerciales – qui avaient mené seuls les négociations – ont été institués en tant que représentants légitimes des intérêts historiques et moraux de la Suisse. Plus encore, ils sont apparus comme les sauveurs de la Suisse, les seuls à avoir mesuré l'ampleur du problème, à l'avoir affronté, à s'être sali les mains pour le résoudre.

Ce second renversement de situation n'est pas advenu inopinément. Il s'est étalé dans le temps, prenant progressivement forme au gré des événements, des péripéties et des rebondissements qui ont émaillé les débats. Il n'en a pas moins été porteur de conséquences réelles, qui ont profondément affecté l'identité des protagonistes, leurs positions respectives, leurs relations et donc le sens (*i.e.* la signification et l'orientation) de leurs actions. Dans cette nouvelle configuration, les plaintes et les revendications morales adressées à l'encontre des banquiers suisses sont apparues comme autant d'attaques lancées par des alliés du secteur bancaire états-unien contre leurs concurrents helvétiques. En conséquence, leurs auteurs pouvaient être considérés comme des agresseurs qui tiraient prétexte de motifs moraux et historiques fallacieux pour lancer une guerre commerciale, à laquelle il ne fallait pas hésiter à riposter avec détermination.

L'émergence et le développement de cette confrontation ont constitué un camp suisse, structuré autour d'un programme d'action agonistique, incarné et mené par les promoteurs de mesures de rétorsion. Cette configuration a donné forme à des mesures de marketing politique, conduites conjointement par la diplomatie, la droite parlementaire et les milieux économiques, en vue de restaurer l'image et la réputation de la Suisse dans le monde. Au regard de ce dispositif, les enquêtes de la CIE, chargées de démêler l'écheveau historique, économique et juridique de la Seconde Guerre mondiale et de ses répercussions contemporaines, n'étaient plus considérées comme des mesures pertinentes, susceptibles de contribuer au règlement du problème. Au contraire, ces récits détaillés, qui retraçaient les forfaits commis par des institutions suisses pour en élucider les tenants et aboutissants, apparaissaient comme autant de contributions aux attaques menées par ce qu'il était convenu de considérer comme la « partie adverse ».

Désubstantifier « les fonds juifs et l'or nazi » et restituer des prises à l'action

Dans le cas particulier « des fonds juifs et de l'or nazi », les renversements de situation ne se sont pas uniquement manifestés comme des événements, rythmant le déroulement des discussions. Ils sont devenus des composantes de la controverse, donnant lieu à des interprétations, des analyses et des théories divergentes, qui ont contribué à la polarisation et à l'orientation du débat. En conséquence, il est impossible de retracer le déroulement du débat et de relater ses rebondissements sans prendre position au sujet du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

Dans ces conditions, le sociologue ne peut se dégager des enjeux politiques et moraux soulevés par le débat qu'il analyse. Cette situation interroge la spécificité du discours scientifique, la légitimité de sa contribution à une controverse politique, et les modalités de son positionnement par rapport aux autres interventions constitutives de la discussion. Afin d'apporter des réponses à ces problèmes pratiques, j'ai entrepris ma recherche en m'inspirant de consignes empruntées à la sociologie interactionniste des problèmes sociaux. A partir de ce point de départ, je me suis attelé à la désubstantification « des fonds juifs et de l'or nazi » ainsi que du débat dont ils ont été l'objet.

Le néologisme inélégant de *désubstantification* que j'utilise pour caractériser le travail opéré par ma recherche, recouvre une problématique de l'expérience publique et les

contraintes pratiques de son analyse². Il ouvre le chemin à une pratique de recherche qui abordera le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » non comme un *objet réifié* désigné par un *substantif*, mais comme une *activité* exprimée par une *forme verbale*. Dans cette perspective, l'analyse sociologique aura donc pour objectif d'élucider les *opérations* par lesquelles les protagonistes de la controverse ont constitué un *problème* et son *public* en tant qu'objets susceptibles d'être désignés, débattus et traités sous une forme substantivée. Ce travail ramènera donc un *objet d'attention publique* aux *procédures de sa constitution*, sans pour autant se fixer pour objectif de le *désubstantialiser*, ce qui reviendrait à suggérer qu'il serait privé de substance. Dans le domaine de la sociologie constructiviste, la portée de cette nuance est considérable. Elle fonde une *approche réaliste de l'ordre social et de ses dynamiques de constitution* (cf. Quéré, 2004). Elle marque donc une rupture avec les démarches dites « critiques » qui analysent ces phénomènes pour mettre en évidence le caractère aléatoire et arbitraire de ces « constructions », ou même pour dévoiler leur fondement idéologique.

Cette démarche a consisté à ramener le problème et l'ensemble de ses composantes – ses enjeux, l'identité de ses acteurs, l'espace public dans lequel il s'est déroulé – aux *activités* qui les ont constitués. Cette opération, éminemment pratique, s'est concrétisée dans une manière particulière de collecter les données, de composer le corpus, et d'en conduire l'analyse.

Des interprétations divergentes constitutives d'une culture politique suisse réifiée

Au premier abord, la controverse sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale peut être racontée comme l'histoire de deux renversements de situation successifs, au cours desquels la position des banquiers a été ébranlée avant d'être restaurée. Dans l'espace public helvétique, ces dynamiques ont communément été explorées et élucidées par la mobilisation de dispositifs interprétatifs et de registres analytiques préétablis.

Ainsi, de nombreux protagonistes se sont accordés pour analyser ce processus comme l'expression conjoncturelle d'une *identité nationale* ou d'une *culture politique* relativement stables, tout entières orientées vers une prospérité économique fondée sur le développement des activités bancaires. De manière convergente et complémentaire, des intervenants ont considéré la mise à l'écart des recherches historiques et juridiques au profit d'un arrangement financier comme la manifestation d'un esprit conservateur typiquement helvétique, caractérisé par l'amour de la matérialité concrète, le refus de l'abstraction et le mépris du politique³.

Dans l'espace public helvétique, ces registres d'interprétation et de description ont fondé les interprétations les plus divergentes, propagées par des commentateurs, des essayistes et des analystes de tous bords. Pour les uns, l'ampleur de l'affaire « des fonds juifs et de l'or nazi » s'explique parce qu'elle se détache sur l'arrière-plan d'une *culture du consensus*, qui a mal préparé les élites politiques et économiques à se battre sur les arènes internationales en voie de mondialisation. Selon eux, cette malheureuse aventure devrait servir de leçon aux Suisses, leur inculquer le sens de la bagarre, leur apprendre à surmonter leurs différences, pour présenter un front uni face aux menaces de l'étranger. Pour les autres, le débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale doit être analysé comme l'héritage d'un demi-siècle de mutisme. Préservant une « mémoire officielle »

² La notion d'« expérience publique » a été développée et explorée notamment sous l'impulsion de Louis Quéré (2002 ; 2003). Pour une explicitation de la manière dont je la mobilise pour conduire des enquêtes empiriques, voir le texte que j'ai consacré à ces questions (Terzi, 2003).

³ Ces registres d'interprétation et d'analyse sont empruntés aux citations de Pierre Hazan (1998 : 33) et d'André Reszler (1986 : 76) cités en exergue.

vantant les mérites d'une Suisse neutre et au-dessus de tout soupçon, les autorités bancaires et helvétiques auraient occulté les forfaits des institutions suisses et imposé le silence aux historiens. Ce faisant, elles n'auraient fait que perpétuer une *culture du secret* qui, elle aussi, plongerait ses racines dans la vénération helvétique du consensus. Dans cette perspective, les mésaventures de la Suisse sur la scène internationale devraient conduire à rompre avec l'amnésie et l'*hybris* helvétiques. Pour y parvenir, les citoyens suisses devraient faire sécession avec leurs élites, désigner nommément les responsables qui ont mené des politiques cyniques au nom de la Suisse, sous couvert de neutralité⁴.

Telles qu'elles ont été présentées, défendues et débattues, ces thèses sont apparues comme les expressions d'interprétations divergentes et de programmes d'action incompatibles. A l'indignation soulevée par la campagne médiatique menée contre la Suisse et ses banques répondait la dénonciation du comportement des élites politiques et économiques helvétiques. Les propositions de lancer des ripostes et des mesures de rétorsion internationales se heurtaient aux appels en faveur d'un *aggiornamento* historique et d'une épuration politique. Dans l'espace public suisse, la confrontation de ces interprétations opposées a pris la forme d'une polarisation entre des conceptions du monde irrémédiablement inconciliables.

Pourtant, par-delà leur indéniable discordance, ces prises de position se sont accordées pour situer l'origine du débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale dans une « culture helvétique » tenue pour acquise. Dans tous les cas, le raisonnement s'est bouclé sur lui-même. Dans sa perspective, la controverse a fait figure d'épiphénomène, analysé comme l'expression conjoncturelle d'un arrière-plan persistant, lequel a été institué en tant que schème d'intelligibilité et ressource d'interprétation du débat. Cette procédure de validation mutuelle des observations et des schèmes d'interprétation, a constitué les péripéties de la discussion comme autant d'illustrations disponibles pour circonscrire, isoler et identifier la « culture politique suisse ». Quelles que soient les caractéristiques qui lui ont été attribuées, celle-ci a alors été traitée comme un système symbolique ou fonctionnel réifié, relativement indépendant des situations et des actions qui servent de supports à ses manifestations.

Au cours de la controverse sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, la réitération sempiternelle de ces raisonnements circulaires a doté la Suisse d'une « culture politique », communément invoquée en tant que facteur explicatif, mais jamais analysée. Cette structure d'arrière-plan a été naturalisée en une multitude d'instances – allant du réflexe conditionné au caractère inné, en passant par toutes sortes de dispositions acquises – régulièrement convoquées pour expliquer l'origine du problème, l'amnésie helvétique, le comportement des autorités suisses, ou les réactions de la population. Certes, ces raisonnements ont été mis en œuvre pour fonder des interprétations divergentes du problème et échafauder une multitude de programmes d'action. Quelle que soit leur diversité tous ont cependant reconduit un cercle vicieux tautologique, dont la seule issue était fournie par le renvoi systématique de l'explication vers une entité immatérielle et atemporelle, n'offrant aucune prise pour l'action.

⁴ A titre d'illustration, je ne mentionne dans ce paragraphe que deux interprétations particulièrement retentissantes, qui ont donné lieu à une multitude de versions, progressivement affinées au cours des discussions. Au terme du débat, la première analyse a été présentée et défendue de manière particulièrement explicite par un ouvrage publié par l'avocat, économiste et conseiller national radical Luzi Stamm (1999). La seconde thèse a été exposée sous une forme élaborée dès 1997, sous la plume du sociologue et conseiller national socialiste Jean Ziegler (1997).

Une sociologie pragmatique de l'ordre social et de sa constitution pratique

Pour rompre avec cette rhétorique fataliste de l'impuissance, cette recherche *prendra pour thème* ce que les interventions publiées jusqu'ici ont constitué et mobilisé comme *ressource d'interprétation et d'analyse*. Il s'agira donc d'interroger l'arrière-plan tenu pour acquis du débat, de désubstantifier cette « *culture politique* » et cette « *identité* » suisses, sans cesse invoquées mais jamais analysées. Cette démarche permettra alors de soulever des questions inédites et d'expérimenter des solutions originales.

Pour mener à bien cette entreprise, je prendrai pour point de départ une problématique empruntée à la sociologie interactionniste et, plus précisément, à l'analyse définitionnelle des problèmes sociaux⁵. Cette approche s'avérera extrêmement efficace s'agissant de désubstantifier les enjeux politiques, de manière à les rendre intelligibles en tant que processus, dont il est possible de retracer le déroulement. L'opération primordiale de cette démarche consiste à systématiquement ramener les « problèmes sociaux » à des *activités*, menées par des *acteurs identifiables*, dans des *circonstances particulières*. Dans cette perspective, analyser les manières dont ont été posées les questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, c'est observer et décrire la *détermination d'une situation*, impliquant notamment la *définition de ses enjeux*, l'*identification de ses protagonistes*, la *constitution de son public* et l'*orientation vers son dénouement*.

Dans un premier temps, la reconstitution de cette trajectoire a été assurée par la composition d'un corpus initial. Celui-ci rassemblait systématiquement tous les articles – traitant directement ou abordant indirectement des questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale – publiés par une quinzaine de quotidiens et deux hebdomadaires, entre le 1^{er} janvier 1997 et le 31 décembre 1998⁶. Une première analyse extensive de ce matériau a permis de repérer les périodes, les documents, les interventions ou les protagonistes auxquels il était régulièrement fait référence. De la sorte, il a été possible d'identifier précisément les moments-clés du débat et donc de localiser les pièces à recueillir pour compléter notre dossier. A leur tour, celles-ci ont été analysées dans une perspective similaire, ce qui a permis, de proche en proche, de rassembler la plupart des documents qui ont été publiquement invoqués au cours de cette discussion⁷. A terme, cette collecte de données, menée par vagues successives, a débouché sur la composition d'un corpus extrêmement volumineux. Il rassemble plusieurs dizaines de milliers d'articles de presse suisse publiés entre janvier 1995 et décembre 2000. Il comprend également une trentaine d'ouvrages qui ont été, d'une manière ou d'une autre, parties prenantes du débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale et sept rapports publiés par diverses commissions d'experts : la *CIE*, le *Comité indépendant de personnes éminentes*

⁵ Cette approche a pris son essor aux États-Unis dès les années 1960. Elle a été développée notamment dans les colonnes de la revue *Social Problems*, qui a publié des recherches inspirées des travaux précurseurs d'Howard Becker (1966) et d'Herbert Blumer (1971), notamment. Malcom Spector et John Kitsuse (1973a ; 1973b ; 1977) ont élaboré une version synthétique de ces recherches et de leurs conséquences théoriques et méthodologiques. Devenu un classique, leur ouvrage reste au cœur du débat sur le projet constructionniste (cf. Hollstein & Miller, 1993 ; Ibarra & Kitsuse, 1993).

⁶ L'échantillon de presse quotidienne comprend les titres suivants : *Le Journal de Genève* et le *Nouveau Quotidien* (remplacés par le *Temps* à partir de mars 1998), *Le Matin*, *24 Heures* et la *Tribune de Genève*, *L'Express* et *L'Impartial*, *La Liberté*, *Le Nouvelliste*, la *NZZ*, le *Tages-Anzeiger*, le *Blick*, le *Bund*, la *Basler Zeitung*, l'*Aargauer Zeitung*, la *Neue Luzerner Zeitung*, le *Corriere del Ticino* et le *Giornale del Popolo*. Les hebdomadaires retenus sont *L'Hebdo* et *Facts*.

⁷ J'ai présenté et discuté cette manière de collecter les données à l'occasion d'une conférence consacrée aux « Enjeux théoriques et épistémologiques de la collecte de données », présentée en janvier 2001 dans le cadre du colloque « Recherche empirique et construction théorique en sciences sociales », du Domaine des Sciences de la Société de l'Université de Fribourg. Ce texte sera soumis pour publication à la revue allemande *Sozialer Sinn*.

(ICEP)* et la *Presidential Task Force on Nazi Gold*⁸. Enfin, il comprend les minutes des débats parlementaires qui ont été consacrés à ces questions, sans oublier une multitude de documents épars – allant d’enregistrements occasionnels d’émissions radiodiffusées ou télévisées à des copies de pages internet, en passant par des articles isolés de presse suisse et étrangère⁹.

Le dépouillement de ce corpus a été entrepris à l’occasion de séminaires de deuxième cycle, co-animés avec Jean Widmer, en 1997-1998 et 1998-1999. Après avoir pris connaissance de la documentation dont nous disposions, nous avons circonscrit des thèmes d’études restreintes, que les étudiants ont menées sous notre supervision¹⁰. Cette recherche collective a débouché sur la production d’une série d’études partielles, publiées en deux volumes dans la collection *Discours et Société* (Widmer & Terzi, dir., 1999 ; 2004). Cette enquête préliminaire a fondé l’armature empirique et conceptuelle de la recherche. Elle nous a permis de repérer des moments-clés du débat et des prises de position décisives, que nous avons soumises à des analyses intensives (Widmer, 1999a ; 1999b ; 2002 ; Terzi, 1999 ; 2000).

Ce travail exploratoire a été conduit dans le cadre d’une sociologie du discours fondée sur un mode d’analyse inspiré de la socio-sémiotique énonciative et de l’analyse des catégorisations¹¹. Cette approche se caractérise avant tout comme une *manière d’approcher les textes* en les considérant comme les *éléments d’une pratique*. Leur lecture analytique se donne alors pour objectif d’y découvrir les traces de leur production et l’anticipation de leur lecture, comme autant de propositions d’identification, constitutives d’une manière de lire le monde, d’interpréter des événements et d’envisager des actions.

Pour entreprendre cette démarche, les textes sont caractérisés comme des *configurations énonciatives*, qui entretiennent des relations réflexives avec leur *situation d’énonciation* (leur temps, leur lieu, leurs auteurs et leurs lecteurs)¹². Leur élucidation passe par la mise au jour de leur discours en tant que *forme interne*, qui organise les relations systémiques entre les trois figures textuelles qui déterminent *qui* parle à *qui* de *quoi*. Il s’agit donc d’observer et de décrire comment un discours particulier est déterminé en tant : Qu’il est attribué à un *énonciateur*, une figure discursive à laquelle il est assigné et qui le prend en charge à un titre particulier ; Qu’il est adressé à un *destinataire*, un lecteur

⁸ Les ouvrages et les rapports de recherche sont répertoriés dans la section bibliographique consacrée aux sources de la recherche.

⁹ Malgré son ampleur, cette documentation ne prétend aucunement à l’exhaustivité. Tout d’abord, l’analyse détaillée des discussions a fait apparaître l’absence de certaines pièces maîtresses. Au rang de celles-ci, il convient immédiatement de relever celle de la *SonntagsZeitung*. Lorsque je me suis aperçu que cet hebdomadaire – que je n’avais pas retenu dans mon échantillon initial – avait joué un rôle capital dans la controverse, il était trop tard pour recueillir systématiquement les articles qu’il avait consacrés à la question. Seules quelques éditions ponctuelles ont donc été prises en considération. Ensuite, ce corpus a été mis à disposition des étudiants de l’Université de Fribourg à des fins pédagogiques durant deux années d’affilée. Malgré le soin et la vigilance des uns et des autres, j’ai dû constater la disparition et la perte de pans entiers de mon corpus initial, que je n’ai jamais eu les moyens de recomposer. Enfin, en cinq ans de recherche, cette documentation a été soumise à rude épreuve. En plus des outrages du temps, elle a subi trois déménagements internationaux.

¹⁰ Les thèmes en question concernaient notamment des protagonistes particulièrement en vue (par exemple les institutions financières suisses, le sénateur états-unien Alfonse D’Amato, la Task Force, ou le président de la CIE Jean-François Bergier), des événements marquants (tels que la Conférence de Londres, la Conférence de Washington, la signature de l’accord global), ou des tournants discursifs (notamment les propos tenus par deux présidents de la Confédération successifs : Jean-Pascal Delamuraz et Arnold Koller).

¹¹ Les paragraphes qui suivent synthétisent et remanient l’introduction rédigée par Jean Widmer pour préfacer le premier volume de la série *Discours & Société* (in Widmer & Terzi, 1999 : 7-14).

¹² Cette « socio-sémiotique énonciative » a été systématisée par Eliséo Véron (1987). Des présentations succinctes ont été proposées par Andrea Semprini (1996 : 87-92) et Suzanne de Cheveigné (2000 : 13-37).

implicite qui est supposé s'y intéresser en raison de caractéristiques identifiables ; Qu'il institue la relation de ces deux personnages comme composante constitutive d'une *référence*, d'une description possible du monde qui propose une manière de l'interpréter et d'y agir.

Pour fonder une sociologie des discours, il ne suffit cependant pas d'analyser leur organisation interne, ni même d'élucider les relations réflexives que cette dernière entretient avec la situation d'énonciation. En effet, les discours ne sont porteurs d'un *sens spécifique* qu'en tant qu'ils s'insèrent dans une organisation sociale possible, à la constitution de laquelle ils participent¹³. L'analyse de catégorisations d'appartenance concerne précisément cet ordre de phénomène. Elle étudie la manière dont des situations sont déterminées par des activités qui, en se déployant, classent, hiérarchisent et orientent leur environnement. Ce mode d'analyse vise donc la mise au jour de *dispositifs de positions* qui *disposent* ceux qui les occupent à adopter un *point de vue déterminé* sur le monde et à *agir* en conséquence¹⁴.

Ainsi définis, ces dispositifs de catégorisation présentent d'indéniables similitudes avec les « *principes de vision et de division du monde* », les « *systèmes actanciels* » ou les « *cadres d'action* » élucidés par les approches d'inspiration structurale. Cependant, s'en tenir à cette analogie superficielle serait occulter une divergence inconciliable, qui fonde une respécification radicale des programmes structuralistes. Ceux-ci s'accordent pour considérer que l'ordre social peut être ramené à la formalisation de systèmes d'arrière-plan, organisés par un principe d'opposition entre unités discrètes¹⁵. A l'inverse, nos

¹³ L'analyse des relations réflexives qu'entretiennent les pratiques et l'ordre social qu'elles accomplissent est au cœur du projet ethnométhodologique. Ainsi, Harold Garfinkel définit l'ethnométhodologie comme la science des ethnométhodes, c'est-à-dire des procédures qui constituent ce qu'il appelle le « raisonnement sociologique pratique ». A ce sujet, il note, dans le premier chapitre de ses *Studies in Ethnomethodology* : « The properties of indexical expressions and indexical actions are ordered properties. These consist of organizationally demonstrable sense, or facticity, or methodic use, or agreement among 'cultural colleagues'. These ordered properties consist of organizationally demonstrable rational properties of indexical expressions and indexical actions. Those ordered properties are ongoing achievements of the concerted commonplace activities of investigators. The demonstrable rationality of indexical expressions and indexical actions retains over the course of its managed production by members the character of ordinary, familiar, routinized practical circumstances. As process and attainment the produced rationality of indexical expressions consist of practical talks subject to every exigency of organizationally situated conduct. I use the term 'ethnomethodology' to refer to the investigation of the rational properties of indexical expressions and other practical actions as contingent ongoing accomplishments or organized artful practices of everyday life » (Garfinkel, 1984 [1967] : 11).

¹⁴ Dans une large mesure, ce programme développé par Harvey Sacks (1967 ; 1972 ; 1974) prolongeait le programme ethnométhodologique, visant à élucider les procédures pratiques constitutives de l'ordre social et de son *accountability*, envisagée comme un phénomène indissociablement organisationnel, temporel et moral (1984 [1967]). Cependant, les deux problématiques initiés par ses travaux – l'analyse de catégorisations et l'analyse de conversation – ont été reçus et mis en œuvre comme deux disciplines relativement autonomes (cf. Bonu et al., 1994 ; Watson, 1994 ; Hester & Eglin, 1997). A son échelle, mon analyse de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » s'efforcera de renouer ces deux fils conducteurs autour d'une problématique empirique de l'*accountability*. Dans cette perspective, l'intelligibilité du monde et son organisation morale n'ont pas à être stipulées. Elles se présentent comme des problèmes pratiques qui relèvent d'une analyse pragmatique, qui retrace la manière dont ils sont résolus par les protagonistes des interactions et par leurs analystes.

¹⁵ En linguistique, la constitution du programme structuraliste a institué le *Cours de Linguistique Générale* de Ferdinand de Saussure en tant que texte fondateur (cf. Véron, 1987). Claude Lévi-Strauss s'est explicitement inspiré de cette approche en linguistique pour fonder son anthropologie structurale (Lévi-Strauss, 1993 [1950] ; 1958 ; 1973). La prégnance de cette démarche en sociologie francophone est attestée par le succès du manuel d'analyse des entretiens biographiques publié par Didier Demazière et Claude Dubar (1997).

Pour ma part, je parle d'« inspiration structurale » pour désigner plus largement toutes les approches dualistes, qui réfèrent l'ordre social à des systèmes d'arrière-plan réifiés, atemporels et relativement

recherches exploratoires décrivaient des situations dont la détermination ne se réduisait jamais à la manifestation contextuelle d'un principe organisateur atemporel. Nos analyses ont donc pris une tournure pragmatiste, radicalement opposée au programme structuraliste. Cette perspective suggérait d'analyser les dispositifs de catégorisation comme des *propriétés de l'action*, qui tirent leur pouvoir organisateur du *déroulement temporel d'activités indexicales*.

Pour désigner ces dynamiques réflexives, par lesquelles les controverses fondent leur propre intelligibilité et leur propre orientation, nous avons proposé une paire conceptuelle – *dispositifs d'action collective* et *programmes d'action*. Par cette formulation, nous entendions souligner que *l'ordre social* (i.e. ses « dispositifs », ses « structures » ou ses « systèmes actanciels ») est indissociable d'*intérêts pratiques* (i.e. associés à des « actions » ou des « activités » empiriques) et d'*orientations temporelles* (i.e. des « programmes » ou des « projets »). Ainsi, nous suggérons que la détermination et l'orientation des situations se manifestent par la constitution de « dispositifs » et de « programmes » – i.e. de ressources pour dire ce qui s'y passe et pour y agir – lesquels, en retour, orientent et déterminent la situation sitôt qu'ils sont occupés et mis en œuvre. Au terme de cette analyse, il apparaissait donc que le sens spécifique des discours est indissociable d'une dynamique d'organisation sociale, orientée temporellement et irrémédiablement indexicale. Autrement dit, si l'ordre social est indéniablement doté de structures d'intelligibilité, celles-ci n'existent qu'en tant que propriétés formelles des pratiques. Dans cette perspective, l'ordre social est donc indissociable des actions qui le constituent, ce qui revient à dire qu'il ne peut pas être l'objet d'analyses spéculatives, formalisées autours de concepts fondateurs d'une théorie générale¹⁶.

Notre analyse « des fonds juifs et de l'or nazi » tranchait avec l'inspiration structurale qui animait les interprétations qui prévalaient jusqu'alors. Par-delà leur variété, celles-ci s'accordaient pour considérer ce débat, son déroulement et les prises de positions qui l'ont animé comme autant d'expressions conjoncturelles de « structures d'arrière-plan » ou d'une « culture politique suisse » relativement immuable. Ce raisonnement pratique communément admis suggérait de se résigner face au développement de l'ordre des choses. Dans sa perspective, la polarisation et l'orientation de la controverse étaient inéluctables, son déroulement était prévisible et il déterminait une situation connue d'avance. En proposant une alternative à ce mode d'analyse, nos recherches préliminaires ne se contentaient donc pas de marquer une rupture théorique avec les raisonnements pratiques hérités du fonctionnalisme et du structuralisme. Certes notre démarche interdisait de considérer les phénomènes empiriques comme les expressions de *systèmes intégrés de positions* ou de *structures symboliques d'opposition*, indépendants des activités par lesquelles ils se manifestent. Ce faisant, elle ouvrait cependant surtout la voie à des analyses soucieuses de désubstantifier l'ordre social, de le ramener aux processus historiques et contingents qui l'instituent et le reproduisent sous ses formes les plus persistantes¹⁷.

Sur la lancée de ce travail collectif, j'ai entrepris une recherche individuelle, au cours de laquelle je me suis efforcé de rendre compte des processus de *détermination des*

indépendants des pratiques qu'ils orientent. Au-delà du programme structuraliste canonique, ce dualisme anime des recherches d'inspiration fonctionnalistes ou marxistes.

¹⁶ Pour cette raison, j'ai renoncé aux notions de « dispositifs » et de « programmes d'actions collectives ». Dans mon travail, le recours à ces formulations nominales se substituait bien souvent à l'observation et à la description des dynamiques auto-organisatrices de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ».

¹⁷ A bien des égards, cette critique du structuralisme rejoint celle développée par Pierre Bourdieu (1980 : 167-189). Ces remarques s'appliquent cependant à leur tour aux recherches dont les résultats substantifient les « champs » et les « habitus », sans rendre compte des dynamiques contingentes de leur élaboration.

situations, de manière à en fonder une *analyse non-déterministe*¹⁸. Pour rendre compte de ce travail, j'étudierai, au fil des pages qui suivent, comment la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » a déterminé un environnement problématique et confus. Le déroulement de cette analyse montrera comment les questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ont suscité une enquête collective. Elle suivra alors le déploiement de cette dernière, de manière à retracer la constitution progressive d'une situation cohérente et consistante (*i.e.* de la « culture politique »), communément mobilisée en tant que schème d'analyse et d'interprétation du débat¹⁹. Par-delà ses implications théoriques, cette manière de procéder rappellera donc que, si l'ordre social se présente sous une forme déterminée, les processus de sa détermination ne sont pas inéluctables. D'un côté, cette démarche indiquera avec précision quel a été le déroulement de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » et quelle forme d'ordre social il a constitué. De l'autre, cette même analyse soulignera la confusion et les hésitations qui ont prévalu tout au long du débat, rappelant ainsi avec force que le dénouement « des fonds juifs et de l'or nazi » n'est pas la conséquence inévitable d'une histoire linéaire et prévisible.

Ce mode d'analyse indiquera que le déroulement effectif du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » est d'autant plus significatif que des alternatives étaient envisageables. Le pragmatisme théorique sera alors porteur de conséquences empiriques. En montrant qu'il n'était pas exclu que les choses se passent autrement, cette recherche offrira des *prises pour l'action*, interrompant ainsi les cercles vicieux engendrés par le fatalisme et la rhétorique de l'impuissance. A terme, ce travail aboutira sur la formulation d'une *sociologie politique expérimentale*, appelée à contribuer aux dynamiques d'institution étatique préconisées par John Dewey : « *La formation des États doit être un processus expérimental [...] comme les conditions d'action et d'enquête et de connaissance sont sans cesse changeantes, l'expérience doit toujours être recommencée ; l'État doit toujours être redécouvert* » (cité par Zask, 1999 : 177).

La sociologie d'une histoire contingente, ses contraintes pratiques et ses enjeux théoriques

Mon analyse élaborera ainsi une sociologie des discours, fondée sur une théorie de l'ordre social et de la publicité démocratique. Cette démarche aura explicitement l'ambition de produire des résultats sociologiques appelés à *contribuer à la controverse qu'ils analysent*. Concrètement, cette étude entendra donc enrichir le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », renouveler son intelligibilité publique, soutenir une dynamique expérimentale, pour finalement ouvrir une brèche dans le ressassement des événements de la Seconde Guerre mondiale qui se perpétue depuis un demi-siècle. A terme, la pertinence

¹⁸ Tout au long de cette recherche, je marquerai une double distance à l'égard des analyses « déterministes » et « constructivistes » de l'ordre social, en reconduisant ces deux usages de la notion de détermination. D'un côté, je soulignerai régulièrement que les situations sociales sont « déterminées » sous une forme relativement contraignante, en ce sens qu'elles sont organisées et orientées sous une forme intelligible, de telle sorte qu'il est possible d'identifier leurs protagonistes et les actions qu'ils mènent. De l'autre, je rappellerai que la détermination des situations est une affaire éminemment pratique, qui est assurée par les procédures mises en œuvre par leurs protagonistes pour mener à bien leurs activités. En ce sens, la détermination des situations est un phénomène social et historique qui ne se développe pas sous la forme des enchaînements causaux et linéaires envisagés par les théories déterministes.

¹⁹ Dans cette perspective, la « culture politique » est donc la notion que les acteurs utilisent pour désigner les modalités routinières d'organisation et d'orientation des situations, par lesquelles des groupes sociaux se mobilisent, se constituent et conduisent des actions collectives. Ces phénomènes engagent donc une problématique de la *publicité*, en tant que mode d'intelligibilité tenu pour acquis, que les collectivités se donnent d'elles-mêmes et des situations dans lesquelles elles agissent. Au cours de cette recherche, ces phénomènes seront élucidés par l'analyse des procédures qui ont présidé à la constitution du *public politique* de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ».

de cette analyse dépendra donc de sa capacité de relancer l'enquête et d'en renouveler le questionnement. Autrement dit, la portée et la signification de ce travail ne pourront être établies qu'à l'épreuve d'un débat public qui échappe à l'analyse²⁰. La détermination de cette recherche sera donc précisée et enrichie rétrospectivement, par les réceptions – académiques, médiatiques ou politiques – qui lui seront réservées. Pour l'instant, il n'est donc possible de la caractériser que par ses lignes de force expérimentales et théoriques, qui émergeront au gré de son élaboration.

Deux pistes seront explorées et développées en parallèle au cours de ce travail : l'une empirique et l'autre théorique. Dans les paragraphes qui suivent, je présenterai donc le plan de la recherche en deux temps, de manière à retracer deux manières complémentaires de la lire.

Dans un premier temps, je suivrai le déroulement empirique de la recherche. Il sera porté par la dynamique d'une *expérience scripturaire*, visant à explorer les réponses que l'analyse sociologique peut apporter aux problèmes pratiques soulevés par *l'observation d'une controverse* et par la *description de son déploiement*. Il s'agira donc d'élaborer un mode d'écriture qui permettra de retracer les procédures de détermination d'une situation, c'est-à-dire notamment la définition d'un problème, l'identification de ses protagonistes, l'institution de ses arènes, la constitution de ses publics, etc.²¹

Dans un second temps, je retracerai le fil conducteur théorique de la recherche. Celui-ci prendra forme à mesure que les explorations et les expérimentations scripturaires respecifieront la problématique de la sociologie des problèmes publics, pour fonder une analyse pragmatique des opérations de problématisation et de publicisation. Ce volet de la recherche sera animé par des analyses détaillées, dont le développement et l'accumulation fonderont empiriquement une *théorie non déterministe de l'ordre social et de sa détermination*, qui constituera une prise de position dans la controverse constructiviste.

La contingence du débat comme fil conducteur d'une expérience scripturaire

L'ambition de restituer le déroulement contingent d'un épisode historique se manifeste avant tout comme une *contrainte pratique*. Elle exclut de présenter la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » comme un déroulement linéaire, marqué par deux renversements de situation successifs, dont l'analyse pourrait être renvoyée à une instance réifiée. Au lieu de cela, elle suggère de retracer cette trajectoire comme le produit d'un *travail*, dont le déroulement peut être suivi et dont les auteurs peuvent être identifiés. Suivant ce mince fil conducteur, ma recherche prendra la forme d'une marche hasardeuse, lancée sur les traces d'une controverse parsemée de rebondissements et de retournements. L'exploration de cet environnement confus et de sa détermination progressive plongera dans les méandres de l'« *écriture de l'histoire* » (Certeau, 1984 [1975]) et des « *usages politiques du passé* » (Hartog & Revel, dir. 2001), qui seront observés et décrits comme des pratiques ordinaires, constitutives d'une « *culture (politique) en action* » (Hester & Eglin, 1997).

Attachée à retracer la détermination contingente d'un problème et de ses publics, cette recherche ne pourra pas être soumise aux contraintes d'un récit linéaire, rythmé par

²⁰ Bruno Latour a explicitement appliqué ce raisonnement herméneutique aux textes scientifiques. Partant du principe que « *le destin de ce que nous disons et faisons est dans les mains des autres* » (Latour, 1995 [1989] : 78), il en tire qu'« *un énoncé [a] valeur de fait ou de fiction non par lui-même mais seulement par ce que les autres énoncés font de lui plus tard* » (idem : 98).

²¹ Suivant les consignes de la théorie politique de John Dewey, ce travail de l'écriture sera expérimental en ce sens qu'il sera mené de manière à résoudre les problèmes pratiques qui surgiront au cours de sa progression. Le parcours de cette exploration donnera donc progressivement forme à une expérience, qui permettra de découvrir les enjeux et les rebondissement qui ont traversé et animé la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ».

des chapitres nettement délimités. Au contraire, sa progression devra plutôt être retracée à la manière d'un cheminement exploratoire et expérimental. Il en résultera un document extrêmement long, dont les répétitions et les revirements seront pleinement assumés, comme autant de manifestations des dynamiques contingentes et confuses du processus historique que mon texte s'efforcera de retracer. Ainsi, au cours de cette recherche, l'élaboration de cette écriture non-conformiste – ou du moins peu conforme aux usages académiques – opérera à la manière d'une « *rupture de routine* »²². Elle montrera comment la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » a progressivement élaboré la culture politique qui a fourni la résolution du problème. De la sorte, elle mettra au jour les schèmes d'analyse et d'interprétation habituellement mobilisés pour expliquer le problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». En conséquence, elle éclairera la linéarité et les points fixes qui sous-tendent les manières d'écrire ordinairement tenues pour acquises, et elle problématisera leurs conséquences s'agissant de décrire et de raconter comment se déploient des processus historiques et sociaux.

Le bilan épistémologique, théorique et méthodologique de ce cheminement expérimental ne pourra être tiré qu'une fois qu'il aura été mené à son terme. Avant d'y parvenir, le travail d'écriture devra mettre en scène la confusion, les hésitations et les rebondissements qui ont émaillé la controverse, sans pour autant entraver la composition d'une histoire susceptible d'être suivie. Ces problèmes pratiques d'organisation narrative seront redoublés par ceux engendrés par l'exposition d'un matériau hétérogène – comprenant notamment des textes, des photographies et des dessins. Ces difficultés seront d'autant plus épineuses que l'élucidation de ces documents impliquera d'alterner les échelles d'analyse et de les organiser en un propos cohérent, tantôt concentré sur deux tours de paroles, tantôt attaché à l'élucidation des relations internationales.

Au cours de sa progression, cette enquête élaborera donc un mode d'écriture qui s'efforcera de répondre des contraintes pratiques multiples et contradictoires. En conséquence, la conduite narrative des analyses et leur mise en forme évolueront en cours de recherche, au fur et à mesure que ses développements feront surgir de nouveaux problèmes pratiques. Autrement dit, cette expérience scripturaire s'ajustera à l'élucidation du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », de telle sorte que les avancées, les transformations et les affinements de l'écriture, constitueront des *résultats de recherche à part entière*. En tant qu'objet même du *travail de recherche*, cette *manière de faire* ne peut donc pas être déterminée en amont de l'analyse. Pas plus qu'elle ne pourra, au terme de cette dernière, être synthétisée en une *méthode*, réifiée sous la forme d'objets tels qu'un manuel ou un logiciel. Les cheminements de l'écriture et de la lecture constitueront un *savoir-faire* irrémédiablement pratique et incarné. Le transfert de cette compétence à d'autres analyses ne pourra donc en aucun cas faire l'économie de sa *mise en œuvre pratique*, c'est-à-dire de la conduite de nouveaux *travaux de recherches empiriques*²³.

²² La méthode des « ruptures de routines » (*breaching experiments*) a été introduite en sociologie par Harold Garfinkel (1984 [1967]). Cette technique consiste à perturber des interactions ordinaires, c'est-à-dire à problématiser le savoir tacite qui va habituellement de soi, à engager le travail de son explicitation, et à observer les procédures de sa normalisation.

²³ Cette analyse de la méthodologie des sciences sociales est indissociable de la théorie pragmatiste qui animera ma recherche et de ses conséquences pour l'analyse des compétences (cf. Chauviré & Ogien, 2002). Cet argument questionne les modalités d'évaluation des recherches qui tendent à valoriser l'élaboration de systèmes conceptuels cohérents au détriment des analyses empiriques et inventives. Elle interroge également les pratiques d'attribution des postes et de distribution des tâches académiques. Bien souvent, la spéculation théorique est réservée aux dignitaires de la profession, tandis que les enquêtes empiriques sont reléguées au rang de tâches subalternes ou de rites initiatiques, abandonnés aux nouveaux entrants dans le domaine de la recherche et de l'enseignement.

Pour retracer la progression de ces opérations d'écriture, je composerai une trame narrative rythmée par des étapes, qui assureront le découpage de mon document en trois parties principales.

La première racontera l'émergence des questions relatives au rôle de la Suisse durant la seconde guerre mondiale. Cette histoire désubstantifiera « les fonds juifs et l'or nazi » en retraçant les *activités de revendication* qui les ont constitués en tant que problème. Celui-ci apparaîtra alors comme un enchaînement d'actions, dont le déroulement temporel sera porté par une *trame narrative linéaire*. Cette mise en scène chronologique associera l'origine de la controverse aux démarches que des héritiers ont entreprises, dès la fin de la guerre, pour récupérer les biens des victimes de l'Holocauste déposés dans les banques suisses. Cette histoire racontera alors comment ces premières requêtes ont servi de préfiguration aux interventions médiatiques et parlementaires qui, en 1995, exigeaient la restitution des « fonds en déshérence ». Puis, elle indiquera comment ces revendications ont donné forme aux scandales des « fonds juifs » et de l'« or nazi », lesquels ont été définis en 1996 comme un problème unique, affectant l'ensemble de la collectivité politique suisse. Cette « histoire naturelle » du débat sera déclinée sur trois axes différents. Elle portera d'abord sur l'élaboration et la stabilisation des *inventions lexicales* forgées pour désigner ce problème (chapitre 1) ; puis, sur l'institution des *arènes publiques* dans lesquelles il a été débattu et traité (chapitre 2), et enfin sur la trajectoire identitaire de ses protagonistes (chapitre 3).

La deuxième partie étudiera comment le déroulement du débat a progressivement déterminé une situation intelligible, susceptible de servir de point d'appui pour l'action. Contrairement à ce que pourraient laisser croire les analyses rétrospectives, ce travail d'éclaircissement ne s'est pas opéré suivant une progression graduelle. Au contraire, il a été composé de mouvements désordonnés, au gré desquels la situation est longtemps restée confuse. Cette analyse montrera donc que le traitement du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » ne s'est pas déroulé linéairement, à la manière d'une action planifiée. Il a plutôt présenté les traits d'une exploration contingente et indécise, faite de tentatives et de renoncements, d'avancées et de retours en arrière. La mise au jour de cette dynamique éclatée révélera *l'inadéquation des récits linéaires* qui prétendent habituellement rendre compte de la constitution et du traitement des problèmes publics. Afin de répondre à cette contrainte pratique, je ferai éclater ma trame narrative, de manière à suivre le débat au fil de ses méandres, de ses revirements, de ses ralentissements et de ses accélérations, c'est-à-dire à restituer les propriétés de la controverse et de son déroulement contingent.

Cette mise en scène commencera par montrer comment les discussions ont donné forme à la fois à un problème et à la diversité des points de vue adoptés à son égard (chapitre 4). La structuration de ces perspectives sera alors spécifiée à la lumière de deux cas empiriques. Le premier retracera l'élaboration de la ligne éditoriale du magazine *L'Hebdo* (chapitre 5). Le second s'appuiera sur une sélection d'éditoriaux publiés par la presse quotidienne pour mettre au jour la polarisation de l'espace médiatique suisse (chapitre 6). La description de ces dynamiques sera affinée par une analyse détaillée des quatre semaines de polémiques qui ont surgi, en janvier 1996, suite à une déclaration du président de la Confédération (chapitre 7). Pour conclure, les conséquences de ce mode d'écriture seront explicitées, de manière à interroger les manières habituelles d'analyser les problèmes publics. Cette discussion élaborera les fondements pratiques d'une critique pragmatiste des opérations de problématisation et de publicisation (chapitre 8).

La troisième partie élucidera le jeu des perspectives temporelles à l'œuvre dans la constitution et de la résolution des problèmes publics. Elle montrera qu'au fur et à mesure de son développement, la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » a été *orientée vers un horizon d'attente* observable et descriptible. Cette projection du devenir possible de la

situation n'a pas été déterminée une fois pour toutes, mais elle a été transformée, affinée ou ajustée à mesure que survenaient les renversements de situation et les péripéties qui ont animé la discussion. Or, quel que soit son degré de détermination, *une projection est toujours l'attente d'un remplissement*, dont le surgissement éventuel ne correspond jamais entièrement à ce qui était escompté. Lorsqu'un événement prévu survient, il reconfigure la situation dans laquelle il était attendu, dont il détermine notamment le « champ d'expérience ». Autrement dit, la portée et la signification des attentes et des anticipations sont toujours déterminées *rétrospectivement*. Ainsi, la détermination des situations se développe dans un jeu de perspectives temporelles au cours duquel *les projections ne sont jamais que l'attente de leur propre détermination rétrospective*.

Ce va-et-vient interprétatif n'est pas exclusivement engagé dans l'orientation des horizons temporels de la situation. Il anime également son organisation actancielle. Une situation se caractérise notamment en ceci qu'elle *projette des propositions d'identification*. Celles-ci ne sont cependant déterminées qu'à condition d'être endossées et mobilisées pour orienter et mener à bien des actions. Or, en se déployant, ces activités mettent à l'épreuve leur environnement et, en particulier, les identités de ceux qui y participent. Autrement dit, les *identités projetées* et les *identifications pratiques* sont engagées dans une dynamique de déterminations mutuelles, prospectives et rétrospectives.

Dans la perspective de cette analyse, les situations apparaissent comme des *dynamiques auto-interprétatives*, dont le déploiement détermine indissociablement leur *orientation temporelle* et leur *organisation actancielle*. La mise au jour de ce cercle herméneutique au cœur même de la problématique des situations et de leur détermination n'ira pas sans poser de sérieux problèmes pratiques pour l'écriture. Pour retracer de telles dynamiques, il faudra conduire *un récit qui assume pleinement le jeu des projections et de leurs déterminations rétrospectives*. Au risque de désorienter la lecture, l'organisation de la trame narrative devra s'estomper pour laisser place au va-et-vient des attentes et de leur remplissement. Cette écriture expérimentale sera élaborée en deux temps. D'abord, elle sera mise à l'épreuve pour retracer comment la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » a constitué une audience médiatique helvétique, puis comment celle-ci a été transformée en public politique, appelé à défendre ses banques (chapitres 9 et 10). Ensuite, cette démarche sera reprise et approfondie pour montrer comment le débat a constitué l'horizon d'un règlement financier définitif et comment son remplissement par la signature d'un accord global a reconfiguré le déroulement de toute la controverse (chapitres 11 et 12).

Pour résumer, à mesure que l'analyse « des fonds juifs et de l'or nazi » progressera, elle éclairera de nouvelles propriétés de la situation et des modalités de sa détermination, lesquelles complexifieront les contraintes pratiques qui s'imposeront à l'écriture. Cette expérience scripturaire interrogera les usages ordinaires de l'écriture académique. Elle indiquera que ces manières de faire, habituellement tenues pour acquises, tendent à *substantifier* les phénomènes sociaux, à *occulter la contingence* des processus historiques, et à *éluder le caractère auto-interprétatif* de l'ordre social.

Autrement dit, chaque avancée de l'analyse soulèvera des problèmes pratiques d'écriture, qui seront résolus par l'élaboration d'une trame narrative originale. Celle-ci sera composée et affinée progressivement, de manière à retracer les dynamiques d'auto-constitution qui fondent la détermination contingente d'un ordre social et politique stable et tenu pour acquis. Il en résultera une expérience scripturaire qui pourra être considérée indistinctement comme une réponse aux contraintes pratiques soulevées par l'analyse d'un phénomène social et historique, et comme le fondement empirique d'une théorie de l'ordre social.

Une théorie non déterministe de l'ordre social et de sa détermination

Au fur et à mesure que le travail d'écriture explorera et élaborera le déroulement de la controverse « des fonds juifs et de l'or nazi », il alimentera une problématisation théorique de l'ordre social et des procédures qui président à sa détermination. Ainsi, le cheminement de la recherche se présentera comme l'élaboration progressive d'une analyse qui s'efforcera de référer l'ordre social à des *activités pratiques*, de laisser place à sa *contingence historique*, et de prendre en considération ses *dynamiques d'auto-interprétation*. A peine esquissée, cette problématique dessine les contours d'une sociologie pragmatique et interprétative, qui proposera une analyse non déterministe de l'ordre social. Cette formulation des enjeux de la recherche place cette analyse au cœur de la controverse constructiviste en sociologie. A vrai dire, ces questions théoriques ne seront jamais discutées systématiquement. En revanche, certains aspects de ce débat seront abordés latéralement, au fil de l'étude du matériau empirique.

Ainsi, le travail de désubstantification des « fonds juifs et de l'or nazi » qui sera entamé dans la première partie (chapitres 1 à 3), situera d'emblée cette analyse dans le giron des théories constructivistes et, plus précisément, de leurs versions interactionnistes. Indéniablement, mon analyse reprendra à son compte leur idée fondatrice, qui suggère de ramener les problèmes sociaux à la dynamique des activités de revendication qui les constituent. Cet accord fondamental sera cependant nuancé au fil de la deuxième partie (chapitres 4 à 8). Ce moment de l'analyse montrera en effet que la définition des problèmes publics n'est pas un phénomène graduel, susceptible d'être présenté sous la forme d'un récit linéaire. Ce qui soulèvera de sérieuses objections à l'encontre du projet interactionniste visant à retracer les processus sociaux et historiques sous la forme de « carrières morales » ou d'« histoires naturelles ». Enfin, la troisième partie de la recherche (chapitres 9 à 12) montrera que la détermination des situations ne peut être considérée comme un processus « interactif » qu'à condition d'en souligner le caractère réflexif et auto-interprétatif. Ces remarques ébranleront sévèrement les recherches échaudées ces dernières années sur les fondements de la « grounded theory » et du concept d'« ordre négocié ».

A l'épreuve d'un matériau empirique, le cheminement de cette recherche élaborera donc progressivement une théorie de l'ordre social. Elle sera d'inspiration constructiviste en un sens extrêmement consensuel. Elle supposera que tout phénomène social – quel que soit son degré de naturalisation ou d'institutionnalisation – n'est jamais que le produit d'un *processus historique et social contingent*, ce qui revient à dire qu'il n'est pas *inévitabile*. Pour autant mon analyse ne s'accordera pas avec toutes les recherches qui ont repris à leur compte ce programme fédérateur.

D'un côté, elle se démarquera des démarches « archéologiques » qui proposent de lire l'histoire à reculons, de manière à y localiser les fondements épistémiques ou la genèse de l'ordre social contemporain²⁴. Ce dernier n'est alors pas un *thème* de recherche, et l'analyse renonce à élucider les procédures réflexives et auto-constitutives qui fondent son intelligibilité. Au contraire, celle-ci est alors implicitement endossée au titre de *ressource d'analyse* et mobilisée en tant que schème d'observation, d'interprétation et d'analyse du passé. Cette lecture de l'histoire – à travers le prisme de son dénouement temporaire inscrit dans l'ordre social contemporain – conduit l'analyste à privilégier les éléments du passé

²⁴ L'approche archéologique sous-tend des analyses historiques majeures, qui vont des travaux que Michel Foucault a consacrés à l'histoire de la folie ou du regard médical (Foucault 1961 ; 1972b) à l'analyse de la « question sociale » initiée par Jacques Donzelot (1994 [1984]) et prolongée par la chronique du salariat établie par Robert Castel (1995). Dans le paradigme d'une sociologie pragmatiste, Danny Trom a récemment proposé un cheminement pour analyser l'historicité de l'action dont il signale explicitement la proximité avec l'approche archéologique de Michel Foucault (Trom, 2003).

dont il (re)connaît la forme ou la postérité. Ces démarches débouchent sur une histoire linéaire, écrite au détriment de sa contingence, de ses errements et de ses expérimentations abandonnées sans lendemain²⁵.

De l'autre, mon analyse de l'ordre social se distanciera des recherches qui suggèrent que la métaphore de la « construction » puisse être comprise au sens strict. Ces travaux ont l'inconvénient de laisser entendre que « *les enjeux cognitifs et normatifs des problèmes publics sont indéfiniment manipulables, que les critères de leur appréhension et leur appréciation sont arbitraires ou artificiels : c'est ouvrir la porte à toutes les formes de scepticisme et de cynisme, auxquels n'échappe pas la critique de la domination qui prête aux « dominants » un pouvoir de produire des illusions (auxquelles ils finissent par croire) et cantonne les « dominés » dans l'impouvoir de la seule consommation de ces illusions (dont ils parviennent parfois à réchapper)* » (Cefaï, 1996 : 48). Pour une part, cette remarque s'adresse aux analyses dites « critiques » pour lesquelles les problèmes et leur publicité ne sont que des *artefacts* à déconstruire, pour dévoiler des dynamiques d'imposition sous-tendues par le libre jeu des champs et des habitus²⁶. Cette observation concerne également tous les travaux qui analysent la construction de l'ordre social comme un équilibre dynamique et négocié, qui se déploie en fournissant des opportunités, dont les acteurs se servent pour développer leurs stratégies²⁷.

En réponse à ces orientations du programme constructiviste, ma recherche élaborera une analyse de l'ordre social sous-tendue par deux consignes fondamentales. Partant du principe que l'ordre social est un processus auto-constitutif et auto-interprétatif, la première exigera que *l'analyse soit exclusivement fondée sur l'intelligibilité que les situations donnent d'elles-mêmes au cours de leur développement*. Cette contrainte méthodologique restreindra considérablement la marge interprétative, de manière à explorer la possibilité d'une analyse naturaliste s'efforçant de produire ses explications sous la forme d'observations et de descriptions. La seconde consigne consistera à *traiter ces dynamiques d'auto-constitution et d'auto-interprétation comme des procédures ordinaires méthodiquement réglées*, que l'analyse aura pour tâche d'élucider. A l'articulation de ces deux orientations, cette manière de procéder interdira les facilités rhétoriques qui réfèrent la « construction » de l'ordre social à des entités stipulées et jamais observées, qu'il s'agisse de stratégies attribuées à des individus réputés compétents, de la dialectique des champs et des habitus ou de structures épistémiques.

Il en résultera une analyse de l'ordre social qui sera moins constructiviste que « constitutiviste » ou « configurationnelle ». « *[L]e terme de « constitution », façonné par l'histoire de la phénoménologie, [...] ne laisse réduire la genèse temporelle d'une signification intersubjective ni à l'activité d'un sujet, ni à la passivité d'un objet[.] [C]elui de « configuration » (Gestaltung), [est] entendu au sens merleau-pontien d'émergence*

²⁵ Les limites de cette démarche apparaissent clairement à la lumière des recherches menées par Alain Cottureau, dont l'approche phénoménologique a mis au jour des pans entiers de l'histoire, occultés par les analyses rétrospectives (p.ex. Cottureau, 1987 ; 1988 ; 1995 ; 2003).

²⁶ Ce programme inspiré par la théorie de Pierre Bourdieu a été développé sur deux axes principaux. Le premier a analysé l'« opinion publique » produite par les sondeurs, et dénoncé la supercherie de ceux qui l'invoquent pour nimber leurs analyses de l'onction démocratique (Bourdieu, 1984 : 222-235 ; Bourdieu & Champagne, 1989 ; Champagne, 1990). Les travaux dirigés par Patrick Champagne ont élargi et durci ces observations pour en faire le fondement d'une analyse des médias et du journalisme. Dans cette perspective, les « malaises sociaux » seraient des « constructions médiatiques », c'est-à-dire des « effets de réel » consécutifs à une distorsion engendrée par le « champ médiatique », que le sociologue aurait pour tâche de corriger (Champagne, 1991 ; 1993 ; Champagne & Marchetti, 1994).

²⁷ Pour une part, cette analyse de l'ordre social puise aux sources du paradigme écologique développé par l'Ecole de Chicago (cf. Joas, 2002 ; Hilgartner & Bosk, 1988). Elle doit cependant également beaucoup à une relecture des travaux d'Alfred Schütz dans une perspective weberienne (Berger & Luckmann, 1992 [1966]).

d'une structure figure-fond, qui ne soit assignable ni à la matière ni à l'esprit » (Cefaï, 1996 : 48). D'un côté, cette approche rappellera donc que l'ordre social n'est pas un jeu de construction-déconstruction, laissé à la libre interprétation du chercheur et de sa quête dans les méandres historiques. De l'autre côté, cette analyse soulignera que les dynamiques auto-interprétatives sont des processus contraignants, qui ne sont pas à la libre disposition de ceux qui y participent et de leurs stratégies. A son terme, cette recherche entendra fonder un mode d'analyse *non déterministe* de *processus déterminés*, soulignant que la constitution de l'ordre social est une dynamique contingente, tout en analysant son caractère contraignant. Pour le dire par une métaphore, cette approche suggérera que l'acception sociologique de l'« ordre négocié » soit assimilée à l'expression selon laquelle des virages peuvent être « négociés » en conduite automobile.

Au cours de cette recherche, cette théorie de l'ordre social ne sera ni stipulée, ni formalisée, ni même explicitée sous une forme synthétique. Suivant les préceptes pragmatistes, elle sera élaborée pratiquement, à l'épreuve de l'observation et de la description d'un matériau empirique. En conséquence, cet exercice ne débouchera pas sur une vaste discussion de la littérature disponible sur ces questions. Il s'ouvrira plutôt sur des discussions ponctuelles mais serrées, avec des démarches d'inspiration pragmatiste, soucieuses de fonder leurs analyses sur des observations et des descriptions détaillées. Les critiques parfois mordantes que j'adresserai à ces travaux, ne devront donc masquer ni ma proximité, ni ma dette à leur égard. Au contraire, elles constitueront une sorte d'hommage rendu à leur rigueur, qui a stimulé ma curiosité intellectuelle et mon imagination sociologique.

Cette problématisation théorique sous-tendra donc une seconde manière de lire le développement de la recherche, complémentaire du fil conducteur empirique. Afin d'en rendre compte, je vais maintenant présenter une seconde version du plan de recherche, dont la progression suivra l'élaboration progressive d'une théorie non déterministe de l'ordre social.

La première partie ouvrira la discussion sur le terrain de la sociologie des problèmes sociaux. Prenant appui sur l'approche constructiviste élaborée par Malcolm Spector et John Kitsuse (1977), mon analyse empirique mettra différents aspects de l'interactionnisme symbolique à l'épreuve de phénomènes tels que la définition des problèmes sociaux (chapitre 1), la constitution des arènes publiques (chapitre 2), les trajectoires identitaires des protagonistes de controverses (chapitre 3).

Dans le prolongement de ces observations, le débat sera engagé avec l'« analyse des cadres » (*frame analysis*) initiée par Erving Goffman (1991 [1974]) et avec ses interprétations structurales placées sous le label de la « *frame perspective* » (cf. Snow, 2001). Cette discussion – explicitement conduite dans les limites du chapitre 4 – se prolongera tout au long de la recherche, au gré des analyses chargées d'élucider comment les discours constituent les positions qu'ils prennent dans une controverse.

Ce questionnement autorisera une incursion dans le domaine de la sociologie des communications et des médias, laquelle se prolongera sur le terrain de la sociologie politique. Pour étudier comment des discours participent à la constitution de lignes éditoriales communément reconnues et à la polarisation de controverses intelligibles, je conduirai une analyse détaillée des articles publiés par un hebdomadaire et d'éditoriaux issus de la presse quotidienne (chapitres 5 et 6). Ces observations respecifieront la notion de « champ journalistique » et ouvriront la voie à une description de la controverse inspirée de la « théorie de l'enquête » développée par John Dewey (chapitre 7). Leurs conséquences théoriques seront cependant explicitement tirées dans le chapitre 8. Dans la veine d'une analyse goffmanienne des « cadres de l'expérience », mes observations montreront alors que la définition et le traitement d'un problème sont indissociables de la constitution de

son public. Prenant appui sur cette remarque, l'analyse s'invitera sur le terrain d'une sociologie de la réception des productions médiatiques. En la matière, mes remarques concerneront principalement la manière dont Daniel Dayan articule les audiences médiatiques et les publics politiques (Dayan, 1992 ; 1998). A terme, cette critique rejoindra les enjeux soulevés par la philosophie politique de John Dewey, pour fonder une analyse pragmatiste de l'État (Dewey, 2003 [1927]).

La troisième et dernière partie de la recherche sera largement dédiée à l'approfondissement de ces questions de sociologie politique. Un premier volet de cette discussion sera consacré aux apports d'une sociologie des discours pour l'analyse de la participation démocratique. Dans ce domaine, l'exploration des publics politiques questionnera la théorie de l'acteur-réseau de Bruno Latour et la manière dont Michel Callon la mobilise pour élucider les enjeux de la démocratie technique (chapitres 8 et 9). Finalement, les chapitres 10 et 11 seront principalement dédiés à l'exploration d'un mode d'écriture chargé de rendre compte du développement d'une situation contingente. En conclusion de la recherche, la conduite de ce récit sera étroitement associée à quelques digressions consacrées à une analyse normative de la publicité démocratique, qui s'inspirera notamment de la théorie de l'intrigue de Paul Ricœur et la théorie politique de Hannah Arendt.

PREMIÈRE PARTIE

Le rejeton fragile issu de l'union de l'histoire et de la fiction, c'est l'assignation à un individu ou à une communauté d'une identité spécifique qu'on peut appeler leur identité narrative. « Identité » est pris ici au sens d'une catégorie de la pratique. Dire l'identité d'un individu ou d'une communauté, c'est répondre à la question : qui a fait telle action ? qui en est l'agent, l'auteur ? [...] Répondre à la question « qui ? », comme l'avait fortement dit Hannah Arendt, c'est raconter l'histoire d'une vie. L'histoire racontée dit le qui de l'action.

Paul Ricœur, *Temps et récit*, 3. *Le temps raconté*. Paris, Seuil, 1985, p. 442

CONSTRUIRE LE PROBLÈME DES « FONDS JUIFS ET DE L'OR NAZI »

Le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale peut être analysé à la manière d'un « problème public ». Cependant, il se caractérise en ceci que les faits incriminés ne sont contemporains ni de leur définition en tant que problème, ni de leur discussion, ni de l'action engagée pour les résoudre. En effet, les actions dont il a été question avaient toutes été accomplies dans les années 1940. C'est en 1942 que les autorités helvétiques ont décidé de fermer les frontières et de refouler les juifs cherchant asile en Suisse. C'est tout au long de la guerre que la Banque nationale suisse a entretenu des transactions d'or avec la *Reichsbank*. C'est dès l'issue du conflit que des banques privées ont refusé de restituer à leurs ayants droit les biens confiés par des victimes de l'Holocauste. En revanche, ce n'est qu'un demi-siècle plus tard que ces actions ont été définies comme des problèmes, susceptibles d'être débattus publiquement, d'être évalués moralement, et d'être résolus par des actions publiques.

Cette observation invite à lever une ambiguïté de l'expression « rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale », en distinguant fermement deux ordres de phénomènes relativement indépendants qu'elle désigne¹. D'un côté, elle fait référence aux circonstances des années 1940, dans lesquelles le refoulement des réfugiés, les transactions sur l'or, ou le refus de restituer les biens des victimes de l'Holocauste se sont produits. Ce premier versant de la question relève d'une histoire de la Seconde Guerre mondiale. Il peut être élucidé par une étude minutieuse des systèmes d'actions dans lesquels étaient impliqués notamment des autorités politiques suisses, des réfugiés tentant de passer la frontière helvétique et des douaniers chargés de les refouler, des responsables de la Banque nationale suisse et de la *Reichsbank*, des banquiers, des descendants de victimes de l'Holocauste. De l'autre, elle désigne les situations de la fin du vingtième siècle, dans lesquelles ces mêmes actions ont été évaluées négativement, définies en tant que problèmes concernant l'ensemble de la société suisse, et soumises à un large débat public. C'est ce second versant qui relève d'une sociologie des « problèmes publics ». Son élucidation suppose une analyse de systèmes d'action nettement distincts, impliquant les politiciens, les diplomates, les fonctionnaires, les banquiers, les historiens, les journalistes,

¹ Ce paragraphe déploie les arguments centraux des théories interactionnistes de la déviance et des problèmes sociaux. Il s'appuie principalement sur les synthèses proposées par Howard Becker (1985 [1963] : 201-234) Malcom Spector et John Kitsuse (1977).

les essayistes, les citoyens, etc. qui ont pris part aux discussions, aux décisions ou aux actions, qui, au cours des années 1990, ont contribué à la définition du caractère problématique des actions de diverses institutions helvétiques durant la Seconde Guerre mondiale.

Cette manière d'aborder la question du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale met en évidence l'indépendance logique des actes et des jugements portés à leur égard. A la lumière de cet exemple empirique, il apparaît que le caractère problématique des actions – qu'il s'agisse du refus de restituer des fonds à leurs titulaires, du maintien de transactions économiques avec le régime nazi, ou du refoulement de réfugiés juifs menacés de mort – ne réside pas en elles-mêmes. Il est clair que la définition de ces actes en tant que problèmes, leur évaluation négative et la mise en œuvre d'interventions pour les résoudre ne s'expliquent ni par leurs qualités intrinsèques, ni par les « dysfonctions » dont elles étaient porteuses. En effet, c'est dans un désintérêt presque général que, durant plusieurs décennies, les biens non restitués aux héritiers des victimes de l'Holocauste et l'or acheté au régime nazi ont pu être conservés dans les coffres des banques privées et de la banque nationale. De même, personne ou presque ne s'est ému, après-guerre, du destin funeste des réfugiés refoulés aux frontières suisses. En revanche, cinquante ans plus tard, alors même que ces actes et leurs conséquences étaient restés inchangés, ils ont été désignés et définis comme inacceptables, à tel point que certaines autorités morales et politiques ont appelé les Suisses à procéder à un examen de conscience national. Afin de prévenir tout malentendu sur le statut de ces remarques préliminaires, trois précisions méritent d'être apportées.

Tout d'abord, distinguer les actes et leurs évaluations normatives ne revient pas à prôner un relativisme moral absolu. Il s'agit d'une consigne de méthode pour l'analyse des problèmes sociaux ou des problèmes publics. L'observation empirique de ces phénomènes nous enseigne que la commission d'un acte n'entraîne pas mécaniquement son jugement normatif. Ainsi, il arrive que des actions communément réprouvées ne soient pas poursuivies et il n'est pas garanti que ceux qui commettent des actes répréhensibles soient les mêmes que ceux qui sont sanctionnés. De plus, des manières de se comporter peuvent être légitimes dans une situation culturelle ou historique, alors qu'elles sont réprouvées dans une autre. Autrement dit, les actions et la manière dont elles sont ordinairement définies ne coïncident pas nécessairement. En conséquence, l'analyse se doit de ne pas confondre ces deux termes, et surtout de méthodiquement refuser de replier les jugements sur les caractéristiques des actes qu'ils évaluent.

Affirmer ceci ne revient cependant en aucun cas à exclure que ces deux termes puissent parfois se recouvrir. Des chevauchements et des interactions peuvent intervenir. Si l'existence de telles relations ne peut pas être présumée théoriquement, leur élaboration doit en revanche être observée et analysée dans chaque cas particulier. S'agissant du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, l'analyse montrera que la discussion et le jugement publics des actes du passé ne se sont pas réalisés mécaniquement. Un intense travail de dénonciation et de description – conduit par des politiciens, des diplomates, des organisations juives internationales, des historiens, des journalistes, etc. – a été nécessaire pour fonder l'élaboration et la formulation d'évaluations normatives.

Ensuite, l'affirmation de cette distinction présente les problèmes publics comme des drames complexes, impliquant de larges réseaux d'interactions. Ainsi, pour qu'un problème public soit identifié ou reconnu, il ne suffit pas que des agents engendrent des actions ou des situations d'un type particulier. Il faut encore que ces actes et leurs conséquences soient définis comme problématiques, que leurs auteurs soient identifiés et désignés comme responsables et, à ce titre, activement dénoncés voire mis en accusation.

En conséquence, l'analyse d'un problème public ne peut se contenter de mettre au jour les actions d'éventuels auteurs de troubles, elle doit encore prendre en considération l'ensemble des réactions qu'elles ont suscitées chez d'autres acteurs. Ainsi, la discussion sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ne peut en aucun cas être réduite à la malveillance de quelques banquiers privés à l'égard de leurs clients juifs, au manque de scrupules des responsables de la Banque nationale, ou à l'inhumanité de la décision de fermer les frontières prise par les autorités politiques et appliquée par les douaniers. En effet, ces actes n'auraient pas pu être débattus et jugés sans qu'une pluralité d'acteurs s'en soient émus dans les années 1990, avant d'entreprendre de les mettre au jour, de les dénoncer et de revendiquer que soient réparés les torts subis par les victimes de ces agissements. En conséquence, cette approche renonce à appréhender les problèmes publics sous l'angle de leurs caractéristiques intrinsèques, formulées dans les termes de leurs « conditions objectives » ou des « dysfonctions » qu'ils induiraient dans un système social donné². Au contraire, elle envisage de prendre en considération la composante subjective du travail de définition dont ils sont l'objet. Elle invite donc à analyser les problèmes publics comme des *actions collectives*, impliquant la coopération non seulement de ceux dont les actes sont stigmatisés, mais de tous ceux qui y réagissent et qui participent d'une manière ou d'une autre à la définition de leur caractère problématique. Suivant la consigne des études interactionnistes de la déviance, elle se concentre donc sur l'action collective au cours de laquelle des problèmes sont identifiés, définis et évalués, ce qui revient à dire que l'analyse d'un problème public doit prendre en considération tous les acteurs qu'il implique à un titre ou un autre.

Enfin, la distinction des actes et de leur jugement comporte une forte composante théorique. Elle repose en effet sur le constat que les actes, leur définition et leur jugement – à l'instar de toute action collective – prennent place dans le temps et diffèrent d'une période à une autre. Ceci est illustré de manière exemplaire par la question du rôle de la Suisse durant la guerre. Elle montre en effet à l'évidence que des actes n'ont posé aucun problème durant un demi-siècle, avant d'apparaître comme de troublants enjeux de conscience. Cette observation remet profondément en question toute conception traitant les normes comme des incarnations spécifiques et persistantes de valeurs fondamentales. Elle invite au contraire à reconnaître le caractère évolutif et accompli de normes intrinsèquement situationnelles : elles n'existent que dans un consensus perpétuellement renouvelé d'une situation à une autre.

Ces quelques éléments préliminaires situent l'analyse qui va suivre. Attelée à l'élucidation du rôle de la Suisse durant la guerre en tant que « problème public », elle examinera le travail de définition conduit à ce sujet au cours des années 1990. Bien sûr, il sera largement question d'actes posés durant le conflit ou dans l'immédiat après-guerre. Mais c'est à partir de leur évocation, de leur définition, ou de leur évaluation *dans le débat public des années 1990* qu'ils seront abordés. Cette étude ne prétendra donc en aucun cas apporter un éclairage original sur les années de guerre et sur les attitudes adoptées par les institutions helvétiques à cette époque. En revanche, elle sera riche d'enseignements sur le système d'actions dans lequel ce passé a été interprété et évalué. En ce sens, la démarche suivie se présentera comme une analyse sociologique d'actions collectives contemporaines,

² Les notions de « conditions objectives » et de « dysfonctions » renvoient à la théorie fonctionnaliste. Celle-ci considère que la « désorganisation sociale » et les « comportements déviants » manifestent des « inadéquations dans le système social » que la sociologie a pour tâche d'expliquer et de traiter (cf. Merton, 1976). « *Le sociologue est un ingénieur social redoublé d'un médecin social : il définit quelles sont les conditions normales de fonctionnement de la société, et propose par référence à ce modèle contre-factuel un diagnostic des dysfonctions indésirables et évitables, élabore un programme des améliorations possibles et prescrit une ordonnance des remèdes souhaitables* » (Cefaï, 1996 : 45).

et donc comme une contribution à la sociologie des acteurs suisses impliqués dans ces discussions.

Dans un premier temps, cette étude se focalisera sur les définitions des problèmes relatifs au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Il s'agira de prêter une attention particulière aux manières de *définir* ces questions, en s'attachant précisément à rendre compte du lexique employé et à ses transformations au fil du temps (chapitre 1).

Ensuite, l'analyse examinera les actions collectives qui ont présidé à ce travail de définition. Elle attachera une attention particulière aux entreprises de *dénonciation* du rôle de la Suisse durant la guerre et aux activités de *revendication* déployées au nom des personnes ayant subi des torts durant cette période. Il sera alors possible de rendre compte du drame complexe au cours duquel ces événements du passé ont pris la forme de problèmes contemporains. Cette analyse élucidera la composition des arènes publiques au sein desquelles ils ont été définis et évalués, en attirant l'attention sur la multiplicité des protagonistes qui s'y sont engagés et sur la complexité de leurs interactions (chapitre 2).

Enfin, ces deux versants de l'analyse seront articulés de manière à étudier *l'histoire naturelle* de la question du rôle de la Suisse durant la Seconde guerre mondiale. Cette dynamique sera abordée latéralement, par le biais d'un de ses protagonistes. Sa trajectoire identitaire permettra de repérer comment les définitions du problème se sont transformées et se sont progressivement stabilisées, et donc de repérer les phases principales de la controverse (chapitre 3).

CHAPITRE 1

The dissatisfactions that provide the content and perceived basis for claims are the products of interactions between those who become claimants – clients or patients – and those who provide the vocabularies of discomfort and the possibilities of alternative solutions. Only the prior existence of these institutional arrangements and putative solutions make problems possible, perceptible, nameable, and actionable

Spector & Kitsuse, *Constructing Social Problems*, Menlo Park, Cummings, 1987 [1977], p.85

1 LA DÉFINITION DES « FONDS JUIFS » ET DE L'« OR NAZI »

Dans les années 1990, la Seconde Guerre mondiale a été soumise à un patient travail d'élucidation, caractérisé par une inventivité lexicale d'une rare richesse. Des notions originales, souvent inédites, ont fleuri dans des intitulés de sessions parlementaires, de rubriques médiatiques, d'articles de journaux, d'ouvrages, etc. C'est ainsi que les « *fonds nazis* », « *fonds disparus* », « *millions non réclamés* » et autres « *fonds en déshérence* » sont devenus des thèmes d'actualité¹. Ces notions ont progressivement été mises en forme, de telle sorte qu'elles ont permis de désigner, d'examiner et de traiter un ensemble complexe de problématiques, allant des avoirs déposés par des victimes de l'Holocauste dans des banques privées et recueillis par aucun héritier, à la destination de l'or pillé que la Banque nationale suisse avait acheté à la *Reichsbank*, en passant par le refoulement des juifs alors qu'ils cherchaient refuge en suisse.

Au fil des discussions, les termes de « *fonds juifs* », « *or nazi* » et « *fonds en déshérence* » – ainsi que leurs équivalents italophone et germanophone « *fondi ebraici* », « *Nazi-Gold* », « *oro nazista* », « *nachrichtenlose Vermögen* » et « *Fondi in giacenza* » – se sont imposés. Désormais, ils sont communément employés pour désigner tout ce qui a trait à la dernière guerre. Ainsi, depuis février 1996, l'Agence télégraphique suisse a introduit la cote abrégée « *nlv* » (pour « *nachrichtenlose Vermögen* ») afin d'identifier toutes les dépêches traitant de la Seconde Guerre mondiale en Suisse.

Cette notion de « fonds en déshérence », popularisée dans les années 1990, peut être analysée comme une *invention lexicale*. Avant les discussions sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, ces termes n'évoquaient pas grand-chose. Tout au plus permettaient-ils aux juristes de qualifier des valeurs ou des biens qui n'étaient recueillis par aucun héritier. Mais ils n'étaient pas communément utilisés en lien avec une quelconque période historique. Ce n'est donc que récemment qu'il est devenu ordinaire de s'en servir pour désigner spécifiquement les valeurs patrimoniales tombées en déshérence suite aux persécutions endurées par des clients dans la sphère du Troisième Reich allemand et, par extension, tout ce qui a trait à la période de la dernière guerre en Suisse.

Habituellement, les notions de « fonds juifs », d'« or nazi » ou de « fonds en déshérence » ne sont ni discutées, ni analysées. Elles servent de ressources ordinaires pour

¹ Il n'est pas question de dresser ici une liste exhaustive des termes utilisés. En voici cependant un petit florilège trilingue. En vrac, il a été question de : l'or nazi, Raubgold, Nazi-Gold, Nazigeldern, Gold von KZ-Opfern, oro nazista, oro dell'olocausto, oro degli ebrei, avoirs juifs, fonds juifs, Jüdische Guthaben, fonds en déshérence, herrenlose Vermögen, nachrichtenlose Vermögen, fonds des victimes du nazisme, fondi delle vittime del nazismo, Holocaust-Gelder, Gelder von Nazi-Opfer, Vermögen von Nazi-Opfer, etc.

désigner un ensemble de phénomènes supposés connus. Il suffit pourtant de suspendre ces routines de langage pour constater qu'elles ont articulé l'ensemble des débats consacrés au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Elles ont conféré au passé une nouvelle actualité, elles ont permis de le voir sous un jour nouveau, d'en mettre en évidence les enjeux et d'envisager des actions en vue de les résoudre. Autrement dit, l'analyse de la controverse ne peut s'épargner le détour par un certain nombre de questions qui ne se posent pas ou qui ne se posent plus. Quelles sont les notions qui ont été utilisées pour désigner ces problématiques et prendre position à leur sujet ? Quand sont-elles apparues ? Quels sont les acteurs qui leur ont donné forme ? Quels sont les enjeux qu'elles ont contribué à mettre en évidence ? Quelles définitions ont-elles donné du problème et des solutions à lui apporter ?

Pour explorer ces questions, j'analyserai le problème du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, suivant une approche interactionniste et, plus précisément, définitionnelle (Spector et Kitsuse, 1987 [1977]). Afin d'ébaucher ce travail, je suivrai le développement de la discussion, de manière à dessiner les contours de son champ lexical. Ce cheminement me mènera à interroger ce qui est devenu un lieu commun. La plupart des analystes s'accordent aujourd'hui pour considérer que cette discussion a été subitement lancée en 1996 suite à une violente campagne de presse menée par le sénateur états-unien *Alfonse D'Amato**. Or cette thèse ne résiste pas à un examen attentif. L'analyse définitionnelle montrera que la discussion, ainsi que les concepts qui l'ont articulée, plongent leurs racines dans l'immédiat après-guerre. Mais elle permettra surtout de retracer les quatre étapes d'un lent processus au cours duquel les notions de « fonds juifs » et d'« or nazi » se sont imposées, contribuant d'une manière décisive à la définition de la question du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

1.1 L'arrêté fédéral de 1962 sur les « avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques »

La controverse sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale a pris dans les années 1990 une ampleur inconnue jusqu'alors. Il ne faudrait pourtant pas en déduire que la question des biens appartenant aux victimes du nazisme n'aurait jamais été soulevée auparavant. Sur le plan international, les « *premières démarches entreprises en vue d'obtenir la restitution de biens volés ou confisqués remontent à l'époque même de la guerre* » (CIE, 2002 : 405)². En Suisse, les premières mentions publiques de violations du droit de propriété des victimes de l'Holocauste par les banques helvétiques, et de leur refus de restituer les biens déposés dans leurs établissements datent de l'immédiat après-guerre. C'est en 1947 que le parlementaire bernois Werner Meister a formulé une petite question intitulée « Objets précieux enlevés aux prisonniers d'Auschwitz » (*Gefangenengüter von Auschwitz*). En février de la même année, « le service juridique du *Département politique** présente la première esquisse d'un projet d'arrêté prévoyant l'obligation de déclarer les fonds restés en déshérence. Mais six mois plus tard, sous la pression de l'*Association suisse des banquiers**, la Confédération renonça à ce projet. En réaction, l'Association lança de sa propre initiative une enquête auprès de ses membres pour estimer la valeur totale des « *biens de victimes restés en déshérence* ». [...] *Le montant annoncé fut insignifiant : à peine un demi million de francs* » (idem : 427).

Durant la première décennie suivant la guerre, les banques ont privilégié une politique du silence, mettant tout en œuvre pour décourager les recherches des biens des victimes et pour minimiser le problème. Elles ne sont cependant pas parvenues à

² Cette histoire du traitement des biens des victimes du nazisme dans l'immédiat après-guerre est établie sur la base des enquêtes historiques détaillées établies par la Commission Indépendante d'Experts* (2002 : 405-472), et par Peter Hug et Marc Perrenoud (1997).

décourager les survivants qui, au début des années 1950, ont tenté de retrouver la trace de leurs comptes et des organisations juives qui ont réclamé la restitution des biens en déshérence. Face à leur insistance, les banques durent rompre le silence contre leur gré. En 1956, elles procédèrent à leur propre enquête, laquelle aboutit à nouveau à de maigres résultats. Dans la foulée, « [l]a fédération des communautés israélites de Suisse* proposa de créer une fiduciaire pour gérer les biens en déshérence, mais l'Association suisse des banquiers refusa en invoquant le secret bancaire » (idem : 433).

Au printemps 1957, le conseiller national socialiste Harald Huber a relancé la question en déposant une *motion** intitulée « *biens d'étrangers disparus* ». Ce texte proposait « *que tous les fonds en déshérence soient recensés et regroupés en un « fonds à but humanitaire* ». Cette proposition a finalement débouché sur l'adoption de l'arrêté fédéral du 20 décembre 1962 sur les « *avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques* » (idem : 433-434) :

[Ce texte fait] obligation à toutes les personnes morales et physiques [de] déclarer les avoirs d'étrangers ou d'apatrides n'ayant plus donné de leurs nouvelles depuis le 9 mai 1945, et dont on sait ou peut se douter qu'ils ont été persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques. La définition ne se limite pas à la déshérence avérée, mais retient également la seule présomption et laisse ainsi une large marge d'interprétation aux gérants de fortune. [...] Si aucun ayant droit ne peut être identifié, l'autorité de tutelle de la localité où se trouve l'essentiel de la fortune doit instituer une curatelle [...]. Si la procédure aboutit à la conclusion que l'ayant droit est mort, une procédure successorale doit être ouverte en Suisse. [...] Les biens dont on n'arrive plus à retracer les ayants droit sont versés au « fonds pour biens en déshérence ».

Pourtant, cet arrêté fédéral ne permit pas de débloquer la situation. Au cours de cette longue procédure, nombre de prétentions des survivants de l'Holocauste furent rejetées et de nombreux avoirs furent réduits à néant. Finalement, c'est l'arrêté fédéral du 3 mars 1975 sur « *l'utilisation des avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques* » qui a mis fin à ces démarches. Ce texte a décidé la liquidation du « *fonds pour biens en déshérence* » et attribué l'argent pour deux tiers à la Fédération des communautés israélites et pour un tiers à l'Office central d'aide aux réfugiés (cf. idem : 434).

Ce rapide détour historique montre que les biens des victimes du nazisme n'ont pas été ignorés en Suisse au cours des trois décennies suivant le conflit. Dans un premier temps, il a été question des « *objets précieux enlevés aux prisonniers d'Auschwitz* ». Ensuite, ils ont été présentés comme « *biens d'étrangers disparus* », avant d'être déclarés et restitués au titre d'« *avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques* », dans le cadre des arrêtés fédéraux de 1962 et 1975. L'analyse historique conduite par la CIE a mis en évidence la minimisation du problème et l'obstruction des recherches qui ont perduré tout au long de ce processus. Cependant, elle n'a pas suffisamment élucidé ce que cette occultation devait à un petit glissement lexical. En effet, cette manière de désigner les biens des victimes de l'Holocauste a joué un rôle décisif. Elle a orienté et délimité les recherches de fonds en déshérence, et donc circonscrit l'ampleur des valeurs mises au jour en 1975.

Tout d'abord, l'arrêté fédéral de 1962 a orienté et délimité la recherche des seuls « *avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques* ». Cette formulation était suffisamment vague pour laisser une marge d'interprétation considérable aux banques chargées d'identifier les comptes susceptibles d'entrer dans cette classification. S'agissant d'établir les montants concernés par cette mesure, les banquiers adoptèrent l'interprétation la plus restrictive possible (idem : 435) :

[Les banques] exclurent certains comptes sous prétexte que le domicile du titulaire était incertain, ou que la banque ne pouvait pas savoir si son client était juif ou non. Un client juif dont on savait qu'il avait été victime de persécution fut écarté parce qu'il était citoyen suisse. Les clients décédés à l'hôpital furent exclus puisque victimes d'une mort naturelle et non violente. Ceux qui étaient morts après le 9 mai 1945 ne furent pas pris en compte, même s'ils étaient morts des violences subies. Un client décédé au camp de concentration de Dachau le 13 mai 1945, quatre jours après la date butoir, fut écarté. Des biens ne furent pas pris en considération parce que gérés par des fiduciaires en leur propre nom ; les banques ne parvenaient pas à en identifier les propriétaires réels.

La terminologie adoptée dans l'intitulé de l'arrêté fédéral de 1962 a clairement permis de minimiser le problème. Mais ces formulations permettaient de résoudre deux difficultés autrement plus épineuses du point de vue des autorités suisses. L'arrêté fédéral de 1962 était susceptible d'être interprété comme une législation d'exception, donc comme la reconnaissance d'un devoir de réparation et de restitution, c'est-à-dire comme une menace pesant sur la « *sécurité du droit* », et en particulier la continuité du droit privé sur la propriété. Or, la terminologie retenue prévenait efficacement de telles conséquences en faisant de la question des biens des victimes de l'Holocauste un problème de *déshérence ordinaire*.

La première difficulté consistait à ne faire en aucune manière apparaître la recherche des biens des victimes de l'Holocauste comme une mesure de restitution ou de réparation. Dans les années 1960, les autorités suisses se trouvèrent confrontées à un dilemme cornélien. D'un côté, il n'était plus possible d'esquiver la question des biens des victimes de l'Holocauste. Dans le sillage du procès Eichmann à Jérusalem, le silence à leur sujet avait été rompu suite aux demandes insistantes de survivants cherchant à reprendre possession de leurs avoirs, aux interventions d'organisations juives exigeant la restitution du patrimoine des victimes. « *[I]l n'était dès lors plus guère possible d'ignorer les revendications légitimes de survivants, d'héritiers ou d'organisations vouées à la restitution des biens des victimes* » (idem : 433). De l'autre, les autorités suisses pouvaient difficilement intervenir en la matière sans se déjuger. En effet, dès l'issue du conflit, elles s'étaient farouchement opposées à tout traitement de la question dans le cadre de procédures de réparation ou de restitution en faveur des victimes du national-socialisme allemand. Dès 1945, elles mirent tout en œuvre pour minimiser, voire même nier, la réalité des relations économiques étroites que la Suisse avait pu entretenir avec l'Allemagne. Elles se gardèrent scrupuleusement de manifester un quelconque sentiment d'injustice. Elles refusèrent strictement de parler de réparation, et ce n'est que de mauvaise grâce et sous d'intenses pressions extérieures qu'elles concédèrent des mesures de restitution très incomplètes.

Le gouvernement suisse ne pouvait donc pas se dispenser d'agir, mais il devait le faire de telle sorte que son intervention ne puisse en aucune manière être liée aux conséquences du génocide nazi. C'est ici qu'est intervenue toute l'efficacité d'une double invention lexicale. Dans ce contexte, il n'était évidemment pas question de se lancer à la recherche des « *objets précieux enlevés aux prisonniers d'Auschwitz* », comme le proposait Werner Meister en 1947. En revanche, il était tout à fait possible de discuter des « *biens d'étrangers disparus* », ou d'envisager la déclaration et la restitution des « *avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques* ». Ainsi, c'est à sa terminologie que la motion Huber doit une part de son succès. Sa formulation édulcorée permettait de lancer une action exempte de toute composante morale.

Ce souci de distinguer la recherche des biens des victimes de toute forme de réparation ou de restitution a d'ailleurs été explicité au cours des discussions qui ont

précédé l'adoption de l'arrêté fédéral de 1962. Ainsi, le *conseiller fédéral** Ludwig von Moos déclara que la Suisse n'avait aucune obligation morale à « *réparer les torts* » (von Moos, cité in CIE, 2002 :410-411) :

[Il] arrive ça et là qu'on parle de *Wiedergutmachung*. Or le terme même induit en erreur. La Suisse n'a pas à réparer quoi que ce soit, ni en faveur des victimes de persécutions national-socialistes ou d'organisations juives ou autres, encore moins en faveur de l'État d'Israël. Ce constat mérite d'être fait en toute clarté.

Un large consensus s'était formé autour de cette opinion, relayée, au cours du même débat, par le conseiller national socialiste Harald Huber dont la motion parlementaire était à l'origine de l'arrêté fédéral de 1962 : « *La Suisse n'a rien à réparer et les autres États n'ont pas à faire valoir des prétentions à notre égard* » (Huber cité in idem : 411). En ce sens, les termes employés pour désigner les biens des victimes de l'Holocauste permettaient d'entreprendre des recherches sans pour autant sortir de la ligne politique inaugurée par les autorités suisses dès l'issue du conflit.

La désignation des « *avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques* » apparaît donc comme une invention lexicale efficace, qui a permis d'engager la recherche des biens des victimes de l'Holocauste tout en les traitant comme des « avoirs » ordinaires, ce qui revenait à éluder la composante morale de la question au profit de sa seule dimension économique. Plus encore, cette trouvaille a permis d'harmoniser l'action du gouvernement helvétique avec la tournure des négociations internationales sur les réparations et les restitutions, lesquelles tendaient, dans un contexte de durcissement de la guerre froide, à faire primer les prétentions des États sur la situation des individus victimes de la guerre (cf. idem : 412-414).

La seconde difficulté était de nature juridique. Il fallait éviter que l'arrêté fédéral apparaisse comme une remise en cause du droit privé helvétique sur la propriété. Cet enjeu était décisif, dans la mesure où, durant près de vingt ans, le Conseil fédéral s'était retranché derrière la protection de la propriété pour justifier son refus d'adopter une réglementation qui aurait permis de résoudre l'épineux problème des fonds en déshérence. Ce faisant, le gouvernement reprenait à son compte l'argumentation de Jakob Diggelmann qui présidait alors la commission juridique de l'Association suisse des banquiers. En 1952, ce dernier estimait ainsi : « [...] *que sous des prétextes éthiques et moraux, il s'agit de faire main basse sur des avoirs privés au plus grand mépris de notre ordre public, de la notion même de propriété [...]* ». La même année, cette logique le mena à suggérer que « *[l]a fédération des communautés israélites n'a nullement l'intention de transmettre les avoirs sans héritiers à d'éventuels demandeurs ; son objectif est d'obtenir l'institution d'une procédure particulière qui lui permette de mettre la main sur ces avoirs pour en disposer à ses propres fins. L'action de la partie adverse représente donc une véritable razzia sur les avoirs déposés en Suisse* » (Diggelmann, cité in CIE, 2002 : 423 ; 411).

A terme, cette invocation du droit privé mena à « *cette situation paradoxale où banques et requérants s'opposèrent le même argument : les victimes ou survivants firent valoir leur droit de propriété, et les banques prétendirent protéger au nom de ce même droit les intérêts de leur clientèle* » (idem : 430). Ici encore, ce nœud gordien a été tranché par l'inventivité lexicale du législateur. En effet, la notion d'« *avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques* », revenait à considérer les biens des victimes de l'Holocauste comme des fonds ordinaires. En conséquence, leur recherche, leur déclaration et leur restitution pouvaient sans autre être conduites selon les procédures usuelles. Autrement dit, le texte de l'arrêté permettait de déléguer la responsabilité des déclarations aux banques (idem : 434 ;435) :

Une fois de plus, le principe de l'autonomie corporatiste l'emporta. L'indépendance des banques, leur responsabilité propre et leur liberté d'exécution furent préservées. Les banques bénéficièrent ainsi d'une marge de manœuvre très large pour mettre en œuvre l'arrêté. Elles eurent le choix entre les stratégies les plus diverses. Elles savaient qu'elles ne risquaient pas de sanctions. [...] Elles prirent toutes sortes de dispositions pour faire apparaître négligeables les résultats de leur enquête.

En conclusion, il apparaît donc que la question des biens des victimes du nazisme a été prise en considération en Suisse durant les trente ans suivant la guerre. Elle a donné lieu à plusieurs interventions publiques, au cours desquelles a été progressivement forgée la notion d'« *avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques* », autour de laquelle ont été articulés les arrêtés fédéraux de 1962 et de 1975. Cette formulation écartant soigneusement toute référence explicite au génocide nazi a en quelque sorte normalisé les biens des victimes de l'Holocauste. Elle a transformé leur restitution en une question économique ordinaire, exempte de toute composante morale, et ne nécessitant aucune remise en question du principe de propriété ancré dans le droit privé helvétique. Bref, elle a permis de lancer une action, tout en maintenant le parti pris du *business as usual* inauguré dès l'issue du conflit par les autorités helvétiques (cf. CIE, 2002 : 421-423).

1.2 Le retour discret des « biens des victimes de l'Holocauste » en 1995

Les arrêtés fédéraux de 1962 et de 1975 ont eu le mérite de tirer les autorités et les banques suisses d'une situation extrêmement inconfortable. Cependant, en ménageant des mesures qui ne dérogeaient pas aux principes politiques et juridiques en vigueur, ils ont conduit à l'adoption d'une solution consensuelle, mais insatisfaisante à bien des égards. D'un côté, les banques, soucieuses de minimiser l'ampleur du problème, ont largement sous-estimé le nombre de comptes et les montants appartenant à des victimes de l'Holocauste. De l'autre, la volonté politique et bancaire de maintenir la « sécurité du droit » privé helvétique sur la propriété a engendré l'occultation des enjeux moraux dont était porteuse la déshérence créée par l'Holocauste (idem : 430) :

Pour tenir compte de la situation exceptionnelle créée par la politique d'extermination nazie, il aurait fallu que les banques dérogent aux conditions normalement applicables au remboursement d'un compte. L'holocauste aurait justifié une interprétation des règles de droit favorable aux victimes pour remettre les biens aux héritiers légitimes ou à des organisations autorisées à prendre leur succession.

Or, tel ne fut pas le cas. L'entrée en vigueur de l'arrêté fédéral ne mit pas un terme aux tracasseries imposées aux requérants désireux de reprendre possession de leurs biens, certaines banques allant jusqu'à exiger la production d'actes de décès, qui n'avaient bien sûr jamais été établis à Auschwitz. De même, elle n'interrompit pas la politique d'obstruction et le silence buté, adoptés par les banques depuis des décennies. De telle sorte que les avoirs auxquels n'était crédité aucun intérêt, mais sur lesquels étaient régulièrement prélevés des frais de gestion, finirent par être épuisés. Autrement dit, la solution issue des arrêtés fédéraux de 1962 et 1975 répondait aux intérêts politiques et financiers du gouvernement et des banques. En revanche, elle ne résolvait que très imparfaitement le problème de la déshérence créée par l'Holocauste.

A la lumière de ces quelques éléments historiographiques, il apparaît que le débat des années 1990 a plongé ses racines dans une problématique dont les contours ont été dessinés plus de deux décennies auparavant. Cependant, la Commission Indépendante d'Experts (CIE) a tort d'en déduire que c'est « *le problème mal résolu des droits patrimoniaux, communément désignés sous le terme d'avoirs en déshérence, qui a relancé en 1996 le*

débat sur le rôle de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale » (idem : 405). Certes, cette thèse a le mérite de la limpidité. Elle suggère que la déshérence issue de l'Holocauste est revenue sur le devant de la scène publique parce qu'elle était restée sans solution. Cependant, l'analyse définitionnelle rendra ce rapport causal moins évident. Il apparaîtra en effet que la thèse défendue par la CIE succombe à une illusion rétrospective qui confine au déterminisme historique. En effet, elle revient à supposer qu'un « *problème mal résolu* » doit fatalement revenir sur le devant de la scène publique. Or, il n'en est rien. Une recherche attentive à la définition du problème montrera d'ailleurs que c'est en 1995 (et non en « 1996 ») que les discussions au sujet du *destin des réfugiés refoulés* (et non sur les « droits patrimoniaux ») ont relancé le débat sur le rôle de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais elle montrera surtout que la réapparition de ce problème n'a rien eu de mécanique. Au contraire, elle a impliqué un intense *travail de dénonciation et de revendication*, avant que soient envisagées des démarches visant à restaurer les droits patrimoniaux des victimes de l'Holocauste et de leurs descendants.

1.2.1 Les interventions israéliennes à l'occasion des célébrations de la Shoah

En Suisse, les premières mentions des « *fonds en déshérence* » sont apparues dans des interventions parlementaires³. La première remonte au 6 décembre 1994, lorsque le *conseiller aux États** socialiste fribourgeois Otto Piller a posé une question ordinaire intitulée « fortunes tombées en déshérence » (« *Herrenlose* » *Vermögenswerte*). Il demandait alors des éclaircissements au gouvernement suite aux affirmations de « *la presse étrangère* » selon lesquelles des banques suisses prendraient possession des biens de leurs clients qui ne se manifestent pas durant plusieurs années. Trois mois plus tard, le 7 mars 1995, la question spécifique des « *fonds en déshérence appartenant à des victimes juives du génocide nazi* » a été explicitement abordée dans une question ordinaire intitulée « *fortunes des victimes de l'holocauste dans les banques suisses* ». Le conseiller national socialiste genevois Jean Ziegler demandait alors au gouvernement de dire quel était le montant des fonds et des objets de valeur en question et quelles mesures les autorités entendaient prendre pour qu'ils soient restitués sans délais à leurs créanciers légitimes. Puis, la conseillère nationale indépendante Verena Grendelmeier a lancé, le 24 mars 1995, une *initiative parlementaire** intitulée « *Fortunes tombées en déshérence des victimes des persécutions national-socialistes* ». Elle y demandait qu'un arrêté fédéral de portée générale réglemente « *le recensement ainsi que la restitution des fortunes tombées en déshérence suite à des persécutions national-socialistes et qui ont été confiées à la garde des banques suisses* ».

La presse suisse est restée extrêmement discrète au sujet de ces interventions parlementaires. Cependant, elle a également évoqué les biens des victimes de l'Holocauste dès le printemps 1995. Ainsi, *Le Nouveau Quotidien* a abordé la question le 28 avril 1995. Il titrait alors, en première page et sans ambiguïté : « *'Les banques suisses ont volé les victimes de l'Holocauste'* ». Dans ce texte, le correspondant à Jérusalem rapportait qu'à « *l'occasion de la célébration de la Shoah, plusieurs journaux israéliens exige[aient] que les milliards déposés par les juifs morts dans les camps soient restitués aux héritiers* ». Cette revendication était étayée par une enquête du « *très sérieux quotidien économique Globes* », relayée par le quotidien *Haaretz*. Dans l'éditorial qui commentait cette information, Jean-Jacques Roth en reprenait la substance pour poser un double constat sévère. Il remarquait que les banques étaient loin d'avoir « *tout tenté pour retrouver les ayants-droit [sic.] de ces fortunes grandes et petites* », et que la Suisse n'avait pas su faire « *les gestes politiques, symboliques, qui prouveraient sa volonté de ne s'enrichir d'aucun*

³ Ces interventions parlementaires ainsi que les réponses du Conseil fédéral sont reproduites à l'annexe 1.

centime sur les victimes de l'Holocauste ». Dès lors, il rappelait « [n]os devoirs envers les enfants de l'Holocauste », estimant que « sur un tel chapitre et à un tel moment, il serait indigne d'en rester à l'approche administrative qui nous tient si souvent lieu de bonne conscience. Comment opposer, à la mémoire d'une incommensurable souffrance, l'application tatillonne de notre secret bancaire ? ».

Dans son édition suivante, celle du 1er mai 1995, *Le Nouveau Quotidien* est revenu sur les « violentes attaques [adressées aux banques suisses] dans la presse israélienne à l'occasion de la commémoration de l'Holocauste ». Cette fois, la question était traitée par une brève, placée en première page et intitulée : « *L'UBS attaquée en Israël ; elle aurait versé au CICR des fonds appartenant à des Juifs* ». Cet article rapportait une annonce de la radio israélienne selon laquelle « *l'Union de Banques Suisses a versé des fonds appartenant à des juifs disparus dans le génocide nazi au CICR, malgré son rôle contesté durant la Seconde Guerre mondiale* ».

Trois jours plus tard, le 4 mai 1995, deux quotidiens romands *Le Journal de Genève* et *La Liberté* ont à leur tour abordé la question. Le premier présentait, en rubrique « Suisse », un long article intitulé « *Des parlementaires israéliens s'attaquent aux banques suisses* » placé sous le surtitre : « *POLÉMIQUE Comptes des victimes de l'Holocauste* ». La première partie annonçait que, « [r]éagissant à des révélations de la presse sur les biens juifs dormant en Suisse depuis la Seconde Guerre mondiale, deux députés de l'opposition veulent saisir la Knesset de la question ». Le titre de la seconde partie citait le secrétaire général de l'Association suisse des banquiers affirmant que « [n]ous n'avons pas d'éléments propres à rouvrir le dossier ». Il « rappell[ait] qu'un arrêté fédéral adopté en 1962 a en principe réglé la question ». De même, le directeur de la Commission fédérale des banques* estimait que « l'affaire [était] donc légalement close [et qu'elle] ne pourrait reprendre qu'à l'initiative de l'Association suisse des banquiers ». Dans cet article, le quotidien genevois ne citait qu'une voix discordante, celle de la conseillère nationale Verena Grendelmeier, qui considérait que « [t]out porte à croire [...] que d'autres avoirs sont toujours déposés dans les banques suisses ». A quelques détails près, les mêmes informations étaient reprises par *La Liberté*, en rubrique économique, dans un article intitulé : « *Victimes de l'Holocauste : Les coffres des banques helvétiques contiendraient d'énormes sommes* ».

Deux semaines plus tard, *L'Hebdo* a abordé la question sous une couverture sans ambages intitulée « *PRESSION SUR LES BANQUES Qu'avez-vous fait de l'argent des juifs?* ». Cette accroche introduisait un long dossier, présentant de manière succincte l'état du dossier :

Les biens des victimes du nazisme dorment encore dans des coffres suisses. Combien? Dans la polémique qui resurgit en Israël, le chiffre avancé (300 millions) paraît fantaisiste. Les banques reconnaissent toutefois que l'arrêté de 1962 sur les « avoirs d'apatrides » n'a pas résolu la question et acceptent de rouvrir le dossier – sur pression de la Commission fédérale. Mais comment procéder ? Le secret bancaire, consacré dans les années 30 pour... protéger l'anonymat des persécutés, rend aujourd'hui kafkaïennes les recherches de leurs héritiers.

Le seul élément nouveau apporté par l'hebdomadaire romand était une information passée pratiquement inaperçue, annonçant qu'un groupe de travail de l'Association suisse des banquiers étudiait la possibilité d'entreprendre de nouvelles recherches. Jusqu'alors, seul le quotidien *Tages-Anzeiger* l'avait annoncé dans une brève datée du 9 mai, intitulée « *Recherche des fortunes des victimes des nazis* » (*Suche nach Vermögen von Nazi-Opfern*).

C'est donc en 1995 que les biens des victimes du nazisme sont réapparus sur les scènes politique et médiatique suisses. Cependant, force est de constater que ce retour est resté fort discret. En dehors de quelques interventions parlementaires et de rares articles publiés dans la presse, il n'a suscité que peu de réactions.

Pourtant, l'Association suisse des banquiers a pris quelques mesures. Lors de son rapport annuel du 12 septembre 1995, elle a présenté les résultats d'une enquête préliminaire sur les comptes et dépôts ouverts avant 1945, et dont les banquiers étaient sans nouvelles des propriétaires au moins depuis 1985. Cette étude a établi que les montants concernés s'élevaient à une valeur totale de 41 millions de francs. Le même jour, l'ASB a annoncé sa décision de créer une centrale de recherche rattachée à l'ombudsman des banques, chargée d'examiner toutes les requêtes concernant des avoirs « dormants » depuis 1985.ⁱ

Au Parlement, la Commission des affaires juridiques du *Conseil national** s'est chargée d'examiner l'initiative parlementaire déposée au printemps par Verena Grendelmeier. Le 23 octobre 1995, elle a institué à cet effet une sous-commission, chargée de conduire des recherches approfondies sous la présidence du parlementaire démocrate-chrétien appenzellois Rolf Engler. Fin février 1996, après avoir rencontré les différents milieux concernés, ce groupe de travail a estimé que, malgré les mesures adoptées par l'Association suisse des banquiers, il restait des zones d'ombres au sujet des fortunes tombées en déshérence. Reprenant à son compte ces conclusions, la Commission des affaires juridiques a affirmé qu'il fallait clarifier de manière « *définitive et indépendante* » le sort réservé aux fortunes tombées en déshérence, en particulier à celles déposées entre 1933 et 1945 par les victimes du nazisme dans les instituts financiers suisses. En conséquence, elle a demandé à sa sous-commission de poursuivre ses recherches, de manière à lui fournir des éléments lui permettant de prendre position sur l'initiative parlementaire Grendelmeier avant la session d'été 1996ⁱⁱ.

Troisièmement, le gouvernement israélien et deux importantes organisations juives ont mandaté le président du Congrès juif mondial (CJM), Edgar Bronfmanⁱⁱⁱ, pour négocier avec le gouvernement suisse et les banques en vue de récupérer l'argent des juifs disparus déposé sur des comptes helvétiques⁴. Par l'entremise du président de la Fédération des communautés israélites de Suisse Rolf Bloch*, Edgar Bronfman, accompagné du président de l'Agence juive*, Abraham Burg*, a rencontré, le 14 septembre 1995, les dirigeants de l'Association suisse des banquiers, puis le président de la Confédération Kaspar Villiger*. Devant la première, il a insisté pour qu'elle fasse toute la lumière sur cette affaire compliquée, notamment en lançant une enquête impartiale et minutieuse^{iv}. Du second, il a tenté d'obtenir « *sinon une intervention directe auprès des établissements bancaires concernés, du moins qu'il leur suggère discrètement de faire preuve de compréhension, de diligence et pratiquer dans cette affaire, en toute occasion, la transparence* » (*Journal de Genève*, 12.9.95)^v. Pour leur part, les autorités fédérales ont immédiatement minimisé la portée de cette entrevue (*Journal de Genève*, 12.9.95)⁵ :

Daniel Eckmann [conseiller de Kaspar Villiger] explique : « Cette courte visite de courtoisie nous permettra de faire connaissance et d'échanger des idées. Mais cette rencontre ne revêt pas de caractère officiel et il ne s'agit en aucun cas de régler dans ce cadre le problème

⁴ Par la suite les médias suisses ont ordinairement présenté le Congrès juif mondial comme un acteur autonome, agissant de son propre chef. Cependant, le mandat qui lui avait été délivré par le gouvernement israélien a été épisodiquement mentionné, notamment par le *Tages-Anzeiger* (15.9.95) : « *Höflichkeiten statt Geld. Bronfman dankt Villiger* », par *Le Nouveau Quotidien* (1.4.96) : « *Le Congrès juif mondial déclare une guerre totale aux banques suisses* » et par *La Liberté* (18.4.96) : « *Les banquiers suisses créent une commission indépendante* ».

⁵ Un argument similaire est rapporté dans le *Tages-Anzeiger* du 15 septembre 1995 : « *Kurz vor Mittag machte Bronfmann [sic.] einen Höflichkeit Besuch beim Bundespräsidenten. Wie Daniel Eckmann betonte, wurde dabei nicht über Geld gesprochen. Die herrenlosen Konti seien [...] eine privatrechtliche Angelegenheit der Banken. [...] Statt über Milliarden und Himmler-Schatz wurde aber über Rassismus, Fundamentalismus und Gewalt gesprochen* ».

qui opposerait certains clients juifs à des banques suisses. D'ailleurs ce dossier n'entre pas dans les compétences de M. Villiger ».

A la lumière de ces données, il apparaît clairement que, contrairement à ce que suggère la CIE dans son rapport final, le « *problème mal résolu des droits patrimoniaux* » n'a pas mécaniquement conduit au « *débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale* ». En 1995, plusieurs interventions parlementaires et quelques articles de presse n'ont pas suffi à convaincre le gouvernement suisse d'intervenir. Selon ce dernier, il ne s'agissait alors que d'une question marginale de déshérence ordinaire, susceptible d'être réglée par les banques dans le cadre des dispositifs légaux usuels. Cette position n'a pourtant pas convaincu l'ensemble des députés. Le 12 juin 1995, Otto Piller est revenu à charge en déposant une motion parlementaire intitulée « *Biens sans maître dans les banques suisses* » (*Herrenlose Vermögen auf Schweizer Banken*)⁶. Dans son intervention, il demandait que le Conseil fédéral soumette sans tarder au Parlement un projet concrétisant la mise en place d'un service centralisé, chargé de rechercher dans les banques les biens non réclamés des victimes de guerre. Selon ce texte, les banques et autres gestionnaires de fortune (avocats, fiduciaires) auraient dû lui annoncer les biens qui n'avaient pas été réclamés depuis un certain temps. Le service à mettre en place devrait s'efforcer de retrouver les héritiers des victimes des nazis et les aider dans leurs démarches auprès des banques. Enfin, il incomberait au Conseil fédéral de régler à des fins d'utilité publique les biens dont les ayant droits n'auraient malgré tout pas été retrouvés.

C'est en séance du 20 décembre 1995 que le Conseil des États a discuté cette motion. A cette occasion, le gouvernement a fermement réaffirmé sa position par la voix du président de la Confédération Kaspar Villiger :

Wir haben schon in der Antwort auf die einfache Anfrage Piller [...] präzisiert, dass sich die Beziehungen zwischen den Banken und ihren Kunden nach privatrechtlichen Vorschriften richten. Es besteht – nach Meinung des Bundesrates – kein Anlass, andere oder Zusätzliche Privatrechtsvorschriften zu erlassen [...]. Wir haben aber damals hervorgehoben, dass die damalige Situation verbessert werden könne, namentlich dass die Nachforschung durch die Berechtigten nach Guthaben bei Schweizer Banken erleichtert werden müsse, denn es ist ein sehr ernsthaftes Problem [...] und es muss, auch im Interesse des Images der Schweiz gelöst werden. Übrigens ist es auch ein Interesse der Banken, Hand zu einer guten Lösung zu bieten.

(Nous avons déjà précisé dans la réponse à la question ordinaire Piller que les relations entre les banques et leurs clients se conforment à des prescriptions de droit privé. Il n'y a – de l'avis du Conseil fédéral – aucun motif de promulguer des prescriptions de droit privé différentes ou complémentaires. [...] A l'époque, nous avons cependant soulevé que la situation d'alors pouvait être améliorée, notamment que les recherches des avoirs auprès des banques suisses par les ayants droit devraient être simplifiées, car il s'agit d'un problème très grave [...] qui doit être résolu aussi dans l'intérêt de l'image de la Suisse. Par ailleurs, il est également dans l'intérêt des banques, de prêter la main à une bonne solution.)

C'est donc sans surprise que le Conseil fédéral a recommandé le rejet de la motion, au profit d'un soutien des démarches entreprises par l'Association suisse des banquiers. La pleine mesure de la retenue des autorités politiques à l'égard de cette question a été manifestée par le résultat du vote qui a suivi. En effet, le Conseil des États a rejeté la motion Piller par le score aussi inhabituel que significatif de 6 voix contre 4 et une trentaine d'abstentions.

⁶ Le texte de cette motion, la réponse du Conseil fédéral et les résultats du vote sont reproduits en annexe 2.

Les biens des victimes de l'Holocauste : une question privée et marginale

A ce point, deux constats s'imposent. Il apparaît sans ambiguïté que c'est en 1995 – et non en 1996 – que la question des biens des victimes du nazisme a resurgi dans les arènes politiques et médiatiques suisses. En revanche, l'analyse montre également que le gouvernement suisse la considérait alors comme une question marginale et strictement privée, ne concernant que les relations entre les banques et leurs clients.

Le Conseil fédéral a longtemps maintenu cette position de retrait, entérinant ainsi le faible intérêt suscité par ces discussions. Il avait clairement exprimé son intention de ne pas intervenir à ce sujet dès ses réponses des 15 février et 31 mai 1995, aux questions ordinaires Piller et Ziegler⁷. A l'époque, il avait justifié sa décision en rappelant que les biens des victimes de l'Holocauste avaient été déclarés, recherchés et restitués dans le cadre des arrêtés fédéraux de 1962 et 1975, par lesquels « *le Conseil fédéral et le Parlement attestent que la Suisse ne doit pas être ne serait-ce que soupçonnée de vouloir s'enrichir des avoirs ayant appartenu aux victimes d'événements révoltants* ». Cependant, il a reconnu que ces mesures n'avaient pas résolu le problème des comptes d'entreprises, et de ceux ouverts par l'entremise de prête-noms et sous de fausses identités. En conséquence, il a dit être conscient de la possibilité que « *des avoirs d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques pendant la Seconde Guerre mondiale se trouvent encore en Suisse* ». En revanche, il a tenu à souligner n'avoir « *aucune raison de penser que les banques se sont appropriées les biens des victimes de l'Holocauste ou ont refusé de les restituer de manière illicite* ». Dès lors, il a estimé que « *ce sont les dispositions usuelles du Code des obligations relatives aux contrats qui s'appliqueraient aux éventuels biens se trouvant encore dans les banques suisses* ». En conséquence, il a exclu un quelconque renforcement de la surveillance de l'État, et considéré que la résolution du problème appartenait à l'Association suisse des banquiers, chargée « *d'examiner s'il est possible, dans l'intérêt de la place bancaire suisse, de faciliter à l'avenir les recherches des ayant droits auprès des banques* ».

Le Gouvernement a maintenu cette posture de retrait tant et aussi longtemps que la question des biens des victimes demeurait en marge de l'actualité. Le relatif effacement médiatique de ces discussions s'explique notamment par le contexte dans lequel elles se sont développées. En effet, les médias israéliens ont réclamé la restitution des avoirs déposés dans les banques suisses à l'occasion des commémorations du cinquantenaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. La question des biens des victimes de l'Holocauste s'est donc trouvée en concurrence avec de nombreux événements et thèmes de débats qui l'ont empêchée d'occuper le devant des arènes politiques et médiatiques⁸.

Les médias suisses ont alors saisi l'occasion des cérémonies pour rappeler l'historique de la Seconde Guerre mondiale. Or, ces articles présentaient un conflit qui ne concernait qu'indirectement la Suisse. En témoigne de manière exemplaire la série de cinq dossiers « *spécial histoire* » (*speciale storia*) inaugurée le 6 mai 1995 par le *Corriere del Ticino*^{vi}. Ces pages évoquaient l'attaque contre la Pologne, la conquête et l'occupation de la France, la conquête du pouvoir par les fascistes en Italie, les affrontements entre les armées allemande et britannique, les relations entre l'Allemagne et l'Union soviétique, ou

⁷ Ces textes sont reproduits à l'annexe 1 (a et b).

⁸ Cette analyse est inspirée du modèle développé par Stephen Hilgartner et Charles Bosk (1988). Ils proposent d'examiner la « montée » (*rise*) et la « chute » (*fall*) de problèmes publics en traitant l'attention publique comme une ressource rare. En conséquence, il apparaît que les différents problèmes publics potentiels et les différentes définitions du même problème sont en compétition pour accéder à des arènes publiques dont les capacités (*carrying capacities*) sont limitées. Ce modèle de régulation par la compétition pour des ressources rares est explicitement inspiré par l'« écologie humaine » de Robert Park, laquelle est partiellement influencée par les modélisations de l'économie de marché (cf. Joas, 2002 [1987] : 37).

les portraits des principaux protagonistes : Hitler, Mussolini, Staline, de Gaulle et Churchill. Dans la même veine, *l'Hebdo* ouvrait ses seize pages spéciales sur « 1945, comment la Suisse est sortie du réduit », par un article intitulé : « *Et la Suisse se frotta les yeux : la guerre des autres était finie* ». De même, les médias suisses ont concentré leurs articles consacrés aux célébrations de l'armistice sur les pays directement impliqués dans le conflit armé. Ils ont notamment mis l'accent sur les cérémonies de Londres et de Moscou, réunissant des représentants de nombreux États, notamment états-uniens, français, russes, britanniques et allemands, dont les déclarations ont été mises en évidence^{vii}.

Pourtant, les commémorations ont également comporté un volet suisse. Dans un premier temps, c'est l'opportunité même d'une commémoration helvétique de la fin de la guerre qui a été âprement débattue. Au Parlement, cette question a donné lieu à une vive polémique. Une fois le principe d'une cérémonie adopté, la question de la politique suisse à l'égard des réfugiés juifs durant la guerre a occupé le devant de la scène. A ce sujet, le Conseiller fédéral *Flavio Cotti** a ouvert les feux en déclarant, le 3 avril 1995, que « *La Suisse a une dette envers les victimes du nazisme* »⁹. Puis, cette première intervention a été éclipsée par celle du président de la Confédération, lors de la cérémonie officielle du 7 mai 1995. A cette occasion, le chef du gouvernement a en effet publiquement demandé pardon aux juifs pour la politique menée à leur égard durant la guerre. Il a en particulier présenté des excuses pour la proposition que la Suisse avait faite à l'Allemagne d'apposer un « J » sur les passeports des juifs allemands à partir de 1938, et pour ses conséquences funestes pour les nombreux candidats à l'exil, qui avaient été refoulés aux frontières helvétiques alors qu'ils étaient promis à l'extermination. Le lendemain, la presse helvétique a abondamment commenté ce discours, qualifié d'« *historique* », la plupart des journaux mettant l'accent sur son passage crucial^{viii} :

Le timbre « juif » fut une concession, une concession contraire à ses objectifs, que la Suisse fit à l'Allemagne. Ce timbre, la Suisse l'a approuvé en 1938. Nous avons autrefois fait le mauvais choix au nom d'un intérêt national pris dans son sens le plus étroit. Le Conseil fédéral regrette profondément cette erreur et tient à s'en excuser, tout en restant conscient que pareille aberration est en dernier lieu inexcusable

Dès le lendemain, cette déclaration a recueilli une très large adhésion en Suisse. L'une des rares expressions de franche désapprobation fut portée par l'ancien Conseiller fédéral *Georges-André Chevallaz**, estimant qu'il s'agissait d'un geste déplacé et que « *[l]a Suisse n'a pas à s'excuser aujourd'hui de son comportement* ». En revanche, les communautés israélites ont fait part de leur satisfaction et de nombreuses personnalités se sont engouffrées dans cette brèche. Les prises de position se sont multipliées, certaines pour approuver les propos du président de la Confédération, d'autres pour surenchérir, d'autres encore pour exiger que ses paroles annoncent des mesures concrètes. Ainsi, Rolf Bloch, le président de la *Fédération suisse des communautés israélites (FSCI)** s'est déclaré satisfait : « *Nous attendions le mot 'excuse' et Kaspar Villiger l'a prononcé. Nous ne nous attendions pas à ce qu'il aille aussi loin* ». Pour sa part, la conseillère fédérale *Ruth Dreifuss** a dénoncé publiquement les autorités de l'époque en affirmant que « *le Conseil fédéral savait que les juifs étaient exterminés* », tandis que certaines autorités catholiques en ont profité pour présenter à leur tour des excuses. Enfin, aux rangs des déçus, quelques parlementaires, comme le radical Ernst Mühlemann, ont demandé « *[p]ourquoi s'excuser ? [A] quoi cela sert-il de présenter publiquement des excuses [aux*

⁹ Le titre et le sous-titre du *Nouveau Quotidien* (4.4.95) étaient particulièrement explicites : « *Flavio Cotti : 'La Suisse a une dette envers les victimes du nazisme'. Pour la première fois, un conseiller fédéral admet les fautes commises à l'égard des juifs fuyant le nazisme. 'Notre pays porte une part de responsabilité des barbaries indicibles des années de guerre', dit le Tessinois* ».

juifs] si la Suisse ne change rien concrètement à sa politique ? Aujourd'hui, elle met à la porte des Albanais du Kosovo, en quoi leur situation est-elle différente de celle des juifs ? ». D'autres, à l'instar de la socialiste Ursula Mauch, se sont dits « *complètement [frustrés] après le discours de Kaspar Villiger. [...] Comment peut-on parler de déclaration historique ? Il n'a même pas évoqué l'argent des juifs disparus qui dort dans les banques suisses* »^{ix}.

C'est également un ton résolument critique qui a été adopté lors de la cérémonie œcuménique organisée, dans le prolongement de la cérémonie officielle, par les églises protestantes et catholiques, la Fédération suisse des communautés israélites et la Conférence des évêques. Suite à une allocution prudente du Conseiller fédéral socialiste Otto Stich, au cours de laquelle il a estimé que « *[n]ous avons de nombreuses raisons de nous repentir et de regretter* » la politique à l'égard des réfugiés, plusieurs interventions ont attaqué de front l'attitude de la Suisse. Ainsi, lecture a été donnée d'un rapport de police de l'époque, manifestant le nombre de réfugiés refoulés à la frontière, du témoignage de l'un d'entre eux, et en conclusion de quelques petits textes incisifs dépeignant la situation actuelle des réfugiés en Suisse^x.

Dans le contexte des commémorations de l'armistice, la relecture du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale a donc clairement été définie en référence à l'attitude des autorités à l'égard des réfugiés juifs et des Suisses qui s'étaient engagés pour leur prêter secours. Si la déclaration du président de la Confédération a joué un rôle déterminant pour l'instauration de ce lien, elle a été appuyée par de nombreuses autres interventions. Tout d'abord, une importance prépondérante a été accordée, dans les arènes politiques et médiatiques, à l'historien vaudois André Lasserre, qui venait de publier, en avril 1995, une étude très complète sur la politique d'asile de la Suisse durant la guerre¹⁰. Sollicité par plusieurs médias en tant qu'expert, c'est lui qui a été sollicité pour présenter un point de vue historique devant le Parlement et le corps diplomatique lors des cérémonies officielles. A cette occasion, il s'est appuyé sur ses travaux pour affirmer que, si les autorités suisses savaient dès 1942 que les réfugiés juifs risquaient la mort, il convenait néanmoins de se montrer compréhensif à l'égard des autorités de l'époque^{xi}. Cette thématique était également au cœur de l'intervention du président du Conseil national, le radical neuchâtelois Claude Frey. En conclusion à ses propos, il a demandé à l'Assemblée fédérale* de respecter quelques instants de silence à la mémoire des Suisses qui, tels le chef de la police de Saint-Gall Paul Grüninger ou le consul Carl Lutz, avaient pris le risque de ne pas se soumettre aux directives officielles pour sauver la vie de centaines de juifs, et qui avaient durement été jugés pour leur désobéissance.

Cette association du rôle de la Suisse durant la guerre et de sa politique menée à l'encontre des réfugiés a dominé le débat public et médiatique durant plusieurs mois. Ainsi, la question des réfugiés a constitué le centre de gravité de plusieurs articles de journaux à vocation historique consacrés au rôle de la Suisse pendant le conflit^{xii}. Mais c'est à la fin du mois de novembre 1995 qu'elle a pris toute son ampleur avec la réhabilitation posthume de Paul Grüninger. Il a en effet fallu cinquante-cinq ans pour que soit cassé le jugement par lequel l'ancien chef de la police saint-galloise avait été condamné en 1940 pour avoir laissé entrer illégalement en Suisse 3'000 juifs fuyant les persécutions nazies. Les médias ont alors abondamment couvert cet événement, tissant explicitement le lien avec le discours de Kaspar Villiger. En première page, *Le Nouveau Quotidien* du 28 novembre 1995 titrait ainsi : « *Juifs refoulés : la Suisse assume enfin son passé* »^{xiii}.

¹⁰ André Lasserre, *Frontières et camps, Le refuge en Suisse de 1933 à 1945*, Lausanne, Payot, 1995.

1.2.2 Une question en quête d'un lexique et d'une définition

L'étude conduite jusqu'ici montre que la question des biens des victimes du nazisme a été débattue dès 1995. A l'époque, elle était considérée comme une question privée ne concernant que les banques et leurs clients, et occultée par celle, dominante, de la politique de refoulement des juifs tentant de trouver refuge en Suisse. Cette analyse est confortée par les actions entreprises pour traiter la question. En présentant des excuses officielles aux juifs, le Gouvernement helvétique a saisi l'occasion des commémorations pour montrer qu'il avait incontestablement pris, dès 1995, la mesure du problème posé par la politique de refuge adoptée par les autorités suisses des années 1940. En revanche, la focalisation médiatique et politique sur cette question lui a permis d'affirmer à plusieurs reprises qu'il n'entendait en aucune manière s'impliquer dans la résolution de celle des biens des victimes du nazisme. En négligeant ce thème lors de son allocution officielle, et en refusant de l'aborder lors de sa rencontre avec Edgar Bronfman et Abraham Burg, le président de la Confédération a clairement fait savoir qu'il la considérait comme un différend concernant exclusivement les banques et leurs clients. Par ailleurs, tout porte à penser que cette opinion était largement partagée par les parlementaires, qui ont manifesté, en décembre 1995, leurs réticences à s'y impliquer à l'occasion du vote de la motion Piller au Conseil des États.

Il est indéniable que la question des avoirs des victimes du nazisme a quelque peu été occultée, à l'occasion des commémorations, notamment en raison de la forte visibilité accordée à la problématique du refoulement des réfugiés. Cependant, cette situation de concurrence conjoncturelle dans les arènes politiques et médiatiques n'explique pas tout. En effet, si tel avait été le cas, rien n'aurait empêché la question des avoirs en déshérence d'apparaître au grand jour sitôt tournée la page des commémorations. Or, tel ne fut pas le cas. Au fil des mois qui ont suivi, elle n'a été évoquée qu'épisodiquement et en marge de l'actualité. Tout d'abord en septembre 1995, lorsque l'Association suisse des banquiers a présenté un rapport sur cette question. Ensuite, lorsqu'elle a fait part de sa décision d'édicter des directives à ce sujet et de mettre sur pied une centrale de recherche, puis lors de la visite en Suisse d'Edgar Bronfman et d'Abraham Burg. Enfin, ce problème a été très brièvement abordé au mois d'octobre, au moment de l'institution d'une sous-commission ad hoc par la Commission des affaires juridiques du Conseil national. Il n'est donc pas exagéré de dire que, loin d'être conjoncturel, le manque de visibilité est un trait caractéristique de la question des biens des victimes de l'Holocauste durant cette période.

A ce sujet, l'analyse définitionnelle est particulièrement éclairante : Elle permet de poser l'hypothèse que cette relative occultation tient pour beaucoup à l'absence de lexique stabilisé et donc de définition unifiée de la question. Elle montre en effet que les montants concernés par la discussion sont alors indifféremment présentés comme des « *fortunes des victimes des nazis* », des « *fortunes de l'Holocauste* », de « *l'argent des Juifs* », des « *fonds juifs* », des « *fortunes sans maître* », des « *millions [qui] sommeillent* », ou des « *millions de francs, déposés avant 1945* ». En outre, des formulations suggéraient que les banques suisses les auraient « *volés* » ou qu'elles auraient omis de « *restituer* », d'autres que leurs titulaires ne les auraient pas « *réclamés* », ou qu'ils seraient simplement « *dormants* », « *en déshérence* », « *sans nouvelles depuis [1985] au moins* ».

S'il n'est pas exhaustif, ce petit inventaire lexical n'en est pas moins révélateur de l'incertitude qui a régné durant cette période. A ce moment de la discussion, ce dont il était question n'était pas clairement défini. Ainsi, les versions divergeaient s'agissant d'établir si les montants concernés appartiennent à des propriétaires clairement identifiés – qu'il s'agisse de « *victimes des nazis* » ou de « *Juifs* » – ou tout au contraire de comptes dont les titulaires étaient inconnus. Le doute est loin de se lever si l'on entre dans le détail de ces définitions. L'adjectif « *dormant* » qualifiait-il tous les comptes dont les titulaires ne se

manifestaient pas, ou alors seulement ceux ouverts avant 1945 et dont les banques étaient sans nouvelles depuis 1985 au moins ? Rien ne permet de savoir avec certitude si les biens dont il était question étaient ceux qui avaient appartenu à toutes les « victimes du nazisme » indépendamment des motifs de leur persécution, à toutes les personnes d'origine juive, qu'elles aient été victimes ou non des politiques de déportation et d'extermination, ou aux seuls juifs assassinés par les nazis. L'incertitude devient totale si l'on se demande comment des propriétaires en sont venus à ne plus disposer de leurs biens. Selon certaines versions, cet argent aurait été « volé » par les banques, accusées à tout le moins de ne rien avoir entrepris pour le restituer. Selon d'autres, il aurait été « non réclamé » par des ayants droit coupables de négliger leur patrimoine.

Ces quelques observations dépassent largement le seul domaine de la terminologie. En effet, chacun de ces termes définissait à la fois ce dont il était question, ce qui posait problème, et orientait une résolution. Autrement dit, la confusion lexicale qui a régné en 1995 a empêché d'établir un quelconque accord sur l'objet de la discussion, ses enjeux et les moyens d'y remédier. Ainsi, elle a interdit d'apporter des réponses aux questions pratiques qui se posaient lorsqu'une banque constatait qu'elle était sans nouvelles de certains de ses titulaires de comptes ou de coffres. Comment établir un ordre de grandeur des montants incriminés, dès lors qu'aucune définition ne discriminait ceux qui étaient concernés et ceux qui ne l'étaient pas ? Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que les évaluations aient varié entre les 41 millions annoncés par les banques, et les 7,7 milliards articulés par le quotidien israélien *Globes* et revendiqués par le Congrès juif mondial. Mais il était surtout impossible de trancher entre ces deux estimations. De même, comment se mettre à la recherche des propriétaires et nourrir un quelconque espoir de les retrouver, alors que les personnes en question pouvaient être indifféremment inconnues, victimes de l'Holocauste ou juives ? En conséquence, comment décider ce qu'il fallait faire de leurs biens, qui pouvait faire valoir des prétentions à leur égard et à quelles conditions ? Si les biens en question avaient été volés, il fallait que leurs titulaires entreprennent des démarches judiciaires pour reprendre possession de leurs biens. Si les banques avaient omis de les leur restituer, elles pouvaient tenter de les identifier et faciliter leurs démarches. Si les titulaires étaient coupables de négligence, ils pouvaient tout au plus espérer que les banques feraient preuve de mansuétude à leur égard, et leur rétrocèdent ce qui restait de leur patrimoine.

1.2.3 Une brouille marquée par la confusion lexicale

De janvier à mars 1996, la définition de la question est restée imprécise, et son traitement épisodique. Pour l'essentiel, c'est dans le flou lexical qu'ont été conduites la recherche des montants et les controverses entre les différentes évaluations. Cette question est réapparue le 7 février 1996, date à laquelle l'Association suisse des banquiers a fait part des premiers résultats des investigations menées par son office de recherche entré en fonction le 1er janvier pour recenser les « comptes en déshérence ». Elles ont abouti à une estimation légèrement inférieure à celle publiée cinq mois plus tôt, faisant état de « 775 comptes et dépôts ouverts par des clients étrangers avant le 8 mai 1945 et dont les banques sont sans nouvelles depuis 1985 au moins, représentant 38,7 millions de francs ». Dès lors, le point de vue des banquiers, relayé par les organes de presse suisses a été scellé : « Il n'y a pas de « fortunes gigantesques » qui sommeillent en Suisse depuis 1945 » (*Le Nouveau Quotidien*, 8.2.96)¹¹. Cette minimisation de la question a été confirmée et renforcée deux

¹¹ Ce titre endossé par *Le Nouveau Quotidien* est emprunté aux propos du délégué du conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers, cité dans le corps de l'article : « Les présomptions relatives à des fortunes gigantesques de victimes de persécutions nazies qui seraient cachées dans les banques suisses ne reposent sur aucune réalité concrète ».

semaines plus tard : Lorsque, le 23 février, le président du Conseil d'administration de l'UBS, Robert Studer, a qualifié les montants en question de « peanuts ». Certains ont alors même envisagé qu'il était possible d'en finir avec ce sombre chapitre de l'histoire bancaire suisse, et avec les rumeurs selon lesquelles beaucoup d'argent appartenant à des victimes de l'Holocauste reposerait sur des comptes suisses (*Blick*, 8.2.96)¹². Banquiers et journalistes suisses se sont alors accordés pour dire qu'il suffisait que les parents des victimes de l'Holocauste s'annoncent auprès de l'ombudsman des banques chargé de les aider à retrouver leurs biens, et que des discussions soient engagées avec les représentants des organisations juives suisses et internationales pour définir la procédure à suivre pour restituer les avoirs dont les propriétaires ne donneraient pas de nouvelles^{xiv}. De leur point de vue, l'affaire apparaissait alors comme un désagrément mineur, susceptible d'être résolu par une simple procédure.

En faisant preuve d'un tel enthousiasme, les banquiers et la presse suisses ont pourtant fait abstraction du flou terminologique entourant la question. Il n'y avait alors aucune raison pour que les résultats de cette enquête sur des sommes mal définies appartenant à des propriétaires mal identifiés convainque les responsables des organisations juives et israéliennes. Ainsi, le président du Congrès juif mondial a réagi vivement le jour même de la publication de l'enquête. Il a qualifié l'estimation d'« unilatérale et inacceptable » et demandé que l'Association suisse des banquiers et le Gouvernement helvétique apportent une réponse plus appropriée à la question. Pour sa part, Avraham Burg, de l'Agence Juive, a estimé le lendemain qu'en traitant l'affaire sans coopérer avec les parties concernées, les banques suisses n'avaient pas tenu leurs promesses et qu'elles avaient ignoré leur responsabilité morale vis-à-vis des survivants de l'Holocauste et de leurs familles. Dans la foulée, le Congrès juif mondial a annoncé qu'il allait inciter les bénéficiaires potentiels à s'inscrire sur son propre registre, et qu'il envisageait de recourir contre les filiales de banques suisses devant les tribunaux états-uniens^{xv}.

En conclusion, l'analyse montre que la question dite des « fonds en déshérence » était discutée dès 1995. Mais elle restait indécise et mal déterminée. Ses premières définitions permettaient tout au plus de comprendre que les banques étaient confrontées à un problème concernant des comptes contenant des montants indéterminés, appartenant à des personnes non identifiées. Il n'est pas étonnant qu'une situation floue, dont les tenants et aboutissants étaient obscurs, impliquant des responsabilités indécises n'ait pas capté l'attention publique. Face à tant d'incertitudes, le Gouvernement, le Parlement, les autorités judiciaires et les médias ne pouvaient faire preuve que de scepticisme et d'attentisme. Autrement dit, la question était alors cernée par un tel nombre de versions contradictoires et incompatibles, qu'il n'est guère surprenant que le Conseil fédéral ait rechigné à s'y impliquer, que les députés se soient contentés de poser des questions et se soient abstenus face à la motion déposée par le plus téméraire d'entre eux, que les tribunaux n'aient pas engagé la moindre procédure, et que les médias se soient contentés d'un traitement épisodique. Finalement, la définition bancaire de la question dite des « biens en déshérence » permet de comprendre pourquoi elle est restée marginale jusqu'au printemps 1996.

¹² « Kann ein dunkler Kapitel der Schweizer Banken-Geschichte jetzt endlich bewältigt werden ? Seit Jahren kursieren Gerüchte, wonach auf Schweizer Konten viel Geld von Nazi-Opfern liegt ».

1.3 La question des « fonds juifs » suite à l'audition du Sénat états-unien en avril 1996

Jusqu'ici l'analyse a profondément invalidé les périodisations voulant que la question des biens des victimes du nazisme soit apparue en 1996. Pourtant, nous allons maintenant voir que c'est effectivement cette année-là que la définition des avoirs des victimes de l'Holocauste a progressivement été stabilisée. Elle s'est alors élargie à une réévaluation du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, ce qui lui a fait acquérir une ampleur médiatique et politique qu'elle n'avait jamais connue jusqu'alors. Pourtant, nous verrons que ce n'est pas mécaniquement qu'elle a acquis une telle visibilité. Il a fallu que de nombreux intervenants s'engagent dans de longues négociations avant de parvenir à la faire sortir de l'ombre.

1.3.1 L'entrée en scène du Sénat états-unien

Au printemps 1996, la relecture du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale restait marginale. Elle était présentée comme une polémique opposant le Congrès juif mondial et l'Association suisse des banquiers au sujet du montant de fonds dont la définition restait confuse. Par ailleurs, les médias ne consacraient à ces échanges qu'un traitement épisodique, essentiellement sous la forme de brèves et de dépêches d'agence, publiées en rubrique économique.

La Commission des affaires juridiques du Conseil national s'est inquiétée la première du manque de clarté entourant la recherche des fortunes des victimes du nazisme tombées en déshérence. Le 27 février 1996, elle a exigé que toute la lumière soit faite sur leur sort. Selon la Commission, il faudrait qu'une enquête clarifie de manière définitive et indépendante la question, afin de renforcer la crédibilité de la Suisse et la confiance à l'égard de sa place financière^{xvi}.

Cependant, cette intervention déplorant le flou entourant la discussion n'a pas mis fin au débat. Le 6 mars, le président du Crédit Suisse Holding, Rainer Gut a regretté la polémique entre les banques suisses et les organisations juives et s'est dit « *surpris que la bonne foi des banques helvétiques soit mise en question* ». Ne démordant pas de sa version, il a affirmé que « *nos recherches ont été sérieuses et nous devons maintenant convaincre les intéressés* »^{xvii}. Loin de se laisser persuader, le Congrès juif mondial a envisagé, une semaine plus tard, de lancer un mot d'ordre de boycott contre les banques suisses, de telle sorte que les fonds de pension des municipalités états-uniennes renoncent à toute affaire avec ces établissements^{xviii}. Puis, il a annoncé, le 28 février, avoir découvert des documents des services secrets états-uniens, établis dans le cadre de l'opération Safehaven, démontrant que les avoirs juifs sur des comptes suisses étaient infiniment supérieurs aux estimations des banques^{xix}.

Pourtant, une nouvelle passée presque inaperçue jusqu'alors va profondément transformer le débat. Tandis que les banquiers suisses et les représentants d'organisations juives se disputaient sur la validité de leurs estimations respectives, le président de la Commission bancaire du Sénat états-unien¹³, le new-yorkais Alfonse D'Amato était intervenu dans l'indifférence quasi générale. Il avait annoncé, le 22 février, qu'il allait lancer une enquête pour savoir ce que les banques suisses avaient fait des avoirs des victimes du nazisme.

Ce n'est qu'aux mois d'avril et mai que les médias suisses ont saisi l'importance de cette nouvelle, et qu'ils ont mis en scène le rôle déterminant que le Sénateur new-yorkais

¹³ Plus précisément, Alfonse D'Amato était président du « *Committee on Banking, Housing and Urban Affairs* » des 104^{ème} et 105^{ème} Congrès. Pour des raisons de commodité, je reprendrai la dénomination « *Commission bancaire* », qui s'est imposée au cours des discussions.

s'apprêtait à jouer dans cette affaire, en lien avec le Congrès juif mondial (*Le Nouveau Quotidien*, 1.4.96) :

[L]e Congrès juif mondial a transmis l'affaire au sénateur de New York Alfonse D'Amato [au début du mois de février] et c'est ce dernier qui s'est mis sur la piste des archives nationales américaines [de l'opération Safehaven qui venaient d'être déclassées]. [...] Et tant le Congrès juif mondial que le sénateur affirment « qu'ils rendront publiques des nouvelles informations dans les semaines à venir ». Elles concerneraient les liens des banques suisses avec le régime nazi ainsi que le refus « contestable dans certains cas » de rendre leur argent aux héritiers des victimes de l'Holocauste. [...] Président du comité des affaires bancaires du Sénat, Alfonse D'Amato songe aussi à lancer des auditions de témoins au Capitole, auditions qui aux Etats-Unis sont souvent télévisées. Même s'il ne s'avérerait pas solide, le dossier de l'organisation juive pourrait donc faire beaucoup de tort à l'image de la Suisse aux Etats-Unis ».

Au mois de mars 1996, le sénateur new-yorkais récoltait des informations auprès de six ambassades européennes. Par ailleurs, il exigeait, dans une lettre datée du 27 mars 1996, que les avocats de l'Association suisse des banquiers apportent, avant le 10 avril suivant, des éclaircissements sur une liste de quinze questions^{xx}.

Pendant ce temps, le corps diplomatique helvétique et l'Association suisse des banquiers continuaient de faire part de leur désarroi face à la confusion régnant sur la question. Ainsi, un représentant suisse aux Etats-Unis estimait qu'il « *[était] extrêmement difficile de prouver quoi que ce soit dans cette affaire, mais il [fallait] absolument les convaincre de notre bonne foi* ». Pour sa part, le secrétaire général adjoint de l'Association suisse des banquiers annonçait que son employeur ne se saisirait pas de l'affaire révélée par les nouveaux documents d'archives, étant donné qu'elle concernait « *la Société Générale de surveillance [qui n'est] pas une banque* »^{xxi}. Même son de cloche du côté de la Société générale de surveillance, faisant part de sa « *surprise d'avoir été mentionnée par le Congrès juif mondial [...]. La SGS a parfois joué un rôle de fiduciaire dans certaines transactions effectuées pour ses clients, mais elle n'est pas une banque et ne l'a jamais été* » a fait remarquer son porte-parole »^{xxii}. Manifestement, la question était alors à ce point mal définie que les parties prenantes continuaient à ne pas s'entendre sur ce qui était recouvert par la notion des « avoirs des victimes du nazisme ». D'un côté, les banquiers s'étaient mis en quête des fonds déposés dans les banques avant 1945 et sans nouvelles depuis 1985. De l'autre, le Congrès juif mondial et le Sénateur D'Amato recherchaient les traces de tous fonds appartenant à des juifs et confiés durant la guerre à des établissements helvétiques, bancaires ou autres.

Alors que l'Association suisse des banquiers, soucieuse de faire preuve de sa bonne foi dans une situation trouble, manifestait son désarroi, le Sénateur D'Amato poursuivait sur sa lancée, imposant une définition de la situation qui allait progressivement apporter de la clarté au débat. Suite à son intervention, la « *commission bancaire du Sénat a annoncé l'ouverture d'une enquête parlementaire pour récupérer les fonds des victimes du génocide nazi* ». Dès lors, il n'a plus été question d'un conflit d'évaluations entre l'Association suisse des banquiers et le Congrès juif mondial (*Journal de Genève*, 10.4.96)

^{xxiii} :

Le Sénat américain est décidé à faire la lumière sur les fonds juifs en Suisse » : Désormais, la « guerre des chiffres » se joue entre « les Etats-Unis et la Suisse ». Longtemps restée marginale, la question a donc pris de l'ampleur. « En tant que président de la commission bancaire du Sénat, M. D'Amato a décidé de procéder à une première audition de témoins le 23 avril prochain dans la grande salle qui résonne encore des fureurs du Watergate ». Pour lui, la question est sans équivoque : « D'énormes sommes d'argent se sont évaporées [...] et il se pourrait qu'une partie d'entre elles se trouvent toujours dans les banques

suisses. Ce que nous réclamons, c'est la justice pour les survivants du génocide et pour les familles des victimes.

Quatre jours plus tard, plusieurs quotidiens ont repris une information de la *SonntagsZeitung* affirmant que « *les assurances-vie suisses pourraient disposer d'avoirs déposés par des Juifs avant le génocide nazi, ajoutant un nouveau chapitre au dossier qui a déjà mis en cause les banques suisses* »^{xxiv}. Parallèlement, *Le Nouveau Quotidien* a poursuivi sur sa lancée en reprenant intégralement un article du même hebdomadaire alémanique pour titrer sans détour le 15 avril 1996 : « *Des banquiers suisses auraient aidé la Gestapo* » (*Le Nouveau Quotidien*, 15.4.96) :

La « *SonntagsZeitung* » affirme détenir des preuves que des banques helvétiques ont prêté main-forte aux services secrets du III^e Reich pour accaparer une part de la fortune juive déposée en Suisse ». L'accusation portée par cet article était extrêmement grave : « La police secrète du III^e Reich a torturé des juifs et obtenu d'eux des procurations pour accéder à leurs comptes en Suisse, explique Peter K. [...] ancien employé d'une grande banque helvétique ». Munis de ces procurations les agents de la Gestapo ont souvent franchi le Rhin pour faire transférer de l'argent vers l'Allemagne. « Les responsables bancaires de l'époque étaient au courant mais se sont laissés impressionner par les agents allemands », révèle Peter K., qui dit se souvenir de retraits en espèces de 30'000, 70'000 ou 80'000 francs, ou de transferts scripturaux.

Quatre jours plus tard, ce soupçon a été aggravé. Le 19 avril 1996, l'ensemble de la presse suisse a diffusé un communiqué du Congrès juif mondial accusant les banques suisses de « *collaboration avec les Nazis* » (*Kollaboration mit den Nazis*^{xxv}). Se fondant sur des documents d'archives américains déclassifiés, il affirmait que « *[d]es banques suisses ont directement travaillé avec l'Allemagne nazie et le régime de collaboration installé à Vichy [...]* ».

Malgré ces révélations et l'entrée en scène du Sénat états-unien, les autorités et les banques suisses ont maintenu leur ligne de conduite. Les premières n'ont cessé de rappeler que la question « *concerne le Congrès juif mondial et les banques suisses et ne touche en rien le gouvernement de Berne [et que] la commission spéciale du Sénat américain n'a pas sollicité [...] le témoignage des autorités gouvernementales suisses* »^{xxvi}. En la matière, la palme de la constance revient sans doute au Conseiller fédéral Kaspar Villiger, qui a repris, le 22 avril 1996, la position inaugurée par le Conseil fédéral au printemps 1995. A la veille des premières auditions menées par la Commission bancaire du Sénat états-unien, il affirmait encore que « *l'affaire des fonds juifs [était] privée et concerne les banques et les associations juives* », et qu'en conséquence elle « *n'a[vait] pas une dimension qui for[çait] le gouvernement (suisse) à s'en occuper* »¹⁴. Pour sa part, l'Association suisse des banquiers a adopté une position plus nuancée. Dans un premier temps, elle a « *refusé de commenter les démarches du Sénat américain pour ne pas entraver de futurs contacts directs avec le Congrès juif mondial* ». Cependant, elle se ravisa rapidement. Quelque peu inquiété par la tournure des événements, son secrétaire général a tout d'abord affirmé « *[n]ous voulons la clarté* » (cf. *Journal de Genève*, 10.4.96). Puis, l'Association suisse des banquiers a promis de créer une commission indépendante pour rechercher l'argent des

¹⁴ cf. *Journal de Genève*, 24 avril 1996 : « [...] Kaspar Villiger ne rencontrera aucun membre du Gouvernement américain pour débattre des avoirs des victimes du nazisme non réclamés en Suisse. Cette affaire ne concerne pour l'heure ni le Gouvernement suisse, ni celui des Etats-Unis, a dit le conseiller fédéral. Jusqu'ici, « l'affaire n'a pas une dimension qui force le gouvernement (suisse) à s'en occuper » a déclaré le chef du Département fédéral des finances » ; et *Tages-Anzeiger*, 24 avril 1996 : « *Gespanntes Hearing zu Holocaust-Geldern* », « [...] Bundesrat Kaspar Villiger [sagte] am Montag an einer Pressekonferenz in Washington, es gebe für die Schweizer Regierung im Moment keinen Grund sich einzuschalten [...] ».

victimes du nazisme, dans une lettre adressée le 9 avril au Congrès juif mondial, et rendue publique par ce dernier huit jours plus tard^{xxvii}. Enfin, elle a décidé de prendre part à la première audition de la commission bancaire. Elle y a envoyé le banquier juif zurichois Hans Bär, à la tête d'une délégation de sept représentants de la place bancaire chargée de répondre aux questions du Sénat états-unien.

1.3.2 La première audition et la question des « fonds juifs »

Cette audition du 23 avril 1996 a marqué un tournant pour la définition de la question. En effet, pour la première fois, toutes les parties impliquées se sont mises d'accord sur les fonds concernés et sur les modalités de leur recherche. A tel point que le *Journal de Genève* (25.4.96) a titré : « *Les banques suisses ont réussi à désamorcer la bombe des fonds juifs, Hans Baer, le représentant de l'Association suisse des banquiers, a calmé la polémique par sa déposition devant le Sénat américain* ». Comme l'a remarqué la correspondante à Washington du *Nouveau Quotidien* (24.4.96), « [à] l'issue de la première séance d'audition au Sénat, tous semblaient [...] d'accord sur la marche à suivre ». De leur côté, le Sénateur D'Amato, le président du Congrès juif mondial Edgar Bronfman et le sous-secrétaire d'État *Stuart Eizenstat** ont affirmé leur volonté d'établir la justice et la vérité de manière à régler une fois pour toute cette question. En conséquence, ils ont exigé la conduite d'un audit objectif et indépendant, aussi large que possible, « *qui prenne en compte non seulement les banques mais aussi les bureaux d'avocats et d'assurances ; qui passe au peigne fin non seulement les comptes étrangers mais aussi les dépôts helvétiques puisque pendant la guerre nombre d'Helvètes auraient prêté leurs signatures à des juifs. Et que cette enquête inclue les avoirs nazis, puisque ceux-ci ont dérobé des fortunes dans toute l'Europe* ». Pour sa part, Hans Bär a exprimé « *la ferme volonté des banques suisses de retourner à leurs ayants droit tous les fonds des victimes de l'Holocauste* ». Puis, il a annoncé la création d'une « *commission indépendante composée pour moitié de personnalités choisies par l'ASB et pour l'autre de personnes choisies par le Congrès juif mondial* »^{xxviii}.

La définition de la situation ne s'est pas uniquement clarifiée pour les acteurs directement impliqués. Dès le mois d'avril, la presse de Suisse romande a sensiblement modifié son traitement des « fonds en déshérence ». Elle leur a accordé plus d'importance, a renoncé à les considérer comme un problème strictement économique pour les présenter comme un enjeu politique, clairement identifiable par un lexique stable. Ainsi, *Le Nouveau Quotidien* et le *Journal de Genève* ont renoncé aux seules brèves confinées en rubrique économique. Dès lors, ils ont consacré de pleines pages en rubrique nationale – souvent illustrées de photographies – à ce qu'ils ont commencé à appeler l'« *affaire des fonds juifs* ».

Tout d'abord, c'est à partir du mois d'avril 1996 que les « fonds en déshérence » ont acquis une place privilégiée dans l'arène médiatique. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer la nette augmentation du volume d'articles publiés à ce sujet¹⁵, et surtout leur apparition en première page des quotidiens¹⁶. Sur ce point, la pratique du *Nouveau Quotidien* est particulièrement éclairante. Ses trois premières « une » composent un crescendo qui a progressivement dessiné les contours de la première audition du Sénat. C'est le 29 mars qu'il a pour la première fois placé une dépêche en « une ». Sous le titre « *Fonds juifs en Suisse* », elle annonçait que le Congrès juif mondial venait de mettre la

¹⁵ A titre indicatif, les services francophone et germanophone de l'Agence télégraphique suisse ont diffusé 93 dépêches de janvier 1995 à mars 1996 (soit une moyenne de 6,2 par mois), alors qu'ils en ont publié 51 aux seuls mois d'avril et mai 1996 (soit une moyenne mensuelle de 25,5).

¹⁶ En 1996, la première « une » du *Tages-Anzeiger* remonte au 24 avril, au 3 mai pour le *Journal de Genève* et la *Liberté*.

main sur des documents « *prouvant que les avoirs juifs sur des comptes suisses étaient infiniment supérieurs à ce qu'avanc[ai]ent les banques* ». Cette information a été prolongée dans l'édition suivante, datée du 1^{er} avril. C'est à nouveau en première page que paraissait un long article intitulé « *Fonds juifs : nouvelles accusations contre les banques suisses* ». Il annonçait que le Congrès juif mondial venait de rendre publics des documents inédits concernant la Société Générale de surveillance, qu'il s'apprêtait à dévoiler les liens entre les banquiers suisses et le régime nazi, et qu'il avait transmis l'affaire au sénateur Alfonse D'Amato. Ces deux premières mises en évidence ont été prolongées par la « une » du 11 avril intitulée « *Greta Beer face aux banques suisses* ». Elle s'ouvrait sur un long article retraçant la veine quête de la première femme à témoigner « *devant la Commission pour les affaires bancaires du Sénat, chargée du dossier* ». L'article racontait que cette femme, états-unienne d'origine roumaine, avait tenté des décennies durant de retrouver la fortune de son père. Mais elle s'était systématiquement heurtée au silence des banquiers suisses. La présentation de cette situation particulière introduisait à la première audition du Sénat, annoncée comme le point d'orgue des révélations antérieures. Le même jour, l'éditorial du *Nouveau Quotidien* ne s'embarrassait pas de fioritures lexicales. Son titre « *Fonds juifs : les banquiers à l'épreuve* », annonçait une prise de position sans ambages (*Le Nouveau Quotidien*, 11.4.96) :

La recherche de la vérité et la restitution des biens ainsi retrouvés ne concernent pas que les banques. C'est tout un pays qui est mis en cause. [...] Les juifs nous demandent aujourd'hui des comptes, de la manière la plus concrète qui soit. Les sommes articulées par eux sont peut-être exagérées. [...] Mais les autres ont droit à des explications, à une réparation, à des excuses. Toutes choses que l'honneur commande et que les banquiers, pour l'heure, refusent.

Ensuite, c'est également au mois d'avril 1996 que tous les quotidiens latins ont définitivement fait passer les articles consacrés aux « fonds en déshérence » de la rubrique économique à la rubrique nationale. Dans le *Journal de Genève*, ce passage s'est stabilisé après le 2 avril 1996, dans le *Matin* après le 15 avril à deux exceptions près. Dans *Le Nouveau Quotidien* cette transition s'est réalisée en douceur. En effet, ce journal a exclusivement tiré en rubrique économique jusqu'au 10 avril 1996. Il a inséré un premier article en rubrique « *politique* » le 11 avril, puis il a indifféremment utilisé les deux sections jusqu'au 6 mai avant d'opter presque exclusivement pour la seconde.

Enfin, le mois d'avril 1996 a surtout été marqué par le développement et la stabilisation d'un lexique journalistique spécifique. C'est au moment des auditions sénatoriales que la plupart des quotidiens ont commencé à indiquer que les biens des victimes du nazisme constituaient un phénomène identifiable, susceptible de relever d'une sous-rubrique ad hoc. Ainsi, le 24 avril 1996 *Le Matin* a introduit une sous-rubrique « *Avoirs juifs en Suisse* », remplacée dès le 29 avril par la formulation « *Avoirs juifs* », qui a dès lors introduit tous ses articles à ce sujet. C'est à la même date que le *Journal de Genève* a relaté les auditions de la commission bancaire sous le titre « *Fonds juifs : un sénateur américain critique les banques suisses* ». Dès lors, ce n'est qu'occasionnellement qu'il s'est départi de la routine consistant à composer tous les titres de ses articles consacrés à la question sous la forme « Fonds juifs : ... ». De son côté, *La Liberté* avait quelque peu anticipé le mouvement, étant donné que c'est le 18 avril 1996 qu'elle avait éterné sa sous-rubrique « *Fonds juifs* » pour relater l'annonce de l'Association suisse des banquiers concernant la création d'une commission indépendante. Cependant, c'est à partir du 24 avril que le quotidien fribourgeois a systématiquement inscrit les articles qui lui étaient consacrés sous les termes « *Fonds juifs* » ou « *Avoirs juifs* ». En la matière, le quotidien le plus précoce a été *Le Nouveau Quotidien* : c'est dès ses éditions des 16 et 17 avril qu'il a introduit une sous-rubrique « *Fonds juifs* », pour annoncer respectivement

l'élargissement de la question aux assurances et la nomination de Hans Bär pour représenter l'Association suisse des banquiers devant le Sénat des Etats-Unis. Enfin, le *Corriere del Ticino* a pour sa part commencé dès le mois d'avril à régulièrement introduire dans ses titres les termes « *Beni ebraici* » et « *Fondi ebraici* ». Mais, comme je le montrerai, ce n'est que plusieurs mois plus tard qu'il en a fait une véritable sous-rubrique.

1.3.3 La recherche des « *fonds juifs* »

Un premier jalon chronologique peut être tiré de l'analyse définitionnelle conduite jusqu'ici. Elle montre en effet que, si les biens des victimes de l'Holocauste ont donné lieu à de nombreuses interventions dès les premiers mois de 1995, ces dernières sont restées confuses jusqu'au mois d'avril 1996. Il a donc fallu plus d'une année de prises de position, de dénonciations, de réfutations, de controverses chiffrées, et de négociations avant que la question prenne forme, qu'elle soit clairement définie et identifiée dans les arènes politiques et médiatiques. *Très précisément, cette définition s'est cristallisée les 23 et 24 avril 1996, dans le contexte de la première audition du Sénat états-unien.* A partir de cette date, les acteurs directement concernés et les médias ont commencé à se concentrer sur les moyens à mettre en œuvre pour rechercher et restituer les « *fonds juifs* ».

Tout d'abord, c'est à cette occasion que les protagonistes des négociations ont précisément identifié ce qui posait problème, le système d'action qu'il impliquait, et les mesures à prendre pour le résoudre. Premièrement, ils ont retenu une définition large de la notion de « *fonds juifs* », incluant tous les avoirs déposés avant la fin de la guerre par des suisses, des étrangers ou des nazis auprès de banques, d'assurances ou d'avocats helvétiques. Deuxièmement ils ont établi que ce problème concernait deux groupes d'acteurs clairement identifiés. D'un côté, il associait le Sénat états-unien conduit par Alfonse D'Amato présenté comme défenseur de toutes les personnes juives à la recherche de leurs biens, des instances juives conduites sous la houlette du Congrès juif mondial et de son président Edgar Bronfman, et le gouvernement des États-Unis dont le président William Clinton était représenté par Stuart Eizenstat. De l'autre, se trouvaient les banques suisses dont les intérêts étaient représentés par l'Association suisse des banquiers par l'intermédiaire du banquier zurichois Hans Bär. Troisièmement, tous ces acteurs ont décidé de lancer un audit indépendant, conduit par une commission ad hoc composée de personnalités désignées pour moitié par le Congrès juif mondial et par l'Association suisse des banquiers.

Ensuite, c'est dans le sillage de cette audition que la presse de Suisse latine a clairement identifié les « *fonds juifs* » comme un important thème médiatique. Elle a largement couvert cette question par de nombreux articles, mis en évidence en première page ou en rubrique nationale. Mais elle a surtout défini la question comme une affaire émaillée d'incessantes révélations et de rebondissements, susceptible d'être suivie grâce à son association à un lexique spécifique et à son inscription sous des rubriques stables.

Enfin, cette définition a clairement déplacé les termes du débat. La stabilisation du lexique et du système d'action des « *fonds juifs* » a ouvert la voie à l'établissement d'une commission ad hoc chargée de traiter voire de résoudre un problème avéré. A partir de ce moment, il n'a plus été question de nier que des difficultés persistaient malgré les arrêtés fédéraux de 1962 et de 1975. Dès lors, deux nouvelles problématiques ont occupé le devant de la scène.

D'une part, les négociations relatives aux recherches des fonds ont immédiatement fait du *secret bancaire* suisse l'enjeu crucial des discussions. Comme le notait *Le Nouveau Quotidien*, « *A l'issue de la première séance d'audition au Sénat, tous semblaient d'accord sur la marche à suivre. Encore faudra-t-il s'entendre sur les modalités, notamment sur les exceptions consenties au tenace secret bancaire suisse [...]* ». A cette occasion, plusieurs

journaux ont d'ailleurs relevé les remarques du Sénateur D'Amato, déplorant « *en particulier que les banques se cachent derrière le secret bancaire suisse pour éviter de publier les noms des propriétaires de comptes* ». « *Il est absurde [...] que les lois sur le secret bancaire qui avaient originellement été édictées pour protéger les avoirs des victimes de l'holocauste nazi, soient maintenant utilisées comme armes contre ces mêmes victimes et leurs familles* » (*Journal de Genève ; Corriere del Ticino*, 24.4.96)^{xxix}.

D'autre part, l'entrée en scène du Sénat états-unien et le lancement de ses auditions ont rapidement conduit plusieurs intervenants suisses à s'inquiéter pour l'image de la place bancaire helvétique, et plus largement pour la réputation de la Suisse dans le monde. Ainsi, c'est dès l'annonce des auditions, que la correspondante du *Nouveau Quotidien* (1.4.96) relevait que « *[m]ême s'il ne s'avérerait pas solide, le dossier de l'organisation juive pourrait faire beaucoup de tort à l'image de la Suisse au Etats-Unis* ». C'est une évaluation similaire que la même correspondante a rapporté à la veille des auditions (23.4.96) en citant un membre de l'ambassade suisse à Washington, estimant que « *[...] même si les audiences ne débouchent sur rien, même si leur dossier n'est pas très solide, il pourrait faire beaucoup de tort à la réputation de la Suisse aux Etats-Unis* ».

Après des mois de controverses indécises au sujet de montants mal identifiés, la première audition conduite par le Sénat états-unien a défini précisément à la fois les « *fonds juifs* » et les acteurs qu'ils concernaient. Il n'a pas fallu plus d'une semaine avant que cette étape décisive pour le lancement de procédures de recherche porte ses fruits. Ainsi, le 2 mai 1996, la Commission des affaires juridiques du Conseil national a annoncé qu'elle était sur le point de se prononcer sur un projet de loi visant à faire toute la lumière sur les fonds juifs déposés en Suisse. Le même jour, les principales parties prenantes ont annoncé la signature d'un accord instituant une commission mixte chargée de retrouver la trace des fonds des victimes de l'Holocauste dans les banques suisses. Dès lors, les inextricables discussions sur l'étendue des montants concernés se sont apaisées, et ces deux démarches parallèles ont occupé le devant des scènes politique et médiatique, jusqu'à la première semaine de septembre.

Dans la perspective de ces procédures de recherche, la définition de la question des « *fonds juifs* » s'est singulièrement enrichie. Tout d'abord, leur avancée a dissipé le flou et l'incertitude qui régnaient jusqu'alors, pour laisser la place à la rhétorique d'une recherche opiniâtre de la vérité, sous les auspices de la « *lumière* » et de la « *transparence* ». Ensuite, ces tentatives d'éclaircissement se sont rapidement heurtées au secret bancaire, ce qui a suggéré la nécessité de sa levée et fait surgir nombre de résistances. Enfin, ces recherches ont révélé de nombreuses zones d'ombre du passé helvétique, mettant à mal l'image de la place financière et la réputation de la Suisse.

Le groupe de travail de la Commission des affaires juridiques

Pour mesurer l'ampleur du renversement engendré par la première audition de la commission bancaire du Sénat états-unien, il est éclairant de considérer l'activité d'un groupe de travail émanant de la commission des affaires juridiques du Conseil national. Afin d'en retracer la trajectoire, il faut remonter à l'initiative parlementaire déposée par la Conseillère nationale indépendante Verena Grendelmeier le 24 mars 1995 (cf. 1.2.1, *supra*). Sans entrer dans le détail, je rappellerai simplement ici que ce texte demandait qu'un arrêté fédéral réglemente « *le recensement ainsi que la restitution des fortunes tombées en déshérence à la suite des persécutions national-socialistes et confiées à la garde des banques suisses* »¹⁷. A l'époque, la Commission des affaires juridiques du

¹⁷ Cette initiative prévoyait notamment que les banques soient tenues de communiquer les renseignements nécessaires à un « *office public* », chargé d'identifier les biens tombés en déshérence du fait des persécutions nazies, d'en rechercher les héritiers, de leur remettre leurs avoirs, de confier les fortunes

Conseil national a été chargée d'examiner ce texte dans l'indifférence presque générale. Après l'avoir accueilli favorablement, elle l'a traité sans empressement. Elle s'est contentée de nommer, le 23 octobre 1995, un groupe de travail chargé de mener des recherches approfondies sous la présidence du démocrate-chrétien appenzellois Rolf Engler. Finalement, cette sous-commission a lancé ses travaux au mois de décembre 1995 et auditionné Israël Singer du CJM, ainsi que des représentants de la Fédération suisse des communautés israélites, de l'ASB, de la Commission fédérale des banques et le médiateur des banques, le 20 février 1996. Ces activités sont cependant restées confinées dans l'ombre de la controverse des chiffres qui opposait alors l'ASB et le CJM, et qui dominait une question confuse dans laquelle le monde politique refusait de s'impliquer (cf. 1.2.2 et 1.2.3, *supra*)¹⁸. Dans ce contexte, les médias se sont complètement désintéressés du travail de la sous-commission. Ils ne l'ont mentionné qu'à une seule reprise, le 28 février 1996, pour rapporter laconiquement un communiqué par lequel elle faisait savoir qu'elle poursuivait ses recherches^{xxx}. Puis, son travail est retombé dans le silence.

Les choses ont radicalement changé suite à la première audition du 23 avril. Le 2 mai 1996, après plus d'une année de lenteurs, le groupe de travail a soudainement annoncé qu'il allait présenter un projet de loi à la Commission juridique du conseil national le 13 mai suivant. Ses activités sont alors brusquement sorties des limbes des arènes politique et médiatique dans lesquelles elles avaient été reléguées. Le 3 mai 1996, *La Liberté* titrait en première page « *La loi pourrait régir la recherche des fonds juifs dormant en Suisse* » et en page nationale « *La loi pourrait obliger les banquiers à la transparence* ». Pour sa part, le *Journal de Genève* notait en une : « *Pour sauver la face, la Suisse veut faire la lumière sur les fonds juifs* ». Ce jour-là, les deux quotidiens se sont rejoints pour regretter le retard pris pour traiter l'initiative Grendelmeier, confrontant finalement le groupe de travail à la tâche impossible de rendre un projet dans l'urgence. A partir de cette date, la commission des affaires juridiques du Conseil national n'est pas seulement sortie de l'ombre. Elle est apparue comme une instance qui formulait un « *projet décisif* », dont la procédure de consultation rythmait l'activité des arènes politique et médiatique. Dès lors, les parlementaires suisses ont concentré leur attention sur la question, et la presse suisse a régulièrement rapporté l'avancement du projet.

Elle a tout d'abord annoncé que, suite au rapport de son groupe de travail, la Commission des affaires juridiques du Conseil national avait décidé, le 13 mai 1996, de présenter elle-même une initiative parlementaire, proposant l'adoption d'un nouvel arrêté fédéral sur les « *fonds juifs* ». Puis, les quotidiens ont présenté les termes généraux de l'avant-projet de loi, sa consultation par les milieux concernés, la formulation finale du projet d'arrêté fédéral^{xxxi}, sa discussion au Parlement et finalement son adoption à l'unanimité, instituant la « *Commission Indépendante d'Experts* » (CIE) le 13 décembre 1996¹⁹. Le développement de cette procédure politique et sa présentation médiatique ont confirmé les lignes générales de la nouvelle définition de la question des « *fonds juifs* ». Cette dernière a toujours plus clairement été présentée comme un problème affectant l'image de la Suisse et dont la composante politique appelait le Parlement et le Gouvernement à s'impliquer. De plus, ces débats ont approfondi la rhétorique de l'ombre et de la lumière en adoptant le principe d'une levée partielle du secret bancaire, de manière à permettre à des historiens et à des juristes d'éclairer les zones d'ombre de ces questions

restées sans ayants droit à des institutions œuvrant en faveur des victimes du nazisme, et de présenter un rapport sur le déroulement et les résultats de ces mesures au Parlement (cf. annexe 1c).

¹⁸ C'est également en décembre 1995 que le Conseil des États avait rejeté la motion Piller.

¹⁹ Je reviendrai plus loin sur l'adoption de cet arrêté par le Parlement. En effet, ce n'est qu'à la lumière d'événements survenus en septembre 1996 qu'il sera possible de comprendre que ce projet ait fait l'unanimité (cf. 1.4.3, *infra*).

controversées. Par ailleurs, ces discussions ont mis en évidence l'opposition entre d'une part les banques et la droite politique favorables au maintien du secret bancaire, et d'autre part la gauche politique, exigeant au contraire une extension du droit à la consultation des données^{xxxii}.

La commission mixte de l'Association suisse des banquiers et du Congrès juif mondial

La définition de la question des « fonds juifs » n'a pas seulement mis en lumière l'intervention de la commission des affaires juridiques du Conseil national. Dans le sillage de la première audition devant le Sénat états-unien, les négociations entre l'Association suisse des banquiers et le Congrès juif mondial ont été considérablement accélérées. Le 29 avril 1996 – moins d'une semaine après la première audition – l'agence juive diffusait déjà un communiqué pour annoncer l'imminence d'un accord instituant une commission mixte chargée de retrouver la trace des fonds des victimes de l'Holocauste dans les banques suisses^{xxxiii}. C'est finalement le 2 mai 1996 que ce dernier a été signé à New York « *par M. Bronfman, M Burg et Israeli [sic.] Singer, secrétaire général du CJM pour les organisations juives. Côté suisse, ce sont MM. Baer, Georg Krayner, président de l'ASB et Josef Ackermann, président de la direction générale du Crédit Suisse qui ont paraphé l'accord* » (*Journal de Genève*, 3.5.96)^{xxxiv} :

La commission indépendante sera composée de six membres, trois pour chacune des parties. L'ASB a désigné Alain Hirsch, professeur et conseiller bancaire à Genève, Klaus Jacobi, ancien ambassadeur de Suisse aux États-Unis, et Kurt Gasteyger, professeur et historien à l'Université de Genève [et membre du conseil de l'ASB]. L'enquête proprement dite ne sera pas menée par la commission, mais par une société internationale de révision encore à choisir. [...] Cette société devrait pouvoir bénéficier de pouvoirs étendus et avoir en particulier accès à un large éventail de documents. [...] Le résultat de ses travaux sera supervisé par la commission mixte.

Immédiatement, cette instance a été placée au centre de l'attention publique et médiatique. Dès le lendemain de son annonce, son institution « *a été saluée comme un « pas positif » par toutes les parties concernées* », notamment le Conseil fédéral et la Fédération des Communautés israélites de Suisse^{xxxv}. Par la suite, la presse a régulièrement rendu compte de sa mise en place. Le 27 juillet, elle a annoncé sa composition finale, avec la nomination de Paul Volcker, l'ancien président de la réserve fédérale états-unienne, à sa présidence, et celle de la délégation juive, comprenant le vice-président du Congrès juif mondial Ronald Lauder, le président de l'Agence juive Avraham Burg et le président du Congrès juif d'Amérique latine Reuben Beraja^{xxxvi}. Parallèlement, les quotidiens ont relaté les interventions de Hans Bär, qui a proposé de verser les fonds des victimes de l'Holocauste déposés dans les banques suisses aux juifs d'Europe de l'Est. Puis, il a affirmé qu'il serait impossible de répondre aux prétentions individuelles de chaque victime et envisagé que les banques restituent une somme forfaitaire aux organisations juives^{xxxvii}.

Dès la fondation de ce « *Comité indépendant de personnes éminentes* » (ICEP)*, la définition de la question des « fonds juifs » s'est stabilisée, polarisant la problématique autour du binôme de la réputation des banques et du secret bancaire (*Le Nouveau Quotidien*, 3.5.96) :

Les instances juives ont obtenu d'être associées à l'enquête qui sera accomplie dans les prochains mois. Tandis que les banques helvétiques ont mis un terme – temporairement du moins – à une campagne qui menaçait de ternir leur réputation aux États-Unis. Tout cela soulignait Hans Bär, « en évitant toute entorse au secret bancaire ».

Cette double problématique a été reconnue et mise en évidence dans les réactions publiées au lendemain de l'accord. Ainsi, le président d'honneur de la communauté

israélite de Zurich, Sigi Feigel, déplorait que « *les banques suisses n'aient pas proposé beaucoup plus tôt une telle solution. Elles auraient évité ainsi la honte du déballage public* » (*Le Matin*, 4.5.95). De même, une porte-parole des banquiers soulignait que « *les recherches de la nouvelle commission ne remettront pas en cause le secret bancaire. [...] Ses rapports seront destinés exclusivement à la commission* » (*La Liberté*, 4.5.96).

1.3.4 La définition de l'affaire des « fonds juifs »

L'intervention du Sénat états-unien a mis un terme à la polémique indécidable opposant l'Association suisse des banquiers et les organisations juives au sujet de montants mal identifiés. Sa première audition a marqué un tournant, à partir duquel la question des « *fonds juifs* » a pris forme et ses acteurs ont été identifiés. Cette définition a ouvert la voie à l'institution de la « *Commission indépendante d'experts* » et du « *Comité indépendant de personnes éminentes* », chargés d'éclairer la question par un travail de recherche et d'expertise. Durant plusieurs années, les activités de ces instances, leurs découvertes, leurs prises de position et leurs publications ont été placées au centre de l'attention publique, politique et médiatique. Il n'est donc pas exagéré de dire que la définition issue de la première audition du Sénat états-unien a été le fondement de l'affaire des « fonds juifs », et qu'à ce titre elle a orienté la relecture du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Au printemps 1996, elle se caractérisait par cinq traits principaux.

Premièrement, suite à la première audition, les banquiers, les organisations juives et le Parlement suisse se sont mis d'accord pour définir les « fonds juifs » de manière large. Ainsi dès le mois de mai, la Commission des affaires juridiques du Conseil national a envisagé d'étendre les recherches « *non seulement aux banques, comme le demandait l'initiative Grendelmeier, mais aussi aux avocats, aux fiduciaires et aux assurances* » (*La Liberté*, 3.5.96). De même, la Commission mixte a d'emblée été chargée de mener une enquête étendue, de manière à repérer des fonds ignorés par les procédures antérieures. Comme le remarquait le secrétaire général de l'Association suisse des banquiers (*Journal de Genève*, 14.8.96) :

L'arrêté de 1962 [...] concernait uniquement les victimes du régime nazi dont on pouvait penser par leur patronyme qu'elles étaient juives. Cette nouvelle recherche est beaucoup plus large. Elle concerne tous les avoirs d'étrangers en Suisse dont on est sans nouvelle depuis dix ans au moins. Les biens de juifs pourraient réapparaître sous le nom d'intermédiaires.

Deuxièmement, les recherches comptables, historiques et juridiques lancées aux printemps 1996, ont immédiatement été présentées comme des solutions possibles à l'affaire des « fonds juifs ». En tant que telles, elles ont été associées à la « *lumière* » et à la « *transparence* », seuls remèdes face à un problème relevant de l'« *ombre* » ou de l'« *opacité* ». Autrement dit, cette définition a suggéré que toute solution devrait passer par la levée d'un *secret* (*Liberté*, 3.5.96) :

« Une base légale sera indispensable pour pouvoir obtenir la levée du secret et l'accès à tous les dossiers concernés » explique le démocrate-chrétien Rolf Engler, qui préside le groupe de travail.

Ces interventions n'étaient pas les premières à établir le lien entre les « fonds juifs » et le secret bancaire. En revanche, elles ont inauguré une rhétorique, opposant systématiquement l'obscurité du passé et la clarté à venir, qui s'est imposée jusqu'aux premiers mois de 1997.

Troisièmement, cette perspective a fait apparaître les chercheurs et plus particulièrement les historiens, comme des porteurs de lumière, susceptible de déceler la

clé de l'énigme. Autrement dit, cette définition a circonscrit la composante historique du problème. Ainsi, dès le 3 mai, les quotidiens suisses ont consacré de longs paragraphes à « *L'appel aux historiens* » (*Journal de Genève*) et à « *L'histoire sous la loupe* » (*La Liberté*, 3.5.96). Ce faisant, ils ont donné forme au pressentiment que l'affaire des « fonds juifs » était susceptible de s'ouvrir sur une interrogation plus large : « [...] avec la question des fonds juifs, certains craignent que l'on fasse, cinquante ans après, le procès de la Suisse et de son rôle durant la Deuxième guerre mondiale » (*Journal de Genève*, 3.5.96). Loin de se réduire à de simple discours journalistiques, cette définition des « fonds juifs » s'est traduite concrètement et durablement dans les arènes politiques. Elle a permis au Congrès juif mondial et au sénateur D'Amato de poursuivre durant de long mois leur campagne de révélations, fondées sur la découverte des archives états-uniennes. Elle a permis au gouvernement états-unien de mandater une large enquête historique conduite par le sous-secrétaire d'État Stuart Eizenstat. Elle a enfin fondé le projet d'arrêté fédéral, présenté par la commission juridique du Conseil national, aboutissant notamment à la création, en décembre 1996, de la « *Commission indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre mondiale* ».

Quatrièmement, la première audition sénatoriale et le lancement des recherches ont présenté l'affaire des « fonds juifs » comme un problème affectant l'image nationale. Ainsi, dès le printemps 1996, les journalistes romands ont considéré que les mesures adoptées devaient permettre à la Suisse de « *sauver la face* » (*Journal de Genève*, 3.5.96), de « *redorer son blason* » ou de « *se racheter* » (*La Liberté*, 3.5.96). Cette articulation des « fonds juifs » et de l'image de la Suisse n'était pas complètement originale²⁰. Cependant ce n'est que suite à l'audition que la plupart des acteurs suisses se sont accordés pour y voir non seulement une crise de confiance à l'égard des établissements bancaires helvétiques, mais bien plus largement une remise en cause de la réputation suisse dans le monde. Ainsi, c'est sans fioriture que *La Liberté* (2.5.96) a estimé que « *non seulement l'image de la place bancaire helvétique, mais celle du pays tout entier, de son histoire et de son système politique pouvait être traînée dans la boue dans le monde* ».

Cinquièmement, cette nouvelle perspective a mis en évidence le caractère *politique* de la question des « fonds juifs », et plus précisément le rôle du Parlement et du Gouvernement suisses pour encadrer la composante législative de sa résolution. Sur ce point, le *Journal de Genève* a été particulièrement explicite (*Journal de Genève*, 3.5.96) :

La question des fonds juifs en déshérence en Suisse [...] s'était limitée jusqu'à présent à un dialogue, souvent tendu, entre l'Association suisse des banquiers (ASB) et les associations juives. Avec l'audition de représentants des banques suisses par la Commission des banques du Sénat américain le 24 [sic] avril dernier et la mise au jour de nouveaux documents, elle prend une tournure résolument politique, impliquant de nouveaux acteurs.

Dans le même sens, *La Liberté* notait la veille (*La Liberté*, 2.5.96) :

En quelques jours le climat a complètement changé. Jugez plutôt : le 22 avril, le président de la Confédération Kaspar Villiger [...] démentait sa rencontre avec Bill Clinton ou tout autre membre du gouvernement américain pour débattre de l'affaire des fonds juifs : « L'affaire n'a pas une dimension qui force le Gouvernement suisse à s'en occuper. Elle ne concerne pour l'heure ni le gouvernement suisse ni celui des États-Unis. » Aujourd'hui, si, elle

²⁰ Dès le printemps 1995, le directeur de la Commission fédérale des banques, Kurt Hauri, estimait, que « *le soupçon porte préjudice à la réputation de la place financière suisse* » (*L'Hebdo*, 18.5.95). Dans sa réponse du 20 décembre 1995 à la motion Piller, le président de la confédération Kaspar Villiger avait déjà estimé qu'il s'agissait d'un « *problème très sérieux [...] et qui [devait] être résolu également pour l'intérêt de l'image de la Suisse* » (*es ist ein sehr ernsthaftes Problem [...], und es muss, auch im Interesse des Images der Schweiz, gelöst werden*).

les concerne tous les deux. L'affaire des fonds juifs n'est plus seulement celle des banquiers et de leurs clients ou ex-clients.

Il serait erroné de ne voir là qu'une question de rhétorique journalistique. En effet, ce renversement s'est également concrétisé dans l'arène politique. Alors que le Conseil fédéral s'était scrupuleusement tenu à l'écart de la question du printemps 1995 jusqu'à la veille de l'audition, il a subitement fait volte-face au début du mois de mai, en annonçant avoir mandaté plusieurs hauts fonctionnaires pour conduire des recherches dans les archives de l'époque^{xxxviii}. Puis, le 8 mai 1996, il a non seulement salué officiellement l'accord intervenu entre les banquiers et les organisations juives, mais il a surtout affirmé sa volonté de « *faire toute la lumière sur les dépôts en déshérence des victimes de l'holocauste* ». A cette fin, il a chargé un groupe de travail ad hoc, présidé par l'ambassadeur Mathias Krafft, d'examiner les moyens les plus adéquats pour examiner si des institutions financières avaient accepté en dépôt – avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale – des biens dérobés aux victimes de l'Holocauste, et de coordonner la gestion du dossier sur les plans intérieur et extérieur^{xxxix}. Enfin, le 30 mai, le Gouvernement a clairement exprimé sa volonté de collaborer avec le Parlement, en se ralliant à l'idée d'un arrêté fédéral, susceptible d'être adopté par le Conseil national dès sa session d'automne^{xl}. Les autorités fédérales n'ont d'ailleurs pas été les seules à saisir l'émergence de cette composante politique. Ainsi, l'ambassadeur d'Israël en Suisse Gabriel Padon a estimé, dès le 12 mai 1996, que « *l'État suisse devrait verser une somme globale acceptable en guise de réparation* » pour des torts incalculables. Dans cette perspective, il a qualifié de « *grand retournement politique* » la décision du Conseil fédéral de prendre l'affaire en mains^{xli}.

1.3.5 La relative fragilité de la définition des « fonds juifs »

C'est donc au fil de longues controverses, d'intenses discussions que l'« affaire des fonds juifs » a pris forme en avril 1996, sous l'impulsion déterminante du Congrès juif mondial et du Sénat états-unien. C'est alors qu'elle a été dotée d'un lexique propre, qu'elle a capté l'attention des autorités politiques, et qu'elle a acquis une grande visibilité médiatique. A ce moment, elle a été présentée non seulement comme une controverse économique opposant les banquiers suisses et des organisations juives, mais bien plus largement comme une question politique et historique, affectant l'image de la Suisse et mettant en cause le secret bancaire. A ce titre, elle est apparue comme requérant l'intervention du Gouvernement et du Parlement suisses, ainsi que le lancement de recherches historiques, conduites par des instances ad hoc. Cependant, ce serait aller trop vite en besogne que de conclure que le problème des « fonds juifs » était défini au printemps 1996. Ce serait faire l'impasse sur plusieurs zones troubles qui persistaient à ce moment-là.

Premièrement, l'attention médiatique à ce sujet n'était pas uniforme en Suisse. Certes, les quotidiens romands ont consacré de nombreuses pages de leurs rubriques nationales à une question inscrite sous la notion « fonds juifs » en avril et mai 1996. Cependant, l'intensité de cette attention s'est sensiblement infléchie au cours de l'été²¹. De plus, si la presse romande a considérablement modifié son traitement de la question, il n'en est rien dans le cas de la presse alémanique. Un rapide examen révèle que les quelques articles qu'elle publiait alors restaient pour l'essentiel des brèves, confinées en rubrique économique. Mais surtout, les quotidiens alémaniques étaient alors loin d'avoir élaboré un

²¹ Au titre d'indications chiffrées, je me contenterai de noter que, en avril et mai 1996, l'ATS a publié 51 dépêches (soit 25,5 par mois), pour n'en diffuser que 42 entre juin et août (soit une moyenne mensuelle de 14).

lexique unifié pour traiter de cette question. Dans leurs titres, ils parlaient alors indifféremment de « *Gelder / Vermögen von Nazi-Opfer* », de « *Holocaust-Gelder* », de « *Nazigeldern* » ou de « *Herrenlose Vermögen* ». Par contre, ce n'est que furtivement qu'est apparu l'équivalent des « *fonds juifs* », sous le terme « *Jüdische Guthaben* » (*Tages-Anzeiger*, 30.3 et 10.4.96).

Par ailleurs, l'accord dont faisaient l'objet les « fonds en déshérence » au printemps 1996 était loin d'être univoque. Certes, les acteurs concernés avaient convenu de lancer de nouvelles recherches, adoptant du même coup une définition large des « fonds juifs », recouvrant tous les avoirs en déshérence déposés en Suisse avant la fin de la guerre. Malgré cette relative unanimité, les banquiers suisses n'avaient pas pour autant cessé d'affirmer leur bon droit en rappelant que ces nouvelles recherches ne feraient que compléter celles lancées suite à l'arrêté fédéral de 1962. De plus, ni l'accord de principe signé entre les banques et les organisations juives, ni le projet d'arrêté fédéral rédigé par la Commission des affaires juridiques n'ont mis un terme aux minimisations, voire aux dénégations. Ainsi, par exemple, *Le Nouveau Quotidien* ne s'est pas contenté de relayer régulièrement le contenu des archives divulguées par le Congrès juif mondial et le Sénateur Alfonse D'Amato. Le 30 avril 1996, il a publié une enquête qui relativisait considérablement leurs révélations, en établissant que les documents invoqués étaient en fait déjà très largement connus. En mettant en cause le statut des archives qui avaient permis de relancer l'enquête, et en minimisant leur portée, le quotidien romand a jeté l'ombre du soupçon sur la probité du Sénateur new-yorkais. C'est sous le titre sans équivoque « *Fonds juifs : l'accusateur des banques suisses raconte des histoires* », qu'il a développé son argument relativiste²² :

Les documents [...] sont si peu nouveaux qu'ils ont déjà été exploités par des historiens suisses [...]. Mais leurs recherches ont été entreprises avant qu'éclate l'affaire des fonds juifs. « Dans cette nouvelle perspective, remarquent les archivistes de Washington, il est tout à fait possible qu'on y fasse des découvertes ou des redécouvertes. L'enseignement des archives change en fonction de ce qu'on y cherche et de l'époque où on les examine ».

Deuxièmement, c'est indéniablement suite à la première audition sénatoriale que la question a revêtu un caractère politique. Cependant, il faut reconnaître que cette composante restait fragile et relevait pour l'essentiel de déclarations d'intention. Ainsi, il ne faudrait pas oublier que, malgré d'intenses pressions internationales – dont une injonction explicite de l'ambassade des États-Unis le 12 avril²³ –, le Conseil fédéral a inlassablement répété, plus d'une année durant, qu'il n'entendait en aucun cas se mêler d'une controverse privée, concernant exclusivement les banquiers et leurs clients. Finalement, il a fallu l'intervention du Sénat et du président états-uniens²⁴, pour que le Gouvernement suisse fasse une apparition timide, consistant pour l'essentiel à exprimer sa volonté de « *faire toute la lumière* », et son désir de collaborer avec le Parlement pour

²² Moins d'une semaine plus tard, l'historien Marc Perrenoud adoptait à ce sujet une position nettement plus nuancée. Selon lui « [c]es documents, notamment les « affaires » qu'ils prétendent révéler (*relations de Bally ou d'Oerlikon-Bührle avec le Reich*), contrairement à ce qu'affirme le Congrès juif mondial, n'ont pourtant rien de nouveau et sont connus des historiens. Forcé, ce débat sur le passé récent de la Suisse n'en est pas moins sain [...]. Il permettra une discussion sur les implications en Suisse de la Deuxième Guerre mondiale et de ses conséquences » (*Journal de Genève*, 6.6.96 : « Un difficile travail de mémoire »).

²³ Ce point a été relevé par le secrétaire d'État Eizenstat lors de la première audition : « Pas plus tard que le 12 avril dernier, notre ambassade à Berne a enjoint au gouvernement suisse de faire tout son possible pour régler une bonne fois pour toutes cette question » (cf. *Le Nouveau Quotidien*, 24.4.96).

²⁴ Le 24 avril 1996, « [...] le président Bill Clinton lui-même a assuré [...] le Congrès juif mondial (CJM) du plein soutien de son gouvernement dans l'affaire des avoirs juifs déposés dans les banques suisses à l'époque nazie » (*Le Nouveau Quotidien*, 25.4.96).

qu'un arrêté fédéral permettant la nomination d'experts soit voté à l'automne. De même, si la Commission des affaires juridiques du Conseil national a donné, au printemps 1996, une impulsion décisive en vue de l'adoption de mesures législatives sur la question, son projet d'arrêté fédéral restait à un stade embryonnaire, et il a fallu attendre plus de six mois pour que ses démarches se concrétisent.

Troisièmement, l'analyse définitionnelle a montré que c'est également dans le sillage des auditions du Sénat que la notion de « fonds juifs » a pris forme, de manière à désigner une question clairement définie, s'ouvrant sur celles du secret bancaire et de l'image de la Suisse. Cette problématique a fondé un soupçon de collaboration avec le régime nazi, permettant d'envisager une réévaluation complète du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Paradoxalement, cet élargissement du questionnement a littéralement fait éclater la notion de « fonds juifs » au moment même où elle a été modelée (*La Liberté*, 2.5.96) :

[S]i les réponses sont difficiles à trouver, les questions, elles, arrivent à un rythme soutenu : est-il vrai que des avocats suisses ont procuré la nationalité helvétique à des juifs contre l'essentiel de leur fortune ? Est-il vrai que des trains d'œuvres d'art volées, venant de Hongrie via Berlin, ont trouvé refuge en Suisse à la fin de la guerre ? Qu'une section des services de renseignements suisses enregistrait tous les comptes étrangers et que Berne est donc absolument au parfum ? Entre les organisations juives qui lancent ces rumeurs, les banques qui hurlent au complot et les historiens qui fouillent, la vérité sera longue à établir.

Il faut dire que, dès le printemps 1996, la problématique était devenue tentaculaire. En effet, dès le mois de mai 1996, les suspicions de collaboration se sont multipliées et diversifiées. De telle sorte que la notion de « fonds juifs » – même étendue à l'ensemble des valeurs déposées en Suisse avant 1945 – s'est avérée trop restrictive pour en rendre compte. Tout d'abord, ce sont des fiduciaires et des sociétés d'assurances vies qui ont à leur tour été suspectées de ne pas avoir honoré leurs devoirs à l'égard des victimes de l'Holocauste^{xlii}. Ensuite, les discussions se sont élargies bien au-delà des seules propriétés financières, pour inclure les innombrables valeurs – telles que l'or, les perles, les diamants, les bijoux et autres œuvres d'art – que les nazis avaient volées à leurs victimes avant de les écouler en Suisse^{xliii}. Les recherches se sont d'ailleurs même étendues à d'éventuels comptes secrets d'Hitler, ouverts auprès de l'Union de Banques Suisses, sur lesquels auraient été versés les revenus de la vente de son livre *Mein Kampf*. Enfin, le débat ne s'est pas concentré sur les seules institutions financières. Ainsi, après les banques suisses, c'est le Comité International de la Croix-Rouge qui s'est retrouvé sur la sellette. En 1995, l'institution basée à Genève avait déjà été critiquée sévèrement pour avoir contrecarré et réprimandé ceux de ses employés qui avaient prodigué leur aide aux juifs menacés de mort (cf. Colucci & al., 1999)^{xliv}. Dès le printemps 1996, le Sénateur Alfonse D'Amato l'a suspectée de complicité avec le régime nazi. Plus précisément, il l'a soupçonnée d'avoir été infiltrée par les services allemands, et il a accusé certains de ses délégués d'avoir utilisé la valise diplomatique de l'organisation pour faire transiter des biens volés aux juifs. Face à de telles charges, la CICR a mandaté une enquête historique, qui lui a permis de récuser la première accusation et de nuancer la seconde (cf. *Journal de Genève*, 11.9.96). Par ailleurs, *Le Nouveau Quotidien* (2.9.96) a rapporté que l'organisation genevoise estimait être victime de l'affaire des fonds juifs dans les banques suisses^{xlv} :

Dans le grand déballage qui est en train de se produire, le Comité international de la Croix-Rouge n'est pas loin de penser qu'il est une involontaire victime du bras de fer qui se poursuit entre les banques suisses et le CJM.

La discussion a même égratigné le fabricant de chaussures helvétique Bally, accusé d'avoir tiré profit des expropriations consécutives à la « Nuit de cristal ». C'est dans ce

contexte qu'il aurait repris, pour un mark symbolique, au moins trois magasins de la chaîne de l'entrepreneur juif Jacobi (*SonntagsZeitung*, 5.5.96). Dans la foulée, l'hebdomadaire alémanique a révélé que les dirigeants nazis comme Hermann Goering ou Joachim von Ribbentrop avaient travaillé en étroite collaboration avec les banques suisses afin de se constituer des magots en Suisse et à l'étranger. Sur la base de ces informations, l'historien bâlois Mario König a estimé que « *les banquiers suisses de l'époque avaient un sens moral sous-développé* » et que « *[l]a neutralité a[vait] de nouveau été utilisée comme camouflage pour des commerces douteux* ». En conséquence, il a demandé que « *les archives des banques soient enfin ouvertes* »^{xlvi}. Comme le notait le *Journal de Genève* (6.5.96) :

L'encre n'[était] pas encore sèche sur le papier de l'accord censé mettre un terme à la polémique sur les fonds juifs en Suisse que de nouvelles révélations [venaient] jeter une lumière crue sur les relations de certaines entreprises suisses avec le régime nazi avant et pendant la Seconde Guerre mondiale.

A peine une définition de la question avait pris forme sous la notion de « fonds juifs » qu'elle était menacée de voler en éclats sous la pression d'une cascade de révélations, d'accusations et de réfutations.

1.4 Les « fonds juifs » et l'« or nazi » suite au rapport *Nazi Gold* de septembre 1996

L'analyse a montré jusqu'ici que la problématique des « fonds juifs » a pris corps en avril 1996 et qu'elle a aussitôt été menacée d'éclatement par la dispersion des accusations et par le déploiement d'un arsenal de minimisations et de réfutations. Par un curieux retournement de situation, ce sont certaines de ces dénégations, renforçant l'éclatement de la notion de « fonds juifs », qui ont fini par conférer sa forme définitive à la problématique. Pour comprendre ce processus, il faut retracer la trajectoire de la question de « *l'or nazi* », apparue fort discrètement au mois d'avril 1996²⁵.

1.4.1 La question de « l'or nazi » et l'Accord de Washington* de mai 1946

Cette dynamique a pour la première fois pris forme au lendemain de la première audition, dans une interview accordée par Edouard Chambost, un avocat spécialiste des affaires financières internationales, au *Journal de Genève* (25.4.96). Sous le titre « *'Les fonds juifs, c'est surtout l'or arraché par les nazis aux déportés'* », il commençait par relativiser les sommes susceptibles d'être retrouvées et rétrocédées sous la notion de « fonds juifs » retenue suite à l'audition du Sénat : « *Je ne pense pas qu'on trouvera encore beaucoup de comptes en déshérence dans les banques suisses. [...] L'ASB a fait un gros effort, indispensable pour l'image de la place bancaire. Mais il ne faut pas trop en attendre.* » Cette minimisation introduisait son argument central, impliquant une redéfinition de l'objet même des recherches^{xlvi} :

Je pense que les vrais fonds juifs, ce sont les fonds que les nazis ont volés aux juifs et cachés dans les banques suisses. Ils sont constitués principalement de l'or dentaire arraché aux déportés, des bijoux et des diamants qu'ils cachaient sur eux. Un véritable trésor de guerre que j'évalue à 800 millions de dollars a disparu. Des plaisantins ont prétendu qu'il avait été immergé dans un lac ou au large de la Corse. Or les dignitaires du IIIe Reich n'étaient pas totalement débiles. Ils connaissaient parfaitement le système bancaire suisse dont ils avaient

²⁵ La première mention de cette question remonte exactement au 16 avril 1996, avec la diffusion, par la télévision suisse italienne, d'un reportage affirmant que des courriers diplomatiques auraient importé d'importantes quantités d'or en barres provenant du troisième Reich. Ce métal précieux aurait alors été caché dans les villas d'un banquier et baron allemand, établi au Tessin (cf. *La Liberté*, 17.4.96 : « *De l'or nazi aurait été caché au Monte Verità, près d'Ascona* »).

utilisé les failles pour arracher, sous la torture, des aveux et des procurations à des Juifs allemands. [...] Un seul scénario s'est imposé comme vraisemblable. [Pour mettre ce trésor à l'abri, les dirigeants nazis ont formé] des jeunes gens orphelins et [leur ont donné] une fausse identité juive sous laquelle ils ouvriraient des comptes en Suisse, mais sous un pseudonyme qui était leur patronyme d'origine. Je suppose que ces comptes sont toujours actifs et que leurs titulaires sont des gens parfaitement honorables qui auraient aujourd'hui environ 75 ans.

Le scénario élaboré par Edouard Chambost est tombé dans l'oubli. En revanche, son argument a inauguré un glissement articulant la question des « fonds juifs » à la problématique de l'« or nazi ». Dans cette veine, *La Liberté* (2.5.96) a relayé une question posée par les autorités suisses au Gouvernement états-unien sous le titre « *Et si les fonds juifs déposés en Suisse se trouvaient déjà aux États-Unis ?* ». L'argument central de cet article était le suivant^{xlvi} :

[L]e Gouvernement suisse a retrouvé le texte de l'accord de Washington de 1946 entre la Suisse et les alliés, plus précisément entre Berne, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Aux termes de cet accord, la Suisse devait remettre aux alliés l'or que les nazis avaient volé lors de leurs invasions et placé dans les coffres suisses. Il s'agissait d'un montant de 250 millions de francs. Les montants de comptes ouverts par des Allemands en Suisse durant la guerre (de 50 à 125 millions de francs selon les sources), devaient également être restitués aux alliés. La Suisse s'est exécutée de 1947 à 1952. Mais, fait étrange, les États-Unis ont profité seuls de l'entier des paiements. La France et la Grande-Bretagne n'auraient rien touché. A Berne, des experts se demandent si ces sommes, qui représentent aujourd'hui plus d'un milliard de nos francs, ne sont pas des fonds juifs. Bien sûr, ils ont été confisqués à des Allemands. Mais n'y a-t-il pas tout lieu de croire que les Allemands les ont dérobés à des juifs durant la guerre ? Si c'était le cas, il faudrait en déduire qu'une partie des fonds juifs en Suisse se trouvent depuis 50 ans dans les coffres de ces États-Unis qui réclament aujourd'hui leur restitution.

Avec cette argumentation, le gouvernement helvétique a tenté de renverser la vapeur en opérant une double transformation de problématique. D'un côté, il a complètement redéfini la notion de « fonds juifs », laquelle recouvrait non plus des dépôts effectués directement par des victimes de l'Holocauste, mais l'or que les nazis leur avaient volé, avant de le déposer en Suisse. De l'autre, il a mis le doigt sur l'accord de Washington, signé le 25 mai 1946 entre la Suisse et les Alliés, aux termes duquel cet or avait été remis aux Alliés après l'armistice. Ce qui revenait à dire que le problème était celui de « l'or nazi » plutôt que des « fonds juifs » et qu'il se localisait moins en Suisse qu'aux États-Unis. Par ce tour de passe-passe définitionnel, le Conseil fédéral espérait retourner la question à son expéditeur.

A peine un mois plus tard, c'est une équipe d'historiens aux archives fédérales qui a rappelé à son tour les termes de cet accord. (*Journal de Genève*, 6.6.96) :

[Ces] documents longtemps tenus secrets [...] éclairent d'un jour nouveau la question des « fonds juifs ». Il y a tout juste cinquante ans, dans le cadre des accords de Washington, la diplomatie suisse s'était en effet déjà engagée auprès des alliés à faire la lumière sur les fonds « perdus » des victimes du nazisme. En 1947, Berne parlait pour la première fois d'un arrêté fédéral pour régler cette question. Mais les banquiers, face aux diplomates et sous couvert du secret bancaire, ne s'en laissèrent pas conter. Et les promesses des Suisses aux Alliés restèrent lettres mortes. D'ici l'automne prochain, un nouvel arrêté fédéral pour liquider le problème des « fonds juifs » sera soumis au Conseil national. La démarche est soutenue cette fois-ci par le Conseil fédéral et les banques.

Dans un encart, le quotidien genevois résumait le contenu des accords, aux termes desquels la Suisse avait remis aux Alliés, pour la reconstruction de l'Europe, « *une somme équivalente à 250 millions de francs [...] correspondant à une estimation forfaitaire approximative des réserves d'or déposées par l'Allemagne nazie en Suisse* ».

Ce même accord est réapparu de manière très curieuse le 29 juillet 1996 dans les propos de Greville Janner, un député travailliste britannique, par ailleurs vice-président du Congrès juif mondial. S'appuyant sur des documents confidentiels qui venaient d'être déclassifiés aux États-Unis, il dénonçait un « *sale accord* » conclu en 1946 entre la Suisse, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. « *Un document allié en particulier, daté de 1946, prévoit que 'le gouvernement suisse va placer à la disposition des trois Alliés le montant de 250 millions de francs suisses'* » provenant des 400 millions de dollars en or transférés par les nazis sur des comptes bancaires suisses. Ces documents faisaient donc apparaître que l'essentiel de cet or était resté dans les coffres helvétiques : « *Si nous pouvons prouver que l'or est en Suisse, nous pouvons faire pression pour le récupérer. C'est un scandale que, depuis la guerre, la Suisse ait conservé d'énormes réserves d'argent appartenant aux victimes de l'Holocauste* ». ^{xlix}

Deux jours plus tard, *Le Nouveau Quotidien* citait le chef de la section de droit international public du DFAE. Il affirmait que le député travailliste avait été victime d'une confusion. En effet, « *[l]a Suisse ne sait rien de l'accord secret par lequel les Alliés se seraient réparti 200 millions de dollars d'or volé à des juifs allemands par les nazis [...].* » En revanche, le juriste « *a reconnu un accord de 1946 par lequel Berne avait accepté de payer 250 millions de francs aux Alliés en dédommagement de l'or volé dans les pays occupés par les nazis et placés à la Banque nationale suisse. Mais cet or-là n'aurait pas été pris à des juifs victimes de l'holocauste* »¹. Comme le notait, le même jour, le *Journal de Genève* (31.7.96) : « *Le plus étonnant n'est pas tant la découverte de cet accord – il ne peut s'agir que des Accords de Washington bien connus des historiens [...] – mais l'apparente ignorance de leur existence à la fois par le CJM et le DFAE. L'un et l'autre y ont pourtant déjà fait référence* ».

1.4.2 La publication du rapport Nazi Gold par le Foreign Office

En conclusion à son intervention, Greville Janner avait sommé le gouvernement britannique de s'expliquer sur le sort des stocks d'or volés aux juifs allemands par les nazis, et le ministère des affaires étrangères (*Foreign Office*) avait annoncé le lancement d'une enquête à ce sujet. Le 10 septembre 1996, la publication du rapport *Nazi Gold : Information from the British Archives*²⁶, issu de ces recherches a marqué un tournant. Dès le 12 septembre, il a été considéré comme « *Le document officiel britannique qui a tout déclenché* » (*Le Nouveau Quotidien*, 12.9.96). Dans ses grandes lignes, cette recherche a confirmé les soupçons émis par le député travailliste et vice-président du Congrès juif mondial. Lors de sa présentation, le ministre des affaires étrangères, Malcom Rifkind, a reconnu que les Alliés savaient d'une part que les nazis avaient pillé pendant la Seconde Guerre mondiale plus de 550 millions de dollars en or (environ 4,6 milliards de dollars au cours actuel de l'or), et d'autre part que ces fonds avaient été en grande partie transférés dans des pays neutres, notamment vers la Suisse et le Portugal. A elle seule, la Suisse avait acheté pour 503 millions de dollars de cet or. Or, lors des négociations d'après-guerre, la Suisse avait soutenu n'avoir jamais reçu consciemment d'or volé et assuré qu'une grande partie de l'or des nazis avaient été transférée vers des pays tiers. Mais elle avait proposé de rendre 250 millions de francs suisses aux États-Unis, à la France et à la Grande-Bretagne. Cet or avait été déposé dans les coffres de la Réserve fédérale à New York en 1947. Face aux difficultés d'identification de ses propriétaires, les alliés avaient décidé de restituer tout l'or retrouvé en Allemagne au titre de réparation aux pays occupés, en proportion des pertes qu'ils avaient subies. Or, l'enquête lancée par le *Foreign Office* a permis d'établir

²⁶ Foreign & Commonwealth Office, General Services Command, « *Nazi Gold : Information from the British Archives* », *History Notes n°11*, Historians Library & Records Department, September 1996

qu'à l'automne 1996, 38,5 millions de dollars de cet or, destinés à l'Albanie, se trouvaient encore dans les coffres de la Banque d'Angleterre, et que ceux de la réserve fédérale à New York en contenaient encore 15,4 millions de dollars.

Au lendemain de la publication du rapport, la plupart des quotidiens suisses ont repris une dépêche de l'ATS qui mettait en évidence la partage de l'or nazi entre les Alliés, et le maintien d'une partie de celui-ci en Angleterre^{li}. En revanche, la presse helvétique était beaucoup plus discrète sur les résultats de la recherche concernant directement la Suisse. Seul le *Corriere del Ticino* (11.9.96) titrait en première page : « *Une partie de l'or nazi est encore en Suisse* ». Le quotidien tessinois avait alors bien compris que l'essentiel était moins le *mea culpa* britannique, que la mauvaise posture dans laquelle ce rapport plaçait les banques suisses :

Les efforts des organisations juives mondiales pour contraindre la Suisse à restituer les richesses cachées des nazis encore déposées dans les banques suisses, ont obtenu hier un aide substantielle avec la publication d'un rapport du gouvernement britannique [...].

Le même jour, les médias anglais ont réagi violemment à la publication du rapport *Nazi Gold* Rapportant leurs propos, *Le Journal de Genève* (12.9.96) titrait : « *L'or nazi déchaîne la presse britannique contre la Suisse* ». Ce rapide tour d'horizon reprenait tout d'abord les termes sans ambiguïté du *Guardian* (11.9.96) qui titrait en première page : « *La honte des Suisses* » (*Shame of the Swiss*)²⁷. « *Le petit dessin en première page du Guardian [...] montre un banquier suisse assis derrière son bureau avec au-dessus de sa tête une horloge dont le coucou chante 'Sieg Heil'.* » De son côté, le *Times* appelait le ministre britannique des affaires étrangères à dire aux Suisses « [...] que leur comportement a été immoral, égoïste et indigne d'une démocratie. [S]i la Suisse veut vraiment s'amender de son comportement ambigu pendant la guerre, elle devrait laisser le champ libre à la nouvelle commission d'experts qui analysera ses transactions avec l'Allemagne nazie ». Pour sa part, le tabloïd *Daily Mail* a consacré une pleine page à la question, sous la plume de Tom Bower²⁸ :

Dans la bataille visant à forcer la Suisse à reconnaître ses péchés commis pendant la Seconde Guerre mondiale, le document de Malcom Rifkind restera comme un événement marquant. Dans la saga racontée dans les dossiers du Ministère des affaires étrangères, les méchants sont les nazis et les Suisses. Il n'y a pas de mystère que les nazis aient envoyé leur or à Berne. Pendant la guerre, la Suisse a fourni les nazis en munitions, en armes, en instruments de précision, en machines et en véhicules. Plus sinistrement, la Suisse était aussi le banquier du Reich.

Les réactions énergiques de la presse britannique ont repris le thème de la collaboration des institutions helvétiques avec le régime nazi. A leur suite, les titres de la presse suisse se sont à leur tour enflammés. Dans une sous-rubrique ad hoc « *Déballage* », *Le Nouveau Quotidien* (12.9.96) a titré « *Or des nazis : la Suisse contrainte de revoir son passé* ». Dans la *Tribune de Genève*, Guy Mettan intitulait son éditorial « *Banquiers ou receleurs ? Il faut lever le doute* ». Du côté de la presse alémanique, le ton était également vigoureux. Interrogé par le *Tages-Anzeiger* (13.9.96) le journaliste Gian Trepp, remettait au centre du débat la possibilité de réparations (*Wiedergutmachung*), jusqu'alors

²⁷ *Le Nouveau Quotidien* (12.9.96) a reproduit cette première page, illustrée par un lingot d'or posé sur un drapeau nazi.

²⁸ Ce journaliste s'est illustré quelques mois plus tard avec la publication d'un ouvrage virulent au sujet de l'or nazi (Bower, 1997 [1997]).

explicitement exclues par les autorités suisses²⁹. Le Blick (12.9.96) titrait « *Nazi-Gold : Wieviel behielt die Schweiz ?* » (*Or nazi : Combien la Suisse en a-t-elle gardé?*):

Nach dem Krieg taktierte die Schweiz « geschickt », rückte nach Verhandlungen 250 Millionen Franken raus – 60 Millionen Dollar. Nur soviel sei eindeutig Raubgold. In Wahrheit lag achtmal mehr in den Tresoren. Unklar ist, wieviel die Alliierten als Kriegsgewinner wussten und warum sie nicht mehr forderten. Fordern tut jetzt Ignatz Bubis : « Das Nazi-Gold muss an die Geschädigten und Hinterbliebenen zurückgegeben werden », sagt der Vorsitzende des Zentralrates der Juden Deutschlands.

(Après la guerre, la Suisse, « fine » tacticienne, a sorti, après négociation, 250 millions de francs – 60 million de dollars. Seule cette somme serait clairement de l'or volé. En vérité il en reposait huit fois plus dans les coffres-forts. Ce qui n'est pas clair, c'est jusqu'à quel point les Alliés, en tant que vainqueurs de la guerre, le savaient et pourquoi ils n'ont pas exigé plus. Exiger, c'est ce que fait maintenant Ignatz Bubis : « L'or nazi doit être restitué à ceux qui ont subi des dommages et aux survivants », dit le président du conseil central des juifs d'Allemagne.)

Il serait fastidieux d'entrer dans le détail des discussions issues du rapport *Nazi Gold*. Au-delà des nuances de ton, il est possible de dire qu'il a généralement été reçu comme accusant la Suisse d'avoir été le receleur de l'or volé par le régime nazi. Lors de sa conférence de presse du 16 septembre 1996, le Conseiller fédéral en charge des affaires étrangères, Flavio Cotti, a envisagé que ces découvertes historiques puissent mener à une réouverture des négociations des accords de Washington : « Nous devons établir les faits. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions dire si des faits nouveaux, inconnus à l'époque, peuvent justifier que l'on revienne sur l'Accord de Washington de 1946 »^{lii}. Certes, le Conseiller fédéral était rapidement revenu sur ses propos (cf. *Le Nouveau Quotidien*, 20.9.96 et *NZZ*, 18.9.96). Mais l'idée était dans l'air, et c'est le sénateur D'Amato qui l'a prise au rebond. Après avoir été remarquablement discret tout au long de l'été 1996, ce dernier a réapparu dès le milieu du mois de septembre. D'abord, il a explicitement suspecté la Suisse de complicité avec le régime nazi (16.9.96). Puis, le 24 septembre, il a rendu publique sa lettre adressée au Secrétaire d'État Warren Christopher pour demander au gouvernement états-unien de reprendre les négociations qui avaient mené à la signature de l'accord de Washington. En effet, selon lui les documents déclassifiés prouvaient que « *les Suisses doivent aux Alliés plus que ce qu'ils ont admis jusqu'ici et qu'ils sont parvenus à échapper à toute critique pour cette tromperie pendant plus de cinquante ans* ». Durant quelques jours, cette intervention a donné lieu à quelques controverses de technique juridique, visant à établir si la renégociation d'un accord intégralement appliqué, cinquante ans après sa signature, était envisageable. Mais cette polémique s'est rapidement estompée après que le département d'État a clairement affirmé que les États-Unis n'envisageaient pas de reprendre les négociations^{liii}.

1.4.3 Des « fonds juifs » à l'affaire des « fonds juifs et de l'or nazi »

Tous les indicateurs convergent pour montrer que le rapport *Nazi Gold* publié par le *Foreign Office* britannique a relancé la question des « fonds juifs » et a contribué à sa redéfinition. Tout d'abord, il apparaît que c'est suite à la parution de ce petit document que la problématique des « fonds juifs et de l'or nazi » a acquis sa pleine stature internationale, ce qui s'est traduit par l'entrée en scène presque simultanée des ministres des affaires étrangères britannique, suisse et états-unien – respectivement Malcom Rifkind, Flavio Cotti et Warren Christopher – et de la nouvelle ambassadrice des États-Unis en Suisse,

²⁹ Sur ce point, voir les déclarations déjà citées de Ludwig von Moos et de Harald Huber, à l'occasion du débat parlementaire préalable à l'adoption de l'arrêté fédéral de 1962 (cf. 1.1).

Madeleine Kunin^{liv}. Loin de n'être qu'un feu de paille, cette intense activité diplomatique a ouvert la voie à de nombreuses interventions et initiatives, culminant avec la Conférence internationale sur l'or nazi, qui s'est tenue à Londres du 2 au 4 décembre 1997, à l'instigation du Ministère britannique des affaires étrangères.

De plus, ce rapport a véritablement lancé la controverse. La problématique de « l'or nazi » qui en est issue a donné lieu, dès le printemps 1997, à une avalanche éditoriale. Ainsi, l'ouvrage déjà mentionné du journaliste britannique Tom Bower, est sorti de presse pour la première fois en 1997, avant d'être traduit en français la même année. C'est également en 1997 que sont parues les éditions allemande, puis française, du livre de Jean Ziegler *La Suisse, l'or et les morts*. Au même moment, Beat Balzli publiait, en français et en allemand, une enquête intitulée sans équivoque *Les administrateurs du Reich ; La Suisse et la disparition des biens des victimes du nazisme*. C'est toujours en 1997 que le Département d'État états-unien a publié une recherche, immédiatement traduite en français sous le titre *Le rapport Eizenstat, Efforts des Etats-Unis et des alliés pour retrouver et restituer l'or et d'autres avoirs volés ou dissimulés par l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale*. Enfin, les recherches conduites en 1997 par la Commission Indépendante d'Experts ont été concentrées sur la seule question de l'or nazi, et se sont traduites en 1998 par la publication de son premier rapport intermédiaire intitulé *La Suisse et les transactions sur l'or durant la Seconde Guerre Mondiale*.

C'est encore sans conteste suite au rapport *Nazi Gold* que la question de la Seconde Guerre mondiale a durablement occupé une place prépondérante dans l'ensemble de la presse suisse. Après le pic du printemps et un léger tassement en été 1996, l'activité médiatique est devenue particulièrement intense dès le mois de septembre, pour ne plus décroître³⁰. De plus, c'est à partir de septembre 1996 que les quotidiens suisses, toutes régions linguistiques confondues, ont commencé à régulièrement placer ces questions en rubrique nationale³¹ et à lui consacrer leurs premières pages³². Mais c'est surtout à partir du mois de septembre que tous les quotidiens suisses ont parlé dans les mêmes termes de « l'or nazi », du « Raubgold » ou « Nazi-Gold », et de l'« oro nazista ». De manière significative, le *Blick*, jusqu'alors très discret, a consacré, entre le 16 et le 20 septembre 1996, une série de cinq pages spéciales à la question de l'or nazi. Sous le titre « *La Suisse et les nazis* » (*Die Schweiz und die Nazis*), il relayait alors de nombreux soupçons. Pour saisir la tonalité du propos, il suffit de suivre les titres des différents articles : « 222 tonnes d'or volé dans nos coffres-forts via l'Afrique », « Or volé par les nazis : le rôle trouble de notre banque nationale », « Les Suisses prirent aussi l'or le plus sale », « Le double jeu risqué de la Suisse » et « La Suisse au pilori »³³.

La définition des « fonds juifs et de l'or nazi »

Cette redéfinition de la question des « fonds juifs » autour de la problématique de « l'or nazi » a fondé un large accord entre les différents médias helvétiques.

³⁰ Entre septembre et décembre 1996, l'ATS a publié 300 dépêches, soit une moyenne de 75 par mois, contre un total de 186 pour les huit premiers mois de l'année, ce qui correspondait à une moyenne mensuelle de 23,5.

³¹ *Le Nouveau Quotidien* a définitivement renoncé à titrer en rubrique économique le 24 septembre 1996. A deux exceptions près, le *Tages-Anzeiger* a pour la première fois placé ce thème en rubrique suisse le 20 septembre, avant de renoncer à la rubrique économique le 25 octobre.

³² Entre septembre et décembre 1996, le *Journal de Genève* a consacré 8 premières pages à ces questions, *Le Nouveau Quotidien* 5, le *Nouvelliste* 2, *Tages-Anzeiger* 3 et le *Corriere del Ticino* 6.

³³ « 222 Tonnen Raubgold Via Afrika in unsere Tresore » (16.9.96) ; « Nazi-Raubgold : Die Trübe Rolle unserer Nationalbank » (17.9.96) ; « Die Schweizer nahmen auch das schmutzigste Gold » (18.9.96) ; « Das riskante Doppelspiel der Schweiz » (19.9.96) ; « Die Schweiz am Pranger » (20.9.96).

D'une part, suite au rapport sur l'or nazi, l'objet des discussions a changé. Il n'était plus seulement question de rechercher et de restituer les biens déposés par des victimes de l'Holocauste dans des établissements suisses. Bien plus largement, il s'agissait d'enquêter sur l'ensemble des transactions économiques menées en Suisse durant la guerre, d'élucider les relations qu'avaient entretenues de nombreuses institutions helvétiques avec le régime nazi, voire même de réévaluer le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Cette transformation de l'objet des recherches était clairement mise en évidence par le *Journal de Genève* (17.9.96) :

Au départ, comme l'a rappelé le chef du Département fédéral [*] des affaires étrangères Flavio Cotti, il était uniquement demandé au Conseil fédéral de se prononcer sur un projet d'arrêté fédéral destiné à rechercher les biens des victimes de l'Holocauste qui ont été déposés en Suisse. Cet arrêté émane de la Commission des affaires juridiques (CAJ) du Conseil national, lequel donnera son avis le 30 septembre. Mais l'affaire s'est étendue et a pris une envergure planétaire depuis que le Ministère britannique des affaires étrangères a publié un rapport sur l'or des nazis. La presse d'outre-Manche lui a emboîté le pas, accusant les banques suisses d'avoir recelé plus de 500 millions de francs, voire même jusqu'à 5 milliards de francs d'or nazi. Face à ces accusations, la Suisse ne peut pas rester les bras croisés. « Le Conseil fédéral prend très au sérieux ces reproches extrêmement graves. La Suisse est accusée d'avoir été le receleur du régime nazi. Il est évident que cela porte une grave atteinte à son image » déplore Flavio Cotti.

Pour sa part, le *Nouveau Quotidien* (12.9.96) indiquait que la redéfinition du domaine de recherche s'accompagnait d'un repositionnement des acteurs en présence :

Dans l'entourage de Flavio Cotti, on explique : « Nous voulons tout mettre sur la table. Nous n'avons pas attendu le rapport britannique pour nous donner l'outil législatif nécessaire. » En fait, ces dernières semaines, le Conseil fédéral a changé de position. Si, initialement, l'enquête devait porter sur « les fonds juifs de telle année à telle année », le mandat du comité d'experts a été élargi puisque l'intitulé de l'arrêté fédéral serait : « Les recherches historiques et juridiques sur le sort des avoirs qui ont été déposés en Suisse, comme conséquence du pouvoir national-socialiste ». Le changement de cap des autorités helvétiques n'est pas seulement dicté par un souci moral : « Nous nous sommes vite rendu compte que nous devons élargir le mandat de cette commission, car sinon nous courrions le risque d'affronter des affaires à répétition. » Le comité d'experts pourra ainsi enquêter sur les banques, les assurances, les avocats qui auraient été mêlés à du recyclage d'argent auquel procédaient des dignitaires nazis qui auraient spolié les biens des victimes du III^e Reich. A son [sic] corps défendant, les banques suisses ont donc été forcées de revoir leur position, elles qui ne voulaient pas d'un « déballage public » de leurs comptes dans les années de guerre. Un proche du Conseil fédéral explique : « L'intérêt des institutions financières suisses est peut-être de ne lâcher du lest que par à-coups. Il n'est pas dans l'intérêt du gouvernement suisse de cacher des faits dont la dissimulation est dommageable à la réputation de la place financière et à tout le pays. » Ce souci de transparence des autorités ne fait visiblement pas plaisir à tout le monde. A la Banque nationale suisse, qui selon les informations du CJM aurait reçu l'essentiel des dépôts d'or, c'est motus et bouche cousue : « Nous n'avons rien à dire », affirme le porte-parole Peter Abegg.

Toute l'ampleur de ce déplacement de problématique a été explicitement relevée par Madeleine Kunin, l'ambassadrice des États-Unis en Suisse, lors d'une interview accordée au *Nouveau Quotidien* (26.9.96) :

[A] mon avis, rendre l'argent est moins important que de réfléchir à la vraie signification de tout cela. Ce qui est aussi plus dur. Je m'arrête là de peler l'oignon, mais il faut que les gens réfléchissent à certaines questions morales, comme le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

D'autre part, il est devenu clair suite à la publication de ce rapport que la question n'écornait pas seulement l'image de quelques institutions en raison du comportement qu'elles avaient adopté durant le conflit, mais qu'elle affectait la réputation de la Suisse dans le monde. A ce titre, elle requérait indéniablement une intervention énergique du Gouvernement. Ainsi, dans son éditorial du 12 septembre, le rédacteur en chef de la *Tribune de Genève*, Guy Mettan, n'y allait pas par quatre chemins :

[I]l y a une morale à respecter. Si des fonds juifs et, a fortiori, des lingots d'or nazis ont été conservés, ils doivent être identifiés et restitués à leurs propriétaires les plus légitimes dans le premier cas, et servir à une cause d'intérêt collectif dans le second. Dans le cas des fonds juifs, la réaction suisse a été relativement rapide et la volonté de coopérer a permis d'apaiser les tensions. Il s'agit maintenant de faire de même avec l'or nazi, si tant est qu'il existe encore. Dans tous les cas, on attend maintenant de nos autorités et de nos banques une réponse claire. Il en va non seulement de notre crédibilité à l'étranger mais de notre dignité de citoyen et d'être humain.

Au moment de la publication du rapport britannique, il ne faisait donc aucun doute pour les journalistes helvétiques qu'il était grand temps que les autorités interviennent. Ainsi, les quotidiens ont unanimement regretté les tergiversations du Conseil fédéral sur le financement des recherches historiques et juridiques. Au lendemain du déchaînement médiatique britannique, le *Journal de Genève* (12.9.96) notait : « *Maladresse ou mépris des indignations anglaises, le Conseil fédéral a reporté [...] sa prise de position à ce propos car il n'a pas encore trouvé d'accord sur le montant du crédit devant financer les recherches* ». Deux jours plus tard, le *Blick* titrait : « *Or nazi : Querelle pénible Villiger-Cotti* » (*Nazi-Gold : Peinlicher Streit Villiger-Cotti*). Cet article annonçait que Flavio Cotti, à la tête du Département des affaires étrangères, avait proposé un crédit cadre de 5 millions de francs, alors que son collègue Kaspar Villiger, responsable des finances, lésinait, ne voulant octroyer que 3,5 millions. Manifestement agacé par les atermoiements du gouvernement, le *Tages-Anzeiger* (13.9.96) notait que « *eu égard aux dommages menaçants la réputation de la Suisse, les experts critiquent cette querelle sur les coûts de la recherche, qu'ils considèrent comme une prestation erronée d'un Gouvernement incapable de prendre des décisions* » (*angesichts des drohenden Schadens für den Ruf der Schweiz kritisieren Experten diesen Streit um die bescheiden Kosten der Untersuchung als absurde Fehlleistung einer entscheidungsschwachen Regierung*).

Suite à la publication du rapport du *Foreign Office*, la question des « fonds juifs et de l'or nazi » a donc été redéfinie par un double élargissement du spectre des recherches et du cercle des acteurs chargés de les conduire. Les premières ont été étendues à l'ensemble des transactions économiques liées d'une manière ou d'une autre au nazisme, tandis que le second s'est ouvert aux milieux diplomatiques, désormais appelés à y jouer un rôle prépondérant. Pour autant, cette redéfinition n'a pas complètement renversé la problématique élaborée au printemps 1996 autour de la notion de « fonds juifs ».

Tout d'abord, sa nouvelle ampleur n'a aucunement remis en question la conception voulant que cette question affecte avant tout l'image ou la réputation nationale à l'étranger. A l'automne 1996, cette approche était à ce point partagée qu'elle faisait déjà office de lieu commun. Elle se retrouvait ainsi sous la plume de Guy Mettan, qui consacrait une partie d'un éditorial à un résumé de la question (*Tribune de Genève*, 12.9.96) :

Le libre accès aux archives des années 1944-1945 a déchaîné les attaques contre les banques suisses, et par-là, contre l'image de notre pays dans le monde. Durant tout le printemps, les membres américains du Congrès juif mondial et le sénateur D'Amato sont montés aux barricades pour réclamer la restitution des fonds que les victimes juives des nazis auraient déposés dans nos coffres pendant la guerre. La semaine dernière, c'était d'anciens délégués du CICR qui se trouvaient accusés d'avoir trafiqué avec des nazis pendant les

hostilités. Et voici maintenant que les banques suisses auraient également profité des dépôts de bourreaux juifs et auraient conservé un trésor de guerre estimé aujourd'hui à quelques 6,5 milliards de dollars. [...] Ces faits montrent que, au fur et à mesure que les archives s'ouvrent, des affaires éclatent qui écornent sérieusement l'image de notre pays à l'étranger.

Cette même conception se retrouvait dans plusieurs articles d'information au lendemain du déchaînement des médias britanniques suite à la publication du rapport *Nazi Gold*. Ainsi, le *Journal de Genève* (12.9.96) estimait que « [l]'affaire, même si elle n'est pas nouvelle pour les helvètes, semble bien avoir entaché leur image outre-Manche », tandis que le *Nouveau Quotidien* (12.9.96) notait que « [l]a publication mardi par le gouvernement britannique du rapport intitulé « L'or nazi » a fait l'effet d'une bombe et risque de ternir profondément l'image de la suisse ». Plus encore, certains journalistes tendaient déjà à faire de la réputation nationale le cœur d'une problématique impliquant en conséquence l'action rapide et énergique du gouvernement. Sous le titre « Réputation de la Suisse menacée – le Conseil fédéral lésine » (*Ruf der Schweiz bedroht – Bundesrat knausert*), le *Tages-Anzeiger* notait (*Tages-Anzeiger*, 13.9.96) :

Im Bundeshaus ist man sich bewusst, dass jeden Tag, an dem Vorwürfe in den internationalen Medien unkommentiert stehen bleiben, der Schweiz und dem Schweizer Finanzplatz ein grösserer Imageschaden entsteht.

(Au palais fédéral, on est conscient que chaque jour qui passe sans que les reproches des médias internationaux soient commentés, a pour conséquence un dommage grandissant pour l'image de la Suisse et de la place financière suisse.)

Ensuite, le rapport sur l'or nazi n'a fait que renforcer l'attente formulée dès le printemps à l'égard des historiens, chargés de porter leurs lumières dans les méandres d'un passé trouble. Moins d'une semaine après sa publication, Flavio Cotti déclarait solennellement lors d'une conférence de presse que le « Conseil fédéral appuie pleinement la proposition parlementaire de créer une commission d'experts indépendante, qui mènera des recherches « définitives, exhaustives et transparentes » sur les avoirs nazis en Suisse » (*Le Nouveau Quotidien*, 17.9.96). A l'automne 1996, les arènes politiques et médiatiques attendaient ainsi d'une seule voix que le travail des experts apporte une *solution définitive* à la question. Ainsi, la conseillère nationale radicale Lili Nabholz a accueilli la nouvelle du soutien gouvernemental en affirmant que « [l]a Suisse a un très grand intérêt pour que cette histoire soit élucidée une fois pour toutes ». Pour leur part, les médias espéraient que la commission « fasse éclater la vérité » (*Le Matin*, 17.9.96), qu'elle fasse « toute la lumière sur [l]es accusations adressées à la Suisse » (*Journal de Genève*, 17.9.96) et surtout que ses travaux permettent de « [c]lore une fois pour toute la question complexe des biens déposés en Suisse durant le régime nazi » (*Corriere del Ticino*, 17.9.96)³⁴.

Enfin, tous les acteurs plaçaient tant d'espoirs dans les recherches historiques, dans la mesure où leurs travaux ne seraient pas soumis aux limites du secret bancaire. A ce sujet, le titre du *Corriere del Ticino* (17.9.96) était sans ambages : « *Oltre il segreto bancario* ». Ce point était souligné par le *Journal de Genève* qui remarquait que « les experts auront accès à tous les dossiers encore disponibles dans les banques suisses pour éclaircir cela. Leur droit à enquêter primera sur le secret bancaire ».

Les « class-action lawsuits »* sur la question des « fonds juifs et de l'or nazi »

La notion de « fonds juifs et or nazi », élaborée collectivement dans le sillage du rapport *Nazi Gold*, a considérablement élargi la problématique. D'un côté, elle a permis d'entrevoir une profonde réévaluation, non seulement de la gestion des fonds déposés par

³⁴ Le titre du *Matin* (17.9.96) était éloquent : « Fonds juifs : Pour que toute la lumière soit faite ».

des victimes du nazisme dans les banques helvétiques, mais du rôle historique de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. De l'autre, elle a transformé une question sectorielle en une affaire internationale, impliquant plusieurs gouvernements et de nombreuses délégations diplomatiques.

Cette nouvelle définition a ouvert la voie à des formes d'action jusqu'alors inédites. Trois semaines après la publication du rapport britannique, l'avocat états-unien Edward Fagan a déposé une double plainte devant la Cour fédérale de Brooklyn. Cette intervention visait l'ensemble des établissements bancaires helvétiques – et nommément l'Union de Banques Suisses (UBS) et la Société de Banque Suisse (SBS) – accusés d'avoir dissimulé, pendant plus de cinquante ans, l'existence de comptes ayant appartenu à des victimes du nazisme. Il agissait alors au nom de Gizella Weissshaus, une juive d'origine hongroise, citoyenne de Williamsburg, un quartier orthodoxe de New York. Cela faisait alors plus de trente ans que cette rescapée d'Auschwitz, unique survivante d'une famille de quatre enfants, tentait de récupérer l'argent que son père avait déposé en Suisse. Ce marchand roumain aisé avait en effet décidé, un an avant le début de la guerre, de mettre ses biens à l'abri afin d'assurer l'avenir de sa famille. Après la guerre, Gizella Weissshaus s'était rendue à trois reprises en Suisse avec des documents démontrant qu'elle était l'héritière légitime de ces biens. Mais à chaque fois, les banquiers helvétiques lui avaient répondu qu'elle ne pourrait rien récupérer tant et aussi longtemps qu'elle ne présenterait pas de numéro de compte.

Son action en justice, lancée le 3 octobre 1996, comprenait deux volets complémentaires. D'une part, elle a réclamé 10 milliards de dollars au nom de ceux qui pensaient détenir des comptes dans les coffres helvétiques. Ce chiffre était calculé sur la base des 500 millions qui auraient été déposés avant et pendant la guerre, réévalués à 6 milliards au cours actuel du dollar, auxquels étaient additionnés 4 milliards pour des sommes que les banques auraient dissimulées. D'autre part, elle a agi pour toutes les personnes de « *toutes nationalités, appartenances ethniques, races ou croyances et couleurs reconnues comme victimes de l'Holocauste* ». En leur nom, elle a réclamé que les banques suisses versent 10 autres millions de dollars, au titre de dommages et intérêts^{lv}.

Dès son lancement, cette plainte a été présentée comme une démarche indépendante de toutes celles entreprises auparavant³⁵. Cependant, sa formulation reposait clairement sur l'arrière-plan de la définition des « *fonds juifs* » et de « *l'or nazi* » progressivement mise en place suite à la première audition du Sénat, et surtout à la publication du rapport *Nazi Gold*. D'une part, il fallait que la Suisse puisse être considérée comme *complice du régime nazi* pour qu'il soit envisageable de réclamer que les banques helvétiques versent des dommages et intérêts à l'ensemble des personnes « *reconnues comme victimes de l'Holocauste* ». D'ailleurs, pour justifier cette démarche, Edward Fagan a explicitement fait remarquer que « *les archives démontrent que les avoirs nazis ont bien trouvé refuge en Suisse* » (*Le Nouveau Quotidien*, 10.10.96).

D'autre part, l'action intentée en vue de la restitution des fonds déposés auprès des banques suisses était entièrement adossée sur une définition assimilant les « *fonds juifs* » et « *l'or nazi* ». En témoigne le mode de calcul du dommage, estimé à 10 milliards de dollars. Il reposait sur le chiffre de 500 millions de dollars qui auraient été déposés en Suisse par les juifs avant et pendant la guerre. Or ce montant correspond à l'estimation établie par le rapport *Nazi Gold*, qui évaluait que la Banque nationale suisse avait acheté à la Reichsbank, pendant la guerre, 503 millions de dollars d'or pillé par les nazis. La plainte a amalgamé les deux problématiques de manière encore plus explicite en désignant nommément la Société de Banques Suisses (SBS), « *connue aussi sous le nom de Banque*

³⁵ Dans son sous-titre, le *Journal de Genève* (6.10.96) notait explicitement : « *Cette action serait indépendante des enquêtes menées par le Congrès juif mondial et le sénateur D'Amato* ».

nationale suisse » (cf. *Journal de Genève*, 6.10.96). Par cette formulation, la plainte confondait un établissement privé – suspecté de ne pas avoir restitué une partie de l’argent déposé par des victimes de l’Holocauste – et une institution semi-publique – soupçonnée d’avoir acheté de l’or pillé à la *Reichsbank*. Certains commentateurs ont analysé cette erreur comme la démonstration de l’incompétence de dénonciateurs qui ne connaissaient manifestement pas ce dont ils parlaient. Dans une perspective analytique, il est cependant plus fructueux d’y déceler la manifestation d’une transformation de la définition du problème. En effet, les discussions qui ont suivi la publication du rapport *Nazi Gold* ont associé étroitement la gestion des fonds privés par les établissements bancaires et les transactions sur l’or menées par la Banque nationale. Ces deux domaines d’activités ont alors été présentés comme les aspects complémentaires d’une problématique plus générale : celle de la complicité de la Suisse avec le régime nazi. Autrement dit, ce qui pourrait passer à première vue pour une simple erreur factuelle (la SBS n’est pas la BNS) s’avère en revanche exact d’un point de vue définitionnel (les agissements de la SBS et de la BNS sont assimilables dans la perspective de la question « *des fonds juifs et de l’or nazi* »).

Le lancement de cette plainte ne s’est cependant pas contenté de faire fonds sur une définition préalable du problème. Il a contribué à son élargissement et à son accélération. D’une part, il a étendu le problème par un usage inventif d’un moyen de droit, spécifique à la juridiction états-unienne, qui a été mobilisé pour agréger des plaintes individuelles³⁶. La plainte déposée par Edward Fagan n’était pas une requête individuelle de sa cliente Gizella Weissshaus. Cette dernière était en effet la première plaignante d’une « *class-action lawsuit* », c’est-à-dire d’une démarche collective, à laquelle pouvaient se joindre toutes les personnes se reconnaissant dans les termes de sa formulation. Au lendemain de son dépôt, Edward Fagan espérait explicitement que « *d’autres rescapés des camps, Juifs ou non, se joindr[ai]ent à l’action de sa cliente. Un appel visiblement entendu. [Le 4 octobre 1996], la réceptionniste de son cabinet, qui a reçu au moins 200 coups de téléphone, demandait avant toute chose à ses interlocuteurs : « Êtes-vous un rescapé des camps nazis ? » (Journal de Genève, 5.10.96)*³⁷. Moins d’une semaine plus tard, les effets escomptés étaient au rendez-vous. A tel point que *Le Nouveau Quotidien* (10.10.96) s’inquiétait en titrant : « *La Suisse risque une avalanche de procès. La première action en justice contre les banques a provoqué une réaction en chaîne. Beaucoup croient que, cette fois, de grosses sommes vont être rendues* ». Il faut dire que l’enquête menée par sa correspondante montrait que l’affaire prenait des proportions considérables : (*Le Nouveau Quotidien*, 10.10.96)

L’Helvétie risque [...] d’être la cible de nombreuses revendications. D’autant que cette première action en justice semble avoir provoqué une véritable « course à la plainte ». « Depuis jeudi, j’ai reçu les appels de 600 victimes du nazisme souhaitant se joindre à notre action », note Edward Fagan. Le Sénateur D’Amato a également reçu des téléphones de personnes pressées de savoir quand elles pourraient déposer plainte à leur tour. Idem du côté des organisations juives. Le Centre Wiesenthal à Los Angeles [...] se dit assailli de coups de fil.

³⁶ La constitution de ces « plaintes collectives » était juridiquement fondée sur une réinterprétation de l’*Alien Tort Claims Act*. A l’origine, cette loi de 1789 a été édictée pour donner la parole aux victimes d’actes de piraterie. Elle prévoyait la possibilité pour n’importe quel citoyen, de n’importe quel pays, victime à l’extérieur des États-Unis d’un préjudice contraire à la loi des nations (*law of the nations*), de se présenter devant une cour états-unienne. Pour une présentation de cette loi accompagnée d’un historique des ses interprétations et de ses usages contemporains voir Ariel Colonomos (2001 : 14-17).

³⁷ L’efficacité d’une plainte collective est étroitement associée à son ampleur, comme le rappelait Edward Fagan : « Plus nous serons nombreux, plus notre action sera puissante » (*Le Nouveau Quotidien*, 10.10.96).

« Ils proviennent du monde entier, note le rabbin Abraham Cooper. En Europe, en Australie, en Afrique du Sud, des personnes songent aujourd'hui à lancer une action en justice.

D'autre part, cette entrée sur le terrain judiciaire était délibérément conçue comme un moyen d'accélérer les recherches et de rompre avec le rythme, jugé trop lent, des enquêtes historiques et des négociations diplomatiques. Ainsi, pour justifier sa démarche, Gizella Weisshaus faisait remarquer qu'elle avait « *perdu patience* » après des décennies de recherches infructueuses (*Le Nouveau Quotidien*, 10.10.96) :

« Les autorités suisses prétendent qu'il faudra cinq ans pour connaître la vérité et l'on ne peut pas compter sur l'enquête des banques : dans quelques années, elles nous annonceront qu'elles n'ont rien trouvé. Et nous serons peut-être déjà morts ».

Pour sa part, le rabbin Abraham Cooper, du Centre Simon Wiesenthal de Los Angeles, estimait que cette impatience était étroitement liée à une perte de confiance (idem) :

« Cette affaire connaît une telle accélération parce que personne n'a confiance dans les banques suisses [...]. Les récentes initiatives helvétiques [...] sont louables mais elles ne règlent pas le problème central, à savoir que les établissements bancaires sont toujours assis sur des sommes qui ne leur appartiennent pas et que nombre de personnes juives en ont besoin ! »

Les minimisations de la question « des fonds juifs et de l'or nazi »

C'est donc dans le prolongement du rapport britannique sur l'or nazi, que la question « *des fonds juifs et de l'or nazi* » a été définie, élargie et accélérée. Étendue à une problématique englobant l'ensemble des transactions économiques durant la guerre, et donc au rôle de la Suisse durant le conflit, elle a été présentée comme une menace pour la réputation nationale, impliquant à la fois une intervention énergique des autorités et la conduite de recherches historiques chargées d'éclairer les zones d'ombre du passé. Cette définition politique et morale du dossier a rapidement été partagée par tous ses protagonistes. A tel point que le patron de la Banque nationale suisse, Hans Meyer, a officiellement soutenu l'idée de recherches historiques, susceptibles d'éclaircir les activités controversées de son établissement. De manière peu conventionnelle, il a estimé à cette occasion que « *les opérations en question ne constitu[aient] pas une page glorieuse de l'histoire de la Banque nationale. Les responsables d'alors n'ont pas suffisamment réfléchi aux conséquences politiques de leurs actes. Leur attitude à l'égard de la Reichsbank d'Allemagne paraît aujourd'hui incompréhensible.* »^{lvi} Cependant, l'accord sur la définition de la question, manifesté de manière spectaculaire par cette autocritique, n'a pas mis un terme aux controverses et aux tentatives de minimisation du problème.

Tout d'abord, les sceptiques ont à nouveau remis en cause la nouveauté de la question. Ainsi, au lendemain de la publication du rapport britannique, le secrétaire général de l'Association suisse des banquiers, Jean-Paul Chappuis a affirmé trouver le document intéressant, tout en estimant qu'il ne lui apprenait « *rien de nouveau* » (*Journal de Genève*, 12.9.96). Cette même ligne d'argumentation a été prolongée le 13 septembre, lorsque le directoire de la Banque nationale a orienté le Conseil de banque au sujet du commerce de l'or pendant la Seconde Guerre mondiale :

Gestern orientierte das Nationalbank-Direktorium den Bankenrat über die Goldgeschäfte im zweiten Weltkrieg. Diese Frage sei in den 80er Jahren wissenschaftlich abgeklärt worden, erklärte die Nationalbank gestern.

(Hier, le directoire de la Banque nationale a donné des informations au sujet des affaires sur l'or durant la Deuxième Guerre. La Banque nationale a expliqué hier que cette

question a été clarifiée scientifiquement dans les années 80. Le résultat de cette recherche était pénible pour la Banque nationale.)

Cet argument s'est retrouvé le 16 septembre dans la bouche du directeur de la Banque nationale. Immédiatement après s'être distingué par son autocritique, Hans Meyer a précisé que « *la BNS a ouvert ses archives il y a plus de dix ans et publié de son propre chef une étude sur la question* » (*Le Nouveau Quotidien*, 17.9.96). En invoquant une mise au point scientifique, ces interventions faisaient implicitement référence à un bref article, publié en 1985 dans le *Bulletin trimestriel* de la Banque nationale. Rédigé par un archiviste de la Banque nationale suisse, Robert Vogler, ce texte présentait les résultats d'une étude menée, dès 1984, sur les transactions sur l'or avec le III^e Reich³⁸.

Cette manière de faire référence à cette recherche a cependant rapidement été controversée. La validité de ce travail a en effet été mise en doute en raison de ses conditions de production et de publication. Questionné à ce sujet par le *Tages-Anzeiger*, le journaliste Gian Trepp relevait que Robert Vogler avait publié son étude à la demande de la Banque nationale : « *Nous avons besoin d'études plus indépendantes. L'écriture d'une histoire critique ne peut aboutir qu'à partir de l'extérieur* » (*Tages-Anzeiger*, 13.9.96). Une semaine plus tard, *Le Nouveau Quotidien* est entré dans cette discussion en titrant en première page : « *La banque nationale a censuré son rapport sur l'or des nazis ; Le document publié en 1985 et brandi depuis lors comme preuve de la bonne foi de l'institution a été en réalité expurgé des passages les plus accablants de l'époque [...]* » (*Le Nouveau Quotidien*, 20.9.96). Ayant récupéré le document original, le quotidien romand le citait alors pour montrer que les passages exclus de la publication révélaient que les dirigeants de l'époque se doutaient de l'origine de l'or qu'ils achetaient à la *Reichsbank*.

Ensuite, la publication du rapport britannique ainsi que les vives réactions qu'il a suscitées ont laissé place à une ligne argumentative inédite, inaugurée par Guy Mettan, le rédacteur en chef de la *Tribune de Genève*. Dans son éditorial du 12 septembre 1996, il notait (*Tribune de Genève* 12.9.96) :

On connaît la violence de la presse britannique, notamment contre tout ce qui se trouve hors de son île. La Suisse est un bouc émissaire trop parfait pour qu'on ne lui tire pas dessus au canon. Toutes ces attaques sont donc à prendre avec des pincettes et à remettre dans leur contexte. D'une part, la compétition entre places financières est devenue si vive que tout est bon pour déstabiliser l'adversaire. Et quand des millions passent à portée de main, la passion du gain s'enflamme, soutenue par des armées d'avocats payés à la commission et des politiciens qui trouvent là une bonne occasion de se faire mousser à bon compte. Enfin, comme le rapportent les journaux dignes de foi comme les « *Financial Times* », personne n'est blanc dans cette affaire : les gouvernements qui ont détenu des biens nazis ne les ont jamais rendus aux victimes ou à leur famille après la guerre.

Au fil de ce développement, Guy Mettan suggérait que la résurgence « des fonds juifs et de l'or nazi » s'expliquait par les intérêts politiques et économiques des dénonciateurs, ainsi que par la concurrence exacerbée sur les marchés financiers. Ce faisant, il reprenait à son compte un raisonnement économique qui était jusqu'alors resté l'apanage des banquiers. En témoignent les propos du secrétaire général de l'ASB que le *Journal de Genève* avait rapportés un mois auparavant (*Journal de Genève*, 14.8.96) :

La sensibilité des milieux juifs sur les suites de l'Holocauste est tout à fait légitime [...]. Mais il n'était pas nécessaire de déclencher tout ce bruit aux USA. Nous étions prêts à

³⁸ Robert Vogler, « Der Goldverkehr der Schweizerischen Nationalbank mit der deutschen Reichsbank 1939-1945 », in *Geld, Währung und Konjunktur, Quartalsheft der Schweizerischen Nationalbank*, 1985/1, pp.70-78.

négocier, comme nous l'avions déjà fait avec le CJM en septembre 1995 ». Il est incontestable que la campagne médiatique qui a été orchestrée en cette occasion a fait le jeu de certains politiciens américains en campagne électorale. De même que les banques américaines n'ont pu voir que d'un bon œil les accusations portées contre un de leurs plus sérieux concurrents.

A partir du mois de septembre 1998, ce double mouvement – consistant à reconnaître l'existence d'un grave problème, tout en expliquant son émergence par des facteurs extérieurs tels que la *concurrence économique* et les *intérêts de politiciens* en mal de reconnaissance – s'est en quelque sorte popularisé. A tel point qu'il a fondé ce qui allait devenir, en 1997, une position dominante défendue d'une seule voix par les banquiers, les médias et les autorités suisses.

Enfin, suite à la *plainte collective** lancée le 3 octobre 1996, les banquiers suisses ont réagi vivement. Ils ont refusé à la fois l'entrée sur le terrain judiciaire et l'accélération du rythme qui en découlait : En Suisse, l'UBS et la SBS ont réagi en déclarant qu'elles allaient contrer ces « *allégations intenable*s ». Les deux banques assuraient qu'elles étaient déterminées à faire la lumière sur les fonds juifs en déshérence, en rappelant les instruments mis en place jusqu'alors : le bureau de l'ombudsman pour faire le lien entre les victimes et les banques, la commission mixte entre l'Association suisse des banquiers et le CJM, et enfin la commission d'experts, mise sur pied par le Gouvernement et le Parlement (cf. *Journal de Genève* et *Tages-Anzeiger*, 5.10.96). Par ailleurs, certains intervenants, étonnés par la mise en branle des mécanismes fortement rémunérateurs de la *class-action lawsuit*, ont commencé à supposer que cette démarche était motivée par l'appât du gain plus que par la quête de la vérité et de la justice. C'est du moins ce que suggérait *Le Nouveau Quotidien* avec son titre « *Sus à l'argent des victimes du nazisme !* ». A l'appui de cette hypothèse, il citait Elan Steinberg, le directeur exécutif du Congrès juif mondial (*Le Nouveau Quotidien*, 10.10.96) :

[Il espérait que] « des avocats n'essai[eraient] pas de profiter de la situation », en clair de se profiler dans une affaire qui, commence-t-on à croire [aux États-Unis], pourrait rapporter gros (Gizella Weisshaus réclame 20 milliards de dollars).

Sur cette base, la correspondante aux États-Unis pouvait conclure :

Surtout convaincus que l'heure où les banques pourraient être contraintes de lâcher des deniers n'est plus lointaine, les victimes de la guerre, leurs descendants et les organisations qui les représentent sont soucieux de s'assurer une part du gâteau. Après cinquante ans d'attente.

Ces allégations sont particulièrement éclairantes pour l'analyse définitionnelle. En effet, ces critiques renouaient avec une ancienne conception de la question. Ainsi, les remarques de Guy Mettan et du *Nouveau Quotidien* ressemblaient étrangement à des soupçons formulés dès 1952. Dans des déclarations déjà citées, le président de la commission juridique de l'Association suisse des banquiers, Jakob Diggelmann, estimait que : « *sous des prétextes éthiques et moraux, il s'agi[ssait] de faire main basse sur des avoirs privés au plus grand mépris de notre ordre public, de la notion même de propriété [...]* » (cité in CIE, 2002 : 423), et même que « *[l]a fédération des communautés israélites n'a[vait] nullement l'intention de transmettre les avoirs sans héritiers à d'éventuels demandeurs ; son objectif [était] d'obtenir l'institution d'une procédure particulière qui lui permette de mettre la main sur ces avoirs pour en disposer à ses propres fins. L'action de la partie adverse représente donc une véritable razzia sur les avoirs déposés en Suisse* » (idem : 411).

A ce point, l'analyse met en évidence la curieuse trajectoire définitionnelle suivie par la question « des fonds juifs et de l'or nazi ». Partant d'une conception strictement économique de la question, elle a suivi une longue trajectoire qui l'a progressivement

étendue, jusqu'à ce qu'elle se présente comme un problème historique, juridique et politique. Alors, elle a prêté le flanc à des manœuvres de minimisation qui décelaient dans son arrière-plan des motivations économiques, la ramenant ainsi en quelque sorte à son point de départ.

1.5 La définition « des fonds juifs et de l'or nazi » : un processus long et complexe

Il a fallu près de deux ans de discussions serrées, et de débats acharnés, avant que la question « des fonds juifs et de l'or nazi » soit définie, dans un lexique stable et partagé. Les quelques pages qui précèdent ne peuvent prétendre rendre compte de toutes les nuances des controverses qui se sont développées et des arguments qui les ont animées. Pour éviter que mon exposé devienne trop alambiqué, j'ai à maintes reprises renoncé à entrer dans les méandres des discussions marginales et de certaines finesses argumentatives. Ces simplifications, sans doute parfois abusives, ne devraient cependant pas faire perdre de vue que la définition de l'affaire des « fonds juifs et de l'or nazi » a été le fruit de négociations longues, sinueuses et même parfois confuses.

Ce cheminement permet d'affirmer d'une part que le débat des années 1990 n'a pas découlé presque mécaniquement des imperfections des arrêtés fédéraux de 1962 et de 1975, comme le suggère la Commission Indépendante d'Experts. D'autre part, il invalide le lieu commun qui n'y voit que le fruit d'une habile campagne médiatique fomentée par le Congrès juif mondial et le sénateur Alfonse D'Amato. Autrement dit, la tournure de la discussion n'est réductible ni à des « conditions objectives » logées dans les carences des tentatives de résolution antérieures, ni à l'emprise stratégique de quelques acteurs qui auraient lancé, maîtrisé et mené à bien une vaste entreprise de communication politique. La mise en forme du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » se présente plutôt comme une action collective progressive, dont personne ne pouvait anticiper ou maîtriser l'issue. Il est donc largement préférable de considérer la définition de la situation qui en est issue comme un « *ordre négocié* », c'est-à-dire comme le résultat d'un processus continu d'interactions et de négociations impliquant de nombreux acteurs (Strauss, 1978). Cette approche permet de prendre en compte la complexité de ce développement sans pour autant empêcher d'en retracer la trajectoire, d'en identifier les tournants, et donc d'en écrire l'histoire.

Pour n'en retenir que les grandes lignes, il est possible de la présenter comme un mouvement à quatre temps. L'examen du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale a été lancé dans l'immédiat après-guerre sous les auspices de l'accord de Washington, signé en 1946 entre la Suisse et les Alliés occidentaux. Suite à diverses embûches, il a conduit la Suisse à leur verser, au titre de contribution pour la reconstruction de l'Europe, 250 millions de dollars issus des transactions sur l'or entretenues avec la *Reichsbank*. Puis, l'application de cette convention s'est concrétisée par deux décennies de discussions, de négociations et de tractations. Celles-ci ont débouché sur l'adoption des arrêtés fédéraux de 1962 et 1975 visant la recherche et la restitution des « *avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques* ». Cette définition relativement restrictive concrétisait un compromis. Elle permettait de prendre en compte les revendications formulées par les victimes de l'Holocauste et leurs descendants, sans pour autant reconnaître un droit à des réparations, ni mettre en péril la sécurité du droit suisse sur la propriété privée. Finalement, ce premier round de négociations a abouti à la définition d'une problématique économique, soigneusement épurée de toute composante politique, morale ou historique (1.1, *supra*).

Après deux décennies de latence, la question des « biens des victimes de l'holocauste » été tirée de l'oubli au printemps 1995. A l'occasion des commémorations de la Shoah, des parlementaires et des médias israéliens, relayés par quelques députés et organes de presse helvétiques, ont exigé la restitution des sommes dormant depuis l'issue

du conflit dans les banques suisses. Malgré ces interventions vigoureuses, la question est restée en suspens, considérée comme un problème marginal et strictement privé. Elle n'a alors donné lieu qu'à quelques discrètes tractations entre l'Association suisse des banquiers et le Congrès juif mondial, confinées dans l'ombre de la réévaluation radicale de la politique de refoulement systématique que les autorités suisses avaient menées dès 1942 à l'encontre des réfugiés juifs qui tentaient de fuir le régime nazi (1.2, *supra*).

Cette situation indécise a perduré jusqu'à la première audition conduite le 23 avril 1996, par la commission bancaire du Sénat états-unien, présidée par Alfonse D'Amato. Cette intervention a incontestablement marqué une nouvelle étape, donnant corps à une problématique des « *fonds juifs* » définie de manière relativement large. Ce tournant s'est en particulier concrétisé par l'accélération des négociations visant à lancer un audit indépendant et des recherches historiques. Ces tractations ont été conduites entre le Congrès juif mondial et l'Association suisse des banquiers d'une part, et à l'intérieur du Parlement suisse d'autre part. Elles ont progressivement permis d'entrevoir la mise sur pied d'un « Comité indépendant de personnes éminentes » (ICEP) et d'une « Commission indépendante d'Experts » (CIE) (1.3, *supra*).

L'impulsion décisive pour l'aboutissement de ce processus de définition a été donnée par le rapport *Nazi Gold* publié le 10 septembre 1996, sous l'égide du *Foreign Office* britannique. Ce document, et surtout la vague de réactions virulentes qu'il a suscitées, ont donné forme à l'affaire « *des fonds juifs et de l'or nazi* ». Au cours du mois de septembre 1996, il est devenu clair que la question ne pouvait être réduite ni à une question économique ordinaire comme le laissait penser l'arrêté fédéral de 1962, ni à la question marginale et strictement privée concernant exclusivement les banques suisses et leur clients identifiée entre décembre 1994 et avril 1996, ni même à la recherche des « fonds juifs » définie suite à la première audition du Sénat états-unien. La publication du rapport *Nazi Gold* et les discussions qui l'ont suivie ont donné forme à une controverse internationale, affectant gravement l'image de la Suisse, dès lors soupçonnée de complicité avec le régime nazi. Communément identifiée sous les notions de « *fonds juifs* » et d'« *or nazi* », elle a revêtu une ampleur considérable, comportant des composantes historiques, politiques et morales. Le dévoilement des ombres du passé helvétique a alors fait émerger la nécessité de réévaluer fondamentalement le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Une telle perspective ne pouvait se satisfaire des seules lumières d'experts comptables, de juristes et d'historiens mandatés par les banquiers suisses et des organisations juives. Les différents acteurs se sont accordés pour considérer qu'elle impliquait l'intervention des gouvernements suisse, états-unien et britannique, et plus particulièrement de leurs ministères des affaires étrangères, mobilisant une armada d'ambassadeurs et de diplomates (1.4, *supra*).

Sur la base de cette définition, l'avocat Edward Fagan a fait entrer « *les fonds juifs et l'or nazi* » sur le terrain judiciaire. Le 3 octobre 1996, il a déposé une plainte collective rassemblant les griefs des victimes de l'Holocauste à l'encontre des banques helvétiques. Cette action a considérablement élargi la question et accéléré le rythme de son traitement. Mais elle a également prêté le flanc au soupçon. Plusieurs commentateurs y ont vu l'indice que des intérêts particuliers se camouflaient derrière la quête de la justice et de la vérité. Certains sont montés au créneau pour dénoncer les ambitions électoralistes qu'ils attribuaient au sénateur D'Amato. D'autres ont considéré que ces manœuvres visaient à fragiliser la place financière helvétique. D'autres encore ont décelé l'appât du gain derrière l'entreprise menée par Edward Fagan. Toujours est-il que, dès l'automne 1996, la question est sortie du confinement dans lequel elle était retranchée. Elle a même fait couler beaucoup d'encre. Elle a durablement capté l'attention de la presse internationale et des médias suisses en particulier. Mais elle a également suscité l'intérêt et la curiosité de

nombreux analystes et essayistes, saisis d'une véritable frénésie éditoriale dès le printemps 1997.

1.5.1 Le lexique des « fonds juifs » et de l'« or nazi » : armature d'un ordre négocié

La problématique des « fonds juifs et de l'or nazi » a pris forme au long d'une longue trajectoire, émaillée par des négociations et des interactions complexes. En Suisse, elle plonge ses racines dans l'immédiat après-guerre autour du thème des « *objets précieux enlevés aux prisonniers d'Auschwitz* » (*Gefangenengüter von Auschwitz*). Dans un premier temps, son traitement a été marqué par le débat au sujet des « *biens d'étrangers disparus* », conduisant à la recherche et la restitution des « *avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques* ». Cette première étape a façonné une problématique économique, dont la résolution a, dans une large mesure, été laissée à l'appréciation de la corporation bancaire.

Au fil de ces discussions, le lexique a progressivement été épuré de toute référence explicite au génocide nazi. Ce souci de distinguer les démarches entreprises d'une quelconque procédure de réparation (*Wiedergutmachung*) a durablement marqué les discussions. Il a laissé son empreinte jusque dans les premières questions formulées par le Conseiller aux États Otto Piller qui demandait des comptes au sujet des « *fortunes tombées en déshérence* » (« *Herrenlose* » *Vermögenswerte*) ou des « *biens sans maître dans les banques suisses* » (*Herrenlose Vermögen auf Schweizer Banken*). Cette approche d'une problématique abordée sous son angle économique et financier s'est prolongée dans la notion de « *fonds juifs* », qui a pris corps au printemps 1996. Cette catégorie floue – désignant des valeurs financières associées à une catégorie de personnes – a polarisé une controverse chiffrée au cours de laquelle l'Association suisse des banquiers et les organisations juives ont confronté leurs évaluations contradictoires des montants en question.

Cette configuration économique et financière de la problématique a cependant été bousculée dès 1995. D'abord par le Conseiller national Jean Ziegler qui parlait explicitement des « *fortunes des victimes de l'holocauste dans les banques suisses* ». Sa collègue Verena Grendelmeier a ensuite lancé une initiative visant la recherche et la restitution des « *Fortunes tombées en déshérence des victimes des persécutions national-socialistes* ». Suite à la publication du rapport *Nazi Gold*, les interactions et les négociations ont progressivement donné forme aux notions de « *fonds juifs* » et d'« *or nazi* », articulant des dimensions économique, historique, juridique et politique. Dès l'automne 1996, cette armature lexicale a orienté les décisions et les principales mesures adoptées en vue de résoudre le problème. Elle a en particulier fondé l'arrêté fédéral « *concernant les recherches historiques et juridiques sur le sort des avoirs ayant abouti en Suisse à la suite de l'avènement du régime national socialiste* ».

Cependant, cette définition des « *fonds juifs* » et de l'« *or nazi* », n'a pas seulement déterminé l'ampleur de la réévaluation du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Plus fondamentalement, la fixation de ce lexique et la stabilisation de sa signification ont permis à ce thème de retenir l'attention des arènes politiques et médiatiques. Ainsi, l'analyse définitionnelle a montré que, placée sous la notion d'« *avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques* » la question a longtemps été traitée discrètement sous l'égide exclusive des banquiers. Ensuite, sa réapparition entre décembre 1994 et avril 1996 est, dans un premier temps, restée fort timide. Tant et aussi longtemps que son lexique n'était pas stabilisé, ce n'est que marginalement qu'il a été question de fonds indéfinis appartenant à des titulaires mal identifiés. Cette situation s'est traduite par une controverse extrêmement confuse,

occultée par la problématique du refoulement des réfugiés, dont les termes étaient clairement délimités.

Suite à la première audition du Sénat, les acteurs directement concernés se sont mis d'accord au sujet d'une définition large et précise des biens qu'il convenait de rechercher. Dès lors, la question a pris place dans l'arène médiatique sous la forme d'une affaire à suivre, identifiée par la notion de « *fonds juifs* ». Mais il a encore fallu attendre quelques mois avant que la publication du rapport *Nazi Gold* confère toute son ampleur à la question. Au fil des discussions qui ont suivi, le lexique des « *fonds juifs et or nazi* » a pris forme. Articulé autour du soupçon selon lequel la Suisse aurait été complice du régime nazi, elle a embrassé un ensemble de problématiques s'ouvrant sur une nécessaire réévaluation du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

Le suivi détaillé de ce développement a montré l'intérêt d'une analyse de corpus médiatique pour étudier la construction d'un problème public. Ce matériau textuel, produit dans le cours même des événements, permet de retracer finement le processus de définition et d'en identifier les tournants. Dans le cas « des fonds juifs et de l'or nazi », l'analyse définitionnelle permet de repérer quatre moments, dont la discrimination est doublement étayée. D'un côté, cette périodisation ressort de la *dynamique du débat*, telle qu'elle s'est déployée au fil des prises de position des acteurs participant directement à sa définition, des accords qu'ils ont signés, des textes de loi qu'ils ont édictés, des rapports officiels qu'ils ont publiés, etc. De l'autre, ces observations sont systématiquement corroborées par des changements significatifs intervenus sur le plan de *l'activité journalistique*. Ces tournants se sont traduits par une modification de l'agenda médiatique. Ils ont donné lieu à une augmentation sensible du volume des articles, à une transformation de leurs sources, à une modification de leurs titres et de leur rubricage, et surtout à la stabilisation progressive d'un lexique spécifique, élargissant graduellement l'ampleur de la problématique. Durant plusieurs décennies, la recherche des « *avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques* » a été conduite à l'abri des regards médiatiques. Puis, entre décembre 1994 et avril 1996, les médias ont épisodiquement publié des dépêches d'agences, placées en rubrique économique, et consacrées à une question marginale, identifiée sous un lexique instable. Au moment de la première audition du Sénat états-unien, les quotidiens suisses romands ont commencé à publier, en rubrique nationale ou en première page, de nombreux articles originaux – souvent rédigés par leurs correspondants aux États-Unis – et à consacrer des éditoriaux à la question. C'est au même moment qu'ils ont mobilisé la notion de « *fonds juifs* », identifiant une affaire concernant l'ensemble des biens déposés en Suisse par des juifs menacés par la montée du national-socialisme. Enfin, ce n'est qu'après la publication du rapport *Nazi Gold* que l'ensemble des médias suisses ont cerné une problématique « *des fonds juifs et de l'or nazi* », affectant gravement l'image de la Suisse à l'étranger, qu'ils ont placée en première ligne de l'actualité.

L'analyse définitionnelle montre donc que l'activité journalistique ne peut être ravalée au rang de simple rhétorique médiatique. Comme l'ont indiqué William Gamson et Andre Modigliani (1989) au sujet de l'énergie nucléaire, les modifications du « cadrage » médiatique d'un problème indiquent et accompagnent des transformations de son appréhension commune. De même, l'analyse du lexique des « fonds juifs » et de « l'or nazi » révèle que sa mise en forme progressive est étroitement liée à des événements décisifs – la première audition du Sénat et la publication du rapport *Nazi Gold*, notamment – au cours desquels les acteurs directement concernés ont modifié leur propre appréhension du problème. Il est donc possible d'analyser la définition d'un problème public, d'en identifier les principales étapes et les moments de transition, en observant et en décrivant les discours médiatiques et leurs transformations.

Les médias ne se contentent pas d'enregistrer et de répercuter une construction de problèmes publics indépendante de leur propre activité. Comme l'ont montré Harvey Molotch et Marlyn Lester (1996 [1974]) les nouvelles publiées par les médias relèvent d'une « *pratique délibérée* » (*purposive behavior*). Les promoteurs, les assembleurs et les consommateurs d'informations agissent de concert pour générer des événements et construire des informations (Spector & Kitsuse, 1977 : 20-21) :

The media, by allocating personnel and time and space, funnel resources and attention to some activities and not to others. In so doing, decisions are made as to what will become news and what will not.

(En allouant des personnels, du temps et de l'espace, les médias canalisent des ressources et de l'attention vers certaines activités plutôt que sur d'autres. Ainsi, ils décident de ce qui deviendra des nouvelles et ce qui ne le deviendra pas).

Concrètement, chaque fois que les médias ont modifié leur manière de parler des « *fonds juifs* » et de « *l'or nazi* », ils ont institué de nouvelles manières d'appréhender ces problématiques et donc ouvert la voie à de nouvelles formes d'action en vue de les résoudre³⁹. Autrement dit, les notions de « *fonds juifs* » et d'« *or nazi* » utilisées par la presse n'ont pas seulement reflété les effets d'une audition sénatoriale ou d'une recherche historique mandatée par le gouvernement britannique. Elles ont composé, dans l'espace public suisse, des paradigmes stables d'appréhension de phénomènes qui restaient jusqu'alors évanescents. Plus précisément, elles ont réalisé la jonction entre une diversité de problématiques jusqu'alors traitées indépendamment les unes des autres. Une fois la définition « *des fonds juifs et de l'or nazi* » stabilisée, la gestion des biens des victimes du nazisme, les transactions sur l'or ou le refoulement des réfugiés juifs n'ont plus pu être considérés comme des affaires sectorielles, des cas particuliers ou des exceptions. Au contraire, ce lexique émergeant les a unifiés, de telle sorte qu'ils sont apparus comme les aspects d'un seul et même problème, englobant toutes les questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

Ce mouvement lexical et définitionnel a transformé l'économie de ces questions. En les plaçant au cœur des arènes politique et médiatique, il les a extraites du monde de la vie quotidienne pour en faire des objets d'attention publique. Dès lors, leur définition a en partie échappé aux personnes directement concernées, de telle sorte que les banquiers et leurs clients ont pu considérer qu'ils étaient en quelque sorte dépossédés d'un problème qui, jusqu'alors était défini par eux seuls.

1.5.2 Définition du problème et orientation de l'action

La démarche suivie jusqu'ici n'a pas seulement permis de fixer l'origine de la controverse et d'en situer les étapes déterminantes. Elle a surtout montré que son fondement n'était pas prédéfini par des « conditions objectives » instaurées par l'enfreinte de normes intangibles. Elle a dégagé sa matrice lexicale, et élucidé comment cet *ordre négocié* a progressivement été élaboré, avant de se fixer sous les notions « *fonds juifs* » et « *or nazi* ». Comme je viens de le montrer, les transformations de cette terminologie ont forgé l'armature lexicale à partir de laquelle la Seconde Guerre mondiale en Suisse a communément été appréhendée comme un problème public.

Cependant, la mise en forme de cette définition n'a pas seulement sous-tendu l'intelligibilité du passé. A partir de septembre 1996, les concepts de « *fonds juifs* » et

³⁹ Pour une analyse synthétique des relations entre discours médiatiques, mobilisations collectives et mouvements sociaux, voir le travail d'Erik Neveu (1996 : 88-99).

d'« *or nazi* » ont encadré les stratégies des acteurs directement chargés de résoudre le problème, lesquels ont coordonné leurs actions (Becker, 1985 [1973] : 205-206) :

Ils font ce qu'ils font avec un œil sur ce que les autres ont fait, sont en train de faire, ou sont susceptibles de faire dans le futur. Les individus cherchent à ajuster mutuellement leurs lignes d'actions sur les actions des autres perçues ou attendues.

Lorsqu'ils sont impliqués dans la construction d'un problème public, ils deviennent d'importants demandeurs d'événements médiatiques, et leurs besoins orientent de manière déterminante le processus de création d'informations (cf. Molotch & Lester (1996 [1974])). Ils consultent les médias à la fois pour se tenir au courant des actions et stratégies déployées par leurs partenaires, leurs concurrents ou leurs adversaires, et pour savoir quelle image est véhiculée de leur propre mouvement (Spector & Kitsuse, 1977 : 21) :

Many students of social movements and collective behavior believe that the image of protest groups in newspaper can influence the rate of growth of a movement by creating a specific picture of the organization in the eyes of potential recruits

(Beaucoup d'analyses des mouvements sociaux et des comportements collectifs croient que l'image des groupes de protestation dans les journaux peut influencer la croissance d'un mouvement en créant une image spécifique de l'organisation aux yeux de ses recrues potentielles.)

Autrement dit, le lexique médiatique n'indique pas seulement l'armature conceptuelle dans laquelle des événements ou des problèmes ont été saisis au fil de leur définition. Il constitue un des cadres en fonction desquels les acteurs ont développé leurs stratégies⁴⁰. En ce sens, il n'est pas exagéré de dire que les définitions médiatiques de la question « des fonds juifs et de l'or nazi » ont orienté la suite du processus, sans la déterminer complètement. Pour se convaincre de l'efficacité de ce lexique forgé en septembre 1996, il suffit de considérer les décisions qui ont suivi l'intervention du *Foreign Office*. La publication de son rapport *Nazi Gold* s'est ouverte sur un intense traitement médiatique au fil duquel a été forgé le concept « *or nazi* ». Ce travail de définition a donné forme à un problème historique affectant sévèrement la réputation de la Suisse. Dès lors, le gouvernement et le parlement helvétiques se sont engagés à le résoudre, alors qu'ils avaient, durant plus d'une année, régulièrement affirmé leur ferme détermination de se tenir à l'écart de la question.

A la lumière de la définition de « *l'or nazi* » relayée par la presse, il n'est pas étonnant que le Département des affaires étrangères ait été le premier à être mis à contribution. C'est en son sein que le Conseil fédéral a mis sur pied, le 25 octobre 1996, une *Task force** chargée de coordonner toutes les actions relatives à la Seconde Guerre mondiale. Il n'est guère plus surprenant qu'il en ait confié la direction à *Thomas Borer**, un jeune ambassadeur qui avait fait ses classes aux États-Unis.

De même, la définition des « *fonds juifs* » et de « *l'or nazi* » permet de comprendre une décision inimaginable jusqu'alors. Au mois d'août 1996, les ailes gauche et droite du Parlement s'étaient nettement confrontées au sujet d'une éventuelle. Or, quatre mois plus tard, c'est à l'unanimité que les deux chambres ont adopté, le 13 décembre 1996, un arrêté fédéral qui suspendait le secret bancaire pour une période de cinq ans, de manière à permettre le lancement de recherches historiques et juridiques. Il n'est possible de comprendre ce revirement de situation qu'à condition de ne pas perdre de vue que le rapport *Nazi Gold* a fait apparaître la nécessité de clarifier le rôle de la Suisse durant la

⁴⁰ La problématique pragmatiste qui sous-tend cette analyse des discours médiatiques converge, dans une large mesure, avec celle élaborée par Cyril Lemieux dans le « *modèle général de l'action* » qui fonde son analyse des activités journalistiques (Lemieux, 2000 : 107-124).

Seconde Guerre mondiale. Cette définition « des fonds juifs et de l'or nazi » a explicitement été invoquée par les autorités pour justifier la composition immédiate d'une « Commission Indépendante d'Experts », composée presque exclusivement d'historiens et dotée de compétences d'investigation extrêmement étendues.

La définition de la question élaborée progressivement en 1995 et 1996, ne s'est pas contentée d'orienter les décisions prises immédiatement suite à l'audition du Sénat états-unien et à la publication du rapport *Nazi Gold*. Comme nous le verrons, les notions de « fonds juifs » et d'« or nazi » ont non seulement isolé une problématique, et défini ses tenants et aboutissants. Elles ont durablement encadré toutes les démarches entreprises en vue d'y apporter une solution.

1.6 Sources du chapitre 1

- i Voir *Journal de Genève* (13.9.95) : « Les banquiers suisses veulent faciliter les recherches des héritiers des fonds juifs » ; *Le Matin* (13.9.95) : « Des millions sommeillent » ; *Tages-Anzeiger* (13.9.95) : « Banken vereinfachen Suche nach Geldern von Naziopfern ».
- ii A ce sujet, consulter le *Corriere del Ticino* (28.2.96) : « Fare la luce sui fondi delle vittime del nazismo ». Voir également *Le Nouveau Quotidien* (28.2.96) : « Fonds des victimes du nazisme : transparence exigée » ; *Tages-Anzeiger* (28.2.96) : « Klarheit verlangt über Vermögen von Nazi-Opfern » et *Blick* (28.2.96) : « Geld der Nazi-Opfer gesucht ».
- iii Voir *Le Nouveau Quotidien* (26.6.95) : « Discussion sur les fonds juifs. Israël désigne un négociateur. Il se rendra en Suisse ».
- iv Voir le *Corriere del Ticino* (16.9.95) : « Israele soddisfatto dalle nostre banche ».
- v *Journal de Genève* (12.9.95) : « Holocauste, Fonds des victimes du nazisme : Le monde juif vient demander des comptes aux banquiers suisses ». Voir également *Le Nouveau Quotidien* (7.9.95) : « Fortune de l'Holocauste sur des comptes » et *Tages-Anzeiger* (15.9.95) : « Höflichkeiten statt Geld. Bronfman dankt Villiger ».
- vi *Corriere del Ticino*, 6 mai, 13 mai, 20 mai, 27 mai et 3 juin 1995.
- vii Voir *Le Nouveau Quotidien* (8.5.95) : « Cinquante ans après, les Occidentaux boudent à Moscou et ignorent le Japon » ; *Corriere del Ticino*, (9.5.95) : « In Europa si celebra la fine della guerra : Commemorazioni a Parigi, Berlino e Zurigo » et (10.5.95) : « Parata a Mosca ma la pace è fredda : Tensioni nel 50. anniversario della vittoria russa sul nazismo ».
- viii Voir notamment : *Le Nouveau Quotidien* (8.5.95) : « Historique : la Suisse demande pardon aux juifs » ; *La Liberté* (8.5.95) : « Villiger demande pardon aux juifs mais admet que c'est inexcusable ! » ; *Journal de Genève* (8.5.95) : « Kaspar Villiger présente ses excuses pour la politique menée envers les Juifs » ; *Corriere del Ticino* (8.5.95) : « Berna si scusa con gli ebrei ».
- ix Voir *Le Nouveau Quotidien* (9.5.95) : « Ruth Dreifuss dénonce : Le Conseil fédéral savait que les juifs étaient exterminés » et « Demander pardon, est-ce suffisant ? » ; *La Liberté* (9.5.95) : « Le vent de la conscience critique a soufflé sur toute la Suisse officielle » ; *Corriere del Ticino* (9.5.95) : « Mostruosità antisemita. Autocritica di Ruth Dreifuss » ; *L'Hebdo* (11.5.95) : « Avec Villiger, la Suisse se découvre une conscience ».
- x Voir *Le Nouveau Quotidien* (8.5.95) : « A la cathédrale de Berne, la Suisse a été sévèrement jugée » ; *La Liberté* (8.5.95) : « Dans la cathédrale de Berne, la Suisse a reconnu ses fautes » ; *Corriere del Ticino* (8.5.95) : « Testi per una riflessione ».
- xi Voir par exemple : *L'Hebdo* (4.5.95) : « La Suisse était trop peureuse » et le *Journal de Genève* (8.5.95) : « Comprendre les hommes de cette époque ».
- xii Voir notamment : *Corriere del Ticino* (10.5.95) : « Ma la « barca » svizzera non era piena », « Destinati all'olocausto », « Alcuni studi recenti ripercorrono la storia dolorosa dell'atteggiamento delle nostra autorità nei riguardi degli ebrei negli anni fra il '33 e il '45 » ; *Le Nouveau Quotidien* (2.6.95) : « Les injustices de 1938 » et « En 1938, le Conseil fédéral limita la liberté de mouvement des Juifs suisses » ; *Le Nouveau Quotidien* (27.11.95) : « Les prisons livrent le secret des juifs expulsés de Suisse ».
- xiii Voir également le *Journal de Genève* (25.11.95) : « Paul Grüninger sera-t-il enfin réhabilité juridiquement ? » ; *Tages-Anzeiger* (25.11.95) : « Die Welt schaut nach St. Gallen » ; *Corriere del Ticino* (27.11.95) : « La Svizzera riabiliterà il « salvatore di ebrei » ? » ; *Le Nouveau Quotidien* (27.11.95) : « La révision du procès de Paul Grüninger s'ouvre aujourd'hui. Avec 55 ans de retard » ; *Le Matin* (28.11.95) : « L'honneur de la Suisse » et « Bientôt réhabilité » ; *Le Nouvelliste* (28.11.95) : « Corriger une erreur » ; *Tages-Anzeiger* (28.11.95) : « Der Freispruch ist programmiert » ; *Le Nouveau Quotidien* (28.11.95) : « Juifs refoulés : la Suisse assume enfin son passé » ; *Journal de Genève* (28.11.95) : « Justice devrait bientôt être rendue à Paul Grüninger » ; *Blick* (28.11.95) : « Paul Grüninger bald rechtlich rehabilitiert ? ».
- xiv Voir notamment : *Le Nouveau Quotidien* (8.2.96) : « Il n'y a pas de « fortunes gigantesques » qui sommeillent en Suisse depuis 1945 » ; *Le Matin* (8.2.96) : « Banques / 38,7 millions non réclamés » ; *Corriere del Ticino* (8.2.96) : « Nelle banche svizzere 38,7 milioni « ignoti » » ; *Blick* (8.2.96) : « 39 Mio herrenloses Vermögen ».
- xv Voir notamment : *Le Nouveau Quotidien* (8.2.96) ; *Le Nouvelliste* (9.2.96) : « Banques suisses sur la sellette » ; *Corriere del Ticino* (9.2.96) « Le stime dei banchieri criticate da Israele » ; *Le Matin* (10.2.96), « Banques suisses / Le Congrès juif ouvre son registre » ; *Corriere del Ticino* (10.2.96) : « Fondi ebraici : si apre un registro » ; *Tages-Anzeiger* (10.2.96) : « Gelder von Nazi-Opfern : Kommt es zum Prozess ? ».

- xvi *Corriere del Ticino* (28.2.96) : « Fare la luce sui fondi delle vittime del nazismo » ; *Le Nouveau Quotidien* (28.2.96) : « Fonds des victimes du nazisme : transparence exigée » ; *Blick* (28.2.96) : « Geld der Nazi-Opfer gesucht » ; *Tages-Anzeiger* (28.2.96) : « Klarheit verlangt über Vermögen von Nazi-Opfern ».
- xvii cf. *Corriere del Ticino* (6.3.96) : « Fondi di ebrei : il CS deplora le polemiche »
- xviii cf. *Le Nouveau Quotidien* (13.3.96) : « Boycott contre la Suisse » ; *Tages-Anzeiger* (13.3.96) : « Boykottieren Juden Schweizer Banken ? » ; *Corriere del Ticino* (13.3.96) : « Congresso ebraico mondiale considera la possibilità di boicottare le banche svizzere ».
- xix Voir notamment : *Le Nouveau Quotidien* (29.3.96) : « Fonds juifs en Suisse : nouvelles révélations » ; *Tages-Anzeiger* (30.3.96) : « Mehr jüdische Guthaben in der Schweiz ? » ; *Corriere del Ticino* (30.3.96) : « Olocausto : più del previsto I fondi delle vittime », « Secondo un'organizzazione ebraica in America ».
- xx cf. également *Journal de Genève*, 10.4.96.
- xxi cf. *Le Nouveau Quotidien* (1.4.96) « Fonds juifs : nouvelles accusations contre les banques suisses » et « Le Congrès juif mondial déclare une guerre totale aux banques suisses » et *Tages-Anzeiger* (30.3.96) : « Mehr jüdische Guthaben in der Schweiz ? ».
- xxii cf. *Journal de Genève* (2.4.96) : « SGS surprise face aux accusations du Congrès juif mondial » ; *Le Nouveau Quotidien* (2.4.96) : « Banques » « La SGS étonnée d'avoir été visée par le Congrès juif mondial ».
- xxiii *Journal de Genève* (10.4.96) : « Le Sénat américain est décidé à faire toute la lumière sur les fonds juifs en Suisse », « Les banques suisses restent sur la défensive ». Voir également : *Le Nouveau Quotidien* (10.4.96) : « Affaire des fonds juifs déposés en Suisse : silence radio des banques » ; *Tages-Anzeiger* (10.4.96) : « US-Senat will Untersuchung zu jüdischen guthaben » ; *Corriere del Ticino* (10.4.96) : « Fondi ebrei in Svizzera : il Congresso USA indaga ».
- xxiv Voir notamment : *Journal de Genève* (15.4.96) : « Avoirs juifs : les assurances suisses accusées » ; *Le Matin* (15.4.96) : « Avoirs juifs chez les assureurs vie ? » ; *Le Nouveau Quotidien* (16.4.96) : « Fonds juifs : après les banques, les assurances ».
- xxv Titre du *Tages-Anzeiger*, 20 avril 1996. Voir également *Le Nouveau Quotidien*, 19 avril 1996 : « Affaire : Des documents secrets mettent à nouveau en cause les banques suisses, Le Crédit Suisse, l'UBS et la SBS auraient effectué des opérations portant sur des millions de francs pour le compte de l'Allemagne nazie » ; *Le Matin*, 20 avril 1996 : « Un zéro de conduite, Documents des services secrets américains ouverts au public : les banques suisses ont travaillé directement avec les nazis et Vichy ».
- xxvi Voir *Journal de Genève* (10.4.96) : « Le Sénat américain est décidé à faire toute la lumière sur les fonds juifs en Suisse », « Les banques suisses restent sur la défensive » ; *Le Nouveau Quotidien* (10.4.96) : « Affaire des fonds juifs déposés en Suisse : silence radio des banques » ; *Tages-Anzeiger* (10.4.96) : « US-Senat will Untersuchung zu jüdischen guthaben » ; *Corriere del Ticino* (10.4.96) : « Fondi ebrei in Svizzera : il Congresso USA indaga ».
- xxvii cf. *Journal de Genève*, « Concessions des banques suisses sur la question des fonds juifs » ; *Le Nouveau Quotidien* (18.4.96) : « Fonds nazis : lettre de l'ASB. La Liberté (18.4.96) : « Fonds juifs, Les banquiers suisses créent une commission indépendante » ; *Le Nouvelliste* (18.4.96) : « A la recherche des fonds disparus, Les banquiers suisses se rendent aux raisons du Congrès juif mondial » ; *Corriere del Ticino* (18.4.96) : « Banchieri : apertura al Congresso ebraico » ; *Tages-Anzeiger* (18.4.96) : « Suche nach Nazigeldern, Unabhängige Kommission soll geschaffen werden ».
- xxviii *Le Nouveau Quotidien* (24.4.96) : « Avoirs juifs : les banques suisses jouent la conciliation devant le Sénat américain ». Voir également *Le Nouveau Quotidien*, (17.4.96) : « Avoirs juifs : le banquier Bär répondra aux questions du Sénat américain » ; *La Liberté* (18.4.96) : « Fonds juifs, Les banquiers suisses créent une commission indépendante » ; *Le Nouveau Quotidien* (23.4.96) : « Les banques suisses devant le Congrès juif mondial et les politiciens américains » ; *Corriere del Ticino* (23.4.96) : « Beni ebraici in Svizzera : oggi udienza a Washington » ; *Tages-Anzeiger* (25.4.96) : « Nicht nur bei Banken suchen ».
- xxix Voir également *La Liberté* (24.4.96) : « Avoirs juifs : Les banques suisses essuient les foudres du Sénat américain », en particulier le paragraphe intitulé « secret bancaire fustigé ».
- xxx Voir notamment : *Le Nouveau Quotidien* (28.2.96) : « Fonds des victimes du nazisme : transparence exigée » ; *Blick* (28.2.96) : « Geld der Nazi-Opfer gesucht » ; *Tages-Anzeiger* (28.2.96) : « Klarheit verlangt über Vermögen von Nazi-Opfern » ; *Corriere del Ticino* (28.2.96) : « Fare luce sui fondi delle vittime del nazismo, Lo chiede una commissione parlamentare ».
- xxxi p.ex. *Tages-Anzeiger* (15.5.96) : « Bundesbeschluss über herrenlose Vermögen » et *Corriere del Ticino* (15.5.96) : « Fondi dell'olocausto : si chiede trasparenza, Da una commissione del Consiglio nazionale ».

- xxxii Voir notamment : *Le Nouveau Quotidien* (3.7.96) : « Fonds juifs : avant projet d'arrêté » ; *Journal de Genève* (3.7.96) : « Le Parlement veut faire toute la lumière sur les avoirs juifs déposés en Suisse » ; *Blick* (3.7.96) : « Vermögen von Nazi-Opfern, Na bitte, es geht doch » ; *Tages-Anzeiger* (3.7.96) : « Auf den Spuren der Holocaust-Gelder » ; *Journal de Genève* (10.8.96) : « Recherche des fonds juifs : le oui, mais... des banquiers suisses pour un nouvel arrêté fédéral » ; *Le Matin* (10.8.96) : « Avoirs juifs : Divisions sur la protection des données » ; *Corriere del Ticino* (10.8.96) : « Sì dell'ASB all'indagine sui fondi dell'olocausto » ; *Le Nouveau Quotidien* (19.8.96) : « L'arrêté sur les fonds juifs bien accueilli ; Les partis s'accordent à vouloir régler le problème, mais avec plus ou moins de transparence » ; *Le Nouveau Quotidien* (29.8.96) : « Fonds en déshérence : recherches élargies » ; *Journal de Genève* (29.8.96) : « Une base légale est sous toit pour les recherches sur les fonds juifs » ; *Nouvelliste* (29.8.96) : « Fonds juifs » ; *Tages-Anzeiger* (29.8.96) : « Herrenlose Vermögen » ; *Corriere del Ticino* (29.8.96) : « Un dibattito sui fondi delle vittime dei nazisti ».
- xxxiii *Corriere del Ticino* (30.4.96) : « Tesoro dell'Olocausto, Accordo in vista ».
- xxxiv *Journal de Genève* (3.5.96) : « Une commission mixte enquêtera sur les avoirs juifs ». Voir également : *La Liberté* (3.5.96) : « Accord conclu avec les banques » ; *Le Nouveau Quotidien* (3.5.96) : « Avoirs juifs : accord entre les instances juives et les Suisses à New York » ; *Tages-Anzeiger* (3.5.96) : « Neue Suche nach Holocaust-Geldern » ; *Corriere del Ticino* (3.5.96) : « Accordo a New York per l'oro dell'olocausto ».
- xxxv *Le Matin* (4.5.96) : « Avoirs Juifs ; Un pas positif ». Voir également : *La Liberté* (4.5.96) : « Fonds Juifs ; La création d'une commission mixte trouve un écho favorable » ; *Corriere del Ticino* (4.5.96) : « Oro di Guerra : positive le reazioni all'accordo » ; *La Liberté* (9.5.96) : « Fonds juifs : Le Conseil fédéral veut aussi faire « toute la lumière » » ; *Le Matin* (9.5.96) : « Avoirs juifs / Berne veut agir » ; *Nouvelliste* (9.5.96) : « Fonds juifs ».
- xxxvi Voir par exemple *Journal de Genève* (27.7.96) : « Un Américain à la présidence du comité d'enquête sur les fonds juifs »..
- xxxvii Voir notamment : *Le Nouveau Quotidien* (10.5.96) : « Fonds juifs ; Proposition suisse » ; *Corriere del Ticino* (10.5.96) : « Agli ebrei dell'Est gli averi « svizzeri » ? » ; *Le Nouveau Quotidien* (3.7.96) : « Déception pour la juive américain Greta Beer ».
- xxxviii Voir notamment : *La Liberté* (2.5.96) : « Questions de Berne à Washington ; Et si les fonds juifs déposés en Suisse se trouvaient déjà aux États-Unis ? ».
- xxxix Voir notamment : *La Liberté* (9.5.96) : « Fonds juifs ; Le Conseil fédéral veut aussi faire « toute la lumière » » ; *Le Matin* (9.5.96) : « Avoirs juifs/Berne veut agir ».
- xl Voir notamment : *Le Matin* (30.5.96) : « Avoirs juifs/Berne pèse sur l'accélérateur » ; *Corriere del Ticino* (30.5.96) : « Fondi dell'Olocausto : il Governo collabora ».
- xli Voir notamment : *La Liberté* (13.5.96) : « Fonds juifs déposés en Suisse en 39-45 : Pour l'ambassadeur d'Israël à Berne, la Suisse devra passer à la caisse ».
- xlii Voir p.ex. *Journal de Genève* (15.4.96) : « Avoirs juifs : les assurances suisses accusées » ; *Le Matin* (15.4.96) : « Avoirs juifs chez les assureurs vie ? » ; *Le Nouveau Quotidien* (16.4.96) : « Fonds juifs : après les banques, les assurances » ; *Le Matin* (29.4.96) : « Avoirs juifs ; La Bâloise accusée » ; *Journal de Genève* (13.8.96) : « Après les banques, la Société Générale de Surveillance tente de se souvenir de ses fonds juifs » ; *Nouvelliste* (13.8.96) : « Du pain sur la planche... ».
- xliii Voir notamment : *Le Nouveau Quotidien* (16.9.96) : « Des Suisses ont recelé les bijoux dérobés aux juifs par les nazis » ; *Nouvelliste* (16.9.96) : « Après l'or, les bijoux » ; *Journal de Genève* (16.9.96) : « De nouvelles révélations accusent la Suisse » ; *Tages-Anzeiger* (16.9.96) : « Schweizer Händler kauften Holocaust-Schmuck » ; *Le Matin* (22.7.96) : « Avoirs juifs/Œuvres d'art en Suisse » ; *Corriere del Ticino* (23.9.96) : « In Svizzera opere d'arte dalla Germania nazista ? ».
- xliv Voir p.ex. *Le Nouveau Quotidien* (26.4.95) : « Réprimandé par le CICR, licencié par sa banque, il avait sauvé 60 000 Juifs » ; *Journal de Genève* (30.12.95) : « Le déchirement des collaborateurs de la Croix-Rouge en France de 1939 à 1945 ».
- xlvi *Le Nouveau Quotidien* (2.9.96) : « Des documents américains prétendent que le CICR était à la solde des nazis ». Voir également : *Le Nouveau Quotidien* (20.8.96) : « En 1945, un espion suisse au CICR aurait collaboré avec les nazis » ; *SonntagsZeitung* (1.9.96) : « « Wir nehmen die neu aufgetauchten Vorwürfe ernst » ; IKRK-Präsident Sommaruga zu den Dokumenten des US-Geheimdienstes » ; *Journal de Genève* (19.9.96) : « Le CICR répond aux accusations du sénateur D'Amato » ; *Le Nouveau Quotidien* (19.9.96) : « Accusations américaines : le CICR se défend ».
- xlvi Voir également : *Journal de Genève* (6.5.96) : « La firme Bally a profité de l'antisémitisme des nazis » ; *Le Matin* (6.5.96) : « Bally s'est bien servi » ; *La Liberté* (6.5.96) : « Bally a repris des magasins de chaussures juifs après 1938 » ; *Le Nouveau Quotidien* (6.5.96) : « Bally a profité du nazisme » ; *Corriere del Ticino* (6.5.96) : « Nuove accuse alla Svizzera per affari di guerra ».

-
- xlvi *Journal de Genève* (25.4.96), « ‘Les fonds juifs, c’est surtout l’or arraché par les nazis aux déportés’ ».
- xlvi *La Liberté* (2.5.96), « *Et si les fonds juifs déposés en Suisse se trouvaient déjà aux États-Unis ?* »
- xlx cf. *Le Nouveau Quotidien* (30.7.96) : « Avoirs juifs en Suisse : « Les Alliés en ont profité » ; *Corriere del Ticino* (30.7.96) : « Oro nazista : Londra indagherà ».
- l Voir également *Corriere del Ticino* (31.7.96) : « Oro degli ebrei : Berna lo spartì con gli Alleati ? ».
- li Voir notamment : *Le Nouveau Quotidien* (11.9.96) : « L’Angleterre le reconnaît, les Alliés se sont partagé l’or pillé par les nazis » ; *Journal de Genève* (11.9.96) : « Une partie de l’or nazi remis par la Suisse aux alliés se trouve toujours en Angleterre » ; *Blick* (11.9.96) : « Mehr Gold von Nazi-Opfern ».
- lii *Journal de Genève* (17.9.96) : « Accusée d’avoir été le receleur du régime nazi, la Suisse se replonge dans son passé ».
- liii Voir notamment : *Journal de Genève* (25.9.96) : « M. D’Amato veut renégocier l’accord entre la Suisse et les Alliés » ; *Le Nouveau Quotidien* (26.9.96) : « Fonds juifs : le sénateur D’Amato veut faire plier la Suisse. Berne résiste » ; *Nouvelliste* (26.9.96) : « Fonds nazis : Accord valable » ; *Corriere del Ticino* (26.9.96) : « Senatore americano accusa la Svizzera » ; *Le Matin* (28.9.96) : « Or nazi/États-Unis satisfaits » ; *Tages-Anzeiger* (28.9.96) : « Nazi-Gold : Keine Neuverhandlungen » ; *Blick* (28.9.96) : « Nazi-Gold : Keine Neuverhandlungen ».
- liv Voir notamment : *Journal de Genève* (16.9.96) : « Les fonds juifs sont la priorité de la nouvelle ambassadrice américaine en Suisse » ; *Le Nouveau Quotidien* (26.9.96) : « ‘La Suisse aurait intérêt à prendre des mesures’ ».
- lv Voir notamment : *Journal de Genève* (5.10.96) : « Une survivante d’Auschwitz réclame des milliards aux banques suisses » ; *Tages-Anzeiger* (5.10.96) : « Klage gegen Schweizer Banken » ; *Le Nouveau Quotidien* (10.10.96) : « Sus à l’argent des victimes du nazisme ! La Suisse risque une avalanche de procès ».
- lvi Voir notamment : *Le Nouveau Quotidien*, *Journal de Genève*, et *Corriere del Ticino* (17.9.96).

CHAPITRE 2

Une arène publique n'est pas un espace-temps uniforme et homogène, sinon dans le registre du droit. Elle se disperse en une *multiplicité de scènes publiques*, chacune justiciable d'une série d'*analyses de situation*, et reliées entre elles en un *archipel de mico-arènes publiques*. En circulant entre différents plans et points de vue, en élargissant ou en rétrécissant la focale d'observation, la société civile et la société politique ne se donnent plus à contempler en surplomb. L'attention se porte vers une constellation d'activités pratiques et interprétatives dans des lieux et à des moments dispersés

Daniel Cefaï, « Qu'est-ce qu'une arène publique ? Quelques pistes dans une perspective pragmatiste », in : D. Cefaï & I. Joseph, *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigue, Aube, 2002, p. 69

2 REVENDIQUER LA RESTITUTION « DES FONDS JUIFS ET DE L'OR NAZI »

Abordé sous l'angle de ses définitions successives, le problème du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale se présente comme un processus long et complexe d'élaboration et de stabilisation d'un lexique commun. Un problème économique, historique, juridique et moral, affectant gravement l'image de la Suisse dans le monde a progressivement organisé un ordre négocié. Il a fallu un demi-siècle de controverses, parfois tumultueuses, pour définir « les fonds juifs et l'or nazi ». Ce processus ne peut être rapporté ni à des « conditions objectives » qui en auraient été la cause, ni à l'efficacité soudaine d'une action stratégique. Ainsi, il serait abusivement réducteur de considérer que les discussions conduites dans les années 1990 comme les conséquences directes des solutions insatisfaisantes issues de l'Accord de Washington et de l'arrêt fédéral de 1962. De même, il serait erroné de la voir comme un surgissement soudain, tout droit sorti des interventions du seul sénateur Alfonse D'Amato. Au contraire, il n'est possible de rendre compte de ce processus qu'en suivant, pas à pas, les activités de nombreux protagonistes. Autrement dit, le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » est apparu comme une « *action collective* », c'est-à-dire comme une activité qui, sans avoir été explicitement concertée, a été accomplie par de nombreuses personnes qui ont agi de concert (Becker, 1985 [1973] : 205).

Ce mode d'analyse a principalement débouché sur la révision des périodisations les plus communes de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Maintenant qu'ont été identifiés les principales définitions du problème et les moments auxquels elles ont été formulées, il sera possible d'élucider les actions qui leur ont donné forme. Afin d'en rendre compte, l'analyse interactionniste propose de considérer l'ordre social comme une *activité collective*. Elle invite donc à prendre en considération *toutes les personnes impliquées dans chaque épisode de l'affaire des « fonds juifs et de l'or nazi »* (Becker, 1985 [1973] : 206-207).

Dans cette perspective, la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » se présentera comme un drame complexe, dont le déroulement a identifié les acteurs engagés à y participer, dont les activités ont, en retour, contribué à la polarisation et à l'orientation des discussions. Ce mode d'analyse attachera donc une attention particulière aux revendications, aux dénonciations, aux plaintes, ou aux demandes de résolution exprimées, dans des espaces spécifiques, par des acteurs particuliers (2.1, *infra*). Plus précisément, cette démarche montrera que ces activités n'ont pas seulement « négocié » la définition d'un problème. Elles ont structuré son « ordre » et déterminé son système d'action : elles ont institué les *scènes* ou les *arènes* dans lesquelles il pouvait être traité ; elles ont identifié les acteurs (individuels et collectifs) susceptibles de prendre part à sa résolution ; elles ont

composé les ressources disponibles pour déployer des actions ou des stratégies (2.2 et 2.3, *infra*).

2.1 Le problème des « fonds juifs et de l'or nazi » comme activité de revendication

Dans le premier chapitre, j'ai conduit une analyse définitionnelle de la relecture du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Cette étude a mis au jour un processus long et complexe, dont les phases ont été marquées par l'élaboration progressive du lexique permettant de le désigner et de le traiter. Il en ressort que, en tant que problème public, « les fonds juifs et l'or nazi » ne sont pas susceptibles d'être appréhendés comme des « faits » ou des « objets ». Ils se présentent plutôt comme une *construction sociale et historique*, résultant d'un intense *travail de définition*, auquel ont participé de nombreux acteurs. Afin d'aller plus avant dans l'analyse, il convient donc maintenant de se pencher plus précisément sur l'identité de ces protagonistes et sur les activités qu'ils ont déployées.

L'étude du processus de définition « des fonds juifs et de l'or nazi » conduite jusqu'ici repose sur une idée relativement simple. Elle suppose que cette question particulière a été ni plus ni moins que ce que les gens ont pensé qu'elle était. Elle considère donc que ce problème n'était déterminé ni par des « dysfonctions » manifestes ou latentes préexistantes, ni par les caractéristiques sociales des acteurs qui ont pris position à son sujet, ni par les valeurs ou les principes qui auraient incité ces derniers à tenter de le résoudre. Cette démarche revient donc à considérer que le problème du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale n'est pas apparu en raison de quelconques *conditions* qui en seraient les causes. Il se présente plutôt comme le résultat des *activités* orientées en référence à l'existence supposée de telles conditions (Spector et Kitsuse, 1987 [1977]: 74; 75-76) :

[I]f social problems cannot be conditions, what are they? Most succinctly, they are the activities of those who assert the existence of conditions and define them as problems. [...]

« [W]e define social problems as *the activities of individuals or groups making assertions or grievances and claims with respect to some putative conditions*. [...] *The central problem for a theory of social problems is to account for the emergence, nature and maintenance of claims-making and responding activities* »

(Si les problèmes sociaux ne peuvent pas être des conditions, que sont-ils ? Le plus succinctement, ils sont les activités de ceux qui affirment l'existence de conditions et les définissent en tant que problème. [...])

Nous définissons les problèmes sociaux comme les activités d'individus ou de groupes qui font des assertions, des doléances et des revendications en référence à quelque condition supposée. [...] Le problème central pour une théorie des problèmes sociaux est de rendre compte de l'émergence, de la nature et du maintien des revendications et des réponses qui leur sont apportées).

Dans cette perspective, pour élucider un problème particulier, il convient de suivre de manière détaillée le processus par lequel des acteurs sociaux ont activement défini une condition présumée comme un problème. Plus précisément, cette analyse met l'accent sur les doléances, les plaintes et les demandes adressées par différents acteurs aux agents qu'ils estiment être responsables de la résolution de ce qu'ils définissent comme un problème, et sur les réponses qui leur sont apportées ou non. Ces séquences interactives – de demandes et de réponses – sont désignées par le terme technique « *d'activités de revendication* » (*claims-making activities*) (idem : 75).

Cette articulation de l'enquête autour d'activités mène à se détourner des questions auxquelles les analyses causales tentent d'apporter des réponses. De telles démarches se demandent en effet principalement *pourquoi* les gens font ce qu'ils font. Concrètement, elles reviendraient à se demander : Pourquoi les victimes du nazisme ont-elles exigé

publiquement la restitution de leurs biens dans les années 1990 ? Qu'est-ce qui a mené certains parlementaires et médias israéliens à s'intéresser à ce dossier ? Pourquoi les autorités israéliennes ont-elles décidé d'en confier le traitement au président du Congrès juif mondial ? Pourquoi des responsables politiques états-uniens lui ont-ils apporté leur soutien ? Quels intérêts ont conduit les banquiers et le gouvernement helvétiques à occulter le problème et à en retarder le traitement ?

Une telle ligne de questionnement est sans aucun doute légitime, mais elle a l'inconvénient majeur de détourner l'attention d'une série d'autres questions, plus éclairantes pour la sociologie des problèmes publics. Au lieu de se pencher sur les causes des actions, une analyse définitionnelle tente d'élucider *l'organisation et la forme de ces activités*. Elle s'efforce donc d'observer les stratégies déployées par les acteurs, la manière dont ils ont formulé leurs revendications, dont ils les ont adressées à tel acteur plutôt qu'à tel autre ou dont ils les ont fait connaître dans un lieu plutôt que dans un autre. Concrètement, ceci reviendra à se demander : Comment et sous quelles formes les titulaires légitimes de comptes en déshérence ont-ils demandé aux banquiers suisses de leur restituer leurs biens ? Comment des parlementaires et des médias ont-ils publiquement relayé ces revendications ? Comment le président du Congrès juif mondial est-il apparu en tant que représentant légitime de ces demandeurs ? Comment ont été présentées sa prise de contact avec le sénateur D'Amato et la décision de ce dernier d'intervenir dans ce dossier ? Au fil de quelles interactions les banquiers suisses et le Conseil fédéral ont-ils accepté d'apporter des réponses aux questions soulevées par les titulaires de comptes en déshérence ?

Apparemment, ces questions se contentent de reformuler les interrogations qui orientent les analyses classiques. Cependant, cette petite opération déplace radicalement la visée de l'analyse. Au lieu d'orienter cette dernière vers la mise au jour de chaînes causales, elle la conduit à interroger les *interactions* et les *processus* au cours desquels un lexique a été élaboré, un problème a été défini, de telle sorte qu'il a été possible de le nommer, de le faire connaître, et de le traiter.

Ce déplacement de problématique s'accompagne d'un double renversement de la logique même de la recherche. D'une part, il situe radicalement différemment la définition des « fonds juifs et de l'or nazi ». Les analyses classiques en font le *point de départ* de l'analyse de manière à élucider les conditions qui en ont été la *cause*. Au contraire, l'analyse définitionnelle la considère comme un « ordre négocié », c'est-à-dire comme *l'aboutissement contingent* de processus complexes d'interactions et de négociation, dont il convient de retracer le développement. Cette démarche propose donc d'analyser l'ordre social comme un processus historique contingent, ce qui revient à refuser d'y voir des phénomènes irréversibles, déterminés par un nombre fini de variables indépendantes. D'autre part, l'analyse interactionniste mène à considérer que les problèmes publics, en tant que parties prenantes d'un ordre négocié, ne trouvent pas leur source dans des « causes » qui leur seraient antérieures. Ils sont au contraire indissociables des activités qui établissent leur définition, laquelle permet d'entrevoir – si ce n'est de promettre – des réformes, des remèdes ou des solutions susceptibles de les résorber.

Comme le note joliment Jean-Samuel Bordreuil (2002 : 303), l'analyse définitionnelle invite l'observateur à rompre avec la sage attitude consistant à se concentrer sur la lune plutôt que sur le doigt pointé vers elle. En effet, le corps social est un « *astre particulier [qui] suppose pour exister la multitude des doigts qui le montrent [...]* ». Comme un « *imbécile* », je vais donc à mon tour tâcher de suivre les activités de tous ceux qui, en le désignant, ont fait exister le problème « des fonds juifs et de l'or nazi ».

2.2 Le système d'action des « fonds juifs et de l'or nazi » comme ordre négocié

Cette entreprise soulève un premier problème. Des acteurs ont rendu sensible la question de l'histoire suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Ce faisant, ils ont simultanément donné corps à un « système d'action », identifiant celles et ceux qui étaient susceptibles d'y prendre part. Dès lors, comment identifier ces acteurs, dont les activités doivent être examinées ?

Pour commencer, il convient donc d'élucider les raisonnements pratiques qui sous-tendent l'essentiel de la littérature produite au sujet « des fonds juifs et de l'or nazi ». Par-delà leur diversité, ces analyses se présentent comme des *histoires linéaires*, conduites à la recherche de causes, de motifs ou d'intérêts sous-jacents. Du même coup, elles ont considérablement restreint leur champ d'investigation. Elles se sont concentrées sur un petit nombre d'acteurs très en vue, mettant généralement l'accent sur le rôle déterminant du sénateur D'Amato et du Congrès juif mondial, opposés au Gouvernement suisse et aux banques helvétiques.

Or, à la lumière de la présentation succincte du processus de définition « des fonds juifs et de l'or nazi » conduite jusqu'ici, une telle restriction s'avère arbitraire. Mon analyse a indiqué qu'un long travail de définition a été nécessaire avant que ces acteurs soient identifiés comme les protagonistes principaux de la controverse. Mon étude a surtout montré que de très nombreux acteurs, individuels et collectifs, ont diversement pris part à ce travail de configuration et de traitement du problème, que ce soit en demandant des services, en remplissant des formulaires, en portant plainte, en lançant des procédures judiciaires, en convoquant des conférences de presse, en écrivant des lettres de protestation, en prenant des résolutions, en diffusant des annonces dans les journaux, en lançant des menaces de boycott, en soutenant ou en s'opposant aux politiques gouvernementales, etc.

2.2.1 Les activités de revendication et la composition d'un système d'action tentaculaire

L'analyse de la définition des « fonds juifs et de l'or nazi » a considérablement élargi le spectre des nombreux acteurs qui s'y sont diversement impliqués et dont les activités méritent d'être analysées. Elle a donc d'ores et déjà permis d'entrevoir un système d'action extrêmement étendu.

Pour en dessiner les contours, la recherche devrait tout d'abord prendre en compte *quatre pays* : Israël, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Suisse. Dans chacun d'entre eux, les gouvernements, des parlementaires, des administrations, des diplomates et des médias se sont mobilisés autour de cette question. Cette liste mériterait bien sûr d'être détaillée de manière à élucider précisément les activités d'instances et de personnes particulières.

Ce premier tour d'horizon institutionnel serait cependant loin de rendre compte ne serait-ce que de la pointe émergée de l'iceberg. Pour y parvenir, il faudrait encore évoquer les actions entreprises par des *organisations juives internationales* – en particulier le Congrès juif mondial, l'Agence juive et le Centre Simon Wiesenthal –, par la Fédération suisse des communautés israélites ou par l'Association suisse des banquiers. Mais il faudrait aller encore plus loin, et considérer les *organismes ad hoc*, spécialement mis sur pied pour traiter cette question, notamment le « Comité Indépendant de Personnes Éminentes », la « Commission Indépendante d'Experts » ou la « Task force ». Ici encore, le grain mériterait d'être affiné de manière à distinguer précisément les membres et le personnel de ces organismes, de manière à relater les actions qu'ils ont entreprises pour résoudre le problème.

Pourtant, le tour de la question serait encore loin d'être fait. Il faudrait bien sûr prendre en considération les activités de la *Cour fédérale de Brooklyn* devant laquelle l'avocat Edward Fagan a déposé la première plainte collective, et détailler l'ensemble de la procédure de manière à prendre en compte les activités de chaque magistrat et de chaque défenseur représentant les diverses parties en présence. Il serait alors possible de considérer que les instances officielles, les organisations et autres mouvements impliqués ont été passés en revue. Pourtant manqueraient encore à l'appel *l'ensemble des victimes* concernées à un titre ou un autre par les spoliations nazies, la gestion des banques et des assurances, ou les expulsions menées par le Gouvernement suisse à partir de 1942. Il faudrait prendre en compte le témoignage de Greta Beer devant la commission bancaire du Sénat états-unien, et les poursuites judiciaires lancées par Gizella Weisshaus. Mais il conviendrait de ne pas perdre de vue des actions plus discrètes. En particulier celles menées par toutes celles et ceux qui ont, des décennies durant, vainement tenté de récupérer les biens de leurs familles auprès des banquiers, qui se sont annoncés auprès de l'ombudsman des banques, qui se sont adressés aux organisations juives ou au sénateur D'Amato, etc.

Pourtant, la liste serait loin d'être exhaustive. Il faudrait en effet encore élargir le champ d'investigation de manière à prendre en compte *les historiens, les chercheurs, les essayistes* qui ont conduit des enquêtes, publié des articles et des ouvrages. Mais la question a fait couler beaucoup d'encre et il ne faudrait donc pas s'arrêter là. D'innombrables *citoyens* y ont contribué à leur manière, que ce soit en adressant des lettres de protestation (parfois anonymes) à toutes les parties prenantes ou en rédigeant des courriers de lecteurs qui ont submergé les rédactions des quotidiens suisses. Ainsi, l'analyse aurait pris en considération un large spectre d'activités de revendication ayant laissé des traces. Mais elle laisserait de côté des actions moins tangibles, tels que les propos – allant des discours officiels aux simples conversations de comptoirs – qui ont animé, des mois durant, les tribunes politiques, les commissions et autres groupes parlementaires, les réunions politiques et associatives et les cafés.

Pour analyser le système d'action « des fonds juifs et de l'or nazi » dans le cadre d'une approche interactionniste, il conviendrait de prendre en considération toutes les personnes qui ont participé, à un titre ou un autre, aux *activités de revendication* qui ont contribué à sa définition (Spector et Kitsuse, 1987 [1977]: 75) :

It does not matter whether a few or a great many people are engaged in this activity. Conceptually they are considered participants in the category ["claims-making activities"]. If very few practice the activity, we might observe, interview and study them all. If a great number engage in the activity, we must find some means of drawing a sample.

(*Que les personnes engagées dans cette activité soient nombreuses ou non n'a pas d'importance. Conceptuellement, elles sont considérées comme participant à la catégorie [« activités de revendication »]. Si très peu pratiquent cette activité, nous pouvons toutes les observer, les interviewer et les étudier. Si un grand nombre s'engagent dans l'activité, nous devons trouver quelque moyen de délimiter un échantillon.*)

L'étendue du système d'action « des fonds juifs et de l'or nazi » soulève sans conteste un tel problème de sélection. La délimitation des activités et des protagonistes qui méritent d'être pris en considération est en partie rendue nécessaire par le nombre considérable d'intervenants qui se sont engagés dans la controverse des années 1990. Elle est encore compliquée par la nécessité de prendre également en considération un demi-siècle de revendications, lancées dès la fin de la guerre au sujet des transactions avec le régime nazi et des fonds déposés dans les banques suisses.

Dès 1943, les Alliés sont intervenus à plusieurs reprises auprès du Gouvernement suisse. D'abord pour attirer son attention sur l'origine frauduleuse de l'or acheté par la

Banque nationale suisse à la *Reichsbank*. Puis, plus fermement, pour exiger que ce commerce soit définitivement interrompu (cf. CIE, 1998 : 95-123). Ils n'ont pas manqué de revenir à la charge après l'armistice, comme en témoigne le paragraphe introductif de l'Accord de Washington¹ :

Au cours des négociations qui viennent de se terminer, les Gouvernements alliés, reconnaissant pleinement la souveraineté suisse, ont fait valoir leurs droits aux biens allemands en Suisse, se fondant sur la capitulation de l'Allemagne et l'exercice par eux de l'autorité suprême dans ce pays ; d'autre part, ils ont demandé la restitution d'or qu'ils disent avoir été pris contre tout droit par l'Allemagne aux pays occupés, pendant la guerre, et transféré par elle en Suisse.

Le Gouvernement suisse a déclaré ne pouvoir reconnaître de fondement juridique à ces prétentions, mais être désireux de contribuer pour sa part à la pacification et à la reconstruction de l'Europe, y compris le ravitaillement des contrées dévastées.

Dès son introduction, l'Accord se présentait donc comme le règlement d'un différend. A l'origine des discussions, les Alliés² concevaient la liquidation des biens déposés en Suisse, « *appartenant à ou contrôlés par des Allemands en Allemagne* » comme une mesure de « restitution ». Les autorités suisses, au contraire, n'y voyaient qu'une libre contribution « *à la pacification et à la reconstruction de l'Europe* ». Finalement, les échanges de vues entre les deux parties se sont organisés en une *activité de revendication*, articulant les *demandes* – voire les exigences – des premiers et les *réponses* apportées par les seconds. Ces tractations ont abouti à la formulation d'un *ordre négocié*, concrétisé, dans le paragraphe II de l'Accord :

1. Sur le produit de la liquidation des biens situés en Suisse et appartenant à des Allemands en Allemagne, une part de 50% sera bonifiée à la Suisse et une part égale sera mise à la disposition des Alliés en vue de la reconstruction des pays alliés ou appauvris par la guerre et le ravitaillement des populations affamées.

2. Le Gouvernement suisse s'engage à mettre à la disposition des trois Gouvernements alliés un montant de 250 millions de francs suisses, payable à vue en or à New-York. Les Gouvernements alliés, de leur côté, déclarent qu'en acceptant ce montant, ils renoncent, pour eux-mêmes et pour leurs banques d'émission, à toutes revendications contre le Gouvernement suisse ou la Banque Nationale suisse relatives à l'or acquis par la Suisse de l'Allemagne pendant la guerre. Toute question relative à cet or sera ainsi réglée.

Ces brefs paragraphes éclairent l'analyse du débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale sur deux points centraux. D'une part, ils montrent que la signification des achats d'or allemand par la Banque nationale suisse pendant la guerre et des versements effectués par la Suisse aux Alliés après-guerre, a été établie au cours d'un *processus de négociation*. Le paragraphe introductif de l'Accord de Washington signale qu'à l'origine des pourparlers, les parties étaient en net désaccord. Le texte de l'Accord, en revanche, indique qu'au terme de leurs discussions, les délégations suisse et alliée se sont finalement entendues pour retenir une formulation largement inspirée par l'interprétation promue par les autorités helvétiques. En effet, le texte signé note explicitement que la Suisse ne « *restituait* » pas le produit de la liquidation des biens allemands et les 250 millions de francs d'or, mais les « *met[tait] à la disposition des Alliés* ». Il est sans doute

¹ Le texte de l'« *Accord de Washington* » est reproduit intégralement en annexe 3.

² Pour les Alliés, les signataires de l'Accord étaient les Gouvernements des États-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. A cette occasion, ils ont déclaré agir également pour le compte des Gouvernements des pays suivants : Albanie, Australie, Belgique, Canada, Danemark, Égypte, Grèce, Inde, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Tchécoslovaquie, Union de l'Afrique du Sud, et Yougoslavie. Pour sa part, le Gouvernement suisse a déclaré agir également au nom de la principauté du Liechtenstein (cf. §V).

possible de dire rétrospectivement que la Suisse s'est rigoureusement refusée à entendre parler de restitution – et moins encore de réparation – durant le demi-siècle suivant le conflit. Cependant, l'Accord de Washington révèle que cette position ne leur était pas propre, mais qu'il s'agissait d'un *ordre négocié* auquel les Gouvernements alliés avaient souscrit, au moins le 25 mai 1946.

D'autre part, l'Accord se présentait comme un *règlement définitif*, qui excluait par avance « *toutes revendications contre le Gouvernement suisse ou la Banque Nationale suisse relatives à l'or acquis par la Suisse de l'Allemagne pendant la guerre* ». Cependant, ce principe n'engageait nommément que les « *Gouvernements alliés [...] et leurs banques d'émission* ». En revanche, il n'était nulle part question de l'or spolié des juifs ou arraché aux victimes du nazisme. Ceci montre clairement que l'ordre négocié constitué dans l'immédiat après guerre, et sur lequel s'étaient mises d'accord les différentes parties, éludait les problématiques individuelles au profit des seules revendications étatiques.

Pour retracer le cours des activités de revendication de l'immédiat après guerre, et pour rendre compte du système d'action auquel elles ont donné forme, il convient cependant de ne pas s'arrêter aux négociations les plus visibles et les plus spectaculaires. Tandis que les Gouvernements alliés exigeaient la liquidation des biens allemands déposés en Suisse, de nombreuses personnes revendiquaient – bien plus discrètement il est vrai – la restitution des biens des victimes du nazisme, confiés aux banques privées helvétiques. Les ayants droit, les titulaires légitimes et autres héritiers ont d'ailleurs été tellement nombreux à les interpeller à ce sujet, qu'il est impossible de prendre chacune de leurs interventions en considération. Cependant, je m'arrêterai quelques instants sur un échange de lettres rapporté par Isabel Vincent. Les documents qu'elle cite attestent que victimes du nazisme et leurs héritiers se sont inquiétés de cette situation dès l'immédiat après-guerre, sans pour autant obtenir satisfaction (Vincent, 1997 [1997] : 137-138).

Le 20 avril 1947, Frances Greenfield, citoyenne américaine domiciliée dans le Bronx, écrivit au ministère des Affaires étrangères la lettre suivante :

« Je cherche des renseignements concernant les comptes en banque de ma sœur décédée. Je sais que son argent était à la National Bank de Zuerich (sic), en Suisse, et qu'elle l'a transféré au début des hostilités en Europe. Mais j'ignore dans quel[le] banque. Ma sœur s'appelait Gisella Tuttmann, née à Vienne le 14 février 1898. Mon beau-frère Salo (Zalo) Tuttmann était né à Czernowitz – date de naissance inconnue. Ma nièce, née à Vienne le 29 août 1928, s'appelait Herta Tuttmann. L'argent a peut-être été déposé sous l'un de ces noms. La dernière adresse connue était Vienne II, 4 Untere Augartenstrasse. Les personnes en question ont toutes été envoyées dans un camp de la mort où elles ont péri. »

Le 25 juin, un responsable du ministère des Affaires étrangères fit suivre la lettre de Frances Greenfield à l'office de la légation américaine en poste à Berne, la capitale de la Suisse. A la mi-juillet, l'attaché commercial de la légation déposa auprès du Département politique suisse une demande officielle de recherche sur les avoirs des Greenfield. Le 6 août, un fonctionnaire qui travaillait pour le compte de ce Département à la division des Affaires étrangères répondit qu'aucun compte n'avait été trouvé, dans aucune banque suisse. Toutefois, la réponse ne semble pas avoir satisfait les Américains. Ils contactèrent les services du ministère suisse et, poliment mais avec fermeté, leur demandèrent d'effectuer d'autres recherches.

Cinq jours plus tard, un fonctionnaire du ministère écrivit aux Américains : « il y a des traces de certains avoirs en Suisse, mais si Mme Greenfield souhaite obtenir des renseignements supplémentaires, il lui faut fournir les preuves du décès de la personne ou des personnes au nom desquelles figure le compte, ainsi que la preuve que Mme Greenfield est, soit la seule héritière, soit la seule représentante des héritiers des défunts³. »

Dans un mémorandum adressé au secrétaire d'État à Washington par la légation des États-Unis à Berne, un fonctionnaire du nom de Harrison se déclara choqué de ce que les lois

³ Marcel E. Malige, attaché commercial près la légation des États-Unis d'Amérique, Berne, 13 août 1947, dossiers des noms, 1942-1949, carton 32, Archives nationales, Washington.

sur le secret bancaire, qui avaient incité les Juifs d'Europe à déposer leurs avoirs dans des banques suisses, fassent à présent obstacle aux héritiers légitimes comme Frances Greenfield, leur interdisant ne serait-ce que de s'informer sur les comptes dormants. Cette situation était d'autant plus délicate que de nombreux Juifs qui avaient péri dans l'Holocauste, avaient remis leurs avoirs à des tierces personnes de confiance [...] dont l'identité n'était pas forcément connue des héritiers.

Ce rapide détour par les activités de revendication conduite dans l'immédiat après-guerre indique un problème analytique de taille. Pour décrire les interactions qui ont défini le problème « des fonds juifs et de l'or nazi », il convient de prendre en compte un système d'action tentaculaire, qui a pris forme au cours de plus de cinquante ans de tractations diverses. Dans ce cas, il est impossible de répondre à la consigne interactionniste qui voudrait qu'il faille considérer *tous les acteurs* qui y ont participé à un titre ou un autre. Il faut donc trouver le moyen de procéder à une sélection.

Les démarches explicative et narrative qui animent l'essentiel de la littérature consacrée aux « fonds juifs » et à « l'or nazi » ont résolu cette difficulté à leur manière. Je vais commencer par indiquer rapidement les procédures qu'elles ont mise en œuvre, de manière à en pointer les limites. Je serai alors en mesure de proposer une démarche raisonnée, compatible avec la logique de mon analyse du processus de définition.

2.2.2 La dynamique interactionnelle des activités de revendication

Considérées dans leur profondeur historique, les activités de revendication qui ont défini le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » se présentent comme un enchevêtrement inextricable. Le sociologue rétrospectivement soucieux d'en retracer le fil devrait rassembler un nombre considérable de documents difficiles voire impossible à retrouver. Combien d'interventions confidentielles ou discrètes ont émaillé les négociations internationales qui ont abouti à la formulation des accords officiels réglant le problème de l'or nazi ? Parallèlement aux démarches de Frances Greenfield, combien de titulaires et d'héritiers se sont-ils lancés à la recherche de fonds déposés dans les banques suisses ? Combien de lettres ont-ils écrites ? Combien de coups de téléphone ont-ils passés ? A combien d'interlocuteurs se sont-ils adressés ? Quelles réponses ont-ils reçues de leur part ?

D'une manière ou d'une autre, toutes les enquêtes consacrées à cette controverse se sont confrontées à la nécessité pratique de délimiter le périmètre de leurs investigations au milieu d'un matériau foisonnant. Dans la littérature disponible à ce sujet, deux modalités principales ont été mises en œuvre pour traiter cette difficulté. D'un côté, plusieurs analyses procèdent en *élaborant des chaînes de causes et de conséquences* composées pour *expliquer* l'issue de la controverse. Ce faisant, elles remontent à l'origine du problème, puis dévoilent les ressorts de son déroulement, de manière à identifier ses protagonistes les plus influents. De l'autre, une seconde procédure a reposé sur la composition de *trames narratives* qui, sans nécessairement établir de strictes relations causales, ont restitué les discussions sous la forme linéaire de récits, dotés d'un début, d'un développement et d'une fin.

Ces manières de rendre compte « des fonds juifs et de l'or nazi » se distinguent par d'incontestables différences de forme et de fond. Par-delà ces nuances, elles se ressemblent cependant en ceci que le choix des activités, des événements ou des protagonistes retenus pour composer les explications ou les récits est systématiquement justifié *rétrospectivement* par leur capacité à apparaître comme des *causes susceptible d'expliquer les résultats de la controverse*, ou à *faire avancer le récit vers son issue*. Dans un cas comme dans l'autre, ces explications et ces récits constituent la controverse comme un déroulement linéaire déterminé par son *point final*. Celui-ci est donc constitué en tant que

point de vue privilégié, qu'il conviendrait d'adopter pour identifier les activités de revendication qui méritent d'être *rétrospectivement* prises en considération. Ainsi, par-delà leur variété, les travaux consacrés « aux fonds juifs et à l'or nazi » se sont donnés pour centre de gravité un point de vue rétrospectif, à partir duquel ils ont présenté la controverse comme un déroulement linéaire, qu'il s'agisse d'un enchaînement causal ou d'un récit.

Autrement dit, ces analyses sont organisées autour de l'aboutissement de la controverse, auquel elles ont soumis l'analyse des activités de revendication. Elles ont donc exclu la possibilité d'étudier la manière dont ces dernières se sont effectivement déroulées, avant d'être rétrospectivement déterminées par leur aboutissement. En conséquence, ces enquêtes se sont rejointes pour mettre en évidence les mêmes activités et les mêmes événements. Elles ont écarté de leur horizon de nombreuses revendications sous prétexte qu'elles sont finalement restées sans suite. Par contre, elles se sont communément accordées pour concentrer leur attention sur les protagonistes qui ont rétrospectivement acquis une place prépondérante, tels que le sénateur Alfonse D'Amato, Edgar Bronfman ou l'Association suisse des banquiers.

Les revendications comme activités collectives et dialogiques

Contre cette tendance homogénéisante des démarches explicatives et narratives, les premiers pas de l'analyse des *activités de revendication* ont indiqué le nombre considérable d'acteurs impliqués à ce sujet. Ce premier repérage n'a cependant permis que de dresser un tableau statique, se contentant d'énumérer les acteurs individuels et collectifs qui se sont investis dans la question. Cette description est insatisfaisante, dans la mesure où elle occulte le caractère dynamique de ce système d'action, c'est-à-dire les processus interactionnels qui lui ont donné forme et qui l'ont animé. Afin d'en rendre compte, il convient de préciser ce que recouvre la notion d'« *activités de revendication* ».

Pour commencer, je rappellerai que le raisonnement développé jusqu'ici repose sur quelques principes relativement simples. Il part de l'idée que les problèmes publics sont ce que les gens pensent qu'ils sont. Autrement dit, il refuse de les considérer comme les conséquences de « conditions objectives ». Il propose plutôt de les aborder comme des *actions*, par le biais des assertions formulées au sujet de conditions supposées les causer (Spector & Kitsuse, 1987 [1977] : 78) :

Whatever the factual basis of the various conditions imputed to exist, the claims-making and responding activities themselves are the subject matter of the sociology of social problems. We contend that these activities exist, and can be documented and analyzed from a sociological perspective.

(Quelles que soient les bases factuelles des conditions supposées exister, les activités de revendication et les activités de réponse sont elles-mêmes le thème de la sociologie des problèmes sociaux. Nous prétendons que ces activités existent et qu'elles peuvent être documentées et analysées dans une perspective sociologique.)

Cette approche place donc au centre de son attention *la perspective des personnes engagées dans la définition des problèmes publics*. Elle résout ainsi une embûche préalable à l'analyse : celle du repérage des activités de revendication (idem : 79) :

Usually it is not difficult for the sociologist to recognize and classify activities cited as claims because *they are so recognized and interpreted by members as well*. That is, claims are a common-sense category, understood by members of a society and often associated with such terms as demands, complaints, gripes, and requests.

(Habituellement, le sociologue n'a pas de mal à reconnaître et classer les activités citées en tant que revendication, parce c'est ainsi que les membres les reconnaissent et les interprètent également. C'est-à-dire que les revendications sont une catégorie de sens

commun, comprise par les membres d'une société, et souvent associées à des termes tels que demandes, plaintes, empoignades, et requêtes).

Autrement dit, le concept de « revendication », qui forme le pivot conceptuel de la recherche, est avant tout un *terme de sens commun*, dont la définition est laissée aux acteurs sociaux. Cette manière de procéder est fondée théoriquement. Cette démarche est congruente avec la visée d'une sociologie centrée sur l'action, attachée à observer comment les acteurs sociaux construisent la signification des activités auxquelles ils participent, par exemple de manière à ce qu'elles apparaissent et soient reconnues comme des revendications⁴. Dans cette perspective, la « revendication » n'est donc pas une « ressource symbolique » ou un « système actanciel » qui préexisterait à sa réalisation. Il s'agit au contraire d'une action contingente, qui est activement produite et interprétée en tant que telle.

Cette avancée, banale en apparence, est lourde de conséquences pour l'analyse des systèmes d'action qui prennent forme au cours de la définition des problèmes publics. Dans la mesure où ils se constituent au cours des activités de revendication, ils s'organisent autour des *deux pôles* d'un dispositif dialogique (idem : 78) :

Claims-making is always a form of interaction : a demand made by one party to another that something be done about some putative condition. A claim implies that the claimant has the right to be heard, if not to receive satisfaction.

(La formulation d'une revendication est toujours une forme d'interaction : une demande qu'une partie fait à une autre, pour lui demander que quelque chose soit fait à propos de quelque condition supposée. Une revendication implique que le requérant ait le droit d'être entendu, si ce n'est celui d'obtenir satisfaction).

Une revendication est une activité bipolaire, qui consiste en une *demande* qu'une partie adresse à une autre. D'un côté, elle rassemble toutes les personnes qui tentent d'attirer l'attention sur des situations qu'elles considèrent comme néfastes et qui essaient de mobiliser les institutions afin qu'elles interviennent à ce sujet. De l'autre, elle réunit les divers organismes auxquels ces demandes sont adressées. Ils peuvent y *répondre* de diverses manières : en faisant la sourde oreille, en refusant d'entrer en matière, en donnant partiellement ou pleinement satisfaction aux demandeurs, voire en les encourageant à renforcer et à élargir leurs requêtes.

Dans cette perspective, les activités de revendication sont donc des *dynamiques interactives* à l'élaboration desquelles les requérants et leurs interlocuteurs *collaborent activement*. Cette manière d'appréhender les choses permet de prendre en considération deux cas de figures qui peuvent se présenter, en dehors des situations où des demandeurs formulent une revendication qui est reconnue en tant que telle par les organismes auxquels ils l'ont adressée. D'une part, des demandes insistantes peuvent se voir systématiquement opposer une fin de non-recevoir, et donc ne jamais aboutir sur la mise en forme d'une activité de revendication. D'autre part, il peut arriver que des activités qui ne sont pas présentées sous la forme conventionnelle de plaintes, soient interprétées, reçues et traitées en tant que telles, indépendamment de la volonté de leurs auteurs.

Cette organisation duelle des revendications ne se limite pas à polariser les systèmes d'action des problèmes publics. Elle leur confère une profondeur temporelle. En effet, dans la mesure où les problèmes publics sont des activités de revendication, ils se définissent dans des *séquences d'actions*, qui comprennent d'un côté des activités mises en forme et/ou interprétées comme des *demandes* et, de l'autre, les *réponses* qui leur sont apportées.

⁴ « However routine and ordinary an event may be, the participants in an activity must construct its meaning as claim » (Spector & Kitsuse, 1987 [1977] : 79).

En conséquence, l'approche présentée jusqu'ici revient à considérer les problèmes publics et leurs systèmes d'action comme des *processus interactifs* – et plus précisément *dialogiques* – c'est-à-dire comme des mises en forme actives et contingentes d'un ordre négocié.

Cette approche n'est pas propre à l'analyse des problèmes sociaux. Elle caractérise plus largement une théorie originale de *l'ordre social*, développée par les interactionnistes symboliques. Ces auteurs proposent systématiquement d'appréhender la réalité sociale comme une *construction interactive*, impliquant les *actions* d'un groupe et les *réactions* qu'elles suscitent de la part d'un autre groupe. Ce mouvement analytique a en particulier animé les analyses de la déviance. Par exemple, c'est ainsi qu'Howard Becker a distingué quatre types de comportements déviants et développé un modèle séquentiel pour les élucider, de manière à mettre en évidence leur caractère co-construit (Becker, 1985 [1963] : 43-63). De manière similaire, Erving Goffman a étudié les carrières morales de malades mentaux. Il a présenté les « institutions totales » comme des dynamiques interactionnelles, articulant les univers des reclus et du personnel (Goffman, 1968 [1961] : 43-225).

Une pluralité d'arènes rétrospectivement unifiées en un système d'action

L'approche définitionnelle ne se contente pas de pointer le caractère dialogique et dynamique des activités des activités de revendication. Elle indique qu'elles sont organisées en séquences de questions et de réponses, qui définissent à la fois un problème et un système d'action fractionné en une pluralité de « scènes » ou d'« arènes » publiques⁵.

Le pluriel appliqué à ces dernières notions est décisif pour la suite de l'analyse. Il permet d'envisager que ce n'est pas parce que le système d'action des « fonds juifs et de l'or nazi » a été unifié suite à la publication du rapport *Nazi Gold*, qu'il ne s'est pas déployé en une pluralité d'arènes. Il est donc possible de montrer que ce problème a mobilisé, dans des périodes historiques distinctes, différents acteurs, qui ont diversement contribué à la définition « des fonds juifs et de l'or nazi ». Trois conséquences centrales pour l'analyse des systèmes d'actions organisés par des activités de revendication méritent d'être tirée de cette mise au point.

Premièrement, une définition mérite d'être précisée. Suivant Malcom Spector et John Kitsuse, j'ai indiqué que tous les acteurs participant à une activité de revendication doivent être considérés comme participants au même système d'action. Cependant, cette consigne ne vise pas toutes les interventions portant sur le même thème, indépendamment des circonstances dans lesquelles elles ont été formulées. En effet, une activité de revendication n'est pas un mouvement continu et indéfini, mais *une séquence délimitée de questions et de réponses*, au cours desquelles sont définis un problème et les moyens d'y remédier⁶. Pour ne retenir qu'un exemple, la démarche entreprise en 1947 par Frances

⁵ Les concepts de « scène » et d'« arène » – empruntés à la tradition pragmatiste développée par l'École de Chicago – sont analysés comme des lieux d'*affrontement* et de *performance*. Cette double connotation a été déployée par les approches écologiques (Hilgartner et Bosk, 1988) et dramaturgiques (p.ex. Goffman, 1973a et 1973b ; Gusfield, 1963 ; 1981 ; 2000) de l'ordre social. Pour des synthèses en français, voir notamment : Grafmeyer & Joseph (1979), Quéré (1989), Cefaï (1996 ; 2002) ou Gusfield (2003).

⁶ Cette définition souligne que l'étendue et la durée des systèmes d'actions sont déterminées *par le déroulement des activités*. Dans cette perspective, la délimitation des corpus à analyser est une question pratique, qui appelle une réponse empirique. Cette définition ne préjuge cependant aucunement ni de la durée, ni de l'extension des activités de revendication et de leurs systèmes d'actions. Il est parfaitement envisageable qu'une controverse se prolonge durant plusieurs années et qu'elle acquière une ampleur internationale ou mondiale. Cependant, la constitution de cette durée et de cette extension ne peuvent être stipulées. Elles doivent être observées et décrites empiriquement.

Greenfield ne peut pas être considérée *a priori* comme participant du système d'action « des fonds juifs et de l'or nazi ». Les données disponibles à son sujet indiquent au contraire qu'il s'agissait alors d'une action limitée dans le temps, et qui s'est apparemment conclue, sans suite, par une fin de non-recevoir. En conséquence, il apparaît que les démarches explicatives et narratives tendent à confondre, en un système d'action homogène, des activités qui relèvent en fait d'arènes distinctes. Plus précisément, elles élaborent elles-mêmes des liens entre ces différentes activités de revendication, au lieu d'analyser comment les activités de revendication qui ont défini « les fonds juifs et l'or nazi » les ont progressivement articulées.

Deuxièmement, ce point peut encore être précisé. La durée d'une activité de revendication, la définition du problème qu'elle concerne, l'étendue de son arène et son articulation à un système d'action d'ensemble, sont moins déterminées par la formulation d'une *question* que par les *réponses* qui lui sont apportées. Tel a clairement été le cas s'agissant des requêtes lancées par Frances Greenfield ou les Alliés occidentaux. Ces interventions ont pris la forme conventionnelle de revendications. Elle ont été formulées comme des questions appelant des réponses, elles ont établi des responsabilités, exprimé une indignation morale, et elles ont été adressées à des autorités légitimes. Cependant, l'adéquation de ces mises en forme ne permettait aucunement de prévoir le sort qui leur a été réservé, lequel n'a été scellé que dans les *réactions* qu'elles ont suscitées. Concrètement, Frances Greenfield a été déboutée par le Département politique fédéral, qui a du même coup mis un terme à cette activité de revendication particulière. De même, c'est l'Accord de Washington qui a finalement décidé de la légitimité de l'exigence des Alliés d'exercer leur droit sur les biens allemands et sur l'or acquis illégalement par les nazis dans les pays occupés. Ce texte a établi que cette activité de revendication serait définitivement close une fois que les autorités suisses auraient *mis à leur disposition* une partie de ces valeurs. Cette séquence a été achevée à peine six mois après la signature de l'Accord de Washington, lorsque les Gouvernements suisse et états-unien ont paraphé un nouveau texte réglant définitivement « *le déblocage des avoirs suisses en Amérique* ».

Troisièmement, si d'innombrables revendications sur les biens des victimes de l'Holocauste, les transactions sur l'or ou le refoulement des réfugiés juifs ont défini des arènes limitées *au moment où elles ont été posées*, certaines ont été *retrospectivement* unifiées comme participant du système d'action unique « des fonds juifs et de l'or nazi ». Ainsi, c'est le travail déployé dans les années 1990 par Isabel Vincent qui a constitué les activités de revendications déployées dans les années 1940 autour de la requête de Frances Greenfield comme partie prenante « des fonds juifs et de l'or nazi ». Plus largement, la définition de ce problème lui a servi de schème d'observation et d'analyse, ce qui lui a permis de considérer que la question perdurait depuis la fin de la guerre et de rassembler toutes les requêtes qui la concernaient en un récit unifié et linéaire. Afin d'observer et de décrire ces opérations, l'approche définitionnelle ne se donne pas pour objectif d'établir le lien entre ces diverses arènes – constituées localement par une pluralité d'acteurs intervenus à des périodes distinctes –, mais d'analyser comment les activités de revendications des années 1990 les ont finalement articulés en un seul système d'action.

Ces trois observations orientent un questionnement particulier de la *signification* et du *pouvoir*. Elles mènent en effet à considérer que ces phénomènes ne préexistent pas aux activités et aux interactions : ils se présentent comme des *relations dynamiques*, qui se *négocient* conjointement au fil de leur développement⁷. Ainsi, les exemples présentés

⁷ La spécificité de cette approche ne réside pas dans son analyse relationnelle du pouvoir, laquelle a largement été déployée par des auteurs tels que Michel Foucault ou Pierre Bourdieu. L'apport décisif de la démarche pragmatique réside dans la consigne d'analyser ces relations en référence aux *activités* qui les composent, et donc à leur *développement temporel*.

jusqu'ici révèlent que le sens et la légitimité des revendications ne reposent pas en elles-mêmes, mais qu'ils sont définis par les *réponses* qui leur sont apportées au cours d'une controverse⁸. Ceci est particulièrement clair lorsque des acteurs parviennent à redéfinir *après coup* des interactions. Howard Becker a souligné ce point, en rappelant que l'idée du pouvoir est centrale pour les analyses interactionnistes de la déviance et que son élucidation appelle un questionnement spécifique (Becker 1985 [1973] : 212) :

Dans quelles conditions établissons-nous et faisons-nous respecter des normes *ex post facto* ? Je pense que les recherches empiriques montreront qu'il en va ainsi quand une des parties en cause possède un pouvoir disproportionné par rapport à l'autre : elle peut alors imposer sa volonté malgré l'opposition des autres, tout en maintenant une apparence de justice et de rationalité. On en trouve des exemples typiques dans les relations des parents avec leurs enfants et dans les compromis, également paternalistes, entre les travailleurs sociaux et leurs clients, ou entre les enseignants et leurs élèves.

Ce questionnement est particulièrement éclairant s'agissant d'analyser le système d'action organisé autour des biens des victimes de l'Holocauste. Il permet de montrer que c'est au cours des négociations sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale que certains acteurs ont acquis et manifesté leur pouvoir de définir le problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Plus précisément, ils ont montré qu'ils étaient en mesure de *revenir sur des actions passées*, de leur attribuer une nouvelle signification, d'identifier les conditions qui étaient à leur origine, d'attribuer des responsabilités et des motifs aux acteurs qui les avaient posées, et d'en tirer matière pour les mettre en demeure de prendre des mesures susceptibles de résoudre le problème.

Il est maintenant possible de dénouer l'écheveau de l'étude du système d'action « des fonds juifs et de l'or nazi ». Malgré le nombre considérable d'acteurs qui ont pris part, durant plusieurs décennies, à ces activités de revendication, l'analyste n'est pas complètement démuni pour les présenter et élucider leurs relations. En effet, il n'est pas contraint de prendre chaque démarche en considération, ni surtout de les relier en une chaîne causale ou sous la forme d'un récit unifié. Au contraire, il doit se concentrer sur les réponses apportées aux revendications, de manière à identifier quand et comment elles ont établi leur légitimité et leur signification. Or, l'analyse définitionnelle a montré que la définition « des fonds juifs et de l'or nazi » est intervenue et s'est stabilisée suite à la publication du rapport *Nazi Gold*. La recherche pourra donc se concentrer sur les revendications formulées alors, de manière à remonter, de proche en proche, le fil de toutes les actions que les protagonistes ont définies rétrospectivement comme participant de ce processus.

Analyse du système d'action et procédure de sélection des arènes et des acteurs pertinents

Je serais bien en mal d'établir quelles sont les conditions qui ont engendré le problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». La sociologie ne m'est d'aucun secours s'agissant d'élucider le comportement des instances suisses, publiques et privées, durant la guerre. Elle ne m'autorise pas non plus à déterminer le nombre des comptes de victimes du

⁸ L'insistance sur le caractère déterminant des *réponses* apportées aux revendications pour l'analyse des problèmes publics, correspond formellement au rôle crucial que les interactionnistes attribuent aux *réactions* pour l'analyse de la déviance. Ce fondement de la théorie de l'interaction symbolique a été élaboré par George Herbert Mead autour de sa notion d'« autrui généralisé » (Joas, 2002 : 26) : « [Mead] affirme que la transformation des phases de l'action en signes gestuels permet à l'acteur de réagir à ses propres actions en fonction de l'anticipation des réactions virtuelles des autres. Le comportement humain de l'acteur est orienté par les réactions potentielles des autres acteurs. Des schèmes d'attentes réciproques de comportement sont constitués grâce aux symboles et restent toujours en prise sur le flux de l'interaction, soumis au procès de confirmation ou d'infirmerie des anticipations ».

nazisme tombés en déshérence, à évaluer les montants qu'ils contiennent, à élucider les mécanismes financiers et comptables qui ont conduit à cette situation, ou à statuer sur leur légalité. Sur ces thèmes, pourtant cruciaux, le sociologue est entièrement redevable d'autres acteurs. Certains ont pris position pour dénoncer une situation qu'ils jugeaient moralement intolérable. D'autres ont tenté d'expliquer et de justifier le comportement des autorités et des banques helvétiques. D'autres encore ont conduit des recherches comptables, historiques ou juridiques. Chacune de ces prises de position a contribué, à sa manière, à la construction du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ».

L'analyse interactionnelle s'efforce d'analyser ces prises de position, de manière à retracer leur participation à des interactions qui ont progressivement défini ce problème et donné forme à son système d'action et aux nombreuses arènes dans lesquelles il a été traité. À la lumière de cette démarche, il est maintenant possible de cerner les contours d'une procédure raisonnée de sélection des arènes et des acteurs que je retiendrai pour analyser la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ».

Avant tout, je devrai consentir trois restrictions de mon champ d'investigation pour des raisons matérielles. Tout d'abord, le positionnement rétrospectif de mon enquête m'empêchera de conduire une observation ethnographique directe des activités de revendication menées entre la fin de la guerre et les années 1990⁹. Ensuite, il ne sera pas possible d'interviewer les personnages qui ont joué un rôle déterminant dans cette affaire. Ils sont dispersés aux quatre coins du monde, et les ressources limitées allouées à cette recherche ne permettraient pas de couvrir les frais de déplacement nécessaires. D'ailleurs, ce système d'action comprend un nombre important de personnalités publiques auxquelles il est extrêmement difficile d'accéder sans intermédiaire. Enfin, les protagonistes de ces discussions sont pour l'essentiel des collectifs complexes. Pour analyser les relations qu'ils ont nouées entre eux, il faudrait élucider de manière détaillée leur propre fonctionnement interne. Concrètement, avant d'étudier comment se sont développées les interactions entre ces acteurs collectifs, il faudrait observer et analyser la composition et le fonctionnement de quatre gouvernements, de nombreuses organisations internationales, et d'organismes ad hoc, comprenant chacun plusieurs centaines de personnes.

Ces difficultés matérielles étant posées, je devrai renoncer à l'analyse des interactions directes entre les acteurs qui ont pris part aux controverses. Il serait bien sûr possible de contourner ces obstacles en analysant exclusivement les activités déployées par l'un ou l'autre d'entre eux. Par exemple, je pourrais concentrer ma recherche sur les seules relations entre l'Association suisse des banquiers et le Congrès juif mondial ou ne suivre que le développement des plaintes collectives. Cependant, l'analyse définitionnelle menée jusqu'ici tend à montrer que c'est précisément l'intrication de diverses revendications, conduites par des acteurs différents, adressées à une variété d'instances, dans plusieurs pays, qui ont conféré son retentissement à la question des « fonds juifs et de l'or nazi ». Dès lors, se focaliser sur l'une ou l'autre de ces arènes, ce serait renoncer à analyser la dynamique propre de cette controverse particulière et des systèmes d'action qu'elle a constitués.

Pour analyser la relecture du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, il faudra retracer le déroulement d'une controverse qui s'est jouée des frontières nationales, institutionnelles et disciplinaires. Il s'agira donc d'observer et de décrire comment cette

⁹ Il est même difficile d'envisager d'en retrouver les traces. D'une part, la majeure partie de ces relations ont été entourées de la plus grande discrétion. La correspondance entre les établissements bancaires et leurs clients privés est couverte par le secret bancaire et la plupart des notes diplomatiques ne sont pas encore tombées dans le domaine public. D'autre part, les discours et les conversations informelles auraient été riches d'enseignements, mais elles n'ont pas laissé de trace, et il est difficile de les reconstituer après coup de manière suffisamment fiable pour conduire une analyse définitionnelle.

question a été constituée, de telle sorte qu'elle a durablement capté l'attention des médias de plusieurs pays ; qu'elle a mené des autorités politiques à coopérer avec des organisations non gouvernementales ; qu'elle a rendu la répartition des tâches entre les différents secteurs de l'administration inopérante ; qu'elle s'est déployée simultanément sur les terrains diplomatique, judiciaire et scientifique ; et qu'elle a transcendé les distinctions entre l'économie, l'histoire et le droit. En conséquence, ne retenir qu'un aspect de la discussion au détriment des autres, reviendrait à formuler un choix arbitraire, fondé sur une distinction *a priori* entre des secteurs d'activités. Ce serait surtout occulter l'originalité d'un processus qui a engendré des coopérations, des alliances, des collusions, des divergences et des conflits inédits, imprévisibles et donc incompréhensibles pour quiconque se tiendrait à une définition institutionnelle de l'action.

Cependant, l'enquête n'est pas complètement démunie face à l'exceptionnelle complexité de ce système d'action. Comme l'a montré l'analyse définitionnelle, ces interactions ont laissé des traces publiques et aisément accessibles. J'ai relevé qu'il me sera impossible de conduire une observation directe des interactions organisées autour « des fonds juifs et de l'or nazi ». En revanche, je serai en mesure de les retracer précisément en m'appuyant sur mon corpus de discours médiatiques, qui rassemble les comptes rendus détaillés, publiés au jour le jour par la presse suisse. De plus, cette analyse me permettra de repérer les actions, les décisions, les projets de lois, les discours, les interventions parlementaires, etc. que les journalistes suisses ont considérés et présentés comme des moments forts ou des tournants de la controverse. Je pourrai ainsi identifier les prises de position qui ont rythmé le développement des activités de revendication, et rechercher ces documents qui, pour la plupart, ont été publiés. Par ailleurs, j'ai signalé qu'il me sera impossible de conduire une ethnographie des relations qui se sont nouées entre les membres des différentes commissions d'enquêtes. En revanche, j'accéderai sans difficulté aux résultats de leurs travaux, publiés sous la forme de nombreux rapports qui ont largement contribué à la définition des « fonds juifs et de l'or nazi ».

Pour analyser le système d'action des « fonds juifs et de l'or nazi », je m'appuierai donc sur les traces que sa mise en forme a laissées dans une large variété de documents publiés, allant d'articles de journaux à des rapports officiels, en passant par les minutes du Parlement, les transcriptions d'auditions, des jugements ou des textes de lois. Cette solution ne permettra malheureusement pas une prise en compte exhaustive de tous les acteurs impliqués dans les activités de revendications. Elle permettra cependant d'éviter d'en restreindre le spectre aux seuls acteurs les plus en vue.

Malgré ses inévitables inconvénients, ce procédé aura le net avantage de tenir compte du rôle déterminant joué par les *réponses* aux revendications pour la définition d'un problème. Pour commencer, j'interrogerai donc les revendications formulées entre le printemps et l'automne 1996. Ceci me permettra de dessiner les contours des arènes qui ont été circonscrites par les définitions « des fonds juifs et de l'or nazi », d'identifier les acteurs qui ont pris part à ces activités, d'interroger leurs relations, et donc de repérer ceux qui ont acquis le pouvoir de définir et d'unifier rétrospectivement le problème et son système d'action, et d'envisager les moyens de le résoudre. Il sera alors possible d'affiner l'analyse de manière à élucider comment ces interactions ont mené à l'invocation de normes, de valeurs, d'intérêts et de responsabilités qui ont été attribués aux différents acteurs en présence. J'étudierai plus particulièrement comment ces attributs ont été utilisés comme des ressources permettant à la fois d'expliquer des attitudes ou des comportements, et de déployer des stratégies permettant d'imposer une définition du problème. En conclusion, je rassemblerai l'ensemble de ces observations, de manière à montrer que le lexique « des fonds juifs et de l'or nazi » a simultanément défini un problème, son système d'action fragmenté en une multitude d'arènes, et les principes qui ont orienté sa résolution.

2.3 Les arènes « des fonds juifs et de l'or nazi »

L'analyse définitionnelle rompt profondément avec les tendances homogénéisantes des stratégies explicatives et narratives mises en œuvre par les enquêtes disponibles au sujet du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Cette démarche interactionniste ne se contente pas de montrer que la question « des fonds juifs et de l'or nazi » a été définie d'une multitude de manières différentes, par de très nombreux acteurs. Elle indique surtout que ces définitions ont pris forme au cours d'activités de revendication, dont le développement dialogique a organisé une multitude de scènes ou d'arènes.

Cette approche pluraliste s'ouvre donc sur une analyse fine des demandes qui ont été formulées et des réponses qui leur ont été apportées. Il s'agira donc d'indiquer comment ces interactions ont progressivement défini des problèmes particuliers et organisé des arènes dans lesquelles ils étaient susceptibles d'être traités. Il sera alors possible d'observer comment ces nombreuses définitions, déployées sur une multitude de scènes, ont rétrospectivement été homogénéisées de telle sorte qu'elles se présentent comme relevant d'une problématique d'ensemble, constitutive d'un seul système d'action extrêmement étendu.

2.3.1 *Le rituel des activités de revendication*

Avant d'entrer dans l'analyse détaillée de cette diversité d'arènes, il convient de souligner que les activités de revendication ne peuvent pas être entièrement rabattues sur le processus interactif de leur négociation. Comme nous venons de le voir, leur formulation implique au moins qu'une *demande* soit exprimée et que des *réponses* lui soient apportées. Mais il y a plus. Pour avoir une chance de susciter une réaction appropriée, c'est-à-dire d'être communément reconnue et traitée en tant que revendication, une demande doit revêtir une forme conventionnelle. En ce sens, les activités de revendication sont des interactions qui méritent d'être considérées comme de petits rituels. Elles apparaîtront donc comme des manières conventionnelles d'exprimer une indignation morale et d'établir des responsabilités dans des lieux appropriés, et de les adresser à des agents habilités à les traiter¹⁰.

Premièrement, toute revendication implique la manifestation d'une *indignation morale* (Spector & Kitsuse, 1987 [1977] : 86) :

Social problems activities are heavily freighted with morality and values. People making claims often express indignation, phrasing their claims for more equitable, orderly, human or convenient arrangements. Claims are normative phenomena. They are statements about conditions that *ought not* to exist ; something *ought* to be done to improve conditions. The concept of values, therefore, is clearly relevant for the analysis of social problems.

(Les problèmes sociaux sont des activités lourdement chargées de moralité et de valeurs. Les gens qui font des revendications expriment souvent de l'indignation, en formulant leurs revendications en faveur de dispositions plus équitables, organisées, humaines ou pratiques. Les revendications sont un phénomène normatif. Elles sont des prises de position au

¹⁰ Les travaux d'Erving Goffman ont mis en évidence le caractère conventionnel de la vie sociale (voir Goffman, 1973a et b ; 1974 ; Joseph, 1998 : 33-50). L'analyse définitionnelle des problèmes publics et la microsociologie goffmanienne des « scènes » de la vie sociale se rejoignent donc sur plusieurs points centraux : Elles s'accordent pour mettre en évidence la pluralité des scènes de la vie ordinaire, leur agencement interactionnel et dialogique, leur composante dramatique, et leur organisation rituelle. En revanche, elles se distinguent en ceci que Erving Goffman a strictement limité ses observations à des « situations sociales », explicitement définies en référence à la co-présence corporelle des interactants. Par contre, l'analyse définitionnelle des problèmes publics étend ce mode d'enquête à des situations dans lesquelles des acteurs sociaux interagissent sans pour autant nécessairement être co-présents dans le même espace-temps.

sujet de conditions qui ne devraient pas exister ; quelque chose devant être fait pour améliorer ces conditions. En conséquence, le concept de valeur est clairement pertinent pour l'analyse des problèmes sociaux.)

Ceux qui s'engagent dans des activités de revendication ne peuvent donc pas se défaire de la composante normative de leur action. Ceci ne veut pas dire qu'ils doivent nécessairement exprimer des valeurs. Mais cela signifie que, lorsqu'une action est considérée comme une revendication, ses auteurs peuvent communément *se voir attribuer* des principes normatifs supposés être à l'origine de leur intervention.

Deuxièmement, les actions identifiées comme des revendications supposent l'*établissement de responsabilités*. Tout d'abord, de telles demandes définissent les conditions néfastes supposées être à la source de ce qui est expérimenté comme un problème. Fondées sur des connaissances ou des croyances, elles invoquent une séquence factuelle pour expliquer l'existence de ce qui est défini comme un problème. Les revendications peuvent donc être communément traitées comme des réponses à la question de l'origine d'un phénomène indésirable. Autrement dit, elles établissent ce que Joseph Gusfield appelle la « *responsabilité causale* » des problèmes publics (Gusfield, 1981 : 13-14). Ensuite, ces doléances sont également susceptibles d'être interprétées comme des considérations au sujet de ce qui devrait être fait pour contrer les conditions néfastes supposées être à l'origine du problème. En d'autres termes, elles supposent l'interpellation ou la désignation d'un agent ou d'un organisme appelé à intervenir et à apporter une solution. Elles établissent ainsi la « *responsabilité politique* » du problème (idem : 13-14). Ainsi, chaque définition d'un problème établit quels acteurs en sont les « propriétaires », déterminant ainsi *discursivement* et à *distance* un espace de pratiques que seuls certains acteurs sont habilités à exercer¹¹. Enfin, toute revendication engage la responsabilité de ceux qui l'expriment. Ceci est particulièrement évident lorsqu'elle est manifestée par des actes illégaux, lesquels peuvent être *revendiqués* ou non (Spector & Kitsuse, 1987 [1977] : 80) :

In such instances, the press, police and public officials often attempt to make sense of events by attributing them to some known terrorist group. Thus, a claim can be created by observers and added to the actual events in which no claims were, in fact, presented. In the same way, groups may claim credit for an event (a skyjacking, for example) where there is no evidence that they were actually responsible for it.

(Dans de tels cas, la presse, la police et des autorités publiques tentent souvent de faire sens des événements en les attribuant à des groupes terroristes connus. Dès lors, une revendication peut être créée par les observateurs et adjointe aux événements effectifs, au cours desquels aucune revendication n'avait en fait été présentée. De la même manière, des groupes peuvent revendiquer d'être crédités d'un événement (un détournement d'avion, par exemple) alors qu'il n'y a pas de preuve qu'ils en étaient effectivement responsables.)

Ce rapide tour d'horizon indique que ceux qui sont considérés comme les parties prenantes d'activités de revendication sont susceptibles de se voir attribuer des responsabilités. Une fois impliqués dans un tel système d'action, ils peuvent être menés à rendre des comptes que ce soit parce qu'ils sont considérés comme ceux qui ont contribué à *causer* un problème, comme ceux qui doivent le *résoudre*, ou comme ceux qui l'ont *fait connaître* en exprimant des revendications à son sujet.

Troisièmement, il ne suffit pas que des demandes expriment une indignation morale et établissent des responsabilités pour qu'elles soient traitées comme des revendications

¹¹ La délimitation discursive de ces « territoires » mériterait d'être étudiée en lien étroit avec la constitution pratique des « territoires du moi » envisagée par Erving Goffman dans les situations de co-présence (Goffman, 1973 : 43-72).

légitimes. Elles sont d'autant plus susceptibles de l'être lorsqu'elles sont présentées dans les *lieux appropriés* et adressées aux *agents et aux organes adéquats*. Ainsi, ceux qui veulent lancer une activité de dénonciation ne peuvent éluder une question stratégique. Ils doivent déterminer le moment, le lieu et les personnes les mieux à même de recevoir leur doléance. Pour illustrer ce point, Malcom Spector et John Kitsuse (1987 [1977] : 80-81) relatent l'aventure malheureuse d'un étudiant. Il avait interrompu un cours sur les religions orientales pour dénoncer l'inefficacité des services postaux. Ni le professeur, ni les autres étudiants n'ont traité son intervention comme une revendication légitime : aucun n'a répondu au contenu de son propos. En revanche, ils ont manifesté leur gêne face à un comportement étrange, créant une situation inconfortable et difficile à gérer. Dans ce cas, le refus d'entrer en matière ne tenait pas à l'argumentation, d'ailleurs fort bien documentée, de l'étudiant. Il était une conséquence du lieu inapproprié dans lequel il avait choisi de la présenter. Sans doute, les mêmes propos auraient-ils été communément reconnus et traités comme une revendication s'ils avaient été adressés aux autorités postales, à des organisations de défense des consommateurs, ou à tout autre organisme intéressé par le gaspillage des fonds publics.

Cependant, « *étant donné la nature émergente et volontariste de la vie sociale, nous ne sommes jamais en mesure de faire de strictes déclarations prédictives* » (idem : 81)¹². En effet, il n'est pas impossible que, dans certaines circonstances, des récriminations sur la gestion de l'administration postale apparaissent comme des revendications légitimes à l'occasion d'un cours sur les religions orientales. Inversement, il est envisageable que des organismes, pourtant dûment mandatés à cet effet, refusent d'entrer en matière. Pour autant, il n'en demeure pas moins que la pertinence des revendications est communément évaluée en fonction de leur adéquation aux personnes auxquelles elles sont adressées et aux lieux dans lesquels elles sont exprimées. Faute de mettre activement en œuvre ces conventions, les demandeurs prennent le risque de se voir attribuer la responsabilité de troubler l'ordre routinier des choses, et s'exposent à ce que leur comportement soit interprété non comme l'expression légitime d'un problème public, mais comme le symptôme de leurs propres travers.

Ce rapide tour d'horizon montre que les activités communément identifiées comme des revendications revêtent une forme conventionnelle qui s'impose à ceux qui les réalisent. Elles impliquent notamment la distinction entre deux groupes, successivement chargés de formuler des questions et d'y répondre ; l'expression d'une indignation morale et l'établissement de responsabilités, formulées dans des lieux adéquats et adressées à des personnes appropriées. Cette composante relativement contraignante des problèmes publics a été étudiée de manière détaillée par Joseph Gusfield (1963 ; 1981 ; 2000). Il a montré que les problèmes publics sont conditionnés par le respect de conventions, dont la mise en œuvre est constitutive d'une « *culture des problèmes publics* », conçue dans une perspective proche des thèses interactionnistes. Son analyse accorde donc une grande importance aux activités de mise en forme des problèmes et à la manière dont elles établissent des responsabilités. Cet examen permet alors de mettre au jour le caractère conventionnel des revendications, de la manière dont elles sont formulées et des environnements avec lesquels elles entretiennent des relations constitutives.

Les approches interactionnistes prennent donc en compte les composantes formelles et lexicales qui permettent d'envisager qu'une activité de revendication soit reconnue en tant que telle. Cependant, elles refusent radicalement de les traiter comme des

¹² « *The example illustrates that proffered claims might be regarded as symptoms, but it does not tell us how to predict when this occur. Given the emergent and voluntaristic nature of social life, we are not likely ever to be able to make very strict predictive statements of this sort* » (Spector & Kitsuse, 1987 [1977] : 81).

« structures » ou comme une quelconque « variable indépendante » qui s'imposerait aux acteurs sociaux. Elles soulignent plutôt la forme dialogique et l'organisation temporelle des revendications, leur composante normative, les responsabilités qu'elles établissent, ou les lieux dans lesquels elles sont susceptibles d'être exprimées et reçues, comme autant de *ressources*. Autrement dit, ces approches considèrent la forme conventionnelle des problèmes publics comme des points d'appui, sur la base desquels les acteurs sociaux peuvent manifester et se voir attribuer des compétences en fonction de leur capacité à en faire un *usage stratégique* au fil des efforts qu'ils déploient pour définir des conditions néfastes et pour y remédier (cf. Spector et Kitsuse, 1987 [1977], 91-96)¹³.

Afin d'étudier ce rapport entre les problèmes publics et les lieux de leur manifestation, Stephen Hilgartner et Charles Bosk ont développé un modèle écologique pour l'étude des « arènes publiques ». Leur analyse part de l'idée que « l'identité et le destin des problèmes sociaux dépend de quelles formulations sont acceptées par quels opérateurs qui projettent de faire quoi à leur sujet, dans quelle arène publique » (Hilgartner & Bosk, 1988 : 69)¹⁴. En conséquence, ils ont examiné les contraintes auxquelles sont confrontés les problèmes publics dans leur lutte pour la reconnaissance. Ils ont relevé en particulier que la visibilité des problèmes publics, en tant que processus de définition collective, dépend de leur *mise en forme*. Cette dernière leur permet d'accéder à des arènes publiques aux capacités (*carrying capacities*) limitées, c'est-à-dire d'être compétitifs face aux autres problèmes susceptibles d'être retenus et mis en évidence dans une arène, de satisfaire aux principes de sélection propres à chaque arène, et de mobiliser de larges réseaux d'opérateurs impliqués dans différentes arènes, de manière à bénéficier du feedback entre ces dernières¹⁵.

Ces quelques indications théoriques et méthodologiques balisent le chemin d'une analyse des arènes publiques. Elles orienteront maintenant mon étude des activités de revendication déployées dans les années 1990 au sujet « des fonds juifs et de l'or nazi ». Ce cheminement indiquera principalement que les différentes définitions du problème identifiées jusqu'ici sont indissociables d'interactions qui ont circonscrit une pluralité d'arènes. En suivant le développement de ce processus, il sera alors possible d'observer comment cette pluralité d'interprétations, déployées par de nombreux acteurs, sur une multitude de scènes ont finalement été rassemblées en une problématique homogène, concernant le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

2.3.2 Revendiquer la restitution « des fonds juifs et de l'or nazi » dans les années 1990

En première approche, il serait aisé de considérer l'émergence et la constitution « des fonds juifs et de l'or nazi » sur la scène publique suisse, comme une *succession de revendications*. Dès décembre 1994, plusieurs intervenants ont exprimé leur *indignation morale* face au traitement que les banques suisses avaient réservé aux fonds déposés par les victimes de l'Holocauste, certains appelant à établir les responsabilités engagées par cette situation. C'est sous cette forme conventionnelle que le Conseiller aux États Otto Piller a formulé sa petite question du 6 décembre 1994 :

¹³ Cette analyse traite donc les compétences comme des phénomènes pratiques et situés. Elle rejoint ainsi les théories de l'action d'inspiration wittgensteinienne, qui s'efforcent de mettre au jour le savoir non propositionnel (*i.e.* la connaissance pratique ou le savoir tacite) qui préside à l'organisation et à l'orientation des pratiques (p.ex. *Critique* n°579-580, août-septembre 1995, spécial « Pierre Bourdieu » ; Chauviré & Ogien, dir., 2002).

¹⁴ « The identity and fate of social problems depend on which formulations are accepted by which operatives who intend to do what about them in which public arena » (Hilgartner & Bosk, 1988 : 69).

¹⁵ Quelques limites de ce mode d'analyse « écologique » des problèmes publics ont été mises au jour dans le premier chapitre (cf. 1.2, *supra*).

In der ausländischen Presse sind Berichte darüber aufgetaucht, dass schweizerische Banken verhältnismässig häufig teilweise hohe Vermögenswerte von Kunden in ihr Eigentum überführen, weil sich diese Kunden jahrzehntelang nicht mehr gemeldet haben. Gelegentlich sollen dabei auch Erben solcher Kunden, die nicht in der Lage sind, Kontonummern oder Passwörter zu nennen, geprellt werden.

(Dans la presse étrangère ont surgi des comptes rendus selon lesquels les banques suisses transfèrent dans leur patrimoine les fortunes en partie élevées de leurs clients, parce que ceux-ci ne se sont plus annoncés depuis plusieurs décennies. Actuellement, les héritiers de tels clients, qui ne sont pas en mesure de présenter des numéros de comptes ou des mots de passe, pourraient être escroqués.)

La dénonciation de ces agissements bancaires immoraux, consistant à escroquer des clients en s'appropriant leurs biens, prenait donc la forme d'une interpellation du Conseil fédéral. Celui-ci était appelé à faire le point sur les bases légales fondant de tels procédés, sur la connaissance qu'en avait l'autorité de surveillance – en l'occurrence la Commission fédérale des banques – et sur l'ampleur des fonds concernés par ces pratiques. De plus, Otto Piller a demandé au Gouvernement suisse de s'exprimer sur une modification de la loi, de telle sorte que les banques soient obligées d'informer les autorités lors de telles actions, et que les valeurs « sans maître » tombent dans le patrimoine de la Confédération et non dans celui des banques concernées¹⁶. Une articulation similaire d'indignation et de quête des responsabilités a animé les interventions médiatiques du printemps 1995. Elle s'est faite particulièrement explicite dans le titre sans ambiguïté du *Nouveau Quotidien* (28.4.95) « *Les banques suisses ont volé les victimes de l'Holocauste* », ou lorsque l'*Hebdo* (18.5.95) a composé une page de couverture directement adressée aux banquiers suisses pour leur demander « *Qu'avez-vous fait de l'argent des juifs ?* ».

Il serait aisé de multiplier les exemples et d'en tirer un long chapelet de prises de positions formellement similaires. Cette démarche identifierait de manière indifférenciée les acteurs qui ont demandé des explications au sujet des biens des victimes de l'Holocauste, ou qui ont exigé leur restitution. Elle dessinerait alors les contours d'un système d'action impliquant des parlementaires et le Gouvernement israéliens, des députés helvétiques principalement issus de la gauche politique et des journaux de Suisse romande. Cependant, s'agissant de repérer les parties prenantes du système d'action « des fonds juifs et de l'or nazi », il convient de procéder autrement. En effet, une activité de revendication suppose que des *requêtes* soient adéquatement formulées, mais surtout qu'elles soient considérées comme telles par les *réponses* qui leur sont apportées. Il est donc méthodologiquement préférable de prendre les choses à rebours. Pour identifier les demandes qui ont été traitées comme légitimes, il convient de commencer par étudier *les réactions des banquiers et des autorités suisses*. Il sera ainsi possible de repérer les premières interventions qui ont été traitées en tant que participant à une activité de revendication et de décrire les démarches qui ont été entreprises alors pour leur répondre.

Les « fonds en déshérence » : une question privée

Comme je l'ai déjà indiqué, le Conseil fédéral a clairement prévenu – dès ses réponses des 15 février et 31 mai 1995, aux questions posées par Otto Piller et Jean Ziegler – qu'il n'entendait pas entrer en matière. Son argumentation tenait en quatre points principaux. Premièrement, il a rappelé que la question avait été réglée par l'arrêté fédéral de 1962. Deuxièmement, il a remarqué qu'il n'avait « *aucune raison de penser que des banques se sont appropriées les biens de victimes de l'Holocauste ou ont refusé de*

¹⁶ Le texte de la « *Question ordinaire Piller : Fortunes tombées en déshérence* » du 6 décembre 1994 est reproduit à l'annexe 1a.

manière illicite de les restituer »¹⁷. Troisièmement, il a estimé que ce sont les dispositions usuelles du Code des obligations relatives aux contrats qui s'appliqueraient aux éventuels biens se trouvant encore dans les banques suisses :

[L]es banques sont tenues, en exécution de leurs engagements contractuels, de tenir à la disposition de leurs clients ou de leurs héritiers éventuels, les avoirs qui leur ont été confiés, tant qu'il n'existe pas d'accord d'une autre teneur et que le contrat n'a pas été dénoncé. D'après les constatations de la CFB [Commission fédérale des banques], les banques ne font généralement pas usage de la possibilité de résilier les contrats, mais regroupent les avoirs tombés en déshérence dans des dépôts collectifs pour assurer une administration rentable et avoir un meilleur contrôle. La CFB ne connaît cependant pas les montants gérés de cette manière par les banques.

Quatrièmement, il a annoncé que la CFB avait rencontré l'Association suisse des banquiers pour examiner « *s'il est possible, dans l'intérêt de la place bancaire suisse, de faciliter à l'avenir les recherches des ayants droit auprès des banques. Il y aura lieu d'introduire des mesures de droit privé plutôt que de renforcer la surveillance de l'État* ».

Parallèlement, dès le mois de mai 1995, le CICR a fermement démenti les informations de la radio israélienne, affirmant que l'Union de Banques Suisses lui aurait versé 45 millions de francs, prélevés en partie sur des comptes appartenant à des juifs tués par les nazis¹. Pour leur part, l'Association suisse des banquiers et la Commission fédérale des banques ont réagi conjointement aux interventions des parlementaires et médias israéliens. En substance, elles ont rappelé que « *les comptes détenus par des personnes entrant dans cette catégorie et les montants déposés* » avaient été déclarés et restitués suite à l'arrêté fédéral de 1962. Cependant, *Le Nouveau Quotidien* (28.4.95) a rappelé que « selon le *Haaretz*, seuls 9,5 millions de francs suisses ont été remboursés aux héritiers. Pour sa part, l'hebdomadaire israélien *Globs* affirmait que les banques avaient déjà fait main basse sur une bonne partie des fonds avant le vote de l'arrêté. « *Faux affirme [le directeur de la Commission fédérale des banques] Kurt Hauri. Les fonds non réclamés restent des avoirs de clients* ». Les arguments invoqués alors méritent d'être rapportés dans le détail, tels qu'ils ont été présentés par le *Journal de Genève* (4.5.95) :

Interrogée sur les accusations reprises par la presse israélienne, l'Association suisse des banquiers (ASB) affirme n'être en possession d'aucun élément nouveau qui lui permettrait de rouvrir ce dossier. Son secrétaire général, Jean-Paul Chapuis, rappelle qu'un arrêté fédéral adopté en 1962 a en principe réglé la question [...] Pour Kurt Hauri, l'affaire est donc légalement close. Elle ne pourrait reprendre qu'à l'initiative de l'ASB qui a fondé un groupe de travail ad hoc. Sa tâche : déterminer comment faciliter les recherches des éventuels ayants droit. Il doit présenter ses propositions à la Commission fédérale des banques dans les prochains mois. M. Chapuis admet qu'une unification des pratiques adoptées en la matière par les banques est souhaitable. Quant aux doléances du député israélien Dan Tichon, qui s'est vu répondre par des avocats suisses qu'un délai de prescription empêchait désormais les descendants de victimes juives de revendiquer des fonds déposés auprès de banques suisses, M. Chapuis nous précise qu'elles ne correspondent à aucun fondement juridique. [...] En théorie, une banque aurait la possibilité de dénoncer un compte déposé auprès d'elle, et dont elle n'aurait plus de nouvelles du titulaire ou des ayants droit. Dans ce cas, un délai de prescription de dix ans est prévu. Mais dans la pratique, les banques suisses ne recourent pas à cette possibilité : elles sont dans l'incapacité de le faire en bonne et due forme, ne sachant à quelle adresse notifier cette décision. Juridiquement, rien n'empêcherait donc des héritiers de fonds déposés en Suisse par des Juifs avant la guerre, et qui n'auraient pas été recensés sous le couvert de l'arrêté fédéral de 1963 [sic], de faire valoir leurs droits. M. Chapuis ne dispose quant à lui d'aucun élément lui permettant de se prononcer sur les sommes articulées par la

¹⁷ Les citations sont tirées de la réponse du Conseil fédéral du 31 mai 1995 à la « *Question ordinaire Ziegler Jean : Fortunes des victimes de l'Holocauste dans les banques suisses* » du 7 mars 1995, dont le texte est reproduit en annexe 1b.

presse israélienne. Mais il n'est pas à exclure que des descendants de victimes de l'Holocauste, notamment ceux résidant dans les pays de l'Est, avec lesquels tout contact est resté impossible durant des décennies se manifestent encore », conclut le secrétaire général de l'ASB.

Au printemps 1995, les trois instances helvétiques interpellées par des médias ainsi que par des parlementaires israéliens et suisses ont donc répondu d'une même voix. Le Conseil fédéral, la Commission fédérale des banques et l'Association suisse des banquiers ont invoqué des arguments similaires pour rejeter les revendications formulées à leur rencontre. Seule la question des biens non encore identifiés appartenant, pour la plupart, à des familles d'Europe de l'Est, retenait leur attention. A ce sujet, tous ont estimé que cette question était du ressort de l'Association suisse des banquiers, laquelle devait prendre quelques mesures afin d'alléger et d'harmoniser les procédures de recherche en cours ou à venir.

Quelques précisions ont alors été apportées par *L'Hebdo* (18.5.95). D'une part, il a rapporté les propos de Kurt Hauri, qui a confirmé ne pas pouvoir avancer la moindre estimation des montants concernés, mais qui a estimé que « *les montants articulés en Israël ou ailleurs [étaient] complètement fantaisistes [...]* »¹⁸. D'autre part, il a retracé les démarches entreprises, dès décembre 1994, par la Commission fédérale des banques auprès de l'Association suisse des banquiers pour lui demander d'entreprendre quelque chose.

Kurt Hauri est même allé plus loin. Il a proposé l'ouverture d'une centrale d'information des banques où serait répertorié l'ensemble des dépôts dont le titulaire, depuis cinquante ans ou plus, a disparu sans laisser de traces. Ce serait une manière de faciliter la tâche des éventuels ayants droit qui, le plus souvent, ne savent pas à quelle banque s'adresser et, faute de mieux, multiplient les démarches à l'aveuglette. Avec le risque de se voir facturer chaque fois des frais de recherche prohibitifs : entre 300 et 1000 francs selon les banques. « *La balle est maintenant dans le camp des banquiers* » dit Kurt Hauri. Mais celle-ci n'a pas encore officiellement répondu. [...] « *J'ignore à ce stade ce que l'on peut faire*, dit Heinrich Schneider, secrétaire général [adjoint] de l'association, *mais nous voulons absolument trouver un moyen de joindre les ayants droit ; lequel, c'est toute la question.*

Ces réponses initiales ont esquissé les contours d'une première arène. D'un côté, le Comité international de la Croix-Rouge, le Conseil fédéral, la Commission fédérale des banques et l'Association suisse des banquiers ont refusé d'entrer en matière au sujet des revendications formulées par des médias et parlementaires israéliens et suisses. De l'autre, ces instances ont reconnu que quelques titulaires – principalement installés en Europe de l'Est – pourraient légitimement s'adresser à leurs banques pour faire valoir leurs droits sur quelques avoirs non identifiés dans le cadre de l'arrêté fédéral de 1962. Ces prises de positions convergentes indiquent que la Commission fédérale des banques a joué un rôle déterminant dans l'élaboration de cette définition commune de la situation. En effet, c'est elle qui a fourni l'essentiel des informations invoquées par le Conseil fédéral pour motiver son refus d'entrer en matière. C'est son directeur général qui est intervenu auprès des banquiers afin de leur suggérer d'alléger les recherches entreprises par des requérants légitimes. Dans cette perspective, le Conseil fédéral et la Commission fédérale des banques ont pris la parole publiquement au sujet des biens des victimes du nazisme. Mais loin d'entériner le caractère public du problème, leurs interventions ont disqualifié les revendications mettant en cause des instances publiques, et renvoyé le règlement des requêtes légitimes à *des négociations au cas par cas*, encadrées par les principes usuels du droit privé, régissant les relations entre les clients et leurs banquiers.

¹⁸ Ce même argument a été repris un mois plus tard par *Le Nouveau Quotidien* (26.6.95) : « *Au cours des deux derniers mois, les montants articulés par les médias israéliens grimperaient jusqu'à 6 milliards de francs suisses. Une somme jugée complètement fantaisiste par Kurt Hauri [...]* ».

Dès lors, c'est l'Association suisse des banquiers qui a joué un rôle décisif dans la mise en place de ce dispositif. Reprenant à son compte les suggestions de Kurt Hauri, elle a annoncé une première fois, le 8 mai 1995, le lancement d'un groupe de travail chargé d'étudier ses propositions, de manière à relancer la recherche des biens des victimes de l'Holocauste et d'envisager la mise sur pied d'une « centrale d'annonce » (*Meldestelle*). Couverte par le tumulte faisant suite au discours prononcé le même jour par Kaspar Villiger, cette information était alors passée presque inaperçueⁱⁱ. L'Association suisse des banquiers avait donc repris l'exercice deux mois plus tard, le 10 juillet 1995. Rappelant l'existence de son groupe de travail, elle a annoncé qu'elle envisageait de faire des « *recommandations aux banques pour le traitement [des fonds de clients dont les banques sont sans nouvelles]* », puis de mettre en place un « *organe central chargé d'aider les personnes à la recherche des fonds auxquels elles ont droit* »ⁱⁱⁱ.

Finalement, l'ASB a formulé sa réponse lors de son rapport annuel du 12 septembre 1995 – soit neuf mois après la petite question posée par Otto Piller et cinq mois après les revendications des parlementaires et médias israéliens. A cette occasion, elle a d'une part publié un premier rapport sur les avoirs en déshérence dans les banques suisses. Pour l'essentiel, les résultats de cette enquête confirmaient que les chiffres articulés en Israël ne reposaient sur aucun fondement crédible. Ils ont en effet établi que seuls « *893 comptes et dépôts totalisant 40,9 millions de francs (y compris les intérêts) étaient ouverts en juin dernier dont les titulaires n'ont pas donné de nouvelles depuis au moins 1985* »¹⁹. Cependant, les banquiers ont reconnu que « *notamment avec l'ouverture des pays de l'Est, la problématique des avoirs sans nouvelles [était] loin d'être close* ». D'où l'idée de faciliter les procédures de recherche, par la promulgation de directives uniformisant le traitement appliqué aux comptes, dépôts et compartiments de coffre-fort auprès des banques suisses. Ces dernières ont explicitement édicté que « *[l]es droits du client, respectivement ceux de ses ayants droit vis-à-vis de la banque, demeurent garantis, même lorsque, durant une longue période, aucun mouvement n'a eu lieu sur le compte ou sur le dépôt et que le client ne s'est pas manifesté vis-à-vis de sa banque* ».

D'autre part, l'ASB a profité de cette occasion pour annoncer l'adoption d'une procédure commune de recherche des biens en déshérence. Dès le 1^{er} janvier 1996, les clients à la recherche d'un compte ou dépôt devaient s'adresser à une centrale de recherche domiciliée auprès de l'ombudsman des banques (*Journal de Genève*, 13.9.95)^{iv} :

[Les requérants devaient] établir la vraisemblance de l'existence d'avoirs en Suisse, communiquer le nom de leur titulaire, démontrer qu'il est mort ou disparu depuis au moins dix ans, établir la vraisemblance de la légitimité de ses droits et indiquer si la recherche [devait] se limiter à quelques banques ou s'étendre au pays. La centrale de recherche décidera alors de la suite à donner à la demande et, en cas d'accord, la communiquera aux banques qui devront s'en acquitter avec diligence dans un délai imparti.

L'Association suisse des banquiers a précisé que la centrale de recherche n'agirait qu'en cas de nécessité, c'est-à-dire lorsque le titulaire des avoirs ne s'est effectivement pas manifesté :

Selon le Premier secrétaire de l'ASB, Victor Flüglistner, il s'agit « d'éviter que des tiers aient recours à cette centrale pour obtenir des renseignements sur la fortune de clients encore vivants ou que le nouveau système soit utilisé dans le cadre de litiges successoraux » Même si l'ASB estime qu'il ne devrait pas y avoir de nombreux dossiers à régler en réalité,

¹⁹ Georg Kraye a d'ailleurs souligné ce point, qualifiant d'« *absurdes* » les mentions de fortunes se comptant par milliards circulant dans la presse anglo-saxonne (*Tages-Anzeiger*, 13.9.95 : « *Die Milliardenerschätzungen, die vornehmlich in der angelsächsischen Presse zirkulieren, nannte [...] Georg Kraye [...] 'absurd'* »)

l'ombudsman s'attend dès le 1^{er} janvier prochain à une avalanche de demandes de renseignements. « Nous aurons l'attitude la plus flexible possible » a-t-il indiqué [...] ».

Ces quelques mesures ont communément été interprétées comme des *réponses*, élaborées sous la houlette de la Commission fédérale des banques, apportées aux revendications formulées dès le printemps 1995 au sujet des biens des victimes de l'Holocauste²⁰. En témoigne l'introduction du long article que le *Journal de Genève* (19.9.95) a consacré au rapport annuel de l'Association suisse des banquiers. Il signale en effet que les directives ont été adoptées « à l'instigation de la Commission fédérale des banques (CFB) et sous la pression de nombreux articles de presse concernant le sort des comptes et dépôts bancaires dont les titulaires ont disparu dans les camps de concentration nazis entre 1933 et 1945 ».

Autrement dit, la première enquête sur les comptes des victimes du nazisme, l'adoption des directives de l'Association suisse des banquiers, et la création d'une centrale de recherches ont été immédiatement identifiées comme participant à une *activité de revendication*. Elles ont participé à la fois à la définition du problème, imputant des conditions qui étaient supposées l'avoir causé, délimitant ainsi les contours de l'*arène* des avoirs appartenant aux victimes de l'Holocauste. Ces interactions ont donné forme à une problématique de « *comptes sans nouvelles* » ou de « *fortunes en déshérence* », restreinte à quelques 41 millions de francs appartenant à des titulaires dont les comptes n'avaient pas été identifiés dans le cadre de l'arrêté fédéral de 1962, notamment parce qu'ils étaient établis en Europe de l'Est. Cette construction s'est accompagnée d'une procédure définissant les seules requêtes légitimes comme celles émanant d'*ayants droit individuels*, déposées auprès d'une *centrale de recherche*, servant d'intermédiaire entre des *clients* et leurs *banques* présumées.

Alors que l'Association suisse des banquiers tentait de distinguer ces mesures de la question des biens des victimes du nazisme, les journalistes ont clairement rétabli ce lien. Ils les ont interprétées comme des réponses – inspirées des propositions émises par le Président de la Commission fédérale des banques – aux interventions des parlementaires et médias israéliens. En revanche, personne n'a interprété ces propositions comme des réactions à l'initiative parlementaire Grendelmeier du 24 mars 1995 ou à la motion Piller du 12 juin 1995. Pourtant, toutes deux proposaient que les banques soient tenues d'annoncer de tels avoirs à un « *office public* » ou à un « *service centralisé* » mandaté par les autorités fédérales.

Trois remarques méritent d'être relevées suite à cette observation. Tout d'abord, ces données rappellent que ce ne sont pas tant les actions effectivement posées que les réactions qu'elles suscitent qui définissent un problème et les acteurs qu'il implique. Ainsi, alors que les banquiers s'étaient évertués à épurer leurs directives de toute référence à l'Holocauste ou au nazisme, les journalistes se sont empressés de rétablir ce lien. De même, les médias ont inscrit l'intervention de l'Association suisse des banquiers dans le seul sillage des propositions émises par la Commission fédérale des banques, sans prendre en considération les initiatives politiques présentées devant le Parlement, alors même qu'elles étaient disponibles et publiquement connues. Autrement dit, l'action conjointe des banquiers, du Gouvernement et des médias a progressivement donné forme à l'ordre négocié d'un *problème privé*, susceptible d'être réglé sous les auspices des relations

²⁰ Il convient de souligner que cette présentation des directives de l'Association suisse des banquiers comme une réponse aux revendications relatives aux « fonds juifs » a été opérée *par les médias*. Pour sa part, l'Association suisse des banquiers a édicté des principes généraux, concernant explicitement *tous les comptes ou dépôts dont le client ne s'est pas manifesté depuis dix ans au moins*. A ce sujet, Jean-Paul Chappuis a même précisé que « *la plus grande partie des avoirs auprès des banques dont elles sont sans nouvelles du titulaire ne proviennent pas de la période antérieure à la Deuxième Guerre mondiale* ».

contractuelles ordinaires, qui unissent les *clients* à leurs *banquiers*²¹. Ensuite, si les solutions envisagées par les deux parlementaires suisses et les banquiers se rejoignaient autour de la centralisation des recherches, elles divergeaient considérablement quant à leur forme. Les premiers appelaient à la création d'un service public, placé sur la surveillance des autorités fédérales. En revanche, les seconds mettaient en place une régulation endogène, sous la forme d'une centrale de recherche, placée sous leur seule juridiction. Enfin, cette définition du problème est indissociable de la circonscription d'une arène. Les interprétations mises en œuvre par les banquiers, le Gouvernement, la Commission fédérale des banques et les médias ont écarté les parlementaires de la problématique pour ne retenir, comme seuls acteurs légitimes, que les banquiers privés et leurs clients individuels dont la relation était médiatisée par la centrale de recherche dirigée par l'ombudsman des banques.

Ainsi, la mise en forme du problème des biens des victimes du nazisme a été construite en 1995. Chargés de rendre compte de cette négociation, plusieurs journalistes en ont profité pour replonger dans le passé, pour déterminer les conditions qui avaient été à son origine. Ainsi, le *Journal de Genève* (13.9.95) a souligné que « *[c]e n'est pas tant le fond du problème qui a énervé les banquiers suisses que de voir la place financière, et notamment des caractéristiques comme le secret bancaire, amalgamée avec le rappel de la période des années du nazisme* ». Cette remarque faisait explicitement référence aux atrocités de la Deuxième Guerre mondiale. Mais elle renvoyait également au travail lexical déployé par les autorités politiques et bancaires, en amont de l'arrêté de 1962, pour déconnecter les « *avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques* » de l'Holocauste nazi (cf. 1.1, *supra*)²². Par ailleurs, le même journal a rappelé, dans un bref encart, que l'idée d'une centrale de recherche « *dat[ait] d'il y a vingt ans* » :

En 1976 déjà, Maurice Aubert, Jean-Philippe Kernen et Herbert Schönle, dans leur livre « Le secret bancaire suisse » s'interrogeaient sur l'opportunité de créer un office central pour régler les problèmes de succession des biens déposés dans les banques suisses. [...] A l'époque, trois ans après la prescription de l'arrêté fédéral [de 1962], ni l'Association suisse des banquiers, ni Berne ne s'étaient donné la peine de répondre à cette proposition.

Les « fonds juifs » : un problème bipolaire

Il valait la peine de s'arrêter longuement sur ces « activités de revendication » lancées en 1994 et 1995. Ces requêtes et les réponses qui leur ont été apportées ont construit la première arène des « avoirs en déshérence ». Celle-ci était organisée autour d'une définition du problème, mise en œuvre par la centrale de recherche et circonscrivant de manière restrictive la légitimité des acteurs impliqués. Ce cadrage peut être considéré comme « fondateur » non seulement en ce sens qu'il a été à l'origine de la visibilité de la

²¹ Des analyses critiques de la question s'appuieraient sur ces données pour en déduire des « intérêts » ou des « motifs » susceptibles d'être imputés aux acteurs pour expliquer la position qu'ils ont adoptée. Dans cette perspective, il serait aisé de prendre appui sur les données pour dénoncer une collusion entre les médias et les banquiers privés. Ils pourraient alors être caractérisés par leur attachement commun à l'autonomie de la place financière préservée des velléités de contrôle étatique agitées par la gauche politique. Cependant, une telle analyse supposerait d'établir le lien entre l'action des parlementaires suisses et celle des banquiers, alors même que la définition finalement retenue les a méticuleusement dissociées. En d'autres termes, une telle démarche critique reviendrait ici à proposer une définition de la situation, au lieu d'analyser celle qui a effectivement pris forme.

²² Dès son communiqué du 10 juillet, l'Association suisse des banquiers signalait explicitement qu'elle entendait apporter une solution qui devait « *dépasser le cas particulier de la Seconde Guerre mondiale* ». Elle parlait alors non pas des revendications des victimes du nazisme et de leur descendants, mais des « *requêtes de clients des banques suisses décédés ou disparus* » (cf. *Journal de Genève*, 11.7.95).

question dans les années 1990, mais surtout parce qu'il a durablement orienté l'histoire naturelle « des fonds juifs et de l'or nazi ».

Si cette arène s'est maintenue tout au long de la discussion, il serait erroné d'en déduire qu'elle est restée l'unique espace de traitement de la question des biens des victimes du nazisme. En effet, à l'été 1995 – alors même qu'était déterminée cette problématique limitée aux transactions privées entre des banquiers suisses et quelques clients – le Gouvernement israélien chargeait le président du Congrès juif mondial de négocier avec les autorités politiques et bancaires suisses pour récupérer l'argent des victimes de l'Holocauste. Le 12 septembre 1995 – le jour même du rapport annuel de l'Association suisse des banquiers – Edgar Bronfman est arrivé à Berne, muni d'une lettre du premier ministre israélien Yitzhak Rabin, l'autorisant à agir au nom du peuple juif pour récupérer les biens déposés par les victimes de l'Holocauste dans les banques suisses (cf. 1.2.1, *supra*).

Ce « ticket » d'entrée lui a ouvert la porte du Conseil fédéral et de l'Association suisse des banquiers²³. Fidèle à la ligne adoptée jusqu'alors, le président de la Confédération avait accepté de le rencontrer, tout en insistant pour que cette entrevue soit présentée comme une simple « *visite de courtoisie* ». Pour leur part, les banquiers ne purent se défaire et ils durent aborder la question des biens des victimes de l'Holocauste. Si l'on en croit les descriptions ultérieures qu'en a faites Edgar Bronfman, cette entrevue l'aurait profondément irrité (Vincent, 1997 [1997] : 179-181) :

Arrivés en avance, Bronfman et ses délégués furent conduits dans une pièce vide. Quand sonna l'heure du rendez-vous, les représentants de l'Association suisse des banquiers entrèrent, et l'un d'eux lu rapidement un communiqué faisant état de leurs intentions. Sur un ton monocorde et rigide, Georg Krayen, le président de l'Association, déclara que son organisme avait, dans un premier temps, décidé de mener des enquêtes internes dans les comptes dormants, puis d'établir un protocole suivant lequel les victimes de l'Holocauste et leurs familles pourraient déposer des requêtes pour qu'on entreprenne des recherches. Dans un second temps, après avoir complété leurs enquêtes, les membres de l'Association estimaient que les comptes dormants ouverts durant la Seconde Guerre mondiale refermaient l'équivalent de 32 millions de dollars. Ces valeurs pourraient avoir appartenues [sic] aux victimes de l'Holocauste. Quand ils eurent terminé la lecture de leur document, les banquiers demandèrent à Bronfman s'il avait des questions à formuler.

« Cet accueil avait été on ne peut plus froid et impoli. Je leur ai simplement dit que je n'étais pas venu en Suisse pour parler argent, mais procédures²⁴ », raconte Bronfman en fronçant les sourcils. De toute évidence, le souvenir de cette rencontre éveille chez lui une certaine colère.

Plus tard, dans un autre entretien, Bronfman compara la proposition des banquiers suisses à une tentative de corruption. A cette époque, lui-même et le Congrès estimaient à plus de 7 milliards de dollars le montant des avoirs juifs déposés dans les banques helvétiques. « L'Association suisse des banquiers avait déjà acheté le silence d'autres groupes avant nous. Cette fois, le marchandage se révélait seulement plus important. Je me suis rendu compte qu'ils s'attendaient à ce que nous prenions l'argent et que nous fichions le camp²⁵. »

Dans une perspective interactionniste, il n'est pas question de traiter ces données comme si elles nous donnaient un accès privilégié à la « conscience » ou aux « intérêts » qui animaient intimement Edgar Bronfman en septembre 1995. Elles nous permettent en revanche de déceler ses « motifs », au sens que C. Wright Mills (1940) donne à ce

²³ Les procédures d'entrée dans les arènes publiques mériteraient d'être analysées à la lumière des observations qu'Erving Goffman a consacrées aux « rituels d'accès » dans les relations interpersonnelles (Goffman, 1973b : 82-100).

²⁴ « Entretien avec l'auteur, 6 février 1997, New York. »

²⁵ « Johanna McGeary, « Echoes of the Holocaust », Time, 24 février 1997. »

concept²⁶. Lorsque Edgar Bronfman s'est confié à ces deux journalistes en février 1997 – soit près d'un an et demi après les faits – l'affaire des « fonds juifs et de l'or nazi » avait pris une tournure internationale. Interrogé au sujet de cette problématique tentaculaire, il a *rétrospectivement* justifié et expliqué la conduite qu'il a adoptée suite à sa rencontre avec les banquiers suisses. Il a en quelque sorte apporté des réponses à une question du genre « Pourquoi avez-vous fait cela ? ».

Sous cet angle, ses remarques s'avèrent particulièrement éclairantes. Pour en saisir la portée sociologique, il convient donc de renoncer à la détermination rétrospective des intentions réelles de Edgar Bronfman et des banquiers à l'époque. Qu'importe que ces derniers aient manifesté froidement leurs distances par impolitesse, défi, animosité, ou que leur réaction ait été parfaitement légitime face à un interlocuteur malveillant. Qu'importe encore que les banquiers aient présenté les chiffres de leur enquête pour dénoncer le caractère « *fantaisiste* » des sommes articulées par le Congrès juif mondial (comme l'a affirmé Georg Kraymer, avant d'être relayé par l'essentiel de la presse helvétique) ou qu'ils aient voulu soudoyer les organisations juives internationales (comme l'a suggéré Edgar Bronfman). Pour l'analyse que je mène, l'essentiel se situe ailleurs : dans les activités conjointes au fil desquelles les banquiers suisses et les organisations juives internationales ont progressivement mis en place un ordre négocié, définissant une problématique et son système d'action. De ce point de vue, il apparaît que les banquiers et le Congrès juif mondial étaient d'accord sur un point central – quelles que soient par ailleurs les divergences irréductibles qui les séparaient ou les intérêts cachés qu'ils s'attribuaient mutuellement. Ces deux acteurs collectifs considéraient en effet que la définition des « fonds en déshérence » mise en forme jusqu'alors constituaient une arène dont étaient exclues les organisations juives internationales.

D'un côté, il ressort clairement de l'analyse conduite jusqu'ici que le Gouvernement et les banquiers helvétiques tenaient à cerner une problématique générale de « fonds en déshérence », déconnectée de toute référence directe à la Seconde Guerre mondiale. Ce faisant, ils avaient reconnu comme *seules légitimes les revendications formulées, auprès de l'ombudsman, par des clients individuels de banques suisses*. De l'autre, Edgar Bronfman a interprété l'attitude des banquiers comme une tentative de le mettre à l'écart du processus de définition collective de la question. C'est ici que s'est joué l'essentiel. À l'automne 1995, les banquiers suisses mettaient en place des mesures qui définissaient de manière restrictive les activités de revendication légitimes. De son côté, Edgar Bronfman avait perçu que ces dispositions risquaient de le tenir à l'écart de la scène sur laquelle allait se régler la question des biens des victimes du nazisme. Cependant, il n'était pas prêt à se laisser évincer ainsi de ce système d'action (Vincent, 1997 [1997] : 192) :

Depuis sa fâcheuse rencontre de l'automne 1995, à Berne, [il] se demandait comment manœuvrer pour forcer les Suisses à l'écouter.

L'analyse définitionnelle conduite dans la première partie a déjà montré comment il a procédé. Loin de se laisser réduire au silence, le Congrès juif mondial n'a eu de cesse de revenir à la charge, mettant en cause la bonne foi des banquiers helvétiques et demandant la mise en place d'un audit indépendant (1.3, *supra*).

Avant d'y revenir, il convient de s'arrêter un instant ici pour poser une remarque conservatoire. Comme je viens de le montrer, les autorités bancaires helvétiques avaient lancé une enquête, édicté des directives, mis sur pied une centrale de recherche, comme autant de *réponses pratiques*, refusant d'entrer en matière sur le terrain du Congrès juif

²⁶ Les conséquences d'une telle analyse grammaticale des motifs pour la sociologie des mobilisations collectives ont été explorées par Danny Trom (2001).

mondial. Ce dernier ne pouvait alors que constater que ses requêtes avaient été déboutées. Pour autant, il n'en était pas réduit à constater son échec. Il pouvait néanmoins envisager de prolonger son action, avec l'espoir d'être reconnu ultérieurement comme partie prenante légitime aux négociations. Autrement dit, l'analyse interactionniste n'écarte pas l'idée que les acteurs agissent stratégiquement. Cependant, elle insiste pour montrer qu'ils s'orientent en fonction de la définition collective d'un problème dont la forme échappe en grande partie aux acteurs individuels. Ceci revient à dire que cette perspective réfère le caractère stratégique des activités à un *ordre négocié*, et non à des caractéristiques des acteurs, qu'il s'agisse de leurs « intérêts » comme le suggérerait l'anthropologie utilitariste de l'individualisme méthodologique, ou de la « volonté », invoquée par les approches psychologisantes²⁷. Plus encore, l'interactionnisme conduit à estimer qu'un problème est défini une fois que sa solution est envisagée, c'est-à-dire que l'ensemble des personnes concernées s'accordent pour considérer que la mise en œuvre d'une action déterminée conjointement permettra de le résorber.

La suite de la discussion a démontré que tel n'était pas encore le cas s'agissant des biens des victimes du nazisme à l'automne 1995. Pourtant, d'octobre 1995 à janvier 1996, tout donnait à penser que les différents acteurs s'accordaient autour des mesures de l'Association suisse des banquiers. L'initiative Grendelmeier et la motion Piller avaient été rejetées dans les limbes de la discussion suite à l'institution des directives de l'Association suisse des banquiers et à la mise sur pied de sa centrale de recherche. C'est donc sans entrain que la Commission des affaires juridiques du Conseil national a entrepris, le 23 octobre 1995, l'examen de l'initiative Grendelmeier. C'est dans l'indifférence générale que le Conseil des États a rejeté la motion Piller le 20 décembre suivant. Et c'est sans déchaîner les passions que les directives de l'Association suisse des banquiers sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1996, permettant à l'ombudsman des banques, Hanspeter Häni, d'entreprendre officiellement son activité à la tête de la centrale de recherche.

Sur la lancée, l'Association suisse des banquiers a publié, le 7 février 1996, les résultats de ses recherches de comptes en déshérence. Au premier abord, elle n'a rien présenté de particulièrement nouveau en annonçant n'avoir retrouvé que 775 comptes et dépôts ouverts par des clients étrangers avant 1995. Comme l'indiquait Jean-Paul Chapuis : « Ces chiffres confirment nos suppositions de septembre. [...] Les présomptions relatives à des fortunes gigantesques de victimes de persécutions nazies qui seraient cachées dans les banques suisses ne reposent sur aucune réalité concrète ». Les banquiers helvétiques ne faisaient que confirmer qu'ils n'accordaient aucun crédit aux revendications brandies, au nom du Gouvernement israélien, par le Congrès juif mondial.

Pourtant, c'est sur cette base qu'a éclaté au grand jour un net désaccord quand à la définition de la situation. Le jour même, Edgar Bronfman a qualifié d'« *unilatérale et d'inacceptable* » l'estimation des banquiers suisses, et estimé que « *les considérations éthiques imposent que le processus soit transparent, de façon à ce qu'il n'y ait aucun doute sur les résultats* »^v. Le lendemain, le chef de l'Agence juive, Avraham Burg s'est associé à lui dans un communiqué commun, pour dénoncer cette intervention des banquiers suisses (*Le Nouvelliste*, 9.2.96)^{vi} :

²⁷ Cette version « pragmatiste » de l'interactionnisme est clairement celle qui anime l'approche définitionnelle des problèmes sociaux défendue par Spector et Kitsuse (1987 [1977]), la sociologie de la déviance présentée par Howard Becker (1985 [1963]) ou l'analyse des cadres de l'expérience chez Erving Goffman (1991 [1974]). Ceci ne veut pas dire que les analyses qui revendiquent une filiation interactionniste soient totalement exemptes de tendances utilitaristes ou psychologisantes. Cette critique vaut particulièrement s'agissant de l'interactionnisme mâtiné de sociologie weberienne pratiqué par certains chercheurs francophones (cf. note 36 *infra*).

[L]es banques suisses ignorent leur responsabilité morale vis-à-vis des survivants de l'Holocauste et de leurs familles. Elles ont contredit des assurances antérieures. [...] Dans l'accord précédemment conclu avec l'Association, la procédure de recherche des dépôts financiers et de la propriété et requêtes des survivants de l'holocauste et de leurs familles pour les retrouver, aurait dû être « transparente » et ouverte pour prévenir tout doute quant aux résultats. L'Association suisse des banquiers n'a pas tenu sa promesse. L'affaire a été traitée sans coopération avec les parties concernées, d'où les doutes que l'on peut éprouver sur ces estimations. Nous leur demandons : qu'ont-elles à cacher ? Cinquante ans après les faits, nous nous serions attendus à un petit peu plus de sensibilité de la part de l'Association et du Gouvernement suisse. Nous restons dans l'attente d'une meilleure réponse ».

Il est impossible de trancher entre les versions, dans la mesure où l'accord passé entre les organisations juives et l'Association suisse des banquiers a été scellé lors de conversations discrètes²⁸. Qui plus est, une telle démarche serait inutile. Peu importe que les banquiers soient effectivement revenus sur leur parole ou qu'au contraire les responsables des organisations juives aient stipulé après coup l'existence de cet accord. Dans la perspective d'une analyse définitionnelle, seul compte la *réaction* des organisations juives qui a publiquement mis en scène un net *désaccord* les opposant aux banquiers suisses. A partir de cette date, il n'a fait aucun doute que ces deux protagonistes divergeaient quant à la définition du problème, les premiers tentant de régler la question de leur propre chef, tandis que les seconds refusaient de rester à l'écart des procédures.

Au fil de semaines suivantes, l'écart entre les deux n'a fait que se confirmer. Pour forcer les banquiers suisses à prendre ses revendications en considération, le Congrès juif mondial a repris l'initiative. Il a annoncé qu'il allait ouvrir son propre registre de comptes en déshérence et qu'il se réservait la possibilité de porter plainte devant les tribunaux états-uniens (9 février). Il a menacé d'appeler les fonds de pension des municipalités états-uniennes à boycotter les banques suisses (13 mars). Il a publié un document d'archive tendant à démontrer que les chiffres avancés par les banquiers étaient nettement sous-estimés. Sur la lancée, il a annoncé la transmission du dossier à la commission bancaire du Sénat états-unien, tout en promettant avec son président, le sénateur Alfonse D'Amato, de nouvelles révélations établissant les liens entre les banquiers suisses et le régime nazi (28 mars, 18 avril).

Appelé à justifier ce net durcissement de ton, le secrétaire général du Congrès juif mondial, Israel Singer a invoqué le *motif* – toujours au sens de C. Wright Mills – d'avoir été trompé par l'Association suisse des banquiers, suite à l'enquête publiée au mois de février : « *Alors que nous étions en pleine discussion avec elle, l'ASB a tenu cette conférence de presse sans nous avertir [...]. Elle ne nous a même pas informés des méthodes de recherche utilisées !* »^{vii}.

De leur côté, les banquiers suisses sont restés étrangement silencieux²⁹. Il faut dire que, le 23 février, le président du Conseil d'administration de l'UBS, Robert Studer, n'avait fait qu'amplifier les divergences en qualifiant les montants en question de « *peanuts* ». Dès lors, l'Association suisse des banquiers a laissé aux diplomates helvétiques en poste à Washington le soin de reprendre les termes de Georg Krayner pour

²⁸ Les organisations juives ont ainsi présenté les banquiers suisses comme des parjures. Cette considération faisait fonds sur l'invocation d'un accord que leurs dirigeants prétendaient avoir passé avec ceux de l'Association suisse des banquiers lors de leur rencontre du mois de septembre 1995. Reprenant à son compte la version défendue par Edgar Bronfman, Isabel Vincent (1997 [1997] : 181) note à ce sujet : « [...] Bronfman et ses collègues quittèrent la première réunion avec un peu d'espoir. Après tout, les banquiers avaient accepté, comme leur avait suggéré le Congrès, que les procédures soient contrôlées par une instance indépendante. En outre, les deux organisations s'étaient entendues pour travailler de concert et mettre sur pied une commission d'enquête » (Vincent, 1997 [1997] : 181).

²⁹ Le 10 avril 1996, *Le Nouveau Quotidien* titrait : « *Affaire des fonds juifs déposés en Suisse : silence radio des banques* ».

expliquer que les chiffres articulés en milliards étaient « *complètement fantaisistes* »^{viii}. Pour sa part, l'Association suisse des banquiers s'est contentée de se refuser à tout commentaire, que ce soit sur les documents publiés par le Congrès juif mondial, ou au sujet du lancement de l'enquête du Sénat sous la houlette d'Alfonse D'Amato. Pour justifier cette attitude, elle a affirmé qu'elle ne voulait ni « *envenimer le climat* », ni « *entraver les futurs contacts directs avec le Congrès juif mondial* »^{ix}.

Ainsi, entre février et avril 1996, le ton s'est nettement durci. Il a progressivement donné forme à un système d'action organisé autour d'un *affrontement bipolaire*. Les banquiers suisses – encouragés par le Gouvernement et la Commission fédérale des banques – entendaient traiter le problème des biens des victimes du nazisme comme un problème de « *fonds en déshérence* » parmi d'autres, susceptible d'être résolu dans le cadre ordinaire des relations contractuelles entre les banquiers et leurs clients. Affirmant avoir été trompé par les banquiers suisses, le Congrès juif mondial a refusé d'entériner cette définition qui le marginalisait, et il a tout fait pour faire reconnaître la légitimité de ses revendications. Multipliant les révélations et les menaces, il a obtenu le soutien du sénateur new-yorkais Alfonse D'Amato. Dans un premier temps, l'Association suisse des banquiers s'est, plusieurs semaines durant, ostensiblement murée dans le silence, affirmant ne pas vouloir envenimer la situation. Finalement contrainte de répondre, elle a commencé par adresser une lettre au Congrès juif mondial pour annoncer qu'elle acceptait de créer une commission indépendante chargée de rechercher l'argent des victimes du nazisme. Puis, elle a décidé de déléguer le banquier zurichois Hans Bär à la première audition du Sénat. Ces vives négociations ont mis en forme une nouvelle définition du problème, reconnaissant la spécificité de la déshérence issue de l'Holocauste. Son traitement a progressivement constitué trois nouvelles arènes.

La première a pris forme lors des auditions menées par la Commission bancaire du Sénat états-unien. ». Les représentants de l'Association suisse des banquiers y ont été confrontés aux revendications de vérité et de justice portées conjointement par les organisations juives, le Gouvernement fédéral des États-Unis, et le député Alfonse D'Amato, représentant l'État de New York. Mais ils ont surtout été contraints de renoncer à ne reconnaître que les seules requêtes individuelles. Dès la première séance, Greta Beer a été invitée à témoigner au nom des *descendants de victimes de l'Holocauste* et, plus largement, à représenter les intérêts de la *communauté juive*. Sur cette nouvelle scène, les banquiers helvétiques ont donc assoupli leurs réponses. Ils ont notamment cessé de réfuter en bloc la pertinence de nouvelles investigations historiques. Préparant la première intervention de Hans Bär, Heinrich Schneider a ainsi relevé que « *[l]a découverte de nouvelles informations historiques ne peut jamais être exclue [...] Mais pour l'instant, je n'ai vu aucun document de nature à changer ma connaissance de cette époque, et je suis surtout inquiet de l'interprétation qui sera faite de ces archives* ».

La mise en place de la deuxième arène a concrétisé une revendication formulée de longue date par les organisations juives. Dès leur première visite en Suisse de septembre 1995, elles avaient en effet demandé le lancement d'une enquête impartiale et minutieuse. Ensuite, elles n'ont cessé de remettre en cause les procédures et les résultats des enquêtes internes publiées par l'Association suisse des banquiers. Finalement, cette dernière s'est rendue aux raisons du Congrès juif mondial. Dans une lettre datée du 9 avril 1996, elle a proposé une rencontre entre Edgar Bronfman et Georg Kraymer, et accepté le principe d'un « *règlement transparent, raisonnable, et professionnel des questions en suspens* », par une commission composée d'experts et de comptables indépendants. Par la voix de Hans Bär, les banquiers suisses ont officialisé l'annonce cet organe mixte lors de l'audition du 23 avril, avant de décider formellement la création du Comité Indépendant de Personnes Eminentes, par la signature d'un accord intervenue le 2 mai 1996. Dans ce cadre, les

représentants de l'ASB et des organisations juives ont collaboré, sous la présidence de Paul Volcker, pour mener à bien un audit des banques visant la découverte des avoirs appartenant spécifiquement à des victimes du nazisme.

Les requêtes du Congrès juif mondial ne sont pas les seules à avoir reçu des réponses suite à la première audition. Suite au rejet des questions ordinaires Piller et Ziegler, et surtout après celui de la motion Piller, le sort de l'initiative parlementaire Grendelmeier paraissait scellé. Elle soulevait en effet des questions historiques et politiques qui n'avaient aucune pertinence tant et aussi longtemps que la question des biens des victimes du nazisme était traitée comme un problème de déshérence ordinaire. Or, la première audition sénatoriale a ouvert la porte à une mise en forme alternative de la problématique, concevant à la fois la spécificité des biens des victimes de l'Holocauste et de la nécessité de mener des enquêtes comptables et historiques pour faire la lumière sur leur sort. Dans cette perspective, il était devenu légitime de demander un règlement politique de la question et une intervention gouvernementale. Dès lors, la Commission des affaires juridiques a soudainement redécouvert l'initiative déposée plus d'un an auparavant par Verena Grendelmeier. Elle l'a immédiatement examinée avec le plus vif intérêt. Elle en a tiré la formulation d'un arrêté fédéral visant à lancer des recherches historiques et juridiques sur le « *sort des avoirs ayant abouti en Suisse à la suite de l'avènement du régime national-socialiste* ». La mise en forme de ce texte a rapidement mobilisé un Conseil fédéral et un Parlement qui s'étaient jusqu'alors scrupuleusement tenus en retrait. C'est ainsi qu'a progressivement émergé un troisième espace de discussion : L'arène politique suisse polarisée entre une aile gauche désireuse de lever toutes les entraves aux recherches historiques et juridiques et une aile droite soucieuse de préserver le secret bancaire.

Ce développement consacré aux réponses apportées aux requêtes du Congrès juif mondial entre septembre 1995 et avril 1996 souligne nettement le caractère interactif des définitions de problèmes publics élaborées au cours d'activités de revendication. Les échanges entre l'Association suisse des banquiers et le Congrès juif mondial montrent clairement que les activités de revendication sont des processus organisés et orientés par des requêtes présentées sous une forme conventionnelle et par les réponses qui leur sont apportées. Cependant, aucun de ces termes ne détermine le déroulement des choses indépendamment de l'autre. Ainsi, il n'a pas suffi que les organisations juives formulent adéquatement leurs requêtes pour qu'elles reçoivent des réponses positives de la part des banquiers suisses. Inversement, bien que les banquiers leur aient systématiquement opposé des fins de non-recevoir, ils ont finalement dû se résoudre à reconnaître la pertinence des demandes qui leur étaient adressées. C'est la raison pour laquelle les approches interactionnistes insistent sur une analyse des phénomènes sociaux en termes d'*ordre négocié*. D'un côté, le développement de la discussion a progressivement mis en place un *ordre social*, articulant la définition d'un problème, des arènes dans lesquelles il pouvait être traité et des acteurs légitimés pour prendre part à sa résolution. De l'autre, cet ordre a été *négocié* en ce sens que sa mise en forme est restée contingente. Portée au gré des interactions, elle ne s'est laissée déterminer ni par les questions des uns, ni pas les réponses des autres.

L'analyse de tels phénomènes implique l'élaboration d'un mode spécifique d'analyse du caractère stratégique des actions. Il s'agit de considérer que les stratégies sont *autorisées* par les définitions de problèmes sur lesquelles elles sont indexées. Mais il faut également remarquer qu'elles sont *limitées* par le caractère contingent de ces mêmes définitions. Il s'agit donc de penser que les acteurs ne sont pas les objets de déterminations extérieures, sans pour autant être pleinement maîtres de leur destin. Les approches interactionnistes réalisent à leur manière ce programme théorique. En effet, elles invitent à

analyser la définition de problèmes comme des *séquences* de requêtes et de réponses, au fil desquelles sont *définis* conjointement une problématique et ses systèmes d'action, fondant la possibilité d'un *agir stratégique limité*.

L'analyse du système d'action des « fonds juifs » conduite jusqu'ici permet de faire un pas de plus. Il apparaît en effet que la définition de la question des « fonds juifs » est indissociable de la mise en forme non seulement d'une, mais de *plusieurs arènes*. Ce processus s'est donc diffracté en une pluralité de lieux et de moments composites, en une architecture de scènes diversifiées « *dont l'unité interne et dont la relation externe, la coordination spatiale et l'enchaînement temporel sont problématiques* » (Cefai, 2002 : 69). Contre l'unification et l'homogénéisation impliquées par la métaphore de *l'espace public*, l'analyse interactionniste des arènes publiques s'ouvre ainsi sur une pensée pluraliste, insistant sur le caractère morcelé et dynamique de la composition d'une multitude de scènes publiques. Plus encore, elle met en évidence la coexistence d'une diversité de logiques ou de principes de jugement et d'action, en référence auxquels les différentes arènes consacrées au traitement d'un même problème se sont organisées. C'est ainsi que le débat sur les « fonds juifs » a été réglé par des *transactions marchandes* sur l'arène de la centrale de recherche. Mais il a simultanément donné lieu à des *affrontements* et des *rapports de force* sur les fronts de la commission sénatoriale états-unienne et du Parlement helvétique. Et tout cela n'a pas empêché les mêmes acteurs de *collaborer* pour rechercher les biens des victimes de l'Holocauste sur la scène du Comité Indépendant de Personnes Éminentes.

La mise en évidence de cette composante dynamique, évolutive, fluctuante et donc contingente de la définition des problèmes et de leurs systèmes d'action, ne doit cependant pas masquer leur caractère ordonné et durable. En effet, les arènes en question ne se sont pas succédées les unes aux autres, mais elles se sont progressivement agrégées, organisées, articulées en un agencement complexe. Ainsi, les auditions sénatoriales, les recherches de la commission mixte et la conduite du débat politique n'ont pas mis un terme à l'activité de la centrale de recherche. Cette nouvelle configuration l'a affectée sur sa face externe, en ce sens qu'elle n'était plus l'unique voie de recours envisageable pour obtenir la restitution des biens des victimes de l'Holocauste. Dès lors, les plaignants ont pu s'adresser à d'autres instances et l'ombudsman des banques a dû orienter son travail en fonction des avancées de ces dernières. Cependant, la logique interne de la centrale de recherche n'a pas été renversée pour autant : ni sa définition du problème, ni les acteurs qu'elle a impliqués n'ont été bouleversés par ces développements. L'ombudsman des banques a continué à traiter au cas par cas, dans le cadre contractuel ordinaire des dispositions du code des obligations, les requêtes individuelles formulées par des clients à l'encontre de leurs banques³⁰.

L'analyse interactionniste des arènes attelées au traitement de la question des « fonds juifs » invite donc à penser, à l'intérieur du même modèle, un monde pluriel, dynamique contingent, et pourtant ordonné autour d'une pluralité de définitions relativement stables, qui ont fondé une diversité de stratégies orientées vers une résolution.

³⁰ Concrètement, il a adressé un questionnaire de six pages à toutes les personnes demandant des renseignements. Sur la base des 400 documents reçus en retour au mois de mai 1996, la Centrale de recherche a établi une première liste qu'elle a adressée aux banques afin qu'elles la comparent avec les comptes dont elles étaient sans nouvelles du titulaire. Cette opération a été reconduite fin juillet avec 200 nouveaux noms. Le 12 août 1996, l'ombudsman a annoncé avoir reçu plus de 2'000 demandes (*Nouvelliste*, 13.8.96).

L'« or nazi » : une problématique internationale

Une fois encore, l'accord entre les parties prenantes à la discussion n'a pas mis un terme aux discussions. Suite à la première audition du Sénat des États-Unis, le Gouvernement suisse a dû s'ajuster à une définition qui reliait étroitement les « fonds juifs » et le nazisme, mettant du même coup en évidence la spécificité de leur déshérence et le caractère historique du problème qu'elle soulevait. Pour autant, le Conseil fédéral n'est pas resté les bras ballants : il a lancé plusieurs fonctionnaires sur la piste des archives de l'époque, lesquels ont remis la main, le 1^{er} mai 1996, sur le texte de l'Accord de Washington. Comme je l'ai déjà montré, sur la base de ce document, les autorités suisses ont lancé une nouvelle stratégie (1.4.1, *supra*). Cette dernière consistait à entériner la définition historique et morale du problème, tout en révisant l'identification de l'objet des recherches. Elle plaçait au centre de l'attention *l'or spolié*, que la Suisse avait mis à la disposition des Alliés dans l'immédiat après-guerre. Ce mouvement permettait dans le même temps de reconnaître la pertinence des dénonciations, tout en indiquant qu'elles devaient être adressées aux Alliés et plus particulièrement aux États-Unis.

Si cette interpellation est restée sans réponse directe, elle a été prise au sérieux aux États-Unis et en Grande-Bretagne. A Washington, le Président William Clinton a lancé plusieurs instances chargées de clarifier les questions relatives à l'or nazi et aux biens des victimes de l'Holocauste³¹. A Londres, un député travailliste britannique, Greville Janner – par ailleurs vice-président du Congrès juif mondial – a repris la question à son compte. Le 29 juillet 1996, il a sommé son Gouvernement « *de s'expliquer sur le sort de stocks d'or volés aux juifs allemands par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale puis stockés en Suisse et qui, selon lui, auraient été partagés entre les Alliés en 1946* »^x. Le *Foreign Office* a répondu à cette demande en lançant une enquête, dont les résultats ont été présentés dans le rapport *Nazi Gold* publié le 10 septembre 1996³². Il en ressortait deux points problématiques. D'une part, cette recherche a établi qu'au mois de septembre 1996, la Banque d'Angleterre détenait encore 5'100 kilos d'or (d'une valeur de 63 millions de dollars) pour le compte de la *Commission tripartite pour la restitution de l'or monétaire*³³ (p.29). L'incertitude régnant quant à l'origine exacte de cet or, les organisations juives ont demandé aux Gouvernements états-unien, français et britannique, que sa distribution dans le cadre de la Commission tripartite soit suspendue, et que soit envisagé son versement, au titre de compensation, à des victimes du nazisme. Greville Janner demanda au Gouvernement britannique « *de s'opposer à la distribution de cet or aussi longtemps que nous n'en connaissons pas l'origine exacte. S'il s'agit effectivement d'or ayant appartenu à des particuliers, je suis convaincu que le gouvernement appuiera les honorables membres de cette chambre qui souhaitent qu'on remette leur part à ceux qui l'ont perdue ou à leurs descendants* »³⁴. Le 3 février 1997, les trois gouvernements interpellés ont accepté d'interrompre les versements de la Commission Tripartite, jusqu'à ce que soit établie l'origine de cet or.

³¹ Le 4 octobre 1996 Département d'État a annoncé qu'il lançait une recherche sur l'or nazi dans les banques suisses. Cette enquête interdépartementale, placée sous la direction du sous-secrétaire d'État au commerce extérieur Stuart Eizenstat, a débouché sur la publication de deux importants rapports (Eizenstat 1997 ; 1998). En 1998, cette première mesure a été suivie par l'institution d'une « *Presidential Advisory Commission on Holocaust Assets in the US* ». Voir : <http://www.state.gov/www/regions/eur/dptgld.html> et <http://www.state.gov/www/regions/eur/holocausthp.html>.

³² Foreign & Commonwealth Office, General Services Command, « *Nazi Gold : Information from the British Archives* », *History Notes n°11*, Historians Library & Records Department, September 1996.

³³ Cette institution, créée en 1946 par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, avait pour objectif de restituer l'or monétaire spolié par les Nazis aux pays qu'ils occupaient.

³⁴ Transcription des débats à la Chambre des Communes, Londres, 12 novembre 1996 ; citée par Isabel Vincent (1997 [1997] : 201).

D'autre part, le rapport *Nazi Gold* a relevé que, dans le cadre de l'Accord de Washington, la Suisse avait mis 250 millions de francs suisses en or à la disposition des Alliés (p.16). Or, lors des négociations, le représentant de la Banque nationale suisse avait laissé échapper que les banques suisses détenaient pour 500 millions de francs suisses d'or provenant d'Allemagne (p.14). Cette indication a alors permis à plusieurs acteurs d'envisager de revenir sur l'Accord de Washington. Cette hypothèse avait été évoquée par Flavio Cotti, le Conseiller fédéral en charge des affaires étrangères dès le 16 septembre 1996. Le lendemain, Greville Janner a écrit à Malcom Rifkind, le Secrétaire d'État au Foreign Office et au Commonwealth pour lui demander « *la réouverture et la renégociation de l'Accord de Washington (1946), pour que soit redistribué aux pays pillés par les nazis l'or retenu en Suisse* » (cité in Vincent, 1997 [1997] : 205). De son côté, Alfonse D'Amato a écrit une lettre similaire au Secrétaire d'État Warren Christopher. Ces requêtes ont toutes été déboutées. Mais le sérieux avec lequel elles ont été traitées indique que le rapport *Nazi Gold*, en interrogeant l'origine et la restitution de l'or géré par la Commission tripartite, a considérablement élargi la problématique. Il lui a conféré une ampleur historique et diplomatique qui n'était susceptible d'être traitée ni par l'ombudsman des banques, ni par la Commission bancaire du Sénat états-unien, ni par la Commission Indépendante de personnes Éminentes, ni par le Parlement helvétique.

Cette mise en forme du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » a permis à Edward Fagan de lancer, dès le 1^{er} octobre 1996, la plainte collective de Gizella Weisshaus. Il a ainsi ouvert, aux États-Unis, une arène judiciaire dans laquelle s'est finalement joué le règlement financier de la question en août 1998 (cf. 1.4, *supra*).

C'est également cette définition qui a permis aux autorités politiques helvétiques de prendre deux mesures complémentaires. D'une part, le 25 octobre 1996, le Conseil fédéral a institutionnalisé le groupe de travail ad hoc, formé le 8 mai 1996 au sein du Département des affaires étrangères. Ainsi, six semaines après la publication du rapport britannique, il a constitué une *Task Force Suisse – Deuxième Guerre mondiale*, chargée de coordonner toutes les actions helvétiques relatives à cette période historique, sous la direction de l'ambassadeur Thomas Borer. D'autre part, les enquêtes historiques menées en Grande-Bretagne et aux États-Unis ont levé les dernières réticences à l'égard du lancement d'une démarche similaire en Suisse. C'est donc avec l'accord de l'Association suisse des banquiers et le soutien du Conseil fédéral que le Parlement a adopté à l'unanimité l'arrêté fédéral « *concernant les recherches historiques et juridiques sur le sort des avoirs ayant abouti en Suisse à la suite de l'avènement du régime national-socialiste* ». Cet apaisement de l'arène politique suisse a ouvert la voie à la constitution de la *Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale*, chargée de réévaluer le rôle de la Suisse durant cette période. A ce sujet, il est d'ailleurs significatif que la Commission ait commencé ses travaux par une enquête détaillée consacrée à « *La Suisse et les transactions sur l'or pendant la Seconde Guerre mondiale* » (CIE, 1998)³⁵.

Ainsi, la question de l'« or nazi » n'a pas conduit à la révision de l'Accord de Washington, mais elle a constitué des arènes judiciaire, diplomatique et scientifique. De plus, si la Banque nationale suisse n'a pas restitué l'or allemand en sa possession, elle a directement contribué à deux initiatives lancées ultérieurement par le Conseil fédéral. D'une part, elle a versé 100 millions de francs au *Fonds spécial en faveur des victimes de l'Holocauste / Shoah dans le besoin** créé le 19 décembre 1996 par le Gouvernement helvétique. D'autre part, le président de la Confédération Arnold Koller* a proposé, le 5

³⁵ La Commission Indépendante d'Experts est intervenue une première fois lors de la Conférence de Londres. Elle y a publié un petit document intitulé : « *Les transactions sur l'or pendant la Seconde Guerre mondiale: Vue d'ensemble avec statistiques et commentaires. Une contribution à la Conférence de Londres sur l'or nazi Londres, 2 – 4 décembre 1997* ».

mai 1997, de prélever 7 milliards de francs sur les réserves d'or de la Banque nationale, afin de constituer le capital d'une *Fondation suisse de solidarité*, chargée de soulager des cas graves de détresse humaine en Suisse et à l'étranger.

Synthèse du paragraphe 2.3.1

Les définitions du problème sous les notions de « fonds en déshérence », « fonds juifs » et « or nazi » ont ainsi mis en forme une mosaïque d'arènes privées et publiques, dans lesquelles ont été mises en œuvre des logiques contractuelles, conflictuelles, politiques, diplomatiques, scientifiques ou juridiques. Pour illustrer la complexité de leurs relations, il vaut la peine de s'arrêter un instant sur le problème délicat de l'origine et de la distribution du solde d'or de la Commission tripartite. En mettant le doigt sur cette question, les auteurs du rapport *Nazi Gold* ont soulevé un problème historique, juridique, diplomatique et politique. Son traitement impliquait l'intervention de nombreux acteurs. Il supposait notamment que des historiens retracent l'origine de l'or, que des juristes se penchent sur la possibilité de modifier son affectation, que les diplomates des nombreux pays concernés s'accordent à ce sujet, que des parlements débattent de la question, et que les Gouvernements français britannique et états-unien décident de l'attitude à adopter. Si toutes ces institutions étaient concernées par la question, aucune ne pouvait la trancher de manière autonome. Finalement, le règlement de ce problème a donné forme à une conférence internationale qui a rassemblé à Londres, du 2 au 4 décembre 1997, des représentants d'une quarantaine de pays et de plusieurs organisations juives. Cette arène *ad hoc* a articulé, sous une forme particulière, différentes définitions du problème, portées par une pluralité d'acteurs, impliqués dans différentes arènes. Ainsi, pour ne prendre que quelques exemples, les différents gouvernements concernés ont pris une part active aux débats, aux côtés de représentants de la *Presidential Taskforce on Nazi Gold*, de la *Task Force Suisse – Deuxième Guerre mondiale*, de la *Commission Indépendante d'experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale* ; de l'*Association suisse des banquiers*, ou du *Congrès juif mondial*.

2.4 Conclusion du chapitre 2 : L'analyse d'un ordre négocié

Cette analyse du système d'action des biens des victimes du nazisme aboutit à deux conclusions principales. D'une part, elle confirme les grandes lignes de l'analyse définitionnelle. Elle montre en effet que ces arènes se sont constituées autour de trois définitions, synthétisées sous les termes de « *fonds en déshérence* », de « *fonds juifs* » et d'« *or nazi* ». Plus précisément encore, elle indique que leur organisation s'est précisée en trois temps. Une première mise en forme remonte au mois de septembre 1995, avec les directives de l'Association suisse des banquiers instituant une centrale de recherche. Ce dispositif embryonnaire a été complété en avril 1996 avec la première audition de la Commission bancaire du Sénat états-unien. Elle a débouché sur la composition d'un Comité Indépendant de Personnes Eminentes et sur la polarisation du Parlement helvétique. Enfin, la publication du rapport *Nazi Gold* de septembre 1995 a conduit à une multiplication de ces scènes, avec le lancement de négociations intergouvernementales, la mise sur pied d'une Commission Indépendante d'Experts, d'une Task Force diplomatique, d'un Fonds spécial, d'une Fondation suisse de solidarité, la préparation d'une Conférence internationale sur l'or nazi et le dépôt d'une plainte collective devant une cour new-yorkaise.

D'autre part, si cette analyse du système d'action confirme, dans ses grandes lignes, la périodisation des discussions, elle en amende considérablement l'interprétation. En effet, l'analyse définitionnelle tendait à en tirer un découpage en quatre périodes successives, chacune étant associée à un terme sous lequel elle aurait été unifiée. Pour aller vite, il était

en quelque sorte possible de considérer que les recherches des biens des victimes de l'Holocauste avaient été successivement conduites sous les notions d'« avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques » entre 1946 et 1975, puis reprises sous le terme de « fonds en déshérence » entre décembre 1994 et avril 1996, avant d'être élargies avec la mise en forme des « fonds juifs » jusqu'en septembre 1996, date à laquelle la question aurait pris toute son ampleur internationale autour « des fonds juifs et de l'or nazi ».

Or, l'analyse des arènes constituées autour de ces définitions attaque la consistance d'une telle périodisation sur ses axes synchronique et diachronique. D'un côté, elle montre que, loin d'homogénéiser des périodes, chaque notion a contribué à la mise en forme d'une pluralité d'arènes, animées par des logiques distinctes, et entretenant des relations complexes. De l'autre, l'analyse de ces arènes publiques indique que les notions ne se sont pas succédées, scandant du même coup la transition entre quatre périodes successives. Concrètement, l'étude du système d'action invalide la présentation d'une discussion discontinue, au cours de laquelle les « fonds juifs et l'or nazi » se seraient substitués aux « fonds juifs » qui auraient eux-mêmes pris la place des « fonds en déshérence ». Il apparaît au contraire que chacune de ces définitions a perduré, fondant la continuité d'arènes qui ont coexisté tout au long du débat. Autrement dit, l'analyse conduite jusqu'ici indique le caractère problématique de l'unité interne et des relations externes des notions, des arènes auxquelles elles ont donné corps, et des périodes qu'elles permettent de distinguer.

La nuance est de taille. Conduite pour elle seule, l'analyse lexicale tend à présenter la mise en place de concepts toujours plus englobants, assurant la synthèse et la saisie d'une problématique. Inversement, sitôt que l'analyse s'efforce de retracer les *activités de revendication*, c'est un mouvement de pluralisation, d'extension et de complexification, qui se présente. Loin de s'homogénéiser sous un terme surplombant, la question des biens des victimes de l'Holocauste s'est étendue et morcelée en une multitude d'arènes, aux logiques incompatibles, dont la coordination est devenue toujours plus problématique. Au croisement de ses lexiques et de ses arènes, la question des biens des victimes de l'Holocauste se présente comme un processus à la fois homogène et hétérogène, discontinu et continu, unifié et pluriel.

Sensibles à ces tensions qui animent les processus sociaux, les interactionnistes se sont attachés à articuler l'étude des définitions et celle des acteurs ou des systèmes d'action. Leur stratégie consiste à placer des *activités* au cœur de l'analyse de manière à montrer comment leur développement définit un monde commun, dont les multiples interprétations laissent place à tous ceux qui y déploient des actions et tissent entre eux des relations complexes. Contre le dualisme cartésien, de telles recherches montrent que les *sujets* s'identifient en définissant les *objets* qui composent le monde dans lequel ils agissent. Pourtant, des recherches affichant leur affiliation interactionniste se concentrent soit les *sujets* qui prennent part à des systèmes d'action, soit sur les définitions qu'ils donnent des *objets* sur lesquels ils agissent. Ce faisant, ces enquêtes perdent de vue les *activités* dans lesquelles ces différentes composantes sont articulées et, du même coup, manquent la pointe théorique de l'interactionnisme symbolique.

Une première orientation focalise l'enquête sur une ethnographie des *interactions* qui forment les systèmes d'action³⁶. Cette approche retient de l'interactionnisme cette idée

³⁶ Un exemple d'analyse centrée sur les *sujets* composant un système d'action est fourni par l'enquête que Michel Messu a consacrée aux « assistés sociaux » (Messu, 1993). Bien qu'explicitement étayée sur des travaux interactionnistes, sa démarche rejoint les interprétations individualistes méthodologiques des concepts weberiens. De telles analyses aboutissent à une pensée du social en termes d'« effets d'agréations » non désirés d'« actions individuelles » (p.ex. Boudon, 1991 [1984] : 39-71).

générale que la société n'est pas donnée, mais qu'elle se construit sans cesse à travers la dynamique des actes sociaux ou des échanges entre différentes personnes. Elle en tire la conséquence que le chercheur doit s'attacher à observer attentivement les *interactions* et les *acteurs* qui y prennent part en tant que processus micro-structurels. Cette orientation rend problématique la conception fonctionnaliste de l'intégration sociale. En revanche, elle manque la dimension « symbolique » de l'interactionnisme. En effet, si George Herbert Mead (1963 [1934]) a mis l'accent sur les échanges interindividuels au fil desquels se construit la société, il a également insisté sur leur caractère *symbolique*. Il a brisé la rigidité du schème béhavioriste stimulus-réponse, en montrant que les échanges sociaux supposent toujours une interprétation qui implique une composante langagière.

Une seconde orientation s'attache à élucider ce versant *symbolique* des échanges, concentrant toute son attention sur la part langagière des activités sociales³⁷. Plus précisément, ces recherches analysent de manière détaillée les définitions, voire la *terminologie* utilisée ordinairement pour désigner un ensemble de phénomènes. Une telle orientation tend à résorber la problématique interactionniste en un *nominalisme radical*, c'est-à-dire à analyser l'ordre social comme un ensemble de constructions langagières relativement indépendantes du monde auquel elles font référence.

Pour aller vite, la première approche met l'accent sur la pluralité des acteurs et des systèmes dans lesquels ils entrent en interaction. Ainsi, si l'on appréhende la question des biens des victimes du nazisme par le biais de ses systèmes d'action, elle se présente comme un phénomène éclaté, tiraillé entre les logiques distinctes voire incompatibles mobilisées par la multitude d'acteurs qui ont participé à sa discussion. Inversement, appréhendée sous le seul angle de ses définitions, la même question apparaît plutôt comme un processus d'intégration progressive, sous les auspices des notions construites pour la désigner ou des représentations que s'en font les acteurs. Or, tout l'effort des interactionnistes a été de montrer que ces deux faces du même phénomène sont articulées dans les *activités* déployées par les acteurs sociaux. Howard Becker a insisté sur ce point en deux formules saisissantes (Becker, 2001 : 60 ; 61) :

Chaque sujet d'étude à propos duquel [les chercheurs en sciences sociales] écrivent fait partie de l'expérience de beaucoup de catégories de gens qui ont tous leur façon respective de parler de ce sujet, à l'aide de mots spécialisés pour les objets, les événements et les gens impliqués dans ce domaine de la vie sociale. Ces mots spécifiques ne sont jamais des signifiants objectifs neutres. Ils expriment plutôt la perspective et la situation particulière des catégories de personnes qui les utilisent.

[...]

Les noms donnés aux objets et activités sont presque toujours déterminés par des relations de pouvoir. Les gens au pouvoir donnent aux choses les noms qu'ils veulent leur donner et les autres personnes doivent s'adapter à cela, utilisant peut-être leurs propres mots en privé, mais acceptant en public ce à quoi ils ne peuvent se soustraire.

Autrement dit, il indique clairement dans ces deux passages que le travail sociologique doit se donner pour visée de montrer *à la fois* comment des *définitions* signifient des rapports sociaux et comment ces derniers informent des *terminologies* susceptibles de désigner des phénomènes ou des problèmes. Pour l'instant, il est possible de tirer de ces remarques que ni l'analyse définitionnelle, ni l'analyse des systèmes d'actions ne peuvent se suffire à elles-mêmes. Il convient au contraire de les mener de front, de manière à élucider comment les acteurs se dotent d'identités et de relations dans

³⁷ L'intégration symbolique des systèmes d'action est au cœur de nombreux travaux consacrés aux *représentations sociales* (p.ex. Jodelet, 1991) ou à la *déconstruction sociale* (p.ex. Karsz, 1992). Ce dernier tâche systématiquement d'élucider comment des « corpus théoriques » (des disciplines) informent, c'est-à-dire structurent notre perception du réel.

le mouvement même de la définition des problèmes auxquels ils sont confrontés. En conséquence, cette approche renvoie dos-à-dos les approches qui considèrent les acteurs comme des entités réelles dotées de compétences stratégiques et celles qui les traitent comme de simples fictions textuelles ou comme les dépositaires de représentations mentales.

2.5 Sources du chapitre 2

- i Voir notamment : *Le Nouveau Quotidien* (1.5.95) : « L'UBS attaquée en Israël » et le *Journal de Genève* (4.5.95) : « Des parlementaires israéliens s'attaquent aux banques suisses ».
- ii Seule la *NZZ* avait reproduit cette dépêche dans son édition du 9 mai 1995 : « Erleichterte Suche der Vermögen von Nazi-Opfern ? ».
- iii *Journal de Genève* (11.7.95) : « Un office indépendant pour examiner les comptes délaissés en Suisse ? ».
- iv *Journal de Genève* (13.9.95) : « Les banques suisses veulent faciliter les recherches des héritiers des fonds juifs ». Voir également : *Tages-Anzeiger* (13.9.95) : « Banken vereinfachen Suche nach Geldern von Naziopfern », *Le Matin* (13.9.95) : « Banques suisses : Des millions sommeillent » ; *Corriere del Ticino* (13.9.95) : « Averi ebraici e banche : milioni e non miliardi » ; *La Regione*, 13.9.95 : « Fondi senza nome ».
- v *Le Nouveau Quotidien* (8.2.96) : « Il n'y a pas de « fortunes gigantesques » qui sommeillent en Suisse depuis 1945 ».
- vi *Le Nouvelliste* (9.2.96) : « Banques suisses sur la sellette ». Voir également le *Corriere del Ticino* (9.2.96) : « Le stime dei banchieri criticate da Israele ».
- vii *Le Nouveau Quotidien* (1.4.96) : « Le Congrès juif mondial déclare une guerre totale aux banques suisses ».
- viii *Le Nouveau Quotidien* (1.4.96) : « Le Congrès juif mondial déclare une guerre totale aux banques suisses ».
- ix *Le Nouveau Quotidien* (1.4.96) : « Le Congrès juif mondial déclare une guerre totale aux banques suisses » et *Le Nouveau Quotidien* (10.4.96) : « Les banques suisses sur la défensive ».
- x *Le Nouveau Quotidien* (30.7.96) : « Avoirs juifs en Suisse : « Les Alliés en ont profité ».

CHAPITRE 3

Un aspect de la question, mineur si l'on veut, [...] est celui du rôle des individus. Trotski, dans son *Histoire de la révolution russe*, ne le néglige nullement. Il est parfois saisi lui-même d'étonnement qu'il fait partager au lecteur, devant l'adéquation parfaite du caractère des personnes et des « rôles historiques » qu'elles sont appelées à jouer ; il l'est aussi devant le fait que lorsque la situation « exige » un personnage d'un type déterminé, ce personnage surgit (on se rappelle les parallèles qu'il trace entre Nicolas II et Louis XVI, entre la Tsarine et Marie-Antoinette).

Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975, p. 72

3 ACTIVITÉS DE REVENDICATION ET IDENTIFICATION DES ACTEURS

L'enquête menée jusqu'ici a montré comment des activités de revendication ont fondé la *définition d'un problème* (identifié sous les notions de « fonds en déshérence », de « fonds juifs » ou de « fonds juifs et or nazi ») et constitué son *système d'action* (composé par les relations entre une multitude d'arènes contractuelles, juridiques, scientifiques, diplomatiques et politiques).

Il est maintenant possible d'affiner cette analyse, de manière à indiquer comment ces dynamiques de revendication ont fondé l'*identification d'acteurs individuels et collectifs*, qui se sont mutuellement attribué des intérêts, des motifs, des intentions, des compétences ou des responsabilités. Cette question est au cœur du projet de l'analyse définitionnelle des problèmes publics (Spector & Kitsuse, 1987 [1977] : 12) :

The focus on the definition of conditions directs to investigate the activities of specific and identifiable individuals (not « society ») who are engaged in defining conditions in particular terms with specific (recorded) purposes in mind.

(La concentration [de l'analyse] sur la définition des conditions oriente l'investigation vers les activités d'individus spécifiques et identifiables (pas la « société ») qui sont engagés dans la définition de conditions, dans des termes particuliers, avec des intentions spécifiques (attestées et prises en considération) à l'esprit).

Cette démarche permettra de préciser la composition et l'organisation des systèmes d'action contemporains dans lesquels des actes du passé ont été définis et évalués. Plutôt que de parler abstraitement de la « société suisse » et du système complexe d'arènes dans lequel la question « des fonds juifs et de l'or nazi » a pris corps, il sera possible de situer les organisations, les groupes ou les individus spécifiques qui ont pris position à ce sujet, et en ont proposé des définitions particulières.

3.1 Les activités de revendications et l'identification de leurs protagonistes

Les activités de revendication qui ont défini la question « des fonds juifs et de l'or nazi » ont composé un système d'action déconcertant, qui a fondé l'émergence d'alliances improbables. Des politiciens que tout opposait se sont alliés autour de cette cause, des personnes qui ne s'étaient jamais rencontrées ont pris part à la même plainte collective, les avocats saisis des dossiers de ces plaignants se sont entre-déchirés, le Parlement suisse a adopté à l'unanimité – gauche et droite confondues – une levée partielle du secret bancaire, etc.

Dès 1994, des représentants politiques se sont engagés aux côtés des personnes directement concernées, pour faire valoir leur droit à disposer des biens qu'eux-mêmes ou leurs parents avaient déposés auprès d'établissements bancaires suisses. Or, cette coalition avait ceci de curieux que son découpage ne recouvrait aucun clivage partisan. Ainsi, lors de la première audition de la commission bancaire du Sénat états-unien, Alfonse D'Amato, Edgar Bronfman et Stuart Eizenstat ont été identifiés comme une coalition, unie pour défendre d'une seule voix « la vérité et la justice ». Transcendant leurs divergences, ces trois acteurs, que tout opposait jusqu'alors, ont fait cause commune autour de ce dossier. Certes, il n'était pas trop étonnant de retrouver Edgar Bronfman, un important bailleur de fonds du parti démocrate, aux côtés d'un représentant de l'administration Clinton. En revanche, il était plus surprenant qu'il ait sollicité le soutien d'un sénateur réputé pour son ancrage dans la droite conservatrice du parti républicain¹. Plus encore, il est étrange que, malgré cette démarche du Congrès juif mondial, le président Clinton ait tenu à lui exprimer personnellement son soutien. En effet, il avait alors toutes les raisons de nourrir quelques rancœurs personnelles à l'endroit du sénateur D'Amato, lequel menait alors une violente campagne contre le couple présidentiel devant la commission d'enquête sur l'affaire Whitewater.

Nous voici plongés au cœur de l'énigme : Aux États-Unis, les biens des victimes de l'Holocauste ont réuni des personnages qui étaient jusqu'alors de farouches adversaires. Isolée, cette observation pourrait être considérée comme purement anecdotique. Cependant, bien d'autres clivages politiques ont été comblés au fil de cette discussion. En Israël, les premières interventions ont été lancées par des parlementaires du Likoud, alors dans l'opposition. Puis, le gouvernement travailliste a repris ces revendications à son compte et a chargé le Congrès juif mondial de représenter les intérêts israéliens sur ce dossier. En Angleterre, il n'est guère étonnant que Greville Janner ait soulevé la question de « l'or nazi » en tant que vice-président du Congrès juif mondial. En revanche, il est plus surprenant de voir ce turbulent député travailliste collaborer avec Malcom Rifkind – alors ministre des affaires étrangères du Gouvernement de John Major – sur le dossier de « l'or nazi » conservé à la Banque nationale suisse. En Suisse, il était possible de s'attendre à ce que Jean Ziegler, en bouillant détracteur des pratiques bancaires helvétiques, s'empare de ce dossier. En revanche, il est plus curieux que ce pourfendeur des révolutions conservatrices et de l'impérialisme états-unien² ait tenu à témoigner devant la commission sénatoriale présidée par le sénateur D'Amato.

Pour expliquer la formation de ces alliances curieuses – voire mal assorties – il serait envisageable de considérer que la grille de lecture politique est inappropriée. Cependant, les associations et les clivages qui ont pris forme autour de la question des « fonds juifs et de l'or nazi » ne recoupent aucune délimitation institutionnelle. Les coopérations se sont nouées par-delà les frontières nationales, et des confrontations ont déchiré des

¹ Le conservatisme d'Alfonse D'Amato pourrait être illustré par de nombreux exemples. Ainsi, en matière de politique culturelle, il a été le premier à dénoncer le caractère blasphématoire de *La dernière tentation du Christ* de Martin Scorsese, s'embrigadant ainsi dans la campagne de censure morale et religieuse des œuvres artistiques menée notamment par le sénateur Helms et l'American Family Association (cf. Bourdieu & Haacke, 1994 : 11-23).

² Au cours de son mandat de député, le socialiste genevois Jean Ziegler a fait preuve d'une verve politique peu commune. Au fil de ces années, il a également exprimé ses vues sous sa plume de sociologue. Il a sévèrement attaqué les banquiers suisses dans son essai *La Suisse lave plus blanc* (Paris, Seuil, 1990). Il a exposé ses vues anti-impérialistes dans de nombreux ouvrages aux titres évocateurs, tels que *Retournez les fusils ! Manuel de sociologie d'opposition* (Paris, Seuil, 1980), *Contre l'ordre du monde, les Rebelles ; mouvements armés de libération nationale du Tiers-Monde* (Paris, Seuil, 1983) ou *La Victoire des vaincus, oppression et résistance culturelle* (Paris, Seuil, 1988).

compatriotes. Des historiens et des juristes ont collaboré alors même qu'ils s'opposaient fermement à certains de leurs collègues.

La démarche interactionniste ouvre une brèche face à de telles impasses analytiques. Au lieu d'*identifier* et de *mentionner* les différents acteurs impliqués dans un problème, elle interroge les *identifications* de ces acteurs, c'est-à-dire la manière dont des identités leur ont été attribuées au fil d'activités de revendication particulières. Cette démarche a été popularisée sous le terme des *théories de l'étiquetage*, principalement appliquées à l'analyse de la déviance. Malheureusement ces analyses, leurs usages et leurs réceptions ont donné lieu à de nombreux malentendus. C'est pourquoi je commencerai par une rapide mise au point théorique.

3.1.1 Une problématique pragmatiste des identifications

L'analyse de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » révèle les limites des analyses qui considèrent la structure sociale comme un système intégré de positions, définies indépendamment d'activités particulières³. Plusieurs auteurs ont proposé d'amender la théorie fonctionnaliste, en assouplissant les concepts de rôle et de statut, de manière à considérer l'ajustement des comportements aux situations, et donc à prendre en compte le changement social. Ainsi, Robert K. Merton a proposé de distinguer les motivations *subjectives* d'une attitude et ses conséquences *objectives* (Merton, 1953). Erving Goffman a mis en évidence les interférences de rôles susceptibles de se produire lors d'interactions particulières. Ainsi, il a montré que les acteurs ne font pas qu'endosser un rôle prédéfini. Ils peuvent prendre distance à son égard, voire même l'abandonner, ce qui introduit une part d'incertitude quant au déroulement de l'action, et implique que les partenaires soient prêts à s'adapter à ces changements (p.ex. Goffman, 1968 : 241-243). Cependant, comme le souligne Joshua Meyrowitz, la perspective goffmanienne n'est dynamique qu'en surface. Elle décrit la vie sociale comme un drame complexe, composé d'une pluralité de scènes, sur lesquelles les acteurs jouent une diversité de rôles. Elle rend donc compte des activités nécessaires à l'ajustement à un ordre social relativement stable, constitué de règles, de rôles, d'occasions sociales et d'institutions déterminées (Meyrowitz, 1984 : 2) :

In Goffman's social world, the dynamism is mostly in the projection of figures against a static ground. Behavior may change from place to place, but the ways in which it changes, as well as the situations for which it changes, are usually constant.

(Dans le monde de Goffman, le dynamisme réside principalement dans la projection de figures sur un fond statique. Les comportements peuvent changer de place en place, mais les manières dont ils changent, ainsi que les situations pour lesquelles ils changent, restent habituellement constantes.)

Plus radicalement, une approche interactionniste renverse la logique fonctionnaliste. Elle considère en effet que la contingence et la relative indétermination des situations n'ont pas à être traitées comme les variations d'une norme. Elle propose au contraire de les aborder comme des circonstances ordinaires, susceptibles d'être appréhendées du point de vue des acteurs qui s'y sont engagés. Dans cette perspective, l'énigme à prendre en considération dans le cas des « fonds juifs et de l'or nazi » n'est pas celle du sociologue, incapable de ramener un système d'action particulier à un *ordre institutionnel*, c'est-à-dire aux rôles et aux statuts qu'il détermine et qu'il assigne aux acteurs. Il s'agit au contraire d'observer comment *les protagonistes de la controverse* ont défini les événements auxquels ils ont pris part, comment, ce faisant, ils se sont mutuellement attribué des

³ Les approches fonctionnalistes de ces notions sont présentées notamment par Lucchini et Ridoré (1983 : 26-32) et Durand et Weil (1990 : 92-95).

identités, des intérêts, des motifs ou des responsabilités de manière à expliquer leurs actions.

Rompant avec les notions de structure sociale, de rôle et de statut, cette approche privilégie une problématique des identités et des identifications empruntée à la philosophie pragmatiste de l'action (p.ex. Strauss, 1992 [1959])⁴. Plaçant la *négociation* au fondement de l'ordre social, cette analyse s'oppose à ses interprétations en termes de règles et de règlements, ignorant *comment* ces derniers « *sont promulgués, maintenus, manipulés, enfreints, modifiés et même entièrement abolis puis supplantés. Tout ceci suppose que l'on conçoive les humains comme des êtres qui façonnent leurs mondes dans une certaine mesure – malgré les contraintes qu'ils rencontrent inévitablement* » (idem : 14). Un tel mouvement suppose de placer le *langage* au cœur de l'identité, dans la mesure où cette dernière implique nécessairement des termes par lesquels des personnes sont désignées. En soulignant ce point, les interactionnistes ne suggèrent ni que le langage serait doté de quelconques propriétés magiques, ni qu'il faille s'intéresser pour eux-mêmes aux *noms* utilisés, dans l'action, pour identifier des personnes. Ils indiquent en revanche que l'*acte de nommer* forme un système duel, impliquant au moins une *relation* entre un *donneur* et un *receveur*. Ce lien étant indissociable des formes langagières qui le constituent, leur analyse permet notamment d'identifier l'orientation mutuelle des acteurs et les identités qu'ils s'attribuent réciproquement.

Cette problématique peut être élargie à l'identification des objets. Au même titre que pour les acteurs sociaux, « *[l]a nature ou l'essence d'un objet ne réside pas en lui-même, mais dépend de la façon dont il est défini par celui qui le nomme* » (idem : 22). Autrement dit, l'*acte de nommer* est indissociable de la connaissance : « *nommer revient à connaître, et [...] l'on connaît dans la mesure où l'on nomme* » (Dewey et Bentley cités in idem : 21). Ce serait faire fausse route que de réduire ces formules à un nominalisme simpliste, affirmant que la réalité réside dans les mots utilisés par les acteurs sociaux pour construire leurs mondes en les nommant. Bien plus profondément, elles invitent à considérer que toute dénomination est avant tout une *action de connaissance* qui définit ses *objets* et identifie ses *sujets*. Cette problématique pragmatiste des activités de nomination met en évidence les relations constitutives entre les *terminologies*, les *objets* qu'elles désignent et les *sujets* qui les mettent en œuvre.

Cette perspective est lourde de conséquences épistémologiques, théoriques et méthodologiques. Tout d'abord, elle dessine les contours d'une *épistémologie radicalement anti-positiviste*, rendant problématique toute tentative visant à produire une connaissance d'une dimension – la terminologie, les acteurs sociaux ou les objets – indépendamment des deux autres. Ensuite, considérant que ce sont des activités qui établissent les liens entre des acteurs sociaux, des objets et des lexiques, elle place au fondement de toute recherche une *théorie du langage et de l'action*. Enfin, elle ouvre la voie à un programme de recherche visant à produire et à traiter des données de manière à élucider les relations singulières, établies par des activités particulières, entre leurs sujets, leurs objets, et leurs lexiques⁵.

⁴ Dans son travail, Anselm Strauss fait en particulier référence aux travaux de John Dewey et de George Herbert Mead.

⁵ Peu de chercheurs sont parvenus à mettre en œuvre ce programme extrêmement exigeant. A mon sens, ce sont la production et le traitement des données qui soulèvent les problèmes les plus épineux. Sur ce point, nombre d'enquêtes interactionnistes sont insatisfaisantes, notamment parce qu'elles sous-estiment les enjeux de la transformation des observations en données, et de l'utilisation de ces dernières pour formuler une connaissance sociologique. Cette difficulté est particulièrement patente dans l'enquête, largement inspirée des méthodes interactionnistes, que j'avais consacrée aux trajectoires d'anciens alcooliques en me fondant sur les récits de vie qu'ils m'avaient confiés (Terzi, 1996). Je n'avais alors pas suffisamment élucidé les relations entre les *carrières identitaires* que je prétendais étudier, les *narrations* que j'avais

3.1.2 Activités de revendication, désignation des protagonistes et trajectoires identitaires

Ce rapide détour jette un nouvel éclairage sur l'énigme posée par le système d'action « des fonds juifs et de l'or nazi ». Pour une conception fonctionnaliste de l'intégration de l'ordre social en termes de statuts et de rôles sociaux, il apparaît pétri de paradoxes ou d'anomalies. Ce paradigme peine à envisager que des actions ne soient pas déterminées par des systèmes institutionnels préexistants, c'est-à-dire que leur développement puisse, par exemple, créer des alliances par-delà des clivages politiques, ou qu'elles fassent surgir des confrontations entre des avocats défendant des causes similaires. Il permet tout au plus de laisser entrevoir les stratégies déployées par des acteurs profitant des interstices creusés par des conflits de rôles, ou prenant distance à l'égard de ces derniers. La problématique des identifications et des identités en revanche renverse complètement la question. Elle permet en effet de saisir que ces acteurs n'étaient pas dotés d'identités prédéfinies en amont de leurs activités communes. Au contraire, leurs identifications ont pris forme au fil de leurs confrontations mutuelles et des démarches qu'ils ont entreprises pour revendiquer la restitution « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elles ne peuvent donc être analysées indépendamment des différentes définitions du problème (chapitre 1, *supra*) et des diverses arènes constituées pour le résoudre (chapitre 2, *supra*).

Dès lors, ce qui se présentait comme une énigme insoluble devient une question cruciale pour l'avancement de la recherche. En effet, il n'y a rien d'intrigant à ce que les acteurs sociaux soient dotés d'identités multiples et variables, fluctuant au gré du déploiement des *activités de revendications* auxquelles ils ont pris part. En conséquence, il n'est pas possible de statuer sur leurs *identités* indépendamment de leurs engagements dans la résolution de problèmes, impliquant notamment des *objets* à rechercher (de l'argent, de l'or, etc.), identifiés sous des *lexiques* (« fonds en déshérence », « fonds juifs », « fonds juifs et or nazi ») qui ont considérablement évolué avant de se stabiliser. Autrement dit, il n'est pas question ici de se demander pourquoi un sénateur républicain a pu s'allier avec le président démocrate contre lequel il menait campagne. Il s'agit plutôt de se demander comment leurs engagements respectifs dans le traitement d'un problème particulier leur ont fait acquérir des identités telles qu'il est devenu envisageable, non problématique – voire même éventuellement évident – qu'ils collaborent afin de le résoudre.

Cette manière d'appréhender les dynamiques d'identification est décisive pour une analyse qui s'efforce de retracer la constitution d'un problème public, telle qu'elle s'est déployée du point de vue de ses protagonistes. Dans la démarche définitionnelle, ce mode d'analyse se manifeste par une acception extensive de la « neutralité axiologique », excluant de l'analyse non seulement les jugements de valeur, mais également les jugements de fait. Cette option esquivait la question de la réalité des problèmes invoqués, pour fonder une démarche qui place au centre de son attention les *processus d'imputation*. Dans cette perspective, le sociologue doit renoncer à déceler les causes d'un problème, de manière à se concentrer sur les suppositions manifestées à leur sujet par les personnes qui agissent de manière à le rendre visible et pour le résoudre. Cette optique se prolonge jusque dans l'analyse des identités individuelles et collectives (Cefaï, 1996, 50) :

Les *acteurs collectifs* se constituent eux-mêmes dans des « agencements d'action » (*agencies*), à travers leur confrontation les uns aux autres, en relation à des objets et à des institutions, à des discours et à des pratiques. Les acteurs collectifs ne pré-existent pas tels

récoltées, et leurs *transcriptions* que j'analysais. En conséquence, je tendais à confondre les opérations d'identification que je réalisais à la lecture de ces versions écrites, la négociation des identités d'interviewer et d'interviewé lors des entretiens, et les stratégies identitaires déployées par les personnes interrogées au fil de leur parcours de vie.

quels aux configurations dramatiques et narratives de l'activité collective, mais sont configurés par ce qu'ils configurent.

L'approche interactionniste appréhende donc les acteurs et leurs identités comme des produits plus ou moins stables d'activités, au cours desquelles se donne à voir une collectivité en train de se faire. Au lieu de considérer que les acteurs seraient dotés d'identités avant d'entrer en interaction, elle propose d'étudier *les activités qu'ils développent en tant que processus d'identification*. Du même coup, cette perspective dissout l'énigme des alliances et des conflits qui ont émergé autour « des fonds juifs et de l'or nazi ». Les analystes ont été troublés d'observer que Edgar Bronfman, William Clinton, Alfonse D'Amato, Greville Janner ou Jean Ziegler aient fait cause commune. Cependant, leur surprise tenait largement à leur manière d'identifier ces acteurs en référence à leurs orientations politiques, leurs fonctions, leurs mandats ou leurs nationalités, c'est-à-dire indépendamment de leurs activités communes.

Cet étonnement se dissipe dès lors que l'on considère *les identifications comme des activités à analyser*. Il est alors possible d'envisager que les acteurs ne sont pas dotés d'identités en amont des activités de revendication auxquelles ils prennent part. Au contraire, c'est au fil de ces interactions qu'ils s'identifient et se voient attribuer des intentions, des motifs ou des rôles supposés expliquer et justifier leurs actions. En conséquence, cette approche recommande de ne pas identifier *a priori* Jean Ziegler en tant que sociologue, suisse et socialiste, ou Alfonse D'Amato en tant que sénateur, états-unien et républicain. Elle suggère au contraire d'étudier quelles identités ont été imputées à ces acteurs au fil des activités de revendication auxquelles ils ont participé, des requêtes et des réponses qu'ils ont formulées.

Nous touchons ici à une ouverture méthodologique. Le raisonnement déployé jusqu'ici implique que toute dénomination ou toute désignation est solidaire du point de vue à partir duquel elle est formulée. Elle fonde l'identité de celui qui la fait sienne et elle dirige son action (Strauss, 1992 [1959] : 24) :

Lorsqu'on change le nom d'un objet on réajuste sa relation avec lui et, *ipso facto*, on modifie son comportement en fonction de ce réajustement ; dans tous les cas, c'est la définition de ce qu'« est » l'objet et de ce pour quoi on le prend, qui permet à l'action de se produire.

L'identité des acteurs peut donc être explorée en prenant appui sur les résultats de l'analyse définitionnelle. Il s'agit alors d'élucider comment les lexiques adoptés pour parler des problèmes relatifs à la Seconde Guerre mondiale ont permis aux acteurs de se doter d'identités, et de s'attribuer mutuellement des intérêts, des motifs ou des responsabilités.

Concrètement, je vais maintenant reprendre l'étude des lexiques utilisés pour désigner la question des biens des victimes de l'Holocauste. Cependant, cette fois il ne s'agira plus seulement d'élucider les définitions d'un problème et d'identifier les objets qu'elles ont recouvertes. Je tâcherai d'observer les terminologies utilisées par les acteurs à différents moments de la discussion, de manière à repérer les positions et les identités qu'ils ont adoptées, leurs éventuelles transformations, et les relations qu'ils ont ainsi tissées entre eux. Il apparaîtra alors à quel point le terrain lexical de la question est miné. Chaque terme utilisé pour désigner le problème est en effet solidement associé à un point de vue partisan et aux intervenants qui l'ont adopté et aux protagonistes qui se sont engagés pour le défendre. En conséquence, toute étude qui se contente d'utiliser le lexique des « biens des victimes de l'Holocauste », des « fonds en déshérence », des « fonds juifs » ou « des fonds juifs et de l'or nazi » prend du même coup position au sujet du rôle de la Suisse

durant la Seconde Guerre mondiale⁶. Si elle entend maintenir son statut analytique, la recherche ne peut se contenter d'employer un lexique pour désigner un phénomène. Elle se doit d'analyser comment il a pris forme, définissant du même coup un problème et l'identité des acteurs qui se sont engagés pour le traiter ou le résoudre.

Partant de l'élucidation de l'identité des acteurs qui ont pris part au débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », je retracerai les interactions au cours desquelles Jean Ziegler a été privé de toute crédibilité scientifique et politique. Cet exemple montrera que ni les propos tenus par Jean Ziegler ni les caractéristiques de leur auteur ne permettent d'expliquer le discrédit dont il a été frappé. Par contre, ce processus de délégitimation sera étroitement articulé au déroulement de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi », c'est-à-dire des dynamiques qui ont fondé l'élaboration d'une définition agonistique de ce problème et la composition d'un système conflictuel. En retour, l'analyse de ce cas particulier éclairera donc les dynamiques qui ont sévèrement écorné la réputation des quelques intervenants qui se sont efforcés de mettre en évidence les enjeux historiques et moraux soulevés par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. À terme, la convergence de ces différentes trajectoires m'incitera à les relier non seulement aux interactions particulières qui leur ont donné forme, mais à l'organisation même du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Il sera alors possible de poser l'hypothèse que ces dynamiques du soupçon et du discrédit sont non seulement constitutives de ce débat particulier mais, plus largement, des formes de l'espace public suisse.

3.2 La trajectoire identitaire emblématique de Jean Ziegler

L'analyse définitionnelle a permis de repérer les terminologies qui ont pris forme au cours du débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Partant des premières demandes formulées à l'hiver 1994, elle a montré comment le lexique des « fonds en déshérence » a dominé les débats entre l'hiver 1994 et avril 1996 (1.2, *supra*). Cette terminologie a structuré des activités de revendication au cours desquelles a été débattu et traité un problème de droit privé, confrontant des clients à leurs banquiers (2.3.2, *supra*). Cette analyse mérite cependant d'être affinée. Avant que le terme de « *fonds en déshérence* » – promu à l'origine par les seuls banquiers suisses – s'impose dans le cadre des procédures coordonnées par la centrale de recherche, il a été opposé à la notion de « *biens des victimes de l'Holocauste* ». Par le recours à ces terminologies, deux groupes antagonistes se sont constitués. Au fil de leurs confrontations, ils se sont dotés d'identités distinctes, s'attribuant mutuellement des motifs, des intérêts, des valeurs et des responsabilités, par le recours à des lexiques diamétralement opposés.

Pour retracer ce processus, il convient de revenir aux premières requêtes, formulées au printemps 1995. À l'époque, les parlementaires et les médias israéliens – relayés par quelques députés et journaux suisses – ne parlaient pas d'une situation de « déshérence », c'est-à-dire d'avoirs qui n'auraient été recueillis par aucun héritier. Ils évoquaient de nombreux dépôts qui auraient été *volés* par des banquiers suisses, alors que leurs titulaires étaient dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits. Cette logique animait déjà la petite

⁶ Ce lien indissociable entre les lexiques, les objets et les identités des acteurs est un phénomène général. Il pose des problèmes considérables pour toute analyse des situations politiquement sensibles. En témoigne un petit ouvrage dans lequel deux journalistes français font part des difficultés qu'ils rencontrent pour rendre compte de la guerre israélo-palestinienne (Dray et Sieffert, 2002). À ce sujet, la situation est tellement polarisée que tout article ou commentaire peut être soupçonné d'accréditer en bloc telle ou telle version de l'histoire en fonction du seul lexique qu'il emploie. Ainsi, parler de « territoires occupés » revient à endosser le point de vue des résolutions des Nations Unies, et du même coup à faire preuve d'antisionisme aux yeux de la droite israélienne. De même, employer les termes de « colonies », d'« implantations » ou de « bourgades » (le terme recommandé par le gouvernement israélien) revient également à choisir son camp.

question posée par Otto Piller le 6 décembre 1994 : selon lui, il était probable que des clients soient « escroqués » (*geprellt*) par leurs banquiers. Cette définition a été reprise par Jean Ziegler dans sa petite question du 7 mars 1995 concernant des « fonds de victimes de l'Holocauste, retenus [...] dans les banques suisses ». Ce point de vue a été radicalisé avec l'intervention de parlementaires et de médias israéliens, accusant les banques suisses d'avoir « volé les victimes de l'Holocauste » (cf. 1.2.1, *supra*).

En un seul mouvement, cette terminologie a défini des *avoirs volés*, des *victimes de l'Holocauste escroquées* et des *banquiers malveillants*. Du même coup, elle a institué une *perspective morale*, à partir de laquelle il était possible de percevoir et de dénoncer un *scandale*. Elle a fondé la mise en cause des banquiers suisses, accusés d'avoir profité de la disparition tragique de certains de leurs clients pour faire main basse sur leurs biens. Autrement dit, les interventions articulées autour de la notion « biens des victimes de l'Holocauste » désignaient de manière particulière un *objet* spécifique, tout en identifiant les *sujets* qui l'ont adoptée. En recourant à ce lexique, ces acteurs se sont présentés comme des défenseurs de la justice, soucieux que soit préservée la propriété individuelle, et prêts à s'engager pour que ces biens soient restitués à leurs titulaires légitimes. Leurs prises de position ont dessiné un portrait peu reluisant des banquiers suisses, identifiés sous les traits de voleurs ou d'escrocs, motivés par le seul appât du gain, prêts à s'attaquer aux plus faibles, en l'occurrence aux victimes des abominations nazies.

3.2.1 Un justicier dénonce le scandale des « biens des victimes de l'Holocauste »

Les premières activités de revendication ont ainsi construit un monde cohérent, articulant, autour d'une notion, la désignation d'un *objet*, et les identités des *acteurs* qui lui étaient associés. Elles ont donné forme à la terminologie des « biens des victimes de l'Holocauste » qui a défini trois identités indissociables, articulant le dénuement des *clients* auxquels ils avaient été dérobés, la cupidité des *banquiers* qui les avaient volés et la vertu des *justiciers* qui en exigeaient la restitution. Cette dernière position a durablement été occupée par Jean Ziegler. Ce dernier n'a cessé d'affirmer que le destin des biens des victimes de l'Holocauste révélait « l'hypocrisie, le cynisme et le banditisme bancaires »¹ :

Comme député, je souhaite utiliser cette crise pour mettre fin à ce système qui continue de nuire au Tiers monde.

A ses yeux, le problème n'était donc pas circonstanciel. Au contraire, il dévoilait les coulisses d'une place financière véreuse, et le vrai visage de banquiers dénués de scrupules et de tout sens moral, confirmant du même coup la pertinence d'un combat mené de longue date par Jean Ziegler. Député socialiste genevois et sociologue, il a défendu cette thèse à différents titres. Mais il ne s'est jamais départi de cette *problématique morale* dont la logique lui permettait d'exprimer son *indignation* devant le Parlement suisse, dans l'ouvrage qu'il a consacré à la question, lors de ses nombreuses interventions médiatiques, ou face à la commission bancaire du Sénat états-unien.

Les prises de position de Jean Ziegler me permettront donc d'éclairer cette logique de l'indignation adossée à la terminologie des « biens des victimes de l'Holocauste ». Deux ans après sa première intervention devant le Conseil national, il l'a déployée de manière particulièrement explicite dans son ouvrage intitulé *La Suisse, l'or et les morts* (Ziegler, 1997 [1997]). Pour résumer son propos, j'en retiendrai la thèse centrale. Elle consiste à affirmer qu'en entretenant des relations financières avec l'Allemagne nazie durant la Seconde Guerre mondiale, la Suisse lui avait fourni les ressources nécessaires pour mener sa guerre d'agression et résister deux ans de plus aux offensives alliées. Se faisant receleuse de Hitler en acceptant l'or volé par les nazis, la Suisse se serait donc rendue coresponsable d'actes relevant d'une « *collaboration comparable à celle du régime* »

de Vichy », causant des centaines de milliers de victimes. Pour leur part, les banques suisses auraient largement bénéficié de ces trafics, auxquels elles devraient leur prospérité et leur puissance financièresⁱⁱ.

Il n'est pas question d'entreprendre une analyse fine ni de ce texte controversé, ni des nombreuses discussions auxquelles il a donné lieu. Seule m'intéresse ici la *dynamique identitaire* qui l'anime. Nul besoin de se lancer dans une lecture approfondie de cet ouvrage pour déceler sa forte composante normative. Au fil des pages, Jean Ziegler présente le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale comme un scandale. Les chapitres s'égrainent des « *innocents coupables* » au « *butin de l'Holocauste* » en passant par « *Les receleurs de Hitler* », « *Les assassins* », « *La guerre économique* » et « *La victoire sur les vainqueurs* ». Au fil des pages, se déploie ainsi un monde dans lequel la « *lumière* » portée par l'auteur s'oppose à la « *tromperie* », à « *l'amnésie* », à « *l'ignorance* » et aux « *détournements* » qu'il dénonce. Autour de ce lexique normatif, il définit de manière cohérente un *problème moral* et les identités d'acteurs auxquels il attribue des responsabilités, des motifs et des intérêts, qui appellent un jugement.

Pour Jean Ziegler, la situation de « *l'or volé nazi et l'argent de l'Holocauste* » constitue un cas exemplaire, qui révèle les structures d'un univers injuste, dans lequel s'opposent la misère des populations démunies et la tyrannie de dirigeants politiques, associée à l'appât du gain des milieux financiers (idem : 52) :

L'or volé par Adolf Hitler et ses sbires, qui demeure encore en majeure partie en Suisse, n'est pas fondamentalement différent de l'argent que le tyran zaïrois Joseph Désiré Mobutu place sur des comptes privés dans les grandes banques suisses. Des millions de femmes, d'enfants et d'hommes ont été conduits à la mort par les troupes de Hitler. Des centaines de milliers d'enfants meurent tous les ans au Zaïre et dans d'autres pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine par suite d'épidémies et de sous-alimentation, uniquement parce que Mobutu et les autres dictateurs du même genre pillent leur pays avec l'aide des requins de la finance suisse.

Dans cette perspective, Jean Ziegler ne parle ni d'un litige privé entre des clients et leurs banquiers, ni d'une question historique liée aux circonstances particulières de la Seconde Guerre mondiale, ni d'un enjeu juridique. Il présente plutôt un tableau dans lequel s'opposent des *victimes* désemparées et des *oppresses* sans scrupules. De la sorte, il rend compte d'une situation qui requiert une évaluation normative, c'est-à-dire face à laquelle chacun est appelé à prendre position. Confronté à ce problème de conscience, Jean Ziegler a clairement choisi son camp. Il se présente comme un *justicier* prenant fait et partie au côté des victimes, pour dénoncer les despotes et les banquiers, responsables d'une situation qu'il juge inacceptable. Invoquant son exaspération et sa subjectivité, il affirme son indignation et son incapacité de se taire face à l'horreur et l'intolérable d'une situation monstrueuse.

Dans la première partie de son ouvrage, il construit sa propre identité autour de cette *nécessité de parler*. Significativement, les premières pages de l'ouvrage sont consacrées au récit d'un incident, dans lequel il rapporte comment le président du Conseil national a décidé d'annuler un débat sur « *les 'comptes suisses vacants' et sur l'or nazi déposé dans les caves des banques helvétiques* » (idem : 16) :

M. Bigler, huissier fédéral en uniforme vert à chaîne d'or, vient vers moi. Nous nous aimons bien, et Bigler a l'air gêné : « Je suis désolé, mais vous ne pourrez pas parler aujourd'hui : il n'y a pas de débat. »

Je n'en crois pas mes oreilles. Au cours du week-end, le président, soutenu par le bureau du Conseil, a décidé d'interdire qu'il y ait débat général. Seuls pourront prendre la parole le ministre des Affaires étrangères, Flavio Cotti, et un porte-parole préalablement

désigné de chaque groupe parlementaire. Tous les autres élus du peuple seront réduits au silence.

Je me précipite à la tribune présidentielle et je proteste violemment. Le président, Jean-François Leuba, ne comprend pas mon indignation. Sur un ton de reproche, il me dit : « vous ne voudriez quand même pas que nous nous donnions en spectacle devant ces étrangers [la presse internationale] ? »

Privé de parole au sujet des biens des victimes de l'Holocauste, Jean Ziegler ne se contente pas de se démenier pour se faire entendre. Face à ses opposants qui voudraient le faire taire, il invoque des principes supérieurs qui légitiment sa prise de position (*La Liberté*, 19.3.97)ⁱⁱⁱ :

« En tant que député », proclame-t-il d'entrée, j'ai violé le devoir de confidentialité. » C'est un acte répréhensible selon le droit concède-t-il, mais il existe une autre loi, celle de l'élémentaire morale.

Ce faisant, Jean Ziegler invoque un *motif*, expliquant rétrospectivement son entorse à la loi. Dans le même mouvement, il définit un problème, il identifie les acteurs qui l'ont créé, il évalue leurs manquements moraux et il *s'attribue des raisons d'agir*. Il se dote ainsi d'une identité qu'il présente comme exemplaire, au double sens de ce terme. Dans sa perspective, son expérience est loin d'être anecdotique. Au contraire, il la présente comme un révélateur, mettant au jour une véritable conspiration du silence érigée autour du passé de la Suisse. Les autorités helvétiques n'auraient pas attendu ce débat parlementaire pour réduire au silence les critiques émises au sujet du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Au contraire, elles auraient de tout temps fait taire les voix discordantes (idem : 25-28). Ainsi, Jean Ziegler rappelle que, dans les années 1980 déjà, le rapport de Urs Vogler sur les transactions sur l'or avec la Reichsbank avait été censuré et que le débat au Parlement avait été étouffé (cf. 1.4.3, *supra*). Puis, il évoque le cas de l'historien Hans Ulrich Jost, qui avait osé écrire que « *Notre pays fut intégré de facto à l'espace économique allemand* » (cité in idem : 26). En conséquence, ce chercheur fut injurié, diffamé, attaqué, mis sous surveillance et sous écoute téléphonique par la police fédérale qui le considérait comme un ennemi de l'État.

En prenant position avec virulence au sujet de « *l'or volé nazi et l'argent de l'Holocauste* », Jean Ziegler s'est présenté comme un *justicier* face à un monde divisé entre des oppresseurs et leurs victimes. Ces dernières sont d'abord les victimes de l'Holocauste spoliées et assassinées par les nazis et volées par les banquiers suisses. Mais c'est également la population suisse, trompée durant des décennies par ses autorités (*Tribune de Genève*, 18.3.97 et *Journal de Genève*, 19.3.97)^{iv} :

Mon père est mort il y a quelques années. Il avait 85 ans, était colonel, président de tribunal à Thoune. Jusqu'à son dernier jour, il a cru avoir défendu l'arme à la main, sa famille, le peuple, l'Helvétie. Or, il a été effroyablement trompé. Il n'a fait que garder le coffre-fort d'Hitler. Maintenant, j'ai un fils, je ne veux pas que ce mensonge continue.

[S]i j'ai écrit ce livre, c'est beaucoup pour venger la génération de mon père à laquelle on a menti en lui faisant croire que seule l'armée avait tenu Hitler en respect [...].

Ainsi, Jean Ziegler distingue au moins trois acteurs collectifs à l'intérieur des frontières helvétiques. Les « *puissants* » – les autorités politiques et bancaires – se voient attribuer une cupidité et un cynisme sans bornes. Non contents d'avoir collaboré avec les nazis, ces oppresseurs ont fait deux catégories de victimes en Suisse. D'une part, ils ont trompé et trahi la *population*. D'autre part, ils ont réprimé sans ménagement les *intellectuels critiques* qui se sont élevés pour dénoncer leurs pratiques (*Journal de Genève*, 19.3.97)^v :

Je veux que les responsables de cette politique de collaboration soient enfin nommés. [...] La Suisse doit, elle aussi, entreprendre un processus de dénazification, ne serait-ce que pour éviter ce climat de culpabilité collective qui se répand. Ça me révolte, il n'y a jamais de culpabilité collective. Il faut cesser de dire : c'est la faute de la Suisse, c'est la faute de tous les Suisses. C'est faux et c'est injuste. [...] Il faut tirer les leçons du passé : cela veut dire notamment s'engager pour la suppression du secret bancaire, empêcher l'afflux des capitaux que des dictateurs comme Mobutu cachent en Suisse

Cette distinction est décisive dans le discours de Jean Ziegler. Elle lui permet à la fois de s'élever au nom de la population suisse contre ses dirigeants et de démarquer son intervention des revendications formulées au nom des victimes de l'Holocauste (*Tribune de Genève*, 18.3.97)^{vi} :

Ce livre est celui de ma colère. [...] Je ne voulais pas uniquement relire le passé de mon pays. Je voulais désigner les responsables. Je déteste quand des gens comme D'Amato accusent la Suisse en général. Non, le temps est enfin venu de nommer ceux qui ont agi avec tant de cupidité, qui ont causé cet immense scandale que sont l'or nazi et les comptes en déshérence.

Jean Ziegler se présente alors comme celui qui veut rompre le silence imposé à la population suisse. Il entend dénoncer nommément les responsables de cette situation intolérable : « *Pour ce que la Confédération a fait dans les années 1933-1945 – ou n'a pas fait, s'agissant d'accueillir les réfugiés juifs – il y a des coupables. Je veux les nommer par leurs noms* » (idem : 51). Ce faisant, il prétend faire œuvre d'intellectuel engagé. S'insurgeant contre le sort réservé aux victimes de l'Holocauste, il entend parler au nom de la population suisse, provoquer sa prise de conscience et contribuer à sa révolte : « *Mon livre est un « essai d'intervention » au sens sartrien, une arme !* » (idem : 52). En tant qu'appel à la rébellion, cette arme n'est pas pointée dans le vide : elle est dirigée contre « *le cynisme des gnomes, contre l'innocence constitutive des citoyens de la Confédération, contre leur incapacité au deuil* » (idem : 53).

Ce détour par l'ouvrage de Jean Ziegler a permis de cerner l'organisation identitaire qu'il a constituée autour de la notion des « biens des victimes de l'Holocauste ». Cette dénonciation d'un scandale n'a pas été portée par le seul Jean Ziegler. Un raisonnement similaire, à quelques nuances près, a animé la plupart des exigences de restitution formulées, en Suisse, par des parlementaires et des médias entre l'hiver 1994 et le printemps 1996. Ainsi, alors que les soupçons s'accumulaient contre de nombreuses entreprises helvétiques – suite à la première audition du Sénat états-unien qui avait donné forme à la question des « fonds juifs » – l'historien bâlois Mario König a demandé que « *les archives des banques soient enfin ouvertes* ». Pour justifier cette requête, il a adopté une argumentation que n'aurait pas renié Jean Ziegler, affirmant que « *les banquiers suisses de l'époque avaient un sens moral sous-développé* » et que « *[l]a neutralité a de nouveau été utilisée comme camouflage pour des commerces douteux* »^{vii}.

Plus encore, cette problématique morale – constituée dès les premières demandes de restitution des biens des victimes de l'Holocauste – n'a pas été uniquement anecdotique. Elle a été déployée par de nombreux acteurs et Jean Ziegler l'a reprise et spécifiée tout au long de la controverse. Bien que nettement marginalisée par les définitions successives du problème, elle a été invoquée tout au long de la discussion. Pour autant, il ne faudrait pas non plus en surestimer l'importance. En effet, les premières demandes de restitution sont pour l'essentiel restées sans réponse, et leur définition de la situation a rapidement été supplantée par la logique développée par les banquiers suisses sous la notion de « fonds en déshérence ». Emporté par la dynamique de la controverse sur « les fonds juifs et l'or

nazi », l'ouvrage de Jean Ziegler a été controversé avant que toutes ses prises de position soient irrémédiablement délégitimées.

3.2.2 *Les réceptions fluctuantes d'une indignation durable*

Pour retracer cette dynamique de délégitimation, il convient de ne pas se laisser aveugler par la seule cohérence interne des revendications qui ont continûment fait référence au problème moral posé par les biens des victimes de l'Holocauste. Ce raisonnement pratique a été déployé tout au long de la controverse pour formuler des *requêtes* et pour manifester de l'*indignation*. Cependant, ces interventions ont acquis des significations extrêmement variées, en fonction des diverses *réponses* qui leur ont été apportées à différents moments du débat. En analysant ces dernières, l'analyse s'infléchira vers une herméneutique de la discussion publique et s'ouvrira sur une problématique de la réception⁷. Cette démarche mènera en effet à considérer que les *réactions* contribuent à la détermination des *actions* auxquelles elles répondent.

A ce titre, l'examen de la trajectoire identitaire de Jean Ziegler sera particulièrement instructif. A différentes occasions, il a repris une *argumentation similaire*, affirmant régulièrement son indignation face au scandale d'une problématique morale. Cependant, ses prises de position ont suscité des *réactions diversifiées*, par lesquelles ses opposants lui ont attribué des identités nettement distinctes à différents moments de la controverse.

Un acteur marginal, un historien dilettante et un essayiste politique

Dans un premier temps, Jean Ziegler s'est signalé par la petite question qu'il a posée au Gouvernement, en séance du Conseil national du 7 mars 1995. A l'époque, cette requête est restée presque inaperçue. Prise dans la série des revendications portées par des parlementaires et des médias israéliens, relayée en Suisse par quelques députés et organes de presse, elle a été largement recouverte par les discussions relatives à la politique menée par la Suisse à l'égard des réfugiés juifs durant la guerre (1.2 *supra*). Les autorités suisses ont systématiquement opposé une fin de non-recevoir à ces expressions d'indignation. Ces dernières ont alors laissé la place à la construction d'un problème privé, concernant le règlement général du traitement des fonds non réclamés, articulée autour de la notion de « fonds en déshérence » (1.2.2, *supra*). Au fil de ce développement, les interventions de Jean Ziegler sont apparues comme une revendication parmi d'autres, et leur auteur comme un protagoniste marginal de la question.

Les choses ont radicalement changé dès le printemps 1997, suite à la parution de son livre *La Suisse, l'or et les morts*. Publié quelques mois à peine après le rapport *Nazi Gold* (1.4 *supra*), cet ouvrage a immédiatement été saisi dans la discussion sur « les fonds juifs et l'or nazi » qui battait son plein. Il est arrivé sur les étals des libraires alors que la question d'une éventuelle renégociation de l'Accord de Washington venait d'être ravivée. Cette question était alors au cœur des discussions menées aux États-Unis par le Conseiller fédéral en charge des Affaires étrangères Flavio Cotti. Elle formait également l'horizon d'incertitude des spéculations que les quotidiens suisses développaient au sujet du premier

⁷ Cette inflexion herméneutique indique que la *réception* (des objets, des œuvres artistiques, des discours ou des activités) participe de leur *production*, renversant du même coup la distinction fermement établie entre ces deux termes. Cette réflexion a été développée dans le domaine des études littéraires, notamment dans le sillage des travaux précurseurs de Hans Jauss (1978) ou de Umberto Eco (1985). Elle a également profondément transformé l'analyse des effets des médias, en particulier suite à la problématisation proposée par Stuart Hall (1994). Pour une synthèse de ces travaux en matière de théorie de la communication et des médias, voir le numéro thématique de *Réseaux* coordonné par Paul Beaud (1994) et la livraison de *Hermès* dirigée par Daniel Dayan (1992).

rapport de la *Presidential Taskforce on Nazi Gold*^{viii}, présidée par le sous-secrétaire d'État au Commerce Stuart Eizenstat⁸.

Dans ce contexte, les médias suisses ont consacré quelques pages au livre de Jean Ziegler, présenté comme une contribution à la définition d'un problème international, affectant gravement la réputation de la Suisse. A ce titre, il a été mis en parallèle avec plusieurs ouvrages de « non-spécialistes », principalement des journalistes, sortis de presse au même moment⁹. Sous le titre évocateur « *La mode est aux ouvrages qui discréditent la Suisse* », *La Liberté* a consacré une pleine page aux propos de Jean Ziegler et au virulent *Blood Money* du journaliste britannique Tom Bower (*La Liberté*, 19.3.97)^{ix} :

La bonne réputation de la Suisse en Angleterre n'en finit pas de souffrir. Le 7 avril, « Blood Money », un livre de Tom Bower, révélera le « terrible secret caché derrière les clochettes de vaches et les pendules à coucous » De son côté, le conseiller national Jean Ziegler lance ses propres attaques dans un livre présenté hier à Paris.

Le livre [de Tom Bower] n'est pas encore paru, mais de larges extraits ont été publiés dans le « Sunday Times », le grand journal dominical britannique. Ils racontent l'essentiel de la « conspiration de la Suisse pour profiter de l'Holocauste ».

Dans la même ligne, le *Journal de Genève* a tiré un parallèle avec l'ouvrage de Beat Balzli *Treuhänder des Reichs* (*Journal de Genève*, 13.3.97)^x :

Histoire : Pour sonder son passé, la Suisse a mis sur pied une commission officielle d'historiens [...]. Mais l'attitude de la Confédération pendant la Deuxième Guerre mondiale ne passe pas qu'au crible des spécialistes. C'est ainsi que dans son dernier livre, « La Suisse, l'or et les morts », Jean Ziegler s'en prend aux banquiers suisses « receleurs du Reich », tandis que le journaliste bernois Beat Balzli, au travers de cas concrets, retrace dans « Treuhänder des Reichs » (Fiduciaires du Reich) comment des agents nazis ont réussi à s'appropriier des avoirs juifs déposés en Suisse. Dans les semaines et mois à venir d'autres ouvrages devraient paraître, tandis qu'à Hollywood Michael Douglas étudierait un scénario dans lequel un survivant de l'Holocauste tente de dérober un compte dissimulé dans une banque suisse.

Dès sa publication, l'ouvrage de Jean Ziegler a été saisi dans la controverse, déjà nettement polarisée, « des fonds juifs et de l'or nazi »¹⁰. Pour évaluer la pertinence de son

⁸ Cette enquête était consacrée aux « *Efforts des États-Unis et des Alliés pour retrouver et restituer l'or et d'autres avoirs volés ou dissimulés par l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale* ». Elle portait notamment sur les négociations de l'immédiat après-guerre entre les Alliés et les pays neutres. Un large volet étant consacré aux discussions relatives à l'Accord de Washington, ses résultats étaient très attendus en Suisse. A l'origine, sa publication était prévue pour le 27 mars 1997. La décision de la reporter à la mi-avril a été prise le 19 mars 1997 et largement répercutée par la presse suisse du 22 mars.

⁹ Alors que l'ouvrage de Jean Ziegler traitait un thème brûlant d'actualité, la presse suisse (surtout alémanique) est restée relativement discrète à son sujet au moment de sa parution. Les quotidiens suisses se sont surtout abstenus d'établir un lien quelconque entre cette publication, les enjeux d'une éventuelle renégociation de l'Accord de Washington, et la sortie du rapport Eizenstat. Seul *Le Nouveau Quotidien* (17.3.97) a rapporté les propos par lesquels Jean Ziegler s'est efforcé de rappeler cette actualité : « *En tournée aux États-Unis la semaine dernière, Flavio Cotti était très inquiet de l'effet du livre* ».

¹⁰ De son côté, *Le Nouveau Quotidien* (17.3.97) a conclu ironiquement sa présentation de l'ouvrage en remarquant que « [l]a concurrence s'annonce rude : en Angleterre, le *Sunday Times* continue de publier des extraits incendiaires de « L'argent du sang » du journaliste Tom Bower ; à Zurich, la *SonntagsZeitung* sort le livre de son collaborateur Beat Balzli qui a relancé l'affaire des fonds en déshérence en 1995 déjà ; et même Paul-Loup Sulitzer a reçu une avance de 600'000 francs pour torcher un livre sur l'or nazi ». Pour sa part, le *Blick* (18.3.97) a annoncé la publication de l'ouvrage de Jean Ziegler dans une pleine page intitulée « Nouveaux livres sur le thème : La Suisse et la Deuxième Guerre Mondiale » (*Neue Bücher zum Thema : Die Schweiz und der Zweite Weltkrieg*). Il y mentionnait également le livre de Beat Balzli, mais ajoutait l'ouvrage de Hans Leisi *Freispruch für die Schweiz* (*Acquittement pour la Suisse*), dont l'auteur opposait ses souvenirs personnels du service actif aux critiques soulevées par ceux qui n'ont pas vécu cette époque.

propos, plusieurs organes de presse ont demandé l'avis d'historiens, spécialistes de la Seconde Guerre mondiale. Si ces experts ont diversement apprécié la contribution de Jean Ziegler à la discussion, ils se sont accordés pour considérer qu'en brossant un tableau manichéen né de sa colère, il faisait moins œuvre d'historien que d'*essayiste politique*. Ainsi, au lendemain de la présentation officielle de l'ouvrage, le *Journal de Genève* a été particulièrement explicite en titrant « *Le livre de Jean Ziegler : un réquisitoire manichéen et hors contexte* ». Cette évaluation sans ambages durcissait quelque peu l'appréciation de l'historien genevois Antoine Fleury rapportée dans l'article (*Journal de Genève*, 19.3.97)^{xi} :

Tous les documents cités dans l'ouvrage de Jean Ziegler sont connus de ceux qui étudient cette période, mais ils sont cités hors de leur contexte. Grâce à cette méthode, il peut se muer en procureur dressant un réquisitoire manichéen.

Dans son édition suivante, le quotidien genevois a offert une tribune libre à l'historien neuchâtelois Philippe Marguerat. Intitulée « *La Suisse en 1939-1945 : une vue pamphlétaire* », sa recension ne laissait guère planer de doute. Elle commençait par poser que « *[c]'est un pamphlet politique pétri d'angélisme et de diabolisme qui nous est offert* ». Le propos s'ouvrait alors sur quelques critiques méthodologiques, aboutissant sur une question fondamentale, « *qui min[ait] les conclusions de Jean Ziegler* » (*Journal de Genève*, 20.3.97)^{xii} :

[L]e concours financier helvétique aux Alliés ne compense-t-il pas et ne neutralise-t-il pas la participation suisse à l'effort de guerre allemand ? Si tel était le cas, on ne saurait prétendre unilatéralement que « sans les Suisses... la guerre se serait terminée plus tôt.

Cette critique méthodologique a été reprise et approfondie dans une recension mordante publiée par la *NZZ* (26.3.97). Thomas Maissen – alors assistant scientifique à l'Université de Potsdam – y déplorait notamment que Jean Ziegler fasse une vertu de son manque d'objectivité et, surtout, qu'il ne fonde ses affirmations sur aucune preuve documentaire. Il concluait sévèrement en estimant que, si certaines questions posées par Jean Ziegler étaient pertinentes, il lui manquait les solides connaissances de la matière et le jugement critique et différencié nécessaires pour leur apporter des réponses. Dans une lettre adressée à la *NZZ*, Jean Ziegler a répliqué, critiquant à son tour la « *manœuvre* » du jeune historien, consistant à décrédibiliser l'ensemble de son ouvrage sur la base de quelques imprécisions (*NZZ*, 9.4.97). Dans la même édition, Thomas Maissen a répondu énergiquement, déniaut toute valeur scientifique à l'ouvrage de Jean Ziegler :

[Ich habe] mich bemüht nachzuweisen, dass Ziegler ein bedenklich und betrüblich unseriöses Buch geschrieben hat. Damit erweist er der kritischen, ernsthaften Aufarbeitung eines schwierigen Kapitels Schweizer Geschichte einen Bärendienst, indem grundsätzliche Gegner einer solchen Aufarbeitung versucht sein könnten, linksgerichtete, aber seriöse Wissenschaftler etwa der Historikerkommission in den gleichen Topf zu werfen wie den unseriösen Genfer Professor [...].

(*Je me suis efforcé de démontrer que Ziegler a écrit un livre qui manque étonnamment et cruellement de sérieux. Ce faisant, il a rendu un fier service à une élaboration sérieuse et critique d'un chapitre ardu de l'histoire suisse. En ceci qu'il évite que les opposants radicaux à un tel travail mettent la recherche de gauche, mais scientifiquement sérieuse, dans le même sac que le professeur genevois qui manque de sérieux. [...].*)

De leur côté, *24 Heures* et *La Tribune de Genève* se sont tournés vers deux historiens de l'Université de Genève, Jean-Claude Favez et François Walter, moins sévères que leurs collègues. Après avoir parcouru l'ouvrage, le premier n'y avait repéré « *aucune erreur notable, si ce n'est quelques faits 'qui sont moins importants que ne le pense l'auteur. [...]*

D'ailleurs, un ouvrage de Ziegler fait toujours du bien. Il constitue un point de départ pour esquisser des pistes utiles' ». Cependant, il lui reprochait sa pensée dichotomique : « La division entre le peuple honnête et un petit groupe de dirigeants cupides ne tient pas. Même si on l'accepte, cette perspective demanderait de longues recherches approfondies ». Le second estimait pour sa part que « [s]ans apporter de faits nouveaux, ni de révélations fracassantes, Ziegler réussit ce que nous, historiens, ne savons pas vraiment faire : réécrire, à l'attention d'un large public, les conclusions de nombreuses recherches pas toujours très accessibles. [...] Cette vaste compilation n'est toutefois pas innocente. Fidèle à lui-même, le sociologue se délecte à fonder sa lutte obsessionnelle contre ce qu'il appelle le « banditisme bancaire » sur une reconstruction habile du passé ». Finalement, « [p]lutôt que de parler d'analyse historique, François Walter avance le mot d'essai politique ».

Les historiens convoqués par la presse pour commenter le travail de Jean Ziegler au moment de sa publication ont donc posé des évaluations contrastées. Les plus sévères ont souligné les carences méthodologiques d'une analyse dénuée de toute scientificité. Les plus indulgents ont retenu de cet ouvrage – malgré ses carences historiographiques – ses vertus de vulgarisation pour un large public et d'aiguillon pour les chercheurs. Au-delà de ces nuances, ces spécialistes se sont rejoints pour y reconnaître la patte du politicien genevois. Ils ont interprété son intervention comme un *essai politique*, inscrit dans le prolongement direct de sa lutte de longue date contre les banquiers helvétiques. Sur ce point, ils ont été rejoints par la plupart des quotidiens¹¹. Caustique, le *Nouveau Quotidien* est entré clairement en matière (*Le Nouveau Quotidien*, 17.3.97) :

Jean Ziegler retrouve ses airs d'intrigant des grands jours. Depuis de nombreux mois, il a surtout fait parler de lui pour les procès en série qu'il perd et qui le « ruinent » à cause de ses ouvrages au vitriol sur les « gnomes » suisses de la finance. Fini les jérémiades : le conseiller national socialiste déambule à nouveau plein d'élan dans les allées du Palais fédéral, parce que, promet-il, il s'apprête à frapper fort dans le débat qui secoue le pays face à son passé.

Dès sa sortie de presse, l'ouvrage de Jean Ziegler a donc été considéré en Suisse comme un *essai politique*, identifiant du même coup son auteur comme un socialiste engagé dans un débat opposant la gauche et la droite. Dès lors, les médias ne l'ont que rarement pris en considération lors des discussions menées par les historiens au sujet du rôle de la Suisse durant la guerre. Cette marginalisation médiatique de *La Suisse, l'or et les morts* et de son auteur dans le débat scientifique s'est concrétisée de manière spectaculaire, deux mois à peine après sa parution, au lendemain de la présentation du rapport de la *Presidential Taskforce on Nazi Gold*.

Un essayiste politique marginalisé

Le 9 mai 1997, l'ensemble de la presse helvétique a repris et commenté les résultats de cette enquête dirigée par Stuart Eizenstat. A cette occasion, elle s'est concentrée sur l'avant-propos rédigé par le Sous-secrétaire d'État, dont elle ressortait principalement deux séries de critiques concernant l'attitude de la Suisse, respectivement pendant et après la guerre^{xiii}.

Au sujet des années de guerre, les quotidiens suisses se sont principalement arrêtés sur une critique adressée aux autorités suisses, accusées d'avoir appliqué le principe de

¹¹ *La Liberté* (19.3.97) désignait cet ouvrage comme « Le nouveau tourment du député Ziegler » ; Pour 24 heures et la Tribune de Genève (18.3.97), « Jean Ziegler continue de crier sa colère contre la place financière, [...] le parlementaire socialiste lance un nouveau pamphlet et une thèse qui se veut provocante », bref, cet ouvrage était « signé Ziegler ». [Je mets en italique les formules discursives par lesquelles l'ouvrage de Jean Ziegler étaient référés à son activité politique].

neutralité au détriment de toutes considérations morales. A ce sujet, les articles ont surtout relevé que le rapport déplorait la décision de maintenir des relations commerciales normales avec l'Allemagne durant toute la durée du conflit. Ils revenaient en particulier sur les pages qui rappelaient que la Banque nationale suisse avait acheté d'importantes quantités d'or nazi – dérobé aux banques centrales des pays occupés et arraché aux victimes de l'Holocauste – alors même que ses dirigeants étaient au courant qu'il s'agissait de valeurs volées, sans toutefois en connaître la provenance exacte. Les commentateurs ont alors abondamment discuté deux conséquences que Stuart Eizenstat tirait de ces résultats. Selon lui, la Suisse avait joué le rôle de « *banquier des nazis* » et son action avait contribué à prolonger la guerre.

S'agissant de l'après-guerre, la presse helvétique a principalement retenu les critiques adressées par Stuart Eizenstat à l'encontre de l'attitude adoptée par les autorités suisses lors des négociations de l'Accord de Washington. Les journalistes signalaient que le rapport accusait les représentants suisses d'avoir fait preuve d'inflexibilité lors des pourparlers et de mauvaise volonté au moment de le mettre en œuvre, ce qui avait débouché sur la restitution d'une infime partie de l'or volé par les nazis, qui était en possession de la Suisse suite aux transactions avec la *Reichsbank*. Les quotidiens notaient alors que, si Stuart Eizenstat se refusait à prendre position s'agissant de la pertinence d'une éventuelle renégociation de l'Accord de Washington, le Sénateur Alfonse D'Amato s'appuyait sur le rapport pour la réclamer, alors que le Gouvernement suisse refusait d'y revenir^{xiv}.

Sur le fond, les éléments que la presse suisse a retenus du rapport Eizenstat tendaient à confirmer les affirmations les plus controversées de l'ouvrage de Jean Ziegler : En commerçant avec l'Allemagne nazie, les instituts bancaires suisses avaient acheté de l'or volé notamment aux victimes de l'Holocauste et ces transactions avaient contribué à prolonger la guerre. Pourtant, ce n'est qu'allusivement que les commentateurs ont relevé ce parallèle. Le 9 mai 1997, seuls le *Bund* et le *Blick* ont établi ce lien en notant respectivement :

Doch man kann es drehen und wenden wie man will : Der Eizenstat-Bericht bestätigt vor allem, dass die Schweiz während des Zweiten Weltkriegs die weitaus wichtigste Abnehmerin deutschen Raubgoldes war. [...] Aufhorchen lässt Eizenstats Beurteilung, die Schweiz habe (wie auch andere Nichtkriegführende) mit diesem moralisch fragwürdigen Verhalten dazu beitragen, « einen der blutigsten Konflikte der Geschichte zu verlängern » : Das hat man doch soeben in ähnlicher, wenn auch noch etwas zugespitzter Formulierung im jüngsten Buch des gerne als Nestbeschmutzer abqualifizierten Genfer Professors Jean Ziegler lesen können !

(On peut tourner et retourner la chose comme on veut : Le rapport Eizenstat confirme avant tout que, pendant la guerre, la Suisse a été, de loin, le pays qui a reçu le plus d'or allemand volé. Le jugement de Eizenstat laisse entendre que la Suisse aurait (de même que d'autres pays qui ne sont pas entrés en guerre), avec ce comportement moralement discutable, contribué à « prolonger l'un des conflits les plus sanglants de l'histoire » : On a déjà pu lire quelque chose de ce genre, dans une formulation semblable, même si elle était plus acérée, dans le dernier livre du professeur genevois, volontiers disqualifié en tant que cracheur dans la soupe, Jean Ziegler.)¹²

Jean Ziegler erhielt recht : Seine Aussage, die Schweiz habe mit dem Nazigold-Handel den Krieg verlängert, wird vom Eizenstat-Bericht gestützt.

¹² Le terme « *Nestbeschmutzer* » désigne littéralement celui « *qui souille le nid* ». Au cours de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi », le terme « *cracheurs dans la soupe* » a été introduit comme formule francophone équivalente, pour disqualifier les intellectuels de gauche (cf. Chenaux, 2002 : 35 ; 112).

(Jean Ziegler a obtenu gain de cause: Son affirmation selon laquelle la Suisse aurait prolongé la guerre avec le commerce d'or nazi est appuyée par le rapport Eizenstat).

Il convient cependant de relever qu'en publiant son interview de Jean Ziegler sous le titre « *Ziegler : Sofort neu verhandeln* » (*Ziegler : tout de suite renégocier*), le *Blick* a surtout mis en évidence sa prise de position politique, s'agissant de l'attitude que devrait adopter la Suisse à l'égard de l'Accord de Washington. D'ailleurs, c'est le seul point qu'avait retenu *24 Heures* (9.5.97). Sous le titre « *'Banquier des nazis', la Suisse doit-elle récrire son histoire de l'après-guerre ?* », un premier article posait la question d'une éventuelle renégociation. Il signalait que Stuart Eizenstat avait déclaré ne vouloir « *ni inclure, ni exclure la possibilité d'une réouverture des négociations de l'Accord de Washington* », « *[c]ontrairement au sénateur D'Amato qui réclame déjà, dans le langage musclé qui est le sien, une renégociation de l'accord [...]* ». En regard, un autre article apportait une réponse sans ambages sous le titre « *Berne ne veut pas revenir sur l'Accord de 1946* », dans lequel la position marginale de Jean Ziegler dans l'arène politique suisse était allusivement mentionnée (*24 Heures*, 9.5.97)^{xv} :

A part Jean Ziegler – « tout ce que dit le rapport sur l'aide de la Suisse et l'or des morts confirme la thèse de mon livre » – personne ne veut d'une renégociation. Il est vrai que le rapport ne propose pas de faits vraiment nouveaux.

Le lendemain, la presse suisse a largement rapporté que, en réponse au rapport Eizenstat, le professeur d'histoire émérite bernois Walter Hofer avait accordé une interview à la radio suisse alémanique. Les quotidiens notaient qu'au cours de cet entretien, il avait estimé qu'il était impossible de démontrer que les relations entre la Suisse et l'Allemagne nazie aient eu un effet sur la durée du conflit. A cette occasion, seul le *Journal de Genève* (10.5.97) a mentionné le travail de Jean Ziegler, dont la thèse était prise pour cible (*Journal de Genève*, 10.5.97) :

M. Hofer a pris position [...] contre le reproche du rapport Eizenstat selon lequel la guerre aurait duré plus longtemps à cause de l'attitude helvétique. [...] Le professeur Jean-François Bergier président de la commission de recherche sur le passé de la Suisse, s'était déjà exprimé dans le même sens. Il faut garder les proportions, estime l'historien bernois.

Même dans un document cité dans le livre de Jean Ziegler *La Suisse l'or et les morts*, la contribution suisse à l'armement allemand est estimée à 0,5%. Même si les livraisons suisses ont eu un effet qualitatif supérieur, on ne peut pas dire que la Suisse a prolongé la guerre, estime M. Hofer.

Au moment de sa publication, les critiques n'avaient pas épargné *La Suisse, l'or et les morts*. Mais au total, ces dernières étaient restées modérées. La plupart des commentateurs considéraient que le travail de Jean Ziegler était dénué de validité historique. En revanche, ils considéraient sa prise de position comme le prolongement logique et légitime de son engagement politique contre la place bancaire. Cette interprétation s'est doublée d'une nette marginalisation politique de Jean Ziegler lors de la discussion du rapport Eizenstat. A cette occasion, la presse suisse a presque complètement ignoré la convergence de ce dernier avec la thèse défendue par Jean Ziegler, dont elle s'est contentée de rapporter marginalement la prise de position politique en faveur de la renégociation de l'Accord de Washington demandée par le sénateur D'Amato. A peine trois mois plus tard, le ton s'est encore durci avec la réplique de Felix Auer.

Un affabulateur, un falsificateur et un menteur privé de crédibilité

Dans son ouvrage *Das Schlachtfeld von Thun oder Dichtung und Wahrheit bei Jean Ziegler* (« *Le champ de bataille de Thoun ou fiction et réalité selon Jean Ziegler* »¹³), l'ancien Conseiller national radical bâlois ne s'est pas contenté de présenter l'auteur genevois comme un politicien mettant habilement en scène l'histoire au service de son combat idéologique. Il le dépeignait au mieux comme un affabulateur, au pire comme un menteur, un manipulateur, prêt à falsifier l'histoire pour servir sa cause¹⁴. Cette attaque directe de Jean Ziegler étendait donc le discrédit porté sur la validité scientifique de son travail à la légitimité de son action politique. Dès son avant-propos à l'édition française, Felix Auer a annoncé clairement la couleur (Auer, 1998 : 9-10) :

L'auteur de ces lignes était au nombre de ces parlementaires, sans doute peu nombreux, à qui il arrivait, certes, comme à d'autres du reste, de secouer la tête à propos de leur collègue Ziegler, mais qui lui accordaient au moins le crédit de la bonne foi. A tort, semble-t-il. Niant jusqu'à l'évidence, Ziegler persiste en effet à asséner ses mensonges. Il est donc particulièrement pénible de le voir se prendre, avec ses « J'accuse » successifs, pour un Zola Helvétique : il lui manque non seulement la carrure intellectuelle mais encore l'amour de la vérité.

Au moment de la présentation de l'essai de Felix Auer, la Suisse restait au cœur du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » défini, dès l'automne 1996, comme un conflit international affectant gravement la réputation de la Suisse dans le monde (1.4, *supra*)¹⁵. Dans ce contexte, les positions étaient nettement polarisées et la presse helvétique a largement relayé les grandes lignes des critiques adressées à Jean Ziegler^{xvi}.

La plupart des quotidiens ont salué l'initiative de l'ancien Conseiller national bâlois. Reprenant son propos à leur compte, ils ont présenté par le menu les erreurs factuelles qui émaillaient l'ouvrage de Jean Ziegler. Ces articles ont été accompagnés de commentaires souvent mordants qui, au-delà de leurs nuances, développaient un argument à trois volets. Ils commençaient par discréditer très sérieusement *La Suisse, l'or et les morts*. Ils s'en prenaient ensuite directement à son auteur, dont ils affirmaient qu'il ne jouissait d'aucune crédibilité scientifique ou politique en Suisse. Enfin, ils en concluaient qu'il était grand temps de s'élever pour le faire savoir à l'étranger.

Pour commencer, ces articles relevaient donc que Felix Auer avait raison de ne pas laisser passer les lacunes et les erreurs qui truffaient le travail de Jean Ziegler, même si sa réplique ne faisait que reprendre et systématiser un examen entrepris dès la sortie de

¹³ Ce titre est inspiré par un « *souvenir personnel* » auquel Jean Ziegler a consacré trois pages de son ouvrage (Ziegler, 1997 [1997] : 224-226). Il y rapportait comment, en décembre 1943, une tempête de neige d'une violence exceptionnelle s'abattit sur la ville de Thoun, faisant dérailler des douzaines de wagons frappés du sigle de la *Deutsche Reichsbahn*. « *Alertés par le bruit, mon camarade Hans Berner et moi courûmes jusqu'à la gare en dépit de l'interdiction de ma mère. Le bruit ne nous avait pas trompés : tels des cadavres sur un champ de bataille, des canons anti-aériens, des tourelles de char, des camions aux vitres brisées et des mitrailleuses lourdes gisaient sur les voies. [...] La gare avait l'air d'un champ de bataille* » (idem : 225).

Dans sa réplique, Felix Auer (1998 [1997] : 24-29) a consacré une demi-douzaine de pages au « *désastre de Thoun* ». Il y prenait en défaut point par point « *[c]et extraordinaire épisode [attesté uniquement] par la phénoménale mémoire et précoce connaissance des armes de Housi Ziegler [...]. Pourtant, rien de tel ne s'est jamais passé à Thoun, ni en décembre 1943, ni avant ni plus tard* » (idem : 25).

¹⁴ Cette idée de « falsification » est explicite dans le titre de la traduction française de l'ouvrage : *Jean Ziegler ou l'histoire falsifiée*. La virulence du propos de Felix Auer et de la préface à son édition française rédigée par Georges-André Chevallaz, est illustrée par les citations que j'ai reproduites dans le prologue (*supra*).

¹⁵ En été 1997, cette définition était tenue pour acquise. En témoigne, par exemple, l'éditorial de Claude Monnier intitulé « *Qui garde la Suisse cet été ? A l'heure où la Suisse est attaquée de toutes parts, elle part massivement en vacances. La preuve qu'elle s'en fiche ?* » (*Le Matin*, 10.8.97).

l'ouvrage. Le *Journal de Genève* tenait d'ailleurs à rappeler d'emblée qu'il avait contribué à cette critique alors que l'encre de *La Suisse, l'or et les morts* n'était pas encore complètement sèche (*Journal de Genève*, 7.8.97) :

Felix Auer ne dit pas autre chose que ce qu'avaient affirmé les historiens lors de la parution du livre de Jean Ziegler. Ses omissions et son interprétation très personnelle de la vérité historique avaient déjà été largement critiquées en mars dernier, notamment par les professeurs Antoine Fleury et Philippe Marguerat dans ce journal.

Dans un éditorial d'une rare pugnacité publié par *24 Heures*, Denis Barrelet se réjouissait que quelqu'un prenne la peine de « *Répondre du tac au tac* » à Jean Ziegler (*24 Heures*, 7.8.97) :

Fallait-il un opuscule pour énumérer par le menu toutes les approximations et les excès d'imagination contenus dans *La Suisse, l'or et les morts* ? A première vue, tout avait été dit par la presse et quelques historiens de renom. On serait tenté de laisser couler l'eau sous les ponts de l'Aar, si cette tactique n'avait pas déjà suffisamment coûté, à propos de l'affaire des fonds juifs justement. A force de tirades contre la Suisse alliée d'Hitler, banquier des nazis, receleuse et vampire se nourrissant du sang des innocents, c'est une nouvelle histoire qui s'écrit et à laquelle des millions de gens commencent à croire, comme on croyait jadis les mensonges de Goebbels, parce qu'ils étaient répétés sans cesse.

Franz Steinegger, président des radicaux suisses, n'a pas tort quand il distingue des parallèles entre le chantage exercé sur les démocraties par les nazis et certaines méthodes new-yorkaises. Certes, Jean Ziegler n'est pas de cette famille-là. Mais il s'en est fait l'allié objectif. Voilà pourquoi il ne faut pas le laisser écrire notre histoire avec son matériau de récupération sans agir.

La *NZZ* (7.8.97) mettait pour sa part en évidence la composante identitaire des reproches adressés à Jean Ziegler¹⁶ :

Ist das Werk des Soziologieprofessors und SP-Nationalrats Jean Ziegler über die Schweiz im Zweiten Weltkrieg zu Recht in Zahlreichen Rezensionen zerzaust worden ? Der ehemalige FDP-Nationalrat Felix Auer hat sich die Mühe genommen, dem Enfant terrible aus Genf den Spiegel vorzuhalten. Ziegler müsste eigentlich selber erschrecken, wenn er Auer minuziöse Replik liest.

Wer Jean Ziegler noch ernst nimmt, ist selber schuld. Mit seinem jüngsten Opus, « Die Schweiz, das Gold und die Toten », hat der Soziologieprofessor aus Genf weiter an seinem Image als unverbesserlicher Stänkerer der Nation gefeilt. Das vom deutschen Verlag Bertelsmann verlegte Buch ist in den meisten hierzulande publizierten Rezensionen durchgefallen – auch in der *NZZ* (9.4.97).

(*Est-ce avec raison que l'œuvre du professeur de sociologie et Conseiller national Jean Ziegler sur la Suisse dans la Deuxième Guerre a été écornée par de nombreuses recensions ? L'ancien conseiller national radical Felix Auer a pris la peine de tendre le miroir à l'enfant terrible de Genève. A vrai dire, Ziegler devrait s'effrayer lui-même, s'il lit la réplique minutieuse de Auer.*

Quiconque prend encore Ziegler au sérieux ne peut s'en prendre qu'à lui-même. Avec son dernier opus, « La Suisse, l'or et les morts », le professeur de sociologie de Genève a encore peaufiné son image d'incorrigible mauvais coucheur de la nation. Le livre publié par les éditions allemandes Bertelsmann a été recalé par la plupart des recensions publiées en Suisse – également dans la NZZ (9.4.97).)

Partant de la discussion de son livre, les critiques s'ouvraient alors sur un second volet, attaquant directement Jean Ziegler. Comme l'indique cette dernière citation, ces

¹⁶ Au fil de cet article, la *NZZ* prenait part à une polémique qui opposait Bertelsmann – l'éditeur allemand de *Die Schweiz, das Gold und die Toten* – et l'Office fédéral de la culture. Le premier reprochait alors au second d'avoir publié une bibliographie sur les travaux historiques récents consacrés à l'histoire de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, dont était écarté le livre de Jean Ziegler.

évaluations supposaient que les défauts de *La Suisse, l'or et les morts* ne faisaient que révéler ceux de leur auteur, d'ailleurs connus de longue date en Suisse. Le *Journal de Genève* (7.8.97) notait ainsi dans la foulée :

Felix Auer ne révèle rien non plus sur la méthode Ziegler, qui privilégie clairement la polémique par rapport à la véracité des faits. Cela est connu depuis longtemps. En tout cas ici en Suisse.

Mais c'est moins connu à l'étranger, où Jean Ziegler rencontre un écho nettement plus bienveillant que dans son propre pays.

En des termes plus imagés, Denis Barrelet (*24 Heures*, 7.8.97) ne disait pas autre chose :

A Berne, Jean Ziegler amuse. Il a le rôle du fou du roi, qu'on laisse parler. Mais politiquement, son poids est nul, son influence inexistante, même chez les siens. Il le sait. Qu'importe ? Ce qui compte à ses yeux, c'est son titre de conseiller national, qui lui ouvre tant de portes à l'étranger. Son audience, il la trouve là-bas, au centuple, là où les foules ne sont pas en mesure de distinguer le vrai du faux.

S'appuyant sur les critiques émises par Felix Auer, ces éditorialistes ont affirmé que l'ouvrage de Jean Ziegler n'avait aucune valeur scientifique. Mais ils en ont surtout profité pour ajouter que ce manque de crédibilité affectait son auteur lui-même, délégitimant du même coup son action politique. Selon eux, ces faits étaient suffisamment connus en Suisse pour que les prises de position de Jean Ziegler y restent sans conséquence. En revanche, le problème se posait s'agissant de son lectorat étranger. S'ouvrait alors le troisième et dernier volet de leur argumentation. Ainsi, la *NZZ* (7.8.97) concluait :

Das Bundesamt für Kultur braucht auf den Entschied, in seiner Bibliographie Zieglers Opus als Quantität négligeable einzustufen, nicht zurückzubekommen. Schön wäre im übrigen, wenn gelegentlich auch die internationale Leserschaft französischer und englischer (bzw. amerikanischer) Zunge lesen könnte, dass der famose Wissenschaftler Jean Ziegler gleich einem Kurpfuscher an seinem Patienten namens Schweiz laboriert.

(L'Office fédéral de la culture n'a pas besoin de revenir sur sa décision de classer l'opus de Ziegler en tant que quantité négligeable dans sa bibliographie. Par ailleurs, il serait bon si, à l'occasion, les lectorats de langue française et anglaise (en particulier américaine) que le fameux scientifique Jean Ziegler besogne comme un charlatan sur son patient nommé la Suisse.)

Le *Journal de Genève* s'accordait parfaitement avec cette opinion. Mais il en tirait la conclusion que Felix Auer avait commis une « *erreur de communication* » en ne diffusant pas plus largement sa réplique (*Journal de Genève*, 7.8.97) :

Le problème, c'est que la (tardive) réplique de Felix Auer au sociologue genevois passera totalement inaperçue hors de nos frontières. Car *Das Schlachtfeld von Thun* n'est publié qu'en allemand et il n'est pas prévu de le traduire ni en français, ni en anglais, ni même de le diffuser par Internet. C'est une grave erreur de communication.

On peut dès lors se demander à quoi peut servir ce livre. Outre le fait qu'il offre l'occasion de s'amuser sur la manière dont Jean Ziegler relate ses prétendus souvenirs d'enfance, il risque de ne pas servir à autre chose qu'à mettre un peu de baume au cœur de ceux qui ont vécu la guerre et qui vivent mal les doutes émis aujourd'hui sur l'attitude de la Suisse à cette époque. Ce livre prêche donc des convaincus. C'est d'ailleurs à eux que ce contre-pamphlet, parrainé par l'organisation conservatrice « Action Liberté et Responsabilité » est adressé. On aurait aimé plus d'ambition.

Majoritaires, ces interprétations ont pris appui sur la prise de position de Felix Auer de manière à brosser un portrait peu reluisant d'un Jean Ziegler ne disposant d'aucune

crédibilité scientifique ou politique en Suisse¹⁷. Cependant, quelques commentateurs minoritaires sont allés à contre-courant, plaçant clairement leur interprétation de l'ouvrage de Jean Ziegler et la réplique de Felix Auer sur le terrain politique.

Une victime expiatoire de la droite conservatrice

Au lieu de relayer l'identité que Felix Auer attribuait à Jean Ziegler, ces journalistes ont interrogé l'entreprise critique de l'ancien conseiller national bâlois, de manière à lui attribuer des appartenances, des intérêts et des motifs susceptibles d'expliquer son intervention. Cette démarche a été suivie de manière particulièrement explicite par Willy Boder, du *Nouveau Quotidien* (7.8.97), qui titrait :

Un club de droite attaque Jean Ziegler pour
réhabiliter l'attitude de la Suisse durant la guerre
*Le livre de Jean Ziegler « La Suisse l'or et la mort [sic] » constitue le point de départ
d'une contre-offensive visant à restaurer l'image d'un pays neutre et loyal.*

Prenant pour point de départ l'ouvrage de Felix Auer, cet article s'intéressait moins à son argumentation qu'à ses commanditaires et aux intérêts qu'ils défendaient dans le cadre du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Dans un premier temps, il définissait le pamphlet de Felix Auer comme une tentative d'entraver les recherches historiques sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale :

La belle unanimité des parlementaires sur la manière de réexaminer l'histoire de la Suisse de 1939 à 1945 commence à se lézarder. Christoph Blocher [*] ne sera bientôt plus le seul à mettre les bâtons dans les roues du Conseil fédéral qui se démène pour tirer les leçons historiques et politiques de l'attitude de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

Le Club « Action liberté et responsabilité » [...] se lance dans la bagarre au nom de la défense de l'image du pays et « du respect de la génération qui a été mobilisée aux frontières ». Il soutient en outre activement un pamphlet de 72 pages de l'ancien conseiller national radical Felix Auer. Intitulé « La bataille de Thoun ou fiction et réalité chez Jean Ziegler », ce texte virulent, écrit en trois mois, démolit le dernier livre du socialiste genevois qui affirme que la politique économique de la Suisse, favorable au régime nazi, a permis de prolonger la guerre et provoqué des centaines de milliers de morts (LNQ du 17 mars 1997).

Le groupe « Action liberté et responsabilité » comprend une quinzaine de parlementaires de droite parmi lesquels le conseiller national zouglois Georg Stucki et le conseiller aux États UDC Maximilien Reimann. L'Argovien a clairement exprimé hier son scepticisme sur la manière dont évolue le dossier des fonds juifs et de l'or nazi.

Contrairement à ses confrères, Willy Boder a considéré que la prise de position de Felix Auer participait de la *polarisation politique* du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Ainsi, il l'a explicitement présentée comme une *entreprise politique* pilotée par un « club de droite ». Plus encore, il l'a assimilée au travail de sape entrepris par le

¹⁷ D'ailleurs, pour répliquer à ces attaques, Jean Ziegler s'est efforcé de placer le débat sur le plan politique. Dans une lettre adressée à la NZZ (8.9.97), il a explicitement présenté son livre comme une « *intervention politique* ». En conséquence, il a traité la réplique de Felix Auer comme le strict prolongement des réactions opposées par les « *bonzes de droite* » à ses deux essais politiques précédents : « *Une Suisse au-dessus de tout soupçon* » (1976) et « *La Suisse lave plus blanc* » (1990). Dans un commentaire adjoint à cette lettre, la rédaction de la NZZ a explicitement refusé de reconnaître cette intervention comme une réponse valable, estimant qu'elle n'apportait rien de nouveau au sujet de l'accident de chemins de fer de Thoun. Une semaine plus tard, le quotidien zurichois a une dernière fois ouvert ses colonnes à la question en laissant la parole à Felix Auer (NZZ, 16.9.97). Dans ces colonnes, ce dernier n'est pas entré sur le terrain politique, mais a réaffirmé une nouvelle fois le caractère fantaisiste des affirmations de Jean Ziegler. Pour sa part, la rédaction de la NZZ a clairement éludé la revendication politique de Jean Ziegler en affirmant : « *Eine Fortsetzung der Debatte würden wir erst in Betracht ziehen, falls zum 'Schlachtfeld von Thun' substantiell neue Argumente auftauchen sollten* ».

parlementaire UDC zurichois Christoph Blocher, visant à entraver le travail de la Commission indépendante d'experts, pourtant lancé à l'unanimité par le Parlement suite à la publication du rapport *Nazi Gold* (1.4.3 supra).

Sans établir un tel lien entre les figures de Jean Ziegler et de la CIE, Georges Plomb évoquait également, dans son éditorial du même jour, les conséquences néfastes de cette controverse pour le travail de cette dernière (*La Liberté*, 7.8.97) :

Si Jean Ziegler et Christoph Blocher se mettent à dominer le débat sur les fonds juifs, c'est le désastre garanti. Or, c'est ce qui est en train de se passer. Alors que le bouquin du provocateur de gauche fait un tabac dans les librairies, les manifestations à grand spectacle du provocateur de droite attirent la foule des grands jours. Bien entendu, ce n'est ni avec l'un, ni avec l'autre qu'on serrera de près ce qui s'est vraiment passé de 1939 à 1945 entre les persécutés israélites, l'Allemagne nazie et nous. On commence même à avoir peur pour les historiens de la commission présidée par Jean-François Bergier. Car le travail sérieux, c'est chez eux qu'il se fait. Mais quand ils seront prêts, écouterait-on ce qu'ils ont à nous dire ?

Ce qui est sûr, c'est que Felix Auer et ses copains de l'« Action liberté et responsabilité » – groupe situé très à droite – ne rendent pas un immense service à la bonne cause. [...] Leur langage est celui de gens sur la défensive, qui n'accepteront une relecture de l'histoire que très contrôlée, que très sélective. Et ça, c'est plutôt mauvais.

Dans cette perspective, la réplique de Felix Auer apparaissait, au même titre que l'ouvrage de Jean Ziegler, comme un *essai politique*. De ce point de vue, la première faisait le jeu d'une droite conservatrice, prenant le second comme bouc émissaire de manière à délégitimer, à terme, toute tentative de réévaluation de l'histoire suisse. Telle était du moins l'interprétation de la situation défendue par Willy Boder (*Le Nouveau Quotidien*, 7.8.97) :

Le pamphlet contre Jean Ziegler constitue en quelque sorte le ballon d'essai du club. Le débat, jusqu'alors feutré, tourne lentement à la polémique. Felix Auer dénonce les « contre-vérités, les fausses citations, et les affirmations grotesques » du sociologue genevois. [...] Mais davantage que le fond, c'est l'image que Jean Ziegler donne de la Suisse à l'étranger qui irrite les parlementaires de droite.

A ce moment de la discussion, *Le Nouveau Quotidien* ne s'est cependant pas contenté de contrer la réplique de Felix Auer. Il était alors le seul titre de presse à reprendre un argument – pourtant largement invoqué cinq mois plus tôt – défendant, si ce n'est la crédibilité scientifique de la thèse de Jean Ziegler, du moins la pertinence politique des questions qu'il avait soulevées (*Le Nouveau Quotidien*, 7.8.97) :

Jean-Claude Favez, professeur d'histoire à l'Université de Genève, a parcouru le livre de Jean Ziegler sans y rechercher la vérité historique, notamment à propos du déraillement de Thoune. « Pour Jean Ziegler, le décor importe peu. Ce qui l'intéresse, c'est la mise en scène et le sermon sur la montagne. Son livre est inutile en tant que livre d'histoire mais utile en tant qu'élément du débat car il pose de vraies questions. » De vraies questions que les hommes politiques aborderont fiévreusement ces prochains mois.

Plus encore, le lendemain, *Le Nouveau Quotidien* a pris à revers une version – qui s'était imposée dans les médias dès le mois de mars – selon laquelle *La Suisse, l'or et les morts* n'aurait aucune valeur historique. Jean Ziegler faisait dès lors figure d'acteur politique, et donc de non-spécialiste voire de dilettante exclu de la discussion avec les historiens. Sous le titre : « *Un historien allemand soutient la thèse de Ziegler* », le quotidien romand a en effet été le seul à établir le lien entre une interview parue dans l'hebdomadaire alémanique *Cash* et le travail de Jean Ziegler (*Le Nouveau Quotidien*, 8.8.97)^{xvii} :

La machine de guerre allemande, selon l'historien allemand Willi A. Boelcke, aurait été paralysée « notablement plus tôt » si elle n'avait pas bénéficié de l'aide suisse. Le Genevois Jean Ziegler soutient la même thèse dans son livre contesté (LNQ du 7 août). [...]

Bloelcke, qui enseigne l'histoire sociale et économique à l'Université de Stuttgart-Hohenheim et dont les travaux sont réputés, n'a pas voulu prendre position sur les affirmations du secrétaire d'État [*sic*] américain Eizenstat selon lesquelles la Suisse a contribué à prolonger la guerre. Il faut plutôt se demander, déclare l'historien, si la Suisse à [*sic*] fait assez pour qu'elle se termine plus tôt.

Bloelcke fonde ses déclarations relatives au rôle de la Suisse dans l'économie de guerre allemande sur les procès-verbaux secrets du « Comité de politique économique » qu'il a découverts dans les archives fédérales, à Coblenz, il y a plusieurs décennies déjà. L'historien fournit de nombreux exemples, mais ceux-ci ont été pratiquement ignorés par les historiens suisses.

A ce point, il est possible de tirer un premier bilan de l'analyse. Jean Ziegler n'a cessé d'affirmer, selon une *logique constante*, sa colère face au *scandale moral* constitué par le vol des « biens des victimes de l'Holocauste ». Cependant, ses prises de positions ont été reçues de *manières diverses* en fonction de l'avancée du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Surtout, ces réponses variées lui ont attribué une pluralité d'identités.

Au printemps 1995, alors que la discussion était à son stade embryonnaire, Jean Ziegler était considéré comme un *acteur marginal*, dont les interventions recevaient des fins de non-recevoir, lorsqu'elles n'étaient pas purement et simplement ignorées. En mars 1997, au moment de la publication de son ouvrage, il a principalement été critiqué pour son manque de rigueur méthodologique. En conséquence, il a été considéré comme un *essayiste politique*, mettant en scène le passé historique afin de poursuivre son combat idéologique contre les banquiers suisses. Dès lors, son ouvrage a été classé au rang des travaux non-spécialisés, et son auteur a généralement été exclu des discussions dites « sérieuses » auxquelles prenaient part notamment les « *historiens suisses de renom* », la *Commission Indépendante d'Experts* et la *Presidential Taskforce on Nazi Gold* présidée par Stuart Eizenstat. Enfin, suite à la parution de la réplique de Felix Auer au mois d'août 1997, c'est la légitimité même du combat politique de Jean Ziegler qui a été attaquée. Seuls quelques commentateurs isolés maintenaient alors une lecture politique du débat, considérant que le Conseiller national genevois comme la *victime expiatoire* d'une droite conservatrice, soucieuse d'empêcher toute remise en cause de l'histoire suisse. En revanche, l'essentiel de la presse helvétique l'a alors présenté comme un *menteur* affectant dangereusement l'image de la Suisse à l'étranger. Ces commentateurs ont nettement durci le ton à l'endroit de Jean Ziegler, auquel ils ont attribué le motif malveillant de faire le jeu d'adversaires s'attaquant aux fondements de la nation helvétique.

Cette violente délégitimation exercée à l'encontre de Jean Ziegler ne relevait alors ni d'une querelle scientifique, ni d'un débat politique. Ces interventions étaient constitutives du traitement agonistique que les médias suisses réservaient « aux fonds juifs et à l'or nazi ». A ce moment de la discussion, il était tenu pour acquis que cette controverse était un *conflit international* dont le déroulement affectait dangereusement la réputation de la Suisse dans le monde. Dans cette perspective, les protagonistes qui mettaient en cause le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale apparaissaient comme des *adversaires* – voire comme des *ennemis* – dont l'identité pouvait légitimement être dégradée. Denis Barrelet (24 Heures, 7.8.97) a été particulièrement explicite sur ce point, faisant de Jean Ziegler l'« *allié objectif* » des auteurs de « *certaines méthodes new-yorkaises* » assimilables « *au chantage exercé sur les démocraties par les nazis* » et aux « *mensonges de Goebbels* »¹⁸.

¹⁸ Cette attaque extrêmement violente a articulé l'identification de Jean Ziegler à une définition particulière de l'identité nationale et de l'espace public démocratique. La position adoptée au cours du débat par 24

Un personnage discrédité scientifiquement et politiquement

A partir de l'été 1997, la presse suisse avait donc adopté une définition du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » en regard de laquelle Jean Ziegler était à la fois discrédité scientifiquement et marginalisé politiquement. Dès lors, pendant près d'une année, ce n'est que très épisodiquement que les médias suisses ont relayé les prises de position de ce personnage rejeté dans les limbes des discussions historiques, des tractations économiques et des négociations diplomatiques.

Ainsi, le 2 octobre 1997, *France 2* a diffusé un documentaire, coproduit par la BBS et la DRS, intitulé *L'or des nazis*. Pour débattre suite à la projection de ce reportage très controversé en Suisse, la chaîne de télévision française avait invité le chef de la Task Force Thomas Borer et Jean Ziegler. Très significativement, la prise de position de ce dernier n'a été relevée par aucun des rares articles que la presse suisse a consacrés à ce sujet. En fait, il a fallu attendre le 18 mars 1998 pour que les quotidiens helvétiques mentionnent une intervention de Jean Ziegler au sujet de la Seconde Guerre mondiale. Les médias ont alors largement relayé sa prise de position lors du débat du Conseil national sur la révision du préambule de la constitution fédérale : « *Au nom du Dieu Tout-Puissant !* ». A cette occasion, le Conseiller national genevois avait dénoncé une hypocrisie, affirmant qu'au « *nom de Dieu Tout-Puissant la Suisse a refoulé 100'000 Juifs vers les camps de la mort* ». En réponse, *Le Matin* a publié un incisif éditorial que Jean-Pierre Gattoni a conclu ainsi (*Le Matin*, 18.3.98) :

Jean Ziegler a raison. C'est l'homme, avant tout, qui doit travailler pour l'homme. [...] Mais Ziegler a tort, encore une fois. Car, qui a créé l'homme, sinon Dieu ? Et c'est en vertu même de cet acte extraordinaire qu'Il a conféré à l'homme sa liberté. [...] De quoi a donc peur Jean Ziegler ? Sinon de sa propre faiblesse...

Cette mise à l'écart s'est manifestée de manière particulièrement limpide suite à la publication du premier rapport intermédiaire de la Commission Indépendante d'Experts consacré à « *La Suisse et les transactions sur l'or durant la Seconde Guerre Mondiale* » (CIE, 1998). Le 26 mai 1998, au lendemain de sa présentation, l'ensemble des quotidiens suisses relataient ses principales conclusions (*Le Matin*, 26.5.98)^{xviii} : « *La majeure partie de l'or nazi a passé par la BNS* » ; « *[L]a BNS a bien acquis de l'or provenant des camps de concentration* » ; « *Dès 1941, la direction générale de la BNS savait que les nazis disposaient d'or volés dans les pays occupés* » ; « *Malgré les avertissements des Alliés, la BNS a poursuivi le commerce de l'or avec d'autres banques et des compagnies d'assurances suisses jusqu'aux derniers mois du IIIe Reich* ». A cette occasion, la plupart des quotidiens ont remarqué que le rapport ne faisait que confirmer des faits déjà connus – ou pour le moins supposés – notamment depuis la publication du rapport Eizenstat¹⁹. En revanche, il serait vain de chercher la moindre mention de *La Suisse l'or et les morts* dans la presse des 26 et 27 mai 1998²⁰. D'ailleurs, Jean Ziegler n'y a été appelé à commenter le

Heures sous la plume de Denis Barrelet sera examinée de manière détaillée (infra, Chapitre 6.1, *infra*). Dans la lignée du travail précurseur d'Harold Garfinkel (1956), cette analyse *procédurale* rendra compte des opérations qui ont élaboré pratiquement l'efficacité, la pertinence et la légitimité de ces cérémonies de dégradation identitaire.

¹⁹ Très explicite, *La Liberté* titrait en première page : « *Le rapport sur l'or nazi ne surprend pas, mais il fait mal* » avant de noter : « *Jusqu'en 1945, la Banque nationale suisse a reçu de l'or volé par les nazis dans les pays occupés. Le rapport Bergier a confirmé ce que les historiens avaient déjà révélé. Quelques lingots provenaient même des camps de concentration* ». Cet argument se retrouvait sous la plume de François Nussbaum qui relevait dans son éditorial pour *L'Express* et *L'Impartial* : « *Ce que l'on supposait est aujourd'hui démontré [...]* ».

²⁰ La Commission Indépendante d'Experts n'a elle-même cité que très parcimonieusement l'ouvrage de Jean Ziegler. Une première fois, elle a indiqué elliptiquement que « *Parmi les intervenants [au débat*

premier rapport de la commission ni en tant qu'auteur de cet ouvrage, ni au titre de conseiller national. A ce moment de la discussion, il n'est donc pas exagéré de considérer que la presse plaçait ce personnage hors jeu dans son traitement des discussions historiques et politiques relatives « aux fonds juifs et à l'or nazi ».

L'allié du Sénateur Alfonse D'Amato en tournée de promotion

Il a fallu attendre le 22 juillet 1998 pour que Jean Ziegler sorte de l'ombre en prenant part, à titre privé, à l'audition que la Commission bancaire du Sénat états-unien consacrait à l'Accord de Washington (*Hearing on the 1946 Swiss Holocaust Assets Agreement*). Cette séance s'est tenue alors que le traitement du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » était extrêmement tendu. Au début du mois de juillet, les négociations entre le Congrès juif mondial et les banques suisses avaient été interrompues : le premier exigeait le versement de 1,5 milliards de dollars pour solde de tout compte alors que les secondes refusaient d'aller au-delà de 600 millions de dollars. Les représentants états-uniens des villes et des États avaient alors décidé de lancer une mesure de boycott graduel contre les banques suisses tant qu'un accord global ne serait pas signé. Cette décision avait été officiellement désapprouvée à la fois par le Gouvernement fédéral états-unien et par le Conseil fédéral suisse. Ce dernier avait même estimé que ces mesures – jugées contre-productives, injustifiées et illégales – étaient susceptibles de mettre en péril les bonnes relations bilatérales entre la Suisse et les États-Unis.

Dans ce contexte conflictuel, les représentants du Département des Affaires étrangères, de la Banque nationale suisse et de l'Association suisse des banquiers ont refusé de prendre part à l'audition, soulevant la colère du Sénateur Alfonse D'Amato. En conséquence, seuls deux suisses y ont pris la parole le 22 juillet 1998 : Fredy Rom en tant que correspondant en Suisse de l'Agence télégraphique juive, et Jean Ziegler au titre de Conseiller national. A cette occasion, ce dernier a prononcé un bref témoignage, au cours duquel il s'est appuyé sur les conclusions du rapport Bergier pour reprendre sa dénonciation d'un *scandale moral*²¹.

Le 23 juillet 1998, l'actualité suisse était dominée par la lettre envoyée la veille par le président de la Confédération Flavio Cotti au président William Clinton pour lui demander de s'engager contre les sanctions menaçant les banques suisses. Parallèlement, la presse suisse a largement relaté les principales prises de position lors de l'audition tenue

contemporain sur le rôle de la place financière suisse durant la Seconde Guerre mondiale], des journalistes et des publicistes se mettent en évidence en publiant des livres hâtivement rédigés de qualité scientifique très inégale », sans préciser la qualité respective des travaux cités en note, à avoir : « Balzli 1997a, surtout, présente des informations nouvelles; à signaler Vincent 1987; Speich et al. 1997; Bower 1997; Lebor 1997. Cf. également Koch 1997; Ziegler 1997 » (CIE, 1998 : 16). La CIE (1998 : 127) a cité une seconde fois l'ouvrage de Ziegler, à l'appui de son analyse de l'attitude des dirigeants de la Banque nationale suisse : « Plus le nombre de lingots d'or arrivant de Berlin s'élevait, mieux on savait que l'or provenait de campagnes de pillage menées par l'Allemagne dans les territoires occupés. Dans l'optique d'aujourd'hui, la réaction qu'eut la Banque nationale face à ce problème en été 1942 est étonnante. La seule chose qui lui importait était le risque de ne plus pouvoir disposer librement de l'or acquis. Autrement dit, elle craignait « que des banques centrales qui s'étaient soustraites à l'occupation en transférant leur domicile dressent des listes dites de blocage, ce qui aurait pour résultat que ces lingots ne seraient plus considérés comme de bonnes livraisons d'or. La direction générale chercha par conséquent une possibilité de dissimuler l'identité des lingots reçus et envisagea de les refondre à ses frais ». En note, la CIE indique alors : « Archives BNS, Procès-verbal de la direction générale, 18.6.1942, N° 450, p. 563–564 (citation originale en allemand). Les banques centrales belge et néerlandaise avaient transféré leur siège à Londres. Cf. pour tout le passage sur les projets de refonte Fior 1997, p. 55–58; Balzli 1997a, p.154–157; Ziegler 1997, p.88–90. » (La Commission fait référence à l'édition originale allemande de l'ouvrage de Jean Ziegler. Dans l'édition française, les pages 85 à 87 sont consacrées au procès-verbal de la séance de direction générale du 18 juin 1942).

²¹ Le témoignage de Jean Ziegler devant la commission du Sénat est présenté en annexe 4.

devant la commission bancaire. Elle a en particulier mis l'accent sur les demandes adressées au gouvernement helvétique, appelé à s'engager plus activement dans les négociations entre les organisations juives et les banques suisses. Par ailleurs, la plupart des quotidiens ont mis en évidence un conflit opposant le Sénateur Alfonse D'Amato et le sous-secrétaire d'État Stuart Eizenstat, le premier étant présenté comme un adepte des pressions exercées à l'encontre de la Suisse, le second appelant au contraire à l'apaisement.

A cette occasion, seul *24 Heures* a consacré une large place à l'intervention de Jean Ziegler. Dès son édition du 22 juillet, le quotidien vaudois avait publié un petit article intitulé « Dans les coulisses des auditions D'Amato ; Jean Ziegler réussira-t-il à ne pas se faire récupérer ». Il rappelait alors que le gouvernement suisse et les représentants des banquiers avaient refusé de participer à cette audition (*24 Heures*, 22.7.98) :

Le conseiller national, professeur-auteur Jean Ziegler et Fredy Rom, correspondant de l'Agence télégraphique juive à Zurich, seront donc les seuls Suisses à s'exprimer devant la commission bancaire du Sénat. Reste à savoir comment Jean Ziegler, pourfendeur de l'« oligarchie bancaire » veut et peut éviter d'être instrumentalisé par Alfonse D'Amato.

Le lendemain, *24 Heures* (23.7.98) tirait un bilan positif de la prestation de Jean Ziegler sous le titre « *D'Amato enfin à l'écoute des Suisses ?* ». A l'instar de la plupart des quotidiens suisses, il a commencé par présenter la proposition formulée par Jean Ziegler en conclusion de son intervention (*24 Heures*, 23.7.98) :

Jean Ziegler a déclaré à Alfonse D'Amato que « nous devrions restituer de façon unilatérale et par une action rapide l'or à la commission tripartite. Et cette dernière au lieu de redistribuer cet or aux banques centrales, devrait le rendre aux familles des victimes de l'Holocauste. (...) Les sanctions seraient très mauvaises pour nous », a-t-il lancé. Les victimes perdent patience. Son relativement bref témoignage lui a valu des félicitations du Sénateur D'Amato.

Cependant, le quotidien vaudois a tenu à préciser que « *Jean Ziegler, de son côté, a[vait] défendu le peuple suisse tout en dénonçant les agissements de la BNS et du gouvernement* ». En conclusion de l'article, il a noté (idem) :

« Est-ce que les Suisses comprennent vraiment ce qui est en question ici », a demandé un sénateur du Maryland. Le rappel en début du texte préparé par Jean Ziegler n'était peut-être pas inutile : « Les hommes et femmes de Suisse constituent un peuple profondément civilisé, attaché à la paix et démocratique. (...) Le parti nazi n'a jamais obtenu plus d'un ridicule 1,5% de voix ».

Si *24 Heures* s'est ainsi distingué en reconnaissant une certaine pertinence politique à l'intervention de Jean Ziegler dans le cadre de l'audition²², il ne l'a pas pour autant tiré de sa marginalité. Pour le comprendre, il convient de revenir à son article du 22 juillet :

²² La spécificité du traitement adopté par *24 Heures* à ce moment de la discussion indique à la fois une transformation de son positionnement éditorial et, plus largement, une réorganisation du paysage médiatique romand. En effet, l'analyse conduite jusqu'ici a montré que, jusqu'à cette date, c'était *Le Nouveau Quotidien* qui se distinguait en défendant la légitimité politique des interventions de Jean Ziegler. Or, en mars 1998, ce titre de presse a laissé la place au quotidien *Le Temps*, issu de sa fusion avec le *Journal de Genève*, lequel avait jusqu'alors manifesté une franche hostilité à l'égard de Jean Ziegler. Cette observation anecdotique indique comment l'analyse de discours permet de rendre compte non seulement des lignes éditoriales des titres de presse, mais également de décrire les transformations de leurs rapports. En conséquence, elle permet d'envisager une enquête portant sur un « champ » médiatique, sans pour autant recourir aux analyses de correspondance promues par Pierre Bourdieu. Je reviendrai sur ce point au moment d'analyser la manière dont les médias suisses ont pris position dans la controverse (cf. chapitre 7 et 8, *infra*).

Les récentes ouvertures faites par les avocats Swift et Fagan ainsi que le CJM en direction des banques continuent d'alimenter les rumeurs sur des négociations limitées aux banques. Actuellement, c'est sur ce terrain-là, en coulisses et non devant la Commission D'Amato, que se joue une partie essentielle pour l'avenir de ce dossier.

Cette argumentation a donc fonctionné à double détente : *24 heures* a concédé une certaine légitimité politique à Jean Ziegler, tout en situant explicitement son intervention en marge du processus réel de décision. Cette définition revenait ainsi à considérer que l'affaire des « fonds juifs et de l'or nazi » ne se jouait pas dans l'arène de la commission bancaire, mais dans ses « coulisses » où s'activaient les banquiers suisses, les avocats chargés du dossier des plaintes collectives et le Congrès juif mondial. En conséquence, elle écartait la question des « biens des victimes de l'Holocauste » – c'est-à-dire ses *objets* (des valeurs volées) et ses *sujets* (en l'occurrence Jean Ziegler) – du processus de résolution du problème alors considéré comme réel, à savoir la mise en cause de la réputation helvétique dans le monde.

La plupart des autres quotidiens suisses ne se sont pas embarrassés de tant de subtilités pour remettre Jean Ziegler à sa place^{xix}. A l'occasion de l'audition, ils ont avant tout rapporté que Jean Ziegler avait profité de son voyage aux États-Unis pour vendre les droits cinématographiques de son ouvrage *La Suisse, l'or et les morts* à Hollywood²³. En revanche, ils n'ont généralement accordé que fort peu de place à son intervention lors de l'audition. Quelques-uns ne l'ont purement et simplement pas mentionnée^{xx}. La plupart de ceux qui l'ont fait se sont contentés d'en présenter la conclusion, dans laquelle il proposait un remboursement rapide de tout l'or volé encore en Suisse^{xxi}. Ainsi, *Le Temps* (23.7.98) a noté :

Seul représentant suisse de ces auditions, le conseiller national genevois a défendu l'idée d'un remboursement rapide de tout l'or volé « dormant encore sous la place fédérale ». Il n'avance aucun chiffre, mais le calcul est vite fait. « Il suffit de retrancher aux milliards achetés (entre 1,2 et 1,7 milliards si l'on tient compte des transferts effectués par la BNS vers d'autres pays neutres) les sommes déjà remboursées (250 millions), et de tenir compte d'un intérêt cumulatif.

En revanche, les quotidiens ont évincé ses deux prises de position pourtant directement liées à l'actualité. En effet, rares sont ceux qui ont signalé qu'il s'était explicitement exprimé *contre une renégociation de l'Accord de Washington* et *contre les mesures de boycott*^{xxii}. Au lendemain de l'audition, la presse suisse a donc non seulement traité marginalement l'intervention de Jean Ziegler. Elle a surtout mis en évidence l'isolement de ce dernier, au milieu d'un conflit international affectant la réputation de la Suisse. *24 Heures* l'a présenté comme un franc-tireur écarté des espaces réels de décision.

Plus radicalement, les autres titres de la presse suisse l'ont soit ignoré, soit présenté comme un agitateur allié au Sénateur Alfonse D'Amato, alors considéré comme le chef de file des adversaires de la Suisse. Ils ont suggéré cette identification en soulignant que Jean Ziegler avait été le seul homme politique suisse à accepter son invitation à témoigner devant la Commission bancaire du Sénat. Mais ils l'ont surtout réalisée en passant sous silence la ferme opposition de Jean Ziegler à deux mesures soutenues par Alfonse D'Amato : la renégociation de l'accord de Washington et les menaces de boycott²⁴. Ils ont

²³ Les intitulés de quelques-unes de ces brèves indiquent la faible crédibilité attribuée par la presse suisse à Jean Ziegler et aux thèses qu'il défendaient. Ainsi, *L'Express* et *L'Impartial* (23.7.98), présentaient le livre de Jean Ziegler comme un « scénario ». De son côté, *Le Nouvelliste* (23.7.98) parlait du « cinéma de Jean Ziegler », soulignant dans la légende d'une photographie de Jean Ziegler présentant son ouvrage que « Le malheur des uns fai[sait] le bonheur des autres... ».

²⁴ Aux côtés de *24 Heures*, seuls la *NZZ* et *Le Nouvelliste* (23.7.98) ont signalé ces points. En revanche, le *Giornale del Popolo* (23.7.98) s'est distingué en concluant son article par une brève mention de

ainsi gommé les divergences qui séparaient les deux hommes, ignoré que la proposition de Jean Ziegler convergeait avec les demandes exprimées le même jour par Stuart Eizenstat et Flavio Cotti. Ce faisant, ils ont défini le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » comme une attaque en règle de la Suisse, suite à laquelle les tenants de l'apaisement faisaient face à des fauteurs de trouble, au rang desquels il fallait compter Alfonse D'Amato et Jean Ziegler.

Un traître à la patrie

C'est sur fond de cette définition que, trois semaines plus tard, la presse suisse a annoncé la signature d'un accord global entre les banques suisses et les représentants des victimes de l'Holocauste et de leurs familles. Immédiatement, plusieurs quotidiens ont assimilé cet arrangement à un traité de paix²⁵. A cette occasion, il n'est guère étonnant qu'aucun quotidien suisse n'ait interrogé à ce sujet Jean Ziegler, qui était marginalisé de longue date. Seul le *Blick* l'a mentionné, en une saisissante synthèse, au rang des « perdants » de l'accord global (*Blick*, 14.8.98) :

Jean Ziegler steht wegen der Globallösung mit seinem Versuchten Feldzug gegen die Nationalbank jetzt vollends im Abseits. Die Forderung, unser Noteninstitut müsse für die Gold-Geschäfte mit Hitler-Deutschland büssen und « mindestens den Gegenwert von sieben Milliarden Franken » aushändigen, hatte ohnehin nie einen realen Hintergrund.

(En raison de l'accord global, Jean Ziegler se trouve maintenant clairement hors jeu, avec sa tentative de campagne contre la Banque nationale. L'exigence que notre institut des monnaies doive s'amender en raison du commerce de l'or avec l'Allemagne de Hitler et lâcher « au moins une contrepartie de sept milliards de francs », n'a de toute manière jamais eu de réel fondement.)

Si la plupart des journalistes ont immédiatement accueilli avec soulagement l'accord global comme le terme d'un conflit, la signature de ce qui était présenté comme un armistice n'a pas mis un terme aux turpitudes identitaires de Jean Ziegler. En effet, plusieurs responsables politiques et commentateurs de droite ont rapidement fait part de leur désappointement face à ce qu'ils considéraient comme une « capitulation ». Selon eux, il fallait alors identifier et sanctionner les responsables de cette cuisante défaite. Décrédibilisé de longue date, Jean Ziegler a rapidement été pointé du doigt. Ainsi, le 30 septembre 1998, plusieurs quotidiens ont repris une dépêche de l'agence télégraphique suisse, pour annoncer que l'ancien conseiller national *libéral** bâlois Martin H. Burckhardt et une vingtaine de personnalités – issues des milieux diplomatiques militaires et bancaires – avaient lancé une plainte pénale contre Jean Ziegler (*Le Nouvelliste*, 30.9.98)^{xxiii} :

Jean Ziegler pourrait voir son immunité parlementaire levée. La commission des affaires juridiques du Conseil national doit en débattre, vraisemblablement en novembre. Une plainte est pendante contre lui auprès du Ministère public de la Confédération pour ses interventions dans le cadre du débat sur les fonds juifs et l'or volé. Le conseiller national socialiste genevois est accusé d'atteinte à l'indépendance de la Confédération par l'architecte bâlois et ancien conseiller national Martin H. Burckhardt.

Au terme du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », quelques citoyens suisses en sont donc venus à proposer d'identifier Jean Ziegler comme un « agent de l'étranger »,

l'intervention de Jean Ziegler : « *Ha invece accettato l'invito il consigliere nazionale Jean Ziegler (PS/GE), favorevole alla rinegoziazione dell'accordo* ».

²⁵ Particulièrement explicites *Le Temps* (13.8.98) et *24 Heures* (14.8.98) ont respectivement titré : « *Les banques et les rescapés de l'Holocauste ont fait la paix* » et « *La paix s'achète aussi. Les banques le prouvent* ».

* Voir le glossaire à l'entrée « Parti libéral suisse ».

comme l'a souligné *Le Temps* au lendemain de l'annonce de la plainte (*Le Temps*, 1.10.98) :

L'accusation que portent contre Jean Ziegler les signataires de la plainte est grave. Elle se base sur l'article 266bis du Code pénal qui dit ceci : « Celui qui, à l'effet de provoquer ou de soutenir des entreprises ou menées de l'étranger contre la sécurité de la Suisse, sera entré en rapport avec un État étranger, ou avec leurs agents, ou aura lancé ou propagé des informations inexactes ou tendancieuses, sera puni de l'emprisonnement pour cinq ans ou plus ». Bigre ! Jean Ziegler, agent de l'étranger ? « Agent », c'est le terme employé par les auteurs de la plainte [...]. Les plaignants estiment que certains passages du livre de Jean Ziegler *La Suisse, l'or et les morts*, son audition devant le Sénat américain ainsi que ses commentaires à la sortie du film *L'or des nazis* tombent « objectivement et subjectivement » sous le coup de l'article 266bis. Ils affirment aussi que par ses dires et ses écrits, Jean Ziegler a placé la Suisse « dans une situation extrêmement délicate », qu'il a apporté des arguments « aux maîtres chanteurs de la Suisse ». En substance, que toute son action a servi les intérêts « des organisations juives, des avocats des plaignants, du Sénateur D'Amato, ainsi que celles de certains États américains et collectivités », qu'elle a abouti et réussi en ce sens qu'un accord négocié sur la base du chantage « a été conclu entre les avocats des plaignants et les deux grandes banques suisses ».²⁶

En dépit de son radicalisme, cette désignation de Jean Ziegler comme « traître à la patrie » n'a fait que tirer les conséquences de ses identifications successives, étroitement articulées au développement médiatique des définitions du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». En effet, le Genevois a progressivement été déchu de toute crédibilité scientifique, puis politique, avant d'être tenu à l'écart des débats historiques et politiques pendant plus d'une année. Finalement, seul politicien suisse à répondre au Sénateur D'Amato, il a été présenté comme l'allié de menées étrangères, menaçant sévèrement la réputation de son propre pays. En ce sens, il n'est pas exagéré de dire que l'identification de Jean Ziegler en tant que traître n'a pas été opérée par le seul dépôt de la plainte. Cette dernière apparaît plutôt comme le résultat contingent d'une activité collective, comme un *ordre négocié* auquel de nombreux acteurs ont contribué, délibérément ou non. En quelque sorte, les signataires de la plainte contre Jean Ziegler n'ont fait que formuler explicitement, sous une forme appropriée, auprès des instances adéquates, une identification de Jean Ziegler et une définition du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » qui germaient depuis de nombreux mois.

Néanmoins, cette initiative a soulevé quelques réactions, sporadiquement relayées par la presse. Felix Auer est le premier à s'être exprimé à ce sujet. Dans une lettre rendue publique par *Le Temps*, l'ancien conseiller national bâlois a estimé que cette démarche ne pourrait être que contre-productive (*Le Temps*, 1.10.98).

²⁶ La référence aux commentaires de Jean Ziegler sur le film *L'or des nazis* renvoie à une longue controverse concernant un documentaire coproduit en 1997 par les chaînes britannique (BBC) et suisse alémanique (DRS). Cette discussion a été particulièrement animée à chacune de ses diffusions, par la BBC (le 18 juin), par la DRS (le 3 juillet), par les télévisions suisse romande et suisse italienne (le 15 juillet) et enfin par France 2 (le 2 octobre). Durant cette période, la presse suisse n'a jamais fait état des positions de Jean Ziegler à ce sujet, y compris lorsqu'il a été invité à en débattre sur le plateau de France 2. Seul Saverio Snider a tiré un parallèle ténu dans un éditorial (*Corriere del Ticino*, 16.7.97) : « *Gridare dai pulpiti come fa Blocher, scrivere banali ma velenosi pamphlet come fa Ziegler o realizzare documentari come quello visto ieri sera non serve a nulla e non offre nessun contributo alla soluzione dei problemi* ».

En revanche, la presse suisse du 17 septembre 1997 a relayé une dépêche de l'ATS faisant déjà état d'une démarche de l'ancien conseiller national libéral bâlois Martin Burkhardt. Elle annonçait que ce dernier avait rassemblé un « *groupe de Suisses* » pour porter plainte contre ce documentaire en vertu de l'article du code pénal réprimant l'incitation à la haine envers une personne ou un groupe de personnes en raison de leur appartenance raciale ou ethnique.

[P]arce que Jean Ziegler « pourra à nouveau faire parler de lui dans la presse, ce qu'il affectionne par-dessus tout ». Ensuite, « parce qu'en cas de condamnation, il se mettrait dans la peau du martyr, ce qu'il cherche visiblement ». Contre-productive enfin, car « s'il venait à être acquitté, il pourrait jouer au héros »

Très rapidement, la Société suisse des écrivaines et écrivains a pris position en faveur de Jean Ziegler, reprenant à son compte une définition politique de la controverse (*La Liberté*, 4.11.98)^{xxiv} :

La Société des écrivains exige dans un communiqué, que le parlement conserve son immunité à Jean Ziegler, afin de faire savoir que « la Suisse officielle ne soutient pas une action politique qui vise à réduire au silence les minorités critiques. »

Puis, les mois s'écoulant suite à la signature de l'accord global, l'attention médiatique s'est progressivement détachée du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». C'est donc finalement dans l'indifférence la plus complète que le Conseil fédéral a décidé de ne pas donner suite à la plainte contre Jean Ziegler, évitant ainsi au Parlement de se prononcer sur la levée de son immunité^{xxv}.

3.3 Conclusion du chapitre 3 : Les identités comme constructions interactionnelles

Au cours de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi », Jean Ziegler n'a pas changé de position sociale : il est resté à la fois professeur de sociologie à l'Université de Genève et Conseiller national socialiste. De plus, il n'a pas fondamentalement réformé son discours. Il n'a cessé d'exprimer sa colère et de dénoncer le scandale moral des « biens des victimes de l'Holocauste » et de « l'or nazi ». Il a constamment estimé que les agissements des autorités politiques et bancaires helvétiques étaient à la source du problème. Selon lui, en collaborant avec le régime nazi, ces instances s'étaient rendues complices de vol et elles avaient contribué au financement de l'effort de guerre allemand. En conséquence, il a toujours estimé que la résolution du problème supposait une restitution intégrale et sans condition de l'or et des avoirs volés que les institutions publiques et privées suisses gardaient en leur possession²⁷. Pourtant, son identité s'est radicalement transformée. Il a successivement été identifié comme un acteur marginal et un historien dilettante ; comme un essayiste politique ; comme un affabulateur, un falsificateur et un menteur privé de crédibilité ; comme une victime expiatoire de la droite conservatrice ; comme un personnage scientifiquement et politiquement discrédité ; comme un allié du Sénateur Alfonse D'Amato en tournée de promotion ; et comme un traître à la patrie.

Cette étude de la trajectoire de Jean Ziegler met en évidence le caractère fluctuant et interactionnellement construit des identités. Elle éclaire ainsi les limites des théories qui réfèrent les identités à des systèmes (sociaux ou structurels) relativement stables, s'empêchant du même coup de rendre compte de ces dynamiques. Symétriquement, elle indique les apports d'une conception constructiviste proposant de relier étroitement les identifications aux interactions dans lesquelles elles prennent forme²⁸.

²⁷ L'analyse détaillée de la trajectoire de Jean Ziegler n'a mis en évidence qu'une seule inflexion dans son discours. Suite à la publication du rapport Eizenstat, Jean Ziegler s'est exprimé en faveur d'une renégociation immédiate de l'Accord de Washington (*Blick*, 9.5.97). En juillet 1998, il s'est au contraire clairement opposé à cette éventualité devant la commission bancaire du Sénat états-unien (cf. annexe 4). Ce bref revirement ne remet cependant pas en question l'articulation fondamentale du discours de Jean Ziegler. Dans les deux cas, il a explicitement justifié sa position comme un moyen de favoriser une restitution rapide des biens volés à leurs titulaires légitimes.

²⁸ Partant de l'analyse de la trajectoire de Jean Ziegler, les paragraphes qui suivent indiquent les limites de plusieurs approches théoriques. Ils soulèvent quelques problèmes que doit surmonter toute analyse sociologique des identités. Cependant, ils ne prétendent épuiser les finesses des modèles discutés ni en formuler une critique générale.

Le fonctionnalisme, le changement socio-culturel et la crise identitaire

Les limites d'une approche fonctionnaliste sont ici évidentes. Cette démarche tend à rabattre l'analyse des identités sur celle de l'intégration d'un système social, articulant des « statuts » (*i.e.* les droits et de devoirs rattachés à une position) et des « rôles » (*i.e.* les modèles de comportements qui orientent les activités exercées dans un groupe social), culturellement définis, occupés par un individu. Dans cette perspective, l'identité d'un acteur social comme Jean Ziegler serait définie en fonction de sa capacité à occuper, à reconnaître et à exercer les statuts et les rôles sociaux dont il aurait intériorisé les principes au cours de sa socialisation (p.ex. Lucchini et Ridoré, 1979). Ce modèle extrêmement statique ne peut donc envisager les transformations identitaires qu'en tant qu'indicateurs d'un profond changement socio-culturel ou d'une sérieuse désorganisation personnelle. En revanche, il ne permet pas de rendre compte de la dynamique identitaire expérimentée par Jean Ziegler au fil du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». En effet, cette trajectoire n'a débouché ni sur une réforme de l'ordre social helvétique, ni sur une crise identitaire individuelle. Autrement dit, l'analyse conduite jusqu'ici indique que la trajectoire identitaire de Jean Ziegler est étroitement corrélée, non avec l'intégration d'un système social, mais avec le développement des activités de revendication participant à la définition d'un problème particulier.

Le structuralisme et le système symbolique

Bien que nettement distinctes, les analyses structurales rencontreraient des difficultés similaires. Elles proposent en effet de considérer les transformations identitaires comme les expressions variables de structures relationnelles relativement stables. Autrement dit, une telle recherche étudierait la trajectoire de Jean Ziegler comme l'expression singulière d'un système de relations entre les individus et les groupes sociaux, qu'elle place au cœur de son attention.

Inscrit dans le prolongement direct de la linguistique saussurienne, leur mouvement analytique consiste à systématiquement référer les conduites individuelles à un système symbolique, collectif et largement inconscient (p.ex. Lévi-Strauss, 1993 [1950]). Ce dernier assure l'autonomie et l'intégration d'un système social, lequel est incarné dans des expériences individuelles. C'est-à-dire qu'il informe des histoires de vie particulières, dont les composantes physiques, psychologiques, physiologiques et sociologiques sont susceptibles d'être interprétées dans le cadre unifié d'une anthropologie structurale. En conséquence, cette dernière s'assigne pour tâche de fonder une pensée humaniste articulant l'analyse objective et l'expérience vécue, de manière à tisser les liens entre les composantes sociales et individuelles, physiques et psychiques de la vie humaine.

Pour y parvenir, cette analyse rompt avec l'empirisme naïf des analyses fonctionnalistes, lesquelles tentent de trouver une justification aux phénomènes observés – en se demandant à *quoi ils servent* – de manière à les articuler au système social. Au contraire, la démarche structurale étudie les rapports constants qui unissent les phénomènes qui composent les systèmes sociaux – c'est-à-dire qu'elle en élucide les « fonctions » au sens algébrique de ce terme – pour mettre au jour les structures qui organisent leurs relations.

En dépit de ses ambiguïtés (voire de ses confusions), le travail de Didier Demazière et Claude Dubar (1997) éclaire sous un jour particulier la dynamique des analyses structurales. D'un côté, ces auteurs prennent explicitement appui sur les approches qualitatives issues de l'interactionnisme symbolique, et plus particulièrement sur la « *Grounded Theory* » (Glaser & Strauss, 1967). Ils en retiennent l'idée de fonder la théorisation sur une démarche inductive, supposant de considérer la « parole des gens » comme source privilégiée de connaissance sociologique. En conséquence, ils se

concentrent sur l'élucidation des processus de « mise en mots » au cours desquels se définissent à la fois le sens des interactions et les identités des acteurs en présence²⁹. De l'autre en revanche, ils estiment que la théorie du langage engagée par les approches interactionnistes est insatisfaisante, dans la mesure où elle ne permet pas de ramener systématiquement la variété de ces processus identitaires et discursifs aux structures qui les sous-tendent. Pour y parvenir, ils élaborent une analyse structurale qu'ils appliquent à différents « récits d'insertion », de manière à dégager le « schème du monde socioprofessionnel » – c'est-à-dire le système de disjonctions et de conjonctions entre unités significatives – qu'ils mettent communément en œuvre, par-delà leur indéniable variété³⁰.

Cette présentation sommaire de l'analyse structurale indique à la fois son ambition et ses limites. Appliquée à la trajectoire identitaire de Jean Ziegler, cette démarche étudierait les relations unissant régulièrement chacune de ses interventions et les réactions qu'elles ont suscitées. Puis, elle les comparerait à d'autres processus analogues, de manière à élucider le système symbolique sous-jacent (*i.e.* des structures d'oppositions binaires) fondant les significations collectives et individuelles de ces interactions. Indépendamment des réserves épistémologiques et théoriques qui pourraient être opposées à une telle démarche, elle mettrait au jour des structures invariantes d'une société particulière, supposées être au fondement de transformations identitaires et de leurs expériences individuelles et collectives. Concentrée sur la découverte d'un système de différences commun à plusieurs phénomènes, elle ne permettrait en revanche pas de rendre compte de la spécificité de la trajectoire identitaire de Jean Ziegler, telle qu'elle s'est développée au cours des discussions consacrées au problème « des fonds juifs et de l'or nazi ».

L'analyse définitionnelle et la construction interactionnelle des identités

En rupture avec le positivisme et le réalisme impliqués par ces approches fonctionnelle et structurale, l'analyse définitionnelle des problèmes publics ouvre donc une voie à l'analyse des trajectoires identitaires. Elle permet de retracer un *processus singulier*, au cours duquel sont identifiés et définis simultanément un *acteur social singulier* et les *objets* de son activité. Cette démarche a permis de montrer comment Jean Ziegler a été identifié de diverses manières au fil de ses dénonciations successives du problème moral posé par les « biens des victimes de l'Holocauste » et des répliques qui lui ont été adressées.

L'analyse interactionnelle de la trajectoire de Jean Ziegler indique comment ce dernier a progressivement été discrédité scientifiquement, puis politiquement, avant d'être dénoncé pour haute trahison au cours de séquences précises. Elle a permis d'identifier les événements décisifs qui ont marqué les étapes de ce processus singulier : sa première intervention devant le Parlement ; les publications successives de son ouvrage, du rapport Eizenstat, de la réplique de Felix Auer, et du rapport intermédiaire de la CIE ; sa déposition devant la commission bancaire du Sénat états-unien ; et, enfin, la signature de l'accord global ouvrant la voie au dépôt d'une plainte pénale. Cette étude détaillée a donc permis d'indiquer que la trajectoire identitaire de Jean Ziegler ne dépendait pas d'un système

²⁹ Cette conception dynamique et constructiviste des identités a été explicitement défendue par Claude Dubar (1991).

³⁰ Une acception constructiviste confuse pourrait ranger sous sa bannière la méthode de Claude Dubar et Didier Demazière (1997), dans la mesure où ils empruntent à l'interactionnisme une conception dynamique de la signification et des identités. Cependant, leur analyse structurale est articulée dans un langage « réaliste », en ce sens qu'elle invite l'analyse à découvrir, derrière ces apparences (*i.e.* des ces significations et de ces identités interactionnellement construites), leur fondement réel (*i.e.* leur structure) qui forme l'objet de l'enquête sociologique (sur ce point, voir Lynch, 2001 : 242-243).

social ou symbolique abstrait, mais qu'elle était inextricablement liée au déroulement concret des interactions dans lesquelles il était engagé. Autrement dit, cette démarche a réhabilité une analyse détaillée des séquences d'actions et de réactions, de revendications et de réponses, au fil desquelles ont été établies l'identité de Jean Ziegler, la légitimité de ses dénonciations du scandale des « biens des victimes de l'Holocauste » et la définition « des fonds juifs et de l'or nazi » en tant que problème affectant sérieusement la réputation de la Suisse dans le monde.

La force de cette approche interactionniste réside notamment dans sa capacité à rendre compte de destins individuels sans gommer leur singularité. Elle suppose que la *réalité sociale et culturelle* n'est pas tapie dans un système – social ou symbolique – relativement stable, situé à l'arrière-plan des interactions. Au contraire, elle la décrit au cœur même de ces dernières, dans la succession de séquences d'actions et de réactions, ou de revendications et de réponses. Cependant, l'analyse de la trajectoire de Jean Ziegler suggère que cette force peut simultanément constituer la principale faiblesse de la démarche définitionnelle. D'un côté, en rattachant systématiquement les trajectoires identitaires à des interactions concrètes et observables, ce mode d'analyse permet de retracer précisément le développement temporel de leur construction et de leur organisation. De l'autre, à trop se concentrer sur le caractère fluctuant de ces interactions particulières, il risque de mettre en évidence la seule singularité de processus d'identifications irréductibles et de perdre de vue le monde intersubjectif relativement stable à la constitution duquel ils ont participé.

Concrètement, il ne suffit pas d'observer que Jean Ziegler a suivi une trajectoire de dégradation identitaire au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Il convient encore de souligner que les manières dont il a été désigné n'étaient ni arbitraires, ni aléatoires. Au contraire, les identités qui lui ont été attribuées étaient constitutives de différents états de la controverse, c'est-à-dire de *configurations* qui articulaient indissociablement la *définition d'un problème*, la *structuration de ses arènes*, et *l'identification de ses protagonistes*. Ainsi, observer que Jean Ziegler a été considéré comme un *traître à la patrie* suite à la signature de l'accord global, c'est constater que la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » était alors traitée comme un *conflit international*, voire comme une *guerre*. C'est dire que les identités des protagonistes du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » ne peuvent pas être exclusivement ramenées aux échanges auxquels ils ont directement participé.

Par-delà cette approche interactionniste, il convient encore d'observer et de décrire comment ces trajectoires identitaires ont été articulées avec le déroulement d'une *controverse publique*, c'est-à-dire d'une dynamique discursive qu'il est difficile de saisir et de localiser (cf. Terzi, 2003). En conséquence, l'analyse va maintenant s'efforcer de retracer la *configuration de cette situation conflictuelle*, c'est-à-dire de rendre compte simultanément de la *définition du problème*, de l'organisation de ses *arènes* et de *l'identification* de ses protagonistes.

3.4 Sources du chapitre 3

- i *La Liberté* (19.3.97) : « Le nouveau tourment du député Ziegler ».
- ii Pour les présentations de cette thèse dans les médias suisses : *Le Nouveau Quotidien* (17.3.97) : « Or nazi : Jean Ziegler fait monter les enchères sur son dernier livre » ; *Blick* (18.3.97) : « Ziegler schockt 'Die Schweiz hat den Krieg verlängert' » ; *Tribune de Genève* (18.3.97) : « Jean Ziegler continue de crier sa colère contre la place financière » ; *La Liberté* (19.3.97) : « Le nouveau tourment du député Ziegler » ; *Journal de Genève* (19.3.97) : « Le livre de Jean Ziegler : un réquisitoire manichéen et hors contexte » ; *Journal de Genève* (20.3.97) : « La Suisse en 1939 et 1945 : une vue pamphlétaire » ; *NZZ* (26.3.97) : « Jean Ziegler und das Gold der Toten ».
- iii *La Liberté* (19.3.97) : « Le nouveau tourment du député Ziegler ».
- iv *Tribune de Genève* (18.3.97) : « Jean Ziegler continue de crier sa colère contre la place financière » et *Journal de Genève* (19.3.97) : « Le livre de Jean Ziegler : un réquisitoire manichéen et hors contexte ».
- v *Journal de Genève* (19.3.97) : « Le livre de Jean Ziegler : un réquisitoire manichéen et hors contexte ».
- vi *Tribune de Genève* (18.3.97) : « Jean Ziegler continue de crier sa colère contre la place financière ».
- vii *Journal de Genève*, 6.5.96 : « La firme Bally a profité de l'antisémitisme des nazis ».
- viii Pour des présentations contrastées de la visite de Flavio Cotti aux États-Unis, voir notamment : *Le Matin* (14.3.97) : « Flavio Cotti s'explique à New York » ; *L'Express* et *L'Impartial* (14.3.97) : « Cotti : Image à équilibrer » ; *24 Heures* et *Tribune de Genève* (14.3.97) : « Suisses et Américains ne sont pas loin de la lune de miel » ; *Nouvelliste* (14.3.97) : « Cotti porte cilice » ; *Regione* (14.3.97) : « Contate su di noi » ; *Corriere del Ticino* (14.3.97) : « Flavio Cotti rinnova le scuse agli ebrei » ; *NZZ* (14.3.97) : « Erklärungstour von Bundesrat Flavio Cotti in den USA » ; *Basler Zeitung* (14.3.97) : « Schweizer Entschuldigung bekräftigt » ; *Tages-Anzeiger* (14.3.97) : « Cottis Jüdischer Freund » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (14.3.97) : « 'Weder weiss noch schwarz' » ; *Neue Luzerner Zeitung* (14.3.97) : « Aussenminister Cotti wiederholt Entschuldigung » ; *Bund* (14.3.97) : « Werben um Verständnis » ; *24 Heures* et *Tribune de Genève* (14.3.97) : « Or nazi : Washington annonce la publication de son rapport » ; *Journal de Genève* (15.3.97) : « Le rapport américain sur l'or nazi jette une ombre sur la visite de Flavio Cotti aux États-Unis » ; *Corriere del Ticino* (15.3.97) : « Terminata la visita di Flavio Cotti negli USA » ; *Regione* (15.3.97) : « L'incontro della riconciliazione » ; *NZZ* (15.3.97) : « Werbetour Cottis durch Washingtoner Ministerien » et « Konkretisierung zum US-Raubgold bericht » ; *Tages-Anzeiger* (15.3.97) : « Besorgter Flavio Cotti, US-Report am 27. März » ; *Bund* (15.3.97) : « Cotti wirbt für Ausgewogenheit » ; *Basler Zeitung* (15.3.97) : « 'Wir wollen einen Dialog mit allen' » ; *Neue Luzerner Zeitung* (15.3.97) : « Nazizeit : Bundesrat Flavio Cotti auf Goodwill-Mission in den USA ».
- Au sujet du rapport Eizenstat : *L'Express* et *L'Impartial* (22.3.97) : « Or nazi : Publication du rapport Eizenstat retardée » ; *Journal de Genève* (22.3.97) : « Nouveau retard pour le rapport Eizenstat » ; *Bund* (22.3.97) : « Eizenstat-Report : Schweiz nie Konsultiert » ; *Tages-Anzeiger* (22.3.97) : « Eizenstat-Bericht : « Absolut undramatisch » ; *Neue Luzerner Zeitung* (22.3.97) : « Eizenstat-Bericht erneut verschoben ».
- ix *La Liberté* (19.3.97) : « Damned, même les Anglais s'en mêlent ».
- x *Journal de Genève* (19.3.97) : « Le livre de Jean Ziegler : un réquisitoire manichéen et hors contexte ».
- xi *Journal de Genève* (19.3.97) : « Le livre de Jean Ziegler : un réquisitoire manichéen et hors contexte ».
- xii *Journal de Genève* (20.3.97) « La Suisse en 1939-1945 : une vue pamphlétaire ».
- xiii Les éléments retenus par la presse suisse sont principalement tirés de l'avant-propos signé par Stuart Eizenstat (1997 [1997]).
- Au sujet de la neutralité, il y note : « [V]u les circonstances uniques de la Seconde Guerre mondiale, neutralité et moralité se révélèrent difficilement compatibles : trop souvent, la neutralité fut un prétexte pour ignorer toute considération morale » (idem : VII).
- Au sujet du rôle économique de la place bancaire suisse : « [La Suisse] figure au premier plan de toute l'histoire de l'or et autres avoirs nazis durant et après la Seconde Guerre mondiale ; en effet, les Suisses furent les principaux banquiers et intermédiaires financiers des nazis, ayant eu à gérer des sommes importantes en or et en devises » (idem : IV) ; « Des documents que nous avons découverts et passés en revue, il ressort également que de l'or a été confisqué à des civils, en particulier aux victimes des atrocités nazies et incorporé dans les réserves d'or de la Reichsbank. [...] La Reichsbank organisa la vente ou le nantissement de ce butin provenant des camps de concentration, ainsi que la refonte d'une partie de cet or en lingots, dont l'apparence – vu que leur origine fut souvent cachée – était identique à celle des lingots volés aux banques centrales. Lorsque ses partenaire commerciaux commencèrent à

refuser le Reichsmark, l'Allemagne dut se résoudre à effectuer de plus en plus de paiements en or pour obtenir les devises étrangères ainsi que les biens et matériaux indispensables à son effort de guerre. Entre janvier 1939 et le 30 juin 1945, l'Allemagne transféra de l'or pour une valeur de 400 millions de dollars (3,9 milliard de dollars actuels) vers la Banque nationale suisse à Berne. Celle-ci acheta environ les trois quarts de ce montant, pour une valeur de 276 millions de dollars (2,7 milliards de dollars d'aujourd'hui), le reste étant envoyé directement sur les comptes d'autres pays en contrepartie de biens et de matières premières » (idem : VI-VII) ; « Le montant des réserves d'or allemandes avant la guerre était bien connu. Les preuves fournies dans ce rapport sont irréfutables : la Banque nationale suisse et les banquiers privés suisses savaient que les coffres de la Reichsbank s'étaient vidés au fur et à mesure que la guerre progressait, et qu'ils manipulaient d'importantes sommes d'or volé. Les Suisses étaient au courant des vols commis par les Allemands en France, en Belgique et dans d'autres pays » (idem : XI). « Il n'existe aucune preuve que la Suisse ou tout autre pays neutre ait sciemment accepté de l'or arraché aux victimes. Le rapport démontre cependant clairement [...] qu'une partie au moins de l'or qui entra en Suisse et en Italie incluait de l'or non monétaire ravi à des civils dans les pays occupés, aux victimes des camps de concentration ou à d'autres personnes tuées avant même d'atteindre ces camps » (idem : XVII-XVIII).

Sur la prolongation de la guerre : « [L]e pillage massif et systématique d'or et d'autres avoirs appartenant aux pays conquis et aux victimes du nazisme n'était pas une opération laissée au hasard : elle était essentielle au financement de la machine de guerre allemande » (idem : VI) ; « Quelles qu'aient été leurs motivations, la poursuite par les neutres d'un commerce intense avec le IIIe Reich eut pour conséquence évidente de soutenir et de prolonger la capacité de l'Allemagne nazie de conduire la guerre » (idem : VIII).

Au sujet de l'après-guerre : « L'attitude de la Confédération helvétique consistant à poursuivre ses affaires comme si de rien n'était (*business as usual*), se perpétua durant les négociations de l'après-guerre, et c'est cette période qui demeure la plus inexplicable. Les représentants suisses se montrèrent inflexibles et se retranchèrent sur des positions empreintes de juridisme pour défendre chacun de leurs intérêts sans tenir compte des questions morales en jeu. [...] Finalement, après une longue période d'âpres négociations, on parvint en 1946, entre la Suisse et les Alliés, à l'Accord de Washington. Cet accord contraignait la Suisse à transférer aux Alliés 250 millions de francs suisses (58,1 millions de dollars d'alors) et à liquider les avoirs allemands [...]. Parallèlement, dans une lettre d'accompagnement, la Suisse s'engageait à identifier les comptes dormants en déshérence afin de les mettre à disposition des victimes des nazis. Le montant de 58 millions de dollars en or volé par les Allemands [...] était largement inférieur à la fourchette de 185 à 289 millions de dollars que les Ministères américains des affaires étrangères et des finances estimaient se trouver sur les comptes de la Banque nationale suisse à la fin de la guerre. [...] Ce montant de 58 millions de dollars en or monétaire fut rapidement versé à la Commission tripartite de l'or afin d'être redistribué aux pays demandeurs. Mais l'autre partie de l'accord, celle qui concernait la liquidation des centaines de millions de dollars en avoirs allemands ne fut jamais, ni rapidement, ni entièrement exécutée. [...] La Suisse ne commença qu'en 1962 à se conformer aux dispositions inscrites dans la lettre d'accompagnement de l'Accord de Washington, à savoir « considérer avec bienveillance » l'utilisation des avoirs en déshérence en faveur des victimes de l'Holocauste » (idem : XII-XIV).

xiv Voir notamment : *24 Heures* (9.5.97) : « Et maintenant, place à la psychothérapie » ; « Juger la Suisse d'aujourd'hui » ; « Comment l'or des victimes de la Shoah a fini dans les coffres de la BNS » ; « 'Un instrument de combat, pas un rapport digne d'historiens' » ; « La BRI a failli être liquidée » ; « 'Banquier des nazis', la Suisse doit-elle récrire son histoire de l'après-guerre ? » et « Berne ne veut pas revenir sur l'Accord de 1946 ».

xv *24 Heures* (9.5.97) : « Berne ne veut pas revenir sur l'Accord de 1946 ».

xvi Quantitativement, la presse a nettement plus parlé de l'ouvrage de Felix Auer que de celui qu'il critiquait : *Le Nouveau Quotidien* (7.8.97) : « Un club de droite attaque Jean Ziegler pour réhabiliter l'attitude de la Suisse durant la guerre » ; *La Liberté* (7.8.97) : « Felix Auer accuse Jean Ziegler de mentir et de tromper tout le monde » et « Ziegler-Blocher ? Ah non ! Pas ça ! » ; *Journal de Genève* (7.8.97) : « 'Jean Ziegler n'est pas Emile Zola. Il lui manque le format intellectuel et l'amour de la vérité' » et « Erreur de communication » ; *24 Heures* et *Tribune de Genève* (7.8.97) : « Une riposte radicale dénonce les mensonges de Jean Ziegler » et *24 Heures* (7.8.97) : « Les étonnants (faux) souvenirs de Jean Ziegler » ; *NZZ* (7.8.97) : « Professorales Schlachtfeld » ; *Tages-Anzeiger* (7.8.97) : « Zieglers Unglück, frei erfunden » ; *Aargauer Zeitung* (7.8.97) : « Jean Zieglers neustes Buch – ein unseriöses « Machwerk » ? » et « Ziegler von Münchhausen ».

Voir également les brèves : *Le Matin* (7.8.97) : « Riposte : Felix Auer répond à Jean Ziegler » ; *L'Express* et *L'Impartial* (7.8.97) : « Livre : Auer contre Ziegler » ; *Regione* (7.8.97) : « Auer, l'anti

- Ziegler » ; *Blick* (7.8.97) : « Attacke auf Ziegler » ; *Neue Luzerner Zeitung* (7.8.97) : « Auer übt heftige Kritik an Ziegler » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (8.8.97) : « Felix Auers Replik auf Jean Zieglers Buch ».
- xvii Les autres articles publiés à ce sujet n'ont fait le lien ni avec l'ouvrage de Jean Ziegler, ni avec le rapport Eizenstat : *24 Heures* et *Tribune de Genève* (8.8.97) : « 'La Suisse a contribué à prolonger la guerre' » ; *Tages-Anzeiger* (8.8.97) : « Arg zugespitzt, kaum belegt » ; *Bund* (8.8.97) : « Schützte Hitler die Schweiz ? ».
- xviii Cette présentation est empruntée à l'article du *Matin* (26.5.98) intitulé « Or des nazis : la Banque nationale savait ». Les mêmes points ont été mis en évidence par les autres titres de la presse suisse.
- xix *Le Temps* (23.7.98) : « Jean Ziegler vend les droits de son livre à Hollywood » ; *24 Heures* (23.7.98) : « Jean Ziegler à Hollywood : moteur ! » ; *L'Express* et *L'Impartial* (23.7.98) : « Ziegler : Scénario vendu à Hollywood » ; *Nouvelliste* (23.7.98) : « Le cinéma de Jean Ziegler » ; *Corriere del Ticino* (23.7.98) : « Ziegler vende libro a Hollywood » ; *Tages-Anzeiger* (23.7.98) : Le paragraphe « Ziegler vergibt Filmrechte » dans l'article « Stuart Eizenstat fordert 'Leadership' » ; *Bund* (23.7.98) : « Filmrechte an Hollywood » ; *Aargauer Zeitung* (23.7.98) : « Hollywood : Jean Ziegler im Glück : Filmrechte verkauft » ; *SonntagsBlick* (23.7.98) : « Schweiz und Nazi-Gold – Filmstoff für Hollywood ».
- xx Voir *L'Express* et *L'Impartial* et *La Liberté* (23.7.98) : « Boycott : Flavio Cotti presse Clinton d'intervenir », Menaces de boycott : Cotti s'adresse par lettre à Clinton », « Un contre-boycott ? Hum... » et « La Suisse devra se mouiller » ; *Corriere del Ticino* (23.7.98) : « Eizenstat chiede un « cessate il fuoco » » ;
- xxi Voir notamment : *Le Temps* (23.7.98) : « Stuart Eizenstat demande à la Suisse d'agir car la patience américaine s'épuise » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (23.7.98) : « Denkpause statt Sanktionen » ; *Bund* (23.7.98) : « Eizenstat ruft zu einer Denkpause auf » ; « Stuart Eizenstat fordert 'Leadership' ».
- xxii Dans le texte original cette conclusion tenait dans les deux paragraphes suivants :
« VII. – In the view of the historical facts put to light by the International Commission of Independent Experts and accepted by all parties, including the Swiss government, it appears that the Swiss negotiators of March through May 1946 in Washington, D.C. did not say the truth.
My conclusion and that of others of my colleagues in Parliament is that the Swiss National Bank and the private banks should restitute without delay and in the quickest possible manner, the reparation sums which are still due.
I believe renegotiating the Washington Accord would be too complicated a procedure and take too long.
The surviving victims of the Shoa and their descendants, and all the other victims of the Nazi crimes cannot wait. Rather the Swiss National Bank and the commercial banks should restitute to the Tripartite Commission all the stolen gold that was not accounted for in the Washington Accord. The remaining technical problems – how calculate the exchange rate between the dollar and the Swiss franc since 1946, the evolution of the gold price, the problem of the interest rates to be applied – can easily be solved.
VIII – To entertain the best of relations with the United States is a basic axiom of Switzerland's foreign policy. We should find a rapid solution to the question of Swiss reparation. This is the evident interest of both our countries. The United States of America and Switzerland are two important financial powers. I hear rumors of an American boycott against Swiss banks, insurance companies and industrial companies. This has to be avoided. »
- xxiii *Le Nouvelliste* (30.9.98) : « La levée de l'immunité parlementaire de Jean Ziegler en discussion ». Voir également : *La Liberté* (30.9.98) : « Jean Ziegler. Immunité de nouveau mise en cause » ; *Corriere del Ticino* (30.9.98) : « Una querela contro Ziegler » ; *NZZ* (30.9.98) : « Klage gegen Jean Ziegler » ; *Aargauer Zeitung* (30.9.98) : « Klage gegen Jean Ziegler » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (30.9.98) : « Klage gegen Nationalrat Ziegler » ; *Blick* (2.10.98) : « Landesverrats-Klage gegen Jean Ziegler ! ».
- xxiv *La Liberté* (4.11. 98) : « Écrivains suisses ; Soutien à Jean Ziegler ». Voir également : *Le Temps* (4.11. 98) : « Plainte ; Des écrivains soutiennent Jean Ziegler » ; *Tages-Anzeiger* (4.11. 98) : « Solidarität mit Jean Ziegler » ; *Bund* (4.11. 98) : « Schriftsteller verteidigen Jean Ziegler ».
- xxv *La Liberté* (25.2.99) : « Ziegler. Une poursuite pénale ne sera pas ouverte ».

DEUXIÈME PARTIE

Tout semble pareil dans la structure où s'introduit le détail qui en change pourtant le fonctionnement et l'équilibre. Les analyses scientifiques contemporaines qui font rentrer la mémoire dans ses « cadres sociaux », ou les techniques cléricales qui, au Moyen Age, l'ont si habilement transformée en une composition de lieux et qui ont ainsi préparé la mutation moderne du temps en espace contrôlable, en oublient ou rejettent les détours, même si elles présentent l'intérêt majeur d'expliquer par quelles procédures et pour quelles raisons stratégiques légitimes l'occasion – cet instant indiscret, ce poison – a été contrôlée par la spatialisation du discours savant. Incessamment l'écriture scientifique, constitution d'un lieu propre, ramène le temps, ce fugitif, à la normalité d'un système observable et lisible. De la sorte, pas de surprises. Une maintenance des lieux élimine ces tours pendables

Michel de Certeau, *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard (folio/essais), 1990 [1980], p. 134

PROBLÉMATISATION ET PUBLICISATION « DES FONDS JUIFS ET DE L'OR NAZI » : CONSTITUTION D'UN COLLECTIF AFFECTÉ PAR UN PROBLÈME DE RÉPUTATION

Les trois premiers chapitres de cette recherche ont mis en évidence les dynamiques définitionnelles et identitaires qui ont constitué l'ordre négocié de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Pourtant, cette dernière a communément été considérée comme un débat circonscrit, dont le thème et les protagonistes étaient clairement identifiés. Afin de rendre compte de ce phénomène, il convient maintenant d'observer et de décrire comment les activités de revendication ont progressivement donné forme à un *problème* et à son *public*.

En analysant les procédures de problématisation et de publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi », cette deuxième partie mettra au jour les fondements mêmes de la controverse. Les cinq chapitres qui suivent articuleront donc l'ensemble de l'analyse, non seulement en raison de leur contenu, mais également par la dynamique de leur écriture, laquelle se veut délibérément expérimentale. Cette partie peut être appréhendée de trois points de vue complémentaires : celui des *résultats* qu'elle apporte pour la compréhension « des fonds juifs et de l'or nazi » (1), celui de la *position théorique* qu'elle défend (2), et celui de la *pratique de recherche* qu'elle élabore et qu'elle met progressivement à l'épreuve (3).

(1) Il serait tentant de retenir et de mettre en avant les *résultats* de l'analyse. Par étapes, celle-ci mettra au jour des éléments décisifs pour l'élucidation de la forme que les discours médiatiques ont conférée aux questions soulevées par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

Un premier moment sera consacré à la description formelle des différents schèmes interprétatifs qui ont été mis en œuvre pour présenter les enjeux et leur trouver une solution (chapitre 4). Il sera alors possible d'observer comment ces différents cadres sont intervenus dans l'orientation des lignes éditoriales de différents organes de presse, dont les activités ont organisé un espace médiatique polarisé sous une forme communément intelligible (chapitres 5 et 6).

Sur la base de ce panorama de la question, le récit pourra plonger dans les dynamiques du débat. Au fil du développement d'une controverse, cette analyse s'efforcera de retracer des enchaînements d'actions inattendues et d'événements imprévus, qui ont petit à petit composé l'intelligibilité d'une situation. Réciproquement, ce travail

analytique montrera comment la détermination progressive d'une situation a orienté le déroulement d'actions, et leur a conféré une portée et une signification. Finalement, ces observations et ces descriptions montreront comment a émergé une interprétation « des fonds juifs et de l'or nazi », articulant la mise en forme d'un conflit économique, d'un appel à l'établissement de la vérité historique, et d'une orientation vers une résolution financière de tous les enjeux relatifs au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale (chapitre 7).

Pour conclure, l'analyse interrogera la signification et la portée de ces observations. Cette démarche montrera que le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » a communément été interprété comme un *problème de réputation*, affectant un *collectif* appelé à défendre le patrimoine et l'honneur helvétiques, menacés par des attaques étrangères. Mais elle indiquera surtout que cette manière de représenter la Suisse et son passé a constitué une *configuration identitaire* du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». En effet, il apparaîtra qu'il allait de soi pour les différents protagonistes helvétiques que la Suisse entretient des rapports métonymiques avec ses banques et avec son histoire de la Seconde Guerre mondiale. Cette remarque relancera alors une dernière fois la recherche, de manière à interroger le lien entre cette forme de culture politique et la forme spécifique d'État qu'elle constitue (chapitre 7).

(2) Le cheminement de ces cinq chapitres pourrait également être retracé dans une perspective plus *théorique et méthodologique*. De ce point de vue, cette partie est entièrement placée sous les auspices d'une problématique de la réalité sociale. Pour introduire ces questions, le chapitre 4 s'ouvrira sur une mise en parallèle, délibérément provocatrice, des manières dont ces questions sont articulées dans le programme structuraliste de Claude Lévi-Strauss et dans « l'analyse des cadres » d'Erving Goffman. Cette curieuse lecture croisée mettra en évidence de surprenantes convergences de problématisation entre ces deux auteurs, habituellement placés aux antipodes de la pensée en sciences sociales.

Cette rapide présentation n'aura ni l'ambition de lancer une discussion détaillée de ces paradigmes théoriques, ni de les réconcilier. A titre prophylactique, ces quelques pages entendront plus modestement questionner, en contre-champ, les routines de représentation des sciences sociales – notamment par les cours d'introduction présentés aux jeunes étudiants et par les manuels d'histoire de la sociologie – en tant que champ fragmenté, fait de théories et de paradigmes incompatibles. A bien y regarder, il serait parfaitement envisageable de commencer par présenter les acquis des sciences sociales et les convergences des différentes écoles de pensée sur une série de questions. Pour n'en citer que quelques-unes, les théories en sciences sociales s'accordent pour considérer qu'il existe quelque chose comme une réalité sociale (ce qui est loin d'être dérisoire), que son organisation implique la médiation de composantes symboliques, dont la mise en œuvre est antéprédicative voire inconsciente, et que son observation et sa description ne peuvent être menées que de manière indirecte.

Pour autant, il n'est pas question de rapprocher les théories en un vaste syncrétisme insipide. C'est pourquoi la mise en parallèle des travaux de Claude Lévi-Strauss et d'Erving Goffman ne débouchera pas sur la réconciliation de leurs analyses. Elle suggérera plutôt que leurs différences (et même leur incompatibilité) tiennent moins à leur armature conceptuelle et théorique, qu'aux *pratiques de recherche* qu'elles déploient. Pour le dire autrement, cette proposition revient à dire que les concepts sont moins importants que la manière dont ils sont pratiquement mis en œuvre dans le déroulement d'une recherche. Cette perspective aura deux conséquences majeures pour la suite de mon enquête. D'une part, elle permettra de cheminer vers le déploiement d'une analyse qui se veut résolument une sociologie d'inspiration pragmatiste, sans pour autant faire abstraction d'une littérature

d'horizons théoriques et méthodologiques divergents. D'autre part, le déroulement de l'enquête mettra pratiquement à l'épreuve des théories se revendiquant du pragmatisme et il apparaîtra rapidement que certaines d'entre elles déploient en fait une démarche d'inspiration structurale.

Cette critique sera tout d'abord adressée à une approche très en vogue dans la sociologie politique anglo-saxonne : la *frame perspective*. Officiellement inscrite dans le sillage de l'analyse goffmanienne des cadres, je montrerai qu'elle rompt avec l'essentiel des principes de cette dernière, et en particulier avec son refus obstiné de toute substantification et de toute réification de l'ordre social (chapitre 4). Dans le prolongement, des questions similaires seront adressées aux travaux qui entendent analyser des développements historiques comme des modifications de « panoplies interprétatives » ou de « répertoires d'action collective », ainsi qu'aux études qui prétendent rendre compte de la polarisation de l'organisation sociale en termes de « systèmes actanciels » ou de « réseaux d'acteurs » (chapitre 5 et 6).

Pour élaborer une tentative de réponse à ces critiques, l'analyse s'orientera vers la mise en œuvre d'une *théorie de l'action située*, attachée à retracer la co-détermination des actions et des situations dans lesquelles elles se déploient. Son élaboration prendra la forme d'une écriture expérimentale, s'efforçant de restituer quelque chose de l'indétermination qui a durablement marqué la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Il apparaîtra alors que ce type d'expérience, attaché à rendre compte de l'ordre interne des activités, peut aisément être appliqué à l'élucidation des « situations », caractérisées par la co-présence physique des interactants, étudiées par Erving Goffman. En revanche, une telle démarche tend à introduire énormément de confusion sitôt qu'elle est appliquée à des phénomènes de vaste ampleur, impliquant des interactions étalées à une échelle internationale, et sur de longues périodes de temps. En conséquence, le bilan de cette expérience débouchera sur une appréciation mitigée. Il en ressortira qu'une enquête portant sur des phénomènes tels que la question « des fonds juifs et de l'or nazi », si elle entend être intelligible, ne peut pas faire l'économie d'un moment structural, tendant inévitablement à réifier les phénomènes observés et décrits (chapitre 7).

Néanmoins, si la description structurale d'une situation peut marquer un moment de l'analyse, elle ne peut constituer son aboutissement. Cette démarche permet de présenter une question complexe à des lecteurs qui ne sont pas familiarisés avec ses enjeux, ses protagonistes, la logique des arguments qu'ils ont développés, les ressources interprétatives et symboliques qu'ils ont mobilisées pour faire valoir leur perspective, etc. Cependant, un second moment de l'analyse devra nécessairement pragmatiser cette description rétrospective, de manière à montrer comment les activités déployées au cours de la controverse ont constitué l'intelligibilité de la situation étudiée, des schèmes interprétatifs constitués pour déterminer sa portée et sa signification, ou des positions polarisées à son sujet. En ce sens, plusieurs paragraphes aborderont explicitement des questions méthodologiques, concernant la composition des échantillons et des corpus, ou les modalités de généralisation de résultats basés sur des textes singuliers. A la lumière de ces quelques éléments, il apparaîtra en retour que l'ensemble des chapitres de cette partie, des analyses détaillées d'articles de presse, leur interprétation et leur mise en perspective, s'efforcent de fonder et de rendre intelligible une *approche pragmatiste* des problèmes publics, des activités discursives, des espaces médiatiques et des cultures politiques (chapitre 8).

(3) Habituellement, les études sociologiques sont présentées et caractérisées sous l'angle de leurs *résultats* et leur *orientation théorique*. Cependant, la spécificité des chapitres qui suivent réside plutôt dans une *pratique de recherche* dont le déploiement s'efforce de faire émerger *conjointement* la configuration du problème « des fonds juifs et

de l'or nazi » et l'élaboration d'un *mode d'analyse* qui permette d'en rendre compte. Cette dynamique de la recherche prend la forme d'une *écriture* et d'un *cheminement narratif*. Son développement s'efforce de retracer les modalités par lesquelles le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » a progressivement constitué l'intelligibilité, la signification et la portée des prises de positions et de leur enchaînement. Cette partie pourrait donc être caractérisée comme une *expérience narrative*, qui serait d'autant plus réussie qu'elle n'apparaîtrait pas à la lecture. La dynamique des chapitres s'efforce de constituer une *mimésis analytique* du débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Cette expérience serait aboutie si la configuration « des fonds juifs et de l'or nazi » devenait progressivement évidente pour les lecteurs de cette étude, de la même manière qu'elle s'est petit à petit imposée, pour les lecteurs de la presse suisse, entre 1995 et 1998.

Cette expérience est risquée, dans la mesure où seule l'épreuve de la lecture déterminera la pertinence relative de la démarche. Quel que soit le verdict qui tombera à ce sujet, celui-ci ne remettra pas fondamentalement en cause le développement d'une *pratique de recherche* alternative en sociologie des problèmes publics. Ce domaine de recherche est, en effet, profondément marqué par un quart de siècle de constructivisme triomphant, dont le développement a débouché sur une alternative, dont chacun des termes marque l'épuisement d'une problématique.

D'un côté, certaines enquêtes analysent les « problèmes publics » comme des « constructions sociales » au sens statique de ce terme, c'est-à-dire comme les *produits* d'activités de construction. Une telle démarche se concentre sur l'*intelligibilité rétrospective* des controverses. L'élucidation de ces dernières prend alors la forme d'une énumération de « schèmes d'interprétation », de « répertoires d'action » et de « systèmes actanciels ». À terme, un tel programme de recherche renoue progressivement, sans jamais le dire ni l'assumer, avec une problématique structuraliste de la réalité sociale. À terme, il finit surtout par interdire le développement d'une analyse pragmatique, attachée à rendre compte des procédures par lesquelles a été constituée l'intelligibilité ordinaire d'un problème et de son public.

De l'autre, certaines études appréhendent les « problèmes publics » comme des « constructions sociales » au sens dynamique de ce terme. Ces recherches mettent alors en évidence la « construction discursive des problèmes publics », instituant un jeu de miroirs incessant entre l'objet d'étude (une dynamique discursive) et la recherche (une autre dynamique discursive, qui contribue elle-même à la constitution de ce qu'elle analyse). Sous prétexte de réflexivité, ces renvois spéculaires ouvrent la voie à une sociologie narcissique, qui n'appréhende plus ses objets d'étude que par le biais des modalités de leur analyse. C'est-à-dire d'une sociologie qui prétend analyser la réalité sociale, alors qu'elle ne parle finalement plus que d'elle-même.

Les pages qui suivent ne sauraient prétendre apporter une solution aux innombrables problèmes épistémologiques, théoriques et méthodologiques soulevés par la dynamique constructiviste en sciences sociales. Plus modestement, elles exploreront une démarche. Au lieu d'aborder ces questions frontalement – c'est-à-dire d'entrer dans le débat conceptuel et théorique qui se met en place – elles s'efforceront d'élaborer une pratique de recherche, attachée à l'élucidation empirique d'un débat public.

Dans ses grandes lignes, cette démarche pourrait être résumée de la manière suivante. Elle consiste à appréhender les débats publics comme des phénomènes auto-organisés, dont le déroulement institue des hiérarchies sociales, une mémoire et des oublis. Concrètement, à mesure qu'un débat public se déploie, il constitue l'intelligibilité de ses propres tournants, de ses propres coups de théâtre, de ses actions emblématiques, de ses vedettes et de ses personnages maudits ou oubliés. Plus la recherche avancera, plus le travail déployé au cours des débats sur « les fonds juifs et l'or nazi » apparaîtra comme une

dynamique de détermination d'une situation indéterminée. C'est-à-dire comme le déploiement d'une *enquête* qui a *problématisé* et *publicisé* une situation, de telle sorte qu'elle est finalement apparue sous la forme que nous lui connaissons rétrospectivement. Afin de rendre compte de cette dynamique, je proposerai de rompre avec la sociologie des « problèmes publics », pour ouvrir la voie à une sociologie procédurale des activités de problématisation et de publicisation.

CHAPITRE 4

Within the classic traditions of sociology, debates concerning « the question of history » focus upon the correctness of one or another mode of historical interpretation in its ability to identify the « motor forces of history » that lie behind particular events and explain the activities of specific social actors [¹].

Following this conception of the question of history, the task of theory is to offer up and validate « master narratives » that subsume all partial and contingent narratives to a greater whole. Master narratives provide historical explanations that transcend the merely particular perspectives of historically situated actors. They also establish universalistic criteria of historical interpretation that guarantee that such explanations are not, in their own right, merely particular and historically situated.

David Bogen & Michael Lynch, « Taking Account of the Hostile Native: Plausible Deniability and the Production of Conventional History in the Iran-Contra Hearings », *Social Problems* 36(3), 1989, pp. 197-198

¹ La référence renvoie à Georg Lukács, *History and Class Consciousness*, London, Merlin Press, 1971, pp. 46-47.

4 LES « CADRES » DU PROBLÈME « DES FONDS JUIFS ET DE L'OR NAZI »

Avant de se lancer à la recherche du « cadre » du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » il convient de préciser les résultats de l'analyse définitionnelle. Celle-ci dresse le portrait d'un problème fluctuant, dont les définitions, les arènes et les acteurs n'ont cessé d'être élaborés tout au long des discussions. Elle prévient ainsi la réification de ce problème, qui ne s'est jamais présenté comme un substantif, mais qui est au contraire toujours apparu comme un processus indissociable des activités de revendication qui le rendaient intelligible.

Cet accent judicieusement mis sur le caractère dynamique ne devrait cependant pas faire perdre de vue une autre facette du phénomène. A partir du printemps et surtout de l'automne 1996, les questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ont pris une place prépondérante dans les agendas politique et médiatique helvétiques. L'analyse définitionnelle souligne avec raison que cette construction se présentait comme un *processus* instable et inachevé. Néanmoins, il ne convient pas pour autant de perdre de vue que cette même construction était communément abordée comme un *produit* relativement stabilisé, qu'il était possible de désigner par la terminologie lapidaire « des fonds juifs et de l'or nazi »¹.

Autrement dit, si les opérations de définition du problème n'étaient pas achevées, leur produit intermédiaire était suffisamment déterminé pour assurer la mobilisation de nombreux acteurs sociaux et la coordination des actions qu'ils conduisaient. En conséquence, si l'analyse doit retracer le développement de ces activités, elle ne doit pas pour autant occulter le sens commun – ou la perspective ordinaire et tenue pour acquise – qui les a fondées et qui a orienté leur déploiement. Concrètement, si les acteurs du problème ont manifesté les oppositions – voire l'hostilité – qui les séparaient, ils l'ont fait sous une forme communément intelligible. Ils ont agencé leurs revendications et leurs réponses, leurs actions et leurs réactions sous la forme d'enchaînements coordonnés, dont l'organisation indique que leurs auteurs partageaient une conception d'arrière-plan du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ».

Pourtant, ce dernier n'était pas l'objet d'une définition consensuelle. Le déroulement des débats a été marqué par ses incessantes redéfinitions (chapitre 1, *supra*), par les réorganisations de ses arènes (chapitre 2, *supra*), et par les transformations des identités de ses acteurs (chapitre 3, *supra*). Dans le même temps, cette dynamique a cependant institué

¹ Ian Hacking (2001 [1999] : 59-62) a signalé les conséquences, pour les analyses constructivistes, de l'ambivalence de la notion de « construction » qui désigne à la fois un *processus* (l'opération de construire) et un *produit* (le résultat de cette opération).

une trame relativement stable sur le fond de laquelle elle se détachait. Cet arrière-plan était suffisamment défini pour assurer la mobilisation et la coordination de nombreuses prises de position dont les auteurs et les destinataires s'accordaient sur l'existence, dans le monde, d'un problème relatif au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Plus encore, une lecture superficielle du corpus suffit pour dégager le poids déterminant d'une approche ou d'une conception économique ou financière du problème, qui a orienté les discussions, les prises de position des acteurs et les arguments qu'ils ont défendus de la fin de la guerre à la signature de l'accord global.

L'analyse des cadres s'attache précisément à l'élucidation des expériences partagées qui fondent l'émergence et la coordination de telles actions collectives. Dans le cas des débats sur « les fonds juifs et l'or nazi », cette analyse montrera que tous les agents impliqués à un titre ou un autre – qu'il s'agisse des acteurs qui ont pris part aux discussions, des journalistes qui ont relaté leur développement ou du public qui a suivi leur déroulement – se sont vus attribuer une conception strictement économique et financière du problème. Celle-là même qui avait été élaborée dès les années 1950 par les autorités bancaires et politiques helvétiques, à l'exclusion de toute composante morale ou historique (1.1, *supra*). Dans cette perspective, la signature de l'« accord global » n'apparaîtra plus seulement comme un « ordre négocié », c'est-à-dire comme le produit plus ou moins aléatoire du déroulement contingent d'interactions et de confrontations. Il se présentera également comme l'aboutissement relativement prévisible de plusieurs décennies au cours desquelles, en Suisse, un cadrage relativement stable et tenu pour acquis a présidé à l'appréhension des questions relatives à la Seconde Guerre mondiale.

A première vue, l'*analyse des cadres* offrira donc une ouverture pour écrire l'histoire du problème. Le *cadrage économique* « des fonds juifs et de l'or nazi » apparaîtra à la fois comme le point de départ relativement stable à partir duquel se sont déroulés les débats sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, et comme le fil conducteur autour duquel il est possible d'organiser le récit de cette histoire. Du même coup, cette manière de procéder soulèvera de sérieux problèmes théoriques. Ainsi appréhendé, le « cadrage » devient aux analyses définitionnelles ce que les « conditions objectives » étaient aux approches fonctionnalistes. L'organisation narrative de ces analyses donne forme à des explications causales dans lesquelles les « cadres » forment un *point fixe* (*i.e.* l'équivalent narratif des « variables indépendantes » dans les analyses statistiques) qui se décline à la fois comme le point de départ d'un récit, et comme la trame relativement stable qui assure la cohérence de son déroulement. A terme, il apparaîtra ainsi que ces mises en récit élaborent pratiquement – sous couvert de méthodes qualitatives et de théorie interactionniste – une philosophie de l'histoire dont les « cadres » constituent à la fois le fondement et le moteur.

Cette manière de procéder reprend donc à son compte la tâche principale endossée par les approches historicistes les plus classiques. Son geste analytique rapporte systématiquement les dynamiques historiques à un petit nombre de *points fixes*, suffisamment stables pour fonder l'organisation de récits capables de subsumer la pluralité dynamique des cours d'action et la variété des points de vue qui les constituent². Cependant, avant de montrer comment « l'analyse des cadres » donne forme à des récits qui constituent pratiquement une philosophie de l'histoire extrêmement classique, il convient de préciser les caractéristiques du mode d'analyse désigné par cette terminologie polysémique (4.1), avant de le mettre à l'épreuve du problème « des fonds juifs et de l'or

² A ce sujet, voir la citation de Michael Lynch et David Bogen placée en exergue. Cet argument concernant l'intervention des récits dans la « production sociale de l'histoire » est développée dans Michael Lynch & David Bogen (1996 : 57-88 et plus particulièrement 66-73).

nazi » (4.2), ce qui permettra de dégager les limites de son application pour élucider le déroulement des controverses publiques (4.3).

4.1 Le « cadrage » de la réalité sociale

Telle que je l'ai développée jusqu'ici, l'analyse définitionnelle du problème « des fonds juifs et de l'or nazi », a butté sur un problème pratique de taille. D'un côté, elle a dessiné les contours d'un objet mouvant, dont les définitions, les arènes et les acteurs n'ont cessé de se modifier et de se réorganiser. De l'autre, la présentation de ces résultats suppose néanmoins de les organiser en une histoire relativement unifiée. Concrètement, elle devrait prendre la forme d'un récit linéaire, doté d'un début, d'un développement et d'une fin. Son développement devrait rassembler, dans un espace clairement délimité, un ensemble déterminé d'acteurs, impliqués dans un nombre fini d'actions et d'événements. Autrement dit, la difficulté réside en ceci que, pour présenter les résultats de mon analyse, il faut trouver le moyen de retracer le développement contingent et imprévisible d'un processus historique sous la forme d'un déroulement narratif linéaire et cohérent.

Une première issue relativement économique à ce dilemme suppose de considérer que les processus sociaux et historiques – quelles que soient leur polarisation et leur instabilité – constituent au cours de leur développement un arrière-plan relativement stable et partagé, que l'enquête sociologique pourrait se donner pour tâche d'identifier et d'analyser. De nombreuses analyses constructivistes ont désigné ce point fixe, qui sous-tend un monde en perpétuelle transformation, en reprenant la notion de « cadre » élaborée par Erving Goffman. Avant de lancer une analyse des « cadres » du problème « des fonds juifs et de l'or nazi », les prochains paragraphes tâcheront de clarifier les transformations subies par la notion goffmanienne de « cadre » au gré des enquêtes qui l'ont mobilisée dans le domaine de la sociologie politique. Il apparaîtra que les recherches consacrées aux activités de mouvements sociaux ont constitué les « cadres » comme des entités dénombrables. Elles en ont donc fait des instruments de mesure mobilisés pour déterminer la portée des mobilisations, pour identifier les phases de leur développement et pour organiser le récit chargé d'en raconter l'histoire.

Pour élucider cette conceptualisation, il convient de rapidement rappeler comment Erving Goffman avait situé son analyse, laquelle proposait une approche radicalement pragmatique d'une problématique structurale. Ce rappel formera une trame théorique et méthodologique sur l'arrière-plan de laquelle il apparaîtra clairement que ce qui est habituellement désigné sous le terme « *frame perspective* » dans le domaine de la sociologie politique a retenu la problématique structurale sous-jacente au travail d'Erving Goffman. En revanche, elle a perdu en chemin ce qui faisait sa spécificité, à savoir une pratique de recherche élucidant la réalité sociale sur un mode résolument pragmatiste.

4.1.1 L'« analyse des cadres » comme théorie de la réalité sociale

Le développement de l'« analyse des cadres » (*Frame Analysis*) a marqué un tournant dans l'œuvre de Erving Goffman³. Longtemps, ses études ethnographiques ont exploré une métaphore « dramaturgique » – explicitée dans *The Presentation of Self in Everyday Life*⁴ – attachée à élucider la « mise en scène de la vie quotidienne », c'est-à-dire le processus du jeu (*process of acting*) par lequel des « acteurs » incarnent des rôles et gèrent des apparences. Puis, ses derniers travaux – *Les cadres de l'expérience* et *Façons de*

³ Cette analyse des travaux de Erving Goffman est empruntée à Joseph Gusfield (2000 : 3-4)

⁴ En français, cet ouvrage constitue le premier tome de *La mise en scène de la vie quotidienne* (Goffman, 1973a [1959]). Le mode d'analyse dramaturgique qui y est présenté irrigue notamment les études empiriques que Goffman a consacrées à « la condition sociale des malades mentaux » (*Asiles*, 1968 [1961]) et aux « usages sociaux des handicaps » (*Stigmate*, 1975 [1963]).

parler – se sont considérablement rapprochés de la démarche « dramatique » développée par Kenneth Burke, lequel s'efforçait de comprendre la vie comme un drame, c'est-à-dire comme un conflit et une dialectique accessibles par le biais des terminologies utilisées pour en rendre compte (Gusfield, 2000 : 3) :

Burke referred to his viewpoint as « dramatic » [...] which he defined as « a method of analysis and a corresponding critique of terminology designed to show that the most direct route to the study of human relations and human motives is via a methodical inquiry into cycles or clusters of terms and their functions. »

(Burke qualifiait son point de vue de « dramatique » [...] qu'il définissait comme « une méthode d'analyse et une critique correspondante de la terminologie, destinées à montrer que le chemin le plus direct pour l'étude des relations humaines et des motifs humains passe par une étude méthodique des cycles ou des groupes de termes et de leurs fonctions.)

Ainsi, après s'être longtemps concentré sur les stratégies déployées par des acteurs pour camper des personnages, pour éviter de perdre la face ou pour contrôler l'information, Erving Goffman s'est penché sur le fondement – sous-jacent et habituellement tenu pour acquis – de ces activités. La notion de « cadre » réfère précisément à cette organisation de l'expérience et de la conscience individuelle qui se manifeste dans des situations particulières, c'est-à-dire à « *la structure de l'expérience individuelle de la vie sociale* » (Goffman, 1991 [1974] : 22), sur l'arrière-plan de laquelle les acteurs sociaux développent leurs activités quotidiennes (idem : 16) :

Ma perspective est situationnelle, ce qui signifie que je m'intéresse à ce dont un individu est conscient à un moment donné, que ce moment mobilise souvent d'autres individus et qu'il ne se limite pas nécessairement à l'arène co-pilotée de la rencontre de face-à-face. Je fais l'hypothèse qu'en s'intéressant à une situation ordinaire on se pose la question : « Que se passe-t-il ici ? » Que la question soit formulée explicitement dans les moments de doute et de confusion, ou implicitement lorsque les circonstances ne menacent pas nos certitudes, elle est posée et ne trouve de réponse que dans la manière dont nous faisons ce que nous avons à faire. Partant de cette question, nous chercherons tout au long de cet ouvrage à esquisser le cadre général susceptible d'y répondre.

Avec cette problématique de l'expérience tissée au croisement de l'organisation des situations et des engagements subjectifs qui s'y déploient, Erving Goffman a fondé le programme d'une « analyse des cadres » (idem : 19) :

Nous nous servons abondamment du terme de « cadre » tel que l'entend Bateson. Je soutiens que toute définition de la situation est construite selon des principes d'organisation qui structurent les événements – du moins ceux qui ont un caractère social – et notre propre engagement subjectif. Le terme de « cadre » désigne ces éléments de base. L'expression « analyse des cadres » est, de ce point de vue, un mot d'ordre pour l'étude de l'organisation de l'expérience.

Dès son origine, la métaphore du « cadre » a donc été développée pour étudier les procédures et les règles pratiques qui structurent des situations, c'est-à-dire qui fondent leur délimitation, la signification dont elles sont dotées et leurs éventuelles transformations (idem : 18) :

Je me propose, d'une part d'isoler quelques cadres fondamentaux qui, dans notre société, nous permettent de comprendre les événements et, d'autre part, d'analyser les vulnérabilités particulières de ces cadres de référence. Mon idée de départ est la suivante : une chose qui dans certaines circonstances peut se présenter comme la réalité peut en fait être une plaisanterie, un rêve, un accident, un malentendu, une illusion, une représentation théâtrale, etc. J'aimerais attirer l'attention sur le sens des circonstances et sur ce qui les soumet à des relectures multiples.

Erving Goffman souligne précisément ce point au moment de définir ce qu'il appelle les « cadres primaires » (idem : 30) :

Dans nos sociétés occidentales, identifier un événement parmi d'autres, c'est faire appel, en règle générale, et quelle que soit l'activité du moment, à un ou plusieurs cadres ou schèmes interprétatifs que l'on dira *primaires* parce que, mis en pratique, ils ne sont pas rapportés à une interprétation préalable ou « originaire ». Est primaire un cadre qui nous permet, dans une situation donnée, d'accorder du sens à telle ou telle de ses aspects, lequel autrement serait dépourvu de signification. [...] [Q]uel que soit leur degré de structuration, les cadres primaires nous permettent de localiser, de percevoir, d'identifier et de classer un nombre apparemment infini d'occurrences entrant dans leur champ d'application. Le fait que nous ne distinguions pas consciemment leurs traits constitutifs et que nous soyons dans l'incapacité de les décrire de manière exhaustive si l'on nous demande de le faire n'est en rien un obstacle à leur usage et à la maîtrise pratique que nous en avons.

Ainsi, les « cadres » sont d'abord des « schèmes interprétatifs » que les acteurs sociaux mettent pratiquement en œuvre – *i.e.* sans nécessairement disposer d'un savoir conscient à leur sujet – pour comprendre « ce qui se passe » dans les situations auxquelles ils sont confrontés et pour y agir de manière appropriée. Cependant, les « cadres » interviennent également en tant que règles de transposition que les acteurs sociaux mobilisent chaque fois qu'ils prennent une situation dotée d'un cadre primaire comme modèle, soit pour la *modaliser* de manière à ce qu'elle prenne sens en dehors de son contexte d'origine, soit pour *fabriquer* de toutes pièces une situation de telle sorte que des « dupes » s'y engagent comme s'il s'agissait de la réalité (idem : 49) :

Au cours de ses visites au zoo de Fleischacker à partir de 1952, Gregory Bateson observe que les loutres ne se contentent pas de se battre, mais jouent à se battre. [...] Il ressort de ces comportements ludiques que les actions de l'animal n'ont pas de signification intrinsèque : le cadre mobilisé ne transforme pas des occurrences dénuées de sens en événements signifiants, à la différence de ce qui se passe avec les cadres primaires. L'activité ludique s'accomplit plutôt selon des cadres d'action qui ont un sens précis : ici, le fait de se battre, type d'action pilotée fort répandu. Le vrai combat sert donc de modèle⁵, de schème précis à suivre, de fondement pour une forme d'action [...]. Certains éléments de ce schème seront pourtant systématiquement altérés : par exemple, si les loutres jouent à se mordre, aucune morsure n'est sérieuse. En somme, on a là une transcription, une transposition, une *transformation* [...].

Ces quelques observations fondent une problématique des cadres secondaires, et en particulier des « modes » et, surtout, des *opérations de modalisation* qui leur donnent forme (idem : 52-53) :

Les remarques sur le jeu chez l'animal nous permettent d'aborder maintenant le concept central de l'analyse de cadre : celui de mode (*key*) Par mode, j'entends un ensemble de conventions par lequel une activité donnée, pourvue d'un sens par l'application d'un cadre primaire, se transforme en une autre activité qui prend la première pour modèle mais que les participants considèrent comme légèrement différente. On peut appeler *modalisation* [*keying*] ce processus de transcription. [...]

Plus loin, Erving Goffman signale un autre type de transformation (idem : 93) :

Après les modalisations qui, en procédant par transpositions, point par point, nous montrent en quel sens l'activité est fondamentalement vulnérable, nous passerons à un second

⁵ « 'Modèle' est un terme dont il faut se méfier. Tout au long de ce travail il renvoie à la forme à partir de laquelle se construit quelque chose *d'autre*. Je laisse donc de côté la question de savoir s'il s'agit d'une forme idéale : par 'modèle' il faut entendre 'modèle pour' et non 'modèle de'. »

type de vulnérabilité transformationnelle : les *fabrications*. Il s'agit des efforts délibérés, individuels ou collectifs, destinés à désorienter l'activité d'un individu ou d'un ensemble d'individus et qui vont jusqu'à fausser leurs convictions sur le cours des choses. Un projet diabolique, un complot, un plan perfide en arrivent, lorsqu'ils aboutissent, à dénaturer partiellement l'ordre du monde. Il faudrait donc dire qu'une séquence d'activité est doublement capable de dégrader le monde, de lui servir de modèle pour deux types de transformation : les modalisations et les fabrications.

Ainsi, formulée, l'« analyse des cadres » développée par Erving Goffman reprend et prolonge le questionnement de la « réalité sociale » qui a pris forme au croisement des traditions phénoménologique et pragmatiste⁶. Il en résulte une approche qui se caractérise d'abord par son refus d'établir une quelconque distinction – qu'il s'agisse d'une « rupture épistémologique » ou d'une « coupure sémiotique » – entre les composantes objectives et subjectives de la réalité sociale. En effet, la notion de « cadre » établit un rapport constitutif entre ces deux dimensions indissociables de l'ordre social : elle désigne à la fois la structure des situations et l'organisation de l'expérience dont elles sont l'objet.

A première vue, cette approche ne se distingue pas des théories de la connaissance les plus classiques, régulièrement articulées autour de « schèmes d'interprétation » implicites et tenus pour acquis. Ainsi, les « cadres » partagent un certain nombre de propriétés avec les « structures », les « représentations », les « idéologies » et autres « habitus ». Dans tous ces cas, il s'agit d'entités tenues pour acquises, grâce auxquelles les acteurs sociaux élaborent le sens des réalités auxquelles ils ont affaire dans les situations les plus ordinaires de leur vie quotidienne. Cependant, les « cadres » ont ceci de particulier qu'il ne s'agit pas d'entités cachées que l'analyse devrait aller dénicher derrière les apparences ou dans la tête des gens. Erving Goffman insiste abondamment sur ce point : Ces schèmes interprétatifs relèvent d'une *maîtrise pratique qui se manifeste concrètement et visiblement dans les activités que les acteurs sociaux conduisent dans une situation*. Ainsi, l'« analyse des cadres » élabore une théorie résolument pragmatique de la « réalité sociale » et des diverses « interprétations » dont elle est l'objet. Autrement dit, cette perspective appréhende l'« ordre du monde » et les « expériences » comme des formes observables et descriptibles d'organisation des activités, mettant du même coup un terme abrupt aux spéculations philosophiques et théoriques élaborées à leur sujet.

4.1.2 L'« analyse des cadres » : une problématique structurale et une démarche pragmatiste

L'« analyse des cadres » peut donc être considérée comme une théorie de l'ordre social. Pour mon propos, j'en retiendrai cependant qu'elle se manifeste avant tout comme une *pratique de recherche*, que je caractériserai par contraste avec la démarche structurale, présentée par Claude Lévi-Strauss dans son *Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss* (1993 [1950]). Ce texte programmatique est tout entier articulé autour d'une problématique qu'il est aisé de rapprocher de celle circonscrite par Erving Goffman dans son introduction aux

⁶ Dans son introduction, Erving Goffman (1991 [1974] : 10) place son travail dans le prolongement d'un « renversement phénoménologique » qu'il attribue à William James : « Plutôt que de s'interroger sur la nature du réel, James [...] pose de manière subversive la question suivante : « Dans quelles circonstances pensons-nous que les choses sont réelles ? » Lorsqu'il est question de réalité, dit-il, c'est la conviction qu'elle entraîne sur sa qualité particulière, conviction qui contraste avec le sentiment que certaines choses sont privées de cette qualité ». Cette interrogation frontale de la réalité sociale s'ouvre alors sur la discussion d'une vaste littérature, mentionnant notamment la question des « réalités multiples » formulée par Alfred Schütz (idem : 11-13), les prolongements qu'elle trouve dans les études menées par Harold Garfinkel (idem : 13-15), la « théorie du jeu et du phantasme » de Gregory Bateson (idem : 15), ou les travaux de John Austin élucidant la complexité de la proposition consistant à affirmer qu'une chose « arrive réellement » (idem : 15-16).

Cadres de l'expérience. Cependant, il apparaîtra rapidement que, si les problématiques de ces deux auteurs sont comparables, leurs démarches empiriques sont radicalement différentes. Or, les enquêtes qui circulent sous le label *Frame Perspective* n'ont retenu que la convergence de problématique. De telle sorte que les « frames » dont il est question dans ces travaux ressemblent plus aux « systèmes symboliques » de l'analyse structurale, qu'aux « cadres » qu'Erving Goffman s'est efforcé de mettre en évidence.

La composante structurale de l'analyse des cadres

Pour aller vite, les approches déployées par Erving Goffman et Claude Lévi-Strauss se rejoignent en ce sens que toutes deux s'efforcent de caractériser la réalité sociale et plus particulièrement de rendre compte de l'articulation de ses composantes objectives et subjectives.

Pour y parvenir, Claude Lévi-Strauss prend appui sur les études ethnographiques de Marcel Mauss, et plus particulièrement sur son article consacré aux « techniques du corps » et sur son *Essai sur le don*. Dans les grandes lignes, il en tire les fondements d'un programme attaché à rendre compte de l'articulation de la « culture du groupe » et du « psychisme individuel ». Dans une perspective structurale, leur corrélation est assurée par une « culture » considérée comme un ensemble de « systèmes symboliques » que l'analyse doit mettre au jour et élucider (idem : XIX) :

Toute culture peut être considérée comme un ensemble de systèmes symboliques au premier rang desquels se placent le langage, les règles matrimoniales, les rapports économiques, l'art, la science la religion. Tous ces systèmes visent à exprimer certains aspects de la réalité physique et de la réalité sociale, et plus encore, les relations que ces deux types de réalité entretiennent entre eux et que les systèmes symboliques eux-mêmes entretiennent les uns avec les autres.

Plus loin, cette problématique est précisée de manière à mobiliser la notion de « fait social total » pour cerner les contours de la réalité sociale (idem : XXV ; XXVI) :

[La notion de fait social total] procède du [...] souci de définir la réalité sociale ; mieux encore : de définir le social comme *la réalité*. Or le social n'est réel qu'intégré en système, et c'est là un premier aspect de la notion de fait total : « Après avoir forcément un peu trop divisé et abstrait, il faut que les sociologues s'efforcent de recomposer le tout. » Mais le fait total ne réussit pas à être tel par simple réintégration des aspects discontinus : familial, technique, économique, juridique, religieux, sous l'un quelconque desquels on pourrait être tenté de l'appréhender exclusivement. Il faut aussi qu'il s'incarne dans une expérience individuelle, et cela à deux points de vue différents : d'abord dans une histoire individuelle qui permette d'« observer le comportement d'êtres totaux, et non divisés en facultés ; » ensuite dans ce qu'on aimerait appeler [...] une *anthropologie*, c'est-à-dire un système d'interprétation rendant simultanément compte des aspects physique, physiologique, psychique et sociologique de toutes les conduites [...].

Donc, il est bien vrai qu'en un sens, tout phénomène psychologique est un phénomène sociologique [...]. Mais, dans un autre sens, tout se renverse : la preuve du social, elle, ne peut être que mentale ; autrement dit, nous ne pouvons jamais être sûrs d'avoir atteint le sens et la fonction d'une institution si nous ne sommes pas en mesure de revivre son incidence sur une conscience individuelle. Comme cette incidence est une partie intégrante de l'institution, toute interprétation doit faire coïncider l'objectivité de l'analyse historique ou comparative avec la subjectivité de l'expérience vécue.

Cette rapide mise en parallèle creuse le sillon d'un accord entre les démarches de Erving Goffman et Claude Lévi-Strauss. Tous deux prennent pour point de départ la question de la réalité sociale et, plus précisément, de l'articulation de ses composantes objectives (matérielles, corporelles ou collectives) et subjectives (les expériences individuelles, psychiques ou mentales). Ils se rejoignent pour considérer que la « réalité

sociale » est indissociablement « objective » et « subjective ». Ils s'accordent pour penser que ces deux facettes sont indissociables l'une de l'autre et que leur articulation est assurée par des entités – des « structures » et des « cadres » – historiquement et socialement construits (leur dimension « objective »), qui s'incarnent dans des expériences individuelles (leur versant « subjectif »). Plus précisément, tous deux considèrent que ces composantes culturelles (*i.e.* ces « systèmes symboliques » ou ces « schèmes d'interprétation ») constituent la seule voie d'accès pour étudier une réalité sociale qui ne peut être abordée qu'*indirectement*. Plus encore, ils estiment qu'il s'agit de systèmes symboliques inconscients ou de schèmes d'interprétation pratiques, c'est-à-dire d'entités que les acteurs peuvent mettre en œuvre sans pour autant maîtriser leur composition, ni distinguer consciemment leurs traits constitutifs⁷.

La démarche pragmatiste de l'analyse des cadres

Les problématiques de ces deux démarches ne s'opposent pas frontalement. L'abîme qui les sépare ne se situe donc pas tant dans le domaine de l'abstraction conceptuelle, que sur le terrain des *pratiques de recherche* qu'elles orientent. En effet, si Erving Goffman et Claude Lévi-Strauss s'accordent pour analyser la réalité sociale *par l'intermédiaire* de systèmes inconscients ou de schèmes pratiques, leur désaccord est total s'agissant des moyens à mettre en œuvre pour les observer et les décrire.

En la matière, Claude Lévi-Strauss développe le raisonnement suivant : Le système symbolique qui assure la médiation entre la subjectivité et l'objectivité, entre moi et autrui, n'est autre que *l'inconscient*, qui conditionne et détermine les phénomènes les plus fondamentaux et les formes les plus générales de la vie de l'esprit (idem : XXX-XXXI). En conséquence, il propose de s'inspirer de la linguistique structurale pour fonder un programme anthropologique consistant à réduire le social à sa nature de système symbolique « *pour transcender l'observation empirique et atteindre des réalités plus profondes* » (idem : XXXI). Concrètement, il s'agit de découvrir les formes fondamentales qui se cachent derrière la variété des produits de l'activité sociale (outils, produits manufacturés, produits alimentaires, formules magiques, ornements, chants, contes, danses et mythes) et les opérations elles-mêmes (naissance, initiation, mariage, contrat, mort ou succession), ce qui permet de rendre comparables des phénomènes apparemment incommensurables (idem : XXXV) :

On remarquera que cette technique opératoire est très voisine de celle que Troubetzkoy et Jakobson mettaient au point, à l'époque même où Mauss écrivait l'*Essai [sur le don]*, et qui devait leur permettre de fonder la linguistique structurale ; là aussi, il s'agissait de distinguer un donné purement phénoménologique, sur lequel l'analyse scientifique, n'a pas de prise, d'une infrastructure plus simple que lui, et à laquelle il doit toute sa réalité. Grâce aux notions de « variantes facultatives », de « variantes combinatoires », de « termes de groupe » et de neutralisation », l'analyse phonologique allait précisément permettre de définir la langue par un petit nombre de relations constantes, dont la diversité et la complexité apparente du système phonétique ne font qu'illustrer la gamme possible des combinaisons autorisées.

⁷ Cette profonde convergence quant au statut épistémologique et théorique de la réalité sociale est loin d'être anodine. Elle est même considérable, en regard des versions relativistes de l'histoire des sciences sociales, dont regorgent les introductions à la sociologie, qui se complaisent à présenter un « champ » miné par des conflits théoriques et épistémologiques inconciliables. Ce paragraphe se démarque donc des innombrables manuels et autres enseignements de premier cycle qui présentent, sous le label « histoire de la sociologie », la somme statique des différences qui séparent quelques grands systèmes conceptuels. Il vaudrait la peine d'interroger les conséquences (théoriques et politiques) de ces pratiques d'enseignement qui montent en épingle les *divergences* entre les courants théoriques, au point de perdre de vue que ces dissensions se dégagent bien souvent sur l'arrière-plan de profondes *convergences* concernant la réalité et l'ordre social.

Ainsi, pour Claude Lévi-Strauss, le fondement de la réalité sociale se cache derrière ce qu'elle donne à voir. En conséquence, l'ethnologue ne peut se contenter de produire de bonnes observations du phénomène qu'il entend analyser. Il doit encore établir sa *fonction* (conçue au sens algébrique), c'est-à-dire le réduire à un petit nombre d'éléments fondamentaux unis par des relations constantes, permettant ainsi « *de former l'espoir de [la] mathématisation progressive* » des sciences sociales (idem : XXXVI- XXXVII) :

Dans certains domaines essentiels, comme celui de la parenté, l'analogie avec le langage [...] a pu permettre de découvrir les règles précises selon lesquelles se forment, dans n'importe quel type de société, des cycles de réciprocité dont les lois mécaniques sont désormais connues, permettant l'emploi du raisonnement déductif dans un domaine qui paraissait soumis à l'arbitraire le plus complet. D'autre part, en s'associant de plus en plus étroitement à la linguistique, pour constituer avec elle une vaste science de la communication, l'anthropologie sociale peut espérer bénéficier des immenses perspectives ouvertes à la linguistique elle-même par l'application du raisonnement mathématique à l'étude des phénomènes de communication [...]. Dès à présent, nous savons qu'un grand nombre de problèmes ethnologiques et sociologiques [...] n'attendent que le bon vouloir des mathématiciens qui, avec la collaboration d'ethnologues, pourraient leur faire accomplir des progrès décisifs, sinon encore vers une solution, mais au moins vers une unification préalable, qui est la condition de leur solution.

Par contraste avec le programme de recherche élaboré par Claude Lévi-Strauss, il apparaît que l'originalité de l'« analyse des cadres » tient moins dans sa théorie de la réalité sociale, que dans la démarche qu'elle met en œuvre pour l'observer et la décrire. Dans l'approche structurale, l'étude du social suppose une collecte systématique de produits et de pratiques, leur réduction méthodique à des « systèmes symboliques ». L'analyse à proprement parler commence avec leur présentation sous la forme simplifiée des combinatoires d'un petit nombre d'entités et de relations fondamentales. De la sorte, elle dégage l'ordre social des apparences de complexité, de diversité et d'arbitraire sous lesquelles il se présente tant et aussi longtemps qu'il n'est soumis qu'à une observation empirique. Afin de « transcender » cette dernière et d'atteindre « *des réalités plus profondes* », l'ethnographe doit dépasser ses compétences d'observateur⁸, s'allier avec des linguistes et des mathématiciens, se familiariser avec l'instrumentation de ces disciplines, de manière à découvrir les quelques formules algébriques qui gouvernent le social. Il pourra alors substituer le raisonnement déductif à la manie de l'interprétation.

Cette manière d'étudier les « systèmes symboliques » contraste radicalement avec l'« analyse des cadres » préconisée par Erving Goffman. Ce dernier considère que la réalité sociale est observable par le biais de schèmes interprétatifs pratiques, dont les traits constitutifs ne sont pas nécessairement distingués consciemment. En revanche, il les considère comme des entités observables et descriptibles, qui s'expriment dans les opérations visiblement mises en œuvre par les acteurs sociaux pour déterminer (implicitement ou explicitement) le sens des situations dans lesquelles ils sont engagés. Autrement dit, pour Erving Goffman, le « cadrage » de la réalité sociale se manifeste pratiquement, dans la manière dont les acteurs sociaux font ce qu'ils ont à faire. En rédigeant *Les cadres de l'expérience* Erving Goffman a sans doute fourni son plus gros effort de systématisation. Cependant, cet ouvrage reste typiquement goffmanien, en ce sens

⁸ Le peu d'estime accordé par Claude Lévi-Strauss à l'observation en ethnographie apparaît clairement dans le paragraphe virulent qu'il consacre à Bronislaw Malinowski. Il commence par estimer qu'« *on peut reconnaître, sans faire injure à sa mémoire, qu'il fut meilleur observateur que théoricien* », juste avant de qualifier son exploitation des découvertes de Mauss de « *grand malheur de l'ethnologie contemporaine* ».

qu'il regorge d'anecdotes et de faits divers, présentées pour illustrer l'opérativité pratique des « cadres »⁹.

La démarche élaborée par Erving Goffman se caractérise avant tout comme un déplacement de problématique. Dès son introduction, il s'attaque frontalement à un problème philosophique (voire métaphysique) en posant la question « *Qu'est-ce que la réalité sociale ?* » Pour répondre à cette question, il développe une notion de « *cadre* », dont le statut théorique n'est pas fondamentalement originale. Ce qui l'est en revanche, c'est la manière d'en rendre compte. Attelé à sa vaste entreprise de systématisation, Erving Goffman offre des définitions méthodiques des cadres et il multiplie les illustrations. Les unes et les autres se rejoignent pour présenter des *activités* et des *opérations*, dessinant ainsi les contours d'une théorie résolument pragmatiste – doublée d'une analyse formelle – de l'ordre social. Ainsi, tout le travail de Erving Goffman consiste à placer des embûches sur la route menant à la réification du social en général et à la substantification des cadres en particulier. Très concrètement, il se garde soigneusement de caractériser positivement – par une liste d'indicateurs, par exemple – la réalité sociale et les cadres dont il est question¹⁰. Au contraire, il s'évertue à en rendre compte par un enchaînement d'observations et de descriptions qui indiquent le caractère observable et descriptible des ces phénomènes, tels qu'ils se manifestent dans la vie quotidienne. Ce double effort de systématisation et de lutte contre la réification apparaît particulièrement clairement dans sa définition systématique de la « *modalisation* » (Goffman, 1991 [1974] : 54) :

- a) Une transformation systématique a lieu sur un matériau déjà signifiant selon un schème d'interprétation sans lequel la modalisation serait dépourvue de signification.
- b) On suppose que les participants à l'activité savent et reconnaissent ouvertement qu'une altération systématique a lieu et que cette altération leur fera définir tout autrement ce qui se passe.
- c) Des indices permettront d'établir le début et la fin de la transposition ; il s'agit de parenthèses temporelles qui établiront strictement ses limites. De la même manière, des parenthèses spatiales indiqueront l'espace réservé à la modalisation pour la circonstance, son extension et ses limites.
- d) La modalisation peut porter sur des événements appartenant à toutes sortes de cadres. [...] ; toutefois, on s'accordera à penser que les événements relevant d'un cadre naturel sont moins aptes à être modalisés que ceux qui relèvent d'un cadre social ;
- e) Jouer, qu'il s'agisse de se battre ou de jouer aux dames, c'est, pour les participants, toujours jouer, surtout s'ils accomplissent ces activités avec passion. Si la transformation systématique opérée n'altère que légèrement l'activité en question, elle modifie en revanche radicalement la définition qu'un participant pourra donner de ce qui se passe. [...] La fonction cruciale de la modalisation, c'est donc de définir ce qui pour nous est en train de se passer.

Pour le dire en une formule, ce passage indique que l'« analyse des cadres » préconisée par Erving Goffman ne s'intéresse pas tant aux cadres qu'aux *opérations de cadrage*. Ainsi, étudier un « *mode* », c'est d'abord rendre compte d'un *travail de modalisation*, c'est-à-dire d'une transformation ou d'une altération systématique, d'une délimitation spatio-temporelle, d'une définition d'une situation et d'une modification de sa

⁹ Erving Goffman met explicitement en scène le caractère non systématique de ses observations. Ainsi, il se montre particulièrement friand des articles les plus anodins du *San Francisco Chronicle* pour illustrer la maîtrise pratique des cadres, telle qu'elle se manifeste dans une vie ordinaire que les sociologues traitent habituellement avec dédain.

¹⁰ Il convient d'emblée de souligner l'importance de ce point pour la suite de la discussion. En effet, nous verrons que ce mode d'analyse a été abandonné dans la plupart des « analyses de cadres » développées dans le domaine de la science politique et de l'analyse de discours.

signification. Alors que la problématique des *Cadres de l'expérience* marque un tournant dans l'œuvre d'Erving Goffman, par rapport à ses travaux ethnographiques antérieurs, la démarche d'analyse reste en revanche la même. Pour Erving Goffman, qu'il s'agisse d'étudier la succession des coups dans un jeu ou d'analyser la constitution de la réalité du jeu en tant que tel, il convient de déployer une analyse formelle, dont l'élaboration repose entièrement sur une observation non systématique, naturaliste et d'inspiration éthologique. Ainsi, il élabore explicitement l'ensemble de son raisonnement autour de la notion de « cadre » que Gregory Bateson avait développée pour rendre compte du jeu entre les loutres. En ce sens, Erving Goffman ne s'est pas écarté des pratiques de recherche qu'il venait de systématiser – trois ans auparavant – dans sa préface aux études rassemblées dans *Relations in Public*. Ce passage méthodologique mérite d'être cité longuement, tant il marque ce qui caractérise la démarche goffmanienne et tout ce qui la sépare de l'analyse structurale déployée par Claude Lévi-Strauss (Goffman, 1973b [1971] : 15-16) :

Tout au long des articles qui composent ce volume, j'avance des affirmations sans preuves sur certaines pratiques sociales qui ont lieu à certains moments et parmi des gens de divers types. Je tiens à cette description par postulats pour un mal nécessaire. Je crois que le chercheur qui tente une large analyse pour rassembler les pièces et les morceaux de la vie sociale contemporaine doit nécessairement affirmer un grand nombre de choses sans avoir de preuves quantitatives solides. [...]

L'effort produit pour corriger cette première faiblesse en constitue une seconde, qui n'est peut-être pas nécessaire. Je veux parler des enceintes verbales. Une de ces enceintes, bien connues, est le marqueur de fréquence. Au lieu de généraliser absolument ou statistiquement, j'affirmerai qu'une pratique donnée a cours parmi un ensemble d'individus « habituellement », ou « souvent », ou « occasionnellement ». Ainsi, je me permets de manquer de faits établis tout en feignant la précision. [...]

La deuxième enceinte est le marqueur distributif, familier sous la forme : « Dans notre société... ». Dire qu'une certaine pratique se rencontre dans un lieu donné [...] laisse beaucoup de choses sans spécifications, même lorsque l'on dispose de données systématiquement relevées. Car souvent, on ne voit pas clairement s'il est affirmé que la pratique a cours dans tout le lieu, ou seulement quelque part dans ce lieu, et, dans le premier cas, si ce lieu est le seul où elle a cours. En outre, les conventions sociales et les comportements mineurs considérés dans ce livre ont la fâcheuse propriété d'appartenir non pas à un ensemble d'individus aisément délimitable, tels que les citoyens d'une nation déterminée, mais à des groupements dont les limites nous sont très peu connues. En tout cas, l'unité de référence « société américaine » (que j'utilise tout au long) a quelque chose d'un scandale conceptuel [...]. Le problème n'est [...] pas simplement que nous ayons à émettre des affirmations sur des groupes et des communautés sans avoir de données suffisantes, mais plutôt que nous ne sachions pas grand chose de l'identité et des limites des groupements pour lesquels nous manquons de données.

Pour caractériser sa démarche, Erving Goffman adopte un ton ironique. Mais ce n'est pas parce que son propos est cocasse qu'il ne prête qu'à rire pour autant. Il en ressort principalement que son approche – ses qualités et ses limites – se manifeste avant tout comme *une manière de raconter les histoires* et, plus précisément, d'en identifier les acteurs et le contexte.

Cette manière de faire – apparemment anodine – fournira le fil d'Ariane qui orientera l'ensemble de ma réflexion. Chaque avancement de mon enquête montrera qu'analyser le problème « des fonds juifs et de l'or nazi », c'est avant tout en composer une histoire qui, entre autres, délimite un environnement spatio-temporel dans lequel évoluent les acteurs impliqués par ce dont il est question. Qui plus est, il apparaîtra que les réponses pratiques apportées à ces enjeux narratifs fondent l'intelligibilité de prises de positions théoriques et politiques.

Avant d'en arriver là, il convient de prendre la mesure de l'opération réalisée par Erving Goffman dans ce paragraphe. Il caractérise sa démarche comme une *pratique d'observation et de description*. Ce faisant, il tient ainsi son propos fermement à l'écart

d'un quelconque relativisme méthodologique. Certes, il suggère que les qualités et les défauts des pratiques de recherche en général – et de la sienne en particulier – s'observent notamment dans leur agencement narratif. En revanche, il n'affirme à aucun moment que les diverses manières de mener à bien ces pratiques soient équivalentes ni que, au bout du compte et malgré ses limites, la sienne en vaille une autre. Tout au contraire, il affirme qu'il ne voit aucune alternative à sa « description par postulats », qu'il considère en conséquence comme un « mal nécessaire ». Plus encore, s'il reconnaît que sa démarche ne permet pas d'identifier les espaces sociaux et les acteurs qui les animent sous une forme qui correspond aux canons de la recherche scientifique, il affirme que les approches alternatives n'observent et ne décrivent rien du tout. A ce sujet, son ton devient mordant dans le paragraphe suivant (idem : 17-18) :

Il est donc certain que la méthode à laquelle je recours souvent – l'observation naturaliste non systématique – est très sérieusement limitée. J'affirme pour ma défense que les méthodes de recherche traditionnelles employées jusqu'à présent dans ce domaine ne le sont pas moins à leur façon. En dépit des dénégations, les caractéristiques de leur exécution ne garantissent pas de prime abord la solidité supposée des découvertes ; dans chaque cas, il faudrait une nouvelle étude pour déterminer à propos de qui et de quoi les résultats sont vrais. Les variables qui apparaissent ont tendance à être de pures créatures des modèles de recherche qui n'ont aucune existence en dehors de la pièce où se trouvent les appareils et les sujets, sauf, peut-être, brièvement, lorsque, la situation étant prise comme un « scénario », on la recrée sous des auspices favorables et un ciel clément. On forge des concepts dans la foulée pour arranger les choses de telle façon qu'on puisse faire passer des épreuves et mesurer les effets d'une variation contrôlée d'un genre quelconque, et le caractère scientifique de tout cela est assuré par le port de blouses blanches et l'argent du gouvernement. L'étude commence par « Nous supposons que... », continue par une discussion complète des déformations et des limites du modèle proposé, donne les raisons pour lesquelles ces déformations et ces limites ne sont pas rédhibitoires et se termine par un nombre appréciable de corrélations significatives satisfaisantes qui tendent à confirmer certaines des hypothèses ; comme s'il était aussi simple de découvrir des structures dans la vie sociale. Cela fait penser à de la magie blanche : si vous accomplissez tous les gestes imputables à la science, la science apparaîtra. Mais elle n'est pas apparue. (Cinq ans après leur publication, beaucoup de ces études rappellent les expériences que font les enfants avec une boîte du petit chimiste : « Suivez les instructions et vous deviendrez un vrai chimiste, comme sur la photographie »). Ces méthodes n'ont ouvert aucun domaine à l'étude naturaliste. Aucun concept n'a émergé qui renouvelle notre vision de l'activité sociale. Aucune charpente n'a été édifiée qui soutiendrait un nombre toujours plus grand de faits. Notre compréhension du comportement ordinaire n'a pas augmenté, mais bien notre éloignement.

Ainsi, dans un premier temps, Erving Goffman reconnaît volontiers que son travail ne se plie pas aux canons de l'épistémologie classique. Cependant, il n'en tire pas matière pour justifier le nihilisme méthodologique régulièrement placé en introduction des recherches dites « qualitatives ». Au contraire, il revendique fermement « l'observation naturaliste non systématique », au nom de laquelle il s'attaque avec fermeté à toutes les démarches concurrentes. Et en quels termes ! Ces pratiques n'auraient de scientifique que leur apparence. Par contre, leur contenu est sans rapport avec les phénomènes dont elles prétendent rendre compte (elles ne décrivent rien, si ce n'est des artefacts) et leurs résultats n'apportent rien à la compréhension du comportement humain (elles n'ouvrent aucun domaine de recherche et ne renouvellent en rien notre vision de l'activité sociale). Bref, à en croire Erving Goffman, le chercheur soucieux de rendre compte de la vie sociale contemporaine n'a le choix qu'entre une pratique d'observation et de description naturaliste qui compose des récits imprécis mais fondés empiriquement ; et des démarches systématiques articulées autour d'une conceptualisation rigoureuse, mais qui ne décrivent rien du tout.

Il termine alors par une caractérisation positive du fondement de sa démarche, empruntée à l'éthologie (idem : 18) :

Une note sur l'emploi des idées empruntées à l'éthologie apparaît nécessaire pour conclure. Dans les sciences sociales contemporaines, le seul groupe de chercheurs qui paraît capable d'étudier les comportements mineurs de sa propre société et de traiter objectivement la conduite de son propre entourage est celui des linguistes, dont l'inconvénient pour mes intérêts est l'étroitesse relative des leurs. L'inspiration méthodologique est leur point fort, le contenu leur point faible. Le travail de éthologues fournit un modèle d'un maniement plus délicat.

Les groupes sociaux formés d'animaux – bandes, troupeaux, hardes ou volées – ont ce trait particulier que les membres de chaque groupe restent dans le champ d'une perception mutuelle. Ainsi, presque toute l'activité est située socialement ; la vie sociale et la vie publique sont coextensives. C'est pourquoi les éthologues finissent nécessairement par étudier l'interaction en face à face. Ils constituent donc une source. Plus important encore, ils ont mis au point un travail sur le terrain qui les conduit à étudier les conduites animales de très près, en gardant le contrôle des idées préconçues. Ils en ont retiré l'aptitude à découper à ses points d'articulation le flux de l'activité animale apparemment fortuite, et à isoler des schémas naturels. Il suffit de faire remarquer ces séquences comportementales à l'observateur pour que sa vision en soit changée. Les éthologues apportent donc des idées neuves [...].

Erving Goffman conclut ainsi la présentation de sa démarche par la revendication d'une *pratique d'observation et de description* extrêmement rigoureuse, inspirée de l'éthologie. Il en retient principalement l'élaboration d'un travail de terrain consacré à l'étude objective des conduites et de leur coordination dans les situations de coprésence. Il signale surtout que le potentiel de découvertes recelé par cette approche réside dans sa capacité à observer et à décrire les points d'articulation d'un flux d'activité apparemment fortuite, c'est-à-dire dans une analyse organisée narrativement de manière à rendre observable le séquençage d'un cours d'action.

A une réserve près, Erving Goffman applique ce programme naturaliste à l'analyse des *Cadres de l'expérience*. Cette réserve tient en ceci qu'il élargit le spectre de son analyse, en signalant dès l'introduction que sa perspective situationnelle « *ne se limite pas nécessairement à l'arène co-pilotée de la rencontre de face-à-face* » (Goffman, 1991 [1974] : 16). En revanche, la manière dont il conduit son enquête indique que l'« analyse des cadres » tient essentiellement dans l'observation naturaliste et non systématique de l'organisation des opérations par lesquelles des acteurs sociaux déterminent pratiquement la signification des situations dans lesquelles ils sont engagés. Finalement, pour Erving Goffman, l'étude de la réalité sociale est indissociable de celle des « schèmes d'interprétation » appliqués pour déterminer sa signification. Or analyser ces « cadres de l'expérience », c'est fournir une observation et une description formelle de la manière dont les gens font ce qu'ils ont à faire dans des situations naturelles. Autrement dit, l'approche goffmanienne se caractérise avant tout comme une démarche d'observation et de description dont la mise en œuvre constitue la « réalité sociale » comme un phénomène observable et descriptible dans l'organisation des pratiques naturelles les plus ordinaires, lesquelles n'ont aucun rapport (ou si peu) avec les « systèmes symboliques » élaborés par les pratiques de réduction et de mathématisation préconisées par Claude Lévi-Strauss. Or, les développements ultérieurs de la *frame perspective* dans le domaine de la science politique sont considérablement revenus en arrière. A tel point que de nombreux travaux arborant cet étendard tomberaient sous le coup des critiques les plus sévères portées par Erving Goffman contre les prétentions positivistes affichées par les méthodes traditionnelles en sciences sociales.

4.1.3 De l'analyse de cadres à la *frame perspective*

Telle qu'elle a été développée par Erving Goffman, l'« analyse des cadres » établit un lien indissociable entre la définition des situations et les engagements subjectifs dont elles sont l'objet. Des politistes ont rapidement saisi tout l'intérêt de cette problématisation pour renouveler l'étude des mobilisations politiques et des mouvements sociaux. Ils ont en particulier retenu ce mode d'analyse pour rendre compte d'activités dont le développement constitue simultanément la définition d'un enjeu ou d'un problème et l'identification des acteurs individuels et collectifs qui interviennent à son sujet. Sur cette piste, ils ont lancé de nombreuses enquêtes empiriques qui ont progressivement donné forme à la *frame perspective*¹¹, laquelle s'est posée en alternative face aux deux approches qui dominaient ce domaine de recherche jusqu'alors.

En Amérique du Nord, la « théorie de la mobilisation des ressources » s'était imposée, dès les années 1970, dans le sillage d'études consacrées à des formes inédites de mobilisation – le Mouvement des droits civiques notamment, mais également les mobilisations pacifistes, écologistes ou féministes – dont l'émergence ne se laissait pas réduire aux explications formulées en termes de croyances collectives homogènes. Afin d'en rendre compte, sa démarche consistait à penser le domaine des actions collectives comme un marché, de manière à mettre en évidence le rôle actif joué par ceux qui y prennent part. Dans cette perspective, les leaders de mouvements sociaux apparaissent comme des « entrepreneurs d'action collective » qui élaborent des stratégies pour placer leur organisation dans une position concurrentielle sur le marché des causes à défendre, des clientèles à intéresser, des militants à organiser. Profondément pétrie d'anthropologie utilitariste, cette approche revient finalement à expliquer la mobilisation des militants en lien direct avec les rémunérations symboliques ou matérielles qu'ils espèrent tirer de leur engagement.

En Europe, ce sont les approches formulées en termes de « nouveaux mouvements sociaux » qui prévalaient. Au-delà de leur diversité, ces travaux montraient comment le déclin des organisations ouvrières avait laissé place à de nouvelles formes de mobilisation qui s'efforçaient de modifier l'orientation historique des sociétés « post-industrielles ». Dans le sillage des mobilisations de 1968, les mouvements féministes ou antinucléaires leur apparaissaient comme des modalités efficaces de résistance à la « colonisation du monde vécu » par les opérations technocratiques de programmation, de rationalisation et de marchandisation de la culture, des loisirs, ou de la santé.

Dans une certaine mesure, la *frame perspective* s'inscrit dans le prolongement de la théorie de la mobilisation des ressources et de l'analyse des nouveaux mouvements sociaux. Elle en reprend en particulier l'attention portée aux nouvelles formes de mobilisation, et le souci de mettre en évidence l'activité stratégique déployée par les acteurs sociaux qui s'y engagent. Cependant, la *frame perspective* rompt également avec les approches dominantes antérieures. Elle signale en particulier que, à trop insister sur la rationalité utilitariste des acteurs et sur le potentiel de transformation politique et sociale porté par les nouveaux mouvements sociaux, ces deux approches n'ont jamais élucidé ni le

¹¹ En français, ce courant de recherche a donné lieu à un bilan critique dans le récent numéro de *Raisons pratiques* que Daniel Cefaï et Danny Trom ont consacré aux *Formes de l'action collective* (Cefaï et Trom, dir., 2001). Cet ouvrage présente des discussions théoriques et conceptuelles et des enquêtes empiriques originales qui couvrent largement le panorama théorique, méthodologique et bibliographique. Ma présentation s'appuie dans une large mesure sur ce travail. Je n'en retiendrai cependant pas la traduction « analyse de cadres » pour désigner ce courant, dont je reprendrai la désignation anglophone *Frame Perspective* afin d'éviter toute confusion avec l'approche d'Erving Goffman.

déploiement empirique d'activités telles que militer, résister ou critiquer, ni les raisons pour lesquelles des acteurs s'y engagent¹².

Les « cadres » des actions collectives

Afin de combler cette lacune des théories « de la mobilisation des ressources » et des « nouveaux mouvements sociaux », la *frame perspective* place au cœur de son attention le « travail de signification » déployé par ces derniers. Elle s'intéresse en particulier aux *processus discursifs* qui *alignent* les interprétations biographiques des membres les unes avec les autres et les *ajustent* avec la perspective du mouvement. Cette approche montre ainsi comment des discours – qu'il s'agisse d'activités dialogiques ou scripturaires – assurent le recrutement de nouveaux participants et la pérennité de l'engagement des membres pour une cause, c'est-à-dire la production et la reproduction des mouvements sociaux. Telle est la caractéristique principale que David Snow met en évidence dès l'introduction d'un article dans lequel il propose un regard rétrospectif sur l'élaboration de la *frame perspective* (Snow, 2001 : 27-28) :

La *frame perspective* telle qu'elle s'est développée dans le domaine des mouvements sociaux [...] focalise son attention sur le « travail de la signification » par où les militants et autres participants aux mouvements sociaux s'engagent. Cette construction de sens concerne aussi d'autres acteurs, comme par exemple ceux qui s'opposent à un mouvement social, les élites ou encore les médias, c'est-à-dire l'ensemble des acteurs liés aux intérêts, aux objectifs et aux défis que relèvent les organisations d'un mouvement social. Contrastant avec l'appréhension traditionnelle des mouvements sociaux comme des porteurs de croyances et de significations préexistantes, classiquement interprétées en termes d'idéologies, cette perspective les appréhende comme des « agents signifiants » (*significative agents*), engagés dans des activités de production, de maintien et de reconduction du sens pour leurs partisans, leurs opposants, ou leurs sympathisants. Comme les médias, les autorités locales, l'État et les représentants d'autres instances de décision, les mouvements sociaux sont impliqués dans [...] une « politique de la signification » (*politics of signification*) [...].

La *frame perspective* est ainsi attelée à l'élucidation du « travail de signification » à l'œuvre dans la composition des collectifs. En conséquence, elle rompt avec les approches qui considèrent les acteurs engagés dans les mouvements sociaux soit comme des stratèges qui tentent de maximiser leurs avantages sur un marché, soit comme des précurseurs qui définissent l'orientation historique et culturelle d'une société post-industrielle à venir. Face à ces réductions utilitariste et politique, elle offre une alternative qui consiste à analyser les mouvements d'action collective et leurs membres comme des « producteurs de significations », c'est-à-dire comme des acteurs qui déterminent le sens des situations dans lesquelles ils agissent et qui définissent les problèmes au sujet desquels ils interviennent. Plus précisément, la *frame perspective* propose d'appréhender ces processus discursifs comme des opérations de « cadrage » et leurs produits comme des « cadres » (Snow, 2001 : 27-28) :

Le verbe « cadrer » est utilisé ici pour conceptualiser ce travail de la signification, qui est une des activités que les adhérents et les dirigeants des mouvements sociaux font de manière continue. [I]ls attribuent du sens, interprètent des événements et des conditions pertinentes, de façon à mobiliser des adhérents et des participants potentiels, à obtenir le soutien des auditoires et à favoriser la démobilisation des adversaires [...]. Les produits de cette activité de cadrage, dans l'arène du mouvement social, sont appelés des « cadres de l'action collective », définis comme « des ensembles de croyances et de significations orientées

¹² En plus de la notion de « cadres de l'action collective » développée autour de David Snow, il convient de signaler l'apport des travaux de sociologie historique des mobilisations au fil desquels Charles Tilly a mis au jour des « répertoire de mobilisation ». Voir par exemple : *La France proteste de 1600 à nos jours*, Paris Fayard, 1986.

vers l'action » qui « inspirent et légitiment les activités et les campagnes » des segments organisationnels d'un mouvement social [...].

La *frame perspective* s'inscrit dans le prolongement de l'« analyse des cadres » goffmanienne. Elle reprend son questionnement des activités qui assurent l'articulation entre la définition des situations et l'engagement des acteurs qui y interviennent. Cependant, son déploiement empirique a marqué une rupture avec cette filiation. Les enquêtes de terrain se sont rapidement détournées des « opérations de cadrage » pour mettre en évidence les « cadres » qu'elles constituent et qu'elles mobilisent au titre de ressources.

Cette orientation des recherches apparaît clairement lorsque David Snow présente une de ses premières enquêtes, consacrée aux mobilisations de quartier suscitées par l'implantation d'un nouveau service d'accueil de l'Armée du Salut destiné aux sans-abri à Austin, dans l'État du Texas (idem : 31-33). Pour en résumer les principaux résultats, il commence par indiquer que ce projet a soulevé des tensions « *entre certains quartiers et la municipalité d'Austin* », avant d'interpréter ces démêlés comme un conflit entre deux « cadres » antagonistes appliqués aux sans-abri. D'un côté, des activistes locaux s'efforçaient de mobiliser les citoyens contre ce projet et de persuader les responsables politiques de l'implantation du service d'accueil dans leur quartier, en « *'cadrant' les sans-abri de passage comme des ivrognes, des criminels potentiels et des pervers sexuels, prompts à s'infiltrer dans le quartier, à cambrioler les maisons et à violer les femmes* ». De l'autre, « *l'Armée du Salut et ses partisans procédaient à un contre-cadrage qui consistait tantôt à détourner l'attention du public des sans-abri masculins vers les femmes et les enfants sans abri, tantôt à présenter les sans-abri masculins comme des victimes plutôt que comme des agresseurs potentiels* ».

Cet exemple montre bien le glissement d'une « analyse des cadres » – qui éluciderait les *opérations de cadrage* qui définissent des situations et les acteurs qui y interviennent – vers la *frame perspective* – qui analyse une relation conflictuelle comme un affrontement entre deux définitions antagonistes de la même situation. Plus largement, les enquêtes empiriques qui ont donné forme à la *frame perspective* n'ont pas étudié de manière détaillée comment les mouvements sociaux et leurs membres définissent les situations qu'ils entendent transformer. Ces études se sont plutôt attachées à repérer et à énumérer les « cadres de l'action collective » constitués et mobilisés par des mouvements sociaux particuliers, de manière à spécifier leurs fonctions dans le développement de ces derniers (idem : 41) :

Dans le cas du mouvement écologique, par exemple, plusieurs cadres ont été identifiés, dont un « cadre de justice environnementale » (Çapek, 1993), un « cadre de sortie de la technologie » (Gamson, 1992), un « cadre de préservation » (Diani, 1995), un « cadre du paysage » (Trom, 1999)¹³. Par ailleurs, plusieurs de ces travaux spécifient les fonctions de pronostic, de diagnostic et de justification ou de motivation (*rationale*) liées au processus de cadrage [...]. La fonction de diagnostic comprend les opérations visant à trouver des causes, à attribuer des responsabilités, à blâmer des coupables, à identifier des victimes dans une situation problématique. La fonction de pronostic recouvre la formulation d'une solution possible et son articulation sur la situation problématique, ainsi que les stratégies d'action qui

¹³ [Les références originales sont les suivantes : S. M. Çapek, « The 'environmental justice' frame : a conceptual discussion and application », *Social Problems*, 40, 1993, 5-24 ; W. Gamson, *Talking Politics*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 1992), M. Diani, *Green Networks : A Structural Analysis of the Italian Environmental Movement*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1995 ; D. Trom, « De la réfutation de l'effet Nimby considérée comme une pratique militante. Note pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue française de science politique*, 49 (1), 1999, 31-50.]

vont en découler. Le cadrage motivationnel renvoie à la production des raisons de l'engagement dans l'action et à la sélection de vocabulaires de motifs appropriés [...].

Le passage de l'« analyse des cadres » à la *frame perspective* se caractérise comme une sérieuse réorientation des pratiques de recherches. Concrètement, le programme goffmanien consistait à observer comment les mouvements sociaux et leurs membres définissent des situations, au sujet desquelles ils élaborent des diagnostics, proposent des pronostics et avancent des justifications afin d'emporter l'assentiment de l'opinion publique, de recruter des adhérents ou de neutraliser les opposants (cf. Cefaï et Trom, 2001 : 12). Or, la *frame perspective* attribue ces opérations à des « cadres de l'action collective ». En conséquence, sa démarche n'étudie pas les activités discursives des mouvements sociaux et de leurs partenaires d'interaction en tant que telles. Elle les analyse de manière à mettre au jour les « cadres » qui les sous-tendent et que des mouvements sociaux mobilisent pour établir ou modifier la définition d'une situation particulière. Ainsi, la *frame perspective* s'est détournée de l'observation et de la description des activités, pour se concentrer sur l'élucidation des systèmes symboliques qui les sous-tendent, ce qui a conféré une nette inflexion structurale au concept de « cadre ».

Les « cadres » comme objets observables, descriptibles et mesurables

Le programme de la *frame perspective* se donne pour objectif principal « *de savoir comment saisir empiriquement les cadres de l'action collective et les processus de cadrage* » (Snow, 2001 : 40). L'« analyse des cadres » élaborée par Erving Goffman apporte une *réponse résolument pragmatique* à cette question : pour analyser les cadres, elle fournit une description du déroulement des activités et des situations au cours desquelles ils se manifestent chaque fois que des acteurs sociaux répondent pratiquement à la question « *que se passe-t-il ici ?* » Cette démarche revient donc à considérer qu'il n'est jamais possible de caractériser les cadres en tant que tels, c'est-à-dire de les isoler ou de les extraire des cours d'action dans lesquels ils interviennent.

A l'inverse, la *frame perspective* s'est attachée à « saisir » empiriquement les cadres. Elle s'est donc efforcée de les circonscrire dans des définitions théoriques, conceptuelles et méthodologiques. Tout d'abord, la définition *théorique* des cadres repose sur celle de la *frame perspective*, explicitement présentée comme l'articulation « *[d']un élément constructionniste et [d']un élément structuraliste* » (idem : 35). Le premier volet de cette problématique met l'accent sur les *opérations de cadrage*, sur les processus d'alignement et d'ajustement des cadres, et sur le travail stratégique déployé par les mouvements sociaux pour influencer sur la définition des situations dans lesquelles « *la pertinence des cadres sociaux existants est devenue ambiguë, voire soumise à conflit ou à contestation* » (idem). Le second versant indique que ces activités de cadrage n'échappent pas pour autant à toute contrainte. Au contraire, elles sont insérées dans un contexte culturel plus large, dans lequel des « cadres cardinaux » contraignent le travail de signification déployé par des mouvements sociaux dans un cycle de protestation.

Ensuite, cette formulation théorique fonde l'élaboration d'une *définition conceptuelle* des « cadres » que la *frame perspective* a pour tâche de repérer. D'un côté, ils se présentent comme les *produits* des « activités de cadrage » déployées par des mouvements sociaux. Il s'agit donc de schèmes dont l'émergence transforme la perception. Ils constituent une perspective dans laquelle des situations ou des événements considérés jusqu'alors comme relevant de la malchance ou de la fatalité, apparaissent comme des injustices sociales ou des transgressions morales qui appellent l'action. De l'autre, les cadres sont des éléments culturels relativement stables et disponibles dans la société, qui renferment par avance les significations pertinentes pour chaque situation. Dans cette perspective, ils se présentent comme une forme de « *code linguistique* » qui fournit « *une grammaire qui ponctue et*

connecte syntaxiquement des schèmes ou des événements dans le monde » (ibidem), c'est-à-dire à la fois comme une *contrainte* qui s'impose à l'action des mouvements sociaux, et comme une *ressource* que ces derniers mobilisent afin de rendre leurs interventions intelligibles.

Enfin, ces définitions théorique et conceptuelle orientent la *démarche méthodologique* de la *frame perspective* vers le *repérage systématique des cadres sous-jacents aux pratiques discursives*. Concrètement, lorsque ces recherches décrivent les activités d'un mouvement social ou un processus interactif, l'essentiel de leurs résultats réside dans l'identification de leurs « cadres » – *i.e.* des grammaires interprétatives qui assurent la médiation entre un processus pratique et les codes culturels ou les structures sociales qui le sous-tendent. C'est ainsi que les analyses qui se sont penchées sur le mouvement écologique ont ramené l'explication de son développement à un petit nombre de « cadres cardinaux », assurant à la fois la définition du problème, l'orientation des activités de résolution et la détermination des acteurs qui s'y sont engagés.

D'après David Snow, la limite principale des études consacrées aux mobilisations collectives réside en ceci qu'elles se concentrent habituellement sur les discours – les textes et les écrits produits par un mouvement social – sans analyser les activités au cours desquelles ils sont élaborés. Selon lui, l'enjeu principal de la *frame perspective* consiste à combler cette lacune, c'est-à-dire à accéder aux processus discursifs au travers desquels des enjeux publics sont cadrés (idem : 41-43). Elle peut y parvenir à la manière de William Gamson, qui a constitué des *focus groups* dont les participants sont invités à discuter de questions sociales et politiques¹⁴, ou par le biais d'observations ethnographiques. C'est ainsi que David Snow et Jason Miller se sont efforcés de « saisir empiriquement ces processus de cadrage 'au ras du sol' en examinant la manière dont les processus discursifs appelés « amplification » et « articulation » de cadres ont contribué à l'élaboration, à la diffusion et au maintien de cinq cadres enchevêtrés dans un groupe d'extrême-droite en Arizona »¹⁵. La procédure d'analyse suivie mérite d'être citée intégralement (idem : 42) :

Les données collectées se composent de 38 066 lignes de notes de terrain et d'enregistrements audio de conversations, de discours et de discussions qui ont eu lieu dans le contexte de réunions hebdomadaires. L'analyse vise à identifier d'abord les thèmes (enjeu, acteur, activité, événement) évoqués dans la discussion (au total, 114 thèmes), puis à repérer selon quelles combinaisons ils sont amplifiés et articulés dans des cadres. Les thèmes et les cadres sont alors mesurés en fonction de la place qu'ils occupent dans le discours (définie comme le volume total des paroles enregistrées sur la période d'observation) et relativement les uns aux autres ; ils sont aussi analysés en relation avec les performances de trois séries d'acteurs/locuteurs (leaders, personnes invitées, membres actifs).

Cette méthode d'analyse constitue donc les « cadres » comme des instruments qui assurent l'articulation et l'amplification des thèmes d'une discussion, c'est-à-dire comme des *objets* qui peuvent être identifiés et mesurés en fonction du volume qu'ils occupent dans un corpus de discours. Ce mouvement d'objectivation transparaît clairement dans les lignes qu'Erik Neveu a consacrées à la *frame perspective* dans son manuel d'introduction à la *sociologie des mouvements sociaux* (Neveu, 1996 : 90-91) :

Une des dimensions novatrices de l'attention portée au travail politique de diffusion de schémas de perception du monde social vient de l'utilisation de la *frame analysis*. [...] Sollicité par Snow et Benford (1986), Gamson [et Modigliani] (1989), ce modèle vise à identifier des répertoires de cadres de perception. Il peut s'agir de la notion de « droit à... », de l'usage de

¹⁴ William Gamson, *Talking Politics*, Cambridge-New York, Cambridge University Press, 1992.

¹⁵ David Snow & Jason Miller, « An empirical examination of frame articulation and amplification », ms, 2000. Une version électronique de ce texte est disponible à l'adresse suivante : <http://www.sscnet.ucla.edu/soc/groups/ccsa/snow.pdf>

références proverbiales ou mythiques [...], de concepts empruntés à une culture juridique [...], de la sollicitation de stéréotypes sociaux ou nationaux. Ces réservoirs de cadres de perception et de construction de la légitimité de la cause font l'objet d'incessants bricolages, de détournements. [...] L'un des intérêts de ces approches est de réintégrer, dans l'analyse des mouvements sociaux, une dimension du culturel, d'y souligner l'incessant travail de recyclage de croyances, de références historiques, de stéréotypes, de savoirs partagés dans le travail de légitimation des causes, de rendre par là intelligible la force des mouvements qui savent aussi mobiliser ce que Gamson nomme des « résonances culturelles », un sens commun du temps ou du groupe.

Ainsi réifiés et substantifiés, ces *frames* ressemblent considérablement aux éléments des « systèmes symboliques » que Claude Lévi-Strauss espérait pouvoir mettre au jour grâce à sa démarche structurale. En revanche, ils n'ont rien à voir avec les « cadres » étudiés par l'approche pragmatique préconisée par Erving Goffman.

Frame perspective, *substantification des cadres et réification de l'ordre social*

Pour mesurer tout l'écart qui sépare cette *frame perspective* de l'« analyse des cadres » goffmanienne, il suffit de rappeler que cette dernière se caractérise par son opposition systématique à la réification du social en général et à la substantification des cadres en particulier. Ainsi, Erving Goffman s'est soigneusement gardé de cerner une définition positive des « cadres » qu'il analysait. Très concrètement, il ressort de son travail que l'« analyse des cadres » réside tout entière dans une description naturaliste des activités déployées par des acteurs sociaux pour répondre à la question « que se passe-t-il ici ? »

A l'inverse, la *frame perspective* observe des activités de manière à *saisir empiriquement* les « cadres » qui les sous-tendent. Ces derniers apparaissent alors comme des objets susceptibles d'être *définis théoriquement* (au croisement du constructivisme et du structuralisme), *identifiés conceptuellement* (comme des produits d'interaction, ou comme des contraintes et de ressources grammaticales) et *mesurés empiriquement* (comme des variables identifiées par des techniques empruntées à l'analyse de contenu, à l'analyse de discours ou à l'observation ethnographique).

A ce sujet, les formules incantatoires de David Snow – « *les cadres d'action collective du groupe émergent de façon continue dans le cours des réunions : ces cadres sont des entités dynamiques, indissociables des opérations de configuration, plutôt que des entités statiques et réifiées* » (Snow, 2001 : 42) – ne changent rien au problème. Elles indiquent uniquement la manière dont les cadres sont constitués *dans et par* les activités des groupes observés. Or la difficulté réside dans la manière dont ces « cadres » sont constitués *dans et par* les activités de sociologues qui s'efforcent de les mettre au jour derrière des activités discursives, de mesurer leur importance et de déterminer leurs effets. En procédant de cette manière, la *frame perspective* débouche finalement sur des travaux qui traitent les cadres comme des *variables indépendantes* dont il est possible de mesurer les effets sur les activités des mouvements sociaux, telles que le recrutement des personnels, la mobilisation des ressources, l'identification d'organisations collectives et l'efficacité en termes d'objectifs (cf. Snow, 2001 : 43).

Synthèse de la section 4.1

Ainsi, la *frame perspective* aboutit à une substantification des cadres, laquelle est incompatible avec l'approche pragmatiste des opérations de cadrage et la conception constitutiviste de l'ordre social, défendues par l'« analyse des cadres » élaborée par Erving Goffman. Cependant, il convient de souligner que ce positionnement se caractérise également par son efficacité théorique et méthodologique.

Sur le plan théorique, les « cadres » de la *frame perspective* sont l'œuf de Colomb de la sociologie des mouvements sociaux. En effet, ils présentent une astucieuse conceptualisation à double face. D'un côté, ils apparaissent comme des grammaires (ou des codes culturels) relativement stables qui contraignent les activités des mouvements sociaux. De l'autre, ils se présentent comme des ressources dont ces derniers se servent pour déployer des actions stratégiques visant à transformer la signification de certains enjeux en situation d'incertitude. *Contraintes structurales* et *ressources interactionnelles*, les « cadres » réconcilient, au cœur de la *frame perspective*, les divisions théoriques qui déchirent la sociologie des mouvements sociaux. D'un côté, ils l'inscrivent dans le sillage de l'interactionnisme stratégique, qui invite à considérer que les mouvements sociaux déploient des activités volontaristes et construisent la signification des situations. De l'autre, ils la situent dans le giron de l'analyse culturelle qui souligne que les actions des mouvements sociaux trouvent leur ancrage dans des codes culturels et des structures qui leur préexistent.

Au croisement de ces deux perspectives, la *frame perspective* se creuse une niche dans laquelle elle échappe aux oppositions conceptuelles autour desquelles s'organisent habituellement les débats théoriques en sciences sociales : explication et compréhension ; détermination et contingence ; individualisme et holisme. Ainsi, la notion de cadre constitue une parade théorique imparable. Elle esquivait les attaques les plus contradictoires : celles qui lui reprochent un excès d'attention aux contraintes sociales et culturelles, et celles qui fustigent sa conception volontariste voire utilitariste de l'action. Ainsi, la *frame perspective* a encore de beaux jours devant elle. En effet, la seule prise qu'elle offre à la critique se situe dans son objectivation des processus de communication et dans sa réification de l'ordre social, c'est-à-dire en marge du champ couvert par les oppositions autour desquelles s'organisent les débats de la sociologie politique contemporaine¹⁶.

4.2 Les panoplies interprétatives « des fonds juifs et de l'or nazi »

Cette discussion de l'« analyse des cadres » et de la « frame perspective » a mis en évidence quelques enjeux auxquels l'étude « des fonds juifs et de l'or nazi » sera sans cesse confrontée. En effet, il lui faut trouver un moyen de rendre compte d'une *dynamique définitionnelle* sans cesse en mouvement, tout en repérant quelques *points fixes* autour desquels il soit possible d'en articuler l'observation et la description.

Il est impossible de retracer le cheminement effectif du problème « des fonds juifs et de l'or nazi », c'est-à-dire le déroulement et l'enchaînement quotidien des innombrables discours qui ont contribué à sa constitution. Une telle démarche serait confrontée à des embûches pratiques qui s'avéreraient rapidement insurmontables. Concrètement, elle prendrait la forme d'un récit chargé de subsumer des milliers de discours épars, dont la description, inévitablement confuse, prendrait des dimensions qui deviendraient rapidement impossibles à gérer. A terme, il en ressortirait un empilement, nécessairement désordonné, de descriptions parcellaires, attachées à l'élucidation de prises de position ou d'événements appréhendés par le biais de données éparses et rarement intelligibles.

¹⁶ Même Daniel Cefaï et Danny Trom ont repris à leur compte ces grandes oppositions, formulant ainsi une critique qui manque sa cible : « La principale difficulté provient du fait que le « travail de signification » n'est envisagé que dans une perspective stratégique, qui ne renvoie pas tant au Goffman de *Frame Analysis* qu'à celui de *Strategic Interaction* (Goffman, 1969). [...] En s'inscrivant dans cette lignée, l'analyse de cadres demeure compatible avec la [théorie de la mobilisation des ressources], à laquelle elle apporte un complément plus qu'elle n'en sape les fondements. Les cadres y apparaissent comme des ressources symboliques mises en œuvre par les leaders des mouvements dans une logique d'organisation de moyens pour atteindre des objectifs » (Cefaï et Trom, 2001 : 13).

Autrement dit, une activité complexe, composée d'innombrables actions et événements éparpillés simultanément sur une multitude de scènes et d'arènes, ne pourra jamais donner lieu à une description rigoureusement *naturaliste*, *pragmatiste* ou *procédurale*.

Pour entreprendre l'analyse du cadrage des discussions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, il est donc nécessaire de transiger avec la rigueur théorique et conceptuelle. Un moyen ordinaire et économique pour ébaucher un tel récit consiste à commencer par identifier et caractériser les principales manières d'appréhender le problème qui se sont manifestées au cours des discussions. L'énumération de ces « panoplies interprétatives » que j'élaborerai dans les pages qui suivent sera donc conçue ici comme un passage obligé, pour familiariser les lecteurs avec des débats qu'ils ne connaissent pas ou dont ils ont oublié la teneur. En revanche, cette première approche ne pourra en aucun cas être considérée comme un *aboutissement* de la recherche. Au contraire, elle ouvrira la voie à l'élaboration d'un second récit, qui sera chargé de retracer les modalités pratiques qui ont présidé à l'émergence de ces interprétations du problème. Pour ce faire, il devra revenir à une conception plus goffmanienne des « cadres », de manière à repérer les *opérations de cadrage* qui ont présidé à la mise en forme des « cadres » et à la polarisation de positions, énumérée par cette première approche. Avant de parvenir à ce point, les prochains paragraphes repèreront les principaux cadres « des fonds juifs et de l'or nazi », entendus au sens que la *frame perspective* donne à ce concept. Il en ressortira une présentation préliminaire – synthétique et inévitablement réductrice – d'une discussion infiniment plus complexe et nuancée.

Dans une large mesure, les discours qui ont participé au travail social d'identification et de définition du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » ont été rapportés et/ou endossés par les médias. En conséquence, l'élaboration de ce panorama pourra s'inspirer du travail de William Gamson et Andre Modigliani consacré aux cadrages médiatiques de l'énergie nucléaire (Gamson & Modigliani, 1989). Leur démarche consiste à étudier systématiquement de larges corpus de presse, de manière à y repérer les ressources symboliques qui y sont mobilisées et qui composent la culture de l'enjeu politique à analyser. Plus précisément, ils s'efforcent de dresser un inventaire de « panoplies interprétatives »¹⁷ dont l'identification est orientée par une définition extrêmement précise, articulant une idée organisatrice centrale, une variété de positions divergentes et un ensemble de ressources symboliques permettant de synthétiser l'ensemble (idem : 3) :

[We suggest] that media discourse can be conceived of as a set of interpretive packages that give meaning to an issue. A package has an internal structure. At its core is a central organizing idea, or *frame*, for making sense of relevant events, suggesting what is at issue. « Media frames, [...] largely unspoken and unacknowledged, organize the world both for journalists who report it and, in some important degree, for us who rely on their reports. »^[18] This frame typically implies a range of positions, rather than any single one, allowing for a degree of controversy among those who share a common frame. Finally a package offers a number of condensing symbols that suggest the core frame and positions in shorthand, making it possible to display the package as a whole with a deft metaphor, catchphrase or other symbolic device.

([Nous suggérons] que le discours médiatique peut être conçu comme un ensemble de panoplies interprétatives qui donnent sens à un enjeu. Une panoplie a une structure interne. Son noyau est une idée organisatrice centrale, ou cadre, qui fait sens des événements pertinents, suggérant ce qui pose problème. « Les cadres médiatiques, largement non-dits et non-reconnus, organisent le monde à la fois pour les journalistes qui en rendent compte et, à

¹⁷ La traduction de « interpretive packages » par « panoplies interprétatives » est empruntée à Erik Neveu (1996 : 92-93).

¹⁸ [Cette citation est tirée de Todd Gitlin, *The Whole World Is Watching*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1980, 7.]

un degré important, pour nous qui nous fions à leurs comptes rendus. » Ce cadre implique typiquement une gamme de positions, plutôt qu'une seule, permettant un certain degré de controverse entre ceux qui partagent un cadre commun. Finalement, une panoplie offre une panoplie de symboles condensés qui suggèrent sténographiquement le noyau du cadre et des positions, permettant d'exposer la panoplie comme un tout, par une métaphore habile, un slogan ou un autre dispositif symbolique.)

Ils précisent alors, dans une note de bas de page, une distinction entre des « dispositifs de cadrage » et des « dispositifs de motivation » qui reformulent l'opposition classique entre les « contenus » et l'« agenda » médiatiques (idem) :

We distinguish framing devices that suggest how to think about the issue and reasoning devices that justify what should be done about it. The five framing devices are (1) metaphors, (2) exemplars (i.e., historical examples from which lessons are drawn), (3) catchphrases, (4) depictions, and (5) visual images (e.g., icons). The reasoning devices are (1) roots (i.e., a causal analysis), (2) consequences (i.e., a particular type of effects), (3) appeals to principles (i.e., a set of moral claims). A package can be summarized in a signature matrix that states the frame, the range of positions, and the eight different types of signature elements that suggest his core in a condensed manner.

(Nous distinguons des dispositifs de cadrage qui suggèrent ce qu'il faut penser de l'enjeu et des dispositifs de raisonnement qui justifient ce qui devrait être fait à son sujet. Les cinq dispositifs de cadrage sont (1) des métaphores, (2) des exemples (i.e. des exemples historiques desquels sont tirées des leçons), (3) des slogans, (4) des représentations et (5) des images visuelles (p.ex. des icônes). Les dispositifs de raisonnement sont (1) des causes (i.e. une analyse causale), (2) des conséquences (i.e. un type particulier d'effets), (3) des appels à des principes (i.e. un ensemble de revendications morales). Une panoplie peut être résumée en une signature matricielle qui expose le cadre, la gamme des positions et les huit différents éléments de signature qui suggèrent son noyau sous une forme condensée.)

Une première analyse des énoncés publiés par la presse permettra donc d'établir un inventaire des « cadres » mobilisés au cours des discussions sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Les paragraphes suivants s'intéresseront successivement aux panoplies interprétatives de la « dénonciation », du « conflit », de l'« aide humanitaire » et de la « responsabilité morale ». Chacune sera caractérisée par le repérage de l'idée centrale autour de laquelle elle s'organise, de la variété des positions qu'elle polarise, et des symboles qui permettent de la synthétiser en une métaphore ou un slogan, lesquels seront illustrés par des exemples empiriques qui atténueront le formalisme de cette analyse structurale.

4.2.1 La panoplie de la dénonciation : La Suisse complice du régime nazi

A partir de 1995, les « biens des victimes de l'Holocauste » et les « fonds en déshérence » ont été l'objet d'intenses activités de revendication. Des médias israéliens, des parlementaires et des organes de presse suisses, des organisations juives internationales et la commission bancaire du Sénat états-unien présidée par Alfonse D'Amato se sont constitués et mobilisés autour de la révélation du *scandale* des « fonds juifs ». Ils ont accusé les banques helvétiques d'avoir trahi la confiance d'une population persécutée : elles auraient profité de l'extermination des populations juives d'Europe pour s'appropriier les fonds qui leur avaient été confiés par des victimes des nazis (cf. 1.2 et 1.3, *supra*).

Dès le mois de septembre 1996, une nouvelle vague de protestations s'est élevée suite au rapport « Nazi Gold » publié par le *Foreign Office* britannique. Cette enquête historique révélait que le régime allemand avait systématiquement fondu et amalgamé l'or de diverses provenances. En conséquence, il était impossible de distinguer nettement les lingots composés avec de l'or issu des pillages des banques centrales des pays occupés et ceux contenant de l'or volé aux juifs d'Allemagne ou arraché aux victimes de

l'Holocauste. Dans le sillage de cette découverte, il est apparu que la *Reichsbank* allemande avait poursuivi ses livraisons d'or à la Banque nationale suisse jusqu'aux derniers mois de la guerre. Dès lors, de nouveaux acteurs se sont joints à ceux déjà engagés au sujet du problème « des fonds juifs » pour dénoncer le scandale de « l'or nazi » : Sous la place fédérale, une partie des lingots conservés dans les coffres de la Banque nationale contiendraient de l'or dentaire arraché aux cadavres des juifs assassinés à Auschwitz (cf. 1.4, *supra*).

Parallèlement, des journalistes et des historiens ont rouvert le dossier des réfugiés juifs refoulés aux frontières suisses. Dans leur perspective, il ne s'agissait pas uniquement de critiquer la politique extrêmement restrictive adoptée par les autorités fédérales à l'encontre d'une population en danger de mort. Il convenait encore de mettre en évidence l'action oubliée – voire délibérément occultée – des Suisses qui avaient contourné la loi pour secourir ces désespérés, qui avaient transgressé les ordres pour les mettre à l'abri d'une mort certaine. Plus encore, il convenait de dénoncer le scandale du sort réservé à ces « justes », poursuivis et condamnés par les autorités suisses en raison de leur bravoure, et dont le destin a été symbolisé par l'ostracisme auquel a été condamné Paul Grüninger jusqu'à sa mort (cf. 1.2.1, *supra*).

Pour rendre compte de la construction de la signification « des fonds juifs et de l'or nazi », il ne suffit pas d'évoquer ces différents aspects de la question. Il faut encore expliquer comment ils ont pu entrer en résonance les uns avec les autres, de telle sorte qu'ils ont communément été constitués et reconnus comme les différentes facettes d'un seul et même problème, concernant le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. De ce point de vue, le recours à la *frame perspective* est particulièrement éclairant. Il montre que, par-delà leur diversité, ces thèmes ont été constitués sous une forme similaire. Les activités de revendication relatives aux « fonds juifs », à l'« or nazi » ou aux « réfugiés » ont ceci de commun qu'elles se sont chaque fois développées à partir de la *révélation d'un scandale* et organisées autour de la *construction d'une cause*. La convergence formelle de ces différentes revendications peut donc être traitée comme l'expression du dispositif de cadrage qui sous-tend leur signification : la panoplie interprétative de la *dénonciation*. Cette dernière peut être décrite comme l'articulation d'une idée centrale, d'un ensemble de positions et d'une synthèse symbolique qui fondent le développement d'une diversité de scénarios.

Tout d'abord, les questions des « fonds juifs », de l'« or nazi » et des « réfugiés » ont émergé autour d'une *idée centrale*. Dans chaque cas, elles ont pris forme autour de la dénonciation d'une *injustice*, exercée par des institutions suisses, pendant et après la Seconde Guerre mondiale. D'un côté, ce « cadrage » a conféré sa coloration à chaque cas particulier : il a souligné l'injustice commise par les banquiers privés qui ont profité de la disparition de leurs clients assassinés par les nazis pour faire main basse sur les fonds qu'ils leur avaient confiés ; il a mis en évidence l'injustice de la Banque nationale suisse qui a accepté l'or fourni par la banque centrale d'un régime criminel, sans se soucier ni de sa provenance, ni du sort réservé à ses propriétaires d'origine, auxquels il avait été volé ; il a révélé l'injustice exercée par les autorités suisses à l'encontre des réfugiés juifs qui tentaient de fuir la mort certaine qui les attendait en Allemagne et dans les pays occupés, et à l'encontre des citoyens suisses qui avaient désobéi pour leur venir en aide. De l'autre côté, ce même « cadrage » appliqué à une diversité de problèmes a fait émerger des similitudes, qui ont permis d'envisager que ces injustices n'étaient pas une propriété des banquiers privés, de la banque nationale ou des autorités suisses, mais qu'il s'agissait d'une *caractéristique généralisable* à l'ensemble des activités déployées par les *institutions suisses* durant la guerre.

Ensuite, les prises de position relatives à ces injustices ont polarisé une diversité de positions qui correspondent formellement au « système actanciel de la dénonciation » analysé par Luc Boltanski et al. (1984 : 6-9)¹⁹. Dans cette perspective, les acteurs qui ont pris part aux discussions ont été situés en référence à la position qu'ils occupaient dans un dispositif à quatre positions (idem : 6)²⁰ :

Une dénonciation instaure [...] un système de relations entre quatre actants : 1) celui qui dénonce ; 2) celui en faveur de qui la dénonciation est accomplie ; 3) celui au détriment de qui elle s'exerce ; 4) celui auprès de qui elle est opérée. Pour simplifier la suite de l'exposé (et sans ignorer les risques de schématisation et de réification inhérents à toute dénomination lapidaire) on parlera, par convention, de dénonciateur, de victime, de persécuteur, et de juge (ce qui revient à prendre sur le système un point de vue particulier, qui est celui de l'auteur [de la dénonciation publique], l'un des enjeux de la crise dans laquelle s'inscrit la dénonciation étant précisément de fixer la qualification relative de chacune des positions du système).

Enfin, cette panoplie de la dénonciation a fondé l'élaboration de synthèses symboliques qui condensent l'idée centrale autour de laquelle elle est organisée et la diversité des positions qu'elle polarise. Elles peuvent être paraphrasées en une formule – *la Suisse s'est rendue complice de l'Allemagne nazie* – qui a été incarnée par une grande variété de métaphores, de slogans, de descriptions, de récits et d'icônes²¹. Au rang de ces dernières, la superposition et l'amalgame graphiques de la croix suisse et de la croix gammée ont été particulièrement répandus et controversés²².

¹⁹ La démarche suivie par Luc Boltanski correspond, dans une large mesure, à celles mises en œuvre par les tenants de la *frame perspective*. En conséquence, le « système actanciel » qu'il décrit présente des propriétés similaires à celles des « cadres » étudiés par David Snow et des « panoplies interprétatives » mises au jour par William Gamson et Andre Modigliani. Quelques références bibliographiques suggèrent que cette parenté n'est pas fortuite. Luc Boltanski et al. (1984 : 4) indiquent en effet que l'étude des conditions qui assurent le succès d'une cause a été initiée par William Gamson dans *The Strategy of Protest*, Homewood, The Dorsey Press, 1975. Par ailleurs, ils renvoient aux travaux de Charles Tilly qui étaient disponibles à l'époque (idem : 28) : L. A. Tilly & C. Tilly *Class Conflict and Collective Action*, Beverly Hills Sage Publications, 1981 ; C. Tilly, *European Violence and Collective Action since 1700*, paper prepared for presentation to the Conference on Political Violence and Terrorism, Bologna, Istituto Carlo Cataneo, 1982.

²⁰ Cette description relativement statique et formelle du « système actanciel » et des positions qui le composent garde la trace de la conceptualisation structuraliste dont elle est une application. Cette référence à la sémiologie structurale est indiquée par une note de bas de page (Boltanski et al., 1984 : 7) : « Le terme d'actant, emprunté à la sémiologie (cf. par exemple, A. J. Greimas, *Sémiotique : dictionnaire raisonné de la théorie du langage*, Paris, Hachette, 1979) a été utilisé en sociologie dans le sens qui lui est donné ici par Bruno Latour (cf. B. Latour, *Irréductions*, Paris, Pandore, 1981). Il présente l'intérêt de présenter des êtres qui interviennent dans la dénonciation par un même terme, qu'il s'agisse de personnes individuelles, de personnes collectives constituées ou en voie de constitution (e.g. « les Corses », « les femmes », etc.) ou encore de collectifs nominaux non réalisés (e.g. « les hommes de bonne volonté », « tous ceux qui souffrent », etc.). On peut alors substituer à des différences substantielles (e.g. entre les « individus » et les « groupes ») des variations continues de taille [...]. Le système actanciel étudié ici se distingue en cela des structures de rôles, au sens de Bakhtine (relations entre l'auteur, le héros, l'interlocuteur, etc.). Ces rôles, bien que dissociés de l'auteur ou du lecteur « réels » conservent leurs propriétés attachées à un individu (ou plutôt à un « acteur ») ce qui interdit d'analyser les relations entre personne individuelle et personne collective et les procédures de passage de l'une à l'autre. »

²¹ En Suisse, la première formulation de cette idée remonte à 1968, avec la publication de la première version de l'ouvrage de Jean-Baptiste Mauroux, très explicitement intitulé *Du bonheur d'être Suisse sous Hitler*.

²² Des controverses particulièrement virulentes ont été soulevées par ces déclinaisons visuelles associant directement les symboles de la Suisse et du régime nazi. A ce sujet, voir par exemple le chapitre dans lequel le parlementaire radical Luzi Stamm (1999 : 21-26) s'élève contre « le reproche de coopération totale avec l'Allemagne nazie » (*Der Vorwurf der vollen Kooperation mit Nazideutschland*). Il épingle alors particulièrement les méthodes des médias états-unis et britanniques, dont il présente neuf illustrations. Celles-ci sont reproduites en annexe 6. La légitimité de ces synthèses symboliques instituant

Cette composition visuelle est apparue pour la première fois en couverture de l'ouvrage de Jean Ziegler *La Suisse, l'or et les morts* (cf. 3.2.1, *supra*). L'illustration de l'édition allemande originale représente, au premier plan, un lingot d'or en forme de croix suisse. Il est frappé de quatre marques institutionnelles : au centre, la mention « Swiss bank » suivie du numéro du lingot, en haut la teneur en or (999,9) et en bas la masse (1 Kilo). Cette association visuelle de l'emblème national et d'un symbole bancaire se détache d'un fond rouge, sur lequel est projetée l'ombre d'une croix gammée noire, qui enserme la croix suisse²³. Cette composition graphique entre en résonance avec le titre de l'ouvrage qui associe également *la Suisse* (la croix) avec *l'or* (le lingot) et *les morts* (la croix gammée en tant que symbole d'un régime assassin). Dans le contexte énonciatif ainsi organisé, cette synthèse visuelle suggère et soutient l'argument central d'un ouvrage explicitement présenté, en quatrième de couverture, comme une mise en cause de « l'attitude des autorités de la Confédération helvétique durant la dernière guerre mondiale et, surtout, [d]es relations ambiguës qu'elles ont entretenues avec le régime nazi ». Dans ce cas, cette synthèse graphique est indissociable d'une prise de position qui a communément été reçue comme un « réquisitoire » ou comme un « acte d'accusation », c'est-à-dire comme le genre de discours ordinairement associé, dans le système actanciel de la dénonciation, à la position du « dénonciateur ».

Cependant, il serait erroné de traiter cette composition visuelle comme un dispositif univoque, dont l'usage aurait été monopolisé pour dénoncer la complicité helvétique. Ainsi, malgré quelques nuances, la couverture de l'ouvrage de Frank Bridel (2002) comporte d'évidentes similitudes avec celle du livre de Jean Ziegler : Elle représente un drapeau suisse (une croix blanche sur un fond rouge) sur lequel est projetée l'ombre noire d'une croix gammée qui s'inscrit dans les limites de la croix suisse²⁴. Cependant, cet assemblage des symboles helvétique et nazi est alors mobilisé dans une perspective radicalement différente. Comme l'indique explicitement le titre, il s'agit alors de contrer les accusations de complicité et d'affirmer :

NON, NOUS N'ÉTIONS PAS DES LÂCHES

Ici encore, la couverture articule une formulation discursive et une organisation graphique, dont les résonances synthétisent la prise de position de l'ouvrage dans le débat. Tout d'abord, elle désigne un collectif par le biais du déictique « nous », dont l'équivoque indexicale est dissipée par son association avec l'emblème suisse²⁵. Ensuite, le titre associe ce « nous » à une caractéristique morale négative : la lâcheté. Ici, l'adjectif « lâches » désigne lexicalement ce qui est symbolisé graphiquement par l'amalgame des étendards suisse et nazi : d'un côté, la lâcheté des Suisses est attestée par l'attitude ambiguë qu'ils ont adoptée à l'égard du régime nazi ; de l'autre, la place laissée à l'ombre du nazisme au

un lien direct entre la Suisse et le régime nazi a été également discutée au moment de la diffusion d'un reportage de la BBC dont le montage associait séquentiellement des images de la Suisse à celles des camps d'extermination (voir la note 26 du chapitre 3, *supra*).

²³ Cette couverture de la version originale est reproduite en annexe 5a. Je l'accompagne de la version retenue pour l'édition française – parue simultanément aux éditions du Seuil – sur laquelle les références mêlées à la croix suisse et au lingot sont nettement plus stylisées : les angles de la croix sont arrondis et sa matière est suggérée par sa couleur jaune et ses reflets (annexe 5b).

²⁴ Cette couverture est reproduite en annexe 7.

²⁵ La logique formelle n'interdirait pas de considérer que le « nous » peut, en ce cas, indifféremment être référé à la croix blanche sur fond rouge (« nous les Suisses ») ou à la croix gammée (« nous les nazis »). Cette interprétation ferait cependant abstraction d'un contexte discursif organisé de telle sorte qu'il est plus commun de s'exprimer au nom des Suisses qu'en celui des nazis, de telle sorte qu'en cas de doute, il est plus plausible que la première solution soit la bonne. Quoiqu'il en soit, le sous-titre « Vivre en Suisse 1933-1945 » lève définitivement toute ambiguïté à ce sujet.

cœur des institutions helvétiques témoigne de la lâcheté des autorités suisses. Enfin, la pertinence de cette référence croisée à la Suisse et au nazisme est entièrement modalisée par une négation. L'interjection initiale « *Non* » renverse l'attribution de lâcheté aux Suisses, c'est-à-dire à la fois la proposition verbale « *les Suisses étaient des lâches* » et son expression graphique symbolisée par l'association des croix suisse et nazie.

Cette couverture (l'association de son titre et de son illustration graphique) se constitue ainsi comme une *réponse* à une *proposition antérieure* : « les Suisses étaient des lâches ». Ce dispositif figure ainsi un enchaînement dialogique d'énoncés – une proposition et une réfutation – dont l'intelligibilité se dégage sur l'arrière-plan de la panoplie de la dénonciation à la constitution de laquelle ils participent. L'ouvrage de Frank Bridel se constitue ainsi, par l'organisation même de sa couverture, comme une *réplique* dont la pertinence repose sur l'existence supposée d'une *déclaration* antérieure formulée comme une accusation. Autrement dit, il établit un dialogue entre des *accusations* associées à la position du dénonciateur et la *défense* assurée dans la perspective d'un *persécuteur présumé*, qui réfute les charges qui pèsent contre lui. A ce point, il est possible de paraphraser cette couverture comme l'institution d'une séquence « accusation – défense » dont l'enchaînement constitue la pertinence de la panoplie interprétative de la dénonciation. Cette couverture signifie donc d'une part que des accusateurs prétendent que les Suisses ont fait preuve de lâcheté à l'égard du nazisme durant la Seconde Guerre mondiale et, d'autre part, que Frank Bridel leur rétorque que « *Non, nous n'étions pas des lâches* ».

Ainsi, la panoplie interprétative de la dénonciation – son cadre, son système actanciel et ses synthèses symboliques – ont fondé l'intelligibilité d'une grande variété de prises de position, parfois antinomiques. L'adoption de ce dispositif de cadrage n'indique donc pas une prise de position particulière dans le débat (Gamson & Modigliani, 1989 : 4) :

Frames should not be confused with positions for or against some policy measure. [...] Not every disagreement is a frame disagreement ; differences between (say) Republicans and Democrats or « liberal » and « conservatives » on many issues reflect a shared frame. Nor can every package be identified with a clear-cut policy position. On almost any issue, there are packages that are better described as ambivalent than as pro or con.

(Les cadres ne devraient pas être confondus avec des positions pour ou contre quelque mesure politique. [...] Les désaccords ne sont pas tous des désaccords de cadres ; les différences entre (disons) Républicains et Démocrates ou « libéraux » et « conservateurs » sur de nombreuses questions renvoient à un cadre partagé. Chaque panoplie ne peut pas non plus être identifiée à une position politique bien déterminée. Au sujet de toutes les questions, il y a des panoplies qui sont mieux décrites comme ambivalentes que comme pour ou contre.)

La panoplie de la dénonciation n'est pas uniquement apparue au cœur des interventions qui s'efforçaient de révéler le scandale « des fonds juifs et de l'or nazi ». Des journalistes s'en sont également servi pour relater ces activités de revendication sans prendre position à leur sujet. Et elle a même fondé les activités déployées par certains acteurs (des banquiers, des politiciens et des journalistes suisses, notamment) qui se sont efforcés de discréditer les dénonciateurs et la cause qu'ils portaient (cf. 3.2.2, *supra*).

Autrement dit, les interventions de ces différents acteurs ont acquis leur signification en mobilisant la panoplie interprétative de la dénonciation. Du même coup, elles se sont engagées à *incarner un point de vue par rapport aux accusations de complicité lancées contre la Suisse*, c'est-à-dire à occuper l'une ou l'autre des quatre positions envisagées par le système actanciel de la dénonciation. De même, elles ont tiré leur intelligibilité de leur localisation dans le déroulement d'un scénario composé de séquences d'accusation et de réponses, ces dernières pouvant notamment prendre la forme de dénégations, de minimisations ou d'aveux.

4.2.2 La panoplie du conflit : La Suisse injustement attaquée

Dès les premiers jours de 1997, plusieurs voix se sont élevées pour considérer les accusations de complicité avec le régime nazi portées contre la Suisse comme des *attaques* ou des *agressions* injustifiées auxquelles il convenait de riposter²⁶.

Ces versions n'ont pas pris forme indépendamment des descriptions organisées jusqu'alors autour de la panoplie de la dénonciation. Dans la plupart des cas, elles se sont plutôt focalisées sur la tension agonistique qui anime les séquences d'*accusation* et de *défense* et qui polarise les positions du « dénonciateur » et du « persécuteur », ainsi transformés en *adversaires*. Yan Thomas et Jacques Chiffolleau ont même placé cet antagonisme – constitutif des actes d'accusation et des interrogatoires – à l'origine historique des aveux (cf. Dulong et al., 1999 : 76-79). Ils décrivent en effet les procès de l'Antiquité romaine et du Moyen Âge comme des *duels verbaux*, au cours desquels l'aveu était considéré comme l'expression de la défaite de l'un des adversaires (idem : 76-77)²⁷ :

Dans les procès du Moyen Âge portant sur un délit considéré comme crime de lèse-majesté, cette capitulation devient acte d'allégeance, reconnaissance de la force du Prince. Dans ce contexte, l'aveu prend la valeur d'une reddition face à la contrainte inquisitoire, dont on sait trop qu'elle n'était pas seulement verbale.

Pour démontrer l'actualité de cette acception de l'aveu, il n'est pas nécessaire de supposer que le recours à la force physique existe encore dans les interrogatoires de police ou de gendarmerie. Il n'est même pas utile d'évoquer la dureté des conditions de la garde à vue, l'humiliation due aux menottes, ou, lors de la comparution, la solennité du décorum. Car l'interaction verbale suffit à créer un champ de contrainte suffisamment pressant pour que l'aveu apparaisse comme l'abdication de toute velléité d'opposition.

S'entendre accusé par un récit assorti de « c'est vous ça ? » [...] oblige à répondre, soit en formulant sans hésitation une protestation, soit en avouant, ne serait-ce que par l'émission d'un vague marmonnement, ou par un trop long délai à réagir.

Les prises de position qui se sont focalisées sur l'antagonisme constitutif des dénonciations ont profondément modifié la définition du problème. Elles ont ainsi élaboré une *panoplie interprétative du conflit* dont le cadre, le système actanciel et les synthèses symboliques se sont imposés comme autant d'alternatives au traitement du problème en terme de *dénonciation*.

Ces prises de position s'organisent systématiquement autour de l'*idée centrale* selon laquelle le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » a placé la Suisse sous un feu d'attaques injustes et injustifiées. En conséquence, cette approche ne présente pas le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » comme la conséquence des injustices exercées par les institutions helvétiques à l'encontre des victimes du nazisme titulaires de comptes bancaires, des propriétaires légitimes de l'or volé par les nazis ou des réfugiés juifs et des citoyens suisses qui s'étaient portés à leur secours. Elle institue un nouveau cadre, à l'intérieur duquel ces accusations se présentent comme autant d'expressions d'une entreprise malveillante, ourdie à l'encontre des intérêts helvétiques. Dès lors, la gravité des

²⁶ Dans la terminologie d'Erving Goffman (1991 [1974]), la panoplie du conflit est donc un mode (*key*) de dénonciation. L'énumération de ces dispositifs – préconisée par la *frame perspective* – ne rend cependant pas compte des *opérations de modalisation* qui ont assuré le passage de l'une à l'autre au cours de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Leur élucidation impliquera la mise en œuvre d'une analyse pragmatique, soutenue par un mode d'écriture particulier, que je développerai au chapitre 7.

²⁷ Voir également : Yan Thomas, « Confessus pro juratio. L'aveu civil et l'aveu pénal à Rome » et Jacques Chiffolleau, « Sur la pratique et la conjoncture de l'aveu judiciaire en France du XIII^e au XV^e siècle » tous deux in *L'aveu, Antiquité et Moyen Âge*, collection de l'École française de Rome, 1986, respectivement pp. 89-117 et 341-380 ; Yan Thomas « L'aveu, de la parole au corps (Rome, Ve siècle av. J.-C. – IV^e siècle apr. J.-C.) » et Jacques Chiffolleau, « Avouer l'inavouable : l'aveu et la procédure inquisitoire à la fin du Moyen Âge », tous deux in Renaud Dulong (2001, respectivement pp. 17-56 et 57-97).

faits reprochés apparaît comme la manifestation d'une mauvaise foi et d'une pugnacité qui ne font que démontrer l'animosité – voire la « *haine anti-Suisse* » – attribuée à ceux qui propagent ces histoires un demi-siècle après les faits. Dans cette perspective, le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » apparaît comme un *conflit* international, les accusations proférées contre la Suisse comme des *attaques* belliqueuses et les dénonciateurs comme des *agresseurs*.

Cette perspective remodèle considérablement le *système actanciel* du problème. Du dispositif multilatéral de la dénonciation, elle ne retient que l'antagonisme entre un « agresseur » et un « agressé », mettant ainsi en scène l'affrontement bipolaire qui les oppose. Cependant, elle ne se contente pas d'attirer l'attention sur cet antagonisme en tant que dimension constitutive d'un système qui l'excède. Elle isole cette confrontation, instituant ainsi un dispositif qui ne permet d'envisager qu'une paire de positions symétriques : celle des deux adversaires qui s'opposent dans un conflit.

Elle rompt ainsi avec les *tiers* que le modèle emprunté aux procédures judiciaires interposait entre le plaignant et le prévenu (ou l'inculpé), de manière à *médialiser* le contentieux et les intérêts qui les opposent. Dès lors, elle institue un système actanciel inspiré du monde de la *guerre*, ne laissant place qu'à la confrontation *immédiate* et à l'escalade du rapport de force. Excluant toute extériorité, elle exige une prise de position en faveur de l'un ou de l'autre des camps en présence, lesquels sont identifiés, qualifiés et jugés de manières diamétralement opposées en fonction de la perspective finalement retenue : d'un côté « nous » et les « nôtres » et, de l'autre, « nos ennemis » et « leurs comparses »²⁸. Au rang de ces derniers, la position des « traîtres » mérite une mention particulière : elle qualifie la place des adversaires lorsqu'elle est occupée soit par « un des nôtres », soit par un membre d'une institution qui émane de « nous », lesquels sont généralement jugés avec plus de sévérité que les adversaires. Par ailleurs, il convient encore de mentionner le cas particulier des « dupes », c'est-à-dire des « nôtres » qui n'ont pas saisi la nature conflictuelle de la situation dans laquelle ils sont plongés et qui doivent en conséquence être conscientisés, de manière à identifier leurs adversaires en tant que tels et à se comporter avec eux de manière appropriée.

Ainsi, la substitution de la panoplie interprétative du conflit à celle de la dénonciation redéfinit radicalement les composantes cognitives et normatives du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elle révisé notamment l'identification des positions actanciennes qui le composent et les jugements portés à l'égard de ceux qui les occupent. En conséquence, elle se traduit également par la constitution de nouvelles synthèses symboliques. Dans la perspective du conflit, ces dernières ne jouent plus sur le registre de la désapprobation morale, de la culpabilité ou de la complicité. Elles mobilisent plutôt le champ lexical de la guerre, du rapport de force, de la domination arbitraire ou du chantage.

Ce glissement sémantique est particulièrement bien rendu par deux titres d'ouvrages : « *La Suisse au pilori* » (*Die Schweiz am Pranger*, Speich et al., 1997) et « *La Suisse présumée coupable* » (Charguéraud, 2001). L'un et l'autre convoquent le registre de la dénonciation, mais sous une forme qui met exclusivement l'accent sur les pressions exercées *directement* à l'encontre des accusés. Le premier évoque une justice qui s'en

²⁸ La formulation en termes de « nous » inclusif signifie la forme d'intégration collective constituée par le déroulement des conflits en général et des guerres en particulier. Par ailleurs, elle indique également que ces dispositifs excluent habituellement toute position tierce ou en extériorité : ils impliquent généralement une *prise de position* constamment réaffirmée dans le conflit, cette exigence engendrant du même coup une forte désapprobation morale de la désertion et de la neutralité. Dans le cas « des fonds juifs et de l'or nazi » cette remarque ne concerne pas uniquement l'organisation du débat contemporain. Elle se répercute en son sein, en tant que *thème* des discussions qui ont porté sur la légitimité de la neutralité en général et de sa mise en œuvre pratique par la Suisse au cours de la Seconde Guerre mondiale en particulier.

prend à l'identité du condamné, exposé à l'opprobre, au mépris et à la vindicte populaires. Le second inverse le principe de la présomption d'innocence – c'est-à-dire *l'institution* qui préserve l'intégrité des prévenus et des inculpés avant leur condamnation – pour suggérer une justice expéditive qui laisse libre cours aux préjugés pour fonder ses verdicts. Ainsi, l'un et l'autre de ces titres constituent le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » en référence à l'accusation ou à la culpabilité. Mais ils ne constituent pas ces dernières comme des caractéristiques institutionnelles, constituées au fil d'une procédure de dénonciation. Ils les présentent plutôt comme des manifestations qui prennent forme au gré de *pressions immédiatement exercées sur des accusés ou des condamnés*, dont l'identité n'est protégée par aucune médiation institutionnelle.

Ce même changement de registre est suggéré graphiquement par la couverture de l'ouvrage de Philippe Braillard intitulé *Tragédie et mascarade* (1999)²⁹. Son arrière-plan est composé par un dégradé de couleurs, qui passe progressivement du jaune (en haut) au blanc (en bas). La moitié supérieure est rythmée par l'entrecroisement de deux alignements – l'un horizontal et l'autre diagonal – qui présentent la succession de croix suisses et de croix gammées blanches, qui se confondent progressivement avec l'arrière-plan, au fur et à mesure que ce dernier pâlit. Sur la moitié inférieure, des billets de cent dollars, alignés en diagonale, se détachent toujours plus nettement sur un dégradé qui passe du blanc cassé au blanc. Au centre de la couverture, à l'endroit où les croix et les billets se mêlent indistinctement, se détache, en noir et blanc, le fameux portrait de l'Oncle Sam, l'index pointé vers le lecteur. A l'origine, ce geste signifiait l'interpellation personnelle des citoyens états-uniens, appelés par leur gouvernement à se mobiliser³⁰. Dans le contexte de cet ouvrage – publié par un professeur d'Université suisse, chez un éditeur suisse, à l'intention d'un public suisse – cette même image signifie le doigt accusateur et le regard inquisiteur pointé par les États-Unis (signifiés par Oncle Sam) vers la Suisse (incarnée par le lecteur qui regarde la couverture).

Cette mise en forme graphique mobilise le registre de la dénonciation. Mais cette dernière est représentée comme une *mise en cause directe et agressive*, dépourvue de médiation institutionnelle. Qui plus est, elle prend forme sur un arrière-plan qui mêle les références de manière apparemment confuse. La succession géométrique des croix suisses et des croix gammées, représentées dans la partie supérieure, reprend un leitmotiv propre à la panoplie interprétative de la dénonciation. Cependant, il s'agit dans ce cas d'un motif obscur presque indistinct qui entre en résonance avec le titre : les références politique (le drapeau suisse) et historique (la croix gammée) renvoient à la « *tragédie* » tandis que le graphisme qui les rend pratiquement imperceptibles signifie la « *mascarade* ». Cette confusion contraste avec la netteté des billets qui ornent la partie inférieure de la couverture qui sert de fond au sous titre : « *autopsie de la crise des fonds juifs et de l'or nazi* ».

Il est maintenant possible de paraphraser la dynamique de cette composition graphique. Elle présente la « *crise des fonds juifs et de l'or nazi* » comme une *mise en cause directe et belliqueuse de la Suisse par les États-Unis*. Cette action, menée à découvert et sans médiation, est néanmoins qualifiée de « *mascarade* ». Ce n'est pourtant pas « *Oncle Sam* », en tant que tel, qui avance masqué. Au contraire, son mouvement constitue un adversaire qu'il fixe droit dans les yeux. Mais l'organisation graphique de la couverture suggère que son geste cache ses motifs réels, ce qu'il a « *derrière la tête* », c'est-à-dire ce qui sert graphiquement de fond à son portrait. A ce niveau, c'est la

²⁹ Cette couverture est reproduite en annexe 8.

³⁰ Cette image, créée en 1917 par James Montgomery Flagg, a été accompagnée des mots « Je TE veux ! » (*I want YOU !*) pour composer une affiche de recrutement pour la Première Guerre mondiale, laquelle a été réutilisée lors de la Seconde Guerre mondiale.

« *tragédie* » (i.e. les croix gammées de l'arrière-plan) qui tient lieu de « *mascarade* ». En clair, le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale et ses relations avec le régime nazi sont les prétextes d'une attaque, dont les motifs réels apparaissent à la lumière (blanche) d'une autopsie, sous la forme de billets de cent dollars. Autrement dit, la synthèse symbolique de la panoplie interprétative de la dénonciation n'est mobilisée ici que pour être aussitôt disqualifiée. Ce qui était présenté comme des accusations proférées au nom de la justice et de la vérité, n'était en fait que des *attaques* menées par appât du gain.

Ainsi dépouillée des tiers et des médiations qui l'ancraient dans le registre de la dénonciation, la question des « fonds juifs et de l'or nazi » apparaît comme une *attaque frontale*, dont les motifs réels ne correspondent pas aux vertus invoquées officiellement. Dans cette perspective, les synthèses symboliques peuvent faire l'économie des médiations antérieures, pour ne laisser place qu'à la confrontation de deux adversaires : la Suisse et les États-Unis. Cette formule condensée a été très nettement exprimée dès 1997 dans le titre d'un ouvrage collectif : « *La Suisse face à l'empire américain* » (Fricker et al., 1997). Cet énoncé est clairement redondant avec l'illustration qui l'accompagne. Son arrière-plan, composé d'un alignement de lingots d'or frappés de la croix gammée, renvoie au sous-titre de l'ouvrage : « *L'or, le Reich et l'argent des victimes* ». Pour sa part, le titre est rendu par la figure dont l'ombre est projetée sur ce fond : un aigle aux couleurs états-uniennes, dont l'œil reflète un drapeau suisse. La paraphrase est aisée à formuler : sur un arrière-plan de valeurs économiques, l'affaire « des fonds juifs et de l'or nazi » prend la forme d'une *confrontation* entre les États-Unis et la Suisse, figurée par le face-à-face inégal d'un rapace et de sa proie, ou d'un collimateur et de sa cible³¹.

Cette rhétorique de l'affrontement bipolaire s'est ainsi affranchie de toute référence au dispositif de la dénonciation. Elle s'est également débarrassée de toute mention de l'*objet* du conflit, pour aboutir à des formulations extrêmement dépouillées. Sous la plume de Jean-Christian Lambelet le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » est ainsi devenu *Le mobbing d'un petit pays* (Lambelet : 1999) et Jean-Philippe Chenaux a intitulé sa chronologie des débats *Chronique d'une « guerre totale »* (Chenaux : 2002). Ces synthèses symboliques instituent une perspective pour laquelle toute l'affaire peut être résumée par l'évocation de dispositifs à deux pôles (le « *mobbing* » ou la « *guerre totale* »), dépourvus de médiation institutionnelle ou de motifs. Autrement dit, le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » est alors présenté non seulement comme une attaque de la Suisse, mais comme l'exercice direct d'un pouvoir et d'une domination discrétionnaires et arbitraires.

La version graphique de cette conception figure en couverture de la version francophone de l'ouvrage d'Angelo M. Codevilla, intitulé *La Suisse, la guerre, les fonds en déshérence et la politique américaine*³². L'illustration se contente de représenter « *la Suisse* » et « *la politique américaine* ». La première est signifiée par la découpe de sa carte politique rouge et flanquée d'une croix blanche. La seconde par un immense drapeau états-unien, placé au premier plan, dont la découpe mord partiellement le contour de la Suisse. Cette image constitue ainsi le point de vue imaginaire d'un spectateur placé à l'exacte verticale de la Suisse, dont la vision commence à être voilée par un étendard qui, à la manière d'un énorme nuage, projette son ombre sur la Suisse, située en contrebas. Pour

³¹ Cinq ans plus tard, le GTHV (2002) a mobilisé une synthèse symbolique similaire pour illustrer l'argument de son ouvrage intitulé *La Suisse face au chantage*. Dans ce cas, le « face-à-face » n'est qu'allégorique : Le prédateur est représenté par un immense crocodile meurtrier (des gouttes de sang perlent encore de ses crocs), qui s'attaque *par derrière* à une proie qui ne se doute de rien : un minuscule bonhomme souriant et pauvre (ses habits sont reprisés) qui représente la Suisse (le chapeau aux couleurs nationales et l'arbalète ne laissent planer aucun doute à ce sujet). Les couvertures de ces deux ouvrages collectifs sont reproduites en annexes 9 et 10.

³² Cette couverture est reproduite en annexe 11.

paraphraser, cette perspective présente une Suisse vulnérable et soumise à la politique états-unienne comme elle l'est aux aléas climatiques ; tandis que le pouvoir exercé par les États-Unis fait figure de phénomène arbitraire, qui n'a pas à être plus motivé ou justifié qu'un soubresaut météorologique.

Ici encore, il serait erroné d'attribuer le recours à la panoplie interprétative à une catégorie exclusive d'acteurs, attachés à dénoncer les attaques injustifiées dont la Suisse aurait été l'objet au sujet de son rôle durant la Seconde Guerre mondiale. D'un côté, ce registre a été mobilisé par les responsables des organisations juives pour orienter leur action. Ainsi, Jean-Philippe Chenaux signale malicieusement, en introduction de sa *Chronique d'une « guerre totale »*, qu'il l'a intitulée ainsi en référence aux menaces brandies contre la Suisse par le président du Congrès juif mondial Edgar Bronfman³³. A vrai dire, les acteurs directement impliqués dans les discussions n'ont d'ailleurs pas été les seuls à recourir à ces interprétations agonistiques pour rendre compte de ce qui se passait et orienter leurs activités. Dès 1997, les médias suisses ont régulièrement mobilisé le lexique guerrier pour décrire des échanges désormais considérés comme de véritables passes d'armes, faites d'attaques et de répliques.

L'élaboration et la mise en œuvre de cette panoplie interprétative du conflit ont constitué une perspective sur le problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elles se sont caractérisées par une interprétation singulière des échanges (traités comme des passes d'armes), une identification spécifique des acteurs qui y ont pris part (considérés comme des ennemis) et la formulation de jugements particuliers à leur égard (prenant bien souvent la forme d'hagiographies ou de tirs de repréailles). Ce point de vue a donc modelé une conception indissociablement cognitive et normative du problème, laquelle s'est traduite par l'orientation d'un *scénario*, incarnée dans l'orientation pratique des interventions et des activités menées par les acteurs en présence. En effet, il n'est possible de répondre à des accusations que par des aveux ou, au contraire, par la négation, la minimisation ou la banalisation. Face à des attaques en revanche, aucune de ces stratégies n'est de mise. L'agression institue un rapport de force qui place sa victime devant une alternative. Soit elle fait front et elle riposte. Soit elle capitule et se laisse faire. Ce qui, en termes normatifs, revient à dire qu'elle a le choix entre faire preuve de courage ou de lâcheté.

Sans déflorer la suite de l'histoire, il convient de signaler, qu'en Suisse, cette interprétation du problème s'est imposée dans la première moitié de 1997. Après plusieurs mois dominés par le dispositif de la dénonciation, plusieurs discours se sont élevés pour dévoiler une agression dissimulée par les révélations relatives au passé de la Suisse. Petit à petit l'hypothèse a pris corps que, derrière une volonté affichée d'établir la vérité historique et de rendre justice aux victimes de l'Holocauste, se cachait une attaque de la place financière Suisse, par l'intermédiaire de laquelle il s'agissait d'ébranler la Suisse dans son ensemble. Rapidement, ces versions se sont donné un précédent : une interview au fil de laquelle un président de la Confédération, Jean-Pascal Delamuraz, avait précisément *pris position* de manière à légitimer ce passage de la dénonciation au conflit. Voici le texte de cet entretien mené par Denis Barrelet, tel qu'il a été publié dans le quotidien *24 Heures* du 31 décembre 1996 :

Exemple 1 : Entretien avec Jean-Pascal Delamuraz : « Une volonté de déstabiliser la Suisse »

Une volonté de déstabiliser la Suisse

Fonds juifs, or nazi: Jean-Pascal Delamuraz met en garde contre une certaine candeur helvétique. Et contre les risques d'une montée de sentiments antisémites.

³³ cf. *Jewish Bulletin of Northern California* (6.3.98) et presse suisse du 11 mars 1998.

Quel a été le moment le plus difficile de votre année présidentielle?

L'affaire des fonds juifs et de l'or nazi. Notre malaise est venu de la nature des révélations, mais également des intentions pas très pures qui en sont à l'origine. Il convient d'éviter deux attitudes. La première, celle de la majesté offusquée, qui nous ferait dire que nous avons notre conscience et notre histoire pour nous. La deuxième attitude serait d'implorer notre pardon, d'être accablés de la faute de nos prédécesseurs en plaidant coupables. Parfois, en entendant certains, je me demande si Auschwitz est en Suisse.

On a le sentiment que le Conseil fédéral a été pris de court.

Tout à fait. Des signes avant-coureurs existaient, mais ils ont été sous-estimés. On savait que certains sénateurs avec certains appuis consacraient plusieurs chercheurs depuis trois ans à cette recherche. Ce qui me surprend, c'est cette candeur helvétique avec laquelle nous prenons connaissance de ces attaques. Personne ne fait réellement la part des choses et ne semble voir qu'en plus de la recherche opiniâtre de la vérité historique, il y a aussi une formidable volonté politique de déstabilisation et de compromission de la Suisse. Elle a eu un relais à Washington et un à Londres, où il ne s'agissait de rien d'autre que de démolir la place financière suisse. Comme président de la Confédération, je dis qu'il ne faut pas être dupes, qu'on a recherché par tous les moyens de discréditer la place suisse. C'est une chose de dire la vérité, et de le faire sans réserve. C'en est une autre de faire la part de l'intox. La concurrence économique est vive, et cette affaire le démontre.

Vous avez été surpris par le contenu des révélations?

Par leur étendue, oui. Mais pourquoi ne dit-on rien sur le comportement des autres? Les Alliés étaient partie prenante comme nous. A de rares exceptions près, on n'évoque pas les services aussi qui ont été rendus au camp de la liberté par la Suisse. Il ne faut pas oublier non plus que la Suisse a été un refuge bienvenu pour les finances juives, acculées à ne plus exister. La reconnaissance est un peu courte sans doute. Ce que je redoute, ce sont les effets induits de cette opération. Même si elle aboutit favorablement, elle aura hélas déclenché des réactions négatives en Suisse, des réactions antisémites. Quand on entend à la radio une des membres de la commission d'historiens que nous avons nommée, responsable du musée de l'Holocauste, reprocher au Conseil fédéral de ne pas avoir préalablement consulté les milieux juifs américains, beaucoup de gens se demandent si nous sommes encore un pays souverain.

La création d'un fonds d'aide aux victimes des nazis, pour désamorcer la crise, est-ce une bonne idée?

Non, dans la phase actuelle, c'est un corps étranger. Il faut laisser encore passer un peu d'eau sous les ponts. Quand la mauvaise foi est au rendez-vous, il faut se méfier. Un tel fonds serait considéré comme un aveu de culpabilité. Le montant qui a été évoqué devant l'ambassadeur Borer était de 250 millions. Ça, ce n'est rien d'autre qu'une rançon et du chantage! Ce fonds rendrait plus difficile l'établissement de la vérité. Maintenant, il s'agit d'élucider les faits, rapidement, et surtout clairement. J'espère que la partie adverse, si j'ose dire, voudra bien nous donner l'ensemble de son information, car ce n'est pas une méthode de distiller des révélations tous les quinze jours. On peut attendre de M. D'Amato la même loyauté que celle dont nous sommes décidés à faire preuve.

Pensez-vous que la vérité se fera jour?

Avec une commission bien composée comme la nôtre, avec son cahier des charges, on devra pouvoir mettre des réponses à côté des questions. J'attends des réponses uniquement factuelles. L'interprétation politique que la Suisse en donnera sera l'affaire du gouvernement.

Il n'est pas question de reprendre ici les analyses détaillées de ce discours proposées par Jean Widmer (1999b et 2002). Dans les grandes lignes, il en ressort principalement que ce propos dénie toute pertinence à la panoplie de la dénonciation. Plus encore, il lui substitue un dispositif agonistique, organisé autour de la figure d'adversaires caractérisés de manière extrêmement détaillée, mais jamais identifiés. Tout d'abord, ces agresseurs sont associés à des menaces qui pèsent sur la Suisse. Leur action révèle les « *intentions pas très pures* » qui les animent : leur volonté de tromper les Suisses, de discréditer leur place financière et même de déstabiliser la Suisse. Ensuite, ils sont dotés de pouvoir par le biais des « *relais* » dont ils disposent « *à Washington et à Londres* ». Enfin, Jean-Pascal Delamuraz leur attribue cinq prédicats qui font partie de l'arsenal antisémite classique (Widmer, 1999b : 214) :

[I]ls sont associés aux finances juives, à une dette de reconnaissance envers la Suisse, à l'opération qui menace la Suisse, rendus responsables des réactions antisémites, et dotés d'un comportement qui menace, aux yeux de beaucoup, la souveraineté même.

Ainsi, ce discours dessine les contours de la figure d'un adversaire que Jean-Pascal Delamuraz ne nomme jamais, mais dont il cerne tellement bien les contours qu'il « *est difficile de ne pas l'entendre de cette façon : des milieux juifs américains menac[ent] la souveraineté nationale – un thème antisémite classique* » (ibidem). Autrement dit, ce discours désigne un agresseur qu'il ne nomme pas. Mais les éléments qu'il élabore au fil de son déploiement constituent la catégorie « juif » en tant que candidate faisant parfaitement l'affaire pour identifier l'agresseur présumé (idem : 215) :

Ne pas nommer de personnes précises permet de généraliser le discrédit à une catégorie, mais aussi d'alimenter une version conjurationnelle très courante dans l'antisémitisme : « les juifs sont partout ! »

Pour mon propos, l'identification de cette panoplie du conflit et de ses conséquences pour l'interprétation du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » permettra avant tout de repérer comment ce discours a été reçu et mobilisé en Suisse. L'analyse indiquera que cette interview a été fraîchement accueillie dans un premier temps. Mais elle montrera également comment la perspective qu'il a instituée – c'est-à-dire notamment les relations qu'il a établies entre la Suisse, son passé et les interlocuteurs qui l'interpellaient à ce sujet – s'est progressivement imposée au cœur des discours politiques, médiatiques ou scientifique. De telle sorte que la suite du débat a progressivement institué cette prise de position comme un *tournant*, auquel il a été possible de se référer pour rejeter toute lecture morale du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, ou pour se disculper de toute accusation d'antisémitisme (cf. chapitres 7 et 8, *infra*).

En ce sens, la suite des discussions montrera comment Jean-Pascal Delamuraz est parvenu à exercer l'effet de pouvoir qu'il visait en promouvant un cadrage articulé sur un intérieur national et un extérieur étranger (idem : 216) :

Ce cadrage transforme des accusateurs en agresseurs dans une guerre déloyale. [...] S'agissant d'attaque, aucun principe de résolution du conflit ne doit être invoqué (la justice). Même le savoir ne doit pas être invoqué : la non identification des accusateurs/agresseurs exclut toute vérification par un tiers.

Dès lors que cette version du problème s'est imposée, elle a orienté de manière décisive son traitement politique et médiatique, plaçant ainsi les acteurs qui s'y sont engagés devant l'alternative soit de se comporter avec bravoure et loyauté, soit de faire preuve de couardise voire de trahison³⁴.

4.2.3 La panoplie de l'aide humanitaire : la Suisse sauve les victimes

A côté du conflit, une autre modalisation de la panoplie de la dénonciation a pris forme dans les interventions de certaines autorités helvétiques, suite aux accusations relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Cette approche a interprété ces critiques et leur a apporté des réponses au nom de la *tradition humanitaire suisse*. Cette dernière a été invoquée comme une propriété identitaire en vertu de laquelle

³⁴ Le chapitre a suggéré comment cette panoplie du conflit a constitué l'arrière-plan sur lequel les analyses de Jean Ziegler ont été considérées comme des actes de trahison, entraînant la délégitimation de leur contenu et de leur auteur. La suite de l'analyse montrera également comment ce dispositif a été convoqué pour exiger que les Suisses juifs prennent la défense de la Suisse de manière à faire preuve de leur patriotisme (p.ex. 5.1.2, *infra*).

la Suisse ne peut pas rester insensible aux souffrances des victimes en général, et de celles engendrées par le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » en particulier. Cette perspective a ouvert la voie à un programme d'action qui échappait aux dynamiques de la dénonciation et du conflit. D'une part, elle a impliqué que la Suisse *fasse quelque chose* en faveur des personnes lésées au cours des événements associés à la Seconde Guerre mondiale. D'autre part, elle a configuré cette intervention comme *l'expression d'une tradition humanitaire*, qui ne pouvait être interprétée ni comme un aveu de culpabilité, ni comme une capitulation³⁵.

De la panoplie de la dénonciation, cette approche en termes d'aide humanitaire retient exclusivement la position des victimes. Plus précisément, elle s'organise entièrement autour de ces figures en tant qu'elles incarnent une souffrance dépouillée de tout environnement. Dans la perspective de l'aide humanitaire, il n'est pas question d'intervenir *au nom* de ces victimes, que ce soit pour dénoncer leur persécuteur ou pour en faire un ennemi à combattre. Il s'agit uniquement de les *soulager* et de les *apaiser*, tout en se gardant scrupuleusement de distinguer les causes ou les responsabilités qui pourraient être à leur origine.

Ainsi élaborée, la figure de la victime ne laisse aucune place à l'action ni d'un dénonciateur ni d'un défenseur. Elle appelle une intervention menée à partir de la position complémentaire d'un *sauveur*. La perspective de l'aide humanitaire constitue donc un système actanciel à deux positions complémentaires : celle de *victimes ontologiques* – *i.e.* qui existent par leur souffrance, quelle qu'en soit l'origine – qui appelle comme pendant celle du *sauveur ontologique* – *i.e.* dont l'essence réside dans l'aide qu'il apporte à des victimes, quelles que soient les causes de leur souffrance.

Pour résumer, la panoplie de l'aide humanitaire est *dérivée* de celle de la dénonciation par réification de la position des victimes. En effet, les accusations élaborent un dispositif dans lequel l'identité de la victime est définie *relativement* à celles du dénonciateur, du persécuteur et du juge³⁶. Au contraire, dans le dispositif de l'aide humanitaire, la victime est substantivée. Elle est l'incarnation d'une souffrance essentielle, indépendante de ses causes, du contexte dans lequel elle survient ou des personnes qui en font l'expérience. Plus encore, l'action humanitaire est fondamentalement caractérisée par cette objectivation de la souffrance. D'une part, cette dernière est érigée en *mal absolu*, qu'il convient de faire cesser à tout prix. Autrement dit, elle appelle à une intervention qui est nécessairement et absolument justifiée. D'autre part, cette souffrance est extraite et isolée de ses conditions d'existence et d'expérience, de telle sorte qu'elle peut être soulagée indépendamment de la détermination de son environnement causal ou moral. En d'autres termes, elle appelle une action dégagée et neutralisée, c'est-à-dire notamment dispensée de prendre position au sujet de la situation dans laquelle elle est effectuée³⁷.

Cette appréhension de la souffrance essentialise la position des victimes, celle du sauveur et les relations strictement complémentaires qu'elles entretiennent. Elle établit

³⁵ Dans la conceptualisation weberienne, « [*l*]e comportement strictement traditionnel [...] se situe absolument à la limite, et souvent au-delà, de ce que l'on peut appeler en général une activité orientée « significativement ». Il n'est, en effet, très souvent qu'une manière morne de réagir à des excitations habituelles, qui s'obstine dans la direction d'une attitude acquise autrefois » (Weber, 1995 [1956] : 55).

³⁶ Comme le remarquent Luc Boltanski et al. (1984), ces quatre positions font système et c'est de leur articulation que dépend la crédibilité de la dénonciation, et donc ses chances de monter une cause ou une affaire.

³⁷ Ces deux volets du dispositif de l'aide humanitaire ont soulevé d'intenses controverses qui ont polarisé les arènes internationales ces dernières années. Le premier a notamment suscité des discussions autour du « droit d'ingérence humanitaire » promu par Bernard Kouchner. La légitimité morale du second a été interrogée par certains délégués d'œuvres d'entraide, qui ont délibérément rompu avec le principe d'impartialité habituellement suivi scrupuleusement par les organisations humanitaires.

ainsi une dynamique tautologique qui s'auto-confirme sans laisser place à une quelconque remise en question. Dès lors qu'un acteur est identifié en référence à ce type de souffrance, il est traité soit comme le genre de *victime* qui ne peut recourir qu'à un *sauveur*, soit comme un *sauveur* dont l'essence est précisément de secourir ce genre de victimes. Une fois ce dispositif institué, toute action posée à partir de l'une ou de l'autre de ces positions peut être considérée comme l'attestation d'une souffrance, qui conforte l'identification de leurs caractères respectifs et complémentaires, rigidifie leurs définitions respectives et creuse l'écart qui les sépare.

Cette dynamique circulaire exclut qu'une relation symétrique s'établisse entre les victimes et les sauveurs. Elle affecte donc profondément l'identité des acteurs qui occupent les positions de ce dispositif. D'un côté, l'aide humanitaire ne peut être appréhendée que comme un geste exclusivement motivé par les qualités de ceux qui l'octroient. Les acteurs qui entendent la dispenser doivent donc occuper une position de *sauveur* : Ils sont chargés d'identifier les souffrances dignes d'être apaisées, de les définir sans prendre position au sujet de leurs causes ou des responsabilités qu'elles impliquent, et de les soulager sous une forme qui exclut l'exigence ou même l'attente d'une restitution ou d'un remboursement. Réciproquement, l'aide humanitaire ne peut être prodiguée qu'à des victimes réduites au rôle de *récipiendaires passifs*. En effet, elle les dote de caractéristiques qui excluent qu'ils rendent ce qu'ils ont reçu, les plaçant du même coup irrémédiablement en position de débiteurs. De plus, l'aide humanitaire repose sur l'institution d'une souffrance indépendante de causes ou de responsabilités. Sa mise en œuvre exclut donc de l'interpréter comme la réparation d'une injustice ou d'une culpabilité, ce qui revient à dire qu'elle ne peut être efficace qu'à condition que ses destinataires renoncent à l'interpréter comme une prestation susceptible d'être revendiquée comme un dû ou comme un droit.

Pour résumer, la panoplie de l'aide humanitaire fonde une action dispensée de prendre position. La mise en œuvre de ce dispositif a notamment permis aux institutions helvétiques d'occuper une place de choix sur la scène internationale, sans pour autant se départir de leur neutralité. En Suisse, ces « synthèses symboliques » prennent notamment la forme d'*institutions*, le Comité international de la Croix-Rouge étant sans doute l'une des plus représentatives. Au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », cette panoplie de l'aide humanitaire a notamment constitué le pivot du discours solennel au cours duquel le président de la Confédération Arnold Koller a annoncé la création d'une « Fondation suisse de solidarité »³⁸.

En préambule, il a commencé par estimer que « *[s]ans que rien ne l'ait laissé prévoir, [la Suisse] s'est vue accabler d'une pluie de reproches, de réclamations, de soupçons et de jugements entiers concernant son attitude au cours de la Seconde guerre mondiale et des années de l'avant-guerre ou de l'immédiat après-guerre* ». Afin de répondre à ces « *violentes critiques internationales* », il a déployé un programme articulé autour des notions de vérité, d'équité et de solidarité. Son point d'orgue a été assuré par l'annonce de la création d'une fondation dont la description condense les caractéristiques de la panoplie de l'aide humanitaire :

Le Conseil fédéral voudrait aujourd'hui regarder non seulement en arrière, mais aussi vers l'avant.

La misère, la pauvreté, l'injustice, les génocides et le mépris des droits de l'homme ne sont pas seulement des événements du passé, mais aussi des réalités choquantes d'aujourd'hui, que l'on ne peut nier. Il y a beaucoup de raisons de créer une œuvre de solidarité qui ait une assise bien plus large.

³⁸ Pour une analyse détaillée de ce discours ainsi que la panoplie de l'aide humanitaire qu'il met en œuvre, voir le texte que je lui ai consacré (Terzi, 1999).

Si nous voulons donner un signe véritable du renforcement de la tradition humanitaire de la Suisse et de notre gratitude d'avoir été épargnés par deux guerres mondiales, si nous voulons faire quelque chose de grand à la mémoire de ceux qui ont souffert inexprimablement il y a 50 ans, si nous voulons donner une nouvelle substance, en Suisse et à l'étranger, aux idées si fortement menacées aujourd'hui de solidarité et de sens civique, alors nous devons entreprendre quelque chose qui puisse apaiser les souffrances du passé et du présent, par véritable conviction, en tant qu'acte de volonté d'un pays sûr de lui.

Dans ce sens, le Conseil fédéral - en accord avec la Banque nationale et dans la perspective de l'année 1998, année du cent-cinquantième - a développé l'idée d'une « fondation suisse de solidarité ». Le but de cette fondation serait de soulager des cas de graves détresses humaines en Suisse et à l'étranger. Elle doit être financée par le produit de la gestion de cette partie des avoirs en or de la Banque nationale qui sera disponible pour d'autres affectations publiques après une réforme normative nécessaire en matière financière et monétaire. On peut envisager, pour cette fondation, une fortune d'un ordre de grandeur de 7 milliards de francs. La fondation gèrerait les avoirs en or cités conformément aux règles du marché. S'ils sont bien gérés, on pourrait compter, à long terme, sur un rendement annuel moyen de l'ordre de quelques centaines de millions de francs; la moitié devrait être utilisée en Suisse, l'autre moitié à l'étranger. Les bénéficiaires seraient par exemple des victimes de la pauvreté, de catastrophes, de génocides et d'autres graves violations des droits de l'homme, et bien entendu les victimes de l'Holocauste ou Shoah.

Cette définition de la Fondation constitue à elle seule une saisissante synthèse symbolique du dispositif de l'aide humanitaire. Prenant pour point de départ de « *violentes critiques internationales* », elle ne retient de ces accusations que la description du sort des victimes, dont elle dérive un programme visant à « *soulager des cas de graves détresses humaines en Suisse et à l'étranger* ». Ainsi ramené à la souffrance de ses victimes, le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » est dépourvu de toute spécificité. Il signifie un cas de « détresse humaine », déconnectée de ses causes, et donc comparable à celles identifiées sous les termes de « *misère* », « *pauvreté* », « *injustice* », « *génocides* » et « *mépris des droits de l'homme* ». Dès lors, « *les victimes de l'Holocauste ou Shoah* » ne deviennent qu'une catégorie parmi d'autres sur la liste des bénéficiaires potentiels de la Fondation, aux côtés de celles « *de la pauvreté, de catastrophes, de génocides et d'autres graves violations des droits de l'homme* ». Dans cette perspective, les causes et les responsabilités impliquées par ces situations n'importent pas. Seules comptent la souffrance de leurs victimes et la possibilité de leur venir en aide financièrement³⁹.

De ce point de vue, la mise sur pied de la Fondation est absolument justifiée par les détresses auxquelles elle répond. Loin de pouvoir être interprétée comme un quelconque aveu de culpabilité, elle est présentée comme un acte de conviction, une entreprise autonome visant à apaiser les souffrances du passé et du présent, qui signifie à la fois la « *gratitude d'avoir été épargnés par deux guerres mondiales* », la volonté de « *faire quelque chose de grand à la mémoire de ceux qui ont souffert inexprimablement il y a 50 ans* », le renouvellement des idées « *de solidarité et de sens civique* » et le « *renforcement de la tradition humanitaire de la Suisse* ». Ainsi, dissociée des accusations proférées contre la Suisse, la Fondation apparaît comme un « *acte de volonté d'un pays sûr de lui* », qui manifeste surtout les qualités du collectif qui l'a instituée. De la sorte, l'aide prodiguée par la Fondation devient l'expression des propriétés de la Suisse, définie comme une nation caractérisée par sa gratitude d'avoir été épargnée, sa mémoire des victimes de la Seconde Guerre mondiale, sa solidarité, son civisme et sa tradition humanitaire.

A la lumière des activités de la Fondation, la Suisse apparaît sous des traits qui tranchent avec ceux du « persécuteur » identifié par les accusations concernant son rôle

³⁹ Pour une analyse de la dépolitisation engagée par les acceptions extensives de droits de l'homme, dont l'invocation empêche de discriminer les *causes des souffrances*, voir le travail d'Edouard Delruelle (1999).

durant la Seconde Guerre mondiale. Plus encore, ce dispositif met la Suisse durablement à l'abri de telles dénonciations. Elle la dote de caractéristiques morales qu'elle ancre solidement dans le *passé* d'une tradition humanitaire, qu'elle perpétuera de manière permanente dans l'*avenir* grâce à son financement assuré par les intérêts d'un capital. Autrement dit, ce mouvement constitue l'action de la Fondation comme le fondement perpétuel et sans cesse recommencé d'une tradition humanitaire, qui constitue la Suisse en tant que *sauveur* qui secourt – par volonté et conviction autonomes – les souffrances qui se manifestent en Suisse et à l'étranger.

Ainsi, placée au fondement de la Fondation, la panoplie de l'aide humanitaire a dédouané la Suisse des critiques adressées au sujet de son rôle durant la Seconde Guerre mondiale. Or cette opération n'est pas complètement inédite. Dès les derniers mois de la guerre, les autorités suisses avaient déjà recouru à la politique humanitaire pour parer aux critiques qui s'élevaient contre leur attitude (Dongen, 1997 : 33-34). En mars 1945, les Britanniques et les Américains faisaient pression sur la Suisse pour qu'elle assure des tâches de protection et de ravitaillement en faveur des ressortissants alliés exposés aux bombardements. Le délégué du Conseil fédéral aux œuvres d'entraide, chargé de rédiger un avant-projet à ce sujet, avait estimé que la Suisse devait répondre favorablement à cette demande afin de façonner un souvenir positif dans la perspective de l'après-guerre (idem : 33) :

« Quelques témoignages que nous avons recueillis de compatriotes rentrés récemment de l'étranger, corroborent entièrement notre conviction que c'est sur ce que la Suisse fera au cours de la dernière phase qu'elle sera jugée et non sur des mérites qu'elle s'est acquise jusqu'ici [en tant que puissance protectrice] »⁴⁰.

Il a résulté de ce souci de « *[s]e faire bien voir par les Alliés sans compromettre certains intérêts économiques en Italie ou en Allemagne* » une « *manœuvre de politique humanitaire* » qui a permis de sauver des vies humaines (idem : 34) :

On renforça aussi la politique de bons services et d'aide humanitaire à travers la fondation, fin 1944, du *Don suisse [pour les victimes de la guerre*]*. Une subvention fédérale de 100 millions de francs s'était ajoutée aux dons privés pour créer ce fonds de secours suisse pour l'après-guerre. Symboliquement, l'institution servait également d'instrument de politique étrangère.

Cette opération de valorisation de la Suisse par le biais de son action humanitaire a été réitérée dès l'immédiat après-guerre avec le projet de « *Livre blanc* » (idem : 84-93). Lors de la séance du 6 juin 1945, les conseillers nationaux Urs Maag et Urs Dietschi avaient suggéré au Conseil fédéral d'élaborer un « *rapport officiel comportant faits et documents sur les années 1939-1945* », de façon à répondre aux « *critiques de l'étranger* », à « *justifier* » la Suisse et à « *faire la preuve [...] qu'elle s'était comportée honorablement* » (idem : 84). Après six mois de tractations menées autour d'un projet d'ouvrage historique, le Conseil fédéral avait mandaté le chef du Département politique, Max Petitpierre, pour qu'il prenne les contacts nécessaires en vue de l'édition d'un ouvrage à teneur littéraire. Ce dernier devait avoir pour objectif de démontrer que la Suisse n'avait pas fait preuve d'« *abstentionnisme égoïste* » durant la guerre et de montrer que la neutralité helvétique demeurerait utile pour le reste du monde, de manière à faciliter l'accession de la Suisse à l'ordre nouveau qui s'instaurait sous les auspices des nations unies. Cette entreprise devait s'articuler autour de quatre thèmes sélectionnés afin de vanter les mérites de l'action des institutions helvétiques durant la guerre : l'activité de la

⁴⁰ Edouard de Haller à Max Petitpierre, 16.3.1945 (reproduit in *Documents diplomatiques suisses*, vol. XV, pp. 996-999).

Croix-Rouge en Suisse ; la représentation des intérêts étrangers ; le don national ; l'internement et l'hospitalisation. Cependant, dans un projet de lettre aux auteurs pressentis, les initiateurs du livre blanc les mettaient en garde contre les difficultés qu'ils devaient esquiver (idem : 90) :

L'entreprise n'est pas sans danger. Nous ne devons à aucun prix éveiller l'impression que nous cherchons à nous vanter, à tirer gloire de notre attitude qui n'était [...] que l'accomplissement d'un devoir sacré. Néanmoins, tant d'actes ont été accomplis pendant cette guerre tant de dévouements se sont manifestés qu'il me semble qu'il y a là comme un monument – modeste – dressé à la mémoire de ces six années de conflit.

Les textes étaient presque prêts fin 1946, mais leur publication avait été retardée suite à l'expression de jugements contrastés au sujet des diverses contributions, avant d'être abandonnée alors que la Suisse avait renoncé à adhérer à l'ONU. Si l'épisode du *Livre blanc* est un acte manqué, il n'en demeure pas moins un excellent révélateur de la manière dont le Conseil fédéral, aux prises avec la gestion de la mémoire de la guerre en politique étrangère, a exploité la panoplie de l'aide humanitaire, afin d'élaborer la mémoire d'une Suisse en guerre caractérisée par une neutralité et un esprit charitable à toute épreuve.

A la lumière de ces deux synthèses symboliques, tout semble indiquer que le recours à la panoplie de l'aide humanitaire est doté d'une longue tradition en Suisse. Au sortir de la guerre comme lors du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », les autorités suisses ont réitéré leur stratégie humanitaire pour desserrer l'étau des accusations étrangères. Comme le note Pierre Hazan, « [d]u 'Don suisse pour les victimes de la guerre' en 1945, on passera à la 'Fondation de solidarité' en 1997 » (Hazan, 1998 : 46).

4.2.4 La panoplie de la responsabilité morale : La Suisse face à son examen de conscience

De toutes les panoplies interprétatives mobilisées au fil du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », celle de la « responsabilité morale » est sans doute la moins aisée à caractériser. En effet, ce dispositif saisit la signification des enjeux politiques comme des phénomènes cognitifs et normatifs qui se déploient à l'articulation de processus complexes tels que l'auto-constitution des collectifs ou l'historicité des activités sociales. Sa mise en œuvre établit donc les relations entre une multitude de facteurs, de telle sorte qu'il est impossible de restituer son orientation en une idée centrale, de rendre son architecture sous la forme d'un système actanciel, ou de le condenser en un slogan ou en une image qui assure sa synthèse symbolique⁴¹.

En première approximation, la panoplie de la responsabilité morale peut être caractérisée comme l'institution d'un point de vue particulier sur le traitement des enjeux politiques et moraux soulevés par des activités passées attribuées à des entités collectives. Au croisement de l'histoire et de la sociologie, l'approche en termes de responsabilité morale tisse une philosophie politique qui affronte très directement les questions de la

⁴¹ A vrai dire, les difficultés que je rencontre pour présenter cette perspective dans les termes d'une panoplie interprétative formelle et statique tiennent sans doute pour partie à la proximité théorique et politique que j'entretiens à l'égard de cette posture. D'un côté, ceci indique que, malgré des années de recherches, les enjeux soulevés par le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » ne se sont pas complètement neutralisés pour moi. De l'autre, ceci montre que l'analyse des enjeux politiques en termes de « panoplies interprétatives » est un formalisme qui paraît d'autant plus pertinent qu'il s'applique aux conceptions du monde que nous ne partageons pas.

culpabilité, de sa transmission intergénérationnelle et de son extension collective, dans une perspective proche de celle défendue par Leszek Kolakowski (1997)⁴² :

Si nous ne répondons pas des fautes de nos aïeux, nous vivons dans le mensonge.

Voici sans doute la réponse à apporter à cette question : non, nous ne pouvons l'EXIGER d'autrui, mais nous pouvons et devons l'EXIGER de nous-mêmes [...]. Nous ne sommes pas responsables de nos aïeux, mais, si nous croyons que la nation est une unité spirituelle et morale, qu'elle garde son identité au fil des temps, alors, il faut aussi croire non seulement à la responsabilité individuelle, mais également à la responsabilité collective, c'est-à-dire à la responsabilité de la nation en tant qu'entité qui perdure. Juridiquement, on ne peut nous obliger à répondre des péchés de nos aïeux, mais nous ne pouvons pas rejeter cet héritage si nous nous considérons comme faisant partie de la communauté nationale

Ces questions ne sont pas propres au traitement du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Elles ont été soulevées de manière très sensible suite aux crimes commis par le régime nazi. Les enjeux relatifs à leur traitement ont pris une ampleur spectaculaire lors du procès de Nuremberg, ils se sont prolongés dans le procès d'Adolf Eichmann, et ont connu des répercussions lors de ceux d'Ernst Priebke, de Klaus Barbie, de Paul Touvier ou de Maurice Papon.

A partir des années 1980, de très nombreuses circonstances ont soulevé des questions similaires. Ces dernières ont germé sur les décombres de l'empire soviétique en Europe de l'Est et sur ceux du régime de l'apartheid en Afrique du Sud. Elles ont prospéré suite aux conflits qui ont déchiré l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, et à l'institution des tribunaux pénaux internationaux chargés d'en juger les responsables. Elles se sont enfin disséminées à l'échelle planétaire, au sujet du sort à réserver aux dirigeants politiques de régimes ayant violé les droits de l'homme, allant du Chili de Pinochet au Cambodge de Pol Pot, en passant par le Zaïre de Mobutu. A la faveur de l'opération « mani pulite » en Italie, il est apparu que ces enjeux ne concernaient pas uniquement les agissements de régimes politiques en tant que tels, mais qu'ils étaient soulevés au moment d'éradiquer des pratiques illégales de très large ampleur.

Face à ces questions extrêmement complexes et controversées, la panoplie de la responsabilité morale promeut une double dynamique historique et identitaire. D'une part, elle place au cœur de son approche l'historicité de ces questions, dont le traitement implique un *retour en arrière*, c'est-à-dire une dynamique circulaire dont il est impossible de rendre compte sous la forme linéaire d'enchaînements causaux. D'autre part, cette perspective souligne le caractère identitaire de ces questions, dont le règlement implique un *retour sur soi* qui ne peut être ni délégué, ni externalisé. Autrement dit, elle suggère que seul le collectif concerné puisse se confronter au passé de ses propres actions, prendre en compte leurs conséquences dans le présent, et en tirer les leçons pour orienter ses activités à venir⁴³.

⁴² Cette opération – qui consiste à prendre appui sur les œuvres de philosophie politique pour remonter aux principes invoqués dans les justifications ordinaires – a été défendue par Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991 : 26-28). Ils ont mis en œuvre cette démarche pour explorer les fondements de la « cité inspirée » chez saint Augustin, ceux de la « cité domestique » chez Bossuet, ceux de la « cité de l'opinion » chez Hobbes ; ceux de la « cité civique » chez Rousseau ; ceux de la « cité marchande » chez Adam Smith et ceux de la « cité industrielle » chez Saint-Simon.

⁴³ Cette perspective de la responsabilité morale est tout entière articulée autour de la dynamique de *représentation* par laquelle les collectivités s'auto-constituent. Ces opérations de dédoublement ont été placés au cœur de l'analyse sociologique dès les travaux précurseurs qu'Emile Durkheim a consacrés à l'effervescence religieuse (Durkheim, 1979 [1912] : 293-342). De telle sorte que, pour analyser la perspective de la responsabilité morale, l'analyse sociologique se trouve en quelque sorte renvoyée à l'explication de son propre *sens commun*.

Ainsi, l'application de cette panoplie de la responsabilité morale au problème « des fonds juifs et de l'or nazi » peut être caractérisée *négativement*, comme une double rupture avec les dispositifs de la dénonciation et du conflit. Elle considère en effet que les « aveux » qui répondraient à une « accusation », ou la « capitulation » qui succéderait à une « attaque » pourraient tout au plus constituer le point de départ à un travail historique et identitaire, auquel ne peuvent participer ni des accusateurs, ni des ennemis.

En Suisse, ce n'est pas un hasard si les membres de la gauche gouvernementale et de la communauté juive ont été nombreux à préconiser ce double refus des interprétations en termes de dénonciation et de conflit qui les plaçaient en position de porte-à-faux. D'un côté, les uns et les autres ont largement soutenu les revendications formulées à l'égard des institutions helvétiques et estimé que la Suisse devait vérifier la vérité de ces allégations et, le cas échéant, mettre sur pied des programmes de restitution, de compensation et de réparation. De l'autre, les uns et les autres ont toujours affirmé qu'ils entendaient œuvrer pour le bien de leur pays, et qu'ils ne se reconnaissaient donc pas sous les traits des « accusateurs » et des « agresseurs » dépeints sous les auspices des panoplies interprétatives de la dénonciation et du conflit. En conséquence, l'élaboration de la panoplie de la responsabilité morale leur a offert une issue à cette position inconfortable, leur permettant de promouvoir un travail historique et identitaire, tout en affirmant que seule la collectivité helvétique pouvait les mener à bien et en s'opposant fermement aux accusations et aux attaques portées contre la Suisse. Cette posture a été exprimée très clairement par Metin Arditi – un « financier et promoteur » genevois – sous la forme d'une injonction adressée à la communauté juive de Suisse (in Buffat & Cohen, 1998 : 19) :

Ne pas hurler avec la meute, de quelque côté que l'on soit. Ne pas s'accrocher à son bon droit, ne pas se croire obligé de défendre un camp ou l'autre, mais faire chacun pour soi son examen de conscience en toute honnêteté et rigueur.

Dans cette perspective de la responsabilité morale, les questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale placent la communauté helvétique contemporaine face à la nécessité d'entamer un *examen de conscience* national. Cette approche pourrait donc être caractérisée positivement comme une attention portée au travail historique et identitaire que les collectivités sociales exercent par elles-mêmes et sur elles-mêmes, et par lequel elles se constituent en tant qu'entités morales et politiques. Concrètement, elle mène à considérer que la question « des fonds juifs et de l'or nazi » soulève des enjeux dont le traitement implique un *retour sur soi* et un *retour en arrière* que seule la collectivité politique suisse peut mener à bien. Autrement dit, cette perspective exclut que des exigences extérieures – imposées par la voie judiciaire ou par la force – puissent, par elles-mêmes, résoudre ce genre de problèmes.

Cette approche établit donc la singularité du mouvement par lequel les collectivités *reviennent* sur elles-mêmes, sur leurs actions, sur leur passé. Elle met ainsi en évidence le *travail* par lequel les collectifs se constituent comme des entités politiques et morales⁴⁴. En

⁴⁴ La perspective de la responsabilité morale ne conditionne pas la constitution des collectivités politiques et morales au déploiement d'un « travail », entendu au sens d'une activité laborieuse délibérée et coordonnée. Pour parler de cette dynamique historique et identitaire, les promoteurs de cette perspective recourent régulièrement à des métaphores empruntées au monde de la vie psychique. De ce point de vue, le « travail » en question correspondrait plutôt à celui de l'inconscient. Il s'agirait donc d'une élaboration continue, associée à des modifications progressives, telles que celles accompagnées par la cure psychanalytique. Dans le domaine des sciences sociales, ces processus incessants correspondent aux « accomplissements pratiques » qui forment le centre d'attention des analyses ethnométhodologiques. Ces dernières ont précisément débouché sur une respecification du programme de la sociologie du travail, initiée par Harold Garfinkel, Michael Lynch et Eric Livingston (cf. Garfinkel & al., 1981 et Lynch & al., 1983).

conséquence, cette approche exclut que les systèmes actanciels de la dénonciation ou du conflit puissent rendre compte du problème « des fonds juifs et de l'or nazi », ou qu'ils soient à même d'orienter des actions susceptibles de lui apporter des solutions. Ceci est particulièrement explicite dans les propos de la Conseillère fédérale Ruth Dreifuss lors d'une interview accordée à *La Liberté* (5.1.98) :

Que ce dialogue soit parfois tendu, c'est normal. La discussion sur la façon dont la Suisse assume ce qui ne sont pas des obligations morales, mais des promesses qu'elle se fait à elle-même, ça, ça ne concerne que la Suisse. Et des remarques comme celles de M. Burg, de M. D'Amato lorsqu'elles vont au-delà de ce qui peut être un dû, sont totalement déplacées.

Dans la perspective de la responsabilité morale, les enjeux historiques et moraux ne peuvent être traités que par le biais d'opérations qui établissent un *dédoublement* de la collectivité helvétique, de telle sorte qu'elle puisse *revenir sur elle-même*, sur ses actions, sur son passé, sur les relations qu'elle entretient avec son environnement, etc. Plus précisément encore, il convient que ce *retour sur soi* et ce *retour en arrière* s'accompagnent d'un décentrement – ou de ce que Hannah Arendt appelait un « élargissement de la mentalité – c'est-à-dire qu'ils soient effectués à partir du point de vue imaginaire d'une extériorité dont la grandeur excède celle de la collectivité en question, voire dans la perspective de principes transcendants à validité universelle⁴⁵. Ainsi, la panoplie de la responsabilité morale constitue un système actanciel à trois positions : celle de la *collectivité* qui revient sur ses actions et son passé ; celle *du point de vue extérieur* que cette collectivité constitue et adopte pour revenir sur elle-même ; celle de la *collectivité représentée* mise en forme à la rencontre des deux positions précédentes.

La question « des fonds juifs et de l'or nazi » apparaît alors comme un enjeu qui creuse un espace entre le collectif politique helvétique et lui-même. Elle pointe donc vers une *solution réflexive*, dont la mise en œuvre repose sur une *représentation* que la Suisse se donne d'elle-même, sous les auspices de principes généraux – tels que le respect de la propriété privée, la vérité, la justice ou les droits humains, par exemple. Par ce détour, la collectivité suisse contemporaine se donne les moyens de connaître et d'évaluer les actions posées en son nom à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, de prendre des mesures afin de remédier à leurs éventuelles conséquences néfastes (des programmes de restitution, de dédommagement ou de réparation, par exemple), et d'intégrer ces leçons du passé dans l'orientation de ses actions à venir.

En son cœur même, ce dispositif pose ainsi les questions de la *représentation* et de la *représentativité* comme des *problèmes pratiques* à deux facettes. D'un côté, il s'agit de désigner – parmi une diversité d'organisations politiques, diplomatiques, judiciaires, historiques, etc. – les instances chargées de *représenter* la collectivité nationale. De l'autre, il faut établir les modalités de mise en forme et de diffusion de cette *représentation*, l'essentiel résidant dans son degré de généralité, c'est-à-dire dans sa capacité à favoriser le retour de la collectivité nationale sur elle-même et sur son passé dans la perspective d'un *tiers* dont la posture soit considérée et reconnue comme représentative.

Telle qu'elle a été déployée au cours de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi », la responsabilité morale s'est présentée comme une dynamique plutôt que comme une « panoplie », organisée autour d'une idée centrale, qui polarise un nombre fini de

⁴⁵ En sciences sociales, les théories constitutivistes soulignent régulièrement l'importance de ce troisième terme. Pour le désigner, Herbert Mead a parlé de l'« autrui généralisé » (Mead, 1963 [1934]), Louis Quéré du « tiers symbolisant » (Quéré, 1982) et Jean-Pierre Dupuy du « point fixe » (Dupuy, 1992). Vincent Descombes a placé cette composante triadique au cœur de l'analyse de l'ordre social (p.ex. 1996). Laurence Kaufmann et Louis Quéré en ont explicité les conséquences pour l'étude des collectifs et des institutions (Kaufmann & Quéré, 2001).

positions. Certes, il est possible d'identifier le rapport triadique qu'elle a instauré au cœur des procédures de représentations. Cependant, ce « système actanciel » a pris des formes radicalement différentes en fonction des figures qui en ont occupé les positions. Dans cette perspective, l'essentiel réside donc moins dans le dispositif en tant que tel que dans sa *dynamique*, c'est-à-dire dans les renversements de perspective par lesquels des *représentations* modifient le rapport qu'une collectivité entretient avec elle-même, ce qui peut se traduire par un remplacement de ses *représentants* (i.e. des figures appelées à occuper les positions du système actanciel) et de ses *critères de représentativité* (i.e. des principes mobilisés pour établir la validité et la légitimité des représentations).

Le « système actanciel » de la responsabilité morale n'est donc jamais pleinement déterminé : il reste toujours labile, prêt à incorporer une diversité de formes institutionnelles. Surtout, il ne s'incarne jamais sous la forme d'un programme clairement délimité. Il ne se présente pas comme une procédure de résolution des problèmes, mais plutôt comme un mode explicite d'encadrement des processus d'auto-constitution des collectivités morales et politiques. En conséquence, il n'est pas borné par l'horizon des objectifs qui marqueraient sa propre fin. Il institue plutôt une dynamique circulaire et sans terme.

Concrètement, dans sa perspective, chaque solution apportée au problème « des fonds juifs et de l'or nazi » peut être considérée comme une *représentation* qui creuse un écart entre la collectivité helvétique et elle-même, dans lequel se déploie le *travail* – le retour sur soi et sur le passé – par lequel elle se constitue en tant qu'entité morale et politique. Telle a notamment été la perspective défendue par Rolf Bloch, président de la Fédération des communautés israélites de Suisse, rapportée par la journaliste Françoise Buffat (Buffat & Cohen, 1998 : 45-46) :

En cette fin d'année 1997, Rolf Bloch se dit inquiet quant aux perspectives d'un règlement final rapide. « Il pourrait y avoir des rebondissements, il y a trop d'intérêts en jeu, trop d'acteurs qui se mettent en avant. » Le Congrès juif mondial, le Centre Simon Wiesenthal, la Joint Organisation for Restitution rivalisent pour attirer l'attention du public. Rolf Bloch n'est même pas certain qu'au bout du compte, la recherche historique permettra de faire toute la clarté sur l'histoire. Or il lui importe vraiment de savoir comment les choses se sont passées. Il avait neuf ans au début de la guerre, quinze quand elle se termina : Enfant, j'étais fier que la Suisse soit prête à se battre, que les hommes fassent la mob et se sacrifient pour garder les frontières. Maintenant, comme Suisse et comme juif, je veux connaître la vérité, quitte à devoir corriger l'image subjective et parfois idyllique que j'ai conservée de cette période ». Pour lui, l'un des mérites de cette recherche serait de faire découvrir aux Suisses qu'ils n'ont été ni meilleurs ni pires que les autres. Et de leur faire prendre conscience qu'ils ne pourront pas toujours camper sur leurs glaciers sublimes, à l'écart du monde et au-dessus de la mêlée.

Ainsi, la responsabilité morale apparaît moins comme une « panoplie interprétative » que comme une dynamique qui entend rendre compte des processus de *représentation* par lesquels les collectivités morales et politiques s'auto-constituent. Elle ne s'incarne ni dans une idée centrale dont les articulations seraient identifiables à un « cadre », ni dans un dispositif de positions dont l'architecture pourrait être rendue sous la forme schématique d'un « système actanciel », ni dans un programme qu'il serait possible de dérouler à la manière d'un scénario. En conséquence, elle ne se prête pas facilement au jeu des synthèses symboliques, qui entendraient la saisir sous la forme réduite d'une icône ou d'un slogan aisément mobilisables.

Autrement dit, cette dynamique de la responsabilité morale est constitutive d'un régime spécifique de visibilité et de visibilisation. Sa résistance à toute tentative de formalisation indique en particulier son opposition à l'organisation d'arènes politiques et médiatiques articulées autour de programmes précis, formulés à l'articulation d'objectifs et de moyens déterminés, qui se laissent aisément synthétiser sous la forme d'une icône ou

d'un slogan. La dynamique de la responsabilité morale peut néanmoins donner lieu à des mises en scène contextuelles, qui suggèrent telle ou telle de ses facettes. En lieu et place d'une improbable synthèse symbolique, une succession d'exemples – rassemblés sans aucun souci d'exhaustivité ni même de représentativité – balisera un panorama de la responsabilité morale et de ses dimensions constitutives. Le premier exemple est discursif, il s'agit d'un long entretien accordé par la conseillère fédérale Ruth Dreifuss à *L'Hebdo*. Les trois suivants sont des dessins de presse que Patrick Chappatte a publiés au fil des discussions, dans *L'Hebdo* et dans *Le Temps*.

Exemple 1 : « Entretien avec Ruth Dreifuss. 'C'est un cauchemar qui revient' »

Ce premier exemple est tiré du dossier de dix pages que *L'Hebdo* a consacré à la question de l'« or nazi », dans son édition du 19 septembre 1996, soit à peine plus d'une semaine après la parution du rapport *Nazi Gold* (cf. 1.4, *supra*). En couverture de ce numéro, ce thème est annoncé par la photographie d'un insigne nazi doré, posé sur un fond rouge sur lequel se détache le titre : « *OR DES NAZIS. De quoi sommes-nous vraiment COUPABLES ?* » Ce dossier est conclu par un long entretien au cours duquel la conseillère fédérale Ruth Dreifuss est invitée à analyser la culpabilité suisse à l'égard de la Seconde Guerre mondiale. Au fil de son propos, elle exprime des sentiments et déploie un raisonnement qui explicitent, sous une forme relativement synthétique, les axes principaux d'une dynamique de la responsabilité morale (*L'Hebdo*, 19.9.96) :

Entretien avec Ruth Dreifuss
« **C'est un cauchemar qui revient** »
Par ses origines juives, la conseillère fédérale est au carrefour
des sentiments suisses de culpabilité. Elle les analyse :

- **Comment avez-vous vécu les révélations britanniques sur l'or nazi ? Ces informations sont-elles vraiment nouvelles ?**
– On savait déjà pas mal de choses. Il s'agit moins de révélations que d'un cauchemar qui revient. Ce qui me trouble le plus, c'est notre faculté d'oubli : comment se fait-il qu'on ait pu refouler à ce point des éléments connus ? Et comment se peut-il que les retrouver nous étonne autant ?
- **La presse britannique titre « Honte à la Suisse ». Le fait que les informations viennent de l'étranger renforce-t-il le choc ?**
– Les racines de l'oubli sont plus profondes que ça. Elles tiennent à une honte qui est moins celle des autorités ou des banques que celle des individus. Les institutions n'ont pas de conscience très longtemps, ce sont les gens qui en ont. Ce sont eux qui se trouvent à nouveau confrontés au sentiment que les dérapages sont toujours possibles. Qu'on ne peut pas se fier à soi-même, ni comme individu, ni comme membre d'une société. Les gens sont déstabilisés. Je viens de lire la description d'un tableau où quelqu'un se regarde dans un miroir et découvre un squelette ricanant par-dessus son épaule. Aujourd'hui, c'est le complice des atrocités qui ricane derrière nous dans le miroir. Les accusations de l'étranger ont pour effet positif qu'on ne peut pas détourner les yeux du miroir, mais pour effet négatif que l'on peut en vouloir à celui qui le tend. Et qu'on peut le suspecter de mobiles qui ne sont pas d'une pureté absolue.
- **Quels sont ces mobiles impurs ?**
– Ils peuvent être de nature électorale dans certains pays, ou de nature concurrentielle pour le secteur de banques. Certains cherchent aussi à désigner un coupable pour oublier qu'il y a eu partage du magot.
- **N'est-il pas étonnant que le choc soit si grand alors que Kaspar Villiger avait commencé à l'effacer, l'an passé, en présentant des excuses aux juifs ?** ^[46]
– Cela tient à une sorte de bataille contre le refoulé. Peut-être a-t-on eu l'impression qu'on pourrait refermer ensuite le couvercle. En fait, on avait ouvert une brèche où se sont engouffrés d'autres souvenirs. C'est une chance extraordinaire de pouvoir regarder ce passé avec sérénité cinquante ans après, alors que la plupart des acteurs ne sont plus là.

⁴⁶ Sur l'intervention de Kaspar Villiger lors des célébrations de la Shoah du 7 mai 1995, voir 1.2.1, *supra*.

[...]

– **Dans tout cela, où est la vraie culpabilité de la Suisse ?**

– Le rôle de la Suisse est composite. Il y a eu une volonté de défense et de nombreux actes de résistance individuelle. Mais il y a eu aussi des comportements choquants de complicité active et passive. Pourtant, on ne peut pas mettre sur le même plan le complice et l'assassin. La Suisse ne s'est pas livrée à une activité destructrice volontaire.

– **Où mettez-vous la mesure du pire, entre l'or nazi échangé par la Banque nationale, les trafics d'objets précieux spoliés, l'argent non restitué aux juifs, le refoulement aux frontières...**

– Je place la vie au-dessus de tout. Le pire, c'est bien sûr d'envoyer des gens au bourreau. Le reste est, si vous me permettez l'expression, simplement dégueulasse.

– **Quelle peut être la réparation politique ?**

– Les excuses de Kaspar Villiger étaient un élément de réparation. Le soutien du Conseil fédéral au maintien d'un monument à Auschwitz en est une autre, de même que la subvention à une organisation qui aide les survivants. Mais la réparation, c'est aussi l'information : le coup de projecteur sur les documents d'archives. Le groupe d'experts décidé lundi par le Conseil fédéral devra recevoir tous les moyens de faire la clarté.^[47]

– **La volonté de clarté est-elle partagée par toutes les institutions suisses ?**

– Oui. Mais en même temps, je m'attends aux mêmes réticences chaque fois que sortira quelque chose de nouveau de la boîte de Pandore. On ne sera jamais au bout de ce qu'on découvre. Il faudra à chaque fois faire preuve de raison : veiller à ce que le CICR ne puisse plus jamais être infiltré, à ce que le Conseil fédéral ne puisse plus livrer des gens à des assassins.

– **Faut-il restituer l'argent ?**

– C'est tellement dérisoire de parler d'argent ! Tellement affreux d'imaginer cet or maculé de sang. Je hais l'or. Là où il y a des héritiers, il faut évidemment les rembourser. Mais pour le reste, qui peut hériter d'un or pareil ?

– **Vous croyez à la réalité de cet or ? Vous l'imaginez dans le bâtiment de la Banque nationale, situé en face de vous sur la place fédérale ?**

– Non.

– **Vous refoulez, vous aussi ?**

– Non, je vois des cadavres, pas des lingots.

[...]

Cette prise de position explicite la dynamique de la « responsabilité morale ». Elle commence par écarter l'interprétation associant le problème de l'or nazi à des « accusations » d'origine étrangère, pour placer la question de la *conscience* au cœur du débat. Cette amorce ouvre la voie à la métaphore du miroir, qui exprime, de manière imagée, le *retour sur soi*, c'est-à-dire le dédoublement représentatif qui fonde la dynamique réflexive de la responsabilité morale. Dès lors, ce sont le passé et son refoulement qui prennent place au cœur de la réflexion, de telle sorte qu'une insistance particulière est placée sur le *retour en arrière* au rang des solutions à apporter au problème. Ce retour est d'abord considéré comme une recherche historique confiée à une commission d'experts. Mais il est surtout envisagé à la manière d'un *travail sur soi*, jamais achevé, impliquant de faire preuve de vigilance à chaque nouvelle avancée, assimilable en cela à un processus psychanalytique chargé de garantir l'assimilation de ce qui devait jusqu'alors être refoulé.

Le cœur de cet article s'organise autour d'une dynamique centrale – une synthèse symbolique, si l'on veut – qui établit une relation indissociable entre le *retour sur soi* et le *retour en arrière*. Dans la perspective de la responsabilité morale, cette paraphrase ne devrait cependant pas enfermer sa dynamique, mais lui ouvrir de nouvelles pistes, qu'il est

⁴⁷ Le 16 septembre 1996, le Conseil fédéral a rendu un avis favorable sur l'initiative parlementaire « Avoirs en déshérence », soutenant ainsi la proposition de créer la Commission Indépendante d'Experts (CIE), chargée de mener des recherches « définitives, exhaustives et transparentes » sur les avoirs nazis en Suisse (cf. 1.4.3, *supra*).

possible d'explorer deux pages après l'entretien de Ruth Dreifuss, à la faveur du dessin présenté cette semaine-là par Patrick Chappatte.

Exemple 2 : Le cauchemar du banquier

Au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », Patrick Chappatte a publié des dessins de presse incisifs, qui ont souvent décliné diverses dimensions de la responsabilité morale. Une première série d'images évoquent le *retour en arrière*, ses composantes cognitives et normatives, et les liens constitutifs que ce travail historique entretient avec le travail identitaire du *retour sur soi*. Le premier de ces dessins a été publié dans *L'Hebdo* du 19 septembre 1996, dans l'espace intitulé « la semaine de Chappatte », située deux pages après l'entretien de Ruth Dreifuss avec lequel il entre en résonance de manière spectaculaire⁴⁸.

Ce dessin représente le cauchemar d'un responsable (politique ou bancaire) suisse. Ce gros personnage apparaît au premier plan dans son lit. Ses épaules sont posées sur un gros oreiller, il porte un pyjama boutonné et un bonnet de nuit frappé des armoiries suisses. Les mains serrées sur le haut de ses draps, la bouche béante, les yeux écarquillés, les sourcils froncés, il est terrifié par une apparition. A l'arrière-plan, sur un fond noir, se détache une foule de déportés à l'allure spectrale qui s'approchent du lit. Des hommes, une femme, un enfant sont là, amaigris, les bras ballants, les traits tirés, le teint livide. Tous arborent la tenue rayée des camps de concentration, flanquée d'un numéro... mais c'est d'un numéro de compte bancaire dont il s'agit.

La force de ce dessin réside principalement dans sa puissance d'évocation qu'il est exclu d'épuiser en quelques lignes. Pour suggérer le *retour en arrière*, il représente plutôt un *retour du passé* assimilé à une forme de *retour du refoulé*. Le retour du passé est figuré par les spectres des déportés qui se manifestent par-delà la mort et l'oubli. Cependant, leur retour ne se fait pas dans le vide : ils avancent en direction du lit de celui *vers* et *pour* lequel ils reviennent. Autrement dit, le retour de ce passé est *destiné* à la mémoire du banquier⁴⁹, pour lequel il fait figure de *retour du refoulé*. Ce passé refoulé et qui revient pourrait être l'*histoire* de la Seconde Guerre mondiale, évoquée par le destin des déportés assassinés par les nazis, et dont l'existence a été oubliée par les banquiers qui ont effacé leurs noms de leurs archives. Dans cette première perspective, la cohorte des déportés serait en fait celle des titulaires de comptes en déshérence qui viennent rafraîchir la mémoire de leur banquier.

Mais le passé en question pourrait également être celui du banquier, rattrapé en plein rêve par des temps qu'il croyait à jamais révolus. L'activité onirique du personnage laisse entrevoir comment l'objet du refoulement est évoqué par les voies détournées d'une élaboration psychique. Le retour des titulaires assassinés et oubliés, associés aux numéros des comptes clôturés évoque ce qui a disparu : l'argent dont les premiers étaient propriétaires et qui

⁴⁸ Ce dessin est reproduit en annexe 12. Sauf mention contraire, les reproductions des dessins de Patrick Chappatte sont tirées de son recueil : *Le 21^e siècle ne passera pas ! 1990-2000 Une décennie en dessins de presse*, Genève, Éditions Le Temps, 1999.

⁴⁹ Comme je l'ai signalé dans la description, il n'est pas exclu de considérer ce personnage comme la figuration des autorités politiques suisses. Je me fonderai cependant sur l'appareillement catégoriel de son identité et des « comptes » mentionnés sur les vêtements des déportés pour le désigner en tant que « banquier ».

était contenu par les seconds. Par ricochet, ces valeurs évoquent à leur tour les raisons de sa disparition : les *actions passées* du banquier qui s'est approprié les fonds des victimes du nazisme. Dans cette seconde perspective, le banquier ne serait pas seulement mis en présence des spectres d'une histoire (celle de la Seconde Guerre mondiale et des déportés) qui lui serait extérieure. Par leur retour, il serait confronté à *la présence de son propre passé refoulé*, c'est-à-dire au vol qu'il a commis à l'époque, dont le retour inopiné suscite son effroi.

Il n'est pas nécessaire de creuser plus avant l'analyse de ce dessin pour saisir sa contribution à une conception du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » en termes de responsabilité morale. A la jonction du passé et du refoulé, ce dessin établit une articulation étroite entre le travail de l'histoire (le *retour en arrière*) et le travail identitaire voire psychanalytique (le *retour sur soi*). Il institue une perspective dans laquelle l'histoire n'est jamais un objet abstrait ou détaché. Au contraire, il s'agit toujours du passé de quelqu'un, pour lequel son retour est annonciateur du début d'un travail identitaire, voire d'un *examen de conscience*. Quatre mois plus tard, sous la même rubrique, Patrick Chappatte a présenté une allégorie de ce rendez-vous avec l'histoire.

Exemple 3 : Le rendez-vous avec l'Histoire

Un mois après les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz promouvant une interprétation agonistique du problème « des fonds juifs et de l'or nazi », l'édition de *L'Hebdo* du 30 janvier 1997 a fait état d'une gestion confuse de ce dossier. Sous le titre, « *PS-JPD : une polémique de caniveau* », le courrier des lecteurs a été placé sous les auspices de la controverse suscitée par l'intervention du Comité central du *Parti Socialiste suisse (PSS)** qui venait de demander la démission de Jean-Pascal Delamuraz. Ariane Dayer a intitulé « *Peaux de banane* » sa chronique sur l'actualité fédérale, qu'elle a consacrée à la cruauté qui sévissait entre les fonctionnaires bernois, alors que l'ambassadeur de Suisse à Washington, Carlo Jagmetti, qui avait été poussé à la démission trois jours auparavant – suite à la publication d'un rapport confidentiel dans lequel il qualifiait la question « des fonds juifs et de l'or nazi » de « *guerre qu'il faut gagner* » et les organisations juives d'« *ennemies* ». Invité à analyser ce « *cafouillage politique* », le conseiller fédéral Moritz Leuenberger a estimé que le Conseil fédéral avait « sous-estimé le problème ». Enfin Éric Hoesli a placé son éditorial sous le signe d'une « *thérapie de famille* » : « *Les rebondissements de la saga des fonds juifs menacent de nous faire sombrer dans le grotesque. [...] Les Suisses ont perdu les pédales. De l'étranger, c'est ce que l'on doit penser en contemplant l'agitation qui règne aujourd'hui dans le pays à propos des fonds juifs* ». Comme en miroir, sur la page précédente, Patrick Chappatte a présenté sa version de cette crise domestique soulevée par un douloureux *retour sur soi* indissociable d'un *retour du passé* inopiné⁵⁰.

Ce dessin est une allégorie d'un « *rendez-vous avec l'Histoire* » intitulé « *La Suisse et les fonds juifs* ». Au premier plan, un vieillard à la barbe et aux cheveux longs, vêtu d'une ample toge et portant des lunettes, s'approche du Palais fédéral dans des tourbillons de poussière et de fumée. De sa main droite, il tend devant lui une canne, dont le pommeau représente un globe terrestre. Dans son bras gauche, il enserme un épais volume dont la reliure en cuir est

⁵⁰ Ce dessin est reproduit en annexe 13.

intitulée « l'Histoire ». Derrière lui, à peine distinct, se dresse le spectre d'un déporté juif, identifiable à ses vêtements rayés frappés de l'étoile jaune.

Le palais fédéral est représenté sous la forme de deux bâtiments stylisés. Au rez-de-chaussée du premier, la porte voûtée est surmontée des couleurs nationales. A l'étage, trois baies vitrées, entourées de colonnes, s'ouvrent sur un balcon. Le second bâtiment, surmonté de la coupole, est plongé dans la nuit, à l'exception de deux fenêtres éclairées. Cependant, l'essentiel réside dans l'inconcevable pagaille qui anime les lieux.

Devant la porte d'entrée, une benne à ordures déborde, laissant entrevoir un dossier barré de la mention « top secret ». A l'étage du premier bâtiment, la baie vitrée de gauche laisse entrevoir une scène de bagarre : deux hommes échangent des coups, une femme crie les bras levés au milieu de papiers qui volent tandis que, face à la fenêtre, le conseiller fédéral Flavio Cotti se coiffe, un miroir à la main. Devant la deuxième baie vitrée, un gros personnage, cigare à la bouche, s'est réfugié sur la terrasse avec un énorme sac d'argent. A travers les fenêtres qui ont volé en éclat, un autre personnage s'est saisi d'un pan de son vêtement pour l'attirer vers l'intérieur, où un homme brandit un journal sur lequel il est écrit « scoop ». A l'arrière de la troisième baie vitrée un homme le bras levé, et une femme semblent crier à tue-tête. Dans le second bâtiment, deux personnages en train de se battre émergent des seules fenêtres éclairées. Juché sur le toit, quelques feuillets à la main droite et l'index gauche tendu vers le ciel, le conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz prononce un discours, tandis qu'un marteau est brandi par une main anonyme au-dessus de sa tête. Enfin, un dernier personnage, manifestement défénestré à partir de la coupole ravagée par un incendie, tombe la tête la première au milieu d'éclats de verre.

A la porte d'entrée, un personnage ouvre au vieillard importun qui se présente en pleine scène de ménage. La cravate dénouée, les lunettes tordues, il lui répond : « *Rendez-vous ?... Quel rendez-vous ?...* ».

Ce dessin concentre dans un espace restreint, une multitude d'indices et de références. Son contenu est riche de nombreuses évocations. Pour mettre en scène la pagaille qui règne dans le Palais fédéral, Patrick Chappatte convoque une multitude d'affaires qui émaillent l'actualité récente. Ainsi, les bagarres qui déchirent les occupants de la maison fédérale peuvent aisément être rapprochées de la zizanie dont parle Ariane Dayer dans sa chronique : « *Jamais les fonctionnaires fédéraux ne s'étaient montrés aussi méchants entre eux. Défenseurs de leurs chefs, de leurs prés carrés, de l'orgueil de chaque département, ils perdent leurs nerfs. Et se frottent les mains à chaque fois que la gaffe naît du bâtiment d'à côté. Quitte à la provoquer.* » Au milieu de ce remue-ménage, la figure de Flavio Cotti – le conseiller fédéral en charge des affaires étrangères – indifférent et concentré sur ses apparences, signifie à sa manière, la situation décrite deux pages plus loin par le conseiller fédéral Moritz Leuenberger : « *Honnêtement, je peux difficilement prétendre que tout ce qu'a fait le Conseil fédéral dans cette affaire est absolument fantastique. Ce n'est de loin pas le cas. [...] Le Conseil fédéral comme collègue a longtemps sous-estimé le problème, a réagi tardivement et a eu de la peine à se forger une opinion cohérente dans les temps nécessaires. La division en sept départements, l'atomisation des compétences, nous empêche d'avoir une vue d'ensemble. Chaque conseiller fédéral est prisonnier de son département à*

150%. Or nous devons avoir le temps de nous consacrer aux grandes orientations politiques. »

Ainsi, les personnages sont autant de clins d'œil à l'actualité : le banquier réfugié sur le balcon fait référence aux positions défendues par l'Association suisse des banquiers et la Banque nationale suisse ; les figures de Jean-Pascal Delamuraz et du marteau brandi au-dessus de sa tête évoquent la controverse ouverte suite à l'intervention du parti socialiste pour demander la démission du conseiller fédéral ; le personnage défénestré peut sans doute être interprété comme une référence au débarquement précipité de l'ambassadeur de Suisse à Washington ; les documents « top secret » jetés négligemment dans la benne à ordures peuvent faire référence au rapport secret qui a coûté sa place à ce même Calo Jagmetti, ou aux dossiers concernant des transactions de l'époque de la Seconde Guerre mondiale sauvés deux semaines plus tôt des broyeurs de l'Union de Banques Suisses par le gardien de nuit Christoph Meili.

Cependant, cette richesse des éléments pris en compte par le dessin reste anecdotique. L'essentiel se situe ailleurs, dans sa composition formelle qui l'ancre résolument dans un registre de responsabilité morale dont il éclaire trois facettes complémentaires. Tout d'abord, cette mise en scène montre comment la Suisse – absorbée par les polémiques soulevées par les interprétations du problème « des fonds juifs et à l'or nazi » en termes de dénonciation et de conflit – finit par manquer son rendez-vous avec l'Histoire. Ensuite, l'agitation suscitée par cette confrontation avec le passé suggère que ce *retour en arrière* s'accompagne nécessairement d'un *retour sur soi* qui affecte le cœur même de l'identité suisse – symbolisée ici par le Palais fédéral. Enfin, ce dessin souligne que le rendez-vous avec l'Histoire est une rencontre avec un *tiers* – voire avec une exigence normative transcendante – figuré par le vieillard et, surtout, par les références aux connaissances historiques (le livre), à l'universalité (le globe terrestre) et aux victimes de la Shoah (le spectre du déporté juif), *au nom desquels* il a pris rendez-vous avec la Suisse.

Le « cauchemar du banquier » (exemple 2) et le « rendez-vous avec l'Histoire » (exemple 3) présentent plusieurs caractéristiques de l'approche du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » en termes de responsabilité morale.

D'abord, l'un comme l'autre figurent le passé comme un acteur qui se rend présent : Il poursuit ceux qui ont quelque chose à se reprocher jusque dans leurs rêves (le cauchemar du banquier) et il s'invite comme un vieillard importun (le rendez-vous avec l'Histoire).

Ensuite, dans chacun de ces dessins, ce passé se manifeste à *quelqu'un* au nom d'un *tiers*. Dans le premier exemple, ce sont les titulaires de comptes en banque déportés et assassinés qui viennent tirer le banquier de son sommeil. Dans le second cas, l'Histoire interrompt les scènes de ménages confédérales pour rappeler des connaissances du passé, des principes universels et le souvenir des victimes de la Shoah. Dans le retour du refoulé comme dans le rendez-vous avec l'Histoire, la mobilisation de ce tiers comporte un volet cognitif ou mémoriel : les spectres de titulaires assassinés et des victimes de la Shoah, les connaissances historiques et les principes universels sont convoqués pour rappeler ce qui s'est passé. Mais dans le même temps, leur convocation institue une dimension prescriptive : ils appellent ceux auxquels ils s'adressent à l'action, à restituer des biens à leurs titulaires légitimes, à honorer la mémoire des réfugiés refoulés, à réviser l'histoire de Suisse, etc.

Enfin, ces deux dessins insistent sur la fonction *représentative* du retour du passé. Non seulement parce que le cauchemar du banquier et le rendez-vous avec l'Histoire se

manifestent au nom d'un tiers. Mais surtout parce qu'ils re-présentent ceux auxquels ils sont adressés. Le banquier est appelé à *reconnaître* sa faute dans les spectres des titulaires déportés et assassinés. De même, les victimes de la Shoah, les connaissances historiques et les principes universels sont convoqués pour appeler « la Suisse » à porter un regard neuf sur son rôle dans le problème des « fonds juifs ». Plus encore, dans les deux cas, les acteurs pour lesquels le passé revient se défaussent. Le banquier manifeste son effroi, le portier fait part de son agacement et de son ignorance. Face au retour du refoulé, les résistances se mettent en place. Au lieu de lancer un travail identitaire – le *retour sur soi* complémentaire du *retour en arrière* – le premier voudrait retrouver le sommeil, et le second retourner à la polémique qui l'oppose à ses collègues.

Dans ces deux dessins de Patrick Chappatte, le retour du passé institue un système triadique : il établit la relation entre l'*acteur* auquel il s'adresse, les *tiers* au nom desquels il intervient, et la *représentation* de l'acteur qui ressort de ce détour. La mise en évidence de ces trois composantes et de leur articulation dynamique rejoint les propos de Ruth Dreifuss. Elle aussi parlait de ce cauchemar qui revient pour tendre un miroir aux Suisses, et des réticences qui sont opposées à cette image et qui risquent de se répéter à chaque nouvelle découverte. Dans chacun de ces cas, la perspective de la responsabilité morale appelle à interrompre la dynamique des résistances, qui se concrétisent notamment dans les enchaînements d'accusations, de dénégations ou d'aveux et dans les séquences d'attaques, de ripostes ou de capitulations. En lieu et place, elle suggère le lancement d'un *examen de conscience* qui se décline sur deux axes de *travail* complémentaires : un examen du passé (le *retour en arrière*) et un processus identitaire voire psychanalytique (le *retour sur soi*).

La perspective de la responsabilité morale élaborée au fil des débats sur « les fonds juifs et l'or nazi » s'est régulièrement manifestée par l'une ou l'autre de ces caractéristiques. Mais elle s'est surtout distinguée par le refus de considérer le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » comme un enjeu économique, auquel il serait possible de répondre par le biais d'un règlement financier.

Exemple 4 : Pour solde de tout compte

Ce dessin a été publié en première page du *Temps* au lendemain de la signature de l'accord global, le 14 août 1998. Près de deux ans auparavant, Ruth Dreifuss affirmait déjà avec force que cette affaire n'était pas qu'une question d'argent : « *C'est tellement dérisoire de parler d'argent !* » Fidèle à cette perspective, Patrick Chappatte a représenté en un dessin le cynisme de la position concevant un versement financier « *pour solde de tout compte* » historique moral⁵¹.

Ce dessin représente un gros personnage chauve, vêtu d'une veste de costume et d'une cravate et qui fume un énorme cigare. Installé à sa table de travail, dans un large fauteuil directorial, derrière lequel on entrevoit un graphique, il est occupé à écrire à l'aide d'un gros stylo.

Le document qu'il est en train de remplir est figuré à l'arrière-plan. Il s'agit d'un bulletin de versement postal, dont les Suisses se servent à la fin de chaque mois pour effectuer la majeure partie de leurs paiements. Les rubriques indiquent un versement de « 1'250'000'000 » dollars, effectué par les « *Banques Suisses* » au profit du « *Congrès Juif Mondial New York* ».

Dans le petit encart réservé aux communications – habituellement utilisé pour préciser le motif du paiement – figure une phrase lapidaire : « *Ah, oui : Pardon au peuple juif.* »

⁵¹ Ce dessin est reproduit en annexe 14.

La force de ce dessin réside dans la double *distance* qu'il creuse entre ses différentes composantes. D'une part, la mine apathique du personnage qui incarne les « *Banques Suisses* » manifeste son détachement face à *ce qu'il est en train d'écrire*, c'est-à-dire à l'égard du versement qu'il effectue et des excuses qu'il est en train de présenter. L'énormité de la somme en jeu et de l'outrage à pardonner n'y changent rien : il écrit les paupières mi-closes, le cigare à la bouche, impassible, voire satisfait. D'autre part, les rubriques du bulletin de versement établissent une relation entre une somme et le motif de son versement. Autrement dit, elles invitent à se placer dans la perspective de celui qui les a remplies, laquelle suggère de considérer que les « *1'250'000'000* » dollars valent comme demande de « *pardon au peuple juif* ». En ce sens, ce dessin creuse un écart entre l'argent et la morale, qui confronte le lecteur à la responsabilité de trancher une question éthique : est-il prêt à adopter ce point de vue, attribué au banquier, pour lequel l'argent se substitue à la morale ?

A vrai dire, le dessin apporte lui-même une partie de la réponse à cette question. La mention du motif moral du paiement est précédée par une interjection, empruntée au langage oral, qui préface la réparation d'un oubli : « *Ah, oui* ». Cette incise indique que ce qui suit – « *pardon au peuple juif* » – était sur le point d'être omis par celui qui parle, lequel était concentré sur autre chose. Pour identifier ce « quelque chose » le dessin n'offre que deux candidats : « *Congrès Juif Mondial New York* » et les « *1'250'000'000* » dollars.

C'est ici qu'intervient la morale de ce dessin. Il ne se contente pas de creuser une distance entre les différentes rubriques : il les oppose et les rend incompatibles. Plus précisément, sa dynamique peut être paraphrasée de la manière suivante. Il dessine les contours d'une situation dans laquelle les banques suisses, obnubilées par leurs négociations financières avec le Congrès juif mondial, avaient perdu de vue leurs victimes : le « *peuple juif* ». Autrement dit, ce dessin suggère que les dynamiques de dénonciation et de conflit qui animent les controverses économiques ont occulté le caractère moral de la question.

Cette perspective entre en écho avec l'éditorial qui se déroule, en une colonne, immédiatement à côté du dessin de Patrick Chappatte. Éric Hoesli le développe de manière à creuser un écart entre les deux termes qui composent son titre : « *Marchandage et politique* ». Il commence par interpréter l'accord global comme « *le résultat d'un bras de fer [...] entre les grandes banques suisses et des organisations juives singulièrement influentes* ». Puis, il marque une transition : « *[l]e marchandage bancaire est clos* » qui s'ouvre immédiatement sur sa conclusion et son argument central : « *mais il serait illusoire d'y voir le terme de la discussion sur nos responsabilités historiques* ».

Pour résumer, ces quelques exemples dessinent les contours d'une perspective de la responsabilité morale qui se caractérise négativement comme un triple refus d'interpréter le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » à la manière d'une dénonciation, d'un conflit, ou d'un enjeu économique. Autrement dit, cette approche considère que ni des aveux consentis suite à une accusation, ni une capitulation concédée face à une attaque, ni un versement financier – aussi élevé soit-il – ne peuvent apporter une réponse adéquate aux

enjeux historiques et moraux soulevés par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Pour les régler, elle propose de lancer la dynamique sans fin d'un travail historique et identitaire, au cours duquel la Suisse se penche sur ses actions passées, de manière à se donner une nouvelle représentation d'elle-même, dont elle puisse tirer les leçons pour ajuster son comportement présent et ses objectifs à venir.

4.3 L'irréversible incomplétude de l'inventaire des panoplies interprétatives « des fonds juifs et de l'or nazi »

Ce premier tour d'horizon, inévitablement trop rapide, a explicité les diverses panoplies qui ont été mobilisées, au fil des discussions, pour interpréter le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » : celles de la dénonciation, du conflit, de l'aide humanitaire et de la responsabilité morale. Au passage, il a même été possible de proposer une première évaluation du poids relatif acquis par ces différentes perspectives au cours du débat.

La panoplie de la dénonciation a joué un rôle considérable au moment de lancer les discussions, de constituer une *cause* rassemblant les questions des fonds en déshérence, de l'or nazi ou des réfugiés. La panoplie du conflit a été très fortement controversée dans un premier temps. Cependant, au fil des discussions, elle s'est progressivement imposée en tant que perspective dominante. Dans une certaine mesure, elle a été articulée à la panoplie de « l'aide humanitaire ». Au croisement de ces deux perspectives, il a en effet été possible d'envisager des mesures financières qui ne puissent pas être interprétées comme des aveux de culpabilité, mais soit comme des « actes de volonté » exprimant l'essence de la tradition helvétique (la Fondation de solidarité), soit comme des capitulations dans un rapport de force inégal (l'accord global).

En rupture avec ces différentes approches, de longs paragraphes ont été consacrés à la panoplie de la responsabilité morale. La place qui lui a été réservée se justifie principalement par la volonté d'explicitier au mieux une perspective qui se laisse mal synthétiser sous la forme d'une idée centrale, d'un système actanciel et d'une synthèse symbolique. Il s'est donc agi d'explorer ses principaux ressorts – le *retour en arrière* et le *retour sur soi* – au croisement de plusieurs exemples empiriques. Cette justification pratique ne devrait cependant pas faire perdre de vue que cette perspective a été délégitimée dans le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». En effet, sitôt que la panoplie du conflit s'est imposée, les auteurs de discours mobilisant la panoplie de la responsabilité morale ont régulièrement été considérés comme des traîtres. De telle sorte que cette approche a progressivement perdu toute crédibilité, alors même qu'elle était, à l'origine, défendue par des acteurs disposant de positions institutionnelles extrêmement importantes.

L'analyse reviendra longuement sur les implications de cette observation pour la théorie sociologique. Avant cela, il convient cependant de consacrer quelques paragraphes à une question plus prosaïque. Au terme de cette rapide énumération, il est possible de se demander si la question « des fonds juifs et de l'or nazi » se résume vraiment à l'articulation de ces quatre panoplies interprétatives. Autrement dit, les « panoplies interprétatives » de la « dénonciation », du « conflit », de l'« aide humanitaire » et de la « responsabilité morale », ont-elles vraiment été les seules à être mobilisées au fil de toutes ces années de discussion ? La question est anodine en apparence, et il est aisé d'y répondre. En effet, aucune modélisation d'un débat ne parviendra jamais à épuiser la diversité des discours qui l'ont constitué.

Cette réponse est apparemment dépourvue de conséquence. Mais elle s'ouvre sur une seconde question, plus embarrassante : quelle est donc la relation entre la *modélisation* de ces quatre panoplies interprétatives et les *discours* qui ont effectivement été tenus au fil des débats sur « les fonds juifs et l'or nazi » ? Indéniablement, cette manière de décrire les choses apporte une réponse à un problème pratique. Elle permet de rendre compte

rétrospectivement, sous une forme synthétique et compréhensible, des différentes perspectives qui ont animé une controverse extrêmement complexe. En revanche, les « panoplies interprétatives » n'entretiennent que des rapports assez lâches avec les pratiques effectives des protagonistes qui se sont engagés dans la discussion. A coup sûr, aucun d'entre eux n'a, à proprement parler, « mobilisé une panoplie interprétative » pour intervenir au sujet du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Plus encore, la plupart d'entre eux refuseraient probablement de voir leurs discours et leurs prises de position – en bref leur *engagement* – ravalés au rang de simples expressions ou variantes d'un dispositif formel préexistant.

La suite de l'analyse reviendra longuement sur ces difficultés, auxquelles il conviendra de trouver une solution. Pour l'instant cependant, ces deux questions et les réponses qui leur ont été apportées méritent un dernier retour sur la *frame perspective*. En effet, les tenants de ce type d'approche s'affichent régulièrement comme les portedrapeaux d'une sociologie « pragmatique » et ils se permettent régulièrement d'interroger l'exhaustivité des recherches de leurs collègues, suggérant ainsi que leurs travaux se caractériseraient par un plus grand degré de complétude. Il n'est pas question de balayer d'un revers de main l'intérêt des travaux issus de la *frame perspective*. Cependant, l'affichage de leur ancrage « pragmatique » dissimule mal une problématique et des méthodes d'analyse pétries de structuralisme, fondant l'ambition d'élaborer une modélisation exhaustive des processus discursifs.

Le problème serait anodin s'il se limitait à un positionnement erroné dans le champ des théories sociologiques. Au fond, il n'y a rien de particulièrement honteux à pratiquer l'analyse structurale, même lorsque l'on prétend conduire des enquêtes d'inspiration pragmatiste. La difficulté est pourtant infiniment plus épineuse, en ce sens qu'elle pousse les analyses sociologiques vers une fuite en avant, vers une accumulation de données, censées réunir un plus grand nombre de « cadres », de « panoplies interprétatives » ou de « grammaires », de façon à ce que la recherche aboutisse sur des résultats plus exhaustifs. L'accumulation des données permettra probablement la mise au jour d'un plus grand nombre de « cadres », de « panoplies interprétatives » ou de « grammaires » et éventuellement d'affiner leur caractérisation. En revanche, cette fuite en avant n'arrangera en rien le fond du problème, à savoir qu'aucune énumération rétrospective de « répertoires » – aussi exhaustive soit-elle – ne rendra jamais compte des *dynamiques pratiques discursives* au fil desquelles un enjeu a été défini, ses arènes ont été élaborées, ses protagonistes ont été identifiés.

Dans le cas particulier de cette recherche sur « les fonds juifs et l'or nazi », de nombreuses personnes m'ont demandé s'il n'était pas restrictif de travailler exclusivement sur un matériau composé de textes médiatiques. Apparemment, la question – et la critique implicite qu'elle comporte – sont imparables. En effet, mon corpus est indéniablement *restreint* – même si, à bien des égards, je le trouve déjà trop volumineux. Cependant, tel est le cas de tous les corpus qui, par définition, partagent la propriété d'être *clos*. En ce sens, aucun corpus n'est jamais complet. Il est donc absurde de lui reprocher de ne pas l'être. Le sociologue peut tout au plus tâcher d'explicitier les *limites* de la documentation sur laquelle il travaille et donc de l'analyse qu'il en tire.

La question n'est pas nécessairement insensée pour autant. Elle peut, en effet, recouvrir une autre critique, ne concernant pas la *quantité* de données, mais leur *nature*. Il serait donc possible que cette remarque ne vise pas tant la clôture du corpus, que le *type de données* qu'il rassemble. Tel est par exemple le reproche que Daniel Cefaï et Danny Trom ont adressé, dans un mouvement de surenchère, à la *frame perspective*, dont ils disent qu'elle « privilégie [...] le travail ethnographique et les études de cas mais s'en tient,

malgré tout, trop souvent à des analyses de contenu d'entretien, de documents des organisations et d'articles de presse » (Cefaï & Trom, 2001 : 13).

Pour répondre à ces questions s'agissant de mon enquête particulière, il serait possible de mobiliser les hypothèses de la « médiatisation de la société », de manière à affirmer le rôle décisif joué par les discours médiatiques pour la constitution « des fonds juifs et de l'or nazi » en tant que *problème public*⁵². Pour souligner la pertinence de ce point, il suffirait de rappeler que c'est principalement *par médias interposés* que la plupart des protagonistes ont *pris connaissance* de cet enjeu et *pris position* à son sujet. Cependant, cette stratégie entièrement attelée à la défense de cette enquête particulière manquerait l'essentiel. En effet, sous leurs dehors anodins, ces questions valident implicitement une quête de l'exhaustivité, qui implique une conception de l'ordre social profondément incompatible avec toute approche pragmatique des phénomènes sociaux. Mais surtout, elle lance les recherches en sciences sociales vers une fuite en avant extrêmement pernicieuse, parce qu'elle repose tout entière sur une mauvaise évaluation du statut des données sur lesquelles repose toute analyse sociologique.

4.3.1 Frame perspective et quête d'un inventaire exhaustif

Les fondements structuralistes qui animent la théorisation et la conceptualisation de la *frame perspective*, la précipitent dans une fuite en avant effrénée. Cette ambition de déceler la « structure » ou la « grammaire » des actions, ouvre la voie au projet d'établir un recensement exhaustif de tous les cadres qui sont, d'une manière ou d'une autre, intervenus dans l'élaboration de la perception de tel phénomène ou de tel problème. Cette visée s'exprime très explicitement dans la critique récurrente du caractère « partiel » ou « incomplet » de telle ou telle étude empirique. A ce sujet, il vaut la peine de mentionner comment David Snow présente l'enquête que Marc W. Steinberg a consacrée aux « répertoires de discours » des fileurs de cotons anglais au XIX^e siècle⁵³ (idem : 42) :

[S]i cette interprétation « dialogique » semble bien documentée par des données textuelles, l'analyse de Steinberg butte sur l'obstacle que rencontre toute analyse historique, rendant cette approche partielle et incomplète : les archives et autres textes (journaux, pamphlets et minutes, documents administratifs, policiers et judiciaires) sont eux-mêmes les produits de séries complexes d'activités de cadrage. L'analyse fait donc l'impasse sur les activités dialogiques et scripturaires qui elles-mêmes engendrent des textes.

En dénonçant l'incomplétude de cette enquête, David Snow suggère qu'une activité – en l'occurrence celle des fileurs de coton – est clairement délimitée et sous-tendue par un ensemble fini de « cadres » identifiables et dénombrables. Cette conception prête le flan à une critique épistémologique et théorique, fondée sur l'« analyse des cadres » d'inspiration goffmanienne, laquelle est radicalement opposée à ce genre de réification de l'ordre social

⁵² L'hypothèse de la « médiatisation de la société » a notamment été développée par Eliséo Véron (1984 : 68) : « Une société en voie de médiatisation est celle où le fonctionnement des institutions, des pratiques, des conflits, de la culture, commence à se structurer en relation directe avec l'existence des médias. Un exemple : dans ce que j'appelle la démocratie audiovisuelle avancée, une campagne électorale n'est pas un processus étranger, en tant que tel aux médias (faisant partie, disons, du champ politique) et que les médias se borneraient à refléter, à re-produire, plus ou moins bien : une campagne électorale est de plus en plus pensée, organisée, dosée, en fonction de la télévision. Le malaise provoqué par la visite triomphale de François Mitterrand au Panthéon, le jour de sa prise de fonction, s'explique alors aisément : cette cérémonie a été conçue et réalisée comme un scénario de film : cet audiovisuel-là abolit la différence entre la « réalité » et la fiction ».

⁵³ Marc W. Steinberg, « Tilting the Frame: Considerations on Collective Framing from a Discursive Turn », *Theory and Society* 27, 1998, pp. 845-872 et Marc W. Steinberg, « The Talk and Back Talk of Collective Action : A Dialogic Analysis of Repertoires of Discourse among Nineteenth-Century English Cotton-Spinners », *American Journal of Sociology* 105, 1999, pp. 736-780.

en général et des cadres en particulier. La remarque de David Snow est cependant surtout fâcheuse en ceci qu'elle lance la *frame perspective* dans une fuite en avant. Elle revient à assigner aux études empiriques la tâche d'établir un inventaire exhaustif des « cadres » qui interviennent d'une manière ou d'une autre dans les activités, les enjeux ou les problèmes qu'elles analysent. A terme, cette conception du monde s'ouvre sur une visée mégalomane – les convaincus parleront d'un « projet très ambitieux » – qui n'est pas sans rappeler les ambitions affichées à l'origine du programme structuraliste. Dès lors qu'il est possible d'envisager l'étude « complète » d'un phénomène discursif (faute de quoi il n'y aurait aucun sens à dénoncer l'incomplétude d'une analyse empirique), rien n'empêche d'espérer que la multiplication d'études rendant compte exhaustivement de tel ou tel secteur d'activité, finissent cumulativement par établir un répertoire intégral des éléments fondamentaux – *i.e.* des cadres cardinaux – qui sous-tendent la culture occidentale.

Ceci apparaît particulièrement bien s'agissant de l'enquête historique de Marc W. Steinberg. David Snow lui reconnaît un travail approfondi sur l'ensemble des sources disponibles qui gardent la trace des discours de fileurs de coton du XIX^e siècle. Néanmoins, il lui reproche de ne pas avoir étudié les interactions qui ont présidé à l'élaboration de ses sources, c'est-à-dire de ne pas avoir pris en compte et analysé des activités discursives et scripturaires dont il ne reste aucune trace. Autant dire que cette critique interdit purement et simplement la possibilité même du travail historique. Plus largement, ces remarques concernent également les enquêtes sociologiques et elles paralysent toute recherche en science sociale. Pour le comprendre, il convient de s'arrêter quelques instants sur le détail de leur formulation.

David Snow signale explicitement que « *Steinberg butte sur l'obstacle que rencontre toute analyse historique, rendant cette approche partielle et incomplète : les archives et autres textes [...] sont eux-mêmes les produits de séries complexes d'activités de cadrage.* » Cette formulation réalise deux opérations principales : elle désigne une limite intrinsèque au travail concentré sur des archives et elle en fait une caractéristique des analyses historiques. La pragmatique du propos de David Snow indique que cette limite est dépassée par une autre discipline : l'analyse sociologique. Il est donc possible de paraphraser son raisonnement de la manière suivante. Il commence par affirmer que toute analyse historique butte sur la limite du temps qui la sépare des activités qu'elle étudie. En conséquence, elle n'y *accède jamais que par l'intermédiaire de documents d'archives*, toujours incomplets, qui occultent les interactions qui ont procédé à leur élaboration. Du même coup, il suggère que l'analyse sociologique échappe à cette difficulté : sa contemporanéité avec ses objets d'étude lui permettrait d'*accéder directement aux activités qu'elle entend analyser.*

Ainsi, cette critique élabore une hiérarchisation implicite des disciplines et des méthodes en sciences sociales, laquelle fonde l'autorité et la légitimité des jugements de David Snow à l'encontre de Marc W. Steinberg. Autant le dire d'emblée et brutalement, ce développement tient plus d'un tour de passe-passe d'illusionniste – voire d'une entreprise de mystification sociologique – que d'un raisonnement épistémologiquement fondé. Dans ses grandes lignes, cet argument consiste à considérer que la qualité d'une recherche dépend de sa complétude, laquelle varie avec la proximité de son auteur avec l'objet d'étude analysé. Dans cette perspective, les recherches historiques souffriraient d'un déficit ontologique, dans la mesure où elles n'accèdent à leur objet que par *l'intermédiaire* de sources, lesquelles sont par définition incomplètes. Inversement, les sociologues pourraient se targuer d'un avantage incontestable, étant donné qu'ils rendent compte de phénomènes qui se passent sous leurs yeux. Dans ce domaine cependant, il conviendrait encore d'établir une distinction. Les recherches sociologiques qui étudient leur objet par *l'intermédiaire* de données publiées, sont confrontées aux mêmes difficultés que les enquêtes historiques. En

fait, seules les enquêtes ethnographiques – et surtout celles dites d’observation participante – dépassent significativement cette limite en annulant la distance qui les sépare d’un objet à l’intérieur duquel elles sont plongées.

Cette mythification d’une sociologie de « terrain », en prise directe avec son objet d’étude, n’est pas particulièrement originale. Elle est tout entière arc-boutée sur une opposition traditionnelle – pétrie du réalisme le plus classique – entre une « sociologie de cabinet » pratiquée à l’abri d’une « tour d’ivoire » et une « sociologie empirique » qui se frotte aux « réalités » dont elle rend compte. Malgré la longue histoire dont elle peut se targuer, cette dichotomie résiste mal à l’épreuve de questions extrêmement simples. Par exemple, « Qu’est-ce que les sociologues ont sous les yeux lorsqu’ils étudient des activités avec lesquelles ils sont en prise directe ? » A première vue, cette interrogation paraît aussi absurde que celle concernant la couleur du cheval blanc de Napoléon : son énoncé fournit par lui-même la réponse à la question posée. A y regarder de plus près, les choses sont cependant plus compliquées et la question moins absurde qu’il n’y paraît au premier abord.

A ce sujet, suivons les propos de David Snow lui-même. Immédiatement après avoir pointé les carences de la recherche de Steinberg, il prend comme contre-exemple la recherche qu’il a lui-même menée avec Jason Miller sur le cadrage des discours d’un groupe d’extrême-droite en Arizona. Le contraste ainsi mis en scène est alors frappant. Pour étudier les discours des fileurs de coton, Marc W. Steinberg a plongé dans les rayonnages de quelques archives municipales et il en a extrait quelques documents poussiéreux à analyser. Pour analyser les discours d’extrême-droite, David Snow et Jason Miller, au contraire, sont allés sur le « terrain » pour observer directement leur objet : ils ont pris part à des réunions hebdomadaires, enregistré des discussions, pris des notes ethnographiques. Apparemment, l’argument est imparable : alors que Steinberg n’a jamais rencontré que des fileurs de coton en papier, David Snow et Jason Miller ont directement participé à des réunions de mouvements d’extrême-droite, dont ils ont rencontré les militants en chair et en os.

Pourtant, c’est précisément ici que le bât blesse. David Snow affirme lui-même que l’analyse qu’il a conduite avec Jason Miller a porté sur « 38 066 lignes de notes de terrain et d’enregistrements audio de conversations, de discours et de discussions qui ont eu lieu dans le contexte de réunions hebdomadaires ». Concrètement, ils n’ont donc pas étudié immédiatement des activités avec lesquelles ils étaient en prise directe. Ils les ont appréhendées telles qu’elles apparaissent sur des *lignes*, c’est-à-dire par l’intermédiaire de *documents* composés spécialement afin d’assurer l’accès à ces activités. Autrement dit, qu’il s’agisse d’étudier un groupe d’extrême-droite contemporain ou les fileurs de coton du XIX^e siècle, les chercheurs n’ont jamais un accès direct à leurs activités. Dans un cas comme dans l’autre, ils conduisent leur analyse derrière une *table de travail* (c’est-à-dire ni dans des filatures de coton, ni dans des réunions de militants) sur laquelle sont disposés des *documents* (des articles de journaux, des observations ethnographiques, des transcriptions d’entretiens) qu’ils mobilisent pour avoir accès aux activités qu’ils entendent étudier⁵⁴.

Face à une telle mise en question de la suprématie des méthodes d’observation participante, une réplique routinière consiste à mythifier les *données* produites par le chercheur lui-même, et à les opposer aux documents de seconde main ou publiquement disponibles. Ce nouveau tour de passe-passe ne fait cependant que distraire l’attention du cœur du problème sans y répondre pour autant. En quoi les *documents* réunis par David Snow et Jason Miller seraient-ils plus exhaustifs que les *documents* étudiés par Marc W. Steinberg ? Et surtout en quoi les uns seraient-ils plus immédiats, ou plus proches des

⁵⁴ Bruno Latour a montré avec insistance que les activités scientifiques ne peuvent pas se déployer sans disposer de telles représentations du réel, susceptibles d’être étalées sur une table de travail, de manière à être comparées (p.ex. Latour, 1985).

activités qu'ils étudient que les autres ? A vrai dire, il est curieux de poser ces questions à des chercheurs dont les travaux insistent précisément sur le caractère irrémédiablement « cadré » – c'est-à-dire systématiquement *médiatisé* – de toute perception.

L'analyse goffmanienne des « cadres » dont se réclame David Snow articule la définition des situations sociales et l'organisation des expériences dont elles sont l'objet. Dans le domaine des sciences sociales, ceci revient à considérer que les « données » sont toujours constitutives à la fois de l'*activité* observée, de la *perspective* dans laquelle elle est appréhendée, et de l'*identité de l'agent* qui l'adopte pour conduire ses observations, ses descriptions et ses analyses. Pour aller vite, il en résulte que les « données » produites par les sociologues – les observations et les transcriptions de David Snow et Jason Miller par exemple – ne sont pas moins « cadrées » que d'autres documents – ceux analysés par Steinberg, par exemple.

Pour formuler un exemple dans la terminologie goffmanienne, la transcription des discussions entre des militants d'extrême-droite et un article de journal parlant du travail des fileurs de coton sont tous deux des *modalisations* des activités dont ils rendent compte. Autrement dit, ils font subir à ces dernières une série de *transformations* systématiques, qui altèrent leurs caractéristiques d'origine, de manière à les rendre significatives dans un nouveau contexte. Toutes ces modalisations ne sont pas équivalentes pour autant. Elles peuvent notamment être caractérisées en fonction de leur capacité à restituer l'organisation naturelle des activités qu'elles représentent⁵⁵. Cette remarque ne revient donc en aucun cas à adopter une posture hyper-relativiste qui nierait tout ce qui distingue une transcription détaillée d'entretien et un article de journal. Il s'agit de montrer que tous deux altèrent certaines caractéristiques de l'activité dont ils gardent la trace et donc que *ni l'une ni l'autre n'offrent de prise directe sur cette dernière*. En conséquence, ces deux types de données posent des problèmes similaires sitôt qu'ils sont mobilisés pour analyser les activités dont ils gardent la trace. L'un et l'autre transforment profondément et systématiquement ces dernières et, plus précisément, leur ancrage contextuel et leur organisation temporelle⁵⁶.

Pour rendre compte de la transformation qui affecte leur ancrage contextuel, il convient de rappeler que les activités naturelles se caractérisent notamment par leur *unicité* et leur *indexicalité irrémédiables*. Même lorsqu'il s'agit d'une tâche répétitive, chacune de ses effectuations est unique et son déroulement indissociable de la situation particulière à l'organisation de laquelle elle contribue. Autrement dit, les activités – qu'il s'agisse de pratiques ou de discours – se caractérisent par leur *immobilité*. Néanmoins, ces activités sont organisées de telle sorte qu'elles se prêtent aisément à leur modalisation discursive ou narrative. Une part importante du travail des journalistes et des sociologues consiste précisément à exploiter cette disponibilité des activités aux comptes rendus, de manière à les *mobiliser*, c'est-à-dire à les transformer en « objets » qu'il est possible de déplacer⁵⁷.

⁵⁵ En la matière, le courant de l'analyse de conversation est celui qui a le plus systématisé les opérations qui président à la transformation d'une conversation en transcription (cf. p.ex. Atkinson & Heritage, 1984 : IX-XVI). La représentation des activités pratiques pose de nombreux problèmes qui ont notamment été abordés par Marc Relieu au fil de son travail pionnier autour de l'utilisation des images vidéos en sciences sociales (p.ex. Relieu, 1999).

⁵⁶ Les recherches historiques traitent habituellement ce problème par le biais d'une critique des sources documentaires sur lesquelles elles s'appuient. Sans entrer dans la discussion de la validité de ces démarches critiques, mon propos consiste simplement à signaler qu'une critique similaire pourrait parfaitement s'appliquer aux données sociologiques – qu'il s'agisse de documents de seconde main ou d'entretiens *ad hoc*.

⁵⁷ Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu (1989 : 16-18) montrent de manière convaincante comment les pratiques journalistiques prennent appui sur le « *standard du fait* » pour transformer les occurrences du monde vécu en « *informations* », c'est-à-dire « *marchandises* » susceptibles de circuler librement et d'être vendues. De son côté, Bruno Latour (1985 ; 1993 : 171-225) montre comment les scientifiques recourent

Ainsi, tel conflit singulier qui a opposé deux fileurs de coton britanniques particuliers est indissociable de leurs échanges – qu’il s’agisse de discussions face-à-face, de communications épistolaires, ou de négociations menées par intermédiaires interposés. Autrement dit, les activités constitutives de leur opposition sont irrémédiablement indexées à l’ici et au maintenant dans lesquels elles ont été accomplies. En tant que telles, elles disparaissent définitivement au moment même de leur effectuation. En revanche, lorsqu’un journaliste écrit un article au sujet de cette dispute, il desserre cet ancrage qui l’arrime dans son contexte d’origine : il la mobilise et la diffuse vers d’autres environnements, dans l’espace et dans le temps. Bien sûr, l’article de journal ne véhicule pas le conflit en tant que tel, lequel est à jamais inaccessible, englouti dans l’instant de son déroulement. Cependant, il en garde la trace et lui permet de circuler et de se pérenniser matériellement sur le rayonnement d’une archive, puis sur la table de travail de Marc W. Steinberg. Ce dernier a alors pu repérer un échange rapporté, l’identifier comme l’expression d’un « répertoire de discours », et éventuellement le mobiliser à nouveau au titre d’exemple, lui conférant ainsi une nouvelle vie et une nouvelle signification.

Il en va de même avec les échanges entre militants d’extrême-droite observés, enregistrés et transcrits par David Snow et Jason Müller. En tant que telles, ces discussions sont irrémédiablement indexées au contexte particulier des réunions hebdomadaires dans lesquelles elles ont eu lieu. Seules des *opérations* – la prise de notes, l’enregistrement – les ont rendues mobiles. Elles leur ont conféré des formes matérielles – des feuilles de papier, une cassette ou un disque compact – qu’il est possible de déplacer, de conserver et de multiplier⁵⁸. Ce *travail* a permis à David Snow et Jason Miller d’*emporter* ces discussions et de les consulter, au calme, *ailleurs* (n’importe où : au bureau, dans leur voiture, à la maison) et à d’autres *moments* (n’importe quand : lors d’une séance de travail, à l’occasion d’un cours, d’un séminaire ou d’un colloque ou en lavant la vaisselle).

Autrement dit, un enregistrement transforme profondément les caractéristiques des conversations dont il garde la trace. A tel point que ni l’article de journal relatant un conflit, ni l’enregistrement d’une conversation ne peuvent être *substitués* aux activités dont ils gardent la trace⁵⁹. Il est même possible de préciser que ces « mobiles immuables » affectent profondément les caractéristiques temporelles des activités qui leur servent de modèle. En effet, les disputes et les discussions (de même que toutes les activités naturelles) ont la propriété de s’écouler de manière *unique, continue et irréversible* – ce qui s’avère parfois fâcheux pour ceux qui s’y engagent et qui s’aperçoivent qu’ils ne peuvent ni « arrêter le temps », ni « revenir en arrière ». Cette caractéristique temporelle est altérée par des *modalisations* telles qu’un article de journal ou un enregistrement, et c’est précisément cette altération dont les chercheurs en sciences sociales se servent pour conduire leurs travaux.

Les activités humaines n’offrent que peu de prise à l’analyse en raison de leur organisation temporelle. Le moment même où elles prennent forme est celui où elles s’évanouissent pour disparaître à jamais. Le seul moyen de les tirer de l’oubli est de les

à des pratiques d’*inscription* pour transformer des environnements immobiles en « mobiles immuables », qui peuvent aisément être transportés et comparés.

⁵⁸ Ce paragraphe est largement inspiré par les lignes magistrales par lesquelles Walter Benjamin (1991 [1936]) montre comment la *reproduction mécanique* altère la qualité (l’aura) des œuvres d’art auxquelles elle est appliquée.

⁵⁹ Dans cette phrase, la mention « *dont elle garde la trace* » constitue un garde-fou contre l’affirmation inverse, selon laquelle l’enregistrement ou l’article de journal entretiendraient des relations parfaitement aléatoires avec l’activité qu’ils relatent. Sans entrer dans la discussion, il convient de souligner, à la suite d’Erving Goffman, que ce scepticisme radical ne tient pas, même dans les cas de *fabrications*, c’est-à-dire dans l’hypothèse (toujours plausible) que l’article de journal relate une controverse imaginaire, ou que l’enregistrement s’avère être un montage mettant en scène une conversation qui n’a jamais eu lieu.

fixer, d'une manière ou d'une autre, sur un support matériel. Cette modalisation donne forme à une *re-présentation* à laquelle elle confère des propriétés temporelles exactement symétriques de celles qui caractérisaient l'activité qu'elle prend pour modèle. Alors que prévalaient jusqu'alors l'unicité, la continuité et l'irréversibilité d'une dispute ou d'une conversation, elles sont soudainement remplacées par des articles de journaux et des enregistrements qui permettent de les réitérer, de les segmenter et de les inverser. Autrement dit, les « activités » échappent toujours aux sociologues. Même lorsque ces derniers ont procédé à une ethnographie participante, leur étude ne porte jamais sur les pratiques ou les discours qu'ils ont observés en tant que tels. Ils les appréhendent toujours par l'intermédiaire de *modalisations* – c'est-à-dire de transformations – qui, au contraire des activités qui leur servent de modèle, se prêtent sans résistance aux opérations de réitération, de découpage, et de montage que les chercheurs entendent leur faire subir.

Concrètement, alors que telle dispute entre deux fileurs de coton n'a eu lieu qu'une seule fois, Marc W. Steinberg – muni de ses articles de journaux, de ses rapports administratifs, policiers et judiciaires – peut indéfiniment reprendre la lecture de ces documents, de manière à retracer le plus précisément possible le cours exact des choses. En recoupant ces sources documentaires, il pourra identifier les articulations de cette altercation et en faire les phases qui rythmeront l'histoire qu'il écrira à son tour pour retracer son déroulement. Tout au long de ce travail de lecture et d'écriture, rien ne l'empêchera de naviguer à son gré le long du temps, de revenir en arrière pour consulter un document antérieur ou pour intercaler un paragraphe.

De même, les conversations entre militants d'extrême-droite sont à jamais prisonnières de la soirée hebdomadaire dans laquelle elles ont été tenues. En revanche, les enregistrements qu'étudient David Snow et Jason Miller sont dotés de propriétés telles qu'il est possible d'en réitérer indéfiniment l'audition, de l'interrompre à tout moment ou de revenir en arrière. Plus encore, leur transcription autorise des opérations audacieuses. Elle permet de placer *côte à côte* – sur la même table de travail – deux transcriptions, alors même que les conversations dont elles gardent la trace sont irrémédiablement associées à des lieux et des espaces différents. Par le petit mouvement qui le fait passer d'une page à l'autre, le regard du sociologue voyage alors, sans effort, dans l'espace et dans le temps. Plus encore, l'informatisation des transcriptions permet de les soumettre à tous les découpages – toujours réversibles – que leur font subir les nombreuses analyses de contenu auxquelles elles sont soumises. En fonction de l'approche retenue, un logiciel procédera au rapprochement d'unités lexicales, un assistant sera chargé d'identifier des unités thématiques, ou le chercheur procédera à une analyse détaillée de l'organisation séquentielle.

Pour résumer, l'argument déployé jusqu'ici indique que les chercheurs en sciences sociales n'accèdent jamais directement aux activités dont ils rendent compte. En effet, leur travail d'analyse est constitué par des opérations (interrompre, revenir en arrière, comparer, etc.) qui dénatureraient complètement leur objet si elles étaient appliquées directement aux activités naturelles. En conséquence, quelles que soient leur approche théorique, leurs démarches méthodologiques, ou les sources qu'ils mobilisent, ils étudient toujours des *modalisations* qui leur servent d'intermédiaire pour accéder aux activités analysées. Quelle que soit la précision avec laquelle ils mènent ces opérations, celles-ci consistent toujours à transformer une occurrence indexicale et irréversible en « donnée », c'est à dire en objet mobile et réversible.

Le propos développé jusqu'ici ne délégitime pas le travail de terrain déployé par des approches ethnographiques d'observation participante. En revanche, cette prise de position entend les faire descendre du piédestal sur lequel elles sont placées par les mythifications qui entendent les présenter comme une panacée assurant un accès immédiat aux objets

d'étude, voire comme un gabarit à partir duquel pourraient être mesurées et dénoncées les « limites », et les « incomplétudes » des autres démarches.

Premièrement, l'observation ethnographique participante constitue un instrument parfois décisif, en particulier pour collecter des données concernant des phénomènes discrets, cachés ou méconnus – qui peuvent relever de la sphère privée ou intime de personnes particulières, de pratiques déviantes ou condamnables, ou plus simplement d'activités auxquelles personnes ne prête attention. Pour autant, il n'est pas nécessaire que toutes les recherches en sciences sociales recourent à de telles méthodes pour produire des travaux probants.

Ainsi, certaines enquêtes peuvent s'en dispenser pour la simple et bonne raison que les objets à observer n'existent plus ou sont inaccessibles. Tel est clairement le cas de l'enquête que Marc W. Steinberg a consacrée aux pratiques discursives des fileurs de coton du XIX^e siècle. Ce genre de situation peut également se présenter dans les cas d'études consacrées à des terrains difficilement accessibles ou particulièrement dangereux. Ainsi, faudrait-il considérer qu'une étude sociologique consacrée à l'intelligibilité de la guerre civile colombienne serait « incomplète » tant et aussi longtemps qu'elle ne serait pas étayée par une observation participante des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ?⁶⁰ Si tel en est le prix, il y a fort à parier que la guerre civile colombienne ne donnera jamais lieu à une étude « complète », ce qui invalide une bonne part de la critique⁶¹. Cette dernière reste néanmoins légitime sur un point. Elle peut indiquer que les données dont dispose le chercheur « cadrent » sa perception du phénomène qu'il étudie. Elle peut même signaler que ces dernières délimitent le terrain auquel le chercheur a accès, et qu'elles bornent en conséquence la validité de ses analyses. Ce point vaut évidemment pour les archives concernant les fileurs de coton et pour les documents concernant le conflit colombien. Mais il s'applique également aux données conversationnelles tirées des discussions entre militants d'extrême-droite.

Cette remarque indique que le recours à des données élaborées au cours d'observations ethnographiques participantes n'est pas omnipertinent, mais que *sa validité dépend des questions que le chercheur entend traiter*. Ainsi, il est parfaitement légitime de s'interroger sur les activités dialogiques et scripturaires qui président à la mise en forme des interventions publiques d'un mouvement d'extrême-droite. Dans cette perspective, la démarche adoptée par David Snow et Jason Miller est sans aucun doute la plus appropriée. En revanche, ceci ne les autorise pour autant ni à considérer que toute étude consacrée aux mouvements d'extrême-droite doit se poser cette question, ni à la juger incomplète sous prétexte qu'elle ne prend pas en considération ce genre de données. En effet, une étude peut parfaitement se demander quelles sont *les activités constitutives de l'intelligibilité publique de ce groupe d'extrême-droite*. Or pour répondre à cette question – qui interrogerait exclusivement la face *publiquement visible* de ce mouvement, tel qu'il apparaît dans l'espace politique de l'État d'Arizona – il n'y a aucune raison d'élucider les activités constitutives des relations entre ses membres. Dans une certaine mesure, ce serait même une erreur de le faire. En effet, l'un des intérêts d'une telle recherche consisterait à élucider exclusivement les éléments dont disposent les citoyens ordinaires pour identifier ce mouvement, c'est-à-dire du matériau qu'ils mobilisent pour élaborer des évaluations ou des jugements à son égard, précisément *sans avoir accès à son organisation interne*.

⁶⁰ J'emprunte cet exemple aux recherches menées par Juan Carlos Guerrero (p.ex. 2003).

⁶¹ D'ailleurs, le souci de complétude ne devrait pas s'arrêter en si bon chemin. Il faudrait encore mener des démarches similaires, au moins dans le cadre des Autodéfenses unies de Colombie et au cœur de l'armée régulière. Mais cela serait-il bien suffisant ? Où cet effort devrait-il s'arrêter ? Je consacrerai le prochain paragraphe au caractère irrémédiable de cette critique de l'incomplétude.

Il en va de même pour mon travail sur le problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Mon enquête interroge l'*intelligibilité publique* de ce phénomène. Il s'agit donc de considérer comment les questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ont été constituées comme des enjeux dans les espaces politiques et médiatiques helvétiques. La réponse à ces questions se trouve donc dans des activités de *problématisation* et de *publicisation* incarnées dans et par des *documents publiquement disponibles*. Cette orientation de recherche n'interdit en aucun cas d'en adopter d'autres. Ainsi, sur le même thème, Ariel Colonomos a étudié comment cette affaire est apparue aux responsables politiques états-uniens. Pour mener à bien cette recherche, il a étendu ses investigations au-delà des seules prises de positions publiquement disponibles, en accédant à des documents inédits et en récoltant des entretiens originaux avec les acteurs de l'affaire. Il en a tiré de précieuses indications s'agissant de comprendre l'orientation stratégique de leur action et son inscription dans les transformations en cours de relations politiques internationales (cf. Colonomos, 2001 ; 2002).

Pour le dire en deux mots le travail d'Ariel Colonomos et le mien peuvent être considérés comme des éclairages *complémentaires* portés sur la même question. En revanche, il serait absurde de considérer que son travail serait « incomplet » sous prétexte qu'il ne prend pas en compte un large corpus d'articles médiatiques suisses (dont il est d'ailleurs difficile d'établir en quoi ils lui auraient permis de comprendre l'orientation des interventions des acteurs politiques états-uniens). Inversement, il n'y aurait pas grand sens à considérer que mon analyse est « limitée » sous prétexte qu'elle se contente d'élucider le caractère public de ces questions, tel qu'il a été constitué dans et par des documents publiés, sans prendre en compte les communications téléphoniques et les notes discrètes qui circulaient alors à Washington entre le Sénat et la Maison blanche (dont il n'est d'ailleurs pas évident qu'elles sont d'un grand secours s'agissant d'élucider l'intelligibilité acquise à l'époque par ce problème dans l'espace public suisse).

Synthèse du paragraphe 4.3.1

Ainsi, rien ne permet d'affirmer que les enquêtes qui analysent des activités par les biais de documents publiquement disponibles seraient *a priori* plus limitées ou moins complètes que les enquêtes fondées sur l'analyse de données *ad hoc* constituées sur la base d'observations ethnographiques participantes. Plus encore, ce sera mon second point, si ces deux types de données présentent des caractéristiques distinctes, ils sont épistémologiquement semblables en ce sens qu'ils *transforment* les activités qu'ils représentent. Autrement dit, les uns comme les autres peuvent être simultanément considérés comme des *points de passage* (les données sont l'intermédiaire par lequel le sociologue *accède* au phénomène qu'il analyse) et comme *des obstacles* (les données *s'interposent* entre le chercheur et l'action qu'il entend observer)⁶². Plus précisément, je me suis efforcé de montrer que les « données » – quel que soit le soin apporté à leur conception – altèrent en particulier l'ancrage contextuel et l'organisation temporelle des activités dont elles gardent la trace. Elles transforment des phénomènes indexicaux, uniques, et irréversibles en des processus mobiles, réitérables et réversibles. En conséquence, elles soulèvent un certain nombre de difficultés lorsqu'elles sont mobilisées pour décrire ou raconter le déroulement d'activités sociales.

⁶² Michel de Certeau (1990 [1980] : 180-189) a observé ce point au sujet des « *révélés d'espace* », dans lesquels certaines figures figurent à la fois un bornage (une frontière) et un passage (le pont).

4.3.2 *La tyrannie de la complétude comme institution pratique des hiérarchies en sciences sociales*

La critique adressée par David Snow à Marc W. Steinberg est pernicieuse parce qu'elle est irrémédiable. En effet, *les enquêtes sociologiques sont parties prenantes des processus de signification qu'elles analysent*. En conséquence, elles ne peuvent jamais s'en extraire de manière à en présenter une version définitive. Autrement dit, en critiquant le caractère « limité » ou « incomplet » de l'étude de Marc W. Steinberg, David Snow a ouvert la porte à un processus de régression qui pourrait être prolongé indéfiniment.

Quel que soit le récit retenu pour rendre compte d'un processus historique – qu'il s'agisse d'une action collective ou de la définition d'un problème public – il sera toujours possible d'estimer qu'il prend indûment la place d'autres versions possibles, et donc de lui reprocher d'occulter un point de vue alternatif ou de ne pas prendre en compte certains aspects du phénomène considéré. Toute situation, aussi délimitée et organisée soit-elle, peut donner lieu à une infinité de versions différentes, qui peuvent toujours être considérées comme incomplètes. En conséquence, l'établissement d'une description relève de processus interprétatifs qui peuvent potentiellement donner lieu à des demandes indéfinies d'affinement, de telle sorte qu'aucune ne peut prétendre épuiser le phénomène dont elle rend compte. Autrement dit, le caractère exhaustif (ou plus modestement satisfaisant) d'une description – et donc sa capacité de mettre un terme à cette régression à l'infini – ne tient pas tant à ses qualités intrinsèques, qu'à sa *pertinence*, telle qu'elle est déterminée à *toutes fins pratiques* par les partenaires qui travaillent à son établissement. Harold Garfinkel a signalé ce phénomène par le biais d'une petite expérience à laquelle il a soumis ses étudiants (Garfinkel, 1984 [1967] : 25-26)⁶³ :

Il était demandé à des étudiants de rédiger un compte rendu d'une conversation courante en écrivant sur la partie gauche d'une feuille de papier ce que les locuteurs avaient effectivement dit et sur la partie droite ce que eux et leurs partenaires avaient compris. [...]

Les étudiants remplirent facilement et rapidement la partie gauche mais trouvèrent incomparablement plus difficile de remplir la partie droite. Quand la tâche assignée fut définie, beaucoup me demandèrent quelle longueur je souhaitais qu'ils écrivent. Au fur et à mesure que je réclamaï de l'exactitude, de la clarté et de la précision, la tâche devenait extrêmement laborieuse. Finalement, je leur demandais d'admettre que je ne saurais de quoi il était effectivement question qu'en lisant littéralement ce qu'ils écrivaient littéralement ; alors ils abandonnèrent en se plaignant que la tâche était impossible.

Bien que leurs plaintes aient été en rapport avec la corvée d'avoir à en écrire « plus », la frustration ne provenait pas d'avoir à « vider la mer avec des seaux ». Il ne s'agissait pas non plus du fait que le contenu – limité – de ce qui avait été dit était rendu si vaste par des exigences savantes que le temps manquait ou la résistance, ou du papier, ou de l'initiative ou de bonne raisons d'avoir à écrire « intégralement tout ». Au contraire, leurs plaintes semblaient dues aux choses suivantes : *si* à propos de ce qu'il avait écrit, quoi que ce fût, j'étais capable de persuader l'étudiant que le travail n'était pas encore assez exact, assez précis ou assez clair, et *s'il continuait* à vouloir réduire l'ambiguïté, alors il se remettait au travail en se plaignant de nouveau que la rédaction elle-même développait la conversation avec de nouvelles excroissances qui étaient pertinentes en elles-mêmes. La *manière* même de réaliser cet exercice multipliait ses composantes.

Sans entrer dans les subtilités de l'argumentation déployée par Harold Garfinkel, ce petit exemple montre que toute description d'un phénomène social ou historique peut être considérée comme « limitée » ou « incomplète ». Les analyses sociologiques professionnelles sont couramment confrontées à ce type de difficultés. Habituellement,

⁶³ Une traduction du chapitre 1 des *Studies in ethnomethodology* a été une première fois établie dans le tome trois des *Arguments ethnométhodologiques* édités par le Centre d'Études des Mouvements sociaux, Paris, EHESS. Je la cite ici telle qu'elle a été reprise dans le recueil établi par Karl Van Meter, *La Sociologie*, Paris, Larousse (Textes essentiels), 1992, pp. 667-668.

elles le résolvent de la manière suggérée par le petit exercice auquel Harold Garfinkel a soumis ses étudiants. Elles procèdent en distinguant *ce que* les gens disent (la colonne de gauche des feuilles envisagées par Garfinkel) et *ce dont* ils parlent (la colonne de droite). Ce faisant, elles considèrent *ce que* les acteurs analysés disent comme une version sommaire (réduite, partielle, incomplète, masquée, elliptique, dissimulée, ambiguë ou fallacieuse) qu'il convient d'amplifier pour déterminer *ce dont* ils parlent. Dans cette perspective, il est courant que les analyses sociologiques se donnent pour tâche non seulement de rapporter précisément ce que les gens ont dit ou ce qu'ils ont fait (*i.e.* de remplir la colonne de gauche), mais encore de *compléter* ces formulations rudimentaires par des commentaires déterminant ce dont il est vraiment question (*i.e.* de remplir la colonne de droite).

Cette manière de procéder constitue le fondement même de la *frame perspective*. Sa démarche consiste en effet à *compléter ce que les gens disent*, par la mise en évidence des cadres qui sous-tendent leur discours. Cependant, ce travail d'explicitation est proprement sans fin : chacune de ses avancées constitue elle-même une interprétation, mettant en évidence de nouveaux aspects du phénomène qui mériteraient à leur tour d'être explicités. Ce raisonnement aboutit ainsi à une mise en abîme du processus de recherche qui apparaît clairement dans la critique adressée par David Snow à l'encontre de Marc W. Steinberg. Pour aller vite, il reconnaît à sa recherche le mérite d'avoir élucidé les « répertoires de discours » mis en œuvre par les propos des fileurs de coton, tels qu'ils apparaissent dans les documents d'archives. En revanche, il lui reproche de ne pas avoir complété cette analyse par une étude des « cadres » qui ont sous-tendu les interactions qui ont présidé à l'élaboration de ces discours. Aucun cran d'arrêt ne s'imposant à cette fuite en avant, il est aisé d'anticiper la prochaine étape. Il s'agira alors d'élucider les schèmes de perception mobilisés au cours des activités qui ont précédé les interactions au cours desquelles les discours publics des fileurs de coton ont été élaborés.

Ce raisonnement critique se caractérise ainsi par une faculté d'auto-engendrement (chaque demande de complément trace le chemin de la suivante) doublée d'une validité omnipotente. Ces reproches peuvent être transposés sans difficulté à toutes les analyses qui s'efforcent d'élucider un processus social ou historique quelconque. En effet, chaque enquête peut se voir reprocher de n'avoir pris en considération qu'un nombre fini d'événements et d'interactions ; de les avoir traités trop superficiellement, c'est-à-dire de ne pas suffisamment réviser, préciser et amender les apparences, de manière à établir définitivement « ce qui s'est passé » et à en déceler les fondements occultes ou inconscients ; et surtout de ne pas avoir dressé l'inventaire exhaustif de la panoplie des « cadres », des « schèmes interprétatifs » ou des « structures » qui ont organisé cette réalité.

Dans cette perspective, deux lignes de critique pourraient s'appliquer aisément à mon étude sur les définitions du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». La première pourrait s'offusquer de son orientation descriptiviste, qui s'efforce de ne pas compléter les discours, de ne pas chercher à repérer les entités réifiées qui les sous-tendraient, ni à en établir un inventaire ou une typologie. La seconde pourrait monter au créneau en raison des limites d'un corpus de textes exclusivement constitué de prises de position publiques et médiatiques, au détriment de leur « réception », considérée comme une activité à part, localisée dans des sentiments, des expériences ou des réactions qui, s'ils ne sont pas publics, n'en sont pas moins réels pour autant.

La formulation de ces critiques ne laisse qu'une très faible marge de manœuvre pour l'orientation des recherches auxquelles elles sont adressées. Quelles que soient l'orientation théorique et les données retenues pour tenter d'y répondre, la démarche resterait la même. Il s'agirait d'*ajouter* quelque chose à ce qui a été dit et fait de manière à

découvrir ce dont il s'agissait vraiment (*i.e.* les contenus des propos échangés, les causes, les motifs ou les objectifs des activités entreprises). Autrement dit, il s'agirait d'accumuler un maximum d'informations permettant de s'assurer que la première version (incomplète) de l'analyse sociologique relate bien ce qu'« avaient en tête », ce que « croyaient » ou ce que « voulaient » les personnes impliquées à l'époque dans les recherches des « fonds en déshérence » et dans leurs comptes rendus journalistiques. Or, cette assurance reposerait sur l'identification, dans les données, des fondements des démarches entreprises pour résoudre le problème « des fonds juifs et de l'or nazi », de la compétence des acteurs désignés pour les mener à bien, des garants de la sincérité avec laquelle ils ont mené cette entreprise, etc.

Une telle orientation de la recherche romprait profondément avec la conception de l'ordre social impliquée par l'acception goffmanienne de l'« analyse des cadres ». Dans cette perspective en effet, les « cadres » ne sont en aucun cas des entités qui pourraient être isolées des processus interprétatifs dans lesquels ils sont engagés. Il en découle deux conséquences majeures. Premièrement, les « cadres » ne se présentent jamais comme des « objets » qui pourraient être observés, décrits et dénombrés en tant que tels. En conséquence, il ne peut être question d'en établir un quelconque inventaire, exhaustif ou non. Deuxièmement, les cadres sont des schèmes pratiques qui organisent à la fois la réalité sociale et les expériences dont elle est l'objet. En conséquence, ils ne se « localisent » ni « en production » (*dans* la première) ni « en réception » (*dans* les secondes). Ils apparaissent en revanche dans l'orientation d'activités discursives et pratiques (*i.e.* dans la manière dont les gens font ce qu'ils ont à faire). Autrement dit, il ne peut être question de les « saisir empiriquement ». Leurs contours peuvent tout au plus être dessinés par le biais de descriptions et de récits qui s'efforcent de rendre compte, le plus fidèlement possible, du déroulement d'un cours d'activité.

Tout au long de mon travail, je tâcherai de m'en tenir à cette analyse constitutive, promue notamment par Erving Goffman. En raison de mon attachement à cette conception de l'ordre social, je tâcherai d'orienter ma recherche de manière à prendre en compte toutes les critiques qui montreront que mon travail s'éloigne de cette optique. Je m'efforcerai en particulier de rectifier mes descriptions de manière à les épurer de toute tendance à la réification ou à la substantification. Je rectifierai mes récits de manière à ce que leur formulation rende compte des processus auto-constitutifs et auto-interprétatifs qui se sont déployés tout au long des débats sur « les fonds juifs et l'or nazi ». En revanche, j'invoquerai systématiquement cette même conception de l'ordre social pour refuser d'entrer dans la course mortifère à l'exhaustivité. Pour le dire clairement, je refuserai purement et simplement de répondre aux critiques qui stigmatiseront l'incomplétude de mon travail : elle est indéniable et je l'assume pleinement, dans la mesure où elle est constitutive des processus interprétatifs que j'analyse, et de leur déploiement dans des espaces publics démocratiques.

C'est sur ce dernier point que je conclurai ce chapitre. La conception constitutive de l'ordre social à laquelle je suis attaché ne se décline pas uniquement en termes épistémologiques et théoriques. Elle implique également quelques conséquences politiques, en particulier concernant l'organisation des relations sociales en général et des échanges scientifiques en particulier. Pour le dire rapidement, mon étude ne prétend en aucun cas proposer une analyse exhaustive du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». A vrai dire, elle aurait même plutôt l'ambition inverse, de contribuer à mettre à l'épreuve quelques évidences tenues pour acquises, à soulever de nouvelles questions, à susciter de nouvelles enquêtes au sujet du traitement des enjeux politiques dans l'espace public et médiatique suisse en général, et à propos de la constitution du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » en particulier.

Or, cette conception de la recherche scientifique en tant que dynamique d'enquête ouverte, indissociable de l'espace public démocratique à l'intérieur duquel elle se développe, et à la constitution duquel elle participe, me paraît incompatible avec la réification de l'ordre social impliquée par les évaluations qui se contentent d'épingler le caractère « partiel » ou « incomplet » d'une recherche historique ou sociologique.

Lorsque de telles critiques sont soulevées, dans le domaine des sciences sociales, au sujet d'une enquête empirique, elles ne révèlent ni une défaillance théorique, ni une carence méthodologique du travail en question. Elles se contentent beaucoup plus simplement de mobiliser, à des fins de controverse scientifique, la dynamique interprétative constitutive de tout compte rendu. Pour le dire plus brutalement, de telles critiques n'apportent rien, ni au débat scientifique, ni à la connaissance de l'ordre social – dont elles se contentent d'utiliser les propriétés au lieu de les analyser. En ce sens, elles peuvent être qualifiées de paresseuses. En effet, il n'est pas même nécessaire de jeter le moindre coup d'œil à une recherche en sciences sociales avant de pouvoir affirmer qu'elle est « limitée » ou « incomplète ». Toutes le sont nécessairement en raison des propriétés auto-constitutives et auto-interprétatives de leur objet, à la constitution duquel elles participent. En conséquence, ces critiques sont infructueuses, parce qu'elles lancent une controverse à laquelle aucune description – quelles que soient ses qualités intrinsèques – ne pourra jamais mettre un terme. De plus, la mobilisation de tels arguments instaure une dynamique tyrannique sans fin, fondée sur le seul exercice arbitraire des rapports de force⁶⁴.

Par définition, toute description peut être considérée comme déficiente. En conséquence, critiquer une observation ou une analyse au nom de ce seul argument, ce n'est pas tant qualifier ses propriétés, qu'instituer un rapport hiérarchique et dissymétrique avec son auteur. Autrement dit, les sempiternelles demandes de précision et de complément d'une description peuvent être considérées comme des pratiques constitutives d'une relation de pouvoir, ainsi rendue observable et descriptible. La petite expérience menée par Harold Garfinkel est particulièrement éclairante sur ce dernier point. Sa mise en œuvre est rendue possible par l'organisation pratique des situations d'enseignement, qui placent les professeurs en position de demander aux étudiants de présenter des observations et des descriptions, de les évaluer, et d'exiger des compléments. Or, la position des professeurs de sciences sociales a ceci de particulier que l'objet qu'ils demandent de décrire ne peut jamais l'être de manière exhaustive. En conséquence, il leur suffit d'invoquer ce seul argument pour exercer une forme de pouvoir discrétionnaire : il leur suffit d'exiger toujours plus de clarté, de précision et d'exactitude pour placer leurs étudiants dans une situation d'échec irrémédiable.

La prise de position de David Snow à l'encontre de Marc W. Steinberg semble indiquer qu'il en va de même au-delà des relations entre les professeurs et leurs étudiants. Dès lors qu'un auteur est appelé à faire le bilan concernant une orientation de recherche – surtout si la paternité de cette perspective lui est attribuée, comme c'est le cas pour David Snow et la *frame perspective* – il lui suffit d'invoquer l'incomplétude des recherches

⁶⁴ Dans son acception goffmanienne, l'« analyse des cadres » met en évidence le lien constitutif qui unit une définition du monde social et l'expérience qui en est faite. Cette remarque implique donc que chaque description du monde constitue un point de vue adopté à son égard, et institue les relations qu'il entretient avec les autres perspectives possibles, ce qui soulève les enjeux d'une « politique de la réalité » (cf. Pollner, 1991). Ainsi, s'autoriser à affirmer qu'une description est « incomplète », ce n'est pas seulement supposer qu'il est possible d'en envisager une qui soit exhaustive. C'est du même coup instituer cette dernière en tant que *version définitive* (i.e. en faire l'étalon qui clôt toute controverse), constituer son *point de vue* comme le seul valable et donc identifier la (ou les) *figure(s)* qui l'occupent comme les seules habilitées à dire le réel. Cette critique constitue donc une forme d'organisation politique despotique, incompatible avec les pratiques démocratiques.

effectuées jusqu'alors, pour s'autoriser à déterminer des moyens susceptibles de remédier à ces carences, et occuper ainsi, pour longtemps, la position à partir de laquelle les orientations du programme de recherche seront déterminées. En effet, les remèdes élaborés à cette occasion ouvriront la voie à des recherches dont les apports éclaireront des aspects du phénomène jusqu'alors restés dans l'ombre. Mais ils ne résoudront pas pour autant le problème de l'exhaustivité. Il sera alors toujours possible, lors du bilan suivant, de réitérer la même critique, et de renvoyer les chercheurs à leurs recherches, comme Garfinkel renvoyait ses étudiants à leurs descriptions.

CHAPITRE 5

Cultural frames provide a « common sense » pattern that systematically shapes the way we interpret images by drawing our attention to some aspects of these images while encouraging us to ignore others. When we frame images generated during a public policy dispute, we frame an object around which the issues revolve, rather than the issues themselves. Cultural frames are flexible. We can choose from a variety of frames to make sense of any particular information, and people ascribing to highly conflicting ideologies can find the same frames equally useful. [...]

Scholars cannot identify frames by counting the appearance of key words and phrases, or by specific argumentative structures. Instead, one must look for storylines about what is to be comprehended.

Kimberly Fisher, « Locating Frames in the Discursive Universe », *Sociological Research Online* 2(3), 1997, 6.1-6.2

5 LA CONSTITUTION PRATIQUE D'UNE LIGNE ÉDITORIALE : LA TRAJECTOIRE « DES FONDS JUIFS ET DE L'OR NAZI DANS *L'HEBDO* »

L'analyse définitionnelle a étudié l'élaboration de la question « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elle a retracé la mise en forme progressive d'un problème international, affectant gravement l'image de la Suisse. Elle a montré comment son émergence s'est accompagnée de celle d'un ensemble d'arènes et d'acteurs engagés dans ces discussions. Il serait envisageable de prendre cette définition comme point de départ à partir duquel une trame narrative emprunterait plusieurs directions complémentaires. L'histoire « des fonds juifs et de l'or nazi » se présenterait alors comme un récit linéaire, retraçant les activités de quelques acteurs bien identifiés, inscrits dans un ensemble fini d'arènes (cf. première partie, *supra*).

Puis, le recours à l'« analyse des cadres » a fait éclater cette trame narrative. Il a mis au jour quatre « panoplies interprétatives » que les différents intervenants, engagés dans diverses arènes, ont mobilisées pour prendre position dans la controverse. Cette approche a fondé une première présentation synthétique de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi », présentée sous la forme d'un panorama borné par quatre conceptions du monde distinctes, voire incompatibles. En première approche, celles-ci pourraient être considérées comme des *points fixes*, à partir desquels il serait possible de retracer l'histoire des discussions. Cette manière de procéder aurait cependant l'inconvénient de fonder une philosophie de l'histoire classique, s'efforçant d'interpréter la dynamique contingente des actions et des événements sous les auspices de quelques « répertoires » chargés d'expliquer leur développement. Autrement dit, ce mode d'analyse constituerait les « panoplies interprétatives » comme des dispositifs culturels réifiés, susceptibles d'être analysés indépendamment des histoires dans lesquelles ils sont impliqués et à l'orientation desquelles ils contribuent (chapitre 4).

Ce premier tour d'horizon a permis d'identifier les protagonistes de la controverse, de caractériser les positions qu'ils ont adoptées au sujet du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale et d'élucider les argumentations qu'ils ont déployées pour y remédier. Dans une perspective praxéologique, il s'agit maintenant *d'observer et de décrire comment ces identités, ces opinions et ces raisonnements ont été constituées au cours de ce débat*. Pour initier l'élucidation de ces questions, je commencerai par me focaliser sur un corpus restreint. J'étudierai comment le magazine *L'Hebdo* s'est positionné au cours de la controverse. En retraçant la constitution du positionnement d'un support médiatique singulier, au cours d'une discussion particulière, les pages qui suivent ouvriront la voie à une analyse praxéologique des procédures par lesquelles les médias élaborent les positions qu'ils prennent au cours de controverses politiques. Ce travail

d'écriture désubstantifiera les « panoplies interprétatives ». Il les rapportera aux *activités* qu'elles orientent et qui leur confèrent leur intelligibilité. Ce cheminement se développera en trois temps.

Pour commencer, je mobiliserai les panoplies interprétatives – caractérisées au chapitre 4 – pour identifier la position adoptée par *L'Hebdo* au cours de la controverse (5.1). Cet examen préliminaire mettra au jour un net *revirement de situation*. Il apparaîtra que, de septembre à décembre 1996, *L'Hebdo* a interprété les enjeux soulevés par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale en termes de *responsabilité morale* (5.1.1). Par contre, suite à la publication du premier rapport dirigé par le sous-secrétaire d'État états-unien Stuart Eizenstat, en mai 1997, *L'Hebdo* a présenté la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » comme une polémique. Plus encore, il a explicitement *pris position dans ce conflit* qu'il a ainsi constitué comme un *combat à mener* (5.1.2).

Dans un deuxième temps, l'étude étudiera les opérations pratiques qui ont réalisé ce renversement de cadrage, entre janvier et mai 1997. Cette démarche permettra de repérer les « moments de discours critiques » de la controverse sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire d'identifier ses tournants et de les associer à des actions ou à des événements particuliers (5.2). Pour y parvenir, l'analyse devra renoncer à mobiliser les « panoplies interprétatives » comme les points fixes de sa trame narrative. Au contraire, elle observera comment elles ont été mobilisées et affinées par les pratiques discursives qui ont déterminé le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » comme un enjeu de débat intelligible. Au fil de cette analyse, les dispositifs de cadrage seront donc étroitement articulés au *déroulement d'une intrigue (storyline)*, à l'avancement de laquelle ils contribuent (cf. Fischer en épigraphe).

Ainsi, l'enquête se concentrera sur les opérations qui ont progressivement donné forme à cette dynamique conflictuelle dans les colonnes de *L'Hebdo*. Cet examen détaillé indiquera que l'interprétation agonistique du débat y est apparue – dès les premières semaines de janvier 1997, suite à l'intervention de Jean-Pascal Delamuraz¹ – en tant que *thème de discussion* (5.2.1, *infra*), avant d'être endossée épisodiquement par les journalistes (5.2.2, *infra*). Il apparaîtra ensuite que, les premières fois que *L'Hebdo* a explicitement adopté cette perspective agonistique, il a disqualifié des interventions attribuées à des agents associés à la gauche politique : *Le Manifeste du 21 janvier*, puis la publication de *La Suisse, l'or et les morts* de Jean Ziegler (5.2.3, *infra*). L'étude de ces épisodes fera apparaître la virulence des lettres de lecteurs publiées à ces occasions. Cette observation suggérera que, dans les colonnes de *L'Hebdo*, la constitution et la légitimation de la perspective agonistique s'est jouée en marge des pages rédactionnelles, dans le courrier des lecteurs (5.2.4).

Cette analyse du développement de la controverse « des fonds juifs et de l'or nazi » au fil des éditions de *L'Hebdo*, invitera finalement à faire retour sur l'intuition fondatrice de l'analyse des cadres dans son acception goffmanienne (5.3, *infra*). L'analyse détaillée de ce renversement de perspective suggérera en effet que les *opérations de cadrage* sont des activités qui articulent indissociablement l'*organisation des situations* et les *engagements subjectifs* qui s'y déploient². En conséquence, les *cadrages médiatiques* seront analysés comme des opérations qui articulent indissociablement la *détermination d'un problème*, la *polarisation des positions adoptées à son sujet* et l'*orientation d'une controverse*. Dans cette perspective, les « titres » de presse, leurs « lignes éditoriales » et le « champ médiatique » dans lequel ils se positionnent n'apparaîtront pas comme des *variables indépendantes* ou des *ressources analytiques*, que le chercheur peut mobiliser

¹ J'ai évoqué cette intervention pour illustrer de manière exemplaire la perspective du conflit (cf. 4.2.2, *supra*).

² Pour une présentation synthétique de la problématique et la démarche goffmaniennes voir 4.1, *supra*.

pour délimiter ses échantillons, composer son corpus ou interpréter des pratiques discursives. Au contraire, ces phénomènes seront analysés comme des *accomplissements pratiques* dont la constitution, l'organisation et l'orientation méritent d'être élucidés.

Cette analyse se donnera donc pour tâche d'observer et de décrire comment des opérations *rendent compte* d'un problème particulier, *prennent position* à son sujet. Il s'agira donc de composer un récit qui retracera comment les protagonistes d'une controverse ont contribué à l'orientation des discussions auxquelles ils ont pris part et à l'élucidation de la situation problématique dans laquelle ils sont intervenus. Ce cheminement suggérera donc qu'en tant que pratiques, les discours médiatiques entretiennent des relations constitutives avec les situations en références auxquelles ils acquièrent leur intelligibilité et leur légitimité. Concrètement, cette perspective montrera donc que le changement de position de *L'Hebdo* a été étroitement articulé à la réorientation de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » et à la réorganisation de l'*espace médiatique* suisse³, auxquelles il a contribué.

5.1 La trajectoire des cadrages « des fonds juifs et de l'or nazi » dans *L'Hebdo*

Ce chapitre va donc observer et décrire comment la ligne éditoriale de *L'Hebdo* a été orientée et réajustée au cours de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi », de manière à repérer les moments auxquels ces transformations sont intervenues⁴. Dans une certaine mesure, cette démarche s'inspirera du travail de William Gamson et Andre Modigliani (1989). Au croisement de la *frame perspective* et de l'analyse culturelle, ces auteurs ont réalisé une vaste enquête visant à retracer les *transformations* des discours sur l'énergie nucléaire dans les médias états-uniens. Par rapport à la substantification des cadres et à la réification de la culture engendrées par la *frame perspective*, cette analyse a le net avantage de réintroduire dans sa problématique une pensée de la *dynamique historique* et des *processus discursifs* à l'œuvre dans les débats publics.

Pour autant, leur approche ne rompt pas complètement avec ces travers, qu'elle a même paradoxalement tendance à renforcer. En effet, William Gamson et Andre Modigliani traitent les « panoplies interprétatives » comme des objets, qu'il est possible de compter et de mesurer (idem : 4) :

We follow the convention of presenting packages as intended quotations, although they are in fact a combination of paraphrasing and direct quotes from multiple sources. The acid test of a statement of a package should be its acceptance by an advocate that the statement is a fair

³ La notion d'*espace médiatique* désigne une situation polarisée et orientée qui entretient des relations constitutives avec les pratiques médiatiques. Elle s'oppose à celle de « champ médiatique », habituellement utilisée en sociologie des médias pour désigner des structures d'opposition stabilisées et déterminées, analysées dans une perspective rétrospective et indépendante du déroulement des controverses qui les ont configurées.

L'« espace médiatique » que j'étudierai ressemble aux « champs médiatiques » analysés par Pierre Bourdieu, en ce sens que tous se caractérisent par des différences de position et de prises de position. Cependant, l'organisation de ces environnements est radicalement différente. Les « distinctions » constitutives des « champs » reposent sur les capitaux dont disposent les agents qui les composent. Les « différences » qui fondent l'intelligibilité des « espaces médiatiques » sont observables, en revanche, dans les activités quotidiennes et publiquement déployées par les journalistes dans les colonnes de leurs journaux. Autrement dit, alors que les positions constitutives des champs ne sont intelligibles que par le biais d'une analyse sociologique, la composition de l'« espace médiatique » est intelligible pour quiconque est confronté aux différents discours des médias sur un même sujet, tels qu'ils se manifestent sur les différentes manchettes de presse affichées à la devanture des marchands de journaux, ou au cours des revues de presse radiophoniques.

⁴ Ce corpus est composé de 87 numéros du magazine, recensant l'ensemble des dossiers, des articles, des lettres de lecteurs et des annonces publicitaires consacrés d'une manière ou d'une autre au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

one. We attempt to meet this test by relying on the language of advocates and sponsors, deriving it from their pamphlets and other writings.

(Par convention, nous présentons les panoplies sous la forme de citations intentionnelles, bien qu'il s'agisse en fait de combinaisons de paraphrases et de citations directes tirées de sources multiples. L'épreuve décisive pour la formulation d'une panoplie devrait être son acceptation par l'un de ses partisans, estimant que cette formulation est équitable. Nous tentons de satisfaire à ce test en nous fiant au langage des partisans et des promoteurs, que nous dérivons de leurs brochures et autres écrits.)

Cette manière de procéder rompt avec les approches pragmatiques en général et avec l'analyse goffmanienne des cadres en particulier. Elle traite la culture comme un assemblage d'entités langagières : des formules et des slogans notamment. Autrement dit, elle constitue les « panoplies interprétatives » comme des composantes indépendantes des pratiques discursives dont elles sont extraites et des situations énonciatives dont elles sont isolées. A tel point d'ailleurs que rien ne semble affecter les « panoplies interprétatives » étudiées par William Gamson et Andre Modigliani. Ainsi, les structures de la panoplie intitulée *progrès* restent fondamentalement les mêmes de la fin de la guerre, au lendemain de l'explosion de la centrale de Tchernobyl. Certes, au fil de débats marqués par de nombreux événements et accidents, cette perspective a progressivement perdu le monopole qui était le sien jusqu'aux années 1960, et elle a dû s'ajuster pour faire face à la concurrence d'interprétations alternatives (idem, 4) :

Packages, if they are to remain viable, have the task of constructing meaning over time, incorporating new events into their interpretive frames. In effect, they content a story line or [...] a scenario. The progress package, for example, must be able to deal with the accidents at Three Mile Island (TMI) and Chernobyl, providing them with a meaning that is plausible and consistent with the frame. If the event is not one that the scenario predicts or expects, this only challenges the ingenuity and suppleness of the skillful cultural entrepreneur.

(Les panoplies, si elles entendent demeurer viables, ont la tâche de construire des significations dans la durée, en incorporant de nouveaux événements dans leurs cadres interprétatifs. La panoplie du progrès, par exemple, doit être capable de traiter des accidents de Three Mile Island (TMI) et de Tchernobyl, en leur conférant une signification plausible et cohérente avec leur cadre. Si l'événement n'est pas de ceux qui sont prévus ou attendu par le scénario, ceci met seulement au défi l'ingéniosité et la souplesse d'un entrepreneur culturel habile.)

Quelle que soit l'ampleur de ces ajustements, il n'empêche que, dans l'analyse de William Gamson et Andre Modigliani, la panoplie du « progrès » se présente comme un dispositif culturel doté de caractéristiques extrêmement durables, dispensant les ressources nécessaires pour former des discours et des prises de position au sujet de l'énergie nucléaire durant plus de quatre décennies.

Au lieu de présenter les « panoplies interprétatives » intervenues au fil du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » comme des entités stables et objectivées, ce chapitre s'efforcera de suivre leur trajectoire. Cette démarche débouchera pourtant sur la formulation de descriptions qui ne seront pas exemptes de toute réification. Cependant, contrairement aux caractérisations formelles des panoplies interprétatives élaborées au chapitre précédant, elles auront le net avantage de mettre en évidence la *dynamique des débats* et d'en repérer les *principales étapes*. Ce travail permettra d'élaborer un récit relatant la succession des phases qui ont marqué la construction de la signification « des fonds juifs et de l'or nazi ». En ce sens, les transformations qui ont affecté ces « panoplies interprétatives » deviendront des indicateurs qui permettront de repérer les « moments de discours critiques » (*critical discourse moments*), c'est-à-dire les principaux tournants de ce processus, dont l'analyse sera conduite dans les chapitres suivants.

5.1.1 *Le temps de la responsabilité morale : de septembre à décembre 1996*

Au mois de mai 1995, alors que les questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale émergeaient tout juste, à la faveur des célébrations de la Shoah, l'*Hebdo* s'était signalé en titrant à trois reprises consécutives à ce sujet (cf. 1.2.1, *supra*). La couverture de son édition du 4 mai 1995, intitulée « 1945 Comment la Suisse est sortie du réduit », annonçait un dossier de seize pages, consacré à la fin de la guerre, telle qu'elle avait été vécue en Suisse. Il rassemblait trois articles rédactionnels et une interview de l'historien André Lasserre, qui se rejoignaient pour présenter l'armistice du 8 mai 1945 comme un *tournant de l'histoire helvétique*, marquant l'ouverture de la Suisse sur la scène internationale⁵. Au fil de leur développement, ces discours nouaient les fils d'une conception libérale de l'espace public et d'une éthique de la responsabilité. Ils composaient ainsi la trame d'une question de *conscience*, dont l'élucidation était considérée à la lumière de la *connaissance* des événements dont disposaient, à titre individuel, les *responsables* de l'époque.

Cette problématique a été approfondie la semaine suivante, dans un article intitulé « Avec Villiger, la Suisse se découvre une conscience », consacré aux excuses présentées aux juifs par le président de la Confédération (*Hebdo*, 11 mai 1995). A cette occasion, la conscience n'a pas seulement été traitée comme un attribut individuel, mais comme un prédicat associé à « la Suisse » en tant que collectivité nationale. Cette thématisation faisait émerger l'enjeu du rapport collectif au passé autour duquel trois positions étaient polarisées : celle adoptée par la gauche politique et des juifs, accusés de se muer en « *justiciers* » à force de systématiquement subordonner le passé au présent ; celle de la droite politique, incriminée pour avoir refusé le principe même d'un regard critique sur le passé ; et celle, médiane – élaborée par Kaspar Villiger et endossée par l'énonciateur journalistique – consistant à porter un regard critique sur le passé et à présenter des excuses, tout en gardant ses distances avec la tentation du « justicier ».

Enfin, le 18 mai 1995, *L'Hebdo* a clairement pris position dans le débat, avec sa couverture en forme d'interpellation : « *PRESSION SUR LES BANQUES Qu'avez-vous fait de l'argent des juifs ?* ». Rétrospectivement cet article a régulièrement été mentionné comme un précurseur dans l'élaboration du problème des « fonds juifs ». Alors que les discussions n'en étaient qu'à leurs balbutiements, il cernait les contours d'un problème relatif à l'argent des victimes de l'Holocauste : il identifiait les « *Juifs* », les « *banques suisses* » et la « *Commission fédérale des banques* » en tant que ses acteurs principaux ; il pointait les enjeux relatifs au secret bancaire soulevés par les recherches de ces fonds et de leurs titulaires et la détermination des montants à leur restituer ; et il plaçait le tout dans la perspective d'une *revendication* et d'un *appel à l'action* explicitement adressés à l'Association suisse des banquiers.

Avant que soit érigée la scène « des fonds juifs et de l'or nazi », *L'Hebdo* avait donc planté le décor d'une question de conscience, soulevée par des revendications, appelant à poser des *actions*, telles que « *commémorer l'armistice* », « *présenter des excuses pour le timbre J* », ou « *restituer l'argent des juifs* ». Après de longs mois d'un silence relatifⁱ, le magazine a repris et prolongé ce discours alors que le rapport *Nazi Gold* du *Foreign Office*

⁵ Cette mise en scène de l'histoire a rompu avec la « mémoire officielle », élaborée dès la seconde moitié des années 1940. Selon cette version, habituellement tenue pour acquise, la Seconde Guerre mondiale était comme un événement extérieur, dont la Suisse n'avait subi que les conséquences indirectes (cf. prologue et 1.2.1, *supra*). Ce rapport particulier à la Seconde Guerre mondiale est attesté par les pratiques de sa commémoration. Avant 1995, la Suisse n'avait jamais commémoré la fin de la guerre. Par contre, elle célébrait la mobilisation générale de 1939, c'est-à-dire le début des hostilités. Dans ces circonstances, ce dossier de *L'Hebdo* apparaissait comme une *prise de position* en faveur de la décision gouvernementale – âprement discutée et très controversée – d'organiser les manifestations du printemps 1995 (à ce sujet, voir la première note de l'introduction, *supra*)

britannique soulevait les discussions qui ont élaboré la définition du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » (cf. 1.4, *supra*). *L'Hebdo* a contribué à ces débats, dès son édition du 19 septembre 1996, par un dossier de onze pages, annoncé par une couverture sans ambiguïté. Sur fond rouge, le titre « *OR DES NAZIS. De quoi sommes-nous vraiment COUPABLES ?* » y est accompagné d'un insigne nazi en or – un aigle surmontant une croix gammée – reproduit ensuite sur chaque page rédactionnelle.

« *De quoi sommes-nous vraiment COUPABLES ?* » (19.9.96)

En trois articles et une interview de la conseillère fédérale Ruth Dreifuss, ce dossier articule les questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale soulevées jusqu'alors – « *l'or volé aux juifs* », les « *avoirs en déshérence* », les « *esclaves de guerre* » forcés à travailler dans les filiales allemandes d'entreprises suisses, et l'infiltration du CICR par les nazis – sous les auspices de la faute, de la culpabilité et de la responsabilité morale. Dès la table des matières, le dossier est présenté dans cette perspective :

DOSSIER

Les vraies fautes de la Suisse

La Suisse a-t-elle été l'immonde receleuse des richesses arrachées par les nazis à leurs victimes ? Devant la cascade d'accusations tombées ces dernières semaines, *L'Hebdo* tente de dégager les vraies responsabilités. Notre dossier ajoute de nouveaux éléments sur les ambiguïtés du CICR face au III^e Reich et sur l'emploi des prisonniers de guerre, en Allemagne, par des entreprises suisses.

Sous une photographie d'archives, noir et blanc, représentant « *Des milliers d'anneaux en or récupérés sur les victimes des camps* », cette approche est spécifiée par le surtitre, le titre et le paragraphe introductif du premier article explicitement articulés dans le registre de l'*accusation* :

Or nazi, dépôts juifs, ambiguïtés du CICR, entreprises suisses en Allemagne...

La Suisse à l'heure des comptes

La vague d'accusations qui déferle sur l'attitude suisse face au régime nazi éclabousse le pays. Mais où sont les vraies fautes ? La Banque nationale savait-elle que l'or acheté à l'Allemagne provenait des pays pillés par Hitler ? Les banques ont-elles spolié les déposants juifs ? Le CICR a-t-il couvert un agent pro-allemand ? Et comment réparer aujourd'hui des actes que la conseillère fédérale Ruth Dreifuss qualifie de « simplement dégueulasses » ? Notre dossier.

Cet article principal brosse un premier tour d'horizon des enjeux, à partir de la problématique de l'or. Au fil de ce parcours, il soulève en particulier les questions relatives à la *responsabilité* des dirigeants de la banque nationale et des autorités politiques. Les premiers connaissaient-ils l'origine de l'or qu'ils acquéraient, dans quelle mesure avaient-ils informé les secondes de leurs transactions et ces dernières n'auraient-elles pas dû s'en inquiéter et intervenir à ce sujet ?

Face à ces épineuses interrogations, *L'Hebdo* se retranche derrière les divergences qui opposent les pionniers des études historiques à ce sujet. D'un côté, il mentionne la position défendue par Werner Rings :

[L]es banquiers suisses ne pouvaient pas être dupes des faibles réserves d'or que possédait la Reichsbank avant la guerre. D'où pouvait donc provenir le fleuve d'or allemand qui, de mai 1940 à avril 1945, a irrigué la Suisse ? On aurait préféré fermer les yeux sur son origine douteuse.

De l'autre, il convoque Philippe Marguerat qui « *ne partage pas cette logique de la suspicion* » :

« Pour ce qui concerne l'or de provenance belge, la Banque nationale ne s'est pas doutée qu'elle absorbait de l'or pillé avant l'été 1943. Quant à l'or hollandais, elle a eu quelques soupçons dès 1942, mais son origine illicite n'a été démontrée qu'après la fin de la guerre [...] ».

Au lieu de trancher entre ces deux points de vue divergents, *L'Hebdo* propose une alternative, qui prolonge et spécifie la piste médiane, qu'il avait inaugurée, plus d'une année auparavant, suite aux excuses présentées par Kaspar Villiger :

Mais d'avantage que les responsabilités politiques, c'est la question morale qui vient nous tarauder aujourd'hui. Entre le refoulement et l'autoflagellation, il existe peut-être une troisième voie : celle qui consiste à affronter lucidement notre propre passé.

A ce moment de la controverse, *L'Hebdo* a initié une dynamique réflexive, chargée de lutter contre le refoulement. Il a endossé, jusque dans sa formulation, le programme de *responsabilité morale* ébauché, quelques pages plus loin, par la conseillère fédérale Ruth Dreifuss et par le dessinateur Patrick Chappatte⁶.

La Suisse, son passé, le racisme et la croisade du sénateur D'Amato (26.9.96)

Dès lors, *L'Hebdo* ne s'est pas départi de cette perspective morale. La semaine suivante, il est revenu à la charge par le biais de deux articles et d'un dessin de presse. Il a d'abord saisi l'occasion de la sortie de l'autobiographie de Alfred A. Häslér⁷ pour présenter un portrait de l'auteur de *La barque est pleine*ⁱⁱ :

Journaliste, il fouille présent et passé, publie 30 livres et surtout, en 1967, l'ouvrage qui révéla avec le plus d'exactitude et de clarté l'attitude de la Suisse envers les réfugiés juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, ce pays qui les refoulait à la frontière, autrement dit vers la mort. « La barque est pleine – la Suisse terre d'asile ? » reste jusqu'à aujourd'hui l'ouvrage de référence par excellence. En retraçant des destins humains concrets, Alfred A. Häslér a rendu plus qu'un service historique, il a ému l'opinion publique sur un des chapitres les plus sombres de notre histoire.

Dès l'introduction de son propos, la journaliste de *L'Hebdo* – Catherine Bellini – manifeste explicitement son adhésion à la « *lutte* » menée par Alfred A. Häslér : « [...] *il est encore habité par un humanisme rayonnant et modeste. Dans son autobiographie [...] il donne une sorte de leçon de morale et d'amour du prochain au sens noble du terme [...].* » Au fil de l'interview qui accompagne cette présentation, s'égrainent quelques-unes des prises de position présentées, dans le titre de l'article, comme des jugements sévères portés contre la Suisse. Il est alors explicitement question de l'attitude helvétique durant la Seconde Guerre mondiale :

– **La politique suisse des étrangers repose sur le modèle des trois cercles favorisant l'accueil de ressortissants de pays de culture similaire à la nôtre. Ce modèle est-il raciste ?**

– Oui, car il qualifie et disqualifie les gens en les classant en catégories [...]. Cela me rappelle la Seconde Guerre mondiale, quand le conseiller fédéral von Steiger parlait de réfugiés qui nous auraient été plus proches que les juifs.

⁶ Ces interventions ont été présentées pour illustrer la perspective de la responsabilité morale : 4.2.4, *supra*, exemple 1 « entretien avec Ruth Dreifuss. 'C'est un cauchemar qui revient' » et exemple 2 « Le cauchemar du banquier ».

⁷ Alfred A. Häslér, *Einen Baum pflanzen*, Pendo Verlag, 1996.

– **Les accusations pleuvent contre nos banques qui contiennent de l’or nazi et des comptes juifs. Avez-vous parfois honte d’être suisse ?**

– J’estime honteux qu’il ait fallu cinquante ans pour que nos autorités soient prêtes à examiner en profondeur notre erreur politique envers le régime nazi, dont la question de l’or. Et cela seulement parce que des pressions sont venues de l’étranger. Ce travail aurait dû être fait il y a quarante ans, avant que des milliers de dossiers de réfugiés juifs disparaissent curieusement. Cela me rend furieux et triste, parce que je suis Suisse.

Ce discours pourrait faire figure d’exemple emblématique pour illustrer la panoplie de la responsabilité morale. Il propose que la Suisse déploie une analyse critique de son attitude passée et qu’elle en tire les conséquences pour l’orientation de ses politiques actuelles. Dans cette perspective, il apparaît honteux qu’une telle démarche ne soit entreprise qu’avec plusieurs décennies de retard, et suite à des pressions exercées du dehors. Quinze pages plus loin, un autre article présente précisément un portrait peu flatteur de l’un des instigateurs de ces menées étrangères :

Alfonse D’Amato, le croisé anti-suisse

Électoraliste Le trouble sénateur de New York n’a pas fini d’accabler la Suisse à propos des avoirs juifs. Il en va de sa carrière.

Sans ambages, ce titre dessine les contours d’un personnage « *trouble* » qui « *accable la Suisse* » pour des intérêts personnels et politiques : « *sa carrière* » et « *l’électoralisme* ». Plus encore, le recours à la panoplie interprétative du conflit place sa démarche en dehors de toute considération morale. Sa perspective guerrière est explicitement posée, d’entrée de jeu, par la référence à une « *croisade* » qualifiée d’« *anti-Suisse* ». Ainsi, en deux lignes, Alfonse D’Amato, ses motifs et ses méthodes sont sévèrement disqualifiés. L’illustration, qui trône au milieu de la page n’arrange pas les choses. Il s’agit d’une photographie sur laquelle le sénateur new-yorkais apparaît sur l’arrière-plan d’une immense enseigne du Sénat des États-Unis (*United States Senate*), en légère contre-plongée, la bouche à moitié ouverte, l’index droit levé, dans une veste de costume noire, accompagnée d’une cravate jaune. Si cette image le présente dans une posture qui est peu à son avantage, la légende durcit le trait : « *STRATÈGE. Qualifié de clown ou de canaille, Alfonse D’Amato est aussi considéré comme un vrai Machiavel* ».

Cet article est présenté de telle sorte que sa dynamique de discrédit apparaisse dès le premier coup d’œil. Son développement est à l’avenant. Une première moitié du texte développe une thèse empruntée au *New York Times*, selon laquelle Alfonse D’Amato est devenu « l’un des politiciens les plus influents [des États-Unis] » qui « *est d’autant plus redoutable qu’il a souffert toute sa vie d’un sentiment d’infériorité* » :

Jusqu’à l’âge de 10 ans, le petit Al était aussi aveugle qu’une chauve-souris mais il faisait croire à sa maman qu’il savait lire. « *Ils m’ont mis dans des classes pour attardés* », se rappelle-t-il, amer. Une fois adulte, il a déclaré maintes fois en public : « *Je ne suis pas un bel homme doté d’un prestance et d’une élocution magnifique.* » Comme pour s’excuser. Le puissant sénateur est frêle, un peu chauve ; il porte d’épaisses lunettes et s’exprime d’une voix nasillarde qui le trahit parfois au point qu’il inverse les syllabes des mots.

La seconde partie évoque les méthodes musclées dont il a usé pour se tailler une stature d’ampleur nationale, notamment lors de la rédaction d’un projet de loi destiné à sanctionner l’Iran et la Libye ou à l’occasion du scandale Whitewater au fil duquel il s’était confronté directement au président Clinton. Il est également question de ses ratages le plaçant dans une situation inconfortable en prévision de son élection :

Al D’Amato n’a plus le choix : il doit assurer coûte que coûte sa réélection en 1998 au poste de sénateur de Big Apple, une campagne mal emmanchée [...]. « *Une affaire comme*

celle des avoirs juifs est donc un atout de taille dans une ville comme New York, explique un démocrate. C'est pour cela qu'il a empoigné ce dossier de manière si musclée dès que le Congrès juif mondial l'en a saisi. » Al D'Amato se définit depuis des années comme un « dévoué supporter d'Israël » [...] Entre 1989 et 1994, les organisations juives ont déjà versé 56 000 dollars pour sa campagne. Nul doute qu'elles continueront. Pour services rendus.

L'argument est limpide : Alfonse D'Amato est un sénateur influent qui souffre d'un grave complexe d'infériorité. Mis en difficulté deux ans avant les élections sénatoriales, il s'est emparé d'un dossier lui permettant de s'attirer le soutien des organisations juives. De ce point de vue, la constance avec laquelle il « *accable la Suisse* » n'a rien à voir avec un quelconque souci moral. Elle est simplement l'expression d'un trouble psychique, doublé d'un opportunisme forcené. Ainsi, à peine Alfonse D'Amato était-il apparu sur la scène « des fonds juifs et de l'or nazi » que *l'Hebdo* a plongé la plume dans le vitriol pour dresser son portrait. Il a attaqué sans ménagement son absence de motivations morales et ses méthodes guerrières.

Pour autant, il serait erroné d'en déduire que *L'Hebdo* aurait pour autant dédaigné la cause défendue par le sénateur new-yorkais. Tout au contraire, il présentait alors « les fonds juifs et l'or nazi » comme une affaire nationale, dont les Suisses devraient se préoccuper, dans la perspective de la *responsabilité morale*.

Telle a été clairement l'approche préconisée par Patrick Chappatte dans le dessin qu'il a réalisé cette semaine-là sous le titre : « *La Suisse et son passé* »⁸ :

Ce dessin représente un gros personnage, affaissé dans un immense fauteuil directorial, installé dans un bureau richement décoré. Derrière un lourd pan de rideau, une vue plongeante s'ouvre sur la ville de Zurich, reconnaissable à sa cathédrale, surmontée des couleurs nationales et cantonales.

Le personnage exprime une bonne conscience manifeste. Vêtu d'un costume et d'une cravate, sa pose est relâchée. Sa posture exprime la confiance en soi et la sérénité : la mine détendue, la tête légèrement penchée vers l'avant, les paupières mi-closes, les doigts appuyés les uns contre les autres. La table de travail elle-même est rutilante. Pas la moindre trace de désordre ou d'activité ne vient perturber les signes d'appartenance à la bonne société qui s'y étalent : une boîte de cigares, la NZZ, deux stylos, un terminal téléphonique moderne, un sous-main reluisant et un porte-plume de luxe. Les marques d'une vie sans histoire s'étalent également sur le mur : Frappé du drapeau suisse, un graphique retrace l'évolution d'une société en croissance ; juste en dessous, un petit cadre ovale expose la photographie d'un homme en costume militaire (il s'agit d'un officier comme l'indique la casquette) ; enfin, bien en évidence, un cadre expose, sous l'inscription « *MON PREMIER FRANC* : », une pièce frappée de la croix gammée, sous laquelle s'écoule du sang.

L'efficacité de ce dessin réside dans la tension qu'il instaure entre la bonne conscience sereine du personnage, son appartenance manifeste à la haute société, et les traces du passé peu reluisant qu'il expose sur son mur. Cette allégorie présente donc la Suisse comme un monde bourgeois, de bien-être et de prospérité, dont l'assurance n'est pas troublée par un passé marqué par la collaboration économique avec le régime nazi, entachée du sang des victimes de l'Holocauste. Dans cette perspective, la difficulté ne réside pas tant dans ce

⁸ Ce dessin est reproduit en annexe 15.

passé en tant que tel. Elle émerge plutôt de la cohabitation apparemment non problématique de la bonne conscience d'un personnage sûr de lui et des marques de sa culpabilité passée. Pour le dire autrement, si la Suisse (le personnage) se regardait dans le miroir de l'origine de sa prospérité (son passé incarné par l'encadrement de « [s]on premier franc »), elle serait moins fière d'elle-même. Elle serait même troublée, et devrait se considérer, se comporter et se présenter différemment.

Au croisement de la honte et de la culpabilité, *L'Hebdo* a élaboré – par les traits incisifs du dessin de Patrick Chappatte et les critiques adressées par Alfred A. Häslér – une perspective de la *responsabilité morale*. La Suisse devrait regarder son passé en face, s'y confronter, en tirer les conséquences pour le présent et l'avenir – en révisant sa politique en matière d'asile, notamment. Plus encore, elle aurait dû s'y prendre longtemps auparavant, indépendamment des pressions exercées par l'étranger. Dans cette lignée, *L'Hebdo* ne s'opposait pas à la cause ou à l'affaire qu'Alfonse D'Amato s'efforçait de construire au sujet de la Suisse et de son passé. Au contraire, il l'accusait de mal la défendre, pour des motifs inappropriés, et par des méthodes inadéquates. De ce point de vue, le sénateur new-yorkais, son complexe d'infériorité et la vindicte de sa croisade « *anti-Suisse* » méritaient d'être dénigrés parce qu'ils risquaient précisément de nuire à la cause elle-même, c'est-à-dire de servir d'alibis à la Suisse pour ne pas se regarder dans les ombres du miroir de son propre passé.⁹

La Suisse a mal à son image (3.10.96)

La semaine suivante, *L'Hebdo* a consacré un nouveau dossier à la question du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondialeⁱⁱⁱ. En sept pages, rassemblant trois articles, le magazine a abordé la question dans la perspective des conséquences de « l'affaire de l'or nazi » pour l'image de la Suisse, des moyens à mettre en œuvre pour la restaurer, et d'une mise en perspective historique indiquant que les critiques adressées à la Suisse ne sont pas conjoncturelles. Cette approche de la problématique est très explicitement signifiée dès la couverture de ce numéro qui annonce, en pied de page : « *OR NAZI La bataille pour restaurer l'image de la Suisse* ». Dans le sommaire, le problème est articulé au croisement de l'« or nazi » et de l'« image de la Suisse » :

OR NAZI

La Suisse a mal à son image

L'affaire de l'or nazi et celle des biens juifs suscitent des critiques acerbes à l'étranger. Elles ne sont pas nouvelles, mais depuis 1945, l'image de la Suisse n'a jamais été aussi mauvaise. Est-il encore possible de la corriger ? Les idées de trois spécialistes en communication.

Dans sa partie rédactionnelle, l'intitulé du dossier présente une structure séquentielle doublée d'une distribution actancielle :

⁹ Cet exemple éclaire les limites des analyses de contenu, qui élucident les *énoncés* (i.e. ce qui est dit) indépendamment de leur *énonciation* (i.e. les manières de le dire). Une telle démarche serait incapable de faire la distinction entre les oppositions à Alfonse D'Amato qui se sont articulées dans les perspectives du conflit et de la responsabilité morale. En effet, ces deux raisonnements pratiques ont été déployés pour adresser des reproches semblables, formulés dans des termes similaires, au sénateur new-yorkais. Dans le premier cas, ces critiques considéraient toutes les mises en cause du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale comme autant d'attaques injustifiées auxquelles il convenait de s'opposer. La seconde perspective, au contraire, s'élevait contre les excès d'Alfonse D'Amato pour mettre en évidence la légitimité d'autres manières de formuler ce même questionnement.

Après les dégâts de « l'affaire de l'or nazi »
Comment restaurer l'image de la Suisse ?

En procédant de la sorte, *L'Hebdo* organise une temporalité dans laquelle son discours se constitue comme un moment de transition, qui délimite un amont et un aval. D'un côté, il se positionne comme un second temps (qui intervient *après*), à partir duquel il est possible d'identifier la présence d'un problème (*les dégâts*) et son origine (*l'affaire de l'or nazi*). De l'autre, il se présente comme un appel à l'action (*restaurer l'image de la Suisse*) qui structure un à-venir prédictif et prescriptif. Dans cette perspective, « l'affaire de l'or nazi » se présente comme un processus à trois temps : la provocation des dégâts, le constat et l'élaboration du programme d'action, et sa mise en œuvre en vue de restaurer l'image de la Suisse.

Cependant la définition de cette situation est plus précise encore. Chacune de ses phases est organisée autour d'une *activité*, dont la conduite est attribuée à des *acteurs* déterminés. Le pivot de ce développement temporel est assuré par *L'Hebdo*. En effet, son discours assume la tâche de déterminer la nature du problème (*la Suisse a mal à son image*), de poser la question du programme à mettre en œuvre pour le résoudre (*comment restaurer l'image de la Suisse ?*) et de convoquer les spécialistes les mieux à même de l'élaborer (*les idées de trois spécialistes en communication*).

Sur un premier versant, *L'Hebdo* identifie donc un enjeu et sa cause : le problème « *d'image de la Suisse* » engendré par des « *critiques acerbes [de] l'étranger* ». Cette mise en forme est spécifiée dès le paragraphe introductif :

Gros titres des médias, courrier injurieux aux ambassades, crispations diplomatiques...
L'indignation internationale à propos du rôle des banques suisses pendant la guerre a pris une telle ampleur que les dégâts sont considérables.

D'abord, ces quelques lignes associent « *l'image de la Suisse* » dont il est question au « *rôle des banques suisses durant la guerre* ». Ensuite, elles précisent que les critiques soulevées par ce dernier relèvent d'une « *indignation internationale* ». Enfin, elles spécifient quelques-unes des formes sous lesquelles elles se sont manifestées : « *gros titres des médias* », etc. indiquant du même coup les acteurs auxquels peuvent être attribués les dégâts dont il est question.

Cette définition du problème établit une équivalence entre les banques et la Suisse, pour dégager un problème d'image, dont la cause est située à l'étranger. Elle participe ainsi à l'élaboration collective de la définition « des fonds juifs et de l'or nazi », autour de laquelle s'organise le développement de l'article. L'illustration principale de l'article modalise ce dispositif sous une forme graphique¹⁰ :

Au centre d'une double page, une photographie légèrement voilée représente les bâtiments de la Banque nationale suisse à Berne (les inscriptions apposées sur la façade ne laissent aucun doute à ce sujet). Cette image est recouverte par une série de phrases présentées – par la diversité de leurs langues, la variété de leurs graphies et leur disposition asymétrique – comme des titres de presse internationale :

¹⁰ Cette illustration est reproduite en annexe 16.

« *Les mensonges suisses sur l'or nazi* » ; « *Beim Raubgold hatten die Schweizer Bankiers kaum Skrupel* »¹¹, « *Shame of the Swiss* »¹², « *La lavandería del III Reich* »¹³, « *Mit allzu gutem Gewissen* »¹⁴, « *OR DES NAZIS Le combat des rescapés* », « *Bewitched again by the gnomes of Zurich* » et « *Secrets of the Swiss* »¹⁵.

Parallèlement, ce dispositif est repris à chaque page rédactionnelle, sur lesquelles figurent une succession de huit citations, épinglant le caractère immoral des Suisses et de leur comportement, accompagnées de l'identité de leurs auteurs.

« Le comportement des Suisses a été immoral, égoïste et indigne d'une nation démocratique » « The Times », 11 septembre 1996, Grande-Bretagne

« L'attitude des banques suisses a été épouvantable » Greville Janner, député britannique

« Ces 50 dernières années, divers groupes ont tenté d'en appeler à la conscience suisse. Une telle denrée paraît peu abondante à Zurich » « The Times », 11 septembre, Grande-Bretagne

« Les banquiers suisses sont chauvins, dénués de tout charme et dépourvus de tout sens moral » « Daily Mirror », Grande-Bretagne

« Après 50 ans d'obstructions, il est difficile d'accepter les assurances suisses qu'une fois ces nouvelles enquêtes conclues, il ne restera plus dans les banques d'argent qui ne leur appartient pas » « Jerusalem Post », 24 septembre

« La Suisse a-t-elle acheté sa neutralité en cachant le produit des pillages de guerre allemands ? » « New York Times », 21 septembre

« Pour la plupart d'entre nous, la Suisse est un pays de carte postale, fait de chocolat et de coucous. Mais en dehors de la saison touristique, elle devient un lieu remarquablement peu charmant : riche mais sans joie, un pays dans lequel la croyance en l'autorité, le calvinisme, une xénophobie et un certain antisémitisme produisent un étrange mélange » « Daily Mail », Grande-Bretagne

« Les documents trouvés par mon staff indiquent que la Suisse n'a pas été honnête avec les États-Unis et leurs alliés. Les banques suisses ont clairement collaboré avec les nazis (...) Quand les Alliés sont entrés en négociation avec les Suisses en 1945, pour retrouver ces fonds volés de manière à les rendre à leurs propriétaires, les Suisses se sont montrés évasifs, non coopératifs et carrément obstinés dès qu'il s'est agi de rendre quoi que ce soit » Alfonse D'Amato, lettre au secrétaire d'État Christopher, 24 septembre

Ce procédé esquisse un premier portrait des responsables de ces « *critiques acerbes* », accusés d'avoir mis à mal l'image de la Suisse. Il s'agit de six journaux quotidiens et deux représentants politiques, quatre britanniques, trois états-uniens et un israélien. Plus encore, ce panorama permet de spécifier la nature des reproches qu'ils ont émis à l'encontre des Suisses et plus précisément de leurs banquiers. Ces derniers sont critiqués pour avoir « *collaboré avec les nazis* », caché les produits des pillages allemands pour acheter sa neutralité, et refusé de rendre des biens volés à leurs propriétaires. Ces citations dressent un portrait peu reluisant de la Suisse, de ses banquiers et de leur comportement (« *épouvantable* », « *immoral, égoïste et indigne d'une nation*

¹¹ « Au sujet de l'or volé, les banquiers suisses avaient peu de scrupules » en allemand.

¹² « Honte des Suisses » en anglais.

¹³ « La blanchisserie du troisième Reich » en espagnol.

¹⁴ « Avec trop bonne conscience » en allemand.

¹⁵ « A nouveau ensorcelés par les gnomes de Zurich » et « Secrets des Suisses » en anglais.

démocratique »). Autrement dit, cette manière de présenter les critiques, les constitue comme l'expression d'une *indignation morale* associée à l'émergence d'un *scandale*.

A cette définition du problème répond le second versant du travail discursif déployé par *L'Hebdo*, qui se demande « *Comment restaurer l'image de la Suisse ?* ». Une première ébauche de réponse fuse, dès le paragraphe introductif : « *Le pays ne s'en sortira pas sans une sérieuse politique d'explication et de transparence* ». La nécessité de recourir à cette approche politique est explicitée sous le titre « *Une campagne de pub ? Inutile* ». Au fil de cet article, trois « *spécialistes en communication* » se rejoignent pour considérer qu'une campagne de marketing ne peut en aucun cas se substituer au travail historique et politique :

Il faut donc estiment les trois spécialistes, travailler à faire toute la lumière sur l'affaire, et la Suisse a pris le bon chemin en créant une commission d'experts. Mais celle-ci ne doit pas travailler pendant cinq ans dans le silence. « *Autrement, nous resterions la cible d'attaques récurrentes, et c'est cela qui créerait des dommages profonds à l'image du pays*, avance Iwan Rickenbacher. *Il faudrait que la commission ait à sa tête une personnalité de rayonnement international et qu'elle se fixe des objectifs intermédiaires, dans ses recherches, qu'elle communique ses trouvailles au fur et à mesure.*

Klaus Stöhlker verrait bien, lui aussi, la publication de rapports tous les six ou douze mois, et rêve d'adjoindre à la réflexion un groupe de personnalités : politiciens, entrepreneurs (« *si possibles des banquiers, mais je crains qu'ils ne restent sur leur réserve* »), intellectuels (« *mais nous n'en avons plus vraiment* »).

Ce dossier prolonge la voie que *L'Hebdo* avait explorée jusqu'alors. Il présente les problèmes relatifs au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale comme un *scandale* soulevé, à l'étranger, par une tempête d'*indignation*, et dont la solution passe par un *travail politique d'explication et de transparence*. Cette constance des grandes lignes du propos ne devrait cependant pas occulter quelques variations. En effet, le strict rapport réflexif de la collectivité nationale avec son propre passé – constitutif du dispositif de la responsabilité morale – est interrompu par l'entrée en scène de *l'image de la Suisse à l'étranger*. Dans son sillage apparaît progressivement un autre registre d'action. Il s'agit désormais explicitement de *convaincre une entité extérieure*, cette perspective laissant poindre ici et là une orientation agonistique. Ainsi, Iwan Rickenbacher place explicitement des *attaques incessantes* (et non une profonde indignation) à l'origine du problème. Dans cette même perspective, le titre de couverture (« *OR NAZI La bataille pour restaurer l'image de la Suisse* ») convoque explicitement le lexique de la *confrontation* pour évoquer le travail de restauration de l'image nationale. Autour de ce registre, les uns et les autres s'accordaient avec l'ambassadeur de Suisse à Washington, Carlo Jagmetti, qui prônait explicitement un durcissement de ton : « *Je pense que nous devrions devenir plus actifs, plus offensifs en organisant une campagne d'information positive au lieu de réagir aux attaques, parfois avec retard* ».

Synthèse de l'analyse

En empoignant la problématique des dégâts engendrés par « l'affaire de l'or nazi » sur l'image nationale, *L'Hebdo* a ouvert la porte à une perspective jusqu'alors inédite dans son discours. Il a fait place à des interprétations du problème et à l'élaboration de solutions articulées autour de la panoplie interprétative du *conflit*, identifiant les dégâts engendrés par des *attaques* étrangères, auxquelles pourrait répondre une *campagne* helvétique. Cependant, il convient de ne pas surévaluer l'émergence de cette panoplie interprétative. D'abord parce que, si *L'Hebdo* lui concède une place, il ne l'endosse pas pour autant. Il affiche même clairement ses réticences à l'égard du projet, évoqué par les autorités, d'engager un bureau de relations publiques. Ensuite, parce que le magazine recourt à un

dispositif de mise en page qui fait entrer ce *problème d'image* en dialogue avec l'émergence d'un *scandale*, porté par des critiques considérées comme autant de manifestations d'une indignation morale. Enfin, parce que ces quelques incursions de la panoplie du conflit n'ont pas pour autant marqué une réorientation de la ligne adoptée par *L'Hebdo*, comme en ont témoigné les numéros suivants^{iv}.

La culpabilité suisse (17.10.96)

Deux semaines plus tard, l'écrivain Etienne Barilier a entièrement articulé sa chronique dans la perspective de la responsabilité morale. Sous le titre « *La culpabilité suisse* », il a très explicitement répondu à la problématique de l'image nationale élaborée par le dossier de *L'Hebdo*^v.

En introduction, ce texte propose de considérer que « *les étrangers qui nous interpellent aujourd'hui [...] ne nous accusent pas directement, ils nous rendent responsables des actes anciens, au sens littéral du terme : ils nous demandent d'en répondre. Ils attendent que nous, Suisses d'aujourd'hui, nous rougissions de la Suisse d'hier* ». Face à de telles revendications, il signale la tentation de répondre du tac au tac au sénateur D'Amato : « *vous devriez avoir honte d'être Américain, quand on songe à la façon dont vous avez traité les Indiens et les Noirs* ».

Cette réponse du berger à la bergère est d'autant plus tentante que les accusations portées contre un État par les représentants d'autres États, même lorsqu'elles sont justifiées, n'obéissent guère à des intentions pures. Aux considérations morales se mêlent des projets politiques, des stratégies économiques, des opérations médiatiques. La Suisse l'a si bien compris qu'elle songe beaucoup moins, face aux attaques dont elle est l'objet, à expier des fautes ou des crimes qu'à restaurer son « image ».

D'entrée de jeu, ce discours met en évidence la fragilité des accusations, qui portent le flanc à la riposte. Cependant, il interroge immédiatement la pertinence de ces scénarios de minimisation portés par une dynamique de l'escalade conflictuelle : « *Oserions-nous prétendre que nous sommes blancs comme neige, sous prétexte qu'autrui ne l'est pas ? Que la faute est morte sous prétexte que ses contours sont imprécis, et que ses auteurs ne sont plus vivants ?* » Le propos d'Étienne Barilier ouvre alors la voie à une alternative :

Par-delà toute idée de « culpabilité collective », nous sommes donc à juste titre concernés par une faute qui, à strictement parler, n'est pas la nôtre ; la faute de tous et de personne, la faute d'un État. Seulement, cette faute (dont la mesure exacte, et la gravité, ne nous sont pas connues aujourd'hui), nous ne pouvons ni la réparer, ni l'expier personnellement. D'un autre côté, la culpabilité étatique, pour réelle qu'elle puisse être, demeure une notion abstraite et diluée. Pour qu'elle devienne concrète, il faudra que des hommes représentatifs se lèvent et disent, le cas échéant : notre pays, notre État s'est rendu coupable de tel ou tel manquement aux lois humaines.

Pour concrétiser cette perspective, il évoque le geste du chancelier allemand Willy Brandt, agenouillé devant le mémorial des victimes de la Shoah : « *Willy Brandt, personnellement, n'était pas coupable des atrocités du nazisme. Justement pas. Mais il assumait la culpabilité de son peuple, ou de l'État allemand. Il donnait corps à l'idée de personne morale* ». Cet exemple marque ainsi l'ouverture d'une alternative à l'escalade conflictuelle :

Un geste semblable, nos autorités peuvent l'accomplir à leur tour. Et tout porte à croire qu'elles sauront s'y résoudre, comme elles l'ont déjà fait à propos des passeports juifs. Souhaitons seulement qu'il ne s'agisse jamais pour elles de restaurer l'« image » de la Suisse, mais simplement de dire la vérité, et de réparer. La parole politique romprait ainsi la loi du

silence économique. Mieux encore, l'État deviendrait alors une personne, une conscience, en qui nos consciences pourraient alors se reconnaître.

La dynamique de ce raisonnement pratique a répondu, terme à terme, aux glissements interprétatifs qui, face à des interpellations morales, commencent par renverser le miroir tendu par des accusateurs, avant de lancer la contre-offensive d'une « *bataille pour restaurer l'image de la Suisse* ». Autour des notions de culpabilité, de honte, de responsabilité et de conscience, ce texte présente la nation comme une entité morale. Sa manifestation concrète engendre deux séries complémentaires de conséquences. D'une part, elle implique que, par-delà la succession des générations, l'ensemble des Suisses sont responsables des actes posés en leur nom et qu'il est donc légitime de leur demander d'en répondre. D'autre part, elle suppose que des « *hommes représentatifs* » l'incarnent en prononçant une *parole politique*, constitutive de l'État en tant que « *personne* » et « *conscience* », dans lesquelles ses membres peuvent se reconnaître¹⁶.

Cette expression vigoureuse de la responsabilité morale n'est pas une manifestation isolée. Elle caractérise bien plus largement la ligne adoptée par *L'Hebdo* alors même que s'imposait la définition « des fonds juifs et de l'or nazi », traités comme un problème d'image, altérée par des accusations ou des attaques étrangères, et qu'il convenait de restaurer par une vigoureuse campagne de communication¹⁷. Le magazine ne s'est pas départi de cette approche jusqu'à la fin de l'année 1996. Au fil de ces mois, il a traité parcimonieusement des problèmes relatifs au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, mais toujours dans une perspective présentant les discussions sur le passé de la Suisse comme autant d'occasions de travailler sa représentation d'elle-même et de réorienter en conséquence ses politiques contemporaines^{vi}.

5.1.2 *Le temps du conflit : à partir de mai 1997*

Jusqu'aux derniers jours de 1996, *L'Hebdo* a adopté la perspective de la responsabilité morale qu'il avait élaborée dès les commémorations de la Shoah de mai 1995. Cette interprétation de la situation a sérieusement été chahutée dès les premières semaines de l'année suivante. Finalement, elle a été abandonnée, au printemps 1997, au profit d'une approche antinomique, cernant les contours d'un *conflit économique*.

Avant d'éclaircir le *travail* et les *procédures* qui ont opéré ce basculement, il convient de prendre la mesure du renversement de perspective qui est intervenu durant les premiers mois de 1997. Ce retournement de situation est apparu très clairement suite à la publication du premier rapport issu de l'enquête placée sous la direction du sous-secrétaire d'État au commerce extérieur Stuart Eizenstat. Ce dernier avait été chargé par le Président Clinton de coordonner une large enquête historique, de manière à permettre au Gouvernement fédéral de reprendre la main sur ce dossier de politique internationale accaparé par le sénateur D'Amato¹⁸.

¹⁶ Dans cette perspective, l'État est chargé d'incarner la re-présentation de la société par elle-même. Cette solution correspond formellement à la perspective défendue par Émile Durkheim pour fonder la « solidarité organique », seule à même, selon lui, de répondre à la crise anémique née de la révolution industrielle (Durkheim, 1986 [1893]).

¹⁷ Cette tournure de la controverse sera analysée aux chapitres 7 et 8, *infra*.

¹⁸ Ariel Colonomos montre de manière convaincante que le gouvernement fédéral des États-Unis avait mandaté le travail de Stuart Eizenstat afin de contrer les allégations du sénateur D'Amato (Colonomos, 2001). Néanmoins, dans la perspective agonistique qui s'est imposée en Suisse, leurs deux démarches ont été assimilées au titre d'« attaques » provenant des « adversaires » de la Suisse. Pour une présentation succincte du rapport et de sa réception par la presse suisse, voir la note xiii du chapitre 3 et le paragraphe 3.2.2 « un essayiste politique marginalisé », *supra*.

« *La Suisse est attaquée par les États-Unis eux-mêmes* » (15.5.97)

Une semaine après la publication du rapport Eizenstat, *L'Hebdo* (n°20, 15.5.97) a présenté ses conséquences pour la Suisse sous un titre de couverture sans ambiguïté : « *Après la gifle américaine Que peut faire la Suisse ?* », annonçant un article intitulé « *Comment se relever de l'uppercut US ?* ». Dès lors, il a présenté la question « des fonds juifs et de l'or nazi » comme un *conflit économique* ou comme un *rapport de force financier*, dans lequel il convenait de s'engager. Cette orientation et ses conséquences ont immédiatement été brocardées par Patrick Chappatte. A sa manière, il a montré comment un enjeu historique, moral et politique était finalement traité comme une affaire administrative et comptable.

Fidèle à la panoplie de la responsabilité morale, son dessin publié dans l'édition du 15 mai 1997 met en scène une Suisse apeurée, prête à consentir d'importants sacrifices financiers pour se mettre hors de portée des « attaques » qu'elle subit, mais sourde aux revendications morales qui lui sont adressées¹⁹.

Ce dessin reprend l'allégorie du « rendez-vous avec l'Histoire » présentée le 30 janvier 1997. Après les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz et la démission de l'ambassadeur Carlo Jagmetti, Patrick Chappatte avait représenté l'Histoire, se présentant pour son rendez-vous au nom des victimes de l'Holocauste devant un Palais fédéral en feu, dans lequel manifestement personne ne l'attendait (cf. 4.2.4 exemple 3, *supra*).

Après la publication du rapport Eizenstat, le même vieillard apparaît sur la gauche de l'image. Il est vêtu de sa toge, sa barbe et ses cheveux longs au vent, d'épaisses lunettes posées à l'extrémité du nez, ses traits tirés expriment une profonde lassitude. Sous sa main gauche, il tient sa canne dont le pommeau représente un globe terrestre, sur son bras droit il porte son volume intitulé « l'Histoire ». Derrière lui, dans des volutes de fumées, se tient la figure du déporté juif, accompagné cette fois-ci d'un immense Oncle Sam, arborant une posture rigide et une mine sévère. En leur nom, le vieillard affirme : « *Vous devez des excuses !!!* »

Cette exigence est posée face à la Suisse, représentée par un modeste bureau administratif. Cet espace est meublé d'une table de travail frappée du drapeau fédéral, sur laquelle sont posés un sous-main, un taille-crayon, quelques stylos soigneusement rangés dans un récipient, un tampon et une calculatrice. Derrière, se dresse une séparation amovible sur laquelle sont épinglés des aide-mémoire (« *or taux 97* », « *décompte* »). A côté, est posée une corbeille pleine de papiers froissés. Sur la chaise, un comptable dodu, les lunettes sur le nez et le crayon sur l'oreille, est vêtu d'une chemise, d'un gilet et d'une cravate. Manifestement effrayé par le vieillard, il se penche dans la direction opposée, un livre de comptes dans les mains. Timidement, il tourne la tête vers l'apparition et répond par une question : « *combien ?* »

Le contraste avec la version précédente de la visite de l'Histoire est saisissant. A l'époque, l'incarnation de l'Histoire se dirigeait vers le siège du Gouvernement et du Parlement helvétiques pour demander des comptes au nom des victimes de l'Holocauste. La question du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale apparaissait ainsi comme un enjeu politique majeur,

¹⁹ Ce dessin est reproduit en annexe 17 (original tiré de *L'Hebdo*, 15.5.97).

qui divisait les autorités. Suite à la publication du rapport Eizenstat en revanche, l'Histoire en est réduite à adresser son exigence de réparation morale à un petit comptable effarouché, qui n'a rien d'autre à proposer en retour qu'un règlement financier.

Ce dessin présente un malentendu grotesque, incarné par la tension entre une problématique de responsabilité morale, et son ravalement au rang d'une question administrative et financière. D'un côté, l'Histoire se présente, accompagnée des États-Unis, pour demander des excuses au nom des victimes de l'Holocauste. De l'autre, la Suisse s'incarne en un modeste comptable, chargé de chiffrer le coût de ce geste moral.

Le passage d'une version à l'autre signifie bien la réorientation du débat. Au moment du « Rendez-vous avec l'Histoire », la question était celle des déchirements engendrés par la douloureuse confrontation d'une collectivité politique avec son propre passé. La seconde version présente l'esquive de la question morale (« *vous devez des excuses* ») au profit d'un problème strictement comptable (« *combien ?* »).

En quelques traits de crayon, Patrick Chappatte a mis le doigt sur une réorientation de la controverse qui s'est manifestée de manière particulièrement sensible dans les pages rédactionnelles de *L'Hebdo* du 15 mai 1997.

En regard des dossiers publiés suite au rapport *Nazi Gold*, le contraste est saisissant²⁰. A l'automne 1996, la présentation des critiques émises par le *Foreign Office* britannique s'ouvrait sur un questionnement moral, l'interrogation de la culpabilité des Suisses, voire l'expression de leur honte. Il en avait résulté un appel à l'action, visant notamment à établir la vérité, pour que la collectivité contemporaine puisse se regarder dans le miroir de son passé, de manière à se donner une nouvelle représentation d'elle-même (cf. 5.1.1 « *De quoi sommes-nous vraiment coupables ?* », *supra*). Même lorsque *L'Hebdo* épinglait les dégâts provoqués à l'image de la Suisse par des critiques étrangères, il mettait alors en évidence la composante morale de ces dernières, il s'opposait à la mise en œuvre d'un marketing agressif, et promouvait une solution politique faite d'explications et de transparence (cf. 5.1.1 « *La Suisse a mal à son image* », *supra*). Or, il en est allé radicalement autrement suite à la publication du rapport Eizenstat.

D'abord, les métaphores utilisées par les titres pour désigner ce document ne laissent pas entrevoir d'éventuelles vertus morales des résultats de l'enquête historique. Cette dernière n'est plus présentée comme l'expression d'une faute qu'il conviendrait d'assumer, mais comme un *acte de violence* – une « *gifle* » ou un « *uppercut* » – dont il s'agirait de « *se relever* ». L'illustration principale de l'article est également présentée dans cette perspective²¹.

²⁰ Cette analyse comparative des manières dont *L'Hebdo* a traité les rapports *Nazi Gold* et *Eizenstat* se justifie d'abord par l'importance qu'il leur a attribuée. Tous deux ont donné lieu à de longs dossiers et à des articles répartis dans différentes rubriques. De plus, des similitudes formelles rapprochent ces deux rapports. Dans chaque cas, il s'agit d'études historiques, consacrées à la question de « l'or nazi », mandatées par des gouvernements, publiées par leurs ministères des affaires étrangères. Il ressort notamment de l'une comme de l'autre que la *Reichsbank* a inclus les produits de ses vols à ses réserves d'or. En conséquence, les pays qui ont entretenu des relations économiques avec elle, ont pris part à des transactions portant notamment sur de l'or volé, notamment aux banques centrales des pays occupés, aux juifs d'Allemagne soumis aux lois raciales et aux victimes des camps de concentration.

²¹ Cette illustration est reproduite en annexe 18.

Il s'agit d'une photographie d'agence – *Reuter* – prise durant la présentation officielle du rapport par le sous-secrétaire d'État Stuart Eizenstat²².

Saisi en légère contre-plongée, ce dernier se tient debout à droite de l'image, devant un grand planisphère mural et derrière deux micros fichés sur un pupitre, dont la face indique « *U.S. Department of State* » (*Département d'État des États-Unis*, c'est-à-dire le ministère des affaires étrangères). Vêtu d'une veste de costume et d'une cravate, il regarde droit devant lui, la bouche légèrement ouverte – il est sans doute en train de parler. De sa main droite, il pointe, à l'aide d'une baguette, une ligne sur la copie agrandie d'un tableau – ce dont il est en train de parler – derrière laquelle il est possible de distinguer le drapeau des États-Unis.

La polysémie de cette photographie aurait pu donner lieu à une multitude de jeux métaphoriques. Par exemple, le pupitre, la baguette et le tableau auraient pu être exploités comme autant de rappels du champ sémantique scolaire, ouvrant notamment la voie à la mise en scène du « professeur Eizenstat en train de faire la leçon à la Suisse ».

Pour sa part, *L'Hebdo* y a vu autre chose : « *Stuart Eizenstat. Un bâton accusateur sur les preuves du cynisme ambiant dans les transactions financières de l'après-guerre* ». Cette légende constitue une perspective pour laquelle un simple instrument de conférencier devient un « *bâton accusateur* » et menaçant. En effet, les titres qui accompagnent cette image attribuent des actions violentes au conférencier, dans la main duquel le « *bâton* » dont il est question pourrait bien servir à redresser des torts et à distribuer des coups. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter à la première phrase de l'article, qui poursuit sur cette lancée : « *C'est une simple baguette blanche mais, le 7 mai, elle s'est fichée dans notre conscience comme une lame acérée* ». Ainsi, entre les mains de Stuart Eizenstat, le plus inoffensif des accessoires de conférencier devient une arme affûtée.

Les amateurs d'analyse lexicale auront immédiatement repéré qu'il est alors question d'une *conscience*. Mais avant de s'emballer et d'en déduire que *L'Hebdo* a mis en scène une problématique de « responsabilité morale », il convient d'observer dans quel environnement cette mention apparaît. Cette fois-ci, la conscience dont il est question – celle d'un « nous » qui désigne les Suisses – n'est pas mise en scène dans le rôle d'un endormi à réveiller, d'un retardataire à sermonner ou d'un absent à convoquer. Elle est présentée comme une *victime*, poignardée à coups de baguette blanche par Stuart Eizenstat.

Dans cette édition du 15 mai 1997, *L'Hebdo* a organisé l'ensemble de sa présentation du rapport Eizenstat autour du champ sémantique de la confrontation et du rapport de force. Ainsi, en troisième page, il reprend une série de six citations – toutes tirées de quotidiens états-uniens, mais dont une est attribuée à Stuart Eizenstat – émaillées de

²² En toute rigueur, il conviendrait d'explicitier l'ensemble des ressources dispensées par cette photographie, de telle sorte qu'elle peut communément être reconnue comme une scène tirée d'une conférence. Plus précisément encore, une analyse exhaustive devrait montrer comment sa mise en page dans ce contexte permet précisément de l'identifier comme « *une photographie d'agence – Reuter – prise durant la présentation officielle du rapport par le sous-secrétaire d'État Stuart Eizenstat* ». Je me permets d'éluder ces questions pour passer directement au cœur de mon propos qui ne porte pas tant sur la photographie en tant que telle, que sur l'usage journalistique qu'en a fait *L'Hebdo*.

critiques à l'encontre de l'attitude de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale et, surtout, après l'armistice :

« *La Suisse est le pays des rues propres et des consciences sales... découvrir que des cinglés de la propreté ont, en toute connaissance de cause, pris l'argent de juifs morts dans les pires circonstances donne envie de vomir.* » « The New York Post », 8 mai

« *La Suisse s'est montrée agressivement peu secourable, résistant pendant des années aux efforts de comptabilité et de recouvrement, et n'honorant pas les accords pour liquider les avoirs allemands chez elle.* » « The New York Times », 8 mai.

« *La Suisse a permis à l'Allemagne les crédits pour l'achat d'armes, outils et matériel qui ont prolongé une guerre qui se serait apaisée sans cela, qui ont tué des centaines de milliers de soldats et des millions de civils.* » « The Washington Post », 9 mai.

« *A cause de l'indifférence des nations neutres et de l'inaction des États-Unis et des Alliés, les horreurs de la guerre ont été accrues par les injustices de la période de l'après-guerre.* » Stuart E. Eizenstat, « The New York Times », 10 mai.

« *La Suisse est pire que les autres nations non pas pour ce qu'elle a accompli pendant la guerre – où elle était littéralement entourée par les puissances de l'Axe – mais par ce qu'elle a fait après. Le pays a cherché des excuses pour conserver une grande partie des sommes pillées par les nazis pour limiter largement un accord qui en aurait restitué une partie aux Alliés et aux réfugiés.* » « The New York Times », 11 mai.

« *Après la défaite nazie, la Suisse aurait pu redresser son immoralité des années de guerre. Au lieu de quoi, elle s'est contentée de décevoir et de traîner.* » « The New York Times », 12 mai.

Dans son traitement de la question « des fonds juifs et de l'or nazi », ce n'est pas la première fois que *L'Hebdo* mobilise des citations tirées de médias étrangers. Il avait déjà présenté des extraits similaires – notamment en termes de contenu – dans le cadre de son dossier consacré à la détérioration de l'image de la Suisse (3.10.96). A l'époque cependant, la mise en page était sensiblement différente. Les citations n'étaient pas rassemblées, mais réparties en marge de chaque page. Elles constituaient ainsi une sorte de fil conducteur, qui entrait en dialogue avec le questionnement relatif à la réputation suisse, qu'elles accompagnaient d'une mise en perspective morale, articulée autour de la conscience des Suisses et de leurs banquiers (cf. 5.1.1, « La Suisse a mal à son image », *supra*).

Dans l'article consacré au rapport Eizenstat au contraire, ces citations sont regroupées en un encadré, placé sous le titre « *Les attaques de la presse américaine* ». De la sorte, elles n'apparaissent plus comme un point de vue extérieur qui accompagne le développement d'une réflexion propre. Elles sont au contraire littéralement *mises à l'index*, rassemblées en un catalogue sous les auspices duquel elles sont désignées comme des « *attaques* », c'est-à-dire comme autant d'actes de violence qui incarnent la « *gifle américaine* » et l'« *uppercut US* » annoncés par les titres et dont la Suisse est appelée à se relever.

Ainsi, dans *L'Hebdo* du 15 mai 1997, les interventions étrangères – états-uniennes en l'occurrence – ne sont plus présentées comme l'expression d'un problème moral ou comme un miroir plaçant les Suisses face à leur passé. Elles apparaissent plutôt comme une action violente et dénigrante qui appelle une *riposte*, faisant apparaître du même coup le manque de réactivité des autorités politiques :

Traité comme un receleur, le pays entier a pris un uppercut, mais fait comme s'il ne le savait pas. Klaus J. Stöhlker, spécialiste zurichois de relations publiques, analyse : « *Les Américains n'ont même pas averti à l'avance notre gouvernement des conclusions du rapport. Ils nous traitent comme une république bananière. Nous avons un vrai problème de crédibilité et de communication sur la scène internationale.* »

Avec le rapport Eizenstat, l'affaire de fonds juifs entre dans une nouvelle phase. D'abord l'attention historique s'est déplacée : nous ne sommes plus critiqués pour notre attitude pendant la Deuxième Guerre mondiale, mais pour nos tergiversations dans la période de l'après-guerre. Ensuite, et c'est plus important, la crise devient interétatique : la Suisse n'est plus attaquée par les organisations juives, mais par les États-Unis eux-mêmes.

Ainsi, *L'Hebdo* constitue à nouveau une période intermédiaire, au cœur de laquelle il se positionne pour articuler la définition d'un problème et la détermination du programme à mettre en œuvre pour le résoudre. D'un côté, il reprend et endosse la position de Klaus J. Stöhlker, qui identifie un problème « *de crédibilité et de communication* »²³, avant de formuler un verdict sans compromis : « *la Suisse est attaquée par les États-Unis eux-mêmes* ». Le magazine se constitue ainsi comme le porte-parole d'un « nous » inclusif, au nom duquel il identifie un problème (une « *crise interétatique* » provoquée par des « *attaques* » états-uniennes) et l'action à mener pour le résoudre.

Dans cette édition, le rapport Eizenstat et les commentaires qui l'ont accompagné ne sont pas considérés comme des *critiques morales*, qui appelleraient à une *prise de conscience*. Ils sont au contraire interprétés comme des *agressions physiques*, des actes de violence, délibérément portés en vue de nuire, auxquels il n'est possible de réagir que par une *contre-offensive*. La configuration de ce conflit, dans lequel *L'Hebdo* s'engage explicitement, constitue le pivot cognitif et normatif de son discours. D'un côté, elle permet d'indiquer que la Suisse se fait battre : elle reçoit une « *gifle* », un « *uppercut* », des coups de « *bâton* » et de « *lame acérée* ». De l'autre, elle met en évidence la passivité coupable d'autorités qui devraient réagir en pareilles circonstances :

[Le rapport Eizenstat présente une] image atroce, insoutenable... Qui ne semble pas affoler le monde politique suisse. Au contraire, on avait rarement vu le Conseil fédéral aussi serein » et « [l]es parlementaires sont encore plus discrets[, é]tonnamment respectueux des prérogatives gouvernementales.

Dès ce point du discours, la rupture avec la problématique de la responsabilité morale est consommée. Pour cette dernière, l'« *image atroce [et] insoutenable* » présentée par le rapport Eizenstat aurait été considérée comme l'occasion d'un face-à-face de la Suisse avec son propre passé. Dans la perspective du conflit adoptée ici, elle apparaît comme un appel à riposter, à entrer en confrontation avec l'agresseur états-unien. Ainsi, *L'Hebdo* double son diagnostic d'une prescription : face au rapport Eizenstat, il conviendrait de mener une « *contre-offensive* ». Les journalistes rejoignent alors les « *[q]uelques Suisses [qui], pourtant, appellent à 'l'offensive'* » et dont les propositions sont énumérées en deuxième partie d'article. Ces « *pistes* » d'action sont présentées à la manière d'un catalogue, évoquant successivement la renégociation de l'« *Accord de Washington* », la mise sur pied d'une « *conférence internationale* », l'institution d'une « *Fondation de solidarité* », la mise en place du « *Fonds spécial* », la redéfinition de « *la neutralité* » et d'« *autres pistes* ». Cette énumération fait émerger une perspective qui privilégie une *résolution financière* du problème, et qui constitue un *clivage politique* dans lequel *L'Hebdo* prend position. Ces deux composantes de la situation apparaissent nettement dans le paragraphe introductif, intitulé « *Accord de Washington* » :

Pas question de renégocier l'accord conclu en 1946. L'avis du Conseil fédéral est largement partagé par les milieux politiques. Rolf Bloch, président du Fonds d'indemnisation

²³ L'endossement de cette position est notamment manifesté par la continuité du « nous » au nom duquel le spécialiste en relations publiques et les journalistes s'expriment. Concrètement, c'est le même « nous » qui est traité comme une « *république bananière* » dans les propos du premier, et qui est « *critiqué pour [son] attitude pendant la Deuxième Guerre mondiale* » et « *attaqué [...] par les États-Unis eux-mêmes* » dans le discours des seconds.

pour les victimes de l'Holocauste, estime que l'essentiel des faits étaient connus des négociateurs alliés de l'époque. « Si on rouvrait les négociations, alors, il faudrait revoir tous les points du traité, et pas seulement la question de l'or nazi », déclare Martin Baltisser, secrétaire général de l'UDC. Mais évitera-t-on la réouverture de telles négociations ? Christiane Langenberger (PRD/VD) en doute. Pour contourner l'obstacle, Jacques-Simon Eggly (PLS/GE) imagine que l'on rende, unilatéralement, l'or volé. La gauche est moins hostile au réexamen du traité. Le président de la commission de politique extérieure du Conseil national, Victor Ruffy (PSS/VD), estime qu'il faudrait faire la lumière sur les éléments historiques et politiques qui ont poussé les États-Unis à se satisfaire de l'accord, avant de classer le dossier. Pierre Chiffelle (PS/VD) demande au Conseil fédéral de prendre l'initiative en appelant les Alliés et les autres pays neutres à la table de négociations. « *Cela positionnerait la Suisse comme leader d'une restauration éthique internationale et aurait beaucoup d'écho. Ce serait payer un prix modique pour un tel enjeu.* »

A première vue, ce paragraphe procède à une opération courante de journalisme politique. Une part importante de cette activité consiste en effet à constituer conjointement l'intelligibilité de problèmes ou d'enjeux et celle des arènes politiques dans lesquelles ils sont débattus. Une manière ordinaire de procéder consiste à présenter un objet de débat (« *l'accord de Washington* »), à le constituer comme une polarisation de deux positions antinomiques (envisager ou non sa renégociation) et à les associer respectivement aux deux pôles antagonistes du spectre politique (la « gauche » et la « droite »). Ce geste institue à la fois l'*intelligibilité politique du monde* (i.e. il permet de percevoir des situations en tant qu'objets d'affrontement entre la gauche et la droite) et l'*intelligibilité du monde politique* (i.e. il rend les options politiques visibles en tant que points de vue antagonistes appliqués à des situations controversées). Autrement dit, il constitue un *monde organisé politiquement* (i.e. toute situation peut être décrite comme un clivage entre la gauche et la droite) et relativement prévisible (i.e. dans toute situation, il est possible d'anticiper ce que seraient des positions « de gauche » et « de droite » et la manière dont elles seraient argumentées et débattues). En ce sens, le journalisme politique constitue des *problèmes politiques*, c'est-à-dire à la fois des situations organisées autour de deux positions antagonistes et la bipolarisation des arènes dans lesquelles elles sont débattues et traitées.

Dans ce cas particulier, ce travail constitue une situation qui pourrait être paraphrasée de la manière suivante : le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » soulève notamment la question de l'opportunité de renégocier l'accord de Washington. La droite s'oppose fermement à cette option, tandis que la gauche y est moins hostile. Plus précisément, la droite espère « *contourner l'obstacle* » par le biais d'une solution financière : rendre unilatéralement l'or volé. De son côté, la gauche estime qu'il ne faut pas refermer ce dossier précipitamment, mais plutôt lui trouver une solution historique et morale : conduire des recherches de manière à éclairer ces événements, ou organiser une conférence pour restaurer l'éthique internationale. Pour aller vite, cette manière de présenter les choses associe la « gauche » à une conception historique et morale de la controverse, tandis que la droite se voit plutôt attribuer une conception économique du problème et de sa résolution.

Cette analyse a le mérite d'indiquer comment la question « des fonds juifs et de l'or nazi » a été constituée en tant que *problème politique*, polarisant des positions antagonistes « de gauche » et « de droite ». Cependant, elle passe sous silence une légère modalisation de ce dispositif, réalisée d'entrée de jeu, qui modifie radicalement la détermination de la situation, et donc la définition du problème. En fait, le refus de renégocier l'Accord de Washington n'est pas attribué à la droite politique, mais au « *Conseil fédéral* » et aux « *milieux politiques* ». En premier lieu, ces derniers ne sont d'ailleurs pas représentés par un élu, mais par « *Rolf Bloch, président du Fonds d'indemnisation pour les victimes de l'Holocauste* ». Autrement dit, dans ce cas, Rolf Bloch, Martin Baltisser, Christiane Langenberger et Jacques-Simon Eggly* ne représentent pas « la droite », mais les « *milieux politiques* » auxquels « la gauche » est opposée. Cette polarisation est ainsi organisée de

telle sorte que « *la gauche* » et la perspective historico-morale à laquelle elle est associée sont situées « hors jeu » politique.

Ce renversement de perspective est d'autant plus spectaculaire qu'il affecte les prises de positions antérieures de *L'Hebdo*, comme en témoigne le paragraphe conclusif, intitulé « *Autres pistes* » :

Pour restaurer l'image de la Suisse à l'étranger, pourquoi ne pas lancer une véritable opération marketing, à l'américaine, « *avec un budget de 100 millions de francs sur trois ans* », suggère Klaus J. Stöhlker ? L'idée est caressée par une partie de l'échiquier politique. Ernst Mühlemann [PRD/TG] est favorable à une visite de Flavio Cotti ou d'Arnold Koller chez Bill Clinton. Jacques-Simon Eggly [PLS/GE] verrait d'un bon œil que des « *personnalités suisses autorisées, Ruth Dreifuss par exemple, prennent la plume dans les grands journaux américains pour expliquer notre position* ». La gauche, en revanche, est opposée à une telle démarche. Pour elle, ce n'est qu'en corrigeant nos priorités politiques que notre pays retrouvera l'estime de la communauté internationale. « *C'est incroyable qu'au moment où on discute de notre attitude à l'égard des réfugiés juifs durant la guerre, on n'ait pas une attitude plus humaine à l'égard des Bosniaques. De même, on continue à protéger le secteur bancaire et parabancaire, en faisant obstruction à l'entraide judiciaire et en couvrant le blanchissage d'argent sale* », dénonce Jean-Nils de Dardel. Pierre Chiffelle [PSS/VD] plaide pour la promotion d'un label éthique dans toutes les activités internationales de la Suisse. « *Le premier élément d'une telle politique pourrait être la suppression de l'exportation de matériel de guerre !* »

L'idée de « *lancer une véritable opération marketing, à l'américaine* » est attribuée à Klaus J. Stöhlker (le « *spécialiste de relations publiques* » qui, en début d'article, estimait que « *les États-Unis nous traitent comme une république bananière* ») et à « *une partie de l'échiquier politique* ». Dans cette perspective, Ernst Mühlemann et Jacques-Simon Eggly n'incarnent pas une perspective partisane. Ils ne font que représenter une « *partie* » non-définie « *de l'échiquier politique* », dont les propositions prolongent le propos d'un expert ; de la même manière que les oppositions à la renégociation de l'accord de Washington n'étaient que l'expression d'une opinion commune à Rolf Bloch et aux « *milieux politiques* ».

Ce paragraphe conclusif est particulièrement spectaculaire, dans la mesure où il renverse terme à terme les positions défendues dans les mêmes colonnes sept mois auparavant. Dans son dossier consacré à l'image de la Suisse, *L'Hebdo* estimait en effet que « *le pays ne s'en sortira pas sans une sérieuse politique d'explications et de transparence* » et il titrait que « *les relations publiques ne remplacent pas une politique* ». A cette occasion, il convoquait notamment l'avis d'un certain Klaus Stöhlker qui estimait alors qu'on « *ne peut pas répondre à un long processus de dégradation par une simple campagne de publicité* ». A l'époque, la perspective adoptée par *L'Hebdo* plaçait donc le marketing et les solutions financières hors champ politique, lequel était exclusivement constitué par des mesures d'explication et de transparence (cf. 5.1.1, « *La Suisse a mal à son image* », *supra*). Suite à la publication du rapport Eizenstat, la perspective est simplement inversée. Dès lors, faire la lumière sur des éléments historiques, ou corriger les priorités politiques présentes en fonction des découvertes historiques apparaissent comme autant d'orientations de « *gauche* », opposées aux options des « *milieux politiques* ».

Si la réorientation de la ligne éditoriale de *L'Hebdo* était ramenée à la manifestation d'une « *position* » ou à la mobilisation de « *panoplies interprétatives* » prédéterminées, elle pourrait être considérée comme un « *retournement de veste* ». Dans cette perspective, l'analyse devrait donc expliquer comment ce magazine a pu – sans coup fêrir et en l'espace de quelques mois – troquer un discours « *de gauche* » (mettant en scène un problème de conscience, relevant de solutions politiques, articulées autour de la panoplie de la « *responsabilité morale* ») pour une approche « *de droite* » (engagée dans un conflit mené en réaction à un problème d'image, relevant de solutions économiques). Cette démarche

passerait cependant à côté de l'essentiel. Au cours de ces mois, *L'Hebdo* n'a pas seulement changé de position. Il a élaboré un nouveau mode d'intelligibilité « des fonds juifs et de l'or nazi ». Il a institué une perspective dans laquelle la panoplie de la responsabilité morale apparaît comme une option de gauche, tandis que celle du conflit se présente comme un « allant de soi » cognitif et normatif : les interventions étrangères sont des attaques, face auxquelles il est légitime – voire impératif – de lancer une contre-offensive²⁴. Autrement dit, dans la situation constituée par le discours de *L'Hebdo*, la perspective du conflit qu'il adopte n'apparaît pas en tant que prise de position, faisant du même coup disparaître le changement de perspective qui a présidé à son émergence.

Prise de position dans un conflit d'image et configuration de la représentation nationale

En s'engageant dans le conflit « des fonds juifs et de l'or nazi » en vue de sauvegarder l'image de la Suisse, *L'Hebdo* a participé à la mise en forme d'une conception particulière de la *représentation nationale*. Dans la perspective de la responsabilité morale, *L'Hebdo* présentait cette dernière comme une opération réflexive, qui devait être menée par la collectivité nationale. Par exemple, celle-ci était appelée à revenir sur son propre passé, à renouveler sa conception d'elle-même, et à réorienter en conséquence son comportement présent. Cette dynamique était alors envisagée comme constitutive d'une collectivité morale et politique, dont l'incarnation était prioritairement (mais pas exclusivement) déléguée à l'État et à ses représentants élus.

Telle qu'elle est mise en œuvre suite à la publication du rapport Eizenstat, la panoplie du conflit déleste la collectivité nationale du travail de représentation, pour confier cette dernière à des spécialistes. Etant donné que le « Conseil fédéral » et les « parlementaires » restent passifs alors que « la Suisse est attaquée par les États-Unis eux-mêmes », la charge de la représentation nationale est répercutée sur les « quelques Suisses qui, pourtant, appellent à l'offensive ». Cette opération revient donc à associer la capacité et la légitimité de représenter la Suisse à des attitudes – « imaginer une contre-offensive » ou « appeler à l'offensive » – indépendantes de la sanction électorale. En conséquence, elle peut parfaitement être assumée par le spécialiste en communication Klaus J. Stocker, dans la mesure où il estime que « les Américains [...] nous traitent comme une république bananière » et où il propose de lancer une « véritable opération de marketing à l'américaine pour restaurer l'image de la Suisse. » De ce point de vue, Rolf Bloch peut également apparaître comme un porte-parole autorisé des « milieux politiques. » Il suffit pour cela qu'il « estime que l'essentiel des faits était connu des négociateurs alliés de l'époque » et donc qu'il ne puisse être question de renégocier l'Accord de Washington²⁵.

Pour résumer, la mise en œuvre de la panoplie du conflit institue une perspective pour laquelle la Suisse n'est légitimement représentée que par des « milieux politiques » dont sont membres exclusivement ceux qui la *défendent contre des attaques étrangères*. À l'inverse, ceux qui restent « sereins » ou qui « respectent les prérogatives

²⁴ La difficulté tient en ceci que la mise en œuvre d'un « cadre » ou d'une « panoplie interprétative » revient à la positionner elle-même dans l'organisation du débat en cours. Ainsi, dans la perspective de la responsabilité morale, cette dernière apparaît comme le point de vue que doit adopter une collectivité pour se constituer en tant qu'entité politique et morale, tandis que la mise en œuvre de la panoplie du conflit apparaît comme une opération de dénégation et de refoulement, qui alimentent la source même du problème. Inversement, l'adoption de la perspective du conflit constitue cette dernière comme un sens commun cognitif et normatif associé à un « nous » inclusif, tandis que la mise en œuvre de la panoplie de la responsabilité morale fait figure d'une option « de gauche », susceptible d'être considérée comme une « auto-flagellation ».

²⁵ Les chapitres 7 et 8 (*infra*) reviendront sur cette délégation de la *représentation*, sur le rôle prédominant qu'elle a attribué aux spécialistes en communication et aux techniques du marketing politique, et sur ses conséquences pour la définition du problème et la constitution du collectif politique suisse.

gouvernementales » sont discrédités, rejetés hors de la représentation politique, indépendamment du statut qui leur a été octroyé par les urnes. En conséquence, les élus – les conseillers fédéraux ou les parlementaires, notamment – ne représentent la Suisse qu'à condition de *défendre la Suisse*, c'est-à-dire d'endosser la position attribuée aux « *milieux politiques* » (par exemple pour estimer qu'il n'est « *pas question de renégocier l'accord conclu en 1946* ») et d'adapter leur comportement en conséquence.

Dans la perspective du conflit, la compétence et la légitimité de la représentation ne sont donc pas assurées institutionnellement. Associées à des comportements et à des attitudes, elles sont toujours situées, conjoncturelles et donc réversibles. Ce point apparaît très clairement à la lumière des propos de Jacques-Simon Eggly – c'est-à-dire d'un personnage que *L'Hebdo* constitue explicitement comme un membre éminent des « *milieux politiques* » et de la « *partie de l'échiquier politique* », rassemblant ceux qui « *appellent à l'offensive* ». Dans le paragraphe consacré à la « *restauration de l'image de la Suisse* », il affirme notamment qu'il verrait d'un bon œil que des « *personnalités suisses autorisées, Ruth Dreifuss par exemple, prennent la plume dans les grands journaux américains pour expliquer notre position* ». Cette affirmation offre une clé pour comprendre ce qui caractérise, dans la perspective des « *milieux politiques* », une « *personnalité suisse autorisée* » à représenter la Suisse. Deux questions permettent d'avancer à ce sujet : Quelles sont les activités requises de la part d'une « *personnalité suisse autorisée* » ? Et pour quelle raison Ruth Dreifuss est-elle citée au premier rang d'entre elles ?

La réponse à la première question est formulée explicitement dans l'énoncé lui-même : les personnalités suisses autorisées sont appelées à « *[prendre] la plume dans les grands journaux américains pour expliquer notre position.* » La portée de cette proposition apparaîtra mieux une fois paraphrasée dans la perspective du conflit qui sous-tend sa pertinence. La démarche consiste à riposter au cœur même des lignes ennemies, c'est-à-dire dans les colonnes de la « *presse américaine* », que *L'Hebdo* rend responsable des *attaques* qui ont détérioré l'image de la Suisse. Autrement dit, le travail « *d'explication* » (attendu de la part des « *personnalités suisses autorisées* ») se présente sous la forme d'une offensive ciblée, menée au cœur même du dispositif adverse, en faveur de « *nos positions* » – c'est-à-dire celles défendues par les « *milieux politiques* » représentés par Jacques-Simon Eggly.

Il est singulièrement plus compliqué de répondre à la seconde question. Une première piste se dégage par contraste avec la proposition immédiatement précédente émise par Ernst Mühlemann, « *favorable à une visite de Flavio Cotti ou d'Arnold Koller chez Bill Clinton* ». Dans ce cas, l'action proposée repose sur une *conception institutionnelle de la représentation*. Elle suggère que, dans la mesure où un différend oppose la Suisse aux États-Unis, le président de la Confédération (*Arnold Koller*) ou le Chef du Département des affaires étrangères (*Flavio Cotti*) pourraient rencontrer le président des États-Unis (*Bill Clinton*). Or, ce ne sont manifestement pas de tels attributs institutionnels qui font de Ruth Dreifuss une « *personnalité suisse autorisée* » dans le discours de Jacques-Simon Eggly. Certes, Ruth Dreifuss était membre du gouvernement en 1997, mais elle occupait le siège du Département de l'Intérieur, qui n'était pas concerné au premier chef par le problème « *des fonds juifs et de l'or nazi.* » Pourtant, Jacques-Simon Eggly appelle explicitement sa cheffe à s'impliquer à ce sujet dans les grands journaux américains, pour y « *expliquer notre position.* » Mais à quel titre ?

Afin d'élucider cette énigme, il vaut la peine de revenir rapidement à l'intervention de Ruth Dreifuss sollicitée par *L'Hebdo*, huit mois plus tôt, suite à la publication du rapport *Nazi Gold*. En guise de présentation, le magazine notait alors : « *Par ses origines juives, la conseillère fédérale est au carrefour des sentiments suisses de culpabilité.* » Par contre, le propos de Jacques-Simon Eggly n'explicite pas le motif pour lequel il considère

que Ruth Dreifuss serait particulièrement qualifiée – et en particulier plus que ses collègues du Conseil fédéral – pour défendre la Suisse aux États-Unis. Ce discours sollicite donc un travail d'inférence, qui consiste à comprendre que Ruth Dreifuss est particulièrement bien placée pour parler du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » en tant que *seule conseillère fédérale juive*. Autrement dit, Jacques-Simon Eggly la dote d'une compétence à représenter la Suisse qui ne repose ni sur une position institutionnelle sanctionnée par le vote, ni sur un charisme particulier ou sur des mérites personnels qui lui seraient communément reconnus. Dans sa perspective, l'appartenance de Ruth Dreifuss au cercle restreint des « personnalités suisses autorisées » est parfaitement conjoncturelle : elle repose sur son appartenance à une double catégorie – « Suisse » et « Juif » – placée sous les feux des projecteurs par le développement de discussions sur les fonds juifs et l'or nazi ».

Ce rapide parcours permet de revenir en arrière, pour éclairer le premier paragraphe consacré aux solutions à mettre en œuvre dans la perspective du conflit. Je notais que les « milieux politiques » qui s'opposaient à la renégociation de l'accord de Washington n'étaient pas représentés en premier lieu par des élus mais par « *Rolf Bloch, président du Fonds d'indemnisation pour les victimes de l'Holocauste* ». Ne faut-il pas considérer que la charge de *représentation* qui lui a ainsi été attribuée tenait moins à la qualité de ses arguments qu'à son appartenance à la communauté juive ? Plus précisément, a-t-il été projeté sur les devants de la scène parce que son discours était particulièrement représentatif de la collectivité helvétique ? N'a-t-il pas plutôt acquis cette visibilité parce que, dans les circonstances particulières de ce débat singulier, le « *président de la Fédération des communautés israélites de Suisse* » apparaissait comme un paravent efficace pour prémunir l'image nationale contre les « *attaques* » des organisations juives internationales ?

Un abîme sépare ces deux manières de constituer, conjointement, les figures d'une collectivité politique et de ses représentants. La première est constitutive de la publicité libérale, qui considère la *qualité des arguments* indépendamment des attributs de celui qui les porte. La seconde légitime au contraire l'instrumentalisation des *identités d'appartenance* par une stratégie de *marketing politique*, au risque d'engendrer une communautarisation de la collectivité politique. Cette question taraudera cette étude sur « les fonds juifs et l'or nazi » tout au long de son développement, tant ces discussions ont conféré une grande visibilité aux « Suisses juifs », dont la figure a régulièrement été constituée comme une instance de médiation, appelée à s'interposer entre les protagonistes des discussions²⁶.

Cette seconde procédure était apparue une première fois au mois d'avril 1996, lors de la première audition du Sénat des États-Unis, au cours de laquelle les banquiers suisses avaient délégué Hans Baer pour défendre leurs intérêts. A cette occasion, la presse avait déjà mentionné que sa compétence reposait sur sa triple qualité de « banquier », « Suisse » et « juif » (cf. 1.3.2). Par la suite, cette manière de faire s'est progressivement routinisée. Au mois d'avril 1997, il n'était plus nécessaire d'explicitier longuement les raisons pour lesquelles Rolf Bloch était considéré comme le candidat idoine pour diriger le « fonds spécial en faveur de victimes de l'Holocauste/Shoah dans le besoin ». Au mois de mai 1997, cette dynamique était devenue à ce point routinière qu'il n'était alors plus nécessaire d'explicitier les raisons pour lesquelles Rolf Bloch pouvait être considéré comme le représentant privilégié des « milieux politiques », ni pourquoi Ruth Dreifuss devait être considérée comme une « *personnalité suisse autorisée* ».

²⁶ En ce sens, cette enquête peut être considérée comme une contribution empirique aux analyses de la publicité libérale et de ses subversions initiées par Jürgen Habermas (1993 [1962]).

Il est maintenant possible de déterminer à quoi ressemble une « *personnalité suisse autorisée* » dans la perspective des « milieux politiques ». Avant tout, ces personnages ne se caractérisent pas par des qualités substantielles, mais par une *attitude* et une *appartenance catégorielle* dont la pertinence est conjoncturelle. Autrement dit, cette perspective dessine les contours d'une sorte de spécialisation instrumentale, en vertu de laquelle ce n'est que temporairement – à la faveur de circonstances particulières qui rendent telle ou telle caractéristique personnelle intéressante ou exploitable – que les « personnalités suisses » sont autorisées à représenter la Suisse – c'est-à-dire à la *défendre*.

Sans déflorer la suite du propos, il convient de souligner comment ce point extrêmement sensible est articulé au développement du *conflit* dans lequel *L'Hebdo* s'est engagé. La proposition de Jacques-Simon Eggly relève en effet d'une forme de *stratégie militaire*, qui mérite d'être retracée dans la perspective qui est la sienne. Son déploiement repose sur une analyse de la situation qui définit un problème, ses acteurs et son objet : Il s'agit d'une détérioration de l'image suisse, provoquée par des attaques émanant des médias états-uniens, au sujet de l'attitude que la Suisse a adoptée durant la Seconde Guerre mondiale à l'égard des victimes juives de l'Holocauste.

Cette identification des lignes ennemies permet d'anticiper le déploiement de leur stratégie et d'orienter en conséquence la riposte appropriée. (Il convient de rappeler que – selon le discours de *L'Hebdo* – dans la perspective du conflit attribuée aux « milieux politiques » auquel est associé Jacques-Simon Eggly, les « attaques » appellent nécessairement des « répliques », seules à même de défendre la Suisse et donc de la *représenter*.) Dans ce cas particulier, les adversaires ont articulé leurs reproches sous la forme d'une *indignation morale*, soulevée par l'attitude de la Suisse à l'égard des victimes juives de l'Holocauste. Ainsi formulées ces critiques sont extrêmement résistantes à toute forme de contre-attaque : toute réplique pourrait apparaître comme une *banalisation* des souffrances endurées par les juifs durant la guerre, et toute riposte risquerait d'être considérée comme une *dé légitimation* teintée d'antisémitisme²⁷.

Une issue à ce problème consiste à faire porter la contre-offensive par des acteurs qui ne peuvent être suspectés ni de minimiser la tragédie de l'Holocauste, ni d'être mus par des motifs antisémites. De ce point de vue, les membres de la double catégorie « Juif » et « Suisse » présentent les caractéristiques idoines pour mener la contre-attaque. Ainsi, au fur et à mesure que la configuration conflictuelle de la situation s'est imposée, les « Suisses juifs » se sont retrouvés au centre de la scène, avant d'apparaître comme des acteurs qui – en raison de leur position spécifique – étaient les mieux à même de défendre la Suisse. En conséquence, ils ont été particulièrement exposés à toutes sortes d'exigences toujours plus pressantes, les appelant à prendre la parole pour défendre la Suisse, auxquelles il devenait toujours plus difficile de se soustraire, sous peine de se voir reprocher un manque de patriotisme²⁸. Autrement dit, la mise en scène routinière de la controverse sur « les fonds

²⁷ A ce moment de la discussion, Jacques-Simon Eggly bénéficiait déjà des déboires cuisants essuyés par ceux qui s'étaient essayés à l'art de la riposte. Les derniers jours de décembre 1997, Jean-Pascal Delamuraz avait tenté une première percée. Il avait alors été confronté à une telle levée de boucliers qu'il avait dû se rétracter après une quinzaine de jours et présenter ses regrets. A la fin du mois de janvier de la même année, dans un rapport interne et confidentiel, l'ambassadeur de Suisse à Washington, Carlo Jagmetti, avait décrit le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » comme une « *guerre à mener* » et les acteurs états-unien du dossier comme des « *adversaires* ». La publication de ces quelques extraits dans un hebdomadaire suisse avait soulevé un tel tollé, que l'ambassadeur avait été poussé à la démission dès le lendemain (une analyse détaillée de ces épisodes sera conduite au chapitre 7, *infra*).

²⁸ En Suisse, le patriotisme est étroitement associé à une implication pour la défense de la nation pouvant aller jusqu'au sacrifice. Cette conception est très explicitement incarnée par l'histoire de Winkelried, à laquelle Frank Bridel fait référence en introduction au premier chapitre de l'ouvrage qu'il a écrit pour justifier l'attitude de la Suisse, face à ce qu'il considérait comme une « *offensive américaine* » : « *Dans la salle à manger du chalet que possède ma famille aux Plans-sur-Bex, dans les Alpes vaudoises, les parois*

juifs et l'or nazi » en tant que conflit a structuré un espace du soupçon : L'affaire « des fonds juifs et de l'or nazi » est progressivement apparue comme une mise à l'épreuve du patriotisme des « Suisses juifs », sommés de se porter volontaires pour mener la contre-attaque en première ligne, sous peine de passer pour des traîtres²⁹.

Certains Suisses juifs n'ont pas attendu que cette exigence leur soit explicitement adressée pour se l'appliquer à eux-mêmes et prendre la parole. Ainsi, dans la première de ses *Lettres d'un Suisse à un ami américain*, Yvan Dalain a noté : « *Une voix devait s'élever pour crier son indignation face à ces attaques incessantes et cette voix se devait d'être juive. Elle au moins n'allait pas être considérée comme antisémite* » (Dalain, 1998 : 14-15).

Cependant, les choses ne se sont pas toujours passées de manière aussi harmonieuse. Quelques mises en demeure d'agir ont dû être émises explicitement et elles n'ont pas toujours été suivies des effets escomptés. Ainsi, Ruth Dreifuss ne s'est jamais exécutée suite à l'ordre de marche que lui a adressé Jacques-Simon Eggly dans les colonnes de *L'Hebdo*. Au contraire, la conseillère fédérale a régulièrement réaffirmé son attachement à la perspective de la responsabilité morale. D'un côté, elle a dénoncé avec vigueur les accusations outrancières qui empêchaient la collectivité suisse de se pencher sur son passé. De l'autre, elle a profondément regretté les résistances et les dénégations opposées par cette dernière pour contourner un face-à-face salutaire avec sa propre histoire.

Synthèse de l'analyse

L'analyse détaillée de la manière dont *L'Hebdo* s'est engagé dans ce *conflit* montre qu'une prise de position dans une controverse ne se résume ni à l'adoption d'une « panoplie interprétative », ni à l'occupation d'une position dans un « système actanciel ». Un examen attentif les fait apparaître comme des *activités*, qui ne sont pas déterminées par un « plan », un « programme » ou un « scénario » engagé par l'adoption d'une position ou la mobilisation d'une panoplie interprétative. Ces pratiques sont soumises à des opérations constantes d'ajustement et de réorientation, au gré des développements d'une situation problématiques et des avancées de son exploration. En conséquence, une analyse qui se contenterait d'affirmer que « *L'Hebdo* a retourné sa veste entre janvier et mai 1995 » ne serait pas satisfaisante. Une telle description occulterait les relations constitutives qu'un *changement de perspective* entretient avec l'*orientation de la situation* dans laquelle il

de sapin étaient ornées de gravures en noir et blanc, dont l'une figurait le sacrifice de Winkelried. Se rappelle-t-on encore, de nos jours, cet épisode légendaire broché sur un événement historique ? La scène se passe en 1386 à la bataille de Sempach, où les huit premiers États suisses confédérés affrontent le duc d'Autriche. [...] [L']infanterie helvétique piétine quand enfin surgit le héros qui, se jetant sur les lances autrichiennes, en attire autant qu'il peut sur sa poitrine et tombe sous elles, transpercé mais ouvrant un chemin à ses camarades. Gravée à la fin du XIX^e siècle et répandue sans doute à des centaines d'exemplaires, cette scène sacrificielle faisait partie de toute la floraison artistico-patriotique dont l'époque fut marquée. [...] Ainsi, avant même de savoir lire, je faisais connaissance avec la notion de guerre et j'y associais l'idée du pays, qu'il fallait aimer et armer » (Bridel, 2002 : 15-16).

²⁹ Les déchirements issus de la dynamique du soupçon engendrée par cette interprétation conflictuelle du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » sont évoqués avec beaucoup de sensibilité au fil des témoignages rassemblés dans le recueil *Suisses et juifs*, explicitement publié pour contrer ce climat de suspicion (Buffat et Cohen, 1998). En préface, Françoise Buffat et Sylvie Cohen notent ainsi : « *L'année 1997 a été particulièrement douloureuse. Un drôle de malaise s'est insinué entre les Suisses juifs et les autres. Nous avons senti les regards changer imperceptiblement. Soudain, les Suisses juifs redevaient des juifs tout court pour bon nombre de leurs concitoyens. Pourtant tous les Suisses, juifs et non juifs, ont mal à leur Histoire, mal à l'image qu'on donne de leur pays. [...] Quant à la prétendue double allégeance, soupçon ressassé par les antisémites, les témoignages recueillis dans ce livre en attestent : les Suisses juifs vivent leurs différentes identités comme un enrichissement. L'attachement à leur pays, signe tangible de leur intégration, passe souvent par l'armée* » (idem : 9 ; 12).

intervient. Pour rendre compte de ce qui s'est passé durant cette période, il ne suffit donc pas de repérer des « moments de discours critiques ». Il convient encore d'observer comment les discours qui ont été déployés durant cette période ont défini la situation problématique dans laquelle ils s'inscrivaient, fondé la légitimité de la position qu'ils adoptaient à son égard, élaboré des panoplies interprétatives susceptibles d'en rendre compte, etc.

Conclusion de la section 5.1 : L'installation de la perspective agonistique

Au fil de la controverse sur « les fonds juif et l'or nazi », *L'Hebdo* a réorienté sa ligne éditoriale. Il a ainsi contribué à la constitution de « panoplies interprétatives » et de « positions » dont la mise en œuvre a rendu intelligibles deux définitions des enjeux soulevés par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale et deux conceptions de la représentation nationale.

Avec l'élaboration de la perspective du conflit, le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » est apparu comme la conséquence d'*attaques étrangères*, auxquelles il convenait de *riposter*. Victime d'une agression unilatérale, la Suisse n'était légitimement représentée que par ceux de ses membres qui se chargeaient de mener une « contre-offensive ». En conséquence, toutes les revendications venant de l'étranger ont été reçues comme des attaques. Les tentatives d'y répondre par une prise de conscience – faisant du *retour en arrière* le point de départ d'un *retour sur soi* – sont apparues comme autant d'entraves à la riposte. Dès lors, les tenants de cette perspective, associée à la gauche politique, ont été considérés au mieux comme des faibles, au pire comme des traîtres, mais de toute manière comme des membres qui ne peuvent en aucun cas représenter la collectivité nationale.

Dès la fin du mois de mai 1997, *L'Hebdo* a systématiquement endossé cette perspective conflictuelle pour relater le déroulement de la controverse. Il a donc interprété les discussions sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale comme autant d'attaques émanant des États-Unis et mettant en péril la cohésion nationale helvétique. Dès lors, le magazine n'a plus tracé une voie médiane, ni mis en évidence les personnages de médiation. Au contraire, il s'est alors concentré sur les aspects les plus controversés du problème, mettant en scène les affrontements opposants les intervenants les plus radicalement opposés.

Très rapidement, *L'Hebdo* a lancé une série d'articles consacrés aux frasques de Christoph Blocher, évoquant d'abord les nombreuses attaques personnelles qu'il a lancées au sujet du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » (« *Blocher passe à l'attaque... personnelle* », 26.6.97), puis le « choc frontal » l'opposant au conseiller fédéral de son propre parti Adolf Ogi (« *Ogi-Blocher : le choc frontal qui ébranle l'UDC*, 17.7.97), et sa confrontation avec l'écrivain Adolf Muschg (« *L'ange Muschg contre le démon Blocher* », 24.7.97). Cette nouvelle ligne a également fait place à « l'affaire Meili », traitée pour la première fois dans les colonnes de *L'Hebdo* six mois après son lancement dans la presse helvétique.³⁰ Il est alors question du « climat de suspicion » régnant à l'Union de Banques suisses (« *L'affaire Meili fait peur à l'UBS* », 5.6.97), puis de l'instrumentalisation de Christoph Meili par les politiciens états-uniens (« *Ni un rebelle, ni un héros* », 7.8.97).

³⁰ Cette histoire porte le nom de Christoph Meili, un gardien de nuit à l'Union de banques suisses qui, au cours de ses rondes, avait sauvé des documents concernant la période de la Seconde Guerre mondiale que la banque destinait à ses broyeurs. En raison de son geste, il avait été renvoyé par son employeur et poursuivi par la justice zurichoise, pour violation du secret bancaire. Face à ces difficultés il s'est enfui aux États-Unis, qui lui ont accordé l'asile politique. Pour une présentation synthétique de cette affaire, voir « L'enquête relancée par un événement inattendu » (7.2.2. *infra*).

Le magazine s'est alors successivement alarmé de la dégradation de l'image de la Suisse à l'étranger (« *Peut-on encore aimer la Suisse ?* », 31.7.97) ; du lancement d'une « *nouvelle bataille contre le secret bancaire* » (« *Le secret bancaire dans la tourmente* » (14.8.97), des manœuvres politiques entourant la mise sur pied de la Fondation de solidarité (« *La Fondation des marchandages* », 4.9.97) ; de la « fronde » menée par les entreprises suisses contre les enquêtes de la Commission Indépendante d'Experts (« *Les entreprises se blindent contre les historiens* », 23.10.97) ; du montant de la facture engendrée par une affaire affectant la Suisse au niveau de ses institutions publiques, de ses entreprises privées et de son image (« *Fonds en déshérence, Et maintenant la facture* », 30.10.97 et 27.11.97) ; et des risques engendrés par la position ferme adoptée par le chef de la Task Force (« *Thomas Borer n'a pas encore gagné* », 4.12.97).

Par ailleurs, *L'Hebdo* a renoncé au traitement des événements de la Seconde Guerre mondiale qui avait caractérisé sa ligne éditoriale. Jusqu'alors, ses articles présentaient de larges panoramas historiques, consacrés à la fin de la guerre, au commerce de l'or, ou au renvoi des réfugiés. L'évocation de ces événements s'ouvrait alors sur des problématiques morales, dans lesquelles le *retour en arrière* et le *retour sur soi* s'articulaient dans le registre de la faute, de la culpabilité ou de la honte. Dès la publication du rapport Eizenstat, *L'Hebdo* a mis un terme à ces vastes fresques historiques, en lançant, le 10 juillet 1997, une série intitulée « *1939-1945 : La guerre qu'ils ont vécue* », évoquant le passé à coup de petits portraits nettement circonscrits, consacrés à l'action menée par des personnalités suisses plus ou moins connues³¹.

Ainsi, un renversement complet de perspective est intervenu suite à la publication du rapport Eizenstat. Ce qui était jusqu'alors présenté comme l'occasion d'un retour moral de la Suisse sur son propre passé est, soudain, apparu comme des attaques marquant le début d'un combat à mener contre les États-Unis. Cependant, il ne faudrait pas déduire de cette première présentation que ce retournement radical se serait produit du jour au lendemain. Une analyse plus fine montre plutôt qu'il a finalisé un glissement de perspective qui est progressivement intervenu entre janvier et mai 1997. Afin d'en rendre compte, les pages qui suivent retraceront les opérations par lesquelles *L'Hebdo* a réajusté sa ligne éditoriale, renonçant à la mise en scène d'un enjeu historique et moral, pour s'engager dans un conflit visant à défendre l'image et la réputation de la Suisse. Cet examen détaillé montrera qu'en adoptant successivement ces deux perspectives, *L'Hebdo* a contribué à la réorientation de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Autrement dit, il a activement participé à l'élaboration des panoplies interprétatives et à la polarisation des positions susceptibles d'être adoptées pour en rendre compte.

5.2 Les opérations qui ont renversé la situation : de janvier à mai 1997

La transformation de la ligne éditoriale de *L'Hebdo* et son engagement progressif dans un conflit financier ne peuvent être ramenés ni à la polarisation de *positions* antagonistes, ni à la mobilisation de *panoplies interprétatives* incompatibles. Ces dynamiques se présentent plutôt comme un travail d'élaboration et d'affinement de raisonnements pratiques, qui ont fondé l'intelligibilité des perspectives polarisées autour du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » et qui ont spécifié la légitimité des interprétations de cet enjeu en termes de conflit et de responsabilité morale. Cette trajectoire discursive a contribué à la définition des enjeux soulevés par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Dans le même temps, elle a fait émerger deux

³¹ « Le fils du général Guisan sous surveillance » (10.7.97) ; « Faut-il réhabiliter Maurice Bavaud » (17.7.97) ; « L'espion Surdez passe la frontière » (24.7.97) ; « Friedel Bohny-Reiter, un ange en enfer » (7.8.97) ; « Gerhard Riegner, le trompette de l'Holocauste » (14.8.97) ; et « Gertrud Kurz, 'mère des réfugiés' » (28.8.97).

manières radicalement différentes d'envisager la collectivité politique suisse, son histoire et ses responsabilités face aux actes commis en son nom dans le passé. Or, ces divergences ne sont pas les simples manifestations susceptibles d'être ramenées à des philosophies politiques d'arrière-plan.

La stratégie de présentation que j'ai adoptée jusqu'ici a mis en évidence l'opposition frontale de ces deux approches antagonistes qui se sont succédées pour structurer la perspective de *L'Hebdo*. Cependant, il serait erroné d'en déduire que le rapport Eizenstat aurait été un pivot, autour duquel le discours de *L'Hebdo* se serait retourné du jour au lendemain. En fait, ce renversement s'est opéré progressivement, dès les premières semaines de 1997, à la faveur de plusieurs événements. En conséquence, pour élucider comment la controverse s'est déroulée dans les colonnes de *L'Hebdo*, il convient de retracer les interventions qui ont déterminé son développement, défini ses enjeux, identifié ses événements marquants et ses tournants, catégorisé ses protagonistes. Les paragraphes à venir s'attacheront donc à observer et à décrire les *opérations discursives* déployées par *L'Hebdo* et la manière dont elles ont fondé ses *prises de positions* et leur contribution à l'organisation et à l'orientation du débat dans lequel elles sont intervenues.

5.2.1 *L'affaire Jean-Pascal Delamuraz : Janvier 1997*

Dans les colonnes de *L'Hebdo*, les apparitions de la panoplie du conflit remontent aux premières éditions de 1997. Elles ont vu le jour à la faveur de la controverse soulevée suite à l'interview de *24 Heures* dans laquelle Jean-Pascal Delamuraz dénonçait « *Une volonté de déstabiliser la Suisse* » (*24 Heures*, 31.12.96 ; cf. 4.2.2, *supra*). A ce moment de la discussion, *L'Hebdo* parlait de la tournure conflictuelle prise par la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». En revanche, il se gardait scrupuleusement de *prendre part* à cette confrontation.

Ainsi, dès son édition du 9 janvier 1997, *L'Hebdo* a titré son article consacré à la question : « *Fonds juifs : les risques de l'escalade* ». Au fil de ce texte, Pierre-André Stauffer et Judith Mayencourt mettent en scène la montée symétrique de deux camps antagonistes, entre lesquels ils se gardent soigneusement de trancher.

D'un côté, ils relèvent que Jean-Pascal Delamuraz s'était laissé emporter et qu'il avait manqué de retenue : en parlant de « rançon » et de « chantage », il avait formulé « *les deux mots qu'il ne fallait pas prononcer* ». A sa décharge cependant, l'article convoque l'interprétation de Denis Barrelet – le journaliste de *24 Heures* qui avait conduit et rédigé l'entretien incriminé. Selon lui, Jean-Pascal Delamuraz avait parlé « *pour défendre la Suisse* » et il avait été « *mis hors de lui par les attaques des organisations juives contre la commission d'historiens de Jean-François Bergier* »³². A ce sujet, l'article signale explicitement que la prise de position de Jean-Pascal Delamuraz n'était pas uniquement l'expression d'un coup de sang momentané, mais que le texte avait été « *relu par les services du conseiller fédéral vaudois* » qui l'avait donc « *dûment authentifié* » et « *jamais récusé* » par la suite. Plus encore, les journalistes notent pour finir que Jean-Pascal Delamuraz, en tant que chef du Département fédéral de l'économie publique, avait finalement « *dit tout haut ce que beaucoup, dans l'économie, pens[aient] tout bas : dans la guerre économique mondiale qui s'est ouverte après la chute du mur de Berlin, tous les moyens sont bons pour abattre la concurrence ; et pour les Américains, affaiblir les banques suisses, c'est renforcer leurs propres banques* ».

De l'autre côté, les journalistes signalent que le manque de réactivité des autorités suisses avait conduit à un durcissement des revendications. Ils remarquent en particulier que, pendant longtemps, le Gouvernement suisse avait « *sous-estimé l'affaire* », ne

³² Sur les prises de positions de Denis Barrelet, voir 6.1.1, *infra*.

réagissant ni à l'interpellation prononcée par Otto Piller dès décembre 1994, ni aux propositions émises par Verena Grendelmeier en mars 1995, laissant traîner les choses jusqu'au projet d'arrêté fédéral de la commission des affaires juridiques d'août 1996 (cf. 1.2.1 et 1.3.3, *supra*) : « *Il était déjà trop tard. La machine de guerre du Congrès juif mondial, relayée par le sénateur républicain de New York Alfonso [sic] D'Amato, avait commencé d'inonder la planète avec des révélations réelles ou supposées sur les turpitudes commises par la Suisse pendant la guerre.* » Ils concluent alors leur article sur une question : « *Le problème est de savoir si l'adversaire ne va pas faire bientôt un pas de plus et s'en prendre à l'industrie suisse elle-même. Que se passera-t-il le jour où le Congrès juif mondial, relayé par le sénateur D'Amato, exigera de savoir à qui, à quels juifs menacés de spoliation dans les territoires occupés de l'Allemagne, tel ou tel propriétaire suisse a racheté son bien pendant la guerre ?* »

L'Hebdo met ainsi en scène la montée d'une confrontation entre deux camps adverses. Au lieu d'y prendre position, il ouvre une voie médiane, par le biais de deux encadrés rouges. Ceux-ci mettent en évidence les interviews de François Garaï – « *rabbin de la communauté israélite libérale de Genève, membre du comité directeur de l'Union mondiale pour le judaïsme libéral* » et de Jean Halpérin – « *Historien et professeur [...] conseiller auprès du Congrès juif mondial pour les dialogues interreligieux* ».

Le premier estime alors que, dans la déclaration de Jean-Pascal Delamuraz, « *les termes n'ont pas été choisis avec précision. Parler de « rançon » et de « chantage », dire que la Suisse a servi de refuge bienvenu pour les finances juives, acculées à ne plus exister, cela va bien au-delà de la réalité. Les hommes d'État peuvent aussi se tromper.* » Parallèlement, il souligne son incompréhension à l'égard de l'attitude du Congrès juif mondial. A ce sujet, il remarque – dans une phrase reprise par *L'Hebdo* en guise de titre – que « *La Suisse ne doit pas être un bouc émissaire* ».

De manière similaire, l'entretien avec Jean Halpérin commence par désapprouver fermement les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz : « *Je les ai trouvées inacceptables et franchement inquiétantes. Comme s'il ne se rendait pas compte de quoi il s'agissait.* » Plus loin, des reproches similaires sont cependant réservés à l'attitude du Congrès juif mondial : « *J'ai l'impression [qu'il] est tombé dans le piège, qu'il aurait dû sentir que le sujet est trop grave pour devenir une partie de ping-pong diplomatique ou politique. Ce genre de dérapage est à mon sens interdit aussi bien d'un côté que de l'autre.* » Entre ces deux réprobations, se dessine ce qui fait le cœur du propos de Jean Halpérin : « *ce qui est très douloureux dans cette affaire, c'est qu'une question de morale et de politique se soit transformée en une question d'argent* ».

Alors que la controverse prenait une tournure polémique, *L'Hebdo* a rapporté comment les enjeux polarisaient deux camps antagonistes. Mais il s'est immédiatement efforcé de trouver une voie médiane, incarnée par des représentants de la communauté juive de Suisse³³. Par ailleurs, il s'est opposé explicitement à l'approche conflictuelle sous la plume de son rédacteur en chef adjoint. Cette semaine-là, Jean-François Roth concluait son éditorial en ouvrant une perspective articulée autour de la responsabilité morale :

Si peu habituée à recevoir des coups, la Suisse aurait tout lieu de réagir comme le font les nations blessées : par une crispation nationaliste. Le risque n'est pas exclu, mais il s'agirait du pire des scénarios. Ce combat ne sera pas gagné sur le terrain de la souveraineté outragée. La décision du Conseil fédéral d'entrer en matière sur un fonds de compensation pour les victimes de l'Holocauste est à cet égard rassurante. Il faut maintenant espérer que la violence de la tempête, associée à notre sentiment nouveau de fragilité, ouvrira les yeux sur les effets pervers de notre « Sonderfall », et sur la nécessité d'en sortir au plus vite.

³³ Pour une analyse détaillée de l'émergence de cette voie médiane suite à l'interview de Jean-Pascal Delamuraz et de ses conséquences décisives pour la suite de la controverse, voir 6.1.3, *infra*.

Au fil des semaines suivantes, *L'Hebdo* a tâché de maintenir, contre vents et marées, cette *position médiane*, qu'il avait adoptée dès le début des débats sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Il s'est efforcé de relater le conflit qui faisait rage et qui divisait les acteurs, sans y prendre part. Pour maintenir ce cap, il a suivi trois lignes de discours parallèles.

Premièrement, il est régulièrement intervenu pour *relativiser la portée des déclarations des autorités suisses susceptibles d'être considérées comme agressives*. Ainsi s'agissant des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, le magazine a regretté un « *écart de langage* », tout en estimant que les réactions qu'il avait suscitées étaient largement disproportionnées. Sur cette voie, il a rapidement publié un long article d'investigation qui s'efforçait de remettre cette prise de position virulente dans le contexte d'un conflit naissant^{vii}. Dans son éditorial, le rédacteur en chef Éric Hoesli en tirait la conclusion que les propos du président de la Confédération n'avaient pas été la marque d'un « *quelconque antisémitisme* », et il notait (*L'Hebdo*, 16.1.97) :

On comprend mieux maintenant la mouche qui a piqué Jean-Pascal Delamuraz le dernier jour de l'an. Le contenu et la tournure des discussions entre les diplomates suisses et les émissaires du Congrès juif mondial à Washington [...] explique en grande partie le courroux scandalisé du président de la Confédération.

Deux semaines plus tard, il est intervenu à la même place pour estimer que « *le comité central du Parti socialiste se ridiculis[ait] dans la surenchère* » en demandant la démission de Jean-Pascal Delamuraz. Sur sa lancée, il nuancait les torts de l'ambassadeur de Suisse à Washington, Carlo Jagmetti, considérant explicitement comme un « *inquiétant dérapage* » qu'il ait été poussé à la démission après avoir utilisé un vocabulaire guerrier pour qualifier la question « des fonds juifs » : « *quelques expressions un peu fortes (mais, pardon, sans aucune connotation antisémite) contraignent un haut gradé des Affaires étrangères à la démission* ».

Deuxièmement, *L'Hebdo* a régulièrement *rappelé les implications d'une perspective de la responsabilité morale*. Il a en particulier clairement souligné que ni la perspective conflictuelle potentiellement ouverte par les propos Jean-Pascal Delamuraz, ni la tentation de se débarrasser des questions embarrassantes par le biais d'un règlement financier, ne mèneraient à une résolution du problème. Dès la mi-janvier 1997, il a établi un volumineux dossier consacré à « *La Suisse face à la question juive* » dont la présentation demandait sans ambiguïté : « *que peut faire, que doit faire la Suisse pour réparer les fautes du passé ?* ». A cette occasion, l'éditorial d'Éric Hoesli appelait – dans le prolongement du discours de Kaspar Villiger concernant le tampon « J » – à accompagner les résolutions financières d'actes politiques significatifs. Il récusait alors par avance les interprétations qui, formulées dans une perspective du conflit, y verraient des signes de capitulation (« *La Suisse dans l'ombre de la Shoah* », 16.1.97) :

Au-delà des réparations matérielles qui peuvent et doivent être satisfaites, le moment est venu sans doute de gestes forts et symboliques, adressés avant tout à la communauté juive de Suisse. [...] Il est peut-être temps également, grâce à un fonds spécial, de consacrer de nouveaux efforts visant à préserver la mémoire de ces temps douloureux et à en favoriser l'étude. En allant dans ce sens, le Conseil fédéral ne ferait nullement étalage de faiblesse, il ne se livrerait pas davantage à un inutile exercice de jugement ou d'autoflagellation. Mais par un geste d'envergure et un discours sans ambiguïté il rappellerait que l'essentiel dans cette tragédie réside justement dans tout ce qui ne pourra plus être réparé. Et que si les Suisses et leur gouvernement n'ont pas motif d'être toujours fiers de leur passé, ils n'ont pas non plus de raison d'en avoir peur.

Sur cette ligne, pour titrer un entretien dans lequel Israel Singer et Elan Steinberg – respectivement secrétaire général et directeur exécutif du Congrès juif mondial – faisaient part de leur méfiance à l'égard des banques suisses, *L'Hebdo* a mis en évidence des extraits qui relativisaient les implications financières de cette affaire pour la Suisse (« *Pourquoi nous nous méfions de la Suisse*, 23.1.97 ») :

« L'argent doit être versé par ceux qui se sont enrichis : les banques, la BNS » ;
« Nous souhaitons que la Suisse accomplisse d'abord un geste de restitution morale » ;
« L'Histoire nous pose un défi à tous. C'est ensemble que nous sortirons grandis de son examen »

Une semaine plus tard, Éric Hoesli est revenu à la charge. Dans son éditorial, il commençait par regretter « *le tohu-bohu empreint de soif vengeresse* » régnant dans le pays à propos des « fonds juifs ». Il invitait alors à une complète réorientation des discussions (« *Thérapie de famille* », 30.1.97) :

Croît-on vraiment [...] qu'en coupant des têtes et en versant des millions, nous allons nous acheter une conscience et résoudre ce qui est devenu notre problème ? Cessons donc de nous limiter aux questions d'argent. Ces histoires de millions finissent par écœurer.

Troisièmement, entre le soutien aux autorités suisses et le refus de l'approche conflictuelle ou des résolutions financières, *L'Hebdo* s'est efforcé de *tracer une voie médiane*. Il s'agissait alors de se frayer un chemin d'une part entre la reconnaissance de la légitimité d'échanges parfois virulents et le refus que le débat prenne une tournure polémique ; d'autre part entre la reconnaissance qu'il fallait procéder à des réparations matérielles, tout en affirmant que la solution au problème ne pouvait pas être uniquement financière. Sur cette fine ligne de crête, il a régulièrement appelé à une profonde et difficile confrontation au passé, débouchant sur une nécessaire prise de conscience individuelle et collective de ses implications. Sur ce chemin, il a fait place à *la mémoire portée par les témoignages des personnes ayant vécu les événements de la Seconde Guerre mondiale*.

Une première fois, il a traité ces questions par le biais d'un article consacré à la force des instants vécus par les élèves d'une école genevoise auxquels une rescapée des camps de la mort a raconté son expérience (27.2.97) : « *Le récit de la Shoah « pour de vrai » [...] Récit d'une rencontre qui a marqué les consciences des élèves et les a appelés à l'engagement* ». Il a repris cette perspective au milieu du mois d'avril, proposant explicitement d'aborder la controverse sur les « fonds juifs et l'or nazi » comme un questionnement personnel et intergénérationnel du passé de la Suisse (« *Regards croisés sur la génération Mob* », 10.4.97). Cette approche s'est concrétisée par un article rassemblant deux témoignages : « *Que retenir du passé de la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale ? La polémique pousse aujourd'hui les jeunes à réinterroger leurs grands-parents. Deux familles remontent le temps* ». Cette expérience a débouché sur la formulation d'évaluations contrastées, que *L'Hebdo* a mises en évidence en guise de titres : « *Famille Fournier, Valais : 'On ne peut pas juger cette époque'* » et « *Famille Voisard-Riat, Jura : 'Cette histoire, c'est la honte'* ».

Un mois auparavant, *L'Hebdo* avait déjà exploré cette articulation de l'histoire suisse et des trajectoires personnelles, convoquant, à titre exemplaire, le *retour en arrière* et le *retour sur soi* effectués, à titre personnel, par le conseiller fédéral Kaspar Villiger^{viii}. Ce texte a explicitement proposé d'aborder le problème du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale à la jointure douloureuse de l'histoire nationale, de la mémoire intergénérationnelle et de la conscience individuelle. Pour introduire cet entretien Éric Hoesli notait alors dans son éditorial que le processus de réexamen critique du passé peut s'avérer « *singulièrement douloureux* » (6.3.97) :

Kaspar Villiger, qui affronte depuis plusieurs années les reproches touchant au comportement de son père dans l'Allemagne nazie, en fait la pénible expérience et s'en explique courageusement [...]. Le conseiller fédéral, qui a passé à ce sujet, l'un des plus sensibles qui soient, par des phases successives de colère, de doute puis de regain de confiance, personnifie en quelque sorte le cheminement de la nation à travers la crise. Et il n'est pas difficile de comprendre en écoutant Kaspar Villiger la place et l'importance que cet intime débat a prises dans sa vie et sa conscience.

En page intérieure, Kaspar Villiger relevait les doutes qui l'ont assailli lorsque des documents sont venus remettre en question l'image très positive qu'il se faisait de son père : « *Ces oscillations entre le doute et la conviction sont aujourd'hui le fait du peuple tout entier. En ce sens, mon processus personnel est comparable à celui du pays : dans un premier temps, on se défend, on refuse d'entrer en matière. On veut refouler. Puis vient la phase du doute : et si c'était vrai ? Ce processus n'est pas facile* ». En conclusion à cet entretien, *L'Hebdo* mettait alors en évidence un extrait : « *Notre action et notre discours doivent prendre une nouvelle dimension, adaptée à l'importance morale et éthique de la question* ».

En convoquant les témoignages, les expériences familiales et les remises en question personnelles, *L'Hebdo* a ainsi élaboré une approche mémorielle et empathique du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Par ce mouvement de saisie du passé dans des expériences concrètes et douloureuses, il a ouvert la voie à une approche tissée autour d'une réflexion sur la faute, la culpabilité et la réparation, excluant toute réduction conflictuelle ou pécuniaire de la controverse.

Cette problématique, *L'Hebdo* l'a également associée à une catégorie : les Suisses juifs, douloureusement pris en tenaille entre les deux pôles d'une controverse en train de s'envenimer. Dans le sillage immédiat de déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, le magazine avait déjà chargé François Garaï et Michel Halpérin de dessiner une voie médiane au cœur de l'affrontement. Trois mois plus tard, il a consacré un long article à « *Rolf Bloch, le génie de la médiation* » (10.4.97). *L'Hebdo* a alors présenté le président de la Fédération des communautés israélites de suisses comme un personnage pris entre deux feux. A ce titre, il a été mis en scène dans une position fondamentale :

Il y a deux ans, personne ne le connaissait. Aujourd'hui, il est devenu l'intermédiaire indispensable entre le Congrès juif mondial et la Suisse.[...] [N]otre rôle est accepté dit Rolf Bloch. Dès qu'il est question de la Suisse dans une discussion conduite par le Congrès juif mondial, un représentant des juifs suisses est toujours présent.

Cet article enchaîne les avis positifs émis à l'égard de Rolf Bloch par le président du Congrès juif mondial Edgar Bronfman, par la porte-parole de l'Association suisse des banquiers Sylvia Matile ou par le responsable de la Task Force Thomas Borer. Ces discours lui attribuent ainsi progressivement la capacité de maintenir le dialogue avec les différentes parties en conflit, dessinant les contours d'un personnage exemplaire :

En somme, il a toujours été le bon juif, avec qui on pouvait parler et s'entendre le cas échéant. A côté des juifs ardents et clinquants à la Bronfman, il fallait une présence un ton au-dessus.

Finalement, cet article dresse le portrait d'un homme « *aimable mais tenace* » qui tient son cap au cœur de la tourmente, qui ne se laisse intimider ni par les « *bouffées d'antisémitisme* » des Suisses, ni par les méthodes du Congrès juif mondial (« *les Américains disent les choses comme ils ont l'habitude de les dire en Amérique, nous, moi en particulier, je les dis à la manière dont je pense qu'elles puissent être acceptées en Suisse* »), ni par les « *Suisses, et parmi eux des juifs, [qui l'accusent]* » d'avoir courbé

l'échine » devant Edgar Bronfman et le sénateur D'Amato. » Au cœur de ces exigences contradictoires, prend forme une position médiane, inscrite dans le prolongement de la voie explorée par *L'Hebdo* dès le début de la controverse :

Nous n'avons jamais été arrogants, nous n'avons jamais demandé des choses impossibles, nous avons simplement demandé de trouver des solutions acceptables et honorables à un problème réel, affirme Rolf Bloch. Si l'on ne peut plus défendre son opinion, on est en droit de se demander dans quel genre de société l'on vit.

5.2.2 Les apparitions épisodiques de la panoplie du conflit

L'Hebdo a proposé des interprétations modérées, chargées d'accommoder les revendications du Congrès juif mondial et du sénateur D'Amato et les réactions des autorités suisses. Autrement dit, il a proposé de dépasser leur virulence réciproque, pour revenir à la question centrale du *retour en arrière* et du *retour sur soi*. Pour tracer cette voie, ce magazine s'est sans cesse efforcé de raccommode les déchirements entre des approches du problème habituellement considérées comme incompatibles. Pourtant, quelques accrocs ont parcouru cet immense patchwork tissé sur la trame de la responsabilité morale. En effet, *L'Hebdo* a manifestement eu des difficultés à tenir ensemble tous les fils de ces exigences contradictoires, impliquant de concilier des revendications et des ripostes constituées, par leurs protagonistes eux-mêmes, comme autant de passes d'armes constitutives d'un affrontement sans merci. En conséquence, *L'Hebdo* s'est parfois écarté de sa ligne médiane, pour recourir à l'approche agonistique à quelques occasions éparses.

Il a adopté la perspective conflictuelle de manière épisodique, à l'occasion de quelques articles isolés. Ce sont d'abord des tournures de phrases ou des formulations qui ont manifesté cette référence au monde de la guerre, de l'affrontement et de la polémique. Ainsi, le dossier du 16 janvier 1997, consacré à « *La Suisse face à la question juive* » est truffé de termes présentant le débat comme une « *instruction à charge* » ou un « *rapport de force* », mené dans un « *climat d'antipathie* ». Même la couverture de cette édition, représentant un mur couvert d'anciennes photographies en noir et blanc, ornée d'une étoile de David jaune, associée au titre « *Le prix du passé* », est pour le moins ambiguë. Prise pour elle-même, elle se laisserait parfaitement interpréter comme la prise à parti d'une revendication, formulée par des « *Juifs* » à l'encontre de la « *Suisse* », au nom du « *passé* » signifié par la notion de « *question juive* », directement associée aux discours antisémites des années 1930-1940. L'extraction de ces quelques éléments ferait cependant passer à côté de l'orientation d'ensemble du dossier, dont la tournure appuie la légitimité des questions relatives au passé de la Suisse, et signale explicitement qu'aucun geste financier n'acquittera des « *dettes du passé* » relevant plutôt d'une nécessaire « *clarification historique et morale*. »

La terminologie guerrière a également régulièrement affleuré pour qualifier les discussions et leurs protagonistes. Ainsi, dans un dossier consacré aux « *archives qui accablent la Suisse* » (3.4.97), il est question d'une « *campagne* », menée par le Congrès juif mondial « *contre* » les banques suisses. Le magazine retrace l'histoire des recherches menées dans les archives états-uniennes pour le compte du Congrès juif mondial et du sénateur D'Amato, parlant alors des débuts d'une « *guerre médiatique* » et d'une « *guerre des révélations* ». Parallèlement, cette même perspective est mobilisée pour annoncer la parution de l'ouvrage de Tom Bower – *Nazi Gold, The Swiss, The Nazis and the Looted Billions* – immédiatement qualifié par la « *violence de son contenu* », et délégitimé :

Comme le livre de Jean Ziegler [...], cet ouvrage mi-historique, mi-polar associe une grande qualité narrative à un ton polémique, des sources souvent indistinctes et des interprétations contestables.

Trois semaines plus tard, une perspective similaire a été adoptée pour dresser le portrait de : « *Bronfman, le puissant croisé du peuple juif* » (24.4.97) : « *Le sénateur D'Amato a occupé le devant de la scène, mais le vrai orchestrateur de la croisade contre les banques suisses est le président du Congrès juif mondial* ». Les descriptions mobilisées pour le qualifier configurent une situation conflictuelle, sur l'arrière-plan de laquelle elles prennent sens :

Sa tactique : la carotte et le bâton, une oscillation permanente entre le chaud et le froid. En février le CJM a signé la paix des braves – la capitulation pour certains – avec Flavio Cotti à New York. La semaine dernière, il a fallu une lettre de protestation du conseiller fédéral pour mettre fin à un mailing adressé à la communauté juive américaine agressant l'Helvétie [...].

L'Hebdo a également mis en scène cette configuration conflictuelle pour rendre compte du comportement des protagonistes suisses. Ainsi, Ariane Dayer a rapporté le climat délétère régnant dans l'administration fédérale (« *Peaux de banane* », 30.1.97) :

Telle la chasse, la cruauté est ouverte depuis la démission, lundi, de l'ambassadeur à Washington, Carlo Jagmetti, englouti dans la polémique des fonds juifs. Jamais les fonctionnaires fédéraux ne s'étaient montrés aussi méchants entre eux. [...] Au fond, ils veulent quoi [...] ? Peut-être nous prouver, inconsciemment, que l'« ennemi » tant décrié par Carlo Jagmetti se trouve dangereusement à l'intérieur. Dans la marmite bouillante des espoirs et de l'amertume des fonctionnaires [...].

Un mois plus tard, *L'Hebdo* a consacré sa rubrique « *Débat* » au « *grand réexamen de nos responsabilités politiques et morales pendant la Deuxième Guerre mondiale* ». Dans son éditorial, Éric Hoesli a signalé le registre guerrier sur lequel ces discussions étaient menées (6.3.97) :

Il ne s'agit plus seulement d'une réponse aux 'pressions extérieures', mais d'une dispute entre Suisses, sur la Suisse. Christoph Blocher est descendu dans l'arène, Arnold Koller a tracé la ligne de conduite du gouvernement. Les leaders de gauche fourbissent leurs armes et leurs arguments. D'autres suivront à n'en pas douter.

Dans les pages rédactionnelles, ces discussions étaient désignées comme un « *duel des discours* », comme un affrontement entre la perspective du conflit représentée par les propos tenus par Christoph Blocher devant l'UDC zurichoise, et l'approche de l'aide humanitaire déployée par Arnold Koller, lors de son discours annonçant la création d'une fondation suisse de solidarité (cf. 4.2.3, *supra*).

Comme pour synthétiser l'ensemble de cette problématique, Ariane Dayer a alors repris cette perspective agonistique pour parler d'une campagne publicitaire dans laquelle l'UDC zurichoise reprenait les propos de Jean-Pascal Delamuraz pour mettre à mal la proposition de fondation de solidarité lancée par Arnold Koller (« *Nom d'un petit bonhomme* », 24.4.97) :

C'est un petit bonhomme sympa. Le poil court, le bras nouveaux, il arbore la solidité des fêtes de lutte, assuré d'une virilité si indignée que les poils de son torse poussent en points d'exclamation ! Ce qui l'agace ? Le « chantage ». Celui auquel nous soumet une « organisation étrangère » (on n'ose pas dire juive), et un « avocat américain » (on ne dit pas D'Amato). L'UDC zurichoise paraphrase le petit Suisse de sa dernière affiche : « Soumettre le peuple suisse au chantage et le forcer à payer ? Jamais ! »

L'annonce est efficace. D'abord, elle fait référence au mot de Jean-Pascal Delamuraz qui avait, le premier, défrayé la chronique en parlant de « chantage ». L'effet avait été

faramineux, on le recycle. Ensuite, l'UDC a l'intelligence de ne pas disperser son message. Elle mise sur le premier impact, le commentaire de Christoph Blocher après l'annonce de la Fondation de solidarité : « Le Conseil fédéral a perdu la tête. » Et le petit bonhomme se frappe l'index sur le front.

Durant les premiers mois de 1997, *L'Hebdo* a relaté la tournure conflictuelle que prenaient les relations entre les différents protagonistes de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Dans un premier temps, il a mis en œuvre cette configuration polémique pour rendre compte des échanges entre les autorités suisses et leurs interlocuteurs étrangers, qu'il s'agisse du Congrès juif mondial, du sénateur D'Amato, ou des représentants du Gouvernement des États-Unis. Puis, suite à une prise de position de Christoph Blocher, la mise en scène de ce conflit a structuré une ligne de partage, divisant l'arène helvétique.

5.2.3 *L'Hebdo s'engage dans le conflit*

Entre janvier et mai 1997, la perspective agonistique a percé entre les mailles de la « responsabilité morale » tissée par le discours de *L'Hebdo*. Cependant, ce dernier a systématiquement déploré cette tournure conflictuelle, réprouvant à la fois le style véhément de certaines revendications, la virulence de certaines répliques qui leur ont été opposées, et la montée de conflits entre les acteurs suisses du dossier. Pourtant, le magazine n'est pas toujours parvenu à se tenir à l'écart de ces disputes. A deux occasions, il a même explicitement pris position dans l'affrontement, suscitant à son tour de véhémentes controverses : la première fois au sujet du « *manifeste du 21 janvier* », la seconde à propos du livre de Jean Ziegler *La Suisse, l'or et les morts*.

L'Hebdo délégitime le « Manifeste du 21 janvier »

Trois semaines après les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, ses propos ont suscité une réponse sous la forme d'un « *Manifeste du 21 janvier* », soutenu par quelque deux cents écrivains, cinéastes, musiciens, comédiens, historiens, théologiens, philosophes, juristes et psychanalystes. Ses signataires faisaient alors notamment part de leur indignation suite aux propos du président de la Confédération, de leur souhait que des recherches soient menées pour éclaircir le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, et de leur exigence que les autorités fassent fermement barrage contre l'antisémitisme³⁴.

Cet appel ayant été officiellement présenté le 29 janvier 1997, *L'Hebdo* lui a consacré un article en rubrique « *Culture* » de son édition du 6 février 1997. Intitulé « *Le curieux réveil des intellectuels* » ce texte signifie d'emblée ses réserves à l'encontre de cette initiative. Cette prise de distance est renforcée visuellement par deux petites illustrations, réalisées par le dessinateur Mix et Remix. Dans la première, les propos de deux personnages se complètent pour dire : « *Il faut être vigilant, car derrière l'intellectuel...* » « *le bien-pensant sommeille !* ». La seconde présente trois personnages, à quatre pattes, dans une pose de chiens féroces, tenus en laisse par un quatrième, installé derrière un pupitre griffé « *PS* » (pour « *Parti socialiste* ») qui dit : « *Quand j'entends le mot Conseil fédéral, je sors mes révoltés.* »

Dans le texte, le journaliste Michel Audétat fait d'emblée part de sa déception :

On aurait pu se réjouir de voir les intellectuels suisses prendre position. A quelques exceptions près, il faut bien admettre qu'ils n'ont guère trouvé de place dans l'espace public depuis le début de cette crise. [...]

³⁴ Le texte du « *Manifeste du 21 janvier 1997* » est reproduit en annexe 19. Sa publication a été accompagnée d'un recueil coordonné par Madeleine Dreyfus et Jürg Fischer (1997).

Malheureusement, il faut déchanter. L'indignation ne tient pas lieu de réflexion, et on s'en aperçoit dès les premières phrases du manifeste. Jean-Pascal Delamuraz y est accusé de s'en être pris « *aux survivants de la Shoah – l'assassinat dûment planifié de millions de juifs européens – ainsi qu'à leurs successeurs et à leurs représentants...* » Oui, on a bien lu, le soupçon d'antisémitisme pèse désormais sur un de nos sept Sages. Car que peut bien suggérer ce stupéfiant raccourci selon lequel le conseiller fédéral, en parlant (inconsidérément) de « *rançon* » et de « *chantage* » pour qualifier les exigences et les pressions des organisations juives, s'en serait pris « *aux survivants de la Shoah* »...

En un certain sens, cet article ne fait que reprendre une opération alors coutumière dans les colonnes de *L'Hebdo*, qui s'efforçait de minimiser la portée des déclarations des autorités suisses en général et de Jean-Pascal Delamuraz en particulier. Ce texte se démarque cependant pour la première fois de cette ligne, dans la mesure où il ne tente pas de frayer le chemin d'une voie médiane, alimentée par des questions légitimes décelées derrière le « *Manifeste du 21 janvier* ». Au contraire, il s'implique directement pour s'opposer fermement à ce dernier. Ainsi, le deuxième paragraphe est significativement intitulé « *Oustrances et simplifications* ». Il commence par donner la parole à trois promoteurs du manifeste – Nils de Dardel, Madeleine Dreyfus et Patrice Mugny – qui rendent les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz responsables des réactions antisémites qui les ont suivies. Le verdict du journaliste tombe alors aussitôt : « *Il y a dans ces propos des simplifications qui devraient faire sourciller un intellectuel sobre et normalement raisonnable.* » Dans l'enchaînement, il épingle plusieurs « *oustrances* » du manifeste, avant de se demander pourquoi il a fallu un mois pour que celui-ci voie le jour. Ses auteurs affirment que ce retard est dû à leur volonté de ne pas improviser et de travailler leur texte dans ses moindres détails. Cependant, Michel Audétat suggère une autre interprétation :

Il n'empêche, on est forcé de constater que le rythme de cette affaire en recoupe un autre. A quelques jours de distance, les noms des conseillers nationaux socialistes Nils de Dardel et Paul Rechtsteiner sont revenus par deux fois à la une des gazettes. Ils figurent non seulement parmi les huit rédacteurs du manifeste, mais sont également les auteurs de la résolution votée le samedi 25 janvier par le comité central du Parti socialiste pour réclamer la tête de Jean-Pascal Delamuraz.

Certes, ce départ n'est pas exigé par le texte du manifeste qui veut ratisser large. [...] On observera toutefois que, si cette démission n'est pas demandée, le manifeste s'arrange pour mettre Delamuraz au banc des conseillers fédéraux.

Après avoir signalé que ce sont principalement des alémaniques qui ont soutenu ce manifeste, l'article se conclut en laissant la parole à « *ceux qui ont refusé de signer* », à savoir l'écrivain – et chroniqueur à *L'Hebdo* – Étienne Barilier et, surtout, Gaston Cherpillod dont la « *colère à ébranler les murs* » est citée en guise de mot de la fin :

« *Jamais je n'aurais signé ce manifeste pour des raisons tant politiques que littéraires. Ce ton professoral m'horripile : on se croirait revenu aux années 30. Mais, surtout, ce qui est dit de la Suisse pendant la guerre est faux et dégoûtamment partial. Le pays était alors encerclé par les forces de l'Axe. Il faudrait que ces sales mioches d'intellos s'en rendent compte un jour. Je suis effaré de voir que ma caste, dans sa majorité, n'a pas de cervelle. Elle a échangé la mythologie de culs bénis de nos pères contre cette mythologie inverse qui consiste à accabler le pays de tous les maux. Il est tout de même consternant de constater qu'un historien comme Hans Ulrich Jost ne comprend rien à l'histoire. En lisant ça, j'ai cru que j'étais de nouveau le petit masturbateur de quatorze ans qui écoutait le détenteur de la vertu parler du haut de la chaire* »

Partant de la présentation d'un document attribué à des « *intellectuels suisses* », cette citation conclusive de Gaston Cherpillod associe ces derniers à la gauche politique et, plus précisément, au Parti socialiste suisse, avant de disqualifier fermement ses interventions attribuées à une catégorie « *bien-pensante* » au « *ton professoral* ». Cette prise de position,

endossé par *L'Hebdo*³⁵, a marqué une rupture significative avec l'orientation médiane qu'il avait adoptée dès le début du débat. Cet article interprète les questions soulevées par le « Manifeste du 21 janvier » comme une manifestation attribuée à la gauche politique, dont la position est rejetée en marge du débat, emportant avec elle les diverses catégories sociales qui lui sont associées : des sales mioches d'intellos, des historiens qui ne comprennent rien à l'histoire, ou les Alémaniques prêts à s'opposer à un conseiller fédéral vaudois.

Ainsi, ce texte configure le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » comme la polarisation d'une série de clivages, voire comme un enchaînement d'affrontements, internes à la collectivité helvétique : la gauche contre les autorités politiques (le Parti socialiste « sort ses révoltés » contre le Conseil fédéral) ; les jeunes qui n'ont pas vécu la guerre contre la génération de la Mob ; les intellectuels déraisonnables contre ceux qui font preuve de sobriété ; ceux d'outre-Sarine contre les Romands. Pour synthétiser, ce discours constitue les questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale comme un affrontement bipolaire, susceptible de couper la Suisse en deux sous la houlette de deux figures emblématiques. D'un côté, il dessine les traits d'un jeune gauchiste alémanique qui, sous prétexte de motifs pseudo intellectuels, prend des positions qui ne font que trahir son inconséquence, sa révolte contre les autorités, et son ignorance de l'histoire. En face, il dresse la figure d'un intellectuel romand, qui a vécu la Seconde Guerre mondiale, et qui sait faire preuve de sobriété, de raison et de retenue face au gouvernement.

L'Hebdo ne s'est pas contenté de dresser le tableau d'une controverse dont il aurait regretté la tournure polémique. Il a explicitement pris fait et cause en faveur de la seconde catégorie. Ce faisant, il a mis le feu aux poudres d'une dispute animée qui s'est prolongée dans son courrier des lecteurs. Deux semaines plus tard, deux répliques y sont apparues, respectivement pour regretter une rupture de sa ligne éditoriale, et pour contrer les options défendues par *L'Hebdo* (« *Manifeste du 21 janvier : curieuses critiques* », 20 février 1997).

La première lettre, attribuée à « *Marianne Laufer* » de Morges, regrette la tonalité de cet article, tranchant avec la ligne d'un magazine qui « *nous avait habitués à des articles équilibrés, à des analyses qui poussent ses lecteurs à s'informer, à réfléchir* ». Dans cette perspective elle déplore en particulier que Michel Audétat se soit livré à une « *démolition systématique* » en se contentant de « *citer de courts passages jugés critiquables, en ajoutant les critiques de deux écrivains romands* ». Elle indique alors qu'elle s'est procurée le texte du manifeste, dont elle relève le langage excessif, tout en s'y reconnaissant, en particulier dans un passage demandant « *que le Conseil fédéral diffuse largement les résultats des recherches historiques ; qu'il combatte les tendances antisémites ; [et] que la Suisse saisisse l'occasion de ces événements pour approfondir son sens de la démocratie.* » Avant de conclure, interrogative : « *Pourquoi M. Audétat a-t-il omis cet appel ? Je ne sais. Même un peu long et touffu, il reflète bien le vœu de nombreux citoyens.* »

D'autre part, « *Edgar Bloch & François Masnata, nouveaux signataires du Manifeste du 21 janvier 1997* » font part de leur étonnement face à la position adoptée par *L'Hebdo*, avant de s'y opposer fermement :

[B]analyser l'antisémitisme, sous prétexte qu'il ne serait que rampant ou caché, revient à dire qu'il faut attendre l'apparition d'un Le Pen ou d'un Haider pour se battre. Pour nous, une

³⁵ Michel Audétat reprend, en conclusion de son article, cette citation de Gaston Cherpillod, qu'il ne modalise en aucune manière. Ainsi, il manifeste pratiquement qu'il assume à la première personne le discours qu'il cite. Cette manière de procéder fait endosser le discours rapporté de Cherpillod par le discours rapportant de *L'Hebdo*. Ce mode particulier de « citation-dialogue » a été repéré par Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu (1989 : 144-147).

telle attitude « intellectuellement sobre et normalement raisonnable » (comme vous dites) signifie : face au danger, endormons-nous ! Bonne nuit, Messieurs Audétat, Barilier et Cherpillod. Nous préférons signer le Manifeste du 21 janvier et le faire signer au grand jour.

Dans l'édition suivante, quatre lettres de lecteurs ont à nouveau été consacrées à cette controverse. La première est signée par un journaliste, Olivier Grivat, pour répondre à la lettre d'Edgar Bloch et François Masnata, en tant que « *partie prenante avec mon collègue Denis Barrelet à la « fameuse » interview donnée par le président de la Confédération en exercice* ». A ce titre, il estime être bien placé pour dire si « *Jean-Pascal Delamuraz, s'en est pris aux descendants de la Shoah, comment l'affirment les signataires de l'appel du 21 janvier* » :

Or jamais, au grand jamais, les propos (...) n'étaient dirigés contre « le Congrès juif mondial, l'Agence juive ou les victimes juives de la Shoah » (...). Ils avaient pour cible le sénateur D'Amato et les milieux financiers anglo-américains concurrents des banques suisses, où peuvent figurer des financiers juifs aussi bien que chrétiens. Mais en aucun cas ce propos ne laissait percevoir un antisémitisme méritant un quelconque carton rouge ou jaune (...). Il est assez étonnant de voir dans ce débat certains intellectuels de la gauche pure et dure se trouver en harmonie avec un sénateur de la droite républicaine aux mœurs politiques aussi discutables et aux idéaux aussi éloignés. Il est aussi inquiétant de voir des historiens, notamment le Bernois Peter Hug pourtant mandaté par le Département de Flavio Cotti pour faire la lumière sur les fonds en déshérence, avoir une vision aussi distordue d'événements contemporains.

Les trois autres lettres publiées dans cette édition constituent autant de ripostes aux propos de l'écrivain Gaston Cherpillod, que Michel Audétat avait endossés pour conclure son article. Toutes prennent en particulier pour point de départ son affirmation selon laquelle Hans-Ulrich Jost ne comprendrait rien à l'histoire. En ce sens, le premier texte – signé collectivement par « *Sébastien Guex, Malik Mazbouri, Monique Pavillon, François Valotton, Lausanne* »³⁶ – estime qu'en « *Jetant le soupçon, sans autre fondement que des humeurs, sur une personne et sa « caste » (sic), il ouvre la porte à la stigmatisation de tout « dissident » ou opinion contrevenant à la version officielle de cette période de l'histoire* ». Ses auteurs finissent alors par se demander « *de qui et de quoi « L'Hebdo » et ses collaborateurs se font les porte-parole* ».

Dans la même veine, « *Un sale mioche d'intello : Frédéric Gonseth Lutry* » s'adresse directement à Gaston Cherpillod³⁷ : « *En accusant un historien comme H.-U. Jost de « ne rien comprendre à l'histoire » [...] tu confirmes la raison pour laquelle il a été impossible aux historiens, journalistes et écrivains d'aborder ce thème durant 50 ans : on ne rencontrait sur notre route que des gens comme toi, poussant des cris d'orfraie dès qu'il s'agissait de fouiller dans ce passé. Mais il ne t'appartient plus, cher Gaston, ce passé-tabou, il devient celui des générations suivantes* ».

Enfin, dans sa « *lettre ouverte* » adressée à Gaston Cherpillod, « *Bernard Comment, écrivain, Paris* », creuse un sillon parallèle :

On est toujours révélé par son discours, et le vôtre sent mauvais. Dans une Suisse romande où l'on entend de nouveau parler, sur le ton de la dénonciation, voire de la haine, des « historiens en jeans », vous franchissez un pas supplémentaire en dénonçant ces « sales mioches d'intellos », selon une rhétorique assez vulgaire qui ne vous honore pas en tant qu'individu, et vous éloigne de la qualité d'écrivain.

³⁶ Dans le courrier des lecteurs de *L'Hebdo*, rien ne signale que ces auteurs sont tous des historiens contemporains, qui ont collaboré avec Hans-Ulrich Jost.

³⁷ Le courrier des lecteurs n'indique pas que Frédéric Gonseth est un cinéaste lausannois, qui préparait des films consacrés à la collaboration passée d'entreprises suisses avec les nazis (« *Esclaves d'Hitler* » et « *La montagne muette* »).

[...] Nous sommes beaucoup de « sales mioches d'intellos » à avoir assez de cervelle pour nous être informés, depuis longtemps des données historiques, et il ne s'est jamais agi « d'accabler le pays de tous les maux », mais de s'ouvrir à une perception de cette période plus complexe que la version lénifiante proposée, par exemple, par l'ex-conseiller fédéral Chevallaz dans un manuel qui a malheureusement accompagné plusieurs générations de lycéens. Ce travail d'exploration de l'histoire doit, entre autres, beaucoup à Hans-Ulrich Jost, et la façon dont vous prétendez régler son compte est plus nuisible à votre image qu'à la sienne et à ses compétences.

Il est tout de même invraisemblable que, à chaque fois qu'on s'interroge sur le passé ou sur la réalité de la Suisse en éclairant *aussi* certains aspects discutables ou condamnables, on passe automatiquement pour quelqu'un qui crache dans la soupe. Cette intimation trop souvent entendue à « ne pas couper les cheveux en quatre », cet idéal de l'adhésion opposé au souci de réflexion et d'interrogation, il est déjà pénible de les subir de la part des milieux officiels, ou des anti-intellectuels si prompts à dégainer pour protéger leur farouche volonté de ne pas savoir, de ne pas douter. Mais qu'un présumé écrivain s'en fasse le relais, sur le ton haineux et autoritaire que vous adoptez, c'est à la fois insupportable et inexplicable.

La prise de position de *L'Hebdo* s'est ainsi ouverte sur une confrontation qui a largement excédé l'adhésion ou le rejet du « Manifeste du 21 janvier ». Dans son sillage, deux conceptions du travail intellectuel et des responsabilités qu'il implique – notamment en termes de relations au passé, à la nation et à ses autorités – se sont affrontées. Ainsi, dans une réplique publiée dans le courrier des lecteurs du 6 mars 1997, « *Georges Panchard* » de Fribourg, a pris Bernard Comment à partie :

[S]ans entrer dans le fond du débat, on observera qu'il est une question à laquelle M. Comment se garde bien de répondre : au nom de quoi des individus se sentent-ils légitimés à s'ériger en conscience collective de la nation sous le seul prétexte qu'ils ont un jour mis en scène ou publié quelque chose ?

Le développement de ces échanges a défini la situation de telle sorte que, signer le manifeste et prendre publiquement position en sa faveur, ce n'était plus seulement souscrire à un texte. C'était signifier une volonté de « *se battre* » contre l'antisémitisme, faire preuve de « *dissidence* » face aux « *versions officielles* » de l'histoire, s'emparer du passé de la Suisse accaparé jusqu'alors par une génération qui interdisait d'y fouiller, ou marquer une volonté d'ouvrir à une conception complexe de cette période tranchant avec la version de Georges-André Chevallaz. Inversement, s'opposer à ce texte, c'était affirmer que les propos de Jean-Pascal Delamuraz attaquaient les sénateurs D'Amato et le monde financier anglo-américain sans impliquer la moindre connotation antisémite, se démarquer des « intellectuels de la gauche pure et dure » prêts à pactiser avec n'importe qui pour ébranler les autorités suisses, et soutenir une conception objective de l'histoire et des événements contemporains.

En quelques semaines, le déroulement de cette confrontation n'a laissé place à aucune voie médiane. Ces discours ont constitué le « *Manifeste du 21 janvier* » comme une ligne de démarcation de l'espace public helvétique. Adhérer ou non à ce texte revenait à prendre position dans l'un des deux camps constitutifs d'un conflit opposant des « *milieux officiels anti-intellectuels* » face à une « *extrême gauche pseudo intellectuelle* ». Dans cette configuration seule une alternative subsistait. Soit prendre place derrière Hans-Ulrich Jost et choisir le camp de l'insoumission, de la « révolte », de la jeunesse ou de l'« *extrême-gauche* ». Soit se placer sous la houlette de Georges-André Chevallaz aux côtés des « médias » en général et de *L'Hebdo* en particulier, de « l'analyse objective des faits » ou des « versions lénifiantes » de l'histoire.

Pour l'analyse cependant, l'essentiel ne réside pas dans cette bipolarisation irréductible de la collectivité nationale. Les éléments les plus instructifs ne se situent ni dans les caractéristiques attribuées aux acteurs affiliés à chacun de ces deux camps, ni dans

le contenu des attaques et des ripostes qu'ils ont échangées. En fait, le plus intéressant réside précisément dans *ce qui n'était pas discuté* par les uns et par les autres, c'est-à-dire dans l'accord implicite ou le sens commun constitué par leur controverse et tenu pour acquis par tous ses protagonistes.

De ce point de vue, ces échanges virulents indiquent que le déroulement de la controverse a constitué le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » sous la forme, allant de soi – c'est-à-dire non discutée par ses différents protagonistes – d'une *guerre de réputation*. Concrètement, quelle que soit l'opinion défendue par les animateurs de la controverse polarisée autour du « Manifeste du 21 janvier », tous considéraient comme *allant de soi* qu'il s'agissait d'une polémique organisée en deux camps antagonistes et inconciliables. Plus précisément encore, ils estimaient qu'en optant pour la version opposée, leurs adversaires se discréditaient et se marginalisaient. Ainsi, dans les propos d'Olivier Grivat, signer le « Manifeste du 21 janvier », ce n'était pas seulement marquer son adhésion à une « *gauche pure et dure* ». Ceci revenait également à se placer dans le camp d'« *un sénateur de la droite républicaine aux mœurs politiques [...] discutables* », c'est-à-dire du côté « *du sénateur D'Amato et des milieux financiers anglo-américains* » contre lesquels étaient précisément dirigés les propos de Jean-Pascal Delamuraz. Autrement dit, adhérer au manifeste, c'était pactiser avec les adversaires de la Suisse et donc se mettre en marge de la collectivité nationale. Inversement, s'opposer à cet appel, c'était manifester des motivations politiques et littéraires douteuses (Sébastien Guex et al.), répandre un discours nauséabond, nuire à sa propre image et s'éloigner de la qualité d'écrivain (Bernard Comment). Pour Edgar Bloch et François Masnata, cette option revenait même à s'endormir face au danger de l'antisémitisme, c'est-à-dire à faire sécession d'une collectivité menacée en se réfugiant dans le sommeil.

Synthèse de l'analyse

La première prise de position de *L'Hebdo* dans le conflit a montré comment une polémique s'est polarisée autour du « Manifeste du 21 janvier 1997 ». Mais elle a surtout relevé que cette controverse s'est présentée sous les traits d'une *guerre de réputation*, c'est-à-dire d'un conflit dans lequel chaque partie prenante a été délégitimée par ses adversaires, la menace pouvant aller jusqu'à la marginalisation voire l'exclusion symbolique des uns par les autres. Cette analyse a ainsi indiqué comment la mise en œuvre de l'interprétation agonistique du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » a participé, au fil de cette discussion, à la constitution d'une conception spécifique de la collectivité nationale et de son intégration.

L'Hebdo épingle Jean Ziegler suite à la publication de La Suisse, l'or et les morts

Exactement un mois après les dernières salves lancées à l'occasion de la controverse sur le « Manifeste du 21 janvier », *L'Hebdo* s'est impliqué dans une deuxième polémique, celle soulevée autour de l'ouvrage de Jean Ziegler, *La Suisse, l'or et les morts*³⁸. Il a manifesté sa prise de position dès sa couverture, composée d'une photographie, tirée en légère contre-plongée, représentant Jean Ziegler debout, dans un costume trois pièces sombre, les pouces passés dans les emmanchures de son gilet. Cette image est barrée par un titre orange : « *Faut-il brûler Ziegler ?* ». Sous l'intitulé « *Peut-on encore croire Jean Ziegler ?* », les pages rédactionnelles sont ouvertes par un article consacré à la thèse principale de son ouvrage (20.3.97) :

³⁸ Pour une analyse des conséquences de cette polémique pour l'identité de Jean Ziegler, voir le chapitre 3, *supra*.

Le sociologue accuse les banquiers suisses d'avoir offert un soutien décisif aux nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Vrai ? Faux ? Comme toujours, Ziegler assène plus qu'il ne démontre, multiplie les approximations, grossit le trait. Comme toujours, ses interprétations sont hâtives, ses thèses contestables. Telle est la méthode de ce personnage qui a érigé la provocation en système. Pour le meilleur et pour le pire.

Au fil de ce dossier, *L'Hebdo* met l'accent sur les « méthodes » et le « réseau d'influence » de Jean Ziegler et sur les réactions des historiens Philippe Marguerat et André Lasserre qui, « sceptiques », « contestent les 'révélations' » de l'ouvrage.

Par cet article, *L'Hebdo* a clairement pris ses distances avec les thèses de Jean Ziegler. Cependant, Éric Hoesli s'est efforcé une fois encore de frayer une voie médiane au fil d'un éditorial interrogatif : « Jean Ziegler, un mal nécessaire ? » D'un côté, il réproouve par avance les critiques radicales qui pourraient être opposées à *La Suisse, l'or et les morts* :

Il ne manquera pas de lecteurs pour reprocher [à Jean Ziegler] d'avoir, une fois de plus, joué le « traître à la patrie », le pollueur de drapeau national. Ce sera toujours aussi mal à propos. Dans cette affaire en particulier, si l'intérêt national a été affecté, c'est bien davantage par le comportement incroyablement arrogant des grandes banques à l'endroit des rescapés de l'Holocauste ou de leurs représentants. Et il y a bien quelques raisons de leur demander des comptes.

De l'autre, il conteste que cet ouvrage – qualifié de « réquisitoire » dans lequel l'histoire est revue « en noir et blanc » – puisse servir de base pour régler le problème :

S'agit-il vraiment de désigner des coupables à titre posthume ? Le pouvons-nous d'ailleurs ? Les générations qui n'ont pas connu la guerre, et certains des aînés avec elles, cherchent aujourd'hui à comprendre plutôt qu'à condamner. Si l'exercice historique entrepris ces derniers mois a un sens, c'est bien d'éclairer la complexité de cette période. [...] [L]a vérité qui surgira de ce fantastique examen de mémoire sera forcément contradictoire, plus complexe en tous les cas que les jugements sommaires et les interprétations hâtives que nous propose pour l'instant Jean Ziegler.

Manifestement, les subtiles pondérations de cet exercice d'équilibrisme n'ont pas eu les effets escomptés. En effet, ce sont précisément les deux camps redoutés par Éric Hoesli qui se sont polarisés, les semaines suivantes, dans le courrier des lecteurs de *L'Hebdo*. Deux semaines plus tard (3.4.97), Jean Ziegler s'y est manifesté pour s'insurger contre « les insinuations, les contrevérités manifestes de « *L'Hebdo* » (et je ne parle pas des fadaïses de ces deux historiens fédéraux, qui évidemment, n'ont pas lu le livre...) ». Sa lettre est entamée de la manière suivante :

« *L'Hebdo* » publie un dossier : Faut-il brûler Ziegler ? Le prétexte est la sortie de mon livre. Mais le dossier, évidemment, vise ma chétive personne. But de l'opération : comme on ne peut fondamentalement contester les thèses du livre, on descend l'auteur en flammes... c'est le cas de le dire. La méthode est-elle efficace ? J'en doute. Encore qu'elle n'est pas innocente. Les lettres, les appels anonymes pleuvent. Hier encore, j'ai reçu un paquet contenant une corde soigneusement roulée et ce conseil : « Si tu as du courage, pends-toi. » Le débat public, contradictoire, polémique, si besoin est, véhément, est quasi inconnu en Suisse. « *L'Hebdo* » ne fournit pas le seul exemple. Après mon rapide passage au Téléjournal, le chef des informations de la [Télévision suisse romande], en séance de rédaction, a ordonné qu'aucune émission ne parle plus de ce livre honteux. Tout cela fait partie de notre réalité helvétique et ne me prive pas de sommeil. Dans une démocratie comme la nôtre les femmes et les hommes achètent le livre et se font une opinion eux-mêmes. Ils le font massivement, ce qui prouve qu'au-delà de « *L'Hebdo* » et de la TSR et malgré eux, notre pays vit et respire.

La réaction ne s'est pas fait attendre. Une semaine plus tard, « Philippe Mottaz, directeur de l'information à la TSR » a pris la plume pour dénoncer l'« information

mensongère » selon laquelle Jean Ziegler « *aurait été victime d'une « censure* » de la part de la TSR suite à une décision que j'aurais personnellement prise d'interdire tout débat autour de son dernier livre sur nos antennes ». Sans ambiguïté, il affirme : « *Ces accusations sont extrêmement graves et sans aucun fondement* ». Après avoir mentionné une opportunité déclinée par Jean Ziegler, Philippe Mottaz conclut :

[J]e ne peux m'empêcher de relever l'ironie de la situation qui veut que M. Ziegler accuse la TSR de vouloir « étouffer la vérité dans la normalité helvétique » alors que, depuis des mois, notre chaîne a consacré un grand nombre d'émissions spéciales, de reportages, de débats et d'enquêtes à ce sujet [...].

Cet échange a suffi pour planter le décor d'un affrontement. D'un côté, Jean Ziegler a accusé les médias d'étouffer sa voix et, partant, le débat critique et démocratique. De l'autre, Philippe Mottaz s'est élevé contre ses accusations imaginaires. Chaque partie a brandi l'étendard de la vérité pour accuser son adversaire de mentir effrontément, conférant une tournure conflictuelle à la controverse. Cette bipolarisation en deux camps inconciliables s'est alors répercutée dans les lettres de lecteurs.

D'un côté, plusieurs ont écrit pour dénoncer une entreprise médiatique visant à faire taire Jean Ziegler. Ainsi, Jean-Michel Olivier de Genève (27.3.97) commence par une exclamation dépitée : « *Décidément, la Suisse ne changera jamais !* » Il s'en prend alors à la presse suisse, accusée de s'être levée « *comme un seul homme* » pour étouffer la voix de Jean Ziegler et minimiser son propos par une série de manipulations : « *silence radio* », « *diabolisation* », « *malhonnêteté intellectuelle* » et « *colportage de ragots* ». Il en conclut que « *'L'Hebdo' perpétue une tradition ancestrale (et nationale) : faire croire au lecteur qu'il ne se passe rien, jamais, dans notre paradis tranquille, non RAS – sinon, de temps à autre, un livre « provocateur », sorte d'ovni insaisissable, qui n'est au fond qu'un pétard mouillé* » :

Ouf !

Encore une fois – comme en 1940 ou en 1946, lorsqu'elle dut rendre compte de son attitude face aux Alliés – la Suisse l'a échappé belle !

On peut passer à autre chose.

Se rendormir en paix.

Dans la même ligne, Cynthia Caloz de Genève se dit « *exaspérée* » par le ton du dossier sur Jean Ziegler (27.3.97) : « *Plus qu'un dossier d'information, j'ai vu dans vos articles [...] une réaction de partie prenante* ». [...] Après s'être explicitement démarquée de toute volonté de défendre les méthodes de Jean Ziegler, elle reproche à *L'Hebdo* de n'avoir fait preuve d'aucune neutralité « *dans une interview impertinente [...], dans des titres caricaturaux et dans une couverture qui, démagogique qu'elle est, semble être faite pour susciter des sentiments immédiats et radicaux* ». Elle conclut alors :

Mais que fait votre journal ? A-t-il vraiment besoin de servir de satisfecit à la communauté bien pensante, et plus généralement à des lecteurs en mal de bouc émissaire en ces temps de culpabilisation ? Le double jeu de manichéisme et de provocation auquel vous reprochez à Jean Ziegler de prendre part est devenu le vôtre, cependant que vous contribuez à la diabolisation (clownisation ?) de son personnage public. A la longue, ça en devient grotesque...

En face, Sylvia Meierhaus de Bernex (3.4.97) estime que *L'Hebdo* fait « *le jeu des provocateurs en ne parlant que d'eux* » c'est-à-dire notamment de Jean Ziegler qu'elle accuse de « *[vouloir] à tout prix paraître dans les médias, [d'agacer et de ne pas écouter] les autres que pour mieux asséner leur propre point de vue qu'ils croient seul valable* ».

Plus virulente, Hédv Salquin de Kriens (27.3.97) s'adresse directement au « *professeur Ziegler* » :

Eprise de justice et de liberté, je tiens à vous informer que je détiens chez moi deux livres que j'intitule « les livres de la honte » à savoir la liste des musiciens juifs établis [sic] par les nazis et le guide d'adresses pédophiles vendu en pleine Bahnhofstrasse de Zurich par la librairie Payot. A ces deux livres de la honte vient de s'ajouter un troisième ; c'est le vôtre, Monsieur le professeur Ziegler.

Si, selon vous, la Suisse n'a « pas été dénazifiée », elle n'a pas non plus été décommunisée.

La guerre de réputation est alors lancée. D'un côté, les médias sont accusés d'endormir la conscience suisse à coup de berceuses, de faire le jeu de la « communauté bien pensante », et de lui servir un bouc émissaire en pâture. De l'autre, les mêmes médias sont accusés de servir d'estrade à un provocateur incapable de discuter, associé au communisme et dont le livre est assimilé à des productions nazies et pédophiles. Ainsi constituée, l'escalade est irrémédiable entre deux camps qui rivalisent d'images pour se plonger mutuellement dans l'opprobre.

Trois semaines après la publication du dossier, les extraits de lettres publiés dans le courrier des lecteurs de *L'Hebdo* sont devenus plus brefs mais surtout plus incisifs. D'un côté, « Jean-Marc Badertscher » écrit : « *Quelle formidable idée pour vous de faire de l'audimat en vomissant sur Jean Ziegler* ». De l'autre, « Laurent Loursen » de Londres réplique : « *Je suis reconnaissant à M. Jean Ziegler qu'il nous jette toute cette boue à la figure. Il ne se rend seulement pas compte qu'il est aveuglé lui-même* ». Pour sa part, « René Cruse » de Genève s'adresse à la rédaction de *L'Hebdo* : « *Dans votre dossier (...), vous ne nous apprenez rien, sinon la haine que vous portez à ce personnage que vous détestez et qui dérange* ». Au contraire, « Pierre de Castella » de Monnaz fait part de sa satisfaction : « *[J]e suis heureux de lire votre rédacteur en chef Éric Hoesli, né semble-t-il après la dernière guerre, ainsi que ses collègues, dans le n°12 du 20 mars 1997, et de constater qu'il y a tout de même en Suisse romande des journalistes (jeunes !) qui refusent de se laisser bourrer le crâne par notre conseiller national (socialiste) et provocateur impénitent* ».

Synthèse du paragraphe 5.2.3

Ce petit florilège suffit à indiquer comment le débat sur *La Suisse, l'or et les morts* s'est déployé dans les pages de *L'Hebdo*. La prise de position du magazine a soulevé une virulente polémique polarisée autour de l'ouvrage de Jean Ziegler promu au rang de ligne de front, comme l'avait été, un mois auparavant, le « Manifeste du 21 janvier ». La mise en parallèle de ces deux exemples éclaire les processus par lesquels les débats sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ont tourné à une guerre de réputation, divisant la collectivité suisse. L'analyse indique que les critiques adressées à la Suisse n'ont pas été reçues comme des occasions d'évaluer la légitimité des revendications adressées à la Suisse et de juger les actes posés en son nom dans le passé ; d'effectuer un *retour en arrière* associé à un *retour sur soi* ; ou de renforcer la tradition humanitaire suisse. Autrement dit, les reproches adressés à la Suisse n'ont été appréhendés ni dans la perspective de la « dénonciation », ni dans celle de la « responsabilité morale », ni dans celle instituée par le discours d'Arnold Koller, qui exhortait à adopter le point de vue de « l'aide humanitaire ». En rupture avec ces différents dispositifs, les discussions se sont développées à la manière d'affrontements violents, mettant discursivement en scène une Suisse divisée en deux camps inconciliables, échangeant des propos venimeux.

Plus encore, il apparaît que les acteurs qui se sont engagés dans ces polémiques s'accordaient sur l'identification de leurs catégories respectives. D'un côté, le « Manifeste

du 21 janvier » et *La Suisse, l'or et les morts* étaient critiqués pour leurs exagérations et leur manque de sérieux, leurs auteurs étaient épinglés comme de pseudo-intellectuels de gauche, et leurs supporters désignés comme des jeunes ignorant tout de l'époque de la Seconde Guerre mondiale. De l'autre, les critiques adressées à ces textes étaient interprétées comme autant de tentatives d'étouffer un problème, de camoufler les erreurs des décideurs politiques et économiques du passé, de manière à tirer les autorités actuelles de l'embarras dans lequel elles étaient plongées par la résurgence d'un passé peu glorieux.

Finalement, cette analyse met au jour la *symétrie* non seulement des relations qui se sont instaurées entre les parties prenantes à ces échauffourées, mais encore des reproches qu'elles ont adressés à leurs adversaires respectifs. En effet, les uns et les autres se sont accusés réciproquement de mentir ou de cacher la vérité, de faire preuve de conformisme, d'appartenir à la classe des bien pensants, d'être soutenus par les médias ou d'être prêts à tout pour y figurer. Au cours de leurs développements, ces passes d'armes n'ont pas seulement défini le problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Dans le même mouvement, elles ont constitué une collectivité nationale divisée, ternaillée par le souci de la réputation et par la hantise du conformisme, opprobre suprême en vertu de laquelle ses membres risquaient sans cesse de se retrouver marginalisés.

5.2.4 Le courrier des lecteurs : L'émergence du conflit dans les colonnes de L'Hebdo

Entre janvier et mai 1997, *L'Hebdo* s'est tenu, dans les grandes lignes, à la voie médiane qu'il explorait depuis 1995. Certes, le dispositif agonistique a fait quelques apparitions épisodiques pour relater les polémiques qui ont suivi le discours de Jean-Pascal Delamuraz, puis la démission de Carlo Jagmetti. Plus tard, il a refait surface dans l'enchaînement des discours antagonistes de Christoph Blocher et Arnold Koller, à l'occasion de la sortie du livre de Tom Bower et au moment du lancement de la campagne de l'UDC contre la fondation de solidarité. *L'Hebdo* a même franchement endossé cette perspective conflictuelle pour s'opposer d'abord au « *Manifeste du 21 janvier* », puis à *La Suisse, l'or et les morts* de Jean Ziegler. Il n'empêche, ces interventions exceptionnelles du magazine dans les débats ont alors fait figure de ruptures temporaires d'une ligne éditoriale orientée vers la recherche d'une médiation plutôt que vers la confrontation. De plus, dans ces deux cas, *L'Hebdo* s'est contenté de proposer une interprétation conflictuelle de la situation et d'y prendre position – certes de manière vigoureuse. Ce n'est qu'au fil des échanges de lettres de lecteurs publiés dans la rubrique « *Courrier* » que la panoplie du conflit a été entièrement déployée, constituant des confrontations et des affrontements qui ont polarisé des positions adverses et inconciliables. Dans les pages de *L'Hebdo*, c'est d'ailleurs dans cette rubrique « *Courrier* » que la panoplie du conflit a été déployée le plus fréquemment et le plus vigoureusement, dès les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, c'est-à-dire bien avant la publication du rapport Eizenstat.

Dans cette section, « *André Sprenger* » de Villars-sur-Glâne a ouvert les feux à la fin du mois de janvier 1997, au sujet de la résolution du Comité central du Parti socialiste suisse demandant la démission de Jean-Pascal Delamuraz (« *PS-JPD : une polémique de caniveau* », 30.1.97). Dès son entrée en matière cette prise de position institue un clivage recoupant les positions politiques et les régions linguistiques :

Paul Rechtsteiner eut une idée, mais étant de pure souche alémanique il se dit que cette idée aurait plus d'impact s'il trouvait un relais chez les welsches et il aborda Nils de Dardel. Cette brillante idée : demander le départ d'un conseiller fédéral, qui plus est un pur Romand, Jean-Pascal Delamuraz. Comme en plus ce conseiller défend souvent des positions qui sont autant si ce n'est plus sociales que sa collègue qui siège dans la même autorité mais sous une étiquette qui indique avec ostentation que l'on appartient au parti du social, c'est beaucoup pour un seul homme. En plus, la représentante de ce parti dit social étant atteinte d'un mal

rédhitoire, elle ne cesse de baisser au thermomètre de la popularité (...) il fallait donc trouver un moyen pour détourner l'attention des citoyens.

Cet argument met en scène la demande de démission formulée à l'encontre de Jean-Pascal Delamuraz comme une mesure « *alémanique* » menée contre un « *pur Romand* », accusé de faire de l'ombre à la conseillère fédérale socialiste Ruth Dreifuss, jamais nommée, mais nettement identifiée. En clair la polémique soulevée suite aux déclarations du président de la Confédération serait un *contre-feu* lancé par le parti socialiste, pour de stricts motifs politiques. Avant d'y revenir, l'auteur indique le prétexte utilisé pour organiser cette manœuvre :

Dans le même temps, une affaire de fonds juifs en déshérence fait surface. Celle-ci émane d'un sénateur américain en mal de publicité et elle est relayée par certains milieux juifs. C'est tout juste si l'on ne va pas jusqu'à prétendre que des milliards sont enfouis dans le réduit national des banques suisses, milliards qui avaient été dérobés aux Juifs durant la dernière guerre, dit ce sénateur. Lassé par une polémique tendancieuse et subjective, le conseiller fédéral JPD a utilisé le langage du peuple pour dénoncer ces attaques et pour demander un petit peu de répit pendant que l'on enquête. Deux mots n'ayant pas eu l'heur de plaire, on dénonce avec vigueur le ministre. On va jusqu'à lui reprocher de nuire à l'image de la Suisse.

Dans cette perspective, ce serait par pur opportunisme que la démission de Jean-Pascal Delamuraz aurait été demandée sur fond d'une « *affaire des fonds juifs* ». Rien dans ses déclarations ne justifiait pareille réaction : il s'était contenté de s'opposer, au nom du peuple, contre des « *attaques* » et une « *polémique tendancieuse et subjective* ». Au fur et à mesure de sa progression, le texte affine donc sa panoplie interprétative : il dessine les contours d'un affrontement et identifie deux camps. D'un côté, celui à partir duquel il s'exprime, aux côtés de Jean-Pascal Delamuraz, des Romands et du peuple. De l'autre, celui de leurs adversaires : Paul Rechsteiner, Nils de Dardel et Ruth Dreifuss, c'est-à-dire le « *parti du social* », des Alémaniques, alliés par opportunisme à Alfonse D'Amato et à « *certain milieux juifs* »³⁹. Les choses se précisent encore par la suite :

Voilà à quoi en sont réduits deux politiciens dont le seul but est de faire parler d'eux en utilisant la polémique de caniveau, pas deux hommes politiques, la différence est importante. En effet, un homme politique est quelqu'un qui travaille pour le bien du pays, un politicien est quelqu'un qui travaille en fonction de la prochaine échéance électorale.

La configuration du conflit devient limpide. D'un côté se retrouvent quatre « *politiciens* » intéressés uniquement par leur propre destin électoral : une conseillère fédérale socialiste qui « *ne cesse de baisser au thermomètre de la popularité* » (Ruth Dreifuss), deux conseillers nationaux socialistes « *dont le seul but est de faire parler d'eux* » (Paul Rechsteiner, Nils de Dardel) et « *un sénateur américain en mal de publicité* » (Alfonse D'Amato). De l'autre, ces problèmes d'image les conduisent à se confronter à l'incarnation même du public qu'ils entendent séduire. En effet, Jean-Pascal Delamuraz est un « *homme politique* » : Il se place aux côtés du « *peuple* », utilise son « *langage* » pour « *dénoncer [l]es attaques* » qu'il subit. Le dispositif agonistique est alors parachevé : il suffit de le mettre en mouvement pour évaluer la situation et orienter l'action à mener pour la modifier :

³⁹ Cette alliance est notamment signifiée par le recours au pronom impersonnel « on » pour désigner à la fois les actions attribuées au sénateur D'Amato (« C'est tout juste si l'on ne va pas jusqu'à prétendre que des milliards sont enfouis dans le réduit national des banques suisses, milliards qui avaient été dérobés aux Juifs durant la dernière guerre ») et les menées des socialistes suisses (« on dénonce avec vigueur le ministre » et « on va jusqu'à lui reprocher de nuire à l'image de la Suisse »).

Alors que nous aurions besoin de redorer notre image, de nous ressourcer, de reprendre les choses en main avec confiance et dynamisme – car c’est de ces potions dont le pays a besoin – eh bien non, deux politiciens ne trouvent rien de plus amusant que de jouer aux moralistes. Quel triste et affligeant spectacle. Quelle piètre image donnée de nos autorités. Quelle crédibilité accorder à des gens censés représenter le peuple ? Lors de la prochaine votation, on s’interrogera sur les causes de la progression fulgurante du parti des « abstentionnistes », ce ne sera pas nécessaire, il suffira de penser à Paul et à Nils...

Ce discours identifie la « question des fonds juifs » comme une problématique d’image, autour de laquelle il distingue deux démarches opposées, envisagées pour y remédier. La première – qu’il soutient et qui peut donc être associée à Jean-Pascal Delamuraz – consiste à redorer le blason national, à « reprendre les choses en mains », c’est-à-dire à parler au nom du peuple. La seconde – à la quelle il s’oppose – est attribuée aux « deux politiciens » que sont « Paul et Nils » qui, au lieu de « *représenter le peuple* », lui « *font la morale* ». La mise en œuvre de ce raisonnement pratique débouche ainsi sur une conception très explicite de la représentation politique. Elle mène en effet à estimer que cette dernière n’est accomplie qu’à condition de *faire corps* avec le peuple, c’est-à-dire d’éviter tout décentrement impliqué par des « dénonciations » ou la mise en évidence d’une « responsabilité morale », par exemple. En effet, mobiliser de tels dispositifs, implique de ne plus parler « au nom du peuple », mais de s’adresser à lui, voire se placer en position complémentaire pour lui faire la morale ou la leçon⁴⁰. Pire, en s’extrayant ainsi du peuple, ces autorités ne se contentent pas de ne plus le représenter. En refusant de « parler son langage », elles ne l’incarnent plus et peuvent donc être suspectées de prendre le parti de l’étranger. Telle est d’ailleurs la conclusion à laquelle aboutit ce texte :

Ah ! encore une question, visent-ils [Paul et à Nils] par hasard le poste [de Jean-Pascal Delamuraz] ? Si telle était leur intention il faut alors songer à émigrer.

Ainsi, il fallait s’arrêter à la rubrique « *Courrier* » pour découvrir comment la controverse sur « les fonds juifs et l’or nazi » a pris une tournure conflictuelle, dans les pages de *L’Hebdo*, bien avant le rapport Eizenstat. Dans le sillage immédiat de la polémique soulevée par les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, une lettre de lecteur avait déjà défini le problème « des fonds juifs et de l’or nazi » dans cette perspective agonistique. Ce point de vue avait alors été déployé jusque dans ses dernières conséquences, identifiant un problème d’image nationale, soumettant la Suisse et des menaces étrangères et opposant, à l’intérieur de ses frontières, les représentants légitimes de la Suisse aux élus de la gauche politique. Ces derniers étaient déjà accusés de prendre leurs distances avec le peuple, de prendre appui sur des principes extérieurs pour lui « faire la morale », mais surtout de le trahir en prenant le parti de ses adversaires. A tel point que, s’ils devaient une fois arriver au pouvoir, ils feraient de la Suisse une terre étrangère, ne laissant alors aux Suisses d’autre option que d’émigrer.

A la lumière de cette intervention, il apparaît que, dès la fin du mois de janvier 1997, la configuration conflictuelle « des fonds juifs et de l’or nazi » était disponible. Elle articulait déjà fermement la définition du problème « des fonds juifs et de l’or nazi », la constitution de la collectivité nationale et les modalités de son intégration. Elle instituait ainsi une perspective pour laquelle les questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale apparaissaient non seulement comme une menace extérieure –

⁴⁰ Dans la terminologie élaborée par Jean Widmer (1996), les panoplies de la « dénonciation » ou de la « responsabilité morale » fondent une dynamique de constitution « métaphorique » de la collectivité nationale. A l’inverse, le dispositif du conflit élabore une conception patrimoniale d’une nation qui se constitue et se reproduit « métonymiquement », sans aucun détour par une quelconque extériorité.

comme des « attaques étrangères » – mais encore comme un péril intérieur – une « crise identitaire ».

Cette thématique a fait florès dans le sillage de l'interprétation conflictuelle sous la terminologie de « l'autoflagellation ». Cette dernière a articulé des interrogations régulières du masochisme atavique dont devaient souffrir les Suisses pour se faire inutilement du mal, soit en revenant sur un passé douloureux, soit en tendant des verges pour se faire battre à son sujet. Cette thématique est apparue dans *L'Hebdo*, dans la même édition, sous la plume d'un autre lecteur, « *Pascal Bord* » de Berne⁴¹ :

En suivant les divers épisodes sur les fonds juifs, l'or des nazis, événements qui nuisent à l'image de la Suisse, je me demande si les pays étrangers sont vraiment scandalisés, ou si les médias cherchent des scoops en répétant l'autoflagellation. Certes le comportement de la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale ne fut pas exempt de tout reproche, mais est-ce bien utile de ressortir ces histoires anciennes une fois de plus ? Est-ce que la Suisse a vraiment quelque chose à y gagner ?

Ces premières incursions dans le courrier adressé à *L'Hebdo* indiquent qu'un conflit y prenait forme bien avant qu'il soit mentionné dans ses pages rédactionnelles. Dès la fin du mois de janvier 1997, ce raisonnement pratique a été développé par l'écrasante majorité des lettres de lecteurs publiées par le magazine. Au lieu de ressasser une analyse qui finirait par devenir lassante et répétitive, je me contente d'établir ici un petit florilège qui dresse un panorama presque exhaustif de la tonalité des textes parus dans cette rubrique entre début février et mi-mai 1997.

Aux premiers mois de 1997, les auteurs de ces interprétations conflictuelles situaient explicitement leurs discours dans le sillage des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz et de Carlo Jagmetti. Très rapidement, plusieurs lecteurs sont d'ailleurs intervenus pour les soutenir. Ainsi, en conclusion d'une lettre particulièrement virulente dénonçant « *la controverse à propos des fonds juifs* » en tant que « *prétexte pour discréditer et déstabiliser la place financière suisse* », « *Max P. Morf* » de Genève a conclu : « *Le conseiller fédéral Delamuraz a percé à jour le sale jeu de ces hypocrites anglo-américains, fait preuve de courage et leur a dit leurs quatre vérités. Félicitations !* » (« *Le prétexte des Américains* », 6.2.97).

La semaine suivante, « *Rodolphe Widmer de Lausanne* a écrit : « *La note confidentielle adressée par M. Carlo Jagmetti au DFAE où figure le terme « guerre » (...) traduisait certes fort bien la réalité de l'action menée depuis quelques temps contre nous, aux USA et ailleurs, à propos des fonds en déshérence* » (« *Un commentaire pertinent* », 13.2.97).

Dans la même édition, « *Félix Glutz* » de Glion a pour sa part lancé un appel : « *Permettez-moi de faire une proposition que je considère comme fondamentale : il faut donner la possibilité aux simples citoyennes et citoyens de ce pays de se mobiliser contre les feux croisés qui sont en train de s'abattre sur notre peuple. (...) Un vaste mouvement se développe qui va dans le sens des attaques américaines. N'y a-t-il donc pas de Suisses pour penser que l'innocence est présumée tant qu'il n'y a pas preuve de culpabilité ? N'y a-t-il*

⁴¹ Trois semaines plus tard, ce thème a réapparu sous la plume de « *Jean Sigg* » du Locle, comme une qualification, allant de soi, directement accolée aux « fonds juifs ». Sa lettre commence ainsi : « *Les flagellations et les autoflagellations de la Suisse dans la question des fonds juifs m'attristent profondément* » (Fonds juifs : et l'Allemagne ? », 20.2.97).

donc personne pour croire que le conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz n'a pas tort dans ses allégations ? Devons-nous donc collectivement nous abandonner aux mains de ceux qui crient à hue et à dia que notre peuple s'est mal conduit durant la dernière guerre mondiale ? [...] Que se passe-t-il donc dans notre patrie pour que toutes les voix qu'on entend aillent dans le sens d'une déstabilisation de nos institutions, d'une culpabilisation collective vis-à-vis des martyrs de la guerre ? » (« Prises de position courageuses », 13.2.97).

Après une longue période consacrée à la controverse soulevée autour du « Manifeste du 21 janvier », le conflit a refait surface sous la plume de « Pierre Bovay » de Rougemont. Suite aux discours de Christoph Blocher et Arnold Koller, ce dernier a interrogé la pertinence de créer une Fondation de solidarité. Il a conclu : « *Blocher et son populisme seront fin prêts, tout comme l'argent de l'ASIN et beaucoup de gens qui sont allergiques à l'idée de ce fonds et qui en ont ras le bol de se faire traîner dans la boue par certaines organisations juives et surtout par la presse anglo-saxonne. Au risque de me répéter : on en reparlera. D'ailleurs quelle aubaine pour Blocher qui va enfin trouver un terrain favorable pour convaincre beaucoup de Romands à sa cause. La faute à qui ?* »

Les trois semaines suivantes ont été consacrées à la polémique constituée autour de *La Suisse, l'or et les morts*. Ensuite, aucune lettre de lecteur n'est parue avant l'édition du 15 mai 1997, dans laquelle *L'Hebdo* a adopté la perspective agonistique pour organiser sa présentation du rapport Eizenstat dans les pages rédactionnelles.

Dans les colonnes de *L'Hebdo*, la panoplie du conflit a fait ses premières apparitions à la rubrique « *Courrier* ». Elle y a vu le jour immédiatement après les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz du mois de janvier 1997. Dès lors, elle a servi de centre de gravité à l'écrasante majorité des lettres de lecteurs publiées, à tel point qu'il n'est pas exagéré de considérer que cette interprétation du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » a constitué la colonne vertébrale de cette section du magazine entre février et mai 1997⁴².

Ainsi, la trajectoire de la panoplie du conflit dans *L'Hebdo* se présente comme une lente progression. Elle commence par prendre place dans le courrier des lecteurs, avant de surgir sporadiquement dans les pages rédactionnelles et d'alimenter quelques prises de position, pour finalement s'installer très rapidement en tant que ligne rédactionnelle organisant l'ensemble du traitement du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ».

Cette histoire d'une extension progressive de la perspective agonistique a d'ailleurs été esquissée par les journalistes de *L'Hebdo* eux-mêmes, un mois après le rapport Eizenstat, dans une brève intitulée « *Sauvez les Suisses !* » (26.6.97) :

Lentement mais sûrement, la moutarde monte au nez des Suisses. Et si la rogne anti-américaine naissante se limitait jusqu'ici au courrier des lecteurs des journaux – le plus sûr baromètre de l'opinion – elle gagne aujourd'hui les ténors du pays. Samedi à Berne, c'était Christoph Blocher, vilipendant la préface du rapport Eizenstat, comme Flavio Cotti l'avait fait peu avant ; et lundi, Franz Weber entrain dans la danse, avec une page entière, rédigée en trois langues, dans le « Tribune de Genève ». Fidèle à lui-même, l'écologiste montreusien y donne de la grosse artillerie, renvoyant les États-Unis à leur propre passé – le massacre des Indiens, l'esclavage des Noirs, Hiroshima et Nagasaki, le Vietnam, les juifs refoulés pendant la dernière guerre... « C'est la première fois dans l'histoire de la civilisation occidentale qu'en pleine paix

⁴² De début janvier à mi-mai 1997, je n'ai repéré que trois lettres de lecteurs sortant plus ou moins nettement de cette perspective : « La Suisse a un excellent crédit aux États-Unis » (6.2.97) ; « Les erreurs d'hier et d'aujourd'hui » (20.2.97) et « Le bon côté des barbelés » (10.4.97).

une petite nation souveraine est mise au pilori devant le monde entier par une autre nation, deux cent trente fois plus grande qu'elle », écrit Franz Weber. Cet adversaire, ajoute-t-il, est « vraiment brutal, sans scrupule et extorqueur ». [...]

Ainsi, la dynamique repérée dans *L'Hebdo* cernerait le mouvement par lequel la conception agonistique du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » s'est progressivement imposée dans les médias suisses et dans les discours politiques des représentants helvétiques.

5.3 Conclusion du chapitre 5 : L'engagement de *L'Hebdo* dans le conflit

La trajectoire de la panoplie du conflit dans *L'Hebdo* peut être considérée comme exemplaire, pour la suite de la recherche, à trois titres au moins :

D'abord, elle identifie les *étapes de la controverse*, au gré desquelles l'interprétation agonistique du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » s'est progressivement imposée. L'analyse de sa trajectoire associe sa progression à une succession d'*actions* et d'*événements* : l'interview de Jean-Pascal Delamuraz, la démission de Carlo Jagmetti, la demande de démission déposée par le Parti socialiste suisse et le lancement du « Manifeste du 21 janvier », le chassé-croisé des discours de Christoph Blocher et d'Arnold Koller, la publication des ouvrages de Jean Ziegler et de Tom Bower et, finalement, celle du rapport Eizenstat.

Ensuite, ce parcours indique comment les problèmes relatifs au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ont été mis en forme, de telle sorte qu'ils sont progressivement apparus comme un conflit opposant la Suisse aux États-Unis. Cette manière de déterminer la situation a engendré une conception particulière de la Suisse, de son rapport au passé et de sa représentation politique. Cette perspective a notamment placé sous les feux de la rampe les « Suisses juifs » ainsi situés au cœur du conflit et donc chargés d'occuper, de gré ou de force, la position inconfortable de médiateurs interposés sur une ligne de front. Inversement, ce point de vue a systématiquement mis au ban de la nation ceux qui étaient accusés de ne pas avoir pris la défense du peuple suisse face aux attaques qu'il subissait.

Enfin, le cheminement qui s'est déployé dans *L'Hebdo* signale que la mise en œuvre de cette panoplie agonistique a éclairé certains aspects de la problématique, rejetant dans l'ombre ceux mis en lumière par la perspective de la responsabilité morale. En particulier, il est apparu que l'interprétation conflictuelle s'est exclusivement concentrée sur l'actualité. En conséquence, elle n'a pris en considération que les interventions des « adversaires » et des « traîtres » qui sont intervenus, dans les années 1990, pour interroger la Suisse sur son rôle dans des événements survenus un demi-siècle auparavant. Ce faisant, cette perspective a constitué la figure d'une Suisse agressée, et donc légitimée à conduire des représailles, menées dans deux directions complémentaires. La première a visé des adversaires qu'il s'agissait de délégitimer : ce raisonnement pratique a fondé l'identification d'« ennemis » – auxquels était dénié le droit de formuler des accusations morales – et des « traîtres » – exclus de la représentation légitime de la Suisse. Une seconde riposte a consisté à systématiquement minimiser les problèmes soulevés, à les traiter comme de vieilles histoires anecdotiques, qu'il ne valait pas la peine de ressasser et dont la collectivité contemporaine ne pouvait de toute manière en aucun cas être comptable.

Ainsi, la trajectoire repérée dans *L'Hebdo* serait exemplaire. Elle cernerait le mouvement par lequel la conception agonistique du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » s'est progressivement imposée dans les médias suisses et dans les discours politiques des représentants helvétiques. Ces quelques lignes directrices orienteront

l'analyse de ce processus tel qu'il s'est déployé à l'échelle de l'ensemble de la presse suisse.

Cependant, la démarche suivie a considérablement amendé une analyse initialement formulée en termes de « cadres » ou de « panoplies interprétatives » que les protagonistes d'un débat « mobiliseraient » pour y prendre position. Dans un premier temps, une description rétrospective pourrait parfaitement présenter la réorientation de la ligne éditoriale de *L'Hebdo*, en une synthèse distinguant deux phases, associées à deux perspectives distinctes. Ce récit soulignerait alors que, dans un premier temps, *L'Hebdo* a privilégié une « panoplie de la responsabilité morale » (5.1.1), avant d'opter pour une perspective articulée en termes de « conflit » (5.1.2). Cette manière de procéder présenterait donc une transformation discursive comme le *passage* d'une *position prédéterminée* à une autre. Autrement dit, elle constituerait l'intelligibilité d'une *dynamique* (la modification du discours de *L'Hebdo*), dont elle rendrait compte en la ramenant à quelques « cadres » ou des « panoplies interprétatives », institués comme les *points fixes* de l'analyse et du récit de la controverse.

Or, il suffit d'observer les opérations discursives réalisées par *L'Hebdo* durant la période de transition, pour découvrir des dynamiques infiniment plus complexes (5.1.3). La ligne éditoriale d'un magazine ne se résume pas à un *contenu*, faisant étalage d'un « répertoire » discursif prêt à l'emploi, articulant une « idée centrale », un « système actanciel » et une « synthèse symbolique ». Elle n'est pas non plus l'expression d'une « option » ou d'un « choix » en faveur de telle ou telle « position » prédéfinie, à l'intérieur d'un débat en cours.

Au fil de ce parcours, les discours et la ligne éditoriale de *L'Hebdo* se sont présentés comme des *activités*, qui ont élaboré leur *propre intelligibilité*, en élaborant celles des « panoplies interprétatives » qu'ils ont mobilisées, de la position qu'ils ont occupée. En conséquence, la situation ainsi organisée n'a dispensé aucun *point fixe* sur lequel l'analyste pourrait s'appuyer pour élaborer des observations et à partir duquel il pourrait dérouler ses descriptions. Au bout du compte, l'enquête rétrospective peut tout au plus s'efforcer de *suivre des activités*, de manière à observer comment elles ont constitué pratiquement leur intelligibilité et leur publicité. Il convient donc de retracer comment les discours journalistiques ont élaboré les « ressources » qu'ils ont mobilisées, qu'il s'agisse des « schèmes interprétatifs » ou des « positions d'un débat »⁴³.

Sur le plan méthodologique, cette observation problématise les opérations de recherche les plus routinières. Dans le domaine de la sociologie des médias, il est communément tenu pour acquis que les organes de presse occupent des positions relativement stables dans le champ médiatique et donc que les analystes peuvent composer leurs échantillons et leurs corpus indépendamment de la controverse qu'ils entendent analyser. Or, ces caractérisations générales du « champ médiatique » ne rendent pas compte de son organisation pratique, c'est-à-dire notamment des opérations par lesquelles des journaux quotidiens orientent leurs lignes éditoriales en se positionnant au sujet de thèmes particuliers. Afin d'élucider ces dynamiques, il convient d'observer et de décrire le déploiement de *raisonnements pratiques*, qui déterminent simultanément l'organisation d'une *situation problématique*, la *gamme des positions* polarisées à son sujet et les *ressources interprétatives* susceptibles d'être mobilisées dans cette controverse.

⁴³ Cette manière d'appréhender les actions et leur intelligibilité est largement inspirée des problématiques traitées par l'ethnométhodologie sous les termes de l'« accountability » (*accountability*) et de la « méthode documentaire d'interprétation » (*documentary method of interpretation*). Ces questions sont notamment traitées dans les trois premiers chapitres des *Studies in Ethnomethodology* de Harold Garfinkel (1984 [1967] : 1-103).

Sur ce chemin, l'enquête sociologique est invitée à renouer avec l'intuition théorique fondamentale de l'analyse goffmanienne des cadres. Sa problématique de l'*organisation de l'expérience* articule indissociablement la détermination d'une situation et l'orientation des engagements qu'elle suscite. Dans cette perspective, *prendre position dans une controverse*, c'est contribuer à l'orientation et à la polarisation d'un environnement intelligible, à la configuration des positions qui peuvent être adoptées à son sujet, à la légitimation des panoplies interprétatives susceptibles d'être mobilisées pour en rendre compte. Ainsi, l'analyse de la trajectoire de *L'Hebdo* a montré que l'affirmation de la position qu'il a occupée dans la controverse et l'affinement des « panoplies interprétatives » qu'il a mobilisées sont indissociables de la mise en scène progressive d'un conflit financier, polarisé autour de la dégradation de l'image de la Suisse dans le monde.

De ce point de vue, la *réorientation de la ligne éditoriale de L'Hebdo* est indissociable du *déroulement du débat dans lequel elle est intervenue*. Autrement dit, la réduire à l'adoption d'une nouvelle panoplie interprétative ou à un changement de position, c'est perdre de vue que cette transformation est significative pour l'analyse du déroulement du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Le chapitre 6 élucidera précisément cette réorientation de la controverse, qui est intervenue suite à l'intervention de Jean-Pascal Delamuraz. Cette analyse montrera comment les raisonnements pratiques que les journaux quotidiens ont déployés à cette époque ont, simultanément, déterminé une *situation problématique* et configuré un *espace médiatique* polarisé en trois positions distinctes, associées à des panoplies interprétatives divergentes. Cependant, il ne faudra jamais perdre de vue que les « positions » dont il sera question ne sont pas plus fixes que les lignes éditoriales qui les ont constituées. Les unes et les autres sont constitutives d'une *controverse*, c'est-à-dire d'une *intrigue (storyline)*, dont l'écriture sociologique devra s'efforcer de retracer le déroulement.

5.4 Sources du chapitre 5

- i En 1996, avant ce numéro du 19 septembre, L'Hebdo a principalement publié les textes consacrés à la Seconde Guerre mondiale suivants :
- 18 janvier 1996, n°3 : Une lettre de lecteur intitulée « *Chevallaz trop indulgent ?* » présentant une réaction critique à la publication du *Défi de la neutralité* de l'ancien conseiller fédéral et historien. A ce sujet, le lecteur critiquait en particulier sa magnanimité à l'égard de Marcel Pilet-Golaz et son interprétation selon laquelle la neutralité armée aurait sauvé la Suisse de l'invasion par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste : « *On ne peut que hocher la tête devant ce satisfecit helvético-suisse bien dans la ligne de l'auteur. Si par malheur le III^e Reich avait gagné la guerre, ce ne sont ni notre neutralité, ni le Réduit national, ni certaines compromission peu glorieuses du Conseil fédéral qui nous auraient préservés longtemps [...]* »
- 25 janvier 1996, n°4 : Sa couverture annonçant un article consacré à François Genoud – qualifié d'« *extrémiste suisse* », « *banquier des nazis* » et « *confident de Carlos* », suite à la biographie publiée par Pierre Péan sous le titre *L'extrémiste*.
- 25 avril 1996, n°17 : Deux petits textes consacrés à l'« *affaire Garaudy* » dans la chronique satirique de Thierry Sartoretti : « *Un vieux déçu du communisme, Roger Garaudy, remet en cause le nombre de victimes juives de l'Holocauste. En Suisse, la fortune d'une partie des morts de la Shoa [sic] repose depuis cinquante ans dans des coffres. Nos banquiers, accusés d'avoir collaboré jadis avec la Gestapo allemande, déclarent des avoirs bien inférieurs aux estimations du Congrès juif mondial. Millions de morts ou millions de francs, l'essentiel est de minimiser* » ; « *Dans cette affaire Garaudy, on est surpris de découvrir le nom de Jean Ziegler « je n'ai fait qu'exprimer le respect devant son combat contre les intégrismes ». Le socialiste genevois ne peut tout de même pas être de tous les bons coups publicitaires* ».
- 2 mai 1996, n°18 : Un dossier de huit pages, consacré au projet de doter la Suisse de l'arme nucléaire formulé dès 1945 par le Conseil fédéral : « *L'histoire secrète de la bombe atomique suisse* » ; et une brève consacrée à la mésaventure de Jean Ziegler qui avait écrit une lettre de soutien à Roger Garaudy, lequel l'avait cité au rang de ses soutiens pour son ouvrage *Les mythes fondateurs d'Israël* dans lequel il relativisait le nombre de victimes juives tuées par les nazis.
- 15 mai 1996, n°20 : Une chronique de l'écrivain Etienne Barilier consacrée au négationnisme dans le sillage de « l'affaire Garaudy », sous le titre « *Le cortège et le cimetière* ».
- 20 juin 1996, n°25 : Un article consacré à Hannah Arendt à l'occasion d'une conférence-débat consacrée à son œuvre et des « Journées Hannah Arendt de Zurich », sous le titre : « *Hannah Arendt : la pensée du mal radical* ».
- 31 juillet 1996, n°31 : Un petit texte dans la chronique satirique de Pierre-André Stauffer, relatant l'histoire d'une ancienne gardienne SS, ayant purgé sa peine en Allemagne de l'Est, condamnée à restituer l'indemnité qu'elle avait perçue en tant que victime du stalinisme.
- 22 août 1996, n°34 : Un article consacré à « *La culpabilité du peuple allemand* » suite à la publication de l'ouvrage de Daniel Goldhagen *Hitler's Willing Executioners* (traduit plus tard sous le titre « Les bourreaux volontaires de Hitler »), dans lequel il explique la participation de très nombreux allemands au génocide par un antisémitisme viscéral et congénital.
- 5 septembre 1996, n°36 : Deux lettres de lecteurs répondant à l'article consacré à la polémique suscitée par l'ouvrage de Daniel Goldhagen : « *Coupable, le peuple allemand ?* » et « *Propagande, la grande responsable* ».
- ii L'Hebdo, 26.9.96, n°39, « 'Une vague raciste revient', **Lutte** Il dénonce le racisme et l'antisémitisme depuis cinquante ans. Alfred A. Häslér, auteur de la « *barque est pleine* », juge sévèrement la Suisse ».
- iii L'Hebdo, 3.10.96, n°40, « *Après les dégâts de « l'affaire de l'or nazi » Comment restaurer l'image de la Suisse ?* ».
- iv Dans l'édition du 13 octobre 1996, un seul article est consacré à la question de la Seconde Guerre mondiale en Suisse : « Paul Grüninger : le film du contre-procès. Tournage. A Saint-Gall, le réalisateur Richard Dindo interroge des anciens réfugiés juifs. Pour réhabiliter Paul Grüninger, policier suisse condamné en 1940 pour les avoir sauvés ». « Ce matin, ils occupent les fauteuils rouges du cinéma Scala de Saint-Gall et écoutent attentivement le réalisateur zurichois Richard Dindo : « *Je vous ai fait venir pour entamer un contre-procès en faveur de Paul Grüninger. Grâce à vous, la justice a déjà reconnu ses torts, mais la réhabilitation publique, populaire, reste à accomplir. Nous y parviendrons grâce au cinéma et à la télévision* ».
- v L'Hebdo, 17.10.96, n°42 : « La culpabilité suisse ».
- vi Cette perspective apparaît très nettement dans l'édition du 31 octobre 1996 (*Hebdo*, numéro 44). Un article, consacré à la problématique de l'archivage des documents historiques est significativement

intitulé : « *La Suisse n'aime ni son passé ni ses archives* » ; « *Fonds Juifs. En Suisse, les accusations en provenance des États-Unis mettent au jour une carence chronique en matière d'archivage. Conserver pour l'histoire fait pourtant partie des fonctions fondamentales de l'État* ». Plus loin, à l'occasion de la publication de la thèse d'un historien, un article retrace l'histoire, de 1919 à 1945, de la « *Ligue vaudoise* », un mouvement revendiquant des positions réactionnaires et antidémocratiques. Enfin, le courrier des lecteurs ouvre ses colonnes à une lettre ouverte, adressée par l'historien bernois Peter Hug aux parlementaires fédéraux. En quelques paragraphes, il évoque la mise sur pied de la commission d'experts chargée d'étudier « *le sort que la Suisse a réservé aux fonds juifs et nazis en déshérence depuis la Seconde Guerre mondiale* ». A ce sujet, appelle les élus à donner les moyens nécessaires en personnel et en temps pour réaliser un « *travail historique sérieux* ». Enfin, il leur demande de prendre des mesures garantissant que la vérité historique ne soit pas systématiquement sacrifiée à la protection des personnalités des acteurs de l'époque.

Cette approche en termes de responsabilité morale structure également un long article consacré à la sortie de la biographie de Primo Levi établie par Myriam Assinimov : « *Le témoin scientifique de l'horreur* », « *Primo Levi avait foi en la raison* » et « *Écrire contre le mal* » (*L'Hebdo*, n°47, 21.11.96). Dans le même numéro, elle apparaît sous également dans une lettre de lecteur signée Jean Ziegler. Ce dernier réplique à une chronique dans laquelle Pierre Leuzinger parue deux semaines plus tôt (dans laquelle il estimait que Jean Ziegler était manipulé par les « *supercapitalistes américains* » : *Hebdo*, n°45, 7.11.96) en affirmant : « *Ma révolte est autonome. Elle est celle de milliers et de milliers de nos concitoyennes et concitoyens. Et surtout : Américains ou pas, il faut qu'après 50 ans de mensonges la vérité sorte de dessous des montagnes d'archives* ».

Cette perspective sous-tend la brève annonçant, sous le titre « *Un capitaine courageux* », la nomination de Jean-François Bergier à la présidence de la CIE : « *Avec conviction, Bergier a relevé le défi, tout en se montrant d'emblée très conscient du côté « impossible » de la tâche. Vendredi à la Radio romande, il prophétisait que la commission et lui-même essuieraient de vives critiques, quels que soient les résultats des investigations. [...] [L]’historien jouit d’un grand prestige en Suisse et à l’étranger. Il a donc les moyens de faire sien l’adage « Les chiens aboient, la caravane passe »...* » (*L'Hebdo*, n°52, 24 décembre 1996).

Enfin, elle parcourt le dernier numéro de l'année (*L'Hebdo*, n°53, 31 décembre 1996) et de ses deux articles consacrés à la Seconde Guerre mondiale, tout entiers articulés autour de considérations morales : « *Réfugiés juifs : la facture de la honte ; Guerre mondiale. Jusqu'en 1943, la quasi-totalité du financement de l'accueil et de l'entretien des réfugiés juifs a incombé aux juifs eux-mêmes. Le contribuable suisse ne payait pas un sou* » et « *Hans Meyer ou l'honneur retrouvé de la BNS* ».

vii

L'Hebdo (16.1.97) : « *Réparer, mais comment ?* »,

viii

L'Hebdo (6.3.97) : « *Kaspar Villiger, réflexions sur la guerre* »,

CHAPITRE 6

Les problèmes de positionnement qui se posent le plus souvent à un support [presse] (que ce soit à l'égard de changements rédactionnels envisagés, ou bien en termes de construction d'argumentaires à l'intention des annonceurs), se définissent vis-à-vis de sa concurrence, c'est-à-dire à l'égard d'autres supports qui lui sont proches ; à l'intérieur par conséquent d'un univers thématique déterminé. Dans cette situation l'analyse de contenu risque de faire ressortir ce que les supports en concurrence ont de commun, ce qui les rapproche le plus. Dans le meilleur des cas, l'analyste de contenu sera amené à donner une importance très grande à des nuances de contenu dont on voit mal qu'elles puissent fonder l'image du support vis-à-vis de ses concurrents, ou qu'elles permettent d'en déduire une quelconque stratégie rédactionnelle.

Eliséo Véron, « L'analyse du contrat de lecture : une nouvelle méthode pour les études de positionnement des supports de presse », in *Les médias*, publication de l'Institut de Recherches et d'Etudes Publicitaires, 1985, p. 209

Le concept de contrat de lecture implique que le discours d'un support presse est un espace imaginaire où des parcours multiples sont proposés au lecteur ; un paysage en quelque sorte, où le lecteur peut choisir sa route avec plus ou moins de liberté [...]. Un discours est un espace habité, plein d'acteurs, de décors et d'objets, et lire « c'est mettre en mouvement » cet univers, en acceptant ou en refusant, en allant à droite ou à gauche, en investissant plus ou moins d'effort, en écoutant d'une oreille ou des deux.

Eliséo Véron, « Quand lire, c'est faire : l'énonciation dans le discours de la presse écrite », in *Sémiotiques II*, Paris, publication de l'Institut de Recherches et d'Etudes Publicitaires, 1983a, pp. 54-55.

6 PRISES DE POSITION ET POLARISATION DE L'ESPACE MÉDIATIQUE

La trajectoire suivie par la ligne éditoriale de *L'Hebdo* est exemplaire, en ce sens que ses caractéristiques se retrouvent, de manière plus ou moins marquée, dans la plupart des discours publiés au même moment par les autres titres de la presse suisse. Cependant, l'analyse détaillée d'un seul magazine ne peut se substituer à une étude des procédures par lesquelles des centaines d'articles, d'éditoriaux et d'analyses ont contribué à la *détermination d'une situation problématique*, à l'*orientation de solutions* susceptibles de la résoudre et à l'*organisation de l'espace médiatique* polarisé à son sujet.

Prenant appui sur les grandes étapes de la controverse qui ont rythmé la réorientation de la ligne éditoriale de *L'Hebdo* (chapitre 5), l'enquête va maintenant observer et décrire comment les mêmes actions et les mêmes événements ont été reçus, interprétés et commentés par les journaux quotidiens suisses. L'analyse de ces dynamiques affinera sensiblement les observations menées jusqu'ici, dans trois directions complémentaires. Premièrement, elle montrera que, dans la presse quotidienne suisse, la panoplie du conflit a pris forme immédiatement suite à l'interview de Jean-Pascal Delamuraz. Plus encore, il apparaîtra qu'elle était déjà pleinement déployée à la fin du mois de janvier 1997, au moment de la demande de démission formulée par le Comité central du Parti socialiste suisse et du lancement du « Manifeste du 21 janvier ». Deuxièmement, cette analyse retracera comment ces événements ont accompagné l'identification d'un antagonisme naissant entre la Suisse et les États-Unis, lequel a placé sous les feux des projecteurs le sénateur Alfonse D'Amato, les Suisses juifs et le courrier des lecteurs helvétiques. Troisièmement, cette étude détaillée montrera comment la presse quotidienne suisse est progressivement devenue partie prenante du conflit, déployant elle-même l'arsenal de la délégitimation et de la minimisation constitutives de la perspective agonistique.

Le premier pas de cette analyse sera orienté par le résultat de l'analyse des discours de *L'Hebdo*. Celle-ci a montré que, dans les colonnes de ce magazine, les premières expressions de l'interprétation conflictuelle se sont manifestées dans des lettres de lecteurs, faisant explicitement référence à l'intervention du président de la Confédération, Jean-Pascal Delamuraz. Ce résultat permet de considérer que l'intelligibilité de la perspective agonistique a ordinairement été associée, en Suisse, à cette prise de position et aux débats soulevés par cette intervention. Pour rendre compte des procédures qui ont présidé à la constitution de cette « panoplie du conflit », il convient donc d'observer et de décrire comment elle a été mise en œuvre dans le sillage immédiat des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz. Dès leurs premières éditions de l'année, les quotidiens suisses ont pris position dans cette controverse¹. Les nombreux articles et éditoriaux publiés à ce moment, ont

dessiné un panorama contrasté, tendu entre les pôles du soutien inconditionnel apporté à Jean-Pascal Delamuraz et du désaveu opposé à ses propos jugés inappropriés.

La première position a immédiatement été adoptée par *24 Heures*, suivi de près par *Le Nouvelliste*. Ces deux quotidiens romands ont alors non seulement pris fait et cause pour le conseiller fédéral vaudois. Ils ont encore endossé sa perspective conflictuelle et ils l'ont explicitée jusque dans ses dernières conséquences, affirmant clairement qu'il ne pouvait être question ni que la Suisse mette sur pied un fonds d'indemnisation pour les victimes de l'Holocauste, ni que Jean-Pascal Delamuraz présente des excuses pour avoir dit la vérité en qualifiant cette revendication de « rançon » et de « chantage ». Dans les premières semaines de 1997, cette perspective se rapprochait des positions défendues, sur l'échiquier politique, par l'*Union démocratique du centre (UDC)** et par le Mouvement chrétien conservateur valaisan. Mais ces quotidiens ont principalement fait valoir que ces vues correspondaient à celles de nombreux banquiers, qu'elles étaient soutenues par le fondateur de Terre des Hommes Edmond Kaiser, et surtout qu'elles ne faisaient que refléter l'opinion la mieux partagée dans une population suisse ulcérée par ces discussions (6.1, *infra*).

A l'autre extrême du spectre éditorial, le *Tages-Anzeiger*, suivi de près par la *Bündner Zeitung*, se sont au contraire très rapidement montrés scandalisés suite aux propos du président de la Confédération sortant. Ces deux titres ont alors exigé que ce dernier présente des excuses en bonne et due forme et, face à son refus, ils ont envisagé de demander sa démission. Mais ils se sont surtout inquiétés de ce qui leur paraissait manifester une erreur politique imputable à l'ensemble des autorités suisses. Selon eux, ces dernières n'avaient pas compris l'ampleur des enjeux historiques et moraux soulevés par « les fonds juifs et l'or nazi ». En conséquence, ces quotidiens estimaient que les conseillers fédéraux faisaient fausse route, d'abord en refusant *a priori* de mettre sur pied un fonds d'indemnisation, ensuite en pensant pouvoir faire l'économie du *retour en arrière* et du *retour sur soi*, exigés par une démarche de responsabilité morale. A l'appui de cette position, ces quotidiens ont mobilisé quelques figures morales, comme les enfants du pasteur Vogt qui avait prêté secours aux réfugiés juifs pendant la guerreⁱⁱ. Dans une certaine mesure, leurs revendications recouvraient celles du Parti socialiste suisse, puis des signataires du « Manifeste du 21 janvier ». Cependant, ces prises de position médiatiques n'ont pas suivi le même agenda que celles des partis de gauche et des intellectuels, de telle sorte qu'elles ne se sont jamais rencontrées (6.2, *infra*).

Entre ces deux perspectives diamétralement opposées, le *Bund* a dessiné une voie médiane, proche de celle qui était explorée par *L'Hebdo* à la même époque. D'une part, il a très rapidement réagi contre la « maladresse » du président de la Confédération sortant. Cependant, il a aussitôt constitué ce problème comme une affaire de personne, considérant que le conseiller fédéral vaudois ne faisait alors que confirmer son inaptitude pour l'exercice des responsabilités politiques. D'autre part, il a immédiatement épinglé les effets pernicieux des attaques lancées par le sénateur Alfonse D'Amato, dénonçant en particulier le risque qu'elles soulèvent une vague d'antisémitisme, finissant par rendre la population suisse insensible à des propos tels que ceux de Jean-Pascal Delamuraz. Entre ces deux points de vue, le quotidien bernois a alors affirmé la nécessité de rechercher la vérité historique. Sur cette voie intermédiaire, il a aussitôt mis en scène sa proximité de vue avec les représentants de la communauté juive de Suisse en général et avec le président d'honneur de la communauté israélite de Zurich, Sigmund Feigel, en particulier (6.3, *infra*).

Ces réactions divergentes se sont constituées dans le sillage immédiat de l'interview de Jean-Pascal Delamuraz. Elles ont alors rendu intelligibles les *positions* adoptées à ce sujet par une variété de quotidiens suisses, lesquels ont régulièrement réitéré leur point de

vue, au fur et à mesure des péripéties qui ont émaillé l'avancement des discussions. Il ne fait aucun doute que, au fil des débats, les différents titres de presse se sont caractérisés par une perspective qui a marqué leur ligne éditoriale. Cependant, ces dernières ne se présentent pas comme des voies de chemin de fer contraignantes, déterminées à l'avance, ou associées à une position politique immuable, dont les journalistes n'auraient pas pu se défaire, sous peine de dérailler. En témoigne le cheminement de la *Tribune de Genève* qui, en tant que journal gigogne de *24 Heures*, avait endossé la publication de l'interview de Jean-Pascal Delamuraz¹. Malgré l'indéniable proximité, sanctionnée par le dispositif éditorial contraignant, qui unit ces deux titres, l'analyse montrera comment le quotidien genevois s'est désolidarisé de son homologue vaudois, pour adopter une perspective médiane, proche de celle dessinée par le *Bund* (6.4, *infra*).

L'observation de ces lignes éditoriales et de leur réorientation montrera concrètement que l'analyse des *positions* constitutives d'un espace journalistique est indissociable de l'élucidation des *activités discursives* qui l'animent et qui fondent son intelligibilité. Afin de restituer le plus fidèlement possible le développement pratique de ces prises de position, cette analyse ne ponctionnera pas à l'intérieur du corpus quelques lignes ou quelques expressions particulièrement exemplaires. Elle s'attachera au contraire à présenter des textes dans leur intégralité, et à analyser de manière détaillée les opérations discursives qu'ils ont réalisées. À bien des égards, cette manière de procéder sera déconcertante. En effet, les pratiques ne sont jamais aussi tranchées que leurs descriptions et leurs modélisations sociologiques rétrospectives. Certes, les articles soumis à l'analyse seront sélectionnés en raison de la netteté de leur prise de position. Cependant, il apparaîtra rapidement que, malgré leur caractère parfois caricatural, ces interventions n'étaient pas dépourvues de toute équivoque. En conséquence, cette démarche ne débouchera pas sur la formulation de résultats bien nets, dessinant les contours d'un « champ médiatique » nettement polarisé en trois perspectives « idéal-typiques » inconciliables.

Cette manière d'étudier dans leur intégralité des discours et les opérations qu'ils ont réalisées se justifie par les résultats qu'elle permet de produire. L'analyse formelle des « panoplies interprétatives » s'est efforcée de préciser et d'affiner une modélisation chargée de subsumer le plus grand nombre possible de situations empiriques. Chacune de ses avancées l'a éloignée des confusions et des incertitudes caractéristiques des conditions sociales et historiques ordinaires, pour mieux systématiser l'élaboration d'une rigoureuse armature conceptuelle et théorique (cf. chapitre 4, *supra*). Au contraire, chaque approfondissement de l'étude procédurale des pratiques discursives, qui sera conduite au fil des prochains chapitres, mettra en évidence la multiplicité des enjeux jusqu'alors recouverts par des typifications et des schématisations rétrospectives, la finesse insoupçonnée des raisonnements ordinaires et les modalités pratiques par lesquelles ils appréhendent et traitent les problèmes théoriques les plus complexes et les plus abstraits. Ainsi, les pages qui suivent regorgeront de remarques, de détails et d'observations qui indiqueront comment les débats sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale se sont constitués au cours d'un travail collectif au fil duquel se sont élaborées, confrontées, affinées et éprouvées des théories de l'histoire, de l'action ou de la responsabilité. Appréhendées sous l'angle de leur mise en œuvre pratique, les « panoplies interprétatives » ne se présenteront pas comme des « répertoires » rigides et bien

¹ *24 Heures* et la *Tribune de Genève* sont des « journaux gigognes ». Ces deux titres indépendants présentent un contenu strictement identique pour les rubriques internationale et nationale. En revanche, leurs premières pages sont distinctes, de même que leurs rubriques régionales, respectivement consacrées à l'actualité vaudoise et genevoise. L'interview du président de la Confédération a été conduite par Denis Barrelet – un journaliste parlementaire de *24 Heures*. Relevant de l'actualité nationale, elle a cependant été publiée simultanément dans les deux journaux.

déterminés. Elles apparaîtront plutôt comme des processus dont la dynamique est indissociable de l'émergence et de la configuration d'un problème, des positions qu'il polarise, de ses composantes normatives et des personnages qui s'y impliquent.

Cette mise en scène analytique de ces hésitations et de ces incertitudes permettra de souligner la *contingence irrémédiable* qui marque le déroulement des tous les processus socio-historiques, et le développement de cette controverse en particulier. Par contre, leurs descriptions rétrospectives se distinguent bien souvent par leur régularité et leur linéarité. Dans ces comptes rendus, les événements historiques se déroulent au fil de chapitres qui s'enchaînent habituellement sans accroc, dessinant progressivement les contours de situations claires, nettes et bien déterminées. Du même coup, ces descriptions ne laissent que peu de place aux incertitudes, aux flottements, aux imprévisibilités, aux rebondissements, aux malentendus. De la sorte, elles occultent le ressort de la discussion et du débat entre les interprétations divergentes d'une situation, c'est-à-dire le fondement même de la possibilité d'une publicité démocratique.

6.1 La configuration d'une ligne éditoriale combative : 24 Heures et Le Nouvelliste

Il est devenu ordinaire de proposer une interprétation conflictuelle des enjeux soulevés par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Rétrospectivement, ces discussions sont communément décrites comme un *affrontement*, polarisé autour des figures de Jean-Pascal Delamuraz, des banques suisses, d'Edgar Bronfman ou d'Alfonse D'Amato. Il convient donc de rappeler fermement que cette perspective n'allait pas de soi aux premiers jours de janvier 1997.

La controverse se présentait alors plutôt sous les auspices des activités de *revendication* qui, du printemps 1995 à l'automne 1996, avaient progressivement donné forme à la *dénonciation* du scandale « des fonds juifs et de l'or nazi ». Avec l'intervention des autorités suisses suite à la publication du rapport *Nazi Gold*, l'heure était aux éclaircissements du passé, de grands espoirs étant placés dans les résultats de la Commission Indépendante d'Experts fraîchement constituée (cf. chapitre 1, *supra*).

Ainsi, le problème n'était alors ni présenté, ni interprété, ni traité comme une guerre. Les textes analysés dans les paragraphes qui suivent ont donc été rédigés et publiés à une époque où la « panoplie interprétative du conflit » était à peine ébauchée, et où « l'interprétation agonistique » n'était pas encore constitutive d'une position communément reconnue dans le débat. L'analyse s'attachera donc à l'observation et à la description des procédures par lesquelles des activités discursives ont déterminé la situation dans laquelle elles intervenaient, constituant progressivement l'intelligibilité et la légitimité de la position qu'elles entendaient y faire valoir et y défendre. Pour observer le déploiement concret de ce *travail*, les paragraphes qui suivent présenteront et analyseront trois articles d'opinion (deux éditoriaux et une chronique) qui ont été publiés entre le 3 et le 9 janvier 1997, par *24 Heures* et *Le Nouvelliste*.

Avant d'ouvrir l'analyse, il convient de souligner que ces discours se caractérisent par leur incroyable clarté, alors qu'ils ont été publiés à un moment où l'interprétation qu'ils proposaient n'occupait qu'une place marginale dans le débat. Ainsi, ils restent porteurs de l'énergie et de la verve peu commune dont leurs auteurs faisaient preuve, à l'époque, pour constituer l'intelligibilité, la pertinence et la légitimité de leurs interventions conflictuelles dans la controverse. Ces documents apparaissent ainsi rétrospectivement comme des *préfigurations* de l'interprétation agonistique qui s'est progressivement imposée dans les mois qui ont suivi. En effet, ils configurent déjà un problème d'image nationale, altérée par des attaques auxquelles ils convient de répliquer par des ripostes sans concession, de manière à préserver une nation traitée comme une famille, dont les membres doivent défendre le *patrimoine* (ses banques) et l'*honneur* (sa neutralité).

6.1.1 « Il était temps que le Conseil fédéral s'exprime ainsi »

Pour inaugurer l'année, *24 Heures* a immédiatement pris fait et cause pour Jean-Pascal Delamuraz, dès son édition du 3 janvier. En première page, il donnait le ton, annonçant ses articles de la rubrique suisse sous le titre « *Fonds juifs : faire pression n'est pas collaborer* ». Dans le même encadré, Denis Barrelet – le correspondant parlementaire qui avait conduit l'entretien avec Jean-Pascal Delamuraz – intitulait son éditorial « *L'arrogance a ses limites* »². Dans ce texte il ne s'est pas contenté de reprendre à son compte les propos de son interviewé, il les a explicités, justifiés et approfondis :

Ce n'est pas parce qu'on a connu dans sa vie un immense malheur qu'on peut ensuite mépriser autrui et le traiter avec arrogance. On peut réclamer justice. On ne saurait exiger des rançons et recourir au chantage. C'est ce que le Congrès juif mondial ne saisit pas dans l'affaire des fonds juifs.

Alors que la polémique se polarisait autour des termes de « rançon » et de « chantage » utilisés par Jean-Pascal Delamuraz, Denis Barrelet manifeste son soutien en les reprenant à son compte. Mais il va plus loin. En effet, dans l'interview incriminée, Jean-Pascal Delamuraz ne désignait jamais explicitement les auteurs de la « rançon » et du « chantage » en question, c'est-à-dire les adversaires de la Suisse visés par ses propos. Denis Barrelet se charge de combler cette lacune. Il commence par identifier un « on » derrière lequel se cachent des gens qui ont « connu dans [leur] vie un immense malheur », qui « ensuite méprise[nt] autrui et le traite[nt] avec arrogance », qui « exige[nt] des rançons et recoure[nt] au chantage. » Dans le contexte de ce débat – concernant l'opportunité de la mise sur pied d'un fonds destiné aux victimes des nazis – le « on » en question ne peut désigner que les victimes juives de l'Holocauste. Manifestement Denis Barrelet tient ce point pour acquis, et il se contente de préciser que son propos s'adresse en particulier au « Congrès juif mondial », qu'il constitue ainsi comme le représentant institutionnel des victimes juives de l'Holocauste, de leur malheur et de leurs exigences.

Cette entrée en matière affirme donc sans ambages que le Congrès juif mondial, en tant que représentant des victimes juives de l'Holocauste, a exercé des « pressions » et du « chantage » sur « autrui ». Qui est la victime de ces agissements ? Le paragraphe suivant précise ce point :

Les accents qui nous viennent d'outre-Atlantique depuis un certain temps sont tout à fait déplaisants. Dans l'interview que notre journal a publiée le 31 décembre, le président Delamuraz l'a dit avec toute la clarté voulue, en homme d'État responsable. Il était temps que le Conseil fédéral s'exprime ainsi. La démesure des réactions prouve qu'il a probablement trop tardé à parler nettement

Ainsi, l'« autrui » « méprisé » et « traité avec arrogance » mentionné en introduction peut être désigné par le pronom personnel « nous ». Plus encore, ce « nous » est représenté par un « président Delamuraz » dont la parole vaut comme expression du « Conseil fédéral ». Dans le contexte helvétique de l'époque, ce texte englobe donc l'ensemble des composantes de la Suisse – sa place financière, les journaux qui publient des interviews, leurs éditorialistes et leurs lecteurs – en un « nous » inclusif. Plus encore, il dote cette entité collective d'un représentant – un « homme d'État responsable » – dont la légitimité repose sur sa manière d'agir, c'est-à-dire de « parler nettement », de dire les choses « avec toute la clarté voulue ». Plus encore, son action et les réactions qu'elles suscitent engagent une composante évaluative. Elles suggèrent en effet que le Gouvernement suisse avait « trop tardé » à s'exprimer de cette manière.

² Cet éditorial est reproduit en annexe 20.

Ainsi, cette prise de position institue, dès les premiers jours de janvier 1997, une conception agonistique de « *l'affaire des fonds juifs* ». Denis Barrelet configure cette dernière comme un enjeu polarisé en deux camps. D'un côté, il constitue le « Congrès juif mondial » comme un rançonneur et un maître chanteur, arrogant et méprisant, aux « accents déplaisants » venus « d'outre-Atlantique », agissant au nom des victimes juives de l'Holocauste. De l'autre, il identifie sa victime comme un « nous » inclusif, représenté par un discours net du président de la Confédération, engageant le gouvernement qu'il dirige, et donc l'ensemble d'une collectivité politique assemblée autour des intérêts de la place financière, mise à mal par les menées de ses adversaires³. Pour cette collectivité helvétique, la situation ainsi dépeinte implique de suivre une ligne de conduite que Denis Barrelet s'empresse de spécifier :

La Suisse a tout entrepris pour que, rapidement, la lumière soit faite sans restriction. Sa position est dès lors irréprochable, et elle n'a plus à jouer la petite fille prise en défaut. A créer un fonds avant tout verdict et à en négocier le montant avec les juifs d'Amérique, elle se déconsidérerait définitivement.

Cette position constitue très explicitement la « *création d'un fonds* » et la « *négociation de son montant* » comme les enjeux centraux de « l'affaire de fonds juifs », autour desquels se polarisent les positions de la Suisse et du Congrès juif mondial.

La première ne peut entrer en discussion à ce sujet avant un « *verdict* », c'est-à-dire avant l'aboutissement des démarches entreprises par la Suisse pour que « *la lumière soit faite sans restriction* ». Ici encore, Denis Barrelet reprend à son compte le programme d'action envisagé par Jean-Pascal Delamuraz. Dans son interview, il affirmait en effet : « *Maintenant, il s'agit d'élucider les faits, rapidement, et surtout clairement* », avant de conclure : « *Avec une commission bien composée comme la nôtre, avec son cahier des charges, on devra pouvoir mettre des réponses à côté des questions. J'attends des réponses uniquement factuelles. L'interprétation politique que la Suisse en donnera sera l'affaire du gouvernement* » (4.2.2, *supra*). En clair, le programme ainsi élaboré était le suivant. Tout d'abord la « commission d'historiens » fera « la lumière » et rendra son « verdict ». Ensuite, le gouvernement établira une interprétation politique de ces résultats. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'il sera enfin éventuellement possible de parler d'un fonds d'indemnisation.

Cette ligne de conduite se double d'une lourde charge normative. Elle délégitime les Suisses qui envisagent de s'en écarter, pour procéder autrement. Elle réproouve en particulier ceux qui, à l'inverse de l'« homme d'État responsable », entraîneraient la Suisse à « *créer un fonds* » et à en « *négocier le montant* », c'est-à-dire à « *jouer la petite fille prise en défaut* » et donc à « *se [déconsidérer] définitivement* ». Dans la perspective de cet éditorial quiconque agirait de la sorte se placerait en marge du « nous » au nom duquel Denis Barrelet s'exprime en reprenant les termes de Jean-Pascal Delamuraz.

Les conséquences normatives de ce programme, établi par une Suisse « irréprochable », s'imposent d'ailleurs également aux « *juifs d'Amérique* », comme l'indique explicitement la suite du texte :

³ Jean Widmer a signalé que les propos de Jean-Pascal Delamuraz instituèrent ce lien entre la Suisse et sa place financière (Widmer, 1999b : 217) : « *La métonymie est l'opération centrale d'une telle manière de se constituer comme collectif. J. Favret Saada (1977) a montré comment les pratiques magiques supposaient ce lien : il est possible d'attaquer un domaine en attaquant son propriétaire directement, ou par son épouse, son fils ou sa vache. [...] Que la Suisse ne soit pas « réellement » un patrimoine mais un État moderne n'est pas pertinent du moment que le langage permet de parler de la Suisse et de « ses » banques, « ses » entreprises, etc.* ».

Ceux qui poussent [la Suisse] dans ce sens, et qui continuent à mettre en doute sa probité, ou bien poursuivent des buts relevant du bas commerce, ou ont déchu au rang de receleurs du malheur passé. Décidément, les victimes d'Auschwitz et de Buchenwald méritent mieux que cette triste récupération-là. Notre sens de la pitié n'est pas celui-là.

Le dispositif que Denis Barrelet attribue aux propos de Jean-Pascal Delamuraz, et qu'il assigne à l'ensemble du collectif politique au nom duquel il s'exprime, jette donc l'opprobre sur tous ceux qui poussent la Suisse à « *créer un fonds* » et à en « *négoier le montant* » et sur ceux qui « *continuent à mettre en doute sa probité* ». Il les accuse d'agir comme des acteurs qui « *poursuivent des buts relevant du bas commerce* », déchus « *au rang de receleurs du malheur passé* ». Ainsi, la mise en œuvre de cette interprétation constitue le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » comme une affaire identitaire, engageant directement l'honneur des entités collectives qui s'opposent à son sujet.

En quelques lignes, Denis Barrelet a ainsi explicité et déployé la conception agonistique du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » jusque dans ses dernières conséquences. Dès le 3 janvier 1997, il a défini cet enjeu comme une *guerre de réputation*, opposant la Suisse à des « Juifs américains ». Sur cette ligne, il constitue la Suisse comme un *nous inclusif*, c'est-à-dire comme une entité collective dont toutes les composantes sont affectées sitôt que quelqu'un touche à un élément de son patrimoine. En conséquence, la légitimité de ses représentants ne repose pas sur des mécanismes institutionnels, mais sur une *attitude*, qui vaut comme une Loi qui s'impose à l'ensemble de ses membres. En conséquence, cette perspective implique que, dans de telles circonstances, la qualité de Suisse se manifeste par une manière d'agir consistant à faire allégeance au chef en défendant l'honneur et le patrimoine du collectif qu'il représente.

Denis Barrelet institue cette perspective en décrivant la Suisse à la manière d'une *famille patriarcale traditionnelle*. Il est même possible de voir percer la composante machiste de cette perspective, au gré des connotations sexuelles suggérées par le texte. En effet, ne faut-il pas comprendre l'image de la « Suisse » présentée comme une « petite fille » « irréprochable » comme une allusion à sa virginité ? N'est-il pas possible d'entendre dans le même sens la mise en cause « de sa probité », de même que le « bas commerce » attribué à ceux qui se permettent ces insinuations, croyant l'avoir « prise en défaut » ? Filée jusqu'au bout, cette métaphore présente la question « des fonds juifs et de l'or nazi » comme une affaire d'*honneur familial*. Dans cette perspective, Jean-Pascal Delamuraz apparaît sous la figure du père (de la Loi) qui intervient pour laver et venger l'affront fait à sa famille, par le biais des insinuations concernant la virginité de sa fille. Cette description constitue alors explicitement la Suisse comme un *collectif affecté par un problème de réputation*, métonymiquement organisé autour de son *patrimoine*.

En conséquence, il s'agit de resserrer les rangs derrière la parole de Jean-Pascal Delamuraz, relayée par Denis Barrelet. Cette consigne s'applique en particulier à une catégorie de membres, auxquels la conclusion du texte est spécialement destinée :

Il reste l'espoir. L'espoir que les juifs suisses utiliseront leurs relations pour empêcher l'escalade, et faire comprendre à leurs coreligionnaires que ces attitudes ne sont pas comprises chez nous et qu'il vaut mieux, pour la cohabitation dans ce pays, y mettre un terme immédiatement.

Ce mot d'ordre est parfaitement clair sitôt qu'il est appréhendé comme l'aboutissement du raisonnement qui le précède. Pour résumer, « l'affaire des fonds juifs » est une guerre de réputation au cours de laquelle des « Juifs d'Amérique » mettent en cause la « probité » d'une Suisse « irréprochable ». Cette perspective institue un environnement conflictuel, ouvrant une seule alternative : il faut prendre position pour un camp ou pour l'autre. En conséquence, les Suisses qui mettent en cause la réputation de leur pays se

placent du côté de ses adversaires. De la sorte, ils tombent sous le coup de l'opprobre lancé sur ces derniers par Jean-Pascal Delamuraz et Denis Barrelet, mettant du même coup en péril leur appartenance au collectif national. Sur ce point, le discours se fait particulièrement incisif à l'encontre des « *juifs suisses* ». Le propos les constitue comme des « *juifs* » avec lesquels les Suisses « *cohabitent* ». Plus encore, il leur attribue des « *relations* » privilégiées avec les « *juifs d'Amérique* », de telle sorte qu'il les rend coresponsables des agissements de ces derniers. En conséquence, il leur assigne pour tâche de mettre en œuvre ces « *relations* » pour mettre un terme à « *l'escalade* » engendrée par les « *attitudes* » de « *leurs coreligionnaires* »⁴. Faute de quoi, ils mettent en péril la « cohabitation dans ce pays ». La menace est à peine voilée. Dans le dispositif institué par Denis Barrelet, il ne reste aux « *juifs suisses* » qu'à faire acte d'allégeance à Jean-Pascal Delamuraz, faute de quoi leur place dans la collectivité nationale sera menacée.

Ainsi, dès les premiers jours de 1997, Denis Barrelet œuvrait à la mise en place d'un raisonnement pratique agonistique, c'est-à-dire notamment à l'élaboration de la « panoplie du conflit ». Ainsi, il préparait le terrain sur lequel *L'Hebdo* a appelé les Suisses à la « contre-offensive » et répercuté l'ordre de marche que Jacques-Simon Eggly a adressé à Ruth Dreifuss, en la chargeant de prendre la plume pour expliquer « notre position » dans la presse états-unienne (cf. 5.1.2, *supra*).

6.1.2 « *La Suisse a un vrai gouvernement* »

Durant la première semaine de janvier, les articles et les commentaires publiés par la presse suisse attendaient que le Conseil fédéral s'exprime au sujet des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz. Finalement, le 7 janvier, le gouvernement a annoncé qu'il refusait de présenter des excuses pour les propos de son ex-président, tout en se déclarant prêt à négocier la mise sur pied d'un fonds d'indemnisation. Le lendemain la plupart des titres de la presse suisse ont interprété cette prise de position comme un signe d'apaisement. Par contre, Denis Barrelet s'en est saisi comme une nouvelle occasion d'appeler la Suisse à endurer la confrontation avec ses adversaires. En ce sens, il ne s'est pas embarrassé de fioritures en titrant : « *L'otage tient bon* »⁵ :

La Suisse a un vrai gouvernement. On en est soulagé. On pouvait craindre en effet, que le Conseil fédéral désavoue indirectement Jean-Pascal Delamuraz, offre des gages sous la forme de millions et mendie ainsi le pardon des milieux juifs internationaux.

Ainsi, *24 Heures* et son éditorialiste n'ont pas dévié de leur ligne initiale. Dès le 3 janvier, ils avaient affirmé que, par sa déclaration, Jean-Pascal Delamuraz avait agi en « homme d'État responsable ». De la même manière, ils estiment, près d'une semaine plus tard, qu'en refusant de désavouer son ancien président, le Conseil fédéral avait démontré qu'il était un « *vrai gouvernement* ». Le quotidien vaudois institue ainsi une perspective pour laquelle la *représentation de la Suisse* au sujet « des fonds juifs et de l'or nazi » est conditionnée par une attitude particulière. Cette dernière consiste à s'aligner derrière Jean-Pascal Delamuraz, à faire front face aux « *milieux juifs internationaux* », notamment en s'opposant fermement à la création d'un fonds d'indemnisation :

⁴ En mobilisant ce soupçon antisémite classique d'une conjuration juive internationale, Denis Barrelet formule explicitement l'arrière-plan qui sous-tendait les propos de Jean-Pascal Delamuraz, lorsqu'il prétendait dévoiler une « *tentative de déstabiliser la Suisse* ». Dans *L'Hebdo* du 9 janvier 1997, Patrick Chappatte a brocardé ce non-dit à la manière d'un lapsus révélateur. Son dessin représentait Jean-Pascal Delamuraz face à une impressionnante rangée de caméras et de micros aux enseignes « Mondovision », « World », « Europe 1 », « BBC ». A l'arrière-plan, trois personnages aux mines effarées, atterrées et choquées l'entendent prononcer ses regrets : « *J'ai mal été compris par le complot juif mondial* ».

⁵ Cet éditorial est reproduit en annexe 21.

Ce que le Conseil fédéral refuse, c'est la création d'un fonds destiné à une sorte de rachat généralisé, dont le montant serait dicté par les milieux juifs, sous la menace de boycott des banques suisses, tel qu'il a été articulé en décembre déjà. JPD quant à lui a eu l'« imprudence » de donner un nom à cette attitude extrêmement déplaisante. Un nom consacré par tous les dictionnaires...

Denis Barrelet l'avait affirmé dès ses premières prises de position. Quiconque tenterait d'entraîner les autorités helvétiques vers la négociation d'un tel versement financier mettrait en péril l'honneur de la Suisse. Ce faisant, le journaliste parlementaire refusait par avance toute approche en terme de responsabilité morale – telle que celle adoptée au même moment par le *Tages-Anzeiger*, par exemple – exigeant que la Suisse se confronte à son passé et en tire la conséquence qu'elle devait au moins faire un geste de bonne volonté en faveur des victimes de l'Holocauste (6.2, *infra*). Par ailleurs, il refusait également tout compromis – incarné notamment, à cette époque, par les lignes intermédiaires suivies par *L'Hebdo*, le *Bund* ou la *Tribune de Genève* – consistant à estimer que la création d'un tel fonds ne devait pas être exclue *a priori*, et qu'il fallait accélérer les recherches historiques (6.3, *infra*).

Telles ne sont clairement pas les priorités dans la perspective défendue par Denis Barrelet, qui prescrit la marche à suivre en conclusion de son éditorial :

Prise en otage, [la Suisse] va sans doute, durant le temps que durera le travail des historiens, faire l'objet de nouvelles attaques. Une offensive diplomatique tous azimuts s'avère aujourd'hui indispensable. Tout comme l'engagement d'un très gros budget destiné à des spécialistes en communication outre-Atlantique.

Ainsi, cette prise de position devance, de plus de quatre mois, l'approche conflictuelle adoptée par *L'Hebdo* suite au rapport Eizenstat. Cette perspective interprète le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » comme un conflit, dans le cadre duquel la Suisse est confrontée à un agresseur situé aux États-Unis. Pour le résoudre, il convient donc de lancer une « contre-offensive », impliquant notamment de forts investissements destinés à restaurer l'image de la Suisse « outre-Atlantique ».

6.1.3 « *Que les Suisses montrent leur solidarité : Derrière, autour, avec J.-P. Delamuraz* »

Le Nouvelliste a rejoint *24 Heures* sur sa voie intransigeante par l'intermédiaire de son chroniqueur René Berthod qui, dans sa « quinzaine » du 9 janvier, s'est explicitement positionné « *Derrière, autour, avec J.-P. Delamuraz* »⁶. Le propos de cette chronique est sans ambages : elle défend pied à pied la position adoptée par le conseiller fédéral au dernier jour de son année présidentielle. Sur un premier axe, ce texte se demande si Jean-Pascal Delamuraz disait des « sottises » ou la « vérité » lorsqu'il dénonçait une « formidable volonté de déstabilisation et de compromission de la Suisse ». De longs paragraphes sont consacrés à cette question, d'abord pour dénoncer les « attaques » menées par « un député anglais de confession israélite »⁷ et le « sénateur américain D'Amato ». Puis, pour rapporter la thèse d'un complot états-unien, avancée par l'hebdomadaire *Genève Home Information*. Il cite abondamment ce dernier (« *qui paraît fort bien renseigné* »), évoquant une vaste opération secrète, pilotée par la CIA, visant une « prise de contrôle de l'ensemble des réseaux financiers de la planète [qui] pourrait aussi

⁶ Cette chronique est reproduite en annexe 22.

⁷ Le nom de ce député n'est pas mentionné explicitement. Cependant, Greville Janner était clairement identifiable à l'époque. En effet, ce travailliste avait beaucoup fait parler de lui en tant qu'instigateur des recherches qui avaient mené au rapport *Nazi Gold* britannique (1.4.1 et 1.4.2, *supra*).

servir de prélude à l'émergence d'un totalitarisme nouveau ». Citant toujours sa source, il conclut ainsi :

« On peut s'étonner de la relative passivité dont on [sic] fait preuve les représentants de la Berne fédérale devant les attaques de plus en plus acerbes du sénateur D'Amato et de ses amis politiques. Mais des voix commencent à s'élever et notre pays va peut-être retrouver le chemin de la dignité. »

Ce scénario de roman d'espionnage a fait long feu dans la presse suisse. En revanche, la dynamique et les interrogations soulevées par sa conclusion ont régulièrement été reprises et reformulées. D'un côté, « le sénateur D'Amato » et « ses amis politiques » lançaient des « attaques de plus en plus acerbes » contre la Suisse⁸. De l'autre, la « *Berne fédérale* » affichait une « *relative passivité* », laissant la Suisse s'éloigner du « *chemin de la dignité* ».

Cette définition de la situation recoupe dans une large mesure celle initiée quelques jours auparavant par Denis Barrelet dans *24 Heures*. Dans cette perspective, le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » était un combat, dont le déroulement avilissait la Suisse. Dans de telles circonstances, cette dernière se devait de réagir, de défendre son *honneur*. Pour la représenter, il fallait donc joindre sa voix à celles qui « commen[çai]ent à s'élever » pour riposter. A n'en pas douter, du point de vue de René Berthod, il convenait de prendre position « *derrière, autour, avec J.-P. Delamuraz* ».

Ainsi, formulée, cette stance normative fonde une approche évaluative de l'attitude adoptée par les Suisses à l'égard du problème affectant leur pays. A sa lumière, cette chronique éclaire les carences des autorités fédérales qui ont en quelque sorte failli à leur mission de représentation :

Et pendant que l'on salissait la Suisse et qu'on salissait aussi la Suisse dans maints journaux trop rapidement alignés sur les pressions extérieures, qui s'est levé pour rappeler l'extraordinaire effort du peuple suisse et de ses autorités, au cours de la Deuxième Guerre mondiale pour sauver tant de réfugiés ?

La chronique fait suivre cette question d'un silence éloquent, qui s'ouvre sur un verdict : « *On a cherché par tous les moyens [...] à discréditer la Suisse. Qui peut le nier ?* »

Et ce « *on* », nuisible pour la Suisse, ne se trouve pas seulement à l'extérieur des frontières. Des médias helvétiques ont facilement endossé les critiques déshonorantes venues de l'étranger. Par ailleurs, le monde politique suisse n'est pas en reste, étant donné ses réactions suite aux propos de Jean-Pascal Delamuraz :

Les partis suisses, à l'exception de l'UDC, ont pris des mines contrites pour regretter les propos du batelier vaudois.

Ainsi, la définition agonistique du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » ne fait pas seulement sens d'une situation complexe. Elle constitue une *ressource normative*, qui départage les attitudes des uns et des autres, distinguant les Suisses qui défendent la dignité de leur pays et ceux qui la mettent à mal. René Berthod consacre alors un paragraphe à la mise en œuvre de ce dispositif évaluatif sur une catégorie particulière de Suisses :

⁸ Les « amis politiques » de D'Amato est sans doute une formule utilisée pour désigner le Congrès juif mondial sans le nommer. Replacée dans le scénario défendu par cet article, cette désignation implique que la CIA et les organisations juives collaboreraient en vue de s'accaparer la finance internationale. Ce soupçon d'un complot à large échelle corrobore les menaces de « déstabilisation » et de « compromission » de la Suisse dénoncées par Jean-Pascal Delamuraz, ainsi que l'identification de leurs auteurs qu'il évoquait, lui aussi, à demi-mot.

La communauté juive de notre pays hésite quant à son attitude. Elle vit en Suisse et l'on croit savoir qu'elle y est prospère et que les autochtones ne lui ont guère disputé la place prépondérante qu'elle a su prendre dans maints secteurs. Vice-président de cette communauté, Alfred Donath trouve cependant inacceptable de soupçonner la communauté juive de déstabilisation et il craint que ceci puisse réveiller des sentiments antisémites.

Il ne nous semble pas que M. Delamuraz ait visé les coreligionnaires suisses de M. Donath. C'est d'Angleterre et d'Amérique que viennent les attaques que notre pays subit. Il ne faut cependant pas se cacher que ceux qui les portent sont souvent des juifs et l'on doit constater que c'est la dramatisation orchestrée autour des fonds en déshérence qui a servi de fer de lance à l'agression que dénonce le conseiller fédéral.

Ce passage mérite une attention particulière. Tout d'abord, parce qu'il institue une nette distinction entre la « *communauté juive* » qui « *vit en Suisse* » et les « *autochtones* » de « *notre pays* ». Ensuite, parce qu'il souligne que les seconds n'ont pas « *disputé* » aux membres de la première la « *place prépondérante* » qu'ils ont prise dans « *maints secteurs* ». Enfin, parce qu'il fait de cette situation un argument suffisant pour requérir que la « *communauté juive* » subisse en silence les soupçons de déstabilisation portés contre elle.

Il convient ici de résumer l'argument déployé par René Berthod. Il commence par décrire une situation dans laquelle la Suisse est attaquée. Il institue alors un principe comportemental, selon lequel, en pareilles circonstances, les Suisses doivent défendre leur pays. A l'aune de ce critère d'évaluation, il apparaît que les autorités fédérales, les médias et les partis politiques ont failli à leur tâche, soit en emboîtant le pas des « *pressions extérieures* », soit en n'y réagissant pas avec suffisamment de fermeté. Ce raisonnement pratique butte alors sur une catégorie particulière : la « *communauté juive de notre pays* », explicitement décrite comme hésitante. Et pour cause. Pour répondre aux exigences normatives instituées par le dispositif agonistique, elle doit défendre la Suisse, c'est-à-dire joindre sa voix à celle de Jean-Pascal Delamuraz, et donc se laisser accuser de déstabilisation sans broncher. Faute de quoi, elle remettrait en cause le pacte tacite en vertu duquel les « *autochtones* » ne disputent pas à ses membres les places qu'ils occupent dans le pays. Sur ce chemin, René Berthod rejoint Denis Barrelet qui, lui aussi, brandissait la menace d'une remise en cause de la « *cohabitation dans ce pays* »⁹.

Cette perspective constitue la position adoptée par Jean-Pascal Delamuraz comme une ligne de démarcation, départageant sans ambiguïté les Suisses qui « *salissent* » la Suisse et ceux qui lui font « *retrouver le chemin de la dignité* ». De ce point de vue, en prenant la plume pour faire part de sa « *colère* » suite aux propos de Jean-Pascal Delamuraz, Alfred Donath n'a fait que démontrer que « *la communauté juive [...] hésite quant à son attitude* »¹⁰. Autrement dit, le discours de René Berthod a dessiné les contours d'une « *communauté juive* », placée en marge d'une collectivité nationale, qu'elle ne pourra rejoindre qu'à condition d'admettre deux choses. Premièrement, « *qu'on a cherché par tous les moyens [...] à discréditer la Suisse* ». Deuxièmement que « *ceux qui portent [ces attaques] sont souvent des juifs* » et que c'est « *la dramatisation orchestrée autour des fonds en déshérence qui a servi de fer de lance à l'agression* ».

⁹ Les raisonnements déployés par Denis Barrelet et René Berthod mobilisent un arsenal antisémite extrêmement classique, articulé autour de la théorie d'un « complot juif » international. Plus encore, ils adressent à la communauté juive de Suisse des menaces extrêmement précises, remettant explicitement en cause leur place dans la collectivité nationale. Cependant, le dispositif qu'ils instituent interdit de le dire. En effet, percevoir le caractère antisémite de leur propos, c'est remettre en cause la prise de position de Jean-Pascal Delamuraz. Et c'est donc se placer en marge de la collectivité nationale suisse.

¹⁰ René Berthod fait référence à la « libre opinion » publiée par la *Tribune de Genève* du 7 janvier 1997 : « La colère du professeur Alfred Donath » (6.4., *infra*).

Ce programme constitue alors un dispositif d'identification des membres dignes de *représenter la Suisse*, comme l'explique l'appel lancé en conclusion du texte :

On peut espérer que les Suisses, tous les Suisses, montrent ensemble leur solidarité.
M. Delamuraz n'a pas à s'excuser pour avoir dit la vérité et avoir dénoncé les violences indignes qu'exerce sur nous la puissance yankee.

Autrement dit, ce texte institue une perspective pour laquelle revendiquer la restitution des « fonds en déshérence », dénoncer les propos accusant la communauté juive d'avoir tenté de déstabiliser la Suisse et sa place financière, sont autant d'actions qui nuisent à la Suisse au moment même où elle est soumise à des « violences indignes ». En conséquence, en se désolidarisant de Jean-Pascal Delamuraz, leurs auteurs adoptent un comportement par lequel ils se désolidarisent de la Suisse et des Suisses. Ainsi organisée, la perspective agonistique articule une définition du problème « des fonds juifs et de l'or nazi », une conception du rapport que ce collectif doit entretenir à son passé, une délimitation comportementale de la collectivité helvétique, laquelle fonde l'identification de ses membres légitimes et donc des autorités dignes de la représenter.

6.1.4 La perspective conflictuelle : tout compromis serait une compromission

Dès le début de la deuxième semaine de janvier, *24 Heures* et le *Nouvelliste* avaient configuré une conception agonistique de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Ces quotidiens ont déployé ce raisonnement pratique pour interpréter les événements intervenus suite aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, et pour évaluer les comportements de leurs protagonistes.

Dans *24 Heures*, cette manière de s'engager dans la controverse a pris la forme d'une véritable *ligne éditoriale*, irriguant à la fois la titraille, les articles des journalistes parlementaires, les éditoriaux et les chroniques. Dans *Le Nouvelliste* en revanche, cette configuration de la situation s'est principalement manifestée dans l'élaboration de titres, chargés d'orienter la lecture de dépêches d'agences. Ainsi, pour annoncer la prise de position du Conseiller d'État genevois Philippe Joye en faveur d'un fonds d'indemnisation, et le refus opposé par le président de l'Agence juive à toute rencontre avec les autorités suisses « tant que les effrayants propos du président sortant de la Confédération n'auront pas été retirés », le titre de l'article du quotidien valaisan a fait référence à une curieuse ménagerie : « *Fonds juifs : bëlants et hurleurs ; Dérason dans tous les registres en attendant les conclusions de l'enquête* » (*Le Nouvelliste*, 10.1.97).

Le lendemain, les deux quotidiens ont repris la dépêche de l'Agence télégraphique suisse, annonçant que le Parti socialiste suisse demandait au Conseil fédéral de prendre ses distances avec les propos de Jean-Pascal Delamuraz. Fidèle à leur perspective conflictuelle, ils ont alors titré « *Socialistes et Verts attaquent Delamuraz* » (*24 Heures*, 11.1.97) et « *Haro sur JPD !* » (*Le Nouvelliste*, 11.1.97). A cette occasion, *24 Heures* a relevé la réaction du parti radical démocratique, qui considérait que « *le PS s'est fait le complice des exigences venues de l'étranger* ». De son côté, *Le Nouvelliste* a mis en évidence un communiqué dans lequel le « Mouvement chrétien conservateur valaisan » dénonçait « *d'intolérables pressions subies par notre pays* » et estimait que « *[l]a première tâche du gouvernement fédéral est d'assurer la souveraineté et l'indépendance du pays. Par conséquent, il lui revient de s'opposer à toute pression étrangère. M. Delamuraz, en l'occurrence bien inspiré, a exprimé la réalité d'une situation éminemment préoccupante. Nous l'assurons de notre soutien [...] nous approuverons de même ceux qui recherchent les voies de la justice sans imposer un joug à notre pays* ».

Toujours dans la même ligne, la journaliste parlementaire de *24 Heures*, Christiane Imsand a clairement pris position, quelques jours plus tard, sous le titre « *Delamuraz ne*

*peut pas se permettre de démissionner sous la pression ; La campagne de presse contre le Vaudois peine à démarrer. Personne ne veut de ce qui ferait figure de capitulation » (24 Heures, 14.1.97). A ce sujet, elle a signalé la prudence avec laquelle les Verts « osent envisager de mettre en jeu le siège gouvernemental de Delamuraz », et les « timides allusions » en ce sens du *Tages-Anzeiger*. Après avoir souligné « à quel point l'indépendance du radical vaudois irrite les milieux économiques zurichois », pour expliquer la retenue des milieux de gauche, elle conclut en affirmant que « *quelles que soient les réserves que suscite la politique du ministre de l'économie, le monde politique ne veut pas d'une démission en ce moment. Il en va de la crédibilité du gouvernement, affirme-t-on sur la scène fédérale [...]* ».*

Il est inutile de multiplier les exemples. En effet, ces quotidiens ne se sont jamais départis de cette perspective conflictuelle, pour laquelle tout compromis est nécessairement une compromission. En conséquence, ils ont systématiquement pris la défense de tous les représentants helvétiques qui faisaient preuve de leur légitimité en lançant de vigoureuses « contre-offensives » à l'encontre des « adversaires » ou des « ennemis » de la Suisse. Inversement, ils ont vigoureusement apostrophé les « traîtres » qui s'attaquaient à la dignité de la Suisse ou qui, prenant position contre ces velléités belliqueuses, la conduisaient à montrer des signes de faiblesse, la menant ainsi sur la voie de la capitulation.

6.2 L'élaboration d'une réflexivité historique et morale : le *Tages-Anzeiger* et la *Bündner Zeitung*

La perspective du conflit était fermement installée dans les colonnes de *24 Heures* et du *Nouvelliste* dès les premiers jours suivant les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz. Cependant, au mois de janvier 1997, tout le monde n'était pas prêt à endosser cette position, loin s'en faut, comme en témoignent les positions diamétralement opposées défendues, au même moment, par le *Tages-Anzeiger* et la *Bündner Zeitung*. Ceux-ci ont en effet déployé un raisonnement pratique qui s'opposait terme à terme la conception défendue par les premiers.

L'interprétation agonistique s'organisait autour du ferme refus opposé par Jean-Pascal Delamuraz à la mise en place d'un fonds d'indemnisation. Dans cette perspective, un quelconque versement ne pouvait pas être envisagé avant que la Commission Indépendante d'Experts et le Comité Indépendant de Personnes Éminentes aient conclu leurs investigations et remis leurs rapports. A l'inverse, les promoteurs de la responsabilité morale estimaient que la Suisse n'avait que trop tardé pour prendre les responsabilités qui lui incombait en raison de son implication dans les souffrances endurées par les victimes de l'Holocauste. Ces torts étant établis, les autorités suisses devaient prévoir une réparation, considérée comme un geste moral, qui ne pouvait être refusé sous prétexte que l'ampleur exacte du préjudice n'était pas encore connue.

Cette divergence normative était indissociable d'un désaccord historiographique. D'un côté, les défenseurs de la version agonistique s'offusquaient que des critiques s'en prennent à la Suisse, alors qu'elle s'était caractérisée par un comportement exemplaire tout au long du conflit. Outragé, René Berthod se demandait : « *qui s'[était] levé pour rappeler l'extraordinaire effort du peuple suisse et de ses autorités, au cours de la Deuxième Guerre mondiale pour sauver tant de réfugiés ?* » De l'autre, les promoteurs de la « responsabilité morale » s'appuyaient sur une autre histoire, dans laquelle la Suisse apparaissait moins à son avantage. Ainsi, le rédacteur en chef du *Tages-Anzeiger* retiendra que la Confédération a « *renvoyé 30'000 réfugiés juifs – femmes, hommes et enfants – vers une mort certaine* ».

La confrontation de ces perspectives n'était cependant pas uniquement une affaire de divergences interprétatives au sujet du déroulement de la controverse et de l'historiographie suisse. Chaque perspective disposait à des actions orientées de manières radicalement différentes. *24 Heures* et *Le Nouvelliste* dessinaient les contours d'une situation dans laquelle la Suisse était soumise à de telles attaques, qu'il était devenu légitime qu'elle riposte par tous les moyens. Les éditorialistes de ces quotidiens appelaient donc les Suisses à se lever pour défendre l'honneur bafoué de leur patrie et à s'interposer contre les tentatives de mettre à mal son patrimoine bancaire et financier. A l'inverse, le *Tages-Anzeiger* et la *Bündner Zeitung* ont souligné les injustices commises par la Suisse dans le passé. En conséquence, ces quotidiens estimaient que les Suisses devaient collectivement contribuer à la mise en place et à la réalisation de programmes visant à restaurer la justice et à rétablir la vérité dans les meilleurs délais.

Les paragraphes qui suivent s'articuleront principalement autour de trois textes du *Tages-Anzeiger*, signés par trois éditorialistes différents, parmi lesquels le rédacteur en chef et une rédactrice en chef adjointe. Ces discours et la mise en scène de leur convergence seront analysés de manière à observer l'émergence et la stabilisation de la *ligne éditoriale*, qui a caractérisé la position adoptée par le quotidien zurichois au cours de cette controverse. Ici encore, les propos gardent la trace de l'énergie consentie par leurs auteurs, et de la force de leur engagement pour faire valoir leur point de vue, sa pertinence et sa légitimité dans le débat. Rétrospectivement, leurs arguments apparaissent cependant comme les reliques d'un discours disparu, dont il n'est possible de saisir la portée que par opposition à l'interprétation conflictuelle qui s'est finalement imposée, maintenue et routinisée.

6.2.1 « *Fausses paroles, faux signaux* »

Il n'est pas nécessaire de déployer une longue analyse des éditoriaux du *Tages-Anzeiger* pour observer que le quotidien zurichois a, purement et simplement, adopté le revers de l'interprétation lancée par Jean-Pascal Delamuraz et prolongée par *24 Heures* et *Le Nouvelliste*.

Le 3 janvier 1997, Claudia Kühner a rédigé un éditorial qui affichait une ferme désapprobation dès son titre : « *Falsche Signale, falsche Worte* » (*Faux signaux, fausses paroles*)¹¹. Dans le premier paragraphe, ces « *faux signaux* » et ces « *fausses paroles* » sont associés aux refus successifs opposés, par les responsables politiques suisses, à l'éventualité de créer un fonds en faveur des victimes du nazisme. Tout d'abord, ils s'incarnent dans les propos d'Arnold Koller, parlant de « *l'arrogance et les méthodes déloyales de milieux extérieurs* » (« *Arroganz* » und « *unfairen Methoden von Aussen* »). Ils s'illustrent ensuite avec le « *vilain mot 'chantage'* » (*böse Wort* « *Erpressung* ») dans la bouche de Jean-Pascal Delamuraz. Ils apparaissent enfin au cœur des réflexions de Flavio Cotti, selon lequel il ne pouvait être question de versements financiers avant la conclusion du travail des historiens.

Du point de vue de Claudia Kühner, ces prises de position témoignaient de l'incompréhension dont font preuve leurs auteurs – *i.e.* les autorités politiques suisses – à l'égard du dossier « des fonds juifs et de l'or nazi » :

Darüber soll sich niemand wundern. Denn die bundesrätlichen Worte zeugen davon, dass ihre Urheber das Wesen und die Tiefe dessen worum es hier geht, anscheinend noch immer nicht verstanden haben.

¹¹ Cet éditorial est reproduit en annexe 23.

(Personne ne doit s'en étonner. Car les propos fédéraux démontrent que leurs auteurs n'ont apparemment pas encore compris la nature et la profondeur de ce dont il est question ici.)

Ainsi, en s'opposant aux demandes de création d'un fonds, les conseillers fédéraux n'auraient pas seulement prononcé de fausses paroles et de faux signaux. Ils auraient surtout démontré qu'ils n'avaient saisi ni « la nature » (*das Wesen*), ni « la profondeur » (*die Tiefe*) du problème. Claudia Kühner creuse encore la distance qui la sépare de ces interprétations erronées en déroulant la liste de tout ce qui, selon elle, n'est pas concerné par le dossier « des fonds juifs et de l'or nazi » :

Es geht nicht um den Finanzplatz, nicht um die mögliche Boykottdrohungen gegen Schweizer Banken, nicht um die Gelegenheit, aus der Schweiz etwas heraus zu holen, und nicht um ihr Image. Solange das aber die Kriterien politischen Urteilens bleiben und nicht das (späte) Bemühen um Wahrheit und Gerechtigkeit, solange wird der « Druck von aussen » nicht nachlassen.

(Il ne s'agit ni de la place financière, ni des possibles menaces de boycott contre les banques suisses, ni de l'occasion de soutirer quelque chose à la Suisse, ni de son image. Tant et aussi longtemps que cela restera les critères du jugement politique, et non les efforts (tardifs) pour la vérité et la justice, la « pression de l'extérieur » ne faiblira pas.)

Ce propos constitue ainsi la « place financière », les « menaces de boycott », le risque que quelque chose soit soutiré à la Suisse et « l'image » de cette dernière comme autant de *faux problèmes* dont les autorités fédérales sont accusées de s'inquiéter à mauvais escient. Plus précisément, les préoccupations mal placées de ces dernières dénotent une erreur de jugement politique qui conduit le gouvernement suisse à agir à contre-courant de l'« effort (tardif) pour la vérité et de la justice » (*das (späte) Bemühen um Wahrheit und Gerechtigkeit*). Autrement dit, selon Claudia Kühner, les autorités suisses déclenchent elles-mêmes, par leurs jugements politiques erronés, les « pressions extérieures » auxquelles elles s'efforcent ensuite de s'opposer.

La première partie de cet éditorial épingle donc les réactions négatives de plusieurs conseillers fédéraux suite aux demandes de créer un fonds dans le cadre des débats relatifs au problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Prenant appui sur cette mise en scène des vues convergentes des membres du gouvernement, Claudia Kühner l'interprète comme l'expression d'une incompréhension, qu'elle attribue à l'ensemble des politiciens suisses (*unsere Landespolitikern*). Plus précisément, elle considère cette méprise comme une erreur de critères du jugement politique (*Kriterien politischen Urteilens*). En clair, son raisonnement suggère que les autorités politiques suisses orientent leurs actions en fonction d'un patrimoine helvétique à préserver : la Suisse, sa place financière, ses banques, son argent et son image. Or, elles devraient se rendre compte que le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » interroge le passé de la Suisse, soulevant des questions auxquelles ne peuvent répondre que des actions orientées en référence à des principes non matériels, qui échappent au patrimoine helvétique, tels que la « vérité » et la « justice » :

Es geht darum, dass die Schweiz zum erstenmal seit Kriegsende als Nation, als Land, als Gesellschaft mit der Vernichtung der europäischen Juden und ihren Folgen konfrontiert wird und sich dieser Konfrontation nicht gewachsen zeigt. Bis dahin hat sie sich mit dem Holocaust nie wirklich auseinanderzusetzen gehabt : Sie war vom Krieg verschont geblieben, die Schweizer Juden als Gemeinschaft waren die einzige des besetzten Europa des Vernichtung entgangen. Die 30 000 abgewiesenen jüdischen Flüchtlinge waren aus den Augen. Aber nun, auf einmal nehmen die Opfer einen Namen, ein Gesicht, eine Geschichte, die sie zu erzählen haben, und diese Geschichte handelt auch von Schweizer Behörden, von Schweizer Banken, die vom Leid von anderer noch profitiert haben.

(Ce dont il est question, c'est que, pour la première fois, depuis la fin de la guerre, la Suisse est confrontée en tant que nation, pays et société avec la destruction des juifs d'Europe et ses conséquences, et qu'elle ne se montre pas à la hauteur de cette confrontation. Jusqu'ici, elle n'a pas vraiment eu à s'impliquer à ce sujet : elle a été épargnée par la guerre, les juifs de Suisse ont été la seule communauté juive d'Europe à échapper à la destruction. Les 30 000 juifs refoulés étaient loin des yeux. Mais soudain, les victimes reçoivent un nom, un visage, une histoire qu'ils ont à raconter, et cette histoire traite aussi d'autorités suisses, de banques suisses qui ont de surcroît profité de la souffrance d'autrui.

Pour définir positivement ce qui est impliqué par les discussions sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, Claudia Kühner constitue cette controverse comme un tournant historique et moral. Dans cette perspective, ces débats fondent une dynamique réflexive : ils confrontent pour la première fois la Suisse à l'élimination des juifs européens et à ses conséquences, par le biais des récits des trajectoires individuelles des victimes du nazisme. En effet, ces dernières « *ont un nom, un visage et une histoire à raconter, et cette histoire traite aussi d'autorités suisses, de banques suisses qui ont de surcroît profité de la souffrance d'autrui* ».

En quelques lignes, ce raisonnement pratique élabore une trame narrative, dont le déroulement intègre la Suisse en tant que protagoniste de l'histoire des juifs d'Europe et de leur élimination par les nazis. Du même coup, elle place l'Holocauste au cœur de l'histoire helvétique. De ce point de vue, le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » apparaît comme une invitation à réviser l'histoire racontant la trajectoire d'une Suisse épargnée par la guerre et dont la communauté juive avait échappé à l'extermination. Selon Claudia Kühner, les enjeux soulevés par ces discussions impliquent d'élaborer un nouveau récit, prenant notamment en compte les 30'000 réfugiés juifs refoulés. Très clairement, cet éditorial traite ce *retour en arrière* comme un *retour sur soi*. La Suisse n'est pas seulement invitée à réécrire son histoire. Du même coup, elle est conviée à se confronter à elle-même dans le miroir de ce passé entaché, à entrer dans un face-à-face dont elle ne sort pas grandie :

Greta Beer ist keine Erpresserin, sondern eine alte Frau, die Hölle durchschritt, während man hier seinen Geschäften nachging, und die scheiterte, als alleine für ihr Recht kämpfte. Nun nimmt sich der Jüdische Weltkongress ihrer und aller anderen Betroffenen an, nachdem die Archive täglich mehr davon preisgeben, was die Schweiz während des Krieges getan und nach dem Krieg versäumt hat. Der Jüdische Weltkongress ist nicht anderes als die Dachorganisation aller jüdischen Gemeinden und kein Finanzplatz und keine Vereinigung von Kriminellen. Für den Selbstgerechten Gestus der Entrüstung ist er der falsche Adressat.

(Greta Beer n'est pas une maîtresse chanteuse, mais une vieille femme, qui a traversé l'enfer, tandis que l'on s'occupait ici de ses affaires, et dont la bataille qu'elle a menée seule pour recouvrir ses droits a échoué. Maintenant, le Congrès juif mondial la prend sous son aile, ainsi que toutes les autres personnes concernées, alors que, jour après jour, les archives révèlent ce que la Suisse a fait pendant la guerre et manqué après la guerre. Le Congrès juif mondial n'est rien d'autre que l'organisation faïtière de toutes les communautés juives et non une place financière ou une association de malfaiteurs. Il est la mauvaise adresse pour les gestes d'indignation auto-justifiés.)^[12]

¹² Le terme « selbstgerecht » que le *Tages-Anzeiger* utilise à plusieurs reprises pour qualifier l'attitude des autorités suisses est difficile à rendre en français. Le *Petit Robert* propose une définition du « pharisien » qui s'en approche : « *Personne qui croit incarner la perfection et la vérité du moment qu'elle observe strictement un dogme, des rites, et qui juge sévèrement autrui, condamne sa conduite sous couleur de lui rendre service* ». Il la fait suivre d'une éclairante citation empruntée à Alain : « *Le Pharisien est un homme qui croit en Dieu, et qui croit que Dieu est content de lui... (il) fait voir cette union incroyable de la religion ingénue et de l'admiration de soi* ».

Les « faux signaux » et les « fausses paroles » des autorités suisses, énumérés en début d'éditorial, acquièrent alors une nouvelle signification. Ils apparaissent comme autant de refus d'entrer dans la dynamique du *retour en arrière* et du *retour sur soi*. Ces prises de position apparaissent alors comme l'expression d'une indignation déplacée. Elles se présentent comme des « *gestes de propre justice* » qui s'en prennent aux représentants des victimes de l'Holocauste, pour préserver l'histoire suisse sans tache, mise à mal par des archives qui montrent chaque jour ce que la Suisse a fait pendant la guerre, et ce qu'elle a laissé passer après.

Pour résumer, cet éditorial déploie donc progressivement une interprétation morale des refus que les conseillers fédéraux Koller, Delamuraz et Cotti ont opposés, en fin d'année 1996, à la création d'un fonds en faveur des victimes de l'Holocauste. Tout d'abord, ces réactions sont considérées comme autant de « *faux signaux* » et de « *fausses paroles* », témoignant de l'incompréhension de leurs auteurs à l'égard des enjeux réels soulevés par le problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Ensuite, cette confusion est traitée à son tour comme le symptôme d'un mal plus profond : elle signalerait une *erreur de jugement politique*. En refusant la création d'un fonds, les autorités suisses démontreraient qu'elles s'efforcent de sauvegarder un *patrimoine helvétique*, alors qu'elles sont confrontées à une *affaire historique et morale*, dont la résolution requiert la mise en œuvre de principes de « *justice* » et de « *vérité* » dont la propriété ne se cantonne pas dans les limites des frontières nationales. Enfin, à l'arrière-plan de cette erreur de jugement politique, cet éditorial dévoile un mécanisme de défense, attaché à sauvegarder la *bonne conscience helvétique*, enracinée dans une histoire de la Seconde Guerre mondiale en Suisse, soigneusement épurée de toute tache sombre.

6.2.2 « La Suisse est confrontée à la question de la culpabilité »

Une semaine plus tard, c'est précisément cette *bonne conscience helvétique*, taraudée par les pages sombres de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, que le rédacteur en chef Roger de Weck a placée au centre d'un éditorial qu'il a intitulé « *Comme si c'était au Moyen Âge* » (« *Als wär's im Mittelalter* », *Tages-Anzeiger*, 11.1.97)¹³.

Dès sa première ligne, il aborde très explicitement la confrontation d'un pays « *propre juste* »¹⁴ voire « *satisfait de lui-même* » avec la question de la culpabilité :

Zum ersten Mal seit Langem ist die Schweiz – unser selbstgerechtes und oft genug auch selbstgefälliges Land – mit der Schuldfrage konfrontiert.

(Pour la première fois depuis longtemps la Suisse – notre pays propre juste et souvent auto-satisfait – est confronté à la question de la culpabilité.)

Roger de Weck affirme d'entrée de jeu qu'il ne fait « *aucun doute* » que la Confédération s'est chargée de culpabilité pendant la Seconde Guerre mondiale. A l'appui de cette assertion, il convoque plusieurs exemples : elle a « *renvoyé 30'000 réfugiés juifs – femmes, hommes et enfants – vers une mort certaine* » ; l'État s'est occupé de l'entretien des réfugiés chrétiens, tandis qu'il a exigé que les juifs de Suisse prennent en charge les réfugiés juifs ; « *La banque nationale a délibérément fait commerce d'or volé* », tandis qu'une « *partie des avoirs restés en déshérence après la guerre ont été détournés* ».

Cette entrée en matière constitue en quelque sorte une réplique à Jean-Pascal Delamuraz et à ceux qui ont prolongé sa perspective conflictuelle. Ils estimaient en effet que la « *reconnaissance [des Juifs] est un peu courte* » et qu'il ne saurait être question d'un fonds d'indemnisation avant que des faits soient historiquement établis. Roger de

¹³ Cet éditorial est reproduit en annexe 24.

¹⁴ Au sujet de la traduction de « *selbstgerecht* », voir la note 12, *supra*.

Weck leur répond alors dans la perspective de la responsabilité morale. Certes, selon lui, les commissions d'experts comptables et d'historiens permettront de découvrir de nouvelles choses et de voir plus clair dans ce qui est déjà connu. Mais quels que soient leurs résultats, « *la question de la culpabilité est déjà établie : Des êtres humains sont morts, d'autres ont été discriminés et escroqués* » (*Doch die Schuldfrage ist bereits beantwortet : Menschen starben, andere wurden diskriminiert und geprellt*).

Roger de Weck déploie ainsi un raisonnement pratique qui distingue les enjeux de la *vérité historique* et ceux relevant de la *responsabilité morale*. Il institue une perspective pour laquelle seuls les premiers impliquent l'établissement d'une comptabilité précise et détaillée du passé. La détermination de la culpabilité en revanche n'est pas affaire de dénombrement. La Suisse en est chargée dès lors que ses politiques ont conduit à la mort, à la discrimination ou à l'escroquerie d'êtres humains.

Il précise cette réplique en anticipant des réserves qui pourraient lui être opposées. Il indique en effet immédiatement que « *naturellement, la Suisse n'est pas frappée de culpabilité collective* », « *pas plus que les Israéliens ne sont collectivement coupables de la décision de leur Cour suprême d'autoriser l'exercice d'une torture mesurée sur un Palestinien* », s'empresse-t-il d'ajouter. Cette transition lui permet alors d'aborder de front deux raisonnements régulièrement invoqués, par les tenants de la perspective conflictuelle, pour refuser d'entrer en matière sur les reproches adressés à la Suisse. Le premier *minimise* le problème en rappelant que la Suisse n'est pas la seule à avoir commis des erreurs durant la Seconde Guerre mondiale. Le second *dé légitime* les accusateurs en les renvoyant à leurs propres pratiques moralement répréhensibles. Roger de Weck répond à ces deux opérations en une seule phrase : « *L'Agence juive serait plus crédible si elle ne mettait pas seulement la Suisse au pilori, mais également à l'occasion Israël et sa version du racisme* » (*Die Jewish Agency wäre glaubwürdiger, wenn sie nicht nur die Schweiz anprangerte, sondern gelegentlich auch Israel und seine Spielart des Rassismus*). Mais il interrompt immédiatement ce raisonnement : « *Mais ce n'est pas de cela dont il s'agit ici* » (*Aber das ist hier nicht der Punkt*) :

Der Punkt ist : Unser Land hat Unrecht begangen. Wir in der Schweiz tragen gemeinsam die Verantwortung, dieses Unrecht so gut und so schnell zu beheben. Eine Selbstverständlichkeit.

(Le point est : Notre pays a commis une injustice. Nous, en Suisse, portons ensemble la responsabilité de réparer cette injustice aussi bien et aussi vite que possible. Une évidence).

Ainsi, Roger de Weck met en scène la question « des fonds juifs et de l'or nazi » comme un *face-à-face entre la collectivité de la Suisse contemporaine et les injustices commises par son pays dans le passé*. Plus précisément, il s'exprime au nom du « nous inclusif » de toutes les personnes qui vivent en Suisse (*wir in der Schweiz*), rassemblée autour d'une responsabilité commune : « *nous portons ensemble la responsabilité de réparer cette injustice aussi bien et aussi vite que possible* ». Il assigne à ses membres la tâche de prendre en charge les erreurs de leurs prédécesseurs. Il institue ainsi un *collectif moral*, dont il considère la pérennité temporelle comme « *une évidence* » (*eine Selbstverständlichkeit*).

Or, cette continuité temporelle des collectivités politiques – manifestée par le rapport réflexif qu'elles sont appelées avec leur passé et incarnée par les héritages qui en découlent – ne va de soi que dans la seule perspective de la responsabilité morale. Plus encore, seule cette conception envisage la dynamique du *retour en arrière* et du *retour sur soi* comme une articulation extrêmement exigeante, qui n'offre prise ni aux tentatives de minimisation, ni de délégitimation. Autrement dit, cette approche associe l'auto-constitution des collectivités politiques et morales au double travail de la *vérité* (le questionnement

historique du passé) et de la *justice* (l'interrogation éthique de soi)¹⁵. En conséquence, ces entités collectives ne peuvent pas conditionner le déploiement de cette double réflexivité à sa mise en œuvre par les sociétés qui l'entourent.

Sur ce fil argumentatif, Roger de Weck a rejoint les intervenants qui, dans ce débat, avaient, avant lui, mis en garde contre la tentation de « *répondre du berger à la bergère* » pour contourner les enjeux historiques et moraux de la discussion¹⁶. La première partie de l'article a ainsi cerné les contours d'une conception spécifique des collectifs politiques, de leur constitution, de leur intégration, du rapport à leur passé et des responsabilités qui en découlent pour leurs membres.

Dans la deuxième partie de l'éditorial, cette approche sert de trame contrastive, sur l'arrière-plan de laquelle les comportements des autorités politiques suisses sont évalués négativement. Plus précisément, sur cet arrière-plan, leurs propos résonnent – selon le titre de l'éditorial – « *comme si c'était au Moyen Âge* » (*Als wär's im Mittelalter*), faisant du même coup apparaître la modernité de la version endossée par Roger de Weck dans la première partie :

Doch wenn ich Bundesrat Delamuraz und seine vielen Freunde höre, klingt es wie seit Mittelalter : Lästig und « erpressig » ist der Jude, der seine elementaren Rechte geltend macht. Der Jude soll ja nicht frech werden, sondern schön brav bleiben, auch wenn die Schweiz nach einem halben Jahrhundert noch immer zögert, ihr längst erwiesenes Versagen zu gestehen und dank eines Fonds gutzumachen, was sich wiedergutmachen lässt.

(Alors, quand j'entends le conseiller fédéral Delamuraz et ses nombreux amis, cela résonne comme depuis le Moyen Âge : le Juif qui fait valoir ses droits élémentaires est un gêneur et un « maître chanteur ». Le Juif ne devrait pas devenir insolent, mais rester bien brave, même si la Suisse, après un demi-siècle hésite encore à avouer son déni pourtant démontré de longue date, et à réparer ce qui peut encore l'être grâce à un fonds.)

Cette prise de position met donc en scène l'opposition entre deux conceptions des collectifs politiques. L'une est attribuée au « *conseiller fédéral Delamuraz et [à] ses nombreux amis* ». Elle est taxée de moyenâgeuse (avec tout ce que ce qualificatif comporte de dépréciatif) puis caractérisée par deux traits : les juifs ne peuvent pas y faire valoir leurs droits élémentaires et ses autorités refusent de réparer des injustices causées dans le passé¹⁷. L'autre est endossée par Roger de Weck, et donc attribuée au « nous inclusif » au nom duquel il s'exprime, et pour lequel elle est considérée comme « une évidence ». Cette conception, dont le déroulement du texte fait apparaître la modernité, est présentée inversement comme un mode d'intégration des collectivités caractérisé par le respect des droits des individus qui les composent, et par la prise en charge collective des responsabilités héritées du passé.

Chacune de ces conceptions est alors concrétisée à la lumière du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Dans ce cas particulier, la première est accomplie lorsque la revendication d'un fonds en faveur des victimes de l'Holocauste (i.e. un « *droit élémentaire* ») est qualifiée de « *chantage* ». La seconde serait à l'inverse mise en œuvre

¹⁵ Au sujet de ce travail identitaire et historique, voir la note 44 du chapitre 4, *supra*.

¹⁶ Il rejoint ainsi la réflexion de Ruth Dreifuss qui, quatre mois auparavant, relevait que « *Les accusations de l'étranger ont pour effet positif qu'on ne peut pas détourner les yeux du miroir [de notre passé], mais pour effet négatif que l'on peut en vouloir à celui qui le tend* » (*L'Hebdo*, 19.9.96, cf. 4.2.4, *supra*) ou le questionnement d'Étienne Barilier qui demandait « *Oserions-nous prétendre que nous sommes blancs comme neige, sous prétexte qu'autrui ne l'est pas ?* » (*L'Hebdo*, 17.10.96, cf. 5.1.1, *supra*).

¹⁷ Au cours de cette controverse consacrée à la condition sociale des juifs, l'invocation du Moyen Âge peut être entendue comme une référence notamment aux persécutions menées par l'Inquisition, ou à l'institution des ghettos juifs, dès le début du XVI^{ème} siècle.

par la sortie du déni et la constitution d'un tel fonds en vue de « *réparer ce qui peut encore l'être* ».

Mais Roger de Weck ne s'en tient pas à ce seul exemple et, pour concrétiser sa pensée, il lance une autre proposition : « *Qu'en serait-il si la Confédération instituait – dans l'une de ses deux hautes écoles à Zurich ou Lausanne – une chaire d'histoire moderne particulièrement consacrée au racisme et à l'antisémitisme en Suisse* ». Il conclut alors :

Auch das wäre eine wichtige (weil von niemandem im Ausland erwartete) Geste, und eine nützliche dazu : Die letzten Wochen haben gezeigt, wie wenig die Schweiz über ihren Antisemitismus nachdenkt. Doch nichts ist zugleich so schwer und so befreiend, wie Schuld abzutragen.

(Cela serait également un geste important (parce qu'attendu par personne à l'étranger) et, de plus, utile : ces dernières semaines ont montré à quel point la Suisse réfléchit peu à son antisémitisme. Pourtant rien n'est si difficile et si libérateur que de s'acquitter de la culpabilité.)

Ce paragraphe conclusif est décisif, en ce sens qu'il jette une nouvelle lumière sur l'ensemble du développement qui le précède. Pour résumer, le raisonnement pratique développé jusqu'à ce point a affirmé l'« évidence » d'une conception des collectivités politiques fondée dans la perspective de la responsabilité morale, pour condamner l'attitude moyenâgeuse adoptée par Jean-Pascal Delamuraz et ses « nombreux amis ». Cette analyse fondait en particulier une indignation à l'égard de leur refus d'assumer les responsabilités héritées du passé, et donc de se libérer de la culpabilité qui en découle. Or, la conclusion du texte spécifie précisément cette culpabilité, dont elle lie l'acquittement à une réflexion sur l'antisémitisme. Autrement dit, ce texte autorise à considérer tout ce qu'il rassemble sous les catégories de la *culpabilité* et de son *déni* – c'est-à-dire notamment les injustices commises par la Suisse et les propos de Jean-Pascal Delamuraz et de ses amis – comme autant de phénomènes associés au racisme et à l'antisémitisme¹⁸.

Dans la perspective d'une interprétation historique et morale de la controverse, les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz sont apparues comme des résistances au traitement de la culpabilité helvétique, c'est-à-dire à une réflexion historique et morale sur le racisme et l'antisémitisme en Suisse. Cette piste a été creusée, de manière plus directe, par la *Bündner Zeitung*. Ainsi, Andrea Massüger s'exclamait « *Tout sauf ça !* » (*Nur das nicht*) dans le titre de son éditorial du 15 janvier 1997 :

Fast alles darf in der Schweiz passieren, nur etwas nicht : Der braune Wurm des Judenhasses darf nicht versuchen, dieses Land ein zweites Mal einzurollen.

¹⁸ La critique portée par cette proposition a notamment été identifiée, en réception, par les tenants de la perspective conflictuelle. A ce sujet, le destin de cette proposition est fort instructif. Cinq jours plus tard, elle a été soumise oralement au Conseil fédéral par le président de la Commission Indépendante d'Experts, Jean-François Bergier. Le 18 janvier, elle a été reprise par le Comité des Verts (cf. la presse du 20.1.97). Or, ces deux interventions ont eu le don d'irriter Jean-Philippe Chenaux, un fervent tenant de la perspective conflictuelle. Il mentionne explicitement ces deux interventions dans la « *chronique d'une guerre totale* » qu'il a établie pour retracer le déroulement du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » (Chenaux, 2002 : 60). Mais surtout, dans son analyse consacrée au travail de la CIE, il considère l'intervention de Jean-François Bergier comme une opération d'« *instrumentalisation de l'histoire* », démontrant que le président de la CIE est sorti de son rôle d'historien pour se comporter « *en acteur de la crise dite des fonds en déshérence* » (idem : 124). En effet, le déploiement d'un raisonnement pratique agonistique mène à considérer qu'en proposant « *au plus fort de la campagne anti-Delamuraz, de créer une chaire de l'histoire de l'antisémitisme en Suisse* », ces intervenants ont pris position dans le débat, qu'ils ont attribué un caractère antisémite aux propos de l'ancien président de la Confédération, et donc qu'ils ont affaibli la position de la Suisse.

(Presque tout peut se passer en Suisse, sauf une chose :: Le ver brun de la haine des Juifs n'a pas le droit d'essayer de s'enrouler autour de ce pays une seconde fois).

D'entrée de jeu, il articule la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » autour de la problématique de l'antisémitisme en Suisse. Il considère en effet que « ce pays » a déjà été enrôlé par « *le ver brun de la haine des Juifs* », et que cela risque de se passer une seconde fois. Plus précisément, il constitue une actualité marquée par des signes d'antisémitisme, dont l'apparition est traitée comme une résurgence, en référence au nazisme. Autrement dit, dès son introduction, Andrea Massüger s'accorde avec Roger de Weck pour établir une continuité entre l'attitude de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale et les réactions contemporaines soulevées par les discussions relatives à cette période. Il explicite alors ces points en introduisant le dossier thématique du jour :

Die heutige « Thema »-Seite der BZ zeigt es auf : Antisemitismus ist kein Fremdwort mehr. Bundesrat Delamuraz ist nicht schuld daran, aber mitschuldig schon : Sein blödsinnig gedankenloses Erpressungs-Geschwafel hat eine Schleuse geöffnet, die man für immer geschlossen hoffte.

(La page « Thema » de la BZ d'aujourd'hui le montre : Antisémitisme n'est plus un mot étranger. Le conseiller fédéral Delamuraz n'en est pas coupable, mais bien co-responsable : Son bla-bla stupide et irréfléchi sur le chantage a ouvert une écluse que l'on espérait fermée pour toujours).

L'analyse de l'actualité menée par la *Bündner Zeitung* indique que l'antisémitisme est présent en Suisse (*ce n'est plus un mot étranger*) et l'origine de ce phénomène est attribuée aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz. Autrement dit, si ce dernier n'est pas responsable de l'antisémitisme helvétique – la métaphore suggère qu'il s'agit d'une « eau qui dort » – il n'en a pas moins « *ouvert l'écluse* » en qualifiant les revendications des organisations juives de « chantage ». Cette interprétation de la situation a constitué l'intelligibilité d'une prise de position au sujet de l'attitude qu'aurait dû adopter l'ancien président de la Confédération, au moment où les organisations juives ont exigé que le Conseil fédéral se distancie de ses propos et que leur auteur présente ses excuses.

Cette question est réapparue le lendemain, dans un commentaire consacré à l'intervention par laquelle Jean-Pascal Delamuraz a présenté ses regrets – sans pour autant s'excuser – invoquant pour se dédouaner que des informations inexactes lui avaient été transmises par les services diplomatiques. Par l'intermédiaire de son correspondant parlementaire David Sieber, la *Bündner Zeitung* a clairement pris position en estimant que le conseiller fédéral n'avait pas fait ce qu'il devait, à savoir endosser la responsabilité de ses paroles et s'en excuser clairement et intelligiblement (*sich klar und vernehmlich zu entschuldigen*). Ce raisonnement est alors conclu par une mise en cause de Jean-Pascal Delamuraz, reprenant la métaphore inaugurée la veille :

Delamuraz hat völlig gedankenlos mitgeholfen den Knüppel des Antisemitismus aus dem Sack zu lassen. Ihn wieder einzufangen, hat er wieder ein weiteres Mal verpasst. Denn es völlig unerheblich, ob Delamuraz seine Aussagen aufgrund von Tatsachen oder einer Falschinformation gemacht hat. Sie zeigen so oder so von wenig staatsmännischen Format. Und sie haben Schleusen geöffnet die man fest und für alle Zeiten verschlossen wähnte. **Dafür** müsste sich Delamuraz entschuldigen.

*(De manière complètement irréfléchie, Delamuraz a aidé à sortir le gourdin de l'antisémitisme de son sac. Il a de nouveau manqué l'occasion de le ranger hier. Car il est entièrement insignifiant qu'il ait fait ses déclarations sur la base de faits ou de fausses informations. D'une manière ou d'une autre, elles démontrent qu'il a peu la carrure d'un homme d'État. Et elles ont ouvert des écluses que l'on s'imaginait fermement fermées pour toujours. **C'est pour cela** que Delamuraz devrait s'excuser.)*

La mise en scène d'un problème de responsabilité historique et morale aboutit ainsi sur des conséquences évaluatives et normatives qui forment le revers exact de celles défendues dans la perspective conflictuelle. Du point de vue de cette dernière, *24 Heures* et *Le Nouvelliste* appelaient la Suisse à « *tenir bon* », les autorités à s'opposer à toute revendication de fonds en faveur des victimes de l'Holocauste, et le Conseil fédéral à ne pas se désolidariser de Jean-Pascal Delamuraz. En effet, de ce point de vue, ce dernier apparaissait alors comme l'éclaireur qui avait ouvert le chemin du retour vers la « *dignité* », montrant l'exemple de ce qu'est un « *homme d'État* » et un « *vrai gouvernement* » (6.1, *supra*).

A l'inverse, le *Tages-Anzeiger* et la *Bündner Zeitung* ont considéré que son comportement révélait son manque de compétence pour exercer des fonctions gouvernementales. Plus encore, ils se sont offusqués de propos qui leur paraissaient incarner le risque d'une résurgence de l'antisémitisme en Suisse. En conséquence, ils se sont engagés dans la controverse, pour demander au gouvernement de prendre ses distances avec ces déclarations irréfléchies, en annonçant la création d'un fonds d'indemnisation. Par ailleurs, ces deux quotidiens ont estimé que Jean-Pascal Delamuraz devait présenter des excuses en bonne et due forme (*sans si ni mais*), c'est-à-dire dire qu'il devait revenir inconditionnellement sur une prise de position d'un autre âge, qu'aucun argument ne pourrait jamais justifier.

6.2.3 « *Retirer ses paroles ou se retirer* »

Au fil des semaines suivant les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, le *Tages-Anzeiger* et la *Bündner Zeitung* ont sévèrement condamné son refus réitéré de présenter des excuses. Plus précisément, ils ont considéré cette « *obstination* » comme la cause principale du mal contre lequel elle était censée lutter, à savoir les pressions exercées sur la Suisse.

Le 13 janvier, soit exactement deux semaines après la parution de l'interview incriminée, le *Tages-Anzeiger* a placé son édition sous le signe d'une exigence formulée en une alternative simple : Jean-Pascal Delamuraz doit choisir entre retirer ses paroles ou se retirer lui-même.

En première page, immédiatement sous le titre du journal, cette option est mise en scène une première fois par un dessin de Nico – le dessinateur de presse attitré du *Tages-Anzeiger*. Il représente Jean-Pascal Delamuraz, un immense crayon dans la main droite, devant un mur auquel est collée une pancarte marquée par la lettre « I », suivie de six affiches vierges. Sur sa gauche, une petite fille lui tend, en guise de modèle, une feuille de papier sur laquelle il est écrit : « *I'M SORRY* ». En dessous, un texte présente les paroles attribuées à la petite fille : « *Maintenant copie simplement ça. Et si tu ne connais pas l'anglais alors écris en allemand : je démissionne* » (« *Jetzt schreib das einfach ab. Und wenn du kein Englisch kannst, dann schreib halt auf deutsch : Ich trete zurück* »).

Ce dessin se caractérise par la richesse des inférences sur lesquelles il s'ouvre. Ainsi, la mise en scène de Jean-Pascal Delamuraz aux côtés d'une petite fille lui expliquant comment s'excuser, suggère l'évidence qui s'impose – même un enfant comprend ce qu'il convient de faire en pareilles circonstances. Elle met ainsi également en doute les compétences de cet homme d'État – qui ne sait peut-être même pas l'anglais. Enfin, ce jeu sur les langues évoque une diversité de publics : Ceux qui parlent anglais – à n'en pas douter les États-Uniens, dans ce cas – attendent des excuses ; Ceux qui parlent allemand – les Suisses alémaniques, dans les colonnes de ce journal zurichois – demandent une démission. Reste alors un groupe linguistique qui n'est significativement pas mentionné : ceux qui, comme Jean-Pascal Delamuraz, parlent le français. Leur absence suggère que les

Suisses romands n'attendent rien du tout, c'est-à-dire qu'ils s'accordent avec le conseiller fédéral vaudois¹⁹.

Par-delà cette pluralité de significations, ce dessin a principalement placé Jean-Pascal Delamuraz face à une alternative extrêmement claire, explicitement soulignée par le titre de l'éditorial d'Esther Girsberger placé immédiatement à côté du dessin : « *demander pardon ou se retirer* » (*abbitten oder abtreten*)²⁰. Ce texte repose sur un constat formulé très explicitement : Selon le *Tages-Anzeiger*, « *les excuses sont inévitables. Tant que le Conseil fédéral restera dos au mur, la pression sur la Suisse se prolongera* » (*Eine Entschuldigung [...] ist unumgänglich. [...] Solange der Bundesrat mit dem Rücken zum Wand steht, wird der Druck auf die Schweiz bestehen bleiben*). Autrement dit, les pressions contre lesquelles Jean-Pascal Delamuraz se démène – entraînant à sa suite l'ensemble du collège gouvernemental – sont le fruit de son entêtement à refuser de présenter ses excuses. L'article tire alors les conséquences de cette situation :

Eigentlich müsste sich Delamuraz nach diesem gravierenden Fehlverhalten den Rücktritt überlegen – Regierungsmitglieder anderer Länder wären nach einem solchen Vorfall längst abgetreten.

(*En fait, Delamuraz devrait se poser la question de sa démission suite à cette sérieuse faute de comportement – après un tel incident, des membres de gouvernement d'autres pays auraient démissionné depuis longtemps déjà*)

Ainsi, cet éditorial s'est inscrit dans le prolongement de l'interprétation de la situation portée au fil des semaines précédentes par le *Tages-Anzeiger*. Ce texte se fait alors particulièrement pressant, instituant une perspective de morale politique, pour laquelle la démission du conseiller fédéral en pareilles circonstances se présente comme une évidence. Cependant, ce raisonnement est brusquement interrompu dans le dernier paragraphe, pour aboutir à une conclusion modératrice :

Innenpolitisch würde sein Rücktritt jedoch als Bauernopfer angesehen. Ein grosser Teil der Bevölkerung scheint nämlich Delamuraz' Wortwahl zuzustimmen. Es wäre deshalb für den Bundesrat nicht die beste Lösung, heute schon den Rücktritt der Entschuldigung vorzuziehen

(*Sur un plan de politique intérieure cependant, sa démission serait considérée comme le sacrifice d'un pion. Une part importante de la population paraît en effet approuver les mots choisis par Delamuraz. En conséquence, ce ne serait pas la meilleure solution pour le Conseil fédéral de préférer, aujourd'hui déjà, la démission aux excuses*).

Ainsi, le *Tages-Anzeiger* a finalement appelé le collège gouvernemental à faire pression sur Jean-Pascal Delamuraz, afin qu'il présente ses excuses avant d'être poussé à une démission inévitable. Plus spécifiquement, il s'agissait d'éviter d'en arriver au point où Jean-Pascal Delamuraz serait considéré comme un martyr par la « *part importante de la population* » qui approuve sa prise de position²¹. Sur cette ligne, le lendemain, le quotidien

¹⁹ Les absences sont toujours rendues pertinentes – c'est-à-dire observables et descriptibles – par le déroulement d'une activité et l'organisation de la situation dans laquelle elle s'inscrit. Dans ce cas, l'absence du français apparaît à la lecture de la presse alémanique, dans les colonnes de laquelle Jean-Pascal Delamuraz était régulièrement cité et interpellé en français. Par ailleurs, à ce moment du débat, les médias suisses ont commencé à mettre en scène un clivage entre une Suisse romande alignée pour défendre Jean-Pascal Delamuraz, face à une Suisse alémanique prête à exiger sa démission. A ce sujet, voir par exemple la lettre de lecteur d'André Sprenger, « *PS-JPD : une polémique de caniveau* » publiée par *L'Hebdo* (30.1.97), 5.2.4, *supra*.

²⁰ Le dessin de Nico et l'éditorial d'Esther Girsberger sont reproduits en annexe 25.

²¹ Cette prise de position s'oppose à la perspective d'une intégration nationale assurée en référence à un conflit. Plus précisément, elle s'efforce de prévenir une cohésion constituée autour de la figure d'une victime pâtissant des actions d'un adversaire. La composante symbolique – voire même rituelle – de ces

zurichois s'est réjoui, sous la plume de Jürg Schoch, que Jean-Pascal Delamuraz ait finalement écrit à Edgar Bronfman pour présenter ses regrets :

Erfreulich ist es, dass Delamuraz den Brief geschrieben hat, obwohl ihm eine Mehrheit der Schweizer, wie aufgrund von Umfragen und Leserbriefen anzunehmen ist, für seine unsägliche Erpressungsäusserung applaudiert hat.

(Il est réjouissant que Delamuraz ait écrit la lettre, bien qu'une majorité des Suisses, comme il faut en convenir sur la base des sondages et des lettres de lecteurs, ait applaudi son innommable déclaration au sujet d'un chantage).

Cependant, il a immédiatement signalé les limites de sa satisfaction, anticipant les interprétations susceptibles d'être formulées dans la perspective du conflit, dont il s'est désolidarisé par avance²² :

Man komme jetzt nicht und behaupte, der Schweizer habe einen Kniefall vor den Juden gemacht... Delamuraz hat nur das mindeste getan, was in der Situation zu tun war.

(Que l'on ne vienne pas prétendre que le Suisse aurait fait une génuflexion devant les Juifs... Delamuraz n'a fait que le minimum qu'il fallait faire dans cette situation).

Cependant, le *Tages-Anzeiger* a principalement retenu de cette lettre de regrets un passage, dans lequel Jean-Pascal Delamuraz a affirmé le profond attachement de la Suisse aux valeurs de *justice* et de *vérité*²³ :

Unser Land, schrieb Delamuraz [...] sei Werten wie Wahrheit und Gerechtigkeit « tief verpflichtet ». Ob dem tatsächlich so ist, wird sich daran zeigen, welche praktische Folgen dieses Bekenntnis haben wird. Ob wir bereit sind, ein Zeichen zu setzen, dass wir, soweit sich das überhaupt machen lässt, für den unrühmlichen Teil unserer Geschichte die Verantwortung übernehmen. Dazu müssten wir uns von materiellen Werten trennen – was ja auch befreiend sein kann.

(Notre pays a écrit Delamuraz serait « profondément attaché » à des valeurs telles que la vérité et la justice. S'il en est effectivement ainsi, cela se verra dans les suites pratiques qu'aura cette profession de foi. Si nous sommes prêts à signifier – aussi loin que cela est possible – que nous assumons la responsabilité de la part peu glorieuse de notre histoire. Pour

processus est évoquée par la convocation régulière d'un vocabulaire à connotation religieuse : la figure de la « victime sacrificielle » dans ce texte et, beaucoup plus communément, celle du « bouc émissaire ». Dans le domaine des sciences sociales, les travaux de René Girard ont mis en évidence comment des sacrifices violents de victimes expiatoires interviennent dans la constitution des collectifs (cf. Girard, 1972 ; Pétonnet, 1985).

²² Manifestement, l'opposition entre les raisonnements déployés en termes de conflit et de responsabilité morale était intelligible pour les protagonistes de la controverse. L'interprétation redoutée par l'éditorialiste du *Tages-Anzeiger* a d'ailleurs été articulée ensuite par les tenants de la perspective conflictuelle. Elle s'est même stabilisée, Olivier Delacrétaz s'indignant, plus de cinq ans après les faits, face à « l'image consternante [...] d'Israel Singer contribuant à la rédaction de la lettre d'excuse du conseiller fédéral vaudois, contraint par ses pairs de venir à Canossa pour avoir dit la stricte vérité, image d'un gouvernement suisse aux abois, rampant avant d'avoir combattu » (Delacrétaz in Chenaux 2002 : 305). La « génuflexion » a même donné son nom à l'ouvrage – *Der Kniefall der Schweiz* – que le parlementaire radical Luzi Stamm (1999) a intitulé ainsi pour qualifier la gestion helvétique de l'affaire « des fonds juifs et de l'or nazi ».

²³ D'après les fac-similés publiés par la NZZ (16.1.97), cette formule constituait le cœur du paragraphe conclusif de la lettre de Jean-Pascal Delamuraz : « As you know, both the Federal Council and the Swiss Parliament have recently taken important steps to establish truth and justice, to which my country has a profound commitment. Please let me take this opportunity to renew my strongest devotion to our common quest in this respect ». L'importance de ces termes a été confirmée par la réponse, très brève, signée par Edgar Bronfman : « I look forward to return to constructive work with the Swiss authorities and the Swiss banks, to resolve outstanding questions which will further our goals of truth and justice ».

cela, nous devrions encore nous séparer de valeurs matérielles – et cela peut aussi être libérateur).

Ainsi, Jürg Schoch présente la mention de la « vérité » et de la « justice » en conclusion de la lettre de Jean-Pascal Delamuraz comme le signe potentiel d'un changement de perspective. Il saisit alors la balle au rebond pour synthétiser la perspective de la responsabilité morale, telle qu'elle a été déployée, durant les deux semaines précédentes, par le *Tages-Anzeiger*. A ce moment de la discussion, le terrain est suffisamment balisé, pour que Jürg Schoch puisse procéder par allusion. D'une part, il s'appuie sur le point de vue de Claudia Kühner, invoquant explicitement les principes de « vérité » et de « justice » en regard desquels l'opposition des autorités fédérales à la constitution d'un fonds d'indemnisation pour les victimes de l'Holocauste se présente comme une *erreur politique*. D'autre part, il reprend à son compte la perspective défendue par Roger de Weck, souhaitant que la Suisse assume la responsabilité des pages sombres de son histoire. Il suggère alors que, si le Conseil fédéral est prêt à travailler dans le sens de la vérité et de la justice, il va rompre avec son approche conflictuelle, pour endosser ses responsabilités du passé, impliquant notamment la création du fonds (les « *valeurs matérielles* » dont il faut se « *séparer* ») qui avait précisément suscité l'ire de Jean-Pascal Delamuraz.

6.2.4 Une ligne éditoriale opposée à l'interprétation conflictuelle

A terme, la configuration d'un problème historique et moral fonde l'intelligibilité d'une ligne éditoriale qui s'oppose terme à terme à l'interprétation conflictuelle du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Cette dernière identifie les revendications relatives au passé helvétique comme autant d'« attaques » et, en conséquence, leurs auteurs comme des « ennemis » de la Suisse. Ce point de vue engendre des conséquences normatives, concernant notamment l'attitude à adopter lorsque son pays est sous le feu de menées étrangères. En pareilles circonstances, les membres de la collectivité nationale doivent s'unir derrière leurs vrais représentants, à savoir ceux qui sont prêts à faire front et à mener une contre-offensive pour défendre l'honneur de la patrie. Dans ce cas particulier, cette consigne s'applique en particulier aux Suisses juifs, suspectés d'être de connivence avec les auteurs de trouble. En conséquence, cette catégorie de la population est explicitement appelée à user de son influence auprès de ses coreligionnaires, sous peine d'ébranler la « cohabitation » en Suisse (cf. 6.1, *supra*).

L'approche en termes de responsabilité morale débouche sur des interprétations et des conséquences normatives inverses. De son point de vue, les interpellations concernant le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale apparaissent comme autant d'occasions de *faire œuvre de vérité et de justice au sujet des pages noires du passé helvétique*. En conséquence, les ennemis de la Suisse ne sont pas ceux qui stimulent le douloureux travail de retour en arrière et de retour sur soi, mais ceux qui s'y opposent. Le *Tages-Anzeiger* a clairement affiché cette position au lendemain de la publication d'un rapport confidentiel dans lequel l'ambassadeur de Suisse à Washington qualifiait de « guerre » les discussions en cours sur « les fonds juifs et l'or nazi », et identifiait les organisations juives comme des « adversaires » :

Die Schweiz brauchte dringend glaubwürdige und ernst zunehmende Repräsentanten im Ausland. Nicht um das Image aufzupolieren, sondern um darzustellen, dass man sich um faire Lösungen Bemüht. Die wirklichen « Gegner » sind nicht « jüdische » oder andere « Kreise », sondern Machtpolitiker und Geheimdiplomaten, die nur in überholten Kategorien zu denken vermögen.

(La Suisse aurait un urgent besoin d'un plus grand nombre de représentants à l'étranger crédibles et sérieux. Pas pour améliorer son image, mais pour montrer que l'on

s'efforce de trouver des solutions équitables. Les véritables « adversaires » ne sont ni « juifs » ni d'autres « milieux », mais les politiciens puissants et les diplomates secrets qui ne sont capables de penser que dans des catégories dépassées.)

En posant cette conclusion au terme de son éditorial, Arthur K. Vogel s'oppose explicitement aux points de vue pour lesquels des « *'milieux', 'juifs' ou autres* » apparaissent comme des « *adversaires* » de la Suisse. Plus fermement encore, il considère que les « *véritables adversaires* » de la Suisse sont les « *politiciens* » et les « *diplomates* » qui propagent de telles interprétations – parmi lesquels ils convient de compter Carlo Jagmetti et Jean-Pascal Delamuraz, dont il a épinglé les déclarations dès le premier paragraphe²⁴.

Cette prise de position éclaire donc la polarisation des perspectives du conflit et de la responsabilité morale autour de la *représentation de la Suisse*. Pour la première approche, entrer en conflit, faire front, lancer une contre-attaque sont autant d'activités qui qualifient un « homme d'État », ou un « vrai gouvernement ». A l'inverse, du point de vue de la responsabilité morale, ces mêmes actions disqualifient leurs auteurs, lesquels sont en conséquence dotés d'attributs antinomiques avec la crédibilité et le sérieux dont devraient faire preuve les représentants de la Suisse à l'étranger.

6.3 Entre le conflit et la responsabilité morale : le *Bund* prône la recherche de la vérité

Dans les médias suisses, les propos de Jean-Pascal Delamuraz ont donné lieu à des évaluations contrastées. Dans *24 Heures*, Denis Barrelet a immédiatement estimé que sa prise de position conflictuelle signalait l'avènement d'une salubre reprise en main politique. Au même moment, sous la plume de Claudia Kühner, le *Tages-Anzeiger* considérait cette déclaration comme un geste de défense mal placé et une erreur de jugement politique. Au cours du mois de janvier 1997, le déploiement de ces raisonnements pratiques n'a pas seulement constitué deux conceptions divergentes du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Il a également donné forme à deux approches antinomiques de la collectivité nationale suisse, du rapport qu'elle devrait entretenir à son passé et des acteurs susceptibles de la représenter.

Entre ces deux perspectives inconciliables, le *Bund* a tracé la voie d'une perspective intermédiaire, proche de celle explorée par *L'Hebdo* (cf. chapitre 5, *supra*). D'un côté, il a endossé le point de vue de l'approche conflictuelle pour considérer que les revendications au sujet du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale étaient formulées avec trop de virulence, et qu'elles expliquaient en partie l'agacement manifesté par les autorités suisses à leur encontre. De l'autre, il a considéré, dans une perspective proche de la responsabilité morale, que les propos de Jean-Pascal Delamuraz révélaient une maladresse peu compatible avec l'exercice des plus hautes responsabilités politiques.

Mais il s'est surtout alarmé devant les réactions antisémites, potentiellement suscitées par la confrontation opposant les interprétations formulées en terme de conflit et de responsabilité morale. Il a rapidement appelé leurs tenants respectifs à la modération, mettant alors en scène les représentants de la communauté juive de Suisse, désignés comme auteurs principaux de ces appels à la prudence et à la pondération.

²⁴ « 'Jüdische Kreise' hat unser Botschafter in Washington, Carlo Jagmetti, als 'Gegner' der Schweiz ausgemacht. Nach der 'Erpressung', von der Bundesrat Delamuraz sprach, haben wir die nächste Eskalationsstufe : 'Krieg' nennt sie Jagmetti ».

6.3.1 La maladresse de Jean-Pascal Delamuraz et le danger de l'antisémitisme

Dans son édition du 3 janvier 1997, le *Bund* a creusé un sillon parallèle à celui ouvert par le *Tages-Anzeiger*. Explicitement intitulé « *Ungeschickt* » (*Maladroit*), le commentaire de Daniel Röthlisberger épingle sévèrement les propos de Jean-Pascal Delamuraz, qu'il interprète comme un impair, révélateur d'une nonchalance peu compatible avec l'exercice d'une fonction présidentielle²⁵ :

« Lösegeld-Erpressung », so hat Bundesrat Jean-Pascal Delamuraz am letzten Amtstag als Bundespräsident die Forderung nach einem 250-Millionen-Fonds zur Rückerstattung jüdischer Gelder aus der Nazizeit bezeichnet. Diese Äusserung ist ungeschickt für einen « Staatspräsidenten » schon fast fahrlässig.

(*Rançon – chantage, c'est ainsi que le Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz a décrit, au dernier jour de sa présidence de la Confédération, la revendication d'un fonds de 250 millions, destiné à l'indemnisation des avoirs juifs de la période nazie. Cette déclaration est maladroite pour un « président » déjà presque négligent.*)

Dans *24 Heures*, Denis Barrelet voyait dans les qualificatifs de « rançon » et « chantage », la griffe de l'« homme d'État responsable », s'exprimant « avec toute la clarté voulue ». A l'inverse, Daniel Röthlisberger discerne plutôt, dans ces « expressions maladroites », la patte d'un « 'président' déjà presque négligent ». Selon lui, l'intervention de Jean-Pascal Delamuraz affecte la crédibilité de l'action entreprise jusqu'alors par le Conseil fédéral pour surmonter un chapitre sombre du passé helvétique. Cette analyse s'éloigne donc également de celle proposée par Claudia Kühner dans le *Tages-Anzeiger*. Selon elle en effet, la déclaration de l'ancien président n'était que la pointe émergée d'un iceberg d'incompréhension, qui avait endormi la conscience des politiciens suisses en général et du Conseil fédéral en particulier. Au contraire, Daniel Röthlisberger prend spécifiquement pour cible Jean-Pascal Delamuraz. Selon lui, si les termes choisis par ce dernier sont déplacés, ils ne font que confirmer que leur auteur n'a pas sa place au Conseil fédéral.

Daniel Röthlisberger s'attaque alors à la question controversée, à savoir l'opportunité des « revendications pour un fonds de 250 millions, destiné à la restitution des avoirs juifs datant de l'époque nazie » (*die Forderung nach einem 250-Millionen-Fonds zur Rückerstattung jüdischer Gelder aus der Nazizeit*). Sur ce point, Denis Barrelet affichait une opinion tranchée. Toute demande en ce sens serait prématurée tant et aussi longtemps que les recherches historiques n'auraient pas fourni leur verdict et que le Conseil fédéral n'en aurait pas formulé l'interprétation politique. Mais surtout, toute tentative d'y répondre favorablement devrait être considérée comme une mise en cause de l'honneur de la Suisse. Inversement, pour Claudia Kühner, les oppositions à ce fonds, affichées par plusieurs membres du gouvernement, démontraient qu'ils n'avaient pas compris la portée historique et morale des problèmes soulevés par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Entre ces deux opinions extrêmement tranchées, Daniel Röthlisberger dessine à nouveau les contours d'un moyen terme. D'un côté, il considère, avec Jean-Pascal Delamuraz et Denis Barrelet, qu'une telle initiative doit être subordonnée à la conduite de recherches visant à déterminer « si et dans quelle proportion notre pays s'est enrichi avec les fortunes de Juifs ». Cependant, il convient, selon lui, d'affirmer clairement que, si les recherches devaient démontrer un tel enrichissement, « ces fonds n'appartiennent plus aux banques, mais doivent revenir aux descendants des personnes concernées [...] ». En conséquence, il en conclut que « la revendication d'un fonds n'est à ce sujet pas fausse, et le Conseil fédéral est mal avisé d'écarter d'entrée de jeu une telle idée » (*Die Forderung*

²⁵ Cet éditorial est reproduit en annexe 26.

nach einem Fonds ist dabei nicht abwegig, und der Bundesrat ist schlecht beraten, eine solche Idee von vornherein vom Tisch zu wischen).

Dans son dernier paragraphe, Daniel Röthlisberger revient sur les propos de Jean-Pascal Delamuraz pour se demander pour quelle raison ils n'ont pas déclenché une tempête de protestations dans la population suisse :

Dass Delamuraz' Äusserungen in der Bevölkerung wohl keinen Proteststurm auslösen, liegt vorab an amerikanischen Trommelfeuer, dem unser Land in den vergangenen Wochen ausgesetzt war ; in der Kampagne von Senator D'Amato, die – wie auch jüdische Kreise zugeben – nicht immer der Wahrheit folgte.

(Que les déclaration de Delamuraz, n'aient pas déclenché une tempête de protestation dans la population suisse tient avant tout au feu roulant américain de la campagne du sénateur D'Amato que notre pays a dû essuyer ces dernières semaines qui – comme l'admettent également des milieux juifs – ne correspondait pas toujours à la vérité.)

Selon Daniel Röthlisberger, cette absence de réaction n'est guère réjouissante. Elle s'explique comme la conséquence d'un « *feu roulant américain* » auquel la Suisse – « *notre pays* » – a été exposé durant les semaines précédentes. Il mentionne en particulier la campagne menée par le sénateur D'Amato, qui ne s'est pas toujours montrée respectueuse de la vérité. Cette interprétation le conduit alors à une analyse intermédiaire. D'un côté, il reconnaît que ces attaques peuvent avoir un effet bénéfique. De l'autre, il signale immédiatement qu'elles manquent leur cible, dès lors qu'elles font de la Suisse un bouc émissaire, estampillé comme l'allié secret du Troisième Reich (*Dieses Feuer mag zwar seine sinnvolle Wirkung gehabt haben, droht aber das Ziel zu verfehlen, wenn die Schweiz zu Sündenbock, zum geheimen Verbündeten des Dritten Reichs gestempelt werden soll*).

Ainsi, dès les premiers jours de janvier 1997, le *Bund* trace le chemin d'une voie médiane. Il commence par se distancier des propos « maladroits » de Jean-Pascal Delamuraz et de toute tentative de rejeter *a priori* la création immédiate d'un fonds destiné à la restitution des « fonds juifs » de l'époque nazie. Cette position ne l'empêche cependant pas de se montrer extrêmement critique à l'égard de la campagne du sénateur Alfonse D'Amato. Il lui reconnaît, certes, d'avoir soulevé des questions pertinentes et d'avoir formulé des revendications légitimes, notamment celle concernant la création d'un fonds de restitution. Mais il accuse également ces menées d'avoir annihilé les vagues de protestations que la population suisse n'aurait pas manqué d'opposer aux propos du président de la Confédération, si le pays n'avait pas été soumis à une cascade de critiques parfois mensongères. Ce point aboutit alors à une conclusion inquiétante :

Die Kampagne bietet zudem eine nicht zu unterschätzende Gefahr : Sie gibt antisemitischen Kräften Auftrieb – eine fatale Entwicklung.

(La campagne comprend, de plus, un danger à ne pas sous-estimer : elle donne de l'essor aux forces antisémites – un développement fatal).

Cet épilogue éclaire l'ensemble du propos de Daniel Röthlisberger d'une nouvelle lumière. Pour en saisir la portée, il convient de le resituer comme l'aboutissement de son raisonnement. Ce dernier part d'une dénonciation sans équivoque de la « maladie » de Jean-Pascal Delamuraz. Ce point de départ débouche alors sur la mise en scène d'une surprise. Au cœur de son éditorial, Daniel Röthlisberger suggère, qu'en temps normal, de tels propos auraient dû déclencher une tempête de protestations en Suisse. Or, il constate que la population est restée étonnamment silencieuse. A ce point de son raisonnement, il n'explicite pas la raison pour laquelle il aurait fallu s'attendre à une telle levée de boucliers. Néanmoins, il tâche d'élucider la cause de son absence. C'est ainsi qu'il en vient

à épingle l'agressivité mensongère d'Alfonse D'Amato, qu'il accuse, au bout du compte, de donner de l'essor aux « forces antisémites ».

Il est ainsi possible de paraphraser l'argument de la manière suivante. Daniel Röthlisberger estime que la population suisse ne s'est pas opposée aux propos de Jean-Pascal Delamuraz parce qu'elle était soumise à une campagne susceptible d'attiser l'antisémitisme. Autrement dit, ce texte permet d'interpréter l'absence de réaction de la population suisse aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz comme un signe avant-coureur d'un regain d'antisémitisme, suscité par les attaques américaines. Du même coup, cet éditorial suggère – sans jamais le dire explicitement – que les propos de Jean-Pascal Delamuraz auraient dû soulever un tollé en raison du caractère antisémite qu'il leur attribue²⁶.

6.3.2 Mettre un terme à la guerre des mots et donner une chance à la recherche de la vérité

Au cours des semaines suivant l'interview de Jean-Pascal Delamuraz, le *Bund* a prolongé cette voie intermédiaire, dont il a explicité toujours plus précisément les tenants et aboutissants. Ce travail de clarification a notamment été réalisé dans l'édition du 11 janvier, par un commentaire de Gustav A. Lang dont le titre appelle à « donner une chance à la recherche de la vérité » (*Der Wahrheitssuche eine Chance geben*)²⁷.

Ce texte prend pour point de départ les difficultés que la Suisse rencontre dans sa confrontation avec son passé. Pour mettre en évidence les enjeux soulevés par cette démarche, il tisse son raisonnement au croisement de deux affirmations, habituellement attribuées aux tenants des perspectives de la responsabilité morale et du conflit. D'un côté, il remarque avec les tenants de la première, que la Suisse n'a commencé à interroger son rôle durant la Seconde Guerre mondiale que sous l'exercice de pressions extérieures, qui ont vu le jour au moment des commémorations de la Shoah (1.2, *supra*) :

Es ist nicht zu bestreiten, dass es schliesslich der durch die abenteuerliche « Recherche » eines israelischen Journalisten Ende April 1995 ausgelöste Druck von aussen war, insbesondere aus den USA und von internationalen jüdischen Dachorganisationen, der uns im vergangenen Jahr « Beine machte »

(*Il n'est pas contestable que c'est la pression extérieure, particulièrement des USA et des organisations juives faïtières, libérée par la « recherche » aventureuse d'un journaliste israélien à la fin avril 1995, qui nous a finalement « mis en jambe » l'an dernier.*)

De l'autre, il adopte une posture proche de la perspective conflictuelle pour estimer que la Suisse ne doit pas pour autant accepter passivement toutes les critiques, les exigences et les pressions exercées à son encontre. Plus encore, il estime qu'elle est en droit de faire preuve de fermeté, dès lors qu'elle a clairement pris les mesures qui s'imposent pour traiter ce problème :

²⁶ Une analyse superficielle pourrait mener à considérer que Daniel Röthlisberger ne fait que reformuler l'inquiétude d'une remontée de l'antisémitisme qui avait déjà été mentionnée par Jean-Pascal Delamuraz lors de son interview. Il redoutait alors « les effets induits de cette opération. Même si elle aboutit favorablement, elle aura hélas déclenché des réactions négatives en Suisse, des réactions antisémites » (cf. 4.2.2, *supra*). Or cette convergence de contenu, masque des divergences énonciatives. Le propos de Daniel Röthlisberger identifie la déclaration de Jean-Pascal Delamuraz en tant que cause de ces réactions antisémites. A l'inverse, l'interview de Jean-Pascal Delamuraz renouvelait un argument antisémite classique, rendant les « Juifs » (désignés sans être nommés) responsables de l'antisémitisme (cf. Jean Widmer, 1999b).

²⁷ Ce commentaire est reproduit en annexe 27.

Die Schweiz hat demonstriert, dass sie gewillt ist, reinen Tisch zu machen. Sie hat damit jedoch auch ein Anrecht darauf, ihren guten Willen respektiert zu sehen. Sie tut nämlich mehr, als was andere Länder zur eigenem Vergangenheitsbewältigung bisher in Sachen Politik gegenüber den Juden in der Zeit des Dritten Reichs unternommen haben.

(La Suisse a démontré qu'elle est désireuse de faire place nette. En conséquence, elle a le droit de voir respecter sa bonne volonté. En effet, elle fait plus que ce que d'autres pays ont entrepris pour venir à bout de leur propre histoire au sujet des politiques menées à l'encontre des Juifs au temps du Troisième Reich.)

Gustav A. Lang promeut deux attitudes contrastées et complémentaires. Sur le plan intérieur, il appelle la Suisse à éclairer, par elle-même et sans rechigner, les zones sombres de son histoire. Il estime alors que la Suisse, en conduisant cette démarche exceptionnelle, s'autorise, sur le front extérieur, à s'opposer fermement à toute critique mettant en cause sa bonne volonté. Au croisement de cette double exigence de *vérité intérieure* et de *fermeté extérieure*, cette perspective médiane débouche sur la définition d'un *programme d'action*, formulé à la manière d'une injonction adressée au « nous inclusif » représentant la collectivité politique suisse au nom de laquelle cet éditorial est écrit :

Wir Schweizer müssen uns nun endgültig verabschieden von einem der zahlreichen uns lieb gewordenen Mythen : jenem von der traditionell humanitären Schweiz, die in dunkler Zeit, umzingelt von bösen Mächten, die Fahne der politischen Moral und der reinen kantischen Ethik hochhielt. Wir waren zu pragmatischen Zugeständnissen gezwungen, und wir gingen zu viele dubiose Kompromisse ein.

Aber völlig umzuschreiben ist deswegen die Geschichte nicht : Unser Land vor dem Zugriff der Tyrannen zu bewahren, letztlich die entscheidende Leistung; sie kam auch den Alliierten, auch den Juden – zugegeben: viel zu wenigen – zugute.

(Nous, Suisses, devons maintenant prendre congé d'un des nombreux mythes qui nous sont devenus chers : celui de la Suisse traditionnellement humanitaire qui, dans les temps sombres, encerclée par de mauvaises puissances, tenait bien haut l'étendard de la morale politique et de la pure éthique kantienne. Nous étions contraints de faire de concessions pragmatiques, et nous approuvions des compromis douteux.

Mais l'histoire n'est pas à réécrire entièrement pour autant : protéger notre pays de l'emprise des tyrans a été une réalisation importante et finalement décisive ; elle a profité également aux Alliés et aux Juifs – entendu : à beaucoup trop peu d'entre eux.)

Ainsi, le *Bund* adopte une position doublement modératrice. Premièrement, il s'efforce de concilier les deux interprétations de la situation les plus antagonistes. Pour dénoncer à la fois le retard pris par la Suisse dans l'examen des zones d'ombre de son histoire et la violence des critiques qui lui sont adressées à ce sujet, il préconise une *recherche de la vérité sans concession*. Deuxièmement, la *Bund* tâche d'harmoniser les versions les plus divergentes de ce passé, appelant les Suisses à faire le deuil d'une Suisse pure et sans reproche au cœur d'une Europe tyrannique, sans pour autant perdre de vue sa capacité à se tenir à l'écart du conflit, préservant ainsi un espace de refuge ayant servi à la fois aux adversaires et aux victimes du nazisme. La promotion de cette posture modérée, dans le présent et face au passé, débouche alors sur un appel adressé cette fois à toutes les parties prenantes au problème « des fonds juifs et de l'or nazi » :

Zu beherzigen verbleibt nun, auch im Lager unserer hartnäckigsten Kritiker, auch im World Jewish Congress und in der Jewish Agency, die Mahnung einiger besonnener Glieder der jüdischen Gemeinschaft in der Schweiz wie etwa Sigi Feigel, Michael Kohn, François Loeb und Rolf Bloch, auf weiteren « Wortkrieg » zu verzichten und, statt neue Felleistungen zu produzieren, der eingeleiteten Wahrheitssuche nun eine Chance zu geben. Das gilt insbesondere für den New Yorker Senator D'Amato, der uns weiterhin der Verbohrtheit beschuldigt.

(Reste à prendre en compte, également dans le camp de ceux qui nous critiquent avec le plus d'obstination, également du Congrès juif mondial et de l'Agence juive, l'avertissement de quelques membres circonspects de la communauté juive en Suisse, tels que Sigi Feigel, Michael Kohn, François Loeb et Rolf Bloch, de renoncer à une nouvelle « guerre des mots » et, au lieu de produire de nouveaux actes manqués, de donner une chance à la recherche de la vérité qui a été entreprise. Cela vaut particulièrement pour le sénateur new-yorkais D'Amato qui continue de nous accuser avec entêtement.)

Au cœur des tensions traversant le passé et le présent de la Suisse, le *Bund* a tracé une voie intermédiaire. Sur ce chemin, il a constitué et endossé une perspective dont il a attribué la paternité à « *quelques membres circonspects de la communauté juive en Suisse* », présentant la « *recherche de la vérité* » comme une alternative à la « *guerre des mots* » engagées par les raisonnements antagonistes déployés par les différents protagonistes de la controverse.

6.3.3 L'articulation du conflit, des recherches historiques et d'un fonds d'indemnisation

Tout au long du mois de janvier, le *Bund* a suivi la ligne intermédiaire inaugurée immédiatement suite à l'interview de Jean-Pascal Delamuraz. Au fil des semaines, il a très nettement désapprouvé les déclarations de ce dernier. Mais il les a traitées comme le fruit d'une *maladresse personnelle*, exclusivement imputée au conseiller fédéral vaudois. A ce sujet, la réaction du *Bund* à la résolution du comité central du Parti socialiste suisse demandant la démission de Jean-Pascal Delamuraz est significative. En effet, le quotidien bernois n'a pas désapprouvé cette décision en raison de sa finalité affichée, mais parce qu'elle risquait au contraire de retarder un départ qu'il appelait également de ses vœux.

Sur cette voie, le *Bund* a estimé que les autorités suisses étaient en droit de faire part de leur agacement face à la virulence des critiques concernant le passé de la Suisse. Il a même considéré qu'il était légitime de recourir à une interprétation agonistique de la situation, tout en précisant que cette perspective restait incompatible avec la représentation de la Suisse. Cette approche du problème a été formulée avec beaucoup de clarté au moment de la publication du rapport secret qui a conduit à la démission de l'ambassadeur de Suisse à Washington, Carlo Jagmetti :

In seinem Bericht hat Jagmetti die jüdischen Organisationen als « Gegner » bezeichnet. Das war in der Situation kurz vor Weihnachten keine falsche Analyse. Mit der Veröffentlichung des Berichts war er aber selbst als Gegner der Juden gestempelt und damit als Interessenvertreter der Schweiz in den USA nicht mehr einsatzfähig.

(Dans son rapport, Jagmetti a décrit les organisations juives comme des « adversaires ». Dans la situation qui prévalait peu avant Noël, cette analyse n'était pas fausse. Mais avec la publication du rapport, il était lui-même étiqueté comme un adversaire des Juifs et donc impossible à mobiliser en tant que représentant des intérêts de la Suisse aux États-Unis.)

Le *Bund* a donc adopté une position extrêmement pondérée. D'un côté, il ne s'est pas opposé fondamentalement à l'approche conflictuelle. En ceci, sa perspective se distingue nettement de celle adoptée par les tenants de la responsabilité morale, opposés par principe aux interprétations agonistiques. De l'autre côté, il a estimé que de telles prises de position étaient incompatibles avec l'exercice de fonctions représentatives, telles que celles exercées par un ambassadeur ou un conseiller fédéral. De la sorte, il s'est clairement démarqué des tenants de l'approche conflictuelle, pour lesquels au contraire seules les ripostes et les contre-attaques constituaient des actions politiques dignes de ce nom.

Au bout du compte, la posture intermédiaire adoptée par le *Bund* a réconcilié trois volets qui paraissaient antinomiques dans les perspectives du conflit et de la responsabilité

morale. Elle a donné forme à un programme d'action articulé au croisement du développement des *recherches historiques*, de la conduite de *contre-offensives dans le cadre d'un conflit* et de la mise sur pied d'un *fonds d'indemnisation*. Concrètement, le quotidien bernois a mis l'accent sur la nécessité de conduire de recherches historiques permettant de faire la vérité sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. En revanche, il n'a pas présenté ce *retour en arrière* comme le prélude indissociable à un *retour sur soi*. Au contraire, il a constitué ces recherches comme le fondement d'une politique étrangère ferme, voire offensive, dans la perspective de laquelle il était possible de considérer le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » comme un combat à mener. Cependant, il a souligné qu'une telle interprétation ne pouvait pas être portée par les représentants officiels de la Suisse. Au contraire, ces derniers étaient appelés à modérer leurs propos face aux organisations juives, de manière à éviter toute résurgence de réactions antisémites. Le gouvernement helvétique était même appelé à considérer avec bienveillance les revendications financières formulées à son encontre.

6.4 Les lignes éditoriales comme actions situées : la réorientation de la *Tribune de Genève*

Pour analyser les modalités par lesquelles le raisonnement conflictuel s'est progressivement imposé dans la presse suisse, il convient d'élucider les procédures par lesquelles les quotidiens ont *pris position* dans la controverse. Il s'agit donc d'observer et de décrire comment ils ont progressivement élaboré des lignes éditoriales qui, malgré leur relative stabilité, sont toujours restées susceptibles d'être réorientées.

Ces activités discursives apparaissent nettement au fil des premières réactions suscitées par les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz. Certes, dans la presse suisse, elles se sont très rapidement polarisées en une controverse à *trois positions*, associées à autant de panoplies interprétatives, de définitions inconciliables du problème et des manières d'y remédier. Pourtant, l'approfondissement régulier de ces lignes directrices a laissé place à de constants réajustements, généralement mineurs. Cette réorientation a cependant pris la forme d'un spectaculaire renversement de situation dans le cas de la *Tribune de Genève*, qui avait réalisé et publié l'interview de Jean-Pascal Delamuraz avec *24 Heures*.

Dans le tollé qui a suivi, ces deux quotidiens ont pris fait et cause pour l'ancien président de la Confédération. Ainsi, ils ont immédiatement annoncé que le « *franc-parler de Delamuraz suscit[ait] une vague de sympathie* », signalant en particulier l'approbation de quelques banquiers anonymes et le « *soutien inattendu* » venu d'Edmond Kaiser, « *peu suspect de sympathies pour les banques* ». Les propos attribués à Edmond Kaiser à cette occasion sont particulièrement éclairants pour l'analyse des opérations par lesquelles ces deux quotidiens ont constitué l'intelligibilité d'une catégorie de « juifs suisses », qu'ils ont convoquée pour justifier la perspective agonistiqueⁱⁱⁱ :

Ce qui choque le militant de Sentinelles, c'est la réaction du [Congrès juif mondial] : « Ces gens ne représentent pas tous les juifs. Je suis juif et je n'ai rien à voir avec eux. Je trouve qu'ils vont trop loin quand ils demandent aux Suisses de prendre leurs distances par rapport à leur conseiller fédéral. Delamuraz n'a insulté la mémoire de personne, il ne s'en prend pas à la mémoire des juifs, il n'a rien fait de mal ».

Cette légitimation du recours à une terminologie agonistique a fondé l'adoption d'une approche conflictuelle, qui a très explicitement été reprise le 6 janvier, mais cette fois par le seul *24 Heures*. Sous le titre « *Le lobby juif met la Suisse sous pression ; Les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz soulèvent d'autres vagues, d'Israël cette fois* », le quotidien vaudois a présenté, en première page, un texte d'annonce qui renvoyait à un article placé en page nationale :

En parlant de « chantage » et de « rançon » au sujet de la demande des organisations juives de créer un fonds de dédommagement pour les survivants de l'Holocauste, le conseiller fédéral a ouvert une véritable boîte de Pandore. Son franc-parler et la fermeté de ses propos ont fait réagir conjointement le président du Congrès juif mondial et celui de l'Agence juive.

Hier, ils ont fixé un ultimatum au Conseil fédéral pour « prouver sa bonne volonté » et menacé les banques helvétiques de graves mesures de rétorsion. Ils ont parlé de boycottage et de retraits massifs de fonds. Cette croisade ne saurait être prise à la légère, tant les sommes concernées sont importantes.

Par cette annonce, *24 Heures* a clairement manifesté la continuité de sa ligne éditoriale. Tout d'abord, il a explicitement repris les termes les plus controversés du propos de Jean-Pascal Delamuraz : « chantage » et « rançon ». Ensuite, il les a une nouvelle fois considérés comme des signes positifs de « franc-parler » et de « fermeté ». Enfin, il a interprété les réactions qu'ils suscitaient de la part des organisations juives comme une « croisade », par laquelle un « lobby juif » mettait « la Suisse sous pression ».

Quotidien gigogne de *24 Heures*, la *Tribune de Genève* a publié le même article en page nationale. Cependant, le quotidien genevois a opté pour une annonce de première page nettement moins incisive que son homologue vaudois, se contentant du titre lapidaire : « Menaces d'organisations juives ». Mais surtout, il l'a accompagné d'un éditorial interrogatif, dans lequel Henri Roth se demandait « Pourquoi les mots de Delamuraz font si mal ? ». Après avoir rappelé les vigoureuses réactions suscitées par cette interview, il a commencé par souligner que « [l]es propos de Jean-Pascal Delamuraz étaient visiblement destinés à ses concitoyens ». Autrement dit, ils étaient adressés à une population qui, si elle était prête à « payer les erreurs du passé », ne souhaitait ni le faire « avant qu'elles soient établies », ni que son histoire soit exagérément ternie dans l'opération. Le tournant de cet éditorial est marqué par le paragraphe suivant : « Malheureusement, en matière de politique extérieure, les mots employés par le président sortant ne convenaient pas ».

Le désaveu est sans appel. Le 6 janvier 1997, la *Tribune de Genève* a ainsi rompu avec l'approche conflictuelle qu'elle avait constituée, une semaine auparavant, en publiant avec *24 Heures* l'interview de Jean-Pascal Delamuraz. Elle a alors inauguré une *ligne intermédiaire* – proche de celle suivie par *L'Hebdo* ou le *Bund* – appelant les diverses parties en présence à éviter une escalade verbale. Telle était d'ailleurs explicitement la conclusion présentée par Henri Roth au terme de son commentaire : « Que l'on pèse ses mots de part et d'autre. C'est le seul moyen d'éviter une poussée d'un antisémitisme toujours plus latent » [sic]²⁸.

Cet appel à la modération, étroitement associé à une inquiétude face à la montée de l'antisémitisme, a été confirmé le jour suivant. Dans son édition du 7 janvier 1997, la *Tribune de Genève* a publié, en page nationale, une « libre opinion », intitulée « La colère du professeur Alfred Donath ». Au nom des juifs de Suisse, celui-ci a lancé un appel à la recherche de la vérité historique, qu'il a introduit par une critique sans concession de l'escalade verbale engendrée par les prises de position des autorités suisses, du Congrès juif mondial et du sénateur D'Amato. Il commence par dénoncer sans ambages le caractère antisémite des propos de l'ancien président de la Confédération :

Les termes de « rançon et chantage » ne sont pas ceux qui m'ont le plus fortement choqué, mais c'est bien plus davantage le vocabulaire employé pour dénoncer « la volonté politique de déstabilisation et de compromission de la Suisse ». Nous voilà en plein dans les

²⁸ Cette mise en scène d'une *latence manifeste*, peut être considérée comme un lapsus, révélateur des efforts déployés par cette perspective intermédiaire pour concilier les versions les plus incompatibles de la situation.

pires incitations à l'antisémitisme, accusant les juifs de porter la responsabilité de vouloir déstabiliser le monde économique, accusation qui ont culminé dans ce faux notoire intitulé « Les Protocoles des Sages de Sion ». Et que penser du cynisme de M. Delamuraz, lorsqu'il reproche aux juifs leur manque de « reconnaissance » envers la Suisse qui « a été un refuge bienvenu pour les finances juives acculées à ne plus exister ». En d'autres termes, la barque était pleine, il n'y avait plus de place pour un seul des 30 000 malheureux refoulés vers les camps de la mort, mais par contre leur argent a pu être amené à bord sans que pour autant le bateau n'ait coulé...

Après avoir diffusé et explicitement soutenu les propos de Jean-Pascal Delamuraz, la *Tribune de Genève* a publié les critiques les plus sévères et les plus explicites portées jusqu'alors à l'encontre de l'ancien président de la Confédération. Cependant, Alfred Donath ne s'est pas exclusivement opposé à ce dernier. Il s'est plus généralement insurgé contre la *tournure belliqueuse des débats*, à laquelle les propos du conseiller fédéral avaient contribué, au même titre que le comportement adopté par ses interlocuteurs pour revendiquer la création d'un fonds : « *Certes l'attitude du Congrès juif mondial et celle du sénateur D'Amato irritent, et il est compréhensible que le Conseil fédéral manifeste son agacement* ».

En quelques vigoureux paragraphes, Alfred Donath a tracé le chemin d'une voie médiane. Refusant de prendre parti pour l'un ou l'autre des camps en conflit, il s'est opposé fermement à leur affrontement avant de souligner qu'il « *n'attach[ait] personnellement pas grande importance à un tel fonds. [...] La générosité n'a que faire de calculs, de taux d'intérêt, d'exactitude. Elle ne vaut que par sa spontanéité, sa sincérité, son désintéressement* ». Le déploiement de cette argumentation l'a alors mené à conclure que « *Nous vivons tous une période difficile, et tout particulièrement nous juifs de Suisse. La recherche de la vérité est primordiale, quelles que soient les surprises qui pourraient encore être mises au jour* ».

Dans une ligne convergente, l'éditorial de cette édition – signé par le rédacteur en chef adjoint, Mario Cattaneo – a proposé de faire la part des choses sous un titre explicite : « *Fonds juifs : le légitime et l'outrancier* » :

La recherche obstinée de la vérité historique est légitime, la culpabilisation forcenée de la Suisse qui l'accompagne est, elle, outrancière. En forçant le trait, des observateurs peu avertis finiront par penser que Berne était plus nazie que Berlin lui-même [sic]. Légitime, l'exigence de restitution des avoirs en déshérence aux victimes du nazisme ou à leurs descendants, outrancier le projet d'un fonds de compensation doté de 250 millions (de francs ?), alors qu'aucune estimation solide n'est pour l'instant disponible. Légitime encore la volonté des organisations juives d'aboutir rapidement, mais outrancières les menaces qu'elles brandissent. Légitime toujours l'agacement du Conseil fédéral face aux incessantes pressions qu'il subit, outranciers pourtant, les propos tenus par Jean-Pascal Delamuraz.

Ainsi, la *Tribune de Genève* datée du 7 janvier 1997 a lancé de très nets appels à la modération. Ce faisant, elle a confirmé qu'elle se désolidarisait de l'approche agonistique qu'elle avait définie jusqu'alors avec *24 Heures*, pour adopter une ligne médiane, proche de celle élaborée, au même moment, par *L'Hebdo* et le *Bund*, notamment. Dans cette perspective, elle a repris les propos de représentants des communautés israélites de Suisse, s'est inquiétée d'une montée de l'antisémitisme, a revendiqué une accélération des recherches historiques et mis en garde contre toute escalade verbale.

Cette réorientation de la ligne éditoriale de la *Tribune de Genève* est intéressante à plusieurs titres pour l'analyse de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Tout d'abord, elle est significative, parce qu'elle porte sur un enjeu qui est loin d'être marginal. En l'occurrence, ce quotidien a adopté une nouvelle perspective quant à l'interprétation d'un article qu'il a lui-même publié, et qui a déclenché en quelques jours une polémique

nationale et internationale, engendrant une intense activité politique, diplomatique et médiatique²⁹.

Ensuite, ce changement de perspective pointe les limites des analyses qui s'efforcent d'expliquer le positionnement des discours médiatiques en les ramenant à des causes sociologiques, idéologiques ou organisationnelles. Dans ce cas particulier, ces pesanteurs auraient plutôt orienté la *Tribune de Genève* vers l'adoption d'une perspective clairement conflictuelle. En effet, en publiant l'interview de Jean-Pascal Delamuraz, elle avait réalisé un coup d'éclat, qui l'avait propulsée sous les feux des projecteurs de l'affaire « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elle n'avait donc que peu d'intérêt à appeler à la modération, ce qui revenait à minimiser l'importance et la pertinence de la publication qui avait assuré sa notoriété. D'autant moins, qu'en réorientant sa ligne éditoriale, la *Tribune de Genève*, critiquait la virulence de l'interprétation conflictuelle. Ce faisant, elle affaiblissait la position de son principal partenaire éditorial, *24 Heures* qui s'était très clairement profilé comme l'un des plus fermes tenants de la perspective agonistique.

Enfin, le changement de perspective adopté par la *Tribune de Genève* signale que si les « cadres » participent à l'orientation de discussions intelligibles, ils ne peuvent pas pour autant être considérés comme des causes permettant d'expliquer et donc d'anticiper leur déroulement effectif. Autrement dit, la réorientation du discours de la *Tribune de Genève* indique que ni les panoplies interprétatives, ni les lignes éditoriales ne canalisent pleinement les discours médiatiques, lesquels peuvent parfois complètement leur échapper, sans pour autant perdre leur intelligibilité. Concrètement, dans ce cas particulier, il n'est pas faux de considérer que les réactions aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz ont emprunté les lignes directrices déterminées par les « panoplies interprétatives » du conflit, de la responsabilité morale et d'une voie intermédiaire attachée à l'établissement de la vérité historique. Cependant, il serait erroné de considérer que ces perspectives auraient complètement déterminé les dynamiques discursives qui les ont empruntées.

Au contraire, l'exemple de la *Tribune de Genève* tend à montrer que c'est le déploiement d'un raisonnement pratique qui confère son intelligibilité à un fil conducteur qu'il élabore au fur et à mesure qu'il se déploie. Ainsi, en réorientant sa ligne éditoriale, la *Tribune de Genève* a élaboré une interprétation particulière de la controverse : une position médiane, associée à des panoplies interprétatives, dont la caractérisation et l'affinement sont indissociables de la détermination de la situation particulière dans laquelle elles ont été mobilisées.

D'ailleurs, il en est allé de même pour la « panoplie agonistique », dont les tenants et les aboutissants ont été déterminés notamment au fil des prises de position de *24 Heures* ou pour la perspective de la « responsabilité morale », dont l'élaboration a été assurée, notamment, par les éditoriaux successifs publiés par le *Tages-Anzeiger*. En ce sens, il est donc possible de considérer que les activités discursives des médias participent très concrètement à la constitution des « panoplies interprétatives » et des lignes éditoriales qu'ils mobilisent lorsqu'ils relatent des événements ou lorsqu'ils prennent position à leur sujet.

Le changement d'orientation de la *Tribune de Genève* indique que les *lignes éditoriales* polarisées autour « des fonds juifs et de l'or nazi » ont été orientées jour après jour et qu'elles ont défini à la fois le *problème* dont il était question et les *perspectives* adoptées pour en rendre compte. Autrement dit, elles se présentent moins comme les ressources interprétatives étudiées par la *frame perspective* (4.1.2, *supra*) que comme les

²⁹ La portée considérable de cette interview pour le déroulement de l'ensemble du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » indique indéniablement que les discours médiatiques sont *constitutifs* de la réalité sociale dont ils rendent compte. En effet, leur efficacité porte à la fois sur la détermination de la situation dont ils parlent et sur l'organisation de l'espace médiatique dans lequel ils prennent position.

opérations de signification analysées par Erving Goffman (4.1.1, *supra*). Ainsi, les *lignes éditoriales* se sont constituées comme des *activités situées*, qui ont participé quotidiennement à la détermination de la *situation* dans laquelle elles ont acquis leur *sens*, c'est-à-dire leur signification et leur orientation. Ainsi, les lignes éditoriales observées ne sont pas des variantes perceptives ou définitionnelles d'une réalité dont elles seraient relativement indépendantes. Au contraire, elles élaborent à la fois le contexte dont elles parlent, de même que les ressources mobilisées pour l'interpréter et le transformer.

Ainsi, lorsque la *Tribune de Genève* s'est désolidarisée de l'approche conflictuelle et appelle à une modération des propos, afin de favoriser la recherche de la vérité, elle n'a pas fait que changer de position, ou renoncer à une version pour en adopter une autre. Elle a déployé une action discursive, observable et descriptible, qui a considérablement transformé la définition du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Pour paraphraser cette dynamique, cela signifie que l'un des quotidiens qui a lancé l'interprétation conflictuelle du problème en publiant l'interview de Jean-Pascal Delamuraz s'en est démarqué. Plus précisément, il a rétrospectivement considéré que les propos tenus par ce dernier dans ses colonnes « *ne convenaient pas* », qu'ils étaient « *outranciers* », qu'ils attisaient une « *poussée d'un antisémitisme toujours plus latent* » et qu'ils ne contribuaient pas à l'élaboration des réponses à apporter à une série de revendications légitimes, telles que « *la recherche obstinée de la vérité historique* », « *la restitution des avoirs en déshérence aux victimes du nazisme ou à leurs descendants* », ou « *la volonté [...] d'aboutir rapidement* ».

Ce faisant, la *Tribune de Genève* n'a pas seulement proposé une nouvelle interprétation du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elle a élaboré une perspective à partir de laquelle elle est revenue sur ses prises de position antérieures, pour en proposer une évaluation normative rétrospective. De la sorte, elle a transformé l'environnement discursif dans lequel elle s'inscrivait et donc l'*espace médiatique* dans lequel elle prenait position. Autrement dit, cette redéfinition de la ligne éditoriale de la *Tribune de Genève* peut être considérée comme une « *activité située* » en ce sens que son déploiement a participé à l'élaboration du contexte social et historique qui lui a donné sens et qui a fondé son orientation³⁰.

Cet exemple indique que les processus par lesquels le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » a été constitué en tant que conflit économique ne sont pas élucidés par un simple repérage des divers « cadres », privilégiés à différentes périodes, par différents médias. Il convient encore d'observer de manière détaillée les activités par lesquelles ces derniers ont, jour après jour, orienté leurs lignes éditoriales, constitué les « *panoplies interprétatives* » qu'ils mobilisaient, structuré l'espace médiatique auquel ils participaient, et déterminé la situation problématique qu'ils mettaient en scène et dont ils envisageaient la résolution.

6.5 Conclusion du chapitre 6 : Le rôle prédominant de l'interprétation conflictuelle : un artefact rétrospectif

Ce parcours, suivi au fil de quelques éditoriaux publiés en janvier 1997, indique comment des discours journalistiques ont progressivement constitué un environnement polarisé autour du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». En intervenant pour défendre l'intelligibilité, la pertinence et la légitimité d'une interprétation ou d'une autre, ces textes ont élaboré, spécifié et rectifié des *panoplies interprétatives*. Ils ont associé

³⁰ L'« *activité située* » dont il est question ici est un concept descriptif et normatif emprunté à John Dewey. Pour ce dernier, il est possible de parler d'« *activité située* » lorsque survient une *expérience réussie*, laquelle prend naissance dans une « *situation* » définie par « la subordination de l'action à la conscience des effets ressentis d'une activité antérieure » (Zask, 2002 : 109).

celles-ci à des *positions*, qu'ils ont régulièrement occupées, profilant ainsi les *lignes éditoriales* des journaux dans lesquels ils étaient publiés.

Cette manière d'élucider la question a placé au cœur de l'analyse la confrontation entre les perspectives antagonistes de la « responsabilité morale » et du « conflit ». En fait, la clarté de cette présentation repose moins sur l'organisation effective des débats, que sur une connaissance de leurs déroulements ultérieurs, lesquels ont conféré une place privilégiée à l'interprétation conflictuelle. À la lumière de cette configuration rétrospective, l'analyse s'est concentrée sur l'élucidation des efforts considérables que de nombreux acteurs ont consentis, dès les premiers jours de janvier 1997, pour ancrer cette approche agonistique au cœur des discussions. En conséquence, mon récit analytique a souligné que plusieurs quotidiens l'ont diffusée dans le sillage immédiat de l'interview de Jean-Pascal Delamuraz, avant de l'adopter en tant que *ligne éditoriale* (6.1). L'étude a alors retracé comment son déploiement a fondé l'intelligibilité d'une *position* dans le débat, étroitement associée à une *panoplie interprétative*, dont les contours ont été dessinés et affinés au fil des discussions et des controverses entretenues avec les tenants de la responsabilité morale (6.2).

Pour résumer, l'analyse conduite jusqu'ici tend à traiter l'émergence et le déploiement de l'interprétation agonistique comme la clé des discussions et de leur déroulement ultérieur, constituant ainsi le mois de janvier 1997 comme un tournant décisif pour l'ensemble du débat. Dans cette perspective, le destin « des fonds juifs et de l'or nazi » se serait joué durant ces quelques semaines, au cours desquelles l'interprétation conflictuelle a émergé puis s'est *disséminée* dans l'ensemble des discours médiatiques. De ce point de vue, les observations menées au cours de ce chapitre s'avèrent capitales. Elles permettent en effet de retracer les grandes étapes de ce processus, au cours duquel les quotidiens suisses ont commencé par mobiliser la *panoplie interprétative* du conflit, avant de l'adopter, puis d'en faire leur *ligne éditoriale*. Plus précisément, les résultats collectés jusqu'ici permettent d'entrevoir l'élaboration d'un récit qui scanderait les événements survenus entre le début du mois de janvier et le début du mois de février 1997 en deux grandes périodes.

Une première étape du processus serait identifiée autour de l'interview accordée, le 31 décembre 1996, aux quotidiens *24 Heures* et la *Tribune de Genève*, par le président de la Confédération Jean-Pascal Delamuraz. Cette intervention a donné lieu à deux interprétations inconciliables, polarisant une discussion qui s'est étendue sur près de deux semaines : des premiers jours ouvrables de l'an – le 2 ou le 3 janvier 1997, en fonction des journaux – jusqu'au lendemain des « regrets », finalement prononcés par le Conseiller fédéral, le 15 janvier. Au-delà de leurs divergences, l'ensemble des titres de la presse suisse se sont alors accordés pour appeler à un retour du dialogue entre les différentes parties chargées de traiter le dossier. Cette accalmie a duré une semaine environ, au cours de laquelle ont été lancés les premiers appels en faveur de la mise sur pied d'un fonds humanitaire, censé concrétiser matériellement la bonne volonté affichée par les autorités politiques et bancaires suisses.

Une seconde phase du récit mettrait en évidence les nouvelles escarmouches qui ont surgi dans la presse des 24 et 25 janvier, alors que circulaient les premières rumeurs concernant une éventuelle résolution du Comité central du Parti socialiste suisse exigeant le retrait du conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz. Deux jours plus tard, ces disputes ont pris une ampleur considérable, suite à la formulation officielle d'une demande de démission à l'encontre du Conseiller fédéral et à l'annonce de la démission de l'ambassadeur de Suisse à Washington – en raison des propos qu'il tenait dans un document confidentiel adressé à la centrale du Département fédéral des Affaires étrangères, mais publié par la *SonntagsZeitung*. Dès lors, deux semaines durant, la

polémique a pris une tournure extrêmement vigoureuse. Au cours de ces échanges, des « adversaires » de la Suisse – et les « traîtres » qui leur avaient servi de relais dans le pays – ont été désignés et sévèrement pris à partie. Finalement, cette nouvelle confrontation s’est apaisée le 6 février 1997, lorsque les grandes banques helvétiques ont annoncé leur intention de créer un fonds humanitaire, dont la gestion serait déléguée à la Confédération.

A partir de cette date, les divergences les plus marquées se sont estompées, tous les quotidiens se rejoignant peu ou prou pour reconnaître le caractère conflictuel de la situation, et pour envisager que sa résolution passerait notamment par l’adoption de mesures financières. Il n’était plus question de discuter le fond des propos de Jean-Pascal Delamuraz. Certes, la plupart des commentateurs s’accordaient pour considérer qu’ils avaient été exprimés avec maladresse, mais ils estimaient que l’ancien président de la Confédération avait osé « *dire tout haut, ce que de nombreux Suisses pensaient tout bas* ».

Ainsi, ce récit montrerait que la plupart des quotidiens avaient adopté l’interprétation agonistique du problème au moment où *L’Hebdo* publiait les premières lettres de lecteurs endossant ce point de vue, c’est-à-dire plus de trois mois avant que le magazine mette lui-même en œuvre cette perspective. Autrement dit, entre février et mi-mai 1997, *L’Hebdo* s’est démarqué des titres de la presse quotidienne suisse en adoptant une interprétation du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale formulée en termes de « responsabilité morale ». La portée sociologique de cette remarque est capitale. Elle indique que l’observation détaillée des *panoplies interprétatives* mises en œuvre par des discours médiatiques et des *positions* auxquelles elles sont associées au cours des débats publics n’offre pas uniquement un accès aux transformations de la définition d’un problème. Elles permettent également d’identifier des *lignes éditoriales*, leurs inflexions au fil du temps, et donc d’observer la constitution et les transformations quotidiennes de l’espace médiatique composé par un ensemble d’activités discursives³¹.

Ces quelques remarques indiquent les avancées pragmatiques accomplies par l’analyse menée jusqu’ici. Elle a considérablement « praxéologisé » les notions de « cadre », de « panoplies interprétatives » ou de « positions ». A ce point de la recherche, celles-ci n’apparaissent plus comme des « ressources » prédéfinies, ou comme des « kits culturels » prêts à l’emploi. Elles se présentent plutôt comme des composantes indissociables des activités (pratiques et discursives) qui assurent leur intelligibilité, leur pertinence et leur légitimité au fil d’un débat.

Cependant, la conduite narrative de l’analyse continue de constituer ces composantes comme les « points fixes » du récit. Le développement de celui-ci tend, peu ou prou, à *typifier* les interprétations du problème « des fonds juifs et de l’or nazi », à *réifier* les positions polarisées à son sujet, et à *substantifier* les « panoplies interprétatives ». Certes, l’analyse s’efforce systématiquement de mettre en évidence le caractère dynamique de ces phénomènes, et les transformations qui affectent ces interprétations, ces positions et ces panoplies. Pourtant, le récit leur confère des propriétés relativement stables, de telle sorte qu’elles peuvent se *disséminer*, ou qu’il est possible de les *adopter* ou de les *endosser*.

Apparemment, tout ceci est une petite affaire secondaire de vocabulaire, dont il ne vaut pas la peine de discuter. Une question mérite toutefois d’être posée. Qu’advierait-il de l’analyse présentée jusqu’ici, si son propos ne dotait pas l’interprétation agonistique de telles propriétés ? Autrement dit, que deviendrait ce récit s’il était privé de l’artifice narratif consistant à faire *comme si* l’interprétation agonistique du problème avait structuré une *position* relativement stable dans l’espace public suisse, et comme si elle s’était *incarnée* dans un répertoire discursif objectivé ? Ceci aurait pour conséquence majeure que la description serait privée de *points fixes*. Autrement dit, elle ne pourrait plus *tenir pour*

³¹ Sur cette notion d’*espace médiatique* et son positionnement par rapport à celle de *champ médiatique*, voir la note 3 du chapitre 5, *supra*.

acquis que le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » se serait organisé et polarisé autour d'un certain nombre de panoplies interprétatives ou de positions discursives bien déterminées. Plus précisément, elle ne pourrait stipuler ni leur existence, ni leur stabilité, mais devrait montrer comment celles-ci ont été constituées dans et par les activités constitutives du débat.

Concrètement, l'analyse ne pourrait pas se contenter de repérer et de désigner telle ou telle panoplie, ou telle ou telle position. Elle devrait élucider les procédures par lesquelles celles-ci ont été dotées d'intelligibilité, de pertinence, de légitimité et de permanence. Cette démarche porterait un nouvel éclairage sur les modalités par lesquelles l'interprétation s'est routinisée, de telle sorte que ni sa pertinence, ni sa légitimité n'ont fondamentalement été remises en question dès la fin du mois de janvier 1997. Ceci se traduirait par l'élaboration d'un récit sensiblement différent, qui ne pourrait plus se contenter de ramener ce phénomène à l'occupation d'une *position* prédéterminée, ni à la mobilisation et la diffusion d'une *panoplie interprétative* prête à l'emploi. Cette histoire devrait encore montrer comment le déroulement des discussions a constitué et attesté la pertinence de cette position et de cette panoplie.

Le chapitre 7 sera consacré à l'élaboration d'une trame narrative chargée de retracer le déroulement de cette intrigue. Il en ressortira principalement que l'interprétation agonistique a, dans une large mesure, reçu sa pertinence et son intelligibilité par l'intermédiaire des promoteurs de la « vérité historique », dont les appels au calme ont constitué une *confirmation pratique* de l'analyse soutenue par Jean-Pascal Delamuraz. En effet, pour les tenants de cette approche médiane, l'aspect le plus nuisible et le plus contre-productif de cette affaire résidait dans les polémiques polarisées à son sujet. De leur point de vue, il était donc urgent de faire cesser les revendications formulées à l'encontre de la Suisse et de mettre un terme aux oppositions entre les perspectives du conflit et de la responsabilité morale. Dans cette perspective, ils ont déployé un discours qui a progressivement permis d'envisager une solution financière au problème. Selon eux, il s'agissait de rapidement mettre sur pied un dispositif d'indemnisation financière propre à calmer les revendications internationales, de manière à restaurer un climat propice à la conduite des recherches historiques.

A première vue, cette manière d'appréhender les choses renvoyait dos à dos les approches en termes de responsabilité morale et de conflit. Cependant, elle dessinait un horizon de solution qui constituait une *confirmation pratique* des analyses formulées dans la perspective agonistique. En effet, ses appels au calme tendaient à confirmer que la Suisse était prise dans un conflit belliqueux, voire même la victime d'attaques agressives. De même, la proposition de calmer le jeu par la mise sur pied immédiate d'un fonds d'indemnisation démontrait les appétits financiers des dénonciateurs de la Suisse. Cette manière de traiter le problème – dont la portée a été confirmée par la mise sur pied, dès le printemps 1997, d'un « fonds spécial » doté de 270 millions de francs – a considérablement contribué à la stabilisation d'une interprétation considérant « les fonds juifs et l'or nazi » comme un *conflit financier*.

Pour résumer, le caractère prédominant de l'approche agonistique ne peut pas entièrement être imputé à un travail discursif qui aurait exclusivement été déployé par les tenants de cette interprétation, à partir de la *position* qui leur était assignée dans le débat, et au moyen de la *panoplie du conflit* qu'ils avaient élaborée au cours des discussions. Au contraire, sa routinisation doit beaucoup aux interventions constitutives de la ligne médiane, prônée notamment par le *Bund*.

Pour retracer le déroulement contingent de ce processus, il convient donc de développer un mode d'analyse qui s'efforce de renoncer au confort d'écriture prodigué par des *points fixes* tels que des « cadres », des « panoplies interprétatives », ou des « positions

discursives ». Pour ouvrir la voie à une telle pragmatisation de l'analyse, il conviendra de reprendre le récit des controverses soulevées par l'intervention de Jean-Pascal Delamuraz, mais cette fois sans organiser son déroulement autour de *panoplies interprétatives* (chapitre 4) ni autour des *positions* auxquelles elles étaient associées (chapitres 5 et 6). L'écriture de cette nouvelle histoire permettra alors d'observer le déploiement d'une enquête collective, déterminant progressivement une situation, notamment les délimitations de sa scène, l'identité de ses protagonistes, ou ses structures temporelles (chapitre 7). Il apparaîtra alors que les *appels au calme*, et les *prises de position en faveur d'une recherche de la vérité historique* ont joué un rôle déterminant pour le dénouement « des fonds juifs et de l'or nazi ». Ce faisant, ces interventions ont contribué à l'élaboration d'une forme extrêmement spécifique de *représentation* de l'histoire suisse et de la collectivité politique helvétique, sur laquelle il conviendra de s'arrêter (chapitre 8).

Mais avant d'en arriver à l'élaboration de cette nouvelle interprétation, il convient d'élaborer une démarche d'observation et de description, qui permette de montrer comment les *panoplies interprétatives* et les *positions discursives* constitutives du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » ont pris forme au fil d'activités et d'événements contingents, dont l'enchaînement et l'orientation ont été réalisés de manière endogène.

6.6 Sources du chapitre 6

- i Voir notamment : *La Liberté* (3.1.97) : « Le Congrès juif mondial fustige Jean-Pascal Delamuraz » et « J.-P. Delamuraz regrette que ses propos aient pu ‘blesser’ », ainsi que de *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (3.1.97) : « Delamuraz a insulté la mémoire des Juifs et donc aussi des Suisses » et la dépêche marginale intitulée « Delamuraz réagit ». Voir également : *Corriere del Ticino* (2.1.97) : « Congresso ebraico attacca Delamuraz » ; *Regione* (2.1.97) : « Le ire ebraiche su Delamuraz » ; *L’Express* et *L’Impartial* (3.1.97) : « Delamuraz. Congrès juif furieux et choqué » ; *NZZ* (3.1.97) : « Äusserungen von Delamuraz sorgen für Empörung » *Tages-Anzeiger* (3.1.97) : « Empörung über Delamuraz » ; *Bund* (3.1.97) : « Bedauern über ‘Missverständnis’ » ; *Bündner Zeitung* (3.1.97) : « Delamuraz empört jüdische Organisationen » ; *Neue Luzerner Zeitung* (3.1.97) : « ‘Gipfel der Unverschämtheit’ » ; *Corriere del Ticino* (3.1.97) : « Fondi ebraici : Delamuraz dispiaciuto » et *Regione* (3.1.97) : « Proteste anche da Israele ».
- ii A ce sujet, voir : *Tages-Anzeiger* (6.1.97) : « Wir können nicht mehr schweigen » ; *Die Kinder von Flüchtlingspfarrer Vogt (1900-1984) fordern einen Fonds für Nazi-Opfer*.
- iii *24 Heures* et *La Tribune de Genève* (4.1.97) : « Le franc-parler de Delamuraz suscite une vague de sympathie ».

CHAPITRE 7

En commentant librement Max Weber, on pourrait ajouter que la tendance des historiens est de considérer tout à la fois que le passé a été fatal et que l'avenir est indéterminé. Or ces deux propositions sont contradictoires. Le temps n'est pas hétérogène. Ce qui est notre passé a été l'avenir d'autres hommes. Si l'avenir était en tant que tel indéterminé, il n'y aurait aucune explication déterministe dans l'histoire. En théorie, la possibilité d'explication causale est la même pour le passé et pour l'avenir. On ne peut connaître avec certitude l'avenir pour les raisons mêmes qui font que l'on ne peut parvenir à une explication nécessaire lorsqu'on procède à une analyse causale du passé

Raymond Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967, p.514

7 PRISES DE POSITION, ORIENTATION DES LIGNES ÉDITORIALES ET DÉTERMINATION D'UNE SITUATION CONFUSE

En analysant la manière dont *L'Hebdo* et plusieurs journaux quotidiens se sont engagés dans la controverse, la recherche menée jusqu'ici a montré que l'espace médiatique suisse s'est nettement polarisé suite à l'interview de Jean-Pascal Delamuraz (chapitres 5 et 6). Elle a montré comment les positions adoptées par différents quotidiens ont progressivement donné forme à des *lignes éditoriales*, affirmées et clairement délimitées. Il serait cependant erroné d'en déduire que ces dernières se sont déroulées linéairement, sans accroc ni réajustement. En effet, les lignes éditoriales des journaux sont des *activités discursives*, élaborées et réorientées jour après jour. Elles ne peuvent donc pas être réifiées sous la forme de « cadres » ou de « grammaires », traités indépendamment de leur mise en œuvre dans des pratiques discursives particulières.

En conséquence, pour analyser les débats qui ont pris forme suite aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, il ne suffit pas de présenter la liste des positions dont la polarisation a agencé l'intelligibilité des discussions. Il faut encore rendre compte de leur *élaboration pratique*, au gré du développement de débats, marqués par des rebondissements et des renversements de situation souvent imprévisibles. Il s'agit donc de retracer le déploiement d'activités collectives organisées, mais néanmoins contingentes. Autrement dit, il convient de rendre compte de la détermination des perspectives sous lesquelles des événements sont saisis, sans pour autant perdre de vue que la survenance de ces derniers reste irrémédiablement imprévisible.

La description détaillée de l'espace médiatique, constitué par les discours de la presse quotidienne suisse à l'occasion du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », impliquerait donc une analyse exhaustive d'innombrables articles, éditoriaux, photographies, dessins de presse, etc. À terme, une telle présentation se diffracterait pour ne composer qu'une forme kaléidoscopique, extrêmement nuancée, mais empêchant de broser les grands traits d'un panorama, articulant la définition du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » et la constitution de l'espace médiatique qui en découlent. Afin d'associer au mieux cette perspective générale et le souci du détail, je ne présenterai pas l'ensemble des analyses détaillées d'articles sur lesquelles reposent mes observations. Je me contenterai de convoquer ces études minutieuses pour décrire le détail de telle ou telle opération qui, dans la perspective des débats polarisés autour du problème « des fonds juifs et de l'or nazi », apparaîtra comme déterminante pour la constitution de son intelligibilité conflictuelle.

Dans cette perspective, la controverse soulevée par les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz se présentera comme un enchaînement d'occurrences singulières, imprévues et non répétables, dont la détermination est indissociable de celle des schèmes d'interprétation, des positions discursives et des lignes éditoriales qui ont été constituées pour les appréhender. Autrement dit, le développement de ces discussions a déterminé à la fois les événements qui les ont constituées et les différentes perspectives à partir desquelles ils ont été examinés et débattus¹.

Les paragraphes qui suivent s'attacheront à retracer la dynamique de détermination réciproque des événements, des positions discursives polarisées à leur sujet, des lignes éditoriales et des panoplies interprétatives. Afin d'y parvenir, l'analyse mettra en œuvre une théorie de l'événement, dont les axes principaux recouvriront la synthèse formulée par Louis Quéré et Erik Neveu (1996). Dans cette perspective, les moments forts de la controverse seront analysés comme des « *occurrence[s] singulière[s], imprévue[s], non répétable[s]* » (idem : 12) qui, quoi que n'étant pas complètement individuées au moment où elles surviennent, revêtent néanmoins une forme observable et descriptible. En conséquence, cette démarche s'efforcera de retracer le travail pratique d'interprétation et de mise en forme – notamment réalisé par les activités médiatiques – au cours duquel ces occurrences ont été déterminées.

Cet effort sera alimenté par des instruments empruntés à l'analyse dramaturgique, à l'herméneutique et à la philosophie pragmatique. Plus précisément, cette analyse les articulera dans une perspective phénoménologique, largement inspirée des études ethnométhodologiques, qui élucident les procédures ordinaires par lesquelles des situations – des activités, des identités catégorielles ou des environnements – sont rendues « *accountable* », c'est-à-dire observables et descriptibles².

Premièrement, la description des débats qui ont suivi les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz comportera une composante *dramaturgique*, qui présentera la « mise en scène » des événements. Elle s'attachera notamment à élucider l'organisation de l'environnement spatial et temporel dans lequel ces derniers se sont inscrits, et le découpage des diverses scènes sur lesquelles se sont focalisées les descriptions qui en ont rendu compte. Cette analyse éclairera comment des activités pratiques et discursives ont progressivement établi la distinction entre les spectateurs et les acteurs des débats, ainsi que les positions et les rôles qu'ils ont assignés aux uns et aux autres³.

Deuxièmement, le récit des débats comprendra une dimension *herméneutique* qui mettra l'accent sur la dynamique interprétative de la controverse et sur son organisation

¹ Cette approche rompt avec les analyses qui considèrent les activités discursives comme des « constructions » – voire comme des « distorsions » – de la réalité. Elle s'oppose en particulier aux analyses qui ramènent la forme et l'efficacité des discours à la *position sociale* occupée par leurs auteurs (*i.e.* le geste fondateur de la sociologie des médias de Patrick Champagne, p. ex : 1991 ; 1993).

² La démarche ethnométhodologique a été présentée, sous une forme accessible, par deux articles traduits en français, de John Heritage (1991 [1987]) et de Don Zimmerman et Melvin Pollner (1996 [1970]). L'héritage phénoménologique de l'ethnométhodologie ressort très clairement d'un des premiers textes publiés par Harold Garfinkel (1963), dont les lignes directrices sont reprises dans le deuxième chapitre de son ouvrage fondateur, les *Studies in Ethnomethodology* (Garfinkel, 1984 [1967] : 35-75). Pour une discussion serrée du positionnement de l'ethnométhodologie dans le domaine des théories du langage et de l'action, voir la synthèse de Jean Widmer (1986). Les débats plus récents qui traversent ce courant d'analyse sont abordés et discutés dans un ouvrage collectif dirigé par Michel de Fornel, Albert Ogien et Louis Quéré (2001).

³ L'analyse dramaturgique des occurrences de la vie quotidienne peut être conduite dans le cadre de la conceptualisation développée par Erving Goffman (1973a). Pour leur part, Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu ont élaboré une « critique de l'événement », dans laquelle ils insistent sur les opérations de découpage et de focalisation par lesquelles les discours médiatiques délimitent et organisent la « scène » des événements dont ils rendent compte (Mouillaud & Tétu, 1989, 11-33).

temporelle. Il s'agira de montrer comment l'émergence des événements oriente des processus discursifs, dont le développement contribue, en retour, à l'individuation et à la détermination de ces événements. Elle montrera en particulier comment les débats qui ont émergé suite aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz se sont progressivement dotés d'un « passé » et d'un « avenir ». Plus précisément, elle élucidera comment ces discussions ont spécifié, jour après jour, les événements constitutifs de leur « champ d'expérience » et de leur « horizon d'attente », établissant ainsi une tension constitutive d'une expérience historique. Cette démarche montrera également comment les mises en récit de ces discussions ont organisé l'ordre sériel d'énumération d'un ensemble fini d'événements, configurés en une totalité intelligible, susceptible d'être observée et rapportée en tant que telle. Autrement dit, cette analyse s'attachera à montrer comment ces discussions se sont « mises en intrigue » au fil de leur déploiement, constituant et spécifiant progressivement leur propre origine (le moment où quelque chose s'est noué), leur développement et leur dénouement, vers lequel elles étaient tendues⁴.

Enfin, la description portera un éclairage *pragmatique* sur les activités discursives déployées par les médias en janvier 1997. Elle s'efforcera de montrer comment le développement des débats a composé une situation suffisamment déterminée pour orienter une action. Plus précisément, il s'agira d'observer comment ces discussions ont constitué ce que John Dewey appelle une « enquête », assurant progressivement « *la transformation contrôlée ou dirigée d'une situation indéterminée en une situation qui est si déterminée en ses distinctions et relations constitutives qu'elle convertit les éléments de la situation originelle en un tout unifié* » (Dewey, 1993 [1938] : 169). Cette perspective permettra de montrer comment le développement pratique de la controverse a *orienté des actions* et *projeté des manières de résoudre le problème*. L'analyse s'inspirera alors notamment des travaux de Joseph Gusfield (1981 [1963]), pour observer et décrire comment la détermination d'une situation problématique – notamment sous l'angle de ses causes et de ses conséquences – établit une diversité de responsabilités, associées à des *actions* déjà posées ou encore à accomplir⁵. Plus largement, il s'agira d'élucider comment les discussions ont déterminé une situation, dont la mise en forme et la configuration ont orienté le développement du processus vers un dénouement⁶.

Au croisement de ces trois perspectives, l'analyse sera confrontée à un problème pratique. Il s'agira en effet d'élaborer une trame narrative capable de retracer la configuration et l'organisation pratique d'une controverse, dont le déroulement a été marqué par des dynamiques interprétatives irrémédiablement circulaires. Le résultat principal de ce chapitre résidera donc dans l'élaboration d'un *récit analytique*, capable de retracer la controverse qui a surgi suite aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz et de décrire comment son déploiement a déterminé la situation dans laquelle elle s'inscrivait, participant ainsi à sa propre orientation. Concrètement, il en résultera une histoire qui

⁴ L'analyse des procédures par lesquelles une expérience historique se constitue en déterminant son « champ d'expérience » et son « horizon d'attente » a été développée par Reinhart Koselleck (1990 [1979]). L'étude des « mises en intrigue » en tant que médiations constitutives de l'expérience de la temporalité a été initiée par Paul Ricœur (1983).

⁵ D'après Joseph Gusfield (1981 [1963], 10-16), l'élaboration d'un problème public implique la détermination de trois responsabilités. Elle désigne les « propriétaires du problème », chargés d'élaborer une version légitime du problème et les moyens à mettre en œuvre pour le résoudre. Leur activité établit une « responsabilité causale », qui détermine l'origine de la situation à traiter. Elle attribue également une « responsabilité politique » désignant les agents chargés de conduire les mesures permettant de résoudre le problème.

⁶ Sur ce point, l'analyse rejoindra des problématiques élaborées par les études ethnométhodologiques du travail scientifique. Ces recherches se sont en particulier attachées à élucider la « transativité », c'est-à-dire les procédures par lesquelles le travail de laboratoire articule, pratiquement, l'incorporation temporelle du travail scientifique et les objets stables de l'enquête scientifique (cf. Lynch et al., 1983).

montrera comment des journaux quotidiens ont contribué à la détermination d'une situation problématique. Elle indiquera comment ces activités discursives ont progressivement configuré les positions à partir desquelles les propos de Jean-Pascal Delamuraz pouvaient être interprétés, et les perspectives d'action susceptibles d'y répondre et, à terme, de résoudre le problème « des fonds juifs et de l'or nazi ».

Dans un premier volet, cette description observera comment les controverses suscitées par l'intervention de Jean-Pascal Delamuraz ont fait émerger une *interprétation conflictuelle* de la situation. Ce cheminement commencera par mettre au jour l'élaboration et le recouvrement d'une double confrontation – *économique* et *politique* – opposant d'une part les organisations juives internationales aux banques suisses et, d'autre part, la gauche politique helvétique à la Suisse. Cette analyse montrera ainsi comment la détermination de la situation a progressivement permis de discerner des actions susceptibles d'être considérées comme des attaques portées contre les *intérêts économiques* de la Suisse, et de dénoncer l'agressivité ou la trahison de leurs auteurs. Ce cheminement retracera ainsi une *polarisation*, dont la dynamique a suscité des *appels au calme* et à la *vérité historique*, constitutifs d'une *voie médiane*, appelée à jouer un rôle déterminant. En effet, l'émergence de cette perspective s'est accompagnée d'un réajustement de l'interprétation agonistique. Elle a donné forme à un *conflit économique* configuré de telle sorte qu'il a été possible d'envisager une *résolution financière*. Celle-ci s'est alors concrétisée par la mise sur pied d'un fonds d'indemnisation, avant d'organiser un horizon borné par l'attente que les banques suisses se chargent de régler le problème en signant un accord global (7.1).

Un second volet de ce chapitre s'attachera à observer comment la conseillère fédérale Ruth Dreifuss a contribué à relancer la controverse en prenant publiquement ses distances avec son collègue Jean-Pascal Delamuraz. L'analyse montrera alors que la *signification* et la *portée* de ses propos ont, dans une large mesure, été déterminées par les commentaires et les réactions qu'ils ont suscités. Le récit analytique s'efforcera alors de retracer comment, au gré d'occurrences imprévues, le *travail d'interprétation* a constitué un discours en *événement*. Puis, comment il a intégré celui-ci dans le déroulement et l'orientation d'une histoire, constitutive de *lignes éditoriales*, dont la polarisation a participé à la configuration d'un espace médiatique. Plus précisément, le destin de cette prise de position éclairera de manière exemplaire comment le surgissement d'un événement peut appeler un travail de détermination dont le déploiement spécifie sa portée et sa signification, mais également la configuration de l'environnement dans lequel il survient (7.2).

Autrement dit, ce chapitre s'efforcera d'élaborer un récit qui élucidera comment les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz ont suscité un travail d'enquête collective, dont le déploiement a défini un *problème de réputation* qui affectait la collectivité suisse. Cette enquête a progressivement déterminé une situation qui a profondément redéfini le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » : elle a mis en forme et configuré un conflit, appelant une résolution financière, dont la mise en œuvre devait être étroitement associée à un travail de *marketing politique* (7.3).

L'analyse montrera donc comment l'organisation endogène d'activités discursives spécifie un environnement scénique et temporel suffisamment déterminé pour orienter des activités. Pour autant, la description de ces procédures soulignera également les limites de ce travail d'organisation. Elle montrera en effet que la détermination pratique des situations ne résorbe jamais intégralement la contingence des processus qui la constituent, mais qu'au contraire, elle ne cesse de susciter l'émergence des occurrences singulières, imprévues et non répétables à partir desquelles elle se déploie⁷.

⁷ Cette approche est fortement redevable à la théorie de l'histoire développée par Rüdiger Bubner (p.ex. 1990). Celui-ci reconnaît l'efficacité configurante et temporalisante des « mises en intrigue » analysées

7.1 L'élaboration progressive d'une situation polarisée et temporalisée

Les paragraphes qui suivent s'efforceront de retracer l'incertitude pratique qui a marqué les discussions sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Ce récit montrera que les débats qui ont pris corps au mois de janvier 1997 n'ont pas immédiatement donné forme aux discours tranchés, ni aux lignes éditoriales très profilées qui apparaissent rétrospectivement. Au contraire, ces discussions ont plutôt dessiné les contours d'une situation extrêmement confuse et indécise, appelant un travail de clarification, chargé de déterminer ce qui se passait. Ces observations rejoindront donc un des fils conducteurs de l'analyse pragmatiste, pour laquelle l'émergence d'un problème est indissociable d'un travail d'enquête qui transforme une situation indéterminée en une situation déterminée. Dans cette perspective, pour restituer le caractère *problématique* « des fonds juifs et de l'or nazi », il convient de rendre compte d'une forme de situation spécifique (Dewey, 1993 [1938] : 170) :

Il appartient à la nature même de la situation indéterminée qui provoque l'enquête d'être *en question* ; ou, en termes d'acte et non de puissance, d'être incertaine, instable, troublée.

De manière similaire, Alfred Schütz signale que les problèmes – théoriques, pratiques ou émotionnels – émergent lorsque ce qui est habituellement tenu pour acquis est remis en question, au point de devenir inintelligible (Schütz, 1975 [1962] : 116-117) :

What is given as unquestionable is in first approximation to be designated as familiar ; as such it is the form of the understanding which we have in the natural attitude of both the world and ourselves. But it belongs to the nature of what we accept as unquestionably given that at any moment it can be put in question, just as that which all along we have taken for granted might at any moment prove unintelligible (*unverständlich*). Even the assumptions of constancy are valid only until further notice : Expectancies based on the constancy of the structure of the world might be disconfirmed (*explodieren*), what has been valid may become doubtful, what has appeared as feasible (*vermöglich*) may prove unrealizable. What has been accepted as unquestionably given then becomes a problem, a theoretical, practical or emotional problem, which must be formulated, analyzed and solved. All problems arise on the background of what has been given as unquestionable [...] and all solutions of problems consist in transforming, by the very process of questioning, that which has become questionable into something new which now in turn appears as unquestionable.

(Ce qui est donné comme non-questionnable peut être désigné, en première approximation, comme familier ; en tant que tel, c'est la forme de compréhension que nous avons, dans l'attitude naturelle, à la fois du monde et de nous-mêmes. Mais il appartient à la nature de ce que nous acceptons comme un donné non-questionnable, qu'il peut être mis en question à tout moment, de même que ce que nous avons tenu de tout temps pour acquis pourrait à tout moment s'avérer incompréhensible (*unverständlich*). Même les assumptions de constance ne sont valables que jusqu'à nouvel ordre : des attentes fondées sur la constance des structures du monde pourraient être infirmées (*explodieren*), ce qui a été valable peut devenir douteux, ce qui paraissait envisageable (*vermöglich*) peut s'avérer irréalisable. Ce qui était accepté comme un donné non-questionnable devient alors un problème, un problème théorique, pratique ou émotionnel, qui doit être formulé, analysé et résolu. Tous les problèmes émergent sur l'arrière-plan de ce qui a été un donné non-questionnable [...] et toutes les solutions des problèmes impliquent de transformer, par le processus même de mise en question, ce qui est devenu questionnable en quelque chose de nouveau qui, à son tour, apparaisse comme non-questionnable.)

par Paul Ricoeur (cf. note 4 *supra*). Cependant, il lui reproche de mettre l'accent sur le caractère ordonné de l'appréhension des phénomènes temporels au détriment de la contingence constitutive des processus historiques.

Ces ouvertures pragmatistes et phénoménologiques sont porteuses de lourdes conséquences pour l'épistémologie des sciences sociales et pour la théorie de l'ordre social. En ce qui concerne l'analyse d'un débat polarisé autour d'un problème public, elles se traduisent avant tout par une *consigne d'écriture*. Dans cette perspective, la détermination d'une situation se présente comme un processus dont le récit doit articuler deux versants complémentaires. D'un côté, il doit retracer le déroulement d'un travail d'interprétation et de clarification, au cours duquel une *situation* est déterminée, ses *schèmes d'interprétation* sont élaborés, affinés, et associés à des *positions* nettement polarisées. De l'autre côté, cette histoire doit simultanément dessiner les contours d'une situation indéterminée, confuse, indécise et troublée, de laquelle ce travail de détermination tire son *sens*.

Concrètement, la *pertinence* d'un travail de clarification et de détermination est indissociable de la confusion qui caractérise la situation dans laquelle il se déploie. Pour rendre compte d'une telle dynamique, il convient donc d'élaborer une forme narrative qui articule, indissociablement, la description d'un environnement confus, et le récit des procédures interprétatives mises en œuvre pour configurer une situation déterminée. Autrement dit, il s'agit d'explorer une manière de présenter les résultats, qui élabore ses propres conditions de possibilité, à mesure qu'elle se déploie. Cette analyse réflexive devrait notamment retracer comment ont été constituées les panoplies interprétatives ou les positions discursives qu'elle mobilise rétrospectivement pour rendre compte de la situation problématique organisée autour du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

En conséquence, cette démarche se privera délibérément de tous les *points fixes* – i.e. des définitions, des concepts, des cadres, des schèmes ou des phases – autour desquels s'organisent les analyses classiques des problèmes publics. Cette expérience débouchera sur la formulation d'un récit qui s'efforcera de restituer les incertitudes et les inquiétudes suscitées par une situation confuse voire incontrôlable, tout en signalant le déploiement d'activités qui s'efforçaient d'esquisser les contours d'une scène, d'identifier ses personnages, d'élaborer ses structures temporelles et d'envisager des solutions. Cette écriture tâchera de rendre tangible la dynamique d'une exploration qui s'oriente au cours de son propre déroulement. Il en ressortira une histoire *expérimentale* – voire *déconcertante* – caractérisée par un déroulement *non linéaire*, dont chaque avancée demeurera irrémédiablement incertaine, suspendue aux actions et aux événements contingents, dont le surgissement pourra, à tout moment, réorienter l'enquête, et requalifier ses développements antérieurs.

Pour retracer l'élaboration des *panoplies interprétatives*, des *positions discursives* et des *lignes éditoriales*, la description va faire voler en éclats le bel ordonnancement de leur énumération et de leur caractérisation rétrospective. Dans un premier temps, l'analyse montrera la profonde *confusion* qui a surgi suite aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, et le *travail interprétatif* déployé pour *donner un sens à ce qui se passait*. L'enquête montrera alors comment les discours médiatiques *exploraient* des interprétations possibles – mettant en forme des *confrontations politiques* ou cernant les contours d'un *conflit économique* – sans jamais se tenir fermement à une interprétation clairement délimitée et déterminée (7.1.1). Dans un deuxième temps, ce récit – pétri de détours, contours et autres retours en arrière – montrera comment un travail d'enquête et d'exploration, privé de toute linéarité, a progressivement configuré une situation intelligible. Au gré des rebondissements et des révisions engendrés par des actions et des événements inattendus, émergera la configuration d'une double confrontation, opposant à la fois les organisations juives et les banques helvétiques, ainsi que la gauche politique et la Suisse. Or, sur l'arrière-plan de ces antagonismes, émergeront des *appels au calme* et à la

vérité historique, configurant progressivement une *position* et une *ligne éditoriale* qui joueront un rôle déterminant pour la représentation de la Suisse et de son passé (7.1.2).

7.1.1 *Une situation confuse, un espace médiatique éclaté et des lignes éditoriales indécises*

Avant de tirer les conséquences de cette observation pour l'interprétation du problème « des fonds juifs et de l'or nazi », il convient de plonger dans les méandres des activités que les protagonistes de la controverse ont développées, au jour le jour, pour donner sens à la situation issue des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz. Aux premiers jours de janvier 1997, les débats ont été rythmés par une prolifération de réactions, de prises de position ou d'interprétations contradictoires. Ils ont ainsi marqué le début d'une dynamique d'enquête et d'exploration, dont l'intelligibilité et la légitimité étaient indissociables d'une situation indéterminée, confuse, incertaine, instable, troublée, dont la configuration interrogeait tout ce que les protagonistes tenaient jusqu'alors pour acquis.

La mise en scène médiatique d'une situation confuse

Dès le 4 janvier 1997, plusieurs quotidiens suisses ont exploré la pertinence des catégories politiques pour rendre compte des polarisations qui prenaient forme autour des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz. Ils ont rapporté que les partis politiques gouvernementaux avaient réservé un accueil mitigé aux propos de l'ancien président de la Confédération⁸. Par-delà cette convergence de fond, les articles signalaient des nuances d'appréciation. De la sorte, ils ont mis en scène l'ébauche d'un *clivage politique* entre la gauche et la droite des partis gouvernementaux. Ainsi, reprenant les deux dépêches d'agence les plus citées ce jour-là (« *ap-ats* »), *L'Express* et *L'impartial* ont introduit leur article de manière emblématique :

Les partis politiques estiment que les propos du conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz à propos de la création d'un fonds d'aide aux victimes de l'Holocauste ont été exagérés. Mais à l'exception du PS, s'ils ne cautionnent pas la forme, ils jugent que la Suisse doit faire preuve de fermeté.

Plus précisément, le déroulement de l'article institue alors une nette polarisation des positions défendues par l'Union démocratique du centre (UDC) et le Parti socialiste suisse (PS) :

L'UDC appuie pleinement le conseiller fédéral, comme l'a déclaré le président du groupe Ueli Maurer. Instituer maintenant un fonds reviendrait à juger à l'avance et friserait l'arbitraire.

Le président du PS Peter Bodenmann maintient que Delamuraz n'est pas le seul à avoir prononcé de telles déclarations. Arnold Koller a dit la même chose. « Tous deux mènent tout simplement une mauvaise politique ».

Cette dépêche a spécifié l'intelligibilité des débats suscités par les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz sous les auspices d'une *polarisation politique*. D'un côté, elle a associé le soutien au conseiller fédéral au parti situé le plus à droite sur le spectre des partis gouvernementaux. De l'autre, elle a signalé que le seul parti de gauche représenté au Conseil fédéral considérerait comme une « *erreur politique* » le refus opposé par Jean-

⁸ Les titres sont explicites : *Le Matin* et *Le Nouvelliste* : « Delamuraz réprimandé » ; *L'Express* et *L'Impartial* : « Les partis jugent Delamuraz » ; *Berner Zeitung* : « Tadel der Parteien » *La Regione* : « 'Ricatto', la parola di troppo ». Seuls *24 Heures* et la *Tribune de Genève* se distinguaient alors en titrant : « Le franc-parler de Delamuraz suscite une vague de sympathie » (6.4, *supra*).

Pascal Delamuraz et Arnold Koller à la création d'un fonds pour les victimes de l'Holocauste.

Il convient cependant de faire preuve de circonspection au moment d'analyser la polarisation instituée par ces comptes rendus. Il est incontestable que cette dépêche *a assuré la disponibilité* des catégories politiques pour rendre compte du débat en cours. En revanche, elle n'a pas, pour autant, constitué la question « des fonds juifs et de l'or nazi » en tant que problème politique. En effet, il ne suffit pas qu'une dépêche évoque une polarisation entre la gauche et la droite pour affirmer que la situation et le développement des discussions se présentaient, dès le 4 janvier 1997, sous la forme d'une opposition politique.

Concrètement, pour le point de vue rétrospectif de l'analyste, cette dépêche attribuée à Peter Bodenmann des propos qui présentent d'indéniables convergences avec l'éditorial de Claudia Kühner publié la veille par le *Tages-Anzeiger* (cf. 6.2, *supra*). Cependant, rien n'indique que cette convergence de vues était constitutive de la situation et de son intelligibilité pour les acteurs de l'époque. En conséquence, il serait hasardeux d'orienter l'analyse sur la voie d'un raccourci catégoriel, en affirmant, par exemple, que *le Tages-Anzeiger avait adopté une perspective « de gauche » dès le début janvier 1997*. Plus encore, la situation ainsi déterminée n'établissait pas des équivalences catégorielles qui permettraient de considérer que les acteurs de l'époque considéraient l'opposition aux propos de Jean-Pascal Delamuraz et, plus largement la perspective de la « responsabilité morale », comme une position « de gauche ».

Sur ce point, la plupart des ouvrages consacrés rétrospectivement à l'affaire « des fonds juifs et de l'or nazi » pèchent par manque de méthode. D'une manière générale, ils analysent le développement des discussions à la lumière de l'intelligibilité acquise rétrospectivement par les débats. Ils en viennent ainsi à interpréter le développement des discussions sur l'arrière-plan, tenu pour acquis, d'une équivalence entre la perspective de la responsabilité morale, les interventions des organisations juives internationales et des positions défendues par la gauche politique. De la sorte, ils finissent par confondre l'organisation progressive du débat en train de se faire et l'intelligibilité rétrospective de la situation. Ils établissent ainsi une continuité anachronique et erronée entre des discours aussi différents que ceux tenus, à différents moments de la discussion, par les organisations juives internationales, le sénateur D'Amato, la communauté juive de suisse, le Parti socialiste suisse, Jean Ziegler, la Commission Indépendante d'Experts, ou le *Tages-Anzeiger* par exemple. En d'autres termes, la plupart de ces analyses commettent un grossier anachronisme : elles mobilisent l'intelligibilité rétrospective de la situation pour élucider son élaboration progressive. De la sorte, elles endossent et imposent, sans la discuter, la perspective constitutive de l'interprétation du problème qui s'est finalement dégagée au terme de débats souvent animés. Ce qui revient à dire que ces ouvrages n'analysent pas les débats : ils y *prennent position* en faveur de la détermination de la situation qui s'est finalement imposée.

Dans ces circonstances, l'élaboration d'une approche analytique du débat impose un effort particulier, consistant notamment à retracer les développements contingents du travail d'enquête collectivement déployé en Suisse. La perspective phénoménologique et pragmatique qui oriente cette analyse ouvre la voie à une « critique » qui se démarque de la signification habituellement accolée à ce concept dans le domaine sociologique. D'une part, elle renoue avec l'acception kantienne de la notion de « critique », en ce sens qu'elle s'efforce de comprendre les manières ordinaires de comprendre le monde. Autrement dit, la suspension de l'adhésion à l'ordre dominant n'est pas proférée en tant que principe d'intervention sur le monde, mais en tant que ressource méthodologique pour son analyse. En effet, ce n'est qu'à condition de questionner l'intelligibilité des situations,

habituellement tenue pour acquise, qu'il est possible d'observer et de décrire les opérations pratiques qui l'ont constituée. En ce sens, l'analyse n'entend ni s'opposer aux versions dominantes, ni les redresser. Elle s'efforce au contraire de les prendre au sérieux, de manière à rendre compte précisément des procédures qui ont présidé à leur élaboration. C'est ici que cette perspective se détache en un autre sens de l'acception habituelle de la sociologie « critique ». Cette dernière constitue explicitement l'analyse scientifique comme un domaine autonome des débats qu'elle analyse. L'analyse pragmatique conduite ici prétend, au contraire, expliciter les opérations par lesquelles sont orientées les enquêtes collectives qu'elle analyse. En ce sens, elle prend appui sur des enquêtes déjà menées, de manière à éclairer les enjeux constitutifs de celles en cours ou à venir.

Dans le cas particulier « des fonds juifs et de l'or nazi », ce mode d'analyse a pour conséquence principale une réhabilitation de l'incertitude qui a longtemps régné autour de l'interprétation de la situation et donc de la contingence qui a présidé au déploiement de l'enquête. Ainsi, cette approche permet d'observer que, le 4 janvier 1997, les médias suisses n'ont pas tous mis en scène une polarisation politique. Plusieurs quotidiens – parmi lesquels le *Bund* et le *Tages-Anzeiger* – ont privilégié l'intervention de la Fédération suisse des communautés israélites. Après avoir désapprouvé les propos du président de la Confédération, la FSCI avait annoncé son intention de « *formuler à l'intention du gouvernement une base de discussion sur la manière d'instituer un fonds d'indemnisation et sur son ampleur* »ⁱ. Ici encore, l'analyse de ces quelques articles ne suffit pas pour établir comment la situation était déterminée à l'époque. Certes, ces documents mentionnent les positions contrastées adoptées par le Conseil fédéral et les Communautés israélites au sujet de la création d'un fonds en faveur des victimes de l'Holocauste. En revanche, il serait erroné d'en déduire que ce dernier apparaissait comme l'enjeu d'un affrontement entre les autorités helvétiques et les Suisses juifs.

Ainsi, les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz ont rapidement suscité de nombreuses réactions, très nettement contrastées, allant du soutien inconditionnel, à une ferme réprobation. Pourtant, les pôles ainsi constitués n'ont pas immédiatement été associés à des catégories fermement délimitées. Certaines descriptions les présentaient comme une opposition entre la gauche et la droite politiques. D'autres laissaient entrevoir une confrontation entre les communautés juives de Suisse et les autorités fédérales.

Loin de se clarifier, la situation s'est encore complexifiée quelques jours plus tard. La dépêche de l'agence *Associated Press* (AP), reprise le 6 janvier par *La Liberté* pour annoncer les réactions des autorités états-uniennes et les organisations juives, témoigne de l'indétermination qui régnait à l'époqueⁱⁱ :

Chaque jour apporte de nouvelles réactions à l'interview de Jean-Pascal Delamuraz concernant les avoirs juifs en déshérence, publiée le 31 décembre par deux quotidiens romands. Les organisations juives menacent déjà de prendre des sanctions contre les banques suisses. Pour le Département d'État américain, il est grotesque de prêter aux États-Unis des intentions malhonnêtes dans cette affaire. [...]

Les représentants de l'Agence juive et du Congrès juif mondial ont fait savoir hier à Jérusalem que la prise effective de sanctions dépendrait de l'attitude ultérieure des autorités suisses. Ils ne renonceront à prendre des dispositions concrètes contre les banques suisses que si la Suisse affirme clairement que les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz ne représentent pas la position officielle du Gouvernement suisse en la matière. [...]

Les propos de Jean-Pascal Delamuraz n'ont pas non plus laissé sans réaction les Américains. Nicholas Burns, porte-parole du Département d'État américain, a déclaré vendredi à Washington que le Gouvernement américain rejetait toute accusation laissant entendre que les États-Unis sont animés par autre chose que les meilleures intentions dans cette affaire. Nous nous sentons obligés par la vérité historique. Il y a des dizaines de milliers de survivants de l'Holocauste qui sont intéressés à ce que les Gouvernements se comportent correctement les uns envers les autres. Nous devons examiner la question de ce patrimoine volé par les nazis

aux juifs et à d'autres. Et il est vraiment grotesque de prétendre qu'un quelconque office gouvernemental américain essaie de déstabiliser le système bancaire suisse ou de faire chanter le Gouvernement, a encore ajouté Nicholas Burns.

Samedi soir, Thomas Schwendimann, porte-parole de l'économie publique, a déclaré que Jean-Pascal Delamuraz avait pris connaissance des réactions du porte-parole du Département d'État américain. Le conseiller fédéral tient à souligner qu'il n'a jamais mentionné ni même visé dans son interview le Gouvernement américain ou l'un de ses services, ni directement, ni indirectement, a ajouté Thomas Schwendimann. Félix Spahr, de la Chancellerie de la Confédération, affirme cependant dans la « SonntagsZeitung » que Jean-Pascal Delamuraz doit retirer les propos par lesquels il affirmait que la revendication de créer immédiatement un fonds de 250 millions de francs pour les victimes de l'Holocauste équivalait à du chantage. Sans doute le conseiller fédéral a-t-il mal choisi ses mots, a ajouté Félix Spahr.

Cette multiplication des prises de position, des répliques, des revirements et des démentis a dessiné les contours d'une situation extrêmement confuse. Dans leur ensemble, les articles publiés du 3 au 6 janvier 1997, n'ont déterminé ni les limites de la scène des controverses suscitées par les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, ni leurs horizons temporels, ni l'identité de leurs protagonistes. Dans un premier temps, les quotidiens suisses ont mis en scène une polarisation politique et les propositions des Communautés israélites de Suisse. Puis, ils ont répercuté des prises de position émanant d'organisations juives internationales et du Gouvernement états-unien, impliquant les banques privées et le gouvernement helvétiques. Plus encore, ils ont mis en scène la confusion qui entourait la position officielle des autorités suisses à l'égard des propos de Jean-Pascal Delamuraz, laissant planer l'incertitude quant à l'éventualité de sanctions.

Une première tentative de clarification : la mise en scène d'un conflit financier

Face à cette profusion de prises de position et de perspectives divergentes, les discours médiatiques se sont rapidement efforcés de clarifier la situation. Comme l'indiquaient déjà ses titres du 6 janvier, la presse suisse a concentré son attention sur les menaces de boycott proférées par le Congrès juif mondial et l'Agence juive⁹. La mise en évidence de cet aspect de la discussion s'est confirmée dans les journaux du lendemain, dont les articles se sont concentrés sur les réactions suscitées en Suisse par l'engagement des organisations juives internationales dans la polémique. Ils ont notamment mentionné l'appel au calme lancé par la Fédération suisse des communautés israélites et les atermoiements du Conseil fédéral. Mais les quotidiens ont surtout focalisé leur attention sur le sérieux avec lequel les banquiers suisses avaient accueilli cette nouvelle. Ainsi, *L'Express* et *L'Impartial* ont annoncé en première page, sous le titre « *Fonds juifs : Pressions prises au sérieux* », un article dans lequel ils notaientⁱⁱⁱ :

Cette menace de boycott n'a pas laissé indifférents les milieux bancaires helvétiques. Le président de l'Association suisse des banquiers (ASB), Georg Kray, estimait dimanche qu'une telle mesure pourrait avoir des répercussions sensibles sur les intérêts bancaires suisses, notamment aux États-Unis. L'ASB est revenue à la charge hier avec un communiqué plutôt sec.

L'ASB ne prend pas position sur les propos de Jean-Pascal Delamuraz. Elle s'en tient au Memorandum of Understanding conclu en mai 1996 entre l'ASB et les organisations juives internationales. Ce texte rappelle-t-elle, porte notamment la signature du président de l'Agence juive, Abraham Burg, et du secrétaire général du Congrès juif mondial, Israel Zinger [sic]. [...]

Pour l'ASB, « les menaces de sanction et de boycott, ainsi que les ultimatums et les exigences qui leur sont liées, ne paraissent pas être le bon moyen de faire avancer les travaux commencés ». Elle considère que le Memorandum continue de lier les parties signataires et espère, à cet égard, une attitude constructive de la part des organisations juives ».

⁹ Seule la NZZ privilégiait alors la réaction du gouvernement états-unien (cf. note ii).

Les discours médiatiques ont ainsi éclairci la situation polarisée autour de la création d'un fonds d'indemnisation pour les victimes de l'Holocauste par une opération de *coupure* et de *focalisation*. Ils ont constitué le débat comme une « scène événementielle » organisée et orientée par les « *menaces de boycott* » et la « *réplique de l'ASB* ». De la sorte, ils ont établi une distinction entre le hors-champ et le champ de ces discussions, intensifiant du même coup les relations entre les personnages et les objets compris dans ce dernier¹⁰. Autrement dit, cette série d'articles a progressivement constitué la question comme une *confrontation entre les organisations juives internationales et l'organisation faïtière des banquiers suisses*. De plus, ces comptes rendus ont spécifié l'organisation temporelle de la scène. Progressivement, les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz sont passées à l'arrière-plan, laissant le devant de la scène aux organisations juives internationales. Par cette opération de configuration, leurs menaces de boycott ont été constituées comme les éléments déclencheurs de la situation problématique, comme des « déclarations » auxquelles répondaient les « répliques » de l'Association suisse des banquiers¹¹.

Rétrospectivement, ces opérations apparaissent comme des *préfigurations* de la définition d'un *conflit financier*, laquelle s'imposera par la suite dans l'ensemble des médias helvétiques. Plus largement, elles esquissent les contours de la résolution à venir du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elles présentent en effet un premier croquis de la scène, sur laquelle s'opposeront, durant plus d'une année, les représentants des victimes de l'Holocauste et les banques privées helvétiques, autour de la détermination du montant d'un accord global. Cependant, il serait parfaitement anachronique d'affirmer pour autant que la situation apparaissait de la sorte et avec autant de netteté aux acteurs de l'époque. En effet, la configuration scénique et l'orientation temporelle des discussions étaient alors des objets de discorde, constitutifs de la controverse. Ainsi, les opérations consistant à minimiser l'importance des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, pour mieux concentrer l'attention sur les interventions des organisations juives et sur les répliques des banquiers suisses apparaissaient, à l'époque, comme des prises de position en faveur de la perspective agonistique.

Cette manière de constituer l'intelligibilité de ces prises de position est apparue avec les premiers articles suisses consacrés à la question, publiés par la presse tessinoise du 2 janvier 1997. Dès cette date, le *Corriere del Ticino* et la *Regione* ont titré respectivement : « *Congresso ebraico attacca Delamuraz* » (*Le congrès juif attaque Delamuraz*) et « *Le ire ebraiche su Delamuraz* » (*Les colères juives sur Delamuraz*). Cette focalisation sur les interventions des organisations juives a organisé la scène des discussions. Elle a fait passer les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz en coulisse, attribuant ainsi le rôle principal aux organisations juives, dès lors présentées comme les déclencheurs des hostilités, c'est-à-dire comme les acteurs auxquels pouvait être attribuée la « responsabilité causale » du conflit¹². Les conséquences de cette perspective descriptive ont été explicitées par le *Corriere del Ticino*, dans un éditorial signé Alfonso Tuor, publié au lendemain des menaces de sanctions lancées par les organisations juives et de la réplique de l'Association suisse des banquiers^{iv} :

Che si giungesse a una prova di forza era facilmente prevedibile. Sin dall'inizio la campagna lanciata dal senatore repubblicano Alfonse D'Amato e dal Congresso mondiale ebraico tendeva allo scontro e non a creare le premesse appurare l'identità e l'ammontare dei

¹⁰ Cette analyse du « cadrage » médiatique comme opération instituant une « scène événementielle » est empruntée à Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu (1989, 17-18).

¹¹ Erving Goffman utilise les notions de « déclaration » et de « réplique » pour désigner respectivement les première et deuxième parties de paires dans les interactions discursives (Goffman, 1987 [1981], 11-84).

¹² La notion de « responsabilité causale » est empruntée à Joseph Gusfield, cf. note 5, *supra*.

fondi delle vittime dell'Olocausto ancora giacenti – a quanto si afferma – presso le banche elvetiche o per accertare il comportamento delle nostre autorità in quei terribili anni.

L'obiettivo era un altro : diffondere la convinzione, attraverso un'abile campagna di stampa che la Svizzera si era piegata alla volontà del regime nazista e che le sue banche avevano "lucrato" sulle vittime dell'Olocausto, cercando di impedire ai loro eredi di rientrare in possesso dei loro beni. Dunque, non devono sorprendere le attuali minacce di boicottaggio. Esse rappresentano unicamente la naturale continuazione di una campagna tesa a giungere a questo obiettivo. Le dichiarazioni di Jean-Pascal Delamuraz costituiscono dunque solo un pretesto, che oggi viene abilmente utilizzato.

(Il était facile de prévoir que les choses aboutiraient à l'épreuve de force. Dès le départ, la campagne lancée par le sénateur républicain Alfonse D'Amato et par le Congrès juif mondial était orientée vers l'affrontement et non vers l'établissement de l'identité et du montant des fonds des victimes de l'Holocauste qui – à ce qu'on dit – sont encore en déshérence auprès des banques suisses, ni vers la vérification du comportement de nos autorités durant ces années terribles.

L'objectif était autre : diffuser, par le biais d'une habile campagne de presse, la conviction que la Suisse s'était pliée à la volonté du régime nazi et que ses banques s'étaient enrichies au détriment des victimes de l'Holocauste, en cherchant à empêcher leurs héritiers de rentrer en possession de leurs biens. Donc, les menaces actuelles de boycott ne doivent pas surprendre. Elles représentent uniquement le prolongement naturel d'une campagne menée en vue d'atteindre cet objectif. Les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz ne constituent donc qu'un prétexte, aujourd'hui habilement utilisé.)

Cet éditorial formule explicitement la prise de position engagée par le travail de configuration que le *Corriere del Ticino* avait réalisé jusqu'alors dans ses pages d'actualité, en concentrant son attention sur les seules menaces brandies par les organisations juives internationales. Cette mise en scène tenait Jean-Pascal Delamuraz et ses déclarations à l'écart de la controverse polarisée autour de la création d'un fonds d'indemnisation en faveur des victimes de l'Holocauste. Plus précisément, elle présentait ce débat comme un *conflit, résultant exclusivement des menaces brandies par les organisations juives*. Dans le prolongement de cette perspective, cet éditorial – significativement intitulé « *Sassate sui nostri alberi da frutto* » (*jets de pierres contre nos arbres fruitiers*) – dénonce même une attaque en règle des banques suisses, dont Jean-Pascal Delamuraz ne serait finalement qu'un bouc émissaire.

Cette manière de focaliser l'attention sur la confrontation entre les banques suisses et les organisations juives internationales, était redoublée par son inscription dans un « champ d'expérience » exclusivement défini par la « *campagne de presse* » du sénateur D'Amato et du Congrès juif mondial. Dans cette perspective, *la tournure belliqueuse des débats apparaissait comme le résultat d'une machination*. Ce qui revenait à dédouaner Jean-Pascal Delamuraz et à faire reposer l'entière responsabilité du conflit sur les épaules des organisations juives internationales.

Le même jour, cette perspective a été précisée par l'éditorial du *Nouvelliste* signé Vincent Pellegrini, mettant explicitement en scène un conflit économique dans un titre sans ambiguïté : « *Le prix controversé du passé* ». Son argumentation mobilise un arsenal antisémite classique pour fonder la pertinence d'un traitement médiatique focalisé sur la responsabilité des organisations juives dans le déclenchement et la conduite de cette confrontation. En effet, son discours constitue une catégorie juive, à laquelle est attribuée un appât du gain dénué de scrupule, et une accumulation de pouvoir politique occulte considérable. Ces deux propriétés suffisent alors pour l'accuser d'être seule responsable des sentiments antisémites dont elle est victime.

Concrètement, ce texte commence par affirmer que l'interprétation agonistique a dévoilé les motifs réels de la campagne menée par les organisations juives internationales :

JPD [*i.e.* Jean-Pascal Delamuraz] a néanmoins eu le mérite de mettre le doigt sur un aspect moins noble de cette croisade lorsqu'il a dénoncé le travail de sape mené contre la place financière helvétique par certains relais anglo-saxons qui sont plus proches de la haute finance que des survivants de l'Holocauste.

Sur l'arrière-plan de la situation configurée les jours précédents, cette mise en scène épingle des juifs prospères, prêts à tout pour renforcer leur position dans les milieux de la haute finance, y compris à instrumentaliser les souffrances endurées par les victimes de l'Holocauste afin de déstabiliser les banques suisses. Vicent Pellegrini constitue ainsi des « *associations juives* » auxquelles il attribue une puissance économique considérable, qu'il double immédiatement d'une force d'influence politique redoutable :

Quant au citoyen suisse, il aura découvert avec étonnement la forte influence des associations juives sur la politique extérieure et intérieure américaine. Le Congrès juif mondial a d'ailleurs fourni une démonstration spectaculaire de sa puissance en forçant notre pays à promptement plier le genou.

En prêtant de la sorte d'importants pouvoirs économiques et politiques à cet acteur collectif, Vincent Pellegrini suggère qu'il soit doté des moyens nécessaires pour manipuler la réalité, de manière à contraindre ses adversaires à se soumettre à sa volonté. Ce raisonnement mène alors tout droit à la conclusion. Les organisations juives ne sont pas seulement à l'origine du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elles sont encore les seules responsables des expressions d'antisémitisme que leur attitude ne manquera pas de déclencher :

[L]es réactions disproportionnées de certaines organisations juives doivent cesser car elles vont finir par rallumer des sentiments antisémites.

Ainsi, dès les premiers jours de janvier, plusieurs quotidiens suisses ont esquissé les contours d'un conflit financier. Ils ont élaboré la détermination d'une situation caractérisée comme un affrontement opposant les banquiers suisses à des organisations juives internationales, suite à une campagne de presse menée par ces dernières. Ces opérations descriptives et discursives ont alors fondé l'intelligibilité et la pertinence d'une perspective agonistique, inscrite dans le prolongement des propos de Jean-Pascal Delamuraz et explorée par *24 Heures* et *Le Nouvelliste* dès les premiers jours de la discussion (cf. 6.1, *supra*). Ces mises en forme retiennent rétrospectivement l'attention dans la mesure où elles anticipent un propos qui s'imposera, puis se généralisera par la suite. Cependant, cette perspective n'était pas particulièrement en vue dans les discours de l'époque. Il s'agissait plutôt d'un point de vue parmi d'autres, au sujet d'une situation dont la constitution et l'interprétation restaient, dans une large mesure, indéterminées.

Les procédures de détermination d'une situation incertaine

Certes, les articles et les commentaires journalistiques se rejoignaient pour observer les prémisses d'une escalade verbale, indiquant que, pour les observateurs de l'époque, la situation se caractérisait par une tension croissante entre les différentes parties prenantes aux discussions. Cependant, la majeure partie des journalistes se gardaient de prendre position dans ce conflit ou d'y contribuer. Au contraire, ils appelaient très explicitement à renoncer à cette approche qui, selon eux, nuisait à ce qu'ils considéraient comme prioritaire : La recherche de la vérité historique, qui avait été lancée en décembre 1996 par le Parlement et le Gouvernement helvétiques (cf. 1.4.3, *supra*).

Tel était notamment le propos de la correspondante parlementaire du *Matin*, Anne Dousse, dont l'éditorial du 7 janvier 1997 était placé sous les auspices d'un appel sans

ambiguïté : « *Retrouvons la sérénité ! Les propos de Jean-Pascal Delamuraz dans l'affaire des fonds juifs enflamment les passions. Ce qui est nuisible à la recherche de la vérité* »^v :

Que cesse l'escalade ! L'épreuve de force engagée entre le Conseil fédéral et les organisations juives à propos des fonds tombés en déshérence ne débouchera sur rien de positif, si elle se poursuit. Les déclarations musclées de part et d'autre ne contribueront qu'à engendrer la méfiance. Ce climat de tension, malsain, n'est pas propice à la recherche de la vérité. Voilà pourquoi il devient aujourd'hui impératif de calmer le jeu et de revenir aux enjeux du dossier, c'est-à-dire de faire toute la lumière sur cette période trouble de notre histoire. Une commission d'experts a été nommée par le gouvernement, qu'on la laisse travailler en paix et qu'on ne la mette plus, s'il vous plaît, sous pression.

Cette appréhension de la situation, attachée à la définition du problème élaborée suite à la publication du rapport *Nazi Gold*, n'était pas isolée à l'époque. En témoigne l'éditorial signé le même jour, par François Nussbaum dans *L'Express* et *L'Impartial*. Sous le titre « *Fonds juifs : on joue avec le feu* », ce correspondant parlementaire rejoint sa consœur Anne Dousse, jusque dans le choix des mots utilisés pour décrire la situation^{vi} :

On retombe de haut. Il y a quelques semaines, les chambres fédérales votaient à l'unanimité l'institution d'une commission d'historiens chargée d'étudier à fond le rôle de la Suisse et de ses banques durant la dernière guerre. Aujourd'hui, on menace ce processus par des invectives stériles sur la création anticipée d'un fonds de compensation pour les victimes du nazisme. [...]

Il importe donc de calmer le jeu. On n'en est pour l'instant qu'aux rodomontades mais on joue avec le feu : il suffit de s'installer au café du Commerce pour s'en rendre compte. Or, l'Holocauste et ses six millions de victimes méritent mieux qu'un marchandage à 50 ou 250 millions de dollars. Par exemple un peu d'humilité : de toute façon, la souillure est ineffaçable.

Ces brèves citations indiquent à elles seules que la mise en scène conflictuelle du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » n'allait pas encore de soi au début du mois de janvier 1997. Plus largement, aucune détermination précise de la situation ne se dégageait des colonnes de la presse suisse à ce moment précis de la discussion. Certes, de nombreux quotidiens évoquaient l'émergence d'un conflit économique, focalisant leurs pages d'actualité sur le rôle des banques suisses et des organisations juives internationales au cœur de l'antagonisme naissant. Cependant, dans le même temps, la plupart des commentateurs appelaient explicitement les autorités suisses à « calmer le jeu » et à rechercher la vérité au lieu d'élaborer des solutions financières.

D'ailleurs, de nombreux articles ont mis en évidence le rôle – effectif ou escompté – d'intervenants qui se tenaient à l'écart de ce conflit économique naissant. Ainsi, plusieurs quotidiens ont notamment présenté la Fédération suisse des communautés israélites et le Conseil fédéral comme deux pôles de référence, susceptibles de réorienter le traitement du problème. Échappant à la perspective conflictuelle, ils étaient appelés à élaborer des définitions de la situation articulées autour de la composante historique et morale du problème, c'est-à-dire à endosser le rôle de « propriétaires du problème » (cf. Gusfield, 1981 [1963] ; note 5, *supra*).

Ainsi, le 7 janvier 1997, le *Bund* mettait en exergue les appels à la modération lancés par les membres de la communauté juive de Suisse^{vii}. Le titre de son article de première page endossait les propos de Michael Kohn qui appelait à rechercher la vérité au lieu de mener une guerre des mots (« *Wahrheitssuche statt Wortkriege* »). Ce texte était illustré par une photographie de « *Sigi Feigel* » dont le sous-titre annonçait qu'il considérait à la fois « *les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz et les pressions du Congrès juif mondial comme des 'actes manqués politiques'* » (*Der Ehrenpräsident der Israelitischen Cultusgemeinde Zürich, Sigi Feigel, bezeichnet Bundesrat Delamuraz' Äusserungen und*

die Drohungen des jüdischen Weltkongress gleichermassen als « politische Fehlleistungen »).

Le même jour, la *Neue Luzerner Zeitung* titrait éloquentement, en première page : « *Seul le Conseil fédéral se tait* » (*Nur der Bundesrat schweigt*)^{viii}. De la sorte, il indiquait que la multiplication des prises de position contradictoires avait soulevé des tensions face auxquelles les autorités se devaient d'exprimer clairement leur position. Plus précisément, cet article montrait que la situation confuse qui en résultait conférait un rôle prédominant au gouvernement helvétique, rendant particulièrement visible le mutisme dans lequel il s'était claquemuré. Cet épinglage du silence des autorités était souligné par un dessin de presse.

Ce dernier représente la salle de réunion du conseil fédéral. Sept tables de travail sont disposées en cercle, surmontées de petites pancartes mentionnant les noms des conseillers fédéraux en exercice. Les fauteuils en revanche sont vides, tandis que, dans un coin de la pièce, le téléphone sonne avec insistance. La légende explicite alors la mise à l'index d'une vacance gouvernementale : « *Le téléphone sonne et sonne – et les conseillers fédéraux se querellent pour savoir qui peut décrocher le premier...* » (*Das Telephon schellt und schellt – und die Bundesräte streiten sich, wer zuerst abnehmen darf...*).

Le commentaire placé immédiatement à côté développait précisément cet argument. Il affirmait que le gouvernement « *ne sort[ait] pas grandi* » de la crise qui avait pris naissance autour de la question du fonds d'indemnisation. Puis, il estimait en particulier qu'il « *lui manqu[ait] manifestement, une fois de plus, de cette sensibilité politico-psychologique qui serait utile de toute urgence pour le traitement d'un thème si difficile pour notre pays* » (*Ganz offensichtlich fehlt ihm einmal mehr jenes politisch-psychologische Gespür, das bei der Behandlung des für unser Land so heiklen Thema dringend nötig wäre [...].* »)

Ainsi, le 7 janvier 1997, Les quotidiens ne s'accordaient ni sur la définition du problème, ni sur la délimitation de sa scène, ni sur l'identification de ses acteurs principaux. Une semaine après les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, la presse suisse n'avait donc pas tranché entre ces diverses manières d'appréhender la situation. Cette diversité des points de vue était déjà apparue à la lumière des lignes éditoriales contrastées adoptées notamment par *24 Heures*, le *Tages-Anzeiger* et le *Bund* (chapitre 6, *supra*). Concentrée sur quelques cas emblématiques de quotidiens nettement profilés, l'analyse durcissait cependant quelque peu le trait, dessinant les contours d'un « espace médiatique » polarisé entre des positions nettement déterminées. Du même coup, elle a occulté le traitement indécis que la plupart des quotidiens ont longtemps réservé à ces questions. En effet, ces positions contradictoires et ces descriptions contrastées n'étaient pas constitutives de lignes éditoriales nettement délimitées. Au contraire, les interprétations divergentes du problème animaient bien souvent les éditions successives d'un même quotidien, et elles se côtoyaient même parfois dans les pages d'un seul numéro, lorsqu'elles ne se télescopaient pas au cœur d'un seul article. Ainsi, les paragraphes qui suivent vont montrer comment la configuration de cet antagonisme a fait émerger une posture médiane, attachée à un « retour au calme », censé favoriser la recherche de la vérité historique.

7.1.2 Le recouvrement d'un conflit économique et d'une polarisation politique

En témoigne la trajectoire de la controverse dans les colonnes de *L'Express* et de *L'Impartial*. A l'instar des autres quotidiens, ils ont concentré leur attention sur l'antagonisme naissant entre les organisations juives et les banquiers suisses, en titrant

successivement « *Fonds juifs Menaces sur les banques* » (6 janvier), puis « *Fonds juifs Pressions prises au sérieux* » (7 janvier). Une lecture attentive de ces articles laisse cependant entrevoir une situation nettement moins déterminée que leurs titres ne le laissent paraître. En effet, sous la plume de leur correspondant parlementaire, François Nussbaum, ces journaux ont alors nettement appelé à « *calmer le jeu* » et à reprendre les recherches historiques sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. De plus, leurs articles d'actualité ne délimitaient pas strictement une situation composée par les seules prises de position des organisations juives et des banquiers suisses. Au contraire, ils mentionnaient également les réactions du gouvernement états-unien, la prise de position de Jean-Pascal Delamuraz regrettant que ses déclarations aient été mal comprises, les tergiversations du Conseil fédéral hésitant quant à la position qu'il devait adopter, et l'appel au calme émis par la Fédération suisse des communautés israélites. Plus encore, *L'Express* et *L'Impartial* maintenaient une interprétation politique du problème par un encadré intitulé : « *Partis : pas de fonds aujourd'hui* » (7 janvier) :

Les partis gouvernementaux ne s'opposent pas au principe d'un fonds de compensation pour les victimes du nazisme. Si le Parti socialiste y est favorable immédiatement, les trois formations bourgeoises souhaitent attendre les conclusions des experts. Le Parlement doit en débattre prochainement. Le PDC [Parti démocrate-chrétien] estime qu'un tel fonds se justifie si des avoirs sont véritablement sans titulaires dans les banques et si des irrégularités ont été commises. Mais c'est aux diverses commissions d'experts de le montrer, disent les partis bourgeois. Le Parti socialiste, lui, se déclare favorable à un tel fonds, « à condition qu'il ne permette pas aux banques de se décharger de leurs responsabilités historiques ». Il y voit une bonne occasion de discuter du secret bancaire et de la place financière suisse.

A première vue, cet article a considérablement pondéré la situation déterminée par les autres textes de *L'Express* et de *L'Impartial*. Les titres de ses articles principaux présentaient la création d'un fonds d'indemnisation comme un enjeu économique, autour duquel s'opposaient les organisations juives et les banquiers suisses. Ce petit encadré en revanche constituait cette même question comme un enjeu politique, autour duquel se polarisaient les partis gouvernementaux de gauche et de droite.

Une analyse superficielle pourrait considérer que ce discours ne faisait que reprendre des catégories politiques que *L'Express* et *L'Impartial* avaient déjà mobilisées, trois jours auparavant, pour rendre compte des réactions aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz (cf. « La mise en scène médiatique d'une situation confuse », p.373, *supra*). Dans cette perspective, le second article ne ferait que redoubler le premier. Il *confirmerait* la pertinence des catégories politiques pour rendre compte de la polarisation du débat. D'un côté, les partis gouvernementaux de droite désapprouvaient la forme des propos de Jean-Pascal Delamuraz. Par contre, ils souscrivaient à la fermeté de son contenu, en particulier s'agissant du refus de créer un fonds de compensation pour les victimes du nazisme. De l'autre, le Parti socialiste suisse se désolidarisait radicalement des déclarations du président de la Confédération. Il considérait comme une « *mauvaise politique* » le refus opposé par le Conseil fédéral à la création d'un fonds, et se déclarait même favorable à sa mise en place immédiate.

Une telle analyse ne serait pas complètement erronée. Plusieurs articles ont présenté cette controverse comme une confrontation politique opposant la gauche et la droite gouvernementales. Cependant, ces textes ne se sont pas contentés de faire jouer une paire catégorielle prédéfinie, pour rendre intelligible une controverse politique. En effet, l'opposition entre la « gauche » et la « droite » n'est pas un dispositif prêt à l'emploi, qu'il

suffirait de puiser dans un « réservoir de cadres de perception », avant de l'appliquer de manière à déterminer la signification d'une situation confuse¹³.

D'une part, il n'en va pas ainsi parce que la détermination d'une situation ne dépend pas uniquement des descriptions qui en sont faites, mais également de *la dynamique des réceptions qui sont réservées à ces descriptions*. Comme je l'ai déjà signalé au sujet de l'article du 4 janvier, il ne suffit pas que quelques articles mentionnent les catégories politiques, pour que la situation dont ils parlent soit *ipso facto* déterminée comme un enjeu politique. Pour que tel soit le cas, il faudrait encore que ces catégories fondent, de manière évidente et non discutée, la délimitation d'une scène, l'identification de ses acteurs et l'établissement de ses structures temporelles. Surtout, il faudrait qu'elles soient tenues pour acquises dans l'orientation pratique des actions à mener pour résoudre le problème. Or, durant la première semaine de janvier 1997, la situation était loin d'être déterminée de la sorte et, surtout, les catégories politiques ne s'y imposaient pas encore comme allant de soi pour l'orientation des mesures à mettre en œuvre pour trouver une issue au problème « des fonds juifs et de l'or nazi ».

D'autre part, les « cadres » et les « panoplies interprétatives » ne sont ni des entités réifiées, ni des « ressources » prédéterminées et relativement stables, susceptibles d'être « mobilisées » pour déterminer la signification de telle ou telle situation. Certes, l'opposition entre la « gauche » et la « droite » est un dispositif ordinairement disponible, dans notre société, pour faire sens d'une multitude de situations. Cependant, il convient aussitôt de préciser que cette paire catégorielle n'est pas disponible par elle-même et pour elle-même. Elle est plutôt *rendue disponible*, jour après jour, par un ensemble d'*activités pratiques*, discursives et interprétatives, menées notamment par des élus, des membres de partis, des journalistes et des citoyens ordinaires, etc., qui s'efforcent de déterminer le sens de certaines situations, et d'y orienter leurs activités de manière significative et intelligible.

De plus, si ces catégories peuvent potentiellement déterminer une infinité de situations, leur mise en œuvre n'est pas omni-pertinente pour autant. Plus précisément, *la pertinence et la légitimité du recours à ces catégories ne peuvent être évaluées indépendamment du contexte pratique dans lequel elles sont mises en œuvre*. En conséquence, les catégories politiques sont indissociables des activités et des situations avec lesquelles elles entretiennent des relations de détermination réciproque. Autrement dit, s'il est possible de dire qu'une opposition politique détermine une activité ou une situation, la réciproque est également exacte. De telle sorte qu'il n'est nullement exagéré de dire d'une situation ou d'une activité qu'elle détermine les catégories politiques qui lui confèrent son intelligibilité.

Cette dynamique réflexive apparaît très clairement au cœur de l'article de *L'Express* et de *L'Impartial*. Ce texte ne se contente pas de proposer une grille d'interprétation politique de la situation polarisée autour de la création d'un fonds d'indemnisation. Ce faisant, il spécifie également les catégories de la « gauche » et de la « droite » qu'il met en œuvre, ainsi que les enjeux qui fondent leur opposition. Concrètement, ce discours propose

¹³ La métaphore du « réservoir de cadres de perception » est empruntée à Erik Neveu (1996 : 90). De telles réifications de l'ordre social traversent d'innombrables enquêtes sociologiques, qui reprennent bien souvent – plus ou moins explicitement – une problématique structuraliste de l'organisation et de la perception de la réalité. A vrai dire, il est probablement impossible d'esquiver toute réification dans le cadre d'une analyse empirique. Il est en effet difficile de systématiquement spécifier les activités et les situations qui assurent la visibilité et l'intelligibilité des toutes les entités mentionnées au cours d'une enquête. Cependant, quelques auteurs se sont efforcés de s'astreindre à une telle rigueur d'écriture. Ce travail a notamment été élaboré par les tenants de « l'analyse des catégories d'appartenance » (*membership categorization analysis*) initiée par Harvey Sacks. Les lignes qui suivent s'efforcent de mettre en œuvre quelques suggestions qui truffent les observations empiriques rassemblées dans ses *Lectures on Conversation* (Sacks, 1995).

d'associer les deux attitudes antagonistes adoptées à l'égard du fonds de compensation comme les expressions d'un positionnement politique. Ainsi, refuser ou accepter de créer un fonds de compensation serait des prises de position respectivement attribuables à « la droite » et à « la gauche ». L'institution de ce petit dispositif catégoriel réduit considérablement l'indétermination de la situation. Il permet de passer de l'opinion à l'appartenance politique et inversement. Il institue une perspective qui permet indifféremment de considérer que Jean-Pascal Delamuraz a refusé le fonds parce qu'il est de droite, ou d'anticiper que les élus socialistes se prononceront en faveur de sa création.

Réciproquement, ce texte spécifie les catégories politiques qu'il mobilise. Ainsi, la conclusion de l'article précise que la « gauche » dont il est question entend explicitement que les banques ne se déchargent pas « *de leurs responsabilités historiques* », ce qui permet d'inférer qu'elle s'oppose à une « droite » qui serait prête à exonérer les institutions financières de ce devoir. Dans ce cas particulier, la « gauche » et la « droite » sont déterminées comme des entités qui s'opposent au sujet des « banques » du « secret bancaire » et de la « place financière suisse ». En retour, cette opération détermine la controverse polarisée autour de la création du fonds comme un cas parmi d'autres de confrontation entre la gauche et la droite au sujet de ces enjeux économiques. Autrement dit, il inscrit le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » dans le « champ problématique » du secret bancaire, c'est-à-dire « *dans des ensembles de problèmes enchevêtrés, dont l'analyse est plus ou moins établie en termes de causes, de conséquences, de types d'agents et de types de raisons d'agir, et dont le traitement est envisagé en termes d'alternatives relativement définies* » (Quéré, 1999a : 7).

En un seul mouvement, cet article détermine donc à la fois la situation constituée par les controverses polarisées autour de la création éventuelle d'un fonds *et* le dispositif de catégories politiques qu'il met en œuvre pour en rendre compte. A ce point, l'analyse débouche sur un coup de théâtre. Elle indique que ce texte présente la « gauche » et la « droite » comme des entités dont la confrontation constitue un *conflit économique*. En conséquence, cet article constitue des catégories politiques dont la mise en œuvre ne présente pas une *alternative* à la détermination d'un conflit économique. Il en ébauche plutôt une *spécification* : il étend sa scène et l'ouvre à de nouveaux acteurs. Plus précisément, ce texte constitue un conflit économique qui polarise *deux paires catégorielles* qui se recouvrent. Il institue une perspective dans laquelle la création éventuelle d'un fonds d'indemnisation polarise une double controverse. La première oppose les organisations juives internationales aux banquiers suisses. La seconde confronte la gauche à la droite politiques suisses.

Synthèse de l'analyse

Ce petit exemple indique que l'élaboration d'une analyse pragmatique des « cadres » et des « dispositifs de catégories » n'est pas une simple préciosité théorique. Sa mise en œuvre peut modifier radicalement l'interprétation d'une action ou d'une prise de position. Dans ce cas particulier, tant et aussi longtemps que les catégories politiques sont appréhendées comme des entités réifiées, elles apparaissent comme une alternative à l'interprétation de la situation en termes de conflit économique. Dans cette perspective, leur mise en œuvre indique le caractère indéterminé d'une situation, dont il était impossible d'établir clairement s'il s'agissait d'un conflit économique opposant les organisations juives aux banques suisses, ou d'un enjeu politique polarisant la gauche et la droite gouvernementales. Au contraire, une analyse attentive aux opérations de co-détermination des activités, des situations et de leurs catégories d'intelligibilité renverse radicalement cette interprétation. Elle indique que ce texte constitue une « gauche » et une « droite » polarisées autour d'enjeux bancaires, déterminant du même coup le débat autour de la

création du fonds d'indemnisation comme un conflit économique. De la sorte, ce discours élabore une situation dans laquelle la droite est présentée aux côtés des banques, tandis que la gauche apparaît comme l'alliée des organisations juives internationales.

D'un point de vue rétrospectif, l'élaboration de ce recouvrement de catégories *préfigure* un mode d'intelligibilité qui a, par la suite, régulièrement été mis en œuvre pour accuser la gauche politique et ses représentants de trahison (cf. chapitre 3, *supra*). Dans une perspective plus phénoménologique et pragmatique, cette observation éclaire l'embarras dont faisait preuve le Conseil fédéral. A ce moment de la discussion, les organisations juives l'avaient sommé de se distancier des propos de Jean-Pascal Delamuraz, faute de quoi des sanctions seraient prises contre les banques suisses. Dans cette situation, qui se présentait comme un conflit économique doublement polarisé, les marges de manœuvre du Gouvernement suisse étaient restreintes. Soit il désavouait Jean-Pascal Delamuraz, et adoptait ainsi une position de « gauche », impliquant notamment le lancement de discussion sur le secret bancaire et la place financière suisse. Soit il endossait les propos de Jean-Pascal Delamuraz, adoptait une position de « droite », et se confrontait ainsi directement aux organisations juives internationales en prenant le risque qu'elles lancent des mesures de boycott contre les banques.

L'émergence des responsabilités du Conseil fédéral et des banques suisses

Le 8 janvier 1997, l'ensemble de la presse helvétique a concentré son attention sur la prise de position du Conseil fédéral^{ix}. Les quotidiens suisses se sont rejoints pour présenter son intervention comme un savant dosage de fermeté et d'ouverture. D'un côté, ils ont souligné que le Conseil fédéral avait clairement refusé de présenter des excuses suite aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, et qu'il s'était opposé à la création immédiate d'un fonds de 250 millions. De l'autre, les articles ont signalé que le gouvernement avait fait deux pas en direction des organisations juives internationales. Le premier en réaffirmant qu'il entendait faire toute la vérité, et qu'il ne manquerait pas de prendre les mesures nécessaires si la commission d'historiens créée à cet effet découvrait des faits exigeant la mise sur pied de mesures de réparation. Le second en se déclarant disposé à entreprendre aussitôt des négociations, avec l'Association suisse des banquiers et le Congrès juif mondial, en vue de créer un fonds d'indemnisation alimenté par les avoirs en déshérence découverts par le Comité Indépendant de Personnes Éminentes.

Ces discours ont contribué à l'orientation temporelle de la situation. Ils inscrivaient très clairement les débats soulevés par l'éventuelle création d'un fonds d'indemnisation dans le prolongement d'un « champ d'expérience » défini par les mises sur pied successives du Comité Indépendant de Personnes Éminentes et de la Commission Indépendante d'Experts. Dans cette perspective, ces discussions devaient être orientées vers un « horizon d'attente » tendu vers la découverte de la vérité historique et la volonté d'assumer le passé. Autour de ces projets, cette mise en scène a constitué un espace de dialogue et d'apaisement, échappant à la situation conflictuelle polarisée les jours précédents.

L'adoption de cette voie médiane ne pouvait donc que rencontrer l'assentiment des journalistes qui, à l'instar de Anne Dousse, appelaient le gouvernement à calmer le jeu. La correspondante parlementaire du *Matin* a d'ailleurs très clairement fait part de sa satisfaction dès le 8 janvier, dans un éditorial intitulé « *La main tendue* »^x :

Le Conseil fédéral a agi en gouvernement responsable et souverain. Face à la question des avoirs juifs en déshérence qui s'est enflammée, il a adopté une stratégie empreinte de fermeté tout en donnant des gages de bonne volonté. Il n'avait d'ailleurs pas d'autre choix, puisqu'il n'a pas su désamorcer à temps la crise qui couvait. Les informations ne manquaient pourtant pas. Le collège gouvernemental ne pouvait donc pas céder aux pressions. Aux

pressions des organisations juives. Cela aurait signifié un aveu de faiblesse que ses adversaires auraient aussitôt exploité. Et la majorité de l'opinion publique n'aurait pas compris un tel comportement.

Cependant, le gouvernement n'a pas voulu non plus jouer les apprentis sorciers en attisant le feu. Voilà pourquoi il réaffirme qu'il est décidé à faire toute la lumière sur ce dossier. Et il rappelle à ceux qui font preuve de mauvaise foi que le processus est déjà engagé. Le Conseil fédéral ne ferme pas non plus la porte à la création d'un fonds pour les victimes de l'Holocauste qui serait alimenté par les avoirs en déshérence. On en reparlera au Parlement.

Avec sa déclaration, le Conseil fédéral démontre qu'il cherche non seulement à calmer le jeu, mais aussi à maintenir un dialogue constructif. Il tend la main aux organisations juives. Espérons qu'elles la saisiront. Car il est temps aujourd'hui de revenir aux véritables enjeux, c'est-à-dire faire éclater la vérité.

Échappant délibérément à la confrontation déterminée les jours précédents, la position du Conseil fédéral restait en revanche peu intelligible pour les quotidiens et les intervenants qui avaient clairement pris position dans le conflit. Elle a ainsi suscité les prises de position les plus contradictoires, qui n'ont fait qu'ajouter à la confusion.

Ainsi, deux versions radicalement divergentes se côtoyaient dans l'édition de 24 Heures du 8 janvier. D'un côté, Denis Barrelet, attaché à défendre la légitimité de la position défendue par Jean-Pascal Delamuraz, a profité de l'occasion pour renforcer sa perspective agonistique. Prenant appui sur le refus du Conseil fédéral de désavouer l'ancien président de la Confédération, il a rédigé un virulent éditorial titré « *L'otage tient bon* »^{xi}. Il s'y félicitait en particulier du refus que le gouvernement avait, selon lui, opposé à « *la création d'un fonds destiné à une sorte de rachat généralisé, dont le montant serait dicté par les milieux juifs, sous la menace de boycott des banques suisses tel qu'il a été articulé en décembre déjà* » (cf. 6.1, *supra*). Quelques pages plus loin, en rubrique nationale, un article était consacré à la réaction de Bernard Lavrie¹⁴. Ce dernier faisait également part de sa satisfaction, mais pour des raisons inverses à celles invoquées par Denis Barrelet. Dans sa perspective, la prise de position du Conseil fédéral apparaissait comme « *une façon de battre en retraite* », dans laquelle il discernait un espoir d'apaisement^{xii} :

« Selon moi, la déclaration du Gouvernement suisse constitue une façon de battre en retraite, d'exprimer des regrets. Des regrets émis de façon allusive, mais nets tout de même. Cela devrait suffire au CJM qui ne devrait pas demander des excuses officielles rédigées sur un papier avec le tampon de la Confédération ».

Cette expression d'une satisfaction générale – fondée sur des raisons divergentes – prédominait alors dans les colonnes la presse romande. Par contre, plusieurs quotidiens alémaniques ont fait part de leur réserve à l'égard de la déclaration du Conseil fédéral. Ainsi, la *Neue Luzerner Zeitung* titrait en première page « *Le Conseil fédéral n'a pas convaincu tout le monde* » (*Der Bundesrat überzeugte nicht alle*). En page intérieure, cette appréciation mitigée était explicitée par un commentaire intitulé « *Seulement partiellement réussi* » (*Nur Teilweise gelungen*)^{xiii}. Ce texte commençait par mettre en évidence le caractère insatisfaisant de la voie médiane, que le Conseil fédéral s'était efforcé de frayer entre des enjeux de politiques intérieure et extérieure. Selon le commentateur, le refus des

¹⁴ Bernard Lavrie est intervenu à plusieurs reprises dans les colonnes de 24 Heures et de la Tribune de Genève, en tant que porte-parole des communautés juives romandes et secrétaire de la Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation. Il a été cité une première fois le 4 janvier 1997, dans un article intitulé « *Le franc-parler de Jean-Pascal Delamuraz suscite une vague de sympathie* » (cf. 6.4, *supra*), au sujet des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz : « *Bernard Lavrie [...] est [...] sévère : 'Ces déclarations ont été largement répercutées en Israël. Les termes de rançon et de chantage sont tout à fait regrettables. Delamuraz, sans s'en rendre compte, tend la perche aux antisémites au lieu de les condamner. C'est une façon de dire aux Juifs qu'ils en font toujours trop'* ».

autorités de présenter des excuses satisfaisait la partie de la population qui avait reconnu dans les propos de Jean-Pascal Delamuraz la voix d'un gouvernement souverain, refusant de s'incliner face aux pressions extérieures. Sur le volet extérieur en revanche, cette position s'avérait insatisfaisante. En effet, elle impliquait de s'opposer aux organisations juives internationales, qui exigeaient que le gouvernement se distancie des déclarations de l'ancien président de la Confédération. La mise en scène de cette situation aboutissait alors sur une question, formulée en guise de conclusion :

Ja, drängt sich hier die Frage auf, soll denn alles bloss ein Missverständnis gewesen sein ? Sicher haftet eine Regierung nicht für jedes Wort, das ihre Mitglieder von sich geben. Aber wenn eine solche Äusserung aussenpolitischen Flurschaden anrichtet, müsste der Bundesrat im Interesse des Landes als Ganzes eindeutiger reagieren.

(Ici, une question s'impose, il se serait donc simplement agi d'un malentendu ? Bien sûr, un gouvernement ne répond pas de tous les mots que ses membres expriment. Mais quand une telle déclaration cause des dégâts extérieurs, le Conseil fédéral devrait, dans l'intérêt du pays, réagir plus clairement et d'une seule voix.)

Dans une perspective similaire, le *Bund* épinglait la position du Conseil fédéral sous un titre éloquent : « *Le Conseil fédéral au café du commerce* » (*Der Bundesrat am Biertisch*). Ce texte commençait par observer que, dans un monde globalisé, l'histoire suisse ne pouvait plus se définir dans les limites des frontières nationales. Ce constat lui permettait alors de revenir à la prise de position du Conseil fédéral, au sujet de laquelle il émettait une opinion extrêmement tranchée :

Die Erklärung des Bundesrates [...] zeigt, dass Jean-Pascal Delamuraz' Rundumschlag an die Adresse der Kritiker der Schweiz weit über den Biertisch hinaus beträchtlicher Sympathie erfreut. Die Unfähigkeit des Bundesrates, sich auch nur ein Schrittchen von einem in patriotischer Empörung daherpolternden Kollegen zu distanzieren, zeigt aber darüber hinaus nach der peinlichen Wahl der Expertenkommission innert weniger Wochen zum zweiten Mal, dass unsere Kollegialregierung mit gleichberechtigten und kommunikationbehinderten Primadonnen in heiklen aussenpolitischen Situationen nicht funktioniert.

(L'explication du Conseil fédéral montre que le tir tous azimuts de Jean-Pascal Delamuraz à l'adresse de ceux qui critiquent la Suisse a obtenu une vive sympathie bien au-delà des habitués du café du commerce. L'incapacité du Conseil fédéral de se distancier ne serait-ce que d'un pouce, des propos patriotiques indignés d'un collègue balourd, démontre pour la seconde fois en quelques semaines, après l'élection pénible de la Commission d'experts, que notre gouvernement collégial, composé de prima donnas interchangeables et handicapées de la communication, ne fonctionne pas dans des situations critiques de politique extérieure.)

Les réactions contrastées, qui se sont multipliées les jours suivants, indiquent que la prise de position du Conseil fédéral n'avait ni clarifié, ni apaisé la situation. Au contraire, elle a suscité les interprétations les plus contradictoires, qui ont laissé poindre un clivage entre les positions des médias romands et alémaniques. D'une manière générale, les premiers se montraient plutôt compréhensifs à l'égard de Jean-Pascal Delamuraz et ils se plaisaient à souligner que le Conseil fédéral ne l'avait pas désavoué¹⁵. Par contre, plusieurs commentateurs alémaniques désapprouvaient très nettement les propos du conseiller fédéral vaudois et ils faisaient part de leur déception suite au refus du Conseil fédéral de présenter des excuses.

¹⁵ Quelques quotidiens ont même saisi cette occasion pour marquer un soutien appuyé à ce dernier. Ainsi, dans le sillage immédiat de la prise de position du Conseil fédéral, *Le Nouvelliste* (9.1.97) publiait la chronique dans laquelle René Berthod appelait les Suisses à prendre position « *Derrière, autour, avec J.-P. Delamuraz* » (cf. 6.1, *supra*).

Cette divergence est apparue clairement dans *Le Matin*. Au lendemain de l'intervention du Conseil fédéral, le quotidien vaudois avait salué la position médiane adoptée par le gouvernement sous la plume d'Anne Dousse. Deux jours plus tard, il a accueilli dans ses colonnes un long éditorial du rédacteur en chef de la télévision suisse alémanique, Peter Studer. Ce texte reconnaissait certes que la déclaration du Conseil fédéral constituait un « *geste de bonne volonté* ». Toutefois, il en minimisait immédiatement la portée : « *Mais ce n'est qu'un geste et il vient bien tardivement* ». Il critiquait alors la manière dont le gouvernement avait présenté sa réaction, en déléguant le Chancelier de la Confédération Achille Casanova, « *donnant ainsi l'impression d'accorder moins d'importance à cette question qu'aux transversales alpines ou au budget* ». Les paragraphes conclusifs s'attaquaient finalement au contenu du propos :

Achille Casanova avait notamment pour mission de rattraper le dérapage de Jean-Pascal Delamuraz. Mais il ne disposait pour cela que d'un maigre argument : les propos de notre ministre de l'Économie avaient été « mal compris ». Ce dernier avait utilisé les termes de « rançon » et de « chantage » pour qualifier le fonds d'indemnisation de 250 millions de francs exigé par les organisations juives.

Durant la dernière guerre, les organisations juives ont dû dépenser deux fois plus d'argent pour l'hébergement des réfugiés juifs en Suisse que la Confédération n'en a déboursé pour les victimes du nazisme. Il est d'autant plus révoltant qu'un membre du collège gouvernemental leur reproche aujourd'hui de faire du « chantage ». La Suisse officielle aurait été bien inspirée de présenter ses excuses à la communauté juive.

L'intervention du Conseil fédéral a suscité des interprétations divergentes, qui ont sensiblement complexifié la situation. Plusieurs commentateurs en ont déduit que le gouvernement soutenait Jean-Pascal Delamuraz. Au contraire, certains y ont décelé l'expression de regrets implicites, tandis que d'autres estimaient que le Conseil fédéral aurait dû présenter des excuses en bonne et due forme. D'autres encore, considéraient que les autorités suisses avaient ouvert une issue au conflit, en proposant de réorienter les discussions autour des résultats des commissions d'experts, instituées au printemps et à l'automne 1996 pour rechercher la vérité. Enfin, au cœur de cet imbroglio, quelques voix se sont élevées pour promouvoir le règlement financier du problème.

Leur argument tenait en deux points principaux. D'une part, ses tenants s'associaient aux Suisses juifs pour saluer la prise de position du Conseil fédéral comme une avancée positive. D'autre part, ils en renaient principalement la proposition de négocier la création d'un fonds rassemblant les fonds en déshérence, qu'ils traitaient comme un appel à agir dans les plus brefs délais. Dans *L'Express et L'Impartial*, Gil Baillod en a fait un véritable mot d'ordre dans un éditorial explicitement intitulé « *Payons !* »^{xiv} :

Plutôt que de frémir plus que de raison aux menaces de boycott des organisations juives du lobby américain, restons-en aux propos sages et mesurés de nos concitoyens de la « Fédération suisse des communautés israélites » qui se « félicite que le Conseil fédéral choisisse la voie du dialogue ». [...]

Assumons donc nos responsabilités historiques. Dans une Suisse en crise qui a tout de même dépensé 580 millions en jeux de hasard, l'année dernière, on peut avancer 250 millions à l'État d'Israël à valoir ou à déduire du décompte final en cours de calcul.

Ça ne sera jamais que la moitié de ce que nous consacrons à subventionner un fromage invendable !

Par cette argumentation, le rédacteur en chef de *L'Impartial* a clairement dessiné les contours d'un enjeu économique, auquel pouvait répondre une solution strictement financière. Dans sa perspective, sa mise en œuvre immédiate répondait à une « *responsabilité historique* » dont le coût était *justifié par la relative modicité de la somme en jeu*. Plus encore, son argument détachait strictement l'évaluation de ce montant des

enjeux relatifs au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Il proposait de considérer que la Suisse pouvait souscrire aux exigences des organisations juives. Cependant, cet agrément ne tenait pas à la proportionnalité de la somme qu'elles réclamaient au montant des fonds déposés dans les banques et non restitués, ou à l'ampleur des souffrances endurées par des victimes du nazisme en raison de la politique suisse. Selon Gil Baillod, il convenait d'accéder à leur demande *parce que le montant qu'elles exigeaient n'atteignait pas la moitié des dépenses consenties par la Suisse dans des entreprises jugées inutiles*, telles que les « jeux de hasard » ou le subventionnement d'un « fromage invendable ». Autrement dit, ce texte considérerait que la Suisse n'avait pas de raison de s'opposer au règlement financier du problème « des fonds juifs et de l'or nazi », dès lors qu'elle se montrait par ailleurs peu regardante quant à l'usage de son argent.

Dans une ligne parallèle, le *Blick* estimait pour sa part, sous la plume de Sacha Wigdorovits, que « *La balle [était alors] dans le camp des banques* » (*Jetzt ist der Ball bei den Banken*) :

Die Schweizer Juden haben recht, wenn sie die gestrige Erklärung des Bundesrates positiv werten.

Klar, hätte die Landesregierung die unüberlegten Äusserungen von Jean-Pascal Delamuraz ruhig kritisieren dürfen. [...]

Doch wichtiger als Kritik war, dass der Bundesrat ein positives politisches Signal setzt und sofort über einen Fonds zugunsten der Nazi-Opfer verhandeln will.

Jetzt müssen die Banken dem Bundesrat folgen und ihn unbürokratisch unterstützen.

Immerhin waren sie es, die uns mit ihrer unmoralischen Politik während und nach dem Krieg das heutige Schlamassel eingebrockt haben.

(Les juifs suisses ont raison s'ils apprécient positivement l'explication présentée hier par le Conseil fédéral.

Bien sûr, le gouvernement aurait pu critiquer tranquillement les déclarations irréfléchies de Jean-Pascal Delamuraz. [...]

Plus important que la critique, le Conseil fédéral a posé un signal politique positif et annoncé qu'il négociera tout de suite un fonds en faveur des victimes du nazisme.

Maintenant, les banques doivent suivre le Conseil fédéral et le soutenir de manière non bureaucratique. Ce sont tout de même elles qui, avec leur politique immorale pendant et après la guerre, nous ont mis dans le pétrin d'aujourd'hui.

Ces deux éditoriaux ouvraient la voie à l'orientation pratique d'une résolution financière du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Certes, ces textes se différenciaient par de nombreuses nuances. Par exemple, ils manifestaient la différence de sensibilités qui apparaissait entre les quotidiens romands et alémaniques : *L'Express* et *L'Impartial* dédouanaient Jean-Pascal Delamuraz, tandis que le *Blick* soulignait les conséquences néfastes de ses déclarations¹⁶. Gil Baillod déployait un raisonnement orienté par une rationalité strictement pécuniaire et stratégique, tandis que Sacha Wigdorovits soulignait le caractère moral et politique des enjeux en question. Par-delà leurs spécificités, ces deux textes se rejoignaient cependant sur l'essentiel. Selon eux, la situation était déterminée de telle sorte qu'elle disposait – voire appelait – la mise en œuvre d'une *solution financière*, sous la forme du fonds à la création duquel Jean-Pascal Delamuraz

¹⁶ Gil Baillod écrivait : « Deux mots dans un article qui en compte 646 ont déclenché une valse des milliards pour une question d'éthique et de morale. Confusion ? Assurément pas, mais ambiguïté à tout le moins dans l'exploitation que font le Congrès juif mondial et l'Agence juive des mots « rançon et chantage » sortis de leur contexte et de l'esprit dans lequel s'exprime M. Delamuraz ». Inversement, Sacha Wigdorovits estimait : « Schliesslich hat der Wirtschaftsminister mit seiner unbedachten Aussage über « Lösegeld-Erpressung » unserem Land international enorm geschadet. Und er hat in unserem Land übelste Emotionen geweckt. Das zeigen die vielen antisemitischen Leserbriefe, die in den letzten Tagen auf der BLICK-Redaktion eingegangen sind ».

s'était opposé. Ce faisant, l'un et l'autre dégageaient une *responsabilité politique* qu'ils assignaient de manières divergentes¹⁷. Dans la perspective du *Blick*, la charge de ce règlement financier devait reposer sur les épaules des banques suisses, en raison des problèmes que leur « *politique immorale* » avait engendrée pour un « nous » inclusif, désignant l'ensemble de la collectivité suisse. A en croire Gil Baillod, ce serait au contraire précisément ce « nous » inclusif – caractérisé par ses dépenses aux jeux de hasard et son subventionnement de l'industrie fromagère – qui devrait mettre la main au porte-monnaie.

La prise de position du Parti socialiste suisse et sa délégitimation

En une petite semaine, les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz avaient suscité les réactions divergentes des partis politiques suisses, du Gouvernement états-unien et de la Fédération suisse des communautés israélites, sans compter les interventions contradictoires de différents services de la Confédération. Il en ressortait une situation extrêmement confuse, qui esquissait tout au plus les contours d'un conflit économique tendu vers l'horizon d'une issue financière, dont la détermination et l'orientation opposaient d'une part les organisations juives aux banquiers suisses et, d'autre part, la gauche à la droite politique.

Face à la confusion ambiante, de nombreux intervenants avaient sollicité une intervention du Conseil fédéral, appelé à clarifier la situation. Dans ce climat tendu et fortement polarisé, le Gouvernement suisse a opté pour une voie médiane. Il a tenté de réconcilier les perspectives les plus antagonistes autour de l'horizon du vaste programme d'établissement de la vérité historique qui avait été lancé avec la création du Comité Indépendant de Personnes Éminentes et la Commission Indépendante d'Experts.

Cependant, cette perspective a, à son tour, suscité les prises de position les plus contradictoires. Au cœur de cette nouvelle controverse, quelques intervenants ont cependant souligné que le Conseil fédéral avait fait un pas en direction d'une négociation immédiate d'un fonds d'indemnisation. Dégageant ce point de la confusion, ils en ont fait un principe d'action, dont la mise en œuvre impliquait la détermination d'un conflit économique – de sa scène, de ses acteurs, de ses structures temporelles et de son orientation pragmatique vers une solution financière. Ces premières esquisses achoppaient notamment sur la détermination des responsabilités politiques engendrée par cette perspective, et plus particulièrement sur l'identification des acteurs chargés de régler les coûts de cette résolution financière et de la mener à bien.

Or, le 11 janvier 1997, les quotidiens suisses ont rapporté une prise de position du Parti socialiste suisse qui s'attachait précisément à clarifier ces questions. Telle était la perspective mise en évidence par une dépêche de l'ATS, reprise par de nombreux quotidiens suisses^{xv} :

Le Parti socialiste suisse (PS) a demandé hier au Conseil fédéral de se distancier des propos de Jean-Pascal Delamuraz sur les avoirs en déshérence, suscitant des réactions partagées des autres partis. [...]

Le PS achoppe en particulier sur les « intentions pas très pures » évoquées dans ce contexte par M. Delamuraz, qui avait parlé d'une formidable volonté politique de déstabilisation de la Suisse. Cela pourrait engendrer des réactions antisémites, a estimé le parti dans un communiqué publié vendredi [10 janvier].^[18]

¹⁷ Dans la terminologie de Joseph Gusfield (1981 [1963]), la « responsabilité politique » incombe aux acteurs chargés de mettre en œuvre des mesures propres à résoudre un problème public (cf. note 5, *supra*).

¹⁸ Ce passage est plus explicite dans sa version alémanique : « *Die SP stösst sich besonders an den Interview-Ausserungen von Delamuraz, wonach « Kreise mit nicht ganz sauberen Absichten » die*

Le PS attend du Gouvernement qu'il cesse de couvrir aveuglement les banques. En plus de 50 ans, celles-ci ne sont pas parvenues à régler le problème des avoirs en déshérence et ont compromis la Suisse avec leur attitude. Ce n'est pas au contribuable de réparer les manquements et pratiques honteuses des banques. Ces dernières doivent au contraire mettre à disposition les moyens de créer un fonds de compensation pour les victimes de l'Holocauste, conclut le PS.

POPULISME À BON MARCHÉ

Le secrétaire général de l'Union démocratique du centre Martin Baltisser, interrogé par l'ATS, a qualifié de « populisme à bon marché » la prise de position du PS. Il a toutefois concédé que le choix des mots de M. Delamuraz était « malheureux ». Le nouveau président du Parti démocrate-chrétien Adalbert Durrer a déclaré au Téléjournal de la télévision alémanique DRS qu'il serait souhaitable que M. Delamuraz corrige sans ambiguïté ses déclarations vis-à-vis de l'étranger.

COMPLICE DE L'ÉTRANGER

Quant au Parti radical-démocratique, il a estimé dans un communiqué que le PS s'est fait le complice des exigences venues de l'étranger. Il juge extrêmement maladroit le fait que le PS relance la polémique au moment même où le Congrès juif mondial se distancie de l'exigence de 250 millions de francs.

L'ÉLÉPHANT ET LA PORCELAINE

Les verts parlent de M. Delamuraz comme d'un « éléphant dans un magasin de porcelaine » et se disent indignés que le Conseil fédéral ne prenne pas clairement ses distances vis-à-vis de cet « écart rhétorique ». Le parti rend le Gouvernement responsable de l'isolement de la Suisse dans cette affaire.

Les quotidiens qui ont repris cette dépêche ont introduit des différences significatives par la formulation des titres qu'ils ont rédigés pour désigner la prise de position du parti socialiste. Alors que les quotidiens alémaniques s'accordaient généralement pour la présenter comme une exigence de « *distanciation* » formulée à l'adresse du Conseil fédéral, plusieurs quotidiens romands la considéraient plutôt comme une « *attaque* » dirigée contre Jean-Pascal Delamuraz¹⁹. En revanche, quels que soient les aménagements opérés par les quotidiens, cette dépêche a généralement été reprise sans modification fondamentale sur le plan de son contenu. Il est donc possible d'analyser les opérations de détermination de la situation qu'elle a réalisées, sur la base du seul texte publié par *La Liberté*.

Ce texte et ses différents titres ont constitué l'intelligibilité d'une *polarisation politique*. Concrètement, ils ont rassemblé les prises de position formulées indépendamment par le Parti Socialiste et par les Verts. Ils ont mis en évidence les similitudes de ces interventions sous les auspices d'une seule catégorie : la gauche. Ainsi, ces textes ont associé des activités typiques à une position politique. De la sorte, certains journaux ont constitué une « gauche » caractérisée par ses « exigences que le Conseil fédéral se distancie des propos de Jean-Pascal Delamuraz », d'autres par ses « attaques contre Delamuraz ». Par-delà leurs nuances, ces diverses versions se rejoignaient cependant pour associer la gauche en général – et le parti socialiste en particulier – à deux actions étroitement articulées : « *demande au Conseil fédéral de se distancier des propos de Jean-Pascal Delamuraz* » et « *attendre du Gouvernement qu'il cesse de couvrir aveuglement les banques* »

Schweiz Kompromittieren und destabilisieren wollten, was zu antisemitischen Reaktionen in der Schweiz führen könnte » (Tages-Anzeiger, 11.1.97).

¹⁹ Par exemple : NZZ : « SP und Grünen fordern Distanzierung von Delamuraz » et *Tages-Anzeiger* : « Linke fordern Distanzierung ». 24 Heures et *Tribune de Genève* : « Socialistes et Verts attaquent Delamuraz » et *Le Nouvelliste* : « Haro sur JPD! ». Côté romand, *La Liberté* s'est distinguée en titrant : « Propos de Delamuraz. Le PS demande au Conseil fédéral de prendre ses distances ».

D'une part, cette dépêche indiquait que le Parti socialiste avait estimé que les propos de Jean-Pascal Delamuraz pourraient « engendrer des réactions antisémites » et qu'il avait « demandé [...] au Conseil fédéral de [s'en] distancier ». Il mettait ainsi en scène une polarisation dans laquelle le Parti socialiste suisse faisait face à Jean-Pascal Delamuraz et au Conseil fédéral. Le dernier paragraphe, consacré à la prise de position des Verts qui se disaient « indignés que le Conseil fédéral ne prenne pas clairement ses distances vis-à-vis de cet 'écart rhétorique' », spécifiait cette organisation catégorielle. Cette mise en forme constituait la visibilité de la convergence des interventions des Verts et du PS. De la sorte, ce texte instituait une « gauche » à laquelle était attribuée la dénonciation de l'antisémitisme potentiellement engendré par les propos de l'ancien président de la Confédération et l'exigence que le Conseil fédéral s'en distancie. En contre-champ, *il dessinait les contours d'une entité collective non spécifiée, incarnée par Jean-Pascal Delamuraz et par le Conseil fédéral*, tout au moins tant que le second ne se distancierait pas du premier.

D'autre part, la dépêche précisait cette opposition qu'elle associait, dans l'enchaînement, à une autre confrontation. En effet, elle passait sans transition des controverses polarisées autour des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, aux polémiques suscitées par l'attitude des banques durant et après la Seconde Guerre mondiale. A ce sujet, cette configuration faisait émerger une *position de gauche*, à laquelle était attribuée la définition d'une scène qui orientait une action à mener et qui définissait des responsabilités. Très explicitement, la dépêche présentait une opération d'attribution de la *responsabilité causale*. Elle dessinait la figure d'un PS qui estimait que les banques avaient « compromis la Suisse avec leur attitude » et qu'elles étaient à l'origine du problème, parce qu'elles n'étaient pas « parvenues à régler le problème des avoirs en déshérence ». Dans cette perspective, la solution du problème ne pouvait être apportée par ceux qui l'avaient créé. Cette détermination de la situation était donc orientée vers la mise sur pied d'« *un fonds de compensation pour les victimes de l'Holocauste* », dont les moyens devraient être mis à disposition exclusivement par les banquiers. Ainsi, la dépêche précisait les contours d'une situation dans laquelle la « gauche » appelait le Conseil fédéral à se désolidariser de Jean-Pascal Delamuraz et des banques.

Au fil de la recherche conduite jusqu'ici, il est apparu que diverses prises de position ont progressivement déterminé une situation orientée vers une *résolution financière*. Cette approche a été constituée par les discours de différents acteurs avant d'être identifiée, dans le débat, comme une position « de gauche ». Sur cette base, un raccourci analytique pourrait tenter de mettre en évidence les convergences formelles de ces différentes prises de position, de manière à les considérer comme autant d'expressions d'une position, susceptible d'être qualifiée « de gauche ». Dans ce cas particulier, il serait par exemple extrêmement tentant de souligner la convergence de vues entre l'éditorial de Sacha Wigdorovits publié par le *Blick* du 8 janvier et la prise de position du PS, telle qu'elle a été rapportée par la dépêche de l'ATS publiée le 11 janvier. En effet, ces discours se rejoignent pour déterminer une situation tendue entre un « champ d'expérience » caractérisé par la responsabilité causale des banques, et un « horizon d'attente » orienté vers un règlement financier qui devait être assuré par ces mêmes banques.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que cette similitude a, dans une large mesure, été rendue visible par l'organisation de mon discours analytique. Avant de lancer l'enquête sur cette piste, il convient donc de vérifier si la proximité de ces discours était signalée ou mise en scène par les acteurs de l'époque. Or, cette mise en relation n'est mentionnée (ou même évoquée) ni dans les propos du Parti socialiste suisse, ni dans les colonnes du *Blick*, ni dans les discours des différents intervenants qui ont pris part à cette controverse. A cet égard, la netteté avec laquelle le *Blick* a ignoré la prise de position du Parti socialiste suisse

est même rétrospectivement surprenante. En effet, le quotidien zurichois aurait pu la mobiliser comme un allié de poids en faveur de la solution financière qu'il défendait. Or, loin de mettre en évidence cette convergence de vue, il l'a très clairement occultée. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter son édition du 11 septembre : Sacha Wigdorovits y signait un éditorial dans lequel il ne mentionnait même pas la prise de position du Parti socialiste suisse. Seule une courte brève, intitulée « *Le PS et les Verts tempêtent* » (*SP und Grüne wettern*), lui consacrait ces quelques mots : « *Le PSS attend du Conseil fédéral qu'il cesse de couvrir les banques* » (*Die SPS erwartet vom Bundesrat, dass er endlich aufhört, sich vor die Banken zu stellen* »). Rien ne permet d'affirmer que les journalistes du quotidien zurichois n'avaient pas perçu le recoupement de leur ligne éditoriale et de la position défendue par le Parti socialiste suisse. En revanche, leurs articles montrent clairement qu'ils ne tenaient pas particulièrement à mettre cette convergence en évidence²⁰.

A la lumière de ces quelques observations, il est possible de considérer la similitude des propos du *Blick* et le Parti socialiste suisse comme un artefact rétrospectif, dont l'intelligibilité a été élaborée par l'organisation de mon discours analytique. En revanche, une autre convergence de vue a été observée, établie et constituée par et pour les acteurs de l'époque. Pour en rendre compte, il convient de revenir aux opérations par lesquelles la dépêche de l'ATS constituait et caractérisait la gauche politique. Elle présentait l'intervention du PS – et celle des Verts à laquelle il l'associait – comme une interpellation adressée au Conseil fédéral, orientée sur deux axes complémentaires. Elle instituait ainsi une perspective pour laquelle « *demander au Conseil fédéral de se distancier des propos de Jean-Pascal Delamuraz* » et « *attendre du Gouvernement qu'il cesse de couvrir aveuglement les banques* » apparaissaient comme les deux versants d'une seule et même activité, considérée comme l'expression d'une position « de gauche ». Or, dans la situation qui avait été déterminée jusqu'alors, ces deux interventions auraient également pu être attribuées aux organisations juives internationales. Ces dernières étaient en effet associées à deux revendications, exigeant précisément que le Gouvernement suisse se désolidarise des propos de son ancien président, et qu'un fonds d'indemnisation soit créé, avant l'aboutissement des recherches comptables et historiques.

Une fois encore, il convient de faire preuve de prudence. Avant de lancer l'analyse vers l'interprétation de cette analogie formelle, il convient de vérifier si elle était rendue observable par les interventions de l'époque. Tout d'abord, à ce point de la discussion, aucun texte de mon corpus ne signale que les organisations juives internationales auraient mentionné les prises de position de la gauche helvétique pour étayer leurs propres démarches. Ensuite, aucun document n'indique que le Parti socialiste suisse ou les Verts auraient, d'une manière ou d'une autre, signalé que leur intervention appuyait les revendications du Congrès juif mondial et de l'Agence juive. Par contre, selon la dépêche de l'ATS, cette convergence de vues a été soulignée avec force par le parti de Jean-Pascal Delamuraz : « *Quant au Parti radical-démocratique, il a estimé dans un communiqué que le PS s'est fait le complice des exigences venues de l'étranger* ». Ce passage atteste que

²⁰ Cette observation constitue un contre-exemple frappant à certaines acceptions de la « théorie de l'acteur réseau », qui voudraient que l'issue des luttes discursives soit exclusivement une affaire de nombres d'alliés. S'agissant de l'élaboration des objets techniques, Bruno Latour affirme par exemple que : « *Plus un projet gagne en réalité, plus il se lie à de grands nombres. De l'invention au développement, puis de là à l'innovation et à la vente, l'argent investi augmente exponentiellement, tout comme le temps passé sur chaque phase et le nombre de ceux qui participent à sa construction* » (Latour, 1995 [1989] : 259). L'exemple des débats autour de la création du fonds d'indemnisation indique que ce principe général ne peut pas être traité comme une règle en fonction de laquelle les acteurs orienteraient systématiquement leur comportement. Parfois, les situations sont déterminées de telle sorte qu'il est préférable de ne pas convertir toutes les convergences de vues en alliances. Autrement dit, la réalisation d'un projet passe parfois par la limitation délibérée du nombre de ses alliés.

l'accord entre la gauche et les organisations juives était intelligible pour les acteurs de l'époque. Cependant, seuls certains d'entre eux l'ont explicitement mobilisé dans les discussions.

Dans ce cas particulier, il n'est pas anodin de remarquer que cette similitude a été invoquée par le parti dont le conseiller fédéral était au cœur des discussions. Pour comprendre l'opération qu'il a réalisée de la sorte, il convient de revenir à la détermination de la situation instituée par la dépêche de l'ATS. Cette dernière suggérait la mise en forme d'un *conflit économique* orienté vers une *résolution financière*, qui opposait la « gauche » – incarnée par le PS et les Verts – à Jean-Pascal Delamuraz, auquel étaient associés les banques et le Conseil fédéral. Par son interprétation, le Parti radical a proposé d'étendre ce dispositif de manière à rendre compte d'un conflit *international* – opposant l'étranger à la Suisse – et dans lequel la gauche aurait pris le parti de l'étranger. Autrement dit, la réaction du Parti radical tentait de *constituer Jean-Pascal Delamuraz comme une métonymie des intérêts de la Suisse, associée notamment aux figures des banques et du Conseil fédéral*. De la sorte, il suggérait que quiconque demanderait au Conseil fédéral de se distancier de son ancien président, ou aux banques de constituer un fonds d'indemnisation, apparaîtrait *ipso facto* comme un « *complice de l'étranger* », c'est-à-dire, dans une perspective agonistique, comme un traître. Autrement dit, il spécifiait une polarisation opposant la Suisse, ses représentants et ses intérêts (Jean-Pascal Delamuraz, les banques et le Parti radical démocratique) à des adversaires (les organisations juives internationales et la « gauche »). Dans cette perspective, signaler la convergence de vue du Parti socialiste suisse et des organisations juives internationales, revenait à présenter l'intervention de la gauche comme une position anti-suisse, et donc à la *dé légitimer*²¹.

A ce point de la discussion, seul le Parti radical avait explicitement formulé cette interprétation de la situation. De telle sorte qu'il est difficile d'évaluer l'étendue de sa pertinence. Néanmoins, il est possible de supposer que cette détermination de la situation s'imposait pour orienter des activités menées bien au-delà du cercle restreint des adhérents à ce parti gouvernemental. Par exemple, cette hypothèse permettrait d'expliquer pourquoi le Parti socialiste suisse n'a jamais présenté sa prise de position comme un soutien apporté aux revendications des organisations juives internationales. S'il s'agissait exclusivement de l'emporter dans le cadre d'une controverse discursive, le Parti socialiste suisse commettait une erreur stratégique de taille en occultant sa convergence de vue avec les organisations juives. De la sorte, il se privait en effet d'un allié de taille. En revanche, cette attitude s'expliquerait si les dirigeants du Parti socialiste suisse de l'époque estimaient que la situation tendait à être déterminée, de manière dominante, sous la forme d'un *conflit économique international*. Dans un tel environnement, ils n'avaient aucun intérêt à mettre en scène leur action comme un soutien apporté à ceux que leurs interlocuteurs considéraient comme les adversaires de la Suisse.

Il en va de même pour les rédacteurs du *Blick*, qui ont occulté les propositions du Parti socialiste suisse, alors qu'elles recouvraient très exactement la position qu'ils avaient explicitement défendue quelques jours auparavant. A première vue, cette option était difficilement compréhensible, dans la mesure où ils se privaient d'une alliance avec un parti gouvernemental. Par contre, s'il leur apparaissait que les interventions du Parti socialiste suisse étaient en passe d'être assimilées aux revendications du Congrès juif mondial, et donc d'être dé légitimées comme des actes de trahison, il était parfaitement

²¹ La définition de la situation en termes de conflit économique a très régulièrement été mobilisée pour dessiner les contours d'une opposition entre la « gauche » et la Suisse. Plus largement, cette perspective a fondé une profonde dé légitimation de tous les acteurs qui ont émis des critiques à l'égard de l'attitude adoptée par la Suisse ou les banques helvétiques durant et après la Seconde Guerre mondiale.

rationnel de ne pas trop faire de battage, ni à leur sujet, ni sur leur convergence avec les solutions préconisées par le *Blick*²².

Synthèse de la section 7.1

Près de deux semaines après leur publication, les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz avaient suscité une multitude de réactions qui avaient passablement embrouillé la situation. Cependant, quelques éléments de détermination commençaient progressivement à poindre, comme l'indique la dépêche diffusée par l'ATS au lendemain de la prise de position du Parti socialiste suisse et des Verts. Tout d'abord, ce texte présentait une situation qui commençait à être considérée comme un *conflit économique*, susceptible d'être conclu par une *solution financière*. Ensuite, cette dépêche ouvrait cette conception sur une controverse, polarisée autour de la détermination des responsabilités engagées par le problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elle présentait en particulier la confrontation entre deux positions inconciliables. L'une considérait que les banques étaient à l'origine du problème et qu'elles devaient en conséquence assumer seules la charge financière de sa résolution. L'autre estimait au contraire que les difficultés rencontrées par la Suisse avaient été engendrées par l'« étranger », dont la gauche se faisait le « complice »²³. Enfin, elle indiquait l'opération esquissée par le Parti radical démocratique, qui tentait de constituer ce conflit économique comme une *opposition entre une gauche « complice de l'étranger » et une « Suisse » incarnée métonymiquement par Jean-Pascal Delamuraz et ses banques*. A ce moment de la discussion, seul le Parti radical avait exprimé explicitement cette interprétation de la situation, qui impliquait un durcissement de la confrontation²⁴. Pourtant, plusieurs éléments semblent indiquer que cette interprétation de la situation était considérée comme dominante bien au-delà du cercle retreint qui l'endossait explicitement. Y compris par ses adversaires, qui la prenaient en compte pour orienter leur propre action.

Cependant, il convient de nuancer ce tableau entièrement consacré à la constitution de cet antagonisme. En effet, alors que la dépêche de l'ATS présentait les prémisses d'une confrontation entre la gauche et la Suisse, elle indiquait également un rapprochement des partis gouvernementaux au sujet des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz. A ce sujet, la dépêche « ap-ats », publiée par *L'Express et L'Impartial* du 4 janvier, peut servir de trame contrastive pour mesurer les transformations de la situation intervenues en une semaine de

²² A la lumière de ces exemples, il apparaît qu'une analyse conduite dans la perspective de l'action située n'exclut pas de son horizon les composantes stratégiques de l'action. En revanche, elle exclut d'attribuer leur pilotage à des attributs (tels que des connaissances, des représentations, des ressources ou des compétences) qui seraient attribuées aux acteurs sociaux. Au contraire, sa dynamique externalise l'orientation des activités, pour la situer dans l'organisation des situations. Louis Quéré a consacré une remarquable synthèse de ce point de théorie de l'action, à ses enjeux et aux conséquences de ce mode d'analyse (Quéré, 1999a).

²³ Cette mise en scène de la controverse n'épuisait pas la variété des positions rencontrées à ce sujet au fil de la recherche. A ce sujet, la version de Gil Baillod mérite d'être rappelée. Son propos évacuait la question de l'établissement des responsabilités, pour appeler au versement immédiat d'une somme forfaitaire considérée comme relativement modique.

²⁴ La *NZZ* a repris cette interprétation, deux jours plus tard, au détour d'un commentaire intitulé « Reden am richtigen Ort – mit einer Zunge » (*NZZ*, 13.1.97). Un premier paragraphe déplorait les propos de Jean-Pascal Delamuraz, accusé de « verser de l'huile sur le feu ». Puis il notait : « Die leidige Sache wird auch nicht besser, wenn nun die Sozialdemokraten – im Chor mit ausländischen Organisationen – die übrigen Bundesräte wider die politische Usanz in diesem Lande zu einer Distanzierung von Delamuraz drängen und damit das Kollegium spalten wollen » (*La chose regrettable ne s'arrangera pas non plus, si les socio-démocrates – en chœur avec des organisations étrangères – se mettent, à l'encontre des usages politiques de ce pays, à pousser les autres conseillers fédéraux à une distanciation d'avec Delamuraz, de manière à diviser le collège*).

discussions. Ce texte mettait alors en scène une confrontation entre la gauche et la droite gouvernementales, et plus particulièrement entre le PS et l'UDC, le premier considérant le refus d'un fonds d'indemnisation de « *mauvaise politique* », tandis que le second « *appu[yait] pleinement* » Jean-Pascal Delamuraz. D'après la dépêche publiée le 11 janvier, en revanche, *les partis s'accordaient alors pour regretter la forme des propos de Jean-Pascal Delamuraz*. Ce texte rapportait en effet que le secrétaire général de l'UDC estimait que le choix de ses mots était « *malheureux* », et que le président du Parti démocrate-chrétien allait jusqu'à affirmer « *qu'il serait souhaitable que M. Delamuraz corrige sans ambiguïté ses déclarations vis-à-vis de l'étranger* ».

Cette évaluation a été confortée le lendemain par la déclaration de Ruth Dreifuss. En effet, la conseillère fédérale a estimé, dans une interview accordée à la *SonntagsZeitung*, que les propos de son collègue étaient « *regrettables* ». A première vue, cette prise de position s'inscrivait dans le prolongement des discussions. Cependant, cette intervention a donné lieu à de nombreuses réactions divergentes, qui ont considérablement varié au fil du temps. Sa trajectoire servira d'indicateur pour suivre comment des événements et des actions contingentes s'organisent, s'orientent et se déterminent réciproquement. Il apparaîtra en effet que l'établissement rétrospectif de sa signification et de sa portée a réflexivement contribué à la détermination de la situation dans laquelle elle s'inscrivait, à la délimitation de sa scène, à l'identification de ses protagonistes, à sa structuration temporelle et à son orientation pragmatique.

7.2 La prise de position de Ruth Dreifuss : Orientation de l'enquête et détermination réflexive d'une action, de son auteur et de son environnement

L'interview de Ruth Dreifuss a été publiée le 12 janvier 1997, par un hebdomadaire dominical alémanique, la *SonntagsZeitung*. Le lundi 13 janvier, l'ensemble de la presse suisse a répercuté cette prise de position^{xvi}. Dans un premier temps, la presse suisse ne s'est pas focalisée sur cette intervention de la conseillère fédérale. La plupart des titres se sont contentés de la mentionner, au milieu d'une actualité extrêmement chargée, marquée par de nombreuses déclarations et réactions concernant « les fonds juifs et l'or nazi ».

Cependant, à l'occasion des actions et des événements survenus les jours suivants, les quotidiens ont révisé leur évaluation de la portée et de la signification revêtues par cette prise de position (7.2.1). Concrètement, ils ont convoqué cette dernière pour éclairer des événements inattendus, dont ils ont mobilisé le surgissement pour déterminer, en retour, l'intervention de la conseillère fédérale (7.2.2). De la sorte, ces activités discursives ont éclairci les tenants et aboutissants de la position adoptée par Ruth Dreifuss, tout en spécifiant les panoplies interprétatives mobilisées pour l'appréhender, ainsi que l'organisation scénique et temporelle de l'environnement dans lequel elle était survenue. Ces comptes rendus médiatiques ont donc notamment identifié les acteurs du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », précisé la nature conflictuelle de leurs relations, constituant ainsi l'intelligibilité des positions polarisées à ce sujet et de leur déploiement dans les médias sous la forme de lignes éditoriales.

Il est cependant trop tôt pour élucider la forme de cette interprétation, qui a spécifié le sens des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz. Avant d'y parvenir, il convient de retracer les procédures qui ont été mises en œuvre pour interpréter la réaction de Ruth Dreifuss. Dans son édition du 13 janvier 1997, *La Liberté* a relaté l'intervention de la conseillère fédérale, par le biais d'une dépêche de l'ATS, présentée dans un encadré, placé sous le titre « *Ruth Dreifuss : 'C'est regrettable'* » :

Ruth Dreifuss regrette les propos de Jean-Pascal Delamuraz. Dans des interviews accordées à la « *SonntagsZeitung* » et à la Télévision romande, dimanche soir, elle a affirmé que les déclarations de M. Delamuraz ont « perturbé la confiance » que le Conseil fédéral était

en train d'« installer dans le pays et sur le plan international ». Elle les a qualifiées de « tout à fait regrettables ». « Et cela ne reflète pas ce que veut le Conseil fédéral, c'est-à-dire faire toute la clarté, assumer ses responsabilités et veiller à ce que la Suisse puisse clore un jour ce chapitre de son passé. » Mais plus que les phrases, ce sont les décisions du Conseil fédéral qui importent, estime-t-elle. « Nous ne pouvons pas conserver ce qui ne nous appartient pas. » Pour le gouvernement, il est clair qu'il faut agir « vite maintenant », indique M^{me} Dreifuss. Il faut trouver une solution « digne » pour les personnes directement touchées. La conseillère fédérale a assuré que « pour les survivants de l'Holocauste, nous n'allons pas jouer avec le temps ». Elle juge en outre que l'« on a tort de dépeindre les organisations juives comme des adversaires. Ce sont tout simplement les avocats d'une des parties ». Selon M^{me} Dreifuss, la Suisse a de la peine à se confronter à son histoire. Il faut faire un effort pour trouver la vérité. « Nous le faisons avec bonne volonté, mais aussi avec douleur. » Au cours des 50 dernières années, de nombreux pas ont été faits pour trouver la vérité, mais le voile de la honte et de l'oubli tend toujours à se rabattre. « Ce sont maintenant les facettes les plus sales des aspects financiers de l'histoire qui font surface », estime M^{me} Dreifuss.

Ce texte indique que la prise de position de Ruth Dreifuss était intervenue dans une situation qui restait trop confuse pour en établir ses tenants et aboutissants. Plus précisément, le développement du débat n'était pas suffisamment déterminé pour identifier à quel titre Ruth Dreifuss s'y était impliquée. En conséquence, les tenants et aboutissants de ses propos – notamment des passages concernant les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz – restaient relativement incertains. En effet, leur signification et leur portée variaient considérablement en fonction du collectif qu'ils engageaient. Concrètement, le déroulement antérieur des discussions permettait d'interpréter les propos de Ruth Dreifuss de trois manières différentes.

Tout d'abord, ils pouvaient être considérés comme l'expression de la position du *Conseil fédéral*. Dans cette perspective, son intervention manifestait une prise de distance du gouvernement à l'endroit des propos de son ancien président. Plus précisément, la qualification « *tout à fait regrettables* » pouvait être considérée comme une expression de regrets, c'est-à-dire comme une *réponse favorable* apportée aux exigences des organisations juives internationales.

Ensuite, cette intervention était également susceptible d'être considérée comme une prise de position partisane, inscrite dans le prolongement direct de celle du *Parti socialiste suisse*, publiée la veille. En effet, dans le sillage de la gauche politique, la conseillère fédérale socialiste critiquait les propos de Jean-Pascal Delamuraz et elle plaidait explicitement en faveur d'une indemnisation rapide des victimes de l'Holocauste. Cette interprétation laissait alors présager une scission du collège gouvernemental, c'est-à-dire un affaiblissement de la position helvétique, redouté par plusieurs commentateurs.

Enfin, ce discours pouvait également être assimilé aux appels au calme régulièrement lancés par la *Fédération suisse des communautés israélites*. Sur cette ligne, la promesse de « *trouver une solution 'digne' pour les personnes directement touchées* » pouvait être interprétée comme la concrétisation pratique d'une voie médiane, refusant d'entrer dans l'escalade verbale initiée entre Jean-Pascal Delamuraz et les organisations juives internationales.

Dans un premier temps, la situation n'était pas suffisamment déterminée pour que l'une de ces interprétations possibles s'impose au détriment des autres. Puis, les réceptions réservées à cette intervention ont contribué à clarifier les tenants et aboutissants du débat, dont le développement, au fil des événements ultérieurs, a progressivement déterminé, en retour, la signification exacte de l'intervention de Ruth Dreifuss. Les prochains paragraphes s'efforceront précisément de retracer le cheminement de ces dynamiques de détermination réciproque des événements, des activités pratiques et discursives qui les constituent, des *situations* dans lesquelles elles s'inscrivent, des *positions* polarisées à leur sujet et des *panoplies interprétatives* qui assurent leur intelligibilité. Ce récit montrera

notamment que l'intervention de Ruth Dreifuss a contribué à l'élaboration des catégories de perception qui ont été mobilisées, par les interventions qui ont configuré sa réception, pour lui conférer rétrospectivement une signification, indissociable du travail de définition du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » et d'orientation de sa résolution.

7.2.1 Une attaque contre la Suisse ou l'orientation vers un dénouement

Le 13 janvier 1997, les quotidiens suisses ont attribué passablement d'importance aux interventions de Ruth Dreifuss dans la *SonntagsZeitung*, puis lors de l'émission de la Télévision suisse romande *Mise au point*²⁵. La place qu'ils ont accordée à cette prise de position est d'autant plus remarquable qu'elle a été dégagée du milieu de très nombreuses interventions, dont la multiplication n'est pas allée sans générer une certaine confusion. En témoigne le désarroi dont faisait part le commentaire publié dans la *Regione*, sous le titre « *Avoirs juifs, chaque jour des interviews, des appels et des évaluations ; Des protagonistes encore en première page* » (*Averi ebraici, ogni giorno interviste, appelli e valutazioni. Protagonisti ancora sulle prime pagine*) :

Non passa ormai giorno, o persino ora, in cui la vicenda degli averi ebraici non si arricchisce di nuovi particolari e di nuove polemiche. Anche questa fine di settimana è stata ricca di riflessioni, interviste e reazioni di varie personalità su quotidiani ed altri organi di informazione svizzeri. L'ultima presa di posizione è quella del ministro elvetico degli Interni Ruth Dreifuss sulle colonne della « *SonntagsZeitung* » [...]. Ruth Dreifuss non è stata l'unico consigliere federale ad essersi espressa pubblicamente sulla questione in questi ultimi giorni. Venerdì sera, in effetti, era capitato al presidente della Confederazione Arnold Koller, alla trasmissione televisiva « *Arena* ». I propositi del ministero di Giustizia e Polizia hanno suscitato sabato una replica dello storico Peter Hug [...]. Sempre sabato, ben tre personalità di spicco del mondo ebraico si sono espresse sulle colonne di vari quotidiani confederati : il direttore esecutivo del Congresso ebraico mondiale Elan Steinberg sulle colonne della « *Basler Zeitung* », il presidente dell'Agenzia ebraica Avraham Burg su quelle de « *La Liberté* » e il presidente della Federazione delle comunità israelitiche Rolf Bloch sul quotidiano di Winterthur « *Landbote* ». Durante il fine settimana, sono stati pubblicati alcuni sondaggi [...] sulla sensibilità degli svizzeri nei confronti di tutta la vicenda, in particolare sulla creazione di un fondo di indennizzo e sulle « *esplosive* » dichiarazioni di Jean-Pascal Delamuraz il giorno di San Silvestro.

(*Il ne se passe désormais plus un jour, ou même une heure, sans que l'affaire des avoirs juifs s'enrichisse de nouveaux détails et de nouvelles polémiques. Cette fin de semaine aussi a été riche des réflexions, des interviews et des réactions de diverses personnalités dans les quotidiens et autres organes de presse suisses. La dernière prise de position est celle du ministre suisse de l'Intérieur, Ruth Dreifuss, dans les colonnes de la « SonntagsZeitung » [...]. Ruth Dreifuss n'a pas été le seul conseiller fédéral à s'être exprimé publiquement sur la question ces derniers jours. En effet, vendredi soir, c'était le président de la Confédération Arnold Koller, à l'émission de télévision « Arena ». Les propos du ministre de Justice et Police ont suscité, samedi, une réplique de l'historien Peter Hug [...]. Samedi toujours, pas moins de trois personnalités en vue du monde juif se sont exprimées dans les colonnes de différents quotidiens confédérés : le directeur exécutif du Congrès juif mondial Elan Steinberg dans la « Basler Zeitung », le président de l'Agence juive Avraham Burg dans « La Liberté » et le président de la Fédération des communautés israéliques Rolf Bloch dans le quotidien de Winterthur « Landbote ». A la fin de la semaine, quelques sondages [...] ont été publiés sur la sensibilité des Suisses face à toute l'affaire, en particulier sur la création d'un fonds d'indemnisation et sur les déclarations « explosives » de Jean-Pascal Delamuraz le jour de la Saint Sylvestre.*)

²⁵ Le 13 janvier 1997, *Le Nouvelliste*, le *Blick* et le *Bund* n'ont pas signalé l'intervention de Ruth Dreifuss. Une douzaine d'articles lui ont été consacrés : ils tenaient tous sur un quart de page au moins. Ils étaient illustrés et annoncés en première page dans les trois quarts des cas. Malgré une actualité chargée, l'intervention de Ruth Dreifuss a même été traitée à deux reprises en première page et mentionnée par cinq éditoriaux.

Cette situation relativement confuse, dans laquelle l'intervention de Ruth Dreifuss était saisie, transparaissait dans la composition des articles qui la mentionnaient. La plupart de ces textes se présentaient comme des collages de dépêches, assemblant des informations, des éclairages, des points de vue ou des controverses qui avaient pour seul trait commun d'avoir un lien avec le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. En revanche, ils n'élaboraient aucun fil conducteur susceptible d'assurer leur déroulement ou leur cohérence. A tel point que les passages auxquels renvoyaient les titres des articles étaient parfois égarés au milieu de textes touffus.

Par exemple, *L'Express* et *L'Impartial* titraient « *Fonds juifs. Ruth Dreifuss se distancie des propos du conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz* »²⁶. L'article commençait pourtant par rapporter, sur trois longues colonnes, les résultats contrastés des sondages publiés le week-end par la télévision suisse alémanique, le *Blick* et le *SonntagsBlick*. Sans transition, il consacrait alors une petite colonne à l'interview de Ruth Dreifuss, sous l'intertitre « *Dissonances fédérales* ». Puis, il passait immédiatement au paragraphe intitulé « *Pressions israélites* » qui, pour conclure, rassemblait un patchwork de citations. Il mentionnait en premier lieu l'intervention de Elan Steinberg qui exigeait « *la rétractation des propos de Jean-Pascal Delamuraz* » dans la *Basler Zeitung*. Il poursuivait avec la mention d'une interview du journal économique *Finanz und Wirtschaft*, dans lequel le président de la direction de la Société de Banque Suisse, Marcel Ospel, considérait qu'il serait « *grave* » que les organisations juives internationales mettent en œuvre leurs menaces de boycott. Puis, l'article signalait que le porte-parole de la Fédération suisse des communautés israélites avait proposé d'organiser une rencontre entre le président de la Confédération et des représentants du Congrès juif mondial. Finalement, il rappelait la prise de position du Parti socialiste suisse et la réaction qu'elle avait suscitée de la part du Parti radical démocratique. Au milieu de l'article, un encadré, intitulé « *D'Amato enfonce le clou* », relatait un début de controverse opposant le sénateur D'Amato à la Banque nationale suisse au sujet des transactions sur l'or durant la Seconde Guerre mondiale.

Cet article ne se caractérisait pas simplement par son organisation textuelle déroutante. Plus profondément, il ne mettait pas son propos en intrigue. Autrement dit, il ne constituait pas l'affaire « des fonds juifs et de l'or nazi » dont il parlait comme un tout orienté, doté d'un début et d'un développement, tendus vers l'horizon d'un dénouement intelligible. Au contraire, il présentait une situation éclatée en une composition kaléidoscopique, assemblant une multitude d'événements et d'actions qui coexistaient, sans se répondre, ni donner forme à un enchaînement. D'un côté, cette manière de présenter les choses interdisait toute appréhension d'ensemble du problème, de ses enjeux et des solutions susceptibles d'y remédier. De l'autre, elle empêchait de saisir les actions et les événements dont il était question comme des éléments constitutifs d'une situation à la détermination et à l'orientation de laquelle ils contribuaient. Concrètement, cet article mettait en scène un *présent*, marqué par la *coïncidence* des interventions de Ruth Dreifuss, Elan Steinberg, Marcel Ospel ou Alfonse D'Amato. En revanche, il ne les situait pas dans une *histoire*, sur l'arrière-plan de laquelle elles se détachaient comme des actions et des réactions (ou des déclarations et des répliques) qui contribuaient au développement d'une activité collective intelligible²⁷.

²⁶ Cet article est analysé à titre exemplaire. En effet, l'organisation de sa forme et de son contenu est profondément marquée par les dépêches d'agences dont les textes étaient repris, ce jour-là, par l'ensemble des quotidiens.

²⁷ Cette organisation narrative est caractéristique de la temporalité « présentiste » des dépêches d'agence, dont le discours érige le présent en tant que pivot de tout développement pratique ou narratif (Terzi, 2000 : 564-566). La notion de « mise en intrigue », en tant que dynamique constitutive de l'intelligibilité des situations et de l'orientation des actions, est empruntée à Paul Ricœur (1983). Par opposition, le

Cette confusion ne ressortait pas uniquement de l'empilement de citations, dépourvu d'une mise en forme (*i.e.* d'une *information*) constitutive d'un tout, doté d'un développement intelligible. Elle se répercutait jusque dans le contenu du propos, qui assemblait les interprétations les plus contradictoires, sans les mettre en perspective. Ainsi, les citations mises bout à bout par *L'Express* et *L'Impartial* faisaient émerger un désaccord entre les Suisses et leur gouvernement. En effet, cet article commençait par s'appuyer sur trois sondages pour affirmer que la population helvétique était « *hostile à la création immédiate d'un fonds d'indemnisation pour les victimes du nazisme* ». Sans transition, il rapportait, quelques lignes plus loin, qu'à propos « *de la création rapide d'un fonds d'indemnisation, [Ruth Dreifuss] a[vait] dit que 'le Conseil fédéral est persuadé qu'on ne peut pas jouer le temps contre la vie de personnes qui sont actuellement en difficulté'* ». Ainsi, ce texte rendait visible une profonde divergence de vues, mais il ne s'y arrêta pas pour l'explicitier, la commenter ou en proposer une interprétation.

Ainsi, au lendemain de la prise de position de Ruth Dreifuss, les articles publiés par la presse suisse ont dessiné les contours d'une situation confuse, éclatée en une multitude d'interventions et d'événements contradictoires. Cependant, il serait excessif d'affirmer qu'il ne ressortait rien d'intelligible de l'ensemble des articles publiés ce jour-là. Certes, ils étaient composés sur la base des mêmes textes d'agence, organisés autour d'une temporalité présentiste. Cependant, chaque quotidien introduisait des nuances qui apparaissaient dans la mise en page, les titres, les illustrations et les commentaires. Ce travail de mise en forme de la matière textuelle introduisait une organisation et une hiérarchisation du propos. De la sorte, il rendait intelligible une manière particulière de *déterminer la situation*, c'est-à-dire à la fois le *point de vue* à partir duquel les événements étaient appréhendés, ainsi que les *cadres* ou les *panoplies interprétatives* constitués pour en rendre compte. Leur analyse permet d'observer la configuration de deux perspectives divergentes, qui ont été constituées pour appréhender la prise de position de Ruth Dreifuss. La première, principalement élaborée par les quotidiens romands, la présentait comme une *attaque* portée contre Jean-Pascal Delamuraz, c'est-à-dire comme une *prise de position partisane*, qui risquait de diviser le Conseil fédéral. A l'inverse, la plupart des journaux alémaniques ont retenu de cette intervention la proposition de créer rapidement un fonds d'indemnisation, interprétée comme une *proposition concrète*, attribuée aux autorités gouvernementales.

Une prise de position partisane affaiblissant la position de la Suisse

Une première approche mettait en scène une *confrontation* entre Ruth Dreifuss et Jean-Pascal Delamuraz. Cette version était très explicitement privilégiée par *Le Matin* et *24 Heures*.

Le premier signalait sa perspective dès son annonce de première page, très explicitement intitulée : « *FONDS JUIFS Ruth Dreifuss contre JPD* ». Le bref texte qui suivait précisait l'institution de cette confrontation par l'organisation d'une analogie et la mise en scène d'une alliance : « *Alors que le sénateur américain D'Amato lâche une nouvelle bombe contre la Suisse, notre conseillère fédérale ne mâche pas ses mots. Les déclarations de M. Delamuraz concernant l'affaire des fonds juifs, a-t-elle déclaré, 'sont tout à fait regrettables'* ». Ainsi, du milieu des multiples interventions constitutives de la situation passablement embrouillée qui prévalait à ce moment de la discussion, *Le Matin* a dégagé et mis en évidence les prises de position d'Alfonse D'Amato et de Ruth Dreifuss. De la sorte, il ne soulignait pas seulement leur coïncidence. Il instituait un parallèle entre

présentisme, son organisation narrative, et ses conséquences pour l'expérience historique ont été dégagés par François Hartog (1995 ; 2003).

les activités « *lâcher des bombes* » et « *ne pas mâcher ses mots* », caractérisant ainsi la *pugnacité* de leurs auteurs respectifs. Plus qu'une simple analogie, ce texte mettait en scène des interventions qui pouvaient être considérées comme les volets d'une *action conjointe*, dirigée contre la Suisse et M. Delamuraz, suggérant ainsi les contours d'une alliance entre Alfonse D'Amato et Ruth Dreifuss.

En page intérieure, les dépêches de l'ATS étaient découpées et organisées en trois blocs, placés sous le titre principal « *Nouvelles accusations* »²⁸. Celui-ci instituait une perspective à partir de laquelle il était possible de lire les trois articles successifs à la manière d'un enchaînement séquentiel. Les « *nouvelles accusations* » en question étaient spécifiées par les deux premiers titres qui annonçaient deux déclarations : « *Selon le sénateur Alfonse D'Amato, la Suisse aurait blanchi de l'or nazi en quantité, via l'Espagne et le Portugal* » puis, plus lapidairement, « *Ruth contre JPD* ». Le troisième en revanche était présenté comme une réplique, sous le titre : « *Ce qu'en pensent les Suisses* ». Concrètement, l'indétermination indexicale du pronom « *en* » mobilisé par le dernier titre était réduite par la mise en page, qui le renvoyait aux « *nouvelles accusations* » portées contre « *la Suisse* » et « *JPD* », respectivement par « *le sénateur Alfonse D'Amato* » et « *Ruth* ». Autrement dit, cette mise en page mettait les dépêches de l'ATS en intrigue, de telle sorte qu'il était possible de les lire comme un tout organisé et orienté. En clair, il devenait ainsi possible de considérer qu'Alfonse D'Amato et Ruth Dreifuss avaient lancé de nouvelles accusations, auxquelles les Suisses avaient réagi.

Cette lecture était confortée et spécifiée par l'illustration et la mise en page. La lecture des articles était ponctuée par une illustration composée de deux portraits photographiques. Celui de gauche représentait Ruth Dreifuss, dans une posture manifestant un travail d'explication, le buste légèrement penché en avant, les mains jointes et le regard tourné vers la droite de la page. Sur l'image de droite, Jean-Pascal Delamuraz est photographié en position d'orateur, les mains probablement posées sur un pupitre resté hors champ, le visage tourné vers la gauche de la page, c'est-à-dire en direction de l'image de Ruth Dreifuss. Ses yeux écarquillés, ses sourcils froncés et sa bouche légèrement ouverte expriment l'étonnement. Comme l'indique la légende, cette mise en page réalise photographiquement la confrontation des deux ministres : « *La conseillère fédérale Ruth Dreifuss prend ses distances face aux propos de Jean-Pascal Delamuraz, qu'elle juge 'tout à fait regrettables'.* » De plus, ce dispositif conforte la dynamique d'une lecture séquentielle de l'ensemble de la page, par la mise en scène d'une action et de la réaction qu'elle suscite. Sur la photographie de gauche, Ruth Dreifuss « *prend ses distances* ». Celle de droite attribue à Jean-Pascal Delamuraz une réaction d'étonnement.

La mise en page étend considérablement la pertinence de ce dispositif. La dynamique de la page présente les photographies comme une illustration des « *Nouvelles accusations* » annoncées par le titre principal. Dès lors, il est possible de considérer que la superposition des images et des deux derniers blocs de texte ne relevait pas uniquement d'une coïncidence. La photographie de gauche était ainsi située du côté de l'*action*, c'est-à-dire de l'accusation,

²⁸ Ces articles sont reproduits en annexe 28.

désignée par le titre « *Ruth contre JPD* ». Celle de droite en revanche incarnait plus largement la *réaction* : « *Ce qu'en pensent les Suisses* ».

Ainsi, *Le Matin* ne s'est pas contenté de reprendre des dépêches d'agence. Il les a organisées, de manière à composer une intrigue, constitutive d'une interprétation de la déclaration de Ruth Dreifuss. Cette mise en forme instituait une dynamique séquentielle et catégorielle qui polarisait deux pôles. D'un côté, des accusations belliqueuses (« poser des bombes » et « ne pas mâcher ses mots ») sont attribuées à Alfonse D'Amato et à Ruth Dreifuss. De l'autre, la réplique est associée aux figures de Jean-Pascal Delamuraz et des Suisses. L'institution de cette métonymie entre le conseiller fédéral et la population constituait du même coup sa collègue comme une alliée des adversaires de la Suisse.

Cette mise en scène correspondait formellement à celle présentée, deux jours auparavant, par le Parti radical démocratique, qui avait accusé le Parti socialiste suisse de s'être « *fait le complice des exigences venues de l'étranger* ». La mise en page déployée par *Le Matin* présentait en effet une situation clivée en deux camps, assimilant la « *prise de distance* » de Ruth Dreifuss face aux propos de Jean-Pascal Delamuraz et les « *accusations* » lancées par Alfonse D'Amato contre la Suisse. Autrement dit, elle proposait de considérer que Ruth Dreifuss s'était faite complice des « *nouvelles accusations* » venues de l'étranger.

En conséquence, le travail de détermination réalisé par cette page du *Matin* était indissociable de la situation discursive dans laquelle elle s'inscrivait. Cette mise en forme discursive suggérait une *interprétation agonistique*, qui configurait un conflit opposant « Ruth Dreifuss », le « Parti socialiste suisse » et « l'étranger », face à « Jean-Pascal Delamuraz », le « Parti radical-démocratique » et « la Suisse ». La configuration ainsi élaborée ne se réduisait pas à une structure formelle. Elle se déclinait dans le contenu du débat, opposant les revendications de création immédiate d'un fonds d'indemnisation portée par des accusateurs et, de l'autre, le ferme refus opposé à cette institution par les Suisses et leurs représentants, incarnés par Jean-Pascal Delamuraz. A l'intérieur de ce dispositif, l'intervention de Ruth Dreifuss apparaissait donc – au même titre que toutes les sollicitations favorables à la création d'un fonds d'indemnisation – comme une *prise de position partisane*, qui mettait en péril la cohésion gouvernementale et affaiblissait la position de la Suisse, engagée dans un conflit international.

Cette analyse pourrait indiquer une inflexion de la ligne éditoriale du *Matin*. Jusqu'alors, ce quotidien s'écartait explicitement de l'interprétation agonistique. Sous la plume de sa correspondante fédérale, Anne Dousse, il privilégiait une voie médiane, attachée à mener à bien les enquêtes historiques et comptables conduites par le Comité Indépendant des Personnes Éminentes et la Commission Indépendantes d'Experts. Certes, l'analyse conduite ici ne porte que sur la mise en page de trois dépêches d'agence. A ce titre, elle ne suffit pas pour affirmer que *Le Matin* avait réorienté son approche « des fonds juifs et de l'or nazi ». En revanche, elle signale que, pour traiter l'intervention de Ruth Dreifuss, il a adopté un discours qui se rapprochait de celui élaboré, dès les premiers jours de la controverse, par *24 Heures*.

Ce dernier ne démordait pas de sa perspective. Ce jour-là, il a signalé l'importance qu'il accordait à la prise de position de Ruth Dreifuss en lui consacrant, en première page, un bandeau d'annonce. Illustré par un portrait photographique de la conseillère fédérale, celui-ci se déroulait immédiatement sous le titre du journal : « *Fonds juifs : Ruth Dreifuss désapprouve les termes de Jean-Pascal Delamuraz* ». En pages intérieures, il renvoyait à

plusieurs textes. Tout d'abord, il signalait un éditorial dans lequel Alain Pichard, de la rubrique nationale, s'insurgeait contre la tournure des discussions :

Aujourd'hui, on insinue que tous les Suisses, du plombier au président de la Confédération, sont banquiers et receleurs. Voire qu'à l'époque nous étions un ramassis d'antisémites et les fidèles collaborateurs des nazis. [...]

Poursuivre les recherches d'archives et nos remises en question d'accord. Mais au procès d'intention qui se joue à coup d'anathèmes et d'effets de manches sous les caméras de TV américaines, je préférerais à vrai dire l'esprit de grisaille et de bonne volonté qui a présidé aux rencontres entre Vaclav Havel et Helmut Kohl [au cours desquelles les Tchèques et les Allemands avaient élaboré une déclaration commune sur leurs erreurs passées].

Le bandeau de première page annonçait également la « *Chronique de Claude Monnier* ». Très significativement intitulé « *le blanc panache de Jean-Pascal* », ce long texte partait d'un double constat. Il commençait par remarquer que « [l]a Suisse a perdu depuis longtemps le goût de la bagarre ». Il estimait alors que cette attitude pacifique était parfaitement adaptée au « *cadre d'un ordre mondial tenu par le couple américano-soviétique* » duquel elle était issue. Puis, il remarquait que les temps étaient devenus « *hostiles* », que « *l'ordre planétaire s'[était] défait* » que « *la jungle préva[lait]* », comme en témoignaient les « *attaques historico-politiques et les menaces de boycott financier* » lancées contre la Suisse par les organisations juives internationales. Il en tirait alors une conséquence : « *la Suisse doit se faire à l'idée que dans le monde redevenu jungle elle va subir de plus en plus d'attaques de ce genre* ». En conséquence, il appelait les Suisses à se « *ressaisir d'urgence* » afin de franchir un « *seuil historique* » et « *psycho-politique* » :

La première preuve d'un tel ressaisissement serait d'oser affronter la jungle sans crainte. Je crois que Jean-Pascal Delamuraz nous l'a indiqué en disant clairement, dans ces colonnes, que la Suisse ne se laissera intimider, ni forcer par personne. Je lui en sais gré. Même si ses propos étaient secs, ils donnent au moins à espérer que la Suisse molle et accommodante à toutes les pressions ne sera plus, bientôt, qu'un souvenir.

Ce n'est pas le moment de lâcher le conseiller fédéral vaudois, et moins encore de le désavouer à demi-mots habiles. Ne nous dégonflons pas.

Plus loin, le bandereau d'annonce renvoyait encore à une pleine page de « *courrier des lecteurs* », dont le programme était résumé par son sous-titre : « *Les propos du conseiller fédéral vaudois concernant la création d'un fonds d'aide aux victimes des nazis ont provoqué une multitude de réactions parmi nos lecteurs. Leur grande majorité applaudit l'attitude de l'ancien président de la Confédération* ».

Enfin, deux pages plus loin, une demi-page, intitulée « *Fonds juifs : Ruth Dreifuss se lance* », présentait les dépêches « *ats-ap* » relatant l'intervention de la conseillère fédérale, la prise de position de Marcel Ospel et la proposition émise par la Fédération suisse des communautés israélites. Détachés en couleurs dans le corps du texte, deux encadrés rapportaient respectivement « *l'opinion des citoyens* » telle qu'elle ressortait des sondages publiés le week-end, et les « *attaques* » lancées par Alfonse D'Amato contre la Banque nationale suisse.

Ainsi, cette édition de *24 Heures* était organisée de telle sorte qu'elle confrontait l'intervention de Ruth Dreifuss aux prises de position successives d'Alain Pichard, de Claude Monnier et à une page de lettres de lecteurs. Face à un tel déploiement de force, l'intervention de Ruth Dreifuss faisait d'autant moins le poids qu'elle était saisie dans un antagonisme qui se répercutait dans la mise en page et le contenu des dépêches. D'une part, le jeu des encadrés introduisait une tension entre les propos de la conseillère fédérale, qui préconisait la mise en place rapide d'un fonds d'indemnisation et « *l'opinion des citoyens* », qui s'y opposaient. D'autre part, le texte de la dépêche rapportée par *24 Heures*

comprenait un passage qui indiquait clairement que l'évaluation formulée par Ruth Dreifuss à l'encontre des propos de Jean-Pascal Delamuraz ne serait pas endossée par le Conseil fédéral :

Le gouvernement ne se distanciera pas de Jean-Pascal Delamuraz, a expliqué Mme Dreifuss à la *SonntagsZeitung*, ce serait contraire à nos mœurs politiques. En règle générale, le Conseil fédéral ne corrige pas collégialement les propos de ses membres. Mais ces derniers portent collégialement la responsabilité des décisions, tout en reconnaissant que chacun peut réagir différemment dans diverses situations.

Cette édition de *24 Heures* présentait l'intervention de Ruth Dreifuss au terme d'une succession de prises de position favorables à Jean-Pascal Delamuraz. Cette cascade de rapports de force, systématiquement défavorables à la conseillère fédérale, mettait en scène sa marginalisation dans le journal, au sein du gouvernement et même en Suisse. En « *désapprouv[ant] les propos de Jean-Pascal Delamuraz* », Ruth Dreifuss se retrouvait seule face aux éditorialistes et aux lecteurs de *24 Heures*, à ses collègues du collège gouvernemental et aux « *citoyens* » suisses. Autrement dit, cette édition de *24 Heures* mettait en scène le *vaste soutien populaire et institutionnel* dont bénéficiait l'ancien président de la Confédération. Les conséquences de cette situation étaient soulignées par la conclusion de l'éditorial rédigé, ce jour-là, par le rédacteur en chef Gian Pozzy :

Jean-Pascal Delamuraz, dans notre journal du 31 décembre, ne s'est certes pas exprimé de manière politiquement correcte. Mais avec le franc-parler qui lui est coutumier, il a exprimé le ras-le-bol assez général des Suisses, et leur désarroi, après plusieurs mois d'accusations humiliantes et d'exigences brutales de réparation. La Suisse n'est pas toute bonne, elle n'est pas toute mauvaise. Elle ne mérite pas la réputation de cloporte nécrophage qu'on lui a faite ces derniers temps.

Dans un débat devenu passionnel à l'excès, il serait fâcheux que les déclarations de Ruth Dreifuss, hier soir, à la télévision, donnent l'impression que le président de la Confédération sortant rejette toute idée de réconciliation. Il la souhaite évidemment, dans la bonne foi et la dignité de part et d'autre.

Finalement, cette édition de *24 Heures* instituait une perspective pour laquelle « *désapprouver les propos de Jean-Pascal Delamuraz* », revenait à se confronter aux « *Suisses* », à leur « *ras-le-bol* » et à leur « *désarroi* ». Elle organisait ainsi une scène discursive, sur laquelle l'intervention de Ruth Dreifuss se présentait comme une rupture, engendrant l'isolement de son auteure. Parallèlement, l'organisation de ces positions orientait le déroulement d'une intrigue, en regard de laquelle il apparaissait que la conseillère fédérale allait à contre-courant et qu'elle faisait donc fausse route.

Synthèse de l'analyse

Ainsi, *Le Matin* et *24 Heures* se rejoignaient pour exclure que l'intervention de Ruth Dreifuss puisse représenter celle du Conseil fédéral. Ils la mettaient plutôt en scène comme une expression personnelle, teintée d'une orientation partisane, marginale au sein du collège gouvernemental et de la population suisse. Plus encore, ils la saisissaient dans une intrigue au cœur de laquelle elle apparaissait comme une *attaque portée contre la Suisse*, et donc comme une *alliance avec des adversaires étrangers*. Cette détermination d'une situation conflictuelle, dans laquelle l'intervention de Ruth Dreifuss apparaissait comme un acte de complicité avec des adversaires étrangers, n'a explicitement été déployée que par ces deux quotidiens romands. A l'inverse, les quotidiens alémaniques ont plutôt dessiné les contours d'une situation d'urgence, orientée vers un dénouement financier. Sur cet arrière-plan, la création rapide d'un fonds d'indemnisation préconisée par Ruth Dreifuss

apparaissait donc au contraire comme l'expression officielle du programme de résolution du problème envisagé par les autorités.

Une intervention orientée vers le dénouement du problème

Au lendemain de l'intervention de Ruth Dreifuss, les appréhensions divergentes de la problématique, privilégiées par les presses romande et alémanique, apparaissaient dès les titres de leurs articles respectifs. Ce jour-là, les quotidiens romands s'accordaient pour mettre en évidence une opposition entre Ruth Dreifuss et Jean-Pascal Delamuraz. Par contre, aucun quotidien alémanique ne titrait au sujet de cette polarisation au sein du Conseil fédéral. La plupart d'entre eux reprenaient une dépêche de l'agence AP, qui ne mentionnait pas cet aspect de l'interview de Ruth Dreifuss. Au contraire, elle mettait l'accent sur l'orientation commune des membres du gouvernement vers un règlement financier du problème²⁹ :

In einem Interview der « SonntagsZeitung » versicherte die Vorsteherin des Eidgenössischen Departements des Innern (EDI), Ruth Dreifuss, der Bundesrat werde mit den Überlebenden des Holocaust nicht auf Zeit spielen. Für den Bundesrat sei ganz klar, dass jetzt rasch etwas gehen müsse. Die Schweiz sei völlig frei, zwischen dem Bedürfnis nach Wahrheit und dem dringenden Bedürfnis nach Gerechtigkeit die nötigen Entscheide zu treffen. Im Vordergrund, steht ein Entschied über die nachrichtenlosen Vermögen in der Höhe von gut 40 Millionen Franken, die von der Schweizer Banken als Nachrichtenlos ermittelt worden waren.

(Dans une interview de la « SonntagsZeitung », la cheffe du Département fédéral de l'Intérieur (DFI), Ruth Dreifuss, a assuré que le Conseil fédéral ne temporiserait pas avec les survivants de l'Holocauste. Pour le Conseil fédéral, il serait maintenant parfaitement clair que quelque chose devrait rapidement être mis en route. La Suisse serait totalement libre de prendre les décisions nécessaires, entre le besoin de vérité, et l'urgent besoin de justice. Au premier plan, se présente une décision concernant les fortunes, à hauteur de 40 millions de francs, qui ont été annoncés en déshérence par les banques suisses.)

Par leur travail de mise en forme des textes et de mise en page de leurs éditions, les médias romands mettaient en scène les tensions qui traversaient le Conseil fédéral. *Le Matin* et *24 Heures* présentaient même l'intervention de Ruth Dreifuss comme une prise de position partisane, susceptible d'affaiblir la Suisse, alors qu'elle était sous le feu d'attaques étrangères. Au contraire, les quotidiens alémaniques présentaient les déclarations de la conseillère fédérale comme un *engagement du Gouvernement suisse à résoudre rapidement le problème « des fonds juifs et de l'or nazi »*. Plus précisément, ils établissaient une hiérarchisation des enjeux. Ils mettaient en scène le caractère prioritaire du volet économique de la question, faisant du même coup apparaître le projet des autorités de créer un fonds d'indemnisation comme un premier pas en direction d'une résolution.

Ainsi, les rares quotidiens alémaniques qui ont explicitement titré au sujet de l'interview de Ruth Dreifuss soulignaient très explicitement son *orientation vers l'action*, et plus précisément vers la création d'un fonds, entendu comme une première ébauche de solution financière. Par exemple, la *Neue Luzerner Zeitung* notait : « *Dreifuss garantiert eine action rapide* » (*Dreifuss sichert rasches Handeln zu*). Dans la même veine, la *Sankt-Galler Tagblatt* empruntait les termes du président de la Confédération, Arnold Koller, lors de l'émission *Arena*, pour titrer en première page : « *Le fonds est 'mûr' pour une décision* » (*Fonds ist 'entscheidungsreif'*). Cependant, au lieu de mettre l'accent sur les déclarations de tel ou tel acteur particulier, la plupart des quotidiens alémaniques préféraient souligner le retour à un climat positif, signalé dès le premier paragraphe de la dépêche AP :

²⁹ La version citée est celle parue dans la *Neue Luzerner Zeitung*. Le même texte a été repris, parfois avec quelques aménagements, par la *NZZ*, l'*Aargauer Zeitung* et la *Bündner Zeitung*.

Behörden, Banken und jüdische Kreise in der Schweiz haben sich am Wochenende hektisch bemüht, die Kontroverse um die Holocaust-Gelder zu versachlichen. Bundesrätin Ruth Dreifuss sicherte ein rasches Handeln in der Frage eines Fonds zu. Der Druck auf Bundesrat Delamuraz, sich zu entschuldigen, hielt an.

(Ce week-end, des autorités, des banques et des milieux juifs de Suisse se sont fébrilement efforcés de ramener la controverse sur les fonds de l'Holocauste vers les choses concrètes [³⁰]. La conseillère fédérale Ruth Dreifuss a assuré une action rapide sur la question du fonds. La pression exercée sur le conseiller fédéral Delamuraz pour qu'il s'excuse s'est maintenue.)

Dans cette perspective, plusieurs journaux ont opté pour des titres généraux, de manière à ancrer le texte de la dépêche dans le déroulement de l'affaire dans son ensemble. Ainsi, l'*Aargauer Zeitung* notait : « *La Suisse reste sous pression. Débat sur l'Holocauste. Objectivité recherchée* » (*Die Schweiz bleibt unter Druck. Holocaust-Debatte. Sachlichkeit gesucht*). Pour sa part, la *NZZ* annonçait des « *Efforts vers un retour vers les choses concrètes* [³¹]. *Prolongations dans la controverse autour des fonds de l'Holocauste* » (*Bemühungen um Versachlichung. Weiterungen in der Kontroverse um die Holocaust-Gelder*). Ces titres se rejoignaient pour mettre les interventions du week-end en intrigue. Ils les constituaient comme un tout, inscrit dans le « champ d'expérience » d'une controverse, caractérisée par des « pressions » exercées sur la Suisse et ouverte sur l'« horizon d'attente » d'un retour aux choses concrètes et à l'objectivité (*Sachlichkeit*).

Ces articles constituaient ainsi l'intelligibilité d'un tournant du débat, marqué par des efforts vers la « concrétisation » (*Versachlichung*) attribués à une pluralité d'acteurs helvétiques : les « autorités », les « banques » et les « milieux juifs ». Dans cette mise en scène de *l'élaboration commune d'une solution pratique*, l'engagement du Conseil fédéral dans cette direction apparaissait comme un élément *parmi d'autres*. De ce point de vue, l'intervention de Ruth Dreifuss était considérée comme un élément d'arrière-plan. Elle était placée en retrait, au profit de la décision du Conseil fédéral d'adopter des mesures concrètes, lesquelles ne constituaient qu'une contribution à une large activité collective déployée par l'ensemble des acteurs helvétiques.

Ces articles instituaient donc une perspective pour laquelle les différentes prises de position du week-end signifiaient que les acteurs helvétiques s'accordaient pour adopter une approche modérée du problème, correspondant, dans les grandes lignes, à celle défendue jusqu'alors par la Fédération suisse des communautés israélites. De ce point de vue, l'intervention de Ruth Dreifuss était loin d'apparaître comme une prise de position partisane, menaçant l'unité du Conseil fédéral. Au contraire, elle était considérée comme *l'expression d'une orientation commune des membres du Gouvernement suisse*, décidés à collaborer avec les « banques » et les « milieux juifs » pour trouver une solution concrète au problème « des fonds juifs et de l'or nazi ».

Telle était très clairement la conception privilégiée par la *NZZ* dans son commentaire intitulé : « *Parler au bon endroit – d'une seule voix* » (*Reden am richtigen Ort – mit einer Zunge*). Immédiatement après avoir regretté la prise de position du Parti socialiste suisse exigeant des excuses de Jean-Pascal Delamuraz, au risque de diviser le Conseil fédéral (cf. note 24, *supra*), elle notait :

³⁰ Le verbe « versachlichen » est difficile à traduire en français. Il désigne l'action de rendre « sachlich », c'est-à-dire de ramener aux choses (*Sachen*). Dans ce cas, le verbe qualifie les activités déployées pour ramener la controverse à de justes proportions, c'est-à-dire pour faire preuve de l'objectivité et du réalisme nécessaires pour orienter la mise sur pied de solutions concrètes.

³¹ La *NZZ* construit le mot « Versachlichung » à partir du verbe « versachlichen » (cf. note 30), pour désigner le processus par lequel la controverse est ramenée vers les choses concrètes.

Immerhin mehren sich *besonnene Stimmen*, die zu einer raschen Abkehr vom Wortkrieg raten und vor der kontraproduktiven Wirkungen rhetorischer Scharfmacherei im In- und Ausland warnen. Die TV-«Arena» mit Arnold Koller zeigte am Freitag abend einen Bundespräsidenten, der die Worte behutsam wählt und auch vor laufender Kamera und eingeschalteten Mikrofonen seine Emotionen zu kontrollieren weiss. Die Schweiz ist mit einem Bundespräsidenten, der lieber einmal zu wenig redet, als einmal zuviel schwatzt, in diesem schwierigen Jahr wohl gut bedient. Verzeichnenswert auch dass Bundesrätin Dreifuss, in ihrem besonderen Lage dem Drängen ihrer Partei und der Medien ihrer Partei und der Medien nach einer Solotour im Siebnerkollegium bisher nicht nachgegeben hat.

(Toujours est-il que les voix pondérées se multiplient, pour recommander de se détourner rapidement de la guerre des mots, et pour épinglez les effets contre-productifs de l'extrémisme rhétorique, en Suisse et à l'étranger. L'émission de TV «Arena» de vendredi soir, a montré un président de la Confédération qui choisit ses mots avec circonspection et qui sait contrôler ses émotions, même face à des caméras qui tournent et à des microphones branchés. En cette année difficile, la Suisse est parfaitement bien servie, avec un président qui préfère parler une fois de pas assez, plutôt que de bavarder une fois de trop. Il convient également de relever que la conseillère fédérale Dreifuss, dans sa position particulière, n'a pas cédé jusqu'ici aux pressions de son parti et des médias qui la poussent à faire un numéro solitaire dans un collège de sept membres.)

Ce texte ne présentait pas les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz comme un enjeu crucial, autour duquel se polarisaient toutes les controverses relatives au problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Il constituait plutôt cette prise de position comme un « champ d'expérience » implicite, comme une trame contrastive sur l'arrière-plan de laquelle se détachait et se démarquaient une nouvelle orientation de l'action gouvernementale, ainsi que les évaluations normatives dont elle était l'objet. Ainsi, lorsque ce commentaire décrivait Arnold Koller comme un président « *qui choisit ses mots avec circonspection et qui sait contrôler ses émotions* », il laissait entendre qu'il n'en avait pas toujours été ainsi. Il constituait même une situation dans laquelle il était possible d'opposer ces attributs à ceux de son prédécesseur. De telle sorte que l'éloge d'Arnold Koller se présentait symétriquement comme une critique détournée de Jean-Pascal Delamuraz, accusé de trop parler, de ne savoir ni choisir ses mots, ni maîtriser ses émotions.

Ce texte instituait ainsi un dispositif d'intelligibilité de la situation, étroitement articulé à son évaluation normative. En effet, il saisissait les interventions d'Arnold Koller et de Ruth Dreifuss sous la catégorie des « *voix pondérées* ». Il les opposait alors à la « *guerre des mots* » et à l'« *extrémisme rhétorique* », qui caractérisaient implicitement l'action de Jean-Pascal Delamuraz. Plus explicitement, ces mêmes activités étaient attribuées au « parti » de Ruth Dreifuss et aux « médias », accusés de faire pression sur la conseillère fédérale, pour qu'elle prenne une position susceptible de diviser le collège gouvernemental. Autrement dit, cet article rejetait très sévèrement les querelles partisans, menées tant par l'ancien président de la Confédération que par le Parti socialiste suisse. En la matière, il ne se contentait pas de formules incantatoires. Malgré ses proximités affichées avec le Parti radical démocratique, la NZZ se montrait aussi sévère avec l'un de ses représentants au gouvernement qu'avec le Parti socialiste suisse. De la sorte, il dessinait les contours d'une *attitude circonspecte*, qu'il valorisait indépendamment de l'acteur qui la manifestait, qu'il s'agisse d'un président de la Confédération démocrate-chrétien, ou d'une conseillère fédérale socialiste.

Cette perspective modérée, entièrement tendue vers la mise en œuvre de solutions concrètes, n'était pas l'apanage de la NZZ. Elle animait, de manière plus ou moins explicite, la plupart des articles publiés par les quotidiens alémaniques, au lendemain de l'intervention de Ruth Dreifuss. Plus largement, cette manière d'appréhender le problème, correspondait formellement à la perspective défendue par la Fédération suisse des communautés israélites et relayée très explicitement par le *Bund* (cf. 6.3, *supra*). Dès le

début du mois de janvier, l'une et l'autre avaient élaboré une perspective fermement opposée à toutes les approches conflictuelles du problème. Condamnant à la fois les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz et les réactions des organisations juives, ses tenants appelaient à la modération et au dialogue, autour de solutions concrètes, telles que *l'accélération des recherches historiques et comptables ainsi que l'éventuelle mise sur pied d'un fonds d'indemnisation*.

D'ailleurs, le parallèle entre cette perspective et le discours adopté par la presse alémanique ne se limitait pas à une analogie formelle. Dans le commentaire de la *NZZ*, cette correspondance se répercutait jusque dans le choix des mots, condamnant la « *guerre des mots* » (*Wortkrieg*) et faisant l'éloge des « *voix pondérées* » (*besonnene Stimmen*), dont il avait déjà été question, une semaine auparavant, en première page du *Bund*³². Plus encore, cette approche était étroitement associée à *la mise en évidence du rôle de Sigi Feigel*, souligné par la dépêche reprise par la presse alémanique, alors qu'il n'était mentionné par aucun quotidien romand³³ :

Der Ehepräsident der Israelitischen Cultusgemeinde Zürich (ICZ), Sigi Feigel, ersuchte den WJC-Präsidenten Edgar Bronfman in einem am Sonntag veröffentlichten Brief, seinen massigenden Einfluss geltend zu machen. Denn Gesprächsverweigerungen, Ultimaten und Boykottandrohungen von jüdischer Seite seien ebenso « hervorragende » politische Fehlleistungen, wie dies die Aussage von Delamuraz gewesen sei. Feigel verwies auf eine gefährliche und für die Arbeit kontraproduktive Atmosphäre. Die Interessen der Opfer des Holocaust verpflichteten im Kampf um Wiedergutmachung, den besten Weg zu beschreiten. Dies könne nur unter Berücksichtigung des politischen Umfelds geschehen, schrieb Feigel.

(Dans une lettre rendue publique dimanche, le président d'honneur de la communauté israélite de Zurich, Sigi Feigel, a invité le président du CJM Edgar Bronfman à faire valoir son influence modératrice. Car les refus d'entrer en discussion, ultimatums et menaces de boycott du côté juif, seraient des actes manqués politiques tout aussi « marqués », que l'ont été les déclarations de Delamuraz. Feigel a déploré une atmosphère dangereuse et contre-productive pour le travail. L'intérêt des victimes de l'Holocauste oblige à s'engager dans le meilleur chemin, dans le combat pour la réparation. Feigel a écrit que ceci ne pourrait se produire qu'en prenant en considération l'environnement politique).

Synthèse de l'analyse

Au lendemain de la prise de position de Ruth Dreifuss, les quotidiens alémaniques décrivaient donc une situation sensible, qui appelait une attitude pondérée et la mise en œuvre de solutions concrètes. Sur cet arrière-plan, ils retenaient principalement que la conseillère fédérale avait annoncé la création rapide d'un fonds d'indemnisation, interprétée comme une mesure indiquant que le gouvernement suisse renonçait à l'escalade verbale engagée par Jean-Pascal Delamuraz. Dans cette perspective, les autorités fédérales prenaient place aux côtés des « banques » et des « milieux juifs » helvétiques, qui s'efforçaient de ramener le débat à la raison, de l'éloigner de la « guerre des mots », pour l'orienter vers un travail concret et productif. Sur cette scène, les premiers rôles étaient

³² Dès le 7 janvier, le *Bund* reprenait les termes de Michael Kohn pour titrer en première page : « *Wahrheitssuche statt Wortkriege* » (cf. note vii, *supra*). Ces termes apparaissaient également explicitement dans l'éditorial du *Bund* du 11 janvier : « Zu beherzigen verbleibt nun [...] die Mahnung einiger *besonnener* Glieder der jüdischen Gemeinschaft in der Schweiz wie etwa Sigi Feigel, Michael Kohn, François Loeb und Rolf Bloch, auf weiteren « *Wortkrieg* » zu verzichten [...] » (cf. 6.3.2, *supra*).

³³ Cette version de la dépêche AP a été publiée par la *Neue Luzerner Zeitung*. Des versions abrégées ont été publiées par l'*Aargauer Zeitung*, la *Basler Zeitung* et le *Bund*. Des traductions italiennes ont été reprises par le *Corriere del Ticino* et le *Regione*. Pour sa part, le *Sankt-Galler Tagblatt* a mentionné l'initiative de Sigi Feigel dans la tournure légèrement différente, formulée par l'ATS. Tandis que la *NZZ* a publié, dans un encadré, le texte de la lettre du président d'honneur de la communauté israélite de Zurich.

tenus par des acteurs parés des attributs de la pondération et de la circonspection, Sigi Feigel étant clairement présenté comme le premier d'entre eux.

La détermination pratique d'une situation et les catégories de son analyse sociologique

Attaché à l'élucidation des premières interprétations médiatiques de la prise de position de Ruth Dreifuss, ce petit exemple indique les limites des sociologies qui entendent rendre compte de l'intelligibilité des débats public, en ramenant leur développement à quelques catégories prédéterminées. Qu'il s'agisse de l'opposition entre la gauche et la droite politiques, de la lutte entre les dominants et les dominés, ou des discriminations entre les hommes et les femmes ne change rien au problème. Dans tous les cas, il s'agit de catégories constituées dans, par et pour le travail d'analyse sociologique. Elles orientent donc les activités de détermination de la situation déployées rétrospectivement par le sociologue. Par contre, elles n'analysent pas comment cette situation a progressivement été déterminée par les acteurs qui y agissaient. Autrement dit, leur mobilisation indique tout au plus qu'il est *possible* de voir *après coup* les choses de telle ou telle manière, *dans la perspective d'une activité de recherche scientifique*.

En effet, le travail scientifique est lui-même une activité située (*i.e.* qui détermine les situations à l'intérieur desquelles elle se déploie), dont l'orientation mériterait d'être analysée sous l'angle de ses contraintes pragmatiques. Ainsi, le privilège accordé à telles ou telles catégories pour décrire et analyser un objet d'étude est indissociable de la détermination de la situation *dans laquelle la recherche est conduite*. Ces catégories constituées et mobilisées par une enquête peuvent en effet clarifier le débat scientifique auquel cette recherche contribue, rendre intelligibles des ambitions académiques de son auteur, ou éclairer l'orientation des recherches conduites par le laboratoire auquel il appartient. En une formule, cruelle et imagée, Michel de Certeau a relevé ce point au sujet du travail ethnographique (Certeau, 1990 [1980] : 44) :

Certes des différences demeurent, sociales, économiques, historiques entre les pratiquants de ces ruses (paysans, ouvriers, etc.) et les analystes que nous sommes. [...] Cette différence a d'ailleurs un révélateur à l'intérieur de l'étude elle-même : la coupure entre le temps des solidarités (celui de la docilité et de la gratitude de l'enquêteur envers ses hôtes) et le temps de la rédaction qui dévoile les alliances institutionnelles (scientifiques, sociales) et le profit (intellectuel, professionnel, financier, etc.) dont cette hospitalité est objectivement le moyen. Les Bororos descendent lentement vers la mort collective, et Lévi-Strauss entre à l'Académie. Même s'il ne se console pas de cette injustice, cela ne change pas le fait. Cette histoire est la nôtre autant que la sienne.

Concrètement, une enquête sur le traitement médiatique « des fonds juifs et de l'or nazi » pourrait prendre pour point de départ une catégorisation, sociologique et prédéfinie, du « champ médiatique » suisse. Par exemple, ce dernier pourrait être segmenté en catégories linguistiques, identifiant des presses germanophone, francophone et italophone. Il pourrait également être divisé en types de publications, distinguant des hebdomadaires et des quotidiens et, parmi ces derniers, des quotidiens de référence, régionaux et de boulevard³⁴. De ce point de vue, la *NZZ* se présenterait comme un bon candidat pour caractériser le discours de la presse alémanique de référence et proche de la droite gouvernementale, au sujet de la question « des fonds juifs et de l'or nazi ».

La mise en œuvre de ces catégories serait certainement très pertinente pour positionner une enquête dans le champ académique de la sociologie des médias. En

³⁴ En revanche, il serait plus difficile de classer les journaux suisses en fonction de leurs affinités politiques. En la matière, la *NZZ* ferait exception, en raison des liens organisationnels qui l'unissent au Parti radical démocratique.

revanche, elle ne rendrait pas compte de l'orientation pratique adoptée par la *NZZ* pour déterminer la situation polarisée autour des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz. A l'époque, son discours instituait en effet une perspective pour laquelle le problème ne se présentait ni comme une confrontation entre régions linguistiques, ni comme une divergence entre interprétations médiatiques, ni comme un affrontement politique. La *NZZ* déterminait plutôt la situation autour d'une polarisation entre les « *voix pondérées* » et les tenants de la « *guerre des mots* » et de l'« *extrémisme rhétorique* »³⁵. Or, l'intelligibilité de ce clivage était indissociable du débat au cours duquel il était élaboré, et elle ne recouvrait ni les divisions linguistiques, ni les oppositions politiques. Ainsi, dans le camp de la raison, la *NZZ* identifiait Arnold Koller et Ruth Dreifuss, c'est-à-dire un homme, alémanique, de droite et une femme, romande, socialiste. Inversement, du côté des agitateurs elle épinglait notamment Jean-Pascal Delamuraz (un homme, romand, de droite), le Parti socialiste suisse (dirigé par Peter Bodenmann, un homme alémanique) et des « médias » dont elle ne spécifiait pas les caractéristiques.

Ce petit exemple signale tout l'écart qui sépare les catégories constituées au jour le jour par et dans les pratiques ordinaires de détermination des situations, et celles qui s'avèrent rétrospectivement pertinentes pour conduire l'analyse sociologique de ces activités. Dans la perspective élaborée par cette dernière, il apparaît que, suite à la prise de position de Ruth Dreifuss, un net clivage s'est formé entre les quotidiens romands et alémaniques. Les premiers considéraient la situation comme un conflit, au cours duquel l'intervention de la conseillère fédérale apparaissait avant tout comme une attaque contre Jean-Pascal Delamuraz, risquant de diviser le gouvernement, d'affaiblir la position de la Suisse, et donc de faire le jeu de ses adversaires. Inversement, les quotidiens alémaniques présentaient plutôt cette situation comme un problème sensible, qui appelait une attitude pondérée et la mise en œuvre de solutions concrètes, pouvant notamment prendre la forme d'un fonds d'indemnisation.

A coup d'analogies formelles, le travail de recherche pourrait même indiquer les recoupements entre ce clivage linguistique et des polarisations politiques. En effet, l'interprétation agonistique développée par *Le Matin* et *24 Heures* présentait de nets signes de parenté avec le discours tenu, deux jours plus tôt, par le président du Parti radical démocratique à l'encontre du Parti socialiste suisse. En ce sens, cette forme de discours pourrait rétrospectivement être attribuée à « la droite ».

De la même manière, il serait facile de rapprocher le point de vue modéré, largement endossé par la presse alémanique, des appels au calme lancés, dès le début des discussions, par la Fédération suisse des communautés israélites. Il suffirait alors d'un petit détour pour les interpréter comme les expressions de clivages politiques préexistants. Par exemple, il serait possible d'interroger l'empressement du *Bund* à endosser ce point de vue, et à se mettre en scène aux côtés des personnalités de la communauté juive de Suisse. Or, une analyse détaillée de ses articles en général – et de ses éditoriaux en particulier – indique que son propos a rapidement constitué les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz comme l'expression d'un problème personnel, trahissant son incapacité à exercer des charges gouvernementales. Dans le contexte de l'époque, cette attaque *ad hominem* pouvait être considérée comme une manœuvre visant à évincer un ministre de l'Économie publique,

³⁵ Dans le cadre de cette analyse, l'organisation d'un conflit international qui oppose la gauche politique à la Suisse, de même que la polarisation des « *extrémistes* » et des « *circonspects* » débouchant sur l'élaboration de solutions concrètes sont analysées comme des « dispositifs de catégorisation » (*membership categorization devices*). Cette notion, empruntée aux travaux de Harvey Sacks, désigne des collections de catégories, associées à des règles qui assurent leur application à des ensembles de personnes. Pour des présentations synthétiques de cette approche et de sa conceptualisation, voir Bruno Bonu et al. (1994) et Steven Hester & Peter Eglin (1997).

dont la politique ne contentait pas l'ensemble des milieux économiques et financiers, engendrant du même coup des tensions au sein du Parti radical. De ce point de vue, il est possible d'interpréter les coups de boutoir du *Bund* et les critiques adressées par la *NZZ* comme de simples relais du discours d'une frange du parti radicale, proche des milieux économiques et financiers les plus opposés à toute régulation étatique.

Ces observations pourraient parfaitement prendre place dans des analyses sociologiques. La mise au jour d'un net clivage entre le traitement des quotidiens romands et alémaniques est indéniable. A ce titre, elle documenterait avec profit une enquête consacrée au morcellement de l'espace médiatique helvétique. Les spéculations stratégico-politiques seraient plus difficiles à établir, dans la mesure où cette démonstration supposerait de reconstituer les opérations pratiques par lesquelles des discours de milieux économiques avaient été relayés par des représentants politiques, dont la perspective était endossée par des organes de presse. Néanmoins, ces interprétations seraient suffisamment solides pour constituer des hypothèses susceptibles d'orienter l'analyse, par exemple, de l'action politique réalisée par les discours médiatiques ou de la constitution des clivages internes aux partis suisses et de la recomposition du paysage politique helvétique.

Indéniablement, ces remarques ne sont donc pas dépourvues d'intérêt. Cependant, il est tout aussi indiscutable qu'elles ne font pas avancer d'un pouce une analyse attachée à élucider le travail de détermination du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Certes, du point de vue rétrospectif de l'analyste, féru de sociologie des médias ou de science politique, les discours tenus à l'époque peuvent apparaître comme les manifestations d'un clivage linguistique ou comme l'expression de confrontations politiques. Cependant force est de reconnaître que cette intelligibilité rétrospective n'apparaissait pas aux acteurs de l'époque, que ce n'est donc pas dans cette perspective qu'ils orientaient leur action, et donc que ces catégories ne sont d'aucun secours pour rendre compte de ce qu'ils faisaient et de ce qui est advenu de la question « des fonds juifs et de l'or nazi ».

Concrètement, il est loisible d'affirmer rétrospectivement que *24 Heures* et *Le Matin* ont adopté un discours « de droite ». Cependant, cela reviendrait à perdre de vue les catégories qu'ils ont instituées pratiquement, au fil de leurs activités discursives. Dans leur perspective, le problème ne se présentait pas comme une confrontation entre la droite et la gauche politiques, mais comme un conflit entre la Suisse et des organisations étrangères auxquelles la gauche helvétique apportait son soutien. Autrement dit, ils ont institué un point de vue pour lequel *Jean-Pascal Delamuraz n'apparaissait pas tant comme un homme de droite que comme une incarnation métonymique de la Suisse et de ses intérêts*. Corrélativement, *ses opposants n'apparaissaient pas comme des adversaires politiques, mais comme des ennemis de la Suisse et donc comme des traîtres à la patrie*. Cette nuance, de taille, est d'autant plus décisive que cette manière de déterminer la situation a orienté de nombreuses actions, dont la mise en œuvre explique la tournure extrêmement venimeuse prise par la controverse.

De manière similaire, il serait rétrospectivement possible de considérer les appels à la modération comme des approches caractéristiques des médias alémaniques, ou comme les instruments d'une cabale politique menée contre Jean-Pascal Delamuraz à l'intérieur du Parti radical et des milieux proches de l'économie et de la finance. Cependant, ce serait perdre de vue que la légitimité de ces positions était indissociable de la constitution d'une opposition entre l'« *extrémisme rhétorique* » et les « *voix pondérées* », qui transcendait les clivages politiques et linguistiques suisses. Fermement associée aux communautés juives de Suisse, cette perspective a permis de déployer une voie médiane, au nom de laquelle il était possible de critiquer vigoureusement les excès langagiers des autorités helvétiques et des organisations juives, sans craindre les accusations d'antisémitisme.

Le déploiement de cette interprétation a mis en évidence les discours appelant à la modération, constituant progressivement une *position de médiateur*, régulièrement attribuée à des figures importantes des milieux juifs de Suisse. Le déroulement de ce travail de détermination de la situation a fait émerger plusieurs personnages : Sigi Feigel, Michael Kohn, Rolf Bloch ou François Loeb ont ainsi fait leur apparition sur le devant de la scène. Progressivement, ils ont été dotés de l'autorité morale nécessaire pour apaiser les ardeurs des uns et des autres et mener la situation vers une résolution satisfaisante. Du même coup, leurs appels au calme et à l'action ont largement été répercutés, ouvert la voie au règlement financier du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Autrement dit, cette mise en scène a configuré une intrigue dont le déroulement a conféré toujours plus de légitimité à la mise sur pied rapide d'un fonds d'indemnisation, celle-là même qui avait suscité le courroux de Jean-Pascal Delamuraz.

Les catégories ainsi élaborées ont contribué au dénouement de cette affaire, par la configuration d'une *représentation* très particulière de la Suisse et de son passé. Avant de la mettre au jour et d'en conduire la critique – *i.e.* d'analyser cette manière ordinaire de comprendre le monde, et d'en élucider les conséquences (chapitre 8, *infra*) – il convient de revenir à une observation détaillée de sa mise en œuvre pratique et de son déploiement, dans les jours qui ont suivi les déclarations du Ruth Dreifuss.

7.2.2 *La détermination dynamique d'une situation et la réorientation de l'enquête*

Le récit analytique élaboré dans les pages qui suivent n'empruntera pas le chemin des enquêtes sociologiques classiques. Le geste analytique de ces dernières consiste à attribuer les différents discours observés à des *acteurs* (individuels ou collectifs), puis à chercher dans leurs *attributs* (identité, statut, structures cognitives, représentations ou *habitus*) ou dans leur *environnement* (matériel, social, interactionnel ou culturel) des facteurs susceptibles d'expliquer l'orientation de leur action. Une analyse animée par la perspective de l'action située rompt avec ces manières routinières de conduire les enquêtes. En effet, cette approche s'attache à élucider comment les activités, leurs auteurs et leurs contextes se *co-constituent* pour déterminer une *situation*. Autrement dit, au lieu de suivre une démarche classique, s'efforçant d'établir rétrospectivement des liens entre des actions, des acteurs et des contextes, elle s'efforce d'observer et de décrire comment ce travail de détermination était déployé par les protagonistes de la situation analysée.

Concrètement, cette approche propose de considérer les diverses interprétations de l'intervention de Ruth Dreifuss, comme des activités constitutives d'une dynamique d'enquête, dont l'orientation est indissociable de la situation à la détermination de laquelle elles contribuent. Autrement dit, ces activités ne peuvent être considérées exclusivement ni comme des caractéristiques de leurs auteurs, ni comme des spécificités de leurs environnements. Elles se présentent plutôt comme des « cadres », au sens goffmanien (cf. 4.1, *supra*), c'est-à-dire comme des opérations constitutives de l'identité des uns et de l'organisation des autres. Dans cette perspective, l'analyse rétrospective n'a pas vocation à rectifier ces interprétations ou à combler leurs éventuelles lacunes. Elle vise plutôt à rendre compte de leur dynamique, de manière à observer comment la spécification de leur situation a contribué à leur orientation vers un dénouement.

De ce point de vue, l'interview de Ruth Dreifuss, et la spécification progressive de ses interprétations successives présentent un intérêt particulier. Elles offrent un accès privilégié aux processus interprétatifs qui ont progressivement présidé à la détermination du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Autrement dit, elles permettent d'observer empiriquement, à une échelle restreinte, comment une enquête a émergé, s'est déployée, s'est spécifiée et s'est orientée jusqu'à atteindre un dénouement interrompant, à toutes fins pratiques, une dynamique interprétative potentiellement infinie. Concrètement, l'analyse

tâchera d'observer et de décrire la détermination réciproque d'une activité discursive, de sa portée et de sa signification, de ses causes et de ses conséquences, de l'identité et des intentions de son auteure, des diverses interprétations polarisées à son sujet, et donc de la situation problématique à la détermination de laquelle les uns et les autres ont contribué.

La détermination rétrospective d'une action, de sa portée et de sa signification

Dans *La Liberté*, ce travail d'enquête a été lancé le 14 janvier, deux jours après la prise de position de Ruth Dreifuss. Dans un long article intitulé « *Le Conseil fédéral se retrouve demain dans un climat polaire* », le correspondant fédéral Georges Plomb énumérait alors les incertitudes et les enjeux qui planaient avant la première séance gouvernementale de l'année^{xvii}. Après une brève introduction, il ouvrait son propos par un paragraphe placé sous les auspices d'un titre interrogatif :

DELAMURAZ S'EXCUSERA-T-IL ?

Premier suspense : Jean-Pascal Delamuraz s'excusera-t-il pour les propos musclés tenus le 31 décembre à nos confrères de « 24 Heures » et « Tribune de Genève » ? Va-t-on vers un duel JPD-Ruth Dreifuss ? Hier, le « Tages-Anzeiger » zurichois, sous la plume de sa toute nouvelle rédactrice en chef adjointe Esther Girsberger, sommait quasiment le Vaudois de se dédire ou de se démettre. A l'opposé, Claude Monnier, dans sa chronique de « 24 Heures » l'adjurait de tenir bon : « Ce n'est pas le moment de lâcher le conseiller fédéral vaudois, et moins encore de le désavouer à demi-mots habiles. Ne nous dégonflons pas ».

La bagarre porte sur les petites phrases tenues par le président sortant aux quotidiens lémaniques. Delamuraz, qualifiant les pressions exercées sur la Suisse pour la création immédiate d'un fonds de 250 millions de dollars en faveur des victimes de l'Holocauste avait parlé de « rançon » et de « chantage ». Du coup, Ruth Dreifuss – répondant dimanche à la « SonntagsZeitung » et à la Télévision suisse romande – jugeait ces déclarations « tout à fait regrettables ». C'était la première fissure, depuis le début de la crise, entre les sept membres du collège.

DES REGRETS, OUI

Hier, dans l'entourage du Vaudois, on s'en tenait à un prudent « no comment » au sujet des réflexions de sa collègue genevoise – unique personnalité israélite de l'Exécutif au demeurant. Delamuraz avait d'ailleurs pris les devants. Face aux violentes réactions des organisations juives, lui-même avait regretté que ses déclarations aient pu blesser les personnes concernées. Donc, la patronne de l'Intérieur et le chef de l'Économie ne sont pas loin. Mais de là à convertir ces « regrets » en « excuses », hier, on n'y croyait pas. L'autre soir, à l'émission alémanique de télévision « Arena », Arnold Koller, le nouveau président, laissait entendre qu'il ne fallait pas y compter. Mais qui sait ?

Au fil de ce texte, Georges Plomb dessinait les contours d'un événement à venir – la première réunion du Conseil fédéral – dont il cernait progressivement la scène, les protagonistes, les structures temporelles et l'orientation pragmatique. Dès son titre, cet article caractérisait cette rencontre par une ambiance : son « *climat polaire* ». Celui-ci était alors spécifié par deux incertitudes : « *Jean-Pascal Delamuraz s'excusera-t-il ?* » et « *va-t-on vers un duel JPD-Ruth Dreifuss ?* ». Dès son entrée en matière, ce texte instituait donc un enjeu. Il suggérait que l'ambiance au sein du Conseil fédéral était susceptible de se détériorer, au sujet d'« *excuses* » autour desquelles étaient polarisées les positions de Ruth Dreifuss et de Jean-Pascal Delamuraz. L'émergence et l'exacerbation de ces tensions étant placées sous le sceau de l'incertitude, il tâchait de la dissiper en clarifiant la situation.

Son propos commençait donc par dessiner la scène d'un « duel » potentiel entre deux ministres. Puis il la spécifiait par la citation de deux interventions médiatiques contradictoires. Il dessinait ainsi une opposition entre deux camps, dont il identifiait les protagonistes, suggérant le recouvrement des acteurs politiques et médiatiques. D'un côté, il rassemblait Jean-Pascal Delamuraz, *24 Heures* et Claude Monnier, qui appelaient le Conseil fédéral à « *tenir bon* ». De l'autre, il associait Ruth Dreifuss, le *Tages-Anzeiger* et

Esther Girsberger, qui « *sommait quasiment le Vaudois de se dédire ou de se démettre* »³⁶. Il spécifiait alors immédiatement que la relation entre ces deux groupes se présentait comme une « bagarre », portant sur les termes « rançon » et « chantage » utilisés par Jean-Pascal Delamuraz.

Sur la scène ainsi définie, la signification et la portée des propos de Ruth Dreifuss émergeaient clairement : « *C'était la première fissure, depuis le début de la crise, entre les sept membres du collège* ». Au fil de son travail de clarification, Georges Plomb rejoignait ainsi les interprétations défendues la veille par *Le Matin* et *24 Heures*. Il constituait une scène sur laquelle l'intervention de Ruth Dreifuss apparaissait comme *une prise de position dans un affrontement*, et plus précisément comme un soutien apporté aux protagonistes qui envisageaient la démission du conseiller fédéral vaudois. Il instituait une perspective pour laquelle la conseillère fédérale était chargée de la responsabilité causale du « *climat polaire* » régnant au Conseil fédéral, c'est-à-dire d'une division affaiblissant la position de la Suisse dans un environnement tendu.

Cette clarification de la signification et de la portée des propos de Ruth Dreifuss était étroitement articulée à la détermination de son environnement, et plus particulièrement de ses structures temporelles. Pour fonder son interprétation, Georges Plomb inscrivait l'intervention de Ruth Dreifuss sur l'arrière-plan d'un passé dont l'intelligibilité était tenue pour acquise. Dans sa perspective, il ne faisait aucun doute que cette polémique avait pris naissance suite à une interview de Jean-Pascal Delamuraz, laquelle pouvait être résumée de manière satisfaisante par deux termes : « *rançon* » et « *chantage* », autour desquels se polarisaient les interventions successives³⁷. Ainsi délimité, ce « champ d'expérience » structurait un « horizon d'attente », constitué comme une alternative entre les perspectives ouvertes par les deux camps en présence. Soit Jean-Pascal Delamuraz s'en tenait aux injonctions de ses partisans qui l'appelaient à « *tenir bon* » ce qui, du point de vue des ses adversaires, devait le conduire à « *se démettre* ». Soit il se pliait au point de vue de ceux qui considéraient qu'il devait « *se dédire* » et qui qualifiaient ses propos de « *tout à fait regrettables* », et il présentait ses excuses ce qui, dans la perspective de ses supporters, serait revenu à « *se dégonfler* ».

En quelques paragraphes, Georges Plomb délimitait une scène, constituait ses structures temporelles, identifiait ses personnages, polarisait leurs positions. Dans l'environnement ainsi constitué, l'intervention de Ruth Dreifuss apparaissait comme la cause du « *climat polaire* » qui régnait entre les membres du gouvernement. Ainsi déterminée, la situation orientait l'action à mener sur la voie d'une simple alternative consistant soit à s'en tenir à la formulation de « *regrets* », soit à présenter des « *excuses* ».

Ce petit exemple montre comment les actions, leurs auteurs et leurs environnements se co-déterminent. En effet, l'interprétation de l'intervention de Ruth Dreifuss était indissociable de la délimitation d'une scène, de l'organisation de ses structures temporelles et de l'identification de ses personnages. Ainsi élaborée, la détermination de la

³⁶ L'article de Claude Monnier est mentionné dans le paragraphe intitulé Une prise de position partisane affaiblissant la position de la Suisse, 7.2.1, *supra*. L'éditorial d'Esther Girsberger est reproduit en annexe 25 et analysé sous le titre « Retirer ses paroles ou ses retirer », 6.2.3, *supra*.

³⁷ Cette identification de l'interview de Jean-Pascal Delamuraz était le produit d'un travail collectif de détermination de la situation. A ce moment de la discussion, l'ensemble des quotidiens suisses s'accordaient à ce sujet, que ce soit pour dénoncer ces propos ou au contraire pour en minimiser l'importance. Or, cette interprétation n'était pas toujours allée de soi. Exactement une semaine plus tôt, Alfred Donath avait publié une libre opinion qui commençait ainsi : « *Les termes de « rançon et chantage » ne sont pas ceux qui m'ont le plus fortement choqué, mais c'est bien plus davantage le vocabulaire employé pour dénoncer « la volonté politique de déstabilisation et de compromission de la Suisse »* (cf. *Tribune de Genève*, 7.1.97, 6.4, *supra*).

signification et de la portée des propos de la conseillère fédérale, clarifiait les tenants et aboutissants d'un conflit, et orientait les actions susceptibles d'y remédier.

Au creux de cette dynamique endogène, le travail d'enquête et d'interprétation constitue donc rétrospectivement la signification des actions passées. Ainsi, en clarifiant la situation issue des interviews de Jean-Pascal Delamuraz et de Ruth Dreifuss, Georges Plomb instituait l'intelligibilité d'une polarisation indissociablement constituée d'antagonismes politiques, et de divergences médiatiques, dont les figures de proue étaient le *Tages-Anzeiger* et *24 Heures*. Cette observation est fondamentale pour la suite de l'analyse. Elle indique en effet que la polarisation des positions observée au chapitre 6 n'est pas un artefact rétrospectif, mais qu'elle était également disponible pour les acteurs de l'époque, qui la mobilisaient pour déterminer la situation et y orienter leur action en conséquence.

L'enquête relancée par un événement inattendu

Deux jours après l'intervention de Ruth Dreifuss, Georges Plomb avait fourni un important effort de clarification qui réduisait considérablement l'indétermination de la situation et la contingence de ses développements à venir. Or, la relative fermeté de cette perspective a été interrogée par le surgissement d'un événement imprévu, qui a éclairé d'un jour nouveau le problème, ses enjeux, le rôle du gouvernement, et la signification des actions menées par ses membres.

Le 15 janvier 1997, l'ensemble de la presse annonçait que l'Union de Banque Suisse (UBS) à Zurich avait tenté de détruire des documents relatifs à la gestion des biens ayant potentiellement appartenu à des victimes de l'Holocauste. Ils annonçaient ainsi le lancement de ce qui allait devenir l'« affaire Meili », du nom du jeune collaborateur d'une société de surveillance privée qui, au cours de son travail, avait découvert et sauvé les archives que la banque destinait à ses broyeurs. Sur le coup, cette annonce se présentait comme un surgissement imprévu, que rien ne permettait d'anticiper, mais qui appelait à réviser considérablement l'appréciation de l'ampleur du problème et de ses conséquences. Sous la plume de son rédacteur en chef adjoint, Claude Chuard, *La Liberté* a pris appui sur cette occurrence pour soulever de nouvelles questions, et pour éclairer d'un jour nouveau les actions antérieures du Conseil fédéral, et notamment les échanges de vues entre Ruth Dreifuss et Jean-Pascal Delamuraz^{xviii} :

Ce nouvel incident met le Gouvernement suisse dans de beaux draps. Il n'avait pas besoin de cela. Après le coup de gueule de Delamuraz, le désaveu de Ruth Dreifuss, comment le Conseil fédéral peut-il encore proclamer sa bonne foi et surtout sa maîtrise du dossier ? La révélation faite hier ridiculise Berne et démontre par l'absurde que le gouvernement est le jouet des banques suisses.

Depuis des mois, la gestion gouvernementale de cette crise témoigne d'une impéritie incroyable. Les fanfaronnades du sénateur D'Amato n'excusent pas tout. Le département [des affaires étrangères] de Flavio Cotti n'a jamais su évaluer la véritable portée de ce dossier ni en gérer l'immense charge émotionnelle.

Cette prise de position vigoureuse indique de manière exemplaire comment un rebondissement parfaitement inattendu a relancé la dynamique de l'enquête. La veille, *La Liberté* avait institué une perspective à partir de laquelle elle dégageait une situation relativement déterminée. L'enjeu principal se présentait alors comme un conflit qui, suite à l'intervention de Ruth Dreifuss, traversait le collège gouvernemental. Or, il a suffi que l'employé d'un service de surveillance découvre qu'une grande banque était sur le point de détruire une pile de documents pour que cette interprétation soit remise en question.

Le surgissement de cet événement éclaire les liens indissociables qui unissent la détermination des situations et leur contingence. Sur le coup, la découverte de ces

documents par Christoph Meili a surgi comme un événement inattendu et imprévisible. Néanmoins, elle a immédiatement été interprétée comme un rebondissement. Cet événement était imprévu, mais il n'en a pas moins été *reconnu* comme un élément nouveau, qui s'intégrait au déroulement d'une affaire en cours. Son occurrence était parfaitement inopinée, mais sa pertinence était en quelque sorte anticipée par l'organisation d'une situation, à la détermination de laquelle elle contribuait. Concrètement, il fallait que la situation soit déterminée d'une manière particulière pour que la destruction d'archives bancaires des années 1930 soit immédiatement *reconnue* comme un événement, digne d'être largement traité et commenté par l'ensemble de la presse suisse. En retour, son surgissement a relancé l'enquête, soulevant de nouvelles questions, qui interrogeaient la détermination de la situation qui prévalait jusqu'alors. Il est donc possible d'affirmer, sans succomber aux charmes de la pensée paradoxale, que cet événement a contribué à la détermination de la situation qui l'a déterminé.

Au cœur de cette dynamique réflexive, la découverte des documents que l'UBS s'apprêtait à détruire ébranlait la volonté affichée, des banques et du gouvernement helvétiques, qui prétendaient s'occuper sérieusement du problème. Plus précisément, Claude Chuard affirmait que cette révélation « *ridiculis[ait] Berne et démonstr[ait] par l'absurde que le gouvernement [était] le jouet des banques suisses* ». De la sorte, cet incident relançait l'enquête et l'orientait sur une nouvelle piste. Il suggérait que les banques suisses ne traitaient pas ce dossier avec la diligence nécessaire, voire qu'elles instrumentalisaient le gouvernement suisse pour dissimuler leur volonté de ne pas régler le problème. A la lumière de cette hypothèse, Claude Chuard reprenait l'exploration du passé, à la recherche d'éventuels signes précurseurs d'un manque de détermination du Conseil fédéral. Il notait alors : « *Après le coup de gueule de Delamuraz, le désaveu de Ruth Dreifuss, comment le Conseil fédéral peut-il encore proclamer sa bonne foi et surtout sa maîtrise du dossier ?* »

Ainsi, un rebondissement impromptu, surgi de l'ombre des archives bancaires, a rouvert les interrogations concernant la portée et la signification des déclarations successives de Jean-Pascal Delamuraz et de Ruth Dreifuss qui avaient suscité une diversité de commentaires. Sous la plume de Georges Plomb, *La Liberté* a d'abord considéré que l'intervention de Ruth Dreifuss avait créé une première dissension au sein d'un gouvernement unanimement déterminé à faire front et à trouver une solution rapide au problème. Le lendemain, Claude Chuard reprenait cette interprétation. Mais il la mettait en perspective à la lumière de la découverte des documents de l'UBS. De telle sorte que les échanges de vue entre Jean-Pascal Delamuraz et Ruth Dreifuss, n'apparaissaient plus seulement comme une première fissure, lézardant l'édifice monolithique d'un gouvernement uni autour de la mise en œuvre d'une solution. Elle se présentait plutôt comme le signe précurseur, trahissant l'inconsistance d'autorités qui avaient perdu la maîtrise du dossier de longue date, et qui se laissaient berner et manipuler par des banques suisses qui n'avaient aucunement envie de régler cette affaire. Sur sa lancée, cette nouvelle perspective faisait entrer en scène de nouveaux personnages. Jusqu'alors extrêmement discret, Flavio Cotti se retrouvait ainsi subitement sous les feux de la rampe, pour se faire accuser ne jamais avoir su « *évaluer la véritable portée de ce dossier ni en gérer l'immense charge émotionnelle* ».

Dans la perspective de Claude Chuard, le surgissement imprévisible de la tentative de détruire des archives bancaires éclairait l'ensemble de l'affaire d'une nouvelle lumière. Il dessinait ainsi un nouveau tableau, au cœur duquel émergeait une explication, articulée autour de l'incompétence des autorités helvétiques. Cette réorientation de l'enquête a suscité une réévaluation du problème, de ses causes et de ses conséquences. Cette

dynamique aboutissait alors à un verdict sans appel : « *Depuis des mois, la gestion gouvernementale de cette crise témoigne d'une impéritie incroyable* ».

De l'indétermination à la crise politique : Le « coup de poignard » de Ruth Dreifuss

A l'occasion de la découverte des archives de l'UBS, *Le Matin* a également relancé son enquête, déterminant réflexivement l'événement qui venait de surgir et l'affaire dans laquelle il s'inscrivait. Cette dynamique interprétative le menait alors à une curieuse conclusion, portée, sous la rubrique « *L'actualité en 3 points* », par l'éditorial de Jean-Pierre Gattoni intitulé « *Avoirs Juifs. Nos amis... d'Amérique* » :

L'affaire des fonds en déshérence est devenue un torrent qui charrie désormais son lot quotidien d'informations plus ou moins crédibles, vérifiables ou respectables. Les faits se mêlent à leur interprétation, et faire le tri entre le dit, le non-dit, le suggéré et le téléguisé devient une entreprise quasi désespérée.

Alors, il se pose aujourd'hui, aussi bien au chroniqueur qu'à son lecteur, une question fondamentale et, pour tout dire, philosophique : où est la vérité ? La réponse est d'une grande simplicité : il est impossible, pour l'heure, de la trouver. La sagesse commande que l'on attende des faits, rien que des faits, durs, granitiques, irréfutables. Et des faits accompagnés d'un éclairage circonstancié. Pour ce faire, le Conseil fédéral et le Parlement ont pris les dispositions adéquates. Faisons-leur confiance.

Dans cette attente, il serait bon que chacun garde son sang-froid et fasse preuve de prudence. A cet égard, on a apprécié les propos de l'ambassadrice des États-Unis en Suisse, Madeleine May Kunin, dans la *NZZ* de samedi dernier, comme le jugement émis hier par le sous-secrétaire d'État américain au Commerce. Tous deux estiment, en substance, que Berne a empoigné ce dossier de manière appropriée. Après le récent « coup de poignard » de Ruth Dreifuss à son collègue Jean-Pascal Delamuraz, via la *SonntagsZeitung*, cette leçon de pondération de nos amis d'Amérique est bienvenue.

Cet éditorial prenait pour point de départ une actualité qui orientait l'enquête vers le déroulement antérieur des discussions. Il reprenait alors le récit de « *l'affaire des fonds en déshérence* », qu'il présentait comme un « *torrent qui charri[ait] [...] son lot quotidien d'informations* ». Ce retour sur le passé révélait alors un développement confus, mêlant indifféremment des faits crédibles, des suggestions invérifiables et des manœuvres téléguisées. Sous cette description, la problématique était entièrement articulée autour d'« *une question fondamentale et, pour tout dire, philosophique : où est la vérité ?* », à laquelle le texte s'empressait de donner une réponse pessimiste : « *il est impossible, pour l'heure, de la trouver* ».

Sur ce premier versant, ce texte se présentait donc comme le bilan intermédiaire d'une enquête en cours. Il proposait une interprétation générale de « *l'affaire des fonds en déshérence* », qu'il présentait comme une situation tellement indéterminée qu'elle ne permettait plus de distinguer le vrai du faux. Ce constat débouchait alors sur une consigne générale de prudence. Dans une situation caractérisée par tant d'incertitude, le « *chroniqueur* » et son « *lecteur* » devaient prendre acte de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvaient de « *faire le tri entre le dit, le non-dit, le suggéré et le téléguisé* ». En conséquence, cet éditorial leur proposait un programme d'action : « *attend[r]e des faits, rien que des faits, durs, granitiques, irréfutables* ». Dans leur attente, il préconisait l'exercice d'un soupçon systématique à l'égard de toutes les informations charriées par le « *torrent* » de « *l'affaire de fonds en déshérence* ».

Ce raisonnement se déclinait alors sur un autre versant qui ramenait de « *l'affaire des fonds en déshérence* » aux informations quotidiennes. Concrètement, cet éditorial, placé sous la rubrique « *L'actualité en 3 points* », renvoyait à la seule information relative aux « *fonds en déshérence* » publiée ce jour-là par *Le Matin*, qui titrait, en première page :

Fonds en déshérence.
UBS : Gaffe explosive !
Un employé détruit une partie des archives concernant les fonds juifs. Une 'erreur regrettable', selon la banque elle-même.

Cette édition du *Matin* proposait alors un parcours circulaire de lecture guidée. L'annonce de première page dirigeait en « page 5 ► », vers un article intitulé « *Gros couac de l'UBS !* ». Composé sur la base d'une dépêche de l'agence AP, ce texte relatait comment Christoph Meili avait découvert les documents destinés à la broyeuse d'une grande banque³⁸. Il était accompagné de deux petits encadrés rapportant des prises de position du secrétaire général de la Fédération suisse des communautés israélites et du sénateur D'Amato. Mais il était surtout illustré par une immense photographie de Thomas Borer, le regard fixé sur l'objectif, au milieu de rayonnages, éclairés par la lumière blafarde de tubes au néon. Juste au-dessous, la légende indiquait : « *L'ambassadeur Borer au milieu des archives fédérales : la recherche de la vérité se poursuit inlassablement* ».

Le choix de cette illustration était curieux. En effet, Thomas Borer n'était mentionné par aucun des articles publiés ce jour-là. Pour résoudre l'énigme de cette mise en scène, il fallait poursuivre sur le chemin de lecture préparé par *Le Matin*. Il concluait l'article consacré à Christoph Meili par une invitation à « ●●● LIRE EN PAGE 2 », qui renvoyait à l'éditorial de Jean-Pierre Gattoni. Celui-ci éclairait d'un jour nouveau les informations relatives au « fonds en déshérence » en général, et donc celles qui faisaient la une de l'actualité ce jour-là, en particulier. Ce texte bouclait ainsi un parcours de lecture circulaire, qui renvoyait son destinataire aux informations de la première page et de la page 5, lesquels le dirigeaient à nouveau vers l'éditorial de Jean-Pierre Gattoni.

Au cours de ce cheminement, *Le Matin* réalisait une étrange opération discursive : il jetait le doute sur son propre contenu. Dans ses pages d'actualité, il présentait une information, inscrite sous le titre de rubrique « *fonds en déshérence* » : « *Un employé [de l'UBS] détruit une partie des archives concernant les fonds juifs* ». Cette information renvoyait alors à un commentaire, dans lequel « *le chroniqueur* » invitait explicitement « *son lecteur* » à faire preuve de la plus grande circonspection face au « *lot quotidien d'informations* » charriées par le « *torrent* » de « *l'affaire des fonds en déshérence* ». En marge de ce texte, un bandeau dirigeait alors vers la rubrique « *AVOIRS JUIFS Page 5 ►* ». Éclairé par les doutes de Jean-Pierre Gattoni, ce texte acquérait une nouvelle signification. Son contenu devenait douteux, suspect de mêler des faits et leurs interprétations, voire de confondre, à côté de ce qui était dit, du « *non-dit* », du « *suggéré* » et même du « *téleguidé* ».

Cette édition du *Matin* mettait en scène une situation indéterminée, au cœur de laquelle la vérité restait insaisissable. Par cette dynamique, le quotidien jetait le doute sur ses propres énoncés, composés d'informations dont ni les chroniqueurs, ni les lecteurs, ne pouvaient évaluer la validité. La charge était sévère : elle ébranlait la crédibilité des informations journalistiques. Cependant, cette mise en cause des énoncés s'accompagnait de la mise en scène d'une vérité, articulée à la jonction du propos de Jean-Pierre Gattoni et de l'illustration de l'article principal.

Le premier débouchait sur un appel à la sagesse. Plongés dans une situation complètement incertaine, ni les journalistes, ni leurs lecteurs n'étaient en mesure de rétablir la vérité. En conséquence, ils devaient s'effacer pour laisser place à des instances chargées de déterminer, à leur place, « *les faits, durs, granitiques, irréfutables* », constitutifs de la

³⁸ L'annonce de première page, l'éditorial de Jean-Pierre Gattoni, l'article et son illustration sont respectivement reproduits en annexes 29a, b et c.

réalité qui les entouraient. Jean-Pierre Gattoni attribuait explicitement la responsabilité politique de cette tâche aux « *dispositions adéquates* » prises par « *le Conseil fédéral et le Parlement* ». La conclusion prenait alors la forme d'une interpellation sans détour : « *Faisons-leur confiance* ». Ainsi, cet article constituait la problématique des « fonds en déshérence » dans une dialectique de méfiance à exercer à l'encontre des informations et de confiance à placer dans les institutions helvétiques. Il instituait ainsi une dynamique qui éclairait les opérations réalisées par les pages d'informations.

Ce discours élucidait, en effet, le dialogue instauré entre la dépêche concernant la découverte faite par Christoph Meili et la photographie de Thomas Borer. La mise en regard de ces deux éléments était surprenante dans la perspective des *énoncés* publiés par cette édition du *Matin*. Aucun d'entre eux ne mentionnait la Task Force ou son chef. Par contre, la présence de ce dernier était parfaitement intelligible du point de vue de l'*énonciation* élaborée par cette édition du *Matin* et, plus précisément, du rapport qu'il instituait entre ses énoncés et ses destinataires. Concrètement, ce mouvement pourrait être paraphrasé par une mise en garde : « méfiez-vous des informations que vous lisez au sujet des fonds en déshérence en général, et de celles concernant la tentatives de destruction d'archives à l'UBS en particulier ». Poussée à son terme, cette logique suspicieuse aboutissait à la négation du discours journalistique par lui-même.

La photographie de Thomas Borer intervenait alors comme une réponse, qui imposait un cran d'arrêt à la généralisation du scepticisme. Sa mise en scène pourrait être paraphrasée par une interpellation : « Faites-lui confiance ! » Pour résumer, cette mise page réalisait la même dialectique que celle élaborée discursivement par l'éditorial de Jean-Pierre Gattoni : « méfiez-vous des informations de la dépêche d'agence ! » mais « fiez-vous aux mesures adoptées par le Conseil fédéral et le Parlement, incarnées par le personnage représenté sur la photographie ! ». Les premières annoncent que des archives auraient été détruites, pour empêcher d'établir la vérité au sujet des fonds en déshérence. Mais rien ne permet de vérifier la crédibilité de cette information. La seconde en revanche vous montre que « *la recherche de la vérité se poursuit inlassablement* » en votre nom, dans les archives fédérales.

Par ce discours, le *Matin* mettait en doute la crédibilité de ses propres *énoncés*. Mais, parallèlement, il invitait à se fier à une *énonciation* tierce : au regard de Thomas Borer, fixé droit dans l'objectif. Il établissait ainsi un régime de réalité, organisé autour d'une relation « les yeux dans les yeux », dont l'efficacité a été mise en évidence par des enquêtes consacrées au discours télévisuel (Véron, 1983b : 107) :

L'axe Y-Y [*i.e.* cette opération établissant une relation « les yeux dans les yeux »] fonctionne [...] comme un opérateur de *réalisation*, pourrait-on dire (par opposition à déréalisation ou à irréalisation). Sa fonction est de neutraliser au maximum (dans le journal télévisé) ou d'atténuer (dans d'autres contextes) ce statut fictionnel qui est l'« état naturel » de tout discours.

Dans le discours de l'information télévisée, le journaliste garde le privilège du contact direct avec le téléspectateur. L'axe Y-Y y fonctionne donc à la fois comme « caution de référencement » et « opérateur d'identification d'un genre ». Pourtant, « il y a des moments (peu fréquents) où l'homme politique regarde lui aussi directement la caméra » (idem, 106) :

Il marque ainsi un changement important dans sa position d'énonciation : ce qu'il a à dire à ce moment-là est suffisamment important ou grave pour qu'il refuse la médiation, le relais du journaliste : pour ce court instant, il s'adresse *directement aux Français*. Ainsi, dans cette situation d'énonciation particulière qui est le dialogue entre le journaliste et l'homme politique, le glissement du regard de ce dernier *vers la caméra* est un opérateur comparable à

L'italique dans l'écrit : il souligne l'importance, le « poids de vérité » attribué par l'énonciateur à une certaine phrase.

Cette analyse concerne spécifiquement le discours télévisuel. Elle ne peut donc pas être mobilisée sans précaution pour étudier la mise en page d'une photographie de presse. Dans ce cas particulier, elle permet cependant d'éclairer la dynamique d'ensemble de cette édition du *Matin*, dont l'organisation est tout entière attachée à l'élaboration d'un régime de réalité. Son discours s'efforce en effet de faire cohabiter une « fictionnalisation » des énoncés et une « réalisation » de l'énonciation, similaire à un registre caractéristique du discours télévisuel (cf. Eco, 1985 [1983])³⁹. Cette dynamique concerne particulièrement la mise en page de la photographie de Thomas Borer. Sa légende indique qu'elle illustre « *la recherche de la vérité [qui] se poursuit inlassablement* ». Or, cette « vérité » n'est pas celle d'un énoncé, ou d'une information, c'est-à-dire d'un contenu qui tomberait sous le coup du soupçon instillé par Jean-Pierre Gattoni. Cette mise en scène élabore un régime de réalité fondé sur la *présence d'une énonciation*, sur ce regard, qui m'est adressé et qui appelle ma confiance⁴⁰.

Dans ce cas particulier, ce n'est pas l'instance politique qui refuse la médiation médiatique. Au contraire, le journal se met explicitement en retrait de l'information. Plus précisément, il se décharge de la responsabilité d'en établir la validité et la crédibilité. Il confie cette tâche au gouvernement et à ses représentants, ainsi placés au centre de la scène, seuls face au public, sans contradicteurs. Sur ce point, le discours de Jean-Pierre Gattoni était sans ambiguïté : « *La sagesse commande que [le chroniqueur et son lecteur] attende[nt] des faits [...]. Pour ce faire, le Conseil fédéral et le Parlement ont pris les dispositions adéquates. Faisons-leur confiance* ». Parallèlement, la mise en page des dépêches d'agence et de leur illustration ne procédait pas autrement. Le texte annonçait qu'une grande banque avait tenté de dissimuler la vérité sur les fonds en déshérence en détruisant des archives. Par l'intermédiaire de Jean-Pierre Gattoni, *Le Matin* mettait ses lecteurs en garde contre cette information, susceptible de mêler des faits et des interprétations, voire d'être « téléguidée ». En revanche, il mettait en scène Thomas Borer, et la réalité de son *énonciation* sur la recherche de la vérité.

A la faveur de la découverte des archives de l'UBS par Christoph Meili, *Le Matin* a relancé son enquête. Face à une situation incertaine, le journal a mis en scène son incapacité à trouver la vérité. Il a alors battu en retraite, pour céder la place de *l'information* – c'est-à-dire la maîtrise du régime de réalité – au pouvoir politique et à ses représentants. Autrement dit, ce discours élaborait une configuration dans laquelle la vérité était indissociable du pouvoir politique. Dans le même mouvement, il élaborait les

³⁹ Il n'est pas certain que les discours respectifs de la télévision et de la presse soient séparés par une coupure infranchissable. Il est même au contraire plausible que leur production et leur reconnaissance s'informent mutuellement. Ainsi, Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu établissent un parallèle explicite entre la mise en page des journaux quotidiens et la mise en écran des émissions télévisées : « Aujourd'hui, cependant, une nouvelle tendance s'affirme, du moins dans le format tabloïd, sous l'impulsion de *Libération*. La « une » de ce journal présente en effet deux caractères très nets : la limitation drastique des contenus, limités à peu près à un titre et une photographie [...]. La seconde caractéristique est que cette page, à l'instar d'un écran, donne à voir plus qu'à lire [...]. L'originalité de *Libération* vient de ce que sa « une » est la plus télévisuelle des journaux français » (Mouillaud et Tétu, 1989 : 70).

⁴⁰ En un sens, il serait possible de considérer que *Le Matin* mobilise une « ressource » de réalisation du discours. Il conviendrait cependant immédiatement de ne pas perdre de vue que cette « ressource » n'est elle-même réalisée qu'en tant qu'elle est accomplie. Ce point est signalé par Eliséo Véron (1983b : 120, note 21) : « Il faut ajouter que cette valeur de « réalisation » n'est pas une propriété naturelle ou intrinsèque de l'axe Y-Y : elle résulte de l'évolution historique du discours audiovisuel, et du fait que l'axe a été privilégié par le discours de l'information. Une fois qu'il est ainsi constitué (ce qui est un *fait historique*) il produit des effets par ailleurs (dans le discours politique, par exemple) ».

structures temporelles d'une situation, tendue entre un « champ d'expérience » et un « horizon d'attente » contrastés. Le premier apparaissait comme un enchevêtrement informe de confusion, d'incertitude et d'indétermination. Sur cet arrière-plan, se dessinait en revanche la promesse d'une restauration des faits et de la capacité de jugement, assurée par le déploiement des dispositions adoptées par le Conseil fédéral et le Parlement. Ces structures temporelles fondaient alors un appel à la « sagesse », c'est-à-dire à l'attente des « faits » fournis par le Gouvernement suisse. Il caractérisait alors cette attitude par des actions telles que « *garder son sang-froid* », « *faire preuve de prudence* » ou « *tenir des propos mesurés* ». Cette mise en scène faisait émerger les acteurs auxquels cette « *leçon de pondération* » était attribuée : « *l'ambassadrice des États-Unis en Suisse, Madeleine May Kunin* » et « *Stuart Eizenstat, sous-secrétaire d'État américain au commerce* ». Il était alors possible de spécifier ce qui leur valait cette soudaine notoriété : ils s'étaient rejoints pour estimer que « *Berne a empoigné ce dossier de manière appropriée* ».

Le dispositif de Jean-Pierre Gattoni était alors entièrement élaboré. Il ne lui restait qu'à tirer sa dernière conséquence. Son raisonnement avait commencé par mettre en scène une situation d'incertitude à laquelle ne pouvaient remédier ni les journalistes, ni leurs lecteurs. Il avait ensuite cédé cette place de l'information au Gouvernement et au Parlement, qu'il avait chargé d'établir la vérité. Il en tirait une double conséquence normative. D'une part, la sagesse imposait d'attendre les faits ainsi promis. D'autre part, elle supposait de faire confiance aux autorités suisses, et donc de considérer que « *Berne a empoigné ce dossier de manière appropriée* ». Sur l'arrière-plan de cette double injonction, toute critique à l'égard du traitement de ce dossier par le Conseil fédéral apparaissait comme une mise en cause de la « vérité » du problème et une embûche posée sur le chemin de sa résolution. Plus précisément, émettre un tel jugement revenait à manquer de sagesse et de prudence, à perdre son sang-froid et à tenir des propos excessifs. Cette détermination conjointe de l'actualité et du passé de l'affaire des « fonds en déshérence » permettait de revenir sur l'appréciation des actions qui l'avaient constituée. Ainsi, cet éditorial configurait une perspective dans laquelle il était possible de conclure qu'en qualifiant ses propos de « tout à fait regrettables », Ruth Dreifuss avait donné un « *'coup de poignard' [...] à son collègue Delamuraz, via la SonntagsZeitung* ».

7.2.3 Une configuration totalisante de l'histoire, des autorités politiques et de la collectivité nationale

A ce point de la discussion, tout semblait opposer les positions de Claude Chuard et de Jean-Pierre Gattoni. A la lumière de la découverte de la tentative de détruire des archives, le premier mettait sévèrement en doute la capacité du gouvernement à maîtriser le problème et, *a fortiori*, à lui trouver une solution. Ce faisant, il ébranlait indéniablement la crédibilité et l'autorité du Conseil fédéral. Au contraire, le second estimait que seul le gouvernement était en mesure de gérer ce dossier. Plus encore, il plaçait les autorités dans la position de *dire la vérité*.

Cependant, la conception défendue par Jean-Pierre Gattoni ne renforçait pas la légitimité des autorités. Pour le comprendre, il convient d'élucider les formes que ce discours a conférées à l'histoire, au pouvoir politique et à la collectivité nationale suisse. Il ressortira de l'analyse qu'il les a élaborés en une configuration absolutiste, soustraite au débat contradictoire, rendant du même coup les discours des experts et des autorités extrêmement vulnérables aux critiques.

Absolutisation de l'histoire et délégitimation du politique

L'éditorial de Jean-Pierre Gattoni et l'article consacré à la tentative de détruire des archives suggéraient que les autorités fédérales (et les experts qu'elles avaient mandatés

pour éclaircir la question des « fonds en déshérence ») pourraient occuper durablement la position des *producteurs d'information*. Or, une telle opération ébranle la crédibilité du discours politique plus qu'elle ne la renforce. Telle était l'observation d'Eliséo Véron au sujet de la monopolisation de l'axe Y-Y télévisuel par des représentants politiques (Véron, 1983 : 196) :

[S]i dans le mouvement d'emphase, dans l'effet exceptionnel d'« italique » il garde encore sa valeur d'ancrage, l'axe Y-Y semble affecter la crédibilité du discours politique lorsque l'énonciateur s'installe dans cette position : l'homme politique se met en position de nous informer alors que nous savons qu'il veut nous persuader.

Autrement dit, *Le Matin* du 15 janvier 1997 élaborait un discours qui plaçait le gouvernement, son administration et ses experts en position d'énoncer un discours *totalisant*, chargé de représenter la collectivité politique, et de lui dire le réel. Ce faisant, il conférait aux autorités politiques un *pouvoir absolu*, dépourvu de contradicteur. Paradoxalement, cette opération revenait, du même coup, à priver son discours de toute *légitimité démocratique* et donc à le rendre extrêmement vulnérable à la critique. Avant d'y revenir, il convient de spécifier la *position* – intenable dans un régime démocratique – dans laquelle ce discours plaçait le gouvernement suisse.

L'éditorial de Jean-Pierre Gattoni demandait au gouvernement de produire des « *faits, durs, granitiques, irréfutables* », et il enjoignait les journalistes et leurs lecteurs à les attendre sans broncher. Pour mettre un terme à une situation confuse – caractérisée comme une multiplication de faits, doublée d'une infinité d'interprétations – il proposait de restaurer l'autorité d'*une* voix, chargée de dire *le* réel et de l'accompagner d'*un* éclairage circonstancié. En promouvant cette remise en ordre du monde et de la société, il endossait une forme d'autoritarisme épistémologique et politique, dont les conséquences anti-relativistes ont été mises au jour par Bruno Latour (Latour, 1995 : 15) :

[L]e relativisme est un drapeau qui fait honneur à la sociologie des sciences comme à la physique, comme à la morale, comme à la politique. En effet, quel est donc le contraire du relativisme ? Mais l'absolutisme ! Mais l'ethnocentrisme ! Mais le point de vue du maître ! Il paraît que le ciel va nous tomber sur la tête si nous acceptons une sociologie relativiste des sciences. Or les sciences sont relativistes de part en part ! Apprendre à *établir des relations*, à construire des équivalences, à passer par transformations d'un point de vue à l'autre, voilà en quoi consiste depuis toujours le relativisme qui ne saurait se réduire au ridicule adage « tous les points de vue se valent. » Chaque avancée en morale, en politique, en science, a toujours dépendu de cette mise en relation sans laquelle nous serions limités à un seul point de vue érigé par erreur en absolu.

Or, l'argument de Jean-Pierre Gattoni se déployait tout entier autour d'un tel « *point de vue érigé [...] en absolu* ». Ainsi, il renonçait publiquement à contribuer à l'enquête sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, et il recommandait à ses lecteurs d'en faire autant. Autrement dit, il appelait de ses vœux l'élaboration d'une version non-relativiste de l'histoire suisse. Plus précisément, il estimait que cette dernière ne pouvait être formulée que par les seules *autorités*, dont le point de vue était ainsi érigé en *absolu*⁴¹. Autrement dit, il invitait les autorités helvétiques à constituer leur point de vue comme lieu central, dans lequel se rejoindraient, se totaliseraient, les faits du passé et les perspectives diversifiées des chroniqueurs et des lecteurs.

En assignant la charge de *l'information* aux autorités politiques, *Le Matin* indiquait un moyen de clore les polémiques et de mettre un terme à la confusion qu'elles généraient.

⁴¹ Louis Marin a montré comment l'absolutisme du régime de Louis XIV s'était accompli dans un projet de récit historique, qui établissait « la triple identification du corps royal et du corps de l'histoire, du corps de l'histoire et du lecteur-simulacre, et enfin du lecteur réel et de son mannequin » (Marin, 1979 : 43).

Concrètement, il proposait une procédure d'*assujettissement du réel et de la collectivité politique*, dont la mise en œuvre impliquait que le gouvernement et les experts occupent durablement le lieu du pouvoir, ce point focal dans lequel s'articule la représentation du réel et de son public. Autrement dit, il envisageait l'élaboration d'un discours susceptible d'*incorporer* la collectivité politique suisse et son histoire, rompant ainsi avec l'idéal de la représentation démocratique. En effet, la spécificité de cette dernière réside précisément en ceci qu'elle interdit l'incorporation du lieu dans lequel s'articule la représentation du réel et de son public⁴². Les paragraphes que Claude Lefort a consacrés à ce sujet sont particulièrement éclairants (Lefort, 1986 : 27-28) :

Dans la monarchie, le pouvoir était incorporé dans la personne du prince. Cela ne voulait pas dire qu'il détenait une puissance sans limites. Le régime n'était pas despotique. Le prince était un médiateur entre les hommes et les dieux, ou bien, sous l'effet de la sécularisation et de la laïcisation de l'activité politique, un médiateur entre les hommes et ces instances transcendantes que figuraient la souveraine Justice et la souveraine Raison. Assujetti à la loi et au-dessus des lois, il condensait dans son corps, à la fois mortel et immortel, le principe de la génération et de l'ordre du royaume. [...]

Incorporé dans le prince, le pouvoir donnait corps à la société. Et, de ce fait, il y avait un savoir latent, mais efficace, de ce qu'était l'*un* pour l'*autre*, dans toute l'étendue du social. En regard de ce modèle, se dessine le trait révolutionnaire et sans précédent de la démocratie. Le lieu du pouvoir devient un *lieu vide*. Inutile d'insister sur le détail du dispositif institutionnel. L'essentiel est qu'il est interdit aux gouvernants de s'approprier, de s'incorporer le pouvoir. Son exercice est soumis à la procédure d'une remise en jeu périodique. Il se fait au terme d'une compétition réglée, dont les conditions sont préservées d'une façon permanente. Ce phénomène implique une institutionnalisation du conflit. Vide, inoccupable – tel qu'aucun individu ni aucun groupe ne peut lui être consubstantiel –, le lieu du pouvoir s'avère infigurable. Seuls sont visibles les mécanismes de son exercice, ou bien les hommes, simples mortels qui détiennent l'autorité politique. On se tromperait à juger que le pouvoir se loge désormais *dans* la société, pour cette raison qu'il émane du suffrage populaire ; il demeure l'instance par la vertu de laquelle celle-ci s'appréhende en son unité, se rapporte à elle-même dans l'espace et le temps. Mais cette instance n'est plus référée à un pôle inconditionné ; en ce sens, elle marque un clivage entre le *dedans* et le *dehors* du social qui institue leur mise en rapport ; elle se fait tacitement reconnaître comme purement symbolique.

Ce détour permet de revenir au *Matin* du 15 janvier 1997, de manière à caractériser la *position* qu'il assignait au Gouvernement suisse et à ses experts. Dans son éditorial, Jean-Pierre Gattoni faisait une proposition simple, apparemment frappée au coin du bon sens. De son point de vue, « *l'affaire des fonds en déshérence* » mêlait confusément les faits et leurs interprétations. A tel point qu'il était devenu impossible d'y discerner le « *dit* », le « *non-dit* », le « *suggéré* » et le « *téléguidé* ». Ce désordre ambiant excluait le développement d'une quelconque discussion constructive, dont chaque avancée ne faisait qu'ajouter à la confusion. Avant toute chose, il convenait donc de mettre bon ordre dans ces écuries d'Augias de l'histoire suisse. Selon Jean-Pierre Gattoni, cette tâche revenait de droit aux autorités suisses et aux « dispositions adéquates » que le Conseil fédéral et le Parlement avaient prises en ce sens⁴³. Jean-Pierre Gattoni soulignait alors que, pour mener leur tâche à bien, ces instances devaient bénéficier d'un climat favorable. Les pressions et les polémiques étant impropres à l'établissement des faits, il convenait de laisser les experts travailler en paix et donc de mettre un terme aux controverses. En conséquence, les

⁴² Marie-José Mondzain (2002) a analysé ces opérations d'*incorporation* discursive des publics, telles qu'elles sont réalisées par des images, notamment par les films de propagande politique.

⁴³ L'éditorialiste ne nommait pas expressément les dispositions en question, mais l'état des discussions permettait de reconnaître, sous cette désignation, la Commission indépendante d'Experts mise sur pied un mois auparavant. Les pages d'actualité de cette édition du *Matin* y ajoutaient la Task Force et le regard de son chef Thomas Borer, dont la photographie, devant les rayonnages des archives fédérales, devenait l'emblème d'une recherche inlassable de la vérité.

différentes parties prenantes aux débats étaient priées de calmer le jeu et de cesser d'intervenir à tout propos, dans l'attente des résultats des recherches.

Dans le discours de Jean-Pierre Gattoni, il convenait de prévenir le développement de discussions confuses sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. A cet effet, il fallait établir une version factuelle de cette histoire, élaborée à l'écart des controverses, sous la houlette des autorités fédérales. Au fil de ce raisonnement, se déployait une manière particulière de concevoir la production des informations et l'écriture de l'histoire. Dans sa perspective, ces activités ne pouvaient atteindre la vérité qu'à condition d'être tenues à l'écart des controverses, du débat public, et de l'horizon pragmatique des décisions politiques. A terme, ce discours constituait donc une conception non relativiste de la vérité, dont la mise en œuvre constituait réflexivement l'*absolutisme* de la position à partir de laquelle elle était énoncée. Organisée autour du recouvrement des points de vue de l'histoire et du pouvoir, la mise en œuvre de cette épistémologie se concrétisait en une politique. Les lecteurs étaient explicitement invités à s'identifier à l'histoire ainsi écrite, et donc à endosser la perspective des autorités.

Cette *absolutisation* du point de vue du pouvoir pourrait, en première analyse, passer pour un renforcement du discours politique. A y regarder de plus près cependant, il apparaîtra qu'en *installant durablement* les autorités politiques en position d'énoncer un discours chargé d'incorporer la collectivité politique et son histoire, il fragilisait son assise et sa légitimité, telles qu'elles sont entendues dans un régime démocratique. Ainsi, dans le cas particulier du discours télévisuel, Eliséo Véron a observé que, lorsque l'énonciateur politique s'approprie la maîtrise de l'axe Y-Y, ce dernier ne fonctionne plus comme un opérateur de *réalisation*. Au contraire, il en découle un « effet d'artificialité extrême », particulièrement sensible à l'occasion des émissions dites de « campagne officielle » diffusées par les chaînes françaises à la veille des élections (Véron, 1983 : 106). Ainsi, l'axe Y-Y affecte la crédibilité du discours qui le mobilise à des fins de conviction et non d'information (idem : 107) :

[C]'est parce que l'axe possède cette valeur de caution référentielle que, dans le contexte du discours politique, elle est *disqualifiée* ; c'est parce que l'axe est reconnu ailleurs comme position d'énonciation référentielle de l'information, qu'il devient incompatible avec d'autres propriétés du jeu politique.

Cette observation est pertinente au-delà de l'image télévisée. La *position* occupée par le discours politique lorsqu'il s'empare de l'axe Y-Y à la télévision, n'est finalement qu'une variation du *point de vue* institué par le roi et sa « *manière absolutiste d'écrire l'Histoire absolue de l'absolutisme* ». L'« effet d'artificialité extrême » dont parle Eliséo Véron à ce sujet, est une expression du malaise qui apparaît, dans une démocratie, sitôt que quelqu'un s'installe dans le lieu du pouvoir. Cette remarque éclaire en retour la fragilité de la position que *Le Matin* et l'éditorial de Jean-Pierre Gattoni assignaient au Gouvernement suisse. En lui demandant d'établir des faits, ils attendaient qu'il mette un terme à une controverse médiatique et scientifique, c'est-à-dire qu'il exerce son travail de *représentation politique* sous une forme autoritaire, délégitimée dans un régime démocratique. Plus précisément, ils le discréditaient, en le chargeant d'instituer officiellement et publiquement un régime de réel, et d'y exercer la maîtrise du discours de l'information et du discours scientifique.

Conclusion de la section 7.2 : Une critique pragmatiste des discours médiatiques et de leur travail politique

Pour donner sens à l'affaire des fonds en déshérence et y prendre position, *Le Matin* ne s'est pas contenté de mobiliser des *ressources* préexistantes, ni d'adopter une *position*

déjà constituée. Il a élaboré des schèmes de perception qui organisaient à la fois la *situation* dans laquelle ils étaient mis en œuvre et l'*expérience* qu'elle suscitait⁴⁴. Plus précisément, ce discours a délimité une scène, identifié les acteurs qui y intervenaient, interprété les actions qu'ils accomplissaient, structuré leurs horizons temporels et conduit leur orientation pragmatique. Concrètement, ce propos a rendu intelligible le désordre suscité par un débat historique contemporain, attribué sa *responsabilité causale* à des agitateurs dont le manque de sagesse avait causé cette confusion, et chargé le Conseil fédéral de la *responsabilité politique* d'y remédier, par l'élaboration d'une version factuelle et définitive de l'histoire suisse.

Une démarche inspirée de l'analyse structurale des récits considérerait ce discours comme une *structure narrative*, formée à l'articulation de composantes logiques et temporelles⁴⁵. D'un côté, il a élaboré et mobilisé des « catégories » ou un « système actanciel », rendant observables les relations établies entre les positions constitutives de la scène – y compris celle qu'il adoptait pour la décrire et s'y engager. Parallèlement, il a forgé l'intelligibilité de ce dispositif en l'associant à une action, qui contribuait au développement d'un processus historique, lequel était susceptible d'être intégré en un récit doté d'un début, d'un développement et d'une fin.

Les articles du *Matin* présentent indéniablement cette double dimension, logique et chronologique (ou catégorielle et temporelle). Cependant, il serait réducteur de considérer ce discours journalistique comme un récit, dont la description pourrait être ramenée à celle d'une structure narrative, articulée autour d'un ensemble structural de rôles actanciels. Concrètement, l'éditorial de Jean-Pierre Gattoni et la mise en page du *Matin* ne peuvent pas être réduits à une énumération d'« actants » ou à un système de « positions » dont ils assureraient la mise en scène. Ils ne peuvent pas plus être traités comme de simples « mises en récit » qui assureraient l'orientation d'un déroulement narratif. Ils donnent plutôt forme à un discours qui se développe à la manière d'une « enquête », au sens de John Dewey (7.1, *supra*). Pour les décrire, il s'agit d'observer le développement d'un ensemble d'activités, chargées d'élaborer une situation – c'est-à-dire de constituer un tout organisé et orienté d'actions, d'événements, de personnages, d'objets, etc. – dont la détermination est telle qu'elle fonde, en retour, la subordination de l'action à la conscience des effets ressentis d'une activité antérieure. Il convient donc d'observer comment ces discours ont composé une *totalité* polarisée et orientée, qui assurait réflexivement l'intelligibilité de *schèmes d'interprétation*, d'une *ligne éditoriale* et d'une *orientation pragmatique*.

En affirmant que le discours du *Matin* ne peut être ramené ni à la mobilisation de ressources préexistantes, ni à l'organisation d'une narration, je ne prends pas seulement position dans une controverse théorique. Je tâche surtout de me doter des moyens d'observer et de décrire les *actions* accomplies par ces articles. En effet, tant que l'analyse se donne pour tâche de repérer les « panoplies interprétatives » mobilisées par ce discours,

⁴⁴ Cette activité a donc élaboré des « cadres », au sens de l'analyse goffmanienne (4.1.1 et 4.1.2, *supra*).

⁴⁵ Le projet structuraliste s'est explicitement constitué autour de l'ambition de ramener la description des récits à des relations temporelles de consécutions et à des rapports logiques de conséquence, puis de subordonner les premières aux seconds (cf. Barthes, 1981 [1966] ; Greimas, 1976). En sociologie de langue française, ce programme a été placé au fondement d'une des méthodes les plus répandues d'analyse des entretiens biographiques (Demazière & Dubar, 1997). Cette dynamique d'analyse se prolonge au cœur même des théories les plus critiques à l'égard du structuralisme. Ainsi, Pierre Bourdieu recommande de ramener systématiquement les « prises de position » aux « positions » à partir desquelles elles sont effectuées (p.ex. Bourdieu, 1975). Bruno Latour se concentre sur le destin d'actants appréhendés dans une approche explicitement inspirée de sémiologie greimasienne (Latour, 2001 [1984] : 22-27 ; 243-245). Luc Boltanski ne procède pas fondamentalement différemment, lorsqu'il ramène la description d'une activité telle que la « dénonciation » à l'élucidation formelle d'un « système actanciel » (Boltanski et al., 1984).

de repérer la position qu'il a occupée dans le « système actanciel » du débat, ou d'étudier sa « structure narrative », elle perd de vue la pragmatique des discours, c'est-à-dire leur caractère d'*actions*.

La démarche élaborée pour en rendre compte, au fil des paragraphes précédents, a permis d'observer et de décrire des *opérations* – de rédaction et de mise en page, notamment – et la manière dont elles ont publiquement institué un *ordre*, indissociablement cognitif et normatif. Par exemple, cette approche a suivi le parcours de lecture circulaire organisé par cette édition du *Matin*, de manière à montrer comment ce dispositif faisait émerger la *définition d'un problème* (la confusion engendrée par des controverses) et la *légitimité du moyen envisagé pour y remédier* (tenir la recherche historique à l'écart du débat public et de confier sa validation aux autorités politiques). À terme, cette démarche élucide ainsi le *travail politique réalisé* par ce discours. Elle montre comment il a élaboré et légitimé une perspective, constitutive d'une *prise de position*, qui a institué un mode spécifique de *représentation* de la Suisse et de son passé.

Dans la perspective de cette étude, ce *travail politique* ne se présente donc ni comme une *face cachée* du discours journalistique, ni comme une évidence qui saute aux yeux. Pour en rendre compte, il ne convient pas de dépasser des apparences trompeuses, à l'aide d'une instrumentation sociologique permettant de dévoiler des structures d'arrière-plan. Pour autant, il ne suffit pas non plus d'observer que le discours du *Matin* présente des convergences formelles avec celui de Jean-Pascal Delamuraz, ni de constater que la conclusion de l'éditorial de Jean-Pierre Gattoni prend position contre l'intervention de Ruth Dreifuss. Il faut encore montrer comment le discours constitue ces *activités* – défendre la procédure promue par Jean-Pascal Delamuraz et affirmer que Ruth Dreifuss lui a asséné un « coup de poignard » – de manière suffisamment intelligible pour solliciter une *action* orientée vers le dénouement du problème⁴⁶.

Pour le dire autrement, *Le Matin* a indéniablement repris une argumentation développée par Jean-Pascal Delamuraz et il a indiscutablement critiqué Ruth Dreifuss. Cependant, il ne suffit pas d'observer qu'un quotidien a endossé les propos du président de la Confédération, ni de constater qu'il a critiqué une conseillère fédérale, pour en déduire *ipso facto* qu'il a réalisé un *travail politique*. Encore faut-il que cette reprise et cette critique soient effectuées de manière à instituer un environnement polarisé et orienté, sur l'arrière-plan duquel ils apparaissent comme l'expression intelligible d'une *position* connue, comme le prolongement d'une *ligne argumentative* identifiable, comme une *visée* en vue d'une résolution. Cet argument peut être synthétisé en trois pas successifs.

Le premier est extrêmement banal. Il consiste à dire que la signification d'une action – en l'occurrence reprendre les propos de Jean-Pascal Delamuraz ou critiquer Ruth Dreifuss – dépend du *contexte* dans lequel elle est produite.

Le second prend en compte les dynamiques d'auto-constitution et de réflexivité de l'ordre social. Cette perspective invite à considérer que ce « contexte » ne mène pas une existence indépendante des « actions » qui s'y déploient. Plus précisément, il les détermine autant qu'elles le déterminent en retour. Concrètement, il est exact que la prise de position du *Matin* tire son sens du développement de la discussion sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Mais il est tout aussi vrai que cette prise de position donne sens à ce débat, dont il ne resterait d'ailleurs pas grand-chose sans les prises de position qui l'ont constitué. La

⁴⁶ Ce mode d'analyse pourrait être qualifié à la fois de relativiste et de réaliste. Il est *relativiste* en ce sens qu'il étudie les discours comme des actions qui entretiennent des relations de co-constitution avec leur environnement (*i.e.* les actions, les événements, les acteurs, les objets, etc.). Dans le même temps, cette approche est *réaliste* en ce sens qu'elle s'efforce d'observer et de décrire des actions et des situations dont il est possible d'attester qu'elles ont effectivement été accomplies et constituées par les discours observés.

notion de « situation » désigne l'assemblage organisé et orienté (d'actions, d'événements, de personnages, d'objets, etc.) constitué par cette dynamique.

La troisième étape consiste à dire que le *travail politique* est co-constitutif de *situations*, ordinairement et communément considérées comme « politiques ». Cette définition est volontairement tautologique, dans la mesure où le caractère politique d'une discussion et des interventions qui la composent n'a pas à être stipulé, mais qu'il doit être observé et décrit. Sans entrer dans le détail, il est possible de considérer que les discours médiatiques ont réalisé un *travail politique*, dans la mesure où ils ont établi la réalité d'un *problème politique* et la composition du *collectif politique* affecté par cet enjeu et chargé de la traiter. Cette configuration était attestée par la mise en scène d'une controverse, dont le développement a assuré l'intelligibilité d'un *conflit économique*, articulé en une double confrontation, opposant d'une part les organisations juives aux banques helvétiques et, d'autre part, la gauche politique à la Suisse.

7.3 Élaboration d'un problème de réputation et de son audience médiatique

L'analyse conduite jusqu'ici s'est efforcée de déployer une écriture sociologique qui résiste à ses propres tendances réificatrices. Sa dynamique s'est attachée à systématiquement ramener ses concepts descriptifs – les *schèmes d'interprétation*, les *systèmes actanciels* ou les *lignes éditoriales* – aux activités qui les avaient constituées. Cette manière de procéder a permis de mettre au jour les procédures par lesquelles *Le Matin* a élaboré un discours, articulant les perspectives du « conflit » et de la « vérité historique ». De la sorte, cette démarche a montré comment l'élaboration discursive des « panoplies interprétatives », des « positions discursives » ou des « lignes éditoriales » est réalisée par le discours d'un éditorial et la mise en page d'une dépêche d'agence. Plus encore, cette approche a indiqué que ces pratiques peuvent contribuer à l'élaboration d'un *travail politique*, dont il convient maintenant de spécifier l'analyse, notamment en précisant quelle définition il a donné de l'*enjeu* au sujet duquel il était déployé, et la forme qu'il a conférée à la *collectivité suisse* affectée par cet enjeu⁴⁷.

7.3.1 La recherche de la vérité et la constitution d'une collectivité menacée de dissolution

Un bref retour sur les articles du *Matin* s'impose. La solution préconisée par l'éditorial de Jean-Pierre Gattoni supposait de mettre un terme aux controverses soulevées par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Ce répit devait alors permettre aux autorités politiques – *via* les experts qu'elles avaient mandatés – d'élaborer une histoire consensuelle, c'est-à-dire d'instituer un point de vue focal, auquel les scientifiques, les journalistes et leurs lecteurs étaient, par avance, invités à s'identifier. Dans la perspective instituée par ce texte, le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » ne résidait donc pas dans le passé de la Suisse. Il était plutôt engendré par l'actualité, ainsi que par les discussions que celle-ci polarisait autour de ce passé. De ce point de vue, l'absolutisation de l'histoire se présentait comme une solution. Elle permettait d'envisager de régler le problème, en mettant un terme définitif au débat et à l'indétermination qu'il engendrait.

Dans le sillage des appels au calme lancés par *L'Hebdo* et le *Bund* (cf. 6.3, *supra*), *Le Matin* a déployé un discours caractérisé par sa *hantise du conflit et des déchirements* menaçant la cohésion nationale. Il entendait contenir ce péril en plaçant le Gouvernement suisse et ses représentants en *position* de mettre un terme aux disputes et à l'incertitude

⁴⁷ Il s'agit d'élucider les opérations pratiques qui organisent à la fois la réalité sociale et l'expérience dont elle est l'objet, c'est-à-dire la « cadrage » du problème, au sens goffmanien de ce concept (cf. 4.1.1 et 4.1.2, *supra*).

engendrées par l'enquête sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale⁴⁸. Cependant, le déploiement de cette perspective rejoignait alors l'argumentation initiée deux semaines auparavant par l'ancien président de la Confédération, Jean-Pascal Delamuraz (4.2.2, *supra*). Au cours de son interview accordée à *24 Heures* et à la *Tribune de Genève*, celui-ci considérait également que le règlement du problème passerait par une procédure en deux étapes. Dans un premier temps, les experts de la commission d'historiens étaient chargés d'établir la vérité factuelle, sur laquelle le gouvernement s'appuierait, dans un second temps, pour formuler une interprétation politique, chargée de mettre un terme définitif à la controverse (*24 Heures* et *Tribune de Genève*, 31.12.96) :

La création d'un fonds d'aide aux victimes des nazis, pour désamorcer la crise, est-ce une bonne idée ?

Non, dans la phase actuelle, c'est un corps étranger. Il faut laisser encore passer un peu d'eau sous les ponts. Quand la mauvaise foi est au rendez-vous, il faut se méfier. Un tel fonds serait considéré comme un aveu de culpabilité. Le montant qui a été évoqué devant l'ambassadeur Borer était de 250 millions. Ca, ce n'est rien d'autre qu'une rançon et du chantage ! Ce fonds rendrait plus difficile l'établissement de la vérité. Maintenant, il s'agit d'élucider les faits, rapidement, et surtout clairement. J'espère que la partie adverse, si j'ose dire, voudra bien nous donner l'ensemble de son information, car ce n'est pas une méthode de distiller des révélations tous les quinze jours. On peut attendre de M. D'Amato la même loyauté que celle dont nous sommes décidés à faire preuve. [...]

Dans le discours de Jean-Pascal Delamuraz, la *recherche de la vérité* était ainsi constituée comme le pivot articulant deux volets complémentaires : une approche conflictuelle sur sa face extérieure et pacificatrice sur sa face intérieure. D'un côté, pour « élucider les faits », il convenait de mettre un terme aux attaques venues de l'étranger. De l'autre, il s'agissait de contenir les divergences susceptibles de diviser la population suisse. Ce discours articulait étroitement une conception du problème (les attaques et les divisions menaçant la Suisse) et les modalités de sa résolution (établir une vérité qui mette un terme aux conflits et aux controverses).

Formellement, les discours du *Matin* et de Jean-Pascal Delamuraz se rejoignaient donc pour proposer des conceptions identiques du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » et de la collectivité qu'il affectait. Cependant, le discours journalistique ne soutenait pas explicitement la perspective de l'ancien président de la Confédération, et il n'endossait pas immédiatement le point de vue qu'il avait institué. Il réalisait cette opération de manière *indirecte*, par le biais de l'approche formulée en terme de *vérité historique*, qui avait émergé au fil de la controverse. Ce détour permettait alors de considérer les revendications formulées à l'encontre de la Suisse, de ses banques et de Jean-Pascal Delamuraz comme autant de facteurs de trouble, nuisibles pour l'établissement de la vérité.

Rétrospectivement, l'intervention de Jean-Pascal Delamuraz peut même être considérée comme une préfiguration de l'approche préconisée par *Le Matin*, qui plaçait les autorités en position d'établir une *vérité définitive*, de manière à faire cesser les revendications et les critiques porteuses de confusion. Autrement dit, il apparaît, après coup, que ces discours se rejoignaient pour promouvoir une *représentation* de la Suisse et de son passé qui prenaient l'exact contre-pied des procédures démocratiques, précisément

⁴⁸ Cette manière de constituer la collectivité helvétique – *confrontée* à une extériorité menaçante, et *menacée* par l'horizon potentiel de son implosion ou de sa dissolution – a été signalée par de nombreux commentateurs (p.ex. Reszler, 1986 : 72-75 ; Hazan, 1998 : 72-80). Par ailleurs, la mise en œuvre de cette configuration a été observée et décrite dans le traitement discursif de nombreux problèmes publics, qu'il s'agisse des photographies et des discours relatifs au problème de la drogue (Widmer, 1996 ; Widmer et al., 1997) ou des débats politiques soulevés par l'article constitutionnel sur le pluralisme linguistique (Widmer et al., 2003). Nous l'avons déjà signalé au sujet du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » (Widmer & Terzi, 1999).

caractérisées – selon l’analyse de Claude Lefort – par l’*institutionnalisation du conflit* et la constitution du pouvoir comme *lieu vide et inoccupable*.

7.3.2 *L’histoire comme clôture de la confrontation politique*

Le discours de Jean-Pascal Delamuraz et celui du *Matin* ont institué un *point de vue focal*, qui articulait la configuration réflexive du *problème* « des fonds juifs et de l’or nazi » et de la *collectivité* qu’il affectait. Pour spécifier le travail politique qu’ils ont réalisé, il est possible d’analyser ces trois termes à la manière d’un dispositif énonciatif⁴⁹. En première analyse, sa *forme* correspondait à celle dégagée par Eliséo Véron pour caractériser les conséquences de la *médiatisation* sur la *communication politique* (Véron, 1995). Au cours de cette étude, il a élargi les observations qu’il avait présentées une décennie auparavant au sujet de « l’axe Y-Y » (7.2.4, *supra*), de manière à rendre compte plus généralement de ce qui se passe lorsque le discours politique s’approprie et met en œuvre les « opérations de référenciation » du discours médiatique (idem : 210) :

La préservation de [l’]enrichissement du discours politique [est] conditionnée à la préservation des propriétés discursives qui font la spécificité de la communication politique telle qu’elle s’est construite dans l’histoire des démocraties industrielles.

Or, il semble bien que la médiatisation de la communication politique tende aujourd’hui à déstructurer sa spécificité. Et on comprend pourquoi : si, à l’intérieur du champ politique, la réflexion stratégique est exclusivement orientée par la logique unidimensionnelle du « ciblage », la composante programmatique va disparaître, et des trois destinataires du discours politique : le contre-destinataire (l’adversaire), le pro-destinataire (le partisan), et le para-destinataire (l’indécis), il ne restera plus qu’un seul, le para-destinataire, cible d’une stratégie commerciale à court terme [...].

Par analogie formelle, ces remarques mettent en perspective les opérations réalisées par les discours de Jean-Pascal Delamuraz et du *Matin*. Ceux-ci articulaient les perspectives du conflit et de la vérité historique, pour proposer une interruption du débat, dans l’attente qu’une unanimité se forme autour des « *réponses uniquement factuelles* » des experts et de leur « *interprétation politique* » par le gouvernement. Cette *absolutisation de l’histoire* ne constituait pas uniquement un mode de traitement et de résolution d’un problème transigeant avec les procédures démocratiques. Ces opérations donnaient également forme à une opération énonciative, c’est-à-dire à un travail de configuration du social, caractérisée à l’articulation de modes spécifiques de constitution de la vérité et de la collectivité⁵⁰. Dans ce cas particulier, cette conception du monde se traduisait concrètement en une acception spécifique de l’histoire, du rôle des scientifiques chargés de l’étudier, et de la relation que la collectivité est supposée entretenir à ce passé.

Ces discours instituaient un point de vue cognitif et normatif sur l’*histoire* en tant que *vérité factuelle et incontestable*. Celle-ci avait été très explicitement élaborée et

⁴⁹ L’analyse énonciative étudie les *modalités du dire*, caractérisées par les relations triadiques que les discours établissent entre un *énonciateur* (dans ce cas, le point de vue focal des autorités), une *référence* (le problème « des fonds juifs et de l’or nazi ») et un *destinataire* (la collectivité politique). Prenant appui sur les travaux du linguiste Antoine Culioli (1990), Eliséo Véron l’a déployée en une socio-sémiotique des discours médiatiques. Il l’a mobilisée notamment pour étudier la construction médiatique des événements, le positionnement des supports de presse, ou la régulation des espaces médiatiques (cf. Véron, 1981 ; 1985 ; 1988).

⁵⁰ La notion d’opération énonciative respécifie le concept weberien de *Weltanschauung*. La « conception du monde » dont il est question ici ne se présente ni comme une « position » dans un espace polarisé, ni comme une « représentation » mentale ou incarnée. Il s’agit d’une *opération énonciative*, c’est-à-dire d’une activité pratique organisée et orientée, dont les caractéristiques s’observent et se décrivent au fil de son déploiement. Dans le cas particulier de ce débat, cette approche conduira à la respécification d’un autre thème weberien : les relations entre science et politique (Weber, 1963 [1919]), cf. 9.3.3 et 9.4, *infra*.

déployée par Jean-Pascal Delamuraz. Cependant, il serait restrictif de n'y voir que l'expression isolée d'une « panoplie interprétative » ou d'une « position discursive » particulières. En effet, cette configuration était mise en œuvre bien au-delà du cercle restreint des tenants d'une stricte interprétation agonistique du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elle constituait même le cœur des nombreuses interventions qui, dans le sillage des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, se rejoignaient pour opposer la « *recherche de la vérité* » à la « *guerre des mots* ». Celles-ci ont progressivement constitué la controverse et la confrontation comme des modes de relations incompatibles avec la recherche historique⁵¹. Cette opération discursive n'a donc pas été associée à un point de vue particulier. Au contraire, elle a été réalisée à partir des diverses positions constitutives de l'espace médiatique.

Ainsi, cette conception du monde a communément été tenue pour acquise dans le développement de la discussion. Au fil de cette dernière, les perspectives les plus divergentes ont été adoptées pour élaborer un discours convergent sur l'histoire. Celle-ci a ainsi progressivement été constituée comme une quête de la vérité, qui ne pouvait être menée à bien que dans le calme et le silence des archives et des bibliothèques, mais ne s'accommodait ni des polémiques, ni des controverses. Ces discours s'accordaient alors pour faire apparaître le *travail historiographique* et ses *résultats* comme l'antithèse de la confrontation politique. Plus précisément, le déroulement du débat a donné forme à un point de vue pour lequel la *qualité* des récits historiques résidait dans leur *force de conviction*, c'est-à-dire dans leur capacité à réconcilier les pro- et les anti-destinataires, polarisés par les discours politiques. Autrement dit, les discussions n'ont pas seulement donné forme à une épistémologie positiviste de l'histoire. Elles ont traité ses récits comme des *faits incontestables*. Et elles ont associé leur énonciation au *lieu du pouvoir*, ainsi constitué comme point focal d'incorporation – *i.e.* de réconciliation, de cohésion, voire de fusion – d'un collectif politique réunissant, en une seule perspective, des autorités, les scientifiques, les journalistes et leurs lecteurs.

L'élaboration de cette acception de l'histoire – en tant que pratique de recherche et en tant que discours – a fondé des critères de définition et d'évaluation des récits historiques et de leurs auteurs. Sa mise en œuvre a institué une perspective pour laquelle les discours suscitant la division, l'opposition, la discorde ou le débat se voyaient *ipso facto* dénier toute validité scientifique. Dans le même sens, cette conception invitait à considérer les historiens comme des agents chargés d'élaborer une version consensuelle du passé. La Commission Indépendante d'Experts apparaissait ainsi comme un organe mandaté pour mettre définitivement un terme aux controverses et aux disputes soulevées par l'affaire « des fonds juifs et de l'or nazi ». Les historiens impliqués dans ce travail étaient alors enrôlés pour mettre la *force de conviction* de leur discipline au service d'une version de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, qui mette un terme aux divergences polarisées autour du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. En ce sens, les experts n'avaient pas uniquement pour tâche de garantir la *cohérence* d'un discours constitutif d'un point de vue *absolu* sur le passé. Ils étaient chargés d'élaborer une histoire qui devait également incorporer la *cohésion* d'une collectivité politique, invitée à se reconnaître et à s'identifier, par avance, dans le récit qui lui serait proposé.

Pour approfondir ce point, un rapide retour à l'analyse d'Eliséo Véron s'impose. En effet, immédiatement après avoir élucidé la forme commerciale revêtue par la communication politique médiatisée, il indique que les opérations de référencement

⁵¹ Cette opposition caractérisait notamment la « position intermédiaire », initialement promues par le *Bund* et la Fédération des communautés israélites de Suisse. Cette approche s'efforçait de renvoyer dos-à-dos les revendications formulées par les organisations juives internationales et le sénateur Alfonse D'Amato, ainsi que les réactions outragées de Jean-Pascal Delamuraz et de ses supporters (cf. 6.3, *supra*).

mobilisées par ce type de discours pour garantir la validité de ses énoncés sont indissociables de la constitution d'une forme particulière de collectifs (Véron, 1995 : 210) :

Il n'y a pas de construction de collectifs identitaires à long terme sans le fonctionnement d'une structure argumentative orientée à la formulation de règles. [N]ous avons signalé l'importance de la temporalité, qui est inscrite dans la définition même de la démocratie : le consensus des intérêts est le postulat d'une convergence dans le futur. Ceci correspond, point par point, à la définition que propose Peirce de la vérité et de la réalité, indissociables de la notion d'une *communauté*. La gestion des identités en vue du long terme est bien de l'ordre symbolique de la loi [...].

La logique marketing est incapable de traiter de tels objets. On ne construit pas de collectifs identitaires dans le long terme avec les seules images, ni non plus avec le seul contact indiciel de regard caractéristique de la télévision.

Ces observations permettent de spécifier le type de collectivité politique constituée par les discours qui assignaient un travail de *conviction* aux historiens et aux diplomates, mandatés par le Gouvernement suisse pour traiter le problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». A mesure que le débat avançait, les discours publiés par les médias suisses se sont rejoints pour considérer que le conflit trouverait son issue dans et par l'élaboration d'une version de l'histoire suisse *unifiée* et *unificatrice*. Autrement dit, les experts et les diplomates chargés de « rechercher la vérité », devaient avant tout élaborer rapidement un récit convaincant, autour duquel les membres de la collectivité helvétique puissent se réconcilier, et ainsi assurer le dénouement des débats.

7.3.3 La configuration d'un problème d'image et l'occultation de la responsabilité morale

Cette manière d'appréhender la question revenait à définir « les fonds juifs et l'or nazi » comme un problème de *représentation du passé*, né de la confusion régnant au sujet du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Dans la situation ainsi déterminée, la tâche confiée par le gouvernement aux experts et aux diplomates (nommés spécialement pour traiter cette question) consistait à régler un *problème d'image*. Leur rôle n'était pas d'entrer dans le débat et encore moins d'y prendre position. Au contraire, ils devaient s'en tenir à l'écart et en être préservés, de manière à élaborer une version de l'histoire suffisamment *convaincante* pour rallier les plus sceptiques et ainsi mettre un terme aux controverses.

Dans cette *conception du monde*, la recherche historique et ses résultats n'apparaissaient donc pas tant comme une dynamique continue de « retour en arrière » et de « retour sur soi » par laquelle une collectivité politique constitue son identité à long terme en revenant sur son passé. Elle se présentait plutôt comme un *instrument*, soumis aux impératifs de l'actualité et aux objectifs à court terme des autorités. Son déploiement pouvait donc légitimement être confié à un groupe restreint d'experts, adoubés par les autorités et nimbés d'un statut exceptionnel les autorisant à consulter des archives confidentielles. L'essentiel était alors qu'ils forgent rapidement une représentation convaincante du passé, propre à contrer la confusion engendrée par les controverses soulevées par l'actualité et à rallier, au moins temporairement, l'ensemble du collectif politique, dont la cohésion était menacée par les conflits qui le traversaient. A terme, il s'agissait donc de *restaurer l'image de l'histoire suisse*, propre à réconcilier la collectivité nationale. Ce travail était donc orienté vers l'horizon d'un récit totalisant, faisant converger les points de vue des autorités, des historiens, des journalistes et de leurs lecteurs, de manière à constituer une *collectivité unie*, autour d'une représentation consensuelle de son *passé*.

La *forme énonciative* des discours qui se sont imposés dans les médias suisses suite aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz *spécifie* ainsi le travail politique et la conception du monde qui ont émergé au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Ces discussions ont communément été considérées comme une *polémique* (au sens étymologique : relatif à la guerre), au fil de laquelle les archives pouvaient être *mobilisées* pour étayer les interprétations les plus contradictoires du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. A mesure que les discussions avançaient et que les controverses proliféraient, les discours médiatiques et les prises de positions politiques se multipliaient pour dénoncer la stérilité d'un débat *indécidable*, auquel il convenait de mettre un terme par un *argument d'autorité*. Ces discours ont ainsi forgé l'intelligibilité d'une *absence* : celle d'une représentation unifiée et unificatrice de cette période. Cette lacune a rapidement fait émerger les figures chargées de la combler. C'est ainsi qu'ont pris forme une *commission officielle* composée d'*experts* renommés, et une cellule de crise (une *Task Force*) rassemblant le fleuron de la diplomatie nationale. Ces instances ont été investies du *pouvoir* d'établir la vérité, dans l'*espoir* que celle-ci mettrait un terme aux conflits et aux divisions menaçant la cohésion nationale. Dès lors, leurs activités ont été interprétées et évaluées en fonction de leur capacité à élaborer une version cohérente, unifiée et univoque du passé, autour de laquelle la collectivité nationale pourrait se réconcilier et se rassembler.

Ainsi configurée, cette situation ne laissait aucune place à une conception formulée en termes de « responsabilité morale », forgée à l'articulation du « retour en arrière » et du « retour sur soi » (cf. 4.2.4, *supra*). Dès lors, cette conception a perdu sa visibilité et son intelligibilité et ses promoteurs ont été régulièrement considérés comme des opposants à l'élaboration d'une vérité permettant d'envisager la résolution pacifique du conflit, promue par les autorités et les médias. En conséquence, les acteurs auxquels cette conception du monde était attribuée ont ordinairement été traités comme des *adversaires* – comme des *agresseurs* ou des *traîtres* – s'acharnant à mettre à mal les fondements de la cohésion nationale en voie de restauration. Cette analyse met alors en relief la portée et la signification des interprétations qui ont progressivement pris forme suite à l'intervention de Ruth Dreifuss. En la situant aux côtés d'Alfonse d'Amato, dans le camp de ceux qui jetaient de l'huile sur le feu, ces discours constituaient progressivement une situation dans laquelle toute voix discordante apparaissait comme une menace pour la cohésion nationale et donc comme un signe de trahison⁵².

Ainsi, l'analyse montre comment des discours médiatiques ont élaboré l'intelligibilité d'un problème et de la collectivité qu'il affectait. Les discussions ont fait émerger un *problème d'image* – et plus précisément, de représentation du passé – dont l'issue pourrait être apportée par l'élaboration d'une version factuelle du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Parallèlement, pour répondre aux risques de division engendrés par le manque de cohésion des récits historiques, ces discours ont dessiné les contours d'un collectif intégré autour d'une histoire unifiée et unificatrice, à laquelle ses membres étaient invités à s'identifier, et qu'ils étaient appelés à défendre face aux attaques de l'étranger, risquant d'engendrer de nouvelles divisions intérieures.

⁵² Cette analyse traite la *publicité* (habituellement désignée par le substantif « espace public ») comme une *opération énonciative* qui constitue l'intelligibilité d'un débat, la visibilité de ses protagonistes et l'organisation de son public. Cette approche, largement inspirée par les travaux de Louis Quéré (p.ex. 1989 ; 1997 ; 1999a ; 1999b ; 2002 ; 2003), s'efforce de proposer une respécification pragmatique des critères normatifs élaborés et discutés dans le sillage du travail fondateur de Jürgen Habermas (1993 [1962]).

7.4 Conclusion du chapitre 7 : La détermination d'une situation confuse et son analyse pragmatiste

Pour retracer les procédures qui ont présidé à la détermination du *sens* des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, ce chapitre a suivi le déploiement des discours médiatiques, au gré du surgissement d'actions et d'événements imprévus. Ces rebondissements ont orienté une enquête, marquée par de nombreux revirements, voire par des retours en arrière, qui ont suscité de nouvelles interrogations. Ce cheminement a progressivement permis d'explorer une analyse pragmatiste des procédures de détermination et de résolution des situations problématiques. Il en a résulté un éclairage original, qui a mis en évidence l'émergence d'une perspective modérée, attachée à la recherche de la vérité, laquelle a joué un rôle déterminant pour la tournure conflictuelle de la controverse.

7.4.1 Une analyse non déterministe des procédures de détermination

Durant la première semaine de janvier 1997, les quotidiens suisses ont mis en scène une situation indéterminée, marquée par des prises de position diversifiées, sujettes à une pluralité d'interprétations contradictoires. Certes, dans le sillage immédiat des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, la perspective du conflit était déjà très nettement élaborée. De nombreux articles décrivaient le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » comme un *conflit économique*, opposant en priorité les organisations juives internationales et les banques suisses. Plusieurs commentaires laissaient déjà entendre que, face à l'étalage de force déployé par les premières, les secondes pourraient se tirer d'affaire en proposant une solution financière. Dans la perspective d'une analyse rétrospective – informée des développements du problème qui a finalement été considéré comme réglé suite au versement d'une somme forfaitaire par les banques privées suisses – ces approches conflictuelles apparaissent comme les germes ou les prémisses de la solution qui a fini par s'imposer. De ce point de vue, il serait tentant de mettre l'accent sur ces aspects de la situation, ne serait-ce que pour frayer la voie d'un raccourci narratif. Cette manière de procéder assurerait la linéarité de la narration analytique, ce qui aurait l'élégance de ne pas entraîner ses lecteurs dans les méandres tortueux d'une affaire forte en rebondissements. Cette stratégie permettrait d'aller droit au but, sans s'encombrer des détours et des revirements qui complexifient inutilement la situation.

Il s'agirait alors de retracer comment l'interprétation conflictuelle de la situation, initiée par Jean-Pascal Delamuraz, s'est progressivement imposée dans le traitement des médias suisses. Ce récit mettrait particulièrement en évidence les discours précurseurs, développés dès janvier 1997, par des quotidiens tels que *24 Heures*, *Le Nouvelliste* ou le *Corriere del Ticino*. Il montrerait comment leurs comptes rendus et leurs commentaires ont rapidement décrit un conflit, qui trouvait exclusivement son origine dans la campagne de presse lancée par le sénateur D'Amato et le Congrès juif mondial. Cette histoire indiquerait également comment plusieurs événements ont conféré un caractère conflictuel aux débats. Elle soulignerait en particulier comment les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, puis les réactions qu'elles ont suscitées ont donné forme à un rapport de force, qui a opposé le gouvernement et les banques suisses d'un côté, aux autorités états-uniennes et aux organisations juives internationales de l'autre.

A ce sujet, elle devrait surtout relever comment les menaces de boycott des banques suisses, brandies par les organisations juives internationales, ont institué un problème économique et orienté sa résolution financière. En effet, ces pressions ont conféré un rôle déterminant aux banques helvétiques qui, menacées de ne plus pouvoir développer leurs activités aux États-Unis, se sont efforcées de trouver une solution au problème. A partir de cette définition, il suffirait de dérouler le fil d'une narration linéaire, dont chaque

rebondissement ne ferait que confirmer ou renforcer la détermination du conflit économique qui constitue son point de départ. Finalement, ce développement déboucherait presque naturellement sur l'accord global, négocié dans le cadre d'une procédure extrajudiciaire menée sous juridiction états-unienne, et finalement signé en août 1998 par les banques privées helvétiques et les représentants des victimes de l'Holocauste.

Un tel récit établirait ainsi une stricte continuité entre les escarmouches qui ont vu le jour suite aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, et le montant de 1,25 milliards de dollars versé, vingt mois plus tard, par les banques suisses. Ce faisant, il inscrirait la solution finalement apportée au problème dans le prolongement direct de débats menés plus d'un an et demi auparavant. Sa cohérence narrative établirait ainsi des relations de causalité implicites, sur la base d'une lecture à rebours de l'histoire, rétrospectivement constituée comme un tout cohérent, orienté vers la version qui s'est finalement imposée. Cette manière de procéder présenterait la détermination et la résolution du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » comme un processus linéaire et cohérent, tendu vers la solution qui a finalement constitué leur dénouement. Cette mise en forme comporterait d'évidents avantages pour l'organisation narrative d'une analyse conforme aux canons de la linéarité et de la cohérence académiques⁵³.

Malgré son élégance formelle, ce récit n'éclairerait pas les processus de détermination de la situation, tels qu'ils se sont déployés en janvier 1997. En effet, son élaboration *établirait* rétrospectivement la « mise en intrigue » du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Prenant appui sur son dénouement effectif, elle constituerait une histoire dont l'origine et le déroulement seraient tout entiers orientés vers une conclusion déterminée d'avance. Concrètement, cette approche privilégierait systématiquement des discours, des positions et des événements nettement individués, *rétrospectivement considérés comme déterminants pour la suite des débats*. Elle conférerait ainsi un surcroît d'orientation et de cohérence aux explorations, aux expérimentations et aux épreuves qui ont présidé à la définition du problème et à l'orientation de sa résolution.

Autrement dit, cette démarche se substituerait au processus dont elle devrait rendre compte. Elle constituerait *narrativement* et *après coup* la cohérence d'une situation qui a été déterminée *pratiquement* et *progressivement* au gré du déroulement contingent d'un travail d'enquête collective. Ce faisant, elle se bouclerait en une opération tautologique, consistant à mobiliser systématiquement son *thème* en tant que *ressource* pour l'analyser⁵⁴. En effet, elle n'analyserait pas la détermination de la situation comme un *travail pratique*, dont il conviendrait d'observer et de décrire l'orientation endogène au fil de son accomplissement. Au contraire, elle appréhenderait plutôt la situation telle qu'elle a finalement été déterminée, comme une forme relativement stable, mobilisable pour repérer les actions et les événements qui méritent d'être mentionnés dans le récit retraçant les opérations qui aboutissent à leur mise en forme. Pour aller vite, cette manière de procéder rechercherait dans le passé les traces susceptibles de préfigurer des formes d'organisation qui se sont imposées par la suite comme allant de soi, et à expliquer les secondes comme les conséquences des premières. Par-delà son caractère circulaire, ce raisonnement poserait plusieurs problèmes pratiques s'agissant de rendre compte de la détermination du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ».

⁵³ Cette manière de procéder explique sans doute en partie la clarté, la linéarité et la consistance des analyses et des thèses historiques de Michel Foucault. En effet, sa démarche « archéologique » consiste précisément à considérer que toute pratique sociale renvoie à une forme de savoir implicite, dont il est possible de dégager l'origine en remontant dans le temps (p.ex. Foucault, 2001 [1966], 526-532).

⁵⁴ La confusion entre les thèmes de recherche et les ressources mobilisées pour l'analyser est régulièrement adressée aux sociologues classiques par les ethnométhodologues (cf. Zimmerman & Pollner, 1996 [1970]).

Tout d'abord, cette démarche aurait pour conséquence *d'écarter du récit toutes les perspectives et les solutions alternatives évoquées au fil du débat*, mais qui n'ont finalement pas été retenues au terme des discussions. En conséquence, l'histoire de ces débats apparaîtrait comme un développement linéaire, organisé autour des interprétations conflictuelles manifestées par des défenseurs autoproclamés de l'honneur de la Suisse, et orienté par les mesures financières adoptées par l'Association suisse des banquiers. En revanche, cette version relèguerait dans ses coulisses toutes les perspectives divergentes – dessinant les contours d'un problème historique, moral ou politique – promues au fil du débat par le Gouvernement états-unien, la Fédération suisse des communautés israélites ou la Commission indépendante d'Experts, par exemple.

Ensuite, la conduite d'un tel récit substituerait l'intelligibilité rétrospective du problème, à la situation qui se présentait à l'époque. *Cette histoire ferait donc abstraction de l'intelligibilité que revêtaient les discussions pour les acteurs qui y prenaient part.* Concrètement, ce n'est qu'*après coup* que les articles de *24 Heures*, du *Nouvelliste* ou du *Corriere del Ticino* apparaissent comme des préfigurations de la définition d'un conflit économique qui s'est imposée au terme du débat. Sur le moment en revanche, ces prises de position ne constituaient *qu'un point de vue parmi d'autres*. Certes, leur perspective apparaissait déjà comme une contribution significative au travail d'enquête collective. Cette dernière n'avait cependant pas encore abouti, et la situation qu'elle s'efforçait de déterminer restait marquée par une profonde incertitude. Sa scène n'était pas clairement délimitée, ses acteurs n'étaient pas précisément identifiés, ses structures temporelles étaient controversées et ses implications pratiques demeuraient incontrôlables.

Enfin, cette manière de procéder mettrait en œuvre une *philosophie déterministe des phénomènes sociaux et historiques*. Elle instituerait pratiquement un temps hétérogène, considérant « *tout à la fois que le passé a été fatal et que l'avenir est indéterminé* » (Aron, 1967 : 514, en épigraphe à ce chapitre). Plus précisément, elle privilégierait systématiquement la perspective rétrospective de l'analyste, doté d'un passé déterminé, qu'il serait exclu d'appréhender du point de vue de ceux pour lesquels il se présentait sous les traits d'un avenir indéterminé. Pour le dire autrement, son geste analytique s'efforcerait de dégager, dans le passé des *situations déterminées*, les actions ou les événements qui pourraient avoir *causé* la forme qu'elles ont finalement acquise.

Dans ce cas particulier, une telle étude prendrait donc pour point de départ implicite la situation déterminée par la signature de l'accord global, c'est-à-dire par l'action qui a ordinairement été constituée et reconnue comme l'aboutissement du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». La recherche consisterait alors à examiner le débat antérieur, de manière à y repérer les signes précurseurs de cette décision. La description du débat issue d'une telle lecture *à rebours* exclurait alors de son horizon les conditions pragmatiques et phénoménologiques qui ont présidé au développement effectif de l'enquête, telle qu'elle a été menée jour après jour, par les acteurs de l'époque. Ces derniers se trouvaient en situation d'incertitude : ils ne maîtrisaient ni l'interprétation de la situation dans laquelle ils se trouvaient plongés, ni ses développements potentiels.

La mise au jour de cette incertitude ne relève pas d'une spéculation philosophique sur la condition humaine. Elle requiert plus simplement une observation attentive aux procédures dynamiques de détermination et d'orientation endogènes des discours. Une telle approche s'attacherait par exemple à décrire comment l'éditorial de François Nussbaum, intitulé « *on joue avec le feu* » (*L'Express et L'Impartial*, 7.1.97), exprimait une inquiétude, constitutive d'une situation incertaine, bornée par un « horizon d'attente » indéterminé. Au fil de ce chapitre, les exemples se sont enchaînés pour indiquer que, durant la première semaine de janvier 1997, la situation restait alors relativement indéterminée. Cette simple observation ouvre la voie à l'élaboration d'un récit soucieux de

restituer le développement contingent des pratiques au fil desquelles l'interprétation conflictuelle du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » a progressivement été déterminée.

Le déploiement d'une telle histoire souligne que l'interprétation de cette situation en termes de conflit économique n'a pas toujours été évidente. En retraçant le travail de sa mise en forme, elle met alors le doigt sur des événements et des personnages oubliés, voire renvoyés dans les coulisses de l'histoire. Elle rappelle ainsi les interprétations et les solutions alternatives qui ont finalement été exclues de l'horizon, au profit de l'attitude défensive adoptée pour conduire des négociations financières. Cette approche s'efforce également de réhabiliter la perspective des acteurs de l'époque, qui faisaient part de leurs incertitudes, voire de leurs inquiétudes, face aux développements imprévisibles d'une situation dont ils ne parvenaient pas à saisir les tenants et les aboutissants. De la sorte, elle souligne que, si le dénouement de cette histoire fait partie du « champ d'expérience » fermement déterminé de l'analyste, il formait un « horizon d'attente » imprévisible voire inquiétant pour les intervenants dont les discours sont analysés.

Au bout du compte, ce mode d'analyse se caractérise comme *une étude non déterministe des procédures de détermination des situations*. Plus précisément elle propose une alternative aux analyses déterministes des situations. Ces dernières se caractérisent comme des discours rétrospectifs, qui prennent pour point de départ des situations déterminées, et procèdent à une lecture à rebours de leur processus de construction, de manière à y repérer les prémisses de la forme qui s'est finalement imposée. À terme, ces démarches élaborent un récit linéaire, dans lequel ces actions et ces événements précurseurs apparaissent alors comme des *causes* (ou des quasi-causes) de la situation finalement déterminée⁵⁵. À l'inverse, une étude non déterministe des procédures de détermination des situations prend pour point de départ la structure des situations problématiques ou indéterminées, et les contraintes phénoménologiques et pragmatiques qu'elles exercent sur les acteurs qui y sont confrontés. Elle s'efforce alors de retracer les opérations pratiques ordinaires, conduites pour délimiter la scène, identifier les acteurs et établir la structure temporelle de ces situations.

Ces activités *déterminent* les situations, en ce sens qu'elles les dotent d'une structure d'intelligibilité qui oriente leur développement possible, limitant ainsi son imprévisibilité. Elles élaborent une forme en attente d'un « remplissement ». En revanche, elles ne déterminent ni ne canalisent entièrement ce dernier, dont le surgissement *déborde* systématiquement ce qui était attendu, contribuant ainsi à un réajustement de la détermination de la situation. En ce sens, cette approche permet de considérer que les situations peuvent être *déterminées*, sans pour autant offrir la moindre prise à une analyse *déterministe*.

7.4.2 Détermination d'une situation confuse et émergence de la vérité historique

Ce mode d'analyse a été élaboré à l'épreuve de la situation confuse qui prévalait durant les premières semaines de janvier 1997, au sujet « des fonds juifs et de l'or nazi ». En suivant pas à pas la dynamique non-linéaire de la controverse, cette démarche a progressivement établi le sens des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz et des polémiques qu'elles ont suscitées.

⁵⁵ Cette notion d'« analyse déterministe » désigne une pratique narrative qui n'est pas l'apanage des recherches en sciences sociales, même si de nombreuses enquêtes historiques et sociologiques y recourent. Par ailleurs, ces procédures de « mise en intrigue » rétrospective animent bien souvent des recherches professionnelles pourtant explicitement placées sous les auspices d'orientations théoriques « non déterministes ».

Dans un premier temps, les discours médiatiques ont dessiné les contours d'une *situation confuse*, dont la détermination requérait le déploiement d'un travail d'enquête (7.1). Cette exploration a mis en forme une *double confrontation*, opposant d'une part les organisations juives internationales aux banques helvétiques, et d'autre part, la gauche politique à la Suisse. Cette configuration a ainsi délimité la scène d'un *conflit économique*, et catégorisé ses protagonistes en deux camps. Le premier établissait une relation métonymique entre Jean-Pascal Delamuraz, la Suisse et ses banques. Le second mettait au jour la coalition des adversaires de la Suisse, associant notamment des organisations juives internationales, le sénateur Alfonse D'Amato et la gauche politique suisse.

Du point de vue de l'analyse rétrospective, ce dispositif *préfigure* une situation qui s'est imposée par la suite. Il configure un *conflit économique*, dont l'élaboration a déterminé l'interprétation des actions, l'identification de leurs auteurs, les jugements normatifs portés à leur égard, et l'action à mener pour leur répondre. Cette mise en forme du problème invitait à considérer les revendications relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale comme des *attaques* portées contre la Suisse et plus précisément contre les intérêts bancaires auxquels elle était assimilée. En conséquence, les auteurs de ces revendications apparaissaient comme des *adversaires* – voire comme des *ennemis* – principalement motivés par l'appât du gain. Parallèlement, les Suisses qui soutenaient leurs démarches pouvaient donc être considérés comme des *traîtres*. Dès lors, cette manière de déterminer la situation orientait une forme d'action particulière. Dans la mesure où la Suisse était injustement attaquée, il devenait légitime qu'elle *riposte* avec détermination aux attaques dont elle était victime⁵⁶.

La mise au jour de cette configuration ne devrait cependant pas court-circuiter l'analyse. Ce n'est pas parce que le dispositif du *conflit économique* a acquis une relative stabilité au fil du débat, qu'il est pour autant possible d'en faire une clé de lecture susceptible d'élucider le développement des discussions dans leur ensemble. Il convient avant tout d'observer les procédures qui lui ont conféré son intelligibilité et sa stabilité. En la matière, les prises de position formulées en réaction à l'intervention de Ruth Dreifuss sont particulièrement éclairantes (7.2). Leur analyse indique que la configuration du *conflit économique* a, paradoxalement, été corroborée et routinisée par ce qui apparaissait comme une *position intermédiaire*, constituée par des *appels au calme* et des propositions de *lancement immédiat d'un fonds d'indemnisation* (6.3, *supra*). En insistant sur la nécessité de pacifier le débat, ces interventions tenaient pour acquis que les discussions s'étaient envenimées, au point de prendre la forme d'un affrontement sans merci. Elles constituaient ainsi comme allant de soi la bipolarisation conflictuelle de la situation, contribuant de la sorte à sa stabilisation. De même, en proposant de créer immédiatement un fonds d'indemnisation pour apaiser les revendications, cette approche accréditait les mobiles financiers que l'approche agonistique attribuait aux auteurs de ces démarches.

Cette analyse montre donc comment la configuration d'un *conflit économique* a fait émerger une *posture médiane*, qui a joué un rôle décisif pour l'orientation de l'enquête et pour la détermination de la situation dans laquelle elle se déroulait. De ce point de vue, toutes les interventions qui avaient marqué jusqu'alors le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » apparaissaient comme l'expression d'un conflit stérile, dont les protagonistes étaient délégitimés comme des « extrémistes ». À l'opposé, cette perspective se présentait comme le pôle de la modération et de la « *circonspection* », incarnée en premier lieu par les figures les plus en vue de la Fédération suisse des communautés israélites. Leur approche du problème se manifestait par des appels répétés, adressés aux autorités politiques et bancaires suisses, lesquelles étaient invitées à pacifier la situation. Plus précisément, elles

⁵⁶ Ce dispositif a été analysé à l'occasion de sa mise en œuvre à l'encontre de Jean Ziegler (chapitre 3, *supra*) et de son émergence dans *L'Hebdo* (chapitre 5, *supra*).

étaient chargées d'instituer immédiatement un fonds d'indemnisation, c'est-à-dire de restaurer le calme, seul propice à la recherche de la vérité historique.

L'émergence de cette configuration a contribué à une profonde réévaluation du problème, à une spécification des schèmes interprétatifs mobilisés pour en rendre compte, et à un réajustement de positions polarisées à son sujet. Sa mise en œuvre routinière tenait pour acquis que « les fonds juifs et l'or nazi » donnaient lieu à un *conflit économique* qui opposait deux groupes d'« extrémistes ». Toutes les interventions de ces derniers pouvaient donc être considérées comme des *attaques* et des *ripostes*, qui ne faisaient qu'ajouter à la confusion et envenimer la situation. Pour en sortir, il convenait d'initier une approche *pacifiée* du problème, entièrement tendue vers l'établissement de la *vérité historique*. Cette démarche débouchait alors sur une requalification du *conflit économique*, de son origine et de ses conséquences. Elle instituait une perspective pour laquelle la controverse qui avait suivi les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz apparaissait comme une entrave à l'action des autorités helvétiques, bancaires et politiques. Plus précisément, ces polémiques empêchaient ces dernières d'établir les conditions nécessaires à la détermination de la vérité historique, seule à même de conduire le problème vers son dénouement.

Lorsque Ruth Dreifuss a pris position, cette approche du problème émergeait à peine et elle n'était pas stabilisée. Elle s'est cependant précisée les jours suivants, notamment à la faveur du travail déployé par les médias pour déterminer la signification et la portée de l'intervention de la conseillère fédérale. Cette dynamique a progressivement constitué la *recherche de la vérité* comme un enjeu central, incompatible avec le règlement d'un conflit économique, et avec le développement de polémiques. Plus précisément, ces discours ont assigné la « responsabilité politique » de ce programme (*i.e.* la charge de le mener à bien) aux autorités bancaires et politiques. Du même coup, ils ont érigé le degré d'avancement de la recherche de la vérité en critère d'évaluation de l'action de ces dernières. Cette opération a été réalisée de manière exemplaire par l'éditorial de *La Liberté* du 15 janvier, dans lequel Claude Chuard portait un jugement sévère à l'encontre des autorités bancaires et politiques. Ce texte établissait un parallèle entre la découverte d'une tentative de détruire des archives dans une grande banque privée et la polémique qui opposait Ruth Dreifuss à Jean-Pascal Delamuraz. Plus précisément, ce discours instituait une perspective pour laquelle ces deux événements démontraient que ni les banquiers, ni le Conseil fédéral n'avançaient sur le chemin de la vérité. ceci permettait d'estimer que les autorités avaient perdu la maîtrise d'un dossier, ce qui entamait considérablement leur crédibilité.

Bien que mobilisée dans une perspective sensiblement différente, cette approche du problème animait également l'éditorial publié le même jour par Jean-Pierre Gattoni. Ce texte indique le curieux effet de retour, par lequel la promotion de la « vérité historique » a conforté la position adoptée par les tenants de l'approche agonistique. Elle a enrichi et affiné les panoplies interprétatives qu'ils mettaient en œuvre pour interpréter le problème. Dès ce moment, ils ont été en mesure d'épingler toutes les revendications et les dénonciations formulées à l'encontre de la Suisse, non seulement comme des menées visant à déstabiliser la place financière suisse, mais encore comme des attaques menaçant les démarches, entreprises par le gouvernement suisse, pour établir la vérité. C'est ainsi que le discours élaboré par *Le Matin* a fait apparaître la prise de position de Ruth Dreifuss comme un « *coup de poignard* », porté non seulement contre Jean-Pascal Delamuraz, mais bien plus largement contre les mesures prises par le Conseil fédéral pour régler le problème. Ainsi, par le jeu des assimilations métonymiques, présenter des regrets ou exiger que Jean-Pascal Delamuraz présente ses excuses, c'était tenter de diviser le Conseil fédéral, et donc entretenir une polémique inutile et surtout nuisible pour l'établissement de la vérité. En conséquence, les auteurs de telles requêtes pouvaient être considérés comme

des fauteurs de trouble, dont l'action ne faisait qu'entretenir la confusion qui caractérisait toute cette affaire.

7.5 Sources du chapitre 7

- i *La Liberté* (4.1.97) : « Indemnisation. La Fédération des communautés israélites fera des propositions ». Voir également : *Bund* (4.1.97) : « Das Geld 'den Klauen der Banken entreissen' » ; *Tages-Anzeiger* (4.1.97) : « Druck auf Bundesrat wächst » ; *Neue Luzerner Zeitung* (4.1.97) : « Abfindung für jüdische Helfer ? » ; *Corriere del Ticino* (4.1.97) : « Un gesto di buona volontà per le vittime dell'Olocausto ».
- ii *La Liberté* (6.1.97) : « Pour les organisations juives, il est question de sanctions ». Voir également : *Le Matin* (6.1.97) : « Menaces juives » ; *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (6.1.97) : « Les organisations juives menacent les banques suisses de boycott » ; *L'Express* et *L'Impartial* (6.1.97) : « Fonds juifs. Menaces de sanctions contre les banques » ; *Le Nouvelliste* (6.1.97) : « Sanctions contre les banques ? » ; *NZZ* (6.1.97) : « USA-Aussenministerium kritisiert Delamuraz » ; *Tages-Anzeiger* (6.1.97) : « Sanktionen gegen Banken angedroht » ; *Bund* (6.1.97) : « Jüdische Organisationen drohen Schweizer Banken » ; *Berner Zeitung* (6.1.97) : « Sanktionen gegen die Schweiz ? » ; *Neue Luzerner Zeitung* (6.1.97) : « Nun wird den Schweizer Banken mit Boykott gedroht » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (6.1.97) : « Boykott von Schweizer Banken ? ».
- iii *L'Express* et *L'Impartial* (7.1.97) : « Fonds juifs. Le Conseil fédéral se tâte, les banquiers réagissent ». Voir également : *Le Matin* (7.1.97) : « Fonds en déshérence. Les banquiers vigilants » ; *Le Nouvelliste* (7.1.97) : « La pression monte » ; *NZZ* (7.1.97) : « Kontraproduktive Boykottandrohungen ? » ; *Tages-Anzeiger* (7.1.97) : « 'Die Schweizer Banken könnten Kunden verlieren » et « Bundesrat soll sich distanzieren » ; *Bund* (7.1.97) : « Bundesrat will im Januar entscheiden » ; *Berner Zeitung* (7.1.97) : « Banken bangen um die jüdischen Kunden » ; *Neue Luzerner Zeitung* (7.1.97) : « Nur der Bundesrat schweigt » et « Die Banken nehmen Drohungen ernst » ; *Bündner Zeitung* (7.1.97) : « Die Boykottandrohungen werden ernst genommen » ; *Regione* (7.1.97) : « Averì ebraici, crisi acuità » ; *Corriere del Ticino* (7.1.97) : « Minacce di boicottaggio : i banchieri preoccupati ».
- iv *Corriere del Ticino* (7.1.97) : « Sassate sui nostri alberi da frutto ».
- v *Le Matin* (7.1.97) : « Retrouvons la sérénité ! ».
- vi *L'Express* et *L'Impartial* (7.1.97) : « Fonds juifs : on joue avec le feu ».
- vii *Bund* (7.1.97) : « 'Wahrheitssuche statt Wortkriege' ».
- viii *Neue Luzerner Zeitung* (7.1.97) : « Nur des Bundesrat schweigt » et « Katastrophaler Fehlstart ».
- ix Voir notamment : *Le Matin* (8.1.97) : « Fonds juifs : toute la vérité » ; *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (8.1.97) : « Berne ne s'excuse pas, mais fait un pas vers la création d'un fonds » ; *Le Nouvelliste* (8.1.97) : « Berne met la pédale douce » ; *L'Express* et *L'Impartial* (8.1.97) : « Fonds juifs. Le Conseil fédéral estime avoir prouvé sa bonne foi » ; *NZZ* (8.1.97) : « Bundesrat und nachrichtenlose Vermögen. Einrichtung eines Fonds wird geprüft » ; *Tages-Anzeiger* (8.1.97) : « Fonds für Nazi-Opfer rückt näher » ; *Blick* (8.1.97) : « 'Mehr vom Bundesrat nicht zu erwarten' » ; *Neue Luzerner Zeitung* (8.1.97) : « Gespräche, aber keine Entschuldigung » ; *Berner Zeitung* (8.1.97) : « Der Bundesrat erklärt sich » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (8.1.97) : « Bald Fonds für Holocaust-Opfer ? » ; *Corriere del Ticino* (8.1.97) : « Averì non rivendicati, Berna pronta al dialogo ».
- x *Le Matin* (8.1.97) : « La main tendue ».
- xi *24 Heures* (8.1.97) : « L'otage tient bon ».
- xii *24 Heures* et *Tribune de Genève* (8.1.97) : « 'La déclaration du Gouvernement suisse, une façon de battre en retraite ».
- xiii *Neue Luzerner Zeitung* (8.1.97) : « Der Bundesrat überzeugte nicht alle » et « Nur Teilweise gelungen ».
- xiv *L'Express* et *L'Impartial* (8.1.97) : « Payons ! ».
- xv La citation est tirée de *La Liberté* (11.1.97) : « Propos de Delamuraz. Le PS demande au Conseil fédéral de prendre ses distances ». La partie de texte supprimée concerne une déclaration du chef de la Task Force, Thomas Borer, qui n'est mentionnée qu'en introduction, sans être explicitement liée à la prise de position du PS, ni reprise dans la suite de la dépêche. Cette dépêche a également été citée – avec quelques modifications mineures – par *Le Nouvelliste* (11.1.97) : « Haro sur JPD ! » ; *24 Heures* et *Tribune de Genève* (11.1.97) : « Socialistes et Verts attaquent Delamuraz » ; le *Tages-Anzeiger* (11.1.97) : « Linke fordern Distanzierung » et le *Bund* (11.1.97) : « Kritik und Unterstützung für Bundesrat Delamuraz ». Pour leur part, le *Giornale del Popolo* (11.1.97) et le *Blick* en ont tiré des brèves : « PS : Delamuraz si scusi » et « SP und Grünen wettern ». Enfin, la *NZZ* (11.1.97) a cité une dépêche AP, ne mentionnant pas les réactions des autres partis gouvernementaux : « SP und Grünen fordern Distanzierung von Delamuraz ».
- xvi *Le Matin* (13.1.97) : « Ruth contre JPD » ; *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (13.1.97) : « Fonds juifs : Ruth Dreifuss se lance » ; *L'Express* et *L'Impartial* (13.1.97) : « Fonds juifs. Ruth Dreifuss se distancie ».

des propos du conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz » ; *La Liberté* (13.1.97) : « Ruth Dreifuss : 'C'est regrettable' » ; *Tages-Anzeiger* (13.1.97) : « Isolation der Schweiz befürchtet » ; *NZZ* (13.1.97) : « Bemühungen um Versachlichung » et « Reden am richtigen Ort – mit einer Zunge » ; *Aargauer Zeitung* (13.1.97) : « Schweiz bleibt unter Druck » ; *Neue Luzerner Zeitung* (13.1.97) : « Dreifuss sichert rasches Handeln zu » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (13.1.97) : « Fonds ist 'entscheidungsreif' » ; *Bündner Zeitung* (13.1.97) : « Delamuraz' Lawine wirbelt weiter Staub auf » ; *Corriere del Ticino* (13.1.97) : « Tensione in aumento per i fondi ebraici » ; *Regione* (13.1.97) : « Rovinato il clima di fiducia » et « Protagonisti ancora sulle prime pagine ».

xvii

La Liberté (14.1.97) : « Le Conseil fédéral se retrouve demain dans un climat polaire ».

xviii

La Liberté (15.1.97) : « N'en jetez plus »

CHAPITRE 8

Les relations publiques ne sont qu'une variété de la publicité ; elles proviennent donc de la société de consommation, avec son appétit immodéré de produits divers à distribuer par l'intermédiaire d'une économie de marché. Ce qui est gênant, dans la mentalité du spécialiste de relations publiques, c'est qu'il se préoccupe simplement d'opinions et de « bonne volonté », des bonnes dispositions de l'acheteur, c'est-à-dire de données dont la réalité concrète est presque nulle. Il peut ainsi être amené à considérer qu'il n'y a aucune limite à ses inventions, car il lui manque la faculté d'agir de l'homme politique, le pouvoir de « créer » des faits et, en conséquence, cette dimension de la simple réalité quotidienne qui assigne des limites au pouvoir et ramène sur terre les forces de l'imagination.

[...]

Les spécialistes de la solution des problèmes ont [...] peut-être menti par patriotisme erroné. Mais l'important est qu'ils ont ainsi menti, moins au bénéfice de leur pays – et certainement pas pour en préserver l'existence, qui ne fut jamais menacée – qu'au bénéfice de son « image ». [...] Ils étaient persuadés que la politique n'était qu'une variété des relations publiques, et ils se sont laissés abuser par l'ensemble des bizarres prémisses d'ordre psychologique inséparables de cette conviction.

Hannah Arendt, « Du mensonge en politique », in *Du mensonge à la violence*, Paris, Calmann-Lévy, 1972 [1969], pp.12 ; 14-15

8 LA CONFIGURATION D'UNE COLLECTIVITÉ POLITIQUE APPELÉE À DÉFENDRE SA RÉPUTATION

L'analyse conduite jusqu'ici a retracé le déroulement de l'enquête suscitée par l'interview de Jean-Pascal Delamuraz, relancée par l'intervention de Ruth Dreifuss et réorientée suite à l'émergence de l'« affaire Meili ». Ce travail a principalement débouché sur une analyse des procédures par lesquelles ces discussions ont configuré un *collectif affecté par un problème de réputation*. Cette analyse a indiqué comment des discours particuliers ont chargé les autorités politiques, l'administration et les experts mandatés par le gouvernement d'établir un *récit unifié et unificateur*, c'est-à-dire une *perspective focale*, susceptible d'*incorporer* la collectivité helvétique et son passé. Cette analyse s'est notamment concentrée sur la position assignée à la Commission Indépendante d'Experts, dont les recherches étaient ordinairement attendues comme porteuses d'une *vérité* définitive, régulièrement invoquée comme préalable à toute décision politique.

Dans le prolongement de ces observations, ce chapitre examinera comment ces discours ont mis en forme la question « des fonds juifs et de l'or nazi ». Son déroulement élaborera progressivement une critique pragmatiste des discours journalistiques, articulée autour de la notion de *représentation*. A l'encontre des approches cognitivistes et mentalistes, cette démarche explorera une problématique proche de celle déployée par l'analyse goffmanienne des cadres. Elle s'efforcera d'observer et de décrire les représentations en tant que phénomènes *publiquement intelligibles*, constitués et manifestés par des *activités*. Elle appréhendera donc les discours comme des *actions* – et plus précisément comme des *propositions d'identification* – dont la production et la reconnaissance instituent et orientent à la fois les collectivités politiques et la réalité sociale et historique.

Le développement de cette analyse montrera que cette configuration n'a pas uniquement été portée par quelques discours singuliers. Au contraire, elle a été constituée comme une approche ordinaire du problème élaborée, notamment, par des pratiques journalistiques et diplomatiques routinisées. Lesquelles ont progressivement empêché de considérer le problème et sa résolution autrement que dans une perspective de *marketing politique* (8.1, *infra*). Ces procédures ont alors institué une histoire suisse considérée comme un enjeu indissociablement scientifique, politique et identitaire, autour duquel se sont polarisées des controverses extrêmement animées. Ces débats ont mis en évidence la composante *identitaire* des carences de l'historiographie contemporaine de la Suisse. Du même coup, ils ont fait émerger le caractère *politique* des récits historiques, lesquels ne se contentent pas de *représenter* le passé, mais participent à la constitution de la collectivité nationale (8.2, *infra*).

8.1 De l'analyse d'un cas particulier à la dynamique du débat

L'étude conduite jusqu'ici débouche donc sur l'élucidation des opérations discursives qui ont articulé la configuration d'une collectivité politique et de son passé, devenu problématique. La validité de cette analyse mérite d'être interrogée, dans la mesure où elle a été déployée à partir de l'exemple singulier d'un éditorial et d'un article, publiés par *Le Matin* (7.2.2 et 7.2.3, *supra*). Certes, la sélection de ces documents n'est pas aléatoire. Elle est *informée* par une connaissance rétrospective des développements des discussions, et son analyse est *orientée* vers l'aboutissement d'une enquête dont le dénouement recouvre celui du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Pour l'instant, l'analyse n'a cependant pas démontré en quoi ce *cas particulier*, pourrait, à lui seul, éclairer la dynamique des discussions auxquelles il a contribué.

8.1.1 La controverse et ses traces énonciatives dans les discours

Avant de déterminer dans quelle mesure il est légitime de généraliser une analyse fondée sur un cas particulier, il convient de spécifier le statut de ce dernier. Concrètement, il s'agit donc de préciser comment l'analyse énonciative conduite jusqu'ici problématise les relations entre ce discours du *Matin* et le développement de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ».

Les traces textuelles d'un environnement polarisé et orienté

Pour commencer, il convient de préciser que cette approche traite les discours comme des activités, qui entretiennent de relations constitutives avec un environnement, dont l'analyse s'efforce de retrouver les *traces* dans les textes¹. Dans cette démarche, l'étude du *contenu* des discours (*i.e.* du texte et de ses structures narratives) n'est jamais une fin en soi. Elle constitue en revanche une ouverture pragmatique vers l'élucidation du *monde* (*i.e.* d'une situation, de son organisation actancielle et de son orientation temporelle) à la constitution duquel ces actions ont contribué. Cette approche refuse de considérer qu'une *coupure sémiotique* séparerait irrémédiablement les textes et leur environnement social. Pour autant, elle ne suppose pas non plus que l'un et l'autre seraient unis par une stricte continuité (implicitement postulée par les innombrables analyses sociologiques qui prétendent déduire le social du discursif, et inversement). Elle propose en effet de considérer que les activités discursives tissent des *liens pragmatiques* entre les textes et leurs contextes, dont l'analyse énonciative se donne précisément pour tâche de retracer le déploiement. Pour le dire autrement, cette démarche respécifie la distinction usuelle entre « texte » et « contexte » de manière à interroger les *procédures* par lesquelles les activités (pratiques et discursives) les articulent et les distinguent².

Un premier fil conducteur s'attache à élucider les traces des activités qui ont organisé la *polarisation* d'une situation. Elle consiste à étudier comment un discours organise les relations entre trois figures discursives : l'*énonciateur*, le *destinataire* et la *référence*, qui figurent respectivement les positions assignées à l'*émetteur* (l'être réel qui écrit le texte),

¹ Ce paragraphe tente de dessiner les contours d'une théorie des discours inspirée de la sémiotique de Charles Sanders Peirce. Ces quelques lignes n'ont pas l'ambition de présenter une problématisation parachevée, ni de lancer une discussion systématique. Je me contenterai de la référer à trois sources bibliographiques, qui présentent une discussion approfondie de la littérature. Le texte le plus dense est la systématisation conceptuelle des travaux d'Eliséo Véron, élaborant les fragments d'une théorie de la discursivité sociale (Véron, 1987). Une version plus accessible de ce programme est présentée par Suzanne de Cheveigné (2000 : 13-37). Philippe Dubois a élaboré une approche similaire pour l'analyse des photographies (Dubois, 1990 [1983]).

² A ce sujet, voir la manière dont Dorothy Smith propose d'analyser les « textes comme instruments de l'organisation sociale » (Smith, 1984).

au *récepteur* (l'être réel qui le lit) et au *monde* (les événements, les actions et les personnages réels dont il est question). Sur cette voie, l'étude a montré comment le discours du *Matin* a interprété le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » dans la perspective focale d'une histoire *unifiée* et *unificatrice*, constituant le point de vue des autorités, en tant que perspective à laquelle il invitait ses lecteurs à s'identifier.

Une approche complémentaire, empruntée à l'histoire des concepts, s'intéresse aux traces du travail d'*orientation* de cette situation. Elle s'efforce de mettre au jour les traces de l'organisation temporelle constituée par le discours³. Cette exploration a indiqué les opérations par lesquelles le discours du *Matin* s'est *inscrit* dans le sillage des propos de Jean-Pascal Delamuraz, et s'est *ouvert* en direction d'une résolution du problème formulée en termes de recherche de la vérité. Il est ainsi apparu que ce discours a configuré une expérience historique, tendue entre le « champ d'expérience » d'un *problème d'image* et l'« horizon d'attente » ouvert sur la constitution de son *public*.

Ces deux démarches ont donc élucidé l'environnement qui a été organisé et orienté par le discours du *Matin*. Pour aller vite, ce dernier a institué une conception absolutiste de la vérité historique et de l'intégration de la collectivité helvétique, à laquelle il appelait ses destinataires à s'identifier. Même si cette analyse était irréprochable, sa validité resterait cependant extrêmement limitée. En effet, elle n'éluciderait jamais que les traces textuelles d'une *proposition d'identification* et non des *procédures de cette identification*. Pour le dire en d'autres termes, la description de ce discours rend compte de son *travail politique*, mais pas des opérations constitutives de son *pouvoir symbolique*⁴. Concrètement, c'est une chose d'affirmer que *Le Matin* a proposé à ses lecteurs de considérer le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » de telle ou telle manière. Cela en est une autre de prétendre que les lecteurs du *Matin* ont effectivement endossé ce point de vue et orienté leurs actions en conséquence, infléchissant ainsi significativement la dynamique des discussions sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

Tel est l'argument central de ce paragraphe. Le degré de généralité d'une analyse de discours varie avec la *portée* des opérations énonciatives réalisées par ce dernier, c'est-à-dire avec son *efficacité pragmatique* telle qu'elle se manifeste *pratiquement* dans les *productions* – discursives ou non – constitutives de sa *réception*. En revanche, elle ne dépend ni de la virtuosité de l'analyste, ni des structures qui organisent le contenu du document étudié. Cette démarche se démarque donc nettement des approches narratives et structurales. Les premières appréhendent les actions en général et les discours en particulier comme des récits, dont elles élucident l'organisation interne à la manière d'une scénographie (la délimitation d'un espace scénique, l'identification de personnages, le déroulement temporel d'une intrigue). L'analyse prend alors la forme d'un exercice d'interprétation et de commentaire, dont l'intérêt et la validité dépendent de sa capacité à mettre l'action en perspective, laquelle repose, dans une large mesure, sur l'érudition et la virtuosité de leur auteur. Pour leur part, les démarches structurales considèrent que l'analyse d'une pratique est généralisable dans la mesure où la première dégage, au fondement de la seconde, des principes d'opposition binaires (*i.e.* des structures implicites et inconscientes) également à l'œuvre dans d'autres secteurs de la même société. En ce sens, l'analyse peut prétendre atteindre un fort degré de généralité sur la base de l'étude de

³ Pour une discussion critique, voir notamment les remarques de Louis Quéré (1991) et Jacques Guilhaumou (2000).

⁴ La notion de « pouvoir symbolique », empruntée à Pierre Bourdieu, est respecifiée ici comme une glose des *procédures pratiques* par lesquelles des acteurs sociaux endossent et mobilisent la perspective instituée par un discours pour orienter leurs activités (cf. Terzi, 1999 : 194-195)

la parenté, des contes, des pratiques culinaires, des échanges économiques ou des activités langagières⁵.

Au contraire, le programme pragmatiste – visant à retracer les modalités pratiques, par lesquelles des activités déterminent la situation au développement de laquelle elles participent – se place délibérément en situation de dépendance à l'égard des phénomènes analysés. Concrètement, les débats publics se déploient à la manière d'« enquêtes », qui déterminent un environnement polarisé et temporalisé, dont l'organisation confère de la visibilité à certaines interventions, tandis qu'elle en occulte d'autres. Autrement dit, dans le cours même de leur développement, les controverses *classent* et *hiérarchisent* les discours qui les constituent. Dans le même mouvement, elles individuent leurs auteurs, établissant une hiérarchie allant des célébrités incontournables à ceux qui restent de parfaits inconnus. Lorsque l'analyse sociologique intervient pour étudier un débat public, elle ne se présente donc pas dans un environnement vierge et indéterminé. Elle appréhende une situation polarisée et orientée, dont l'organisation établit la *signification* et la *portée* des activités qui la constituent et l'importance de leurs auteurs⁶.

Les traces discursives de la hiérarchisation pratique des discours et de leurs auteurs

Le déroulement d'un débat public dote certaines interventions (au détriment d'autres) d'une *notoriété*, d'une *efficacité pragmatique* et d'un *pouvoir symbolique*, constitutifs de la position et de l'identité attribuées à leurs auteurs. Ainsi, la position centrale acquise par la figure de Jean-Pascal Delamuraz, au fil des discussions sur « les fonds juifs et l'or nazi », tient en grande partie à l'importance que le déroulement de la controverse a conférée à son interview dans *24 Heures* et la *Tribune de Genève*. En outre, l'importance de cette dernière a, dans une large mesure, été déterminée par les *réactions* qui lui ont répondu, et les discussions qu'elle a suscitées⁷. Or ce sont précisément sa *visibilité* et sa *portée*, pratiquement constituées au fil du débat, qui font de l'interview de Jean-Pascal Delamuraz un *document central* pour l'analyse du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Pour le dire autrement, les discussions ont conféré une telle notoriété à ce discours, qu'aucune analyse de ce problème ne peut l'occulter sans perdre en crédibilité. Inversement, cette intervention a soulevé tant de débats, de réactions, de commentaires, elle a tellement été critiquée et citée en exemple, qu'il est devenu possible de la traiter comme un cas exemplaire, dont le développement peut constituer un fil conducteur pour l'ensemble de l'analyse.

Ceci revient à dire que tous les discours mobilisés pour conduire l'analyse sociologique d'un problème public ne se valent pas. Au cours de la controverse, certaines interventions n'ont reçu aucun écho et sont restées confidentielles et marginales. D'autres, en revanche, ont été produites, reconnues et identifiées comme des *événements* décisifs, comme des *tournants* pour l'orientation des discussions. Cette hiérarchisation des interventions n'est pas fixée une fois pour toutes. Elle ne dépend entièrement ni du *statut social* de leurs auteurs, ni de leur *notoriété* lorsqu'ils ont pris position, ni même de la *détermination de la situation* qui prévalait au moment de leur intervention. Au contraire, dans le déroulement de l'enquête, chaque action, chaque événement qui survient peut

⁵ Au sujet de cette manière de généraliser les résultats d'une analyse, voir la discussion des pratiques de recherche promues par Claude Lévi-Strauss (4.1.2, *supra*).

⁶ Cette démarche place donc le pouvoir et les modalités de son exercice au cœur de son attention. Elle permet en particulier d'élucider les procédures auxquelles les auteurs de certaines actions se voient attribuer la notoriété ou les compétences nécessaires pour déterminer une situation problématique et orienter sa résolution.

⁷ Parmi les nombreuses conséquences de cette remarque, je soulignerai sa portée politique. Ceci revient à dire qu'il peut arriver que les discours qui s'élèvent pour s'opposer à une prise de position discursive, à une pratique, etc. aient pour effet paradoxal de leur conférer une visibilité, une importance, voire même une légitimité, qu'ils n'auraient pas eues sans cela.

potentiellement mettre en lumière tel ou tel aspect négligé jusqu'alors, et réorienter les investigations. Il peut en résulter une nouvelle *configuration* de la situation – et donc notamment de son « champ d'expérience », redéfinissant potentiellement le rôle des différents protagonistes ou la portée des actions ou des événements qui l'ont constituée⁸. Ces renversements de situation peuvent être radicaux et spectaculaires, comme cela a été le cas avec la réorientation du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » par l'émergence d'une configuration conflictuelle et par la signature de l'accord global.

A l'origine, cette controverse a été déclenchée par la dénonciation d'un scandale, dont la mise en forme revêtait une puissante charge symbolique : les victimes du nazisme avaient *aussi* été les victimes de la Suisse (chapitre 1, *supra*). Face à cette configuration infamante, la réplique est venue sous la forme d'interventions belliqueuses, qui ont institué une nouvelle perspective, pour laquelle les revendications, formulées notamment à l'égard des banques, apparaissaient comme des *attaques portées contre la Suisse*. En conséquence, leurs auteurs ne devaient pas être considérés comme des victimes à secourir mais comme des *agresseurs* qu'il était légitime de combattre (cf. 4.2.2, 5.2.2 et 6.1, *supra*)⁹.

Ces réajustements et ces bouleversements de configuration se sont poursuivis tout au long de la détermination de la situation, c'est-à-dire jusqu'à ce que survienne un *dénouement*, reconnu et ratifié pratiquement en tant que tel. Ce travail de fixation d'une clôture opère d'ailleurs une *requalification rétrospective* du processus dont il est l'aboutissement, et donc de l'importance relative conférée aux actions et aux événements qui le composent¹⁰. Le débat « des fonds juifs et de l'or nazi » a débouché, en août 1998, sur la signature d'un accord global entre les banques privées suisses et les auteurs des plaintes collectives, représentant les intérêts des victimes de l'Holocauste devant la justice états-unienne (1.4.3, *supra*). Au moment où il est survenu, cet événement était *attendu*. Cependant, plusieurs semaines ont été nécessaires avant qu'il soit ordinairement *reconnu* en tant que clôture du débat, et surtout qu'il soit pratiquement ratifié en tant que tel dans et par les pratiques de protagonistes du débat. Concrètement, tel a été le cas lorsque les rubriques et les pleines pages consacrées à l'affaire « des fonds juifs et de l'or nazi » ont disparu des quotidiens, ou lorsque la décision a été prise de mettre un terme aux activités de la Task Force et de confier, en guise de remerciement pour services rendus, la prestigieuse ambassade berlinoise à son responsable, Thomas Borer¹¹.

Or ce travail de détermination pratique du *dénouement* de l'affaire a notamment eu pour conséquence une *requalification des événements antérieurs*. Dès lors que la signature

⁸ Cette perspective rejoint et respécifie certaines préoccupations soulevées par le projet d'une « sociologie pragmatique du risque et de l'alerte », lancé par Francis Chateauraynaud et Didier Torny (1999).

⁹ Dans son déroulement même, l'interview de Jean-Pascal Delamuraz a spectaculairement *effectué* ce retournement : Le président de la Confédération a conclu sa première réponse en remarquant : « *Parfois, en entendant certains, je me demande si Auschwitz est en Suisse* ». Le journaliste a alors enchaîné avec une remarque (« *On a le sentiment que le Conseil fédéral a été pris de court* »), qui a ouvert la voie au mouvement crucial du discours : « *Tout à fait. Des signes avant-coureurs existaient, mais ils ont été sous-estimés. On savait que certains sénateurs avec certains appuis consacraient plusieurs chercheurs depuis trois ans à cette recherche. Ce qui me surprend, c'est cette candeur helvétique avec laquelle nous prenons connaissance de ces attaques. Personne ne fait réellement la part des choses et ne semble voir qu'en plus de la recherche opiniâtre de la vérité historique, il y a aussi une formidable volonté politique de déstabilisation et de compromission de la Suisse* ».

¹⁰ Ce phénomène est généralisable à toutes les situations qui se déroulent à la manière d'intrigues. Il a très joliment été formulé par Italo Calvino : « *La vie d'une personne consiste en un ensemble d'événements dont le dernier pourrait encore changer le sens de tout l'ensemble, non parce qu'il compterait plus que les précédents, mais qu'une fois inclus dans une vie les événements se disposent en un ordre qui n'est pas chronologique, mais correspond à une architecture intérieure* » (Palomar, 1983).

¹¹ Les opérations qui ont configuré l'attente et la réception de l'accord global en tant que dénouement de la controverse seront analysées aux chapitres 11 et 12, *infra*.

des banques avait dénoué l'intrigue, l'Association suisse des banquiers devenait rétrospectivement l'un des protagonistes principaux de l'affaire. Cette nouvelle configuration rejetait du même coup à l'arrière scène (si ce n'est dans les coulisses) le Comité de Personnes Éminentes ou la Commission Indépendante d'Experts, c'est-à-dire deux instances dont les travaux avaient régulièrement été invoqués, auparavant, comme les préalables nécessaires à toute résolution. De manière similaire, l'élaboration pratique de l'accord global en tant que règlement définitif du problème, s'est traduite par l'occultation d'actions et d'événements qui, pourtant, avaient dans un premier temps été considérés comme décisifs. Le cas le plus spectaculaire est sans doute le destin du rapport britannique *Nazi Gold*. Au moment de sa publication, à l'automne 1996, « les fonds juifs et l'or nazi » étaient configurés de telle sorte qu'ils conféraient une importante visibilité au député travailliste Greville Janner qui avait sollicité cette enquête et au Ministre des affaires étrangères Malcolm Rifkind qui en avait publié les résultats. Deux ans plus tard, la signature de l'accord global avait requalifié l'ensemble du débat et de son déploiement, sous une forme telle que ces interventions avaient disparu du « champ d'expérience » considéré comme pertinent. La détermination de ce dénouement permettait donc de faire légitimement abstraction de ces événements dans les *mises en intrigue* de ces débats (*i.e.* dans la composition de leur déroulement sous la forme d'un *tout* orienté). Autrement dit, la configuration de la situation issue de cette résolution a constitué une *mémoire* de la controverse, dont l'organisation rejetait certaines actions et leurs auteurs dans l'*oubli*¹².

En conséquence, il est difficile d'observer et de décrire l'organisation pratique de ces situations. Par exemple, il n'est pas possible d'en rendre compte par le biais d'entretiens rétrospectifs. En effet, les réponses fournies par les personnes interrogées seront *informées* par leur connaissance de son dénouement, dont la configuration constitue un *point de vue* qui hiérarchise les actions et les événements. Pour aller vite, celle-ci met en évidence ce qui entre dans le déroulement qui a trouvé son dénouement avec l'accord global (*i.e.* tout ce qui a contribué, d'une manière ou d'une autre, à l'élaboration d'une solution financière), au détriment de ce qui aurait pu entrer dans la composition d'intrigues alternatives. En conséquence, l'étude de la configuration d'une situation devrait se donner les moyens d'en saisir le « cadre » au sens goffmanien, c'est-à-dire l'*organisation* incertaine, instable et troublée, constitutive de l'*expérience* qu'en faisaient les acteurs de l'époque. Pour y accéder, l'idéal serait sans doute de disposer de données ethnographiques sur les procédures effectivement mises en œuvre par les acteurs de l'époque, pour déterminer l'environnement dans lequel ils agissaient et y orienter leurs activités. Une telle démarche est cependant rarement envisageable en sociologie des problèmes publics. Dans ce domaine, le chercheur repère généralement ses objets d'étude potentiels en fonction de leur *publicité*. Autrement dit, cette identification intervient *après* le travail d'élaboration et de configuration qu'il entend élucider, c'est-à-dire précisément *trop tard* pour recueillir les données ethnographiques en question.

Cette manière de poser le problème place le sociologue face à des difficultés qui ressemblent considérablement à celles auxquelles sont confrontés les historiens¹³. Pour les résoudre, j'explore une démarche socio-sémiotique, qui étudie les *produits* des activités de l'époque, pour y rechercher les *traces* de l'environnement polarisé et orienté dans lequel ils ont pris forme, et de l'organisation pratique qui l'a configuré. Au croisement de méthodes

¹² L'anthropologie structurale a montré que les opérations de *classement* sont au fondement de la *mémoire* comme de l'*oubli*. Cependant, ces analyses ne ramènent pas ce travail de classement à l'*organisation pratique d'une situation*, mais aux structures sous-jacentes d'une opposition binaire entre le *même* et l'*autre* (cf. Candau, 1996 ; 1998).

¹³ Cette similitude était déjà suggérée au cours de la présentation des critiques que David Snow a adressées à M.W. Steinberg (4.3.1, *supra*).

empruntées à l'histoire des concepts et à la linguistique énonciative, cette analyse s'efforce de *re-tracer* la configuration d'une situation et la dynamique de son organisation pratique. Certes cette démarche n'observe pas directement les *pratiques* qui ont configuré ces situations, mais elles y ont un accès indirect par l'intermédiaire de leurs *traces publiques*, c'est-à-dire du savoir partagé, communément attribué aux protagonistes de la controverse.

Dans le cas particulier « des fonds juifs et de l'or nazi », cette analyse a montré que la situation a été déterminée de telle sorte qu'elle a conféré une importante visibilité aux acteurs qui défendaient une interprétation agonistique du problème (6.1, *supra*). Ainsi, les personnages centraux de ce débat sont progressivement devenus Alfonso D'Amato, le Congrès juif mondial, Jean-Pascal Delamuraz, ou l'Association suisse des banquiers, pour n'en nommer que quelques-uns. En revanche, les perspectives formulées en termes de « responsabilité morale » (6.2, *supra*) ont eu du mal à se frayer une place dans la situation ainsi configurée. À terme, l'articulation de ces versions a même été ordinairement considérée comme un signe de trahison, ce qui n'est pas resté sans conséquences pour les identités de ceux qui les formulaient (chapitre 3, *supra*). Le sociologue peut regretter que cette manière de déterminer la situation ait pris forme. Il peut considérer qu'elle a été néfaste. Toujours est-il qu'elle s'*impose* à lui et à son étude. Pour comprendre la situation telle qu'elle s'est déroulée, il doit tenir compte de cette configuration et des hiérarchisations qui en découlent¹⁴.

Pour dire les choses crûment, la question n'est pas de savoir si, en tant que citoyen, j'apprécie particulièrement Jean-Pascal Delamuraz ou si je considère que son discours était propre à régler le problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Que cela me plaise ou non, le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » s'est développé de telle sorte qu'il a conféré une grande visibilité à cette prise de position et que son auteur a acquis, dans l'aventure, une notoriété dont il ne jouissait pas jusqu'alors. De telle sorte que mon analyse du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » lui réserve une place extrêmement importante. Inversement, cette recherche laisse dans l'ombre d'innombrables autres discours, qui ont certes été énoncés, mais n'ont jamais acquis une telle *efficacité pragmatique* (et, ici encore, cette observation ne présage aucunement de la pertinence que j'attribue, en tant que citoyen, à certains discours restés confidentiels).

Dans cette perspective, l'organisation et le déroulement de la controverse sont des ressources cruciales pour orienter la recherche et ils fournissent des critères décisifs et évaluer la validité de cette dernière. Ainsi, le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » a fait émerger un acteur médiatique d'importance : la *SonntagsZeitung*. Au fil des discussions, cet hebdomadaire alémanique s'est régulièrement signalé par des articles, largement cités dans l'ensemble de la presse suisse, et qui ont bien souvent été pris en compte par les autorités politiques, bancaires ou administratives pour orienter leur action¹⁵. Le rôle

¹⁴ J'écarte ici le cas, mentionné par Ian Hacking (2001 [1999] : 20-21), des sociologies constructivistes qui se donnent pour tâche non seulement d'étudier les « constructions sociales », mais de les « transformer radicalement ». Ces démarches n'étudient pas la réalité sous la forme qu'elle a effectivement prise, mais sous celle que l'analyste aurait souhaité qu'elle revête. Ainsi, de nombreuses études de débats publics ne se contentent pas d'*observer* et de *décrire* comment les discussions se sont développées, et quels acteurs en ont été écartés. Elles se donnent pour tâche de combler ou de réparer certaines de ces mises à l'écart – en général celles que l'analyste considère (pour des motifs habituellement implicites) comme des « lacunes » ou des « violences » – en offrant un espace de parole aux acteurs sociaux réduits au silence.

¹⁵ La *SonntagsZeitung* a régulièrement contribué à la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». En 1995 et 1996, elle s'est signalée en relayant des nombreuses revendications relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale (cf. 1.3.1 ; 1.3.5, *supra*). En janvier 1997, cet hebdomadaire a beaucoup fait parler de lui suite à son interview de Ruth Dreifuss (*SonntagsZeitung*, 12.1.97), puis avec la publication d'extraits d'un rapport interne rédigé par Carlo Jagmetti (*SonntagsZeitung*, 26.1.97). Ce travail d'investigation a progressivement fait émerger la figure d'un journaliste, rattaché à la rubrique économique de la *SonntagsZeitung* : Beat Balzli. Ses recherches ont donné lieu à un ouvrage,

déterminant joué par ce titre m'est apparu progressivement, au fil de ma recherche, à force de le voir cité par de nombreux discours, émanant de différents acteurs. Ce n'est cependant que tardivement que j'ai pleinement pris la mesure de son importance, et donc que j'ai constaté la grosse lacune que comportait l'échantillon de journaux que j'avais composé au début de ma recherche. Il était alors trop tard pour combler ce vide. Cependant, cette expérience m'a appris, très pratiquement, que la « construction de l'objet d'étude » est un *résultat d'analyse* plutôt que son préalable. Et que le déroulement des débats publics impose au chercheur qui entend en rendre compte jusqu'aux journaux qu'il devra lire et analyser.

8.1.2 La détermination pratique de la portée des discours et de leur analyse

Il est maintenant possible de revenir aux articles du *Matin*, à la détermination de leur signification et de leur portée, et donc à l'établissement de la validité d'une analyse prétendant fonder un discours général à partir de ce cas particulier. Le détour par la dynamique de l'enquête indique que l'importance attribuée aux discours et à leurs auteurs est indissociable du travail de polarisation et d'orientation au fil duquel une situation est progressivement déterminée. Autrement dit, pour évaluer l'importance d'un discours – et donc établir la portée et la signification qu'il a acquises dans le débat auquel il a contribué – il convient de déterminer l'*efficacité pragmatique* qui lui a été conférée au fil de ces discussions. Pour y parvenir, l'analyse peut observer et décrire le débat, de manière à repérer comment les différentes *propositions d'identifications discursives*, élaborées au fil de son déroulement, ont été reçues et interprétées. Cette démarche peut alors prendre deux formes complémentaires.

La première s'efforce d'observer les actions explicitement constituées comme des *répliques directes*, adressées en réponse à telle ou telle prise de position particulière. Une analyse de discours médiatiques peut alors vérifier, dans les jours suivant une intervention, si elle a suscité des *réactions* (p.ex. des commentaires, des lettres de lecteurs, des poursuites judiciaires) ou des *reprises*, explicites ou implicites (p.ex. dans des articles rédactionnels, des commentaires ou des prises de position partisans).

La seconde consiste à identifier la *forme* de proposition d'identification instituée par un discours, de manière à repérer et à suivre son cheminement au fil des discussions. Il s'agit alors d'observer quand et comment a été élaborée une configuration spécifique de la situation (*i.e.* une polarisation et une orientation particulières), puis de retracer comment elle a été reprise, avant de disparaître, de se transformer ou de s'imposer en tant que savoir partagé, tenu pour acquis.

Dans le cas particulier de l'édition du *Matin* publiée le 15 janvier, ce mode d'analyse sera déployé autour de deux exemples. Le premier montrera comment ce discours a immédiatement été endossé par le rédacteur en chef du *Matin*, qui en a fait la *ligne éditoriale* de son quotidien au sujet du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Le second indiquera que cette édition a participé à la mise en forme d'une conception du problème « des fonds juifs et de l'or nazi », des moyens à mettre en œuvre pour le régler et du rôle des experts mandatés par le gouvernement, qui a durablement alimenté les manières de le traiter et d'en rendre compte.

Concrètement, si personne n'avait endossé le point de vue que les articles publiés par *Le Matin* du 15 janvier 1997 et si personne n'avait adopté leur perspective pour orienter son action, cette interprétation aurait été écartée du débat. La portée et la signification de

immédiatement traduit en français (Balzli, 1997a et b). En quatrième de couverture, ces ouvrages s'appuient sur un article de la *Süddeutsche Zeitung*, pour présenter Beat Balzli comme l'auteur de l'article de la *SonntagsZeitung* « paru le 5 mars 1995 qui déclencha le premier 'l'affaire des fonds en déshérence' ».

ce discours auraient ainsi été réduites à néant (ou presque), emportant avec elles toute prétention de fonder un discours de portée générale sur la base de son analyse. A terme, elle aurait probablement été *oubliée*, de telle sorte qu'elle n'apparaîtrait rétrospectivement que comme une *relique* d'un temps révolu¹⁶. Dans ce cas particulier, tel n'a pas été le cas, bien au contraire. En effet, la perspective instituée par ce discours reste nettement intelligible rétrospectivement, à la fois comme précurseur de la *ligne éditoriale* adoptée par *Le Matin* et comme mise en forme d'une *conception de la vérité et de l'histoire* qui a longuement irrigué les pratiques orientées vers le dénouement du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ».

D'un discours singulier à la constitution d'une ligne éditoriale

Sur un premier axe, il s'agit donc d'observer les *réactions* qui ont immédiatement suivi cette édition du 15 janvier. Dans ce cas particulier, ces articles n'ont pas suscité de répliques explicites dans le débat public. Ils n'ont pas été commentés officiellement par les protagonistes du débat, ils n'ont pas été repris ou discutés par d'autres quotidiens, et ils n'ont pas donné lieu à des lettres de lecteurs publiées.¹⁷ En revanche, ils ont *proposé* une détermination de la situation qui a été reprise, prolongée et affinée, dès le lendemain, en tant que *ligne éditoriale* du *Matin*, instituée sous la plume de son rédacteur en chef, Antoine Exchaquet.

Ce jour-là, la presse suisse rapportait un échange de lettres entre Jean-Pascal Delamuraz et Edgar Bronfman. Elle annonçait que le Conseiller fédéral avait présenté ses « *regrets* » et affirmé qu'il n'était pas dans son intention de blesser les sentiments des membres de la communauté juive. Elle rapportait également que le président du Congrès juif mondial les avait acceptés, et s'était félicité de revenir à un travail constructif, visant la vérité et la justice. Les quotidiens suisses s'étaient alors accordés pour applaudir ce qu'ils considéraient comme le signe d'un « *retour au dialogue* », signifiant du même coup l'importance qu'ils accordaient à la nécessité de mettre un terme aux controversesⁱ. A cette occasion, sous le titre « *Delamuraz calme le jeu* »ⁱⁱ, l'éditorial d'Antoine Exchaquet érigeait Jean-Pascal Delamuraz en exemple qu'il convenait de suivre. Prolongeant le travail entrepris la veille par Jean-Pierre Gattoni, il concluait :

[C]almer le jeu s'impose plus que jamais. D'ailleurs, les médias eux-mêmes ont le vertige. Comment peuvent-ils faire la part du vrai et du faux ? Avec le désastreux mutisme des banques, leurs gaffes monumentales, l'ego politicien du sénateur Alfonso D'Amato, l'intransigeance militante du Congrès juif mondial et le lamentable croc-en-jambe de Ruth Dreifuss, quelle chienlit !

¹⁶ Cette analyse suggère la pragmatique d'une *mémoire* qui se manifeste *dans* et *par* des pratiques, qui prennent appui sur l'environnement polarisé et orienté dans lequel elles se déploient. En ce sens, l'organisation des situations pourrait être assimilée aux « cadres sociaux de la mémoire » qui, d'après Maurice Halbwachs, assurent la *survivance* des souvenirs et la possibilité de les *localiser* (p.ex., Halbwachs, 1994 [1925] : 114-145).

¹⁷ Il convient de préciser que cette enquête s'efforce d'élucider la constitution *publique* du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». En ce sens, elle ne s'intéresse qu'aux prises de position *publiées*. Concrètement, il n'est pas exclu que des journalistes ou des lecteurs aient *réagi*, d'une manière ou d'une autre, à la publication de ces textes. Il est même possible que certains aient fait connaître leur point de vue, par exemple en discutant avec des amis, en téléphonant à Jean-Pierre Gattoni pour le féliciter, en se désabonnant du journal pour marquer leur désapprobation, ou en écrivant une lettre de lecteur proposant une interprétation alternative. Je ne suis pas en mesure d'établir si tel a été le cas ou non. En revanche, il est certain que, si ces prises de position ont existé, elles n'ont *pas été publiées*. Autrement dit, elles ont été *écartées* de la controverse et donc privées d'*efficacité pragmatique* dans le domaine public. De telle sorte qu'il est parfaitement légitime de *ne pas en tenir compte* pour analyser la configuration publique du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ».

Calmer le jeu ? Même l'Administration américaine l'a compris ! Que ce soit le sous-secrétaire d'État au Commerce, Stuart Eizenstat, ou l'ambassadrice des États-Unis en Suisse, Madeleine May Kunin, tous deux tiennent des propos sensés et apaisants. Enfin ! Parce que le Conseil fédéral, le Parlement, les banques doivent faire la transparence, toute la transparence sur les fonds en déshérence. Mais dans le calme.

Très explicitement, ce propos a repris la terminologie, la problématique et le raisonnement élaborés la veille par l'éditorial de Jean-Pierre Gattoni. La seule innovation introduite par cette énumération tenait dans l'apparition des « *banques* » – de leur « *désastreux mutisme* » et de leurs « *gaffes monumentales* » – au rang des fauteurs de trouble. Suite à l'émergence de « l'affaire Meili » (7.2.2, *supra*) – à laquelle Antoine Exchaquet faisait alors implicitement allusion – les médias ont régulièrement configuré une situation qui plaçait les banques sous les feux de la rampe, soulignant ainsi le caractère *économique* du problème¹⁸. A ce point de l'analyse, l'essentiel réside en ceci que l'éditorial d'Antoine Exchaquet a repris, presque mot pour mot, l'interprétation proposée la veille par Jean-Pierre Gattoni. De la sorte, il l'a intronisée comme la *ligne éditoriale* du *Matin*, lequel n'a cessé, dès lors, de s'en prendre à toutes les voix discordantes, accusées de nuire à la restauration de l'image de la Suisse et à la cohésion de sa collectivité nationale.

Par exemple, deux semaines plus tard, *Le Matin* a repris cette approche pour relater l'éviction de Carlo Jagmetti. Celui-ci venait de perdre son poste d'ambassadeur de Suisse à Washington, suite à la publication d'une note confidentielle, dans laquelle il qualifiait les organisations juives d'« *adversaires* » dans une « *guerre* » que la Suisse devait mener et gagner. A cette occasion, *Le Matin* du 28 janvier titrait en première page : « *DFAE : C'est la chienlit ! Trahi par une indiscrétion, l'ambassadeur de Suisse aux États-Unis, Carlo Jagmetti, demande sa mise à la retraite anticipée* ». Dans son éditorial intitulé « *Cotti choisit Cotti d'abord* », Antoine Exchaquet s'en prenait alors sévèrement à l'attitude du chef du Département des affaires étrangères, Flavio Cotti, accusé de lâchage et de trahisonⁱⁱⁱ :

Notre chef de la politique étrangère ne se montre guère politiquement correct. Il « regrette », mais lâche *de facto* notre ambassadeur à Washington. A croire que Flavio Cotti ne défend que son intérêt personnel dans des activités internationales qui flattent, pense-t-il, son obsessionnelle aura. [...]

En vérité, qu'a fait [Carlo Jagmetti] ? Son devoir. Nous sommes en décembre dernier. Alors qu'éclate tous azimuts ce délicat dossier des fonds en déshérence, il rédige des notes adressées à la « task force » de son jeune collègue (aux dents trop longues ?) Thomas Borer. Elles devaient être strictement confidentielles. Alors plutôt que de donner dans la dentelle diplomatiquement soporifique, notre représentant aux États-Unis use du parler vrai. Par devoir encore. Résultat ? Il est trahi par un (ou plusieurs ?) informateur qui transmet ses écrits à la *SonntagsZeitung*. Moralité : un fonctionnaire indélicat a eu la peau d'un bon chef de mission.

Qu'importe, Flavio Cotti, lui, doit soupeser son aura. Obsessionnellement.

Deux jours plus tard, Antoine Exchaquet est revenu à charge pour déployer le thème de la trahison, constitutif de la configuration agonistique de la situation. Son titre – « *Et Washington choisit Defago !* » – suggérait en effet que l'ambassadeur de Suisse à Washington avait été nommé par le Gouvernement états-unien. Son discours établissait

¹⁸ Dans l'enchaînement, l'Association suisse des banquiers a endossé la responsabilité politique du problème, multipliant les initiatives en vue de faire porter la charge du problème sur quelques « *moutons noirs* » isolés (cf. Terzi, 2000). Dès les semaines suivantes, elle a joué un rôle déterminant pour la mise sur pied d'un « fonds spécial », pour l'extension des recherches destinées à identifier les titulaires de fonds en déshérence, et pour l'accélération des négociations qui ont finalement débouché sur la signature de l'accord global. Il est cependant trop tôt pour développer ce volet de l'analyse (cf. chapitres 9 et 10, *infra*).

alors un parallèle entre la célérité avec laquelle le Conseil fédéral avait satisfait les exigences de l'un des adversaires de la Suisse désignés par Carlo Jagmetti, et ses attermoissements pour répondre favorablement à la population suisse, désireuse de le voir soutenir Jean-Pascal Delamuraz^{iv} :

C'est du nouveau, et c'est du fédéral ! D'abord, nos six Sages soutiennent leur collègue Jean-Pascal Delamuraz : les Suisses auront attendu des jours. Ensuite, Berne choisit notre ambassadeur aux États-Unis : les Américains n'auront pas attendu plus d'un jour. Or donc, après les médias, les sondages, les politiques et le fair-play des représentants helvétiques des milieux juifs, les conseillers fédéraux se montrent solidaires de JPD. Enfin ! Ainsi donc, après la scandaleuse trahison d'un fonctionnaire, la digne démission de Carlo Jagmetti, le pitoyable lâchage de Flavio Cotti, le Conseil fédéral place à Washington le diplomate chouchou de l'Administration américaine. Déjà ! [...]

Notre diplomatie, d'ordinaire garante de notre image de marque sur l'échiquier international, se devait d'avoir de la pudeur. Elle a fait un strip-tease.

Ainsi, l'analyse du corpus médiatique permet d'observer comment un commentaire et un article isolés – initialement tissés au croisement des perspectives agonistique et de la vérité historique – ont été pratiquement constitués en tant que ligne éditoriale d'un journal. Progressivement, la configuration de la situation qu'ils proposaient a disparu en tant que *prise de position*, pour devenir un *mode ordinaire* d'appréhension « des fonds juifs et de l'or nazi ». Sa configuration singulière du problème, des positions polarisées à son sujet, des moyens de le résoudre, et du rôle attribué aux diplomates et aux historiens dans ces démarches, n'a plus été thématisée. Elle est devenue un arrière-plan, *tenu pour acquis*, formant une trame interprétative implicitement convoquée pour interpréter tous les événements et toutes les actions relatives à cette affaire.

Au fil des semaines, la question du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale a été traitée comme un *problème d'image*, provenant d'une situation indéterminée, engendrée par les pratiques inconsidérées de quelques agitateurs, opposés à la sagesse de ceux qui « *calmaient le jeu* ». Plus précisément, cette polarisation a placé sous les feux de la rampe « *le Conseil fédéral, le Parlement [et] les banques* », chargés de « *faire toute la transparence sur les fonds en déshérence* ». Cette configuration soulignait le calme nécessaire pour mener à bien ces opérations. De la sorte, elle mettait en évidence les nuisances engendrées par les revendications, les critiques ou les doutes émis à l'encontre des autorités politiques et bancaires suisses. Elle ciblait ainsi les « attaques » venues d'outre-Atlantique, configurant de la sorte un conflit opposant entre les États-Unis et la Suisse.

Dans un premier temps, le discours du *Matin* avait constitué et relativisé cette confrontation en un seul mouvement. Dans son éditorial du 16 janvier, Antoine Exchaquet écrivait : « *Calmer le jeu ? Même l'Administration américaine l'a compris !* » De la sorte, il suggérait que « *l'Administration américaine* » se situait dans le camp des acteurs les moins prompts à calmer le jeu. Par cette voie détournée, il élaborait une situation dont l'organisation signalait le caractère « *américain* » des acteurs mentionnés au rang des fauteurs de trouble : le sénateur Alfonse D'Amato et le Congrès juif mondial¹⁹. Du même coup, cette configuration épinglait, comme autant d'actes de *trahison*, les actions

¹⁹ La configuration de cet affrontement entre la Suisse et les États-Unis a progressivement conféré une identité « états-unienne » aux organisations juives internationales. Ce dispositif, a été spécifié, tout au long du débat, pour rendre compte des méthodes particulièrement énergiques qu'elles avaient employées pour mener leur campagne de presse. L'une de ses mises en œuvre les plus explicites a formé la trame des prises de position d'Yvan Dalain, et en particulier des ses *Lettres à un ami américain*, en introduction desquelles il parlait d'un « *Congrès juif américain qui n'a aucun droit à se déclarer Congrès juif mondial* » (Dalain, 1998 : 9).

productrices de « *chienlit* », menées par des personnages suisses, telles que les « *gaffes monumentales* » et le « *désastreux mutisme des banques* », ainsi que le « *lamentable croc-en-jambe de Ruth Dreifuss* ».

Deux semaines plus tard, au moment de la démission de Carlo Jagmetti, cette polarisation était reprise, mais sans amendements ni nuances. Elle instituait alors clairement une opposition entre la Suisse et les États-Unis. Plus précisément, elle établissait une distinction nette entre *ceux qui défendaient l'image de la Suisse* et *ceux qui la mettaient à mal*. Au rang des premiers, cette configuration mettait en évidence les figures de Carlo Jagmetti, de Jean-Pascal Delamuraz et des « *Suisses* » qui soutenaient ce dernier. De l'autre, elle stigmatisait tous ceux qui hésitaient à les épauler, épinglant en particulier le « *pitoyable lâchage de Flavio Cotti* », les tergiversations dont avait fait preuve le Conseil fédéral avant de s'aligner derrière Jean-Pascal Delamuraz, la « *trahison d'un fonctionnaire indélicat* », ou la publication de la *SonntagsZeitung*.

Dans la perspective ainsi instituée, tous ceux qui ne soutenaient pas, sans réserve, l'interprétation agonistique du problème devenaient suspects de faire le jeu de « *Washington* », c'est-à-dire du Gouvernement des États-Unis, du sénateur Alfonse D'Amato ou du Congrès juif mondial. Mais ce propos associait principalement cette configuration à un *problème d'image*, face auquel le Conseil fédéral, la diplomatie et les experts devaient unir leurs efforts, pour présenter une version du passé univoque et convaincante. Dès lors, les divergences apparaissaient comme des facteurs de « *chienlit* », dont l'exhibition était explicitement considérée comme un « *manque de pudeur* » qui méritait d'être banni.

Autrement dit, dans le sillage de son édition du 15 janvier, *Le Matin* a adopté une *ligne éditoriale* qui constituait « les fonds juifs et l'or nazi » comme un *problème d'image*, auquel devait répondre un vigoureux *marketing politique*. Ce discours conférait aux autorités politiques le pouvoir d'énoncer la *vérité*, c'est-à-dire d'élaborer un récit historique, instituant un *point de vue* absolu sur le passé, ses répercussions présentes et leur résolution à venir. Il instituait ainsi une perspective pour laquelle toute incertitude au sujet de cette version de l'histoire apparaissait comme un facteur de désordre extrêmement préjudiciable, et même comme un acte de trahison, affaiblissant la position de la Suisse face à ses adversaires états-unien. En conséquence, il était hors de question que les diplomates ou les experts – mandatés par le Gouvernement – manifestent une quelconque réserve à l'égard de la version en voie d'élaboration, et moins encore qu'ils fassent publiquement état de leurs divergences à ce sujet.

L'analyse des interventions qui ont immédiatement suivi l'édition du *Matin* publiée le 15 janvier, indique qu'elle n'a pas été démentie ou contredite, ce qui en aurait fait un simple coup d'éclat sans écho. Au contraire, elle a été *prolongée* par des prises de position, c'est-à-dire par un ensemble de pratiques qui ont considérablement étendu sa signification et sa portée. Ainsi, la perspective proposée par ces articles a régulièrement été endossée par les éditions suivantes, de telle sorte qu'elle a progressivement été constituée en une *ligne éditoriale*, élaborant la configuration d'une situation traitée comme un arrière-plan *tenu pour acquis*. Les *pratiques* discursives déployées par *Le Matin* ont donc considérablement étendu la pertinence des discours publiés par son édition du 15 janvier. De telle sorte qu'il est rétrospectivement possible d'analyser cette dernière non seulement comme un discours isolé ou clos sur lui-même, mais comme un *exemple emblématique* de la ligne éditoriale adoptée à partir de janvier 1997 par *Le Matin* au sujet « des fonds juifs et de l'or nazi ».

Discours et configuration d'une perspective coextensive à l'ensemble du débat

Pour évaluer la portée et la signification de discours dans un débat public, il ne suffit pas d'observer les *réactions* qu'ils suscitent et les éventuelles *reprises* dont ils sont l'objet,

immédiatement après leur publication. Il convient encore d'observer si leur manière d'appréhender le monde s'est stabilisée en une *forme*, susceptible de circuler et d'être régulièrement mise en œuvre, en dehors des circonstances singulières d'une énonciation datée et située²⁰. Cette seconde démarche indiquera que la portée et la signification de l'édition du *Matin* datée du 15 janvier 1997 – et donc la validité de son analyse – ne se sont pas limitées aux discours portés, par ce quotidien, au cours des semaines suivantes. En effet, la proposition d'identification *totale* à la perspective d'une *vérité* historique officielle s'est stabilisée en une *configuration* qui a constitué une détermination du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » *tenue pour acquise* tout au long des débats. En particulier, celle-ci a profondément et durablement orienté les activités au fil desquelles ont été définis les rôles des diplomates et des experts.

La stabilité acquise par cette manière de considérer et de traiter le problème est attestée, de manière spectaculaire, par un incident survenu à Washington, près de deux ans après la publication de l'édition du *Matin*. L'événement en question s'est produit le 2 décembre 1998, au cours d'une conférence internationale sur les œuvres d'art volées et les polices d'assurance non remboursées, organisée par le Département d'État états-unien.

Avant de le relater, il convient de rappeler rapidement les circonstances dans lesquelles il est intervenu. A ce moment de la discussion, le temps où les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz soulevaient de violentes controverses autour de l'exigence supposée d'un fonds d'indemnisation de 250 millions de dollars paraissait déjà bien loin. Entre temps, un « fonds spécial en faveur des victimes de l'Holocauste/Shoah dans le besoin », doté de 270 millions de francs, avait été constitué et était en cours de distribution. L'Association suisse des banquiers avait, pour sa part, lancé de vastes recherches des titulaires de fonds en déshérence, notamment par le biais de listes publiées dans la presse internationale (cf. chapitres 9 et 10, *infra*). Par ailleurs, aux États-Unis, plusieurs villes et États avaient entamé des procédures visant à exclure les banques privées suisses du marché des fonds de pension. Ces pressions avaient alors considérablement accéléré les négociations visant à régler les plaintes collectives lancées devant les tribunaux états-unien (cf. chapitre 11, *infra*). Finalement, celles-ci s'étaient conclues, en août 1998, lorsque les grandes banques privées helvétiques avaient signé un « accord global » aux termes duquel elles s'engageaient à verser un montant forfaitaire de 1,25 milliards de dollars, en échange de la levée des sanctions et de la garantie qu'aucune autre démarche ne serait entreprise à l'encontre des institutions suisses – qu'elles soient privées ou publiques – en raison de leur rôle durant la Seconde Guerre mondiale (cf. chapitre 12, *infra*).

Au mois de décembre 1998, les médias helvétiques tenaient habituellement pour acquis que cet accord avait réglé le problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». De la sorte, cette controverse se voyait définitivement conférer la forme d'un *conflit financier*, opposant les États-Unis à la Suisse. En conséquence, la presse attribuait de moins en moins d'importance à cette question, se contentant de suivre les affaires en cours. Pour l'essentiel, les quotidiens relataient les discussions en cours, au sujet de la répartition de l'argent versé par les banques dans le cadre de l'accord global. Ils signalaient de temps à autre les prises de position concernant le projet de créer un « Fondation Suisse de solidarité », ainsi que les avancées des travaux du « Fonds spécial », de la « Task Force », du « Comité Indépendant de Personnes Éminentes » et de la « Commission Indépendante d'Experts ». Enfin, ils indiquaient l'avancement des débats autour de deux questions restées en suspens et non

²⁰ Cette manière de procéder ressemble à l'approche structurale, en ce sens qu'elle détermine la portée d'un discours par *analogies*. Cependant, dans le structuralisme, cette analogie porte sur une *infrastructure* du discours, c'est-à-dire sur une réalité inconsciente et cachée. Au contraire, elle concerne ici les *formes énonciatives* de ces discours, lesquelles sont publiquement observables et communément descriptibles.

résolues par « l'accord global » : le remboursement des polices d'assurance en déshérence et la restitution des œuvres spoliées durant la guerre.

Ce sont précisément ces deux thèmes qui étaient au centre de l'attention de la conférence internationale, réunie à Washington du 30 novembre au 3 décembre 1998, à laquelle participaient 44 pays et 13 organisations non-gouvernementales. A cette occasion, la Suisse était représentée conjointement par le chef de la Task Force Thomas Borer et par le président de la Commission Indépendant d'Experts, Jean-François Bergier. Au cours des réunions, une nette divergence s'est manifestée entre les deux hommes, faisant du même coup apparaître deux conceptions radicalement différentes du problème et de la manière de le traiter. Il en ressort en particulier, que les pratiques du diplomate étaient orientées en référence à la détermination implicite d'une situation caractérisée par un problème d'*image*, face auquel il convenait de déployer une stratégie de *marketing politique*, qui entendait mobiliser les résultats de recherches historiques comme des instruments de communication.

Ce petit exemple fera ressortir une *convergence formelle* spectaculaire avec les articles publiés deux ans auparavant par *Le Matin*. Le discours de Jean-Pierre Gattoni et l'intervention de Thomas Borer ont été menés dans des contextes radicalement différents. Cependant, ces deux actions proposaient une identification articulée au point de vue focal d'une version du passé, autour de laquelle l'ensemble des perspectives étaient appelées à converger. Autrement dit, elles ont élaboré une *configuration similaire*, autour d'une hantise du conflit, bannissant explicitement les divergences et leur publicisation, comme autant de facteurs d'incertitude, de déchirement, voire de crise identitaire nationale. En conséquence, elles ont institué et mis en œuvre une perspective selon laquelle toutes les instances mandatées par les autorités politiques devaient œuvrer à l'élaboration d'une version unitaire et unificatrice du passé de la Suisse, et scrupuleusement éviter toute controverse à son sujet.

Dans l'action de Thomas Borer, cette manière de configurer la situation s'est très nettement manifestée à l'occasion d'un épisode, qui a été rapporté par la presse suisse datée du 3 décembre 1998, la plupart des quotidiens romands se contentant alors de reprendre une dépêche de l'ATS. Dans *Le Nouvelliste*, celle-ci était reproduite sous un titre très significatif : « *Conférence de Washington. Un différend sème le trouble. Selon M. Bergier, la Suisse aurait utilisé le tampon « J » dès 1910* »^v. Le texte de la dépêche commençait par résumer un document présenté lors de la conférence de Washington par la Commission Indépendante d'Experts :

Un timbre à l'encre rouge portant l'étoile de David et la lettre « J » a parfois été collé par les autorités suisses sur certaines demandes de naturalisation de juifs d'Europe centrale. [...] Il n'est pas exclu qu'il s'agisse d'un « précédent » pour 1938, a souligné le professeur [Jean-François Bergier]. A cette date, les autorités suisses avaient décidé de marquer les passeports des juifs allemands avec un « J ».

Or, la publication de ce résultat intermédiaire de recherche a déplu au responsable de la délégation suisse à Washington, le chef de la Task Force Thomas Borer, comme le signalait un paragraphe intitulé « *Tension* » :

Ce fait de l'histoire suisse des années 1910 et sa publication au cours de la conférence a créé une certaine tension au sein de la délégation suisse. « *Ce n'était pas ma décision de rendre public ce rapport* », a déclaré l'ambassadeur Thomas Borer.

Selon le chef de la Task Force, le Conseil fédéral aurait dû en être informé auparavant. M. Borer a estimé que les éléments présentés par le professeur Bergier ne faisaient pas partie des thèmes abordés à Washington. Entamée lundi, la réunion traite notamment du problème des œuvres d'art volées par les nazis.

Le discours de cette dépêche constituait comme une évidence que la situation qui prévalait lors de la Conférence de Washington se caractérisait par les menaces qui pesaient sur l'*image* de la Suisse. De la sorte, elle instituait une perspective pour laquelle il allait de soi que la délégation helvétique avait pour tâche principale d'y défendre la *réputation* de la Suisse. De ce point de vue, il paraissait évidemment inapproprié et contre-productif de publier des résultats de recherches historiques mettant l'accent sur les responsabilités des institutions suisses, dans les trois domaines sensibles du commerce d'or, des polices d'assurance et du refoulement des réfugiés juifs.

Autrement dit, cette dépêche était formulée de telle sorte que l'irritation de Thomas Borer devenait auto-explicative. En pareille situation, il n'était nécessaire ni de l'expliquer, ni de la justifier. Il suffisait de la mentionner pour qu'elle apparaisse comme la *conséquence logique* de l'intervention de Jean-François Bergier, ainsi présentée comme une action *déplacée*. En effet, celle-ci n'avait pas été approuvée par le chef de délégation (« *Ce n'était pas ma décision de rendre public ce rapport* »), elle n'avait pas été soumise aux autorités qui avaient mandaté les recherches (*le Conseil fédéral aurait dû en être informé auparavant*), et elle ne correspondait pas aux thèmes de la Conférence (*la réunion traite notamment du problème des œuvres d'art volées par les nazis*).

Le même jour, les arguments constitutifs de cette perspective étaient déployés, sous le titre « *Les champions de l'auto-goal* » (*Meister der Eigentore*), par l'éditorial de la NZZ, signé Max Frenkel. Il y dénonçait en particulier l'attitude « *sournoise* » adoptée par la Commission Indépendante d'Experts, et l'étonnant manque de coordination d'une délégation, dont le chef n'apprenait que sur le lieu de la Conférence ce que ses membres avaient l'intention de publier. Puis il rappelait les procédures, censées orienter les recherches en cours^{vi} :

Es geht dabei nicht darum ob die in Washington veröffentlichte « Enthüllungen » wahr sind oder falsch. Entscheidend für den gemachten Vorwurf der Hinterhältigkeit ist die Tatsache, dass sie an einer Konferenz im *Ausland* gemacht wurden, deren *politischen* Charakter offenbar und von den « Tätern » auch offensichtlich in Rechnung gestellt worden ist. Die Spielregeln wären auf Grund des konstituierenden Bundesbeschlusses eigentlich klar. Die Bergier-Kommission forscht und übergibt ihre Erkenntnisse dem Bundesrat, der sie veröffentlicht. Und die schweizerische Öffentlichkeit kann sie diskutieren. Aber weil sich die Kommission nicht nur als Gehirn der Nation sieht, sondern auch als deren Gewissen und Mund, fühlt sie sich legitimiert, mit Halberkenntnissen, Halbwarheiten und Teilberichten [...] unter Umgehung des Instanzenweges – « Legalismus » und « Formalismus » sind ja Schlüsselbegriffe aus dem Kritik-Arsenal dieser Art von historischer Forschung – ausländischen Druck gegen die Schweiz aufzubauen.

(*La question n'est pas de savoir si les « révélations » publiées à Washington sont vraies ou fausses. Ce qui est décisif pour la dénonciation de leur caractère sournois, tient dans le fait qu'elles ont été produites dans une Conférence à l'étranger, dont le caractère politique est évident et clairement pris en compte par les « coupables ». A vrai dire, les règles du jeu seraient claires, sur la base de l'arrêté fédéral constituant. La Commission Bergier cherche et remet ses connaissances au Conseil fédéral, qui les publie. Puis, l'espace public suisse peut les discuter. Mais comme la Commission ne se voit pas seulement comme la cervelle de la nation, mais également comme sa conscience et sa bouche, elle se sent légitimée à échafauder la pression étrangère contre la Suisse, avec des demi-connaissances, des demi-vérités et des rapports partiels [...] qui contournent la voie hiérarchique – « légalisme » et « formalisme » sont d'ailleurs des concepts-clés dans l'arsenal critique de ce genre de recherche historique.*)

Autrement dit, les discours de la dépêche diffusée par l'ATS et la NZZ se rejoignaient pour mettre Jean-François Bergier en scène comme un fauteur de trouble. Plus précisément, son action était présentée comme un facteur de division entre des instances que les autorités avaient précisément chargées d'élaborer une version univoque du passé, de manière à restaurer le consensus, garant de la cohésion nationale.

Telle était clairement l'approche proposée par *Le Nouvelliste*. Le « différend » évoqué dans son titre était constitué comme une conséquence du travail des historiens, comme l'indiquait la photographie de Jean-François Bergier utilisée pour illustrer le texte et la légende qui l'accompagnait : « *Les révélations du professeur Jean-François Bergier ont créé une tension au sein de la délégation helvétique à Washington* ». Plus encore, ce « différend » était désigné comme la cause d'un « trouble », qui affectait la double représentation de la collectivité suisse (*la délégation helvétique à Washington*) et de son passé (*la Suisse aurait utilisé le tampon « J » dès 1910*). Autrement dit, dans cette perspective, loin de contribuer à la clarification et à l'apaisement, l'intervention de Jean-François Bergier engendrait la confusion. Par analogie, la situation ainsi épinglée ressemblait fort à la « chienlit » fermement dénoncée, près de deux ans auparavant, par *Le Matin*, qui se demandait publiquement comment « *faire la part du vrai et du faux* » en de pareilles circonstances.

Pour approfondir l'analyse de la situation configurée par ces discours, il est éclairant de se rapporter aux articles publiés par les journaux qui disposaient d'envoyés spéciaux à la conférence de Washington^{vii}. Ils rapportaient les choses d'une manière sensiblement différente, pimentant leurs comptes rendus d'une anecdote au cœur de laquelle Thomas Borer ne figurait pas sous son meilleur jour. Voici le récit qu'en a rapporté Pierre Ruetschi pour *24 Heures* et la *Tribune de Genève* :

Des tensions sont apparues mardi entre Jean-François Bergier et la task force de Thomas Borer. Alors que la commission se veut d'une absolue transparence et ouverture même lorsque la réalité est embarrassante pour la Suisse, la task force cherche à garder un profil bas à la Conférence pour éviter toute nouvelle polémique autour de la Suisse.

A la veille de son intervention, Jean-François Bergier avait mis à disposition des délégations et de la presse ses documents comportant entre autres les antécédents du tampon « J ». Les documents ont rapidement été saisis par la task force, avant de réapparaître deux bonnes heures plus tard sur la table, alors que l'« affaire » s'était ébruitée dans les couloirs de la Conférence.

Cette prise en compte de l'épisode concernant la saisie des documents présentés par la Commission Indépendante d'Experts, modifiait radicalement la situation. Plus précisément, elle instituait une perspective qui faisait surgir de nouvelles questions, notamment au sujet de l'indépendance de la Commission. A la lumière de cette petite histoire, il apparaissait que le *marketing politique*, mené par la Task Force pour préserver l'image de la Suisse, se traduisait par *la mise sous l'éteignoir des recherches historiques* dont les résultats contrevenaient à la version unifiée et unificatrice du passé qu'elle s'efforçait d'élaborer. De ce point de vue, il devenait possible de parler, comme le faisaient *24 Heures* et la *Tribune de Genève*, d'une « *Tentative de censure à la task force* »²¹.

Dans une veine similaire, Anne-Frédérique Widmann a rédigé pour *Le Temps* un article et un commentaire plus tranchés, proposant très clairement de s'identifier au point de vue constitué par l'intervention de Jean-François Bergier. Pour commencer, il vaut la

²¹ La *NZZ* constitue un cas à part, en ce sens qu'elle disposait d'un envoyé spécial, que celui-ci a rapporté le détail du déroulement de la controverse. Mais les articles et le commentaire qui les accompagnaient ont clairement pris position contre la Commission Indépendante d'Experts et Jean-François Bergier. En page nationale, elle publiait ainsi un papier intitulé « *Unkoordinierten Auftritt* », qui indiquait que Jean-François Bergier avait décidé de publier « *contre l'avis du diplomate Thomas Borer* » des études qui n'avaient pas de rapports directs avec les thèmes de la Conférence. En page économique, un autre article s'en prenait au papier que la CIE avait consacré à l'attitude des assurances. La *NZZ* disqualifiait ce texte, qu'elle présentait comme une attaque morale contre les banques suisses, non fondée historiquement : « *Bergier greift die Schweizer Assekuranz an ; Ein Konferenz Beitrag ohne Angabe historischer Quellen* ».

peine de citer intégralement son article, intitulé « *La Commission Bergier révèle de nouvelles facettes sombres du passé de la Suisse* » :

Dans l'ex-bloc de l'Est, l'affaire aurait été comprise comme le signe évident de l'application et de la bonne volonté de l'administration communiste. Aux États-Unis, elle aurait provoqué un scandale politique et un désastre en matière de relations publiques. En Suisse ? C'est encore à voir. Hier l'ambassadeur Thomas Borer parlait de « malentendu », tandis que Jean-François Bergier arpentait les couloirs du Département d'État américain, en disant qu'il ne « comprenait pas » et que tout cela « devait être éclairci ».

Mardi, le président de la commission d'historiens mandatés par le Conseil fédéral pour faire la lumière sur le passé de la Suisse, a déposé sur une table trois documents (sur l'or, les assurances et le tampon « J » [...]) destinés aux participants à la Conférence. « Ils représentent une petite contribution de la commission aux travaux de la Conférence, expliquait Jean-François Bergier. Ils visent à soulever quelques questions méthodologiques concernant les recherches en cours. » Le professeur devait en effet s'exprimer sur ce thème le lendemain lors d'une séance. La task force ne l'a pas entendu de cette oreille. Considérant sans doute que les informations contenues dans ces douze pages étaient de nature à replacer la Suisse sur la sellette, un membre zélé de la délégation helvétique a ramassé toutes les photocopies.

« Je n'ai pas fait saisir ces documents », se défendait ensuite Thomas Borer, tout en admettant qu'il en a eu connaissance jeudi dernier. Il était d'avis que la commission se devait de soumettre le fruit de son travail au Conseil fédéral avant de le rendre public. Reste que ce n'est qu'en toute fin de journée, et seulement après que des journalistes se sont emparés de l'affaire, que les papiers ont réapparu comme par miracle sur les tables.

Théoriquement, l'indépendance de la Commission Bergier est totale ; en réalité, elle souffre de quelques ambiguïté : à Washington, elle fait par exemple partie de la délégation suisse. Sa mission – scientifique – est d'examiner l'histoire en toute transparence ; celle – politique – de la task force est de limiter les dégâts occasionnés à la Suisse. Elles ne pouvaient que se heurter. Jean-François Bergier note qu'en tant qu'historien, il n'a pas à se préoccuper de l'éventuel impact politique de sa communication. Ce n'est pas le cas de Thomas Borer.

Aux yeux du chef de la délégation helvétique, dont l'objectif est que la Suisse n'attire pas, négativement, l'attention à Washington, les trois documents (12 pages en tout) ne pouvaient pas tomber plus mal. Celui qui traite de l'or se contente, pour l'essentiel, de répéter les conclusions du rapport Bergier. Mais le second contient des éléments encore mal connus de l'utilisation du tampon « J ». Tandis que le dernier évoque les importantes relations d'affaire des assurances suisses avec l'Allemagne. En compagnie de trois sociétés européennes, la Zurich, la Winterthur et la Bâloise négocient en ce moment même les détails de leur participation financière à un accord « global » censé clore ce chapitre. Depuis des mois, la stratégie helvétique a consisté à affirmer que leurs parts de marché – et donc leur responsabilité – furent minimes. Le document Bergier ne va pas dans ce sens.

A la lumière du destin rocambolesque réservé aux travaux de la Commission Indépendante d'Experts, Anne-Frédérique Widmann mettait en scène une situation organisée autour de la polarisation entre deux conceptions incompatibles de la *représentation* de la Suisse et de son passé. D'un côté, elle identifiait une approche qualifiée de « *scientifique* », attribuée à l'expertise des historiens, dont la mission était « *d'examiner l'histoire en toute transparence* ». De l'autre, elle l'opposait à une démarche dite « *politique* », assignée aux diplomates de la Task Force, qui s'efforçaient de « *limiter les dégâts occasionnés à la Suisse* ». Très explicitement, cet article et l'éditorial qui l'accompagnait prenaient position dans cette confrontation. Ils proposaient de s'identifier à la perspective « *scientifique* », contre l'approche « *politique* » de la question. Du même coup, l'institution de cette perspective faisait apparaître les discours de la NZZ et de l'ensemble des articles qui avaient repris la dépêche de l'ATS, publiés le même jour, comme autant de *prises de position*, constitutives du traitement « *politique* » de la question.

En élaborant des récits qui prenaient le contre-pied de ceux endossés par les quotidiens qui avaient diffusé la dépêche de l'ATS, les envoyés spéciaux ont indiqué qu'il n'était pas inéluctable de traiter l'intervention de Jean-François Bergier comme la cause d'un « *différend* », lui-même considéré comme l'origine d'un « *trouble* » néfaste pour la

Suisse. Plus précisément, ils montraient que l'adoption de cette perspective impliquait une conception particulière de la représentation de la Suisse et de son passé, pour laquelle le discours « scientifique » devait être soumis à une approbation « politique ». Ce point formait d'ailleurs le cœur du commentaire d'Anne-Frédérique Widmann, qui applaudissait l'initiative prise par Jean-François Bergier pour contrer toute intrusion du politique dans le scientifique, laquelle nuirait considérablement à la crédibilité du travail des experts :

Vu du Palais fédéral, Jean-François Bergier ne possède aucun « sens politique ». En diffusant ces documents en pleine Conférence de Washington, dans une enceinte qui rassemble tous les critiques potentiels de la Suisse, il a pris le risque de compliquer la tâche de la délégation helvétique. Et c'est tant mieux. Cet événement – dont une bonne partie du retentissement est due à l'incroyable maladresse des diplomates suisses – doit être salué. Qui voudrait d'une commission « indépendante » qui prendrait ses ordres auprès de Flavio Cotti ? Qui accorderait quelque crédibilité que ce soit à des historiens qui soumettraient leurs conclusions à une autorité politique ?

Ce discours réalisait un *travail politique* en proposant d'endosser le point de vue constitué par l'intervention de Jean-François Bergier, pour interroger et se démarquer d'une conception de la représentation du passé et de la collectivité nationale, en voie de devenir ordinaire en Suisse. En interrogeant les évidences tenues pour acquises par les activités de la Task Force et de la plupart des quotidiens, cette prise de position se démarquait d'une conception *totalisante* des activités politique, diplomatique et scientifique, entièrement soumises au point de vue focal du Conseil fédéral.

Après avoir établi une analogie entre cette manière de procéder et les pratiques en vigueur dans les régimes soviétiques, son article proposait un test pragmatique pour évaluer à quel point ces procédures étaient normalisées en Suisse. Il suffisait d'attendre, pour voir comment cette affaire allait se terminer (« *c'est encore à voir* ») Allait-elle être traitée comme l'expression de l'efficacité de la diplomatie, comme dans « *l'ex-bloc de l'Est* ». Allait-elle au contraire déboucher sur un « *scandale politique* » comme ce serait le cas aux États-Unis ? Dans son éditorial, Anne-Frédérique Widmann estimait que l'événement devait au moins se traduire par une nette réaffirmation de l'indépendance de la Commission : « *Qui voudrait d'une commission « indépendante » qui prendrait ses ordres auprès de Flavio Cotti ? Qui accorderait quelque crédibilité que ce soit à des historiens qui soumettraient leurs conclusions à une autorité politique ?* »

Or que s'est-il passé ? La lecture systématique de la presse des jours suivants indique que l'affaire n'a connu aucun écho et qu'elle a été classée sans suite, y compris par les journalistes mêmes qui l'avaient révélée. Ainsi, les derniers articles consacrés à la Conférence de Washington auxquels Anne-Frédérique Widmann a contribué ont été publiés par le *Temps* du 4 décembre 1998. Ces textes ne revenaient sur le travail de la délégation suisse, que pour signaler sa contribution en faveur du lancement d'un effort international coordonné pour rechercher et restituer les œuvres d'art, confisquées par les nazis (*Le Temps*, 4.12.98) :

Comme prévu, la Conférence a donc débouché sur l'adoption de simples recommandations, vagues de surcroît. Stuart Eizenstat y a néanmoins vu un succès [...]. Le sous-secrétaire d'État américain était d'autant plus satisfait que des pays, comme la Russie et la France, opposés au début de la rencontre à une telle « internationalisation » du dossier se sont rangés à l'avis de la majorité. Selon la délégation helvétique, la Suisse y serait pour beaucoup. Ce serait en effet elle qui aurait empêché que les principes susmentionnés, essentiellement rédigés par les États-Unis, soient renvoyés à l'expéditeur. En proposant une clause qui coiffe désormais les onze principes et dont la teneur est la suivante : « La Conférence reconnaît que chaque État agira dans le cadre de ses propres lois ».

Ainsi, dans le *Temps*, nulle trace des suites données à l'altercation qui avait opposé Thomas Borer à Jean-François Bergier. De son côté, dans *24 Heures* et la *Tribune de Genève*, Pierre Ruetschi se fendait ce jour-là d'un petit encadré qui proposait très clairement d'adopter le point de vue du chef de la Task Force, sous le titre : « *Thomas Borer satisfait* » :

Thomas Borer., [sic] est satisfait. La Suisse n'est plus dans le collimateur ni du Congrès juif ni des Américains. Elle n'a pas subi de nouvelles attaques. Sa délégation s'est appliquée à jouer les bons élèves.

Les onze principes sur l'art spolié ? La Suisse y souscrit d'autant plus volontiers que Thomas Borer affirme en avoir rédigé le chapeau introductif. L'Office fédéral de la culture s'est engagé à recevoir dès l'an prochain toutes les demandes concernant les œuvres d'art spoliées, mais certes pas à les régler. Combien d'œuvres en Suisse n'ont toujours pas été rendues à leurs ayants droit ? Hector Feliciano, expert proche du CJM et auteur du livre *le Musée perdu*, a déclaré à Washington qu'il en restait des centaines. Propos recueillis avec un sourire incrédule du côté de la délégation suisse. « On ne sait pas. Il faut attendre la sortie le 11 décembre prochain du rapport sur l'art de Thomas Buomberger. » L'expert privé mandaté par Berne a fait partie de la délégation suisse, mais se refuse à tout commentaire si ce n'est que son rapport ne va pas provoquer un « tremblement de terre ».

Ainsi, le *Temps*, *24 Heures* et la *Tribune de Genève* se sont contentés de signaler que la Task Force avait tenté d'exercer un contrôle politique à l'encontre des résultats de recherches historiques présentés par Jean-François Bergier. Sur le coup, leurs envoyés spéciaux à la Conférence de Washington en ont tiré de sérieuses interrogations concernant l'indépendance de la Commission d'experts. Malgré la gravité de ces questions, *ils n'y sont jamais revenus*. Le lendemain, au moment de présenter les résultats de la Conférence, ils ont renoncé à créer des remous autour des initiatives tapageuses de Jean-François Bergier. A l'unisson avec les autres quotidiens suisses, ils ont plutôt applaudi le succès de la délégation menée par Thomas Borer, composée de « *bons élèves* », qui avaient brillamment réussi à esquiver les attaques dirigées directement contre la Suisse, en assurant l'internationalisation des dossiers en suspens.

Force est donc de reconnaître la portée limitée des articles qui se sont distancés de la conception « *politique* » du problème, promue par la Task Force, puis endossée par la *NZZ*, par la dépêche de l'ATS et par tous les quotidiens qui l'ont diffusée. Certes, les correspondances publiées par *24 Heures* et par *Le Temps* ont mis en évidence la confrontation entre deux manières incompatibles de *représenter* la Suisse et son passé. Plus précisément, ces articles ont montré comment les diplomates tentaient d'imposer une approche « *politique* » de la question, soumettant la vérité historique à la préservation de la réputation nationale. Plus encore, le commentaire signé Anne-Frédérique Widmann a souligné que cette manière de procéder risquait d'entamer sérieusement la crédibilité des travaux des historiens, et donc leur capacité à régler les questions soulevées par cette période de l'histoire. Cependant, *la suite du débat n'a accordé aucune efficacité pragmatique à cette perspective*, dont l'expression a été extrêmement brève, avant de disparaître au profit d'un discours enthousiaste face aux prouesses d'une délégation qui avait préservé l'image de la Suisse.

L'observation de ce petit exemple indique que la conception particulière du problème et de sa résolution qui était promue en janvier 1997 par les discours du *Matin*, s'était imposée, au moment de la Conférence de Washington, comme une *forme* ordinaire et non problématique de traitement des questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

Tout d'abord, cette anecdote montre sans conteste que la Task Force orientait ses activités de telle sorte qu'elles constituaient les enjeux soulevés par cette période de l'histoire comme un *problème d'image*, qu'il convenait de régler par des mesures de

marketing politique. Dans cette perspective, les travaux de la Commission Indépendante d'Experts étaient considérés comme un moyen comme un autre, *mis au service* des mesures prises en vue de préserver la réputation de la Suisse. Or, il est apparu que Jean-François Bergier a résisté à ces tentatives d'instrumentalisation politique, en choisissant de publier quand bon lui semblait, les résultats qui lui paraissaient importants, sans les avoir préalablement soumis à l'autorité politique. Ensuite, cette petite affaire indique que la plupart des quotidiens ont adopté sans sourciller la perspective constituée par l'intervention de la Task Force, présentant du même coup l'action de la Commission Indépendante d'Experts comme un acte « déplacé », propre à semer le « trouble ». Enfin, cette histoire montre que le bien-fondé de la conception défendue par la Task Force était à ce point indiscutable que *les révélations concernant une tentative de censure pouvaient rester sans écho médiatique, et ne déboucher sur aucune sanction administrative, ni aucune conséquence politique*.

Cette histoire démontre que, suite à la signature de l'accord global, les acteurs helvétiques principaux de ce dossier s'accordaient pour considérer « les fonds juifs et l'or nazi » comme un *problème d'image*, et pour estimer que le meilleur moyen d'y mettre un terme définitif était de faire le moins de vagues possible. Dans ces circonstances, ils se rejoignaient pour juger que les publications qui mettaient le doigt sur les « facettes sombres du passé de la Suisse » constituaient des pommes de discorde néfastes, semant le trouble, au lieu de contribuer à l'effort de pacification et de cohésion entrepris sous les auspices des autorités. De la sorte, ils instituaient une perspective, pour laquelle il allait de soi que les historiens mandatés par le gouvernement ne devaient pas diffuser des critiques susceptibles de mettre à mal la réputation de la Suisse et d'affaiblir sa position sur la scène internationale. Au contraire, leur rôle était de restaurer la cohésion nationale, par l'élaboration d'un récit unifié et unificateur, lequel devait être soumis aux autorités, avant d'être mis à disposition des diplomates chargés d'en mobiliser au mieux les résultats, dans le cadre d'une action « politique » visant à préserver l'*image* et la *réputation* de la Suisse.

L'observation de convergences formelles entre les discours tenus par le président de la Confédération et un quotidien romand en décembre 1996 et janvier 1997 et les pratiques mises en œuvre par la Task Force deux ans plus tard n'établit aucune relation *causale* entre ces activités. Cependant, cette analyse indique sans conteste que les développements et le dénouement des discussions ont pratiquement conféré une *efficacité pragmatique* considérable aux discours qui ont configuré un *problème d'image* et constitué le dispositif de *marketing politique*, chargé de le traiter. De telle sorte qu'ils se présentent *rétrospectivement* comme des *précurseurs* d'une détermination de la situation qui s'est finalement largement imposée suite à la signature de l'« accord global », comme l'atteste l'absence complète de réaction après la tentative de censure exercée par des diplomates à l'encontre d'historiens.

Au moment de la Conférence de Washington, seuls quelques discours extrêmement minoritaires ont épinglé cette conception du problème et de sa résolution, en particulier sous l'angle de ses conséquences pour l'indépendance de la Commission d'experts. Brièvement, ces prises de position ont offert une alternative à l'identification de l'ensemble de la collectivité nationale, à une version de l'histoire unifiée, constitutive du point de vue focal d'autorités politiques, chargées de mener à bien des opérations de communication, visant à préserver l'image et la réputation de la Suisse dans le monde. A vrai dire, même ces discours critiques ont cependant partiellement endossé cette conception du problème.

Pour le saisir, il suffit de revenir aux opérations de catégorisation élaborées par l'article et le commentaire signés Anne-Frédérique Widmann. Ces discours étaient articulés autour de l'institution d'une distinction entre le travail « *scientifique* » des historiens et les missions « *politiques* » attribuées aux diplomates. Dans ce propos, le

premier était caractérisé comme un examen de l'histoire mené « *en toute transparence* ». Au contraire, les secondes étaient rattachées à l'objectif de « *limiter les dégâts occasionnés à la Suisse* », quelles que soient les entorses à la vérité et les restrictions de parole nécessaires pour y parvenir. Autrement dit, ce discours reconduisait, dans le principe même du dispositif de catégorisation autour duquel il était organisé, *une conception du politique comme une stricte préoccupation pour l'image nationale, menée grâce à des techniques de persuasion, très largement décrédibilisées*.

Cette analyse indique donc que les développements des débats autour du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » a donné forme à une conception particulière de la *représentation* de la Suisse et de son passé. Ces discussions ont en effet institué une perspective, très nettement dominante, pour laquelle les représentations « historique » et « politique » de la Suisse devaient entretenir des relations *complémentaires*, soumettant la première à la seconde. Les discours des différents protagonistes ont fait émerger une conception commune de la représentation « politique ». Ils se sont accordés pour considérer non seulement que le problème du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale était un *problème d'image*. Mais surtout qu'en pareilles circonstances, le pouvoir exécutif – le gouvernement, l'administration en général et la diplomatie en particulier – étaient chargés d'*incorporer* la réputation nationale, c'est-à-dire de constituer un point de vue focal dans lequel la collectivité nationale puisse s'identifier sous une forme fusionnelle. Concrètement, la tâche des autorités politiques était alors de déployer des stratégies de communication et de persuasion, constitutives d'une vaste entreprise de *marketing politique*, chargée de mettre définitivement un terme aux « attaques de l'étranger » et aux conflits qui menaçaient la cohésion nationale.

8.2 Le débat public comme configuration pratique d'une collectivité politique

Cette analyse a pris pour point de départ l'analyse des discours isolés, les configurations qui leur étaient propres, et les réceptions qui leur ont été spécifiquement réservées. Elle s'est efforcée de montrer comment ces activités éparses ont donné forme à une dynamique d'enquête, dont le développement a élaboré et affiné conjointement la détermination d'une situation ainsi que celle des « panoplies interprétatives » permettant de l'appréhender. En suivant le fil de ces dynamiques, elle a retracé l'élaboration pratique d'une conception de l'histoire, soumise aux impératifs d'une stratégie de communication politique. Or, il est apparu que cette *représentation du passé* est indissociable d'une *représentation de la Suisse* à l'élucidation de laquelle seront consacrés les paragraphes qui suivent. Ceux-ci indiqueront comment le déploiement d'un *marketing politique* a contribué à la constitution d'un problème de réputation et de son public, incorporé dans une version de son passé et dans le patrimoine qui lui est attribué. Autrement dit, il s'agira de montrer comment la théorie des discours publics constituée au fil de cette analyse alimente une théorie de l'action et de l'histoire, laquelle interroge la problématique des identités politiques et culturelles.

Les paragraphes qui suivent montreront comment les discussions ont fait émerger le caractère *identitaire* du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Un premier temps sera consacré à l'élucidation des relations métonymiques qui ont progressivement été établies entre la Suisse, *son* histoire de la Seconde Guerre mondiale et *ses* banques (8.2.1). Ces dernières ont ainsi été constituées comme un *patrimoine national*, de telle sorte que les critiques ou les revendications, émises à leur égard, apparaissaient comme autant d'*attaques* portées contre la Suisse dans son ensemble. Dans cette perspective, la résolution du problème était entrevue sous la forme d'un *marketing politique*, chargé de restaurer la représentation de la Suisse, c'est-à-dire l'image de son histoire et de ses banques. Il sera alors possible d'élucider les conséquences de cette configuration du problème « des fonds

juifs et de l'or nazi » pour le travail de la Commission Indépendante d'Experts. En effet, cette dernière a mis en scène ses interventions et organisé ses rapports de telle sorte qu'ils échappent au marketing politique piloté par le Conseil fédéral et la Task Force. S'agissant de traiter un problème identitaire, affectant directement la cohésion nationale, ce refus d'élaborer une version définitive et unificatrice de l'histoire suisse – c'est-à-dire de restaurer le patrimoine national – a largement été interprété comme un acte de trahison.

Au fil de cette étude, il apparaîtra que cette assimilation de la Suisse à son histoire et à ses banques a ordinairement été tenue pour acquise par les intervenants au débat. De telle sorte qu'il sera possible de se demander si cette configuration ne manifeste pas une *culture politique*, c'est-à-dire une manière communément admise de représenter la Suisse et son passé (8.2.2). Plus précisément, il s'agira alors de spécifier les apports de l'analyse pragmatiste de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi », notamment en montrant comment la configuration de ce problème particulier est intervenue dans l'élaboration de l'identité suisse et dans l'orientation des politiques constitutives d'une forme d'État.

8.2.1 *Représentation du passé et constitution du collectif politique*

Les controverses soulevées suite aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz ont progressivement donné forme à un *collectif* affecté par un *problème d'image*. Cette représentation de la Suisse et de son passé, incorporée en un récit unifié et unificateur, a impliqué la soumission de la recherche historique aux impératifs du *marketing politique*. Or, cette configuration pratique du problème, de la collectivité helvétique, de l'action politique et du travail historiographique n'a pas émergé, dans un environnement confiné, à la faveur d'un événement ponctuel. Elle ne s'est pas non plus imposée immédiatement comme allant de soi. Au contraire, elle a soulevé des discussions et des réticences qui ont notamment marqué les travaux de la Commission Indépendante d'Experts, des épisodes mouvementés de sa constitution, jusqu'à la rédaction de son rapport final.

L'assimilation ordinaire de la Suisse à son histoire de la Seconde Guerre mondiale

Dès l'automne 1996, au cours des semaines qui ont précédé l'institution et la composition de la Commission Indépendante d'Experts, de nombreux articles de presse interrogeaient les relations que la Suisse entretient à son histoire récente. Au cœur de cette problématique, ces discours présentaient l'écriture d'une histoire du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale comme une activité pétrie d'enjeux scientifiques, politiques et juridiques. Les lignes qui suivent rapporteront ces questionnements, sans prétendre à une quelconque exhaustivité, ni entrer dans le détail de leur analyse. Ce rapide panorama permettra simplement d'indiquer que les enjeux, mis en évidence par l'analyse conduite jusqu'ici, ne sont pas le produit d'une illusion rétrospective, constituée de toutes pièces sur la base de quelques documents isolés.

La question « des fonds juifs et de l'or nazi » a ouvert un vaste débat public sur « les usages politiques du passé »²². Ces discussions, polarisées autour de l'élaboration d'un récit historique, ont progressivement tissé des relations constitutives entre la *détermination*

²² Le développement de cette controverse a donc traité pratiquement des problématiques soulevées par les travaux consacrés aux enjeux politiques des discours historiques (cf. Hartog & Revel, 2001). Pour un exemple (parmi de nombreux autres) de configuration discursive faisant émerger les enjeux relatifs aux relations entre les recherches historiques et l'État, voir *Le Nouveau Quotidien* (6.5.97) : « *Jamais un gouvernement n'avait compté à ce point sur les historiens* ». Dans l'entretien qui suivait, Jean-François Bergier remarquait : « *Il y a eu autrefois des historiens officiels, et les archivistes sont chargés de perpétuer la mémoire collective. Mais confier à des historiens une mission de cette ampleur et d'une telle importance, c'est unique. Dans d'autres pays, cette tâche a été confiée à des commissions de politiciens et de fonctionnaires. La Suisse est la seule à en avoir chargé une commission totalement indépendante de l'État, et en plus une commission internationale. C'est une première* ».

du passé et la constitution d'une identité nationale. Plus précisément, le traitement de ces problèmes a fait émerger les figures des autorités politiques et des historiens, et des tâches qui leur incombait respectivement. Dans les grandes lignes, il en est ressorti que les premières étaient avant tout garantes de la réputation nationale, et que les seconds devaient les épauler dans cette tâche. De telle sorte que leur travail historiographique – et donc la légitimité et la publicité qui lui était accordées – était évalué en fonction de sa capacité à défendre l'honneur de la Suisse.

Cette conception de l'histoire – présentée comme un enjeu politique constitutif de l'identité nationale suisse – a régulièrement été mise en scène au cours des débats sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Pour prendre la mesure et évaluer la portée et l'intelligibilité de cette configuration, il suffit de se reporter aux articles qui ont accompagné la mise en place de la future Commission Indépendante d'Experts, dès l'automne 1996.

Par exemple, cette perspective a été nettement déployée par un article signé Gérard Delaloye, qui occupait une demi-page de la rubrique « *politique* » dans *Le Nouveau Quotidien* du 23 octobre 1996, sous le titre : « *La Confédération ne sait rien des fonds juifs ? Normal, elle se moque de l'histoire !* » Dans la même veine, le sous-titre explicitait le propos :

Hier encore, que cela soit aux Affaires étrangères ou du côté des banquiers, personne n'était en mesure de lever les incertitudes qui pèsent sur les avoirs en déshérence. Cette pagaille met en évidence le mépris dans lequel est tenue l'histoire contemporaine.

Le long texte qui suivait était illustré par une grande photographie, représentant un imposant bâtiment néoclassique, accompagnée de la légende suivante : « *Le bâtiment des ARCHIVES FEDERALES à Berne. Il regorge de richesses sur notre passé plus ou moins lointain. Mais les historiens n'ont pas les moyens de les exploiter* »²³.

Dans ses grandes lignes, cet article présentait la question des « *avoirs en déshérence* » comme l'indicateur des relations compliquées que la Suisse entretient avec son passé récent. Il commençait par relater le désarroi dont faisaient preuve les responsables politiques et les fonctionnaires fédéraux face à des questions relatives à la Seconde Guerre mondiale et à son règlement, pour affirmer : « *Apparemment, personne ne connaît l'histoire de ces dernières décennies* ». Pour attester cette observation, il convoquait une anecdote, indiquant que les recherches nécessaires pour clarifier ces questions n'étaient pas sur le point d'aboutir :

Le [Département fédéral des Affaires étrangères] n'est pas armé aujourd'hui pour conduire de telles recherches. La preuve ? Lundi matin, quand nous sommes retournés aux Archives fédérales pour poursuivre notre enquête, nous y avons rencontré un fonctionnaire du DFAE qui venait humer l'air des papiers qui nous intéressaient...

Cette carence de l'administration fédérale a une raison précise : le mépris dans lequel l'histoire contemporaine a été tenue au cours de ces dernières décennies.

Du diagnostic, l'article passait ainsi à l'élucidation des causes de cette situation. Il soulignait d'abord les blocages idéologiques qui avaient interdit, jusqu'au début des années

²³ La persistance de ce thème et de cette perspective est attestée par la publication, près d'un an plus tard, d'un long article analogue par le même *Nouveau Quotidien* (19.9.97) : « Pour sauver le mythe de la neutralité, la Suisse a saboté le travail des historiens » et « Quand Berne empêchait les historiens d'accéder aux archives américaines sur la Suisse ». Son argument était résumé par son sous-titre : « *On a beaucoup regretté le retard qu'a mis la Suisse à examiner sereinement son passé. De nombreuses raisons ont été invoquées, parmi lesquelles les impératifs de la guerre froide. Mais l'une d'elles apparaît désormais cruciale : la censure qu'a exercée le Conseil fédéral sur les archives américaines et allemandes* ».

1980, l'ouverture de recherches universitaires au sujet de la dernière guerre : « [...] *les grands patrons des chaires d'histoire s'attachaient à défendre l'image d'une Suisse irréprochable autant que bucolique* ». Il signalait ensuite le tournant intervenu suite à la publication de la *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, et en particulier du chapitre signé Hans-Ulrich Jost, consacré à la période 1914-1945 (Jost, 1983). Enfin, il indiquait que, depuis lors, les spécialistes de l'histoire contemporaine étaient principalement confrontés à des « *difficultés [...] d'ordre matériel* » :

Un exemple suffit pour illustrer ce malaise : la petite équipe d'historiens qui dépouillent des archives fédérales pour établir les magnifiques volumes de la « Correspondance diplomatique suisse » manquent tragiquement de moyens financiers. Ils n'ont même pas un bureau pour travailler. Ils ne sont pas sûrs d'une année à l'autre de pouvoir poursuivre leur tâche car leur travail dépend de crédits du Fonds national de la recherche scientifique et de subsides versés par les universités. Chaque année, les professeurs doivent se mettre en quête de demi-postes d'assistants pour que les volumes puissent paraître. Or ces historiens sont les seuls qui connaissent parfaitement notre histoire récente.

Cet exemple marquait alors la transition vers les conséquences qui devraient être tirées de cette situation :

L'un [de ces historiens] nous signalait que, chez nos voisins, les ministères des Affaires étrangères ont leur propre service historique, avec un personnel qualifié capable à tout moment de donner le renseignement recherché sur tel ou tel accord commercial [...].

C'est dire que, si la crise que nous traversons aujourd'hui pouvait amener la création d'un service historique au DFAE et des crédits pour la recherche, nous éviterions peut-être de sombrer dans le ridicule une prochaine fois.

Cette constatation s'impose aussi pour l'Association suisse des banquiers et la banque nationale. Hier, les porte-parole de ces deux institutions déclaraient d'une même voix qu'il leur fallait consulter leurs archives avant de pouvoir infirmer ou confirmer les nouvelles de ces derniers jours. [...]

Or, dans une interview au « Nouveau Quotidien » (20.9.96), Robert Vogler, l'universitaire engagé en 1984 par la BNS pour ranger ses archives, racontait sa surprise d'avoir découvert les documents en vrac dans une cave. Si le classement s'est poursuivi, la BNS devrait annoncer rapidement les montants des avoirs en déshérence qu'elle a virés à la Pologne. S'agit-il vraiment de 17500 francs comme l'affirmait hier le quotidien *Gazeta Wyborcza* ?

L'émergence du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » est indissociable d'une multitude de discours qui ont dressé le portrait d'une Suisse caractérisée par ses *rapports difficiles avec son propre passé en général, et avec l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en particulier*. A l'instar de Gérard Delaloye, de nombreux commentateurs ont mis en scène une historiographie contemporaine rachitique, profondément marquée par des décennies d'embûches idéologiques, puis par de criantes carences matérielles et financières. Ces propos configuraient deux enjeux complémentaires. D'une part, ils mettaient en évidence la *responsabilité des autorités politiques*, accusées d'avoir inhibé les recherches, d'abord par l'exercice d'une forme de censure, puis par le biais de restrictions budgétaires. D'autre part, ils se rejoignaient pour mettre en évidence la *confusion* qui en découlait. Ils soulignaient en particulier que les plus hauts responsables de l'État ignoraient tout de l'histoire de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, et que les archives publiques et privées concernant cette période restaient extrêmement désorganisées.

Les problèmes relatifs au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ont donc constitué une enquête, dont le développement a fait émerger la problématique plus générale du rapport que la Suisse entretenait à son histoire récente. De manière emblématique, l'article de Gérard Delaloye articulait ce questionnement à la problématique des relations entre le *pouvoir politique* et la *recherche historiographique*. Ce texte

commençait par attribuer une double responsabilité aux autorités politiques. D'une part, il leur reprochait l'interventionnisme excessif dont elles avaient fait preuve durant plusieurs décennies, exerçant des mesures confinant à la censure des connaissances historiques. D'autre part, il épinglait leur désinvestissement, entravant le développement des recherches dans les universités et dans l'administration : « [l]a Confédération [...] se moque de l'histoire ».

Sur l'arrière-plan de ce double reproche, prenait forme une explication des carences dont souffrait l'histoire contemporaine et les moyens d'y remédier. Le texte soulignait en effet que « l'affaire des avoirs en déshérence » révélait l'insuffisance des « crédits pour la recherche », et l'absence d'un service historique rattaché au Département fédéral des Affaires étrangères. De la sorte, il présentait l'augmentation des premiers et la création du second comme une ébauche de solution. Plus précisément, il estimait que ces mesures pourraient avoir une conséquence principale : « nous éviterions peut-être de sombrer dans le ridicule une prochaine fois ». Cette remarque éclairait ainsi l'ensemble du développement qui la précédait. Elle instituait une perspective pour laquelle le problème principal engendré par « l'affaire des avoirs en déshérence » était d'avoir fait « sombrer dans le ridicule » un « nous » inclusif, représenté par le Département fédéral des Affaires étrangères.

De la sorte, cet article cernait déjà les contours d'un problème d'image, auquel l'histoire était susceptible d'apporter une solution, en fournissant aux diplomates les réponses aux questions qui leur étaient posées. Il constituait l'« affaire des avoirs en déshérence » comme un enjeu concernant indissociablement la *représentation* de la Suisse (le « nous » inclusif qui a « sombré dans le ridicule ») et celle de son passé (l'« histoire de ces dernières décennies » que « personne ne connaît »). Plus précisément, ce texte constituait cette double représentation comme un enjeu constitutif de l'*identité nationale suisse*, dont il articulait la dynamique aux relations établies entre le pouvoir politique et la recherche historique.

Ces questions ont été explorées et spécifiées tout au long des travaux de la Commission Indépendante d'Experts. Ceux-ci ont donné lieu à des débats nourris, notamment polarisés autour de la *validité* des représentations de la Suisse et de son passé que cette instance était chargée d'élaborer. Avant la constitution formelle de la Commission, cette controverse a principalement porté sur l'*organisation* de la Commission et de son travail. A l'époque, les intervenants soulignaient qu'il serait décisif que la Commission bénéficie de la *confiance* de ses interlocuteurs, laquelle était étroitement associée à la *composition* du groupe de chercheurs, et à l'*accès aux sources* dont ils bénéficieraient. Puis, une fois que les recherches ont été lancées, les débats ont principalement porté sur la double composante politique et scientifique du travail de la Commission, et plus particulièrement sur les relations qu'elle entretenait avec les autorités.

Le caractère politique et identitaire de l'histoire suisse

Durant l'automne 1996, les médias présentaient la question « des fonds juifs et de l'or nazi » comme un problème politique d'ampleur nationale, communément constitué comme un enjeu identitaire, affectant l'image de la collectivité helvétique. Leurs discours constituaient ainsi l'intelligibilité d'une *histoire* dotée d'une composante *politique*, incarnée notamment dans les procédures pratiques de *représentation* de la Suisse et de son passé.

Au fil de ces discussions, la Suisse a régulièrement été caractérisée par les relations difficiles qu'elle entretenait à la période de la Seconde Guerre mondiale. Pour les décrire, les médias empruntaient ordinairement le langage de la cure psychanalytique, évoquant un *passé refoulé*, dont le *retour* pourrait déclencher une violente crise identitaire^{viii}. De la

sorte, ces discours conféraient une charge identitaire au passé que devaient étudier les experts. Les travaux de ces derniers apparaissaient alors comme une opération *politique* extrêmement délicate, dont le déroulement pouvait affecter la cohésion nationale.

Cette mise en forme était très nettement déployée par le *Corriere del Ticino*, dans son édition du 28 octobre 1996. Il a alors consacré une pleine page de sa rubrique « *confédération* » (*confederazione*) à une interview de l'historien bâlois Georg Kreis, présenté comme « *l'un des candidats potentiels à la présidence de la Commission qui devra enquêter sur l'or des nazis et des [sic] fonds juifs* » (*uno dei possibili candidati alla presidenza delle commissione che dovrà indagare sull'oro dei nazisti e dei [sic] fondi ebraici*). Sous le titre « *De la recherche, pas de psychoses* » (*Ricerca, non psicosi*), cet entretien mettait en scène une situation dans laquelle la Commission d'experts était chargée de *représenter* la Suisse et une période particulièrement sensible de son histoire, de manière à combler une lacune d'un demi-siècle. L'enchaînement des questions et des réponses faisait ainsi émerger la nécessité que la Commission gagne la confiance du « *gouvernement* », du « *peuple suisse* », de « *l'étranger* » et « *des banques* », et il déclinait les conditions nécessaires pour qu'elle y parvienne^{ix} :

Qual è dunque la priorità assoluta della commissione d'inchiesta che verrà istituita previo consenso del Consiglio degli Stati in dicembre ?

« È difficile dare una risposta. Innanzitutto bisogna costituire un gruppo di ricercatori che dovrà essere composto in modo tale da dar fiducia, oltre che al governo e al popolo svizzero, anche all'estero. La commissione dovrà anche guadagnarsi la fiducia delle banche, visto che la sua attività sarà legata all'apertura di documenti segreti. In proposito, bisognerà assicurare che si tratterà di un lavoro serio, perché senza le dovute garanzie non si potranno ottenere tutti i documenti necessari alle indagini. È facile dire 'ora bisogna mostrare tutto', come sostiene a gran voce il Consiglio federale. Che poi realmente le banche mettano a disposizione tutti i documenti dipenderà dalla qualità del gruppo di esperti » [...]

Cominciamo a intravedere l'enorme mole di lavoro che attende la commissione di esperti. Ce la faranno i ricercatori a concludere le indagini in tre anni?

« Ciò dipenderà dalla composizione del gruppo, che in ogni caso non deve essere troppo grande, e dalla sua interdisciplinarità: ogni membro dovrà sviluppare, con una certa curiosità del sapere, un contributo che faccia fare passi in avanti a tutto il gruppo »

In conclusione, come mai la Svizzera non a ancora superato le azioni compiute 50 anni or sono?

« La Svizzera non ha evidentemente fatto ancora abbastanza per superare il suo passato. Finora la risposta alle interrogativi inerenti la spinosa questione è sempre stata data in rapporto alla situazione del presente. La commissione che verrà nominata dal Consiglio federale dovrà invece ricercare la verità nel passato. Chi non pone precise domande al passato non può di certo superare le vicende storiche che lo assillano » [...]

(Quelle est donc la priorité absolue de la commission d'enquête qui sera instituée après l'accord préalable du Conseil des États en décembre?)

« Il est difficile de donner une réponse. Avant tout, il faut constituer un groupe de chercheurs qui devra être composé de telle sorte qu'il fasse confiance, non seulement au gouvernement et au peuple suisse, mais également à l'étranger. La commission devra également gagner la confiance des banques, étant donné que son activité sera liée à l'ouverture de documents secrets. A cette fin, il faudra assurer qu'il s'agira d'un travail sérieux, parce qu'à défaut des garanties nécessaires, il ne sera pas possible d'obtenir tous les documents nécessaires pour les enquêtes. Il est facile de dire 'maintenant il faut tout montrer', comme le soutient à cor et à cris le Conseil fédéral. Qu'ensuite les banques mettent réellement tous les documents à disposition, cela dépendra de la qualité du groupe d'experts. »

Nous commençons à entrevoir l'énorme quantité de travail qui attend la commission d'experts. Est-ce que les chercheurs parviendront à conclure les enquêtes en trois ans ?

« Cela dépendra de la composition du groupe, qui ne devra en tout cas pas être trop grand, et de son interdisciplinarité : chaque membre devra développer, avec une certaine curiosité intellectuelle, une contribution qui fasse avancer tout le groupe »

En conclusion, la Suisse n'a pas encore surmonté les actions accomplies il y a 50 ans ?

« La Suisse n'a évidemment pas encore fait assez pour surmonter son passé. Jusqu'à présent, la réponse aux problèmes inhérents à cette question épineuse a toujours été donnée par rapport à la situation présente. La commission qui sera nommée par le Conseil fédéral devra au contraire rechercher la vérité dans le passé. Celui qui ne pose pas de questions précises au passé, ne peut certainement pas dépasser les vicissitudes historiques qui le harcèlent ».)

Dès l'automne 1996, les discours médiatiques ont fait émerger la Commission d'experts, et ses travaux à venir, sur l'arrière-plan d'une *méconnaissance du passé, constitutive de la collectivité nationale suisse et de sa cohésion*. En conséquence, ses recherches n'ont pas seulement été considérées comme un moyen de combler une *carence de connaissances*. Elles ont communément été présentées comme l'expression d'un *travail identitaire*, censé permettre à la Suisse de « *dépasser les vicissitudes historiques* » qui la harcelaient en raison des actions commises en son nom au cours de la Seconde Guerre mondiale. Avant même que la Commission soit composée, ses travaux étaient donc chargés de produire une *représentation* de cette période, qui devait *réconcilier* la Suisse avec son propre passé. Dès lors, la confiance – dont les chercheurs et leurs récits historiques devaient bénéficier – n'était pas considérée comme une question technique. *Il ne s'agissait pas uniquement de garantir la validité scientifique d'une analyse, mais d'assurer la capacité de celle-ci à réaliser un travail identitaire*, visant à élaborer une image de la Suisse crédible, pour ses membres et pour ses interlocuteurs étrangers.

Ces discours ont mis en évidence la portée identitaire des relations entre la Suisse et son passé. Du même coup, ils ont fait émerger la crédibilité de la Commission et de ses recherches comme un enjeu central, affectant directement la cohésion de la collectivité nationale suisse et son image dans le monde. Cette mise en perspective permet de mieux comprendre l'importance que les quotidiens suisses ont attribuée à la procédure d'élimination des divergences, au cours de laquelle les deux chambres du Parlement se sont renvoyés le texte de l'arrêté fédéral urgent instituant la Commission.

Le Nouveau Quotidien lui a même consacré le titre principal de son édition du 28 novembre 1996 : « *Fonds juifs : le travail des historiens déjà en péril* ». Le sous-titre explicitait la menace qui pesait sur le travail des experts : « *Le Conseil des États ouvre de vastes possibilités de recours, qui pourraient ôter du crédit au travail de la commission d'experts* ». Alarmiste, l'article estimait que ces mesures risquaient de mettre à mal l'aggiornamento de l'histoire suisse^x :

Chaque fois que la Suisse affirme vouloir faire toute la lumière sur les avoirs déposés dans ses coffres par les nazis et leurs victimes, elle trouve un moyen de jeter un nouveau voile d'opacité sur son passé. Et loin de permettre enfin un travail dépassionné, crédible, le vote d'hier du Conseil des États sur la création d'une commission d'experts va renforcer le soupçon pesant sur les autorités helvétiques.

Par trente voix contre sept, les sénateurs – pour moitié juristes ou avocats – ont ouvert une voie de recours royale à tous ceux qui voudront préserver leur anonymat, empêcher l'accès à certaines pièces, ou simplement saboter le travail des historiens. Le 30 septembre, le Conseil national avait voté un texte bien plus restrictif limitant les recours à l'obligation de conserver les documents et de les laisser consulter. Dans la version corrigée hier, c'est tout le champ de l'arrêté urgent qui peut être contesté jusqu'au tribunal fédéral, voire à la Cour européenne des droits de l'homme. Bonjour les procédures ! [...]

Sur une ligne parallèle, le *Journal de Genève* rapportait les arguments des députés qui s'étaient opposés à ces mesures, considérées comme l'expression d'un « juridisme étroit », ouvrant la voie à une forme de « censure », exercée à l'encontre des travaux historiques^{x1} :

Plusieurs sénateurs ont dénoncé le juridisme étroit de cette proposition, craignant qu'elle ne soit perçue comme une forme de censure à l'étranger, et qu'elle ne retarde les

travaux des experts par des recours dilatoires. Le Tessinois radical Dick Marti a souligné que « les scrupules juridiques de certains étaient très honorables, mais inopportuns. Le problème est politique et l'enjeu est énorme ». Sa collègue de parti, la genevoise Françoise Saudan l'a soutenu, estimant que le Conseil des États pendrait une « grande responsabilité » en maintenant une divergence avec le National. [...]

Pour Christiane Brunner, cet élargissement du droit de recours – qui rend possible l'intervention de particuliers, de banquiers par exemple – ouvre la voie à une censure préalable des travaux et risque de paralyser les recherches des experts si les recours venaient à se multiplier. Par ailleurs, comme l'a relevé le fribourgeois Pierre Aeby, le Conseil fédéral aura tout l'heur de supprimer des données personnelles avant la publication du rapport conformément à l'intérêt général. [...]

Une semaine plus tard, les quotidiens revenaient sur ces débats, pour annoncer la décision finalement prise par le Conseil national à ce sujet. Manifestement soulagé, le *Journal de Genève* (5.12.96) titrait : « *Fonds juifs : le Conseil national fait primer le politique sur le formalisme juridique* » :

L'unanimité régnait hier au Conseil national sur la question de l'arrêté fédéral instituant une Commission d'experts chargés de faire toute la lumière sur les fonds en déshérence. Faisant primer l'intérêt politique ou « national » sur un juridisme strict, la Chambre du peuple a refusé d'étendre à tous les litiges les possibilités de recours dans le cadre de cette recherche, comme l'avait décidé le Conseil des États mercredi dernier. Cette décision aurait notamment pu permettre à des banquiers de contester la mention de références personnelles dans le rapport de la Commission d'experts. Le Conseil des États doit ainsi revoir sa copie avant la fin de cette session.

Au nom de la commission juridique, Lili Nabholz (PRD/ZH) et Nils de Dardel (PS/GE) ont qualifié d'« erreur politique majeure » la proposition du Conseil d'État [sic]. Le travail des experts risque d'être retardé ou même paralysé si des recours sont possibles avant la publication de leur rapport. Or il faut qu'ils puissent mener leurs recherches avec la diligence et l'indépendance indispensables à l'établissement de la vérité historique.

Ainsi, la Commission Indépendante d'Experts a été constituée au gré de débats, émaillés de péripéties juridiques. Le déroulement de cette discussion a configuré une situation dans laquelle l'« *établissement de la vérité historique* » était communément considéré comme un « *enjeu politique* », faisant émerger des questions extrêmement complexes. Ces problématiques étaient synthétisées sous une forme saisissante par l'éditorial que Gérard Delaloye a signé, dans *Le Nouveau Quotidien*, au lendemain de la nomination des membres de la Commission. Pour introduire un propos résolument optimiste, il commençait par se réjouir de la composition de cette dernière^{xii} :

Justice sera enfin rendue aux victimes et les jeunes de l'an 2000 sauront tout des pages sombres de notre histoire ! C'est la première impression qui vient à l'esprit en examinant la composition de la commission désignée hier par le Conseil fédéral pour élucider la sinistre et douloureuse affaire dite des fonds juifs qui, depuis des décennies, pèse sur la Suisse. Les personnalités choisies, dans la diversité de leurs spécialités et de leurs origines, devraient être garantes du bon déroulement d'une recherche qui s'annonce difficile et complexe. [...]

Après avoir souligné le caractère exceptionnel d'une telle démarche, mettant directement en cause d'anciennes élites encore en vie, le texte revenait aux difficultés de la recherche, « *d'ordre historique, juridique et politique* » :

- Historique, parce que les chercheurs vont devoir errer dans un univers où les morts et les disparus ont été emportés par une machinerie, la solution finale du problème juif voulue par Hitler, dont les bourreaux ont soigneusement fait disparaître les traces.
- Juridique, parce qu'il en va du respect de la propriété privée, du droit successoral et du respect du secret bancaire. Pour compliquer les choses, ces problèmes

chevauchent des droits différents appliqués dans des pays qui, par exemple, avaient aboli certaines formes de la propriété privée. De surcroît, même si le Parlement a levé le secret bancaire en ce qui concerne le champ d'investigation de la commission, il serait tout de même étonnant que les banques ouvrent leurs portes toutes grandes. Les historiens devront conquérir leur territoire pouce par pouce.

- Politique, parce que l'on commence à comprendre où se situent les blocages. Et curieusement, ces blocages se trouvent moins dans les années quarante où l'antisémitisme suisse [...] important dans la classe dirigeante ne tranche que peu avec celui des autres pays. [...] Non, les blocages suisses sont plus tardifs et d'autant plus inexplicables. Pourquoi, par exemple, en 1962 lors du vote du premier arrêté fédéral sur les avoirs en déshérence, a-t-on dissimulé les accords bilatéraux préexistants ? [...]

Suite à cette énumération des difficultés qui attendaient la Commission Indépendante d'Experts, Gérard Delaloye revenait sur sa composition, pour conclure en estimant que la personnalité de son président lui permettrait de surmonter ces obstacles :

Nous sommes certains que, appelé à une tâche ardue en raison de sa vieille passion pour l'histoire économique, Jean-François Bergier démêlera avec autant de talent l'écheveau des comptes bancaires que celui des voies alpines au Moyen Age. S'il parvient aux mêmes résultats, l'affaire des avoirs en déshérence sera vraiment élucidée.

Cette note optimiste n'a cependant pas mis un terme à l'intense débat polarisé autour de la Commission Indépendante d'Experts et de ses travaux. Une fois la Commission constituée et composée, la problématique de sa crédibilité et de la validité de ses recherches a été déclinée sous une nouvelle forme, plaçant au cœur de l'attention la *configuration des relations* entre la Commission et le pouvoir politique qui l'avait mandatée. Cette problématique a notamment été soulignée, de manière répétée, par plusieurs historiens. Ceux-ci s'accordaient généralement pour considérer que l'histoire suisse contemporaine, et en particulier celle de la Seconde Guerre mondiale, comportait de graves lacunes qu'il convenait de combler. En revanche, plusieurs d'entre eux critiquaient la procédure de recherche retenue par le Conseil fédéral, consistant à confier cette tâche à une Commission unique.

Ces arguments et leur polarisation ont été déployés de manière particulièrement explicite au cours d'un « *Débat sur les fonds juifs* », organisé par le Journal de Genève et Gazette de Lausanne (JdG/GdL), le 10 septembre 1997. A cette occasion, trois historiens – Jean-Claude Favez, de l'Université de Genève, Hans-Ulrich Jost, de l'Université de Lausanne et Georg Kreis, de l'Université de Bâle et membre de la Commission Indépendante d'Experts – ont notamment évoqué leurs appréciations sur la manière dont les autorités politiques avaient traité ce problème historique²⁴. Au fil de son développement, cet échange s'est donné pour arrière-plan une situation dont la configuration correspondait, dans les grandes lignes, à celle qui prévalait une année auparavant dans les médias. Les intervenants se rejoignaient pour déplorer les carences de l'histoire suisse contemporaine. Ils signalaient alors leurs conséquences pour les décisions politiques et administratives, prises par des autorités chargées de représenter un pays, alors qu'elles méconnaissent son passé. Plus encore, les uns et les autres s'accordaient pour considérer cette lacune comme une caractéristique identitaire, constitutive de la Suisse (Fricker et al., 1997 : 252-254).

²⁴ Une transcription de ce débat a été publiée en conclusion d'un ouvrage collectif (Fricker et al 1997 : 251-263). L'avocat et professeur de droit Daniel Guggenheim a également participé à cette discussion, mais il n'est pas intervenu dans les échanges concernant la recherche historique et les travaux de la Commission Indépendante d'Experts.

A ce sujet, Georg Kreis signalait que les travaux qui s'efforçaient d'étudier la « coopération de la Suisse avec le III^e Reich » s'étaient jusqu'alors heurtés à « l'idéologie politique de la neutralité », qui empêchait la Suisse de « perd[re] son innocence ». Jean-Claude Favez surenchérisait à ce sujet en notant que « [l]a raison qui nous a permis de croire que nous pouvions être neutres tout en participant aux affaires du monde se trouvait dans l'image que nous avons de nous-mêmes, dans l'idée que l'aide humanitaire représentait la véritable mission de ce pays ». De son côté, Hans-Ulrich Jost épinglait une « doxa historique, contrôlée, ou tout au moins influencée, par les institutions officielles, encadrées par la politique. Cette dernière a une grande responsabilité quant au décalage entre ce qu'on pouvait savoir et ce qu'on a diffusé en tant qu'Histoire ». Plus précisément, il s'en prenait aux « politiciens » accusés d'avoir instrumentalisé les récits historiques, notamment pour justifier la neutralité suisse durant la Seconde Guerre mondiale : « [...] dès 1944, nous avons érigé la neutralité suisse en tant qu'identité et pureté absolue. Ce n'est plus une interprétation historique, mais un discours dogmatique sur l'histoire qui va déterminer en grande partie notre politique extérieure ». Pour conclure, il précisait :

L'instrumentalisation de la neutralité n'était qu'un exemple. Retournons à la question morale. La Suisse avait besoin de cette image d'innocence. Elle avait besoin de la neutralité, non seulement afin de jouer ce jeu d'adhésion / non adhésion à une organisation en fonction de sa rentabilité, mais parce qu'elle servait également à défendre le secret bancaire.

Sur cet arrière-plan, la question « des fonds juifs et de l'or nazi » n'apparaissait plus comme une affaire historique ou politique, mais comme un enjeu identitaire. Suite à ces interventions, les journalistes remarquaient ainsi : « [o]n voit que derrière les fonds en déshérence se pose une question essentielle sur la nature de la Suisse » (idem : 254). Au cours de la discussion, cette interrogation s'est alors déployée au fil de quelques échanges consacrés à la Commission indépendante d'experts. A ce sujet, cette discussion indique un net déplacement de problématique. Neuf mois après la constitution de la Commission Indépendante d'Experts, ses travaux apparaissaient toujours comme un enjeu politique et identitaire et leur *crédibilité* restait au cœur des discussions. Sur ce point cependant, les positions ne se polarisaient plus autour de sa composition ou de ses prérogatives. Cette discussion faisait plutôt émerger la problématique des relations entre le travail politique et la recherche historique²⁵.

Ces questions sont apparues de manière particulièrement sensible au gré des critiques adressées par Hans-Ulrich Jost et Jean-Claude Favez à l'encontre de la Commission Indépendante d'Experts. Le premier a très explicitement indiqué que, selon lui, le problème ne résidait ni dans le « mandat », ni dans la *composition* de la Commission, mais dans l'organisation et la communication du travail scientifique (idem : 259) :

[...] En créant un groupe de travail fermé avec peu de contrôle public, le Conseil fédéral n'a pas choisi une organisation conforme à la pratique historique actuelle. Celle-ci se fait, aujourd'hui, de manière générale, dans le cadre d'une vaste collaboration professionnelle et scientifique, avec la participation de tous les historiens qui le souhaitent. Avec la commission Bergier, ce n'est pas le cas.

Cette piste a été reprise et approfondie par Jean-Claude Favez, qui est intervenu pour signaler qu'il existait des alternatives à la procédure retenue par le Conseil fédéral (idem : 260) :

²⁵ Ce passage concernant la Commission Indépendante d'Experts et ses travaux (idem : 258-261) est présenté en annexe 30. Les lignes qui suivent n'en présentent pas une analyse à proprement parler. Elles se contentent de relever superficiellement les modalités de constitution interactive d'une polarisation, articulée autour de la configuration des relations entre le pouvoir politique et les recherches historiques.

[...] En ce qui concerne la Commission Bergier, j'ai toujours été contre sa création. Il aurait fallu prendre modèle sur le Fonds national de la recherche scientifique, c'est-à-dire stimuler les recherches avec de plus grands moyens et en faisant appel à des historiens étrangers. [...] On pouvait parfaitement décider que le problème de la Suisse dans la Deuxième Guerre mondiale devenait un domaine qui ferait l'objet d'un effort des autorités. On aurait pu y injecter 20 millions de francs et lancer un appel d'offres mondial. L'administration a eu peur de perdre le contrôle de ce système. Et Berne a cédé à la pente qui avait déjà été celle du rapport Bonjour sur la neutralité suisse.

Appelé à « *préciser [son] objection de principe sur l'existence d'une telle commission* », Jean-Claude Favez a explicité les problèmes inhérents à la procédure retenue par le gouvernement :

Son but est discutable et ses résultats sont dès le départ contraints. La Commission ne pourra pas venir en disant « nous n'avons rien trouvé ». Or, lorsqu'on commence une recherche, on n'est jamais sûr qu'elle mène quelque part. Que voulait-on, une commission politique ? Alors, on ne prétend pas au travail scientifique. C'est pourtant ce qui est dit, quand bien même l'on sert un but politique. C'est cela qui me gêne.

Près d'un an après avoir été interrogé par le *Corriere del Ticino* – à l'époque comme président potentiel de la Commission – Georg Kreis est intervenu dans ce débat « *[e]n tant que membre de la Commission Bergier* ». A ce titre, il s'est insurgé contre les critiques de ses collègues. Il a alors partiellement repris son argument concernant la composition de la Commission : « *Je pense que le choix des personnes offre une garantie* ». Cependant, il a surtout souligné que la Commission conduisait ses recherches de manière autonome : « *Notre travail s'effectue selon les règles scientifiques et de façon professionnelle* ».

Sur cette piste, il s'est principalement attaché à contrer toutes les critiques qui interrogeaient la *crédibilité* des travaux de la Commission – que ce soit parce que ses résultats seraient fondés sur des documents auxquels seuls les membres de la Commission auraient accès ; parce que l'avancement de son travail ne bénéficierait que d'un contrôle public marginal ; ou parce que l'institution de la Commission et les procédures retenues pour publier ses résultats prêtaient le flanc au soupçon d'une histoire officielle, voire pilotée politiquement. Pour répliquer à ces critiques, Georg Kreis a déployé une réponse articulée en deux volets.

D'un côté, il a qualifié de « *procès d'intention* » toutes les insinuations suggérant que les résultats des recherches seraient automatiquement biaisés, parce que produits dans un contexte politiquement tendu :

Vous jugez [la Commission Bergier] trop autoritaire ? Peut-être est-ce vrai pour le choix des personnes. Vous laissez également entendre qu'il y a des pressions. Bien sûr qu'il y a des attentes et que celles-ci sont parfois très fortes. Penser qu'elles auront un effet automatique sur le produit de notre recherche est malveillant !

De l'autre, il a souligné que le rapport final de la Commission ne mettrait pas un terme au processus de recherche. Au contraire, il l'a présenté comme un moment d'ouverture sur un large débat public, susceptible d'être alimenté par les recherches ultérieures, fondées sur les archives étatiques qui seraient mises à disposition de tous les chercheurs :

Je considère ce travail comme un début. Tout le monde sait qu'il n'est pas possible d'émettre une conclusion définitive. Il y aura un contrôle parfaitement démocratique. Dans une première phase. On jugera nos conclusions sur la base de notre argumentation fondée sur une documentation déclarée. Dans une deuxième phase, l'État doit, pour le moins, rendre accessibles ses propres documents à tout le monde.

De la sorte, Georg Kreis a articulé, sous une forme discursive et explicite, l'approche que la Commission Indépendante d'Experts s'est efforcée de déployer tout au long de ses travaux. En effet, ses interventions – ses rapports intermédiaires, son rapport final, les prises de position de ses membres et, plus largement, l'organisation de leur travail – se sont caractérisés par leur souci de manifester l'indépendance de leurs auteurs.

Ces quelques exemples indiquent que la configuration du travail historique en tant que réponse définitive à un enjeu politique et identitaire n'était pas le produit de discours isolés, émergeant à la faveur d'événements ponctuels. Au contraire, ces attentes ont pris forme dès la constitution de la Commission Indépendante d'Experts, puis elles ont soulevé des discussions qui ont accompagné l'ensemble de son travail. Ces débats ont fait émerger la question de la *crédibilité* du travail de la Commission à l'articulation de la *représentation* du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale et de la *constitution* de la collectivité nationale. Au fil de ces controverses, les questions épistémologiques, théoriques et méthodologiques – habituellement confinées dans les disputes techniques de spécialistes – ont été constituées comme des *enjeux publics*, comportant une portée politique susceptible d'engager la collectivité nationale et d'affecter son identité.

La Commission Indépendante d'Experts résiste au marketing politique

La controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » a été polarisée et orientée de telle sorte que chaque prise de position apparaissait comme l'élaboration d'une conception de la recherche historique, de sa portée politique et de ses conséquences identitaires. En la matière, la Commission Indépendante d'Experts s'est distinguée par des prises de position dont la netteté et la constance indiquent, en contre-champ, la prégnance des discours divergents. Elle s'est efforcée, tout au long des discussions, de manifester très explicitement son indépendance à l'égard des autorités politiques et administratives, qui concentraient leurs efforts pour préserver la réputation de la Suisse.

Ainsi, la Commission a apporté un démenti pratique à toutes les critiques qui lui reprochaient un manque d'indépendance, affectant la fiabilité et la crédibilité de ses recherches. Dans le même mouvement, elle a systématiquement marqué ses distances face aux attentes d'un récit unifié et unificateur, constituant l'aggiornamento définitif de l'histoire suisse de la Seconde Guerre mondiale, comme l'a montré l'incident survenu lors de la Conférence de Washington (8.1.2, *supra*). Cette résistance, constamment opposée à toutes les tentatives d'instrumentalisation politique de son travail, a progressivement dessiné les contours d'une alternative à la configuration d'un collectif affecté par un *problème d'image* et à l'orientation des mesures de *marketing politique* censées y remédier. Plus précisément, elle a contribué à l'élaboration de ce qui apparaît, rétrospectivement, comme la « responsabilité morale », à l'affinage de sa *panoplie interprétative* (4.2.4, *supra*) et à l'intelligibilité de sa *position* (6.2, *supra*).

Dès les premières semaines d'existence de la Commission, de nombreux discours politiques et médiatiques tenaient pour acquis que le travail historiographique pouvait être considéré comme un volet du *marketing politique*, chargé de mettre un terme aux controverses et de restaurer la cohésion de la collectivité nationale. L'émergence et la stabilisation de cette configuration ont conféré un relief particulier à la première intervention publique du président de la Commission Indépendante d'Experts, Jean-François Bergier^{xiii}. A cette occasion, ce dernier a en effet précisé que sa Commission « s'efforcera de rechercher la clarté », mais qu'« [e]n tant qu'historien, il n'aim[ait] guère le mot 'vérité' ». Il s'est ainsi nettement démarqué des propositions d'identification qui mobilisaient l'expertise pour dessiner l'horizon d'une clôture définitive des polémiques. A l'inverse, il s'est efforcé de présenter les résultats de la recherche historique

comme des instruments de clarification, constitutifs du débat public, qu'ils avaient même pour fonction d'animer et de stimuler²⁶.

Ce positionnement du discours historique en tant qu'aiguillon du débat public est devenu un leitmotiv des travaux de la Commission²⁷. Ainsi, dès le premier paragraphe de son intervention à la Conférence de Londres sur l'or, elle s'est démarquée de l'établissement d'une vérité factuelle, pour s'assigner un effort de clarification, présenté comme une contribution à l'orientation d'un large débat (CIE, 1997 : 1) :

Ce document propose [...] pour la clarté du débat, des définitions précises des différentes catégories d'or que l'Allemagne a mises sur le marché international.

Dans la même veine, la CIE a très explicitement présenté son premier rapport intermédiaire consacré à *La Suisse et les transactions sur l'or pendant la Seconde Guerre Mondiale* comme une contribution à une controverse publique, caractérisée par une polarisation émotionnelle de positions divergentes. La Commission en faisait même le pivot de son paragraphe introductif : (CIE, 1998 : 12) :

Le présent rapport intermédiaire traduit la détermination de la Suisse à examiner sans réserve son histoire à l'époque de la Seconde Guerre mondiale et à analyser ses relations avec le régime national-socialiste allemand. Ce travail d'envergure a été entrepris afin de faire la lumière sur ce chapitre complexe du passé de la Suisse et de permettre à celle-ci d'assumer sa responsabilité et d'assurer la restitution des biens et des valeurs dont seraient encore privés aujourd'hui leurs propriétaires légitimes. Au-delà de cet objectif précis, ce rapport doit concourir à promouvoir un débat constructif et libre de préjugés sur une période si controversée de l'histoire suisse.

Tout au long de son travail, la CIE n'a d'ailleurs jamais cessé de réitérer cette conception de l'histoire, qui animait ses recherches et ses rapports. Dans l'avant-propos à son *Rapport final*, elle affichait clairement sa volonté de se détacher de toute identification fusionnelle au passé, pour écrire une histoire constitutive d'un public pluriel et pluraliste (CIE, 2002 : 8) :

Le présent rapport de synthèse présente les principaux résultats et en esquisse le contexte. [...] Pareil ouvrage peut se lire de diverses façons et se prêter à des fins multiples.

Comme si la CIE avait peur de ne pas être entendue sur ce point, elle y revenait, pour en faire un fil conducteur de sa conclusion. Dès les premiers paragraphes de cette dernière, elle précisait ainsi son projet de pluraliser les images et les mises en récit de la Suisse pendant et après la Seconde Guerre mondiale (idem : 474) :

Notre projet n'a pas été de simplement tendre un miroir afin de saisir l'image de la Suisse pendant et après la guerre à partir d'une autre perspective temporelle. Il a plutôt été de reconstruire l'image en assemblant des faits fragmentaires. Une image qui, infailliblement, s'est écartée de celle que la Suisse s'était faite d'elle-même au fil des années. Remettre celle-ci en question s'imposait, par une lumière portée sur tout ce qui avait été oublié ou tu. Il était temps d'ailleurs, après cinquante ans, deux générations, de retrouver la réalité d'un âge avant que n'aient disparu tous ceux qui le vécurent. [...] Notre devoir [...] a consisté à inscrire la réalité entre deux clichés : celui du petit pays neutre complètement encerclé dès 1940 par l'Axe mais que sa volonté de se défendre réussit à préserver ; et à l'inverse celui d'une nation de

²⁶ Cette orientation de l'expertise, en tant que processus temporel ouvert, a été mise en évidence et analysée au cours d'une étude comparative, menée avec Alain Bovet (Bovet & Terzi, à paraître).

²⁷ Ces paragraphes reprennent des questionnements et des réflexions dont une première mouture a été esquissée lors d'une série de trois interventions présentées dans le cadre du séminaire « Civilités mondiales » (CERI-Sciences-po), animé par Ariel Colonomos.

banquiers véreux dont le seul souci fut de faire de l'argent sur le désastre humain et matériel des nations entraînées dans la guerre.

Plus loin, cette analyse de l'histoire suisse était nettement distinguée du récit focal, unifié et unificateur, auquel la collectivité helvétique était, par avance, appelée à s'identifier. La Commission Indépendante d'Experts présentait ses recherches comme une contribution à une tâche interminable. Elle instituait une perspective pour laquelle les historiens sont chargés d'élaborer une pluralité de récits, constitutifs d'une variété de publics et d'interprétations, dont la validité est nécessairement temporaire. Autrement dit, elle refusait très explicitement de répondre aux attentes pressantes, qui lui assignaient la tâche d'établir une version irrévocable de l'histoire suisse, mettant un terme définitif aux divergences et aux controverses. Au contraire, au moment de mettre un point final à son travail, la Commission souhaitait explicitement qu'il soulève de nouvelles discussions et qu'il suscite de nouvelles enquêtes (idem : 501) :

De l'historien le public attend qu'il raconte, mais que son récit fasse sens. En d'autres termes, qu'il avance une interprétation. Celle ou plutôt celles que nous avons proposées dans une série d'Études monographiques et dont cet ouvrage fait la synthèse nous sont apparues aujourd'hui les plus raisonnables. Elles ne sont en aucun cas ni une vérité d'État (notre commission était indépendante) ; ni une vérité définitive. Une recherche historique ne s'achève jamais ; et moins encore lorsqu'elle atteint une telle ampleur.

Nous offrons donc nos résultats au débat. Nous comptons que celui-ci soit objectif et serein. Nous espérons aussi stimuler de nouvelles recherches. Nous croyons avoir comblé quelques lacunes du savoir et avoir approfondi bien des aspects. Peut-être qu'en suggérant ce qui reste à faire, nous sommes aussi fidèles à notre mandat ?

La Commission a interprété le mandat *politique* qui lui était conféré, comme un appel à stimuler un débat libre et démocratique, c'est-à-dire à *institutionnaliser le conflit* autour de l'histoire suisse. En conséquence, elle n'a pas réservé ses travaux à quelques spécialistes. Au contraire, elle les a destinés à l'ensemble d'une collectivité politique, dans sa diversité. Ainsi, aux côtés des historiens, des juristes ou des économistes, et des autorités politiques, elle invitait explicitement l'ensemble des citoyens à participer aux discussions sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

La Commission a manifesté la diversité des publics qu'elle interpellait, par le pluralisme des lectures appelées par ses rapports. En effet, elle a mis ses recherches en intrigue de telle sorte que, pour suivre l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, il faut régulièrement changer de point de vue. Il faut alterner les perspectives des réfugiés juifs refoulés à la frontière, des autorités politiques qui décidaient de les renvoyer, de l'historien qui relate ces événements rétrospectivement, etc. Ainsi, ces analyses constituent une multiplicité de perspectives qui se dérobent sitôt que le lecteur pourrait s'y installer. Par leur écriture même, elles le bousculent, lui interdisant de s'identifier à un point de vue privilégié. Cette narration se donne donc un public *excentré* et *déplacé*, invité sans cesse à modifier son approche d'un phénomène, à diversifier les échelles de grandeur prises en considération pour en rendre compte, à multiplier les principes invoqués pour l'évaluer.

Cette décentralisation du récit, de sa production et de ses publics prévient toute identification fusionnelle. Elle refuse de servir de fondement identitaire, que ce soit pour célébrer l'héroïsme de ses autorités politiques et militaires passées, ou pour dénoncer leurs actes. En revanche, ces récits appellent explicitement à un *devoir de responsabilité* d'une nation démocratique, à la fois envers elle-même et envers la communauté internationale dont elle fait partie. La Commission l'a clairement souligné dans un paragraphe conclusif, intitulé « *Restitution de la mémoire* ». Elle insistait alors sur les conséquences morales et politiques de ce récit historique, pour une collectivité politique, explicitement appelée à exercer son devoir de responsabilité (idem : 499-500) :

Une nation démocratique, ses dirigeants, ses acteurs et ses citoyens sont responsables à la fois envers le pays lui-même et envers la communauté internationale dont ils font aussi partie. [...]

L'une des formes de cette responsabilité retrouvée, c'est la restitution. Restitution matérielle : c'est une condition nécessaire, mais non suffisante. Car la restitution, c'est aussi celle de la mémoire. Et la mémoire est une justice rendue à toutes les victimes. Et surtout un service rendu à toute la collectivité. A la Suisse, qui doit savoir son histoire pour assumer aujourd'hui et plus tard sa responsabilité et qui doit orienter son destin, ses politiques, en connaissance de cause. A la collectivité internationale qui était en droit de demander des comptes et qui l'a fait avec fermeté. La mission de la Commission était là : retrouver derrière une légende rose et une légende noire une réalité moins simple, en nuances d'ombres et de lumières. C'est ce que les études que nous avons conduites et cette synthèse proposent, à travers la narration des faits et une interprétation ouverte au débat ; avec une invitation à de nouvelles recherches.

Le travail de la Commission Indépendante d'Experts et les controverses qu'il a soulevées sont d'une telle ampleur, qu'il est impossible d'en rendre compte par quelques citations isolées. Les paragraphes qui précèdent se contentent d'indiquer que la Commission a déployé, durant toute la durée de son mandat, une conception particulière de l'histoire, c'est-à-dire du travail de *représentation* de la Suisse et de son passé. Elle a institué ses récits comme des contributions à l'enquête publique consacrée au passé de la Suisse. Elle a organisé et orienté cette procédure en s'efforçant de constamment mettre en scène son indépendance. Cette dernière a notamment été incarnée par une *écriture pluraliste et décentrée* – qui retrace le destin des réfugiés en multipliant les points de vue, comme le fait le deuxième rapport intermédiaire (CIE, 1999) – ou par des *interventions déplacées* – qui évoquent le timbre « J » lors de la Conférence de Washington consacrée à l'art volé (8.1.2, *supra*). Ce refus délibéré d'élaborer une quelconque *vérité définitive*, censée mettre un terme aux controverses, s'est manifesté par une interrogation systématique des *frontières* et des *clôtures* du travail historiographique, habituellement tenues pour acquises.

D'une part, les travaux de la Commission Indépendante d'Experts ont interrogé la possibilité de rendre compte du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale par un récit enserré dans les limites des *frontières nationales*²⁸. Cette opération est particulièrement explicite dans ses deux premiers rapports intermédiaires, consacrés aux *transactions sur l'or* et à la *politique des réfugiés* (CIE, 1998 ; 1999). Ces récits retracent le rôle de la Suisse durant la guerre au gré de la *circulation* d'objets (de l'or) et de personnes (des réfugiés) au fil du temps et à travers l'espace. Ils constituent les frontières non comme des *barrières* qui délimitent l'espace et bornent l'histoire, mais comme des points de *passage*, dont le *franchissement* alimente la dynamique narrative. De la sorte, ces discours organisent la scène d'une histoire suisse inscrite (spatialement et temporellement) dans une histoire continentale, laquelle se développe sans discontinuité par-delà les frontières nationales²⁹.

²⁸ Les lignes peuvent être lues comme une respecification empirique de « la 'crise' de l'histoire » dont Gérard Noiriel a mis au jour les enjeux épistémologiques et théoriques (Noiriel, 1996).

²⁹ A ce sujet, la Commission se faisait particulièrement explicite dans son introduction au rapport sur les réfugiés : « *Faisant partie intégrante du concert des États européens, la Suisse est touchée par ces événements au même titre que ses voisins : Allemagne, France, Italie, Autriche et Principauté du Liechtenstein* » (CIE, 1999, 13). Cette inscription de la Suisse dans le « *concert des États européens* » ne relevait pas uniquement de la narration historiographique. Cette opération contribuait également à une controverse contemporaine, extrêmement virulente, suite au refus de la Suisse d'entrer dans l'Espace Économique Européen, en décembre 1992.

D'autre part, la Commission indépendante d'experts a mis en cause les *clôtures temporelles* de la recherche historique. Ses interventions ont systématiquement présenté cette dernière comme un processus interminable, au cours duquel chaque *clarification* relance un débat, dont l'orientation appelle de nouvelles recherches. Elle n'a donc pas endossé le rôle qui lui était assigné par les discours élaborés dans le prolongement des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz. Ceux-ci tenaient pour acquis que les recherches historiques marqueraient un point d'arrêt définitif aux revendications et aux controverses. Dans cette perspective, leurs résultats étaient considérés comme les points d'appui d'une vaste opération de *communication*, chargée de restaurer la cohésion de la collectivité nationale. Les rapports de la Commission se sont explicitement émancipés de ce *marketing politique* et de ses impératifs, pour dessiner les contours d'une *politique de la responsabilité*. Ils n'ont pas établi une histoire définitive, substantifiée, incorporant la réputation, l'honneur et l'identité d'un collectif chargé de les défendre. Au contraire, ces études ont tâché de mettre en forme une collectivité morale, qui s'auto-constitue par un travail de représentation. Plus précisément, la Commission a présenté ses recherches comme l'amorce possible d'une dynamique d'enquête sans fin, au gré de laquelle chaque *retour en arrière* pourrait s'ouvrir sur un *retour sur soi*, dont l'accomplissement inviterait à approfondir l'élucidation du passé, et ainsi de suite.

A vrai dire, ce travail d'ouverture des *frontières* et des *clôtures* déployé par la Commission n'a été doté d'aucune *efficacité pragmatique* par le développement des discussions. D'une part, l'opération de *critique narrative* des frontières nationales a largement été rejetée. En effet, les récits de la Commission ont été violemment mis en cause, précisément parce qu'ils rendaient sensible *l'implication de la Suisse* dans le déroulement de la guerre, ouvrant ainsi la possibilité d'interroger jusqu'à quel point et à quel titre la Suisse avait été partie prenante dans le conflit. Or, dans la perspective constituée par les controverses soulevées suite aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, ces interrogations apparaissaient précisément comme ce qui nuisait à *l'image* de la Suisse, c'est-à-dire comme la *source même* du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». De ce point de vue, le travail de la Commission apparaissait donc comme un *acte de trahison*³⁰.

D'autre part, force est de constater que le travail de la Commission n'a pas suscité, alimenté et orienté le vaste débat public « *objectif et serein* » qu'elle appelait de ses vœux. Au Parlement, les recherches de la Commission n'ont donné lieu à aucune discussion, la seule séance qui devait être consacrée au rapport intermédiaire sur les réfugiés ayant finalement été annulée^{xiv}. Dans les médias, les publications de la Commission ont soulevé de vastes polémiques. Cependant, leur déploiement a rapidement pris la forme d'une cérémonie de dégradation de la Commission et de ses membres. Certes, la Commission s'est efforcée d'élaborer un récit qui entendait dépasser les légendes « rose » et « noire » configurées au cours de la guerre froide. Cependant, cette approche du problème n'a jamais trouvé sa place dans le *conflit économique*, opposant les adversaires et les défenseurs de la Suisse, ordinairement mis en forme et tenu pour acquis par les discours politiques et médiatiques à partir du printemps 1997. Dans cette perspective, les interventions de la Commission ont même été considérées comme des actions nuisibles, qui ne faisaient qu'aggraver le problème d'*image* qui affectait la Suisse. De telle sorte que ces recherches n'ont pas débouché sur un large aggiornamento public de l'approche historique. Au contraire, elles ont suscité un affrontement qui n'a fait que raviver et durcir la confrontation entre les mémoires « officielle » et « communiste », héritées de l'immédiat après guerre (Dongen, 1997 : 211-222).

³⁰ Toute opération discursive établissant un lien quelconque entre la Suisse et l'Allemagne nazie était ordinairement considéré comme une *dénonciation* (cf. 4.2.1, *supra*), laquelle pouvait être modalisée de manière à apparaître sous les traits d'une *attaque* (cf. 4.2.2, *supra*).

Cette confrontation s'est cristallisée de manière exemplaire autour du second rapport intermédiaire, consacré à la politique des réfugiés. D'un côté, l'Union Démocratique du Centre a invité le Conseil fédéral à rejeter celui-ci avant même qu'il soit publié. Son conseiller national Ulrich Schlüer a même appelé le monde politique à accueillir cette recherche « *à coups de bâton* ». A l'opposé, des représentants de la gauche politique ont demandé que les autorités transforment ce document en manuel scolaire^{xv}. Par-delà leur opposition frontale, ces évaluations contradictoires du travail de la Commission se rejoignaient sur un point : toutes deux constituaient l'histoire – *i.e.* la représentation de la Suisse et de son passé – comme une entité substantive, associée à un point de vue absolu, instituant une clôture des controverses. Les uns proposaient de violemment rejeter une version du passé qui mettait à mal la mémoire de la Seconde Guerre mondiale, instituée par les commémorations de la « mobilisation générale » et portée par les « témoins de l'époque ». Les autres entendaient au contraire instituer le travail de la Commission en vérité officielle, distribuée gratuitement par le gouvernement dans les écoles, de manière à faire définitivement taire les versions héroïsées du passé qui prédominaient jusqu'alors. La première approche refusait purement et simplement d'entrer en discussion au sujet de la politique des réfugiés menée par la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. La seconde ne saisissait pas la recherche de la Commission comme une invitation à un approfondissement de l'enquête et des interrogations, mais comme un discours qui devait être traité comme une *version définitive*, par son institution au rang de manuel officiel. Ces deux approches se sont opposées frontalement sur le sort à réserver aux *énoncés* des rapports. La première les rejetait en bloc. La seconde les adoptait intégralement. En revanche, ni l'une ni l'autre n'ont endossé l'*énonciation* de la Commission, qui s'efforçait précisément d'élaborer une *proposition d'identification* qui résistait à de telles dynamiques fusionnelles.

L'insistance et la constance avec laquelle la Commission Indépendante d'Experts a fait valoir son indépendance, éclaire en contre-champ la configuration d'une situation dont l'horizon s'ouvrait sur l'attente d'une *absolutisation de l'histoire*. Les discours produits en réception des rapports de la Commission ont dépouillé ces derniers de toute efficacité pragmatique. En effet, les débats se sont entièrement concentrés sur leur contenu, interprété comme une rupture avec la *mémoire officielle*. D'un côté, des politiciens, des historiens et des citoyens – dont les prises de position ont communément été associées à la droite souverainiste et conservatrice – ont fermement rejeté le contenu des rapports, qu'ils considéraient comme l'expression d'une histoire « de gauche », nuisible pour l'image de la Suisse. De l'autre, des élus, des chercheurs et de lecteurs de journaux – dont les interventions ont ordinairement été identifiées à la gauche critique – se sont approprié le contenu des rapports pour en faire des slogans ou des dispositifs de revendication et de mobilisation.

Ainsi, les deux interprétations des rapports de la Commission ont convergé pour interrompre la dynamique de l'enquête. Certes, ces discours divergeaient en termes de contenus. En revanche, ils ont mis en forme des *propositions d'identification* qui présentaient de très nettes *similitudes formelles*. En effet, ces versions se rejoignaient pour traiter les *représentations* de la Suisse et de son passé comme des *propositions d'identification fusionnelle*, que la collectivité politique était invitée à endosser ou à rejeter intégralement. L'une comme l'autre, ont constitué l'histoire du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale comme un enjeu politique et identitaire, instituant une articulation directe de la recherche historiographique et du travail politique. De la sorte, ces interprétations ont constitué l'historiographie comme une activité tendue vers l'horizon d'une clôture des controverses, c'est-à-dire vers la constitution d'un point de vue focal, auquel la collectivité nationale était invitée à adhérer, pour restaurer sa cohésion.

Au croisement de cette double dynamique identitaire et fusionnelle, le discours de la Commission, appelant à un approfondissement de l'enquête, a été privé de toute efficacité pragmatique. Les rapports ont soulevé une controverse polarisée autour de leur contenu. De telle sorte que les opposants et les adhérents se rejoignaient pour constituer les analyses des experts comme un *point final*, comme une version définitive qu'il convenait de *rejeter* ou d'*adopter* en tant que telle. Les manifestations de rejet *et* d'adhésion ont donc *interrompu la dynamique de l'enquête* que la Commission entendait lancer, privant du même coup son discours d'efficacité et contribuant même à sa délégitimation. Dans sa *théorie de l'enquête*, John Dewey est très explicite sur ce point, lorsqu'il indique les conséquences de l'identification fusionnelle à une interprétation (Dewey, 1993 [1938] : 176) :

On a déjà noté incidemment la nécessité de développer les significations que contiennent les idées dans leurs relations réciproques. [...] Quand une signification suggérée est immédiatement acceptée, l'enquête s'arrête. Et la solution à laquelle on parvient, même si elle se trouve être correcte, est sans fondement ».

Les rapports de la Commission Indépendante d'Experts entendaient rompre avec la configuration d'un collectif affecté par un problème de réputation, constituée comme allant de soi au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Ils faisaient émerger la *collectivité suisse* sur la scène d'une enquête collective à laquelle une pluralité de publics étaient invités à prendre part, de manière à orienter l'organisation d'un horizon d'attente ouvert sur de nouvelles recherches, porteuses de controverses inédites. Ces analyses s'opposaient donc aux conceptions substantielles de la collectivité suisse, de son identité et de son intégration. Plus précisément, les rapports de la Commission n'analysaient pas l'histoire de la Seconde Guerre mondiale comme un enjeu politique constitutif de l'identité helvétique. Ils représentaient plutôt cette dernière comme une dynamique, ouverte à l'échelle du continent européen, au gré d'une enquête dont le déroulement articulerait chaque « *retour en arrière* » à un travail de « *retour sur soi* ».

Les rapports de la Commission Indépendante d'Experts se sont donc caractérisés par une *représentation* de la Suisse et de son passé – *i.e.* une élaboration de l'enquête, de l'historiographie et de la collectivité politique – qui rompait avec celle que les débats avaient jusqu'alors constituée comme allant de soi. En ce sens, il serait possible de considérer que les rapports de la Commission n'ont pas été privés d'efficacité pragmatique en raison de leur contenu, mais parce que ses *opérations discursives* constituaient une forme de *culture politique* (*i.e.* de constitution de l'État et de la collectivité nationale) qui s'opposait à celle ordinairement tenue pour acquise. Cette hypothèse éclairerait le cercle vicieux qui a caractérisé, depuis un demi-siècle, les débats consacrés au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale³¹. Le déroulement de ces discussions aurait constitué les analyses historiques comme des enjeux *politiques et identitaires*. Autrement dit, les diverses *représentations* de la Suisse et de son passé auraient progressivement été substantifiées, pour prendre la forme de propositions d'identification à des points de vue *absolus, définitifs* et donc *inconciliables*. De telle sorte que les réceptions qui leur sont réservées n'auraient d'autre alternative que de les endosser ou les rejeter intégralement, bloquant du même coup toute dynamique d'enquête.

³¹ A ce sujet, voir le paragraphe du prologue consacré au « retour du passé comme cercle vicieux : la paralysie de l'histoire ».

Les banques privées comme patrimoine constitutif de l'identité suisse

Il serait réducteur de confiner l'analyse du travail de *représentation* de la Suisse et de son passé à la seule configuration des relations entre la recherche historiographique et le travail politique. En effet, le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » montre que l'identité et la cohésion de la collectivité nationale ne sont pas seulement incorporées par une mise en forme du passé. Au fil de ces discussions, les pratiques discursives les plus ordinaires ont régulièrement tenu pour acquis que la Suisse pouvait être assimilée à *ses* institutions financières en général et à *ses* banques privées en particulier, lesquelles ont du même coup été instituées comme les *responsables politiques* de la prospérité nationale.

L'examen de ces opérations montrera que l'Association suisse des banquiers a été chargée de mettre un terme aux « attaques étrangères » et à l'« autoflagellation » qui ont émergé à la faveur du problème des « fonds en déshérence ». Il apparaîtra que ce procédé présente de nombreuses similitudes formelles avec le récit absolu que l'administration, la diplomatie et les experts étaient chargés d'élaborer afin de faire cesser les polémiques et les controverses relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. A la lumière de ce parallèle, il apparaîtra que les analyses menées jusqu'ici n'ont pas seulement mis au jour une identification substantielle, rendue par la formule « la Suisse est identifiée à une mémoire de la Seconde Guerre mondiale ». Elles ont plutôt observé et décrit une modalité ordinaire de constitution du collectif politique suisse, consistant à *représenter* la Suisse en l'*incorporant* à un point de vue focal, garant de l'image et de la cohésion nationales.

Dans une phase préliminaire de cette enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi », Benoît Montandon, Isabelle Paccaud et Xavier Schaller ont décrit comment les médias helvétiques rendaient compte du « rôle des institutions financières durant la Seconde Guerre mondiale » (Montandon et al., 1999). A l'arrière-plan du problème « des fonds juifs et de l'or nazi », ils ont mis en évidence le rapport problématique que la Suisse entretiendrait avec son rôle durant la Seconde Guerre mondiale en général et avec les activités des institutions financières durant cette période en particulier. Leur analyse plaçait, au fondement de la recherche, une distinction dichotomique, tenue pour acquise, entre une « *histoire officielle* » et une « *histoire [...] qui la remet en cause* », qu'ils caractérisaient par des traits antinomiques. Ils présentaient la première comme une histoire « *de la Suisse* » et « *des Suisses* », qui occultait le rôle « *des institutions financières* » et leurs activités. A l'inverse, ils décrivaient la seconde comme une « *histoire de la BNS et des banques pendant la Deuxième Guerre mondiale* », dont la vertu critique résidait dans le fait d'aborder de front la thématique tenue à l'écart par « *l'histoire officielle* ».

L'institution de cette dichotomie catégorielle, polarisée autour de l'histoire des institutions financières, était alors mobilisée pour identifier le positionnement des articles de presse consacrés à la question « des fonds juifs et de l'or nazi ». Dès lors que les médias ne traitaient pas directement « l'histoire des institutions financières », leurs discours pouvaient être assimilés à « l'histoire officielle ». En contre-champ, cette observation accomplissait la *prise de position* de l'analyse dans le débat. Dès son titre, celle-ci était explicitement focalisée sur « le rôle des institutions financières », ce qui la démarquait nettement de l'« histoire officielle ». Autrement dit, ce discours constituait une bipolarisation de l'historiographie suisse, dont il se servait à la fois pour *situer les articles de presse* et pour *prendre position* à leur sujet et donc dans le débat.

Pour élucider le traitement médiatique du rôle des institutions financières suisses durant la Seconde Guerre mondiale, ce texte avait commencé par mettre au jour le type d'histoire présentée par les médias. Il la présentait comme une « histoire officielle », en raison de son silence au sujet de la Banque nationale suisse et des banques privées. Puis, l'analyse traitait ce discours – et donc ce silence – comme une opération chargée de

défendre « *la politique suivie par les dirigeants de l'époque* ». Dans cette perspective, l'occultation du rôle des institutions financières apparaissait comme un *travail politique*, que l'analyse déclinait sur deux axes complémentaires. Sur son versant extérieur, ce non-dit assurait une ligne de front, chargée de répliquer « aux attaques américaines » et de différer les négociations avec les représentants des victimes de l'Holocauste qui avaient porté leur cause devant les tribunaux états-uniens. Sur son versant intérieur, cette occultation du rôle des institutions financières apparaissait comme une part constitutive de l'*identité suisse*.

Cette observation marquait un tournant de l'analyse. Elle établissait un lien entre la *recherche historique* (i.e. l'histoire officielle et son occultation du rôle des institutions financières), et le *travail politique* (i.e. les répliques et les manœuvres dilatoires exercées à l'encontre des dénonciateurs et des plaignants états-uniens). Parallèlement, elle indiquait que ces deux actions participaient à la *constitution identitaire* de la collectivité suisse (i.e. à la détermination du passé que les Suisses se reconnaissent). Autrement dit, ce raisonnement établissait un lien indissociable entre l'histoire, la politique et l'identité suisses. Il les articulait par le biais d'un *non-dit*, d'un *tabou* ou d'un *refoulement* autour duquel elles étaient constituées, à savoir le rôle des institutions financières durant la guerre, dont le secret était gardé par l'histoire officielle. Plus précisément, cette analyse montrait que l'« histoire officielle » ne se contentait pas d'occulter le rôle des institutions financières durant la Seconde Guerre mondiale. Ce faisant, elle assimilait la Suisse à sa place financière, une conception routinière – « *des plus discutables d'un point de vue économique* », mais « *jamais discutée* » par les médias – selon laquelle « *si les banques vont mal, la Suisse ira mal* » :

Le mythe d'une Suisse riche grâce à ses banques apparaît dans plusieurs articles des périodes examinées. Même si cela ressemble à de la caricature, il y a, nous semble-t-il, une part « Banque » dans l'identité suisse. Défendre les banques suisses ou disons plutôt leur épargner de sévères critiques tient du même coup du patriotisme. Ceci explique que dans le vocabulaire des médias, le passage se fasse quasi naturellement entre « banques suisses » et « Suisse ».

Ainsi, le déroulement de cette analyse dévoilait que les articles de la presse suisse reprenaient à leur compte une « histoire officielle », qui occultait le rôle des institutions financières durant la Seconde Guerre mondiale. En conséquence, ils réalisaient implicitement un *travail politique et identitaire* qui consistait à défendre la Suisse contre des attaques étrangères, et à intégrer la collectivité nationale autour de la place financière à laquelle elle était assimilée.

Cette analyse a décrit les positions qui s'étaient polarisées autour « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elle a montré que cette question avait été constituée comme un problème historique, indissociable d'enjeux politiques et identitaires, autour desquels s'organisait une bipolarisation entre les adversaires et les défenseurs de la Suisse. Cependant, dans cette étude, cette confrontation est traitée à la fois comme un *thème* de recherche et comme une *ressource* pour conduire l'analyse et la positionner dans la controverse. D'une part, cette bipartition est déployée pour *situer* les articles de presse du côté de l'« histoire officielle », c'est-à-dire des « défenseurs » de la Suisse, et donc pour débusquer leur *travail politique et identitaire*³². D'autre part, elle est mobilisée pour développer un travail de dénonciation et de revendication. Les auteurs la mobilisent d'abord pour s'insurger contre

³² Cette analyse s'inscrivait dans le sillage de nombreuses intervenants. Elle rejoignait en particulier les prises de positions de Hans-Ulrich Jost, qui s'insurgeait contre une « *doxa historique [...] encadrée par la politique* », qui avait engendré un décalage entre ce qu'il était possible de savoir au sujet de la Seconde Guerre mondiale et ce qui était diffusé en tant qu'histoire (voir Fricker et al, 1997 : 253, cité ci-dessus).

la mise à l'écart des études critiques³³. Puis, ils la reprennent pour s'opposer au « mythe des banques » véhiculé par les défenseurs de la Suisse. Plus précisément, ils s'élèvent contre le discours de ces derniers, qui créait un « *amalgame* » entre la prospérité de la Suisse et celle de sa place financière, au point d'engendrer une « *confusion* » identitaire : « *Défendre les banques suisses ou disons plutôt leur épargner de sévères critiques tient du même coup du patriotisme* ».

Ainsi, cette étude passait insensiblement de l'analyse des discours à la prise de position dans la controverse. Ce faisant, elle prenait part à la constitution et à la configuration d'un débat, dont elle clarifiait les enjeux, ainsi que les positions qu'ils polarisaient. Autrement dit, cette étude *explicitait* la mise en forme des discours médiatiques, et elle s'y opposait pour proposer une alternative, présentée sous la dénomination « pensée critique ». Au moment de rendre compte du développement des débats, l'explication prenait une nette tournure structurale. Elle ramenait cette dynamique à une opposition sous-jacente entre deux types de discours, constituant une structure binaire extrêmement stable (l'« histoire officielle »/la « pensée critique »), dont l'efficacité reposait sur un non-dit (le rôle des institutions financières suisses durant la guerre), interprété comme un fondement constitutif de l'identité helvétique. À terme, cette analyse suggérait donc que l'identité suisse reposait sur un *fondement inconscient* (c'est-à-dire ni visible, ni pratique), dont l'élucidation et l'éventuelle transformation relevaient d'une démarche déployée au croisement de la psychanalyse et du structuralisme³⁴.

Ce mode d'analyse a constitué un point de départ primordial pour ma recherche sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Elle a circonscrit un champ d'investigation, dont elle a offert une caractérisation préliminaire. En revanche, cette démarche n'en a développé ni l'analyse, ni la critique, lesquelles supposent non pas de s'opposer à la configuration d'un problème et de la collectivité qu'il affecte, mais d'observer et de décrire les *procédures* qui ont donné forme à cette configuration³⁵. Concrètement, suite au numéro de la série *Discours & Société* dans lequel a été publié le travail de Benoît Montandon, Isabelle Paccaud et Xavier Schaller (Widmer & Terzi, 1999), mon analyse a pris un net tournant pragmatique. Dès lors, je me suis efforcé de montrer comment les discours médiatiques ont *pratiquement* constitué cette assimilation identitaire entre la Suisse et ses banques.

Dans cette perspective, j'ai conduit l'examen détaillé d'une dépêche d'agence, publiée le 24 juillet 1997 par *L'Express* et *L'Impartial*, qui rendait compte de la manière dont les banques menaient les recherches des titulaires de fonds en déshérence³⁶. Cette analyse a élucidé comment ce texte constituait le problème des « fonds en déshérence », les

³³ Ils déplorent en particulier la pauvreté des débats médiatiques. À ce sujet, ils dénoncent le sort que la presse a réservé aux ouvrages consacrés au rôle des institutions financières, c'est-à-dire à la « pensée critique » opposée à l'« histoire officielle ». Ils s'émouvent en particulier des mises à l'écart successives de : *La Suisse, l'or et les morts* de Jean Ziegler, à *Treuhänder des Reichs* de Beat Balzli et à *The Swiss, the Nazis and the Looted Billions* de Tom Bower (cf. Montandon et al., 1999 : 23-25).

³⁴ Claude Lévi-Strauss avait clairement tracé un parallèle entre l'analyse structurale des organisations sociales et l'étude psychanalytique de l'inconscient (p.ex. 1993 [1950]). L'articulation de ce raisonnement dans la perspective de mobilisations et de luttes politiques a été développée par Pierre Bourdieu (p.ex. : 1997 : 195-244).

³⁵ La place réservée à cette analyse structurale et les modalités de sa rectification progressive pour composer une analyse pragmatiste des discours a constitué le fil conducteur de cette seconde partie. Elle a pris pour point de départ une analyse des cadres, initialement formulée dans la conception structurale de la *frame perspective* (chapitre 4). Celle-ci a ensuite été rectifiée par la prise en compte de dynamiques temporelles (chapitres 5 et 6), avant d'être renversée par un effort d'écriture visant à retracer la détermination conjointe des activités et des situations, dans une perspective inspirée de l'action située (chapitre 7). Il n'est donc guère surprenant que le présent chapitre, qui s'efforce de tirer les conséquences de ce cheminement, éclaire en retour les lacunes de l'analyse structurale, qu'elle a pris pour point de départ.

³⁶ La manière dont ces recherches ont été présentées par la presse suisse sera analysée aux chapitres 9 et 10.

acteurs chargés de le régler, et le public au nom duquel ils étaient appelés à intervenir³⁷. Il en est principalement ressorti que ce discours journalistique ordinaire – largement repris et diffusé par la presse helvétique – *normalisait* le problème des « fonds en déshérence ». Il présentait ce dernier comme une *question de déshérence ordinaire*, dont le traitement relevait de *procédures bancaires ordinaires*. Ainsi, le récit de cette question et des mesures adoptées pour la résoudre faisait émerger un *personnage principal*, incarné par la figure des banquiers suisses et, plus précisément, de l'Association suisse des banquiers. Dès lors, le fil conducteur de l'histoire dont il était question n'était autre que l'enchaînement des actions entreprises par les banquiers pour les résoudre. Autrement dit, le discours journalistique organisait son récit à partir du *point de vue des banquiers*, à partir duquel il était possible de constituer la *normalité du problème*. Ce discours instituait donc la légitimité des pratiques bancaires s'agissant de régler la question des « fonds en déshérence », et l'autonomie des banquiers pour orienter ces opérations pratiques.

Parallèlement, l'analyse a montré comment le discours journalistique articulait cette configuration du problème et de ses personnages dans le triple présent de l'énonciation médiatique, de la publication du journal et de sa lecture. Ainsi, ce discours instituait le présent – celui des démarches entreprises par les banquiers – comme le moment axial, autour duquel s'organisait l'histoire des fonds en déshérence. Il ne se contentait donc pas d'adopter le point de vue des banquiers pour normaliser une situation problématique et orienter sa résolution. Il constituait cette perspective comme le fondement de l'*actualité*. Or cette temporalité médiatique assurait la *co-présence* de la réalité et des lecteurs, par la médiation des figures discursives auxquelles le discours journalistique appelle à les identifier : le *référent* et le *destinataire*.

Elle instituait ainsi un *point de vue focal*, dont la perspective était endossée par le discours journalistique pour constituer l'intelligibilité du problème des fonds en déshérence et pour composer le public affecté par cette question. Dans cette perspective, il était tenu pour acquis que la question des « fonds en déshérence » pouvait ordinairement être caractérisée comme une « *polémique qui détériore l'image de la Suisse à l'étranger* ». L'endossement de cette appréciation par une dépêche d'agence, et sa publication par la presse suisse, constituaient l'image affectée par cette polémique, comme un enjeu au destin duquel les lecteurs de la rubrique nationale des quotidiens helvétiques étaient invités à s'intéresser. Or l'image en question était celle des banques, dont la perspective était adoptée par le discours médiatique, qui proposait à ses lecteurs de l'endosser pour suivre la question des fonds en déshérence. Autrement dit, le discours journalistique assimilait l'*image de la Suisse* à celle des *banques* et invitait ses lecteurs à *s'identifier à ces dernières*. Les identifications réciproques fondées par ce jeu de miroirs discursif constituaient ainsi l'*image des banques* comme une *propriété (ou un patrimoine) helvétique*, que le discours médiatique attribuait à ses lecteurs, de telle sorte que les intérêts des banques étaient *pratiquement constitués* comme un *bien public*.

Au terme de son développement, cette analyse a donc rejoint les observations menées par Benoît Montandon, Isabelle Paccaud, et Xavier Schaller. Ces deux études se sont accordées pour montrer que le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » avait établi une relation métonymique unissant la Suisse et ses banques, laquelle se trouvait au fondement de deux actions complémentaires. Dans un sens, elle constituait l'image des banques, mise à mal par la question des « fonds en déshérence », comme un *bien public*, ce qui revenait à nationaliser les intérêts bancaires. Dans l'autre sens, cette métonymie instituait l'Association suisse des banquiers, non seulement comme le « propriétaire du problème » des fonds en déshérence, mais comme le *représentant* légitime du collectif helvétique. Par-

³⁷ Ce paragraphe synthétise des analyses détaillées de discours journalistiques, dont les résultats ont été partiellement publiés (Terzi 2000 ; 2003).

delà cette convergence, ces études étaient fondamentalement en désaccord, s'agissant d'expliquer ce phénomène. La première déployait un raisonnement *structural*, qui rabattait la polarisation des discours sur une opposition binaire, et relativement stable, distinguant l'« histoire officielle » et la « pensée critique ». La seconde, en revanche, montrait comment cette configuration était *constituée* par des discours journalistiques ordinaires. Autrement dit, cette analyse indiquait, dans le détail des activités discursives, comment celle-ci réunissaient les journalistes et le public suisse autour de la défense des intérêts bancaires, de telle sorte que l'Association suisse des banquiers finissait par apparaître comme une figure métonymique de la Suisse.

Parallèlement, cet examen détaillé a montré comment les discours médiatiques ont constitué une figure de banquiers dotés des attributs nécessaires pour régler la question des « fonds en déshérence », c'est-à-dire pour mettre un terme à la controverse qui nuisait à l'image de la place financière suisse, et donc pour sauvegarder la *réputation* de la collectivité nationale. Autrement dit, cette enquête a décrit comment les discours médiatiques ont constitué la perspective des banquiers comme une *proposition d'identification* unifiée et unificatrice, qui *incorporait* la cohésion et la réputation de la Suisse en tant que collectivité nationale.

Cette observation a mis au jour le détail des procédures pratiques et discursives qui ont progressivement structuré l'horizon d'attente d'une clôture du problème assurée par les banques. Autrement dit, elle a indiqué comment l'« accord global », signé par les institutions financières privées, a été constitué et reconnu en tant que clôture définitive d'un problème historique, politique et identitaire. Elle a montré que celle-ci ne reposait pas sur des structures stables et inconscientes (des « cadres » ou des « panoplies interprétatives », par exemple), mais qu'elle a été constituée pratiquement au cours d'activités publiques, observables et descriptibles, dont le déroulement a déterminé une situation, et affiné les schèmes d'interprétation qui assuraient son interprétation.

Plus encore, cette analyse a indiqué la convergence formelle des procédures mises en œuvre pour élaborer la résolution du problème financier (les fonds en déshérence) et du problème historique et politique (le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale). Dans les deux cas, les discours médiatiques et politiques se sont rejoints pour *absolutiser* la définition du problème et l'orientation de son traitement, autour d'un point de vue focal – celui des autorités bancaires dans un cas, celui des autorités politiques dans l'autre – auquel la collectivité était invitée à s'identifier sous peine de mettre sa cohésion en péril.

Dans un cas comme dans l'autre, ces procédures de constitution discursive de la collectivité nationale et du problème dont elle était affectée, étaient organisées autour d'un dispositif énonciatif qui était endossé même par les interventions et les analyses qui s'opposaient à son contenu. Tandis que les discours qui proposaient des identifications alternatives étaient privés de toute efficacité pragmatique. En conséquence, au fil du débat sur « les fonds juifs et de l'or nazi » cette manière de traiter la question a été publiquement *tenue pour acquise* et pratiquement constituée comme *allant de soi*. A tel point qu'il est possible de se demander si cette manière de *représenter* la collectivité helvétique, son passé, ses institutions et les problèmes qui les affectent ne témoignent pas de la constitution pratique d'une *culture politique*.

Cette hypothèse étendrait alors considérablement la validité de l'analyse. Elle s'ouvrirait sur une approche qui proposerait de considérer que les textes ne gardent pas seulement les traces indexicales de l'environnement dans lequel ils ont été produits. Plus largement, elle permettrait de considérer que les documents conservent les marques d'activités discursives, constitutives de collectivités politiques et de ce qu'elles tiennent ordinairement pour acquis. Autrement dit, l'analyse énonciative des discours qui ont orienté le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » ne dégagerait pas seulement une

configuration singulière de la réalité (*i.e.* un problème de réputation) et une configuration occasionnelle de la collectivité nationale (*i.e.* le public de ce problème). Ce faisant, elle mettrait au jour les procédures routinières par lesquelles se constitue une *culture politique*, qui s'incarne notamment dans les prérogatives attribuées à l'État (*i.e.* déployer un marketing politique) et à la collectivité nationale (*i.e.* défendre son honneur et son patrimoine).

8.2.2 *La constitution pratique des identités politiques et culturelles*

A ce point de l'analyse, il paraît légitime d'affirmer que la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » a donné forme à une configuration *spécifique* de la *collectivité suisse*, en tant qu'elle était confrontée aux *problèmes de réputation* soulevés par son histoire récente. Cependant, dans une acception pragmatique de l'ordre social, c'est précisément *dans* et *par* de tels processus que se constituent pratiquement des phénomènes habituellement saisis sous les *gloses* de l'« identité nationale », la « mondialisation, la « culture » ou l'« État » ». Il est donc possible de se demander si les processus et les procédures élucidés jusqu'ici ne peuvent pas être traités comme des *traces* des opérations par lesquelles « la Suisse » se constitue *pratiquement*, en tant qu'entité politique et culturelle. Autrement dit, il s'agit de se demander si les dynamiques, observées dans ce cas particulier, n'indiquent pas quelque chose sur les *formes* de l'identité culturelle et politique de la Suisse, et de l'environnement mondialisé avec lequel elle entretient des relations constitutives.

La constitution des communautés imaginées : de la nation aux publics médiatiques

Pour entreprendre cette analyse, il est possible de commencer par spécifier la forme que cette controverse a conférée à l'identité suisse. Pour avancer dans cette direction, je commencerai par interroger les modalités par lesquelles les dynamiques de production et de diffusion de discours contribuent à la formation des nations et à l'environnement international qui les entoure. Cette problématique est au cœur de l'ouvrage que Benedict Anderson a consacré au « communautés imaginées » (*Imagined Communities*) pour rendre compte de l'origine et de l'essor du nationalisme (Anderson, 1996 [1983]). Son travail aboutit sur la conclusion qu'« *[o]n ne peut réellement comprendre le nationalisme que dans un contexte pleinement mondial, comme le fruit de forces profondes qui ne s'attachent à aucune nation* » (idem : 14). Ainsi, il montre que l'organisation nationale de communautés sociales est étroitement corrélée à l'étendue sur laquelle des entreprises d'éditions naissantes diffusaient leurs productions, c'est-à-dire principalement de la presse et des romans. Plus précisément, sa thèse principale consiste à affirmer que l'« imaginaire national » a été rendu possible par « *l'interaction à demi fortuite, mais explosive, entre un système de production (le capitalisme), une technique de communication (l'imprimé) et la fatalité de la diversité linguistique* » (idem : 54).

Cette analyse repose tout entière sur une définition anthropologique de la nation, en tant que « *communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine* » (idem : 19-20) :

Elle est *imaginaire* (*imagined*) parce que même les membres de la plus petite des nations ne connaîtront jamais la plupart de leurs concitoyens : jamais ils ne les croiseront ni n'entendront parler d'eux, bien que dans l'esprit de chacun vive l'image de leur communion. [...] En vérité, au-delà des villages primordiaux où le face-à-face est de règle (et encore...), il n'est de communauté qu'imaginée. Les communautés se distinguent non par leur fausseté ou leur authenticité, mais par le style dans lequel elles sont imaginées.

Dans cette perspective, l'affirmation selon laquelle les nations seraient des « communautés imaginées », ne revient pas à dire qu'il s'agirait d'artefacts ou d'illusions. Benedict Anderson place au cœur de son interrogation les effets réels de ces configurations communautaires, pour lesquelles « *tant de millions de gens ont été disposés, non pas tant à tuer, mais à mourir [...]. Ces morts nous mettent brutalement face au problème central que pose le nationalisme : d'où vient que l'imaginaire étrié de l'histoire récente (guerre plus de deux siècles) engendre des sacrifices aussi colossaux ?* » (idem : 21). Dans le raisonnement de Benedict Anderson, cette question ne peut trouver qu'une réponse indirecte. En effet, les nations engendrent des dynamiques d'identification par la *médiation des imaginaires* qui leur donnent forme. Autrement dit, les nations sont des « communautés imaginées » en ce sens que leur constitution passe par des fictions, lesquelles deviennent des réalités sociales et politiques indubitables, dès lors que les membres concernés s'y reconnaissent et agissent en conséquence.

Cette problématique étend considérablement le questionnement ouvert par l'analyse du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » et des diverses manières de *représenter* la Suisse et son passé qui ont pris forme au cours de ces discussions. Celles-ci apparaissent comme autant de manières de constituer des *communautés imaginées*, c'est-à-dire des propositions d'identification, porteuses de conséquences pratiques et politiques sitôt qu'elles sont endossées et mises en œuvre pour conduire une action. En conséquence, l'analyse peut se concentrer sur le « style » dans lequel la communauté suisse s'est imaginée au cours de ces débats, c'est-à-dire sur l'élucidation de son imaginaire, tel qu'il a été pratiquement mis en forme au cours de cette controverse.

Le travail de Benedict Anderson dessine nettement les contours de cette problématique. Son analyse en revanche reste évasive sur ce point précis. D'une part, son travail historique retrace la configuration de l'imaginaire qui a fondé l'émergence de la « conscience nationale ». En revanche, il n'étudie pas la diversité des formes que peut revêtir cet « imaginaire national ». D'autre part, son analyse souligne le rôle déterminant joué par la diffusion des textes imprimés pour la constitution et la stabilisation de cette conscience nationale. Cependant, cette recherche ne s'intéresse pas tant aux activités discursives qu'aux *modalités de leur production, de leur reproduction et de leur diffusion*. Elle met alors l'accent sur des *produits discursifs* et plus précisément sur la *technique* qui les produit (l'imprimerie) et sur le *système* qui les diffuse (les entreprises d'édition et les grandes librairies). Finalement, cette analyse indique comment ces entreprises capitalistes, et leur quête de marchés, ont progressivement créé des « langues d'imprimerie » et de vastes publics de lecteurs monoglottes, dont l'émergence a jeté les bases de la conscience nationale (idem : 57) :

Pour résumer les conclusions de notre analyse, nous pouvons dire que la convergence du capitalisme et de la technologie de l'imprimerie sur la diversité fatale des langues humaines a ouvert la possibilité d'une nouvelle forme de communauté imaginée qui, dans sa morphologie moderne, a créé les conditions de la nation moderne. L'extension potentielle de ces communautés était intrinsèquement limitée et, en même temps, n'entretenait qu'une relation des plus fortuites avec les frontières politiques existantes (lesquelles n'étaient, dans l'ensemble, que les lignes des hautes eaux de l'expansionnisme dynastique).

Le raisonnement de Benedict Anderson fait donc émerger, au cœur de la constitution des imaginaires nationaux, des processus de communication, et des phénomènes linguistiques. Cependant, son travail se concentre principalement sur leurs modes de production et de diffusion, au détriment de leur contenu (les *énoncés*) et de leur mise en forme (leur *énonciation*). La prise en compte de ces derniers a resurgi à la faveur d'une *mise en abîme* de la problématique de Benedict Anderson, opérée par Daniel Dayan. Pour retracer l'origine des nationalismes, le premier avait retracé l'émergence de communautés

imaginées, notamment structurées autour des publics de romans et de presse, constitués par les éditeurs et les libraires. Le second a repris cette problématique, mais pour montrer cette fois que les publics de telles productions médiatiques de masse sont, à leur tour, constitués comme des « communautés imaginées ». Il montre que les romans, la presse, la télévision ou le cinéma constituent une diversité de publics hétérogènes. Il élargit ainsi considérablement le questionnement, de manière à prendre en considération, non seulement des supports discursifs et leur mode capitaliste de diffusion, mais le *contenu* et surtout la *pratique discursive*, constitutive d'une diversité de formes de publics.

A l'origine, Daniel Dayan a repris la notion de « communauté imaginée » pour proposer une issue à la controverse polarisée autour de l'étude des publics médiatiques en général et des publics de la télévision en particulier (Dayan, 1992). Les tenants du modèle « texte-lecteur » ont lancé un vaste programme d'études de réception, organisé autour d'une ethnographie expérimentale des publics. Le développement de ces recherches empiriques a suscité de sévères critiques, qui se sont élevées, pour montrer que le public que ces enquêtes faisaient parler était *préalablement constitué*, voire qu'il s'agissait d'un artefact construit de toutes pièces *par les discours portés sur lui* (idem : 156)³⁸ :

[John Hartley] dénonce dans la notion de public une fiction entretenue par ceux qui parlent en son nom, ceux qui l'étudient, ceux qui cherchent à le constituer, ceux qui cherchent à le protéger par des législations. [...] Mais, affirme Hartley, il n'existe pas de groupe social constitué comme le public de tel ou tel programme. Nous faisons partie du public d'une émission donnée, mais nous ne nous définissons pas par notre appartenance à cette audience, quels que soient les qualificatifs dont on l'affuble. Leur statut étant celui de créations discursives, il est absurde de vouloir étudier les publics dans la réalité. Une telle réalité est physiquement invisible, mais observable textuellement et textuellement seulement. Elle ne relève alors que d'une seule discipline : l'analyse de discours.

Daniel Dayan donne partiellement raison à John Hartley, en ce sens que les médias de masse ne constituent pas des « publics traditionnels » – qui peuvent être appréhendés par leur *agrégation physique* – mais des « publics diasporiques », qui ne peuvent être saisis qu'en termes d'agglomération statistique. En revanche, il conteste le radicalisme de cette critique. En effet, bien que disséminés, il existe des publics médiatiques *identifiables* comme tels, qui regardent des émissions qui tendent à se ressembler entre elles, et dont les lectures tendent également à se rejoindre. Surtout, Daniel Dayan, indique qu'il existe des publics qui *se reconnaissent* comme tels. Ils peuvent se manifester en se réunissant pour composer des communautés de célébration (notamment lors des grandes cérémonies télévisées), en prenant position dans l'espace public, ou en adoptant comme emblèmes et comme signes de ralliement des produits empruntés à la culture de masse. Selon lui, il est légitime de critiquer cette reconnaissance et de la traiter comme une marque d'aliénation. En revanche, l'analyse ne peut pas faire abstraction de cette composante des publics médiatiques, comme le préconise John Hartley.

Selon Daniel Dayan, la méprise de ce dernier reposerait sur une lecture erronée du travail de Benedict Anderson sur le caractère « imaginé » (et non « imaginaire ») des communautés nationales (idem : 158-159)³⁹ :

Pour Anderson, la communauté nationale est « imaginée », non « imaginaire ». Le fait qu'elle soit imaginée – qu'elle commence par être une anticipation ou une fiction – ne

³⁸ La référence dont se sert Daniel Dayan est : John Hartley, « Invisible Fictions : Television Audiences, Paedocracy, Pleasure », *Textual Practice*, vol. I, n°2, 1987. Une critique similaire a été développée, dans le domaine de la sociologie politique, au sujet de l'« opinion publique » (p.ex. Bourdieu, 1984 [1972] : 222-235).

³⁹ Les passages entre crochets présentent la formulation du même paragraphe, retenue par Daniel Dayan dans une version ultérieure (Dayan, 1998 : 240).

l'empêche pas de se transformer en réalité, de bénéficier, malgré son caractère d'artefact, d'une « profonde légitimité émotionnelle ». Le problème posé par Anderson [...] est précisément de savoir ce qui fait qu'une fiction datant de moins de deux siècles ait des effets si colossaux sur la réalité, ce qui fait que des constructions, des imaginations, voire des faux puissent devenir de formidables réalités politiques. Le fait que des traditions nationales soient inventées n'empêche pas des communautés réelles de se reconnaître dans ces inventions. Benedict Anderson soutient donc non pas que les communautés nationales soient des fictions[, seules capables, en l'absence d'échanges directs, d'unifier des populations ; et il précise que] la dissémination et les limites [de ces fictions sont] celles des *publics* mis en place par [la presse ou par le roman].

Cette analyse des publics médiatiques en tant que « communautés imaginées » fraie une voie médiane entre les tentatives de développer une ethnographie expérimentale des publics, et le refus de considérer ces derniers autrement que comme des fictions textuelles. Aux promoteurs de l'approche empirique, cette problématique rappelle que les publics des médias de masse *se constituent par l'intermédiaire de fictions* qui ne s'incorporent jamais complètement dans un groupe empirique de téléspectateurs ou de lecteurs. Aux tenants de l'analyse de discours, cette approche rappelle que la constitution fictionnelle des publics ne les empêche pas de devenir *une réalité ordinairement identifiée et expérimentée*. Celle-ci est attestée empiriquement par l'orientation des activités des producteurs de discours médiatiques et par les pratiques de leurs lecteurs, de leurs auditeurs ou de leurs spectateurs. L'analyse en termes de « communautés imaginées » rappelle donc aux uns et aux autres, que les publics médiatiques ne s'incarnent jamais sous une forme statique – que ce soit celle d'un ensemble délimité de personnes ou d'une figure discursive déterminée – qu'il serait possible de saisir dans une salle ou dans un texte. Au contraire, ils se présentent toujours sous la forme de *dynamiques identitaires* (idem : 159) :

Se concevoir comme un public se fait en référence à une image de public. Cette image est une fiction. Elle est aussi l'instrument d'un processus par lequel le public devient réel en s'identifiant à un autre imaginé. La notion de public n'est donc pas simplement fictive, mais, ce qui est différent, spéculaire.

Cette problématique rompt avec le questionnement fondateur de la sociologie de la réception. Elle ne vise plus à expliquer comment les publics produisaient le sens des productions médiatiques, mais à étudier la constitution de ces publics eux-mêmes. Il ne s'agit donc plus d'analyser les relations dyadiques entre un *texte* et un *lecteur*, ou entre un *émetteur* et un *récepteur*, envisagées par les enquêtes pétries de fonctionnalisme. Il s'agit plutôt d'observer et de décrire comment des *activités de communication* constituent un *troisième terme*, un *même*, qui rend possible non seulement l'échange d'informations, mais encore la constitution de communautés d'interprétation et de jugement, c'est-à-dire un *ordre social*⁴⁰.

Prolongeant sa réflexion dans un article ultérieur, Daniel Dayan a dessiné les contours d'un programme de recherche (Dayan, 1998 : 242) :

[I]l faudrait comparer la fiction du public qui informe la pratique des producteurs – et qui se traduit par un ciblage des audiences – avec la fiction de public qui informe la pratique des spectateurs et qui se traduit par leur acceptation ou leur refus de ce qu'on pourrait appeler un contrat spectatorial.

⁴⁰ Louis Quéré (1982 : 15-43) a présenté une critique serrée de la conception dyadique de la communication – élaborée par les analyses fonctionnalistes et mise en œuvre par les ingénieurs – de manière à mettre en évidence la constitution déterminante des « tiers symbolisants ».

Pour mener à bien cette approche, il fait alors référence aux travaux que John Fiske a consacrés à ce qu'il appelle l'*audiencing*⁴¹ (idem) :

Fiske note que la notion de public, – en anglais, *an audience* – présuppose, comme dans l'expression française, « demander une audience », que ceux qui ont demandé cette audience existent déjà, et donc qu'un ensemble de destinataires soit déjà mis en place. Si ce « public » n'est pas constitué, la notion se révèle inadéquate, et Fiske propose alors de remplacer le substantif *audience* par le verbe *to audience*. Ce verbe renvoie ainsi, non pas à un état, mais à une activité que l'on pourrait désigner en français par un barbarisme : l'*audienciation*, le fait de prêter attention, de se constituer en spectateur. La grande question est alors de savoir ce qui va déterminer l'« audienciation », en l'activant ou en la bloquant ?

Pour répondre à cette question, Daniel Dayan propose de situer l'« audienciation » au croisement de deux fictions de public. La première est proposée par l'émission ou le programme, comme « *un "cadre participatif" qui renvoie à l'identité de ces "autres" membres du public, dont la présence sert de référence à la performance des participants à une émission, ou à l'expérience qu'en retirent ses téléspectateurs. [...] Recevoir une émission, c'est entrer en interaction parasociale, non seulement avec le montré, mais avec le "hors champ". C'est se reconnaître convive* » (idem : 242-243). Une seconde fiction de public est constituée en dehors de la relation entre le texte et le spectateur. « *Cette fiction est une conséquence du fait que les programmes offerts à la réception ont le statut particulier d'avoir toujours été reçus auparavant par d'autres, et d'avoir été assignés à tel ou tel public par une multiplicité d'audiences interprétatives. [...] Le spectateur est ainsi condamné à recevoir, avec chacun des programmes, la réception virtuelle d'autrui, celle qui a été ou qui pourrait être réservée à ce programme par un autre public* ». Ainsi, Daniel Dayan articule sa problématique du public à l'interaction d'une réalité discursive et d'une expérience subjective (idem : 243-244) :

L'étude d'une telle interaction mène à souligner la dimension spéculaire de l'expérience du spectateur ; l'identification qu'elle implique à un absent composite, à un personnage introuvable, à un sujet collectif qui, comme tous les sujets collectifs, est une fiction, et aussi une réalité. Le spectateurs hérite ainsi d'un double corps : le sien propre, et celui du public dont il se perçoit comme le représentant métonymique.

Cette analyse des « communautés imaginées », initiée par Benedict Anderson et prolongée par Daniel Dayan, permet d'observer comment les activités discursives en général et les discours médiatiques en particulier constituent les publics d'un problème⁴². Cette démarche est donc compatible avec l'approche pragmatiste de l'ordre social que j'ai conduite jusqu'ici. Je vais donc tâcher de les articuler, de manière à spécifier les contours de cette analyse des dynamiques de problématisation et de publicisation, qui se donne pour tâche de retracer ces dynamiques identitaires à partir de l'organisation énonciative des

⁴¹ La référence dont se sert Daniel Dayan est : John Fiske, « Audiening : A Cultural Studies Approach to Watching Television », *Poetics*, n°21.

⁴² Il convient de signaler la proximité des dynamiques identitaires constituées autour des « communautés imaginées » les configurations discursives que Louis Quéré analyse en termes de « tiers symbolisants ». Ces analyses se rejoignant pour mettre l'accent sur les propriétés réflexives des interactions, dont le déroulement fait émerger des opérateurs d'équivalence qui instituent un « même » entre les partenaires qui prennent part à une activité sociale (Quéré, 1982 : 32). Dans cette perspective, la constitution des publics médiatiques ne se joue ni dans la production des discours, ni dans leur réception. Elle émerge au cours des pratiques, qui instituent « *le pôle extérieur d'un neutre, qui, n'étant ni (pour) l'un, ni (pour) l'autre [des partenaires], et occupant une position de référence possible pour l'un et l'autre, les conjoint dans leurs différences* » (idem : 33). Le déroulement de l'analyse indiquera cependant, au-delà de cette proximité de problématique, de nettes divergences entre les « communautés imaginées » et les « tiers symbolisants ».

discours. Il en ressortira une démarche visant à observer et à décrire ces derniers, de manière à élucider comment ils configurent des *propositions d'identification*, qui instituent l'intelligibilité de ce qui est communément tenu pour acquis en tant que fondement identitaire pour les partenaires en interaction.

Ce mode d'analyse ouvre la voie à une approche de l'ordre social, qui rompt nettement avec la vulgate constructiviste, tout entière consacrée au dévoilement du caractère « socialement construit » de la réalité sociale. Dans le domaine de la sociologie des problèmes publics, le constructivisme a gagné ses lettres de noblesse en éradiquant la réification et la substantification de l'ordre social, impliquées par les théories fonctionnalistes. Ce faisant, ces recherches ont ouvert la voie à l'analyse de la *construction discursive de la réalité sociale*. Inscrites dans le sillage du « linguistic turn », ces recherches ont analysé la « construction médiatique » des problèmes publics à l'aide d'instruments empruntés à l'analyse narrative et à la linguistique post-structurale. Les versions les plus radicales de ces enquêtes ont suggéré que les problèmes et leurs publics étaient des constructions discursives, qui pouvaient être assimilées à des œuvres de fiction. À l'opposé, le tournant constructiviste a également ouvert la voie à des analyses consacrées à la *construction sociale des discours*. Ces démarches sociologiques s'accordent avec les premières pour considérer que les problèmes et leurs publics sont, dans une large mesure, des constructions discursives, notamment élaborées par les médias. Par contre, elles considèrent que les discours de ces derniers sont moins révélateurs de ce dont ils parlent (*i.e.* le problème dont il est question) que de leurs conditions de production (*i.e.* la position occupée par le journaliste dans l'organe de presse pour lequel il travaille et la position de ce dernier dans le champ médiatique).

Ces approches des problèmes publics posent des problèmes insurmontables pour la sociologie des problèmes publics⁴³. À terme, la première débouche sur une conception cynique ou nihiliste, qui propose de considérer que l'ordre social n'est qu'une fiction parmi d'autres. Les travaux de Benedict Anderson leur rappellent utilement que la « nation » et le « nationalisme » sont des fictions qui ont fait des millions de morts, qui n'étaient pas des personnages de fiction. Le déploiement de la seconde ouvre la voie à une approche soupçonneuse de l'ordre social, systématiquement suspecté de cacher et de dissimuler ses ressorts objectifs. À ceux-ci, les analyses de Benedict Anderson rappellent que, si la « nation » et le « nationalisme » sont des réalités qui recouvrent une multitude d'intérêts divergents, les activités qui ont présidé à leur émergence et à leur constitution se sont déployées publiquement.

Ainsi, l'analyse des « communautés imaginées » ouvre la voie à une analyse de l'ordre social, qui se fraie un chemin entre ces deux conceptions antagonistes de la « construction sociale de la réalité ». De la première, elle retient l'idée que les problèmes et leurs publics sont constitués par l'*intermédiaire* de constructions discursives. Cependant, elle met un cran d'arrêt au cynisme ou au nihilisme impliqué par ce raisonnement, en rappelant que ces constructions discursives sont susceptibles d'être endossées pour orienter des activités qui affectent des acteurs sociaux qui ne sont pas des êtres de papier. L'analyse constitutiviste rejoint donc la sociologie critique pour considérer que les problèmes publics ne sont pas des phénomènes exclusivement discursifs ou, plus précisément, que les phénomènes discursifs sont indissociables de dynamiques sociales, qui relèvent d'une analyse sociologique. Cependant, elle propose d'appréhender cet ordre social comme un phénomène pragmatique, qui se constitue et s'oriente au fil d'activités observables et descriptibles, ce qui impose une limite à la dynamique du soupçon embrayée par les approches critiques.

⁴³ Pour une discussion pluraliste des approches constructivistes en sociologie des problèmes publics, voir l'ouvrage collectif dirigé à ce sujet par James Holstein et Gale Miller (1993).

De la réception médiatique à la construction de l'espace public politique

Dans la perspective ouverte par l'analyse des « communautés imaginées », la sociologie des problèmes publics va donc se donner pour tâche de retracer les *activités* par lesquelles des groupes sociaux se constituent et se reconnaissent comme les publics d'un problème. Or, c'est précisément sur l'observation de ces activités qu'une analyse pragmatiste des problèmes publics se démarque de l'étude des publics médiatiques en tant que « communautés imaginées ». Avant de conduire cette critique, il convient de retracer le raisonnement de Daniel Dayan.

Sa démarche se présente comme une forme de phénoménologie des modalités par lesquelles des lecteurs, des auditeurs ou des spectateurs *se font publics* d'un livre, d'un genre littéraire, d'un quotidien, d'une émission de radio ou d'une série télévisée. Cette approche privilégie alors l'analyse des « réceptions secondaires » par lesquelles les publics se constituent. Dans cette perspective, les études du type « texte-lecteur » peuvent être accusées de « texto-centrisme » ou de « médio-centrisme ». En effet, « *le moment crucial n'est pas celui du rapport au texte médiatique, mais celui de la relation conversationnelle auquel les productions médiatiques servent, entre autres, de ressources* » (Dayan, 1998 : 236)⁴⁴.

Cette remarque est extrêmement pertinente s'agissant d'analyser les modalités par lesquelles des acteurs sociaux, individuels et collectifs, se constituent en tant que publics médiatiques, c'est-à-dire font l'expérience d'être membre du public de telle ou telle production médiatique. En revanche, il n'est pas certain que cette perspective puisse *ipso facto* être transposée à l'analyse de la constitution des publics d'un problème. Pourtant, Daniel Dayan suggère de faire ce pas. En un court paragraphe, son texte passe, sans précaution, de la réception des textes médiatiques à la « *formation du sens commun* », puis de celle-ci à l'élaboration d'une « *opinion publique* ». De telle sorte qu'il assimile, en fin de parcours, les questions de la « réception » et de l'« espace public ». A ce sujet, il conclut en affirmant que, dans tous les cas, « *le récepteur est envisagé au moment où, non seulement il s'éloigne du médium, mais où il lui tourne le dos pour entrer dans un dialogue en face-à-face* » (idem).

Daniel Dayan ne s'aventure pas seul sur le chemin qui passe de la réception des médias à la construction de l'espace public politique. Pour étayer son propos, il l'ancre dans la filiation des travaux précurseurs que Gabriel Tarde avait consacrés à la conversation⁴⁵. A vrai dire, il ne les mentionne pas directement. Il renvoie à la reprise de son programme par un texte d'Elihu Katz, intitulé « Médias/Conversation/Opinion publique », lequel met « *l'accent sur la conversation dans le passage des uns à l'autre* » (idem). Dès ses premières lignes, celui-ci spécifie cette problématique en articulant les discours médiatiques à l'opinion, laquelle est immédiatement assimilée à l'action de voter (Katz, 1992 : 265)⁴⁶ :

⁴⁴ A ce sujet, Daniel Dayan mentionne le travail de Dominique Boullier, *La conversation télé*, Rennes, LARES, 1987 ; et de Ien Ang, « Notes sur le public et la réception », in *Public et Réception*, Actes du colloque du CNRS, Paris, Centre Georges-Pompidou.

⁴⁵ Le texte de Gabriel Tarde dont il est question est un essai daté de 1899, intitulé « *L'Opinion et la Conversation* », et réédité dans *L'opinion et la foule*, Paris, Alcan, 1901. Parallèlement, dans les quelques lignes qui composent ce paragraphe, Daniel Dayan convoque William Gamson (*Talking Politics*, New York, Cambridge University Press, 1992), John Durham Peters (« Distrust of Representation : Habermas on the Public Sphere », *Media, Culture and Society*, 15-4, 1993), Peter Dahlgren (« L'espace public et les médias : une nouvelle ère ? », in Isabelle Veyrat-Masson et Daniel Dayan (éd.) *Espace public en images*, Paris, Presses du CNRS, collection « Hermès », vol. 13-14) et Jürgen Habermas (*The Structural Transformation of The Public Sphere*, Cambridge, MIT Press, 1991).

⁴⁶ Ce raisonnement replie l'action politique sur l'action de voter, et elle traite celle-ci comme l'expression d'une opinion personnelle, forgée dans et par la discussion. Cette manière d'envisager la publicité

Qui le premier a affirmé que la presse alimente la conversation, que la conversation façonne l'opinion, et que l'opinion déclenche l'action ? La réponse qui vient immédiatement à l'esprit serait : « *Paul Lazarsfeld, dans ses études sur le vote* ». Pourtant, si vous aviez posé la question à Paul Lazarsfeld celui-ci vous aurait répondu : « *Gabriel Tarde, dans son essai, "La conversation"* ».

Au fil de son argumentation, ce développement présente très explicitement cette problématique comme une ouverture privilégiée pour l'étude des phénomènes politiques (idem : 267) :

Au niveau macro-social, Tarde pose [...] que la presse a exercé une influence déterminante sur les Etats-Nations. Avant l'apparition du journal, écrit Tarde, seul le monarque avait les moyens de dire ce que les gens pensaient dans les différents villages, et l'unité balbutiante de la nation convergeait en sa personne. Le journal s'arrogea et démystifia cette fonction royale. En présentant les uns aux autres des villages éparpillés, la presse devient elle-même le foyer et l'agent de l'intégration nationale. [...]

Ce premier passage s'inscrit en continuité avec les travaux de Benedict Anderson. Cette perspective place les médias et leurs discours au cœur des dynamiques qui articulent la production et la reconnaissance des identités nationales. Sans transition, Elihu Katz lie cette constitution des publics médiatiques à l'expérience des acteurs sociaux qui se constituent pratiquement, par la conversation, en tant que membres de ces communautés imaginées (idem) :

Au niveau micro-social, Tarde estime que les journaux servent de menus aux conversations qui se déroulent dans les cafés, les gargotes et les salons. Il suggère ainsi que les clients trouvent deux cartes en s'asseyant à leur table – la première est celle des mets et des boissons ; la seconde est celle des problèmes sociaux ainsi offerts à l'attention et à la discussion.

L'analyse « des fonds juifs et de l'or nazi » déployée jusqu'ici a montré que ce passage abrupt de la « réception des médias » à la « construction de l'opinion publique » repose sur une erreur de catégorie. Avant toute chose, il est excessif de suggérer, comme le fait Daniel Dayan, que la constitution des espaces publics politiques est soluble dans la réception des discours médiatiques, laquelle serait indissociable de la constitution des publics qui se déploie dans les conversations ordinaires. L'expérience d'analyse conduite jusqu'ici tend clairement à démontrer le contraire. Cette étude « des fonds juifs et de l'or nazi » s'est concentrée sur les dynamiques de propositions d'identification et leur endossement, *tels qu'ils apparaissaient dans les médias*, sans faire référence à des conversations ordinaires. Néanmoins, elle a montré comment les discours médiatiques ont constitué un point de vue focal et absolu, à partir duquel ils constituaient un collectif affecté par un problème de réputation, appelé à défendre le patrimoine et l'honneur nationaux, mis à mal par des attaques étrangères. Cette analyse a donc retracé l'émergence d'un « cadre », au sens goffmanien de ce terme, c'est-à-dire de procédures qui ont élaboré une définition de la réalité et l'organisation de l'expérience qui en était faite. Autrement dit, les pages qui précèdent se sont efforcées de rendre sensible *l'expérience publique* « des fonds juifs et de l'or nazi », sans pour autant recourir à des démarches d'observation participante, à la constitution de *focus groups* ou à des entretiens approfondis avec les acteurs de l'affaire, avec les journalistes, ou avec des membres du public médiatique.

démocratique mériterait pour le moins d'être nuancée à la lumière des controverses polarisées précisément sur ce point autour des travaux de Jürgen Habermas. Celui-ci a d'ailleurs largement pris en compte de ces critiques dans sa préface à l'édition de 1990 de *L'espace public* (Habermas, [1992] 1990).

Au-delà du caractère excessivement abrupt de la formulation de Daniel Dayan, il convient de discuter dans le détail la pertinence des remarques qu'Elihu Katz attribue à Gabriel Tarde. D'un côté, l'analyse conduite jusqu'ici n'entre aucunement en contradiction avec cette idée selon laquelle les médias, en tant que supports, ont joué un rôle déterminant pour la constitution des Etats-nations. De l'autre, cette démarche, conduite au croisement d'une herméneutique et d'une pragmatique des activités discursives, ne peut qu'approuver l'accent mis sur la *réception des textes médiatiques*, sur la *part active des publics dans leur propre constitution*, et sur le rôle déterminant des conversations en la matière.

En revanche, l'analyse des débats sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale invite à faire preuve de circonspection avant d'établir une quelconque équivalence entre les *Etats-nations* à la constitution desquels les médias ont contribué, les *publics d'enquêteurs* qui prennent forme autour du traitement d'un problème particulier, et les *publics médiatiques* qui se constituent en réception des productions médiatiques et notamment dans les conversations ordinaires. Autrement dit, cette étude suggère que les usages courants de la notion d'« espace public » tendent à confondre la *publicité* garantie par les institutions de l'État de droit dans les régimes démocratiques, le travail de *publicisation* des problèmes élaboré par les enquêtes sociales, et l'*audienciation* des productions médiatiques que Daniel Dayan entend élucider. Sans doute, ces phénomènes sont-ils interdépendants. Cependant, les traiter comme équivalents *a priori*, revient à perdre de vue leur spécificité, et surtout à s'interdire d'élucider les *procédures pratiques* par lesquelles ils sont reliés⁴⁷. Un rapide retour sur l'étude conduite jusqu'ici éclairera cet appel à la circonspection conceptuelle.

Constitution des audiences médiatiques et publicisation d'une situation problématique

L'analyse conduite jusqu'ici marque la distinction entre la *publicisation* « des fonds juifs et de l'or nazi », et l'*audienciation* de ce problème. Le premier phénomène concerne les opérations par lesquelles le déroulement d'une enquête configure un *problème* et son *public*. Ainsi, l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi » a progressivement donné forme à un collectif affecté par un problème d'image. Ce travail de configuration est un phénomène pratique, communément tenu pour acquis, réalisé à la fois par les opérations énonciatives des discours médiatiques et par l'organisation des activités dont ils rendent compte. Ainsi, l'analyse conduite jusqu'ici a mis en évidence la forme énonciative élaborée par *Le Matin* pour présenter l'émergence de l'affaire Meili (7.2.2, *supra*). Puis, elle a signalé la reprise de cette configuration par les éditions suivantes, de telle sorte qu'elle a été instituée en tant que ligne éditoriale de ce quotidien. Et elle a indiqué que les comptes rendus médiatiques de la Conférence de Washington ont relaté un épisode au cours duquel il apparaissait que l'action de la Task Force constituait une configuration similaire pour orienter son action (8.1.2, *supra*).

Cette analyse a mis au jour ce que la publicisation du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » avait progressivement constitué comme allant de soi à ce sujet. Autrement dit, elle a élucidé le « sens commun » ou la « culture » de ce problème, c'est-à-dire l'intelligibilité qui lui a ordinairement été conférée en Suisse. Dans le même temps, l'analyse de cette configuration de la réalité a éclairé l'organisation de *l'expérience publique* qui prévalait en Suisse au sujet « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elle a indiqué qu'à l'époque, toute intervention à ce sujet devait – même pour contester cette manière de voir les choses – prendre en considération le fait qu'il était ordinairement considéré comme

⁴⁷ Pour une exploration préliminaire des procédures pratiques par lesquelles les « espaces publics » urbains sont articulés à la publicité démocratique, voir Marc Relieu et Cédric Terzi (2003).

un *problème d'image* engendré par des *attaques étrangères*, face auxquelles la *population suisse* était invitée à *riposter* (cf. Terzi, 2003).

Conduite de cette manière, l'étude élucide simultanément deux activités indissociables : la *problématisation* « des fonds juifs et de l'or nazi » (*i.e.* la configuration d'un *problème d'image*) et leur *publicisation* (*i.e.* la constitution de son *public*). Elle analyse donc les modalités d'intelligibilité publique d'un problème et de son public. En revanche, cette double dynamique ne peut pas être confondue avec l'*opinion publique* et encore moins avec l'*opinion des gens* à ce sujet. Il est possible d'affirmer qu'un problème revêt telle ou telle *intelligibilité publique*, laquelle contribue à l'orientation d'une *enquête*, qui donne forme à une *action publique*. Mais il serait erroné d'en déduire que cette *forme publique* reflète ou exprime l'opinion d'une majorité à ce sujet.

Concrètement, cette analyse permet de poser l'hypothèse que, dans les bistrotis suisses, les discussions au sujet « des fonds juifs et de l'or nazi » s'orientaient en référence à une question ordinairement considérée comme un *conflit économique* opposant la Suisse à des organisations juives. Par contre, cette orientation de l'activité discursive par rapport à une configuration ordinairement tenue pour acquise n'excluait pas de s'opposer à cette dernière. Le déroulement d'une discussion pouvait même parfois faire émerger un consensus entre ses participants à ce sujet. Inversement, la multiplication effective de telles prises de position conversationnelles hostiles à l'intelligibilité ordinaire « des fonds juifs et de l'or nazi » n'ont, à ce jour, eu aucune efficacité pragmatique. De nombreux suisses ne se sont pas reconnus dans la proposition d'identification qui leur était proposée. Néanmoins, plus de cinq ans après la signature de l'accord global, la question « des fonds juifs et de l'or nazi » reste publiquement intelligible sous la forme d'un problème de réputation. Ces quelques observations indiquent qu'il est possible d'opérer un travail d'*audienciation* (*i.e.* se constituer en tant que public des productions médiatiques qui parlent « des fonds juifs et de l'or nazi ») tout en se démarquant du travail de *problématisation* et de *publicisation* ordinaire (*i.e.* en refusant d'endosser la configuration du problème public ordinairement tenue pour acquise).

Ces remarques introduisent une première distinction entre le caractère *public* « des fonds juifs et de l'or nazi » et le *public* des articles médiatiques qui parlent de ce problème. Le premier est indissociable d'un *travail politique* à la constitution et à l'orientation duquel il contribue. Il s'agit d'un mode spécifique d'organisation de la réalité sociale et des expériences qu'elle suscite, qui émerge et se constitue notamment (mais pas exclusivement) au fil du travail de *problématisation* et de *publicisation* réalisé par les enquêtes et les controverses publiques (Terzi, 2003).

Pour leur part, les *publics* des productions médiatiques et des problèmes sociaux analysés par Daniel Dayan, Elihu Katz ou Gabriel Tarde relèvent d'un autre ordre de phénomène. Ils ne relèvent pas nécessairement d'un travail politique, mais de *l'ensemble d'activités pratiques par lesquelles des acteurs sociaux se constituent en tant que membres du public spécifique de telle ou telle production particulière*. La multiplicité des pratiques en question est d'ailleurs fort bien décrite par Daniel Dayan. Elles se déclinent dans des *consommations médiatiques* – s'abonner à un journal, le lire, regarder une émission, zapper, etc. – et dans un *travail de réception* qui s'étend bien au-delà de la relation au texte médiatique – participer à des conversations télévisées, mobiliser ou détourner des productions médiatiques pour afficher une appartenance, écrire à des vedettes de télévision, devenir membre d'un club, participer à des cérémonies télévisuelles.

Ces observations tendent à indiquer que les enquêtes qui entendent étudier le caractère public d'un problème en analysant les ressources médiatiques mises en œuvre dans les conversations politiques ordinaires se trompent d'objet d'étude. Elles prétendent analyser la *problématisation* et la *publicisation* d'une situation, alors qu'elles étudient

l'*audienciation* de productions médiatiques diffusées à son sujet. Ces études commettent donc une « erreur de catégorie » (Quéré, 2001 : 280)⁴⁸ :

Commet une erreur de catégorie celui qui subsume une entité sous une catégorie ou sous un type logique donné alors qu'elle relève en fait d'une autre catégorie ou d'un autre type logique. Commet ainsi une erreur de catégorie, pour reprendre un des exemples de Ryle, l'étranger qui visite pour la première fois l'université d'Oxford et qui, après qu'on lui ait montré les collèges, les bibliothèques, les laboratoires, les bâtiments administratifs, etc., pose la question : « Mais où est l'Université ? » Sa question trahit une erreur de catégorie en ce sens qu'il place l'Université dans la même catégorie que les bâtiments, les bibliothèques et les services administratifs, etc., qui sont des objets matériels individualisés. Il ne comprend pas que pour voir l'Université, il convient de saisir ces composantes en tant qu'intégrées dans un tout structuré, qui est d'un autre niveau, implique un autre principe d'individuation et ne relève pas du même type de description.

Certes, il serait possible d'estimer que le travail d'audienciation articulé autour des productions médiatiques consacrées à tel ou tel problème public, s'oriente en fonction de l'intelligibilité publique de ce dernier. Ceci reviendrait à dire que de telles conversations s'orientent en référence à ce qui est ordinairement considéré comme allant de soi au sujet de ce problème. Plus précisément, ceci reviendrait à affirmer que le « tiers symbolisant » constitué par de telles conversations est indissociable de la forme de publicité des problèmes dont il est question. Or, il n'en va pas nécessairement ainsi et, même lorsque tel est le cas, cette articulation est un phénomène à analyser.

Ne disposant pas de données conversationnelles, je me contenterai d'un exemple allusif. Cela fait plusieurs années que je participe presque quotidiennement à des discussions qui prennent pour thème la question « des fonds juifs et de l'or nazi », et plus particulièrement son traitement médiatique. En Suisse, ces discussions ne s'orientent pas systématiquement en référence à ce qui allait de soi au sujet de ce problème. Dans bien des cas, elles s'organisent en référence à un sens commun relatif à l'organisation de l'espace médiatique suisse. Concrètement, une remarque du genre « tu as vu ce qu'a écrit Jean-Pierre Gattoni dans le *Matin* ? » ou « tu as entendu parler de l'éditorial de Max Frenkel ? » peut parfaitement susciter des réponses du genre « on ne peut pas attendre mieux d'une feuille de chou comme *Le Matin* », ou « de toute manière, la *NZZ* turbine pour le Parti radical ».

Parallèlement, même dans les cas où une discussion ordinaire s'oriente effectivement en référence à l'intelligibilité publique « des fonds juifs et de l'or nazi », l'articulation de ces deux registres mériterait d'être analysée. Concrètement, l'enquête devrait alors observer et décrire les opérations pratiques déployées pour articuler le travail d'*audienciation* (i.e. l'élaboration de ce que les participants ont lu, écouté, vu ; ce dont ils ont entendu parler ; les productions médiatiques qu'ils apprécient et celles qu'ils évitent) et le déploiement d'un travail d'*enquête* (i.e. les modalités par lesquelles les participants se positionnent par rapport à l'intelligibilité publique du problème, l'endossent pour appeler à une mobilisation collective, s'en défont pour marquer leur désapprobation, etc.).

Les travaux qui s'appuient sur des *conversations ordinaires* pour analyser l'*intelligibilité publique* d'une situation confondent donc, dans bien des cas, le *travail social d'audienciation* (se faire public d'une production médiatique) et le *travail politique de problématisation et de publicisation* (prendre part à l'enquête au cours de laquelle est constitué, élucidé, traité un problème public). Cette confusion des publics médiatique et politique place, au cœur de la constitution des collectivités, un processus *spéculaire* qui ne saurait être confondue avec les dynamiques *réflexives* mises en évidence par les analyses pragmatistes des publics. Certes, ces deux approches se rejoignent pour considérer que les

⁴⁸ Louis Quéré s'appuie sur G. Ryle, *La Notion d'esprit*, Paris, Payot, 1978 [1949].

publics, les collectifs ou les institutions se constituent dans des activités, dont le déploiement fait émerger un *troisième terme*, une *médiation* en référence à laquelle les collectivités se saisissent et se comprennent en tant que telles. Cependant, ces deux démarches sont en désaccord quant à la nature et à la forme de ces médiations. Dans la perspective de Daniel Dayan, les « communautés imaginées » fonctionnent explicitement de manière *spéculaire*, c'est-à-dire à la manière d'un *miroir* qui renvoie à la collectivité sa propre image (cf. Dayan, 1992 : 159, op. cit.). Au contraire, les approches pragmatistes insistent précisément sur la nécessité de ne pas confondre ces deux termes. Ainsi, Louis Quéré présente la dynamique *réflexive* de la communication de la manière suivante (Quéré, 1982 : 33) :

Tout se passe comme si la communication entre les sujets sociaux nécessitait à chaque instant la représentation d'une totalité sociale (qui n'est pas nécessairement la société globale). Comme si le rapport d'échange était contraint de s'objectiver lui-même dans une extériorité et de faire l'expérience des limites que celles-ci lui posent pour acquérir une substance historique singulière.

Certes, le « tiers symbolisant » analysé par Louis Quéré n'est pas complètement étranger aux « communautés imaginées » étudiées par Daniel Dayan. Il s'agit de *médiations*, procédant d'une élaboration collective permanente, en référence auxquelles des collectivités empiriques orientent les activités au cours desquelles elles se constituent. Cependant, la dynamique de ces dispositifs diffère fondamentalement. Chez Daniel Dayan, les « communautés imaginées » instituent une dynamique *spéculaire*, c'est-à-dire qu'elle fonctionne à la manière de *miroirs*. Chez Louis Quéré au contraire, le « tiers symbolisant » est explicitement décrit comme une « altérité », une « extériorité » qui pose des « limites ».

Plus précisément, dans la dynamique envisagée par Daniel Dayan, les publics médiatiques et les publics politiques ne se constituent qu'en référence au reflet de leur propre image. Ce faisant, ses analyses élucident un mode d'auto-constitution des collectifs. Cependant, elles n'en désignent qu'une *forme possible* qui, selon Jean-Pierre Dupuy, caractérise la foule en panique (Dupuy, 1993 [1991] : 369-370) :

La forme de la panique est celle d'une communication entre éléments d'une totalité par l'intermédiaire d'un ou plusieurs traits émergents de cette totalité considérée comme transcendante – alors qu'elle n'est qu'« *auto-transcendante* », c'est-à-dire que ce sont les éléments eux-mêmes qui l'ont fait émerger. Dans une fuite panique, les acteurs ne prennent plus pour repères les comportements de leurs voisins, comme c'est le cas dans la foule à travers les liens que Freud dit « *identificatoires* », ils se guident sur ces traits émergents (la direction générale de la fuite par exemple). Or ceux-ci [...] jaillissent d'un processus d'imitation généralisée, où chacun copie chacun. Les traits émergents de la totalité cristallisent cette relation mimétique universelle, tout en se présentant comme extérieurs, transcendants par rapport à elle. De la foule à la panique, la contagion change de régime, mais elle est bien toujours là.

Quant au marché, dans le modèle qu'en présente la théorie walrassienne de l'équilibre économique général, il a la même forme que la panique. Les agents économiques se guident sur un ensemble de prix qu'ils considèrent comme donnés, extérieurs à eux, alors que ce sont eux qui les font émerger. [...]

Il est possible de synthétiser le sens de ces récents développements par une formule, qui est beaucoup plus qu'un jeu de mots : le marché *contient* la contagion panique, dans les deux sens du mot : il lui fait barrage, mais il l'a en lui. [...]

En confondant les publics médiatiques et politiques et en appréhendant leur constitution sur le seul mode *spéculaire*, Daniel Dayan envisage la constitution des collectivités exclusivement sous une forme correspondant à la dynamique des marchés ou de la panique. Dans cette perspective, les processus par lesquels des acteurs sociaux se constituent en publics médiatiques ou politiques sont assimilables aux dynamiques par

lesquelles prennent forme les consommateurs sur un marché. Cette approche engage donc implicitement une conception particulière des productions médiatiques et de leurs publics, envisagés sous l'angle narcissique d'acteurs qui contemplent leur propre reflet dans les produits qu'ils consomment. Cette manière d'appréhender la problématique est parfaitement légitime. Cependant, elle est *discutable* et elle mérite d'être *discutée*.

L'une des principales faiblesses de ce modèle tient en ceci qu'il endosse une *forme de constitution des publics, parmi de nombreuses autres possibles*. Cette institution du *public narcissique* en tant que modèle cognitif et normatif empêche d'observer la *spécificité* de sa constitution, et ses conséquences pour les collectivités politiques qui se constituent de cette manière. Ceci apparaît de manière particulièrement exemplaire s'agissant d'analyser le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». En effet, ces discussions ont précisément constitué ce mode particulier de constitution des problèmes et de leurs publics en tant que sens commun, ordinairement tenu pour acquis. De la sorte, elles ont donné forme à collectif confronté à un *problème d'image*. Concrètement, les discours médiatiques ont progressivement institué une relation métonymique entre leur référent (le *problème* dont ils parlaient) et leur destinataire (le *public* affecté par ce problème). Ces mises en forme du problème invitaient les Suisses à interpréter les *dénonciations* du rôle des institutions suisses durant la Seconde Guerre mondiale, comme des attaques portées contre une *part d'eux-mêmes*, notamment contre *leur* histoire ou *leurs* banques (8.2.1, *supra*). Autrement dit, ces configurations du problème ont institué une Suisse narcissique, bouclée sur elle-même, dans la contemplation et la défense de *son* patrimoine, de *son* histoire, de *sa* tradition humanitaire. Dans la perspective des analyses qui conçoivent la constitution des publics comme un processus spéculaire, cette dynamique relèverait du *sens commun*, c'est-à-dire d'une *normalité* – au double sens cognitif et normatif de ce terme – qui ne peut être que constatée, mais ni analysée, ni critiquée. En conséquence, de telles recherches n'alimentent pas le débat public, en ouvrant la voie à la confrontation entre différentes formes alternatives de collectivités politiques.

Il en va de même en ce qui concerne la constitution des publics médiatiques. En effet, ces enquêtes tendent à réifier la distinction entre les *productions médiatiques* et leur *réception publique*. Pour le montrer, il suffit de reprendre le passage par lequel Daniel Dayan fonde l'analogie entre la réception des médias et la constitution de l'espace public (Dayan, 1998 : 236) : « *le moment crucial n'est pas celui du rapport au texte médiatique, mais celui de la relation conversationnelle auquel les productions médiatiques servent, entre autres, de ressources* ». Une telle formulation suppose qu'il est possible d'établir une nette distinction entre la *production* des discours médiatiques et leur *réception*, produites par des *acteurs distincts*, en des *temps* et des *lieux* différents. Certes, il est indéniable que tel est parfois le cas. Il arrive que la réception des discours publics se produise *après* leur diffusion, qu'elle se développe *en dehors* des médias, et qu'elle soit menée par des lecteurs, des auditeurs ou des téléspectateurs distincts des acteurs qui ont produit les discours médiatiques.

Cependant, il ne s'agit là que d'un cas de figure possible *parmi d'autres*, qui ne peut ni être stipulé, ni être érigé comme norme, mais dont la configuration pratique mériterait d'être analysée. D'ailleurs, l'analyse « des fonds juifs et de l'or nazi » indique que cette modalité ne prédomine pas nécessairement dans le déploiement des enquêtes qui constituent la problématisation et la publicisation d'une situation. Sans prétendre être exhaustif, je ne rappellerai que quelques exemples alternatifs, qui montrent que l'enquête, constitutive d'un problème et de son public, est *publique* de part en part. Par exemple, en Suisse, les premiers éléments de publicisation de ces questions remontent à décembre 1994, lorsqu'une question parlementaire (*i.e.* une forme *publique* d'action politique) s'est explicitement appuyée sur des « articles parus dans la presse internationale » pour soulever

la question des fonds en déshérence (1.2.1, *supra*). De même, la constitution du *public* affecté par un *problème de réputation* s'est déployée par des enchaînements de propositions d'identification qui étaient *publiquement* adoptées, rejetées, ou modifiées par l'orientation pratique d'actions publiques. Ainsi, l'efficacité pragmatique qui a été conférée à la proposition de considérer le problème comme un *conflit financier* a été attestée par son endossement pour orienter des *actions publiques*, telles que la constitution d'un « Fonds spécial », ou la signature d'un « accord global ». Plus encore, dans bien des cas, la *réception* des productions médiatiques a pratiquement été réalisée par de nouvelles *productions médiatiques*. Concrètement, la constitution et la réorientation des *lignes éditoriales* de *L'Hebdo* (chapitre 5, *supra*), de la *Tribune de Genève* (6.4, *supra*) ou du *Matin* (8.1.2, *supra*) se sont systématiquement opérées par l'organisation pratique d'activités discursives (des articles, des éditoriaux, des tribunes libres) par lesquelles un support médiatique proposait une *réception* de sa *propre* production antérieure.

Il serait possible de rétorquer que ces configurations publiques du problème ont participé à l'orientation de pratiques ordinaires. Nombreuses sont celles qui n'ont pas été répercutées dans les arènes de problématisation et de publicisation qui se sont constituées au cours de l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi » : les médias, le Parlement, les tribunaux états-unis, la Task Force, le Fonds spécial, la Commission Indépendante d'Experts, etc. Cependant, ce n'est que dans la mesure où ces actions ordinaires ont été reprises, saisies, mobilisées pour orienter l'activité de ces instances, qu'elles ont contribué à l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi », c'est-à-dire participé à sa problématisation et à sa publicisation.

En témoigne le destin d'une scène urbaine, qui a orienté l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi » après avoir été rapportée par l'éditorialiste Franck A. Meyer dans la *Sonntagsblick*, un hebdomadaire suisse alémanique à grand tirage^{xvi} :

« Mardi après-midi sur les quais de la Limmat, à Zurich. Je monte dans le tramway de la ligne n°4. Avec moi, monte un jeune homme portant un costume noir, une chemise blanche et un large chapeau de couleur foncée : un jeune Suisse, juif orthodoxe. Je me rends à l'avant de la voiture. Le jeune homme reste debout à l'arrière. Tout à coup, une voix résonne : « Sale Juif ! Fous le camp ! Tu n'as rien à faire ici. Des types de ton engeance, on n'en a pas besoin chez nous ! » Le jeune homme reste silencieux, s'éloigne de son agresseur et me rejoint à l'avant de la voiture. Son costume trahit son origine aux yeux de tous. Les passagers, feignant l'indifférence, baissent les yeux ou regardent par la fenêtre. La voix devient de plus en plus hystérique, insulte le jeune Juif. Je vais vers l'arrière et me poste à côté de l'agresseur, assis sur la dernière banquette. C'est un homme jeune, correctement vêtu, rasé de près, ni ivrogne, ni drogué, juste un jeune Suisse rempli de haine. Je lui parle doucement : « Tais-toi maintenant ». Il hurle : « De quoi te mêles-tu, ces juifs pillent notre pays. Je suis suisse, je trime dur pour chaque sou que je gagne. Si tu n'aimes pas ce que je dis, tu n'as qu'à émigrer ». Le calomniateur se lève et me menace. Les passagers suivent silencieusement la scène. Enfin, quelqu'un se lève et vient à mon aide. L'agresseur se calme, se rassied, puis descend à la première station ».

A l'occasion de son déroulement originel, cette scène se présentait comme une altercation antisémite. Certes, dans la version rapportée par Frank A. Meyer, le personnage l'« agresseur » fait implicitement référence au débat

en affirmant : « *ces juifs pillent notre pays* ». Il serait cependant abusif de considérer, sur cette seule base, que cette altercation aurait contribué à l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi », c'est-à-dire à la problématisation et à la publicisation de cet enjeu. Il est d'ailleurs parfaitement envisageable que de nombreuses scènes de ce genre se soient produites au cours des discussions, sans pour autant réorienter ces dernières.

Cependant, tel n'a pas été le cas de cette scène-là. Cela ne tient pas tant à son déroulement originel qu'à sa publication par Frank A. Meyer, puis à son destin éditorial. Au moment où le *SonntagsBlick* a publié cette anecdote, « les fonds juifs et l'or nazi » étaient ordinairement constitués comme un enjeu qui pouvait potentiellement susciter des réactions antisémites. Dans cette perspective, Frank A. Meyer ne présentait pas cet épisode uniquement comme le récit d'une altercation antisémite comme les autres. Il la constituait comme une contribution décisive à l'enquête en cours, propre à confirmer que le développement de cette discussion engendrait une résurgence de l'antisémitisme en Suisse.

Par la suite, l'intérêt de cette anecdote pour l'élucidation des enjeux constitutifs « des fonds juifs et de l'or nazi » a été constitué par les nombreuses reprises dont elle a été l'objet, dans les médias et par des intervenants aux débats. Progressivement, la diffusion de cette petite histoire l'a constituée comme un exemple emblématique, illustrant et mettant au jour l'une des facettes des discussions en cours.

Ainsi, Jean Ziegler l'a mobilisée dès les premières lignes de sa postface à *La Suisse, l'or et les morts*, rédigée en janvier 1998, à l'occasion de la publication de son ouvrage en livre de poche. Sous le titre « Antisémitisme », il introduisait cette anecdote de la manière suivante (Ziegler, 1997 : 345) :

« Beaucoup de choses ont changé en Suisse et dans le monde depuis la première parution de ce livre en mars 1997. De nouveaux et importants documents secrets ont paru aux États-Unis. De nouveaux témoins ont pris la parole. La crise d'identité s'est encore approfondie. Elle est porteuse de promesses, mais aussi de menaces. Le serpent de l'antisémitisme relève la tête. Voici un récit dû à Frank A. Meyer, le plus célèbre des éditorialistes suisses alémaniques ».

Jean Ziegler citait alors le texte de l'éditorial. Puis il enchaînait (idem : 346) :

« Un autre exemple. En août 1997, un rabbin anglais projette de passer quelques jours de vacances dans la station grisonne d'Arosa avec sa famille. Un chalet est à louer. Le rabbin répond à l'annonce. Le propriétaire refuse de louer à un Juif. Motif : « Avec ces Juifs nous n'avons que des problèmes ». L'office du tourisme d'Arosa présente ses excuses au rabbin, lui offre un autre chalet et assume tous les frais pour un séjour de deux semaines ».

Ce petit exemple indique bien la complexité des relations entre le développement de l'enquête (*i.e.* la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi ») et le travail d'audienciation (*i.e.* les modalités par lesquelles des activités ordinaires par lesquelles se constituent les publics des ces productions médiatiques). Dans le cas des deux anecdotes citées par Jean Ziegler, les protagonistes de ces scènes sont décrits comme orientant leur activité en référence au problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». En ce sens, il est possible d'interpréter leur comportement comme un travail

d'audienciation : ces acteurs se sont pratiquement constitués en tant que publics des informations médiatiques concernant un problème.

En revanche, ces activités n'ont pas participé directement à l'*activité politique* de problématisation et de publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi ». Ce n'est que par la médiation de leur publication dans les médias et dans l'ouvrage de Jean Ziegler qu'elles ont contribué à l'orientation de l'enquête publique. Alors, ces scènes ordinaires ont participé à la mise en évidence de la composante antisémite du problème, ouvrant la voie à des investigations visant à élucider ses causes, ses conséquences, les mesures à adopter pour l'enrayer, etc.

Ces observations ont pointé quelques-unes des difficultés soulevées par les recherches qui confondent l'étude de la réception des productions médiatiques et l'analyse des espaces publics démocratiques. En contrechamp, ce parcours a spécifié le mode d'enquête pragmatiste esquissé au cours de cette étude. Cette démarche n'étudie ni des supports médiatiques, ni leurs contenus, mais la manière dont les uns et les autres ont été configurés par des pratiques discursives, de manière à analyser comment celles-ci constituent (et rendent compte de) la structuration des publics d'un problème.

En rupture avec l'approche « empiriste-réaliste » de l'action publique, cette démarche propose d'appréhender le public « *comme forme et comme modalité d'expérience* » (cf. Quéré, 2002 ; 2003). De ce point de vue, pour rendre compte du public, il convient d'observer le travail qui *organise*, sous des descriptions, l'intelligibilité d'occurrences singulières, imprévues, non répétables. Autrement dit, le public est une *expérience* qui organise un flux d'actions et de passions – menées par des agents et subies des patients – intégré en une situation, dont la polarisation et l'orientation structure l'enquête, dont le déroulement contribue, en retour, à sa détermination.

Cette orientation de la recherche réoriente radicalement la sociologie « des problèmes publics », vers l'analyse des *activités de problématisation et de publicisation*, qui organisent, configurent et orientent une expérience publique. Dans cette perspective, pour analyser le problème « des fonds juifs et de l'or nazi », il convient d'élucider les modalités publiques et ordinaires qui ont progressivement constitué comme allant de soi la configuration du public d'un problème de réputation. Cette manière de procéder éclaire alors d'un jour nouveau l'ensemble des observations conduites jusqu'ici au sujet des débats sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

Dans ce cas particulier, ce mode d'analyse permet de montrer comment des discours médiatiques ont structuré la collectivité nationale en tant que public « des fonds juifs et de l'or nazi ». Une telle enquête prend pour point de départ les traces des pratiques médiatiques ordinaires conservées par le corpus médiatique des débats sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre. Par exemple, il est possible d'observer comment les médias ont, progressivement, rassemblé les articles consacrés aux « fonds juifs » et à « l'or nazi » en rubrique nationale et non en rubrique économique. Dans la perspective d'analyse développée jusqu'ici, une telle observation ne concerne pas seulement l'organisation des supports médiatiques (la division des quotidiens en rubriques hiérarchisées et plus ou moins flexibles), ni la production des discours médiatiques (la « construction » des informations par le travail de rubricage). Elle indique une *modalité pratique* par laquelle les discours médiatiques ont constitué l'intelligibilité ordinaire du *caractère national* « des fonds juifs et de l'or nazi », articulant la définition du problème et l'identité de son public. La routinisation de ces pratiques de rubricage a constitué une proposition d'identification à un contrat spectatorial qui pourrait être paraphrasé de la manière suivante : « *Il va de soi qu'il s'agit d'un problème suisse, auquel vous vous intéressez en tant que Suisses, au sujet*

duquel vous cherchez des informations traitées d'un point de vue suisse, sous la rubrique nationale d'un quotidien suisse ». Autrement dit, cette analyse met au jour les modalités pratiques par lesquelles des opérations routinières de rubricage ont contribué à l'intelligibilité d'un problème d'*image nationale*, constituant réflexivement l'intégration de son *public*.

Plus largement, cette étude a mis en évidence l'élaboration d'une configuration similaire du problème et de son public au fil des controverses soulevées suite aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz. Tout d'abord, la recherche a surtout insisté sur les conséquences pratiques de cette mise en forme des questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale pour le déroulement de l'enquête. Elle a notamment indiqué le discrédit qu'elle a fait peser sur les activités de revendication et les dénonciations, communément considérées comme des « attaques étrangères », accusées d'avoir engendré le problème. Ensuite, cette étude a indiqué comment cette conception du problème et de son traitement a fait émerger des personnages chargés de déployer un *marketing politique* visant à mettre un terme définitif aux discussions, par l'élaboration d'une représentation unifiée et unifiante de la Suisse et de son passé. Enfin, l'analyse a montré comment le déploiement de ces mesures a composé un *problème identitaire*, dès lors que les débats ont progressivement établi des relations métonymiques entre la Suisse, son histoire de la Seconde Guerre mondiale et avec son système bancaire.

Synthèse de l'analyse

Tout au long du débat, ce mode de configuration du problème et de la collectivité helvétique a été tenu pour acquis. Sur le fil de cette problématique, il a été possible de se demander si ces configurations, ordinairement présentées comme allant de soi, ne participaient pas à la configuration d'une *culture politique*. Afin d'esquisser l'analyse de cette dernière, plusieurs pistes théoriques ont été explorées. Ce parcours n'a pas seulement mis en évidence les apports et les limites des analyses de l'identité collective et politique proposée par Benedict Anderson et Daniel Dayan. Il a surtout esquissé et spécifié une problématique de l'expérience publique, attachée à observer et à décrire les procédures par lesquelles des productions médiatiques problématisent et publicisent les situations dont elles parlent. Ce cheminement invite donc à respecifier l'analyse, de manière à ce qu'elle rende compte empiriquement des pratiques qui ont conféré un statut *problématique et public* « aux fonds juifs et à l'or nazi ». Ce qui permettra d'élucider comment la configuration d'un *problème de réputation* et de son *public* est intervenue dans la constitution de la collectivité nationale suisse, de son identité ou de sa culture politique.

Au fil de ce questionnement, les conceptualisations des « communautés imaginées » ont été respecifiées, de manière à être articulées dans une problématique de l'« expérience publique » et de sa constitution pratique. A ce point, l'analyse a rejoint la thématique de l'enquête, dont la dynamique a déjà été mobilisée pour orienter une écriture s'efforçant de retracer les procédures par lesquelles une situation indéterminée a été progressivement transformée en une situation déterminée (chapitre 7, *supra*). Cette analyse des relations qu'entretiennent les actions et leur environnement est indissociable d'une théorie pragmatiste des publics. Ainsi, John Dewey montre comment les enquêtes problématisent et publicisent des situations, c'est-à-dire comment elles constituent des problèmes, établissent leurs causes et leurs conséquences, identifient les acteurs que ces dernières affectent indirectement, et qui peuvent se constituer en public, de manière à exercer un contrôle à distance sur cette situation néfaste. Or, dans la problématique de John Dewey, cette constitution des publics est indissociable de la constitution des États, et donc de leur culture politique.

Traitement des problèmes publics et constitution pratique de l'État

Dans la perspective pragmatiste développée par John Dewey, l'État n'est pas analysé comme l'instance réifiée, définie de manière stable par un ordre légal, et durablement incarnée par des instances administratives, dont les activités seraient orientées par des codes de procédure prédéfinis et externes à leur déroulement. Au contraire, l'État apparaît comme un phénomène émergent, indissociable de la configuration de publics, mis en forme pratiquement, notamment au cours des enquêtes qui problématisent et publicisent des situations. Autrement dit, cette approche inverse les procédures spéculatives habituellement mises en œuvre pour étudier l'État. Elle propose en effet de rendre compte de son émergence et de sa configuration, en observant comment les activités humaines configurent des problèmes et constituent leurs publics.

Cette perspective éclaire en retour la portée des analyses conduites jusqu'ici pour rendre compte du travail de représentation de la Suisse et de son passé, déployé tout au long du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Cette étude a montré comment ces discussions ont donné forme à une collectivité affectée par un problème d'image et aux mesures de marketing politique censées y remédier. Puis, le détour par les travaux de Benedict Anderson et Daniel Dayan a montré que de telles configurations médiatiques ne se sont pas limitées à produire un discours sur le monde. Ce faisant, elles ont constitué des entités collectives – une nation, son identité, des publics médiatiques –, auxquelles étaient destinées ces représentations de la réalité. Autrement dit, ces approches théoriques ont indiqué que ces productions médiatiques ont configuré un *problème de réputation* et son *public*, dont l'articulation constituait une *culture politique*. En revanche, ces démarches n'ont fourni aucun instrument pour observer et décrire cette dernière et les dynamiques de son émergence.

Certes, Daniel Dayan a ouvert une piste de recherche empirique. Il a proposé de considérer que les collectivités nationales et leurs espaces publics démocratiques se constituent dans le travail de *réception* de productions médiatiques. J'ai montré que cette démarche confond le *travail social* par lequel se constituent les publics médiatiques, et le *travail politique* qui fait émerger des collectivités nationales, structure leur *culture politique*, et organise leur *espace public*. A priori, cette confusion de catégorie pourrait passer pour une méprise mineure. Elle soulève pourtant un enjeu qui se situe au cœur de la question du politique. En effet, ce recouvrement des analyses de l'espace public et de la réception médiatique efface la distinction entre le social et le politique, et elle instaure entre eux une relation *spéculaire*. Ce faisant elle se met dans l'incapacité de distinguer la constitution des collectifs *sociaux* et des collectifs *politiques*, c'est-à-dire de rendre compte des propriétés spécifiques des phénomènes sociaux qui revêtent un caractère *politique*. En particulier, cette approche s'interdit d'observer et de décrire la constitution des *cultures politiques*, dans la mesure où celles-ci se caractérisent précisément par les modalités pratiques qui établissent la distinction entre le politique et le social, ou le public et le privé.

Ces questions forment une des articulations centrales de la théorie de la politique développée par Hannah Arendt, qui caractérise le totalitarisme par une *dissolution du politique dans le social*. Ce phénomène engendre la disparition des sphères publique et privée, au profit d'une vaste organisation sociale, faite de multiples rapports de dépendance, dont le fonctionnement est commandé par un appareil dominant. Inversement, ceci revient à dire que l'émergence de la démocratie repose sur l'élaboration d'une distinction entre le social et le politique. Claude Lefort insiste sur ce point dans son commentaire sur « *Hannah Arendt et la question du politique* » (Lefort, 1986 [1985] : 69) :

Il n'y a de politique que là où se manifeste une différence entre un espace où les hommes se reconnaissent les uns et les autres comme citoyens, se situant ensemble dans les horizons d'un *monde commun*, et la vie sociale proprement dite où ils font seulement l'épreuve

de leur dépendance réciproque, cela sous l'effet de la division du travail et de la nécessité à satisfaire leurs besoins.

Ainsi, une *culture politique* se caractérise notamment comme la manière dont une collectivité établit cette distinction entre le social et le politique. Pour l'analyser, il convient donc de montrer comment ces limites entre les *activités sociales* et les *activités politiques* se définissent. Dans cette perspective, étudier la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi », implique notamment d'analyser comment a été élaborée, mise en forme et stabilisée une distinction, ordinairement tenue pour acquise, entre les dimensions *sociales* et *politiques* de cette question. Une telle étude suppose donc de considérer que les domaines du « social » et du « politique » ne sont pas des « sphères » ou des « espaces » réifiés, nettement circonscrits et dont la distinction serait établie une fois pour toutes. Au contraire, il s'agit de les appréhender comme des entités émergentes, dont la définition et la délimitation sont constituées par un travail de problématisation et de publicisation.

Une analyse qui ne se donne pas pour tâche d'élucider la distinction entre le *travail social* et le *travail politique* articulé autour des productions médiatiques (en production et en réception) est incapable d'élucider la *culture politique* à l'élaboration desquelles ces activités contribuent. Ainsi, les analyses de Daniel Dayan, assimilent *a priori* les dynamiques identitaires au cours desquelles se constituent des publics médiatiques, et les processus de problématisation et de publicisation qui configurent le caractère public des enjeux évoqués par les médias. De la sorte, elles postulent que le *travail social* et le *travail politique* réalisés par les activités médiatiques se confondent. En conséquence, cette démarche devient aveugle aux opérations pratiques qui assurent leur distinction, leur articulation ou leur amalgame, constituant ainsi la définition d'une culture politique.

Cette question est au cœur du traitement médiatique « des fonds juifs et de l'or nazi ». En effet, la spécificité de cette controverse réside précisément en ceci que les activités des médias ont progressivement effacé la distinction entre leur travail social et leur travail politique. Pour le dire autrement, les discours médiatiques ont progressivement assimilé leur *public* et le *collectif* affecté par le *problème de réputation* traité sous la rubrique « fonds juifs et or nazi ». Concrètement, au cours de la controverse qui s'est polarisée suite aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, les articles, les commentaires et les prises de positions ont constitué des propositions d'identification qui instituaient une relation *spéculaire* entre leur destinataire et les enjeux dont il était question. Ils ne s'adressaient pas à des citoyens *indirectement* affectés par un problème au sujet duquel ils devaient être informés pour participer à l'élaboration d'une action à distance. Ils prenaient à partie des Suisses, directement attaqués, dans leur identité même, par les critiques soulevées au sujet du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, ou du comportement des banques à cette époque⁴⁹. Or, la perspective préconisée par Daniel Dayan ne mettrait pas au jour la spécificité de cette manière de procéder, dans la mesure où cette démarche la considère précisément comme allant de soi. En effet, cette approche invite à considérer que les activités par lesquelles des acteurs sociaux se sont constitués comme lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs de productions médiatiques consacrées « aux

⁴⁹ Au cours de cette étude, les exemples en ce sens ont été multipliés. Ils vont de l'illustration de l'ouvrage de Philippe Braillard par la figure de l'Oncle Sam pointant un index menaçant en direction du lecteur (4.2.2, *supra*) ; à l'éditorial de Jean-Pierre Gattoni qui appelait les Suisses à restaurer leur cohésion nationale autour du point de vue unifié et unificateur institué par la version du passé élaborée dans la perspective des autorités politiques (7.2.2 et 7.2.3, *supra*) ; en passant par l'Hebdo qui se demandait « Comment se relever de l'uppercut US » au lendemain de la publication du rapport Eizenstat (5.1.2, *supra*).

fonds juifs et à l'or nazi » ne diffèrent en rien des procédures par lesquelles des acteurs politiques se sont constitués et mobilisés pour transformer cette situation.

Ces quelques observations invitent à « pragmatiser » la problématique formulée par Claude Lefort. En effet, la question n'est pas tant de postuler ou de constater une *différence* entre « l'espace politique » et la « vie sociale », ni même de spéculer sur les meilleurs moyens d'établir cette distinction ou sur les prérogatives qui devraient idéalement être attribuées à chacun de ces secteurs. L'analyse sociologique a plutôt pour tâche d'observer et de décrire les processus et les procédures de la *différenciation* (ou de l'*assimilation*) entre l'« espace politique » et la « vie sociale ». Elle peut donc s'efforcer de retracer les activités pratiques par lesquelles se constitue et se circonscrit un *public* et les modalités par lesquelles il se distingue du social, s'y articule, ou se confond avec lui.

Telle est précisément la problématique centrale autour de laquelle John Dewey a organisé son ouvrage intitulé *Le public et ses problèmes (The Public and its Problems)*⁵⁰. Sa réflexion établit une relation indissociable entre « l'État » – son émergence, sa configuration, son action – et les procédures pratiques par lesquelles se constituent des problèmes et leurs publics (2003 [1946] : 47) :

Le problème même de savoir où tracer la limite entre les affaires qui sont laissées au jugement privé et celles qui sont sujettes à une décision politique est *formellement* un problème universel. Mais, du point de vue du contenu réel du problème, cette question est toujours *concrète*. C'est-à-dire qu'elle concerne la spécification de conséquences factuelles, qui ne sont jamais fixées de manière inhérente, pas plus qu'elles ne sont sujettes à être déterminées dans les termes d'une théorie abstraite. Comme tous les faits soumis à l'observation et à la spécification, elles sont spatio-temporelles et non éternelles. *L'État* est un mythe à l'état pur. [L]a notion même d'État en tant qu'idéal et norme universels est apparue à un point spatio-temporel critique afin de servir une fin bien précise.

La problématique esquissée par John Dewey ouvre donc la voie à des *analyses rigoureusement empiriques* des États, de leur émergence, de leur constitution pratique et de leurs transformations. Ceci revient à dire que l'observation et la description du travail de problématisation et de publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi » – c'est-à-dire de leur émergence, de leur configuration et de leur traitement en tant que *problème d'image* – est une analyse de l'État suisse.

L'étude conduite jusqu'ici peut donc être considérée comme une analyse empirique de la *culture politique suisse*. En effet, elle rend compte de la co-constitution « des fonds juifs et de l'or nazi » et de leur public. Autrement dit, elle met au jour les modalités – pratiques et ordinairement tenues pour acquises – par lesquelles ont été identifiées, distinguées et articulées les composantes *sociales* et *politiques* de cette question. En ce sens, cette étude ne présente pas l'analyse d'un *problème public*. Elle examine les modalités par lesquelles une situation a été *problématisée* et *publicisée*. Plus précisément encore, elle met au jour les procédures, ordinairement tenues pour acquises, qui ont présidé au déploiement, à la distinction et à l'articulation de ce travail social et politique.

En ce sens, il s'agit d'une étude empirique de la *culture politique* constitutive de l'État suisse. Celui-ci n'y est pas appréhendé par le biais de ses définitions philosophiques ou juridiques, c'est-à-dire, par exemple, en tant que Confédération d'États, caractérisée par les institutions de la démocratie semi-directe et de la neutralité armée. Au contraire, le développement de l'analyse retrace son émergence, telle qu'elle a été configurée par la *problématisation* et la *publicisation* « des fonds juifs et de l'or nazi ». Autrement dit, cette

⁵⁰ Pour une discussion détaillée de la pensée politique de John Dewey, voir le travail de Joëlle Zask (1999 : 127ss).

analyse observe et décrit l'État suisse, tel qu'il *s'est constitué pratiquement*, en tant que public spécifique d'un problème particulier.

Cette démarche de sociologie empirique rejoint une articulation centrale de la philosophie pragmatiste de l'État préconisée par John Dewey. Avant tout, sa démarche prend nettement ses distances avec les nombreuses analyses qui tendent à substantifier l'État ou à le réifier. Pour commencer, il récuse les approches qui entendent élaborer une théorie de l'État considéré en tant que notion abstraite, posant un problème universel. Au contraire, il propose de considérer l'État comme un phénomène *concret*, élaboré par les opérations pratiques qui marquent une limite entre les enjeux qui relèvent du jugement privé, et ceux qui impliquent une action politique. Ce faisant, il se démarque très explicitement des approches spéculatives qui ont animé l'histoire des doctrines politiques et de la philosophie sociale (Dewey, 2003 [1927] : 58) :

Le concept de l'État, comme la plupart des concepts introduits par « Le », est à la fois trop rigide et trop lié à des controverses pour être d'une utilité immédiate. C'est un concept qu'il est plus facile d'aborder de biais que de front. Dès que nous prononçons les mots « L'État », une vingtaine de fantômes intellectuels viennent obscurcir notre vision. En dépit de nos intentions et sans qu'on y prenne garde, cette notion nous entraîne imperceptiblement vers la considération des relations logiques entre diverses idées, loin des faits de l'activité humaine. Il est préférable de commencer par ces derniers et de voir si nous ne sommes pas conduits de cette façon vers l'idée de quelque chose qui viendra à impliquer les marques et les signes caractérisant le comportement politique.

Dans la perspective présentée par John Dewey, « l'État » est un phénomène pratique, qui ne peut faire l'objet d'une analyse abstraite ou conceptuelle. Autrement dit, l'État se constitue et se manifeste sous la forme d'*activités pratiques*, indissociable du traitement de *questions concrètes*. En conséquence, ce phénomène ne peut être abordé que « de biais », par *l'intermédiaire* des actes humains qui le font émerger et qui lui confèrent une forme ordinairement intelligible (idem : 61) :

Nous prenons donc notre point de départ dans le fait objectif que les actes humains ont des conséquences sur d'autres hommes, que certaines de ces conséquences sont perçues, et que leur perception mène à un effort ultérieur pour contrôler l'action de sorte que certaines conséquences soient assurées et d'autres évitées. Suivant cette indication, nous sommes conduits à remarquer que les conséquences sont de deux sortes ; celles qui affectent les personnes directement engagées dans une transaction, et celles qui en affectent d'autres, au-delà de celles qui sont immédiatement concernées. Dans cette distinction, nous trouvons le germe de la distinction entre le privé et le public. Quand des conséquences indirectes sont reconnues et qu'il y a un effort pour les réglementer, quelque chose ayant les traits d'un État commence à exister. Quand les conséquences d'une action sont confinées (où [sic] crues confinées) principalement aux personnes directement engagées, la transaction est privée.

Cette pragmatique de l'État permet de revenir aux critiques adressées aux analyses de Daniel Dayan. En effet, l'approche de John Dewey permet de spécifier les confusions engendrées par les enquêtes qui assimilent la réception des productions médiatiques et la constitution des espaces publics démocratiques.

Comme cela a déjà été souligné, elles assimilent le « social » et le « politique ». Ce faisant, elles constituent ce couple par opposition à un autre dans lequel se confondent l'« individuel » et le « privé ». Pour aller vite, Daniel Dayan (1998 : 242-243) suit le raisonnement suivant : toute confrontation à une production médiatique est une « réception secondaire ». Cette dernière se constitue en référence à deux fictions de public : celle proposée par la production médiatique, sous la forme d'un cadre participatif ; celle constituée par la prise en compte des réceptions virtuelles d'autrui. De cette observation, Daniel Dayan tire la conséquence incontestable que la réception n'est jamais une activité

individuelle, et qu'elle est même constitutive de formes *collectives*, telles que des *publics médiatiques*. De la sorte, il ouvre la voie à une approche extrêmement stimulante du *travail social des médias*, et des procédures de son déploiement, qui constitue une instance *tierce*, un « public imaginé ».

En revanche, le raisonnement de Daniel Dayan pose problème lorsqu'il prend appui sur une similitude notionnelle pour passer de la constitution des *publics médiatiques* à la formation de l'*opinion publique* et, dans l'enchaînement, à la constitution de l'*espace public*. Ce développement de son analyse suggère non seulement de considérer que la réception des productions médiatiques est sociale (par opposition à individuelle), mais encore qu'elle est *publique au sens de politique*, défini par opposition au *privé*. Ce qui revient à considérer que tout ce qui est *individuel* relève du *privé*, cette paire étant opposée à tout ce qui est *collectif*, c'est-à-dire *public* et donc *politique*.

Dans la perspective de la définition du *public* élaborée par John Dewey, un tel raisonnement engendre une confusion complète de catégories (Dewey, 2003 [1927] : 61-62) :

La distinction entre le privé et le public n'est donc d'aucune manière équivalente à la distinction entre l'individuel et le social, même en supposant que la seconde distinction ait un sens précis. De nombreux actes privés sont sociaux : leurs conséquences contribuent au bien-être de la communauté ou affectent son statut et ses perspectives. Au sens large, toute transaction menée de manière délibérée entre deux personnes ou plusieurs personnes est d'une qualité sociale. Elle est une forme du comportement en association et ses conséquences peuvent influencer des associations ultérieures. Un homme peut en servir d'autres, même dans une large communauté, en menant des affaires privées. Dans une certaine mesure, il est vrai, comme Adam Smith l'a soutenu, que la table de notre petit-déjeuner est mieux pourvue par les résultats convergents des activités des fermiers, des épiciers et des bouchers menant des affaires privées en vue d'un gain privé, qu'elle ne le serait si nous étions servis par un philanthrope ou par un esprit public. Les communautés ont été pourvues des travaux de l'art, des découvertes scientifiques grâce au plaisir personnel que des personnes privées ont découvert en se livrant à ces activités

John Dewey distingue le public et le privé comme deux modes distincts de l'activité collective. Un *public* prend forme par le déploiement d'une action à distance (ou médiatisée) visant à contrôler les conséquences indirectes des activités humaines. Inversement, les *collectivités privées* se forment pour orienter une transaction dont les conséquences sont réputées ne concerner que ceux qui y sont directement engagés.

Dans cette perspective, le caractère public ou privé d'une action et des collectivités qu'elles constituent n'est déductible ni du nombre de personnes qui s'y engagent, ni du lieu dans lequel elles déploient leurs activités. Cette approche invite donc à considérer que les activités constitutives des publics médiatiques ne sont pas nécessairement publiques. En ce sens, il n'y a strictement rien de paradoxal – malgré l'inélégance de la formulation – à affirmer qu'il existe des publics (au sens de Daniel Dayan) privés (au sens de John Dewey). Pour le dire autrement encore, les productions médiatiques ne produisent du *public* (au sens de John Dewey) que dans la mesure où elles constituent une collectivité *indirectement affectée* par les conséquences d'activités, et qu'elles la mobilisent pour déployer une action en vue d'agir sur ces conséquences.

Il convient d'aller plus loin encore. Dès lors que le « public » et le « privé » sont constitutifs d'activités, ils ne peuvent être réifiés en des « sphères » ou des « espaces »⁵¹. C'est-à-dire que le caractère *public* ou *privé* d'une action est indépendant du *lieu* dans

⁵¹ Cette critique de la terminologie qui s'est stabilisée en français ne concerne pas directement le travail original de Jürgen Habermas (1993 [1962]). En effet, le travail de *publicisation* dont il est question ici est plus proche de l'*Öffentlichkeit* qu'il analysait, que des *espaces publics* dont il a été question par la suite.

lequel elle est conduite. Dès lors que le *privé* et le *public* sont associés à deux manières distinctes de conduire des activités et de constituer des collectifs, leur détermination implique nécessairement le déploiement d'une enquête empirique. Cette remarque éclaire une dernière confusion engendrée par les analyses qui entendent passer des « médias » à « l'opinion publique » par l'intermédiaire des « conversations ». En général, ces études ne prennent pas en compte n'importe quels bavardages, mais des discussions tenues dans des lieux réputés « publics » : « *les cafés, les gargotes et les salons* » à l'époque de Gabriel Tarde, « *les newsgroups ou les salles de discussion de l'internet* » à l'ère des réseaux analysée par Peter Dahlgren (2000). Ce faisant, elles suggèrent non seulement une réification du « public » en espaces, mais encore la fétichisation de ces derniers, censés transmettre automatiquement la publicité qu'ils incarnent aux actions qui s'y déroulent.

Ces recherches substantifient le « public » et le « privé », qu'elles assimilent à des acteurs sociaux ancrés dans des espaces clairement délimités. Ce faisant, elles prennent pour point de départ – non discuté et tenu pour acquis – la distinction constitutive des cultures politiques, c'est-à-dire précisément ce qui constitue l'objet d'étude de l'analyse pragmatiste de l'État envisagée par John Dewey (2003 [1927] : 63) :

[I]l ne faut pas identifier la communauté et ses intérêts avec l'État ou avec la communauté politiquement organisée. Et cette distinction peut nous disposer favorablement à l'égard de la proposition avancée plus haut ; à savoir que la ligne qui sépare le public du privé doit être tracée sur la base de l'étendue et de la portée des conséquences d'actes qui sont si importantes qu'elles nécessitent un contrôle, soit par prohibition, soit par promotion. [...] Notre thèse est que la clé pour comprendre la nature et les fonctions de l'État réside dans ces distinctions. Il n'est pas sans importance que le mot « privé » soit étymologiquement défini par opposition avec « fonctionnaire » [*official*], une personne privée étant une personne dépourvue de fonction publique. Le public consiste en l'ensemble de tous ceux qui sont tellement affectés par les conséquences indirectes de transactions qu'il est jugé nécessaire de veiller systématiquement à ces conséquences. Les fonctionnaires sont ceux qui surveillent et prennent soin des intérêts ainsi affectés. Comme ceux qui sont indirectement affectés ne sont pas des participants directs à la transaction en question, il est nécessaire que certaines personnes soient distinguées pour les représenter et veiller à ce que leurs intérêts soient conservés et protégés.

John Dewey n'analyse donc pas l'État comme une instance réifiée, définie de manière relativement stable par un ordre légal, et incarnée dans des instances administratives, dont les activités seraient orientées par des codes de procédure externes à leur déroulement. Au contraire, il montre que l'État est un phénomène émergent, indissociable de la configuration des publics, mis en forme pratiquement, notamment au cours des enquêtes qui problématisent et publicisent des situations.

En conséquence, il est envisageable de prolonger la définition du *public* présentée par John Dewey, pour interroger le lien qu'il établit entre celui-ci et l'administration et les fonctionnaires, c'est-à-dire dire ce qu'il est coutumier d'appeler la « fonction publique ». En toute rigueur, si le *public* est défini comme un mode particulier d'organisation de l'activité collective, il est formellement envisageable (ce qui ne veut pas dire normativement souhaitable) qu'un Parlement, un Gouvernement ou une administration se lancent dans la conduite d'*activités privées*. La prise en compte de cette possibilité ne relève pas uniquement de la logique conceptuelle, mais également de la rigueur empirique. Les techniques de la « nouvelle gestion publique » (*new public management*) déployées ces dernières années ont interrogé l'évidence du couplage entre l'administration et l'« action publique » au sens de John Dewey⁵². Depuis quelques années, en Suisse, les

⁵² En Suisse, la nouvelle gestion publique s'est notamment traduite par la suppression du statut de fonctionnaire. Pour une analyse sociologique de ces dynamiques, voir le travail d'Alessandro Pelizzari (2001).

officials ne sont plus nécessairement « fonctionnaires », et les contrats de travail de certains d'entre eux sont explicitement dits de « droit privé ». En conséquence, les analyses empiriques des activités menées au nom de l'État (et donc constitutives de ce dernier) doivent plus que jamais se doter des moyens conceptuels d'en évaluer la portée publique.

Ces remarques valent en particulier au sujet des débats sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Leur analyse a montré comment ils ont progressivement constitué le public d'un problème d'image. Plus précisément, cette étude a mis en évidence deux dynamiques complémentaires de recouvrement. D'un côté, il est apparu, au fil des controverses soulevées par les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, que la collectivité politique était assimilée aux intérêts des banquiers privés. Parallèlement, les médias ont progressivement constitué le public de leurs productions consacrées à ce thème comme un collectif appelé à défendre l'honneur de la Suisse et les intérêts des banquiers privés.

Mais les choses ne se sont pas arrêtées là. Ces configurations ont en effet constitué un *conflit économique*, susceptible de donner lieu à un règlement financier. Concrètement, elles ont ouvert la voie à la mise sur pied d'un « fonds spécial », et elles ont structuré l'horizon d'attente dans lequel il était tenu pour acquis que la signature d'un « accord global » pouvait être interprétée comme le dénouement de ce problème historique et moral. Or, ce dénouement n'indique pas uniquement la constitution d'une configuration de relations internationales dans laquelle l'argent est constitué en tant qu'équivalent universel. Dans la perspective de John Dewey, il peut être analysé comme une manière particulière de constituer la distinction entre le privé et le public, c'est-à-dire comme la configuration d'une *culture politique* qui mérite d'être élucidée empiriquement.

Autrement dit, analyser comment s'est constitué cet accord global, étudier comment sa portée a été délimitée, ce n'est pas seulement rendre compte du dénouement « des fonds juifs et de l'or nazi ». C'est dans le même temps observer et décrire l'État suisse, non pas tel qu'il est défini conceptuellement par la doctrine politique, ni tel qu'il est corseté dans les textes juridiques, mais tel qu'il se constitue pratiquement par la problématisation et la publicisation des situations empiriques.

8.3 Sources du chapitre 8

- i Voir notamment : *L'Express* et *L'Impartial* (16.1.97) : « Fonds en déshérence, Delamuraz parvient à désamorcer le conflit » et « retour au clame – provisoire ? » ; *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (16.1.97) : « Au soulagement général, Delamuraz et le Congrès juif ont fait la paix » ; *La Liberté* (16.1.97) : « JPD se réconcilie en une nuit avec le patron du Congrès juif mondial » et « Delamuraz, Bronfman, chapeau ! » ; *Le Nouvelliste* (16.1.97) : « Fonds en déshérence : JPD sauve le dialogue » ; *NZZ* (16.1.97) : « Kontroverse um Belamuraz-Interview bereinigt » ; *Tages-Anzeiger* (16.1.97) : « Positives Echo auf Delamuraz' Brief » ; « 'I am very sorry...' » et « Die Worte werden etwas deutlicher » ; *Blick* (16.1.97) : « Delamuraz : 'I am very sorry'... 'ich bedaure, je regrette' » ; *Bund* (16.1.97) : « Delamuraz Entschuldigt sich » ; « Eureka » et « Jean-Pascal Delamuraz : 'I am very sorry' » ; *Basler Zeitung* (16.1.97) : « Delamuraz äussert Bedauern » et « Delamuraz bedauert seine 'Erpressungs'-Aussage » ; *Bündner Zeitung* (16.1.97) : « Rasche Entscheide zu Nazigold geplant » ; *Aargauer Zeitung* (16.1.97) : « Delamuraz : 'Je regrette' » et « Dialog kann weitergehen » ; *Neue Luzerner Zeitung* (16.1.97) : « Dank Briefwechsel zurück zum Dialog » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (16.1.97) : « Delamuraz bedauert – Dialog geht weiter » ; *Regione* (16.1.97) : « Delamuraz scrive a Bronfman : 'Mi dispiace' » et « Recuperare serenità ».
- ii *Le Matin* (16.1.97) : « Delamuraz calme le jeu ».
- iii *Le Matin* (28.1.97) : « DFAE : c'est la chienlit » et « Cotti choisit Cotti d'abord ».
- iv *Le Matin* (30.1.97) : « Et Washington choisit Defago ».
- v *Le Nouvelliste* (3.12.98) : « Un différend sème le trouble ». Cette dépêche de l'ATS a également été publiée par *Le Matin* (3.12.98) : « La grosse colère de Thomas Borer » ; *L'Express* et *L'Impartial* (3.12.98) : « Suisse : le tampon « J » date de 1910 » ; *La Liberté* (3.12.98) : « Mécontentement de Thomas Borer ». Un texte similaire, non signé, a été publié par le *Corriere del Ticino* (3.12.98) : « Chi volle la « J » sui passaporti ebraici ? ».
- vi *NZZ* (3.12.98) : « Meister der Eigentore ».
- vii *Le Temps* (3.12.98) : « La Commission Bergier révèle de nouvelles facettes sombres du passé de la Suisse » et « Vive l'indépendance ! » ; *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (3.12.98) : « Gros embarras à Washington : en 1910, Berne utilisait déjà le tampon 'J' » et « Tentative de censure à la Task Force ». Les quotidiens alémaniques étaient nombreux à disposer d'envoyés spéciaux : *Tages-Anzeiger* (3.12.98) : « Wirbel um die Task Force » ; *Blick* (3.12.98) : « Raubgut : Aufruhr um Bergier-Papier ». Par ailleurs, plusieurs textes étaient signés ce jour-là par Lorenz Kummer : *Bund* (3.12.98) : « Bergier bringt Borer in die Sätze » ; *Aargauer Zeitung* (3.12.98) : « Bergier-Papier sorgt für gehörigen Misston in Washington » et « Misstöne wegen Bergiers-Papiers ».
- viii Voir par exemple : *Sankt-Galler Tagblatt* (28.1.97) : « Wiederkehr des Verdrängten ».
- ix *Corriere del Ticino* (28.10.96) : « Ricerca, non psicosi ».
- x *Le Nouveau Quotidien* (28.11.96) : « Fonds juifs : le travail des historiens déjà en péril ».
- xi *Journal de Genève* (28.11.96) : « Le Conseil des États fait preuve d'un « juridisme étroit » sur le dossier des fonds juifs ».
- xii *Le Nouveau Quotidien* (20.12.96) : « Fonds juifs : La Suisse parlera vrai ».
- xiii Voir *Le Matin* (23.1.97) : « Le plan Bergier : clarté d'abord ».
- xiv Voir par exemple : *Le Temps* (12.1.2000) : « Un débat parlementaire sur le rapport Bergier n'est pas souhaité ».
- xv Ulrich Schlüler a publié cette prise de position musclée dans son pamphlet *Schweizerzeit*, daté du 2 décembre 1999. La prise de position de l'UDC est, pour sa part, intervenue une semaine plus tard : cf. *NZZ* (9.12.99) : « Wieviel Imagepflege braucht die Schweiz ? » ; *Tages-Anzeiger* (9.12.99) : « Wenig Ahnung, aber klare Meinung ». Voir également : *Le Temps* (10.12.99) : « L'UDC attaque Ruth Dreifuss pour dénigrer le rapport Bergier » et « Entre Heidiland et masochisme » ; *L'Express* et *L'Impartial* (10.12.99) : « Bergier. Étincelles en vue » ; *Le Nouvelliste* (10.12.99) : « Rapport Bergier. Publication aujourd'hui » ; *Le Temps* (11.12.99) : « L'UDC reconnaît avoir basé ses dures critiques sur de simples rumeurs ».
- Sur la proposition, émise par Nils de Dardel, de procéder à une « diffusion gratuite du rapport dans les écoles », cf. p. ex. *Le Temps* (12.1.2000) : « Un débat parlementaire sur le rapport Bergier n'est pas souhaité ». Au sujet des conséquences du rapport sur l'enseignement de l'histoire à l'école, voir également : *Construire* (14.12.99) : « Les leçons de l'Histoire », « Apprendre du passé » et « L'histoire sans fin » ; et *La Liberté* (4.1.2000) : « Quand les kiosques affichent de très bonnes questions », signalant notamment un dossier tiré à part, en décembre 1999, par la revue *L'éducateur* pour se demander « comment enseigner l'histoire après le rapport Bergier ? ».

xvi

SonntagsBlick (13.7.97) : « Jude, mach" dass du wegstommst ! ». La version française citée ici est tirée de Jean Ziegler (1997 : 345-346).

CONCLUSION À LA DEUXIÈME PARTIE

UNE ANALYSE PRAGMATIQUE DE LA CULTURE POLITIQUE SUISSE

Pour conclure le cheminement de cette partie, je ne résumerai pas les analyses détaillées conduites au cours de ces cinq chapitres. Je prendrai appui sur leurs résultats pour indiquer comment ils éclairent d'un côté les enjeux théoriques et méthodologiques de la sociologie des problèmes publics et, de l'autre côté, les dynamiques de problématisation et de publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi ».

Dans un premier temps, je reviendrai sur les limites des démarches structurales, qui réifient les « panoplies interprétatives » et les « systèmes actanciels » qu'elles instituent en tant que points fixes du discours sociologique. Je montrerai en particulier que, dans le cas du débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, cette approche tend à surestimer le « pouvoir symbolique » de l'interprétation agonistique, telle qu'elle avait notamment été formulée par Jean-Pascal Delamuraz. Du même coup, de telles démarches perdent de vue l'*efficacité pragmatique* que le débat a conférée à la *perspective médiane*, qui a grandement contribué à la problématisation et à la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi ».

Dans les deux dernières sections, je synthétiserai ces dynamiques, à la lumière de données qui n'ont pas encore été exploitées. Je montrerai d'abord comment l'émergence de la *perspective médiane* a donné forme à un *problème d'image*, faisant émerger des enjeux économiques, des questions historiques et la problématique de l'antisémitisme. Puis j'indiquerai comment cette configuration a donné forme au *public* de ce problème de réputation, dont j'interpréterai l'émergence comme la manifestation d'une *culture politique*, constitutive de l'État suisse.

Élaboration d'une pragmatique « des fonds juifs et de l'or nazi »

Au cours de cette partie, j'ai élaboré un mode d'analyse pragmatique des débats publics, des prises de position qui les animent et des espaces médiatiques qu'ils organisent. Au fil de ce cheminement, j'ai éclairé les difficultés théoriques et méthodologiques soulevées par les démarches d'inspiration structurale. J'ai en particulier indiqué que ces modes d'analyse tendent à adopter l'intelligibilité rétrospective des phénomènes, et à la constituer en tant que *point fixe*, tenu pour acquis, autour duquel le discours sociologique est organisé.

L'exploration pragmatique de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » a sérieusement rectifié les analyses structurales. A coup d'analogies formelles, ces démarches tendent à expliquer l'orientation des discussions et l'élaboration des solutions en référence à la configuration agonistique du problème. Autrement dit, ces analyses

constituent la « panoplie agonistique » (4.2.2, *supra*) et la « perspective du conflit » (5.1.2 et 6.1, *supra*) en tant que ressources de recherche. Du même coup, elles perdent de vue les opérations pratiques qui leur ont conféré leur pertinence au cours de ce débat particulier.

Une expérience scripturaire comme critique de l'analyse structurale et de ses résultats

Mon cheminement a pris pour point de départ une présentation structurale des questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale (chapitre 4). Ces descriptions se sont organisées autour de l'intelligibilité rétrospective du problème : ses « cadres » (au sens de la *frame perspective*), mobilisés ensuite pour rendre compte des positions discursives et des lignes éditoriales qui ont organisé et orienté l'espace médiatique (chapitres 5 et 6).

Cette première approche a esquissé un panorama du problème « des fonds juifs et de l'or nazi », lequel a familiarisé les lecteurs avec des enjeux souvent complexes, avec les différentes interprétations confrontées à leur sujet, avec les protagonistes qui ont animé ces débats, etc. Cependant, il est rapidement apparu que cette manière de procéder tendait à réifier les phénomènes en question. L'inconvénient principal de ces récits tenait en une *confusion de perspectives* : ils constituaient l'intelligibilité *rétrospective* du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » comme un *point fixe* de l'analyse. C'est-à-dire qu'ils tenaient pour acquis le point de vue du chercheur, qui s'appuie sur l'organisation acquise par un enjeu, pour l'identifier rétrospectivement en tant que « problème public », susceptible de donner lieu à une analyse sociologique. Ce faisant, cette démarche perdait de vue la forme que ce phénomène acquerrait pour les protagonistes des débats au cours desquels il a été mis en forme. Du même coup, elle s'empêchait de retracer la constitution de cette intelligibilité rétrospective qu'elle mobilisait en tant que ressource d'analyse.

Pour rendre compte de ces dynamiques, je me suis efforcé de retracer comment l'enquête s'est déployée dans une situation confuse, qu'elle a progressivement déterminée (chapitre 7). J'ai expérimenté un mode d'écriture porté par le cheminement indécis de la controverse, marqué par ses rebondissements. Au risque de mettre en péril son intelligibilité, mon récit a épousé les méandres de l'enquête, de ses avancées auxquelles succédaient des retours en arrière, il a été émaillé d'actions imprévues et d'événements inopinés. Rompant avec la rigueur linéaire des enchaînements chronologiques assurés par la réification du temps¹, l'analyse a montré comment le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » a déterminé sa propre situation, orientant notamment son « champ d'expérience » et son « horizon d'attente ». Cette trame narrative a ainsi montré que chaque avancée de la controverse n'a pas seulement spécifié l'orientation des actions à venir, mais *déterminé* rétrospectivement la portée et la signification des actions passées, établissant une hiérarchie entre les événements et leurs protagonistes. Ainsi, cette démarche a retracé comment la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » s'est dotée de ses propres actes fondateurs, de ses tournants et de ses coups de théâtre, mettant en évidence les actions de certains personnages au détriment d'autres.

Cette démarche a ouvert la voie à une approche pragmatiste des problèmes publics, respecifiant radicalement la problématique et les pratiques de recherche héritées des analyses constructivistes (chapitre 8). Ceci m'a en particulier conduit à spécifier le statut des échantillons et des corpus, formulant des propositions concrètes pour les composer, les organiser et les traiter de telle sorte qu'ils orientent une analyse susceptible de rendre compte des dynamiques internes des processus discursifs. En prolongeant ce travail d'écriture, j'ai progressivement dégagé les prolégomènes d'une critique pragmatiste des

¹ Pour une sociologie du temps, analysant comment ce phénomène a été constitué en grandeur physique, susceptible d'intervenir en tant que « variable indépendante » dans des explications scientifiques, voir le magnifique ouvrage de Norbert Elias (1996 [1984]).

discours médiatiques, attachée à rendre compte de leur travail politique, c'est-à-dire du mode d'organisation sociale qu'ils instituent. À terme, ce mode d'analyse m'a conduit à renoncer à la problématique de la sociologie des « problèmes publics », pour ouvrir la voie à une pragmatique des activités de *problématisation* et de *publicisation*. Celle-ci fonde non seulement une étude de la « construction » des problèmes publics, mais une analyse empirique de l'institution des formes d'État et de leur culture politique.

Entre le conflit et la responsabilité morale : Appels au calme et constitution d'une perspective médiane

À mesure que cette pratique de recherche a pris forme, elle s'est progressivement détachée d'une problématique structurale de la réalité sociale, pour renouer avec les intuitions pratiques qu'Erving Goffman avait placées au fondement de son « analyse des cadres ». Cette dynamique théorique et méthodologique a transformé l'interprétation du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ».

Par-delà le relatif statisme théorique, les descriptions fondées sur l'intelligibilité rétrospective « des fonds juifs et de l'or nazi » ont placé au centre de l'attention les interventions qui avaient conféré une *forme conflictuelle* à la controverse. Ces analyses ont notamment mis en évidence les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz à l'encontre de la création d'un fonds d'indemnisation en faveur des victimes de l'Holocauste, ainsi que l'endossement de cette perspective par des organes de presse, tels que *24 Heures* et *Le Nouvelliste*. Dans la perspective instituée par les descriptions structurales, ces discours apparaissaient alors comme les *précurseurs* d'une interprétation qui s'est progressivement imposée, faisant apparaître la question « des fonds juifs et de l'or nazi » comme un *conflit financier*, opposant la Suisse et les États-Unis.

Dans une certaine mesure, il est indéniable que les configurations agonistiques du problème ont participé à l'orientation et au développement de l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Ces prises de position ont ouvert la voie au déploiement de *ripistes*, contre ce qui apparaissait comme des *attaques* étrangères dirigées *contre* la Suisse. La difficulté de cette analyse réside cependant principalement en ceci que la réification du « dispositif agonistique » tend à minimiser – voire à masquer – les transformations subies par cette perspective, tout au long des discussions. L'analyse structurale tire trop rapidement des parallèles entre toutes les interprétations conflictuelles du problème. Cette approche rétrospective tend alors à assimiler toutes les interventions mobilisant un lexique agonistique (les « attaques contre » la Suisse, la « polémique » des fonds en déshérence, etc.) comme diverses expressions d'une seule et même perspective, qui trouverait son origine dans les propos de Jean-Pascal Delamuraz.

Certes, l'interprétation configurée par ce dernier – proposant de considérer les revendications formulées au nom des victimes de l'Holocauste comme une entreprise de déstabilisation politico-financière – a largement été reprise par la suite. Cependant, la version qui s'est progressivement imposée au fil des discussions n'a pas repris telle quelle l'interprétation promue par l'ancien président de la Confédération. Pour prendre la mesure des transformations intervenues au cours de la controverse, il suffit de considérer ce qui est advenu de la prise de position autour de laquelle s'articulait son intervention.

Lors de cet entretien, Jean-Pascal Delamuraz s'était avant tout fermement opposé à la création d'un fonds d'indemnisation, dont certaines rumeurs laissaient entendre que les organisations juives exigeaient qu'il soit doté de 250 millions de dollars. À ce sujet, le président de la Confédération parlait de « rançon » et de « chantage ». C'est précisément autour de ces termes qu'une polémique s'est polarisée, émaillée notamment par le lancement de menaces de boycott contre les banques suisses, une prise de position de Ruth Dreifuss, les excuses présentées par Jean-Pascal Delamuraz au président du Congrès juif

mondial et la démission de l'ambassadeur de Suisse à Washington Carlo Jagmetti. En quelques semaines, ces discussions ont stabilisé la configuration d'un *conflit financier* articulée autour de la panoplie interprétative et de la perspective du conflit. Il serait tentant de déduire de cette convergence formelle de discours – c'est-à-dire des panoplies interprétatives, et des systèmes actanciels mobilisés pour prendre position dans le débat – que la version de Jean-Pascal Delamuraz s'est imposée. Cependant, ce serait perdre de vue l'essentiel : *l'institution de cette interprétation en termes de conflit financier a progressivement rendu évidente la nécessité d'orienter le débat vers la mise sur pied d'une résolution financière.*

Concrètement, un mois à peine après la déclaration de Jean-Pascal Delamuraz, les médias s'accordaient autour de la nécessité de lancer un fonds d'indemnisation. Dès la première semaine de février 1997, les trois grandes banques privées helvétiques ont annoncé qu'elles mettaient, indépendamment des recherches d'avoirs en déshérence, 100 millions à disposition d'un « fonds spécial ». Trois semaines plus tard, le Conseil fédéral annonçait la création d'un « Fonds spécial en faveur des victimes de l'Holocauste dans le besoin ». Alimenté par les versements de la Banque nationale suisse et de divers milieux économiques suisses, ce fonds a rapidement comptabilisé près de 300 millions de francs suisses.

Il est bien sûr loisible d'affirmer que la *forme* d'interprétation conflictuelle prônée par Jean-Pascal Delamuraz s'est imposée au fil des débats sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Cependant, à trop insister sur cette analyse formelle des « panoplies interprétatives » et des « positions discursives » mises en œuvre au cours du débat, ce serait perdre de vue qu'il s'est tout au plus agi d'une victoire à la Pyrrhus. L'intervention de Jean-Pascal Delamuraz a peut-être initié une interprétation conflictuelle du problème. Mais ses déclarations, opposées avec virulence à la création d'un fonds de compensation, ont paradoxalement accéléré sa mise en place. De telle sorte que, deux mois plus tard, il allait communément de soi qu'il était légitime – voire nécessaire – de destiner aux victimes de l'Holocauste une somme plus élevée que celle qui faisait figure de « rançon » dans les propos de Jean-Pascal Delamuraz.

A coup d'analogies établies entre des dispositifs réifiés, l'analyse structurale perd de vue la dynamique des pratiques discursives. Les controverses suscitées par les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz n'ont pas seulement *mobilisé* des « panoplies interprétatives » et des « systèmes actanciels ». Elles ont déterminé la situation qui leur conférait leur pertinence et leur signification, contribuant de la sorte à l'orientation de lignes éditoriales qui ont configuré les polarisations constitutives de l'espace médiatique et de son intelligibilité ordinaire. Ces dynamiques restent invisibles pour toutes les analyses d'inspiration structurale qui s'efforcent de dégager des convergences formelles entre des prises de position pourtant fortement dissemblables.

En conséquence, de telles démarches ne rendent pas compte de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Elles ne retracent pas les modalités qui ont mis en forme l'interprétation en terme de *conflit économique* et qui ont fondé la mise sur pied extrêmement rapide du *fonds spécial*. Au contraire, elles se contentent de constater qu'une *forme de discours*, promue à l'origine par Jean-Pascal Delamuraz et par quelques quotidiens romands, s'est imposée dans le débat. Sur cette base, elles s'efforcent d'observer à *l'intérieur de ces discours* les ressorts qui leur auraient conféré le pouvoir de clore une controverse. Or, ce serait faire fausse route que de procéder de la sorte. En effet, ce n'est pas d'eux-mêmes que ces discours ont tiré la force d'imposer une interprétation

conflictuelle du problème. Elle leur a été conférée par l'intermédiaire d'autres discours, dont la réception a contribué à la détermination d'un *conflit économique*².

Tel est précisément l'apport décisif des analyses détaillées menées au fil des chapitres composant cette deuxième partie. Elles ont élucidé comment la confrontation pratique des interprétations formulées en termes de conflit et de responsabilité morale a progressivement fait émerger une *position intermédiaire*. Le développement de cette étude a alors montré comment le développement des débats a progressivement conféré une *efficacité pragmatique* considérable à cette voie médiane.

Ainsi, l'analyse pragmatique n'a pas uniquement défendu une perspective théorique. Elle a mis en évidence le rôle décisif joué par une interprétation du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » habituellement occultée par les perspectives du conflit et de la responsabilité morale. Elle a surtout permis de montrer que l'émergence de cette perspective est indissociable d'un travail de *problématisation* et de *publicisation* qui a configuré la question « des fonds juifs et de l'or nazi » et la collectivité qu'elle affectait.

La voie intermédiaire et ses conséquences pratiques pour l'orientation de l'enquête

En première approche, la perspective intermédiaire ne pouvait être qualifiée que *négativement*, par opposition aux approches du « conflit » et de la « responsabilité morale ». Émergeant à la faveur des appels au calme lancés au cours de la controverse polarisée suite aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, cette interprétation a déployé un travail de problématisation et de publicisation qui a progressivement donné forme à un public, affecté par un *problème de réputation*.

Son déploiement a considérablement spécifié l'intelligibilité « des fonds juifs et de l'or nazi ». Il a exploré les enjeux soulevés par une question qui articulait une triple mise en cause de la réputation suisse, par le biais de problématiques relatives à l'*économie*, à l'*histoire* et à l'*antisémitisme*. Parallèlement, cette configuration d'un problème d'image a donné forme à une collectivité suisse appelée à maintenir sa cohésion, incorporée par le point de vue focal institué par les activités des banquiers et des historiens, respectivement chargés de mettre sur pied un règlement financier et d'élaborer une version unifiée et unificatrice de l'histoire suisse.

Au terme de cette analyse, il apparaît que la « perspective médiane » n'est pas un objet stable, relevant d'une analyse formelle. Elle se présente plutôt comme une dynamique de problématisation et de publicisation, qui a élaboré une situation dont la polarisation et l'orientation ont appelé des interventions pratiques. Celles-ci se sont notamment concrétisées par la mise sur pied d'un *fonds d'indemnisation*, par le développement des *recherches historiques* et par l'adoption de mesures contre la résurgence de l'*antisémitisme*.

L'horizon d'un règlement financier et son élaboration pratique

Les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz ont donc suscité une polémique, dont le déploiement a paradoxalement conforté la pertinence et la légitimité de l'institution d'un fonds d'indemnisation contre lequel ses propos étaient explicitement dirigés. Moins de deux mois se sont écoulés entre l'intervention du président de la Confédération – qui qualifiait les revendications financières de « rançon » et de « chantage » – et l'institution officielle d'un « fonds spécial en faveur des victimes de l'Holocauste/Shoah dans le besoin », alimenté par des fonds privés, et chapeauté par les autorités fédérales. Il vaut la

² Cette herméneutique, qui invite à considérer que c'est la réception des discours qui leur confère le pouvoir de clore les controverses a notamment été mise en œuvre par la sociologie des sciences et des techniques de Bruno Latour (1995 [1989] : 57-151).

peine de retracer rapidement la rapidité avec laquelle cette idée s'est imposée suite aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz.

Dans un premier temps, cette configuration d'un *conflit économique* a été défendue par quelques titres isolés. Dès le 8 janvier, le *Blick*, *L'Express* et *L'Impartial*, ont adopté cette perspective. Le premier en titrant que la balle était « *dans le camp des banques* » (*Jetzt ist der Ball bei den Banken*), le second par un éditorial de Gil Baillod, placé sans ambiguïté sous le titre « *Payons !* » (7.1.2, *supra*).

Une semaine plus tard, le *Blick* (15. 1. 97) dessinait « *4 chemins pour sortir du pétrin* » (*4 Wege aus dem Schlamassel*). Les deux premiers impliquaient que Jean-Pascal Delamuraz présente ses excuses. Les deux suivants suggéraient respectivement que le Conseil fédéral organise une table ronde avec les organisations juives, et qu'il crée « *immédiatement un fonds* » regroupant les quelque 40 millions de fonds en déshérence retrouvés jusqu'alors. A l'appui de cette dernière perspective, le *Blick* convoquait les avis de quatre experts en communication, qui promouvaient la mise sur pied conjointe d'un « *fonds spécial 'Shoah'* » et d'une campagne de relations publiques aux États-Unis.

Le lendemain, Jean-Pascal Delamuraz présentait ses excuses à Edgar Bronfman et l'éditorialiste du *Bund* se ralliait explicitement à l'idée de créer un fonds d'indemnisationⁱ :

Nach der Einsetzung der Historikerkommission erwartet man von der Schweiz noch eine materielle Geste. Die bundesrätliche Doktrin : zuerst Fakten, dann Geld, überzeugt nicht : Ein grosser Teil der historischen Fakten ist heute bekannt und sichtbar. Aufgrund derer Fakten muss die Schweiz jetzt rasch einen Wiedergutmachungsfonds öffnen.

(Après la mise sur pied d'une commission d'historiens, on attend également de la Suisse un geste matériel. La doctrine du Conseil fédéral : d'abord des faits, ensuite de l'argent, ne convainc pas : une grande partie des faits historiques est aujourd'hui connue et visible. Sur la base de ces faits, la Suisse doit maintenant rapidement ouvrir un fonds de réparation).

Le même jour, François Nussbaum signalait, dans *L'Express* et *L'Impartial* (16.1.97), un éditorial intitulé « *Retour au calme – provisoire ?* ». Il le concluait en affirmant qu'il convenait « *d'ouvrir un fonds de dédommagement, au-delà des habitudes comptables et juridiques* », avant une « *nouvelle escalade* ». Pour sa part, le *Blick* poursuivait sa campagne en faveur d'un règlement financier rapide. Il a commencé par présenter une première estimation du montant du fonds dont « *tout le monde parl[ait]* », évaluée à 340 millions de francs : « *340 Millions dans le Fonds ? Tous parlent du fonds. Mais combien d'argent doit l'alimenter ? Le BLICK a calculé* » (*340 Millionen in Fonds ? Alle reden vom Fonds. Aber wieviel Geld soll rein ? BLICK rechnet*)ⁱⁱ. Il a poursuivi par le biais d'une interview avec Jean Ziegler, auquel le quotidien empruntait une citation pour titrer : « *Les banques doivent rendre l'argent* » (*Banken sollen Gelder rausrücken*)ⁱⁱⁱ.

Les choses se sont alors considérablement accélérées. La presse du 22 janvier 1997 annonçait que la commission de politique extérieure du Conseil national, avait entériné une motion radicale réclamant que les quelque 40 millions de fonds en déshérence soient transférés sur un fonds public, géré par la Confédération^{iv}. Le même jour, la rubrique économique de la *NZZ* – jusqu'alors réticente – publiait une interview de Rainer Gut, dans laquelle le président du *Credit Suisse Group* souhaitait que les banques, les assurances, la Banque nationale et la Confédération joignent leurs efforts pour créer un fonds d'indemnisation, d'un montant supérieur à 100 millions de francs^v. Le lendemain, l'ensemble de la presse suisse applaudissait cette initiative, appuyée par la Société de Banque Suisse et la Banque nationale suisse. Ainsi, la dépêche de l'agence AP affirmait que « *[l]e Crédit Suisse et la Société de Banque Suisse [avaient] fait avancer le débat jusqu'ici confus sur la nécessité d'un geste en faveur des victimes de l'Holocauste* »^{vi}.

A partir de cette date, il a été communément admis que le conflit polarisé autour « des fonds juifs et de l'or nazi » pourrait donner lieu à une résolution de nature financière. Dès lors, l'enquête s'est déployée de manière à spécifier les enjeux relatifs à la mise sur pied d'un fonds d'indemnisation. Dans cette perspective, le *Tages-Anzeiger* a titré, en première page de son édition du 24 janvier 1997 : « *L'économie montre le chemin au Conseil fédéral. Large approbation pour un fonds en tant que geste humanitaire* » (*Wirtschaft zeigt Bundesrat den Weg*)^{vii}. Cet article rapportait les résultats d'une rencontre tenue, la veille, entre le chef de la Task Force, Thomas Borer, et de hauts représentants de l'économie suisse. A cette occasion ces derniers – parlant notamment au nom des trois grandes banques, de la Banque nationale suisse, du Vorort ou de la Winterthur-assurances – avaient donné leur accord pour participer à un fonds d'indemnisation en faveur des victimes de l'Holocauste. Au terme de ces discussions, il apparaissait que la limite de 100 millions de francs évoquée par Rainer Gut serait largement dépassée, pour atteindre environ 250 millions. Le principe de la création d'un fonds alimenté par les milieux économiques suisses étant acquis, les discussions s'ouvraient sur l'horizon d'un « *concept de base* » (*Grundkonzept*), que Thomas Borer annonçait pour les semaines suivantes, mais dont il affirmait déjà qu'il serait inscrit « *dans la tradition humanitaire suisse* » (*Der Fonds werde in der humanitären Tradition der Schweiz stehen*).

Cet article était accompagné d'un commentaire qui retraçait un spectaculaire retournement de situation. Jürg Schoch commençait par rappeler que le *Tages-Anzeiger* avait pris position, dès sa première édition de l'année, pour dénoncer les « fausses paroles et [les] faux signaux » lancés par les responsables politiques, hostiles à la création d'un fonds d'indemnisation (cf. 6.2.1, *supra*). Sur la lancée, il se réjouissait de la nouvelle donne qui prenait forme^{viii} :

Noch um die Jahreswende war die Schaffung eines Fonds zugunsten von Nazi-Opfern einen Tabu. Erst alles sorgfältig abklären und dann entscheiden, lautete die offizielle Devise. Innert weniger Wochen hat der Wind gekehrt, wichtige Exponenten der Wirtschaft und, noch etwas lau, der Bundesrat senden jetzt die richtigen Signale aus : Es gibt den Grundkonsens, rasch einen gut dotierten Fonds zu schaffen.

(Au début de l'année, la création d'un fonds en faveur des victimes des nazis était encore un tabou. La devise officielle entendait d'abord tout clarifier méticuleusement avant de décider. En quelques semaines, le vent a tourné, des représentants importants de l'économie et, de manière encore tiède, le Conseil fédéral lancent maintenant les bons signaux : il existe un consensus de base pour créer un fonds bien doté).

Le commentateur explorait les causes de ce soudain renversement de situation, considéré comme « *les fruits d'un vilain mot* » (*Die Früchte eines bösen Wortes*). Il soulignait que les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz avaient joué un rôle décisif. Selon lui, elles avaient déclenché l'indignation internationale, concrétisée par des pressions sur la Suisse, lesquelles avaient finalement alarmé les milieux économiques. Le commentateur ne cachait pas son amusement face à l'ironie de cette situation, qui faisait que l'ancien président avait largement contribué à la création du fonds à laquelle il s'opposait. Au terme de ce *satisfecit*, il concluait néanmoins par « un point important qui ne devrait pas être oublié » :

Wird der Fonds als PR-Aktion verstanden, läuft etwas schief. Die Schweiz ist nicht zu verwechseln mit einer Firma, die ein Imageproblem hat und dieses wie heute üblich, durch clevere Berater wegzaubern lässt. Die Kommission Bergier kann nun zwar in einer entspannteren Atmosphäre ans Werk gehen. Keinesfalls darf aber ihr Bemühen um Wahrheit, Klarheit und Gerechtigkeit nachlassen. Die grosse Arbeit kommt erst, die vertiefte Auseinandersetzung nämlich mit den Schattenseiten der Kriegs- und Nachkriegsjahre. Ein Fonds allein bringt noch nicht in Reine mit unserer Geschichte.

(Si le fonds est compris comme une action de relations publiques, quelque chose va de travers. La Suisse ne doit pas être confondue avec une entreprise qui a un problème d'image et qui, comme il est d'usage aujourd'hui, le fait disparaître par les charmes d'habiles conseillers. Certes, la Commission Bergier peut maintenant se mettre au travail dans une atmosphère plus détendue. Mais elle ne peut en aucun cas relâcher ses efforts pour la vérité, la clarté et la justice. Le gros travail qui se présente avant tout est l'analyse approfondie de la face d'ombre des années de guerre et d'après-guerre. A lui seul, un fonds ne met pas encore notre histoire au net.)

Ainsi, suite aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, quelques semaines ont suffi pour que la question « des fonds juifs et de l'or nazi » soit ordinairement comprise comme un *conflit économique*, appelant une *résolution financière*, dont la mise en œuvre était principalement l'apanage des *milieux économiques*. Cette configuration de la situation mettait alors en évidence les efforts conjoints des milieux économiques et de la Task Force, qui entendaient présenter ce dispositif comme une expression renouvelée de la « *tradition humanitaire suisse* ». Face à cette configuration de la situation, plusieurs commentateurs ont remarqué que les questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale étaient traitées comme un problème d'image, susceptible d'être réglé par un geste humanitaire, considéré comme une action de relations publiques.

Force est donc de constater que, dès la fin du mois de janvier 1997, la situation était configurée de telle sorte qu'elle offrait prise à de telles interprétations. La perspective pragmatique et herméneutique adoptée pour conduire cette recherche impose cependant de considérer qu'il ne s'agissait alors que d'une *proposition d'identification*. Celle-ci pouvait se voir conférer une éventuelle *efficacité pragmatique* par la réception qui lui serait réservée. C'est-à-dire par sa capacité à constituer et à orienter des activités de résolution, qui seront étudiées dans la troisième et dernière partie de cette recherche.

Avant d'y venir, il convient cependant de noter que le déploiement de la perspective médiane n'a pas seulement débouché sur la mise en forme d'un conflit économique, faisant émerger la pertinence d'un fonds d'indemnisation et le rôle déterminant des banquiers suisses. Il a également fait apparaître les enjeux historiques constitutifs du problème « des fonds juifs et de l'or nazi », conférant du même coup un rôle décisif aux documents d'archives et aux historiens.

Le développement des recherches historiques

Cette partie de la recherche s'est longuement concentrée sur l'articulation discursive établie entre les *appels au calme* et les *invitations à poursuivre les recherches historiques*, constituant ces dernières comme une activité antinomique avec le débat et la controverse. L'analyse a alors montré comment ce raisonnement a progressivement chargé les travaux de la Commission Indépendante d'Experts d'établir une version unifiée et unificatrice, constitutive d'un point de vue focal, incorporant la cohésion nationale (7.3 et 8.1, *supra*).

Dans le cours des controverses soulevées par les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, cette composante historique du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » a été explorée – problématisée et publicisée – suite à un événement inopiné, qui a donné naissance à « l'affaire Meili » (7.2.2, *supra*). Le 14 janvier, un gardien de nuit a annoncé qu'il avait découvert que l'Union de Banques Suisses s'apprêtait à détruire des documents relatifs à la période de la Seconde Guerre mondiale. Dès lors, de très nombreuses interventions ont concerné les relations entre le traitement des archives privées et publiques, et la possibilité de déployer une recherche historique. Cette problématique a notamment été nouée par l'intervention du président de la Commission Indépendante d'Experts à ce sujet, dans une interview accordée à l'agence de presse AP et largement reprise par les quotidiens suisses^{ix} :

Jean-François Bergier juge grave, tout au moins dans le contexte actuel, la destruction de documents survenue récemment à l'UBS. « Cela me fait peur. C'est un signe que quelque chose ne fonctionne pas encore et cela donne à penser que d'autres difficultés pourraient se présenter », a-t-il expliqué samedi [18 janvier 1997] à AP.

Bergier s'est adressé à la Commission fédérale des banques et a demandé que toute destruction de documents portant sur la période 1920-1975 soit interdite. Il propose de préciser par le biais d'une directive en ce sens les dispositions de l'arrêté fédéral urgent adopté en décembre par le Parlement afin de faire la lumière sur le rôle de la place financière suisse pendant la Seconde Guerre.

Très rapidement, de nombreux articles ont souligné les prises de position de Jean-François Bergier au sujet de ces destructions d'archives, faisant ainsi émerger la figure d'un personnage central pour l'avancement des discussions^x. Ainsi, le 22 janvier 1997, le *Bund* a consacré une page entière à une grande interview avec le président de la Commission Indépendante d'Experts^{xi}. Au cours de cet entretien, celui-ci a estimé qu'il était « *nécessaire d'entreprendre quelque chose* » au sujet des destructions de documents, qu'il avait pris contact en ce sens avec le ministère public du district de Zurich, et qu'il attendait de recevoir rapidement les documents préservés de la destruction. A ce sujet, dans une « Exergue » consacrée à Jean-François Bergier, *La Liberté* a ajouté qu'il était intervenu pour interdire « *l'anéantissement de tous les documents qui pourraient contribuer d'une manière ou d'une autre à établir la vérité des faits historiques sans limitation de temps* »^{xii}. Une semaine plus tard, la *NZZ* a annoncé que Jean-François Bergier avait lancé un appel écrit à la place financière, aux milieux économiques et aux autorités pour « *une interprétation extensive du devoir de conservation des documents* » (*eine extensive Interpretation der Aktenaufbewahrungspflicht*)^{xiii}.

Ainsi, les controverses soulevées par les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz ont rapidement souligné la composante *historique* du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Pour une part, cette exploration a été conduite au fil des interventions de Jean-François Bergier, lesquelles spécifiaient progressivement l'articulation entre les documents d'archives et les recherches historiographiques. Parallèlement, plusieurs articles se sont concentrés sur les relations entre les archivistes et les historiens. Dans son édition du 17 janvier 1997, le *Tages-Anzeiger* titrait, en rubrique économique, qu'un « *historien de banque n'est pas un historien* » (*Bankhistoriker ist kein Historiker*)^{xiv}. Cet article présentait une analyse détaillée de la situation de Erwin Haggemüller – le vice-directeur et archiviste de l'UBS, suspendu pour avoir décidé de détruire les documents découverts par Christoph Meili. A son sujet, le quotidien doutait « *qu'il dispose des compétences pour déterminer l'importance d'un matériau historique* » (*Zudem ist fraglich, ob er die Kompetenz besitzt über die Relevanz von historischem Material zu befinden*). Dans la même veine, *La Regione* (18.1.98) a ouvert les colonnes de sa rubrique « *L'Invité* » (*L'Ospite*) à Rodolfo Huber, l'archiviste communal de Lugano. Celui-ci relevait qu'en Suisse il n'existe aucune définition légale de la catégorie professionnelle des archivistes^{xv} :

È « *archivista* » il prof. Christoph Graf, direttore dell'Archivio federale, la cui competenza è riconosciuta a livello internazionale, ma anche il maestro di canto pensionato che rovistando sconvolge le carte dell'archivio del suo villaggio.

(Est « *archiviste* » le prof. Christoph Graf, directeur des Archives fédérales, dont la compétence est reconnue au niveau international, mais également le maître de chant retraité qui met tout sens dessus dessous en fouillant dans les cartes des archives de son village).

Ainsi, suite à la tentative de destruction de documents par une grande banque, l'enquête a considérablement spécifié la question « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elle a problématisé et publicisé sa composante historique, mettant en évidence le rôle déterminant de la Commission Indépendante d'Experts. Les discours médiatiques ont alors

fait émerger la figure de son président, Jean-François Bergier, dont les interventions ont établi une étroite articulation entre *l'élucidation du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale*, et *la conservation extensive des archives concernant cette période historique*. Bien plus largement cependant, la spécification de cette composante *historique* du problème a suscité la multiplication des articles consacrés à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, ou mettant en évidence les positions défendues par des historiens à ce sujet^{xvi}.

La problématisation « des fonds juifs et de l'or nazi » et la résurgence de l'antisémitisme

Les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz se sont donc ouvertes sur une polémique, polarisée entre les perspectives du conflit et de la responsabilité morale. Ces confrontations ont fondé une voie médiane, qui a fortement contribué à la problématisation et à la publicisation des volets économique et historique « des fonds juifs et de l'or nazi ». L'émergence et l'élaboration de cette perspective sont indissociables de la problématisation « des fonds juifs et de l'or nazi » comme un *problème d'image*, constitué à l'articulation d'enjeux économiques, de questions historiques, et de la résurgence de l'antisémitisme. Pour emprunter la terminologie des analyses dramaturgiques, cette configuration s'est traduite par un profond remaniement de la « mise en scène » et de la distribution des questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, la mise en forme de la composante *économique* du problème a mis en évidence la figure des *banquiers privés*, chargés de représenter la Suisse par la mise en place d'un règlement financier, conçu comme un « geste humanitaire ». De même, la spécification des enjeux *historiques* de la question a placé les *historiens* et les *documents d'archives* sous les feux de la rampe, en tant qu'éléments constitutifs d'un récit chargé d'incorporer la cohésion nationale.

Parallèlement, cette réorientation de l'enquête a fait émerger un troisième axe thématique, articulé autour de la crainte d'une *résurgence de l'antisémitisme*. Dans le sillage immédiat des déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, de nombreux intervenants se sont inquiétés que la présentation du problème sous la forme d'une attaque des banques suisses par des organisations juives internationales puissent susciter des interprétations antisémites. Les paragraphes qui suivent vont s'efforcer d'élucider comment la question de l'antisémitisme a été problématisée et quelles figures discursives lui ont été associées.

L'émergence de la problématique de l'antisémitisme

Tout au long du mois de janvier, plusieurs interventions ont posé la question de l'éventuel caractère antisémite des propos de Jean-Pascal Delamuraz^{xvii}, ouvrant ainsi la voie au manifeste du 21 janvier, entièrement articulé autour de ce thème (cf. 5.2.3, *supra*). Dès les premières semaines de janvier, ces interrogations sont cependant apparues comme des prises de position, directement parties prenantes au conflit, qui envenimaient la situation au lieu de calmer le jeu. Pour sa part, la « voie médiane » s'est constituée autour d'une problématisation et d'une publicisation indirecte de la question de l'antisémitisme. Cette démarche n'abordait pas frontalement la question de l'éventuel caractère antisémite des propos de Jean-Pascal Delamuraz (ce qui revenait à prendre parti dans le conflit). Elle se demandait plutôt si le bras de fer que Jean-Pascal Delamuraz avait engagé avec les organisations juives internationales ne risquait pas de susciter des réactions antisémites dans la population suisse. Cette exploration a été menée de manière extensive par de nombreux journalistes qui ont établi la pertinence de cette problématique en se fondant sur le *courrier que des lecteurs* adressaient à leur rédaction.

Cette configuration du problème est apparue dans le *Blick* du 8 janvier 1997, sous la plume de Sacha Wigdrovits. Son commentaire analysait les conséquences des propos du

président de la Confédération sous deux angles complémentaires^{xviii}. Ce texte soulignait les dégâts économiques qu'ils avaient engendrés et le règlement financier qui devrait en découler. Mais il indiquait également que Jean-Pascal Delamuraz avait « *soulevé dans notre pays les pires émotions. C'est ce que montrent les nombreuses lettres de lecteurs antisémites qui sont arrivées ces derniers jours à la rédaction du BLICK* » (*Und er hat in unserem Land übelste Emotionen geweckt. Das zeigen die vielen antisemitischen Leser Briefe, die in den letzten Tagen auf der BLICK-Redaktion eingegangen sind*).

En rubrique nationale de son édition du 13 janvier 1997, la NZZ reprenait cette perspective pour organiser le propos d'un éditorial qui s'interrogeait sur l'émergence d'un « *nouvel antisémitisme* » (*Neuer Antisemitismus* ?), pour commenter un article consacré à l'indignation, au souci et au caractère haineux des lettres adressées à sa rédaction (*Empörung, Sorge und Gehässiges in Briefen an die NZZ*)^{xix} :

Nimmt man der Eingang von Leserbriefen und Anrufen bei der Redaktion als Gradmesser, hat selten bisher ein Politikum derart Nachhall und Emotionen ausgelöst wie die Debatte um die nachrichtenlosen Vermögen. Während bereits hoher Wellengang herrschte, seit das Thema lanciert war, lösten das Interview von Bundesrat Delamuraz und die internationalen Reaktionen darauf geradezu eine haushohe Woge aus.

(Si l'on considère l'arrivée de lettres de lecteurs et d'appels téléphoniques à la rédaction comme thermomètre, jusqu'ici, rarement un thème politique avait déclenché un écho et des émotions tels que les débats au sujet des fonds en déshérence. Alors que leurs plus grosses vagues étaient déjà atteintes depuis que le thème avait été lancé, l'interview du conseiller fédéral Delamuraz et les réactions internationales à son sujet ont directement déclenché, en plus, une lame de la taille d'un immeuble.)

Cette problématique, établissant une relation causale entre les propos de Jean-Pascal Delamuraz et des actions antisémites, s'est très rapidement routinisée. Dans un premier temps, cette question s'est concentrée autour des lettres de lecteurs adressées aux rédactions^{xx}. Puis, elle a été élargie à d'autres actions, telles que les lettres expédiées directement aux représentants de la communauté juive, les actes de discrimination à l'encontre de touristes juifs, ou les menaces de mort proférées contre certains représentants des organisations juives internationales^{xxi}. Parallèlement, des controverses se sont déployées autour des productions médiatiques elles-mêmes. Ainsi, une polémique s'est engagée dans la presse internationale, suite à un malentendu, au sujet du caractère prétendument antisémite d'un dessin de presse de Burki, publié dans *24 Heures*³. Parallèlement, en Suisse, une publicité publiée par le *Tages-Anzeiger* a suscité une réprobation unanime, y compris de la part de la rédaction du quotidien^{xxii}.

Dès le milieu du mois de janvier 1997, la question des « *fonds juifs et de l'or nazi* » était ainsi routinièrement associée à la problématique de l'antisémitisme. Celle-ci a alors été progressivement dissociée d'actions particulières, pour être traitée comme un volet de l'affaire, relevant d'un traitement particulier. Cette opération d'abstraction a été réalisée de manière particulièrement nette par la page thématique consacrée à cette question par la *Bündner Zeitung*^{xxiii}. Ce dossier était articulé autour de l'annonce publicitaire publiée dans le *Tages-Anzeiger* et des lettres de menaces adressées aux organisations juives. Ces anecdotes étaient traitées comme des indicateurs d'une résurgence de l'antisémitisme, consécutive aux déclarations de Jean-Pascal Delamuraz : « *Pour de nombreuses personnes,*

³ Le dessin en question a été publié en première page de *24 Heures* du 8 janvier 1997. Il s'en est suivi une polémique déclenchée par le quotidien israélien *Yedioth Aharonodot* et relayée par les radios publique et militaire israéliennes, puis par l'hebdomadaire français *Le Nouvel Observateur*. Celle-ci a soulevé des réactions de la Task Force, de l'ambassadrice des États-Unis, du Centre européen de recherches sur le racisme et l'antisémitisme et du président de l'Agence juive Avraham Burg. Cette histoire est retracée par Gian Pozzy dans *24 Heures* du 22 janvier 1997.

l'antisémitisme serait à nouveau acceptable après les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz » (*Für viele Leute sei Antisemitismus nach der Äusserungen von Jean-Pascal Delamuraz wieder Salonfähig*). Ce cheminement débouchait sur une problématisation extrêmement générale, sous la forme d'un encadré consacré au phénomène de l'antisémitisme, sous le titre « *Qu'est-ce que l'antisémitisme ?* » (*Was ist Antisemitismus ?*).

Deux jours plus tard, le 17 janvier 1997, la *Tribune de Genève* plaçait son édition dans la perspective d'un éditorial signé Serge Bimpage, qui annonçait un « *certain réveil de l'antisémitisme* », « *révélé sinon réveillé* » par les propos de Jean-Pascal Delamuraz^{xxiv}. En rubrique société, une pleine page retraçait alors l'histoire de « *l'antisémitisme suisse* », constitué comme une « *constante de la culture suisse* »⁴. Plus loin, Sandrine Cohen plaçait sa chronique sur la télévision sous le titre « *Je suis juive. Oui. Et alors ?* ». Elle y revenait sur le passage de la conseillère fédérale Ruth Dreifuss à l'émission *Mise au point* (7.2, *supra*), pour applaudir un propos qui « *a laissé de côté l'argent au profit de "l'être humain"* ». Puis elle concluait :

Il y a une chose qu'on n'a pas évoqué [lors de cette émission] : c'est le regain d'antisémitisme qu'aura provoqué toute cette « affaire ». Hier larvé, latent, aujourd'hui, il n'a pas peur de dire son nom. Antisémite. Loin du sondage qui se veut optimiste, je fais les frais – comme d'autres sûrement – de courriers de lecteurs dont le nombre est en nette augmentation ces derniers mois, ces dernières semaines. Des lettres, toutes les mêmes. Toutes anonymes ou avec des signatures falsifiées. Je ne peux donc pas leur répondre. Je le fais ici :

Je suis juive. Oui. Et alors ?

Dès lors, de nombreux quotidiens ont consacré des pages spéciales à la question de l'antisémitisme, non plus présentée sous la forme d'actes isolés et circonscrits, mais comme un phénomène diffus, dont la résurgence – étroitement associée « aux fonds juifs et à l'or nazi » – devait être combattue. Ainsi, dès le 18 janvier 1997, la presse constituait ce problème comme un enjeu politique, en rapportant l'intervention de la Commission fédérale contre le racisme qui dénonçait le « *réveil de l'antisémitisme en Suisse* » et qui s'inquiétait « *des "diffamations antisémites" provoquées par le débat sur les fonds en déshérence des victimes de l'Holocauste* ». En conséquence, elle engageait « *les autorités, les personnalités politiques de tous bords, les écoles, les Eglises, les médias et l'opinion publique à réagir* »^{xxv}.

Ainsi, en quelques semaines, les controverses soulevées par les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz ont considérablement affiné la problématisation « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elles ont configuré un *problème d'image*, dont elles ont mis au jour les composantes économique et historique, ainsi que son étroite articulation avec la question de l'antisémitisme suisse.

La problématisation de l'antisémitisme et l'émergence de trois figures discursives

La problématisation « des fonds juifs et de l'or nazi » a configuré des enjeux économiques et historiques, qui ont explicitement été associés à des figures déterminées : les banquiers, les historiens et les documents d'archives. Par contre, l'émergence de la problématique de l'antisémitisme n'a pas été directement associée à des protagonistes aussi clairement identifiés. Cependant, une analyse transversale du corpus indique que la mise en

⁴ Cet argument a également été développé par le *St. Galler Tagblatt* (20.1.97), sous le titre : « *L'antisémitisme discret. La Suisse a une longue tradition antisémite et n'a jamais été une île en ce qui concerne l'hostilité à l'encontre des juifs* » (*Der diskrete Antisemitismus. Die Schweiz hat eine lange antisemitische Tradition und war, was die Judenfeindschaft betrifft, niemals eine Insel*). Dans une veine similaire, *La Liberté* (6.2.97) a présenté un dossier de trois pages, intitulé « *Les juifs en Suisse* », qui retraçait, à l'aide de quelques exemples, une histoire de l'antisémitisme en Suisse.

forme de cette question s'est accompagnée d'une multiplication des articles consacrés à trois figures : celle des *Suisses juifs*, celle du sénateur *Alfonse D'Amato* et celle des *lecteurs de journaux*. Afin d'élucider les relations que les discours médiatiques ont établies entre ces figures et la problématique de l'antisémitisme, je procéderai en trois étapes. Je commencerai par rappeler rapidement comment ont émergé les figures de la communauté juive de Suisse, du sénateur d'Amato et des lecteurs de journaux. Puis, j'éluciderai comment la problématique de l'antisémitisme a configuré la *distribution actancielle* entre ces trois figures. Le troisième mettra au jour la *distribution énonciative* élaborée entre ces personnages.

Au cours des premières semaines de 1997, la presse a régulièrement fait référence à la *communauté juive de Suisse* et à certains de ses membres individuels. Au fil de ces polémiques, les médias les ont régulièrement associés à l'émergence des appels au calme constitutifs d'une voie médiane, incarnée par l'élaboration d'un *règlement financier*, la mise en évidence de la nécessité d'établir la *vérité historique* et la dénonciation des *actes antisémites* (cf. 6.3, *supra*). La routinisation de cette mise en scène a configuré le problème de telle sorte que les « juifs de Suisse » étaient interposés entre les *revendications* des organisations juives internationales et les *répliques* helvétiques^{xxvi}. Sur l'arrière-plan de cette situation, les personnages individuels et collectifs qui ont endossé le *rôle de médiation* qui leur était assigné se sont très rapidement *fait un nom*. En quelques semaines, la *Communauté des fédérations israélites de Suisse* est ainsi apparue sur le devant de la scène, de même que Sigi Feigel, François Loeb ou Rolf Bloch, lesquels ont régulièrement été associés aux initiatives menées en vue de « calmer le jeu »^{xxvii}.

Parallèlement, au cours des mêmes semaines, les quotidiens suisses ont conféré une place extrêmement importante à la figure du sénateur new yorkais *Alfonse D'Amato*. Certes, celui-ci jouissait déjà d'une large médiatisation en Suisse depuis le lancement des auditions de la commission bancaire du Sénat états-unien, dont il était le président (cf. 1.3, *supra*). Cependant, il apparaissait jusqu'alors au gré d'articles consacrés à ses interventions ponctuelles, ordinairement traitées comme des « accusations » relayant les revendications du Congrès juif mondial, puis, toujours plus communément, comme des « attaques » portées contre la Suisse, son image et sa réputation. A partir de la mi-janvier 1997 cependant, la presse suisse a progressivement distingué les actions menées par le Sénateur et par les organisations juives. D'une part, les quotidiens ont multiplié de longs portraits, consacrés à la trajectoire et à la personnalité d'Alfonse D'Amato^{xxviii}. D'autre part, ils ont alors publié de nombreuses analyses soulignant explicitement le caractère embarrassant de sa campagne pour les organisations juives^{xxix}.

Enfin, la polémique qui a suivi les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz a été marquée par l'émergence médiatique des « *lecteurs de journaux* ». Cette figure collective et anonyme a régulièrement été convoquée, par les quotidiens, pour mettre en scène une collectivité nationale agacée par la tournure des controverses sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Les discours médiatiques ont configuré ce personnage collectif de trois manières complémentaires. Pour une part, ils lui ont donné forme par la technique classique des *sondages d'opinion*. Au mois de janvier 1997, ceux-ci ont notamment été convoqués pour mettre en évidence l'opposition de la population à la création d'un fonds d'indemnisation en faveur des victimes de la Shoah, ainsi que le large soutien populaire dont bénéficiait Jean-Pascal Delamuraz^{xxx}. A l'instar de *L'Hebdo* (5.2.4), plusieurs quotidiens ont, parallèlement, mis en scène l'agacement de la population en ouvrant largement leurs colonnes à des *lettres de lecteurs* souvent virulentes voire belliqueuses^{xxxi}. Mais ces quelques semaines du mois de janvier 1997 ont surtout fait émerger une forme particulière de constitution du public médiatique, constitué par le biais des articles consacrés au

courrier que les rédactions recevaient, mais qu'elles ne publiaient pas^{xxxii} – et qu'elles ne pouvaient pas publier – en raison du caractère antisémite qui lui était attribué⁵.

Pour résumer, l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi » a tissé des liens – ténus mais tangibles – entre l'émergence de la problématique de l'antisémitisme et celle des figures des *Suisses juifs*, du *sénateur D'Amato* et des *lecteurs de journaux*. L'analyse peut donc élucider comment les discours médiatiques ont élaboré la *distribution actancielle* de l'antisémitisme mis au jour par la problématisation « des fonds juifs et de l'or nazi ».

Dans une perspective pragmatiste, ce phénomène ne peut être réduit à la mise en forme schématique d'un « système actanciel », dans lequel les membres de la communauté juive de Suisse occuperaient la position de *victimes*, le sénateur D'Amato celle d'un *dénonciateur*, tandis que la collectivité de lecteurs suisses, relativement indéterminée et anonyme, serait identifiée comme *auteur*. Il convient plutôt d'observer et de décrire la *distribution énonciative* de l'antisémitisme, telle qu'elle a pris forme au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Afin de préciser cette configuration, il convient de spécifier les *activités discursives* qui ont été attribuées à ces figures émergentes et qui ont été déployées à leur égard.

Une étude attentive à ces pratiques énonciatives permet tout d'abord d'observer que la figure des « Suisses juifs » n'a pas uniquement été constituée comme victime de l'antisémitisme soulevé par une confrontation polarisée autour « des fonds juifs et de l'or nazi ». Ce personnage collectif a communément été constitué comme une instance de *médiation*, chargée de faire l'intermédiaire entre la Suisse et les organisations juives. *La Tribune de Genève* et *24 Heures* ont synthétisé cette configuration en un mot d'ordre, composé pour titrer une longue interview de l'ancien président de la Fédération suisse des communautés israélites, Michael Kohn :

Les juifs de Suisse doivent refuser les attaques injustes contre tout le pays.
Comment être juif et Helvète en cette période de tension ? En établissant un pont entre
les acteurs de l'interminable partie qui se joue dans l'affaire des avoirs en déshérence, répond
Michael Kohn. [...]

La routinisation de cette configuration a mis en évidence plusieurs figures individuelles de Suisses juifs, auxquels les médias attribuaient un rôle de médiation entre la Suisse et les organisations juives internationales. Ce travail de mise en scène a notamment été déployé par le *Bund*, qui a notamment éclairé le travail de bons offices réalisé par François Loeb. Dans son édition du 15 janvier, il rapportait comment le « *conseiller national radical bernois* » (*Der Berner FDP-Nationalrat François Loeb*) avait mis à profit un voyage privé aux États-Unis pour rencontrer Israel Singer et promouvoir auprès de lui la « *culture de la discussion* » (*Loeb wirbt bei Singer für Gesprächkultur*)^{xxxiii}.

Deux semaines plus tard, le *Bund* annonçait que le même François Loeb s'apprêtait à partir aux États-Unis en compagnie de la conseillère nationale radicale Lili Nabholz, en tant que représentants officiels du Parlement aux États-Unis. Ce texte plaçait au centre de l'attention le travail qu'ils entendaient mener pour renouer le dialogue et il rappelait les efforts déjà déployés en ce sens par François Loeb. Dans l'enchaînement, le texte mentionnait une autre initiative, entreprise par Sigi Feigel. Celui-ci venait d'écrire au président de l'Agence juive, Abraham Burg, pour lui signifier son désaccord à l'égard de la défiance qu'il venait de manifester à l'encontre des Commissions Bergier et Volcker.

⁵ A ce sujet, voir les comptes rendus du rapport « *Incidents racistes en Suisse* » : *Journal de Genève* et *La Liberté* (23.9.97) : « La communauté juive de Suisse s'inquiète du réveil de l'antisémitisme ». Voir également les articles consacrés à la « lecture-spectacle basée sur des lettres antisémites parues dans la presse alémanique », par exemple : le *Journal de Genève* (11.2.98) : « L'antisémitisme helvétique vu à travers le courrier adressé aux journaux ».

Encadré dans l'article, le *Bund* reproduisait le fac-similé de la lettre, accompagnée d'une légende sans ambiguïté : « *Feigel écrit à Burg : des mots clairs* » (*Feigel schreibt Burg : Deutliche Worte*). L'article se concentrait en particulier sur la conclusion de la lettre^{xxxiv} :

[...] I have characterised this kind of behaviour already in various other cases as prominent political blunders. A term which fully applies to your behaviour as well.

([...] Dans différents autres cas, j'ai déjà qualifié ce type de comportement d'erreurs politiques majeures. Un terme qui s'applique également parfaitement à votre comportement.)

Ainsi, « les fonds juifs et l'or nazi » ont été problématisés sous la forme d'un enjeu économique et historique, indissociable de la problématique de l'antisémitisme. Cette configuration a fait émerger le personnage discursif des « Suisses juifs », constituée par les discours médiatiques comme une figure de *médiation* entre la Suisse et les organisations juives internationales. La situation ainsi déterminée a notamment placé au cœur de l'attention les initiatives déployées par des représentants de la communauté juive de Suisse pour promouvoir un climat de dialogue. Mais elle a également été mobilisée pour assigner la défense de la Suisse comme une forme de devoir moral qui incombait aux « Suisses juifs ».

Sur l'arrière-plan de cette configuration a alors pris forme un soupçon pesant spécifiquement sur les Suisses juifs qui ne se manifestaient pas publiquement pour défendre la Suisse, c'est-à-dire pour contester la légitimité des revendications formulées au nom des victimes de l'Holocauste. Ainsi, de nombreux « Suisses juifs » ont été accusés de manquer à leurs obligations envers la Suisse, voire de la trahir en faisant le jeu des organisations juives internationales⁶.

Parallèlement, cette problématisation « des fonds juifs et de l'or nazi » a fait émerger la figure discursive du sénateur Alfonse D'Amato, ordinairement présenté comme l'instigateur principal de la campagne dirigée contre la Suisse. Au fil de leur enquête consacrée au « *grand accusateur* » (*Il « grande accusatore »*) – comme l'appelait de *Corriere del Ticino* (16.1.97) – les quotidiens suisses ont progressivement donné forme à un personnage infréquentable⁷. Ainsi, *Le Matin* (3.2.97) notait à son sujet : « *Monsieur Propre est un drôle de zèbre. Pour lequel tous les moyens sont bons pour faire de l'argent, quitte à frayer avec la mafia* »^{xxxv}. Au rang de tous les vices qui ont été attribués à Alfonse D'Amato, ses sympathies pour l'extrême-droite ont pris un relief particulier au cours de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Le *Corriere del Ticino* concluait son article de la manière suivante^{xxxvi} :

È ora, D'Amato conduce la battaglia contro la Svizzera per la vicenda dei fondi nazisti. Eppure proprio lui è stato accusato in più di un'occasione di ammiccare ai nostalgici del fascismo che non mancano fra gli italo-americani di New York : nel '92 fu protagonista di una memorabile battaglia contro il candidato democratico Robert Adams a colpi di spot televisivi con ampio uso di filmati di Mussolini.

(Et maintenant, D'Amato conduit la bataille contre la Suisse pour la succession des fonds nazis. Pourtant, c'est justement lui qui a été accusé à plus d'une occasion de faire des clin d'œil aux nostalgiques du fascisme, qui ne manquaient pas parmi les italo-américains de New York : En 1992 il fut le protagoniste d'une mémorable bataille contre le candidat démocrate Robert Adams à coup de spot télévisés, utilisant de larges séquences filmées de Mussolini.)

⁶ Cette constitution de la défense de la Suisse en tant que devoir particulièrement assigné aux Suisses juifs a été analysée notamment dans une intervention de Jacques-Simon Egli (5.1.2, *supra*) et dans un éditorial de Denis Barrelet (6.1.1, *supra*).

⁷ Pour une étude détaillée du traitement de la figure d'Alfonse D'Amato tout au long du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », voir le travail de Gilles Meystre (1999).

Dans la même veine, *Le Matin* rapportait une autre anecdote^{xxxvii} :

Le sénateur est discret sur son passé. Mais celui-ci le rattrape parfois. Ainsi, certains n'ont pas oublié que, au milieu des années 80, D'Amato est intervenu par lettre, auprès du secrétaire d'État George Shultz, pour empêcher l'expulsion de l'ancien commandant du camp de concentration nazi de Tartu (Estonie), Karl Linnas. Un camp dans lequel 12 000 juifs et non-juifs avaient péri, parfois de la main de Linnas lui-même. D'Amato retira finalement sa lettre « par crainte de l'électorat juif », et Linnas fut extradé en URSS où il mourut en 1987 (*Washington Post* et *New York Times*).

Dans certains cas, ces attaques sans ménagement à l'encontre du personnage d'Alfonse D'Amato ont été conduites pour indiquer que son manque de probité risquait de nuire à la cause qu'il entendait défendre⁸. Cependant, plus le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » avançait, moins les discours journalistiques ont établi cette distinction, de telle sorte qu'ils ont délégitimé à la fois le dénonciateur et les revendications qu'il exprimait au nom des victimes de l'Holocauste. Ainsi, bien souvent, les critiques dirigées contre Alfonso D'Amato concernaient également les organisations juives dont il appuyait les démarches face à la Suisse.

Le troisième personnage qui a émergé en lien avec la question de l'antisémitisme est celui de la population suisse, régulièrement mise en scène par l'intermédiaire de la figure des « lecteurs de journaux ». L'analyse détaillée de *L'Hebdo* a montré comment les premières apparitions de la perspective agonistique dans les colonnes de ce magazine ont pris place dans son courrier des lecteurs, constitué par le discours journalistique comme l'expression métonymique des « Suisses » (5.2.4, *supra*). De même, *24 Heures* a fait un usage extensif des lettres de lecteurs pour défendre la cause de Jean-Pascal Delamuraz, publiant un total de trois pleines pages de courrier consacré à ce seul sujet, dans ses éditions des 13, 18 et 30 janvier 1997^{xxxviii}. L'orientation partisane de ces publications était explicitement soulignée par les sous-titres de *24 Heures*. Dans son édition du 13 janvier il notait :

Les propos du conseiller fédéral vaudois concernant la création d'un fonds d'aide aux victimes des nazis ont provoqué une multitude de réactions parmi nos lecteurs. La grande majorité applaudit l'attitude de l'ancien président de la Confédération.

De même, suite à l'appel à la démission de Jean-Pascal Delamuraz, *24 Heures* a présenté sa rubrique « spécial courrier » du 30 janvier avec l'introduction suivante :

Nos lecteurs ont été nombreux à réagir à la décision du comité central du Parti socialiste suisse. L'unanimité se fait chez eux pour condamner cette attitude. Les socialistes vaudois les premiers, eux qui sont en campagne électorale.

À l'occasion de la parution de la première série de lettres de lecteurs, le rédacteur en chef de *24 Heures* a rédigé un éditorial, intitulé « *Péril d'antisémitisme* », qui éclairait la distribution énonciative instituée par cette publication sous un jour particulier. Alors que la plupart des journaux s'alarmaient de résurgences antisémites, communément considérées comme des conséquences des propos de Jean-Pascal Delamuraz, Gian Pozzy réaffirmait que ces derniers n'avaient rien d'antisémite^{xxxix} :

Qu'il est périlleux de contester la démarche de certains juifs ou de certaines organisations juives sans se voir taxer immédiatement d'antisémitisme ! Comme si l'Holocauste avait eu pour effet de décerner un certificat définitif de bonnes mœurs à tout juif, un diplôme de conformité à tout ce qui est juif.

⁸ Ce cas a été analysé dans un article de *L'Hebdo* (5.1.2, *supra*).

Le terrain est truffé de mines. Seul un langage politiquement correct permet de le franchir sans dommages. Ce langage exclut notamment qu'on parle de chantage à propos d'exigences financières faramineuses relayées par un sénateur Joseph [sic] D'Amato en quête de clientèle électorale ; et il interdit de qualifier d'arrogantes les menaces de certains responsables de lobbies juifs à New York et Jérusalem.

C'est qu'il n'y a pas d'exemple dans l'histoire d'un crime abominable, tel que le fut le génocide des juifs, qui aura laissé une telle brûlure de culpabilité dans les générations suivantes. Parce qu'aussi, dans l'histoire, aucun autre peuple voué à l'extermination n'a su entretenir la plaie ouverte avec un soin semblable.

Communément, les quotidiens suisses ont articulé l'émergence de l'antisémitisme à celle d'un collectif helvétique anonyme, souvent représenté par les « lecteurs de journaux ». Dans la plupart des cas, cette configuration était mobilisée pour dénoncer les réactions antisémites qui étaient attribuées à ce collectif anonyme. Cependant, cette mise en scène n'était pas toujours dépourvue d'ambiguïté. C'est ce qu'indique le discours de Gian Pozzy qui a retourné la problématique, de telle sorte que le « *péril d'antisémitisme* » dont il parle ne menace pas les juifs. Il s'agit, au contraire, d'un risque qui pèse sur ceux qui critiquent « *certaines responsables des lobbies juifs à New York et à Jérusalem* » et leur relais Alfonse « *D'Amato* ». Ainsi, ce texte renversait la problématique de l'antisémitisme, pour défendre ceux qui étaient menacés d'être considérés comme antisémites, parce qu'ils avaient défendu des positions proches de celles de Jean-Pascal Delamuraz⁹.

Ainsi, cet éditorial *couvrait* par avance les lecteurs dont les lettres étaient publiées dans cette édition. Prenant le contre-pied des quotidiens qui épinglaient les tendances antisémites des lettres que certains de leurs lecteurs leur envoyaient, *24 Heures* s'insurgeait par avance contre toute tentative de dénoncer l'éventuel caractère antisémite de l'une ou l'autre des nombreuses lettres de lecteurs qu'il publiait. En ce sens, il est possible de dire que, dans ce cas, les « lecteurs de journaux » constitués par *24 Heures* était une figure collective que le journal laissait parler, pour dire ce qui ne pouvait plus être dit¹⁰.

Ce rapide parcours dans l'organisation énonciative de la problématique de l'antisémitisme éclaire d'un jour nouveau l'émergence conjointe des figures discursives des « Suisses juifs », du « sénateur Alfonse D'Amato » et de la collectivité suisse représentée par les « lecteurs de journaux ».

Dans un premier temps, ces figures paraissaient inscrites dans un système actanciel de l'antisémitisme, c'est-à-dire respectivement associées aux positions de victime, de responsable et d'auteurs des actes antisémites. Cependant, ce dispositif fondait des *activités discursives* qui renversaient radicalement cette distribution actancielle.

Tout d'abord, la figure des « Suisses juifs » a régulièrement été interposée entre la Suisse et les organisations juives internationales. Plus précisément, cette configuration les a placés en position d'être *les seuls* à pouvoir intervenir auprès des organisations juives internationales, pour faire cesser les « attaques » menées contre la Suisse, lesquelles étaient

⁹ Cette logique se prolongeait jusque dans sa caractérisation de l'Holocauste, qui mettait l'accent sur la « brûlure de culpabilité » qui affectait les « générations suivantes ». Le cynisme de cette métaphore réside en ceci qu'elle passe du même coup sous silence le feu des fours crématoires dans lesquels ont été *réellement brûlés* les corps des victimes de l'Holocauste.

¹⁰ Les questions soulevées par ces renvois énonciatifs entre les médias et la figure des « lecteurs de journaux » qu'ils constituaient ont donné lieu à une controverse, suite à une émission de la télévision alémanique, au cours de laquelle l'auteur d'une lettre antisémite adressée à Sigi Feigel réitérait ses propos face à la caméra. Cette intervention a alors soulevé un questionnement juridique. Dans un long article consacré à la question, la *Neue Luzerner Zeitung* a constitué cette problématique de la manière suivante. Selon son argumentation, l'envoi de la lettre ne tombait pas sous le coup de la loi « antiracisme ». Par contre, la diffusion de son contenu par un média était condamnable, le journaliste étant passible de poursuite pour complicité. A ce sujet, voir l'article de la *Neue Luzerner Zeitung* (30.1.97) : « Folgt nun der Fall "Rundschau" ? ».

ordinairement considérées comme la cause des réactions antisémites attribuées à la population suisse. De la sorte, ces discours reprenaient un argument antisémite classique, suggérant que les Suisses juifs n'étaient pas seulement victimes de l'antisémitisme, mais qu'ils pouvaient au moins être suspectés d'être les complices potentiels des actions qui étaient à l'origine cet antisémitisme.

Parallèlement, les discours médiatiques ne se sont pas contentés de souligner l'inconfort de certains représentants d'organisations juives face à la virulence de la campagne menée par Alfonse D'Amato. De nombreux articles ont en effet établi une relation métonymique entre la figure du sénateur D'Amato et l'ensemble des revendications relatives « aux fonds juifs et à l'or nazi ». Ainsi, son nom n'a progressivement plus désigné une personne individuée, mais l'ensemble des plaignants qui défendaient la causes de victimes de l'Holocauste, au premier rang desquelles les organisations juives internationales. De telle sorte que les discours mettant en scène ses affinités d'extrême-droite suggéraient que les organisations juives faisaient alliance avec un allié des fascistes. Ce qui ouvrait à nouveau la voie à un argument antisémite classique.

De même, l'émergence de la figure de la population suisse représentée par le biais de sondages et de lettres de lecteurs n'a pas uniquement été constituée comme une figure collective et anonyme, chargée de la responsabilité d'actes antisémites. Elle a également été présentée comme victime d'un « péril d'antisémitisme », dans la mesure où elle risquait de se voir dénoncer en tant qu'antisémite pour avoir appuyé les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz.

Ces pratiques discursives ont ainsi institué un dispositif de l'antisémitisme inversé. Les « Suisses juifs » n'y apparaissaient pas comme les victimes de l'antisémitisme, mais comme les complices des attaques dirigées contre la Suisse, lesquelles avaient provoqué les réactions antisémites de la population. Pour leur part, les « lecteurs de journaux » n'étaient pas constitués comme les auteurs de lettres antisémites, mais comme les victimes de l'antisémitisme qui leur était imputé.

Dans la perspective ainsi constituée, il est possible d'émettre trois hypothèses complémentaires, respectivement relatives à l'émergence de chaque figure associée à l'antisémitisme. Tout d'abord, la figure du « sénateur D'Amato » a progressivement été constituée sous la forme d'un personnage à l'encontre duquel il était possible de dire tout ce qui ne pouvait plus être dit au sujet des organisations juives, sous peine d'être qualifié d'antisémite. Ensuite, la figure des « Suisses juifs » s'est progressivement vu assigner la charge de dire aux organisations juives tout ce que les autres Suisses ne pouvaient plus leur dire sous peine d'être considérés comme antisémites. Enfin, les « lecteurs de journaux » ont été constitués comme un collectif qui pouvait être mobilisé de deux manières distinctes. D'une part, il était possible, à l'instar de *24 Heures* ou de *Rundschau*, de le faire parler, tout en affirmant qu'il ne disait pas ce qu'il disait. D'autre part, de manière plus détournée, il était possible de dire sans jamais le citer directement qu'il disait ce qui ne pouvait pas être dit.

Constitution d'un problème de réputation et d'une culture politique centralisée

En suivant le déroulement de la problématisation et de la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi », l'analyse a montré comment ont progressivement émergé des prises de position tâchant de trouver une issue non conflictuelle à la confrontation entre l'interprétation agonistique et la responsabilité morale. Cette étude détaillée a montré comment ces interventions se sont présentées comme autant d'appels au calme, c'est-à-dire comme l'expression de « voix pondérées » qui entendaient mettre un terme à la controverse qui opposait les « extrémistes » qui défendaient les versions antagonistes du « conflit » et de la « responsabilité morale ». L'émergence, puis le déploiement de cette

perspective a considérablement réorienté l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi », élaborant petit à petit une nouvelle configuration de la situation. En effet, ces interventions ont institué une perspective pour laquelle la solution des problèmes relatifs au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale pourrait être apportée conjointement par l'établissement de la « vérité historique » et par la négociation d'un « règlement financier ».

L'analyse détaillée a montré comment ces discours ont contribué à l'émergence d'un *problème identitaire*, articulé autour de la double relation métonymique établie entre la Suisse, son histoire et ses banques. Elle a également relevé que ces discours ont configuré une forme particulière de *représentation* de la Suisse et de son passé, organisée autour d'un point de vue focal *incorporant*, auquel l'ensemble de la collectivité nationale était invitée à s'identifier (chapitre 7). Ce développement de l'enquête a fondé une incursion sur le terrain de la sociologie politique, sous la forme d'une observation et d'une description des procédures constitutives du travail politique. A terme, ce cheminement a débouché sur la formulation d'une analyse praxéologique de l'élaboration d'une *politique publique* et de la *culture politique* à la constitution de laquelle elle contribue. Ainsi, cette étude peut également être appréhendée comme une manière d'étudier la constitution pratique des États, sans recourir aux *points fixes* habituellement mobilisés par les analyses, tels que les dispositifs institutionnels, les règles de procédure et les catégories établies.

En suivant le plus rigoureusement possible le chemin tracé par les méandres de l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi », cette recherche a, contre toute attente, retracé l'émergence d'une *culture politique* centralisée. Aux antipodes du régime fédéral et des institutions de la démocratie directe, les discussions sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ont problématisé et publicisé une situation entièrement articulée autour du point de vue focal des autorités politiques nationales. Plus encore, le déroulement pratique de la controverse et la configuration des relations entre les diverses instances chargées de traiter le problème, ont suscité le lancement d'un *marketing politique* incorporant la cohésion nationale. Entièrement organisée autour du *foyer* d'un point de vue centralisateur, plusieurs indices tendent à indiquer le caractère autoritaire de cette perspective.

Il est apparu que cette configuration de la collectivité nationale établit une nette distinction entre les *défenseurs* et les *adversaires* de la Suisse. De telle sorte que les membres qui ne se soumettent pas explicitement à ce point de vue centralisé et centralisateur, sont susceptibles d'être considérés comme des traîtres à la patrie. Dans cette veine, les analyses des discours de l'*Hebdo* ont montré qu'à l'occasion de ces discussions, la Suisse était représentée par des « milieux politiques » dont la gauche était ordinairement exclue. Il s'est également révélé qu'un membre de ces « milieux politiques » – Jacques-Simon Eggly – pouvait sans coup férir se prévaloir de ce statut pour appeler une ministre en exercice à défendre ce point de vue centralisé, à l'exclusion de tout autre (5.1.2, *supra*). Il s'est également avéré qu'il était ordinairement tenu pour acquis que les représentants du corps diplomatique suisse n'encouraient aucune sanction lorsqu'ils tentaient de confisquer les résultats des recherches historiques qui n'avaient pas été préalablement soumis à ce point de vue central (8.1.2, *supra*).

Cette recherche a ainsi mis au jour les modalités de constitution d'une identité collective narcissique. Tout se passe comme si la constitution de l'identité suisse s'articulait et se spécifiait au gré d'une dynamique spéculaire. Ainsi, les débats sur « les fonds juifs et l'or nazi » se sont largement organisés autour du caractère ordinairement tenu pour acquis des relations métonymiques qui seraient censées unir la Suisse à son histoire et à ses banques. De telle sorte que cette controverse a communément été considérée comme un *enjeu identitaire* qui ne concernait pas seulement l'une ou l'autre institution helvétique.

A travers elle, c'était le point focal, chargé d'incorporer la cohésion nationale qui était affecté.

Sources de la conclusion

- i *Bund* (16.1.97) : « Heureka ».
- ii *Blick*, (17.1.97) : « 340 Millionen in Fonds ? ».
- iii *Blick*, (18.1.97) : « *Banken sollen Gelder rausrücken* ».
- iv Au sujet de ce vote : *24 Heures* (22.1.97) : « Fonds juifs : le Parlement votera la constitution d'un fonds » ; *Le Matin* (22.1.97) : « Avoirs juifs. Fonds créé ? » ; *Le Nouvelliste* (22.1.97) : « L'or des neutres... » ; *La Liberté* (22.1.97) : « Le Parlement coordonne ses activités » ; *L'Express* et *L'Impartial* (22.1.97) : « Déshérence. Commission du National favorable à un fonds d'indemnisation » ; *Tages-Anzeiger* (22.1.97) : « "Goodwill schaffen" » ; *NZZ* (22.1.97) : « Koordinierte Information im Parlament » ; *Blick* (22.1.97) : « Holocaust-Fonds. Das Parlament macht Dampf » ; *Berner Zeitung* (22.1.97) : « Parlamentarier für Fonds » ; *Bündner Zeitung* (22.1.97) : « APK des Nationalrates für Fonds » ; *Neue Luzerner Zeitung* (22.1.97) : « Holocaust-Fonds erhält Unterstützung » ; *Aargauer Zeitung* (22.1.97) : « NR-Kommission für Holocaust-Fonds » ; *Corriere del Ticino* (22.1.97) : « Un fondo per gli averi ebraici non rivendicati ? » ; *Regione* (22.1.97) : « Sì al fondo d'indennizzo ».
- v *NZZ* (22.1.97) : « Kühner Vorstoss von Rainer E. Gut ».
- vi Cette citation est tirée de *La Liberté* (23.1.97) : « Deux grandes banques veulent accélérer le mouvement ». Voir également : *24 Heures* (23.1.97) : « Fonds juifs : deux grandes banques réclament un geste financier rapide » ; *Le Nouvelliste* (23.1.97) : « Fonds en déshérence : effervescence » ; *Express* et *Impartial* (23.1.97) : « Avoirs juifs. Deux banques font avancer le dossier » ; *NZZ* (23.1.97) : « Wachsende Unterstützung für einen Holocaust-Fonds » ; *Tages-Anzeiger* (23.1.97) : « Kommt grosser Fonds ? » ; *Bund* (23.1.97) : « Fonds gewinnt an Unterstützung » ; *Blick* (23.1.97) : « Gut zum Holocaust-Fonds. Wir zahlen sofort » ; *St. Galler Tagblatt* (23.1.97) : « Professoren und Banken für Fonds » ; *Aargauer Zeitung* (23.1.97) : « Rasche und grosszügige Geste rückt in den Blickpunkt » ; *Berner Zeitung* (23.1.97) : « Rainer E. Gut fordert gutdotierten Fonds » ; *Bündner Zeitung* (23.1.97) : « Rasche und grosszügige Geste rückt in den Mittelpunkt » ; *Corriere del Ticino* (23.1.97) : « Fondi ebraici : tesi a favore del fondo di compensazione » ; *Regione* (23.1.97) : « Un fonds superiore ai cento milioni ».
- vii *Tages-Anzeiger* (24.1.97) : « Wirtschaft zeigt Bundesrat den Weg ».
- viii *Tages-Anzeiger* (24.1.97) : « Die Früchte eines bösen Wortes ». Les enjeux relatifs à la mise en place du fonds ont été pointés, le même jour par Alfonso Tuor dans le *Corriere del Ticino* (24.1.97) : « Averi ebraici : un fondo perché ? ».
- ix La version retenue ici a été publiée par *L'Express* et *l'Impartial* (20.1.97) : « Fonds juifs. Faut-il interdire la destruction de documents ? ». Voir également : *24 Heures* et *Tribune de Genève* (20.1.97) : « Jean-François Bergier est préoccupé par la destruction de documents à l'UBS » ; *La Liberté* (20.1.97) : « La destruction de documents inquiète l'historien Bergier » ; *Le Nouvelliste* (20.1.97) : « Destruction préoccupante » ; *Aargauer Zeitung* (20.1.97) : « Bergier will Vernichtungssperre » ; *Neue Luzerner Zeitung* (20.1.97) : « Bergier : "Das macht Angst" » ; *St. Galler Tagblatt* (20.1.97) : « Vernichtungsverbot für Dokumente beantragt » ; *Corriere del Ticino* (20.1.97) : « Fondi ebraici : Delamuraz denunciato per "razzismo" » ; *Giornale del Popolo* (20.1.97) : « "Non gettate quei documenti" ».
- x Des portraits de Jean-François Bergier ont notamment été publiés par : *Corriere del Ticino* (22.1.97) : « Jean-François Bergier Mister 'Fondi Ebraici' » ; *NZZ* (22.1.97) : « Die Vergangenheit klären und verstehen. Jean-François Bergier zur Arbeit der Historikerkommission » ; *Le Matin* (23.1) « Le plan Bergier : clarté d'abord » ; *24 Heures* (27.1.97) : « Jean-François Bergier, De la civilisation des Alpes à la crise des fonds juifs »
- xi *Bund* (22.1.97) : « "Kommission soll mit einer Stimme sprechen" ».
- xii *La Liberté* (23.1.97) : « J.-F. Bergier attend pressions et critiques de pied ferme ».
- xiii *NZZ* (30.1.97) : « Präzisierung der Pflicht zur Aktenaufbewahrung ».
- xiv *Tages-Anzeiger* (17.1.97) : « Bankhistoriker ist kein Historiker ».
- xv *Regione* (18.1.97) : « Archivi, storici e documenti distrutti »
- xvi Voir notamment les articles historiques et d'historiens suivants : *NZZ* (21.1.97) : Georg Kreis, « Die Schweiz und der Kunsthandel 1939-1945 » ; (*NZZ*, 22.1.97) : Matthias Frehner, « Deutsche Raubkunst in der Schweiz : Täter, Verführte, Aufarbeitung » ; *Berner Zeitung* (22.1.97) : « Gegenwartsflucht als Vergangenheitsbewältigung » ; *Aargauer Zeitung* (27.1.97) : « Das dunkle Kapitel vom vollen Boot » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (28.1.97) : « Wiederkehr des Verdrängten » ; *Aargauer Zeitung* (28.1.97) « Der Fehlende Wille zu handeln » ; *Tages-Anzeiger* (30.1.97) : « Der Held sagt 'Ich war Niemand' » ; *NZZ* (1.2.97) « *Geschichtsklärung als demokratische Chance* » ; *Tribune de Genève* (4.2.97) « La Suisse a failli passer à la casserole ».

- Sur l'émergence des figures individuelles d'historiens, voir : Hans Ulrich Jost dans la *Regione* (16.1.97) : « Hans Ulrich Jost : "Lo storico non trova la verità nel tempo in cui I maiali scovano I tartufi" ». Georges-André Chevallaz dans *24 Heures* et *Tribune de Genève* (28.1.97) : « Les juifs sont trop intelligents pour avoir placé leur argent en Suisse » ; repris dans *Corriere del Ticino* (30.1.97) : « Non è in Svizzera l'oro messo al sicuro dagli ebrei ». Jehuda Bauer dans *St. Galler Tagblatt* (25.1.97) : « Man musste irgendwie nachgeben ». Voir encore l'apparition de Peter Hug, délégitimé pour son rôle dans la demande de démission formulée par le PS : p.ex. *24 Heures* et *Tribune de Genève* (27.1.97) : « Les socialistes suisses veulent la peau de Jean-Pascal Delamuraz » ; et l'intervention d'un autre historien, Rémy Scheurer à ce sujet dans *L'Express* et *L'Impartial* (28.1.97) : « Le sang-froid des Juifs suisses ».
- xvii Voir par exemple la prise de position de Bernard Lavrie dans la *Tribune de Genève* (16.1.97) : « L'antisémitisme, échappatoire commode ». Voir également la presse du 20 janvier 1997, suite au dépôt d'une plainte pénale, fondée sur la loi contre le racisme, contre Jean-Pascal Delamuraz : *L'Express* et *L'Impartial* (20.1.97) : « Fonds juifs. Faut-il interdire la destruction de documents ? » ; *24 Heures* et *Tribune de Genève* (20.1.97) : « Jean-François Bergier est préoccupé par la destruction de documents à l'UBS » ; *La Liberté* (20.1.97) : « La destruction de documents inquiète l'historien Bergier » ; *Le Nouvelliste* (20.1.97) : « Destruction préoccupante » ; *Bund* (20.1.97) : « Klage gegen Delamuraz » ; *Berner Zeitung* (20.1.97) : « Strafanzeige gegen Delamuraz » ; *Blick* (20.1.97) : « Delamuraz : Strafanzeige wegen Rassismus » ; *Aargauer Zeitung* (20.1.97) : « Bergier will Vernichtungssperre » ; *Neue Luzerner Zeitung* (20.1.97) : « Bergier : "Das macht Angst" » ; *St. Galler Tagblatt* (20.1.97) : « Vernichtungsverbot für Dokumente beantragt » ; *Corriere del Ticino* (20.1.97) : « Fondi ebraici : Delamuraz denunciato per "razzismo" » ; *Giornale del Popolo* (20.1.97) : « "Non gettate quei documenti" » ; *Regione* (20.1.97) : « Delamuraz denunciato »
- xviii *Blick* (8.1.97) : « Jetzt ist der Ball bei der Banken ».
- xix *NZZ* (13.1.97) : « Aufwallungen der Volksseele um die nachrichtenlosen Vermögen » et « Neuer Antisemitismus ? ».
- xx Voir notamment : *Corriere del Ticino* (14.1.97) « I lettori svizzeri con Delamuraz » ; *L'Express* et *L'Impartial* (15.1) « Réflexes antisémites »
- xxi Voir notamment : *BZ* (13.1.97) « Schmähbriefe an Juden-Vertreter » ; *Bündner Zeitung* (16.1.97) : « Trotz allem : Jüdische Gäste bleiben ihren Schweizer Lieblingsorten treu » ; *Regione* (16.1.97) : « Avvisaglie di antisemitismo, disagi » ; *L'Express* et *L'Impartial* (24.1.97) : « Menaces de mort » ; *Le Nouvelliste* (27.1.97) : « L'antisémitisme helvétique se réveille » ; *Neue Luzerner Zeitung* (30.1.97) : « Folgt nun der Fall Rundschau ? ».
- xxii Cette publicité vantant les mérites d'un analgésique – « Si les dents en or nazi vous donnent des migraines, Siniphen fait de l'effet » (*Wenn Ihnen Nazigoldzähne Kopfschmerzen bereiten Siniphen ... wirkt*) – a été publiée dans le *Tages-Anzeiger* du (14.1.97). Elle a donné lieu à des commentaires notamment dans le *Tages-Anzeiger* (15.1.97) : « Mehr als ein "Lapsus" » ; *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (15.1.97) : « Lapsus en or » et la *Bündner Zeitung* (15.1.97) : « "Wenn Ihnen ein Inserat Kopfschmerzen bereitet" ».
- xxiii *Bündner Zeitung* (15.1.97) : « "Wenn Ihnen ein Inserat Kopfschmerzen bereitet" » ; « Droh- und Schmähbriefe gegen jüdische Organisationen » et « Was ist Antisemitismus ? ».
- xxiv *La Tribune de Genève* (17.1.97) : « Un certain réveil de l'antisémitisme », « L'antisémitisme suisse a la vie dure » et « Je suis juive. Oui. Et alors ? ».
- xxv *Le Nouvelliste* (18.1.97) : « Retour de la « bête » ? ». Voir également : *Bund* (18.1.97) « Antisemitismus resolut bekämpfen » et « "Die" Juden und "die" Schweizer gibt es nicht » ; *Aargauer Zeitung* (18.1.97) : « Wachsende Besorgnis über zunehmenden Antisemitismus ». Sur la publicisation et la problématisation de l'antisémitisme, voir encore *Bündner Zeitung* (22.1.97) : « Judith Stamm : "Die Wahrheit wird sehr schmerzhaft sein" » ; *Tages-Anzeiger* (31.1.97) : « Wer Ungleich ist, wird fremd gemacht » ; *Neue Luzerner Zeitung* (1.2.97) : « Der Kampf gegen Antisemitismus ist für die Demokratie lebenswichtig » ; *Le Nouveau Quotidien* (5.2.97) « La Confédération a tardé à assimiler les juifs, d'où son comportement durant la guerre » ou *Bund* (7.2.97) : « Judenhass – Nationalstaatsdenken – Rassen-theorie »
- xxvi Sur cette configuration d'une figure de médiation, voir notamment : la presse du 7 janvier 1997, suite aux premières menaces de boycott contre les banques suisses : *La Liberté* (7.1.97) : « Les communautés juives de Suisse en appellent à stopper l'escalade verbale » ; *24 Heures* et *Tribune de Genève* (7.1.97) : « Les Juifs de Suisse calment le jeu, mais attendent toujours "un geste" » ; *Blick* (7.1.97) : « "Wir brauchen einen runden Tisch" » ; *NZZ* (7.1.97) : « Fehlleistungen » ; *Bund* (7.1.97) : « "Wahrheitssuche statt Wortkriege" ». Voir également : *L'Express* et *L'Impartial* (14.1.97) : « La Chaux-de-Fonds. Juif et

- capitaine dans l'armée suisse en 39-45 » ; *Berner Zeitung* (14.1.97) : « "Es braucht eine Annäherung von beiden Seiten" ».
- xxvii Sur les interventions de Sigi Feigel, voir notamment : *NZZ* (7.1.97) : « Fehlleistungen » (une lettre de Sigi Feigel) ; *Bund* (7.1.97) : « "Wahrheitssuche statt Wortkriege" » ; *Blick* (8.1.97) : « "Mehr war vom Bundesrat nicht zu erwarten !" » ; *NZZ*, (13.1.97) : « Das Schreiben Sigi Feigels an WJC-Präsident Bronfman » ; *NZZ* (20.1.97) : « Feigel für USA-Reise von Bundesrätin Dreifuss » ; *Le Matin* (23.1.97) : « Nouvelle réaction de M. Feigel » ; *Neue Luzerner Zeitung* (23.1.97) : « 'Jetzt geht den Schweizer wie den Juden' ».
- Sur les interventions de François Loeb voir notamment : *Blick* (7.1.97) : « "Wir brauchen einen runden Tisch" » ; *Bund* (15.1.97) : « Loeb wirbt bei Singer für Gesprächskultur » ; *Bund* (1.2.97) : « Loeb und Nabholz informieren in den USA » ; *Bund* (4.2.97) : « Loeb setzte US-Staranwalt Fagan ins Bild » ; *Le Nouveau Quotidien* (7.2.97) : « Le profil bas du Conseil fédéral sème la confusion politique sur les fonds juifs ».
- Sur les interventions de Rolf Bloch : *Blick*, (9.1.97) : « Schweizer Juden halfen Delamuraz » ; *Bund* (25.1.97) : « "Ich habe mehr Distanz zur damaligen Schweiz" » ; *Bündner Zeitung* (27.1.97) : « "Kein Vorwurf an das Schweizervolk" ».
- Sur les interventions de Michael Kohn : *Aargauer Zeitung* (15.1.97) : « Ein Volk, das nicht zu seiner Vergangenheit stehen kann, hat auch keine Zukunft » ; *Neue Luzerner Zeitung* (15.1.97) : « "Helvetia bekam Flecken an ihrem Röckli ab" » ; *Tribune de Genève* (28.1.97) et *24 Heures* (29.1.97) : « Les juifs de Suisse doivent refuser les attaques injustes contre tout le pays ».
- Sur les interventions de Hans Baer, voir la presse du 18 janvier 1997, en particulier *Berner Zeitung* : « "Banken sollen Kreditlimiten einrichten" ».
- xxviii Voir par exemple : *Corriere del Ticino* (16.1) : « Il 'grande accusatore' » ; *Aargauer Zeitung* (17.1.97) : « Wer ist eigentlich Al D'Amato ? » ; *Le Matin* (3.2.97) : « Mais qui est Al D'Amato ? » et *Corriere del Ticino* (5.2.97) : « I lati oscuri del 'Senator' ».
- xxix Voir notamment : *La Liberté* (17.1.97) : « Le croisé et sénateur D'Amato embarrasse certains juifs » ; *Freiburger Nachrichten* (18.1.97) : « D'Amato Kampagne verwundert auch Juden » ; *Blick* (21.1.97) : « Es gab auch eine gute Schweiz, Herr D'Amato » ; *24 Heures* et *Tribune de Genève* (25.1.97) : « Des juifs américains s'interrogent : pourquoi cette guerre avec la Suisse ? » ; *Tages-Anzeiger* (30.1.97) : « Längst nicht mehr nur ein jüdisches Thema ».
- xxx *Blick* (11.1.97) : « Ja zu Delamuraz – nein zu Sonderfonds » ; L'ensemble de la presse du 13 janvier 1997 ; *Le Matin* (28.1.97) : « Jagmetti s'en va ! » ; *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (28.1.97) : « Reproches exagérés pour 60% des Suisses » ; *NZZ* (28.1.97) : Differenzierte Meinungen » ; *24 Heures* (1.2.97) : « Jean-Pascal Delamuraz garde la confiance du peuple suisse » et *Le Matin* (1.2.97) : « Pas touche à JPD ! » et « Mal joué ! ».
- xxxi Voir en particulier les trois pleines pages publiées par *24 Heures* les 13, 18 et 30 janvier 1997. Voir également les cinq pages de lettres de lecteurs publiées quatre mois plus tard par *Le Matin* (24.5.97) : « Le cri du cœur de nos lecteurs » et les lettres de lecteurs publiées par *L'Hebdo* (5.2.4, *supra*).
- xxxii Voir les notes xviii à xxi, ci-dessus.
- xxxiii *Bund* (15.1.97) : « Loeb wirbt bei Singer für Gesprächskultur ».
- xxxiv *Bund* (1.2.97) : « Loeb und Nabholz informieren in den USA ».
- xxxv *Le Matin* (3.2.97) : « La face cachée d'Al D'Amato ».
- xxxvi *Corriere del Ticino* (16.1.97) : « Il "grande accusatore" ».
- xxxvii *Le Matin* (3.2.97) : « La face cachée d'Al D'Amato ».
- xxxviii *24 Heures* (13.1.97) : « Jean-Pascal Delamuraz et les fonds juifs » ; (18.1.97) : « La polémique autour des fonds juifs » et (30.1.97) : « Après l'appel à la démission de Jean-Pascal Delamuraz ».
- xxxix *24 Heures* (13.1.97) : « Péril d'antisémitisme ».

TROISIÈME PARTIE

J'avais inscrit dans mon projet de recherche que j'entendais étudier les pratiques de sorcellerie dans le Bocage : depuis un siècle, les folkloristes n'ont su que s'en gorger, il serait temps de les comprendre. Sur le terrain, je n'ai pourtant rencontré que du langage. Pendant de longs mois, le seul fait empirique que j'aie pu noter, c'était de la parole.

Je soutiens aujourd'hui qu'une attaque de sorcellerie peut se résumer à ceci : une parole prononcée dans une situation de crise par celui qui sera plus tard désigné comme sorcier est interprétée après coup comme ayant pris effet sur le corps et les biens de celui à qui elle s'adressait, lequel se dénommera de ce fait ensorcelé. Le désenvoûteur prend sur lui cette parole autrefois adressée à son client et la retourne à son émetteur initial, le sorcier. [...]

Autant dire qu'il n'y a pas de position neutre de la parole : en sorcellerie, la parole, c'est la guerre. Quiconque en parle est un belligérant et l'ethnographe comme tout le monde. Il n'y a pas de place pour un observateur non engagé.

Jeanne Favret-Saada, *Les mots, la mort, les sorts*, Paris, Gallimard, 1977, pp. 25 ; 27

UNE CRITIQUE PRAGMATIQUE DES CULTURES POLITIQUES EN ACTION

Au cours de cette partie, l'analyse aura pour tâche de retracer la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » à la manière d'une enquête. Il s'agira donc de montrer comment son déroulement a déterminé le caractère problématique de la situation, projeté les actions susceptibles de la résoudre, et assigné des statuts participatifs aux protagonistes chargés de les mettre en œuvre.

L'exploration de ces phénomènes sera conduite sous les auspices d'une problématique praxéologique de la *culture politique en action*. Concrètement, il s'agira de mettre au jour l'arrière-plan pratique et normatif qui a sous-tendu les arguments, les raisonnements et les mesures déployés pour appréhender et régler le problème. L'analyse se concentrera sur la répartition des tâches entre les agents chargés de le régler. De la sorte, elle retracera la délimitation pratique entre ses composantes sociales et politiques, ainsi que l'établissement des relations entre les entreprises privées et les organismes publics qu'il affectait.

Dans cette perspective, le règlement du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » sera appréhendé comme le *dénouement d'une intrigue*, c'est-à-dire comme un événement doté de l'efficacité pragmatique de déterminer rétrospectivement la situation dont il est apparu comme la solution. En ce sens, il pourra être analysé comme la manifestation pratique de la culture politique suisse, dont l'accomplissement a défini une forme de collectivité, ses rapports au passé, et son intégration dans un ordre international.

Cette analyse montrera que l'*organisation actancielle* des controverses (*i.e.* les statuts participatifs de leurs protagonistes, c'est-à-dire notamment la configuration de leurs audiences médiatiques, de leurs publics politiques) est indissociable de leur *orientation temporelle* (*i.e.* de leur rythme, de leurs horizons ou des projets formés par leurs protagonistes). En conséquence, il n'est possible de rendre compte du déroulement des controverses qu'à condition d'analyser simultanément leurs composantes catégorielles et séquentielles, c'est-à-dire l'organisation actancielle et l'orientation temporelle de l'ordre social.

Au cours de cette partie, l'élaboration et la mise en œuvre de cette problématique théorique restera cependant à l'arrière-plan de mes analyses. Celles-ci seront avant tout tendues vers l'élaboration d'un mode d'écriture permettant de retracer le déroulement de la

controverse, de manière à montrer comment l'organisation des relations entre ses protagonistes a été articulée à la projection de son dénouement.

Dans un premier temps, les chapitres 9 et 10 analyseront les procédures mises en œuvre pour déterminer les différents statuts participatifs assignés aux protagonistes de la controverse. Il s'agira notamment d'évaluer si ce débat a marqué une démocratisation des pratiques bancaires et de leur régulation dans l'espace public suisse. En ce sens, une attention particulière sera consacrée au rôle qui a été réservé aux profanes et aux citoyens ordinaires.

Cette question sera au cœur du chapitre 9. Dans le prolongement des recherches consacrées à la « démocratie technique », ces pages se pencheront sur les recherches des titulaires de fonds en déshérence que les banquiers suisses ont menées, en sollicitant la collaboration des lecteurs des grands titres de la presse mondiale. Cette procédure a donné forme à un problème de portée générale et elle a considérablement élargi le collectif chargé d'y remédier. En particulier, elle a sollicité la participation des profanes et des citoyens ordinaires, lesquels étaient jusqu'alors tenus à l'écart des recherches de fonds en déshérence.

Le chapitre 10 étudiera comment ce dispositif de recherche a été « mis en intrigue » par la presse suisse. Cet approfondissement de l'analyse montrera que l'ouverture des recherches aux profanes et aux citoyens ordinaires n'a pas pour autant initié la démocratisation des pratiques bancaires. Concrètement, les discours des quotidiens helvétiques ont transformé leur *audience médiatique* en *public politique*, manifesté sous la forme d'un *nous inclusif*, dont les membres étaient directement et personnellement affectés par les tribulations du secret bancaire. Ainsi, l'analyse montrera que le dispositif des listes de titulaires a *ouvert* les recherches de fonds en déshérence, mais que les statuts participatifs institués pour y prendre part étaient loin de constituer une « démocratie dialogique ». Au contraire, ils instituaient la *culture politique* d'une collectivité organisée autour de la défense belliqueuse de son système bancaire et de son secret, érigés en tant que biens publics.

Dans un second temps, les chapitres 11 et 12 montreront comment cette configuration a conféré une importance primordiale au contentieux qui opposait les banquiers et leurs clients. L'analyse retracera donc comment le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » a été rythmé par des échanges entre partenaires privés. Ainsi, elle montrera comment le déroulement d'une controverse publique a pu être déterminé par des négociations secrètes, dont le dénouement a été projeté sous la forme d'un règlement financier, arrangé entre des banques commerciales et leurs clients.

Le chapitre 11 sera concentré sur les circonstances contingentes qui ont permis aux responsables états-uniens des finances locales de devenir les protagonistes incontournables d'une controverse internationale. L'analyse détaillée de leurs interventions montrera comment elles ont structuré la légitimité et la pertinence d'un règlement financier, dont l'horizon a orienté le déroulement de la controverse. Dans l'enchaînement, le chapitre 12 analysera les jeux des perspectives temporelles qui se sont déployés autour de cet horizon et des nouvelles projections suscitées par son remplissement. Mon enquête retracera ainsi l'organisation pratique d'une situation configurée de telle sorte que les banques commerciales ont pu régler financièrement les questions soulevées par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

Au terme de ce cheminement, l'analyse aura mis au jour l'institution pratique d'une *culture politique* nationale et internationale. Il sera alors possible d'identifier les contours de l'espace public qui a été configuré par cette controverse, et d'établir les statuts participatifs qu'il assignait à ses protagonistes, c'est-à-dire notamment aux États-Unis, à la Suisse et leurs divers représentants.

Ma démarche présentera ainsi une *alternative empirique* aux recherches qui prétendent élucider les *cultures politiques* par la mise en scène des rapports de forces entre les positions hiérarchisées de l'espace social, par la description formelle de systèmes actanciels, ou par l'énumération de ressources pratiques et cognitives. Concrètement, elle proposera une manière d'observer et de décrire le déroulement et le dénouement des controverses, pour fonder une critique pragmatique des *cultures politiques en action*, c'est-à-dire du travail politique, dont la signification et l'orientation sont déterminées dans le cours même du traitement d'un problème.

CHAPITRE 9

L'idée d'une objectivité éthique [...] n'est pas réductible à l'idée d'un mode de vie universel et ne le présuppose pas. En revanche, elle pose comme idée régulatrice du politique – c'est l'option politiquement libérale et réformatrice du pragmatisme – l'existence d'une communauté fondée sur l'accord entre enquêteurs compétents. Cette communauté ne se confond pas avec une communauté d'appartenance : elle ne se constitue que dans et par une situation problématique sur le plan cognitif ou pratique. [...] S'il n'y a pas de contradiction entre le contextualisme et le postulat d'une liberté d'enquête non restreinte, c'est que la communauté qui se constitue dans un contexte problématique (scientifique, pratique ou politique) est une communauté de réponse et non une communauté d'affirmation comme le sont celles qui se réclament d'une identité partagée ou à défendre.

Isaac Joseph, « Pluralisme et contiguïtés », in D. Cefai & I. Joseph, *L'héritage du pragmatisme, Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigue, Aube, 2002, p. 87.

9 LA PARTICIPATION À LA CONTROVERSE SUR « LES FONDS JUIFS ET L'OR NAZI »

Dans le prolongement de l'analyse praxéologique de la démocratie initiée au terme de la deuxième partie, ce chapitre analysera comment les médias suisses ont constitué le public « des fonds juifs et de l'or nazi ». Plus précisément, il s'agira de retracer comment les dynamiques de problématisation et de publicisation ont organisé et orienté la *participation* de profanes et de citoyens à la définition et au traitement des questions suscitées par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

Pour aborder cette problématique, je m'inspirerai de l'ouvrage de Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe (2001) intitulé *Agir dans un monde incertain* et consacré à la « *démocratie technique* ». Dans le sillage des travaux de Bruno Latour, ils proposent des analyses qui ébranlent les distinctions fondatrices de l'épistémologie et de la *représentation scientifique* qu'elle valide. Mais ce faisant, ils égratignent également les grands partages (entre les humains et les non-humains, entre les citoyens et les élus) qui fondent la *représentation politique*¹. Concrètement, ils articulent la sociologie des sciences et la sociologie politique, par la mobilisation de recherches consacrées à des dossiers scientifiques et techniques qui ont soulevé des controverses bien au-delà des limites des laboratoires. Ils abordent ainsi des questions habituellement placées sous le label des « problèmes publics », telles que : la maladie de la vache folle, le traitement du sida, la mise en visibilité des maladies neuromusculaires, la production et la distribution d'organismes génétiquement modifiés ou l'entreposage des déchets nucléaires. A chaque fois, ces enjeux sont analysés de manière à montrer comment les acteurs sociaux s'y prennent pour « agir dans un monde incertain », c'est-à-dire pour *prendre la mesure* des incertitudes engendrées par le développement des sciences et des techniques, et pour *adopter des mesures* de précaution.

Sur le fil de ces formes d'*enquêtes*, cet ouvrage systématise deux intuitions, qui se sont dégagées au fil de mon étude. D'une part, ses auteurs insistent fortement pour montrer que le surgissement d'une situation d'incertitude implique une double *exploration* complémentaire des « mondes possibles » et du « collectif de recherche ». Ce faisant, ils présentent une problématique compatible avec celle qui a été développée jusqu'ici pour mettre en évidence la co-constitution des dynamiques de *problématisation* et de *publicisation*. D'autre part, ils indiquent que ces processus débouchent sur l'élaboration de *représentations* qui articulent et distinguent, sous une forme à analyser, des composantes

¹ Cette problématique des *représentations* – que Bruno Latour a placée au cœur de son essai d'anthropologie symétrique intitulé « Nous n'avons jamais été modernes » (Latour, 1997 [1991]) – lui permet d'articuler le politique et le scientifique, sans jamais les confondre.

« techniques » et « sociales ». Ce faisant, ils rejoignent la problématique des relations entre le « social » et le « politique », que j'ai proposé de placer au cœur de l'élucidation des cultures politiques.

Dans les pages qui suivent, je commencerai par souligner l'attention que les auteurs d'*Agir dans un monde incertain* portent au travail de *mise en intrigue* des enjeux socio-techniques (9.1). En effet, ils montrent comment les histoires officielles de ces controverses prennent parti pour les experts et les élus, au détriment des riverains et des personnes directement concernées (9.1.1). Par contraste, ils élaborent une manière de raconter les histoires particulièrement attentives à l'inattendu, aux rebondissements, aux incertitudes. De la sorte, ils composent des récits analytiques qui soulignent toutes les résistances qui s'opposent aux fondements de la démocratie délégative, laissant place à la participation des profanes et des citoyens ordinaires (9.1.2)².

Ensuite, je m'inspirerai de leur travail pour approfondir et systématiser plusieurs observations que je n'ai fait qu'évoquer jusqu'ici. J'analyserai en particulier la liste de titulaires de comptes en déshérence établie par les banquiers suisses, et je montrerai comment sa publication dans la presse internationale a composé un collectif de recherche ouvert aux profanes et de citoyens ordinaires. Dès lors, ceux-ci ont pleinement participé à la définition des fonds en déshérence, à la recherche de leur titulaires, à l'application des mesures à mettre en œuvre pour restituer leurs biens aux ayants droits légaux (9.2).

En retour, cette étude des controverses polarisées autour des recherches de « fonds en déshérence » éclairera quelques difficultés soulevées par l'analyse de la démocratie promue par les tenants de la *théorie de l'acteur-réseau*. Plus précisément, j'interrogerai la transposition d'une démarche élaborée dans le domaine de la sociologie des sciences et des techniques pour élucider des controverses politiques. Il apparaîtra que les auteurs d'*Agir dans un monde incertain* tendent à présenter la « participation » comme un principe de démocratisation des espaces publics. En revanche, ils n'analysent pas *les modalités de cette participation*. Or, la prise en compte de ces dernières s'avèrera décisive s'agissant d'évaluer les conséquences de la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi » pour une démocratisation des pratiques bancaires helvétiques (9.3).

Finalement, ce cheminement montrera que la mise en évidence des *controverses* et la *symétrisation* des entités qui y participent constituent d'indispensables *consignes méthodologiques* pour une sociologie empirique de « la science en action ». En revanche, leur application aux dynamiques de problématisation et de publicisation constitue plutôt *une prise de position partisane dans les débats*. Ces mots d'ordre prennent alors la forme de schémas narratifs, dont le déroulement linéaire peut conduire à des interprétations erronées du déroulement des controverses et de la place qu'elles laissent aux interventions des profanes et des citoyens ordinaires. La réflexion s'ouvrira alors sur l'élaboration d'une analyse empirique des procédures de problématisation et de publicisation, porteuse d'une critique pragmatique des espaces publics démocratiques (9.4).

9.1 Incertitudes, controverses socio-techniques et démocratie dialogique

L'étude de la polémique soulevée par les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz, en janvier 1997, a retracé l'émergence et la configuration d'un *conflit économique*, dont l'issue pouvait être un *règlement financier*, assuré par les *banquiers suisses*. Sur cette base,

² Ce soin apporté au travail d'écriture sociologique recoupe une des préoccupations principales de ma recherche (cf. notamment le chapitre 7, *supra*). Cette insistance sur le travail sociologique de mise en intrigue rejoint également la préoccupation centrale du travail que Nicolas Dodier a récemment consacré aux *Leçons politiques de l'épidémie de sida* : « Peut-on transformer en récit intelligible, en une histoire politique du sida, la masse de documents que ces épisodes nous ont laissés ? C'est le programme que nous nous sommes donné en lançant cette enquête » (Dodier, 2003 : 13).

l'analyse doit maintenant retracer comment les banquiers ont orienté les recherches de « fonds en déshérence » dans cette situation incertaine. Il s'agit donc notamment d'observer et de décrire les techniques et les instruments que les banquiers ont mobilisés pour identifier les comptes concernés, pour en évaluer les montants et pour les restituer à leurs titulaires. Or, ces opérations ont été émaillées de nombreux rebondissements, qui ont mis à l'épreuve la compétence des banquiers suisses, la fiabilité de leurs instruments comptables, et la légitimité de leur déploiement à l'abri des regards, sous couvert du secret bancaire.

Pour étudier cette dynamique, je m'inspirerai du travail de Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe (2001), et du lien étroit qu'ils établissent entre le déploiement des controverses socio-techniques et l'élaboration des représentations scientifiques et politiques. Ils proposent de considérer que, face aux situations d'incertitude, les procédures démocratiques se caractérisent par les modes de description des « états du monde possibles » qu'elles privilégient, à la fois en termes de forme et de contenu. Dans cette perspective, un premier indicateur concerne la *composition de ces représentations*, c'est-à-dire notamment les genres d'entités qui sont susceptibles d'y figurer et les types d'interactions qui peuvent être envisagés entre ces entités. Cette élaboration est indissociable de *l'identification des acteurs qui sont autorisés à l'élaborer*. In fine, une procédure de traitement sera considérée comme étant d'autant plus démocratique qu'elle intègre rapidement le plus grand nombre d'entités et d'acteurs, de manière à favoriser une large controverse sur les états du monde possibles et à en valoriser des descriptions pluralistes et variées³.

9.1.1 Le temps des incertitudes et l'analyse des controverses socio-techniques

Avant d'analyser les controverses qui se sont polarisées au cours des recherches de « fonds en déshérence » à la lumière de la démarche initiée par *Agir dans un monde incertain*, je commencerai par présenter rapidement les articulations principales de cet essai. Avant tout, cet ouvrage place l'*incertitude* au cœur de sa réflexion⁴. Pour rendre compte des modalités par lesquelles des actions sont déployées en pareilles situations, Michel Callon et ses collègues proposent de suivre la composition et le déploiement de ce qu'ils appellent les « forums hybrides ». Il s'agit d'espaces de discussion, qui prennent forme face à l'émergence d'un problème, et qui réunissent des autorités politiques, des techniciens et des profanes pour élucider la diversité des enjeux soulevés par les choix techniques qui engagent la collectivité que les uns et les autres représentent.

« *Incertitude* », « *débordements* », « *forums hybrides* et « *démocratie dialogique* »

A l'origine de leur réflexion, Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe placent la problématique des « incertitudes » qu'ils affranchissent explicitement de la question du risque (idem : 37)⁵ :

Le risque désigne un danger bien identifié, associé à l'occurrence d'un événement ou d'une série d'événements, parfaitement descriptibles, dont on ne sait pas s'ils se produiront mais dont on sait qu'ils sont susceptibles de se produire.

³ Les observations qui seront menées au fil de ces paragraphes, ainsi que les questions qui en découlent concernent également, dans une large mesure, l'étude que Pierre-Benoît Joly, Claire Marris et Olivier Marcant ont consacrée à la question des OGM (Joly et al., 2001).

⁴ Cette problématique éclaire le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », dont le déroulement s'est précisément caractérisé par l'*indétermination* qui a marqué chacune de ses avancées (cf. 7.1.1, *supra*).

⁵ Sans la mentionner explicitement, les auteurs visent ici la littérature inscrite dans le prolongement du travail d'Ulrich Beck sur *La société du risque* (Beck, 2001 [1986]).

Dans cette perspective, l'usage de la notion de « risque » est cantonnée à quelques situations « déterminées », circonscrites de manière extrêmement précise (idem : 39) :

Convenons donc de ne parler de risque que dans les cas, tout à fait particuliers, où l'exploration des mondes possibles ou, si l'on préfère, l'exploration des scénarios envisageables, a été menée à terme, mettant en évidence la possibilité d'événements dommageables pour certains groupes.

Cette définition restrictive s'avère décisive s'agissant d'élucider le type d'action qu'il est possible de mener. Les situations de « *risque* » sont définies, de telle sorte qu'elles permettent d'identifier des événements dommageables, et de prévoir leurs évolutions ou leurs effets possibles. En conséquence, elles ouvrent la voie à la mise en œuvre de *décisions rationnelles*, et donc notamment de *mesures préventives*. Or tel n'est absolument pas le cas des situations d'incertitude (idem : 39-40) :

Il est aisé de comprendre pourquoi la notion de risque, ainsi définie, ne permet pas de décrire les situations d'incertitude et de rendre compte des modalités de la prise de décision dans de tels contextes. Souvent, la science se montre en effet incapable d'établir la liste des mondes possibles et de décrire de manière précise chacun d'entre eux. Autant dire que les conséquences des décisions, qui sont susceptibles d'être prises, ne peuvent être anticipées : les options envisageables ne sont pas connues de manière suffisamment précise ; la description de la constitution des mondes possibles se heurte à des noyaux d'ignorance qui résistent ; quant aux comportements et aux interactions des entités qui les composent, ils demeurent énigmatiques. Les conditions requises pour que l'on puisse parler de risque et qu'on en tienne compte dans les décisions ne sont pas réunies. On sait qu'on ne sait pas, mais c'est à peu près tout ce que l'on sait : il n'y a pas de meilleure définition de l'incertitude. Dans de telles situations, il n'y a place que pour les interrogations et les débats, notamment sur les investigations à lancer. Que savons-nous ? Que voulons-nous savoir ? C'est à ces questions lancinantes que les forums hybrides contribuent à apporter des éléments de réponse.

Cette approche distingue le risque et l'incertitude en tant que descriptions des « états du monde possibles ». Dès son point de départ, elle place donc au cœur de son attention les manières de décrire des situations, d'en identifier les entités humaines et non-humaines, de présenter les interactions dans lesquelles elles sont engagées et d'en retracer le développement : « *En choisissant un état du monde possible, on choisit non seulement les entités avec lesquelles on décide de vivre, mais également le type d'histoire qu'on est prêt à partager avec elles* » (idem : 38).

Dans cette perspective, les situations d'incertitude constituent des lieux privilégiés pour observer ce travail de description et de mise en récit, par lequel des *savoirs* sur le monde s'élaborent et des *collectifs* se constituent. En effet, leur indétermination ouvre la voie à des controverses, portant « *à la fois sur la caractérisation des dangers et sur la procédure à mettre en œuvre pour aboutir à une caractérisation qui soit considérée comme crédible et légitime* » (idem : 36), dont le développement constitue des espaces publics particuliers, désignés par la notion de « *forums hybrides* » (ibidem) :

Forums, parce qu'il s'agit d'espaces ouverts où des groupes peuvent se mobiliser pour débattre de choix techniques qui engagent le collectif. Hybrides, parce que ces groupes engagés et les porte-parole qui prétendent les représenter sont hétérogènes : on y trouve à la fois des experts, des hommes politiques, des techniciens et des profanes qui s'estiment concernés. Hybrides également parce que les questions abordées et les problèmes soulevés s'inscrivent dans des registres variés qui vont de l'éthique à l'économie en passant par la physiologie, la physique atomique et l'électromagnétisme.

En ce sens, l'« *incertitude* » n'est pas considérée comme un phénomène dommageable. Au contraire, dès lors que ces situations sont pleinement assumées, elles

fondent le déploiement de controverses qui constituent autant de lieux d'apprentissage et d'exploration concernant à la fois l'élaboration des *connaissances sur le monde* et la *composition du collectif* qui en dispose (*i.e.* le travail de problématisation et de publicisation). En conséquence, cette approche rompt radicalement avec les conceptions qui traitent les controverses socio-techniques comme des symptômes d'un déficit d'information ou de communication (*idem* : 49) :

Nous considérons que les controverses constituent un enrichissement de la démocratie. L'expertise savante comme le volontarisme politique, lorsqu'ils prennent la forme d'un discours d'autorité, échouent à répondre aux interrogations des citoyens concernés. Toute tentative pour ignorer la fécondité des disputes, pour réduire les débats à de simples formalités ou pour les corseter dans des procédures aussi stériles qu'obligatoires se retourne tôt ou tard contre ceux qui prétendent « connaître la chanson » et se vantent de ne rien ignorer dans l'art de « tirer les ficelles ». [...]

Nous proposons de changer le regard porté sur les controverses en passant du temps du mépris ou de l'indifférence à celui de la prise en considération. Non par amour inconsidéré de l'échange et de la communication ; les controverses [...] ne sont pas seulement un moyen commode de faire circuler l'information. Elles ne se réduisent pas non plus à de simples batailles d'idées. Mais elles constituent, avec les forums hybrides au sein desquels elles se développent, de puissants dispositifs d'exploration et d'apprentissage des mondes possibles.

Pour résumer, Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe proposent d'aborder la capacité d'action démocratique en situation d'incertitude par le biais des effets imprévus et des problèmes inattendus engendrés par les développements des sciences et des techniques. Dans leur perspective, ces « *débordements* » sont intéressants parce que l'incertitude dont ils sont porteurs ouvre la voie à des controverses, lesquelles constituent un site privilégié pour observer le travail d'exploration des mondes possibles et de composition des collectifs⁶.

A la lumière des enquêtes consacrées à de telles controverses socio-techniques, ils caractérisent alors ces dernières comme des processus d'exploration et d'apprentissage. D'un côté, elles prennent la forme d'une *exploration* qui rend intelligibles les situations incertaines dont elles font un triple inventaire. Elles établissent *l'identité des acteurs* qui se découvrent concernés par les projets en discussion, elles déterminent *les problèmes qui se posent* et ceux qui leur sont associés, et elles élaborent des *options envisageables* pour les résoudre et énumèrent les solutions auxquelles elles conduisent. De l'autre, le développement de ces controverses dans les « *forums hybrides* » fait peser sur les acteurs engagés la double contrainte de *s'exprimer* et d'*écouter*. En conséquence, les controverses socio-techniques aboutissent à des apprentissages, dans la mesure où elles autorisent des confrontations inhabituelles qui impliquent la redéfinition des relations entre les profanes et les spécialistes (ou les experts), de même qu'entre les citoyens et leurs représentants.

Cette approche éclaire l'étude « des fonds juifs et de l'or nazi ». En particulier, elle invite à ne pas considérer que la situation a été déterminée sitôt que les débats ont constitué un collectif affecté par un *problème de réputation*, que les banquiers et les historiens ont été chargés de mettre un terme aux controverses. Au contraire, il convient de suivre leur déploiement, de manière à retracer comment ces *représentations* du monde et de la collectivité ont été explorées, endossées, adaptées ou révisées, au fil des recherches de « fonds en déshérence ». Il s'agit donc d'observer et de décrire les démarches entreprises par les banquiers et les historiens, les formes qu'elles ont conférées au problème, les modalités par lesquelles elles ont composé ses publics, de manière à voir émerger les

⁶ Dans la perspective élaborée par Michel Callon, les « débordements » ouvrent la voie à l'exploration des mondes possibles parce qu'ils submergent le caractère « cadré » de la réalité sociale (Callon, 1998). En ce sens, sa démarche analytique forme le revers de la « frame perspective » (cf. chapitre 4, *supra*).

nouvelles controverses qu'elles ont suscitées au sujet de la composition des mondes possible et des collectivités.

Dans cette perspective, analyser les situations d'incertitude et les activités qui s'y déploient, c'est se donner les moyens de saisir comment se composent et s'articulent l'élaboration des savoirs sur le monde et la constitution des identités. Pour y parvenir, l'enquête doit se donner des moyens d'observation, de description et de narration qui lui permettent de suivre, au plus près, les débordements et les transgressions qui fondent le travail d'élucidation à l'œuvre dans les forums hybrides. En effet, une controverse est d'autant plus fructueuse en termes d'exploration et d'apprentissage qu'elle déborde les cadres tenus pour acquis dans l'organisation ordinaire de la vie sociale et politique. C'est-à-dire qu'elle franchit les frontières habituellement érigées entre les incertitudes techniques et sociales, entre les enjeux scientifiques et politiques. Et surtout qu'elle s'amende des grands partages par lesquels la démocratie délégative met les chercheurs à distance des profanes, et sépare les citoyens ordinaires de leurs représentants institutionnels.

C'est ici que les choses se corsent. Pour étudier la « démocratie technique », Michel Callon et ses collègues élaborent des récits dont le déroulement privilégie les *controverses*, dont ils *symétrisent* le développement. Ce faisant, ils ne se contentent pas d'observer et de décrire les processus de mise en forme et de traitement d'incertitudes. Ils s'y impliquent, en prenant systématiquement le parti des profanes et des citoyens ordinaires qui refusent d'endosser la clôture des débats et le règlement des problèmes organisés et promus par les représentants scientifiques et politiques. Autrement dit, *Agir dans un monde incertain* propose à la fois une manière d'analyser les controverses socio-techniques et une démarche politique pour en faire des ferments de démocratisation. En conséquence, la démarche explorée par cet ouvrage est sans cesse rattrapée et saisie par les controverses qu'elle prétend analyser. Imperceptiblement, ses auteurs prennent position dans ces dernières, par l'organisation même des récits qu'ils composent pour en relater le déroulement.

Ecrire une histoire qui valorise la controverse et privilégie les voix discordantes

Cette position en porte-à-faux est particulièrement sensible s'agissant de la caractérisation des incertitudes. Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe signalent que, lorsqu'ils sont confrontés à de telles situations, les acteurs engagés dans des controverses tendent à établir une distinction tenue pour acquise entre ce qui est considéré comme *technique* et ce qui est reconnu comme *social* (idem : 45) :

Durant toute la controverse, le tracé de cette frontière ne cesse de fluctuer. Déclarer d'un dossier qu'il est technique, c'est en effet le soustraire à l'emprise du débat public ; reconnaître sa dimension sociale, c'est au contraire lui redonner une chance d'être discuté dans des arènes politiques.

D'un côté, ces auteurs proposent de la sorte une démarche résolument empirique, qui s'efforce de retracer scrupuleusement le déroulement des controverses socio-techniques, de manière à repérer comment les acteurs caractérisent les univers dans lesquels ils agissent, comment ils s'efforcent d'établir des délimitations susceptibles de rendre intelligibles les situations les plus incertaines.

De l'autre, cette approche n'est pertinente qu'à condition de dégager le fil de controverses durables, débattues dans des arènes politiques. En conséquence, sa mise en œuvre implique de privilégier – quitte à les grossir – les prises de position qui affirment l'irréductibilité de la définition et du traitement des enjeux à des termes techniques ou scientifiques, et qui mettent en évidence leur composante sociale et politique. Concrètement, tout au long de leur ouvrage, Michel Callon et ses collègues adoptent une perspective qui les rend particulièrement attentifs à toutes les voix dissidentes, si

minoritaires soient-elles, qui *s'opposent à la clôture des controverses*. Ainsi, chaque fois qu'ils décrivent une situation d'incertitude et qu'ils racontent les controverses qui s'y déploient, ils mettent systématiquement en évidence les prises de position qui soulignent le caractère social et politique des enjeux, les stratégies de résistance au verrouillage des boîtes noires, techniques et scientifiques et les oppositions contre la fermeture des portes de laboratoires ou de bureaux d'études derrière lesquelles leur traitement risquerait d'être confiné.

Cette manière de conduire les descriptions et les narrations transpose, dans le domaine des controverses socio-techniques, la démarche initiée par Bruno Latour. Pour ce dernier, une caractérisation sociologique des sciences et des techniques ne peut en aucun cas prendre pour point de départ la science faite, c'est-à-dire les découvertes qui se présentent sous la forme de « faits » stabilisés, ou de « machines » fonctionnelles. Elle doit au contraire remettre ces évidences en question, de manière à retracer le processus de leur production. Concrètement, pour Bruno Latour, la « boîte noire » du moteur Diesel ne revêt aucun intérêt sociologique. Par contre, ce que l'on découvre en soulevant son couvercle s'avère passionnant. Il recouvre une histoire dramatique et palpitante, que le sociologue doit retracer de manière à rendre justice à la contingence et aux incertitudes qui jalonnent l'élaboration des faits les mieux établis et des objets les plus usuels (cf. Latour, 1995 [1989] : 251-261).

De manière similaire, Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe proposent de considérer que le dénouement des controverses socio-techniques n'a rien de palpitant. En revanche, ils montrent que c'est au fil de leur développement que les collectifs composent les savoirs dont ils disposent sur le monde qui les entoure et sur eux-mêmes. En conséquence, la recherche sociologique devrait *déceler les aspérités des débats* et *suivre les rebondissements des échanges*. De la sorte, elle composerait des récits analytiques qui contribueraient à la constitution d'une démocratie dialogique, en indiquant comment l'exploration collective et controversée des mondes possibles fonde l'élaboration de connaissances inédites et l'apprentissage d'identités originales.

Un schéma narratif qui valorise l'expression des profanes et des citoyens ordinaires

Cette approche ne se contente pas de valoriser les voix discordantes qui relancent les controverses. Elle met ainsi en évidence *le rôle joué par des profanes et des citoyens ordinaires*. Elle indique leur apport pour déceler et définir des enjeux scientifiques et techniques, pour composer et organiser les collectifs de recherche chargés de leur élucidation, et pour mettre en œuvre les résultats de ces investigations. Cette prise de position de l'analyse dans les débats se traduit par une manière particulière de conduire les récits des controverses, d'identifier leur origine, de marquer leurs tournants significatifs et de rendre compte de leur dénouement. Cette organisation narrative structure les *mis en intrigue*⁷ que Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe élaborent pour retracer les trajectoires des controverses socio-techniques. Chaque exemple donne lieu à une brève histoire qui synthétise les résultats d'une enquête empirique. Ces comptes rendus s'efforcent de retracer précisément comment les mobilisations de profanes et de citoyens ordinaires ont contribué à l'émergence, au traitement et au dénouement de controverses socio-techniques. Ces récits se démarquent ainsi de l'appréhension rétrospective des controverses socio-techniques et des configurations dissymétriques qu'elles engendrent. De la sorte, ils fondent l'analyse sur des trames narratives qui relatent des processus dont elles s'efforcent de retracer l'origine, les principales étapes et la conclusion. Cette manière

⁷ La notion de « mises en intrigue » a été développée par Paul Ricœur pour analyser l'organisation narrative de l'histoire et, plus généralement, de l'expérience temporelle (Ricœur, 1983 ; 1984 ; 1985 ; 2000).

de procéder soulève la question des *attributions*, signalée par Bruno Latour⁸. Cette problématique indique que, lorsqu'un sociologue s'engage à élucider le processus de production d'un fait ou le déroulement d'une controverse, il doit se méfier de ses apparences rétrospectives. Tant et aussi longtemps qu'il se contente de décrire superficiellement ces « boîtes noires », il ne peut que passer à côté des processus historiques et des phénomènes sociologiques qu'elles recouvrent.

Les récits présentés par Michel Callon et ses collègues se nouent systématiquement autour d'un refus : celui opposé aux arguments d'autorité invoqués pour écarter les profanes et les citoyens ordinaires d'un débat, de manière à clore une polémique naissante⁹. Dès leur entrée en matière, les histoires qui animent *Agir dans un monde incertain* rompent ainsi avec le point de départ des histoires officielles. Celles-ci tendent en effet à attribuer l'origine du traitement d'un problème à l'intervention de scientifiques ou d'élus politiques. Ce faisant, elles occultent les mobilisations et les controverses, animées par des profanes et des citoyens ordinaires, pour pousser les autorités à intervenir (idem : 130-131)¹⁰ :

Dans l'histoire ainsi réécrite, on gomme purement et simplement le rôle des profanes dans l'identification et la formulation du problème : on décide que tout a commencé avec l'enquête officielle. [...] La science confinée est à ce point allergique aux parasites en général et aux intrusions des non-experts en particulier qu'elle n'hésite pas à occulter leurs apports ! On pense à ces photographies retouchées par les staliniens, de manière à faire disparaître, *in effigie* des personnages physiquement liquidés. [...] Que les populations soient rassurées : quelque part des experts en blouse blanche s'occupent de leurs problèmes. Le crime est presque parfait : les groupes concernés semblent définitivement expulsés d'une histoire qui est pourtant la leur.

Ainsi, les histoires composées sur la base des seules « boîtes noires » rétrospectivement disponibles succombent à une forme pernicieuse d'illusion rétrospective. Ce manque de curiosité les conduit à faire fausse route, et à passer sous silence les mobilisations de profanes et de citoyens ordinaires, sans lesquelles la plupart des enquêtes officielles n'auraient jamais été lancées. Pire, ces récits font implicitement œuvre politique en prenant fait et cause pour une recherche scientifique confinée dans le secret des laboratoires et en faveur de décisions politiques claquemurées dans les ministères.

Par contraste, les récits conduits par les auteurs d'*Agir dans un monde incertain* se caractérisent en premier lieu par leur *amorçe narrative*, qui s'efforce d'ouvrir les « boîtes noires » que tentaient de fermer des scientifiques et des élus politiques. Ces histoires

⁸ A ce sujet, voir par exemple comment Bruno Latour raconte l'histoire du moteur Diesel (Latour, 1995 [1989] : 251-261). Au fil de ces pages, il montre que l'attribution de cette invention, d'ordinaire tenue pour acquise, à Rudolf Diesel, masque une trajectoire controversée, ponctuée par un dénouement tragique.

⁹ La trame narrative que je retrace schématiquement ici est très explicitement déployée par Michel Callon *et al.* pour retracer une recherche de Bryan Wynne (1996), consacrée à une controverse polarisée autour de l'usine de retraitement nucléaire de Sellafield en Angleterre (Callon *et al.*, 2001 : 130-135). Les articulations de cette mise en intrigue animent cependant l'ensemble des histoires présentées au fil de l'ouvrage. Elles organisent le récit des questions relatives au traitement des déchets nucléaires retracée en prenant appui sur la thèse de doctorat de Yannick Barthe (2000). Elles animent également la présentation du travail de Jacques Lolive consacré aux contestations opposées au tracé du TGV Méditerranée (Lolive, 1999), la recherche de Steve Epstein sur le combat mené par des organisations de malades du SIDA (Epstein, 1996) ou l'analyse des collaborations entre profanes et spécialistes autour des maladies neuromusculaires présentée par Vololona Rabeharisoa et Michel Callon (1999).

¹⁰ Cette problématique ouvre la voie à une analyse systématique des opérations pratiques et discursives par lesquelles des individus et des collectifs sont dépossédés de leur histoire et de la maîtrise de leur destin. Une telle démarche permettrait de respecifier (au sens ethnométhodologique de ce concept) la problématique marxiste de l'aliénation.

rapportent généralement comment des rapports officiels ont été mandatés pour mettre un terme aux polémiques. Cependant, soucieux de retracer au mieux le développement de la controverse, Michel Callon et ses collègues organisent leurs récits de manière à ce que chacune de leurs étapes corresponde à un soubresaut, susceptible de relancer le débat. Il en résulte une trame narrative dont chaque tournant souligne *le rôle décisif joué par les riverains*, le bien-fondé de leurs remarques et la pertinence de leur refus de clore la controverse. Ainsi, chaque nouvel épisode fait apparaître *la fragilité des arguments avancés par les experts* pour minimiser le problème et mettre un terme aux discussions. Ainsi, leurs récits sociologiques organisent des intrigues régulièrement relancées par des débordements imprévus, qui réorientent les investigations et raniment les débats.

Finalement, ces comptes rendus de recherches débouchent sur un *dénouement en forme de morale*. Celui-ci épingle les pratiques des élus et des scientifiques qui mobilisent leur expertise et leur autorité pour dissimuler leurs manquements et leurs erreurs. Mais surtout, il met en évidence les avancées démocratiques engendrées par les procédures laissant une large place aux profanes et aux citoyens ordinaires s'agissant d'établir la définition d'enjeux socio-techniques, de conduire les recherches à leur sujet et de mettre en œuvre les mesures résolutives en vue d'y remédier. Ces histoires constituent autant de *prises de position* dans les controverses dont elles rendent compte. Leur développement institue en effet un point de vue à partir duquel il apparaît que chaque fait, chaque événement, chaque rebondissement relance une controverse dont le développement *donne raison aux riverains contre les experts*.

Ces récits se caractérisent ainsi par une amorce narrative, un développement et un épilogue, dont le déroulement dessine progressivement les contours d'une démarche d'analyse. Ces histoires indiquent en effet que les controverses socio-techniques peuvent être étudiées suivant une démarche similaire à celles développées pour élaborer une sociologie des faits scientifiques et des machines. Tous ces phénomènes gagnent en effet à être appréhendés comme des « boîtes noires », que l'analyse doit s'efforcer d'ouvrir, de manière à s'affranchir des versions officielles et des états de fait sur lesquels elles sont fondées. Dans le domaine de l'étude des espaces publics et des procédures démocratiques, cette démarche constitue une *prise de position* qui privilégie les controverses et valorise les interventions des profanes et des citoyens ordinaires, au détriment de l'ordre et des certitudes scientifiques relatées par les histoires officielles.

9.1.2 Les manifestations narratives d'une prise de position sociologique

La mise en intrigue des controverses socio-techniques développée par les auteurs d'*Agir dans un monde incertain* est indissociable d'une intervention dans ces débats publics. Cette prise de position est portée par l'organisation de récits qui déterminent un *point de départ* et établissent les *étapes* d'un déroulement narratif jusqu'à son *dénouement*. Le développement de ces récits élabore des *configurations* qui établissent les relations entre un *fond* (ou un contexte d'arrière-plan) et des *figures* (ou les actions qu'elles mènent).

Ainsi, ces récits renversent *la configuration* des histoires officielles. Dans ces dernières, les environnements dans lesquels vivent les profanes et les citoyens ordinaires font figure d'arrière-plan. Ils n'y apparaissent que comme une toile de fond, sur laquelle se dégage l'essentiel, à savoir les résultats des enquêtes officielles, les connaissances objectives conquises de haute lutte dans le calme des laboratoires, à distance des controverses et des passions politiques. Au contraire, le compte rendu de la controverse socio-technique constitue ce monde – cet environnement et les collectifs qui s'y composent – comme la *figure* principale du récit, comme un acteur à part entière de l'histoire en question, dont l'action réoriente de manière significative le destin de l'enquête.

Ce renversement accomplit une opération qui constitue le cœur du programme latourien d'une anthropologie symétrique des sciences et des techniques. Il rétablit un équilibre entre des acteurs habituellement traités de manières nettement différenciées. Il rend aux non-humains leur capacité de résistance et de « récalcitrance ». Il restitue aux profanes la place qui leur est refusée par les spécialistes, au cœur des processus de production de connaissances qui les concernent directement. Cette manière de composer l'histoire des controverses socio-techniques débouche donc sur une *prise de position*, qui rétablit les équilibres entre les différents acteurs en présence, voire corrige les injustices subies par certains d'entre eux. Il en résulte des récits sociologiques qui restituent, aux profanes et aux citoyens ordinaires, la clairvoyance que les histoires officielles attribuent aux experts.

Au fil de leurs récits, les auteurs d'*Agir dans un monde incertain* s'élèvent contre les versions officielles des enjeux scientifiques et techniques. Ils rappellent inlassablement que des profanes ont contribué au lancement de nombreuses alertes, à la définition d'une multitude de problèmes et à leur résolution. De la sorte, ils proposent de sortir la composition des collectifs de recherches et l'exploration des mondes possibles du confinement dans lequel les enferment la recherche de laboratoire et la démocratie délégative. Ainsi, cet essai indique quelques voies à explorer pour démocratiser la problématisation et la publicisation des enjeux socio-techniques.

Détermination du monde possible, organisation des forums hybrides et démocratie dialogique

Au-delà de simples interventions dans une diversité de controverses singulières, les récits présentés par Michel Callon et ses collègues élaborent une démarche sociologique et une prise de position politique. Au fil de leur ouvrage, ils multiplient des observations et des descriptions similaires. En accumulant ces anecdotes et ces histoires, ils rendent sensible la distinction entre les *savoirs pratiques* des personnes directement concernées par un problème et les *savoirs abstraits* des spécialistes ; l'habituelle délégitimation des premiers au profit des seconds par les procédures de recherche confinée et la démocratie délégative ; le débordement de cette dernière par les incertitudes propres aux controverses socio-techniques ; et donc la nécessité de mettre sur pied une démocratie dialogique traitant les situations d'incertitude dans des « forums hybrides » favorisant la collaboration entre la « recherche de plein air » (pratiquée par les profanes) et la « recherche confinée » (réservée aux experts).

La multiplication des exemples convoqués au fil des pages montre que la manière dont les situations d'incertitude sont déterminées, oriente la manière d'identifier des problèmes, de mener des enquêtes pour les élucider et de prendre des mesures pour les résoudre. Au terme de ce parcours, il apparaît que, en matière de controverses socio-techniques, tout ou presque est affaire de détermination des « états du monde possible ».

Ces histoires montrent que les controverses sont, dans une large mesure, organisées autour de questions concernant *les entités qui composent le monde et les interactions qu'elles entretiennent*. Or, les réponses apportées à ces interrogations dépendent de la description retenue, laquelle détermine significativement l'orientation des mesures à adopter, et l'identité des acteurs susceptibles de prendre part à leur décision et à leur mise en œuvre. Dans les affaires relatées au fil de l'ouvrage, les experts tendent à adopter des récits qui éludent les questions soulevées par les profanes et qui closent les discussions entamées par les citoyens ordinaires. Dans la perspective scientifique ainsi élaborée, il est en conséquence inutile de mener des controverses, vain de lancer des enquêtes longues et coûteuses, superflu de prendre des mesures pour modifier les situations dénoncées par les personnes directement concernées. Pourtant, dans les histoires rapportées par les auteurs

d'Agir dans un monde incertain, ces citoyens ordinaires ne s'en remettent pas aux décisions rationnelles prises par leurs représentants politiques en fonction des résultats des expertises scientifiques. A l'inverse, ils suspectent généralement qu'ils habitent un monde dangereux. Dès lors, ils refusent de se faire éconduire des recherches et de la prise de décisions qui les concernent directement. Ils lancent eux-mêmes des études, posent des questions, face auxquelles les versions officielles finissent par vaciller : les experts doivent reprendre leurs copies, et les élus réviser leurs décisions.

En conséquence, ces histoires suggèrent que *l'étude sociologique des controverses socio-techniques peut encourager l'avènement de la démocratie dialogique*. Cette contribution dépend en particulier de sa capacité à décrire des « états du monde possibles » qui font apparaître la nécessaire coopération entre les chercheurs et les profanes, ainsi qu'entre les élus et les citoyens ordinaires. Ainsi, Michel Callon et ses collègues présentent les controverses sous la forme de fils narratifs dont le déroulement excède largement l'évocation d'anecdotes. Celles-ci constituent autant de *prises de position dans les controverses* (en faveur des profanes, contre les experts) qui donnent forme à un *argument politique* (en faveur de la démocratie dialogique, contre la démocratie délégative).

Une part importante de leur ouvrage est composée de récits de ce genre. A tel point qu'il n'est pas déraisonnable de se demander si la thèse défendue par cet essai ne repose pas, dans une large mesure, sur *l'organisation narrative des récits de controverses socio-techniques*. Autrement dit, ces histoires *constituent le résultat de l'enquête sociologique*. Leur organisation et leur déroulement portent une prise de position en faveur d'une démocratisation (dialogique) de la démocratie (délégative), et donc d'un approfondissement des controverses socio-techniques de manière à ce qu'elles soient plus largement ouvertes aux profanes et aux citoyens ordinaires.

Valoriser les controverses et symétriser les relations entre leurs acteurs

Il est temps de mettre un terme à ce détour par les controverses socio-techniques et d'en tirer les principaux apports pour éclairer la composition de l'histoire du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Afin de mesurer le chemin parcouru, je commencerai par revenir à la formulation initiale de ma problématique. Mon enquête vise à établir comment les questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ont été traitées dans l'espace public suisse. Les analyses conduites jusqu'ici ont montré comment elles ont été définies, dès l'automne 1996, sous la terminologie « des fonds juifs et de l'or nazi », à laquelle ont été associées la constitution de ses arènes, l'identification de ses protagonistes, et la mise en œuvre de mesures susceptibles d'être relatées sous la forme d'une « histoire naturelle ».

Cependant, l'analyse détaillée des premiers mois de débat a montré que cette définition du problème n'a pas fonctionné à la manière d'un « cadre ». Elle n'a pas déterminé l'ensemble du processus, avant de déboucher linéairement sur la signature de l'accord global en août 1998. La définition du problème, la polarisation de ses arènes, l'identification des acteurs et l'organisation de son histoire n'ont pas été établies une fois pour toutes un beau jour de septembre 1996, suite à la publication du rapport *Nazi Gold* par le gouvernement britannique (1.4. *supra*). Au contraire, elles ont été élaborées, remaniées et rectifiées tout au long du débat, au fur et à mesure que des dispositions ont été envisagées et que des solutions ont été mises en œuvre. En conséquence, aucune de ces composantes ne peut être mobilisée comme un *point fixe*, à partir duquel le récit du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » se déroulerait linéairement et sans accroc. Pour retracer cette histoire, l'analyse doit donc trouver le moyen de raconter l'histoire d'une enquête contingente, dont le déroulement a été marqué par des rebondissements et des

retours en arrière, qui ont affecté la définition de ses objets, l'identité de ses auteurs et l'organisation de son environnement.

Dans cette perspective, j'ai concentré mon enquête sur les polémiques soulevées, durant les premières semaines de 1997, par l'intervention de Jean-Pascal Delamuraz. Je me suis donc efforcé de retracer la dynamique contingente d'une enquête, régulièrement relancée par des événements inattendus et des actions imprévues (cf. chapitre 7, *supra*). Cette analyse a montré comment cette dynamique de problématisation et de publicisation a donné forme à un *collectif affecté par un problème de réputation*. Il en est notamment ressorti qu'un rôle prépondérant avait été confié aux banquiers et aux historiens, chargés de déployer leurs activités de telle sorte qu'elles instituent un *point de vue focal*, incorporant la cohésion nationale restaurée (chapitre 8). Pour analyser le développement de cette situation, les consignes méthodologiques dégagées par Michel Callon et ses collègues sont particulièrement précieuses. D'une part, le *principe de symétrie* rappelle que, si les banquiers et les historiens ont été placés sous les feux des projecteurs, les titulaires de comptes en déshérence, leurs représentants, et les documents d'archives avec lesquels ils étaient alliés n'ont pas disparu de la scène pour autant. D'autre part, la *valorisation de la controverse* permet d'observer que ce n'est pas parce que les banquiers et les historiens ont été appelés à mettre un terme aux débats qu'ils y sont parvenus.

Ces deux consignes méthodologiques invitent donc à composer une histoire qui prenne en compte les *résistances* et les *récalcitrances* qui se sont opposées à la constitution d'un point de vue unifié et unificateur. Ce récit mettra notamment en évidence les embûches qui se sont dressées sur le chemin des banquiers, alors qu'ils croyaient avoir mis un terme à leurs difficultés en créant un « fonds spécial » destiné aux victimes de l'Holocauste dans le besoin.

Cette histoire s'arrêtera sur les rebondissements qui ont relancé les discussions, dès le printemps 1997. Elle montrera que l'Association suisse des banquiers a progressivement été dépossédée du monopole qu'elle exerçait jusqu'alors sur les recherches de titulaires de « fonds en déshérence ». Il sera alors possible d'observer comment des profanes et des citoyens ordinaires se sont immiscés dans les recherches dont la conduite était jusqu'alors réservée à l'expertise des banquiers, qui agissaient dans le confinement d'un espace protégé par le secret bancaire.

9.2 La participation des profanes à la définition, aux recherches et à la restitution des « fonds en déshérence »

Cette intervention des profanes et des citoyens ordinaires dans la conduite des recherches de « fonds en déshérence », a nettement tranché avec la définition du problème qui avait été élaborée au cours des débats menés en 1995. Sous l'impulsion du Conseil fédéral, de la Commission fédérale des banques et de l'Association suisse des banquiers, les biens des victimes de l'Holocauste avaient alors été considérés comme un problème de déshérence ordinaire, dont la résolution pouvait être confiée à une centrale de recherche. Dans le sillage de cette définition, s'est organisé un univers méticuleusement ordonné, distinguant nettement deux catégories d'acteurs auxquels étaient assignés des rôles strictement complémentaires. D'un côté, les *titulaires potentiels de comptes en déshérence étaient habilités à formuler leurs requêtes* auprès d'une instance spécialisée, dirigée par le médiateur des banques. De l'autre, seuls les *banquiers étaient qualifiés pour conduire les recherches*, en tirer des réponses aux questions qui leur étaient posées, et établir des estimations des montants effectivement en déshérence (1.2, *supra*).

Certes, l'analyse des activités de revendication a quelque peu assoupli la présentation de cette rigoureuse division du travail. Elle a notamment indiqué que des requérants ont parfois contesté les réponses apportées par la centrale de recherche, et même que des

personnes extérieures aux relations contractuelles entre les banquiers et leurs clients sont intervenues pour réfuter les estimations publiées par le médiateur, ou pour exiger qu'il entreprenne des démarches complémentaires. Cependant, cette définition « des fonds juifs et de l'or nazi » a organisé un monde dans lequel la recherche des « fonds en déshérence » était considérée comme une affaire de spécialistes, maîtrisée et menée à bien par des banquiers (1.4.3, *supra*).

Les pages qui suivent s'inspirent du travail de Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe pour montrer comment les polémiques suscitées par les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz ont sérieusement bousculé cette manière de présenter les choses. Dès lors, les interventions du médiateur des banques ont soulevé des vives contestations, qui ont remis en question ses méthodes de travail et leurs résultats. Ces débats ont extirpé les recherches des « fonds en déshérence » de la retraite où elles étaient confinées, à l'abri des regards indiscrets, derrière les murs physiques des banques et les barrières juridiques du secret bancaire. Ce faisant, ils ont renversé la charge de l'action qui pesait respectivement sur les épaules des banquiers et de leurs clients, et ils ont même fait éclater le cadre restreint de leurs relations complémentaires, pour solliciter la participation d'un large public, composé notamment par le lectorat de la presse à grand tirage.

Le récit de ces controverses retracera la constitution progressive d'un univers dans lequel les enjeux bancaires ne sont pas uniquement une affaire privée, et leur traitement n'est pas réservé à une poignée de spécialistes. Il apparaîtra que ces questions ont, au contraire, été constituées comme des *enjeux publics*, dans lesquels des profanes et des citoyens ordinaires avaient également leur rôle à jouer. Pour relater comment ces nouveaux personnages sont progressivement entrés en scène, je vais m'inspirer de la trame narrative qui rythme les histoires de controverses composées par les auteurs d'*Agir dans un monde incertain*. Il en résultera un récit en trois étapes, qui relatera comment les barrages qui assuraient le confinement des recherches de « fonds en déshérence » ont progressivement cédé sous la pression du débat public. Tout d'abord, cette histoire signalera les contributions des non-spécialistes à la *formulation du problème* des « fonds en déshérence » (9.2.1, *infra*). Elle soulignera ensuite comment ils se sont invités à *prendre part au collectif* chargé de conduire leurs recherches (9.2.2, *infra*)¹¹. Elle indiquera enfin comment ils ont participé au *retour sur le monde* des résultats de ces recherches, c'est-à-dire à la restitution des « fonds en déshérence » (9.2.3, *infra*). Ce récit montrera comment les interventions de profanes et de citoyens ordinaires ont *déplacé le problème* des banques vers la place publique et, de là, dans l'arène judiciaire, où elle a finalement donné lieu à une solution négociée.

Cette histoire montrera que la solution du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » a profondément été inspirée et orientée par des revendications qui ont échappé aux instances bancaires, qui avaient pourtant initialement été chargées de traiter le problème. Une étude scrupuleusement inscrite dans le sillage d'*Agir dans un monde incertain* pourrait analyser ce récit comme la marque d'une *ouverture* des recherches de « fonds en

¹¹ Ces trois étapes narratives organisent et rythment l'ensemble des récits présentés par les auteurs d'*Agir dans un monde incertain* (Callon et al., 2001). Elles apparaissent une première fois pour relater l'histoire de la recherche confinée (idem : 69-73), telle qu'elle a été analysée par Christian Licoppe (1996). Ce schéma narratif est mobilisé une deuxième fois pour rendre compte des « traductions » successives qui garantissent le confinement de la recherche tout en assurant son ancrage dans le monde dont elle parle : la réduction du macrocosme (le grand monde) au microcosme du laboratoire, puis la constitution et la mise au travail d'un collectif de recherche qui imagine et explore des objets simplifiés à l'aide d'instruments, et enfin le retour périlleux vers le grand monde (idem : 75-104). Enfin, ce modèle des traductions fonde l'identification des trois points d'ancrage, permettant aux profanes de prendre part aux recherches, en participant successivement à la *formulation des problèmes*, à la *composition du collectif de recherche* et à la *mise à l'épreuve des résultats au moment de leur retour sur le monde* (idem : 105-151).

déshérence », indiquant une démocratisation des enjeux bancaires en Suisse. Je me démarquerai cependant nettement d'une telle conclusion. L'analyse détaillée du travail de problématisation et de publicisation élaboré par les médias suisses fera en effet émerger une interprétation inverse. Certes, les discours élaborés au fil de ce débat ont progressivement donné forme à un public suisse, invité à prendre part aux recherches de « fonds en déshérence ». Cependant, la collectivité ainsi constituée n'a pas été invitée à participer aux recherches de « fonds en déshérence » selon n'importe quelles modalités.

Concrètement, les discours publics tenus en Suisse à ce sujet ont conféré une forme particulière aux figures des profanes et des citoyens ordinaires. Celles-ci étaient associées à des propositions d'identification qui les *assimilaient* aux intérêts bancaires. Ce qui revenait à élaborer la figure d'un public *directement attaqué* par les revendications émises au sujet des biens des victimes de l'Holocauste et appelé à *riposter* aux menaces que ces controverses faisaient peser sur le secret bancaire. Ainsi, mon analyse me mènera à considérer que l'ouverture des recherches de « fonds en déshérence » à la participation des profanes et des citoyens ordinaires n'a pas contribué à l'émergence d'une démocratie dialogique. Au contraire, elle a renforcé les dynamiques de centralisation et de focalisation incorporées par le *marketing politique*, déployé dès les premières semaines de janvier 1997, pour traiter un problème de réputation. En retour, l'analyse de ces dynamiques interrogera la conception de la « démocratie dialogique » défendue par les tenants de la théorie de l'acteur-réseau (chapitre 10, *infra*).

Avant d'ouvrir cette discussion, il convient cependant de suivre la voie qu'ils ont ouverte, afin de retracer les controverses sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Cette démarche montrera alors comment leur déroulement a progressivement ouvert la porte des recherches de « fonds en déshérence » aux profanes et aux citoyens ordinaires.

9.2.1 *Les profanes s'invitent à la définition du problème*

A vrai dire, ce n'est jamais que dans un confinement relatif que la centrale de recherche a mené ses activités. Dès le printemps 1996, la problématique des « fonds en déshérence » a progressivement été connectée avec l'ensemble des questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, sous la terminologie des « fonds juifs » puis « des fonds juifs et de l'or nazi » (chapitre 1, *supra*). Ainsi, le travail de la centrale de recherche a rapidement été considéré comme un volet parmi d'autres de l'enquête sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Ses recherches ont ainsi été étroitement associées à celles menées par de nombreux organismes, dont la multiplication s'est accompagnée d'une certaine confusion. En témoigne l'« *état des lieux* », dressé le 19 novembre 1996 par le *Journal de Genève*, qui recensait alors une dizaine de dispositifs, mis en place par les banques suisses, les autorités politiques helvétiques, le Gouvernement états-unien, le sénateur D'Amato ou le Centre Simon Wiesenthal¹ :

Ombudsman des banques, Comité mixte, « Task Force », etc. les organismes de recherches pour éclaircir la question des fonds juifs en déshérence se sont multipliés depuis le début de l'année. Au point que l'on ne sait plus qui fait quoi, des banques, du pouvoir politique ou du Congrès juif mondial (CJM).

Dès leur lancement, les activités de la centrale de recherche ont donc été confrontées à de nombreuses initiatives, dont les résultats concurrençaient les évaluations chiffrées publiées par le médiateur. Dès l'automne 1996, le déroulement des recherches a été parasité par une multiplication d'évaluations chiffrées, concernant la valeur totale des fonds en déshérence et la part revenant à des victimes de l'Holocauste. Loin d'apaiser les tensions, chaque intervention du médiateur a déclenché une surenchère d'estimations

contradictoires. A tel point d'ailleurs que, paradoxalement, plus ses travaux progressaient, plus l'horizon d'un règlement du problème – impliquant le rétablissement définitif du lien entre des comptes, des montants et leurs titulaires – paraissait s'éloigner.

Cette diversification des recherches a emporté avec elle l'irruption d'une farandole d'entités humaines et non-humaines extrêmement récalcitrantes. Ainsi, une fronde hétéroclite – des clients déboutés, des élus politiques, des organisations non gouvernementales et des avocats – s'est armée d'alliés de papier – des témoignages, des documents d'archives et des estimations chiffrées – pour percer une brèche dans la forteresse bancaire helvétique. Cette valse de chiffres et de méthodes de calcul incompatibles a soulevé un tourbillon de réactions. Ainsi, loin de simplifier les choses, le déploiement de la controverse s'est accompagné d'une multiplication des entités enrôlées dans le débat.

A l'origine, la centrale de recherche devait traiter quelques milliers de demandes adressées par des clients qui recherchaient leurs avoirs. Après quelques mois d'activité seulement, elle était submergée par des tonnes de papier : des réactions d'innombrables mécontents, accompagnées de piles de documents, qui réfutaient ses calculs, qu'elle n'était pas en mesure de traiter. Finalement, c'est la définition même des « fonds en déshérence » qui s'est effondrée sous la charge des critiques assénées par ces alliés rétifs. En faisant systématiquement valoir leurs doutes à l'égard de la validité des résultats présentés par le médiateur, ils ont remis en question la conception selon laquelle les relations entre les banquiers et leurs clients relèveraient de la sphère privée, et donc la procédure consistant à conduire les recherches de « fonds en déshérence » sous couvert de la stricte protection garantie par le secret bancaire.

Ces disputes ont composé une situation qui ressemble fort à celle promue par Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe (2001) pour le traitement des controverses socio-techniques. A ce sujet, ils insistent en effet sur le fait que les experts ne devraient pas avoir le monopole de *l'identification et de la fabrication des problèmes* (idem : 114) :

Là où le physicien et le biologiste capitulent, pensant qu'il n'y a rien à comprendre, l'homme ordinaire veut comprendre, s'efforçant de réduire à des explications plausibles l'occurrence d'événements singuliers. La volonté têtue de remonter la longue et improbable série des causes et des effets n'est pas le monopole des hommes en blouse blanche, c'est la chose au monde la mieux partagée. Quand l'expert, impuissant, abandonne, le profane continue vaillamment l'investigation.

Dans un premier temps, la définition du problème des « fonds en déshérence » avait été réservée aux spécialistes des arcanes juridiques du système bancaire helvétique. Ainsi, l'Association suisse des banquiers, la Commission fédérale des banques et le Conseil fédéral avaient mené seuls les discussions, dont ils tenaient soigneusement à l'écart les profanes et les citoyens ordinaires. Il en était sorti la procédure de la centrale de recherche, impliquant que les personnes à la recherche de fonds déposés dans les banques suisses se contentent de poser des questions, et d'accueillir sans broncher les réponses qui leur seraient fournies par les banquiers concernant leurs situations particulières et l'état de la question des biens des victimes du nazisme.

Les demandeurs et leurs alliés ne se sont cependant pas satisfaits de la position de spectateurs passifs dans laquelle ils étaient supposés se cantonner. Au lieu d'attendre sagement que des spécialistes traitent leur cas et d'accueillir dans un silence respectueux les réponses qu'ils voulaient bien leur apporter, les profanes ont régulièrement exprimé leurs insatisfactions à l'égard des méthodes employées par les experts, s'arrogeant même le droit de contredire leurs résultats. Ils l'ont fait savoir bruyamment, donnant de la voix à chaque fois qu'une réplique ne leur convenait pas, interrompant régulièrement la représentation pour suggérer des aménagements et des modifications. Ils ont ainsi

activement pris part au travail de définition du problème, alors même qu'ils n'étaient pas invités à le faire.

Leurs interventions ont révélé que les procédures de recherche mises en place par les autorités bancaires, avaient pour conséquence paradoxale de fragiliser la position occupée par les banques. Concrètement, le confinement de ce dispositif plaçait les banques en situation de juges et parties, ce qui rendait les résultats de leurs recherches extrêmement vulnérables au soupçon et à la critique. En effet, ce procédé les chargeait d'établir seules, en dehors de tout contrôle extérieur et de toute supervision indépendante, l'ampleur des montants qu'elles devraient restituer à leurs titulaires. En conséquence, il était toujours possible de les accuser de sous-évaluer les chiffres en question, voire même de soustraire délibérément une partie des sommes à restituer ou de dissimuler certaines données concernant l'identité de leurs titulaires¹². Ainsi, chaque intervention du médiateur a été accueillie par un tollé émanant des travées du public dans lesquelles avaient été reclus les requérants, leurs avocats, les élus qui les soutenaient et leurs nombreux alliés de papier. Par exemple, lorsque le médiateur a annoncé, le 12 novembre 1996, qu'il avait retrouvé les comptes de onze victimes de l'Holocauste, qui contenaient un total de 11'000 francs suisses, les réactions ne se sont pas faites attendre. La presse du lendemain a répercuté cette information en la qualifiant d'échec et en l'accompagnant des commentaires désabusés des responsables des organisations juives.

L'article publié à cette occasion par le *Blick* est exemplaire. Ce jour-là, le quotidien zurichois titrait explicitement : « *Fortunes des victimes de l'Holocauste. Première recherche. Sans succès !* » (*Vermögen von Nazi-Opfern. Erste Suche. Kein Erfolg !*). La formulation de l'article qui suivait exprimait la déception de son auteure, la journaliste Patricia Diermeier, et celle des responsables des organisations juives (*Blick*, 13.11.96)ⁱⁱ :

Magere Zahlen ! Bei der Suche von verschollenen Geldern von Nazi-Opfern wurden bisher auf Schweizer Banken bloss 11000 Franken gefunden. [...]

Kalman Sultanik vom Jüdischen Weltkongress enttäuscht: « **Kläglicher Fund** ». [...]

« Wir konnten keine Wunder erwarten », ist sich auch Martin Rosenfeld, Generalsekretär des Israelitischen Gemeindebundes, bewusst. « Doch für die elf Fälle hat sich die Arbeit gelohnt ».

(Maigres chiffres ! Seulement 11000 francs ont été retrouvés lors de la recherche des fonds disparus des victimes du nazisme dans les banques suisses.

Kalman Sultanik du Congrès juif mondial déçu : « **découverte dérisoire** ». [...]

Martin Rosenfeld, le secrétaire général de la Fédération suisse des communautés israéliennes en est conscient : « Nous ne pouvions pas attendre un miracle », « mais pour les onze cas, le travail en a valu la peine »).

La difficulté posée par cette découverte apparaissait encore mieux à la lumière du commentaire qui accompagnait l'article. Sous le titre « *L'honnêteté compte plus que les millions* » (*Ehrlichkeit zählt mehr als Millionen*), Sacha Wigdorovits y prenait explicitement position en faveur des autorités et des banques suisses. Il développait son argument de la manière suivanteⁱⁱⁱ : Il commençait par renchérir sur le résultat apparemment décevant des premières recherches menées par le médiateur des banques.

¹² Cette fragilité de la position des banquiers n'est pas spécifique à cette situation. Un phénomène similaire apparaît chaque fois qu'un agent peut être considéré comme « juge et partie ». Habituellement, un « fait » est considéré comme établi à condition que sa production soit attribuée à une autorité digne de confiance, ce qui suppose notamment qu'elle n'ait pas d'intérêt particulier à défendre dans le type de factualité qu'elle produit. Ainsi, Don Zimmerman signale qu'avant d'attribuer une aide financière, les travailleurs sociaux exigent la présentation de documents dont la production est indépendante du demandeur : « *It will be useful to recall here the assumption that applicant has a vital interest in the outcome of her claim. The 'fact', therefore, must be established by appeal to authoritative sources of information that can be viewed as independent of the influence or control of the applicant* » (Zimmerman, 1974 : 132).

Mais il marquait aussitôt une rupture en affirmant que « *les chiffres seuls ne sont pas décisifs* » (*Aber die nackten Zahlen allein sind nicht entscheidend*). Ce qui l'est par contre, c'est que « *la recherche de cet argent soit menée de manière consciencieuse et engagée* » (*Entscheidend ist, dass die Suche nach diesem Geld gewissenhaft und engagiert erfolgt*). Ce qui le conduisait à conclure en deux temps. Il remarquait d'abord que « *jusqu'ici tout montre que les autorités et les banques prennent cette clarification au sérieux* » (*Bisher deutet alles darauf hin, dass es den Behörden und Banken mit dieser Aufklärung ernst ist*). Ce qui lui permettait de finir sur une note éminemment positive : « *C'est un premier succès, même s'il ne prend pas la forme d'un montant à sept chiffres* » (*Dies ist ein erster Erfolg – auch wenn nicht in einem siebenstelligen Frankenbetrag messen lässt*).

A son corps défendant, ce raisonnement exprimait l'ambiguïté et la fragilité de la position des banques suisses. D'un côté, Sacha Wigdorovits était bien contraint de reconnaître que les recherches auraient été considérées comme un succès si elles avaient abouti sur la découverte d'une somme de fonds en déshérence exprimée en millions. De l'autre, il estimait néanmoins que l'essentiel ne tenait pas tant dans le résultat chiffré des recherches, que dans la probité qui avait présidé à leur conduite. Dans cette perspective, ce qui lui apparaissait décisif tenait en une affirmation, selon laquelle « *jusqu'ici tout montre que les autorités et les banques prennent cette clarification au sérieux* ». Or c'est précisément sur ce point que se polarisait la controverse. La stratégie confinée adoptée par les banques et les autorités suisses pour rechercher les « fonds en déshérence » les empêchait de prouver publiquement leur bonne foi. Elles étaient en quelque sorte prises au piège du secret bancaire, qui leur interdisait de dévoiler la documentation qu'elles avaient utilisée. Elles se retrouvaient donc dans l'incapacité de produire les éléments qui seuls pouvaient démontrer leur diligence.

Cette fragilité, induite par la définition initiale des « fonds en déshérence », est apparue clairement quelques mois plus tard. Le sénateur Alfonse D'Amato l'a exploitée le 20 mars 1997, en affirmant qu'il refusait de croire aux chiffres produits par le médiateur, *tant et aussi longtemps que ce dernier ne mettrait pas publiquement à disposition les noms de tous les titulaires de comptes en déshérence*. Cette intervention a porté l'estocade finale contre le confinement de la centrale de recherche. Elle a surtout ouvert la voie à de nouvelles procédures qui ont permis aux profanes et aux citoyens ordinaires de contribuer activement aux recherches de « fonds en déshérence ». Pour filer une métaphore théâtrale, suite à la publication de la première liste de titulaires, en juillet 1997, le public ne s'est plus contenté d'intervenir à partir de la salle. Il est monté sur la scène et a commencé à prendre une part active aux représentations.

9.2.2 L'ouverture progressive du collectif de recherche aux profanes

Les acteurs tenus à l'écart des travaux de la centrale de recherche n'ont pas attendu d'être officiellement conviés aux recherches pour y participer. En fait, ils se sont rapidement immiscés entre les clients et les banquiers, brouillant la stricte répartition de leurs demandes et de leurs réponses respectives. Dès les premières interventions du médiateur, les représentants d'organisations juives et le sénateur D'Amato sont sortis de la passivité à laquelle les condamnait la définition initiale des « fonds en déshérence ». Leurs prises de position ont clairement infléchi l'orientation des recherches. Pour autant, ils n'étaient pas alors à proprement parler parties prenantes de ces dernières (1.2-1.4, *supra*).

Cette ouverture de l'enquête sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale s'est encore accentuée au cours des controverses soulevées par les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz (cf. les chapitres 6 à 8, *supra*). Les profanes et les citoyens ordinaires ont alors directement pris part au travail de problématisation et de publicisation. Dès lors, ce n'étaient plus seulement les personnes *directement* concernées qui faisaient

part de leurs revendications. Le déroulement des discussions a progressivement engagé des personnes *indirectement* affectées par ces questions, qui prenaient position à leur sujet. L'enchaînement des sondages, des publications de lettres de lecteurs et des discours politiques et médiatiques produits au sujet des uns et des autres, ont ainsi donné forme à un *public* extrêmement actif. A coups de témoignages ou de prises de position, celui-ci a convoqué d'innombrables alliés, accumulant une multitude de lettres, de photographies ou de documents, communément invoqués pour attester la validité de leurs souvenirs de l'époque.

Ainsi, l'analyse conduite jusqu'ici a montré comment les dynamiques de problématisation et de publicisation ont progressivement accentué l'ampleur des questions soulevées par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Sur un versant, cette histoire a retracé la constitution d'un enjeu de portée générale. Sur l'autre, elle a relevé la multiplication des acteurs qui ont été convoqués et rassemblés, notamment lors des premières semaines de 1997, pour composer son *public*. Ces observations ne devraient cependant pas occulter les tournants qui sont intervenus lorsque les banques suisses ont accepté d'entrouvrir leurs portes, d'une part pour laisser des experts extérieurs consulter leurs archives et leurs comptabilités, d'autre part pour publier une partie des données concernant les titulaires de fonds en déshérence. Ces décisions ont décloisonné les activités de la centrale de recherche, ouvrant une brèche dans laquelle se sont engouffrés une vaste palette d'acteurs, désireux de s'impliquer non seulement dans la définition du problème, mais également dans la composition du collectif chargé de conduire les recherches.

La mobilisation des experts : des auditeurs entrent dans les banques suisses

Dans la perspective défendue par les auteurs d'*Agir dans un monde incertain*, cette implication des profanes et des citoyens ordinaires dans les collectifs de recherche est décisive. Elle signale l'essoufflement de la démocratie délégative et son inflexion vers une démocratie dialogique. De leur point de vue, les analyses devraient donc y prêter une attention particulière, notamment en composant des narrations qui valorisent la *participation* des profanes aux collectifs de recherche. A ce sujet, ils signalent que les non-spécialistes peuvent prendre part aux recherches sans pour autant y être impliqués physiquement. Il suffit en effet que le public ait un *droit de regard* sur les recherches pour exercer un appel à la vigilance sur les spécialistes qui les conduisent effectivement (Callon et al., 2001, 128-129) :

La vigilance du chercheur, ou plus exactement du collectif de recherche, ne peut être maintenue que s'il est en permanence rappelé à l'ordre. [...] Il n'y a aucune raison pour que le collectif de recherche s'impose spontanément à lui-même cette exigence, surtout lorsque, pour des raisons de confidentialité, sont découragés les débats internes entre collègues. En revanche, l'esprit critique du collectif de recherche demeurera en éveil si pèse sur lui le regard de quelqu'un d'extérieur qui vient demander des comptes sur les simplifications à chaque étape [du processus de traduction]. Et la pression sera d'autant plus forte si les profanes, dans le but de mieux se faire entendre, recourent à des spécialistes extérieurs qui viennent stimuler les échanges. Leur crédibilité et par conséquent leur influence sont d'autant plus grandes qu'ils disposent d'équipements leur permettant de répliquer les expériences et les analyses. [...]

Les non-spécialistes peuvent donc participer au collectif de recherche, aux débats qui le traversent et aux choix qu'il opère. Parfois leur participation est directe, comme dans le cas du SIDA. Mais, comme dans le cas du nucléaire, elle peut être également indirecte, soit que les groupes concernés, par leur présence vigilante, incitent les chercheurs à plus de prudence et de conscience professionnelle, soit que ces groupes fassent appel à des experts pour exercer cette vigilance et créer un espace de discussion.

Pourquoi, dans ces conditions, ne pas considérer que les profanes, alliés ou non à des experts, agissent comme de véritables chercheurs de plein air lorsqu'ils viennent se mêler à eux et exiger, si cela s'avère nécessaire, plus de rigueur et de rationalité dans la gestion et la

production et de l'interprétation des inscriptions, dont nous avons vu qu'elles constituent le matériau sur lequel travaillent les laboratoires.

Les controverses concernant les recherches de « fonds en déshérence » ont creusé une brèche dans la forteresse bancaire, dans laquelle se sont engouffrés des profanes et des citoyens ordinaires. Dès lors, des experts indépendants, armés de compétences et d'instruments de recherche, ont fait irruption dans la centrale de recherche et dans les banques, de manière à vérifier la validité des démarches entreprises par les banquiers.

La mobilisation de ces auditeurs a été accélérée par deux décisions successives, suscitées par le flot des controverses qui ont suivi les premières estimations publiées par la centrale de recherche. Le 14 novembre 1996, la Commission fédérale des banques a engagé des sociétés de révision pour vérifier la manière dont les questionnaires renvoyés par les requérants étaient traités par les banques. La semaine suivante, le Comité Indépendant de Personnes Eminentes a annoncé qu'il chargeait trois sociétés de révision – Arthur Andersen, KPMG Peat Marvick et Price Waterhouse – de rechercher les avoirs des victimes du nazisme dans les banques suisses. Il leur confiait un mandat très large, assurant aux réviseurs un libre accès aux documents des banques, dans le respect de la législation suisse^{iv}.

Dans un cas comme dans l'autre, des experts ont donc été appelés à créer un espace de discussion avec les banques et la centrale de recherche, en exerçant un droit de regard sur leurs pratiques, et en incitant leurs employés à plus de prudence et de conscience professionnelle. Ces deux mesures ont considérablement modifié l'environnement des recherches. Jusqu'alors, ces dernières étaient conduites dans un milieu aseptisé, soigneusement préservé de toute influence extérieure à la logique bancaire. Par contraste, l'entrée en jeu des sociétés de révision a disséminé les recherches bien au-delà de l'arène bancaire. Elle a ouvert le débat, soulevant des controverses auxquelles ont pris part, en plus des experts chargés de mener les audits, tous ceux qui ont été informés de leurs résultats et donc notamment des profanes et des citoyens ordinaires. De telle sorte qu'aucun récit ne peut prétendre ni retracer le développement des recherches de « fonds en déshérence », ni saisir l'étendue du collectif qui y a contribué, s'il se focalise sur les activités des banques, de l'Association suisse des banquiers ou de sa centrale de recherche.

Avec l'entrée des enquêteurs dans les banques, le récit des recherches doit donc notamment suivre le parcours des auditeurs qui ont été chargés, par le Comité indépendant de personnes éminentes (CIPE), de retrouver la trace des biens en déshérence dans les banques suisses. Bien loin de la Bahnhofstrasse zurichoise, ce parcours a marqué une étape à Jérusalem, où le CIPE a désigné, le 3 juin 1997, les banques soumises à une enquête préliminaire (*Le Nouveau Quotidien*, 4.6.97)^v :

« Après deux ans de combat, nous allons enfin pouvoir mettre un pied dans les archives des banques suisses » : Avraham Burg, le patron de l'Agence juive, ne cachait pas sa joie hier à Jérusalem. Paul Volcker [...] venait en effet d'annoncer, au cours d'une conférence de presse dans les locaux du Parlement israélien, le lancement dès la semaine prochaine d'un audit dans cinq établissements helvétiques. L'opération, qui concernera le Crédit Suisse, la Société de Banque Suisse, la Spar und Leihkasse Bern, la Banque Cantonale Vaudoise et Pictet & Cie, a pour objectif de retrouver la trace éventuelle de comptes juifs en déshérence. Un audit partiel sera également mené sur les documents comptables de la Banque Baumann, de la Banque Cantonale de Genève, de la Banque Julius Baer, de la St.Gallische Kantonalbank et de l'Union de Banques Suisses. « Ces contrôles, menés par trois fiduciaires de renommée internationale, Arthur Andersen, KPMG et Price Waterhouse, nous serviront à tester les méthodes que nous utiliserons ensuite pour les vérifications que nous mènerons dans tous les établissements suisses » a expliqué Paul Volcker [...].

A la suite de ce test, les recherches ont progressivement été étendues, même s'il a fallu attendre une année pour que l'Association suisse des banquiers donne quelques indications sur l'ampleur des investigations mandatées par le Comité Indépendant de Personnes Éminentes¹³. Finalement, ce sont 420 auditeurs qui ont passé au peigne fin les comptes d'une soixantaine d'établissements bancaires, engendrant des frais périodiquement réévalués à la hausse, et suscitant des tensions croissantes entre les banquiers, les auditeurs et les représentants des requérants.

Alors que le travail du médiateur et de sa centrale de recherche avait pratiquement disparu de l'horizon médiatique à partir du mois de juillet 1997, les révisions conduites sous les auspices de la commission Volcker ont alors soulevé des controverses animées. Pour une part, ces disputes se sont polarisées autour du « Panel Fee », le groupe d'experts chargé d'élaborer de savants calculs, âprement négociés, pour fixer le taux d'intérêt rétroactif qui établirait la valeur exacte du montant contenu dans des comptes qui n'avaient bien souvent pas été crédités pendant un demi-siècle¹⁴. Cependant, les polémiques se sont principalement concentrées sur le travail mené par les auditeurs dans les établissements bancaires suisses, notamment en raison de leurs méthodes de travail jugées intrusives, voire menaçantes pour la réputation de la place financière suisse.

Ainsi, l'extension du collectif de recherche ne s'est pas faite sans heurts. Les banquiers suisses se sont rebiffés contre l'intrusion de personnes étrangères dans leurs archives et leurs comptabilités. Et leurs doléances ont connu un certain retentissement dans la presse suisse. Ces questions ont notamment été régulièrement relayées par la rubrique économique du *Temps*. Sous la houlette de Paul Coudret, ce quotidien a progressivement

¹³ A ce sujet, voir par exemple : *Bund* (10.6.98) : « *Ausdehnung der Suche* » : « *Wie die Bankier-Vereinigung gestern mitteilte, haben die Prüfungen bei den 27 Banken teilweise schon im März begonnen, teilweise stehen die Arbeiten unmittelbar. Über 200 Experten der Revisionsfirmen Arthur Andersen, Coopers + Lybrand, KPMG und Price Waterhouse überprüfen im Auftrag des Volcker-Komitees die Arbeit dieser Institute im Zusammenhang mit der Suche nach nachrichtlosen Vermögen von Holocaust-Opfern. 1997 hatte das Volcker-Komitee eine Pilot-Buchprüfungsaktion bei fünf ausgewählten Banken begonnen, um Erfahrungen zu sammeln. Nun wird mit den Prüfungsarbeiten bei den drei Grossbanken und zwölf privaten Geldinstituten die Hauptphase der Revisionen eingeleitet* ». Sur ce point, voir également les brèves publiées à la même date par *Le Temps* (10.6.98) : « *Le comité Volcker publie la liste des banques suisses auditées* » et par la *Sankt-Galler Tagblatt* (10.6.98) : « *Volcker-Komitee untersucht Banken* ».

¹⁴ A ce sujet, voir *L'Express* et *L'Impartial* (7.8.97) : « *Comptes juifs, Calcul des intérêts* » : « *La Commission Volcker a décidé de se décharger de certaines tâches comptables. Ainsi, le calcul des intérêts bancaires et des frais de gestion des comptes en déshérence sera confié à un groupe de trois experts indépendants. [...] Ces experts devront non seulement définir les taux d'intérêt appliqués aux comptes dont les propriétaires n'ont pas donné de nouvelles depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, mais également procéder à l'examen des taxes prélevées par les banques pour la gestion des comptes* ».

Sur les divergences survenues au sujet de ces calculs, *Tages-Anzeiger* (16.9.98, « *Ersthafter Diffenzen im Volcker-Komitee* ») : « *Die Vorgesetzten Multiplikatoren reichen nach Informationen der AP von 3,6 für Kontokorrentguthaben über 7,7 für Sparguthaben und 8,7 für Obligationen und bis 45 für den sogenannten Equity-Bereich, das heisst für Aktienanlagen. Gemäss einem früheren Beschluss des Komitees wäre es nun Sache des dreiköpfigen Board of Trustees, das die Erledigung der Ansprüche durch das Internationale Schiedsgericht überwacht, verbindliche Verzinsungssätze festzu legen. Die beiden israelitischen Mitglieder des Volcker-Komitees, Zvi Barak und Avraham Burg, akzeptierten diese Empfehlungen an der Sitzung vom vergangenen Donnerstag in New York aber nicht. Barak beantragte laut « Haaretz », aufgrund des durchschnittlichen Kursanstiegs der Schweizer Aktien seit dem Ende des Zweiten Weltkriegs den Faktor 70 für alle Guthaben anzuwenden. In der darauf Kontroverse brachte Burg einen « Kompromissvorschlag » in Form des Multiplikators 27 ein. [...] Paul Volcker verliess in der Folge die Sitzung im Zorn* ».

Voir également *Le Nouvelliste* (7.8.97) : « *Comptes dormants : et les intérêts ?...* », *Berner Zeitung*, (7.8.97) : « *Diskussion über Zinssatz* » et *NZZ* (16.9.98) : « *Differenzen um Verzinsung im Volcker-Komitee* ».

constitué un problème de réputation, en faisant régulièrement part de l'agacement des banques – principalement les petits établissements privés et cantonaux – face à ces procédures de recherche. Dès son édition du 25 septembre 1998, *Le Temps* affirmait que, contrairement à ce que prétendait le premier rapport intermédiaire du CIEP, les banquiers suisses comprenaient mal les méthodes américaines et qu'ils entretenaient des relations très tendues avec les 420 auditeurs qui œuvraient dans leurs succursales. Il est revenu sur cette question un mois et demi plus tard par un long dossier, introduit en première page sous le titre : « *Les banquiers en colère contre les réviseurs de la Commission Volcker* »^{vi} :

La place financière suisse doit avoir une transparence totale sur ce qui s'est passé avant, pendant et après la guerre. Mais pas n'importe comment, fait-on comprendre parmi les banquiers. Désormais, la grogne laisse place à la colère. La séance d'aujourd'hui du conseil d'administration de l'Association suisse des banquiers ne sera pas de routine tant les discussions sur le dossier des avoirs non réclamés s'y annoncent âpres.

Deux faits en particulier exacerbent l'agacement des banquiers. En premier, les travaux de la Commission seront prolongés d'au moins six mois par rapport à la date initiale du 31 décembre 1998. En second, les banquiers sont outrés de ce que les auditeurs étendent d'eux-mêmes, de manière importante, le mandat qui leur a été confié. Fait qui pose la question de la confidentialité des informations recueillies.

Restent les procédures qui se compliquent et les factures qui s'accumulent. Nombre de banquiers acceptent mal des charges mensuelles d'audit qui s'élèvent parfois à un million de francs. Sans parler de factures salées adressées à un établissement pour la simple « préparation » des travaux de révision. A terme, l'ensemble des travaux devrait atteindre un milliard de francs. A charge des banquiers !

Deux mois plus tard, *Le Temps* a prolongé cette controverse, juste avant une réunion du CIEP. A cette occasion, Paul Coudret a adressé une lettre ouverte à Paul Volcker pour lui faire part du « *froid* » qui régnait entre « *l'Independent Committee of Eminent Persons que vous dirigez et une bonne partie des banques où circulent vos réviseurs* »^{vii} :

Cher Monsieur Volcker, à leur corps défendant, ces banquiers avaient accepté l'exercice d'introspection que leur imposaient, il y a deux ans et demi, la pression politique et surtout celle des grandes banques suisses dont les intérêts aux États-Unis étaient alors directement menacés par le spectre d'un boycott de leurs affaires. Ce faisant, beaucoup avaient bu la coupe amère de la solidarité bancaire helvétique. Mais nombre d'entre eux avaient accueilli avec un enthousiasme discret ce nettoyage des écuries d'Augias de l'histoire bancaire suisse. Au fil des mois, ils ont pourtant vu comment les règles du jeu changeaient et comment la chasse au compte en déshérence tenait aussi du tir au pigeon. Ils ont vite réalisé que c'était surtout au blindage du secret bancaire suisse que les réviseurs en avaient. Il en faut beaucoup pour énerver un banquier suisse : c'est fait !

Cher Monsieur Volcker, oui les banquiers suisses sont fatigués de cet audit ! Mais ils veulent toujours prouver leur bonne volonté. Le mener à bien n'est pas une question de coût, même si certains s'en offusquent. C'est une question de crédibilité. Banquier vous-même, vous savez ce que cela veut dire. Or aujourd'hui, on s'approche dangereusement de la limite entre une recherche justifiée des fonds en déshérence et celle du massacre de la réputation d'une place financière. Serait-ce trop vous demander que de contribuer, avec l'intelligence qui vous caractérise, à ce que cette limite ne soit pas franchie ?...

Au cours de cette réunion, le CIPE a annoncé qu'il entendait accélérer ses travaux, de manière à boucler rapidement son rapport final. Le lendemain, *Le Temps* a fait part de son soulagement sous le titre « *Banques suisses : le jour de l'armistice* ». Paul Coudret a cependant saisi l'occasion pour revenir à la charge et souligner la gravité des menaces que ce processus avait fait peser sur la place financière suisse. Sous le titre « *A deux doigts de l'implosion* », il notait que l'entrée des auditeurs dans les banques suisses avait gravement entaché leur réputation, entraînant avec elle la crédibilité et l'autorité des instances

chargées de la représentation et du contrôle de la place financière suisse, à savoir l'Association suisse des banquiers et la Commission fédérale des banques^{viii} :

Quelle que soit l'issue des travaux de la Commission Volcker dans sa recherche des derniers comptes en déshérence « oubliés » dans les banques suisses et la suite concrète qui sera donnée à l'accord global, la place financière devra ces prochaines années assumer les dommages inestimables à sa réputation qui en découlent. On peut dire en effet qu'elle est passée très près d'une implosion de ses structures.

Ainsi, la recherche des « fonds en déshérence » s'est traduite par une *entrée d'experts* à l'intérieur des banques. Loin d'être traitée comme une simple anecdote, cet élargissement du collectif de recherche a été ordinairement considéré comme un dispositif menaçant la réputation de la place financière suisse. Ces discussions ont ainsi progressivement constitué un *problème de réputation*, menaçant directement les structures du patrimoine bancaire, constitutif de l'identité suisse.

La mobilisation des documents : des données confidentielles sortent des banques

Parallèlement aux questions engendrées par l'*entrée* des experts dans les banques, ces discussions ont également fait émerger les enjeux soulevés par le mouvement inverse. Plusieurs intervenants ont en effet redouté que ces experts puissent *extraire des documents* de l'enceinte bancaire, voire des frontières nationales. En témoigne la mésaventure d'un collaborateur du CIPE, arrêté à la frontière, puis suspendu de ses fonctions, après s'être présenté à la frontière italo-suisse alors que sa valise contenait une archive bancaire (*Le Temps*, 16.9.98)^{ix} :

Un réviseur de la Commission Volcker a été interpellé en juin à la douane de Chiasso avec un document qui ne devait pas sortir de Suisse. L'épisode n'a pas eu de suite pénale mais l'homme a été relevé de son mandat.

Cette attention portée aux documents produits par les banques et à leur circulation a été étroitement corrélée avec l'élargissement du collectif chargé de mener les recherches de « fonds en déshérence », qui a mis fin au cloisonnement de ces dernières. L'ouverture de cette brèche a suscité de nouvelles controverses, qui ont attribué un rôle déterminant à de nouveaux objets, dirigeant notamment l'attention publique sur les archives en général et les documents bancaires en particulier^x. Toute négligence à l'égard de ces inscriptions a dès lors été interprétée comme un signe de mauvaise volonté des banques suisses, voire comme l'indicateur de leur intention délibérée de dissimuler la vérité¹⁵.

Ainsi, suite aux doutes exprimés à l'encontre des recherches du médiateur et avec l'annonce de l'entrée imminente d'experts extérieurs dans les banques suisses, de nombreux regards se sont tournés vers les archives bancaires et la manière dont elles étaient gérées. A ce sujet, l'affaire la plus retentissante a été lancée par Christoph Meili, un collaborateur d'une société de surveillance privée, chargé d'assurer la sécurité du siège de l'Union de Banque Suisse (UBS) à Zurich. Le 14 janvier 1997, ce profane en matière d'archivage bancaire a annoncé qu'il venait de récupérer des dossiers concernant la Seconde Guerre mondiale que la banque destinait à ses broyeurs (cf. 7.2.2, *supra*)^{xi}. Voici comment le quotidien *24 Heures* (15.1.97) a raconté l'épisode au cours duquel ce citoyen ordinaire a fait irruption dans le collectif de recherche, simplement parce que son attention a été attirée par une pile de documents bancaires sur le point d'être détruits :

¹⁵ Dans son édition du 1^{er} juillet 1997, le *Journal de Genève* a signalé qu'une vague d'incendies dans deux dépôts d'archives bancaires suisses aux USA soulevait des doutes sur la volonté de coopération des banques.

Mercredi soir, en faisant sa ronde, il pénètre comme d'habitude, grâce à son passe-partout, dans la vaste pièce abritant le broyeur et les documents à broyer, qu'il lui faut contrôler en raison de travaux effectués dans le bureau d'à côté. « Là, raconte-t-il, j'ai vu deux wagonnets pleins de documents anciens. Naturellement, alors qu'il est partout question d'avoirs en déshérence, ça m'a intéressé et j'ai regardé. Il y avait des classeurs marqués UBS, d'autres Eidgenössische Bank, d'autres Banque nationale suisse. J'ai tout étalé par terre. Je suis notamment tombé sur un classeur contenant toutes sortes de documents datant des années 1930 à 1940, et relatifs à des immeubles des beaux quartiers de Berlin ayant fait l'objet de ventes forcées. Certains étaient annotés jusqu'en 1971 ».

En hâte, il fouille encore. Détache et met de côté tout ce qui lui paraît intéressant. « On n'a pas le droit de détruire ça. Je dois faire quelque chose », se dit Christoph Meili. Qui sort de la pièce avec tout ce qu'il peut emporter, pour l'entreposer dans son armoire au vestiaire.

Ce récit indique de manière exemplaire comment la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi » ont réorienté les recherches de « fonds en déshérence » et la composition du collectif chargé de les mener à bien. La manière dont *24 Heures* rapporte l'intervention de Christoph Meili indique que, dès le mois de janvier 1997, les « fonds en déshérence », l'identification de leurs titulaires et l'établissement des montants qu'ils contenaient, n'étaient plus des activités réservées à la centrale de recherche, mais qu'elles étaient devenues des *questions d'intérêt public*.

Cette affaire montre notamment que les débats avaient transformé le statut des archives bancaires et l'attention que leur portaient les citoyens suisses. Quelques mois auparavant, un agent de sécurité qui serait venu dire qu'il a « vu deux wagonnets pleins de documents anciens » et que « [n]aturellement, [...] ça [l]'a intéressé et [qu'il a] regardé » n'aurait certainement pas reçu la moindre attention publique. Son histoire n'aurait alors certainement pas fait la une de tous les quotidiens suisses, et le journaliste de *24 Heures* n'aurait pas pu conclure son article en présageant à son sujet « qu'elle va faire le tour de la planète en un temps record ». Quelques mois auparavant, si un simple quidam était venu annoncer qu'il avait fouillé dans les poubelles des banques, celles-ci auraient pu sans difficultés se prévaloir du droit suisse pour l'accuser de se mêler de ce qui ne le regardait pas. Il aurait été suspendu de ses fonctions et menacé de poursuites pénales pour violation du secret bancaire, sans que personne ne trouve rien à y redire.

C'est ce qu'ont tenté de faire l'employeur de Christoph Meili, l'UBS et la justice zurichoise¹⁶. Dans ce cas particulier, l'une et l'autre se sont attirées de très sérieux ennuis. Ce faisant, elles ont en effet ouvert la voie à une rocambolesque affaire d'État. Elles ont ainsi découvert, à leurs dépens, à quel point les routines constitutives de l'ordre bancaire helvétique avaient été chambardées, dès lors que le traitement du problème des « fonds en déshérence » n'était plus confiné dans la centrale de recherche. En effet, la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi » avaient institué une perspective pour laquelle Christoph Meili n'avait en aucun cas outrepassé ses droits. Au contraire, il était ordinairement considéré comme un personnage qui avait contribué, à sa manière, à l'avancée de recherches qui n'étaient désormais plus du seul ressort des banquiers suisses. Du point de vue des requérants, il apparaissait même comme un héros,

¹⁶ Au sujet des poursuites pénales lancées contre Christoph Meili, voir par exemple *L'Express* (15.1.97), « Le « couac » de l'UBS » : « Le ministère public du district de Zurich a ouvert une enquête auprès de l'Union de Banques Suisses (UBS) après une tentative d'élimination de documents relatifs aux fonds en déshérence. [...] Le cas échéant, tant l'employé de l'UBS que l'informateur de la communauté israéliite [Christoph Meili] risquent des poursuites pénales : le premier pour avoir enfreint l'arrêté fédéral sur les fonds en déshérence, le second pour infraction au secret bancaire car, dans certains cas, les employés de sociétés extérieures y sont aussi soumis ». Au sujet de la mise à pied de Christoph Meili, voir par exemple *Le Matin* (15.1.97), « Gros couac de l'UBS » : « Lors d'une conférence de presse organisée par la Communauté israéliite de Zurich, [Christoph Meili] a indiqué qu'en raison de son acte, il avait été suspendu par la société qui l'emploie, Wache AG ».

dont l'action méritait d'être récompensée¹⁷. Il leur paraissait donc parfaitement incompréhensible et injuste qu'il ait été renvoyé par son employeur ou menacé de poursuites judiciaires. Dans son édition du 16 janvier 1997, le *Blick* le présentait de la manière suivante^{xii} :

Für US-Senator D'Amato ist er ein Held, von der Schweizer Wach AG wurde er Kaltgestellt : Christoph Meili, der Wachmann, der Akten aus der Nazizeit vor der Vernichtung bei der Schweizerischen Bankgesellschaft rettete !

(Pour le sénateur états-unien D'Amato, il est un héros, il a été limogé par la Schweizer Wach AG : Christoph Meili, le surveillant qui a sauvé des documents de l'époque nazie avant leur destruction par l'Union de Banque Suisse).

A mesure que les sanctions sont tombées sur Christoph Meili, un vent d'indignation s'est levé. Immédiatement suite à ses mésaventures, le Sénateur Alfonse D'Amato l'a invité aux États-Unis^{xiii}. Christoph Meili est parti à la fin du mois d'avril. Il a expliqué sa décision dans un entretien accordé au *Nouveau Quotidien* (5.5.97). De larges extraits ont largement été repris dans la presse du lendemain, annonçant que l'ancien gardien de nuit s'était « réfugié » outre-Atlantique^{xiv} :

« En Suisse, je suis traité comme un criminel » [...] Christoph Meili a été interrogé à New York. « Je préférerais rester en Suisse, mais, dans mon pays, les gens ne me comprennent pas. Tout le monde me demande pourquoi je n'ai pas d'abord été voir mon patron et remis les papiers à la police au lieu de les donner à la communauté juive. » Les Américains en revanche considèrent l'ex-gardien de nuit licencié par son employeur comme un héros.

Meili ne se sent plus en sécurité en Suisse : « Nous recevons des menaces de mort contre nous et les enfants », a-t-il déclaré. De plus, l'ex-gardien n'a plus de travail. Son employeur lui a versé un salaire jusqu'en avril. Il a donc besoin « d'un emploi, juste d'un emploi tranquille, normal, rien d'extraordinaire ». Aux États-Unis, il « souhaite rencontrer des amis, comme le sénateur D'Amato ou des représentants du Congrès juif mondial qui puissent m'informer de ce qui se passe aux États-Unis et éventuellement m'aider ».

Trois semaines après son arrivée, Christoph Meili a témoigné devant le Sénat des États-Unis en vue d'y obtenir un permis de résidence. A l'occasion de cette procédure exceptionnelle, mise sur pied pour lui assurer la protection face aux menaces dont il était l'objet, il a « développé l'idée d'une conspiration des autorités et des banques pour dissimuler leur rôle pendant l'Holocauste ». Par ailleurs, il a annoncé « avoir reçu une quarantaine de propositions d'emploi ». Dans la foulée, La commission sénatoriale de la justice a donné son feu vert à la proposition du sénateur D'Amato d'accorder l'asile à Meili, laquelle a été ratifiée le 23 mai par le Sénat des États-Unis^{xv}.

Cette affaire extrêmement animée a suscité de très intenses controverses visant notamment à vérifier si les documents en question avaient une quelconque valeur historique¹⁸, à établir si Christoph Meili était passible de poursuites judiciaires pour

¹⁷ Le 18 janvier, l'ensemble de la presse a annoncé que « l'organisation juive américaine « B'nai Brith » a versé 50 000 francs sur un compte bancaire au nom du gardien de l'UBS, Christoph Meili [...]. Elle entend ainsi le récompenser pour avoir tenté de sauver des documents » (*L'Express* et *L'Impartial*, 18.1.97).

¹⁸ Dans un premier temps, l'UBS a minimisé le problème en annonçant que c'est un historien qui avait pris la décision de détruire les documents découverts par Christoph Meili, après s'être assuré qu'ils ne contenaient aucune pièce concernant des clients, ni aucun document à valeur historique (voir par exemple *24 Heures*, 16.1.97 : « UBS : le responsable serait un historien »). Cette question a donné lieu à des discussions passionnées. Finalement, la CIE a été chargée d'expertiser ces registres, travail qui a abouti sur l'établissement de leur intérêt historique (voir par exemple *Journal de Genève*, 19.9.97 : « Christoph Meili a bien sauvé des documents utiles à la Commission Bergier »).

violation du secret bancaire¹⁹, ou à déterminer les motivations qui avaient animé l'ancien gardien de nuit²⁰. Une grande variété d'acteurs ont pris part à chacune de ces discussions, dont les tenants et les aboutissants ont été largement médiatisés. Ainsi, la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi » a radicalement transformé les recherches de « fonds en déshérence », faisant notamment échapper le traitement et l'interprétation des archives bancaires au monopole des spécialistes. Ces questions sont devenues des enjeux publics, soulevant des débats largement médiatisés, auxquels ont pris part une ribambelle de profanes et de citoyens ordinaires.

Emergence et constitution du public des recherches de fonds en déshérence

Il est temps de résumer brièvement les observations conduites jusqu'ici sur le fil des controverses engendrées par les interventions du médiateur des banques. Tout d'abord, il est apparu que les méthodes mises en œuvre par les banques pour identifier les comptes en déshérence, les montants qu'ils contenaient et leurs titulaires ont été sévèrement contestées, notamment par les requérants eux-mêmes et par les représentants d'organisations non gouvernementales. Sous la pression de ces profanes et de ces citoyens ordinaires, la définition initiale de la déshérence en tant que problème privé, n'impliquant que les banquiers et leurs clients, s'est effondrée. Dans sa chute, elle a ébranlé les délimitations qui tenaient les affaires bancaires à l'écart des débats publics. Cette brèche a alors ouvert la porte à un double flux. Dans un sens, une vague d'experts indépendants est entrée dans les méandres de la comptabilité et de l'archivage des banques privées helvétiques. Dans l'autre sens, des documents jusqu'alors confidentiels sont sortis des banques et des informations concernant les négligences dont souffraient certaines données sensibles ont été rendues publiques.

Ces deux mouvements ont conflué pour considérablement élargir le spectre des protagonistes impliqués par les recherches de « fonds en déshérence ». Ils ont notamment constitué un très large public de profanes et de citoyens ordinaires qui, pour revenir à la métaphore dramaturgique, occupaient une position intermédiaire, qui ne correspondait ni à la figure du spectateur passif, ni à celle de l'acteur de plein droit. Ce « collectif de recherche » a en effet principalement été appelé à participer *indirectement* aux investigations, que ce soit par l'intermédiaire des spécialistes mandatés en son nom pour éplucher les comptabilités des banques, ou par le biais de l'attention active qu'il a portée sur tout ce qui concernait le destin des archives bancaires.

Pour spécifier le statut participatif réservé à ce large collectif de recherche, il convient de procéder à un rapide détour par l'analyse dramaturgique. Dans cette

¹⁹ Cette problématisation du droit suisse s'est notamment polarisée autour de la figure du juge zurichois chargé de l'instruction de ce dossier : Peter Cosandey. Dans un premier temps, celui-ci a expliqué que la violation du secret bancaire est un délit poursuivi d'office et qu'il n'avait donc pas le moyen de classer l'affaire Meili (cf. *Le Nouveau Quotidien*, 28.5.97 : « Christoph Meili est tombé dans l'enfer du droit suisse. Et nous avec lui » et « Classer l'affaire ? Mais je ne suis pas un magicien ! »). Trois mois plus tard, le juge a confirmé une information du *Blick*, selon laquelle il envisageait de suspendre la procédure s'il parvenait à justifier juridiquement que les archives de l'UBS, récupérées par Christoph Meili, ne relevaient pas du secret bancaire (cf. *Blick*, 9.9.97 : « Muss Meili nicht vor den Richter ? »). Finalement, Peter Cosandey a rendu une ordonnance en ce sens le 2 octobre 1997. Il y considérait que, si Christoph Meili était soumis au secret bancaire, les « informations vieilles de 70 à 100 ans » contenues par les documents qu'il avait publiés, ne l'étaient pas (cf. la presse du 3.10.97).

²⁰ La presse suisse s'est notamment penchée sur ses convictions religieuses. A ce sujet, voir par exemple le *Blick* (16.1.97), « Akten-Held Wurde gefeuert » : « 'Ich dachte, wenn Gott mir diese Akten in die Hände Gespielt Hat, muss ich doch im Interesse des jüdischen Volkes etwas unternehmen', sagt Meili ». Dans la même veine, *Tages-Anzeiger* (16.1.97) : « '[...] Jedenfalls habe ich mich verpflichtet gefühlt, dem jüdischen Volk zu helfen.' Jetzt wollen alle wissen warum. Ganz einfach. 'Ich bin gläubig, und ich will Mitverantwortung tragen. [...]' »

perspective, la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi » ont fait émerger de nouveaux acteurs : des experts, des documents bancaires et des pratiques d'archivages en vigueur dans les établissements suisses. Leur entrée en scène a transformé les profanes et les citoyens ordinaires en *spectateurs* (*onlooker*) des recherches de « fonds en déshérence ». Dans la terminologie goffmanienne, cette désignation n'enlève rien au rôle actif qu'ils ont joué dans le déroulement des recherches, ne serait-ce qu'en exerçant leur droit de regard sur le déroulement des opérations²¹. En revanche, elle permet de spécifier quelque peu cette participation. D'un côté, la constitution de cette position de *spectateur* et son occupation par des profanes et des citoyens ordinaires a mis un terme à la définition des « fonds en déshérence » en tant que problème privé, concernant exclusivement les banquiers et leurs clients. De l'autre, les profanes et les citoyens ont participé *indirectement* (ou *par procuration*) – c'est-à-dire par l'*intermédiaire* des employés des sociétés de révision délégués à cet effet – au collectif de recherche chargé d'identifier les comptes en déshérence, leurs montants et leurs titulaires.

Autrement dit, la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi » ont élaboré une forme particulière de public. Dans un premier temps, celui-ci était composé par l'intermédiaire d'entreprises de révision privées, dont les activités étaient strictement bornées par le respect de la sphère privée, définie par les limites du secret bancaire suisse. Certes, la recherche des « fonds en déshérence » a été décloisonnée et le collectif a été considérablement élargi. Plus de 400 auditeurs extérieurs ont eu accès aux données confidentielles des banques suisses. Ils ont pu librement les consulter et les analyser de manière à identifier les fonds en déshérence. Ils ont communiqué les résultats de leurs démarches à un large public. Cependant, ils ont dû se tenir au strict devoir de confidentialité édicté dans le mandat de Comité Indépendant de Personnes Éminentes. Par ailleurs, il n'a jamais été question que les établissements bancaires ouvrent les portes de leurs archives et leurs dossiers à toutes les bonnes volontés désireuses de contribuer directement aux investigations.

9.2.3 Des entités récalcitrantes problématisent les recherches de « fonds en déshérence »

Cependant, l'histoire ne s'est pas terminée ainsi. Comme le signalent les auteurs d'*Agir dans un monde incertain*, les profanes et les citoyens ordinaires ne se contentent pas nécessairement de participer à la définition du problème et au collectif de recherche. Ils peuvent encore entrer en scène au moment de la mise en œuvre des solutions concoctées par les scientifiques, les spécialistes et les experts dans leurs laboratoires et leurs bureaux d'études (Callon et al., 2001 : 130) :

Le monde n'est pas toujours prêt à se laisser absorber par la science de laboratoire, à subir passivement les traductions qu'on lui propose. Que se passe-t-il dans cette rencontre du troisième type entre ceux qui arrivent, la mine enfarinée, avec leur laboratoire pour l'installer sur de nouvelles terres à conquérir, et les individus qui étaient là avant eux et qui généralement ne leur avaient rien demandé ?

Dans le cas des recherches de « fonds en déshérence », la question ne s'est pas posée de manière aussi abrupte. En effet, des profanes et des citoyens ordinaires avaient exigé que les banques suisses restituent les biens qui leur avaient été confiés par des victimes de

²¹ Au fil de ses analyses consacrées aux représentations théâtrales, Erving Goffman a fortement contesté la délimitation entre la « scène » et la « salle », censée recouvrir la distinction entre « acteurs de plein droit » qui évoluent sur la première et les « spectateurs passifs » supposés prendre place dans la seconde. Il a fortement insisté sur le fait qu'un public n'est jamais passif, et qu'il contribue très étroitement au déroulement – bon ou mauvais – des représentations (p.ex. Goffman, 1991 [1974] : 137-138).

l'Holocauste. Ces revendications avaient soulevé une controverse, dont le déploiement avait contraint l'Association suisse des banquiers à se pencher sérieusement sur la question des fonds en déshérence. Le médiateur et les banquiers étaient alors repartis, dans le confinement assuré par le secret bancaire, plancher sur les demandes d'ayants droit potentiels. Les experts du Comité Indépendant de Personnes Éminentes ont pour leur part plongé dans les dossiers des banques, d'où ils ne se sont guère manifestés.

Ces deux procédures n'ont laissé qu'une place marginale aux profanes et aux citoyens ordinaires, lesquels étaient contraints de ne participer que très indirectement aux recherches. Pourtant, ils attendaient de pied ferme les solutions que les experts allaient ramener à leur sortie des coffres et des archives bancaires.

L'accueil des premières estimations publiées par le médiateur des banques

Dans le cadre des recherches de « fonds en déshérence », ce retour des spécialistes auprès des requérants n'a pas été sans difficultés. En particulier pour le médiateur des banques. Après plus d'une année de travail minutieux, il s'est présenté, le 18 mars 1997, pour annoncer avoir découvert 38,7 millions de francs en déshérence, parmi lesquels il estimait qu'une somme quasiment nulle revenait à des victimes de l'Holocauste. Cette intervention a suscité l'ire du sénateur D'Amato, qui a immédiatement demandé que la liste des titulaires soit publiée. Ce que l'Association suisse des banquiers s'est résignée à accepter, le 30 avril 1997. Cette décision a profondément réorienté les recherches de « fonds en déshérence ». Pour prendre la mesure de son impact, il convient de rappeler rapidement comment cette enquête avait été menée jusqu'alors.

Au moment de ces interventions, cela faisait plus de deux ans que les autorités politiques et bancaires suisses avaient défini les « biens des victimes de l'Holocauste » comme un *problème de déshérence ordinaire*. En conséquence, les revendications formulées à leur sujet étaient traitées comme des litiges privés, opposant des clients à leurs banquiers. Plus précisément, le Conseil fédéral, la Commission fédérale des banques et l'Association suisse des banquiers s'accordaient pour considérer que *ces questions devaient être résolues au cas par cas, dans le cadre de procédures ordinaires, encadrées par les principes du code des obligations*. Cette approche s'était concrétisée, en septembre 1995, par l'adoption de directives et par la mise sur pied d'une centrale de recherche, dont la coordination avait été confiée au médiateur des banques. A partir de janvier 1996, cette instance récoltait, traitait et transmettait, en toute discrétion, les demandes individuelles concernant des litiges avec les banques, notamment au sujet de fonds en déshérence depuis la guerre (1.2, *supra*).

En mars 1997 – lorsque le sénateur Alfonso D'Amato a contesté les premières estimations chiffrées présentées par le médiateur des banques – cette procédure, soucieuse de ne pas contrarier le secret bancaire, restait en vigueur pour le traitement des « fonds en déshérence ». Certes, un an après la première audition du Sénat des États-Unis, la question des « fonds juifs et de l'or nazi » était fermement définie comme un problème international, affectant gravement l'image de la Suisse dans le monde (1.3 et 1.4, *supra*). Le Conseil fédéral s'était engagé dans les débats, et plusieurs arènes s'étaient constituées autour des enjeux diplomatiques, historiques ou comptables, soulevés par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale (2.3, *supra*). Pour autant, les activités de la centrale de recherche n'avaient pas été fondamentalement réorientées. Le médiateur continuait imperturbablement à assurer le lien entre des requérants individuels et leurs banquiers, de manière à rétablir, dans les limites juridiques du code des obligations, les liens entre des requérants et leurs banquiers, et à publier la progression régulière des résultats chiffrés de ce travail.

L'intervention d'Alfonse D'Amato a imposé un coup d'arrêt à ce cours d'action continu. Il a interrogé la validité des résultats des recherches et exigé d'avoir accès à la liste des noms de titulaires. Ceci revenait à proposer que les banquiers soient dessaisis du monopole des informations concernant leurs clients, et que les titulaires de comptes en déshérence ne soient plus recherchés individuellement, au gré de requêtes traitées au cas par cas, mais que leurs noms donnent lieu à une publication collective. Cette proposition a marqué un tournant lorsqu'elle a été entérinée par l'Association suisse des banquiers qui a annoncé – avec l'accord de la Commission fédérale des banques – qu'elle était « *prête à publier la liste des détenteurs de comptes en déshérence portant sur la période 1933-1945* ». Cette décision a fondamentalement réorienté les recherches de « fonds en déshérence ». Elle a marqué la fin du traitement discret et individualisé assuré par les procédures de la centrale de recherche et ouvert la voie à *un mode de traitement collectif, par la publication de listes de titulaires*. La mise en place de ce dispositif a donc interrogé la centrale de recherche, ses procédures de traitement des requêtes et ses modes de publication des résultats. Elle a ainsi ouvert la voie à une controverse polarisée autour des pratiques bancaires ordinaires.

Tout d'abord, la décision de publier une liste nominale des titulaires de tous les « fonds en déshérence » dans les banques suisses a sensiblement déplacé les enjeux des débats. En effet, malgré les garanties affichées par la Commission fédérale des banques, de nombreux commentateurs se sont interrogés sur les conséquences de cette décision pour la protection de la sphère privée des titulaires de comptes en banque. Cette controverse s'est donc polarisée autour des enjeux du *secret bancaire*, qui étaient passés à l'arrière-plan des débats suite à l'adoption de règles concertées régissant strictement le travail de la centrale de recherche, du Comité Indépendant de Personnes Éminentes (ICEP) et de la Commission indépendante d'experts (CIE). Dès lors, cette discussion a réactivé la confrontation entre les opposants et les tenants du secret bancaire, les uns et les autres étant communément identifiés en termes d'appartenance politique. Dès lors, il est devenu possible de leur attribuer des convictions, des motivations ou des intérêts, sur la base de leurs simples prises de position²².

Ensuite, la perspective d'une publication des listes de titulaires a considérablement élargi la palette des moyens mobilisés pour mener à bien les recherches de « fonds en déshérence ». Jusqu'alors, ces dernières avaient été conduites à la manière d'une expertise confinée. D'un côté, la centrale de recherche jouait discrètement son rôle d'intermédiaire entre les requérants et les banquiers. De l'autre, le ICEP coordonnait une vaste entreprise d'audit des banques suisses, confiée à plusieurs sociétés fiduciaires. Pour accomplir leurs tâches, la centrale de recherche et le ICEP mettaient en œuvre des ressources et des compétences spécialisées, propres à l'administration, à la comptabilité et à la science économique. Mais surtout, elles soumettaient leurs activités à la plus grande confidentialité, leurs responsables se contentant d'apparaître de temps à autre sur la place publique pour annoncer de manière lapidaire, généralement sous la forme de quelques synthèses chiffrées, l'état d'avancement de leur travail. La perspective de publier une liste nominale a renversé cette manière de procéder. Elle a suggéré que les recherches de « fonds en déshérence » n'étaient pas fatalement destinées à être conduites à l'abri des regards, à l'ombre des rayonnages d'archives entreposées dans le sous-sol des banques, ou dans le secret de salles de réunion hermétiquement closes. Au contraire, cette proposition a permis de les déployer au grand jour, au vu et au su de tout le monde. Avec la publication des listes de titulaires, il n'était donc plus question de considérer le rétablissement du lien

²² Sur le recouvrement des polarisations d'un conflit économique et d'un antagonisme politique voir 7.1.2, *supra*. Sur la constitution des banques privées et du secret bancaire qui les caractérise en tant que patrimoine constitutif de l'identité suisse, voir 8.2.1, *supra*.

entre les comptes, les montants et les titulaires comme une affaire technique, strictement réservée à quelques spécialistes. Il s'agissait au contraire de *solliciter la contribution de toutes les personnes susceptibles de reconnaître le nom d'un parent, d'un ami ou d'une connaissance*, d'entrer en contact avec cette personne ou de transmettre aux banques des informations à son sujet.

Synthèse de l'analyse

Dans un premier temps, la publication de la liste de titulaires de « fonds en déshérence » était présentée comme une mesure acceptable pour les banquiers suisses, qui satisfaisait aux exigences de requérants, qui souhaitaient un élargissement du collectif de recherche. La formulation de cette mesure a contribué à la détermination de la situation. Cependant, elle n'a pas pour autant éliminé la contingence des dynamiques de problématisation et de publicisation. Participant pleinement au déroulement de l'enquête en cours, cette mesure a éclairé de nouvelles facettes du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Sa mise en œuvre a rencontré des difficultés, des embûches et des résistances inattendues, soulevant de nouvelles controverses, lesquelles ont relancé le débat et l'enquête vers l'élaboration de nouvelles solutions. Le déroulement de ces discussions a complètement dépaycé le problème, de telle sorte que sa solution a finalement été élaborée bien loin des banques, de leurs archives et de la centrale de recherche. Avant de rendre compte de cette dynamique, il convient d'observer et de décrire comment cette mesure a été mise en œuvre et commentée par la presse quotidienne suisse.

La publication de la liste des titulaires élabore un problème de portée générale

Le 23 juillet 1997, l'Association suisse des banquiers a publié, dans la presse à grand tirage de 27 pays du monde entier, une liste recensant les noms des titulaires étrangers de comptes en déshérence depuis 1945 dans les banques suisses. Cette opération a réorienté la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi », en constituant les journaux et leurs lecteurs comme des *acteurs à part entière* des investigations. En Suisse, cette liste, sa portée et sa signification ont donné lieu à un intense traitement médiatique. Dès le 24 juillet 1997, la presse quotidienne a consacré de nombreux articles et commentaires à cette mesure et à ses conséquences pour la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi ».

Par exemple, dans *24 Heures* et la *Tribune de Genève*, cette exploration a pris forme dès le titre et le sous-titre des articles principaux, qui annonçaient le résultat des investigations menées par les banques²³ :

Sortant de leur secret, les banques trouvent 1756 avoirs dormants

Une opération sans précédent permet de débusquer pour 60 millions
de comptes en déshérence.

A la recherche de « fonds en déshérence », les banques avaient donc retrouvé un certain nombre de comptes (1756) contenant un montant déterminé (60 millions de francs suisses). Pour présenter l'enquête en cours dans les banques suisses, cet article était adressé à des « membres » dotés d'une « raison bancaire ordinaire ». Autrement dit, ce discours constituait une figure de destinataires disposés à identifier, à formuler et à résoudre des énigmes bancaires – en l'occurrence le problème des « fonds en déshérence » (Terzi, 1999)²⁴. Plus précisément, ce titre et ce sous-titre prenaient sens sur l'arrière-plan d'un

²³ Cet article, publié dans *24 Heures* du 24 juillet 1997, est reproduit en annexe 31.

²⁴ Dans la tradition ethnométhodologique, les « membres » sont les agents sociaux en tant qu'ils maîtrisent le langage naturel (cf. Garfinkel et Sacks, 1984 [1970]). Mon analyse rapproche cette notion de « membre » et celle de « destinataire » développée dans la socio-sémiotique d'Eliséo Véron (1981 ;

savoir pratique relatif à la gestion des comptes en banques, supposant que leur identification est habituellement garantie par les activités des établissements bancaires, qui assurent le lien entre des *comptes* (souvent associés à des numéros), les *montants* qu'ils contiennent, et les *titulaires* auxquels ils appartiennent.

Or, *24 Heures* et la *Tribune de Genève* annonçaient que les banques avaient identifié des *comptes*, qu'elles étaient parvenues à déterminer le *montant* qu'ils contenaient, mais qu'en revanche, elles restaient incapables de localiser leurs *titulaires*. Cet article définissait donc le problème des « fonds en déshérence » comme une *rupture des routines bancaires*. Autrement dit, cette manière de présenter la situation désingularisait les « fonds en déshérence » pour en faire un *enjeu général*, affectant les institutions bancaires elles-mêmes.

Il convient de souligner que cette appréhension du problème a été constituée *par la publication de la liste des titulaires*, même si certaines mesures antérieures l'avaient préfigurée. Ainsi, la mise en place de la centrale de recherche avait déjà rendu publiquement intelligible une forme de rupture des routines bancaires. En recourant à ce dispositif d'exception, l'Association suisse des banquiers avait en quelque sorte reconnu que ses membres rencontraient des difficultés pour traiter les « fonds en déshérence », et même que les procédures ordinaires ne permettaient pas d'en venir à bout. Jusqu'à un certain point, cette mesure pouvait même être considérée comme la sanction des pratiques de certains banquiers, qui avaient laissé s'installer un flottement dans les relations entre les *montants* qui leurs étaient confiés, les *comptes* sur lesquels ils étaient crédités et les *titulaires* à la disposition desquels ils étaient supposés être tenus. Cependant, le recours au médiateur n'a remis en cause ni les procédures de gestion bancaire, ni le cadre légal à l'intérieur duquel elles étaient habituellement conduites²⁵. Plus encore, cette mesure n'a aucunement remis en doute la capacité de ces procédures et de ce système juridique à rétablir l'ordre bancaire ordinaire. En effet, cette disposition confiait la résolution du problème à l'ombudsman des banques, c'est-à-dire à un employé de l'Association suisse des banquiers, à « quelqu'un de la maison ». Cette mesure signifiait donc que le problème des « fonds en déshérence » ne remettait en question ni la raison bancaire ordinaire, ni les pratiques habituelles qui la sous-tendent. Au contraire, cette difficulté appelait à les renforcer, à les appliquer avec plus de rigueur²⁶. Pour le dire en une formule, la mise sur pied de la centrale de recherche a permis de continuer à laver le linge sale des « fonds en

1985 ; 1986 ; 1987 ; 1988 ; 1991 ; 1995). La notion de « raison ordinaire » désigne ce que les membres de la société constituent comme allant de soi, lorsqu'ils supposent un monde intersubjectif, les usages de ces suppositions comme base d'inférence et d'action, et ces usages comme fondements pour évaluer leurs compétences respectives (Pollner, 1991 [1974]). La notion de « raison ordinaire » ne désigne donc pas une *ressource* de l'analyse sociologique, mais son *thème* principal (Zimmerman et Pollner, 1996 [1970]). Dans ce cas particulier, la « raison ordinaire » et les « membres » ont été constitués par les jeux de langage qui ont pris forme au fil du traitement des recherches de « fonds en déshérence » dans la presse suisse. Mon analyse s'efforce donc d'élucider comment ces discours médiatiques ont constitué un raisonnement pratique, ordinairement tenu pour acquis, au fil des controverses sur « les fonds juifs et l'or nazi ».

²⁵ L'Association suisse des banquiers a toujours présenté la centrale de recherche comme une instance générale, chargée de traiter *toutes* les questions de déshérence. Ainsi, elle a dissocié l'adoption de cette mesure des difficultés posées par certains comptes ouverts à l'époque de la Seconde Guerre mondiale. Autrement dit, cette mesure a constitué ces dernières comme un cas de déshérence ordinaire (1.1 et 1.2, *supra*).

²⁶ Cette confiance dans la capacité de la raison bancaire ordinaire à résoudre le problème, s'est notamment traduite par le portrait que les médias suisses ont dressé du médiateur Hanspeter Häni. Ils en ont régulièrement fait un gardien de la morale bancaire suisse, au point de friser parfois la caricature, comme dans cette présentation du *Journal de Genève* (19.11.96) : « **Hanspeter Häni, l'honnêteté helvétique.** L'homme est affable et courtois. Son travail, il le fait avec diligence et sérieux, et s'il est une chose qu'on ne saurait lui reprocher, c'est son manque d'honnêteté... qui confine parfois à la naïveté ».

déshérence » derrière la porte du secret bancaire, dans le cercle restreint de la famille bancaire suisse.

En signant avec le Congrès juif mondial le « *mémorandum of understanding* » qui a donné naissance au Comité Indépendant de Personnes Éminentes, l'Association suisse des banquiers a sensiblement modifié la donne (1.3.3, *supra*). Elle a en effet non seulement reconnu que les procédures bancaires ordinaires étaient débordées par la question des « fonds en déshérence ». Elle a surtout signifié que les banquiers suisses ne parviendraient pas à la résoudre par eux-mêmes et qu'ils auraient besoin de l'appui d'experts extérieurs. Ainsi, les banques suisses ont renoncé à l'entre soi dans lequel elles étaient restées confinées jusqu'alors. Elles ont entrouvert leurs portes pour laisser pénétrer dans leur enceinte – dans leurs archives et dans leurs comptabilités – les membres du Comité Indépendant de Personnes Éminentes, ainsi que les employés des entreprises de révision que ce dernier a mandatées pour conduire un audit. Leur incursion a d'ailleurs provoqué passablement de grincements de dents (9.2.2, *supra*). Des controverses ont surgi concernant la protection des données, la durée et les coûts astronomiques engendrés de ce gigantesque audit, les motifs réels de cette entreprise, ou encore les résultats qui en sont issus et l'usage qui en a été fait. Par ces récriminations des banquiers suisses, certains de leurs représentants politiques et quelques chroniqueurs de rubriques économiques ont signifié leur résistance à l'implantation de mesures, régulièrement qualifiées d'« américaines », dont la transparence tranchait sensiblement avec les méthodes dont les banques helvétiques étaient coutumières. Mais ils ont surtout dénoncé les menaces que ces procédures faisaient planer sur le patrimoine bancaire helvétique et plus particulièrement sur le secret bancaire qui le protégeait.

Si cette rupture de la raison bancaire ordinaire helvétique est indéniable, elle restait néanmoins limitée. Certes, les banquiers suisses ont admis qu'ils ne parviendraient pas à rétablir, par eux-mêmes et de manière convaincante, le lien entre les *comptes*, leurs *montants* et leurs *titulaires*. La reconnaissance de cette défaillance n'impliquait cependant pas une remise en cause fondamentale ni des compétences des banquiers suisses, ni de la validité des méthodes qu'ils mettent habituellement en œuvre pour gérer leurs affaires. Dans ce cas particulier, la nécessité de recourir à une instance tierce tenait pour beaucoup à la *situation* dans laquelle se sont retrouvés les banquiers suisses, après que des soupçons avaient été émis concernant leur honnêteté. En 1994 et 1995, de nombreuses voix s'étaient élevées pour leur demander des comptes concernant la gestion des fonds déposés par les victimes de l'Holocauste, certaines allant jusqu'à les suspecter de les avoir détournés à leur profit (1.2, *supra*). Dès lors, il était difficilement envisageable qu'ils parviennent à restaurer la confiance par eux-mêmes. En effet, la situation était organisée de telle sorte, qu'ils ne pouvaient retrouver leur crédibilité qu'à condition d'accepter qu'un organisme extérieur (donc indépendant) vérifie et corrobore leurs dires²⁷. Mais les banquiers suisses n'ont pas pour autant ouvert leurs portes à n'importe qui, ni à n'importe quelles conditions.

Ce travail de révision des comptes a été placé sous la supervision d'une commission mixte, composée par des représentants nommés à parité par l'Association suisse des banquiers et le Congrès juif mondial (1.3.3, *supra*). De plus, le « *memorandum of understanding* » signé à cet effet prévoyait de confier le travail d'audit à une société internationale de révision reconnue par la Commission fédérale des banques. En outre, si ce document prévoyait « *un accès sans réserve aux comptes bancaires pertinents* », les

²⁷ L'orientation des acteurs de l'époque vers une situation exigeant la mise sur pied d'une enquête *indépendante* est attestée par la décision de l'Association suisse des banquiers de ne pas s'y faire représenter par des membres de la profession : « *[D]ans l'ambiance actuelle, "il aurait été stupide de choisir des banquiers" a estimé Hans Bär [...]* » (*Le Nouveau Quotidien*, 3.5.96). Au sujet de la position délicate des banquiers, voir la note 12, *supra*.

banquiers suisses ont immédiatement fait valoir une interprétation restrictive de ce paragraphe, en signalant que « *[p]our protéger le secret bancaire suisse, c'est seulement sur mandat de la commission [que la société de révision] sera autorisée à opérer des recherches dans les banques* »^{xvi}. Enfin, la présidence de cette commission a été confiée à Paul Volcker, dont le *Journal de Genève* (19.9.96) a dressé le portrait suivant :

Paul Volcker : « Nous travaillons de façon indépendante »

Paul Volcker, l'ancien président de la réserve fédérale américaine (Fed), a été nommé au mois d'août dernier à la présidence de la Commission mixte créée [sic] par les organisations juives et les banques suisses. C'est lui qui désignera une société de révision chargée d'enquêter sur les fonds en déshérence dans les banques suisses. [...]

Agé de 68 ans, Paul Volcker jouit d'une notoriété internationale et fait notamment partie depuis 1988 du conseil d'administration de Nestlé. En automne 1987, il avait quitté à la surprise générale la présidence de la Fed après avoir occupé ce poste pendant huit ans. Son retrait avait alors provoqué un recul de la bourse.

La création du Comité Indépendant de Personnes Éminentes a sans conteste infléchi les recherches des « fonds en déshérence ». Elle a ouvert la voie à l'implication d'experts extérieurs, élargissant du même coup sensiblement le collectif de recherche. Mais cette mesure n'a pas complètement dépaycé les investigations pour autant. En effet, les banques suisses ont finalement (et non sans réticence) accepté de confier la révision de leurs comptes à une instance extérieure, *à condition qu'elle conduise un travail similaire au leur, en appliquant des méthodes identiques et en se soumettant aux mêmes règles*. Ainsi, les banquiers helvétiques ont tenu à ce qu'elle soit composée d'agents qui leur soient proches, qu'elle mandate un organisme agréé par une instance administrative helvétique, que les auditeurs s'en tiennent à des méthodes d'expertise reconnues, et surtout qu'ils respectent scrupuleusement le secret bancaire. Bref, si la nomination du Comité Indépendant de Personnes Éminentes a fait sortir les recherches de « fonds en déshérence » du cercle restreint des banquiers suisses, elle a maintenu le traitement de cette affaire dans le périmètre de leur famille élargie.

Après des années de refus d'entrer en matière, la mise en place de la centrale de recherches puis du Comité Indépendant de personnes Éminentes ont rendu publiquement visibles les problèmes soulevés par le traitement des « fonds en déshérence ». En adoptant ces mesures, l'organisation faîtière des banquiers suisses a reconnu qu'elle n'était pas en mesure de dresser une liste exacte des *comptes* réputés en déshérence, ni de fournir une estimation des *montants* qu'ils contenaient, ni même d'exclure que les procédures en vigueur aient parfois interdit à des *titulaires* légitimes d'accéder à leur argent. Elle a également admis que les banques suisses devraient recourir à une aide extérieure et indépendante pour restaurer le lien entre les comptes dits en déshérence, leurs montants et leurs titulaires, de manière à sauvegarder l'image de la place financière suisse, en la lavant du soupçon de détournement de fonds qui pesait sur elle.

En ce sens, la mise en place successive de la centrale de recherche puis du CIPE ont constitué des ruptures des routines bancaires. Mais il ne faudrait pas en surestimer l'importance pour autant. En effet, alors même que ces mesures révélaient que les banques suisses faisaient face à de sérieuses difficultés, elles n'ont jamais remis en question la raison bancaire ordinaire. Au contraire, elles assuraient que seule sa rigoureuse mise en œuvre permettrait de venir à bout des « fonds en déshérence » les plus récalcitrants. Dans leur perspective, la résolution de ce problème restait donc avant tout une affaire d'experts, rompus aux affaires bancaires, à la comptabilité analytique, au calcul des taux d'intérêts et au respect du secret bancaire. Autrement dit, jamais les activités de ces deux instances n'ont permis de douter un seul instant que l'établissement du lien entre des comptes, des

montants et des titulaires, relevait d'interventions spécialisées et méticuleuses, qu'il convenait de tenir à l'abri des controverses publiques et des polémiques politiques.

Or c'est précisément ce clivage qui a profondément été remis en question par la publication de la liste des titulaires. En procédant de la sorte, l'Association suisse des banquiers n'a pas seulement reconnu publiquement que les banques helvétiques avaient perdu le fil qui reliait les comptes, les montants et leurs titulaires. Elle a également admis que ni les pratiques bancaires routinières, ni le travail de la centrale de recherche, ni même l'expertise comptable des réviseurs indépendants ne permettraient de le reconstituer. En appelant à la rescousse les journaux à grand tirage et leurs lecteurs – donc des profanes et des citoyens ordinaires – elle a radicalement rompu avec la raison bancaire ordinaire. Ce faisant, elle a constitué le problème des « fonds en déshérence » comme une crise institutionnelle, publiquement intelligible à l'échelle mondiale²⁸. Concrètement, en publiant cette liste, les banques suisses ont reconnu qu'elles n'étaient plus garantes du lien entre une partie des fonds déposés dans leurs coffres et leurs propriétaires légitimes. Autrement dit, cette mesure a radicalement modifié l'échelle du problème des « fonds en déshérence ». Elle lui a conféré une « grandeur », qu'il n'avait jamais acquise auparavant²⁹.

Le changement d'échelle engendré par la publication de cette liste de noms est notamment une affaire de chiffres. D'un côté, il s'est caractérisé par une *explosion du nombre d'acteurs engagés dans les recherches de fonds en déshérence*, qui sont subitement passés des quelques centaines d'experts plongés dans les archives et les livres de comptes des banques, aux millions de lecteurs de journaux à grand tirage qui se sont penchés sur la liste à la recherche de telle ou telle connaissance. De l'autre, il s'est traduit par la *croissance considérable des frais engagés par les banques suisses* pour résoudre le problème³⁰. Cette « montée en généralité » du problème n'a cependant pas uniquement été une affaire comptable. Elle a fondamentalement transformé l'intelligibilité du problème, et radicalement modifié la qualification de ses parties prenantes. Là où les mesures antérieures ne percevaient que des clients, des comptes et des montants particuliers, la publication de la liste a rendu visible une profonde *crise du système bancaire suisse*.

Ainsi, la publication de la liste a tout d'abord *désingularisé* une affaire que la centrale de recherche et le ICEP traitaient *au cas par cas*. Au-delà de tout ce qui pouvait séparer les pratiques de ces deux instances, elles se sont en effet tenues à une démarche analytique, étroitement associée à la comptabilité du même nom. Dans leur perspective, pour régler le problème des « fonds en déshérence », il fallait s'efforcer de renouer les

²⁸ Dans une perspective pragmatiste, il est possible de parler d'« institution » lorsque le lien entre deux éléments est garanti par l'intervention d'un troisième terme (cf. Descombes, 1996 : 211-236). Dans cette perspective, les « institutions bancaires » peuvent notamment être caractérisées comme des pratiques qui assurent le lien entre des comptes bancaires, l'argent qu'ils contiennent et les clients auxquels il appartient. En ce sens, l'institution bancaire s'accomplit pratiquement, chaque fois qu'un client se présente à un guichet (ou à un automate), s'y identifie, qu'il retire de l'argent sur son compte et s'informe de son solde suite à l'opération en question. Inversement, il y a « crise de l'institution bancaire » sitôt qu'un ou plusieurs établissements ne sont plus en mesure d'accomplir ces tâches routinières.

²⁹ Bruno Latour a souligné l'importance d'une observation attachée à rendre compte des changements d'échelle engendrés lorsque des controverses gagnent en réalité (p.ex. Latour, 1995 [1989] : 259-261). Cette problématique des « grandeurs » a été reprise et systématisée par Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991).

³⁰ La publication de la liste s'est ouverte sur une polémique qui a été considérée comme close suite à la signature de l'accord global (cf. chapitre 12, *infra*). Elle est donc directement partie prenante d'un processus qui a finalement coûté près de 3,5 milliards de francs aux banques suisses, selon les estimations publiées par les détracteurs de ces discussions (p.ex. GTHV, 2002 : 118). Cette controverse a donc multiplié par un facteur 350 les « 10 millions de francs identifiés comme ayant appartenu à des victimes des nazis » par le médiateur des banques au mois de juillet 1997.

liens entre des entités individuées : *tel ayant-droit particulier et telle somme, déposée sur tel compte, dans telle banque*. A l'encontre de ces procédures individualisantes, la publication de la liste a présenté les « fonds en déshérence » sous une forme synthétique. A l'amoncellement des requêtes et des réponses individuelles, elle a substitué *une liste, rassemblant en un seul lieu, les noms et les adresses de tous les titulaires et fondés de pouvoir propriétaires de fonds en déshérence dans toutes les banques suisses*.

Cette opération a donc conféré une nouvelle intelligibilité à la question des « fonds en déshérence ». Dès lors, cette dernière n'est plus seulement apparue comme une multiplication irréductible de difficultés contractuelles singulières, concernant des montants et des individus particuliers. Elle a également pris la forme d'un *problème général*, concernant indifféremment *toutes* les banques suisses et *tous* les titulaires de comptes dont elles étaient sans nouvelles. Plus largement encore, la publication a indiqué que l'ensemble des banques et l'ensemble des titulaires ne pourraient pas résoudre le problème à eux seuls. Pour y parvenir, il leur fallait l'appui de toutes les personnes susceptibles de donner des informations permettant de localiser des ayants droit.

Synthèse de l'analyse

Cette description sommaire de la procédure retenue signale que la publication de la liste n'a que partiellement désingularisé le problème. Plus précisément, il s'agissait alors de faire un détour par la *généralité* et le *public*, pour mieux revenir, ensuite, dans les arcanes de la *singularité* et du *privé*. Concrètement, les banques ont rassemblé et publié en une liste l'ensemble des *noms propres* des titulaires dont elles étaient sans nouvelles. A terme, la visée de cette opération était d'obtenir des informations leur permettant de localiser et d'identifier *des ayants droit particuliers*, de manière à leur restituer les fonds dont ils étaient propriétaires. Ainsi, la publication s'est traduite par une généralisation consistant à rassembler et additionner des noms (1872), des comptes (1756) et des montants (61,2 millions, selon la presse du 24 juillet 1997). Cependant, cette opération ne se voulait pas irréversible. Tout au contraire, elle permettait de maintenir une certaine protection de la sphère privée et de la singularité auxquelles il était prévu de revenir ensuite³¹. Pour le dire en une phrase, la publication de la liste des titulaires a constitué le problème des « fonds en déshérence » comme *un ensemble* de difficultés (c'est en cela qu'elle innovait) relatives à des *propriétés individuelles* (en ce sens, elle ne s'est pas complètement dépariée de la raison bancaire ordinaire). Or, comme nous le verrons plus loin, c'est précisément cette dernière marque de singularité qui a volé en éclats avec la signature du bien nommé *accord global* (cf. chapitres 11 et 12, *infra*). Son principe consistait en effet à renoncer définitivement au rétablissement des liens entre des entités singulières, de manière à régler en *une seule fois*, *l'ensemble* des problèmes individuels par le biais d'un *versement unique*.

La dynamique de l'enquête comme critique des histoires naturelles

Le déroulement de cette analyse indique les dynamiques par lesquelles le *retour sur le monde* des recherches de « fonds en déshérence » menées par des experts a soulevé des controverses qui ont modifié à la fois la *définition du problème* et la *composition du collectif de recherche*. En conséquence, cet exemple empirique interroge le schéma narratif constitué par Michel Callon et ses collègues pour rendre compte du déroulement des controverses socio-techniques. Comme cela a déjà été signalé, leurs récits s'organisent systématiquement en *trois phases successives et bien délimitées*, chacune offrant un point

³¹ La liste présentait le nom et la dernière adresse connue de tous les titulaires et fondés de pouvoirs de comptes en déshérence. En revanche, elle ne mentionnait aucune indication concernant la localisation des comptes qui leur revenaient et les sommes qu'ils contenaient.

d'ancrage pour la participation des profanes et des citoyens ordinaires. Ainsi, toutes les controverses dont ils rendent compte prennent la forme d'un enchaînement linéaire, au fil duquel se succèdent la *définition* du problème, puis la *composition du collectif de recherche* et enfin *retour sur le monde*³². Or, la controverse sur les recherches de « fonds en déshérence » défie la succession linéaire des étapes de cette trajectoire chronologique. En effet, chacune de ses avancées contribue à la détermination rétrospective de son déroulement antérieur, et à l'orientation de ses développements à venir. Il ne peut donc être question d'en rendre compte sous la forme d'une trajectoire scandée par des étapes bien délimitées³³.

Pour retracer ces dynamiques de problématisation et de publicisation, il est préférable de recourir au modèle de l'enquête développé par John Dewey (chapitres 6 et 8, *supra*). Cette démarche permet en effet d'élucider comment les actions et les événements constitutifs des recherches de « fonds en déshérence » ont déterminé la situation dans laquelle ils s'inscrivaient, structurant notamment son « champ d'expérience » et son « horizon d'attente ». De la sorte, il est possible de considérer que les profanes et les citoyens ordinaires ne se sont pas contentés de participer *successivement* à la définition du problème, puis aux recherches et enfin à la mise en œuvre des solutions qui en découlaient. Au contraire, il apparaît que chacune de leurs interventions *déterminait* à la fois les actions à venir et celles qui l'avaient précédées. Ainsi, le retour sur le monde a interrogé la *définition des « fonds en déshérence »* qui était pourtant tenue pour acquise jusqu'alors, de telle sorte qu'il s'est avéré nécessaire de réviser la *composition du collectif de recherche*.

Cette faiblesse du schéma narratif linéaire déployé par les auteurs d'*Agir dans un monde incertain* pour retracer le déroulement des controverses n'enlève rien aux apports de leur approche pour l'étude des débats publics. Autour des consignes méthodologiques de *controverse* et de *symétrie*, leur démarche permet d'interroger et d'élucider les dynamiques d'attribution qui sont au cœur de la constitution des problèmes publics. Dans le cas particulier des recherches de « fonds en déshérence », cette manière de procéder souligne que les interventions de profanes et de citoyens ordinaires ont orienté le traitement et la résolution du problème. Pour prolonger cette analyse, il conviendra d'étudier les *modalités de participation* qui ont constitué le public suisse « des fonds juifs et de l'or nazi » (chapitre 10, *infra*). Pour motiver cette démarche, un rapide bilan, tirant les apports et les limites de la sociologie des controverses socio-techniques pour l'analyse des débats qui animent et constituent les espaces publics démocratiques, mérite d'être tiré.

9.3 De la « science en action » à la « démocratie dialogique »

Il serait tentant de considérer *Agir dans un monde incertain* comme une simple application, au domaine des controverses socio-techniques, de la démarche que Bruno Latour a développée pour analyser la « science en action ». Qu'il s'agisse d'étudier les « technosciences » ou les « controverses socio-techniques », ces recherches se donnent pour tâche la mise au jour du monde pluriel, dissimulé derrière les couvercles des « boîtes

³² Dans le domaine de la sociologie des problèmes publics, une logique similaire a été déployée par les travaux interactionnistes qui se sont inspirés des analyses de « carrières morales » pour mettre au jour des « histoires naturelles » de problèmes publics (cf. Fuller et Myers, 1941 ; Spector et Kitsuse, 1977 : 141 ss. ; Cefaï, 1996 : 57-60). Ces recherches traitent les problèmes publics comme des *trajectoires* dont l'analyse doit découvrir et retracer les *phases*, ainsi constituées comme les *points fixes* d'analyses dynamiques. A ce sujet, voir également la note 11, ci-dessus.

³³ Il est d'ailleurs étrange que Michel Callon et ses collègues retracent les controverses socio-techniques sous la forme de *trajectoires* ponctuées d'*étapes* relativement stables, alors qu'ils se réclament explicitement des travaux de Bruno Latour. En effet, celui-ci a consacré de longues pages à cet artifice narratif qui, selon ses propres termes, n'est « pas d'un grand secours » s'agissant de retracer l'élaboration des boîtes noires qui marquent le dénouement des controverses (p.ex. Latour, 1995 [1989] : 256-261).

noires » que sont les faits avérés, les machines, les rapports d'experts ou les mesures de précaution. Les similitudes qui en découlent apparaissent très clairement dans l'organisation narrative des histoires composées pour rendre compte de ces deux terrains. Dans un cas comme dans l'autre, ce travail aboutit sur la confection de récits qui se caractérisent par la *valorisation des controverses* et la *symétrisation des entités* (humaines et non-humaines) qui y prennent part, et des solutions (des théories ou des politiques) qui en résultent.

La pertinence de ce rapprochement est indéniable. Pourtant, il serait erroné d'en déduire qu'il existe une solution de continuité qui mène sans coup férir des laboratoires aux espaces publics démocratiques. Au contraire, le modèle latourien a été passablement chahuté au cours du voyage qui l'a mené des uns aux autres. Les paragraphes qui suivent ne dresseront pas un inventaire exhaustif de tous les ajustements qu'il a subis. Ils se contenteront de signaler que ce trajet a radicalement transformé le statut et la portée des *controverses* et du *principe de symétrie*. Ils indiqueront ainsi comment des *consignes méthodologiques* pour l'étude de « la science telle qu'elle se fait » (Callon & Latour, 1998) sont devenues des *mots d'ordre politiques* pour la composition d'une démocratie dialogique.

9.3.1 Controverses et symétrie : des règles de méthode pour étudier la science en action

Dans ses grandes lignes, l'argument d'*Agir dans un monde incertain* pourrait être caractérisé comme une tentative de faire entrer la science et la technique en démocratie. Pour y parvenir, ses auteurs procèdent à deux opérations complémentaires. D'une part, ils abordent les *technosciences* par le biais de *controverses* polarisées à leur sujet. Afin de les retracer, ils composent des trames narratives qui valorisent les événements et les interventions qui soulignent les enjeux normatifs et politiques associés aux faits scientifiques et aux inventions techniques. D'autre part, ils racontent les développements de ces débats sous une forme qui *symétrise* les diverses prises de position qui les animent. Ils s'efforcent en particulier d'élaborer des descriptions qui accordent une pertinence équivalente aux interventions des experts et des profanes.

Cette manière de procéder plonge ses racines aux origines de la « théorie de l'acteur-réseau », dans les recherches que Bruno Latour a consacrées à la « vie de laboratoire » (Latour & Woolgar, 1988 [1979]) ou aux recherches de Louis Pasteur (Latour 2001 [1984]). Afin de mener à bien ces enquêtes empiriques, Bruno Latour a mobilisé les controverses et le principe de symétrie au titre d'*instruments méthodologiques*. Il en a fait des « ouvre-boîtes noires » qui lui ont permis d'étudier des faits et l'ensemble des entités engagées dans leur production, sans jamais statuer sur la validité des premiers, ni évaluer les prestations des secondes.

Bruno Latour a très explicitement affirmé que l'étude de la « science en action » implique de retracer *les controverses* scientifiques et techniques au cours desquelles les faits et les machines sont composés et éprouvés. Il a même présenté cette manière de procéder comme sa première « *règle de méthode* » (Latour, 1995 [1989] : 627) :

Nous étudions la science *en action* et non la science faite : soit que nous arrivions avant que les faits ou les machines soient transformés en boîtes noires, soit que nous suivions les controverses qui permettent de les rouvrir.

Dans cette perspective, la science en train de se faire n'est donc composée ni de faits ni de machines, mais de *controverses*. En conséquence, analyser les pratiques scientifiques, c'est observer et décrire comment celles-ci se développent, de leur lancement à leur règlement. « Suivre les controverses » est donc une instruction de méthode décisive, qui oriente l'ensemble du travail de recherche, de la collecte de données à la présentation des

résultats. Elle trace un chemin qui se faufile dans les coulisses des faits et des machines. Elle conduit directement aux espaces dans lesquels les produits de la science ne sont pas encore tenus pour acquis, et leur composition est encore débattue avec acharnement.

La valorisation des controverses constitue donc le passe-partout qui permet au sociologue de s'immiscer dans le monde des pratiques scientifiques et techniques. Cependant, cette consigne ne garantit pas à elle seule l'élaboration d'histoires qui retracent les pratiques effectives déployées dans les laboratoires et les bureaux d'ingénieurs. En effet, cette conduite narrative reste menacée par une forme retorse de déterminisme rétrospectif, qui consiste à raconter les histoires à rebours, c'est-à-dire à prendre l'aboutissement des controverses comme point de départ du récit qui en rend compte. De telles narrations se caractérisent par deux traits complémentaires. D'une part, elles accordent un surcroît d'attention aux *solutions qui se sont finalement imposées*, alors même qu'elles n'étaient pas nécessairement plus crédibles que les alternatives qui leur étaient opposées au moment de leur formulation. D'autre part, elles mettent systématiquement en évidence le rôle déterminant des *personnages dont les solutions ont finalement été retenues*, au détriment de ceux dont les interventions ont été écartées puis oubliées. En conséquence, de tels récits mobilisent implicitement les qualités intrinsèques des faits et des machines pour expliquer leur efficacité. Ce faisant, ils n'analysent plus les pratiques technoscientifiques, mais se placent sur leur terrain, pour déterminer à leur place la validité des énoncés scientifiques et pour attribuer la paternité des inventions techniques. Il ne suffit donc pas de « suivre les controverses » pour se prémunir contre la tendance à tenir les boîtes noires pour acquises. Il faut encore placer leur mise en récit dans la perspective d'un *principe de symétrie*. Celui-ci consiste à attribuer une attention équivalente à toutes les explications et toutes les solutions envisagées au fil d'une controverse, et à traiter de manière équivalente tous les acteurs qui s'y sont engagés. Bruno Latour insiste lourdement sur ce point, auquel il consacre plusieurs « *règles de méthode* » (cf. les règles 2, 3 et 4, in idem : 627-628).

La sociologie des sciences et des techniques développée par Bruno Latour se caractérise donc au croisement de deux règles de méthode, consistant à *suivre les controverses* et à *en établir une histoire symétrique*. Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthes adoptent ces consignes pour l'étude des controverses socio-techniques. Par extension, leur ouvrage explore une démarche d'analyse qui surmonte de nombreuses difficultés, sur lesquelles la sociologie des problèmes publics bute régulièrement. Leur approche permet en effet d'étudier comment des *relations causales* sont établies et comment des *responsabilités* sont attribuées, sans pour autant statuer sur leur validité ou leur pertinence.

Dans le cas particulier « des fonds juifs et de l'or nazi », l'enquête pourrait s'inspirer de cette approche pour interroger l'issue de la controverse. Concrètement, il conviendrait de considérer le règlement du problème – c'est-à-dire la signature de l'accord global – comme une « boîte noire », que l'analyse devrait s'efforcer d'ouvrir. Dans cette perspective, ce dénouement ne devrait pas être considéré comme une *conséquence* de ce qui s'est passé durant la Seconde Guerre mondiale en Suisse. Au contraire, il devrait – au même titre que les conclusions de toutes les controverses scientifiques ou politiques – être examiné comme une *cause* qui a rétrospectivement déterminé la situation dans laquelle il est intervenu. D'une part, l'accord global a *établi un état du monde possible* en fixant une version du passé historique. Sa mise en œuvre a donc déterminé l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, dont elle se présente rétrospectivement comme la conséquence. D'autre part, la signature de cet accord a *composé un collectif associé à cette histoire*. En effet, elle a attribué les responsabilités qui découlaient du passé, donnant ainsi forme aux publics helvétiques du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

Synthèse du paragraphe 9.3.1

Les principes de controverse et de symétrie, fondateurs de la sociologie des sciences et des techniques, esquissent une piste stimulante pour examiner les procédures de problématisation et de publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi ». Ils permettent d'ouvrir la « boîte noire » de l'accord global, afin de retracer les processus de sa mise en forme, de mettre en évidence les multiples interventions qui y ont contribué, et de montrer comment elles ont composé le réseau des entités humaines et non-humaines qui y ont participé.

9.3.2 Controverse et symétrie : des mots d'ordre pour faire entrer la nature en démocratie

En tant que règles de méthode, les principes de controverse et de symétrie permettent d'analyser les sciences et les techniques sans s'impliquer à l'égard des *faits* qu'elles établissent, des machines qu'elles composent ou des *responsabilités* qu'elles attribuent. Par contre, au fil des pages d'*Agir dans un monde incertain*, les controverses et la symétrie sont convoquées pour mettre en évidence les apports des profanes et des citoyens ordinaires face à des enjeux techniques, dont l'élucidation est habituellement réservée aux spécialistes. Elles y font donc plutôt figure de mots d'ordre en faveur d'une démocratie dialogique, opposée à la démocratie délégative. En conséquence, elles sous-tendent une *prise de position* érigée contre toute délimitation stricte entre l'établissement *scientifique* des faits et la discussion *politique* des valeurs.

Une critique superficielle pourrait reprocher à Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe d'avoir subverti les instruments méthodologiques de la théorie de l'acteur-réseau, pour en faire les fondements d'un travail politique. Une telle lecture perdrait cependant de vue que Bruno Latour s'est toujours efforcé d'indiquer la portée politique de sa sociologie des sciences³⁴. Pour ma part, je suggérerai que la valorisation des controverses et la promotion de la symétrie ne revêtent ni la même signification ni la même portée au sujet des controverses scientifiques et lorsqu'elles concernent des débats publics. Autrement dit, je m'efforcerai de montrer que la controverse et la symétrie font figure de prises de position politiques, sitôt qu'elles sont extirpées des laboratoires pour être appliquées aux espaces publics démocratiques. Ainsi, je proposerai de considérer que la transformation de ces *principes méthodologiques* en *mots d'ordre politiques* ne traduit pas une inflexion de la théorie de l'acteur-réseau. Par contre, elle éclaire les organisations et les orientations distinctes qui caractérisent le *champ scientifique* et les *espaces publics démocratiques*. Afin d'étayer cet argument, je m'arrêterai quelques instants sur la tournure qu'ont pris les travaux de Bruno Latour, sitôt qu'ils se sont dégagés de la sociologie des sciences pour s'étendre au domaine de l'écologie politique.

Dès les « Remerciements » placés en ouverture de leur ouvrage, les auteurs d'*Agir dans un monde incertain* renvoient la paternité de leur réflexion aux *Politiques de la nature*

³⁴ Dans sa nouvelle préface à *La science en action*, Bruno Latour indique que l'épistémologie de la rupture, ébranlée par ses études empiriques, est étroitement liée à la constitution de l'État français (Latour, 1995 : 12). Cette épistémologie – qu'il associe à Gaston Bachelard, Georges Canguilhem et Pierre Bourdieu – conçoit la rationalité comme un mouvement qui « s'arrache chaque jour à ses déterminations sociales, locales et contingentes, à l'influence pernicieuse de l'idéologie. Le sort de l'État lui-même en dépend, de cet État français qui lui aussi s'extrait par un effort toujours renouvelé du jeu des contingences locales, des lobbies partiels, des intérêts particuliers afin de rédiger des lois politiques qui auraient la même universalité que les lois scientifiques et techniques. Grâce à l'ascèse de l'épistémologie, la contingence devient nécessité, les déterminations sociales deviennent raison, la politique devient science ou du moins technocratie, le simple Hexagone devient État universel ».

de Bruno Latour (1999)³⁵. Cet ouvrage, explicitement conçu comme un essai sur l'écologie politique, s'efforce de frayer un chemin permettant de « *faire entrer la nature en démocratie* ». Pour y parvenir, affirme Bruno Latour, il convient d'ouvrir une vaste controverse publique, de manière à remettre en question les principes de la démocratie délégative. Plus précisément, il interroge le grand partage que cette dernière érige entre deux modes de gestion et de représentation : celui de la *société* qui est assuré par des élus politiques ; celui de la *nature* qui est confié à des scientifiques, qui agissent en dehors de tout contrôle démocratique. Il s'agit donc de mettre à l'épreuve cette *constitution* qui établit un collectif à deux chambres séparées – nature et société – sur la base de la distinction entre d'un côté les *valeurs* subjectives et discutables et, de l'autre, les *faits* objectifs et indiscutables. Autrement dit, l'entrée de la nature en démocratie ne peut découler que d'une *symétrisation* de l'épistémologie et du politique. Concrètement, elle implique la remise en question fondamentale de la distinction entre subjectivité et objectivité, ce qui se traduit politiquement par la convocation d'un collectif laissant place à la fois aux sujets et aux objets.

En conséquence, Bruno Latour estime que la seule voie praticable pour élaborer un monde commun, consiste à adopter la symétrie en tant que *principe de composition des collectifs politiques*. Concrètement, il propose de considérer que ces collectifs devraient être indifféremment composés d'humains et de non-humains, tous capables de siéger au titre de citoyens. Selon lui, cette opération peut être réalisée à condition de procéder à trois partages de capacités. Le premier concerne la *parole* qu'il convient de redistribuer entre les humains et les non-humains, en apprenant à douter de leurs porte-parole respectifs (*i.e.* des élus et des scientifiques). Le deuxième concerne la *capacité d'action* qui mérite d'être attribuée exclusivement à des associations d'humains et de non-humains. Cette double mise en cause débouche sur un troisième partage, concernant cette fois-ci la définition même de ces sujets de parole et d'action.

La grande division entre société et nature a érigé la distinction entre les *sujets* et les *objets*, qualifiés par des rôles et des compétences répartis symétriquement. Aux premiers sont associées la parole, l'action et la liberté. Les seconds au contraire sont caractérisés par leur mutisme, leur passivité et leur nécessité. Cette dissymétrie des sujets et des objets les enrôle dans une guerre civile permanente. Considérés comme des entités incommensurables, situées dans des mondes distincts et incompatibles, les sujets et les objets apparaissent comme autant de menaces réciproques. D'un côté, des barrières sont érigées pour résister à la réification des sujets, ou à l'objectivation des subjectivités. De l'autre, des mesures défensives sont adoptées afin d'extirper les objets de la construction sociale, et de préserver les lois de la nature contre la subjectivité humaine. Autrement dit, la répartition des rôles entre la liberté des sujets et la nécessité des objets est toujours susceptible d'être mobilisée, « *soit pour flétrir la nature et élever l'homme, soit pour glorifier la nature et rabaisser l'homme* » (idem : 122).

Pour en finir avec cette constitution polémique, Bruno Latour propose un échange de bons procédés, aux termes duquel les anciens adversaires s'attribueraient mutuellement les qualités qui leur sont les plus chères. Les sujets pourraient ainsi renoncer au monopole qu'ils exercent sur la parole et l'action. Réciproquement, les objets pourraient concéder aux sujets quelque chose qui soit de l'ordre de cette réalité que l'on dit « objective ». Afin d'y parvenir, il conviendrait de dissocier les notions de « réalité extérieure » et de « nécessité indiscutable », qui avaient été fusionnées sous les auspices d'une « nature » rigoureusement distinguée de la « société » (idem : 119-120) :

³⁵ « [C]omment ne pas dire tout ce que nous devons à l'œuvre stimulante de Bruno Latour. Ce livre est un écho à ses *Politiques de la nature* [...] » (Callon et al., 2001 : 10).

[A]fin de pouvoir la répartir également entre tous les « citoyens » humains et non-humains[, n]ous allons donc associer la notion de réalité extérieure *avec la surprise et l'événement*, plutôt qu'avec le simple « être-là » de la tradition guerrière, la présence butée des *matters of fact* ».

Il apparaîtrait alors que les humains et les non-humains manifestent une *réalité commune* : ils partagent la propriété de faire « irruption de façon surprenante, *en allongeant la liste de ceux qu'il faut prendre en compte* » (idem : 120). Plus encore, les uns et les autres agissent, en ce sens qu'ils s'érigent régulièrement comme des obstacles et des scandales, dont l'activité principale consiste à suspendre la maîtrise, à s'opposer à la domination, à interrompre la clôture et la composition du collectif (idem : 122) :

Pour le dire en termes vulgaires, les acteurs humains et non-humains apparaissent d'abord comme des gêneurs. C'est par la notion de *récalcitrance* qu'il convient surtout de définir leur action. Croire que les non-humains se définissent par la stricte obéissance aux lois de la causalité, c'est n'avoir jamais suivi le lent montage d'une expérience au laboratoire. Croire à l'inverse que les humains se définissent d'emblée par la liberté, c'est n'avoir jamais mesuré la facilité avec laquelle ils se taisent et obéissent, la connivence qu'ils ont pour ce rôle d'objet auquel on veut si souvent les réduire.

Ainsi, dans les *Politiques de la nature*, Bruno Latour n'invoque pas la *controverse* et la *symétrie* en tant que consignes méthodologiques. Il en fait des *principes d'action politique*, seuls à même de faire entrer la science et la nature en démocratie. Selon lui, leur mise en œuvre romprait avec la Constitution polarisée jusqu'alors autour de la distinction polémique entre d'un côté la nature, la science et les faits et, de l'autre, la société, la politique et les valeurs. Elle composerait au contraire un *monde commun* dans lequel les humains et les non-humains seraient caractérisés symétriquement, parce que réciproquement dotés des capacités de parole et d'action, manifestées par leurs irruptions surprenantes et récalcitrantes.

Il n'est sans doute pas nécessaire d'insister ici sur le caractère décapant de l'argument de Bruno Latour, qui bouleverse nos habitudes de pensée dans les domaines de l'épistémologie et du politique. Je ne m'arrêterai d'ailleurs même pas sur la pertinence et la légitimité de cette mise en équivalence des humains et des non-humains³⁶. Je ne retiendrai de cet exemple radical que deux observations qui me permettront de préciser les convergences et les divergences de mon analyse avec la théorie de l'acteur-réseau.

Ma première remarque doit beaucoup à la rigueur dont fait preuve Bruno Latour. Il tire en effet explicitement, et jusqu'à leur extrême limite, toutes les conséquences *politiques* de la critique épistémologique portée par sa sociologie des technosciences. En conséquence, son raisonnement a l'avantage de rendre particulièrement sensible la transformation radicale que subit le principe de symétrie sitôt qu'il n'est plus mobilisé uniquement en tant que consigne méthodologique, mais également en tant que fondement d'une action politique. C'est une chose d'inviter les sociologues à prendre en considération, au même titre, toutes les entités méconnues qui sont intervenues dans les découvertes de Louis Pasteur ou au cours de la composition du moteur Diesel. Comme en témoignent les controverses soulevées par ses *Politiques de la nature*, c'est autre chose d'appeler à l'élaboration d'une « Constitution symétrique » et d'affirmer qu'elle seule serait à même d'assurer la démocratisation de la science.

³⁶ Une discussion serrée et vigoureuse de cette position a été présentée dans le n°17 de la *Revue du MAUSS* (2001), qui rassemble les critiques acérées d'Alain Caillé (idem : 94-116) et de Frédéric Vandenberghe (idem : 117-136), ainsi qu'une véhémente « réponse aux objections » signée Bruno Latour (idem : 137-151), auquel Alain Caillé a encore tenu à répondre brièvement (idem : 151-152).

Ma seconde observation consiste à suggérer que ce n'est pas par hasard que la symétrie invoquée par Bruno Latour change de portée et de signification précisément au moment où il déplace son attention des laboratoires aux espaces publics démocratiques. En effet, il est frappant de constater qu'à l'appui de sa définition symétrique des acteurs humains et non-humains comme acteurs réels et récalcitrants, il convoque des leçons issues de crises sanitaires et écologiques. Or, c'est précisément lorsqu'il évoque ces phénomènes – qui, dans une autre terminologie pourraient être considérés comme des « problèmes publics » – que son propos renonce aux consignes méthodologiques pour passer explicitement dans le registre du programme d'action politique (idem : 120-121)³⁷ :

[L]es crises écologiques et sanitaires [...] se repèrent par l'ignorance des connexions entre les acteurs et par l'impossibilité soudaine de les sommer. La véritable vertu de l'écologie militante, c'est la surprise toujours recommencée de voir un nouvel acteur, humain ou non-humain, faire irruption dans le cours d'action, quand on l'attendait le moins. La forme définitive de l'humain, la composition inéluctable de la nature, c'est justement ce qui lui échappe le plus. L'écologie politique ne peut répartir une fois pour toutes ni la liberté, ni la nécessité ; elle ne peut sûrement pas décider d'avance que la nature possèdera toute la nécessité et l'humanité toute la liberté. Elle se trouve *engagée dans une expérience* au cours de laquelle les acteurs, pendant l'épreuve, essaient de se relier les uns aux autres ou de se passer les uns des autres. [...] S'il fallait coudre une maxime sur le drapeau de l'écologie politique, ce ne serait pas, comme le croient encore certains de ses militants, la formule lapidaire « Protégeons la nature ! », mais une autre, beaucoup mieux adaptée aux surprises continuelles de sa pratique : « Nul ne sait ce que peut un environnement... »

Comme je l'ai déjà signalé, *Agir dans un monde incertain* est tout entier organisé dans le prolongement de cette acception politique de la *controverses* et de la *symétrie*. Au fil de cet essai, ces principes ne sont pas traités comme des consignes méthodologiques, mais comme des normes d'action politique. Il en va par exemple ainsi lorsque les auteurs affirment qu'ils considèrent « que les controverses constituent un enrichissement de la démocratie » (Callon et al., 2001 : 49). Dans cette perspective, les controverses et le principe de symétrie ne sont donc pas seulement des ressources pour l'analyse sociologique. Il s'agit également de *moyens d'action politique*, privilégiés pour promouvoir la « démocratie dialogique ». L'avènement de cette dernière implique alors de retravailler les frontières séparant les scientifiques des profanes, et les élus des citoyens ordinaires, de manière à ce que les apports des uns et des autres soient pris en compte au même titre, dans le cadre des controverses socio-techniques.

9.3.3 Une sociologie empirique des épreuves de vérité et de justice

Le travail de Bruno Latour est riche d'enseignements pour l'analyse des enjeux scientifiques et politiques et pour l'étude des modalités de leur articulation. En ce sens, il y a évidemment tout ce que Bruno Latour a explicitement *dit* à ce sujet, que ce soit au fil de ses études de sociologie des sciences ou, plus récemment, à l'occasion de ses prises de position en faveur d'une démocratie procédurale. Plus implicitement, la trajectoire même de son œuvre éclaire l'organisation, la segmentation et l'articulation des champs scientifiques et des espaces publics démocratiques. Sur ce plan, il est particulièrement édifiant de suivre la trajectoire au cours de laquelle ses consignes méthodologiques se sont transformées en mots d'ordre politique.

Le programme de sociologie des sciences développé par Bruno Latour a eu des effets décapants. En prenant pour objet la « science en action », il a renversé le postulat qui

³⁷ Dans un texte ultérieur, Bruno Latour s'est engagé dans ces controverses en présentant les sept « chantiers » qui devraient, selon lui, orienter l'écologie politique sur la voie d'une « démocratie procédurale » (Latour, 2002).

voudrait que les *faits scientifiques* soient les conséquences de *loi de la nature* préexistantes. Ce qui revenait à dire que l'analyse empirique des pratiques scientifiques permettait d'observer comment la *nature* est constituée et dotée d'un *ordre* distinct et indépendant de l'*organisation sociale* et de son cortège d'enjeux normatifs et politiques. Ses travaux ont ainsi mis en évidence le caractère éminemment controversé des faits, établissant à terme un parallèle entre le travail scientifique et les activités politiques (Callon, 2003 : 201-202) :

Les chercheurs en STS³⁸ ont tous été frappés par l'étonnante similitude des répertoires utilisés en sciences et en politique ainsi que par les échanges constants de termes entre ces deux mondes. L'ANT[³⁹] par exemple a mis au centre de sa démarche la symétrie des porte-parole : d'un côté ceux qui parlent au nom des coquilles Saint-Jacques, des microbes, des rats, des étoiles, des quarks ou des neutrinos ; de l'autre côté les représentants des travailleurs, des électeurs, de la base syndicale, qui expriment les intérêts et la volonté de leurs mandants. D'un côté les chercheurs, de l'autre, les politiciens, les responsables d'ONG, de syndicats ou d'associations.

La fécondité de ce programme est indéniable pour orienter des recherches visant à retracer le déroulement des activités scientifiques. La symétrie, établie entre la science et le politique autour de la notion de représentation, souligne que la distinction entre les activités scientifiques et le travail politique n'est pas établie une fois pour toutes. Ce qui revient à dire qu'elle est activement produite par les chercheurs et les politiciens, et donc qu'elle peut être l'objet d'études empiriques. Pour ma part, je m'accorde parfaitement avec cette perspective, tant et aussi longtemps qu'elle ne revient pas à *affirmer une équivalence de principe* entre la science et le politique. Dans le cas « des fonds juifs et de l'or nazi », cette consigne incite à se demander comment certaines opérations techniques et certaines recherches scientifiques ont été préservées des controverses politiques, tandis que d'autres ont polarisé des débats publics. Concrètement, il s'agirait par exemple de se demander par quelles procédures les banquiers ont tenu les recherches des « fonds en déshérence » et de leurs titulaires à l'écart des débats publics et médiatiques. A l'inverse, il deviendrait ainsi possible de retracer la trajectoire au cours de laquelle les recherches historiographiques de la Commission Indépendante d'Experts ont communément été interprétées comme des prises de positions politiques.

Or, ces questions *ne se posent plus* sitôt que la controverse et la symétrie sont posées en tant que mots d'ordre politiques. Dès lors, il n'est plus question de se demander comment se distinguent ou s'articulent pratiquement le savant et le politique. Il s'agit au contraire d'*affirmer* que les activités des scientifiques et des hommes politiques sont unies par une solution de continuité, voire même d'estimer qu'il est souhaitable qu'il en aille ainsi. Telle a été la tournure du discours de Bruno Latour sitôt qu'il s'est détourné de ses recherches empiriques consacrées aux pratiques scientifiques, pour s'intéresser aux crises écologiques et sanitaires. Il en a tiré des textes spéculatifs, dans lesquels il a redéfini la *symétrie* comme le fondement d'une conception relativiste de l'ordre social, prônée en tant que principe indissociablement scientifique et politique (Latour, 1995 : 15). En érigeant la posture relativiste en tant que principe scientifique, politique et moral, Bruno Latour a rompu avec son programme de recherches empiriques. Au lieu d'interroger les modalités de distinction ou d'articulation des activités scientifiques et politiques, il a établi entre elles une solution de continuité. En les rassemblant sous le chapeau du relativisme, il a renoncé

³⁸ Le domaine STS rassemble tous les travaux consacrés à l'analyse des rapports entre sciences, techniques et sociétés.

³⁹ Acronyme anglophone de *Actor-Network Theory*, c'est-à-dire la théorie de l'acteur-réseau.

à l'étude des procédures par lesquelles elles se distinguent et s'articulent, pour prescrire leur mise en équivalence (voire leur assimilation).

Mon analyse se séparera nettement de la théorie de l'acteur-réseau sur ce point précis. Mon enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi » n'aura pas vocation à prescrire quelles *devraient* être les relations entre les opérations comptables des banquiers, les pratiques historiographiques de la Commission Indépendante d'Experts et l'orientation des controverses politiques menées à ce sujet. Ainsi, je ne suivrai pas Bruno Latour, Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe lorsqu'ils appellent à « faire entrer la science et la technique en démocratie ». Le principe de symétrie qu'ils défendent attaque toutes les barrières érigées entre la science confinée et les débats publics, entre les faits scientifiques et les valeurs politiques, entre les experts et les profanes, ou entre les scientifiques et les citoyens ordinaires. En la matière, leur démarche se fait prescriptive. Ils prônent en effet une mise en cause radicale de ces délimitations, afin de favoriser la participation des profanes et des citoyens ordinaires à toutes les étapes des enquêtes scientifiques. Pour ma part, j'entends pratiquer une sociologie empirique. Or, l'application d'une telle démarche à l'analyse des problèmes publics soulève des problèmes normatifs, desquels je tiens à ne pas me défaire.

Analyser les dénis de réalité et les dénis de justice au cours des controverses publiques

Dans ses grandes lignes, la position des tenants de la théorie de l'acteur-réseau pourrait être synthétisée comme une critique de la démocratie délégative et une promotion de la « démocratie dialogique ». Pour aller vite, cette dernière se caractériserait notamment par sa capacité à faire participer les profanes, les citoyens ordinaires ainsi que leurs alliés non-humains à toutes les étapes des investigations techniques et scientifiques. Cet argument consiste donc à dire qu'aucune raison ne justifie que les activités scientifiques échappent au regard du public, et que leurs résultats soient soustraits au libre débat démocratique. N'ayant jamais conduit d'enquête au sujet d'une controverse socio-technique, il m'est impossible de confirmer ou d'infirmer les bénéfices escomptés d'un tel dispositif dans ce domaine. En revanche, mon analyse « des fonds juifs et de l'or nazi » m'incite à considérer que cette perspective n'est pas mécaniquement extensible à tous les débats publics. Pour illustrer ce point, je ne prendrai qu'un exemple.

Au cours de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi », une part déterminante de l'enquête a été déléguée à une Commission Indépendante d'Experts (CIE). Celle-ci a notamment été chargée de déterminer quel rôle la Suisse a joué dans le commerce d'or entretenu par la *Reichsbank* et dans le destin des réfugiés qui ont été assassinés par les nazis après avoir été refoulés à la frontière helvétique. Pour apporter des réponses à ces questions, la CIE a déployé des recherches sophistiquées, dont les résultats ont été présentés dans des rapports extrêmement techniques. Il en est principalement ressorti, d'une part, qu'en entretenant des relations commerciales avec la *Reichsbank* jusqu'aux derniers mois de la guerre, la Suisse avait acquis de l'or volé aux pays occupés, aux juifs allemands soumis aux lois raciales et aux victimes des camps de concentration et d'extermination (CIE, 1998). D'autre part, ces recherches ont révélé que la décision des autorités helvétiques de fermer les frontières aux réfugiés juifs avait indirectement causé la mort de plusieurs dizaines de milliers d'entre eux (CIE, 1999).

Dans le cadre du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », ces résultats ont soulevé d'intenses controverses publiques. Celles-ci ont été animées par les réactions des partis politiques et par l'indignation exprimée par des profanes, en particulier par des témoins de l'époque. En leur nom, des lettres de lecteurs et des ouvrages se sont insurgés contre les résultats de recherches historiques jugées partiales. Dans la perspective d'une « démocratie dialogique », il y aurait tout lieu de se réjouir de cette participation des profanes et des

citoyens ordinaires à une controverse historique. Cependant, dans ce cas particulier, les travaux des historiens ont été accueillis par une levée de boucliers, de telle sorte que le débat a débouché sur une délégitimation radicale des résultats des recherches et de leurs auteurs. A tel point qu'il est devenu ordinaire de traiter la version de l'histoire suisse établie par la CIE comme la simple expression des options idéologiques de ses membres. A terme, ce processus a généralisé une dynamique du soupçon, qui a débouché sur une conception relativiste de l'histoire, communément considérée comme le produit, indéfiniment révisable, de manipulations politiques⁴⁰.

A lui seul, cet exemple n'invalide pas les réflexions déployées par les tenants de la théorie de l'acteur-réseau. En revanche, il montre que l'ouverture d'une recherche scientifique aux débats publics et à la participation des profanes et des citoyens ordinaires ne garantit pas, à lui seul, l'émergence d'une démocratie dialogique. Dans ce cas particulier, la large participation des profanes et des citoyens ordinaires aux recherches historiques a débouché sur des attaques *ad hominem*, sur une mise en cause radicale de la vérité historique et sur une généralisation de la dynamique du soupçon, incompatibles avec les principes normatifs fondateurs d'un espace public démocratique⁴¹. Pour éclairer ces phénomènes, les notions de controverse et de symétrie – posées en tant que principes d'action politique – ne sont d'aucun secours. En revanche, les travaux explicitement inscrits dans la filiation de la phénoménologie arendtienne des espaces publics sont particulièrement éclairants⁴².

*L'implication et la responsabilité de la Suisse au sujet de la Seconde Guerre mondiale*⁴³

Au cours de son analyse consacrée aux « *conditions sociales de l'attestation personnelle* », Renaud Dulong a consacré de très belles pages à la fragilité du « *diseur de vérité dans l'espace public* » (Dulong, 1998 : 117-138). Au fil de sa méditation, il fait progressivement émerger la vulnérabilité des vérités énoncées dans des espaces publics démocratiques, dont l'organisation est fondée sur la liberté d'opiner (idem : 131-132) :

Un énoncé factuel – même sans attestation biographique – interrompt l'échange discursif, impose une autorité extérieure, dissymétrise les places et les positions. Le silence succédant en général à une affirmation, l'impossibilité de répliquer à un rappel des faits, l'inconvenance de l'argument d'autorité, sont autant d'illustrations empiriques de cette rupture du processus discursif. Le pouvoir coercitif de la vérité entrave en surface le libre jeu du pluralisme dans le champ politique et néanmoins quelqu'un qui se sait détenteur d'un savoir est contraint de parler. Dans le cas des vérités factuelles – c'est ce qui explique fondamentalement que le témoin historique cause du scandale –, la règle de discursivité est en outre contrariée du fait que la contingence de l'évenementialité bloque la règle de transparence. [...]

Cette absence de nécessité intrinsèque rend fragile toute déclaration sur le passé. Elle fonde ontologiquement les manœuvres de dégradation de la vérité en opinion et explique le scepticisme affiché à l'égard des témoins et des documents. Plus grave, elle rend crédibles

⁴⁰ Cette dynamique a été évoquée au sujet de la trajectoire de Jean Ziegler (chapitre 3, *supra*).

⁴¹ Je ne m'arrêterai pas ici sur la problématique de la dégradation et de la dénégation identitaires. Ces questions ont en particulier été abordées par Axel Honneth (2000 [1992]). A ce sujet, voir notamment la synthèse présentée par Olivier Voirol (2003).

⁴² Hannah Arendt s'est intéressée aux relations entre vérité et politique à l'occasion des polémiques soulevées suite à la parution de son ouvrage *Eichmann à Jérusalem* (Arendt, 1997 [1963]). Elle en a tiré un essai, intitulé « Vérité et politique » (Arendt, 1972 [1963]) dont la première version est parue dans *The New Yorker*, qui avait déjà accueilli son reportage sur le procès Eichmann. Cette réflexion a été prolongée par un essai intitulé « Du mensonge en politique », consacré aux documents du Pentagone concernant la guerre du Viêt-nam (Arendt, 1972 [1969]).

⁴³ Dans ce travail, j'utilise le terme *implication* pour désigner les *épreuves de vérité* concernant le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Je le distingue de la notion de *responsabilité*, dont je me sers pour désigner les *épreuves de justice*, consacrées aux conséquences de ce passé pour la collectivité suisse contemporaine.

ceux qui revendiquent la liberté d'expression pour dissimuler la faiblesse de leurs arguments et imposer leur dogmatisme. Abusant de la confusion répandue entre connaissance et interprétation en histoire, le négationnisme se pare de libéralisme. Contrairement à ce que finit par laisser croire une certaine latitude d'écriture, le droit à la recherche n'autorise pas n'importe quelle hypothèse.

Posés en tant que fondements de l'action et de la régulation politiques, la *controverse* et la *symétrie* excluent et délégitiment, par principe, les énoncés factuels qui, par définition, « *interromp[ent] l'échange discursif* » et « *dissymétrisent les places et les positions* ». Une fois encore, ces réflexions n'affectent en aucun cas un programme de recherche qui, par rigueur méthodologique, s'efforce de mettre au jour les controverses qui peuvent surgir suite à un énoncé factuel. Une consigne de ce genre est même probablement indispensable pour toute recherche visant à retracer les mises à l'épreuve subies par les revendications de vérité et de justice, au cours desquelles s'élabore un monde partagé. Par contre, ces remarques interrogent profondément tout programme politique qui attaquerait fondamentalement la possibilité même de dire la vérité dans l'espace public, c'est-à-dire d'y clore des controverses et d'y instituer des dissymétries. A ce sujet, la conclusion de Renaud Dulong est catégorique. Dans le sillage d'Hannah Arendt, il estime que les tentatives de reconstruction, de réinterprétation, de révision voire de négation de l'histoire à des fins politiques sapent les fondements mêmes de l'espace public (idem : 132) :

L'espace public, en dépit de cette allergie [aux énoncés factuels], ne saurait se passer de la vérité en général, de chaque affirmation factuelle en particulier. Son fonctionnement requiert l'existence de faits connus en commun comme « le passé ». L'échange d'opinions a pour condition de possibilité l'arrière-plan d'une réalité irrécusable. Tel est le sol sur lequel s'arc-bouter pour bâtir, un corpus de certitudes partagées permet de débattre de points de vue opposés, et conditionne en outre la possibilité de réfléchir et d'agir ensemble.

Cette réflexion normative sur les espaces publics démocratiques renvoie aux travaux que Bruno Latour a consacrés à la « science en action ». Alors, son travail consistait précisément à observer et à décrire les procédures scientifiques au cours desquelles était bâti ce « *corpus de certitudes partagées* ». Sa démarche n'était pas normativement orientée vers l'ouverture des débats politiques et la prescription de leur symétrisation. Au contraire, elle était empiriquement tendue vers l'élucidation des modalités de la *clôture des controverses scientifiques* et de *stabilisation des explications* qui en sont issues. En conséquence, elle relatait l'établissement d'une *hiérarchie* entre les arguments invoqués au fil de son déroulement, impliquant une *dissymétrie* entre ses protagonistes (Latour, 1995 [1989] : 57-151)⁴⁴.

Le détour par la philosophie politique d'Hannah Arendt invite donc à revenir à une analyse empirique des épreuves au cours desquelles est établi un *monde commun*, fondement indispensable au libre échange des opinions. Ce programme de recherche oriente l'observation vers les procédures mises en œuvre pour élaborer, pour une collectivité, des versions factuelles de son environnement matériel, social ou historique⁴⁵.

⁴⁴ Ian Hacking propose une discussion nuancée de ces questions à la lumière de la controverse polarisée autour de la sédimentation des roches (Hacking, 2001 [1999] : 251-276).

⁴⁵ Dans le domaine de la recherche historique, ces questions ont été explorées par Michael Lynch et David Bogen au sujet de la retransmission télévisée des auditions d'Oliver North sur l'affaire « Iran-Contras », connue en Europe sous le nom *Irangate* (Bogen & Lynch, 1989 ; Lynch & Bogen, 1996 ; 1999). Cette analyse détaillée étudie les modalités pratiques d'établissement de la vérité historique pour une collectivité nationale. Ce travail souligne alors comment des pratiques – organisées autour de la « plausible deniability » – peuvent fragiliser toute tentative d'établir la vérité historique. Il montre ainsi que le relativisme historique est avant tout un accomplissement pratique, lequel peut être mis au service des politiques les plus conservatrices.

Il permet ainsi d'observer les procédures qui stabilisent des énoncés factuels, celles qui relancent des controverses, sans pour autant exclure la dénonciation des dénégations. Alain Cottureau insiste sur ce point pour souligner les relations constitutives qu'entretiennent les espaces publics avec le sens de la justice et le sens de la réalité sociale (Cottureau, 1999 : 160)⁴⁶ :

Pour aborder les « expériences de l'intolérable », une distinction s'impose d'emblée : l'intolérable porte-t-il sur une réalité reconnue, ou au contraire comporte-t-il un refus de réalité ? La distinction correspond à deux sortes d'expressions courantes, lors de la survenue de nouvelles contrariantes : d'une part l'expression « c'est pas normal ! c'est inadmissible ! », d'autre part l'exclamation « c'est pas vrai ! c'est pas possible ! ». D'un côté, « cela est, mais cela ne devrait pas être », de l'autre, « cela n'est pas possible, donc cela n'est pas ».

De la sorte peuvent être schématisés deux cas de figure de la récusation de ce qui arrive. Le second serait, en un sens élargi emprunté à Freud, une « dénégation » proprement dite de la réalité, une dénégation forte au point d'en refuser l'existence, tout en sachant quelque part qu'elle est, et qu'elle insiste. Le premier serait une topique de l'intolérable moral, où le réel est avoué pour être désavoué. Dans le domaine de la réalité sociale, ces deux topiques de l'intolérable peuvent s'exprimer aussi, en raccourci, par les deux termes donnés en titre : la première correspond au *déni de justice*, si l'on veut bien élargir à son sens littéral ou usuel ce terme juridique, – il s'agit alors d'une injustice aggravée jusqu'à défier un principe de justice, et pas seulement d'un acte jugé injustifié – ; et la seconde correspond au *déni de réalité* proprement dit.

Ce cheminement met en évidence un dilemme normatif auquel est confrontée toute analyse des réalités controversées dans les espaces publics démocratiques. D'un côté, une telle recherche devra élucider les modalités pratiques d'accomplissement de la liberté d'opinion. Elle devra donc s'attacher à retracer empiriquement la manière dont des discussions se nouent et se développent. Sur cet axe, elle pourra faire sienne les consignes méthodologiques de *controverse* et de *symétrie*, qui orientent l'attention vers toutes les récalcitrances, qui lancent des alertes, soulignent des aspérités, raniment les discussions et s'opposent à la clôture du débat. De l'autre côté cependant, cette même recherche devra également élucider l'établissement pratique des sens de la réalité et de la justice, indissociables de l'organisation d'un espace public démocratique. Il lui faudra donc retracer l'aboutissement des épreuves de vérité et de justice, c'est-à-dire observer et décrire comment une intrigue se dénoue, une enquête s'achève ou une controverse se clôt.

A ce point de la réflexion, il est possible de revenir à la réception qui a été réservée aux travaux de la CIE et d'éclairer, sous un angle nouveau, la complexité des enjeux normatifs qu'elle soulève. Dans ce cas particulier, une commission d'experts a été instituée par le Gouvernement et le Parlement helvétiques pour déterminer quel avait été le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Les principes méthodologiques de *controverse* et de *symétrie* permettent d'interroger ce mode d'établissement de la vérité historique. Cette procédure consistant à nommer une commission, dotée d'un accès privilégié aux sources, institue un débat historiographique nettement dissymétrique, dont sont d'emblée exclus non seulement les profanes, mais l'essentiel de la communauté scientifique. Cette mesure apparaît donc comme une *restriction* drastique du débat historiographique, ce qui incite à rechercher la trace des controverses soulevées par cette manière de procéder et des résistances qui lui ont été opposées. Cette piste permet alors

⁴⁶ Cette analyse de la justice et de la réalité est issue des recherches empiriques déployées par Alain Cottureau pour comprendre la vie normative sur les lieux de travail et son évolution au cours des deux derniers siècles (p.ex. Cottureau, 1987 ; 1988 ; 1995 ; 1996 ; 2003). La pertinence empirique d'une problématique des espaces publics, soucieuse prendre en considération les dénis de justice et les dénis de réalité, apparaît également à la lumière des travaux d'Isabelle Thireau sur le sens du juste en Chine (Thireau, 2001 ; Thireau & Wang, 2001 ; Thireau & Hua, 2003).

d'éclairer les nombreuses protestations émises par des chercheurs, mais également par des profanes, pour s'opposer à cette manière autoritaire et centralisatrice de concevoir la recherche historique. Sur ce fil conducteur, l'analyse peut alors retracer la dissipation progressive de ces oppositions, puis l'endossement ordinaire d'une conception absolutiste de l'histoire (cf. chapitre 7.2.3, 7.3 et 8.1, *supra*).

Pour sa part, la réception des travaux de cette commission pose des problèmes normatifs d'un autre ordre, non relatifs au lancement de la controverse, mais à sa clôture. Alain Cottureau propose d'analyser ces dénouements comme autant d'épreuves de réalité et de justice, entre lesquelles il introduit une distinction préliminaire. Celle-ci est particulièrement éclairante au sujet du sort qui a été réservé aux analyses de la CIE. Il est parfaitement légitime de considérer que, dans un espace public démocratique, les travaux d'une commission ne peuvent valoir en tant que vérité définitive. Cependant, une fois qu'un travail historiographique a été réalisé, le traiter comme une opinion, soumise à une libre discussion publique, revient à dénier la possibilité même d'établir un énoncé factuel sur le passé historique.

Sur ce point, les arguments de Renaud Dulong sont limpides : procéder de la sorte c'est saper les fondements mêmes de la publicité démocratique. Ceci revient, au nom de la liberté d'opinion, à la priver de l'arrière-plan factuel sur lequel elle repose. Dans cette perspective, il est parfaitement légitime de considérer que ces résultats devraient être soumis à une libre *controverse scientifique*. En ce sens, en décidant de ne pas mettre les archives de la Commission à la disposition de la communauté scientifique, le Conseil fédéral a réaffirmé sa conception absolutiste de l'histoire, laquelle soulève les enjeux normatifs mentionnés au paragraphe précédant. La question est cependant tout autre s'agissant de l'ouverture de cette discussion aux profanes et aux citoyens ordinaires. Une acception radicale de la symétrie et de la controverse en tant que principes politiques, pourrait suggérer que tout un chacun devrait pouvoir opposer son *opinion* aux *énoncés factuels* avancés par la Commission. A la lumière de la phénoménologie de l'espace public conduite dans le prolongement des travaux d'Hannah Arendt, cette dégradation du discours historiographique en opinion soulève de sérieux problèmes normatifs. En effet, cette opération occulte la charge normativement contraignante dont sont porteurs les énoncés qui prétendent dire la vérité du passé, en ce sens qu'ils ne peuvent être réfutés que par d'autres énoncés prétendant *de manière similaire* à la vérité⁴⁷. Faute de quoi, les réfutations dont ils sont l'objet tombent dans la catégorie des *dénis de réalité*.

La publication d'une recherche scientifique détermine *une situation irréversiblement orientée vers un mode de critique spécifique*. Ainsi, lorsque la CIE a présenté les résultats de ses travaux, elle a formulé des énoncés factuels. Ceux-ci prétendaient représenter fidèlement la quantité et l'origine de l'or volé que la *Reichsbank* a livré au cours de la guerre, ou le destin des requérants d'asile juifs, refoulés à la frontière suisse puis assassinés dans les camps d'extermination nazis. De telles affirmations ne sont pas sans conséquences pour la suite de la discussion. N'en déplaise aux tenants des principes politiques de *controverse* et de *symétrie*, elles instituent un *ordre* et une *hiérarchie* qui délimite à la fois les types de réponses qui peuvent leur être apportées et les acteurs susceptibles de les formuler⁴⁸. Certes, il est toujours possible de *réfuter* la validité de tels résultats. Une telle

⁴⁷ Paul Ricœur a explicitement mentionné ce point au sujet de la mémoire et de sa prétention d'être fidèle au passé : « Pour le dire brutalement, nous n'avons pas mieux que la mémoire pour signifier que quelque chose a eu lieu, est arrivé, s'est passé *avant* que nous déclarions nous en souvenir. Les faux témoignages [...] ne peuvent être démasqués que par une instance critique qui ne peut mieux faire que d'opposer des témoignages réputés plus fiables à ceux qui sont frappés de soupçon » (Ricœur, 2000 : 26).

⁴⁸ L'analyse de conversation a beaucoup insisté sur ces dynamiques d'organisation séquentielle des échanges, notamment en montrant comment un tour de parole peut instituer le choix du locuteur suivant. Rares sont les recherches en langue française qui proposent un éclairage sociologique sur l'analyse de

contestation ne peut cependant pas prendre n'importe quelle forme. Pour être reconnue comme valable, elle doit *répondre* aux énoncés contestés, c'est-à-dire dire se situer sur le même plan qu'eux. Une réplique pourrait donc par exemple présenter une version concurrente des faits, mettant à l'épreuve celle proposée par la CIE. Elle pourrait également indiquer une défaillance méthodologique, signaler une faute de calcul ou une erreur d'interprétation qui invaliderait la prétention à la vérité du premier énoncé. En d'autres termes, dès lors qu'un énoncé factuel est avancé dans un espace public démocratique, les répliques ne peuvent se prévaloir de la liberté d'opiner pour faire valoir leur légitimité. Ceci revient à dire que plus l'enquête avance, plus la situation est déterminée, et plus grandes sont les exigences qui pèsent sur ceux qui veulent prendre part à la controverse.

Ces remarques normatives ne valent pas en tant qu'analyses empiriques, mais comme consignes méthodologiques. En effet, il arrive bien souvent que des *opinions* soient reçues et traitées comme des objections valables pour répondre à des énoncés factuels. Ainsi, la réception médiatique des rapports de la CIE a, pour l'essentiel, été composée de réactions sollicitées avant même la publication des documents critiqués. Ainsi, des représentants politiques, des historiens ou des profanes ont été invités à donner leur avis au sujet des rapports de la CIE, alors même qu'il n'avaient pas pu en prendre connaissance, ni déployer le travail nécessaire pour répliquer sur le même registre. A la lumière des remarques qui précèdent, il est possible d'affirmer que la situation était alors déterminée de telle sorte que ces *opinions*, formulées pour répondre aux résultats des recherches de la Commission, étaient séquentiellement constituées comme des *dénis de réalité*⁴⁹. Le fait que ces prises de position aient communément été reconnues comme valables – *i.e.* qu'elles aient malgré tout passé l'épreuve de réalité – peut être considéré comme *révélateur* de l'organisation et du fonctionnement de l'espace public suisse, tel qu'il a été organisé et orienté au cours de cette controverse. De telles séquences confirment que ce dernier se caractérise par un rapport singulier à la vérité, du moins en ce qui concerne l'histoire suisse de la Seconde Guerre mondiale (cf. chapitre 8.2.1, *supra*).

Synthèse du paragraphe 9.3.3 : Le caractère empirique et normatif des espaces publics démocratiques

Ces quelques paragraphes ont souligné que les énoncés factuels restreignent normativement la *controverse* et la *symétrie*. En effet, ils instituent des *épreuves de vérité*, auxquelles il n'est possible de participer qu'à condition de remplir certaines conditions. Ceci ne veut cependant pas dire pour autant que de telles interventions imposent brutalement une clôture du débat. Comme le souligne Alain Cottureau, elles instituent simultanément une *épreuve de justice*. Ainsi, lorsque la CIE a annoncé que le dépôt de la *Reichsbank* auprès de la Banque nationale suisse à Berne avait accueilli 119,4914

conversation. Je me contente de mentionner ici quelques documents à partir desquels il est possible de composer une bibliographie plus complète. Tout d'abord, quelques volumes présentent un panorama d'ensemble : p.ex. Conein et al. (1990 et 1991) ; Barthélémy & al. (1999). Ensuite, quelques thèses et ouvrages fournissent des analyses de larges corpus ainsi que des pistes de discussion : Mondada (2000) ; Gonzalez-Martinez (2003). Enfin, quelques textes plus brefs permettent de découvrir la puissance analytique de ces études détaillées : p.ex. Bovet (2001 ; 2002 ; à paraître) ; Relieu (1993 ; 1999 ; 2002) ; Velkovska (2002).

⁴⁹ La dénégation est évidente dans le cas des opinions formulées pour *réfuter* les résultats de la CIE. Dans ces circonstances, ceci vaut cependant également pour les interventions formulées pour *valider* les résultats de la Commission. Ces prises de position constituent un cas particulier (non envisagé par Alain Cottureau) de *déni de réalité* dans la mesure où, sans contester le *contenu du propos*, elles dégradent également les résultats d'une recherche historiographique en opinion. *Ce qui revenait à invalider sa prétention à dire la vérité.*

kilogrammes d'or fin arraché aux victimes de l'Holocauste (CIE, 1998 : 51), elle n'a pas uniquement institué un questionnement bipolarisé en termes de vrai ou faux. Certes, une telle affirmation pouvait s'ouvrir sur une controverse scientifique autour de l'*implication* exacte de la Banque nationale suisse dans les transactions sur l'or avec la *Reichsbank*. Et ce débat pouvait déboucher sur la validation ou la falsification (complètes ou partielles) des résultats présentés par la CIE.

Mais la découverte de la présence d'or arraché aux victimes de l'Holocauste sous la place fédérale pouvait également susciter de l'indignation, de la colère ou donner lieu à des revendications. Autrement dit, une telle découverte pouvait également interroger la *responsabilité* de la collectivité suisse contemporaine et ouvrir un débat visant à déterminer ce qu'elle devait faire en pareilles circonstances. Alors que l'*épreuve de vérité* restreint graduellement le libre échange des opinions, celui-ci prévaut en revanche tout au long de l'*épreuve de justice*. Cependant, lors de la réception publique et médiatique des rapports de la CIE, le *déni de réalité* qui a été opposé à leurs résultats a court-circuité tout débat s'agissant des mesures à prendre pour réparer les torts causés aux personnes lésées. Ceci confirme empiriquement l'analyse de Renaud Dulong. Dans ce cas particulier, l'esquive d'une épreuve de vérité a enrayé la production du corpus de certitudes partagées, en l'absence duquel il s'est avéré impossible de débattre de points de vue opposés, de réfléchir et d'agir ensemble. Loin d'ouvrir le débat et de constituer l'amorce d'une démocratie dialogique, *les dénis de vérité interdisent l'exercice de la liberté d'opinion*.

Le détour par la philosophie politique arendtienne a mis en évidence le caractère empirique et normatif de l'espace public. Celui-ci se présente alors comme un terrain d'exploration et d'expérimentation d'un *pouvoir vivre ensemble*, déterminé au cours d'épreuves de vérité et de justice, qui conjuguent l'exigence de tester ce qui appartient au monde de l'action, et celle de le confronter au jugement public (Cottureau, 1999 : 176-177).

Cependant, [le concept d'espace public défini au croisement de cette double exigence] n'exprime pas un fonctionnement toujours effectif. Il correspond plutôt à des attentes et des exigences souvent déçues. S'agissant de l'espace public démocratique, on peut même dire que c'est la déception, et surtout l'insistance dans le temps de la déception, qui atteste de la réalité de ces exigences.

Cette définition de l'espace public ne peut donc en aucun cas être substituée aux recherches empiriques. Par contre, elle vaut comme une consigne méthodologique, qui assigne à ces dernières la tâche de retracer l'émergence, le déroulement et le dénouement des controverses publiques comme autant d'épreuves de vérité et de justice. Dans cette perspective, l'analyse des opérations de problématisation et de publicisation ne débouche pas seulement sur l'exploration des mondes possibles et la composition des collectifs. Elle s'ouvre également sur l'étude des épreuves de vérité et de justice auxquelles les uns et les autres sont soumis, c'est-à-dire sur l'élucidation de leur organisation normative. Cette approche dessine ainsi les contours d'une sociologie empirique des phénomènes moraux et politiques.

Il est dès lors possible d'envisager le dépassement des difficultés sur lesquelles ont longtemps buté les enquêtes sociologiques sitôt qu'elles abordaient le domaine des valeurs. Au fil de son histoire, la sociologie a apporté les solutions les plus diverses à l'articulation des faits et des valeurs. La tradition empiriste s'est longtemps efforcée de les distinguer méthodiquement, suivant en cela les procédures weberiennes chargées d'assurer la neutralité axiologique des recherches. La difficulté a cependant ressurgi sitôt qu'il est apparu que l'organisation et le déroulement d'innombrables activités sociales engagent leurs protagonistes à formuler des jugements de valeurs. Ainsi, confrontées au caractère

empirique et normatif des espaces publics, de nombreuses recherches se sont rabattues sur la dichotomie entre les jugements de faits et les jugements de valeurs. Certains travaux l'ont endossée, d'autres l'ont discutée, voire récusée. Quelle que soit la position qu'ils ont adoptée, les uns et les autres se sont faits forts de trancher la question du rapport que leur propos devait entretenir avec leur objet d'étude. Ce faisant, ils ont établi une épistémologie qui déterminait spéculativement comment devraient s'organiser les relations entre le « savant » et le « politique », au lieu d'étudier empiriquement leur organisation au fil de controverses, marquées par des épreuves de justice et de vérité.

Cette dynamique a notamment marqué la théorie de l'acteur-réseau. Tant et aussi longtemps que Bruno Latour étudiait la « science en action », il invoquait la *controverse* et la *symétrie* comme des règles de méthode. Ces notions ont acquis une signification et une portée nouvelles sitôt que Bruno Latour s'est aperçu que les controverses scientifiques n'organisaient pas uniquement la « vie de laboratoire » (Latour & Woolgar, 1988 [1977]), mais qu'elles polarisaient bien souvent la sphère publique et le monde politique. Lancées sur la piste des crises sanitaires et écologiques, les recherches de Bruno Latour sont progressivement entrées dans l'espace public. Saisies par son cortège d'épreuves de vérité et de justice, les principes de *controverse* et de *symétrie* sont alors apparus comme autant de *réponses* à des exigences normatives. Insensiblement, ces consignes méthodologiques se sont muées en mots d'ordre politiques, c'est-à-dire en *solutions* apportées à la question de relations que devraient entretenir le « savant » et le « politique ».

Dès lors, la notion de *représentation* ne s'est plus contentée de produire méthodiquement une analogie entre la recherche scientifique et le travail politique. Elle est devenue l'instrument d'une *revendication* permettant d'expliquer « *comment faire entrer les sciences en démocratie* ». Il en est ressorti une critique en règle de la démocratie *délégative* et des distinctions qu'elle érige entre les faits et les valeurs, la science et la politique, les experts et les profanes. En renfort de cette prise de position, les études consacrées aux crises écologiques et sanitaires ont alors été convoquées pour montrer comment les « cadres » traditionnels de la représentation politique et scientifiques étaient *débordés*. Ce qui a conduit à proposer de leur substituer des « *forums hybrides* » rassemblant les savants et les politiques, les experts et les profanes, les humains et les non-humains. Ainsi, après avoir orienté une sociologie des sciences et des techniques, la théorie de l'acteur-réseau a fondé une approche prescriptive de la « *démocratie dialogique* ». En conséquence, ce mode d'analyse ne peut plus être mobilisé au titre de *ressource* par une sociologie empirique des espaces publics démocratiques. Pour cette dernière, ces travaux sont devenus un *thème* de recherche possible. Autrement dit, elle peut désormais se donner pour tâche d'observer et de décrire quelle forme de « pouvoir vivre ensemble » est composée et préconisée par ces opérations qui tendent à faire primer les *épreuves de jugement* (i.e. la liberté d'opinion) sur les *épreuves de vérité* (i.e. la composition d'un corpus de certitudes partagées)⁵⁰.

9.4 Vers une analyse empirique de la politique en action

Cette remarque ne s'adresse pas exclusivement à la théorie de l'acteur-réseau. Elle vaut également pour la plupart des recherches qui ont pris pour objets de recherche des problèmes publics ou politiques. En effet, sitôt qu'une étude sociologique se confronte à de tels enjeux, elle s'engage elle-même dans l'espace public et se trouve à son tour soumise à

⁵⁰ La tradition ethnométhodologique est coutumière de l'opération consistant à ne pas considérer le corpus sociologique classique (appelé « analyse constructive ») en tant que *ressource*, pour la traiter comme un *thème* de recherche (p.ex. Sacks, 1993 [1963]). Le programme de l'ethnométhodologie et ses rapports avec la sociologie ont été reformulés récemment par Harold Garfinkel et Anne Warfield Rawls (Garfinkel, 1996 ; Rawls 1996 ; Garfinkel & Rawls 2002).

des épreuves *de vérité* et de *justice*. Lorsque des sociologues sont confrontés à de telles exigences, ils ne les prennent habituellement pas comme objets d'étude. Ils s'efforcent plutôt d'y répondre, notamment en définissant, en explicitant ou en justifiant la pertinence et la spécificité de leur discours. Le déploiement de ces routines discursives redécouvre, toujours à nouveau, le chemin balisé qui débouche sur l'alternative entre le « savant » et le « politique »⁵¹. Certes, rares sont les enquêtes récentes qui adoptent la perspective positiviste, qui établit une coupure nette et infranchissable entre ces deux termes. Les sociologues contemporains s'efforcent bien souvent de les articuler d'une manière ou d'une autre – généralement sans constater qu'ils mobilisent alors leur *thème* comme *ressource* d'analyse, c'est-à-dire qu'ils renoncent à la possibilité même de conduire une analyse empirique de la publicité démocratique.

9.4.1 *Faire entrer la science en démocratie ou imposer la science en politique*

Face aux épreuves de vérité et de justice soulevées par les controverses socio-techniques, Bruno Latour, Michel Callon et leurs collègues ont adopté une perspective relativiste, propre à faire entrer la science – c'est-à-dire également leur propre discours – en démocratie. Leur position conteste radicalement les prétentions dont se pare généralement l'expertise scientifique. Autrement dit, ils soumettent celle-ci aux règles de libre échange des opinions, ce qui revient à la *symétriser* avec la parole des profanes. Confronté à des exigences similaires au cours de ses nombreuses prises de positions dans l'espace public, Pierre Bourdieu a pour sa part explicitement proposé un mode d'articulation inverse du savant et du politique⁵². Son analyse l'a en effet conduit à estimer que l'essentiel n'est pas de soumettre la science aux règles du débat démocratique. Au contraire, il envisageait plutôt d'*imposer la science en politique*, de façon à s'opposer à la clôture du champ politique sur lui-même (p.ex. Bourdieu, 1998 ; 2000b ; 2001b ; 2002b). En conséquence, il est intervenu « *pour un savoir engagé* » (Bourdieu, 2001b : 33-41), appelant « *tous les chercheurs compétents à unir leurs efforts à ceux des responsables militants pour discuter et élaborer collectivement un ensemble d'analyses et de propositions de progrès [...]* » (idem : 12).

Ce programme d'action est fort éloigné des alliances d'humains et de non-humains, imaginées par Bruno Latour pour présider à la composition d'une nouvelle Constitution, censée mettre un terme au conflit opposant les lois de la nature et la subjectivité humaine. A l'inverse, Pierre Bourdieu a tenté d'instituer un nouveau *rapport de force* entre les faits et les opinions, c'est-à-dire entre les scientifiques et les politiques respectivement chargés de les représenter. Ainsi, il a explicitement appelé les savants à s'unir pour contrer le monopole exercé par les politiciens professionnels sur la définition et le traitement des enjeux politiques (Bourdieu, 2001b : 8-9) :

Il faut renouer aujourd'hui avec la tradition qui s'est affirmée au XIX^e siècle dans le champ scientifique et qui, refusant de laisser le monde aux forces aveugles de l'économie, voulait étendre à l'ensemble du monde social les valeurs d'un monde scientifique sans doute idéalisé. J'ai aussi conscience qu'en appelant, comme je le fais ici, les chercheurs à se

⁵¹ Cette dynamique approfondit un dilemme normatif insoluble, dont les termes ont été dégagés par Jean-Pierre Dupuy (2000 : 77 ; 79) : « N'est-il pas de la responsabilité de l'expert, lorsque le personnel politique travestit le compte rendu qu'il donne des contraintes de la réalité, d'en appeler, par-dessus sa tête, au politique, c'est-à-dire à l'opinion publique ? [...] N'est-il pas de la responsabilité du politique de rappeler à l'expert les limites de son champ d'expertise au-delà desquelles l'invocation d'une objectivité scientifique constitue un abus de pouvoir et d'influence ? ».

⁵² Pierre Bourdieu a consacré sa dernière année d'enseignement au Collège de France à la sociologie des sciences. A cette occasion, il a dit tout le mal qu'il pensait de la théorie de l'acteur-réseau (Bourdieu, 2001a : 55-66).

mobiliser pour défendre leur autonomie et pour imposer les valeurs attachées à leur métier, je m'expose à choquer ceux d'entre eux qui, choisissant les facilités vertueuses de l'enfermement dans leur tour d'ivoire, voient dans l'intervention hors de la sphère académique un dangereux manquement à la fameuse « neutralité axiologique », identifiée à tort à l'objectivité scientifique, et à être mal compris, voire condamné sans examen, au nom de la vertu académique même que j'entends défendre contre elle-même. Mais je suis convaincu qu'il faut coûte que coûte faire entrer dans le débat public, d'où elles sont tragiquement absentes, les conquêtes de la science – et rappeler au passage à la prudence les essayistes bavards et incompetents qui occupent à longueur de temps les journaux, les radios et les télévisions – ; libérant ainsi l'énergie critique qui reste enfermée dans les murs de la cité savante [...].

En s'engageant sur le terrain des enjeux publics et politiques, Pierre Bourdieu a été confronté à des épreuves de vérité et de justice et aux modalités de leur articulation. A l'instar des tenants de la théorie de l'acteur-réseau, il n'a pas appréhendé ce phénomène comme un objet d'étude. Il s'est efforcé d'y répondre, de prendre position à son sujet, explicitant ainsi ce qui légitimait et spécifiait son engagement. A cet effet, il est parti d'une observation proche de celle qui a fondé les prises de position de Bruno Latour ou de Michel Callon dans le domaine des controverses publiques. Son travail s'efforçait d'articuler le savoir scientifique et l'engagement militant, sur la base d'une analyse du « *champ politique* » en tant que microcosme organisé autour d'une « *coupure entre les professionnels et les profanes* » (Bourdieu, 2002b : 52-53). Il montrait ainsi que l'ordre politique propre à la démocratie délégative repose sur une « *exclusion* » et une « *dépossession* » des citoyens par les professionnels de la politique (Bourdieu, 2000b : 89-91) :

La mise en question la plus radicale du mythe fondateur des autorités déléguées vient des situations dans lesquelles se révèle l'antinomie de la délégation : je ne puis accéder à la parole puissante, à la *voice* comme parole légitime, connue et reconnue, autorisée et dotée d'autorité, qu'en m'exposant à me trouver dépossédé de la parole, privé d'une expression qui m'exprime en propre, voire même nié, annulé dans la singularité de mon expérience et de mes intérêts spécifiques par la parole commune, l'*opinio communis* telle que la produisent et la profèrent mes mandataires attirés.

Cette critique frontale de la représentation politique le conduisait alors à la formulation de son *programme d'action* (idem : 55) :

Quand on dit à un simple citoyen qu'il est irresponsable politiquement, on l'accuse d'exercice illégal de la politique. Une des vertus de ces irresponsables – dont je suis – est de faire apparaître un présupposé tacite de l'ordre politique, à savoir que les profanes en sont exclus.

Ainsi, Pierre Bourdieu assignait à ses analyses sociologiques la tâche de dévoiler le fonctionnement d'un ordre politique qui interdit à la plupart des citoyens d'accéder à la politique, c'est-à-dire d'exercer des fonctions politiques ou de tenir des discours politiques. Jusqu'ici, il est aisé de tirer des parallèles entre les pistes suivies par Bruno Latour et par Pierre Bourdieu pour entrer sur le terrain du politique. Chacun a mis au jour une coupure, instituée entre des laïcs et des clercs, respectivement dans les domaines scientifique et politique. Dans une veine constructiviste, tous deux se sont alors donnés pour tâche de mettre en cause le caractère discutable voire arbitraire (*i.e.* relatif ou socialement construit) de ces clivages (*i.e.* de cette dissymétrie ou de cette domination). Enfin, chacun a envisagé que ses analyses sociologiques pouvaient (ou même devaient) contribuer à la dissolution du monopole des clercs et donc hâter la participation des profanes (à l'élaboration des connaissances scientifiques et à la définition des enjeux politiques).

Cependant, ces deux démarches ne sont comparables que sur le plan de leur entrée en matière. Elles divergent en revanche radicalement au niveau du programme d'action

qu'elles mettent en œuvre pour démocratiser leurs terrains respectifs. Afin de promouvoir l'entrée des sciences en démocratie, Bruno Latour, Michel Callon et leurs collègues ont privilégié une vaste opération de *symétrisation* radicale des discours profanes et scientifiques. A l'inverse, pour renverser le monopole exercé par les politiciens professionnels sur le champ politique, Pierre Bourdieu a considéré que les débats publics devraient faire place à des connaissances et des faits scientifiques, dont l'évaluation échappe à la liberté d'opinion. Autrement dit, le relativisme des premiers a débouché sur la proposition de traiter de manière équivalente les épreuves de vérité et de justice. Le second au contraire a proposé d'introduire une nette dissymétrie en faveur des premières, c'est-à-dire des connaissances scientifiques et des savants qui les élaborent. Ce point ressort très clairement d'un entretien, publié en préambule à sa conférence sur le champ politique. Dans ce passage, Pierre Bourdieu répond à la question : « *Ceci étant, quelles formes peut prendre l'engagement du sociologue ?* » (Bourdieu, 2000 : 44) :

Il faut écrire, il faut écrire et de temps en temps, parler. Par exemple, sur le système d'enseignement, je me demande tous les jours combien de temps je vais pouvoir me taire. J'ai passé ma vie à travailler sur le système d'enseignement. Les autorités politiques se servent d'une forme dégriffée de ce que j'ai écrit sur le système d'enseignement. Quand ça les arrange. Et puis l'instant d'après, ils l'oublient. Donc ça pose un problème. Il me semble que c'est une sorte de devoir civique de rendre à l'État qui me paye et à mes concitoyens ce que je crois être le savoir sur le monde social et même, le cas échéant, sur l'État. Si j'étais météorologue, que je puisse prévoir les avalanches et que je ne le dise pas, ça la foutrait mal. Pourquoi fait-on cette situation très particulière aux sociologues... pourquoi ? Il est vrai que la sociologie, si elle était en position d'être entendue, obligerait en beaucoup de cas les politiques à prendre une position subordonnée. Il faudrait qu'ils écoutent et qu'ils fassent ce qu'on leur dit. C'est sans doute très arrogant de dire cela. D'ailleurs on est bien incapable de dire ce qu'il faut faire, mais on peut dire assez bien ce qu'il ne faut pas faire ou que ce qu'on fait ne servira à rien.

A lui seul, ce passage indique bien le tournant engagé ou prescriptif de la théorie des champs. Cet extrait ne peut donc pas être traité comme une *ressource*, susceptible d'orienter une analyse empirique des espaces publics démocratiques. En revanche, il constitue un *thème*, ou une donnée extrêmement riche à analyser⁵³. Le caractère relativement spontané de cet échange tranche nettement avec l'écriture, très maîtrisée, coutumière de Pierre Bourdieu. Dans ce passage, il élabore progressivement sa réponse, en commençant par nouer une intrigue autour des usages politiques de son travail sociologique (« *Les autorités politiques se servent d'une forme dégriffée de ce que j'ai écrit sur le système d'enseignement. Quand ça les arrange. Et puis l'instant d'après, ils l'oublient* »). Il tire alors explicitement la sanction de cette description (« *Donc ça pose problème* »), ce qui ouvre la voie à l'élaboration d'une solution. Il commence alors par justifier, au nom d'un engagement citoyen (« *c'est une sorte de devoir civique* »), la légitimité de sa parole, et de sa revendication à la faire entendre des autorités. Puis, par comparaison avec le statut accordé à une science naturelle (« *Si j'étais météorologue* »), il s'interroge sur le sort réservé à la sociologie (« *Pourquoi fait-on cette situation très particulière aux sociologues... pourquoi ?* »). La réponse fuse alors : « *Il est vrai que la sociologie, si elle était en position d'être entendue, obligerait en beaucoup de cas les politiques à prendre une position subordonnée* ».

La suite immédiate du propos constitue cette affirmation comme un « ratage », qui marque un tournant, Pierre Bourdieu procédant immédiatement à des « réparations »⁵⁴ : Il commence par la modaliser (« *C'est sans doute très arrogant de dire cela* ») avant de la

⁵³ Les lignes qui suivent se contentent de présenter quelques pistes d'une analyse qui ne sera qu'ébauchée.

⁵⁴ Erving Goffman a prêté une attention particulière à toutes les formes de « ratages » (p.ex. Goffman, 1991 [1974] : 40-46) et aux modalités de leur « réparation » (p.ex. 1973b [1971] : 101-180).

relativiser (« *D'ailleurs on est bien incapable de dire ce qu'il faut faire* »). En procédant de la sorte, Pierre Bourdieu se comporte comme si cette phrase lui avait échappé. Il s'empresse de lui opposer une double dénégation, la traitant comme un lapsus, ainsi rendu disponible à l'analyse de ce qu'il révèle⁵⁵. Dans l'optique d'une sociologie empirique des espaces publics démocratiques, ce petit passage est d'autant plus intéressant qu'il indique clairement la hiérarchisation envisagée par Pierre Bourdieu entre les jugements de faits et les jugements de valeurs. Si l'on s'en tient à son propos, les débats publics devraient être organisés de telle manière que les représentants du savoir (au rang desquels les sociologues, en tant que dépositaires du « *savoir sur le monde social et même [...] sur l'État* ») puissent imposer leurs vues aux politiques, c'est-à-dire aux représentants d'opinions explicitement situés en « *position subordonnée* ».

Dans un essai significativement intitulé *Bourdieu, savant et politique*, Jacques Bouveresse a récemment souligné « *le vide énorme qui a été créé par la disparition de Pierre Bourdieu* ». Il remarque ainsi que, tout au long de son œuvre, Pierre Bourdieu a adopté un mode d'engagement public « *devenu désuet* », caractéristique de ce qu'il appelle les « *intellectuels critiques* » par opposition aux « *intellectuels déférents* »⁵⁶. Afin d'explicitier cette distinction, il confronte deux manières incompatibles d'articuler les jugements de faits et les jugements de valeurs (Bouveresse, 2004)⁵⁷ :

[Pierre Bourdieu] s'est retrouvé dans la position de quelqu'un qui donne l'impression de défendre une position scientiste et élitiste contre ce qu'on peut appeler la démocratie et l'égalité en matière de connaissance et de croyance. [...]

C'est un point sur lequel il faut insister particulièrement. Depuis que les médias sont devenus, aux yeux d'une partie du monde intellectuel lui-même et en tout cas sûrement des intellectuels les plus médiatiques, l'incarnation du pluralisme démocratique, par quoi il faut entendre en réalité le relativisme et le subjectivisme le plus complet en matière de conviction et de croyance (« c'est mon opinion, c'est mon choix, etc. »), un intellectuel qui se lance dans la critique des médias, surtout s'il le fait d'un point de vue qui se présente comme étant celui de la connaissance objective et même, pis encore, scientifique, a tous les risques d'être accusé de refuser de jouer le jeu de la démocratie réelle.

Sans en faire un thème explicite de son analyse, Jacques Bouveresse indique les épreuves de vérité et de justice auxquelles sont confrontés les intellectuels engagés dans l'espace public, et il distingue deux manières antagonistes de répondre aux exigences qui en découlent. Face à cette polarisation, il adopte alors la position de Pierre Bourdieu. Il endosse à la fois son analyse et ses conséquences normatives, s'agissant de la place que les débats publics devraient réserver au savoir scientifique, et des restrictions au libre exercice des opinions qui en découlent. Au même titre que toute prise de position publique, ce mode d'intervention soulève des enjeux théoriques et normatifs qui ont été largement explorés et discutés⁵⁸.

⁵⁵ Cette analyse souligne le *travail* par lequel l'inconscient est pratiquement constitué et rendu disponible à son analyse. Cette respecification de la problématique psychanalytique et du travail de l'inconscient suggère de tisser un lien avec les études procédurales du travail promues par les ethnométhodologues (cf. la note 44 du chapitre 4, *supra*).

⁵⁶ Jacques Bouveresse s'insurge en particulier contre l'interprétation voulant que Pierre Bourdieu ne se soit engagé dans l'action politique et médiatique uniquement suite à la publication de *La misère du monde* (Bourdieu, dir., 1993). « Cette façon de présenter les choses est, bien entendu, assez artificielle, puisque les écrits de Bourdieu, depuis les tout premiers [...] jusqu'aux plus récents, ont toujours présenté le même caractère très engagé ». En témoigne un recueil, que Jacques Bouveresse ne cite pas, regroupant les interventions de Pierre Bourdieu sous le titre : « Science sociale et action politique » (Bourdieu, 2002a).

⁵⁷ Cette citation est tirée de l'extrait de l'ouvrage publié par *Le Monde diplomatique*, février 2004, pp. 28-29.

⁵⁸ Cette dispute s'est notamment nouée autour du passage de Pierre Bourdieu à l'émission de Daniel Schneidermann *Arrêt sur images* du 23 janvier 1996, au cours de laquelle il a été confronté à Jean-Marie

9.4.2 Pour une critique empirique des espaces publics démocratiques

L'analyse empirique que j'entends déployer n'a pas vocation à trancher de telles controverses. Par contre, elle peut se donner pour tâche de les explorer et de les analyser, de manière à montrer comment leur déploiement participe à l'organisation pratique et discursive des espaces publics démocratiques. Cette démarche consiste notamment à interroger comment des recherches sociologiques – consacrées à des problèmes publics, des enjeux politiques ou des affaires médiatiques – présentent, légitiment et justifient la spécificité de leur discours scientifique. Cet examen indique que ces travaux présentent de nombreuses similitudes, par-delà les désaccords théoriques ou les divergences méthodologiques.

Ainsi, face aux exigences de la publicité démocratique, la théorie de l'acteur-réseau et le structuralisme génétique ont tous deux pris un tournant prescriptif. Bruno Latour, Michel Callon et leurs collègues se sont attachés à montrer que, pour faire entrer la science en démocratie, il convenait avant tout de symétriser les positions des différents protagonistes engagés dans des controverses socio-techniques. En conséquence, ils ont proposé de rompre avec la démocratie délégative, par l'élaboration d'une nouvelle Constitution, conférant un droit de parole équivalent aux experts et aux profanes, aux humains et aux non-humains. De son côté, Pierre Bourdieu a également déployé une sévère critique de la représentation politique, en indiquant que son exercice suppose que les représentés se laissent déposséder de leur droit de parole par leurs représentants. Cependant, afin de restituer la parole aux citoyens, il a proposé de mettre un terme à la monopolisation du politique par les politiciens professionnels. Afin d'y parvenir, il a appelé les savants à faire entendre leurs voix dans les débats publics, c'est-à-dire à imposer la prise en considération d'un savoir scientifique auquel aucune opinion politique ne peut être opposée.

La théorie de l'acteur-réseau et le structuralisme génétique ont donc apporté des réponses antinomiques aux épreuves de vérité et de justice engagées par leurs prises de position dans des controverses publiques ou politiques. Cependant leurs trajectoires divergentes se rejoignent pour indiquer les exigences empiriques et normatives auxquelles se confronte toute prise de position scientifique dans un débat public. D'un côté, ces interventions publiques s'efforcent d'explicitier *au nom de qui ou de quoi* elles sont exprimées. Ce volet s'ouvre alors sur la question de la *représentation* (scientifique et politique), de ses modalités, de sa légitimité. De l'autre côté, ces discours sont appelés à déterminer la position qu'ils entendent occuper dans le débat, en indiquant notamment quelles répliques peuvent leur être légitimement opposées, ou quelles actions ils sollicitent. La réponse à ces questions est alors requise d'élaborer un mode d'assimilation, de hiérarchisation et/ou d'articulation du *savant* et du *politique*, de la vérité et de l'opinion. En

Cavada et à Guillaume Durand. Lors de l'émission du 13 mars, le professeur de sciences de la communication Daniel Bounoux a été invité à réagir à quelques extraits des échanges qui s'étaient noués, sept semaines auparavant sur le même plateau. Estimant que sa confiance avait été abusée, Pierre Bourdieu a rédigé une « *Analyse d'un passage à l'antenne* » publiée dans le *Monde diplomatique* d'avril 1996. En réponse, Daniel Bounoux est entré dans la controverse sous le titre « *Pierre Bourdieu, sociologue boudeur* », (*Esprit* juin 1996, pp. 182-184). En décembre 1996, le débat a pris de l'ampleur avec la publication d'un petit ouvrage intitulé *Sur la télévision* (Bourdieu, 1996). Celui-ci présentait la transcription de deux émissions de télévision, diffusées sur *Paris Première* en mai 1996, au cours desquelles Pierre Bourdieu avait eu le loisir de s'exprimer à l'abri de toute contrainte temporelle, thématique et interactionnelle (idem : 10-11). Cette intervention a largement été commentée, notamment par Daniel Schneidermann, auteur d'un essai intitulé *Du journalisme après Bourdieu* (Fayard, 1999). La réplique a notamment été assurée par Pierre Carles, qui a consacré un reportage intitulé *Enfin pris* à la carrière de Daniel Schneidermann, accusé d'avoir renoncé à la critique et d'avoir adopté une posture déférente.

répondant à ces épreuves de vérité et de justice, les prises de position scientifiques organisent et polarisent une forme d'espace public démocratique. Plus précisément, elles contribuent ainsi à un travail de problématisation et de publicisation, par lequel elles se rendent communément disponibles à une enquête factuelle et à une évaluation normative, c'est-à-dire à une *critique empirique* des procédures de problématisation et de publicisation.

La discussion théorique et normative conduite dans ce chapitre a progressivement dégagé les enjeux auxquels se confronte une *critique empirique* des controverses politiques et des espaces publics démocratiques. Pour l'essentiel, cette approche s'efforce d'analyser le caractère à la fois empirique et normatif de l'espace public. Elle ne le traite donc pas comme un dilemme à trancher, un problème à régler ou une exigence à remplir, mais comme un phénomène à élucider. Afin d'y parvenir, l'analyse des procédures de problématisation et de publicisation répond à trois conditions principales.

Premièrement, les observations conduites au fil de ce chapitre indiquent que les analyses sociologiques prennent une tournure prescriptive lorsqu'elles prétendent trancher les épreuves de vérité et de justice engagées au sujet d'un enjeu public. Sitôt qu'une analyse prétend établir des faits, réparer une injustice, imposer la prise en compte de connaissances ou confronter ces dernières à un libre débat d'opinion, elle entre sur le terrain de la critique normative. En conséquence, pour s'engager dans l'espace public sans y prendre position, l'analyse des procédures de problématisation et de publicisation recourt à une *démarche empirique*. C'est-à-dire qu'elle observe et décrit comment les participants à une controverse répondent aux exigences de la publicité démocratique. A bien des égards, ce mode d'analyse adopte une forme de *symétrie* à l'égard de toutes les activités qui animent les épreuves de vérité et de justice engagées autour d'un enjeu ou d'un problème. Plus précisément, cette démarche s'inspire de l'« *indifférence ethnométhodologique* » sur laquelle Harold Garfinkel et Harvey Sacks ont fondé leur analyse procédurale de l'ordre social (Garfinkel & Sacks, 1984 [1970])⁵⁹ :

Les études ethnométhodologiques des structures formelles [...] cherchent à décrire les comptes rendus des membres au sujet des structures formelles quels que soient la personne, le moment où ils sont produits, tout en s'abstenant de tout jugement à propos de leur justesse, de leur valeur, de leur importance, de leur nécessité, de leur pertinence, de leur efficacité, et de leurs conséquences. Nous nommons cette politique procédurale « *indifférence ethnométhodologique* ».

Deuxièmement, cette analyse *empirique* retrace ainsi le déroulement de processus normatifs, en étudiant comment des dynamiques de problématisation et de publicisation engagent des épreuves de justice et de vérité. Elle s'efforce donc de montrer comment des positions concurrentes se polarisent, d'observer comment elles orientent des programmes d'actions prescriptifs divergents, et d'élucider les raisonnements pratiques mis en œuvre pour les justifier ou les légitimer. Ces observations et ces descriptions assurent le versant *critique* de l'analyse empirique. Celle-ci ne prend pas directement position dans l'espace public, mais elle s'y *engage* à rendre compte *publiquement* des fondements pratiques – ordinairement tenus pour acquis – d'un ordre social éminemment normatif. Autrement dit, la mise en œuvre de la consigne d'*indifférence* ne pourra en aucun cas être assimilée à un parti pris pour la « *neutralité politique* » dénoncée par Patricia Paperman (2001)⁶⁰.

⁵⁹ Je reprends la traduction française proposée par Patricia Paperman (2001 : 349).

⁶⁰ Ceci est décisif pour cette recherche sur « les fonds juifs et l'or nazi ». En effet, au lieu d'endosser ou de rejeter le principe de neutralité suisse, cette analyse propose d'élaborer une *critique empirique* des modalités pratiques de son accomplissement et de son évaluation normative.

Un bref exemple, tiré de la controverse polarisée autour du rapport de la CIE sur les transactions d'or nazi, illustrera ce point. La consigne d'*indifférence ethnométhodologique* invite à retracer comment cette recherche a été soumise à diverses épreuves de vérité et de justice. L'analyse de leur déroulement s'arrêtera donc notamment sur le raisonnement pratique déployé par l'historien Philippe Marguerat, qui s'est insurgé contre une méthode historiographique qui lui paraissait idéologiquement orientée. Selon lui, la Commission avait tort de se focaliser sur l'origine de l'or livré par la *Reichsbank*. En effet, cette optique lui faisait perdre de vue que ces transactions avec le régime allemand ne faisaient qu'équilibrer celles entretenues avec les Alliés. Autrement dit, en achetant de l'or nazi, la Banque nationale suisse n'avait fait qu'accomplir son devoir de neutralité⁶¹. Cette description *empirique* menée suivant un principe d'indifférence ethnométhodologique s'ouvre immédiatement sur des enjeux normatifs qui forment le versant *critique* de l'analyse. En effet, celle-ci s'efforce d'élucider publiquement la forme d'espace public instituée par un tel raisonnement pratique. Elle s'engage donc à montrer publiquement que le discours de Philippe Marguerat a invoqué la neutralité (*i.e.* les intérêts supérieurs de l'État) pour justifier un *déni de réalité* (faire comme si l'origine de l'or établie par la CIE était indifférente) et un *déni de justice* (étayer le refus de toute mesure de restitution ou de réparation).

Troisièmement, ce chapitre a montré que les prises de position scientifiques dans les débats publics se polarisent et se spécifient par leur manière d'articuler les épreuves de vérité et de justice. En conséquence, la *critique empirique* devra attacher une attention particulière à la manière dont des procédures de problématisation et de publicisation distinguent ou mettent en relation les jugements de fait et les jugements de valeur, le savant et le politique. Cette question est au cœur de cette recherche sur « les fonds juifs et l'or nazi », qui s'efforce de retracer comment les avancées de recherches comptables et historiques ont été articulées au traitement politique et diplomatique du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. C'est sur ce point que je conclurai ce chapitre.

9.4.3 *Le savant, le politique et l'analyse praxéologique de leurs médiations*

Dans le travail de Pierre Bourdieu, la problématique de l'intervention des scientifiques dans les controverses publiques est abordée par une analyse des *obstacles* qui restreignent l'accès aux débats, c'est-à-dire qui excluent de la discussion les problématiques qui ne sont pas validées par les professionnels de la politique. Pour traiter ces enjeux, il a alors questionné la *maîtrise des instruments de diffusion*, interrogeant en particulier la prégnance des sondages d'opinion (p.ex. Bourdieu, 1984 : 222-235) et « *l'emprise du journalisme* » (p.ex. Bourdieu, 1996 : 79-94)⁶². Il a notamment explicité ce point au terme de sa conférence sur « le champ politique », en affirmant (Bourdieu, 2000b : 74 ; 76) :

L'accès à l'espace public est contrôlé presque complètement par les journalistes. Un des problèmes majeurs aujourd'hui est l'accès à l'espace public des artistes, des chercheurs, des savants, des écrivains..., en dehors des voies contrôlées par les partis et les journalistes. [...]

Il y a une idéologie professionnelle du journalisme selon laquelle les journalistes apportent la vérité, l'information, la critique, la subversion. Or cette image de soi est contredite par l'analyse et l'observation ; elle n'est pas fondée. Je ne pense pas que les journalistes soient les mieux placés pour donner accès à l'espace politique. Ils contribuent au contraire assez

⁶¹ Sur cette argumentation de Philippe Marguerat, maintes fois invoquée au cours de la controverse, voir notamment 3.2.2 et 5.1.1 *supra*.

⁶² Ma démarche explore une « critique pragmatiste des discours publics », qui propose des alternatives épistémologiques, théoriques et méthodologiques à la « sociologie critique » du champ médiatique, initiée par Pierre Bourdieu et Patrick Champagne (cf. chapitres 5 à 7, *supra*).

fortement au maintien de la frontière, de la censure qui tend à exclure les manières non conformes à l'orthodoxie, à la *doxa* du champ politique.

Cette analyse « critique » des relations entre le savant et le politique s'est ainsi focalisée sur le rôle déterminant des médias et des journalistes, présentés comme les « *nouveaux chiens de garde* » du champ politique (Halimi, 1997). Cette perspective a ouvert la voie à un programme d'action, visant à contourner les barrières érigées, autour du champ politique, par les partis, les médias ou les maisons d'édition. Ceci a débouché sur une série d'interventions appelant les savants, les écrivains, les artistes, etc. à créer et à s'approprier des moyens de diffusion leur permettant d'accéder librement aux débats publics et politiques⁶³.

La théorie de l'acteur-réseau s'est également consacrée à la question des relations entre la science et le politique. Dans un premier temps, cette problématique a été abordée autour du thème de la *représentation*. Celle-ci a indiqué comment la *démocratie délégative* et la *recherche confinée* restreignent la *participation* des profanes et des citoyens ordinaires aux recherches scientifiques et aux décisions politiques. Cette manière d'aborder la question a ouvert la voie à un programme d'action, visant à modifier les *procédures* mises en œuvre pour conduire les débats politiques et les recherches scientifiques. Revenant récemment sur les premiers ouvrages consacrés à la gestion politique originale appelée par les controverses socio-techniques⁶⁴, Michel Callon a souligné les apports de cette approche procédurale, tout en indiquant sa principale limite (Callon, 2003 : 198) :

Ces ouvrages buttent néanmoins sur la question de l'espace public et de sa constitution. Il y est question de débats, d'investigations, de prises de paroles et de représentation, mais rien n'est dit sur l'infrastructure matérielle et sur la logistique nécessaires à l'exploration des mondes possibles et à la composition du collectif. Dans notre essai sur la démocratie technique, nous avons souligné par exemple l'importance des procédures dans la constitution et l'organisation des forums hybrides où sont discutées ces affaires embrouillées. Mais les procédures, pour importantes qu'elles soient, laissent ouvertes la question du rôle des médias et celle des dispositifs socio-techniques qui sont nécessaires à la structuration des discussions et des investigations.

En ouvrant cette problématique de l'espace public, Michel Callon introduit une présentation du travail d'Andrew Barry (2001), dont les recherches indiquent que les médias contribuent de manière décisive à l'entrée en politique des enjeux socio-techniques. Son approche articule les registres de la science et la politique autour de la *démonstration*⁶⁵, en tant que notion impliquant une mise en mots, la construction d'une chaîne référentielle, et l'organisation d'un espace public dans lequel la robustesse et la pertinence de la démonstration peuvent être éprouvées (Callon, 2003 : 203) :

La démonstration-manifestation est indissociable de l'opération de publicisation dont elle est partie prenante : pas de démonstration sans audience, sans entrée dans un espace public qui se trouve dans le même mouvement structuré par (et pour) elle. Cela implique que l'on ne peut penser la démonstration sans l'intervention des médias, qu'il s'agisse de la télévision, de la radio ou des journaux et autres magazines. Ils participent à sa mise en scène publique et à son éventuelle efficacité rhétorique. Il importe par conséquent d'analyser le rôle des médias.

⁶³ Concrètement, ceci s'est notamment traduit par la création des réseaux et des éditions rassemblées sous le titre *Raisons d'agir*.

⁶⁴ Il cite en particulier les *Politiques de la nature* (Latour, 1999), *Agir dans un monde incertain* (Callon et al., 2001) et les *Cosmopolitiques* d'Isabelle Stengers (1996-1997).

⁶⁵ En anglais, la « démonstration » désigne indifféremment les opérations d'établissement de la preuve scientifique et les *manifestations*.

Ce fil conducteur s'ouvre alors sur la mise en parallèle des opérations scientifique et du travail médiatique, tous deux consacrés à la *production d'événements* (idem : 205) :

On ne peut être que frappé par les multiples convergences entre médias et technosciences. Dans les deux cas il s'agit (ou il peut s'agir) de fabriquer des événements inattendus, de les transformer en faits qui se tiennent ou qui sont capables de résister aux attaques, d'être répliqués, ou plus simplement de durer. Dans les deux cas, l'objectivation des événements passe par la construction d'un espace public où leur existence est attestée. Dans les deux cas, la concurrence se joue sur la capacité des manifestants et des chercheurs à prouver la validité des résultats qu'ils revendiquent. Dans les deux cas, une démonstration bien faite fabrique un événement qui peut être exposé, repris dans l'espace public. Technosciences et médias ne sont pas en opposition. C'est l'inverse qui est vrai : ils (ou il peut arriver qu'ils) combinent leurs efforts et leurs ambitions, compétition oblige, pour produire, objectiver et faire circuler des événements indiscutables.

A première vue, Pierre Bourdieu et Michel Callon présentent des analyses incompatibles du rôle joué par les médias dans les dynamiques de problématisation et de publicisation. Le premier s'attache à montrer comment l'organisation du « champ médiatique » favorise systématiquement les productions orientées par une logique du profit économique, au détriment de la vérité scientifique, ou de la qualité artistique. Autrement dit, il montre que les médias restreignent drastiquement l'accès aux débats publics, contribuant ainsi à la clôture du champ politique sur lui-même. A l'inverse, le second tisse des parallèles entre les opérations scientifiques et le travail médiatique. De la sorte, il indique comment les médias peuvent devenir un allié des technosciences, favorisant la circulation et la stabilisation des événements qu'elles constituent.

Par-delà cette nette divergence, ces deux approches se rejoignent néanmoins pour placer la question *des médias* au cœur des relations entre la science et le débat public, entre le savant et le politique. En conséquence, il est possible de considérer qu'une critique empirique des procédures de publicisation et de problématisation devra étudier le rôle que ces dynamiques attribuent aux médias. Pour y parvenir, elle devra traiter comme *thème* de recherche, ce que les démarches de Pierre Bourdieu et de Michel Callon s'accordent à considérer comme une *ressource* d'analyse. En effet, l'un comme l'autre traitent les médias comme une *infrastructure désincarnée*. Pierre Bourdieu caractérise le journalisme par la position qu'il occupe dans la champ du pouvoir, et les journalistes par un *habitus* qui les porte à légitimer tout ce qui obéit à une logique de concurrence arbitraire économiquement. De son côté, Michel Callon reprend à son compte l'analyse d'Andrew Barry, qui traite les médias comme une logistique et un ensemble d'opérations, formellement comparables avec celles qui président à l'élaboration de démonstrations scientifiques.

La *critique empirique* que j'entends développer n'a pas vocation à trancher entre ces deux manières d'analyser le rôle des médias, à l'articulation du scientifique et du politique. Elle s'efforce plutôt d'étudier comment ces analyses élaborent des programmes d'actions divergents en vue de démocratiser les débats publics : le premier traite les médias comme des adversaires à contourner, le second proposant d'en faire des alliés à mobiliser. Or, dans un cas comme dans l'autre, ce passage au versant prescriptif de l'analyse est assuré par une occultation du *travail médiatique* massivement constitué par des *opérations discursives*.

C'est précisément à l'analyse détaillée de celles-ci que je consacrerai le prochain chapitre. Cette démarche ne déterminera pas spéculativement si les médias ont ou non ouvert la porte du débat public aux scientifiques, favorisé l'entrée des sciences en démocratie, ou stimulé la participation des profanes, des citoyens ordinaires aux recherches sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Une perspective *empirique* (assurée par le principe d'indifférence ethnométhodologique) montrera *comment le travail*

médiatique a constitué le public suisse « des fonds juifs et de l'or nazi ». Il apparaîtra alors que ces opérations discursives ont composé des propositions d'identification, qui ont assuré la constitution d'un public et de sa participation, à l'articulation des enjeux politiques et des recherches comptables et historiques. Ces observations ouvriront le volet *critique* de l'analyse, qui dégagera les fondements normatifs de l'espace public institué par ce travail médiatique. Il en ressortira principalement que la presse suisse a composé un public invité à *se reconnaître* dans les difficultés rencontrées par les banques helvétiques, c'est-à-dire à s'impliquer dans les recherches de « fonds en déshérence » pour défendre le secret bancaire.

Cette critique empirique retracera ainsi comment les médias sont intervenus, dans la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi », assurant une forme particulière d'articulation entre le savant et le politique, entre la science et les profanes. Il apparaîtra qu'il n'est pas possible de rendre compte de ces opérations par le biais d'une alternative posée en termes d'exclusion ou de participation. A proprement parler, les discours de la presse suisse n'ont pas exclu les chercheurs du débat public, mais ils n'ont pas non plus favorisé la participation des profanes et des citoyens ordinaires aux recherches. Plus précisément, cette analyse indiquera que le *travail médiatique* n'a pas tant promu ou contré la participation des uns et des autres, mais qu'il a institué des modes de participation spécifiques, que l'analyse peut s'efforcer d'observer et de décrire.

Autrement dit, il apparaîtra que les enjeux de la problématisation et de la publicisation ne se polarisent pas autour d'une alternative entre la prise de parole et l'aliénation. La composition de l'espace public est plutôt élaborée avec la configuration d'une diversité de *statuts participatifs* qui ne déterminent pas seulement qui peut prendre part au débat et qui ne le peut pas. Beaucoup plus finement, ils constituent pratiquement des audiences médiatiques et des publics politiques, qui se déclinent en une pluralité de *modes de participation*. Ceux-ci établissent à *quel titre* il convient d'être concerné par une question, *de quelle manière* il convient d'appréhender les controverses et les recherches, et *quelles contributions* sont attendues de ceux qui entendent y participer. Autrement dit, les discours médiatiques ont surtout composé un public qui était invité à participer *d'une certaine manière* au débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Or l'analyse de cette *proposition d'identification* – décisive pour caractériser l'organisation et l'orientation de l'espace public suisse – ne relève pas d'une analyse de l'infrastructure médiatique, mais d'une élucidation de pratiques discursives. Autrement dit, pour en rendre compte, l'analyse ne doit pas tant s'attacher aux *auteurs* des prises de paroles (qui ?), à ce qu'ils disent (*quoi ?*), qu'aux *modalités de ce dire (comment ?)*.

9.5 Sources du chapitre 9

- i *Journal de Genève*, 19 novembre 1996, « Les organismes de recherches se multiplient. Etat des lieux ».
- ii *Blick* (13.11.96) : « Vermögen von Nazi-Opfern. Erste Suche. Kein Erfolg ! ».
- iii *Blick* (13.11.96) : « Ehrlichkeit zählt mehr als Millionen ».
- iv Voir par exemple *Le Nouvelliste* (20.11.96) : « Enquêteurs internationaux dans les banques suisses ».
- v *Le Nouveau Quotidien* (4.6.97) : « Fonds en déshérence : cinq banques suisses sous la loupe de la commission Volcker ». Voir également : *Journal de Genève* (4.6.97) : « Paul Volcker crée la surprise à Jérusalem en désignant nommément les cinq cobayes bancaires suisses » ; *24 Heures* (4.6.97) : « Comptes en déshérence : Paul Volcker annonce un premier audit pour cinq banques » ; *Le Matin* (4.6.97) : « Cinq banques au peigne fin » ; *Basler Zeitung* (4.6.97) : « Schweizer Banken unter der Lupe » ; *Corriere del Ticino* (4.6.97) : « La commissione Volcker esaminerà 5 banche » ; *Giornale del Popolo* (4.6.97) : « Fondi ebraici, 5 banche sotto la lente di Volcker ».
- Durant cette phase préliminaire, peu d'articles ont été consacrés au travail des réviseurs. Pour le cas des employés de KPMG à la Banque cantonale vaudoise, voir *24 Heures*, 24 juillet 1997 : « Fonds juifs en déshérence, la BCV fouille dans son passé ».
- vi *Le Temps* (16.11.98) : « Les banquiers en colère contre les réviseurs de la Commission Volcker » et « Commission Volcker : Les banques suisses ulcérées ».
- vii *Le Temps* (25.1.99) : « Cher Monsieur Volcker... ».
- viii *Le Temps* (28.1.99) : « A deux doigts de l'implosion ». Voir également à la même date : « La Commission Volcker achèvera ses travaux dans les banques à fin mars » et « Banques suisse : le jour de l'armistice ».
- ix *Le Temps* (16.9.98) : « Un réviseur de la Commission Volcker a été interpellé à la frontière tessinoise ». Voir également *24 Heures* (16.9.98) : « Contrebande de document » et *Le Nouvelliste* (16.9.98) : « La commission Volcker dans une polémique ».
- x Sur ce regain d'intérêt pour les archives, voir les articles consacrés aux consultations auprès des Archives fédérales et du Centre de documentation de l'histoire contemporaine juive à Zurich : *La Liberté* (21.7.97) : « On consulte beaucoup plus les archives depuis qu'a éclaté l'affaire des fonds juifs » ; *Tages-Anzeiger* (21.7.97) : « Alle wollen Informationen über Nazizeit » ; *Bund* (21.7.97) : « Sturm auf Archive » ; *Bündner Zeitung* (21.7.97) : « Diskussionen um Nazizeit löst Run auf Archive aus » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (21.7.97) : « Diskussion um Nazizeit : Hochbetrieb in Archiven » ; *Corriere del Ticino* (21.7.97) : « Archivi svizzeri affollati per la vicenda dei fondi ebraici ».
- xi A ce sujet, voir la presse du 15 janvier 1997, notamment : *24 Heures* : « Un Couac monumental relance la polémique », « Une affaire très bizarre » et « Un gardien zurichois met en sécurité des dossiers UBS livrés aux broyeurs » ; *La Liberté* : « L'UBS a détruit des archives liées aux affaires juives », « Ouf, l'UBS avait un gardien historien » et « N'en jetez plus » ; *Le Nouvelliste* : « Fonds en déshérence : bavure à l'UBS » ; *NZZ* : « Ein « bedauerlicher Fehler », Unverständliche Aktenvernichtungsaktion der Bankgesellschaft » ; *Tages-Anzeiger* : Historische Bankakten vernichtet » et « Wirbel um alte Akten des SBG » ; *Bund* : « SBG : Akten vernichtet » ; *Neue Luzerner Zeitung* : « Eine peinliche Panne bei der Bankgesellschaft » et « Bankegesellschaft liess akten vernichten » ; *La Regione* : « Fondi ebraici, documento finisce nel cestino ».
- xii *Blick* (16.1.97) « Akten-Held Wurde gefeuert ».
- xiii Cf. *Tages-Anzeiger* (16.1.97) : « "Ich freue mich Herrn D'Amato zu treffen" » ; *Blick* (16.1.97) : « Akten-Held Wurde gefeuert ».
- xiv Cet extrait d'une dépêche AP a été publié par *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (6.5.97) : « Meili, l'ex-gardien de nuit de l'UBS réfugié aux États-Unis ». Voir également : *Journal de Genève* (6.5.97) : « Christoph Meili se 'réfugie' aux États-Unis » ; *L'Express* et *L'Impartial* (6.5.97) : « Meili réfugié » ; *Le Nouvelliste* (6.5.97) : « 'Réfugié' aux États-Unis » ; *Blick* (6.5.97) : « Wachmann Meili : 'Flucht' in die USA » ; *Tages-Anzeiger* (6.5.97) : « Meili sucht in den USA Hilfe » ; *Bund* (6.5.97) : « Wachmann Meili reist heimlich in die USA » ; *Basler Zeitung* (6.5.97) : « Meili in den USA » ; *Giornale del Popolo* (6.5.97) : « Christoph Meili 'rifugiato' negli Usa » ; *Corriere del Ticino* (6.5.97) : « Christoph Meili cerca rifugio negli USA ».
- xv *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (21.5.97) : « Visa très spécial pour Meili qui a encore des 'choses à dire' ». Voir également *Sankt-Galler Tagblatt* (21.5.97) : « Christoph Meili ersucht in den USA um Asyl » ; *Blick* (21.5.97) : « Meili : 'Ich ging durch die Hölle' » ; *Giornale del Popolo* (21.5.97) : « Christoph Meili chiede protezione al Senato USA » ; *Corriere del Ticino* (21.5.97) : « Meili residente negli USA ? ». Pour des commentaires, voir par exemple : *Bund* (24.5.97) : « Des Falle Meili : Eine weitere Panne » ou *Tages-Anzeiger* (24.5.97) : « Von Bildern und Symbolen ».

Au sujet du « memorandum of understanding », voir la presse du 3 mai 1996, par exemple : *Journal de Genève* : « Une commission mixte enquêtera sur les avoirs juifs ».

CHAPITRE 10

Pour comprendre ce regain d'intérêt pour le narcissisme, il est bon de revenir au mythe sur lequel il se fonde. Narcisse se penche sur l'eau, captivé par sa propre beauté. On lui dit de faire attention, mais il ne s'intéresse qu'à cette image. Un jour, il se penche pour la caresser, tombe à l'eau et se noie. Le sens de ce mythe n'est pas de dénoncer les dangers de l'amour de soi. Il s'agit plutôt du danger de la projection, du danger qu'il y a à se rapporter au monde comme si le réel pouvait être appréhendé à travers des images du moi. Le mythe de Narcisse a une double signification. L'absorption-en-soi du héros l'empêche de savoir ce qu'il est et ce qu'il n'est pas ; elle le conduit à sa propre destruction. Narcisse, à se voir reflété à la surface de l'eau, oublie que celle-ci n'est pas lui, qu'elle est hors de lui, et il devient aveugle à ses dangers.

Richard Sennett, *Les tyrannies de l'intimité*, Paris, Seuil, 1979 [1974], p. 260

10 LA CONSTITUTION MÉDIATIQUE D'UN COLLECTIF DE RECHERCHE NARCISSIQUE

En retraçant les discussions suscitées par la première liste de titulaires, j'ai cerné les apports et les limites d'une analyse des controverses socio-techniques. Celle-ci s'est avérée particulièrement pertinente s'agissant de montrer comment la publication de la liste a stimulé l'exploration des mondes possibles, et ouvert le collectif de recherche aux interventions des profanes et des citoyens ordinaires. Ce mode d'analyse valorise les contributions des non-spécialistes par pétition de principe. En l'adoptant j'ai donc été conduit à souligner les remises en question du secret bancaire dont la liste des titulaires était porteuse, voire à éclairer des dynamiques potentiellement annonciatrices d'une démocratie dialogique, conviant les citoyens à débattre des *valeurs* engagées par les opérations financières. Jusqu'ici, l'analyse a retracé comment la liste des titulaires a ouvert les recherches de « fonds en déshérence » aux apports de la presse internationale et de ses lecteurs (chapitre 9, *supra*). En revanche, les modalités pratiques de cette participation n'ont pas été examinées, de telle sorte que l'analyse menée jusqu'ici n'a pas déterminé la place occupée par les profanes et les citoyens ordinaires au cours de la controverse.

Pour en rendre compte, je m'attacherai maintenant à élucider la manière dont les médias suisses ont présenté les listes de titulaires. Il ne s'agira pas d'établir *si* leurs discours ont constitué les figures de destinataires invités à participer au traitement du problème, mais d'observer et de décrire *sous quelles modalités* et à *quel titre* les quotidiens suisses ont configuré des audiences invitées à se constituer en publics politiques de ce problème. Plus précisément, je m'intéresserai à la situation qu'ils ont configurée en relayant les mesures entreprises par les banquiers pour retrouver les titulaires des comptes dormants et surtout, aux *statuts participatifs* qu'ils ont définis à cette occasion¹.

Cette analyse montrera que la pluralisation des arènes ne garantit pas à elle seule le pluralisme et qu'une controverse ouverte aux profanes et aux citoyens ordinaires n'indique pas nécessairement l'émergence d'une démocratie dialogique. Je m'attacherai à montrer que les *modes de participation* qui leur sont proposés s'avèrent décisifs. Dans ce cas particulier, les journaux suisses ont présenté la liste des titulaires comme le règlement

¹ Cette spécification de l'analyse recoupera plusieurs remarques d'Erving Goffman au sujet des discussions de face à face, en tant que situations qui instituent une variété de « statuts participatifs » associés à des normes de comportement, qui déterminent notamment la distribution de la parole légitime (Goffman, 1987 [1981] : 9) : « *Chaque fois qu'un mot est prononcé, tous ceux qui se trouvent à portée de l'événement possèdent, par rapport à lui, un certain statut de participation. La codification des ces diverses positions et la spécialisation normative de ce qui est une conduite convenable au sein de chacune constituent – un arrière-plan essentiel pour l'analyse de l'interaction – dans notre société comme (je suppose) dans toute autre* ».

potentiel d'un *problème* qui affectait directement la *réputation* des banques et, par leur intermédiaire, celle de la population suisse dans son ensemble. Autrement dit, ces mises en scène médiatiques ont constitué une collectivité politique appelée à *défendre* les intérêts des banquiers privés auxquels elle était assimilée (10.1). Dans cette perspective, le *secret bancaire* a été institué comme une *propriété suisse*, de telle sorte que le mettre en question, c'était attaquer la Suisse. Inversement, être suisse, c'était défendre le secret bancaire et donc restreindre la participation des non-spécialistes qui entendaient s'immiscer dans les comptabilités et les archives des banques suisses afin d'y localiser les titulaires de comptes en déshérence. Cette analyse montrera que, si des profanes et des citoyens ordinaires ont été conviés à participer aux recherches de titulaires de fonds en déshérence, ils l'ont été sous une forme qui allait à l'encontre de l'institution d'une démocratie dialogique (10.2).

Pour autant, les listes de titulaires n'ont pas interrompu les controverses polarisées autour des « fonds en déshérence ». Du cœur de ces documents ont émergé des anomalies, qui ont communément été interprétées comme autant de signes de la désinvolture avec laquelle les banquiers suisses avaient traité les avoirs des victimes du nazisme (10.3). Ainsi, ces publications ont révélé que les banquiers continuaient à considérer les biens des victimes de l'Holocauste comme un cas de déshérence ordinaire. Elles ont relancé l'enquête sur « les fonds en déshérence » et donc le travail social et politique de problématisation et de publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi » (10.4).

10.1 La configuration médiatique du public suisse des recherches de titulaires

Dans les pages qui suivent l'analyse sera consacrée à la mise en scène médiatique des listes de titulaires de fonds en déshérence, publiées par les banques suisses. Plus précisément, il s'agira d'observer comment les quotidiens suisses ont constitué le public de cette tentative de résolution du problème, c'est-à-dire d'identifier la forme et le statut participatif qu'ils ont conférés à la collectivité représentée par cette mesure. Cette enquête sera l'occasion d'explorer un mode d'analyse énonciative, appliqué à l'élucidation des modes de participation des profanes et des citoyens ordinaires à la résolution « des fonds juifs et de l'or nazi »².

10.1.1 La liste des titulaires prise dans les jeux de miroirs de la presse suisse

Dans la presse helvétique des 23 et 24 juillet 1997, la publication de la liste des titulaires de « fonds en déshérence » a pris la forme d'un curieux jeu de miroirs³. Les quotidiens en ont profité pour parler d'eux-mêmes et pour établir une hiérarchisation entre les différents titres de la presse suisse. Ceux qui avaient été retenus pour la publication se sont targués d'être de « *grands journaux* », dont le nom était digne de figurer aux côtés de ceux du *Monde*, du *Times* ou du *Washington Post*. Cependant, les quotidiens suisses ont avant tout saisi l'occasion pour se présenter comme *des protagonistes à part entière des*

² Cette problématique recoupe celle qu'Eliséo Véron a placée au fondement de l'analyse du « contrat de lecture » (Véron, 1985). Il remarque que la division du travail entre les sémiologues (concentrés sur l'analyse des textes) et les sociologues (accumulant des informations sur les lectorats) a pour conséquence que les supports et leurs lecteurs restent conçus comme deux réalités séparées. Or, il est nécessaire d'étudier *leur relation* si l'on entend comprendre nombre de situations empiriques. Par exemple : « *Deux supports s'adressent au même secteur de cible, ont les mêmes rubriques, traitent les thèmes à peu près de la même façon. L'un progresse, l'autre stagne ou décline. Pourquoi ?* ». Ou : « *Parmi des individus ayant le même profil socio-démographique, exprimant la même configuration de motivations, d'attentes, d'intérêts, les uns lisent le support A, les autres le support B. Pourquoi ?* » (idem : 205).

³ Ce paragraphe reprend, sous un angle inédit, quelques observations tirées d'une analyse détaillée, consacrée à la publication de la liste de titulaires (Terzi, 2000).

recherches de « comptes dormants », aux côtés de l'Association suisse des banquiers, de la Commission fédérale des banques, et du Comité Indépendant de personnes Éminentes⁴.

Cette mise en scène de la presse par elle-même a été particulièrement explicite dans les quotidiens qui ont annoncé, le 23 juillet, que la liste était encartée dans leur édition du jour même. La *Basler Zeitung* annonçait ainsi à ses lecteurs la publication de la liste par des formules tarabiscotées. Il en ressortait, dans les grandes lignes, que la recherche des « fonds en déshérence » se déroulait désormais notamment *dans le journal qu'ils tenaient entre leurs mains*, et qu'en conséquence cette édition allait entrer dans l'histoire¹ :

Das Vorgehen dürfte in der Schweizer Bankengeschichte wohl einmalig sein: Die Schweizerische Bankiervereinigung (SBVg) veröffentlicht weltweit in Zeitungen und auf dem Internet Listen mit Namen von Inhabern und Bevollmächtigten nachrichtloser Konten aus der Zeit des Zweiten Weltkriegs.

Die Publikation in der heutigen Ausgabe der « Basler Zeitung » beansprucht vier Seiten und umfasst rund 2200 Namen [...].

Mit der heutigen Publikation der Namenliste von Ausländischen Kontoinhabern wird das Weltweite Verfahren zur Suche nach den Berechtigten von Nachrichtenlosen Vermögen eingeleitet, auf welches sich die SBVg, die Eidgenössische Bankenkommission und das Independent Committee of Eminent Persons [...] Ende Juni geeignet hatten. [...]

Veröffentlicht wird die Liste in der Schweiz unter anderem neben der « Basler Zeitung » unter anderem [sic] auch in der « Neue Zürcher Zeitung », dem « Nouveau Quotidien » und im « Journal de Genève ». Zu den internationalen Zeitungen gehören unter anderem die « Times », die « New York Times », die « Washington Post », die französische Zeitung « Le Monde », die « Jerusalem Post ».

(Le procédé devrait être unique dans l'histoire des banques suisses. L'Association suisse des banquiers (ASB) publie dans le monde entier, dans des journaux et sur internet, des listes avec les noms de titulaires et de détenteurs de procurations sur des comptes en déshérence, du temps de la Seconde Guerre mondiale.

La publication, dans l'édition de la « Basler Zeitung » d'aujourd'hui couvre quatre pages et rassemble environ 2200 noms [...].

La publication ce jour de la liste des noms de titulaires de comptes étrangers entame la procédure de recherche mondiale des ayants droit sur laquelle l'ASB, la Commission fédérale des banques et le Comité Indépendant de Personnes Éminentes s'étaient entendus à la fin juin.

En Suisse, la liste est publiée dans, entre autres, outre la « Basler Zeitung », entre autres [sic] également dans la « Neue Zürcher Zeitung », le « Nouveau Quotidien » et dans le « Journal de Genève ». Font entre autres partie des journaux internationaux le « Times », le « New York Times », le « Washington Post », le journal français « Le Monde », le « Jerusalem Post »).

Le lendemain, ce jeu de miroir a été réitéré, mais en quelque sorte à fronts inversés. Les quotidiens suisses ont alors montré à leurs lecteurs comment la publication de la liste dans les médias avait constitué les lecteurs de journaux comme des acteurs à part entière du collectif lancé à la recherche des comptes dormants. Autrement dit, ils les y ont enrôlés, de telle sorte qu'en lisant leur journal, les lecteurs découvraient ce à quoi ils étaient en train de participer. Les recherches de « fonds en déshérence » n'étaient plus alors ce qu'ils lisaient, mais *ce qu'ils faisaient*. Ce jeu spéculaire a été mis en œuvre de manière

⁴ Cette liste de participants au collectif de recherche a été établie par l'Association suisse des banquiers dans le paragraphe qu'elle a placé en introduction de la liste : « Dans le cadre d'une procédure de revendication accélérée nouvellement mise en place, l'Association suisse des banquiers publie aujourd'hui une liste de tous les comptes dormants connus de particuliers non suisses et datant de l'époque de la Deuxième Guerre Mondiale. Les banques suisses ont pris cette initiative avec la Commission fédérale des banques, et le comité indépendant spécial présidé par Paul Volcker, qui a été créé pour identifier les avoirs en déshérence des victimes de l'Holocauste ».

particulièrement explicite par *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (24.7.97), qui ont mis en scène la publication de la liste en adoptant le point de vue de sa réception⁵.

Ces quotidiens ont consacré à ce sujet une page entière, intitulée « *Sortant de leur secret, les banques trouvent 1756 avoirs dormants* ». Immédiatement en dessous de ce titre, la page était barrée par trois photographies, placées côte à côte, et accompagnées de la légende suivante : « *La fameuse liste a suscité la curiosité aussi bien à Zurich (à gauche) qu'à Londres (à droite) et à Moscou (au centre)* ».

Les lignes qui suivent s'efforceront d'observer les traces du travail de problématisation et de publicisation conservées par ce document. Plus précisément, mon analyse élucidera la *relation* que cet article de journal a établie entre ses destinataires et la « *liste d'avoirs dormants* » dont il parlait. Cette démarche me permettra de spécifier l'étude engagée dans le sillage de Michel Callon et de ses collègues, de manière non seulement à mettre en évidence la participation des profanes et des citoyens ordinaires aux recherches de fonds en déshérence, mais à rendre compte de ses *modalités*.

Le spectre pris en considération par l'analyse sera progressivement élargi. Je commencerai par étudier les photographies, puis leur contribution à l'organisation de la page du journal, avant d'élucider comment celle-ci constituait la situation qui lui conférait sa signification et son orientation. Au fil de ce cheminement, il apparaîtra que ce document – *i.e.* les photographies et la page de journal *matériellement* conservées dans mon archive – n'est plus la page discursivement organisée au moment de sa publication. En revanche, elle garde des *traces* de cet environnement, à partir desquelles l'analyse s'efforcera de discerner les contours de la situation à la détermination de laquelle ce discours a contribué.

L'analyse peut prendre pour point de départ les photographies que le quotidien a utilisées pour illustrer la publication de la liste des titulaires de comptes en déshérence. Que voit-on sur ces images ? Des personnes qui lisent le journal. La première représente un jeune homme vêtu d'un costume, consultant la liste encartée dans son quotidien, en pleine rue de Zurich (le tram qui passe à l'arrière-plan, surmonté par une publicité dont le premier mot est « *züri* », ne laisse planer aucun doute à ce sujet). La deuxième est tirée en légère plongée, dans une synagogue (le pupitre, l'autel et les inscriptions hébraïques suffisent à l'attester). Au milieu de la pièce, deux hommes, barbus et portant la kippa, sont attablés derrière un journal. La troisième est prise dans un bureau (des ordinateurs sont allumés à l'arrière-plan). Au centre de l'image, un homme d'une soixantaine d'années est installé à sa table de travail, sur laquelle est étalé le *Times* (comme l'indique le titre de la publication, bien visible au premier plan).

Pour comprendre la signification de ces photographies, il ne suffit pas d'identifier leur organisation interne (celle que je viens de décrire). Il convient encore de saisir ce qu'elles *font* dans l'organisation de cette page de journal et, réciproquement, ce que cette dernière *leur* fait.

⁵ *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (24.7.97) : « *Sortant de leur secret, les banques trouvent 1756 avoirs dormants* ». Cette page est reproduite en annexe 31.

Prises une à une, ces images pourraient être mobilisées pour produire d'innombrables actions, dans une multitude de contextes de signification. La première photographie, par exemple, pourrait parfaitement être utilisée dans le cadre de diverses actions commerciales. Elle pourrait figurer dans le cadre d'une campagne d'affichage visant à associer la lecture de tel ou tel titre de presse (sans doute la *NZZ*, dans ce cas) à une catégorie de personnes (probablement les « jeunes cadres dynamiques »). La même image pourrait également être mobilisée au titre de « scène urbaine zurichoise » susceptible de figurer dans un guide touristique ou un album consacré à la « vie quotidienne des zurichois »⁶.

Or la publication de ces trois images *côte à côte* restreint considérablement les variantes interprétatives. En effet, cette simple opération de mise en page fait émerger une homologie formelle : si les contextes et les personnages représentés varient, ces derniers sont tous saisis en pleine lecture, penchés sur leur journal. Autrement dit, ces images sont explicitement publiées *ensemble* ce qui, dans les routines journalistiques – ordinairement mises en œuvre par les rédacteurs et par leurs lecteurs – manifeste qu'elles ont *quelque chose à faire ensemble*⁷. Dans ce cas, ces images partagent un trait commun immédiatement identifiable, elles représentent une activité : la lecture du journal. La relation matérielle établie entre ces images resserre donc l'imagination interprétative, sans l'annuler pour autant. En effet, ces trois photographies pourraient parfaitement être utilisées pour promouvoir la lecture d'un quotidien particulier, en mettant en évidence la diversité de ses lectorats. Cette présentation pourrait également faire une excellente couverture pour un ouvrage de sociologie consacré à « La lecture de la presse quotidienne ». Cependant, l'organisation matérielle de la page fournit encore quelques indices qui permettent d'aller plus loin. A commencer par la légende qui permet de spécifier cet acte de lecture en répondant à deux questions complémentaires : dans quels contextes ces lecteurs ont-ils été photographiés et que lisent-ils donc ?

La formulation de cette légende (« *La fameuse liste a suscité la curiosité aussi bien à Zurich (à gauche) qu'à Londres (à droite) et à Moscou (au centre)* ») est une consigne de lecture lapidaire mais extrêmement efficace. D'une part, elle précise que, pour comprendre ce dont il est question, il suffit de disposer d'une localisation géographique extrêmement vague des activités de lecture représentées par les photographies. Elles ont été respectivement photographiées à « *Zurich* », « *Moscou* » et « *Londres* ». D'autre part, elle précise que, contrairement aux apparences, ces quatre personnages ne lisent pas le journal. Ils consultent une « *fameuse liste* » qui suscite leur « *curiosité* ».

Ainsi, l'organisation des relations entre les trois photographies et la légende qui les accompagne oriente considérablement l'interprétation. Ces images représentent donc la lecture d'une *liste*, constituée en tant qu'objet d'*intérêt international*. Pour en savoir plus à son sujet, il faut prolonger

⁶ Dans la composition des journaux quotidiens, les rédacteurs photo exploitent cette polysémie des photographies. Ils puisent en effet régulièrement dans leurs archives, de telle sorte qu'ils utilisent parfois la même image pour illustrer des thèmes extrêmement variables.

⁷ Bien sûr, les erreurs de mise en page restent toujours envisageables. Cependant, elles sont habituellement immédiatement identifiables en tant que telles (« le rédacteur photo était probablement ivre hier soir... »). Ce qui tend à conforter mon analyse.

l'analyse. La description menée jusqu'ici traitait ces photographies comme des *représentations*, en l'occurrence de l'acte de lecture d'une liste, dans trois grandes villes européennes. Il est possible d'aller plus loin en les élucidant comme des activités discursives qui *illustrent* quelque chose, dans ce cas, un article de journal intitulé « *Sortant de leur secret, les banques trouvent 1756 avoirs dormants* ».

L'association de ces photographies et de ce titre – matériellement assurée par la mise en page du journal – détermine le *sujet* et l'*objet* de cette « *fameuse liste* ». En effet, le titre propose deux candidats pour occuper ces deux positions : « *les banques* » et « *1756 avoirs dormants* ». Si l'on s'en tient à sa tournure grammaticale, elle distingue, autour d'une action (*trouver*), un *sujet* identifié de manière extrêmement générique (les banques) et un *objet* précisément quantifié (1756 avoirs dormants). Cette formulation suggère donc que « les banques » soient les auteurs d'une liste dont les « *1756 avoirs dormants* » sont l'*objet*. Ainsi, la mise en page assure le lien entre le titre et les photographies, de telle sorte que leur articulation permet de comprendre que ces dernières représentent les lecteurs d'une liste, publiée par les banques suisses⁸, recensant les avoirs dormants dans leurs coffres.

Cette ébauche d'analyse indique la richesse des opérations réalisées par l'*ancrage local d'une activité* en général et, dans ce cas particulier, par l'*organisation matérielle de la mise en page d'un document*⁹. Il serait bien sûr possible d'approfondir considérablement cette analyse, indiquant de manière extrêmement détaillée comment chaque élément de la mise en page (les titres, les sous-titres, les intertitres, et les brèves inscrites en marge et l'ensemble du texte) contribuent à spécifier l'ensemble de l'article, lequel éclaire et cadre chacun des éléments qui le composent et l'interprétation dont ils peuvent relever. Cependant, telle n'est pas la visée de mon propos.

Au contraire, au fil de cette analyse, je m'efforce de saisir quelle place ce discours a assigné aux profanes et aux citoyens ordinaires auxquels il s'adressait, dans le cadre des recherches de « fonds en déshérence » qu'il relatait. Or, le mode d'analyse ébauché jusqu'ici ne permet pas entièrement de répondre à cette question. Pour s'en apercevoir, il n'est pas nécessaire d'analyser cette page jusque dans ses plus infimes détails.

L'organisation matérielle de la page permet de comprendre qu'il est question de *1756 avoirs dormants, retrouvés par les banques suisses, dont elles*

⁸ Lorsqu'un média désigne un objet ou un acteur de manière générique, il est possible de les spécifier, par défaut, par des caractéristiques communes du média et de ses destinataires. En l'occurrence, lorsqu'un média suisse, adressé à un lectorat suisse évoque « les banques », il faut comprendre « les banques suisses ». De même, lorsqu'une télévision française annonce une émission consacrée au « championnat de football », les téléspectateurs suisses (qui, s'ils font partie de l'*audience* des chaînes françaises, n'en sont pas les *destinataires*) ont tout intérêt à comprendre qu'il ne s'agira pas des compétitions helvétiques. Au sujet de cette distinction entre récepteur (ou audience) et destinataire et de ses conséquences s'agissant de qualifier les publics, voir ma discussion des travaux de Daniel Dayan (8.2.2, *supra*).

⁹ Méthodologiquement, cette observation ouvre la voie à une sociologie naturaliste des textes, soucieuse de les situer dans l'organisation de leur environnement physique. Cette manière de procéder serait en quelque sorte le pendant sémiotique de la démarche ethnographique développée par Erving Goffman. Ce dernier s'efforçait en effet d'étudier les comportements, tels qu'ils se manifestent dans des *situations naturelles, définies en termes de co-présence physique* (p.ex. Goffman, 1987 [1981] : 91). Sur cette voie, cette démarche rejoindrait également les lignes directrices de l'analyse de conversation, telle qu'elle était envisagée par Harvey Sacks, comme une étude systématique de l'organisation séquentielle de données naturelles.

ont publié la liste, laquelle a suscité la curiosité et l'intérêt des lecteurs de la presse internationale. Mais comment les éléments identifiés jusqu'ici distribuent-ils l'action déployée autour des comptes dormants dont il est question ? Ils désignent *les banques* comme son *sujet*. Une analyse de contenu suggérerait donc de considérer que cet article proposait de considérer les lecteurs de journaux – notamment ceux représentés par les photographies – comme les *spectateurs passifs* d'une opération menée par les banques et conjuguée au passé. Dans cette perspective, cette page pourrait être paraphrasée, en deux temps, de la manière suivante. D'une part, les banques *ont trouvé* 1756 avoirs dormants et en *ont publié* la liste. D'autre part, des lecteurs de journaux *en ont pris connaissance* avec curiosité à Zurich, Moscou et Londres.

Or cette interprétation serait erronée. En effet, tout entière concentrée sur la matérialité de la page, elle fait abstraction de son organisation discursive, qui la situe dans un contexte pratique et temporel plus large : celui de la recherche des « fonds en déshérence ». Concrètement, la mise en page de cet article est *organisée matériellement*, de manière à établir les relations entre « les banques », « 1756 avoirs dormants », des journaux et leurs lecteurs à Zurich, Moscou et Londres. Indissociablement, ce même article était *organisé discursivement* de telle sorte qu'il était adressé à des *destinataires*, pour lesquels ces éléments et leurs relations étaient *constitutifs d'une situation* qui excédait l'environnement matériel dans lequel ils étaient présentés (en l'occurrence la page de journal)¹⁰.

En première approximation, pour rendre compte de ce phénomène, il serait tentant de recourir à une opposition entre l'intériorité de l'article (organisée par sa présence matérielle) et son extériorité (les activités passées et à venir vers lesquelles pointe son organisation discursive). Cette manière de charcuter les discours est relativement classique. Elle se double habituellement d'une distribution disciplinaire du travail : aux linguistes l'étude de l'organisation interne des discours et aux sociologues l'analyse de leur environnement externe, et en particulier de leurs conditions de production et de réception. Cette manière routinière de procéder a cependant le très net inconvénient de purement et simplement manquer le phénomène.

Le 24 juillet 1997, des lecteurs de *24 Heures* et de la *Tribune de Genève* ont lu ou parcouru (superficiellement ou attentivement) ces articles et les illustrations qui les accompagnaient. Ils ne se sont pas retrouvés alors face à deux ordres de phénomènes : d'un côté une organisation matérielle (une mise en page et un texte relevant de la sémiologie ou de la linguistique) et de l'autre une organisation discursive présentant une situation sociale, constituée en enjeu public, concernant les recherches de « fonds en déshérence » (un discours relevant d'une analyse sociologique). Au contraire, ils ont été confrontés *simultanément* à l'un et à l'autre. Autrement dit, ils n'ont certainement pas considéré cette page de journal comme un objet matériel (du papier), un contenu (le texte) ou sa structure formelle (la mise en page). Du moins, ils n'ont probablement pas dissocié ces aspects et le déroulement des recherches de « fonds en déshérence » dont il était question. Plus encore, ils ont saisi la signification de cette page de journal – et tous les éléments qui la composaient

¹⁰ Pour une distinction des concepts d'« environnement », de « contexte » et de « situation », voir le travail de Louis Quéré (p.ex. 1997 : 183-184).

– dans un contexte d’emblée intentionnel. Autrement dit, les lecteurs ordinaires ont immédiatement associé cet article à une *affaire en cours*, et ce dont il parlait comme l’énième rebondissement d’une *controverse*.

Cette « pensée sauvage » – tant décriée en raison de son manque de distinction analytique – appréhende *simultanément* le *contenu* des journaux (leur organisation matérielle) et la *manière* dont ils le disent (leur organisation discursive). Ce « sens commun » ne distingue pas (amalgame ou confond¹¹) l’organisation matérielle de l’article et sa prise de position discursive dans un débat. C’est-à-dire qu’il traite *comme une seule et même chose* leurs activités informatives et leur travail politique¹².

A y regarder de plus près cependant, cette manière d’appréhender les choses n’était pas uniquement une affaire d’interprétation, produite de toutes pièces en réception, par quelques « idiots culturels » (*cultural dopes*). Au contraire, cette synthèse pratique était anticipée (et même normativement attendue) par l’organisation discursive du texte, dont le développement constituait une situation qui l’excédait et à l’intérieur de laquelle il s’inscrivait. Comment cette relation constitutive entre un texte et une situation a-t-elle été réalisée discursivement ?

Pour répondre à cette question, l’analyste rétrospectif ne dispose plus du contexte intentionnel qui permettait aux lecteurs ordinaires d’identifier immédiatement que les photographies représentaient des agents individués, en train de se livrer à une activité intelligible et pertinente, dans un environnement déterminé. En conséquence, il doit rechercher les traces de cette situation (*i.e.* de cet environnement polarisé et orienté), telle qu’elle se manifestait dans l’organisation du discours journalistique. Or, la prise en compte de cette dernière inversera le résultat fondé sur l’analyse de contenu, fondée sur la seule organisation matérielle de la page de journal.

J’ai interrompu mon analyse au point où il est devenu clair que *les banques suisses avaient trouvé 1756 avoirs dormants et en avaient publié la liste*. Or au milieu de la page, un encadré était placé sous une citation (entre guillemets) qui lui servait de titre : « *Les recherches doivent encore s’intensifier* ». Ainsi, donc, les « *banques* », les « *avoirs* », la « *liste* » et les « *lecteurs* » dont il était question dans l’article, étaient engagés dans des « *recherches* » *qui n’étaient pas terminées*. Cette indication change sensiblement la donne.

Dans la perspective des lecteurs du journal, cette organisation matérielle du texte explicite ses propres limites. Elle pointe vers quelque chose qu’elle constitue comme ce qui la dépasse (ou l’excède). Certes, quelque chose *s’est passé* : les banques ont trouvé des comptes et publié une liste. Des lecteurs en

¹¹ Ce caractère synthétique du sens commun a été maintes fois relevé. Les tenants de la rupture épistémologique l’ont même monté en épingle, pour mieux dénoncer son caractère « confus » et l’opposer à la dynamique analytique de la recherche en sciences sociales. A tel point qu’il serait tentant de retourner l’argument (et le jeu de mots) pour épingleur le *snobisme* de ceux qui accusent le sens commun de manquer de « distinction » (Bourdieu, 1979).

¹² Très concrètement, cette manière ordinaire d’appréhender les articles de journaux permet, simultanément, d’en considérer la *valeur informative* (« tu as vu ce que les banques ont fait hier ? »), sans perdre de vue leur *positionnement dans une controverse* (« tu as vu comment *24 Heures* traite la publication de la liste des titulaires » ?). Jean-Noël Darde (1988) a montré que « l’enjeu de la vérité » des productions médiatiques réside précisément dans leur disposition à être appréhendées comme des *discours rapportés* (*i.e.* des informations) ou comme des discours rapportants (*des prises de position*).

ont pris connaissance avec curiosité. Bien sûr quelque chose *se passe* ici et maintenant, dans le journal que vous lisez et qui vous informe de *ce qui s'est passé*. Mais tout cela (ce qui s'est passé et ce qui se passe) ne prend sens qu'à l'intérieur d'un empan temporel plus long, pas encore achevé, et donc relativement contingent : celui des « *recherches [qui] doivent encore s'intensifier* ».

Jusqu'ici il était possible de considérer la liste de 1756 avoirs dormants comme le résultat de recherches *achevées*, menées à bien *par les banques*. Or, il n'en est rien. Au moment de la publication, ces recherches étaient *en cours* et elles devaient même s'intensifier. Cette nouvelle indication permet de revenir aux photographies et d'y mettre en évidence un détail, jusqu'alors passé inaperçu. Dans les deux dernières images, le journal est *étalé bien à plat sur des tables*, les lecteurs sont *penchés en avant* et ils *suivent du doigt* ce qu'ils sont en train de lire. Ce détail restait « vu mais non perçu » (*seen but unnoticed*) pour les lecteurs ordinaires. En effet, leur lecture était orientée par la controverse, dont l'orientation et le déroulement permettaient de reconnaître immédiatement la représentation photographique d'un travail de recherche dans la liste, constitutif de l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Par contre, pour l'analyse rétrospective, ce même détail revêt une importance décisive : il fait figure d'indice à partir duquel il est possible d'explorer la situation qui prévalait à l'époque.

Concrètement, ces images signifiaient une *lecture attentive*, une forme d'effort ou de travail inhabituels pour la lecture ordinaire du journal – ce type d'activité dont la forme routinière correspondrait plutôt à la posture relâchée adoptée par le jeune homme de la première photographie. Cet article était donc indissociable d'une situation, dans laquelle la posture de ces personnages renvoyait immédiatement aux « *recherches* » relatées par l'encadré. Elle présentait leurs auteurs attentifs, penchés sur leur journal, à *la recherche de quelque chose*¹³. Mais que cherchaient-ils au juste ?

Une première manière de répondre à cette question se trouvait dans le texte de l'encadré : « *Pas difficile d'imaginer avec quelle émotion les juifs de Suisse auront parcouru la liste des 1756 comptes qui circulait depuis quelques jours avant d'être publiée hier. "Je crois que nous avons tous espéré découvrir la trace d'un grand-père, d'un cousin ou d'une connaissance, déclare Thomas Lyssy, vice-président de la Fédération des communautés israélites (FSCI). Jusqu'ici personne ne nous a signalé un détenteur d'avoirs. Toutefois des pistes se dessinent déjà. Je pense que l'on obtiendra vite des résultats, surtout grâce au réseau internet".* » Ainsi, l'article offrait une première partie de réponse : en lisant la liste, les « *juifs de Suisse* » s'étaient mis à la recherche des traces « *d'un grand-père, d'un cousin ou d'une connaissance* » et, plus généralement, d'un « *détenteur d'avoirs* ». Mais alors, qu'en était-il des autres lecteurs – ceux représentés par les photographies, par exemple. Que recherchaient-ils dans la liste ?

Pour répondre à cette question, deux voies sont possibles. La première consiste à considérer que cet article contribuait à la définition d'un problème,

¹³ La « recherche » dont il est question ici ressemble à s'y méprendre à celle des laboratoires. Ainsi, Bruno Latour n'a cessé de mettre en évidence l'énorme travail consenti par les scientifiques pour produire des « inscriptions » – *i.e.* des visualisations simplifiées – qui permettent de *montrer du doigt* ce qui était jusqu'alors invisible, faisant ainsi de la pensée « un travail des mains » (Latour, 1985 : 9).

en particulier lorsqu'il indiquait que les banques étaient à la recherche de comptes, de leurs montants et de leurs titulaires¹⁴. Or, le titre de l'article signalait qu'elles avaient trouvé des comptes. Et la première partie du sous-titre indiquait qu'elles les avaient associées à un montant : « *Une opération sans précédant permet de débusquer pour 60 millions de francs de comptes en déshérence* ». Restait donc à localiser leurs titulaires. En publiant la liste, les banques semblaient donc avoir décidé de partager cette tâche avec les journaux et leurs lecteurs.

Une seconde manière de procéder consiste à revenir à la liste, publiée la veille dans d'autres journaux, de manière à repérer les consignes de lecture dispensées par l'Association suisse des banquiers. Dans ce cas, ces dernières ont l'avantage d'être particulièrement explicites : « *Si vous reconnaissez un nom sur cette liste et pensez être l'ayant droit légitime d'un compte dormant, ou si vous disposez d'une information quelconque qui pourrait nous aider à localiser un ayant droit, veuillez remplir la demande de dossier d'information et l'adresser à l'un des bureaux de liaison d'Ernst & Young cités ci-après.* » Il est possible d'en déduire que les lecteurs de la liste – et donc ceux que *24 Heures* et la *Tribune de Genève* représentent photographiquement – cherchaient à localiser l'un ou l'autre des ayants droit égarés par les banquiers suisses.

Quelle que soit la voie retenue, cette analyse aboutit à une réponse identique : il est possible d'affirmer que, dans la situation constituée par cette page de journal, les photographies ne représentaient pas des lecteurs de journaux, mais *des personnes à la recherche d'informations sur un ayant-droit de « fonds en déshérence »*. Autrement dit, ces images *signifiaient* un tournant pris par les recherches de « fonds en déshérence ». Suite à la publication de la liste de titulaires par les banques, ces dernières ne menaient plus seules les recherches. Elles étaient épaulées par *les lecteurs de la presse internationale à grand tirage*¹⁵.

Le déplacement interprétatif réalisé par mon analyse est parti de la mise en évidence d'un infime détail, *vu mais non perçu* par les lecteurs ordinaires : des bustes penchés en avant, des doigts qui suivent des lignes. Or, sitôt que ce détail est appréhendé comme un élément constitutif d'une organisation discursive, ses conséquences sont décisives pour l'inscription de cette page de journal *dans les recherches de « fonds en déshérence »*, pour la *signification qu'elle attribuait à ces dernières*, et pour la *position qu'elle proposait à ses lecteurs d'adopter à leur égard*.

Par son organisation matérielle et discursive, cette page de journal s'inscrivait donc dans un processus de recherche qui l'excédait, doté d'un passé

¹⁴ La publication de la liste de titulaires a sonné le glas de la définition des « fonds en déshérence » en tant que problème privé. Elle a ouvert la voie à une nouvelle perspective, dans laquelle elle apparaissait comme une crise des « routines bancaires », supposées assurer le lien entre des comptes, les montants qu'ils contiennent et leurs titulaires (cf. 9.2.3, *supra* et Terzi, 2000).

¹⁵ Michel Barthélémy signale que de tels élargissements des collectifs de recherche impliqués dans les problèmes publics doivent beaucoup aux contraintes pratiques qui pèsent sur les médias. Ceux-ci sont en effet chargés de restituer des informations et des analyses « dans un langage accessible à un large public, qui s'étend bien au-delà des seuls spécialistes et des personnes informées des questions soulevées par ces sujets » (Barthélémy, 1996 : 5).

supposé connu et d'un avenir contingent¹⁶. Elle organisait cette *situation* autour d'une activité – *rechercher* – que l'article attribuait à deux sujets distincts. D'un côté, elle l'associait aux banques, dont il annonçait qu'elles avaient *trouvé* des avoirs dormants (ce qui impliquait qu'elles les aient recherchés). De l'autre, elle l'assignait à des lecteurs de journaux – c'est-à-dire à des « profanes » et à des « citoyens ordinaires » – qui, penchés sur la liste, s'étaient attelés à la recherche des titulaires. Concrètement, l'organisation matérielle de cette page de journal (*i.e.* la mise en page de ce qui est dit et photographié) présentait la publication de la liste comme une rupture entre les investigations conduites par les banques dans le passé, et les recherches à venir, menées par un vaste collectif international, disséminé dans les rues, les synagogues et les bureaux de Zurich, Moscou ou Londres.

A ce point, l'analyse ne fait que confirmer les observations menées au chapitre 9 : elle montre que la publication de la liste a permis à des profanes et à des citoyens ordinaires de participer aux recherches de titulaires. Dans la terminologie des auteurs d'*Agir dans un monde incertain*, cet article pourrait être considéré comme la manifestation du passage de la « recherche confinée » (conduite par les banques) à la « recherche en plein air » (conduite par les journaux et leurs lecteurs). En ce sens, cet article pourrait donc être analysé comme un pas accompli dans le sens d'une « démocratie dialogique ». S'interrompre sur cette observation reviendrait cependant à s'arrêter à la moitié du gué. En effet, cette organisation matérielle est indissociable d'une organisation discursive qui mérite également d'être prise en compte¹⁷. Or, l'analyse de cette dernière ne peut se contenter de considérations au sujet des *énoncés* de cet article de journal (*i.e.* de son contenu), elle suppose encore d'élucider *son énonciation* (*i.e.* les modalités de ce dire). Autrement dit, il ne suffit pas d'observer ce que *disait* cet article de journal, il convient encore de rendre compte de ce qu'il *faisait*.

Ce discours présentait la liste des titulaires et les controverses qui l'entouraient aux lecteurs de *24 Heures* et de la *Tribune de Genève*. Autrement dit, il constituait ces derniers comme un public intéressé par la question des avoirs dormants et la restauration du lien avec leurs titulaires. Dans la configuration de la situation qui prévalait à l'époque, *cet article de journal en faisait des membres à part entière du collectif de recherche*, dont il se présentait dans le même mouvement comme l'un des médiateurs indispensables.

Le cheminement de mon analyse me mène donc à dire que cet article de journal ne faisait pas que véhiculer des informations sur les recherches de « fonds en déshérence ». Il y *participait* de plein pied et il y *enrôlait* ses lecteurs. Le saut est considérable. Téméraire ou délirant, jugeront certains. Je leur laisse alors une seule observation à méditer. Au même titre que tous les quotidiens suisses dans lesquels la liste n'avait pas été encartée, *24 Heures* et la *Tribune de Genève* se sont faits les porte-voix de l'appel des banques par le

¹⁶ La seconde partie du sous-titre de l'article constitue explicitement ce « passé connu » et cet « avenir contingent » : « *On est bien loin des illustres peanuts du patron de l'UBS. Une seconde liste de 20 000 noms suivra en octobre* ».

¹⁷ En termes techniques (p.ex. Austin, 1970 [1962]), mon analyse vise à montrer que l'*énoncé constatif* établi par l'organisation matérielle du journal (« ceux qui lisent la liste des titulaires participent aux recherches des fonds en déshérence ») est indissociable de l'*énonciation performative* (« vous qui lisez ce journal êtes enrôlés dans les recherches de fonds en déshérence »).

biais d'un petit encart, inscrit en marge, et intitulé « *Au téléphone* » : « *Pour toutes les questions concernant l'identification des avoirs dormants, on peut appeler le numéro gratuit 0800 850 005.* »

A la lumière de ce petit coup de théâtre analytique, revenons une dernière fois aux photographies. Que représentaient-elles alors ? Des lecteurs de journaux ? Des chercheurs de « fonds en déshérence » ? Bien sûr un petit peu des deux. Mais ces personnages – qui s'étaient engagés dans les recherches de titulaires en lisant une liste – devenaient surtout une *proposition d'identification*, pour cet autre lecteur qui se faisait enrôler dans ces mêmes recherches par l'article de *24 Heures* ou de la *Tribune de Genève* qu'il était en train de lire¹⁸.

C'est ici qu'intervient de façon décisive le mouvement spéculaire que j'évoquais en introduction à cette analyse. Au bout du compte, ces photographies signifient autant une réalité extérieure, qu'un miroir dans lequel le lecteur de journal *était invité à se reconnaître*, en regardant ses *alter ego* (les profanes et les citoyens ordinaires qui participaient au même collectif de recherche que lui) qui menaient sous ses yeux l'activité que lui-même était appelé à accomplir au même moment : rechercher les titulaires des « fonds en déshérence ».

Synthèse du paragraphe 10.1.1

Plus que les audits conduits sous la houlette du Comité Indépendant de Personnes Éminentes, les publications de listes de titulaires de « fonds en déshérence » ont considérablement élargi et ouvert le collectif de recherche. Elles ont en particulier permis aux médias et à leurs publics – c'est-à-dire à des profanes et à des citoyens ordinaires – d'y jouer un rôle actif. Dans cette perspective, les « fonds en déshérence » n'étaient donc plus traités comme un problème privé n'impliquant que des banquiers et leurs clients, ni comme une question communautaire concernant au premier chef les membres des communautés juives (et même plus précisément leurs représentants)¹⁹.

Cependant, à l'instar de *24 Heures* et la *Tribune de Genève*, la plupart des quotidiens suisses ont institué un dispositif spéculaire : ils ont configuré leurs lecteurs comme un collectif *directement* affecté par les problèmes rencontrés par les banques suisses. En présentant les choses de cette manière, les journaux suisses ont proposé à leurs lecteurs de participer aux recherches des titulaires aux côtés des banques suisses, c'est-à-dire en adoptant leur perspective sur la question. En clair, les profanes et les citoyens ordinaires configurés par la presse suisse étaient enrôlés dans la controverse, mais exclusivement

¹⁸ L'énonciation de l'article n'était performative que dans ses conditions naturelles de diffusion, à savoir pour les lecteurs qui l'ont découvert le 24 juillet 1997. En conséquence, cette remarque mériterait d'être formulée au présent de l'indicatif : les personnages représentés par les photographies ne sont des propositions d'identification que pour « cet autre lecteur qui *se fait* enrôler dans ces mêmes recherches par l'article qu'il *est* en train de lire ».

¹⁹ Bien sûr, cette analyse indique tout au plus une *tendance* qui comporte d'innombrables exceptions. D'un côté, il est indéniable que ces publications ont décloisonné les recherches, ouvrant la voie à l'implication de personnes extrêmement diversifiées. De l'autre, ni la composition ni les procédures des institutions existantes (la CIE, l'ICEP ou la Task Force) n'ont pour autant été adaptées à cette nouvelle donne. De même, les journalistes n'ont pas pour autant cessé, du jour au lendemain, de s'adresser en priorité aux membres et aux responsables de la communauté juive. A ce sujet, cet article de *24 Heures* et la *Tribune de Genève* présente une ambiguïté assez emblématique. Les photos qui l'illustrent décloisonnent entièrement les recherches, pour en faire une activité dans laquelle n'importe qui peut s'impliquer aux côtés des juifs. Pourtant, sur la même page, c'est en priorité l'avis de Thomas Lyssy – et à travers lui celui des « *juifs de Suisse* » – qui est mis en évidence au sujet de cette publication.

pour aider *leurs banques* à sortir de la mauvaise passe dans laquelle elles se trouvaient. En constituant la légitimité de ce seul mode de participation, ils ont mis en forme le public d'un problème identitaire. Dans cette perspective, participer aux recherches de titulaires égarés par les banques, c'était contribuer à la résolution du problème de la Suisse et des Suisses, c'est-à-dire s'engager pour la défense du secret bancaire et donc pour le retour au confinement ordinaire des pratiques bancaires.

10.1.2 La constitution médiatique d'un public narcissique

Dans la perspective d'une sociologie des controverses socio-techniques, la publication de la liste des titulaires apparaîtrait comme une esquisse de démocratie dialogique. Elle a fait sortir les recherches de « fonds en déshérence » du giron des seuls experts, rompus aux techniques de la comptabilité analytique, et aux méthodes de préservation de la sphère privée constitutives de la raison bancaire ordinaire. Elle a désingularisé la question des « fonds en déshérence », de telle sorte qu'elle laissait place aux interventions des profanes et des citoyens ordinaires tout au long du processus.

Sur ce point, l'analyse de la publication d'une liste de titulaires de « fonds en déshérence » confirme un point décisif mis au jour par Michel Callon et ses collègues. Ceux-ci ont en effet souligné le lien indissociable qui unit les descriptions des « états du monde possibles » et la composition des « collectifs de recherche ». De même, l'étude de la liste des titulaires a montré qu'elle a, à la fois, généralisé le problème des « fonds en déshérence » à l'échelle du système bancaire suisse et ouvert le travail de recherche aux journaux quotidiens et à leurs lecteurs.

Cependant, l'analyse détaillée des *modalités de publicisation* de la liste de titulaires par la presse suisse a considérablement approfondi ces observations. Je ne me suis pas contenté de constater que la *généralisation du problème* s'était accompagnée d'une *extension du collectif de recherche*. Plus profondément, je me suis efforcé de décrire comment ces activités discursives avaient donné forme à un *problème* et à son *public*, et d'élucider les *modalités de participation* qui ont été réservées à ce dernier. Cette manière d'étudier les dynamiques de *problématisation* et de *publicisation* rejoint alors les problématiques de l'enquête et du public formulées par John Dewey (7.1 et 8.2.2, *supra*).

Cette analyse invite tout d'abord à prolonger la réflexion articulée autour des « grandeurs » du problème et de son public. La publication de la liste de titulaires a institué une définition des « fonds en déshérence » qui a notamment fait exploser le *nombre* d'enquêteurs engagés dans leurs recherches. Par le biais de la presse internationale, cette procédure a constitué un vaste collectif de recherche, rassemblant des profanes et des citoyens ordinaires disséminés à l'échelle mondiale. Cette observation est incontestable si l'on s'en tient à l'analyse des *énoncés* (*i.e.* de ce qui est dit), c'est-à-dire à la *matérialité de la liste* (commune à tous les supports qui l'ont véhiculées) et à son *contenu* (qui disait la *même chose* dans des langues différentes). Les choses deviennent en revanche infiniment plus nuancées sitôt que l'analyse s'intéresse à l'*énonciation de la liste* (*i.e.* aux modalités de son dire). En effet, les médias suisses qui ont relayé et accompagné cette publication ont déployé un travail de *mise en forme* (*i.e.* d'information) et de *commentaire*, c'est-à-dire un ensemble d'*opérations discursives* qui ont considérablement transformé la signification et l'orientation de la liste de titulaires et de sa publication.

Ainsi, il est possible de considérer en première approche que la liste publiée par les banques revêtait une forme unique, relayée par différents supports. A y regarder de plus près cependant, il apparaît que, par exemple, le discours déployé par *24 Heures* et la *Tribune de Genève* est intervenu dans la constitution du public de ce document standardisé. Or, l'analyse détaillée a montré que cette publication constituait des *destinataires* comme les membres du collectif de recherche des « fonds en déshérence ». Cependant, elle

conférait à ce dernier une *forme* et des *fonctions* fort éloignées de l'idéal de la démocratie dialogique promue par Michel Callon et ses collègues. Concrètement, cette page de journal organisait un *jeu de miroirs*, qui *proposait* aux lecteurs de *s'identifier* (voire de se confondre) au collectif chargé des recherches de « fonds en déshérence », par le biais d'une dynamique *spéculaire*. En ce sens, il est possible de dire que ce discours participait à la constitution d'un *public narcissique*, invité à se reconnaître dans la mise en scène médiatique du public constitué par les mesures adoptées par les banques suisses.

De diverses manières, l'ensemble des titres de la presse suisse ont élaboré des dispositifs similaires, *constituant leurs destinataires en tant que public des activités des banques suisses*²⁰. Ainsi, alors même que la publication de la liste de titulaires signifiait l'épuisement de la raison bancaire ordinaire, les médias suisses ont élaboré une *proposition d'identification* qui instituait une relation spéculaire entre leurs lecteurs et les banques, respectivement traités comme des entités constitutives de l'identité suisse²¹.

10.2 La constitution du secret bancaire en bien public

Les publications des listes de titulaires ont contribué à la problématisation et à la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elles ont notamment suscité des enquêtes sur les conséquences de ces mesures pour la place financière suisse, sa réputation et sa prospérité. Au cours de cette section, l'analyse montrera comment le secret bancaire a été constitué en bien public (10.2.1). Dans cette perspective, les revendications en faveur de la restitution des « fonds en déshérence » ont été considérées comme le lancement d'un *conflit économique international*, face auquel le public suisse a été appelé à défendre sa place financière (10.2.2). En conséquence, la question « des fonds juifs et de l'or nazi » a pris la forme d'un problème de réputation, auquel il convenait de répondre par le lancement d'une campagne de communication (10.2.3).

10.2.1 Le secret bancaire comme propriété publique de la collectivité suisse

Deux jours après la parution de la première liste, Pierre Schäffer se montrait extrêmement pessimiste quant à l'efficacité de cette mesure, dont il redoutait un « *[e]ffet boomerang* ». En conclusion d'un article du *Nouvelliste*, il énumérait « *[t]rois questions* » soulevées par cette démarche (*Le Nouvelliste*, 25.7.97)ⁱⁱ :

La publication de cette liste, la première, suivie à l'automne d'une seconde, beaucoup plus importante pose trois questions. La première, pour les banques, est l'atteinte au secret bancaire qui va affaiblir la place financière suisse, comme pour mieux donner raison à Jean-Pascal Delamuraz. La deuxième vaut pour les titulaires non juifs de comptes ou leurs ayants droit dont le nom est jeté en pâture sur la place publique. La troisième s'adresse aux États dont relèvent les titulaires de comptes réputés « dormants » : vont-ils exiger une déclaration pour mieux intégrer leur montant à un éventuel impôt sur la fortune, après réévaluation et calcul des intérêts ?

Ce jour-là, des préoccupations similaires animaient l'éditorialiste²² du *Journal de Genève* (25.7.97)ⁱⁱⁱ :

²⁰ Ce discours médiatique a proposé à ses lecteurs (*i.e.* un public médiatique) de se constituer comme parties prenantes des recherches de « fonds en déshérence » représentées par les activités des banques suisses (*i.e.* un public politique). Le travail discursif qu'ils ont déployé pour y parvenir donne corps aux critiques adressées aux recherches qui confondent ces deux aspects du public (cf. 8.2.2 *supra*).

²¹ Sur cette constitution discursive du caractère « suisse » mis en œuvre par les discours médiatiques pour établir le lien entre leurs lecteurs et les banques, voir la note 8, *supra*.

²² A l'époque, l'ensemble des articles et des commentaires du *Journal de Genève* étaient signés « La Rédaction », en guise de protestation contre les tractations secrètes menées en vue de sa fusion avec *Le Nouveau Quotidien*.

La tempête fait rage, suite à la publication de la liste des titulaires de comptes en déshérence dans les banques suisses. Que deviendront ces 2000 noms – innocent ou non, victime des nazis ou collaborateur, de vieille noblesse européenne ou dignitaire du Reich, fraudeur du fisc français ou franquiste espagnol – qui ont été balancés dans la presse mondiale, alors que les contrôles des banquiers sont clairement insuffisants dans certains cas, et qui sont ainsi jetés en pâture à la curiosité publique ?

Car – outre l'effet de transparence demandée – la publication de ces 2000 noms étrangers dans la grande presse internationale constitue une stimulation directe d'un réflexe journalistique ultraclassique : celui de l'intérêt primordial porté aux sujets de proximité. Les réactions de nos confrères du reste du monde, hier, vont clairement dans ce sens. *El País* s'est précipité chez le beau-frère du général Franco dont le nom figure sur la liste. Le quotidien suédois *Dagens Nyheter* a interrogé cinq compatriotes qui disent ne pas comprendre ce qui leur arrive. En Hollande, le *Volkskrant* a retrouvé une famille persuadée que le compte qui la concerne a été ouvert pour aider « des fugitifs juifs qui voulaient se rendre en Suisse ». Et cætera.

La chasse étant lancée, on peut compter sur les différents titres de la presse internationale pour nous écrire, ces prochains jours, de formidables comme de tragiques histoires. Où il sera question de sommes déposées sur un compte comme argent de poche pour des enfants qui étudiaient en Suisse, d'évasion fiscale, ou de marchand d'art qui a entamé sa carrière en vendant des œuvres d'art volées par les nazis.

Dans les jours suivant immédiatement la première publication, l'enquête a mis en évidence les répercussions que pourraient avoir la liste pour les titulaires, dont le nom était « jeté en pâture sur la place publique » ou « balanc[é] dans la presse mondiale ». Allaient-ils être placés sous les feux des rampes et contraints de livrer leur destin pour en faire « de formidables comme de tragiques histoires » médiatiques ? Les conduites déshonorantes commises par certains d'entre eux dans le passé allaient-elles être révélées publiquement et susciter les vindictes médiatiques et populaires ? Les fraudeurs allaient-ils être démasqués et soumis à de sévères redressements fiscaux ? Ainsi, les médias suisses ont souligné le chamboulement que la publication de la liste pouvait entraîner dans la vie quotidienne et sans histoire de nombreux titulaires de comptes bancaires.

En retour, ces inquiétudes interrogeaient la capacité des banquiers suisses à protéger la sphère privée de leurs clients. La dynamique de cet « effet boomerang » était nettement marquée par le raisonnement déployé par le commentaire du *Journal de Genève*. Dans un sens, il signalait que la publication répondait à une *demande de transparence* relative à la question des « fonds juifs et de l'or nazi ». Dans l'autre, il mentionnait qu'elle incommodait des clients qui n'étaient pas directement concernés par ce problème et, surtout, qui *n'avaient rien demandé*. Certes, ce discours se concentrait sur les implications de la liste pour les titulaires, sans expliciter ses conséquences pour leurs banquiers. Cependant, il suggérait l'émergence d'un problème de *confiance*. En effet, il dessinait les contours d'une situation inquiétante, dans laquelle les titulaires d'un compte dans une banque suisse pouvaient être « balancés dans la presse internationale », avant de devenir les proies d'une impitoyable « chasse » médiatique.

A ce moment de la discussion, plusieurs articles ont signalé qu'en publiant des noms de titulaires, les banquiers suisses avaient pris le risque d'ébranler les rapports de confiance qui les unissaient à leurs clients. Dans la plupart des cas, ces enjeux étaient présentés, sous la forme de spéculations anecdotiques. Seul Pierre Schäffer trouvait alors matière à agiter explicitement le spectre d'une « atteinte au secret bancaire », entraînant un « affaiblissement de la place financière suisse » qui, au bout du compte, « donn[ait] raison à Jean-Pascal Delamuraz »²³. Cependant, cette manière de problématiser et de

²³ Lors de son interview, publiée le 31 décembre 1996 par *24 Heures* et la *Tribune de Genève*, Jean-Pascal Delamuraz avait notamment affirmé que « l'affaire des fonds juifs et de l'or nazi » ne faisait que

publiciser les « fonds en déshérence » n'est pas restée marginale bien longtemps. Dès le lendemain, le *Journal de Genève* (26.7.97) se faisait plus explicite, en titrant en première page : « *La liste de titulaires des fonds dormants ne sonne pas le glas du secret bancaire* ». Ce faisant, il infirmait les conjectures émises à ce sujet par le président du Congrès juif mondial, Edgar Bronfman^{iv} :

La publication par les banques suisses des noms de titulaires de comptes dormants n'en finit plus de faire des vagues. C'est au tour du secret bancaire de se retrouver dans la tourmente. En effet, Edgar Bronfman, le président du Congrès juif mondial (CJM), a prédit sa fin prochaine. Dans une interview à l'agence Reuter, il se déclare satisfait que la Suisse ait finalement – cinquante-deux ans après la fin de la guerre – publié une liste de quelque 1800 titulaires de comptes en sommeil. Mais il prévoit « l'écroulement du secret bancaire » lorsque les banques suisses publieront, le 20 octobre, une nouvelle liste de comptes laissés sans nouvelles depuis 1945 et ouverts par des citoyens suisses.

Immédiatement après avoir rapporté les propos d'Edgar Bronfman, le *Journal de Genève* s'y opposait fermement. En ce sens, il relayait les arguments de « *Me Maurice Aubert – avocat genevois, ancien banquier et auteur de divers ouvrages sur le secret bancaire suisse qui font référence* » qui estimait « *qu'il n'en est rien* ». Pour fonder cette affirmation, il rappelait que la publication était « *le fruit d'une mesure d'exception* », dont la portée était strictement restreinte par deux textes. Le premier était l'arrêté fédéral voté le 13 décembre 1996 pour instituer la Commission Indépendante d'Experts, qui limitait « *clairement la levée du secret professionnel des avocats et du secret bancaire au seul objet de l'enquête* » (cf. 1.3.3, *supra*). Le second était une décision, prise le 25 juin 1997, par la Commission fédérale des banques, dont le directeur Kurt Hauri avait alors souligné que la publication était une « *mesure nécessaire pour retrouver les ayants droit des comptes en déshérence* ». Dans l'enchaînement, le *Journal de Genève* rapportait les appréciations de l'Association suisse des banquiers :

Même son de cloche au sein de l'Association suisse des banquiers (ASB). Pour Sylvia Matile, sa porte-parole, il est « absurde » de penser que le secret bancaire va disparaître. Comme l'a rappelé Me Maurice Aubert, « il n'a jamais été absolu et il est notamment levé en cas d'enquêtes pénales ». Sylvia Matile se veut même rassurante en précisant : « Si un ayant droit d'un compte laissé sans nouvelles se présente, il bénéficiera automatiquement à nouveau de la protection du secret ».

Pour conclure, l'article citait un personnage anonyme :

Reste que selon un spécialiste, « les propos du président du Congrès juif mondial corroborent l'analyse de l'ancien ambassadeur Carlo Jagmetti selon lequel il existerait une guerre entre les places financières suisse et américaine ».

En trois jours, l'enquête menée au sujet de la publication de la liste des titulaires avait profondément infléchi la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi ». Certes, cette mesure avait élargi le collectif de recherche et approfondi l'exploration des mondes possibles. Le débat lancé à son égard avait cependant surtout fait émerger le risque d'un « *effet boomerang* » : en satisfaisant aux exigences des requérants, l'Association suisse des banquiers risquait de mettre en péril le secret bancaire.

Face à cette menace, le *Journal de Genève* a immédiatement endossé la perspective des banquiers suisses pour réfuter cette interprétation. La dynamique de leur discours a rigoureusement circonscrit la portée de cette mesure dans les limites restrictives d'un cadre

démontrer la vivacité de la « concurrence économique ». Selon lui, les revendications formulées aux États-Unis et en Grande-Bretagne avaient pour seul objectif de « discréditer » et de « démolir la place financière suisse » (cf. 4.2.2, *supra*).

légal exceptionnel. Pour étayer cette interprétation, le quotidien genevois a convoqué, sur cinq colonnes en première page, les arguments techniques de plusieurs spécialistes du monde bancaire suisse. En recourant à un tel déploiement de force, le *Journal de Genève* a conféré une grande importance aux propos d'Edgar Bronfman. Concrètement, il a constitué une situation dans laquelle les propos du président du Congrès juif mondial risquaient d'avoir un effet performatif et méritaient donc d'être démentis par un front unanime. Sa première page devenait alors une scène qui manifestait la convergence de vues d'un auteur d'ouvrages de référence, de l'Association suisse des banquiers et d'un spécialiste.

La constitution de cette alliance *problématisait* les « fonds en déshérence » comme une menace pour le secret bancaire suisse, c'est-à-dire comme l'expression d'une « *guerre entre les places financières suisse et américaine* ». Elle configurait ainsi l'intelligibilité d'un *conflit économique*, impliquant l'ensemble des acteurs de la place financière suisse, unis pour défendre le secret bancaire, ainsi constitué en tant qu'élément constitutif de ce secteur d'activité.

Cette problématisation des « fonds en déshérence » – déployée par *Le Nouvelliste* et le *Journal de Genève* – configurait une situation qui déterminait *rétrospectivement* la pertinence des considérations émises, six mois auparavant, par Jean-Pascal Delamuraz et Carlo Jagmetti. A la lumière de ces développements, les propos de ces derniers apparaissaient comme des appréciations parfaitement judicieuses et leurs auteurs comme des *lanceurs d'alerte* dont les voix méritaient d'être entendues²⁴.

Synthèse du paragraphe 10.2.1

La controverse sur les « fonds en déshérence » a été constituée comme un enjeu d'intérêt public, *en raison des risques qu'il comportait pour le secret bancaire*. Les quotidiens suisses s'accordaient pour considérer que la publication de la liste de titulaires ouvrait la voie à des attaques contre le secret bancaire et donc contre la place financière suisse. Plus encore, ils se rejoignaient pour considérer que ces menaces constituaient un enjeu face auquel une *riposte* devait être menée conjointement par les milieux bancaires (l'ASB, la CFB, les banquiers privés) politiques (Jean-Pascal Delamuraz) et diplomatiques (Carlo Jagmetti). Ainsi, *Le Nouvelliste* et le *Journal de Genève* se rejoignaient pour constituer un public, légitimement représenté par l'ensemble des acteurs helvétiques qui s'élevaient pour défendre le secret bancaire, face aux attaques menées par Edgar Bronfman. Autrement dit, ces articles proposaient à leurs lecteurs de s'identifier aux actions de défense du secret bancaire menées *en leur nom*, par *leur journal*, *leurs banques*, *leurs autorités politiques* et *leurs diplomates*.

Cette dynamique constituait donc le secret bancaire comme un *bien public* constitutif de l'*identité nationale*. Plus précisément, elle en faisait une *propriété helvétique* qui méritait d'être défendue par l'ensemble des instances représentatives de la Suisse et des Suisses. Ces derniers étaient invités à se reconnaître et à s'incorporer dans un point de vue focal, dont la mise en forme reposait sur un double mouvement d'*assimilation*. Premièrement, cette dynamique associait le secret bancaire et la prospérité de la place financière suisse. Ainsi, dès lors que la liste pouvait être considérée comme une mise en cause du secret bancaire, elle apparaissait comme un « *boomerang* », susceptible d'« *affaiblir la place financière suisse* ». Deuxièmement, cette configuration assimilait la place financière suisse et la Suisse. De telle sorte que les atteintes à la prospérité de la première justifiaient les interventions des représentants de la seconde.

²⁴ La notion de « lanceur d'alerte » est empruntée à Francis Chateauraynaud et Didier Torny (1999). Mon analyse souligne cependant que l'identification de ces personnages repose moins sur les alertes qu'ils lancent, que sur la pertinence et l'efficacité pragmatique qui leur sont *rétrospectivement* conférées au cours d'une enquête.

10.2.2 La configuration d'un conflit économique international

L'analyse qui précède a montré que les articles du *Nouvelliste* et du *Journal de Genève* proposaient à leurs lecteurs de se constituer comme parties prenantes aux recherches de « fonds en déshérence ». Mais ils leur assignaient une position *identifiée* aux actions entreprises dans ce cadre pour *défendre le secret bancaire*. Autrement dit, ces discours journalistiques proposaient à leurs lecteurs de *se reconnaître* dans les actions entreprises, pour contrer Edgar Bronfman, par les banquiers, des politiciens et des diplomates, ainsi institués en tant que représentants légitimes de la Suisse.

Cette dynamique *spéculaire* était alors mise en scène de manière particulièrement explicite par le *Blick* (26.7.97) qui tirait²⁵ : « *Après le désastre des fortunes en déshérence. Un milliardaire US veut faire craquer notre secret bancaire !* » (*Nach dem Desaster um nachrichtenlose Vermögen. US-Milliardär will unser Bankgeheimnis knacken !*)²⁵. Ce recours au « nous » inclusif associé au « *secret bancaire* » constituait explicitement ce dernier comme un point de vue focal, qui *incorporait* les perspectives du journal et de ses lecteurs. La mise en page redoublait cette configuration par l'institution d'une paire catégorielle opposant les défenseurs et les adversaires du secret bancaire.

D'un côté, le journal désignait les adversaires du « *secret bancaire* » et donc du « nous » auquel il était assimilé. A droite du titre, une photographie d'Edgar Bronfman était accompagnée de la légende suivante : « *Il voit le secret bancaire tomber : Edgar Bronfman* » (*Sieht das Bankgeheimnis fallen : Edgar Bronfman*). Cette mise en forme établissait une équivalence entre le « *milliardaire US* » dont il était question dans le titre et la photographie d'Edgar Bronfman qui l'accompagnait. Immédiatement en dessous de cette dernière, une seconde association était établie par une autre photographie, de dimension similaire, accompagnée de la légende : « *Il veut abolir le secret bancaire : Jean Ziegler* » (*Will das Bankgeheimnis abschaffen : Jean Ziegler*).

De l'autre, au centre de la page, un encadré rose identifiait les défenseurs légitimes du secret bancaire. Il était placé sous le titre : « *Le secret bancaire est justifié* » (*Bankgeheimnis ist berechtigt*). Le texte se faisait alors affirmatif : « *'Le secret bancaire garde également sa justification à l'avenir, pour la protection de la sphère privée des clients des banques !' C'est ce que dit Sylvia Matile, la porte-parole de l'Association suisse des banquiers* ». (« *Das Bankgeheimnis hat auch in Zukunft seine Berechtigung zum Schutz der Privatsphäre der Bankkunden !* » *Das sagt Pressesprecherin Sylvia Matile von der Schweizerischen Bankiervereinigung*).

De la sorte, cette mise en page configurait un conflit. D'un côté, les adversaires du secret bancaire étaient identifiés sous la forme d'une alliance entre Edgar Bronfman et Jean Ziegler. De l'autre, ses défenseurs étaient placés sous la houlette de l'Association suisse des banquiers. Autrement dit, Jean Ziegler était présenté comme une figure faisant le jeu d'un personnage étranger (un « *milliardaire US* »). Face à leur menace, l'Association suisse des banquiers était constituée comme la défenseuse du secret bancaire et donc comme la représentante légitime du « nous » auquel il était assimilé.

La paire catégorielle ainsi instituée mettait en scène un affrontement entre la *collectivité nationale suisse* et l'*étranger*. Dans ce dispositif, la première était représentée par ses banquiers qui faisaient face aux adversaires du secret bancaire, représentés par Jean Ziegler. La convocation de ce « champ problématique » assurait le recouvrement d'un conflit économique et d'une polarisation politique²⁶. Plus précisément, elle instituait une

²⁵ Cette demi-page est reproduite en annexe 32.

²⁶ Les modalités par lesquelles le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » a été inscrit dans le « champ problématique » du secret bancaire ont été analysées dans le cadre des controverses soulevées par les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz (7.1.2, *supra*). Cette notion de « champ problématique » est empruntée à Louis Quéré (1999a : 7). Elle désigne des « ensembles de problèmes enchevêtrés, dont

perspective dans laquelle la gauche politique était communément considérée en tant qu'*adversaire* des banques et du secret bancaire. Sur cet arrière-plan tenu pour acquis, le *Blick* assimilait la Suisse à ses banques et à leur secret bancaire, de telle sorte que les adversaires de ce dernier apparaissaient comme des ennemis de la Suisse et donc du *Blick* et de ses *destinataires*. Dans le dispositif ainsi institué, en s'associant aux revendications portées par les titulaires de « fonds en déshérence », la gauche politique apparaissait comme faisant œuvre de traître à la patrie²⁷.

Ainsi, le discours du *Blick* était organisé de telle sorte qu'il assimilait son destinataire au secret bancaire. Autrement dit, il proposait à ses lecteurs de se joindre au « nous » inclusif qui ripostait à Edgar Bronfman et à Jean Ziegler, c'est-à-dire de se constituer en tant que *public* du secret bancaire et de sa justification assurée par les banques. Or, la *médiation* invoquée pour constituer cet *intérêt public* était « la protection de la sphère privée des clients des banques ». Ainsi, ce discours constituait la sphère privée des clients des banques en tant que *bien public* qu'il convenait de protéger contre les éventuelles intrusions de l'État. Autrement dit, cette dynamique constituait un *public*, représenté par un secteur d'activité privé, chargé de défendre les intérêts privés de ses membres face à l'État. Ce mode de configuration de la collectivité politique suisse, ordinairement tenu pour acquis, éclaire en retour le travail réalisé par l'éditorial du *Journal de Genève* (25.7.97), lorsqu'il soulignait que la publication de la liste « balançait » 2000 clients des banques, dont les noms étaient « jetés en pâture à la curiosité publique ».

Ces observations spécifient comment la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi » ont constitué un *collectif* affecté par un *problème de réputation* (cf. chapitre 7, *supra*)²⁸. Dans ce cas particulier, ces discours ont constitué le public d'un problème identitaire, appelé à *défendre* la Suisse face à des attaques étrangères, c'est-à-dire à *répliquer* aux menaces incarnées par Edgar Bronfman et Jean Ziegler. Cette mobilisation était alors légitimée par l'invocation d'un *intérêt public* constitué autour de la défense de la *sphère privée*, indirectement affectée par les menaces pesant sur le secret bancaire suite à la publication de la liste. Or, les difficultés engendrées par cette dernière ont très rapidement été constituées comme un *problème de réputation*. Dans ce registre, la rubrique économique de la *NZZ* (3.8.97) a repris la métaphore du « boomerang » (*Die Namenliste der Bankiervereinigung als Bumerang ?*) pour se demander si la publication de la liste n'allait pas, en retour, écorner la crédibilité des banques suisses^{vi} :

Die Namenliste der Schweizerischen Bankenvereinigung hat Fehleinschätzungen und Unterlassungen der Banken im Umgang mit der nachrichtenlosen Vermögen offengelegt. Der dadurch entstandene Verlust an Glaubwürdigkeit wird nicht leicht wieder wegzumachen sein. Ob die geplante Publikation einer zweiten « Liste » das Prestige der Branche wiederherzustellen vermag, ist derzeit noch ungewiss.

l'analyse est plus ou moins établie en termes de causes, de conséquences, de types d'agents et de types de raisons d'agir, et dont le traitement est envisagé en termes d'alternatives relativement définies ».

²⁷ Ces dénonciations des actes de trahison sont constitutives de la perspective agonistique (cf. 4.2.2, *supra*). Sa dynamique a déjà été observée, précisément au sujet de la figure de Jean Ziegler (chapitre 3, *supra*).

²⁸ Ces paragraphes montrent comment la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi » – c'est-à-dire la configuration d'un *problème d'image* et la constitution spéculaire de son *public* – ont fondé des dynamiques qui organisent, en un tout orienté et unifié, plusieurs observations disséminées au fil de cette recherche. Ils indiquent comment la liste de titulaires a articulé une configuration des « représentants légitimes de la Suisse » (5.1.2, *supra*), une polarisation conflictuelle entre la Suisse et la gauche politique associée à des attaques étrangères (6.1.4, *supra*) ; l'assimilation de la Suisse à sa place financière et à sa prospérité, garantie par le secret bancaire (7.1.2, *supra*) ; l'articulation entre l'intelligibilité d'un *conflit financier* et la validation rétrospective des interprétations agonistiques (11.3.4, *infra*).

(La liste de noms de l'Association suisse des banquiers a démontré publiquement les évaluations erronées et les négligences des banquiers dans le domaine des fonds en déshérence. La perte de crédibilité qui en a résulté, ne sera pas facile à réparer. Pour l'instant, il n'est pas certain que la publication prévue d'une deuxième « liste » parvienne à restaurer le prestige de la branche.)

Ainsi, la NZZ a très explicitement présenté les « fonds en déshérence » comme un *problème de réputation*, affectant le *prestige* du secteur bancaire helvétique, directement associé au secret bancaire institué en tant que bien public. Cette manière de problématiser et de publiciser les « fonds en déshérence » a été tenue pour acquise suite à la publication de la liste des titulaires. En témoigne la multiplication des pages spéciales que la presse suisse a consacrées au secret bancaire, aux « attaques » et aux « pressions » dont il était l'objet, et à la « riposte » organisée par la place financière suisse.

Quelques exemples, tirés des jours suivant la publication de la première liste des titulaires, suffiront pour illustrer comment cette dynamique a placé le secret bancaire au cœur de controverses polarisées au sujet des « fonds en déshérence ». Le 27 juillet 1997, la *SonntagsZeitung* a pris position par une pleine page titrée : « *Secret bancaire : le Conseil fédéral doit mettre les banques sous pression* » (*Bankgeheimnis : Bundesrat soll Banken unter Druck setzen*)^{vii}. Deux jours plus tard, *Le Nouveau Quotidien* (29.7.97) présentait une rubrique spéciale « *Black-out* », s'ouvrant sur une pleine page placée sous le titre « *Pourquoi les banquiers tiennent tant au secret ?* »^{viii}. Au cœur du texte un encadré affirmait : « *Des socialistes réclament la suppression pure et simple du secret bancaire* ». Le 30 juillet 1997, la *Berner Zeitung* consacrait les trois quarts de la page de garde de sa rubrique économique à un article qui s'attachait à montrer que « *le secret bancaire n'est en aucun cas absolu* » (*Bankgeheimnis ist keineswegs absolut*)^{ix}. De manière similaire, la rubrique économique de la *Sankt-Galler Tagblatt* entraînait le même jour dans le débat avec une annonce, en première page, affirmant que le « *secret bancaire [est] souvent mal compris* » (*Bankgeheimnis – oft falsch verstanden*)^x. Ce thème, explicitement traité en réponse aux déclarations d'Edgar Bronfman, était alors introduit de la manière suivante :

Das schweizerische Bankgeheimnis schützt ausschliesslich Interessen der Bankkunden. Es ist vor allem im Ausland umstritten und wird oft missverstanden. Für die Geschäfte der Banken hat es an Bedeutung verloren.

(Le secret bancaire suisse protège exclusivement les intérêts des clients de banques. Il est surtout critiqué à l'étranger et est souvent mal compris. Il a perdu en importance pour les affaires des banques.)

L'élaboration de cette configuration du problème se retrouve également au fil des éditions de *L'Hebdo*. Au lendemain de la publication de la liste, ce magazine présentait un bref article, intitulé « *Les banques à la pêche aux héritiers* » (24.7.97). Le secret bancaire et les positions polarisées à son sujet étaient soulignés par des opérations de mise en page. Nettement mis en évidence, le sous-titre affirmait : « *Tant pis pour le secret bancaire : les banques publient les noms des titulaires de comptes en déshérence* ». Au milieu du texte, un encadré faisait ressortir une citation attribuée au directeur de la Commission fédérale des banques Kurt Hauri : « *'C'est pour les mettre sous la protection du secret bancaire que nous recherchons les héritiers des comptes en déshérence'* ». La semaine suivante, *L'Hebdo* (31.7.97) revenait sur ce sujet par une enquête renouant explicitement avec la problématique de l'*image* qu'il avait inaugurée neuf mois auparavant (5.1.1, *supra*). Ses résultats, synthétisés par une dépêche de l'ATS largement reprise par les quotidiens romands et tessinois du 31 juillet 1997, affirmaient que « *l'affaire de fonds en déshérence et de l'or nazi détérior[ait] l'image de la Suisse à l'étranger* »^{xi}. Sous le titre « *Qui aime*

encore la Suisse ? », *L'Hebdo* présentait les résultats de ce sondage mené en France et aux États-Unis de la manière suivante :

Après un an de révélations, de scandales et de suspicions, qu'est devenue la perception de la Suisse à l'étranger ? Notre sondage exclusif en France et aux États-Unis confirme le phénomène observé par la plupart des responsables politiques ou économiques : si le capital de sympathie de la Suisse n'a pas disparu, il est sérieusement entamé. La publication des noms des titulaires de comptes dormants par les banques aurait dû contribuer à redresser l'image du pays. Mais son contenu et sa parution tardive ont au contraire avivé les critiques. À l'extérieur comme à l'intérieur, la crise provoquée par « l'affaire des fonds juifs » n'a décidément pas fini de bouleverser l'identité nationale.

Deux semaines plus tard, *L'Hebdo* (14.8.97) ajoutait encore au débat trois pages intitulées « *Le secret bancaire dans la tourmente* ». Pour introduire ce dossier dans son sommaire, il notait :

La publication de la liste des 1800 comptes en déshérence depuis la guerre n'a pas calmé les critiques contre la place financière suisse. Au contraire. Les clients s'inquiètent, les banquiers encore plus. Ces derniers s'interrogent sur leur manière de communiquer.

Il est inutile de multiplier les illustrations²⁹. Ces quelques extraits montrent comment, au cours de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi », *la Suisse a été incorporée par sa place financière*. Les défenseurs et les adversaires du secret bancaire se sont rejoints pour dessiner les contours d'une situation qui assimilait le secret bancaire, la réputation de la place financière helvétique et l'identité nationale suisse. Pour ne prendre qu'un seul exemple, cette configuration ressortait des propos de l'historien Hans-Ulrich Jost, invité par *Le Nouveau Quotidien* à commenter la publication de la première liste^{xii} :

LNQ : La levée du secret bancaire intervenue avec la publication de 2000 noms de titulaires de comptes en déshérence marque-t-elle une évolution dans l'attitude de la place financière suisse à l'égard des années de guerre ?

Hans-Ulrich Jost : Non. Les banques suisses n'ont pas varié dans leur stratégie. Elles ne lâchent du lest que lorsqu'elles y sont obligées. Mais nous sommes loin d'une réelle transparence. [...]

Chez les banquiers suisses, il y a la volonté de colmater les brèches pour prévenir un grand déballage, quitte à conclure un arrangement financier global pour clore cette polémique.

Pourquoi les banquiers sont-ils si rétifs, d'après vous, à jouer le jeu de la transparence ?

Cette politique du secret remonte à la dernière guerre mondiale. Dès 1940, les banquiers suisses espèrent se sortir le mieux possible de la guerre. Ils aspirent à se forger une place dominante en Europe, lorsque la paix reviendra. L'Association suisse des banquiers va exiger du Conseil fédéral de soutenir sa politique de collaboration avec les Allemands, puis de réaligement avec les Britanniques et les Américains, lorsque la tournure de la guerre change. La neutralité et l'indépendance auxquelles va adhérer si profondément le peuple ne sont que l'alibi d'une stratégie économique.

Les divergences entre le Conseil fédéral, le général Guisan et les milieux économiques sont gommées. Dans l'après-guerre, tout risque de démantèlement du mythe « d'une Suisse unie qui ne cède jamais » sera interprété comme une menace contre le pays. Les banquiers, tant qu'ils le peuvent, résistent à établir les faits et bénéficient dans leur stratégie d'occultation de

²⁹ Voir par exemple la pleine page consacrée au secret bancaire par la rubrique économique du *Tages-Anzeiger* (4.8.97) : « Geheimniskrämer, Legendenstifter und Bankiers ». Puis, un mois plus tard, celles de la *Berner Zeitung* (2.12.97) : « Löst der Markt das Schwizer Bankgeheimnis auf ? » et du *Journal de Genève* (5.9.97) dans son cahier « Spécial banques » : « Malgré les turbulences, le secret bancaire suisse résiste aux pressions ». Ou celle que *Le Nouveau Quotidien* (15.12.97) a ouverte à Anton Cottier, Conseiller aux États démocrate-chrétien fribourgeois, « proche des milieux d'affaires » : « Aujourd'hui, il ne faut pas supprimer le secret bancaire, mais effacer sa caricature ».

l'adhésion d'un peuple qui croit à la neutralité et à la défense spirituelle de la patrie. [...] Fondamentalement, leur stratégie dilatoire reste inchangée.

Au lendemain de la publication de la première liste de titulaires, Hans-Ulrich Jost n'a pas défendu le secret bancaire. Au contraire, il a immédiatement pris position pour fustiger le manque de « *transparence* » des banques et leur « *stratégie dilatoire* » au sujet de leur rôle durant la Seconde Guerre mondiale. En ce sens, son intervention a nettement tranché avec les perspectives adoptées, au même moment par la plupart des quotidiens et des commentateurs suisses. Ces différences sont indéniables. Cependant, elles ne devraient pas occulter des convergences, constitutives de la problématisation et de la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi », qui a ordinairement été tenue pour acquise suite à la publication des listes de titulaires.

La première séquence de cet entretien (*i.e.* l'enchaînement de la question du journaliste et de la réponse de Hans-Ulrich Jost) indique un premier point d'accord entre les interlocuteurs. Tous deux associent « *la publication de 2000 noms de titulaires de comptes en déshérence* » à une problématique du « *secret* » et de la « *transparence* », relative à la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, dès son amorce, cet échange constitue comme allant de soi que la publication de la liste soulève la question du « *secret bancaire* », laquelle est associée à « *l'attitude de la place financière suisse à l'égard des années de guerre* ».

La suite de l'entretien est, dans une large mesure, consacrée à la spécification de ces relations. La seconde question reprend cette problématique pour en interroger les causes. La réponse d'Hans-Ulrich Jost réalise alors une opération de généralisation. Dans son discours les réticences des banquiers à « *jouer le jeu de la transparence* » deviennent une « *politique du secret* ». Celle-ci n'est pas attribuée aux seuls banquiers, mais également au Gouvernement suisse : « *L'Association suisse des banquiers va exiger du Conseil fédéral de soutenir sa politique de collaboration avec les Allemands, puis de réalignement avec les Britanniques et les Américains, lorsque la tournure de la guerre change* ». Cette extension de la problématique est décisive dans le discours d'Hans-Ulrich Jost. Elle met en scène des relations de pouvoir entre les « *banquiers suisses* » et le « *Conseil fédéral* », les premiers étant placés en position d'exiger du second qu'il soutienne leur politique de relations internationales. Cette domination des banques sur le Gouvernement est alors placée au fondement d'une « *stratégie économique* », articulée autour de « *[l]a neutralité et l'indépendance auxquelles va adhérer si profondément le peuple* ». Autrement dit, ce discours constitue l'Association suisse des banquiers au fondement de la *représentation de la Suisse* sur la scène internationale et de *l'intégration de la collectivité nationale* autour de la neutralité et de l'indépendance³⁰.

Il conviendrait de procéder à une analyse détaillée pour rendre compte des opérations mises en œuvre par ce discours. Les quelques observations menées jusqu'ici permettent cependant de dégager des dynamiques décisives pour élucider la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi ». Ce discours institue une perspective pour laquelle la publication de la liste de titulaires est interprétée comme la manifestation d'une « *stratégie économique* » orientée, dès la fin de la guerre, par l'aspiration des banquiers suisses de « *se forger une place dominante en Europe* ». Autrement dit, cette configuration *problématise* très explicitement « les fonds juifs et l'or nazi » comme un *enjeu économique*. Parallèlement, ce discours associe étroitement cette « *stratégie économique* » à une « *politique du secret* ». Dans sa perspective, les aspirations des banquiers suisses ne

³⁰ Le champ problématique du « *secret bancaire* » rend intelligible cette opération – *i.e.* identifier les banquiers comme les agents de la politique suisse – comme un accomplissement pratique d'un discours « de gauche ».

se sont pas affichées crûment. Elles ont été endossées par le Conseil fédéral, qui les a masquées derrière les « *alibis* » de « *la neutralité et l'indépendance* » et l'adhésion populaire qu'ils suscitent. Ainsi, ce discours *publicise* « les fonds juifs et l'or nazi » comme un enjeu économique qui implique *les banquiers*, le *Conseil fédéral* qui a endossé leur politique du secret et *l'ensemble du peuple suisse* qui, en adhérant à la neutralité et l'indépendance, a fourni l'alibi de la stratégie économique des banquiers.

Il est indéniable que le propos d'Hans-Ulrich Jost tranchait nettement avec la plupart des appels à la défense du secret bancaire, lancés immédiatement après la publication de la liste des titulaires. Cependant, son discours contribuait curieusement à la dynamique de problématisation et de publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi » qui était ordinairement tenue pour acquise. A l'instar des discours médiatiques et politiques, il configurait un *enjeu économique* dont la portée affectait *la Suisse dans son ensemble*. Dans sa perspective, ce débat, ses polarisations et ses enjeux affectaient directement la cohésion nationale articulée autour du « *mythe 'd'une Suisse unie qui ne cède jamais'* ». Ainsi problématisée, cette question était dotée d'un public spéculairement renvoyé à sa propre adhésion à ce mythe et à ses expressions sous la forme de la neutralité et de l'indépendance.

Synthèse du paragraphe 10.2.2

L'analyse des dynamiques de problématisation et de publicisation indique donc comment la publication des listes de titulaires a placé au cœur de l'attention la question du « secret bancaire ». Plus précisément, cette étude montre comment celui-ci a communément été constitué comme une *propriété constitutive de l'identité suisse*. De la sorte, cette dynamique de problématisation et de publicisation a établi une relation spéculaire entre la « collectivité nationale » et les « fonds en déshérence ». Dans la perspective ainsi instituée, les Suisses ne pouvaient aborder la question « des fonds juifs et de l'or nazi » sans être renvoyés à eux-mêmes et donc pris dans un jeu de miroirs paralysant. Inversement, cette problématisation et cette publicisation ont débouché sur la mise en scène d'un problème qui affectait *directement* la collectivité nationale, son rapport à l'histoire et son adhésion à des entités ordinairement considérées comme constitutives de son identité.

La question « des fonds juifs et de l'or nazi » a donc pris la forme d'un *conflit économique*, opposant les défenseurs et les adversaires du secret bancaire, dont l'affrontement engageait le destin de la collectivité suisse. Plus encore, cette configuration plaçait les banquiers suisses au centre de l'attention, en tant qu'agents chargés d'élaborer une solution financière au problème. Cette dynamique était nettement déployée par les discours du *Nouvelliste*, du *Journal de Genève* de la *NZZ* ou du *Blick* qui invitaient leurs lecteurs à se *reconnaître dans les actions des banquiers* qui défendaient *leur* secret bancaire en répliquant aux *attaques* d'Edgar Bronfman et de Jean Ziegler.

Quoi que formulée de manière différente, *la configuration d'un conflit économique ouvert sur l'horizon d'un règlement financier assuré par les banques se retrouvait également au cœur du propos d'Hans-Ulrich Jost*. Celui-ci mettait très nettement en scène le caractère agonistique du débat en affirmant que « tout risque de démantèlement du mythe 'd'une Suisse unie qui ne cède jamais' sera interprétée comme une menace contre le pays ». De la sorte, Hans-Ulrich Jost présentait comme allant de soi que sa position iconoclaste à ce sujet soit, en Suisse, communément interprétée comme un acte de trahison. Parallèlement, son raisonnement était organisé autour de la « *stratégie dilatoire* » de banquiers prêts à tout pour défendre leur « *politique du secret* » : « *Chez les banquiers suisses, il y a la volonté de colmater les brèches pour prévenir un grand déballage, quitte à conclure un arrangement financier global pour clore cette polémique* ». De la sorte, il

déterminait une situation dont l'horizon était borné par la possibilité d'un règlement financier, dont la signification était, par avance, interprétée comme une nouvelle manifestation de la politique du secret, engageant la responsabilité de la collectivité nationale.

La publication de la première liste de titulaires a suscité une polémique polarisée autour du secret bancaire, constitué en tant que propriété publique. Ces escarmouches ont très rapidement donné forme à un *problème identitaire*, dont le règlement a fait émerger deux camps antagonistes, opposant la Suisse aux auteurs des revendications, soutenus par la gauche politique. Ce *conflit économique* – configuré comme une opposition entre des catégories nationales (*i.e.* les États-Unis contre la Suisse) étroitement articulées à des identités politiques (*i.e.* la gauche contre la droite) – a rapidement été spécifié par les quotidiens suisses.

10.2.3 Un problème de réputation à régler par des mesures de marketing politique

Dès leurs éditions suivantes, datées du lundi 4 août, ils ont fait part de nouvelles échauffourées, dont le déroulement a conféré une place centrale à plusieurs élus du Parti radical démocratique. Ainsi, ce jour-là, *Le Nouveau Quotidien* a annoncé que « [l]es attaques américaines commen[çai]ent à échauffer les oreilles des parlementaires suisses ». Il signalait alors l'émergence d'un groupe de parlementaires, membres de la commission des affaires étrangères, qui « *souhait[ai]ent que la Suisse mène une politique plus active pour défendre ses intérêts* »^{xiii} :

Ce long week-end n'a pas [...] été épargné par la polémique. Les nouvelles attaques du sénateur D'Amato, qui exigeait mercredi qu'Arnold Koller s'excuse publiquement pour la façon dont la Suisse a traité son protégé Christoph Meili, commencent à échauffer les oreilles d'une partie de la classe politique. Le président du Parti radical, Franz Steinegger, n'a pas hésité à déclarer qu'à son avis les pressions du sénateur D'Amato n'avaient rien à envier aux méthodes des nazis. Plusieurs autres membres de la Commission des affaires étrangères commencent à en avoir plus qu'assez des attaques ininterrompues en provenance des États-Unis, relate la *SonntagsZeitung*. Ernst Mühlemann demande que le président Clinton prenne ses distances d'avec le sénateur D'Amato. Pour l'influent radical thurgovien, le moment est venu où la Suisse doit mener une politique étrangère beaucoup plus active. Il serait en particulier adéquat de nouer des relations plus étroites, au niveau parlementaire, avec le Congrès à Washington pour contrebattre les attaques du sénateur D'Amato. Pour la démocrate-chrétienne Rosemarie Simmen, nous ne pouvons plus nous laisser injurier de la sorte, avec des pratiques indignes d'États civilisés. La présidente parlementaire du groupe radical, la Bernoise Christine Beerli, estime par contre qu'il vaut mieux tout simplement ignorer D'Amato et ne pas répondre à ses provocations.

A cette occasion, *24 Heures* et la *Tribune de Genève* se sont particulièrement arrêtés sur une première réaction, suscitée au sein du Parti radical, par les propos de Franz Steinegger^{xiv} :

[L]e coup de gueule de l'Uranais, aussi sincère soit-il, n'autorise pas de référence au nazisme, selon son propre camarade de parti, Pascal Couchepin. « Je ne l'aurais pas utilisé, nous a confié le Valaisan. Franz Steinegger exprime néanmoins, en utilisant les termes de son choix, l'agacement réel du peuple à l'égard du comportement d'Alfonse D'Amato. Dernièrement, lorsque les banques suisses, et les institutions mises sur pied par la Confédération, ont publié la liste des comptes en déshérence, les sénateurs et les groupes qui les suivent ont contesté cet effort de bonne volonté. Ils présentent cette démarche comme une preuve de culpabilité. »

Ces échanges indiquent comment la publication de la liste de titulaires, ainsi que les discussions qu'elle a suscitées, n'ont pas apaisé les tensions polarisées autour « des fonds juifs et de l'or nazi ». Au contraire, ces débats ont conforté la configuration du conflit qui

avait pris forme, en janvier 1997, au fil des controverses soulevées par les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz. La question des « fonds en déshérence » était alors communément présentée comme rapport de force, dont le déroulement donnait forme à deux camps antagonistes, constitués sur un mode métonymique. D'un côté, « *l'agacement réel du peuple* » helvétique était légitimement représenté par les auteurs des interventions qui appelaient à *riposter* afin de *défendre l'image de la Suisse*. De l'autre, le « *comportement d'Alfonse D'Amato* » était ordinairement assimilé aux *États-Unis*, accusés d'« *injurier les Suisses* » et de recourir à des « *pratiques indignes d'États civilisés* »³¹. Cette confrontation et son déploiement spécifiaient alors l'intelligibilité de son *objet*, constitué comme un enjeu de *dignité* (i.e. affecté par les injures) associé à une question de *culpabilité*.

Dans les grandes lignes, il ressortait de ces débats que la question des « fonds en déshérence » avait écorné la réputation des banques suisses et donc celle de la Suisse aux États-Unis. En conséquence, il était alors communément admis que les intervenants qui entendaient *représenter* la Suisse devaient *riposter* de manière à restaurer la réputation de la Suisse outre-Atlantique. Ce diagnostic a été clairement posé par le Conseil fédéral, le 13 août 1997, à l'occasion de sa réponse à la question du Conseiller national Flavio Maspoli, de la Ligue des Tessinois³². Celui-ci questionnait le gouvernement sur un crédit de 700 000 francs suisses, débloqué pour défendre l'image de la Suisse aux USA^{xv} :

Das Ansehen der Schweiz in den USA habe sich « im Laufe der letzten Monate dramatisch verschlechtert », stellt der Bundesrat in seiner Antwort auf fast zwei Dutzend Fragen des Tessiner SD/Lega-Nationalrats Flavio Maspoli fest, der von der Landesregierung wissen wollte, weshalb « Bern » zwei amerikanische PR-Agenturen einsetze und dafür mehr als 700 000 Franken Ausgabe.

Der Bundesrat findet, nicht nur in der US-Presse, « wo die grosse Mehrheit der Artikel über die Schweiz (und ihr Verhalten im Zweiten Weltkrieg) unter negativen Vorzeichen steht, sei der Imageverlust des Landes zu spüren, sondern auch bei zahlreichen amerikanischen Politikern. Weil sich die Schweiz zurecht ihr besonderen Anstrengungen zur Bewältigung der Vergangenheit halten dürfe, was von Medien und Politikern in der Vereinigten Staaten aber einfach nicht zur Kenntnis genommen werde, habe man erstmals auf Vorschlag des Eidgenössischen Departementes für auswärtige Angelegenheiten neue Kommunikationswege beschreiten müssen.

Die amerikanische PR-Agentur Ruder Finn und die Lobbying-Agentur Barbour, Griffith & Rogers hätten probeweise zwischen Mitte April und Mitte Mai dieses Jahres schon gewirkt, und nun seien deren Verträgen ein Jahr verlängert worden. Die Kosten von rund 600 000 Franken für dieses Jahr habe die Finanzdelegation bereits als « eine der zum Thema 'Schweiz im Zweiten Weltkrieg' getroffenen kommunikationsfördernden Massnahmen » als Nachtragskredit sanktioniert.

(*Le prestige de la Suisse aux États-Unis s'est « dramatiquement détérioré au cours des derniers mois », constate le Conseil fédéral dans sa réponse à presque deux douzaines de*

³¹ Au cours de la deuxième partie de cette recherche, j'ai convoqué de nombreux exemples pour analyser la configuration de ces *représentations métonymiques*, assimilant les États-Unis à Alfonse D'Amato et la Suisse aux auteurs de ripostes musclées (chapitres 4 à 8, *supra*). Cette mise en scène, plaçant les figures d'« Alfonse D'Amato » et du « peuple » suisse au cœur de l'attention, a été analysée en conclusion de la deuxième partie (*supra*). Celle-ci a notamment montré comment cette configuration *justifiait la riposte*, et *renversait la signification du péril d'antisémitisme* dont il était communément question à propos « des fonds juifs et de l'or nazi ».

³² La presse suisse n'a quasiment pas mentionné cette intervention du Conseil fédéral. Seule la *Basler Zeitung* (14.8.97) lui a consacré une brève chronique parlementaire. L'analyse des silences médiatiques est toujours hasardeuse. Dans ce cas, elle pourrait cependant être considérée comme un accomplissement pratique du caractère tenu pour acquis des mesures adoptées par le Gouvernement. Ne pas en parler revenait alors à traiter comme allant de soi – et donc comme *indiscutable* – le *marketing politique* déployé par les autorités pour restaurer l'image de la Suisse aux États-Unis.

questions du conseiller national tessinois DS/Lega [³³], Flavio Maspoli. Celui-ci voulait savoir pour quelle raison « Berne » engage deux agences de relations publiques américaines et dépense plus de 700 000 francs à cet effet.

Le Conseil fédéral trouve que la perte d'image du pays ne s'éprouve pas seulement dans la presse états-unienne, « où la grande majorité des articles sur la Suisse (et son comportement dans la Seconde Guerre mondiale) est présentée sous des signes avant-coureurs négatifs », mais également chez de nombreux politiciens américains. Comme la Suisse entend mener à bien ses efforts particuliers afin de venir à bout du passé, mais qui ne sont simplement pas même pris en considération par les médias et les politiciens aux États-Unis, on s'est engagé, tout d'abord sur proposition de Département fédéral des Affaires étrangères, sur la voie de nouvelles formes de communication.

L'agence américaine de relations publiques Ruder Finn et l'agence de lobbying Barbour, Griffith & Rogers, avaient déjà agi à titre d'essai entre la mi-avril et la mi-mai de cette année, et maintenant, leurs contrats sont prolongés pour une année. Les coûts de 600 000 francs environ pour cette année ont déjà été approuvés en tant que crédit complémentaire par la délégation des finances au titre « des mesures de promotion de la communication au sujet du thème de la 'Suisse dans la Seconde Guerre mondiale' ».)

La situation qui avait progressivement été déterminée durant les premières semaines de 1997 a orienté l'adoption de mesures politiques dont la mise en œuvre contribuait réflexivement à la problématisation et à la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi ». Ainsi, un *problème de réputation* affectant métonymiquement l'identité de la Suisse – par l'intermédiaire de son *histoire* et de ses *propriétés* (cf. 8.2.1, *supra*) – avait été progressivement institutionnalisé. Son élaboration a fondé la légitimité de mesures ciblées, chargées de promouvoir, aux États-Unis, les efforts déployés par la Suisse pour traiter son passé. En retour, la mise en œuvre de ces dispositifs a constitué les questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale comme un *problème de communication*. Dans cette perspective, les difficultés rencontrées par la Suisse provenaient en quelque sorte d'un *malentendu*. Les médias et les politiciens états-uniens s'en prenaient à la Suisse *parce qu'ils n'avaient pas saisi l'ampleur exceptionnelle des efforts qu'elle déployait pour venir à bout de son passé*. En conséquence, il convenait de les *convaincre* de ces efforts par le biais d'un travail de *persuasion*, dont le déploiement devait être délégué, aux frais du contribuable, aux techniques publicitaires maîtrisées par des agences de relations publiques et de lobbying³⁴.

A la même date, des préoccupations similaires étaient également relayées par plusieurs quotidiens suisses qui rapportaient les propos tenus par Richard Burt, présenté comme un « *ancien ambassadeur* » états-unien (24 Heures et la Tribune de Genève, 14.8.97)^{xvi} :

« La Suisse doit apprendre à maîtriser les règles du jeu tel qu'il se joue à Washington, mais je suis tout à fait optimiste quant à l'avenir des relations entre nos deux pays ». Richard Burt, ancien ambassadeur des États-Unis en Allemagne, et actuellement directeur d'IEP Advisors, l'un des bureaux les plus en vue de Washington, était hier à Zurich l'hôte à déjeuner de la Chambre de commerce américano-suisse, où sa présence avait attiré rien moins que la

³³ L'acronyme DS/Lega désigne le groupe parlementaire rassemblant les élus issus de deux partis d'extrême droite : les *Démocrates suisses* et la *Lega dei Ticinesi*.

³⁴ Le caractère durable et communément tenu pour acquis de cette conception du problème est attesté par la dépêche de l'ATS publiée par la presse suisse du 10 mars 1998. Sept mois après la réponse du Conseil fédéral à Flavio Maspoli, les quotidiens ont annoncé que le travail de marketing et de lobbying serait poursuivi pour une période d'une année, sans suggérer que cette mesure ait soulevé la moindre controverse. Ainsi, *La Liberté* (10.3.98) se contentait d'un titre lapidaire : « *Image de la Suisse. Mandat prolongé* ». Il introduisait une brève tirée de la dépêche ATS, dont voici le texte intégral : « *Le mandat des deux agences de communication américaines chargées de redorer l'image de la Suisse aux États-Unis a été prolongé jusqu'au printemps 1999. Le Conseil fédéral estime nécessaire de continuer à disposer du soutien d'entreprises spécialisées pour diffuser largement sa position outre-Atlantique* ».

présidente du Conseil national, Judith Stamm, entourée de sa collègue Lili Nabholz et de l'ambassadeur Thomas Borer.

Cet article se concluait sur les réponses que l'orateur avait apportées à l'auditoire « *principalement composé de banquiers, d'industriels et d'avocats* » :

- La Suisse ne devrait-elle pas lancer des opérations de relations publiques de grande envergure ?

Je ne crois pas que ce soit la solution. Il est nécessaire en revanche qu'elle continue à prendre des initiatives, que je verrais plutôt sous forme d'échanges ; entre parlementaires, par exemple, ou sur le plan militaire, et surtout entre médias des deux pays. Cela crée des réseaux de relations et, partant, des ressources de compréhension. Il faut initier les Américains à la culture suisse, à la société suisse.

Deux jours plus tard, le *Journal de Genève* reprenait cette problématique sous le titre : « *Les Suisses et les Américains doivent apprendre à se connaître. L'image de notre pays se dégrade aux États-Unis, suite à l'affaire des fonds en déshérence. Un lobbyiste américain engagé par la Suisse explique pourquoi* »^{xvii}. Or, ce « lobbyiste » n'était autre que l'« ancien ambassadeur » Richard Burt, dont les propos étaient éclairés d'un jour nouveau à la lumière de cette nouvelle désignation³⁵ :

La Suisse est attaquée aux États-Unis pour son rôle durant la Deuxième Guerre mondiale. Son image se dégrade de façon dommageable au sein de la population américaine. Pour redresser celle-ci, la Confédération a mandaté la société Barbour, Griffith & Rogers. Hier, l'un de ses consultants, Richard Burt, un ancien ambassadeur des États-Unis et journaliste, était à Genève à l'invitation de la Task Force et de la fondation Genève Place Financière.

« La Suisse doit établir un réseau de relations aux États-Unis pour faire comprendre sa position et élargir le dialogue », estime Richard Burt. Celui-ci propose notamment d'établir un institut américano-suisse aux États-Unis, où seraient étudiées les relations politiques, économiques et sociales des deux pays. De même, il serait judicieux d'organiser une conférence à Washington sur la Suisse et son rôle en tant qu'État neutre.

Richard Burt souligne l'importance de la méconnaissance réciproque des deux pays. [...]

Quant à la théorie de la conspiration contre la place financière helvétique, ce serait une grave erreur d'y adhérer et même dangereux. Le problème n'est pas tant que les choses soient secrètes, mais au contraire que tout soit ouvert. Chaque Américain veut aujourd'hui jouer à l'enquêteur.

Tant et aussi longtemps que ces propos étaient prononcés par un « *ancien ambassadeur* », ils se présentaient comme une interprétation de la situation parmi d'autres. En revanche, il en allait radicalement autrement dès lors que ces mêmes analyses étaient attribuées à un « *consultant* », mandaté par « *la Confédération* » pour « *redresser l'image* » de la Suisse aux États-Unis. Émises par ce nouveau personnage, les idées « *d'établir un institut américano-suisse aux États-Unis* » ou « *d'organiser une conférence à Washington* » n'avaient plus le statut de propositions ou de suggestions sans conséquences. Elles devenaient alors constitutives « *des mesures de promotion de la communication au sujet du thème de la 'Suisse dans la Seconde Guerre mondiale'* » décidées et financées par le Gouvernement helvétique. Dans cette perspective, ces dispositions apparaissaient comme les réalisations pratiques d'un *marketing politique* qui engageait la Suisse en tant que collectivité nationale. Cette observation éclaire en retour les dynamiques de problématisation et de publicisation qui avaient déterminé la situation « des

³⁵ Dans son titre du 14 août, la *NZZ* parlait de l'« *ambassadeur Richard Burt* » (*Botschafter Richard Burt*). Son texte mentionnait cependant qu'il avait récemment été engagé en tant que « *conseiller de 'Berne' dans l'affaire 'Ombres de la Seconde Guerre mondiale'* » (*Berater « Berns » in Sache « Schatten des Zweiten Weltkriegs »*).

fonds juifs et de l'or nazi ». Dans la terminologie de John Dewey, celle-ci était organisée de telle sorte que les propos d'un *consultant* employé par une *firme privée états-unienne* étaient en mesure de structurer le *public suisse* d'un problème qui affectait la réputation d'entreprises *privées helvétiques*.

Ainsi, les articles consacrés aux interventions de Richard Burt participaient pleinement des dynamiques de problématisation et de publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi ». Or, loin d'établir une stricte distinction dichotomique entre le « social » et le « politique », ils constituaient le caractère *public* d'une situation, par des procédures qui intriquaient de manière extrêmement complexe les « registres » du *public* et du *privé*³⁶.

Synthèse de la section 10.2

En Suisse, au moment de la publication de la première liste de « fonds en déshérence », il était ordinairement tenu pour acquis que les banques suisses souffraient d'un *problème de réputation* aux États-Unis, et que cela *affectait indirectement* la réputation de la Suisse. Cette problématisation autorisait les autorités suisses à constituer l'ensemble de la collectivité nationale en tant que *public de ce problème*. Cette opération de publicisation a été réalisée par un *marketing politique*, financé par des moyens publics, c'est-à-dire au nom des contribuables suisses. Or son développement pratique était confié à des firmes états-uniennes de relations publiques, représentées publiquement par un consultant communément identifié comme un ancien ambassadeur des États-Unis.

En Suisse, les mesures envisagées ont été présentées à l'occasion de deux conférences. Un organisme chargé de la défense d'intérêts privés³⁷ a organisé la première réunion, à l'intention d'un public composé de représentants de la finance, de l'industrie et de professions libérales, auquel s'étaient joints des autorités politiques et un ambassadeur. La seconde présentation a été mise sur pied conjointement par une Fondation de droit privé, chargée de la promotion des intérêts privés de la place financière genevoise³⁸ et par la Task Force, c'est-à-dire l'émanation du Département fédéral des Affaires étrangères chargée de traiter les questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

Ces observations indiquent que le *public* « des fonds juifs et de l'or nazi » a été constitué par des actions extrêmement complexes. Celles-ci ont notamment engagé un inextricable écheveau de banques suisses, de financements étatiques, d'entreprises états-uniennes, de fonctionnaires et de diplomates helvétiques, et d'organisations chargées de la promotion et de la défense des activités financières et commerciales. Dans la perspective

³⁶ Cet exemple indique de manière particulièrement exemplaire les limites des analyses qui entendent réifier le « public » et le « privé » sous forme de « registres », de « secteurs », d'« espaces » ou de « sphères ». Ces métaphores supposent la possibilité d'établir des délimitations entre des entités relativement stables. Or, de telles distinctions inhibent l'analyse empirique qui doit retracer les modalités par lesquelles un employé d'une entreprise privée a constitué, représenté et engagé le *public* d'un problème affectant des entreprises privées. Seule une pragmatique des procédures de *problématisation* et de *publicisation* est à même de rendre compte de telles dynamiques, et donc d'en élucider les enjeux.

³⁷ La Chambre de commerce américano-suisse se présente comme une organisation à but non-lucratif de 2 300 membres, dédiée à la promotion et à l'encouragement des activités économiques d'entreprises suisses aux États-Unis et d'entreprises états-uniennes en Suisse (voir son site web : <http://www.amcham.ch>).

³⁸ Selon sa plaquette de présentation, la Fondation Genève Place Financière a été « [c]rée en 1991 par les 80 banques membres de la Bourse de Genève ». Son objectif principal est de « favoriser le développement et le rayonnement de la place financière régionale ». « Dans ce sens, elle diffuse en Suisse et à l'étranger l'image d'excellence de la place financière de Genève ». Son Conseil est « composé de représentants des différentes composantes de la place financière lémanique : banquiers privés, banques universelles, banques de gestion, banques étrangères, banques cantonales, gérants indépendants, sociétés fiduciaires, et avocats ».

de John Dewey, le développement de ces procédures rend observable et descriptible la constitution pratique de l'État suisse, telle qu'elle a été réalisée par la configuration et le traitement d'un problème particulier. Son observation permet donc de caractériser une *culture politique*, qui se caractérise par trois manières complémentaires de constituer le *public* du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

Premièrement, en Suisse, « les fonds juifs et l'or nazi » ont été traités comme un enjeu dont était exclue la question de la *culpabilité*, communément considérée comme une *injure*. La controverse a configuré une question de déshérence ordinaire, ouverte sur un *règlement financier*, dont la négociation devait respecter le principe du secret bancaire. Dans cette perspective, les revendications de restitution immédiate et publique apparaissaient comme des menaces pesant sur la « *sphère privée des clients* » des banques suisses, et donc sur l'« *avantage concurrentiel* » dont elles disposaient face aux entreprises étrangères. En conséquence, l'intérêt privé des banques et de leurs clients était constitué en *objet d'attention publique*. De la sorte, les requêtes visant la restitution des « fonds en déshérence » sont apparues comme autant de menaces pesant sur la prospérité de la place financière suisse, dont il était tenu pour acquis qu'elle était indissociable de la prospérité nationale³⁹. Cette configuration discursive a orienté le traitement pratique d'un problème, affectant la réputation des banques suisses, face auquel la collectivité nationale était appelée à s'unir pour riposter.

Deuxièmement, cette configuration du problème et de son traitement a fait émerger la nécessité d'un vigoureux *marketing politique*, dont le déploiement requerrait une forme particulière d'*expertise*. Pour remédier au problème « des fonds juifs et de l'or nazi », il convenait de mettre en œuvre des *techniques de communication*. Cette configuration a alors fait émerger au premier plan les compétences dont étaient dotés les *consultants* engagés par des firmes de *lobbying* et de *relations publiques*⁴⁰. Cette problématisation et cette publicisation de la situation ont fondé la légitimité d'une délégation de la *représentation* de la Suisse et de son passé à des entreprises états-uniennes spécialisées. En conséquence, la *publicisation* de la politique menée par la Suisse au sujet de son rôle durant la Seconde Guerre mondiale, a été assurée par des conférences, données par un lobbyiste (et ancien ambassadeur) états-unien, devant un parterre composé de représentants des milieux financiers, bancaires et fiduciaires suisses. Autrement dit, la configuration discursive du problème des « fonds en déshérence » et les modalités pratiques de son traitement ont institué un public constitutif de relations métonymiques entre la Suisse et ses banques.

Troisièmement, ces opérations ont constitué les banques suisses et le secret bancaire comme des objets d'*intérêt public*. Autrement dit, elles ont *publicisé* les recherches de « fonds en déshérence », sans pour autant *démocratiser* ce processus. Ces dynamiques ont

³⁹ Cette configuration de la prospérité bancaire en tant que bien public n'est pas inédite. En témoigne le site de la Fondation Genève Place Financière qui note, sous sa rubrique « *Questions-clés* » : « *Les banques financent l'État, les entreprises et les ménages. Sans elles, la croissance ne serait pas possible. Les banques émettent les principaux moyens de paiement. Sans elles, il n'y aurait pas de chèques, ni de cartes de paiement. Alors que l'utilité de la banque est reconnue du public, ce dernier ne réalise pas toujours l'importance et le poids économique de la place financière* » (cf. http://www.geneve-finance.ch/gfc_index.htm). Dans un sens similaire, il vaut la peine de consulter également, sur le même site, le texte que Me Maurice Aubert a consacré au « secret bancaire » (cf. <http://www.geneve-finance.ch/secbanc.htm>).

⁴⁰ Ces processus correspondent *formellement* à ceux analysés par les théories structuralistes – notamment les linguistique greimasienne et chomskienne – sous les termes de « *compétence* » et de « *performance* ». Cependant, l'étude des dynamiques de problématisation et de publicisation rompt radicalement avec l'ambition affichée de ces approches, qui entendent ramener les processus à un ensemble de structures achroniques et réifiées, dont la mobilisation expliquerait la génération et l'organisation temporelle des situations (cf. , 7.2.3, *supra*).

en effet problématisé et publicisé « les fonds juifs et l'or nazi », c'est-à-dire notamment qu'elles en ont constitué le public, explicitement invité à prendre part au collectif de recherche. Cependant, cette dynamique n'a en aucun cas contribué à l'élaboration d'une démocratie dialogique, au sens développé par les auteurs d'*Agir dans un monde incertain* (chapitre 9, *supra*). Le public ainsi constitué était invité à endosser le point de vue focal des banques, institué comme le garant de la réputation de la place financière helvétique et de l'image de la Suisse. Autrement dit, « les fonds juifs et l'or nazi » ont été dotés d'un *public de la sphère privée*, invité à riposter contre les attaques qui menaçaient le secret bancaire. Concrètement, le *public* ainsi constitué n'était pas invité à explorer les mondes possibles et à élargir le collectif de recherche, mais à *activement s'abstenir de le faire*, de manière à préserver la confidentialité qui devait entourer les relations entre les banquiers et leurs clients⁴¹. Cette discrétion était alors constituée comme le fondement de la réputation des banques suisses et, partant, de l'image de la Suisse, c'est-à-dire comme un *bien public* qui était menacé par les requêtes de « fonds en déshérence ». Cette publicisation de la question était indissociable de sa problématisation, laquelle était très explicitement synthétisée par les propos que le *Journal de Genève* attribuait à Richard Burt pour conclure son article : « *Le problème n'est pas tant que les choses soient secrètes, mais au contraire que tout soit ouvert. Chaque Américain veut aujourd'hui jouer à l'enquêteur* ».

Cette analyse des controverses polarisées autour de la publication de la liste de titulaires a souligné un point décisif mis au jour par Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthes. A savoir que l'institution d'une démocratie dialogique prend forme à l'articulation des *représentations* scientifiques et politiques, c'est-à-dire d'une double exploration des « mondes possibles » et des « collectifs de recherches ». Parallèlement, cette étude a pointé quelques limites du raisonnement déployé par les auteurs d'*Agir dans un monde incertain*.

Pour résumer, l'analyse conduite dans le sillage des travaux de Michel Callon et de ses collègues a montré comment la publication de la liste de titulaires a étendu le collectif de recherche et généralisé le problème des « fonds en déshérence » (chapitre 9). En revanche, cette démarche n'a pas rendu compte de la forme conférée au public ainsi constitué. En effet, il est indéniable que la liste de titulaires a marqué une rupture de la raison bancaire ordinaire. Cependant, les médias suisses l'ont présentée comme une mesure destinée à sauvegarder la sphère privée des banques suisses, laquelle était sévèrement menacée par les revendications relatives aux « fonds juifs et à l'or nazi ». Autrement dit, les quotidiens helvétiques n'ont pas seulement constitué leurs lecteurs comme membres à part entière du collectif de recherche chargé d'établir les liens entre les titulaires, les comptes et les montants en déshérence. Ils leur ont proposé de se constituer en tant que *public* des activités déployées par l'Association suisse des banquiers pour

⁴¹ Cette configuration d'un *public* appelé à *activement* renoncer à intervenir dans les relations confidentielles propres aux professions bancaires et libérales est constitutive des procédures de la démocratie semi-directe helvétique. Ces dynamiques ont été observées par Alain Bovet au sujet des débats qui ont précédé une votation d'un texte qui visait à réglementer la procréation médicalement assistée, au mois de mars 2000. Une analyse conversationnelle d'un débat radiophonique a permis de montrer comment ces activités discursives ont pratiquement constitué un public invité à se *retirer activement* des relations unissant les patients et les médecins. C'est-à-dire à voter *contre* toute réglementation de cette transaction protégée par le *secret médical* (cf. Bovet, 2001 et 2002 ; Bovet et Terzi, à paraître). Une dynamique similaire de problématisation et de publicisation a été mise au jour au fil des débats qui ont précédé la votation d'un texte qui envisageait de restreindre drastiquement les possibilités d'appliquer les techniques du génie génétique dans le domaine non humain (cf. Bovet et Terzi, 2002). Des analyses similaires mériteraient d'être conduites au sujet des diverses votations qui ont été consacrées à un éventuel assouplissement du *secret bancaire*.

sauvegarder le secret bancaire. Plus précisément, ces discours ont établi une relation métonymique entre la Suisse et ses banques, dont la réputation était mise à mal.

En ce sens, l'analyse détaillée du traitement médiatique que les quotidiens suisses ont réservé à la publication de la liste de titulaire ne permet pas seulement d'observer l'extension d'un collectif de recherche. Elle montre également comment a été constitué un *public narcissique*, appelé à s'identifier aux pratiques des banques privées et donc à défendre leurs intérêts. En conséquence, cette analyse renverse l'interprétation selon laquelle la recherche des « fonds en déshérence » aurait ébranlé le monopole de l'expertise bancaire, constituant les prémisses d'une *démocratie dialogique*. Au contraire, le déroulement de cette enquête a constitué une situation dont le *public* était invité à endosser le point de vue *focal* de l'Association suisse des banquiers, laquelle était en retour constituée en tant que représentante légitime de la collectivité suisse (cf. Terzi, 2000). Autrement dit, les discours médiatiques ont constitué la publication de la liste de titulaires de telle sorte que les profanes et les citoyens ordinaires étaient enjoins à contribuer aux activités des banquiers suisses. Loin de solliciter un débat libre et pluraliste, ces dernières avaient explicitement pour objectif de *mettre un terme définitif* à une controverse qui risquait de mettre à mal le secret bancaire helvétique, constitué en tant que *bien public*.

10.3 La liste des titulaires de « fonds en déshérence » comme objet de controverses

Tant et aussi longtemps que les « fonds en déshérence » étaient traités comme des litiges privés – par la centrale de recherches et par le Comité Indépendant de Personnes Eminentes – ce cadrage prévenait efficacement les débordements dont ils étaient potentiellement porteurs. Les situations problématiques n'étaient que des cas individuels et particuliers qui, même s'ils étaient nombreux, ne remettaient pas en cause le système bancaire en tant que tel. La publication de la liste de titulaires a, en revanche, fait émerger un problème général, qui risquait d'entacher la profession dans son ensemble et de remettre fondamentalement en cause ses pratiques et ses méthodes et, par ricochet, d'affecter la prospérité suisse.

Les paragraphes qui suivent vont s'efforcer de retracer comment les nouvelles controverses qui ont émergé à cette occasion ont contribué à la problématisation et à la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi ». Cette séquence montrera en particulier que les banquiers suisses se sont retrouvés dans une position inconfortable, après avoir publié une liste comprenant les noms de nombreux titulaires facilement localisables (10.3.1). Cependant, il apparaîtra également que les banquiers et les médias suisses se sont alors alliés pour limiter l'impact de ce nouveau débordement. L'analyse montrera alors comment le déploiement de ce travail discursif a renversé la situation, de telle sorte que ces difficultés ont communément été présentées comme une démonstration du caractère exemplaire du système bancaire suisse (10.3.2).

10.3.1 Des titulaires aisément identifiables et localisables

Georg Kray, le président de l'Association suisse des banquiers a été le premier à s'émouvoir des controverses dont la publication de la liste était potentiellement porteuse. Voici les propos qu'il a tenus le 23 juillet 1997, à l'occasion d'une conférence de presse au cours de laquelle il présentait la liste des titulaires devant la presse internationale, tels qu'ils ont été rapportés par le *Journal de Genève*^{xviii} :

Georg Kray, président de l'ASB a eu des mots assez durs envers certains de ses collègues, qui auraient refusé, dans un premier temps, de rechercher sérieusement les fonds en déshérence. « Certains banquiers estimaient que cela allait à l'encontre de leurs habitudes et de leur éthique professionnelle », a expliqué M. Kray.

Le président de l'organisation faîtière des banquiers suisses annonçait ainsi à des journalistes, venus du monde entier, que certains de ses membres estimaient que « *leurs habitudes et [...] leur éthique professionnelle* » les empêchaient de rechercher les titulaires légitimes de fonds déposés dans leurs coffres. Ainsi, la publication de la liste des titulaires a été l'occasion de deux importantes mises au point. D'une part, cette annonce a démontré que les détracteurs des banques suisses n'avaient pas complètement tort de douter de la capacité et de la volonté de ces dernières s'agissant de restituer les « fonds en déshérence » à leurs propriétaires légitimes. D'autre part, elle a permis à Georg Krayenbühl d'exprimer son courroux à l'égard de ses collègues, qui avaient rechigné à lancer les recherches et de clairement désapprouver leurs pratiques au nom de l'organisation faîtière des banquiers suisses. La découverte de ces résistances et des tensions qui en ont découlé avaient de quoi ébranler la raison bancaire ordinaire.

Pourtant, ce ne sont pas les résistances des banquiers, effarouchés face à l'éventualité d'une levée du secret bancaire, qui ont causé le plus de soucis au président de l'ASB. En effet, la controverse suscitée par la liste des titulaires a fait émerger une myriade d'entités autrement plus récalcitrantes, logées au cœur même de la liste : les noms de certains titulaires de comptes « en déshérence ». Ainsi, le jour même de la publication, la *NZZ* (23.7.97) avait relevé la présence de « *curiosités dans la liste de noms des banques suisses* » (*Kuriositäten in der Namenliste der Schweizer Banken*)^{xix} :

Eine Namenliste von Besitzern nachrichtenloser Vermögen aus der Zeit vor 1945 ist eine überaus ernste Angelegenheit. Unter den mehr als 2100 Namen [...] befinden sich wohl mit Sicherheit Personen jüdischer Herkunft, die im Mordrausch der Nazis ihr Leben verloren haben. Daneben zeigt die Liste [...] auch Zahlreiche Namen von ausländischen Kontoinhabern bei Banken in der Schweiz, die aufgrund ihres Wohnsitzes – beispielsweise in den Vereinigten Staaten – vermutlich nicht dem Holocaust zum Opfer gefallen sind. [...]

Auch bei einer nur oberflächlichen Durchsicht der Namen muss man allerdings je nach Fall schmunzeln oder aber die Stirn runzeln. Zu den genannten Personen oder Unternehmen soll seit 1945 von seiten der kontoführenden Banken kein Kontakt mehr bestehen. Einigermassen seltsam wird es aber, wenn der « Männerchor Eintracht » im deutschen Rheinfelden auf der Liste erscheint oder eine « Délégation du Japon » in der Schweiz. Noch merkwürdiger scheint es allerdings, wenn der weitherum bekannte Verlag F. A. Brockhaus in Leipzig auf der Liste der nachrichtenlosen Konten steht. Mit einigen wenigen Telefonaten wäre es der zuständigen Bank ohne Zweifel gelungen, den Rechtsnachfolger des Leipziger Unternehmens, das Bibliographische Institut & F. A. Brockhaus in Mannheim zu eruieren. Dort haben die Verantwortlichen aber noch nie von « ihrem » Konto in der Schweiz gehört. [...]

Ebenfalls schwer verständlich erscheint es, dass die Namen berühmter Geschlechter wie jener des Prinzen Hermann zur Lippe oder des Prinzen Erwein Lobkowitz bei der früheren Durchsicht nicht aufgefallen sind. [...]

Kuriositäten wie diese erwecken den Eindruck, als ob es unter den zur Meldung nachrichtenloser Vermögen verpflichteten Banken auch solche gibt, die sich bisher nicht gerade intensiv mit der Thematik auseinandergesetzt haben. Man kann mit Spannung darauf warten, ob die Namen dieser Institute bekannt werden.

(Une liste des noms de titulaires de fortunes en déshérence depuis une période antérieure à 1945 est une affaire extrêmement sérieuse. Parmi les plus de 2100 noms se trouvent très certainement des personnes d'origine juive, qui ont perdu la vie dans la folie meurtrière des nazis. A leurs côtés, la liste présente également de nombreux noms de titulaires de comptes étrangers auprès des banques suisses qui, étant donné leur lieu d'habitation – par exemple les États-Unis – n'ont sans doute pas été victimes de l'Holocauste.

Même en parcourant superficiellement les noms, on doit en effet, selon les cas, sourire ou froncer les sourcils. Les banques gérant les comptes ne doivent plus avoir de contact avec les personnes ou les entreprises citées depuis 1945. Dans une certaine mesure il est donc étrange de voir apparaître sur la liste le « chœur d'hommes d'Eintracht » dans le Rheinfelden allemand, ou une « Délégation du Japon » en Suisse. Il paraît encore plus curieux que la maison d'édition F. A. Brockhaus de Leipzig, connue loin à la ronde, figure sur la liste des

comptes en déshérence. En quelques coups de téléphone la banque concernée aurait sans doute identifié les successeurs légaux de l'entreprise de Leipzig, à savoir le Bibliographische Institut & F. A Brockhaus, à Mannheim. Là-bas, les responsables n'ont cependant encore jamais entendu parler de « leur » compte en Suisse.

Il paraît également difficilement compréhensible que les noms de lignées célèbres, comme ceux des princes Hermann Zur Lippe ou du prince Erwein Lobkowitz n'aient pas sauté aux yeux lors d'un examen antérieur. [...]

De telles curiosités donnent l'impression que, parmi les banques chargées d'annoncer les fortunes en déshérence, certaines ne se soient pas exactement préoccupées de la question de manière intensive jusqu'à présent. On peut attendre avec intérêt de voir si les noms de ces instituts seront ébruités).

L'Association suisse des banquiers n'a jamais dénoncé publiquement les banques coupables de désinvolture et de négligence. En revanche, la réaction de son président, Georg Kraye, ne s'est pas faite attendre. Elle est intervenue lors de sa conférence de presse, tenue le matin même de la publication de la liste et de l'article de la NZZ. Revenons donc au *Journal de Genève* (24.7.97) :

Le président de l'ASB a surenchéri en commentant la liste publiée hier par l'ASB avec les 1756 noms de titulaires de comptes dont les banques sont sans nouvelles depuis mai 1945. Plusieurs noms semblent en effet facilement reconnaissables. « Quand j'ai vu hier la liste pour la première fois, j'ai eu honte », a confessé M. Kraye. « Avec un peu d'efforts, nous aurions pu sûrement aboutir à des résultats ».

Sur sa lancée critique à l'encontre des banques suisses – initiée dès l'origine du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » – *Le Nouveau Quotidien* (24.7.97) a immédiatement rebondi⁴². Il a consacré sa troisième page à la question. Il l'a placée sous la rubrique spéciale « *Honte* » et l'a illustrée d'une grande photographie de Georg Kraye présentant la liste, accompagnée de la légende suivante^{xx} :

GEORG KRAYE, président de l'Association suisse des banquiers : « J'ai honte. En lisant la liste je me suis aperçu que ce n'était pas très difficile de retrouver les héritiers. »

Le surtitre de cet article et son titre – tiré des propos de Georg Kraye – en disent d'ailleurs par eux-mêmes assez long :

En publiant dans 60 journaux de 27 pays, les noms de 1872 titulaires de comptes dormants, les banquiers suisses jouent enfin la transparence. Mais en se livrant à l'exercice, ils ne peuvent que reconnaître le scandale de leur attitude passée : il suffit souvent de consulter l'annuaire téléphonique pour retrouver les ayants droit prétendument disparus.

⁴² *Le Nouveau Quotidien* (23.7.97) avait même quelque peu anticipé le mouvement en titrant, le jour de la publication de la liste : « Les noms publiés aujourd'hui par les banquiers éclairent trente-cinq ans d'hypocrisie. En 1962, les banques déclaraient un millier de comptes en déshérence. En cherchant mieux, elles en ont retrouvé le double. Alors qu'un hebdomadaire alémanique trouve sans peine les ayants droit d'un compte liquidé en 1973. » Le dernier paragraphe de cet article racontait alors comment l'hebdomadaire *Facts* avait retrouvé des héritiers en publiant, dans un journal israélien de langue roumaine, une petite annonce présentant les noms de 23 titulaires de comptes liquidés en 1973. Des héritiers n'ont alors pas tardé à se présenter et à retracer une histoire familiale instructive à bien des égards : « L'oncle Marcel, qui a survécu aux persécutions des juifs roumains, s'est vu confisquer tous ses biens par le régime communiste. Il n'a pas pu se rappeler au bon souvenir de l'UBS : les voyages à l'étranger lui étaient interdits et le courrier était surveillé par la police secrète. « Il n'a pas pu non plus en parler à sa famille : les risques que cela se sache étaient trop importants » écrit le journaliste zurichois Markus Haefliger. Alors, peu après la mort de leur oncle, Leon Avadic et Menachem Ariav-Avadic ont immigré en Israël, ignorant complètement qu'ils étaient héritiers d'un compte en Suisse. Et si, pris d'une soudaine intuition, ils s'étaient récemment annoncés auprès de Hanspeter Häni, l'ombudsman des banques, les recherches n'auraient rien donné : plus aucune trace du compte 6929 ne subsiste à l'UBS ».

**« Aucune feuille de vigne ne sera assez large pour cacher les négligences des
banquiers »**

L'article principal, consacré à la conférence de presse de la veille, s'ouvrait sur un long paragraphe consacré à « l'étape rhétorique » franchie lorsque le patron des banquiers a fait part de sa « honte ». En dessous, un second article était consacré à « *Des disparus bien faciles à retrouver* »^{xxi} :

La lecture de la liste publiée hier est émouvante. Que sont devenus Karla Levy, de Dantzig, ou Ludwig et Rosa Cohnstaedt, de Francfort ? Parmi les 1800 noms énumérés, combien auront disparu victimes de l'Holocauste ? [...] Tous ces êtres oubliés dont, les banques le prétendent, il a été impossible de retrouver la trace.

Mais il y a d'autres noms, illustres pour certains d'entre eux, qu'une simple consultation de l'annuaire téléphonique permet de repérer. Quatre exemples : Sabine Colombani, imprimeuse à Paris, Henri Brewster, diplomate à Florence, Marie-Antoinette de Talleyrand, duchesse, et Ramon Serrano Suner, ancien ministre et beau-frère de Franco. Ces quatre héritiers de fonds dormants ont un point commun : il a suffi d'un après-midi de journaliste pour entrer en contact avec eux. Qui les avait vraiment cherchés ? [...]

Lire la liste, c'est par moments feuilleter le gotha : Hermann de Lippe, Erwein de Lobkowitz ou Paul Esterhazy, le plus grand propriétaire foncier de la Hongrie d'avant-guerre, dont la *Neue Zürcher Zeitung* a retrouvé la veuve à Zurich. [...]

Et ce Hugo Boss d'Uetzingen, en Allemagne, serait-ce le fondateur de l'empire de la mode masculine ? Seuls ses neveux du Stuttgart, Uwe et Jochen, qui ne possèdent plus qu'une minorité de la société pourraient répondre à la question. Ils étaient hier inatteignables.

Constituée à l'origine pour confiner le problème des « fonds en déshérence » et préserver le secret bancaire, la publication de la liste des titulaires a rapidement aggravé les difficultés des banquiers suisses. Les médias, les profanes et les citoyens ordinaires, sollicités pour collaborer à la recherche des « fonds en déshérence », se sont piqués au jeu. A peine les noms étaient-ils publiés que – ironiques ou désabusés – les journaux suisses ont pointé le doigt vers les aspérités de la liste, mettant en évidence tous ces noms sur lesquels le regard des banquiers aurait dû s'arrêter, si seulement ils avaient parcouru leur propre liste au moins une fois avant de la publier. Truffée de ces entités rebelles, la liste est ainsi rapidement apparue comme une démonstration flagrante de l'incompétence – ou de la mauvaise volonté – des banquiers s'agissant de retrouver les ayants droit légitimes des fonds déposés dans leurs coffres.

10.3.2 Gérer la honte, circonscrire le débordement, dédouaner les banquiers et minimiser le problème

De leur plongée dans leurs archives et leurs listes de comptes, les banquiers suisses ont donc rapporté une liste des titulaires de comptes en déshérence. A l'origine, ils envisageaient que ce document marquerait un tournant vers le dénouement des recherches de « fonds en déshérence ». Mais cette démarche s'est heurtée à des résistances qu'ils n'avaient pas anticipées. En effet, les premières investigations des journalistes ont mis en évidence, au cœur même de la liste, la présence de comptes récalcitrants, qui refusaient de se fondre dans la masse des « fonds en déshérence ».

Même la *NZZ* et Georg Kraymer ont dû en convenir. L'encre de certains noms imprimés sur la liste risquait d'entacher la réputation des banquiers suisses. Cependant, de nombreuses bonnes volontés se sont rapidement manifestées pour contenir ce nouveau débordement. Ainsi, après avoir manifesté son dépit à la découverte de la liste, la *NZZ* a, dès le lendemain, relativisé la portée des difficultés engendrées par les « *curiosités de la liste* ». Magnanime, elle a endossé les justifications avancées par Georg Kraymer qui s'est

immédiatement efforcé de canaliser l'opprobre vers quelques moutons noirs isolés⁴³, de manière à dédouaner le monde bancaire suisse en général et l'ASB en particulier^{xxii} :

Wie im Mittwochblatt [23.7.97] bereits berichtet, finden sich auf der Namenliste der SBVg etliche Personen und Unternehmen, welche die zuständigen Banken ohne weiteres hätten ausfindig machen können. Darauf angesprochen, erklärte Kraye dass das Eruiere von Berechtigten Personen vor der Veröffentlichung der Liste Aufgabe der betreffenden Banken gewesen sei. Es gebe klar keinen gesetzlicher Zwang die Besitzer nachrichtenlosen Vermögen zu suchen, doch hätte er in dieser aussergewöhnlichen Situation angemessene Bemühungen von seiten der zuständigen Institute erwartet. Kraye hat die Liste nach eigenem Bekunden am Dienstag zum erstenmal gesehen. Er habe sich geschämt, weil es doch sicher möglich gewesen wäre, einige Besitzer rasch aufzuspüren. Man dürfte aber nicht den Banken im allgemeinen vorwerfen, nicht ernsthaft genug gehandelt zu haben. Er habe den Eindruck, dass es beim Vorgehen der einzelnen Institute riesige Unterschiede gebe. Alle Banken hielten sich laut Kraye zwar an die gesetzlichen Bestimmungen, die moralische Mindestvorschriften darstellen; viele Unternehmen seien aber seriöser vorgegangen, als dies die Gesetze verlangten, weshalb man nicht alle Banken in einen Topf werfen dürfte.

(Comme cela a déjà été rapporté dans notre édition de mercredi [23.7.97] de nombreuses personnes et entreprises, que les banques concernées auraient pu retrouver sans autre, se trouvent sur la liste de noms de l'ASB. Abordé à ce sujet, Kraye a expliqué que la recherche des ayants droit aurait été la tâche des banques concernées avant la publication de la liste. Bien qu'il n'existe aucune contrainte légale de rechercher les propriétaires de comptes en déshérence, il se serait attendu à des efforts à la mesure de cette situation extraordinaire de la part des instituts compétents. D'après ses propres déclarations, Kraye a lu la liste pour la première fois mardi. Il aurait eu honte, car il aurait sûrement été possible de retrouver rapidement la trace de quelques titulaires. On ne devrait cependant pas reprocher aux banques en général de ne pas avoir agi avec suffisamment de sérieux. Il a l'impression qu'il y a eu d'énormes différences entre les instituts au cours du processus. Certes toutes les banques ont respecté les dispositions légales, qui représentent des prescriptions morales minimales; mais de nombreuses entreprises ont procédé plus sérieusement que ce que les lois exigeaient, raison pour laquelle on ne devrait pas mettre toutes les banques dans le même sac.)

Face aux remous provoqués par la découverte de noms qui n'auraient pas dû figurer sur la liste des titulaires de « fonds en déshérence », Georg Kraye a érigé une double digue visant à maintenir l'ASB et la profession bancaire à l'abri des éclaboussures. Premièrement, il a invoqué une procédure de composition de la liste qui distinguait sa *forme* et son *contenu*, attribuant la première à l'ASB et le second à ses membres. Concrètement, l'ASB s'étant contentée de rassembler matériellement les listes partielles qui lui était fournies par les différents établissements bancaires, elle ne pouvait pas être tenue pour responsable de leur contenu. Deuxièmement, si Georg Kraye a reconnu que la

⁴³ Une approche structurale d'un phénomène similaire est présentée par Roland Barthes au sujet de *Sur les quais*, le film de Kazan (Barthes, 1957 : 63-65). Cette analyse met au jour une « vaccine de la vérité », propre à plusieurs « films américains », dont le « pouvoir de mystification » repose sur les « rôles » qu'ils assignent à leurs personnages : « [O]n dérive sur un petit groupe de gangsters la fonction d'exploitation du grand patronat, et par ce petit mal confessé, fixé comme une légère et disgracieuse pustule, on détourne du mal réel, on évite de le nommer, on l'exorcise » (idem : 63). L'étude pragmatiste des opérations réalisées par la publication de la liste des titulaires se démarquera du mouvement structural consistant à ramener les opérations discursives à une distribution statique de positions. En revanche, elle rejoindra la problématique dont Roland Barthes dessinait les contours. Dans le sillage de Brecht, il entendait en effet interroger les modalités par lesquelles le déroulement d'une situation fonde la participation de ses spectateurs et leur identification à l'un de ses personnages. Dans le cas de *Sur les quais*, il s'agissait d'observer comment était constituée l'adhésion au personnage du docker, incarnée par Brando, qui finissait par se remettre avec soulagement entre les mains du patronat. S'agissant du traitement des « fonds en déshérence », il convient d'observer et de décrire comment les mises en scène médiatiques des recherches de titulaires ont constitué une figure des banquiers suisses susceptible de *représenter* – et même d'*incorporer* – la Suisse.

liste reflétait des défaillances honteuses, il a souligné que celles-ci ne pouvaient pas être imputées indifféremment à tous les banquiers. Plus précisément, il a établi une distinction entre d'un côté, une minorité d'établissements qui avaient posé problème parce qu'ils s'en étaient strictement tenus aux prescriptions morales minimales représentées par les dispositions juridiques en vigueur et, de l'autre, la grande majorité de ceux qui avaient accompli leur travail avec un sérieux qui excédait ces exigences légales.

Pour canaliser un problème qui risquait d'affecter l'ensemble de la profession, ce discours a donc procédé par un *double renvoi de responsabilités*. Le premier a attribué celle du contenu de la liste non à l'ASB qui l'a publiée, mais à ses membres qui l'ont composée. Le second a assigné les erreurs commises aux seuls banquiers qui s'en sont tenus aux prescriptions légales pour conduire leurs affaires et leurs relations avec leurs clients. Finalement, à en croire Georg Kraye, l'émergence inattendue de noms indésirables au cœur de la liste des titulaires révélerait donc tout au plus des pratiques certes moralement discutables, mais scrupuleusement respectueuses de l'ordre juridique en vigueur. Or, ce sont précisément les mérites de ce dernier qui ont été mis en évidence par Georg Kraye, et par la NZZ, qui a repris ses propos en introduction de son article :

Der Präsident der SBVg, Georg Kraye, charakterisierte diesen Schritt [...] als ein aufrichtiges und sichtbares Zeichen für das Bestreben, den Shoah-Opfern, ihren Erben und anderen Kunden die Ihnen zustehenden Vermögenswerte zukommen zu lassen. Gleichzeitig unterstrich Kraye, dass kein Land in der Welt Banken verpflichtet, aktiv nach Eigentümern nachrichtenloser Konti zu suchen. In den meisten Ländern fielen die Vermögenswerte solcher Konti nach Ablauf einer bestimmten Zeit automatisch an den Staat, wie dies etwa in den Vereinigten Staaten Usanz ist. Es spreche für das Schweizer System, dass nach mehr als 50 Jahren die Banken, die Belege und die Vermögenswerte immer noch existieren.

(Le président de l'ASB, Georg Kraye a caractérisé ce pas [...] comme un signe sincère et visible, pour montrer aux victimes de la Shoah, à leurs héritiers et à d'autres clients que l'on s'efforce de leur restituer les biens qui leur reviennent. En même temps, Kraye souligne qu'aucun pays au monde n'oblige ses banques à rechercher activement les propriétaires de comptes en déshérence. Dans la plupart des pays, les avoirs de tels comptes reviennent automatiquement à l'État après une certaine période, comme c'est notamment d'usage aux États-Unis. Le fait que les pièces et les valeurs existent toujours dans les banques après plus de 50 ans plaide en faveur du système suisse.)

Selon Georg Kraye et la NZZ, la liste de titulaires ne dévoilait donc ni les « *trente-cinq ans d'hypocrisie* », ni « *le scandale de [l']attitude passée [des banquiers]* » fustigés par *Le Nouveau Quotidien*. Tout au contraire, elle démontrait les efforts déployés par les banquiers pour restituer à leurs clients – des victimes de la Shoah, leurs héritiers et d'autres clients – les biens qui leur revenaient. Plus encore, elle révélait les vertus du système bancaire suisse qui, contrairement à ceux des autres pays, avait permis de retrouver des fonds, plus de cinquante ans après que leurs titulaires n'aient pas donné de nouvelles. Le président de l'ASB ne s'est donc pas laissé emporter par les débordements engendrés par l'émergence de noms de titulaires connus ou aisément localisables dans la liste des comptes en déshérence. Au contraire, il a minimisé leur impact sur les banques suisses et leur organisation faîtière, tout en soulignant que la liste témoignait – par son existence même – de la valeur du système bancaire en vigueur et des efforts consentis par des banquiers prêts à en dépasser les exigences.

En composant et en publiant une liste des titulaires, l'ASB répondait favorablement à une exigence d'Alfonse D'Amato. A priori, cette concession pouvait apparaître comme une mesure susceptible d'apaiser les controverses sur les « fonds en déshérence » et même éventuellement de leur apporter une solution. L'arrivée des banquiers et de leur liste s'est finalement avérée plus houleuse que prévu, et la maestria discursive de leur président n'était pas de trop pour détourner le tumulte qui risquait de réduire à néant les efforts

concentrés dans la liste, le jour même de sa publication. Il convient cependant de souligner qu'il n'a pas été le seul à organiser la résistance. En effet, la presse suisse du lendemain – à l'exception notable du *Nouveau Quotidien* et du *Tages-Anzeiger* – a très clairement appuyé, endossé et même parfois prolongé son travail de minimisation et de détournement du problème⁴⁴.

Ainsi, les reports de responsabilités imputés par Georg Kraye avaient été suggérés dès la veille par la *NZZ*. Avant de passer à son énumération des « *curiosités de la liste* », elle signalait déjà le point de procédure qui dédouanait l'ASB^{xxiii} :

Die Bankiervereinigung hat die ihr zur Verfügung gestellten Namen ohne Änderungen in die Liste aufgenommen ; die Verantwortung für deren Inhalt liegt also bei den einzelnen Instituten.

(L'Association des banquiers a repris dans la liste, sans modification, les noms qui ont été mis à sa disposition ; la responsabilité de son contenu incombe donc aux instituts particuliers.)

Par ailleurs, la conclusion musclée de cet article – qui appelait de ses vœux la dénonciation publique des banques coupables de négligence au moment de la composition de la liste – allait dans la même direction. Il s'agissait en effet de désigner les « *moutons noirs* » de manière à préserver la réputation de la profession bancaire et même de la Suisse dans son ensemble (cf. 8.2.1, *supra*). Le commentateur de la *NZZ* a d'ailleurs précisé ce raisonnement le lendemain, dans un éditorial incisif, intitulé « *Une gifle* » (*Eine Ohrfeige*)^{xxiv} :

Der Schaden ist also trotz der Publikation beträchtlich, und zwar leider nicht nur für die Verursacher, sondern auch für jene Banken, die ein seriöses Vorgehen gewählt haben. [...] Mit Blick auf die Aussenwelt gerät die Schwäche einzelner Personen und Unternehmen also zu einer veritablen Ohrfeige für die ganze Schweiz. Und solange die schwarzen Schafe in den Reihen der Banken nicht ebenfalls auf einer Namenliste erscheinen, bleiben Bemühungen und Schadenbegrenzung eine Sisyphusarbeit.

(Ainsi, malgré la publication, les dommages sont considérables, et malheureusement, pas seulement pour ceux qui les ont causés, mais également pour ces banques qui ont opté pour un procédé sérieux. Dans la perspective du monde extérieur, les faiblesses de quelques personnes et entreprises particulières débouchent sur une véritable gifle pour toute la Suisse. Et tant que les moutons noirs qui sont dans les rangs des banques n'apparaîtront pas également sur une liste de noms, les efforts et les limitations des dommages resteront un travail de Sisyphus.)

La plupart des quotidiens ne se sont cependant pas embarrassés de tant de nuances pour dédouaner l'ASB et les banquiers suisses. *24 Heures* (24.7.97), par exemple, a simplement passé sous silence le problème des noms et la honte de Georg Kraye, pour ne retenir que ses éloges à l'égard du système bancaire suisse. Pour sa part, l'*ATS* – et donc tous les quotidiens qui ont repris sa dépêche^{xxv} – a procédé différemment pour relativiser le problème. Son texte n'évoquait pas les difficultés soulevées par l'émergence de noms récalcitrants dans la liste des titulaires, et il rassemblait, en un seul paragraphe, les « *Louanges et blâme* » exprimés par Georg Kraye lors de la conférence de presse :

« On peut nous reprocher d'avoir attendu avant de prendre ces mesures extraordinaires, a conclu M. Kraye. Mais aucun État n'a une législation obligeant ses banques à rechercher activement les titulaires de comptes en déshérence. Dans la plupart des pays, ces avoirs auraient été transférés à l'État depuis des décennies. »

⁴⁴ A l'instar de la *NZZ*, la presse suisse a presque unanimement endossé, dès le 24 juillet 1997, les louanges du système bancaire suisse, entonnées par Georg Kraye.

M. Kraymer a toutefois fustigé les négligences « honteuses » de certaines banques. Si elles avaient pris leur tâche à cœur plus tôt, maints ayants droit auraient pu être retrouvés beaucoup plus facilement.

Ainsi, les quotidiens suisses se sont rejoints pour minimiser les problèmes soulevés par la composition de la liste de titulaires et la honte que le président de l'ASB a exprimée à ce sujet. Dans cette perspective, le *Journal de Genève* n'a apparemment rien présenté d'original. Sous le titre « *Les banquiers reconnaissent des lacunes dans les recherches de fonds en déshérence* », son article principal abordait de front le problème posé par l'apparition, au cœur de la liste des titulaires, de noms qui n'auraient jamais dû y figurer, si les banquiers avaient fait correctement leur travail. Ces questions étaient en particulier traitées dans la première partie de l'article, placée sous l'intertitre « *Problèmes encore à venir* ». Pour l'essentiel, ces quelques paragraphes opéraient un savant dosage, consistant à faire part des reproches adressés aux banquiers suisses, tout en les équilibrant, en conclusion, par les propos de Georg Kraymer, soulignant les mérites du système bancaire suisse.

La seconde partie de l'article en revanche a réalisé, de manière parfaitement inédite, un spectaculaire *détournement du discrédit*, dont le mouvement consistait à reporter le stigmate qui menaçait les banquiers sur un autre personnage⁴⁵. Cette opération est esquissée dès l'intertitre « *Honte à Blocher* », lequel renvoie au dernier paragraphe de l'article^{xxvi} :

Si M. Singer [« secrétaire du Congrès juif mondial »] s'est montré très élogieux à l'égard du président de l'Association suisse des banquiers, en estimant qu'il avait réussi à « rendre l'impossible possible », il a par contre vivement critiqué les politiciens « cyniques » et « opportunistes » qui se servent de l'antisémitisme à des fins électorales. Ses critiques visaient naturellement en premier lieu Christoph Blocher. « Honte à ceux qui utilisent cette affaire pour relancer l'antisémitisme. Si c'est à cela que vous vous voulez aboutir, alors gardez votre liste et votre argent ! », a lancé Israel Singer en haranguant la centaine de journalistes participant à la conférence de presse.

Le *Journal de Genève* s'est ainsi appuyé sur le discours attribué à Israel Singer pour problématiser les enjeux soulevés par la publication de la liste. Cette opération a institué une perspective pour laquelle l'enjeu crucial ne concernait ni l'identification des biens des victimes de l'Holocauste, ni leur restitution à leurs titulaires légitimes. De la sorte, ce discours a détourné le regard des *activités bancaires* et de la manière dont elles traitaient les *enjeux économiques* soulevés par les « fonds en déshérence », pour le poser sur d'autres pratiques, soulevant la question de l'*antisémitisme*. Cette hiérarchisation des enjeux n'a pas seulement contribué à la problématisation « des fonds juifs et de l'or nazi ». Dans le même mouvement, elle a constitué la position d'un public, qui était invité à détourner son attention des activités des banquiers, pour la concentrer sur « les politiciens « cyniques » et « opportunistes » qui se servent de l'antisémitisme à des fins électorales ». De ce point de vue, il n'était pas essentiel d'interroger les procédures mises en œuvre par les banquiers pour retrouver les « fonds en déshérence » et identifier leurs titulaires. L'enquête devait en revanche s'orienter vers le questionnement des activités de Christoph Blocher, accusé d'utiliser « cette affaire pour relancer l'antisémitisme ».

L'enchâssement des citations réalisait cependant une opération supplémentaire et décisive. En plaçant cette dénonciation dans la bouche d'Israel Singer au moment de la

⁴⁵ Les opérations de « détournement du discrédit » ont été notamment documentées dans les cas de populations « stigmatisées », qu'il s'agisse de celles qui vivent dans des « habitats socialement disqualifiés » (Gruel, 1985), ou de celles contraintes de recourir à l'assistance publique (Paugam, 1991 : 193-205).

publication de la liste de titulaires, ce discours journalistique suggérait que Christoph Blocher mettait à mal les actions déployées par les banquiers : « *Si c'est à cela que vous vous voulez aboutir, alors gardez votre liste et votre argent !* », a lancé Israel Singer en haranguant la centaine de journalistes participant à la conférence de presse ». Cette manière de citer Israel Singer constituait ainsi Christoph Blocher en tant que responsable des difficultés rencontrées par les banques suite à la publication de la liste de titulaires. Ainsi, le *Journal de Genève* instituait une perspective – et donc une proposition d'identification – pour laquelle les activités de Christoph Blocher n'étaient pas réprouvées en raison de leur caractère antisémite. Elles posaient plutôt problème parce qu'elles contrecarraient les efforts déployés par les banquiers pour élaborer la résolution financière d'un problème de réputation⁴⁶. Ainsi, ce discours problématisait « les fonds juifs et l'or nazi » sous une forme qui leur conférait un *public* qui était représenté légitimement par les activités déployées par les banquiers. En conséquence, les lecteurs se voyaient proposer de contribuer aux recherches de « fonds en déshérence » en s'identifiant au travail des banquiers et en s'opposant à tout ce qui pourrait nuire à leur réputation, elle-même indissociable de celle de la Suisse dans son ensemble. Ainsi, il s'agissait notamment de dénoncer les activités de Christoph Blocher, parce qu'elles risquaient d'interdire toute possibilité d'apporter une résolution financière au problème d'image qui frappait la place financière suisse.

Synthèse du paragraphe 10.3.2

Ces quelques exemples indiquent comment la presse suisse a participé aux recherches de « fonds en déshérence ». Par leur travail discursif, l'immense majorité des quotidiens ont associé la publication de la liste, et les débordements qu'elle a engendrés, à un *collectif national affecté par un problème de réputation*. Certes, ces discours médiatiques ont contribué aux recherches de « fonds en déshérence » et ils ont institué une perspective qui invitait leurs lecteurs à y prendre également part. Cependant, ils l'ont fait sous la forme d'une *invitation à s'identifier aux activités des banquiers suisses, et à sauvegarder leur réputation, ainsi instituée en tant que composante de l'identité suisse*. Plus précisément, cette dynamique de *problématisation* et de *publicisation* a constitué un public qui était invité à préserver l'*horizon d'une résolution financière* du problème, qui devait être élaborée par l'Association suisse des banquiers. En conséquence, tout ce qui contrecarrait les efforts de cette dernière ne devait pas être considéré comme une mise à mal de procédures bancaires, mais comme « *une véritable gifle pour toute la Suisse* » (NZZ, 24.7.97). Tel était notamment le cas des activités de Christoph Blocher, dont le caractère antisémite était problématisé en tant que cause des réticences opposées par les représentants des organisations juives aux résolutions financières élaborées par les banquiers (*Journal de Genève*, 24.7.97).

10.4 La liste problématise les « fonds en déshérence » et oriente leurs recherches

Publiée à l'origine afin de contenir le problème et d'en limiter ses conséquences, la liste a donc paradoxalement engendré de nouveaux débordements. Malgré les efforts conjoints de l'Association suisse des banquiers et des médias suisses, ceux-ci ont rapidement pris une telle ampleur que les recherches de « fonds en déshérence » ont définitivement échappé à l'arène bancaire helvétique dans laquelle elles étaient circonscrites.

⁴⁶ De manière similaire, le discours au cours duquel Arnold Koller avait annoncé la création d'une Fondation suisse de solidarité ne proposait pas de s'opposer à l'antisémitisme *en tant que tel*, mais en tant que *facteur de division qui risquait d'affecter la cohésion nationale* (cf. Terzi, 1999 : 188-190).

Ce déplacement de la problématique a contraint les banquiers suisses de renoncer au traitement individualisé de cas particuliers, pour s'orienter vers un règlement financier global « des fonds juifs et de l'or nazi ». Au cours des controverses suscitées par la liste de titulaires, la problématique « des fonds juifs et de l'or nazi » a acquis une forme telle, qu'il était exclu de la résoudre par de simples recherches des titulaires de « fonds en déshérence ». D'une part, le dispositif de traitement des demandes, au cas par cas, dans les limites des relations contractuelles unissant les banquiers à leurs clients a rapidement été submergé et paralysé par un afflux de revendications (10.4.1). D'autre part, il est rapidement apparu que les noms de dignitaires nazis côtoyaient ceux de leurs victimes sur les listes des titulaires. Cette découverte a suscité des réactions indignées contre l'attitude des banquiers suisses, qui persistaient à traiter la problématique des victimes de l'Holocauste comme un cas de déshérence ordinaire (10.4.2).

D'autant que ces démarches ont rapidement entravées par des méandres procéduraux et par une extension considérable de la problématique.

10.4.1 Un afflux de demandes submerge les méandres procéduraux de la restitution

Dans la perspective d'une analyse des controverses socio-techniques, la liste des titulaires apparaîtrait avant tout comme une fantastique ouverture des recherches de « fonds en déshérence ». A peine une semaine après sa publication, les responsables des centres de contacts, chargés de traiter les demandes, ont indiqué que de nombreuses personnes s'annonçaient pour recevoir la documentation nécessaire et pour déposer leur requête au sujet d'un compte en déshérence (p.ex. *Le Matin*, 30.7.97)^{xxvii} :

[L]a publication des noms a provoqué une vague d'appels dans les cinq bureaux de contact de New York, Tel Aviv, Budapest et Sydney et Bâle. La fiduciaire Atag Ernst & Young a déjà dénombré quelque 1000 appels pour sa seule succursale de Bâle. Un de ses collaborateurs a précisé que huit à dix lignes téléphoniques y sont affectées et resteront en service de 9 à 20 heures.

Cinq jours plus tard, cet afflux de demandes ne se démentait pas. De nouvelles estimations faisaient état d'une moyenne de 700 à 800 appels par jour au bureau de contact de Bâle et d'un total de 7 800 appels dans le monde^{xxviii}. Au cours de ces premières journées, il est apparu que de nombreuses requêtes convergeaient vers le bureau ouvert à Budapest^{xxix} :

La recherche des titulaires de comptes dormants dans les banques suisses suscite un large écho en Europe centrale et orientale. Le bureau ouvert jeudi à Budapest doit faire face à un afflux continu de demandes. Quelque 160 des 1872 noms figurant sur la liste publiée la semaine dernière sont ceux de ressortissants d'Europe de l'Est.

A ce sujet, *Le Nouveau Quotidien* (30.7.97) a signalé un rebondissement inattendu des recherches, lesquelles avaient « raviv[é] de mauvais souvenirs en Bulgarie »^{xxx} :

La publication la semaine dernière de la liste des titulaires de comptes dormants dans les banques suisses a ravivé, dans le monde entier, les plus terribles images de l'Holocauste. En Bulgarie, elle a surtout ressuscité les souvenirs des crimes commis par les communistes après-guerre.

Aucun des douze citoyens bulgares retrouvés sur les 1872 noms de la liste n'était juif. Pendant la guerre, Sofia, bien qu'ayant signé un traité d'alliance militaire avec l'Allemagne en 1943, avait refusé de livrer 50 000 juifs aux nazis qui exigeaient leur déportation. Parmi ces douze Bulgares figure Georgi Rashkov, ex-membre du Parlement et riche homme d'affaires. Il fut l'une des victimes des procès-spectacles de l'ère communiste.

A sa mort, en 1962, M. Rashkov, chômeur, vivait dans un appartement loué et n'avait plus aucune source de revenus. Il fait partie des 11 000 Bulgares jugés par le Tribunal du peuple, mis en place après l'arrivée au pouvoir des communistes en 1944, pour avoir « entraîné l'État dans la Seconde Guerre mondiale contre les puissances alliées et pour crimes s'y rapportant ». Cette Cour prononça 2700 condamnations à mort.

Une semaine après sa publication, la liste était ainsi présentée comme un formidable instrument *d'exploration des mondes possibles* et *d'extension du collectif de recherche*. Cette mesure a considérablement complexifié la problématique des « fonds juifs et de l'or nazi » et diversifié son public. Elle a éclairé les destins extrêmement diversifiés des titulaires de comptes en déshérence. Les mentions de certains patronymes célèbres ont été considérées comme des « anomalies ». D'autres noms se sont ouverts sur des trajectoires individuelles éclairant les tragédies qui avaient marqué l'histoire européenne du vingtième siècle. Cette publication avait été lancée suite aux revendications relatives aux fortunes déposées par des victimes de l'Holocauste. En conséquence, il n'était pas particulièrement étonnant que plusieurs noms éclairent les tragédies vécues par des juifs, persécutés et assassinés par les nazis. En revanche, il était plus surprenant que d'autres s'ouvrent sur les destins des victimes du communisme, étendant du même coup considérablement la portée et donc le *public* des recherches de « fonds en déshérence ».

L'efficacité remarquable de ce dispositif, s'agissant d'élargir les recherches de « fonds en déshérence » aux profanes et aux citoyens ordinaires, apparaît très nettement en comparaison avec les résultats de la centrale de recherche, dirigée par le médiateur des banques. En une année d'activité, celle-ci avait reçu 3 500 demandes concernant les « fonds en déshérence »⁴⁷. En une semaine, les recherches conduites par l'intermédiaire de la liste de titulaires avaient déjà suscité plus du double de requêtes. Ce succès ne s'est pas démenti au fil des semaines suivantes. Ainsi, la presse du 12 août 1997 a annoncé que le cap des 20 000 demandes était franchi :

Plus de 20 000 personnes se sont annoncées auprès des bureaux de contact depuis la publication, le 23 juillet dernier, de la liste de titulaires de comptes en déshérences dans les banques suisses.

Par ailleurs, 175 000 appels ont été enregistrés sur l'Internet, a indiqué hier l'Association suisse des banquiers. Au total, 20 591 personnes se sont annoncées par téléphone, par écrit ou personnellement à l'un des cinq bureaux de contact Atag, Ernst & Young de Bâle, New York, Tel Aviv, Budapest et Sydney.

C'est le bureau de Bâle, couvrant l'Europe occidentale, qui a été le plus contacté : 9212 personnes s'y sont annoncées et 8800 dossiers d'information ont été sollicités. Vient ensuite le bureau de New York avec 7013 contacts. Par ailleurs, Atag, Ernst & Young a étendu le réseau de numéros gratuits à la Scandinavie, l'Espagne et la Bulgarie, et ce à la demande de l'Association suisse des banquiers.

Cette dynamique d'exploration du problème des « fonds en déshérence » et d'extension du collectif de recherche a encore été renforcée, le 29 octobre 1997, avec la publication de deux nouvelles listes. A cette occasion l'Association suisse des banquiers a diffusé les noms de 10 875 clients suisses et 3 687 titulaires étrangers de comptes, dont le montant total atteignait 18,8 millions de francs. De nouvelles informations concernant les recherches de titulaires n'ont été publiées que cinq mois plus tard. Le 23 mars 1998, l'instance de recours statuant sur les demandes déboutées par les bureaux de contact a présenté l'avancement de ses travaux. A cette occasion, l'agence AP a diffusé une dépêche qui éclairait les méandres d'un processus extrêmement complexe. Ce texte indiquait

⁴⁷ Plusieurs quotidiens du 18 janvier 1997 avaient repris une dépêche de l'ATS qui faisait état d'un « afflux de demandes », pour annoncer que « Hanspeter Häni a[va]it reçu quelque 3500 requêtes émanant de personnes qui sont à la recherche de fonds dans les banques suisses ».

notamment que *le traitement individualisé des milliers de requêtes, déposées dans les centres de contact, restreignait et ralentissait considérablement les restitutions*^{xxx1} :

Alors que de nouvelles menaces de boycott pèsent contre les banques helvétiques aux États-Unis, le Tribunal arbitral mis en place en Suisse a effectué la première restitution de cinq comptes en déshérence. C'est le premier résultat concret obtenu par la publication des listes des banques en 1997. De nouveaux avoirs en déshérence ont été découverts.

1300 demandes

Le tribunal arbitral qui statue sur la restitution des avoirs en déshérence, dont on est sans nouvelle des titulaires depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, a été saisi de 1300 demandes a annoncé son président Hans Michael Riemer. La plus grande partie des cas concerne l'examen préalable effectué par la fiduciaire ATAG. En effet, lorsque la fiduciaire refuse de donner le nom d'une banque concernée parce qu'elle considère la demande comme insuffisante, le dossier est alors transmis au Tribunal arbitral qui doit trancher, donc ordonner ou non de livrer le nom d'une banque.

Le quart environ des quelque 800 demandes au stade de l'examen préalable a été réglé par le Tribunal arbitral. Environ 120 demandes ont donné lieu à un constat négatif. « Ce qui ne veut pas dire qu'elles doivent être considérées comme abusives », a annoncé Hans Michael Riemer. Des éclaircissements doivent encore être apportés dans 40 à 50 cas. Dans une vingtaine d'autres cas, le tribunal est arrivé à la conclusion qu'il existait un lien prouvé entre les demandeurs et les avoirs auxquels ils prétendaient. Pour ces derniers, l'auteur de la demande a communiqué le nom de la banque et la procédure suit son cours. Des versements ont déjà été effectués dans cinq cas, dont l'identité n'a pas été dévoilée.

Procédure accélérée

Ces cinq premiers versements ont été effectués sous réserve du calcul des intérêts et des frais bancaires. En effet, l'organe compétent désigné pour ce calcul par la commission Volcker, le « Panel Fee », n'a pas encore livré ses directives sur cette question si délicate.^[48] Dans le but d'effectuer au plus tôt la restitution aux ayants droit, le Tribunal arbitral n'a donc pas attendu pour passer à l'action. Cet organe arbitral n'est lui-même pas au complet : à côté de son président, seuls cinq membres sont entrés en fonction. Il ne devrait être au complet qu'au début avril avec ses 15 membres. Hans Michael Riemer dispose aujourd'hui d'un secrétariat juridique formé d'une vingtaine de collaborateurs.

Jusqu'à fin mars...

Les banques suisses ont publié, en deux étapes, les noms de quelque 5 500 demandeurs étrangers de comptes en déshérence et dont on est sans nouvelles depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les valeurs déposées sur ces comptes représentent un montant global de 67 millions de francs. Selon l'Association suisse des banquiers (ASB), ce sont environ 12 000 demandes qui ont été envoyées aux bureaux de liaison chargés de les récolter dans le monde entier. La moitié de ces demandes se rapportaient à des noms publiés et plus de 4 500 ont été transmises aux établissements bancaires concernés qui doivent prendre position. Les personnes concernées ont jusqu'à fin mars pour faire valoir leurs prétentions.

Toute la procédure est gratuite et un comité de patronage en exerce la surveillance. Il est composé du président de la commission Paul Volcker, ancien président de la Réserve fédérale aux États-Unis, du secrétaire général du Congrès juif mondial (CJM) Israel Singer et du conseiller aux États bâlois René Rhinow. Après les premiers versements effectués au terme d'une procédure accélérée, ce comité de patronage est intervenu auprès de l'ASB afin qu'elle s'assure que les versements suivants soient effectués selon les règles de la procédure ordinaire.

Les recherches de comptes en déshérence dans les banques se poursuit encore aujourd'hui a souligné Sylvia Matile, porte parole de l'ASB, tout en précisant qu'il s'agit « d'un processus permanent ». Ce qui a permis de découvrir de nouveaux comptes en déshérence après la publication de la dernière liste en octobre 1997. Leur valeur n'a pas été précisée.

La publication de la liste de titulaires a incontestablement stimulé l'exploration des mondes possibles, et étendu la composition du collectif de recherche. Cependant, cette

⁴⁸ Sur le « Panel Fee » et les divergences qui le traversaient encore au mois de septembre 1998, voir la note 14 du chapitre 9, *supra*.

procédure a suscité un afflux de demande, qui a rapidement submergé les méandres d'une procédure de restitution extrêmement complexe. Certes, les recherches de « fonds en déshérence » étaient conduites par un collectif ouvert aux profanes et aux citoyens ordinaires. Mais ceux-ci y agissaient en « liberté surveillée », sous le contrôle de très nombreux experts, garants du droit et de la gestion bancaires. Sous leur vigilance, l'ensemble du processus restait fermement encadré par des mesures de contrôle technique et politique. Celles-ci étaient assurées par une fiduciaire, qui gérait – au nom de l'Association suisse des banquiers – les bureaux de contact, par un « tribunal arbitral » dont les décisions définitives étaient suspendues aux débats qui animaient le « Panel Fee », et par un « comité de patronage ».

Ainsi, le déroulement des recherches de « fonds en déshérence » a fait apparaître que, pour être prises en compte, les contributions des profanes et des citoyens ordinaires étaient soumises à une procédure extrêmement stricte. Ainsi, les requêtes de restitution devaient être présentées sous une forme standardisée, impliquant de commander un « dossier d'information » comprenant un formulaire, qu'il convenait de remplir et de documenter, avant de le remettre aux bureaux de contacts gérés par une fiduciaire. Ceux-ci examinaient alors, au cas par cas, chaque dossier de manière à déterminer si les informations qu'il contenait autorisaient à transmettre aux requérants le nom de la banque concernée par le compte sur lequel ils faisaient valoir leur prétention. En cas de réponse positive, le dossier était alors géré, à la manière d'un contentieux ordinaire, entre les banques et leurs clients. En cas de refus, le dossier était transmis au Tribunal arbitral, chargé d'examiner les cas litigieux.

Synthèse du paragraphe 10.4.1

La publication des listes de titulaires ouvrait la voie à une généralisation des enjeux et à une collectivisation de leur règlement. Cependant, il ne s'agissait que d'une étape avant de revenir au traitement, au cas par cas, de requêtes individuelles. Or, cette *descente en singularité* ne s'est manifestement pas faite sans mal. En effet, les instances chargées d'assurer ce retour aux relations contractuelles qui unissaient des clients et leurs banquiers ont été submergées par un afflux de requêtes, avant même d'être pleinement opérationnelles. Il en a résulté une situation paradoxale : la publication de la liste a *généralisé* la problématique des « fonds en déshérence » et ouvert leurs recherches aux profanes, dont la participation a considérablement élargi le problème et accéléré la localisation des titulaires potentiels et donc les demandes de restitution. En revanche, le traitement individualisé de ces dernières par des instances *ad hoc* a constitué un goulet d'étranglement qui a rapidement été submergé par l'afflux de dossiers à traiter.

La tension entre ces deux dynamiques ressort nettement des données chiffrées qui ont été publiées au fil des recherches. L'Association suisse des banquiers généralisait la problématique en publiant les noms de plus de 16 000 titulaires de comptes en déshérence, suscitant rapidement plus de 20 000 demandes d'information et le dépôt de 12 000 requêtes de restitution auprès de bureaux de contacts. *Paradoxalement, le succès de cette démarche, qui a engendré cette croissance spectaculaire des requêtes, a paralysé la procédure de restitution.* Celle-ci restait conçue sous une forme individuelle, soumise aux obligations contractuelles qui unissent les banquiers et leurs clients. Ainsi, il a fallu attendre huit mois de travail et la mise sur pied d'une « *procédure accélérée* » exceptionnelle, pour que les instances chargées du traitement des « fonds en déshérence » puissent annoncer le « *premier résultat concret obtenu par la publication des listes* » : la restitution de cinq comptes, dont l'évaluation du montant restait cependant suspendue à la décision du « Panel Fee ».

Le déroulement des recherches de titulaires a donc éclairé comment le règlement de la question des « fonds en déshérence » a été paralysé par l'articulation d'une approche générale (la publication de la liste) et d'un traitement individualisé (la restitution des fonds). Pourtant, il serait erroné de s'en tenir à ce constat d'échec. Certes, la publication des listes de titulaires n'a pas résolu à elle seule la question et elle n'a pas esquissé les contours d'une « démocratie dialogique ». En revanche, ces démarches ont contribué à l'orientation de l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi », c'est-à-dire à leur problématisation et leur publicisation. Les difficultés qui ont émergé au cours de sa mise en œuvre ont orienté l'enquête vers l'élaboration d'une solution d'ensemble, incarnée par la signature d'un accord global, qui a finalement été communément reconnu comme la résolution définitive du problème.

10.4.2 Les listes de titulaires comme manifestations d'un problème de déshérence ordinaire

La publication de la première liste de titulaires avait ouvert le collectif de recherche des « fonds en déshérence » à d'innombrables profanes et citoyens ordinaires. Leurs premières incursions dans ce dédale de noms avaient révélé la présence de titulaires aisément identifiables. Deux jours plus tard, leurs investigations ont fait surgir un autre problème qui a relancé la controverse. *Le Nouveau Quotidien* (25.7.97) a relaté ce rebondissement sous le titre : « *Le monde entier dépouille la liste des comptes dormants. Et découvre des bourreaux* »^{xxxii} :

Dans le monde entier, des gens se penchent sur ces listes, avec l'espoir ou la curiosité d'y trouver un nom, le leur ou celui d'un parent. Mais la transparence est un art difficile et cette publication, voulue comme un geste d'apaisement, retourne aussi le couteau dans la plaie. Car à ceux qui l'épluchent, la liste réserve son lot de mauvaises surprises. À côté des victimes du nazisme qui s'y trouvent sans doute, apparaissent les noms de leurs bourreaux. Revue de presse et tour d'horizon des réactions.

Le Centre Simon Wiesenthal de Los Angeles pense avoir repéré les noms de six dignitaires nazis. Parmi eux : Hermann Esser, vice-président du Reichstag, Willy Bauer, un collaborateur d'Adolf Eichmann, Heinrich Hofmann, un proche de Hitler, et la femme d'Ernst Kaltenbrunner. [...]

Greta Beer, qui est devenue aux États-Unis le symbole de la quête des avoirs perdus, a fondu en larmes après avoir cherché en vain le nom de son père Siegfried, raconte le *Washington Post*. Sur la chaîne CNN, le témoignage de « honte » du président des banquiers suisses, Georg Kray, au nom de sa corporation, n'a eu que peu de poids face au témoignage d'Armand Lakner, un survivant de l'Holocauste, également absent de la liste. De ce côté de l'Atlantique, la conférence de presse des banques est un nouveau fiasco. [...]

Mais il y a aussi ceux qui protestent parce qu'ils figurent sur cette liste. « J'étais soldat durant la guerre, Dieu sait si je n'avais pas le temps d'ouvrir un compte en Suisse. Quelque chose ne va pas avec cette liste ! » se plaint l'Allemand Hans Meyerringh, retrouvé par la *Bild Zeitung*. [...]

La publication de la liste de titulaires a relancé l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Les interventions qu'elle a suscitées ont notamment soulevé de nouveaux enjeux qui devraient être réglés par les procédures de restitution, et éclairé des aspects du rôle de la place financière suisse durant la Seconde Guerre mondiale, qui étaient restés dans l'ombre (*La Liberté*, 25.7.97)^{xxxiii} :

Le quartier général du Centre Simon Wiesenthal à Los Angeles a immédiatement envoyé une lettre à l'Association suisse des banquiers (ASB) pour demander qu'elle identifie clairement les comptes ayant appartenu à des nazis [...]. Il a également ajouté qu'il était « hautement probable » d'en trouver dans cette liste et qu'il était « fâché, mais non surpris » d'y avoir découvert des nazis. Le directeur du centre a aussi déclaré que l'argent doit revenir aux personnes qui ont besoin d'aide et non aux complices des criminels nazis.

De son côté, Iris Rosenberg, porte-parole du Mémorial Yad Vashem aux victimes de l'Holocauste, s'est également déclarée peu surprise que des nazis figurent dans cette liste : « Il apparaît ainsi que la Suisse a recueilli durant toutes ces années les bénéfices de l'argent des nazis ».

Parallèlement, des examens de la liste ont indiqué que seule une minorité de comptes en déshérence publiés concernaient potentiellement des victimes de l'Holocauste (24 *Heures* et *Tribune de Genève*, 2.8.97)^{xxxiv} :

Après avoir examiné la liste de 1872 noms de titulaires étrangers de comptes en déshérence en Suisse, l'Institut Salomon-Ludwig-Steinheim pour l'histoire judéo-allemande de l'Université de Duisbourg a conclu que moins de 30% des personnes nommées étaient des membres de la communauté juive dans les divers États d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. D'autres analystes arrivent même à une proportion moindre. « Cette liste livre *de facto* des noms de la noblesse et de la bourgeoisie française sous l'occupation allemande, plutôt que de répondre à des questions sur le passé », a déclaré à la *Frankfurter Rundschau* d'hier le directeur de l'institut, Michael Brocke.

La porte-parole de l'Union de Banques Suisses (UBS), Gertrud Erismann-Peyer a expliqué que ces conclusions ne constituaient pas une surprise pour les banquiers suisses. Ils savaient déjà que seule une partie des noms appartenait à la communauté juive mais n'avaient procédé à aucune évaluation.

Plus les investigations ont avancé, plus il est apparu que la procédure mise en œuvre par l'Association suisse des banquiers *reconduisait la définition d'un problème de déshérence ordinaire, défendue par les autorités suisses depuis la fin de la guerre* (cf. 1.1, *supra*). En effet, les banquiers avaient retenu deux critères pour établir leur liste. Celle-ci devait présenter les noms de titulaires de comptes ouverts avant la fin de la guerre et qui ne s'étaient plus manifestés depuis cinquante ans. En revanche, sa composition faisait abstraction de tout ce qui concernait la singularité du destin des titulaires en question : leur origine, leur notoriété ou leur rôle durant la guerre. En conséquence, la liste faisait se côtoyer les noms de tous les titulaires de comptes en déshérence, qu'il s'agisse de victimes de l'Holocauste, de dignitaires nazis, de franquistes, de victimes du communisme, d'aristocrates français ou de personnalités célèbres.

Certes, les controverses soulevées par les travaux de la centrale de recherche dirigée par l'ombudsman des banques avaient contraint les banquiers à sortir les recherches de « fonds en déshérence » du secret dans lequel elles étaient confinées. Cependant, la composition de la liste a manifesté pratiquement que les banquiers suisses continuaient de traiter le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » comme une *question de déshérence ordinaire*, dont le *règlement financier* relevait strictement de la *sphère privée* protégée par les *relations contractuelles* qui unissent les clients et leurs banquiers. Autrement dit, la publication de la liste a indiqué que les banquiers reconduisaient, durant l'été 1997, les axes principaux de la définition du problème qui avait présidé à la mise sur pied de la centrale de recherche près de deux ans auparavant (1.2, *supra*). En ce sens, l'application d'une démarche inspirée de l'analyse des controverses socio-techniques à l'étude de la liste de titulaires tendrait à en surestimer la signification et la portée. En effet, cette publication *s'est inscrite dans le prolongement des recherches déjà entreprises*, plus qu'elle n'en a marqué un tournant. En tous les cas, cette mesure ne les a orientées *ni vers une ouverture du secteur bancaire à la publicité, ni vers l'élaboration d'une esquisse de « démocratie dialogique »*.

En revanche, cette publication a relancé l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Les controverses polarisées autour des noms qui composaient la première liste ont considérablement élargi le questionnement du rôle de la place financière suisse durant la Seconde Guerre mondiale. D'une part, elles ont étendu le spectre temporel de cette

problématique, de manière à prendre en compte le destin des titulaires de comptes victimes des exactions commises, après guerre, par les régimes communistes d'Europe de l'Est. D'autre part, elles ont indiqué que les banques suisses n'avaient pas seulement entretenu des relations commerciales avec des victimes de l'Holocauste, mais également avec leurs bourreaux, les dignitaires du régime nazi. Cette question a encore connu plusieurs rebondissements, visant d'abord à établir la présence effective de tels personnages sur la liste et, le cas échéant, à déterminer la procédure à suivre pour régler les questions soulevées par ces comptes particuliers. Sur cette voie, les premiers éléments de réponse sont venus d'un centre de recherche allemand (*Le Nouveau Quotidien*, 11.8.97)^{xxxv} :

Le Centre allemand d'enquête sur les crimes nazis a procédé à la comparaison des quelque 2000 noms publiés le 23 juillet par l'Association suisse des banquiers (ASB). Ce travail effectué, l'office basé à Ludwigsburg a trouvé 150 à 200 noms contenus dans ses dossiers. Aucun toutefois ne concerne des personnes soupçonnées de crimes de guerre à l'époque du régime nazi, a précisé vendredi Willi Dressen, directeur du Centre allemand d'enquête.

Ces premières indications ont semé une certaine confusion, dont témoigne la diversité des titres que les journaux ont rédigés pour les rapporter. *Le Nouveau Quotidien* a été le seul à poser une affirmation négative : « *Pas de nazi recherché sur la liste des comptes dormants* ». A l'inverse, les quotidiens tessinois en ont tiré, à l'instar de la *Regione*, une affirmation positive : « *150 criminels nazis dans la liste des banques* » (*150 criminali nazisti nelle lista delle banche*). Enfin, la presse alémanique rejoignait la *Berner Zeitung* qui faisait part de sa perplexité : « *Avec ou sans peintures nazies ?* » (*Mit oder ohne Nazi-Grössen ?*). Il a fallu attendre plus d'un mois pour que des précisions soient publiées à ce sujet et que l'Association suisse des banquiers donne des consignes pour le traitement de ces cas (*L'Express et L'Impartial*, 26.9.97)^{xxxvi} :

L'Association suisse des banquiers (ASB) a publié le 23 juillet dans le monde entier une liste comportant les noms de 1872 ayants droit de comptes dormants ouverts par des étrangers dans les banques suisses avant 1945. Suite à la diffusion de ce répertoire, le Centre Simon Wiesenthal a indiqué que plusieurs noms figurant sur cette liste avaient été identifiés comme ceux de nazis. Concernant dix noms, la probabilité est relativement grande qu'il s'agisse effectivement de nazis. Pour les autres noms, il est plus difficile de se prononcer, a relevé un porte-parole de l'ASB. Après réception de ces renseignements, l'ASB a communiqué les noms en question aux banquiers suisses, en leur demandant de provisoirement bloquer les comptes en question. Des éclaircissements supplémentaires sont nécessaires. Il faut en premier lieu vérifier qu'il ne s'agit pas de fortune volée à des victimes des nazis.

Les controverses soulevées par la publication des noms de titulaires de comptes bancaires ont été relancées à l'approche de la publication d'une seconde liste de titulaires. En prévision de celle-ci, le préposé fédéral à la protection des données a enjoint l'ASB de respecter plusieurs principes (*24 Heures et Tribune de Genève*, 24.9.97)^{xxxvii} :

Les erreurs commises lors de la première publication des noms de titulaires de comptes en déshérence ne doivent plus se reproduire. C'est en substance le message adressé par Odilo Guntern, préposé fédéral à la protection des données, à l'Association suisse des banquiers (ASB). Fin octobre, cette dernière publiera en effet la liste des titulaires suisses de comptes tombés en déshérence jusqu'en 1945. Alors qu'il n'avait pas été prévenu de la parution de la première liste, concernant elle, les titulaires étrangers, Odilo Guntern a cette fois émis trois recommandations. Premièrement, un contrôle strict des données personnelles à paraître doit être fait. De plus, les titulaires identifiés des comptes en déshérence doivent être, eux, contactés directement, et non figurer sur la liste. Enfin, des doutes sont émis concernant la sécurité des données publiées sur Internet ; il y aurait en effet un risque que la liste y soit modifiée ou falsifiée. [...]

Responsable de la publication de la liste, l'ASB estime [...] que toutes les précautions ont été prises pour que celle-ci soit non seulement exhaustive, mais ne comporte aussi aucune erreur. « Les banques ont eu plus de temps pour répertorier les comptes en déshérence, déclare Sylvia Matile [la porte-parole de l'ASB]. De plus, une équipe de spécialistes, composée notamment d'historiens et de banquiers, vérifie actuellement la liste à paraître en octobre. » Pour l'instant, aucune décision n'a été prise quant à la mise à disposition sur Internet.

Ainsi, les profanes et les citoyens ordinaires sont notamment intervenus pour signaler les curiosités qui émaillaient cet inventaire, qui rassemblait indifféremment des victimes de l'Holocauste, d'anciens dignitaires nazis, des célébrités, et des inconnus qui affirmaient ne jamais avoir ouvert de compte en Suisse. Ces remarques ont complexifié la problématisation « des fonds juifs et de l'or nazi » et orienté la composition d'une seconde liste de titulaires, destinée à être publiée en octobre 1997. Afin de prévenir que de tels débordements ne se reproduisent, les autorités bancaires ont encadré la publication suivante par un impressionnant déploiement d'experts et de spécialistes. Ainsi, le déroulement des recherches de « fonds en déshérence » indique que *l'extension d'un collectif de recherche et son ouverture aux profanes et aux citoyens ordinaires n'est pas nécessairement contradictoire avec un renforcement de l'expertise et de la recherche confinée*.

Ces précautions n'ont cependant pas empêché la polémique de rebondir. Le 29 octobre, l'ASB a publié deux nouvelles listes de noms, marquant l'aboutissement des recherches de « fonds en déshérence » menées par les banques suisses (*L'Express et L'Impartial*, 30.10.97)^{xxxviii} :

Les banques suisses, avec la publication de 14.000 nouveaux noms, ont achevé hier, leur recherche des avoirs dont les titulaires n'ont pas donné de nouvelle depuis cinquante ans ou plus. Les réactions ont été positives. La publication des listes ne semble pas avoir suscité grand intérêt dans le public pour l'instant.

Au cours des trois dernières années, les banques ont retrouvé des avoirs en déshérence, déposés avant 1945, pour un montant total de quelque 79 millions de francs. 66,4 millions de francs sont portés sur des comptes de clients étrangers et 12,9 millions sur des comptes de titulaires suisses. Seule une petite partie des comptes a pu être attribuée à des victimes de l'Holocauste.

Regagner la confiance

Ce que l'on tenait pour impossible il y a peu de temps encore est devenu réalité. Sous la pression internationale et malgré le secret bancaire, les banques suisses ont publié des listes de titulaires de comptes en déshérence. Deux nouvelles listes ont été publiées hier. Selon le secrétaire général de l'Association suisse des banquiers (ASB), Niklaus Blattner, il s'agit d'un « travail d'horloger », lent et précis, destiné à regagner la confiance dans la place financière suisse.

La première liste, publiée en juillet dernier, avait été la cible de nombreuses critiques. Les listes publiées hier semblent avoir atteint leur but. La démarche va en effet plus loin, puisque sont publiés les noms des ressortissants suisses concernés.

Par-delà ce *satisfecit*, l'article se concluait cependant sur une note discordante, placée sous l'intertitre « *CJM consterné* » :

Le Congrès juif mondial (CJM) s'est dit consterné par le manque de transparence des nouvelles listes. Pour son directeur exécutif, Elan Steinberg, les nombreuses questions sans réponses à propos de ces listes marquent un pénible pas en arrière. Elan Steinberg s'est déclaré particulièrement irrité par la décision des banques de ne pas publier près de 64.000 noms, dont les comptes sont inférieurs à 100 francs.

Face à ces critiques, l'Association suisse des banquiers a immédiatement répliqué que les « *banques avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir* », et que les dernières listes de titulaires publiées étaient « *autant que possible complètes et exhaustives* ». Par ailleurs,

elle a signalé qu'elle avait transmis les noms des 64 000 titulaires de comptes de moins de 100 francs à la commission indépendante d'historiens, estimant qu'il aurait été impossible de publier ces noms, et que cela aurait « *réveillé de faux espoirs* »^{xxxix}. Cependant, face à la montée de cette nouvelle controverse, l'Association suisse des banquiers a rapidement modifié sa stratégie de publication (*Le Nouveau Quotidien*, 11.11.97)^{xl} :

Contrairement à ce qui était initialement prévu l'Association suisse des banquiers (ASB) a publié dans la presse la liste de titulaires étrangers d'avoirs en déshérence datant d'avant 1945.

La liste du 29 octobre a été publiée hier dans le *New York Times* et l'édition internationale de la *Neue Zürcher Zeitung*. Elle le sera également, le 14 novembre, dans le *Yedloth Ahronoth*, en Israël. Les noms des titulaires étrangers sont aussi accessibles sur Internet. L'ASB a indiqué hier qu'elle avait ainsi accédé à la demande de tous ceux qui ont souhaité disposer d'un accès plus facile à cette liste. [...] Le Congrès juif mondial (CJM) a qualifié hier cette démarche de « pas positif », mais il a demandé aux banques d'intensifier encore leurs efforts pour trouver une solution à cette affaire.

Parallèlement à ces questions de diffusion, il est apparu que les précautions prises par l'Association suisse des banquiers n'avaient pas suffi à endiguer une nouvelle controverse autour de la composition de la seconde liste. Ainsi, l'ensemble de la presse suisse du 4 décembre 1997 annonçait qu'il y avait « *[e]ncore des noms de nazis sur la liste des banques* » (*24 Heures* et *Tribune de Genève*)^{xli} :

La liste des comptes en déshérence publiée le 29 octobre par l'Association suisse des banquiers (ASB) contient 52 noms de criminels de guerre nazis. C'est ce qu'a révélé hier le Centre Simon Wiesenthal (CSW), qui a demandé le blocage immédiat de ces comptes et l'ouverture d'une enquête formelle. Il se peut en effet qu'il s'agisse de simples homonymes : des noms tels que Karl Bauer et Alfred Meyer sont très répandus dans les pays germanophones. Dans plusieurs cas, l'examen de la date de naissance doit permettre de faire la lumière.

Selon le rabbin Marvin Hier, un des responsables du CSW à New York, ces 52 noms et prénoms correspondent à ceux de criminels de guerre figurant dans la liste établie par l'ONU. Parmi eux, des membres de la Gestapo, des officiers SS des camps de concentration d'Auschwitz et du Struthof, ainsi qu'un Gauleiter et un sous-officier SS du camp de Maïdanek (Pologne). Le CSW a déjà attiré l'attention de l'ASB sur les noms de nazis figurant dans la première liste publiée l'été dernier et a obtenu l'assurance de la Suisse que ces comptes seraient gelés tant que l'identité de leurs titulaires n'aura pas été établie avec certitude.

Synthèse du paragraphe 10.4.2

A la faveur des publications des trois listes rassemblant leurs noms, les « titulaires de fonds en déshérence » ne sont plus apparus comme une entité abstraite et générale. Dès lors, les quotidiens suisses ont publié des récits et des témoignages individuels, recueillis auprès de leurs proches. Parallèlement, l'émergence de titulaires établis en Europe de l'Est a considérablement élargi la problématique des « fonds en déshérence ». Dès lors, celle-ci ne recouvrait plus uniquement les tragédies engendrées par l'Holocauste, mais également celles provoquées par le totalitarisme communiste. Dans cette perspective, plusieurs récits ont questionné le lien métonymique communément établi entre les titulaires de comptes dormants et les victimes juives de l'Holocauste. Ces histoires, retraçant le destin d'un titulaire bulgare ou d'une famille d'héritiers roumains, ont constitué « les fonds en déshérence » comme un enjeu extrêmement général, qui éclairait l'histoire européenne de la seconde moitié du vingtième siècle, et l'implication de la place financière suisse dans son déroulement.

Ces tentatives de généralisation ne se sont cependant pas perpétuées. La problématisation de ces enjeux s'est concentrée sur la période de la Seconde Guerre

mondiale et, plus précisément, sur l'Holocauste. Dans cette perspective, la publication de la première liste de titulaires a étendu la problématique en faisant apparaître que les banques suisses comptaient des dignitaires nazis et des officiers SS parmi leurs clients. L'émergence de leurs noms a soulevé plusieurs questions, concernant à la fois l'identification de ces titulaires et les mesures à prendre pour le traitement de ces comptes. Afin d'endiguer ce débordement, l'Association suisse des banquiers a adopté deux mesures principales. Elle a décidé de *geler tous les comptes litigieux*, tant et aussi longtemps que les identités de leurs titulaires ne seraient pas déterminées avec certitude. Et elle a confié à des spécialistes la tâche d'*éplucher soigneusement les listes à publier, afin d'en expurger les noms de criminels nazis*. Ces dispositions n'ont cependant pas suffi à endiguer le problème, qui a rebondi immédiatement après la publication de la seconde liste de titulaires.

Pourtant, à cette occasion, l'émergence de cet enjeu n'a pas contribué à la problématisation et à la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi ». La presse suisse a rapporté les affirmations du Centre Simon Wiesenthal à ce sujet, mais elle n'y est jamais revenue, ni pour déterminer l'identité des titulaires en question, ni pour annoncer la procédure finalement retenue par l'Association suisse des banquiers pour traiter ces cas particuliers. Ceci s'explique en grande partie par le déroulement de l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi » qui, suite à la publication de la première liste, avait été considérablement réorientée. De telle sorte qu'au mois de décembre 1997, l'attention se concentrait sur les efforts déployés par les banquiers pour colmater des brèches qui étaient ordinairement considérées comme des menaces infiniment plus graves. En effet, les recherches de titulaires de « fonds en déshérence » n'avaient pas seulement soulevé des questions concernant la composition de la clientèle des banquiers suisses et sur la manière dont ils géraient leurs biens. Elles avaient fait émerger des menaces qui pesaient sur le secret bancaire, ordinairement présenté comme le fondement de la prospérité de la place financière suisse, laquelle était communément assimilée à celle de la Suisse.

10.5 Conclusion du chapitre 10 : La constitution d'un problème identitaire et de son public

La liste de titulaires, sa composition et sa publication ont donné lieu à un examen public ardemment débattu. Dans une certaine mesure, ces discussions peuvent être interprétées comme une ouverture des « mondes possibles » et des « collectifs de recherche ». Elle a autorisé des tentatives de généraliser la problématique des « fonds en déshérence » et elle a ouvert les recherches à des profanes et à des citoyens ordinaires (9.2, *supra*). Cependant, il convient de ne pas surestimer la signification et la portée de ces mesures, qui encadraient une exploration en « liberté surveillée ». En effet, les publications des listes de titulaires n'ont pas seulement fait exploser le nombre de personnes engagées dans les recherches de « fonds en déshérence » et multiplié les requêtes de restitution. Au fil de leur développement, ces mesures ont également renforcé les procédures de contrôle, assurées par d'innombrables spécialistes, experts, et autres directeurs, chargés de contrôler le respect des prescriptions du droit bancaire. La publication des listes de titulaires a donc sensiblement transformé les procédures de recherches et de restitution des « fonds en déshérence », étendu le spectre des investigations et élargi le collectif chargé de les mener. Par contre, elle n'a marqué ni la fin du confinement du monde bancaire suisse, ni l'ébauche d'une « démocratisation dialogique » des débats relatifs au rôle des institutions financières suisses durant la Seconde Guerre mondiale.

Ces observations ne devraient cependant pas occulter l'incidence des publications de listes de titulaires sur le déroulement des controverses relatives « aux fonds juifs et à l'or nazi ». Certes, elles n'ont pas infléchi de manière décisive les pratiques bancaires dans le

sens de leur démocratisation. En revanche, elles ont suscité des controverses au cours desquelles la configuration des « fonds en déshérence » et la constitution de leur « public » ont été spécifiées et déterminées, sous une forme qui mérite d'être élucidée.

Dans la presse suisse, les publications des listes de titulaires et les controverses qu'elles ont suscitées ont constitué une *relation spéculaire* entre les « fonds en déshérence » et l'identité nationale suisse. Les débats se sont rapidement polarisés autour du champ problématique du secret bancaire. En conséquence, celui-ci a été traité comme entité constitutive de la place financière, dont la prospérité était assimilée à celle de la Suisse. Ainsi, les « fonds juifs et l'or nazi » ont été configurés comme un conflit international, mettant à mal un fondement de l'identité nationale. En conséquence, les discours développés à ce sujet – pour le déplorer ou pour s'en réjouir – ont ordinairement configuré leurs *destinataires* en tant que *parties prenantes* de leurs thèmes. Autrement dit, ces interventions ont invité leurs lecteurs à se constituer en tant que *public* du problème, non parce qu'ils étaient *indirectement* affectés par les conséquences d'activités qui leur étaient extérieures, mais parce qu'ils s'y *identifiaient* ou s'y *reconnaissaient directement*. Cette dynamique spéculaire et narcissique explique sans doute en partie le caractère émotionnel des débats, et la virulence de certaines interventions dont les auteurs s'efforçaient de *se défendre* face à ce qu'ils ressentaient comme une attaque personnelle⁴⁹.

En s'inspirant librement du commentaire du mythe de Narcisse par Richard Sennett (1979 [1974] : 260)⁵⁰, il serait possible de dire que les publications des listes des titulaires et les débats qu'elles ont suscités, ont accéléré le processus au cours duquel la question « des fonds juifs et de l'or nazi » a été confondue avec l'identité suisse. Plus sa problématisation et sa publicisation avançaient, plus il allait de soi que ce thème affectait *directement* des fondements de la cohésion nationale, tels que le secret bancaire ou la neutralité. En conséquence, ce thème a été constitué comme un *problème identitaire* qui affectait *directement* la Suisse. Dès lors, en Suisse, aborder ce thème, c'était nécessairement *s'engager à son sujet*, défendre ou attaquer la Suisse, sa culture, son identité, voire même son existence en tant que telle. La configuration agonistique ainsi déterminée présentait alors de nombreuses similitudes formelles avec les conflits déployés suite à une attaque de sorcellerie. Ces derniers ont été caractérisés par Jeanne Favret-Saada comme constitutifs de situations dans lesquelles la *parole* est indissociable de la *guerre* : « *Quiconque en parle est un belligérant et l'ethnographe comme tout le monde. Il n'y a pas de place pour un observateur non engagé* » (Favret-Saada, 1977 : 27)⁵¹.

Les publications de listes de titulaires ont donné forme à un conflit opposant les adversaires et les défenseurs du *secret bancaire*. Le déroulement de cette confrontation a conduit au recouvrement de catégories nationales et politiques. Les revendications de restitution des « fonds en déshérence » étaient communément interprétées comme des *attaques* dirigées contre la place financière suisse. Les histoires qui retraçaient leur déroulement situaient ordinairement leur origine dans des *pressions étrangères*, relayées par la gauche politique (cf. 7.1.2, *supra*). Ces mises en formes narratives étaient *communes* aux défenseurs et aux adversaires du secret bancaire. D'un côté, sous le titre « *Un milliardaire US veut faire craquer notre secret bancaire !* », le *Blick* (26.7.97) présentait un article qui mettait en scène l'alliance qui unissait Edgar Bronfman et Jean Ziegler dans leur combat contre les banques suisses. De l'autre, Hans-Ulrich Jost suggérait l'efficacité des pressions extérieures en affirmant que « *[Les banques suisses] ne lâchent du lest que lorsqu'elles y sont obligées* ».

⁴⁹ Les émotions suscitées par cette configuration ont été évoquées dès le prologue de cette recherche.

⁵⁰ Ce texte est placé en épigraphe à ce chapitre.

⁵¹ Cette citation est extraite de l'épigraphe à la troisième partie, dans laquelle Jeanne Favret-Saada analyse la dynamique des *attaques* de sorcellerie et des *ripostes* susceptibles de leur être opposées.

Parallèlement, il était communément tenu comme allant de soi que la mise en cause de la *réputation* de la place financière suisse affectait l'*image* de la Suisse dans son ensemble. Les « fonds en déshérence » concernaient certes prioritairement les banques suisses, mais ce problème *impliquait directement* les autorités politiques et toute la population suisse. Cette relation spéculaire entre les banques et l'ensemble de la collectivité était communément établie par les défenseurs et les adversaires du secret bancaire, même si les uns et les autres l'élaboraient selon des modalités différentes. Les premiers constituaient un destinataire qui était invité à se reconnaître dans les actions menées par les banques, chargées de défendre la sphère privée de leurs clients, érigée en tant que bien public. Ainsi, au lendemain de la publication de la première liste, la *NZZ* estimait que « *[d]ans la perspective du monde extérieur, les faiblesses de quelques personnes et entreprises particulières débouchent sur une véritable gifle pour toute la Suisse* ». A l'instar de Hans-Ulrich Jost, les seconds associaient les banques à une « *politique du secret* » qui impliquait l'ensemble de la collectivité suisse. D'abord par le biais de ses autorités politiques, dans la mesure où le Conseil fédéral avait soutenu la collaboration des banquiers avec les Allemands, puis leur réalignement avec les Alliés. Plus largement, cette politique impliquait également le « *peuple* », qui avait fourni l'« *alibi* » d'une « *stratégie commerciale* » en adhérant profondément à la « *neutralité* », à l'« *indépendance* » et au « *mythe 'd'une Suisse qui ne cède jamais'* ».

Par-delà leurs divergences, les uns et les autres s'accordaient ainsi pour considérer que la question des « fonds en déshérence » interrogeait un fondement de la place financière suisse, ordinairement constitué comme un pivot de l'identité helvétique et de la cohésion nationale. Dès lors la question « des fonds juifs et de l'or nazi » instituait une dynamique spéculaire qui soulevait un *problème de réputation*. Elle renvoyait la collectivité suisse à elle-même, à son histoire et à ses croyances. Cette configuration a placé les enjeux relatifs aux banques au centre de l'attention publique, conférant ainsi un surcroît de visibilité aux *pressions économiques* exercées à leur encontre et fondant l'intelligibilité d'un horizon ouvert sur un *règlement financier* du problème. Autrement dit, la situation qui a été déterminée au cours de l'été 1997 a progressivement fait passer à l'arrière-plan les négociations et les tractations polarisées autour des listes de titulaires. Par contre, elle a conféré une place décisive aux *menaces de boycott* proférées contre les banques suisses, et elle a structuré l'horizon d'attente d'un *accord global*, ordinairement constituée en tant que règlement financier et définitif d'« des fonds juifs et de l'or nazi ».

10.6 Sources du chapitre 10

- i *Basler Zeitung* (23.7.97) : Nachrichtenlose Konti : Namenliste publiziert ».
- ii *Le Nouvelliste* (25.7.97) : « Effet boomerang ».
- iii *Journal de Genève* (25.7.97) : « Le confessionnal pour tout le monde ».
- iv *Journal de Genève* (26.7.97) : « La liste de titulaires des fonds dormants ne sonne pas le glas du secret bancaire ». Voir également : *NZZ* (26.7.97) : « Bronfman sieht das Ende des schweizerischen Bankgeheimnisses » ; *Blick* (26.7.97) : « US-Milliardär will unser Bankgeheimnis knacken ! »
- v *Blick* (26.7.97) : « Nach dem Desaster um nachrichtenlose Vermögen. US-Milliardär will unser Bankgeheimnis knacken ! ».
- vi *NZZ* (3.8.97) : « Die Banken in der Glaubwürdigkeitsfalle. Die Namenliste der Bankiervereinigung als Bumerang ? »
- vii *SonntagsZeitung* (27.7.97) : « Bankgeheimnis : Bundesrat soll Banken unter Druck setzen ».
- viii *Le Nouveau Quotidien* (29.7.97) « Pourquoi les banquiers tiennent tant au secret ? ».
- ix *Berner Zeitung* (30.7.97) : « Bankgeheimnis ist keineswegs absolut ».
- x *Sankt-Galler Tagblatt* (30.7.97) : « Bankgeheimnis – oft falsch verstanden » et « Fällt das Bankgeheimnis ? Bronfman erwartet das Ende des Bankgeheimnisses – Die Bedeutung wird oft überschätzt ».
- xi *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (31.7.97) : « France et États-Unis : l'image de la Suisse pâlit » ; *Le Nouveau Quotidien* (31.7.97) : « L'image de la Suisse se détériore à l'étranger » ; *Le Nouvelliste* (31.7.97) : « Un capital-sympathie en peau de chagrin » ; *La Liberté* (31.7.97) : « L'image de la Suisse s'est dégradée en France ainsi qu'aux États-Unis » ; *Regione* (31.7.97) : « Svizzera un po' meno 'simpatica' » ; *Corriere del Ticino* (31.7.97) : « Peggiora l'immagine della Svizzera all'estero ».
- xii *Le Nouveau Quotidien* (25.7.97) : « 'Chez les banquiers suisses, il y a toujours une volonté d'éviter un grand déballage' ».
- xiii *Le Nouveau Quotidien* (4.8.97) : « Les attaques américaines commencent à échauffer les oreilles des parlementaires suisses ».
- xiv *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (4.8.97) : « Franz Steinegger accuse D'Amato d'utiliser 'des méthodes nazies' ». Voir également : *Sankt-Galler Tagblatt* (4.8.97) : « Steinegger wirft D'Amato 'Nazi-Methoden' vor ».
- xv *Basler Zeitung* (14.8.97) : « Ansehen der Schweiz aufpolieren ».
- xvi *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (14.8.97) : « L'affaire des fonds juif, une chance pour la Suisse ? Outre-Atlantique, cette crise lui fournit une occasion de faire connaître son vrai visage. C'est ce qu'a déclaré hier à Zurich l'ancien ambassadeur américain Richard Burt ». Voir également : *NZZ* (14.8.97) : « Die Schweiz muss gründlicher aufklären. Botschafter Richard Burt zum Bild der Schweiz in Amerika » ; *Berner Zeitung* (14.8.97) : « Wirksame Image-Kampagne ? ».
- xvii *Journal de Genève* (16.8.97) : « Les Suisses et les Américains doivent apprendre à se connaître ». Voir également : *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (16.8.97) : « Les Américains remuent leur passé et la Suisse fait partie du processus ».
- xviii *Journal de Genève* (24.7.97) : « Les banquiers suisses reconnaissent des lacunes dans les recherches de fonds en déshérence ».
- xix *NZZ* (23.7.97) : « Kuriositäten in der Namenliste der Schweizer Banken ».
- xx *Le Nouveau Quotidien* (24.7.97) : « Aucune feuille de vigne ne sera assez large pour cacher les négligences des banquiers ».
- xxi *Le Nouveau Quotidien* (24.7.97) : « Des disparus bien faciles à retrouver »
- xxii *NZZ* (24.7.97) : « Entschiedener Schritt der Schweizer Banken ».
- xxiii *NZZ* (23.7.97) : « Kuriositäten in der Namenliste der Schweizer Banken ».
- xxiv *NZZ* (24.7.97) : « Eine Ohrfeige ».
- xxv Voir notamment : *Le Nouvelliste* (24.7.97) : « Comptes en déshérence : tardif mais bienvenu... » ; *L'Express* et *L'impartial* (24.7.97) : « Comptes dormants. Pour plus de 60 millions » ; *Corriere del Ticino* (24.7.97) : « 61,2 milioni in giacenza nelle banche svizzere ». Il convient de souligner deux cas particuliers. Celui du *Giornale del Popolo* (24.7.97) qui a accompagné la dépêche de l'ATS (« Le banche fanno luce sui conti in giacenza ») d'un commentaire signé par un membre du Conseil d'administration du Crédit Suisse, Gianfranco Cotti (« Tolti i veli si scoprono i conti »). Celui du *St. Galler Tagblatt* (24.7.97) qui a repris la dépêche de l'ATS (« Namenliste : "Ein Meilenstein" ») et présenté un commentaire dans lequel Urs Bader a relancé les critiques émises la veille par la *NZZ*.
- xxvi *Journal de Genève* (24.7.97) : « Les banquiers reconnaissent des lacunes dans les recherches de fonds en déshérence ».

- xxvii *Le Matin* (25.7.97) : « banquiers submergés d'appels ». Voir également *Tages-Anzeiger* (25.7.97) : « Ansturm auf Kontaktstellen » et *Basler Zeitung* (25.7.97) : « Hektik rund um die nachrichtenlosen Vermögen ».
- xxviii *Bund*, (30.7.97) : « Die meisten bestellen bloss die Unterlagen ».
- xxix *24 Heures* et *Tribune de Genève* (30.7.97) : « Afflux de demandes à Budapest ». Voir également *Journal de Genève* (30.7.97) : « Fonds en déshérence : les initiatives se multiplient ».
- xxx *Le Nouveau Quotidien* (30.7.97) : « La liste de comptes dormants ravive de mauvais souvenirs en Bulgarie ». Voir également : *Bund* (30.7.97) : « Bulgarische Kontoinhaber ».
- xxxi Cette dépêche de l'agence AP a été publiée par *La Liberté* (23.3.98) : « Le Tribunal arbitral a procédé à la première restitution de cinq comptes ». Le même texte a été repris par *L'Express* et *L'Impartial* (23.3.98) : « Comptes en déshérence. Cinq restitutions ». Des versions abrégées ont également été publiées par : *Le Temps* (23.3.98) : « Premières restitutions de comptes en déshérence » ; *Le Matin* (23.3.98) : « Déshérence. Comptes restitués » ; *Le Nouvelliste* (23.3.98) : « Début de la restitution » ; *NZZ* (23.3.98) : « Erste nachrichtenlose Vermögen ausbezahlt » ; *Basler Zeitung* (23.3.98) : « Erste Auszahlungen » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (23.3.98) : « Erste nachrichtenlose Vermögen ausbezahlt » ; *Aargauer Zeitung* (23.3.98) : « Nachrichtenlose Vermögen. In fünf Fällen Auszahlungen ».
- xxxii *Le Nouveau Quotidien* (25.7.97) : « Le monde entier dépouille la liste des comptes dormants. Et découvre des bourreaux ». Voir également : *Le Nouvelliste* (25.7.97) : « Ces comptes si peu dormants » ; *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (25.7.97) : « Le monde entier traque les comptes dormants des banques suisses » ; *L'Express* et *L'Impartial* (25.7.97) : « Fonds en déshérence. Les surprises de la liste » ; *Journal de Genève* (25.7.97) : « La publication de la liste des comptes dormants suscite de fortes réactions dans le monde » ; *Bund* (25.7.97) : « Kaum Lob und viel Tadel aus dem Ausland » et « Vermögen von Nazi-Grössen ? » ; *Aargauer Zeitung* (25.7.97) : « Spekulationen um Namenliste » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (25.7.97) : « Ansturm auf Namenlisten » et « 'Der Tanz mit dem Teufel' » ; *Basler Zeitung* (25.7.97) : « Viele Suchende sind auf der Bankenliste nicht fündig geworden » ; *Neue Luzerner Zeitung* (25.7.97) : « Kontenliste könnte zu Vermögen von Nazielite führen » ; *Giornale del Popolo* (25.7.97) : « Fondi in giacenza nelle banche, la lista mobilita politici e interessati » ; *Regione* (25.7.97) : « E sulla lista plana l'ombra dei nazisti » ; *Corriere del Ticino* (25.7.97) : « Nomi di nazisti nelle lista ».
- xxxiii *La Liberté* (25.7.97) : « Des noms de nazis figurent dans la liste qui a été publiée par les banques ».
- xxxiv *24 Heures* et *Tribune de Genève* (2.8.97) : « Liste : un tiers de juifs ». Voir également *Sankt-Galler Tagblatt* (2.8.97) : « Ein Drittel jüdische Konteninhaber » et *Le Nouveau Quotidien* (4.8.97) : « Les attaques américaines commencent à échauffer les oreilles des parlementaires suisses ».
- xxxv *Le Nouveau Quotidien* (11.8.97) : « Pas de nazi recherché sur la liste des comptes dormants ». Voir également : *Bund* (12.8.97) : « Nazi-Verbrecher ? » ; *Berner Zeitung* (12.8.97) : « Mit oder ohne Nazi-Grössen ? » ; *Aargauer Zeitung* (12.8.97) : « Bankenliste. Doch Konten von Nazi-Verbrechern ? » ; *Neue Luzerner Zeitung* (12.8.97) : « 150 Nazi-Verbrecher auf Listen von Konto-Inhabern ? » ; *Bündner Zeitung* (12.8.97) : « 150 NS-Verbrecher auf Konto-Listen ? » ; *Regione* (12.8.97) : « 150 criminali nazisti nelle lista delle banche » ; *Giornale del Popolo* (12.8.97) : « Fondi in giacenza : 150 nazisti nell'elenco ? ».
- xxxvi *L'Express* et *L'Impartial* (26.9.97) : « Des noms qui dérangent ». Voir également : *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (26.9.97) : « Liste noire » ; *Blick* (26.9.97) : « Entlarvende Listen » ; *Berner Zeitung* (26.9.97) : « Banken blockieren mutmassliche Nazi-Gelder » ; *Corriere del Ticino* (26.9.97) : « Le banche esamineranno i conti sospetti ».
- xxxvii *24 Heures* et *Tribune de Genève* (24.9.97) : « La publication des noms des titulaires de fonds en déshérence doit respecter le secret bancaire ». Voir également : *Le Nouveau Quotidien* (24.9.97) : « Liste de comptes en déshérence : vigilance accrue » ; *L'Express* et *L'Impartial* (24.9.97) : « Déshérence. Attention aux données » ; *NZZ* (24.9.97) : « Datenschutz-Probleme bei Namenlisten der Banken » ; *Basler Zeitung* (24.9.97) : « Publikation von Namenlisten : Datenschützer Guntern interveniert » ; *Bündner Zeitung* (24.9.97) : « Datenschützer hat Vorbehalte bei Veröffentlichung von Namenlisten » ; *Neue Luzerner Zeitung* (24.9.97) : « Datenschutz soll beachtet werden » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (24.9.97) : « Namenlisten verletzen Datenschutz » ; *Berner Zeitung* (24.9.97) : « Fragezeichen zu Namenlisten » ; *Corriere del Ticino* (24.9.97) : « Per i fondi in giacenza mancano basi legali ».
- xxxviii *L'Express* et *L'Impartial* (30.10.97) : « Fonds en déshérence. Nouvelles listes de noms publiées par l'ASB ». Voir également : *Journal de Genève* (30.10.97) : « La liste suisse de comptes non réclamés n'a pas attiré les foules » ; *24 Heures* et *Tribune de Genève* (30.10.97) : « Les banquiers dévoilent leurs ultimes secrets sur les fonds en déshérence » ; *Le Nouvelliste* (30.10.97) : « Dernière liste de comptes dormants » ; *NZZ* (30.10.97) : « Publikation weiterer Namenlisten » ; *Tages-Anzeiger* (30.10.97) : « Mässiges Interesse an neuen Namenlisten » ; *Blick* (30.10.97) : « Wie reich war Paulina Brändli ? » ;

Bündner Zeitung (30.10.97) : « Banken veröffentlichen zweite Liste mit 14 000 Namen » ; *Aargauer Zeitung* (30.10.97) : « Nazi-Schergen haben keine Chance » ; *Basler Zeitung* (30.10.97) : « Die neue Liste der Banken liegt auf » ; *Bund* (30.10.97) : « Auf einem Konto liegt nur ein Rappen » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (30.10.97) : « Zehntausende nachrichtenloser Konti » ; *Berner Zeitung* (30.10.97) : « 18 Mio. Franken, verteilt auf 14000 Namen » ; *Neue Luzerner Zeitung* (30.10.97) : « Stochern und Wühlen in Tonnen von Archiven » ; *Corriere del Ticino* (30.10.97) : « Nuove liste di conti in giacenza » ; *Regione* (30.10.97) : « Pubblicata la seconda lista » ;

xxxix Voir *Corriere del Ticino* (31.10.97) : « Fondi in giacenza : respinte le critiche ».

xl *Le Nouveau Quotidien* (11.11.97) : « Comptes en déshérence : liste de titulaires dans le presse ». Voir également : *L'Express* et *L'Impartial* (11.11.97) : « Déshérence : Liste d'étrangers publiée » ; *Journal de Genève* (11.11.97) : « Fonds en déshérence : Deuxième liste publiée » ; *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (11.11.97) : « Seconde liste dans la presse » ; *Berner Zeitung* (11.11.97) : « Zweite Liste nachrichtenloser Konten nun doch in Zeitungen » ; *Bund* (11.11.97) : « Meinung geändert » ; *Regione* (11.11.97) : « Conti dormienti, lista sulla NZZ ».

xli *24 Heures* et *Tribune de Genève* (4.12.97) : « Encore des noms de nazis sur la liste des banques ». Voir également : *L'Express* et *L'Impartial* (4.12.97) : « Des nazis sur la liste de l'ASB » ; *Le Nouvelliste* (4.12.97) : « Plus de 50 nazis sur la liste » ; *La Liberté* (4.12.97) : « Toujours des SS sur les comptes » ; *Bund* (4.12.97) : « Nazi-Konten » ; *Aargauer Zeitung* (4.12.97) : « Bankenliste. 52 Namen von Nazi-Kriegsverbrecher » ; *Bündner Zeitung* (4.12.97) : « 52 Nazinamen auf Bankenliste entdeckt » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (4.12.97) : « Liste nachrichtenloser Vermögen mit Nazikonten ? » ; *Basler Zeitung* (4.12.97) : « 52 Namen von Nazis auf der Schweizer Bankenliste » ; *Neue Luzerner Zeitung* (4.12.97) : « Suche nach Tätervermögen ».

CHAPITRE 11

We would suggest that both the sequential and categorizational aspects of social interaction inform each other. Thus, the production of particular types of sequential items is informed by an orientation to the membership categories of the speakers, just as these items contribute to the categorization of the speakers. Social identity provides for a sense of the (sequentially organized) talk, just as the talk provides for a sense of social identity. [...] Further, we would suggest that in practice these aspects (the sequential and the categorizational) are so closely intertwined, as to be separable only for the purposes of analysis.

Stephen Hester & Peter Eglin, « Membership Categorization Analysis : An Introduction », in *Culture in action. Studies in Membership Categorization Analysis*, Washington, D.C., International Institute for Ethnomethodology and Conversation Analysis & University Press of America, 1997, pp. 2-3

11 LE DÉNOUEMENT D'UNE INTRIGUE ET L'INSTITUTION D'UNE CULTURE POLITIQUE

En analysant la publication de la liste des titulaires dans la presse suisse, j'ai observé et décrit comment les banquiers et les journalistes suisses ont conjoint leurs efforts pour circonscrire les débordements engendrés par « les fonds juifs et l'or nazi ». Au cœur de ces dynamiques, j'ai retracé l'émergence et la constitution spéculaire du *public d'un problème identitaire*, c'est-à-dire d'une manière spécifique d'organiser les relations entre la « vie sociale » et l'« espace politique ». Dans le cas de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi », cette analyse de la *culture politique suisse en action* ne peut être menée indépendamment d'une étude des relations internationales.

En effet, alors que les banquiers suisses publiaient la première liste de titulaires, la controverse a été réorientée par la décision d'un juge new-yorkais, qui a décidé de reporter l'examen des plaintes collectives (11.1)¹. Les recherches de « fonds en déshérence » ont alors pris une nouvelle tournure. Elles n'ont plus progressé au rythme du travail mené par le médiateur des banques, des listes de titulaires publiées par l'Association suisse des banquiers, ou des audits supervisés par le Comité Indépendant de Personnes Éminentes. Le centre de gravité de la controverse s'est alors déplacé aux États-Unis, où les responsables des finances de plusieurs villes et États se sont alliés pour menacer d'exclure les banques suisses de leurs marchés publics si elles n'accédaient pas rapidement aux demandes des requérants (11.2). Leur intervention a configuré un *conflit international*, dont le dénouement serait apporté par un *règlement financier global*, négocié entre des plaignants individuels et les banques suisses, au rythme des réunions d'une commission de surveillance mandatée par des autorités locales. Dès lors, les observateurs et les commentateurs ont tenu pour acquis que les questions soulevées par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale trouveraient leur dénouement à *huis clos*. Il apparaissait que la controverse allait progressivement se refermer sur elle-même, à l'inverse des dynamiques d'exploration du monde et d'extension des collectifs de recherche promues par les tenants de la démocratie dialogique (11.3).

11.1 Le report des plaintes collectives et la configuration d'un conflit économique

Dans la presse suisse, la publication et l'examen de la première liste de titulaires a communément été interprétée comme un *conflit économique*, porteur d'une *crise identitaire* remettant en cause la Suisse dans son ensemble. Cette problématisation et cette

¹ Au sujet du dépôt de ces plaintes collectives par des profanes et des citoyens ordinaires, épaulés par des avocats et des organisations juives internationales, voir 1.4.3, *supra*.

publicisation ont immédiatement fait émerger des appels en faveur d'un règlement financier rapide des « fonds en déshérence ». Ainsi, le lendemain de la publication de la première liste de titulaires, Jean-Pierre Gattoni interpellait directement les banquiers, dans un éditorial intitulé : « *Banquiers, dépêchez-vous !* » (*Le Matin*, 24.7.97) :

Le feuilleton interminable des fonds en déshérence et ses développements les plus récents (notamment la publication des premières listes des ayants droit de comptes non réclamés) provoque un double sentiment contradictoire : un certain soulagement, mais aussi un formidable malaise.

Soulagement parce que les premiers pas concrets, forts, décisifs vers une réparation des torts commis avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale sont désormais accomplis. Malaise parce qu'on commence à mesurer l'ampleur du cynisme, de l'opacité, de la désinvolture dont ont fait preuve les banquiers, nos banquiers, dans ce douloureux dossier. [...]

MM. les banquiers dépêchez-vous, réveillez prestement ces « comptes dormants », témoins survivants et bien tardifs d'effroyables tragédies humaines. Il est très tard, désormais. Trop tard pour masquer votre déshonneur. Mais il vous reste un peu de temps encore pour retrouver une apparence de dignité.

Jean-Pierre Gattoni configurait ainsi un *problème d'image* qui affectait la *réputation* et la *dignité* des banquiers, lesquels étaient assimilés à une collectivité, signifiée par un *nous inclusif*, impliquant l'énonciateur et les destinataires de l'éditorial². Ce discours mettait en évidence la réputation nationale, mise à mal par le « cynisme », l'« opacité » et la « désinvolture » dont avaient fait preuve les banquiers. En conséquence, ces derniers étaient appelés à « *réveille[r] prestement ces 'comptes dormants'* » et à les restituer aux victimes de l'Holocauste et à leurs descendants. Autrement dit, les banquiers étaient invités à rapidement *trouver une solution financière au problème d'identité nationale engendré par leur insouciance*.

Dès la semaine suivante, la presse suisse a estimé que la question des « fonds en déshérence » était sur le point de connaître un tournant susceptible de rapidement mener à un dénouement. Cependant, les articles et les commentaires publiés à l'époque ne présentaient pas cette accélération comme la conséquence d'une initiative des banquiers, de la liste de titulaires qu'ils venaient de publier ou de l'exploration des mondes possibles qui en avait résulté. Les commentateurs estimaient plutôt que le débat était sur le point de se resserrer autour *des plaintes collectives que des survivants de l'Holocauste avaient déposées, aux États-Unis, contre les grandes banques suisses*.

Ces revendications étaient considérées comme un tournant de la controverse, mettant fin au traitement individualisé d'un litige privé, opposant des clients à leurs banquiers. Dès lors, la question des « fonds en déshérence » apparaissait comme un enjeu *judiciaire*, impliquant un traitement *collectif* et dont le dénouement pouvait intervenir dans une arène états-unienne (11.1.1, *infra*). Cette nouvelle configuration du problème ouvrait alors la voie à des mesures de rétorsion, brandies par des autorités états-uniennes. Ainsi, la question « des fonds juifs et de l'or nazi » est apparue comme un *conflit international*, opposant la Suisse aux États-Unis (11.1.2, *infra*).

² Cette problématique de la *réputation* nationale a animé les débats dès le printemps 1997. Elle était communément constituée par les « revendications » que les plaignants formulaient à l'encontre de la Suisse et de sa place financière, ainsi que par les « répliques » opposées par les « défenseurs » de la Suisse. En témoigne notamment la controverse soulevée par un documentaire significativement intitulé « *L'honneur perdu de la Suisse* », diffusé les 6 et 11 mars 1997 par l'émission *Temps présent* de la *Télévision suisse romande* (TSR). Suite à ces retransmissions, des téléspectateurs ont fait part de leurs doléances à l'autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio et de télévision, laquelle leur a finalement donné raison, jugeant que ce film avait violé la concession accordée à la TSR.

11.1.1 Une multitude de litiges financiers privés fédérés en une cause judiciaire collective

Au cours de la dernière semaine de juillet 1997, la presse suisse a relevé une inflexion et un déplacement du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». En effet, les principaux développements de cette discussion n'étaient plus localisés ni dans les archives, ni dans les livres de comptes des banques suisses, mais devant le Tribunal de Brooklyn, présidé par le juge fédéral Edward Korman¹. Le 31 juillet 1997, celui-ci était en effet appelé à statuer sur la recevabilité des plaintes collectives (*class actions*) déposées au nom de 16 000 victimes de l'Holocauste et de leurs descendants contre l'Union de Banques Suisses, la Société de Banque suisse et le Crédit Suisse. Ces plaignants exigeaient que les trois grandes banques restituent les « *avoirs juifs 'dérobés' durant la période nazie* » et ils réclamaient « *une somme de vingt milliards de dollars* »³.

A cette occasion, les quotidiens ont présenté les contours de la procédure états-unienne de la *class action*⁴, tout en précisant que l'audience qui allait se tenir ne marquerait qu'une étape exploratoire de ce processus : « *Cette première phase de l'instruction, que la jurisprudence appelle Discovery, concerne l'établissement des faits où chaque partie fournit ses pièces et documents* ». Les articles rapportaient alors que les plaignants – représentés par les avocats Edward Fagan et Michael Hausfeld – avaient affirmé que « *[l]es banques et la place financière suisse n'[avaient] cessé de mentir* ». En conséquence, ils demandaient l'autorisation d'« *enquêter sur place* », dans les banques suisses, de manière à pouvoir démontrer que celles-ci « *dissimul[aient] encore des centaines de millions de dollars* ». Dans la perspective instituée par les quotidiens suisses, le sort qui serait réservé à cette requête, visant à étendre le collectif de recherche, apparaissait comme un enjeu de portée nationale :

L'enjeu pour les banques et la Suisse est capital. Si le juge Korman accède à la demande de Fagan, c'est le secret bancaire qui vole en éclat. C'est aussi toute la stratégie globale (recherche des détenteurs de comptes en déshérence, fonds spécial et Fondation de solidarité) qu'il faudra repenser. [...]

Pour la SBS, jeudi [31 juillet 1997] marque l'étape la plus difficile depuis le début de l'affaire des fonds juifs. « Nous prenons le cas très, très au sérieux, déclare le porte-parole, Rudolf Bürkin. L'environnement est miné. Nous espérons pourtant que cette affaire se termine comme de nombreuses *class action* : par un arrangement. » Autrement dit, par un accord où les deux parties conviennent de mettre un terme à toute action judiciaire contre un dédommagement. [...]

Tant à l'UBS qu'au Crédit Suisse, on avance un pronostic identique : le procès fait l'objet d'une attention soutenue. Les banques font confiance à leurs conseillers juridiques communs, le célèbre bureau Wilmer, Culter & Pickering de Washington, qui va tenter de gagner du temps en plaidant le report de l'audience ou l'octroi d'un délai. « La justice américaine doit comprendre que le procès fait double emploi avec le travail de la commission Volcker et les initiatives prises en Suisse, souligne Sylvia Matile, de l'Association suisse des banquiers (ASB).

A l'instar de *24 Heures* et la *Tribune de Genève*, les quotidiens suisses ont présenté l'éventuelle entrée en matière de la Cour de Brooklyn comme une *menace* pesant sur le secret bancaire, dont la préservation était ordinairement constituée comme l'« *enjeu*

³ Cette citation et celles qui suivent sont tirées de *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (30.7.97) : « La plainte des victimes de la Shoah alarme sérieusement les banques ».

⁴ La spécificité du droit états-unien et de la procédure de *class action* a régulièrement été soulignée par la presse suisse, pour problématiser et publiciser l'étrangeté du dénouement de la question « des fonds juifs et de l'or nazi ». Voir par exemple : *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (30.7.97) : « L'action collective à l'américaine : mode d'emploi », *Aargauer Zeitung* (2.8.97) : « Amerikanisches Instrument. Sammelklagen sind in den USA beliebt » ou *Corriere del Ticino* (14.8.98) : « Denunce collettive. Una procedura tipicamente USA ». A ce sujet, voir 1.4.3 *supra*, notamment la note 36.

capital » pour les banques et pour la Suisse tout entière. Cette problématisation et cette publicisation des « fonds en déshérence » – constitués comme un enjeu bancaire qui affectait l'ensemble de la collectivité nationale par l'intermédiaire du secret bancaire – a configuré une situation orientée vers l'horizon d'un arrangement financier, que les banques seraient chargées de négocier avec les plaignants.

Ainsi, une semaine après la publication de la première liste de titulaires, ces événements ont significativement réorienté le traitement « des fonds juifs et de l'or nazi ». Jusqu'alors, les procédures de recherche et de restitution des « fonds en déshérence » organisées par les banquiers avaient donné forme à une multitude de litiges privés, traités au cas par cas, dans les limites du code des obligations et du droit bancaire suisse. En revanche, les démarches entreprises par les plaignants ont constitué une *cause collective* qui devait être tranchée par la *justice états-unienne*. Les interventions des différents protagonistes ont alors conféré un rôle prédominant au traitement de la plainte collective déposée devant la Cour du district de New York. Les plaignants présentaient cette démarche comme le moyen qui leur permettrait d'*entrer directement dans les banques suisses*, afin de démontrer qu'elles dissimulaient les sommes réelles de « fonds en déshérence » qu'elles détenaient.

11.1.2 La configuration pratique d'un affrontement entre les États-Unis et la Suisse

Dès la fin du mois de juillet 1997, la presse suisse a présenté le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » comme un cheminement chaotique vers l'élaboration d'un règlement financier, ponctué par une alternance de *troubles* et d'*accalmies*. Dès lors, les périodes d'*inquiétude* et de *soulagement* se sont succédées au rythme d'un chassé-croisé de menaces et d'ultimatums, auxquels répliquaient des concessions, des ripostes et des contre-feux. Cette dynamique a pris forme alors que la presse suisse attendait avec appréhension la décision du juge Edward Korman, présentée comme une « *heure de vérité* » qui allait sonner pour le secret bancaire, et donc pour les banques helvétiques et la Suisse tout entière⁵. Le samedi 2 août, l'ensemble de la presse suisse a annoncé avec satisfaction que « *le juge report[ait] sa décision* » (24 Heures et la Tribune de Genève, 2.8.97)ⁱⁱ :

Un juge américain a reporté sine die, jeudi, à New York, son verdict quant à la recevabilité de la plainte collective déposée par des survivants de l'Holocauste contre les banques suisses. [...]

La plainte a été examinée par un juge du tribunal de Brooklyn, Edward Korman. Le magistrat a souligné en préambule que cette affaire était « extraordinaire », et que les précédents juridiques habituels ainsi que les questions de compétence juridictionnelle étaient difficiles à appliquer en l'espèce. [...]

« Nous ne sommes pas surpris que le juge Korman n'ait pas encore décidé de la recevabilité de la plainte », a déclaré, hier, Gertrud Erismann, porte-parole de l'UBS. La banque considère comme un élément positif le fait que M. Korman juge précieux le travail de la commission Volcker et veuille attendre ses conclusions pour rendre une décision.

Après avoir, plusieurs jours durant, relaté la tension qui croissait à l'approche de cette première audience, la presse suisse a mis en scène la détente et le soulagement engendrés par la décision du juge Edward Korman. La *Regione* (2.8.97) se faisait particulièrement explicite, avec le titre : « *Procès contre les banques, danger écarté* » (*Causa contro le banche, scampato pericolo*). Pourtant, plusieurs quotidiens se sont

⁵ Publié par la *Neue Luzerner Zeitung* et la *Berner Zeitung* (30.7.97), un article de Luzian Kaspar annonçait cette audience comme « *l'heure de vérité pour les banques suisses* ». Le lendemain, la *Berner Zeitung* (31.7.97) spécifiait, sous la plume du même auteur, que cette procédure mettait « *la Suisse au pilori* » (*Schweiz am Pranger*).

empressés de souligner que « *la Suisse rest[ait] sous pression* » (*Schweiz weiter unter Druck*). Ainsi, reprenant une dépêche de l'agence AP, la *Bündner Zeitung* notaitⁱⁱⁱ :

Die Milliardenklagen gegen die Schweizer Banken bleiben damit in der Schwebe. In Bankkreisen wurde damit gerechnet, dass der Richter die Veröffentlichung der zweiten Namenliste von nachrichtenlosen Vermögen in Oktober abwarten könnte, bevor er über die Anträge der Parteien entscheidet.

(Les plaintes qui portent sur des milliards contre les banques suisses restent ainsi en suspens. Dans des cercles bancaires, on compte avec le fait que le juge pourrait attendre la publication, en octobre, de la deuxième liste nominale de fortunes en déshérence, avant de trancher entre les requêtes des parties.)

Le même jour, dans un commentaire publié par l'*Aargauer Zeitung* et la *Berner Zeitung*, Luzian Caspar dessinait même les contours d'une situation bien plus menaçante. En préambule, il signalait avec force que ce report de décision était loin de tirer les banques suisses d'affaire^{iv} :

Im Gegenteil, der Druck scheint immer grösser zu werden. In den USA wird das Image der Schweizer Banken immer schwärzer.

Das Arsenal der Waffen, mit denen auf die Schweizer Banken geschossen werden kann, ist noch lange nicht erschöpft.

Wenn aus Zürich und Basel immer neue Enthüllungen kommen, die Verfehlung und Flops zutage fördern, wird der Druck in den USA nicht abnehmen, im Gegenteil. In den letzten Tagen sind in der US-Presse noch mehr Artikel erschienen, die sich mit den « Swiss Banks » befassen, als bereits bisher der Fall war. Die Schweizer Banken sind nicht gerade Sympathieträger, und es ist ein leichtes, ihr Image zu untergraben. Wenn der Distriktsrichter den Fall nicht weiter behandeln sollte, ist es sehr gut möglich, dass einzelne Bundesstaaten oder Städte ihre eigenen Strafmassnahmen anstrengen. Denkbar ist auch, dass öffentliche oder private Pensionskassen jetzt doch Boykotte starten.

(Au contraire, la pression semble devenir toujours plus grande. Aux États-Unis, l'image des banques devient toujours plus noire.

L'arsenal des armes avec lesquelles il est possible de tirer sur les banques suisses est encore loin d'être épuisé.

Si de nouvelles révélations continuent de venir de Zurich et Bâle, pour mettre au jour des erreurs et des flops, la pression aux États-Unis ne diminuera pas, au contraire. Ces derniers jours, la presse US a publié encore plus d'articles consacrés aux « Swiss Banks » que ce n'était le cas jusqu'ici. Les banques suisses ne sont pas exactement les championnes de la sympathie, et c'est chose facile que de saper leur image. Si le juge de district devait ne plus s'occuper de l'affaire, il est tout à fait possible que des États particuliers ou des villes intentent leurs propres mesures de rétorsion. Il est également pensable que des caisses de pension privées ou publiques commencent précisément maintenant des boycotts.)

Rétrospectivement, ce commentaire apparaît comme un présage spectaculaire du déroulement ultérieur des débats polarisés autour « des fonds juifs et de l'or nazi ». Il prévoyait que des autorités locales s'apprêtaient à faire valoir leur rôle en matière de gestion des fonds de pension pour infléchir le débat, en contraignant les banques suisses à rapidement signer un accord financier en faveur des plaignants.

Dans la perspective d'une approche pragmatiste des procédures de problématisation et de publicisation, cette mise en forme journalistique du problème et de sa résolution sera appréhendée comme la trace d'une *activité* et de la *situation* à la détermination de laquelle elle participait. De ce point de vue, le commentaire de Luzian Caspar indique qu'une semaine après la publication des listes de titulaires, la question des « fonds en déshérence » était intelligible comme un *problème d'image* qui affectait gravement la réputation des banques suisses aux États-Unis. Ce discours configurait une situation orientée vers l'horizon d'attente d'un *conflit économique*, dont le centre de gravité était associé au

traitement des plaintes collectives déposées devant un Tribunal de district new-yorkais. Plus encore, il soulignait que cette nouvelle polarisation ouvrait la voie à des mesures de rétorsion financière, notamment ciblées autour de la gestion des fonds de pension, laquelle est notamment assurée par les trésoriers des Villes et des États.

Ainsi, le traitement du problème n'était pas définitivement borné dans les limites restreintes de l'arène judiciaire. Comme l'indiquait l'éditorial publié par la *Berner Zeitung* et de l'*Aargauer Zeitung*, l'émergence, la polarisation et l'orientation de cette situation permettaient alors d'envisager son extension à d'autres cercles états-unien, susceptibles de diversifier « *l'arsenal des armes avec lesquelles il [était] possible de tirer sur les banques suisses* ». En effet, toutes les instances qui entretenaient des relations d'affaires avec les banques suisses avaient dès lors les moyens de les enjoindre de régler au plus vite la question des « fonds en déshérence », sous peine de mesures de rétorsion. Le traitement du problème apparaissait donc comme une affaire de « pressions » que les gestionnaires des fonds de pension – c'est-à-dire les trésoriers des villes, des États et des caisses privées – allaient exercer à l'encontre des banques suisses, pour les contraindre à donner satisfaction aux requérants.

Synthèse de la section 11.1

En août et septembre 1997, la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi » ont pris une nouvelle tournure. Tandis que les banques suisses publiaient leur première liste de titulaires, l'entrée en scène de la justice états-unienne ouvrait la voie à l'élaboration d'un *conflit économique international, orienté vers un règlement financier*. Les plaintes collectives déposées devant la Cour de Brooklyn ont constitué une cause judiciaire collective. Son traitement a élargi le *public du problème* à tous les clients états-unien des banques suisses, dès lors susceptibles d'adopter des sanctions financières à l'encontre de ces dernières. La signification et la portée de cette nouvelle configuration est apparue à plusieurs commentateurs suisses. Selon eux, il était probable que les autorités de Villes et d'États prennent part à cette confrontation polarisée autour du secret bancaire, lui conférant ainsi l'ampleur d'un *conflit international*.

En retraçant les dynamiques qui ont donné forme à ce *conflit économique international*, l'analyse indiquera les apports d'une enquête *empirique* pour rendre compte du déroulement de telles actions collectives. D'une part, il apparaîtra que seule une analyse praxéologique du politique – attentive aux situations polarisées et orientée par des activités de problématisation et de publicisation – peut élucider comment des *autorités locales* ont acquis la compétence d'instituer et de traiter un *conflit économique international*. D'autre part, il en ressortira que la détermination des situations articule leur *organisation actancielle* et leur *orientation temporelle*. Concrètement, cette enquête montrera comment la configuration agonistique du débat s'est affirmée au fur et à mesure que ce dernier a été tendu vers l'*horizon* d'un règlement financier global.

11.2 L'émergence d'un enjeu international orienté vers un règlement financier global

Alors que la liste de titulaires disséminait l'exploration des mondes possibles aux quatre coins de la planète, la plainte collective a donc resserré la question autour d'un rapport de force opposant les victimes de l'Holocauste et les banques suisses. Cette confrontation était instituée devant une Cour états-unienne, dotée de l'autorité nécessaire pour exiger une levée du secret bancaire en vue de régler la question « des fonds en déshérence ». De plus, elle était habilitée à trancher cette dernière selon une procédure dont la seule issue extrajudiciaire passait par l'établissement d'un accord financier entre les parties. Ainsi, la *judiciarisation* « des fonds juifs et de l'or nazi » s'est accompagnée d'une

financiarisation de leur règlement. Cette problématique a donc pris la forme d'un *conflit économique international*, dont la configuration n'offrait aucune prise aux *interventions diplomatiques*. En conséquence, il est rapidement apparu que le règlement de cet enjeu impliquant la Suisse et les États-Unis échappait à leurs gouvernements respectifs, mais qu'il était entre les mains des banquiers suisses et de leurs clients. Ce développement de la situation a mis à l'épreuve les *représentations nationales* habituellement mises en œuvre lors de *conflits internationaux*.

En la matière, le dénouement « des fonds juifs et de l'or nazi » est particulièrement instructif. Il indique l'institution d'un ordre mondial dans lequel une procédure judiciaire peut engager la *responsabilité* de deux pays, tout en excluant l'intervention directe de leurs autorités politiques. D'un côté, la plainte collective a communément été traitée comme un enjeu affectant directement la réputation nationale suisse. Cependant, son règlement a été renvoyé à l'Association suisse des banquiers, instituant ainsi les banques privées en tant que représentantes légitimes de la Suisse. De l'autre, les revendications formulées par les plaignants ont engagé l'intervention de la justice des États-Unis, mais elles ont également conféré une efficacité pragmatique considérable à toutes les mesures de rétorsion envisagées par les clients des banques suisses. Ainsi, elles ont constitué les autorités locales en tant que *public du problème*, susceptible d'intervenir plus efficacement que le gouvernement fédéral, non pas au nom de leur statut électif, mais de leur fonction dans la gestion des fonds de pension.

11.2.1 La détermination pratique des responsabilités et des compétences attribuées aux autorités politiques et aux banques

La presse suisse a communément présenté le lancement de la plainte collective comme un tournant du débat, instituant une situation qui soulevait la question des responsabilités et des compétences respectives des autorités bancaires et politiques suisses. Les discours médiatiques articulaient cette problématique de la *représentation* autour de deux volets complémentaires.

D'un côté, l'élaboration d'un *problème de réputation* établissait une équivalence entre le prestige des banques et l'honneur de la Suisse. Dans cette perspective, le constat que les banques suisses étaient malmenées devant la justice états-unienne légitimait le déploiement d'un *marketing politique*, piloté et financé par les autorités fédérales (cf. 7.3, 8.2.1, 10.2, *supra*). De même, cette configuration permettait d'interpréter les revendications relatives aux « fonds en déshérence » comme une menace pour le secret bancaire. Plus précisément, la mise en cause de cet instrument juridique était ordinairement assimilée à un affaiblissement de la place financière, considéré comme une « *formidable volonté de déstabilisation de la Suisse* »⁶. Dans cette configuration, la *représentation* de la Suisse ne pouvait donc être légitimement assurée que par des mesures de *représailles*, visant à « *contrebattre* » les attaques menées par les « *États-Unis* », constitués comme des adversaires, ou des ennemis.

De l'autre côté cependant, le Conseil fédéral s'est *engagé* dans le débat, tout en prenant systématiquement la précaution de s'en *tenir à distance*. Ainsi, au printemps 1996, le Conseil fédéral estimait encore que « *l'affaire des fonds juifs est privée et concern[ait] les banques et les associations juives* », et qu'en conséquence elle « *n'a[vait] pas une dimension qui force le gouvernement (suisse) à s'en occuper* ». Ce sont finalement l'intervention du Sénat des États-Unis puis, surtout, celle du *Foreign Office* britannique qui avaient contraint le gouvernement suisse à sortir de sa réserve (cf. 1.3 et 1.4, *supra*). Dès

⁶ Cette citation avait été mise en évidence par *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (31.12.96) pour intituler l'interview que leur avait accordée Jean-Pascal Delamuraz (cf. 4.2.2, *supra*)

lors, le Conseil fédéral a adopté des mesures, mais il les a configurées de telle sorte qu'elles ne l'*impliquaient* jamais directement. Ainsi, il a promu l'institution d'une Commission Indépendante d'Experts, derrière laquelle il s'est régulièrement retranché pour justifier son refus de prendre des décisions de restitution ou de réparation. De même, il a soutenu la création du « Fonds spécial » initié par les banquiers et il a accepté que la Confédération en assure la gestion. En revanche, il a clairement refusé d'y contribuer financièrement, et il s'est bien gardé – de même que le Parlement – de prendre une quelconque décision au sujet de la participation de la Banque nationale suisse.

Ces discussions ont donc assimilé les réputations de la Suisse et de sa place financière. En revanche, cette configuration de la situation ne déterminait pas exactement les charges de *responsabilité* qui pesaient respectivement sur le Conseil fédéral et l'Association suisse des banquiers. Certes, la configuration issue de ces débats indiquait ce à quoi les autorités politiques et bancaires *s'opposaient*. Il apparaît qu'elles n'acceptaient pas les accusations de *complicité* avec le nazisme, et qu'elles veillaient scrupuleusement à ne pas entreprendre la moindre action susceptible d'être interprétée comme un *aveu de culpabilité*.

Par ailleurs, la situation était orientée vers un *règlement financier*, dont la négociation serait menée par les banques. En revanche, l'arène dans laquelle elle serait élaborée, les partenaires qui prendraient part aux discussions et les modalités de détermination de son montant restaient incertaines. Les banques suisses plaidaient pour une procédure comptable, permettant de *restituer individuellement* les « avoirs en déshérence » localisés grâce aux efforts conjoints déployés autour de la centrale de recherche, du CIPE et de la liste de titulaires. Les auteurs des plaintes collectives privilégiaient une procédure judiciaire, dans le cadre de laquelle ils demandaient un *règlement global*, qu'ils estimaient à vingt milliards de dollars. Face à cette indétermination relative l'enquête a été relancée très rapidement suite au report de l'examen des plaintes collectives.

Après cette décision du juge Edward Korman, les mesures adoptées jusqu'alors et les engagements respectifs des milieux politiques et économiques suisses ont été mis à l'épreuve par une succession de requêtes formulées par des autorités états-uniennes. La presse suisse a relaté cette dynamique dès le 20 août 1997. Ce jour-là, les quotidiens ont repris une dépêche de l'ATS annonçant que, lors d'un entretien accordé à la Télévision suisse romande, « [l]e sous-secrétaire d'État américain Stuart Eizenstat [avait] réclam[é] plus d'argent pour le Fonds spécial en faveur des victimes de l'Holocauste »^v. Ils notaient en particulier que « [p]our M. Eizenstat, les grandes entreprises qui [avaient] profité de la neutralité pendant la Deuxième Guerre mondiale devaient se joindre aux efforts des trois grandes banques ». En conclusion, ce texte rapportait la réaction du chef de la Task Force, Thomas Borer qui avait affirmé que « la Suisse n'allait pas discuter d'une augmentation du fonds ».

Deux jours plus tard, le *Nouveau Quotidien* titrait en rubrique « politique » : « Fonds spécial pour les victimes de l'Holocauste : les pressions américaines se précisent ». Une première partie de cet article rapportait que l'ambassadrice des États-Unis en Suisse, Madeleine Kunin, avait organisé une conférence de presse, afin de « 'clarifier' les propos tenus [...] par le sous-secrétaire d'État, Stuart Eizenstat, à la télévision suisse » (*Le Nouveau Quotidien*, 22.8.97)^{vi} :

Non, [Stuart Eizenstat] ne « réclame » nullement que les entreprises suisses augmentent leur contribution au fonds spécial pour les victimes de l'Holocauste, actuellement doté de 173 millions de francs. Tout au plus a-t-il « émis une suggestion dans un esprit constructif, en soulignant les grands efforts consentis par la Suisse à ce jour ». Nuance.

En conclusion, ce texte annonçait que le chef de l'administration fiscale (*comptroller*) de la ville de New York, Alan Hevesi, avait pris une initiative en tant que gestionnaire de 100 milliards de dollars de fonds de pension. Particulièrement attentif aux problèmes d'image dans ses stratégies de placement, celui-ci avait entrepris de demander aux entreprises helvétiques actives sur le territoire états-unien si elles avaient contribué au fonds spécial^{vii} :

Alors que les déclarations faites jeudi [21 août] à Berne adoptaient le ton de l'apaisement et du conseil amical, la [sic] téléjournal romand révélait que le chef des finances de New York, Alan Hevesi, a envoyé le 21 juillet une lettre à 27 entreprises suisses, auprès desquelles la ville a placé des fonds de pension, pour les encourager à contribuer au Fonds spécial pour les victimes de l'Holocauste. Jusqu'ici, douze ont accepté et deux ont refusé. Les réponses (ou non-réponses) seront communiquées aux gérants des fonds de pension américains. La ville dit posséder des actions de grandes banques suisses. Par ce geste, elle confirme que la « suggestion » de Stuart Eizenstat sera puissamment relayée aux États-Unis dans les mois à venir.

En début de semaine suivante, le durcissement du ton apparaissait en première page du *Bund* qui annonçait : « *La Suisse en guerre : Offensive aux États-Unis* » (*Schweiz im Krieg : Offensive in den USA*)⁷. Cette annonce renvoyait à la rubrique nationale, où un article était consacré au lancement d'une « [o]ffensive médiatique aux États-Unis : le diplomate suisse Alfred Defago et l'ancien secrétaire d'État Paul Jolles prennent la Suisse sous leur protection »^{viii}. Dans le prolongement des appels lancés par des parlementaires helvétiques pour restaurer la réputation de la Suisse aux États-Unis, le correspondant du quotidien à Washington relatait deux initiatives convergentes. D'une part, Paul Jolles, un participant aux négociations de l'Accord de Washington en 1946, avait écrit une colonne dans le magazine *Newsweek* du 18 août. D'autre part, l'ambassadeur de Suisse à Washington Alfred Defago avait publié un article d'une demi-page intitulé « *The Swiss Defense* », dans l'édition dominicale du *Washington Post* datée du 24 août. Le 25 août, *24 Heures* et la *Tribune de Genève* titraient : « *La Suisse défend enfin son image aux États-Unis* », pour présenter ces deux textes qui tentaient de « *corriger cette image qui a pris forme aux États-Unis, d'une Suisse alliée des nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Cela à l'heure où la pression de la ville de New York sur les sociétés suisses se renforce* »^{ix}.

Cette première mise à l'épreuve des engagements constitutifs de la *représentation* de la Suisse dans le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » a débouché sur une esquisse de division du travail. Le gouvernement, l'administration et la diplomatie se chargeaient de mener un *marketing politique*, c'est-à-dire de riposter pour contrer tout ce qui pourrait mettre à mal la réputation de la Suisse aux États-Unis. En revanche, les autorités se déchargeaient clairement du volet financier du problème, dont il déléguait le règlement aux banques privées.

Cette répartition des tâches a été confirmée par Flavio Cotti, le chef du Département fédéral des affaires étrangères, au cours d'une longue interview qu'il a accordée au *Bund* (29.8.97)^x. Le lendemain, les quotidiens romands ont repris la dépêche de l'ATS qui résumait son propos (*Journal de Genève* 30.8.97)^{xi} :

⁷ Le titre « *Schweiz im Krieg* » est ambigu. Il peut désigner une période historique passée (*i.e.* La Suisse durant la Seconde Guerre mondiale) ou un état actuel (*i.e.* La Suisse est en guerre). L'indétermination indexicale de cette formulation n'est pas dissipée par la situation à la polarisation et à l'orientation de laquelle elle contribue. Cet article garde donc la trace de la tournure agonistique prise par la controverse et de l'« offensive » lancée par les représentants helvétiques.

Le Conseiller fédéral Flavio Cotti s'oppose à ce que la Confédération augmente, comme le souhaitent les Américains, le Fonds spécial en faveur des victimes de l'Holocauste. Dans une interview publiée vendredi par le quotidien bernois *Der Bund*, M. Cotti a clairement déclaré : « Il n'en est pas question ».

Le chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a admis dans l'interview que l'État avait aussi commis des erreurs durant la Deuxième Guerre mondiale. Mais « les banques ne sont pas la Suisse et le Conseil fédéral ne peut pas réparer leurs fautes », a poursuivi Flavio Cotti. C'est la raison pour laquelle il n'est pas question que la Confédération augmente le Fonds. Mais les interrogations sur la Deuxième Guerre mondiale et les fautes commises à cette époque concernent la Suisse en tant que telle.

Ainsi, la situation a considérablement été clarifiée en quelques semaines. Le Conseil fédéral a affirmé qu'il ne s'impliquerait pas, aux côtés des banquiers, pour régler le volet financier des « fonds en déshérence ». En revanche, le Gouvernement a engagé des mesures propres pour restaurer la réputation de la Suisse et l'image de sa place financière. Dans les termes utilisés par Flavio Cotti à l'occasion de la journée des banquiers, il s'agissait de renoncer à une « *auto-flagellation grotesque* » pour adopter un « *comportement constructif et orienté vers l'avenir* »^{xii}.

Moins d'une semaine après la journée des banquiers, l'ambassadeur de Suisse aux États-Unis, Alfred Defago, a relancé cette dynamique en entamant une « *tournée d'information* » (*Informationstour*) qui devait le mener notamment à Saint-Louis (Missouri), à Minneapolis (Minnesota), en Californie et au Texas. Au cours de ce voyage, il entendait « *parler devant des organisations influentes, des politiciens et des organisations juives* », mais également mener des « *entretiens individuels avec des personnalités importantes, des maires, des dirigeants économiques* »^{xiii}. Dans la presse suisse, seule la première étape de ce périple a donné lieu à quelques dépêches d'agence. Ces textes insistaient notamment sur l'engagement de l'ambassadeur contre l'antisémitisme et sa volonté de relayer les excuses présentées par l'ancien président de la Confédération Kaspar Villiger au sujet de la politique des réfugiés (1.2.1, *supra*)^{xiv}. A l'issue de sa première intervention, Alfred Defago a tiré une appréciation favorable de la situation. La presse suisse a alors relayé ce « *bilan positif* », en soulignant que l'ambassadeur s'était montré « *rassurant* », suite à ses entretiens au cours desquels les autorités de l'Illinois avaient « *écarté le risque* » d'un boycott à l'encontre des entreprises suisses dans cet État^{xv}.

Pourtant, Alfred Defago n'était pas au bout de ses peines. A peine avait-il dissipé les inquiétudes des banquiers suisses au sujet de l'attitude des autorités de Chicago, qu'il a été confronté à un enchaînement d'avertissements et d'ultimatums toujours plus pressants. Ceux-ci se sont succédés à une fréquence soutenue, faisant émerger l'urgence d'un règlement financier global et définitif du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ».

11.2.2 Les trésoriers des villes et des États comme public d'un conflit international

Dès le début du mois d'août 1997, l'éditorialiste Luzian Caspar avait affirmé que le report de l'examen des plaintes collectives ne signifiait pas que les banques suisses étaient sorties de la tourmente aux États-Unis. Au contraire, il avait prévenu que cette situation ouvrait la voie à une diversification des pressions, lesquelles pouvaient être exercées par les gestionnaires des fonds de pension, c'est-à-dire notamment par des villes et des États (cf. 11.1.2, *supra*). Les médias suisses avaient relaté l'apparition de ces autorités locales sur la scène des fonds en déshérence à l'occasion d'une mesure décidée par le responsable des finances de la ville de New York, Alan Hevesi. Dès lors, ce personnage était devenu la figure autour de laquelle des initiatives se multipliaient pour organiser une instance, chargée de surveiller les banques suisses au nom des trésoriers des villes et des États.

L'analyse détaillée des modalités par lesquelles ce nouvel acteur collectif a émergé au cœur du débat sera riche d'enseignements pour l'étude des procédures de

problématisation et de publicisation. Avant toute chose, cet exemple montrera qu'il est vain d'opposer l'existence institutionnelle des acteurs sociaux et leur constitution pratique en tant que publics de tel ou tel enjeu particulier. Il est indéniable que les trésoriers des villes et des États ont fondé leur intervention sur des dispositifs institutionnels préexistants, en vertu desquels ils étaient légalement chargés de gérer les finances de collectivités publiques. Pour autant, cette légitimité institutionnelle n'explique pas à elle seule comment des élus locaux ont pu imposer leurs vues en matière de politique étrangère, aux dépens du Département d'État. Pour comprendre ce phénomène, il faut rompre l'alternative consistant à ramener le pouvoir et son exercice, soit à l'occupation de positions hiérarchisées dans un espace social, soit à des négociations conjoncturelles. Pour sortir de ces spéculations théoriques, il convient d'étudier empiriquement comment *l'émergence, la configuration et le développement d'activités situées problématisent des enjeux et constituent des publics, dotés de compétences et de capacités d'action*.

Dans ce cas particulier, l'élaboration contingente des questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale a progressivement chargé les banquiers suisses de conclure un arrangement financier avec les victimes de l'Holocauste. Cette configuration des négociations a ouvert la voie à l'exercice de pressions financières sur les banques en vue de hâter le dénouement « des fonds juifs et de l'or nazi ». Aux États-Unis, cette situation a mis en évidence le rôle potentiel que pouvaient alors jouer les clients des banques, au rang desquels certains élus locaux chargés de gérer les fonds de pension. Il est apparu que ces personnages, ignorés jusqu'alors, étaient en mesure de se faire entendre des banquiers suisses, dès lors qu'ils pouvaient les empêcher d'accéder à l'un des marchés états-uniens les plus convoités et les plus rentables. Ainsi, le déroulement de la controverse a transformé les attributions institutionnelles des trésoriers locaux en autant de ressources leur permettant de faire pression sur les banques suisses pour les contraindre à restituer rapidement les « fonds en déshérence ».

Cette capacité d'action des responsables financiers a donc été *composée pratiquement*, à l'articulation de définitions occasionnées et conjoncturelles, qui conféraient une nouvelle portée à leurs prérogatives institutionnelles. Le développement de la situation n'avait cependant institué qu'un *pouvoir faire*, c'est-à-dire une potentialité dont l'efficacité pragmatique devait être mise à l'épreuve d'une action. Autrement dit, « les fonds juifs et l'or nazi » étaient problématisés et publicisés de telle sorte que les gestionnaires des fonds de pensions étaient dotés de la *compétence* d'en infléchir le règlement. Cette détermination de la situation n'impliquait cependant pas que son déroulement était prévisible. Le rôle potentiel des trésoriers des villes et des États ne pouvait se concrétiser qu'à condition que des *actions* soient engagées, mettant ce *pouvoir*, institué et distribué par la situation, à l'épreuve de ses développements contingents. Pour en rendre compte, les paragraphes qui suivent comporteront deux volets complémentaires. Une ligne narrative retracera comment la polarisation et l'orientation « des fonds juifs et de l'or nazi » ont fait émerger la figure des trésoriers locaux. Parallèlement, cette analyse s'attachera à montrer comment les interventions de ces derniers ont, en retour, contribué à la détermination de la situation. Au gré de ces dynamiques, l'analyse tracera ainsi le chemin d'une analyse procédurale de l'autorité et du pouvoir⁸.

⁸ A bien des égards, cette analyse rejoint le travail développé par Alain Bovet dans le domaine des interactions langagières. Son projet consiste à mobiliser les outils de l'analyse de conversation afin d'observer et de décrire l'élaboration pratique et séquentielle de l'autorité et du pouvoir des participants à des débats médiatiques (p. ex. Bovet, à paraître).

La constitution des trésoriers locaux en tant que public « des fonds juifs et de l'or nazi »

Le 13 octobre 1997, quelques quotidiens ont repris les dépêches qui relataient les premiers succès de la tournée d'Alfred Defago en Illinois. Le même jour, la plupart des titres de la presse suisse ont cependant annoncé que les autorités de la ville de New York venaient d'ouvrir un autre front, dans lequel l'ambassadeur de Suisse s'était immédiatement engagé pour représenter les intérêts d'une grande banque helvétique.

Ainsi, le *Journal de Genève* titrait : « *Alfred Defago critique l'exclusion de l'UBS d'une émission d'emprunt par la ville de New York* »^{xvi}. Reprenant diverses dépêches d'agences, cet article commençait par rapporter que le trésorier de la ville de New York, Alan Hevesi, avait demandé que l'UBS soit exclue d'un « *syndicat bancaire chargé de l'émission d'un emprunt de plus d'un milliard de dollars* », la privant ainsi d'une « *commission de l'ordre d'un demi-million de dollars* ». Pour justifier cette décision, le « *chef des Finances de la Ville de New York* » avait estimé « *qu'il était faux d'aider la banque à faire des profits alors qu'elle se montre toujours incompréhensive à propos du problème de l'or nazi* ». Puis l'article rapportait la réaction d'Alfred Defago à cette information :

L'ambassadeur de Suisse a critiqué samedi soir [11 octobre] cette exclusion dans l'émission « *Cash-TV* » de la télévision alémanique SF2. Comme les autres banques helvétiques, elle [l'UBS] s'est montrée coopérative dans l'affaire des fonds en déshérence, que ce soit avec les autorités américaines ou les organisations juives, a dit M. Defago. Il a rappelé en particulier la Commission Volcker, la publication des listes de détenteurs de comptes dormants ou la participation au Fonds spécial en faveur des victimes de l'Holocauste. [...]

L'exclusion de l'UBS du syndicat bancaire « est jusqu'à un certain point surprenante », selon l'ambassadeur Defago. « Nous examinons la situation avec attention, y compris du point de vue juridique. Le cas échéant, nous interviendrons auprès de M. Hevesi », a-t-il annoncé. La décision d'Alan Hevesi a aussi été critiquée par le Ministère américain des affaires étrangères. Le sous-secrétaire d'État, Stuart Eizenstat, a déclaré que cette attitude pouvait « raviver les passions en Suisse ». Selon lui des sanctions contre la Suisse ne sont guère justifiées.

Les comptes rendus publiés par la presse helvétique se rejoignaient pour traiter l'exclusion de l'UBS comme *une sanction contre la Suisse*, impliquant directement ses relations diplomatiques avec les États-Unis. Dans la situation ainsi configurée, cette mesure commerciale, adoptée à l'encontre d'une banque privée, appelait des *réactions diplomatiques*. Il allait donc de soi que l'ambassadeur de Suisse défende l'entreprise incriminée, notamment en rappelant qu'elle avait participé aux mesures adoptées pour régler « *l'affaire des fonds en déshérence* ». De même, il était compréhensible que le « *Ministère américain des affaires étrangères* » prenne position à ce sujet, pour critiquer une disposition locale qui court-circuitait les prérogatives diplomatiques du Gouvernement fédéral des États-Unis.

La première intervention du trésorier d'une ville états-unienne et les réactions qu'elle a suscitées ont polarisé une situation dont le développement a constitué les *intérêts commerciaux des banquiers suisses en enjeu de politique internationale*. Plus précisément, le développement de la controverse a fait émerger une *confrontation* au cours de laquelle des autorités locales états-uniennes se sont constituées en tant que public « des fonds juifs et de l'or nazi ». A ce titre, elles sont intervenues en menaçant d'exclure les banques suisses de leurs marchés publics, tant que celles-ci n'auraient pas résolu le problème à satisfaction des requérants. Cette mesure a acquis une signification et une portée internationales, suite aux *répliques diplomatiques* qu'elle a suscitées. La première a été émise par les autorités suisses, qui se sont constituées en tant que représentantes des intérêts économiques des banques suisses aux États-Unis. La seconde a émané des

autorités fédérales états-uniennes, qui entendaient affirmer leur ascendant sur les autorités locales en matière de politique étrangère.

Cette *organisation actancielle* de la situation était indissociable de son *orientation temporelle*. La décision des autorités new-yorkaises n'a pas été réduite à la polarisation d'un conflit économique. Les quotidiens suisses l'ont présentée comme un rebondissement autour duquel se nouait une *intrigue*, ancrée dans le passé des événements antérieurs, et orientée vers un dénouement à venir. Ainsi, *Le Nouveau Quotidien* a immédiatement doté la décision d'Alan Hevesi d'un « champ d'expérience » étroitement articulé au déroulement du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi »^{xvii} :

Alan Hevesi, chef des finances municipales et responsable de la décision, joue un rôle important dans la campagne des fonds en déshérence, dans laquelle il est intervenu très tôt. Juif, ayant lui-même perdu plusieurs membres de sa famille dans la Shoah (Holocauste), il aurait été particulièrement choqué par le sort de Christoph Meili, l'ancien surveillant de l'UBS. Dès novembre 1996, Alan Hevesi a dénoncé la mauvaise volonté des banques suisses. Début 1997, il a soutenu les premières menaces de boycott des investissements à court terme dans les banques helvétiques, formulées par des élus communaux. Dernièrement, il a demandé par lettres à plusieurs entreprises d'augmenter leur participation financière au fonds spécial en faveur des victimes du nazisme. Mais son activisme a toujours été nuancé et peu médiatique, contrairement à celui du sénateur Alfonse D'Amato. Le magistrat démocrate est candidat aux élections municipales du mois prochain.

L'organisation narrative de ce portrait a constitué l'exclusion de l'UBS comme un *événement* : elle en a fait une occurrence singulière, définie par sa contribution à la détermination et à l'orientation d'une situation organisée en forme d'intrigue. En conséquence, son surgissement ne faisait pas que s'ajouter à une énumération. Il éclairait rétrospectivement une action en cours, du cœur de laquelle il faisait émerger des interventions décisives, mais qui étaient restées jusqu'alors inaperçues⁹. Ce discours invitait ainsi à réévaluer *après coup* l'influence négligée d'un personnage méconnu, Alan Hevesi, dès lors appelé à jouer un rôle prépondérant pour la suite des discussions. Cette perspective plaçait le chef des finances de la ville de New York à la tête d'un *acteur collectif* rassemblant les « élus communaux », susceptibles de s'associer pour faire pression sur les banques suisses. Les quotidiens suisses ont alors fait part d'un risque de « *réaction en chaîne* », entraînant une cascade de décisions similaires.

L'émergence de cet acteur collectif, de son action et de son incidence sur la détermination du problème et de son traitement est apparue très nettement le surlendemain. En première page de son édition du 15 octobre 1997, *Le Nouveau Quotidien* annonçait : « *Comme New York, la Californie boycotte les trois plus grandes banques suisses* »^{xviii}. Ce titre mettait ainsi en évidence la convergence des actions (*boycotter*) menées par une ville (*New York*) et un État (*la Californie*) à l'encontre d'établissements emblématiques du secteur bancaire helvétique. Ce titre configurait un conflit économique, dont l'*orientation temporelle* était spécifiée par le sous-titre : « *L'État de la côte Ouest avait préféré ne pas rendre publique cette décision, prise en été. Sa révélation est un coup dur pour les établissements bancaires helvétiques qui préparent la publication de la deuxième liste de comptes dormants* ».

⁹ Cette formulation de la problématique de l'événement est empruntée à Paul Ricœur. Selon lui, un « événement doit être plus qu'une occurrence singulière. Il reçoit sa définition de sa contribution au développement de l'intrigue. Une histoire [...] doit être plus qu'une énumération d'événements dans un ordre sériel, elle doit les organiser dans une totalité intelligible, de telle sorte qu'on puisse toujours demander ce qu'est le 'thème' de l'histoire » (Ricœur, 1983 : 127). Cette analyse rejoint l'observation de Stephen Hester et Peter Eglin au sujet de l'organisation indissociablement séquentielle et catégorielle des interactions, placée en épigraphe à ce chapitre (Hester & Eglin, 1997 : 2-3).

L'article précisait alors que cette disposition était apparue « *un peu par hasard, suite à l'annonce vendredi des sanctions prises par la ville de New York contre l'UBS* ». Plus loin, il affirmait que les « *scénarios* » de ces deux mesures se ressemblaient « *à s'y méprendre* ». Il signalait que, dans un cas comme dans l'autre, des responsables de finances locales avaient « *cherché à faire pression sur les banques suisses sans coup d'éclat médiatique* », les priant « *d'agir au plus vite pour régler la question des fonds en déshérence* ». La conclusion insistait alors sur la portée de ces décisions qui, malgré leur discrétion, pouvaient infléchir considérablement le règlement « *des fonds juifs et de l'or nazi* » :

[S]i ces deux décisions ont été ébruitées par hasard, elles n'en risquent pas moins de faire boule de neige. Dans plusieurs villes et États, des législations et des motions réclamant des mesures de rétorsion contre les banques suisses ont été adoptées mais non mises en œuvre. Un rien suffirait à les faire réactiver, souligne une source suisse.

Au lendemain de cette annonce, la plupart des quotidiens suisses reprenaient des dépêches d'agences, qui spécifiaient une situation orientée vers un avenir incertain. Ainsi, le *Journal de Genève* (16.10.97) titrait que « *Les banques craignent d'autres boycotts* »^{xix} :

Des mois voire des années peuvent s'écouler avant que le gel des relations commerciales [...] ne soit levé, a précisé mardi [14 octobre] Roger Wildermuth, porte-parole du ministre des Finances de l'État californien. Par ce moratoire, la Californie veut protester contre « *les lenteurs du problème des fonds en déshérence* ».

« Nous allons observer si les banques livrent des informations convenables sur les biens de survivants de l'Holocauste et si une procédure d'indemnisation est entamée », ajoute le porte-parole. [...]

La décision californienne risque [...] de créer un précédent pour les banques. Selon M. Wildermuth, d'autres États américains observent avec attention le cas californien, qui « agit comme un tremplin ».

En quelques jours, les débats et les discours médiatiques ont fait émerger un événement – l'exclusion de l'UBS d'un emprunt lancé par la ville de New York – dont le surgissement a fait apparaître rétrospectivement une mesure similaire, que l'État de Californie avait adoptée plusieurs mois auparavant. La portée de celle-ci avait été sous-estimée, jusqu'à ce que l'intervention d'Alan Hevesi lui confère rétrospectivement le statut de précurseur, susceptible de faire « *boule de neige* ». Cette dynamique de problématisation et de publicisation a placé au centre de l'attention des personnages méconnus jusqu'alors : les responsables des finances locales et en particulier ceux de la ville de New York et de l'État de Californie : Alan Hevesi et Matt Fong.

Dès lors, les mesures qu'ils avaient adoptées ont été ordinairement considérées comme un tournant de la controverse. Dans les comptes rendus médiatiques, ces interventions ont tourné la page des procédures qui entendaient régler la question des « *fonds en déshérence* » comme une série de litiges privés. A l'inverse, *elles ont constitué un problème d'ensemble, dont l'ampleur était assimilée à l'évaluation de ses conséquences financières chiffrables pour les banques suisses, faisant ainsi émerger la nécessité d'élaborer rapidement un règlement financier définitif*. Ces mesures indiquaient également la configuration d'une situation qui échappait progressivement aux négociations diplomatiques. En conséquence, elles ont été critiquées par les États fédéraux suisse et états-unien, dont les ministères des affaires étrangères sont intervenus pour faire valoir leurs prérogatives dans le domaine de la politique étrangère.

Les modalités qui ont assuré l'émergence des trésoriers locaux dans le débat sur « *les fonds juifs et l'or nazi* » indiquent comment les institutions peuvent être *mises à l'épreuve* des situations dans lesquelles elles sont engagées. La configuration « *des fonds juifs et de*

l'or nazi » a fait apparaître rétrospectivement le caractère déterminant des mesures adoptées par les trésoriers de villes et d'États. Cette polarisation de la situation a alors orienté un processus dont le déroulement était étroitement lié aux *actions* de ces responsables des finances, dès lors appelées à rythmer le débat. Autrement dit, *ces événements ont déterminé une situation, dans laquelle des trésoriers locaux étaient en mesure de contester l'autorité de la diplomatie dans le domaine des affaires étrangères*. En conséquence, le traitement « des fonds juifs et de l'or nazi » peut être analysé comme une procédure dont le déploiement a organisé et institué une culture politique. Réciproquement, l'émergence de ces acteurs et de ces institutions a déterminé la polarisation et l'orientation de la situation dans laquelle ils intervenaient¹⁰. Ainsi, les prises de position des trésoriers locaux ont reconfiguré la question « des fonds juifs et de l'or nazi » comme un *enjeu financier*, susceptible de donner lieu à une *comptabilité d'ensemble*, appelant un *règlement global*.

La généralisation d'un problème de réputation et la globalisation de son règlement financier

Cette polarisation et cette orientation de la situation ont notamment été déterminées lorsque la presse suisse a relevé que l'annonce des mesures californiennes avait suscité – plusieurs mois après leur adoption – une réaction immédiate du Département d'État fédéral. Celui-ci a répliqué à Matt Fong par une missive, datée du 17 octobre 1997 et signée Stuart Eizenstat¹¹.

Cette lettre commençait par affirmer que les mesures punitives adoptées à l'encontre des banques suisses étaient « *imméritées* » (*not merited*) et « *contre-productives* » (*counter-productive*). Elle énumérait alors les démarches entreprises pour « *corriger les erreurs passées et apporter de l'aide aux survivants de l'Holocauste* » (*redress past mistakes and provide assistance to Holocaust survivors*): institution du Comité Indépendant de Personnes Eminentes, publications des listes de titulaires, création du Fonds spécial, mise sur pied de la Commission Indépendante d'Experts et projet de Fondation de solidarité. Cette lettre était conclue par un paragraphe qui élargissait la problématique spécifique des biens appartenant aux victimes de l'Holocauste aux efforts inter-étatiques déployés pour libéraliser les marchés financiers mondiaux :

We should also not forget that Switzerland remains an important economic partner. Boycotts and sanctions against Swiss banks could also run afoul of our efforts to maintain open world markets in financial services. Continuation of sanctions against Swiss banks could hamper our ability to successfully conclude a financial services agreement in the World Trade Organization.

I ask Therefore that the State of California lift its sanctions against Swiss financial institutions.

(Nous ne devrions pas oublier non plus que la Suisse reste un important partenaire économique. Les boycotts et les sanctions contre les banques suisses pourraient également ruiner nos efforts pour maintenir ouverts les marchés mondiaux dans le domaine des services financiers. La poursuite de sanctions contre les banques suisses pourrait entraver notre capacité de conclure avec succès un accord sur les services financiers dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce.

En conséquence, je demande que l'État de Californie lève ses sanctions contre les institutions financières suisses.)

¹⁰ La mise en évidence de cette co-constitution des activités et des situations dans lesquelles elles se déploient s'inscrit dans le prolongement de la théorie de l'action située esquissée au chapitre 7, *supra*.

¹¹ Le texte cité ici est un fac-similé reproduit par l'*Hebdo* du 30 octobre 1997.

Cette lettre a connu un large retentissement auprès des représentants diplomatiques suisses. Ceux-ci l'ont publiquement présentée comme une marque de soutien du Gouvernement fédéral états-unien, démontrant l'efficacité des efforts déployés par la Suisse pour restaurer sa réputation. Cette analyse a explicitement été relayée par l'*Hebdo* du 30 octobre 1997, en introduction d'un long dossier consacré aux « *Fonds en déshérence* »^{xx} :

C'est la missive de tous les baumes, celle qu'on cite à chaque instant : « *Vous avez vu la lettre du sous-secrétaire d'État Stuart Eizenstat au trésorier de l'État de Californie ?* » Au consulat général de Suisse à New York comme chez Jeffrey Taufield, chargé de relations publiques de l'Association suisse des banquiers pour les États-Unis, la « lettre d'Eizenstat » a valeur d'un point décisif gagné au tournant d'un match catastrophique, c'est le sésame retrouvé de l'optimisme, le premier indice tangible que la marée va peut-être, enfin, se mettre à refluer.

« *Nous sommes à un moment où l'on va voir commencer à tomber les fruits des mesures que nous avons prises*, avance Jacques Reverdin, diplomate genevois qui a repris ce printemps le consulat de New York, succédant au nouvel ambassadeur Alfred Defago. *Il y a bien sûr un contexte d'impatience, mais notre espoir et notre conviction est que l'on va maintenant, ces toutes prochaines semaines, prouver que cela va marcher.* »

Cependant, immédiatement après avoir rappelé les propos de Stuart Eizenstat, *L'Hebdo* relativisait nettement leur portée :

Quatre jours après cette lettre, pourtant, l'État du Massachusetts annonçait à son tour qu'il rompait tout lien avec l'UBS. Mais l'effort des banques suisses se fait de plus en plus manifeste : « *Le total des frais engagés va certainement dépasser les montants des sommes qui seront retrouvées sur des comptes en déshérence* », reconnaît Sylvia Matile, porte-parole de l'Association suisse des banquiers. Tout en soulignant : « *Nous nous sommes engagés à faire la transparence. Dans ce contexte, on ne peut pas parler de chiffres. Il faut voir le but* ».

Dans *L'Hebdo* du 30 octobre 1997, ces remarques cernaient les contours d'un « *problème de relation publique* » que les autorités bancaires et politiques géraient en engageant des « *bureaux spécialisés* ». Ces différents éclairages déterminaient la situation qui était polarisée et orientée autour du problème « *des fonds juifs et de l'or nazi* ». Tout d'abord, la lettre de Stuart Eizenstat attestait *le caractère international des enjeux soulevés par les sanctions adoptées par l'État de Californie*. Dans cette perspective, il était légitime de confier au consul de Suisse à New York le soin d'évaluer les retombées de la campagne de marketing lancée afin de défendre la réputation des banques et de la place financière suisses aux États-Unis. Cette esquisse était alors complétée par les propos de la porte-parole de l'Association suisse des banquiers, qui signalait le décalage entre les sommes en déshérence dans les banques suisses et les frais engendrés par cette question. Cette remarque introduisait une *comptabilité globale* des sommes engagées pour résoudre le problème des « *fonds en déshérence* »¹² :

« *L'Hebdo* » a fait le calcul : redresser l'image de la Suisse après l'affaire des fonds en déshérence nous coûtera plus de 400 millions de francs en 1997. Pour les prochaines années, les dépenses publiques et privées pourront même atteindre 800 millions.

Les interventions des services financiers de la ville de New York et de l'État de Californie avaient fait émerger un problème *porteur de conséquences financières chiffrables*. Dans leur sillage, *L'Hebdo* a immédiatement additionné l'ensemble des « *dépenses publiques et privées* » engagées afin de « *redresser l'image de la Suisse après l'affaire des fonds en déshérence* ». De la sorte, le magazine a obtenu une estimation comptable globale qui constituait, en contre-champ, le « *nous* » inclusif chargé de régler

¹² La page de *L'Hebdo* intitulée « *Estimation des coûts de la crise* » est reproduite en annexe 33.

ces dépenses. L'inventaire de ces dernières regroupait une diversité d'activités, inscrites sous le terme « *redresser l'image de la Suisse* ». Il constituait ainsi un ensemble homogène, qui rassemblait, en un *total chiffré* de dépenses, une grande variété de mesures. Il additionnait notamment l'enveloppe votée par le Parlement pour les recherches historiques de la « *commission Bergier* », les factures que les agences de relations publiques et de lobbying « *Ruder Finn* » et « *Barbour, Griffith et Rogers* » avaient adressées à la Confédération, les « *Versements des banques au Fonds spécial de l'Holocauste* » ou l'estimation des « *Frais de communication [...] engagés par les banques aux États-Unis* ».

Cette opération de *problématisation* regroupait tous les enjeux relatifs au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale en un vaste problème de réputation, dont l'ampleur était mesurée en centaines de millions de francs suisses. Ainsi, alors même que les banques publiaient leur seconde liste de titulaires, *L'Hebdo* a rompu avec la configuration des « fonds en déshérence » en tant qu'enjeu sectoriel, orienté vers la restitution individualisée des biens appartenant aux clients des banques suisses. En estimant *la totalité* des frais engagés pour restaurer la réputation de la Suisse, il a généralisé un *problème de réputation*, affectant l'ensemble de la collectivité nationale. Ce travail de *publicisation* a institué une dynamique spéculaire, qui invitait les lecteurs du magazine à s'identifier au « nous » chargé de régler la facture des « fonds en déshérence ». Celle-ci était estimée à « *plus de 400 millions de francs en 1997* », les dépenses publiques et privées pouvant « *même atteindre 800 millions* » pour « *les prochaines années* »¹³.

En un seul mouvement, ce discours a dessiné les contours d'un enjeu, et institué la perspective comptable et financière qui faisait émerger sa *généralité*. Cette *proposition d'identification* a été endossée et mise en œuvre, trois semaines plus tard, par un acteur inattendu. Cette activité de réception a été relatée par *Le Nouveau Quotidien* du 24 novembre 1997, qui a repris des dépêches des agences *ATS* et *AP*, sous le titre : « *Le Congrès juif mondial propose un 'dédommagement global'* »^{xxi} :

Le Congrès juif mondial (CJM) propose un dédommagement global dans le cadre de l'affaire des fonds des victimes de l'Holocauste tombés en déshérence.

C'est du moins la proposition faite par le directeur exécutif du CJM, Elan Steinberg, jeudi soir [20 novembre] lors de l'émission 10 vor 10 de la télévision alémanique SFDRS. Selon lui, les banques devraient s'acquitter d'une certaine somme – sans en préciser le montant. Les personnes dédommagées reconnaîtraient en contrepartie que les établissements bancaires auraient ainsi rempli leurs devoirs matériels à leur égard. Le directeur exécutif du CJM s'est référé à *L'Hebdo* pour motiver sa démarche. Selon l'hebdomadaire, la gestion de la crise des fonds en déshérence (frais d'avocats et de relations publiques) coûtera au total 1,2 milliard de francs à la Confédération et aux banques suisses. Elan Steinberg a estimé que cet argent serait mieux utilisé s'il était dépensé directement sous forme d'aide.

Une semaine plus tard, *L'Hebdo* est revenu à la charge pour spécifier les opérations réalisées par sa comptabilité de la facture du problème et pour s'offusquer vertement de l'usage qu'entendait en faire le Congrès juif mondial. Dans un éditorial cinglant intitulé « *Histoire d'argent devenu fric* », la rédactrice en chef Ariane Dayer entendait mettre les choses au point^{xxii} :

[I]l n'y a rien de décent dans l'argent que réclame de nouveau le Congrès juif mondial (CJM). Lancé depuis quinze jours dans une surenchère délirante, il passe la seconde vitesse, réclame encore plus d'argent, encore plus vite. Un geste supplémentaire serait « élégant »,

¹³ Ce mode de constitution spéculaire du public suisse « des fonds juifs et de l'or nazi » a été évoqué à plusieurs reprises au cours de cette recherche. Ses implications théoriques ont été analysées au chapitre 8 (8.2.2, *supra*) et les procédures pratiques de sa mise en œuvre ont été étudiées aux chapitres 9 (9.1, *supra*) et 10 (10.1, *supra*).

affirme sa présidence, qui s'arrête sur un chiffre : compte tenu des décomptes de « L'Hebdo » du 30 octobre, les banques seraient bien avisées de lui verser dare-dare 1,2 milliard de francs. Flatté de compter des lecteurs outre-Atlantique, « L'Hebdo » – qui n'a jamais articulé ce chiffre – aurait préféré être compris pour ce qu'il a fait : le calcul de ce qui a été dépensé pour cause d'accumulation de maladresses suisses.

Pris à témoin pour revendiquer un « *arrangement global* », *L'Hebdo* s'est insurgé contre cette « *surenchère délirante* ». Le magazine affirmait en particulier que « *ce qu'il a[vait] fait* » était mal compris par le Congrès juif mondial. Sa rédactrice en chef relevait en particulier deux erreurs. D'une part, elle affirmait que *L'Hebdo* n'avait « *jamais articulé* » le chiffre de 1,2 milliards de francs. D'autre part, en se disant flattée d'apprendre que son journal « *comptait des lecteurs outre-Atlantique* », elle maniait une ironie qui suggérait que les chiffres en question étaient *destinés* à un lectorat suisse et donc qu'ils n'avaient pas vocation à être mobilisés par une organisation états-unienne. Ariane Dayer spécifiait ainsi que le « *calcul de ce qui a[vait] été dépensé* » était constitutif d'un *public politique national*, appelé à payer une facture qui était la conséquence d'une « *accumulation de maladresses suisses* ». Piqué au vif par cette invocation inopinée des chiffres qu'il avait établis, *L'Hebdo* revendiquait explicitement l'institution spéculaire d'un public narcissique. Il affirmait qu'il avait établi l'ardoise des « *fonds en déshérence* » à destination d'un *nous inclusif* affecté économiquement par ces dépenses et dans lequel les lecteurs suisses du magazine étaient invités à se reconnaître. Plus précisément, il affirmait que son travail visait la constitution du *public* des conséquences financières engendrées par les « *fonds en déshérence* » et interpellé, à ce titre, pour s'insurger les « *maladresses suisses* » qui avaient conduit à cette situation.

L'éditorial d'Ariane Dayer a donc dénoncé une *usurpation de réception*. Les chiffres publiés par *L'Hebdo* devaient susciter la révolte des lecteurs devant l'ampleur mirobolante de *leur* argent, dépensé pour « *redresser l'image de la Suisse* ». En s'invitant en tant que public de cette configuration, le Congrès juif mondial rompait la dynamique spéculaire de l'article, renversant complètement la signification des chiffres dont il était question. En occupant cette position, il a en effet institué une perspective pour laquelle les chiffres articulés ne correspondaient plus à une *dépense* qu'il convenait de déplorer. Au contraire, ils apparaissaient comme un *dû* qu'il était possible de revendiquer.

L'Hebdo avait interpellé ses lecteurs pour leur tendre un miroir : ils étaient invités à *se voir* en train de dépenser des centaines de millions de dollars – une somme excédant les montants en déshérence dans les banques suisses – pour restaurer la réputation suisse. Selon sa rédactrice en chef, il s'agissait de susciter un sursaut, de mobiliser une réplique, qui mette des limites à ces investissements. Cependant, le magazine n'avait pas prévu que les mêmes chiffres pourraient être également reçus « *outre-Atlantique* » et qu'ils y acquerraient une signification radicalement différente. De ce point de vue en effet, ces estimations fondaient de *nouvelles revendications*, dont la formulation avait pour conséquence ironique d'augmenter encore les dépenses qui étaient précisément jugées excessives¹⁴.

L'irruption impromptue du Congrès juif mondial a renversé les dynamiques spéculaires instituées par *L'Hebdo*. Sa rédactrice en chef a immédiatement dénoncé les mauvaises manières de l'intrus, explicitant au passage le caractère moral de l'entreprise engagée par son magazine. En effet, elle a épinglé le Congrès juif mondial en dénonçant sa « *surenchère délirante* » et en affirmant que ses requêtes n'avaient « *rien de décent* ». Elle

¹⁴ *L'Hebdo* n'est pas le seul à avoir découvert à ses dépens que l'affaire « des fonds juifs et de l'or nazi » avait considérablement étendu son *lectorat*, de telle sorte qu'il ne correspondait plus à ses *destinataires*. Ainsi, *24 Heures* a été confronté à une virulente controverse suscitée par un dessin de Burki, qui avait suscité un malentendu en dehors des frontières nationales (cf. conclusion de la deuxième partie, note 3).

suggérait ainsi, qu'en matière de « fonds en déshérence », la *rationalité mesurée* et la *décence* étaient du côté de ceux qui s'indignaient à bon droit – parce que qu'il en allait de leur porte-monnaie – des dépenses engagées pour « *redresser l'image de la Suisse* ».

Une pragmatique des opérations de *problématisation* et de *publicisation* ne se donne pas pour tâche de *trancher* de telles controverses. Elle n'a pas pour objectif de déterminer si cet enchaînement relevait effectivement d'un *malentendu* ou s'il était le fruit d'une *malveillance* délibérée. Elle ne s'attache pas non plus à dévoiler les éventuels *ressorts cachés* de cette discorde. Elle se contente d'observer et de décrire comment une *dénonciation* a été détournée pour formuler une *revendication*, qui avait pour conséquence d'aggraver la situation dénoncée à l'origine. Dans ce cas particulier, ce *renversement de situation* a été doté d'une *efficacité pragmatique* considérable. Les revendications formulées à cette occasion par le Congrès juif mondial ont en effet généralisé un *problème de réputation* susceptible d'être réglé par un *accord financier global*. Dès lors, le conflit qui opposait les autorités locales états-uniennes et les banques suisses a été orienté vers l'horizon d'une négociation financière d'ensemble, court-circuitant toutes les mesures de restitution individualisée envisagées jusqu'alors.

11.3 La confrontation secrète d'intérêts privés comme dynamique de problématisation et de publicisation

Ainsi configuré, le problème devait être résolu par un *règlement financier global*, dont le versement était incompatible avec les restitutions individuelles attendues jusqu'alors comme l'aboutissement des recherches entreprises par les banques suisses. La détermination de ce montant a été détachée des enquêtes menées dans les archives des banques helvétiques et des recherches coordonnées en Suisse sur la base des listes de titulaires. Le centre de gravité de la controverse s'est donc *déplacé* aux États-Unis. La négociation d'un éventuel accord a été orientée au rythme des échéances fixées par les responsables des finances coordonnées par Alan Hevesi. Dès lors, le problème a échappé aux mesures diplomatiques déployées par les gouvernements fédéraux suisse et états-unien.

Les sections qui suivent retraceront l'enquête dont le développement a progressivement donné forme à l'accord global, qui a finalement été reconnu comme le dénouement « des fonds juifs et de l'or nazi ». Afin de restituer au mieux les incertitudes et les rebondissements qui ont marqué cette dynamique, l'analyse sera scandée par les échéances successives, constituées au gré des menaces brandies par les trésoriers des villes et des États. Leurs interventions ont constitué une succession d'*horizons*, orientant les négociations dont le déroulement devait en assurer le *remplissement*. Or, cette dynamique temporelle est indissociable d'un travail de *configuration*. Chacune de ces étapes a contribué à la polarisation de la situation, à l'identification et à la hiérarchisation de ses personnages, à la détermination des relations qu'ils entretenaient. Cette organisation narrative soulignera à nouveau le rôle prépondérant qui a communément été attribué aux responsables des finances locales. Elle indiquera comment leurs interventions successives ont scandé les périodes de tension et de détente qui ont rythmé l'élaboration progressive de l'accord global¹⁵.

¹⁵ Dans le même mouvement, cette intrigue a établi la bipolarisation d'un conflit (*i.e.* alliant les plaignants, les trésoriers et le Congrès juif mondial, face aux banques suisses défendues par les autorités fédérales) et l'orientation temporelle de ses horizons (*i.e.* un accord global dont la négociation était rythmée par les échéances fixées par les trésoriers locaux). L'analyse de cette articulation du *rythme* et de la *polarisation* de l'enquête conduite au gré des menaces brandies par les trésoriers des villes et des États, permettra d'étudier empiriquement les fonctions *temporalisante* et *configurante* des intrigues, mises en évidence par Paul Ricœur (1983).

L'analyse détaillée de ces controverses montrera comment les avancées de ces négociations ont donné forme à une culture politique internationale, chargeant des acteurs privés de problématiser, de publiciser et de régler un enjeu économique international. Cette étude explorera ainsi empiriquement les procédures de *judiciarisation* et de *financiarisation* des relations internationales, ainsi que leurs conséquences en termes de *privatisation* de la *publicité*.

11.3.1 Une situation orientée vers la conférence des directeurs des finances publiques

Au cours des mois de novembre et décembre 1997, la controverse a donné forme à une situation qui conférait une position prépondérante aux directeurs des finances publiques locales. Dès le 5 novembre, les quotidiens suisses ont signalé l'importance des menaces brandies par les trésoriers, en manifestant unanimement leur soulagement à l'annonce que la Californie entendait « *reconsidérer ses sanctions* ». Ils indiquaient cependant que la suspension du boycott était soumise à une *décision collective*^{xxiii}.

En première page, *Le Nouveau Quotidien* titrait : « *Aux États-Unis, le boycott des banques suisses ne sera pas levé avant le 8 décembre* ». Puis il précisait dans le sous-titre : « *La Californie va reconsidérer son moratoire. Mais il faudra attendre la Conférence des directeurs des finances publiques à New York et... les directives du Congrès juif mondial qui manœuvre en coulisse* ». Ce discours donnait forme à une situation dont le déroulement, le rythme et l'orientation étaient dictés par les directeurs des finances publiques, constitués en tant qu'acteur collectif unifié. Ce point était explicité et précisé par le corps de l'article, signé Maria Pia Mascaro (*Le Nouveau Quotidien*, 5.11.97)^{xxiv} :

[S]i chacun des États ou des villes ayant pris des sanctions contre les banques suisses affirme l'avoir fait de son propre chef, il ne fait désormais plus de doute que la suite des événements se décidera de manière coordonnée lors de la [Conférence des directeurs des finances publiques, convoquée à New York le 8 décembre prochain]. [...]

Le Congrès juif mondial (CJM), qui n'a cessé depuis quelques semaines de souffler le chaud et le froid, est aux avant-postes de ceux qui appellent à une coordination des efforts pour une 'action mesurée et coordonnée'. A se demander si ce n'est pas le CJM qui tire les ficelles derrière cette conférence qui se verra honorer de la présence de tous les acteurs désormais incontournables du dossier outre-Atlantique, à savoir le sénateur Alfonse D'Amato, le sous-secrétaire d'États Stuart Eizenstat et le président du CJM, Edgar Bronfman. Le gouvernement et les banques suisses ont été invités, mais n'ont pas encore décidé du niveau de leur représentation.

Ce discours articulait deux perspectives partagées par la plupart des articles publiés par la presse suisse à ce moment de la controverse. D'une part, il configurait une situation dont le déroulement était suspendu à l'horizon d'une « *Conférence des directeurs des finances publiques, convoquée à New York* ». Celle-ci était instituée comme une instance centrale de décision, placée sous la houlette d'Alan Hevesi, et vers laquelle convergeaient « *tous les acteurs désormais incontournables du dossier* ». Cette mise en scène faisait de la direction des finances de la ville de New York une arène, dans laquelle allait se jouer le destin des relations entre les États-Unis et la Suisse, affectées par les problèmes de réputation dont souffraient les banques suisses.

D'autre part, ce discours médiatique suggérait que la coordination des décideurs locaux était assurée, en sous-main, par le Congrès juif mondial¹⁶. Les fondements de ce

¹⁶ Cette analyse porte sur les opérations réalisées par un article particulier. En conséquence, sa formulation présente *Le Nouveau Quotidien* comme le sujet de cette action spécifique de configuration. Dans la perspective d'une théorie de l'action située, cette activité est cependant indissociable de la polarisation et de l'orientation d'une situation, dont l'organisation ne peut en aucun cas être ramenée à ce journal en particulier. En témoigne la convergence des récits présentés par la presse suisse pour raconter la

raisonnement pratique avaient notamment été esquissés par les nombreux portraits que la presse suisse avait dressés d'Alan Hevesi, ordinairement présenté en tant « *Juif, ayant lui-même perdu plusieurs membres de sa famille dans la Shoah* »¹⁷. Ces qualifications insinuaient que son implication dans le dossier des « fonds en déshérence » n'était pas associée à ses fonctions d'élus new-yorkais ou à des principes normatifs et moraux, mais à son appartenance à la catégorie « *juif* ». Ces récits établissaient ainsi une *convergence* de *motifs* pour expliquer les mobilisations du responsable des finances new-yorkaises et du Congrès juif mondial. Autrement dit, ces descriptions plaçaient leurs activités respectives sous une catégorie qui les rendaient *disponibles* à l'hypothèse d'une *coordination* ou d'une *coopération*. Cette configuration de la situation était spécifiée par le texte de Maria Pia Mascaro, qui suggérait que le responsable des finances de la ville de New York était, en fait, inféodé au Congrès juif mondial. Ce dernier était donc suspecté de ne pas jouer franc jeu, de « *manœuvre[r] en coulisse* », voire de « *tirer les ficelles* » des négociations.

A la faveur de la mise en scène d'une *action coordonnée*, communément attribuée aux directeurs des finances publiques locales, *Le Nouveau Quotidien* a présenté le Congrès juif mondial en tant qu'instigateur et grand ordonnateur des négociations en cours. Dans le cas particulier de cet article de Maria Pia Mascaro, cette opération a été réalisée par la mobilisation de deux raisonnements antisémites classiques¹⁸. Le premier développait le soupçon de la *double allégeance*. Celui-ci était soulevé chaque fois que les mesures adoptées par Alan Hevesi étaient ramenées à la catégorie « *juif* ». Cette opération revenait à suggérer que le trésorier new-yorkais détournait ses fonctions électives pour défendre des intérêts communautaires. Cette mise en scène s'ouvrait une seconde hypothèse antisémite, consistant à suspecter l'existence d'un *complot juif*. *Le Nouveau Quotidien* suggérait en effet que des institutions états-uniennes officielles étaient manipulées, en coulisse par le Congrès juif mondial. En clair, dans ce cas particulier, ce raisonnement revenait à considérer qu'Alan Hevesi avait mis son autorité institutionnelle et sa légitimité démocratique au service de la campagne menée par Edgar Bronfman. Dans cette configuration, la question « les fonds juifs et l'or nazi » apparaissait donc comme un *conflit* au cours duquel les banques suisses étaient soumises à des pressions émanant des États-Unis en général et d'une coalition de responsables des finances locaux en particulier, derrière laquelle se cachait le Congrès juif mondial. Dès lors, le développement de cette situation a communément été relatée comme une succession de contraintes et de relâchements, d'inquiétudes et de soulagements, tendue vers l'horizon d'un accord global, dont la négociation était secrètement orchestrée par le Congrès juif mondial¹⁹.

coordination des directeurs des finances locales aux États-Unis, et pour souligner le rôle décisif joué par le Congrès juif mondial dans ces dynamiques. En Suisse, cette problématisation et cette publicisation des enjeux n'ont suscité ni récriminations, ni oppositions, ni controverses publiques, ce qui atteste que ces raisonnements pratiques étaient ordinairement tenus pour acquis.

¹⁷ Cette citation est tirée du portrait publié par *Le Nouveau Quotidien* du 13 septembre 1997 (cf. La constitution des trésoriers locaux en tant que public « des fonds juifs et de l'or nazi », *supra*).

¹⁸ Ces raisonnements antisémites ont pris forme, dès les premières semaines de janvier 1997, dans le sillage de l'intervention de Jean-Pascal Delamuraz (cf. 6.1, *supra*). Puis, ils se sont routinisés suite à la signature de l'accord global. La configuration médiatique de cette problématique de l'antisémitisme a été analysée en conclusion à la deuxième partie (« La problématisation « des fonds juifs et de l'or nazi » et la résurgence de l'antisémitisme », *supra*).

¹⁹ De nombreux articles ont déployé cette configuration, qui attribuait un rôle prépondérant mais occulte au Congrès juif mondial. Ces opérations ont été réalisées de manière exemplaire par le *Blick* (8.12.97) sous le titre : « *Congrès juif mondial : Qui se cache là derrière ?* » (*Jüdischer Weltkongress : Wer steckt dahinter ?*).

La mise en scène de la bonne volonté des banques suisses

Dans cette perspective, les quotidiens suisses ont accueilli l'annonce d'une probable levée des sanctions californiennes, comme une marque de détente. Cette interprétation a encore été renforcée avec la mise en évidence de plusieurs prises de position soulignant la bonne volonté des banquiers. En Suisse, les mesures prises par ces derniers étaient régulièrement mises en scène comme autant de signes d'apaisement, adressés aux directeurs des finances états-uniens, en prévision de leur conférence prévue pour le début du mois de décembre.

Ainsi, la presse helvétique du 20 novembre 1997 a relaté une intervention du chef de la Task Force, Thomas Borer, qui avait « *annoncé les premiers versements d'avoirs en déshérence pour fin novembre* ». Reprenant une dépêche de l'ATS, le *Journal de Genève* notait^{xxv} :

Selon M. Borer, les banques suisses veulent commencer ces restitutions aussi rapidement que possible, en raison notamment des mesures et menaces de boycott enregistrées dans plusieurs États américains. Ce boycott est, aux yeux de M. Borer, déloyal et contre-productif, compte tenu des efforts entrepris par la Suisse. Le but de ces sanctions est de contraindre les banques suisses à agir dans ce dossier. Le contrôleur des finances de la ville de New York, Alan Hevesi, a invité ses collègues d'autres États et communes à discuter le 8 décembre des mesures à prendre envers les banques suisses.

M. Borer a déclaré à des journalistes à Washington que les banques suisses veulent restituer si possible avant le 8 décembre les avoirs qui peuvent être attribués le plus facilement à leurs ayants droit.

Cette intervention de l'instance diplomatique chargée des questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale a confirmé que les menaces proférées par les trésoriers locaux revêtaient une portée internationale. Leur projet de boycotter les banques suisses était ainsi constitué comme un enjeu interétatique, autour duquel était structuré l'horizon d'un éventuel règlement du problème. A ce moment de la discussion, les « fonds en déshérence » étaient donc associés à des « *sanctions contre la Suisse* » incarnées par des « *mesures et menaces de boycott enregistrées dans plusieurs États américains* » à l'encontre des banques helvétiques. Dans cette confrontation, il était tenu pour acquis que les diplomates suisses représentaient les intérêts économiques des banques, dont les efforts en la matière étaient attribués à « *la Suisse* ». En ce sens, il allait de soi que le chef de la Task Force – un diplomate agissant au nom de la collectivité politique suisse – annonce les mesures adoptées par les banques en prévision de la Conférence du 8 décembre 1997. De la sorte, il constituait cette réunion comme un horizon d'attente, en référence auquel toutes les mesures relatives « aux fonds juifs et à l'or nazi » devaient être orientées et interprétées.

Cette dynamique d'apaisement s'est poursuivie deux jours plus tard, avec une intervention de l'UBS, prise au cœur de la tourmente suite aux sanctions prises à son égard par la ville de New York. Le 22 novembre 1997, plusieurs quotidiens ont annoncé que « *[p]our la première fois, la banque [avait] présent[é] ses excuses* ». Sous ce titre, *L'Express* et *L'Impartial* reprenaient une dépêche de l'ATS^{xxvi} :

« *Si dans nos efforts sincères pour apporter une solution aux graves problèmes que nous pose le passé, nous avons heurté des sensibilités, sachez que nous le regrettons* », a déclaré hier Matthias Cabiallavetta, président de la direction générale de l'Union de Banques Suisses (UBS). « *Telle n'était pas notre intention. Nous présentons nos excuses pour les erreurs qui ont été commises* », a-t-il ajouté devant la presse réunie à Zurich.

Pour conclure son article de première page consacré à cette conférence de presse, le *Journal de Genève* explicitait les motifs qui avaient conduit l'UBS à faire amende honorable^{xxvii} :

Avec cette prise de position, M. Cabiallavetta désire contribuer à améliorer l'image de l'UBS « qui a récemment été quelque peu mise à mal ». [...] [D]ans ses efforts de renforcement aux États-Unis, cette situation pèse, ont avoué les responsables de l'UBS.

« Nous souhaitons apparaître au public non seulement comme un établissement de premier ordre », mais aussi comme une banque qui « traite avec franchise les questions brûlante de l'actualité » a expliqué M. Cabiallavetta. Dans le traitement des questions du passé, « nous n'avons rien à cacher. Nous accueillerons sans aucune réserve toutes les nouvelles découvertes faites notamment par la Commission Bergier ».

Compte tenu des 33 millions de francs versés au Fonds spécial pour les victimes de l'Holocauste, la somme consacrée cette année par l'UBS au traitement du dossier avoisinera 60 à 70 millions de francs, a indiqué Matthis Cabiallavetta. Pas moins de 80 collaborateurs, dont une vingtaine de retraités qui se souviennent de cette période, participent aux travaux. Sans compter les frais d'avocat, les charges d'exploitation liées aux opérations de recherche se montent à 1,5 million de francs par mois, a indiqué Ulrich Grete, directeur général.

A l'approche de la Conférence des directeurs des finances publiques de New York, la presse suisse a relayé la mise en scène, par les autorités et les banques suisses, de leur propre engagement pour régler le problème des « fonds en déshérence ». En annonçant les premières restitutions, Thomas Borer avait tenu à rappeler les « efforts entrepris par la Suisse », en regard desquels il jugeait le boycott des institutions financières « *déloyal et contre-productif* ». Pour sa part, après avoir été directement mise en cause, l'UBS a présenté des excuses pour les erreurs qu'elle avait commises dans le traitement du problème des « fonds en déshérence ». La banque a immédiatement souligné son investissement « *[d]ans le traitement des questions du passé* ». Cet engagement, considéré comme une manière de régler un problème de réputation, a été présenté sous la forme d'évaluations chiffrées, déclinant les sommes investies (60 à 70 millions au total, dont 33 millions pour le fonds spécial et 1,5 million de francs de frais d'exploitation par mois) et le personnel engagé dans ce travail (80 collaborateurs).

Le même jour, la presse suisse rapportait la proposition émise par Elan Steinberg en faveur d'un « règlement global »²⁰. La dépêche de l'ATS diffusée par *L'Express* et *L'Impartial* abordait ce thème immédiatement après avoir relaté les excuses présentées par Matthis Cabiallavetta^{xxviii} :

A priori, l'UBS ne serait pas défavorable à un « accord définitif et global » sur la question des fonds des victimes de l'Holocauste. Une solution rapide serait en soi souhaitable. La proposition émane toutefois d'organisations qui ne représentent qu'une partie de la communauté juive.

« C'est une affaire complexe et difficile » a déclaré Matthis Cabiallavetta. Plusieurs problèmes se posent dans la perspective de solutions extrajudiciaires, notamment ceux relatifs aux plaintes collectives. En particulier le fait que les organisations qui le proposent, tel le Congrès juif mondial, ne représentent qu'une partie de la communauté juive. Dans l'idéal, un tel accord devrait pouvoir être passé « entre les États-Unis, Israël et la Suisse ».

Ainsi, dès la formulation de la proposition d'un règlement global, l'UBS s'est déclarée favorable à une « solution rapide ». Cependant, elle entendait qu'un tel accord couvre ses signataires contre toutes les plaintes ultérieures. En conséquence, sa proposition consistait à en renvoyer la charge aux États impliqués, « les États-Unis, Israël et la Suisse », ainsi constitués en tant que garants du règlement définitif du problème.

²⁰ A ce sujet, voir les articles mentionnés en note xxi.

Cette manière d'envisager les engagements respectifs des entreprises prisées et des autorités gouvernementales ne semblait cependant pas faire l'unanimité. Interrogé à ce sujet par le *Journal de Genève*, l'avocat chargé de plaider les plaintes collective, Edward Fagan, se disait « *en faveur d'une solution globale négociée avec les banques suisses* » mais, concluait-il, « *pas question que les gouvernements interviennent* ». Pour sa part, la Task Force faisait savoir, par la voix de sa porte-parole Linda Shepard, qu'elle savait « *que cette idée [était] discutée* », mais elle niait « *toute participation dans de pareilles négociations* ».

La résurgence du Congrès juif mondial et l'urgence d'un accord global

Au mois de novembre 1997, la presse suisse a donc présenté la reconsidération du boycott californien, l'annonce des premiers versements de fonds en déshérence et les excuses de l'UBS comme une succession de signes d'apaisement. Ceux-ci ont cependant fait émerger de nouvelles tensions, concernant un règlement global « des fonds juifs et de l'or nazi ». Les contours de ce projet restaient alors extrêmement flous. Pourtant, plusieurs intervenants s'opposaient déjà au sujet des modalités pratiques de son éventuelle négociation.

A ce sujet, les divergences concernaient en particulier les rôles qui devaient être dévolus aux banquiers privés, à leurs clients, à leurs avocats respectifs et aux gouvernements nationaux des différents pays concernés par les plaintes collectives. Ces prises de position constituaient une situation relativement indéterminée, soulevant la question de la *culture politique* qui serait instituée au cours de ces discussions, c'est-à-dire la manière dont seraient articulées les composantes sociales et politiques de la controverse. Par-delà ces incertitudes, il apparaissait cependant que ces questions ne donneraient pas lieu à une vaste exploration des mondes possibles, ni à des tentatives de composer un collectif de recherche laissant place à des profanes et à des citoyens ordinaires. Au contraire, il devenait clair que l'élaboration d'un éventuel accord global serait décidée le 8 décembre 1997 à New York, en comité restreint, dans le huis-clos d'une réunion de responsables des finances locales.

Moins d'une semaine avant la rencontre de New York, Edgar Bronfman a lancé une ébauche de controverse en exigeant que les négociations soient orientées vers un accord global²¹. En Suisse, cette revendication a communément été interprétée comme un regain de tension, largement répercuté et commenté dans la presse du 2 décembre 1997^{xxix}. Ce jour-là, *Le Nouveau Quotidien* titrait : « *La Suisse est priée par le Congrès juif mondial de conclure un accord global et définitif* ». Cet article, signé Maria Pia Mascaro, considérait qu'en présentant un projet articulant les revendications des plaintes collectives les menaces de boycott, Edgar Bronfman entendait élaborer un projet alternatif à la Fondation suisse de solidarité^{xxx} :

« Je ne veux pas articuler de somme mais je sais qu'elle sera composée de neuf ou dix chiffres au moins. » Edgar Bronfman, le puissant président du Congrès juif mondial (CJM), ne fait pas dans le détail lorsqu'il évoque la conclusion avec la Suisse d'un accord définitif sur la

²¹ Afin de mesurer à quel point le travail de problématisation et de publicisation avait transformé la question « des fonds juifs et de l'or nazi » en à peine plus d'un an, il suffit de mentionner qu'Edgar Bronfman s'est exprimé à la veille de la Conférence de Londres sur l'or nazi. Cette réunion internationale, organisée par le *Foreign Office* britannique, faisait suite au rapport *Nazi Gold* et à ses révélations concernant l'origine de l'or détenu par la Commission tripartite (cf. 1.4, *supra*). Durant plusieurs mois, cette initiative avait été attendue comme un tournant potentiel des discussions sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Au moment de sa tenue, elle n'apparaissait cependant plus que comme un événement marginal, qui restait dans l'ombre de la réunion des trésoriers qui allait se tenir moins d'une semaine plus tard à New York.

question des fonds en déshérence et de l'or nazi, qui réglerait par la même occasion les plaintes contre les banques helvétiques à New York. Peu lui importe de qui vient l'argent, des banques ou du gouvernement suisse, tant que « la décision n'est pas soumise à référendum » [...].

[L]es propos d'Edgar Bronfman ont au moins le mérite de la clarté. On savait déjà le CJM mécontent au sujet du projet de Fondation Suisse solidaire. D'abord parce que ses dividendes ne sont pas clairement destinés aux survivants de l'Holocauste, mais surtout parce que ses chances de voir le jour dépendent de la volonté du peuple suisse. Or, le CJM veut des décisions rapides et ses stratégies semblent avoir compris que seule une intervention dans le litige entre les banques et les plaignants à New York peut leur permettre d'obtenir dans les meilleurs délais les sommes escomptées. Que ces déclarations interviennent à Londres et à une semaine de la conférence de New York sur un éventuel boycott des banques suisses n'est pas pure coïncidence. Edgar Bronfman profite de l'attention médiatique internationale pour faire une nouvelle fois pression sur les banques. Et s'il dit ne pas aimer le mot « boycott », il reste suffisamment évasif sur l'issue des débats new-yorkais. « Si les banques refusent de conclure un accord définitif, les villes et les États américains vont peut-être, je dis bien peut-être, revoir leurs relations avec les banques suisses ». Mais rien n'indique qu'en Suisse, les principaux protagonistes succombent à ces pressions. Pour l'ambassadeur suisse Thomas Borer, « ces nouvelles exigences ne sont pas compréhensibles ».

La presse suisse a présenté l'intervention d'Edgar Bronfman comme une pression exercée sur les banques afin « *d'obtenir dans les meilleurs délais les sommes escomptées* », quelle que soit leur provenance, pourvu que leur versement ne soit pas soumis à un scrutin démocratique. Parallèlement, les quotidiens ont endossé la perspective instituée par le discours de Thomas Borer, pour souligner le caractère jugé excessif des revendications formulées par Edgar Bronfman²².

A la veille de la Conférence du 8 décembre, la situation n'était cependant que partiellement déterminée. Certes, il était tenu pour acquis que le dossier des « fonds en déshérence » avait échappé aux restitutions individualisées, envisagées par les banques suisses. Il apparaissait en effet que son traitement était désormais orienté vers un accord global, dont l'élaboration allait être spécifiée au rythme des échéances fixées, aux États-Unis, par des responsables de finances locales. Dès lors, la presse suisse traitait la question « des fonds juifs et de l'or nazi » comme un *problème de réputation*, dont l'ampleur se mesurait par le *calcul* de ses *répercussions économiques*, c'est-à-dire d'une *facture* dont le montant était déconnecté des avoirs effectivement en déshérence. Cette estimation était présentée comme le résultat d'un *rapport de force*, dont l'issue allait se décider aux États-Unis, dans un environnement extrêmement confiné.

Un rôle déterminant était alors attribué à la réunion qu'allaient tenir des trésoriers de villes et d'États. Agissant à l'écart de toute publicité, ceux-ci étaient régulièrement soupçonnés par la presse suisse de n'être que des courroies de transmission, qui relayaient les exigences du Congrès juif mondial en faveur d'un *règlement financier global*. La constitution de cette alliance qui prenait forme aux États-Unis a soulevé la question des répliques qu'allaient déployer les institutions suisses concernées et, notamment, ce qu'entendaient faire les autorités gouvernementales. Directement visées, les banques suisses s'efforçaient de *restaurer leur image*, notamment par la mise en scène comptable de leur investissement en faveur d'un règlement définitif. Leurs démarches étaient appuyées par la franche opposition aux mesures de boycott affichée par les autorités suisses. Le Conseil fédéral excluait de s'impliquer dans un accord global. Parallèlement, la diplomatie helvétique s'affichait, aux États-Unis, en tant qu'instance de représentation de

²² A ce sujet, voir notamment l'éditorial d'Alain Campiotti en première page du *Nouveau Quotidien*, sous le titre : « *Le Congrès juif mondial ne va-t-il pas trop loin ?* ». En guise d'accroche, il rappelait sans les citer les propos tenus un an auparavant par Jean-Pascal Delamuraz. Il se demandait alors si le Congrès juif mondial ne risquait pas de cultiver cette « *réaction de colère [...] dans la tête de tous les citoyens de ce pays* ».

ses banques, dont les intérêts financiers étaient communément assimilés à la prospérité nationale. Ainsi, l'ambassadeur à Washington, le consul à New York et le chef de la Task Force, s'élevaient contre ce qu'ils considéraient comme des mesures injustes et des exigences incompréhensibles, étayant leurs prises de position sur celles du Département d'État. Par les voix convergentes de son sous-secrétaire d'État Stuart Eizenstat et de son ambassadrice en Suisse Madeleine Kunin, la diplomatie des États-Unis signifiait en effet régulièrement aux chefs des finances locales qu'ils n'étaient pas habilités à mener la politique étrangère de l'État fédéral.

Les démarches entreprises en vue de résoudre ce problème se multipliaient, mais les modalités de leur articulation restaient indéterminées. Par ailleurs, l'engagement des différents acteurs dans ces dynamiques restait incertain, en particulier s'agissant des relations entre les représentants des banques suisses et du gouvernement helvétique. A l'époque, la clarification de ces questions était renvoyée à la conférence du 8 décembre 1997, qui devait rassembler toutes les parties prenantes du dossier. A l'approche de cet événement, la presse suisse a intensifié et approfondi son enquête^{xxxii}. La veille de la conférence, le *Journal de Genève* a notamment indiqué que les responsables locaux des finances entendaient agir en tant qu'*instance de contrôle* du processus de recherche et de restitution des « fonds en déshérence ». En première page, le titre « *Nous voulons montrer aux banques suisses qu'elles sont sous surveillance !* » introduisait un long article consacré à un entretien avec Eric Wollman « *collaborateur direct du trésorier de la Ville de New York, Alan G. Hevesi* »^{xxxiii} :

- Quel est l'objectif de cette conférence ?

Eric Wollman : - [...] Dans cette conférence, nous n'allons ni négocier, ni décider quoi que ce soit sur un éventuel dédommagement qui serait réclamé aux banques suisses. Il s'agit seulement d'informer tous les responsables financiers des collectivités publiques des États-Unis de ce qui a été fait. Nous concrétisons ainsi le rôle de surveillant des banques suisses qu'on nous a demandé de remplir. [...]

- Il y aura aussi des représentants de la communauté financière de Wall Street à cette conférence...

- C'est exact ! Nous aurons notamment un des plus hauts responsables de l'agence de notation Standard & Poor's. Cela signifie qu'on commence à réaliser que, dans cette affaire, la crédibilité des banques suisses est en jeu. Elles doivent prouver que leurs compétences sont intactes en retrouvant la trace de ces comptes en déshérence. Nous ne réclamons aucune sanction contre elles. Mais il y a un potentiel de décision allant dans ce sens. Elles ont donc intérêt à un règlement global de cette affaire.

- Qu'entendez-vous par règlement global ?

- Alan G. Hevesi n'est impliqué dans aucune des négociations. Cette conférence ne doit pas être un endroit pour exprimer un quelconque chiffre. Il s'agit seulement de rendre compte des résultats acquis jusqu'ici. Il y en a d'ailleurs eu beaucoup de positifs jusqu'à présent.

Cette intervention caractérisait avant tout *négativement* la conférence des responsables financiers des collectivités publiques états-uniennes ainsi que le rôle que ces derniers entendaient jouer dans le règlement « des fonds juifs et de l'or nazi ». Lors de leur réunion, ils n'allaient « *ni négocier, ni décider quoi que ce soit sur un éventuel dédommagement qui serait réclamé aux banques suisses* ». Ils n'entendaient « *réclam[er] aucune sanction contre elles* ». Plus encore, l'organisateur de cette rencontre, Alan Hevesi, faisait savoir qu'il n'était « *impliqué dans aucune des négociations* » relatives à un éventuel « *règlement global* ». Alors que la conférence des trésoriers locaux états-uniens constituait l'épicentre des débats sur les « fonds en déshérence », les coordinateurs de cette initiative se plaçaient explicitement en marge des discussions. Ils se positionnaient comme un organe de « *surveillance* » des banques suisses, comme une instance de dynamisation et d'accélération du processus, en vue d'un « *règlement global* ». En revanche, ils se

dégageaient explicitement de toute responsabilité et de toute compétence s'agissant d'« *exprimer un quelconque chiffre* ».

Synthèse du paragraphe 11.3.1

A ce point de la discussion, il était donc tenu pour acquis que le traitement « des fonds juifs et de l'or nazi » s'orientait vers un « *règlement global* ». Il était même publiquement admis que celui-ci était en cours de négociation. Cependant, les protagonistes de ces tractations, leur état d'avancement et l'ordre de grandeur des montants en jeu restaient confidentiels. A ce sujet, la seule certitude était que ni les directeurs des finances locales, ni les autorités politiques suisses ne participaient à ces discussions. Par élimination, il était donc possible de supposer que ces discussions confrontaient les trois grandes banques suisses aux avocats des plaintes collectives et au Congrès juif mondial. En revanche, la question des sommes impliquées par un tel règlement global restait extrêmement floue. Les plaintes collectives portaient sur 30 milliards de francs suisses. Au nom du Congrès juif mondial, Elan Steinberg venait pour sa part d'évoquer un « *règlement global* » estimé à 1,2 milliard de francs. Edgar Bronfman n'avait pas tranché entre ces deux chiffres, en affirmant que la somme serait « *composée de neuf ou dix chiffres au moins* ».

11.3.2 La première échéance des activités de la Commission de surveillance des banques

La polarisation de la situation et l'organisation de ses horizons temporels ont été sensiblement clarifiées par les décisions adoptées par les trésoriers locaux lors de leur conférence de New York. Cette réunion a confirmé que la controverse était considérée comme un *conflit économique* opposant les États-Unis à la Suisse. Les responsables des finances ont institué une *Commission de surveillance des banques suisses*, chargée de suivre l'avancement des négociations orientées vers l'établissement d'un *règlement financier global*. Autrement dit, le traitement du problème a été soumis à l'évaluation d'autorités locales, qui se réservaient le droit d'adopter des sanctions en fonction des appréciations émises par leur instance de surveillance.

Cette configuration a immédiatement soulevé la question de la représentation nationale qui prévaudrait au cours du règlement « des fonds juifs et de l'or nazi ». Le développement de la situation avait donné forme à une confrontation internationale, au cours de laquelle il apparaissait que les États-Unis et la Suisse seraient respectivement représentés par des responsables locaux et des entreprises privées. Autrement dit, à l'issue de la conférence de New York, les discussions sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale se présentait sous la forme d'un bras de fer financier. Cette manière de déterminer la situation instituait une procédure d'internationalisation des enjeux moraux, au creux de laquelle se dessinait la question du rôle réservé aux États nationaux.

Menaces de boycott, accélération des négociations et implication des gouvernements

Ces questions ont pris forme dès l'issue de la conférence de New York, dont les décisions ont indiqué que le règlement « des fonds juifs et de l'or nazi » serait désormais scandé par le rythme des rencontres périodiques de la Commission de surveillance, organisées par Alan Hevesi. *Le Nouveau Quotidien* a rendu compte de cette orientation par son titre du 9 décembre 1997, soulignant le nouvel horizon des négociations : « *Les banques suisses ont trois mois pour sortir de la spirale du boycott aux États-Unis* »²³. Puis

²³ Cette nouvelle *échéance* des discussions a été mise en scène par de nombreux titres publiés par la presse suisse au lendemain de la conférence de New York : « Les banques suisses ont nonante jours pour éviter des sanctions américaines » (*24 Heures*) ; « Les banques suisses ont 90 jours pour éviter de nouvelles sanctions » (*La Liberté*) ; « 90 Tage für die Banken » (*Tages-Anzeiger*) ; « Moratorium bis Ende März »

il précisait en sous-titre : « *Les banques obtiennent un sursis à New York. Le Congrès juif mondial espère mettre à profit cette période pour lancer les bases d'un règlement final* ».

Dans son article, Maria Pia Mascaro soulignait que l'issue de la conférence de New York ne faisait que confirmer la configuration et l'orientation de la situation qu'elle avait pressentie jusqu'alors. Après avoir relevé que « *le ton était [...] à l'apaisement* », elle concluait son texte par une mise en scène du rôle prépondérant du Congrès juif mondial, laissant présager un regain de tension^{xxxiii} :

Reste que la menace de nouvelles sanctions n'est pas complètement écartée. Car la réunion d'hier a clairement montré que le CJM a bien présidé en coulisse aux décisions de boycott et de moratoire mises en œuvre l'automne dernier par plusieurs administrations municipales et régionales.

Dans le même sens, le *Journal de Genève* soulignait que le délai de trois mois imparti aux banques suisses ne levait pas les pressions dont elles étaient l'objet. Au contraire, cette décision ne faisait que confirmer le rôle déterminant que le trésorier de New York entendait jouer pour soutenir les revendications en vue d'un accord global^{xxxiv} :

D'ailleurs, Alan G. Hevesi a ouvert la journée en annonçant qu'il approuvait une proposition du président du Congrès juif mondial, Edgar Bronfman. En l'occurrence, pour que les négociations très délicates sur un règlement global de cette affaire ne soient pas gênées, il propose un moratoire de trois mois, pendant lequel rien ne sera entrepris par les représentants des finances publiques américaines contre les banques suisses. Pendant ce temps, Alan G. Hevesi et un groupe de cinq à six autres responsables des finances locales américaines surveilleront les banques. Au bout de 90 jours, comme le souligne le trésorier de la Ville de New York, « on fera le point ».

Dans ce même article, le chroniqueur économique Paul Coudret signalait que la conférence de New York avait accentué la pression. En effet, les discussions avaient laissé entrevoir que l'ombre d'un refus planait sur la fusion prévue entre deux des trois grandes banques suisses, l'UBS et la SBS. Il signalait que l'apparition de ce thème avait réjoui les représentants du Congrès juif mondial et les avocats des plaintes collectives. Il en déduisait qu'il ne s'agissait que d'une mesure complémentaire, visant à accélérer le règlement du problème :

Aller plus vite... cette demande est un leitmotiv. Elle l'est pour les survivants de l'Holocauste qui hantent la conférence. Mais c'est aussi une exigence des responsables juifs pour les 394 000 survivants qui arrivent à un âge avancé.

Ordinairement constituée et attendue comme un tournant du débat, la conférence des responsables des finances locales a contribué à la polarisation et à l'orientation du traitement « des fonds juifs et de l'or nazi ». En instituant un moratoire, les trésoriers locaux se sont mis en position de « *surveiller* » les banques suisses. Ils se chargeaient de superviser la période de trois mois qu'ils accordaient à ces dernières pour parvenir à un *accord global*, estimé à plus d'un milliard de dollars, avec les organisations juives, les auteurs des plaintes collectives et leurs représentants. La presse suisse tenait alors pour acquis que la situation ainsi polarisée et orientée concernait directement les relations entre « *la Suisse* » et « *les États-Unis* ». Cependant, l'engagement de leurs autorités fédérales respectives dans les négociations et le rôle qu'elles entendaient y jouer restait indécis. Le chef de la Task Force, Thomas Borer, avait rappelé que la Suisse n'entendait pas se départir des procédures de restitutions individuelles mises en œuvre jusqu'alors. Sa prise

(*Neue Luzerner Zeitung*) ; « Una tragua per le banche » (*Regione*) ; « Moratoria per le sanzioni » (*Corriere del Ticino*).

de position a été largement relatée par le correspondant de *24 Heures* et la *Tribune de Genève*, Pierre Ruetschi^{xxxv} :

Pour le chef de la Task Force Thomas Borer, il n'est pas question que la Suisse s'écarte de la procédure en cours (comité Volcker, commission Bergier, fonds humanitaire) à qui le gouvernement américain apporte un total soutien. Pas question surtout d'augmenter la contribution suisse en faveur des victimes. « Nous avons déjà tout fait », a-t-il lâché. [...]

Soumis aux pressions renouvelées du CJM, Thomas Borer a déclaré dans son discours : « Nous avons fait tant d'étapes positives. Mais pour certains ce n'est toujours pas assez. Nous continuons de recevoir des demandes irréalistes. »

Il a plus d'une fois cité le puissant appui du gouvernement américain à la Suisse, mais aussi celui d'Abe Foxman, de la ligue anti-diffamation. En passant, il a aussi énoncé les chiffres caractérisant les liens étroits Suisse-États-Unis : La Suisse est au septième rang de ses investisseurs avec plus de 35 milliards de dollars. Ses entreprises fournissent 300 000 emplois aux Américains. Selon Thomas Borer, il est exclu que la Suisse participe directement à un règlement global.

La conférence de New York a institué une configuration qui assimilait les intérêts de la Suisse à ceux de ses banques. Il revenait donc au même d'annoncer que « *Les banques suisses ont 90 jours pour éviter de nouvelles sanctions* » (*La Liberté*), ou de dire que « *La Suisse dispose de nonante jours pour s'engager en faveur d'un 'règlement global' [...]* » (*24 Heures*). En conséquence, les revendications adressées à « la Suisse » pouvaient recevoir une réponse émanant des directions des trois grandes banques privées helvétiques. Inversement, il était envisageable qu'un diplomate évalue les liens entre les deux États à l'aune des seuls investissements financiers engagés par des entreprises privées.

Dans cette perspective, le rôle du chef de la Task Force était de défendre les démarches entreprises par les banques privées au nom d'un « nous », qui engageait le Gouvernement suisse. Ainsi, il pouvait donc dire « *Nous avons déjà tout fait* » pour évoquer le Fonds spécial, mis en place par les banques et financé par les milieux économiques. De même, il pouvait affirmer que « *Nous avons fait tant d'étapes positives[, mais nous] continuons de recevoir des demandes irréalistes* » pour qualifier la situation dans laquelle les banquiers étaient soumis à des menaces de boycott.

Ces prises de position spécifiaient que la Suisse était affectée par les difficultés rencontrées par ses institutions financières, et qu'elle engageait ses instances diplomatiques afin de restaurer leur image. Parallèlement, cette intervention indiquait clairement qu'il était « exclu que la Suisse participe directement à un règlement global ». C'est-à-dire que « la Suisse » ne serait pas représentée par ses autorités mais par ses banquiers au cours des négociations qui s'annonçaient, afin d'élaborer une résolution financière et définitive des problèmes engendrés par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

Au terme de la conférence de New York, les autorités suisses participaient à la controverse sans s'y engager pleinement. D'un côté, elles admettaient qu'elles étaient impliquées par les discussions sur « les fonds juifs et l'or nazi », dans la mesure où celles-ci affectaient les banques, la réputation de la place financière et donc la prospérité nationale. Par contre, elles refusaient fermement de prendre part, aux côtés des banques, à la négociation d'un quelconque accord global sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

Le gouvernement des États-Unis a régulièrement réitéré sa désapprobation à l'encontre des « *sanctions américaines* » adoptées à l'encontre de la Suisse par les trésoriers de villes et d'États. Lors de la Conférence de New York, l'ambassadrice des États-Unis en Suisse avait clairement affirmé que son gouvernement s'opposait à toute sanction à l'encontre des banques suisses. De la sorte, elle avait précisé que les « *États-Unis* » dont il était question au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » n'étaient

pas représentés par les autorités de Washington, mais par des élus locaux, associés aux intérêts du Congrès juif mondial.

Ainsi, il apparaissait que le développement de la situation plaçait le gouvernement fédéral des États-Unis en position exclusivement réactive sur le dossier « des fonds juifs et de l'or nazi ». Cette configuration avait pris forme dès le printemps 1996, avec les premières interventions sénatoriales menées sous la houlette du député new-yorkais Alfonse D'Amato (1.3, *supra*). Elle s'était stabilisée à l'automne 1997 avec les menaces de boycott lancées par la ville de New York et la Californie. Dans chaque cas, l'administration Clinton avait fermement fait savoir qu'elle s'opposait à ces mesures qui empiétaient sur le pré carré de ses prérogatives en matière de politique internationale. Mais ses prises de positions intervenaient dans une situation qui était configurée et orientée de telle sorte qu'elle les privait de toute *efficacité pragmatique*. A plusieurs reprises, le Département d'État a exigé que les responsables locaux mettent un terme à leurs menaces, mais ses interventions n'ont jamais été en mesure d'infléchir le déroulement de la situation²⁴.

En conséquence, le gouvernement des États-Unis s'est rapidement trouvé en position de porte-à-faux²⁵. D'un côté, il ne pouvait pas complètement se désintéresser des développements d'une situation qui affectait les relations bilatérales entre les États-Unis et la Suisse. De l'autre, il ne pouvait que prendre ses distances à l'égard de la tournure d'événements qu'il était dans l'incapacité d'infléchir. Pour sortir de cette posture inconfortable, le sous-secrétaire d'État Stuart Eizenstat a tenté de lui conférer un contenu positif. Immédiatement suite à la conférence de New York, il a rencontré les plaignants et les banquiers suisses, afin de leur proposer d'assurer la *médiation* des négociations au cours desquelles ils allaient élaborer un accord global.

Le gouvernement des États-Unis s'impose en tant que médiateur des négociations financières

La réunion de New York a configuré une controverse internationale, qui impliquait les États-Unis et la Suisse, sans que leurs gouvernements soient pleinement parties prenantes des négociations. Le Département d'État a rapidement réagi à cette situation en se présentant en tant que *médiateur* (*facilitator*) du nouveau round de négociations, ouvert suite à la conférence de New York. Ainsi, exactement une semaine après la clôture de cette dernière, la presse suisse a annoncé que le sous-secrétaire d'État Stuart Eizenstat avait fait escale à Zurich, pour rencontrer discrètement les représentants des diverses parties concernées. Cette entrevue a notamment été relatée par une dépêche de l'ATS, que *Le Nouveau Quotidien* a publiée sous le titre évocateur « *Fonds juifs : Eizenstat, arbitre entre les banques et les plaignants* »^{xxxvi} :

²⁴ Cet exemple souligne l'intérêt d'une analyse empirique qui s'attache à observer et à décrire les procédures par lesquelles l'autorité et le pouvoir sont exercés (cf. note 8, *supra*). Seule une telle démarche permet de retracer comment une variété de dynamiques – conjoncturelles, séquentielles, institutionnelles, structurelles – sont intervenues pour configurer la situation « des fonds juifs et de l'or nazi », de telle sorte qu'elle a placé des trésoriers locaux en position de diriger la politique étrangère des États-Unis.

²⁵ Dans la presse suisse, la position inconfortable dans laquelle se trouvait le Gouvernement des États-Unis s'est traduite par les nombreux commentaires qui le suspectaient de jouer un *double jeu*, affichant officiellement sa désapprobation, tout en approuvant secrètement les initiatives portées par le Sénat et les trésoriers. A ce sujet, la critique pragmatique que je mène n'a pas vocation à déterminer si de tels soupçons étaient fondés ou non. Elle a pour seule visée d'indiquer qu'ils contribuaient à la détermination d'une situation dont la polarisation était telle que des gouvernements nationaux se retrouvaient en marge de négociations internationales impliquant les pays qu'ils étaient censés représenter.

A l'initiative du sous-secrétaire d'État américain Stuart Eizenstat, des entretiens ont eu lieu dimanche [14 décembre] à Zurich entre les parties concernées par les plaintes collectives déposées aux USA contre les banques suisses et les patrons de celles-ci (UBS, SBS et CS).

Stuart Eizenstat n'a pas voulu entrer dans le détail des entretiens : « Il s'agissait simplement d'une discussion exploratoire, pas d'une négociation. » Selon lui, l'intérêt du gouvernement américain est de voir les victimes dédommagées. Mais il a affirmé que les relations avec la Suisse étaient bonnes.

Cette intervention de la diplomatie états-unienne dans les négociations n'a pas radicalement transformé la situation. Elle n'a pas modifié la polarisation « des fonds juifs et de l'or nazi », qui opposait les avocats des plaintes collectives et les représentants des trois grandes banques privées helvétiques. Elle n'a pas révisé l'orientation des discussions, tendues vers un accord financier global dont la première échéance restait fixée à la fin mars 1998. Elle n'a pas sonné le glas d'une procédure de discussions confinées, soigneusement tenues à l'écart des regards des profanes et des citoyens ordinaires.

En revanche, en prenant directement part aux négociations, Stuart Eizenstat a desserré l'emprise exclusive que les trésoriers locaux et le Congrès juif mondial prétendaient exercer sur l'élaboration d'un accord global. Autrement dit, le sous-secrétaire d'État a tiré son gouvernement de la position de spectateur impuissant dans laquelle il avait été confiné à l'issue de la conférence de New York. Immédiatement, la presse suisse a annoncé ce retour sur scène de la diplomatie états-unienne, faisant émerger un regain de tension. La plupart des articles indiquaient que, tandis que Stuart Eizenstat entendait prendre les rennes des négociations, le Congrès juif mondial avait annoncé qu'il « *juge[ait] de moins en moins vraisemblable une solution globale de compromis avec les banques suisses* ». Des « *sources juives bien informées* » affirmaient qu'il était même question de porter « *une plainte collective contre les banques* », laquelle « *ne serait toutefois déposée qu'après le 31 mars 1998, après expiration du moratoire des sanctions décidé à New York lundi dernier* »^{xxxvii}.

A peine une semaine après la réunion de New York, la presse suisse avait considérablement précisé la tournure de la situation et le rôle que le Congrès juif mondial entendait y jouer. A la lumière des articles publiés à cette époque, il apparaissait que ce dernier n'allait pas se laisser marginaliser par les gouvernements nationaux. Au contraire, il était présenté comme un protagoniste intransigeant, qui entendait faire valoir sa perspective, selon laquelle les négociations devaient se conformer à la distribution des rôles et au calendrier élaborés lors de la conférence de New York. Dans la lignée des articles qui suggéraient qu'Edgar Bronfman avait orchestré les menaces de boycott, ces analyses journalistiques attribuaient un rôle central au Congrès juif mondial. Celui-ci y apparaissait régulièrement comme l'instigateur des pressions exercées sur les banques suisses et donc comme l'ordonnateur occulte des négociations au cours desquelles les plaignants et les banques suisses devaient s'accorder sur un accord financier, global et définitif.

En contrepoint, la presse suisse situait les banquiers suisses dans l'œil du cyclone. En conséquence, les articles publiés à cette époque rapportaient, sans s'en étonner, que leurs représentants ne partageaient pas la défiance du Congrès juif mondial à l'égard d'une plus grande implication des gouvernements. Ainsi, *Le Nouveau Quotidien* relevait qu'en marge de la rencontre avec Stuart Eizenstat, le patron de la plus grande banque suisse, Matthis Cabiallavetta, avait réitéré son appel aux autorités nationales, afin qu'elles participent directement aux négociations :

Dans un entretien avec la *SonntagsZeitung*, Matthis Cabiallavetta a, pour sa part, proposé qu'un traité soit signé entre Israël, la Suisse et les États-Unis. Selon lui, c'est le seul moyen de régler définitivement la question du dédommagement des victimes de l'Holocauste.

Cet article mettait en scène l'émergence d'une nouvelle controverse, polarisée autour du rôle qui devait être dévolu aux gouvernements lors de la négociation internationale d'un accord global. Il soulignait que l'intervention de Matthis Cabiallavetta conférait un indéniable caractère politique au problème des « fonds en déshérence » et à son traitement. En effet, il appelait explicitement les gouvernements des pays concernés à prendre part aux négociations et à se porter garantes d'un éventuel accord, de manière à assurer les banquiers suisses qu'ils seraient prémunis contre toutes poursuites ultérieures. Or, l'article remarquait que cette prise de position s'était heurtée à deux oppositions.

La première est venue de l'un des initiateurs des plaintes collectives, l'avocat Edward Fagan, qui était monté au créneau pour répliquer « *qu'il s'opposerait à un règlement au niveau des États, sans les victimes de la Shoah* ». En refusant la signature d'un tel traité international, il s'opposait à une procédure qui contournait l'arène judiciaire, et donc les plaignants qui y avaient recouru pour faire valoir leurs droits. La mise en scène de cette confrontation indiquait que la situation était déterminée de telle sorte que toute intervention gouvernementale entraînait en concurrence avec les procédures judiciaires en cours. Plus précisément, elle soulignait que l'engagement direct des autorités publiques aux côtés des banquiers risquait d'entraver l'influence exercée par les représentants des victimes de l'Holocauste sur l'orientation et le rythme des négociations.

La seconde réplique est venue du Conseil fédéral. En rapportant les propos de Matthis Cabiallavetta, les médias suisses ont indiqué qu'il invitait le gouvernement suisse à sortir de sa réserve pour s'engager, au-delà des mesures de marketing politique, dans la négociation d'un règlement financier. Dans l'enchaînement de cette revendication, les articles ont alors mentionné la réponse des autorités suisses^{xxxviii} :

Le chef de la task force, Thomas Borer, a salué cette prise de contact [initiée par Stuart Eizenstat]. Le gouvernement suisse n'est toutefois pas impliqué directement, selon lui : ces discussions concernent en effet surtout les trois plaintes collectives déposées devant la justice américaine contre les banques suisses. En ce qui concerne la Confédération, l'ambassadeur a affirmé : « Nous ne paierons pas davantage. »

En retraçant le développement « des fonds juifs et de l'or nazi », la presse suisse a contribué à la configuration des relations entre les autorités et les banques privées. Ainsi, les quotidiens ont convoqué plusieurs expertises juridiques pour appuyer le refus d'entrer en matière émis par le gouvernement. Le *Blick* a été le premier à monter au créneau. Dès le lendemain de la réunion présidée par Stuart Eizenstat, le quotidien a sollicité l'avis du « *Professeur Frank Vischer* », présenté comme « *l'expert de pointe en matière de droit privé international* » (*der führende Experte im Bereich Internationales Privatrecht*)²⁶. L'appréciation de ce dernier était mise en évidence par un fond rose, sur lequel se détachait une colonne intitulée « *'Un accord entre États ne protège pas contre de nouvelles plaintes'* » (*'Staatsvertrag schützt nicht vor neuen Klagen'*)^{xxxix} :

Können die Sammelklagen gegen die Schweizer Banken mit einem Staatsvertrag gestoppt werden ? Nein, sagt Professor Frank Vischer [...].

« Ein Vergleich zwischen den Banken und den Klägern macht nur dann Sinn, wenn gleichzeitig alle Klagen zurückgezogen und keine neuen Klagen eingereicht werden », erklärt

²⁶ Un jour plus tard, *Le Nouveau Quotidien* (16.12.97) a endossé un point de vue similaire. Il a titré « Fonds juifs : Un règlement entre États serait impossible » pour introduire les propos de Thomas Fleiner, « *professeur de droit constitutionnel à l'Université de Fribourg* » : « *Un traité entre États ne peut régler la question du dédommagement [des victimes de l'Holocauste] que s'il exclut la possibilité de déposer plainte devant un tribunal [...]. Or, aux États-Unis, l'État n'empiète pratiquement jamais sur la compétence du juge.* »

Professor Vischer. Genau da ist aber der Hacken : Eine Regierung könne sich in diesen privatrechtlichen Streit einmischen, sie könne höchstens vermitteln, erklärt der Experte.

Grund : « Ein Staat kann seinen Bürgern nicht verbieten, gegen irgend jemanden zu klagen. »

(Est-ce que les plaintes collectives contre les banques suisses peuvent être arrêtées par un traité étatique ? Non, dit le Professeur Frank Vischer [...]).

« Un arrangement entre les banques et les plaignants ne fait donc sens que si toutes les plaintes sont retirées en même temps et qu'aucune nouvelle plainte n'est déposée », explique le Professeur Vischer. C'est cependant exactement là que le bât blesse : Un gouvernement ne peut pas s'immiscer dans cette controverse de droit privé, il peut tout au plus faire œuvre de médiation, explique l'expert.

Motif : « Un État ne peut pas interdire à ses citoyens de porter plainte contre qui que ce soit. »)

Une semaine après la conférence de New York, la presse suisse a pris parti pour le Conseil fédéral dans la polémique qui l'opposait aux banquiers, qui réclamaient que les Gouvernements s'engagent dans un traité triparti. Sur cette lancée, les quotidiens ont régulièrement mis en évidence la convergence de vues qui unissait les autorités fédérales suisses et états-uniennes à ce sujet. Ainsi, d'innombrables récits médiatiques ont souligné que les gouvernements et leurs diplomates désapprouvaient toutes les menaces de sanction et de boycott lancées contre les banques suisses et s'opposaient aux tentatives d'impliquer directement le Gouvernement helvétique dans les négociations. Ainsi, reprenant une longue dépêche de l'ATS, le *Journal de Genève* notait dans son édition du 31 janvier 1998^{x1} :

[P]résent à Davos, le sous-secrétaire d'État américain au commerce, Stuart Eizenstat, a jugé positivement les efforts de la Suisse dans sa quête du passé. Elle est un élève modèle que les autres nations peuvent imiter, a-t-il lancé avant de rencontrer Flavio Cotti, l'ambassadeur Alfred Defago et le chef de la task force Thomas Borer.

Le haut responsable américain a également indiqué qu'il s'entretiendrait avec des banquiers suisses ce week-end. Cette rencontre est importante puisque le moratoire sur les sanctions imposées aux banques suisses aux États-Unis expire le 31 mars. Prônant le maintien de ce moratoire, M. Eizenstat a estimé que les sanctions ne pouvaient que contrecarrer le dialogue entre Berne et Washington.

Thomas Borer a salué cet appel à la modération. Une attitude que nous avons du reste défendue depuis des mois, a-t-il souligné. Quant à l'accord global entre les banques suisses et les plaignants, le chef de la task force a confirmé les propos tenus par M. Eizenstat : le Gouvernement suisse n'est pas directement impliqué, mais joue un rôle d'intermédiaire entre les parties.

La situation mise en scène par la presse suisse indiquait que seuls quelques représentants, triés sur le volet, se verraient attribuer le monopole de la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi ». Or, la controverse était configurée de telle sorte que son dénouement n'impliquerait pas uniquement la résolution d'un contentieux conjoncturel, opposant des banques suisses à leurs clients. A l'horizon de la situation ainsi déterminée, l'accord global apparaissait alors comme le règlement politique et moral du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Or, son élaboration opposait d'une part les tenants d'un rapport de force judiciaire entre les intérêts financiers d'acteurs privés, et d'autre part les partisans d'une négociation internationale, engageant les gouvernements des pays concernés. Ainsi, le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » s'est développé en une controverse au cours de laquelle se confrontaient des manières antagonistes de distinguer et d'articuler les composantes sociales et politiques « des fonds juifs et de l'or nazi ». Autrement dit, la situation a été déterminée de telle sorte qu'un petit groupe d'acteurs, confiné dans des négociations financières confidentielles, s'est vu

conférer le pouvoir de déterminer la *culture politique* qui devait sous-tendre le règlement de ce problème international.

La pression sur les banques s'accroît à l'approche de l'échéance de mars 1998

A mesure que l'échéance de la fin mars approchait, les quotidiens suisses ont fait part d'un renforcement des revendications portées, à l'encontre des banquiers suisses, par les trésoriers des villes et des États, leur commission de surveillance et le Congrès juif mondial. Cette confrontation s'est affirmée et stabilisée au gré d'une série d'interpellations et de réactions.

A peine plus d'une semaine après avoir mis en scène l'apaisement intervenu lors du Forum économique mondial de Davos, la presse suisse a fait état d'un regain de tension. En première page de son édition du 10 février 1998, *Le Nouveau Quotidien* a annoncé que « *Le Congrès juif brandi[ssait] à nouveau la menace d'un boycott américain des banques suisses* ». Maria Pia Mascaro, la correspondante du journal à New York, entamait alors son article par une citation d'un responsable juif excédé^{xli} :

« Nous en avons ras-le-bol. Si la Suisse et les banques ne changent pas d'attitude, nous ne nous opposerons plus aux sanctions contre les banques, n'en déplaise à Stuart Eizenstat et au Département d'État. » Le coup de gueule est fort, il émane d'une source proche du Congrès juif mondial (CJM). Pour ce dignitaire juif, les tergiversations suisses dans l'affaire des fonds en déshérence et de l'or nazi n'ont que trop duré. « Il est temps que nous réglions une fois pour toute ce dossier, que ce soit par un accord global ou par tout autre moyen, mais il faut faire vite. Il y a eu rupture de confiance. » Cette nouvelle menace s'ajoute au soutien apporté dimanche par Israël Singer, secrétaire général du CJM, à la demande de blocage de la fusion UBS-SBS faite par Alfonse D'Amato à la Réserve fédérale américaine (Fed). Dans une lettre adressée jeudi [5 février] au président de la Fed, Alan Greenspan, le sénateur new-yorkais lui réclamait de stopper la fusion des deux banques tant qu'elles n'auraient pas réglé de façon satisfaisante le dossier des fonds juifs.

Les articles publiés à cette occasion corrélaient très explicitement cette accentuation de la polémique, à l'approche de l'échéance du moratoire sur les boycotts. Ils présentaient ainsi une situation dont la polarisation et l'orientation se combinaient pour conférer un rôle décisif au rapport de la Commission de surveillance des banques présidée par Alan Hevesi et donc à la réunion des trésoriers convoquée pour la fin du mois de mars. Plus encore, ces articles tissaient un lien entre les menaces de boycott brandies par les responsables de finances locales, les interventions du Congrès juif mondial et le retour sur scène du sénateur Alfonse D'Amato, à l'occasion du projet de fusion entre l'UBS et la SBS. Suite à l'émergence de ce front de revendications, le *Journal de Genève* reprenait une dépêche de l'ATS, relatant les réactions de la diplomatie suisse, qui se chargeait à nouveau de défendre les intérêts des banques^{xlii} :

La task force a critiqué lundi [9 février] à Berne la démarche du sénateur new-yorkais. Elle a fait part du « caractère politiquement et juridiquement discutable » de l'initiative de M. D'Amato à l'ambassade des États-Unis à Berne. Elle a en outre rappelé que l'UBS et la SBS ont participé au sein de la commission Volcker au processus engagé pour régler la question des fonds en déshérence.

Les deux banques ont aussi apporté une contribution financière au fonds spécial en faveur des victimes de l'Holocauste. Pour la task force, il est « peu équitable et contre-productif » de discriminer des entreprises suisses aux États-Unis.

Dans les médias suisses, cet échange de *déclarations* et de *répliques* entre les autorités états-uniennes et suisses a inauguré la mise en scène d'un chassé-croisé qui s'est accéléré et durci à mesure que s'est concrétisée l'échéance du moratoire sur le boycott des banques suisses. Plus cette date butoir approchait, plus la situation mise en scène par la

presse suisse se présentait comme un affrontement bipolaire, animé par les prises de positions successives de deux camps antagonistes et clairement délimités²⁷.

Ainsi, la presse suisse du 4 mars 1998 a rapporté que l'État du New Jersey s'apprêtait à adopter un projet de base légale permettant de boycotter les banques suisses, et qu'il entendait en faire un « *signal pour d'autres États américains* »^{xliii}. Dans les quotidiens suisses, un élément de riposte est apparu une semaine plus tard, au fil des comptes rendus d'une séance de questions parlementaires. Par la voix de Ruth Dreifuss, le Conseil fédéral a profité de cette occasion pour rappeler qu'il s'accordait pleinement avec son homologue états-unien pour s'opposer à toutes les menaces de boycott contre les banques suisses. Plus encore, les autorités suisses ont annoncé qu'elles envisageaient de faire valoir leurs droits devant l'Organisation mondiale du commerce au cas où les États concernés ne mettraient pas un terme à leurs sanctions commerciales. La dépêche diffusée par l'ATS indiquait cependant que le Conseil fédéral adapterait son action au calendrier édicté par les trésoriers locaux, et qu'il n'entreprendrait donc aucune démarche avant l'échéance de la fin mars 1998^{xliv} :

La Suisse se réserve ainsi d'engager des procédures dans ce domaine. Mais celles-ci prennent du temps et « *nous sommes actuellement dans une phase qui permet de rappeler* (les autorités aux États-Unis) *au respect de ces règles internationales* », a déclaré Ruth Dreifuss au Conseil national. Le Conseil fédéral espère de plus que la conférence qui réunira fin mars les décideurs financiers de grandes villes et de grands États américains aboutira à une levée de cette menace sur les banques suisses.

Au cours des mois de février, puis de mars 1998, les relations entre les banques suisses, les autorités locales états-uniennes et le Gouvernement suisse n'ont pas été les seules à se corser. Un net regain de tension est notamment apparu suite aux propos tenus par le président du Congrès juif mondial, Edgar Bronfman, lors d'une interview accordée au *Jewish Bulletin of Northern California* du 6 mars 1998. Les quotidiens suisses ont largement cité et commenté cet entretien et en particulier le passage dans lequel Edgar Bronfman menaçait d'en venir à une « *guerre totale* »²⁸. Dans son édition du 11 mars, la *NZZ* a été la première à monter au créneau par un article signé Max Frenkel^{xlv}. Il commençait par dénoncer « *un exemple particulièrement crasse de violation du 'devoir de paix'* » auquel le Congrès juif mondial s'était engagé en signant le *memorandum of understanding* instituant le Comité indépendant de personnes éminentes (cf. 1.3.3, *supra*). Puis il affirmait qu'« *Edgar Bronfman sa[vait] naturellement très exactement de quel vocabulaire brun vient l'appel à la guerre totale* »²⁹. Le lendemain, l'ensemble de la presse

²⁷ Cet exemple indique les apports et les limites d'une analyse des débats publics qui serait strictement fondée sur une analogie avec les conversations (cf. 9.3.3, note 48, *supra*). À l'instar de ces dernières, les controverses revêtent une organisation séquentielle. Cependant, celle-ci ne se développe pas nécessairement sous la forme binaire d'une succession de tours de paroles, au cours desquels des acteurs clairement identifiés, s'interpellent et se répondent sur un sujet déterminé. Elles ne s'organisent de cette manière que lorsqu'elles prennent la forme d'une confrontation bipolaire. Dans le cas « des fonds juifs et de l'or nazi », tel a été le cas à l'approche de l'échéance du moratoire sur le boycott des banques suisse, fixée à la fin mars 1998.

²⁸ L'article en question est disponible sur le web, à l'adresse www.shamash.org/jb/bk980306/usaswiss.htm. Dans sa version originale, le passage incriminé était le suivant : « *If the Swiss are going to keep digging their heels in, then I'll have to ask all the U.S. shareholder to suspend their dealings with the Swiss,' [Edgar Bronfman] said. 'It's coming to a point where it has to resolve itself or it has to be total war. I can't be sitting on my thumb forever'* ».

²⁹ Au cours de la discussion, plusieurs journalistes suisses ont tiré un parallèle avec l'appel à la « guerre totale » lancé par le chef de la propagande nazie, Joseph Goebbels. Par la suite, cette référence s'est stabilisée et elle a régulièrement été mobilisée pour délégitimer les revendications du Congrès juif mondial. Plus de quatre ans plus tard, Jean-Philippe Chenaux a déployé ce raisonnement dans son compte rendu de l'affaire « des fonds juifs et de l'or nazi », explicitement intitulé « *Chronique d'une 'guerre*

suisse a repris cette information, mais cette fois en soulignant qu'au cours de cet entretien, le président du Congrès juif mondial avait réclamé trois milliards de dollars aux banques suisses^{xlvi}.

Deux jours plus tard, les quotidiens suisses ont annoncé une nouvelle escarmouche venue de l'État de Californie, dont le trésorier Matt Fong avait mis les banques suisses « *en demeure d'accepter un règlement global avant le 31 mars et de conclure un accord avant le 1^{er} avril* »^{xlvi}. Cependant, ils ont immédiatement relativisé la portée de cette annonce. D'une part, ils ont largement relayé une dépêche de l'ATS qui rapportait que le porte-parole de la Société de Banque Suisse rétorquait « *qu'il serait très étonnant qu'un boycott soit effectivement déclaré, vu que les banques ont déployé des 'mesures sans précédent'* ». D'autre part, ils ont rapporté qu'Alan Hevesi avait rappelé son collègue californien à l'ordre, par une lettre dans laquelle il lui intimait de « *respecter le processus choisi et de déterminer une position commune après les consultations du 26 mars* »^{xlvi}.

L'organisation des représailles : vers une défense virile de l'honneur suisse

Ces quelques signes d'apaisement n'ont cependant pas suffi à détendre l'atmosphère et des réactions virulentes ont rapidement vu le jour en Suisse. La NZZ a été la première à s'en faire l'écho, par un encadré incrusté dans l'article consacré aux menaces du trésorier californien, qui annonçait une « *dure réaction du parti radical démocratique* » (*Harsche Reaktion der FDP*)^{xlvi}. Le communiqué publié par ce dernier appelait le Conseil fédéral « *à condamner la menace de boycott et à rejeter de telles manœuvres de chantage pour un soit disant accord global* » (*die Boykottdrohung zu verurteilen und derartige Erpressungsmanöver für eine sogenannte Globallösung zurückzuweisen*)³⁰.

Une semaine plus tard, les quotidiens suisses rapportaient que les parlementaires radicaux et libéraux avaient « *demand[é] au Conseil fédéral d'envisager des mesures de représailles en réponse aux nouvelles menaces de boycott des banques suisses* ». Le Temps en faisait même le titre principal de son édition du 20 mars 1998, annonçant que « *La droite réclam[ait] des sanctions contre les sociétés américaines* »¹. Son bandeau d'annonce indiquait que cette réplique faisait suite aux interventions d'Edgar Bronfman et de Matt Fong, et qu'elle intervenait quelques jours avant l'expiration du moratoire sur le boycott des banques suisses. En page intérieure, l'article s'ouvrait sur une citation courroucée du conseiller national libéral Jacques-Simon Eggly : « *Cette fois, c'en est trop. Il faut une réaction plus ferme de la Suisse envers les États-Unis et ceux qui font pression sur notre pays. Nous ne pouvons plus accepter que les règles du jeu soient constamment remises en question* ».

Le même jour, Jean-Pierre Gattoni ne cachait pas sa satisfaction dans les colonnes du *Matin*. Sous le titre interrogatif « *Serions-nous devenus virils ?* », il se réjouissait que « *les hautes sphères de la politique suisse* » manifestent une « *réaction adulte* » face à des menaces proférées « *au mépris des règles les plus élémentaires du libre-échange* »^{li} :

Miracle, miracle ! Des partis se bougent, des parlementaires dépassent le stade des paroles pour exiger davantage. Après tout, nous commerçons gaillardement avec les États-Unis. Qu'est-ce qui nous empêche donc de répliquer à leurs accusations, leurs surenchères et

totale' ». Au fil de ce texte, il note que « [c]e concept a été développé au début des années 30 par Ernst Jünger (*Die totale Mobilmachung*, 1930 ; *Der Arbeiter*, 1932) et par le général Erich Ludendorff (*Der totale Krieg*, 1935), avant d'inspirer Goebbels dans son fameux discours du Palais des sports, à Berlin, en 1943 » (Chenaux, 2002 : 75).

³⁰ Il n'est pas anodin qu'à cette occasion, le Parti radical suisse ait qualifié de « *manœuvre de chantage* » l'ultimatum lancé par le trésorier de Californie. Ce faisant, il remettait au goût du jour la définition de la situation inaugurée, un an plus tôt, par son ancien conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz (cf. 4.2.2, *supra*).

leurs menaces par des ripostes dignes d'un État qui ne méprise ni ses concitoyens, ni ses entreprises, ni ses banques ? Aux États-Unis, on déteste les mauviettes. A nous alors de nous montrer virils !

Deux jours plus tard, l'édition dominicale du *Matin* revenait à la charge par une pleine page^{lii}. Sa moitié supérieure était placée sous un véritable mot d'ordre – « *Répliquons aux menaces !* » – intitulant une interview du conseiller radical aux États tessinois et ancien procureur Dick Marti (« *Un homme de droit* »). Signataire de l'interpellation adressée au Conseil fédéral, il expliquait les motifs qui l'avaient mené à « *passer à la contre-offensive* ». Il exprimait une indignation qu'il entendait faire partager à l'ensemble de ses concitoyens :

Il est inadmissible de menacer la Suisse comme le font notamment la Californie et New York. Que je sache, nous n'avons jamais exploité de chambre à gaz ni largué de bombe au napalm sur des populations civiles. Notre gouvernement doit maintenant parler un langage très clair. Avant d'être une question économique, c'est pour nous une question de dignité.

La moitié inférieure de la page était consacrée à un éditorial enthousiaste de Claude Monnier. Sous le titre « *Elle sera excitante la Suisse du XXI^e !* », le chroniqueur se réjouissait de voir que, si « *[d]epuis quelque temps nous recevons des coups de toutes parts* », « *le pays est en train d'apprendre, et vite, à se battre* » :

Voyez [nos autorités] prendre des mesures sèches, répondre du tac au tac, évoquer des mesures de rétorsion – il est bien loin, et je m'en réjouis, le temps où la seule idée de dire un mot international de travers les faisait se rencogner timidement. [...]

Mais le jeu ne va pas s'arrêter là. La Suisse va continuer à recevoir des coups. Nos autorités vont d'habituer à ferrailler de plus en plus sec. Elles vont sortir même, je crois, de leur rôle de gestion inoffensive, pour inciter les Suisses à tenter et à réussir l'exploit, à forcer le respect du monde. Le début du XXI^e siècle, dans notre pays, sera excitant.

Synthèse du paragraphe 11.3.2

En février et mars 1998, la presse suisse a mis en scène un net durcissement du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». En l'espace de quelques semaines, alors qu'approchait l'échéance du moratoire sur le boycott des banques suisses, les quotidiens suisses ont relaté un net regain de tension, au gré duquel la discussion a été présentée comme une confrontation bipolaire. Dans cette perspective, les revendications formulées par les plaignants, les trésoriers locaux, le Congrès juif mondial et le sénateur Alfonso D'Amato étaient considérées comme autant d'attaques portées contre les intérêts des banques et donc contre la Suisse. En conséquence, ces menaces appelaient des mesures de représailles, constitutives du « *nous* » inclusif, appelé à se ranger derrière les parlementaires radicaux et libéraux qui appelaient le Conseil fédéral riposter. Les articles déterminaient donc une situation qui se scindait en deux camps antagonistes, engagés dans un affrontement qui ne cachait plus son nom. D'un côté, le président du Congrès juif mondial évoquait explicitement la possibilité d'engager une « guerre totale ». De l'autre, les parlementaires bourgeois sollicitaient sans ambages le lancement d'une « contre-offensive ».

Alors que la polémique s'envenimait, plusieurs quotidiens suisses ont endossé cette tournure guerrière, qu'ils ont étroitement associée à la promotion d'un code de l'honneur machiste³¹. Sous la plume acérée de plusieurs éditorialistes, les appels à la riposte sont devenus autant de mots d'ordre en faveur d'une Suisse « *virile* », dont les autorités

³¹ J'ai déjà signalé, au sujet des éditoriaux rédigés par Denis Barrelet dès les premières semaines de 1997, comment les raisonnements pratiques promouvant la constitution d'une situation conflictuelle recouraient au code de l'honneur machiste (cf. 6.1, *supra*).

devaient « *se battre* », afin de défendre la « *dignité* » nationale voire de « *forcer le respect du monde* ». Le raisonnement pratique déployé par ces commentaires constituait les relations internationales comme un monde dans lequel la raison du plus fort était appelée à prévaloir.

Dans cette perspective, les enjeux d'honneur et de dignité étaient substitués aux questions historiques et morales. Dans la plupart des cas, celles-ci n'étaient d'ailleurs pas mentionnées ou, si elles l'étaient, c'était pour être aussitôt écartées. Soit parce qu'elles concernent exclusivement les pays ayant « *exploité [la] chambre à gaz* ». Soit parce qu'elles ne pouvaient pas être décemment soulevées par les ressortissants d'un pays ayant « *largué des bombes au napalm sur des populations civiles* ». De ce point de vue, la seule attitude morale consistait à s'unir pour faire front. Ainsi, dans un éditorial indigné, Gil Baillod s'inquiétait déjà de rumeurs selon lesquelles les grandes banques auraient été disposées « *à clore le dossier des fonds juifs en déshérence moyennant un versement unique de l'ordre d'un milliards de dollars* ». Selon lui, cela revenait à dire que « *'nos' grandes banques seraient sur le point de laisser tomber les bretelles* » témoignant ainsi d'une logique qui ne pouvait être celle que de « *financiers sans foi ni loi* »^{liii}.

Cette configuration de la situation dessinait les contours de relations internationales considérées comme des rapports de force, régulées par les seuls principes du « libre-échange » édictés par l'Organisation mondiale du commerce. Par contre, elle ne laissait aucune place à l'établissement de la vérité historique ou au devoir de restitution ou de réparation. Quelques jours avant la réunion de New York, la question « des fonds juifs et de l'or nazi » dont parlaient les médias suisses n'avait plus pour horizon les recherches de la Commission Indépendante d'Experts ou les enquêtes du Comité Indépendant de Personnes Éminentes. Elle était déterminée comme une confrontation, tout entière orientée et polarisée autour d'un règlement financier définitif.

11.3.3 Une situation orientée vers un règlement financier

Suite au moratoire de trois mois annoncé au mois de décembre 1997, la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » s'est considérablement durcie. La presse suisse a mis en scène un affrontement, voire une guerre, opposant deux camps adverses nettement délimités. Sous cette description, la situation était entièrement tendue vers la réunion du 26 mars à New York, au cours de laquelle la Commission de surveillance des banques suisses allait évaluer comment progressaient les négociations entre les plaignants et les banques suisses en vue d'un accord global. Cette perspective conférait un rôle déterminant au verdict qu'allaient en tirer les trésoriers des villes et des États, réunis autour d'Alan Hevesi. Leur décision était donc attendue comme un tournant du débat qui allait mettre à l'épreuve la manière dont les gouvernements fédéraux états-unien et suisse représentaient leurs pays sur la scène internationale³².

La négociation d'un accord global interrompt les appels à la riposte

En l'espace de quelques semaines, la question « des fonds juifs et de l'or nazi » a été polarisée autour d'enjeux symboliques, mettant en cause l'honneur et la dignité de la Suisse et de ses banques, et suscitant une vague d'indignation et des appels en faveur de mesures de rétorsion. Moins d'une semaine plus tard, la presse suisse du 25 mars 1998 a répercuté une dépêche de l'ATS qui annonçait les réactions négatives suscitées par ce projet de riposte. Il en ressortait principalement que les milieux économiques et

³² Voir par exemple *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (24.3.98) : « *Le sort des banques suisses se joue cette semaine. Les États américains décideront si elles ont assez progressé dans l'affaire des fonds juifs pour échapper aux sanctions* ».

l'administration fédérale s'opposaient à de telles mesures, qu'ils qualifiaient de « douteuses », « improductives » voire « absurdes »^{liv}.

Parallèlement, plusieurs articles suggéraient que, loin de s'orienter vers l'organisation d'une riposte, les banquiers suisses étaient même sur le point de signer un accord avec les plaignants. *La Liberté* (24.3.98) en faisait son titre principal : « *Les banques paieront-elles des milliards aux juifs américains ?* ». Cette question s'ouvrait alors sur l'annonce de rumeurs, selon lesquelles « *un 'accord global' serait sur le point d'être signé avec le Congrès juif mondial, portant sur quelques deux milliards de francs* »^{lv}. *Le Temps* avait repris et approfondi ces informations sous la plume de sa correspondante à New York, Maria Pia Mascaro^{lvi}. Au terme de son enquête, elle rapportait « *l'optimisme affiché par Edward Fagan [...] : 'Je suis confiant sur la conclusion d'un accord avant la fin de ce mois'* ». Elle enchaînait avec le pronostic d'un diplomate suisse : « *'Les négociations avancent à un bon rythme, des éléments concrets pourraient être couchés sur le papier dès la mi-avril'* ». Cependant, elle relevait que des « *détails [restaient] à régler et non des moindres* ». La signature d'un accord se heurtait à la crainte des banquiers de ne pas être pour autant « *à l'abri de toute future poursuite judiciaire aux États-Unis* ». Toutefois, l'article se concluait sur les propos d'une source anonyme qui estimait qu'« *[i]déalement, les banques devraient pouvoir annoncer qu'elles s'engagent à signer un accord dans les meilleurs délais. Dans un tel cas de figure, le moratoire serait prolongé de trente à soixante jours, un laps de temps qui devrait être mis à profit pour finaliser les détails du règlement* ». Ainsi, en moins d'une semaine, la situation configurée par la presse suisse a radicalement changé d'orientation. Pour autant, les quotidiens n'ont jamais explicitement thématisé ce revirement. Afin de saisir comment ce changement de cap a été possible, il convient de revenir sur ce qui était communément tenu pour acquis à ce moment de la discussion.

Dans un premier temps, les médias ont considéré que l'appel lancé le 19 mars par les parlementaires bourgeois marquait le début d'une « *guerre des boycotts* ». Certains commentateurs ont déploré cette initiative, d'autres l'ont relayée. Par-delà cette divergence, les uns et les autres s'accordaient pour dessiner les contours d'une situation présentée à la manière d'un *conflit international*, polarisé autour d'enjeux qui affectaient l'honneur et la réputation de la Suisse. Cependant, la dignité dont il était question n'était pas présentée comme une valeur éthérée. Il s'agissait d'une image et d'une réputation dotées d'un *coût*, qu'il était possible de mesurer et de compter. Cette évaluation chiffrée était habituellement associée aux revendications relatives à un accord global, qui variait entre un et trente milliards de dollars.

Sur cet arrière-plan, le 26 mars 1998, *Le Temps* a ouvert sa rubrique économique par une enquête dont les résultats faisaient exploser ces estimations. Le jour de la réunion convoquée par Alan Hevesi, cet article, signé Paul Coudret, proposait une méthode de calcul différente, placée sous un titre alarmiste : « *Un boycott coûterait aux banques suisses 60 milliards de dollars* ». Pour expliquer l'ampleur de cette somme, le texte soulignait que « *l'affaire des fonds en déshérence se jou[ait] dans le cadre d'un marché global des caisses de pensions de 6000 milliards de dollars aux États-Unis* ». Or « *[l]a moitié de cette somme [était] détenue par les caisses de retraites publiques* », lesquelles étaient gérées par les trésoriers réunis à New York. Les menaces proférées par ces derniers portaient donc sur des montants qui avaient « *[d]e quoi faire réfléchir* » les banques suisses. En conséquence, il devenait compréhensible que leurs dirigeants cherchent activement à conclure un règlement financier. Telle était du moins la conclusion de Paul Coudret : « *Dans ces conditions, le prix d'un arrangement global de l'affaire des fonds en*

déshérence prend presque les contours de... « peanuts » pour elles »³³. Sous cette description, il paraissait donc peu probable que les mesures de rétorsion suscitent l'engouement des banquiers suisses. Au contraire, la situation était polarisée et orientée de telle sorte qu'il paraissait économiquement raisonnable d'échapper au boycott qui se préparait aux États-Unis, et donc de signer un accord global le plus vite possible.

Vers le dénouement de l'intrigue « des fonds juifs et de l'or nazi »

La situation s'orientait vers un épilogue rapide du contentieux qui opposait les banques suisses et les avocats des plaignants. Une première étape en ce sens est intervenue le 26 mars 1996, en marge de la réunion des trésoriers locaux. Le sous-secrétaire d'État Stuart Eizenstat a alors annoncé que le principe d'un règlement financier global était acquis, même si son montant n'avait pas été déterminé. Le lendemain, cette information faisait la première page de tous les quotidiens suisses. Ceux-ci soulignaient en particulier que, suite à ce rebondissement de dernière minute, les trésoriers locaux qui composaient la Commission de surveillance des banques suisses avaient décidé de prolonger leur moratoire sur les mesures de boycott jusqu'au 1^{er} mai 1998^{lvii}.

Autrement dit, les quotidiens suisses ont inscrit cette information dans la situation dont la polarisation et l'orientation avaient été déterminées les jours précédents. Dans la perspective de cette dernière, l'annonce faite par Stuart Eizenstat n'est pas apparue comme une surprise. Au contraire, elle a immédiatement été *reconnue* comme le *remplissement* d'un *horizon d'attente*, qui pouvait faire l'objet d'exclamations lapidaires, telles que « *Ils ont trouvé un accord !* » (*Le Matin*) ou « *Accord atteint* » (« *Accordo raggiunto* » : *Giornale del Popolo*). Cet événement a donc ordinairement été reçu comme le *tournant attendu* d'une intrigue, qui « *éloign[ait] les menaces de boycott* » (*24 Heures* et la *Tribune de Genève*) voire qui annonçait son dénouement : « *Un accord met fin au procès contre les banques suisses* » (*Le Temps* ; *L'Express* et *L'Impartial*)³⁴.

Ainsi, dès le lendemain de sa signature, l'accord annoncé entre les banques et les plaignants a été constitué par la presse suisse comme un *tournant* du débat, qui éclairait les actions menées jusqu'alors et ouvrait l'enquête sur de nouveaux questionnements. *Le Temps* s'est très explicitement appuyé sur ce rebondissement pour donner un coup de projecteur rétrospectif sur les développements du débat survenus les jours précédents. Le raisonnement déployé dans ses colonnes prenait pour point un « *manifeste antiboycott* » publié conjointement par les Gouvernements états-unien et suisse^{lviii}. Le correspondant parlementaire Ludovic Rocchi soulignait que le caractère exceptionnel de ce document tenait plus dans sa forme que dans son contenu : « *Il est exceptionnel que deux États signent ensemble une déclaration* ». Afin de retracer l'élaboration de cette intervention, le journaliste revenait sur quelques événements récents :

[P]our en arriver à une prise de position commune, il fallait d'abord que le ton monte en Suisse aussi. Les groupes parlementaires libéraux et radicaux s'en sont chargés la semaine dernière à Berne. Pour la première fois, des mesures de rétorsion contre les États-Unis ont été évoquées. Peu crédible du point de vue économique, cette agitation politique a « contribué à la rédaction de la déclaration », a affirmé le vice-chancelier de la Confédération Achile Casanova.

³³ Le terme de « peanuts » a régulièrement été utilisé pour désigner le montant d'un accord global chiffré en milliards de dollars. L'ironie de cette qualification reposait sur une mémoire du débat que les journalistes suisses tenaient pour acquise. En utilisant ce terme anglais, ils faisaient implicitement référence à l'usage qu'en avait fait, deux ans auparavant, le président du Conseil d'administration de l'UBS, Peter Studer pour qualifier les montants en déshérence dans les banques suisses.

³⁴ Dans le même sens, *Le Nouvelliste* (27.3.98) se demandait en première page si cet accord présageait « *[l]a fin d'un mauvais feuilleton* » avant d'annoncer en page internationale que « *[l]a guerre des nerfs [était] peut-être finie* ».

De source parlementaire, on indique que le chef de la task-force, Thomas Borer n'est pas étranger au coup de gueule des députés bourgeois.

Ainsi, *Le Temps* a très rapidement traité les rebondissements intervenus en marge de la réunion des trésoriers locaux comme autant d'indices d'une préparation minutieuse, assurée conjointement par les milieux diplomatiques et la droite parlementaire. Dans cette perspective, il apparaissait que les interventions de cette dernière avaient été méjugées. Ce constat formait le point de départ de l'éditorial dans lequel Daniel S. Miéville faisait l'apologie d'un « *coup joliment monté* »^{lix} :

On l'avait prise à première vue comme une rodomontade un peu puérile. La double proposition émise par les parlementaires radicaux et libéraux, de riposter par un contre-boycott aux menaces américaines de boycotter les banques suisses avait suscité plus de perplexité et de railleries que de réel intérêt. Les railleurs avaient tort. La déclaration commune faite simultanément à Berne et Washington par les gouvernements suisse et américain pour condamner les appels aux sanctions et au boycott et les qualifier d'injustifiés et contre-productifs le démontre a posteriori.

Ces deux interventions parlementaires n'étaient donc pas uniquement le fruit de l'irritation et de l'imagination de députés s'échauffant en vase clos mais s'inscrivaient dans une démarche politique concertée et calculée à différents échelons.

Ce raisonnement indiquait ainsi que les appels en faveur de mesures de rétorsion lancés par les parlementaires libéraux et radicaux n'engageaient pas uniquement leurs auteurs, mais contribuaient à une stratégie diplomatique, coordonnée par les plus hauts responsables de l'État national. Ces interventions avaient donc représenté et défendu un *intérêt public* que Daniel S. Miéville déclinait en deux volets complémentaires. D'une part, elles permettaient à la « *droite classique de réinvestir et d'occuper le champ de la dignité nationale bafouée* » et ainsi de « *coup[er] l'herbe sous les pieds des nationalistes et de l'UDC* ». D'autre part, elles propulsaient le « *Conseil fédéral [...] sur une scène d'où il était absent. En s'associant avec le gouvernement américain pour condamner les appels au boycott, le Conseil fédéral se donne l'apparence, pour l'opinion, de stigmatiser bien plus les menaces américaines de boycott [...] que les velléités helvétiques de rétorsion. En ce sens, c'est d'autant mieux qu'on n'ait guère pris celles-ci au sérieux* ».

Sitôt que l'annonce d'un accord était intervenue, sa portée et sa signification ont été interrogées. Cette exploration a éclairé d'un jour nouveau les enjeux relatifs à l'identification des agents qui représentaient légitimement la Suisse dans le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Ces personnages étaient associés à des activités telles que « *montr[er] la voie de la sagesse* », « *occuper le champ de la dignité nationale bafouée* » et « *stigmatiser [...] les menaces américaines de boycott* ». Cette mise en scène médiatique du débat a alors déterminé une situation dont l'organisation et l'orientation faisaient émerger l'étroite collaboration qui unissait les banques suisses, les partis bourgeois, la diplomatie et le Conseil fédéral. Plus largement, cette configuration signalait que l'intervention coordonnée de ces acteurs helvétiques sous-tendait l'émergence d'une alliance internationale, rassemblant les Gouvernements fédéraux suisse et états-uniens. Il était alors tenu pour acquis que leur union avait été scellée par leur opposition commune aux mesures de boycott.

La paternité de ces dernières était ordinairement attribuée au Congrès juif mondial et aux trésoriers locaux des villes et des États. En témoigne de manière particulièrement spectaculaire la photographie retenue par plusieurs quotidiens suisses pour illustrer leurs articles au lendemain de la signature d'un accord de principe annoncé par Stuart

Eizenstat³⁵. Cette image représentait le chef des finances de la ville de New York Alan Hevesi et le secrétaire général du Congrès juif mondial Israel Singer, debout l'un à côté de l'autre, derrière des chaises. A ce moment de la discussion, cette image apparaissait immédiatement comme une scène saisie lors de la réunion de la Commission de surveillance des banques suisses, qui s'était tenue la veille à New York. Or, elle mettait en scène la *proximité* qui unissait l'élus qui était considéré comme le principal responsable des menaces de boycott et le représentant de l'organisation à laquelle était attribuée la revendication d'un accord financier global. Leur union était signifiée physiquement par le rapprochement de leurs corps et de leurs visages, séparés par quelques centimètres seulement. Au premier coup d'œil, cette posture corporelle présentait la forme d'un échange entre *intimes*³⁶. Plus précisément encore, leur attitude mutuelle faisait immédiatement apparaître qu'Alan Hevesi *écoutait* attentivement ce qu'Israel Singer lui disait³⁷. La posture du premier signifiait l'attention qu'il prêtait aux propos du second : il était saisi la langue légèrement tirée, la tête penchée en avant, de manière à approcher son oreille gauche de la bouche de son partenaire. Complémentairement, ce dernier apparaissait en train de parler, le regard baissé, l'index levé, comme s'il donnait des consignes à son interlocuteur.

Cette description ne rend compte ni des relations qui unissaient Alan Hevesi et Israel Singer, ni de l'échange qu'ils entretenaient au moment où ils ont été photographiés. Par contre, elle indique comment les quotidiens ont exploité la composition de cette image pour attester, sous une forme immédiatement intelligible, la *complicité* qui était censée unir les trésoriers locaux et le Congrès juif mondial par l'intermédiaire d'Alan Hevesi. Plus encore, dans le cours de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi », la publication de cette image confirmait la relation hiérarchique qu'ils étaient supposés entretenir. L'organisation de ce cliché suggérait en effet que l'élus new-yorkais n'était qu'un relais, qui prenait discrètement ses ordres auprès du Congrès juif mondial (cf. 11.3.1, *supra*).

De la mise en scène d'un malentendu au durcissement d'un conflit international

En mettant en scène l'élaboration d'un terrain d'entente en vue d'un accord global, les quotidiens suisses ont interrogé rétrospectivement et prospectivement la représentation nationale déployée au cours de la controverse. Ainsi, dès le lendemain de la réunion de New York, les quotidiens ont signalé une controverse naissante, polarisée autour de l'identification des protagonistes engagés à contribuer financièrement au règlement du problème. Par exemple, cette question était au cœur de l'article rédigé par Maria Pia Mascaro, la correspondante du *Temps* à New York^{lx} :

Alors que les rumeurs sur la conclusion prochaine d'un accord se sont multipliées ces derniers jours en Suisse et aux États-Unis, la définition de « global » a été à nouveau sujette à

³⁵ Cette image est reproduite en annexe 34. Elle a été retenue notamment par *Le Temps*, *24 Heures* et le *Tribune de Genève*, *Le Nouvelliste*, *L'Express* et *L'Impartial*, le *Tages-Anzeiger*, le *Blick* et le *Giornale del Popolo*. Une photographie similaire a été publiée quatre mois plus tard par la *Basler Zeitung* (2.7.98) pour illustrer la levée du moratoire sur les sanctions (cf. 10.4.1, *infra*).

³⁶ La légende rédigée par *Le Temps* soulignait cette mise en scène du caractère confidentiel de l'échange : « Discussion en aparté : Alan Hevesi, chef des finances de la ville de New York (à gauche) en compagnie d'Israël Singer, secrétaire général du Congrès juif mondial ». Dans sa perspective d'inspiration éthologique, Erving Goffman a consacré de très belles pages aux « territoires du moi » et aux modalités de leur implication pour l'organisation et la manifestation des « signes du lien » qui unissent les partenaires d'une interaction (Goffman, 1973b [1971] : 43-72 ; 181-225).

³⁷ Cette répartition des tâches était soulignée par les légendes du *Blick* et du *Giornale del Popolo* qui notaient respectivement : « Israel Singer vom WJC bespricht sich mit New Yorks Kontroller Alan Hevesi (l.) » et « Israel Singer, segretario generale del Congresso Ebraico Mondiale conferisce con Alan Hevesi presidente della commissione al meeting di New York ».

de multiples et contradictoires interprétations jeudi [26 mars 1998]. [...] Les avocats des plaignants, Michael Hausfeld et Melvyn Weiss, n'excluaient plus une participation financière de la Banque nationale suisse (BNS) voire même de la Confédération. Ces déclarations ont semé une certaine confusion sur l'étendue de l'accord et le nombre de ses signataires. « Il ne s'agit pas que des fonds en déshérence, mais de biens spoliés, d'art volé, d'or nazi et du fruit du travail forcé », justifiait Mel Weiss. [...] Stuart Eizenstat déclarait en réponse à une question que la porte était « ouverte à d'autres pour qu'ils se joignent à l'effort des banques ». Au contraire, le Conseil fédéral ne cesse d'affirmer que pas un seul centime du contribuable ne sortira de Suisse pour un tel fonds de compensation.

Quant aux banques, elles ont maintes fois répété leur intention de ne pas payer pour des faits qu'on ne peut leur reprocher.

Très rapidement, la presse suisse a considéré que l'accord de principe signé par les banques, orientait la controverse vers un règlement financier global, dont la mise en œuvre soulevait la question des protagonistes qui seraient appelés à y contribuer. Il est alors apparu que l'accord soulevait une nouvelle controverse, qui opposait d'un côté les avocats des plaignants et le Congrès juif mondial, et, de l'autre, le Gouvernement états-unien le Conseil fédéral et les banques suisses. Moins d'une semaine après l'accord annoncé par Stuart Eizenstat, ces dissensions sont apparues publiquement à propos de la portée d'un accord, et notamment au sujet des acteurs engagés par sa signature. Afin de rendre compte de l'émergence de cette nouvelle polémique, *Le Temps* du 2 avril 1998 a retracé les circonstances exactes de la signature de l'accord et de son annonce, sous la plume d'Anne-Frédérique Widmann^{lxi} :

Récapitulons. Dans la journée du 26 mars, Israel Singer, le secrétaire général du CJM, et Stuart Eizenstat reçoivent une lettre de six lignes des banquiers suisses évoquant « une solution globale pour toutes les questions concernant directement les banques » et affirmant que la Commission Volcker en charge de faire toute la lumière sur les fonds en déshérence « était la clé de voûte de toute solution acceptable. » Le soir même, le sous-secrétaire d'État Stuart Eizenstat saluait un peu vite la conclusion d'un « accord global » devant mener à la création d'un « fonds d'équité » tandis que le CJM évoque une « victoire pour tous ». De leur côté, les banques suisses ne donnent aucune explication publique. Il faut attendre le lendemain soir pour qu'elles prennent enfin position. Dans un communiqué rédigé à Bâle et diffusé en Suisse uniquement, elles affirment que « toutes les questions ouvertes » ne peuvent « être résolues qu'en coopération avec la Commission Volcker. » Des officiels et des représentants des milieux juifs américains y virent le signe que les banques souhaitaient limiter toute résolution à la question des fonds en déshérence, à l'exclusion de celle des biens spoliés aux Juifs ou des achats d'or à la Reichsbank. Une plainte évoque même le travail forcé.

« Nous nous sommes engagés à discuter de tout, mais cela ne signifie pas que nous reconnaissons une quelconque culpabilité pour des questions que nous n'estimons pas nous concerner directement, explique une source bancaire qui préfère garder l'anonymat. [...] » En clair, si les banques suisses acceptent d'être clairement prises à partie pour la question des fonds en déshérence, un dossier entré dans la conscience du public en Suisse comme aux États-Unis, elles ne veulent rien avoir à faire avec d'autres dossiers laissés ouverts.

Moins d'une semaine après l'annonce retentissante d'un accord, les développements du débat ont mis en scène les malentendus dont il était potentiellement l'objet et qui retreignaient considérablement sa portée.

D'une part, la discussion a porté sur les circonstances dans lesquelles les négociations avaient été menées et sur le statut du document qui en était issu. A ce sujet, Anne-Frédérique Widmann notait par exemple que l'accord était l'aboutissement d'une procédure strictement confinée, au cours de laquelle les responsables des finances locales avaient auditionné, à tour de rôle et à huis clos, les protagonistes du dossier. Citant le porte-parole de l'UBS Robert Vogler, elle soulignait alors que cette démarche opaque n'avait pas débouché sur « un texte formel signé », mais sur « des notes rédigées à la main » auxquelles n'avaient eu accès que les acteurs directement concernés.

D'autre part, les développements du débat ont fait apparaître que la « globalité » de l'accord était sujette à caution, dès lors que les banquiers suisses refusaient d'assurer le règlement financier des dossiers dans lesquels ils n'étaient pas directement impliqués. En conséquence, l'accord qui prenait forme entre les banquiers et les plaignants ne pouvait pas constituer à lui seul le dénouement du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Au contraire, il était présenté comme le point de départ de nouvelles controverses, ouvrant la voie à une série de procédures similaires, impliquant les instances officielles suisses. A ce sujet, *Le Temps* a consacré un encadré aux différents aspects du « rôle de la Suisse, de ses banques et de son économie durant la guerre » qui étaient susceptibles « d'entraîner d'autres plaintes collectives ou individuelles ». Il énumérait la « [p]lainte collective contre des assurances-vie suisses et européennes » ; les « [p]laintes individuelles contre la Confédération pour sa politique de renvoi des réfugiés durant la guerre » ; les « objets d'art » et le « travail des prisonniers de guerre tombés aux mains des Allemands et qui ont travaillé dans des industries suisses ».

Au début du mois d'avril, l'attention de la presse suisse se concentrait cependant sur l'imminence d'une plainte collective contre la Banque nationale suisse (*Le Temps*, 2.4.98)^{lxii} :

« C'était prévisible ». Pour Jean-Pierre Roth, le vice-président de la direction de la Banque Nationale Suisse (BNS) la menace d'une plainte collective qui devait être déposée ces prochains jours contre son institut n'a rien de surprenant. « Les avocats des plaignants ayant réussi à se mettre d'accord avec les trois grandes banques, ils utilisent à présent les mêmes techniques pour faire pression sur la BNS. [...] »

La menace de cette nouvelle plainte collective est prise très au sérieux à Berne. Le gouvernement en a discuté hier et Kaspar Villiger, qui est en ligne directe avec les dirigeants de la banque centrale, a abordé les aspects juridiques d'une telle démarche. Tout comme le gouvernement américain, le Conseil fédéral est opposé à ce genre de mesures. En faisant ainsi pression sur la BNS, une institution publique, les avocats américains font cette fois-ci indirectement pression sur le peuple suisse.

Dans les discours de la presse suisse, le dépôt imminent d'une plainte contre la BNS a communément été présenté comme un rebondissement qui éclairait rétrospectivement les malentendus qui minaient un éventuel accord global entre les plaignants et les banques privées. Loin de marquer le terme de la controverse, il risquait d'encourager une multiplication des revendications portées à l'encontre des instances officielles suisses. En conséquence, moins d'une semaine après avoir manifesté leur soulagement à l'annonce de ce règlement financier, les commentateurs de la presse suisse ont fait part de nouvelles inquiétudes.

Dans l'éditorial du *Matin*, Jean-François Fournier mobilisait cette description de la situation pour poser un verdict péremptoire au sujet de l'extension du conflit : « *Attaquer la BNS, c'est [...] attaquer l'Etat lui-même, à travers l'émission de sa monnaie, la gestion de ses réserves d'or et, au-delà, de toute sa politique étrangère* »^{lxiii}. Dans cette perspective, ce développement de la situation transformait explicitement le problème « des fonds juifs et de l'or nazi » en une *affaire d'État*, dont le règlement impliquait une *intervention directe du Gouvernement*. En conséquence, l'éditorialiste interrogeait la stratégie suivie par le Conseil fédéral, qui excluait catégoriquement de participer aux négociations menées par les banques, les plaignants, les organisations juives et les autorités états-uniennes :

Quand le Conseil fédéral finira-t-il par comprendre que le mauvais scénario du film « L'or nazi » est arrêté depuis si longtemps qu'il n'est plus possible de le réécrire ? Quand les décideurs suisses s'apercevront-ils qu'une concession appelle aussitôt une autre demande ? Les sept Sages ne voulaient pas entendre parler d'accord global avec les parties juives du conflit, préférant se retrancher derrière la responsabilité des grandes banques commerciales. Or,

aujourd'hui, alors que se profile une plainte collective contre la Banque nationale suisse (BNS), on voit mal comment le gouvernement pourrait refuser le bras de fer plus longtemps.

Ce raisonnement aboutissait alors sur un appel invitant les autorités suisses à engager le combat au nom de la collectivité nationale. Dans les pages rédactionnelles du *Matin* cette perspective était synthétisée par un titre, formulé à la manière d'un mot d'ordre emprunté aux propos du vice-président du directoire de la BNS : « *Nous nous défendrons* ». Jean-François Fournier explicitait ce programme d'action en conclusion de son éditorial :

Berne se cache encore derrière le timide soutien du gouvernement américain, mais – et le nier ne servirait à rien – il lui faudra bien remonter en première ligne, oublier sa diplomatie molle, taper au besoin du poing sur la table. Les Sages n'ont rien à perdre : ils sont déjà dans le collimateur des organisations juives. Ils ont tout à gagner : un combat frontal vaut mieux désormais que cette guerre juridique larvée.

Dans cette perspective, un éventuel accord global entre les banques commerciales et les plaignants juifs n'était plus annonceur d'un règlement financier rapide « des fonds juifs et de l'or nazi ». Au contraire, il apparaissait comme un signe indu de faiblesse, qui risquait de susciter une salve d'attaques visant directement des institutions publiques. Autrement dit, ce tournant ne marquait pas un apaisement de la situation, mais un durcissement et un élargissement de ce qui était dès lors très explicitement considéré comme un *conflit international*, impliquant directement la Suisse en tant que *collectivité politique*.

De ce point de vue, cette inflexion du débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale pouvait être considérée comme l'indicateur d'une *recomposition de la scène diplomatique internationale*. Cette analyse était explicitement endossée par *Le Temps*, dont l'article principal mettait en scène un affrontement entre la Suisse et les États-Unis, sous un titre interrogatif : « *Où donc s'arrêtera la pression américaine ?* ». Parallèlement, l'éditorial signé Alain Campiotti élargissait le spectre des enjeux. Il commençait par affirmer que le développement de la situation révélait la duplicité du Gouvernement fédéral des États-Unis, placé en position de médiateur par l'entremise du Sous-secrétaire d'État Stuart Eizenstat :

S'il s'agissait d'un cirque, Stuart Eizenstat en serait le maigre dompteur. Il tend un sucre, donne un coup de fouet. L'animal affolé dans la cage, c'est la Suisse. [...] Un jour, l'homme aux fines lunettes nous félicite d'avoir rouvert nos livres d'histoire et nos livres de comptes ; le lendemain, il nous dit sèchement de faire encore un effort.

Cette manière de planter le décor des négociations en cours ne faisait cependant pas qu'éclairer les relations entre les acteurs particuliers engagés dans le règlement d'un problème spécifique. Immédiatement, Alain Campiotti élargissait le spectre de son propos pour en généraliser la portée :

Que fait finalement ce ministre américain au milieu de la scène ? Il affiche par sa seule présence que les États-Unis, forts de leur puissance, agissent à l'égard de la Suisse comme ils le font à l'égard de tous les États de sa stature [...] dictant des conduites sous la menace d'armes politico-judiciaires sophistiquées.

Dès lors, le propos se généralisait, de telle sorte que ce commentaire portant sur l'affaire « des fonds juifs et de l'or nazi » s'ouvrait sur une exploration de l'ordre international qui prenait forme « *Sous le fouet américain* » :

Le boycottage économique est devenu l'un des moyens favoris du magistère américain sur le monde. De la Suisse, les Etats-Unis veulent apparemment obtenir une réparation historique que des tiers en effet demandent, et que le pays, ses banques, une partie de ses citoyens, sont prêts à envisager de plusieurs manières. Est-ce tout ce que veulent les Américains ? Naturellement pas. L'histoire est faite de rapports de force économique-politiques entre faibles et forts. La Suisse, dans le domaine bancaire, par exemple, est un concurrent qu'il vaut mieux, du point de vue américain, voir affaibli plutôt que de le laisser se renforcer. Mais la pratique des sanctions – ou de la menace de sanctions, ce qui revient au même – a ses limites. [...] Car l'application impériale de mesures de boycottage commence à générer, dans de nombreux pays moins négligeables que la Suisse, une franche hostilité. On la mesure en Europe à propos des sanctions américaines brandies contre toute société étrangère qui commerçait avec l'Iran ou avec Cuba. Et le *Financial Times* remarquait l'autre jour que le jeu de ces pressions unilatérales (mises en œuvre par l'État fédéral ou des États fédérés) pourrait à la longue mettre en péril la politique étrangère américaine elle-même.

Sous ces descriptions, le développement des négociations, tendues vers l'établissement d'un accord global, conférait un regain de légitimité aux interprétations agonistiques du problème. En Suisse, même les commentateurs qui soutenaient jusqu'alors la légitimité des revendications présentées à l'encontre des institutions suisses ont commencé à interroger les intentions qui animaient leurs auteurs³⁸. Au fil de cette exploration, ils relevaient que les questions historiques et morales avaient été recouvertes par des enjeux économiques et financiers. En déployant ce raisonnement pratique, ils endossaient la conception – défendue de longue date par les tenants d'une approche agonistique – qui traitait « les fonds juifs et l'or nazi » comme un rapport de force entre places financières.

Synthèse du paragraphe 11.3.3

A la lumière de ces rebondissements, les éditorialistes s'accordaient pour considérer que les négociations en cours ne relevaient pas d'une simple affaire sectorielle, polarisée autour d'un contentieux privé, opposant des banquiers et leurs clients. Au contraire, le déroulement du débat était traité comme un affrontement opposant les États-Unis et la Suisse en tant que collectivités politiques³⁹. Dans cette perspective, de nombreux articles ont souligné les conséquences du déroulement des débats sur « les fonds juifs et l'or nazi » pour la représentation de la Suisse dans le monde. Les commentateurs ont alors pris appui sur ces descriptions pour interroger comment se répartissaient pratiquement les tâches entre les banques commerciales et les autorités fédérales. Plusieurs estimaient en particulier qu'en acceptant le principe d'un accord global, les banquiers privés avaient embrigadé la collectivité nationale dans des négociations dont le dénouement risquait d'apparaître comme une reconnaissance de culpabilité. Les analystes se rejoignaient alors pour considérer que la position de retrait adoptée jusqu'alors par le Conseil fédéral n'était plus tenable face à de tels enjeux. En conséquence, ils étaient nombreux à appeler

³⁸ A ce sujet, voir notamment l'article du *Tages-Anzeiger* au fil duquel Victor Breu se demandait explicitement quel dessein se cachait derrière une éventuelle plainte contre la BNS (*Kommt die US-Sammelklage gegen die Schweizerische Nationalbank? Welche Absicht steht hinter der Drohung*) (*Tages-Anzeiger*, 2.4.98 : « US-Politik der Ankündigungen soll den Druck auf die Schweiz steigern »).

³⁹ Par exemple, *Le Temps* a illustré son article principal du 2 avril 1998 en confrontant deux galeries de huit portraits. La première présentait « Des américains déterminés à aller jusqu'au bout pour obtenir des Suisses un règlement global » (Stuart Eizenstat, Alan Hevesi, Israel Singer, Michael Hausfeld, Edward Fagan, Alfonso D'Amato, Paul Volcker et Edgar Bronfman). La seconde désignait « Des Suisses constamment sur la défensive ou à la recherche d'un compromis » (Flavio Cotti, Thomas Borer, Rolf Bloch, Alfred Defago, Jean-François Bergier, Mathis Cabiallavetta, Rainer Gut et Jean-Pierre Roth). Pour sa part, *Le Nouvelliste* a alors élaboré une sous-rubrique intitulée « Suisse-États-Unis ».

explicitement le Gouvernement à sortir de sa réserve et à entrer de plein pied dans le conflit pour défendre la Suisse contre les attaques qu'elle subissait.

11.3.4 L'exploration rétrospective du débat et la composition de l'unité nationale

L'annonce que les banques suisses acceptaient le principe d'un règlement financier global, puis celle du lancement d'une plainte collective contre la BNS ont relancé l'exploration de la situation. Le surgissement de ces informations a éclairé les développements antérieurs des négociations. Mais il a également, suscité, organisé et orienté de nouvelles controverses. Celles-ci ont interrogé la place qui devait revenir aux autorités gouvernementales, aux élus régionaux, aux instances judiciaires, aux entreprises privées, aux profanes et aux citoyens ordinaires dans les dynamiques de problématisation et de publicisation de cet enjeu international. Il en a résulté l'élaboration pratique d'une *culture politique* dont la configuration s'est déclinée autour de trois axes complémentaires. Tout d'abord, les pressions exercées pour contraindre des institutions officielles helvétiques à participer aux négociations d'un accord global ont suscité une réprobation unanime en Suisse. Dès lors, les médias ont tenu pour acquis que ces exigences s'apparentaient à une forme inacceptable de « chantage ». Ensuite, ces prises de position ont fondé la mise en scène médiatique d'une collectivité politique unie pour refuser toute participation aux négociations menées en vue d'un règlement financier. Enfin, cette configuration a cependant laissé poindre une controverse dont le déroulement a fait émerger deux conceptions divergentes de la Suisse et de sa culture politique.

La légitimation rétrospective de la dénonciation d'un chantage

En Suisse, une indignation unanime a été soulevée par l'annonce qu'une plainte collective allait être lancée contre la BNS alors que les banques venaient d'accepter le principe d'un accord global. Dès les premiers jours d'avril, les quotidiens avaient réprouvé ce qu'ils présentaient comme des pressions et des attaques exercées par les États-Unis à l'encontre de la Suisse. Dans le sillage immédiat de ces premières réactions, la presse suisse a largement répercuté une interview accordée au *Tages-Anzeiger* (3.4.98) par Sigi Feigel, c'est-à-dire par un personnage qui est devenu, au cours de la controverse, une figure emblématique de la communauté juive de Suisse.

Le quotidien zurichois a pris position dans le débat en intitulant son article « 'On peut appeler cela du chantage' » (« *Man kann es Erpressung nennen* »)^{lxiv}. Ce faisant, il a accentué sur une brève séquence de l'entretien, au cours de laquelle l'interviewé était invité à revenir sur les propos que Jean-Pascal Delamuraz avait tenus plus d'un an auparavant (cf. 4.2.2, *supra*) :

Bundesrat Delamuraz hat von Erpressung gesprochen ? War das gar nicht so falsch ?

Als Bundesrat Delamuraz dieses Wort Benutzte, war es noch keine Erpressung, sondern eine faire, harte Verhandlung. Wenn jemand aber für das, was von amerikanischer Seite heute gefordert wird, den Ausdruck Erpressung gebraucht, habe ich dafür Verständnis. Es ist unannehmbar, dass man auf diese Art und Weise gegen einen Staat vorgeht, in welchem doch – und das muss jetzt wieder einmal gesagt werden – der Holocaust nicht stattgefunden hat. Es scheint in Amerika Mode geworden zu sein, die Schweiz als einen Lieferanten von Milliarden zu behandeln.

(Le conseiller fédéral Delamuraz a parlé de chantage. Est-ce que ce n'était donc pas si faux ?

Quant le conseiller fédéral Delamuraz a utilisé ce mot, ce n'était pas encore du chantage, mais une négociation loyale et dure. Mais j'ai de la compréhension si quelqu'un utilise l'expression chantage pour ce qui est exigé aujourd'hui par la partie américaine. Il est inacceptable de procéder de cette manière contre un État dans lequel – et cela doit encore être

répété maintenant – l'Holocauste ne s'est pas produit. C'est apparemment devenu la mode aux États-Unis de traiter la Suisse comme une pourvoyeuse de milliards.)

En synthétisant cette séquence pour la mettre en scène sous la forme d'une brève citation, le *Tages-Anzeiger* n'a pas seulement qualifié les développements de la situation. Il a mis en œuvre une mémoire commune du débat, pour légitimer rétrospectivement l'analyse controversée, promue plus d'un an auparavant par Jean-Pascal Delamuraz. Plus précisément, son titre mobilisait la notoriété d'une personnalité juive unanimement reconnue, pour lever le tabou qui frappait le terme de « *chantage* », et pour écarter les soupçons d'antisémitisme qui pesaient sur quiconque recourrait à cette terminologie.

Cette interview a été répercutée dans la presse suisse du 4 avril 1998, par le biais d'une dépêche de l'ATS, laquelle mettait principalement l'accent sur le programme d'action promu par Sigi Feigel (*Le Temps*, 4.4.98)^{lxv} :

Dans une interview au *Tages-Anzeiger*, le président d'honneur de la Communauté israélite de Zurich a de son côté jugé les dédommagements exigés par les organisations juives américaines « totalement exagérés ». [...]

« Aucune autre exigence ne doit être posée avant les résultats des commissions Bergier et Volcker. Le fait que le CJM en émette tout de même constitue une violation grossière du principe de confiance, qui justifierait une rupture des relations », estime Sigi Feigel. « Quand Edgar Bronfman, le président du CJM, menace la Suisse d'une « guerre totale » et cite en cela Goebbels [⁴⁰], il doit s'excuser ou démissionner », ajoute-t-il. Il est important que Berne explique aux citoyens américains qu'elle a pris toutes les mesures nécessaires pour clarifier son passé.

Dans la dépêche publiée par *Le Temps*, ce passage était placé immédiatement suite aux réactions émises par le Gouvernement suisse et la Banque nationale. Cet article commençait par signaler brièvement que la BNS entendait « *s'oppos[er] par tous les moyens juridiques à une plainte collective à son encontre* »^{lxvi}. Puis, il rapportait que, lors de l'émission « *10 vor 10* » diffusée le 3 avril par la télévision suisse alémanique, le président de la Confédération avait appelé à « *résister aux pressions* ». Le texte soulignait en particulier que Flavio Cotti s'était explicitement opposé à toute participation de la Suisse et de la BNS à une solution globale, dans laquelle il avait exclu d'engager de l'argent public. Cette composition faisait ainsi apparaître que les autorités suisses, la direction de la banque centrale et une figure éminente des communautés juives de Suisses formaient un front uni, pour appeler à la fermeté face à ce qui leur apparaissait comme des attaques états-uniennes^{lxvii}.

Deux jours plus tard, une nouvelle voix s'est jointe à l'unisson de ce concert d'oppositions contre des revendications formulées à l'égard de la Suisse et de sa banque centrale. Dans une longue interview publiée le 5 avril par la *SonntagsZeitung*, le président de la Commission Indépendante d'Experts, Jean-François Bergier, a estimé que de nouvelles exigences financières n'étaient pas fondées. En particulier, il a affirmé que le rapport que sa Commission s'appêtait à publier au sujet des transactions sur l'or allait « *couper l'herbe sous les pieds* » de ceux qui entendaient formuler de telles prétentions^{lxviii}. La presse du lendemain a largement repris les dépêches qui relataient cet entretien. Cependant, ces textes se concentraient moins sur les résultats des recherches de la Commission Indépendante d'Experts que sur la prise de position de son président au sujet des récents développements des débats. Ainsi, en titrant « *Bergier donne raison à JPD sur*

⁴⁰ Sur la référence à Goebbels au cours de cette controverse, voir la note 29, *supra*.

l'or nazi »^{lxix}, *24 Heures* et la *Tribune de Genève* ont surtout souligné que son appréciation légitimait rétrospectivement la configuration agonistique de la situation⁴¹ :

Jean-François Bergier [...] a semblé approuver dans un entretien avec la *SonntagsZeitung* les termes de « chantage » et « rançon » utilisés fin 1996 par l'ancien ministre de l'économie, Jean-Pascal Delamuraz, à propos d'une revendication d'organisations juives.

Lorsque le journaliste lui demande si les termes du ministre ne semblent pas finalement exacts, « alors qu'on a l'impression que seul l'argent intéresse dans ce débat », il lui répond : « Avez-vous jamais pensé qu'il n'avait pas raison ? »

« Il s'agit de formuler les choses de façon politiquement correcte, mais sur le fond, il me semble que la plupart des gens dans ce pays donneraient aujourd'hui raison à M. Delamuraz », affirme encore Jean-François Bergier. Rappelons que JPD avait qualifié de « chantage » et de « rançon » la demande d'organisation de mettre rapidement à disposition des survivants de l'Holocauste 250 millions de dollars. L'Agence juive, organisme paragon gouvernemental israélien avait alors qualifié les propos du ministre d'insulte à la mémoire des victimes.

La mise en scène de ce conflit – dont le déroulement appelait les autorités suisses à riposter – a été assurée par des opérations journalistiques qui ont propulsé sur le devant de la scène des tenants de la fermeté de deux personnages pourtant caractérisés par leur modération : Sigi Feigel et Jean-François Bergier. Au cours des entretiens publiés respectivement par le *Tages-Anzeiger* et par la *SonntagsZeitung*, ni Sigi Feigel, ni Jean-François Bergier n'ont spontanément mentionné les propos de Jean-Pascal Delamuraz. Ce sont les *journalistes* qui ont formulé des questions qui leur suggéraient la pertinence de cette référence pour interpréter les développements récents de la controverse⁴². De plus, dans les deux cas, les réponses apportées par les interviewés ont été retravaillées de manière à composer des titres qui leur faisaient endosser le point de vue de l'ancien président de la Confédération. Dans l'article du *Tages-Anzeiger*, Sigi Feigel faisait certes part de son indignation suite aux revendications financières brandies par le Congrès juif mondial. En revanche, il prenait ses distances à l'égard du programme agonistique défendu par Jean-Pascal Delamuraz. Il commençait par estimer que ce dernier avait utilisé le terme de « chantage » dans des circonstances qui ne le justifiaient pas. Il affirmait ensuite qu'il « *aurait de la compréhension* » si quelqu'un l'utilisait pour qualifier les développements survenus au moment de l'entretien. En revanche, à aucun moment il n'a affirmé directement « *On peut appeler cela du chantage* » (« *Man kann es Erpressung nennen* ») comme le suggérait la citation composée pour intituler l'article⁴³.

⁴¹ La version de cette dépêche d'agence durcissait sensiblement les propos extraits de deux tours de parole qui figuraient au milieu de l'entretien original publié par la *SonntagsZeitung* :

« *In der Holocaustdebatte hat man mehr und mehr den Eindruck, dass nur noch das Geld interessiert. Bekommt Alt-Bundesrat Delamuraz, der von "Erpressung und Lösegeld" sprach, nun doch noch recht?* »

Bergier: (lacht) Haben Sie je geglaubt, er habe nicht recht?

Das frage ich Sie, den Historiker und Bürger dieses Landes.

Bergier: Das war und ist doch vor allem eine Frage der politisch korrekten Formulierung. Inhaltlich habe ich auch zusehends den Eindruck, die meisten Leute in unserem Land, würden Delamuraz heute recht geben ».

⁴² Le texte de l'interview publiée par le *Tages-Anzeiger* indique que Barbara Hasler a introduit ce thème par la question suivante : « *Bundesrat Delamuraz hat von Erpressung gesprochen ? War das gar nicht so falsch ?* ». Dans la *SonntagsZeitung*, Niklaus Ramseyer a proposé à Jean-François Bergier de revenir aux propos de l'ancien conseiller fédéral pour éclairer le déroulement de la controverse : « *In der Holocaustdebatte hat man mehr und mehr den Eindruck, dass nur noch das Geld interessiert. Bekommt Alt-Bundesrat Delamuraz, der von "Erpressung und Lösegeld" sprach, nun doch noch recht?* »

⁴³ Pour une analyse des stratégies médiatiques de citation, voir le travail de Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu (1989, 129-149). Cette citation de Sigi Feigel est particulièrement complexe. A la lumière de l'entretien, sa composition peut être attribuée à la rédaction du *Tages-Anzeiger*. Par le recours aux guillemets, celle-ci en assigne cependant la paternité à son interviewé, Sigi Feigel. Cette opération de

De même, à aucun moment Jean-François Bergier n'a « *donn[é] raison à JPD sur l'or nazi* » comme l'affirmait le titre de *24 Heures* et de la *Tribune de Genève*. Au cours de l'entretien publié par la *SonntagsZeitung*, le président de la Commission Indépendante d'Experts a commencé par retourner la question que lui posait le journaliste en demandant si *ce dernier* n'avait « *jamais pensé qu'il [JPD] n'avait pas raison* ». L'interviewer revenant à la charge, Jean-François Bergier s'est défaussé une seconde fois, en estimant que « *la plupart des gens dans ce pays donneraient aujourd'hui raison à M. Delamuraz* », sans pour autant indiquer explicitement son opinion personnelle à ce sujet. Pourtant, suite à cet entretien, les médias ont communément attribué à Jean-François Bergier une analyse de la situation qui coïncidait avec la conception agonistique promue par Jean-Pascal Delamuraz. La constitution ordinaire de cet accord ressort de manière particulièrement spectaculaire de la séquence introductive à une interview de Jean-François Bergier, menée par Anne-Frédérique Widmann (*Le Temps*, 7.4.98) :

Le Temps : Dans la *SonntagsZeitung*, vous avez donné raison à Jean-Pascal Delamuraz qui, il y a une année, utilisait le mot de chantage en relation avec l'affaire des fonds juifs. En tant que président d'une commission indépendante d'experts, comment pouvez-vous vous permettre une telle déclaration ?

Jean-François Bergier : - Je ne suis pas seulement historien, je suis également un citoyen et en tant que tel, j'ai parfaitement le droit de m'exprimer et de constater que l'avis de Jean-Pascal Delamuraz correspond à un sentiment général en Suisse. Je n'ai d'ailleurs pas prononcé le mot de chantage même si ce qui se passe possède parfois des colorations qui peuvent y faire penser.

La question formulée par Anne-Frédérique Widmann prenait pour point de départ l'opinion communément attribuée à Jean-François Bergier au sujet de « *l'affaire des fonds juifs* ». Elle tenait pour acquis que ce dernier avait « *donné raison à Jean-Pascal Delamuraz qui, il y a une année utilisait le mot de chantage [...]* ». Elle interrogeait alors la légitimité d'une telle prise de position de la part du « *président d'une commission indépendante d'experts* »⁴⁴. Cette question appelait donc une *justification*, qui n'avait pas vocation à mettre en cause le savoir partagé mobilisé pour fonder la question, sa pertinence et sa légitimité. Si Jean-François Bergier entendait contester l'opinion qui lui était attribuée par cette entrée en matière, il devait rompre le cadre et le déroulement de l'interview. Concrètement, pour manifester pratiquement une telle désapprobation, il aurait dû refuser de répondre, de manière à interroger les fondements mêmes de la question qui lui était adressée.

La force pragmatique de cette contrainte séquentielle a été confirmée par la suite de l'entretien, dès la réponse formulée par Jean-François Bergier. Certes, celui-ci s'est efforcé de nuancer le propos, rappelant qu'il s'était contenté de « *constater que l'avis de Jean-Pascal Delamuraz correspond[ait] à un sentiment général en Suisse* », et qu'il n'avait « *d'ailleurs pas prononcé le mot de chantage* ». Cependant, ce *contenu* de sa réplique n'a pas infléchi l'orientation de l'entretien. Son déroulement était organisé de telle sorte qu'il

citation et sa mise en scène discursive n'indiquent cependant pas une prise de distance du discours rapportant à l'égard du discours rapporté. Par ce travail le *Tages-Anzeiger* conforte plutôt sa prise de position dans le débat. Il la légitime par une citation, qui lui confère une notoriété et une autorité empruntées à un personnage unanimement reconnu.

⁴⁴ La présentation successive des entretiens réalisés par le *Tages-Anzeiger*, la *SonntagsZeitung* et *Le Temps* indique que la constitution du savoir partagé est relativement indépendante des jugements et des évaluations normatives portées à son égard. Que ce soit pour en affirmer ou pour en contester la légitimité, les uns et les autres ont traité comme allant de soi le fait que les autorités et les personnalités suisses considéraient les revendications formulées à l'égard de la Suisse comme un chantage auquel il convenait de riposter.

suffisait que Jean-François Bergier *réponde* à cette question, pour endosser le point de vue qui lui était attribué. En conséquence, la journaliste pouvait ignorer les rectifications apportées par son interlocuteur et enchaîner en lui demandant : « *Ne craignez-vous pas les conséquences de votre prise de position ?* ». Dès lors, il pouvait être tenu pour acquis que *Jean-François Bergier avait rejoint les rangs des promoteurs du programme conflictuel initié par Jean-Pascal Delamuraz.*

A ce moment de la controverse, une telle prise de position se traduisait par la manifestation d'une ferme opposition au développement des démarches judiciaires entreprises par les plaignants à l'encontre la Banque nationale suisse. Dans les colonnes du *Temps*, cette configuration était mise en scène dès le surtitre de l'article : « *Selon Jean-François Bergier, [...] il n'est pas justifié que la Banque Nationale Suisse fasse l'objet d'une plainte collective* ». Au cours de l'entretien, une séquence était spécifiquement consacrée à cette question, qui soulevait explicitement la question des rôles respectivement dévolus aux instances publiques et privées dans le déroulement des négociations. Pour introduire ces enjeux, la question formulée par Anne-Frédérique Widmann reprenait le titre de l'interview que Jean-François Bergier avait accordée à la *SonntagsZeitung* :

– [V]ous avez déclaré que le rapport sur l'or que s'apprête à rendre public votre commission « coupera l'herbe sous le pied » de ceux qui songeraient à de nouvelles revendications financières contre la Suisse.

– C'est une manière de dire que je ne vois pas comment notre rapport pourrait encourager le dépôt d'une plainte collective contre la BNS. Sur un plan juridique, je doute que l'on puisse associer cette banque, et à travers elle, l'Etat fédéral, à l'accord global [...]. En effet, je ne vois pas comment un consortium de personnes privées pourrait déposer une plainte collective contre une institution publique étrangère : la BNS ne traite pas d'affaires privées, elle n'a aucun compte à rendre à des individus.

Synthèse de l'analyse

Suite au lancement d'une plainte collective contre la BNS, les quotidiens suisses s'accordaient pour considérer la tentative d'impliquer la Banque nationale dans la négociation d'un règlement financier comme une attaque dirigée contre la Suisse en tant que collectivité politique. En conséquence, ils tenaient pour acquis que ce tournant des discussions donnait rétrospectivement raison à l'interprétation agonistique défendue par Jean-Pascal Delamuraz. Les propos de ce dernier ont notamment été légitimés par la mobilisation de noms propres ordinairement associés à la modération et à la pondération communément valorisée suite au durcissement du débat (cf. 6.3, *supra*). Cette mise en scène suggérait que *même* Sigi Feigel et Jean-François Bergier considéraient que les pressions exercées à l'encontre de la Banque nationale pouvaient être considérées comme une forme de chantage. Les prises de position de ces deux personnages revêtaient alors une signification et une portée considérable.

Au fil des discussions, Sigi Feigel était progressivement devenu l'une des incarnations du travail de *médiation* communément attribué aux juifs de Suisse (cf. 5.1.2, *supra*). En conséquence, les médias qui ont affirmé que ce personnage était sorti de sa position d'intermédiaire, ne se sont pas contentés de lancer une opération de légitimation normative, consistant à affirmer qu'« *[o]n peut appeler cela du chantage* ». Ce faisant, ils ont surtout mis en scène un tournant irrévocable de la controverse, signalant que les revendications avaient outrepassé les limites de l'acceptable, de telle sorte qu'il était devenu impossible de persévérer sur la voie des négociations⁴⁵. Plus encore, en

⁴⁵ Parallèlement aux réactions de Flavio Cotti et de la Banque nationale suisse, la *NZZ* (4.4.98) a publié en rubrique économique une prise de position, significativement intitulée « *Les limites sont atteintes* » (*Die*

catégorisant Sigi Feigel en tant que membre de la communauté juive de Suisse, les quotidiens ont définitivement lavé le soupçon d'antisémitisme qui pesait sur la prise de position de Jean-Pascal Delamuraz et, plus largement, sur l'adoption du programme agonistique. Dès lors qu'« *[u]n responsable israéliite tan[çait] le Congrès juif mondial* » (24 Heures et la Tribune de Genève, 4.4.98), il devenait possible de s'opposer frontalement aux organisations juives sans pour autant risquer l'opprobre d'une désignation infamante.

De manière similaire, les médias ont réservé une place particulière à l'intervention de Jean-François Bergier. De la sorte, ils ont mis en évidence la prise de position d'un personnage qui s'était jusqu'alors scrupuleusement tenu au devoir de réserve exigé par ses fonctions. Ainsi, les quotidiens ont suggéré que les développements de la situation interdisaient aux Suisses de faire preuve de retenue et les contraignait à s'engager dans le débat en tant que citoyens⁴⁶. Autrement dit, la mise en scène médiatique de la prise de position du président de la Commission Indépendante d'Experts suggérait que les négociations en cours impliquaient la Suisse en tant que collectivité politique. Ce qui revenait à dire que « les fonds juifs et l'or nazi » constituaient un public unifié de citoyens suisses, appelés à suivre l'exemple de Jean-François Bergier. Concrètement, ils étaient donc invités à sortir de leur réserve, à faire taire leurs divergences, et à s'aligner derrière leurs autorités pour s'opposer aux pressions exercées contre la Banque nationale.

La mise en scène médiatique de l'unité nationale suisse

En quelques semaines, la situation configurée par les médias appelait les Suisses – c'est-à-dire les autorités politiques, les responsables de la banque nationale, les représentants des banques suisses et les citoyens ordinaires – à entrer dans le conflit et à lancer une riposte. Dès lors, les quotidiens suisses ont mis en scène la constitution d'un front commun. Ils ont relevé la cohérence et la constance dont faisaient preuve les autorités suisses. Ils ont systématiquement répercuté les prises de positions du Conseil fédéral, de la Task Force et de la Banque nationale, qui affirmaient régulièrement leur refus irrévocable de participer à un accord global^{lxx}. Plus largement, les médias ont mis en scène l'unanimité des Suisses en faveur d'une politique de ferme résistance aux revendications formulées aux États-Unis.

Par exemple, la presse du 2 mai 1998 a signalé que la Fédération suisse des communautés israéliites et l'ensemble des partis politiques gouvernementaux s'opposaient à la signature d'un accord global impliquant la Confédération. A cette occasion, *Le Temps* a mis en scène l'émergence d'une *unité nationale* en s'appuyant sur l'opposition unanime des Suisses à toute contribution de la Confédération à un règlement financier. En rubrique *Suisse*, le correspondant parlementaire Sylvain Besson a signé un long article qui couvrait trois quarts de page sous le titre : « *Les juifs de Suisse rejettent l'accord global négocié par les banques* »^{lxxi}. Ce texte était illustré par un portrait de Rolf Bloch. Prise en légère contre-plongée, cette photographie le présentait debout, en train de parler, entouré par deux journalistes qui prenaient des notes. La légende précisait à quel titre ce personnage était ainsi propulsé au cœur de l'actualité : « **Rolf Bloch**, président de la Fédération des communautés israéliites, s'est distancié, vendredi à Berne, du Congrès juif mondial et des

Grenzen sind erreicht), signée Jacques Rossier, « co-détenteur » (*Mitinhaber*) de la banque privée genevoise Darier Hentsch & Cie.

⁴⁶ Cette catégorie de « citoyens suisses » a été explicitement mise en scène au cours de l'entretien publié par *Le Temps*. D'abord dans le passage où Jean-François Bergier affirmait qu'il était « un citoyen et qu'en tant que tel [il avait] parfaitement le droit de [s']exprimer ». Ensuite dans une séquence introduite par une question posée par Anne-Frédérique Widmann : « Vous avez également déclaré 'travailler pour la Suisse'... » et prolongée par la réponse de Jean-François Bergier : « Mais c'est vrai ! Notre tâche est d'éclairer le passé de la Suisse. Ce que les Américains penseront est secondaire. Ce qui m'importe, c'est que les Suisses comprennent l'histoire de leur pays ».

« négociations en cours aux États-Unis pour parvenir à un accord global avec les banques suisses ».

Ainsi, un mois après l'intervention de Sigi Feigel, les médias suisses ont largement rapporté que Rolf Bloch – et la Fédération suisse des communautés israélites qu'il présidait – avaient pris position dans le débat polarisé autour du règlement financier. Suite au dépôt de la plainte collective contre la Banque nationale, les responsables de la communauté juive ne sont plus apparus comme des intermédiaires, chargés d'assurer la médiation entre les parties en conflit. Au contraire, ils ont été présentés comme des alliés du Conseil fédéral, étroitement associés aux acteurs helvétiques qui avaient réprouvé les exigences brandies à l'encontre de la Confédération, et qui s'étaient opposés à toute participation financière de cette dernière. L'article publié par *Le Temps* mettait l'accent sur ce renversement de situation dès son paragraphe introductif :

Pour la première fois, les principaux membres de la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI) ont tenu à exprimer publiquement, vendredi [1^{er} mai 1998], leur soutien au Conseil fédéral dans la question des fonds en déshérence, après une rencontre avec le président de la Confédération, Flavio Cotti. « Il serait imprudent que la Suisse cède à la pression en s'associant à un éventuel accord global entre les banques et les plaignants américains » a déclaré à Berne Rolf Bloch, président de la FSCI, en référence aux négociations actuellement en cours aux États-Unis.

L'article du *Temps* apportait immédiatement une réponse à cette interpellation des autorités fédérales, en rappelant la position catégorique du Conseil fédéral à ce sujet :

« Le gouvernement ne participera pas financièrement à ce soi-disant règlement global, affirme Linda Shepard, porte-parole de la Task Force sur les fonds en déshérence. Il n'a pas été sollicité par les banques dans cette solution de compromis. Le moment venu, il examinera la question en tenant compte de l'intérêt général de la Suisse. » Et, sans doute, en tenant compte aussi de la situation politique interne : pour l'instant, les grands partis sont très réticents à toute idée de soutien, même politique, à un tel accord (lire ci-dessous).

Au terme de l'article, cette mise en scène de l'unité nationale, constituée par opposition à toute participation de la Suisse à un accord global, était parachevée par un intertitre sans équivoque : « *Les grands partis s'opposent à toute participation. Des socialistes à l'UDC, l'accord global fait l'unanimité contre lui* ». Le texte qui suivait soulignait que les représentants des partis gouvernementaux faisaient front face au risque de voir la Confédération se faire entraîner dans les négociations financières engagées par les banquiers :

En négociant un règlement global aux États-Unis pour écarter définitivement le spectre de sanctions et d'une opposition des États à la fusion de la SBS-UBS, les grandes banques suisses ont réussi à créer l'union sacrée contre elles au sein des principaux partis suisses.

L'organisation discursive des articles publiés par le *Temps* a systématiquement effacé les divergences qui opposaient les protagonistes helvétiques, de manière à mettre en évidence l'unanimité de leur opposition aux négociations financières engagées par les banques. De manière similaire, tous les quotidiens suisses ont relevé l'émergence d'un front unifié rassemblant, sous la houlette du Conseil fédéral, le président de la Commission Indépendante d'Experts, les représentants de la communauté juive de Suisse, et ceux des principaux partis politiques. Cependant, à ce moment de la discussion, la plupart des articles signalaient également que ce refus univoque était fondé sur l'invocation de motifs contrastés. La mise en évidence de ces divergences laissait alors poindre l'émergence d'une controverse nationale, portant sur la manière d'articuler les intérêts de la Suisse et ceux de ses banques.

Deux conceptions divergentes de la collectivité suisse et de sa culture politique

Au printemps 1998, il est progressivement apparu que les négociations conduites par les banques privées en vue d'aboutir à un accord global avec les auteurs des plaintes collectives risquaient d'engager la BNS et la Confédération dans un règlement financier. Face à cette situation, les médias helvétiques ont considéré que les pressions exercées en ce sens relevaient d'une forme de chantage et ils ont souligné que l'engagement de fonds publics dans une solution financière était unanimement réprouvé. Pour mettre en scène la robustesse de cette unité nationale naissante, la presse suisse a accordé une place prépondérante aux arguments développés par la FSCI et par le Parti radical-démocratique, qui se rejoignaient pour opposer un refus catégorique à toute participation de la Suisse à un accord global. Cependant, cette conclusion commune était fondée sur des principes divergents, voire incompatibles.

Le raisonnement développé par la FSCI pouvait être assimilé aux articulations principales du dispositif de « *responsabilité morale* » (4.2.4, 5.1.1 et 6.2, *supra*). Elle estimait en effet que l'engagement de fonds publics dans une solution financière serait notamment fatale « *au travail historique primordial entamé par la commission Bergier, [qui] serait relégué au second plan (La Liberté, 2.5.98) :*

Dans toute cette affaire, la Fédération attache une valeur « éthique et morale » à la restitution des biens et à l'aide aux victimes, mais surtout à l'analyse historique de la politique suisse durant la guerre, qui doit permettre de tirer des leçons pour l'avenir. A ne parler que d'argent, on oublie l'essentiel.

Les représentants de la communauté juive de Suisse craignaient donc que les questions historiques et morales soulevées au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » soient « *mises sous le tapis par un soi-disant accord global* ». De plus, ils estimaient que toute concession dans le sens d'une contribution financière de la Confédération « *minerait le projet, déjà vacillant, de la Fondation de solidarité. [...] 'Si la Confédération s'implique, il lui faudra payer des montants très importants, a estimé Claude Nordmann, de la FSCI. La population ne comprendrait pas pourquoi elle devrait passer à la caisse une seconde fois pour la Fondation de solidarité' (Le Temps, 2.5.98)*. En conséquence, les responsables de la FSCI appelaient les autorités à strictement distinguer les intérêts des banques privées et les enjeux concernant la Suisse en tant que collectivité politique. En ce sens, leur raisonnement rejoignait celui développé au même moment par le secrétaire général du Parti socialiste suisse, Jean-François Steiert, qui considérait qu'il fallait « *éviter à tout prix de faire un amalgame entre ce qu'ont fait les banques, l'État suisse ou les assurances. Cela n'exclut pas que la Confédération ou la Banque nationale fassent encore un geste* » (Le Temps, 2.5.98)

Pour sa part, le Parti radical-démocratique s'est manifesté par la voix de son président, Franz Steinegger. Celui-ci a lancé une interpellation parlementaire fondée sur un raisonnement qui reprenait les principales articulations du programme agonistique élaboré par deux autres radicaux : Jean-Pascal Delamuraz et Carlo Jagmetti (4.2.2 et 5.2.1, *supra*). Le correspondant parlementaire de *24 Heures* Denis Barrelet a consacré un long article à cette prise de position⁴⁷. Son texte soulignait que, dans la perspective du président des

⁴⁷ Denis Barrelet était lui-même l'un des principaux promoteurs de cette approche conflictuelle (6.1, *supra*). Ce jour-là, il signait également l'éditorial de *24 Heures* (2.5.98). Sous le titre « *Défendre la Suisse* », il estimait qu'il « *[était] temps que le Conseil fédéral reprenne l'offensive et signifie au Gouvernement américain son étonnement devant le jeu de ce sous-secrétaire d'État [Stuart Eizenstat] qui souffle sur la braise et agit directement contre la Suisse. D'autre part, on attend des banques qu'elles ne lâchent pas trop vite, par simple calcul commercial, et sans égards pour les conséquences d'une telle attitude pour le pays* ».

radicaux, les pressions exercées contre les banques concernaient directement la Suisse. À l'inverse des représentants de la communauté juive de Suisse, il estimait donc que les intérêts économiques des banques étaient indissociables des intérêts diplomatiques de la Suisse. Comme l'indiquait le titre de l'article, Franz Steinegger demandait donc au Conseil fédéral « *de ne plus regarder les négociations de Washington comme une affaire privée* ». En conséquence, il invitait le Gouvernement à entrer dans le conflit pour s'opposer fermement à toutes les revendications qui, selon lui, concernaient indistinctement les banques privées et la Confédération^{lxxii} :

Le président des radicaux suisses, l'Uranais Franz Steinegger, suggère au Conseil fédéral de prendre un arrêté empêchant les banques qui auraient été forcées de signer des transactions à Washington sous la menace de verser les sommes convenues. Il demande aussi au gouvernement de placer dans la compétence du Parlement tout versement que la Banque nationale ferait dans ce cadre.

Dans sa perspective, la participation des banques privées à l'élaboration d'un accord global engageait la Banque nationale et donc la Confédération. Selon lui, ces discussions revêtaient donc un caractère politique. Il estimait même qu'elles pouvaient être « *assimilées à une renégociation de l'Accord de Washington de 1946 qui ne di[sait] pas son nom* ». En conséquence, le président des radicaux appelait la Confédération à mettre sa diplomatie au service des intérêts financiers des banquiers :

Pour Franz Steinegger, le Conseil fédéral a tort de considérer les négociations en cours aux États-Unis comme une affaire purement privée ne regardant que les banques. Il a tort de les séparer de la politique. Le temps est venu au contraire de coordonner économie et politique. [...]

Concrètement, le président du Parti radical-démocratique imagine un arrêté du Conseil fédéral fondé sur l'article 102 de la Constitution fédérale, qui permettrait au Conseil fédéral de prendre des mesures même sans base légale lorsqu'il s'agit de sauvegarder les intérêts de la Confédération au dehors. [...]

Dans les bureaux de l'administration à Berne, la démarche du président Steinegger a été accueillie avec intérêt.

Cette intervention a explicité un programme d'action ébauché deux mois auparavant lorsque, à l'instigation de la Task Force, les parlementaires radicaux et libéraux avaient proposé de lancer un contre-boycott visant les intérêts états-uniens en Suisse. Leur initiative avait alors immédiatement été suivie d'une déclaration commune des Gouvernements suisse et états-unien contre toutes les mesures de boycott. Les commentateurs avaient considéré que cette séquence révélait que la défense des intérêts helvétiques était assurée par un réseau émergent, qui rassemblait le Conseil fédéral, les instances diplomatiques, les banquiers et les parlementaires bourgeois (cf. 11.3.2, *supra*). Deux mois plus tard, l'intervention de Franz Steinegger n'a pas seulement confirmé la composition de cette alliance chargée de représenter la Suisse dans les négociations en vue d'un accord global. Il a ajouté que l'action de ce collectif devait défendre indifféremment les intérêts économiques des banquiers et les intérêts diplomatiques de la Suisse. Ce qui revenait à promouvoir explicitement l'établissement d'un lien métonymique entre la réputation de la Suisse et les montants que les plaignants réclamaient aux banquiers en raison de leurs agissements durant la Seconde Guerre mondiale (cf. 8.2.1, *supra*).

Synthèse du paragraphe 11.3.4

Au printemps 1998, l'examen rétrospectif des événements a fait émerger une collectivité unie pour s'indigner face à une situation dont le développement réhabilitait le programme agonistique promu par Jean-Pascal Delamuraz. En revanche, l'enquête

prospective lancée au sujet du dénouement de l'intrigue « des fonds juifs et de l'or nazi » a fait émerger des divergences concernant la composition de la collectivité nationale et l'institution de sa culture politique. Deux raisonnements divergents se sont opposés à ce sujet. La FSCI et la gauche politique distinguaient les négociations financières menées par les banquiers et le traitement des enjeux historiques et moraux. Selon eux, le règlement de ces derniers impliquait un geste de réparation décidé par les autorités politiques, sur la base des résultats des recherches historiques. À l'inverse, le Parti radical-démocratique considérait que les pressions exercées sur les banques privées au cours des négociations de l'accord global concernaient directement la collectivité politique suisse. En conséquence, il appelait le Conseil fédéral à s'engager dans le débat, pour signifier son opposition à tout versement financier – qu'il provienne des banques ou d'une institution publique – susceptible d'être interprété comme un aveu de culpabilité de la Suisse.

La presse suisse a relayé ces deux manières de concevoir le règlement « des fonds juifs et de l'or nazi ». En revanche, elle n'a jamais signalé les divergences qui les opposaient, ni alimenté la polémique à laquelle cette opposition aurait pu donner lieu. Au contraire, elle a mis en scène l'unité nationale qui se cristallisait autour d'une opposition unanimement exprimée à l'encontre de la tournure financière des tractations menées aux États-Unis. Cette configuration de la situation plaçait les banques dans une situation extrêmement inconfortable. D'un côté, elles avaient financièrement intérêt à signer rapidement un arrangement global avec les plaignants et les organisations juives, de manière à mettre un terme aux menaces de boycott brandies par les trésoriers locaux. De l'autre, en prenant part à ces négociations, elles prenaient le risque d'être accusées par la droite politique suisse de céder à un marchandage financier qui exposait la Banque nationale à des revendications financières, contraignant du même coup la Confédération à reconnaître publiquement une culpabilité.

À ce moment de la discussion, la situation était donc déterminée de telle sorte que les banquiers suisses étaient confrontés à un dilemme insoluble. Soit ils poursuivaient les négociations en vue de l'accord global de manière à sauvegarder leurs intérêts financiers, ce qui les exposait à être accusés par leurs alliés politiques traditionnels de mettre en péril la réputation des institutions fédérales. Soit ils s'alignaient derrière les représentants de la Suisse qui s'opposaient à tout règlement financier, prenant ainsi le risque d'être exclus du marché états-unien des fonds de pension, ce qui mettait en péril l'ensemble de leurs activités outre-Atlantique.

Face à cette alternative dont chaque terme mettait en jeu les fondements mêmes de leur activité, les banquiers ont introduit un net clivage entre les activités qu'ils menaient aux États-Unis et ce qu'ils en disaient en Suisse. Ils ont poursuivi les négociations qu'ils avaient entamées avec les plaignants et les organisations juives, mais ils ont cessé de commenter leurs développements sur la place publique helvétique. Dès lors, une stricte confidentialité a entouré les négociations secrètes d'un accord global, censé mettre un terme au problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Autrement dit, le dénouement des questions relatives au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale a pris forme dans le plus strict confinement, à l'abri des regards des profanes et des citoyens ordinaires, et donc à l'écart de tout contrôle démocratique.

11.3.5 Les négociations secrètes instituées comme fil conducteur de l'intrigue médiatique

L'entrée en vigueur du second moratoire sur le boycott des banques suisses, le lancement d'une plainte collective contre la BNS, et les réactions suscitées par ces deux mesures ont relancé la problématisation et la publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi ». Ces échanges ont polarisé et orienté une situation qui a institué des *négociations*

secrètes, menées par des *entreprises privées* et les représentants de leurs clients, en tant qu'arène légitime pour l'élaboration et le traitement d'un *problème public*. Pour élucider une telle configuration, l'analyse retracera des dynamiques qui ont systématiquement rompu les distinctions scolastiques qui définissent le *public* par opposition au *secret* et au *privé*. De ce point de vue, l'analyse pragmatique des procédures de problématisation et de publicisation est particulièrement riche d'enseignements. Elle permet, en effet, d'observer et de décrire l'institution pratique d'une culture politique, dont la configuration a renvoyé la publicisation et le traitement d'un enjeu international à un rapport de force confidentiel, qui opposait des instances privées⁴⁸.

La polarisation médiatique d'une confrontation internationale

Dès lors que le principe d'un accord global était adopté, les débats ont porté sur la détermination de son *montant* et sur l'identification de ses *contributeurs*. Autrement dit, la controverse a été relancée au sujet des conditions auxquelles un versement financier vaudrait en tant que règlement définitif, et des acteurs qui pourraient s'en prévaloir pour réparer les conséquences de leurs actes passés. A ce moment de la controverse, le traitement pratique de ces questions était renvoyé aux *négociations secrètes* – conduites sous la houlette de Stuart Eizenstat – entre les banquiers suisses, les avocats de leurs clients victimes de l'Holocauste et les organisations juives. La confidentialité absolue qui entourait ces tractations a eu pour conséquence que leur déroulement a donné lieu à des comptes rendus médiatiques irréguliers, publiés au gré des confidences épisodiques concédées par les participants.

Le 25 avril 1998, la rubrique économique de la *NZZ* a dévoilé le document qui établissait les conditions cadres définies par les banques, les avocats des plaignants et les organisations juives pour orienter les négociations qu'ils allaient entamer le surlendemain. Selon la *NZZ*, onze principes étaient rassemblés en un document de quelques pages, intitulé « *Structure for settlement of Swiss Bank Class actions and related issues* ». L'article mettait l'accent sur la portée politique du troisième point, aux termes duquel les Gouvernements suisse, états-unien et israéliens devraient s'engager à respecter l'accord^{lxxiii} :

Von politischer Brisanz ist der dritte Punkt : die Einbindung Dritter. Gemäss Papier müssen sich beim Vergleich vorgängig folgende Staaten und Organisationen verpflichten, diesen gleichsam mitzutragen (will agree in advance to file statements with the court endorsing the settlement in all respects) : Die Regierungen der USA, der Schweiz und Israels, der World Jewish Congress, die World Jewish Restitution Organisation (WJRO) (and each of its members), die Jewish Agency, die Anti-Defamation League, das Wiesenthal Center, das American Jewish Committee und B'nai Brith International.

(Le troisième point est politiquement explosif : l'inclusion des tiers. Selon le papier, les États et les organisations suivants doivent s'engager par avance à en quelque sorte endosser l'accord (will agree in advance to file statements with the court endorsing the settlement in all respects) : Les Gouvernements des USA, de la Suisse et d'Israël, le Congrès juif mondial, la World Jewish Restitution Organisation (WJRO) (and each of its members), l'Agence juive, la Ligue anti-diffamation, le Centre Wisenthal, l'American Jewish Committee et B'nai Brith International.)

⁴⁸ Dans une perspective pragmatique, la validité d'une analyse varie avec le degré de généralité des opérations étudiées (cf. 8.1.2, *supra*). Autrement dit, des enquêtes empiriques devraient être menées afin de déterminer dans quelle mesure la configuration et la résolution « des fonds juifs et de l'or nazi » ont participé à l'émergence d'une forme particulière d'ordre international. A titre prospectif, il est cependant possible de considérer ces dynamiques comme une forme d'accomplissement pratique de ce qui est habituellement désigné par la glose « mondialisation néolibérale ».

Avant même d'être amorcée, la négociation de l'accord global soulevait donc un problème de taille. Il s'agissait de déterminer dans quelle mesure des organismes privés pouvaient être habilités à négocier un accord international qui allait impliquer l'engagement de Gouvernements étatiques. La presse suisse du 27 avril a repris et approfondi l'exploration de cette question, à l'occasion des longs articles qu'elle a consacrés aux négociations qui devaient débiter ce jour-là^{lxxiv}.

Dans *24 Heures* et la *Tribune de Genève*, Pierre Ruetschi en faisait le point d'accroche de son article. Dès son paragraphe introductif, il estimait que « *l'une des questions les plus délicates* » consistait à savoir si « *la question des avoirs en déshérence voire de l'or nazi* » pouvait être résolue « *sans la participation – ou la caution – du Conseil fédéral ou de la BNS* ». Le développement de son article signalait une série d'enjeux, dont l'énumération donnait progressivement forme à une situation bipolarisée, qui opposait un « *côté américain* » et un « *côté suisse* », dont les compositions respectives étaient au cœur des débats.

Le discours de Pierre Ruetschi identifiait le « *côté américain* » aux revendications émises pour que les « *autorités suisses* », « *la BNS et l'industrie suisse notamment* » participent au processus. Il mentionnait donc nommément les avocats des plaignants et les trésoriers locaux. Mais il relevait surtout la « *participation directe du CJM* » qui, selon lui, « *modifi[ait] la dynamique des discussions* ». En effet, elle apportait « *une certaine garantie de non remise en cause d'un éventuel accord* », ce qui était « *essentiel pour les banques suisses* ». Ces dernières entendaient « *obtenir l'absolue garantie de ne pas être la cible d'une nouvelle vague de plaintes suite à un accord* ». Par contre, Pierre Ruetschi rappelait que, « *dans son rôle de 'facilitateur'* », le Département d'Etat « *ne sembl[ait] pas insister* » pour que les autorités suisses s'engagent dans les négociations. Cette mise en scène excluait donc les instances diplomatiques officielles du camp américain. En effet, Pierre Ruetschi relevait que Stuart Eizenstat était « *attaché au processus en cours (commissions Volcker et Bergier)* » et qu'il ne « *manquait jamais de souligner les initiatives exemplaires prises par la Suisse* », à tel point qu'il pouvait être considéré comme un « *avocat de Berne* ».

Parallèlement, le développement de cet article présentait l'identification des membres susceptibles de rejoindre les banquiers du « *côté suisse* » comme un enjeu central du débat. En conséquence, il laissait ses contours dans une indétermination relative. Certes, il indiquait que le « *côté américain* » espérait que le Conseil fédéral et la Banque nationale se joignent à leurs interlocuteurs. Mais il relativisait immédiatement la fermeté de cette exigence en reprenant à son compte la désignation instituée par le Congrès juif mondial :

Le CJM prend garde de ne pas appeler directement Berne et/ou la BNS à la table des négociations. Son directeur exécutif Elan Steinberg, parle simplement d'un 'côté suisse'. A ce 'côté suisse' de choisir ses participants aux discussions et de faire en sorte que la totalité des avoirs volés soit restituée.

A l'instar de *24 Heures* et la *Tribune de Genève*, l'ensemble des quotidiens suisses ont présenté le lancement des négociations sous la forme d'une confrontation opposant, d'une manière ou d'une autre, « *les États-Unis* » à « *la Suisse* ». Cette bipolarisation de la situation n'excluait cependant pas une relative fluctuation des catégories utilisées pour identifier les acteurs en présence. D'un côté, les médias avaient établi une assimilation métonymique entre la Suisse et ses banques. En conséquence, leurs descriptions et leurs commentaires pouvaient indifféremment rassembler, sous la catégorie « *Suisse* », les activités déployées par le Conseil fédéral, la Task Force, les représentations diplomatiques, la BNS, l'Association suisse des banquiers ou les conseils d'administration des grandes banques. De l'autre, le traitement médiatique a constitué l'intelligibilité d'un « *camp*

américain », dont étaient ordinairement exclus le Gouvernement fédéral et le Département d'Etat. Les « États-Unis » dont il était alors question étaient représentés par les responsables locaux des finances, le sénateur Alfonse D'Amato, le CJM ou les avocats des plaignants. Cette manière de présenter la situation caractérisait les interlocuteurs de la Suisse par des intérêts qui étaient ordinairement assimilés, d'une manière ou d'une autre, à ceux de la communauté juive⁴⁹. Ce « *camp américain* » comptait donc dans ses rangs des organisations juives internationales (la WJRO, les Centres Simon Wiesenthal ou le CJM⁵⁰), un organisme para-gouvernemental israélien (l'Agence juive) et même le Gouvernement israélien lui-même.

Le déroulement de la controverse a donc progressivement déterminé une situation dans laquelle les activités des « *organisations juives* » pouvaient être communément attribuées aux « États-Unis » et inversement⁵¹. Dans le premier sens, plusieurs discours ont épinglé les agissements des organisations juives et des avocats des victimes de l'Holocauste, pour fonder de sévères critiques anti-américaines. Dans cette perspective, le déroulement des négociations apparaissait comme l'expression de la volonté des « États-Unis » de régenter les relations internationales⁵². À l'inverse, il était également envisageable de parler explicitement des « États-Unis » pour viser implicitement les « *organisations juives* ». Ce qui permettait de s'opposer aux interlocuteurs de la Suisse sans risquer d'être accusé d'antisémitisme. Ainsi, la situation était déterminée de telle sorte qu'il était même devenu possible de mobiliser un arsenal antisémite classique qui n'apparaissait pas en tant que tel, dès lors qu'il était explicitement appliqué à des « *américains* »⁵³.

La configuration et l'orientation d'un marchandage financier

Au premier jour des négociations en vue d'un accord global, la presse suisse a ainsi mis en scène une confrontation entre deux catégories nationales, indifféremment représentées par des organismes publics, des organisations non-gouvernementales ou des entreprises privées. L'enjeu de cet affrontement apparaissait sous la forme triadique d'un

⁴⁹ Les opérations pratiques qui ont assuré l'assimilation des responsables locaux des finances aux organisations juives ont été analysées autour de la constitution de la figure médiatique d'Alan Hevesi (11.2.2, *supra*). Parallèlement, dans la presse suisse, les revendications formulées par Alfonse D'Amato ont régulièrement été délégitimées en tant que simples expressions de son ambition électorale (cf. Meystre, 1999 et la conclusion à la troisième partie, *supra*).

⁵⁰ En Suisse, cette assimilation ordinaire des organisations juives au « *camp américain* » a notamment fondé le raisonnement déployé par Yvan Dalain, dans ses « *Lettres d'un Suisse à un ami Américain* ». Au fil de cet essai, il s'est explicitement insurgé contre le « *Congrès juif américain* », auquel il dénie le droit de se dire « *mondial* » (Dalain, 1998 : 9).

⁵¹ Cette configuration catégorielle a notamment eu des répercussions sur l'identification des protagonistes de la controverse. Ainsi, le 20 mai 1998, le *Bund* et *Le Nouvelliste* ont déployé des raisonnements divergents qui partageaient néanmoins deux traits communs. D'une part, tous deux mettaient en scène une situation de tension, qu'ils normalisaient en désignant ses *responsables*. D'autre part, ils identifiaient ceux-ci en établissant une relation métonymique entre les États-Unis et les organisations juives. De telle sorte que les menaces de plaintes brandies par une organisation juive pouvaient être convoquées pour illustrer le pouvoir exercé par les États-Unis sur la scène internationale (cf. le *Bund*). Inversement, une loi sanctionnant les banques suisses, votée par le Parlement du New Jersey, pouvait être considérée comme un « *nouvel assaut juif* » (cf. *Le Nouvelliste*).

⁵² Tel était par exemple l'argument développé par Alain Campiotti, lorsqu'il affirmait, dans son éditorial pour *Le Temps* du 2 avril 1998, que « *[l]e boycottage économique [était] devenu l'un des moyens favoris du magistère américain sur le monde* » (cf. 11.3.3, *supra*).

⁵³ Les prises de position qui tenaient cet arrière-plan pour acquis résistent fortement à l'analyse rétrospective. Il est toutefois possible de considérer que la situation était déterminée de telle sorte que les dénigrements explicitement adressés au sénateur Alfonse D'Amato visaient indirectement les organisations juives.

échange marchand, dont la réalisation impliquait l'identification des parties contractantes et l'évaluation de la valeur du bien échangé. Autrement dit, les médias ont présenté la négociation de l'accord global comme un *marchandage financier*, dont le déroulement devait résoudre les controverses soulevées par trois questions complémentaires : *qui paiera, quelle somme, et à qui ?*⁵⁴

Tout d'abord, les quotidiens se rejoignaient pour souligner que la plus grande incertitude entourait le *montant* d'un éventuel accord global, dans la mesure où la demande la plus élevée était quarante fois supérieure à l'offre la plus basse. Dans *Le Temps*, Maria Pia Mascaro mentionnait, au rang des revendications, les « *prétentions affichées des plaignants et du CJM* », lesquels avaient « *articulé au cours des mois des montants variant entre 3 et 20 milliards de dollars* ». En regard, son article mentionnait les propositions émises par les banques suisses, qui avaient évoqué « *[d]es sommes entre 500 millions et un milliard de dollars* ». Dans l'enchaînement, cette « *offre* » – qualifiée de « *réaliste et généreuse* » – donnait lieu à deux justifications complémentaires. La première était attribuée à des « *sources bien informées* » selon lesquelles ce montant était le résultat d'un « *savant calcul qui [tenait] compte des montants litigieux, intérêts compris (total des fonds en déshérence, transfert d'or nazi dans leurs coffres uniquement, éventuels autres dépôts) et d'une somme 'additionnelle' versée à 'titre humanitaire'* »⁵⁵. La seconde ligne d'argumentation était empruntée à « *un observateur* », dont le raisonnement tissait le lien entre le montant des réparations et la composition du collectif engagé dans son versement. Il estimait que cette somme se justifiait dans la mesure où les banques « *n'endosser[aient] pas la responsabilité pour des faits qu'elles n'ont pas commis* » et qu'elles entendaient demeurer « *dans une fourchette défendable devant l'opinion suisse* ».

Ensuite, Maria Pia Mascaro enchaînait en indiquant que l'indétermination du montant d'un accord global trouvait notamment son origine dans une controverse qui avait surgi, du « *côté juif* ». Son texte abordait alors les questions relatives à l'identification des *bénéficiaires* légitimes auxquels devaient être destinées les sommes qui allaient être versées en réparation du comportement de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale :

Côté juif, les négociations ont été ardues entre le CJM et les plaignants sur la somme à revendiquer. Car les intérêts des uns et des autres divergent, en particulier sur la destination finale du montant. Il y a certes consensus pour donner la priorité aux plaignants dont les requêtes sont fondées. Une deuxième tranche serait versée aux survivants de la Shoah dans le monde entier sous forme de versements individuels et collectifs, par le biais d'œuvres caritatives. Enfin, le solde sera alloué à des projets sociaux, culturels ou éducatifs en faveur du peuple juif. L'aide aux colonies juives dans les territoires occupés est cependant exclue, affirme le CJM, coupant toute polémique à ce sujet. [...] Aucun pourcentage n'a été décidé pour ces différentes tranches. Mais tout porte à croire qu'il n'y a pas unanimité.

A l'instar de cet article, de nombreux discours médiatiques ont indiqué que des divergences entre les requérants avaient surgi sitôt que la perspective d'un accord global s'était concrétisée. Dès lors, les quotidiens ont mis en scène, tout au long des négociations secrètes, les polémiques parfois virulentes qui divisaient les diverses organisations juives au sujet de la répartition des sommes qui allaient être versées par les banques suisses. Dans la presse suisse, le suivi de ces controverses a progressivement fait ressurgir la figure du Gouvernement israélien. Ce retour d'Israël sur le devant de la scène était d'autant plus spectaculaire que son action n'avait quasiment pas été mentionnée jusqu'alors. Les médias

⁵⁴ Dans son surtitre, *Le Temps* (27.4.98) mentionnait explicitement deux de ces questions : « *Ce lundi s'ouvrent à Washington les négociations pour un accord global avec les grandes banques suisses. A combien s'élèvera ce montant ? A qui ira cet argent ? Les divergences sont nombreuses.* »

⁵⁵ J'ai mentionné les conséquences de l'« aide humanitaire » lorsque j'en ai décrit la panoplie interprétative (4.2.3, *supra*).

suisses avaient même accompli pratiquement *l'oubli* des ses interventions à l'origine du débat⁵⁶. Ainsi, ils avaient progressivement présenté le CJM comme un acteur autonome, ce qui revenait à effacer toute trace du mandat que le Gouvernement d'Ytzhak Rabin avait confié à Edgar Bronfman, pour représenter Israël au sujet des fonds en déshérence (2.3.2, *supra*).

A l'approche du dénouement des discussions, le Gouvernement israélien est réapparu au centre de l'attention. La mise en scène médiatique des négociations secrètes en tant que marchandage financier avait fait surgir le problème pratique de l'établissement d'une clé de répartition pour attribuer l'argent qui allait être versé au titre de l'accord global. Face à ce problème pratique, un antagonisme a émergé dans le « *camp américain* » et les autorités israéliennes ont été désignées pour s'interposer dans ce conflit polarisé autour de la répartition financière des réparations. Or, cette manière d'attribuer à l'Etat d'Israël la compétence de régler un problème interne à ce qui avait jusqu'alors habituellement été désigné comme les « *États-Unis* » révélait que cette entité était principalement composée d'organisations juives. Ainsi, les problèmes pratiques soulevés par la désignation des destinataires de l'accord global ont fait apparaître que la controverse avait établi un lien métonymique entre les « *États-Unis* » et les « *CJM* », c'est-à-dire entre une collectivité politique et une organisation non-gouvernementale.

Enfin, la mise en scène des négociations secrètes sous la forme d'un marchandage financier n'a pas uniquement interrogé le montant et les destinataires de l'accord global. Elle a également soulevé la question des instances helvétiques qui seraient appelées à contribuer à une telle réparation financière. Les médias suisses avaient placé cette problématique au cœur de leur attention dès le mois de décembre 1997, en se demandant dans quelle mesure les négociations secrètes entreprises par les banques privées engageraient la Suisse en tant que collectivité politique. Malgré la détermination affichée par le Conseil fédéral et la Task Force pour tenir la Suisse officielle à l'écart de ces transactions financières, les avocats des plaignants exerçaient de très fortes pressions pour que la Banque nationale rejoigne les rangs de la délégation helvétique. La presse suisse a enquêté sur la pertinence et la légitimité d'une telle éventualité. Elle a en particulier exploré comment la BNS s'était *impliquée* dans les politiques menées par la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, les torts que ses activités avaient causés aux victimes du nazisme, et les *responsabilités* qui en découlaient pour la collectivité politique contemporaine⁵⁷. Ainsi, les médias suisses ont articulé le débat autour de *questions historiques*. De la sorte, ils ont configuré une situation qui conférait, par avance, une signification et une portée *politiques* aux recherches menées par la Commission Indépendante d'Experts. D'autant qu'elle s'apprêtait à publier son premier rapport intermédiaire, consacré aux transactions sur l'or que la BNS avait entretenues avec la *Reichsbank* jusqu'aux derniers mois de la guerre.

Des recherches historiques inscrites dans une controverse politique

Dans la presse suisse, le débat autour d'une éventuelle participation de la Banque nationale aux négociations de l'accord global s'est cristallisé lorsque Michael Hausfeld a annoncé qu'il venait de déposer une plainte collective contre la BNS. A cette occasion, *Le*

⁵⁶ Les études de Maurice Halbwachs indiquent avec force que la *mémoire* ne peut pas être pensée comme une simple capacité de stockage individuelle (Halbwachs, 1994 [1925] et 1997 [1950] ; Namer 1987). Dans le sillage de ces travaux précurseurs, il est possible d'envisager une analyse praxéologique de la mémoire, qui se donne pour tâche d'observer et de décrire les opérations pratiques et collectives qui organisent et distribuent la mémoire ainsi que son corollaire indissociable : l'oubli. A ce sujet, voir également la note 12 du chapitre 8, *supra*.

⁵⁷ Sur les notions d'*implication* et de *responsabilité*, voir la note 43 du chapitre 9, *supra*.

Temps (2.4.98) a mis en scène la confrontation de deux manières antagonistes d'évaluer l'implication et la responsabilité de la BNS^{lxxv}.

D'un côté, pour justifier leur refus de participer à un éventuel accord global, les dirigeants de la BNS invoquaient trois motifs complémentaires. Ils commençaient par douter de la capacité de plaignants particuliers, même coalisés en une série de plaintes collectives, à poursuivre une instance qui n'effectue ses transactions « *qu'avec d'autres banques centrales* ». Pour fonder cette appréciation, Jean-François Roth, le vice-président de la BNS, invoquait une nette distinction entre les secteurs public et privé. Ainsi, il affirmait que « *[l]e cas de la BNS est [...] fondamentalement différent de celui des banques commerciales* » dans la mesure où « *elle n'entretient pas de relations bancaires privées et elle ne possède pas de clients aux Etats-Unis* ». Puis, il poursuivait en affirmant que « *la question des achats d'or nazi [avait] déjà été réglée dans le cadre d'un autre 'accord global', celui de Washington, en 1946* ». Enfin, il considérait que la BNS avait fait un « *geste significatif* » en versant au fonds spécial les 100 millions de francs qui correspondaient « *au profit réalisé par la BNS sur ses transactions avec la Reichsbank* ».

De l'autre côté, *Le Temps* signalait que ces arguments ne faisaient pas l'unanimité, en rapportant les appréciations émises par Rolf Bloch. Celui-ci admettait que « *la recevabilité de la plainte collective* » était sujette à caution. En revanche, il estimait, en tant que président du fonds spécial, que la BNS avait malgré tout « *encore des comptes à rendre* » :

« En participant au Fonds spécial, la BNS a réglé la question de ses achats d'or monétaire à la Reichsbank, explique-t-il. Mais il reste le problème de la provenance de 10 à 20 % des livraisons d'or de la Reichsbank qui étaient d'origine non monétaire, donc prélevées sur des victimes individuelles. Cet or a été refondu et les dirigeants de la BNS le savaient. Le rapport de la Commission Bergier doit encore préciser ce montant et le degré de connaissance des dirigeants de l'époque. » Sur la base de ce rapport, la BNS pourrait encore être appelée à faire un geste, estime ainsi Rolf Bloch. Ce pourrait être pour le fonds spécial. C'est également cette question qui peut justifier la plainte collective américaine.

Au cours du mois d'avril 1998, de nombreuses prises de position ont alimenté la confrontation de ces deux perspectives antagonistes. Dans un premier temps, la presse suisse a mobilisé les interventions de Sigi Feigel et de Jean-François Bergier pour dénoncer le « *chantage* » exercé à l'encontre des autorités helvétiques⁵⁸. Puis, les quotidiens ont rapporté les affirmations réitérées aux termes desquelles les dirigeants de la BNS entendaient faire valoir que l'Accord de Washington réglait définitivement les conséquences de son implication dans les transactions sur l'or. Ainsi, ils mettaient en scène une passe d'armes juridique, polarisée autour de la validité du traité signé par la Suisse et les Alliés en 1946. Cette manière de configurer le débat endossait l'argumentation de la BNS, qui martelait son refus de participer aux négociations d'un accord global, en invoquant une stricte distinction entre les secteurs bancaires public et privé⁵⁹.

Cette démarcation était cependant contestée par les tenants de la participation de la BNS aux négociations. Pour fonder la pertinence et la légitimité de leur revendication, ils

⁵⁸ Voir 11.3.4, La légitimation rétrospective de la dénonciation d'un chantage, *supra*.

⁵⁹ Les représentants du directoire de la BNS ont fait preuve d'une remarquable constance. Deux semaines après avoir rapporté les propos de Jean-François Roth, la presse suisse a largement relayé une dépêche d'agence qui rapportait les arguments invoqués par Hans Meyer, le président de la BNS, pour justifier son refus catégorique de participer à un accord global : « *Les prétentions liées aux transactions sur l'or de la BNS ont été réglées par une partie de l'accord de Washington signé après-guerre. [...] Selon le président de la BNS, il faut clairement distinguer les banques suisses de la Banque nationale. La BNS est une partie de la Suisse officielle. Elle n'est donc pas concernée par un règlement global entre les banques privées et les organisations juives* » (Nouvelliste, 18.4.98). Voir également les sources mentionnées en note lxx.

affirmaient que le régime nazi avait arraché à des propriétaires privés une partie de l'or livré par la *Reichsbank* à la BNS, et que ses dirigeants en connaissaient la provenance. Ainsi, à la veille du lancement des négociations secrètes, le Congrès juif mondial a produit deux documents tirés des archives états-uniennes, qui indiquaient que la BNS savait que l'or qu'elle achetait aux nazis provenait du pillage des banques centrales des pays vaincus. Dans *24 Heures* et la *Tribune de Genève*, cette découverte a été rapportée par Pierre Ruetschi, dans un encadré intitulé « *Que savait la Banque nationale ?* »⁶⁰. Il concluait en indiquant comment ces documents vieux d'un demi-siècle intervenaient dans le débat contemporain, en problématisant l'*implication* et la *responsabilité* de la BNS :

La BNS avait nié après la guerre connaître l'origine de l'or acheté. Et récemment encore, son président actuel Hans Meyer se contentait de concéder que cette question fait l'objet d'un débat sans qu'il y ait de faits vérifiés.

Ces documents découverts par le CJM tombent à point pour l'organisation. Bien qu'ils ne constituent qu'une petite bribe d'histoire, ils soutiennent la thèse d'une responsabilité accrue de la BNS. Cela au moment même où la Banque nationale est poussée à participer à une solution globale et se trouve sous la menace d'une plainte collective.

Cette configuration de la situation *conférait une signification et une portée politiques aux recherches historiques menées par la Commission Indépendante d'Experts*. Le premier volet de ses travaux était notamment appelé à retracer les transactions dans lesquelles la BNS s'était engagée avec la *Reichsbank* et à déterminer si les dirigeants de la banque centrale helvétique connaissaient l'origine de l'or échangé. Or, la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » était polarisée et orientée de telle sorte que répondre à ces questions revenait à évaluer la pertinence et la légitimité des revendications en vue d'une éventuelle participation de la BNS à l'accord global. Dans la presse suisse, ces enjeux ont très explicitement surgi au lendemain de la publication du premier rapport intermédiaire de la CIE, consacré aux transactions sur l'or durant la Seconde Guerre mondiale (CIE, 1999).

A cette occasion, les quotidiens ont rapporté les principaux résultats des recherches menées par la Commission, mais ils ont surtout souligné leurs conséquences pour l'orientation du débat contemporain. Ainsi, *Le Temps* (26.5.98) a annoncé que « *Le rapport intermédiaire des historiens [...] apport[ait] des confirmations accablantes pour la Suisse : la Banque nationale savait qu'une partie de l'or qu'elle acceptait avait été volée, et ne pouvait ignorer que le pillage se pratiquait dans les camps de concentration* »^{lxxvi}. Cependant, sa première page soulignait avant tout les conséquences politiques de cette confirmation historique, sous le titre « *Le Conseil fédéral est 'bouleversé' mais il n'entreprendra rien* »⁶¹.

En rubrique « *Le fait du jour* », les pages intérieures reprenaient la même configuration. L'article principal synthétisait les acquis principaux des recherches

⁶⁰ Le premier document était une déclaration d'Emil Puhl, le vice-président de la *Reichsbank*, datée de novembre 1945. « Dans ce document, Puhl explique : 'Les Suisses ont toujours compris la position de la *Reichsbank* sur l'or, soit que l'or est interchangeable'. Suit une explication signifiant que l'origine de l'or importe peu dans les transactions, que seule la quantité compte. 'Les Suisses savaient cela et n'ont demandé aucune assurance concernant la source des livraisons d'or'. » Le second document était un rapport établi à fin 1945 par le Département du trésor des États-Unis. Il y explique « comment la BNS est intervenue auprès du Reich pour obtenir le remboursement d'un crédit de 150 millions de francs (de l'époque) dû à fin 1943 par le Gouvernement italien. Ce dernier n'avait pas honoré son contrat auprès d'un syndicat formé de plusieurs banques commerciales suisses. Après accord avec le gouvernement fasciste, le vice président de la *Reichsbank* Emil Puhl a opéré le transfert considéré comme une concession majeure à la Suisse ».

⁶¹ Cette mise en évidence de la responsabilité assignée à la collectivité nationale était renforcée par le dessin de Patrick Chappatte : Celui-ci représentait un fonctionnaire suisse, debout à l'entrée des décombres du camp d'extermination d'Auschwitz, s'exclamant : « *Nous ne savions pas que nous savions !* ».

historiques sous le titre : « *La BNS savait qu'elle recevait de l'or volé par les nazis* ». Ce texte était entouré d'une série d'articles brefs, qui relataient les réactions suscitées par ce rapport et les conséquences politiques qu'entendaient en tirer le Conseil fédéral, les responsables de la BNS et les organisations juives pour orienter les négociations en vue d'un accord global.

Situé immédiatement à droite de l'article principal, une compilation de dépêches d'agences rapportait la réaction du Gouvernement helvétique. Sous le titre « *Le Conseil fédéral se déclare 'bouleversé'* », ce texte commençait par faire part de l'émotion exprimée par les autorités en apprenant que « *l'or livré à la BNS provenait en partie des victimes des camps de concentration* ». Dans l'enchaînement, l'article passait immédiatement à l'analyse politique émise par les autorités et aux conséquences qu'elles entendaient en tirer pour orienter leur action :

Le gouvernement souligne par contre que le rapport ne contient pas de faits radicalement nouveaux. Il n'est donc pas question d'entrer en matière sur de nouvelles revendications, comme les renégociations de l'Accord de 1946.

Sur une ligne convergente, un deuxième bloc de texte était consacré à un entretien avec le vice-président du directoire de la BNS, Jean-Pierre Roth. Sous le titre « *'Parler de routine est un peu injuste'* », celui-ci commençait par émettre des réserves à l'égard de la « *vision trop simplifiée* » que « *le professeur Bergier* » livrait de la politique suivie par les dirigeants de la Banque nationale durant la Seconde Guerre mondiale. Au terme de cette interview, deux séquences levaient toute ambiguïté au sujet des conséquences que les dirigeants de la BNS entendaient tirer suite à ce rapport :

– Le rapport ne révèle-t-il pas une culpabilité plus grande que précédemment de la part de la BNS ?

– Absolument pas. Le rapport reprend des éléments connus, mais grâce à lui, on met fin à toute possibilité d'interprétation fantaisiste des faits. Il y a aussi des informations nouvelles, comme la réévaluation à la hausse des quantités d'or arrachées aux victimes de l'Holocauste qu'aurait pu acquérir la BNS (119 kilos contre 37). Dans l'ensemble, c'est une vue objective et équilibrée. [...]

– Pour vous, le rapport Bergier n'est donc pas de nature à faire naître de nouvelles exigences, notamment financières, envers la BNS ?

– Je n'y vois aucun élément allant dans ce sens. Beaucoup d'informations étaient déjà connues en 1946 par les Alliés. Ce rapport nous conforte dans notre volonté de poursuivre les mesures prises : lever les zones d'ombre de l'histoire de la BNS et contribuer, à hauteur de 100 millions de francs, au Fonds de solidarité en faveur des victimes de l'Holocauste.

Une perspective strictement inverse était défendue par les organisations juives dont les réactions étaient rapportées par un dernier bloc de texte, situé en bas à droite de la page. Intitulé « *De nouvelles pressions à attendre des États-Unis* », cet article de Maria Pia Mascaro rapportait qu'outre-Atlantique, « *il ne faisait [...] aucun doute que la Suisse et la BNS devront compter avec de nouvelles pressions, de la part des organisations juives surtout* » :

[Le directeur exécutif du Congrès juif mondial], Elan Steinberg, estime qu'« une opportunité et un défi » sont désormais offerts à la Suisse. « Un refus de la BNS et du Conseil fédéral d'entrer en matière sur une restitution morale et matérielle constituerait une trahison du peuple suisse. » Le dirigeant du CJM est toutefois demeuré évasif sur la forme et la valeur des restitutions, refusant de se prononcer sur la réouverture de l'Accord de Washington ou sur une participation de la Suisse aux négociations en cours avec les banques commerciales. Avraham Burg, président de l'Agence juive et vice-président de la World Jewish Resitution Organisation (WJRO), a en revanche insisté, de Jérusalem, sur la « nécessité de parvenir à un accord global ». [...] Pour les observateurs, ce nouveau coup de gueule d'Avraham Burg peut être mis

sur le compte de ses ambitions politiques voire sur les divergences entre le [CJM] et l'Agence juive sur la distribution des fonds. D'autres y voient une tactique du [CJM]. Engagé dans les négociations avec les banques, il se servirait de son antenne israélienne pour maintenir la pression sur le Conseil fédéral et la BNS.

Mel Weiss, un des avocats des plaintes collectives, jouait aussi sur le registre de l'ambiguïté, entrouvrant à nouveau la porte à la Suisse pour qu'elle s'assoie à la table des négociations. « Je ne serais pas surpris par le dépôt de nouvelles plaintes », a-t-il conclu, refusant de préciser s'il pourrait en être l'auteur.

Ainsi, les articles du *Temps* se rejoignaient pour inscrire le premier rapport de la CIE au centre de gravité du conflit autour d'une éventuelle participation des institutions officielles suisses aux négociations d'un accord global. En conséquence, la réception de cette enquête historique fondait la configuration médiatique d'une bipolarisation politique. D'un côté, les représentants de la Suisse soulignaient que le rapport de la CIE, malgré son caractère bouleversant, ne contenait « *pas de faits radicalement nouveaux qui pourraient justifier de nouvelles revendications pécuniaires* ». De ce point de vue, il était donc légitime que le Conseil fédéral et la BNS en tirent argument pour justifier et conforter leur refus de prendre part à un éventuel accord global. De l'autre côté, les organisations juives et les avocats des plaignants considéraient à l'inverse que les résultats du rapport étaient accablants pour la Suisse. En conséquence, ils les ont immédiatement mobilisés pour relancer leur appel à la mise sur pied d'un programme de réparation, financé par les instances officielles suisses⁶².

Cette configuration bipolaire orientait également l'éditorial signé Anne-Frédérique Widmann, dont l'argument était entièrement articulé autour des évaluations contradictoires émises au sujet de l'originalité des résultats présentées par la CIE. Sous le titre « *Rapport Bergier : rien de nouveau ?* », elle commençait par mettre en évidence la ritournelle par laquelle le rapport avait été accueilli en Suisse : « *'Rien de nouveau.' C'est sans doute la phrase la plus répétée hier dans le monde politique suisse* ». En mettant en scène cette réaction unanime de la classe politique helvétique, elle configurait l'arrière-plan sur lequel elle se préparait à apparaître comme briseuse de consensus :

En vérité, le rapport de la Commission Bergier est inédit. [...] Il n'est plus l'heure de crier aux accusations injustes venues d'Amérique, ou à un complot contre la place financière. Grâce au rapport Bergier, un chapitre de l'histoire suisse est nu. C'est une première. Loin de confirmer le statu quo, il appelle des actions.

Sans doute, la BNS a déjà versé 100 millions. Mais ce geste, la Banque nationale l'a motivé par sa « compassion ». Jamais il ne fut question de réparation ou même de dédommagement. [...]

Le rapport Bergier sonne l'heure d'appeler un *chat* un *chat*. Au-delà du juridisme étrié – légalement la Confédération n'aurait rien à se reprocher – il faut aujourd'hui faire preuve d'initiative.

Quelle que soit l'originalité revendiquée par ce commentaire, il s'accordait avec l'ensemble des articles publiés par la presse suisse pour dessiner les contours d'un antagonisme, dont le développement opposait la Suisse et les États-Unis. Par sa prise de position, Anne-Frédérique Widmann instituait en effet une situation dans laquelle le rapport de la CIE confrontait « *la Suisse* » à une alternative. Soit elle considérait, avec ses représentants officiels, que le travail de la CIE n'apportait « *rien de nouveau* », confortant

⁶² La mise en scène de ce conflit était répercutée jusque dans la présentation graphique des réactions attribuées aux historiens. Immédiatement sous son article principal, *Le Temps* confrontait ainsi les appréciations diamétralement opposées de deux historiens : Les propos de Michel Fior étaient introduits par une citation sans ambages, annonçant « *Un rapport qui nie toute objectivité scientifique* ». À l'inverse, la prise de position de Sébastien Guex était présentée comme l'annonce d'« *[u]ne victoire pour les 'historiens critiques'* ».

ainsi les refus réitérés des autorités helvétiques à toutes les demandes de contribution financière. Soit elle estimait que cette recherche consacrée aux transactions sur l'or « *confirm[ait] dans ses grandes lignes le rapport du sous-secrétaire d'Etat américain Stuart Eizenstat* », légitimant du même coup les revendications formulées en faveur d'une réparation ou d'un dédommagement financier.

Cette mise en scène était étroitement associée à l'élaboration d'une appréciation cognitive et normative de chaque option. Anne-Frédérique Widmann considérait explicitement que la Suisse commettrait une erreur en adoptant la perspective promue par ses autorités :

Hier, en trois mots – « Rien de nouveau » – la Suisse a cru enterrer l'impact politique du rapport Bergier. Elle se trompe. Si elle persiste dans son attitude éternellement défensive, elle gâchera une nouvelle chance d'agir, au lieu de réagir, sur un dossier qui empoisonne autant ses rapports avec l'étranger que sa vision d'elle-même.

Anne-Frédérique Widmann évaluait très positivement une approche qui consistait à « *tirer les conclusions politiques* » du rapport Bergier, et à « *agir* » en conséquence. Son éditorial considérait donc que les représentants suisses devaient cesser de « *crier aux accusations injustes venues d'Amérique* », de dénoncer un « *complot contre la place financière* » ou de prendre des initiatives mues par la seule « *compassion* ». Au contraire, l'éditorialiste proposait explicitement d'envisager des mesures de « *dédommagement* » voire de « *réparation* » explicitement destinées aux « *victimes de l'Holocauste* » :

Pourquoi la BNS ne prendrait-elle pas acte du passé en mettant un nom sur ces 100 millions ? Pourquoi la Confédération ne donnerait-elle pas à sa Fondation de solidarité l'ambition qui devrait être la sienne, à savoir réparer les erreurs de l'histoire ? Enfin, pourquoi ne pas rappeler une fois encore que ce dossier de l'or qui concerne bien d'autres pays que la Suisse a également sa place sur un plan international ?

Au lendemain de la publication du premier rapport intermédiaire de la CIE, cet éditorial se distinguait en s'opposant explicitement au programme d'action agonistique conduit par les autorités. Néanmoins le raisonnement développé par Anne-Frédérique Widmann reposait sur l'arrière-plan d'une confrontation bipolaire, qui opposait la Suisse aux États-Unis. En mettant en scène ce conflit, elle ne faisait qu'accomplir, de manière compétente, le sens commun médiatique de la controverse. A ce moment de la discussion, tous les articles et les commentaires publiés par la presse suisse se focalisaient sur le déroulement des négociations secrètes, ordinairement présentées comme un conflit opposant la Suisse aux États-Unis.

Dans ces circonstances, affirmer que le rapport n'apportait « *rien de nouveau* » au sujet des transactions sur l'or, ce n'était pas évaluer son intérêt historiographique, mais plutôt minimiser ses conséquences politiques. Concrètement, les interventions qui développaient ce raisonnement pratique n'en concluaient pas que la Commission devait réviser son analyse⁶³. Elles en tiraient plutôt la conséquence que son rapport n'engageait en aucune manière la Confédération à revenir sur son refus catégorique de participer à un accord global. De même, en affirmant que « *le travail de la Commission Bergier [était] inédit* », Anne-Frédérique Widmann n'évaluait pas l'originalité scientifique du rapport.

⁶³ Cette observation vaut pour les prises de position émises par les autorités suisses au lendemain de la publication du rapport intermédiaire. A cette occasion, ni le Conseil fédéral, ni le directoire de la BNS n'ont mis en doute la qualité du travail de la CIE. Malgré ses réserves, Jean-François Roth estimait même qu'il proposait, dans l'ensemble, « *une vue objective et équilibrée* ». Ce n'est que plus tard que le ton s'est durci à l'encontre de la CIE. Plusieurs commentateurs se sont alors inscrits dans le sillage de Michel Fior, puis de Jean-Christian Lambelet, pour remettre fondamentalement en question la validité du rapport et la rigueur scientifique de ses auteurs.

Elle soulignait plutôt la portée politique de cette recherche, dont la publication, à ce moment des négociations sur l'accord global, « *[appelait] des actions* ».

Autrement dit, quelle que soit leur opinion, les commentateurs se sont accordés pour *évaluer le premier rapport intermédiaire de la CIE dans la perspective du déroulement des négociations secrètes*. Ils ont donc jugé sa légitimité et sa pertinence à l'aune de ses conséquences potentielles sur les mesures politiques que les représentants de la Suisse seraient appelés à adopter pour régler la question « des fonds juifs et de l'or nazi ». Quelle que soit leur opinion, ils ont immédiatement souligné les conséquences dont ce rapport risquait d'être porteur pour les pourparlers menés par les banques commerciales, pour une éventuelle renégociation de l'Accord de Washington, et pour l'issue du bras de fer engagé par la Suisse officielle qui refusait de contribuer à l'accord global.

Ainsi, les quotidiens suisses ont contribué à l'élaboration d'une situation dans laquelle les études historiques et leurs résultats ne devaient pas être évalués pour eux-mêmes, en fonction de critères scientifiques. Au contraire, dans les médias, ces recherches étaient communément appréhendées en fonction de leurs conséquences pour l'orientation des mesures à adopter pour régler le problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elles étaient donc traitées comme des *prises de positions politiques*, qui intervenaient dans le conflit opposant la Suisse aux États-Unis. Ce faisant, les quotidiens suisses instituaient le marchandage financier de l'accord global en tant que *fil conducteur* de la controverse, dont les recherches de la CIE n'étaient que de simples péripéties. Ainsi, il était tenu pour acquis qu'un marchandage financier – mené par les banques commerciales helvétiques au rythme des ultimatums et des moratoires décrétés par les trésoriers locaux états-uniens – allait fournir le *dénouement* des enjeux relatifs au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

L'échec des négociations secrètes en vue d'un règlement financier global

Au printemps 1998, les médias suisses tenaient pour acquis que l'intrigue « des fonds juifs et de l'or nazi » trouverait son dénouement dans le confinement des négociations secrètes – menées par Stuart Eizenstat – entre les banquiers, les avocats des plaignants et les organisations juives. Le déroulement de cette controverse a donc contribué à l'élaboration d'une culture politique pour laquelle il allait de soi que la problématisation et la publicisation d'un enjeu historique et international pouvaient être confiées à des acteurs non étatiques, agissant en secret, à l'abri de tout contrôle démocratique. En conséquence, la médiatisation des enjeux et des solutions envisagées reposait exclusivement sur des confidences et des rumeurs, qui étaient régulièrement démenties immédiatement suite à leur révélation.

En quelques semaines, ces échanges ont constitué une situation confuse, dont le développement était animé par des spéculations, des intimidations et des ripostes, exercées par médias interposés. Le climat du débat s'est alourdi à mesure qu'approchait la fin du mois de juin 1998, fixée par les trésoriers des municipalités et des États comme échéance de leur moratoire sur le boycott des banques suisses. Cependant, rien ou presque ne filtrait au sujet des négociations secrètes conduites par Stuart Eizenstat. Tout au plus, les médias inféraient une légère détente le 5 juin 1998, lorsque la presse suisse a annoncé que les dernières entraves à la fusion entre la SBS et l'UBS venaient d'être levées aux États-Unis.

Ce signe d'apaisement a apparemment été confirmé lorsque Michael Hausfeld a annoncé qu'il avait « *été prié par une 'instance supérieure'* » de renoncer à déposer une plainte collective contre le Banque nationale suisse^{lxxvii}. Parallèlement, il apparaissait que divers organes de presse – l'agence *Reuters*, le *New York Times* et l'*Israelitisches Wochenblatt* – articulaient pour la première fois le montant d'un éventuel accord. Citant des « *sources proches des négociateurs* », ils affirmaient que « *les trois grandes banques*

suisses auraient offert de verser plus d'un milliard de dollars aux juifs victimes de persécutions nazies ou à leurs descendants dans le cadre d'une 'solution globale' ». Cependant, en rapportant ces propos, la presse suisse signalait aussitôt que « [d]es porte-parole du Credit Suisse et de la SBS [avaient] réfuté cette information ». A cette occasion, ils avaient démenti « les spéculations concernant le montant des versements », ainsi que les conjectures qui établissaient un « lien entre l'approbation jeudi [4 juin] de la fusion UBS-SBS par l'État de New York et l'avancement des négociations sur un règlement global ». Il en résultait une situation indécise, très explicitement mise en scène par Pierre Ruetschi dans les colonnes de *24 Heures* et de la *Tribune de Genève* :

Hier, toujours sous le sceau du secret, se tenait à New York une nouvelle séance de négociation pour régler à l'amiable la plainte collective contre les trois banques suisses. La dynamique est positive. Après l'approbation jeudi [4 juin] de la fusion UBS-SBS par la commission bancaire de l'État de New York, les chances d'aboutir à un « accord global » semblent se renforcer. [...]

Mais les progrès demeurent fragiles et les déclarations contradictoires continuent d'entretenir la confusion dans une atmosphère manœuvrière. Des porte-parole du Credit Suisse Group et de la SBS ont, selon les agences, démenti les informations sur l'offre faite par les banques. De son côté, l'avocat Hausfeld affirmait au téléphone jeudi matin [4 juin] qu'aucune offre sérieuse n'était sur la table. Dans ces circonstances, il faut considérer avec circonspection le plan d'accord dévoilé par le *New York Times* [...] qui semble d'abord refléter les exigences de la partie juive [...].

La mise en scène médiatique de ces incertitudes a été exacerbée à la veille de la réunion des trésoriers locaux, fixée au 1^{er} juillet 1998. Dans leurs éditions du 30 juin, les quotidiens suisses relayaient à nouveau des informations et des rumeurs. Par exemple, *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (30.6.98) annonçaient, au conditionnel : « *La BNS serait dans la tourmente des plaintes collectives* »^{lxxviii}. Cet article répercutait une information de dernière heure selon laquelle, trois semaines après avoir suspendu ses démarches, le cabinet d'avocats Cohen, Milstein, Hausfeld et Toll venait de déposer devant la Cour fédérale du district de Columbia à Washington une plainte contre la BNS. Cette action, intentée par cinq plaignants, au nom des toutes les victimes de l'Holocauste ou de leurs descendants, accusait la banque centrale suisse d'être « co-conspirateur (...) pour avoir accepté en connaissance de cause des biens volés qu'elle a échangés [...] et cachés pour le compte de l'Allemagne nazie et d'autres ».

Parallèlement, la *NZZ* (30.6.98) rapportait que le directeur exécutif du CJM, Elan Steinberg avait lancé un « ultimatum » aux banques suisses^{lxxix}. Au cours d'un entretien téléphonique, il avait averti « que mercredi [1^{er} juillet], le CJM recommanderait aux responsables des finances américaines de boycotter les banques suisses, dans la mesure où la partie adverse ne se dirait pas prête à verser un 'règlement global' de 1,5 milliard de dollars » (dass der WJC am Mittwoch amerikanischen Finanzbeamten einen Boykott gegen die Schweizer Banken empfehlen werde, sofern sich die Gegenseite nicht zu einer 1,5 Mrd. \$ teuren « Globallösung » bereit finde).

A la lumière de ces développements et des rumeurs relatives au déroulement des négociations secrètes, la *Basler Zeitung* (30.6.98) estimait que « la situation a[vait] empiré » ([d]ie Lage hat sich zugespitzt)^{lxxx}. Sur la base des mêmes informations, *24 Heures* et la *Tribune de Genève* déduisaient qu'« un accord pour un règlement à l'amiable de la plainte contre les banques suisses semblait exclu », étant donné que les parties en conflit refusaient de revenir sur leurs prétentions et leurs offres respectives^{lxxxi}. Les avocats des plaignants et le CJM exigeaient « un paiement de 1,5 milliard de dollars », tandis que la proposition des banques « s'[élevait] à 600 millions de dollars » et que le Conseil fédéral avait « dit et répété [que] la Confédération ne fera[it] aucune nouvelle contribution en vue d'un règlement global ». L'article opérait alors un retour en arrière, qui

faisait ressurgir les enjeux soulevés par la détermination des dommages couverts par l'accord, c'est-à-dire notamment de son montant et des institutions appelées à y contribuer. En conclusion, cette description débouchait sur la mise en scène d'une situation inextricablement bloquée :

On est donc revenu à la case départ. Le « malentendu » initial sur l'étendue d'un « règlement global » est revenu sur le devant de la scène faute d'avoir trouvé un accord limité à la responsabilité des trois (désormais deux) grandes banques commerciales. Elles avaient d'emblée précisé qu'elles ne traiteraient que des questions liées directement à leur activité. Du côté de la partie juive, on n'avait pas soulevé d'objections tandis que Berne prenait ses distances avec les négociations.

Des deux côtés, on s'avouait hier [29 juin] résolu à poursuivre l'affaire devant les tribunaux. Cette solution n'est satisfaisante pour aucune des deux parties. Le procès risque de se transformer en spectacle médiatique qui ne peut que ternir davantage l'image des banques et de la Suisse aux États-Unis. Mais surtout, le procès risque de traîner en longueur, empêchant les plaignants et victimes d'obtenir justice et dédommagements.

A la fin juin 1998, les quotidiens suisses estimaient que les négociations secrètes étaient irrémédiablement rompues. De la sorte, ils signifiaient à la fois l'épuisement de la médiation assurée par Stuart Eizenstat et le retour sur le devant de la scène des trésoriers locaux, qu'Alan Hevesi avait convoqués le 1^{er} juillet à New York pour statuer sur les sanctions contre les banques suisses. Dans cette perspective, leur réunion était considérée comme « *[u]ne journée décisive pour la tension américano-suisse* » et même comme un « *tournant pour la suite des événements* » (*Le Temps*, 1.7.98).

Dans son article, Maria Pia Mascaro dotait le « *comité Hevesi* » de la compétence d'ouvrir deux voies pour sortir de l'impasse. Le premier scénario consistait à décréter immédiatement des sanctions contre les banques. Cette éventualité paraissait cependant « *improbable* », dans la mesure où elle autorisait les banques à traiter avec les seuls auteurs des plaintes collectives, ce qui revenait à « *mettre le CJM 'sur le carreau'* ». De plus, en cas de désaccord, cette voie risquait de déboucher sur une longue épreuve judiciaire, coûteuse pour les avocats et nuisible pour « *l'image de marque* » des banques suisses. La seconde issue passait par la fixation d'un « *nouvel ultimatum* », élargi à « *d'autres compagnies helvétiques opérant aux États-Unis* », afin « *d'amener d'autres 'acteurs suisses', notamment les assurances et les entreprises suisses, à participer à un fonds d'équité jusqu'à ce que le montant de 1,5 milliard de dollars soit atteint* ». Quelle que soit l'option retenue, il paraissait donc inévitable que les trésoriers prennent des sanctions à l'encontre des banques suisses. Cependant, l'article se concluait en signalant que ces dernières n'étaient pas acculées à céder à ces pressions, mais qu'elles restaient en mesure de riposter et donc de relancer le bras de fer :

Mais preuve que le rapport de force a peut-être changé : les banques ont décidé de passer à l'offensive. Si l'hypothèse des sanctions se vérifie, elles ont déjà promis de porter plainte contre les États et villes pour dénoncer des mesures « *illégales* » et « *anticonstitutionnelles* ». De quoi embarrasser jusqu'au gouvernement américain puisque c'est lui en définitive qui est compétent en matière de politique commerciale extérieure.

Au terme du moratoire décrété par les trésoriers réunis sous la houlette d'Alan Hevesi, la presse suisse décrivait une situation plus explosive que jamais. Tout d'abord, les quotidiens se rejoignaient pour souligner que les négociations conduites par Stuart Eizenstat n'avaient en rien clarifié le statut d'un éventuel accord global. Leur déroulement avait même accru la tension entre les États-Unis et la Suisse, de telle sorte qu'après s'être montrées conciliantes, les autorités helvétiques envisageaient de riposter à la plainte déposée contre la BNS. Une attitude combative dont les quotidiens suisses se sont félicités dans leurs éditions du 1^{er} juillet 1998. Ils ont largement repris les dépêches d'agence

consacrées aux réactions suscitées par la plainte déposée contre la Banque nationale. Ils ont alors affirmé que celle-ci était « *prête au choc* » (*L'Express et L'Impartial*) et même qu'elle allait mettre « *les pieds aux mur* » (*Le Nouvelliste*)^{lxxxii}.

Le raisonnement pratique qui fondait cette posture était éclairé par *24 Heures* et la *Tribune de Genève* sous le titre « *Comment la BNS va se défendre* ». Cet encadré commençait par remarquer que « *[l]e dépôt de la plainte collective parai[ssait] laisser la BNS de marbre* ». Le calme manifesté par ses dirigeants était alors expliqué par une argumentation juridique, qui contestait la compétence de la justice des États-Unis en la matière : « *Une institution d'un État souverain ne peut être poursuivie devant un tribunal étranger* »⁶⁴. La suite du texte pondérait cependant sensiblement cette quiétude, en indiquant immédiatement qu'« *[a]vec ses conseillers juridiques américains, la BNS se déclar[ait] pourtant prête à se défendre* » :

[La BNS] base son argumentation sur les éléments suivants : 1) La plainte n'a aucune chance d'aboutir, mais sert de moyen de pression pour l'obliger à participer aux négociations pour un accord global ; 2) ces négociations ne la concernent pas parce qu'elle n'a pas à traiter avec des particuliers sur l'affaire des comptes en déshérence ; un règlement extrajudiciaire est exclu ; 3) cette question a été réglée par les Accords de Washington signés en 1946, confirmation ayant été donnée par le sous-secrétaire d'État américain Stuart Eizenstat à la conférence de Londres en décembre ; 4) aucune preuve n'indique que l'on pouvait savoir que l'or des camps nazis était mélangé à l'or monétaire ; 5) le risque d'un blocage des réserves d'or (1000 tonnes selon la magazine *Facts*) placées aux États-Unis est très faible.

Au terme de cette énumération, l'article relevait que « *pour des raisons stratégiques, la BNS se refus[ait] à préciser par quels moyens juridiques elle entend[ait] s'opposer à la plainte collective* ». Parallèlement à cette mise en scène de la stratégie combative, secrètement concoctée par la BNS, plusieurs quotidiens ont répercuté la réaction du conseiller fédéral en charge de l'économie publique, Pascal Couchepin, suite au dépôt de la plainte collective^{lxxxiii}.

Le Nouvelliste en présentait une version particulièrement vindicative, par un article intitulé « *Plongée en barbarie* », qui s'en prenait explicitement à l'attitude des « *organisations juives internationales, notamment américaines* »⁶⁵. Ce programme agonistique était également endossé par *24 Heures* et la *Tribune de Genève*, sous la plume de Denis Barrelet, qui signait un encadré combatif intitulé « *Fonds juifs : 'C'est une guerre psychologique'* ». Cet article dénonçait les « *menaces et revendications continuelles que les organisations juives et leurs avocats [faisaient] pleuvoir sur la Suisse* » ainsi que l'attitude de leurs auteurs, accusés de ne prêter aucun intérêt à la « *vérité historique* » et de

⁶⁴ Cet argument, qui instituait une distinction entre les banques privées et les institutions bancaires publiques, sous-tendait le commentaire signé Carl Wild pour la *Basler Zeitung*. Sous le titre « *Nur beschränkt verletzlich* », il commençait par souligner que « La banque nationale (BNS), en tant qu'institution officielle d'un État souverain, est nettement moins attaquable que les grandes banques » (*Die Nationalbank (SNB) ist als öffentliche Institution eines souveränen Staates weit weniger anfechtbar als die Grossbanken*).

⁶⁵ La virulence de ce propos était soulignée par un étrange effet de mise en page. À côté de son article consacré à l'intervention de Pascal Couchepin, *Le Nouvelliste* présentait un seul autre texte, qui rapportait une curieuse « *Histoire de chat* ». Cette anecdote était tirée d'un récit de voyage de Pascal Couchepin, qui s'était récemment rendu à Kiev, pour une rencontre internationale à l'occasion de laquelle les autorités municipales avaient mis à mort les chats errants. Les motifs pour lesquels *Le Nouvelliste* établissait un lien entre cette affaire et la question « des fonds juifs et de l'or nazi » restaient obscurs jusqu'à l'épilogue du récit de voyage attribué à Pascal Couchepin : « *En rentrant, une responsable de S.O.S. chats m'a demandé si j'avais protesté dans mon discours. J'ai dû lui répondre que non, parce que je n'étais pas au courant. La protectrice des animaux s'est dite scandalisée. Alors j'exprime aujourd'hui toute ma compassion pour les victimes !* ».

se focaliser sur ce que « *la Suisse et ses entreprises [étaient] prêtes à payer* »⁶⁶. A terme, cette description engageait le Conseil fédéral à prolonger les mesures qu'il avait adoptées pour « *tenir l'État en dehors de toute négociation* » et elle invitait la BNS à « *résister et [à] invoquer le droit* » pour s'opposer à toute action judiciaire intentée à son encontre⁶⁷.

A l'échéance du moratoire sur les sanctions contre les banques, les articles de la presse suisse ne laissaient entrevoir aucune issue à ce qu'ils présentaient communément comme un affrontement opposant la Suisse aux États-Unis⁶⁸. Ces textes indiquaient que les négociations secrètes, entamées six mois auparavant, buttaient toujours sur les mêmes enjeux, concernant l'accord global, son montant, les institutions appelées à le verser et ses bénéficiaires. La mise en scène de cette situation bloquée sanctionnait l'échec des démarches entreprises par Stuart Eizenstat – au nom du Gouvernement fédéral des États-Unis – pour dénouer le conflit.

Cette nouvelle configuration projetait un horizon menaçant, potentiellement ouvert sur la mise en œuvre de sanctions à l'encontre des banques suisses. Au croisement de sa configuration actancielle et de son orientation temporelle, la controverse propulsait ainsi à nouveau sur le devant de la scène les trésoriers locaux et leur commission de surveillance, qui s'apprêtait à se réunir à l'instigation d'Alan Hevesi.

⁶⁶ Cette mise en scène, qui faisait apparaître les plaignants états-uniens sous les traits de juifs motivés par l'appât du gain, était le ressort principal de l'éditorial de Gil Baillod intitulé « *A ne parler que d'argent...* » (*L'Express et L'Impartial*, 1.7.97).

⁶⁷ A ce moment de la discussion, *24 Heures*, la *Tribune de Genève* et *Le Nouvelliste* étaient loin d'exercer un monopole sur cette perspective conflictuelle, comme en témoignent les titres de plusieurs quotidiens. *La Liberté*, *L'Express* et *L'Impartial* : « Couchepin : 'Il faut résister' » ; *Bund* : « Comment on extorque un milliard de francs » (*Wie man eine Milliarde Franken erpresst*) ; *Aargauer Zeitung* : « Le Rubicon largement dépassé » (*Rubikon längst überstritten*) ; *Corriere del Ticino* : « Plainte contre la Banque nationale. La BNS prête à passer à la contre-offensive » (*Denunciata la Banca Nazionale. BNS pronta a passare alla controffensiva*) ; *Giornale del Popolo* : « A l'assaut de la BNS » (*All'assalto della BNS*).

⁶⁸ Pour qualifier cette situation, le *Blick* parlait par exemple de « guerre commerciale » (*Handelskrieg*) et de « combat médiatique » (*Medienkampf*).

11.4 Sources du chapitre 11

- i 24 Heures et la Tribune de Genève (30.7.97) : « La plainte des victimes de la Shoah alarme sérieusement les banques » ; *Neue Luzerner Zeitung* (30.7.97) : « Stunde der Wahrheit für die Banken naht » ; *Berner Zeitung* (30.7.97) : « Stunde der Wahrheit naht für die Banken » ; *Berner Zeitung* (31.7.97) : « Schweiz steht am Pranger ».
- ii 24 Heures et Tribune de Genève (2.8.97) : « Plainte collective aux États-Unis : le juge reporte sa décision ». Voir également : *Journal de Genève* (2.8.97) : « Les plaines collectives contre les banques sont reportées 'sine die' » ; *L'Express et L'Impartial* (2.8.97) : « Plainte : Banques suisses dans l'attente d'un verdict aux États-Unis » ; *La Liberté* (2.8.97) : « Décision reportée » ; *Le Nouveau Quotidien* (4.8.97) : « Les attaques américaines commencent à échauffer les oreilles des parlementaires suisses » ; *NZZ* (2.8.97) : « Schwebende US-Klagen gegen Schweizer Banken » ; *Tages-Anzeiger* (2.8.97) : « Jetzt ist Volker am Zug » ; *Blick* (2.8.97) : « Sammelklage gegen Banken : Entscheidung wurde vertagt » ; *Bund* (2.8.97) : « Milliardenklagen : Entscheid vertagt » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (2.8.97) : « Kein Entscheid über Milliardenklage » ; *Berner Zeitung* (2.8.97) : « Sammelklage wurde vertagt » ; *Basler Zeitung* (2.8.97) : « Kein Entscheid über Sammelklagen » ; *Aargauer Zeitung* (2.8.97) : « Ohne Ergebnis vertagt » ; *Giornale del Popolo* (2.8.97) : « Il giudice di New York aggiorna 'sine die' la decisione sulla denuncia contro le banche » ; *Corriere del Ticino* (2.8.97) : « USA : Nessuna decisione contro le banche svizzere » ; *Regione* (2.8.97) : « Causa contro le banche, scampato pericolo ».
- iii *Bündner Zeitung* (2.8.97) : « Schweiz weiter unter Druck ». Voir également : *Aargauer Zeitung* (2.8.97) : « Weiter Druck auf die Schweiz » et *Sankt-Galler Tagblatt* (2.8.97) : « Schweiz weiter unter Druck ».
- iv *Aargauer Zeitung* (2.8.97) : « Der Druck bleibt bestehen » et *Berner Zeitung* (2.8.97) : « Die USA sind stärker denn je ».
- v Le texte cité ici est celui publié par *La Liberté* (20.8.97) : « Fonds spécial. Augmentation demandée ». Voir également : *Le Nouveau Quotidien* (20.8.97) : « Fonds de l'Holocauste sous pression » ; 24 Heures et la Tribune de Genève (20.8.97) : « Nouvelles pressions de Stuart Eizenstat » ; *NZZ* (20.8.97) : « Die USA für Aufstockung des Holocaust-Fonds » ; *Blick* (20.8.97) : « Holocaust-Fonds : USA fordern mehr » et *Le Matin* (22.8.97) : « Les menaces d'Eizenstat ».
- vi *Le Nouveau Quotidien* (22.8.97) : « Fonds spécial pour les victimes de l'Holocauste : les pressions américaines de précisent ». Voir également : *Bund* (22.8.97) : « 'Schweiz muss Wahrheit sagen' ».
- vii A ce sujet, voir également : 24 Heures et la Tribune de Genève (22.8.97) : « Fonds spécial : la pression se porte sur les entreprises » ; *Journal de Genève* (22.8.97) : « Fonds en déshérence : 27 firmes appelées à contribuer au fonds spécial ».
- viii *Bund* (25.8.97) : « Defago bläst zur 'Schweizer Gegenwehr' ».
- ix 24 Heures et la Tribune de Genève (26.8.97) : « La Suisse défend enfin son image aux États-Unis ». Voir également les extraits du commentaire d'Alfred Defago publiés par *Le Matin* (26.8.97) : « La Suisse et son passé ». *Giornale del Popolo* (1.9.97) : « E negli USA finalmente sentono la nostra campana » ; *Regione* (1.9.97) : « Spazio alle ragioni della Svizzera ».
- x *Bund* (29.8.97) : « 'Kommt nicht in Frage' » et « 'Ich kann auch mal deutlich werden' ».
- xi *Journal de Genève* (30.8.97) : « Flavio Cotti contre une augmentation du Fonds ». Voir également : 24 Heures et la Tribune de Genève (30.8.97) : « Le Fonds spécial restera en Suisse sans être augmenté » ; *Le Matin* (30.8.97) : « Fonds spécial : Il ne sera pas augmenté » ; *Tages-Anzeiger* (30.8.97) : « Kontroverse um Spezialfonds » ; *Neue Luzerner Zeitung* (30.8.97) : « Burgs Ideen kategorisch zurückgewiesen » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (30.8.97) : « Cotti, Borer : Nein zu Plänen für Holocaust-Fonds » ; *Corriere del Ticino* (30.8.97) : « Berna non contribuirà al fondo per l'Olocausto ».
- xii *L'Express et L'Impartial* (6.9.97) : « En finir avec 'l'auto-flagellation grotesque' ». Voir également : *Le Nouvelliste* (6.9.97) : « Plus d'autoflagellation ». Au sujet de la journée des banquiers, voir : 24 Heures et Tribune de Genève (6.9.97) : « Les banquiers veulent croire que l'affaire des fonds s'achève » ; *La Liberté* (6.9.97) : « Le secret bancaire est à préserver, estime le président des banquiers » ; *Le Matin* (6.9.97) : « Soyons positifs ! » ; *Bund* (6.9.97) : « 'Wir müssen einiges anders überlegen' » ; *Berner Zeitung* (6.9.97) : « 'Wir haben uns als Vereinigung verzettelt' » et « Krayner regt internationale Konferenz an » ; *Neue Luzerner Zeitung* (6.9.97) : « Bankgeheimnis soll bleiben » ; *Regione* (6.9.97) : « Verso una soluzione internazionale ».
- xiii *Blick* (17.9.97) : « Ist die Schweiz in den USA noch ein Thema ? ».
- xiv *Le Nouveau Quotidien* (11.9.97) : « Defago contre l'antisémitisme ». Voir également : *Berner Zeitung* (12.9.97) : « Defago ortet Antisemitismus » et *Corriere del Ticino* (12.9.97) : « Defago : in Svizzera aumenta l'antisemitismo ».

- xv Voir notamment : *Neue Luzerner Zeitung* (13.9.97) : « Nazizeit-Debatte : Defago zieht positive Bilanz » ; *Corriere del Ticino* (13.9.97) : « Fondi ebraici : Defago rassicurante dopo la visita in USA » ; *Giornale del Popolo* (13.9.97) : « Defago : si allontana il pericolo boicottaggio ».
- xvi *Journal de Genève* (13.9.97) : « Alfred Defago critique l'exclusion de l'UBS d'une émission d'emprunt par la ville de New York ». Voir également : *L'Express et L'Impartial* (13.9.97) : « UBS : Sanction new-yorkaise critiquée aussi aux États-Unis » ; *NZZ* (13.9.97) : « State Department verurteilt Sanktion gegen UBS » ; *Basler Zeitung* (13.9.97) : « UBS-Ausschluss : Kritik Defagos » ; *Neue Luzerner Zeitung* (13.9.97) : « Bern ist verärgert über New York » ; *Regione* (13.9.97) : « Averi ebraici, criticata l'esclusione dell'UBS ».
- xvii *Le Nouveau Quotidien* (13.9.97) : « Alan Hevesi, chef des finances de New York : 'J'espère que l'UBS comprendra le message' ».
- xviii *Le Nouveau Quotidien* (15.10.97) : « Comme New York, la Californie boycotte les trois plus grandes banques suisses ». Voir également : *Journal de Genève* (15.10.97) : « Les banques suisses privées de Californie » ; *La Liberté* (15.10.97) : « Californie : L'État a gelé ses relations avec les banques suisses depuis l'été » ; *24 Heures et la Tribune de Genève* (15.10.97) : « La Californie boude les banques suisses » ; *NZZ* (15.10.97) : « Sanktion Kaliforniens gegen Schweizer Banken » ; *Bund* (15.10.97) : « USA-Boycott gegen Banken » ; *Tages-Anzeiger* (15.10.97) : « Kalifornisches Moratorium gegen Schweizer Banken » ; *Blick* (15.10.97) : « Banken-Boycott » ; *Neue Luzerner Zeitung* (15.10.97) : « Kalifornien stoppt Geschäfte mit CH-Banken » ; *Corriere del Ticino* (15.10.97) : « Banche svizzere 'al bando' in California ».
- xix *Journal de Genève* (16.10.97) : « Les banques craignent d'autres boycott ». Voir également : *La Liberté* (16.10.97) : « Les banques suisses regrettent le boycott lancé par la Californie » ; *24 Heures et la Tribune de Genève* (16.10.97) : « Le boycott californien a surpris les banques » ; *L'Express et L'Impartial* (16.10.97) : « Sanctions en Californie : Pas de levée de boucliers du côté helvétique » ; *Le Matin* (16.10.97) : « Les banques minimisent » ; *NZZ* (16.10.97) : « Schweizer Banken im Visier von Kalifornien » ; *Tages-Anzeiger* (16.10.97) : « Was kommt auf die Banken zu ? » ; *Blick* (16.10.97) : « Bankert befremdet » ; *Basler Zeitung* (16.10.97) : « 'Boycott der Banken ist kontraproduktiv' » ; *Aargauer Zeitung* (16.10.97) : « Konfusion um Kalifornien-Aktion » ; *Neue Luzerner Zeitung* (16.10.97) : « Banken : 'Befremdende Schritte' » ; *Corriere del Ticino* (16.10.97) : « Le banche deplorano » ; *Regione* (16.10.97) : « Il sogno californiano diventa un incubo » ; *Giornale del Popolo* (16.10.97) : « Banche svizzere deplorano provvedimenti USA ».
- xx *L'Hebdo* (30.10.97) : « Le dossier. Fonds en déshérence : L'heure de la facture ».
- xxi *Le Nouveau Quotidien* (24.11.97) : « Le Congrès juif mondial propose un 'dédommagement global' ». Voir également *Journal de Genève* (22.11.97) : « Fonds juifs : la pression monte à nouveau pour un règlement global à New York » ; *Le Nouvelliste* (22.11.97) : « Pour un règlement global des fonds en déshérence » ; *NZZ* (22.11.97) : « Spekulationen um einen Vergleich mit jüdischen Organisationen » ; *Basler Zeitung* (22.11.97) : « WJC fordert Pauschalzahlung » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (22.11.97) : « Abgeltung mit einer Milliarde Dollar ? » ; *Neue Luzerner Zeitung* (22.11.97) : « Pauschalzahlung vorgeschlagen ».
- xxii *L'Hebdo* (27.11.97) : « Histoire d'argent devenu fric ».
- xxiii *Journal de Genève* (5.11.97) : « La Californie adoucit le ton à l'égard des banques suisses » ; *24 Heures et la Tribune de Genève* (5.11.97) : « Boycott des banques suisses : la Californie semble mollir » ; *L'Express et L'Impartial* (5.11.97) : « Banques : La Californie veut reconsidérer ses sanctions » ; *NZZ* (5.11.97) : « Versöhnliche Töne aus Kalifornien » ; *Basler Zeitung* (5.11.97) : « Kalifornien will Bankenboykott überprüfen » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (5.11.97) : « Kalifornien will Boykott 'überdenken' » ; *Aargauer Zeitung* (5.11.97) : « Hoffnung für Schweizer Banken » ; *Regione* (5.11.97) : « Boicottaggio delle banche svizzere, la California potrebbe ripensarci » ; *Giornale del Popolo* (5.11.97) : « Fondi ebraici, buone notizie dalla California » :
- xxiv *Le Nouveau Quotidien* (5.11.97) : « Aux États-Unis, le boycott des banques suisses ne sera pas levé avant le 8 décembre ».
- xxv *Journal de Genève* (20.11.97) : « Premiers versements d'avoirs en déshérence ». Voir également : *Le Nouveau Quotidien* (20.11.97) : « Comptes en déshérence : premiers versements à la fin de novembre » ; *L'Express et L'Impartial* (20.11.97) : « Déshérence : Versements annoncés » ; *24 Heures et la Tribune de Genève* (20.11.97) : « Déshérence : Premier versement » ; *Bund* (20.11.97) : « Bald Ausgabe der Guthaben » ; *Neue Luzerner Zeitung* (20.11.97) : « Erste Zahlungen Ende November ».
- xxvi *L'Express et L'Impartial* (22.11.97) : « UBS : Pour la première fois, la banque présente ses excuses ». Voir également : *Tages-Anzeiger* (22.11.97) : « Die UBS 'bedauert' ».
- xxvii *Journal de Genève* (22.11.97) : « Fonds juifs : Matthias Cabiallavetta présente les excuses de l'Union de Banques Suisses ».

- xxviii *L'Express et L'Impartial* (22.11.97) : « UBS : Pour la première fois, la banque présente ses excuses ».
- xxix Voir notamment : *Journal de Genève* (2.12.97) : « Le Congrès juif relance l'idée d'un accord global avec la Suisse » ; *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (2.12.97) : « Le Congrès juif mondial exige un milliard » ; *Le Matin* (2.12.97) : « Payez 1 milliard ! » ; *Le Nouvelliste* (2.12.97) : « Au moins un milliard » ; *La Liberté* (2.12.97) : « Douche écossaise pour la Suisse à Londres » ; *L'Express et L'Impartial* (2.12.97) : « Londres : la Suisse soumise au régime de la douche écossaise » ; *Basler Zeitung* (2.12.97) : « Bronfman : 'Es ist egal wer bezahlt' » ; *Bund* (2.12.97) : « Drohender Bronfman, gelassener Borer » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (2.12.97) : « Bergier legt erste Resultate vor » ; *Neue Luzerner Zeitung* (2.12.97) : « 1 Milliarde, aber ohne Abstimmung » ; *Berner Zeitung* (2.12.97) : « Kein Picknick für die Schweizer » ; *Corriere del Ticino* (2.12.97) : « Dagli Stati Uniti elogi alla Svizzera » ; *Regione* (2.12.97) : « La Svizzera deve versare almeno un miliardo di dollari » ; *Giornale del Popolo* (2.12.97) : « Altimenti ci arrabbiamo ».
- xxx *Le Nouveau Quotidien* (2.12.97) : « La Suisse est priée par le Congrès juif mondial de conclure un accord global et définitif ».
- xxxi Voir par exemple : *Tages-Anzeiger* (8.12.97) : « Lobbying gegen die Schweiz » ; *Berner Zeitung* (8.12.97) : « Die Schweizer Banken gehören in den USA nicht zu den grössten » ; *Le Nouveau Quotidien* (8.12.97) : « Deux organisations juives prennent le parti de la Suisse » ; *Bündner Zeitung* (8.12.97) : « Orthodoxe Juden helfen der Schweiz ».
- xxxii *Journal de Genève* (8.12.97) : « 'Nous voulons montrer aux banques suisses qu'elles sont sous surveillance !' ». A ce sujet, voir également : *Bund* (8.12.97) : « Banken auf dem Prüfstand » ; *Bündner Zeitung* (8.12.97) : « Schweizer Banken unter der Lupe ».
- xxxiii *Le Nouveau Quotidien* (9.12.97) : « Les banques suisses ont trois mois pour sortir de la spirale du boycott aux États-Unis ». Voir également : *L'Express et L'Impartial* (9.12.97) : Déshérence : New York se veut conciliant » ; *Tages-Anzeiger* (9.12.97) : « 90 Tage für die Banken » ; *Blick* (9.12.97) : « 'Schweiz darf nicht bestraft werden' » ; *Bund* (9.12.97) : « Alle Ansprüche rasch regeln » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (9.12.97) : « Sanktionen werden auf Eis gelegt » ; *Berner Zeitung* (9.12.97) : « Diskussion über Schweizer Banken » ; *Neue Luzerner Zeitung* (9.12.97) : « Moratorium bis Ende März » ; (9.12.97) : « Una tregua per le banche » ; *Corriere del Ticino* (9.12.97) : « Moratoria per le sanzioni » ; *Giornale del Popolo* (9.12.97) : « Appello contro il boicottaggio » ; *Journal de Genève* (10.12.97) : « New York s'adoucît face à la bonne volonté des banques suisses ».
- xxxiv *Journal de Genève* (9.12.97) : « Israel Singer : 'Il sera plus facile de négocier avec les banques suisses' ».
- xxxv *24 Heures* (9.12.97) : « Les banques suisses ont nonante jours pour éviter des sanctions américaines ».
- xxxvi *Le Nouveau Quotidien* (15.12.97) : « Fonds juifs : Eizenstat, arbitre entre les banques et les plaignants ». Voir également : *Journal de Genève* (15.12.97) : « L'affaire des fonds en déshérence pourrait bien se conclure par un accord global » ; *L'Express et L'Impartial* (15.12.97) : « Fonds en déshérence : Visite discrète aux banquiers suisses » ; *Le Matin* (15.12.97) : « Discrète rencontre » ; *NZZ* (15.12.97) : « Eizenstats Sondierungen in Zürich » ; *Tages-Anzeiger* (15.12.97) : « Kommt es zu einem Vergleich ? » ; (15.12.97) : « Eizenstat schaltet sich ein » ; *Basler Zeitung* (15.12.97) : « Stuart Eizenstat vermittelt in Zürich » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (15.12.97) : « Vergleich oder neue Sammelklage ? » ; *Neue Luzerner Zeitung* (15.12.97) : « Kläger und Grossbanken haben sich getroffen » ; *Bündner Zeitung* (15.12.97) : « 'Runder Tisch' mit Eizenstat » ; *Aargauer Zeitung* (15.12.97) : « Grossbanken-Chefs diskutieren mit Unterstaatssekretär Eizenstat » ; *Regione* (15.12.97) : « Le banche trattano con gli USA » ; *Giornale del Popolo* (9.12.97) : « Fondi ebraici, soluzione vicina ? ».
- xxxvii *Journal de Genève* (15.12.97) : « L'affaire des fonds en déshérence pourrait bien se conclure par un accord global ».
- xxxviii *24 Heures* (15.12.97) : « Arbitrage à huis clos pour Stuart Eizenstat ».
- xxxix *Blick* (15.12.97) : « 'Staatsvertrag schützt nicht vor neuen Klagen' ».
- xl *Journal de Genève* (31.1.98) : « A Davos, la Suisse reçoit deux messages positifs ». Voir également : *Le Nouvelliste* (31.1.98) : « L'instituteur Eizenstat note la Suisse » ; *Le Matin* (31.1.98) : « Des Américains aux yeux doux » ; *24 Heures* (31.1.98) : « Washington ne veut plus de sanctions » ; *L'Express et L'Impartial* (31.1.98) : « Suisse : Signaux positifs à Davos » ; *La Liberté* (31.1.98) : « Messages positifs pour la Suisse » ; *NZZ* (31.1.98) : « Versöhnliche Worte Stuart Eizenstats » ; *Blick* (31.1.98) : « Cotti las Stuart Eizenstat die Leviten » ; *Bund* (31.1.98) : « Eizenstats Absage an den Wiesenenthal Bericht » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (31.1.98) : « 'Sanktionen sind kontraproduktiv' » ; *Aargauer Zeitung* (31.1.98) : « Eizenstat gibt sich moderater » ; *Basler Zeitung* (31.1.98) : « Eizenstat trifft Cotti » ; *Giornale del Popolo* (31.1.98) : « Eizenstat superstar a Davos » ;
- xli *Le Nouveau Quotidien* (10.2.98) : « Le Congrès juif brandit à nouveau la menace d'un boycott américain des banques suisses ».

- xlii *Journal de Genève* (10.2.98) : « La task force réagit à l'attaque de D'Amato ». La dépêche de l'ATS a également été reprise par : *Le Matin* (10.2.98) : « Pressions sur la fusion » ; *L'Express et L'Impartial* (10.2.98) : « UBS – SBS : La Suisse répond aux attaques » ; *24 Heures* (10.2.98) : « La task force critique les propos de D'Amato » ; *Blick* (10.2.98) : « Lob für D'Amato » ; *Bund* (10.2.98) : « Alfonso D'Amato : Applaus und Kritik » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (10.2.98) : « Lob und Tadel für D'Amato » ; *Basler Zeitung* (10.2.98) : « Israel Singer stellt sich hinter D'Amato » ; *Corriere del Ticino* (10.2.98) : « La Task Force critica D'Amato ».
- xliii *L'Express et L'Impartial* (4.3.98) : « Déshérence : Loi en vue dans le New Jersey ». Voir également : *24 Heures* (4.3.98) : « Boycott en préparation » ; *La Liberté* (4.3.98) : « Boycott : Le New Jersey légifère » ; *NZZ* (4.3.98) : « Vorstoss gegen Banken im Parlament von New Jersey » ; *Tages-Anzeiger* (4.3.98) : « New Jersey macht ernst » ; *Bund* (4.3.98) : « New Jersey : Bankenboykott » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (4.3.98) : « New Jersey droht Schweizer Banken » ; *Basler Zeitung* (4.3.98) : « US-Gesetz gegen Schweizer Banken » ; *Corriere del Ticino* (4.3.98) : « New Jersey, una legge antibanche svizzere » et *Giornale del Popolo* (4.3.98) : « New Jersey contro le banche svizzere ».
- xliv *L'Express et L'Impartial* (11.3.98) : « Boycott : La levée des menaces espérée ». Voir également : *Le Matin* (11.3.98) : « Fonds juifs : Fin des menaces ? » ; *Le Nouvelliste* (11.3.98) : « Sanctions contre les banques » ; *Corriere del Ticino* (11.3.98) : « Boicottaggio banche negli USA revocato ? ».
- xlvi *NZZ* (11.3.98) : « Bronfmans 'totaler Krieg' ».
- xlvii Voir notamment : *La Liberté* (12.3.98) : « Edgar Bronfman. Menace de guerre totale aux banques » ; *24 Heures et Tribune de Genève* (12.3.98) : « Edgar Bronfman menace les banques d'une 'guerre totale' » ; *Blick* (12.3.98) : « Bronfman-Drohung » ; *Bund* (12.3.98) : « Geraubtes Vermögen : 230 bis 320 Milliarden Dollar » ; *Basler Zeitung* (12.3.98) : « Totaler Krieg ? » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (12.3.98) : « Edgar Bronfman fordert drei Milliarden Dollar » ; *Corriere del Ticino* (12.3.98) : « Una richiesta di tre miliardi ».
- xlviii *24 Heures et la Tribune de Genève* (14.3.98) : « La Californie impose aux banques suisses un délai pour la restitution des avoirs juifs ». Voir également : *La Liberté* (14.3.98) : « La Californie fixe un ultimatum, mais Thomas Borer garde espoir » ; *Le Nouvelliste* (14.3.98) : « Ultimatum californien aux banques » ; *NZZ* (14.3.98) : « Neue Sanktionsdrohung aus den USA » ; *Tages-Anzeiger* (14.3.98) : « Neue kalifornische Attacke gegen Schweizer Banken » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (14.3.98) : « Ultimatum an Schweizer Banken » ; *Basler Zeitung* (14.3.98) : « Holocaust-Fonds : Kalifornien fordert baldigen Vergleich » ; *Corriere del Ticino* (14.3.98) : « Ultimatum dalla California » ; *Giornale del Popolo* (14.3.98) : « California : ultimatum alle banche CH ».
- xlix *24 Heures et la Tribune de Genève* (14.3.98) : « New York rappelle à l'ordre Matt Fong ». Voir également *Tages-Anzeiger* (16.3.98) : « Hevesi gegen Ultimatum » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (16.3.98) : « Hevesi tadelt Fong ».
- l *NZZ* (14.3.98) : « Harsche Reaktion der FDP ».
- li *Le Temps* (20.3.98) : « La droite réclame des sanctions contre les sociétés américaines » et « la droite veut sanctionner des sociétés américaines ». Voir également : *Le Matin* (20.3.98) : « Des mesures de rétorsion ? » ; *24 Heures et la Tribune de Genève* (20.3.98) : « Des mesures de rétorsion contre un boycott américain ? » ; *L'Express et L'Impartial* (20.3.98) : « Rétorsion au boycott ? » ; *Tages-Anzeiger* (20.3.98) : « Boykott Drohungen verärgern » ; *Corriere del Ticino* (20.3.98) : « Dick Marty : 'Reagire alle minacce USA' » ; *Bund* (21.3.98) : « Boykottandrohung gegen die USA » ; *Tages-Anzeiger* (21.3.98) : « Der Gegen-Boykott trüfe auch David de Pury » ; *Basler Zeitung* (21.3.98) : « US-Boykotte : Ruf nach Vergeltung » ; *Giornale del Popolo* (21.3.98) : « Minacciando la California » ; *SonntagsBlick* (22.3.98) : « Freisinn droht mit Spargelkrieg ».
- lii *Le Matin* (20.3.98) : « Serions-nous devenus virils ? ».
- liii *Le Matin* (22.3.98) : « Répliquons aux menaces ! » et « Elle sera excitante la Suisse du XXI^e ! »
- liv *L'Express et L'Impartial* (25.3.98) : « Dollars et autres larmes ».
- lv Voir notamment : *24 Heures et la Tribune de Genève* (25.3.98) : « La guerre transatlantique des boycotts n'aura pas lieu » ; *L'Express et L'Impartial* (25.3.98) : « L'idée de rétorsion déplaît » ; *Le Nouvelliste* (25.3.98) : « Banques suisses. Rétorsion ? » ; *NZZ* (25.3.98) : « Skeptisch gegenüber Gegenmassnahmen » ; *Blick* (25.3.98) : « Banken-Boykott-Entschied Sanktionen oder Vergleich » ; *Corriere del Ticino* (25.3.98) : « 'Nessuna ritorsione anti-USA' »
- lvi *La Liberté* (24.3.98) : « Les banques paieront-elles des milliards aux juifs américains ? » et « Les banques ont-elles acheté la paix ? ».
- lvii *Le Temps* (25.3.98) : « Un accord serait imminent entre les banques et les milieux juifs américains »
- lviii *Le Temps* (27.3.98) : « Un accord met fin au procès contre les banques suisses », « Un coup joliment monté » et « Fonds juifs : les banques suisses acceptent le principe d'un accord global » ; *24 Heures et la Tribune de Genève* (27.3.98) : « A New York, un accord global éloigne les menaces de boycott »,

- « La voie de la sagesse » et « Percée à New York. Les banques suisses s'engagent en vue d'un accord global » ; *Le Matin* (27.3.98) : « Accord de principe » et « Ils ont trouvé un accord ! » ; *Le Nouvelliste* (27.3.97) : « La fin d'un mauvais feuilleton ? » et « La guerre des nerfs est peut-être finie » ; *L'Express* et *L'Impartial* (27.3.97) : « Avoirs juifs. Accord annoncé à New York » et « Avoirs juifs. Un accord met fin au procès contre les banques » ; *NZZ* (27.3.98) : « Verzichtet auf Sanktionen gegen Banken ? » ; *Tages-Anzeiger* (27.3.97) : « Boykott der Banken abgewendet » et « Ein Nehmen und Geben » ; *Blick* (27.3.97) : « Kein Banken-Boykott – aber neues Unheil droht » ; *Bund* (27.3.97) : « Globallösung ? » ; *Aargauer Zeitung* (27.3.97) : « US-Finanzbeamte ringen um Sanktionsandrohung » et « Morgenröte statt 'Krieg' ? » ; *Basler Zeitung* (27.3.97) : « 'Gerechtigkeitsfonds' soll Boykott abwenden » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (27.3.97) : « Keine Sanktionen gegen Banken » ; *Corriere del Ticino* (27.3.97) : « Creato il 'fondo di giustizia' » ; *Giornale del Popolo* (27.3.97) : « Accordo raggiunto ».
- lxiii *Le Temps* (27.3.97) : « La diplomatie contre les sanctions économiques ». Voir également : *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (27.3.97) : « Les Gouvernements suisse et américain lancent un appel conjoint contre le boycott » ; *Le Matin* (27.3.97) : « Déclaration conjointe Suisse-États-Unis » ; *L'Express* et *L'Impartial* (27.3.97) : « Appel de Berne et Washington » ; *NZZ* (27.3.97) : « Aufruf zum Verzicht auf Sanktionen » ; *Tages-Anzeiger* (27.3.97) : « Die USA und die Schweiz gemeinsam gegen Boykott » ; *Bund* (27.3.97) : « Warnung vor Boykott » ; *Corriere del Ticino* (27.3.97) : « Per Svizzera e USA il boicottaggio 'ingiustificato e controproducente' ».
- lix *Le Temps* (27.3.97) : « Un coup joliment monté ».
- lx *Le Temps* (27.3.97) : « Fonds juifs : les banques suisses acceptent le principe d'un accord global ».
- lxi *Le Temps* (2.4.98) : « Où donc s'arrêtera la pression américaine ? ».
- lxii *Le Temps* (2.4.98) : « La plainte collective contre la BNS est prête ». Voir également : *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (2.4.98) : « Une plainte se dessine contre la BNS » ; *La Liberté* (2.4.98) : « Plainte contre la BNS en vue » ; *L'Express* et *L'Impartial* (2.4.98) : « Berne est dans l'expectative » ; *Le Matin* (2.4.98) : « 'Nous nous défendrons' » ; *Le Nouvelliste* (2.4.98) : « Une plainte collective se prépare contre la BNS » ; *NZZ* (2.4.98) : « Schweizerische Nationalbank vor Sammelklage ? » ; *Tages-Anzeiger* (2.4.98) : « US-Politik der Ankündigungen soll den Druck auf die Schweiz steigern » ; *Bund* (2.4.98) : « Sammelklage gegen SNB ? » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (2.4.98) : « Neue Sammelklage ? ».
- lxiii *Le Matin* (2.4.98) : « A quand le tour des Sages ? ».
- lxiv *Tages-Anzeiger* (3.4.98) : « 'Man kann es Erpressung nennen' ».
- lxv *Le Temps* (4.4.98) : « Ripostes contre le Congrès juif mondial ». Voir également : *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (4.4.98) : « Un responsable israéliite suisse tance le Congrès juif mondial » ; *Tages-Anzeiger* (4.4.98) : « Blick zurück, Blick nach vorn » ; *Corriere del Ticino* (4.4.98) : « Altere pressioni sulla BNS » et « Le reazioni. Flavio Cotti è indignato. Sigi Feigel: 'Esagerano' ».
- lxvi Voir également : *La Liberté* (4.4.98) : « La BNS prête à résister » ; *Le Nouvelliste* (4.4.98) : « La BNS sort les dents » ; *NZZ* (4.4.98) : « Klartext der Schweizerischen Nationalbank » ; *Blick* (4.4.98) : « Die Nationalbank will nicht zahlen ».
- lxvii Voir également : *Le Matin* (4.4.98) : « Cotti. Irrité par les menaces » ; *L'Express* et *L'Impartial* (4.4.98) : « Déshérence. Irritation en Suisse » ; *NZZ* (4.4.98) : « Cotti wird deutlich » ; *Blick* (4.4.98) : « Cotti verärgert über Forderung » ; *Berner Zeitung* (4.4.98) : « Cotti : nicht nachgeben » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (4.4.98) : « Drohungen: Cotti hat genug ».
- lxviii *SonntagsZeitung* (5.4.98) : « 'Der Bericht zieht ihnen den Boden unter den Füßen weg'. Jean-François Bergier hält die Angst vor neuen Geldforderungen für unbegründet ».
- lxix *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (6.4.98) : « Bergier donne raison à JPD sur l'or nazi ». Voir également : *Corriere del Ticino* (6.4.98) : « Il rapporto Bergier non giova agli USA » ; *Giornale del Popolo* (6.4.98) : « Nel rapporto Bergier non ci saranno motivi per ridiscutere il trattato del 1946 ».
- lxx Voir par exemple : *L'Express* et *L'Impartial* (18.4.98) : « Déshérence. BNS ferme » ; *Le Temps* (18.4.98) : « Son président le confirme : la BNS s'exclut d'une solution globale » ; *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (18.4.98) : « BNS Comptes en déshérence » ; *Le Nouvelliste* (18.4.98) : « Hor [sic] du coup » ; *Tages-Anzeiger* (18.4.98) : « Nationalbank-Chef : 'Unser Vergleich steht schon' » ; *Bund* (18.4.98) : « Meyer gegen Globallösung » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (18.4.98) : « Globallösung ohne Nationalbank » ; *Corriere del Ticino* (18.4.98) : « No di BNS all'accordo globale per conti ebraici » ; *Giornale del Popolo* (18.4.98) : « La Banca Nazionale non intende partecipare alla soluzione globale dei fondi in giacenza ».
- lxxi *Le Temps* (2.5.98) : « Les juifs de Suisse rejettent l'accord global négocié par les banques ». Voir également : *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (2.5.98) : « Les juifs de Suisse dénoncent les méthodes du Congrès juif mondial » ; *La Liberté* (2.5.98) : « Les Israélites de Suisse ne ménagent pas les critiques contre le CJM » ; *L'Express* et *L'Impartial* (2.5.98) : « Juifs de Suisse. Sérieuses critiques à l'égard du CJM » ; *Le Nouvelliste* (2.5.98) : « Mise au point » ; *Le Matin* (2.5.98) : « Communauté

- juive. Position précisée » ; *NZZ* (2.5.98) : « SIG-Spitze bei Flavio Cotti » ; *Bund* (2.5.98) : « Schweizer Juden zweifeln an 'Globallösung' » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (2.5.98) : « Auf Distanz zum Weltkongress » ; *Aargauer Zeitung* (2.5.98) : « Distanzierung von Sammelklagen » ; *Basler Zeitung* (2.5.98) : « Schweizer Juden auf Distanz zum JWK » ; *Corriere del Ticino* (2.5.98) : « 'No ai boicottaggi' ».
- lxxii *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (2.5.98) : « Franz Steinegger demande au Conseil fédéral de ne plus regarder les négociations de Washington comme une affaire privée ».
- lxxiii *NZZ* (25.4.98) : « Kein blauer Montag für Schweizer Grossbanken ».
- lxxiv Voir notamment : *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (27.4.98) : « Accord global sur les fonds juifs : la négociation.
- lxxv Voir la note lxxii, ci-dessus.
- lxxvi *Le Temps* (26.5.98) : « Le Conseil fédéral est bouleversé mais il n'entreprendra rien », « La BNS savait qu'elle recevait de l'or volé par les nazis » et « Rapport Bergier : rien de nouveau ? ».
- lxxvii *Le Nouvelliste* (6.6.98) : « Plus d'un milliard pour une solution globale ? ». Voir également : *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (6.6.98) : « Banques : les négociations avec la partie juive sont redynamisées » ; *La Liberté* (6.6.98) : « Banques. Un milliard pour un 'règlement global' ? » ; *NZZ* (6.6.98) : « Vorerst keine Sammelklage gegen die SNB » ; *Tages-Anzeiger* (6.6.98) : « Der Vergleich wird teuer » et « Haben die Banken Milliarden zugesagt ? » ; *Bund* (6.6.98) : « 1 Milliarde offeriert ? » ; *Basler Zeitung* (6.6.98) : « Globallösung ist in Sichtweite gerückt » ; *Aargauer Zeitung* (6.6.98) : « Gerüchte um Milliardenofferte » ; *Giornale del Popolo* (6.6.98) : « Fondi ebraici, banche offrono un miliardo ? ».
- lxxviii *24 Heures* et la *Tribune de Genève*, (30.6.98) : « La BNS serait dans la tourmente des plaintes collective ».
- lxxix *NZZ* (30.6.98) : « Ultimatum des jüdischen Weltkongress ».
- lxxx *Basler Zeitung* (30.6.98) : « Morgen berät « Hevesi »-Ausschuss über US-Banken-Boykott ».
- lxxxi *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (30.6.98) : « La BNS serait dans la tourmente des plaintes collective ».
- lxxxii *Le Temps* (1.7.98) : « Le Congrès juif fait monter la pression contre la Suisse et la BNS » ; *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (1.7.98) : « Plainte contre la BNS : blocage de l'or suisse à New York ? » et « Comment la BNS va se défendre » ; *Le Matin* (1.7.98) : « États-Unis. Plainte collective contre la BNS » ; *Le Nouvelliste* (1.7.98) : « Plainte collective contre la BNS » et « La BNS met les pieds au mur » ; *L'Express et L'Impartial* (1.7.98) : « Holocauste. Plainte collective contre la BNS déposée à Washington » ; *La Liberté* (1.7.98) : « Une plainte collective contre la BNS a été déposée à Washington » ; *NZZ* (1.7.98) : « US-Sammelklage gegen die Nationalbank » ; *Tages-Anzeiger* (1.7.98) : « Nun eine Goldklage » ; *Basler Zeitung* (1.7.98) : « SNB-Kläger Hausfeld : Ein gefürchteter Vollprofi » et « Nur beschränkt verletzlich » ; *Aargauer Zeitung* (1.7.98) : « Droht die Beschlagnahme des Nationalbank-Goldes in den USA ? » et « Rubikon längst überschritten » ; *Bund* (1.7.98) : « Wie man eine Milliarde Franken erpresst » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (1.7.98) : « Neuer Druckversuch auf die Schweiz » ; *Corriere del Ticino* : « Denunciata la Banca Nazionale. BNS pronta a passare alla controffensiva » ; *Giornale del Popolo* : « All'assalto della BNS ».
- lxxxiii *La Liberté* (1.7.98) : « Couchepin : 'Il faut résister' » ; *L'Express et L'Impartial* : « Couchepin : 'Il faut résister' » et « A ne parler que d'argent... » ; *Blick* (1.7.98) : « 'Ich habe es jetzt ruhiger als früher » ; *Giornale del Popolo* . (1.7.98) : « 'Non hanno interesse alla verità storica' »

CHAPITRE 12

[U]ne situation n'est pas n'importe quelle totalité temporelle. On peut dire d'elle qu'elle a une structure d'intrigue. En effet, une situation émerge quand quelque chose se noue ; son développement, qui est imprévisible, correspond alors à l'enchaînement des péripéties, des contingences et des initiatives qui conduisent à son dénouement. L'ensemble formé par ces péripéties, contingences et initiatives forme une configuration : elles sont intégrées dans une totalité où elles trouvent une unité, une identité et un sens. Une sorte de téléologie est ainsi inhérente à la situation : non seulement se crée une attente d'un point final ; mais, de plus, la résolution de la situation correspond à un aboutissement, à un achèvement qui est fonction de ce qui y a conduit. Le dénouement de la situation n'est donc pas une simple cessation ; il n'est pas non plus une conclusion séparée et indépendante ; il est l'aboutissement d'un cheminement continu, le moment où celui-ci culmine vers une résolution. Précisément, c'est ce mouvement qui est source de l'intérêt accordé aux différentes choses et événements rencontrés dans le développement de la situation ainsi qu'aux conditions qui le facilitent ou l'entravent.

Louis Quéré « La situation toujours négligée? », *Réseaux* n°85, 1997, p.182

12 L'INTRIGUE PROJETTE ET ORGANISE L'HORIZON DE SON PROPRE DÉNOUEMENT

Ce chapitre sera principalement consacré au jeu des perspectives temporelles qui ont animé l'attente, la reconnaissance et l'institution d'un accord global en tant que dénouement de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Cette analyse sera alimentée par une sociologie phénoménologique attentive à l'organisation temporelle des situations, qui permet à leurs protagonistes d'*attendre* des événements à venir, de les *reconnaître* lorsqu'ils surviennent, de *déterminer rétrospectivement* le déroulement dont ils sont issus et de *projeter* les horizons dont ils sont porteurs (Schütz, 1964 et 1966)¹. Les paragraphes qui suivent ne seront cependant pas animés par un projet théorique. Ils seront plutôt orientés vers l'élaboration d'une trame narrative qui, revenant sur la constitution de la controverse et de ses publics – tels qu'ils ont été projetés, mis en forme et accomplis – aura pour charge de retracer le déroulement en spirale qui a configuré et temporalisé la situation « des fonds juifs et de l'or nazi »².

Il s'agira d'abord d'observer comment la presse suisse a présenté la levée du moratoire sur le boycott des banques suisses comme un tournant de la controverse, qui remplissait l'horizon d'attente configuré par l'échec des négociations et qui orientait la situation vers un règlement financier appelé à intervenir rapidement (12.1). Puis, l'analyse montrera comment cette nouvelle situation a fait émerger de nouvelles menaces, face auxquelles les médias ont constitué leurs audiences, comme un public politique, appelé à s'unir pour défendre les intérêts financiers de ses banques (12.2). Ensuite, l'analyse se concentrera sur les conjectures et les supputations déployées par les médias pour rendre compte de l'avancement des négociations secrètes et pour mettre en scène les incertitudes dont elles étaient porteuses (12.3). Enfin, l'examen des articles publiés au lendemain de la signature de l'accord global montrera comment le surgissement de cet événement a déterminé rétrospectivement l'intrigue dont il était présenté comme l'aboutissement, tout

¹ Michel Barthélémy m'a accompagné dans la découverte de ce mode d'analyse, qu'il a déployé pour retracer le déroulement d'un débat public européen (Barthélémy, 2003a et b).

² Paul Ricœur a souligné la dynamique *apparemment* circulaire de toute herméneutique des expériences temporelles, médiatisées par des mises en intrigue : « *Que l'on considère la structure sémantique de l'action, ses ressources de symbolisation ou son caractère temporel, le point d'arrivée semble ramener au point de départ, ou, pire, le point d'arrivée semble anticipé dans le point de départ. [...] Que l'analyse soit circulaire n'est pas contestable. Mais que le cercle soit vicieux peut être réfuté. A cet égard, j'aimerais parler plutôt d'une spirale sans fin qui fait passer la médiation plusieurs fois par le même point, mais à une attitude différente* » (Ricœur, 1983 : 138). L'analyse empirique des fonctions temporalisantes et configurantes des mises en intrigue a été évoquée en introduction au chapitre 7 et déployée au cours du chapitre 11 (voir en particulier sa note 15, *supra*).

en projetant les développements à venir de la situation (12.4). Pour conclure, cette configuration pratique de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » et de son dénouement me servira de point d'appui pour faire une incursion sur le terrain de l'analyse des relations internationales et de leur recomposition suite à la chute du mur de Berlin (12.5).

12.1 La levée du moratoire comme tournant vers le dénouement de l'intrigue

L'échec des négociations menées par Stuart Eizenstat a propulsé commission de surveillance des banques suisses sur le devant de la scène. Dès lors que les négociations en vue d'un accord global se trouvaient face à une impasse, il devenait envisageable que les trésoriers des villes et des États décident de lever leur moratoire sur le boycott des banques suisses. Dès lors, les quotidiens helvétiques se sont accordés pour considérer la réunion convoquée par Alan Hevesi pour le début du mois de juillet comme un tournant, qui allait s'ouvrir sur la dernière ligne droite de la controverse. Les commentateurs s'attendaient en effet à ce que des sanctions soient promulguées à l'encontre des banques suisses, lesquelles seraient alors contraintes d'accélérer leurs démarches afin de trouver une issue définitive au problème.

12.1.1 Le remplissement de l'horizon d'attente institué par les négociations financières

Sitôt la levée du moratoire sur le boycott des banques suisses connue, la presse suisse a présenté cette issue comme la conséquence attendue de l'échec des négociations secrètes menées par Stuart Eizenstat (11.3.5, *supra*). Cependant, tous les quotidiens n'ont pas élaboré la mise en scène de cet enchaînement causal à la même date. Le 2 juillet 1998, la plupart des articles ignoraient le verdict prononcé par les trésoriers des villes et des États. Ils restaient donc relativement optimistes, à l'image de *L'Express* et de *L'Impartial*, dont le titre estimait encore que « *Les banques suisses devraient échapper aux sanctions* ».

Dès le lendemain en revanche, tous les articles et les commentaires se sont rejoints pour considérer que les sanctions marquaient un durcissement du conflit qui opposait la Suisse et les États-Unis. Ils présentaient donc cette décision comme le prolongement logique de la confrontation, dont les fronts se durcissaient (la *Basler Zeitung* parlait de *Verhärtete Fronten*)¹. De même, *Le Matin* annonçait en titre que « *[l]a menace de sanctions contre les banques suisses s'accentu[ait]* ». Puis, son sous-titre considérait que « *[l]e comité Hevesi, qui représent[ait] les responsables financiers des villes et des Etats américains, [avait] opt[é] pour la ligne dure* », en mettant les « *[a]utorités et banques suisses sur la sellette* ». L'article était alors amorcé par une citation de la déclaration au cours de laquelle Alan Hevesi avait justifié la décision du comité de surveillance en invoquant explicitement le blocage des négociations :

« En raison de l'impasse récente et de l'absence de volonté du gouvernement suisse de s'impliquer dans les négociations, nous n'avons pas d'autre choix que de recommander la levée du moratoire sur les sanctions contre les trois grandes banques suisses » [...].

Les quotidiens suisses ont donc présenté la levée du moratoire comme une conséquence directe du revers subi par Stuart Eizenstat, dont la médiation n'était pas parvenue à aplanir les divergences qui opposaient les auteurs des plaintes collectives et les banquiers suisses. De la sorte, ils ont inscrit la levée du moratoire sur le boycott des banques suisses dans l'intrigue d'un conflit économique international, dont le déroulement impliquait les autorités suisses et états-uniennes, par l'intermédiaire d'instances privées. Cette configuration sous-tendait l'article de Pierre Ruetschi, qui soulignait qu'au cours des auditions, chaque partie entendait « *faire une démonstration de fermeté* », engendrant ainsi un « *climat [...] d'une extrême tension* » (24 Heures et la Tribune de Genève, 2.7.98) :

Tir croisé d'attaques où les banques, mais surtout la Confédération tenaient le rôle de première cible. Le Conseil fédéral et la BNS auraient saboté les négociations en refusant de s'engager pour un règlement global, a accusé le CJM. Un tel règlement aurait permis de mettre un terme définitif à toutes les revendications et plaintes touchant à la question des fonds juifs et de l'or nazi. Avocats et CJM voulaient 1,5 milliard pour solde de tout compte. UBS, SBS et CS ont proposé 600 millions pour régler les trois plaintes collectives, et elles seulement. Berne a été déclaré indirectement coupable de n'avoir pas aidé à combler la différence pour sceller un « vrai règlement global ».

Le déploiement de ce raisonnement pratique instituait une double métonymie. D'un côté, il tenait pour acquis que le Gouvernement suisse était impliqué par les négociations entamées par les banques privées. De l'autre, il établissait un lien indissociable entre les États-Unis, les responsables des finances locales, les avocats des plaignants et le CJM. Dans cette perspective, l'intervention des trésoriers apparaissait comme une nouvelle pression exercée par « les États-Unis » sur « la Suisse », afin que ses autorités et sa banque nationale prennent part aux négociations d'un accord global et s'engagent à y participer :

Rarement attaques du CJM ont été plus sèches et directes à l'endroit des banques mais surtout des autorités suisses. Ces dernières n'auraient fait qu'attaquer et dénigrer les négociations entre les banques et la partie juive. Le CJM a accusé le Conseil fédéral d'être au cœur de l'échec de restitution morale et financière. « Le gouvernement a refusé de tirer les conséquences des découvertes faites par la Commission Bergier qu'il a lui-même mise en place », a déclaré Elan Steinberg rapportant les propos tenus par le président du CJM Edgar Bronfman devant la commission. Or, poursuit-il, le rapport Bergier a établi que la BNS avait reçu 4 milliards d'avoirs nazis en termes actuels. [...]

En cherchant plus que jamais à démontrer la responsabilité des autorités suisses, le CJM veut à l'évidence pousser les autorités suisses (gouvernement et/ou BNS) à s'impliquer dans un règlement global. [...]

Le médiateur des négociations, Stuart Eizenstat, estime qu'après l'échec des négociations, une occasion aussi bonne de régler cette question ne se représentera pas de si tôt. Non sans une certaine ambiguïté, il lance, lui aussi, la balle dans le camp des autorités suisses : « Il est temps que le Gouvernement suisse propose lui-même des voies pour mettre un terme à l'ensemble de cette question », a-t-il déclaré lors d'une conférence téléphonique. La BNS a-t-il ajouté, doit tirer les conclusions du rapport Bergier. [...] En même temps, il s'est une fois de plus déclaré contre des sanctions des États et villes américains ; parce qu'elles sont contreproductives [sic] et parce qu'elles empiètent sur les compétences du Département d'Etat.

La levée du moratoire apparaissait donc comme l'apogée du conflit financier polarisé autour de l'accord global, de la détermination de son montant, ainsi que de l'identification des ses contributeurs et de ses bénéficiaires. Par cette configuration, la presse suisse a fondé l'intelligibilité ordinaire d'un enjeu dont le règlement impliquait d'établir comment se délimitaient et s'articulaient la défense d'intérêts privés et l'établissement de responsabilités publiques. Dans cette perspective, l'émergence de cette *culture politique internationale* marquait un tournant du débat, et ouvrait la voie au dénouement de l'intrigue « des fonds juifs et de l'or nazi ».

12.1.2 L'orientation temporelle et la polarisation actancielle instituées par la levée du moratoire

Le 3 juillet 1998, la presse suisse a rapporté l'« indignation générale » soulevée en Suisse par la levée du moratoire sur le boycott des banques suisses³. A cette occasion, les

³ Les titres étaient univoques : « Les sanctions américaines accueillies avec indignation » (*Le Temps*) ; « Sanctions. Réactions indignées en Suisse » (*L'Express* et *L'Impartial*) ; « Les Suisses n'en peuvent plus » (*24 Heures*) ; « Des sanctions insupportables » (*Le Nouvelliste*) ; « 'Dem Bundesrat fehlt jedes Verständnis...' Schweizerische Reaktionen auf New Yorker Boykottandrohungen » (*NZZ*) ; « Das Mass ist

articles se rejoignaient pour mettre en scène le rôle décisif des trésoriers des Villes et des États, auxquels ils conféraient le pouvoir de déterminer la situation, son *orientation temporelle* et son *organisation actancielle*.

D'une part, les quotidiens soulignaient que la levée du moratoire ouvrait la voie à la mise en œuvre de sanctions graduelles, lesquelles allaient structurer l'horizon des discussions et scander leur progression vers la signature d'un accord global. Ainsi, *Le Temps* indiquait, sous la plume de Maria Pia Mascaro, que « *la menace qui [pesait] sur les intérêts bancaires et sur l'ensemble de l'industrie suisse aux États-Unis se précis[ait]* »ⁱⁱ :

La Ville et l'État de New York envisagent d'appliquer leurs sanctions de manière graduelle « dans l'espoir que les parties retrouvent le chemin des négociations », a déclaré jeudi [2 juillet] Alan Hevesi, le responsable des finances de la mairie de New York.

Une marge de manœuvre est laissée aux banques puisque les premières mesures ne sont pas prévues avant le 1^{er} septembre. Si d'ici là aucun accord n'est trouvé pour régler à l'amiable l'affaire des fonds en déshérence, la Ville et l'Etat cesseront tout placement à court terme dans les banques suisses. Ils renonceront aussi à étudier les offres suisses pour leur couverture de crédit et pour la levée des émissions obligataires.

A partir du 15 novembre, les banques et les entreprises helvétiques ne seront plus considérées pour les placements de fonds de pension. Si au 1^{er} janvier 1999 l'impasse persiste, les fonds déjà placés seront retirés. A titre, d'exemple, l'État de New York a placé 740 millions de dollars auprès du Credit Suisse. Mais, plus grave sans doute pour l'image de la Suisse outre-Atlantique, les trésoriers américains envisagent de lancer un appel au boycott des produits *made in Switzerland* dès le début de l'année prochaine. « Nous espérons ne pas devoir en arriver là », a expliqué David Neustadt, porte-parole de Hevesi. Dernière étape, si au 1^{er} juillet 1999 le statu quo prévaut, les responsables des finances locales liquideront toutes leurs actions suisses, sans distinction. Le comité Hevesi, chargé de surveiller l'avancement des négociations entre les banques, le CJM et les avocats des plaignants, invite les 800 Etats et villes du pays à adopter ce plan en étapes.

D'autre part, les quotidiens se rejoignaient pour considérer que l'organisation de cet horizon temporel était indissociable d'un élargissement et d'un durcissement de l'antagonisme qui opposait la Suisse aux États-Unis. Pour souligner cette extension considérable de la controverse, *Le Temps* dressait la liste des firmes suisses, dont les titres allaient être revendus par les « *800 responsables locaux américains des finances* », pour un montant total de 735 millions de dollars, si une solution n'était pas trouvée avant le 1^{er} juillet 1999. De manière similaire, la *NZZ* parlait de « *Menaces de boycott contre toutes les firmes suisses* » (*Boykott-Drohungen gegen alle Schweizer Firmen*), tandis que le *Tages-Anzeiger* titrait lapidairement « *Et finalement contre tous* » (*Und zum Schluss gegen alle*). Pour sa part, le *Blick* se demandait explicitement si cette décision marquait le début d'une « *guerre commerciale* » (*Kommt es zum Handelskrieg ?*).

La tonalité conflictuelle qui animait ces titres ressortait très nettement des dessins de presse publiés à cette occasion⁴. En première page de *24 Heures*, Burki épinglait la violence de procédures qu'il attribuait aux Etats-Unis. Son dessin représentait deux personnages, dans des postures similaires, de dos et en légère contre-plongée. Derrière la légende « *cow-boy* », le premier protagoniste était vêtu d'un chapeau, d'un foulard rouge noué autour du cou, d'une chemise blanche, d'un gilet brun, d'une paire de jeans et de bottes munies d'éperons. La ceinture lourdement garnie de munitions, il était en train de tirer, avec un pistolet dans chaque main. Entre ses jambes, se dessinait à l'horizon sa

voll » (*Aargauer Zeitung*) ; « Sanzioni contro la Svizzera. Reazioni di disappunto e indignazione in tutto il Paese » (*Corriere del Ticino*).

⁴ Ces dessins sont reproduits en annexe 35.

victime : un Indien, l'arc à la main, touché en pleine poitrine. Le second personnage était placé derrière la légende « *boycott* ». Saisi dans la même pose que le premier, il portait également des bottes et des éperons, mais il était habillé en juge, les reins ceints d'une ribambelle de sigles du dollar. A l'horizon, sa cible apparaissait entre ses jambes : il s'agissait d'un drapeau suisse. Ce jour-là, ce dessin entraînait en résonance avec la réaction du Parti radical-démocratique, dont le secrétaire général Johannes Matyassy s'insurgeait contre des « *méthodes dignes du Far West* ».

En première page du *Tages-Anzeiger*, le dessin signé Nico représentait un trottoir jonché d'éclats de verre et de pavés et un décor de vitrines brisées sur l'arrière-plan duquel se détachaient deux personnages. Celui de droite avait les traits de Bill Clinton. Un foulard noué autour du cou, il était vêtu d'une chemise et d'un pantalon qui entraînait dans de grandes bottes noires. De ses deux mains, il tenait sur son épaule droite une énorme masse, dont il venait de se servir pour faire voler en éclats la vitrine située immédiatement derrière lui. A sa gauche, se trouvait un petit personnage dont la physionomie était calquée sur celle d'Adolf Hitler. Il portait un large chapeau, ainsi qu'un brassard noir sur lequel était inscrite la mention « *US* ». De sa main gauche, il tenait la laisse d'un chien d'attaque, tandis que de sa main droite il se servait d'une bonbonne de peinture pour écrire sur une vitrine brisée qui portait la mention « *SWATCH* », surmontée du drapeau suisse. Les slogans inscrits sur la vitrine enjoignaient à ne pas commercer avec les Suisses, en anglais (*Don't buy from any Swiss*) et en allemand (*Kauft nicht bei diesem Schweizer*). Cette mise en scène mobilisait l'imagerie de la *nuît de cristal*. De la sorte, elle établissait une équivalence explicite entre la persécution des juifs par les nazis à la fin des années 1930, et les menaces de boycott proférées à l'encontre des banques suisses par les responsables des finances locales, soixante ans plus tard.

Cette ébauche d'analyse indique comment ce dessin proposait de considérer que les *États-Unis* (représentés par leur président) employaient à l'encontre des *Suisses* des méthodes comparables à celles utilisées par les nazis contre les juifs. Cette mise en parallèle se doublait d'un renversement de configuration, dont l'ampleur apparaît à la lumière de la place que ce dessin attribuait aux juifs. Ces derniers n'y étaient certes pas représentés explicitement. En revanche, leur implication était suggérée de deux manières complémentaires. D'une part, ce dessin constituait un destinataire capable d'y reconnaître une allusion formelle à un événement historique – la nuit de cristal – dont les juifs étaient les *victimes*. D'autre part, ce dessin mettait en scène une confrontation entre les États-Unis et la Suisse. Or, le déroulement du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » avait institué une relation métonymique, ordinairement tenue pour acquise par la presse suisse, entre les États-Unis et les organisations juives⁵. La mise en scène explicite du président des États-Unis dans la position des nazis suggérait donc implicitement le rôle des *persécuteurs* était occupé par les organisations juives. En conséquence, pour comprendre comment ce dessin se référait à la nuit de cristal, il fallait accepter de considérer que les *victimes* du passé étaient devenues les *persécuteurs* du présent. Autrement dit, ce dessin présentait sous une forme graphique la configuration instituée par le président du Parti radical suisse, Franz

⁵ Au sujet de cette configuration médiatique, voir 11.3.5, en particulier la note 51, *supra*.

Steinegger, qui avait affirmé que le sénateur d'Amato employait des « méthodes nazies » (10.2.2, *supra*).

Pour parachever la configuration de cette confrontation internationale, plusieurs commentaires belliqueux appelaient les autorités suisses à faire preuve de détermination et à riposter de manière musclée. En première page de *24 Heures*, Gian Pozzy reprenait explicitement à son compte l'évaluation posée, un an et demi auparavant, par Jean-Pascal Delamuraz. Il relevait qu'en dix-huit mois, « les arguments américains [avaient] glissé du strict plan de la morale commune vers celle du fric, dont on sait qu'elle n'érige pas la morale au faite de ses préoccupations ». Il présentait ainsi une situation dont les développements lui paraissaient donner rétrospectivement raison à l'ex-conseiller fédéral qui « parlait d'intentions pas très pures », du fait qu'on cherchait « par tous les moyens à discréditer la place financière suisse », de « mauvaise foi », de « rançon » et de « chantage » ». Dans *Le Nouvelliste*, Vincent Pellegrini se faisait particulièrement explicite. Il commençait par considérer que le boycott décrété par les trésoriers locaux marquait le début d'un affrontement dont il attribuait l'entière responsabilité aux organisations juives : « Inutile d'adoucir le tableau : c'est bien une guerre qui est désormais menée contre la Suisse sous la pression des milieux juifs américains ». Face à cette situation, il concluait en appelant une riposte intransigeante : « Le temps est venu d'adopter une attitude de fermeté face à certains lobbies juifs qui ont perdu toute crédibilité »⁶.

Dans la *NZZ*, Max Frenkel considérait que « les banques [étaient] prises en otage pour contraindre le Conseil fédéral et la Banque nationale à des contributions financières » (*So werden denn die Banken als Geiseln genommen, um den Bundesrat und die Nationalbank zu Zahlungen zu pressen*). Face à ce constat, il s'opposait explicitement aux « représentants du Parti socialiste » (*SP-Exponenten*) qui estimaient que « le Conseil fédéral devait abandonner les banques à leur sort » (*der Bundesrat die Banken ihrem Schicksal überlassen solle*). Au contraire, il appelait le Gouvernement à faire œuvre de clarification. D'une part, en réaction au « double rôle » (*Doppelrolle*) joué par Stuart Eizenstat, il préconisait que le Conseil fédéral lance une « forme relativement douce d'avertissement inter-étatique », en rappelant son ambassadeur à Washington pour consultation⁷. D'autre part, il invitait le Conseil fédéral à protéger la place financière en prenant les devants face aux enquêtes que le juge new-yorkais s'apprêtait à ordonner dans les banques helvétiques. Selon lui, les autorités devaient signaler qu'elles n'autoriseraient les banques à participer à la procédure appelée « *Discovery* » que dans les limites autorisées par le secret bancaire.

Ainsi, au lendemain de la levée du moratoire, les articles, les commentaires et les dessins publiés par la presse suisse mettaient en scène une situation explosive. Ils indiquaient que les sanctions graduelles allaient faire croître, au fil des mois, la pression exercée sur les institutions suisses. De la sorte, ils mettaient en scène un conflit dont le durcissement était accentué par son extension progressive à l'ensemble des firmes suisses actives sur le territoire des États-Unis. Cette double dynamique faisait émerger une menace

⁶ A ce moment de la controverse, cette configuration n'était plus l'apanage de *24 Heures* et du *Nouvelliste* (6.1, *supra*). La veille, François Nussbaum avait également fait référence à l'ancien Conseiller fédéral dans son éditorial pour *L'Express* et *L'Impartial* (2.7.98) : « Il y a dix-huit mois, Jean-Pascal Delamuraz a osé parler de « rançon » et de « chantage ». Tollé général. [...] Avant-hier, Pascal Couchepin dit que « ce qui intéresse ces organisations, c'est combien la Suisse est prête à payer ». Réactions ? Néant. C'est qu'en dix-huit mois, ces organisations ont perdu, sinon leur puissance aux États-Unis, du moins leur crédibilité en Suisse ». Au sujet de ces opérations de légitimation rétrospective, voir également 11.3.4, *supra*.

⁷ Sur le double rôle communément attribué par la presse suisse aux représentants du gouvernement fédéral des États-Unis, voir la note 25 du chapitre 11, *supra*.

croissante, progressivement étendue à l'ensemble des activités commerciales suisses, dont il était tenu pour acquis que la défense incombait au Gouvernement suisse.

12.1.3 La constitution spéculaire d'un public suisse appelé à défendre des intérêts privés

Conformément aux attentes, la réunion des trésoriers locaux a immédiatement été reconnue comme un tournant de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Dès les premiers jours de juillet 1998, le dispositif des sanctions graduelles a été considéré comme un durcissement et une extension du conflit, qui impliquait la Suisse et les États-Unis en tant que collectivités politiques. Dès lors, la presse suisse a rendu intelligible l'intérêt public engagé par le déroulement de *négociations commerciales secrètes*. Ainsi, sur l'arrière-plan d'une situation dont la polarisation et l'orientation incombaient aux trésoriers locaux, la presse helvétique a fait émerger un *public suisse indigné*, qui appelait son Gouvernement à ne pas céder au « *chantage* » et à défendre les intérêts financiers de ses banquiers⁸.

Pour mettre en scène cette *indignation nationale*, plusieurs quotidiens ont constitué leurs destinataires en un public politique, directement affecté par le boycott des banques et appelé à y réagir. Ainsi, en première page, *La Liberté* (3.7.98) affirmait que « *L'affaire des fonds en déshérence tourn[ait] à la confrontation générale* ». En page intérieure, son titre était adressé à un destinataire assimilé aux intérêts bancaires visés par les sanctions : « *Nos banques sont exposées au boycott* ». De la sorte, il constituait le public suisse sous la forme d'un « *nous* » inclusif, plongé au cœur du conflit qui affectait les banquiers. Une autre forme de configuration spéculaire était élaborée par *24 Heures* (3.7.98), dont le titre principal annonçait : « *Les Suisses n'en peuvent plus* ». Cette formule constituait un *énonciateur politique*, dont le propos était doté de la force *performative* de constituer les « *Suisses* » dont il parlait, en une figure collective d'identification, à laquelle ses destinataires étaient assimilés⁹.

Parallèlement, le commentaire de Georges Wüthrich publié par le *Blick* (3.7.97) déployait un travail politique de *mobilisation*. Sous le titre « *Selbstbewusst reagieren* », ce petit texte dessinait les contours d'un enjeu identitaire national, face auquel il invitait des lecteurs à se reconnaître dans un « *nous* » appelé à manifester sa *conscience* de ses *qualités collectives*ⁱⁱⁱ :

« **Es gibt nichts zu verhandeln.** »

« **Es werden keine Zahlungen** aus Steuergeldern geleistet. »

« **Diese klare Strategie des Bundesrates** in der Auseinandersetzung mit den USA ist nach wie vor richtig – auch nach Auslösung des Handels-Krieges gegen die Schweiz durch die Hevesi-Scharfmacher. [...] »

Hören wir auf, uns ständig kleinzumachen. Natürlich hat die Schweiz gegenüber den USA kürzere Spiesse. Aber sie hat durchaus auch Mittel in der Hand, um sich erfolgreich zu wehren.

(« **Il n'y a rien à négocier.** »

« **Aucun versement** ne sera réalisé avec l'argent des contribuables. »

Cette claire stratégie du Conseil fédéral dans l'explication avec les USA reste juste – même après le déclenchement de la guerre commerciale contre la Suisse par les extrémistes-Hevesi.

⁸ Cet exemple montre que les distinctions entre le « public », le « secret » et le « privé » sont des *accomplissements pratiques* et des *phénomènes empiriques*, irréductibles à des distinctions conceptuelles établies et réifiées.

⁹ Dans la perspective ouverte par John Austin (1970 [1962]), cette analyse éclaire ces discours en tant qu'opérations locutoires (*i.e.* qui *disent* quelque chose), illocutoires (*i.e.* qui produisent quelque chose *en* le disant) et perlocutoires (*i.e.* qui produisent quelque chose *par le fait* de le dire).

Cessons de nous faire constamment petits. Naturellement, les épées de la Suisse sont plus petites que celles des USA. Mais elle a également tout à fait les moyens de se défendre avec succès.)

Cette mise en scène fondait l'élaboration d'un programme d'action dont la conduite était assignée à un « nous » inclusif, dans lequel le *Blick* s'incluait et inscrivait ses lecteurs. Ceux-ci étaient invités à « défendre » la Suisse, en endossant la *culture politique* définie par deux mots d'ordre attribués au Conseil fédéral : « *Il n'y a rien à négocier* » et « *Aucun versement ne sera réalisé avec l'argent des contribuables* ». Dans la perspective instituée par ce discours, l'*identité nationale suisse* était donc appelée à émerger sous la forme d'une *conscience collective*, exprimée par une *action défensive*, engagée en réaction à la « *guerre commerciale* » lancée contre les banques helvétiques. Autrement dit, Georges Wüthrich présentait la Suisse comme une entité attaquée et menacée, dont la représentation était assurée par des actions menées sous les auspices de *métaphores bellicistes*, pour défendre les *intérêts économiques* d'entreprises privées.

Trois jours après l'annonce de la levée du moratoire sur les sanctions contre les banques suisses, la dynamique spéculaire constitutive de cette *culture politique* a été spécifiée par le *Matin-dimanche* et le *SonntagsBlick*. Prenant appui sur les résultats d'un sondage d'opinion, ces deux hebdomadaires ont mis en scène un *public suisse* affecté par les *négociations secrètes*, et dont l'unité se constituait face aux sanctions envisagées à l'encontre d'*entreprises commerciales*^{iv}.

Le titre principal du *Matin* annonçait : « *Menaces de boycott : les Suisses très fermes* ». En page intérieure, les résultats et les commentaires qui les accompagnaient étaient intitulés « *Le ras-le-bol des Suisses* ». Dans chaque cas, les termes « *fermes* » et « *ras-le-bol* » étaient soulignés par une typographie rouge qui les faisait ressortir d'un texte rédigé en noir. De la sorte, *Le Matin* signalait l'émergence d'une collectivité nationale caractérisée par une *attitude* ou un *état d'esprit*, dont l'expression orientait un programme d'action. Celui-ci était explicité une première fois par le sous-titre : « *S'ils rejettent des mesures de rétorsion à l'encontre des firmes américaines, les Helvètes demandent plus de fermeté au Conseil fédéral et soutiendraient une plainte devant l'Organisation mondiale du commerce* ». Cette perspective était réitérée par l'affirmation « *Les Suisses en faveur d'une diplomatie plus musclée* » qui servait de titre à la présentation graphique des résultats, avant d'être confortée par une colonne, consacrée aux réactions des parlementaires, intitulée « *Les députés sont d'accord* ». Dans son éditorial, Jean-François Fournier prenait appui sur la mise en scène de cette unanimité nationale pour prendre la parole au nom de « *la population* » de manière à interpeller directement « *le Conseil fédéral* » et à appeler son président à l'action^v :

Il faut donc d'urgence casser cette spirale négative. A ce titre, et sans s'impliquer dans un accord global où la Confédération aurait tout à perdre, pourquoi Flavio Cotti ne prendrait-il pas son bâton de pèlerin pour traiter directement avec le président Clinton ? Un peu de courage, M. Cotti, les Suisses vous le disent : « Ça ne peut plus durer ! »

Dans le *SonntagsBlick*, la présentation du même sondage donnait lieu à un dossier intitulé « *boycott US* » (*US-Boykott*). Sa première page était consacrée à l'exposition des résultats de l'enquête, lesquels étaient annoncés d'entrée de jeu sous la forme d'un appel à l'action voire à la riposte : « *Schweizer : Klagt die USA ein !* » (*Les Suisses : Portez plainte contre les USA !*). Ce procédé soulignait la *mobilisation* qui assurait l'émergence et l'organisation d'une collectivité nationale, affectée par les sanctions décidées par les trésoriers locaux. Les pages suivantes spécifiaient les caractéristiques de ce *public suisse* par une série d'articles, de photographies et de commentaires qui élaboraient sa représentation spéculaire, par une succession de « nous » inclusifs.

Le premier constituait le pivot d'une configuration conflictuelle, qui invitait ses destinataires à s'identifier au « nous » qui désignait une Suisse *attaquée*, dont les représentants légitimes affirmaient leur volonté de se *défendre*. Cette intention était affichée dès le titre d'une page, dont la formulation était explicitement attribuée au « *Président de la Confédération Flavio Cotti : 'Nous allons nous défendre par tous les moyens'* » (*Bundespräsident Flavio Cotti : 'Wir werden uns mit allen Mitteln wehren'*). Ce mot d'ordre répondait aux actions relatées dans le quart inférieur de la page, sous le titre « *Ces quatre hommes combattent la Suisse* » (*Diese vier Männer bekämpfen die Schweiz*). Celui-ci introduisait une galerie de portraits, dans laquelle figuraient « *Le politicien Alfonse D'Amato* », « *Le milliardaire Edgar M. Bronfman* », « *L'avocat Ed Fagan* » et « *Le terminator Alan G. Hevesi* ».

Au fil de son dossier, le *SonntagsBlick* mettait en scène les « *Suisses* » sous la forme d'une collectivité qui manifestait sa cohésion en se défendant dans l'adversité. Pour conclure, une double page spécifiait la configuration de ce *nous inclusif*, dont l'émergence était associée au durcissement et à l'élargissement du conflit engendré par la levée du moratoire. Les deux colonnes de gauche étaient occupées par un éditorial signé Frank A. Meyer. Sous le titre « *Nous, les victimes* » (*Wir die Opfer*), il interrogeait explicitement la pertinence de l'identité nationale qui avait progressivement été constituée par les réactions belliqueuses, exprimées suite à la levée du moratoire :

Der freisinnige Parteipräsident Franz Steinegger spricht von « Erpressung » und von Wildwestmethoden ». Die « Neue Zürcher Zeitung » sieht unsere Banken in der Rolle von « Geiseln ». Der BLICK fürchtet den « Handelskrieg ». Amerika bedroht die Schweiz. Der Freund ist der Feind. Und wir sind allein. [...]

Wie empört waren wir eigentlich in jüngster Vergangenheit, als Schweizer Banken Despoten rund um den Globus bei der Ausplünderung ihrer Völker zu Diensten waren – mit Eiskalten Geschäftssinn ?

In New York ist der eiskalte Geschäftssinn der Schweizer Banken auf den eiskalten Geschäftssinn der Sammelkläger und des jüdischen Weltkongress gestossen. [...] Sind wir Opfer ?

Wir stehen zu unseren Banken. Aber wir möchten sie so, dass wir guten Gewissens zu ihnen stehen können.

(Le président du Parti radical Franz Steinegger parle de « chantage » et de « méthodes du Far West ». La « Neue Zürcher Zeitung » voit nos banques dans le rôle d'« otages ». Le BLICK craint la guerre commerciale. L'Amérique menace la Suisse. L'ami est l'ennemi. Et nous sommes seuls. [...])

En fait, à quel point étions-nous indignés dans un passé récent, alors que les banques suisses étaient – avec un froid sens des affaires – au service des despotes du monde entier qui pillaient leurs peuples ? [...]

A New York, le froid sens des affaires des banques suisses s'est heurté au froid sens des affaires des auteurs des plaintes collectives et du Congrès juif mondial. [...] Sommes-nous victimes ?

Nous sommes aux côtés de nos banques. Mais nous les voudrions telles que nous puissions être à leurs côtés avec bonne conscience.)

Cette exploration de l'identité nationale, déclinée à la première personne du pluriel, était prolongée par un encadré rose intitulé « *Appartiendrons-nous bientôt à la galerie des méchants ?* » (*Gehören wir bald zur Galerie der 'Bösen' ?*). Le caractère provocateur de cette question était souligné par l'élaboration photographique de cette « *galerie des méchants* ». Sur sa gauche, ce texte, consacré à la politique des sanctions déployée par les Etats-Unis sur la scène internationale, était illustré par les portraits de quatre cibles de ces boycotts : « *Kadhafi de Libye* », « *Saddam Hussein d'Irak* », « *Fidel Castro de Cuba* » et « *Pieter Botha d'Afrique du Sud* ». A droite du texte, la photographie officielle du Gouvernement suisse en exercice, posant devant la coupole du Palais fédéral, était

accompagnée d'une légende qui la rapprochait des autres images : « *Le Conseil fédéral arrive également dans le champ de tir des Américains* » (*Auch der Bundesrat gerät ins Schussfeld der Amerikaner*).

Enfin, deux articles étaient respectivement consacrés à l'énumération des « *firmes suisses qui craignent le boycott* » (*Schweizer Firmen, die den Boykott fürchten*) et aux mesures envisagées par les patrons de l'industrie suisse pour répliquer à ces sanctions. Ces textes étaient introduits par un large titre qui couvrait six colonnes pour annoncer la mesure promue par le patron du groupe horloger SMH : « *Hayek menace de contre-boycott* ». Placé sous cet appel à la riposte, un article faisait état de réactions extrêmement contrastées : « *Pendant que le chef de la SMH réfléchit pleinement à un contre-boycott, les autres emballent leur colère dans de la ouate* » (*Während SMH-Chef Nicolas Hayek gar einen Gegenboykott erwägt, verpacken die anderen ihren Zorn in Watte*).

Dans le *SonntagsBlick*, les résultats du sondage et le dossier se complétaient ainsi pour mettre en scène « *les Suisses* » comme une entité dont la cohésion était constituée et organisée par son opposition unanime au boycott décrété contre ses banques par les trésoriers états-unis. Pour signifier la *mobilisation* de ce collectif, les articles énuméraient une diversité de programmes d'action : le lancement d'une plainte contre les Etats-Unis réclamée par les répondants au sondage, la volonté de se défendre par tous les moyens affichée par le président de la Confédération, ou le contre-boycott envisagé par Nicolas Hayek. La mise en scène de cette palette de ripostes faisait progressivement émerger la question cruciale de la *représentation* légitime de la Suisse, laquelle était formulée à la manière d'un *problème pratique*, dont le *SonntagsBlick* renvoyait le dénouement à ses lecteurs.

Au terme de la série d'articles qui énuméraient les solutions envisagées par les responsables politiques et économiques, les articles déterminaient une situation problématique, que le *SonntagsBlick* synthétisait en cinq points, ponctués par une question :

Die Schweiz ist am Rande eines Handelskrieges mit den USA.
Schuld an der Eskalation sind die Boykott-Massnahmen verschiedener US-Bundesstaaten.
Doch die Schweiz steht geeint hinter den Banken.
Das Volk fordert eine Klage gegen die USA.
Kommt es jetzt zu Gegenboykotten ?

(*La Suisse est au bord d'une guerre commerciale avec les USA.
La responsabilité de l'escalade incombe aux mesures de boycott de différents États US.
Cependant, la Suisse reste unie derrière les banques.
Le peuple exige une plainte contre les USA.
Parvient-on maintenant au contre-boycott ?*)

La configuration de cette situation conflictuelle débouchait donc sur une incertitude, que les lecteurs étaient appelés à dissiper en répondant à la « *Question de la semaine* » (*Frage der Woche*) qui était posée dans un encadré :

Boykott gegen Schweizer Firmen !
Würden Sie im Gegenzug auf US-Produkte wie Coca-Cola und Nike oder Ferien in den USA verzichten ?
Schreiben Sie uns : Redaktion SonntagsBlick,
Dufourstrasse 23, 8008 Zürich
Oder via Internet : www.sonntagsblick.ch

(*Boycott contre des firmes suisses !
En contrepartie, renoncerez-vous à des produits US comme Coca-Cola, Nike ou à des vacances aux Etats-Unis ?*)

Ce dispositif invitait donc son audience à se constituer comme le public de la « guerre commerciale » mise en scène par les articles. Ainsi, le *SonntagsBlick* constituait ses lecteurs comme parties prenantes de la situation dont son dossier rendait compte, c'est-à-dire du conflit engendré par le « boycott US ». Ce petit encadré proposait donc la transformation d'une *audience médiatique* en *public politique*, chargé de se mobiliser et de s'organiser pour agir à distance sur la situation qui l'affectait indirectement¹⁰. Par ces opérations, le *SonntagsBlick* identifiait ses lecteurs à « la Suisse » affectée par les « mesures de boycott » et « unie derrière les banques », et il les assimilait au « peuple » mobilisé pour « exiger une plainte contre les USA ». Autrement dit, ce dispositif énonciatif accomplissait un *travail politique* caractérisé par l'établissement d'une relation spéculaire entre l'actualité dont parlait le journal et les lecteurs auxquels il s'adressait.

A ce moment de la controverse, cette dynamique spéculaire n'était pas l'apanage du *SonntagsBlick*. En quelques jours, les médias suisses avaient établi que les trésoriers des villes et des États avaient déclenché un *conflit international*. En conséquence, il allait de soi que les sanctions édictées à l'encontre des banques et des entreprises suisses étaient l'œuvre des « États-Unis ». Réciproquement, toutes les mesures envisagées pour leur répliquer étaient attribuées « à la Suisse » ou « aux Suisses ». Ainsi, le déroulement médiatique de cette confrontation a institué et mobilisé une entité collective, dont les activités – déployées en vue de défendre les intérêts des banquiers – rassemblaient les autorités politiques, les responsables économiques et le peuple.

Les médias suisses ne se sont pas contentés de relater l'émergence de cette entité collective. Ils l'ont constituée à la manière d'un « nous » inclusif, dont ils étaient parties prenantes et auquel ils invitaient leurs lecteurs à s'identifier. De la sorte, ils ont institué un *public politique*, qui s'organisait en réaction au boycott d'*entreprises privées*, édicté au cours de *négociations secrètes*. Dès lors, la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » a ordinairement été considérée comme une *épreuve de force*, face à laquelle l'unité de la Suisse devait être constamment manifestée, par une *attitude de fermeté* et des *actions de représailles*. Dans cette situation, *représenter la Suisse* était une activité dont l'exercice légitime se manifestait en adoptant une attitude défensive et en lançant des offensives, des représailles ou des mesures de rétorsion¹¹. Il s'agissait de manifester sa détermination à *ne pas céder* au « chantage » que les « États-Unis » exerçaient sur la Confédération et la Banque nationale pour les contraindre à participer à l'accord global. Il était donc tenu pour acquis que les *représentants légitimes de la Suisse* étaient ceux qui s'engageaient dans le conflit pour *appeler à la riposte* et pour envisager des *contre-attaques*. Cette perspective sanctionnait rétrospectivement la validité du programme agonistique, et la pertinence de ses promoteurs, lesquels avaient pourtant bien souvent été sanctionnés voire écartés, à l'image de Jean-Pascal Delamuraz ou de Carlo Jagmetti. Elle orientait surtout l'activité que devaient déployer les acteurs désireux de représenter « la Suisse » et « les Suisses » au sujet « des fonds juifs et de l'or nazi ».

¹⁰ Cette analyse est fondée sur la théorie du public développée par John Dewey (cf. 8.2.2, *supra*).

¹¹ Par exemple, le 6 juillet 1998, les quotidiens romands évoquaient notamment le lancement d'« une riposte diplomatique » (*Le Temps*) ou de « mesures de rétorsion anti-USA » (*La Liberté*). Pour leur part, les titres alémaniques relevaient un « durcissement du ton » (*Sankt-Galler Tagblatt*, *Basler Zeitung*, *Aargauer Zeitung*) ou signalaient la nécessité de se « défendre » (*NZZ*, *Blick*).

12.2 La levée du moratoire et la publicisation des intérêts des entreprises suisses

Suite à la levée du moratoire sur le boycott des banques, la presse suisse a présenté la controverse sur les « fonds juifs et l'or nazi » comme une *confrontation internationale*, rythmée par les échéances des sanctions graduelles, décrétées par les trésoriers locaux. De la sorte, les quotidiens ont déterminé, jour après jour, la polarisation et l'orientation d'une *situation*, traitée comme un arrière-plan tenu pour acquis. A ce titre, cette configuration a rarement été l'objet de descriptions ou d'analyses explicites. En revanche, elle a quotidiennement été élaborée par les médias, qui la mobilisaient pour conduire leurs activités discursives ordinaires, telles que : relater des événements, identifier les acteurs qui y participaient, évaluer normativement leurs actions et leurs comportements, ou envisager des développements à venir¹².

Ces pratiques ont conféré une *portée internationale* et un *public politique* à des *négociations secrètes*, menées entre des *instances privées*. Dans cette perspective, il allait de soi que les pourparlers en vue d'un accord global engageaient la Suisse, c'est-à-dire qu'ils relevaient d'un *intérêt public national*, alors même qu'ils étaient conduits à l'abri des regards par les banques commerciales. Cette configuration a été mobilisée pour presser le Conseil fédéral de s'impliquer vigoureusement dans la controverse, de manière à en infléchir le déroulement (12.2.1), puis pour stimuler la mobilisation de la collectivité nationale, appelée à défendre les intérêts de ses banques (12.2.2).

12.2.1 Les appels en faveur d'une intervention énergique du Conseil fédéral

Dans les jours qui ont suivi l'annonce du lancement, à partir du 1^{er} septembre 1998, de sanctions graduelles à l'encontre des entreprises suisses installées aux États-Unis, les médias helvétiques ont mis en scène l'émergence d'une *confrontation internationale*. Cette configuration était tenue pour acquise bien au-delà des comptes rendus médiatiques et son efficacité pragmatique ne se limitait pas à l'orientation des pratiques journalistiques. En témoignent les innombrables interventions qui, dès la première semaine de juillet 1998, ont appelé le Conseil fédéral à développer une diplomatie énergique et combative, fermement opposée aux exigences financières formulées à l'encontre de la Confédération et de la BNS.

Dès le 4 juillet 1998, les délégués de l'Union démocratique du centre ont adopté par acclamation une résolution au ton martial, qui appelait « *le Conseil fédéral et l'ensemble de la Suisse à la résistance contre les organisations juives et les États-Unis* »^{vi} :

Der Bundesrat sowie sämtliche Schweizer Firmen und involvierten Organisationen sollen « ihre Abwehrbemühungen koordinieren ». Der Bundesrat wird zudem aufgefordert, den World Jewish Congress und die World Jewish Restitution Organisation von der Verteilung von schweizerischen Hilfsgeldern an Holocaust-Überlebende auszuschliessen und Interesse der Schweiz mittels Klage in den USA und bei der Welthandelsorganisation (WTO) geltend zu machen.

(Le Conseil fédéral ainsi que toutes les firmes et entreprises suisses impliquées doivent « coordonner leurs efforts de défense ». Le Conseil fédéral est en outre sommé d'exclure le Congrès juif mondial et la World Jewish Restitution Organisation de la répartition des subsides suisses destinés aux survivants de l'Holocauste, et de faire valoir les droits des intérêts suisses au moyen d'une plainte aux États-Unis et devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).)

¹² Les analyses de contenu ne permettent pas de rendre compte d'un tel arrière-plan d'activités routinières. Afin de l'élucider, les paragraphes qui suivent analyseront les traces de cette situation, qui informent les opérations énonciatives et les procédures de catégorisation qui ont participé à sa configuration.

Au même moment, l'historien Walther Hofer a affirmé dans le *Blick* (6.7.98) que « *le Conseil fédéral [devait] se manifester beaucoup plus énergiquement* » (*Bundesrat muss viel energischer auftreten*)^{vii}. Cette citation servait de titre à un entretien au cours duquel Walther Hoffer établissait une étroite articulation entre son travail scientifique et sa prise de position dans la controverse. Il évoquait un livre en préparation, qu'il entendait notamment consacrer à la position inconfortable dans laquelle s'étaient retrouvés, au cours de la Seconde Guerre mondiale, les pays neutres en général et la Suisse en particulier. Parallèlement, il proposait la mise sur pied d'une « *conférence des neutres* » (*Neutralen-Konferenz*), ayant pour objectif de ramener « *le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale à ses justes propositions* » (*[...] damit die Rolle der Schweiz im Zweiten Weltkrieg wieder in die richtigen Proportionen gerückt wird*). Cette proposition débouchait sur la formulation d'un programme d'action, dont il assignait explicitement la mise en œuvre au Conseil fédéral :

Der Bundesrat muss viel energischer auftreten als bisher, vor allem gegen die leider erfolgreiche Strategie der anderen Seite, die Schweiz als Sündenbock hinzustellen. So dass man meinen könnte, wie mir ein Deutscher Kollege gesagt hat, dass die Schweiz den Zweiten Weltkrieg entfesselt und den Holocaust verursacht hat. Es ist absolut unannehmbar, dass wir plötzlich schlechter hingestellt werden als das profaschistische Franco-Spanien.

(*Le Conseil fédéral doit se manifester beaucoup plus énergiquement qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, avant tout pour contrer la stratégie malheureusement fructueuse de la partie adverse, qui consiste à présenter la Suisse en tant que bouc émissaire. De telle sorte que l'on pourrait penser, comme me l'a dit un collègue allemand, que la Suisse a déclenché la Deuxième Guerre mondiale et provoqué l'Holocauste. Il est absolument inacceptable que nous soyons soudainement plus mal présentés que l'Espagne pro-fasciste de Franco.*)

Ces appels convergents ont progressivement structuré l'attente d'une intervention du Conseil fédéral. Celui-ci était appelé à sanctionner la portée internationale de la controverse, en plaçant son règlement au niveau des Gouvernements nationaux et des instances de régulation du commerce mondial. Dans la presse suisse, le *remplissement de cet horizon* a été mis en scène le 23 juillet 1998, par les articles qui soulignaient le ton incisif adopté par le président de la Confédération Flavio Cotti pour s'adresser à son homologue états-unien William Clinton. Ainsi, c'est sous le titre « *Le président Cotti adresse une lettre musclée au président Clinton* » que *Le Temps* a synthétisé les grandes lignes de ce courrier^{viii} :

Les menaces de boycott prononcées par quelques États et villes américains contre les entreprises suisses présentes aux États-Unis mettent en péril les bonnes relations traditionnelles entre les deux pays. Voilà le message que Flavio Cotti a fait passer sans détours au président américain, dans ce qui représente leur premier échange épistolaire. [...]

Dans son message, Flavio Cotti exprime l'espoir que le président des États-Unis et son administration se prononceront catégoriquement contre les sanctions annoncées, en rappelant que les relations économiques sont particulièrement intenses entre les deux États et que la Suisse est l'un des plus importants investisseurs aux États-Unis. De telles sanctions, poursuit-il, sont injustifiées, vont à fins contraires et violent les règles de droit. Le président de la Confédération confirme par ailleurs la résolution de la Suisse d'éclaircir son rôle pendant la Deuxième Guerre mondiale pour restituer la vérité historique, la justice et l'esprit de solidarité. Il n'est fait nulle mention dans la lettre de l'éventualité d'une plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Ce discours constituait les autorités politiques suisses en tant que représentantes attirées des entreprises helvétiques et de leurs intérêts économiques aux États-Unis. Il instituait une perspective pour laquelle la vitalité des échanges commerciaux était considérée comme le critère privilégié pour évaluer les relations politiques entre les deux

pays. Ce faisant, il reprenait un raisonnement disponible, que la Task Force et la diplomatie suisse avaient élaboré sitôt que les premières menaces de boycott s'étaient concrétisées, à l'approche de la première réunion des trésoriers, en décembre 1997 (11.3.2 et 11.3.3, *supra*). Cependant, la prise en charge énonciative de ce discours par la plus haute autorité politique suisse introduisait des nuances significatives pour le déroulement de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ».

Cette opération conférait une *portée politique* aux restrictions que les États et les municipalités états-uniens entendaient imposer aux activités commerciales développées par les entreprises suisses. Plus précisément, cette intervention traitait ces mesures comme une *entorse aux principes politiques du libre échange international*. Cette configuration faisait donc apparaître que ces dispositions, adoptées par des autorités locales, revêtaient la portée d'un *enjeu bilatéral*, qui affectait les relations entre les deux pays. D'un côté, elle justifiait une intervention auprès du président des États-Unis, afin d'exiger qu'il intime à ses concitoyens le respect des engagements pris par son Gouvernement sur la scène internationale. De l'autre, elle constituait la collectivité politique suisse en tant que *public* des déboires subis par des *entreprises privées*, au cours de *négociations secrètes*.

La presse suisse s'est montrée particulièrement attentive à cet aspect de l'intervention du président de la Confédération¹³. Les quotidiens lui ont communément attribué la capacité de constituer le public suisse « des fonds suisses et de l'or nazi ». A cette occasion, *Le Temps* (23.7.98) a repris, sous le titre mobilisateur « *Tous derrière Flavio Cotti* », une dépêche de l'agence AP, qui soulignait l'unanimité avec laquelle la prise de position de Flavio Cotti avait été accueillie en Suisse^{ix} :

L'intervention personnelle de Flavio Cotti auprès de Bill Clinton est unanimement saluée en Suisse. « Enfin, le Conseil fédéral parle le langage de la clarté », souligne le porte-parole de l'UDC, Jean-Blaise Defago. Selon lui, la balle est maintenant du côté du gouvernement américain. Le PRD est du même avis. Le secrétaire général du PDC, Hilmar Gernet parle quant à lui d'un pas très important qui aurait toutefois pu être franchi depuis longtemps. Il s'est dit convaincu que l'intervention de Flavio Cotti produirait ses effets et que le peuple suisse l'approuvait. Le PS soutient lui aussi cette démarche, même s'il aurait souhaité qu'elle soit accompagnée d'une proposition de conférence sur les questions encore en suspens en rapport avec l'or volé. Le Vorort salue la démarche du président de la Confédération. « Nous sommes très contents chaque fois que nous recevons un soutien des autorités », a indiqué pour sa part l'Association suisse des banquiers.

Le Nouvelliste joignait son commentaire à la « *[c]onvergence de louanges* » qui avait accueilli la lettre de Flavio Cotti. Sous la plume de Jean-Marc Teytaz, le titre « *Tous derrière Cotti* » apparaissait comme un mot d'ordre qui appelait à l'unité nationale^x :

L'affaire des fonds juifs, feuilleton sans fin s'il en est, finit par créer une unité au sein des partis de notre pays, mais également auprès de l'économie, avec banques, assurances, entreprises comprises. [...] L'intervention de Cotti relève donc d'un langage collectif bienvenu.

Dans la *Sankt-Galler Tagblatt* (23.7.98), Beat Waber s'efforçait de comprendre les raisons pour lesquelles la lettre de Flavio Cotti avait été accueillie par une vague d'enthousiasme unanime, alors même que son contenu n'apportait rien de nouveau (*In dem Brief von Bundespräsident Cotti an US-Präsident Clinton steht eigentlich nichts Neues*). Sous le titre « *Cotti écrit à Clinton – et à la Suisse* » (*Cotti schreibt Clinton und der Schweiz*), son raisonnement considérait que la lettre du président de la Confédération

¹³ Le *Tages-Anzeiger* (23.7.98) mettait l'accent sur ce point, en titrant : « Ein Brief von Präsident zu Präsident ».

devait être considérée, en raison de ses *modalités de diffusion*, comme une opération de communication politique intérieure^{xi} :

Die Tatsache, dass der Inhalt des Briefes schon vor dessen Übergabe in der Schweiz veröffentlicht wurde, weist allerdings darauf hin, dass das Zielpublikum hauptsächlich hierzulande ist : Der schweizerischen Öffentlichkeit wird demonstriert, dass Flavio Cotti alles versucht, um Sanktionen abzuwenden.

Dieser Eindruck wird noch dadurch verstärkt, dass der Brief zuerst in der « Berner Zeitung » erschien. Die Quelle dieser Indiskretion kann sich praktisch nur im Departement Cotti selbst finden.

(Le fait que le contenu de la lettre ait été rendu public en Suisse avant sa remise [au président Clinton], indique en effet que son public-cible est dans ce pays : Il est démontré à l'opinion publique suisse que Flavio Cotti fait tout pour détourner les sanctions.

Cette impression est renforcée par le fait que la lettre est tout d'abord parue dans la « Berner Zeitung ». La source de cette indiscrétion ne peut pratiquement se trouver que dans le Département même de Cotti.)

Dès les premières semaines de juillet 1998, la presse suisse a largement relayé la réprobation unanime soulevée en Suisse par les sanctions graduelles annoncées à l'encontre des banques. Les quotidiens ont alors interrogé la manière dont les autorités politiques représentaient, sur la scène internationale, cette opinion publique émergente. Ainsi, les médias ont mis en scène la polarisation d'une confrontation internationale, dont le durcissement impliquait un engagement plus vigoureux des autorités suisses. Sur cette lancée, l'éditorial du *Corriere del Ticino* (23.7.98) signé Alfonso Tuor appelait les autorités suisses à « *Ne pas céder à l'épreuve de force* » (*Non cedere a la prova du forza*). Pour leur part, *La Liberté*, *L'Express* et *L'Impartial* (23.7.98) reprenaient un éditorial de Georges Plomb explicitement intitulé « *La Suisse officielle devra se mouiller* », dont la conclusion plaçait les autorités suisses face à une alternative^{xii} :

Bon, on voit mal la Suisse officielle engager l'argent du contribuable dans un accord global entre les banques et les avocats des victimes de la Shoah. Mais elle en aura assez pour choisir l'étape suivante : engager le combat contre l'Amérique devant l'Organisation mondiale du commerce ou faire pression sur les banques pour qu'elles lâchent quelques millions de plus.

Dans cette configuration, la lettre adressée par le président de la Confédération à son homologue états-unien apparaissait comme une incarnation de la parole de la Suisse et des Suisses. En conséquence, les articles qui relataient cette prise de position instituaient une dynamique spéculaire : Ils constituaient leurs lecteurs (*i.e.* une audience médiatique) comme les destinataires du message que les autorités adressaient *aux Suisses* (*i.e.* un public politique) en s'adressant en *leur nom* au président des États-Unis¹⁴.

12.2.2 L'émergence d'un public unanime, prêt à tout pour défendre ses intérêts économiques

Au fil des semaines suivantes, les médias suisses ont spécifié à plusieurs reprises la configuration spéculaire de ce *public*, directement affecté par les difficultés que

¹⁴ Tous les titres de la presse suisses privilégiaient cette configuration énonciative spéculaire. D'une part, ils indiquaient que la lettre adressée au président Clinton ne lui était pas prioritairement destinée, en rappelant que l'administration fédérale des États-Unis s'était déjà opposée à plusieurs reprises les boycotts lancés les autorités locales, mais que ces condamnations étaient restées sans effet. D'autre part, les quotidiens signalaient explicitement qu'il ne fallait pas s'attendre à ce que le président des États-Unis réponde à Flavio Cotti. La suite du débat leur a donné raison sur ce point : la presse suisse n'a jamais mentionné la moindre réaction du Gouvernement des États-Unis suite à cette interpellation.

rencontraient les *entreprises suisses* au cours de leurs *négociations secrètes* avec les avocats des plaignants.

Cette mobilisation collective a une nouvelle fois été mise en scène, une semaine après la lettre de Flavio Cotti, suite à une initiative diplomatique, que les quotidiens ont rapportée dans leurs éditions du 29 juillet 1998. A cette occasion, *La Liberté* reprenait une dépêche de l'agence AP, qui annonçait que « *L'ambassade de Suisse aux États-Unis a[vait] écrit une lettre à 50 États et à 15 grandes villes* »^{xiii} :

L'ambassade de Suisse à Washington a adressé vendredi dernier une lettre aux responsables des finances de 50 États et de 15 grandes villes aux États-Unis, a indiqué hier la « task force » du DFAE. Une missive similaire a également été envoyée aux gouverneurs des États.

Signée par le chef de la « task force » Thomas Borer et par l'ambassadeur Alfred Defago, la lettre reprend les principaux arguments avancés par Flavio Cotti mercredi dernier [22 juillet]. Elle relève notamment qu'un boycott des entreprises suisses serait contraire au droit, injustifié et irait à fins contraires.

Des sanctions mettraient par ailleurs en péril les relations entre les deux pays. Et de souligner que la Suisse est le cinquième plus gros investisseur aux États-Unis et que les entreprises helvétiques ont créé un demi-million d'emplois dans ce pays. « Ce serait une grande erreur de remettre en question ces relations fructueuses », souligne la lettre.

Les quotidiens suisses s'accordaient pour traiter cette lettre comme une intervention officielle. Ce faisant, ils proposaient de considérer que la collectivité politique suisse était représentée par des *arguments économiques*, invoqués pour défendre les *intérêts commerciaux d'entreprises privées*. Cette configuration était tenue pour acquise par l'ensemble des quotidiens suisses. Ceci indique qu'ils s'accordaient tacitement pour orienter leurs activités en référence à une situation qui faisait apparaître « *la Suisse* » comme une entité dont les intérêts commerciaux et politiques étaient indissociables. Autrement dit, à ce moment de la controverse, la Suisse était mise en scène comme une collectivité politique dont les secteurs habituellement distingués sous les labels « public » et « privé » étaient inextricablement liés¹⁵.

Les modalités pratiques qui assuraient l'*institution secrète* d'une *collectivité politique* représentée par la défense d'*intérêts privés* ont été spécifiées une semaine après l'initiative diplomatique lancée pour défendre l'activité commerciale des banques suisses aux États-Unis. Dans son édition du 6 août 1998, la première page du *Matin* présentait un titre énigmatique – « *Fonds juifs : une coalition mystérieuse* ». Son élucidation était renvoyée en page intérieure, où un article, placé en sous-rubrique – « *Menaces de boycott américain* » – était intitulé « *Berne au secours du Vorort* » et illustré par une photographie représentant « *Thomas Borer, chef de la Task Force mise sur pied par le Département fédéral des affaires étrangères* ». L'intelligibilité de cette configuration reposait sur la mobilisation d'un savoir partagé, ordinairement tenu pour acquis, concernant la détermination de la situation qui avait pris forme suite aux « *Menaces de boycott américain* ».

Cette mise en scène était constitutive d'un destinataire qui avait suivi l'intrigue « des fonds juifs et de l'or nazi », dont le déroulement avait institué un conflit international opposant les États-Unis et la Suisse. Dans cette confrontation, le « côté américain » était ordinairement identifié à des menaces de rétorsion commerciale, tandis que « la Suisse »

¹⁵ Les démarches spéculatives et normatives, routinières dans le domaine de la sociologie politique, sont incapables de rendre compte d'une telle situation empirique. Leur attachement aux distinctions conceptuelles entre les secteurs « public » et « privé » les porte à considérer comme une *confusion* cette articulation des intérêts commerciaux et politiques. Seule une approche pragmatique des procédures de problématisation et de publicisation permet d'envisager l'observation et la description du *travail politique* qui a institué le *public d'intérêts privés*, défendus au cours de *négociations secrètes*.

était assimilée aux entreprises visées par ces mesures. A la lumière de la situation ainsi déterminée, il apparaissait que le « Vorort » (*i.e.* l'Union suisse du commerce et de l'industrie) mentionné par le titre, représentait les entreprises concernées par les « *menaces de boycott américain* » évoquées par la sous-rubrique. Autrement dit, ce texte suggérait tacitement que les menaces américaines affectaient une Suisse qui était incarnée par le « Vorort », c'est-à-dire par une instance représentant les milieux commerciaux et industriels. Cette assimilation de la collectivité politique suisse aux intérêts de ses entreprises privées était soulignée par la mise en scène du « *secours* » apporté à ces dernières par « *Berne* », c'est-à-dire par l'autorité politique, incarnée par la photographie de l'ambassadeur Thomas Borer.

L'organisation catégorielle de cet article, de son titre et de son illustration, indique que les journalistes tenaient pour acquis que le boycott, qui menaçait les banques et les entreprises suisses, *concernait la collectivité politique helvétique dans son ensemble*. Cette configuration, élaborée dès les premières interventions des trésoriers locaux aux États-Unis, avait progressivement échafaudé la mise en scène médiatique d'une unité nationale, au sein de laquelle les Suisses étaient appelés à faire front aux côtés de « *leurs* » banquiers. Dans cette perspective, il allait de soi que la Suisse était représentée par les ripostes et les contre-attaques, et donc que leurs auteurs devaient être soutenus par les autorités politiques et diplomatiques. Les commentateurs avaient mobilisé ce dispositif, dès la fin du mois mars 1998, pour saluer la coopération de la Task Force avec les parlementaires bourgeois qui avaient appelé le Conseil fédéral à envisager de riposter aux menaces états-uniennes (cf. 11.3.2, *supra*). Au début du mois d'août, cette configuration était convoquée comme un arrière-plan normatif, tenu pour acquis, qui légitimait l'engagement des institutions publiques pour soutenir les mesures déployées par les industriels afin de contrer les menaces dont ils étaient l'objet.

Ainsi, l'article du *Matin* évoquait tacitement cette intrication des secteurs privé et public. En revanche, il interrogeait l'*opacité*, voire le *secret* qui entourait les modalités pratiques de leur coopération dans le cadre d'une action de marketing politique¹⁶ : « *La campagne publicitaire menée dans la presse américaine par les milieux d'affaires suisses, financée par l'industrie helvétique, est le fruit d'une « coordination » particulièrement discrète avec le task force de Thomas Borer. Enquête.* » Ce discours médiatique assimilait son audience au *public politique* constitué par la collaboration secrète des autorités diplomatiques et des entreprises privées^{xiv} :

Signée des « membres de la communauté suisse des affaires », une lettre ouverte au président Bill Clinton est apparue dans trois grands quotidiens américains depuis vendredi dernier. L'objectif de tels encarts publicitaires est clair : les signataires de l'appel veulent attirer l'attention de l'administration démocrate sur l'inquiétude qu'ont nourries, dans les milieux d'affaires suisses, les menaces de boycott brandies par plusieurs villes et États américains. Et mettre ainsi en garde contre le « cercle vicieux des menaces et des représailles ». L'origine de cette initiative médiatique demeure, en revanche, entourée de mystère. A l'instar de la Swiss Business Coalition, un groupe d'affaires qui en a financé le coût et serait, à en croire une mention en bas de la pleine page achetée au *New York Times*, basée à Washington. [...]

Après enquête, cet effort médiatique aurait été entrepris et financé par le Vorort, « au nom de l'économie suisse ». Il serait le fruit d'une « étroite collaboration entre la task force et l'économie suisse », selon Linda Shepard, porte-parole de la task force mise sur pied par le Département fédéral des affaires étrangères. Une coordination, précise Mme Shepard, qui a uniquement porté sur les préparatifs de la campagne. Des conseils sur la longueur et le contenu de l'appel ont, par exemple, été offerts aux industriels. Un fait qui ne sera pas passé inaperçu, le texte reprenant en grande partie l'argumentation déjà utilisée dans les messages adressés par

¹⁶ Sur la constitution du marketing politique en tant que mode de résolution du problème « des fonds juifs et de l'or nazi », voir 7.3 et le chapitre 8, *supra*.

l'ambassadeur de Suisse à Washington, Alfred Defago, et le chef de la task force, Thomas Borer, aux 50 États américains et à 15 grandes villes. [...]

L'idée d'acheter des encarts publicitaires dans le *Washington Post*, le *Los Angeles Times* et le *New York Times*, trois quotidiens lus par l'establishment politique et économique américain, a mûri au cours des réunions de coordination régulière entre la task force et l'industrie suisse. Mais la task force en refuse catégoriquement la paternité.

Le gouvernement helvétique aura à tout le moins apporté un soutien logistique indirect aux industriels. Au bas de la lettre ouverte parue dans le *New York Times*, l'adresse américaine prêtée à la Swiss Business Coalition n'est autre que celle de la firme de relations publiques Barbour, Griffith et Rogers (BGR), qui compte le gouvernement helvétique parmi ses clients.

Cet article du *Matin* multipliait les indices indiquant que les encarts médiatiques édités par les « *membres de la communauté suisse des affaires* » s'inscrivaient dans le prolongement du marketing politique mené par les autorités helvétiques. De la sorte, cet article mettait en scène la représentation d'une Suisse incarnée par un texte de mise en garde « *contre le cercle vicieux des menaces et de représailles* ». Ce faisant, il instituait une situation dans laquelle il allait de soi que le boycott envisagé par les trésoriers locaux à l'encontre des entreprises suisses appelait une *riposte concertée des autorités politiques et économiques helvétiques*, lesquelles n'avaient d'autre alternative que l'adoption de mesures de rétorsion économiques. Dans cette perspective, il était parfaitement légitime que « *le gouvernement suisse [apporte] à tout le moins un soutien logistique aux industriels* ». En ce sens, l'article suggérait publiquement que les services diplomatiques s'étaient mis au service des intérêts privés défendus par l'Union suisse du commerce et de l'industrie¹⁷.

Cette publicisation des intérêts privés était assurée par une firme de relations qui se chargeait à la fois du *marketing politique* de la Confédération et de la *stratégie de communication* des entreprises suisses. A aucun moment l'article n'interrogeait la pertinence et la légitimité de cette coopération établie pour défendre indifféremment les intérêts des institutions publiques et des entreprises privées. En conclusion, seul le manque de transparence de cette coopération était mentionné en tant que point de controverse potentiel :

Au numéro de téléphone de la Coalition à Washington, également mentionné dans l'annonce – et auquel le Vorort suggérait hier encore de s'adresser –, une voix masculine enjoint les personnes désireuses d'en savoir plus de laisser leurs coordonnées ; plusieurs messages sur cette boîte vocale sont néanmoins restés sans réponse. Ce qui pose à nouveau la question de l'existence américaine de la Swiss Business Coalition. Et celle de savoir pourquoi, si le Vorort se cache derrière ce paravent, il n'a pas fait le choix de la transparence.

Cette interrogation était reprise et approfondie dans l'éditorial qui accompagnait l'article. Sous le titre « *Méfions-nous de la 'retirette'* », Jean-François Fournier engageait ses lecteurs dans un « *nous* » inclusif, dont il attirait l'attention sur *le manque de courage dont faisaient preuve ses représentants*. Sous une forme virulente et très imagée, il légitimait la stratégie combative adoptée pour défendre les intérêts économiques suisses aux États-Unis, mais *il déplorait que les autorités politiques ne l'assument pas publiquement*^{xv} :

N'en déplaise aux diplomates, ils n'ont rien inventé, ou presque. Ils adoptent même, de plus en plus souvent, des comportements issus en droite ligne des masses populaires. Ainsi en va-t-il par exemple de la « retirette », cette pratique vieille comme l'humanité qui consiste à interrompre le coït pour éviter l'enfantement. Prenez l'affaire des fonds juifs ! Au début,

¹⁷ Dans le développement de la controverse, cette mesure pouvait être entendue comme une réponse favorable aux appels lancés en ce sens dès l'émergence des menaces de boycott. A ce sujet, voir notamment l'intervention du président du Parti radical, Franz Steinegger (11.3.4, note lxxii, *supra*).

« nos » politiques rasaient les murs, à la fois inquiets de leur ignorance et de voir ce soufflé ventru sur le point d'éclater. Puis, devant les offres de corps à corps savamment distillées par la partie américaine, ils se sont laissés tenter. Mais attention, pour une attaque à peine épicée, c'était ensuite : esquivé, pas de retrait et tous aux abris !

Or si on est aujourd'hui dans l'impasse, c'est à cause de ce penchant monomaniaque pour la « retraite ». Les Américains ont compris depuis longtemps qu'il ne suffit pas d'oser pour obtenir des résultats, mais qu'il faut encore décliner, marteler sa propre logique politique. Même – et surtout ! – quand on est dans son tort. Un discours en « esperanto » pour les diplomates suisses qui conçoivent encore une campagne de lettres ouvertes aux Américains – qui au président, qui aux gouverneurs et aux trésoriers, qui aux businessmen –, tout en se cachant derrière tel regroupement fantôme ou telle firme de relations publiques. Pourquoi ? Quelle honte y a-t-il à jouer l'offensive, à dire son point de vue haut et fort ? Méfions-nous de la retraite, c'est l'arme des gagne-petit !

La virulence de ce propos exclut les fioritures analytiques pour rendre compte du raisonnement pratique qu'il déploie. Autour d'une métaphore extrêmement crue, Jean-François Fournier décline sa perspective sur trois lignes complémentaires, allant d'une définition explicite de la situation, à la suggestion implicite du programme d'action à suivre en pareilles circonstances.

Tout d'abord, son argument principal est articulé autour de la dénonciation du « *penchant monomaniaque pour la 'retraite'* », dont il accuse les « *diplomates* » et les « *politiques* » suisses de faire preuve dans « *l'affaire des fonds juifs* ». En conclusion de l'éditorial, il porte cette accusation de manière directe, par une question épinglant la discrétion avec laquelle les milieux politiques et économiques suisses coordonnaient leurs efforts pour défendre les entreprises helvétiques : « *Quelle honte y a-t-il à jouer l'offensive, à dire son point de vue haut et fort ?* ». Il s'insurge ainsi contre les enfantillages de ceux qui « *se cach[ent]* » par peur de devoir assumer leurs actions, faisant ainsi preuve de leur timidité, de leur pudibonderie ou de leur immaturité. A la manière d'une fable, la métaphore sexuelle sous-tend ici une morale. En clair, dans « *l'affaire des fonds juifs* » comme dans la vie sexuelle adulte, il n'y a pas de honte à accepter les « *offres de corps à corps* ». Dans un cas comme dans l'autre, il n'y a aucune raison de se cacher. Au contraire, il convient d'assumer ses actes et, plus encore, d'*aller jusqu'au bout de l'action entreprise*, c'est-à-dire de ne pas se défausser avant de l'avoir menée à son terme. Ainsi, la même opprobre frappe ceux qui « *interromp[ent] le coït pour éviter l'enfantement* » et ceux qui « *conçoivent encore une campagne de lettres ouvertes aux Américains [...] tout en se cachant derrière tel regroupement fantôme ou telle firme de relations publiques* ». Les premiers n'assument pas pleinement leur statut d'hommes adultes et responsables et ils ne peuvent donc pas revendiquer d'être considérés en tant que tels. Les seconds n'endossent pas entièrement la responsabilité qui incombe aux représentants de la Suisse, et ne peuvent donc pas s'attendre à ce que la population – le « nous » inclusif institué par le discours journalistique – les reconnaisse en tant que tels. D'où les guillemets appliqués à « *'nos' politiques* », lorsqu'ils sont décrits, « *ras[ant] les murs* » avant de rebrousser chemin : « *esquivé, pas de retrait et tous aux abris !* »

Ensuite, cet argument est très nettement sous-tendu par l'adoption d'un *point de vue machiste*, qui se décline en matière sexuelle comme en politique. Il se manifeste par l'adoption exclusive de la perspective de l'homme, à partir de laquelle l'acte sexuel est traité sur le mode guerrier, à la manière d'une conquête, accomplie par un affrontement au « *corps à corps* », mené à coup d'« *attaques [...] épicées* ». Cette analogie assure alors un glissement vers le combat politique et diplomatique, dont les protagonistes doivent « *marteler* » leur propre logique pour « *obtenir des résultats* ». Pour évaluer la portée et la signification de cette métaphore, il convient de rappeler que l'expression de cette morale politique calquée sur un code machiste de l'honneur sexuel n'est pas inédite dans le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Rétrospectivement, il apparaît qu'elle a progressivement

été élaborée, à mesure que la définition agonistique de la situation s'est imposée. Ainsi, dans la presse suisse, ses premières ébauches sont apparues dans le sillage de l'interview de Jean-Pascal Delamuraz. Dès le 3 janvier 1997, *24 Heures* mobilisait déjà, sous la plume de Denis Barrelet, la métaphore de la famille patriarcale traditionnelle pour affirmer que la Suisse n'avait « *plus à jouer la petite fille prise en défaut* » (cf. 6.1.1, *supra*). Dès lors, ce registre avait épisodiquement fait irruption dans le débat, avant de se stabiliser au mois de mars 1998, suite à l'intervention des parlementaires bourgeois qui appelaient le Conseil fédéral à adopter des mesures de rétorsion contre les intérêts commerciaux états-uniens en Suisse. Dans les colonnes du *Matin*, Jean-Pierre Gattoni avait explicitement considéré ces prises de position comme une marque de *virilité* et comme une « *réaction adulte* » des « *hautes sphères de la politique suisse* » (cf. 11.3.2, *supra*).

Enfin, ces principes moraux et ce point de vue machiste fondent et légitiment un *programme d'action*, dont les principes sont nettement suggérés, sans pour autant être explicités. Le raisonnement pratique déployé par ce texte dessine les contours d'une *morale de l'efficacité*, valable pour le sexe comme pour la politique. Dans un cas comme dans l'autre « *pour obtenir des résultats* », il convient de renoncer à la « *retirette* » : il faut « *oser* », puis « *marteler sa propre logique* ». Pour filer la métaphore sexuelle échafaudée par Jean-François Fournier, le sexe et la politique obéissent à une logique de *l'imposition*, dont la visée est de *baiser un adversaire*. Ce principe valant d'ailleurs au propre comme au figuré¹⁸, étant donné qu'il s'applique « *[m]ême – et surtout ! – quand on est dans son tort* ». Dans le domaine sexuel, cette conception de l'action sous-tend une morale qui aboutit à la légitimation du viol. Dans « *l'affaire des fonds juifs* », elle justifie inconditionnellement les actions agressives menées au nom de la Suisse, indépendamment de toute considération pour la vérité historique.

A la lumière de cette prise de position, il apparaît qu'à ce moment de la controverse, la dynamique de problématisation et de publicisation « *des fonds juifs et de l'or nazi* » qui prévalait dans l'espace public suisse permettait de dénier la vérité et la justice, au profit d'un programme agonistique¹⁹. Ce discours était alors doté d'une efficacité pragmatique considérable. Celle-ci est attestée par le fait que ces articles n'ont soulevé aucune controverse, ni en raison de leur forme, ni au sujet de leur contenu.

D'une part, ceci indique l'installation d'une conception particulière de la *représentation politique*. A la lumière de cet exemple, il apparaît qu'il était alors communément admis de considérer que la Suisse était incarnée par des raisonnements pratiques violents. Ceux-ci instituaient, comme seuls représentants légitimes de la collectivité nationale, les politiciens et les diplomates qui étaient prêts à *combattre* les auteurs de revendications portées à l'encontre des banques suisses, sans se soucier ni de vérité, ni de justice. Au début de l'été 1998, l'organisation et l'orientation de la controverse sur « *les fonds juifs et l'or nazi* » ne laissaient aucune place aux voix susceptibles de s'opposer à la constitution d'une collectivité nationale, dont l'unité était assurée par *son opposition unanime et inconditionnelle* aux auteurs des menaces dirigées contre des entreprises commerciales.

D'autre part, il en ressort une définition de la situation en vertu de laquelle il était souhaitable que les autorités politiques soutiennent les efforts des entreprises commerciales, afin de défendre *par tous les moyens* leurs intérêts économiques aux États-Unis. Dans cette perspective, le *public suisse* « *des fonds juifs et de l'or nazi* » était

¹⁸ Dans le *Petit Robert*, la dénotation sexuelle du verbe baiser donne lieu à deux définitions : « *Vulg.* Posséder (sexuellement). – *Absolt.* Faire l'amour. *Fig. et pop.* Posséder, avoir. *Dans cette affaire, il est baisé* ».

¹⁹ Cet éditorial institue donc une morale opposée aux fondements normatifs d'une théorie adrendtienne de l'espace public (cf. 9.3.3, *supra*).

constitué par toutes les *ripostes au boycott des intérêts économiques suisses*. Il était alors indifférent que celles-ci soient lancées par les autorités politiques ou par des entrepreneurs privés, ou qu'elles soient élaborées sur la scène publique ou dans les coulisses de tractations secrètes. Autrement dit, le déroulement de la controverse a constitué une collectivité nationale assimilée aux intérêts privés de ses entreprises commerciales, lesquelles pouvaient légitimement la représenter par le biais d'opérations secrètes. Il était donc tenu pour acquis que *la Suisse* était susceptible d'être *engagée* par les *transactions financières occultes* menées par les banques avec les représentants des plaignants.

12.3 Le déroulement des négociations secrètes et la constitution de leur public

Suite à la levée du moratoire sur le boycott des entreprises suisses aux États-Unis, les médias suisses ont présenté les *actions* et les *événements* dans la perspective d'une *situation conflictuelle* orientée vers un *dénouement financier*. La routinisation médiatique de cette manière de présenter le déroulement de la controverse et d'évaluer les prestations de ses protagonistes a étroitement été corrélée à l'échéance du moratoire. Elle s'est manifestée dès le 22 juillet 1998, à l'occasion de l'audition que la Commission bancaire du Sénat états-unien, consacrée aux Accords de Washington. Dans la presse suisse, les témoignages déposés au cours de ces audiences n'ont jamais été considérés comme des contributions à l'élucidation des *implications* de la Suisse dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et à l'établissement des *responsabilités* qui en découlent. Loin d'être considérés comme des épreuves de vérité et de justice, ils ont été présentés comme autant de *pressions* visant à contraindre les banques et les autorités helvétiques à s'engager rapidement dans un règlement financier. Dans ces circonstances, témoigner devant la commission c'était *attaquer* la Suisse et donc s'exposer à être identifié comme un *adversaire*.

Cette configuration s'imposait à tout ce qui servait d'arguments aux opposants de la Suisse. Ceci est attesté par une photographie signée Zalmai Ahad, tirée lors de l'audition du 22 juillet et publiée par *Le Temps* du 8 août. Elle représente Alfonse D'Amato – que la légende qualifiait explicitement comme « *l'un des principaux adversaires de la Suisse* » – brandissant le premier rapport intermédiaire de la Commission Indépendante d'Experts. A ce moment de la discussion, la situation était déterminée de telle sorte que le rapport apparaissait comme un allié du sénateur new-yorkais dans sa confrontation contre la Suisse. Dans cette perspective, la CIE et son président Jean-François Bergier pouvaient être accusés d'avoir trahi la Suisse en fournissant des armes (ou des munitions) à ses ennemis.

Cette observation éclaire d'un jour nouveau la portée et la signification de la déposition réalisée par Jean Ziegler devant cette Commission ainsi que ses conséquences pour sa trajectoire identitaire (cf. chapitre 3.2.2, *supra*). Dans ces conditions, son *identité personnelle* était engagée avant tout en tant qu'elle *participait au développement d'un conflit international*. La plainte déposée à son encontre pour haute trahison ne se réduisait donc pas à une opération de délégitimation portée à l'encontre d'un individu singulier. Cette action n'a pris sens qu'en tant qu'elle participait à la détermination d'une situation, au cœur de laquelle elle constituait un *public*, qui se manifestait comme l'accomplissement pratique d'une *culture politique agonistique*²⁰.

²⁰ Cette analyse de l'identité de Jean Ziegler s'appuie sur une proposition de Paul Ricœur, selon laquelle « la place du personnage peut être tenue par quiconque est désigné par le récit comme sujet grammatical d'un prédicat d'action, dans la phrase narrative de base 'X fait R'. En ce sens, l'histoire ne fait que prolonger et amplifier la dissociation opérée par la mise en intrigue entre personnage et acteur réel. On peut même dire qu'elle contribue à donner au personnage son entière dimension narrative. L'individu responsable est seulement le premier d'une série d'analogues parmi lesquels figurent les peuples, les

12.3.1 Les spéculations médiatiques comme mises en scène d'une situation incertaine et menaçante

Suite à la levée du moratoire sur le boycott des banques, la presse suisse a présenté une situation polarisée à coup de menaces et de répliques, et orientée vers un *accord financier global*. La mise en scène médiatique de cette controverse était organisée autour de trois questions pratiques : il s'agissait de déterminer le montant de l'accord, d'identifier les parties qu'il engagerait (*i.e.* ses contributeurs et ses bénéficiaires) et d'établir quelle serait sa portée (*i.e.* au nom de qui l'argent serait versé, quels actes du passé seraient couverts par ce versement, quelles revendications seraient abandonnées et pour quelle durée).

La presse suisse a suivi le déroulement de ces tractations à coup de suppositions et de révélations. En procédant de cette manière, les quotidiens ont manifesté le *caractère secret des négociations*, tout en leur conférant un *intérêt public*. Le *SonntagsBlick* a ouvert les feux de ces spéculations en annonçant, dans son édition du 26 juillet 1998, que « *Le deal secret des banques : L'arrangement sur l'Holocauste coût[ait] 1,2 milliard* » (*Der geheime Deal der Banken : Holocaust-Vergleich kostet 1,2 Milliarden*)^{xvi}. La pertinence de cette information était structurée par un jeu de perspectives temporelles, qui faisait émerger l'horizon d'un accord, présenté comme le remplissement d'une attente qui avait pris forme suite à l'échec des négociations. L'interruption de ces dernières avait sanctionné une divergence irrémédiable entre les 1,2 milliards réclamés par les plaignants et les 600 millions que les banquiers étaient prêts à verser (11.3.5, *supra*). Sur l'arrière-plan de ce savoir partagé, le titre du *SonntagsBlick* suggérait qu'une solution secrète avait été élaborée pour combler cet écart. Le corps de l'article était entièrement consacré à l'explicitation de la procédure envisagée :

Lange Zeit haben die Schweizer Banken gesagt : « 600 Millionen Dollar sind genug ! » Doch jetzt zeichnet sich beim Holocaust-Vergleich eine neue Lösung ab.

Die Globallösung zwischen Schweizer Grossbanken und Jüdischem Weltkongress (WJC) in der Holocaust-Frage schien gescheitert. Doch jetzt wird in Banken- und Politikreisen eine neue Lösung diskutiert : Die Grossbanken UBS und Crédit Suisse bleiben zwar bei ihrem « letzten Angebot » : Sie sind bereit, 600 Millionen Dollars in einem « Gerechtigkeitsfonds » zu zahlen.

Zusätzlich machen sie einen zweiten Betrag locker : eine Entschädigung für die nachrichtenlosen Vermögen aus der Zeit von der Zweiten Weltkrieg, die noch bei Schweizer Banken liegen. Dieser Zusatzbetrag könnte bei 600 Millionen Dollar liegen, sagen gutunterrichtete Quellen.

Damit würden die Banken total 1,2 Millionen Dollar zahlen. Dieselbe Summe hat zuletzt die jüdische Seite verlangt.

(Longtemps, les banques suisses ont dit : « 600 millions suffisent ! ». Pourtant, une nouvelle solution se dessine maintenant au sujet de l'arrangement sur l'Holocauste.

La solution globale entre les grandes banques suisses et le Congrès juif mondial (CJM) dans la question de l'Holocauste paraissait avoir échoué. Pourtant, une nouvelle solution est en train d'être discutée dans des cercles bancaires et politiques : A vrai dire, les grandes banques, l'UBS et le Crédit Suisse s'en tiennent à leur « dernière offre » : elles sont prêtes à verser 600 millions dans un « fonds de justice ».

De plus, elles sortiront un second montant : un dédommagement pour les fonds en déshérence de la Seconde Guerre mondiale, qui demeurent encore dans les banques suisses. Ce montant supplémentaire pourrait s'élever à 600 millions de dollars, disent des sources bien informées.

De la sorte les banques paieraient au total 1,2 millions de dollars. La somme même que la partie juive a exigée en dernier lieu.)

nations, les classes et toutes les communautés qui exemplifient la notion de société singulière » (Ricœur, 1983 : 347).

Deux semaines plus tard, ces spéculations ont été relancées et spécifiées par *Le Temps*, dans son édition du 8 août 1998. A cette occasion, Daniel S. Miéville prenait appui sur la détermination de la situation qui prévalait – la confrontation orientée vers l'échéance du 1^{er} septembre édictée par les trésoriers locaux – pour échafauder l'anticipation d'un règlement secret. De la sorte, il instituait un horizon d'attente dans la perspective duquel la posture agonistique adoptée par les autorités paraissait inadéquate. La dynamique de ce long article était résumée par l'articulation de son sur-titre et de son titre. Le premier annonçait que « *[m]algré les dénégations des intéressés, banques et organisations juives [avaient] sans doute repris les négociations et pourraient arriver à un accord avant début septembre* ». A la lumière de cette hypothèse, le second estimait que « *Le Conseil fédéral manqu[ait] peut-être une chance historique de clore le dossier des fonds juifs* »^{xvii} :

La Suisse a retrouvé un semblant d'unité autour des feux du 1^{er} Août, de la seule façon dont elle sache le faire, en identifiant un ennemi extérieur et en serrant les rangs face à la menace. Avec en prime Jean Ziegler jouant opportunément le rôle de Judas, il ne manque rien à la parfaite figure de style de la petite nation alpestre assiégée par les méchants et faisant courageusement front. Le pays ne fait plus le gros dos sous l'averse, mais il résiste en entamant une offensive épistolaire. [...]

Plus que jamais, le dossier paraît bloqué et, plus que jamais, le Conseil fédéral peut s'appuyer sur une opinion unanime pour refuser sa participation ou sa seule onction à un règlement global. [...]

Et pourtant, on a quelque peine à imaginer que les choses restent en l'état jusqu'à la fin du mois et que les banques suisses se résignent à être soumises, dès le 1^{er} septembre, à la première étape d'un boycott graduel. Si l'une et l'autre des parties ne peuvent que difficilement faire des concessions, et les banques suisses encore moins que les organisations américaines, on s'interroge sur ce qui se passe ou ne se passe pas en coulisses. Malgré les dénégations des intéressés, il n'est pas du tout exclu que les négociations aient repris secrètement. Des sources proches des deux parties affirment en effet qu'il existe de bonnes chances d'un règlement avant le début de septembre. [...]

On a peu parlé dans le public d'une forme de comptabilité créative qui permettrait à l'une et l'autre de ne pas perdre la face. Les organisations juives réclament 1,5 ou 1,2 milliard de dollars pour solde de tout compte, alors que la dernière offre des banques s'arrête à 600 millions. Mais on peut imaginer une façon de combler la différence. La Commission Volcker n'a pas encore rendu son rapport sur les fonds non réclamés qui dorment encore dans les coffres des banques suisses. Mais les estimations tournent autour de 60 millions de dollars. Selon le facteur multiplicateur choisi pour calculer les intérêts composés, on peut aller jusqu'à décupler cette somme, soit 600 millions supplémentaires, ce qui donne un total de 1,2 milliard.

Ces supputations concernant les avancées d'hypothétiques négociations secrètes suggéraient que les banques s'apprêtaient à trouver une solution susceptible de régler leurs différents avec les auteurs des plaintes collectives. Il en résulterait une situation dans laquelle seules demeureraient pendantes les procédures engagées à l'encontre de la Confédération. La perspective de cet horizon incertain spécifiait les problèmes pratiques relatifs à la portée de l'accord global. Face à cette situation relativement indéterminée, Daniel S. Miéville se demandait comment les banques privées allaient faire la part des choses entre la défense de leurs activités économiques et la représentation des intérêts de la Suisse. Manifestant sa perplexité à ce sujet, il suggérait que le déroulement de la situation engageait la responsabilité de la Suisse en tant que collectivité politique, et que sa représentation devait être assurée par des instances officielles. Cette perspective éclairait alors d'un jour nouveau la signification et la portée d'une éventuelle participation du Conseil fédéral et de la Banque nationale suisse au règlement financier du problème « des fonds juifs et de l'or nazi » :

Si l'on s'achemine vers ce que le président de la Fédération suisse des communautés israélites, Rolf Bloch, qualifie avec un certain sens de l'à-propos d'« accord global partiel »,

que se passera-t-il ensuite ? Est-ce que le Conseil fédéral, malgré toutes les bonnes raisons qu'il a de ne pas céder, n'est pas en train de manquer une occasion historique de mettre un terme définitif à toute l'affaire des fonds en déshérence et aux attaques contre la Suisse ?

Que se passe-t-il en effet si les banques parviennent à un accord ? Elles sont tirées d'affaire, quoi que pas totalement soulagées. Même si les menaces de boycott sont levées, la poursuite des attaques contre la Suisse devrait néanmoins les affecter. Matthias [sic] Caballavetta, président de l'UBS, pense sans doute autant à ses propres intérêts qu'à ceux du pays quand il presse, comme il l'a fait voici deux semaines dans la *SonntagsZeitung*, le Conseil fédéral de participer à un accord global. Devant l'opinion publique suisse, les banques afficheraient de surcroît, malgré elles, l'attitude peu élégante de qui règle ses affaires dans son coin en laissant le pays dans l'embarras.

Un accord partiel avec les banques ne devrait en effet nullement signifier que cesseront les attaques contre la Suisse. Au contraire, elles devraient se concentrer sur la Banque nationale, contre laquelle une plainte est pendante à Washington, et s'étendre sur d'autres aspects de la politique de la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale. La conférence internationale de Washington, qui prolongera en novembre la Conférence de Londres sur l'or nazi, la publication du prochain rapport Bergier sur la politique suivie envers les réfugiés, devraient apporter de nouveaux éléments propres à nourrir la polémique.

Si les perspectives d'un accord partiel avec les banques devaient se concrétiser, il ne manquerait, pour mettre par un accord global un terme définitif aux plus virulentes attaques qu'ait eu à essuyer la Suisse depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, qu'une somme symbolique sur le plan matériel, et une quittance du Conseil fédéral sur le plan politique et psychologique. A relever qu'un paraphe du Conseil fédéral, accompagné de ceux des gouvernements américain et israélien, donnerait à un accord la valeur de traité international.

En élaborant ces hypothèses, Daniel S. Miéville suggérait que *le sort de la collectivité politique suisse était suspendu au dénouement incertain de tractations financières secrètes, menées par des institutions privées*. De la sorte, il mettait en scène une situation marquée par l'incertitude, mais dont le dénouement ne manquerait pas d'avoir des répercussions pour la Suisse en tant que collectivité politique. Ainsi, en levant le voile sur ce qui se passait « *en coulisses* », il *publicisait* des négociations secrètes, dont il *problématisait* la portée historique et nationale de leurs enjeux. En configurant le *public d'intérêts* négociés secrètement, Daniel S. Miéville dessinait les contours d'un environnement menaçant, dont la maîtrise avait échappé aux autorités politiques. En conclusion, il mobilisait la polarisation et l'orientation de cette situation pour formuler son jugement politique à l'égard des actions menées par les autorités suisses :

Le refus déterminé du Conseil fédéral de s'associer à un accord qui permettrait de solder tous les comptes a le mérite de la continuité et s'appuie sur le soutien quasi unanime de la classe politique et de la population. Mais l'irritation de l'opinion est actuellement alimentée pour une large part par les menaces de boycott. Demeurera-t-elle au même niveau dès lors que ces menaces auront été levées et remplacées par d'autres formes de pressions et d'agressions ?

Dans les quotidiens suisses, l'incertitude qui prévalait quant au dénouement de la confrontation entre les banques suisses et les plaignants s'est manifestée par la multiplication des conjectures élaborées par les journalistes à ce sujet. Tenus à l'écart des coulisses dans lesquelles se déroulaient les négociations, confrontés à l'absence de certitudes quant à l'issue de la confrontation et à ses répercussions pour la collectivité politique suisse, les médias ont multiplié les conjectures et les supputations. Cette logorrhée manifestait le vide qu'elle tentait de combler. Autrement dit, chaque information soulignait l'indétermination de la situation, confortant ainsi les inquiétudes relatives à son dénouement, lesquelles ne faisaient qu'appeler de nouvelles spéculations²¹.

²¹ Dans une perspective structurale, Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu placent l'« effet de secret » au fondement de la production et de la reproduction des discours médiatiques (Mouillaud & Tétu : 1989 : 30-32). Dans une perspective praxéologique, leur quête du fondement ultime des pratiques journalistiques

12.3.2 La reprise des audiences judiciaires à huis clos et leur publicisation médiatique

Les hypothèses se sont multipliées avec d'autant plus d'ardeur que les négociations étaient menées à *l'abri des regards* et qu'elles s'orientaient vers un *avenir inquiétant*. Ainsi, l'horizon qui attendait la collectivité nationale s'est assombri le 10 août 1998. Les quotidiens suisses ont alors rapporté que « [l']État de Floride avait décidé de suspendre toute transaction avec les banques suisses [...] à partir du 1^{er} septembre 1998 »^{xviii}. Cette information tirait son importance – unanimement reconnue et manifestée par la presse suisse – de sa participation au conflit économique qui opposait la Suisse et les États-Unis, lequel était orienté vers un règlement financier « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elle suggérait en effet que la pression s'accroissait sur les banques suisses, que celles-ci risquaient donc de céder aux menaces qui pesaient sur leurs activités commerciales, plaçant du même coup les autorités fédérales dans une situation inextricable. D'un côté, si la Confédération refusait de se joindre aux banques, elle risquait de se retrouver seule dans le collimateur des plaintes collective. De l'autre, si le Conseil fédéral se déjugait et acceptait de contribuer à cet accord, il prenait surtout le risque que son geste soit interprété comme un aveu de culpabilité.

Quelle que soit la solution retenue, le dénouement de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » se présentait comme un horizon inquiétant. Il apparaissait que l'*implication* de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ainsi que les *responsabilités* contemporaines qui en découlaient allaient être déterminées en coulisse, par l'issue d'un rapport de force financier dans lequel les banques privées étaient empêtrées. Cette confrontation concernait donc la Suisse en tant que collectivité historique et politique : Elle interrogeait notamment le rapport qu'elle entretenait à son propre passé ainsi que les modalités de sa représentation dans les arènes internationales.

La charge morale de ces questions est apparue avec d'autant plus d'acuité qu'après un an d'interruption, la Cour de Brooklyn venait de reprendre ses auditions. Le 29 juillet, c'est très discrètement que les quotidiens suisses avaient annoncé, que le juge Edward Korman avait dirigé une première rencontre à huis clos, laquelle n'avait débouché sur « aucun résultat concret dans le différend qui oppos[ait] les grandes banques suisses aux plaignants juifs aux États-Unis »^{xix}. A l'approche de l'échéance du 1^{er} septembre et sur l'arrière plan de la confrontation irréductible entre les plaignants et les banques suisses, la mise en scène de ces transactions, confinées dans le secret d'une étrange procédure extrajudiciaire, a cependant relancé les inquiétudes et les spéculations médiatiques (*Le Temps* 12.8.98)^{xx} :

Le juge américain Edward Korman a repris ses auditions à Brooklyn sur la plainte collective contre les banques suisses. Les avocats des deux parties sont présentes à cette « status conference ». Il est avant toute question de chiffres et de détails à propos d'un possible compromis. Les représentants des plaintes ne s'attendaient à aucune avancée. Mais les banques auraient proposé une somme beaucoup plus élevée que les 600 millions de dollars consenti [sic] jusqu'à présent pour mettre un terme à toutes les plaintes collectives. On sait qu'une nouvelle proposition avancée en Suisse ajouterait 600 millions le [sic] fonds retrouvés par la commission Volcker dans les banques suisses, augmentés des intérêts, ce qui pourrait représenter une autre somme de 600 millions ; soit au total 1,2 milliard. Ce montant se situe néanmoins en dessous des 1,5 milliards réclamés et il est accompagné de conditions que les plaignants jugent inacceptables. « Nous ne céderons pas vers le bas », a déclaré Ed Fagan. « Plutôt retirer notre proposition ».

est illusoire. En revanche, leur hypothèse interroge les analyses qui substantifient les « espaces publics » et la « démocratie » comme des entités adossées au principe de la « transparence ». Elle problématise donc l'opposition conceptuelle du « public » et du « secret », permettant ainsi d'envisager l'observation et la description des modalités par lesquelles certaines opérations de *problématisation* constituent des *secrets* et leurs *publics*.

A coup de spéculations, les quotidiens suisses ont mis en scène une collectivité politique suisse irrémédiablement engagée par des transactions secrètes, menées par les banques privées, au cours d'une procédure extrajudiciaire méconnue, à laquelle ne participaient pas les autorités politiques. Dans cette configuration, la Suisse paraissait avoir perdu la maîtrise de son destin, qui s'ouvrait sur l'horizon d'un règlement financier polarisé et orienté de telle sorte qu'il revêtait une signification et une portée politiques, historiques et morales. Par-delà son indétermination, cette configuration inquiétante structurait un horizon d'attente, dans la perspective duquel il apparaissait que les banques privées serait appelées à résoudre financièrement les problèmes historiques et moraux soulevés par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

12.4 L'institution pratique du dénouement « des fonds juifs et de l'or nazi »

L'activité spéculative déployée par la presse suisse a donc configuré l'horizon dans lequel allait s'inscrire le règlement « des fonds juifs et de l'or nazi ». Par contre, dans le même mouvement, ces conjectures soulignaient l'indétermination qui prévalait quant aux modalités exactes de ce dénouement, à sa portée et à sa signification. Ainsi, les quotidiens suisses s'attendaient à ce qu'un arrangement financier soit trouvé avant l'échéance des sanctions, fixée au 1^{er} septembre 1998. En revanche, ils n'envisageaient pas que ce dernier intervienne, avant la mi-août, au cours des audiences conduites par le Juge Edward Korman. En conséquence, l'accord extrajudiciaire annoncé par la presse suisse des 13 et 14 août, a surpris par sa promptitude et son mode de négociation. Pourtant, surgissant sur l'arrière-plan de la situation inquiétante configurée au fil des semaines précédentes, il a *rempli* son horizon d'attente. Il a donc immédiatement été *re-connu* comme un dénouement possible de la controverse sur « les fonds juifs nazi ». Il a surtout concrétisé une problématique ouverte sur de nouvelles interrogations, concernant la portée de ce règlement²².

12.4.1 Détermination rétrospective d'un champ d'expérience et projection d'un horizon d'attente

Dès le 13 août 1998, les quotidiens suisses ont entrevu l'imminence d'un accord extrajudiciaire entre les banques suisses et les plaignants. Immédiatement, ils ont présenté cet événement potentiel comme un candidat susceptible de remplir l'horizon d'attente d'un règlement financier. Ils ont donc proposé de le *reconnaître à l'avance* comme un éventuel dénouement de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi »^{xxi}. Ainsi, le *Bund* (13.8.98) a affirmé lapidairement en première page qu'une issue était en vue (*Durchbruch in sicht*). Pour sa part, *Le Matin* a laissé place à l'incertitude, en plaçant une dépêche de l'ATS, sous un titre interrogatif : « *Fonds juifs. L'épilogue, enfin ?* » (*Le Matin*, 13.8.98)^{xxii} :

La plainte collective contre les banques suisses aux États-Unis semble s'approcher d'un épilogue. Le juge américain Edward Korman, qui œuvre au règlement extrajudiciaire du dossier, a entamé hier de nouvelles auditions à New York. Les participants se sont montrés confiants quant à un possible accord global.

Le représentant des plaignants, Robert Swift, s'est déclaré optimiste. Interrogé sur l'existence de nouvelles propositions, il a répondu que les montants varient constamment. Un

²² Sitôt que l'analyse prend en compte le jeu des perspectives temporelles à l'œuvre dans les opérations de problématisation et de publicisation, elle est conduite à analyser les procédures de détermination des situations dans une perspective non-déterministe. Cette approche est en effet la seule à qui permette d'envisager qu'un événement puisse être *re-connu*, alors même qu'il survient pour la première fois. Cependant, ceci n'implique aucunement que cette reconnaissance détermine à elle seule la portée et la signification de ce qui est reconnu. Au contraire, elle est ouverte sur le devenir contingent de sa propre détermination rétrospective.

représentant des banques s'est également montré confiant sur l'avancée des négociations. Le juge Korman avait repris mardi ses auditions à Brooklyn sur la plainte collective.

Selon des sources proches du dossier, les banques ont présenté mardi soir [11 août] une nouvelle offre, nettement plus élevée que les 600 millions de dollars (900 millions de francs suisses) consentis jusqu'à présent pour mettre un terme à toutes les plaintes collectives. Ce montant se situerait entre 1,8 et 2,25 milliards de francs.

Dans une veine analogue, la plupart des quotidiens suisses ont relancé leurs *conjectures* sur la somme que les banques s'apprêtaient à engager dans cet accord, sur sa portée, et sur sa capacité à mettre un terme définitif à toutes les plaintes collectives. A ce sujet, plusieurs articles spéculaient en particulier sur la composition du montant négocié et sur une éventuelle implication des institutions officielles suisses (24 Heures et la Tribune de Genève, 13.8.98)^{xxiii} :

Ces nouvelles propositions se rapprocheraient [...] des prétentions américaines, à savoir un montant global de 1,6 milliard de francs. Dans le détail, cette somme comprendrait 600 millions exigés des banques ; 700 millions de francs pour solde de tout compte en déshérence, indépendamment des résultats de la Commission Volcker. Et, enfin, 300 millions de francs de la Confédération et de la Banque nationale suisse (BNS), contre l'abandon de la plainte collective.

Le 13 août 1998, seul *Le Temps* affirmait : « *L'accord est signé entre les banques suisses et les survivants de l'Holocauste* ». A elle seule, cette formulation succincte constituait « *l'accord* » comme un événement attendu, comme la réponse à une attente, qui était immédiatement explicitée par un texte de synthèse^{xxiv} :

- **Ce règlement met fin** à un conflit de deux ans et éteint la plainte collective déposée par les survivants de l'Holocauste et les organisations juives. Il écarte également la menace de sanctions qui pesait sur les intérêts suisses aux États-Unis à compter du mois de septembre.

En rubrique « *Le fait du jour* », l'article principal commençait par une simple exclamation – « *Signé !* » – avant se s'ouvrir sur une présentation de l'accord, « *même si [s]es termes précis [...] n'étaient pas connus à l'heure où nous mettions sous presse* »^{xxv} :

Le montant du compromis a été trouvé à hauteur de 1,250 milliard de dollars (environ 1,9 milliard de francs). Cette somme inclut la proposition initiale des banques suisses de 600 millions, augmentés par les fonds en déshérence découverts par la Commission Volcker, d'environ 70 millions de francs, auxquels ont été ajoutés des intérêts.

Ces formulations lapidaires, claires et précises dessinaient les contours d'une situation déterminée, dont l'accord pouvait être présenté comme un aboutissement. Pourtant, les zones d'ombre étaient loin d'être entièrement dissipées. Ainsi, l'article principal se concluait sur une énumération de craintes et d'incertitudes qui, pour la plupart, avaient déjà donné lieu à des spéculations au cours des semaines précédentes :

« Du côté juif on craint le reproche que l'accord est insuffisant. Quant aux banques, elles se soucient sérieusement du reproche de trop donner qui pourrait surgir dans l'opinion suisse », expliquait une source proche de la négociation. Ce souci pourrait d'ailleurs expliquer la présence à New York de l'Association suisse des banquiers.

Le « Memorandum of Understanding » fixe les grands principes de l'arbitrage intervenu mercredi [12 août]. Il n'équivaut pas formellement à un accord, car il faut encore que tous les participants à la plainte collective soient informés et entendus sur son contenu. Ceux-ci peuvent alors décider s'ils veulent prendre part à l'accord ou non. Cette étape détermine encore la répartition des dédommagements.

Si le gouvernement américain a déjà annoncé qu'il apporterait sa caution à un accord, le Conseil fédéral n'a pas exclu d'apposer sa signature au bas d'un document qui solderait une

fois pour toutes les comptes entre banques et organisations juives. Cette éventualité ne sera officiellement discutée qu'après connaissance du texte détaillé de l'accord conclu mercredi.

Pour l'essentiel, ces questions avaient été anticipées et explorées par les spéculations émises les semaines précédentes. Cependant, l'annonce de l'accord leur conférait une charge de réalité inédite. Dès lors, il était communément admis – et donc avéré – que l'épilogue de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » allait coïncider avec l'issue d'un rapport de force financier. Cette configuration de la situation interrogeait la manière dont s'articulait pratiquement la défense des intérêts économiques des entreprises suisses aux États-Unis et la défense de l'image et de la réputation de la Suisse dans le monde. A la lumière de l'accord global, ce sont les relations entre les banques et la Confédération qui étaient interrogées. Son surgissement éclairait rétrospectivement la manière dont le déroulement de la controverse avait tissé des liens entre les entreprises commerciales et les institutions officielles. L'émergence de ces enjeux donnait corps à des incertitudes, lesquelles faisaient apparaître rétrospectivement la portée et la signification d'actions qui étaient passées inaperçues jusqu'alors.

Ainsi, le 13 août, *24 Heures* et la *Tribune de Genève* publiaient un encadré, significativement intitulé « *Une équation à nombreuses inconnues* », dont le raisonnement pratique était organisé autour de l'articulation complexe de ces dynamiques prospectives et rétrospectives^{xxvi} :

Pour se mettre à l'abri de plaintes ultérieures émanant d'autres victimes de la Shoah, les banques tiennent à la présence du CJM et que [sic] souhaiteraient que les gouvernements de Washington, Jérusalem et Berne cautionnent l'accord. Mais tant le Conseil fédéral que la Banque nationale refusent de se sentir concernés. Officiellement, la Confédération a refusé la suggestion de Stuart Eizenstat de verser 300 millions de dollars.

Enfin, le juge Korman avait décidé en 1997 de grouper les trois plaintes, aux contenus assez divers. La première se rapporte aux comptes dormants, la seconde à l'or volé à des privés et la troisième au profit tiré du travail obligatoire des juifs. Le premier point touche bien sûr la responsabilité des banques commerciales. Le dernier ne les concerne pas du tout, et le second très peu, puisque l'essentiel de l'or nazi a transité par la Banque nationale. Bref, la séparation rigoureuse entre affaires privées et publiques que défend Berne est purement formelle.

Seul point commun : tout le monde a davantage intérêt à un arrangement extrajudiciaire qu'à un procès lourd d'inconnues

Cet article soulevait explicitement la question des modalités par lesquelles un arrangement financier extrajudiciaire entre des banquiers et leurs clients pouvait être transformé en accord international engageant les Gouvernements de plusieurs pays. Or, ce questionnement faisait rétrospectivement surgir les conséquences d'une décision que le juge Edward Korman avait prise, plus d'une année auparavant, dans l'indifférence générale. Au mois de juillet 1997, la situation était polarisée et orientée de telle sorte que les quotidiens suisses avaient principalement mis l'accent sur les procédures de traitement des plaintes collectives, et sur leurs éventuelles implications pour le secret bancaire suisse. En revanche, ils n'avaient prêté aucune attention aux motifs de ces plaintes et aux institutions qu'elles visaient. Dans les articles de l'époque les « plaintes collectives » n'étaient pas présentées comme des procédures spécifiques, dont les auteurs et les accusés étaient individués. Elles étaient plutôt convoquées comme un terme générique, organisant indifféremment la relation entre les « organisations juives » et les « banquiers » ou entre « les États-Unis » et « la Suisse » (cf. 1.4.3, *supra*). Cette observation indique donc que le déroulement de la controverse et son aboutissement sous la forme d'un arrangement financier ont profondément transformé la situation et ses horizons de pertinence. De telle sorte que des enjeux, des actions et des protagonistes qui étaient passés inaperçus sont soudain parus dignes d'attention publique.

A peine signé, l'accord a été présenté comme un événement qui remplissait l'attente d'un dénouement. Pour autant, cette détermination de la situation n'a pas résorbé la confusion et les antagonismes polarisés autour « des fonds juifs et de l'or nazi ». Au contraire, *Le Temps* suggérait que l'accord pérennisait voire approfondissait les polémiques. Dès le 13 août 1998, un article signé Paul Coudret^{xxvii} signalait en particulier un regain de tension entre les grandes multinationales bancaires suisses, engagées sur les marchés financiers états-uniens, et les petits établissements privés, attachés à la sauvegarde de l'image de la Suisse²³ :

Le dédommagement que s'appêtent à verser le CS et l'UBS ne représente qu'un pour cent des actifs que les deux groupes gèrent aux Etats-Unis. Les dégâts d'un échec, pour leur image, auraient été inchiffrables.

« Quand vous êtes une banque mondialisée, vous n'en avez rien à f... de l'image de la Suisse ! » Ce responsable du dossier des fonds en déshérence dans une importante banque suisse est hors de lui à l'idée de l'accord que l'UBS, le Credit Suisse Group et les organisations juives américaines négocient depuis deux jours à New York. Hors de lui encore, « parce qu'elles ferment leur dossier des plaintes collectives mais que cela ne règlera en rien des procédures en cours qui devront être menées à terme ». Hors de lui enfin parce que cet accord « profitera essentiellement au niveau économique à deux banques sur le territoire des Etats-Unis.

A peine quelques heures après la signature de l'accord, sa mise en scène en tant que dénouement de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » engageait un jeu complexe de perspectives temporelles.

Considéré comme le remplissement d'une attente, l'accord déterminait rétrospectivement le cheminement qui avait mené à sa signature. En quelques lignes, *Le Temps* présentait cette dernière comme l'aboutissement d'une confrontation bipolaire qui avait opposé « les survivants de l'Holocauste et les organisations juives » aux « banques suisses » et, plus largement, aux « intérêts suisses aux États-Unis ». En page intérieure, cette configuration agonistique était reprise et spécifiée par l'intitulé de l'article principal : « Les banques et les rescapés de l'Holocauste ont fait la paix ». En traitant la signature d'un accord financier comme une manière de « faire la paix », ce titre tenait pour acquis que la confrontation antérieure pouvait être considérée comme une *guerre* et, plus précisément, comme une *guerre économique*. Cette mise en scène donnait rétrospectivement raison aux conceptions agonistiques de la controverse.

D'un côté, l'émergence de l'accord global structurait rétrospectivement le *savoir partagé* qui était implicitement mobilisé pour le *reconnaître* en tant que dénouement de la controverse. A la lumière de cet événement, cette dernière était communément déterminée comme un bras de fer opposant les États-Unis à la Suisse, par l'intermédiaire des organisations juives et des banques commerciales. Il apparaissait alors que le développement de cette confrontation avait écorné l'image de la Suisse dans le monde et mis à mal les activités commerciales des grandes banques aux États-Unis.

De l'autre côté, cette mise en scène ne dissipait pas toutes les incertitudes et les inquiétudes. Au contraire, elle s'ouvrait sur un horizon indéterminé, qui donnait corps aux craintes émises au cours du débat par les tenants de l'interprétation agonistique. Ainsi, il était possible d'interroger les raisons pour lesquelles les grandes banques avaient finalement signé un accord à peine plus de deux semaines avant l'échéance du 1^{er} septembre. La mise en scène de négociations secrètes opposant les plaignants aux seuls représentants des grandes banques, laissait place au *soupçon* selon lequel les patrons des grandes banques auraient sacrifié l'image de la Suisse sur l'autel de leurs intérêts

²³ Au sujet du travail déployé par Paul Coudret pour problématiser et publiciser cette controverse, voir 9.2.2, *supra*.

financiers. Autrement dit, la situation était déterminée de telle sorte qu'il était possible de se demander si les banquiers n'avaient pas *cédé à un « chantage »*, entraînant avec eux la Suisse à *capituler* face aux attaques venues d'outre-Atlantique.

Le surgissement de l'accord global et sa reconnaissance en tant que *dénouement* « des fonds juifs et de l'or nazi » ont donc relancé l'enquête chargée d'éclaircir les deux horizons de la situation. Sur un versant, les journalistes ont pris appui sur cet événement pour élaborer les intrigues – *i.e.* les enchaînements d'actions et de réactions, de causes et de conséquences – dont l'accord était le dénouement. Sur l'autre versant, la composition de ces histoires structurait un horizon d'incertitudes concernant notamment la signification de l'accord, sa portée et ses conséquences, notamment au sujet du rôle des autorités politiques et de la Banque nationale durant la Seconde Guerre mondiale.

12.4.2 Le remplissement des attentes comme détermination rétrospective de l'intrigue

Le 14 août 1998, tous les titres de la presse suisse ont focalisé leur attention sur l'accord global²⁴. Quelles que soient leurs évaluations et leurs jugements au sujet de ce dernier, les journalistes et les éditorialistes s'accordaient pour le présenter comme l'issue d'un marchandage financier, comme l'issue d'un conflit sanctionné par une victoire des États-Unis sur la Suisse. Leurs articles et leurs commentaires conféraient rétrospectivement trois caractéristiques principales à la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ».

Premièrement, les promoteurs et les détracteurs de l'accord global s'accordaient pour considérer que ce règlement financier était porteur de conséquences pour *la Suisse en tant que collectivité politique*²⁵. Par-delà leurs divergences, les évaluations et les jugements portés à l'égard de la somme d'argent versée par les banquiers, ils se rejoignaient pour la constituer comme un *objet d'intérêt public*.

Les commentaires favorables à l'accord global soulignaient le soulagement provoqué par cet accord, présenté comme une mesure susceptible de mettre un terme à la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Ce faisant, ils suggéraient que l'argent versé par les banques aux survivants de l'Holocauste allait purger le contentieux opposant les États-Unis à la Suisse. En ce sens, ils espéraient qu'il allait être porteur du règlement définitif du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire notamment des transactions sur l'or que la Banque nationale avait menées avec la *Reichsbank*, et de l'implication des douaniers suisses dans la déportation, puis l'exécution des juifs qui avaient tenté de se réfugier en Suisse. Telle était explicitement l'interprétation défendue par Rainer Gut, le président du conseil d'administration du Credit Suisse Group (*Le Temps*, 14.8.98)^{xxviii} :

« Nos deux banques sont les seules responsables du paiement de ce montant de 1,25 milliard de dollars. Avec cette somme, nous avons pu cependant garantir que l'accord global concernait aussi les plaintes collectives contre la BNS et d'autres intérêts suisses. Nous avons négocié pour la Suisse soit englobée dans cet arrangement sans recevoir de mandat ni de la BNS ni d'autres sociétés non bancaires. Cela dit, nous n'avons pas négocié dans le vide : nous avons été en contact régulier avec le Conseil fédéral, les milieux politiques et des organisations comme le Vorort. Les indications que nous avons montrent d'ailleurs que le Conseil fédéral soutient la solution qui a été choisie... »

²⁴ Le 14 août 1998, tous les quotidiens suisses ont consacré leur première page et de volumineux dossiers à la signature de l'accord global. A lui seul, mon corpus rassemble plus d'une quarantaine de pleines pages. Il ne saurait donc être question d'énumérer ici l'ensemble des articles publiés à cette occasion, et encore moins d'en conduire l'analyse détaillée. Seuls les résultats de cette dernière seront présentés succinctement.

²⁵ Cette confrontation des partisans et des opposants de l'accord a notamment été mise en scène par *Le Temps*, dans un encadré intitulé : « Les partisans de l'accord disent [...] Les opposants à l'accord disent ».

Les milieux économiques suisses ont réagi à l'accord global en développant ce raisonnement pratique. Ainsi, le président du Vorort a estimé que « *Les grandes banques [avaient] agi dans l'intérêt de l'ensemble de l'économie suisse [et que l'accord] met[tait] un terme aux menaces de boycott qui pesaient non seulement sur les banques mais aussi sur le reste de l'économie* »^{xxix}.

Or, cette conséquence était précisément la principale pierre d'achoppement invoquée par les opposants à l'accord global. Selon eux, s'il était légitime que les banques trouvent une issue au contentieux financier et judiciaire qui les opposait aux victimes de l'Holocauste, cette solution ne devait en aucun cas engager la Confédération. Ce raisonnement pratique sous-tendait deux arguments opposés.

Dans la plupart des cas, il était mobilisé pour stigmatiser l'attitude des banquiers qui géraient leurs intérêts financiers au détriment de l'image de la Suisse dans le monde. En versant de l'argent aux victimes de l'Holocauste, elles faisaient preuve de faiblesse et cédaient à un chantage. Surtout, elles conféraient une certaine légitimité aux attaques menées contre la Suisse, suggérant ainsi que cette dernière ne s'était pas comportée de manière irréprochable durant la Seconde Guerre mondiale. Cette analyse fondait la prise de position officielle des autorités fédérales. Le Conseil fédéral a en effet considéré que l'accord global déterminait une situation qui le contraignait à rappeler « *qu'il n'était pas partie aux tractations et que la Confédération n'[était] donc engagée 'en rien' par l'arrangement* »^{xxx}. Plus virulent, le président du Parti radical-démocratique, Franz Steinegger, s'est appuyé sur cette configuration de la situation pour apostropher les banques : « *On ne peut pas négocier sans mandat de la Banque nationale et envoyer la facture* » (*Man kann nicht ohne Mandat der Nationalbank verhandeln und am Schluss die Rechnung verschicken*). Dans la même veine, plusieurs commentateurs ont considéré qu'il était nécessaire de souligner que « *L'accord ne constitu[ait] pas un aveu de culpabilité de la part de la Suisse quant à son comportement lors de la Seconde Guerre mondiale* »^{xxxi}. Pour sa part, *Le Temps* a adopté cette perspective afin de poursuivre son travail de mise en scène des dissensions opposant les intérêts financiers des banquiers et la défense de l'image de la Suisse dans le monde. Ainsi, il a titré en première page : « *Accord global : les banques prennent la Confédération à revers* ». En page intérieure, le dossier consacré à la question était pour sa part placé sous une affirmation : « *Les banques ont embarqué la Confédération et la BNS* ».

A l'inverse, quelques commentateurs ont développé un raisonnement similaire pour fonder un argument opposé. Selon eux, le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ne pouvait pas être définitivement soldé par un versement financier assuré par les banques privées. Il était intolérable que la Confédération et la Banque nationale se retranchent derrière ce marchandage et en tirent argument pour ne pas se confronter à leurs responsabilités morales et historiques. Ce questionnement des relations que l'accord global établissait entre les banques et les autorités fédérales était notamment au cœur du commentaire d'Esther Girsberger intitulé « *Les banquiers en tant que ministres des affaires étrangères* » (*Banker als Aussenminister*).

Les quotidiens suisses ont donc immédiatement présenté et constitué l'accord global comme un *enjeu de portée nationale*. Dès le lendemain de sa signature, ils ont défini sa signification en référence à une situation qui était déterminée de telle sorte qu'un versement financier effectué par les banques privées était susceptible d'engager la responsabilité morale et historique de la Suisse en tant que collectivité politique.

Deuxièmement, les quotidiens suisses ont présenté l'accord global comme une *victoire des États-Unis contre la Suisse*. Ce faisant, ils ont mis en scène la signature du règlement financier comme l'issue d'un *rapport de force*. Ainsi, ils ont déterminé

rétrospectivement la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » comme un conflit, dont le déroulement départageait ses protagonistes en deux camps nettement délimités²⁶.

Cette configuration a notamment été élaborée par le *Blick*, dès la première page de son édition du 13 août 1998, entièrement inscrite sous un large bandeau dépourvu d'ambiguïté : « *Boycott US : Maintenant, D'Amato a gagné ! Les banques suisses offrent 1,8 Milliard* » (*US-Boycott : Jetzt hat D'Amato gewonnen ! Schweizer Banken bieten 1,8 Milliarden*). Le lendemain, le *Blick* a repris et spécifié ce dispositif bipolaire : « *Dans l'arrangement sur les plaintes collectives il y a toute une série de gagnants et de perdants. L'auteur du Blick Marcel H. Keiser dit qui se place de quel côté* » (*Im Sammelklagen-Vergleich gibt es eine ganze Reihe von Siegern und Verlierern. Blick-Autor Marcel H. Keiser sagt, wer auf welcher Seite steht*). L'article qui suivait précisait cette mise en scène par la confrontation de deux blocs typographiques, qui rassemblaient une série de vignettes illustrées par de petits portraits photographiques. Celui de gauche se détachait sur un fond jaune et était intitulé « *Les gagnants* » (*Die Gewinner*) : « *Le milliardaire Edgar Bronfman* » (*Milliardär Edgar Bronfman*), « *Gizella Weisshaus* », « *Alfonse D'Amato* », « *Alan Hevesi* », « *Christoph Meili* », « *Edward Fagan* ». Sur une trame rouge, celui de droite énumérait « *Les perdants* » (*Die Verlierer*) : « *Robert Studer* », « *Arnold Koller* », « *Sigi Feigel* », « *Jean-Pascal Delamuraz* », « *Jean Ziegler* » et « *Raymond Probst* ».

Le 14 août, cette configuration de la situation a été massivement mobilisée pour assurer l'illustration photographique de l'accord. Ainsi, de nombreux quotidiens ont repris une photographie de Mélanie Einzig, diffusée par l'agence AP²⁷.

Ce portrait de groupe – de trois-quarts et en légère contre-plongée – représentait la plaignante Estelle Sapir, entourée par le sénateur Alfonse D'Amato et l'ancien gardien de nuit Christoph Meili. Les regards fixés droit devant eux, ces trois protagonistes paraissaient prendre la pose. Le regard effarouché d'Estelle Sapir occupait le centre de l'image, autour duquel s'articulait l'ensemble de sa composition. Menue et apeurée, elle paraissait se réfugier entre les épaules de ses deux accompagnateurs, dont les corps étaient légèrement inclinés dans sa direction, comme en signe de protection. Des deux mains, elle s'agrippait à celle, réconfortante, qui lui était tendue sur la gauche de l'image par un Alfonse d'Amato souriant. Du côté droit de la photographie, la main secourable de Christoph Meili était posée sur son épaule, en un geste d'affection et de soutien presque filial.

Dans la configuration qui faisait apparaître l'accord global comme l'issue d'un conflit perdu par la Suisse, cette image apparaissait comme la manifestation de la joie des adversaires de la Suisse. Ainsi, *Le Temps* l'a accompagnée d'une légende particulièrement explicite en ce sens : « *L'accord est conclu : Alfonse D'Amato (à gauche) et Christoph Meili aux côtés d'Estelle Sapir triomphent devant la cour fédérale* ». Cette mise en scène

²⁶ La mobilisation de cette configuration agonistique a notamment été manifestée par la prégnance d'un lexique belliqueux s'agissant de décrire la controverse et son dénouement. Ainsi, le président du Parti radical-démocratique Franz Steinegger a estimé que « *Les banques [avaient] cédé à une forme de chantage* ». Au nom de l'Union démocratique du centre, Christoph Blocher a parlé de « *méthodes revolver discutables, ayant prévalu sur l'État de droit* ». Selon lui « *En créant le Fonds spécial pour les victimes de l'Holocauste, la Suisse a[vait] capitulé une première fois[...]. Puis les banques ont à leur tour cédé en concluant cet accord avec les plaignants américains* ».

²⁷ Cette photographie est reproduite en annexe 36. Le 14 août 1998, cette image a notamment été reprise par *Le Temps*, *Le Matin*, *24 Heures* et la *Tribune de Genève*, *L'Express* et *L'Impartial*, *Le Nouvelliste*, le *Tages-Anzeiger*, le *Bund*, la *Basler Zeitung* et l'*Aargauer Zeitung*.

était encore confortée par l'article placé immédiatement sous l'image, intitulé : « *Un trophée doré sur les affiches électorales du sénateur Alfonse D'Amato* ». Dans cette perspective, l'identification des personnages représentés sur cette image signifiait métonymiquement la composition catégorielle des vainqueurs de la controverse. Autrement dit, cette image suggérait que le groupe désigné par le label « États-Unis », rassemblait des survivants de l'Holocauste, des élus locaux états-uniens et des traîtres helvétiques, respectivement représentés par Estelle Sapir, Alfonse D'Amato et Christoph Meili.

Au fil de son développement, ma recherche a retracé de manière détaillée comment la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » s'est progressivement polarisée sous cette forme conflictuelle. Ces analyses indiquent donc clairement que cette configuration agonistique n'a pas été « construite » ou « négociée », de but en blanc, au lendemain de la signature de l'accord global. Cependant, en la mobilisant pour mettre en scène le dénouement de la controverse, les quotidiens suisses l'ont rétrospectivement instituée en tant que *clé de lecture privilégiée pour comprendre, interpréter et analyser tout ce qui précédait cette issue*.

Troisièmement, en reconnaissant l'accord global en tant que dénouement du problème « des fonds juifs et de l'or nazi », la presse suisse a rétrospectivement conféré une orientation téléologique à la controverse sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. En traitant ce règlement financier comme le moment où la controverse culminait vers une résolution, les quotidiens en ont fait *l'aboutissement d'un chemin continu*, lequel pouvait dès lors être parcouru en sens inverse, afin de *recomposer les enchaînements de causes et de conséquences* qui avaient mené à cette issue²⁸. En conséquence, le surgissement de cet arrangement a fonctionné à la manière de l'épilogue d'un roman policier : sa formulation a déterminé rétrospectivement la situation, les identités de ses *protagonistes*, le sens de leurs *actions*, et l'intérêt qui méritait d'être accordé aux *événements* qui avaient animé son déroulement.

Dans les journaux quotidiens, cette opération a notamment fondé l'élaboration de *chronologies*, composées suivant un principe rétrospectif de sélection. De ce point de vue, l'actualité de l'accord global n'était plus seulement celle d'un *événement qui méritait d'être mis en évidence et discuté*. Elle était instituée en tant que *visée narrative*, à laquelle le développement de la controverse devait être référé et en fonction de laquelle sa mise en intrigue devait être organisée²⁹. Ainsi, dans la presse suisse du 14 août 1998, la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » se présentait sous la forme de *successions chronologiques*, retraçant le *déroulement linéaire d'un conflit financier et juridique*. À la lumière de l'accord global, trois types principaux de chronologies ont été élaborés.

Tout d'abord, plusieurs quotidiens ont retracé le déroulement d'un *marchandage financier, rythmé par l'accroissement graduel des sommes en jeu*. Cette mise en scène a été particulièrement spectaculaire dans *Le Temps*. Sous le titre « *L'histoire du montant : comment le prix à payer par les banques n'a cessé d'augmenter* », il a publié un graphique, dont l'abscisse représentait une succession de mois – de février 1996 à août 1998 – et l'ordonnée était graduée en « *millions de francs* », de 0 à 2 300. À l'intérieur de ce cadre, la chronologie prenait alors la forme d'une courbe ascendante, initiée avec les « 38,7

²⁸ Cette analyse est une application de la citation de Louis Quéré reproduite en exergue de ce chapitre. Elle donne de la substance à la critique qu'il a adressée, avec Michel Barthélémy, aux démarches sociologiques habituelles qui s'appuient implicitement sur un travail social d'identification, d'individuation et de stabilisation, mais qui ne l'analysent jamais (Barthélémy & Quéré, 1991 : 52-53, cette citation est placée en exergue de cette recherche).

²⁹ Pour une analyse détaillée de cette acception de l'actualité médiatique et de ses conséquences pour le traitement des affaires publiques, voir l'article que j'ai consacré aux dépêches d'agences (Terzi, 2000).

millions » retrouvés par les banques suisses le 1^{er} février 1996, et qui s'interrompait sur les « 1,25 milliard de dollars » que les mêmes banques venaient de s'engager à verser, le 12 août 1998. La controverse se présentait alors comme un déroulement linéaire, ponctué par une succession de bras de fer financiers, opposant principalement les banques suisses au Congrès juif mondial. Dans cette perspective, l'accord global était interprété comme un arrangement financier, versé *pour solde de tout compte*. Les conséquences de cette dernière expression ont pleinement été tirées par le *Corriere del Ticino*, qui n'a pas hésité à intituler sa chronologie « *le prix de l'Holocauste* » (*Il prezzo dell'Olocausto*).

Ensuite, une autre forme de chronologie a été composée par la *Basler Zeitung* pour relater les « *étapes d'un conflit juridique* » (*Stationen eines Rechtsstreits*). Son origine était fixée au 1^{er} octobre 1996, date du dépôt de la première plainte collective par Gizella Weiss Haus et son avocat Edward Fagan. L'histoire se déroulait ensuite au rythme des actions engagées par les avocats des plaignants, des propositions émises par les défenseurs des banques suisses, et des audiences conduites par des médiateurs, principalement Stuart Eizenstat et le juge Edward Korman. Au terme de cette trame narrative, l'accord global n'était pas présenté comme un montant déterminé au terme d'un marchandage financier, mais comme une *prestation* qui marquait l'issue d'une procédure judiciaire.

Enfin, plusieurs chronologies ont mis l'accent sur le *caractère conflictuel des relations entre les protagonistes de la controverse* sur « *les fonds juifs et l'or nazi* ». Ainsi, le *Tages-Anzeiger* a établi la « *Chronique d'une dispute de plusieurs années* » (*Chronik eines jahreslangen Streits*). Dans une veine similaire, *24 Heures* et la *Tribune de Genève* ont présenté le compte rendu de « *Trois ans de crise* », relatant l'« *Evolution des relations entre les banques suisses, les organisations juives et les plaignants* ». Présentée sous la forme d'un calendrier doublé d'une échelle thermométrique, leur chronologie s'écoulait en une succession de périodes de trouble et d'apaisement, dont les dates étaient écrites en rouge (pour signifier la « *tension* »), en vert (la « *détente* ») ou en noir (le « *statu quo* »). Dans cette perspective, la controverse sur « *les fonds juifs et l'or nazi* » était donc l'histoire d'une crise, initiée de manière conflictuelle dès l'« *été 1995* » : « *Les archives sur la guerre s'ouvrent. Les critiques et les attaques contre la Suisse commencent* ». Au terme de cette histoire, l'accord global était présenté comme l'aboutissement d'un bras de fer, dont il marquait l'ultime moment de répit.

Au lendemain de sa signature, l'accord global a indéniablement donné lieu à des interprétations divergentes. Par-delà ces dernières, les articles et les commentaires publiés par la presse suisse se sont accordés pour présenter l'accord global comme une *objet d'intérêt public*, comme une *victoire des États-Unis sur la Suisse* et, surtout, comme le *dénouement de la controverse* sur « *les fonds juifs et l'or nazi* ». Ce faisant, ils ont rétrospectivement déterminé cette dernière comme un *déroulement linéaire*, donnant forme à une *polarisation conflictuelle*, dont la configuration conférait une portée historique, morale et politique à une somme d'argent que des banques privées versaient pour dédommager les clients qu'elles avaient lésés.

12.4.3 Le remplissage des attentes comme projection de nouvelles questions

Au lendemain de la signature de l'accord global, les quotidiens suisses ne se sont donc pas contentés d'annoncer la clôture de la controverse. Parallèlement, ils ont relancé leur enquête, afin de déterminer *ce qui s'était passé pour arriver là* et d'explorer *les conséquences de ce dénouement*. Au lendemain de la signature de l'accord global, la presse suisse l'a donc mobilisé pour clarifier la situation, déterminer son « *champ d'expérience* » et orienter son « *horizon d'attente* ».

Tout d'abord, l'accord global a immédiatement été appréhendé dans la perspective de sa *mise en œuvre pratique*, relançant les questions relatives à la *composition* du montant

global, à sa *portée*, ainsi qu'aux modalités de son *versement* et de sa *réparation*. De nombreux articles ont contribué à ce travail de problématisation en signalant que, si l'accord signé à New York avait établi le principe d'un règlement financier, ni ses contributeurs, ni ses bénéficiaires n'avaient été définitivement identifiés, et que ces questions ne manqueraient pas de susciter de nouvelles controverses^{xxxii}.

Ensuite, plusieurs quotidiens ont immédiatement souligné que la clôture du dossier bancaire n'avait pas répondu à toutes les revendications. Ainsi, *Le Temps* a consacré un encadré à l'énumération de ces « *points encore en suspens* »^{xxxiii} :

Assurances : Les assurances suisses ont adopté une tactique différente des banques. Elles ont rejoint les grandes sociétés européennes visées elles aussi par les plaintes des victimes de l'Holocauste ou de leurs descendants. Cette négociation est encore en cours.

Œuvres d'art : Joe Sacker, du groupe des députés juifs de Grande-Bretagne, a estimé jeudi qu'il s'agit d'un « problème qui doit encore être réglé ». De nombreux Juifs, collectionneurs ou amateurs, ont été forcés de se séparer d'œuvres d'art durant la Seconde Guerre mondiale. Les institutions ou privés qui possèdent les œuvres refusent aujourd'hui de les rendre. [...]

L'or : Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France sont juridiquement dépositaires d'un solde non restitué de 5,5 tonnes d'or de la Reichsbank. La restitution de ces valeurs à des organisations juives plutôt qu'à des États qui les réclament reste d'actualité. Elle sera discutée en décembre lors de la Conférence internationale de Washington. La Suisse, ayant profité de cet or tout en sachant qu'il pouvait avoir été volé aux victimes, pourrait être l'objet de nouvelles demandes.

Réfugiés : Quelques 30 000 Juifs ont été refoulés de Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Nombreux sont ceux qui ont ensuite trouvé la mort dans les camps d'extermination. La Commission Bergier devrait publier – sans doute au début de l'an prochain – un rapport consacré à cette question.

Enfin, de nombreux articles ont relevé que l'accord global était loin d'avoir dissipé toutes les zones d'ombres, les incertitudes et même les inquiétudes relatives au développement de la situation. Dans *Le Matin*, Jean-François Fournier doutait explicitement qu'il mette un terme à la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». De la sorte, il relançait un discours spéculatif qui dessinait les contours d'une situation confuse, ouverte à tous les rebondissements :

► **Le harcèlement de la Suisse a-t-il pris fin à New York ?** Rien n'est moins évident. En effet, l'avocat Ed Fagan, très en pointe dans ce dossier, affirme d'ores et déjà : « Nous n'arrêterons pas tant que les victimes n'auront pas récupéré ce qui leur a été pris. » Et, toujours à la recherche de juteux pactoles, de désigner ses nouvelles cibles : les banques allemandes et autrichiennes, et les assurances – suisses comprises, bien entendu. [...]

► **De nouvelles plaintes sont-elles possibles ?** Oui, et à la fois contre la Confédération, et contre les banques suisses. Notamment si elles émanent d'un citoyen domicilié à l'extérieur des États-Unis – hypothèse que personne ne peut exclure –, et quand bien même les organisations juives semblent prêtes à faire cause commune avec la Suisse au nom, je cite, « de l'amitié rétablie ». A noter – et c'est important – que, juridiquement, ne sont liés par cet accord que les seuls tiers l'ayant signé.

Dans la presse suisse, ces zones d'incertitudes n'étaient cependant pas exclusivement présentées comme une source d'inquiétude. Parallèlement, plusieurs éditorialistes ont estimé que l'accord global tournait la page d'un *conflit financier*, ce qui permettait de revenir aux enjeux historiques et moraux soulevés par le débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Plusieurs articles ont alors explicitement appelé la mise en place de la Fondation de solidarité et l'approfondissement des enquêtes historiques et comptables menées par la Commission Indépendante d'Experts et par le Comité Indépendant de Personnes Éminentes^{xxxiv}. Dans cette perspective, le rédacteur en chef du

Temps, Eric Hoesli, s'est immédiatement élevé contre la tentation de tourner la page suite à ce qu'il qualifiait de « marchandage bancaire »^{xxxv} :

[I]l serait illusoire d'y voir le terme de la discussion sur nos responsabilités historiques. [...] Depuis la conclusion de l'accord [global], de nombreux Suisses ont sans doute l'impression que les banques viennent de payer pour toute la nation. Après des années de polémique, ils bercent le secret espoir de pouvoir enfin tourner la page. Mais la transaction ainsi conclue, même si elle met fin aux procédures en cours contre la Banque nationale et les autres institutions publiques, ne peut en aucune façon engager la Confédération. Le pouvoir politique ne solde pas sa responsabilité par procuration. Le débat n'est pas que financier. Après tout, lorsque toute la lumière aura été faite sur le rôle de la BNS durant la guerre, il n'est pas exclu que cette dernière juge nécessaire de dédommager plus largement les victimes de cette tragédie.

Dans la même veine, le rédacteur en chef de *24 Heures*, Gian Pozzi, estimait qu'une transaction privée, entre les plaignants et deux banques, ne réglerait à elle seule ni l'ensemble des questions concernant l'*implication* des institutions suisses durant la Seconde Guerre mondiale, ni surtout la *responsabilité* morale et politique de la Suisse à ce sujet :

Autant dire que le marchandage qui s'est conclu mercredi à New York est de nature à rassembler avant tout les grandes banques, enfin libérées du spectre d'un boycott généralisé. L'empressement montré par de grands industriels à mettre la main au porte-monnaie indique d'ailleurs assez qu'on est ici en plein business. Pour le peuple suisse et ses institutions, la noce à Thomas peut commencer.

Si, en trois années d'âpres batailles, les citoyens de ce pays se sont fait à l'idée que leurs banques avaient eu un comportement indigne pendant et après la Seconde Guerre mondiale, ils continuent à se demander pourquoi la première puissance du monde s'acharne pareillement contre eux. Ils ne se sont pas encore habitués à jouer les boucs émissaires.

Le rôle n'est pourtant pas dépourvu d'intérêt. La Suisse et les Suisses sont appelés à être des précurseurs dans un débat juridico-moral propre à redéfinir des règles bien établies depuis des siècles. Ainsi, et c'est nouveau, désormais les fils paient pour les bassesses et les faiblesses de leurs pères. Inconnue en droit pénal, la notion de faute héréditaire fera certainement des petits sur la scène internationale, de même qu'ont fait florès, récemment, les embargos décrétés contre des États rétifs, ou le droit d'ingérence humanitaire cher à Mitterrand et Kouchner.

La manière dont la presse suisse a interprété et analysé l'accord global atteste que la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » avait organisé une situation, qui était polarisée et orientée de telle sorte qu'un *règlement financier* pouvait y être reconnu comme la résolution des problèmes relatifs au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. A ce moment de la discussion, ceci ne signifiait cependant pas que les enjeux historiques et moraux soulevés par ces questions avaient définitivement été dissous en une simple affaire financière, réglée par le biais de transactions secrètes entre des partenaires privés. Pour l'affirmer, il faudrait encore montrer que cet accord global a été doté d'efficacité pragmatique, c'est-à-dire qu'il a effectivement orienté le règlement « des fonds juifs et de l'or nazi », et qu'il a rétrospectivement été considéré en tant que clôture définitive de cette controverse. La conduite de cette analyse implique donc d'observer et de décrire les mises à l'épreuve de l'accord global et la manière dont il a résisté à ses réceptions et son implémentation pratique.

A titre prospectif, une observation superficielle du corpus de presse suffit cependant pour observer que le mois d'août 1998 a marqué un net tournant, indissociablement quantitatif et qualitatif, pour le traitement médiatique « des fonds juifs et de l'or nazi ». Dès le mois de septembre, le nombre d'articles publiés a régulièrement décliné. Les quotidiens ont progressivement renoncé à leurs pages spéciales pour revenir au classement dans les rubriques ordinaires, qui prévalait avant l'automne 1996 (cf. chapitre 1, *supra*). A

partir de l'automne 1998, les quotidiens ont commencé à parler « des fonds juifs et de l'or nazi » au passé. Dès lors, ils ont traité cette question comme une situation identifiée, individuée et stabilisée, qu'ils mobilisaient en tant que schème d'intelligibilité pour décrire d'autres situations. Ainsi, les questions relatives à la Seconde Guerre mondiale sont de moins en moins apparues en tant que thème des articles publiés par la presse suisse. En revanche, elles ont été toujours plus fréquemment convoquées pour éclairer les sujets d'actualité les plus variés : La réorganisation du Conseil fédéral, la position de la Suisse sur le marché des œuvres d'art, le débat concernant le secret bancaire, la régulation du racisme sur Internet, etc.³⁰

Pour illustrer cette dynamique, je me contenterai de mentionner succinctement un seul exemple. Il s'agit d'un dessin de presse publié dans *Le Temps* du 11 février 1999³¹. Six mois après la signature de l'accord global, la Suisse faisait face à de nouvelles vagues de revendications concernant cette fois-ci ses relations avec le régime sud-africain de l'apartheid. D'innombrables articles et commentaires ont alors tiré des parallèles avec la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ».

Patrick Chappatte l'a fait à sa manière, en représentant le bureau cosu d'une banque. Sous ses fenêtres, des manifestants brandissaient un calicot qui demandait : « *et les fonds de l'Apartheid ?!* ». Debout à côté du bureau, le patron ventru de la banque jetait un coup d'œil à un casier significativement intitulé « *classé* » dans lequel s'empilait le volumineux dossier des « *fonds en déshérence* ». Il s'adressait alors à son employé, assis à la table de travail : « *Mince, nos remords étaient trop crédibles* ».

L'effet comique de ce dessin reposait entièrement sur la mise en scène de banquiers suisses qui considéraient « *les fonds en déshérence* » comme une affaire classée. Autrement dit, ce dessin n'était drôle qu'à condition que des lecteurs acceptent d'occuper la position d'un destinataire pour lequel il allait de soi qu'il en était ainsi. Cette étude en réception n'étant pas réalisable de manière directe, je m'en tiendrai à un test pragmatique. A l'automne 1999, ce dessin a été sélectionné pour figurer dans une compilation de 88 dessins que Patrick Chappatte avait consacrés à la Suisse entre 1990 et l'été 1999. Ce qui tend à indiquer qu'il avait au moins rencontré un public.

Ces observations superficielles paraissent indiquer qu'en Suisse, l'accord global a très rapidement été reçu, interprété et mobilisé en tant que clôture définitive de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». A la lumière de ces éléments parcellaires, il semble donc que la somme d'argent versée par les banques privées a été considérée, à toutes fins pratiques, comme une manière satisfaisante de régler toutes les responsabilités historiques et morales soulevées par l'implication des institutions suisses dans le déroulement de la Seconde Guerre mondiale.

³⁰ *Le Temps* (15.1.2000) a même réalisé cette opération pour introduire un article consacré à l'affaire des caisses noires de la CDU en Allemagne : « *Cette affaire pourrait prendre une ampleur comparable en Allemagne à celle des fonds juifs en Suisse : elle pourrait remettre en question les certitudes d'un pays* ».

³¹ Ce dessin est reproduit en annexe 37.

12.5 Vers une analyse empirique des relations internationales et de leur recomposition

L'analyse de l'accord global et de son institution en tant que dénouement de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » permet d'envisager une critique pragmatique de l'organisation et de l'orientation des relations internationales contemporaines. Ces observations permettent donc d'engager le dialogue avec les analyses politologiques consacrées à la recomposition des relations internationales suite à la chute du mur de Berlin. Cette discussion est particulièrement étroite avec les travaux menés à ce sujet par Ariel Colonomos, qui a élaboré une théorie cosmopolitique fondée notamment sur son analyse des réseaux d'acteurs états-unis engagés dans la controverse sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale (2001 ; 2002).

Son raisonnement pratique se manifeste principalement sous la forme d'une mise en intrigue du devenir des relations internationales. Dans ses grandes lignes, cette trame narrative met en scène *l'effondrement du bloc communiste comme un tournant historique majeur, annonciateur de la pacification et de la moralisation des relations internationales*. Au cœur de ce récit, l'accord global signé par les banquiers suisses apparaît comme la manifestation empirique de ce renversement de situation, qui a notamment fait voler en éclats l'immunité dont se prévalaient les États et les entreprises occidentales à l'époque bipolaire. Enjoins de rendre des comptes pour leurs actions présentes et passées, les uns et les autres sont appelés à faire acte de repentance, marquant ainsi l'entrée dans l'« *ère de la justification* » (12.5.1). Ambitieuse et optimiste, cette interprétation du devenir historico-politique mondial est cependant sérieusement ébranlée par l'analyse pragmatique de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » (12.5.2).

12.5.1 L'analyse « des fonds juifs et de l'or nazi » comme fondement d'une théorie cosmopolitique

Pour analyser comment le débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale a contribué à la réorganisation des relations internationales, Ariel Colonomos a étudié les stratégies de revendication déployées par les plaignants aux États-Unis. Selon lui, la formulation de ces doléances et la réponse financière qui leur a été rapportée illustrent de manière emblématique l'émergence de « *l'ère de la justification* ». Il définit celle-ci avant tout comme la structuration d'un espace transnational de régulation des enjeux politiques, historiques et moraux. Son organisation se caractérise notamment par une dynamique de *privatisation des enjeux publics*, dont le déploiement fonde un réaménagement des identités individuelles et collectives (Colonomos, 2002 : 193) :

La privatisation des demandes de justice a conduit à une collectivisation des responsabilités et de la culpabilité. Cette justice hybride qui mêle le registre privé au domaine public est l'héritière des luttes des années quatre-vingt-dix. Rassemblés par le droit et convaincus par l'histoire, nombre d'individus ont porté leurs plaintes sur une scène publique. Ils ont fait acte de publicité, dans un contexte mondial qui s'est prêté, tout au long de cette décennie, à l'écoute de leurs doléances. [...] A terme, ces différentes réclamations donnaient un poids de plus en plus considérable à l'idée d'une responsabilité et d'une culpabilité collectives. Lorsque des dédommagements étaient versés au titre de compensation à la suite d'une guerre ou d'un génocide, cette matérialité était la preuve de la responsabilité du collectif qui en assumait la charge.

Cette analyse se prolonge pour montrer comment la structuration de cet espace transnational – composé par des revendications morales et de leur réparation matérielle – s'est répercutée à l'échelle nationale. Cet examen débouche sur la mise en évidence d'une profonde transformation des relations entre la société civile, les autorités politiques et les entreprises commerciales.

Tout d'abord, il apparaît que les demandes de réparation ont donné forme à une catégorie de plaignants, dans laquelle se sont reconnues différentes victimes de l'histoire. Le registre identitaire ainsi mis à leur disposition leur a alors servi de ressource pour transformer leurs requêtes individuelles en revendications collectives : « *Pour nombre de communautés et de personnes, la demande avait un caractère libérateur. Elle était vécue sur le mode du dépassement de soi, comme le délestage du fardeau de la faiblesse* » (idem).

Ensuite, l'accueil et la légitimation de ces interpellations morales dans une arène internationale ont sonné le glas des entités politiques qui régnaient sur le monde à la manière de « monstres froids ». La guerre froide faisait prévaloir une conception de la guerre et de la paix en vertu de laquelle les États étaient dispensés de s'expliquer auprès des victimes des torts causés par leurs politiques. La chute du mur de Berlin a rompu ces rapports diplomatico-stratégiques. « *Premiers concernés, les États ont eu à rendre des comptes du passé comme du présent* » (idem : 9). Pourtant cette rupture n'a pas seulement transformé l'action étatique. Elle a fondé une « révolution », marquée par « *l'irruption du secteur non gouvernemental* » : « *Un esprit missionnaire inspirait la conduite de ces organisations dont l'augmentation était exponentielle au cours des années quatre-vingt-dix et qui se spécialisaient dans des domaines de compétence de plus en plus professionnalisés* » (idem).

Enfin, cet ébranlement du monopole exercé par les autorités politiques sur la représentation internationale s'est répercuté sur la position des entreprises commerciales, propulsées au cœur d'une arène structurée autour d'un marché mondialisé. Elles sont alors devenues le siège d'une mobilisation morale : « *Sous peine de voir leur réputation ternie par un chantage qui conduit parfois au boycott, les entreprises ne sont plus en mesure de s'opposer au regard inquisiteur qui exige la mise en place d'un capitalisme puritain. [...] Aujourd'hui, la demande d'adaptation au nouveau credo des droits de l'homme appartient à un champ des possibles que les entreprises ne peuvent plus se permettre d'ignorer* » (idem : 2).

Le déroulement narratif de cette analyse constitue comme un tournant historique, considéré comme la cause d'une nouvelle répartition des rôles entre États et organisations non gouvernementales, entre société et économie, entre institutions et individus. A la faveur d'un détour par les arènes nationales, l'enquête se répercute à l'échelon international. Elle y met en scène une « *interdépendance des sentiments* » inédite, engendrée par une publicité mondiale, profondément redéfinie suite à l'irruption des acteurs non étatiques et des individus. A l'ombre de l'action étatique, ces derniers mobilisent les réseaux et les instruments de l'économie mondialisée, de manière à alerter les démocraties contre les méfaits qui émaillent la vie internationale.

Dans cette perspective, la chute du mur de Berlin a donc marqué l'émergence d'une forme inédite de culture politique internationale, d'un ordre mondial étroitement associé à la globalisation de l'économie. Afin de désigner cet ordre normatif planétaire, débarrassé de l'emprise exclusive des États nationaux, et animé par le destin des entreprises commerciales, Ariel Colonomos a forgé la notion de « *marché mondial de la vertu* ». De la sorte, il a signalé l'émergence d'un capitalisme moral et d'un libéralisme créateur d'identités collectives, démarquant ainsi son analyse des critiques pamphlétaires élevées contre l'hégémonie états-unienne, de manière à suggérer que cette dernière était potentiellement porteuse d'une éthique de l'international (cf. idem : 14).

Au cœur de cette problématique, le travail d'Ariel Colonomos confère une signification et une portée considérables aux revendications formulées à l'encontre des autorités et des banques suisses en raison de leur rôle durant la Seconde Guerre mondiale. Dans la perspective de son analyse, les plaintes collectives déposées devant la justice des

États-Unis incarnent les initiatives individuelles et non-étatiques appelées à radicalement transformer la publicité internationale. Plus encore, les sommes versées au titre de l'accord global apparaissent comme une repentance et une réparation qui matérialisent l'entrée de la Suisse dans l'« ère de la justification ».

Les négociations ponctuelles et situées entre les banquiers suisses et leurs clients sont ainsi devenues les fondements d'une interprétation optimiste du devenir international. A la lumière du dénouement de ces transactions financières, il présente la chute du mur de Berlin comme un tournant historique, annonciateur des « civilités mondiales » à venir³². Pour étayer ce présage, Ariel Colonomos souligne en particulier le renouvellement de la « *question cosmopolitique* », née des révolutions du dix-huitième siècle³³, et appelée à répondre à une interrogation profonde sur le sens de la violence (idem : 15) :

Dans son *Projet de paix perpétuelle*, Kant avait développé l'idée suivant laquelle les républiques ne se faisaient pas la guerre. Cette intuition fut reprise deux siècles plus tard et nombre de libéraux américains firent de la recherche sur la paix démocratique une de leurs priorités. République se traduisait par démocratie et une statique historique permettait de confirmer cette observation néo-kantienne, en lui donnant un fondement empirique qui ne faisait que renforcer sa prétention normative. L'horizon de la paix était désormais tributaire de la conversion du monde aux principes de la démocratie et leur exportation par le marché devait être encouragée.

Cet intérêt pour la paix démocratique et un tel engouement en faveur de Kant incitaient les praticiens du droit à faire montre de leurs talents au-delà de leurs frontières. Un tel contexte était le symptôme de la moralisation de la vie internationale. Bien évidemment, le regard sur le passé et l'intérêt pour l'histoire des génocides étaient tributaires de cette exigence d'entente. Lorsque étaient affrontés les bilans des guerres, le regard cosmopolitique légitimait la recherche d'une justice compensatrice.

De nombreux intellectuels avaient pris fait et cause en faveur d'une approche cosmopolitique. Kant servait de tremplin pour définir de pieuses chartes. Habermas fut l'un des premiers à saisir publiquement l'occasion de se faire l'apôtre du cosmopolitisme. [...] Les effets et les modalités de cette réflexion sont révélateurs de notre époque et de ses modes de communication. En reprenant Kant et en associant cette tradition à sa propre visibilité d'intellectuel, Habermas faisait ce qu'il disait. Dans ses écrits, celui-ci avançait la thèse d'un « espace public civil transnational », à la faveur d'un renouveau des droits de l'homme et à l'horizon d'un cosmopolitisme néo-kantien. En tant qu'intellectuel, il créait cet espace kantien de la « publicité » et il donnait forme à ce qu'il avait pour objectif d'interpréter dans le monde qui l'entourait. Le succès de ces entreprises intellectuelles et éditoriales – cette construction sociale de la réalité – était l'indicateur d'un tournant : la construction du cosmopolitisme par la réinterprétation de sa tradition.

Dans le sillage de cette réflexion spéculative, le traitement rétrospectif du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale apparaît comme une démonstration empirique qu'un « espace public civil transnational » est en voie d'émergence sous les auspices du principe kantien de publicité³⁴. En effet, cette affaire indique très clairement que les États

³² Je reprends et respécifie ici la notion de « civilités mondiales » qui servait d'intitulé à un colloque que le CERI (sciences-po, Paris) a consacré, en octobre 1992, à la « diffusion transnationale des normes éthiques ». Les actes de ce colloque donneront lieu à un prochain numéro du *Journal of Human Rights* (vol. 3 n°2, 2004) co-édité par Ariel Colonomos et John Torpey.

³³ « Dans un tel contexte, la question cosmopolitique faisait retour. Exhumée d'une tradition ancienne, elle était à la recherche d'un point d'ancrage dans le contemporain. Les partisans d'une vision cosmopolitique ne manquaient pas d'arguments pour étayer leur thèse. Ils faisaient valoir les nombreuses correspondances entre les traits cosmopolitiques décrits par les auteurs du dix-huitième siècle, notamment Kant, et le profil de la politique internationale de la fin du vingtième siècle » (idem : 15).

³⁴ Emmanuel Kant explicite les fondements de ce principe libéral de publicité, constituant la légitimité d'une société civile appelée à se heurter à l'État, dans ses *Opuscules pour l'histoire*, Garnier Flammarion, pp. 216-217 : « *Eclairer le peuple, c'est lui enseigner ses devoirs vis-à-vis de l'État auquel il appartient. Du fait qu'il s'agit seulement de droits naturels dérivant du sens commun des hommes, les annonceurs*

et les entreprises commerciales ne peuvent plus se prévaloir de l'immunité qui les avait longtemps tenus à l'abri de revendications concernant les conséquences de leurs actions présentes et passées. Plus encore, il en ressort que les uns et les autres sont désormais sommés de rendre des comptes devant une opinion publique internationale, dont la composition et la convocation sont assurées conjointement par des avocats et des historiens, dont les activités agrègent des revendications privées et individuelles. Pour couronner le tout, ce litige a débouché sur un acte de repentance matérialisé financièrement par un important versement bancaire, qui atteste l'existence d'un « marché mondial de la vertu » dont l'émergence était indissociable de la mondialisation économique.

L'analyse menée par Ariel Colonomos tisse les fils conducteurs de ces observations pour composer la trame d'une éthique libérale des relations internationales, envisagée comme une entreprise de moralisation capitaliste (du capital par le capital) des politiques et de l'économie. A terme, cette analyse débouche sur la mise en scène de « civilités mondiales », procédant de deux transformations complémentaires, dont l'origine est rapportée à la chute du mur de Berlin. D'une part, cet événement aurait marqué la fin du monde bipolaire et de sa dramaturgie du soupçon, pour laisser place à une configuration orientée vers l'évaluation morale de l'action politique (idem : 194) :

La repentance a signifié une collectivisation des responsabilités tandis que faisait retour la thématique de la culpabilité. Rendre des comptes a été le déclencheur de cette opération qui repose sur un arbitrage bien particulier entre des actes politiques, leur désignation juridique et morale et leur estimation économique. Si cette tendance se confirmait et continuait de s'amplifier, un tel regard mènerait vers l'impossibilité de faire la guerre. Un État belliqueux devrait justifier la mort au combat de ses soldats et se prémunir contre la critique de son incurie et de sa négligence.

D'autre part, l'effondrement du bloc communiste aurait marqué le tournant vers une véritable mondialisation de l'économie, sans laquelle un « marché mondial de la vertu » n'aurait jamais vu le jour. Dans cette nouvelle configuration, l'argent serait appelé à jouer un rôle déterminant pour la composition d'un ordre moral international. Il ne serait plus seulement l'instrument d'une mesure quantitative, mobilisée pour objectiver les échanges entre les pays, leur vigueur et leurs éventuelles transformations. Il serait institué en tant qu'opérateur universel d'équivalence, fondant un standard mondial disponible pour l'évaluation des souffrances et pour l'estimation des montants susceptibles de les réparer (idem : 193) :

Tant décrié pour son incitation au repli sur soi, le libéralisme produisait du collectif. Lorsque la décision de partir en guerre était évaluée, la mort de soi et la mort de l'autre étaient des critères qui désignaient deux responsabilités, en premier lieu vis-à-vis du collectif de l'armée qui partait au combat, en deuxième lieu vis-à-vis du groupe formé par les civils du camp adverse. Dans le cas des compensations financières, la responsabilité était la traduction de la reconnaissance d'une culpabilité que des descendants assumaient en raison des actes de leurs ancêtres ; pour cette raison une somme d'argent était aujourd'hui versée. Lorsque l'Allemagne et ses entreprises acceptaient de constituer un fonds de 10 milliards de marks en juillet 2000, ce collectif politique et économique prenait en charge une telle responsabilité sans omettre de reconnaître une culpabilité historique dans les actes en vertu desquels cette somme était rassemblée.

et les commentateurs naturels en sont dans le peuple non pas les professeurs de droit officiellement établis par l'État, mais des professeurs de droit libres, c'est-à-dire des philosophes qui, grâce à cette liberté qu'ils s'accordent, heurtent l'État qui toujours ne veut que régner, et sont décriés sous le nom de propagateurs de lumières, comme des gens dangereux pour l'État ; bien que leur voix ne s'adresse pas confidentiellement au peuple [...] mais respectueusement à l'État qu'ils implorent de prendre en considération ce besoin qui se fait sentir du droit. Il n'y a pas d'autre voie que celle de la publicité, s'il s'agit pour un peuple entier d'exposer ses doléances ».

Dans la perspective instituée par les travaux d'Ariel Colonomos, le traitement du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale apparaît comme le signe avant-coureur d'une vie internationale en voie de pacification et de moralisation.

12.5.2 La critique pragmatique face aux spéculations cosmopolitiques

Cette interprétation des relations internationales et de leur devenir historique est ambitieuse et optimiste. Les spéculations théoriques, conceptuelles et normatives qui sous-tendent cette thèse sont à la fois attrayantes et bien étayées. Elle est cependant sérieusement mise en question par l'exploration pragmatique des procédures de problématisation et de publicisation qui ont présidé à la constitution « des fonds juifs et de l'or nazi ». En effet, mes analyses détaillées ont montré que cette controverse internationale a été émaillée d'antagonismes, de rapports de force financiers et d'incompréhensions. Cette description caractérise une forme de relations internationales qui cadre mal avec les concepts de « marché mondial de la vertu » et d'« espace public civil mondial », convoqués par Ariel Colonomos pour annoncer, justifier et expliquer le renouvellement de la question cosmopolitique.

Premièrement, l'analyse détaillée du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » n'indique pas, loin s'en faut, l'émergence d'une publicité cosmopolite, rebelle aux bipolarisations conflictuelles, annonçant la réactualisation du projet de paix perpétuelle. Au contraire, le déroulement de ces discussions a progressivement constitué une cascade de catégories oppositionnelles : les Etats-Unis contre la Suisse, la gauche contre la Suisse, etc. Dès le printemps 1997, ces dispositifs se sont imposés – à la faveur de quelques rebondissements contingents³⁵ – en tant que seuls fondements de toute interprétation légitime de la situation dans l'espace public suisse. Dès lors, il était tenu pour acquis que la résurgence du passé servait de prétexte à la conduite d'un conflit international d'un genre nouveau, mené par l'intermédiaire d'un affrontement entre places financières nationales.

Dans cette perspective, les revendications morales brandies à l'encontre de la Suisse et de ses banques étaient considérées comme autant d'attaques auxquelles il convenait de riposter. Dans la perspective de ce programme d'action, les seuls représentants légitimes de la Suisse étaient ceux qui appelaient à défendre la Suisse envers et contre tout et à répliquer coup pour coup. Le dénouement financier de la controverse n'a donc pas contribué à la pacification des relations entre la Suisse et les États-Unis. Au contraire, il semble plutôt avoir stimulé l'émergence d'un conflit, susceptible d'engendrer un cercle vicieux d'attaques et de vengeances. Certes, la « guerre » mise en scène par les médias suisses n'avait rien à voir avec un conflit armé. Il n'en demeure pas moins qu'elle a donné lieu à des échanges extrêmement musclés.

En témoigne par exemple la conclusion de l'ouvrage rédigé par Gregg Rickman, l'un des proches collaborateurs du sénateur états-unien Alfonse D'Amato (Rickman, 1999). Dans son dernier chapitre, celui-ci désigne explicitement cette affaire comme une « vengeance de l'histoire » (*History's Vengeance*, idem : 239-276). Puis, en épilogue, il cite la lettre que David Vogelsanger – un ancien membre de l'ambassade de Suisse à Washington – a adressée à Alfonse D'Amato au lendemain de sa défaite électorale, intervenue près de trois mois après la signature de l'accord global, le 5 novembre 1998. A mille lieues des « civilités mondiales » annoncées par l'interprétation cosmopolite, le propos et le ton vengeurs de cette missive attestent les tensions et l'acrimonie accumulées au cours de cette controverse internationale :

³⁵ L'analyse détaillée a notamment montré que, curieusement, les appels au calme et à la pacification ont joué un rôle déterminant pour la normalisation et la routinisation de l'interprétation agonistique (cf. chapitres 7 et 8, *supra*).

Dear Ex-Senator D'Amato :

I should like to congratulate you upon your miserably failed reelection to the United States Senate. As a Swiss citizen, I'm proud of the New Yorkers who have sent you where you belong, on the dung-heap of cheap and corrupted politics. Your campaign of lies against my country has not saved your political career from oblivion, as planned. I savor the irony that your back was finally broken by your allies in the anti-Swiss smear campaign, the Clintons and the Holocaust exploiters.

Give my regards also to Gregg Rickmann [sic], the little filth-scraper who provided you with the pseudo-historical dirt to throw at us. As for the damage you have undoubtedly done to the over two hundred year old relations between the two oldest democracies in the world, better people than you will work hard to repair it and succeed.

Deuxièmement, l'argent versé par les banques commerciales au titre de l'accord global n'a jamais été considéré, en Suisse, comme la matérialisation d'une repentance nationale ou comme la mesure d'une quelconque responsabilité collective. Dans la perspective agonistique, tous les dispositifs financiers – le fonds spécial, le projet de fondation de solidarité ou l'accord global – sont apparus comme autant de *capitulations*. En Suisse, ce règlement financier n'a jamais été considéré comme l'amorce d'un « marché mondial de la vertu », mais comme l'issue d'un chantage, c'est-à-dire d'un rapport de force faisant triompher la seule raison du plus fort³⁶. Cette confrontation a mis à mal la réputation de la Suisse, de « sa » place financière et de « ses » entreprises bancaires. Cependant, le traitement de ces enjeux symboliques n'a pas donné lieu à l'élaboration et à la mise en scène d'actes de contrition, exprimant une culpabilité collective. Tout au contraire, la résolution de ce problème a été assurée par un *marketing politique*, dont la dynamique narcissique s'est avérée incompatible avec le retour sur soi et le retour en arrière prôné par les promoteurs de la responsabilité morale. A tel point que ce programme d'action et ses instigateurs ont petit à petit été rendus invisibles par la configuration d'un problème dont le cadrage ne laissait place qu'aux appels à la riposte et à la vengeance.

Certes, l'annonce de l'accord global a été accueillie avec soulagement comme le dénouement définitif du problème « des fonds juifs et de l'or nazi », par lequel les banques commerciales pouvaient se targuer d'avoir sauvé les intérêts de la Suisse sur la place internationale. Il n'en demeure pas moins qu'ils n'y étaient parvenus qu'en trahissant la Suisse, son passé, son histoire de la Seconde Guerre mondiale, la mémoire des vétérans de la Mob³⁷. A la limite entre la représentation légitime de la Suisse et la déloyauté à son égard, l'argent versé par les banquiers a communément été considéré comme un vecteur d'impureté et de souillure³⁸. En témoigne l'attitude du Gouvernement suisse, qui a systématiquement pris soin de prendre ses distances avec cette dangereuse source de pollution, par ses refus véhéments et réitérés d'y contribuer de quelque manière que ce soit. Le Conseil fédéral a ainsi très explicitement fait savoir que ce règlement global ne l'engageait en rien, alors même qu'il entendait bien s'en prévaloir pour rejeter les revendications relatives aux transactions sur l'or menées par la BNS et au refoulement des réfugiés juifs à partir de 1942.

Troisièmement, l'analyse de la controverse « des fonds juifs et de l'or nazi » débouche sur un diagnostic extrêmement réservé à l'égard de l'« espace public civil mondial » annoncé par les théoriciens du cosmopolitisme. Pour être attestée

³⁶ A ce sujet, voir notamment les réactions de Franz Steinegger et de Christoph Blocher, note 26, *supra*.

³⁷ Sur la place de la mobilisation générale de 1939 dans l'histoire et la mémoire suisses, voir la première note de l'introduction et la note 5 du chapitre 5, *supra*.

³⁸ Les analyses structurales de Mary Douglas (2001 [1967]) ont montré de manière particulièrement stimulante comment la souillure est anthropologiquement logée dans les limites des systèmes de classification.

empiriquement, l'émergence d'une telle arène devrait notamment se caractériser par la manifestation d'une forme de réciprocité des perspectives entre les parties prenantes aux débats³⁹. Or, le déroulement de la controverse autour « des fonds juifs et de l'or nazi » a été émaillé par d'innombrables malentendus, dont la persistance atteste que les protagonistes de la controverse attribuaient des significations différentes – au point parfois d'être radicalement opposées – à leurs actions mutuelles. Ainsi, les revendications morales et les dénonciations judiciaires intentées par les plaignants aux États-Unis étaient communément considérées en Suisse comme autant d'attaques ou d'agressions qui n'appelaient pas une réparation, mais une riposte ou une contre-attaque. De même, dans l'espace public suisse, l'accord global a été épinglé comme une extorsion de fonds et sa signature taxée de capitulation obtenue par la menace et le chantage, alors que ces actions étaient traitées, outre-Atlantique, comme des aveux de responsabilité collective.

Il en a résulté une situation confuse, constitutive d'une *dramaturgie du soupçon*, manifestée par la constance avec laquelle les uns et leurs autres se sont accusés de ne pas jouer franc jeu. L'expression publique de cette *défiante* réciproque atteste la pérennité de « formes de vies » relativement closes les unes par rapport aux autres⁴⁰. Elle indique l'émergence de relations internationales dont le développement ne parvient pas à élaborer un « ordre légitime » ou une « réalité morale », c'est-à-dire une forme et un principe de publicité, institués en tant que fondements pratiques d'une réciprocité des perspectives. Au contraire, l'analyse de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » permet d'observer et de décrire comment un « ordre mondial » se constitue, sans pour autant fonder un *sens commun de la réalité et de la justice*. Dans une telle configuration, les divergences ne peuvent se régler ni par l'invocation d'un savoir partagé tenu pour acquis, ni par l'exploration d'un monde commun. En l'absence de ces « tiers symbolisants », les désaccords se cristallisent en affrontements. Privés d'instances de médiation, ils se développent à sous la forme de confrontation, qui se donnent comme seuls horizons des dénouements sanctionnés par la *loi du plus fort*, laquelle ne fonde jamais que des équilibres précaires, dont la stabilité relative ne peut être assurée que par le maintien de rapports de force nettement inégalitaires.

Cette hypothèse est extrêmement lourde de conséquences. Afin de l'étayer, il convient encore d'observer comment la portée et la signification de l'accord global ont été

³⁹ Dans l'anthropologie phénoménologique développée par Alfred Schütz, la « réciprocité des perspectives » est au fondement de la possibilité de la communication et de l'action collective (cf. Cefaï, 1998 : 73-111). Étendue à l'échelle d'une théorie de l'espace public, cette notion suggère que la « publicité » d'une action suppose qu'elle soit organisée de telle sorte que ses visées et ses motifs soient rendus publiquement intelligibles. Ce qui ne veut pas dire qu'elles soient partagées. Ainsi, l'une des manifestations des espaces publics contemporains réside en ceci que les motifs divergents des activités patronales et syndicales sont réciproquement disponibles aux uns et aux autres. De telle sorte que leurs actions et leurs réactions respectives sont relativement prévisibles, ce qui leur permet de constituer ensemble des affrontements organisés et intelligibles.

⁴⁰ Cette conclusion établit un lien étroit entre l'absence de réciprocité des perspectives, la défiance et la constitution d'une forme de régime politique. L'articulation de la confiance et de la réciprocité des perspectives a été explorée par Harold Garfinkel (1963 ; 1984 [1967] : 35-75). Cette piste phénoménologique a été creusée par Alain Cottureau, qui a proposé d'analyser les espaces publics en tant que mise à l'épreuve de la capacité d'agir, ce qui le mène à contester la thèse d'une suspension du doute sur la réalité sociale (Cottureau, 1999 : 161-165). Pour sa part, Louis Quéré a exploré les sources de la confiance. A ce sujet, il indique que « la possibilité d'une confiance réciproque dépend [...] du régime politique existant et du type d'institution que se donne une société ». Prenant appui sur les études de Garfinkel, il indique alors que l'analyse de l'ordre institutionnel ne peut pas faire abstraction des opérations qui accomplissent l'adhésion aux pratiques instituées et l'engagement en faveur des institutions (Quéré, 2001 : 144-150). Ce qui revient à dire que les manifestations pratiques de la confiance et de la défiance méritent d'être analysées comme des phénomènes constitutifs d'un ordre institutionnel.

établies rétrospectivement, par son invocation et sa mobilisation au cours du traitement des questions qui restaient en suspens.

12.6 Sources du chapitre 12

- i *Le Temps* (2.7.98) : « Les États-Unis, les plaignants et les banques attendent un geste du Conseil fédéral » ; *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (2.7.98) : « Le Congrès juif se retourne maintenant contre Berne » ; *Le Matin* (2.7.98) : « La menace de sanctions contre les banques suisses s'accroît » ; *L'Express* et *L'Impartial* (2.7.98) : « New York. Les banques suisses devraient échapper aux sanctions » ; *La Liberté* (2.7.98) : « Edgar Bronfman ne recommande pas le boycott des banques suisses » ; « Un tournant ? » et « Le moratoire sur les sanctions contre les banques suisses levé » ; *Le Nouvelliste* (2.7.98) : « Les banques suisses sanctionnées ? » ; *NZZ* (2.7.98) : « Vermutlich US-Boycott der Schweizer Banken » ; *Tages-Anzeiger* (2.7.98) : « Der Druck auf Bern wächst » ; *Bund* (2.7.98) : « Moratorium aufgehoben » et « Tauziehen um Sanktionen gegen Schweizer Banken » ; *Basler Zeitung* (2.7.98) : « Sanktions-Konferenz in New York : verhärtete Fronten » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (2.7.98) : « Kein Aufruf zu Bankenboykott » ; *Giornale del Popolo* (2.7.98) : « Fondi ebraici : l'ora del verdetto ».
- ii *Le Temps* (3.7.98) : « Les sanctions américaines seront graduelles : un boycott des produits suisses est envisagé ». Voir également : *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (3.7.98) : « Boycott des banques suisses : les sanctions seront progressives » ; *Le Matin* (3.7.98) : « L'état américain se resserre » ; *La Liberté* (3.7.98) : « Nos banques sont exposées au boycott » ; *L'Express* et *L'Impartial* (3.7.98) : « États-Unis. L'orage des fonds juifs secoue les banques suisses » ; *Le Nouvelliste* (3.7.98) : « Les banques suisses seront sanctionnées » ; *NZZ* (3.7.98) : « Boycott-Drohung gegen alle Schweizer Firmen » ; *Tages-Anzeiger* (3.7.98) : « Boykotteure in selbstverordnetem Zugzwang » ; *Bund* (3.7.98) : « USA-Beamte ziehen Schraube an » ; *Basler Zeitung* (3.7.98) : « US-Boykotte gegen die Banken : Adressat ist der Bundesrat » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (3.7.98) : « Eine faire Lösung verweigert » ; *Aargauer Zeitung* (3.7.98) : « Die Daumenschrauben werden geölt » ; *Corriere del Ticino* (3.7.98) : « Sanzioni USA : dalle parole ai fatti » ; *Giornale del Popolo* (3.7.98) : « Banche e imprese bandite ».
- iii *Blick* (3.7.97) : « Selbstbewusst reagieren ».
- iv *Le Matin* (5.7.98) : « Le ras-le-bol des Suisses » et *SonntagsBlick* (5.7.98) : « Schweizer : Klagt die USA ein ». Voir également : *Le Temps* (6.7.98) : « Le Conseil fédéral doit lancer une riposte diplomatique » ; *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (6.7.98) : « Le Conseil fédéral serre les poings alors que l'UBS parle de 'chantage' » ; *La Liberté* (6.7.98) : « L'économie suisse envisage des mesures de rétorsion anti-USA » ; *L'Express* et *L'Impartial* (6.7.98) : « Boycott. La Suisse doit passer à l'offensive, selon un sondage » ; *Le Nouvelliste* (6.7.98) : « Berne restera ferme » ; *NZZ* (6.7.98) : « Bundesrat will sich gegen US-Druckversuche wehren » ; *Tages-Anzeiger* (6.7.98) : « Mehrheit fordert Schritte gegen USA » ; *Blick* (6.7.98) : « Wehren » ; *Bund* (6.7.98) : « Bundesrat erwägt Klage bei der Welthandelsorganisation » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (6.7.98) : « Bankenboykott – der Ton wird härter » ; *Basler Zeitung* (6.7.98) : « Boykotte : Härtere Töne » ; *Aargauer Zeitung* (6.7.98) : « Tonart wird täglich härter » ; *Corriere del Ticino* (6.7.98) : « La popolazione favorevole a posizioni più ferme con gli USA » ; *Giornale del Popolo* (6.7.98) : « Fondi ebraici : 'Denunciate gli autori del boicottaggio' ».
- v *Le Matin* (5.7.98) : « Du courage M. Cotti ! ».
- vi cf. *Tages-Anzeiger* (6.7.98) : « Die Schweiz soll klagen ».
- vii cf. *Blick* (6.7.98) : « Bundesrat muss viel energischer auftreten ».
- viii *Le Temps* (23.7.98) : « Le président Cotti adresse une lettre musclée au président Clinton ». Voir également : *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (23.7.98) : « Flavio Cotti a écrit à Bill Clinton » ; *L'Express* et *L'Impartial* (23.7.98) : « Menaces de boycott. Cotti s'adresse par lettre à Clinton » ; *La Liberté* (23.7.98) : « Cotti adjure Clinton de remettre à l'ordre villes et États boycottés » ; *Le Nouvelliste* (23.7.98) : « Flavio Cotti écrit à Bill Clinton » ; *NZZ* (23.7.98) : « Post für Weisse Haus von Bundespräsident Cotti » ; *Tages-Anzeiger* (23.7.98) : « Ein Brief von Präsident zu Präsident » ; *Blick* (23.7.98) : « Cotti schreibt Clinton : So geht's nicht weiter » ; *Bund* (23.7.98) : « Cottis Brief, Eisenstats Antwort » ; *Aargauer Zeitung* (23.7.98) : « Intervention bei Bill Clinton » et « 'Man denkt voraus und entwickelt Szenarien' » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (23.7.98) : « Verhindern Sie Sanktionen ! » ; *Corriere del Ticino* (23.7.98) : « Lettera di Cotti a Clinton » et « Appello di Flavio Cotti a Clinton » ; *Giornale del Popolo* (23.7.98) : « Olocausto, Cotti scrive a Clinton » et « Oro nazista, Cotti chiama in causa Clinton ».
- ix *Le Temps* (23.7.98) : « Tous derrière Flavio Cotti ». Voir également : *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (23.7.98) : « Soutien unanime » ; *Le Nouvelliste* (23.7.98) : « Réactions unanimes » ; *Tages-Anzeiger* (23.7.98) : « Cottis Brief : Alle sind zufrieden » ; *Corriere del Ticino* (23.7.98) : « Un plauso generale da economia e partiti ».
- x *Le Nouvelliste* (23.7.98) : « Tous derrière Cotti ».
- xi *Sankt-Galler Tagblatt* (23.7.98) : « Cotti schreibt Clinton – und der Schweiz ».

- xii *La Liberté*, *L'Express* et *L'Impartial* (23.7.98) : « La Suisse officielle devra se mouiller ».
- xiii *La Liberté* (29.7.98) : « La Suisse prie encore les USA de renoncer aux sanctions ». Voir également : *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (29.7.98) : « Contre les sanctions, la Suisse intervient auprès des États et villes américains » ; *L'Express* et *L'Impartial* (29.7.98) : « Boycott. Nouvelle démarche suisse » ; *Le Matin* (29.7.98) : « Lettre à nos 'amis' américains » ; *Le Nouvelliste* (29.7.98) : « Des sanctions contre-productives... » ; *NZZ* (29.7.98) : « Das EDA doppelt nach » ; *Tages-Anzeiger* (29.7.98) : « Richter will Vergleich » ; *Blick* (29.7.98) : « Appell » ; *Bund* (29.7.98) : « Briefe an die US-Gliedstaaten » ; *Basler Zeitung* (29.7.98) : « Weiterer Brief Borer » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (29.7.98) : « Defago und Borer warnen vor Teufelskreis » ; *Aargauer Zeitung* (29.7.98) : « Post für US-Gouverneure und städtische Finanzchefs » ; *Corriere del Ticino* (29.7.98) : « Nuovo appello anti-sanzioni » ; *Giornale del Popolo* (29.7.98) : « Berna avverte città e Stati USA : le sanzioni potrebbero innescare un circolo vizioso ».
- xiv *Le Matin* (6.8.98) : « Berne au secours du Vorort ».
- xv *Le Matin* (6.8.98) : « Méfions-nous de la retirette ».
- xvi *SonntagsBlick* (26.7.98) « Der geheime Deal der Banken : Holocaust-Vergleich kostet 1,2 Milliarden ».
- xvii *Le Temps* (8.8.98) : « Le Conseil fédéral manque peut-être une chance historique de clore le dossier des fonds juifs ».
- xviii Cette citation est tirée de la dépêche AP publiée par *Le Temps* (10.8.98) : « l'État de Floride sanctionne à son tour les banques suisses ». Voir également : *La Liberté* (10.8.98) : « A son tour, la Floride menace de boycotter les banques suisses » ; *NZZ* (10.8.98) : « Auch Florida droht Schweizer Banken mit Sanktionen » ; *Tages-Anzeiger* (10.8.98) : « Auch Florida droht mit Boykott » ; *Blick* (10.8.98) : « Florida boykottiert » ; *Corriere del Ticino* (10.8.98) : « La Florida è pronta per il boicottaggio ».
- xix Ce texte de l'agence AP est tiré de *La Liberté* (29.7.98) : « La Suisse prie encore les USA de renoncer aux sanctions ». Voir également : *NZZ* (29.7.98) : « Richterliche Anhörung in New York » ; *Tages-Anzeiger* (29.7.98) : « Richter will Vergleich » ; *Basler Zeitung* (29.7.98) : « Hearing in New York » ; *Corriere del Ticino* (29.7.98) : « Altro appello anti-sanzioni » ; *Giornale del Popolo* (29.7.98) : « Berna avverte città e Stati USA : le sanzioni potrebbero innescare un circolo vizioso ».
- xx *Le Temps* (12.8.98) : « Plainte collective contre les banques suisses aux Etats-Unis ». Voir également : *La Liberté* (12.8.98) : « Banques suisses et plaignants discutent d'un compromis » ; *Basler Zeitung* (12.8.98) : « US-Richter Korman : Star wider Willen » ; *Corriere del Ticino* (12.8.98) : « Sale l'offerta delle Banche » ; *Giornale del Popolo* (12.8.98) : « Denuncia colectiva, banche alzano l'offerta ».
- xxi Voir notamment : *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (13.8.98) : « Banques et plaignants juifs se rapprochent d'un accord » et « Une équation à plusieurs inconnues » ; *La Liberté* (13.8.98) : « A New York, on se dit très optimiste : un accord global paraissait en vue hier » ; *Le Matin* (13.8.98) : « Fonds juifs. L'épilogue, enfin ? » ; *L'Express* et *L'Impartial* (13.8.98) : « Fonds juifs. Accord presque sous toit » ; *Le Nouvelliste* (13.8.98) : « La mise augmente » ; *NZZ* (13.8.98) : « Doch noch Durchbruch zu einer 'Globallösung' ? » ; *Tages-Anzeiger* (13.8.98) : « Banken stehen vor Globallösung » ; *Blick* (13.8.98) : « US-Boycott : Jetzt hat D'Amato gewonnen ! » ; *Bund* (13.8.98) : « Durchbruch in Sicht » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (13.8.98) : « Schwierige Suche nach Vergleich » ; *Corriere del Ticino* (13.8.98) : « Ad un passo dall'accordo » ; *Giornale del Popolo* (13.8.98) : « Si cerca l'accordo » et « Gli gnomi contro l'aquila ».
- xxii *Le Matin* (13.8.98) : « Fonds juifs. L'épilogue, enfin ? ».
- xxiii *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (13.8.98) : « Banques et plaignants juifs se rapprochent d'un accord ».
- xxiv *Le Temps* (13.8.98) : « L'accord est signé entre les banques suisses et les survivants de l'Holocauste ».
- xxv *Le Temps* (13.8.98) : « Les banques et les rescapés de l'Holocauste ont fait la paix ».
- xxvi *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (13.8.98) : « Une équation à plusieurs inconnues ».
- xxvii *Le Temps* (13.8.98) : « Pour les banques, le compromis coûtera moins cher qu'un échec ».
- xxviii *Le Temps* (14.8.98) : « 'Nous avons négocié pour la Suisse, qui doit maintenant digérer l'accord' ». Voir également *Tages-Anzeiger* (14.8.98) : « 'Wir konnten nie aus einer Position der Stärke heraus verhandeln' » ; *Basler Zeitung* (14.8.98) : « 'Diese Vereinbarung nimmt die Schweiz aus dem Schussfeld' ».
- xxix *Le Temps* (14.8.98) : « La place économique suisse reconnaissante ».
- xxx Par exemple : *Le Temps*, 14.8.98, « Le Conseil fédéral reste muet pour ne pas être lié par l'accord passé par les banques ».
- xxxi Stéphane Sieber dans *L'Express* et *L'Impartial*, 14.8.98, « Des 'peanuts' à deux milliards ». Voir également Georges Wütrich dans le *Blick*, 13.8.98 : « Kein Schuldgeständnis ».
- xxxii Par exemple : *24 Heures* et la *Tribune de Genève* (14.8.98) : « Les plaignants juifs et les banques s'arrangent. Mais qui paiera quoi ? » et « A qui reviendra l'argent et comment ? C'est le juge Korman ».

qui décidera » ; *Blick* (14.8.98) : « Der Deal : Wer bekommt die 1800 Millionen? So geht es jetzt weiter ». Voir également : *L'Express et L'Impartial* (14.8.98) : « Les banques pas seules à payer » ; *Bund* (14.8.98) : « Die Hintergründe des Milliarden-Deals » et « Kein Geld für jüdische Kläger und keine Kostenbeteiligung am Banken-Deal » ; *Basler Zeitung* (14.8.98) : « Aktionäre bezahlen die Rechnung » ; *Corriere del Ticino* (14.8.98) : « A chi saranno distribuiti i soldi ? » ; *Giornale del Popolo* (14.8.98) : « Pronte a partecipare anche le grande industrie » et « A chi andranno i soldi ? ».

xxxiii *Le Temps* (14.8.98) : « Les points encore en suspens ».

xxxiv Voir notamment : *Le Matin* (14.8.98) : « Tout est bien qui finit bien ? » ; *Basler Zeitung* « Bergier : Auftrag fortführen » ; *Sankt-Galler Tagblatt* (14.8.98) : « Vor allem im Sinne der Opfer ».

xxxv *Le Temps* (14.8.98) : « Marchandage et politique ».

CONCLUSION

Les cultures politiques ne peuvent pas être étudiées seulement comme des systèmes symboliques ou fonctionnels. Elles doivent être approchées par des *études de cas*, qui articulent des analyses de *logiques d'action et de situation* et qui montrent *in vivo* et *in situ* comment des acteurs s'y prennent pour produire du sens, pour se comprendre les uns les autres et collaborer les uns avec les autres, pour exprimer et soutenir des crises et des conflits, pour critiquer ou justifier des discours ou des actions, pour configurer des visions du monde et résoudre des situations problématiques. Ces contextes ont une *structure de temporalisation*. Ils sont l'actualisation, ici et maintenant, d'histoires, de personnes et d'objets, d'œuvres et de signes. [...] [Ces contextes temporels] ont aussi une *structure d'interaction*. Les acteurs sont des opérateurs de relations de communication, de coopération et de conflit, plutôt que de simples agents de systèmes sociaux et culturels. Si leurs contextes se stabilisent parfois dans des formes routinisées ou ritualisées, régulières et standardisées, ils se décomposent et se recomposent sans cesse à travers les transactions qui y ont cours. [...] [Ces contextes d'interaction] ont enfin une *structure de pertinence*. Le travail de définition et de maîtrise de situation est contraint par des cadres interprétatifs et par des cadres pragmatiques qui pèsent sur les choix des acteurs. Ces cadres de pertinence ne s'imposent pas comme des codes culturels qui fonderaient *a priori* un consensus sur des formes d'objectivité et de moralité : ils sont mis à l'épreuve des coordonnées du contexte, donnent lieu à des disputes et à des compromis dont les enjeux sont des qualifications d'objets et de personnes, à travers des épreuves de réalité et de légitimité.

Daniel Cefaï, « Expérience, culture et politique », in *Cultures politiques*, Paris, PUF, 2001, pp. 95-96

ANALYSER LA CONSTITUTION D'UNE CULTURE POLITIQUE NATIONALE ET INTERNATIONALE

Cette recherche a retracé comment le déroulement de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » a progressivement déterminé une situation dotée d'un sens, c'est-à-dire d'une *signification* et d'une *orientation*. Au fil de ce cheminement, l'analyse a pris une tournure résolument pragmatique, consistant à ramener l'*organisation* et l'*orientation* de la controverse – et donc l'environnement dans lequel elle s'est déroulée – aux *activités* qui les ont progressivement déterminées.

Cette démarche a donc montré comment ces pratiques ont *cadre* le débat auquel elles contribuaient, en composant simultanément son enjeu et ses publics, institués sous la forme de *structures de positions et d'oppositions*. Celles-ci pourraient être assimilées à celles étudiées par les analyses structurales, si ces dernières ne les avaient pas traitées comme des entités réifiées. Au contraire, les dispositifs de catégorisation mis au jour par l'analyse pragmatique sont dotés d'une forte *composante temporelle*. Ils se présentent comme des propositions d'identification et des programmes d'action, c'est-à-dire comme les composantes d'une intrigue, qui oriente des projets inscrits dans le prolongement d'un passé et orientés vers l'avenir. Ainsi, les prises de positions, les échauffourées ou les propositions de résolution ne sont reconnues comme les parties prenantes d'une controverse qu'à condition de composer son « champ d'expérience » et son « horizon d'attente ». Ce qui implique qu'elles contribuent notamment à la détermination progressive de son dénouement, c'est-à-dire d'un point de fuite en référence auquel elles s'orientent réflexivement.

Au cours de cette analyse, il est ainsi apparu que l'*organisation catégorielle* de l'expérience publique est indissociable des dynamiques de son *orientation temporelle*. A son terme, le cheminement de cette recherche peut être caractérisé comme une exploration des procédures qui déterminent des *situations intelligibles*. L'ébauche de cette pragmatique a mis en évidence les opérations de catégorisation et de temporalisation qui ont constitué *un monde dont il est possible de rendre compte*, et donc configuré de manière à pouvoir être *compté* et *raconté*. Mais elle a surtout montré comment les activités qui prennent appui sur cette disponibilité au compte rendu ont déterminé des implications et des responsabilités, engendrant l'obligation morale de *rendre des comptes*¹.

¹ Dans ce paragraphe, les termes « rendre compte » et « rendre des comptes » sont utilisés pour restituer la polysémie de l'*accountability*, dont l'élucidation a été placée au fondement des études ethnométhodologiques de l'ordre social (cf. note 14 de l'introduction, *supra*).

Ainsi, l'étude de la controverse « des fonds juifs et de l'or nazi » a mis au jour les opérations qui ont déterminé l'intelligibilité d'un enjeu, constitué son public et orienté son dénouement. De la sorte, cette recherche éclaire la pertinence et la portée d'une pragmatique des opérations de problématisation et de publicisation, appelée à fonder une analyse empirique des *cultures politiques en action*, qui se décline sous deux aspects complémentaires². D'une part, cette démarche a ouvert la voie à une *analyse procédurale de la publicité démocratique*, qui a souligné le caractère dynamique de la démocratie et de ses publics, empêchant ainsi de les traiter comme les produits statiques de dispositifs institutionnels. D'autre part, ce cheminement a progressivement jeté les fondements d'une *problématique empirique de l'action située*, dont les enjeux théoriques et empiriques ont été traités comme des problèmes pratiques.

Une analyse procédurale de la publicité démocratique

Au terme de cette recherche, il apparaît que l'abandon de la *sociologie des problèmes publics* au profit d'une *pragmatique des opérations de problématisation et de publicisation* est justifié empiriquement. En effet, l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi » a montré comment un « problème » et ses « publics » ont été constitués par la mobilisation d'*intérêts privés*, défendus au cours de *négociations secrètes*. Pour en rendre compte, mon travail d'écriture a rompu avec la longue tradition qui entendait élucider l'« espace public » comme un concept, c'est-à-dire comme un objet de définition spéculative et normative, délimité par opposition à d'autres concepts, tels que le « privé » ou le « secret ». Elle propose plutôt de l'appréhender comme un *phénomène empirique*, qui peut systématiquement être rapporté à des *opérations pratiques*.

L'analyse procédurale des opérations de problématisation et de publicisation a donc réalisé une désubstantification des problèmes publics, qui n'est ni une fioriture théorique, ni une pédanterie conceptuelle. D'une part, elle a fondé un travail d'écriture qui a retracé les procédures qui ont institué des problèmes et leurs publics, donnant ainsi forme à des controverses dont les protagonistes sont identifiables. D'autre part, elle a permis de montrer que ces opérations élaborent un régime de visibilité dont l'organisation pratique est indissociable de l'institution politique des États et des relations internationales.

La caractérisation d'une forme de controverse et l'identification de ses protagonistes

En ce sens, l'analyse procédurale de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » est riche d'enseignements sur l'élaboration pratique d'une *culture politique suisse et internationale*. Les résultats de cette enquête fondent une caractérisation empirique de la publicité démocratique, telle qu'elle est élaborée pratiquement par le traitement des problèmes qui affectent la collectivité nationale, et par la représentation de cette dernière au cours de relations internationales. Il en ressort deux dynamiques complémentaires, dont la mise en évidence permet d'ébaucher un diagnostic critique.

Premièrement, cette étude indique que le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » a progressivement pris la forme d'un *marchandage financier*, dont le dénouement devait répondre à trois questions complémentaires : *qui paiera*, *combien*, et à *qui* ? Dans cette perspective, le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale était associé à ses *répercussions financières*, lesquelles étaient mobilisées pour évaluer l'ampleur d'un problème politique et historique. Dès lors, le dénouement de ce dernier était orienté vers le versement d'un *règlement financier global*, doté d'une portée morale, dont la signification se déclinait dans deux directions complémentaires. D'une part, la détermination du

² La notion de « culture en action » est empruntée aux travaux d'analyse de catégorisations réunis sous la direction de Stephen Hester et Peter Eglin (1997).

montant réclamé pour mettre un terme à la controverse était communément mobilisée comme critère pour *estimer la gravité des faits* reprochés à la Suisse. D'autre part, l'identification des acteurs chargés de satisfaire ces revendications était considérée comme un moyen pour *établir quelles responsabilités* présentes étaient engagées par le passé de la Suisse. Le déroulement de cette controverse a donc institué l'argent en tant qu'opérateur d'équivalence universel, servant légitimement d'*échelle de mesure* des enjeux politiques et historiques. Dans la perspective ainsi instituée, la détermination et le traitement de ceux-ci pouvaient être renvoyés au verdict de rapports de force financiers.

Deuxièmement, l'analyse a montré comment ce marchandage financier a fait émerger les *figures de ses protagonistes*, chargés de représenter les collectifs dont les intérêts étaient engagés par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Cette controverse a progressivement pris la forme d'une confrontation financière. En conséquence, la participation à son déroulement a été légitimée par la capacité de lancer, d'entretenir et de gérer un tel rapport de force. Du côté suisse, ces discussions ont progressivement marginalisé les commissions d'experts et les débats scientifiques dans lesquels elles étaient engagées. En revanche, le débat a propulsé au centre de l'arène les seules institutions suisses susceptibles d'être l'objet de sanctions économiques aux États-Unis, à savoir les banques et les entreprises commerciales. Du côté états-unien, cette configuration a symétriquement réservé une place particulièrement en vue à tous les *clients des entreprises commerciales suisses*, c'est-à-dire aux acteurs qui étaient en mesure de les soumettre à une pression financière. Ces circonstances ont mis en lumière les spécificités de la « plainte collective » (*class action lawsuit*), dont la procédure coalise les demandes de plaignants individuels en une *cause collective* au nom de laquelle d'importantes revendications financières peuvent être formulées. Des survivants de l'Holocauste et des héritiers déboutés par les banques suisses ont mobilisé ce dispositif pour exercer une pression significative sur ces dernières, de façon à les contraindre d'accéder à leurs demandes. À la faveur de ces péripéties, les trésoriers des Villes et des États ont soudain fait irruption sur la scène de négociations internationales, en tant que gestionnaires de fonds de pensions. Cette charge leur conférait en effet le pouvoir d'exercer des menaces financières crédibles à l'encontre des banques suisses, désireuses d'accéder à ce marché extrêmement lucratif. En conséquence, ces autorités locales ont pu légitimement se constituer en « comité de surveillance », doté de la compétence d'évaluer la progression des négociations en vue de l'accord global et, le cas échéant, de sanctionner le comportement de la partie suisse. La controverse a alors pris la forme d'un bras de fer financier, opposant les banques suisses et leurs clients, ainsi dotés de la *compétence* de représenter les intérêts engagés dans ces discussions, c'est-à-dire de constituer les *publics* du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

La constitution d'un régime de visibilité comme institution pratique de l'État

Il serait possible de considérer que la mise en évidence de ces dynamiques complémentaires ne fait que recouper les résultats de recherches spéculatives, normatives ou théoriques. En effet, celles-ci ont déjà souligné les dynamiques de financiarisation et de privatisation de la publicité qui président aux transformations des espaces publics et à la recomposition des relations internationales.

D'une part, la tradition d'analyse des espaces publics initiée par Jürgen Habermas (1992 [1962]) a explicitement dénoncé la *subversion du principe de publicité* à l'œuvre dans l'espace politique des démocraties de masse. Dès son origine, ce courant de recherche a en particulier signalé que la transformation de l'« *État constitutionnel libéral* » en « *État-social* » se traduisait par une interpénétration progressive du domaine public et du domaine privé. Des remarques similaires ont été émises par la sociologie critique du « champ

médiatique », dont les analyses dévoilent la logique commerciale qui s'impose dans l'orientation des entreprises médiatiques et dans l'évaluation de leurs productions (p.ex. Bourdieu, 1996).

D'autre part, un ensemble plus disparate de recherches scientifiques et de mouvements sociaux ont signalé et/ou dénoncé la décomposition et la recomposition des espaces publics nationaux et des relations internationales. Tout d'abord, de nombreuses interventions ont remarqué que la justice et l'expertise exercent des fonctions déterminantes pour la régulation sociale et politique des espaces publics et contemporains. A l'articulation de ces dynamiques de « judiciarisation » et d'« expertisation » du social et du politique, plusieurs intervenants ont annoncé les noces du « juge » et de l'« historien »³. Ensuite, d'innombrables prises de position ont relevé la financiarisation et la mondialisation de l'économie, ainsi que les impacts de ces processus sur l'orientation des relations internationales⁴. Enfin, des recherches et des essais extrêmement hétéroclites se sont multipliés pour constater, acclamer ou déplorer l'émergence d'espaces publics morcelés, pluralisés, éclatés ou privatisés⁵.

Dans une certaine mesure, l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi » présente des résultats qui recourent incontestablement ces observations. Au fil de cette controverse, l'analyse a en effet mis au jour un espace public suisse animé par des processus de privatisation et de dissimulation, qui affectent la représentation et la décision politiques. Ces dynamiques ont pris forme de manière particulièrement patente au cours du déroulement pratique et du compte rendu médiatique des négociations qui ont abouti à la signature de l'accord global. Ces activités ont institué une *culture politique*, dans la perspective de laquelle ces *transactions privées*, conduites par des *entreprises commerciales* et leurs *clients*, pouvaient légitimement déterminer les *problèmes* engendrés par le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale et constituer leurs *publics politiques*. La portée de cette observation sera plus nettement mise en lumière par les conceptualisations développées par Erving Goffman et John Dewey (cf. chapitres 4 et 8, *supra*).

Dans la terminologie goffmanienne, il apparaît que le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale et les responsabilités qui en découlent ont été *cadrées* au cours de négociations entre les banques helvétiques et leurs clients (Goffman, 1991 [1974]). Ainsi, une confrontation commerciale a communément été instituée en tant qu'instance

³ Cette discussion a notamment été alimentée par Paul Ricœur, dans son ouvrage consacré à la « *La mémoire, l'histoire, l'oubli* » (Ricœur, 2000 : 413-436) et par le numéro que la revue *Esprit* lui a dédié sous le titre « *Les historiens et le travail de mémoire* » (*Esprit* 8-9, août-septembre 2000). Des historiens ont également contribué à cette controverse, notamment dans le sillage de l'affaire Goldhagen ou du procès Papon. A ce sujet, voir par exemple l'intervention d'Henri Rousso, intitulée « *Quel tribunal pour l'histoire ?* » (Rousso, 1998 : 85-138).

⁴ De cette littérature extrêmement foisonnante, je retiendrai les contributions de Zaki Laïdi, consacrées à l'instauration d'un « *temps mondial* » constitutif d'une « *tyrannie de l'urgence* » (Laïdi, 1997 ; 1999). Parmi les nombreux mouvements sociaux qui se sont composés au cours de ces controverses, je mentionnerai l'Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyen(ne)s, ATTAC). L'expression médiatique de cette mouvance est en partie assurée par des supports classiques, tels que le mensuel *Le Monde diplomatique* ou l'émission radiophonique « *Là-bas si j'y suis* » diffusée quotidiennement par France Inter. Parallèlement, elle a stimulé le développement d'un réseau extrêmement inventif, dont la mobilisation exploite notamment des supports électroniques, sous la forme de pages web, de forums, de listes de discussion, etc. (p.ex. Granjon, 2001).

⁵ Ces questions sont portées par des littératures disparates. Dans le seul domaine de la sociologie académique, elles ont été travaillées par des publications aussi différentes que *Le temps des tribus* annoncé par Michel Maffesoli (1988), la *Sociologie de l'expérience* initiée par François Dubet (1994), les *Espaces publics mosaïques* mis en scène sous la direction de Bastien François et Erik Neveu (1999), ou *L'engagement public et l'exposition de la personne* étudiés à l'instigation de Jacques Ion et Michel Péroni (1997).

chargée d'élaborer les principes d'intelligibilité et de pertinence qui ont déterminé une situation historique, sa charge morale et ses conséquences politiques. Ce processus a constitué les structures d'un *régime de visibilité et de représentation spéculaires*, dont l'organisation et l'orientation sont subordonnées aux impératifs d'un marché, envisagé comme un équilibre établi par le dénouement de *rapports de force financiers*⁶. Cette conception se traduit par l'institution d'une économie de l'espace public dans laquelle l'information est constituée à la fois comme un bien rare et comme une ressource stratégique. Ceci a notamment pour conséquence une extension considérable du recours légitime au *secret* dans le traitement des affaires politiques, instituant un espace public extrêmement tolérant à l'égard des dénis de réalité et des dénis de justice. En témoignent notamment les injonctions au silence explicitement adressées à la Commission Indépendante d'Experts, dont les découvertes historiographiques ont été accusées d'affaiblir la position stratégique de la Suisse et de ses banques.

Ces observations méritent d'être reformulées dans les termes de John Dewey, de manière à en tirer les conséquences pour une pragmatique de l'État suisse. Dire que le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale a été problématisé et publicisé au cours de négociations entre des banquiers et leurs clients, ce n'est pas seulement élucider l'organisation d'un régime de visibilité. C'est surtout mettre au jour les modalités d'institution de l'*État suisse*, considéré en tant que *phénomène pratique*, constitué par les actions menées par des agents qui s'efforcent de réglementer à distance des actions humaines qui les affectent indirectement (Dewey, 2003 [1927]). Dans cette perspective, le déroulement pratique et le traitement médiatique du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » indiquent l'émergence d'un État dont la constitution est déléguée à des entreprises commerciales, qui défendent leurs intérêts économiques lors de transactions avec leurs clients. Cette observation interroge profondément la tendance spéculative à recourir à des métaphores spatiales, qui réifient le « privé » et le « public » en « espaces », en « secteurs » ou en « domaines » clairement délimités.

L'approche procédurale de la publicité démocratique a permis de montrer comment le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale et ses conséquences morales et politiques ont pu être réglées au cours d'un bras de fer commercial. Cette démarche a radicalement désubstantifié la publicité démocratique, de telle sorte qu'elle est apparue comme un *travail de configuration pratique*, accompli de manière permanente, par la détermination de problèmes et la constitution de leurs publics. Par-delà toute objection logique ou conceptuelle, cette approche a permis d'observer et de décrire les activités qui ont contribué à la recomposition des espaces publics nationaux et des relations internationales. De la sorte, elle a retracé comment les activités déployées par des entreprises commerciales, au cours de négociations secrètes, ont problématisé et publicisé un enjeu collectif. Dans ce cas particulier, l'enquête a montré comment le développement d'une situation a doté des entreprises privées de la compétence de contribuer à la constitution de l'État helvétique et de déterminer son positionnement face aux instances représentant les États-Unis.

Dans cette perspective, la notion de « *privatisation de la publicité* » fait référence à un phénomène qui n'est pas susceptible d'être réifié. Elle ne recouvre donc ni une contradiction conceptuelle, ni l'émergence d'un réseau alliant les institutions étatiques et les entreprises commerciales, ni la structuration d'une arène mixte articulant les

⁶ Jean-Pierre Dupuy a mis au jour le caractère spéculaire du régime de visibilité institué par les marchés financiers, dont il assimile l'organisation à la « foule en panique », qui devient à elle-même son propre point fixe (Dupuy, 1992 : 197-209 ; 1993 [1991]).

préoccupations gouvernementales et celles de la société civile⁷. Elle désigne les *activités* qui sous-tendent ces phénomènes. L'observation et la description de ces pratiques permettent alors de caractériser finement les dynamiques qui recomposent les espaces publics nationaux et les relations internationales, d'élucider leur organisation méthodique et d'identifier leurs agents. Ce point de vue a respecifié les phénomènes habituellement désignés par le concept « attrape-tout » de « *mondialisation* », de manière à proposer le repérage systématique de *formes étatiques* émergentes, des *modalités* de leur élaboration, et des *acteurs* qui y participent. Cette manière de conduire l'analyse a engendré des répercussions qui ne sont pas uniquement épistémologiques, théoriques ou conceptuelles. Mais avant tout, elle a été porteuse de conséquences empiriques, qui se sont manifestées par l'élaboration de questionnements innovants et par la production de résultats originaux, qui ont révisé des analyses et des interprétations bien souvent tenues pour acquises.

Une théorie fondée empiriquement et une méthodologie élaborée pratiquement

Ainsi, cette recherche a retracé la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » de manière à élucider les modalités pratiques de constitution de la culture politique suisse et de reconstitution des relations internationales. Suivant ce double fil conducteur, l'enquête a mis diverses théories sociologiques, inspirées – plus ou moins directement – de la philosophie pragmatique, à l'épreuve de plusieurs questions empiriques⁸. Il en a résulté l'élaboration d'une problématique de l'action située, développée au gré de quelques incursions dans des domaines spécialisés, tels que la sociologie des problèmes publics, la sociologie des communications et des médias ou la sociologie politique.

Cette exploration a fait apparaître les embûches auxquelles se confronte toute sociologie qui prétend retracer la « construction des problèmes publics » dans une perspective soucieuse de prendre en compte le « point de vue des acteurs ». De telles consignes se sont banalisées sous l'impulsion des sociologies « interactionnistes » ou « compréhensives ». Pourtant, il n'est possible d'y répondre qu'à condition de dépasser des contraintes pratiques contradictoires. D'un côté, retracer le déroulement d'une controverse implique de composer un récit, qui ne peut être suivi qu'à condition de présenter une certaine linéarité. De l'autre, il n'est possible de rendre compte de la perspective de ses protagonistes qu'à condition de mettre en scène les incertitudes et les rebondissements qui émaillent la détermination progressive d'une situation problématique et donc confuse.

Cette recherche a ainsi progressivement élaboré la problématique d'une sociologie de l'expérience publique, visant à élucider comment les situations et les identités de leurs protagonistes se co-déterminent. Au fil de ce cheminement, les questions théoriques sont apparues comme des problèmes pratiques, dont la résolution passait par l'élaboration d'un mode d'écriture et d'une trame narrative.

⁷ Ces transactions financières ne peuvent donc pas être décrites de manière satisfaisante comme un cas d'« interpénétration progressive du domaine public et du domaine privé » (Habermas, 1993 [1962] : 149-159). Elles ne peuvent pas non plus être convoquées pour illustrer la notion d'« espace public/privé », élaborée pour rendre compte de la diffusion de la parole privée par des médias audiovisuels (p.ex. Mehl, 1996).

⁸ Pour aller vite, il est possible de dire que la première partie a été consacrée à l'émergence et à la constitution du problème « des fonds juifs et de l'or nazi ». Ces observations ont ouvert la voie à une discussion de l'analyse définitionnelle des problèmes sociaux inspirée par l'interactionnisme symbolique (chapitres 1-3). La deuxième partie a retracé la co-constitution d'une situation déterminée et de ses publics, interrogeant ainsi diverses versions de « l'analyse des cadres » (chapitre 4-8). Enfin, la troisième partie a traité les enjeux politiques et normatifs soulevés par le traitement d'enjeux techniques et/ou scientifiques dans des espaces publics démocratiques. Ainsi la discussion a été engagée avec l'analyse de la démocratie technique sous-tendue par la théorie de l'acteur-réseau (chapitres 9 et 10) et avec plusieurs théories de l'espace public d'inspiration arendtienne (chapitres 11 et 12).

Au fil de son développement, cette recherche a donc élaboré une problématique de l'action située. Celle-ci est tout entière manifestée et incarnée par le déroulement d'une expérience scripturaire qui s'est efforcée de *mettre en récit* une *expérience publique*. En conséquence, le travail d'écriture élaboré au cours de cette recherche peut être considéré, en lui-même, comme un résultat de recherche à part entière. Son déroulement incarne, en une manifestation sensible, l'exploration de l'expérience publique et de son organisation narrative, dont les contraintes pratiques divergentes sont ainsi placées au cœur d'une pragmatique des procédures de problématisation et de publicisation⁹.

L'élaboration empirique d'une théorie de l'action située

Cet éclairage a notamment permis de montrer comment une situation confuse a progressivement été déterminée, de telle sorte que les agents qui s'y impliquaient ont pu anticiper des événements avant qu'ils surviennent, et orienter leur action en conséquence. Ces phénomènes d'anticipation ont notamment été analysés à la lumière de l'intervention de Luzian Caspar, le correspondant aux États-Unis de plusieurs quotidiens alémaniques (11.1.2, *supra*). En juillet 1997, au lendemain du refus de la Cour de Brooklyn d'entrer en matière sur les plaintes collectives, ce journaliste a affirmé que ce report ne devait pas être interprété comme un signe de détente. Au contraire, il considérait explicitement que cette décision amorçait des mesures de rétorsion économiques qui allaient être menées par les autorités locales des États-Unis. Ce diagnostic annonçait de manière particulièrement spectaculaire la configuration qui était sur le point de s'imposer, pour orienter le débat jusqu'à son dénouement. L'analyse d'une telle anticipation soulève des problèmes épistémologiques et méthodologiques extrêmement complexes. Pour en rendre compte, la théorie de l'action située propose de considérer que de telles prévisions prennent appui sur une situation, dont la détermination organise indissociablement une polarisation de positions et une orientation temporelle.

Dans ce cas, la prédiction du rôle décisif que les trésoriers locaux s'apprêtaient à jouer reposait sur l'analyse de deux situations historiques – caractérisées par leurs configurations catégorielles et leurs orientations temporelles – et des conséquences de leur rencontre contingente. D'une part, il fallait observer que la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » était polarisée et orientée à la manière d'un bras de fer financier, opposant les banquiers à leurs clients. Dans cette configuration, les gros investisseurs – actuels ou potentiels – se retrouvaient en position d'exercer des pressions significatives en vue d'accélérer le règlement du problème en faveur des plaignants. D'autre part, il fallait repérer l'éclairage particulier que cette configuration jetait sur l'organisation d'une autre situation historique, celle polarisée et orientée par la gestion des fonds de pension aux États-Unis. Cette responsabilité y incombe dans une large mesure aux autorités locales. En conséquence, les élus qui occupent ces positions publiques deviennent, du même coup, d'importants clients de produits bancaires, au cœur d'un marché commercial extrêmement lucratif.

Ce double raisonnement pratique servait d'arrière-plan à l'anticipation émise par Luzian Caspar. Son intervention a donc permis d'analyser rétrospectivement comment était organisée la situation qui prévalait au mois de juillet 1997. D'une part, elle a indiqué que le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » était déjà polarisé et orienté sous la forme d'une confrontation financière entre la Suisse et les États-Unis – représentés respectivement par les banques helvétiques et leurs clients actuels ou potentiels. D'autre part, il en est ressorti que les observateurs de la vie politique états-unienne avaient repéré que ce développement

⁹ Par certains aspects, ce programme rejoint la problématique élaborée par Harold Garfinkel, dont le style parfois confus manifeste sa tentative d'assurer l'adéquation unique de son mode de restitution au phénomène à analyser (Garfinkel, 2002).

de la situation avait placé les trésoriers des villes et des États au centre de l'arène des relations internationales instituée par ce conflit.

Cette manière d'analyser la prévision de Luzian Caspar est sous-tendue par les études ethnométhodologiques, qui insistent sur le caractère méthodiquement organisé des opérations par lesquelles les actions et leur environnement se constituent, se développent et s'orientent mutuellement. Cette propriété de l'ordre social est décisive pour les analyses sociologiques de la constitution des problèmes publics. D'une part, elle fonde la possibilité d'une analyse rétrospective, attachée à élucider finement *la détermination de la situation qui prévalait pour les acteurs de l'époque*. D'autre part, elle éclaire les modalités par lesquelles des prévisions peuvent être formulées au cœur de développements historiques contingents. Autrement dit, elle permet de considérer que *les situations sont dotées d'une organisation actancielle et d'une orientation temporelle déterminées*, sans pour autant fonder une analyse déterministe du devenir historique.

Cette remarque décisive est alimentée par une analyse pragmatique de l'action et de son organisation temporelle, élaborée au croisement de la phénoménologie et de l'herméneutique¹⁰. Ces travaux invitent à analyser les configurations actanciennes et les orientations temporelles dont sont dotées les situations déterminées, respectivement comme des *propositions qui projettent des identifications* et comme des *horizons qui attendent des remplissements*. Une situation déterminée configure des positions, c'est-à-dire qu'elle *dispose* des points de vue sur le monde et des relations constitutives de programmes d'action. Ceux-ci ne deviennent cependant effectifs qu'à condition que des acteurs endossent ces dispositifs et qu'ils en occupent les positions pour mener à bien leurs activités. Or, la conduite de celles-ci refigure irrémédiablement la situation dont, pourtant, elles tirent leur propre orientation. Cette composante pratique du devenir historique suggère donc que les événements contribuent à la transformation de l'horizon d'attente dont ils sont pourtant le remplissement. Il en découle qu'une situation est déterminée lorsqu'elle est orientée vers un devenir qu'elle ne détermine pas pour autant.

Ces quelques remarques revêtent une portée pratique considérable pour la sociologie des problèmes publics. Dans ce domaine, les résultats des recherches sont habituellement présentés sous la forme linéaire de déroulements chronologiques, dont l'origine est souvent associée la *définition d'un problème*¹¹. Ainsi, pour retracer la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi », des sociologues, des historiens, des politologues ou des économistes ont élaboré des histoires qui se nouaient autour d'une définition du problème établie, entre le printemps et l'automne 1996, autour des premières interventions du sénateur Alfonse D'Amato¹². En rupture avec cet accord tacite, ma recherche a montré que le travail de problématisation et de publicisation du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale s'est étendu sur une période nettement plus longue. D'un côté, elle a examiné comment les *configurations publiques et médiatiques* des années 1990, ont fondé leur ancrage pratique et leur légitimation normative en invoquant des *préfigurations*, constituées par les revendications adressées dès la fin de la guerre aux banquiers et aux

¹⁰ Comme le montre Hans Joas (1999 [1992]), cette démarche met en évidence la caractère *créatif* de l'agir humain, lequel est occulté par des théories de l'action qui sont habituellement orientées soit vers ses composantes rationnelles, soit vers ses visées normatives.

¹¹ Cette manière de procéder accomplit le programme d'une analyse définitionnelle, qui appréhende le déroulement des problèmes sociaux à la manière de carrières. Cette approche a été présentée et discutée au fil de la première partie de cette recherche (chapitres 1 à 3, *supra*).

¹² Ce bornage temporel rétrospectif n'a pas seulement été l'objet d'un large accord journalistique. Il a également été adopté et mis en œuvre par des travaux extrêmement variés, tels que ceux du sociologue Yves Fricker (1997), du politiste Philippe Braillard (1999), de l'économiste Jean-Christian Lambelet (1999) ou des historiens et des juristes qui ont dirigé le rapport final de la Commission Indépendante d'Experts (2002).

autorités suisses (cf. chapitre 2, *supra*). De l'autre, cette étude a montré que les interventions survenues au printemps et à l'automne 1996 n'ont pas défini un problème et déterminé la situation. Au contraire, celle-ci est restée confuse et instable durant de longs mois (chapitre 6, *supra*). Les péripéties survenues en 1996 n'ont donc pas clos le problème. Elles ont plutôt lancé un travail d'exploration et d'enquête qui s'est prolongé des années durant, jusqu'à ce que l'accord global signé par les banques et les plaignants soit reconnu et institué en tant que dénouement de l'intrigue.

Au fil de cette recherche, il est ainsi apparu que la définition des problèmes n'est pas une action préalable à leur résolution, qui fonctionnerait à la manière d'un plan où d'une instruction, pour commander le déroulement linéaire de la suite des opérations¹³. La détermination des situations se présente plutôt comme une dynamique prospective et rétrospective, dont le développement anime une intrigue qui, au gré des événements et des circonstances, stagne, rebondit, s'accélère ou revient en arrière. Elle se prolonge jusque dans le dénouement de l'intrigue, dont l'émergence refigure le déroulement qui a mené à son surgissement. Le cas de la controverse sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale illustre de manière flagrante les modalités pratiques par lesquelles un problème est défini par la solution qui lui est apportée. Dans ce cas, l'institution d'un accord financier en tant que règlement définitif de tous les enjeux relatifs au rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale a établi la configuration de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » et les identités de ses protagonistes. La somme globale versée par les banques commerciales a donc communément été revendiquée, invoquée et reconnue en tant que clôture définitive de toutes les affaires relatives aux « fonds en déshérence », à l'« or nazi », aux « réfugiés » ou au « travail forcé ». En conséquence, celles-ci sont apparues comme autant de facettes d'un bras de fer financier, opposant la Suisse et les États-Unis, respectivement représentés par les banques commerciales helvétiques et les avocats de leurs clients. Certes, cette configuration ne s'est pas imposée du jour au lendemain. Elle a pris forme progressivement, au gré de circonstances contingentes, qui ont institué les transactions secrètes, menées par des partenaires privés, en tant qu'arène légitimement chargée de résorber les divergences internationales suscitées par des enjeux moraux et historiques.

Ces quelques observations suggèrent que les histoires rétrospectives du débat doivent leur linéarité et leur convergence à leur information par le dénouement de la controverse. Dans la perspective rétrospectivement instituée par l'accord global, la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » est apparue comme un affrontement financier. À la lumière de son dénouement, son développement a pu être retracé comme une histoire linéaire, relatant le déroulement d'une confrontation, marquée par des épisodes de crise et de détente, scandant la progression régulière du montant en jeu. Ainsi, les analyses publiées jusqu'à présent ont ceci de commun qu'elles n'interrogent pas l'intelligibilité rétrospective du débat, c'est-à-dire les conditions de possibilité de leur propre conduite narrative. En conséquence, quelles que soient leurs nuances ou leurs divergences, elles avalisent des bornages et des scansions chronologiques qui ont été déterminés par l'accord global. Autrement dit, pour mettre en scène une situation déterminée et relater son développement sous la forme de récits linéaires, ces recherches adoptent implicitement un point de vue rétrospectif, au détriment

¹³ Dans la lignée de la philosophie anti-mentaliste, Lucy Suchman a développé une critique empirique des théories qui considèrent qu'agir consiste à mettre en œuvre des plans d'action préalablement établis. Ses travaux consacrés aux interactions entre les hommes et les machines ont montré que les activités sont déterminées par un travail d'adaptation constant à la situation, lequel est élaboré et réajusté au fil de leur déroulement (Suchman, 1987 ; 1990 [1988]). Pour des analyses convergentes, indiquant comment les coups d'œil et les regards interviennent dans ces pratiques d'ajustement, voir par exemple les travaux de David Sudnow (2002 [1972]) ou de Charles Goodwin et Marjorie Harness Goodwin (2002 [1996]).

de la perspective des agents qui, tout au long du débat, étaient empêtrés dans une situation extrêmement confuse.

Les problèmes pratiques soulevés par l'observation de l'expérience publique

Mon étude s'est efforcée de remédier à cette occultation de l'*expérience publique* « des fonds juifs et de l'or nazi », telle qu'elle a progressivement été déterminée par et pour les membres engagés par la controverse. Au cours de mon enquête, j'ai traité la prise en compte de ce phénomène comme un *problème pratique*, susceptible d'être résolu par des *opérations d'écriture*. Concrètement, je me suis efforcé de rédiger un texte qui restitue, par son organisation même, quelque chose de la dynamique – confuse, indécise et répétitive – qui a progressivement déterminé une situation, défini un problème et constitué son public. En m'attelant à ce travail, je me suis rapidement heurté à des difficultés de rédaction insolubles, dont l'exploration m'a conduit à respecifier la problématique sociologique des « problèmes publics » et les enjeux de leur analyse¹⁴.

J'ai réalisé ce travail en conduisant une analyse détaillée de mon corpus, que j'ai conduite en m'appuyant sur la littérature disponible, notamment en socio-sémiotique, en analyse des catégorisations et en analyse de conversation. Ces études ont largement balisé le champ des problèmes pratiques soulevés par une démarche qui entend rendre compte de l'organisation interne des activités. De ce point de vue, mon enquête ne posait donc qu'un problème de gestion quantitative, consistant à analyser une multitude d'activités constitutives d'un processus protéiforme à l'aide d'instruments habituellement réservés à l'étude détaillée de corpus restreints et bien délimités. Face à l'ampleur de ce chantier, j'ai souvent dû me résigner à transiger sur la précision de mes analyses. Pour remédier à ces approximations, j'ai présenté en annexe les documents analysés, de manière à ce que les lecteurs disposent des moyens d'évaluer la rigueur de mon travail, et le cas échéant, d'apporter de manière argumentée les précisions voire les rectifications nécessaires.

Les difficultés se sont aggravées lorsque j'ai entrepris d'articuler, dans les limites d'un texte intelligible, le travail de problématisation et de publicisation réalisé par ces interventions. D'autant qu'en la matière, la littérature fait cruellement défaut. A ma connaissance, l'analyse procédurale de l'ordre social n'a donné lieu qu'à des enquêtes, spéculatives, intensives et illustratives. Premièrement, plusieurs travaux présentent, sous une forme spéculative, les enjeux épistémologiques et théoriques de la démarche, ainsi que son positionnement par rapport aux manières habituelles de procéder en sciences sociales¹⁵. Deuxièmement, de nombreuses études de cas étudient, de manière extrêmement détaillée, l'organisation pratique de séquences d'actions restreintes et bien délimitées¹⁶. Troisièmement, des analyses pragmatiques ont été conduites sur des corpus *ad hoc*,

¹⁴ Cette respecification de la « construction » des problèmes public se concentre sur ce qui a été désigné comme une « ambiguïté » de cette notion, qui désigne à la fois le « processus » et son « produit » (cf. Hacking, 2001 [1999] : 59-62). Les lignes qui suivent suggèrent de traiter cette tension comme l'expression de deux modalités pratiques et ordinaires de l'expérience, constitutives de l'ordre social et de son organisation temporelle.

¹⁵ En sociologie de langue française, ce travail de fondation théorique et de clarification conceptuelle a notamment été conduit dès 1990, au fil des numéros de la série *Raisons pratiques*, dirigée par Louis Quéré.

¹⁶ L'analyse de conversation est spécialisée dans l'analyse détaillée de larges corpus concernant un type de données extrêmement restreintes, en vue d'en élucider l'organisation interne. Ces dernières années, Jean Widmer a ouvert la voie à une critique empirique de cette manière de procéder. Sa démarche consiste à analyser des documents restreints, de manière à montrer que leur organisation interne ne peut pas être élucidée indépendamment d'un « savoir partagé » constitutifs d'un ordre social tenu pour acquis (Widmer, 1999a ; 1999b ; 2001).

constitués pour illustrer un phénomène, une question ou un enjeu politique¹⁷. En revanche, ces procédures n'ont pratiquement jamais été mises en œuvre pour suivre et retracer la constitution pratique d'affaires et l'organisation de leur structure temporelle¹⁸. Or, seuls ces phénomènes confrontent l'analyse à la contrainte pratique d'élaborer un récit chargé de rendre compte d'une dynamique de mise en intrigue, indiquant ainsi que la narration leur fait office de *thème* de recherche et de *ressource* analytique.

Pour résoudre pratiquement ce problème, il ne suffit pas de mettre bout à bout des analyses détaillées, dont la relative autonomie s'oppose de toute manière à leur intégration en un propos unifié. L'élaboration de ce dernier implique nécessairement la composition d'une organisation narrative, c'est-à-dire d'un déroulement linéaire, orienté par une visée, inévitablement informée par le dénouement rétrospectif du débat. Autrement dit, l'analyse d'une controverse passe nécessairement par la mise en forme d'un récit, c'est-à-dire d'un texte délimité, retraçant une histoire susceptible d'être suivie linéairement, et donc dotée d'un début, d'un développement et d'une fin. Pour organiser un texte qui satisfasse aux exigences académiques, il ne peut être question de retracer la détermination d'une expérience publique, telle qu'elle s'est développée pour ses protagonistes. Ainsi, il est exclu de suivre toutes les pistes qui ont été explorées, de prendre en compte chaque intervention, les hésitations et les péripéties qui l'ont émaillée. Au contraire, il convient d'élaborer une trame narrative dont l'intelligibilité et la linéarité sont irrémédiablement étayées par la connaissance rétrospective de son dénouement. La composition d'un tel texte entre donc irrémédiablement en conflit avec la pragmatique des opérations de problématisation et de publicisation. En effet, ce mode d'analyse s'efforce précisément de désubstantifier l'intelligibilité rétrospective de l'ordre social, en la ramenant systématiquement à des activités pratiques et discursives. Or, l'examen de ces dernières – des procédures qui assurent leur organisation, leur orientation et leur enchaînement – met

¹⁷ Eliséo Véron a conduit ses enquêtes en composant des corpus *ad hoc*, adéquats pour élucider le positionnement énonciatif des couvertures des magazines féminins, des présentateurs de journaux télévisés ou les stratégies énonciatives des stations radiophoniques (cf. Véron, 1983 ; 1985 ; 1987 ; Fouquier & Véron, 1986). Il en va de même lorsque Suzanne de Cheveigné sélectionne les données qui fondent son analyse de la mise en scène des questions environnementales dans les journaux télévisés (Cheveigné, 2000). Une démarche similaire a également été mise en œuvre par l'équipe réunie autour de Jean Widmer pour retracer comment la question du pluralisme linguistique suisse a été traitée au fil de 150 ans de débats constitutionnels. Bien que comportant une indéniable composante historique, leur analyse n'élucide par l'organisation narrative de cette expérience publique. Elle s'efforce plutôt de respecifier un problème théorique, en retraçant les modalités pratiques par lesquelles une entité politique unifiée s'est instituée par la reconnaissance de sa pluralité linguistique (Widmer & al., 2003).

¹⁸ Quelques exceptions méritent d'être signalées. La configuration médiatique des événements a donné lieu à des recherches ponctuelles consacrées à l'explosion de la centrale nucléaire de Three Mile Island (Véron, 1981) ou à la profanation du cimetière juif de Carpentras (Barthélémy & Quéré, 1991 ; Barthélémy, 1992). Ces deux enquêtes se concentrent cependant sur le surgissement d'événements et sur leur mise en forme durant des périodes brèves, de quelques jours.

Pour leur part, Michael Lynch et David Bogen ont proposé une analyse détaillée des modalités qui ont présidé à la constitution discursive d'une longue affaire d'État, connue en Europe sous le nom d'*Irangate*. Cependant, leur enquête repose sur l'analyse d'un corpus restreint à la retransmission télévisée des auditions du colonel Oliver North (Bogen & Lynch, 1989 ; Lynch & Bogen, 1996 ; 1999).

Michel Barthélémy a retracé le développement de la controverse suscitée, entre les pays membres de l'Union Européenne, par l'accession d'un parti d'extrême droite au gouvernement autrichien. Cette démarche est extrêmement proche de celle que j'ai suivie. Cependant, elle repose pour l'instant sur l'analyse systématique d'un corpus restreint aux comptes rendus publiés par le quotidien britannique *Guardian* (Barthélémy, 2003a ; 2003b).

Plus récemment, Nicolas Dodier a lancé une enquête sur les *Leçons politiques de l'épidémie de sida*, dont le programme visait explicitement à « transformer en récit intelligible, en une *histoire politique du sida*, la masse des documents que ces épisodes nous ont laissés » (Dodier, 2003 : 13).

en évidence une dynamique indécise, dont les équilibres instables sont constamment travaillés par des ajustements, des déplacements, voire des revirements.

Sur la ligne de crête qui sépare et articule la mise en scène d'une situation déterminée et la prise en compte de son élaboration contingente, le travail d'écriture est sans cesse confronté à des contraintes pratiques contradictoires. D'un côté, la pointe critique de l'analyse est maintenue à condition de désubstantifier systématiquement l'intelligibilité et l'orientation du processus à élucider. De l'autre, la rédaction d'un texte unifié et cohérent interdit de conduire cette logique à son terme : elle exclut de prendre en considération l'ensemble des interventions qui ont animé la controverse et contribué à son orientation. En conséquence, la pragmatique des opérations de problématisation et de publicisation n'est rendue possible que par un travail d'arbitrage permanent entre le souci du détail et l'intelligibilité narrative d'une histoire étendue.

Au cours de cette recherche sur « les fonds juifs et l'or nazi », j'ai traité ce problème pratique par des opérations d'écriture consistant à agencer les analyses détaillées de telle sorte qu'elles participent à la composition d'un récit intégré¹⁹. Cette manière de procéder constitue à la fois une force et une faiblesse de l'analyse. Dans une certaine mesure, ces opérations répondent aux exigences d'une enquête pragmatique, au cours de laquelle le débat, ses protagonistes et ses tournants sont exclusivement caractérisés par l'observation et la description détaillées de données naturelles. Cette manière de ramener systématiquement le déroulement de la controverse aux opérations pratiques qui l'ont constituée débouche sur la composition d'une trame narrative sinueuse, qui rompt avec l'ordonnancement linéaire des analyses rétrospectives, de manière à mettre en scène une exploration qui s'est orientée au cours de son déroulement. Cette organisation prive le lecteur d'un fil conducteur stable et déterminé. Elle l'engage donc à fournir un effort considérable pour suivre le déroulement de cette histoire dont chaque rebondissement lui rappelle, sous une forme pratique, le caractère indécis et contingent des processus historiques. En revanche, s'il prend le temps de se plonger dans le texte et d'en suivre les méandres, sa lecture participera à l'organisation progressive et contingente d'un ordre social, dense et cohérent.

Ce travail narratif n'a d'autre ambition que de résoudre les contraintes pratiques qui émergent sitôt que l'on tente de présenter une *situation déterminée*, sans pour autant perdre de vue les *activités contingentes* dont elle est le produit. De la sorte, cette recherche a profondément respecifié la succession d'attaques et de ripostes – initiées en 1996 par le sénateur Alfonso D'Amato – habituellement relatée par les journalistes, les commentateurs et les analystes saisis par l'intelligibilité rétrospective des débats. La pertinence de cette démarche se mesure donc à sa capacité d'*enrichir l'intelligibilité rétrospective* de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi ». En revanche, elle ne saurait en aucun cas prétendre avoir épuisé ce sujet. Au contraire, cette formulation appelle à son tour un travail de respecification.

Pour envisager la forme que celui-ci pourrait prendre, je vais m'inspirer d'un texte dans lequel Alain Bovet expose la manière dont il entend mener à bien la rédaction de sa recherche sur les « *débats publics en Suisse sur les biotechnologies et la médecine de*

¹⁹ Cette manière d'intégrer les analyses intensives d'interventions singulières au développement de l'étude extensive du débat ne s'est imposée et stabilisée que progressivement. Dans la première étape de mon travail d'écriture, j'avais introduit des coupures graphiques – dont il reste quelques traces sous la forme d'encadrés – qui séparaient les analyses détaillées du reste de l'analyse. Ce procédé a cependant le net inconvénient de mettre en scène une rupture entre le déroulement de l'intrigue et ses accomplissements pratiques, ce qui va à l'encontre des principes mêmes de la pragmatique des opérations de problématisation et de publicisation.

reproduction »²⁰. Il y fait état de problèmes pratiques qui correspondent dans une large mesure à ceux auxquels j'ai été confronté au cours de mon propre travail. Les solutions qu'il entend leur apporter sont, en revanche, radicalement différentes. Pourtant, je montrerai que nos deux démarches méritent d'être considérées comme complémentaires. Avant d'y venir, je vais tenter de synthétiser le propos extrêmement dense par lequel Alain Bovet esquisse les opérations pratiques qu'il mettra en œuvre pour répondre à ses difficultés de rédaction.

Le cœur de sa solution consiste en l'élaboration d'« *une sorte d'écriture en étapes* », explicitement inspirée de la monographie ethnographique que Lawrence Wieder a consacrée à un centre de demi-détention de Los Angeles (Wieder, 1974). Afin de relater et d'analyser ses observations, Lawrence Wieder a rédigé un ouvrage composé de deux parties. La première produit un compte rendu réaliste et explicatif d'un objet sociologique classique. Cette présentation mobilise et constitue le « *code des détenus* » (i.e. ne pas collaborer avec le personnel, se montrer loyal avec les autres détenus, ne pas moucharder, etc.) en tant que schème d'intelligibilité et ressource de description de l'institution, de son histoire, de son organisation, du comportement des détenus et du personnel, etc. La seconde partie de l'ouvrage interroge cette version du « *code des détenus* » constituée au fil de la description ethnographique. Concrètement, Lawrence Wieder souligne que le « *code des détenus* » n'est pas seulement le fondement d'une explication sociologique dégagée des activités constitutives du centre de détention. Au contraire, il s'agit d'une ressource ou d'un principe que les détenus ou les membres du personnel invoquent sans cesse, notamment pour justifier leur comportement à l'égard de l'ethnographe. Autrement dit, le « *code des détenus* », ne se réduit pas aux *énoncés désindexicalisés* présentés au cours de la première partie. Il se manifeste surtout sous la forme de *formulations multi-formulatives et multi-conséquentielles*, c'est-à-dire d'énonciations constitutives des situations à la détermination desquelles elles participent. Dans la seconde partie de son ouvrage, Lawrence Wieder se donne pour tâche d'analyser ces activités de formulation du code.

Alain Bovet interprète la seconde partie de l'ouvrage de Lawrence Wieder – écrite sous un régime réflexif, au sens garfinkélien de constitution mutuelle – comme *une respécification* de la première – rédigée sous un régime réaliste de correspondance entre langage et réalité sociale. Cette proposition est capitale. Elle institue un lien de dépendance mutuelle entre les deux parties de l'ouvrage. La première constitue une introduction au « *code des détenus* », sans laquelle les lecteurs ne seraient pas en mesure de comprendre les analyses qui en sont conduites dans la seconde partie. En conséquence, le phénomène mis au jour par la première partie est un résultat de recherche incontestable, dont la seconde partie n'est pas une version ironique ou corrective. La seconde partie propose une nouvelle analyse de ce phénomène, qu'elle élucide « *en se limitant à la façon dont il se donne à comprendre et décrire par ses participants dans le cours de son développement* ».

Pour écrire l'histoire des débats sur les biotechnologies et la médecine reproductive, Alain Bovet pose le constat qu'il ne lui sera « *pas possible dans le cadre restreint de la recherche [...] de soumettre l'ensemble du corpus à une analyse détaillée, qui pren[ne] en charge la dimension réflexive des formulations* ». Il envisage alors de s'inspirer très étroitement de la démarche de Lawrence Wieder et d'organiser son travail d'écriture en deux étapes. La première consistera à produire un récit, simplifié et raccourci, qui raconte le débat sous un registre réaliste. Cette histoire sera chargée « *d'introduire le lecteur à un sujet complexe* » et de servir de ressource analytique pour « *repérer les candidats à*

²⁰ Les citations sont extraites du support textuel dont s'est servi Alain Bovet pour sa présentation lors de la « *Master Class Howard Becker* », organisée par la Conférence universitaire de Suisse Occidentale les 6 et 7 mai 2004.

l'opération de respécification ». Cette démarche aboutira donc à l'identification de phases temporelles, d'acteurs, d'arènes, de régimes argumentatifs, de modes de discussions ou des cadrages médiatiques, etc. qui seront redécrites sous un régime de réflexivité. Ce second moment de l'écriture constituera à proprement parler l'analyse du débat public sur le génie génétique et la médecine reproductive. Il permettra en effet d'observer et de décrire comment « *des aspects négligés ou jugés inintéressants* », ont réflexivement contribué à l'orientation de la controverse, dont ils étaient parties prenantes.

La recherche conduite par Alain Bovet et la mienne comportent de nombreuses similitudes. Toutes deux se donnent pour objectif de mobiliser des instruments inspirés de l'ethnométhodologie et de l'analyse de conversation, afin de retracer l'émergence, le développement et le dénouement de débats publics durables, qui ont impliqué de nombreux acteurs. Cette démarche commune vise la mise en évidence de l'organisation pratique de l'ordre social. Concrètement, il s'agit de mettre au jour des aspects ignorés ou oubliés des controverses, puis d'observer et de décrire comment ils ont participé à la détermination d'une situation problématique, à la constitution de son public, et à l'orientation de sa résolution. Dans chaque cas, ce travail bute sur des problèmes pratiques, qui se sont avérés particulièrement épineux au moment de l'écriture, chargée d'articuler la mise en scène d'une situation déterminée et la prise en compte de son élaboration contingente.

Cependant, l'analogie de nos recherches s'arrête ici. En effet, pour répondre aux problèmes pratiques posés par nos objets d'étude respectifs, nous avons exploré des voies diamétralement opposées. En adéquation avec l'élucidation d'une discussion diffuse et continue, Alain Bovet a élaboré un mode d'écriture en deux étapes qui assume la composante narrative de l'ordre social (*i.e.* la ressource mobilisée pour conduire la première partie), de manière à soumettre sa composante réflexive à une analyse intensive (en seconde partie). A l'inverse, la manière dont je présente ma recherche assume la composante réflexive de l'ordre social, pour mieux retracer le déroulement contingent d'un débat circonscrit et nettement mis en intrigue. Ces manières divergentes de procéder pourraient aisément être mises en concurrence.

Pour ma part, je pourrais m'appuyer sur les résultats de ma recherche pour critiquer le manque de réflexivité dont fera inévitablement preuve la première partie de la recherche menée par Alain Bovet. En relatant l'histoire de la controverse sur le génie génétique et la médecine reproductive sous un régime réaliste, il n'interrogera pas les ressources qui fondent la linéarité rétrospective établie par les récits ordinaires. Au contraire, il sera irrémédiablement conduit à entériner leurs bornages temporels, s'interdisant du même coup d'explorer les modalités pratiques et contingentes de cette organisation temporelle et narrative.

Réciproquement, la démarche de respécification envisagée par Alain Bovet mériterait d'être appliquée à ma recherche sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Concentré sur la « mise en intrigue » progressive et contingente de cette controverse, mon travail exhume des actions ou des épisodes méconnus qui ont participé à l'orientation de la controverse, mais il n'élucide pas la manière dont ils ont contribué à la détermination du problème et de sa solution. En conséquence, mon analyse n'indique pas de manière satisfaisante la manière dont le problème se donnait exactement à comprendre et à décrire pour ses protagonistes. Pour ne prendre qu'un seul exemple, mon étude a mis au jour la portée considérable du rapport *Nazi Gold* publié à l'automne 1996 par le *Foreign Office britannique* (1.4, *supra*), et elle a montré comment le déroulement de la controverse a progressivement occulté ce document. En revanche, seule une respécification de mon analyse permettrait d'élucider comment cette recherche historique a participé à la définition du contexte de sa publication, ce qui permettrait de comprendre ce qui lui a conféré le retentissement qu'elle a connu à l'époque.

Cette brève confrontation de nos deux démarches initie une critique de leurs limites respectives. Sur cette base, il est envisageable d'identifier les causes de ces déficiences et de tenter d'y remédier, par quelques correctifs théoriques, conceptuels ou méthodologiques. Cependant, cette conclusion peut être enrichie si l'on admet que les théories de l'action située s'appliquent à la pratique sociologique. Il devient alors réflexivement possible de considérer que les problèmes pratiques que nous avons rencontrés et notre incapacité à leur apporter des réponses satisfaisantes éclairent des aspects négligés ou jugés inintéressants des controverses publiques. Cette perspective a très explicitement été adoptée par les études ethnométhodologiques. Celles-ci indiquent notamment que les difficultés inhérentes à la pratique sociologique tiennent notamment au fait qu'elles participent à un ordre social irrémédiablement pratique, indexical et réflexif.

Cette remarque implique que toute analyse sociologique qui prétend fournir une description lisible du monde en produira nécessairement une *formulation* – indexicale et réflexivement constitutive de son contexte d'énonciation – qui en tant que telle, mérite d'être respecifiée. Autrement dit, les sciences sociales – au même titre que *toutes les pratiques discursives* – sont irrémédiablement *parties prenantes* du travail de *configuration discursive des expériences* qu'elles analysent. Cette observation écarte d'emblée l'ambition des recherches qui prétendent accéder à l'expérience des acteurs, dans la mesure où elles ne peuvent y parvenir que par des *médiations discursives*, lesquelles contribuent à sa mise en intrigue publique. Ce qui revient réciproquement à dire que toute analyse sociologique d'une controverse *participe irrémédiablement à sa problématisation et à sa publicisation*, ce qui lui interdit de se placer en extériorité de cette dynamique, pour la traiter comme un *objet d'étude*. Si l'on admet que l'ordre social est irrémédiablement indexical, il convient donc de reconnaître qu'aucune analyse – quelles que soient son ingéniosité ou sa rigueur – ne parviendra jamais à épuiser sa multi-formulativité et sa multi-conséquentialité. Cette respecification intégrale est d'autant moins probable que toute analyse est nécessairement une pratique discursive indexicale qui participe réflexivement à la constitution de son contexte d'énonciation et donc à la détermination de son objet d'étude.

En raison de son caractère irrémédiablement indexical et réflexif, l'ordre social se présente donc comme une dynamique d'auto-constitution inépuisable (cf. Castoriadis, 1975). Dans cette perspective, les recherches sociologiques sont parties prenantes d'une dynamique d'enquête infinie. Aucune ne peut donc prétendre, de quelque manière que ce soit, lui apporter son aboutissement ou son point final. Tout au plus une analyse peut-elle espérer contribuer à son déroulement ou à son orientation, c'est-à-dire ouvrir de nouvelles pistes de recherches ou relancer des discussions.

Ce constat tisse les fils d'un épilogue indissociablement méthodologique et normatif. Il stipule que les méthodes de sciences sociales sont des *solutions pratiques*, irrémédiablement indexicales et réflexives. En tant que telles, elles ne peuvent donc pas être traitées comme des produits réifiés. Il est donc vain d'envisager leur rectification rétrospective, tout comme il est illusoire d'escompter qu'elles puissent être perfectionnées par leur mise en concurrence sur une sorte de libre marché aux méthodes. Ainsi, l'analyse de l'espace public suisse ne sera guère enrichie par le travail d'écriture constitué par la recherche et par la solution pratique envisagée par Alain Bovet, si le débat scientifique les confronte pour trancher en faveur de l'une ou de l'autre. Par contre, l'enquête sera relancée si la discussion mobilise ces démarches comme des options complémentaires, de manière à conduire leur respecification mutuelle. Une telle démarche ne manquera pas, en effet, de mettre au jour des aspects de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » et du débat sur les biotechnologies et la médecine de reproduction que nos deux études auront inévitablement négligées.

En conséquence, si des critères d'excellence devaient être formulés en sciences sociales, ils ne pourraient se réduire à une mesure des qualités intrinsèques des recherches. Ils devraient encore prendre en compte leur capacité à lancer des discussions, à susciter des débats, c'est-à-dire évaluer leur contribution – nécessairement contingente – au déroulement d'une enquête irrémédiablement indexicale et réflexive. Cette consigne défend une conception de l'ordre social qui s'accorde avec les théories de l'action située et de la cognition distribuée. Du même coup, elle indique que ces dernières ne font pas que fonder l'approche procédurale des cultures politiques nationales et internationales que j'ai déployées au fil de cette recherche. Dans le même mouvement, elles fondent une approche normative de la publicité démocratique, appréhendée comme une dynamique jamais acquise, toujours en devenir au cœur d'un monde social qui n'en termine jamais avec le procès de son auto-interprétation.

A ce point de la réflexion, il devient évident que c'est de sa participation à ce mouvement d'enquête que l'analyse sociologique tire son sens. Il est donc temps de restituer cette enquête au développement contingent de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi », et donc aux exigences du débat démocratique qu'elle s'est efforcée d'élucider.

GLOSSAIRE¹

Accord de Washington (25 mai 1946) : Vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale les Alliés ont décidé, dans le cadre du programme « Safehaven », de placer sous leur contrôle tous les avoirs allemands à l'étranger pour les affecter ultérieurement à des fonds de réparation. En février 1945, le Conseil fédéral a ordonné le blocage de tous les biens et avoirs allemands. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont demandé à la Suisse de les leur remettre. Les autorités suisses ont tout d'abord contesté le caractère légal de cette revendication. Mais elles se sont néanmoins vues dans l'obligation de négocier pour tenter d'obtenir le déblocage des biens gelés aux États-Unis depuis 1941 et l'abolition des « listes noires » (boycott des entreprises suspectées d'avoir collaboré avec les Allemands) et plus généralement pour rompre l'isolement international de la Suisse. En mars 1946, les négociations entre la Suisse et les trois alliés (agissant au nom de quinze autres États) ont débuté à Washington. Très rapidement, l'or détourné et vendu à la Banque nationale suisse par les Allemands a été au centre des discussions, et non les avoirs allemands. Le 25 mai 1946, les participants sont enfin parvenus à un accord. En contrepartie d'un versement suisse de 250 millions de francs (paiement effectué en 1947), les Alliés déclarèrent « qu'en acceptant ce montant ils renonc[ai]ent, pour eux-mêmes et pour leurs Banques d'émission, à toutes revendications contre le Gouvernement suisse ou la Banque Nationale suisse relatives à l'or acquis par la Suisse de l'Allemagne pendant la guerre. Toute question relative à cet or se trouv[ant] ainsi réglée ». (Article II, 2 de l'accord). Les avoirs bloqués par le Conseil fédéral et appartenant à des Allemands résidant en Allemagne seraient liquidés et le produit bonifié irait pour 50 pour cent à la Suisse et 50 pour cent aux trois

¹ Afin d'alléger la lecture du glossaire, j'ai renoncé à signaler systématiquement les sources utilisées. J'ai emprunté la définition des termes relatifs à l'organisation et au fonctionnement du Parlement au lexique disponible sur le site web de la Confédération (<http://www.parlament.ch/f/homepage/sv-services-dummy/sv-pw-a-z/sv-pw-index.htm>). Les présentations des partis politiques ont été alimentées par les pages des partis et la section politique du site « Atrium » : <http://www.yrub.com/pol/politique.htm>. La présentation des personnes impliquées dans le débat est généralement fondée sur les biographies disponibles sur les sites Internet des organismes auxquels elles sont attachées. Dans bien des cas, celles-ci ont été complétées par les informations disponibles sur le *Dictionnaire historique de la Suisse* (<http://www.lexhist.ch/externe/protect/francais.html>). Les définitions des termes relatifs à l'histoire économique de la Seconde Guerre mondiale ont été empruntées au glossaire établi par Daniel Bourgeois (1998 : 221-230).

alliés occidentaux, les propriétaires recevant une indemnité en monnaie allemande. De leur côté, les Alliés supprimeraient les « listes noires » (http://www.eda.admin.ch/sub_ecfin/f/home/docus/wwarII.Par.0010.UpFile.pdf/dc_980101_wwII_f.pdf).

Agence juive pour Israël : L'Agence juive est une institution israélienne officielle chargée d'assurer un lien entre Israël et les communautés juives du monde entier et de favoriser la rencontre directe entre les Israéliens et les juifs de la diaspora. Ses instances dirigeantes – le directeur, le conseil supérieur et l'Assemblée – sont composées de représentants israéliens et du judaïsme mondial, de manière à symboliser cette relation. De plus, l'agence juive secourt les juifs en détresse ou en danger. Elle soutient et favorise l'intégration de tous les juifs qui désirent s'installer en Israël. L'Agence juive est active dans près de 80 pays, sur les cinq continents. En 2002, son budget annuel était 403 millions de dollars. Au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », l'Agence juive s'est signalée par de nombreuses prises de position. Elle a co-signé l'accord qui a institué le Comité Indépendant de personnes éminentes, au sein duquel son président Abraham Burg a siégé. Elle a également pris une part active aux négociations qui ont précédé la signature de l'accord global en août 1998. (<http://www.jafi.org.il/index.htm>). *Voir également : Abraham Burg et Comité indépendant de personnes éminentes*

Arrêté fédéral : Acte édicté par l'Assemblée fédérale et contenant des règles de droit, des normes particulières importantes ou des décisions de principe. S'il n'est pas sujet au référendum, l'arrêté fédéral est qualifié d'arrêté fédéral simple (cf. article 29 de la loi sur l'Assemblée fédérale).

Assemblée fédérale : Autorité suprême de la Confédération, sous réserve des droits du peuple et des cantons, et assumant le pouvoir législatif au niveau fédéral. Elle a pour attributions d'élire le Conseil fédéral et de définir les grandes orientations dans le cadre desquelles ce dernier doit inscrire son action. Elle exerce également la haute surveillance sur le Conseil fédéral et veille à l'efficacité des mesures prises par la Confédération. Le Parlement suisse est composé de deux chambres. Le Conseil national (Chambre basse) représente le peuple et est élu au scrutin proportionnel. Le Conseil des États représente les cantons sur une base égalitaire, indépendamment de leur importance – deux députés par canton et un pour les demi-cantons. Les chambres réunies siègent sous la présidence du président du Conseil national. Elles procèdent à certaines élections, notamment celles du Conseil fédéral et des juges fédéraux ; elles arbitrent les conflits de compétence entre les instances fédérales supérieures ; et elles se prononcent sur les recours en grâce. Les conseils siègent également en Chambres réunies à l'occasion d'événements particuliers, notamment lors des déclarations du Conseil fédéral. Le Parlement suisse est exclusivement composé de miliciens, réunis quatre fois par an pour des sessions ordinaires de trois semaines. Au cours du débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, les services du Parlement ont quotidiennement mis à jour une chronologie des événements, laquelle est archivée sur le site web de la Confédération à la page : <http://www.parlament.ch/f/homepage/do-dossiers-az/do-archiv/do-ch-weltkrieg-2.htm>.

Association suisse des banquiers (ASB) : Fondée à Bâle en 1912, L'Association suisse des banquiers est l'association faîtière de la place financière suisse. Elle compte à l'heure actuelle quelques 400 banques membres et environ 8300 membres individuels. L'ASB a pour objectif essentiel de garantir et de promouvoir des conditions cadre optimales pour la place financière helvétique, en Suisse comme à l'étranger. Au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », l'ASB a activement représenté les intérêts des banquiers suisses dans toutes les arènes. Elle a notamment mis en place une centrale de

recherche des « fonds en déshérence » rattachée, dès janvier 1996, au service du médiateur des banques suisses. Elle a négocié et co-signé, au nom des banques suisses, l'accord qui a institué le Comité indépendant de personnes éminentes. En juillet et octobre 1997, elle a publié deux listes de titulaires de « fonds en déshérence » (<http://www.swissbanking.org/fr/home.htm>). *Voir également : Comité indépendant de personnes éminentes*

Banque Nationale Suisse (BNS) : Banque centrale suisse. En tant qu'institution fédérale autonome, la Banque nationale suisse conduit la politique monétaire Conformément à la constitution et à la loi, son action doit servir les intérêts généraux du pays. Elle estime que la stabilité des prix est son objectif prioritaire. En vertu de la loi, la Banque nationale exerce, le monopole d'émission des billets de banque. A la demande de la Confédération, elle assure en outre la mise en circulation des pièces. Elle est également chargée du placement des réserves monétaires (or, devises, moyens de paiements internationaux). Ces réserves assoient la confiance dans le franc, servent à prévenir et à surmonter des crises et peuvent être utilisées pour intervenir sur les marchés des changes. En outre, la Banque nationale conseille les autorités fédérales dans les questions monétaires. De plus, elle fournit des services bancaires à la Confédération. Au cours du débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, la BNS a été au centre des discussions relatives à l'« or nazi », en raison des transactions qu'elle a entretenues avec la *Reichsbank* jusqu'aux derniers mois du conflit. Ces questions ont notamment été abordées et discutées à l'occasion des publications du premier rapport intermédiaire de la Commission Indépendante d'Experts, du premier rapport Eizenstat et de l'ouvrage de Jean Ziegler. Ces diverses interventions ont soulevé une controverse autour d'une éventuelle renégociation de l'accord de Washington, notamment réclamée par le sénateur D'Amato. En novembre 1997, la BNS a versé 100 millions de francs au « Fonds spécial en faveur des victimes de l'Holocauste/Shoah dans le besoin ». En revanche, elle a systématiquement refusé toute autre implication financière directe. Pourtant, les activités qu'elle a menées durant le conflit ont été couvertes par l'accord global que les banques privées ont signé avec les plaignants (<http://www.snb.ch/d/index3.html>). *Voir également : Accord de Washington, Commission Indépendante d'Experts, Stuart Eizenstat, Jean Ziegler*

Bergier, Jean-François (1931) : Historien lausannois, il a suivi ses études à Lausanne, Munich, Paris et Oxford. Il a obtenu son doctorat en 1963 à l'Université de Genève, où il a été nommé, la même année, professeur d'histoire économique. De 1969 à 1999, il a été professeur ordinaire d'histoire à l'institut d'histoire de l'École polytechnique fédérale de Zürich (ETHZ). Proche de Fernand Braudel, ses contributions majeures ont été consacrées à l'histoire économique de la Suisse et de l'Europe du XIII^e au XVIII^e siècle, ainsi qu'à l'histoire de l'industrialisation. Il est membre de nombreuses instances internationales. En décembre 1996, le Conseil fédéral l'a nommé à la tête de la Commission Indépendante d'Experts : Suisse – Seconde Guerre Mondiale, poste qu'il a occupé jusqu'à sa dissolution en décembre 2001. *Voir également Commission indépendante d'Experts*

Bloch, Rolf (1930) : a obtenu un doctorat en droit à l'Université de Berne en 1954, et pris la direction, en 1970, de l'entreprise fondée par son père, les Chocolats Camille Bloch SA. Il a été président de la communauté israélite de Berne (1975-1985) puis membre du comité directeur de la Fédération suisse des communautés israélites de 1988 à 1992. Au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », Rolf Bloch s'est principalement fait connaître en tant que président de cette Fédération, fonction qu'il a assumée de 1992 à 2000. Propulsé sur le devant de la scène en tant que médiateur, il a assuré le lien entre les autorités fédérales et les responsables des organisations juives internationales. De 1997 à

2002, il a occupé la présidence du Fonds spécial en faveur des victimes de l'Holocauste/Shoah dans le besoin. Il a été membre de la délégation suisse à la conférence de Londres sur l'or nazi de décembre 1997 et vice-président du European Council of Jewish Communities (2000). Il a été distingué par des doctorats *honoris causa* décernés par le Babson College de Boston en 1998 et par la faculté catholique-chrétienne de l'université de Berne en 2000. *Voir également : Fédération suisse des communautés israélites*

Blocher, Christoph (1940) : Industriel et homme politique zurichois, devenu la figure emblématique de l'Union démocratique du Centre. Après un apprentissage dans l'agriculture, Christoph Blocher a étudié à Zurich, Montpellier et Paris, obtenant en 1969 une licence (maîtrise) en droit, puis, en 1971, le doctorat. Dès le temps de ses études, Christophe Blocher s'est engagé politiquement. A l'Université de Zurich, il a été un des fondateurs du groupe d'étudiants de droite « Studentenring », il a présidé le comité des étudiants en droit et il a fait partie du Grand conseil des étudiants. Par la suite, il a été conseiller communal de Meilen (1974-1978), conseiller cantonal de Zurich (1975-1980) et conseiller national dès 1979. En outre, il est président de l'UDC zurichoise depuis 1979 et de l'ASIN (Action pour une Suisse indépendante et neutre) depuis 1986. Sa carrière professionnelle a pris forme en 1969, lorsqu'il a été engagé dans la division juridique d'EMS-CHEMIE SA, dont il est devenu actionnaire majoritaire. En 1984, il a été nommé, président et délégué du conseil d'administration d'EMS-CHEMIE HOLDING SA. Cette entreprise prospère, lui a permis d'accumuler une fortune estimée entre deux et trois milliards de francs suisses par le magazine *Bilan*. Il s'en est notamment servi pour financer les nombreuses campagnes référendaires qui ont assuré la visibilité constante de l'UDC zurichoise au cœur du débat politique suisses dès les années 1980 et surtout 1990. La première grande victoire politique de l'UDC inspirée par Christoph Blocher est le refus par le peuple de l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE) en 1992. Par ailleurs, ils se sont régulièrement signalés par leurs interventions en faveur d'une libéralisation de l'économie et d'un durcissement du droit d'asile. Au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », Christoph Blocher s'est opposé à toute négociation avec les autorités états-uniennes et avec les organisations juives internationales. Par ailleurs, il a fermement il s'est élevé contre toute révision de l'histoire officielle suisse. A ce sujet, il a développé son propos au cours d'un discours intitulé *La Suisse et la Seconde Guerre mondiale, Une mise au point*, tenu le premier mars 1997, dont la version écrite a largement été diffusée sous la forme d'une brochure gratuite (<http://www.blocher.ch/de/index.html>). *Voir également Union démocratique du centre*

Borer, Thomas (1957) : Docteur en droit, spécialisé en droit international public, secrétaire général suppléant du DFAE. Il a été nommé, le 25 octobre 1996, à la tête de la Task Force. Il était entré au service du DFAE comme diplomate en 1987. De 1989 à 1993 il occupait le poste de chef suppléant de la section du droit international public près la direction du droit international public. En 1993 il a été transféré à l'ambassade de Suisse à Washington comme collaborateur en charge des questions juridiques et politiques. Il a été nommé secrétaire général suppléant en décembre 1994. C'est en cette qualité qu'il a assumé la réorganisation du Département engagé par le conseiller fédéral Flavio Cotti. Au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », il est principalement apparu comme la cheville ouvrière d'un marketing politique, visant à restaurer la réputation de la Suisse, menée par le Conseil fédéral. En remerciement pour les services rendus à la tête de la Task Force, Thomas Borer a été nommé ambassadeur à Berlin. *Voir également Task Force, Flavio Cotti*

Bronfman, Edgar Miles (1929) : Homme d'affaires canadien et président du Congrès juif mondial (CJM). En 1951 il a obtenu son titre de *bachelor* à l'Université

McGill de Montréal. La même année, il a rejoint l'entreprise familiale, la distillerie Seagrams, au sein de laquelle il a fait fortune. Suite au décès de son père en 1971, il est devenu le président, le trésorier et le directeur Distillers Corporation-Seagrams Ltd. Il a exercé cette fonction jusqu'en 1994, date à laquelle son fil Edgar Jr. lui a succédé à la tête de la compagnie. Aux États-Unis, il est connu pour être l'un des plus importants contributeurs du parti démocrate. A ce titre, il avait largement participé au financement des campagnes présidentielles de William Clinton. Au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », Edgar Bronfman s'est fait connaître en tant que président du CJM, fonction à laquelle il a été élu en 1981, puis reconduit en 1986, 1991 et 1996. Dès l'été 1995, Edgar Bronfman a officiellement été mandaté par le Gouvernement travailliste israélien pour négocier avec le gouvernement suisse et les banques en vue de récupérer l'argent des juifs disparus déposé sur des comptes helvétiques. Au fil du débat, les médias suisses ont progressivement occulté ce mandat initial et ordinairement présenté le CJM comme un acteur autonome, allié au sénateur républicain Alfonse D'Amato. Ses activités ont valu à Edgar Bronfman de nombreux titres honorifiques. Il a notamment été fait Chevalier de la Légion d'Honneur par le gouvernement français en 1986 et le président Clinton lui a décerné le *Presidential Metal of Freedom* en 1999. Il a également reçu plusieurs titre doctorats *honoris causa*. Voir également *Congrès juif mondial*

Burg, Abraham (1955) : Politicien travailliste israélien qui a été notamment président, respectivement de l'Agence juive, de l'Organisation sioniste mondiale et de la Knesset. Après son service militaire comme officier parachutiste, Abraham Burg a rejoint dès 1982 le mouvement de protestation contre la guerre du Liban. Au cours d'une manifestation du mouvement « La paix maintenant » à Jérusalem en janvier 1983, il a été blessé par une grenade. Dès cette période il s'est engagé pour le processus de paix. De 1985 à 1988, Abraham Burg a été conseiller du Premier ministre Shimon Peres sur les questions relatives à la diaspora. En 1988, il a été élu à la Knesset sur une liste travailliste, puis réélu en 1992. En 1995, Abraham Burg a démissionné de la Knesset, suite à sa nomination en tant que Président l'Agence juive et de l'organisation sioniste mondiale. Sous sa conduite, ces deux institutions nationales se sont impliquées dans de nouveaux domaines, tels que la restitution des propriétés juives dérobées durant la Seconde Guerre mondiale ou le pluralisme religieux et la tolérance entre les personnes juives. En 1999, Abraham Burg a mis un terme à son mandat à l'Agence juive et à l'Organisation sioniste mondiale et s'est inscrit sur les listes travaillistes conduite par Ehud Barak. En juillet 1999, il a été nommé Président de la Knesset (<http://www.jafi.org.il/education/100/people/BIOS/burg.html>). Voir également : *Agence juive pour Israël*

Chevallaz, Georges-André (1915-2002) : Historien et homme politique situé à l'aile droite du parti radical, Georges-André Chevallaz a suivi des études de lettres classiques, puis obtenu un doctorat en histoire économique. Après avoir été professeur à l'École supérieure de commerce de Lausanne, il a commencé sa carrière académique en tant que chargé de cours d'histoire diplomatique à l'université, de 1955 à 1958, alors qu'il exerçait la fonction de directeur de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne. Il a en outre été chargé de cours d'histoire diplomatique à l'École polytechnique fédérale de Zurich en 1968 et 1969. Georges-André Chevallaz est célèbre pour son *Histoire générale de 1789 à nos jours*. Ce manuel d'histoire, publié pour la première fois en 1957 et réédité maintes fois jusqu'en 1994, a accompagné plusieurs générations d'élèves de Suisse romande. Sa carrière d'historien a cependant été éclipsée par sa trajectoire politique. Membre du parti radical vaudois, il a tout d'abord été syndic (maire) de Lausanne de 1958 à 1973 et conseiller national de 1959 à 1973. Durant cette période, il a multiplié les

mandats. En 1958, il est devenu membre du conseil d'administration de la société suisse du Tunnel du Grand-Saint-Bernard, qu'il a présidée de 1971 à 1973. Président de l'Union des Villes suisses de 1967 à 1973, il a également présidé la délégation suisse de la Conférence européenne des pouvoirs locaux et il a présidé la Commission générale de cette Conférence de 1968 à 1973. De 1969 à 1971, il a été président de la commission suisse pour l'Unesco. De 1965 à 1972, il est nommé président du Parti radical démocratique vaudois et, de 1970 à 1973, président du Groupe radical des Chambres fédérales. Élu au Conseil fédéral en 1973, il est devenu président de la Confédération en 1980. Au sein du Gouvernement, il a successivement dirigé Département des finances et des douanes (1974-1978), le Département fédéral des finances (1979) et le Département militaire fédéral de 1980 à 1983, date de son retrait. En histoire et en politique, Georges-André Chevallaz s'est caractérisé par son conservatisme. Au sujet, du rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, cette position s'est traduite par sa stricte défense de l'histoire officielle. Malgré plusieurs réaménagements, les diverses éditions de son manuel ne se sont jamais départies d'une lecture favorable aux autorités suisse de l'époque. Dans la lignée de cette interprétation, il s'est officiellement opposé aux excuses formulées en 1995 par Kaspar Villiger à l'occasion des commémorations de l'Armistice. Il est également monté aux barricades en 1997 pour s'opposer au travail de Jean Ziegler, et il n'a cessé d'affirmer ses réserves à l'égard des travaux de la commission Bergier. En la matière, sa position a largement été convoquée par un autre radical vaudois, Jean-Christian Lambelet. *Voir également : Jean-Pascal Delamuraz ; Jean-Christian Lambelet ; Parti radical démocratique*

Class-action lawsuit : Type de plainte civile spécifique au droit états-unien, composée collectivement dans les cas où la Cour autorise différents plaignants, qui présentant des revendications similaires, à s'associer dans une procédure unique.

Clearing : Système de paiement international se rapprochant du troc. Il n'y a pas d'opération de change d'une monnaie A en une monnaie B, mais jeu d'écriture comptabilisant le « droit » et l'« avoir » de A envers B et réciproquement. Avec l'« avoir » accumulé envers B, A paie le « droit » de ses propres ressortissants dans sa propre monnaie. Ce système permet théoriquement l'équilibre parfait de la balance des paiements, mais il est difficile à atteindre pratiquement. Ce mode de paiement a été utilisé par le Troisième Reich allemand pour pratiquer une politique d'expansion monétaire et financer ainsi le réarmement puis le surarmement, tout en évitant la dévaluation. Ce système oblige à pratiquer un strict bilatéralisme et rend impossible la mobilisation d'un solde créditeur envers un pays pour payer des achats dans un autre pays.

Comité indépendant de personnes éminentes (ICEP) : Institution ad hoc, fondée le 2 mai 1996, suite à un accord (*Memorandum of Understanding*) passé entre l'Association suisse des banquiers et le Congrès juif mondial (représentant également l'Agence juive et les organisations alliées). Présidée par l'ancien président de la réserve fédérale états-unienne Paul Volcker, le Comité était composé de six membres : trois nommés par le CJM (Ronald Lauder, vice-président du Congrès juif mondial ; Abraham Burg, président de l'Agence juive et Reuben Beraja, président du Congrès juif d'Amérique latine) et trois par l'ASB (Alain Hirsch, professeur et conseiller bancaire à Genève, Klaus Jacobi, ancien ambassadeur de Suisse aux États-Unis, et Kurt Gasteyerger, professeur d'histoire à l'Université de Genève et membre du conseil de l'ASB). Il avait pour tâches d'identifier l'ensemble des avoirs en déshérence déposés dans les banques suisses par des victimes du nazisme, et de déterminer si des comptes avaient été soldés, par inadvertance ou délibérément, au mépris des dispositions légales et des devoirs fiduciaires. En décembre

1999, il a publié son rapport final intitulé *Report on Dormant Accounts of Victims of Nazi Persecutions in Swiss Banks* (<http://www.icep-iaep.org>).

Commission Bergier : voir *Commission Indépendante d'Experts*

Commission Indépendante d'Experts (CIE) : Commission ad hoc, instituée par l'arrêté fédéral du 13 décembre 1996 « concernant les recherches historiques et juridiques sur le sort des avoirs ayant abouti en Suisse à la suite de l'avènement du régime national-socialiste ». Selon ce texte, la CIE avait pour mandat de conduire des recherches historiques et juridiques sur deux axes principaux. Premièrement, elle devait élucider le sort de toutes les valeurs patrimoniales déposées en Suisse, suite à l'avènement du régime national socialiste. Deuxièmement, elle devait étudier les mesures prises par les autorités suisses depuis 1945 relativement à ces valeurs patrimoniales. Composée de neuf membres (sept historiens, une économiste et un juriste) réunis dans la direction stratégique présidée par Jean-François Bergier, elle a employé plus de 120 collaborateurs. La CIE a terminé ses travaux le 19 décembre 2001 et s'est dissoute à la fin de cette année. En 2002, au terme de son mandat, la CIE avait publié trois rapports intermédiaires, et 25 études thématiques comptant un total de plus de 10'000 pages. Ces résultats ont été rassemblés en un rapport final de synthèse intitulé « La Suisse, le National-Socialisme et la Seconde Guerre Mondiale » (<http://www.uek.ch/fr/index.htm>). Voir également : Jean-François Bergier

Commission Volcker : voir *Comité indépendant de personnes éminentes*

Commission fédérale des banques (CFB) : La CFB est une autorité administrative de droit fédéral. Elle est rattachée administrativement au Département fédéral des finances mais ne fait pas partie de l'administration centrale. Le Conseil fédéral ne peut donner d'instructions à la CFB, qui est chargée de surveiller de son propre chef les segments du secteur financier soumis à son autorité. A l'origine, la CFB était uniquement chargée de la surveillance du secteur bancaire. Avec le temps, son activité s'est étendue à de larges parts du secteur financier. Actuellement, la CFB exerce de manière indépendante la surveillance des banques, des fonds de placement, du système des lettres de gage, des bourses et des négociants en valeurs mobilières, de la publicité des participations et des offres publiques d'acquisition. En sus de ses activités de surveillance à proprement parler, la CFB est également engagée dans d'autres questions qui intéressent la place financière suisse. Elle est par conséquent en contact permanent avec le Département fédéral des finances ainsi qu'avec la Banque nationale suisse. Elle entretient en outre des contacts réguliers avec différents groupements, principalement l'Association suisse des banquiers, l'Association des fonds de placement et la Chambre fiduciaire. Lors du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi, la CFB a principalement été active durant les premiers mois de discussion, en 1994 et 1995. A cette époque, elle a contribué au refus d'entrer en matière que les autorités suisses ont opposé aux requérants. La CFB estimait en effet que la question des fonds en déshérence avait, pour l'essentiel, été réglée par les arrêtés fédéraux de 1962 et 1975. Son président avait cependant proposé de créer une centrale d'information des banques, où seraient répertoriés les dépôts dont les titulaires avaient disparu sans laisser de traces (<http://www.ebk.admin.ch/f/>).

Congrès juif mondial (CJM) : Le CJM est une fédération internationale des communautés et des organismes juifs. En tant qu'organisation faîtière, il représente tous les juifs, quelle que soit leur appartenance politique et leur dénomination religieuse, auprès de gouvernements du monde entier et des organismes internationaux. Les membres du Congrès rassemblent plus de 100 communautés organisées dans les cadres régionaux : l'Amérique du Nord, l'Amérique latine, l'Europe, l'Eurasie, Israël et l'Asie Pacifique. Le congrès a des bureaux à New York (siège social), à Jérusalem (où l'institut de recherche du

CJM est localisé), un bureau européen à Paris, un bureau latino-américain à Buenos Aires et un bureau de liaison auprès des Nations Unies à Genève. Suite à la Seconde Guerre mondiale, le CJM a soutenu, soulagé et aidé les juifs confrontés à des menaces physiques et existentielles. Il s'est notamment impliqué dans l'établissement des traités de paix, la poursuite des criminels de guerre nazis, l'adoption d'arrangements d'indemnisation et de réparations pour les victimes juives de l'Holocauste. Au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », le CJM a joué un rôle déterminant. Dès 1995, son président, Edgar Bronfman, a été mandaté par le gouvernement israélien pour négocier la restitution des « fonds en déshérence ». Il a directement pris part à toutes les étapes de la discussion, des auditions tenues par la commission bancaire du Sénat états-unien au printemps et à l'automne 1996, jusqu'aux négociations en vue d'un accord global présidées par Stuart Eizenstat durant la première moitié de 1998 (<http://www.wjc.org.il>). Voir également : *Edgar Bronfman*

Conseil des États : Assemblée des conseillers aux États. Voir *Assemblée fédérale*

Conseil fédéral : Depuis 1848, le Conseil fédéral est l'autorité directoriale et exécutive suprême de la Confédération (art. 174 de la Constitution). Le gouvernement suisse est composé de sept conseillers fédéraux (ministres) élus par l'Assemblée fédérale (Parlement). Chacun des sept conseillers fédéraux est chef d'un département. Les conseillers fédéraux prennent leurs décisions en autorité collégiale (art. 177 de la Constitution) et, une fois les décisions prises, ils sont tous tenus de les défendre vis-à-vis de l'extérieur. Chaque année, un des membres du collège devient président de la Confédération. Selon la formule consacrée, il n'est qu'un *primus inter pares* (premier entre égaux) : sa fonction ne revêt qu'un caractère représentatif. Le président de la Confédération est élu pour un an, durant lequel il assure la présidence du Conseil fédéral (art. 176 de la Constitution). Le principe de la succession des conseillers fédéraux à la présidence selon leur ordre d'ancienneté s'est imposé au 20^e siècle. Il arrive cependant qu'une lutte pour le pouvoir s'engage. C'est alors la vice-présidence qui en est l'objet, car une tradition tacite veut que le vice-président soit plus ou moins assuré de la présidence l'année suivante. Depuis 1959, une règle non écrite – appelée « formule magique » – veut que le Conseil fédéral soit composé de deux radicaux, deux démocrates chrétiens, deux socialistes et un démocrate du centre (voir également Parti radical démocratique, Parti démocrate-chrétien, Parti Socialiste suisse et Union démocratique du centre). Directement interpellé tout au long du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », le Conseil fédéral s'est soigneusement tenu à l'écart des discussions. Dans un premier temps, il a considéré que la question des « fonds en déshérence » avait été réglée par les arrêtés fédéraux de 1962 et 1975. Dans cette perspective, il a affirmé à plusieurs reprises que les questions en suspens devaient être considérées comme un contentieux privé, opposant des clients et leurs banquiers. L'ampleur internationale acquise par les débats dès l'automne 1996 a contraint le gouvernement suisse à sortir de sa réserve. En quelque mois, il a constitué plusieurs instances ad hoc, parmi lesquelles une Task Force diplomatique, une Commission Indépendante d'Experts et un Fonds spécial en faveur des victimes de l'Holocauste. Il s'est alors engagé dans le traitement d'un problème international, affectant la réputation de la Suisse. Afin d'y remédier, il a lancé un marketing politique, dont les fers de lance ont été l'ambassadeur Thomas Borer et des firmes de lobbying états-uniennes. En revanche, les autorités politiques suisses se sont systématiquement refusées à prendre part à des discussions susceptibles de déboucher sur des dédommagements financiers. Elles ont donc rejeté toutes les requêtes relatives à la politique des réfugiés ou aux transactions sur l'or entretenues par la BNS. Malgré d'intenses pressions en ce sens, elles n'ont pas directement pris part aux négociations qui ont abouti sur la signature de l'accord global

(<http://www.admin.ch/ch/f/cf/index.html>). Voir également : *Conseiller fédéral, Flavio Cotti, Jean-Pascal Delamuraz, Ruth Dreifuss, Arnold Koller, Kaspar Villiger, Commission Indépendante d'Experts, Fonds spécial, Task Force*

Conseil national : Assemblée des conseillers nationaux. Voir *Assemblée fédérale*

Conseiller fédéral : Plus ou moins équivalent à un ministre, le Conseiller fédéral est membre du Gouvernement et chef d'un Département fédéral (ministère), unité la plus élevée de l'administration fédérale. Les membres du Conseil fédéral sont élus par les Chambres réunies, après chaque renouvellement intégral du Conseil national et pour une période de quatre ans. Les conseillers fédéraux, le président de la Confédération et le vice-président du Conseil fédéral sont élus séparément. Est élu le candidat réunissant sur son nom plus de la moitié des voix (majorité absolue). Les conseillers fédéraux qui se représentent sont soumis au scrutin de réélection selon l'ordre d'ancienneté. Entre 1995 et 1998, les Conseillers fédéraux étaient les suivants : Flavio Cotti (Département fédéral des affaires étrangères) ; Jean-Pascal Delamuraz (Département fédéral de l'économie) ; Ruth Dreifuss (Département fédéral de l'intérieur) ; Arnold Koller (Département fédéral de justice et police) ; Kaspar Villiger (Département militaire fédéral en 1995, puis Département fédéral des finances dès 1996) ; Otto Stich (Département fédéral des finances en 1995) ; Adolf Ogi (Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie en 1995, puis Département militaire fédéral dès 1996) ; Moritz Leuenberger (Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie dès 1996). Voir également *Conseil fédéral et Département fédéral*.

Cotti, Flavio (1939) : Avocat et homme politique démocrate-chrétien tessinois. Flavio Cotti a obtenu une licence (maîtrise) en droit de l'université de Fribourg (1962), et ouvert une étude d'avocat et de notaire à Locarno. Président des Jeunes démocrates-chrétiens tessinois (1962-1967) et député au Grand Conseil (1967-1975), il est entré en 1975 au Conseil d'État (gouvernement cantonal) où il a pris la direction des Départements de l'économie publique et de la justice. Il a présidé le PDC tessinois de 1981 à 1984 puis le PDC suisse (1984-1986). En 1983, il a été élu au Conseil national, puis au Conseil fédéral en 1986. Tout d'abord chef du Département de l'intérieur, il a dirigé, de 1993 à 1999, celui des affaires étrangères. Au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », Flavio Cotti a nommé Thomas Borer à la tête de la Task Force en décembre 1996. En janvier 1997, il a accepté la démission de l'ambassadeur à Washington, le radical Carlo Jagmetti, dont un rapport confidentiel qualifiant le débat en cours de « guerre » avait été publié par la presse. A sa succession, il a nommé le démocrate-chrétien Alfred Defago, ce qui lui a valu des reproches virulents et des inimitiés tenaces, en particulier de la part des tenants d'une interprétation conflictuelle. Voir également : *Conseil fédéral, PDC*.

D'Amato, Alfonse Marcello (1937) : Juriste et homme politique new-yorkais, Alfonse D'Amato a obtenu les diplômes de la Syracuse University School of Business Administration en 1959 et de la Syracuse Law School en 1961. Il est entré au barreau de New York en 1962. Il a successivement exercé les fonctions de *public administrator* du Compté de Nassau (NY) de 1965 à 1968, de *tax assessor* de Hempstead en 1969 ; de *town administrator* de Hempstead de 1971 à 1977, et de vice-président du collège des superviseurs du Compté de Nassau (NY) de 1977 à 1980. De 1981 à 1999, il a été Sénateur de New York pour le compte du parti républicain. Après avoir été réélu en 1986 et en 1992, il a échoué en 1998 face au démocrate Charles Schumer. Situé à l'aile droite du parti républicain, Alfonse D'Amato a fait partie de son National Senatorial Campaign Committee de 1995 à 1997. En tant que Président de la Commission bancaire du Sénat (*Committee on banking, Housing and Urban Affairs*), il a lancé une enquête sur le sort des

avoirs déposés par les victimes de l'Holocauste dans les banques suisses. Dans ce cadre, il a conduit une série d'auditions qui ont connu un grand retentissement médiatique. De nombreux analystes ont vu en lui le personnage clé de la discussion aux États-Unis.

Delamuraz, Jean-Pascal (1936-1998) : Fils d'un garagiste et syndic (maire) d'un village vaudois, Jean-Pascal Delamuraz a obtenu en 1960 une licence (maîtrise) en sciences politiques à l'Université de Lausanne. Sa carrière politique a pris forme en 1964, date à laquelle il a été chargé d'organiser le secrétariat permanent du Parti radical démocratique vaudois. Sa trajectoire s'est glissée dans le sillage de Georges-André Chevallaz. Sitôt élu à la tête du Parti radical vaudois, ce dernier a usé de son influence pour que son protégé soit nommé à la tête de son secrétariat. En 1970, Jean-Pascal Delamuraz a rejoint son mentor à l'exécutif de la Ville de Lausanne, où il a dirigé quatre ans durant le Département des travaux publics. Suite à l'élection de Georges-André Chevallaz au Conseil fédéral en 1973, c'est Jean-Pascal Delamuraz qui a repris son siège de Syndic (maire) de la Ville. Il a assumé cette fonction jusqu'en 1981. En 1983, Jean-Pascal Delamuraz a été élu au Conseil fédéral en succession de Georges-André Chevallaz. Il a siégé au Gouvernement durant près de seize ans, au cours desquels il a assumé la présidence de la Confédération en 1989 et 1996. Dans le cadre du débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, il s'est surtout fait remarquer suite à une interview du 31 décembre 1996, au cours de laquelle il a qualifié les exigences financières du Congrès juif mondial de « rançon » et de « chantage ». Cette déclaration a déclenché une intense controverse au cours de laquelle a été configuré un *problème de réputation*. Suite à sa démission de l'exécutif fédéral pour raisons de santé au printemps 1998, il a repris la présidence de la Fondation ombudsman des banques suisses. Fonction qu'il n'a exercée que quelques mois avant que sa maladie l'emporte en automne de la même année. *Voir également : Georges-André Chevallaz et Parti radical démocratique*

Département fédéral : Équivalent suisse d'un ministère. Chacun des sept Départements fédéraux est dirigé par un Conseiller fédéral. La plupart des Départements fédéraux sont chargés de tâches multiples qui, à l'étranger, seraient déléguées à plusieurs ministères ou secrétariats d'État. Le Conseil fédéral est organisé en sept Départements fédéraux (ministères) répartis comme suit : (1) « Département militaire fédéral » (DMF), devenu en 1998 le « Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports » (DDPS) ; (2) « Département fédéral des transports et de l'énergie », devenu en 1998 le « Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication » (DETEC) ; : Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) ; Département fédéral de l'économie (DFE) ; Département fédéral des finances (DFF) ; Département fédéral de l'intérieur (DFI) et Département fédéral de justice et police » (DFJP). *Voir également Conseil fédéral et Département politique*

Département politique : Nom donné au Département fédéral (ministère) des Affaires étrangères jusqu'en 1979. Dès l'institution de la Constitution de 1848, le Département politique DPF a été considéré comme le Département fédéral le plus important, et la présidence de la Confédération était liée à sa direction. Il était alors chargé de la politique extérieure et du maintien de la tranquillité et de l'ordre dans le pays. Du fait du changement annuel de président, le DPF recevait également chaque année un nouveau chef, ce qui entraînait diverses permutations plus ou moins significatives entre les autres chefs de Département. En 1888, le conseiller fédéral Friedrich Hertenstein a émis le vœu de rester à la tête du Département militaire. En conséquence, le Conseil fédéral Numa Droz est resté plusieurs années chef du DPF. Ce « système Droz » s'est définitivement imposé en 1914, faisant passer la présidence de la Confédération d'un chef de Département à un

autre. La même année, la sécurité intérieure a été confiée au Département fédéral de Justice et de Police, faisant ainsi perdre au DPF son statut prédominant.

Don suisse pour les victimes de la guerre : Créé le 25 février 1944 à l'instigation du Conseil fédéral dans le but de fournir une Aide humanitaire et une aide à la reconstruction de l'Europe ravagée par la guerre, le Don suisse pour les victimes de la guerre regroupait des œuvres d'entraide de divers horizons politiques et confessionnels. Il était conçu dans un esprit patriotique, comme œuvre d'entraide du peuple suisse, et devait contribuer à sortir le pays de son isolement diplomatique. Il disposa, jusqu'à sa dissolution le 30 juin 1948, de 203,95 millions de francs, dont 152,85 millions versés en deux fois par la Confédération. Une brochure intitulée *Nous voulons aider* et diffusée à 1,5 millions d'exemplaires lança une collecte qui, de février 1945 à mars 1946, rapporta quelque 47 millions de francs. Dix-huit pays européens, Allemagne comprise, bénéficièrent de cette aide. Placé sous le patronage d'un comité national institué par le Conseil fédéral et présidé par l'ancien conseiller fédéral Ernst Wetter, le Don suisse était dirigé par Rodolfo Olgiati. En 1948, il devint l'Aide suisse à l'Europe (<http://www.lexhist.ch/externe/protect/textes/f/F43513.html>).

Dreifuss, Ruth (1940) : Syndicaliste et femme politique socialiste genevoise. Installée dans un premier temps en Suisse alémanique, sa famille s'est établie à Genève en 1945. C'est dans cette ville que Ruth Dreifuss a suivi sa scolarité, obtenant un diplôme commercial en 1958, puis une licence (maîtrise) en sciences économiques en 1970. Ruth Dreifuss a exercé plusieurs activités professionnelles : elle a été secrétaire d'hôtel au Tessin de 1958 à 1959, rédactrice de l'hebdomadaire *Coopération*, de l'Union suisse des coopératives, à Bâle de 1961 à 1964, assistante au Centre psycho-social universitaire de Genève de 1965 à 1968, puis assistante à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève de 1970 à 1972. Elle a ensuite été employée, puis adjointe scientifique, à la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire du Département fédéral des affaires étrangères jusqu'en 1981. Elle a alors été élue secrétaire centrale de l'Union syndicale suisse. Dans cette fonction, elle s'est occupée des assurances sociales, du droit du travail, des questions féminines et des relations avec l'Organisation internationale du travail (OIT). A ce titre, elle a siégé dans diverses commissions fédérales. Entrée au parti socialiste en 1965, Ruth Dreifuss a siégé au législatif de la ville de Berne de 1989 à 1992. L'Assemblée fédérale a élu Ruth Dreifuss au Conseil fédéral le 10 mars 1993. Du 1er avril 1993 au 31 décembre 2002, elle a dirigé le Département fédéral de l'intérieur. L'Assemblée fédérale l'a élue, le 9 décembre 1998 comme première présidente de la Confédération suisse. Le Département dirigé par Ruth Dreifuss n'a jamais été directement concerné par la question « des fonds juifs et de l'or nazi ». Elle a cependant régulièrement été sollicitée en tant que seule conseillère fédérale d'origine juive. A ce titre, elle a régulièrement développé un discours de responsabilité morale, appelant les autorités et les citoyens suisses à faire face aux erreurs commises dans le passé (http://www.parlament.ch/dL/d/Ratsmitglieder/aktuelle_Ratsmitglieder/9204.htm). Voir également : *Conseil fédéral, Parti socialiste suisse*

Eggly, Jacques-Simon (1942) : Juriste, journaliste et homme politique libéral genevois. Poursuivant ses études à Genève, Jacques-Simon Eggly a obtenu successivement une maturité classique, une licence (maîtrise) en droit et un diplôme de l'Institut des Hautes Études Internationales (HEI). Il est entré en 1965 comme journaliste au *Journal de Genève*, pour lequel il fut correspondant à Berne de 1969 à 1974. Il est actuellement chroniqueur politique et éditorialiste au quotidien *Le Temps* et enseignant d'histoire suisse et d'instruction civique dans un collège (lycée) privé. Sa carrière politique s'est entièrement déroulée au sein du Parti libéral suisse. Il a notamment été Secrétaire central

du Parti libéral suisse de 1970 à 1984, député au Grand Conseil genevois de 1977 à 1983, vice-président du Parti libéral suisse de 1983 à 1997, Président du Parti libéral suisse de 1997 à 2002. Il est conseiller national depuis 1993. Au cours du débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, il s'est signalé par ses chroniques journalistiques et ses interventions parlementaires, fustigeant les dissensions engendrées par le débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». Il a notamment sévèrement pris à partie les historiens qui mettaient en cause l'histoire officielle de la Seconde Guerre mondiale. A plusieurs reprises, il a appelé les Suisses à montrer un front uni face aux critiques émises au sujet du rôle de la Suisse à cette époque, interpellant en particulier les personnes d'origine juive à défendre l'image de la Suisse aux États-Unis (<http://www.bonspourberne.ch/?candidat=jse&rubrique=cv>). Voir également : *Parti libéral suisse*

Eizenstat, Stuart (1932) : Juriste et homme politique démocrate états-unien, Stuart Eizenstat a obtenu un *Bachelor of Arts* en sciences politiques, avant d'obtenir un titre de *Juris Doctor* décerné par la Harvard Law School en 1967. Il a occupé plusieurs positions importantes dans l'administration états-unienne. De 1977 à 1981, il a été le principal conseiller du président Jimmy Carter en matière de politique intérieure. Dans l'administration Clinton, il a notamment occupé les fonctions de Sous-secrétaire d'État pour les affaires économiques, commerciales et agricoles et Sous-secrétaire d'État au commerce pour le commerce international. De 1993 à 1996, il a été ambassadeur auprès de l'Union européenne. Au cours de ces activités, il a joué un rôle proéminent dans plusieurs dossiers internationaux de premier plan. Il a en particulier été nommé représentant spécial du Secrétaire d'État pour toutes les questions relatives aux conséquences de l'Holocauste. A ce sujet, il a contribué à la signature d'accords entre les plaignants et les autorités helvétiques, allemandes, autrichiennes et françaises. Dans le cadre du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », il s'est d'abord fait connaître en tant que responsable de la *Presidential Task Force on Nazi Gold* instituée par le président William Clinton. A ce titre, il a dirigé la rédaction de deux rapports officiels, respectivement consacrés au commerce de l'or et à l'attitude des neutres durant la Seconde Guerre mondiale. De décembre 1997 à août 1998, il a dirigé les négociations qui ont abouti à la signature de l'accord global qui a ordinairement été considéré comme la conclusion du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » (<http://www.cov.com/lawyers/seizenstat/biography.html>).

Fédération suisse des communautés israélites (FSCI) : La FSCI a été fondée en 1904 en tant que communauté d'intérêts destinée alors à lutter contre l'entrave à la liberté religieuse constituée par l'interdiction de l'abattage rituel ancrée dans la Constitution fédérale, ce qui. La FSCI est aujourd'hui l'organisation faîtière des communautés juives de Suisse. Elle regroupe 18 communautés, auxquelles sont affiliées environ 18 000 personnes. Elle assume la représentation politique des juifs de Suisse. Ses tâches sont notamment d'établir des contacts avec les autorités fédérales, les églises, d'autres institutions suisses, les cercles médiatiques nationaux et internationaux, ainsi que diverses organisations juives de par le monde. Elle accomplit sa tâche en étroite collaboration avec Israël et les juifs du monde entier. La FSCI s'engage également dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Dès les années 1950 et 1960, la FSCI s'est penchée sur la question des fonds en déshérence auprès des banques et des compagnies d'assurance. A partir de 1995, ses représentants ont été impliqués très intensément sur les questions concernant le rôle de la Suisse au cours de la Deuxième Guerre mondiale, à l'intérieur du pays comme à l'étranger. La FSCI a notamment joué le rôle d'intermédiaire entre les organisations juives internationales (le Congrès juif mondial en particulier), les banques et les autorités suisses. Au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », son président Rolf Bloch a été propulsé sur le devant de la scène, notamment suite à son élection à la présidence du Fonds

spécial. Avec d'autres membres de la Fédération, il a appelé à une pacification du débat permettant d'envisager un calme examen des faits historiques (<http://www.swissjews.org>).
Voir également Rolf Bloch, Fonds spécial

Fonds spécial en faveur des victimes de l'Holocauste/Shoah dans le besoin : Instance ad hoc, visant à prodiguer une aide financière rapide aux victimes de l'Holocauste. Le fonds spécial a été institué au cours du débat faisant suite à l'interview au cours de laquelle Jean-Pascal Delamuraz avait qualifié de « rançon » et de « chantage » les requêtes financières formulées par les organisations juives internationales. Le 5 février 1997, les trois grandes banques suisses qui ont annoncé le versement de 100 millions de francs sur un compte de la BNS pour créer un fonds humanitaire en faveur des victimes de l'Holocauste qui devrait être géré par la Confédération. L'économie suisse y a contribué à hauteur de 70 millions et la banque nationale suisse a versé 100 millions en novembre 1997. Cet argent a été géré et distribué dans le cadre d'une institution, dirigée par Rolf Bloch, régie par une ordonnance adoptée le 26 février 1997 et abrogée le 18 décembre 2002 par le Conseil fédéral. *Voir également : Banque nationale suisse, Rolf Bloch, Jean-Pascal Delamuraz*

Initiative parlementaire : Intervention adressée à l'un des conseils par laquelle un député dépose un projet d'acte de l'Assemblée fédérale ou les grandes lignes d'un tel acte. Il ne peut être déposé d'initiative parlementaire sur une affaire en cours d'examen. Les initiatives parlementaires font l'objet d'une procédure d'examen préalable visant notamment à établir s'il y a lieu d'y donner suite. Cette décision est en premier lieu du ressort de la commission du conseil où a été déposée l'initiative, puis elle requiert l'approbation de la commission compétente de l'autre conseil ou, en cas de refus de cette dernière, des deux conseils.

Koller, Arnold (1933) : Membre du parti démocrate-chrétien du demi-canton d'Appenzell Rhodes Intérieures, il a été élu au Conseil fédéral en 1986, siège qu'il a occupé jusqu'en 1999. Au cours de ces années, il a exercé à deux reprises la fonction de président de la Confédération, en 1990 et 1997. C'est lors de cette seconde année présidentielle qu'il s'est signalé dans le débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Il a alors mené un intense travail de représentation des intérêts de la Suisse. En ce sens, il a notamment prononcé un discours intitulé *La Suisse et son histoire récente* devant les chambres réunies, au cours duquel il a proposé la création d'une Fondation suisse de solidarité (<http://www.admin.ch/ch/f/cf/br/99.html>). *Voir également : Parti démocrate-chrétien*

Lambelet, Jean-Christian (1938) : Économiste formé à l'Université de Lausanne, puis à Harvard où il a obtenu son doctorat en 1968. Depuis 1972, il est professeur d'économie à l'École des HEC de l'Université de Lausanne. Actuellement, il y dirige le Centre de recherche économique appliquée (CREA) qu'il a fondé en 1976. Jean-Christian Lambelet compte à son actif de nombreuses publications, principalement consacrées à l'économie suisse. Membre de plusieurs commissions fédérales, il a été le candidat malheureux du parti radical à l'élection au Conseil d'État vaudois en 1996. Au cours du débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, il s'est illustré par sa ferme opposition aux analyses de la Commission Indépendante d'Experts. Il a écrit à ce sujet des articles de journaux, des rapports et un ouvrage intitulé *Le mobbing d'un petit pays* (<http://www.hec.unil.ch/jlambelet>). *Voir également : Parti radical démocratique*

Motion : Intervention, chargeant le Conseil fédéral de soumettre au Parlement un projet d'acte de l'Assemblée fédérale ou de prendre une mesure donnée. La transmission d'une motion au Conseil fédéral requiert l'approbation des deux chambres. Une motion

peut être modifiée par le second conseil sur proposition de la commission chargée de l'examen préalable ou sur proposition du Conseil fédéral. Dans un tel cas de figure, les modifications apportées sont adressées au conseil prioritaire qui peut, soit les approuver, soit rejeter la motion (mais non la modifier).

Parti démocrate-chrétien (PDC) : L'origine première du PDC remonte au milieu du XIXe siècle. Les chrétiens conservateurs venaient de perdre la guerre du Sonderbund qui a donné naissance, en 1848, à la Confédération moderne. Après cette défaite, le parti a retrouvé graduellement le pouvoir dans ses cantons d'implantation traditionnelle (Suisse centrale, Valais, Fribourg). Tout au long du 19e siècle, le PDC – qui s'appelait à l'époque le Parti catholique-conservateur – a gardé une attitude fédéraliste sur les questions de nature étatique et sociale, ainsi qu'un comportement favorable à l'Église. La réconciliation avec l'ennemi radical a débouché, en 1891, sur l'élection du premier conservateur catholique au Conseil fédéral, le Lucernois Josef Zemp. Cette alliance, qui visait à contrer le Parti socialiste émergent, a assuré deux sièges conservateurs. Le parti conservateur de Suisse est fondé en 1912. Rebaptisé Parti conservateur-chrétien social en 1957, alors qu'il connaît son âge d'or, il finit par abandonner la mention « conservateur » pour prendre son nom actuel de PDC en 1970. Gagné à son tour par l'érosion européenne de la démocratie chrétienne, victime des tensions entre ses ailes gauche et droite, le PDC tente désormais de s'émanciper de ses références religieuses (notamment sur la question de l'avortement) pour se reconvertir en parti du centre. Certains cantons de Suisse centrale et orientale (Appenzell, Uri, Schwyz, Obwald, etc.) demeurent ses derniers bastions. Dans la partie francophone du pays, le PDC est encore solidement implanté dans les cantons du Valais du Jura et de Fribourg, alors qu'il n'est jamais parvenu à émerger dans les cantons réformés. Au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », les deux représentants du Parti démocrate-chrétien au gouvernement ont joué un rôle de premier plan. Arnold Koller a exercé la présidence de la Confédération en 1997. Durant toute la durée du débat sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, Flavio Cotti a dirigé le Département fédéral des affaires étrangères. En janvier 1997, il a nommé un autre démocrate-chrétien, Alfred Defago, ambassadeur à Washington, en remplacement du radical Carlo Jagmetti (<http://www.pdc.ch/francais/partei/geschichte.asp>). Voir également *Flavio Cotti, Arnold Koller*

Parti libéral suisse (PLS) : Dans les années 1830, le mouvement libéral a incarné la résistance protestante aux conservateurs catholiques. En 1913, une dissidence radicale a débouché sur la fondation du Parti libéral suisse (en fait parti libéral-démocratique, regroupement de l'aile droite des Radicaux). Pour ces raisons historiques, son implantation reste encore assez limitée aux cantons romands (francophones) à tradition réformée. Il réunit les milieux conservateurs protestants (descendants de familles importantes sous l'Ancien Régime), des membres des professions libérales et certains milieux bancaires. Le *Journal de Genève* a longtemps été proche du parti libéral, sans pour autant lui être directement affilié. Doté d'une structure nationale relativement récente (1961), le PLS maintient des spécificités régionales marquées. Défenseurs de l'économie de marché et de l'intégration à l'Europe, les libéraux n'ont été représentés qu'une seule fois au gouvernement fédéral, entre 1917 et 1919. Depuis lors, le parti a adopté une attitude de coopération avec les forces politiques qui régissent le pays. Représenté aux Chambres fédérales, le parti dispose d'une audience particulière grâce aux personnalités souvent indépendantes qui rejoignent ses rangs. Le potentiel électoral de centre droit orienté vers l'économie reste bien sous le contrôle des formations bourgeoises traditionnelles. Au cours des trente dernières années, le PLS s'est montré relativement stable au niveau national, ses scores électoraux oscillant entre 2 et 3% des suffrages. Au cours du débat sur « les fonds

juifs et l'or nazi », la position du parti libéral suisse a principalement été relayée par le *Journal de Genève*, dont les colonnes accueillait les éditoriaux de son président, le conseiller national Jacques-Simon Eggly. Ce titre a clairement défendu les intérêts de la place financière suisse, notamment sous la plume de son journaliste économique Paul Coudret. Après la disparition du *Journal de Genève*, celui-ci a poursuivi sa campagne dans *Le Temps*, notamment par une série d'articles fustigeant les coûts engendrés par les révisions conduites sous la direction du Comité indépendant de personnes éminentes (<http://www.liberal.ch>). Voir également : Jacques-Simon Eggly

Parti radical démocratique (PRD) : La création du Parti radical suisse, en 1894, est largement liée au passage du libéralisme individualiste à la vision plus sociale de la fin du XIXe siècle. Cependant, les radicaux – dissidents libéraux – ont joué un rôle historique bien avant cette date. Vainqueurs des catholiques conservateurs lors de la guerre du Sonderbund, ils sont à l'origine de la fondation en 1848 de l'État fédéral moderne et de sa Constitution. Le « Groupe d'action radical des Chambres fédérales » est alors devenu la principale formation bourgeoise du pays. A partir de la fin du XIXe siècle, puis suite à la Première Guerre mondiale, ils durent s'associer au Gouvernement avec leurs anciens adversaires catholiques conservateurs et des représentants des milieux agrariens et artisans. Pendant les années 1930-1940, le Parti radical suisse se positionna très à droite, excluant notamment toute ouverture envers la gauche. La position du parti radical varie beaucoup d'un canton à l'autre, mais il est généralement proche des milieux de la grande industrie et de la finance. Actuellement, le PRD s'affirme en tant que parti de centre droit, qui couvre un large éventail politique. Il compte une aile gauche réformatrice et humaniste, le plus souvent incarnée par des personnalités francophones. Parallèlement, il rassemble, notamment dans sa section zurichoise, des tenants du libéralisme pur et dur et des représentants des arts et métiers, opposés à une suppression des cartels. Ces écarts se traduisent notamment dans la ligne hésitante du parti par rapport à l'intégration européenne. Allié naturel des milieux économiques, le PRD défend une approche pragmatique de l'adhésion à l'Union européenne. Arbitre de la majorité bourgeoise en Suisse, il s'efforce à la fois de contrer la droite dure, qui cherche à mordre sur son électorat, et de passer des alliances tactiques avec la gauche. Le PRD compte actuellement environ 150 000 membres. Le déroulement du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » a projeté sur le devant de la scène de nombreux radicaux. Le président de la Confédération Jean-Pascal Delamuraz a fait couler beaucoup d'encre suite à son interview dans laquelle il dénonçait une « volonté de déstabiliser la Suisse » attribuée aux organisations juives internationales. L'ambassadeur à Washington Carlo Jagmetti a dû démissionner suite à la publication des extraits d'un rapport confidentiel dans lequel il considérait le débat comme une « guerre » et ses interlocuteurs comme des « adversaires ». Le président du Parti radical, Franz Steinegger, a accusé le sénateur D'Amato d'utiliser des « méthodes de nazi » et il a accusé le Parti socialiste de se faire « complice de l'étranger » en demandant au Conseil fédéral de se distancier des propos de Jean-Pascal Delamuraz. L'ancien conseiller fédéral et historien Georges-André Chevallaz a affirmé à plusieurs reprises que la Suisse n'avait pas à s'excuser pour son comportement durant la Seconde Guerre mondiale, ni à revisiter son histoire. Les radicaux ont également été actifs dans le domaine éditorial. L'économiste Jean-Christian Lambelet a fondamentalement remis en cause les recherches de la CIE. L'ancien conseiller national Felix Auer sévèrement attaqué les thèses défendues par le sociologue et député socialiste Jean Ziegler. Le conseiller national Luzi Stamm a déploré la « génuflexion de la Suisse » (*Der Kniefall der Schweiz*) dans un petit ouvrage dénonçant le manque de pugnacité des autorités suisses. Le Parti radical suisse a également disposé d'un important relais médiatique avec la *Neue Zürcher Zeitung*. Dans le cadre du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi » le quotidien alémanique a clairement soutenu les

intérêts des banques et le marketing politique suivi par le gouvernement. (<http://www.prd.ch>). Voir également : Georges-André Chevallaz, Jean-Christian Lambelet, Jean-Pascal Delamuraz, Kaspar Villiger

Parti Socialiste suisse (PSS) : le Parti socialiste suisse a été officiellement fondé le 21 octobre 1888, à l'issue d'une assez longue histoire, qui a vu des associations ouvrières tenter à plusieurs reprises, mais sans succès, de se regrouper en organisation politique nationale. En fait, le PSS n'est devenu un véritable parti qu'en 1901 lors de sa fusion avec la Société suisse du Grütli, association d'éducation ouvrière, ancêtre du mouvement syndical. En 1904, le parti a adopté un programme d'inspiration marxiste et lancé plusieurs initiatives pour le droit de vote des femmes en même temps qu'il s'est battu pour faire adopter le système proportionnel pour les élections du Conseil national. En 1921, une majorité du congrès refuse les conditions pour l'entrée dans l'Internationale communiste. La gauche du PSS, forte de 5 000 membres, a alors fondé le Parti communiste suisse. En 1929, les sociaux-démocrates ont revendiqué pour la première fois un siège au gouvernement fédéral, qui leur a été refusé. En pleine crise économique, le PSS a refusé l'alliance avec les communistes et amorcé un virage patriotique qui a abouti, en 1935, à la reconnaissance de la nécessité de la défense nationale et, en 1937, à un front large des forces progressistes pour « la reconstruction économique et le maintien de la démocratie ». En 1939, la signature du pacte germano-soviétique a débouché sur une nouvelle scission dans le parti. Le Genevois Léon Nicole en a été exclu. A l'issue de la guerre, il a fondé le Parti du travail, nouvelle appellation du Parti communiste. En 1943, le PSS est devenu le principal parti du pays en obtenant 56 sièges (sur 194) au Parlement et en plaçant l'un de ses membres (Ernst Nobs) au gouvernement. Cette présence gouvernementale a duré jusqu'en 1953, année où le parti s'est retrouvé dans l'opposition après la démission de Max Weber. Le PSS est revenu au Conseil fédéral en 1959 avec deux représentants pour ne plus le quitter. Le PSS compte actuellement un peu moins de 40 000 membres. Plusieurs socialistes ont occupé des rôles de premier plan au fil du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi ». La conseillère fédérale Ruth Dreifuss a défendu une conception de la responsabilité morale, qui tranchait avec les orientations de la politique gouvernementale. Le conseiller national et sociologue Jean Ziegler est régulièrement intervenu pour dénoncer l'attitude des autorités bancaires et politiques durant la Seconde Guerre mondiale. Il a en particulier défendu ses thèses dans un ouvrage intitulé *La Suisse, l'or et les morts*. Le conseiller national et avocat Paul Rechsteiner a joué un rôle déterminant pour la réhabilitation de Paul Grüninger. Il a également assuré la défense de l'ancien réfugié refoulé Joseph Spring, lequel demandait d'être indemnisé pour avoir été remis aux autorités allemandes par des douaniers suisses, alors qu'il tentait d'entrer en Suisse avec deux de ses cousins. Le même Paul Rechsteiner et le conseiller national Jean-Nils de Dardel ont participé à la rédaction du *Manifeste du 21 janvier* qui dénonçait explicitement les propos tenus par le président de la Confédération Jean-Pascal Delamuraz (<http://www.sp-ps.ch>). Voir également : Ruth Dreifuss, Jean Ziegler

Plainte collective : voir *Class-action lawsuit*

Rothmund Heinrich (1888-1961) : Chef de la Division de police (de laquelle dépendait la police des étrangers) du Département fédéral de Justice et police, pendant la Seconde Guerre mondiale. Il s'est efforcé d'éviter la « surpopulation étrangère » (*Überfremdung*) et en particulier ce qu'il appelait l'« enjuivement » du pays. Il a participé aux négociations qui ont abouti à l'introduction, en 1938, du timbre « J » dans les passeports des juifs allemands, même s'il a fait valoir les inconvénients de cette mesure auprès du Conseil fédéral. Suite à un arrêté fédéral particulièrement strict édicté par le Conseil fédéral en août 1942, il a décidé seul la fermeture de la frontière à tous les réfugiés

juifs cherchant à entrer en Suisse. Malgré un assouplissement de cette mesure suite à l'intervention de nombreux milieux, il a poursuivi une politique d'asile très restrictive jusqu'à l'été 1944. Dans le cadre du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », l'action de Heinrich Rothmund a donné lieu à d'intenses discussions autour de la question du refoulement des réfugiés. Celle-ci a été particulièrement animée autour des demandes d'indemnisation déposées par Charles Sonabend et Joseph Spring, et des conclusions du deuxième rapport intermédiaire de la Commission Indépendante d'Experts.

Task Force : Cellule spéciale du Département des affaires étrangères, créée le 23 octobre 1996 par le Conseil fédéral. Placée sous la direction de l'ambassadeur Thomas Borer, elle était chargée de traiter toutes les questions soumises à l'exécutif au sujet du rôle de la Suisse durant la Seconde guerre mondiale. La Task Force devait aussi, et surtout, servir d'interlocutrice et de relais officiels pour toutes ces questions. Elle avait pour mission d'agir de manière expéditive et coordonnée au niveau des autorités fédérales dans toutes les questions relatives au domaine complexe des avoirs qui sont parvenus en Suisse comme conséquence du national-socialisme. Elle devait en particulier assurer une étroite collaboration avec les Archives fédérales, le Département fédéral des finances, le Département fédéral de justice et police, les représentations suisses à l'étranger ainsi qu'avec la Banque nationale et l'Association suisse des banquiers. En outre elle devait établir des contacts avec tous les milieux et toutes les organisations intéressés par ce sujet en Suisse. Cette instance a été dissoute à la fin du mois de mars 1999, suite à l'« accord conclu entre les grandes banques suisses, les représentants des plaignants et le Congrès juif mondial [réglant] définitivement l'ensemble des revendications financières à l'encontre de la Suisse ». Au cours du débat, la Task Force est apparue comme la cheville ouvrière du marketing politique mené par le Conseil fédéral. Thomas Borer s'est d'ailleurs efforcé avec succès de tenir le gouvernement à l'écart de toute négociation financière et en particulier de l'accord global. *Voir également Thomas Borer*

Union démocratique du centre (UDC) : L'Union démocratique du centre se place à droite de l'échiquier politique suisse. L'origine du parti remonte à 1936. Tout au long de la décennie précédant sa fondation, certains membres du parti radical et une large frange de la paysannerie (métier qui occupait à l'époque près de 40% de la population active) ont pris leur distance avec le parti radical, lequel dominait alors la droite helvétique. Cette lente séparation, particulièrement patente dans le canton de Berne, a abouti à la fondation d'un Parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB). Ses tenants reprochaient en particulier aux radicaux de ne pas assez se soucier de la condition paysanne et de celle des petits commerçants et entrepreneurs. Le PAB jugeait également sévèrement les radicaux en raison de leurs relations avec la gauche suisse, principalement représentée par le Parti socialiste suisse. Il estimait que l'antimilitarisme et l'internationalisme prônés par ce parti ne devaient pas être acceptés. En 1929, la scission a été consommée, lorsque le PAB a obtenu un siège au Conseil fédéral en la personne de Rudolf Minger. Dès lors, le PAB a figuré dans la coalition gouvernementale. C'est en 1971 que le PAB est devenu l'UDC. Profitant d'une fusion avec les Démocrates des Grisons et de Glaris, la formation paysanne a pris le nom d'union démocratique du Centre et a dès lors cherché à se profiler comme le parti de la classe moyenne. Avec des scores avoisinant les 11% des suffrages, l'UDC est longtemps restée à la traîne des partis gouvernementaux. Cette constante a brusquement changé avec les années 90, sous la houlette du président de sa section zurichoise, l'homme d'affaires et conseiller national Christoph Blocher. S'appuyant sur un discours nettement plus marqué à droite, le parti a connu des progressions record à chaque échéance électorale. Jouant la carte d'un nationalisme exacerbé, clairement anti-européen et anti-étatiste, le parti est régulièrement accusé de xénophobie en raison de ses positions sur la

politique d'asile. Longtemps absent de Suisse romande, le parti a fait une entrée fracassante dans les cantons romands lors des élections d'octobre 2003. Actuellement, l'Union démocratique du centre UDC compte environ 80'000 membres sur le plan suisse. Au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », l'UDC s'est caractérisée par sa défense virulente de l'indépendance et de la neutralité pratiquées par la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. En conséquence, le parti s'en est pris avec virulence à tous les auteurs des critiques adressées à la Suisse. Il a notamment violemment fustigé les divers travaux de la Commission indépendante d'Experts, et en particulier son rapport sur la politique des réfugiés (<http://www.svp.ch/index.html?l=3>). Voir également *Christoph Blocher*

Villiger, Kaspar (1941) : Entrepreneur et homme politique radical lucernois. Après une maturité scientifique, Kaspar Villiger a obtenu son diplôme d'ingénieur mécanicien à l'École polytechnique fédérale de Zurich en 1966. La même année il reprend, suite au décès de son père, la direction de la fabrique de cigares Villiger Fils SA, à Pfeffikon. Il a développé ses activités en achetant une fabrique de bicyclettes. Il a dirigé ces deux entreprises jusqu'à son élection au Conseil fédéral, en 1989. En tant que chef d'entreprise, il a été vice-président de la Chambre de commerce de Suisse centrale et membre, pendant quelques années, du comité de l'Union centrale des associations patronales suisses ainsi que vice-président de la Chambre argovienne du commerce et de l'industrie. La carrière politique de Kaspar Villiger, membre du Parti radical démocratique (PRD), a débuté avec un mandat de député au Grand Conseil lucernois (législatif), mandat qu'il a exercé de 1972 à 1982, date de son élection au Conseil national. En tant que Conseiller national, il a été membre de la commission des affaires militaires de 1983 à 1987. En 1987, Kaspar Villiger a été élu au Conseil des États, où il est devenu membre de la Commission de gestion et de la Commission des transports. Le 1er février 1989, il a été élu Conseiller fédéral. Il a alors pris la tête du Département militaire jusqu'à fin octobre 1995. Il est devenu chef du Département fédéral des finances le 1^{er} novembre 1995. Au cours du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », Kaspar Villiger est resté relativement discret, dans la mesure où son Département n'était pas directement concerné par les discussions en cours. Il a cependant fait une apparition, en tant que président de la Confédération, lors des commémorations de la fin de la Seconde Guerre mondiale du mois de mai 1995. A cette occasion, il a en effet présenté un discours fort remarqué au cours duquel il a présenté les excuses de la Confédération pour le J apposé à la demande de la Suisse dans les passeports des allemands d'origine juive (http://www.parlament.ch/dL/d/Ratsmitglieder/aktuelle_Ratsmitglieder/9203.htm). Voir également : *Parti radical démocratique*

Ziegler, Jean (1934) : Sociologue et homme politique socialiste. Fils de juge, Jean Ziegler est né dans le canton de Berne. En 1953, il s'est installé à Paris, où il s'est inscrit à l'Institut d'études politiques et à la Faculté de droit. Il a obtenu un doctorat à la Faculté de droit et des sciences économiques et sociales de l'Université de Berne en 1958 et présenté une thèse d'habilitation en sociologie à l'Université de Berne en 1967. Il a été chargé de cours à l'Institut africain de Genève dès 1963, professeur à l'Université de Grenoble en 1964, chargé de cours à l'Université de Berne dès 1966, professeur associé à l'Université de Paris I Sorbonne en 1984 et professeur extraordinaire de sociologie de 1972 à 1977. De 1977 à 2002 il a été professeur ordinaire à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève. Parallèlement, il a mené une carrière politique au sein du Parti socialiste suisse, notamment en tant que conseiller national. Il a écrit son premier livre à l'âge de 29 ans : « La contre-révolution en Afrique ». Il a notamment publié : *Les vivants et la mort*, Paris, Seuil, 1976 ; *Retournez les fusils, manuel de sociologie d'opposition*, Paris, Seuil, 1980 ; *Vive le Pouvoir, ou les délices de la raison d'État*, Paris, Seuil, 1985 ;

La victoire des vaincus : oppression et résistance culturelle, Paris, Seuil, 1988 ; *La Suisse lave plus blanc*, Paris, Seuil, 1990. (Avec Debray R.) ; *Il s'agit de ne pas se rendre*, Paris, Arléa, 1994 ; *Les seigneurs du crime. Les nouvelles mafias contre la démocratie*, Paris, Seuil, 1998. Dans le cadre du débat sur « les fonds juifs et l'or nazi », Jean Ziegler s'est notamment signalé par ses dénonciations de l'attitude des autorités politiques et bancaires durant la Seconde Guerre mondiale. Il a présenté ses thèses dans son ouvrage intitulé *La Suisse, l'or et les morts*, (Paris, Seuil, 1997). Voir également *Parti socialiste suisse*

BIBLIOGRAPHIES

Bibliographie des sources

- ALTERMATT, U., BLOCH, R. et WIESEL, E., Eds, (1999), *Die Zukunft der Vergangenheit. L'avenir du passé. Contributions au symposium de la fédération Suisse des communautés israélites du 7 octobre 1999 à l'Université de Fribourg, Zürich & Basel*, Schweizer Israelitischer Gemeinbund & Jüdische Rundschau Medien AG.
- ANGST, K., Ed. (1997), *Der Zweite Weltkrieg und die Schweiz - Reden und Analysen*, Zürich, Verlag NZZ.
- AUER, F. (1998), *Jean Ziegler ou l'histoire falsifiée*, Lausanne, L'Age d'Homme.
- BALZLI, B. (1997a), *Treuhänder des Reiches, Die Schweiz und die Vermögen der Naziopfer : Eine Spurensuche*, Zürich, Werd.
- BALZLI, B. (1997b), *Les administrateurs du Reich. La Suisse et la disparition des biens des victimes du nazisme*, Genève, Metropolis.
- BONJOUR, E. (1970-1971), *Histoire de la neutralité suisse*, Neuchâtel, La Braconnière.
- BOURGEOIS, D. (1998), *Business helvétique et Troisième Reich. Milieux d'affaires, politique étrangère, antisémitisme*, Lausanne, Page deux.
- BOWER, T. (1997 [1997]), *L'or nazi : les banques suisses et les Juifs*, Paris, Plon.
- BRAILLARD, P. (1999), *Tragédie et mascarade. Autopsie de la crise des fonds juifs et de l'or nazi*, Genève, Georg.
- BRIDEL, F. (2002), *Non, nous n'étions pas des lâches. Vivre en Suisse en 1933-1945*, Genève, Slatkine.
- BUFFAT, F. et COHEN, S. (1998), *Suisses et juifs. Portraits et témoignages*, Lausanne, Favre.
- BUOMBERGER, T. (1998), *Raubkunst - Kunstraub : Die Schweiz und der Handel mit gestohlenen Kulturgütern zur Zeit des Zweiten Weltkriegs*, Zürich, Orell Füssli.

- CAILLAT, M. (1998), *René Payot, un regard ambigu sur la guerre*, Genève, Georg.
- CHARGUÉRAUD, M.-A. (2001), *La Suisse présumée coupable*, Lausanne, L'Age d'Homme.
- CHARGUÉRAUD, M.-A. (2002), « Travaux de la Commission Bergier : Des lacunes nombreuses et importantes », in J.-P. Chenaux, *Les conditions de la survie. La Suisse, la Deuxième Guerre mondiale et la crise des années 90*, Lausanne, Cahiers de la Renaissance vaudoise, pp.145-157.
- CHENAUX, J.-P. (2002a), « Chronique d'une "guerre totale" », in J.-P. Chenaux, *Les conditions de la survie. La Suisse, la Deuxième Guerre mondiale et la crise des années 90*, Lausanne, Cahiers de la Renaissance vaudoise, pp. 11-120.
- CHENAUX, J.-P. (2002b), « Des incohérences érigées en vérités officielles », in J.-P. Chenaux, *Les conditions de la survie. La Suisse, la Deuxième Guerre mondiale et la crise des années 90*, Lausanne, Cahiers de la Renaissance vaudoise, pp.121-143.
- CHENAUX, J.-P., Ed. (2002), *Les conditions de la survie. La Suisse, la Deuxième Guerre mondiale et la crise des années 90*, Lausanne, Cahiers de la Renaissance vaudoise.
- CHEVALLAZ, G.-A. (1995), *Le défi de la neutralité. Diplomatie et défense de la Suisse : 1939-1945. Suivi de Aperçu sur les dangers auxquels la Suisse fut exposée au cours de la Guerre mondiale 1939-1945, par Marcel Pilet-Golaz*, Vevey, Ed. de l'Aire.
- CIE (1997), « Les transactions sur l'or pendant la Seconde Guerre mondiale : Vue d'ensemble avec statistiques et commentaires ». Une contribution à la conférence de Londres sur l'or nazi, Londres 2- 4 décembre 1997, Berne.
- CIE (1998), *La Suisse et les transactions sur l'or durant la Seconde Guerre Mondiale. Rapport intermédiaire*, Berne, OFCIM.
- CIE (1999), *La Suisse et les réfugiés à l'époque du national-socialisme. Rapport intermédiaire*, Berne, OFCIM.
- CIE (2002), *La Suisse, le national-socialisme et la Seconde Guerre Mondiale. Rapport final de la Commission Indépendante d'Experts Suisse-Seconde Guerre Mondiale*, Zurich, Pendo.
- CODEVILLA, A.M. (2001), *La Suisse, la guerre, les fonds en déshérence et la politique américaine*, Genève, Slatkine.
- DALAIN, Y. (1998), *Lettres d'un Suisse à un ami américain, Fonds en déshérence*, Vevey, Editions de l'Aire.
- DELACRÉTAZ, O. (2002), « L'Etat, la guerre et la morale », in J.-P. Chenaux, *Les conditions de la survie. La Suisse la Deuxième Guerre mondiale et la crise des années 90*, Lausanne, Cahiers de la Renaissance vaudoise, pp. 297-308.
- DONGEN, L. VAN (1997), *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale, 1945-1948 Émergence et construction d'une mémoire publique*, Genève, Les Cahiers de la Société d'histoire et d'Archéologie de Genève.
- DREYFUS, M. et FISCHER, J., Eds, (1997), *Manifest vom 21. Januar 1997. Geschichtsbilder und Antisemitismus in der Schweiz*, Zürich, Thema WoZ.
- DÜRRENMATT, F. (1990 [1990]), *Pour Václav Havel*, Carouge-Genève, Zoé.
- EIZENSTAT, S. (1997 [1997]), *Le rapport Eizenstat. Efforts des Etats-Unis et des Alliés pour retrouver et restituer l'or et d'autres avoirs volés ou dissimulés par*

l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale, Lausanne, Bibliothèques cantonales et universitaires romandes et Nouveau Quotidien.

- EIZENSTAT, S. (1998), *U.S. and Allied Wartime and Postwar Relations and Negotiations with Argentina, Portugal, Spain, Sweden and Turkey on Looted Gold and German External Assets and U.S. Concerns about the Fate of the Wartime Ustasha Treasury. Supplement to Preliminary Study on U.S. and Allied efforts to Recover and Restore Gold and Other Assets Stolen or Hidden by Germany During World War II*, Washington, Department of State.
- FINKELSTEIN, N.G. (2001 [2000]), *L'industrie de l'Holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs*, Paris, La fabrique.
- FOREIGN & COMMONWEALTH OFFICE. GENERAL SERVICES COMMAND, (1996), *Nazi Gold : Information from the British Archives*, London, Historians Library & Records Department, September 1996.
- FRICKER, Y. (1997), « Or nazi et image de la Suisse : le retour du refoulé », in Y. Fricker, D. Guggenheim, G. Kreis et al., *La Suisse face à l'Empire américain. L'or, le Reich et l'argent des victimes*, Genève, Georg, pp. 185-229.
- FRICKER, Y., GUGGENHEIM, D., KREIS, G., LANGENDORF, J.-J., MAURICE, A. et RITTER, J.-P., Eds, (1997), *La Suisse face à l'Empire américain. L'or, le Reich et l'argent des victimes*, Genève, Georg.
- GTHV (2002), *La Suisse face au chantage. Son attitude en 1939-1945. Critiques des rapports Bergier*, Yens sur Morges, Cabédita.
- GUEx, S. (1997), « Un débat autour de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale », *Traverse* 3/1997, pp. 99-117.
- GUEx, S. et PERRENOUD, M. (1995a), « Business as usual », *Traverse* 2/1995, pp. 59-60.
- GUEx, S. et PERRENOUD, M. (1995b), « Banquiers suisses et autorités fédérales face aux menaces américaines en 1945 : procès-verbal d'une rencontre du Conseil fédéral et de l'Association des Banquiers (ABS) en 1945 », *Traverse* 3/1995, pp. 126-138.
- HÄSLER, A.A. (1992 [1967]), *La Suisse terre d'asile ? La politique de la Confédération envers les réfugiés de 1933 à 1945*, Lausanne, Editions M.
- HAZAN, P. (1998), *Le mal suisse*, Paris, Stock.
- HUG, P. et PERRENOUD, M. (1997), *Les avoirs déposés en Suisse par des victimes du nazisme et les accords d'indemnisation conclus avec les pays de l'Est, Rapport de recherches historiques pour la Confédération suisse, Département des affaires étrangères, Mandat du 29 octobre 1996*, Bern, Task Force.
- ICEP (1999), *Report on Dormant Accounts of Victims of Nazi Persecution in Swiss Banks*, Bern.
- JOST, H.U. (1983), « Menace et repliement 1914-1945 », in *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses. Tome III*, Lausanne, Payot, pp. 91-178.
- JOST, H.U. (1992), *Les avant-gardes réactionnaires : la naissance de la nouvelle droite en Suisse, 1890-1914*, Lausanne, En Bas.
- JOST, H.U. (1998), *Politik und Wirtschaft im Krieg : die Schweiz 1938-1948*, Zürich, Chronos.
- JOST, H.U. (1999 [1998]), *Le salaire des neutres, Suisse 1938-1948*, Paris, Denoël.

- LAMBELET, J.-C. (1999), *Le mobbing d'un petit pays. Onze thèses sur la Suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Lausanne, L'Age d'Homme.
- LAMBELET, J.-C. (2000), *Évaluation critique du Rapport Bergier sur « La Suisse et les réfugiés à l'époque du national-socialisme »*, Lausanne, Créa (document photocopié).
- LAMBELET, J.-C. (2000 « La Commission Bergier a-t-elle fait œuvre scientifique ? Quelques commentaires concernant les transactions sur l'or de la BNS », in J.-P. Chenaux, *Les conditions de la survie. La Suisse la Deuxième Guerre mondiale et la crise des années 90*, Lausanne, Cahiers de la Renaissance vaudoise, pp.247-258.
- LANGENDORF, J.-J. (1997), « "Le martyr de la neutralité" », in Y. Fricker, D. Guggenheim, G. Kreis et al., *La Suisse face à l'Empire américain. L'or, le Reich et l'argent des victimes*, Genève, Georg, pp. 25-92.
- LANGENDORF, J.-J. (2002), « Grandeur et scandale de la neutralité », in J.-P. Chenaux, *Les conditions de la survie. La Suisse la Deuxième Guerre mondiale et la crise des années 90*, Lausanne, Cahiers de la Renaissance vaudoise, pp. 185-208.
- LASSERRE, A. (1995), *Frontières et camps : le refuge en Suisse de 1933 à 1945*, Lausanne, Payot.
- MARGUERAT, P. (1991), *La Suisse face au Troisième Reich : Réduit national et dissuasion économique*, Lausanne, 24 Heures.
- MARGUERAT, P. (2002), « Collaboration ou neutralité économique? La neutralité suisse sous le feu des rapports Bergier », in J.-P. Chenaux, *Les conditions de la survie. La Suisse la Deuxième Guerre mondiale et la crise des années 90*, Lausanne, Cahiers de la Renaissance vaudoise, pp. 171-183.
- MAUROUX, J.-B. (1997 [1968]), *Du bonheur d'être Suisse sous Hitler*, Lausanne, Editions d'en bas.
- MOSSÉ, C. (1997), *Ces Messieurs de Berne : 1939-1945*, Paris, Stock.
- MUSCHG, A. (1997), *Wenn Auschwitz in der Schweiz liegt. Fünf Reden eines Schweizer an seine und keine Nation*, Frankfurt am Main.
- PICARD, J., SARASIN, P. et WECKER, R. (1998), *Raubgold, Reduit, Flüchtlinge : zur Geschichte der Schweiz im Zweiten Weltkrieg ; Sowie dem Forschungsprogramm der Unabhängigen Expertenkommission Schweiz-Zweiter Weltkrieg*, Zürich, Chronos.
- RICHARDOT, J.-P. (2002), *Une autre Suisse 1940-1944. Un bastion contre l'Allemagne nazie*, Paris & Genève, Editions du Félin & Labor et Fides.
- RICKMAN, G.J. (1999), *Swiss Banks and Jewish Souls*, New Brunswick & London, Transaction Publishers.
- RINGS, W. (1985), *L'or des nazis*, Lausanne, Payot.
- SPEICH, S., DAVID, F., ELAM, S. et LADNER, A. (1997), *Die Schweiz am Pranger*, Wien, Ueberreuter.
- STAMM, L. (1999), *Der Kniefall der Schweiz. Die Krise Schweiz - Zweiter Weltkrieg ist weniger eine aussenpolitische als vielmehr eine innenpolitische Krise unseres Landes*, Zofingen, Zofinger Tagblatt.

- UNESCO (1998), *Pourquoi un thème d'intérêt public ne suscite-t-il pas l'intérêt du public? Actes du colloque du 25 septembre 1997*, Berne, Commission nationale suisse pour l'UNESCO.
- VINCENT, I. (1997 [1997]), *La Suisse, les avoirs juifs et le secret bancaire. Enquête sur une complicité d'Etat*, Paris, l'Archipel.
- VOGLER, R. (1985), « Der Goldverkehr der Schweizerischen Nationalbank mit der Deutschen Reichsbank 1939-1945 », *Geld, Währung und Konjunktur, Quartalsheft SNB* Nr.1/1985, pp. 70-78.
- ZIEGLER, J. (1997), *La Suisse, l'or et les morts*, Paris, Seuil.

Bibliographie des références

- AMERICA, R., Ed. (1990), *The Wealth of Races. The Present Value of Benefits from Past Injustices*, New York, Greenwood Press.
- ANDERSON, B. (1996 [1983]), *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte.
- ARENDT, H. (1972 [1963]), « Vérité et politique », in *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, pp. 289-336.
- ARENDT, H. (1972 [1969]), « Du mensonge en politique », in *Du mensonge à la violence*, Paris, Calmann-Lévy, pp. 7-51.
- ARENDT, H. (1997 [1963]), *Eichmann à Jérusalem, Rapport sur la banalité du mal*, Paris, Gallimard.
- ARON, R. (1967), *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard.
- ATKINSON, J.M. et HERITAGE, J., Eds, (1984), *Structures of Social Actions. Studies in Conversational Analysis*, Cambridge & New York, Cambridge University Press.
- AUSTIN, J.L. (1970 [1962]), *Quand dire, c'est faire*, Paris, Seuil.
- AUTÈS, M. (1992), « Du social comme activité symbolique », in *Travail social et pauvreté*, Paris, Syros, pp. 207-231.
- BARRY, A. (2001), *Political Machine : Governing a Technological Society*, London and New York, The Athlone Press.
- BARTHE, Y. (2000), *La mise en politique des déchets nucléaires. L'action publique aux prises avec les irréversibilités techniques*, Thèse de doctorat en sociologie, Ecole des Mines de Paris.
- BARTHÉLÉMY, M. (1992), « Événement et espace public, l'affaire Carpentras », *Quaderni* n°18, pp. 125-140.
- BARTHÉLÉMY, M. (1996), « L'événement dans le texte : quand le SIDA devient un scandale public », *Langage et Société* n°78, pp. 5-54.
- BARTHÉLÉMY, M. (1999a), « La lecture-en-action : entre le présupposé d'un monde objectif et son accomplissement situé », *Langage et Société* n°89, pp. 95-121.
- BARTHÉLÉMY, M. (1999b), « Le message humanitaire et sa réception : la relation d'aide, le public et les ONG », in P. Gruson et R. Dulong, *L'expérience du déni, Bernard*

- Mottez et le monde des sourds en débat*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, pp. 193-220.
- BARTHÉLÉMY, M. (2003a), « Temporal Perspectives in the Practical-Textual Handling of a European Public Problem », *Social Science Information* 42(2), pp. 403-430.
- BARTHÉLÉMY, M. (2003b), « Anticipation et action : le jeu des perspectives temporelles dans la constitution et la résolution d'un problème public européen », *Quaderni* n° 53, pp. 37-56.
- BARTHÉLÉMY, M., BONU, B., MONDADA, L. et RELIEU, M., Eds, (1999), *Langage & Société* n°89 : *Ethnométhodologie et analyse conversationnelle*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme.
- BARTHÉLÉMY, M. et QUÉRÉ, L. (1991), *La mesure des événements publics : structure des événements et formation de la conscience publique*, rapport polycopié, Paris, ATP CNRS Communication et société.
- BARTHES, R. (1957), *Mythologies*, Paris, Seuil (points/essais).
- BARTHES, R. (1981 [1966]), « Introduction à l'analyse structurale des récits », *Communications* n°8, pp. 7-33.
- BEAUD, P., Ed. (1994), *Réseaux* n°68 : *Les théories de la réception*, Paris, CNET.
- BEAUDOUIN, V. et VELKOVSKA, J. (1999), « Constitution d'un espace de communication sur internet (forums, pages personnelles, courrier électronique) », *Réseaux* n°97, pp. 121-177.
- BECK, U. (2001 [1986]), *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier.
- BECKER, H.S. (1966), *Social Problems : a Modern Approach*, New York, John Wiley.
- BECKER, H.S. (1985 [1963]), *Outsiders, Etudes de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié.
- BECKER, H.S. (2001), « La politique de la représentation : Goffman et les institutions totales », in C. Amourous et A. Blanc, *Erving Goffman et les institutions totales*, Paris, L'Harmattan, pp. 59-77.
- BENJAMIN, W. (1991 [1936]), « L'œuvre d'art à l'époque de sa reproduction mécanisée », in *Ecrits français*, Paris, Gallimard, pp. 140-171.
- BERGER, P. et LUCKMANN, T. (1992 [1966]), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck.
- BLUMER, H. (1971), « Social Problems a Collective Behavior », *Social Problems* 18, pp. 298-306.
- BOGEN, D. et LYNCH, M. (1989), « Taking Account of the Hostile Native : Plausible Deniability and the Production of Conventional History in the Iran-Contra Hearings », *Social Problems* 36(3), pp. 197-224.
- BOLTANSKI, L. et AL. (1984), « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales* n°51, pp. 3-40.
- BOLTANSKI, L. et THÉVENOT, L. (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard.

- BONU, B., MONDADA, L. et RELIEU, M. (1994), « Catégorisation : L'approche de H. Sacks », in B. Fradin, L. Quéré et J. Widmer, *L'enquête sur les catégories. De Durkheim à Sacks. Raisons pratiques* n°5, Paris, EHESS, pp. 129-148.
- BORAINÉ, A., LEVY, J. et SCHEFFER, R., Eds, (1997), *Dealing with the Past : Truth and Reconciliation in South Africa*, Cape Town, IDASA.
- BORDREUIL, S. (2002), « La construction de l'incivilité comme cause publique. Pour une intelligence des interactions civiles », in I. Joseph et D. Cefaï, *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigues, Aubier, pp. 301-318.
- BOUDON, R. (1991 [1984]), *La place du désordre*, Paris, PUF.
- BOURDIEU, P. (1972), *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève, Droz.
- BOURDIEU, P. (1975), « Le langage autorisé, note sur les conditions sociales de l'efficacité du discours rituel », *Actes de la recherche en sciences sociales* n°5-6, pp. 183-190.
- BOURDIEU, P. (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU, P. (1980), *Le sens pratique*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU, P. (1984), *Questions de sociologie*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU, P. (1991), « Le champ littéraire », *Actes de la recherche en sciences sociales* n°89, pp. 4-46.
- BOURDIEU, P., Ed. (1993), *La misère du monde*, Paris, Seuil.
- BOURDIEU, P. (1993), « A propos de la famille comme catégorie réalisée », *Actes de la recherche en sciences sociales* n°100, pp. 32-36.
- BOURDIEU, P. (1994), *Raisons pratiques, Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil (points/essais).
- BOURDIEU, P. (1994b), « Un acte désintéressé est-il possible ? », in *Raisons pratiques, Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil (points/essais), pp. 147-173.
- BOURDIEU, P. (1994c), « L'emprise du journalisme », *Actes de la recherche en sciences sociales* n°101-102, pp. 3-9.
- BOURDIEU, P. (1996), *Sur la télévision, suivi de l'emprise du journalisme*, Paris, Liber.
- BOURDIEU, P. (1997), *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil.
- BOURDIEU, P. (1998), *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Raisons d'agir.
- BOURDIEU, P. (2000a), *Les structures sociales de l'économie*, Paris, Seuil.
- BOURDIEU, P. (2000b), *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- BOURDIEU, P. (2001a), *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir.
- BOURDIEU, P. (2001b), *Contre-feux 2*, Paris, Raisons d'agir.
- BOURDIEU, P. (2002a), *Interventions 1961-2001. Science sociale et action politique. Textes choisis et présentés par Franck Poupeau & Thierry Discepolo*, Marseille, Agone.
- BOURDIEU, P. (2002b), *"Si le monde social m'est supportable, c'est parce que je peux m'indigner". Entretien avec Antoine Spire*, La Tour d'Aigues, L'Aube.

- BOURDIEU, P. et CHAMPAGNE, P. (1989), « L'opinion publique », in Y. Afanassiev et M. Ferro, *50 idées qui ébranlèrent le monde*, Paris, Payot, pp. 204-206.
- BOURDIEU, P. et HAACKE, H. (1994), *Libre-échange*, Paris, Seuil.
- BOUVERESSE, J. (2000), « Karl Kraus et la presse », *Actes de la recherche en sciences sociales* n°131-132, pp. 119-121.
- BOUVERESSE, J. (2004), *Bourdieu, savant et politique*, Marseille, Agone.
- BOVET, A. (2001), « L'expertise médicale comme discours public : le débat sur la procréation médicalement assistée », *Bulletin suisse de linguistique appliquée* n°74, pp. 129-148.
- BOVET, A. (2002), « La procréation comme enjeu public : Analyse des débats dans la presse suisse », in V. Dasen, *Regards croisés sur la naissance et la petite enfance Actes du cycle de conférences Naître en 2001. Geburt und frühe Kindheit : interdisziplinäre Aspekte Beiträge der Vortragsreihe Geboren im Jahr 2001*, Fribourg, Éditions universitaires.
- BOVET, A. (à paraître), « 'Quel débat Monsieur le Conseiller fédéral, quel débat ?' Autorité, génie génétique et débat public », *Carnets de bord* n°7.
- BOVET, A. et TERZI, C. (2002), « L'aveuglement démocratique sous le regard perçant de l'expertise. Le diagnostic du Prof. Zinkernagel, Prix Nobel de médecine », in M. Pfister, *Actes du Congrès contre la démocratie*, Neuchâtel, Arteplage mobile du Jura, Expo 02, pp. 43-50.
- BOVET, A. et TERZI, C. (à paraître), « Scientific discourse in and as public debate », *Proceedings of IEMCA International Conference, Manchester, 2001*.
- BUBNER, R. (1990), « De la différence entre historiographie et littérature », in C. Bouchindhomme et R. Rochlitz, *" Temps et récit " de Paul Ricœur en débat*, Paris, Cerf, pp. 39-55.
- CAILLÉ, A. (2001), « Une politique de la nature sans politique. À propos des Politiques de la nature de Bruno Latour », *Revue du MAUSS* n°17, pp. 94-116.
- CALLON, M. (1998), « An Essay on Framing and Overflowing », in M. Callon, *The Laws of the Markets*, London, Blackwell, pp. 244-269.
- CALLON, M. (2003), « Quel espace public pour la démocratie technique? », in D. Cefaï et D. Pasquier, *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, pp. 197-221.
- CALLON, M., LASCOUMES, P. et BARTHE, Y. (2001), *Agir dans un monde incertain, Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil.
- CALLON, M. et LATOUR, B. (1998), *La science telle qu'elle se fait*, Paris, La Découverte.
- CANDAU, J. (1996), *Anthropologie de la mémoire*, Paris, PUF.
- CANDAU, J. (1998), *Mémoire et identité*, Paris, PUF.
- CASTEL, R. (1995), *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.
- CASTORIADIS, C. (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil.
- CEFAÏ, D. (1996), « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux* no 75, pp. 43-66.

- CEFAÏ, D. (1998), *Phénoménologie et sciences sociales. Alfred Schutz. Naissance d'une anthropologie philosophique*, Genève & Paris, Droz.
- CEFAÏ, D., Ed. (2001), *Cultures politiques*, Paris, PUF.
- CEFAÏ, D. (2002), « Qu'est-ce qu'une arène publique ? Quelques pistes pour une approche pragmatiste », in D. Cefaï, et I. Joseph, *L'héritage du pragmatisme, Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigue, Aube, pp. 51-81.
- CEFAÏ, D. et JOSEPH, I., Eds, (2002), *L'héritage du pragmatisme, Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigue, L'Aube.
- CEFAÏ, D. et TROM, D., Eds, (2001), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques. Raisons pratiques n°12*, Paris, EHESS.
- CERTEAU, M. DE (1984 [1975]), *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard.
- CERTEAU, M. DE (1990 [1980]), *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard (folio/essais).
- CHAMPAGNE, P. (1990), *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit.
- CHAMPAGNE, P. (1991), « La construction médiatique des malaises sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 90(64-75).
- CHAMPAGNE, P. (1993), « La vision médiatique », in P. Bourdieu, *La misère du monde*, Paris, Seuil, pp. 61-79.
- CHAMPAGNE, P. et MARCHETTI, D. (1994), « L'information médicale sous contrainte. A propos du "scandale du sang contaminé" », *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 101-102, pp. 40-62.
- CHATEAURAYNAUD, F. et TORNÉ, D. (1999), *Les sombres précurseurs, Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, EHESS.
- CHAUVIRÉ, C. et OGIEN, A., Eds, (2002), *La régularité. Habitude, disposition et savoir-faire dans l'explication de l'action. Raisons pratiques n°13*, Paris, EHESS.
- CHEVEIGNÉ, S. DE (2000), *L'environnement dans les journaux télévisés, Médiateurs et visions du monde*, Paris, CNRS.
- CHEVEIGNÉ, S. DE et VÉRON, E. (1994), « La Science sous la plume des journalistes », *La Recherche* 25(263), pp. 322-325.
- COLONOMOS, A. (2001), « L'exigence croissante de justice sans frontières, le cas de la demande de restitution des biens juifs spoliés », *Les Etudes du CERI Sciences Po* n°78.
- COLONOMOS, A. (2002), *Rendre des comptes. Une morale mondiale de la justification*, Paris, Sciences-po (tapuscrit).
- COLUCCI, M., CORECCO, F., GAILLARD, C., LICHTENSTERN, M. et WILDHABER, G. (1999), « Le rôle du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) durant la Seconde Guerre mondiale », in J. Widmer et C. Terzi, *Mémoire collective et pouvoirs symboliques, Discours et société n°1*, Fribourg, Département sociologie et media, Université de Fribourg (Suisse), pp. 31-59.
- CONEIN, B., FORNEL, M. DE et QUÉRÉ, L. (1990), *Les formes de la conversation. Volume 1*, Paris, Réseaux, CNET.

- CONEIN, B., FORNEL, M. DE et QUÉRÉ, L. (1991), *Les formes de la conversation. Volume 2*, Paris, Réseaux, CNET.
- COTTEREAU, A. (1987), « Justice et injustice ordinaire sur les lieux de travail, d'après les audiences prud'homales, 1806-1866 », *Le Mouvement social* n°141, pp. 25-61.
- COTTEREAU, A. (1988), « Plaisir et souffrance, justice et injustice sur les lieux de travail, dans une perspective socio-historique », in C. Dejours, *Plaisir et souffrance dans le travail*, Paris, Editions de l'AOCIP, pp. 37-74.
- COTTEREAU, A. (1995), « L'embauche et la vie normative des métiers durant les deux premiers tiers du XIXe siècle français », *Les cahiers des relations professionnelles* n°10, pp. 47-71.
- COTTEREAU, A. (1996), « La gestion du travail, entre utilitarisme heureux et éthique malheureuse. L'exemple des entreprises françaises au début du XIXe siècle », *Le Mouvement social*(175), pp. 7-28.
- COTTEREAU, A. (1999), « Dénis de justice, dénis de réalité : remarques sur la réalité sociale et sa dénégaration », in P. Gruson et R. Dulong, *L'expérience du déni. Bernard Mottez et le monde des sourds en débats*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, pp. 159-178.
- COTTEREAU, A. (2003), « Droit et bon droit. Un droit des ouvriers instauré, puis évincé par le droit du travail (XIXe siècle) », *Annales HSS* 57(6), pp. 1521-1557.
- CULIOLI, A. (1990), *Pour une linguistique de l'énonciation*, Paris, Ophrys.
- DAHLGREN, P. (2000), « L'espace public et l'internet », *Réseaux* n°100, pp. 157-186.
- DARDE, J.-N. (1988), « Discours rapporté - Discours de l'information : l'enjeu de la vérité », in P. Charaudeau, *La presse, produit, production, réception*, Paris, Didier Erudition, pp. 93-111.
- DAYAN, D. (1992), « Les mystères de la réception », *Le Débat* n°71, pp. 146-162.
- DAYAN, D., Ed. (1992b), *A la recherche du public. Hermès n°11-12*, Paris, Presses du CNRS.
- DAYAN, D. (1998), « Le double corps du spectateur », in J. Bourdon et F. Jost, *Penser la télévision*, Paris, Nathan, pp. 234-246.
- DELRUELLE, E. (1999), *L'humanisme, inutile et incertain? Une critique des droits de l'homme*, Bruxelles, Labor.
- DEMAZIÈRE, D. et DUBAR, C. (1997), *Analyser les entretiens biographiques*, Paris, Nathan.
- DESCOMBES, V. (1996), *Les institutions du sens*, Paris, Minuit.
- DEWEY, J. (1993 [1938]), *Logique. La théorie de l'enquête*, Paris, PUF.
- DEWEY, J. (2003 [1927]), *Le public et ses problèmes*, Pau, Presses de l'Université de Pau / Farrago / Editions Leo Scheer.
- DODIER, N. (2003), *Leçons politiques de l'épidémie de sida*, Paris, EHESS.
- DONZELOT, J. (1994 [1984]), *L'invention du social, Essai sur le déclin des passions politiques*, Paris, Seuil (points/essais).
- DOUGLAS, M. (2001 [1967]), *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte.

- DRAY, J. et SIEFFERT, D. (2002), *La Guerre israélienne de l'information*, Paris, La Découverte.
- DUBAR, C. (1991), *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin.
- DUBET, F. (1994), *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil.
- DUBOIS, P. (1990 [1983]), « L'acte photographique : Pragmatique de l'index et effets d'absence », in *L'acte photographique et autres essais*, Paris, Nathan, pp. 55-108.
- DULONG, R. (1998), *Le témoin oculaire. Les conditions de l'attestation personnelle*, Paris, EHESS.
- DULONG, R., Ed. (1999), *L'aveu comme fait juridique et comme phénomène moral*, Paris, rapport photocopié, Paris, EHESS.
- DULONG, R., Ed. (2001), *L'aveu. Histoire, sociologie, philosophie*, Paris, PUF.
- DUPUY, J.-P. (1992), *Introduction aux sciences sociales. Logiques des phénomènes collectifs*, Ellipses.
- DUPUY, J.-P. (1993 [1991]), « La panique », in D. Bounoux, *Sciences de l'information et de la communication*, Paris, Larousse (Textes essentiels), pp. 360-373.
- DUPUY, J.-P. (2000), « L'expert, le politique, le prophète et le moraliste », *Esprit* n°11, pp. 76-80.
- DURAND, J.-P. et WEIL, R. (1990), *Sociologie contemporaine*, Paris, Vigot.
- DURKHEIM, E. (1979 [1912]), *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, Paris, PUF.
- DURKHEIM, E. (1986 [1893]), *De la division du travail social*, Paris, PUF.
- ECO, U. (1985 [1979]), *Lector in fabula*, Paris, Grasset.
- ECO, U. (1985 [1983]), « TV : La transparence perdue », in *La guerre du faux*, Paris, Grasset, pp. 196-220.
- ELIAS, N. (1996 [1984]), *Du temps*, Paris, Fayard.
- EPSTEIN, S. (1996), *Impure Science. AIDS, Activism and the Politics of Knowledge*, Berkeley, University of California Press.
- FAVRET-SAADA, J. (1977), *Les mots, les morts et les sorts*, Paris, Gallimard (folio/essais).
- FISHER, K. (1997), « Locating Frames in the Discursive Universe », *Sociological Research Online* 2(3), <http://www.socresonline.org.uk/socresonline/2/3/4.html>.
- FORNEL, M. DE, OGIEN, A. et QUÉRÉ, L., Eds, (2001), *L'ethnométhodologie. Une sociologie radicale*, Paris, La Découverte.
- FORNEL, M. DE et QUÉRÉ, L., Eds, (1999), *La logique des situations. Raisons pratiques n°10*, Paris, éditions EHESS.
- FOUCAULT, M. (1961), *Folie et déraison. Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Plon.
- FOUCAULT, M. (1972), *Naissance de la clinique. Une archéologie du regard médical*, Paris, PUF.
- FOUCAULT, M. (2001 [1966]), « Michel Foucault, "Les Mots et les Choses" », in *Dits et écrits I, 1954-1975*, Paris, Gallimard Quarto, pp. 526-532.

- FOQUIER, E. et VÉRON, E. (1986), « Stratégies du langage radiophonique des stations périphériques et des radios locales privées », in *Les Médias, publication de l'Institut de Recherches et d'Etudes Publicitaires*, Paris, IREP.
- FRADIN, B., QUÉRÉ, L. et WIDMER, J., Eds, (1994), *L'enquête sur les catégories, De Durkheim à Sacks. Raisons pratiques n°5*, Paris, EHESS.
- FRANÇOIS, B. et NEVEU, E. (1999), *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- FULLER, R. et MYERS, R. (1941), « The natural history of a social problem », *American Sociological Review* 6, pp. 320-328.
- GAMSON, W.A. (1992), *The strategy of Social Protest*, Berlmont (CA), Wadsworth.
- GAMSON, W.A. et MODIGLIANI, A. (1989), « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power », *American Journal of Sociology* 95(1), pp. 13-37.
- GARFINKEL, H. (1956), « Conditions of Successful Degradation Ceremonies », *American Journal of Sociology* 61, pp. 420-424.
- GARFINKEL, H. (1963), « A conception of, and Experiment with, "Trust" as a condition of Stable Concerted Actions », in O. J. Harvey, *Motivation and Social Interaction*, New York, The Ronald Press, pp. 187-238.
- GARFINKEL, H. (1972), « Studies of the Routine Grounds of Everyday Activities », in D. Sudnow, *Studies in Social Interaction*, New York, The Free Press, pp. 1-30.
- GARFINKEL, H. (1984 [1967]), *Studies in Ethnomethodology*, London, Polity Press.
- GARFINKEL, H. (1986 [1956]), « Du bon usage de la dégradation », *Sociétés* 2(6), pp. 24-27.
- GARFINKEL, H. (1996), « Ethnomethodology's Program », *Social Psychology Quarterly* 59(1), pp. 5-21.
- GARFINKEL, H., LYNCH, M. et LIVINGSTON, E. (1981), « The Work of a Discovering Science Construed with Materials from the Optically Discovered Pulsar », *Philosophy of the Social Sciences* 11(2), pp. 131-58.
- GARFINKEL, H. et RAWLS, A.W. (2002), *Ethnomethodology's Program : Working out Durkheim's Aphorism. Edited and Introduced by Anne Rawls*, Lanham (MD), Rowman and Littlefield.
- GARFINKEL, H. et SACKS, H. (1984 [1970]), « On Formal Structures of Practical Actions », in H. Garfinkel, *Ethnomethodological Studies of Work*, London, Routledge & Kegan Paul, pp. 160-193.
- GIRARD, R. (1972), *La violence et le sacré*, Paris, Grasset.
- GLASER, B. et STRAUSS, A. (1967), *The Discovery of Grounded Theory. Strategies for Qualitative Research*, Chicago, Aldine.
- GOFFMAN, E. (1968 [1961]), *Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit.
- GOFFMAN, E. (1969), *Strategic Interaction*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press.
- GOFFMAN, E. (1973a [1959]), *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi*, Paris, Minuit.

- GOFFMAN, E. (1973b [1971]), *La mise en scène de la vie quotidienne. 2. Les relations en public*, Paris, Minuit.
- GOFFMAN, E. (1975 [1963]), *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit.
- GOFFMAN, E. (1987 [1981]), *Façons de parler*, Paris, Les Editions de Minuit.
- GOFFMAN, E. (1991 [1974]), *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit.
- GONZÁLEZ MARTÍNEZ, E. (2003), *L'audition de comparution immédiate. L'organisation des échanges langagiers*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Lausanne, Faculté des sciences sociales et politiques.
- GOODWIN, C. et GOODWIN, M.H. (2002 [1972]), « Voir comme activité située : formuler des avions », in J.-P. Thibaud, *Regards en action. Ethnométhodologie des espaces publics*, A la croisée, pp. 113-156.
- GRAFMEYER, Y. et JOSEPH, I., Eds, (1979), *L'école de Chicago, Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier.
- GRANJON, F. (2001), *L'internet militant. Mouvement social et usage des réseaux télématiques*, Paris, Apogée.
- GREIMAS, A.J. (1976), « Les acquis et les projets », in J. Courtés, *Introduction à la sémiotique narrative et discursive*, Paris, Hachette Université, pp. 5-25.
- GRUEL, L. (1985), « Conjurer l'exclusion. Rhétorique et identité revendiquée dans des habitats socialement disqualifiés », *Revue française de sociologie* n°26, pp. 431-453.
- GUERRERO, J.-C. (2003), « Impliquer un public international. Appels pour une intervention humanitaire dans le conflit colombien », in C. Barril, M. Carrel, J.-C. Guerrero et A. Márquez, *Le public en action, Usages et limites de la notion d'espace public en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan.
- GUILHAUMOU, J. (2000), « De l'histoire des concepts à l'histoire linguistique des usages conceptuels », *Genèses* n°38, pp. 105-118.
- GUSFIELD, J.R. (1963), *Symbolic Crusade : Status Politics and the American Temperance Movement*, Urbana, University of Illinois Press.
- GUSFIELD, J.R. (1981 [1963]), *The Culture of Public Problems : Drinking-Driving and the Symbolic Order*, Chicago, University of Chicago Press.
- GUSFIELD, J.R. (2000), *Performing Action. Artistry in Human Behavior and Social Research*, New Brunswick (U.S.A.) and London (U.K.), Transaction Publishers.
- GUSFIELD, J.R. (2003), « Action collective et problèmes publics. Entretien avec Daniel Cefaï et Danny Trom », in D. Cefaï et D. Pasquier, *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, pp. 63-78.
- HABERMAS, J. (1993 [1962]), *L'espace public*, Paris, Payot.
- HACKING, I. (2001 [1999]), *Entre science et réalité. La construction sociale de quoi?*, Paris, La Découverte.
- HALBWACHS, M. (1994 [1925]), *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel.
- HALBWACHS, M. (1997 [1950]), *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel.
- HALIMI, S. (1997), *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Raisons d'agir.

- HALL, S. (1994 [1980]), « Codage/Décodage », *Réseaux* n°68, pp. 27-39.
- HARTOG, F. (1995), « Temps et histoire. Comment écrire l'histoire de France ? », *Annales HSS* 50(6), pp. 1219-1236.
- HARTOG, F. (2003), *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil.
- HARTOG, F. et REVEL, J., Eds, (2001), *Les usages politiques du passé*, Enquête, Paris, EHESS.
- HERITAGE, J. (1991 [1987]), « L'ethnométhodologie : une approche procédurale de l'action et de la communication », *Réseaux* 50, pp. 89-130.
- HESTER, S. et EGLIN, P., Eds, (1997), *Culture in Action. Studies in Membership Categorization Analysis. Studies in Ethnomethodology and Conversation Analysis n°4*, Washington, D.C., International Institute for Ethnomethodology and Conversation Analysis & University Press of America.
- HESTER, S. et EGLIN, P. (1997), « Membership Categorization Analysis : An Introduction », in S. Hester et P. Eglin, *Culture in Action. Studies in Membership Categorization Analysis*, Washington, D.C., International Institute for Ethnomethodology and Conversation Analysis & University Press of America, pp. 1-23.
- HEURTIN, J.-P. et TROM, D. (1997), « L'expérience du passé », *Politix* n°39, pp. 7-16.
- HILGARTNER, S. et BOSK, C.L. (1988), « The Rise and Fall of Social Problems : A Public Arenas Model », *American Journal of Sociology* 94(1), pp. 53-78.
- HOLSTEIN, J. et MILLER, G. (1993), *Reconsidering Social Constructionism. Debates in Social Problems Theory*, New York, Aldine de Gruyter.
- HONNETH, A. (2000 [1992]), *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf.
- IBARRA, P. et KITSUSE, J. (1993), « Vernacular Constituents of Moral Discourse : An Interactionist Proposal for the Study of Social Problems », in J. Holstein et G. Miller, *Reconsidering Social Constructionism. Debates in Social Problems Theory*, New York, Aldine de Gruyter, pp. 25-58.
- IMHOF, K., KLEGER, H. et ROMANO, G. (1993), *Zwischen Konflikt und Konkordanz. Analyse von Medienereignissen in der Schweiz der Vor- und Zwischenkriegszeit*, Zürich, Seismo.
- IMHOF, K., KLEGER, H. et ROMANO, G. (1999a), *Vom kalten Krieg zur Kulturrevolution. Analyse von Medienereignissen in der Schweiz der 50er und 60er Jahre*, Zürich, Seismo.
- ION, J. et PÉRONI, M., Eds, (1997), *Engagement public et exposition de la personne*, La Tour d'Aigue, L'Aube.
- JALBERT, P.L., Ed. (1999), *Media Studies : Ethnomethodological Approaches*, Studies in Ethnomethodology and Conversation Analysis N°5, New York, International Institute for Ethnomethodology and Conversation Analysis & University Press of America.
- JANKÉLÉVITCH, V. (1986), *L'imprescriptible. Pardonner ? Dans l'honneur et la dignité*, Paris, Seuil (points/essais).
- JAUSS, H.R. (1978 [1972; 1974; 1975]), *Pour une esthétique de la réception*, Paris, Gallimard.

- JAYYUSI, L. (1984), *Categorization and the Moral Order*, London, Routledge & Kegan Paul.
- JAYYUSI, L. (1991), « The Equivocal Text and the Objective World : an Ethnomethodological Analysis of a News Report », *Media / Discourse* 5(1).
- JAYYUSI, L. (1991), « The Reflexive Nexus : Photo-Practice and Natural History », *Continuum : The Australian Journal of Media & Culture* 6(2).
- JOAS, H. (1999 [1992]), *La créativité de l'agir*, Paris, Cerf.
- JOAS, H. (2002), « Pragmatisme et sciences sociales, L'héritage de l'École de Chicago », in D. Cefaï et I. Joseph, *L'héritage du pragmatisme, Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigue, L'Aube, pp. 17-49.
- JODELET, D. (1991), *Les représentations sociales*, Paris, PUF.
- JOLY, P.-B., MARRIS, C. et MARCANT, O. (2001), *La constitution d'un « problème public » : la controverse sur les OGM et ses incidences sur la politique publique aux Etats-Unis*, Paris, Rapport au Ministère de l'agriculture et de la pêche.
- JOSEPH, I. (1998), *Erving Goffman et la microsociologie*, Paris, PUF.
- JOSEPH, I. (2002), « Pluralisme et contiguïtés », in D. Cefaï et I. Joseph, *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigue, Aube, pp. 83-105.
- KANTIN, G. et MANCERON, G., Eds, (1991), *Les échos de la mémoire. Tabous et enseignements de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Le Monde Éditions.
- KARSZ, S. (1992), *Déconstruire le social, Séminaire I*, Paris, L'Harmattan.
- KATZ (1992), « L'héritage de Gabriel Tarde. Un paradigme pour la recherche sur l'opinion et la communication », in D. Dayan, *A la recherche du public. Hermès 11-12*, Paris, Presses du CNRS, pp. 265-274.
- KAUFMANN, L. et QUÉRÉ, L. (2001), « Comment analyser les collectifs et les institutions ? Ethnométhodologie et holisme anthropologique », in M. de Fornel, A. Ogien et L. Quéré, *L'ethnométhodologie, Une sociologie radicale*, Paris, La découverte, pp. 361-390.
- KHAYAT, E. (1998), *Un regard sur le traitement des affaires « fonds juifs » et « or nazi » dans la presse américaine entre mai 1996 et décembre 1997*, Travail de diplôme, Institut de Journalisme et des communications sociales de l'Université de Fribourg (Suisse).
- KOLAKOWSKI, L. (1997), « Oui, nous sommes tous responsables », *Courrier international* n°367, 13 novembre 1997.
- KOSELLECK, R. (1990 [1979]), *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, EHESS.
- LAÏDI, Z. (1997), *Le temps mondial*, Bruxelles, Complexe.
- LAÏDI, Z. (1999), *La tyrannie de l'urgence*, Paris, Fides.
- LATOUR, B. (1985), « Les "vues" de l'esprit. Une introduction à l'anthropologie des sciences et des techniques », *Culture technique* n°14, pp. 5-29.
- LATOUR, B. (1993), *Petites leçons de sociologie des sciences*, Paris, La Découverte.

- LATOUR, B. (1995), « Préface », in B. Latour, *La science en action*, Paris, Gallimard, (folio/essais), pp. 11-20.
- LATOUR, B. (1995 [1989]), *La science en action*, Paris, Gallimard, (folio/essais).
- LATOUR, B. (1997 [1991]), *Nous n'avons jamais été modernes*, Paris, La Découverte.
- LATOUR, B. (1999), *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte.
- LATOUR, B. (2001 [1984]), *Pasteur : guerre et paix des microbes*. Suivi de *Irréductions*, Paris, La Découverte.
- LATOUR, B. (2002), « Cosmopolitiques, quels chantiers », *Cosmopolitiques, Cahiers théoriques pour l'écologie politique. 1. La nature n'est plus ce qu'elle était*, pp. 15-26.
- LATOUR, B. et WOOLGAR, S. (1988 [1979]), *La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques*, Paris, La Découverte.
- LEFORT, C. (1986), *Essais sur le politique. XIXe-XXe siècles*, Paris, Seuil.
- LEMIEUX, C. (2000), *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié.
- LENOIR, R. (1996), « Objet sociologique et problème social », in P. Champagne, *Initiation à la pratique de la sociologie*, Paris, Dunod.
- LÉVI-STRAUSS, C. (1958), *Anthropologie structurale*, Paris, Plon.
- LÉVI-STRAUSS, C. (1973), *Anthropologie structurale deux*, Paris, Plon.
- LÉVI-STRAUSS, C. (1993 [1950]), « Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss », in M. Mauss, *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, pp. IX-LII.
- LICOPPE, C. (1996), *La formation de la pratique scientifique. Le discours de l'expérience en France et en Angleterre (1630-1820)*, Paris, La Découverte.
- LOLIVE, J. (1999), *Les contestations du TGV Méditerranée*, Paris, L'Harmattan.
- LUCCHINI, R. et RIDORÉ, C. (1983), *Culture & société. Introduction à la sociologie générale*, Fribourg, Editions Universitaires Fribourg Suisse.
- LUGON, S. (1999), « Figure et fonction de la commission Bergier », in J. Widmer et C. Terzi, *Mémoire collective et pouvoirs symboliques, Discours et société n°1*, Fribourg, Département sociologie et media, Université de Fribourg (Suisse), pp. 129-149.
- LYNCH, M. (2001), « Vers une généalogie constructiviste du constructivisme », *Revue du MAUSS n°17*, pp. 224-246.
- LYNCH, M. et BOGEN, D. (1996), *The Spectacle of History. Speech, Text and Memory at the Iran-contra Hearings*, Durham and London, Duke University Press.
- LYNCH, M. et BOGEN, D. (1999), « The Struggle Between Testimony and Evidence at the Iran-contra Hearings », in P. L. Jalbert, *Media Studies : Ethnomethodological Approaches*, Lanhan & New York & Oxford, University Press of America, pp. 53-76.
- LYNCH, M., LIVINGSTON, E. et GARFINKEL, H. (1983), « Temporal Order in Laboratory Work », in K. Knorr-Cetina et M. Mulkay, *Science observed*, London, Sage, pp. 205-238.

- MAFFESOLI, M. (1988), *Le temps des tribus*, Paris, Méridiens Klincksieck.
- MARIN, L. (1979), « Pouvoir du récit et récit du pouvoir », *Actes de la recherche en sciences sociales* n°25, pp. 23-43.
- MAUSS, M. (1993 [1923-1924]), « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », in *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, pp. 143-279.
- MEAD, G.H. (1963 [1934]), *L'esprit, le soi et la société*, Paris, Seuil.
- MEHL, D. (1996), *La télévision de l'intimité*, Paris, Seuil.
- MERTON, R.K. (1953), *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon.
- MERTON, R.K. (1976), « The Sociology of Social Problems », in R. Nisbet, *Contemporary Social Problems*, New York, Harcourt, Brace Jovanovich, pp. 5-43.
- MESSU, M. (1993), *Les assistés sociaux. Analyse identitaire d'un groupe social*, Toulouse, Privat.
- MEYROWITZ, J. (1985), *No Sense of Place : The Impact of Electronic Media on Social Behavior*, New York, Oxford University Press.
- MEYSTRE, G. (1999), « La figure d'Alphonse D'Amato dans la presse romande (mars 96-novembre 98) », in J. Widmer et C. Terzi, *Mémoire collective et pouvoirs symboliques, Discours et société n°1*, Fribourg, Département sociologie et media, Université de Fribourg (Suisse), pp. 63-108.
- MILLS, C.W. (1940), « Situated Actions and Vocabularies of Motive », *American Sociological Review* 5, pp. 904-913.
- MOLOTCH, H. et LESTER, M. (1996 [1974]), « Informer : une conduite délibérée. De l'usage stratégique des événements », *Réseaux* n° 75, pp. 23-41.
- MONDADA, L. (2000), *Décrire la ville*, Paris, Anthropos.
- MONDZAIN, M.-J. (2002), *L'Image peut-elle tuer?*, Paris, Bayard.
- MONTANDON, B., PACCAUD, I. et SCHALLER, X. (1999), « Le rôle des institutions financières durant la Seconde Guerre mondiale », in J. Widmer et C. Terzi, *Mémoire collective et pouvoirs symboliques ", Discours et société 1.*, Fribourg, Département sociologie et media, Université de Fribourg (Suisse), pp. 17-30.
- MOUILLAUD, M. et TÉTU, J.-F. (1989), *Le journal quotidien*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- NAMER, G. (1987), *Mémoire et société*, Paris, Méridiens Klincksieck.
- NEUFFER, E. (2002), *The Key to my Neighbor's House. Seeking Justice in Bosnia and Rwanda*, New York, Picador.
- NEVEU, E. (1996), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.
- NOIRIEL, G. (1996), *Sur la « crise » de l'histoire*, Paris, Belin.
- NORA, P. (1984), « Entre Mémoire et Histoire », in P. Nora, *Les lieux de mémoire. I. La République*, Paris, Gallimard, pp. XVII-XLII.
- ORTIZ, R. (2000), « Modernité mondiale et identités », *Hermès* n°28, pp. 109-118.
- PAPERMAN, P. (2001), « Indifférence, neutralité, engagement », in M. d. Fornel, A. Ogien et L. Quéré, *L'ethnométhodologie. Une sociologie radicale.*, Paris, La Découverte, pp. 345-360.

- PASQUIER, D. (1994), « Vingt ans de recherche sur la télévision : une sociologie post lazarsfeldienne? », *Sociologie du travail* n°1/94, pp. 63-80.
- PAUGAM, S. (1991), *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, PUF.
- PELLIZZARI, A. (2001), *Die Ökonomisierung des Politischen. New Public Management und der neoliberale Angriff auf die Öffentlichen Dienste*, Konstanz, UKV-Raisons d'agir.
- PÉTONNET, C. (1985), *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*, Paris, Galilée.
- PLATTEAU, J.-P. (1986), « La fonction euphémisante et mystificatrice de l'aide », in *Dis-moi qui tu aides*, Namur, Presses universitaires de Namur, pp. 183-216.
- POLLNER, M. (1974), « Sociological and Common-Sense Models of the Labelling Process », in R. Turner, *Ethnomethodology*, Harmondsworth, Penguin, pp. 27-40.
- POLLNER, M. (1991 [1974]), « Que s'est-il réellement passé ?, Événement et monde commun », in J.-L. Petit, *L'événement en perspective. Raisons pratiques*, n°2, Paris, EHESS, 75-96, pp. 75-96.
- QUÉRÉ, L. (1982), *Des miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris, Aubier.
- QUÉRÉ, L. (1989), « La vie sociale est une scène. (Goffman revu et corrigé par Garfinkel) », in R. Castel, J. Cosnier et I. Joseph, *Le parler frais d'Erving Goffman*, Paris, Minuit, pp. 47-82.
- QUÉRÉ, L. (1991), « Événement et temps de l'histoire, Sémantique et herméneutique chez R. Koselleck », in J.-L. Petit, *L'événement en perspective. Raisons pratiques* n°2, Paris, EHESS, pp. 263-281.
- QUÉRÉ, L. (1994), « Présentation », in B. Fradin, L. Quéré et J. Widmer, *L'enquête sur les catégories, De Durkheim à Sacks. Raisons pratiques* n°5, Paris, EHESS, pp. 7-40.
- QUÉRÉ, L. (1997), « La situation toujours négligée ? », *Réseaux* n°85, pp. 163 - 192.
- QUÉRÉ, L. (1999), « Action située et perception du sens », in L. Quéré et M. de Fornel, *La logique des situations. Raisons pratiques* n°10, Paris, éditions EHESS, pp. 301-338.
- QUÉRÉ, L. (1999a), « Construction des problèmes publics et action collective », document multigraphié, Paris EHESS.
- QUÉRÉ, L. (1999b), « L'individualisation des événements dans le cadre de l'expérience publique », document multigraphié, Paris, EHESS.
- QUÉRÉ, L. (2001), « La structure cognitive et normative de la confiance », *Réseaux* n° 108, pp. 125-152.
- QUÉRÉ, L. (2001), « Naturaliser le sens : une erreur de catégorie? », *Revue du MAUSS* n°17, pp. 275-292.
- QUÉRÉ, L. (2002), « La structure de l'expérience publique d'un point de vue pragmatiste », in D. Cefaï et I. Joseph, *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigue, Aube, pp. 131-160.
- QUÉRÉ, L. (2003), « Le public comme forme et comme modalité de l'expérience », in D. Cefaï et D. Pasquier, *Les sens du public*, Paris, PUF, pp. 113-134.

- QUÉRÉ, L. (2004), « 'Il faut sauver les phénomènes !' Mais comment faire ? », *Espace/Temps* n°84-86, pp. 24-37.
- QUÉRÉ, L. (2002), « La validité de l'argument naturaliste en sciences sociales », in M. de Fornel et J.-C. Passeron, *L'argumentation*, Paris, EHESS, pp. 93-120.
- QUÉRÉ, L. et NEVEU, E. (1996), « Présentation », *Réseaux* n°75, pp. 7-21.
- RABEHARISOA, V. et CALLON, M. (1999), *Le pouvoir des malades. L'Association française contre les myopathies et la recherche*, Paris, Presse de l'Ecole des mines de Paris.
- RAWLS, A.W. (1996), « Durkheim's Epistemology : The Neglected Argument », *American Journal of Sociology* 102(2), pp. 430-482.
- REISMAN, W.M. (1989), « Harnessing International Law to Retain and Recapture Indigenous Spoliations », *American Journal of International Law* n°83.
- RELIEU, M. (1993), « L'intervention policière comme action située », in *La relation de service dans le secteur public. Tome 3 : Les compétences de l'agent.*, Paris, Plan urbain-RATP-DRI, pp. 173-193.
- RELIEU, M. (1999), « Parler en marchant. Pour une écologie dynamique des échanges de paroles », *Langage et Société* n°89, pp. 37-67.
- RELIEU, M. (1999), « Travaux en public. Découverte et exploration dynamique d'une situation sociale problématique », in M. de Fornel et L. Quéré, *La logique des situations. Raisons pratiques N°10*, Paris, EHESS, pp. 95-119.
- RELIEU, M. (2002), « Ouvrir la boîte noire. Identification et localisation dans les conversations mobiles », *Réseaux* n° 112-113, pp. 19-47.
- RELIEU, M. et TERZI, C. (2003), « Les politiques ordinaires de la vie urbaine », in D. Cefaï et D. Pasquier, *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF.
- RESZLER, A. (1986), *Mythes et identité de la Suisse*, Genève, Georg.
- RICŒUR, P. (1983), *Temps et récit. 1. L'intrigue et le récit historique*, Paris, Seuil (points/essais).
- RICŒUR, P. (1984), *Temps et récit. 2. La configuration dans le récit de fiction*, Paris, Seuil (points/essais).
- RICŒUR, P. (1985), *Temps et récit. 3. Le temps raconté*, Paris, Seuil (points/essais).
- RICŒUR, P. (2000), *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil.
- ROUSSO, H. (1998), *La hantise du passé. Entretien avec Philippe Petit*, Paris, Textuel.
- SACKS, H. (1968), « The Search for Help : No One to Turn to », in E. Schneidman, *Essays in Self-Destruction*, New York, Science House Publishers, pp. 203-223.
- SACKS, H. (1972), « An Initial Investigation of the Usability of Conversational Data for Doing Sociology », in D. Sudnow, *Studies in Social Interaction*, New York, The Free Press, pp. 31-74.
- SACKS, H. (1974), « On the Analyzability of Stories by Children », in R. Turner, *Ethnomethodology*, Harmondsworth, Penguin, pp. 216-232.
- SACKS, H. (1993 [1963]), « La description sociologique », *Cahiers de recherche ethnométhodologique* n°1, pp. 7-23.

- SACKS, H. (1995), *Lectures on Conversation*, Oxford, Blackwell.
- SAUER, J. (1999), « La "conférence de Londres" dans les presses suisse et allemande », in J. Widmer et C. Terzi, *Mémoire collective et pouvoirs symboliques. Discours et société n°1*, Fribourg, Département sociologie et media de l'Université de Fribourg (Suisse), pp. 109-128.
- SCHÜTZ, A. (1962), « Common-Sense and Scientific Interpretation of Human Action », in *Collected Papers vol. I. The Problem of Social Reality*, The Hague, Martinus Nijhoff, pp. 3-47.
- SCHÜTZ, A. (1964), « Tiresias or our Knowledge of Future Events », in *Collected Papers vol. II. Studies in the Social Theory*, The Hague, Martinus Nijhoff, pp. 277-293.
- SCHÜTZ, A. (1966), « Tiresias or our Knowledge of Future Events », in *Collected Papers vol. IV*, Dordrecht & Boston, Kluwer Academic Publisher, pp. 51-66.
- SCHÜTZ, A. (1975 [1962]), « Some Structures of the Life-World », in *Collected Papers vol. III. Studies in Phenomenological Philosophy*, The Hague, Martinus Nijhoff, pp. 116-132.
- SEMPRINI, A. (1996), *Analyser la communication. Comment analyser les images, les médias, la publicité*, Paris, L'Harmattan.
- SENNETT, R. (1979 [1974]), *Les tyrannies de l'intimité*, Paris, Seuil.
- SHARROCK, W. (1974), « On Owning Knowledge », in R. Turner, *Ethnomethodology*, Harmondsworth, Penguin, pp. 45-53.
- SIMMEL, G. (1987), *Philosophie de l'argent*, Paris, PUF.
- SMITH, D.E. (1984), « Les textes comme instruments de l'organisation sociale », *Revue Internationale des Sciences Sociales* n°36, pp. 59-75.
- SNOW, D. (2001), « Analyse des cadres et mouvements sociaux », in D. Cefaï et D. Trom, *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques. Raisons pratiques n°12*, Paris, EHESS, 12, pp. 27-49.
- SNOW, D., WORDEN, S. et BENFORD, R. (1986), « Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation », *American Sociological Review* 45, pp. 787-801.
- SPECTOR, M. et KITSUSE, J. (1973a), « Toward a Sociology of Social Problems : Social Conditions, Value Judgments, and Social Problems », *Social Problems* 20, pp. 407-418.
- SPECTOR, M. et KITSUSE, J. (1973b), « Social Problems : A Re-formulation », *Social Problems* 21, pp. 145-159.
- SPECTOR, M. et KITSUSE, J. (1987 [1977]), *Constructing Social Problems*, Menlo Park, Cummings.
- STENGERS, I. (1996-1997), *Cosmopolitiques*, Paris, La Découverte.
- STRAUSS, A. (1978), *Negotiations : Varieties, Contexts, Processes, and Social Order*, San Francisco, Jossey-Bass.
- STRAUSS, A. (1992 [1989]), *Miroirs et masques*, Paris, Métailié.
- SUCHMAN, L. (1987), *Plans and Situated Actions : The Problem of Human-Machine Communication*, Cambridge UK, Cambridge University Press.

- SUCHMAN, L. (1990 [1988]), « Plans d'action », in P. Pharo et L. Quéré, *Les formes de l'action. Sémantique et sociologie. Raisons Pratiques n°1*, Paris, EHESS, pp. 149-170.
- SUDNOW, D. (2002 [1972]), « Les paramètres temporels de l'observation interpersonnelle », in J.-P. Thibaud, *Regards en action. Ethnométhodologie des espaces publics*, A la croisée, pp. 57-81.
- TEITEL, R. (2000), *Transitional Justice*, New York, Oxford University Press.
- TERZI, C. (1996), *L'abstinence au quotidien, Reconstruction identitaire chez d'anciens alcooliques*, Mémoire de licence, Université de Fribourg (Suisse), Faculté des Lettres.
- TERZI, C. (1999), « L'annonce de la création de la Fondation suisse de solidarité par Arnold Koller. Le pouvoir symbolique en construction », in J. Widmer et C. Terzi, *Mémoire collective et pouvoirs symboliques. Discours et société 1*, Fribourg, Département sociologie et media, Université de Fribourg (Suisse), pp. 175-203.
- TERZI, C. (2000), « Constitution et normalisation médiatiques de la question des 'fonds en déshérence'. La publication de la première liste de titulaires de 'comptes dormants' et son traitement par des dépêches d'agence », *Revue suisse de sociologie* 26(3), pp. 559-590.
- TERZI, C. (2003), « L'expérience constitutive des problèmes publics. La question des "fonds en déshérence" », in C. Barril, M. Carrel, J.-C. Guerrero et A. Márquez, *Le public en action. Usages et limites de la notion d'espace public en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, pp. 25-50.
- THIREAU, I. (2001), « Le sens du juste en Chine. En quête d'un nouveau droit du travail », *Annales HSS* 6, pp. 1283-1312.
- THIREAU, I. et HUA, L. (2003), « "Faire appel" auprès du pouvoir public. Une nouvelle épreuve de justice en Chine et ses transformations », in D. Cefaï et D. Pasquier, *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, pp. 137-155.
- THIREAU, I. et WANG, H., Eds, (2001), *Disputes au village chinois. Formes du juste et recompositions locales de l'équité*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme.
- TODOROV, T. (1995), *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa.
- TORPEY, J., Ed. (2003), *Politics and the Past : On Repairing Historical Injustices*, Lanham (MD), Rowman & Littlefield.
- TROM, D. (2001), « Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs », in D. Cefaï et D. Trom, *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques. Raisons pratiques n°12*, Paris, EHESS, pp. 99-134.
- TROM, D. (2003), « Situationnisme et historicité de l'action. Une approche par induction triangulaire », in P. Laborier et D. Trom, *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF.
- VELKOVSKA, J. (2002), « L'intimité anonyme dans les conversations électroniques sur les webchats », *Sociologie du travail* n°44, pp. 193-213.
- VÉRON, E. (1978), « Sémiosis de l'idéologique et du pouvoir », *Communications* n° 28, pp. 7-20.

- VÉRON, E. (1980), « La sémiotique et son monde », *Langages* n°58, pp. 61-74.
- VÉRON, E. (1981), *Construire l'événement. Les médias et l'accident de Three Mile Island*, Paris, Minuit.
- VÉRON, E. (1982), « L'espace du soupçon », in P. Dubois et Y. Winkins, *Langage et ex-communication*, Louvain-la-Neuve, Cabay, pp. 109-160.
- VÉRON, E. (1983a), « Quand lire, c'est faire : l'énonciation dans le discours de la presse écrite », in *Sémiotiques II*, Paris, publication de l'Institut de Recherches et d'Études Publicitaires, pp. 33-51.
- VÉRON, E. (1983b), « Il est là, je le vois, il me parle », *Communications* n°38, pp. 98-120.
- VÉRON, E. (1984), « Le séjour et ses doubles : architectures du petit écran », *Temps libre* n°11, pp. 67-78.
- VÉRON, E. (1985), « L'analyse du contrat de lecture : une nouvelle méthode pour les études de positionnement des supports de presse », in *Les médias*, publication de l'Institut de Recherches et d'Études Publicitaires, pp. 203-229.
- VÉRON, E. (1986), « Théorie de l'énonciation et discours sociaux », *Études de lettres. Revue de la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne* octobre-décembre 1986, pp. 71-92.
- VÉRON, E. (1987), *La sémiotique sociale. Fragments d'une théorie de la discursivité*, Paris, Presses Universitaires de Vincennes.
- VÉRON, E. (1988), « Presse écrite et théorie des discours sociaux : production, réception, régulation », in P. Charaudeau, *La presse, produit, production, réception*, Paris, Didier Érudition, pp. 11-26.
- VÉRON, E. (1991), « Les médias en réception : les enjeux de la complexité », *Médiapouvoirs* n°21, pp. 166-172.
- VÉRON, E. (1995), « Médiatisation du politique : stratégies, acteurs et construction des collectifs », *Hermès* n°17-18, pp. 201-214.
- VÉRON, E. (1999), *Efectos de agenda*, Barcelona, Gedisa.
- VIGNATI, M. et HAMMOUCHE, S.A. (1999), « La Task Force et le politique », in J. Widmer et C. Terzi, *Mémoire collective et pouvoirs symboliques. Discours et société* n°1, Fribourg, Département sociologie et media, Université de Fribourg (Suisse), pp. 152-171.
- VOIROL, O. (2003), « L'espace public et les luttes pour la reconnaissance. De Habermas à Honnet », in C. Barril, M. Carrel, J.-C. Guerrero et A. Márquez, *Le public en action. Usages et limites de la notion d'espace public en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, pp. 117-137.
- WATSON, D.R. (1994), « Catégories, séquentialité et ordre social. Un nouveau regard sur l'œuvre de Sacks », in B. Fradin, L. Quéré et J. Widmer, *L'enquête sur les catégories. De Durkheim à Sacks. Raisons pratiques* n°5, Paris, EHESS, pp. 151-184.
- WEBER, M. (1963 [1919]), *Le savant et le politique*, Paris, 10/18.
- WEBER, M. (1995 [1956]), *Économie et société. 1. Les catégories de la sociologie*, Paris, Plon (Agora pocket).

- WIDMER, J. (1986), *Langage et action sociale. Aspects philosophiques et sémiotiques du langage dans la perspective ethnométhodologique. Documents économiques n°31*, Fribourg, Editions Universitaires.
- WIDMER, J. (1996a), « Les médiations : du regard médusé au regard de la loi », in J. Widmer et al., *Drogues médias et sociétés, Études II*; Lausanne, IUMSP, Cahiers de Recherches et de Documentation n°111.8.
- WIDMER, J. (1996b), *Langues et espace public. Une analyse sociologique de l'identité collective*, Thèse d'habilitation, Université de Fribourg (Suisse), Département sociologie & media.
- WIDMER, J. (1999a), « Notes à propos de l'analyse de discours comme sociologie. La mémoire collective d'un lectorat », *Recherches en communication* n°12, pp. 195-207.
- WIDMER, J. (1999b), « J.-P. Delamuraz prend position : Analyser le pouvoir symbolique dans le texte », in J. Widmer et C. Terzi, *Mémoire collective et pouvoirs symboliques. Discours et société n°1*, Fribourg, Département sociologie et media, Université de Fribourg (Suisse), pp. 205-221.
- WIDMER, J. (2001), « Catégorisations, tours de parole et sociologie », in M. de Fornel, A. Ogien et L. Quéré, *L'ethnométhodologie. Une sociologie radicale*, Paris, La Découverte.
- WIDMER, J. (2002), « Symbolic Power and Collective Identifications », in W. Housley et S. Hester, *Language, Interaction and National Identities*, Cardiff, Ashgate.
- WIDMER, J., BOLLER, B. et CORAY, R. (1997), *Drogen im Spannungsfeld der Öffentlichkeit. Logik der Medien und Institutionen*, Basel, Helbing & Lichtenhahn.
- WIDMER, J., CORAY, R., ACKLIN MUJI, D. et GODEL, E. (2003), *Die Schweizer Sprachenvielfalt im öffentlichen Diskurs. La diversité des langues en Suisse dans le débat public*, Bern, Peter Lang.
- WIDMER, J. et TERZI, C., Eds, (1999), *Mémoire collective et pouvoirs symboliques. Discours et société n°1*, Fribourg, Département sociologie et media, Université de Fribourg (Suisse).
- WIEDER, L.D. (1974), *Language and Social Reality. The Case of Telling the Convict Code*, The Hague, Mouton.
- WIEVIORKA, A. (1989), *Le procès Eichmann*, Bruxelles, Complexe.
- WIEVIORKA, A. (1998), *L'ère du témoin*, Paris, Plon.
- WILSON, T.P. (1970), « Normative and Interpretive Paradigms in Sociology », in J. D. Douglas, *Understanding Everyday Life, Toward the Reconstruction of Sociological Knowledge*, Chicago, Aldine Publishing Company, pp. 57-79.
- WYNNE, B. (1996), « May the sheep safely graze? A reflexive view on the expert-lay knowledge divide », in S. Lash, B. Szerszynski et B. Wynne, *Risk, Environment and Modernity. Towards a New Ecology*, London, Sage, pp. 44-83.
- ZASK, J. (1999), *L'opinion publique et son double. Livre II. John Dewey, philosophe du public*, Paris, L'Harmattan.

- ZASK, J. (2002), « Ethiques et politiques de l'interaction. Le self-government à la lumière du pragmatisme », in D. Cefaï et I. Joseph, *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigue, Aube, pp. 107-129.
- ZIMMERMAN, D. (1974), « Fact as a Practical Accomplishment », in R. Turner, *Ethnomethodology*, Harmondsworth, Penguin, pp. 128-143.
- ZIMMERMAN, D.H. et POLLNER, M. (1996 [1970]), « Le monde quotidien comme phénomène », *Cahiers de recherche ethnométhodologique* n°2, pp. 7-37.

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	<i>i</i>
Remerciements.....	v
Au lecteur : remarques générales.....	vii
Prologue	<i>1</i>
La présence de la Deuxième Guerre mondiale.....	3
<i>La Deuxième Guerre mondiale : un objet de mémoire et d'histoire</i>	<i>3</i>
<i>La Deuxième Guerre mondiale : un enjeu international contemporain.....</i>	<i>5</i>
<i>La polémique sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale.....</i>	<i>10</i>
Introduction	<i>21</i>
Une contribution sociologique à l'enquête sur « les fonds juifs et l'or nazi ».....	23
<i>Une controverse marquée par deux renversements de situations.....</i>	<i>24</i>
<i>Désubstantifier « les fonds juifs et l'or nazi » et restituer des prises à l'action</i>	<i>26</i>
<i>La sociologie d'une histoire contingente, ses contraintes pratiques et ses enjeux théoriques.....</i>	<i>33</i>
Première partie	<i>43</i>
Construire le problème des « fonds juifs et de l'or nazi »	45
Chapitre 1	49
1 La définition des « fonds juifs » et de l'« or nazi ».....	51
1.1 L'arrêté fédéral de 1962 sur les « avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques »	52
1.2 Le retour discret des « biens des victimes de l'Holocauste » en 1995	56
1.2.1 Les interventions israéliennes à l'occasion des célébrations de la Shoah	57
1.2.2 Une question en quête d'un lexique et d'une définition.....	64
1.2.3 Une brouille marquée par la confusion lexicale	65
1.3 La question des « fonds juifs » suite à l'audition du Sénat états-unien en avril 1996	67
1.3.1 L'entrée en scène du Sénat états-unien	67
1.3.2 La première audition et la question des « fonds juifs »	70
1.3.3 La recherche des « fonds juifs »	72
1.3.4 La définition de l'affaire des « fonds juifs »	76
1.3.5 La relative fragilité de la définition des « fonds juifs »	78
1.4 Les « fonds juifs » et l'« or nazi » suite au rapport Nazi Gold de septembre 1996.....	81
1.4.1 La question de « l'or nazi » et l'Accord de Washington* de mai 1946	81
1.4.2 La publication du rapport Nazi Gold par le Foreign Office	83
1.4.3 Des « fonds juifs » à l'affaire des « fonds juifs et de l'or nazi »	85
1.5 La définition « des fonds juifs et de l'or nazi » : un processus long et complexe.....	95
1.5.1 Le lexique des « fonds juifs » et de l'« or nazi » : armature d'un ordre négocié	97
1.5.2 Définition du problème et orientation de l'action	99
1.6 Sources du chapitre 1.....	102

Chapitre 2	107
2 Revendiquer la restitution « des fonds juifs et de l'or nazi »	109
2.1 <i>Le problème des « fonds juifs et de l'or nazi » comme activité de revendication</i>	<i>110</i>
2.2 <i>Le système d'action des « fonds juifs et de l'or nazi » comme ordre négocié</i>	<i>112</i>
2.2.1 Les activités de revendication et la composition d'un système d'action tentaculaire	112
2.2.2 La dynamique interactionnelle des activités de revendication	116
2.3 <i>Les arènes « des fonds juifs et de l'or nazi »</i>	<i>124</i>
2.3.1 Le rituel des activités de revendication	124
2.3.2 Revendiquer la restitution « des fonds juifs et de l'or nazi » dans les années 1990	127
2.4 <i>Conclusion du chapitre 2 : L'analyse d'un ordre négocié</i>	<i>143</i>
2.5 <i>Sources du chapitre 2</i>	<i>147</i>
Chapitre 3	149
3 Activités de revendication et identification des acteurs	151
3.1 <i>Les activités de revendications et l'identification de leurs protagonistes</i>	<i>151</i>
3.1.1 Une problématique pragmatiste des identifications	153
3.1.2 Activités de revendication, désignation des protagonistes et trajectoires identitaires	155
3.2 <i>La trajectoire identitaire emblématique de Jean Ziegler</i>	<i>157</i>
3.2.1 Un justicier dénonce le scandale des « biens des victimes de l'Holocauste »	158
3.2.2 Les réceptions fluctuantes d'une indignation durable	162
3.3 <i>Conclusion du chapitre 3 : Les identités comme constructions interactionnelles</i>	<i>180</i>
3.4 <i>Sources du chapitre 3</i>	<i>184</i>
Deuxième partie	187
Problématisation et publicisation « des fonds juifs et de l'or nazi » : Constitution d'un collectif affecté par un problème de réputation	189
Chapitre 4	195
4 Les « cadres » du problème « des fonds juifs et de l'or nazi »	197
4.1 <i>Le « cadrage » de la réalité sociale</i>	<i>199</i>
4.1.1 L'« analyse des cadres » comme théorie de la réalité sociale	199
4.1.2 L'« analyse des cadres » : une problématique structurale et une démarche pragmatiste	202
4.1.3 De l'analyse de cadres à la frame perspective	210
4.2 <i>Les panoplies interprétatives « des fonds juifs et de l'or nazi »</i>	<i>216</i>
4.2.1 La panoplie de la dénonciation : La Suisse complice du régime nazi	218
4.2.2 La panoplie du conflit : La Suisse injustement attaquée	223
4.2.3 La panoplie de l'aide humanitaire : la Suisse sauve les victimes	229
4.2.4 La panoplie de la responsabilité morale : La Suisse face à son examen de conscience	234
4.3 <i>L'irréductible incomplétude de l'inventaire des panoplies interprétatives « des fonds juifs et de l'or nazi »</i>	<i>247</i>
4.3.1 Frame perspective et quête d'un inventaire exhaustif	249
4.3.2 La tyrannie de la complétude comme institution pratique des hiérarchies en sciences sociales	257
Chapitre 5	263
5 La constitution pratique d'une ligne éditoriale : La trajectoire « des fonds juifs et de l'or nazi » dans L'Hebdo	265
5.1 <i>La trajectoire des cadrages « des fonds juifs et de l'or nazi » dans L'Hebdo</i>	<i>267</i>
5.1.1 Le temps de la responsabilité morale : de septembre à décembre 1996	269
5.1.2 Le temps du conflit : à partir de mai 1997	279
5.2 <i>Les opérations qui ont renversé la situation : de janvier à mai 1997</i>	<i>293</i>
5.2.1 L'affaire Jean-Pascal Delamuraz : Janvier 1997	294
5.2.2 Les apparitions épisodiques de la panoplie du conflit	299
5.2.3 L'Hebdo s'engage dans le conflit	301
5.2.4 Le courrier des lecteurs : L'émergence du conflit dans les colonnes de L'Hebdo	310
5.3 <i>Conclusion du chapitre 5 : L'engagement de L'Hebdo dans le conflit</i>	<i>315</i>
5.4 <i>Sources du chapitre 5</i>	<i>318</i>
Chapitre 6	321
6 Prises de position et polarisation de l'espace médiatique	323
6.1 <i>La configuration d'une ligne éditoriale combative : 24 Heures et Le Nouvelliste</i>	<i>326</i>
6.1.1 « Il était temps que le Conseil fédéral s'exprime ainsi »	327
6.1.2 « La Suisse a un vrai gouvernement »	330

6.1.3	« Que les Suisses montrent leur solidarité : Derrière, autour, avec J.-P. Delamuraz »	331
6.1.4	La perspective conflictuelle : tout compromis serait une compromission	334
6.2	<i>L'élaboration d'une réflexivité historique et morale : le Tages-Anzeiger et la Bündner Zeitung</i>	335
6.2.1	« Fausses paroles, faux signaux »	336
6.2.2	« La Suisse est confrontée à la question de la culpabilité »	339
6.2.3	« Retirer ses paroles ou se retirer »	344
6.2.4	Une ligne éditoriale opposée à l'interprétation conflictuelle	347
6.3	<i>Entre le conflit et la responsabilité morale : le Bund prône la recherche de la vérité</i>	348
6.3.1	La maladresse de Jean-Pascal Delamuraz et le danger de l'antisémitisme	349
6.3.2	Mettre un terme à la guerre des mots et donner une chance à la recherche de la vérité	351
6.3.3	L'articulation du conflit, des recherches historiques et d'un fonds d'indemnisation	353
6.4	<i>Les lignes éditoriales comme actions situées : la réorientation de la Tribune de Genève</i>	354
6.5	<i>Conclusion du chapitre 6 : Le rôle prédominant de l'interprétation conflictuelle : un artefact rétrospectif</i>	358
6.6	<i>Sources du chapitre 6</i>	363
Chapitre 7		365
7	Prises de position, orientation des lignes éditoriales et détermination d'une situation confuse	367
7.1	<i>L'élaboration progressive d'une situation polarisée et temporalisée</i>	371
7.1.1	Une situation confuse, un espace médiatique éclaté et des lignes éditoriales indécises	373
7.1.2	Le recouvrement d'un conflit économique et d'une polarisation politique	381
7.2	<i>La prise de position de Ruth Dreifuss : Orientation de l'enquête et détermination réflexive d'une action, de son auteur et de son environnement</i>	396
7.2.1	Une attaque contre la Suisse ou l'orientation vers un dénouement	398
7.2.2	La détermination dynamique d'une situation et la réorientation de l'enquête	412
7.2.3	Une configuration totalisante de l'histoire, des autorités politiques et de la collectivité nationale	421
7.3	<i>Élaboration d'un problème de réputation et de son audience médiatique</i>	427
7.3.1	La recherche de la vérité et la constitution d'une collectivité menacée de dissolution	427
7.3.2	L'histoire comme clôture de la confrontation politique	429
7.3.3	La configuration d'un problème d'image et l'occultation de la responsabilité morale	431
7.4	<i>Conclusion du chapitre 7 : La détermination d'une situation confuse et son analyse pragmatiste</i>	433
7.4.1	Une analyse non déterministe des procédures de détermination	433
7.4.2	Détermination d'une situation confuse et émergence de la vérité historique	436
7.5	<i>Sources du chapitre 7</i>	440
Chapitre 8		443
8	La configuration d'une collectivité politique appelée à défendre sa réputation	445
8.1	<i>De l'analyse d'un cas particulier à la dynamique du débat</i>	446
8.1.1	La controverse et ses traces énonciatives dans les discours	446
8.1.2	La détermination pratique de la portée des discours et de leur analyse	452
8.2	<i>Le débat public comme configuration pratique d'une collectivité politique</i>	465
8.2.1	Représentation du passé et constitution du collectif politique	466
8.2.2	La constitution pratique des identités politiques et culturelles	488
8.3	<i>Sources du chapitre 8</i>	512
Conclusion à la deuxième partie		515
Une analyse pragmatique de la culture politique suisse		517
Élaboration d'une pragmatique « des fonds juifs et de l'or nazi »		517
Une expérience scripturaire comme critique de l'analyse structurale et de ses résultats		518
Entre le conflit et la responsabilité morale : Appels au calme et constitution d'une perspective médiane		519
La voie intermédiaire et ses conséquences pratiques pour l'orientation de l'enquête		521
L'horizon d'un règlement financier et son élaboration pratique		521
Le développement des recherches historiques		524
La problématisation « des fonds juifs et de l'or nazi » et la résurgence de l'antisémitisme		526
Constitution d'un problème de réputation et d'une culture politique centralisée		534
Sources de la conclusion		537

Troisième partie.....	541
Une critique pragmatique des cultures politiques en action	543
Chapitre 9	547
9 La participation à la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi »	549
9.1 Incertitudes, controverses socio-techniques et démocratie dialogique	550
9.1.1 Le temps des incertitudes et l'analyse des controverses socio-techniques	551
9.1.2 Les manifestations narratives d'une prise de position sociologique	557
9.2 La participation des profanes à la définition, aux recherches et à la restitution des « fonds en déshérence ».....	560
9.2.1 Les profanes s'invitent à la définition du problème.....	562
9.2.2 L'ouverture progressive du collectif de recherche aux profanes	565
9.2.3 Des entités récalcitrantes problématisent les recherches de « fonds en déshérence »...574	
9.3 De la « science en action » à la « démocratie dialogique ».....	583
9.3.1 Controverses et symétrie : des règles de méthode pour étudier la science en action	584
9.3.2 Controverse et symétrie : des mots d'ordre pour faire entrer la nature en démocratie..	586
9.3.3 Une sociologie empirique des épreuves de vérité et de justice	589
9.4 Vers une analyse empirique de la politique en action	598
9.4.1 Faire entrer la science en démocratie ou imposer la science en politique.....	599
9.4.2 Pour une critique empirique des espaces publics démocratiques.....	603
9.4.3 Le savant, le politique et l'analyse praxéologique de leurs médiations	605
9.5 Sources du chapitre 9	609
Chapitre 10	611
10 La constitution médiatique d'un collectif de recherche narcissique.....	613
10.1 La configuration médiatique du public suisse des recherches de titulaires	614
10.1.1 La liste des titulaires prise dans les jeux de miroirs de la presse suisse.....	614
10.1.2 La constitution médiatique d'un public narcissique	625
10.2 La constitution du secret bancaire en bien public	626
10.2.1 Le secret bancaire comme propriété publique de la collectivité suisse.....	626
10.2.2 La configuration d'un conflit économique international	630
10.2.3 Un problème de réputation à régler par des mesures de marketing politique	636
10.3 La liste des titulaires de « fonds en déshérence » comme objet de controverses	643
10.3.1 Des titulaires aisément identifiables et localisables	643
10.3.2 Gérer la honte, circonscrire le débordement, dédouaner les banquiers et minimiser le problème	646
10.4 La liste problématise les « fonds en déshérence » et oriente leurs recherches.....	651
10.4.1 Un afflux de demandes submerge les méandres procéduraux de la restitution.....	652
10.4.2 Les listes de titulaires comme manifestations d'un problème de déshérence ordinaire	656
10.5 Conclusion du chapitre 10 : La constitution d'un problème identitaire et de son public	661
10.6 Sources du chapitre 10	664
Chapitre 11	667
11 Le dénouement d'une intrigue et l'institution d'une culture politique.....	669
11.1 Le report des plaintes collectives et la configuration d'un conflit économique	669
11.1.1 Une multitude de litiges financiers privés fédérés en une cause judiciaire collective ..	671
11.1.2 La configuration pratique d'un affrontement entre les États-Unis et la Suisse.....	672
11.2 L'émergence d'un enjeu international orienté vers un règlement financier global	674
11.2.1 La détermination pratique des responsabilités et des compétences attribuées aux autorités politiques et aux banques.....	675
11.2.2 Les trésoriers des villes et des États comme public d'un conflit international	678
11.3 La confrontation secrète d'intérêts privés comme dynamique de problématisation et de publicisation.....	687
11.3.1 Une situation orientée vers la conférence des directeurs des finances publiques	688
11.3.2 La première échéance des activités de la Commission de surveillance des banques	695
11.3.3 Une situation orientée vers un règlement financier	706
11.3.4 L'exploration rétrospective du débat et la composition de l'unité nationale	715
11.3.5 Les négociations secrètes instituées comme fil conducteur de l'intrigue médiatique...724	
11.4 Sources du chapitre 11	740
Chapitre 12	747
12 L'intrigue projetée et organise l'horizon de son propre dénouement.....	749
12.1 La levée du moratoire comme tournant vers le dénouement de l'intrigue	750

12.1.1	Le remplissement de l'horizon d'attente institué par les négociations financières	750
12.1.2	L'orientation temporelle et la polarisation actancielle instituées par la levée du moratoire	751
12.1.3	La constitution spéculaire d'un public suisse appelé à défendre des intérêts privés	755
12.2	<i>La levée du moratoire et la publicisation des intérêts des entreprises suisses</i>	760
12.2.1	Les appels en faveur d'une intervention énergique du Conseil fédéral	760
12.2.2	L'émergence d'un public unanime, prêt à tout pour défendre ses intérêts économiques ...	763
12.3	<i>Le déroulement des négociations secrètes et la constitution de leur public</i>	769
12.3.1	Les spéculations médiatiques comme mises en scène d'une situation incertaine et menaçante	770
12.3.2	La reprise des audiences judiciaires à huis clos et leur publicisation médiatique	773
12.4	<i>L'institution pratique du dénouement « des fonds juifs et de l'or nazi »</i>	774
12.4.1	Détermination rétrospective d'un champ d'expérience et projection d'un horizon d'attente	774
12.4.2	Le remplissement des attentes comme détermination rétrospective de l'intrigue	778
12.4.3	Le remplissement des attentes comme projection de nouvelles questions	782
12.5	<i>Vers une analyse empirique des relations internationales et de leur recomposition</i>	786
12.5.1	L'analyse « des fonds juifs et de l'or nazi » comme fondement d'une théorie cosmopolitique	786
12.5.2	La critique pragmatique face aux spéculations cosmopolitiques	790
12.6	<i>Sources du chapitre 12</i>	794
Conclusion	797
	Analyser la constitution d'une culture politique nationale et internationale	799
	<i>Une analyse procédurale de la publicité démocratique</i>	800
	<i>Une théorie fondée empiriquement et une méthodologie élaborée pratiquement</i>	804
Glossaire	i
Bibliographies	xxi
	<i>Bibliographie des sources</i>	xxi
	<i>Bibliographie des références</i>	xxv

RESUME en français

Prenant appui sur un large corpus d'articles de presse, de discours politiques, d'enquêtes historiques et de témoignages, cette thèse étudie l'émergence, le développement et le dénouement de la controverse dite « des fonds juifs et de l'or nazi » qui a animé l'espace public suisse entre 1995 et 1998.

L'enquête commence par retracer comment, plus de cinquante ans après les faits, le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale a *émergé* en tant que problème public, traité dans des arènes bancaires, médiatiques, administratives, judiciaires, diplomatiques et politiques.

La deuxième partie de la recherche est consacrée au *cadrage* de ces questions, c'est-à-dire à leur mise en forme et à la configuration de leurs audiences médiatiques et de leurs publics politiques.

La troisième et dernière partie montre comment le *dénouement* de ce débat public a pris forme au cours de négociations secrètes, conduites par des banques privées.

Cette enquête propose ainsi une incursion empirique au cœur des dynamiques habituellement désignées par les termes de globalisation, de financiarisation et de judiciarisation des relations internationales. Ce récit détaillé de la controverse sur « les fonds juifs et l'or nazi » débouche sur une analyse inattendue, et à bien des égards déconcertante, du fonctionnement des institutions démocratiques suisses.

TITLE AND ABSTRACT in English

« What have you done with the money of the Jews ? » Problematization and publicization of the « Jewish assets and nazi gold » issue by Swiss newspapers, 1995-1998

Based on a large collection of newspaper articles, political discourses, historical inquiries and testimonies, this research analyzes the emergence, development and resolution of the controversy about the "Jewish assets and nazi gold" in the Swiss public sphere between 1995 and 1998.

The research starts with the analysis of the *emergence* of the role of Switzerland during the Second World War, more than fifty years after the end of the conflict, as a public problem to be discussed and treated in the banking, media, administrative, judicial, diplomatic, and political arenas.

The second part is dedicated to the analysis of the *frames* of these issues, i.e. to the way their configuration organized media audiences and political publics.

The third and last part relates how private banks running secret negotiations provided for the *resolution* of this public debate.

This research proposes an empirical view of international relations processes usually named globalization, financiarisation and judiciarisation. Mainly, this detailed analysis leads on to unexpected and in some respect disconcerting results about democratic institutions in Switzerland.

Discipline : Sociologie

Mots-clés : Sociologie de la communication et des médias, Analyse de discours, Analyse des catégorisations, Espace public, Problèmes publics, Controverses, Constitution des collectifs politiques, Suisse, Seconde Guerre mondiale, Fonds juifs et or nazi.

ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES
Centre d'Etude des Mouvements Sociaux (CEMS)
54, Boulevard Raspail
75006 Paris, France

Cédric Terzi

ANNEXES

à la thèse

« *QU’AVEZ-VOUS FAIT DE L’ARGENT DES JUIFS?* »

Problématisation et publicisation de la question « des fonds juifs et de l’or nazi » par la presse suisse, 1995-1998

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

UNIVERSITE DE FRIBOURG (SUISSE)

ANNEXES AU CHAPITRE 1 :	4
<i>Annexe 1 : Interventions parlementaires</i>	5
a) « Question ordinaire Piller : Fortunes tombées en déshérence » du 6 décembre 1994 et réponse du Conseil fédéral du 25 février 1995	5
b) « Question ordinaire Ziegler Jean : Fortunes des victimes de l'Holocauste dans les banques suisses » du 7 mars 1995 et réponse du Conseil fédéral du 31 mai 1995	7
c) Initiative parlementaire Grendelmeier : « Fortunes tombées en déshérence des victimes des persécutions national-socialistes », du 24 mars 1995	9
<i>Annexe 2 : Motion (Piller-)Plattner : « Biens sans maître dans les banques suisses »</i>	10
ANNEXE AU CHAPITRE 2 :	17
<i>Annexe 3 : Texte de l'« Accord de Washington »</i>	18
ANNEXE AU CHAPITRE 3 :	24
<i>Annexe 4 : Témoignage de Jean Ziegler devant la commission bancaire du Sénat des États-Unis. Audition du 22 juillet 1998 sur « les banques suisses et l'accord de Washington ».</i>	25
ANNEXES AU CHAPITRE 4 :	29
<i>Annexe 5 : Couvertures de l'ouvrage de Jean Ziegler : La Suisse, l'or et les morts, 1997.</i>	30
a) Couverture de l'édition germanophone, Bertelsmann, 1997	30
b) Couverture de l'édition francophone, éditions du Seuil, 1997	31
<i>Annexe 6 : Illustrations tirées de l'ouvrage de Luzi Stamm : Der Kniefall der Schweiz, Zofinger Tagblatt, 1999, pp. 23 et 25.</i>	32
<i>Annexe 7 : Couverture de l'ouvrage de Frank Bridel : Non, nous n'étions pas des lâches, Vivre en Suisse 1933-1945, Genève Slatkine, 2002</i>	34
<i>Annexe 8 : Couverture de l'ouvrage de Philippe Braillard : Tragédie et mascarade, Genève, Georg, 1999.</i>	35
<i>Annexe 9 : Couverture de l'ouvrage de Yves Fricker et al. : La Suisse face à l'empire américain, Genève, Georg, 1997</i>	36
<i>Annexe 10 : Couverture de l'ouvrage du GTHV : La Suisse face au chantage, Cabédita, Yens sur Morges, 2002.</i>	37
<i>Annexe 11 : Couverture de l'ouvrage d'Angelo M. Codevilla : La Suisse, la guerre, les fonds en déshérence et la politique américaine, Genève, Slatkine, 2001</i>	38
<i>Annexe 12 : Le cauchemar du banquier, dessin de Patrick Chappatte, L'Hebdo (19.9.96)</i>	39
<i>Annexe 13 : Le rendez-vous avec l'Histoire, dessin de Patrick Chappatte, L'Hebdo (30.1.97).</i>	40
<i>Annexe 14 : Pour solde de tout compte, dessin de Patrick Chappatte, Le Temps (14.8.98)</i>	41
ANNEXES AU CHAPITRE 5 :	42
<i>Annexe 15 : « La Suisse et son passé » dessin de Patrick Chappatte, L'Hebdo (26.9.96).</i>	43
<i>Annexe 16 : « Comment restaurer l'image de la Suisse ? », L'Hebdo (3.10.96).</i>	44

Annexe 17 : « Vous devez des excuses !!! », dessin de Patrick Chappatte, <i>L'Hebdo</i> (15.5.97).....	45
Annexe 18 : « Comment se relever de l'uppercut US ? », <i>L'Hebdo</i> (15.5.97).....	46
Annexe 19 : Le « Manifeste du 21 janvier 1997 ».....	47
ANNEXES AU CHAPITRE 6 :	52
Annexe 20 : « L'arrogance a ses limites », éditorial de Denis Barrelet, <i>24 Heures</i> (3.1.97).....	53
Annexe 21 : « L'otage tient bon », éditorial de Denis Barrelet, <i>24 Heures</i> (8.1.97).....	54
Annexe 22 : « Derrière, autour, avec J.-P. Delamuraz », chronique de René Berthod, <i>Le Nouvelliste</i> (9.1.97)	55
Annexe 23 : « Falsche Worte, falsche Signale », éditorial de Claudia Kühner, <i>Tages-Anzeiger</i> (3.1.97).....	57
Annexe 24 : « Als wär's im Mittelalter », éditorial de Roger de Weck, <i>Tages-Anzeiger</i> (11.1.97).....	58
Annexe 25 : « Abbitten oder abtreten », dessin de Nico et éditorial d'Esther Girsberger, <i>Tages-Anzeiger</i> (13.1.97).....	59
Annexe 26 : « Ungeschickt », éditorial de Daniel Röthlisberger, <i>Bund</i> (3.1.97)	61
Annexe 27 : « Der Wahrheitssuche eine Chance geben », commentaire de Gustav A. Lang, <i>Bund</i> (11.1.97).....	62
ANNEXES AU CHAPITRE 7 :	65
Annexe 28 : « Nouvelles accusations », <i>Le Matin</i> (13.1.97).....	66
Annexe 29 : <i>Le Matin</i> du 15 janvier 1997.....	67
a) « UBS : Gaffe explosive ! », annonce de première page.....	67
b) « Nos amis... d'Amérique », éditorial de Jean-Pierre Gattoni.....	68
c) « Gros couac de l'UBS ! »	69
ANNEXE AU CHAPITRE 8 :	70
Annexe 30 : Extrait du « Débat sur les fonds juifs » (Fricker et al., 1997 : 258-261)	71
ANNEXE AU CHAPITRE 9 :	73
Annexe 31 : « Sortant de leur secret, les banques trouvent 1756 avoirs dormants », <i>24 Heures</i> et la <i>Tribune de Genève</i> (24.7.97).....	74
ANNEXE AU CHAPITRE 10 :	75
Annexe 32 : « Nach dem Desaster um nachrichtenlose Vermögen. US-Milliardär will unser Bankgeheimnis knacken ! », <i>Blick</i> (26.7.97)	76
ANNEXES AU CHAPITRE 11 :	77
Annexe 33 : « Estimation du coût de la crise », <i>L'Hebdo</i> , n°44 (30.10.97)	78
Annexe 34 : « Hier à New York, le directeur des Finances de la ville, Alan Hevesi, et Israel Singer, secrétaire général du Congrès juif mondial », <i>24 Heures</i> (27.3.98).....	79
ANNEXES AU CHAPITRE 12 :	80
Annexe 35 : Les villes et les Etats états-uniens recommandent le boycott des banques suisses.....	81
a) « Les Suisses n'en peuvent plus », dessin de Raymond Burki, <i>24 Heures</i> (3.7.98)..	81
b) « Jetzt prüft auch die Schweiz Klagen », dessin de Nico, <i>Tages-Anzeiger</i> (3.7.98).	81
Annexe 36 : « L'accord conclu : Alfonse D'Amato (à gauche) et Christoph Meili aux côtés d'Estelle Sapir triomphent devant la Cour fédérale », <i>Le Temps</i> (14.8.98)	82
Annexe 37 : « Nos bonnes affaires avec l'Afrique du Sud », dessin de Patrick Chappatte, <i>Le Temps</i> (11.2.99).....	83

ANNEXES AU CHAPITRE 1 :

LA DEFINITION DES « FONDS JUIFS » ET DE L'« OR NAZI »

Annexe 1 : Interventions parlementaires

a) « *Question ordinaire Piller : Fortunes tombées en déshérence* » du 6 décembre 1994 et réponse du Conseil fédéral du 25 février 1995

94.1147

Einfache Anfrage Piller «Herrenlose» Vermögenswerte Question ordinaire Piller Fortunes tombées en déshérence

*Wortlaut der Einfachen Anfrage vom 6.
Dezember 1994*

In der ausländischen Presse sind Berichte darüber aufgetaucht, dass schweizerische Banken verhältnismässig häufig teilweise hohe Vermögenswerte von Kunden in ihr Eigentum überführen, weil sich diese Kunden jahrzehntelang nicht mehr gemeldet haben. Gelegentlich sollen dabei auch Erben solcher Kunden, die nicht in der Lage sind, Kontonummern oder Passwörter zu nennen, geprellt werden. Das dürfte naturgemäss dort am häufigsten sein, wo es sich um auf Schweizer Banken hinterlegte Schwarzgelder handelt.

Der Bundesrat wird gebeten, in diesem Zusammenhang die folgenden Fragen zu beantworten:

1. Welches ist die gegenwärtige Rechtslage, die es Banken gestattet, so vorzugehen?
2. Ist der Bundesrat über den Umfang solcher Vermögenszuwächse bei Banken informiert?
3. Gelangen solche Vorgänge regelmässig, sporadisch oder gar nicht zur Kenntnis der Bankenkommission?
4. Falls die Bankenkommission davon nicht regelmässig und vollständig Kenntnis erhält: Ist der Bundesrat bereit, die gesetzlichen Grundlagen so zu ändern, dass künftig über solche Vorgänge die Bankaufsichtsbehörden Bescheid wissen?
5. Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, solche gewisser-massen «herrenlos»gewordene Vermögenswerte sollten künftig nicht mehr in das Eigentum

der betreffenden Banken, sondern in jenes des Bundes fallen?

Antwort des Bundesrates vom 15. Februar 1995

1. Das Verhältnis zwischen den Banken und ihren Kunden richtet sich nach obligationenrechtlichen Verträgen, die in der Regel auf unbestimmte Zeit abgeschlossen sind. Soweit keine anderslautende Abrede besteht und das Vertragsverhältnis nicht gekündigt wird, haben die Banken in Erfüllung ihrer vertraglichen Pflichten die bei ihnen hinterlegten Guthaben zugunsten der Kunden oder allfälliger Erben zur Rückzahlung bereitzuhalten. Soweit demnach ein ungekündigtes Vertragsverhältnis vorliegt, kann die zehnjährige Verjährungsfrist nach Artikel 127 OR nicht zu laufen beginnen.

2. Der Eidgenössischen Bankenkommission (EBK) ist die in der Einfachen Anfrage angesprochene Problematik grundsätzlich bekannt. Nach den Feststellungen der EBK machen die Banken im allgemeinen nicht von der Kündigungsmöglichkeit Gebrauch, fassen jedoch «herrenlose», Guthaben im Interesse der ökonomischen Verwaltung und besserer Kontrolle in Sammeldepots zusammen. Über den Umfang derart verwalteter Gelder liegen der ESK allerdings keine näheren Angaben vor.

3. In der Praxis zeigt sich oft, dass im Ausland domizilierte Rechtsnachfolger eines Bankkunden lediglich vom Vorhandensein des Guthabens in der Schweiz Kenntnis haben und deshalb bei allen in Frage kommenden Banken Erkundigungen einziehen müssen. Die Kosten entsprechender Nachforschungen werden von den angefragten Banken dem Interessenten in Rechnung gestellt. Hingegen hat die EBK bisher keine Anhaltspunkte dafür, dass sich Banken fremde Gelder aneignen oder die Herausgabe an bekannte Rechtsnachfolger verweigern würden.

4. Der Bundesrat kann somit die in der Anfrage geäusserten Befürchtungen in dieser Form nicht teilen. Immerhin ist er der Auffassung, dass im Interesse des Bankenplatzes Schweiz die Nachforschung Berechtigter nach Guthaben bei Schweizer Banken erleichtert werden könnte. Unabhängig von der vorliegenden Anfrage hat deshalb die EBK mit der Schweizerischen Bankiervereinigung das Gespräch aufgenommen. Dabei stehen nicht aufsichtsrechtliche Massnahmen, sondern Lösungen im Rahmen des Privatrechts im Vordergrund.

5. Wie bereits erwähnt, gibt es keine Hinweise dafür, dass sich die Banken «herrenlos» gewordene Vermögen aneignen würden. Die Frage, ob solche

Vermögen künftig dem Bund zufallen sollen, stellt sich deshalb in der Praxis nicht Unabhängig davon ist auf Artikel 466 ZGB hinzuweisen, wonach die Erbschaft an Kanton oder Gemeinde fällt, wenn der Erblasser keine Erben hinterlässt; eine ähnliche Lösung findet sich auch in Artikel 550 Absatz 2 ZGB für die Vermögenswerte Verschollener. Im vorliegenden Zusammenhang bestehen jedoch keine entsprechenden Bestimmungen zugunsten des Bundes. Der Bund könnte somit «herrenlose», Vermögen mangels gesetzlicher Grundlage nicht für sich beanspruchen.

b) « Question ordinaire Ziegler Jean : Fortunes des victimes de l'Holocauste dans les banques suisses » du 7 mars 1995 et réponse du Conseil fédéral du 31 mai 1995

95.1021

**Einfache Anfrage Ziegler Jean
Vermögenswerte von Holocaust-Opfern
bei Schweizer Banken**

**Question ordinaire Ziegler Jean
Fortunes des victimes de l'Holocauste
dans les banques suisses**

Texte de la question ordinaire du 7 mars 1995

Réagissant à la parution d'une étude nouvelle, les directions générales de l'UBS et de la SBS viennent de publier un communiqué qui admet qu'il existe « probablement », encore des fonds en déshérence appartenant à des victimes juives du génocide nazi.

Le Conseil fédéral peut-il nous dire quel est le montant de ces fonds appartenant aux victimes de l'Holocauste, retenus aujourd'hui encore (mars 1995) dans les banques suisses et quelles mesures il entend prendre pour assurer sans délais leur restitution à leurs créanciers légitimes? Subsidiairement, peut-il nous dire quels sont les volumes en bijoux, effets de valeurs, tableaux, etc., appartenant à ces victimes et entreposés à présent dans les safes dits « de collection » (« Sammelsafes » en allemand) auprès des banques suisses?

Réponse du Conseil fédéral du 31 mai 1995

1. Le 20 décembre 1962, les Chambres fédérales ont pris un arrêté fédéral de portée générale sur les avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques (RO 1963 423). Par cet arrêté, le Conseil fédéral et le Parlement attestent

que la Suisse ne doit pas être ne serait-ce que soupçonnée de vouloir s'enrichir des avoirs ayant appartenu aux victimes d'événements révoltants (message du 4 mai 1962, FF 1962 I 972).

2. L'arrêté en question a institué l'obligation de déclarer tous les avoirs en Suisse dont les derniers propriétaires connus étaient des étrangers ou des apatrides dont on était sans nouvelles sûres depuis le 9 mai 1945 et dont on présumait qu'ils avaient été victimes de persécutions raciales, religieuses ou politiques. Dans la mesure du possible, ces avoirs ont été remis à leurs propriétaires ou à leurs ayants cause; le cas échéant, une déclaration d'absence du propriétaire a été prononcée et une procédure successorale ouverte. En date du 29 février 1964, un montant de 9,46 millions de francs avait été déclaré, appartenant à 961 étrangers ou apatrides disparus (FF 1974 II 802). Les biens en déshérence ont été attribués à un fonds. Conformément à l'arrêté fédéral du 3 mars 1975 (RO 1975 533), le capital et les intérêts produits par ce fonds ont été répartis de la façon suivante: deux tiers à la Fédération suisse des communautés israélites, à Zurich, et un tiers à l'Office central d'aide aux réfugiés, également à Zurich.

3. Le Conseil fédéral et la Commission fédérale des banques (CFB) sont conscients des problèmes soulevés dans la question ordinaire. De fait, il n'est pas exclu que des avoirs d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques pendant la Seconde Guerre mondiale se trouvent encore en Suisse, ces avoirs n'étant pas touchés par l'arrêté fédéral susmentionné. Comme seuls les avoirs des personnes physiques devaient être déclarés, la

procédure prévue par l'arrêté fédéral ne s'est pas appliquée à d'éventuels comptes d'entreprises. Il est en outre possible que, par crainte de représailles, certains avoirs aient été placés dans des banques suisses par des prête-noms ou sous de fausses identités, ce qui a empêché les banques de déterminer que ces biens appartenaient à des victimes du nazisme et, partant, de les déclarer.

4. Comme il n'est pas certain que des biens de cette nature reposent encore dans des banques suisses, le Conseil fédéral n'est pas en mesure d'en indiquer le montant. Le Conseil fédéral et la CFB n'ont cependant aucune raison de penser que des banques se sont approprié les biens de victimes de l'Holocauste ou ont refusé de manière illicite de les restituer.

5. La validité de l'arrêté susmentionné du 20 décembre 1962 ayant été limitée à dix ans, ce sont actuellement les dispositions usuelles du Code des obligations relatives aux contrats qui s'appliqueraient aux éventuels biens se trouvant encore dans des banques suisses. Dans sa réponse du 15 février 1995 à la question ordinaire Piller du 6 décembre 1994 (Conseil des Etats, 94.1147) concernant les fortunes tombées en déshérence, le Conseil fédéral a déjà déclaré que les banques sont tenues, en exécution de leurs engagements contractuels, de tenir à la disposition de

leurs clients ou de leurs héritiers éventuels, les avoirs qui leur ont été confiés, tant qu'il n'existe pas d'accord d'une autre teneur ou que le contrat n'a pas été dénoncé. D'après les constatations de la CFB, les banques ne font généralement pas usage de la possibilité de résilier les contrats, mais regroupent les avoirs tombés en déshérence dans des dépôts collectifs pour assurer une administration rentable et avoir un meilleur contrôle. La CFB ne connaît cependant pas les montants gérés de cette manière par les banques.

6. Dans sa réponse à la question ordinaire Piller, le Conseil fédéral a également indiqué qu'indépendamment de cette intervention, la CFB avait rencontré l'Association suisse des banquiers. Ce rapprochement n'est cependant pas destiné à faire l'inventaire d'avoirs ayant une certaine origine, comme ce fut le cas de l'arrêté fédéral du 20 décembre 1962 sur les avoirs en Suisse d'étrangers ou d'apatrides persécutés pour des raisons raciales, religieuses ou politiques. Il s'agit plutôt d'examiner s'il est possible, dans l'intérêt de la place bancaire suisse, de faciliter à l'avenir les recherches des ayants droit auprès des banques. Il y aura lieu d'introduire des mesures de droit privé plutôt que de renforcer la surveillance de l'Etat.

c) Initiative parlementaire Grendelmeier : « Fortunes tombées en déshérence des victimes des persécutions national-socialistes », du 24 mars 1995

113/95.407 n Fortunes tombées en déshérence des victimes des persécutions national-socialistes (Grendelmeier), du 24 mars 1995

Me fondant sur l'article 93, 1^{er} alinéa, de la constitution et si l'article 21^{ter} de la loi sur les rapports entre les conseils, je présente l'initiative parlementaire suivante sous la forme d'une demande conçue en termes généraux :

Il convient de réglementer, par le biais d'un arrêté fédéral de portée générale, le recensement ainsi que la restitution des fortunes tombées en déshérence à la suite des persécutions national-socialistes et qui ont été confiées à la garde des banques suisses. Cet arrêté fédéral devra prévoir :

- qu'un office public examine les biens confiés aux banques suisses afin de déterminer s'il s'agit de fortunes tombées en déshérence du fait des persécutions national-socialistes ;
- que les banques soient tenues de communiquer les renseignements nécessaires ;
- que la déshérence soit présumée lorsqu'à partir d'une certaine date

limite (par ex. le 8 mai 1945), il n'existe plus aucune preuve que le propriétaire soit encore en vie ;

- qu'en cas de constat de déshérence, des recherches soient entreprises dans la mesure du possible en vue de retrouver les héritiers afin de leur remettre la fortune que leur revient ;
- que lorsque les héritiers font défaut ou que leur existence ne peut être attestée, les fortunes doivent être dévolues aux institutions qui œuvrent en faveur des victimes des persécutions national-socialistes ;
- qu'un rapport sur le déroulement et le résultat de ces mesures soit présenté au Parlement.

Cosignataires : Bär, Baumann Stephanie, Bäumlin, Bicher Peter, Caspar-Hutter, Cincera, Danuser, Dormann, Eggenberger, Fankhauser, von Felten, Fritschi Oscar, Gonseth, Gross Andreas, Grossenbacher, Hafner Ursula, Hollenstein, Ledergerber, Leemann, Loeb François, Maeder, Meier Hans, Meier Samuel, Steffen, Tschäppät Alexander, Vollmer, Weder Hansjürg, Zbinden, Züger, Zwygart (30)

Annexe 2 : Motion (Piller-)Plattner : « *Biens sans maître dans les banques suisses* »

95.3257

Motion (Piller-)Plattner

Herrenlose Vermögen auf Schweizer Banken

Motion (Piller-)Plattner

Biens sans maître dans les banques suisses

Wortlaut der Motion vom 12. Juni 1995

Der Bundesrat wird eingeladen, den eidgenössischen Räten umgehend eine Vorlage zu unterbreiten, welche:

- a. die Banken und andere juristische oder natürliche Personen, die Vermögen verwalten, verpflichtet, Vermögen, für welche seit einer im Gesetz festzulegenden Frist keine Eigentumsrechte mehr geltend gemacht worden sind, einer zentralen Stelle zu melden;
- b. dieser Stelle die Aufgabe überträgt, die Eigentumsverhältnisse feststellen zu lassen, sofern dies möglich ist;
- c. dafür sorgt, dass diese Stelle Erben von Naziopfern zudem bei ihrer Suche nach Vermögen auf Schweizer Banken unterstützt;
- d. die gemeinnützige Verwendung der Vermögen regelt, für die sich keine Berechtigten finden.

Texte de la motion du 12 juin 1995

Le Conseil fédéral est chargé de soumettre sans tarder aux Chambres fédérales un projet concrétisant les principes suivants:

- a. les banques et les autres personnes morales ou physiques qui pratiquent la gestion de fortune seront tenues de signaler à un service centralisé les biens sur lesquels personne n'a fait valoir de droits de propriété depuis un certain délai, que la loi fixera;

b. ce service centralisé devra faire établir l'existence de droits de propriété, dans la mesure du possible;

c. il aidera les héritiers des victimes du régime nazi à rechercher leurs biens déposés dans des banques suisses;

d. le projet réglera l'utilisation à des fins d'utilité publique des biens sans maître.

Mitunterzeichner - Cosignataires: Onken, Plattner (2)

Plattner Gian-Reto (S, BS): Ich habe diese Motion von Otto Piller, unserem ehemaligen Präsidenten, nicht übernommen, weil ich das tun musste, sondern weil sein Anliegen auch mein Anliegen ist und zudem eines vieler Menschen in der Schweiz und in anderen Ländern. Unser ehemaliger Kollege Piller hat mich schon darauf hingewiesen, dass keiner seiner Vorstösse in den 16 Jahren seiner Ratstätigkeit je so viel Resonanz gefunden habe wie dieser. Ich habe die gleiche Erfahrung gemacht; sogar eine Crew des japanischen Fernsehens verfolgt die heutige Debatte, und das zeigt, dass das Thema Schweizer Banken und herrenlose Vermögen rund um die Welt interessiert.

In der Motion Piller geht es um die Frage, ob rechtmässige Erben von bei Schweizer Banken hinterlegten Vermögen trotz ungenügender Kenntnis von Kontonummern, Passwörtern und ähnlichen Instrumenten des Bankgeheimnisses die Verfügungsgewalt und damit den rechtmässigen Nutzen des Vermögens wiedergewinnen können oder ob an den immer wieder auftauchenden Gerüchten etwas Wahres sein könnte, wonach solche Erben gelegentlich von den Banken um ihre rechtmässigen Ansprüche geprellt würden, weil manche Banken eben

nicht Treu-, sondern Untreuhänder seien, die ihren eigenen Vorteil höher stellten als die Pflicht gegenüber den Kunden und langjährig nachrichtenlose Kundenkonten sich simpel und einfach selber gutschrieben.

Brisant ist diese Frage insbesondere, weil die vermuteten herrenlosen Vermögen aus dem Besitz von Menschen stammen könnten, die als Juden von den Nazis verfolgt und ermordet worden sind, die also gute Gründe hatten, ihr Vermögen in die sichere Obhut der verschwiegenen Schweizer Banken zu bringen und auch die Passworte und Nummern für sich zu behalten und nicht aufzuschreiben und weiterzugeben.

Wie Sie vielleicht wissen, wurde bereits vor 30 Jahren auf starken internationalen Druck hin versucht, dieses Thema aus der Welt zu schaffen. Aufgrund eines damaligen Gesetzes, das die Banken zur Zusammenarbeit mit dem Bund und möglichen Erben verpflichtete, gingen rund 7000 Gesuche um Nachforschungen nach verschollenen Vermögen ein. Nur einige hundert Erben kamen dann allerdings zu ihrem rechtmässigen Besitz, denn insgesamt wurden damals bloss etwa 9,5 Millionen Franken auf Schweizer Bankkonten als herrenlos befunden und ausbezahlt.

Antragsteller aus dem zu jener Zeit unter kommunistischer Diktatur lebenden Osteuropa blieben von dieser gesetzlichen Regelung ausgeschlossen, weil man die Konfiskation gefundener Gelder durch die Regimes verhindern wollte. Allein schon diese Ausnahme im Gesetz aus den sechziger Jahren, die heute nicht mehr nötig ist, rechtfertigt die Wiederaufnahme der Suche nach verschollenen Vermögen. Zudem sind im letzten Jahr eine umfassende Studie des Historikers Piccard über die Schweiz und die Juden sowie ein Gutachten desselben Autors über die von Naziopfern vermissten Vermögen auf Schweizer Banken erschienen, die zu vielen offenen Fragen Anlass geben.

Ich glaube, auch die Banken haben heute erkannt, dass wiederum Handlungsbedarf besteht. Im internationalen Wettbewerb ist für unseren Bankenplatz, auf dem sage und schreibe ein ganzes Drittel der weltweiten Privatvermögen verwaltet werden, das Image einer zwar verschwiegenen, aber ethisch und rechtlich sauberen, einzig dem rechtmässigen Interesse der Kunden dienenden Branche ein zentraler Wettbewerbsvorteil. Es geht deshalb heute nicht mehr bloss um jüdische Vermögen, sondern um nachrichtenlose Gelder überhaupt und damit auch um die Abgrenzung solcher Gelder gegenüber Schwarzgeldern.

Unser ehemaliger Kollege Otto Piller hat sich letztes Jahr mit einer Einfachen Anfrage nach dem Umfang nachrichtloser Vermögen auf Schweizer Banken erkundigt und wollte vom Bundesrat wissen, ob die gesetzlichen Grundlagen nicht so abgeändert werden sollten, dass die Banken von sich aus nachrichtenlose Vermögen den Aufsichtsbehörden melden müssen.

Der Bundesrat antwortete damals sehr zurückhaltend. Er gab zwar zu, über das Ausmass des Problems nichts zu wissen, sondern bloss zu glauben, dass es geringfügig sei. Er gab weiter bekannt, die Banken verzichteten im allgemeinen auf die Kündigung der Verträge, durch welche sie nach einer zehnjährigen Frist wegen der Verjährung der Forderung der Kunden in den Besitz der Guthaben kommen könnten. Immerhin kündigte der Bundesrat bereits damals an, er wolle durch die Eidgenössische Bankenkommission das Gespräch mit den Banken aufnehmen und auf eine freiwillige privatrechtliche Lösung des im Grundsatz in seiner Existenz nicht bestrittenen Problems hinarbeiten.

Otto Piller war aber mit der Antwort des Bundesrates nicht zufrieden und reichte in der Sommersession dieses Jahres die Motion ein, um deren Überweisung es heute geht. Darin forderte er eine gesetzliche Regelung von drei Punkten:

1. Einführung einer Meldepflicht der Vermögensverwalter, und zwar aller Vermögensverwalter, nicht bloss der Banken, betreffend die bei ihnen liegenden nachrichtenlosen Vermögen.

2. Die Errichtung einer Zentralstelle zur Klärung der Eigentumsverhältnisse solcher Vermögen und zur Unterstützung allfälliger Rechtsnachfolger bei ihrer Suche nach den verschollenen Vermögen.

3. Die Sicherung der gefundenen, durch die Meldepflicht erkannten herrenlosen (und auch frauenlosen) Vermögen; die Sicherung der gemeinnützigen Verwendung dieser Vermögen, nicht etwa deren Übergang in den Besitz der Banken oder der Vermögensverwalter.

Sie wissen aus den Zeitungen, dass die Schweizerische Bankiervereinigung mittlerweile - am 8. September dieses Jahres - ihre freiwilligen Richtlinien über die Behandlung nachrichtloser Konti, Depots und Schrankfächer bei Schweizer Banken publiziert hat. Sie werden am 1. Januar 1996 in Kraft treten und sind tatsächlich ein Schritt in die richtige Richtung und als solcher zu begrüßen - bei allem Bedauern, das ich hier offen gestehen will, dass sie erst so spät, nämlich 50 Jahre nach Ende des Holocaust und eigentlich wohl nur aufgrund des öffentlichen Druckes und der Diskussion, entstanden sind.

Es hat sich mir bei der Übernahme der Motion die Frage gestellt, ob das Problem hiermit gelöst sei, ob ich Ihnen also mitteilen könne, dass die Motion als erfüllt zurückzuziehen sei. Ich möchte Ihnen kurz schildern, was diese Richtlinien bringen, denn ich denke nicht, dass Sie sie gelesen haben. Dann können Sie selber beurteilen, ob Sie zu dieser Ansicht kommen.

1. Die Banken verpflichten sich in diesen Richtlinien dazu, bei nachrichtlosen Guthaben auf ihr Kündigungsrecht zu verzichten. Wenn sie kündigen könnten oder würden, gingen die Guthaben nach Ablauf der Verjährungsfrist des Anspruchs des Kunden ja einfach in den Besitz der Banken über. Die Frage nach der Kontrolle

dieser guten Absicht bleibt aber weitgehend offen. Vor allem bleibt für mich auch die Frage offen, ob denn früher allenfalls einige Banken eventuell nicht auf Kündigungen verzichtet und sich somit nachrichtlose Guthaben angeeignet haben, nachdem man diese Verpflichtung erst jetzt schafft.

2. Die Banken verpflichten sich in ihren freiwilligen Richtlinien, nachrichtlose Guthaben zu kennzeichnen und zu sichern. Ich weiss nicht genau, was das heisst und kann mich der Frage nicht erwehren, gegen wen denn eigentlich eine Bank bei ihr selbst liegende Guthaben sichern muss? Allenfalls sogar gegen sich selber? Das ist die Frage, die sich mir stellt. Ich verstehe die Notwendigkeit dieser Regelung nicht, und sie macht mich misstrauisch in bezug auf das, was früher hätte ablaufen können.

3. Die Banken verpflichten sich, eine Anlaufstelle zu schaffen, allerdings eine private beim Bankenombudsmann. Diese Stelle soll möglichen Rechtsnachfolgern bei ihren Recherchen helfen. Aber als private Stelle arbeitet sie im Auftrag der Bank und der Kunden und ist somit an das Bankgeheimnis gebunden. Die Öffentlichkeit wird also bestenfalls summarisch über ihre Arbeit, Erfolge und Misserfolge informiert werden und trotz des bestehenden externen Revisorats und der Aufsicht durch die Bankenkommission nie umfassend Auskunft erhalten, ob dem öffentlichen Anspruch nach einer gerechten, sauberen Lösung Genüge getan wurde.

4. Eine weitere Kritik an diesen Richtlinien: Die Banken erwarten von den Gesuchstellern nach wie vor recht weitgehende Informationen über die gesuchten Guthaben. Um sich gegen Glücksritter zu schützen, die es bei der liberalen Lösung geben würde, verlangen sie z. B., dass die potentiellen Rechtsnachfolger die Existenz von Guthaben glaubhaft machen sollen. Nun weiss ich aber nicht, wie der Enkel eines von den Nazis umgebrachten jüdischen Mannes glaubhaft machen soll, dass jenes

Schweizer Bankkonto wirklich existieren könnte, von dem sein Grossvater seinem Vater, als der noch ein Kind war, einmal mündlich etwas erzählt hat. Diese Forderung nach der Glaubhaftmachung scheint mir zu weit zu gehen.

Die Kritik, die ich an den Richtlinien machen muss, geht aber noch weiter. Neben diesen doch eher im Detail angesiedelten Kritiken muss ich den Richtlinien drei viel schwerwiegendere, grundsätzliche Fehler anlasten.

1. Diese Richtlinien anerkennen von ihrer Konzeption her keine Bringschuld der Bank gegenüber dem Kunden, sondern sie gehen davon aus, dass der Kunde eine Holschuld habe: Er müsse sich sozusagen selber um sein Konto kümmern; wenn er es nicht mehr könne, müssen es halt die Erben tun. Dabei steht doch zweifellos fest, dass jedes herrenlose Guthaben auf keinen Fall der Bank gehört, sondern andern. Um deren rechtmässige Interessen hätte sich die Bank aktiv zu kümmern. Es könnten allenfalls Kantone und Gemeinden sein, die, nach zwei Artikeln im Zivilgesetzbuch, allfällig in den Besitz von Guthaben erbenlos verstorbener oder verschollener Besitzer von Vermögen kommen könnten. Wer aber sicher nie Besitzer wird, ist die Bank. Ich verstehe nicht, warum die Richtlinien diese Bringschuld nicht in den Vordergrund stellen, sondern von einer Holschuld der Kunden ausgehen. Ich empfinde das als einen grundsätzlichen Fehler.

2. Die Richtlinien verzichten auf die von Herrn Piller in seiner Motion geforderte Meldepflicht, wonach die Banken von sich aus alle nachrichten- oder gar erkannt herrenlosen Guthaben melden müssen. Weil diese Pflicht nicht besteht, sondern nur dann reagiert werden muss, wenn jemand kommt und das Geld verlangt, können die Banken weiterhin einfach abwarten, ob sich jemand meldet. Sie können mit den Geldern Geschäfte tätigen, sie jährlich mit Gebühren belasten, somit allmählich aufzehren, und müssen nie befürchten, dass die Kantone und

Gemeinden als letzte Rechtsnachfolger auftreten und die Guthaben kassieren könnten, wie das wohl der Fall wäre, wenn infolge einer Meldepflicht die Existenz herrenloser Gutachten offengelegt werden müsste.

3. Für diesen Fehler in den Richtlinien können die Banken allerdings nichts: Die Richtlinien gelten nur für Banken und nicht für andere Vermögensverwalter, die, anders als Gross- und renommierte reiche Privatbanken, den mit diesen Problemen verbundenen Versuchungen wohl noch weit stärker ausgesetzt sind. Die Richtlinien sind allein schon aus diesem Grund löchrig: Sie decken nicht das ganze Vermögensverwaltungssegment ab.

Nach meiner Meinung - und ich denke, Sie können mir nach dieser Kritik folgen - sind die Forderungen der Motion von Otto Piller durch die freiwilligen Richtlinien in den wesentlichen Punkten nicht erfüllt, auch wenn der Bundesrat dies in seiner schriftlich vorliegenden Antwort anders sieht. Immerhin hat sich der Bundesrat, wohl doch von eigenen Zweifeln bewegt, ein Hintertürchen offengelassen. Er will die Motion als Postulat in dem Sinn entgegennehmen, dass er die Erfahrungen abwarten und zu einem späteren Zeitpunkt prüfen will, ob sich allenfalls weitere Massnahmen als sinnvoll erweisen.

Ich bin aber fest davon überzeugt, dass die vorliegenden Richtlinien das Pferd vom Schwanz her aufzäumen - wegen des Mangels der Meldepflicht und wegen der Annahme einer Holschuld des Kunden. Ich glaube, dass deshalb Massnahmen im Sinne der Motion Piller auf Gesetzesstufe nötig sind. Freiwillige Bankenrichtlinien reichen nicht aus. Nur durch eine für alle Vermögensverwalter gültige gesetzliche Regelung, die auch Sanktionen enthalten muss, können wir die Vermögensverwalter dieses Landes dazu bringen, nachrichtenlose Guthaben von sich aus offenzulegen und alles zu unternehmen, um sie ihren rechtmässigen Besitzern zukommen zu lassen.

Nur durch eine solche Regelung - möchte ich zum Schluss anfügen - können wir Schweizer Gesetzgeber der Welt beweisen, dass wir nicht Hand dazu bieten, in der Schweiz unter dem Deckmantel des Bankgeheimnisses unrechtmässig die Vermögen von Verfolgten und Verstorbenen einzubehalten und im eigenen Interesse zu verwenden, wie das mancherorts in der Welt vermutet wird. Eine gesetzliche Regelung ist nötig. Ich bitte Sie deshalb, den vorliegenden Vorstoss dem Bundesrat als Motion zu überweisen.

Villiger Kaspar, Bundespräsident: Seit die Motion (Piller-)Plattner und vor allem seit die Einfache Anfrage Piller eingereicht worden ist, ist einiges gegangen; Herr Plattner hat darauf hingewiesen. Ich glaube, es ist ein wesentlicher Fortschritt, und der Bundesrat ist sehr froh, dass die Schweizerische Bankiervereinigung solche Richtlinien eingeführt hat und sie auch durchsetzen will.

Wir haben schon in der Antwort auf die Einfache Anfrage Piller, die Herr Plattner erwähnt hat, präzisiert, dass sich die Beziehungen zwischen den Banken und ihren Kunden nach privatrechtlichen Vorschriften richten. Es besteht - nach Meinung des Bundesrates - kein Anlass, andere oder zusätzliche Privatrechtsvorschriften zu erlassen, zumindest so lange, als man nicht den Eindruck hat, dass das, was die Banken jetzt selber tun wollen, wirkungslos sei, und davon ist nicht auszugehen.

Wir haben aber damals hervorgehoben, dass die damalige Situation verbessert werden könne, namentlich dass die Nachforschung durch die Berechtigten nach Guthaben bei Schweizer Banken erleichtert werden müsse, denn es ist ein sehr ernsthaftes Problem - hier ist der Bundesrat mit den Urhebern der Motion völlig einig -, und es muss, auch im Interesse des Images der Schweiz, gelöst werden. Übrigens ist es auch ein Interesse

der Banken, Hand zu einer guten Lösung zu bieten.

Die Richtlinien über die Behandlung nachrichtenloser Konti, Depots und Schrankfächer bei Schweizer Banken, die am 8. September 1995 geschaffen worden sind, sollen die Suche nach langjährigen nachrichtenlosen Vermögenswerten der Banken erheblich erleichtern. Diese Richtlinien geben, es wurde erwähnt, die Einsetzung einer zentralen Anlaufstelle vor - es muss also niemand mehr überall herumreisen -, welche beim schweizerischen Bankenombudsmann angesiedelt ist. Und ich glaube auch, dieser Ombudsmann bietet Gewähr, denn er will eine Leistung ausweisen, dass dieses Problem dann optimal gelöst werden wird. Dieser Ombudsmann wird die Ersuchen, die an ihn gerichtet werden, in Form einer Umfrage an alle Banken weiterleiten. Die Banken sind dann verpflichtet, die übermittelten Anfragen sorgfältig zu prüfen. Das ist natürlich eine ganz erhebliche Vereinfachung für die Rechtsuchenden.

Die Schaffung einer zentralen Anlaufstelle ist auch mit weniger Kosten verbunden, als wenn jemand von Bank zu Bank gehen müsste. Hier ist also ein Quantensprung feststellbar.

Die Kosten der Nachforschungen werden auch nicht mehr auf die Ansprecher überwältzt, sondern von den Banken selbst getragen. Es gibt aber für die Bearbeitung der Anfrage durch den Bankenombudsmann eine Gebühr, und die wird der Stiftungsrat der Stiftung Bankenombudsmann festlegen. Es steht aber schon heute fest, dass der Ombudsmann die Kompetenz haben wird, diese Gebühr bei Härtefällen zu reduzieren oder zu erlassen.

Wir wissen, dass es etwas kosten muss, damit nicht jeder denkt, er versuche es einmal, auch wenn nichts dahinter ist. Der Ombudsmann kann die Gebühr aber reduzieren oder erlassen.

Die Richtlinien werden, wie gesagt, am 1. Januar 1996 in Kraft treten und auf alle

Guthaben bei Schweizer Banken anwendbar sein, auch auf jene, welche während des Zweiten Weltkrieges von Opfern des Naziregimes angelegt worden sind. Es trifft zu - wie Herr Plattner gesagt hat -, dass es die Banken betrifft. Ich kann die Frage nicht beantworten, ob es noch andere Institutionen oder Gremien gibt, die solche Gelder verwalten. Man hat eigentlich nie davon gehört, dass ausserhalb der Banken noch ein wesentliches Problem bestehen würde.

Bei den Banken und beim Bankenombudsmann werden im Moment die organisatorischen Voraussetzungen für die Umsetzung der Richtlinien geschaffen. Die Banken sind verpflichtet, bis zum 30. Juni 1996 alle Konti, Depots und Schrankfächer speziell zu kennzeichnen. Sie müssen also Nachforschungen anstellen und diese Konti, Depots und Schrankfächer eruieren, wenn sie vom betroffenen Kunden seit zehn oder mehr Jahren keine Nachricht mehr bekommen haben. Mit einer eigentlichen Meldepflicht würde man noch einen Schritt weiter gehen. Das ist klar. Diese Frage müssten die Banken sich in erster Linie einmal selber überlegen, aber das Wissen darum müsste eigentlich bei den einzelnen Banken vorhanden sein.

Die Ausarbeitung eines Fragebogens und Begleitschreibens ist beim Bankenombudsmann in Vorbereitung. Bisherige Anfragen hat er provisorisch beantwortet, gespeichert und mit Hinweis auf das kommende Verfahren vorgemerkt. Er wird dann den Banken am Anfang wahrscheinlich eine geballte Ladung zustellen können. Der Ombudsmann beabsichtigt, den Banken voraussichtlich im April schon erste Namenslisten zu unterbreiten. Es sind ja Standesregeln, nicht wahr. Ich glaube, dass in einer liberalen Gesellschaft, wie wir sie haben, nicht immer in erster Linie nach Gesetzen gerufen werden sollte. Wenn eine Branche ein Problem mit Standesregeln wirksam lösen kann, dann halte ich das für ein gutes Vorgehen. Es gibt Bereiche, wo das nicht

geht, aber hier hat man doch den Eindruck, dass der echte Wille, dieses Problem zu lösen, vorhanden ist. Die externen bankengesetzlichen Revisionsstellen werden die Einhaltung dieser Standesregeln prüfen. Diese Revisionsstellen werden von der Eidgenössischen Bankenkommission überwacht. Es sind also Leute da, die das Ganze verfolgen. Damit ist die Einhaltung der Massnahmen, die in den Richtlinien vorgesehen sind, auch der Kontrolle durch die Aufsichtsbehörde unterstellt. Ich glaube, dass das ein wichtiges Element ist. Der Bundesrat begrüsst also diese Richtlinien. Er stellt fest, dass sie den Anliegen der Motionäre weitgehend entsprechen; vielleicht nicht bis ins letzte Detail, vor allem auch deshalb, weil sie nicht gesetzlich sind, aber er hält den Erlass zusätzlicher staatlicher Normen im Moment für überflüssig. Der Bundesrat ist jedoch durchaus bereit, die Erfahrungen, welche mit dieser neuen zentralen Anlaufstelle, auch mit der Überwachung durch die Revisionsorgane gemacht werden, einmal abzuwarten. Zu einem späteren Zeitpunkt ist er gerne bereit, zu überprüfen, ob noch weitere Massnahmen nötig sind. Man wird dann bald auch erfahren, welche Volumen da wirklich betroffen sind.

Aus diesem Grunde beantragt der Bundesrat Ihnen nicht, die Motion abzulehnen, sondern er beantragt Ihnen, sie in ein Postulat umzuwandeln, damit er die Möglichkeit erhält, die Entwicklung der Dinge weiterzuverfolgen.

Plattner Gian-Reto (S, BS): Das ist ein Fall, wo es keinen Sinn hat, nachzugeben. Ich bleibe nicht deshalb fest, weil ich sicher wäre, dass ich mich durchsetzen kann, sondern weil ich denke, dass der Bundesrat die Pflicht und den Willen hat, das, was er bei einer Umwandlung in ein Postulat noch tun müsste, ohnehin zu tun. Das ist seine Pflicht im Lichte der Öffentlichkeit und unter den Augen der Welt.

Ich halte an der Motion fest, weil ich denke, dass zwei wesentliche Punkte, die ich noch einmal nennen werde, nicht erfüllt sind. Es sind die Kernpunkte:

1. Die Banken müssen gefundene nachrichtenlose Vermögen niemandem melden. Sie können darauf sitzenbleiben. Falls sich für dieses Vermögen nie jemand meldet, bleibt es bei der Bank. Ich weiss nicht, wie lange - ad infinitum wohl. Das entspricht nicht unserem Zivilgesetzbuch und auch nicht der ursprünglichen Absicht, die der Kunde hatte. Ich halte das für falsch. Das lässt sich nur mit einer Meldepflicht regeln.

2. Natürlich verwalten nicht nur die Banken herrenlose Vermögen, sondern z. B. auch Anwälte und Treuhänder. Von der

Bank her gesehen ist ein Konto, bei dem sich der Treuhänder und der Verwalter gelegentlich melden, nicht nachrichtenlos. Aber kein Mensch weiss, ob bei dem entsprechenden Anwalt seit zehn Jahren oder länger keine Meldung des Kunden mehr eingegangen ist. Es gibt andere Vermögensverwalter als Banken, die über nachrichtenlose Konti verfügen könnten; diese müssten auch erfasst werden. Wegen den Bankierrichtlinien werden sie es nicht tun.

Ich halte an der Motion fest und bitte Sie, sie zu überweisen.

Abstimmung - Vote

Für Überweisung der Motion	4 Stimmen
Dagegen	6 Stimmen

ANNEXE AU CHAPITRE 2 :

REVENDIQUER LA RESTITUTION
DES « FONDS JUIFS » ET DE « L'OR NAZI »

Annexe 3 : Texte de l'« Accord de Washington »

Accord de Washington¹

0.9821

Echange de lettres du 25 mai 1946

Approuvé par l'Assemblée fédérale le 27 juin 1946²

Entré en vigueur le 27 juin 1946

Par échange de lettres du 25 mai 1946, une délégation suisse, d'une part, et des délégations alliées, soit des délégations des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part, ont conclu un accord. On trouvera les dispositions de cet accord dans la lettre de la délégation suisse reproduite ci-dessous; la lettre envoyée par les délégations alliées est d'une teneur identique sauf en ce qui concerne le § V dont la teneur divergente est reprise dans la note au § V ci-après.

Texte original³

Lettre de la délégation suisse

Washington, D. C., le 25 mai 1946
Aux Chefs des Délégations alliées,
Washington, D. C.

Messieurs,

Au cours des négociations qui viennent de se terminer, les Gouvernements alliés, reconnaissant pleinement la souveraineté suisse, ont fait valoir leurs droits aux biens allemands en Suisse, se fondant sur la capitulation de l'Allemagne et l'exercice par eux de l'autorité suprême dans ce pays; d'autre part, ils ont demandé la restitution d'or qu'ils disent avoir été pris contre tout droit par l'Allemagne aux pays occupés, pendant la guerre, et transféré par elle en Suisse.

Le Gouvernement suisse a déclaré ne pouvoir reconnaître de fondement juridique à ces prétentions, mais être désireux de contribuer pour sa part à la pacification et à la reconstruction de l'Europe, y compris le ravitaillement des contrées dévastées.

Dans ces circonstances, nous sommes parvenus à l'Accord ci-après:

¹ Pour la suppression des dispositions du présent accord, qui concernent la liquidation des avoirs allemands en Suisse, voir l'Accord du 28 août 1952 entre la Suisse et les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni sur les avoirs allemands en Suisse [RO 1953 131. RO 1960 1025, art.1]; voir en outre, à ce sujet, l'Accord du 26 août 1952 entre la Confédération suisse et la République fédérale d'Allemagne sur les avoirs allemands en Suisse [RO 1953 119. RO 1960 1025, art.1].

² RS 982

³ Le texte anglais fait également foi.

I

1. L'Office suisse de compensation poursuivra et complétera les recherches concernant les biens de toute nature en Suisse, appartenant à ou contrôlés par des Allemands en Allemagne et les liquidera. Cette disposition sera également applicable dans le cas de personnes de nationalité allemande qui seront rapatriées.
2. Les Allemands atteints par cette mesure seront indemnisés en monnaie allemande, à un cours fixe applicable dans tous les cas, en contrepartie de leurs biens liquidés en Suisse.
3. La Suisse fournira, sur les fonds à sa disposition en Allemagne, la moitié des sommes en monnaie allemande nécessaires à cet effet.
4. L'Office suisse de compensation exécutera les tâches qui lui sont confiées en étroite contact avec une Commission mixte au sein de laquelle chacun des trois Gouvernements alliés aura un représentant et dont fera partie également un représentant du Gouvernement suisse. Elle pourra, tout comme les personnes privées intéressées, recourir contre les décisions de l'Office de compensation.
5. Le Gouvernement suisse prendra à sa charge les frais d'administration et de liquidation des biens allemands.

II

1. Sur le produit de la liquidation des biens situés en Suisse et appartenant à des Allemands en Allemagne, une part de 50% sera bonifiée à la Suisse et une part égale sera mise à la disposition des Alliés en vue de la reconstruction des pays alliés dévastés ou appauvris par la guerre et le ravitaillement des populations affamées.
2. Le Gouvernement suisse s'engage à mettre à la disposition des trois Gouvernements alliés un montant de 250 millions de francs suisses, payable à vue en or à New-York. Les Gouvernements alliés, de leur côté, déclarent qu'en acceptant ce montant ils renoncent, pour eux-mêmes et pour leurs Banques d'émission, à toutes revendications contre le Gouvernement suisse ou la Banque Nationale suisse relatives à l'or acquis par la Suisse de l'Allemagne pendant la guerre. Toute question relative à cet or se trouve ainsi réglée.

III

Les modalités d'application des dispositions qui précèdent figurent à l'Annexe.

IV⁴

1. Le Gouvernement des Etats-Unis débloquera les avoirs suisses aux Etats-Unis. La procédure nécessaire sera fixée sans délai.⁵
2. Les Alliés supprimeront sans délai les «listes noires» pour autant qu'elles concernent la Suisse.

⁴ Les dispositions de ce paragraphe restent en vigueur (FF 1952 III 16).

⁵ Voir l'Accord du 22 nov. 1946 (RS 0.982.2)

V⁶

Le représentant soussigné du Gouvernement suisse déclare agir également au nom de la Principauté de Liechtenstein.

VI⁷

S'il devait s'élever des divergences d'opinion au sujet de l'application ou de l'interprétation du présent accord et si ces divergences ne pouvaient être résolues autrement, il serait fait appel à l'arbitrage.

VII

Le présent Accord et son Annexe entreront en vigueur dès qu'ils auront été approuvés par le Parlement suisse.

Le présent Accord et son Annexe sont établis en texte anglais et français, les deux textes faisant également foi.

Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma haute considération.

(suit la signature du délégué suisse)

Annexe

I

A. Les biens situés en Suisse et appartenant à des Allemands en Allemagne, définis sous IV ci-dessous et désignés ci-après «biens allemands», seront liquidés comme il suit:

- a) Les débiteurs en Suisse d'Allemands en Allemagne seront tenus de verser le montant de leur dette à un compte ouvert auprès de la Banque Nationale suisse, au nom de l'Office de compensation. Ce versement aura effet libératoire.
- b) Toutes les personnes, physiques et morales, en Suisse, qui, de quelque manière que ce soit, administrent un bien allemand seront tenues de le remettre, avec effet libératoire à l'égard de l'ayant droit, à l'Office de compensation. Cet Office liquidera ces biens et en versera le produit au compte mentionné sous a.
- c) Toutes les participations à des entreprises et autres organismes suisses, appartenant à des Allemands en Allemagne, seront prises en charge et liquidées par l'Office de compensation. Le produit de cette liquidation sera versé au compte mentionné sous a.
- d) Il sera procédé d'une manière analogue en ce qui concerne tous autres biens allemands.
- e) La Commission mixte examinera avec bienveillance tous les cas, qui lui seront soumis par l'Office de compensation, de biens d'origine suisse se trouvant en Suisse et qui appartiennent à des femmes de naissance suisse mariées à des Allemands et résidant en Allemagne.

B. L'Office de compensation s'efforcera, avec l'assistance de la Commission mixte, de déceler et d'assurer l'annulation de toutes manœuvres, telles que prises de gage, privilèges,

⁶ Le texte du § V, dans la lettre des délégations alliées, a la teneur suivante: «Les représentants soussignés des Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclarent qu'en ce qui concerne les dispositions qui précèdent, ils agissent également pour le compte des Gouvernements des pays suivants: Albanie, Australie, Belgique, Canada, Danemark, Egypte, Grèce, Inde, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Tchécoslovaquie, Union de l'Afrique du Sud, Yougoslavie et, autant que de besoin, pour le compte de leurs banques d'émission.»

⁷ Les dispositions de ce paragraphe restent en vigueur (FF 1952 III 16)

hypothèques ou autres de nature à couvrir frauduleusement des biens allemands.

C. L'Office de compensation fera connaître à la Commission mixte, pour transmission aux autorités compétentes en Allemagne, le montant de la liquidation de biens allemands dans chaque cas particulier, avec indication du nom et de l'adresse du titulaire du droit. Les autorités compétentes en Allemagne prendront les mesures nécessaires pour enregistrer le titre des intéressés allemands aux biens liquidés à recevoir la contre-partie de ceux-ci, en monnaie allemande, calculée à un taux de change uniforme. Un montant égal à la moitié du total des indemnités revenant aux intéressés allemands sera débité du crédit existant au compte du Gouvernement suisse à la «Verrechnungskasse» à Berlin. Rien dans cet arrangement ne pourra être invoqué, à l'avenir, par l'une ou l'autre partie au présent Accord comme un précédent pour le règlement des créances suisses sur l'Allemagne, et il ne pourra être allégué que les Gouvernements alliés ont reconnu par là aucun droit à la Suisse à disposer du crédit ci-dessus mentionné.

II

A. L'Office de compensation sera chargé de rechercher, prendre possession et liquider les biens allemands.

B. Le Gouvernement suisse assurera l'application du présent Accord en collaboration avec les Gouvernements des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni. A ces fins, il sera constitué une Commission mixte, siégeant à Berne ou à Zurich, et composée d'un représentant de chacun des quatre Gouvernements. Cette Commission, dont les fonctions sont indiquées ci-après, statuera à la majorité des voix.

C. L'Office de compensation et la Commission mixte entreront en fonctions aussitôt que possible après l'entrée en vigueur de l'Accord.

D. L'Office de compensation exercera ses fonctions en collaboration avec la Commission mixte. Il tiendra celle-ci au courant de son activité périodiquement; il répondra aux questions qui lui seront posées par la Commission, relatives au but commun, à savoir la recherche, le recensement et la liquidation des biens allemands. L'Office ne prendra aucune décision importante sans consulter préalablement la Commission mixte. L'Office de compensation et la Commission mixte mettront à leur disposition réciproque toutes informations et tous documents propres à faciliter l'accomplissement de leurs tâches.

E. L'Office de compensation continuera, comme par le passé, à procéder à toutes enquêtes utiles en ce qui concerne la situation et le statut de biens que l'Office aura des raisons de considérer comme biens allemands, ou qui lui seront signalés comme tels par la Commission mixte, ou dont la propriété suisse de bonne foi serait suspectée ou contestée. Les conclusions auxquelles parviendra l'Office seront discutées avec la Commission mixte.

F. L'Office de Compensation, après consultation de la Commission mixte, fixera les modalités et conditions de ventes des biens allemands, d'une manière générale ou dans des cas particuliers, en tenant raisonnablement compte à la fois des intérêts nationaux des Gouvernements signataires et de ceux de l'économie suisse, ainsi que de l'opportunité d'obtenir le meilleur prix et de favoriser la liberté du commerce. Seules les personnes de nationalité non allemande présentant les garanties voulues seront admises à participer à l'acquisition des biens en question, et toutes mesures utiles seront prises pour éviter le rachat ultérieur de ces biens par des ressortissants allemands.

III

Si la Commission mixte, après consultation avec l'Office de compensation, ne peut se déclarer d'accord avec la décision de cet Office, ou si la partie en cause le désire, l'affaire peut être, dans le délai d'un mois, soumise à une autorité suisse de recours. Cette autorité sera composée de trois membres et présidée par un juge. Elle statuera dans la forme administrative, dans les délais les plus brefs et suivant la procédure la plus simple. La décision de l'Office de compensation ou, selon le cas, de l'autorité suisse de recours, sera définitive.

Toutefois, si la Commission mixte est en désaccord avec une décision de l'autorité suisse de recours, les trois Gouvernements alliés pourront, dans le délai d'un mois, soumettre le différend, s'il porte sur des points visés à l'Accord ou à son Annexe ou s'il est relatif à leur interprétation, à un Tribunal arbitral composé d'un membre désigné par les trois Gouvernements alliés, d'un membre désigné par le Gouvernement suisse et d'un tiers arbitre désigné d'accord entre les quatre Gouvernements. Pour les affaires qui ne sont pas de première importance, la Commission mixte et l'Office de compensation pourront se mettre d'accord pour soumettre l'affaire au tiers arbitre statuant seul en tant que Tribunal arbitral.

Tous moyens de preuve pourront être produits devant le Tribunal arbitral qui statuera souverainement sur tous les points de fait et de droit qui lui seront soumis.

Les décisions du Tribunal arbitral seront définitives.

Les frais du Tribunal arbitral seront prélevés sur le produit de la liquidation des biens allemands, avant tout partage.

IV

A. Le terme «bien», tel qu'il est employé dans l'Accord et son Annexe, comprendra tous biens, droits et intérêts de quelque nature que ce soit, acquis avant le 1er janvier 1948. Les sommes que des personnes en Suisse ont dû ou doivent payer par l'intermédiaire du clearing germano-suisse ne seront pas considérées pour l'application de l'Accord comme biens allemands.

B. L'expression «Allemands en Allemagne» vise toutes personnes physiques et morales résidant ou constituées en Allemagne ou ayant le siège de leurs affaires en Allemagne, autres que les organismes de toute nature appartenant à ou contrôlés par des personnes qui ne sont pas de nationalité allemande. Des mesures appropriées seront prises pour liquider les intérêts que des Allemands en Allemagne possèdent en Suisse par l'intermédiaire de tels organismes, ainsi que pour sauvegarder les intérêts substantiels de personnes de nationalité non allemande qui seraient, sans cela, liquidés.

Les Allemands qui auront été rapatriés avant le 1er janvier 1948, ou au sujet desquels sera intervenue, avant cette date, une décision de rapatriement émanant des autorités suisses sont assimilés aux «Allemands en Allemagne».

V

Le Gouvernement suisse s'engage, eu égard aux circonstances spéciales du cas, à autoriser les trois Gouvernements alliés à tirer immédiatement, jusqu'à concurrence de 50 millions de francs suisses, des avances sur le produit de la liquidation des biens allemands, avances qui seront imputables sur leur part de ce produit. Ces avances seront affectées à la «réhabilitation» et au rétablissement des victimes non rapatriables de l'action allemande, par l'intermédiaire du Comité intergouvernemental des réfugiés.

VI

A. En attendant la conclusion d'accords multipartites auxquels les trois Gouvernements alliés ont l'intention d'inviter le Gouvernement suisse à adhérer, et en attendant la participation de ce Gouvernement auxdits arrangements, aucun brevet de propriété allemande en Suisse ne sera vendu sans l'accord de la Commission mixte et de l'Office de compensation et il n'en sera pas disposé autrement sans cet accord.

B. Il en sera de même de ventes ou transferts de marques de fabriques ou de droits d'auteur allemands.

VII

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux biens de l'Etat allemand en Suisse, y compris les biens de la Reichsbank et de la Reichsbahn.

Washington, D. C., le 25 mai 1946.

ANNEXE AU CHAPITRE 3 :

ACTIVITES DE REVENDICATION ET IDENTIFICATION DES ACTEURS

Annexe 4 : Témoignage de Jean Ziegler devant la commission bancaire du Sénat des États-Unis. Audition du 22 juillet 1998 sur « les banques suisses et l'accord de Washington ».

*Prepared Testimony of the Honorable Jean Ziegler
Member of the Swiss Parliament
Author of The Swiss, the Gold and the Dead
10:00 a.m., Wednesday, July 22, 1998*

I. -- The men and women of Switzerland are a deeply civilized, peace loving, democratic people. During World War II and the years before, the overwhelming majority of them despised the Nazis. The Nazi Party of Switzerland never gained more than a ridiculous 1.5% of the vote. The ordinary Swiss people were deeply hostile to the mass murderers in Berlin. They hated Adolf Hitler and refused any dealings whatsoever with him and his croonies.

Unfortunately, this was not the case for some of the members of the ruling class, namely the directors of the Swiss National Bank, Board members of commercial banks and some members of the Swiss government.

II. -- In 1996, the shadows of the past began haunting the living. On December 13, 1996, the Swiss Parliament passed a law creating an International Commission of Independent Experts (among them Sybil Milton, Harold James and Saül Friedlaender). The law suspended bank secrecy for the period 1933 through 1945 and forbade the banks, insurance companies, etc. to destroy any document relating to this period. The Government promised to abide by the findings of the Commission and then to act according to them. As a Member of the Swiss Federal Parliament, I voted for this law. I still think that the strategy defined in December, 1996 was an act of courage and reason.

III. -- The International Commission of Independent Experts published its report on the question of laundering by Swiss banks of stolen Nazi gold on May 25, 1998. The Swiss Federal Government, by a decision of the same day, accepted the report and, in doing so, recognized the facts it reveals. I quote excerpts from the conclusions of the report (I have translated from the French version):

1. "During the Second World War, Switzerland was the principal exchange center for the gold coming from the territories dominated by the Third Reich. From the total sum of the gold sent by the Reichsbank abroad, 79 percent went to Switzerland. Of this 87 percent went to the Swiss National Bank (SNB) and 13 percent to the Swiss commercial banks. The gold sent by the Reichsbank to the Swiss National Bank totaled between 1.6 and 1.7 billion Swiss francs. The Swiss National Bank kept for its own account 1.2 billion Swiss francs. The rest was put into deposit accounts belonging to all the central banks and the BRI in Berne. A considerable part of the gold acquired by the SNB was resold to third countries, namely: Portugal, 452 million francs; Spain,

185 million; and, Romania 102 million francs. . . .

2. From the beginning of the War, the stolen gold constituted for the Third Reich an important source of foreign exchange. The expression "stolen gold" ("Raubgold" in German) defined the gold confiscated or stolen and the gold which the National Socialist Regime robbed from the victims of the policy of extermination. It includes also the reserves of the central banks of the countries under Nazi domination. After the War, the Tripartite Commission for the Restitution of Gold would not judge necessary to introduce the distinction between the different origins of stolen gold. . . .
3. During the first two years of the War, the Reichsbank effected the majority of the transactions of the gold in Switzerland through the commercial banks. In October 1941, the Swiss National Bank asked the Reich to become the only receiver. After this date, the commercial banks received gold only periodically from the Reichsbank. . . .
4. Already in 1941, members of the Directorate of the Swiss National Bank knew that Germany disposed of stolen gold. This situation was discussed during Board meetings. In 1942, the Board of the Swiss National Bank contemplated even the necessity to refund an important part of the yellow metal delivered by the Third Reich. . . .

IV. -- A very special gold dealing went on between the SS and the commercial banks. On his trial in Warsaw in March, 1947, Rudolf Ferdinand Höss, former Commander of the Auschwitz extermination camp, said:

"Gold teeth were wrenched from the corpses and their valuables and jewelry removed. The gold was melted down into bars and sent to the Reichsbank in Berlin. Articles of daily use were carted off to the Reich by the carload and distributed among the population there. The valuables were dispatched to Switzerland to be exchanged for foreign currency via a special department of the Reichsbank."⁽¹⁾

V. -- Why did the directorate of the Swiss National Bank and the private banks act as they did, knowingly laundering the stolen gold sent to them by the dictator from Berlin? The possible explanations are numerous. Was it the hope that the laundering of Hitler's stolen gold would dissuade the dictator from invading Switzerland? Was it greed? Political blindness? Or an immoral application of the principal of neutrality? Different historians have different answers.

During the conference of Yalta in the beginning of February, 1945, Churchill, Roosevelt and Stalin adopted the principle of confiscation of all the German assets deposited outside Germany. The confiscated assets were to serve as reparations. The distribution of these assets between the Western Allies and the Soviet Union was decided at the Potsdam Conference in 1945. The German assets existing in the three zones of Western occupation and the ones in the neutral countries of Western Europe should go to the Americans, the English and the French. The assets existing in the Soviet occupation zone and in Central Europe and East Europe, were attributed to the Soviet Union.

The Swiss gold-laundering machine remained in operation until April 6, 1945, three weeks before Hitler's suicide. Swiss supplies of arms, credits, and industrial goods were also

maintained until Germany's final collapse.

VI. -- The reparation negotiations between Switzerland and the Western allies started in March, 1946.

The psychological climate in Washington was icy when the Swiss delegation, headed by Minister Walter Stucki and accompanied by William Rappard, a Genevese professor in international law, arrived there on March 11, 1946. The victorious allies strongly suspected that the Swiss were hoarding, either in their vaults at home or in frozen accounts in the United States, large amounts of foreign exchange which the Germans could at any time use to finance a third world war. The fourth Reich remained an allied nightmare, especially since Martin Bormann and other leading Nazis had disappeared. At that stage even Hitler's death was still a source of some speculation.

The main aims of the Washington talks were reparation payments and the confiscation of German assets. They dragged on for sixty-eight arduous days.

Although the Swiss had committed themselves to freezing German assets under the Currie Agreement, they were utterly opposed to handing them over. Their theory was: Switzerland had been neutral in the war and, like any neutral, had simply carried on business with all and sundry.

Finally, the Swiss delegation agreed to hand over 250 million Swiss francs as a global compensation.

VII. -- In the view of the historical facts put to light by the International Commission of Independent Experts and accepted by all parties, including the Swiss federal government, it appears that the Swiss negotiators of March through May, 1946 in Washington, D.C. did not say the truth. Switzerland received much more German assets, especially stolen gold, than it admitted.

My conclusion and that of others of my colleagues in Parliament is that the Swiss National Bank and the private banks should restitute without delay and in the quickest possible manner, the reparation sums which are still due.

I believe renegotiating the Washington Accord would be too complicated a procedure and take too long.

The surviving victims of the Shoa and their descendants, and all the other victims of the Nazi crimes, cannot wait. Rather, the Swiss National Bank and the commercial banks should restitute to the Tripartite Commission all the stolen Nazi gold that was not accounted for in the Washington Accord. The remaining technical problems how to calculate the exchange rate between the dollar and the Swiss franc since 1946, the evolution of the gold price, the problem of the interest rates to be applied can easily be solved.

VIII. -- To entertain the best of relations with the United States is a basic axiom of Switzerland's foreign policy. We should find a rapid solution to the question of Swiss reparation. This is in the evident interest of both our countries. The United States of America and Switzerland are two important financial powers. I hear rumors of an American boycott

against Swiss banks, insurance companies and industrial companies. This has to be avoided.

IX. -- Today 5.5 billion people are living on Earth. 3.8 billion in one of the 122 so-called developing countries. Hundreds of millions of children, women and men live in hunger, misery and sickness. In 1998, according to the World Bank, Switzerland is the richest country on Earth (per capita income). Banking secrecy is playing a central role. Switzerland is a beautiful country without any raw materials. Its raw material is money, mostly foreign money from wherever it comes (flight capital from the developing countries; tax evasion money; corruption money, etc.).

The present act of reparation imposed by the misdeeds committed during World War II could be the first step for the necessary reform of certain fundamental aspects of the Swiss financial system.

Jean Ziegler

Member of the Swiss Federal Parliament,
Elected from Geneva
Member of the Foreign Relations Committee

Note:

1. Document cited by Jean Ziegler in The Swiss, The Gold And The Dead, Harcourt-Brace, New York, NY, 1998.

ANNEXES AU CHAPITRE 4 :

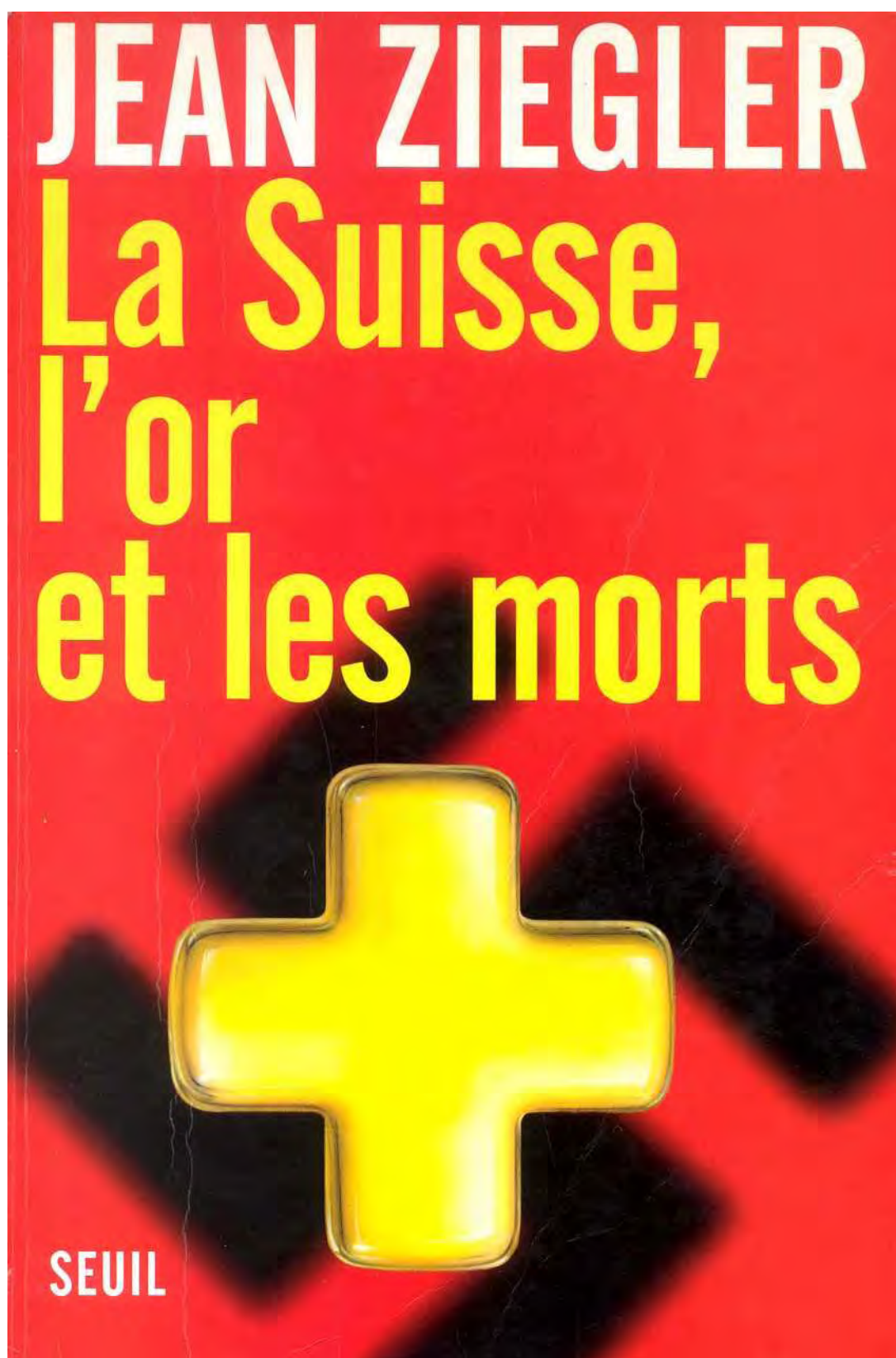
**LES « CADRES » DU PROBLEME
« DES FONDS JUIFS ET DE L'OR NAZI »**

Annexe 5 : Couvertures de l'ouvrage de Jean Ziegler : *La Suisse, l'or et les morts*, 1997

a) Couverture de l'édition germanophone, Bertelsmann, 1997



b) Couverture de l'édition francophone, éditions du Seuil, 1997



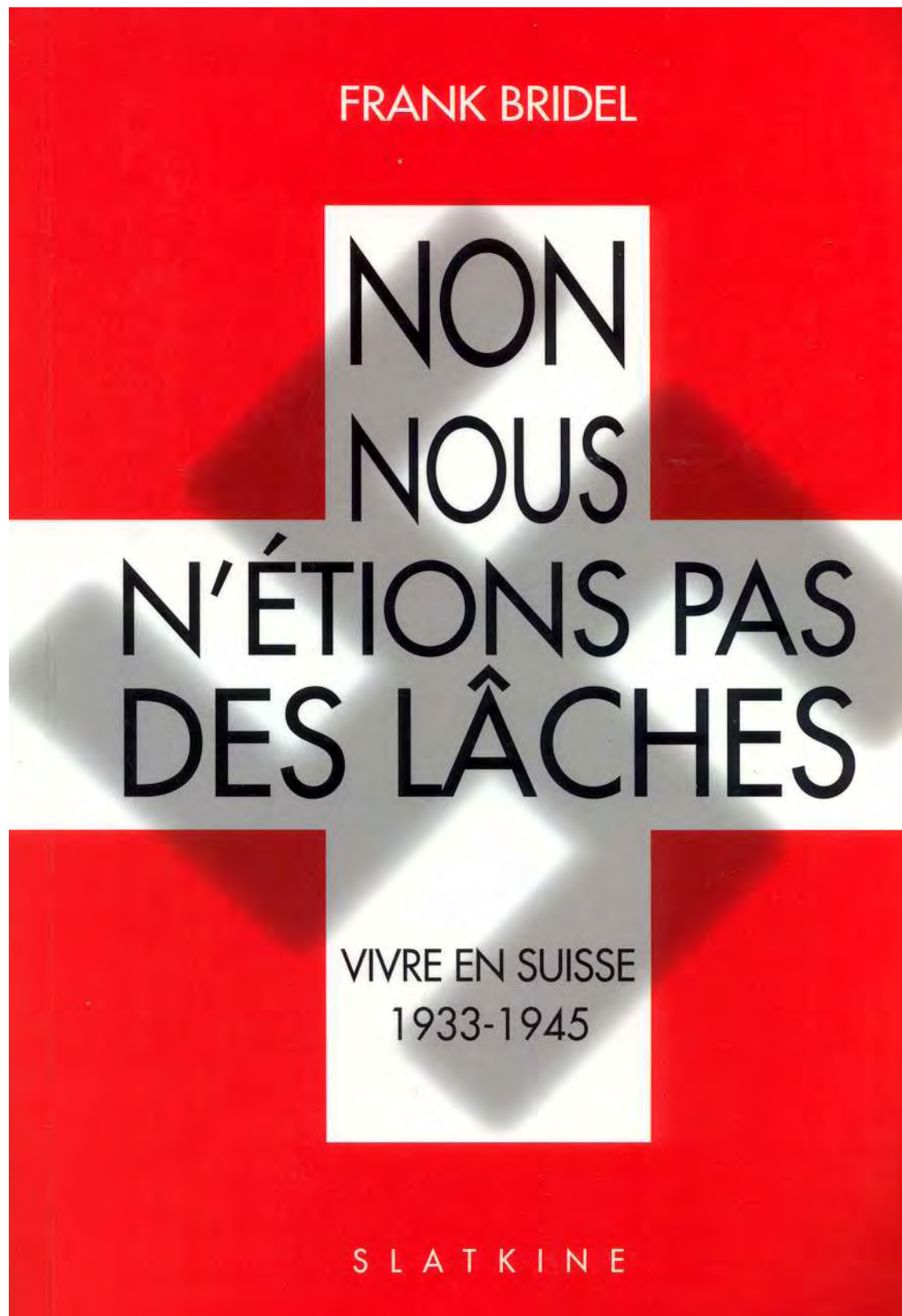
Annexe 6 : Illustrations tirées de l'ouvrage de Luzi Stamm : *Der Kniefall der Schweiz*, Zofinger Tagblatt, 1999, pp. 23 et 25



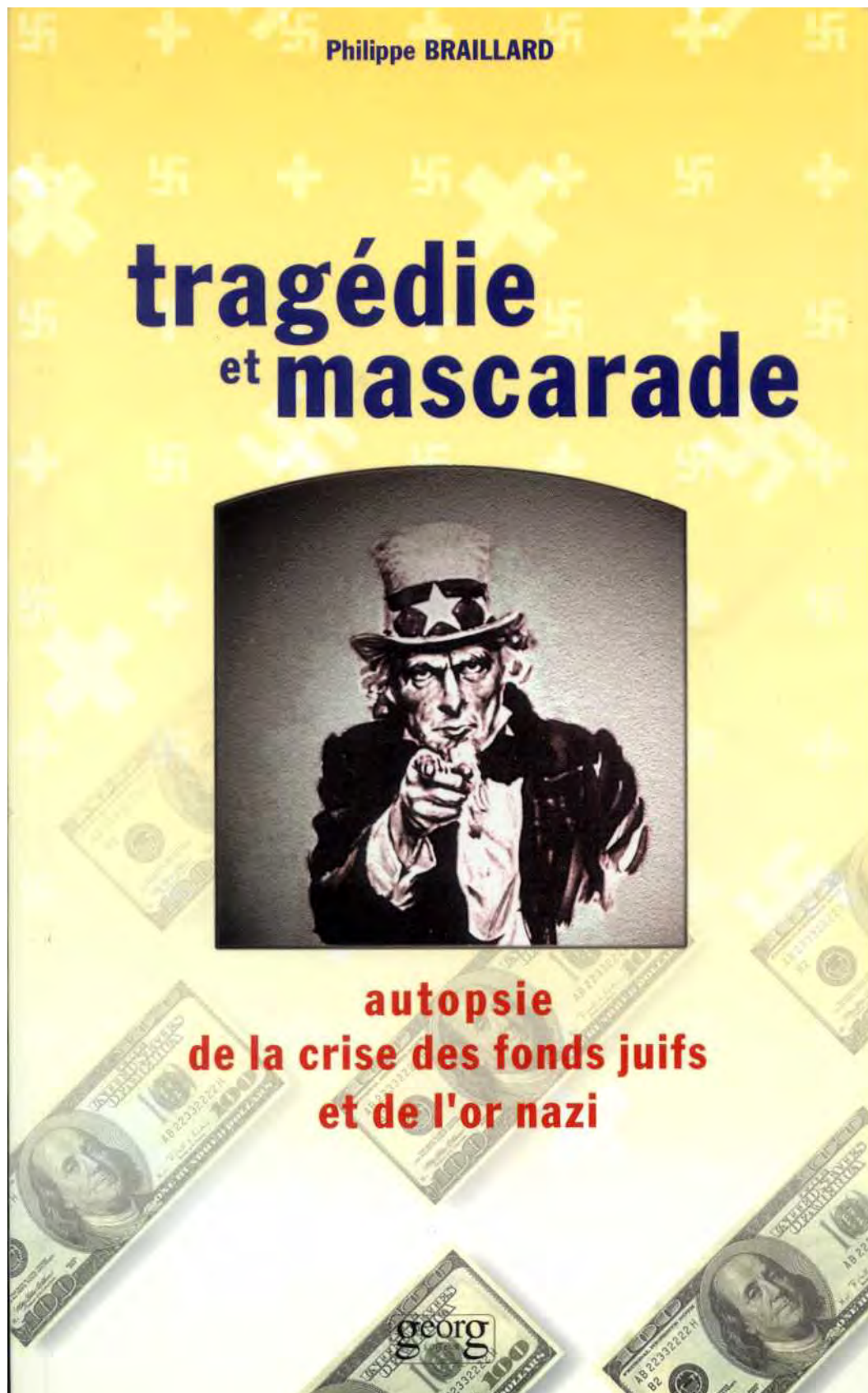
Ausländische Zeitungen



Annexe 7 : Couverture de l'ouvrage de Frank Bridel : *Non, nous n'étions pas des lâches, Vivre en Suisse 1933-1945*, Genève Slatkine, 2002



Annexe 8 : Couverture de l'ouvrage de Philippe Braillard : *Tragédie et mascarade*, Genève, Georg, 1999



Annexe 9 : Couverture de l'ouvrage de Yves Fricker et al. : *La Suisse face à l'empire américain*, Genève, Georg, 1997

Yves FRICKER, Daniel GUGGENHEIM, Georg KREIS
Jean-Jacques LANGENDORF, Antoine MAURICE, Jean-Pierre RITTER

la Suisse face à l'Empire américain



L'or, le Reich et l'argent des victimes

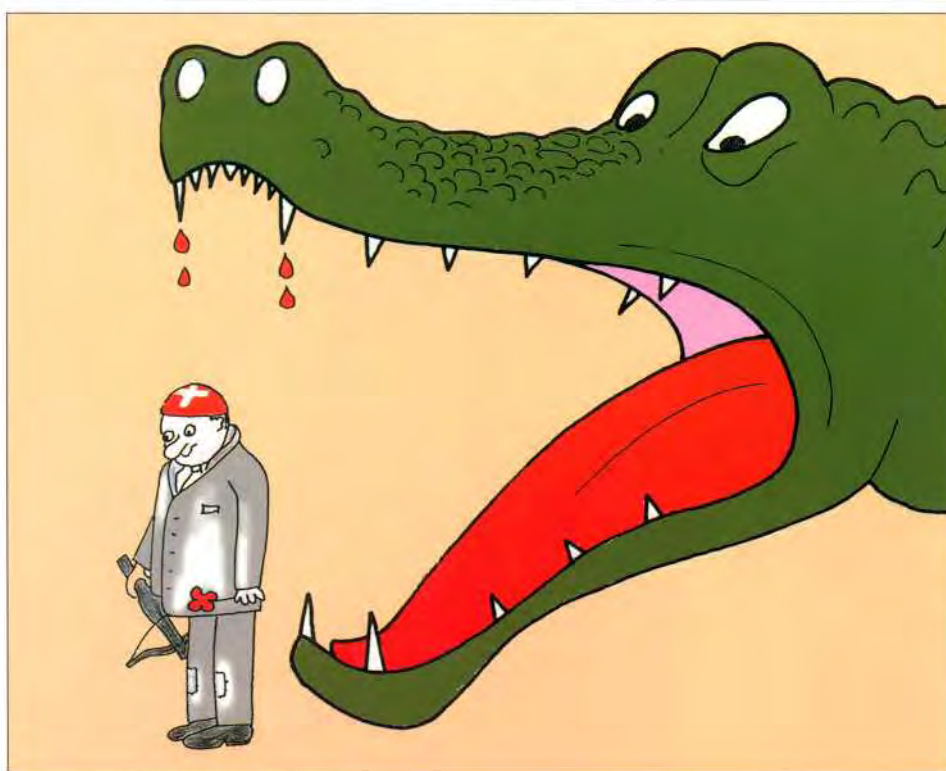
georg
EDITEUR

Collection Stratégie et Réalité

Annexe 10 : Couverture de l'ouvrage du GTHV : *La Suisse face au chantage*, Cabédita, Yens sur Morges, 2002

La Suisse face au chantage

*Son attitude en 1939-1945
Critiques des rapports Bergier*



Cabédita

Collection Archives vivantes

Annexe 11 : Couverture de l'ouvrage d'Angelo M. Codevilla : *La Suisse, la guerre, les fonds en déshérence et la politique américaine*, Genève, Slatkine, 2001



Annexe 12 : *Le cauchemar du banquier*, dessin de Patrick Chappatte, *L'Hebdo* (19.9.96)



Annexe 13 : *Le rendez-vous avec l'Histoire*, dessin de Patrick Chappatte, *L'Hebdo* (30.1.97)



Annexe 14 : Pour solde de tout compte, dessin de Patrick Chappatte, *Le Temps* (14.8.98)



ANNEXES AU CHAPITRE 5 :

**LA CONSTITUTION PRATIQUE D'UNE LIGNE EDITORIALE :
LA TRAJECTOIRE « DES FONDS JUIFS ET DE L'OR NAZI » DANS
L'*HEBDO***

Annexe 15 : « La Suisse et son passé » dessin de Patrick Chappatte, *L'Hebdo* (26.9.96)



Annexe 16 : « Comment restaurer l'image de la Suisse ? », L'Hebdo (3.10.96)

Les mensonges suisses sur l'or nazi

Au cœur de la démocratie suisse, au Conseil national, c'est encore ce souci de rétablir l'image du pays qui a dominé le débat, lundi, sur la création d'une commission d'experts chargée de faire la lumière sur le rôle de la place financière pendant la guerre. Un débat limité, contrôlé pour éviter les dérapages (*lire le commentaire d'Ariane Dayer en page 32*); Jean Ziegler, l'ancien directeur du service des relations publiques, s'opposait au secret bancaire, abondamment cité par les journaux étrangers, y est privé de parole. Verena Grendelmeier, indépendante zurichoise, prend le relais pour dénoncer le « mensonge historique » et réclamer que la Suisse reconnaisse sa responsabilité dans la plus grande catastrophe du siècle. Le radical Marc Suter dénonce, lui, des critiques étrangères qui « ne sont pas toujours motivées par des motifs nobles. Certains cherchent à affaiblir la place financière suisse. » Mais l'essentiel est sauf: l'arrêté est adopté à l'unanimité, la presse et les observateurs étrangers sont provisoirement satisfaits.

Beim Raubgold hatten die Schweizer Bankiers kaum Skrupel

Shame of the Swiss

La lavandería del III Reich

Mit allzu gutem Gewissen

OR DES NAZIS

LE COMBAT DES RESCAPÉS

Bewitched again by the gnomes of Zurich

Secrets of

DESCENDRE DE SON PIÉDESTAL

Que faire de plus contre une atteinte aussi « grave » à l'image du pays? Tous les professionnels de la communication le soulignent: une réputation n'évolue que lentement. Or celle de la Suisse se dégrade depuis des années. « Le vent nous souffle de plus en plus dans la figure, la Suisse descend lentement mais sûrement d'un socle surélevé », estime Dieter Chenaux-Répond. Renverser la tendance est donc une affaire de longue haleine.

Les consignes du CICR

vis de tempête à la fin août. Au moment où les banques et le gouvernement suisses sont mis en accusation, une dépêche de l'agence Reuter révèle que le sénateur américain D'Amato a exhumé des documents de l'OSS, l'ancêtre de la CIA, mettant en cause les armoiries de membres des délégations pour exagérer les considérations du CICR. Les journalistes versés à suggérer aux sociétés du Croissant-Rouge suisse de se défendre de ce genre de questions posées par les médias. Quatre jours

prend plus volontiers aux écart d'une belle femme», s'amuse un diplomate qui s'en voudrait d'être cité sur une telle comparaison. On reproche donc à la Suisse son arrogance vertueuse, on voudrait d'autant plus lui faire honte que dans son isolement satisfait, elle a échappé jusque-là à l'opprobre. Et le ton s'échauffe d'autant plus que les réponses de l'accusée paraissent fuyantes.

Les effets immédiats de l'affaire restent limités. Dans les quotidiens populaires, britanniques ou américains, les gros titres n'ont duré qu'un jour ou deux. La Banque nationale n'a constaté

« Chez nous, en Espagne, la Suisse est un pays méconnu, on croit qu'il n'y a que des banques et du chocolat », affirme cette correspondante à Genève. Mais pourquoi s'en plaindre, tant que nous n'avons qu'à nous en féliciter? La Suisse a toujours été un voisin tranquille qu'on aime bien parce qu'on ne le voit guère. On l'inviterait bien au club: c'est le pays que les Européens, sonnés par la Commission de Bruxelles, souhaitent le plus voir adhérer à l'Union européenne.

Annexe 17 : « Vous devez des excuses !!! », dessin de Patrick Chappatte, *L'Hebdo* (15.5.97)



Annexe 18 : « Comment se relever de l'uppercut US ? », L'Hebdo (15.5.97)

Estimates in the Allied-Swiss Negotiations, 1948
Ministry Gold

	Date	Dollars	Swiss Francs
Estimates of German gold reserves and Reichsmarks, 1938, 1945	February 1946 (State Treasury report)	\$78,785 million	
Estimates of looted gold, 1945		\$676 million	
Estimates of gold traded by Germany to Switzerland*		\$294,414 million	
Amount of looted gold to Switzerland?		\$181 million	
Allied estimate presented to Switzerland of looted Nazi gold sent to Switzerland	March 1946	\$250 million	450 million SF
Allied statement of Swiss liability based on amount of looted Belgian gold	April 1946	\$130 million	510 million SF
Amount of Belgian gold Swiss admit to receiving	April 1946	\$88 million	170 million SF
Amount of gold Swiss agree to transfer to the Allies*	May 1946	\$18 million	250 million SF

German External Assets in Switzerland At the End of the War (Excluding Gold)

Source of Estimate	Dollars	Swiss Francs
Treasury Department	\$500 million	2 billion SF
State Department	\$250-300 million	\$1.5 billion SF
Swiss Delegation	\$250 million	1 billion SF
Press Accounts	\$100 million	1 billion SF
Total cited by Switzerland, 1946-1952	\$250 million	120.5 million SF

* The 1946 value of gold was \$35 per ounce. (Later it is nearly one-tenth higher.) Readers may multiply these figures by 3.75 to obtain the approximate current gold value in dollars.
* This 1946 figure is derived from the Treasury report based on the 1939-1945 issue.
* The State Department estimated that during 1935 was Switzerland purchased from Germany \$270 million in gold and silver. It is not clear how much of this was looted gold. Part of the gold (but Switzerland sold during the war to Portugal, Spain, and Turkey) \$130-140 million could have been Swiss (German) gold. The Treasury Department's estimate of amount of looted gold sent to Switzerland received from Germany is \$181 million (1945). (Treasury report 1946) \$294,414 million.
* Amount of gold sent to Switzerland was \$181 million.
* Amount of 200,000,000 of 500 Francs Swiss banknotes were allocated to pay to the Allies for the purchase of German assets subject to the Allies. For convenience, figures are given in current 1997 dollars, based on above.

Annexe 19 : Le « Manifeste du 21 janvier 1997 »

Manifeste du 21 janvier 1997

Nous citoyennes et citoyens, habitantes et habitants de ce pays, signataires de ce manifeste, nous ne nous sentons mis sous pression par aucune organisation juive ; en revanche, nous nous estimons discrédités par l'attitude des banques suisses et du Conseil fédéral et nous déclarons :

1.

Quand nous voyons un membre du Conseil fédéral suisse, en sa qualité de président de la Confédération, s'en prendre aux survivants de la Shoa – l'assassinat dûment planifié de millions de juifs européens – ainsi qu'à leurs successeurs et à leurs représentants, leur imputant de comploter pour déstabiliser la Suisse, les accusant de chantage en vue d'une rançon et annonçant que cela déclenche des « réactions antisémites » en Suisse ;

quand nous voyons ce membre du gouvernement suisse attendre deux semaines riches en réactions pour regretter ses déclarations et expliquer qu'il a été mal informé sur les revendications des organisations juives aux Etats-Unis, ce qui laisse entendre que ses déclarations seraient justifiées si les organisations juives avançaient effectivement des revendications financières ;

quand le Conseil fédéral dans son ensemble, à savoir l'autorité responsable en Suisse, se refuse à prendre ses distances face à ce membre et à combattre énergiquement la vague de sentiments antisémites déclenchée par les déclarations de celui-ci, nous estimons que la dignité démocratique de notre pays est en jeu. Il s'agit d'une atteinte à l'identité culturelle de la Suisse, depuis toujours basée sur la diversité de provenance et de religion. Pareille attitude ne porte pas préjudice aux seuls juifs, elle offense tous les habitants de ce pays attachés à la démocratie. Nous ne nous sentons pas représentés par un tel gouvernement.

2.

Quand il faut attendre cinquante ans et des pressions internationales intenses pour voir les banques suisses et les établissements financiers dans l'obligation d'admettre que des experts indépendants se penchent sur leurs livres de comptes afin d'enquêter, puis d'informer sur les avoirs « en déshérence » des victimes de la Shoa, sur le commerce de l'or volé et l'endroit où se trouve le butin de guerre et de sang des nazis ;

quand ces banques, après plus de cinquante ans, continuent de faire comme si on ne savait pas depuis longtemps, et pour l'essentiel, que le rôle joué par la place financière suisse fut celui d'aide et de receleur pour les nazis ;

que, pendant des décennies, ces mêmes banques, n'ont pas voulu reconnaître leur responsabilité et se sont permis de traiter avec mépris, arrogance et cynisme les personnes à la recherche des valeurs déposées par des parents assassinés, en refusant de leur fournir des informations auxquelles elles ont droit ;

quand, de surcroît, la plus grande banque de Suisse détruit une masse de dossiers juste avant l'intervention des experts indépendants,

les autorités suisses ne sont plus en droit de déterminer leur politique en fonction des intérêts de ces banques, et l'exercice d'une pression politique, qu'elle vienne de l'étranger ou de l'intérieur de la Suisse, devient parfaitement légitime, si elle est au service de la recherche de la vérité.

3.

Enfin, quand une partie de la population suisse – les personnes qui appartiennent aux générations ayant vécu le service actif et l'immédiat après-guerre – se sent incomprise à force d'entendre des critiques, peut-être parce que ces personnes ont été elles-mêmes soldats, à la frontière, qu'elles ont souffert de privations ou fait preuve d'esprit démocratique et de volonté de défense contre les nazis, alors que les banques et l'industrie faisaient des affaires avec ces mêmes nazis ;

quand beaucoup de gens commencent à se sentir désécurisés face à l'effondrement de quelques mythes helvétiques les ayant aidés à surmonter des périodes difficiles, sans qu'on leur ait donné les moyens d'en comprendre la fonction ;

quand beaucoup de gens, confondant la responsabilité historique de la Suisse en tant qu'Etat avec la culpabilité individuelle, se sentent injustement accusés, car ce ne sont pas eux qui ont incité les autorités allemandes à introduire le « tampon juif », ni eux qui ont ordonné personnellement de renvoyer à une mort certaine des dizaines de milliers de réfugiés juifs, mais bien le Conseil fédéral d'alors,

nous estimons d'autant plus urgent que l'histoire récente de la Suisse continue à être reconsidérée loin de toute déformation et de toute idéalisation et à être réécrite avec un plus grand souci de vérité.

4.

Mais si le Conseil fédéral se souvient qu'au siècle dernier, il a fallu une pression étrangère massive pour que la Suisse accorde l'égalité politique à ses ressortissants juifs et que de telles campagnes peuvent donc être bénéfiques à notre démocratie ;

s'il se déclare prêt à soutenir le réexamen de notre passé récent, mais aussi à encourager la diffusion dans la population des résultats de recherches historiques clairvoyantes ;

si le Conseil fédéral, les autorités et les institutions de toutes les régions de la Suisse avec lui, au lieu de laisser une fois de plus les juifs de notre pays seuls face à l'antisémitisme, décident de combattre avec la dernière énergie les tendances antisémites manifestes ou cachées ;

si le Conseil fédéral, les autorités et les institutions suisses déclarent publiquement que l'antisémitisme et le racisme ne sauraient se justifier en aucune circonstance ni être provoqués par les victimes elles-mêmes, rappelant que la manifestation de telles attitudes nous ramène aux pires années de notre passé, plutôt que de nous porter vers l'avenir;

si l'ensemble des autorités et des institutions acceptent de donner publiquement suite, sur ces questions, à ce que souhaite la population d'une Suisse attachée à la démocratie,

nous, citoyens et citoyennes, habitants et habitantes de ce pays, signataires de ce manifeste, nous les soutiendrons de toutes nos forces dans leurs efforts. La crise politique que traverse actuellement la Suisse sera alors l'occasion d'approfondir notre sens de la démocratie, de la justice, du respect de l'autre, de la cohabitation et de la fraternité.

Nils de Dardel (Genève), Madeleine Dreyfus (Zurich), Stefan Keller (Zurich), Dr. Paul Parin et Goldy Parin-Matthéy (Zurich), Niccolò Raselli (Flüeli-Ranft), Paul Rechsteiner (St-Gall), Catherine Weber (Berne).

Premier signataires: Alberto Agustoni (avocat, Giubiasco), Carla Agustoni (artiste, Giubiasco), Sybil Albers (Zurich), Samuel Althof (psychologue, Münchenstein), Leni Altwegg (pasteure, Adliswil), Catherine Azad (musicienne, Lutry), Colette Bauchard (pédagogue, Lausanne), Charles Beer (président Communauté genevoise d'actions syndicales CGA, Genève), Lilian Berna-Simons (psychanalyste, Zurich), Pietro Bianchi (musicologue, Sementina), Sandro Binanconi (linguiste, Minusio), Peter Bichsel (écrivain, Soleure), Hildegard und Erich Billig-Bannwart (Corseaux), Anne-Marie Blanc (comédienne, Zurich), Jacques Bloch (Bâle), Prof. Johannes B. Brantschen (théologien, Fribourg), Beat Brechbühl (président PEN Suisse alémanique, Frauenfeld), Erica Brühlmann-Jecklin (écrivaine et psychothérapeute, Schlieren), Cécile Bühlmann (responsable pour relations interculturelles, Lucerne), Christiane Brunner (coprésidente Union syndicale suisse, Genève), Miriam Cahn (artiste, Bâle), Micheline Calmy-Rey (Genève), Dr. Sonja Capek-Gubser (médecin, Zurich), Prof. Franco Cavalli (médecin-chef, Ascona), Tita Carloni (architecte, Rovio), Werner Carobbio (Lumino), Dimitri (clown, Verscio), Gunda Dimitri (directrice d'école de théâtre, Verscio), Jean-Michel Dolivo (avocat, secrétaire Union syndicale Vaud, Lausanne), Werner Düggelein (metteur en scène, Bâle), Stephan Eicher (musicien, Zurich), Peter Emch (artiste, Zurich), Hans Jörg Fehle (pasteur, Krinau), Joe Sebastian Fenner (comédien, Borgnone), Christina Fessler (artiste, Zurich), Prof. Kurt von Fischer (musicologue, Erlenbach), Prof. Thomas Fleiner (Fribourg), Dr. Vincent C. Frank (économiste, Bâle), Patrick Frey (auteur, cabarettiste, Zurich), Prof. Richard Friedli (Fribourg), Jürg Frischknecht (journaliste, Zurich), Hannelore Fuchs (avocat, Rorschach), Ursula Gaillard (traductrice, Frenières-sur-Bex), Bruno Ganz (comédien, Zurich), Prof. Thomas Geiser (juriste, St-Gall), Claire-Lise Gilleron (pédagogue et écologue, Mézières), Silvano Gilardoni (historien, Viganello), Michel Glardon (éditeur, Lausanne), Matthias Gnädinger (comédien, Stein am Rhein), Frédéric Gonseth (auteur cinéma, Lutry), Elda Guidinette (écrivaine, Meride), Philip Grant (juriste, Genève), Roland Gretler (archiviste d'images, Zurich), Ruth Guggenheim Heussler (Zurich), Karl Grünberg (Genève), Sébastien Guex (historien, Lausanne), Eveline Hasler (écrivaine, Ronco), Bettina Heintz (sociologue, Zurich), Laurent Helfer (employé de commerce, Neuchâtel), Villi Hermann (auteur cinéma, Lugano), Heiner Hesse (Arcegno), Olivia Heussler (photographe, Zurich), Albrecht Hieber (pasteur, Berne), David Hiler (historien, Genève), Bruno Hitz (dramaturge, Zurich), Andreas Hoessli (auteur cinéma, Zurich), Polo Hofer (musicien, Berne), Franz Hohler (écrivain, Zurich), Gottfried Honegger (artiste, Paris), Dr. Peter Hug (historien, Berne), Brigitte Hürlimann (journaliste, Zurich), Thomas Hürlimann (écrivain, Willerzell), Gardi Hutter (clown, Arzo), Markus Imhoof (metteur en scène cinéma, Aathal), Andreas Isenschmid (critique littéraire, Zurich), Dr. Christian Jordi (médecin, Zurich), Prof. Hans Ulrich Jost (historien, Lausanne), Peter Kamber (historien, Burgdorf), Friedrich Kappeler (auteur cinéma, Frauenfeld), Michèle Kathriner (juriste, Zurich), Hildi Keel-Leu (Fribourg), Prof. Othmar Keel (théologien, Fribourg), Lorenz Keiser (cabarettiste, Zurich), Walter Keller (éditeur, Zurich), Jochen Kelter (président European Writers Congress, Tägerwilten), Beate Koch Hongler (psychanalyste, Zurich), Dr. Mario König (historien, Bâle), Janine Koerfer-

Weill (enseignant, Zurich), Thomas Koerfer (metteur en scène cinéma, Zurich), Gunhild Kübler (critique littéraire, Zurich), Prof. Max Küchler (théologien, Fribourg), Prof. Arnold Künzli (écrivain, Zurich), Patrik Landolt (comité de rédaction WoZ, Zurich), Dominique Lang (directeur Centre social protestant, Genève), Dr. Josef Lang (historien, Zug), Dr. Max Lemmenmeier (historien, St-Gall), Prof. René Levy (sociologue, Mézières), Emilie Lieberherr (ancienne conseillère communale et ancienne conseillère aux Etats, Zurich), Werner Lüdi (musicien, Malans), René Longet (Genève), Ingeborg Lüscher (artiste, Tegna), Rolf Lyssy (auteur cinéma, Zurich), Roberto Maggini (directeur de théâtre, Intragna), Margherita Malè (assistante sociale, Avegno), Christian Marazzi (économiste, Vacallo), Dr. Urs Marti (philosophe et journaliste, Berne), Philippe Macasdar (directeur de théâtre, Genève), Dr. Aram Mattioli (historien, Bâle), Helen Meier (écrivaine, Heiden), Rosmarie A. Meier (rectrice suppléante, Aarau), Klaus Merz (écrivain, président du Groupe d'Olten, Unterkulm), Prof. Beatrix Mesmer (historienne, Bremgarten BE), René Simon Meyer (sociologue, Genève), Dr. Beatrice Michel (auteure, Zurich), Sandra Modica (travailleuse sociale, Fribourg), Cornelia Montani (comédienne, Borgnone), Milena Moser (écrivaine, Zurich), Nicole Müller (écrivaine, Zurich), Patrice Mugny (rédacteur en chef Le Courrier, Genève), Fredi M. Murer (auteur cinéma, Zurich), Prof. Adolf Muschg (écrivain, Männedorf), Alberto Nessi (écrivain, Coldrerio), Giovanni Orelli (écrivain, Lugano), Vasco Pedrina (coprésident Union syndicale suisse, Zurich), Virginio Pedroni (Breganzona), Prof. Meinrad Perrez (psychologue, Fribourg), Andres Pfaffli (auteur cinéma, Hittnau), Ina Praetorius (théologienne, Krinau), Fabio Pusterla (écrivain, Valsolda), Dr. Gerhart M. Riegner (Genève), Werner Rings (historien, Ascona), Dr. Peter Rippmann (ancien rédacteur en chef Beobachter, Bâle), Pipilotti Rist (artiste, Zurich), Gerda Rodel-Neuwirth (journaliste, Arbon), Werner Rom (président communauté culte israélite ICZ, Zurich), Gabrielle Rosenstein (vice-présidente communauté culte israélite ICZ, Zurich), Gabriele Rossi (historien, Bellinzona), Martino Rossi (économiste, Breganzona), Samir (auteur cinéma, Zurich), Hans-Ulrich Schlumpf (auteur cinéma, Zurich), Erich Schmid (auteur cinéma, Zurich), Bernie Schürch (comédien, Novaggio), Rica Schürch (psychologue, Novaggio), Irène Schweizer (musicienne, Zurich), Werner Schweizer (auteur cinéma, Zurich), Alexander J. Seiler (auteur de films et publiciste, Zurich), Antonio Snider (avocat, Locarno), Francesca Snider (avocat, Locarno), Luigi Snozzi (architecte, Locarno), Naudo Snozzi (artiste, Bellinzona), Willy Spieler (rédacteur Neue Wege, Zurich), Dr. Milan Stanek (ethnologue, Bâle), Béatrice Steiner (étudiante, Zurich), Pietro Stolz (artiste, Avegno), Prof. Brigitte Studer (historienne, Berne), Hans Stürm (auteur cinéma, Hinteregg), Hans Stutz (journaliste, Luzern), Harald Szeemann (organisateur d'expositions, Tegna), Prof. Clemens Thoma (dirigeant Institut de recherches judéo-chrétienne, Lucerne), Georges Tissot (syndicaliste SIT, Genève), Florio Togni (psychologue, Genève), Michele Tomamichel (psychiatre, Lugano), Gian Trepp (journaliste, Zurich), Dr. Christophe Uehlinger (théologien, Fribourg), Hanspeter Uster (conseiller d'Etat, Baar ZG), Prof. Hermann-Joseph Venetz (théologien, Fribourg), Christoph Vitali (directeur Maison des arts, Munich), Prof. Antonin Wagner (recteur école du travail social, Zurich), Sidney Weill (organisateur «Rock contre la haine», Zurich), Ursi Weill-Steinemann (directrice fondation de la jeunesse pour la tolérance, Zurich), Fanny und Harry Weinreb (Genève), Dr. Florence Weiss (ethnopsychanalyste, Bâle), David Weiss (artiste, Zurich), Sandra Weston (enseignante, Lugano), Prof. Jean Widmer (Fribourg), Urs Widmer (écrivain, Zurich), Werner Wili (membre du comité directeur du Conseil suisse pour la paix, Zurich), Laure Wyss (écrivaine, Zurich), Ruth Wysser (directrice WoZ, Zurich), Dr. Ernst Zehnder (médecin, Zurich), Yvette Z'Graggen (écrivain, Anières), Ilka von Zeppelin (psychanalyste, Zurich), Manfred Züfle (écrivain, Zurich), Peter Zumthor (architecte, Haldenstein)

Merci de soutenir notre démarche en signant le manifeste, en organisant des actions sur cette question, en envoyant un don pour cet appel ou ceux qui pourraient suivre.

Comité « Manifeste du 21 janvier 1997 », Case postale 6948, 3001 Berne. Tel. 077 / 68 48 41.
Compte de chèque postal n 25-542445-5.

ANNEXES AU CHAPITRE 6 :

PRISES DE POSITION ET POLARISATION DE L'ESPACE MEDIATIQUE

L'arrogance a ses limites

Ce n'est pas parce qu'on a connu dans sa vie un immense malheur qu'on peut ensuite mépriser autrui et le traiter avec arrogance. On peut réclamer justice. On ne saurait exiger des rançons et recourir au chantage. C'est ce que le Congrès juif mondial ne saisit pas dans l'affaire des fonds juifs.

Les accents qui nous viennent d'outre-Atlantique, depuis un certain temps, sont tout à fait déplaisants. Dans l'interview que notre journal a publiée le 31 décembre le président Delamuraz l'a dit avec toute la clarté voulue, en homme d'Etat responsable. Il était temps que le Conseil fédéral s'exprime ainsi. La démesure des réactions prouve qu'il a probablement trop tardé à parler nettement.

La Suisse a tout entrepris pour que, rapidement, la lumière soit faite sans restriction. Sa position est dès lors

irréprochable, et elle n'a plus à jouer la petite fille prise en défaut. A créer un fonds avant tout verdict et à en négocier le montant avec les juifs d'Amérique, elle se déconsidérerait définitivement. Ceux qui la poussent dans ce sens, et qui continuent à mettre en doute sa probité, ou bien poursuivent des buts relevant du bas commerce, ou ont déchu au rang de receleurs du malheur passé. Décidément, les victimes d'Auschwitz et de Buchenwald méritent mieux que cette triste récupération-là. Notre sens de la pitié n'est pas celui-là.

Il reste l'espoir. L'espoir que les juifs suisses utiliseront leurs relations pour empêcher l'escalade, et faire comprendre à leurs coreligionnaires que ces attitudes ne sont pas comprises chez nous et qu'il vaut mieux, pour la cohabitation dans ce pays, y mettre un terme immédiatement.

Denis Barrelet

L'otage tient bon

La Suisse a un vrai gouvernement. On en est soulagé. On pouvait craindre, en effet, que le Conseil fédéral désavoue indirectement Jean-Pascal Delamuraz, offre des gages sous forme de millions et mendie ainsi le pardon des milieux juifs internationaux. Heureusement, il n'a pas dévié de sa route. Pour deux raisons.

D'abord, le Conseil fédéral a la conscience à l'aise. la Suisse veut faire éclater la vérité et s'y soumettre sans restriction. Pas question pour elle, non plus, de gagner du temps. Bien avant la bruyante interview de JPD, le gouvernement avait fait savoir qu'il se réservait de prendre des mesures au fur et à mesure des découvertes. Avant cette interview également, il était décidé à prendre contact avec les banques sur la manière de consacrer les fonds en déshérence à des buts caritatifs.

Ce que le Conseil fédéral refuse, c'est la création d'un fonds destiné à une

sorte de rachat généralisé dont le montant serait dicté par les milieux juifs, sous la menace de boycott des banques suisses tel qu'il a été articulé en décembre déjà. JPD, lui, a eu l'« imprudence » de donner un nom à cette attitude extrêmement déplaisante. Un nom consacré par tous les dictionnaires...

La deuxième raison pour laquelle le Conseil fédéral devait tenir bon, c'est que tout geste de sa part, quel qu'il soit, lui aurait valu les critiques acerbes des milieux juifs internationaux et aurait été interprété comme un signe de faiblesse autorisant de nouveaux chantages. Le drame, là, c'est que la Suisse n'a pas de partenaire fiable.

Prise en otage, elle va sans doute, durant le temps que durera le travail des historiens, faire l'objet de nouvelles attaques. Une offensive diplomatique tous azimuts s'avère, aujourd'hui, indispensable. Tout comme l'engagement d'un très gros budget destiné à des spécialistes en communication outre-Atlantique.

Denis Barrelet

Derrière, autour, avec J.-P. Delamuraz

Achevant son année présidentielle par une interview à deux journaux romands, le conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz a déclenché les grandes orgues de l'indignation américaine et juive. Rappelons l'essentiel de son propos et en particulier les termes contestés.

« On a cherché par tous les moyens à discréditer la place suisse. Il y a, en plus de la recherche opiniâtre de la vérité historique, une formidable volonté politique de déstabilisation et de compromission de la Suisse. »

M. Delamuraz dit-il des « sottises » ou dit-il la « vérité » ?

Tous les moyens, mais nous les avons vus à l'œuvre depuis des mois, avec les attaques conjointes d'un député anglais de confession israélite et du sénateur américain d'Amato. Nous les avons vus dans l'extraordinaire déferlement médiatique auquel les accusations folles, les calomnies éhontées, les exigences démesurées de ce sénateur ont donné lieu.

Et pendant que l'on salissait la Suisse et qu'on salissait aussi la Suisse dans maints journaux trop rapidement alignés sur les pressions extérieures, qui s'est levé pour rappeler l'extraordinaire effort du peuple suisse et de ses autorités, au cours de la Deuxième Guerre mondiale pour sauver tant de réfugiés ?

On a cherché par tous les moyens – et M. Delamuraz en a dressé un inventaire plus complet que le nôtre – à discréditer la Suisse. Qui peut le nier ?

Quant aux responsables de cette action, voici ce que publie le 14 novembre l'hebdomadaire genevois « Genève Home Information » qui paraît fort bien renseigné.

« Quelques semaines après la dissolution de l'Union soviétique, la CIA se sentant menacée de chômage se cherche une nouvelle mission. La lutte contre le recyclage de l'argent sale est avancée avec insistance et, au-delà, la mise au pas du système financier mondial. Rien que de très estimable diront certains. Mais la prise de contrôle de l'ensemble des réseaux financiers de la planète pourrait aussi servir de prélude à l'émergence d'un totalitarisme nouveau. (...) »

Que la Suisse ait fini, quatre ans plus tard, par faire l'objet d'une opération de grand style ne doit pas surprendre. Car la Suisse est le deuxième grand de la planète, sinon en termes de mégatonnes de TNT, du moins dans le domaine de la puissance financière. (...) C'est encore près du tiers du total mondial, même si la part de la Suisse est probablement en train de s'effriter depuis plusieurs années. Les États-Unis détiennent quelque 4000 milliards, le reste, disons 3000, à 4000 milliards se répartissent entre différents paradis fiscaux. Ces derniers peuvent paraître attrayants, mais ils sont en réalité désarmés face aux ingérences américaines. (...) »

On peut s'étonner de la relative passivité dont on [sic] fait preuve les représentants de la Berne fédérale devant les attaques de plus en plus acerbes du sénateur D'Amato et de ses amis politiques. Mais des voix commencent à s'élever et notre pays va peut-être retrouver le chemin de la dignité. »

La communauté juive de notre pays hésite quant à son attitude. Elle vit en Suisse et l'on croit savoir qu'elle y est prospère et que les autochtones ne lui ont guère disputé la place prépondérante qu'elle a su prendre dans maints secteurs. Vice-président de cette communauté, Alfred Donath trouve cependant inacceptable de soupçonner la communauté juive de déstabilisation et il craint que ceci puisse réveiller des sentiments antisémites.

Il ne nous semble pas que M. Delamuraz ait visé les coreligionnaires suisses de M. Donath. C'est d'Angleterre et d'Amérique que viennent les attaques que notre pays subit. Il ne faut cependant pas se cacher que ceux qui les portent sont souvent des juifs et l'on doit constater que c'est la dramatisation orchestrée autour des fonds en déshérence qui a servi de fer de lance à l'agression que dénonce le conseiller fédéral.

Le Congrès juif mondial et l'Agence juive sont immédiatement montés au créneau puisqu'ils menacent de boycott les banques suisses, adressant ainsi au Conseil fédéral un véritable ultimatum. Ils montrent ainsi leur puissance et l'usage qu'ils sont prêts à en faire.

Les partis suisses, à l'exception de l'UDC, ont pris des mines contrites pour regretter les propos du batelier vaudois. On sait que M. Delamuraz aime à naviguer sur le Léman. Certes, Ouchy n'est pas la Canebière, mais faut-il se scandaliser d'entendre Escartefigue-Delamure crier au

vent du large que la marine suisse dit à ceux qui ne l'aiment pas quelque chose qui pourrait ressembler au cri connu de la fierté française...

Dans une lettre du 7 janvier au NQ, le docteur Kaloy, auteur d'un ouvrage sur nos banques, félicite le conseiller fédéral pour le courage qu'il a eu de dévoiler l'ingérence américaine. « Ancien fonctionnaire international, je connais de près la méthodologie de ce qu'on appelle (avec Elan Steinberg) le « complot international fomenté par Londres et Washington ». Et de préciser qu'il ne s'agit pas tant d'un complot, mais de la politique officielle américaine qui veut imposer sa suprématie politique et économique sur le monde entier.

On peut espérer que les Suisses, tous les Suisses, montrent ensemble leur solidarité. M. Delamuraz n'a pas à s'excuser pour avoir dit la vérité et avoir dénoncé les violences indignes qu'exerce sur nous la puissance yankee.

René Berthod

Falsche Worte falsche Signale

▪ VON CLAUDIA KÜHNER

Erst spricht Bundesrat Arnold Koller von «Arroganz» und «unfairen Methoden von aussen», dann nimmt der scheidende Bundespräsident Jean-Pascal Delamuraz das böse Wort «Erpressung» in den Mund. Zuvor hatte EDA-Vorsteher Flavio Cotti ein – weiteres Mal bekräftigt, Zahlungen kämen vor Abschluss der historischen Arbeit nicht in Frage.

Das sind Kommentare, die unseren Landespolitikern in den Sinn kamen, als sie zu Jahresende über jüdische Vermögen und die Forderung nach einem Fonds befragt wurden. Besonders Bundesrat Delamuraz' Bemerkung hat erbitterte Kommentare in den USA und in Israel ausgelöst.

Darüber soll sich niemand wundern. Denn die bundesrätlichen Worte zeugen davon, dass ihre Urheber das Wesen und die Tiefe dessen, worum es hier geht, anscheinend noch immer nicht Verstanden haben. Es geht nicht um den Finanzplatz, nicht um die mögliche Boykottdrohung gegen Schweizer Banken, nicht um die Gelegenheit, aus der Schweiz etwas herauszuholen, und nicht um ihr Image. Solange das aber die Kriterien politischen Urteilens bleiben und nicht das (späte) Bemühen um Wahrheit und Gerechtigkeit,

so lange wird der «Druck von aussen» nicht nachlassen.

Es geht darum, dass die Schweiz zum erstenmal seit Kriegsende als Nation, als Land, als Gesellschaft mit der Vernichtung der europäischen Juden und ihren Folgen direkt konfrontiert wird und sich dieser Konfrontation nicht gewachsen zeigt. Bis dahin hat sie sich mit dem Holocaust nie wirklich auseinanderzusetzen gehabt: Sie war vom Krieg verschont geblieben, die Schweizer Juden als Gemeinschaft waren als einzige des besetzten Europa der Vernichtung entgangen. Die 30 000 abgewiesenen jüdischen Flüchtlinge waren aus den Augen. Aber nun auf einmal nehmen die Opfer Gestalt an, sie bekommen einen Namen, ein Gesicht, eine Geschichte, die sie zu erzählen haben, und diese Geschichte handelt auch von Schweizer Behörden und Schweizer Banken, die vom Leid anderer noch profitiert haben.

Greta Beer ist keine Erpresserin, sondern eine alte Frau, die die Hölle durchschritt, während man hier seinen Geschäften nachging, und die scheiterte, als sie alleine für ihr Recht kämpfte. Nun nimmt sich der Jüdische Weltkongress ihrer und aller anderen Betroffenen an, nachdem die Archive täglich mehr davon preisgeben, was die Schweiz während des Krieges getan und nach dem Krieg versäumt hat. Der Jüdische Weltkongress ist nichts anderes als die Dachorganisation aller jüdischen Gemeinden und kein Finanzplatz und keine Vereinigung von Kriminellen. Für den selbstgerechten Gestus der Entrüstung ist er der falsche Adressat.

Als wär's im Mittelalter

▪ VON ROGER DE WECK

Zum ersten Mal seit langem ist die Schweiz – unser selbstgerechtes und oft genug auch selbstgefälliges Land – mit der Schuldfrage konfrontiert. Ohne jeden Zweifel hat die Eidgenossenschaft in der Zeit des Zweiten Weltkriegs Schuld auf sich geladen. Die Behörden schoben weit mehr als 30 000 jüdische Flüchtlinge – Frauen, Männer, Kinder – in den sicheren Tod ab. Für den Lebensunterhalt christlicher Flüchtlinge sorgte der Staat, während für jüdische Flüchtlinge namentlich die Schweizer Juden aufkommen mussten. Die Nationalbank machte wissentlich Geschäfte mit Raubgold. Nach dem Krieg, sagen die Fachleute, wurde ein Teil der herrenlosen Vermögen veruntreut.

Die Historikerkommission, die der Bundesrat eingesetzt hat, und die Expertengruppe, die von der Bankiervereinigung beauftragt ist, werden noch viel Unbekanntes zutage fördern und das Bekannte genauer aufarbeiten. Wir werden manches besser einordnen können. Doch die Schuldfrage ist bereits beantwortet: Menschen starben, andere wurden diskriminiert und geprellt.

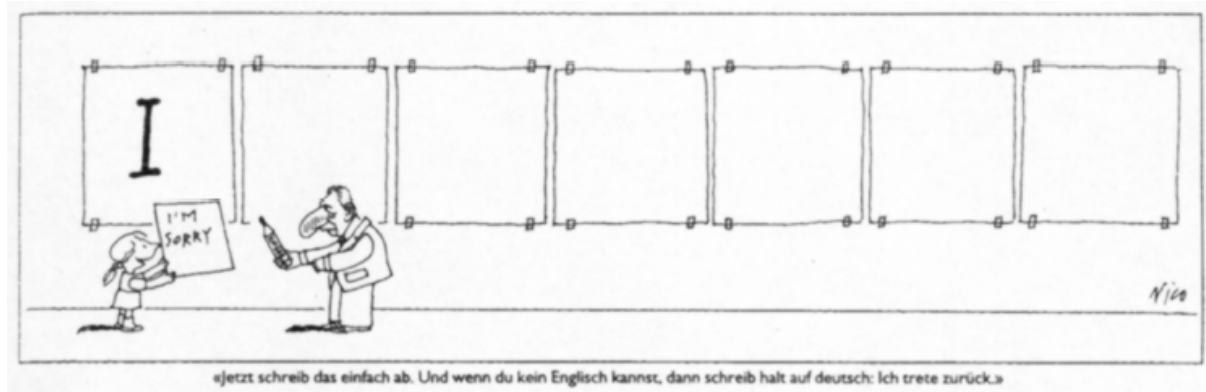
Natürlich trifft die Schweizer keine Kollektivschuld, ebensowenig wie die Israelis kollektiv schuld sind, dass ihr höchstes Gericht die dosierte Folter an einem Palästinenser für zulässig erklärt.

Die Jewish Agency wäre glaubwürdiger, wenn sie nicht nur die Schweiz anprangerte, sondern gelegentlich auch Israel und seine Spielart des Rassismus. Aber das ist hier nicht der Punkt. Der Punkt ist: Unser Land hat Unrecht begangen. Wir in der Schweiz tragen gemeinsam die Verantwortung, dieses Unrecht so gut und so schnell zu beheben. Eine Selbstverständigkeit.

Doch wenn ich Bundesrat Delamuraz und seine vielen Freunde höre, klingt es wie seit Mittelalter: Lästig und « erpressig » ist der Jude, der seine elementaren Rechte geltend macht. Der Jude soll ja nicht frech werden, sondern schön brav bleiben, auch wenn die Schweiz nach einem halben Jahrhundert noch immer zögert, ihr längst erwiesenes Versagen zu gestehen und dank eines Fonds gutzumachen, was sich wiedergutmachen lässt.

Falls es Bundesrat und Banken nicht schaffen, bald einen solchen Fonds einzurichten, könnten Bürgerinnen und Bürger eines Tages selber die Initiative ergreifen und im Land Geld sammeln. Zudem: Wie wäre es, wenn der Bund – an einer seiner beiden Hochschulen in Zürich oder Lausanne – einen Lehrstuhl «für Kultur- und Zeitgeschichte unter besonderer Berücksichtigung des Rassismus und Antisemitismus in der Schweiz» errichtete? Auch das wäre eine Wichtige (weil von niemandem im Ausland erwartete) Geste, und eine nützliche dazu: Die letzten Wochen haben gezeigt, wie wenig die Schweiz über ihren Antisemitismus nachdenkt. Doch nichts ist zugleich so schwer und so befreiend, wie Schuld abzutragen.

Annexe 25 : « Abbitten oder abtreten », dessin de Nico et éditorial d'Esther Girsberger, *Tages-Anzeiger* (13.1.97)



Abbitten oder abtreten

▪ VON ESTHER GIRSBERGER

Neutralität und grösste aussenpolitische Zurückhaltung: Bis zur historischen Wende durch den Mauerfall 1989 waren diese Merkmale der Schweiz weltweit nicht nur fast unbestritten. Das Land hat mit dieser Haltung auch ganz gut gelebt. Doch ist heute ein anderes Verhalten gefragt: multilaterales statt bilateralen handeln, integrieren statt kooperieren, agieren statt reagieren.

Die Schweiz tut sich schwer damit. Wie schwer, hat sich auch in den letzten Wochen rund um die herrenlosen Vermögen gezeigt. Aus ihrer aussenpolitischen Unerfahrenheit heraus hält sich die Schweiz nach wie vor zurück, schweigt sich aus, staut ihren Ärger an.

Einer, der nicht mehr schweigen mochte, war Jean-Pascal Delamuraz. Er, der schon nach dem EWR-Nein und nach dem Ja zur Alpen-Initiative lospolterte, hat

jetzt das Fass zum Überlaufen gebracht. Dieses Mal hat Delamuraz nicht nur innenpolitische Turbulenzen ausgelöst, sondern auch aussenpolitisch grossen Schaden angerichtet.

Offenbar hatte Delamuraz konkrete Hinweise, dass einzelne Vertreter von jüdischen Organisationen ihren Druck auf die Schweiz erhöhen würden, sollte die Schweiz keinen Entschädigungsfonds öffnen. Wenn dem so war, hätte Delamuraz dies auch so formulieren müssen. Denn keine Situation rechtfertigt die pauschale Beschuldigung, die Schweiz würde erpresst. Und keine Situation rechtfertigt die Aussage, Auschwitz liege nicht in der Schweiz.

Die Konsequenzen hätte ein seit über zwölf Jahren regierender Bundesrat voraussehen müssen: Der Antisemitismus wird geschürt, historisch sensibilisierte Menschen werden vor den Kopf gestossen, der Finanz- und Wirtschaftsplatz Schweiz wird gefährdet.

Der Volkswirtschaftsminister hat die Wirkung seiner Worte zwar bedauert. Entschuldigt aber hat er sich nicht – genauso wenig wie andere Regierungsmitglieder, die ihm nicht in den

Rücken fallen wollen. Eine Entschuldigung aber ist unumgänglich. Ansonsten bleiben im Ausland Ressentiments bestehen, die eine möglichst rasche und unbelastete historische Aufarbeitung unmöglich machen. Solange der Bundesrat mit dem Rücken zum Wand steht, wird der Druck auf die Schweiz bestehen bleiben.

Eigentlich müsste sich Delamuraz nach diesem gravierenden Fehlverhalten den Rücktritt überlegen – Regierungsmitglieder anderer Länder wären nach einem solchen Vorfall längst abgetreten. Innenpolitisch würde sein Rücktritt jedoch als Bauernopfer angesehen. Ein grosser Teil der Bevölkerung scheint nämlich Delamuraz' Wortwahl zuzustimmen. Es wäre deshalb für den Bundesrat nicht die beste Lösung, heute schon den Rücktritt der Entschuldigung vorzuziehen.

Ungeschickt

Daniel Röthlisberger

Losegeld-Erpressung», so hat Bundesrat Jean-Pascal Delamuraz am letzten Amtstag als Bundespräsident die Forderung nach einem 250-Millionen-Fonds zur Rückerstattung jüdischer Gelder aus der Nazizeit bezeichnet. Diese Äusserung ist ungeschickt, für einen Schweizer «Staatspräsidenten» schon fast fahrlässig. Jean-Pascal Delamuraz hat damit der glaubwürdigen Bewältigung eines dunklen Kapitels Schweizer Geschichte einen Bärendienst erwiesen. Seine Aussage kann nämlich als Absage an eine Wiedergutmachung ausgelegt werden. Dabei hatte der Bundesrat in unschweizerisch und unbürokratisch forschem Tempo die Vergangenheitsbewältigung der Nazigelder angegangen und dafür die nötigen Gremien eingesetzt.

Doch damit ist es nicht getan. Wenn die Nachforschungen ergeben sollten, dass und in welchem Umfang sich unser Land an Vermögen von Juden bereichert hat, dann gehören diese Gelder nicht länger den Banken, sondern müssen den Nachkommen der Betroffenen – sofern diese überhaupt noch auffindbar sind – zukommen. Die Forderung nach einem Fonds ist dabei nicht abwegig, und der Bundesrat ist schlecht beraten, eine solche Idee von vornherein vom Tisch zu wischen.

Dass Delamuraz' Äusserungen in der Bevölkerung wohl keinen Proteststurm auslösen, liegt vorab am amerikanischen Trommelfeuer, dem unser Land in den vergangenen Wochen ausgesetzt war; in der Kampagne von Senator D'Amato, die – wie auch jüdische Kreise zugeben – nicht immer der Wahrheit folgte. Dieses Feuer mag zwar seine sinnvolle Wirkung gehabt haben, droht aber das Ziel zu verfehlen, wenn die Schweiz zu Sündenbock, zum geheimen Verbündeten des Dritten Reichs gestempelt werden soll. Die Kampagne bietet zudem eine nicht zu unterschätzende Gefahr. Sie gibt antisemitischen Kräften Auftrieb – eine fatale Entwicklung.

Der Wahrheitssuche eine Chance geben

GUSTAV V. LANG

«Bösewicht Schweiz»: So könnte man meinen nach dem Trommelfeuer, das seit einem halben Jahr – übrigens nicht allein des Verhaltens im Zweiten Weltkrieg wegen – mit stetig verstärkter Intensität über unser aussenpolitisch ziemlich isoliertes, weil sich weitergehend absentierendes Land prasselt. Das tut weh. Mehr noch: Das ist auf die Dauer unerträglich, soll ein Volk seines Selbstwertgefühls nicht verlustig gehen. Diesem Urbedürfnis für nationale Ehre glaubte Bundesrat Delamuraz zum Abschluss seines Präsidialjahres Rechnung tragen zu müssen. Dass er es in Zeitungsinterviews auf undiplomatische, ja ungeschminkte Weise tat, hat den Scherbenhaufen, statt ihn einzugrenzen, weiter anwachsen lassen. Schadensbegrenzung tut deshalb not.

Einen hohen Preis bezahlt

Unangenehme Feststellungen oder gar schon Wahrheiten tun halt weh, und wenn daraus Konsequenzen gezogen werden, so kann sich der Schmerz jedoch heilsam, reinigend auswirken. Dazu gehört insbesondere die Feststellung, dass die Schweiz für ihre praktische Unversehrtheit im Zweiten Weltkrieg einem zutiefst verbrecherischen Unrechtregime gegenüber einen hohen Preis bezahlt hat. Das ist uns ja schon seit einiger Zeit bewusst, und Bundesrat Villiger hat, in

seinem eigenen Präsidialjahr 1995, denn auch ohne Wenn und aber die damalige engherzige Flüchtlingspolitik – das düsterste Kapitel unserer neueren Geschichte – tief bedauert und sich, soweit das überhaupt möglich ist, entschuldigt.

Unterdessen ist auch evident geworden: Die neutrale Schweiz, um einigermassen gleichgewichtige Handelsbeziehungen mit beiden Kriegsparteien bemüht, auf jene mit dem Deutschen Reich sogar essentiell angewiesen, beschmutzte durch Nazi-Raubgold ihre Hände; schweizerische Versicherungen zeigten sich allzu willfährig gegenüber Nazi-Forderungen jüdische Klienten betreffend, als der Krieg vorüber war und dann wieder in den sechziger Jahren, da hat unser Land zu wenig getan, die Besitzverhältnisse der nachrichtenlosen Vermögenswerte sowie deren Hohe gründlich abzuklären. Mit Oststaaten wurde umgekehrt über solche Gelder in anfechtbarer Weise verfügt. Parlamentarische Vorstösse wie jener Ständerat Pillers vom Dezember 1994 fanden kaum breiteren Widerhall.

Es ist nicht zu bestreiten, dass es schliesslich der durch die abenteuerliche «Recherche» eines Israelischen Journalisten Ende April 1995 ausgeloste Druck von aussen war, insbesondere aus den USA und von internationalen jüdischen Dachorganisationen, der uns im vergangenen Jahr «Beine machte».

Guten Willen respektieren

Der eingeschaltete Banken-Ombudsmann Häni, die von drei Treuhandfirmen gestützte paritätische Volcker-Kommission, der internationale Historikerausschuss unter dem Vorsitz des ETH-Professors Bergier, die von Botschafter Borer geleitete EDA-Einsatzgruppe «Vermögenswerte Nazi-Opfer»: Die Schweiz hat demonstriert, dass sie gewillt ist, reinen Tisch zu machen. Sie hat damit jedoch auch ein Anrecht darauf, ihren guten Willen respektiert zu sehen. Sie tut nämlich mehr, als was andere Länder zur eigenen Vergangenheitsbewältigung bisher in Sachen Politik gegenüber den Juden

in der Zeit des Dritten Reichs unternommen haben. Nicht zu reden von der Mühe, die etwa Japan bekundet, seine Eroberungsgeschichte endlich gründlich aufzuarbeiten.

Die entscheidende Leistung

Wir Schweizer müssen uns nun endgültig verabschieden von einem der zahlreichen uns lieb gewordenen Mythen: jenem von der traditionell humanitären Schweiz, die in dunkler Zeit, umzingelt von bösen Mächten, die Fahne der politischen Moral und der reinen kantischen Ethik hochhielt. Wir waren zu pragmatischen Zugeständnissen gezwungen, und wir gingen zu viele dubiose Kompromisse ein

Aber völlig umzuschreiben ist deswegen die Geschichte nicht: Unser Land vor dem Zugriff der Tyrannen zu bewahren, das war eine grosse, letztlich die entscheidende Leistung; sie kam auch den Alliierten, auch den Juden – zugegeben: viel zu wenigen – zugute. Dass dies gelang mit diplomatischen, wirtschaftlichen, geostrategischen (Gotthard), aber eben auch und wohl nicht zuletzt mit militärischen Mitteln, das war nur möglich, weil ein weitestgehend geschlossenes, in

Demokratie und Selbstbestimmung wurzelndes, Nazismus und Faschismus verwerfendes Volk dahinterstand.

Bundesrat Delamuraz hat von «Lösegeld» und «Erpressung» gesprochen, was Nationalrat Bodenmann polemisch als «Bauchrednerei» taxierte. Der Volkswirtschaftsminister hatte es zwar besser nicht getan. Aber die in der Tat an Erpressung grenzenden Boykottdrohungen gegenüber dem Finanzplatz Schweiz, mit Fristgewährung bis Ende Januar, falls nicht sofort ein Wiedergutmachungsfonds (es war von 250 Millionen Franken/Dollar die Rede) eröffnet werde, und die nach wie vor angestregten Generalklagen, eine in schwindelnder 20-Milliarden-Höhe (als ob die geschädigten Juden allesamt Multimillionäre gewesen waren) – diese Drohungen gegenüber Borer haben eben der verunglückten Wortwahl Vorschub geleistet. Dass sich die Bundesräte Cotti, Koller und Delamuraz hintereinander, weil letztlich unkontrollierbare Präjudizien befürchtend, vorerst gegen die Prüfung der Idee einer vom Historiker Klaus Urner angeregten Holocaust-Stiftung oder eines von Nationalrätin Nabholz vorgeschlagenen Fonds für aufgefundene Gelder und verifizierte Gewinne aussprachen, erweist sich hinterher als nachteilig. Das teilweise Einlenken der Landesregierung in ihrer Erklärung vom vergangenen Dienstag erweckt – einmal mehr den Eindruck, die Schweiz müsse immer wieder harsch gestossen werden, damit sie einen Schritt tue. Sie hätte ihn besser aus eigener Initiative getan.

Den « Wortkrieg » beenden

Zu beherzigen verbleibt nun, auch im Lager unserer hartnäckigsten Kritiker, auch im World Jewish Congress und in der Jewish Agency, die Mahnung einiger besonnener Glieder der jüdischen Gemeinschaft in der Schweiz wie etwa Sigi Feigel, Michael Kohn, François Loeb und Rolf Bloch, als weiteren «Wortkrieg» zu verzichten und, statt neue

Fehlleistungen zu produzieren, der eingeleiteten Wahrheitssuche nun eine Chance zu geben. Das gilt insbesondere für den New Yorker Senator D'Amato, der uns weiterhin der Verbohrtheit beschuldigt.

In Abwandlung eines einst auf die italienische Einigung bezogenen Diktums: La Svizzera farà da sè – die Schweiz schafft es, wie zumindest zu hoffen ist, nunmehr aus eigenem Antrieb.

ANNEXES AU CHAPITRE 7 :

**PRISES DE POSITION, ORIENTATION DES LIGNES EDITORIALES ET
DETERMINATION D'UNE SITUATION CONFUSE**

Nouvelles accusations

Selon le sénateur Alfonse D'Amato, la Suisse aurait blanchi de l'or nazi en quantité, via l'Espagne et le Portugal

Le sénateur Alfonse D'Amato et le Congrès juif mondial (CJM) accusent la Suisse d'avoir blanchi de l'or nazi.

« Pour la première fois depuis le début de notre enquête, nous avons des documents confirmant que la Suisse était activement et directement impliquée dans le

transfert d'or au profit des nazis, a déclaré hier à New York le sénateur républicain. Chiffres nationaux américaines attestant le transfert d'or de la BNS à Berne vers l'Espagne et le Portugal. Entre 1 et 2 milliards de francs suisses (de l'époque) ont ainsi été acheminés entre

mai 1943 et février 1944 sur ordre de la Reichsbank (banque centrale du Reich) à nouveau, estime la BNS. L'institut d'émission avait lui-même reconnu à la mi-décembre avoir fait des affaires avec l'Allemagne nazie, a rappelé hier soir son porte-parole Werner Abegg, inter-

rogé par l'ATS. Lors de cette conférence de presse du 13 décembre, la BNS avait indiqué des camions, comme l'affirmé le sénateur D'Amato. A l'époque, cette pratique était toutefois parfaitement normale entre banques centrales, selon Werner Abegg. — (ats-*LeMatin*)



La conseillère fédérale Ruth Dreifuss prend ses distances face aux propos de Jean-Pascal Delamuraz, qu'elle juge « tout à fait regrettables », así

Ruth contre JPD

Dans des interviews accordées à la *Sonntags-Zeitung* et à la Télévision romande, Ruth Dreifuss a affirmé que les déclarations de M. Delamuraz ont « perturbé la

jour ce chapitre de son passé ». Pour Mme Dreifuss, « il ne suffit pas que nous disions à la face du monde que nous sommes de bonne foi pour que tout le monde nous croie.

Ce qu'en pensent les Suisses

Trois sondages ont été publiés ce week-end par la Télévision suisse, le *Blick* et le *SonntagsBlick* au sujet du fonds d'in-

En revanche, la création d'un tel fonds après l'aboutissement des recherches recueille l'accord de 60% des sondés.

Annexe 29 : Le Matin du 15 janvier 1997

a) « UBS : Gaffe explosive ! », annonce de première page

VOS PAGES PRATIQUES
Chiens: «L'éternuement inversé» **Page 34 ►**
La Matingale **Page 35 ►**
L'astuce **Page 35 ►**
La question de la semaine **Page 36 ►**
Tél. et fax 155 24 01

Le Matin
le quotidien romand
MERCREDI 15 JANVIER 1997
J.A. 1000 LAUSANNE 1 — No 15 Nath
Fr.s.: 1.40 (TVA 2% incluse)
FF: 6.- Lires: 3700 Ptas: 300.-

FONDS EN DÉSHÉRENCE

UBS: gaffe explosive!

Un employé détruit une partie des archives concernant les fonds juifs. Une «erreur regrettable», selon la banque elle-même

Le sénateur D'Amato et tous les pourfendeurs des banques suisses n'attendaient sans doute que ça: malgré l'interdiction de toucher aux archives concernant les fonds en déshérence, un collaborateur de l'Union de Banques Suisses a donné son feu vert, la semaine dernière, à la destruction de certains de ces documents. C'est un surveillant qui a remarqué cette opération de nettoyage. Il a averti la communauté israélite de Zurich, laquelle a saisi la justice. De son côté, l'établissement bancaire regrette cette «erreur».

Page 5 ►

Nos amis... d'Amérique

L'affaire des fonds en déshérence est devenue un torrent qui charrie désormais son lot quotidien d'informations plus ou moins crédibles, vérifiables ou respectables. Les faits se mêlent à leur interprétation. Et faire le tri entre le dit, le non-dit, le suggéré et le téléguidé devient une entreprise quasi désespérée.

Alors, il se pose aujourd'hui, aussi bien au chroniqueur qu'à son lecteur, une question fondamentale et, pour tout dire, philosophique: où est la vérité ? La réponse est d'une grande simplicité : il est impossible, pour l'heure, de la trouver. La sagesse commande que l'on attende des faits, rien que des faits, durs, granitiques, irréfutables. Et des faits accompagnés d'un éclairage circonstancié. Pour ce faire, le Conseil fédéral et le Parlement ont pris les dispositions adéquates. Faisons-leur confiance.

Dans cette attente, il serait bon que chacun garde son sang-froid et fasse preuve de prudence. A cet égard, on a apprécié les propos mesurés tenus par l'ambassadrice des Etats-Unis en Suisse, Madeleine May Kunin, dans la NZZ de samedi dernier, comme le jugement émis hier par Stuart Eizenstat, sous-secrétaire d'Etat américain au Commerce. Tous deux estiment, en substance, que Berne a empoigné ce dossier de manière appropriée. Après le récent « coup de poignard » de Ruth Dreifuss à son collègue Jean-Pascal Delamuraz, via la SonntagsZeitung, cette leçon de pondération de nos amis d'Amérique est la bienvenue...

Jean-Pierre Gattoni

c) « Gros couac de l'UBS ! »

▼ AVOIRS JUIFS

JPM LE MATIN MERCREDI 15 JANVIER 1997

5

Gros couac de l'UBS!

Un employé de la banque a détruit une partie des archives concernant les fonds en déshérence. Une «erreur regrettable»

L'ambassadeur Thomas Borer au milieu des archives fédérales: la recherche de la vérité se poursuit inlassablement. *Reuter*

Alors que la polémique fait rage jour après jour, l'UBS a annoncé hier qu'un de ses employés avait commis une «erreur regrettable», détruisant des archives concernant les fonds en déshérence. Malgré l'interdiction de détruire les archives concernant les fonds en déshérence, un collaborateur de l'Union de Banques Suisses (UBS) a donné son feu vert à la destruction de tels documents provenant de l'Eidgenössische Bank, filiale de la grande banque. Mais une partie des documents a été récupérée par un employé d'une société de surveillance et remis à la communauté israélienne de Zurich, laquelle a averti la justice. L'UBS a déploré hier cette «erreur regrettable».

L'employé d'une société de surveillance qui a remis à la communauté israélienne de Zurich des documents de l'UBS voués à la destruction est Christoph Meili, 29 ans. Lors d'une conférence de presse organisée par la communauté israélienne de Zurich, il a indiqué qu'en raison de son acte, il avait été suspendu par la société qui l'emploie, Wache AG.

Deux chariots

Christoph Meili a raconté qu'il avait vu mercredi dernier deux chariots remplis de documents dans une salle de l'UBS où sont amenés les documents voués à la destruction. Il a eu l'impression qu'il

ANNEXE AU CHAPITRE 8 :

**LA CONFIGURATION D'UN PROBLEME D'IMAGE ET D'UN COLLECTIF
DE REPUTATION**

Annexe 30 : Extrait du « Débat sur les fonds juifs » (Fricker et al., 1997 : 258-261)

Ce débat a été organisé par le *Journal de Genève et Gazette de Lausanne* (JdG/GdL), le 10 septembre 1997. Cet extraits présente des intervention des historiens Jean-Claude Favez, de l'Université de Genève, Hans-Ulrich Jost, de l'Université de Lausanne et Georg Kraye, de l'Université de Bâle et membre de la Commission Indépendante d'Experts.

JdG/GdL. En tant que citoyens, comment jugez-vous cette affaire, traitée de façon presque quotidienne par les médias ?

Hans-Ulrich Jost. J'ai été scandalisé de voir comment l'affaire a été gérée à Berne, un peu moins par les banques car je voyais là des raisonnements différents. Connaissant l'historiographie et la politique de l'après-guerre, ces deux mondes n'ont toujours rien appris. Pis encore : ils ont une méconnaissance des faits primaires de l'histoire. De la part de hauts fonctionnaires, voire de notables politiques, c'est choquant. On peut se demander où en est notre système scolaire pour que les gens de l'élite atteignent un tel niveau de responsabilité en ayant une si faible connaissance du passé.

Voyez également comment la Commission Bergier travaille, comment elle a été composée. C'est une forme de décomposition de ce que l'on appelait à une époque la culture générale. Dans le même temps, les historiens n'ont jamais vu autant d'argent de leur vie. Après n'avoir rien géré, Berne lance une offensive sans vision très claire.

JdG/GdL. Le mandant de la Commission Bergier n'est-il pas clair ?

Hans-Ulrich Jost. Ce n'est pas une question de mandat, mais plutôt d'organisation et de communication scientifique. En créant un groupe de travail fermé avec peu de contrôle public, le Conseil fédéral n'a pas choisi une organisation conforme à la pratique historique actuelle. Celle-ci se fait, aujourd'hui, de manière générale, dans le cadre d'une vaste collaboration professionnelle et scientifique, avec la participation de tous les historiens qui le souhaitent. Avec la commission Bergier, ce n'est pas le cas.

JdG/GdL. Le Conseil fédéral n'a-t-il pas pourtant donné des garanties d'objectivité en nommant des historiens suisses et étrangers dans cette commission ?

Hans-Ulrich Jost. Le problème n'est pas là. Les responsables politiques n'ont pas compris quel est l'enjeu de cette recherche historique. Je critique la manière dont se déroule le travail de cette commission. Le travail de la Commission Bergier risque d'être un rapport Eizenstat helvétique.

Georg Kreis. En tant que membre de la Commission Bergier, je ne peux pas accepter ces critiques. Ce sont des procès d'intention. Je pense que le choix des personnes offre une garantie. Notre travail s'effectue selon les règles scientifiques et de façon professionnelle. Vous la jugez trop autoritaire ? Peut-être est-ce vrai pour le choix des personnes. Vous laissez également entendre qu'il y a des pressions. Bien sûr qu'il y a des attentes et que celles-ci sont

parfois très fortes. Penser qu'elles auront un effet automatique sur le produit de notre recherche est malveillant !

Jean-Claude Favez. La Commission Bergier n'est qu'un aspect de la gestion de la crise. J'approuve les critiques que Hans-Ulrich Jost sur nos conseillers fédéraux et nos diplomates. S'en indigner est une chose, encore faut-il s'interroger sur les raisons de leur mauvaise gestion. Que s'est-il passé pour qu'il y ait une pareille suite de cafouillages ? En ce qui concerne la Commission Bergier, j'ai toujours été contre sa création. Il aurait fallu prendre modèle sur le Fonds national de la recherche scientifique, c'est-à-dire stimuler les recherches avec de plus grands moyens et en faisant appel à des historiens étrangers.

Alors qu'on décidait de créer la Commission Bergier en octobre-novembre 1996, le Fonds national et le Conseil de la science étaient en train d'élaborer un nouvel instrument de la recherche scientifique que nous allons introduire dans la nouvelle période de planification 2000-2003. Son idée est de concentrer des moyens importants pour des recherches dans un secteur sous-développé afin de former des jeunes. On pouvait parfaitement décider que le problème de la Suisse dans la Deuxième Guerre mondiale devenait un domaine qui ferait l'objet d'un effort des autorités. On aurait pu y injecter 20 millions de francs et lancer un appel d'offres mondial. L'administration a eu peur de perdre le contrôle de ce système. Et Berne a cédé à la pente qui avait déjà été celle du rapport Bonjour sur la neutralité suisse.

Georg Kreis. La grande différence, c'est que le rapport ne dépend pas d'une personne et qu'il y a cette fois-ci un pluralisme de sensibilités.

Jean-Claude Favez. J'espère que vous terminerez votre recherche dans cinq ans et en bon état lorsque vous devrez rendre des comptes. Il faut pourtant tenter de voir le bon usage de la Commission Bergier. Celle-ci ouvre notamment une brèche dans le secret de certains documents. Une brèche limitée toutefois, puisque, jusqu'à preuve du contraire, seuls les membres de la Commission ont la possibilité de voir ces documents.

JdG/GdL à Jean-Claude Favez. Pouvez-vous préciser votre objection de principe sur l'existence d'une telle commission ?

Jean-Claude Favez. Son but est discutable et ses résultats sont dès le départ contraints. La Commission ne pourra pas venir en disant « nous n'avons rien trouvé ». Or, lorsqu'on commence une recherche, on n'est jamais sûr qu'elle mène quelque part. Que voulait-on, une commission politique ? Alors, on ne prétend pas au travail scientifique. C'est pourtant ce qui est dit, quand bine même l'on sert un but politique. C'est cela qui me gêne.

Georg Kreis. Je considère ce travail comme un début. Tout le monde sait qu'il n'est pas possible d'émettre une conclusion définitive. Il y aura un contrôle parfaitement démocratique. Dans une première phase. On jugera nos conclusions sur la base de notre argumentation fondée sur une documentation déclarée. Dans une deuxième phase, l'État doit, pour le moins, rendre accessibles ses propres documents à tout le monde.

Hans-Ulrich Jost. Si l'on s'attarde tant sur la Commission Bergier c'est parce qu'elle est un bon exemple de ce déficit dans la manière de réagir de la part du gouvernement. La Commission est pourtant peut-être la réaction la plus positive du Conseil fédéral.

ANNEXE AU CHAPITRE 9 :

**UNE CRITIQUE PRAGMATIQUE
DES CULTURES POLITIQUES EN ACTION**

Annexe 31 : « Sortant de leur secret, les banques trouvent 1756 avoirs dormants », 24 Heures et la Tribune de Genève (24.7.97)

Sortant de leur secret, les banques trouvent 1756 avoirs dormants

Une opération sans précédent permet de débusquer pour 60 millions de comptes en déshérence. On est bien loin des illustres *peanuts* du patron de l'UBS. Une seconde liste de 20 000 noms suivra en octobre.

DL' imposante liste de 1872 noms liés à 1756 comptes en déshérence publiée hier dans 19 langues et 27 pays (nos éditions d'hier) n'est qu'un début. « Une seconde liste sera publiée en octobre, contenant cette fois des noms de personnes suisses, ou vivant à l'époque en Suisse », a annoncé hier à Kloten Paul Volcker, le président de la Memorandum Commission. Selon les renseignements fournis par l'Association suisse des banquiers (ASB), cette seconde liste devrait comporter environ 20 000 noms, mais le montant total des fonds auxquels ces noms-là sont liés devrait être bien inférieur aux 60,2 millions recensés par la liste No 1, une grande partie des avoirs ainsi mis au jour n'étant que de 100 ou 200 francs. « Cette deuxième liste aura pour but d'éclaircir une question particulièrement épineuse: celle des avoirs déposés au nom de tiers, par exemple des agents fiduciaires, avocats, notaires, hommes de paille ou tout autre intermédiaire ayant agi pour le compte du déposant », explique Paul Volcker.



La fameuse liste a suscité la curiosité aussi bien à Zurich (à gauche) qu'à Londres (à droite) et à Moscou (au centre).

Reuters-Müller/AP/Reuters

ANNEXE AU CHAPITRE 10 :

LA CONSTITUTION MEDIATIQUE
D'UN COLLECTIF DE RECHERCHE NARCISSIQUE

2 AKTUELL

6110
9421
02.08.97

BLICK • Samstag, 26. Juli 1997

Nach dem Desaster um nachrichtlose Vermögen US-Milliardär will unser Bankgeheimnis knacken!

VON FRANZ GLINZ

BERN – Globales Outing. Schweizer Banken geben Tausende ihrer Konten preis. Jetzt wird zum Todesstoss gegen unser Bankgeheimnis ausgeholt. An vorderster Front: Edgar Bronfman, Präsident des Jüdischen Weltkongresses, und Jean Ziegler, Genfer SP-Nationalrat und Bankenscheck.

Bronfman schockierte gestern die helvetische Bankenszene mit der Aussage, er sehe «das Ende des Schweizer Bankgeheimnisses nahen». Und zwar rasant. Bronfman rechnet damit, «dass das Bankgeheimnis fällt, wenn im Herbst die zwei-

te Liste mit Angaben zu rund 20 000 weiteren nachrichtlosen Konten veröffentlicht wird». Dabei gibt der milliardenschwere Unternehmer Bronfman einflussreichen Schweizer SP-Politikern Schützenhilfe und moralischen Auftrieb. Von ihnen unterstützt,

Bankgeheimnis ist berechtigt
BERN – «Das Bankgeheimnis hat auch in Zukunft seine Berechtigung zum Schutz der Privatsphäre der Bankkunden». Das sagt Pressesprecherin Silvia Mattie von der Schweizerischen Bankiervereinigung. Als «absurd» bezeichnet sie die Aussage des Milliardärs Edgar Bronfman,

kämpft SP-Politiker, Antitanken-Buchautor und Historiker Ziegler mit einer Motion an den Bundesrat für die Abschaffung des Bankgeheimnisses. Dieses sei dafür verantwortlich, dass unsere Banken heute weltweit verdächtigt würden, «enorme Sum-

men zweifelhafter Herkunft zu horten».

Im Gespräch mit BLICK wird Ziegler konkret: «Das Bankgeheimnis von 1934 diente zur Verfolgung, die ihr Geld in Sicherheit bringen mussten. Heute nützt der Artikel 47 des Bankengesetzes noch Diktatoren aus Drittweltländern und Leuten, die Flucht- und Korruptionsgelder verstecken wollen.»

Dass das Bankgeheimnis unseren Geldinstituten beim Multi-Milliardengeschäft mit der weltweiten Vermögensverwaltung hilft, ist unbestritten. Es bietet Bankkunden mehr Sicherheit vor Steuer- und Untersuchungsbehörden

als bei Banken in Amerika, England, Deutschland oder Japan. Ziegler sieht in dieser Sicherheit a la Suisse eine «unglaubliche Erschwerung der Rechtshilfe».

Während ausländische Top-Banken bei Verdacht auf unsaubere oder kriminelle Gelder den Untersuchungsorganen ihre Bücher öffnen müssen, können unsere Banken solches weitgehend vermeiden.

Zu Ziegler dazu: «Die Schweiz zieht deshalb Kapital an, das nirgendwo sonst sicher zu deponieren ist. Dieses fließet nicht nach Luxemburg oder Österreich, auch wenn dort ein teilweise strengeres Bankgeheimnis gepflegt wird. Wer

Hunderte von Millionen gut verwaltet haben will, geht nicht nach Österreich. Er braucht eine internationale Bank, die auf allen Finanzplätzen der Welt stark vertreten ist.»

Laut Ziegler hätte das Bankgeheimnis sofort nach dem Zweiten Weltkrieg abgeschafft werden müssen.

Von Abschaffen will der Bundesrat nichts wissen. In der Antwort auf Zieglers Motion betont er: «Es handelt sich beim Artikel 47 um ein besonders geregeltes Berufsgeheimnis, dessen Ziel in erster Linie der Schutz der Persönlichkeit und der Privatsphäre eines jeden Bankkunden ist.»



Sieht das Bankgeheimnis fallen: Edgar Bronfman.



Will das Bankgeheimnis abschaffen: Jean Ziegler.

ANNEXES AU CHAPITRE 11 :

**LE DENOUEMENT D'UNE INTRIGUE ET L'INSTITUTION D'UNE
CULTURE POLITIQUE**

Annexe 33 : « Estimation du coût de la crise », L'Hebdo, n°44 (30.10.97)

DÉPENSES ENGAGÉES À FIN 1997

FONDS PUBLICS

La commission Bergier	3 000 000
La Task Force	3 100 000
Ruder Finn, L'entreprise de relations publiques aux Etats-Unis qui salarie entre autres un jeune ex-acteur d'Hollywood: Jay Footlik	319 500
Barbour, Griffith & Rogers L'entreprise de lobbying	213 000
LE FONDS SPÉCIAL DE L'HOLOCAUSTE	
Versement de la BNS	100 000 000
Secrétariat du Fonds	600 000
Mandat de ATAG pour contrôler la distribution de l'argent du Fonds	non communiqué
Pro Helvetia (films, traductions, expos)	300 000

TOTAL: 107 532 500

FONDS PRIVÉS

Frais de recherche des comptes en déshérence effectués par les banques	100 000 000
Commission Volcker	Estimation basse 50 000 000 Estimation haute 100 000 000
Versement des banques au Fonds spécial de l'Holocauste	120 000 000
Publication dans la presse internationale	
de la 1 ^{re} liste des comptes en déshérence	6 500 000
de la 2 ^e liste des comptes en déshérence	15 000 000
Frais d'avocats engagés par les banques aux Etats-Unis Avocats de l'ASB à Washington Vilmer, Cutler & Pickling	8 000 000
engagés par les trois grandes banques UBS, SBS, CS	Estimation basse 10 000 000 Estimation haute 30 000 000
Frais de communication RP, lobbying engagés par les banques aux Etats-Unis	Estimation basse 350 000 Estimation haute 1 400 000

TOTAL: 309 850 000 380 900 000

**TOTAL FONDS PUBLICS
ET PRIVÉS**

Estimation basse: 417 382 500 Estimation haute 488 432 500

DÉPENSES À VENIR

Plusieurs dépenses sont envisagées dans un avenir proche. Elles viendraient s'ajouter au total d'ici l'an 2000 à condition qu'elles soient acceptées par le peuple (soit 350 millions pour la Fondation de Solidarité) ou par le Parlement (15 millions réclamés par Rolf Bloch nécessaires à la distribution de l'argent du Fonds et enfin 17 millions pour la commission Bergier).

Total estimation basse 799 382 500 Total estimation haute 870 432 500

Notons que ce total est encore sous-évalué. Il dépasserait à n'en pas douter le milliard s'il était possible de chiffrer le manque à gagner pour les banques dû aux boycotts lancés contre elles par plusieurs Etats américains, les frais pour 1998 probablement reconduits par la Task Force d'environ 3 millions de francs, les frais de fonctionnement du secrétariat du Fonds spécial ou des entreprises de communication engagées aux Etats-Unis tant par la Confédération que par les banques.

Estimation du coût de la crise

Total des fonds publics

Ce total ne tient pas compte des frais impossibles à recenser du personnel des ambassades et consulats posté sur les points chauds et qui consacre périodiquement son temps à gérer des crises.

Comission Volcker

Selon le collaborateur le plus proche de Paul Volcker, le chiffre de 100 millions ne devrait pas être atteint. Mais le coût des audits dans les archives des banques suisses dépassera en tout cas les 50 millions.

Frais d'avocats

Plusieurs autres études d'avocats travaillent pour les banques suisses. Par analogie aux coûts de l'étude engagée par le cabinet de l'ASB, on peut donner une fourchette large de ce que coûtent ces autres bureaux.

Frais de communication

«50 000 francs par mois est un prix raisonnable pour un mandat de communication global aux Etats-Unis qui comprendrait le suivi régulier de la presse, la rédaction de tribunes libres, les prises de contacts», analyse Claude Rochat de l'agence de communication Rochat, Delacrétaz & Partners SA. L'estimation basse représente le seul mandat de l'ASB. L'estimation haute, les mandats assumés par les trois banques et l'ASB.

Annexe 34 : « Hier à New York, le directeur des Finances de la ville, Alan Hevesi, et Israel Singer, secrétaire général du Congrès juif mondial », 24 Heures (27.3.98)

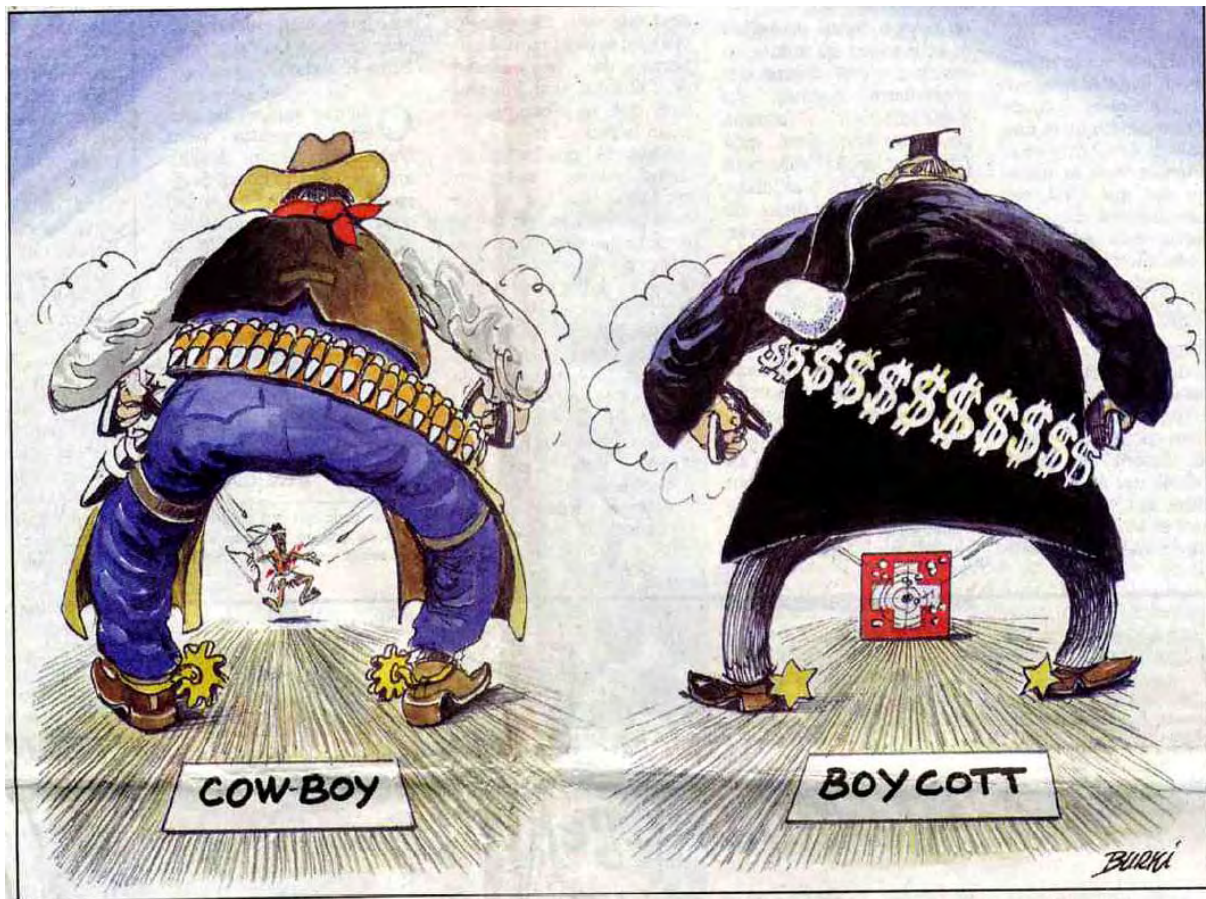


ANNEXES AU CHAPITRE 12 :

**L'INTRIGUE PROJETTE ET ORGANISE L'HORIZON
DE SON PROPRE DENOUEMENT**

Annexe 35 : Les villes et les Etats états-uniens recommandent le boycott des banques suisses

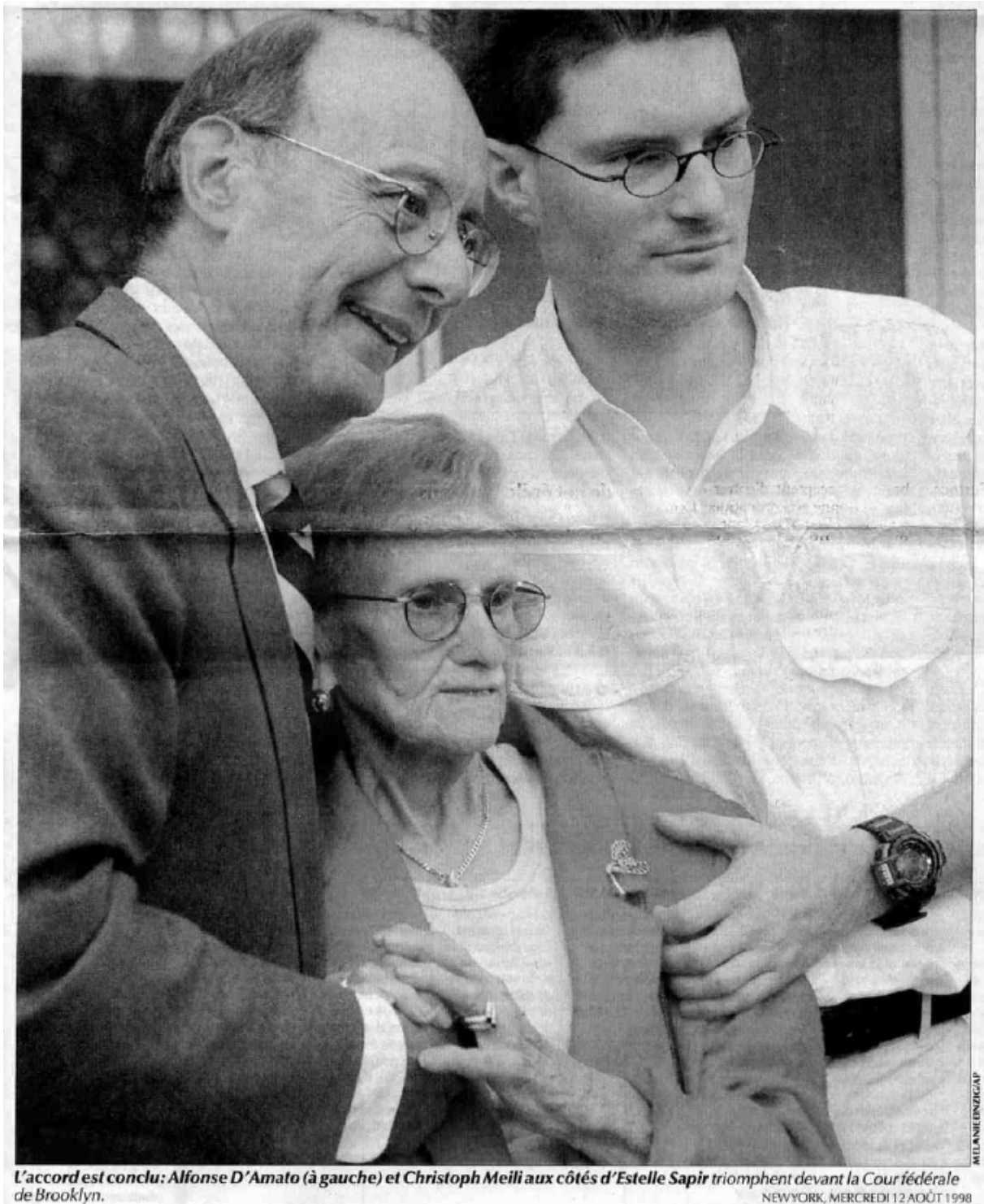
a) « *Les Suisses n'en peuvent plus* », dessin de Raymond Burki, 24 Heures (3.7.98)



b) « *Jetzt prüft auch die Schweiz Klagen* », dessin de Nico, Tages-Anzeiger (3.7.98)



Annexe 36 : « L'accord conclu : Alfonse D'Amato (à gauche) et Christoph Meili aux côtés d'Estelle Sapir triomphent devant la Cour fédérale », *Le Temps* (14.8.98)



L'accord est conclu: Alfonse D'Amato (à gauche) et Christoph Meili aux côtés d'Estelle Sapir triomphent devant la Cour fédérale de Brooklyn.

NEWYORK, MERCREDI 12 AOÛT 1998

Annexe 37 : « Nos bonnes affaires avec l'Afrique du Sud », dessin de Patrick Chappatte, *Le Temps* (11.2.99)

